

HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

Volume VI

♦ 1789 - 1914 ♦

Publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP

Titre original: *History of Humanity* – Vol. VI: *The Nineteenth Century* Publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris, et Routledge, Londres. ©UNESCO, 2008 pour l'édition anglaise

©UNESCO 2008 ISBN 978-92-3-202815-0

Les idées et opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UNESCO. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé des frontières ou limites.

La Commission internationale de l'Histoire de l'humanité assume la responsabilité intellectuelle et scientifique pour la préparation de cet ouvrage.

L'UNESCO remercie l'Organisation internationale de la Francophonie pour sa généreuse participation financière à la publication de cet ouvrage.

La réalisation du projet de l'*Histoire de l'humanité* a été rendue possible grâce au généreux soutien financier de la *World Islamic Call Society* (WICS).

Tous droits de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

Réalisation éditoriale: Ali Moussa Iye, Chef, Section du dialogue interculturel Avec la collaboration de Khadija Touré Traduction effectuée sous la coordination et la supervision de Albert Ollé-Martin et Violaine Decang

Mise en pages : Dergham, Beyrouth (Liban)

Impression: Jouve, Mayenne

Imprimé en France

♦ 1789 - 1914 ♦

HISTOIRE DE L'HUMANITÉ





des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture Éditions UNESCO

HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

Volume I
De la préhistoire aux débuts de la civilisation
ISBN 978-92-3-202810-5

Volume II De 3000 av. J.-C. à 700 av. J.-C. ISBN 978-92-3-202811-2

Volume III
Du vii^e siècle av. J.-C. au vii^e siècle de l'ère chrétienne
ISBN 978-92-3-202812-9

Volume IV 600 – 1492 978-92-3-202813-6

Volume V 1492 – 1789 ISBN 978-92-3-202814-3

Volume VI 1789 – 1914 ISBN 978-92-3-202815-0

Volume VII Le xx° siècle de 1914 à nos jours ISBN 978-92-3-204083-1

Sommaire

Liste des tableaux VI	7. L'éducation et la recherche 378
Liste des figures VII	Christine Blondel, Conrad Grau,
Liste des cartes VIII	Leoncio López-Ocón, Françoise Mayeur, Maria-Luisa Ortega-Gálvez, Anne Rasmussen, Brigitte Schroeder- Gudehus et Iba Der Thiam
Liste des illustrations IX	
Liste des auteurs XX	
Préface: de 1789 à 1914 XXIV	Bernadette Bensaude-Vincent,
Peter Mathias	coordinatrice
A. Introduction 1	8. La culture, les arts et l'architecture 436
Peter Mathias	8.1. Le monde occidental
B. Section thématique	Raymond Vervliet
1. Un nouvel environnement socio-	8.2. L'Amérique latine et les Caraïbes
économique 15	Patrick Collard
Peter Mathias et Sidney Pollard	
2. Le contexte international 120	8.3. L'Asie occidentale et les pays
Hermann van der Wee, coordinateur	arabes 577 Stephen Vernoit
2.1. L'Europe, l'Amérique et	•
1'Afrique 123	8.4. L'Asie
Jan Blomme	8.4.1. L'Asie centrale et
2.2. L'Asie	méridionale, le Sud-Est asiatique et la Chine 597
Michelangelo van Meerten	Stephen Vernoit
3. La révolution industrielle : progrès	*
scientifiques et techniques	8.4.2. Le Japon
Rainer Fremdling	Paul A. Akamatsu et Nicolas
4. Les mathématiques, les sciences exactes	Fievé
et les sciences naturelles	8.4.2.1. L'évolution
Charles Morazé	culturelle, la littérature
5. L'évolution de la médecine	et les beaux-arts 620
Huldrich M. Koelbing	Paul A. Akamatsu
6. Les sciences humaines et les sciences	8.4.2.2. L'architecture 631
sociales	Nicolas Fievé
Tatiana V. Golubkova, Igor N. Ionov,	8.4.3. La Corée 635
Marletta T. Stepaniants et Efim B.	Alain Delissen
Tchernjak	8.5. L'Afrique subsaharienne 641
Alexander O. Chubariyan, coordinateur	Roger Somé

9. La place de la religion dans les cultures du XIXe siècle	10.2.4.2. Les arts
Khalifa Chater, Marie-Louise Reiniche, Isabelle Charleux, Vincent Gossaert, Jean-Pierre Berthon et	12. L'Amérique latine et les Caraïbes 956 Germán Carrera Damas, coordinateur
Ok Sung Ann-Baron Émile Poulat, coordinateur	12.1. Vue d'ensemble
9.1. La chrétienté révolutionnée 65 9.2. L'espace orthodoxe	12.2 La Méso-Amérique 987
9.3. L'Amérique latine	70 12.3. Le Brésil 1003
9.5. L'expansion chrétienne	83 12.4. Le Río de la Plata 1029
9.7. L'Extrême-Orient	Margarita Guerra Martiniero
9.8. L'islam africain	13. L'Asie
C. Section régionale	13.1 L'Asie septentrionale
10. L'Europe	et centrale 1062
10.1. L'Europe occidentale	Ahmad Hasan Dani
10.1.1. La Révolution française et la guerre de Vingt-Trois	13.2. L'Asie du Sud 1073 Sumit Sarkar
Ans (1789–1815) 72	25 13.3. L'Asie orientale 1103
François Crouzet 10.1.2. Paix et expansion (1815–19	13.3.1. La Chine 1103 <i>Shu-li Ji</i>
14) 758 Theo C. Barker	13.3.2. Le Japon 1140 <i>Hiroshi Mitani</i>
10.2. L'Europe centrale, orientale et sud-orientale	05 13.3.3. La Corée 1159 Seong-Rac Park
10.2.1. La monarchie des Habs-	13.4. L'Asie du Sud-Est 1169 Boon-Kheng Cheah
Jean Bérenger et Charles Kecskeméti	Conclusion. Le triomphe de la culture scientifique 1178
10.2.2. La Pologne	14. L'Asie occidentale et l'Afrique
10.2.3. La Russie 84 Igor Nikolaïevitch Ionov et	40 méditerranéenne Introduction 1181
Alexei Nicholaeviv Tsamutali 10.2.4. L'Europe du Sud-Est 86	Abdul-Karim Rafeq 14.1. Le Moyen-Orient, la Turquie
10.2.4.1. Vue d'ensemble 86 Nikolaï Todorov	

Sommaire VII

14.2. Le Maghreb	15.3. L'intégration de l'Afrique centrale et orientale dans le système capitaliste international
Kambou-Ferrand et Christophe Wondji Iba Der Thiam et Christophe Wondji,	15.4. L'Afrique orientale
coordinateurs 15.1. L'Afrique sous domination française	15.5. Les pays de l'Afrique d'expression portugaise
	15.6. L'Afrique australe 1354 Ngwabi Bhebe
15.1.1. L'évolution historique avant le choc colonial 1234 Christophe Wondji et Thierno Bah	15.7. Les pays de l'océan Indien 1375 Faranirina V. Rajaonah et Christophe Wondji
15.1.2. Le choc colonial: mutations et conséquences	15.8. Conclusion
	16. L'Australasie et le Pacifique 1385 Donald Denoon et Pamela Statham
15.1.3. La culture, la science et la technique	D. Conclusion : Vers une société universelle
15.2. L'Afrique occidentale	Table chronologique 1443
et centrale sous domination britannique et allemande 1285 Francis Agbodeka	Index

Liste des tableaux

- 1. Croissance de la population mondiale (1800–1950) en millions d'habitants.
- 2. Économie mondiale: revenu et crois-
- Taux de croissance de la production dans différents pays (total et par habitant) de 1820 à 1913 (moyennes annuelles des taux de croissance globale de la production à prix constants).
- Production de minerais bitumineux, lignite, anthracite dans différents pays: moyennes annuelles en millions de tonnes.
- Production de charbon par habitant dans les grandes puissances économiques (en tonnes).
- Production de fonte brute et d'acier dans différents pays: moyennes annuelles en milliers de tonnes.
- Capacité productive de l'industrie cotonnière européenne: nombre de fuseaux en milliers et, entre partenthèses, pourcentage par rapport à la capacité du Royaume-Uni.
- Voies ferrées dans plusieurs pays d'Europe et aux États-Unis, 1840–1910 (kilomètres de voies).
- 8a. Voies ferrées dans plusieurs pays africains, 1840–1910 (kilomètres de voies).
- 8b. Voies ferrées dans plusieurs pays américains, 1840–1910 (kilomètres de voies).

- Voies ferrées dans plusieurs pays d'Asie et d'Océanie, 1840–1910 (kilomètres de voies).
 - PIB par habitant et population de différents pays en 1820, 1913 et 1992: valeurs exprimées en dollars internationaux de 1990 et en milliers.
- 10. Industrie sidérurgique primaire.
- 11. Production de fer en Belgique (B), France (F) et Prusse (P) de 1836 à 1870: valeurs en milliers de tonnes métriques et en pourcentage.
- 12. Répartition de l'emploi dans l'agriculture, l'industrie et les services en 1870, 1913, 1950 et 1992 : valeurs en pourcentage sur le total.
- 13. Taux d'inscription scolaire dans différents pays vers 1900.
- 14. Statistiques des principales variations économiques du Japon, 1875–1940.
- 15. Croissance de la population d'Australie entre 1800 et 1910.
- Population des principales villes d'Australie: valeurs en milliers d'habitants et pourcentage annuel de croissance par décennie.
- 17. Balance commerciale de l'Australie.

Liste des figures

- La quintessence spiritualiste supprime la proscription des opposés (éléments) et des contradictions (qualités) établie par Aristote.
- 2. Modèles de calcul infinitésimal et calcul des variations
- 3. Calcul des forces: nombres complexes et vecteurs, théorie de l'extension.
- 4. Les quaternions privés de leur partie scalaire expriment la résultante de forces électriques et magnétiques. A. Multiplication de vecteurs. B. Direction du courant (ampère), de l'induction (tesla) et de la force (newton).
- Représentation cartésienne de l'équation de Newton démontrant la relation entre la force, la masse et l'accélération.
- 6. Les molécules et les atomes selon la théorie de Dalton. A. Diagramme illustrant la formation de deux molécules d'acide chlorhydrique selon M. A. Gaudin. B. Formation de deux molécules d'eau.

- Classification des éléments selon Dmitri Mendeleïev. A. Table établie par Mendeleïev en 1869. B. Table de Mendeleïev révisée en 1871. C. Actuelle table périodique des éléments.
- Les lois de l'hérédité selon Gregor Mendel.
- Premier alphabet bamoun, inventé durant le règne de Njoya (source: C. Tardits, «Njoya ou les malheurs de l'intelligence chez un sultan bamoun», dans C. A. Julien, M. Morsy, C. Coquery-Vidrovitch, Y. Person [dir. publ.], Les Africains, vol. IX, Paris, Éditions Jeune Afrique, 1977, p. 274).
- 10. La dépréciation de l'assignat d'après les «tables de la Trésorerie». Équivalent en numéraire (or) pour 100 livres en assignats (source: F. Crouzet, La Grande Inflation. La Monnaie française de Louis XVI à Napoléon, Paris, Fayard, 1993)

Liste des cartes

- 1. Le commerce transatlantique des esclaves.
- 2. L'empire de l'Europe en Afrique.
- L'Asie du Sud-Est. Zones traditionnelles d'immigration des Chinois, XIV-XIX^e siècle.
- 4. L'empire colonial japonais, 1895–1945.
- 5. L'empire de Napoléon.
- 6. Les chemins de fer européens en 1848 et 1877.
- 7. Les Balkans, 1878-1914.
- L'expansion de la production de coton et de l'esclavage en 1820 et 1860 dans le sud des États-Unis.

- 9. L'expansion territoriale des États-Unis vers l'Ouest au XIX^e siècle.
- 10. La Chine des Qing.
- 11. Le réseau ferroviaire japonais en 1890.
- 12. La formation des principaux États de l'Asie du Sud-Est moderne.
- 13. La progression de l'Europe en Afrique du Nord-Ouest.
- 14. L'Afrique au sud du Sahara vers 1880.
- 15. L'Afrique entre 1880 et 1914.
- 16. La Grande-Bretagne et le Pacifique.
- L'expansion des missions protestantes en Australasie et dans le Pacifique jusqu'en 1914.

Liste des illustrations

- Immigrants italiens à leur arrivée en Amérique du Nord vers 1900 (DeA Picture Library).
- Affiche publicitaire de Peugeot, fabricant d'automobiles dès 1892 (DeA Picture Library).
- Machine à écrire n° 2 fabriquée en 1878 par Remington (États-Unis) (DeA Picture Library).
- Affiche publicitaire pour les appareils de photographie Kodak (États-Unis), représentant la célèbre «pin-up Kodak» créée en 1893 (© Bettmann/Corbis/Cover).
- Le Sirius, le premier navire à vapeur anglais qui traversa l'Atlantique sans escale (1838) (DeA Picture Library).
- John D. Rockefeller, homme d'affaires et philanthrope américain (1839–1937), fondateur de la Standard Oil en 1863 (© Oscar White/Corbis/Cover).
- L'homme d'État britannique Lionel Rothschild (1808–1879), le premier juif à accéder au Parlement britannique (© Bettmann/Corbis/Cover).
- Portrait de l'ingénieur américain Robert Fulton (1765–1815), inventeur du premier bateau à vapeur (DeA Picture Library).
- Inauguration de la première ligne téléphonique entre New York et Chicago (dans les années 1880) par Alexander Graham Bell (Hulton Archive).
- Portrait de William Godwin (1756–1836), écrivain politique et sociologue britannique, peint par James Northcote en 1802 (National Portrait Gallery, Londres).

- 11. Adam Smith (1723–1790), économiste politique et philosophe écossais (DeA Picture Library).
- 12. William Gladstone (1809–1898), Premier ministre britannique (gravure de 1880 environ) (DeA Picture Library).
- Réception des ambassadeurs siamois par l'empereur Napoléon III au palais de Fontainebleau (1864), par Jean-Léon Gérôme (Musée national du château de Fontainebleau) (DeA Picture Library).
- 14. L'économiste et homme politique français Jean-Baptiste Say (1767–1832), auteur de la loi de Say sur l'offre et la demande (Hulton Archive).
- L'économiste allemand Friedrich List (1789–1846), célèbre pour son plaidoyer en faveur du libre-échange (© Bettmann/ Corbis/Cover).
- Visite du président Abraham Lincoln (1809–1865) aux soldats de l'Union pendant la guerre de Sécession en 1862 (Hulton Archive).
- 17. Vue de Freetown, capitale de la Sierra Leone, fondée en 1787 par des esclaves libérés (gravure de 1856) (© Corbis/ Cover).
- 18. Marchands d'ivoire à Zanzibar et leur important stock de défenses d'éléphant. Le commerce de l'ivoire fut florissant après l'abolition officielle du trafic des esclaves sur l'île en 1873 (© Bojan Breceli/Corbis/Cover).
- Le canal de Suez en 1869, année de l'achèvement des travaux (DeA Picture Library).

XII DE 1789 À 1914

 Portrait de Ferdinand-Marie de Lesseps (1805–1894), promoteur du canal de Suez, peint par Gabriel Lepaule (DeA Picture Library).

- Portrait du Premier ministre et écrivain Benjamin Disraeli (1804–1881), peint par J. E. Millais en 1881 (National Portrait Gallery, Londres) (DeA Picture Library).
- Portrait du héros national algérien, Abd el-Kader (1808–1883), peint par M. E. Godefroy (musée de l'Armée, Paris) (DeA Picture Library).
- L'Écossais Mungo Park (1771–1805), premier explorateur européen du Niger. Gravure extraite de Travels in Central-Africa – From Mungo Park to Dr Barth and Dr Vogel, 1859 (DeA Picture Library).
- 24. L'explorateur français René Caillé (1799–1838), célèbre pour avoir cartographié le cours du Niger et avoir été le premier européen à revenir vivant de Tombouctou (DeA Picture Library).
- 25. L'explorateur, historien et anthropologiste allemand Heinrich Barth (1821–1865), auteur de *Travels and Discoveries in North and Central Africa* (DeA Picture Library).
- L'explorateur, orientaliste et écrivain britannique sir Richard Francis Burton (1821–1890) (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).
- 27. La bataille d'Isandhlwana (1879) signe une victoire importante des Zoulous contre les forces coloniales britanniques qui finirent par faire plier ce peuple jadis indépendant (DeA Picture Library).
- 28. L'homme politique français Jules Ferry (1832–1893), vers 1880 (collection Félix Potin) (© Bettmann/Corbis/Cover).
- La bataille d'Omdourman (2 septembre 1898), qui permit aux Britanniques de s'emparer du Soudan (DeA Picture Library).
- Fusiliers britanniques au combat au cours de la seconde guerre des Boers, à Honey Kloof, en 1900 (© Corbis).

31. Rencontre du commodore américain Matthew Perry (1794–1858) avec la délégation impériale à Yokohama en 1853 (© Bettmann/Corbis/Cover).

- 32. Des acheteurs étrangers visitent le centre commercial de Yokohama, estampe réalisée en 1861 par le Japonais Utagawa Sadahide (© Peter Harholdt/Corbis/Cover).
- Estampe illustrant la modernisation du réseau de transport survenue au Japon sous la restauration Meiji (1868) (DeA Picture Library).
- 34. Circuit de train à vapeur construit en 1808 par son inventeur britannique, Richard Trevithick, dans le square londonien Euston pour présenter au public sa locomotive Catch Me Who Can (DeA Picture Library).
- 35. Le convertisseur Bessemer, procédé révolutionnaire mis au point en 1856 par Henry Bessemer (1813–1898), transforme les techniques de production d'acier grâce à l'insufflation d'air à la fonte liquide. Gravure de 1876 (©Bettmann/Corbis).
- La tour Eiffel (1887–1889), à la structure en acier puddlé novatrice, choqua nombre de ses contemporains mais finit par devenir le symbole par excellence de Paris (DeA Picture Library).
- Le chimiste britannique sir William Henry Perkin (1838–1907), qui découvrit le colorant d'aniline (Hulton Archive).
- 38. Le chimiste et physicien britannique Michael Faraday (1791–1867), qui inventa le moteur électrique (1821) et la dynamo (1831) en appliquant les principes de l'électromagnétisme (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).
- Une des premières ampoules électriques à incandescence (vers 1880), fabriquée par Edison and Swan United Electric Company (Hulton Archive).
- 40. L'ingénieur et économiste américain Frederick W. Taylor (1856–1915), à qui l'on doit l'expression «organisation scientifique du travail» (1911), souvent

- qualifiée de taylorisme (© Bettmann/Corbis/Cover).
- Albert Einstein jeune (1879–1955). Ce physicien allemand élabora en 1915 la théorie générale de la relativité (© Bettmann/Corbis/Cover).
- 42. Carl Friedrich Gauss (1777–1855). Mathématicien et scientifique allemand prolifique, célèbre pour ses recherches novatrices en matière de théorie des nombres, analyse, géométrie, magnétisme, astronomie et optique (© Bettmann/Corbis/Cover).
- Le chimiste suédois Jacob Berzelius (1779–1848), inventeur de la notation chimique moderne, peint par O. J. Sodermark (© Bettmann/Corbis/Cover).
- 44. Le physicien allemand Max Planck (1858–1947), récipiendaire du prix Nobel de physique, photographié en 1919 (© Bettmann/Corbis/Cover).
- 45. Le moine autrichien Gregor Johann Mendel (1822–1884), qui est considéré comme le « père de la génétique » (DeA Picture Library).
- 46. Portrait de Louis Pasteur (1822–1895), chimiste et biologiste français, peint par A. Edelfelt en 1885 (musée d'Orsay, Paris) (DeA Picture Library).
- 47. Page de titre du livre majeur de Charles Darwin, On the origin of species by means of natural selection [L'Origine des espèces], publié en 1859 (© Bettmann/Corbis/Cover).
- 48. Le naturaliste Charles Darwin (1809–1882), photographié par Julia Margaret Cameron en 1869, deux ans avant la publication de *The descent of man, and selection in relation to sex* (© Bettmann/Corbis/Cover).
- 49. La Clinique du docteur Agnew (par Thomas Eakins, 1889) représente le Dr Hayes Agnew dirigeant une opération d'un cancer du sein à l'école de médecine de Philadelphie (Université de Pennsylvanie) (Museum of Art de Philadelphie) (© Geoffrey Clements/ Corbis/Cover).

- Le pathologiste, physiologiste et homme politique allemand Rudolf Virchow (au centre), assistant à une opération sur le cerveau à la Sorbonne en 1900 (© Bettmann/Corbis/Cover).
- 51. Le physicien allemand Robert Koch (1843–1910), qui a découvert le bacille de la tuberculose et qui est l'un des pères de la bactériologie (DeA Picture Library).
- Le physiologiste français Claude Bernard (1813–1878), photographié en 1868 (© Bettmann/Corbis/Cover).
- Le physiologiste et prix Nobel russe Ivan Petrovitch Pavlov (1849–1936), qui a étudié les réflexes conditionnés (DeA Picture Library).
- 54. Le bactériologiste allemand Emil von Behring (1854–1917) (au centre), pionnier en immunologie, inventa les vaccins contre la diphtérie et le tétanos (© Bettmann/Corbis/Cover).
- 55. Un radiologue soigne (vers 1916) un patient aux rayons X, rayons découverts par Wilhelm Conrad Röntgen en 1885 (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).
- 56. William Crawford Gorgas (1854–1920), médecin de l'armée américaine, qui passe pour avoir éradiqué la fièvre jaune et la malaria de Cuba et de la région du canal de Panama (Corbis/Cover).
- 57. L'infirmière britannique Florence Nightingale (1820–1910), pionnière des soins modernes, avec sa sœur Frances Parthenope (debout). Aquarelle de William White (1836), National Portrait Gallery, Londres (DeA Picture Library).
- 58. L'économiste et démographe britannique Thomas Robert Malthus (1766–1834), auteur de l'*Essai sur le principe de* population (1798). Gravure de John Linnell, National Portrait Gallery, Londres (© Bettmann/Corbis/Cover).
- Le philosophe Friedrich von Schelling (1775–1854), étroitement lié au romantisme allemand (DeA Picture Library).

XIV DE 1789 à 1914

- 60. Le philosophe allemand Arthur Schopenhauer (1788–1860), dont le point de vue pessimiste sur la vie est exprimé dans son célèbre ouvrage *Le Monde comme volonté et comme représentation* (1819) (DeA Picture Library).
- Portrait de l'influent philosophe allemand Friedrich Nietzsche (1844–1900) par le peintre novégien Edvard Munch (1906) (Nasjonalgalleriet, Oslo).
- Le philosophe français Henri Bergson (1859–1941), auteur de l'Évolution créatrice (1907) (DeA Picture Library).
- 63. Le philosophe danois Sören Kierkegaard (1813–1855), dont les travaux font la transition entre la pensée hégélienne et l'existentialisme. Dessin de N. C. Kierkegaard (1839) (© Bettmann/Corbis/ Cover).
- 64. Le philosophe positiviste français Auguste Comte (1798–1857), considéré comme le père de la sociologie (Hulton Archive).
- Le philosophe positiviste britannique Herbert Spencer (1820–1903) (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).
- 66. L'intellectuel français Émile Durkheim (1858–1917), l'un des fondateurs de la sociologie moderne (© Bettmann/Corbis/Cover).
- 67. Le philosophe britannique Jeremy Bentham (1748–1832), fervent défenseur de l'utilitarisme et du «principe du plus grand bonheur du plus grand nombre» (© Michael Nicholson/Corbis/Cover).
- 68. Robert Owen (1771–1858), industriel gallois, réformateur social et soi-disant «père du mouvement coopératif». Portrait inachevé (1800) par Mary Ann Knight (National Galleries of Scotland, Édimbourg).
- 69. Le très influent philosophe et économiste politique Karl Marx (1818–1883), né en Allemagne et auteur du *Capital*. Photographie de 1875 (DeA Picture Library).
- 70. L'homme politique, journaliste et avocat Lajos Kossuth (1802–1894) est l'un des

- plus célèbres patriotes hongrois (DeA Picture Library).
- L'historien et homme politique allemand Heinrich von Sybel (1817–1895) (Hulton Archive).
- 72. L'historien et philosophe politique écossais Thomas Carlyle (1795–1881). Arrangement en gris et noir n° 2: portrait de Thomas Carlyle (1872–1873) par James McNeill Whistler, Glasgow Museum and Art Gallery (DeA Picture Library).
- 73. Le leader révolutionnaire sud-américain Simon Bolivar (1783–1830) à la tête de ses troupes après la bataille de Carabobo, 24 juin 1821 (Museo Bolivariano, Caracas).
- 74. Ahmad Riza (1859–1930), membre du mouvement Jeunes-Turcs, un parti nationaliste réformiste qui dirigea l'Empire ottoman de 1908 à 1918. Riza s'inspirait des idées d'Auguste Comte et autres positivistes (© Rykoff Collection/ Corbis/Coyer).
- 75. Les Troupes indiennes cipayes se partageant le butin après leur mutinerie contre les Britanniques. Gravure de 1880 illustrant la mutinerie cipaye de 1857 (© Corbis/Cover).
- Cérémonie d'ouverture du premier concile du Vatican (1869–1870) (DeA Picture Library).
- Le philosophe et scientifique autrichien Ernst Mach (1838–1916) (© Corbis/ Cover).
- Le philosophe et psychologue américain William James (1842–1910), ardent défenseur du pragmatisme (© Corbis/ Cover).
- Couronnement de Sélim III en 1789.
 Pendant son règne (1789–1807), ce sultan ottoman réforma en profondeur les systèmes éducatif et administratif de son pays. Musée de Topkapi, Turquie (DeA Picture Library).
- 80. La Ragged School d'Édimbourg, fondée en 1850 par le célèbre révérend Thomas Guthrie (debout) pour donner

- aux enfants indigents un enseignement scolaire gratuit (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).
- Une salle de classe mixte dans une école de Washington D. C., en 1899 (© Corbis/Cover).
- Le philosophe, psychologue et pédagogue américain John Dewey (1859–1952) (© Bettmann/Corbis/Cover).
- 83. Thomas Arnold (1795–1842), poète, critique et maître d'école dont les réformes ont influencé le système scolaire britannique (© Bettmann/Corbis/Cover).
- 84. Le chimiste français Claude Louis Berthollet (1748–1822), qui contribua à la création de la nomenclature chimique (DeA Picture Library).
- 85. Portrait du naturaliste français Georges Cuvier (1769–1832) à l'âge de 29 ans par Mathieu-Ignace van Bree (1789). Museum national d'histoire naturelle, Paris (DeA Picture Library).
- 86. Le naturaliste et géographe allemand Alexander von Humboldt (1769–1859), réputé pour ses expéditions scientifiques aux Amériques (DeA Picture Library).
- 87. L'industriel philanthrope américain Andrew Carnegie (1835–1919), qui consacra une partie de sa fortune à la culture et à la recherche aux États-Unis (© Corbis/Coyer).
- Le scientifique et inventeur Alfred Nobel (1833–1896), fondateur du prix Nobel (DeA Picture Library).
- L'astronome français Camille Flammarion (1842–1925), célèbre pour ses publications et travaux de vulgarisation sur l'astronomie (© Bettmann/Corbis/Cover).
- Le géologue britannique sir Charles Lyell (1797–1875), à l'origine de la théorie de l'actualisme et partisan des théories de Charles Darwin (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).
- Le botaniste et éducateur américain Asa Gray (1810–1888) (© Bettmann/ Corbis/Cover).

- 92. Le naturaliste suisse-américain Louis Agassiz (1807–1873) (© Bettmann/ Corbis/Cover).
- 93. L'astronome britannique sir Joseph Norman Lockyer (1836–1920), fondateur de la revue scientifique *Nature* en 1869 (© Hulton-Deutsch Collection/ Corbis).
- 94. L'inventeur américain Thomas Edison (1847–1931) avec son invention la plus populaire, le phonographe (1877) (extrait de Savants illustrés, grandes découvertes. Paris, Librairie Furne, 1898, p. 137).
- 95. Visite royale des expositions au palais de Cristal pendant l'Exposition universelle de 1851. Aquarelle de J. Nash. (The Royal Collection, © 2004 Her Majesty Queen Elizabeth II, Corbis/Cover).
- 96. Affiche de Georges Paul Leroux pour le palais de l'Optique à l'Exposition universelle de 1900 à Paris (© Swim Ink 2, LLC/Corbis/Cover).
- L'historien et critique français Hippolyte Taine (1828–1893), fortement en faveur du positivisme (DeA Picture Library).
- La Glyptothèque de Königsplatz à Munich, œuvre de l'architecte allemand Leo von Klenze (1748–1864) (DeA Picture Library).
- 99. Big Ben, le beffroi du Parlement néogothique londonien, construit en 1860 par les architectes Charles Barry et Augustus Welby Pugin (© Jeremy Horner/Corbis/Cover).
- 100. Le critique, poète et artiste John Ruskin (1819–1900). Aquarelle d'Herkomer, 1879 (DeA Picture Library).
- 101. Psyché animée par le baiser de l'Amour (détail), par le sculpteur néoclassique italien Antonio Canova (1757–1822). Musée du Louvre, Paris (DeA Picture Library).
- 102. La statue de la Liberté (1874–1886), à New York, du sculpteur français Frédéric Auguste Bartholdi (© Éd. Wargin/ Corbis/Cover).
- 103. La Baigneuse, dite de Valpinçon (1808),

XVI DE 1789 À 1914

du peintre français Jean Auguste Dominique Ingres (1780–1867). Musée du Louvre, Paris (DeA Picture Library).

- 104. Voyageur au-dessus d'une mer de nuages (1818), du peintre allemand Caspar David Friedrich (1774–1840). Kunsthalle, Hambourg (DeA Picture Library).
- 105. Tres de Mayo ou L'Exécution des défenseurs de Madrid en 1808 (1814), par le peintre espagnol Francisco de Goya (1746–1828). Musée du Prado, Madrid (DeA Picture Library).
- 106. Le Radeau de la Méduse (1819) du peintre romantique français Théodore Géricault (1791–1824). Musée du Louvre, Paris (DeA Picture Library).
- 107. La Liberté guidant le peuple (1830) du peintre romantique français Eugène Delacroix (1798–1863). Musée du Louvre, Paris (© Archivo Iconografico, S.A./Corbis/Cover).
- 108. L'Italie et l'Allemagne (1811), du peintre allemand Johann Friedrich Overbeck (1789–1869), l'un des peintres nazaréens de Rome. Bayerische Staatsgemaldesammlungen Munich (DeA Picture Library).
- 109. Les Planteurs de pommes de terre (1861), de Jean-François Millet (1814–1875), le peintre de Barbizon qui a amplement représenté la vie paysanne (DeA Picture Library).
- 110. L'Amata de l'artiste britannique Dante Gabriel Rossetti (1828–1882). Tate Gallery, Londres (DeA Picture Library).
- 111. Affiche pour l'opéra *La Condamnation de Faust*, du compositeur Hector Berlioz (1803–1869) (DeA Picture Library).
- 112. Ludwig van Beethoven (1770–1827), le magistral compositeur de la période de transition entre le classicisme et le romanticisme. Sacla de Milan (DeA Picture Library).
- 113. Le compositeur romantique allemand Carl Maria von Weber (1786–1826) (DeA Picture Library).
- 114. Affiche pour l'opéra *Tosca* du compositeur italien Giacomo Puccini (1858–1924)

- (DeA Picture Library).
- 115. Deux compositeurs célèbres du XIX^e siècle: l'Autrichien Johann Strauss (à gauche) et l'Allemand Johannes Brahms (DeA Picture Library).
- Portrait du compositeur italien Giuseppe Verdi (1886) par Giovanni Boldini. Galleria Nazionale d'Arte Moderna, Rome (DeA Picture Library).
- 117. Le compositeur allemand Richard Wagner (1813–1883) photographié par F. Hanfstaengl en 1871 (© GNU).
- 118. La tour Eiffel en couverture de l'édition spéciale du numéro du *Paris illustré* consacré à l'Exposition universelle de 1889 (© Leonard de Selva/Corbis/ Cover).
- 119. Cage d'escalier de l'hôtel Tassel, construit à Bruxelles en 1893 par le plus en vue des architectes belges d'Art nouveau, Victor Horta (1861–1947) (DeA Picture Library).
- 120. Détail de l'une des tours de la cathédrale de la Sagrada Familia (commencée dans les années 1880) à Barcelone, œuvre de l'architecte Antonio Gaudí (1852–1926) (© Sandro Vannini/Corbis/Cover).
- 121. Détail de l'entrée d'un pavillon du parc Güell (1900–1914) à Barcelone, œuvre de l'architecte Antonio Gaudí (DeA Picture Library).
- 122. Petite Danseuse de quatorze ans (1881), sculpture en bronze d'Edgar Degas (1834–1917). Musée d'Orsay, Paris (DeA Picture Library).
- 123. Le Berceau (1872) du peintre impressionniste français Berthe Morisot (1841–1895). Musée d'Orsay, Paris (DeA Picture Library).
- 124. Le Moulin de la Galette (1876) du peintre impressionniste français Pierre Auguste Renoir (1841–1919). Musée d'Orsay, Paris (DeA Picture Library).
- 125. Divan japonais, affiche du peintre et illustrateur français Henri de Toulouse-Lautrec (1864–1901) (DeA Picture Library).

- 126. Un dimanche à la Grande Jatte (1884) du peintre français Georges Seurat (1859–1891). Art Institute of Chicago (DeA Picture Library).
- 127. Les Joueurs de cartes (1890–1895) du peintre français Paul Cézanne (1839–1906). Musée d'Orsay, Paris (DeA Picture Library).
- 128. Autoportrait (1888) du peintre néerlandais Vincent van Gogh (1853–1890). Van Gogh Museum, Amsterdam (DeA Picture Library).
- 129. L'Histoire de la prieure, du peintre anglais Edward Burne-Jones (1833–1898). Musée d'art du Delaware (DeA Picture Library).
- Le Baiser (1907–1908) de l'artiste autrichien Gustav Klimt (1826–1911) (DeA Picture Library).
- 131. Le Cri (1893) du plus célèbre artiste moderne norvégien, Edvard Munch (1863–1944). Nasjonalgalleriet, Oslo (© Burstein Collection/Corbis/Cover).
- 132. Obturateur et objectif d'un des premiers daguerréotypes français (vers 1840) (© Austrian Archives/Corbis/Cover).
- 133. Chaise «Argyle» (1898) de l'architecte écossais Charles Rennie Mackintosh (1868–1928), membre du mouvement Arts and Crafts et pionnier de l'Art nouveau en Écosse (DeA Picture Library).
- 134. Lampe Art nouveau du Français Louis Majorelle (1859–1926), décorateur et créateur de meubles (DeA Picture Library).
- 135. Le compositeur français Maurice Ravel (1875–1937), surtout connu pour le Boléro. Gravure d'Ouvré (Bibliothèque nationale de France, Paris).
- 136. Portrait du compositeur espagnol Manuel de Falla (1876–1946) par Ignacio Zuloaga (DeA Picture Library).
- 137. Portrait des frères Jacob (1785–1863) (à droite) et Wilhelm Grimm (1786–1859), surtout connus pour avoir réunis des contes et légendes populaires allemands,

- par E. Jerichau-Baumann (Nationalgalerie, Berlin) (DeA Picture Library).
- 138. Le poète romantique, critique et philosophe britannique Samuel Taylor Coleridge (1772−1834), connu pour ses poèmes La Ballade du vieux marin (1798) et Kubla Khan (1826) (© Michael Nicholson/Corbis/Cover).
- 139. Portrait du poète romantique britannique lord Byron (1788–1824) en costume oriental, par Thomas Philips (1813–1835). National Portrait Gallery, Londres (DeA Picture Library).
- 140. Affiche annonçant la publication d'une œuvre de l'écrivain romantique François-René de Chateaubriand (1768– 1848) (DeA Picture Library).
- 141. Portrait de l'écrivain romantique français Victor Hugo (1802–1885) par L. Bonnat (1877). Musée national de Versailles (DeA Picture Library).
- 142. Couverture du Journal des romans illustrant une scène des Trois Mousquetaires, ouvrage du Français Alexandre Dumas (1802–1870) (DeA Picture Library).
- 143. Portrait (1840) de l'écrivain français Stendhal (1783–1842), auteur de Le Rouge et le noir, par Johan Olaf Södermark. Musée national de Versailles (DeA Picture Library).
- 144. L'écrivain français George Sand (1804–1876) photographiée par Félix Nadar en 1869 (DeA Picture Library).
- 145. L'écrivain italien Alessandro Manzoni (1785–1873) par Francesco Hayez en 1841. Pinacoteca di Brera, Milan (DeA Picture Library).
- 146. Le poète et dramaturge allemand Heinrich Heine (1797–1856), auteur de *Buch der Lieder* (DeA Picture Library).
- 147. Détail du portrait de l'écrivain français Mme de Staël (1766–1817) par François Gérard en 1817. Château de Coppet (DeA Picture Library).
- 148. Portrait du poète et dramaturge autrichien Franz Grillparzer (1791–1872) par M. Daffinger. Historisches Museum

XVIII DE 1789 À 1914

der Stadt Wien, Vienne (DeA Picture Library).

- 149. L'écrivain français Gustave Flaubert (1821–1880) par E. Giraud (1856). Musée du Château de Versailles (DeA Picture Library).
- 150. Les Sœurs Brontë: (de gauche à droite) Anne, Emily (auteur des Hauts de Hurlevent) et Charlotte, par Patrick Branwell (1834) (DeA Picture Library).
- 151. Le romancier russe Fedor Dostoïevski (1821–1881), auteur de romans très influents, notamment *Crime et châti*ment et L'Idiot (© Austrian Archives/ Corbis/Cover).
- 152. L'humoriste, écrivain et conférencier américain Samuel Langhorne Clemens, plus connu sous le nom de Mark Twain (1835–1910), auteur des Aventures de Huckleberry Finn (DeA Picture Library).
- 153. Page de couverture de l'une des premières éditions de *Bel-Ami*, du Français Guy de Maupassant (1850–1893) (DeA Picture Library).
- 154. L'écrivain italien Giovanni Verga (1840–1922), principal représentant du vérisme (DeA Picture Library).
- 155. L'écrivain espagnol Benito Pérez Galdos (1843–1920), fervent défenseur du réalisme (DeA Picture Library).
- 156. Le dramaturge norvégien Henrik Ibsen (1828–1906). Dessin d'Erik Werenskiold (DeA Picture Library).
- 157. L'écrivain russe Anton Pavlovic Chekhov (1860–1904) faisant la lecture de l'un de ses livres (au centre) (DeA Picture Library).
- 158. Les poètes français Paul Verlaine (1844–1896) (à gauche) et Arthur Rimbaud (1854–1891), son jeune amant. Détail du tableau *Un coin de table* (1872) d'Henri Fantin-Latour. Musée d'Orsay, Paris (DeA Picture Library).
- 159. Le romancier français Paul Adam (1862–1920), photographie de Dornac (DeA Picture Library).

- 160. Couverture d'un recueil de sonnets, Sonatines sentimentales, de l'écrivain belge Maurice Maeterlinck (1862–1949) (DeA Picture Library).
- 161. Portrait du poète et dramaturge irlandais William Butler Yeats (1865–1939) par son père, John Butler Yeats (DeA Picture Library).
- 162. Le poète français Paul Valéry (1871–1945), portrait réalisé en 1913 par Jacques-Émile Blanche (DeA Picture Library).
- 163. Le poète français Paul Claudel (1868–1955), portrait réalisé en 1919 par Jacques-Émile Blanche (DeA Picture Library).
- 164. Portrait de l'écrivain français Marcel Proust (1871–1922) par Jacques-Émile Blanche (DeA Picture Library).
- 165. Le poète, dramaturge et essayiste anglo-américain Thomas Stearns Eliot (1888–1965), figure marquante du modernisme (DeA Picture Library).
- 166. Affiche d'A. de Karolis pour l'opéra La Figlia di Lorio (La Fille de Jorio) d'après l'œuvre de Gabriele d'Annunzio (1863–1938) (DeA Picture Library).
- 167. Le dramaturge, romancier et poète irlandais Oscar Wilde (1854–1900), photographié par N. Sarony à New York en 1882 (DeA Picture Library).
- 168. Le poète, philosophe, homme politique et philologue Andrés Bello (1781–1865) (© GNU).
- 169. L'intellectuel argentin Domingo Faustino Sarmiento (1811–1888), président d'Argentine de 1868 à 1874 (© Bettmann/Corbis/Cover).
- 170. Gabriel García Moreno (1821–1875), homme politique équatorien conservateur, qui fut deux fois le président de son pays (1859–1865 et 1869–1875) (© Corbis/Cover).
- 171. Cage d'escalier décorée de l'éclectique Palacio Postal (1907) de Mexico, œuvre de l'architecte italien Boari (© Dave G. Houser/Corbis/Cover).

- 172. La gare Constitución de Buenos Aires, influencée par le style architectural du Second Empire français (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).
- 173. Le Palacio de la Moneda (1784–1805) à Santiago du Chili, de sytle néoclassique, œuvre de l'architecte italien Joaquín Toesca y Richi. Aujourd'hui, l'ancien hôtel de la Monnaie abrite officiellement le gouvernement chilien (DeA Picture Library).
- 174. Indigènes mexicains, illustration romantique du XIX^e siècle (DeA Picture Library).
- 175. Prêtre péruvien célébrant un rite indigène, gravure publiée dans l'Encyclopédie des voyages (1796) de Grasset de Saint-Sauveur (© Gianni Dagli Orti/ Corbis/Cover).
- 176. Le géographe et artiste italien Agostino Codazzi (1793–1859), qui supervisa la Commission géographique de Colombie (1850) dont l'atlas, abondamment illustré, cartographie le pays tout entier (DeA Picture Library).
- 177. Autoportrait du Mexicain José María Velasco (1840–1912) (DeA Picture Library).
- 178. Mohammed Ali (1769–1849), viceroi d'Égypte, qui, au cours de son long règne (de 1805 à 1849), voulut moderniser l'Égypte par l'application de réformes sociales, économiques et administratives radicales (© Bettmann/ Corbis/Cover).
- 179. Soldats français en Algérie, en 1880. Les Français occupèrent l'Algérie dès 1830 et y restèrent jusqu'à la guerre d'indépendance algérienne, en 1962 (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).
- 180. La Légion étrangère à Sidi Bel Abbes, Algérie (1906) (© Leonard de Selva/ Corbis/Cover).
- 181. Le Pont de Galata au crépuscule avec la mosquée Yeni Validie Djami, tableau d'Hermann-David-Soloman Corrodi, l'un des nombreux peintres européens

- dont le style oriental influença les artistes turcs (© Christie's Images/Corbis/ Cover).
- 182. Le Marchand d'armes (1908) par le Turc Osman Mahdi (1842–1910), fortement influencé par l'école orientaliste européenne. Musée de la peinture et de la sculpture, Ankara (avec l'aimable autorisation du Resim ve Heykel Müzesi [Musée de la peinture et de la sculpture], Ankara).
- 183. Le dirigeant perse Fath 'Ali shah (règne de 1797–1834), de la dynastie des Kadjars. Les nombreux artistes locaux dont il fut le mécène devaient glorifier son règne (© Christie's Images/Corbis/ Cover).
- 184. Le Jeune Prince kadjar et son entourage, par le peintre iranien Abul'l Hasan Ghaffari (1860) (© Christie's Images/ Corbis/Cover).
- 185. Sculpture monumentale, Le Réveil de l'Égypte (1919–1928), par Mahmud Mukhtar (1891–1934), le premier étudiant égyptien de l'École des beauxarts parisienne. Université du Caire (avec l'aimable autorisation Dr Sobhy Al Sharouny).
- 186. La Conquête de Sétif par le général Galbois (1848), tableau du peintre français Adrien Dauzats (DeA Picture Library).
- 187. Entrée principale du palais Dolmabahçe (Istanbul), œuvre de l'architecte arménien Garabet Balyan dans les années 1850. Ce somptueux ensemble néoclassique, surplombant le Bosphore, a été le centre administratif de l'Empire ottoman de 1856 à 1923 (© J. Pascal Sébaébah).
- 188. Affiche publicitaire pour le transport ferroviaire en Tunisie de la compagnie des chemins de fer français PLM (Paris, Lyon, Marseille), par Hugo d'Alesi (1900). La compagnie française développa le réseau ferroviaire tunisien et construisit plusieurs gares en s'inspirant du style architectural arabe (© Swim Ink 2, LLC/Corbis/Cover).

XX DE 1789 À 1914

- 189. Décoration d'un plafond avec peintures et mosaïques de l'époque kadjare, Chirāz, illustration de la richesse et de la diversité de la production artisanale de l'Iran au XIX^e siècle (© Arthur Thévenart/Corbis/Cover).
- 190. Tapis de Demirci (Turquie occidentale), de la fin du XVIII^e siècle (DeA Picture Library).
- 191. Le Cortège sur la Grande Place du Caire (tableau de Thomas Milton, 1820), montre plusieurs bâtiments médiévaux du Caire, qui furent finalement reconstruits dans le style européen malgré les tentatives, au XIX^e siècle, pour préserver le riche héritage architectural de la ville (© Historical Picture Archive/Corbis/ Cover).
- 192. Le poète et idéologiste politique turc Namik Kemal (1840–1888). Galerie de portraits de l'Université du Texas (© GNU).
- 193. Carte de la Chine en 1826 (© Michael Maslan Historic Photographs/Corbis/ Cover).
- 194. Le palais de Chattar Manzil (1803–1827) à Lucknow (Inde), photographié en 1880 (© Hulton-Deutsch Collection/ Corbis).
- 195. Statuette en terre cuite d'une femme de la cour de l'impératrice Cixi (1861– 1908), dynastie des Qing (© Stefano Bianchetti/Corbis/Cover).
- 196. Éventail en papier représentant un érudit lisant sur un rocher, par le peintre chinois Ren Bonian (1840–1896) (© Metropolitan Museum of Art, New York).
- 197. Bouddha avançant, statue thaïlandaise en bois doré de la fin du XIX^e siècle (© Honeychurch Antiques, Ltd./Corbis/ Cover).
- 198. L'écrivain et philosophe indien Rabindranāth Tagore (1861–1941), le premier Asiatique à recevoir le prix Nobel (1913) (DeA Picture Library).
- 199. «Femmes racolant les voyageurs à Goyu», estampe de la série Cinquan-

- *te-trois étapes de la route du Tōkaidō*, du Japonais Ando Hiroshige (© Peter Harholdt/Corbis/Cover).
- 200. «Maisons en pierre de style occidental à Tokyo», estampe de la série *Lieux* célèbres du Tōkaidō, par Ando Hiroshige (© Asian Art & Archaeology, Inc./Corbis/Cover).
- 201. Le palais d'Akasaka (1909) à Tōkyō, qui sert aujourd'hui à recevoir les hôtes de l'État, à l'architecture s'inspirant de celle du XIX^e siècle français (Jiji-gahosha Inc.).
- Reliquaire de Kota, XIX^e siècle, Afrique centrale (Corbis/Cover).
- 203. Tambour des Bagas (Guinée) en bois peint, XIX^e siècle (DeA Picture Library).
- 204. Photographie de 1912 du roi Njoya (1876–1933). Ce dirigeant tourné vers le progrès favorisa la modernisation de l'architecture, de l'agriculture et de la géographie de son petit pays situé dans l'actuel Cameroun. Pendant son règne (1892–1931) fut inventé le système d'écriture bamoun (© Marie-Pauline Thorbecke).
- 205. Le premier alphabet bamoun, de quelque 500 signes, fut inventé en 1890 en Afrique centrale pendant le règne de Njoya (extrait de Africains, de C. A Julien, M. Morsy, C. Coquery-Vidrovitch et Y. Person, vol. IX, Paris, éditions Jeune Afrique, 1977, p. 274).
- 206. Edward Wilmot Blyden (1832–1912), champion du panafracanisme et éminent intellectuel africain du XIX^e siècle (© Corbis/Cover).
- 207. Grégoire XVI, pape de 1831 à 1846, prit fermement position contre de nombreuses idées progressistes de son époque et des innovations techniques, notamment le chemin de fer (DeA Picture Library).
- 208. Groupe de prêtres orthodoxes arméniens (années 1870) (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).
- Simonos-Petras, l'un des vingt monastères orthodoxes du mont Athos, abrite

- une communauté religieuse autonome fondée au xe siècle dans le nord de la Grèce (DeA Picture Library).
- 210. Icône du Pantocrator, atelier de Pavel Ovchinnikow de la Russie tsariste, bastion de l'Église orthodoxe, 1881 (reproduit avec l'aimable autorisation du musée d'État de L'Ermitage, Saint-Pétersburg, Russie/Corbis/Cover).
- 211. Gravure de Collignon (1848), représentant un prêtre catholique recevant des dévotes péruviennes, qui illustre la pérennité de l'influence de l'Église catholique en Amérique latine malgré l'installation de l'anticléricalisme et de la sécularisation au XIX^e siècle (© Gianni Dagli Orti/Corbis/Cover).
- 212. Rituel traditionnel: un prêtre africain de l'actuel Ghana interroge le destin. Gravure de 1811 (© Gianni Dagli Orti/ Corbis/Cover).
- 213. Portrait de l'explorateur et missionnaire écossais David Livingstone (1813–1873) en frontispice de Vie et explorations du Dr Livingstone (1847) (DeA Picture Library).

- 214. Le journaliste et explorateur d'origine écossaise sir Henry Morton Stanley (1841–1904), célèbre pour avoir retrouvé l'explorateur David Livingstone perdu en Afrique orientale (DeA Picture Library).
- 215. École de missionnaires pour filles à Lima (Pérou), vers 1890 (© Underwood & Underwood/Corbis/Cover).
- 216. Le père Damien (1840–1889), missionnaire belge catholique, et des patients lépreux devant l'église de Molokai (Hawaii) (© Corbis/Cover).
- 217. Missionaires russes orthodoxes à Nirchinska, en Sibérie, 1885 (© Corbis/ Cover).
- 218. La reine Victoria (1819–1901) tricote pendant qu'on lui lit le journal (© Sean Sexton Collection/Corbis/Cover).
- 219. Le mystique hindou Ramakrishna (1836–1886), saint homme très influent (© Corbis/Cover).
- 220. Le leader politique et spirituel indien Mohandas Karamchand «Mahatma» Gandhi (1869–1948) jeune (© Bettmann/Corbis/Cover).

Liste des auteurs

Agboteka, Francis (Ghana): spécialiste de l'histoire moderne de l'Afrique de l'Ouest; ancien professeur à l'université de Cape Coast; membre de la Société d'histoire du Ghana; président de l'Organisation de recherche sur l'Eweland (ORE).

Akamatsu, Paul (France): spécialiste de l'histoire moderne et contemporaine du Japon; directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Paris.

Al-Mujahid, Sharif (Pakistan): spécialiste du Mouvement musulman pour la liberté (1857–1947), histoire contemporaine du Pakistan; ancien professeur de journalisme et de communication; directeur des Archives du Mouvement pour la liberté, université de Karachi.

Ann-Baron, Ok-Sung (France): spécialiste de l'histoire culturelle de la Corée ancienne; ancienne conférencière à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et au musée national des arts asiatiques Guimet (France); ancienne chargée de recherches au Centre d'étude de la société et de la culture coréennes (CECSC) de l'université de Rouen, France.

Bah, Thierno (Guinée): spécialiste de l'histoire ancienne et moderne de l'Afrique centrale; membre fondateur de l'Association des historiens africains; professeur à l'université de Yaoundé-I, Cameroun.

Barker, Theo C. (†) (Royaume-Uni): spécialiste en histoire économique; professeur émérite à l'université de Londres.

Bensaude-Vincent, Bernadette (France): professeur d'histoire et de philosophie des

sciences à l'université de Paris-X Nanterre.

Berend, Ivan (États-Unis): spécialiste en histoire économique d'Europe de l'Est, professeur et directeur du Center for European and Russian Studies à l'université d'UCLA.

Bérenger, **Jean** (France): spécialiste en histoire moderne; professeur à l'université de la Sorbonne; directeur de recherche à l'École pratique des hautes études (EPHE), Paris.

Berthon, Jean-Pierre (France): spécialiste des religions modernes et contemporaines du Japon; chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et à l'Institut des hautes études japonaises du Collège de France, Paris.

Bhebé, Ngwabi (Zimbabwe): spécialiste de l'histoire politique et culturelle du Zimbabwe et de l'Afrique australe; professeur d'histoire à l'université du Zimbabwe; président de la Société d'histoire du Zimbabwe.

Blomme, Jan (Belgique): spécialiste en histoire du développement économique; directeur du département de recherche de l'Autorité du port d'Antwerpen.

Blondel, Christine (France): spécialiste en histoire de la physique (XVIII^e et XIX^e siècles); chargée de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Paris.

Carrera Damas, Germán (Venezuela): spécialiste en histoire de l'Amérique latine et en méthodologie de la recherche historique; professeur à l'Université centrale du Venezuela.

Charleux, Isabelle (France): spécialiste de l'histoire de l'art mongol; docteur à l'université de Paris-IV La Sorbonne.

Chater, Khalifa (Tunisie): professeur d'histoire moderne et contemporaine à la faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Tunis; directeur général de la bibliothèque nationale de Tunis.

Cheah, Boon-Keng (Malaisie): spécialiste de l'histoire sociale et politique de la Malaysia et de l'Asie du Sud-Est; ancien professeur d'histoire à l'École des sciences humaines de l'Universiti Sains Malaysia de Penang, Malaisie; vice-président de la branche malaisienne de la Société royale asiatique.

Chinchilla Pawling, Perla (Mexique): spécialiste en historiographie et en histoire culturelle mexicaines; professeur à l'Universidad Iberoamericana; directrice de publication du volume sur le XIX^e siècle de l'Histoire des sciences au Mexique.

Chubariyan, Alexander O. (Fédération de Russie): spécialiste de l'histoire de l'Europe et de l'idée européenne aux XIXº et XXº siècles; membre correspondant de l'Académie russe des sciences; directeur de l'Institut d'histoire universelle de l'Académie russe des sciences.

Clément, Olivier (France): spécialiste du monde orthodoxe; professeur à l'Institut de théologie orthodoxe Saint-Serge, Paris.

Collard, Patrick (Belgique): spécialiste de la littérature et de la culture espagnoles et latinoaméricaines modernes; professeur à l'université de Gand; membre de l'Académie royale des sciences d'outre-mer, Bruxelles.

Coulibaly, Élisée (Burkina Faso): spécialiste en histoire de l'archéologie; chargé de mission au musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, Paris; chercheur au sein de l'Équipe d'histoire des mines et de la métallurgie de l'université de Paris-I La Sorbonne, CNRS, France.

Crouzet, François (France): spécialiste de l'histoire économique des XVIII^e et XIX^e siècles, notamment en Grande-Bretagne et en France; professeur émérite d'histoire moderne à l'université de Paris-La Sorbonne; membre de l'Académia Europaea; membre correspondant de l'Académie royale de Belgique et de la British Academy.

Dani, Ahmad H. (Pakistan): spécialiste en archéologie; professeur à l'université d'Islamabad; directeur du Centre d'étude des civilisations d'Asie centrale; directeur de l'Institut des civilisations asiatiques de Taxila.

De Roux, Rodolfo (Colombie): spécialiste de l'histoire du catholicisme latino-américain; professeur à l'université de Toulouse-II, France.

Delissen, Alain (France): chargé de conférences au Centre de recherches sur la Corée de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS); titulaire d'une agrégation, d'un doctorat en histoire et d'une licence de coréen.

Denoon, Donald (Australie): professeur d'histoire à l'université de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Diallo, Thierno M. (Guinée, Sénégal): spécialiste de l'islam; faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de Paris-XII Val-de-Marne-Créteil, France.

Dylagowa, Hanna (Pologne): spécialiste de l'histoire de l'Europe centrale et orientale aux XIX^e et XX^e siècles; professeur émérite à l'Université catholique de Lublin.

Fievé, Nicholas B. (France): spécialiste de l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme médiévaux, prémodernes et modernes au Japon; chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Paris.

Fremdling, Rainer (Allemagne): spécialiste de l'histoire économique des temps modernes, en particulier du processus d'industrialisation; professeur d'histoire économique et sociale à l'université de Groningen, Pays-Bas.

Gadille, Jacques (France): président et fondateur du Centre de recherches et d'échanges sur la diffusion et l'inculturation du christianisme (CREDIC).

Ghomsi, Emmanuel (Cameroun): professeur d'histoire africaine à l'université de Yaoun-dé-I; membre du bureau de l'Association des historiens africains.

Golubkova, **Tatiana** V. (Fédération de Russie): spécialiste en histoire de la philosophie;

privat-docent à l'université pédagogique d'État de Moscou.

Goossaert, Vincent (France): spécialiste en histoire sociale de la religion en Chine; chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Paris.

Grau, Conrad (Allemagne): spécialiste de l'histoire de l'Europe de l'Est; professeur à l'Académie des sciences de l'ex-RDA; chercheur en histoire des relations scientifiques russo-allemandes

Guellouz, Azzedine (Tunisie): historien spécialiste des lettres arabes et françaises.

Guerra-Martiniere, Margarita (Pérou): spécialiste de l'histoire du Pérou et de l'Amérique latine aux XIXº et XXº siècles; professeur au département des sciences humaines de la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP) et au département des sciences de l'éducation de l'Universidad Femenina del Sagrado Carazón (UNIFE); membre de l'Instituto RIVA-Agüero (PUCP).

Iglesias, Francisco (Brésil): spécialiste en histoire générale de l'Amérique latine; professeur à l'Universidade Federal de Minas Gerais.

Ionov, Igor N. (Fédération de Russie): chercheur à l'Institut d'histoire russe et à l'Institut d'histoire universelle de l'Académie russe des sciences.

Itandala, Buluda A. (Tanzanie): spécialiste en histoire de l'Afrique de l'Est; professeur à l'université de Dar es-Salaam et à l'Open University of Tanzania; vice-président de l'Association d'histoire de Tanzanie.

Ji, Shu-li (Chine): spécialiste de la philosophie de la science et de l'étude comparative des cultures chinoise et occidentale; professeur à l'Institut philosophique de l'Académie des sciences sociales de Shanghai.

Kambou-Ferrand, Jeanne-Marie (Burkina Faso): spécialiste de l'histoire coloniale du Burkina Faso.

Kecskeméti, Charles (France): spécialiste de l'histoire des institutions et des idées politiques hongroises (XVIII^e–XIX^e siècle); docteur de l'université de Paris-I La Sorbonne.

Kiethéga, Jean-Baptiste (Burkina Faso): spécialiste en archéologie africaine; conférencier; directeur du laboratoire d'archéologie de l'université d'Ouagadougou; chevalier des Arts et des Lettres de la République francaise; prix Prince-Claus 1998.

Koelbing, Huldrich M. F. (Suisse): professeur émérite d'histoire de la médecine à l'université de Zurich

Le Callennec, Sophie (France): spécialiste de l'histoire des religions de l'Afrique subsaharienne, Paris.

López-Ocón, Leoncio (Espagne): spécialiste de l'histoire des sciences en Espagne et en Amérique latine; chercheur au Centre d'études historiques (CSIC) de l'Universidad Complutense de Madrid.

Madeira Santos, Maria E. (Portugal): spécialiste en histoire de l'Afrique lusophone; directeur du Centre d'études historiques et de cartographie ancienne de l'Institut de recherche scientifique et tropicale.

Mahalingam Carr, Indira (Inde): professeur à l'université du Kent, Canterbury; chargée d'enseignement en droit du commerce international et membre invité de l'Institut d'études juridiques avancées, Londres.

Mathias, Peter (Royaume-Uni): professeur émérite d'histoire économique, Université d'Oxford; président honoraire de l'Association internationale d'histoire économique; membre de l'Académie britannique; membre correspondant de l'Académie royale danoise et de l'Académie royale belge.

Mayeur, Françoise (France): professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Paris-I La Sorbonne.

Van Meerten, Michelangelo (Belgique): spécialiste du développement économique aux XIX° et XX° siècles; membre de l'Institut de recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain; professeur invité au département Economia i Empresa de l'Universitat Pompeú Fabra, Barcelone.

Mitani, Hiroshi (Japon): spécialiste de l'histoire du Japon au XIX^e siècle; professeur au département des études régionales de l'École des arts et des sciences de l'université de Tokyo.

Morazé, Charles (†) (France): professeur à l'Institut d'études politiques de Paris-I; membre fondateur de la Fondation nationale des sciences politiques et de la Fondation nationale de la Maison des sciences de l'homme; commandeur des palmes académiques; membre de la première Commission internationale pour une Histoire du développement scientifique et culturel de l'humanité et ancien président de la Commission.

Mworoha, Émile (Burundi): spécialiste en histoire moderne; professeur d'histoire à l'université du Burundi; directeur général de la culture et de la communication et directeur général des politiques et de la planification à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), Paris, France.

Niane, Djibril Tamsir (Guinée): spécialiste des traditions orales africaines (monde mandingue); professeur et ancien directeur de la Fondation L. S. Senghor, Dakar; directeur de publication du volume IV de l'Histoire générale de l'Afrique (UNESCO); ancien doyen de la faculté de littérature et directeur de l'Organisation pour la mémoire et le patrimoine de Conakry, Guinée; palmes académiques; docteur honoris causa de l'université Tufts, Massachusetts.

Niculescu, Remus (Roumanie): spécialiste en histoire de l'art moderne; ancien directeur (1992–1998) de l'Institut d'histoire de l'art de l'Académie de Roumanie.

Ortega-Gálvez, María L. (Espagne): spécialiste en histoire et en sociologie de la science; professeur associé à l'Universidad Autónoma de Madrid.

Park, Seong-Rac (Corée): spécialiste de l'histoire de la science en Corée et en Asie de l'Est; professeur au département d'histoire de l'université Hankuk des études étrangères, Séoul.

Pollard, Sidney (Royaume-Uni): spécialiste de l'histoire du travail et du développement économique en Europe; ancien professeur d'histoire économique à Sheffield, Royaume-Uni, et à l'université de Bielefeld, Allemagne; membre de l'Académie britannique. Poulat, Émile (France): historien; professeur; directeur de recherche (depuis 1968) au Centre national de la recherche scientifique (CNRS); directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS); membre fondateur et ancien directeur du groupe de sociologie des religions et de la laïcité du CNRS; président d'honneur du Centro de estudios de las religiones en Mexico (CEREM), Mexique; médaille du réfractaire, docteur honoris causa de l'université Laval de Québec, Canada.

Rafeq, Abdul-Karim (Syrie): spécialiste en histoire arabe moderne; ancien président et professeur d'histoire arabe moderne au département d'histoire de l'université de Damas; titulaire de la chaire Bicker d'études du Moyen-Orient arabe au College of William and Mary, Virginie (États-Unis).

Rajaonah, Faranirina V. (Madagascar): spécialiste de l'histoire urbaine, sociale et culturelle de Madagascar aux XIX^e et XX^e siècles; professeur et chercheur à l'université d'Antananarivo.

Rasmussen, Anne (France): spécialiste de l'histoire culturelle de la France et des échanges scientifiques et culturels internationaux aux XIX° et XX° siècles; chercheur au Centre de recherche en histoire des sciences et des techniques de la Cité des sciences et de l'industrie, Paris.

Reiniche, Marie-Louise (France): spécialiste de l'anthropologie sociale et religieuse de l'Inde; directeur d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE), section des études religieuses, La Sorbonne, Paris; directrice d'une équipe de recherche de l'EPHE baptisée «Le monde indien — anthropologie d'une civilisation».

Romero, Luis A. (Argentine): spécialiste de l'histoire sociale et culturelle de l'Argentine contemporaine; professeur à l'université de Buenos Aires.

Sarkar, Sumit (Inde): spécialiste de l'histoire sociopolitique moderne de l'Inde; professeur d'histoire à l'université de Delhi.

Schroeder-Gudehus, Brigitte (Canada): spécialiste des relations internationales et de l'histoire politique des sciences et des tech-

niques (XIX° et XX° siècles); professeur au département de sciences politiques et à l'Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences de l'université de Montréal; directrice du Centre de recherche en histoire des sciences et des techniques de la Cité des sciences et de l'industrie, Paris (France).

Somé, Roger (Burkina Faso, Italie): philosophe; chercheur; membre du comité de rédaction du *Journal des africanistes* du Musée de l'homme, Paris (France).

Statham, Pamela C. (Australie): spécialiste de l'histoire économique de l'Australie et du Royaume-Uni au XIX^e siècle et de l'histoire économique des XIX^e et XX^e siècles; maître de conférences à l'université d'Australie-Occidentale.

Stearns, Peter N. (États-Unis): spécialiste de l'histoire des émotions aux États-Unis et dans l'histoire sociale européenne; doyen de la faculté des sciences humaines et sociales de la Carnegie Mellon University.

Stepaniants, Marietta T. (Fédération de Russie): spécialiste en histoire de la philosophie; professeur et chef de département à l'Institut de philosophie de l'Académie russe des sciences.

Tchernjak, Efim B. (Fédération de Russie): spécialiste de l'histoire du Royaume-Uni et des relations internationales du XVI^e au XVIII^e siècle; ancien professeur.

Thiam, Iba Der (Sénégal): spécialiste en histoire moderne et contemporaine à la faculté des lettres et des sciences humaines de l'université Cheikh-Anta-Diop, Dakar.

Todorov, Nikolaï (†) (Bulgarie): spécialiste en histoire des Balkans; professeur à

l'université de Sofia; directeur de l'Institut d'études balkaniques de l'Académie bulgare des sciences.

Tsamutali, Alexei N. (Fédération de Russie): spécialiste de l'histoire de la culture russe; professeur à l'Institut d'histoire de la Russie de Saint-Pétersbourg.

Vernoit, Stephen (Royaume-Uni): spécialiste de l'art et de l'architecture islamiques; attaché de recherches au Saint-Anthony's College, Oxford (1991–1993); conférencier à l'université Al-Akhawayn, Ifrane (Maroc).

Vervliet, Raymond (†) (Belgique): spécialiste en historiographie littéraire (notamment en littérature fin-de-siècle en Europe); professeur de littérature comparée et de sociologie littéraire; président de l'Association flamande de littérature générale et comparée; membre de l'Association internationale de littérature comparée (AILC).

Wang, Gungwu (Singapour): spécialiste de l'histoire des études chinoises et asiatiques; professeur d'histoire de l'Extrême-Orient à l'Université nationale australienne; président de l'Académie australienne des sciences humaines

Van der Wee, Hermann (Belgique): professeur émérite d'histoire économique et sociale à l'université de Louvain (Belgique); membre invité des Instituts de recherche de Princeton d'Oxford, de Washington D. C., de Canberra (Australie), de Bloomington (États-Unis d'Amérique) et de Wassenaar (Pays-Bas).

Wondji, Christophe (Côte d'Ivoire): spécialiste en histoire africaine; professeur à l'université d'Abidjan et en France.

Préface

Peter Mathias

I l n'existe pas de méthode idéale et universellement reconnue pour struc-L turer un ouvrage tel que celui-ci. Le présent volume, s'il est tenu à l'exhaustivité que l'on est en droit d'attendre d'une «histoire de l'humanité», en ce sens qu'il doit apporter au lecteur un aperçu de tous les aspects essentiels de l'évolution historique dans l'ensemble des principales nations et sociétés, n'a pas échappé à la nécessité de certains choix. L'histoire de l'humanité est infinie dans sa diversité. Étendre l'analyse des changements et de la continuité au xixe siècle à plusieurs volumes au lieu d'un seul n'aurait pas non plus permis de couvrir tous les aspects dans le détail, mais aurait seulement limité les choix à effectuer. Des études spécialisées continueront d'être rédigées sur des manifestations toujours plus différenciées de la réalité historique. Des travaux de synthèse plus généraux modifieront encore les interprétations de l'Histoire, suivant l'accumulation de nouvelles connaissances et l'évolution des perspectives avec le temps, mais également selon la subjectivité inhérente au travail de l'historien, aussi rigoureuses et «scientifiques» que soient les méthodes utilisées pour produire de nouvelles sources et données d'analyse. L'histoire, on l'a souvent souligné, demeure une science désespérément inexacte; elle n'est même pas une science du tout si l'on s'en tient aux critères énoncés dans certaines sections du présent volume traitant de l'évolution des méthodologies scientifiques au XIXe siècle. Même une tentative de structuration de ce volume sous la forme d'une encyclopédie ou d'un dictionnaire historique exhaustifs n'aurait pas permis une analyse approfondie d'éléments isolés, et, plus grave encore, elle aurait fait obstacle aux efforts de synthèse et d'interprétation du processus de changement dans sa globalité. Décrire une myriade d'arbres différents revient à cacher le tableau d'ensemble de la forêt. Si l'on veut donner un sens à l'histoire de l'évolution des grands

XXVIII DE 1789 à 1914

traits de la société humaine au cours de ce siècle décisif, il est nécessaire de fournir un certain aperçu des schémas de changement et de stabilité, des différentes tendances et interactions.

Il s'imposait d'inviter un ensemble aussi diversifié que possible d'historiens professionnels à participer, dans leurs domaines respectifs d'expertise, à la réalisation du présent volume, la majorité d'entre eux vivant, quoique non nécessairement, dans les régions du monde sur lesquelles portaient leurs contributions. Outre les auteurs des textes, des conseillers ont également apporté leur pierre à la rédaction du volume et ont joué le même rôle que les éditeurs en organisant certaines contributions de spécialistes. Les éditeurs ont eu, avec le comité directeur, la responsabilité du choix final des conseillers et des auteurs, ainsi que celle d'organiser et de coordonner l'ensemble du volume. Avec l'accord des éditeurs, les auteurs ont conservé la maîtrise et la responsabilité de leurs contributions.

Il était inévitable qu'un tel ensemble de contributeurs, soit quarante-deux auteurs et coordinateurs pour la section thématique et quarante-six pour la section régionale — chacun d'eux étant pleinement responsable de son texte —, entraîne quelques écarts mineurs de présentation qu'il faut pardonner, notamment quelques petites répétitions (même si les points de vue divergent) et de légères différences dans la dénomination des références. Dans chaque section, les contributions sont claires et bien organisées. Par conséquent, ce volume est plus une mosaïque structurée qu'un texte entièrement homogène. «Homogénéiser» les sections reviendrait à les mutiler en les amputant de l'intégrité professionnelle dont chacun des auteurs, experts en leur domaine, a fait preuve.

Le réseau de contributions ainsi constitué a pour objectif de refléter la diversité multinationale et multiculturelle de la réalité historique abordée. Le choix des auteurs n'a pas constitué la seule grande préoccupation du comité directeur et des éditeurs en chef. Comment fallait-il structurer ce volume ? Fallait-il opter pour une organisation thématique articulée autour de l'évolution de différents aspects du développement (économie, régime politique, techniques, sciences, arts, musique, religion, etc.) ou pour une structure axée sur toutes ces tendances telles qu'elles se sont manifestées à l'intérieur des frontières de divers pays et diverses régions? Fallait-il présenter une série de thèmes ou un ensemble d'histoires régionales et nationales? Il était délicat d'apporter une réponse tranchée à ces questions tant les avantages de chaque approche s'accompagnaient d'autant d'inconvénients. Notons ici que de nombreux processus historiques ne s'inscrivent pas dans les limites de frontières nationales, pas plus qu'ils ne correspondent à des identités nationales clairement définies. Cela étant, les cadres nationaux et les dynamiques qu'ils incarnent exercent bel et bien une forte influence sur l'évolution des thèmes évoqués plus haut. En outre, les lecteurs du présent Préface XXIX

volume, qui s'identifient à leur propre pays et s'intéressent autant à de proches qu'à de lointains horizons, seront à la recherche d'un éclairage sur leur nation au cours du xixe siècle.

Avec le désir de combiner les avantages de ces deux modes d'organisation et d'en minimiser les inconvénients, le volume a été divisé en deux sections. La première, thématique, traite des principaux aspects du changement dans des chapitres consacrés à différents sujets. La seconde, régionale, se penche sur chacune des principales régions, plutôt que sur les différents pays, pour y étudier les grands aspects du changement.

Il va sans dire que des choix délicats ont malgré tout été inévitables, comme celui d'accorder une place plus ou moins importante à différentes sections, avec la tyrannie de la longueur d'ensemble du texte omniprésente. On ne pourra jamais mettre tout le monde d'accord sur la place relative que les organisateurs de ce volume ont décidé d'accorder aux différents sujets et aux différentes régions, sans jugement de valeur quant à l'importance intrinsèque des thèmes et des cultures concernées. Simplement, confrontés à la perspective de l'évolution historique au xixe siècle, les éditeurs ont dû évaluer par eux-mêmes l'importance relative des différents développements et répartir l'espace attribué en conséquence. Il va sans dire que ces jugements sont contestables, puisqu'ils ne découlent pas d'un accord sur des critères précis, pas plus qu'ils ne se fondent sur des points de vue entièrement objectifs. Ils diffèrent également en fonction des périodes couvertes par les différents volumes de la présente série. Il est en revanche incontestable que l'évolution de la société humaine au XIXe siècle a, dans toutes ses manifestations, épousé des changements et des évolutions historiques suffisamment importants et profonds pour faconner dans une large mesure le visage de l'humanité durant le xxe siècle et au-delà. C'est cette perspective élargie que le présent volume L'Histoire de l'humanité de l'UNESCO s'efforce de documenter et de rendre compréhensible.

A

Introduction

Peter Mathias

haque volume de la nouvelle *Histoire de l'humanité* de l'UNESCO couvre une période marquée par des bouleversements considérables dans l'évolution de la société humaine, l'ensemble de ce travail offrant une perspective évolutive de l'humanité sur la planète. Qui peut dire *sub specie aeternitatis* quelles phases de l'évolution auront été les plus importantes pour l'avenir à long terme de l'humanité? Le premier rôle d'un travail tel que celui-ci est de présenter une histoire documentée du changement au cours de la période concernée, de comprendre le schéma d'évolution dans ses diverses manifestations et d'évaluer sa signification plus profonde plutôt que de proposer des jugements moraux ou d'établir des comparaisons faciles.

Le changement s'est installé à des rythmes différents au cours des millénaires et des siècles. Il s'est répandu plus largement dans certaines sociétés que dans d'autres, affectant ou non une variété importante d'activités humaines, marquant plus ou moins les consciences, touchant différents niveaux de la société, gagnant des régions étendues ou plus restreintes, influençant diverses cultures et divers groupes sociaux au sein de mêmes cultures. Au cours de la période qui nous intéresse, de nombreuses régions se sont caractérisées par une stabilité certaine ou une évolution lente plus que par des changements spectaculaires; si nous voulons comprendre en quoi le monde de 1914 était différent de celui de 1789 ou de 1800, il convient néanmoins d'insister dans cette introduction sur la dynamique de changement plutôt que sur les facteurs d'inertie.

Le XIX^e siècle «chronologique» — ou même le XIX^e siècle entendu au sens large, de la Révolution française de 1789 et des conflits de portée internationale qui s'ensuivent à la Première Guerre mondiale dont le déclenchement, en 1914, marque le début d'un conflit plus étendu et plus meurtrier encore pour la planète — doit sans aucun doute être classé parmi les grandes

2 DE 1789 À 1914

époques charnières en termes d'évolution des économies, des sociétés et des cultures. Aucune région du monde, aucune culture n'a échappé, directement ou indirectement, à l'influence des grandes forces de changement. Si certaines cultures indigènes n'ont pas impulsé par elles-mêmes un véritable élan de changement hors de leurs régions, la grande majorité des économies et des cultures ont répondu au souffle du changement venu de l'extérieur, influençant à leur tour le processus d'interaction culturelle qui jamais n'a été unidirectionnel, comme cela a également été le cas en matière d'interactions économiques et politiques. En de nombreux points du globe, notamment dans certaines régions d'Asie et d'Afrique, de telles influences ont accompagné les conquêtes et les colonisations du XIX^e siècle; dans d'autres régions, ces influences constituaient déjà un héritage et une évolution des siècles précédents (comme en Amérique latine). Néanmoins, l'assujettissement formel a peut-être été le mode le moins important de la diffusion, à travers le monde, du phénomène vaguement qualifié d'« occidentalisation » à partir de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de leurs colonies d'Australasie, d'Afrique du Sud et d'Afrique du Nord.

La dynamique de la «mondialisation» économique a trouvé un nouveau souffle, même si les débuts du processus de «mondialisation» peuvent être datés du XVIe siècle, car l'expansion impériale, la colonisation et le commerce européens, accompagnés d'impératifs stratégiques, sont déjà à l'œuvre dans le Nouveau Monde, en Inde, en Asie du Sud-Est et à travers le Pacifique. Les grandes civilisations, la Chine en particulier, n'ont su résister que partiellement à la force d'attraction du «champ magnétique» de l'expansion européenne, tandis que l'intérieur d'autres grandes étendues sur les continents asiatique et africain demeurait largement inviolé, si ce n'est par d'intrépides aventuriers ou le long des accès faciles offerts par les grands fleuves.

Les échanges, avec le développement des marchandises sur lesquelles ils allaient s'appuyer et des infrastructures commerciales (parfois navales) qu'ils exigeaient, ont constitué le moteur le plus fort non seulement de la transformation de l'économie mondiale au XIX^e siècle, mais aussi de la pénétration culturelle. Cela a été le cas dans des contextes exempts d'administration ou de contrôle impérial, qu'il soit britannique, français, belge, hollandais, allemand ou danois. Des expressions comme «empire informel» ou «impérialisme du libre-échange» visent à rendre une partie de la signification de ce processus, bien que celui-ci opère également à l'intérieur des frontières de l'Europe et sur le continent nord-américain, ces régions abritant aussi des «périphéries» soumises à semblables influences.

Les flux commerciaux se sont traduits par une interdépendance économique dans laquelle l'initiative revenait toutefois largement aux marchands, banquiers, compagnies de chemins de fer et de navigation des pays en voie

Introduction 3

d'industrialisation de l'Europe occidentale. L'expansion de leurs économies, la demande de leur population urbaine croissante et l'augmentation de leur richesse ont créé un besoin grandissant de se procurer des matières premières et des denrées alimentaires en provenance de l'extérieur, tandis que leurs capacités techniques permettaient de répondre à de telles demandes. Leurs capitaux ont appuyé avec force ce processus d'expansion économique internationale en finançant les investissements dans les infrastructures requises par les nouvelles activités économiques et les échanges qui en résultaient.

L'impact de l'expansion européenne s'est révélé si étendu et si profond que ce processus global a été baptisé «européanisation» de l'économie mondiale ou, plus généralement, «occidentalisation» du monde. Il ne s'agit pas ici de processus seulement économiques, techniques ou financiers, mais également culturels : on pense par exemple à la domination croissante de la science «occidentale» et à la Weltanschauung intellectuelle allant de pair avec la méthodologie de la «science» et la méthode expérimentale, l'un des principaux aspects de ce qui a été identifié comme l'archétype de la culture «occidentale». L'Occident était incontestablement à la pointe des avancées dans de très nombreux domaines, et la science, les mathématiques, l'astronomie et la médecine non occidentales n'affichaient pas dans l'ensemble une dynamique de développement comparable. Cela ne signifie pas que la science et la médecine occidentales, par exemple, n'ont pas été influencées par les manifestations d'autres cultures; à travers ces interactions, un certain rapprochement, quoique limité, s'est opéré avec la science et la médecine non occidentales. Dans l'ensemble, toutefois, la rencontre de l'Occident et des autres régions au cours de cette période a relevé de la confrontation plutôt que de l'assimilation, de la collision de deux entités non communicantes plutôt que d'un mouvement de synthèse ou de symbiose, la plupart des philosophies et des religions n'échappant pas non plus à cette vérité. La voie de l'intégration culturelle n'aura été explorée que de manière restreinte et marginale.

Si, dans une très vaste perspective historique du changement, on peut admettre que l'«occidentalisation», ou du moins l'européanisation, a constitué de par le monde une tendance plus dominante et plus marquée que jamais auparavant, elle n'en a pas pour autant été unidirectionnelle et ne doit pas masquer l'existence de contre-courants. De nombreuses régions n'ont pas été directement transformées par la technique ou par l'intégration à des marchés urbains, nationaux ou internationaux. Qu'il s'agisse de cultures ou d'élevage, l'agriculture traditionnelle s'est largement maintenue, insensible semble-t-il à la dynamique du changement. La vie paysanne de millions d'habitants des pays les plus peuplés de la planète, comme l'Inde et la Chine, n'a pas été transformée. Alors même que pouvait passer à proximité une ligne de chemin de fer, les hommes continuaient de labourer avec des bœufs et des

4 DE 1789 à 1914

outils employés depuis des siècles, voire des millénaires, tout comme on peut les apercevoir aujourd'hui encore à l'ombre d'une usine ou d'une centrale électrique. Dans les grandes plaines d'Asie centrale et dans de nombreuses régions montagneuses, les chèvres et les moutons continuaient d'être gardés durant la transhumance comme ils l'avaient été depuis des générations. Cette grande force de continuité devait beaucoup à la forte cohésion au sein des sociétés villageoises locales, resserrées par les liens de famille et plus généralement de parentèle. Elle reposait aussi généralement sur un haut degré d'autosuffisance alimentaire. Néanmoins, les continuités locales ne représentaient souvent qu'une stabilité de surface reposant sur de profondes transformations sous-jacentes. Même l'agriculture traditionnelle produisait des cultures commerciales et un réseau inchangé de relations locales en matière de production pouvait se trouver intégré à un système économique plus vaste et modernisé. Ce phénomène valait tout autant pour les économies de plantation que pour l'agriculture paysanne. Des modes différents de dépendance vis-à-vis du nouveau monde des relations capitalistiques ont permis aux économies familiales traditionnelles de survivre : certains membres de la famille partaient provisoirement travailler ailleurs, dans des mines, sur des bateaux de pêche ou comme domestiques, d'autres se tournaient vers des travaux saisonniers en suivant le calendrier des moissons de pays voisins à l'agriculture commercialisée, d'autres encore s'enrôlaient dans une armée étrangère, ces migrations étant soit définitives soit temporaires. Une modification de la symbiose existante par des moyens aussi divers a autorisé une certaine continuité avec les sociétés rurales traditionnelles, même si la tendance était clairement à l'avènement de nouvelles bases économiques pour l'existence sociale, auxquelles les relations familiales ont dû s'adapter, le plus souvent au prix d'importants sacrifices sociaux.

Si l'intégration de l'économie mondiale était loin d'être achevée à la fin du XIX° siècle, la dynamique de développement entre producteurs primaires et économies en voie d'industrialisation était devenue l'une de ses caractéristiques essentielles. Il paraît certes normal que le processus ait été qualifié à l'époque d'« européanisation » ou d'« occidentalisation » ; cependant, si l'on se place dans une perspective plus large prenant en compte le XX° siècle, on s'aperçoit que la modernisation et l'industrialisation ont été véritablement internationales — comme on a pu le voir, dès 1914, avec le Japon. Au XIX° siècle, la modernisation a également caractérisé de diverses manières nombre d'économies essentiellement agraires telles que celles de l'Argentine, du Canada ou de la grande région de l'Australasie. La prééminence européenne dans ce processus au cours de la même période n'a été que transitoire, comme allait notamment le démontrer le siècle suivant.

«Croissance économique moderne», «développement économique soutenu» ou encore «processus d'industrialisation» constituent différentes

Introduction 5

appellations pour une même réalité née dans le nord-ouest de l'Europe; malgré des racines bien antérieures, celle-ci ne s'est manifestée comme un phénomène nouveau dans l'évolution de l'économie et de la société qu'à la fin du XVIII^e siècle (en Grande-Bretagne essentiellement), ce phénomène prenant ensuite de l'ampleur en Europe occidentale et aux États-Unis durant le XIX^e siècle. La phase initiale de ce processus continu et cumulatif est universellement connue comme la «révolution industrielle» (bien que ce terme soit contestable sur certains points), dont les implications sont analysées par de nombreuses sections du présent volume. Dans une perspective plus large, elle est identifiée avec davantage de précision et de justesse comme les débuts de l'industrialisation en tant que processus mondial.

D'un point de vue quantitatif, ces débuts peuvent être ramenés à des taux de croissance demeurant sur le long terme élevés pour ce qui est du revenu par habitant — il s'agissait d'une tendance et non plus de fluctuations. Cumulatifs en ce sens, ces taux de croissance de 2 à 3 % par an (en Grande-Bretagne, les taux de croissance n'étaient guère supérieurs à 1,9 % au cours de la période classique de la révolution industrielle), modestes par rapport à ce que l'on a parfois pu observer au XX^e siècle, sont néanmoins devenus un élément transformateur. L'industrialisation et la modernisation, deux processus interdépendants, n'ont pas simplement consisté en une transformation des relations économiques et de la structure des économies concernées. Des transformations politiques, sociales et culturelles devaient accompagner au-delà du court terme le changement économique, afin de surmonter les obstacles rencontrés par ce dernier et de maintenir la prédominance de la dynamique de changement sur les forces d'inertie.

Notre propos dans cette introduction n'est pas d'analyser ces dynamiques dans le détail. Néanmoins, au regard des développements détaillés consacrés dans les chapitres du présent volume à l'analyse de tous les paramètres du changement historique au XIXe siècle, il convient d'apporter ici certains commentaires généraux sur le processus de transformation dans son ensemble. Il s'est agi essentiellement d'un processus de création de richesses (comme c'est toujours le cas). Le monde a connu une accumulation globale massive de capitaux, ainsi qu'une redistribution sans précédent à l'échelle mondiale. Ce phénomène pouvait s'expliquer fondamentalement par une élévation sans précédent de la productivité, accompagnée d'une forte augmentation de la main-d'œuvre, du capital et des ressources utilisées à mesure que se poursuivait le processus d'intégration progressive. La hausse de la productivité — efficacité grandissante dans l'utilisation des ressources, ou encore production plus élevée pour une même quantité d'intrants — provenait de divers facteurs: améliorations techniques et évolution technique progressive, spécialisation des fonctions et division du travail, baisse du coût des transports et amélioration des communications jusqu'à la circulation

6 DE 1789 à 1914

instantanée de l'information, renforcement de l'efficacité des institutions et des systèmes juridiques (en étroite relation avec le processus politique), efficacité de l'État, garantie des droits de la propriété privée, meilleure éducation et apparition de nouvelles compétences (ou, pour reprendre le jargon des économistes, «investissement dans le capital humain»), efficacité accrue de l'organisation des entreprises, économies d'échelle et d'envergure (pas seulement au sein de l'entreprise). Cette liste non exhaustive recense la majeure partie des principaux éléments qui, à des degrés divers, ont entraîné au XIX^e siècle la hausse de productivité la plus marquée et la plus durable qu'ait jusqu'alors connue le monde. La baisse collective des «coûts de transaction» a renforcé l'intérêt de la croissance économique par rapport aux freins mis au changement.

Les pays dont les marchands, les industriels, les affréteurs et les financiers avaient l'initiative et le contrôle de ces processus ont profité plus largement, souvent en quasi-totalité, de la hausse des excédents financiers. En outre, les transformations économiques, venant perturber des modes de subsistance et des bases traditionnelles de vie sociale, ont pu être synonymes de bouleversements et d'appauvrissement. Pour certains, tout changement est source de difficultés et donc d'hostilité, du moins à court terme, aussi bénéfique qu'il puisse être dans l'ensemble et pour ceux qui prennent part au cercle grandissant des activités nouvelles. Ce volume ne manque pas de mettre l'accent sur les conséquences économiques, sociales et culturelles négatives des transformations économiques. Cela ne signifie pas pour autant que l'appauvrissement pur et simple, par opposition au fait de ne pas récolter les fruits de la croissance économique, constitue un aspect inévitable de cette dynamique. D'un point de vue exclusivement matériel, les pays ayant pris part à l'activité des marchés internationaux en ont davantage bénéficié que ceux qui sont restés en marge — comme l'ont révélé les écarts de richesse entre les différents pays africains à l'issue de la décolonisation. Dans les économies en voie d'industrialisation et de modernisation agricole, les salaires réels (déterminant la consommation grâce à la rémunération en espèces) ont bel et bien augmenté, malgré ce qui pourrait bien avoir constitué une tendance au creusement des inégalités en matière de revenus et de richesses. L'augmentation des excédents économiques — l'élévation du «plafond» liée à la hausse de la productivité a favorisé le creusement de ces inégalités. Dans tous les cas, il serait bien délicat de parler, à propos des sociétés préindustrielles ou prémodernes, d'une répartition plus équitable des richesses et d'une consommation supérieure au seuil de subsistance pour la majorité de la population des sociétés agraires traditionnelles. L'amélioration du revenu réel consécutive à la croissance économique a été longue à se dessiner. En Angleterre, pays pionnier de l'industrialisation et de l'urbanisation, les salaires réels n'ont pas véritablement décollé, semble-t-il, avant les années

Introduction 7

1850, conséquence sans aucun doute d'une forte croissance démographique. Passé le milieu du siècle toutefois, le niveau de vie a commencé à s'élever de manière soutenue, et ce dans la plupart des pays de ce type (en premier lieu aux États-Unis). Lorsque les transformations économiques s'accompagnaient d'un développement démographique rapide, le niveau de vie pâtissait parfois d'un accroissement de la population plus rapide que celui des ressources. Lorsque la population croissait sans modification de la productivité, les perspectives étaient bien sombres, la famine constituant alors une menace récurrente. Les sociétés situées au seuil de subsistance et ne disposant pas de réserves «importantes» vivaient en l'absence de croissance économique sous la menace de catastrophes naturelles. Tel est toujours le sort d'une grande partie de l'humanité.

Pour les peuples exploités des colonies européennes, les conséquences de la domination impériale au XIX^e siècle n'ont pas toutes été négatives. La loi et l'ordre (quoique appliqués sans ménagement), la stabilité administrative et certains investissements en infrastructures (chemins de fer, barrages, projets d'irrigation et de lutte contre les inondations, mesures contre la famine et ébauches d'assistance médicale, notamment en Inde) sont à mettre à l'actif du colonialisme. Ces modestes embellies se sont payées au prix fort d'un point de vue sociopolitique, mais aussi fiscal. Il convient d'ajouter que, dans le contexte différent de la période postcoloniale (qui sort du cadre de ce volume), croissance économique, soutien à l'industrie moderne et agriculture commerciale sont devenus les objectifs déclarés des politiques économiques des pays nouvellement indépendants.

On a souvent tenté de quantifier les profits et les pertes liés à l'impérialisme, à la fois pour les métropoles et leurs colonies. Cette question s'inscrit dans le vaste débat sur les conséquences des relations entre «noyau» et «périphérie», entre les puissances en voie d'industrialisation et les exportateurs de produits primaires. Personne ne conteste le fait que les «profits commerciaux» ont été répartis de manière inégale dans de nombreuses régions du monde; personne ne nie non plus que les termes des échanges de marchandises et les revenus liés aux échanges de services, les seconds pouvant avoir une valeur aussi élevée que les premiers, favorisaient les marchands, les affréteurs et les financiers internationaux. Dans le cadre formel de l'empire, du moins de l'Empire britannique qui est de loin le plus grand, il semble que l'on puisse conclure que les colonies n'ont pas produit de bénéfice direct pour le gouvernement britannique. Les frais d'administration et de défense ainsi que le service de prêt du gouvernement sont, entre autres coûts, demeurés supérieurs aux recettes issues de la fiscalité locale. Néanmoins, ce calcul ne tient pas compte des profits effectués par le secteur privé grâce à la présence de l'empire — c'est-à-dire des bénéfices d'entreprises opérant dans les colonies et des capitaux accumulés dans ces dernières, le

plus souvent rapatriés —, de toutes les activités commerciales et de tous les bénéfices engendrés par les échanges entre les colonies et les métropoles. Si les gouvernements coloniaux ont «perdu» en raison du service de prêt, ceux qui ont le plus profité des colonisations sont les détenteurs d'obligations qui résidaient, pour une écrasante majorité, dans les métropoles. Le secteur privé pouvait certainement tirer un bilan positif de l'impérialisme, cela ne préjugeant en rien de l'influence de l'empire sur les relations de pouvoir à l'échelle mondiale. Et qui peut dire quel aurait été le «contrecoup» d'une affectation aux économies et sociétés des métropoles des ressources financières, économiques et humaines des empires? L'influence de l'empire (à l'instar, sur une plus grande échelle, du système commercial et financier international) sur la métropole était sans aucun doute immense. En l'absence de développement colonial, l'histoire des puissances impériales aurait été très différente — économiquement et politiquement, d'un point de vue naval et stratégique, en matière de culture des élites et de symbolisme de l'identité nationale.

L'« occidentalisation » ou « européanisation » des pays et des cultures n'a pas simplement constitué un processus unilatéral, même si elle a incontestablement représenté le moteur principal du changement et du développement. L'Asie du Sud-Est a ainsi vu l'essor de relations commerciales intrarégionales intenses dans lesquelles le riz continuait d'avoir une importance majeure, sans bénéficier d'initiatives ou d'un contrôle européens. Durant la seconde moitié du siècle, le Japon est rapidement devenu un moteur indigène pour sa région, en s'appuyant sur le précédent occidental tout en maintenant fermement une initiative japonaise. Le pays s'est incontestablement « occidentalisé » dans les domaines de l'industrie, des techniques et des transports en se dotant des institutions civiles et militaires d'un État moderne et en modernisant sa médecine, mais aussi d'un point de vue scientifique, musical et artistique, comme en témoigne l'école de peinture *yoga*. Lors de l'Exposition universelle de Paris en 1900, 177 artistes japonais ont exposé pas moins de 269 œuvres à la fois traditionnelles et «occidentales», ce qui constituait, sur 30 pays représentés, la quatrième contribution nationale, derrière celles de la France (1 066 exposants), des États-Unis (251), de la Grande-Bretagne (223) et de l'Allemagne (200). La rapide émergence, après 1860, d'universités et d'écoles supérieures «à l'occidentale», lesquelles se «japonisent», est certes devenue un facteur essentiel d'« occidentalisation », mais ce processus répondait à des initiatives nationales et au sentiment d'un besoin national. L'assimilation d'influences « occidentales » en provenance de tous les grands pays occidentaux, notamment la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne et la France, n'a en aucune façon signifié le rejet des traditions culturelles japonaises — malgré l'apparition de certains débats farouches autour de

Introduction 9

signes extérieurs tels que l'habillement, surtout pour les hommes, les vêtements «occidentaux» devenant un symbole de modernisation qui concernait davantage les rôles masculins que féminins. Plus qu'une assimilation culturelle générale, c'est une dichotomie qui s'est mise en place, les deux traditions se côtoyant sans véritable symbiose. Cependant, la «japonité» de la culture nationale était renforcée par le nationalisme qu'encourageaient l'expansion japonaise et un succès indéniable sur la scène internationale, en particulier après la guerre victorieuse contre la Russie. Si l'on relève en Amérique latine ou au Moyen-Orient une évolution comparable à celle que connaît le Japon dans ses rapports avec la culture occidentale, l'histoire du pays du Soleil Levant demeure peut-être la plus remarquable, en ce sens que le Japon était fortement resté à l'écart des influences occidentales au cours des deux siècles précédents, avant de s'occidentaliser avec une rapidité et une vigueur spectaculaires à partir de la seconde moitié du XIXe siècle.

Bien que la «haute culture» européenne (opéra, musique, beaux-arts) se soit imposée sur le devant de la scène internationale, la France asseyant sa domination dans les arts visuels (comme en témoigne la répartition des œuvres dans une série d'expositions internationales tenues à Paris), il existait bel et bien des contre-courants. Collectionner des estampes japonaises était, par exemple, devenu une activité à la mode parmi les artistes européens les plus en vue. Les «chinoiseries» avaient conservé leur popularité. Les fortes importations de céramiques chinoises et japonaises dans l'Empire témoignaient de leur qualité supérieure, comme déjà bien avant le XIXe siècle. L'art africain, qu'il s'agisse de sculptures en bois ou de bronzes du Bénin, a inspiré Picasso. L'«art primitif», malgré le caractère péjoratif des sous-entendus originels de cette appellation typiquement eurocentriste, a progressivement été reconnu comme l'expression de cultures raffinées. L'Afrique a rejoint l'Asie dans les temples séculiers des cultures européennes. À travers toute l'Europe, les muséums d'«histoire naturelle» et d'ethnologie témoignent de cette évolution.

Si l'Europe a constitué le point de départ d'un spectaculaire expansionnisme économique, financier, politique et culturel au XIX^e siècle, l'influence des États-Unis sur le Vieux Continent à la fin du siècle était devenue très importante. L'industrie et l'agriculture américaines, les plus à la pointe de l'évolution technique et les plus efficaces en termes de coûts, s'étaient accrues, éclipsant les économies les plus puissantes du continent européen — même si les États-Unis ne dominaient pas le monde d'un point de vue commercial, maritime et financier. La supériorité des États-Unis dans certains secteurs manufacturiers stratégiques a entraîné, jusqu'en 1914, une invasion d'entreprises américaines sur le sol européen: Ford, Singer, Kodak ou Standard Oil, entre autres, sont devenus des noms familiers, symboles du succès matériel d'Américains capables d'apporter à l'ensemble du

monde en voie de modernisation ce qu'il désirait. La culture commerciale et le style de vie américains (en ce qui concerne, par exemple, la publicité, le commerce de détail, les bâtiments et les gratte-ciel à structure d'acier, les ascenseurs, les hôtels), fondés sur le revenu national disponible le plus élevé au monde, se sont diffusés dans le sillage de l'activité économique du pays. Mais la présence américaine ne s'est pas seulement étendue sur la scène économique. Les familles aristocratiques européennes ont retrouvé un certain essor, notamment financier, en épousant la richesse américaine. Les grands artistes américains du moment, comme Sargent et Whistler, étaient célébrés sur la scène européenne, alors même qu'une importante partie de l'héritage artistique européen gagnait les États-Unis. Les grands musées et galeries du pays, créés pour la plupart par de nouvelles fortunes privées, sont devenus des totems publics de la civilisation occidentale. Les cultures de l'aristocratie et de la «haute bourgeoisie» sont en définitive devenues le dénominateur commun de l'Europe et de la côte Est des États-Unis.

Il a souvent été affirmé que les bouleversements survenus dans l'histoire du monde à partir de la fin du XVIII^e siècle, qui n'ont toutefois pris leur pleine mesure qu'au XIX^e siècle et qui se poursuivent depuis, ont été les plus profonds depuis la sédentarisation de l'agriculture et la domestication des animaux, il y a de cela plusieurs millénaires. Certains considèrent l'avènement de l'industrialisation et sa diffusion (processus continu et cumulatif) comme la « grande division » ou « grande discontinuité » de l'histoire de l'humanité lorsqu'elle est envisagée dans cette perspective à très long terme.

Il s'agit certainement là de la tendance la plus stimulante à documenter et à expliquer dans ce volume. Elle constitue la dynamique sous-jacente du changement, dont les conséquences ont abouti à une importance croissante de l'« européanisation » ou « montée de l'Occident ». Naguère, les historiens occidentaux considéraient communément que ces développements, absolus et relatifs, remontaient au XVIe siècle, et que la période de 1500 à 1800 révélait la différenciation progressive entre l'Europe, l'Asie, l'Afrique et le Nouveau Monde. À la fin du Moyen Âge en Europe, le monde était davantage « sinocentriste » qu'« eurocentriste ». Pour un non-Européen, l'Europe était une région périphérique parmi les civilisations mondiales dans leur ensemble, moins évoluée que les grandes nations du continent asiatique dominé par la Chine et sur la défensive face à l'expansion arabe et ottomane.

Cette perspective a été largement remise en question depuis une génération. Désormais, on ne considère plus que l'Europe occidentale était, en 1800, nettement en avance sur les régions les plus développées d'Asie, à supposer qu'elle l'ait simplement été, pas plus qu'on ne pense qu'il existait entre ces deux entités un écart économique important à la veille de l'industrialisation. De grandes parties de l'Asie étaient loin d'être pauvres ou arriérées par rapport à l'Europe. On peut d'ailleurs affirmer que, avant la spectaculaire

Introduction 11

embellie des taux de croissance et de la productivité associée à la modernisation et à l'industrialisation (initialement centrée sur l'Europe occidentale), il ne peut y avoir eu de différences considérables de richesse entre toutes les sociétés organiques avancées, tout simplement parce que l'organisation et les techniques prédominantes dans l'agriculture, le commerce et l'industrie artisanale ne permettaient pas la réalisation d'une plus-value économique importante pour la majorité de la population au-delà du seuil de subsistance, les possibilités de redistribution au-delà d'une élite restreinte étant de ce fait limitées par comparaison à des contextes ultérieurs.

Il reste possible que les structures institutionnelles, les régimes juridiques et politiques, le progrès technique et la culture scientifique apparus en Europe au cours des trois siècles précédant 1800 aient favorisé, ou du moins n'aient pas bloqué, le potentiel d'évolution et de changement plus que cela n'a été le cas en Asie, même si ce phénomène ne se traduisait pas au début du XIX^e siècle par des écarts de richesse spectaculaires entre les deux continents. Dans le nord-ouest de l'Europe, en outre, divers mécanismes sociaux tels que l'âge tardif du mariage et un taux élevé de personnes non mariées atténuaient les pressions démographiques sur les ressources. Quoi qu'il en soit, l'économie mondiale en 1800 n'était ni centrée sur l'Europe ni caractérisée par une forme européenne de capitalisme.

La «grande division», historique de par la rupture avec le passé et régionale du point de vue des rapports entre l'«Ouest» et l'«Est», a commencé à se dessiner vers 1800, mais ne s'est pleinement manifestée qu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Les écarts de richesse, résultat de décennies de différentiels de croissance, étaient alors considérables — le rapport étant peut-être de 1 à 100 entre les pays les plus et les moins avancés —, l'Afrique se trouvant en plus mauvaise posture que l'Asie. L'expansion des économies asiatiques est intervenue dans un contexte de croissance démographique, mais, par comparaison avec l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, celles-ci ne se sont pas développées progressivement en termes de revenu par habitant. Ce phénomène s'explique tout autant par la stabilité de l'Asie que par la « montée de l'Occident ». Certains ont pu affirmer que les régions avancées d'Asie se trouvaient prises dans un «piège de l'équilibre de haut niveau», caractérisé par une main-d'œuvre de plus en plus abondante et bon marché par rapport aux ressources et au capital; selon eux, l'évolution technique constituée par la mécanisation ne présentait de ce fait qu'un intérêt moindre, alors qu'elle aurait été le principal moyen d'élever les niveaux de productivité observés dans l'agriculture et l'industrie, et limités par le recours à des techniques fondées sur le travail manuel. Pour d'autres, le poids de la bureaucratie étatique ou les pouvoirs « féodaux » des propriétaires terriens ont aggravé ce problème. Quels qu'ils soient, les principaux facteurs se trouvent vraisemblablement à l'intérieur des pays concernés, notamment pour

un pays aussi vaste que la Chine où le commerce extérieur n'a représenté tout au long du XIX^e siècle qu'une part minime du revenu national — de 5 à 10 % au plus —, les relations commerciales avec l'Europe ayant en outre une importance bien moindre. Le secteur du commerce international était plus déterminant pour la croissance ou la stagnation que ne le suggère cette mesure quantitative, cependant qu'une économie de petite taille est plus sensible qu'une autre aux influences extérieures, ce qui était susceptible de favoriser plus fortement des facteurs internes d'inertie. Dans tous les cas, l'impact contrasté de la dynamique de changement en Chine et au Japon au cours du XIX^e siècle soulève d'importants problèmes d'interprétation par rapport aux pays occidentaux.

B Section thématique

1

Un nouvel environnement socio-économique

Peter Mathias et Sidney Pollard

Préface

Peter Mathias

Rendre compte, dans un seul volume, des principaux aspects de l'histoire de l'humanité au XIX^e siècle, et ce dans son immense diversité de par le monde, relève d'un travail de compression et de généralisation pour ainsi dire impossible. Ce premier chapitre, comme tous les chapitres de la section thématique, constitue inévitablement une synthèse. Il est difficile de proposer une taxinomie de la vie et des changements socio-économiques : les contextes particuliers, tous uniques à un certain degré et à certains égards, diffèrent grandement et intègrent des siècles, voire des millénaires, de développement économique. Cela s'explique, pour de nombreuses régions, par la lenteur ou même parfois l'absence d'évolution dans les modes d'implantation humaine, l'agriculture et l'élevage, le milieu de travail que représente la forêt ou la jungle, l'exploitation des mers, des lacs et des rivières, ainsi que les méthodes de production artisanale. Dans ces contextes socio-économiques, l'homme subit toujours son habitat, mais il lui impose aussi des changements. L'équilibre entre les ressources, les techniques, la production et la survie de la population locale demeure instable, et, lorsqu'il est rompu par un désastre naturel ou par la pression de la population sur les ressources, c'est la société qui est affectée, car ce déséquilibre ne se traduit pas par des évolutions techniques ou d'autres initiatives visant à soutenir ou à étendre la production. Dans la majeure partie du monde, la destinée économique de l'humanité confrontée à un environnement potentiellement hostile se révèle être une lutte incessante. S'il s'agit là du fondement économique

d'une existence matérielle souvent primitive, ce phénomène s'accompagne également d'impressionnantes manifestations culturelles.

Dans d'autres régions du monde, comme nous le verrons dans les pages suivantes, l'équilibre entre l'homme et la nature se modifie de manière décisive et plus nettement peut-être au XIX^e siècle, sous l'influence de l'industrialisation et de la croissance économique «moderne», tantôt directement et tantôt indirectement, de même qu'à un rythme et à une échelle sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Entre la fin du XVIII^e siècle et le début de la Première Guerre mondiale, on assiste à une accélération majeure du rythme de développement de certaines régions, mais aussi des relations entre les pays, avec l'avènement d'une nouvelle dynamique de croissance d'une économie mondiale plus intégrée. Le XX^e siècle verra à son tour ces tendances s'intensifier encore et de manière plus rapide.

Le présent chapitre expose les fondements des principales tendances qui déterminent les changements économiques et sociaux du XIX^e siècle, inévitablement dirigées vers une dynamique de développement plutôt que vers l'inertie de la stabilité. De fait, l'évolution historique repose toujours sur une dynamique entre les forces de changement et l'inertie des structures techniques, économiques, politiques, sociales et culturelles plus anciennes.

LE DÉFI DÉMOGRAPHIQUE

Population et dynamique de changement

La démographie représente l'un des paramètres fondamentaux de l'aspect social de l'humanité. La répartition mondiale de la population du XIX^e siècle et ses évolutions mettent en perspective les différentes sociétés. Lorsque les données démographiques sont traduites en termes de production et de revenu, on fait apparaître les relations entre la population, les ressources, les techniques et tous les autres intrants reflétant des évolutions en matière de productivité et de production totale, ce qui met en évidence la dynamique de changement. Les changements observés dans le monde, ainsi que la transformation, directe et indirecte, de la société au XIXe siècle ne sont pas tant déterminés par le niveau global de production — défini, en son minimum, par les besoins nécessaires à la survie d'une population — ou par d'autres totaux que par une dynamique d'évolution dans les domaines de la production, du transport, du commerce et des finances. Si, en Europe comme ailleurs, cette dynamique de changement trouve son origine bien avant le XIXe siècle, son rythme, son ampleur et sa nature sont exceptionnels à partir de la fin du XVIIIe siècle, et plus encore après 1900.

C'est en Europe (187 millions d'habitants en 1800) et en Amérique du Nord (à peine 16 millions d'habitants, dont 5,3 millions aux États-Unis) que la croissance démographique est la plus forte au cours du XIX^e siècle, comme l'indique le tableau 1. En 1900, la population a largement doublé en Europe, tandis qu'en Amérique du Nord elle a été multipliée plus de six fois, passant de 16 à 106 millions d'habitants (76 millions pour les États-Unis). Ce rythme est de loin supérieur à celui que l'on observe dans le reste du monde, à l'exception des dominions «blancs» de l'Australasie et du

Tableau 1 Croissance de la population mondiale (1800–1950) en millions d'habitants.

		1800	1850	1900	1950
Europe		187,0	266,0	401,0	559,0
	Royaume-Uni	16,1	27,5	41,8	50,6
	Grande-Bretagne ^a	10,7	20,9	37,1	_
	Irlande	5,2	6,5	4,5	_
	Allemagne	24,6	35,9	56,4	69,0 ^b
	France	27,3	35,8	39,0	41,9
	Russie	37,0	60,2	111,0	193,0 ^c
	Espagne	10,5	nd	16,6	28,3
	Italie	18,1	24,3	32,5	46,3
	Suède	2,3	3,5	5,1	7,0
	Belgique	nd	4,3	6,7	8,6
	Pays-Bas	nd	3,1	5,1	10,0
Amérique	du Nord	16,0	39,0	106,0	217,0
	États-Unis	5,3	23,7	76,0	151,7
Amérique	du Sud	9,0	20,0	38,0	111,0
Asie		602,0	749,0	937,0	1 302,0
Afrique		90,0	95,0	120,0	198,0
Océanie		2,0	2,0	6,0	13,0
Total		906,0	1 171,0	1 608,0	2 400,0

a. Recensements en 1801, 1851 et 1901. b. RFA. c. 1946.

Sources: W. S. Woytinsky et E. S. Woytinsky, World population and production: trends and outlook, New York, 1953, pp. 34–44; pour la Grande-Bretagne et l'Irlande: B. R. Mitchell et P. Deane, Abstract of British historical statistics, Cambridge, 1962, pp. 8–10; R. Cameron, A concise economic history of the world, 3° éd., New York, Oxford University Press, 1997.

Canada. Par ailleurs, l'évolution démographique européenne et nord-américaine va de pair avec d'importantes évolutions économiques et sociales. Le facteur démographique est étroitement lié à la dynamique de changement de la «région transatlantique», en raison de l'ampleur des flux migratoires interrégionaux dont nous parlerons ci-dessous.

La croissance démographique des États-Unis, comme celle du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Argentine et d'autres pays d'Amérique latine, répond à un schéma bien particulier. Ces régions offrent de vastes terres parfois presque inhabitées et relativement fertiles: richesse des sols et rareté de la main-d'œuvre caractérisent donc cet environnement. En outre, on trouve en abondance d'autres ressources naturelles, minérales et forestières, dont l'exploitation dépend de la réunion de capitaux, d'entrepreneurs, de zones d'implantation de population et d'infrastructures de transport appropriées. Dans un tel contexte, la croissance démographique se traduit souvent par une croissance économique rapide, à condition que soient mises en place des structures institutionnelles appropriées et que les progrès techniques et l'investissement viennent soutenir la productivité, et donc les revenus et les excédents dégagés.

La prospérité liée à la croissance démographique n'est pas l'apanage des pays où l'industrialisation est la plus marquée. Les États-Unis deviennent le principal producteur mondial de produits de base (coton, céréales, viande, matières grasses, bois, minéraux, etc.), et le principal exportateur de ces produits; au début de la Première Guerre mondiale, le pays représente la première puissance industrielle et l'économie la plus riche du monde. Bénéficiant de la croissance de l'économie mondiale grâce à l'exportation, d'autres économies parviennent à maintenir ou à élever de manière comparable leur niveau de revenu par habitant, notamment grâce au développement de certaines branches du secteur primaire (agriculture, sylviculture, exploitation minière). Il s'agit surtout du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Argentine, du Danemark, de la Suède et de la Finlande. Ainsi, le fait de dépendre du secteur primaire ne condamne pas un pays à se retrouver distancé par les nations industrialisées. Il faut toutefois noter que les régions où les exportateurs de produits de base réussissent à élever leurs revenus sont celles où existent des infrastructures modernisées, en particulier des infrastructures commerciales et financières associées à des structures politico-administratives, mais aussi des ports et des voies ferrées. En outre, cette prospérité provient des exportations à destination des principales régions en développement, où la population augmente, où la croissance la plus rapide est à mettre à l'actif des secteurs autres que l'agriculture et où l'urbanisation entraîne une hausse de la proportion de producteurs non alimentaires. Dans ces régions, la croissance exponentielle de l'industrie stimule un peu plus encore le besoin d'importer des matières premières, pour le plus grand avantage des pays qui peuvent vendre des minéraux peu coûteux sur le marché mondial. Étant donné que les métaux précieux circulent de tout temps sur le marché mondial, la découverte de zones d'exploitation minière bon marché constitue un facteur d'implantation, de croissance démographique et de développement économique, que ce soit en Australie, en Afrique centrale ou australe, ou encore en Californie.

La croissance démographique européenne s'inscrit dans des contextes variables et très différents de cet environnement riche en ressources et pauvre en main-d'œuvre. En raison du faible taux de croissance au cours de la période préindustrielle, caractérisée par des structures établies de longue date, le potentiel de croissance démographique correspond aux possibilités économiques à mesure qu'elles se développent. Ce phénomène est essentiellement régional, puisqu'il intervient dans un même pays ou dans une même région d'un pays. La Grande-Bretagne, le nord-ouest de l'Europe (dont le bassin houiller de la Belgique et du nord de la France) et d'autres points névralgiques de la France, de l'ouest de l'Allemagne, de la Suisse et de certaines parties de l'Empire austro-hongrois deviennent les principaux centres industriels. La croissance démographique est à mettre en rapport avec les migrations internes, l'urbanisation (hausse de la part de la population résidant en ville) et le développement des régions minières et industrielles. Les bassins houillers exercent une force « centripète » considérable dans ce processus de croissance et de redéploiement démographiques. Les changements structurels connus par les économies européennes et liés au processus d'expansion sont au centre de cette dynamique. Entre 1850 et 1875, moins de la moitié des personnes résidant dans les principales villes industrielles et les grands ports britanniques en sont originaires.

C'est ainsi que l'Europe crée sa propre dynamique démographique, tout en contribuant à étendre la base de l'économie mondiale par l'intermédiaire des migrations. Les contrastes régionaux internes sont cependant considérables. Pour l'Italie du Sud, une grande partie de l'Espagne, certaines régions des Balkans, l'Europe centrale et orientale ainsi que la Russie, la croissance démographique ne s'accompagne pas de progrès agricoles, pas plus que les changements structurels ne s'accompagnent d'une croissance économique soutenue. Dans ces régions, la croissance démographique ne signifie que migrations, appauvrissement (ou maintien de niveaux de consommation déjà très bas), survie d'une économie locale de subsistance et lenteur du développement des marchés internes et des infrastructures commerciales et matérielles dans la société rurale.

Migrations: démographie et développement

La population mondiale est dominée par l'Asie, au début du XIX^e siècle avec plus de 600 millions d'habitants comme en 1900 avec 937 millions d'habitants, tandis que la population totale du globe atteint respectivement 900 millions et 1,6 milliard d'habitants. Au cours de cette même période, alors que la population de l'Asie augmente à peine de la moitié, celle de l'Europe double, ce malgré les 60 millions d'Européens qui émigrent, principalement aux États-Unis (35 millions), mais aussi vers les dominions «blancs» pour les émigrants britanniques (18 millions), et au Brésil et en Argentine pour les Espagnols, les Portugais et les Italiens (*illustration 1*). Avant 1913, 1 million de personnes quittent chaque année le Vieux Continent. L'Irlande perd la moitié de ses 8 millions d'habitants à la suite de la grande famine de 1846 et à cause d'une émigration incessante. La Norvège, l'Écosse et l'Angleterre sont les pays qui perdent le plus par rapport à leur population totale.

Les émigrants partent essentiellement s'installer dans le «Nouveau Monde », plutôt que dans les colonies tropicales et les acquisitions des empires. On estime que 100 000 Européens seulement vivent dans des colonies tropicales en 1830, face à 1,6 million, soit 0,2 % de leur population totale, en 1914. Seuls 175 000 Européens vivent en Inde — avant tout des Anglais et des Écossais si l'on fait exception des soldats irlandais —, soit à peine 0,1 % de la population du pays. À l'inverse, les 97 % de la population canadienne, australienne et néo-zélandaise sont composés de colons blancs, ce chiffre étant de 21 % pour l'Afrique du Sud. Dans l'Amérique du début du XIX^e siècle, 45% de la population totale est blanche — on estime jusqu'à 11 millions le nombre d'Africains transportés comme esclaves à destination du Nouveau Monde au cours des siècles précédents —, tandis que de 2 à 3 millions d'Asiatiques ont également été emmenés en tant que «main-d'œuvre sous contrat» pour travailler dans les plantations, la construction des lignes de chemin de fer ou les mines. Au cours du demi-siècle suivant 1830, l'arrivée de 400 000 colons européens dans l'Algérie sous administration française constitue l'un des plus importants mouvements d'émigration partant du Vieux Continent à destination d'une «enclave coloniale» d'Afrique du Nord. Les colonies japonaises dans le continent asiatique, qui s'étendent à Taïwan et à la Mandchourie à la fin du siècle, représentent 2,5 % de la population totale de ces régions avec près d'un demi-million de Japonais, ce qui correspond étroitement à la tendance généralement observée dans le monde en matière de colonisation.

Dans d'autres régions du monde, la population est beaucoup plus clairsemée. L'Océanie, dont les terres sont dispersées dans l'immense région du Pacifique, compte 2 millions d'habitants en 1800 et 6 millions en 1900; pour

l'Afrique, ces chiffres s'élèvent respectivement à 90 et 120 millions. Exception faite de l'Europe et des régions de colonisation européenne (notamment les États-Unis), la croissance démographique demeure modeste au XIX^e siècle, aux alentours de 20%. Dans les régions où la croissance économique n'est pas solide, la démographie est incontestablement limitée par une série de facteurs: le maintien d'un équilibre entre les terres et la production avec l'utilisation de méthodes agricoles traditionnelles, le fait que de nombreux paysans travaillent déjà à l'âge du mariage ou demeurent célibataires, l'émigration et, enfin, les contraintes «malthusiennes» plus dures que sont la famine, les épidémies, la guerre et les catastrophes naturelles, qui voient la population croître plus vite que les subsistances. L'évolution de la population japonaise obéit semble-t-il plus ou moins au schéma européen. Les contraintes démographiques (avec l'âge tardif du premier mariage) constituent un frein à une augmentation plus forte de la population, tandis que l'exploitation intensive des terres grâce aux progrès de l'agriculture, qui n'est toutefois pas mécanisée, se traduit par une révolution «industrieuse» permettant de conserver un équilibre relativement stable entre la croissance démographique et celle des ressources — même si l'on n'assiste pas à une augmentation progressive du revenu par habitant comparable à celle qui survient alors au sein des grandes nations industrialisées. À la différence du Japon, l'économie essentiellement agricole de l'Irlande connaît une tragédie malthusienne (renforcée par le contexte institutionnel prédominant), tandis que l'émigration permet de prévenir d'éventuelles pressions de ce type dans les régions agricoles pauvres de Scandinavie, d'Italie et d'Europe centrale et orientale. À la fin du XIX^e siècle, et jusqu'au début du siècle suivant, l'Inde doit elle aussi affronter dans certaines régions des famines désastreuses, résultat de la pauvreté, du manque de marchés régionaux, de la mauvaise qualité des infrastructures de transport et des pénuries alimentaires. C'est là le sort de tout peuple dont le nombre d'individus est en déséquilibre par rapport aux possibilités d'emploi et aux ressources.

Bien évidemment, l'adéquation entre possibilités économiques et pression démographique implique des rapprochements géographiques très divers. Comme il a déjà été noté plus haut, on assiste à des flux transatlantiques et intercontinentaux de grande envergure. Mais il existe également des flux entre différentes régions d'un même pays, qui se manifestent par des migrations internes à destination des centres industriels en développement où le marché du travail est en pleine expansion, des bassins houillers, des villes et des principaux ports. Il s'agit là d'un processus complexe lié à des changements économiques structurels et à une richesse accrue là où la croissance est soutenue. Les secteurs industriel et minier créent dans ces régions plus d'emplois que l'agriculture. L'industrialisation va de pair avec l'urbanisation. Le secteur des services, qui est essentiellement urbain, fait travailler de plus en plus de

22 DE 1789 À 1914

personnes au sein d'une économie progressivement différenciée; l'emploi se développe dans l'administration publique, le clergé, la médecine et l'enseignement, et les services personnels et domestiques sont en expansion, avec à la clé des salaires en hausse. La plupart de ces embauches sont le fait de petites structures, qui utilisent des techniques traditionnelles jusqu'aux dernières décennies du siècle — lorsque la machine à écrire, la machine à coudre et de nouveaux équipements ménagers font leur première apparition.

Ainsi, par le biais des migrations, la croissance démographique devient l'un des facteurs de la transformation économique. Toutefois, ce phénomène ne repose pas sur le seul mécanisme démographique. Dans les régions où la production agricole peut être augmentée grâce à l'utilisation de méthodes plus intensives, au développement de certaines plantations — généralement à haute intensité de main-d'œuvre, qu'il s'agisse du coton, du thé, du café, du caoutchouc ou d'autres cultures — ou à l'extension des « cultures paysannes», l'emploi bénéficie de possibilités d'expansion semblables, qui ne sont pas seulement le fait de la modification des structures économiques. Durant la seconde moitié du siècle, la mécanisation des moissons en Amérique du Nord et les avancées connues par les régions céréalières de Grande-Bretagne et du nord-ouest de l'Europe se traduisent par des gains de productivité considérables — une élévation progressive de la production accompagnée d'une augmentation proportionnellement bien inférieure du facteur travail, voire, dans certains cas, par une diminution de la main-d'œuvre. La productivité agricole peut s'élever de diverses manières, permettant d'élever le revenu par tête en fonction de la répartition de l'ensemble des gains de production entre les propriétaires terriens (qui reçoivent une rente), les fermiers et les paysans (qui dégagent un bénéfice) et les ouvriers (qui touchent une paie). Les terres encore inexploitées permettent à un grand nombre de personnes de se lancer dans l'agriculture en employant des méthodes et des techniques traditionnelles; cependant, la productivité stagne, et ces exploitants risquent de voir leurs bénéfices diminuer si le nombre d'agriculteurs augmente proportionnellement plus vite que la surface cultivée.

Les croissances économique et démographique peuvent se révéler symbiotiques, formant un «cercle vertueux» qui contraste avec le «cercle vicieux» des restrictions malthusiennes. Au sein d'un environnement réactif, la hausse de la population est susceptible de stimuler l'activité économique et d'entraîner la migration des emplois vers la population locale plutôt que l'inverse. C'est le cas de la croissance «proto-industrielle» connue par certaines régions comme les Midlands, avec l'expansion des secteurs du textile et de la petite métallurgie, dans un contexte à la fois rural et urbain. L'apparition de possibilités d'emploi plus favorables est susceptible de stimuler la croissance démographique, en abaissant l'âge du premier mariage, et d'encourager l'union maritale et la fondation de nouveaux foyers. L'amélioration et/ou la

stabilisation du marché de l'emploi favorisent une alimentation de meilleure qualité, permettent de limiter les « pertes » démographiques liées aux fausses couches et à la mortalité infantile, contribuent à la bonne santé et donc à la vigueur de la main-d'œuvre, car la qualité de l'alimentation joue ici un rôle important. Les migrations viennent renforcer ces avantages dans les régions qui attirent nombre d'individus grâce à la croissance de leur activité et la perspective d'un marché de l'emploi plus dynamique. Les migrants sont essentiellement de jeunes adultes, souvent actifs, ambitieux et opportunistes. De plus, ils constituent une main-d'œuvre mobile, attirée par les points névralgiques, les marchés sur lesquels le « capital humain » est mieux rémunéré, aussi sombres que soient les conditions des migrations massives. Bien plus tard, une fois établies des têtes de pont sociales et communautaires, la dynamique de migration englobe les proches et les amis, ainsi que ceux qui rentrent au pays, mais, dans la plupart des cas, l'émigration constitue le point de départ d'une nouvelle vie dans un nouvel environnement.

Il existe un autre lien entre croissance démographique, changements économiques et migrations, à savoir l'impact sur les régions d'où sont issus les migrants. Le marché de l'emploi (ou le rapport terres/travail) est plus favorable qu'il ne l'aurait été sans le départ des migrants. Les salaires sont aussi probablement plus élevés, tout comme la productivité marginale du travail. Les effets économiques des migrations vont sans doute au-delà de ce que suggère le rapport entre les migrants et la population restée sur place. De manière générale toutefois, dans l'hypothèse où les migrants auraient conservé leur rôle économique traditionnel au sein de leur communauté (notamment dans des communautés agricoles surpeuplées ou parmi la population flottante des villes), ils auraient eu une productivité marginale bien inférieure à celle qu'ils atteignent dans les pays et les régions qu'ils ont rejoints. C'est là l'apport économique majeur des migrations, auquel les familles déchirées paient néanmoins un lourd tribut.

Les liens entre évolution démographique et migrations incluent enfin les flux de versements envoyés par les émigrants à leur famille, auxquels s'ajoute le rapatriement des sommes épargnées par les émigrants lorsqu'ils reviennent dans leur pays natal. Les Italiens de New York et Buenos Aires aident les membres de leur famille établis dans les Pouilles et dans le sud de l'Italie; on retrouve le même type de situation avec les Irlandais de New York, Boston et Baltimore, les Allemands de Milwaukee, les Suédois du Minnesota, les presbytériens écossais du Canada ou les colons anglais de Nouvelle-Zélande. Au cours du XIXe siècle, les Britanniques tissent avec les États-Unis et leurs dominions « blancs » des liens culturels et de parenté plus nombreux et plus étroits qu'avec l'Europe, dont l'économie irlandaise bénéficie tout particulièrement. Les jeunes femmes des campagnes québécoises travaillent quelques années dans les usines textiles d'Amoskeg et de

24 DE 1789 À 1914

Lowell, envoyant à leurs proches une partie de leur salaire, avant de regagner elles-mêmes leur région natale pour se marier. Dans des contextes divers de par le monde, les migrations liées au travail saisonnier créent la même symbiose entre un monde traditionnel et des modes de vie nouveaux : des Irlandais partent faire les moissons en Angleterre, des bergers effectuent la transhumance entre les villages des vallées et les montagnes, des domestiques et des servantes quittent les campagnes pour gagner les villes; certains migrants rejoignent des communautés de pêche, d'autres viennent travailler sur les chantiers navals ou sur des bateaux, des équipes sont employées à la construction de lignes de chemin de fer dans des pays lointains..., la liste est longue. Ainsi, même la tradition est soutenue par la nouveauté, en termes de continuité familiale et de liens entre les gains tirés d'activités menées dans les nouveaux contextes de croissance économique d'une part, et les conditions de vie et de travail difficiles des environnements plus anciens d'autre part. S'il se crée une certaine symbiose, on voit également apparaître un conflit entre tradition et nouveauté, la chute des prix agricoles et la concurrence internationale d'une industrie modernisée menaçant de plus en plus des communautés fondées sur une agriculture traditionnelle et des industries artisanales.

Niveaux de richesse et taux de croissance

La dynamique des liens entre la population et les transformations politiques, institutionnelles, sociales et économiques, regroupées sous l'appellation «croissance économique» ou «modernisation», se révèle complexe, comme nous l'avons vu dans la première partie de ce chapitre. Les variables clés de ces liens seront abordées dans les parties suivantes, ainsi que dans les autres chapitres de la section thématique de ce volume. En effet, dans la deuxième partie du livre, elles seront analysées dans le cadre de différents contextes régionaux, afin de fournir une base empirique à l'aridité des statistiques présentées ici. Toutefois, seules des données comparables, c'est-à-dire possédant une base commune, peuvent permettre d'effectuer une analyse globale dans une perspective historique. Une analyse comparative d'une telle ampleur s'appuie sur la reconstitution de données sur le revenu national, qui offrent une valeur monétaire de la taille d'une économie, de sa composition sectorielle et de diverses répartitions — par exemple, importance du secteur public par rapport au secteur privé, production, consommation et investissement, commerce extérieur, balance des paiements, etc. De telles valeurs présentent inévitablement des limites, qui ne peuvent être abordées ici. Certes, elles peuvent être complétées par des mesures physiques (production en poids ou en volume, mesure de la consommation, du nombre de calories, etc.), mais

ces dernières posent également des problèmes en termes de comparaison, notamment lorsqu'elles sont utilisées pour de longues périodes ou pour des cultures différentes. Ainsi, aucune de ces quantifications ne permet d'évaluer la satisfaction ou le bien-être, le caractère unique d'une culture ou encore la qualité de l'environnement. Cependant, elles constituent jusqu'ici les meilleures méthodes de mesure des variations de la richesse et du revenu, deux éléments qui non seulement sont susceptibles d'améliorer le bien-être de la population (en offrant plus d'options), mais dont la maximisation constitue aussi l'objectif déclaré des politiques menées à l'heure actuelle par la plupart des pays.

Le XIX^e siècle se caractérise par des taux de croissance et une accumulation des richesses et des capitaux sans précédent. Ce phénomène s'accompagne du creusement progressif d'inégalités de revenu et de richesse entre les différents pays et régions, écarts qui contribuent à rendre unique le XIX^e siècle — et que le XX^e siècle n'a d'ailleurs pas permis de combler, notamment entre les grandes nations industrialisées et le tiers-monde.

Le fossé qui se creuse entre les pays pauvres et les pays riches, et entre les économies traditionnelles et les économies novatrices, n'est pas tant le fait de la paupérisation des pays pauvres — si la majorité de ces sociétés se situent, dans différents contextes, proches du seuil de subsistance, la plupart des indices affichent toutefois une légère amélioration — que celui de la capacité des pays riches à continuer de s'enrichir par l'accumulation des capitaux et grâce aux hausses de productivité qui deviennent progressivement réalisables au cours du siècle. Un débat de longue haleine continue d'entourer l'origine de ces inégalités croissantes : les revenus des producteurs du tiersmonde, qui exportent des matières premières à destination des pays riches, sont-ils tirés vers le bas par le système de fonctionnement de l'économie internationale? Ou ces producteurs ne parviennent-ils tout simplement pas à tirer des échanges le même profit que leurs partenaires commerciaux, qui détiennent pour leur plus grand bénéfice la majeure partie des actifs financiers, commerciaux, administratifs et techniques? Cette question sera abordée dans d'autres chapitres du présent volume. À l'intérieur même des pays, qu'ils soient riches ou pauvres, les disparités de revenus demeurent importantes et peut-être même qu'elles augmentent avec l'élévation des plafonds de richesse et de revenu. Néanmoins, il convient de remarquer que certains exportateurs de produits de base prospèrent et que même les exportateurs des pays tropicaux jouissent probablement de revenus plus élevés que ceux des régions non intégrées à l'économie internationale. En 1914, le Nigeria et le Ghana sont par exemple plus riches que la plupart des pays d'Afrique tropicale, de même que l'Argentine est de loin le pays le plus riche d'Amérique du Sud.

26 De 1789 à 1914

Au début du XIX^e siècle, les disparités des revenus moyens entre l'Inde, l'Empire ottoman et l'Europe, y compris les régions les plus pauvres du bassin méditerranéen, celles d'Europe centrale et orientale ainsi que la Russie, ne sont peut-être pas importantes. Toutefois, certaines estimations suggèrent qu'avant 1800, les pays du nord-ouest de l'Europe sont de 20 à 40% plus riches que des pays qui sont actuellement en développement, résultat de l'interaction et de l'évolution d'un grand nombre de variables qui se sont multipliées au cours des siècles précédents. Parmi celles-ci se trouvent l'accumulation de capitaux, la richesse commerciale issue des marchés extérieurs et intérieurs, les progrès de l'agriculture, une longue tradition d'investissement productif — qui toutefois emploie essentiellement des techniques artisanales dans l'industrie —, une certaine liberté de pensée associée à une culture intellectuelle favorable à l'exploration de la nature et des méthodes expérimentales favorisant des avancées progressives en matière de techniques empiriques. On assiste également à des avancées institutionnelles capitales, avec l'essor des droits de la propriété individuelle et l'élaboration de régimes juridiques favorables au commerce — garantissant en particulier le statut légal et la cessibilité des actifs, notamment financiers, conditions préalables au bon fonctionnement des marchés. Le droit romain et le droit coutumier anglais créent ainsi un contexte particulièrement favorable. L'exercice d'un pouvoir arbitraire à l'occasion de transactions d'ordre économique est progressivement banni. Associé à la minimisation des risques et des aléas grâce à l'amélioration des communications et des transports, ainsi qu'à la lente (mais cumulative) maîtrise des dangers naturels, ce phénomène permet de réduire les coûts de transaction et stimule l'esprit d'entreprise.

Malgré une importante marge d'incertitude, les tableaux 2 et 3 révèlent des dynamiques contrastées au cours des dernières décennies du XIX^e siècle. L'Angleterre et les Pays-Bas présentent tout d'abord un produit intérieur brut (PIB) par habitant équivalent, la Belgique atteignant 75 % de ce niveau, la France environ 65 %, l'Espagne 50 % et la Pologne, représentative de l'Europe orientale, 25 %. La Grande-Bretagne distance encore les autres pays européens grâce à la longueur d'avance qu'elle possède en matière d'industrialisation; elle affiche des évolutions techniques plus rapides, un plus haut degré d'urbanisation, une croissance plus rapide de certains secteurs — comme l'industrie et les services, qui se développent plus vite que l'agriculture —, une spécialisation internationale plus marquée en ce qui concerne les exportations comme les importations. Cependant, après 1870, la croissance britannique ralentit — au cours de la période précédente, les taux sont toujours demeurés modestes, aux alentours de 2 à 2,5 % par an—, et la plupart des autres pays européens commencent à rattraper leur retard, même si ce n'est que de manière très progressive et à partir d'un faible

Tableau 2 Économie mondiale: revenu et croissance.

Croissance du PIB par habitant (1870–1913)							
A. PIB par habitant (\$ en prix de 1980)							
1870 1990 % annuel							
États-Unis	1 591	2 911	2,0				
Royaume-Uni	1 875	2 798	1,0				
Japon	425	677	1,6				
Inde	345	378	0,6				
Chine	331	401	0,5				
Brésil	283	436	1,2				
Ghana	292	405	0,9				

B. Revenu par habitant et taux de croissance des pays européens par rapport au revenu britannique (fixé à 100)

	1870	1910	Taux de croissance entre 1870 et 1910
France	58	61	1,09
Allemagne	48	61	1,09
Belgique	77	81	1,03
Danemark	61	78	1,55
Suède	48	60	1,49
Italie	46	50	1,00
Espagne	43	51	1,37
Autriche-Hongrie	32	42	1,63
Pologne	21	27	1,53
Russie	34	32	0,70

Sources: A. Maddison, 1983, 1989 et 1991; D. F. Good, Journal of Economic History, LIV (décembre 1994).

niveau pour ce qui est des pays méditerranéens et de l'Europe centrale et orientale. De 1870 à 1914, le PIB par habitant croît de 50 % en Europe méridionale et orientale, cette hausse étant d'environ 75 % en Europe occidentale. Même si leurs richesses et leurs revenus augmentent dans l'absolu, les pays d'Asie et d'Afrique, ainsi que la plupart des pays d'Amérique latine, sont relativement distancés par les grandes nations.

28 De 1789 à 1914

Tableau 3 Taux de croissance de la production dans différents pays (total et par habitant) de 1820 à 1913 (moyennes annuelles des taux de croissance globale de la production à prix constants).

	1820-1870		1870-1913	
	Total	Par habitant	Total	Par habitant
Australie	_	_	3,4	0,6
Autriche	(1,4)	0,7	2,4	1,5
Belgique	2,7	1,9	2,0	1,0
Canada	_	_	3,8	2,0
Danemark	1,9	0,9	2,7	1,6
Finlande	_	_	3,0	1,7
France	1,4	1,0	1,7	1,5
Allemagne	2,0	1,1	2,8	1,6
Italie	_	_	1,5	0,8
Japon	(0,4)	0,0	2,5	1,5
Pays-Bas	2,4	1,5	2,1	0,9
Norvège	(2,2)	1,0	2,1	1,3
Suède	(1,6)	0,6	2,8	2,1
Suisse	(2,5)	1,7	2,1	1,2
Royaume-Uni	2,4	1,5	1,9	1,0
États-Unis	4,4	1,4	4,1	2,0
Moyenne	2,1	1,1	2,5	1,4

Source: A. Maddison, Phases of capitalistic development, Oxford, Oxford University Press, 1982.

Qu'il s'agisse de leur niveau de revenu, de leur taux de croissance, de la taille de leur économie ou encore de leur avance technique dans tous les secteurs (y compris les services), les États-Unis constituent un cas à part. Si les salaires réels sont depuis longtemps plus élevés outre-Atlantique qu'en Angleterre — un phénomène caractéristique d'un pays riche en ressources et pauvre en main-d'œuvre attirant les immigrants —, il vient désormais s'y ajouter une dynamique de développement économique sans égale. Les États-Unis constituent un géant économique en puissance, doté d'un territoire couvrant la moitié d'un continent et d'une extraordinaire variété de ressources naturelles agricoles, sylvicoles, industrielles et minières. Le compromis entre réglementations gouvernementales, initiatives publiques et liberté de rechercher l'intérêt

particulier favorise l'esprit d'entreprise. L'Amérique du Nord ne connaît pas l'inertie liée à la persistance d'un héritage féodal ou d'un régime absolutiste, comme c'est le cas, plus ou moins marqué, dans certains pays d'Europe (à l'exception toutefois du nord-ouest du continent). S'ils constituent un gros importateur de nouvelles techniques et de capitaux durant la première moitié du siècle, les États-Unis sont déjà en train de s'industrialiser rapidement et de devenir l'une des premières économies exportatrices de produits de base matières premières ou à peine transformées, comme dans le cas du coton, des céréales et du bois, ou dotées d'une plus grande valeur ajoutée : cuir, viande, graisses —, ainsi que de produits manufacturés. Bien que de 1850 à 1914, les États-Unis deviennent le plus puissant et le plus riche de tous les pays industrialisés, le Royaume-Uni conserve en 1913 son rang de premier exportateur et importateur mondial; la croissance continue que connaît ce pays de taille relativement petite se traduit peu à peu par une spécialisation internationale de ses exportations de produits manufacturés (textiles, produits du métal et charbon) et de ses importations de denrées alimentaires et de matières premières. En 1900, les exportations du Royaume-Uni s'élèvent à 34,40 dollars américains par habitant, contre 18,60 dollars pour les États-Unis.

La rapidité de la croissance démographique des États-Unis, dont le nombre d'habitants passe de 5,3 à 76 millions — un rythme de croissance marqué par l'immigration et bien supérieur à celui que connaissent les autres grandes nations —, contribue à stimuler l'expansion économique du pays. Ce processus d'expansion est indissociable du développement économique (industrialisation, urbanisation, évolutions structurelles, avancées dans le secteur primaire), qui se traduit par des taux de croissance supérieurs à ceux des autres pays et par une augmentation sans égale de la productivité. Ainsi les États-Unis disposent-ils en 1914 de l'économie la plus puissante et du revenu par habitant le plus élevé du monde (voir tableaux 2 et 3). La croissance totale et par habitant de l'économie américaine (4 % par an, 2 % à prix constants) est deux fois supérieure à celle du Royaume-Uni et est bien plus élevée que celle des économies européennes les plus dynamiques. Parties d'un niveau plus faible, celles-ci connaissent désormais une croissance plus rapide que le Royaume-Uni. Ce dernier, en tant que première nation industrielle, commence en effet à subir, à partir de 1870, les conséquences de la généralisation de l'industrialisation dans le monde. Si, en 1870, le PIB par habitant reste plus élevé au Royaume-Uni qu'aux États-Unis (1 875 dollars américains en prix de 1980 contre 1 591), ce n'est plus le cas en 1900 (2 911 dollars pour les États-Unis, contre 2 798 pour le Royaume-Uni). En Europe cependant, l'importante avance du Royaume-Uni en matière de développement économique et industriel lui permet de maintenir avec les autres nations un certain écart, de 30 à 40 % pour ce qui est des pays d'Europe occidentale, de 50% en ce qui concerne les pays méditerranéens

et de 60 à 70 % pour les régions d'Europe centrale et orientale. Le processus de «rattrapage» est en cours et tous les pays européens, à l'exception de la Russie, connaissent une croissance supérieure à celle du Royaume-Uni (de 50 % pour le Danemark et la Suède).

Les grandes lignes d'un développement mondial marqué par la dynamique d'industrialisation et de modernisation apparaissent nettement au XIX^e siècle et se retrouvent au siècle suivant. Un «noyau» d'économies avancées parvient à tirer profit des possibilités de croissance (internes comme externes) et atteint des niveaux de prospérité sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Si, comme nous l'avons souligné, cette réussite n'est pas toujours industrielle, les économies fondées sur l'agriculture appartenant à ce groupe de pays prospères se distinguent néanmoins par leurs procédés de pointe en matière de transformation des produits — avec comme conséquence une augmentation de la valeur ajoutée liée à la hausse de la productivité. Cette dynamique va de pair avec d'autres éléments de modernisation : urbanisation, modernisation des infrastructures matérielles et des systèmes de transport, rapports financiers et infrastructure commerciale indigènes, modernisation appropriée des systèmes politique, juridique et administratif.

Pour ce «noyau» de pays et de régions, la croissance et la hausse des revenus sont synonymes de convergence, même si les États-Unis conservent une longueur d'avance en termes de revenu, et plus encore en matière de production et de population. Du point de vue des taux de croissance et des niveaux de revenu, le fossé continue de se creuser entre le groupe de nations favorisées et les pays à la traîne en matière de croissance économique et de modernisation, dans lesquels vit la majeure partie de l'humanité. Au cours du XIX^e siècle, les processus d'évolution historique favorisent considérablement l'accélération de la croissance, soulignant par contraste la pauvreté relative des pays qui ne parviennent pas à saisir cette occasion. On retrouve une telle situation dans de nombreuses régions, comme en Asie, dans l'ensemble du continent africain, au Proche-Orient, en Russie continentale, dans une grande partie de l'est et du sud-est de l'Europe et, enfin, dans la quasi-totalité de l'Amérique latine. Le Japon, en revanche, adopte depuis la restauration Meiji, en 1868, une dynamique tout à fait différente de modernisation et de développement économique, marquée par des initiatives étatiques qui engagent le pays sur la voie d'une croissance moderne, même si le décalage chronologique par rapport aux grandes économies reste important jusqu'au XXe siècle.

Nombre de pays moins favorisés connaissent un processus d'expansion économique, à distinguer du développement économique. La croissance démographique s'accompagne souvent d'une hausse de la production agricole (grâce à l'extension de la surface cultivée ou à l'intensification du travail), qui se traduit par une augmentation de la taille de ces économies;

toutefois, l'utilisation de techniques et de méthodes de production traditionnelles ne permet pas d'accroître la productivité de manière significative — en réalité, dans un tel contexte, ce type d'expansion est presque systématiquement synonyme de recul des bénéfices. Cette croissance démographique ne se traduit pas non plus par une élévation à long terme du revenu réel. C'est pour ces raisons que s'impose une transformation de la nature même de ces économies.

L'analyse des évolutions historiques, qu'elles soient économiques, sociales ou politiques, se fait généralement à l'échelle des États-nations. Les gouvernements produisent des statistiques nationales, sur lesquelles se fonde généralement la comparaison des performances. Cette méthode peut entraîner des erreurs majeures lorsqu'on cherche à comprendre la dynamique du changement économique, notamment pour des pays dont l'économie obéit plus aux forces du marché qu'à des décrets étatiques. La croissance industrielle et le développement du commerce, des villes et des transports qui l'accompagne représentent un phénomène plus régional qu'uniformément national; ils sont ainsi parfois liés à la présence de bassins houillers enjambant des frontières nationales — comme c'est le cas pour le bassin qui relie le sud de la Belgique au nord de la France — ou limités à une partie seulement d'un même État. De même qu'il existe d'importantes disparités de croissance et de richesse entre les États — les données par habitant résultent du simple quotient du PIB par la population totale —, il se crée selon une logique analogue des écarts entre les différentes régions d'un même pays. C'est surtout le cas des pays dont la superficie et la diversité des activités régionales sont considérables. Le sud des États-Unis est de plus en plus distancé par les régions industrielles en matière de salaires réels et de PIB régional, un fossé qui, malgré l'absence de barrières officielles à la migration interne, ne commence à être comblé qu'à partir de 1914. Les régions agricoles avancées de la plaine du Pô, dans le nord de l'Italie, contrastent avec la pauvreté des campagnes surpeuplées du Sud. On retrouve cette pauvreté relative à l'intérieur du Royaume-Uni où l'Écosse rurale, le pays de Galles et une grande partie de l'Irlande font pâle figure par rapport aux autres régions. La situation est la même en France, en Scandinavie, en Espagne, en Russie et dans de nombreux autres grands pays. Dans de tels contextes, les moyennes nationales sont trompeuses et dissimulent la véritable origine régionale de la dynamique de croissance et de changement.

Les disparités décrites ci-dessus — changement ou stabilité, voire stagnation, rapidité ou lenteur de la croissance, inégalités de revenus — surgissent en même temps que les évolutions techniques en matière de production, d'investissement et de finance, mais aussi avec les transformations du fondement organisationnel de l'économie. Comme nous l'avons déjà souligné, le niveau de la production totale et la hausse de la productivité (rapport

32 DE 1789 À 1914

entre la production et la quantité d'intrants qu'elle nécessite) résultent de l'évolution d'un grand nombre de variables, pas seulement techniques, et de leurs interactions. Dans les sections suivantes, nous nous intéressons à trois des plus importants aspects des changements économiques dont le XIX^e siècle est le théâtre.

LES EFFETS DE L'INDUSTRIALISATION ET DE LA MODERNISATION: TRANSFORMATIONS DU RENDEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ

L'évolution de la technique productive

L'étude des avancées techniques se doit d'être extrêmement synoptique, car nombre d'aspects sont omis du fait de l'incroyable variété des productions et de leur spectaculaire diversification au cours du siècle. Qu'il s'agisse d'exploitation minière, de pêche, de sylviculture, de production manufacturière de textiles, de métaux, d'aliments et de boissons, les industries artisanales sont universelles. Une partie de la production, recherchée par les membres de la royauté, la noblesse ou simplement les individus aisés, est formée par des objets de luxe qui se vendent aujourd'hui à prix d'or sur le marché des connaisseurs. Par exemple, le forgeage de l'acier japonais pour la fabrication d'épées obéit à des exigences techniques très strictes et indépendantes des traditions européennes de la métallurgie. De nombreux produits artisanaux dépassent les frontières du commerce régional, comme les cotonnades indiennes, la porcelaine chinoise ou les horloges anglaises et françaises. Depuis de nombreuses générations, les échanges interrégionaux et internationaux d'une impressionnante variété de textiles de toutes fibres sont très complexes.

La production artisanale se caractérise avant tout par la petite taille des unités de production, par l'emploi d'outils manuels et par le talent des artisans, hommes et femmes. La force de travail non humaine est extrêmement rare et provient de l'utilisation de bêtes de trait, ainsi que de l'énergie éolienne et hydraulique pour certaines activités traditionnelles, comme la mouture du grain, l'extraction minière, l'assèchement des zones marécageuses et des polders, le sciage du bois ou encore la mise en action des soufflets dans les grandes forges. Ces techniques de base ne connaissent que de lents progrès, et les gains de productivité résultent essentiellement de la division croissante du travail et de sa spécialisation, ce qui, pour reprendre Adam Smith, dépend avant tout de la taille du marché. Dans certains cas, et tout particulièrement pour ce qui est des industries horlogères de Genève,

Paris et Londres, la division du travail et la répartition des processus de production dans les centres urbains et ruraux sont devenues extrêmement complexes. Le textile et la petite métallurgie constituent désormais souvent d'importants secteurs industriels, mais les coûts unitaires demeurent élevés en l'absence de véritables économies d'envergure — exception faite des relations commerciales.

Avec le recul, nous pouvons voir que c'est le progrès technique, représenté par la mécanisation de la production, qui constitue l'élément clé ayant permis l'augmentation du rendement de chaque unité de production, la diminution des coûts (notamment en main-d'œuvre) et l'amélioration de la productivité. D'autres avancées complémentaires relatives à la production ont certes été nécessaires, mais ce sont bien l'innovation et le progrès technique qui se trouvent au cœur de ces avancées.

Le processus d'innovation, que nous définissons comme une série d'inventions dont l'utilisation et la diffusion s'accomplissent avec succès dans un contexte concurrentiel, n'est pas seulement le fruit du hasard ou de la chance; il n'est pas non plus le produit exclusif de la curiosité intellectuelle, de la connaissance scientifique ou du génie individuel, même s'il est vrai que tous ces éléments entrent en jeu à moment donné. L'innovation résulte de la recherche d'un avantage comparatif grâce à des coûts différents pour certains produits déjà existants, mais aussi grâce à l'absence de concurrence directe autour d'un nouveau produit. Elle répond à une volonté d'aller de l'avant et/ou à la nécessité d'évoluer. Les coûts relatifs de la main-d'œuvre par rapport à la production de chaque travailleur, qui dépend elle-même de l'avancée des techniques, et les compétences disponibles entrent également en ligne de compte.

Machines et énergie, combinées bien sûr avec de nombreuses autres variables contextuelles, sont les deux déterminants essentiels de la mécanisation de l'industrie moderne. Cela implique l'émergence d'une technique permettant l'exploitation d'un combustible minéral, des progrès dans l'industrie du fer et plus tard de l'acier, et le développement du savoir-faire dans les domaines de la métallurgie et de l'ingénierie; l'ingénierie, en tant que secteur industriel, est une création de la révolution industrielle. L'ingénierie énergétique se révèle essentielle pour ce qui est des avancées réalisées durant la période étudiée. Du fait de la très grande part des coûts de combustible et des frais de transport dans le prix du produit final, les industries lourdes ont plus besoin que le secteur du textile d'un approvisionnement aisé en charbon, minerai de fer et autres minéraux. Dans les secteurs gros consommateurs de combustible, la proximité de bassins houillers ou de ports constitue donc une nécessité. En Grande-Bretagne, les secteurs dépendants du charbon sont tout particulièrement privilégiés par la proximité de riches bassins houillers et de gisements recelant l'ensemble des minerais métalliques, à l'exception de l'étain et du cuivre. En même temps,

34 De 1789 à 1914

l'économie britannique tire parti de l'épuisement progressif et de la hausse du coût des ressources traditionnelles, à savoir le bois (comme combustible) et les sites permettant une importante production d'énergie hydraulique, dans les Midlands et dans le sud de l'Angleterre. Voici les deux éléments qui ont poussé le pays à renoncer aux techniques traditionnelles, fondées depuis des siècles sur les ressources disponibles, pour se tourner vers des techniques et des ressources plus avantageuses en matière de coûts, notamment par rapport aux autres États — à l'exception possible de la Belgique pour ce qui est de cette période. Néanmoins, l'amorce de cette évolution précède largement les industries du métal du XIXe siècle, puisque la plupart des industries urbaines et des foyers britanniques utilisaient déjà le charbon et le coke bien avant 1800; c'est le cas dans l'industrie alimentaire, par exemple pour le maltage, le brassage et la distillation.

Les statistiques relatives au volume total et par habitant de la production de charbon sont ici éloquentes, la liste des volumes totaux étant fournie par le tableau 5. La Grande-Bretagne produit plus de charbon que l'ensemble des pays européens, et ce jusqu'à la dernière décennie du XIX^e siècle où l'industrialisation bat son plein en Allemagne tout comme aux États-Unis. En 1913, la production britannique de charbon s'élève à 300 millions de tonnes — dont un tiers environ est exporté vers les pays européens voisins et les divers points de ravitaillement des navires dans le monde — et

Tableau 4 Production de minerais bitumineux, lignite, anthracite dans différents pays: moyennes annuelles en millions de tonnes.

	1800	1850-1854	870-1874	1911-1913
Autriche-Hongrie	_	1,40	9,20	50,7
Belgique		6,80	14,70	24,80
France	_	5,30	15,40	39,90
Allemagne	_	9,20	41,40	247,50
Italie	_	_	0,10	0,60
Russie	_	_	1,00	30,20
Suède	_	_	0,05	0,36
Royaume-Uni	11,20	50,20	123,20	275,40
États-Unis*	0,10	10,60	64,20	525,60

^{*} En tonnes américaines (1 tonne américaine = 907 kg).

Sources: B. R. Mitchell, *The emergence of industrial societies*, Londres, Fontana-Collins [The Fontana Economic History of Europe], 1973, appendice de statistiques; *Historical statistics of the United States*, Washington D.C., US Department of Commerce, 1960.

6,09

 Pays
 1830–1834
 1911–1913

 Allemagne
 0,07
 3,81

 Belgique
 0,59
 3,35

 France
 0,07
 1,01

 États-Unis*
 0,30
 5,55

Tableau 5 Production de charbon par habitant dans les grandes puissances économiques (en tonnes).

Royaume-Uni

Source: A. Maddison, Phases of capitalistic development, Oxford, Oxford University Press, 1982

0,95

demeure la première en Europe. Les chiffres de la production par rapport à la population révèlent des tendances analogues (tableau 4).

Les innovations réalisées dans l'industrie du charbon sont marquées par certains paradoxes. En effet, son expansion dépend des nouvelles techniques de ventilation et de l'énergie de la vapeur, surtout pour le drainage et le guindage dans les mines profondes; ces techniques intègrent alors la nouvelle industrie qui, à son tour, leur fournit une matière première essentielle. En 1913, dans l'industrie du charbon la plus avancée, celle des États-Unis, plus de la moitié du charbon bitumineux (mais moins de 1 % de l'anthracite, plus dur) est extraite mécaniquement grâce aux progrès réalisés au cours des vingt années précédentes, et une petite fraction est extraite par lavage mécanique. Ces pourcentages sont beaucoup plus faibles en Europe, notamment au Royaume-Uni. Un autre paradoxe réside donc en ce qu'une industrie des plus stratégiques dans la rapide expansion de la nouvelle économie industrielle au Royaume-Uni, 1 million de travailleurs sont employés dans les mines en 1913 — s'appuie sur des méthodes de travail moyenâgeuses, qui voient les mineurs, aidés par des chevaux, manier le pic et la pelle dans les entrailles de la terre. Cette symbiose technique entre le médiéval et le moderne est presque aussi caractéristique du développement industriel au XIX^e siècle que la confrontation entre le travail manuel et la machine. De même, en desservant des terminus urbains, les trains donnent lieu à la plus forte augmentation de la demande de chevaux du XIX^e siècle, tandis que deux générations durant, la mécanisation de la filature dans l'industrie britannique se traduit par une explosion du tissage manuel. Cette «collaboration» entre techniques anciennes et nouvelles deviendra ensuite l'une des caractéristiques d'une division internationale du travail entre la fabrication du fil dans le Lancashire et le tissage manuel sur le continent, en Inde, puis au Japon.

^{*} En tonnes américaines (1 tonne américaine = 907 kg).

36 DE 1789 À 1914

L'énergie de la vapeur est le principal héritage technique du XVIIIe siècle, accompagnée de l'essor de la métallurgie pour ce qui est du fer laminé puddlé, des coulages à grande échelle et des éléments de précision comme des surfaces planes pour des valves et des conduits étanches à la vapeur. Le savoir-faire des ingénieurs mécaniciens, eux-mêmes dépendants de l'amélioration des méthodes de fonte des métaux, est à la hausse; avec l'augmentation de la taille des hauts fourneaux, des forges, des laminoirs et des machines à refendre, les coûts suivent l'évolution inverse. L'énergie hydraulique est employée dans les industries métallurgiques primaires, ainsi que dans la première génération de grandes filatures textiles d'Angleterre, du continent et de Nouvelle-Angleterre. Même si elle continue de jouer un rôle important, comme dans le transport par voie fluviale ou maritime, elle sera progressivement supplantée par la vapeur, qui offre davantage de possibilités de choisir des emplacements où les coûts de production sont moindres — disponibilité de la main-d'œuvre, des marchés et des bassins houillers —, ce qui représente une contrainte de moins. Les techniques de la métallurgie jouent un rôle parallèle: les premières machines-outils, comme le tour à fileter, qui voient le jour à la fin du XVIIIe siècle dans les arsenaux londoniens et hollandais — lesquels réunissent le plus grand savoir-faire du moment — sont suivies par une prolifération de tours, d'affûteuses, d'étauxlimeurs et de machines à découper, à plier et à estamper, dont l'influence gagne de nombreuses industries. Ces progrès s'accompagnent de l'apparition de techniques de mesure toujours plus précises. Des mécanismes autonomes sont dérivés des moulins à vent et du régulateur de la pression de la vapeur, qui permet de contrôler la vitesse des moteurs fixes du XVIIIe siècle.

Les moteurs connaissent d'ailleurs un véritable essor durant les premières décennies du XIX^e siècle; ils sont de tous types, de toutes tailles et sont utilisés pour de nombreuses finalités différentes — des emplois que, pour la plupart, James Watt rechignait à envisager. Le mouvement rotatif impulsé par un moteur fixe est d'ores et déjà une technique éprouvée, et, en 1785, la première filature de coton fonctionne à la vapeur; les moteurs permettent un pompage efficace dans des mines profondes de tout type (avec une nette prédominance pour celles de charbon), l'approvisionnement en eau des grandes villes (Paris et Londres notamment), ainsi que le brassage et la distillation. Trevithick et Homblower maîtrisent déjà la technique des moteurs à haute pression, sans balancier suspendu ayant un mouvement alternatif, ce qui représente un élément indispensable pour les moteurs des trains et des bateaux — mais inadapté au transport routier, malgré de nombreuses tentatives.

L'amélioration constante des rapports entre la puissance, le poids et le volume permet d'utiliser une plus grande palette de moteurs dans des

contextes de plus en plus divers. Dès 1820, les établis utilisent de petits moteurs. L'énergie de la vapeur devient «divisible»; dans les filatures, elle permet d'actionner un grand nombre et une grande variété de machines par l'intermédiaire d'une ligne d'arbres en fer et de courroies en cuir. Ainsi, la vapeur devient accessible à de petits ateliers métallurgiques de Birmingham et Sheffield; elle est rapidement adoptée dans les principaux centres européens et nord-américains de l'industrie métallurgique secondaire. Il serait trop long ici de présenter dans le détail les principales innovations réalisées au cours du XIX^e siècle dans le domaine des énergies autres que la vapeur: moteurs à gaz, puis moteurs à combustion interne et moteurs Diesel, moteurs électriques dotés d'une autonomie croissante. L'ingénierie électrique va des plus grandes installations de production d'électricité aux moteurs électriques à puissance fractionnaire qui contribuent à améliorer la productivité dans les usines de petite taille et dans les ateliers, un avantage réservé aux grandes unités industrielles durant les premières étapes du processus de production métallurgique et textile. Avec le télégraphe électrique de Samuel Morse (et d'autres) en 1832, suivi par le téléphone. l'éclairage électrique, le phonographe et d'autres équipements électriques (symbolisés par les multiples inventions de Thomas Edison), les progrès techniques prennent une tout autre dimension. Ces innovations, tout comme les progrès dans les domaines, par exemple, de la chimie fine, des explosifs, des colorants, des aciers spéciaux et du verre optique, sont très étroitement liées aux avancées de la connaissance scientifique et de ses applications dans l'industrie. Cela est également vrai pour certains progrès dans l'agriculture, qui doivent être rapprochés des travaux de Justus von Liebig, à Giessen, et de la création en Angleterre du Centre de recherche agronomique de Rothamsted par John Lawes, élève de Liebig, en 1843. Ces aspects de l'évolution technique seront abordés en tant que tels dans le chapitre 3 : «La révolution industrielle : progrès scientifiques et techniques».

Au fil du siècle, la mécanisation se répand comme un virus guidé par les exigences des coûts et de la productivité et gagne des zones de production industrielle de plus en plus vastes. Après les années 1860, lorsque des innovations font de l'acier un métal bon marché produit en grande quantité, les machines peuvent atteindre une plus grande précision avec l'amélioration des rapports résistance/poids. L'apparition de machines-outils plus élaborées, comme des machines à estamper automatiques, est synonyme de nouveaux standards de précision et de qualité de reproduction. La Ruhr devient un grand centre européen de cette nouvelle technique du métal. Cette tendance est manifeste dans la fabrication des armes portatives qui, bien qu'antérieure à l'usine Colt de Hartford (Connecticut, 1855), est fortement stimulée par sa création. Le système de construction à partir de

pièces détachées et de rechange, qui exige une fabrication de précision, est appelé «système américain», en référence à son origine. Machines à coudre (à usage domestique comme industriel), machines à écrire et autres machines de bureau, armes portatives et autres produits résultant d'activités de «montage» de pièces font bientôt partie des industries de production massive de biens en métal, même si la chaîne de montage mobile n'est inventée qu'en 1913 par Henry Ford, qui l'applique à la fabrication des voitures. L'industrie automobile a néanmoins déjà commencé à se développer en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne, et d'autres centres européens de l'industrie d'ingénierie mécanique font la part belle aux nouvelles techniques de montage de pièces détachées. Les noms des familles Peugeot (illustration 2), Renault et Citroën en France, Daimler et Benz en Allemagne, Morris et Austin en Angleterre, deviennent aussi connus en Europe que celui d'Henry Ford aux États-Unis. Mais en 1914, c'est bien le Nouveau Monde qui enseigne au Vieux Continent les techniques de montage et de production à la chaîne.

Ce type de mécanisation offre aux petites unités de production la possibilité de réaliser des gains de productivité considérables. De petites unités énergétiques (vapeur, Diesel, électricité) rendent viables nombre de petites machines. Dans la cordonnerie par exemple, les semelles sont découpées à la machine, et les empeignes, cousues et « fermées » par des machines à coudre commerciales. Après 1870, les machines à coudre (manuelles ou actionnées à l'aide de pédales, par la suite reliées à une source d'énergie) améliorent la productivité de l'industrie du vêtement, qui demeurait jusqu'alors faible par rapport aux premières étapes mécanisées du processus de fabrication textile, le filage avec ses processus préparatoires, le tissage et le finissage. Le nom de Singer, principal fournisseur mondial de machines à coudre domestiques (avec bientôt l'implantation d'usines de fabrication en Europe), devient très familier, tout comme ceux de Remington (1874) pour les machines à écrire (illustration 3) et Kodak pour les appareils photo (illustration 4). Les machines à écrire, le téléphone et d'autres équipements de bureau commencent à permettre l'augmentation de la productivité dans l'industrie des services, longtemps à la traîne de l'industrie manufacturière.

En Grande-Bretagne, à l'issue des guerres napoléoniennes, l'industrie du fer, caractérisée par la fusion et l'affinage de métaux non ferreux (utilisation de four à réverbères), repose clairement sur l'emploi de combustibles minéraux, avec la production de fer puddlé et laminé à partir de la fonte au coke. Néanmoins, la fonte au charbon de bois continue de prédominer en Suède, en Russie et dans la plupart des autres centres européens de production de fer, à l'exception de la Belgique et du nord de la France. La technique du vent chaud mise au point en 1828 à Glasgow par J. B. Nielson (directeur de l'usine à gaz locale) permet de valoriser de nouvelles variétés de minerai

de fer dans les hauts fourneaux, ce qui entraîne d'importantes innovations: le martinet, le marteau-pilon à vapeur après 1838 et les laminoirs, tous actionnés par la vapeur. Comme le montre le tableau 6, la production de fer suit plus ou moins celle du charbon, toutes deux étant étroitement liées. La fonte devient un matériau de construction essentiel, tandis que le fer laminé puddlé constitue l'élément fondamental des voies ferrées. L'urbanisation, la mécanisation, l'apparition des bateaux en fer et la prolifération des utilisations du fer font de cette industrie l'un des piliers des économies en phase de modernisation. Les unités de production des industries métallurgiques primaires s'agrandissent nettement et disposent d'un capital important, contrairement à ce que l'on observe au début de cette période dans le domaine de la production d'acier et dans les industries métallurgiques secondaires qui utilisent comme matière de base le fer et l'acier affinés. Dans les années 1840, les usines sidérurgiques de John Guest, dans le sud du pays de Galles, emploient plus de 6 000 ouvriers et produisent chaque année plus de 20 000 tonnes de fonte en gueuse.

L'innovation initiale qui va transformer l'industrie mondiale de l'acier dans la seconde moitié du XIX^e siècle est également britannique: le convertisseur d'Henry Bessermer voit le jour en 1856. Il est suivi par une invention

Tableau 6 Production de fonte brute et d'acier dans différents pays : moyennes annuelles en milliers de tonnes.

Pays	1800-1814	1850-1854	1880-1884		1910–1913	
	Fonte brute	Fonte brute	Fonte brute	Acier	Fonte brute	Acier
Allemagne		245	2 893	990	14 836	16 240
Autriche- Hongrie	_	221	591		2 204	2 450
Belgique	_	201	699	170	2 171	2 280
États-Unis*	_	642	4 770	1 559	30 941	28 081
France	200	561	1 918	460	4 664	4 090
Italie	_		23	150	366	980
Royaume-Uni	248	2 716	8 295	2 860	9 792	6 930
Russie	200	231	477	250	3 870	4 200
Suède	_	155	418	300	667	620

^{*} Fonte brute en tonnes américaines, acier en tonnes.

Sources: B. R. Mitchell, *The emergence of industrial societies*, Londres, Fontana-Collins [The Fontana Economic History of Europe], 1973, appendice de statistiques; *Historical statistics of the United States*, Washington D. C., US Department of Commerce, 1960.

franco-allemande, celle du four Martin — les Martin, père et fils, étant métallurgistes de profession, à la différence de Bessemer. En 1878, un chimiste amateur travaillant dans un tribunal de police, S. G. Thomas, découvre le processus de base permettant de valoriser l'utilisation de minerais phosphoreux bon marché, abondants en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Lorraine et au Luxembourg. L'acier était auparavant un métal semi-précieux, réservé à des usages spécialisés pour de petits objets, notamment pour la coutellerie, les lames et les outils tranchants. Toutefois, après ces innovations, il devient un métal bon marché produit en grande quantité. L'industrie de l'acier obéit à la même logique de développement que celle du fer et s'implante plus ou moins dans les mêmes régions. Dans le continent, la Ruhr (avec Krupps à Essen), la Lorraine et la Franche-Comté deviennent de grands centres de cette industrie, qui connaît par la suite un formidable essor en Russie également, notamment dans le bassin du Donetz, dans lequel on assiste, à partir des années 1880, à une «poussée» considérable de l'industrialisation.

L'acier laminé devient un matériau structurel fondamental, prenant en grande partie la place du fer forgé et de la fonte, car il est plus rigide que le fer forgé, plus solide à masse égale et moins cassant que la fonte. La poutrelle en «I» résout en grande partie le problème de la hauteur des bâtiments, tout comme le rivetage et la tôle en acier doux pour ce qui est de la taille des bateaux.

Il s'ensuit d'autres innovations techniques, l'application à la métallurgie des progrès de la chimie permettant de créer des alliages ou des aciers spéciaux composés de chrome et de manganèse. La France, qui invente le pyromètre électrique, l'Allemagne, qui dispose de l'industrie chimique la plus avancée d'Europe, et Sheffield qui découvre le calorifugeage, entre autres évolutions, sont à la pointe dans ce domaine. Les principaux débouchés sont le blindage en tôle, les armements, l'acier pour les machines-outils à grande vitesse, la coutellerie, les instruments de chirurgie et autres usages spécialisés. Des innovations américaines ultérieures dans les domaines de la galvanisation, du décapage, du recuit et de la conception des usines ouvrent la voie à une augmentation plus générale de la productivité. Dans les usines les plus performantes, 3 tonnes de combustible sont nécessaires en 1890 pour produire 1 tonne d'acier; en 1914, il en faut moins de 1 tonne. Avec ses grandes usines, ses entreprises géantes et les minerais peu coûteux en provenance de la région du lac Supérieur, l'industrie américaine domine la production mondiale d'acier, comme celle de charbon.

Les techniques de l'industrie textile, le plus gros secteur industriel dans le monde après l'agriculture, ont franchi avant 1800 l'étape cruciale consistant à commencer à s'éloigner des méthodes artisanales. C'est notamment le cas pour ce qui est du coton, industrie pionnière en matière d'innovations, bientôt suivi par la laine, le lin, le chanvre, le jute et la soie (pour le tissage).

La mécanisation du dévidage des cocons dans des filatures employant l'énergie hydraulique gagne l'Italie et la France au XVIII^e siècle; il s'agit là du seul grand secteur du textile où l'innovation n'est pas le fait des Britanniques. Après 1804, le métier à tisser Jacquard permet d'«automatiser» le tissage complexe des motifs sur soie.

La filature du coton est la première à être mécanisée; cette évolution se manifeste à la fin du XVIII^e siècle, avec la navette volante de Kay, la mule-jenny de Crompton, la filature à rouleaux et la machine à filer hydraulique d'Arkwright, suivies dans les années 1850 par la filature à anneaux en provenance des États-Unis. En 1793, l'égreneuse mécanique d'Eli Whitney fait du nettoyage du coton brut une opération peu coûteuse que l'on peut réaliser à grande échelle.

Des rouages en fer alimentés massivement en énergie hydraulique sont à l'origine des premiers gains majeurs de productivité dans le domaine de la filature, d'abord en Grande-Bretagne, puis dans le continent et en Nouvelle-Angleterre. En 1804, la nouvelle filature de Jedediah Strutt, dans le Derbyshire, fonctionne grâce à une seule roue à eau mesurant plus de 6 mètres de diamètre et plus de 8 mètres de large ; des courroies de cuir et des arbres en fer verticaux et horizontaux formant un engrenage élaboré transmettent sur 5 étages l'énergie à plus de 4 000 broches de filature du coton, ainsi qu'à des cardeuses, des dévidoirs, des doubleuses et des machines de tordage. La filature emploie près de 1 000 travailleurs.

L'impact sur la productivité est colossal: alors qu'au XVIII^e siècle plus de 50 000 heures étaient nécessaires aux travailleurs indiens pour filer manuellement 100 balles de coton, il n'en faut plus que 135 grâce au renvideur automatique de Richard Roberts en 1825. Un observateur évoque une série de 11 machines différentes destinées à produire le fil grâce à l'enchaînement des opérations. Il ajoute: «La filature du coton représente l'exemple le plus frappant que puissent nous offrir les temps modernes de la domination des forces de la nature à laquelle est parvenue la science des hommes.»

Le tissage mécanique du coton n'est introduit véritablement qu'en 1821, et sa diffusion est beaucoup plus lente que celle de la filature mécanique. L'évolution suit le même schéma: adoption progressive de la vapeur avec la nouvelle technique textile, production en hausse, apparition de grandes usines, augmentation de la productivité, chute des coûts unitaires et pression de plus en plus forte sur les artisans à mesure que baissent les prix. Comme le tissage mécanique se diffuse aussi plus lentement à l'échelle mondiale, il en découle une certaine complémentarité entre la Grande-Bretagne et les autres pays: la production mécanique de fil de la première vient alimenter les industries artisanales de tissage manuel des seconds, et ce jusqu'à ce que l'écart soit comblé par le processus de «rattrapage» et de diffusion.

42 DE 1789 À 1914

Comme le montre le tableau 7, l'industrie cotonnière jouit du rythme de croissance le plus rapide de toutes les industries textiles. Grâce à sa suprématie initiale en termes de modernisation, la Grande-Bretagne prend et conserve tout au long du siècle une longueur d'avance en matière de production et d'exportations. Cette industrie se développe au point que les échanges mondiaux de coton prennent des proportions considérables — il s'agit là de la première spécialisation internationale véritable d'une grande industrie —, cependant que les exigences en matière de blanchiment et de teinture donnent lieu à la plus forte croissance qu'ait jamais connue l'industrie chimique, secteur dans lequel les innovations techniques sont avant tout le fait de la France et de l'Allemagne (voir chapitre 3). L'impression mécanisée au rouleau, qui révolutionne la productivité de ce processus de finissage, voit le jour en 1802 à Paris grâce à Oberkampf. La Suisse et la France sont à l'avant-garde de cette technique pour l'industrie du coton fin; le tissage automatique de la soie apparaît en Suisse dans les années 1870.

Dans les années 1820, l'industrie mécanique britannique est le théâtre d'un mouvement de spécialisation dans la fabrication de machines textiles; cette évolution, que connaîtront par la suite l'Allemagne, la Belgique, la France et les États-Unis, est le fait d'entreprises à but lucratif recherchant des débouchés pour leurs biens d'équipement, dans leur pays comme à l'étranger. Le processus d'industrialisation a donné naissance à un mécanisme indigène de diffusion technique, non seulement dans l'industrie textile, mais aussi, de manière générale, dans les industries de biens d'équipement (du fer aux

Tableau 7 Capacité productive de l'industrie cotonnière européenne: nombre de fuseaux en milliers et, entre parenthèses, pourcentage par rapport à la capacité du Royaume-Uni.

	1834	1877	1913
Allemagne	626 (6)	4 700 (12)	11 186 (20)
Autriche-Hongrie	800 (8)	1 558 (4)	4 909 (9)
Belgique	200 (2)	800 (2)	1 492 (3)
France	2 500 (25)	5 000 (13)	7 400 (13)
Italie	_	880 (2)	4 600 (8)
Royaume-Uni	10 000 (100)	39 500 (100)	55 700 (100)
Russie	700 (7)	2 500 (6)	9 212 (16)
Suisse	580 (6)	1 850 (5	1 398 (3)

Sources: B. R. Mitchell, *The emergence of industrial societies*, Londres, Fontana-Collins [The Fontana Economic History of Europe], 1973, appendice de statistiques; *Historical statistics of the United States*, Washington D. C., US Department of Commerce, 1960).

moteurs et locomotives à vapeur). La maison Platt, à Oldham, devient l'un des principaux fournisseurs de machines textiles, notamment de machines de filature à anneaux — que le Lancashire est lent à adopter —, pour divers pays européens, la Nouvelle-Angleterre, l'Inde et le Japon.

Cette présentation des progrès techniques de l'industrie textile met bien naturellement l'accent sur «l'avant-garde» des changements. C'est pourtant là faire peu de cas des grandes industries textiles présentes dans d'autres régions du monde, en Inde, en Chine et au Japon (coton et soie), lesquelles, même si quelques filatures mécanisées voient le jour, demeurent largement articulées autour de l'artisanat jusqu'au XX^e siècle. Les sections régionales du présent volume s'attacheront à réparer cet oubli.

Si le chemin de fer domine au XIX^e siècle l'histoire des innovations dans le domaine des transports intérieurs, il convient de souligner l'importance des progrès en matière de navigation. Les canaux font l'objet d'investissements massifs — une politique certes bien antérieure à la période étudiée —, dans le but de les élargir pour permettre la navigation industrielle de grandes péniches et de relier les principaux cours d'eau européens et américains. La navigation fluviale bénéficie aux régions minières et industrielles, ainsi qu'aux villes en expansion pour les transports de vrac peu coûteux où la vitesse ne constitue pas un paramètre essentiel. Plus de 2 500 kilomètres de canaux sont mis en service en France entre 1815 et 1850; cette période et le quart de siècle suivant voient ainsi la création de connexions longue distance à l'intérieur des frontières de la France, mais aussi au-delà. Paris se trouve relié aux bassins houillers du Nord et au charbon de la région stéphanoise. Des canaux font la jonction entre le Rhône, la Marne et le Rhin. Circulant sur le Rhin, les péniches, qui vont atteindre une capacité de 1 000 tonnes, font du fleuve un axe clé du développement régional — depuis la Suisse, la Ruhr, la Belgique, les Pays-Bas et la France jusqu'aux rivages de la mer du Nord. En Angleterre, le canal de Manchester joue un rôle analogue, à une échelle bien plus réduite toutefois.

La première génération performante de trains conduits par des locomotives — il existait auparavant des tramways tirés par des chevaux —, à partir de 1825, est de technique presque exclusivement britannique: moteur à vapeur à haute pression, jet de vapeur — la vapeur de la chaudière est évacuée par la cheminée —, roues à boudin, rails en fonte puis en fer laminé, cadres et roues en fer pour les locomotives et les wagons. Des entreprises de construction de locomotives, comme celle fondée par George et Robert Stephenson, satisfont les commandes de clients étrangers (européens ou nord-américains) comme britanniques; néanmoins, l'ensemble des pays avancés maîtrise bientôt la nouvelle technique. En effet, moins d'une décennie suffit pour que des locomotives soient fabriquées en Belgique, en France et aux États-Unis. Le processus de diffusion de systèmes performants par

rapport à des moteurs expérimentaux est bien plus rapide que pour ce qui est de la vapeur avant 1815.

En construisant leurs premiers chemins de fer, les Anglais pensent que le transport de fret (notamment de charbon) constituera le principal marché. Dans les faits toutefois, c'est avant tout le trafic passager qui stimule à l'origine l'expansion ferroviaire. Les grandes villes sont bientôt reliées par le train, et l'urbanisation se révèle être un facteur important de l'augmentation du trafic et du nombre de passagers. D'ailleurs, les chemins de fer signifient la disparition du principal obstacle à la croissance des grandes villes, puisqu'ils autorisent une intensité de trafic bien supérieure à la route et à la navigation fluviale, en particulier pour le trafic passager. Devant l'afflux de denrées alimentaires, de matières premières, de charbon, de minéraux et de produits manufacturés lié à l'expansion de l'économie et des échanges internationaux, les grands ports abritent de plus en plus souvent des industries de transformation et deviennent des centres de transit. Il est nécessaire qu'ils soient desservis par des chemins de fer, à l'instar des régions industrielles et des bassins houillers, où la demande de capacité de transport n'a jamais été aussi élevée. En matière de transport intérieur, les chemins de fer représentent une nouvelle dimension en termes de rapidité, de sûreté et de coûts, pour le trafic passager comme pour le fret. Avec les autres applications de la vapeur, ils deviennent l'un des principaux facteurs de transformation des économies et des sociétés au XIXe siècle. À l'instar d'autres techniques d'ingénierie mécanique fondées sur l'utilisation du métal, les chemins de fer connaissent des évolutions — en ce qui concerne le rapport puissance/poids des locomotives, les systèmes de freinage, la signalisation, le télégraphe électrique, le confort des passagers et les capacités de transport de fret — qui se traduisent par une amélioration progressive de l'efficacité technique, des coûts et de la productivité, à mesure que le potentiel technique est progressivement exploité tout au long du siècle et au-delà.

Les tableaux 8, 8a, 8b et 8c révèlent les grandes lignes de la diffusion des chemins de fer, le nombre de kilomètres ouverts témoignant de manière fiable du niveau d'investissement et d'engagement. C'est dans les pays européens avancés — le Royaume-Uni, suivi de près par la Belgique, qui jouit à l'origine d'une longueur d'avance —, et aux États-Unis que l'essor est le plus marqué. Ce phénomène apparaît encore plus nettement si l'on considère le nombre de kilomètres de voie par rapport à l'étendue géographique et à la population des différents pays (tableau 1). Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, le niveau des investissements ferroviaires des États-Unis atteint un seuil incomparable, à l'image du développement que connaît le pays en matière d'exploitation minière, d'industrie lourde, d'urbanisation et de production primaire agricole, et ce en partie grâce aux chemins de fer. En permettant l'exploitation auparavant inconcevable du potentiel économique de vastes

Tableau & Voies ferrées dans plusieurs pays d'Europe et aux États-Unis, 1840–1910 (kilomètres de voies).

	1840	1870	1910
Allemagne	469	18 876	61 209
Autriche-Hongrie	144	9 589	43 280
Belgique	344	2 897	4 679
Danemark	_	770	3 445
Espagne	_	5 442	14 675
États-Unis	4 509	84 675	607 212
Finlande	_	483	3 651
France	497	15 544	40 484
Italie	20	6 429	18 090
Norvège	_	359	2 976
Pays-Bas	17	1 419	3 215
Portugal	_	694	2 888
Roumanie	_	316	3 437
Royaume-Uni	2 411	24 759	37 658
Russie	27	10 731	66 581
Suède		1 727	13 829
Suisse	_	1 426	4 716

Sources: B. R. Mitchell, *The emergence of industrial societies*, Londres, Fontana-Collins [The Fontana Economic History of Europe], 1973, appendice de statistiques; *Historical statistics of the United States*, Washington D. C., US Department of Commerce, 1960).

territoires, les chemins de fer bénéficient à des régions restées jusqu'alors en marge de l'intégration économique mondiale. Parmi les grandes liaisons ferroviaires, on peut citer la ligne Paris-Rome (1846) — construite par Thomas Brassey, qui fait appel à des terrassiers anglais et réalisera par la suite d'autres voies ferrées dans de nombreux pays —, les lignes Paris-Bruxelles (1846), Moscou-Saint-Pétersbourg (années 1850), le tunnel du Saint-Gothard à travers les Alpes (1882), l'Orient-Express (Londres-Paris-Vienne-Istanbul, 1888), et le Transsibérien (1891). Aux États-Unis, la côte Est est reliée à la Californie en 1869, tandis qu'au Canada, le *Canadian Pacific* réalise la jonction entre les deux côtes en 1885. Certes importantes d'un point de vue stratégique, ces liaisons transcontinentales ne se traduisent toutefois pas par la pleine intégration des économies nationales: les chemins de fer qui

46 DE 1789 À 1914

Tableau 8a Voies ferrées dans plusieurs pays africains, 1840–1910 (kilomètres de voies).

	1840	1870	1910
Afrique du Sud	_	_	12 208
Algérie	_	265	3 277
Angola	_	_	851
Bénin	_	_	307
Cameroun	_	_	107
Côte d'Ivoire	_	_	182
Égypte	_	1 184	4 321
Éthiopie	_	_	310
Ghana	_	_	270
Guinée	_	_	324
Kenya	_	_	940
Île Maurice	_	106	209
La Réunion	_	_	126
Madagascar	_	_	272
Malawi	_	_	182
Mozambique	_	_	516
Namibie	_	_	1 593
Nigéria	_	_	673
Sénégal	_	_	947
Sierra Leone	_	_	410
Soudan	_	_	1 992
Tanzanie	_	_	718
Togo	_	_	195
Tunisie	_	_	1 517
Zaïre	_	_	1 235
Zambie et Zimbabwe	_	_	3 582

Source: B. R. Mitchell, *International historical statistics, Africa, Asia & Oceania 1750–1993*, 3e éd., Basingstoke, Macmillan, 1998, pp. 673–678.

Tableau 8b Voies ferrées dans plusieurs pays américains, 1840–1910 (kilomètres de voies).

	1840	1870	1910
Argentine	_	732	27 713
Belize	_	_	40
Bolivie	_	_	1 207
Brésil	_	745	21 326
Canada	25	4 211	39 799
Chili	_	732	5 944
Colombie	_	988	
Costa Rica	_	_	619
Cuba	82	1 382ª	3 229
Équateur	_	_	587
Guatemala	_	_	724
Guyane	_	32	153
Haïti	_	_	103
Honduras	_	_	170
Jamaïque	_	37	298
La Barbade	_	_	45
Mexique	_	349	19 748
Nicaragua	_	_	275
Panama	_	76	76
Paraguay	_	91	373 ^b
Pérou	_	669	2 995
Puerto Rico	_	_	354
République dominicaine		_	241
Salvador	_	_	156
Surinam		_	133 ^c
Trinidad	_	_	130
Uruguay	_	20	2 488
Venezuela	_	13	858

a. 1880. b. 1911. c. 1909.

Source: B. R. Mitchell, International historical statistics, the Americas 1750–1993, 3e éd., Basingstoke, Macmillan, 1998, pp. 539–547.

48 De 1789 à 1914

Tableau 8c Voies ferrées dans plusieurs pays d'Asie et d'Océanie, 1840-1910 (kilomètres de voies).

	1840	1870	1910
Australie	_	1 529	28 049
Chine	_	_	8 601
Chypre	_	_	98
Corée	_	_	1 031
Inde	_	7 678	51 658
Indochine	_	99	1 717
Indonésie	_	_	5 145
Iran	_	_	9
Japon	_	_	8 661
Malaisie	_	_	867
Philippines	_	_	206
Sabah et Sarawak	_	_	209
Sri Lanka	_	119ª	930
Taiwan	_	_	436
Thaïlande	_	_	896
Turquie	_	180 ^b	6 558 ^c
Nouvelle-Zélande	_	_	4 490

a. 1871. b. 1869. c. 1909.

Source: B. R. Mitchell, *International historical statistics, Africa, Asia & Oceania 1750–1993*, 3e éd., Basingstoke, Macmillan, 1998, pp. 679–688.

relient la côte Ouest à Chicago et Chicago à la côte Est voient, par exemple, un rapide développement du trafic interrégional plutôt que du trafic entre les deux côtes.

Ce sont avant tout des considérations stratégiques qui favorisent l'essor des chemins de fer en Europe continentale, où les gouvernements prennent l'essentiel des initiatives en matière de planification et d'investissement. En effet, au moment de la guerre franco-prussienne de 1870, la logistique militaire est déterminée par les chemins de fer. C'est également le cas en Inde lorsque, après la mutinerie de 1857, le gouvernement apporte son soutien aux chemins de fer, même s'il est vrai que les déploiements militaires envisagés coïncident en grande partie avec les objectifs commerciaux. De 1845 à 1870, plus de 8 000 kilomètres de voies ferrées sont construits en Inde, ce qui

constitue alors le plus grand réseau au monde hors de l'Europe et de l'Amérique du Nord; ces travaux engloutissent 95 millions de livres de capitaux étrangers, les dividendes des investisseurs étant au besoin assurés par des recettes fiscales. La première voie ferrée du continent africain est ouverte en Égypte en 1856-1857 et relie Alexandrie, Le Caire et Suez; antérieure au canal de Suez (1869), elle n'attire toutefois pas un trafic important de fret. Par la suite, la construction de voies ferrées dans les régions minières du continent permet d'améliorer considérablement l'exploitation des ressources nationales. Cependant, d'un point de vue général, et à l'échelle mondiale, l'investissement ferroviaire correspond au niveau de développement économique, pour ne pas dire qu'il en fait partie. En 1870, un peu moins de 15 000 kilomètres de voies ferrées sont en service en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord (dont plus de la moitié en Inde), ce qui représente seulement 7% du total mondial.

Il nous est impossible ici d'évoquer dans le détail l'impact de l'essor des chemins de fer, qui aura incontestablement été considérable: mobilité nettement accrue des individus — qui voient dans les chemins de fer un moyen d'échapper à leur traditionnelle soumission sociale —, nouvel élan donné au génie mécanique et civil, importants progrès dans le secteur bancaire et sur les marchés de capitaux du fait du niveau sans précédent de capitaux mobilisés, apparition d'une nouvelle classe de rentiers actionnaires, développement du droit comptable et du droit des entreprises, création de nouvelles structures de gestion pour les grandes organisations, naissance de nouveaux concepts de mesure et de coordination du temps, élaboration de nouveaux systèmes réglementaires par l'État. Tous ces éléments viennent en outre s'ajouter aux innovations techniques fortement liées aux chemins de fer, avec leurs nombreuses répercussions (comme le télégraphe électrique). D'autres sections du présent volume nous permettront de décrire plus avant une partie de ces conséquences du développement ferroviaire.

La vapeur est rapidement appliquée à la navigation, une fois que les hautes pressions et le moteur à action directe ont permis de résoudre le problème du poids et de la lenteur du mouvement d'un balancier sur un moteur à basse pression, élément grâce auquel on bénéficie d'une économie de place et d'un centre de gravité beaucoup plus bas. Le rapport puissance/poids devient dès lors acceptable pour les bateaux à propulsion. Partout dans le monde, un vent d'expérimentation souffle dès le début du siècle; cette tendance, menée par des ingénieurs en France, en Grande-Bretagne (en Écosse comme en Angleterre) et aux États-Unis, concerne notamment d'anciennes routes fluviales sur la Delaware, la Seine, la Saône, l'Hudson et la Clyde.

Ces routes accueillent essentiellement des bateaux à aubes transportant des passagers, mais le remorqueur à vapeur s'impose bientôt pour tirer les péniches sur les voies fluviales et les voiliers (commerciaux ou militaires)

temporairement échoués, en attente de l'arrivée de vents ou de marées favorables. En 1820, 34 bateaux à aubes sillonnent les eaux britanniques, tandis que la France compte 229 vapeurs en 1842. Sur les courtes distances, les bateaux à vapeur, comme les bateaux à aubes actionnés par des engrenages simples, s'imposent rapidement pour les transports dont les impératifs sont la vitesse et la fiabilité: passagers, courrier ou fret spécialisé de petit vrac.

La poursuite du développement de la navigation à vapeur dépend de la quantité de charbon pouvant être transportée, laquelle, déterminant la longueur envisageable du voyage, dépend à son tour de la taille du bateau, de sa charge utile, de l'efficacité des moteurs et du mode de propulsion. Le problème immédiat réside invariablement dans les limites de la capacité des soutes, même si les bateaux à vapeur utilisent leurs voiles en haute mer lorsqu'ils effectuent de longs trajets. Le premier navire à vapeur à traverser l'Atlantique de Londres à New York est le *Sirius*, un petit bateau à aubes qui, en 1838, parcourt en 19 jours les quelque 5 000 kilomètres qui séparent les deux villes (*illustration 5*). Peu de temps après, le *Great Western*, construit à Bristol spécifiquement pour le commerce transatlantique par le grand ingénieur des ponts et chemins de fer I. K. Brunel, met 15 jours pour rallier New York, qu'il atteint avec encore 200 tonnes de charbon dans ses soutes — le navire était également équipé de voiles.

Jusqu'au début du XX^e siècle, les bateaux à aubes sont encore largement employés pour les petits trajets, ainsi que pour les longs voyages sur des routes fluviales offrant des points de ravitaillement. Néanmoins, après 1835, les principales avancées réalisées dans le domaine des bateaux à vapeur sont liées à la propulsion par hélice, mise au point d'abord en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Les brevets sont déposés séparément par John Ericsson (ingénieur suédois travaillant en Grande-Bretagne et aux États-Unis) et Francis Pettit Smith en 1836. La première traversée de l'Atlantique par un bateau à vapeur propulsé par une hélice est réalisée en 1843 par le *Great Britain* de Brunel, un navire qui pèse environ 3 000 tonnes et dont la coque est en fer.

Les innovations ne s'arrêtent pas là. Peu à peu, les navires gagnent en taille et en puissance. Le fer forgé remplace le bois dans la fabrication des coques, suivi par les tôles en acier lorsque ce dernier commence à être produit en grande quantité dans les années 1860. L'hélice est intrinsèquement plus efficace que la roue à aubes, qui perd une partie de l'énergie en battant l'eau, mais requiert des moteurs et des transmissions plus rapides, ce qui encourage des pressions progressivement plus élevées et amène les constructeurs à concevoir de nouveaux systèmes. L'avancée la plus significative réside dans le moteur à double détente, qui réutilise la vapeur avec des pressions plus faibles, les brevets clés étant ceux de John Elder en 1862. Par la suite, au cours du dernier quart du XIXe siècle, les moteurs à triple et quadruple

expansion deviennent la norme en matière de propulsion à vapeur, au moment où l'on entre dans l'ère des turbines à vapeur, sous l'impulsion de Charles Parsons de Newcastle-on-Tyne (brevets de 1884), et des chaudières à mazout (en 1914 pour les vaisseaux les plus modernes).

Plus imposants, plus puissants puis plus luxueux que tout autre bâtiment, les paquebots transatlantiques constituent la plus grandiose des manifestations maritimes de la vapeur; ces palais flottants font le prestige des compagnies maritimes nationales, qui se livrent une concurrence féroce sur le marché du luxe. Les vaisseaux de guerre connaissent une évolution similaire—la technique et les possibilités de construction navale sont en grande partie identiques—à laquelle s'ajoutent des avancées en matière d'armement et de blindage. En 1914, au début de la Grande Guerre, les stratégies militaires des flottes de guerre sont dominées par des questions relatives à la taille des navires, à l'utilisation de la vapeur et aux canons.

Si, au XIX^e siècle, les navires à vapeur en fer et en acier sont à la pointe des techniques de construction navale, la vapeur met du temps à s'imposer sur les routes transocéaniques pour le transport des denrées non périssables. En effet, jusqu'au XX^e siècle, les voiliers continuent de dominer les longs transports, à destination d'Europe pour les céréales et le thé en provenance d'Extrême-Orient ou pour la laine et le blé d'Australasie — la viande requiert un système de réfrigération et des bateaux à vapeur —, de même qu'à destination de la côte Ouest des États-Unis pour les exportations sud-américaines du même ordre. Ces routes commerciales voient le bois des coques faire place au fer forgé et à l'acier avant que la voile ne cède le pas à la vapeur.

À la différence des autres secteurs d'innovation technique et de croissance industrielle, où la suprématie britannique est remise en cause par les autres grandes nations industrialisées à partir de 1870, la domination du pays en matière de techniques d'armement, de construction et de propriété navales demeure incontestée jusqu'à la Première Guerre mondiale. Ce phénomène s'explique par la position bien établie qu'occupe dès le début la Grande-Bretagne dans la nouvelle technique des combustibles minéraux, de la vapeur et de ses applications, conjuguée à une richesse incomparable en ressources naturelles. Première nation pour le commerce maritime tout au long du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne dispose du plus grand marché naval intérieur. Par ailleurs, les industries de construction navale et de navigation britanniques, profitant d'avantages comparatifs considérables en termes de coûts, font preuve d'une telle efficacité que la plupart des échanges longue distance dans le monde, qu'ils soient britanniques ou non, font intervenir des bâtiments britanniques jusqu'en 1914, et plus de bateaux sortent des chantiers navals nationaux que de ceux du reste du monde. À cette même époque, la plupart des brevets maritimes importants demeurent britanniques. Toutefois, cette suprématie ne survivra pas longtemps au XX^e siècle.

Avec le forage du premier puits de pétrole moderne en Pennsylvanie, l'année 1859 marque l'avènement d'une nouvelle industrie d'extraction fondée sur l'exploration géologique, un nouvel ensemble de techniques et de nouveaux marchés. D'autres puits suivent à Bakou en 1871–1872 (avec le Suédois Robert Nobel pour principal entrepreneur), puis, bientôt, en Hongrie, en Roumanie, à Bornéo, en Birmanie, à Sumatra et, enfin, en Iran en 1903. Dès sa naissance, l'industrie pétrolière est internationale et multinationale. Grâce aux progrès réalisés en matière d'analyse chimique et de raffinage, la croissance est rapide; dans un premier temps, la demande concerne essentiellement le pétrole lampant, utilisé dans les foyers pour l'éclairage, la cuisson et le chauffage, avant que le moteur à combustion interne — utilisant du pétrole à divers degrés de raffinage, entre autres du gazole — et les chaudières des navires ne deviennent les principaux marchés. La production mondiale de pétrole brut s'élève à 20 millions de tonnes en 1900 et à environ 55 millions de tonnes en 1914, des quantités certes relativement faibles par rapport au charbon — qui représente plus de 80 % des sources d'énergie modernes — mais qui sont d'ores et déjà importantes pour la croissance «marginale» des économies modernisées. Le pétrole américain, produit dans plusieurs États, domine la production mondiale, avec 65 % du total. Avant que la Cour suprême, appliquant la législation antitrust, ne la démantèle en 1911, la Standard Oil de John D. Rockefeller (illustration 6) contrôle plus de 80% de la production, des ventes et des exportations américaines. Le pétrole du Caucase représente 16% de la production mondiale, ce chiffre étant de 7% environ pour la Hongrie et la Roumanie, et de 3% pour l'Asie, où Shell, la firme anglo-néerlandaise d'Henry Deterding et Marcus Samuel, est en train de s'implanter fortement. Ainsi, le XIX^e siècle lègue une nouveauté majeure à son « successeur ».

Nous manquons ici d'espace pour ne serait-ce qu'évoquer une grande partie des changements et des innovations techniques qui ont contribué aux transformations du XIXe siècle. La liste suivante, bien qu'elle ne soit pas exhaustive, souligne l'ampleur des évolutions intervenant en l'espace d'un siècle: l'industrie du verre, tout comme celle des métaux non ferreux, atteint des niveaux de production comparables à ceux que connaissent le fer et l'acier; d'autres changements concernent la céramique, le ciment, le ferblanc, le caoutchouc, l'industrie du gaz, la fabrication du papier (la pâte de chiffon remplaçant la pâte de bois), l'imprimerie (notamment pour ce qui est des journaux à grand tirage), le brassage et la distillation à grande échelle, la réfrigération, la conserverie (avec l'expansion des industries alimentaires), la panification, les biscuits, la confiserie (marquée par l'introduction du four mobile à gaz Perkin), le laminage (obtenu grâce à un système hongrois de réduction), la fabrication de cigarettes (révolutionnée après 1881 par la machine de l'Américain Bonsack), le savon, la margarine (industrie entière-

ment nouvelle), les fibres artificielles (l'industrie de la rayonne se développe rapidement après 1900), les instruments de musique (notamment le piano, produit en grande quantité après l'adoption du cadre en fer). Une évolution analogue vient transformer le visage de la distribution et du commerce de détail, où l'on voit se multiplier les grands magasins, en tout premier lieu le Bon Marché à Paris (1860), dont l'exemple est bientôt repris par toutes les grandes villes européennes et américaines; des maisons de vente par correspondance travaillent à partir de catalogues, dirigées aux États-Unis par Montgomery Ward et Sears Roebuck, qui se tournent principalement vers le marché rural; des chaînes de magasins, notamment dans le domaine alimentaire, font leur apparition. En 1899, Thomas Lipton gère plus de 500 magasins en Grande-Bretagne, sans compter de nombreuses unités de fabrication et de conditionnement dans divers pays; il vend chaque jour plus de 50 tonnes de thé dans ses magasins et à quelque 5 000 grossistes. En 1914, la Maypole Dairy Company compte près de 1 000 succursales et représente un tiers des ventes de margarine en Grande-Bretagne (1 000 tonnes par semaine, produites dans les usines de l'entreprise). Il faut garder à l'esprit que les évolutions importantes ne concernent pas seulement l'industrie.

Dans de nombreuses régions du monde, l'artisanat traditionnel et le petit commerce continuent de prédominer. Les innovations favorisent toutefois un nouvel élan industriel au cours des décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale, notamment dans les domaines du pétrole, de l'acier, des automobiles, de l'aviation, de l'équipement électrique, des fibres artificielles, des biens de consommation durables et de l'industrie alimentaire.

Les dimensions financières du changement

La croissance économique au XIX^e siècle est indissociable de la multiplication et de la diversité des institutions financières qui soutiennent, et parfois entraînent, les transformations que connaît l'époque. Des augmentations sans précédent de l'intensité capitalistique de l'activité économique se traduisent par des innovations financières provoquées par l'accroissement de la demande. Les chemins de fer et les infrastructures urbaines (développement urbain lui-même, eaux urbaines, services publics, transports locaux) représentent les plus importantes demandes de financement, mais l'exploitation minière et le développement industriel à grande échelle, notamment celui de l'industrie lourde, ne sont pas en reste. L'extension des implantations rurales doit être financée par des banques spécialisées dans le monde agricole. Les barrages, les réservoirs et diverses infrastructures font souvent de l'irrigation et de l'adduction d'eau des activités à forte intensité capitalistique. Alors que celle-ci ne cesse de s'accroître dans les économies des grands pays d'Eu-

rope occidentale, en tête desquels se trouvent le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, ces pays voient d'importantes proportions de l'épargne nationale quitter le territoire pour servir au financement d'infrastructures étrangères. Ainsi, en 1913, près de la moitié de l'épargne intérieure britannique alimente des investissements à l'étranger — l'épargne nationale nette représente 13,2 % du produit national net (PNN), tandis que la formation intérieure nette de capital s'élève à 7,5 % du PNN. L'industrialisation et la croissance économique permettent de dégager des excédents financiers, cependant que l'investissement pèse plus fortement sur l'épargne. De 1857 à 1913, la formation intérieure nette de capital passe de 8,5 à 15 % du PNN en Allemagne et de 4,6 à 9,9 % en Italie.

Les économies européennes sont depuis longtemps caractérisées par l'existence de petites banques privées (des entreprises essentiellement familiales), depuis les XIIIe et XIVe siècles en Italie. La première banque centrale est la Banque d'Angleterre, qui voit le jour en 1694, tandis que les autres sont fondées au cours du XIXe siècle, dans le sillage de l'émergence des Étatsnations modernes. C'est en 1800 que Napoléon crée la Banque de France. La banque centrale, étroitement liée à la monnaie nationale, aux emprunts d'État et à l'influence du gouvernement sur le système monétaire, constitue une institution caractéristique des États indépendants modernisés. Des banques de toutes sortes prolifèrent à mesure que l'économie se développe, se diversifie et s'urbanise; de même, selon l'expansion du commerce international, les transferts financiers internationaux se multiplient, et les individus, vivant et travaillant dans un environnement de plus en plus monétaire, recherchent des institutions sûres pour leur épargne, leurs emprunts et leurs assurances. On trouve des banques hypothécaires, des crédits fonciers, des institutions de crédit rural finançant la petite agriculture paysanne, des caisses d'épargne, des banques coopératives locales. Des syndicats et des mutuelles jouent le rôle de caisses d'épargne et de compagnies d'assurance. En Grande-Bretagne comme outre-Atlantique, les compagnies d'assurances deviennent une institution indépendante majeure sur les marchés financiers, alors que ce rôle échoit plutôt aux banques dans les autres pays, notamment sur le continent européen. En 1914, les sociétés britanniques de crédit immobilier se sont déjà largement imposées en tant qu'institutions indépendantes des banques et des compagnies d'assurances finançant la construction de maisons individuelles. En 1873, la Grande-Bretagne compte 1 534 sociétés de ce type, dont certaines ne sont créées que pour une durée limitée; en 1913, leurs actifs cumulés s'élèvent à 65 millions de livres.

Dans le monde entier, les sociétés des villages comme celles des villes voient bailleurs de fonds et prêteurs sur gages — avec parfois, comme en Italie, un *imprimatur* municipal — jouer au niveau local un rôle d'importance, quoique entaché de certains abus. Le prêt local constitue dans une bonne

partie du monde une activité largement dominée par les Juifs, tandis que, à l'autre extrémité de la chaîne financière, les cercles bancaires privés sont également dominés par des familles juives, en France comme en Allemagne, en Europe de l'Est et en Grande-Bretagne, de façon plus marquée qu'aux États-Unis. Les Rothschild, présents dans tous les grands centres financiers européens, symbolisent la plus en vue de ces familles. En Europe, les banques privées se développent notamment en tant que banques d'affaires; elles mettent sur pied des consortiums pour des souscriptions massives à des emprunts d'État ou prennent certaines initiatives — et organisent le financement et les prises de participation — dans le cadre de projets ferroviaires, de l'amélioration urbaine, de l'exploitation minière ou de l'industrie lourde, et ce à travers toute l'Europe. La France et l'Allemagne constituent les deux plus gros investisseurs en Europe centrale et orientale et en Russie lorsque, dans les années 1890, le pays émet des emprunts massifs pour financer la construction des chemins de fer, l'exploitation minière, l'industrie lourde et l'extraction pétrolière dans le Caucase, manifestations d'une industrialisation tardive impulsée par le ministre des Finances S. Y. Witte.

En Grande-Bretagne, la famille Barings rivalise avec les Rothschild de Londres pour ce qui est de l'organisation et de la souscription aux emprunts étrangers émis à Londres, de même que pour le financement d'immenses crédits centrés sur la capitale anglaise et liés au commerce outre-mer. Cette famille est particulièrement active dans les transactions financières entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, ou entre celle-ci et l'Argentine, mais elle apporte aussi, avec les Rothschild, son soutien financier à la restauration des monarchies légitimes européennes après Napoléon. Les banques privées prospèrent lorsque les gouvernements, qui garantissent le paiement des intérêts par rapport à l'or ou à la livre, lèvent des emprunts pour financer la construction de chemins de fer, des guerres ou des dépenses somptuaires — avec parfois des résultats catastrophiques, comme pour l'Égypte dans les années 1870 et 1880.

Le cumul des investissements de portefeuille (hormis l'investissement direct) des Britanniques à l'étranger jusqu'en 1914 atteint 4 milliards de livres, soit plus de 40 % des prêts à l'étranger dans le monde; 21 % de ces capitaux rejoignent les États-Unis, où ils servent essentiellement à la construction des chemins de fer, mais aussi au développement des ranches et de l'exploitation minière. Dans le sillage des migrations et de leur essor économique, les dominions (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud) en reçoivent 37%; ce chiffre est de 18 % pour l'Amérique latine (essentiellement l'Argentine) et de 9 % pour l'Inde. L'Europe continentale (Espagne, Italie, Europe centrale et orientale) constitue la principale destination des investissements de la France et de l'Allemagne, dont les entreprises suivent les banques et les capitaux dans ces régions. Les investissements

français à l'étranger atteignent près de 2 milliards de livres, dont un bon quart à destination de la Russie; le total allemand s'élève à 1,25 milliard de livres, la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse étant quelque peu en retrait. Seuls 6% environ (250 millions de livres) des investissements britanniques à l'étranger rejoignent l'Europe du fait de l'existence de sphères d'influence financière et industrielle.

Les principales innovations connues par le secteur bancaire au XIX^e siècle concernent les banques de dépôt et les banques à succursales, tandis qu'on assiste à l'apparition de nouveaux types de banques d'affaires pour le financement d'entreprises fortement capitalisées. Les banques de dépôt utilisant des chèques existent depuis longtemps en Grande-Bretagne (depuis le XVII^e siècle), mais ne se développent pas réellement dans les autres pays avant le XIX^e siècle, notamment pour des raisons juridiques. Les banques par actions, courantes en Écosse avant 1800, sont autorisées en Angleterre à partir de 1826; la plupart des grandes banques du continent adoptent également cette forme, la taille étant un gage de stabilité. La croissance par expansion et absorption de banques privées qui s'ensuit transforme les banques de détail, qui possèdent désormais des succursales dans la plupart des villes. En 1825, le Royaume-Uni compte 715 banques. En 1913, ce chiffre est tombé à 88, dont seulement 29 banques privées, alors que le nombre de succursales s'élève à 8 610.

Un phénomène de concentration analogue se déroule en France, certes à un degré moindre, et des banques de dépôt telles que le Crédit Lyonnais étendent leurs réseaux après 1860. Il n'existe pas, outre-Atlantique, de tels systèmes de succursales nationales, car la législation fédérale a interdit les banques interétatiques. Il en va d'ailleurs de même pour les banques de détail japonaises. Le système bancaire américain se développe extrêmement rapidement, parallèlement à l'économie du pays : de 506 banques enregistrées en 1834, on passe à 1 937 en 1870 et à pas moins de 25 000 en 1913.

Avec la «monétisation» de l'économie, les banques deviennent les gardiennes d'une part croissante de l'épargne nationale; les chèques et autres moyens de virement bancaire représentent une plus grande proportion de l'ensemble des transactions, tandis que les actifs financiers sont plus variés et plus nombreux. La croissance des actifs détenus par les institutions financières des grands centres européens s'établit à 5 ou 6% par an entre 1861 et 1913. Les agrégats d'espèces et de billets augmentent et prédominent au début de l'évolution des structures financières des économies avancées, avant de voir leur importance diminuer progressivement par rapport à celle des actifs bancaires. En 1850, les espèces et billets représentent 24% de la masse monétaire de l'Angleterre, contre 11% pour les actifs détenus par la Banque d'Angleterre et 65% pour les billets et dépôts des banques commerciales. Cet indice est alors le plus élevé au monde. En 1913, les pièces

et billets de la Banque d'Angleterre constituent 12 % du total, les dépôts bancaires, 85 %.

Les structures financières se développent pour faire face à la multiplication et à la diversification des demandes de concours bancaires à court et long termes. Le commerce extérieur, tout comme le commerce intérieur anglais jusqu'au milieu du siècle, s'appuie largement sur l'utilisation de lettres de change; ce vaste marché en expansion est à l'origine de l'émergence d'un nouvel intermédiaire financier, la banque d'escompte, qui devient un acteur essentiel sur le marché monétaire de Londres. La répartition des actifs entre les institutions financières de l'ensemble des pays avancés en 1913 a été calculée comme suit : banques centrales, 12%; banques de dépôt, 59%; organismes d'épargne (caisses d'épargne, coopératives d'épargne et de crédit, sociétés de crédit immobilier, etc.), 14%; compagnies d'assurances, 10%; autres, 15%. Les organismes d'épargne indépendants sont surtout importants en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Sur le continent européen, ce sont plutôt des banques hypothécaires spécialisées qui jouent ce rôle; en 1913, elles y détiennent de 12 à 23 % des actifs de toutes les institutions financières. Cette part est de 12 % au Japon et de pas moins de 70 % en Égypte.

Les besoins de crédit à long terme pour des entreprises fortement capitalisées dans les régions «à l'évolution tardive» exigent des institutions financières spécialisées. La capitalisation s'accroît en même temps que se développent l'industrie lourde, les services publics, les transports ou encore l'urbanisme, mais la croissance des richesses mobilisées se révèle insuffisante dans les pays au développement tardif, et le marché public de capitaux à long terme qui se constitue n'est pas comparable au marché des titres britanniques — la Bourse constitue dans le secteur privé la principale solution de remplacement aux banques pour lever des capitaux.

Les entreprises industrielles les plus modestes peuvent se procurer un maigre capital de départ à partir d'apports privés ou de crédits commerciaux, avant d'accroître leur capital fixe grâce aux bénéfices non distribués (autofinancement) et d'avoir recours aux banques pour des crédits commerciaux à court terme. C'est là le mode de développement classique dans le monde entier pour les entreprises familiales et les sociétés de personnes. Même avec l'émergence rapide de grandes entreprises multinationales aux États-Unis à partir de 1860 (exploitation minière et pétrolière, produits chimiques, voitures automobiles, acier, etc.), les bénéfices non distribués demeurent une source essentielle de croissance du capital, et le contrôle familial est encore souvent prédominant.

Les Bourses d'Amsterdam et de Londres se sont imposées dès le début du XVIII^e siècle; leur principal marché est celui des emprunts d'État, qui servent à financer les coûts toujours plus élevés de la guerre. La dette publique permanente de la Grande-Bretagne atteint 840 millions de livres en 1820

(près de trois fois le produit national brut), et toute une classe d'actionnaires a été habituée à acheter des valeurs mobilières. La Bourse a vu l'émergence d'un ensemble d'intermédiaires financiers, courtiers et agents, étroitement liés aux banquiers qui gèrent les placements de leurs clients. L'avènement de ce marché de capitaux à long terme crée une différence structurelle entre la Grande-Bretagne et les autres pays européens, alors que les Américains emboîtent le pas aux Britanniques. L'ensemble des nouveaux capitaux investis dans les chemins de fer en Grande-Bretagne, d'une capitalisation boursière de 1,3 milliard de livres en 1914, est issu du placement en Bourse de titres d'actions émis par des sociétés privées. Dans presque tous les autres cas, l'État s'implique dans la levée de capitaux, offrant des concessions ou garantissant les dividendes. Le financement des services publics, de l'industrie lourde et de l'exploitation minière — où les bénéfices non distribués se révèlent insuffisants — obéit à un schéma de ce type. Les banques britanniques, y compris les banques «nationales» disposant d'agences dans la plupart des villes, ne réalisent normalement pas de prêts à long terme pour les placements en actions, tandis que les banques d'affaires du pays s'intéressent plus au commerce extérieur et aux investissements à l'étranger qu'aux grandes entreprises nationales.

En l'absence d'un marché public de capitaux aussi développé et d'un aussi grand nombre d'actionnaires prêts à placer leur épargne sur ce marché, des institutions spécialisées de financement à long terme voient le jour sur le continent européen, notamment en France et en Allemagne. Avec le recul, on peut considérer cette création si décisive d'un nouveau mode de financement d'investissements massifs comme l'un des avantages du « retard économique ». Les économies continentales bénéficient grandement de l'arrivée des banques d'affaires, pas seulement en matière de levée de capitaux. Les banques par actions offrent des avantages de taille, tout comme les sociétés par actions qui, après 1860, se généralisent dans les autres secteurs économiques et deviennent bientôt le fondement juridique de toute entreprise d'envergure.

Le développement précoce de l'industrie lourde et des chemins de fer en Belgique s'y traduit très tôt par des avancées structurelles dans le secteur bancaire, la Société générale (1822) et la Banque de Belgique (1835) prenant en charge les opérations de financement à long terme. Le véritable essor de l'activité des affaires en Europe commence toutefois en France, avec la création du Crédit mobilier en 1852, sous l'impulsion d'un gouvernement désireux de stimuler le développement ferroviaire. S'il s'effondre en 1867 — ses fondateurs, les frères Pereire, et les Rothschild se sont livrés une guerre incessante —, le Crédit mobilier n'en a pas moins suscité un nouvel élan. Dans les années 1860, la France voit le Crédit industriel, le Crédit lyonnais (1863), Paribas et la Société générale devenir des banques

de dépôt et des banques mixtes majeures, associant des activités de détail et des prêts à plus ou moins long terme pour des placements en Bourse. Les banques d'affaires jouent un rôle primordial, qui devient comparativement plus important en Allemagne, puis en Russie, en Espagne, en Italie et dans d'autres pays qu'en France. Les quatre grandes banques mixtes allemandes (la Deutsche Bank, la Dresdner Bank, la Darmstadter Bank et la Discount Bank) sont toutes en activité en 1872 et conservent leur suprématie. Le Kredit Anstalt de Vienne, né en 1856 de capitaux français et allemands, soutient en Autriche-Hongrie le même type d'investissements dans les chemins de fer, les services publics, l'exploitation minière et l'industrie lourde que des banques analogues dans d'autres pays.

Détenant des actions participatives à long terme, synonymes de droits de vote dans les entreprises, les banques d'affaires sont tout autant impliquées dans la stratégie de l'entreprise que dans les apports de capitaux. Il semble qu'elles jouent un rôle décisif en ce qui concerne l'organisation de cartels dans les industries minière et de l'acier en Allemagne. Elles peuvent également contrôler les résultats et l'efficacité des méthodes de gestion, des prérogatives dont sont loin de jouir les banques et les investisseurs institutionnels en Grande-Bretagne. Si ce rôle joué par les entreprises du continent a peut-être été exagéré, il n'en est pas moins réel. Le Kredit Anstalt se retrouve ainsi lié à 43 entreprises industrielles, tandis que, en 1912, la Deutsche Bank dispose de représentants aux conseils d'administration de 159 sociétés.

Les changements institutionnels

Les bases de l'entreprise

Nous allons maintenant mettre l'accent sur le cadre institutionnel des pays, facteur essentiel susceptible de favoriser la croissance ou de renforcer l'inertie. Ce type d'explication va au-delà des questions de ressources naturelles ou de variables économiques et techniques, pénétrant au cœur des processus politiques, juridiques et culturels de chaque pays. La connaissance de ces éléments est étroitement liée à l'appréciation de l'importance de la progression de l'économie de marché (au centre d'une grande partie des changements économiques) qui, à son tour, attire l'attention sur les conditions nécessaires au bon fonctionnement des marchés et à leur évolution. Une grande partie de cette évolution est largement antérieure au XIX^e siècle et se diffuse sur la base du siècle précédent: le succès commercial appelle le succès commercial lorsque les conditions sont propices et que des forces extérieures ne viennent pas faire obstacle au changement. En dépit des contraintes, institutions et forces du marché se développent toutes deux au sein des pays et illustrent les

relations commerciales et financières qui caractérisent le formidable envol de l'économie internationale au XIX^e siècle.

Comme nous l'avons évoqué plus haut, les droits de la propriété privée constituent l'un des piliers de l'économie de marché. Il ne peut y avoir de marché «libéral» si la propriété des biens et la possibilité de les échanger ne sont pas garanties, si leur valeur marchande ne peut être déterminée par des offreurs ayant libre accès au marché. Si cela était déjà vrai pour les terres, les propriétés (avec quelques variations), les marchandises et les biens meubles, le développement d'une économie de marché exige la cessibilité des actifs financiers, en particulier les chèques (comme depuis longtemps les lettres de change) et autres instruments papier pour les transferts d'argent, les dépôts bancaires et les valeurs mobilières notamment. Les contrats doivent être exécutoires: les règles du marché exigent une sanction juridique suprême, tout marché représentant un équilibre entre liberté individuelle et cadre réglementaire.

L'économie de marché dépend de la libre négociation des prix. Théoriquement, un marché parfait repose sur une information parfaite. En pratique, plus les contraintes — quelle que soit leur origine — seront faibles, plus les prix refléteront avec justesse la réalité commerciale, et moins les coûts d'information-transaction seront élevés, plus les allocations du marché seront efficaces. Le XIX^e siècle se caractérise par une meilleure circulation et une baisse du coût de l'information. Des journaux spécialisés proposant des séries de prix voient leurs tirages s'envoler; les publications techniques se multiplient, diffusant des informations sur les échanges intérieurs et internationaux. Les Bourses de marchandises internationales constituent les manifestations les plus élaborées (et les plus efficaces) des mécanismes du marché, la Bourse du blé de Chicago (1848) et Londres devenant les principaux centres de nombreux échanges internationaux: thé, café, métaux, jute et sucre. Les cours mondiaux du coton brut sont fixés à Liverpool et Manchester.

Les chemins de fer et le télégraphe électrique transforment la circulation des informations. Pour la première fois, les nouvelles se déplacent plus vite qu'un cheval au galop ou qu'un bateau à voile ou à vapeur. Dix ans suffisent au télégraphe électrique pour gagner l'ensemble du globe et modifier ainsi la donne du commerce international. L'Europe est reliée à l'Amérique du Nord en 1866, à l'Afrique du Sud en 1868, à l'Inde et au Japon en 1871, à l'Amérique du Sud entre 1873 et 1875 et à l'Australie en 1876. Le chapitre 2 étudiera plus avant les implications de ces liaisons.

La liberté individuelle et le libre accès à tous types de professions se généralisent au début du XIX^e siècle. Les discriminations religieuses s'estompent, bien que les restrictions du statut civique des Juifs ne soient que progressivement levées. Cet assouplissement est plus marqué en Angleterre

que sur le continent, même s'il faut là aussi émettre quelques réserves: ainsi les banquiers juifs de Londres n'obtiennent-ils le droit de cité qu'en 1851, et c'est en 1858 seulement que Lionel Rothschild devient le premier député juif du pays (*illustration 7*). Les banquiers juifs, les plus riches, obtiennent une «dérogation» au principe selon lequel les nobles ne peuvent en aucun cas mener d'activité commerciale en se faisant anoblir en Autriche-Hongrie. L'Europe napoléonienne fait table rase des derniers vestiges féodaux, instaurant des codes juridiques de droit romain modernisés dans le style français. La liberté individuelle et la flexibilité des systèmes de droit commercial — qu'il s'agisse du droit romain, comme aux Pays-Bas, ou du droit jurisprudentiel de la loi coutumière en Angleterre — caractérisent depuis longtemps le nordouest de l'Europe. Ces éléments constituent une base de développement, même si certaines aberrations, comme le «serf-entrepreneur» en Russie ou les samouraïs convertis en entrepreneurs au Japon, témoignent de la confrontation entre un monde ancien et un monde nouveau.

Avant la généralisation des sociétés par actions à responsabilité limitée au milieu du XIXe siècle (évoquée dans d'autres parties du présent chapitre). certains signes montrent que la tendance est à la constitution d'organisations de plus grande envergure. La plupart des pays d'Europe occidentale privilégient des compagnies, souvent en situation de monopole, qui réalisent du commerce dans les Indes orientales et dans d'autres endroits où les risques sont élevés et un capital considérable est requis. D'autres entreprises peuvent être constituées en sociétés par actions par des lois spéciales. La possession de mines ou de bateaux, l'une des formes de capital les plus «massives» au début du siècle, peut être rendue divisible par divers moyens. La société de personnes convient dans de nombreux cas à de tels objectifs. En France, la société en commandite permet par exemple la participation d'associés commanditaires, tenus dans les limites de leur propre apport. Cependant, les entreprises individuelles, les entreprises familiales et les petites sociétés de personnes constituent les entités juridiques dominantes dans tous les pays. Cela demeurera ainsi tout au long du siècle pour la plupart des entreprises aussi bien professionnelles que commerciales et industrielles du secteur privé, et ce quels que soient les différents contextes du globe.

La prédominance de ces structures de petite taille, où gestion et propriété sont étroitement liées — par opposition aux grandes sociétés par actions, dont les opérations sont dirigées par des professionnels salariés de l'entreprise —, est en grande partie la conséquence d'un environnement à haut risque. Si les niveaux de risque et d'incertitude diminuent au XIX^e siècle dans les pays avancés (grâce à de meilleures communications, des institutions plus adaptées, des progrès en matière d'assurance, etc.), ils n'en restent pas moins élevés, sans compter que nombre de pays ne connaissent quant à eux aucune amélioration dans ce domaine. Les fraudes sont courantes et concernent

surtout l'émission de valeurs boursières et le dépouillement d'investisseurs peu informés ou imprudents. Elles se concentrent généralement au cours des périodes ascendantes du cycle économique, lorsque le niveau de risque est peu élevé, et se révèlent durant la dépression subséquente. Les actionnaires sont escroqués sur le paiement des dividendes hors capital, plutôt que sur les simples profits, et sur de nombreuses autres formes de partage. Les «aventures minières» d'outre-mer sont particulièrement exposées à de telles pratiques: le droit comptable et le droit des entreprises évoluent, mais souvent à la suite de quelque scandale. Avec un tel niveau de risque, il se révèle difficile de gérer des entreprises à succursales, de contrôler des agents à distance ou d'éviter les abus. Le contrôle de gestion doit être exercé directement par le propriétaire ou par les associés d'une entreprise. Dans ce contexte, il est particulièrement intéressant que des rapports de confiance et de loyauté s'établissent entre les associés. De fait, plus le risque est élevé, plus un tel climat devient intéressant, ce qui explique l'importance des liens de parenté en tant que fondement organisationnel de l'entreprise. Par exemple, l'accès au crédit, élément essentiel de la vie de l'entreprise, se trouve au centre de ces relations et se répand par le biais d'un réseau de « connaissances ». La confiance en une personne et en sa solvabilité dépend de sa réputation, bâtie peu à peu autour des impressions de chacun. La force économique des minorités, au sein desquelles la religion en tant qu'identité crée un environnement favorable à nombre de liens de parenté et de relations entre les individus, s'explique en grande partie par cette logique. Les huguenots, les quakers, les mennonites et d'autres en Europe ont leurs équivalents en Orient, avec les Arméniens, les Parsis, des groupes minoritaires chinois disséminés à travers toute l'Asie du Sud-Est et d'autres encore, tandis que les élites commerciales et financières juives présentent dans le monde entier des caractéristiques analogues. Ce phénomène est semble-t-il loin d'obéir aux théologies officielles épousées par ces minorités si marquées d'un point de vue religieux.

L'entreprise individuelle, l'entreprise familiale et la petite société de personnes continuent de prédominer jusqu'au XX^e siècle. Néanmoins, le recul historique nous permet de voir que le XIX^e siècle est le théâtre d'une innovation stratégique majeure, avec l'apparition de grandes organisations qui, dès 1914, opèrent à l'échelle mondiale. Nous avons mentionné plus haut les dimensions financières et juridiques de cette évolution en évoquant les sociétés par actions à responsabilité limitée, qui émettent des valeurs mobilières négociables sur les marchés financiers. Ainsi disparaissent une partie des obstacles à la croissance des entreprises individuelles et donc une partie des problèmes organisationnels évoqués ici.

Avant le XIX^e siècle, les grandes organisations, qui exigent un contrôle de gestion bureaucratique, n'appartiennent jamais au secteur privé, mais à

l'administration de l'armée de terre, de la marine et de l'appareil étatique. La première véritable exception à cette règle est le fait des compagnies de chemins de fer. Importance des capitaux fixes, fort intérêt des actionnaires, systèmes de réglementation de l'État, investissements massifs de génie civil et mécanique, tout exige de grandes organisations sous forme d'entreprises corporatives. Gérer de tels ensembles n'est pas sans poser des problèmes managériaux d'une complexité alors inconnue dans le monde industriel et commercial. S'impose la création de nouveaux postes (cadres moyens, personnel d'encadrement, employés de bureau), une situation qui se concrétise après les années 1860, lorsque les entreprises des secteurs industriel et minier et les sociétés de vente au détail connaissent une croissance comparable. De nouvelles techniques de contrôle de gestion, faisant intervenir la comptabilité de gestion et contrôlant tous les aspects de la performance de l'entreprise grâce à l'établissement régulier de statistiques transmises au siège, font leur apparition pour maintenir une certaine efficacité et créer une cohérence interne au sein des grandes organisations. La «révolution administrative» du XIX^e siècle ne se limite pas aux gouvernements.

L'expansion des grandes organisations se fait tant par fusion que par croissance interne, et les dernières décennies du siècle sont le théâtre d'une vague de rachats, de fusions et de constitutions de cartels liée au mouvement de concentration des entreprises de grande taille des secteurs «modernisés». Si ce phénomène est caractéristique de l'industrie lourde (exploitation minière, sidérurgie, industries du ciment et des produits chimiques, etc.), il concerne également les transports (compagnies de chemins de fer et compagnies maritimes), le secteur pétrolier, les banques, les industries de biens de consommation comme le savon, le tabac, la margarine et le fil à coudre, ou encore la brasserie. Les entreprises atteignent des tailles sans précédent. En 1902, la United States Steel compte 168 127 employés. La capitalisation de la Pennsylvania Railroad — qui, en 1906, gère quelque 18 000 kilomètres de voies ferrées — s'élève à 1,218 milliard de dollars. Trente-deux entreprises possèdent et gèrent à elles seules près de 80 % du système ferroviaire américain. En 1914, les 32 000 kilomètres du réseau ferroviaire britannique sont gérés par 4 compagnies nationales dont la capitalisation s'élève, par le biais de fusions «en cascade», à 1,3 milliard de livres. Le financement de telles fusions est organisé dans le monde entier par des banquiers.

Les associations professionnelles et les cartels forment des organisations stratégiques destinées à coordonner les politiques des grandes entreprises. En Grande-Bretagne, de grandes associations commerciales horizontales réunissent des entreprises concurrentes du secteur textile. En 1897, J. et P. Coats rassemblent 15 entreprises et obtiennent un quasimonopole sur le fil à coudre. En 1888, la Salt Union est constituée par la fusion de 64 entreprises; trois ans plus tard, la United Alkali Com-

pany réunit 48 entreprises dans les domaines des détersifs et de la chimie lourde. En 1914, William Lever contrôle 60 % de la production de savon du Royaume-Uni. Certaines de ces fusions (comme dans le domaine du tabac) représentent une réponse à l'«invasion américaine». En Grande-Bretagne, elles sont essentiellement défensives — l'objectif étant de faire monter les prix — et ne tirent que peu de bénéfices de la rationalisation de la production ou de l'augmentation de l'investissement productif. Un grand nombre de ces fusions se révèlent être un échec en termes de coûts, mais le mouvement ne s'essouffle pas pour autant.

Les cartels ont une grande importance dans l'industrie lourde allemande dès les années 1890. Presque toute la production de charbon de la Ruhr est «cartellisée» au sein du Syndicat rhéno-westphalien du charbon (1893). L'Association allemande des producteurs d'acier lui emboîte le pas en 1904 pour une grande partie de la production d'acier de la Ruhr, avant que soit constitué peu de temps après un cartel chimique majeur regroupant Hoechst, Casella, BASF et Bayer. Par opposition à ce qui se passe en Grande-Bretagne, les cartels allemands jouent un rôle plus positif. Dans la mesure où les banques d'affaires contrôlent une part importante des capitaux propres de leurs membres, elles pèsent fortement sur l'organisation des cartels et peuvent leur imposer des mesures de rationalisation. On assiste, dans les industries chimique et pétrolière, aux premières tentatives d'entente sur les prix et de constitutions de cartels à l'échelle internationale, mais il faut attendre l'entredeux-guerres pour qu'elles prennent véritablement forme.

Au Japon, on observe après 1868 une évolution semblable des grandes entreprises (fusions-acquisitions, fusions simples et constitutions d'oligopoles) des secteurs modernisés de l'économie, malgré des différences certaines en termes d'organisation. La croissance de plusieurs «géants» repose surtout sur le rachat d'entreprises jusqu'alors soutenues par le gouvernement. Les zaibatsu s'apparentent à des conglomérats, des sociétés de portefeuille familiales contrôlant des entreprises de secteurs très variés. Mitsui, Mitsubishi (les plus en vue), Sumitomo et Yasuda concentrent des entreprises des secteurs minier, sidérurgique, naval et mécanique, mais investissent également dans les textiles, les compagnies maritimes et le commerce extérieur. À la différence de ce que l'on peut observer en Europe et aux États-Unis, les principaux zaibatsu japonais contrôlent aussi des banques, qui constituent non seulement le bras financier de ces sociétés de portefeuille, mais proposent aussi leurs services à l'extérieur. Il s'agit de la manifestation moderne la plus spectaculaire d'intégration économique.

En Europe et au Japon, la croissance et la suprématie atteintes dans certains secteurs par une poignée d'entreprises, qui de ce fait contrôlent une part importante de la production nationale, n'entraînent pas de réaction de la part des gouvernements jusqu'à l'entre-deux-guerres. Il n'en va pas de même

aux États-Unis, où la domination de firmes géantes dans les secteurs du pétrole, de l'acier, de la chimie, du charbon et des chemins de fer est encore plus marquée qu'ailleurs, résultat des occasions de croissance offertes par l'économie américaine. La première législation antitrust contre les risques de situation monopolistique est le *Sherman Act* de 1890, renforcé par le *Clayton Act* de 1914. L'impact de cette législation ne fait aucun doute : l'empire pétrolier créé par John D. Rockefeller est démantelé, dans ce qui constitue jusqu'alors la plus grande intervention d'un État dans l'industrie moderne.

Ces évolutions ont entre autres conséquences une augmentation du nombre des cols blancs. Les activités créées et réglementées par l'État sont de plus en plus souvent administrées par des employés de bureau qui forment une catégorie professionnelle distincte de fonctionnaires travaillant au niveau du gouvernement central ou des gouvernements locaux (pour les administrations communales), au niveau fédéral ou étatique pour ce qui est des États-Unis. Les grandes organisations telles que l'armée, la marine et les administrations des douanes et accises comptent davantage d'anciens administrateurs salariés à plein temps, mais ce que l'on a appelé la «révolution gouvernementale» se traduit, au cours du XIX^e siècle, par la création massive de nouveaux emplois de bureau dans le secteur public. Avec la scolarisation nationale et l'essor des professions médicales et juridiques, l'emploi de cols blancs dans le secteur tertiaire accentue la diffusion de la «professionnalisation» et des tendances au salariat, qui se font également de plus en plus sentir dans les chemins de fer, les services publics et les grandes entreprises.

En 1911, 8 % des employés de l'industrie manufacturière au Royaume-Uni sont des cols blancs. Les sièges sociaux des entreprises les plus performantes regroupent plusieurs milliers d'employés — 3 000 pour Siemens en Allemagne. Ce phénomène annonce les changements dans la structure de l'emploi qui marqueront le XX^e siècle.

Le rôle de l'État

On ne peut étudier les processus de changement qui ont marqué le XIX^e siècle sans tenir compte du rôle de l'État, qu'il ait été positif ou négatif. Au niveau le plus élémentaire, l'un des principes fondamentaux du succès d'une nation réside dans la garantie de l'intégrité des personnes, de la propriété et des capitaux assurée par un système légal prévoyant une certaine continuité. Cet aspect devient d'autant plus important et plus complexe que l'activité et les institutions économiques prennent de l'ampleur. L'État garantit le caractère exécutoire des systèmes juridiques: tous les marchés doivent avoir une légitimation juridique, et donc étatique. L'État représente l'entité la plus influente au sein des économies et des sociétés du XIX^e siècle, pas seulement dans les

pays modernisés. Les structures et l'appareil administratif étatiques sont très puissants en Chine et bientôt au Japon, après la restauration Meiji en 1868. L'État peut mobiliser plus de ressources que n'importe quelle organisation privée grâce à sa fiscalité et à la possibilité d'émettre des emprunts garantis sur les recettes fiscales. Dans les pays où il contrôle directement la masse monétaire — ce qui n'est pas le cas dans l'Europe en général ni outre-Atlantique, où prévaut l'étalon-or —, la planche à billets peut constituer une source supplémentaire de revenus, ne serait-ce que temporairement. Les dépenses de l'armée et de la marine représentent l'engagement financier le plus important des États, un héritage du XVIIIe siècle.

Certains États possèdent et contrôlent encore un patrimoine considérable, hérité des domaines royaux, avec notamment des terres riches en minéraux. Si ce n'est plus véritablement le cas en Grande-Bretagne, en France et en Hollande, les pays scandinaves et la Prusse continuent de jouir d'actifs publics importants, tout comme d'ailleurs les États-Unis. En 1789, le gouvernement fédéral contrôle un domaine public de plus de 700 millions d'hectares dont, au XIX^e siècle, 48 millions sont distribués sous forme de concessions gratuites de terres et 50 millions reviennent au secteur des transports (notamment aux chemins de fer); au XXe siècle, après avoir encore vendu 130 millions d'hectares, il demeure de loin le plus gros propriétaire terrien au monde, avec un domaine public de près de 340 millions d'hectares. De vastes domaines publics continuent d'exister en Russie et dans de nombreux autres pays. Tous les États jouent un rôle prépondérant dans l'orientation des politiques économiques. La protection de l'agriculture (protection politique des propriétaires terriens et des paysans) est quasi universelle, mais elle disparaît toutefois du Royaume-Uni lorsque le pays renonce au protectionnisme en 1846. Toutes les autres grandes économies industrielles européennes se caractérisent, comme les États-Unis, par l'existence de droits de douane sur les produits industriels qui, à l'origine, visent essentiellement les exportations britanniques. La décision britannique d'abandonner le protectionnisme est bien sûr un acte tout aussi politique que celle d'imposer des droits de douane, et elle fait l'objet d'âpres débats au Parlement. C'est également l'État qui intervient pour abolir certains monopoles, dont ceux des compagnies commerciales, et faire table rase de la plupart des anciennes réglementations restrictives du mercantilisme.

Quelles que soient les politiques économiques poursuivies, les États deviennent les organes de réglementation d'activités toujours plus diverses. L'urbanisation et l'industrialisation sont des processus qui appellent des réglementations en ce qui concerne la sécurité dans les transports et sur le lieu de travail, le contrôle des conditions de travail, notamment pour les femmes et les enfants employés dans les usines et les mines, le respect de normes hygiéniques et sanitaires faisant intervenir les autorités de santé publique

au niveau des gouvernements centraux et locaux, et, enfin, l'organisation de la ville, des transports et d'autres domaines encore.

Les régimes de réglementation se multiplient, dans des domaines aussi divers que les services publics, la police et les prisons, les transports, l'immigration, les phares et les secours en mer, les contrôles portuaires, les postes et les télégraphes, ou encore les brevets. Le contrôle sur les entreprises et les banques confère à l'État une influence directe sur le fonctionnement du système bancaire. Les banques centrales (institutions d'État officielles ou non officielles, comme en Grande-Bretagne) acceptent certaines responsabilités visant à assurer la stabilité des systèmes monétaires dans leur ensemble; elles ouvrent, par exemple, des succursales dans les provinces, afin de limiter la surémission de billets de banques privées.

La structure des systèmes bancaires fait également l'objet de nombreuses réglementations. L'interdiction des banques par actions met un frein au développement de la taille des entreprises du secteur, alimentant ainsi l'une des sources d'instabilité que les limitations imposées aux sociétés de capitaux à responsabilité limitée avaient pour objectif de prévenir. Au milieu du siècle, la plupart des pays accordent un droit statutaire général à la constitution en société par actions et à la limitation de responsabilité. Cela a pour effet de stimuler l'expansion des entreprises — en supprimant l'un des obstacles aux grandes entreprises —, mais également de permettre une intensification de la fraude et d'une spéculation boursière irrationnelle. En Grande-Bretagne, chaque initiative dans le secteur des transports nécessite la rédaction d'une loi privée, comme pour les sociétés par actions avant les statuts généraux, ce qui souligne l'importance de l'État.

Outre la mise en place des régimes de réglementation qu'exige toute société urbaine moderne, l'influence la plus positive de l'État, avec ses financements, réside dans l'intérêt porté aux systèmes d'éducation nationale, caractéristique de tous les pays de ce type (voir chapitre 7). Il existe une étroite relation entre les niveaux de richesse et les investissements dans le capital humain par le biais de l'éducation, qui ne concerne pas seulement l'enseignement primaire de la lecture, de l'écriture et du calcul. En Europe continentale, on met l'accent sur des formations «tertiaires» dans les universités, les Technische Hochschulen, qui dérivent de l'École polytechnique de Paris, un prototype des grandes écoles fondées par Napoléon et qui se répandent à partir du milieu du XIXe siècle; les écoles des mines et de génie civil datent de l'Ancien Régime. Les initiatives françaises inspirent l'Europe tout entière, dans la droite ligne des idées des Lumières au XVIIIe siècle. Aux États-Unis, le Land Grant College Act (concessions foncières au bénéfice de l'enseignement supérieur) constitue une autre illustration des initiatives étatiques en matière de financement du système éducatif. Ce système est directement transposé au Japon lorsque la première école agricole est créée

à Hokkaidō dans les années 1870, sous l'impulsion américaine. La prise en charge privée de l'éducation est considérable à tous les niveaux, mais les financements publics sont indispensables dans le cadre de l'éducation de base du plus grand nombre d'une part, des universités et des instituts de recherche d'autre part. Le Royaume-Uni est relativement à la traîne des autres pays avancés: l'enseignement obligatoire gratuit financé par l'État n'est instauré qu'après 1870, tandis que les universités et la recherche ne bénéficient pas d'investissements dignes de ce nom avant la fin du siècle, et ce malgré de nombreuses campagnes.

La Grande-Bretagne, qui instaure au XIX^e siècle un appareil étatique extrêmement centralisé et modernisé, se distingue en tant qu'État «minimum» à cause du faible poids de son secteur public par rapport au revenu national. En 1850, les dépenses du secteur public représentent 11 % du produit national brut (PNB), dont plus de la moitié est affectée au service de la dette; les dépenses militaires s'élevant à environ 3 % du PNB en temps de paix, seuls 2,4% du PNB sont disponibles pour toutes les autres dépenses de l'État central. Aucun programme d'investissement massif n'est mis en œuvre pour soutenir les secteurs productifs de l'économie, et aucun État ne prévoit des fonds pour soutenir la construction des chemins de fer ou pour encourager l'innovation (exception faite des dépenses militaires); de même, le gouvernement central n'offre pas de garantie publique sur les investissements privés — des initiatives plus conséquentes sont toutefois à mettre à l'actif de certaines administrations communales. Le Royaume-Uni fournit donc une base de comparaison permettant de mesurer le poids plus important de l'État dans tous les autres pays, y compris aux États-Unis.

Il existe une longue tradition de soutien étatique à l'entreprise, notamment sous les monarchies absolutistes de l'Ancien Régime. Ainsi, les manufactures royales, soutenant l'industrie minière et la fabrication de matériel militaire, favorisent le développement de nouvelles techniques et l'immigration d'artisans apportant avec eux des techniques de pointe. Au XIXe siècle, les résultats à long terme de cette politique ne sont pas encourageants. La technique militaire n'amène que peu d'innovations majeures avant le milieu du siècle: la plupart des entreprises font fortune dans le secteur privé, où règne la rigueur de l'économie de marché. Les manufactures d'État opèrent dans les secteurs du luxe, fabriquant des objets de prestige dont le coût n'est pas un problème pour l'acheteur, et fournissent aussi l'armement. Les productions subventionnées sont synonymes d'inefficacité et de gaspillage, l'efficacité fonctionnelle de l'entreprise étant constamment mise en péril par les priorités des soutiens politiques. Des structures militaires telles que le corps des ponts et chaussées en France et le corps des ingénieurs de l'armée aux États-Unis apportent néanmoins une importante contribution technique pour les débuts du génie civil.

Comme nous l'avons évoqué dans d'autres sections du présent chapitre, le XIX^e siècle voit s'étendre le soutien de l'État à l'entreprise, plus souvent indirectement que par le biais d'une gestion directe, et ce plus particulièrement dans les pays ayant connu une industrialisation tardive (les pays d'Europe orientale, l'Espagne, l'Italie, la Russie et surtout le Japon). Dans ces pays, les mécanismes et institutions de marché n'ont pas suffisamment évolué pour pouvoir apporter aux progrès techniques un soutien immédiat aussi efficace qu'en Europe occidentale ou aux États-Unis. Dans les secteurs de l'exploitation minière et de l'industrie lourde, la technique prend une plus grande importance et devient plus gourmande en capital; les fonds d'investissement sont donc plus fortement mis à contribution pour les investissements massifs, ce qui implique au préalable la constitution d'une épargne suffisante et l'existence d'institutions spécialisées pour la mobilisation des capitaux. Comme nous l'avons vu, les chemins de fer et les services publics, qui fournissent les infrastructures de développement urbain, sont partie intégrante de ce processus. Lorsque l'épargne intérieure se révèle insuffisante, de tels projets dépendent également des capitaux entrants, déterminants pour l'investissement. Or, à la fin du XIX^e siècle, quand les investissements stratégiques de ce type sont les plus nécessaires, la réponse du secteur privé aux seules incitations du marché est minimale.

Dans de telles circonstances, tout se ramène aux initiatives de l'État. et chacun de ces États possède une tradition de centralisation du pouvoir politique. Les terres du domaine public peuvent faire l'objet de concessions. Afin d'attirer des consortiums financiers menés par de puissantes banques d'affaires, toutes sortes de concessions peuvent être réalisées ; d'importantes banques d'affaires peuvent être créées, ce qui permet d'associer d'influents ressortissants nationaux à des capitaux étrangers. Il se passe peu de choses qui ne soient officiellement approuvées ou encouragées; les concessionnaires favorisés jouissent de nombreux privilèges. Les États financent ainsi le développement au prix fort, une politique d'investissements institutionnels, importants en capitaux, qui s'avère indispensable dans les régions où ne s'impose pas le cadre strict d'une économie de marché. Si cette thèse expliquant le rôle accru de l'État dans les pays au développement «tardif» a été élaborée par Alexander Gerschenkron à propos des économies européennes du XIX^e siècle, c'est au Japon qu'elle s'applique avec la pertinence la plus remarquable. Jusqu'au changement de régime en 1868, ce pays est marqué par l'absence d'une économie et d'un appareil d'État modernes; à partir de cette date, il va connaître une transformation fulgurante due à l'origine aux initiatives de l'État, lesquelles, dans tous les secteurs, ouvrent la voie au développement: chemins de fer, construction navale, ingénierie, sidérurgie, textile, exploitation minière, chimie, éducation, secteur bancaire. En 1914, de grands conglomérats industriels et financiers, les zaibatsu évoqués plus haut, sont en place.

LES PAYS PÉRIPHÉRIQUES D'EUROPE ET LA SECONDE VAGUE D'INDUSTRIALISATION

Ce chapitre a traité jusqu'à présent des fers de lance du développement industriel et de la modernisation des systèmes économiques et des sociétés au XIXe siècle. Les chapitres thématiques suivants explorent plus en détail différentes facettes de ces transformations, tandis que les chapitres régionaux de la deuxième section de ce volume les replacent dans leurs contextes nationaux et régionaux, appréhendés dans leur diversité. Seul un aperçu très bref peut retracer ici les grandes lignes de ce qui fait alors figure, au regard des principaux modèles de croissance urbaine et industrielle caractérisant les grands pôles économiques, de régions périphériques fort disparates. L'intégration économique se construit alors à la fois à l'échelle internationale et à celle des différents pays, à mesure que les transports, le commerce et les systèmes financiers se développent. Les États forts constituent à cet égard un maillon essentiel. Stimulé par les flux financiers et les flux d'investissement, le commerce international ancre plus solidement à peu près tous les pays et toutes les régions dans un système économique international d'une complexité grandissante. Les produits de base à usage alimentaire, industriel ou énergétique, d'une variété étonnante, représentent encore l'essentiel des échanges internationaux, complétés dans une proportion croissante par le commerce de biens d'équipement, destinés à la consommation finale ou intermédiaire, la seconde soutenant la croissance de la première. Les pays avancés tournés vers les exportations agricoles tendent à améliorer le degré de transformation de leurs produits qui se voient ainsi dotés d'une plus forte valeur ajoutée. Il en va ainsi de la Suède, pour le commerce de bois et de pâte à papier, et de la Hongrie (à la différence de la Roumanie et de la Russie), pour la meunerie et le raffinage du sucre.

De nombreuses et vastes enclaves restent en marge de l'intégration économique mondiale, victimes soit de leur situation climatique ou géographique extrême, soit du coût — trop élevé pour être rentable — qu'auraient représenté des investissements en infrastructures de transport. Le développement économique est pour le moins inégal à l'échelle nationale, tout particulièrement dans les pays de vaste superficie, dont les zones montagneuses ou désertiques sont mal desservies. Des agglomérations urbaines, où sont exercées des activités modernisées, coexistent avec de vastes régions reposant sur une économie plus rudimentaire, tantôt densément peuplées, tantôt à peine habitées. La Chine, l'Inde, la Russie, le Canada et l'Australie offrent de tels exemples de disparités régionales et économiques, mais semblable variété, à un moindre degré, n'épargne pas non plus l'Espagne, l'Italie ou la Scandinavie. Enfin, les grands pôles économiques que sont la

Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et les États-Unis, quoique à une plus petite échelle, connaissent eux aussi une certaine diversité.

La pauvreté est une constante dans les régions demeurant à l'écart des liaisons commerciales et des dynamiques de développement qui se créent à l'échelle nationale ou internationale. La croissance du revenu par habitant, sinon celle de l'économie d'ensemble, y est généralement plus lente qu'ailleurs. L'expansion économique, à distinguer du développement économique, assure la subsistance d'une population croissante là où de nouveaux territoires et de nouvelles ressources sont disponibles; mais, à défaut de gains de productivité — que seul peut assurer le développement économique, à savoir la transformation du système économique —, le revenu par habitant ne peut connaître d'amélioration à long terme. Le problème malthusien, quand il n'aboutit pas à une crise, se résout par une émigration massive, à l'intérieur ou hors d'Europe. Un fossé de plus en plus profond touchant les niveaux de vie et la modernisation se creuse ainsi au cours du siècle dans ces régions en marge des grands pays industrialisés d'Europe occidentale. Toutes affichent cependant l'amorce d'une transformation progressive, à l'échelle régionale et généralement dans les grandes villes, qui s'accélère à partir de 1860 ainsi qu'entre 1896 et 1914. Cette tendance est marquée par les taux de croissance, l'urbanisation (et particulièrement la croissance des grandes villes, en premier lieu des capitales), les structures et les initiatives étatiques, le début de développement d'un système bancaire et financier modernisé, l'essor des chemins de fer et de l'exploitation minière — là où les ressources naturelles le permettent —, ainsi que par d'autres attributs caractéristiques des pays modernisés. Dans presque toutes ces régions, le secteur primaire (agriculture, foresterie, pêche) reste toutefois le secteur productif prédominant, même s'il se modernise peu à peu et s'ouvre au progrès économique à travers les exportations et/ou l'approvisionnement des marchés des villes. Tendanciellement, une corrélation s'établit également entre niveau de richesse nationale et taux d'alphabétisation.

Dans ces régions d'Europe, l'élan de croissance économique n'est pas endogène, mais découle de la dynamique d'industrialisation et d'urbanisation lancée par les grands «pôles». Des mécanismes divers mais généralement intriqués interviennent: les régions les plus développées importent des produits de base, aliments et matières premières, exportent des produits manufacturés et des biens d'équipement, effectuent des transferts de techniques modernes, des investissements directs, créent des liens économiques et financiers et, enfin, président aux transferts de capitaux, sous forme d'investissements de portefeuille dans les chemins de fer et les infrastructures.

Ces premiers acquis rendent possible un effet d'entraînement qui se traduit par l'implantation d'activités agroalimentaires et d'industries d'équipement, permettant ainsi d'assurer sur place des fonctions jusque-là

suppléées par l'extérieur; autrement dit, on assiste au développement progressif d'une dynamique interne, à même de subvenir aux besoins d'un système économique se modernisant sur les plans commercial, financier, industriel et technique. Les débouchés pour les exportations vont eux aussi se diversifier, à mesure que la modernisation se poursuit et que la dynamique de développement commence à s'entretenir d'elle-même, à l'échelle internationale et parmi les différents pays. En outre, la plupart de ces régions d'Europe possèdent un artisanat préexistant d'ores et déjà industrialisé jusqu'à un certain point. Des fabriques de textile artisanales ainsi que de petites industries métallurgiques sont largement répandues, s'enracinant à certains endroits dans une tradition « proto-industrielle » séculaire. D'habiles artisans de luxe, accomplissant un travail minutieux et d'une grande finesse, se regroupent dans les grandes villes, en particulier dans celles où séjournent la cour et la noblesse.

Parmi les puissances économiques «périphériques» les plus prospères d'Europe, nous citerons en premier lieu la Suède, forte de ressources qui correspondent à la demande internationale. La croissance y passe d'un taux de 3 % après 1850–1859 à 6 % dès 1880–1914. À l'origine, ce sont l'industrie textile et la foresterie (en particulier la fabrication de pâte à papier dans les dernières décennies) qui représentent les moteurs de l'activité industrielle, également soutenue par une longue tradition d'exploitation minière et de métallurgie. C'est sur cette base que se développent les industries d'équipement et de produits agroalimentaires, avant de dépasser largement ce cadre. La part des exportations dans le total de la production industrielle passe de 10–15% à plus de 25% en 1860–1880, proportion qui risque de ne pas rendre pleinement compte du rôle stratégique joué par les experts. Les autres pays scandinaves s'engagent sur la voie du développement à la suite de la Suède, selon un cheminement semblable, quoique à la faveur de ressources naturelles différentes (excepté la Finlande). Ainsi le Danemark se diversifie-t-il et, d'exclusivement agricole à l'origine, étend-il sa production à tous les produits de la ferme et de l'élevage — en grande partie grâce à un mouvement réussi de coopératisme —, pour approvisionner les marchés des villes britanniques et allemandes. À la fin du siècle, ce pays se targue de servir aux Anglais leur fameux *breakfast*, à base de beurre, de bacon et d'œufs, par le biais d'exportations massives à travers la mer du Nord.

Quant à la Norvège, elle fait de la foresterie, de la pêche et par la suite d'une marine marchande au rayonnement international ses principales spécialités, quoique tous les pays scandinaves diversifient leur économie, ménageant une part grandissante au secteur industriel à mesure qu'ils se développent. Le secteur textile, l'industrie agroalimentaire (en particulier la brasserie), la métallurgie et les industries d'équipement sont les rampes de lancement classiques de la croissance. Une bonne esthétique industrielle,

liée au système d'instruction et de formation, contribue à cette évolution de l'industrie dans des secteurs tels que la menuiserie, le verre, la céramique, le textile. L'agroalimentaire et la brasserie se développent à la faveur de la production agricole locale. Comme ailleurs, les industries d'équipement se multiplient, jetant rapidement de solides passerelles vers le secteur primaire, ainsi doté de biens de production comme les équipements agricoles et laitiers, la machinerie et les outils pour l'exploitation forestière, agroalimentaire et d'autres secteurs.

D'importantes disparités peuvent s'observer dans le développement des régions de l'empire d'Autriche (et d'Autriche-Hongrie). La partie occidentale, « les pays tchèques », est la plus en pointe, affichant à partir de 1860 une croissance légèrement supérieure à celle du Royaume-Uni, quoique partant d'un seuil bien plus bas — aussi la richesse par habitant et le niveau de vie se maintiennent bien en deçà des niveaux de l'Europe occidentale. L'agriculture y occupe encore une place prédominante et reste la principale source d'exportation, quoique l'Empire ait reçu le qualificatif d'« État agricole industrialisé ». Des transformations structurelles sont en cours, patentes à partir de 1860. Comme ailleurs, l'industrie textile (laine, lin, puis coton) ouvre la voie à l'industrialisation, qui se développe sur la base d'un artisanat rural plus ancien, et l'on voit également l'émergence de zones d'industrie lourde reposant sur l'exploitation du charbon et des gisements de minerai. Dès les années 1880, les pays tchèques peuvent se targuer d'être entrés dans l'ère de la «révolution industrielle des usines ».

L'Empire introduit une certaine cohérence institutionnelle dans cette grande diversité, à la fois sur les plans industriel, commercial, financier et politique. Le libéralisme économique qui prévalait dans les années 1860 (tout comme en Europe occidentale) évolue à partir de 1873 vers une politique plus restrictive et protectionniste, en partie en réaction aux exportations de céréales bon marché d'outre-Atlantique, et en partie pour encourager les secteurs industriels naissants. Les initiatives centralisées émanant de Vienne contribuent à l'essor d'un système bancaire moderne (sur les modèles français et allemand), tandis que les chemins de fer bénéficient de subventions de l'État et de capitaux affectés aux transports et aux services publics. Une «révolution par le haut» est ainsi mise en branle, dans laquelle l'Allemagne et la France vont engager des intérêts financiers et industriels croissants. L'Empire offre également des débouchés privilégiés à la production industrielle des pays tchèques et à la production agricole hongroise.

La Hongrie suit un cheminement similaire et, en 1914, elle offre, selon I. Berend, un exemple «de demi-succès d'industrialisation dans une région périphérique». Les apports de capitaux en provenance de France, d'Allemagne et d'Autriche sous forme de bons du Trésor et d'obligations émises par l'État et les communes servent à la création d'infrastructures de trans-

port modernes, de chemins de fer (22 000 kilomètres achevés en 1913) et de navigation fluviale. La production agricole et les exportations, de plus en plus souvent transformées, notamment sous forme de farine de blé, de maïs ou de sucre, insufflent un fort dynamisme à l'économie, en particulier après l'abolition du servage en 1848. Dans le cas hongrois, la clé du succès agricole réside dans des innovations techniques d'origine endogène, qui font naître le moulin à cylindres (par opposition aux méthodes de mouture traditionnelles), lequel s'impose en Europe, assurant la primauté technique de la Hongrie en matière de meunerie. C'est l'usine d'équipement Ganz, de Budapest, qui est à l'origine de cette invention et devient l'une des usines d'équipements électriques les plus prospères d'Europe centrale et orientale, fabriquant des gammes entières de machineries (depuis les centrales et tramways électriques de ville jusqu'aux dynamos). La maison Ganz de même que la société des chemins de fer de l'État hongrois sont alors aux avant-postes du développement technique, quoiqu'elles n'aient qu'un effet d'entraînement réduit durant cette période.

À l'instar de Vienne, avec qui elle partage à partir de 1867 le titre de capitale politique et administrative de l'Empire, Budapest attire des investissements d'urbanisation massifs: les deux villes affirment leur rayonnement social et culturel, non sans retombées économiques significatives pour l'Empire unifié, qui entre alors dans ce qui sera sa dernière période de splendeur.

Au XIX^e siècle, les économies «méditerranéennes» de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce accusent un retard de développement comparable, voire supérieur, à celui des autres régions européennes en marge des grands pôles d'industrialisation de l'Occident. Dans tous les pays méditerranéens, de même qu'en Europe orientale et centrale, le revenu par habitant se trouve en perte de vitesse par rapport à celui des pays occidentaux, même s'il connaît une légère hausse en valeur absolue. Le principal retournement de tendance, qui ouvre la voie à une rapide industrialisation, ne devra intervenir qu'au terme de la Seconde Guerre mondiale. Il se profile ainsi un modèle de développement «à la latine», plongeant ses racines dans le climat, la situation géographique, la culture et les traditions institutionnelles, qui retarde le processus de modernisation et maintient la région relativement à la traîne. Dans la seconde moitié du siècle, le revenu moyen par habitant en Italie et en Espagne avoisine la moitié de celui du Royaume-Uni et de la France, et au Portugal il est encore diminué de moitié. À partir de 1860, la modernisation de l'Italie s'amorce à un rythme bien plus soutenu que celle des autres pays méditerranéens où, en comparaison, le taux d'urbanisation reste faible. Peu d'excédents agricoles sont dégagés dans la plupart de ces régions (à l'exception des régions vinicoles), du fait de la faible productivité du secteur, fort peu en prise sur les débouchés offerts par les villes et l'exportation, et réfractaire aux mesures d'incitation commerciales. En Espagne, au siècle suivant, les transformations du mode de concession des terres — par le biais de nombreuses expropriations de domaines inaliénables — ouvrent la voie au développement de l'agriculture. Les deux tiers de la population active sont encore des travailleurs agricoles pendant la période 1900–1913.

Si le sud de l'Italie connaît une évolution semblable, au nord, dans les plaines du Pô et du fleuve Ticino ainsi qu'en Vénétie, l'agriculture est très productive, tournée vers le commerce et bénéficiant de longue date d'investissements en matière d'irrigation, de canaux et réseaux fluviaux. L'Italie possède également une longue tradition d'industrie urbaine et de proto-industrie remontant au XIIIe siècle et jouissant d'importants débouchés à l'étranger, de cultures urbaines avancées et de richesses accumulées. Le textile y est le fer de lance du développement industriel, comme en Espagne et dans d'autres régions d'Europe, mais c'est la soie qui prime et non plus, comme ailleurs, la laine, le lin ou le coton, l'Italie occupant ainsi la première place, en Europe, dans la production de soie. D'imposantes filatures de soie mécanisées avaient été établies en Lombardie à la fin du XVIIe siècle, précédant de beaucoup celles de coton installées en Grande-Bretagne. Ce n'est en effet qu'au début du XVIIIe siècle que Thomas Lombe reprend cette invention pour l'introduire à Derby, en Angleterre. Au XIX^e siècle, en Italie, la production du fil de soie connaît une croissance plus rapide que le nombre de fabriques achevées capables de l'absorber et elle s'oriente donc vers les manufactures de tissus de soie de France et d'ailleurs, ainsi que vers d'autres branches d'une industrie textile modernisée, spécialisée dans le coton et la laine.

Une tradition métallurgique solide et prospère prend également pied dans les régions montagneuses du nord de l'Italie, reproduisant à bien des égards les étapes du développement industriel de la Suisse, caractérisée par une tradition proto-industrielle bien ancrée dans les secteurs du textile et de la manufacture de petites pièces de métal telles celles pour l'horlogerie. L'exploitation des gisements de minerai de l'île d'Elbe entreprise au cours du siècle permet d'ajouter à l'industrialisation italienne un volet industrie lourde, que favorisera tardivement le développement de l'énergie hydroélectrique, transformant le handicap naturel de ces régions montagneuses reculées en atout, tout comme en Suisse. L'Espagne dispose elle aussi de ressources minières abondantes et diversifiées (fer, cuivre, sulfure de cuivre, plomb, zinc et mercure) et, mis à part le mercure d'Almadén situé bien à l'intérieur du pays, la plupart des mines se trouvent à proximité de la côte et constituent de ce fait le gros d'exportations croissantes, gérées principalement par des entreprises étrangères. À la différence de l'Italie, toutefois, l'Espagne ne met en place aucune industrie métallurgique moderne de quelque importance. La fabrication de petits objets de métal, comme à Toledo, s'ancre

dans une tradition artisanale bien plus ancienne. Le textile (laine et coton) est le secteur industriel de pointe de l'Espagne du XIX^e siècle.

Les ressources industrielles de l'Italie, tout comme son agriculture modernisée, sont principalement concentrées dans quelques provinces du Nord. Le développement économique de ces régions les plus avancées, quoique empruntant des voies différentes, suit une évolution plus proche de celle de l'Europe occidentale, mais, à l'échelle nationale, leurs performances sont plombées par les provinces du Sud, essentiellement sous-développées et sous-industrialisées. Dans le nord de l'Italie, les «effets d'entraînement », qui se traduisent par l'appropriation des techniques ferroviaires et le développement d'entreprises d'équipement, conjugués à la production de textiles, à la transformation agroalimentaire, aux industries urbaines et autres, étayent la dynamique de modernisation régionale dans une bien plus large mesure qu'en Espagne et au Portugal. Malgré tout, dans les premiers temps, l'essor de la plupart des techniques modernes reste tributaire des importations.

D'autres facettes du développement italien et espagnol permettent d'établir des parallèles supplémentaires entre les processus de modernisation de ces deux pays, qui font ressortir des dissemblances de rythme et d'ampleur analogues. Dans l'un et l'autre pays, les initiatives des pouvoirs publics sont déterminantes en matière d'apport de capital et de développement des chemins de fer. Le protectionnisme, semble-t-il, encourage la croissance industrielle à la fin du siècle. Les bases d'un système bancaire moderne sont rapidement jetées en Italie après l'unification, en 1870, relevant le flambeau de la glorieuse tradition bancaire du Moyen Âge, où l'Italie avait fait œuvre de pionnier. L'Espagne reste à l'écart de ces évolutions au XIX^e siècle. Les chemins de fer tout comme le système bancaire — qui sont à l'époque les marques d'un système économique modernisé — y sont introduits beaucoup plus tard qu'en Italie, l'économie du pays étant beaucoup moins développée et intégrée. À la différence de ce qui advient en Italie, les obstacles géographiques et l'inertie institutionnelle sont, au Portugal et en Espagne, des entraves au développement.

LES RELATIONS ENTRE LES VILLES ET LES CAMPAGNES

Sidney Pollard

Dès ses débuts, l'histoire nous rapporte l'existence des villes, des communautés bien différentes de celles de la campagne environnante. Le XIX^e siècle est le théâtre de changements majeurs de la vie sociale, comme d'ailleurs dans tant d'autres domaines. On assiste tout d'abord à une nette augmentation de la population urbaine dans le contexte général de la croissance démographique, ainsi qu'à une extension des fonctions assumées par les villes.

Il n'existe pas de définition claire ou communément acceptée de ce que constitue une «ville». Dans certains pays, les statistiques se fondent sur un chiffre arbitraire: la présence d'un minimum de 2 000 ou 5 000 âmes peut ainsi être le critère retenu, bien que ce plancher ait tendance à augmenter avec la croissance de la population urbaine et de sa part du total. Dans d'autres pays, la définition est juridique : les villes sont des lieux dotés d'une charte qui leur confère certains droits et privilèges, notamment bien souvent celui de prélever des taxes. Ailleurs encore, c'est sur le rôle et l'activité économiques que l'on se fonde. La vie rurale est définie exclusivement, ou du moins de manière prédominante, par l'agriculture et des activités de subsistance; les zones où prévalent l'industrie, les services ou les activités gouvernementales seront ici classées en tant que zones urbaines. De manière générale, une ville réunit les caractéristiques suivantes : elle constitue une assez grande concentration de population sur un espace relativement restreint, elle jouit d'une certaine forme d'autonomie et elle réalise des activités pour l'essentiel autres que l'agriculture. Néanmoins, au XIX^e siècle, on voit de plus en plus souvent apparaître des situations intermédiaires, à mesure que des villages et des hameaux en viennent à former des agglomérations sans gouvernement central ou local, cependant que d'autres villes autrefois importantes se vident.

Tout en étant différentes, les zones urbaines et rurales sont aussi liées par une relation de dépendance réciproque, en ce sens qu'elles remplissent chacune des fonctions au profit de l'autre. En effet, dans le prolongement de siècles de tradition, les zones rurales apportent aux villes des aliments et certaines matières premières destinées à l'industrie (comme le lin, la laine ou le cuir), tandis que les zones urbaines fournissent aux campagnes des produits industriels et certains services. Ces relations sont toutefois devenues plus complexes aux XVII^e et XVIII^e siècles, avant que des changements encore plus importants n'interviennent au XIX^e siècle.

La baisse du poids de la population agricole

À l'image de la distinction entre ville et campagne, la définition de la population agricole n'a rien de clairement tranché. On peut simplement affirmer qu'au début du XIX^e siècle, la majorité de la population de l'Europe, de l'Amérique du Nord et d'autres régions du monde est agraire; en d'autres termes, le travail de nombre de familles rurales est nécessaire pour créer les excédents qui permettront d'approvisionner en nourriture et autres produits agraires indispensables les familles non rurales. Nous inclurons ici dans la

population agricole les individus cultivant des terres arables, mais aussi ceux qui travaillent dans l'élevage, la pêche et la sylviculture. Nous engloberons également dans cet ensemble les propriétaires terriens, qui ne travaillent pas forcément eux-mêmes sur leurs terres, mais qui y vivent et en dépendent pour leur revenu.

À l'époque de la Révolution, 90% au moins de la population de la France, qui est alors l'une des régions les plus développées d'Europe, dépendent en ce sens de l'agriculture. Cet indice est le même aux États-Unis et plus élevé encore dans l'est de l'Europe. Cependant, au milieu du XIXº siècle, il a fortement chuté et continue sur cette pente pour atteindre environ 50% en France en 1913. Les personnes directement employées dans l'agriculture représentent 70% de la population européenne en 1800 et 57% (Russie exceptée) en 1860. En 1895, la population agricole de l'Allemagne a chuté à 35,5% de la population totale; au tournant du siècle, ce chiffre est un peu supérieur à 50% en Autriche-Hongrie et à peine inférieur dans les pays scandinaves. En Russie et dans les Balkans, il reste proche de 90%. Seules la Belgique, où la population non agricole devient majoritaire à partir de 1850, et la Grande-Bretagne, où la main-d'œuvre agricole a chuté à 25% du total dès 1840, sont en avance dans ce domaine.

Étant donné, d'une part, la rapidité de la croissance de la population totale et le déclin relatif de sa composante agricole — qui recouvre bien souvent une croissance extrêmement lente ou une stagnation en termes absolus —, et, d'autre part, l'augmentation naturelle de la population dans les campagnes, presque aussi rapide que dans les villes, les habitants des villages sont pour la plupart condamnés à l'exode. Si certains migrent vers les villes, d'autres émigrent, principalement outre-mer. Par ailleurs, certains anciens villages agricoles se transforment en villes industrielles avec l'introduction d'emplois industriels.

Toute migration, quelle que soit son ampleur, constitue un phénomène d'attraction et de répulsion : les migrants sont tantôt attirés par une nouvelle région, tantôt poussés à quitter leur lieu d'origine parce que la vie y est devenue impossible. Ces deux aspects sont présents au XIXº siècle. Parmi les facteurs déterminants, on retrouve partout ou presque la faiblesse des revenus agricoles par rapport aux autres activités, la dureté des conditions de travail et d'autres points qui font paraître la vie urbaine plus agréable, même si les migrants ne tiennent pas toujours pleinement compte des coûts plus élevés et de la terrible insalubrité des villes. L'augmentation de la population dans les villages, où le nombre de terres est limité et où il n'existe aucune possibilité d'emploi pour ceux qui n'en possèdent pas, signifie qu'un grand nombre d'individus ne quittent pas la campagne pour trouver un meilleur travail, mais simplement pour en trouver un.

Productivité et spécialisation de l'agriculture

Lorsque la proportion de la main-d'œuvre agricole diminue alors qu'augmentent la consommation et la demande de matières premières agricoles, il se produit au moins l'un des deux phénomènes suivants: la productivité augmente et/ou ce sont les importations qui sont à la hausse. Durant la période qui nous intéresse, tous deux interviennent dans une large mesure. L'expansion du commerce outre-mer, qui apporte denrées alimentaires et matières premières aux régions européennes industrialisées, sera abordée dans une autre partie de ce volume; nous allons donc nous intéresser ici à la hausse de la productivité agricole.

En Europe, peu de terres restent disponibles. En Grande-Bretagne, les dernières enclosures, couplées à la rotation des cultures qui met un terme à la jachère, commencent au milieu du XVIII^e siècle et prennent fin moins d'un siècle plus tard. Après cela, il ne reste plus que peu de terres qui ne soient pas exploitées; au contraire, les céréales bon marché venues d'outre-mer qui inondent l'Europe dans le dernier tiers du XIX^e siècle amènent les agriculteurs à faire de leurs terres cultivables des prairies pour l'élevage qui, bien que rentable, réduit le nombre de personnes pouvant être nourries par hectare. Constitution de bocages et phénomènes de remembrement caractérisent également la France et l'Allemagne. En Scandinavie et en Russie, de nombreuses terres demeurent disponibles. On assiste à une expansion des régions cultivées dans les Balkans, et de vastes terres fertiles sont gagnées grâce à la domestication de l'embouchure du Danube. Le drainage et l'irrigation permettent d'accroître l'étendue des terres agricoles disponibles, respectivement en Italie et sur la péninsule Ibérique. La suppression de l'année de jachère permet également, parfois, de réaliser des gains. En Prusse, à l'est de l'Elbe, les terres en jachère passent notamment de 2,8 millions d'hectares en 1800 à 1,1 million en 1907, tandis que la superficie occupée par les cultures vivrières grimpe de 4,6 à 10,1 millions d'hectares, en partie aux dépens des prairies.

Néanmoins, le nombre d'hectares pouvant encore être gagnés est tout sauf extensible, et la croissance démographique est bientôt plus rapide que celle de la superficie disponible. En revanche, il existe dans le continent américain, en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans d'autres régions d'outre-mer des «réserves» considérables de terres qui permettent, grâce au commerce international, de prévenir une famine malthusienne résultant d'une croissance démographique en Europe sans précédent.

Parallèlement, des évolutions techniques permettent d'améliorer la production par hectare et par travailleur, ce qui libère de la main-d'œuvre pour des activités non agricoles. S'ils ne sont pas aussi spectaculaires que dans l'industrie, ces changements techniques, au sens large, se réalisent plus rapidement que jamais.

La hausse de la production agricole est en partie due à l'introduction et à l'extension de nouvelles cultures. La pomme de terre devient un aliment bon marché de première importance, et chaque hectare de cette culture permet de nourrir de nombreuses personnes. D'autres racines alimentaires, comme les navets, se répandent également; la betterave à sucre entame sa marche victorieuse à travers les plaines du nord de l'Allemagne à la fin des années 1830, puis aux Pays-Bas et en France à partir de 1850, après avoir échoué dans sa tentative de franchir le blocus continental de Napoléon. Le tabac est cultivé en grande quantité dans plusieurs pays méditerranéens, et la culture du maïs s'étend à la plaine de Hongrie et aux Balkans. La récolte de maïs en Hongrie passe de 9,8 millions de quintaux en 1842 à 48,1 millions en moyenne pour la période 1910–1913. Les variétés de céréales, principales sources alimentaires en Europe, sont systématiquement améliorées, et la culture de variétés nouvelles, comme le millet et le sarrasin, est étendue. L'amélioration des rotations des cultures, qui incluent des légumineuses, contribue également à l'augmentation des rendements.

L'innovation la plus importante pour l'augmentation de la productivité est peut-être l'utilisation d'engrais artificiels. Introduits pour la première fois dans les années 1840 par des chercheurs tels que Liebig en Allemagne, Boussingault en France et Lawes en Grande-Bretagne, ils permettent de faire face aux pénuries de fumier. Certains sont importés, comme le guano péruvien. D'autres sont le produit d'une industrie chimique européenne en plein essor; ainsi se sert-on de la fixation de l'azote de l'air, découverte au début du XX^e siècle, pour créer un engrais. Une estimation des quantités d'engrais minéraux utilisées, exprimée en kilogrammes de substances nutritives végétales pures par hectare pour la période 1910-1913, place les Pays-Bas en première position (164 kg), suivis par la Belgique (69 kg), l'Allemagne (50 kg) et le Royaume-Uni (28 kg). Même la Pologne (17 kg) et l'Italie (14 kg) sont d'importants « consommateurs ».

Par ailleurs, de nouvelles machines permettent d'économiser la maind'œuvre. La Belgique est ainsi équipée de 23 000 batteuses mécaniques en 1910, la France de 234 000 en 1892 et l'Allemagne de 1 436 000 en 1907. En Grande-Bretagne, certains des modèles alors en service coûtent à peine 10 ou 20 livres, et l'on compte 40 000 moissonneuses mécaniques dans les années 1870; l'Allemagne en possède 301 000 en 1907. Aux États-Unis, très en avance dans ce domaine, 73 000 moissonneuses ont été vendues dès 1858 par McCormick, et la production annuelle de moissonneuses s'élève à 250 000 en 1885. La valeur totale de l'équipement agricole américain est multipliée par cinq, passant de 246 millions de dollars en 1860 à 1,2 milliard en 1910. Toutes ces machines sont constamment améliorées, cependant que leur prix ne cesse de diminuer.

La communauté agricole européenne parvient également à favoriser une remarquable augmentation du cheptel. Ainsi, le nombre de têtes de bétail en millions passe de 5 (1840) à 9,2 (1910) en Autriche, de 5,6 à 7,2 en Hongrie, de 11,8 à 14,5 en France, de 0,8 à 2,3 au Danemark, de 7,1 (1850) à 11,7 au Royaume-Uni et de 15 (1860) à 20,2 en Allemagne. Le nombre total de porcs au Danemark, en Allemagne, en France, en Suède et en Irlande passe de 12 millions en 1840 à 32 millions en 1910.

Il existe encore des différences énormes entre les diverses régions européennes. Ainsi, le rendement céréalier, c'est-à-dire le rapport entre les céréales récoltées et les semences, est quatre fois plus élevé en Europe occidentale qu'en Russie, le poids des animaux l'étant deux fois plus et le rendement laitier presque trois fois plus. Les contrôles de qualité, tout particulièrement nombreux au Danemark, sont susceptibles d'augmenter considérablement la valeur des produits. Certaines régions disposent ainsi d'une marge de progression qui leur permettra de rattraper leur retard à condition que soient réunis les capitaux, les connaissances et les compétences nécessaires. Outre-mer, les grandes fermes et les ranches d'Amérique et d'Océanie ont une production à l'hectare moindre, mais en revanche bien supérieure par travailleur.

Il convient d'évoquer ici un autre facteur d'augmentation de la production: la spécialisation, rendue possible par l'amélioration des transports et des communications, permet aux paysans et aux agriculteurs de se lancer dans des productions qui correspondent au mieux au sol et au climat de leur région, ce qui se traduit à la fois par des quantités accrues et une meilleure qualité. Ainsi, la production viticole française se déplace vers le sud, dans des régions plus adaptées, à partir du moment où les transports vers les zones de consommation du nord deviennent plus abordables, les pays méditerranéens intensifient la culture des agrumes et des olives pour l'exportation, et les agriculteurs travaillant non loin des grandes villes industrielles de Grande-Bretagne, des Pays-Bas ou du Danemark se spécialisent dans le maraîchage, les produits laitiers et semblables activités où la proximité du marché est importante, faisant venir les aliments pour les animaux d'outre-mer, où ils sont produits à moindre coût.

Au fil du siècle, les communautés rurales dans leur grande majorité passent d'une agriculture de subsistance à l'approvisionnement des marchés. Elles sont donc désormais dépendantes des fluctuations du marché, en ce qui concerne les intrants comme la production, et doivent faire face à la concurrence d'autres régions situées ou non dans le même pays. Cette nouvelle situation signifie également que les infections animales et les maladies végétales représentent une plus grande menace; parmi ces dernières, la plus catastrophique est le phylloxéra, qui ravage les vignobles français dans les années 1870 et 1880, s'attaquant également à l'Espagne et à l'Italie.

On admet traditionnellement que le changement technique se diffuse beaucoup plus lentement dans les campagnes que dans l'environnement industriel urbain. Deux raisons expliquent cet avis : d'une part, les unités agricoles ont tendance à être plus petites et dotées de moins de capitaux que les unités urbaines ; d'autre part, on pense que les paysans et les agriculteurs sont plus conservateurs (peut-être bien à raison) et qu'ils sont moins bien éduqués et informés que les citadins. Il n'est pas faux de considérer les villages et les hameaux comme des zones culturellement pauvres.

Ainsi les écoles n'y font-elles que tardivement leur apparition, même si tous les pays, les uns après les autres, ont rendu universelle et obligatoire la scolarité élémentaire. Les enseignants sont mal payés et doivent souvent s'occuper de plusieurs classes différentes réunies dans une même salle. De même, beaucoup d'élèves disparaissent au moment des récoltes ou restent bloqués chez eux par la neige. On ne trouve d'écoles secondaires que dans les villes. Aussi, les habitants des campagnes ont un accès limité aux journaux, et les rares hommes de profession qui vivent dans les villages, comme les nobliaux et les pasteurs, ont peu de contacts culturels avec les villageois traditionnels.

D'un point de vue culturel comme politique, les villes exercent donc une forme d'hégémonie sur les campagnes. Exception faite des classes supérieures de propriétaires terriens, les ruraux sont considérés comme des ignorants sachant à peine lire et écrire — même dans les régions où ils ont bénéficié d'une scolarisation —, lents d'esprits et incapables de formuler des idées autres que celles que leur apprennent les citadins. En même temps, la population des villes admire secrètement le caractère bucolique des campagnes, et l'on met de plus en plus en exergue les mœurs rurales, par opposition à la prétendue décadence urbaine. Les paysans sont donc aussi considérés comme des éléments stables, dignes de confiance et dévoués de la société. Valeurs traditionnelles, sens de la réalité, grande piété et attachement à la famille constituent d'autres qualités qui valent aux habitants des campagnes l'estime des citadins. Toutefois, un tel romantisme fait peu de cas de la pauvreté parfois extrême — souvent liée à la surpopulation — des paysans et de leur dépendance oppressante vis-àvis des propriétaires fonciers et d'individus aux mœurs sexuelles plutôt lâches, de leur accès aux soins largement insuffisant, ainsi que de l'avarice et de la sournoiserie dont font souvent preuve les petits propriétaires. Si la paysannerie peut être considérée comme une classe plus satisfaite que son homologue urbaine, elle est probablement aussi plus défavorisée d'un point de vue culturel.

Relations sociales et de propriété dans les campagnes

La spécialisation agricole dépend essentiellement des conditions naturelles (climats et sols notamment), mais aussi de l'éloignement par rapport aux marchés. En outre, la structure des relations de propriété, en partie liées à la topographie, influe sur le type d'agriculture pratiqué.

L'Angleterre et l'Écosse se caractérisent par une classe relativement aisée d'agriculteurs capitalistes qui possèdent ou louent leurs terres. Ces derniers, employant une main-d'œuvre salariée et généralement désireux et en mesure d'utiliser les techniques modernes, notamment les machines agricoles, s'orientent vers le marché, sur lequel ils peuvent obtenir toutes les informations nécessaires. Certains sont suffisamment indépendants pour avoir des rapports sociaux avec leur châtelain. En Amérique du Nord, les agriculteurs emploient beaucoup moins de main-d'œuvre et bien plus de machines; ils dépendent aussi davantage de marchés lointains et sont plus susceptibles de contracter des dettes à l'égard des marchands et des banques.

Dans les régions montagneuses, les conditions topographiques imposent une économie fondée sur l'élevage. Les agriculteurs sont souvent propriétaires de leurs terres, mais, lorsqu'ils les louent, il s'agit généralement de tenures garanties et héréditaires, conséquence de l'abolition du système féodal que l'on rencontrait généralement dans les montagnes. Ces agriculteurs dépendent du marché pour écouler leurs animaux et leurs produits laitiers, mais aussi souvent pour leur propre alimentation. On trouve ce type de relations dans les hautes terres de Grande-Bretagne, dans les régions alpines et en Scandinavie.

De nombreuses régions de plaines de l'Europe occidentale se caractérisent également par une paysannerie libre, notamment en France, aux Pays-Bas et dans l'ouest de l'Allemagne. Cette paysannerie gère en général des fermes familiales, même si les plus grosses exploitations emploient des ouvriers rémunérés, alors que les plus petits propriétaires doivent travailler à temps partiel dans d'autres secteurs ou émigrer temporairement afin d'arrondir leurs revenus. On pratique souvent, dans ces régions, une agriculture mixte en ce sens que la culture de terres arables est associée à l'élevage et que la production sert non seulement à approvisionner le marché, mais aussi à assurer la subsistance de l'agriculteur et de sa famille. Nombre de paysans sont propriétaires des terres qu'ils travaillent; d'autres, notamment aux Pays-Bas et dans les régions voisines, bénéficient de la sécurité de la tenure. Si ces villageois ont acquis leur liberté à différents moments du passé, celle-ci n'est plus remise en question nulle part au XIXe siècle.

On trouve également des régions de paysannerie libre, mais sans sécurité de la tenure. Ici, les agriculteurs ne sont pas seulement confrontés à une tenure moins favorable, ils sont aussi généralement plus pauvres. C'est le cas en Irlande jusqu'à la fin du siècle environ, et dans les métayages

du sud de la France et de l'Italie, tout particulièrement dans les régions viticoles et fruitières.

Au début du siècle, on compte encore un grand nombre de paysans non libres. Les conditions de leur servitude diffèrent, de même que les modes d'exploitation de leur travail. Les plus asservis sont ceux qui travaillent dans les domaines privés de Russie, leurs propriétaires ayant même le droit de les vendre avec leurs terres. Il faut attendre l'édit d'émancipation de 1861 pour que les paysans puissent racheter leur liberté par des versements échelonnés sur quarante-neuf ans; ils conservent ce faisant une partie — de taille variable en fonction des différentes régions du pays — des terres qu'ils travaillaient auparavant. Même après cette émancipation, ils demeurent dans toute l'Europe les paysans les plus pauvres, les plus retardés et les plus accablés par les rentes et les impôts.

En Prusse, à l'est de l'Elbe, le processus d'émancipation amorcé par les lois de 1807 et 1811 n'est pas mené à son terme avant la révolution de 1848. Dans l'Empire autrichien, des lois d'émancipation sont votées l'année même où ont lieu les premiers assouplissements des conditions du servage, aboutissant à l'édit de 1789. Dans les Balkans, progressivement libérés de la tutelle turque, l'évolution vers l'émancipation des paysans s'étale sur la majeure partie du siècle.

Dans les anciennes régions de servage, comme la Russie et l'Allemagne de l'est de l'Elbe, une grande partie des terres reste généralement entre les mains des propriétaires fonciers sous la forme de vastes domaines. Ces domaines sont travaillés par des ouvriers «libres», employés selon différents modes souvent dérivés de la structure agraire traditionnelle. Dans les domaines de l'est de l'Allemagne, qui devient pour ainsi dire une région de monoculture de seigle ou d'autres céréales destinées à l'exportation vers l'ouest, on distingue par exemple quatre grandes catégories, chacune ayant ses propres sous-catégories: commis de ferme; ouvriers sous contrat; petits propriétaires dépendants apportant leurs services dans les domaines ou les grandes exploitations agricoles; ouvriers salariés et travailleurs migrants sans contrat.

Il existe aussi de vastes domaines sous forme de latifundia dans le sud de l'Italie et de l'Espagne. De pauvres ouvriers salariés et dépendants y travaillent, ces terres étant souvent exploitées d'une manière peu efficace et peu avancée d'un point de vue technique.

L'exploitation du bois en Scandinavie, en Russie, dans les Alpes et les Carpates donne lieu à d'autres formes de travail et de propriété. L'activité de pêche s'organise fréquemment selon des coopératives de propriétaires et d'équipages, mais on trouve également des relations plus proches du capitalisme.

Les politiques agricoles

Du fait du poids économique et social de l'agriculture, les politiques touchant au secteur agraire occupent souvent une place importante dans la vie politique européenne. Dans de nombreux pays, le pouvoir politique et social des classes foncières, héritage de leur ancienne domination économique, se trouve de plus en plus menacé, l'importance économique croissante de l'industrie, des transports et des services ayant tendance à déplacer les pôles d'influence politique vers ces secteurs non agraires. La perte d'influence est toutefois minime: en 1913, le pouvoir de l'aristocratie sur les campagnes domine encore presque toute l'Europe, Grande-Bretagne comprise, même si pour cela il lui a fallu se battre.

L'une des questions clés concerne la protection de l'agriculture par l'intermédiaire de tarifs, de restrictions à l'importation ou de subventions visant à servir les différents intérêts agricoles, les agriculteurs et les paysans, mais avant tout les propriétaires fonciers. Après une brève période libérale (1860-1880), la majeure partie de l'Europe, exception faite de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, retourne au protectionnisme, établissant une subtile distinction entre protection de l'industrie et protection de l'agriculture. Dans le premier cas, on fait en règle générale prévaloir l'argument de l'«industrie naissante»: l'industrie doit être protégée dès les premières étapes de sa croissance, celles où elle est le plus faible, jusqu'à ce qu'elle soit suffisamment solide pour affronter la concurrence étrangère; en d'autres termes, cette protection a pour but de favoriser l'expansion de l'industrie. En revanche, la protection de l'agriculture est généralement défensive, car elle vise à maintenir des positions déjà établies contre les importations d'outre-mer, autrement dit à prévenir un éventuel déclin. Par ailleurs, aux États-Unis et au Canada, qui sont alors d'importants exportateurs agricoles, c'est le groupe de pression industriel qui exige le protectionnisme le plus strict.

La libération des serfs et les dédommagements devant être versés aux propriétaires pour la perte de cette main-d'œuvre servile et bon marché constituent un autre sujet brûlant de l'actualité politique. Même si, comme nous l'avons vu, les processus d'émancipation ont tendance à intervenir durant les périodes d'affaiblissement des classes dirigeantes, soit au moment de la révolution de 1848, soit après une guerre perdue (1807 en Prusse, 1861 en Russie), ils se révèlent souvent plutôt avantageux pour ces dernières.

Dans certains pays, comme en Irlande, la sécurité des tenures agricoles est au centre des débats, dans d'autres, c'est la distribution des parcelles qui occupe cette place, tandis qu'ailleurs encore il s'agit du logement rural. Parmi les autres problèmes majeurs, on peut citer le poids des dîmes payées à l'Église, la répartition des impôts et le niveau des rentes.

L'urbanisation

Dans la mesure où l'industrie et les services, administration comprise, se concentrent en règle générale surtout dans les villes, le poids économique grandissant de ces secteurs ne peut qu'être synonyme de croissance urbaine. Néanmoins, on assiste au XIX^e siècle à une tendance marquée à l'urbanisation, même dans des régions et des pays au développement industriel faible ou inexistant.

On estime que la population urbaine en Europe représente, en 1800, de 9 à 11 % du total, la ville étant définie par un plancher de 5 000 âmes; pour un seuil de 2 000 habitants, ce pourcentage s'élève à 13-16%. En 1910, cette population a été multipliée par six et atteint environ 50% du total, qui s'est lui aussi accru. En France, où la croissance démographique est lente dans l'ensemble, la population urbaine passe de 4,2 millions d'habitants en 1811 à 13,8 millions en 1911; en Suède, elle passe de 200 000 en 1800 à 1 300 000 en 1920, cependant que les trois plus grandes villes néerlandaises, Amsterdam, Rotterdam et La Haye, voient leur population croître de 302 000 habitants en 1795 à 1 035 000 en 1899. L'Italie du Nord, qui compte une seule ville de plus de 200 000 habitants en 1840, en dénombre quatre en 1901; le nombre de villes de 20 000 à 200 000 habitants passe de 23 à 66 au cours de cette même période. En Allemagne, l'urbanisation, tout comme l'industrie, connaît son plus formidable essor après l'unification. Alors qu'on n'y trouve que 8 villes de plus de 100 000 habitants en 1871, on en compte 48 en 1910: Gelsenkirchen, dans la Ruhr, voit sa population multipliée par dix en l'espace de quarante ans.

Outre-mer, la tendance à l'urbanisation est peut-être plus prononcée encore : alors que les États-Unis et les pays de colonisation européenne n'abritent en 1800 aucune ville de 100 000 habitants et qu'un dixième tout au plus de leur population est urbanisé, on y trouve en 1913 plusieurs villes de plus de 1 million d'habitants et un degré d'urbanisation aussi fort qu'en Europe.

Cette tendance générale peut être rapprochée de la croissance démographique que connaît, à des rythmes certes différents, l'ensemble de l'Europe. Lorsque, comme dans de nombreuses régions d'Europe centrale, les terres sont détenues par des paysans peu enclins à les céder et qu'elles sont relativement rares, la croissance démographique pousse des individus de toutes catégories d'âge à quitter les villages. Parmi ceux qui gagnent les villes les plus proches, certains découvrent, comme en Bavière ou en Suisse, qu'il n'est pas non plus facile de s'y installer et que cela signifie parfois qu'il faut renoncer à la plénitude de ses droits, notamment civils. En Russie, même après l'émancipation, des restrictions juridiques et fiscales limitent le nombre de personnes qui peuvent migrer des villages vers les villes.

En Grande-Bretagne, à l'époque des *Acts of settlement*, certaines localités rechignent à autoriser ceux qui n'ont pas de propriété à vivre suffisamment longtemps à un même endroit pour avoir droit au secours local prévu par les lois des pauvres en cas de besoin. En revanche, dans les cités où les possibilités d'emploi industriel ou commercial se multiplient, les employeurs, qui contrôlent généralement les gouvernements des villes, ne sont que trop contents d'accueillir de nouveaux venus à la recherche de travail. C'est ainsi que les migrations résolvent l'équation faisant intervenir la hausse de la population d'une part et l'augmentation du nombre d'emplois essentiellement urbains de l'autre.

Divers types de villes voient leur population, leur économie et leur culture prendre un grand essor durant cette période. Ce sont toutefois les villes industrielles qui connaissent la croissance la plus rapide et la plus remarquable. Nombre d'entre elles se sont développées à partir de villages ou de petites villes qui ne sont pas constituées en corporations et dont le statut, ne bénéficiant de la protection d'aucune guilde ou d'autres restrictions, pourrait lui-même avoir été un facteur d'implantation des fabricants. Il faut garder à l'esprit qu'au cours de la période précédant l'industrialisation et aux débuts de celle-ci, une grande partie de l'emploi manufacturier est de type domestique ou proto-industriel dans les foyers des villages. Ce travail peut se faire dans le cadre d'une collaboration avec un atelier central situé en ville, parfois mécanisé, qui se charge du travail de finissage, par exemple de la teinture ou de l'impression du calicot. Intégrer les zones semi-industrielles alentours contribue à placer les nouvelles villes industrielles parmi celles qui connaissent la croissance la plus rapide.

Outre le fréquent maintien de restrictions à l'implantation et à la production incontrôlée, les villes anciennes se caractérisent par des loyers et des salaires plus élevés, l'utilisation de l'énergie hydraulique pouvant également être plus coûteuse ou limitée dans la mesure où tous les meilleurs emplacements sont occupés par des moulins, entre autres à grains. À l'inverse, les villages et les terrains nus offrent une main-d'œuvre et des loyers peu coûteux, l'emplacement pouvant être choisi en fonction des ressources en eau ou en charbon. Une fois qu'un certain nombre d'entreprises appartenant à une même branche, comme le textile ou la métallurgie, se sont implantées sur un site, d'autres sont attirées par la présence d'une main-d'œuvre qualifiée. la bonne circulation des informations ou encore la disponibilité des matières premières. Bientôt, des infrastructures sont mises en place, notamment des routes, des canaux, des systèmes d'approvisionnement en eau, des écoles ou des postes de police, favorisant à leur tour une concentration accrue. Cependant, c'est précisément dans de telles villes que la surpopulation est la plus terrible, les constructions ne pouvant suivre le rythme d'augmentation des besoins; les conditions d'hygiène y sont plus abominables que partout

ailleurs, tandis que les services fournis par les autorités locales, lorsqu'ils existent, sont des plus insuffisants. Ce sont les récits venus de tels endroits, dans le Lancashire et le Yorkshire, dans la haute vallée de la Loire, en Alsace et dans le pays Wallon, dans la Ruhr et en Bohême-Moravie ou, un peu plus tard, dans la ceinture du charbon et du fer ukrainienne, qui nous ont apporté les horribles histoires de la période de l'industrialisation.

Les villes minières, qui surgissent autour des gisements de charbon et de minerais, représentent un type urbain semblable. Nombre d'entre elles sont situées dans des régions isolées, sont dépourvues d'institutions civiques et dépendent, pour leur main-d'œuvre, de la venue de migrants attirés par la perspective de salaires plus élevés. Les infrastructures ont tendance à être encore plus inadaptées dans la mesure où la plupart du temps, il n'existe aucun moyen de faire pression sur l'employeur ou le groupe d'employeurs étroitement liés, qui ont généralement une mainmise totale sur l'organisation civile et la vie sociale locales, comme sur le travail des mineurs et de leur famille.

Les capitales, nationales comme provinciales, s'étendent elles aussi. C'est là, d'une part, le résultat de l'augmentation du nombre de gouvernants et de gouvernés; d'autre part, cette évolution est le reflet d'une croissance économique qui entraîne une hausse des dépenses de luxe des riches et voit ainsi apparaître de nouveaux produits et des importations exotiques. En règle générale, les classes dirigeantes sont au moins présentes dans les capitales durant la «saison», l'amélioration des moyens des transports leur permettant de faire plus facilement l'aller-retour depuis leurs domaines ruraux. Elles attirent de talentueux artisans et des serviteurs qui vont s'attacher à satisfaire leurs besoins. Le développement du marché du luxe dans les capitales peut également être attribué à la présence de tribunaux, d'universités, de marchés boursiers, de théâtres ou encore d'officiers de garnison. Certaines capitales, comme Athènes ou Naples, atteignent des tailles considérables sans pour autant s'industrialiser.

Voilà pour ce qui est du phénomène d'attraction. Mais il existe également un phénomène de répulsion, notamment dans les pays les moins développés en Europe et outre-mer, dont les habitants quittent les campagnes et, lorsqu'ils ne trouvent pas de travail dans l'industrie, rejoignent les grandes capitales ou émigrent. Avant comme après l'industrialisation, beaucoup d'entre elles se caractérisent par la pauvreté qui règne dans les bidonvilles de leurs faubourgs.

Les ports et les villes commerciales, ports fluviaux compris, sont les seuls à s'être développés considérablement au cours de la phase précédente, que l'on désigne parfois comme l'époque du capitalisme commercial. Qu'ils importent des matières premières pour les industries de transformation et, dans la seconde moitié du siècle, des denrées alimentaires pour la population

de l'arrière-pays, ou qu'ils constituent le point de départ des exportations de minerais et de produits manufacturés dans l'arrière-pays, ces centres urbains voient le développement économique stimuler leur croissance plus fortement encore que celle des autres villes. Une émigration massive entraîne l'expansion des villes portuaires qui gèrent ces échanges, parmi lesquelles Liverpool, Hambourg, Trieste et Gênes.

On trouve également des centres urbains que l'on peut qualifier avant tout de villes ferroviaires, soit parce qu'ils se situent au carrefour de lignes de chemins de fer majeures et de leurs correspondances, comme c'est le cas de Crewe ou, à une autre échelle, de Chicago, soit du fait de l'importance des travaux de construction dans ce domaine. Enfin, certaines villes profitent de l'essor des loisirs pour grandir, attirant des visiteurs désireux de goûter aux eaux thermales, de respirer l'air des montagnes ou de se baigner dans la mer. Les chemins de fer et les bateaux à vapeur rendent ces destinations accessibles à un nombre de plus en plus important de personnes. Certaines de ces stations deviennent des centres de vie mondaine, et les retraités y trouvent des lieux de résidence fort à leur convenance, notamment parce qu'ils y rencontrent d'autres personnes partageant les mêmes intérêts qu'eux. Les possibilités d'emploi dans les hôtels, les pensions de famille et au service des particuliers attirent un grand nombre d'immigrants d'une classe différente cherchant du travail.

Les caractéristiques de la vie urbaine

L'une des principales caractéristiques de la vie urbaine est une relation à la terre moins forte qu'avant, même si beaucoup de cités italiennes, espagnoles, nord-africaines et mexicaines comptent encore de nombreux ouvriers agricoles employés dans des latifundia ou des terres agricoles situées à l'extérieur de la ville. Mais les différences avec la vie des communautés rurales sont loin de s'arrêter là. On met généralement l'accent sur deux aspects des villes: leur contribution à l'industrialisation et à la croissance d'une part, leur caractère parfois parasite de l'autre.

Les villes fournissent le cadre de l'essor intellectuel et culturel d'une nation: c'est là que s'installent les savants, penseurs, inventeurs et grands entrepreneurs, attirés par la présence de confrères ainsi que d'infrastructures telles que les bibliothèques ou les presses d'imprimerie. En ce sens, les villes sont source de création, attirant les têtes pensantes qui fuient le conformisme de la vie rurale et recherchent les *stimuli* de l'animation intellectuelle urbaine. On affirme souvent que c'est la raison pour laquelle les découvertes scientifiques et les innovations techniques ont vu le jour dans des villes, même s'il est important de noter que la révolution industrielle a ses origines dans

les petites villes provinciales et les villages de Grande-Bretagne plutôt que dans ses grandes et riches cités. La Grande-Bretagne, pays pionnier de l'industrialisation, fait d'ailleurs partie des régions les moins urbanisées d'Europe à la fin du XVIII^e siècle. De même, les régions les plus urbanisées du continent à cette époque, en particulier l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne et le Portugal, sont loin d'être à la pointe de l'industrialisation.

Les villes ne présentent pas seulement une forte concentration d'immigrants en provenance de certaines provinces du pays, mais elles en abritent aussi venus de l'étranger. Parallèlement aux artistes, poètes et autres personnes dotées de talents particuliers, comme les ouvriers de la soie de Spitalfields (Londres), ces immigrants donnent naissance à des cultures périphériques qui enrichissent l'ensemble du pays. L'idée communément répandue selon laquelle les villes seraient alors le repaire des criminels n'a pas été vérifiée; néanmoins, il apparaît clairement que c'est seulement dans les grandes villes que l'on rencontre certaines formes de délits et de comportements criminels et antisociaux. Les centres urbains se caractérisent également par la présence de foules suffisamment nombreuses pour organiser des manifestations et des révolutions.

On trouve dans les villes les marchés les plus vastes de produits industriels (de série comme de luxe), ce qui favorise de nouvelles méthodes d'approvisionnement. Même si l'essentiel de la culture et du pouvoir d'achat d'un pays se concentre dans les manoirs et les palais ruraux, les achats, la diffusion des nouvelles modes et des nouvelles tendances, les discussions qui les entourent, les cours et les conférences sont tous l'apanage des centres urbains. Les densités de population permettant de justifier d'un point de vue économique certaines avancées techniques de l'époque — du moins durant la période la plus délicate, c'est-à-dire au début — se trouvent dans les villes : usines à gaz et centrales électriques, téléphones et tramways électriques.

Mais les villes, comme nous l'avons vu, et plus particulièrement les capitales nationales et provinciales attirent parfois des immigrants au-delà de leurs besoins réels. Il arrive aussi qu'elles atteignent des tailles qui ne correspondent pas aux meilleurs intérêts économiques de la partie productive du pays, ou qu'elles attirent des paresseux ou des vauriens dépensant le produit de leurs biens au lieu de rechercher des investissements productifs. Les villes alimentent et renforcent l'idée selon laquelle le statut social dépend de la manière dont on dépense judicieusement plutôt que de la manière dont économise avec prudence. C'est en ce sens qu'elles ont un caractère parasite. De même, lorsqu'un pays est opprimé et exploité par des classes dirigeantes non représentatives, leur gouvernement et leur administration constituent un fardeau, et non un élément essentiel du revenu national, si bien que les villes d'où émane cette autorité sont une autre expression de ce parasitisme.

Pollution, bruit, saleté et maladies sont d'autres aspects de la vie urbaine. Si ces désagréments deviennent banals pour les contemporains, les historiens sont impressionnés par les taux très élevés de mortalité (notamment infantile) dans les villes. La plupart des villes du XIXº siècle, qui connaissent une croissance démographique spectaculaire, enregistrent en fait un recul de population si l'on ne considère que l'équilibre naturel entre les naissances et les décès; leur croissance dépend ainsi essentiellement de l'immigration en provenance des zones rurales, dont la population est plus saine. Elles parasitent donc également en ce sens le reste de la société. Le fait que les villes, en dépit de telles conditions, continuent au XIXº siècle d'attirer des millions d'immigrants témoigne de leur pouvoir d'attraction, ou de l'effet de répulsion de la vie de village.

L'ENVIRONNEMENT DU TRAVAIL

Le travail agricole

L'industrialisation et la modernisation se traduisent, pour la plupart des gens, par une profonde évolution des types et des conditions de travail. Comme nous l'avons déjà mentionné, il se produit dans le domaine de l'emploi un transfert considérable et permanent de l'agriculture à l'industrie et de la campagne aux villes. On observe également d'importants changements au sein de ces deux secteurs.

Dans les campagnes, il subsiste une grande diversité de formes de rémunération de ceux qui réalisent le travail. Au début du XIXe siècle, seule une petite minorité, qui comprend pour l'essentiel les ouvriers travaillant sur les grandes exploitations de Grande-Bretagne et du nord de la France, ainsi que parfois dans les domaines de l'est de l'Allemagne, reçoit simplement un salaire nominal. À la fin de ce même siècle, ce mode de rémunération est devenu courant dans de nombreuses régions, voire dans la plupart.

L'employeur ou le propriétaire utilise différentes méthodes pour inciter l'ouvrier à travailler sans avoir à s'imposer des contraintes de supervision trop lourdes. La pire d'entre elles réside dans la coercition du servage, comme en Russie et en Prusse, où le propriétaire a le droit d'administrer de sévères châtiments tels que le fouet. Si le servage, comme nous l'avons noté plus haut, est aboli dans le courant du siècle, il est remplacé dans une grande partie de la Russie par un système qui rend l'ensemble de la communauté villageoise responsable du versement de taxes et de paiements de rédemption, de sorte que chaque paysan est obligé d'apporter sa contribution sous la pression de tous les autres.

Dans les latifundia, qui occupent jusqu'aux trois quarts des terres du sud de l'Espagne, du sud de l'Italie et du Portugal, la main-d'œuvre est officiellement libre mais travaille dans des conditions proches de la coercition. Plus au nord de l'Italie et dans le sud de la France, le métayage est courant. Le propriétaire apporte la terre et une grande partie du capital, tandis que le paysan apporte le travail; les fruits sont partagés, pas forcément sur une base égalitaire. En comparaison avec les autres moyens employés, il s'agit d'une méthode intelligente pour amener les travailleurs à faire de leur mieux sans trop avoir à les superviser directement, ce qui peut présenter un intérêt certain pour les terres situées dans des régions montagneuses ou lointaines. Cependant, elle a également pour effet d'entretenir un faible niveau d'investissements innovants, d'entraîner de nombreuses tricheries et d'exposer les paysans à des années de vaches maigres en cas de mauvaises récoltes.

Il existe un système plus répandu qui voit l'ouvrier percevoir une parcelle de terre, et parfois même une part de la récolte, en rémunération d'un certain nombre de jours de travail ou de tâches effectuées sur l'exploitation ou le domaine du maître. L'Irlande offre toute une gamme de rémunérations, en nature (notamment sous forme de terres) ou en espèces, et l'ouvrier finance sa parcelle soit par son travail, soit par un loyer en argent. Dans l'est de l'Allemagne, autre région de grands domaines, on trouve souvent une diversité semblable, la rémunération prenant la forme d'un logement, d'une parcelle de terre ou d'une partie de la production. Cependant, la tendance est à un salaire simple (éventuellement avec un logement de fonction), généralement versé à la journée, mais complété à l'époque des moissons ou durant les périodes d'intense activité par un salaire à la tâche pour l'ouvrier et les membres de sa famille. Dans toutes les régions, l'avènement du salaire exclusivement monétaire semble inévitable.

L'industrie domestique

À la fin du XVIII^e siècle, une grande partie de la production manufacturière européenne est le fait de l'industrie dite domestique ou, dans certains cas, de la proto-industrie, déclinées à l'infini en fonction des régions. Ces variations dépendent des traditions locales, des formes de la propriété foncière et de l'année agricole, du type d'industrie et du mode de commercialisation et de vente des biens produits. Aucune généralisation ne peut englober tous ces éléments, même si l'on peut relever quelques traits communs ou du moins répandus.

Comme l'indique le nom de cette industrie, le travail s'effectue à domicile plutôt que dans les locaux de l'employeur. Cela signifie que l'ouvrier ou l'ouvrière jouit d'une certaine liberté quant à ses heures et horaires de travail. Il lui est donc possible de travailler seulement à temps partiel, c'est-à-dire soit une partie de la journée — ce qui lui laisse du temps pour s'occuper, en règle générale, de sa famille, de sa maison ou de sa ferme —, soit à certaines périodes de l'année, lorsqu'il y a peu de travail dans les champs. L'industrie domestique est en fait très répandue dans les zones montagneuses d'élevage, où l'arrivée de l'hiver est synonyme d'un fort ralentissement de l'activité étant donné que les routes sont bloquées et que les bêtes sont à l'étable, mais on la retrouve aussi dans tous les modes d'organisation agraire. Dans certains cas, notamment à la fin du XIX^e siècle lorsque le marché devient encombré et incontrôlable et qu'il faut affronter la concurrence des machines industrielles, les ouvriers sont contraints de passer l'essentiel de leur temps devant le métier à tisser ou l'enclume pour pouvoir joindre les deux bouts. Dans ces conditions, la liberté de choisir ses horaires de travail n'a plus beaucoup d'intérêt.

L'industrie domestique implique presque par définition que peu de machines ou autres équipements coûteux sont requis, tout au plus utilise-t-on un métier à tisser ou une jenny primitive, un petit fourneau ou une enclume. Ce système préserve également le cadre familial traditionnel. Ainsi, tandis que le père s'occupe, par exemple, du métier à tisser, sa femme et ses filles se chargent du filage, et les plus jeunes sont employés à des tâches de préparation du travail. La discipline et l'éducation familiales sont donc préservées. Selon certains historiens, la possibilité de gagner assez rapidement un plein salaire aurait motivé les jeunes gens à se marier plus tôt; de même, le fait que les enfants puissent participer au travail dès un très jeune âge aurait incité les couples à en avoir davantage. On a donc affirmé que l'industrie domestique avait favorisé la rapide croissance démographique, laquelle avait à son tour tiré les salaires vers le bas. Rien ne prouve toutefois clairement que les régions de proto-industrie aient connu une croissance démographique plus élevée ou des salaires plus faibles que les autres.

Ce type d'organisation peut s'adapter à de nombreux secteurs industriels. Il est tout particulièrement répandu dans la fabrication textile, puisque les textiles constituent alors de loin les produits manufacturés les plus importants en termes de consommation. Peu de régions en Europe ne possèdent pas d'industrie domestique du textile, que ce soit pour le lin, la laine ou, plus rarement, le coton et la soie, ainsi que la mercerie, la bonneterie et la dentelle. Certaines régions sont réputées pour la qualité de leur travail, d'autres pour leurs produits bon marché. Les objets en métal, comme les clous, les outils ou les chaînes, forment un autre groupe de produits fabriqués à domicile, tout comme les articles en bois, les chapeaux de paille et les gants. Certaines régions se spécialisent dans des produits composites, comme les montres de Genève et du Jura, les horloges de la Forêt-Noire ou les jouets et instruments de musique de l'Erzgebirge. Il convient de noter que, dans la plupart des cas, quoique pas nécessairement en ce qui concerne les produits composites, les

biens quittant le domicile de l'ouvrier sont finis et se présentent sous une forme normalisée (balles d'étoffes, sacs de clous). Même s'il n'est pas un artisan au sens traditionnel du terme, l'ouvrier réalise son travail avec un certain intérêt et en tire souvent une certaine fierté.

Plusieurs évolutions vont venir modifier cette situation au cours du siècle. À l'origine de ces changements, on trouve souvent la division croissante du travail et le remplacement du travail manuel par des machines pour certaines étapes du processus de production; le travailleur à domicile qui effectue les étapes restantes est de plus en plus souvent un simple pion au sein d'un système qu'il est loin de contrôler.

Il convient de s'intéresser ici aux aspects commerciaux de ce système. Derrière son développement se cachent l'internationalisation des marchés et l'efficacité productive, rendues possibles par la spécialisation. Dans un premier type d'organisation commerciale, le travailleur est responsable de l'achat des matières premières et de la vente du produit fini: le jour du marché, le tisserand de laine ou de laine peignée du West Riding (Yorkshire) prend ainsi la direction de l'une des halles spécialement construites dans les grandes villes comme Halifax, Leeds ou Wakefield, afin d'y vendre la pièce qu'il a confectionnée durant la semaine à l'un des marchands qui s'y trouvent. Plus qu'un simple fabricant, il est donc également un entrepreneur indépendant. Le tisserand de lin de la Westphalie orientale, qui vend sa production sur le marché de Bielefeld, s'organise plus ou moins de la même façon. Les tisserands qui opèrent selon un tel schéma, parfois appelé *Kaufsystem*, jouissent d'un certain prestige au sein de leur communauté.

Le marchand qui achète l'étoffe se charge de la finition et de la vente. Il peut s'appuyer sur sa connaissance des marchés — parfois situés à l'étranger et même outre-mer — pour commander au tisserand des articles fabriqués selon ses propres spécifications. Il peut également fournir les matières premières, auquel cas il ne lui reste plus qu'à rémunérer à l'unité le tisserand ou tout autre ouvrier pour rester propriétaire de ces dernières tout au long du processus de production. Dès lors, le producteur n'est plus un acheteur-vendeur, mais il devient un ouvrier salarié qui a cessé d'être propriétaire des matières sur lesquelles il travaille. Le marchand, lui, est en train de devenir un capitaliste industriel. On parle alors de *Verlagsystem*.

Un autre type de fonctionnement est susceptible d'apparaître lorsque le matériel utilisé par le travailleur devient trop coûteux ou lorsque ce dernier est tout simplement trop pauvre pour pouvoir se permettre une quelconque dépense de cette nature. Le capitaliste peut alors le lui fournir, en contrepartie d'une rente qui sera déduite du salaire hebdomadaire. À ce stade, l'ouvrier n'a pratiquement plus aucune indépendance. Il est important de noter qu'il ne s'agit pas nécessairement d'étapes s'inscrivant dans un processus successif, même si cela peut être le cas pour certaines familles, et que ces situations

peuvent se manifester simultanément. Quoi qu'il en soit, la tendance qui se dégage nettement est celle d'une perte d'indépendance de plus en plus marquée et d'une transition progressive vers un système proche du salariat.

Au vu des limites techniques de l'époque en matière de production, de transports et de communications, le système s'avère très efficace. Il met en relation un fabricant talentueux — ou que l'habitude a rendu tout simplement efficace —, travaillant dans une région spécialisée dans son domaine, avec un cercle de consommateurs disséminés dans le monde entier qui, sans cela, n'auraient aucun moyen d'entrer en contact avec des ouvriers performants ou expérimentés. Les marchands forment une classe d'intermédiaires dotés d'importants capitaux, capables de financer les marchandises en transit et d'organiser le transport efficace de grandes quantités. Parallèlement, il existe un flux d'informations circulant entre le consommateur et le producteur : les marchands sont à l'écoute des marchés, essayant par exemple de savoir quelle sera la prochaine mode, et transmettent les renseignements ainsi récoltés au fabricant resté dans son foyer isolé. Il est important de retenir ici que la proto-industrie, extrêmement concurrentielle à tous les niveaux, encourage fortement le progrès et les innovations techniques et commerciales.

Ce système ne va toutefois pas sans son lot d'inconvénients et de dangers, qui se profilent de plus en plus nettement à mesure que l'on avance dans le siècle. En effet, une famille travaillant dans l'industrie domestique dépend en fin de compte de marchés lointains et du degré de satisfaction de la demande qui en émane. Ainsi, à la différence du boulanger de village ou de l'artisan bénéficiant de la traditionnelle protection d'une guilde, le travailleur à domicile doit faire face aux fluctuations de la demande, dont les sources et l'importance incertaine demeurent hors de sa portée. Périodes de chômage et revenus erratiques sont alors son lot. À l'origine, le travail à domicile n'était souvent qu'une activité secondaire, ou une source de revenu pour quelques membres seulement de la famille. Celle-ci disposait encore d'une parcelle de terre lui permettant de subvenir à ses besoins alimentaires, voire à ceux d'un cheval qu'elle utilisait pour transporter ses produits jusqu'au marché, et d'assurer sa subsistance lorsque l'activité industrielle était au creux de la vague; ses membres trouvaient également du travail dans les fermes voisines. Du fait de la spécialisation accrue, résultat de la division croissante du travail et d'une quête incessante de l'efficacité, les liens agraires se sont fréquemment défaits, tant et si bien que le travailleur à domicile ne peut plus se raccrocher à rien en cas de ralentissement de l'activité. À la fin du XIX^e siècle, son environnement villageois s'est transformé en un espace proto-industriel densément peuplé, où peu de terres restent disponibles pour la culture locale.

Il faut ajouter à cela la menace grandissante que représente la mécanisation. Au début, les inventions de la révolution industrielle sont pourtant plus

profitables que dommageables pour le travailleur à domicile. Les machines de filature, qui comptent parmi les premières assistances mécaniques au travail, font certes concurrence aux fileurs à la main, mais elles réduisent aussi le prix du fil, ce qui fait exploser la vente des textiles et constitue un véritable âge d'or pour les tisserands. De même, la production massive de fer se traduit par des baisses de prix et un élargissement des marchés d'objets en fer tels que les clous; au bout du compte, la hausse des revenus offre de plus en plus de possibilités pour de nombreux travailleurs à domicile.

Tôt ou tard, néanmoins, la machine cesse d'être une alliée pour devenir une ennemie qui prend progressivement le dessus sur le travail manuel à domicile. Au début, les nouvelles machines, comme les métiers mécaniques des années 1800 et 1810, restent primitives et peu efficaces, mais avec le temps, les améliorations qui leur sont apportées sont suffisamment importantes pour qu'elles prennent la place des travailleurs manuels dans la production de biens standard bon marché, puis de biens haut de gamme plus complexes. Dans le secteur des textiles, la mécanisation touche d'abord la filature, puis le tissage et enfin la couture et le métier de tailleur. Les travailleurs manuels de ces secteurs résistent encore pendant longtemps, préférant toucher un maigre salaire dans un domaine qu'ils connaissent plutôt que d'être embauchés dans les usines ou peut-être d'émigrer; ils acceptent de baisser leurs prix, s'exploitent eux-mêmes et exploitent leurs enfants, jusqu'à ce qu'ils ne puissent même plus assurer leur subsistance et soient contraints de renoncer complètement.

Une dernière étape voit ce type d'industrie domestique rejoindre les villes, quittant des campagnes qui avaient toujours constitué le siège principal de la proto-industrie. Le labeur ingrat des ouvriers du vêtement dans l'East End londonien a son équivalent de l'autre côté de la Manche, avec les midinettes de Paris, qui valent à la capitale sa renommée mondiale de centre de la mode et des articles de mode. Vers la fin du XIX^e siècle, paral-lèlement à la couture, la fabrication d'articles en papier, le cartonnage, ainsi que d'autres secteurs semblables où les emplois — souvent pourvus par des femmes ou des immigrants — sont extrêmement mal rémunérés, représentent l'étape ultime de l'exploitation d'un système qui a naguère engendré les techniques les plus avancées, adoptées par les familles de travailleurs les plus respectables.

Les travaux de ce type sont néanmoins devenus relativement rares dans certains pays. À en croire les recensements respectifs des deux pays en 1907, ils n'emploient que 2,9 % de l'ensemble de la main-d'œuvre manufacturière au Royaume-Uni et 4,7 % en Allemagne. En revanche, cette part a été évaluée pour l'année 1896 à 27 % en Belgique et à 25 % en France.

L'artisanat

Au Moyen Âge, l'industrie reposait avant tout sur l'artisanat. Celui-ci se distinguait notamment par un talent reconnu, souvent acquis grâce aux enseignements reçu d'un maître qualifié au cours d'un apprentissage plus ou moins officiel et long de plusieurs années (de cinq à sept ans en règle générale). Ce type de travailleur occupe toujours une place importante, bien que les circonstances aient changé et que certains artisans jouent désormais un rôle différent.

Traditionnellement, l'artisan ouvre son propre atelier, dans lequel il utilise le matériel qu'il a lui-même acheté pour satisfaire, normalement sur commande, une clientèle locale ou régionale représentant un marché stable garanti par le pouvoir exclusif de sa guilde. Certaines de ces formes d'artisanat survivent jusqu'au XIX^e siècle, et quelques-unes même jusqu'à notre époque. En effet, on peut encore observer des travailleurs de ce type dans les établissements des selliers, des cordonniers, des bouchers, des boulangers et des plombiers, ainsi que dans les ateliers plus récents des garagistes, des électriciens et des réparateurs de télévisions.

Les changements économiques de l'époque viennent toutefois modifier la donne pour la plupart des artisans. L'évolution est parfois positive: l'avènement de processus de fabrication à grande échelle pousse certaines catégories d'artisans à quitter leurs propres ateliers pour en rejoindre de plus grands ou rallier les usines; leur liberté individuelle y est certes moindre, mais la paie meilleure et plus régulière. Ainsi, les grandes usines de constructions mécaniques emploient d'anciens mouleurs de fer, fondeurs de laiton, charpentiers, horlogers, etc. à construire ou réparer des machines; souvent, ces artisans conservent leur prestige et, au moins pendant les premières décennies du siècle, une grande liberté quant à leur façon de travailler. De même, les teinturiers, les artisans de l'impression sur calicot, les compositeurs, les relieurs, les imprimeurs, les luthiers ou les ébénistes deviennent salariés de grandes organisations capitalistes sans perdre leur spécialisation ou le niveau correspondant de rémunération. Les ouvriers du bâtiment, maçons, briqueteurs, plâtriers ou encore vitriers, travaillent parfois également pour de grands entrepreneurs selon ce même schéma.

Les nouvelles industries appellent de nouveaux types d'artisanats. Ainsi, dans le domaine des constructions mécaniques, il faut désormais former des ajusteurs, des modeleurs et des chaudronniers, tandis qu'apparaissent de nouveaux spécialistes dans la poterie, la fabrication du papier ou la verrerie. Il existe également des métiers exigeant des compétences, un savoir-faire et un sens des responsabilités pour lesquels semble convenir, plutôt que les traditionnelles années d'apprentissage officiel, une forma-

tion sur le tas de durée variable après laquelle les travailleurs sont prêts à intégrer des postes clés. Parmi les plus importantes de ces fonctions, on peut citer l'abattage du charbon dans les mines, le puddlage et le travail aux fourneaux dans le cadre de l'élaboration du fer et de l'acier, la fusion des métaux de manière générale, la conduite de locomotives et l'entretien des moteurs de bateaux.

La formation connaît elle aussi certaines évolutions. Les maîtres n'ont en effet plus intérêt à contrôler ou limiter le nombre des nouveaux arrivants dans leur branche: au contraire, ils cherchent à en ouvrir l'accès au maximum, afin de pouvoir choisir la meilleure main-d'œuvre possible et tirer les salaires vers le bas jusqu'au niveau des secteurs les moins exclusifs. C'est pour cette raison que ce sont les ouvriers eux-mêmes, soutenus par les syndicats dès leur création, qui prennent la défense de l'apprentissage officiel et refusent de travailler au côté de « clandestins ». Par conséquent, ce ne sont plus les employeurs, mais les artisans dans les ateliers qui prennent en chargent l'enseignement et la formation. À la fin de la période que nous étudions ici, certaines connaissances théoriques ou formelles, comme celles du dessin mécanique, de la mécanique élémentaire, de la chimie ou de l'électricité, se font de plus en plus indispensables; dans de nombreux pays, ce sont les pouvoirs publics qui, dans divers types d'écoles techniques, se chargent de cet enseignement. Au même moment, les très gros employeurs, notamment ceux qui dominent le marché du travail d'une ville ou d'une région particulière, redécouvrent les avantages d'une main-d'œuvre qualifiée. Ils pourvoient donc eux-mêmes à une partie de la formation officielle, dans la mesure toutefois où ils peuvent être sûrs que leurs employés qualifiés ne vont pas les quitter et faire profiter la concurrence de leurs nouvelles compétences.

Le progrès a également des répercussions négatives sur l'artisanat. Beaucoup d'artisanats traditionnels sont soit supplantés par des machines, soit rendus obsolètes par le fait que leurs produits ou services ne sont plus demandés. Nous avons déjà parlé du cas des tisserands, artisans naguère très respectés. D'autres, comme les fabricants de meubles, les tailleurs et les cordonniers, sont soumis à la concurrence toujours plus forte de la machine; exception faite d'une petite minorité spécialisée dans le haut de gamme, ils doivent tantôt livrer un combat de plus en plus inégal aux produits fabriqués à la machine, tantôt se rabaisser à effectuer un travail de routine semi-qualifié, intégré aux nouveaux procédés des usines. D'autres artisans, comme les perruquiers ou les fabricants de bougies, disparaissent complètement.

Les usines et les grandes entreprises

Les grandes entreprises, qui peuvent compter jusqu'à plusieurs centaines d'employés, existaient déjà avant le XIX^e siècle; on pense ici aux chantiers navals royaux, à de nombreuses mines de charbon, à certaines fabriques royales de porcelaines ou d'armes, et même à certaines manufactures textiles. Il s'agit là néanmoins d'exceptions. Au XIX^e siècle, les entreprises deviennent plus courantes et se généralisent même dans certains secteurs. Par ailleurs, alors qu'auparavant les ouvriers travaillaient côte à côte et formaient de grandes équipes, depuis l'arrivée des nouvelles techniques, leur collaboration s'articule plus souvent autour d'une seule unité d'équipement, comme un four à acier et un laminoir, à moins qu'ils ne dépendent d'un groupe de machines actionnées par une force motrice unique imposant son propre rythme. Dans de telles conditions, ils ne sont que des auxiliaires et non plus les maîtres de leurs outils de travail.

L'usine textile est l'exemple typique d'un tel lieu de travail. La filature mécanique du coton à partir des années 1760 est généralement considérée comme la première activité mécanisée, même si la soie était auparavant déjà moulinée ou filée dans de grands établissements. L'«usine» tient souvent lieu de symbole du nouvel âge industriel, alors qu'il existait beaucoup d'autres grandes entreprises. Au-delà des mines et des aciéries déjà évoquées, les chantiers navals, l'exploitation du gaz, les chemins de fer, la construction de grands bâtiments publics et d'autres entreprises emploient de nombreux travailleurs et possèdent d'importants capitaux.

Toutefois, nombre de petites entités se maintiennent. On observe en outre des différences majeures entre les secteurs: si l'on considère l'ensemble des établissements, le nombre moyen d'employés au début du XXe siècle s'élève à 67 aux États-Unis, 64 en Grande-Bretagne, 26 en France et 14 en Allemagne, bien que ces chiffres prennent en compte de nombreuses structures de très petite taille. Si l'on élimine ces dernières pour ne s'intéresser qu'aux établissements de 20 employés ou plus, la moyenne passe en France à 766 salariés dans la sidérurgie, contre seulement 114 dans le secteur des textiles; ces chiffres sont respectivement de 548 et 126 pour les États-Unis, et 378 et 46 pour l'Allemagne.

Les usines et autres grandes organisations posent dès le départ de nouveaux problèmes, pour les ouvriers comme pour les dirigeants, notamment lorsque le savoir-faire et la fierté du travail artisanal perdent leur importance. De nouvelles formes de discipline sont introduites, prévoyant des amendes et d'autres punitions en cas de relâchement, d'absence ou de comportement perturbateur: par exemple, le fait de bavarder ou de chanter, comportement naturel pour les hommes comme pour les femmes dans le cadre du travail à domicile, est désormais réprimé. En revanche, dans les premières usines,

l'absentéisme est fréquent, les ouvriers changent souvent de travail, tandis que nombre d'entre eux disparaissent à l'époque des moissons, regagnant leur village d'origine pour participer à la récolte dans les fermes familiales encore nombreuses.

Par ailleurs, une grande partie des ouvriers des usines sont des femmes et des enfants, qui sont pour ainsi dire sans défense et plus faciles à exploiter. À partir des années 1830, les gouvernements jugent les uns après les autres opportun de protéger les plus vulnérables d'entre eux par des lois qui plafonnent le nombre d'heures de travail, interdisent le travail de nuit et l'emploi de substances dangereuses, imposent des règles de sécurité relatives à l'utilisation des machines, ainsi que des règles d'hygiènes qui rendent obligatoires la construction d'installations sanitaires et la peinture des murs à la chaux. Peu à peu, un système d'inspection et des règles de sécurité minimales sont également mis en place dans le cadre de l'exploitation minière et pour les chantiers en hauteur; en même temps, on instaure des règles de sécurité dans le domaine des chemins de fer et de la navigation, destinées à protéger les passagers comme les employés.

Lorsque apparaissent les usines textiles, les enfants sont encore parfois employés par ou avec leurs parents ou frères et sœurs aînés mais, de plus en plus, les gens sont amenés à travailler dans un environnement complètement étranger à celui de la famille. L'employeur lui-même est de plus en plus distant, et ses relations avec l'ouvrier au sein des grandes structures deviennent tout à fait impersonnelles. Même les compagnons de travail sont des étrangers, et il faut élaborer de nouvelles formes de solidarité et de loyauté. La maison et le travail deviennent deux sphères complètement séparées. Les moralistes déplorent la perte de la discipline familiale et les tentations auxquelles ne peuvent être que confrontés des jeunes gens et des jeunes femmes travaillant ensemble — sans compter les réunions après le travail dans les auberges et les tavernes à bière —, loin du contrôle direct de leurs aînés; et si leurs craintes se sont révélées exagérées, il est incontestable que le nouvel environnement de travail a entraîné des changements de comportement moral public et privé.

Il existe d'importantes différences entre les grandes structures qui voient le jour dans les principales villes et les entreprises que l'on rencontre dans les villages et les campagnes, où elles représentent le plus important, voire le seul employeur industriel. Répandus dans la plupart des pays industrialisés, les «villages-usines» et les villages miniers, c'est-à-dire des groupements soit créés délibérément par des entreprises pour constituer un vivier de main-d'œuvre, soit issus du développement de petites communautés préexistantes, tendent à produire leur propre forme de paternalisme, leur propre forme d'exploitation ou un mélange des deux. Le logement est souvent fourni par l'employeur, au même titre que des institutions telles qu'une église,

une école, un système d'assurance ou de soins médicaux. Dans son propre intérêt, mais aussi par sens des responsabilités sociales, l'employeur se montre parfois plus généreux encore, en accordant par exemple une pension aux veuves d'ouvriers ou, lorsque les cours sont élevés, en revendant à bas prix des céréales achetées en gros. À l'autre extrême, certains employeurs profitent de leur immense pouvoir local pour payer les ouvriers en nature ou les forcer à s'approvisionner au magasin de l'usine, qui affiche des prix exorbitants; d'autres encore se servent du système de logement de fonction, menaçant d'éviction ceux qui tentent de s'insurger contre les niveaux de salaire ou les conditions de travail.

Dans les villes de plus grande taille, les employeurs ont moins la possibilité d'exercer un contrôle social direct sur leurs ouvriers, même si, souvent, leur pouvoir reste indirectement le même à cause de leur mainmise sur les autorités municipales. En outre, le sens des responsabilités sociales est moindre, et aucune aide n'est prévue pour les travailleurs dépendants lorsque le marché de l'emploi se ralentit. Les ouvriers des usines sont licenciés sans grands scrupules en cas d'entorse à la discipline, mais aussi pour réduire les coûts lorsque les commandes s'essoufflent.

La précarité du travail et les longues périodes de chômage, conséquences des récessions récurrentes qui accompagnent l'ère industrielle ou des faillites de certains employeurs, constituent les aspects les plus négatifs de l'organisation moderne du travail. Il est difficile de fournir des chiffres fiables sur le chômage au début du siècle, non seulement à cause de la rareté des sources statistiques mais aussi parce qu'une forte proportion d'employés à temps partiel aurait préféré un travail à plein temps. Il est encore plus difficile d'établir des comparaisons entre les pays. Au cours de la période 1890-1913, pour laquelle il existe des statistiques un peu plus fiables, on peut estimer que le taux de chômage s'établit en moyenne aux alentours de 4 à 5 % en Grande-Bretagne, 7 à 8 % en France, 3 % en Belgique et 2,5 % en Allemagne.

La situation est particulièrement difficile lorsque le ralentissement de l'activité dans un secteur particulier affecte simultanément un grand nombre d'usines dans une même ville, de sorte qu'il est impossible de se rabattre sur une autre source de revenu. Il faut donc réviser les lois des pauvres et prendre de nouvelles dispositions en matière de bienfaisance, afin de faire face à ce type de problèmes dans les communautés industrielles urbaines.

L'industrie des services et les cols blancs

L'innovation et l'expansion industrielles, notamment lorsqu'elles dépendent de marchés distants (nationaux ou même étrangers), requièrent des services plus complexes et plus pointus que des économies dans lesquelles 102 DE 1789 À 1914

l'agriculture de subsistance conserve une place importante et l'artisanat local urbain fournit une grande partie des biens manufacturés. L'expansion des relations commerciales ne suppose pas seulement de nouveaux moyens de transport, donc la construction de nouvelles infrastructures et le recrutement de nouveaux employés, mais également un important travail de bureau: il s'agit d'organiser, de contrôler, d'informer, d'anticiper les nouvelles orientations de la demande, ou encore de garantir un certain niveau de sécurité. Mais la spécialisation ne s'arrête pas là. Les banques et les autres sociétés financières incarnent de plus en plus ce nouveau système, au même titre que les compagnies d'assurances et le recours croissant à des consultations juridiques pour l'établissement des contrats et le règlement des litiges. Le besoin accru d'information est en partie satisfait par la publication de journaux, de cours de Bourse ou encore de gazettes maritimes, qui nécessitent tous l'intervention de rédacteurs, d'éditeurs et d'employés de bureau.

Même au sein des structures industrielles, on a besoin d'employés de bureau, de comptables, de contremaîtres et de dirigeants, parfois également de dessinateurs techniques, de stylistes ou de traducteurs. Ainsi, ceux que l'on appelle les cols blancs ne sont bientôt plus seulement indissociables des activités de services mais aussi de l'industrie productive.

Cette demande accrue de divers types d'employés de bureau qualifiés intervient à une époque où l'alphabétisation est loin d'être acquise au sein des classes les plus pauvres. Avec la diffusion de l'éducation primaire — conséquence, notamment, de l'augmentation du nombre de professions pour lesquelles il faut savoir lire et écrire —, les privilèges relatifs des employés de bureau, des rédacteurs et des caissiers bénéficiant d'une meilleure paie, mensuelle plutôt qu'hebdomadaire, d'un emploi plus stable et, parfois, du versement d'une pension vieillesse, sont certes atténués, mais loin de disparaître.

Au sein des grandes entreprises elles-mêmes, une nouvelle classe vient ainsi progressivement combler le fossé social existant entre l'employeur capitaliste — qui a désormais délaissé l'établi — et l'ouvrier salarié. Ses membres, parfois associés aux «nouvelles classes moyennes», ont certes des points communs avec leurs supérieurs comme avec leurs subordonnés, mais ils ont surtout leurs propres intérêts. Ayant souvent une plus grande valeur aux yeux de l'employeur du fait de leur connaissance toute particulière de l'entreprise, de sa structure interne et de ses relations externes, ils sont aussi plus difficiles à remplacer. Par conséquent, ils se considèrent généralement comme des membres de l'équipe dirigeante, avec laquelle ils partagent un sentiment de responsabilité. À la différence des travailleurs manuels, ils se défient donc pour la plupart des organisations chargées de les représenter devant leurs employeurs en tant que groupe et font preuve

de peu d'attachement vis-à-vis de leur « classe », souhaitant en général être traités en tant qu'individus.

Les exigences techniques se faisant plus grandes dans de nombreux secteurs économiques, diverses catégories de cols blancs acquièrent des connaissances et des savoir-faire proches de ceux qu'exigent les professions déjà existantes, dans les domaines juridique, religieux et médical. La création de nouvelles professions, reconnues comme telles sur cette base, représente dans la plupart des pays un processus de longue haleine qui se met en place à des rythmes divers en fonction des différents besoins économiques, mais aussi selon les différences de systèmes juridiques et de traditions sociales.

D'un certain point de vue, les compétences techniques et la fiabilité semblent constituer ici les aspects les plus importants: les usagers attendent des ingénieurs qu'ils soient capables de bâtir des ponts solides, les clients exigent des comptables qu'ils sachent solder les comptes à partir d'une véritable évaluation de la situation. Mais la preuve de telles compétences dépend de certificats délivrés par des professeurs reconnus, de sociétés professionnelles autonomes ou de procédures d'admission contrôlées par le gouvernement, et aucune de ces méthodes n'est entièrement fiable aux premières heures d'une profession. De même, il est difficile d'imposer des systèmes de formation reconnus. D'un autre côté, on attend aussi de l'employé qu'il fasse preuve d'un certain degré d'éthique, d'un sens du devoir vis-à-vis de la profession et des intérêts du client; en bref, on attend de lui plus que la simple maximisation du profit recherchée par l'industrie.

Si la tendance commence à se dessiner au XVIII^e siècle, c'est le siècle suivant qui constitue la principale période de professionnalisation d'un grand nombre d'activités clés. Certes, les différents pays ne suivent pas les mêmes étapes, mais le fait que l'on retrouve au bout du compte des structures semblables soutient l'idée selon laquelle la société industrielle avait un besoin inhérent de spécialistes de ce type. Ceux-ci forment un autre sous-ensemble des «nouvelles classes moyennes» de l'époque.

LA DYNAMIQUE SOCIALE ET INSTITUTIONNELLE

Les nouvelles élites urbaines et industrielles

Les bouleversements économiques et sociaux caractéristiques de l'époque que nous étudions dans le présent volume se traduisent par une augmentation du poids de la population industrielle et urbaine dans la société. C'est ainsi que ces changements vont contribuer à l'ascension de nouvelles élites.

104 DE 1789 À 1914

Au cours des siècles précédents, et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, on peut dire que, *grosso modo*, l'autorité rurale repose entre les mains de la noblesse et de l'aristocratie terriennes. Les villes sont soit dirigées de la même façon, en tant que simples sous-ensembles de l'administration régionale, soit contrôlées par une élite urbaine traditionnelle, dans le cas de celles qui sont privilégiées et dotées d'une charte. Dans certaines régions européennes, comme dans le nord de l'Italie et en Suisse, ce sont les villes qui contrôlent les campagnes environnantes.

Les élites urbaines traditionnelles sont très variées, tant et si bien qu'il est difficile de généraliser. La plupart se composent de marchands plutôt que d'artisans, qui forment habituellement des coteries dont les membres sont autodésignés ou recrutés et qui se sont depuis longtemps débarrassées des éventuels principes démocratiques inscrits à l'origine dans la charte de la ville. Deux grands changements surviennent au XIXe siècle: d'un côté, les gouvernements des villes se trouvent de plus en plus souvent sous la domination d'une élite d'entrepreneurs commerciaux et d'industriels parvenus rapidement au sommet de la hiérarchie sociale; de l'autre, ces gouvernements deviennent de plus en plus démocratiques. Néanmoins, même lorsque sont admis à voter les membres des classes inférieures, ce sont en règle générale les leaders de l'industrie et du commerce locaux qui, avec les professionnels les plus en vue, sont élus pour gouverner les villes et occuper les principales fonctions judiciaires.

Étendant leur pouvoir au-delà des villes, ces élites commencent aussi à occuper des postes de responsabilité nationale dans les parlements, les ministères, les gouvernements de provinces, etc. Dans l'ensemble, la noblesse terrienne garde le contrôle des principaux bastions du pouvoir, c'est-à-dire non seulement les gouvernements et les cours, mais aussi les plus hauts postes diplomatiques, militaires et administratifs. Il existe donc une continuité considérable. Toutefois, les nouvelles classes, dont la base économique commence à prendre plus d'importance que le secteur agricole, empiètent de plus en plus sur ces positions de pouvoir. On observe en outre de grandes différences entre les pays. Exception faite des États-Unis et des autres colonies de peuplement d'outre-mer, qui n'ont jamais eu d'aristocratie, c'est la bourgeoisie française qui a le plus gagné, avec, parmi les nations plus petites, celle des Pays-Bas et de la Suisse. Derrière ce peloton de tête, c'est au Royaume-Uni, en Allemagne et dans les pays scandinaves que l'ascension de la bourgeoisie est le plus marquée; viennent ensuite l'empire des Habsbourg, l'Italie et l'Espagne, l'Empire russe fermant la marche. Il est clair que le processus de remplacement des classes héréditaires terriennes par de nouvelles classes dirigeantes industrielles et commerciales est étroitement lié au rythme d'industrialisation et de modernisation de chaque pays.

Le prestige social reste cependant lié à la possession de terres et d'anciens titres plutôt qu'aux richesses récemment acquises. Ainsi, après avoir fait fortune, les marchands et les industriels ont tendance, dans la plupart des pays, à vouloir consolider leur statut social par l'acquisition de titres et de terres. Parmi les signes les plus manifestes de ce désir de s'intégrer à l'élite existante au lieu d'en créer une autre, il faut noter que les membres des nouvelles classes dirigeantes choisissent en règle générale d'envoyer leurs fils dans les grandes écoles traditionnelles préparant les garçons à une vie élégante et de gouvernement, comme les *Gymnasien* allemands, les lycées français et les *public schools* britanniques — qui continuent de mettre l'accent sur l'enseignement classique —, plutôt que de construire de nouvelles écoles qui formeraient leurs élèves à des aspects concrets de la vie des affaires. Ce n'est que progressivement que l'école classique évoluera pour se mettre au service des véritables besoins des nouvelles élites.

Les conflits sociaux

Le fait que les classes inférieures ne sont pas toujours satisfaites de la façon dont elles sont gouvernées par les élites n'a rien de surprenant. Les contestations sociales de la paysannerie et du prolétariat urbain et rural sont en fait antérieures à l'industrialisation. Elles prennent le plus souvent la forme d'émeutes de la faim, pas seulement dans les villes et les campagnes dépendant d'importations alimentaires qui, lorsque la famine frappe ou que les récoltes sont mauvaises, deviennent hors de prix, mais aussi dans les régions exportatrices de denrées alimentaires, où la hausse des cours amène les agriculteurs à vendre leur production à l'étranger cependant que les travailleurs locaux meurent de faim. La conscription, l'augmentation des taxes et des loyers, les modifications apportées aux lois des pauvres, les évictions rurales et l'arrivée des machines constituent d'autres motifs de révolte.

Le soulèvement rural le plus soutenu et le plus impressionnant s'inscrit dans le cadre de la Révolution française. S'il faut en grande partie chercher ses origines du côté, entre autres, de problèmes politiques et fiscaux nationaux, des écrits des Lumières et des revendications des classes moyennes, cette révolution naît également d'un mouvement de protestation sociale mené par les paysans et les pauvres des villes. Bien que les situations diffèrent considérablement, ce qui peut paraître normal au vu de la diversité urbaine et rurale de la France, ces protestations ont de nombreux points communs à l'échelle du pays.

Les années de révolution ont été précédées par une lente désagrégation des droits paysans et communaux, à mesure que les propriétaires terriens, petits ou grands, tentaient de mettre à profit les nouvelles possibilités qu'of-

frait le marché pour s'enrichir, en mettant en place des bocages, en cultivant des terres en friche et en exploitant leurs divers privilèges et monopoles locaux. À cela s'ajoutent des problèmes immédiats exprimés dans les cahiers de doléances des provinces en 1789. Les mauvaises récoltes et les pénuries des années 1787–1789 entraînent un doublement des cours du blé dans les principales régions productrices du nord de la France. Les paysans souffrent en tant que producteurs (viticulteurs, producteurs laitiers ou de blé), mais aussi en tant que consommateurs. Dans les villes, la situation des pauvres est moins enviable encore.

Si l'on en croit les livres d'histoire, c'est avant tout le peuple de Paris qui mène la Révolution. Pourtant, dans de nombreuses régions, les villages sont le théâtre de troubles quasi incessants depuis décembre 1788. À partir de 1789, des minoteries, des greniers et des convois de nourriture sont attaqués, tandis que l'on se révolte contre les dîmes et les taxes, ainsi que pour réclamer le droit de chasse. Les châteaux brûlent avec les censiers. Lorsque prennent fin les décennies de bouleversements qui s'ensuivent, ce sont les paysans qui, selon l'avis presque général, ont le plus bénéficié de la Révolution.

Hormis cet exceptionnel enchaînement d'événements, les émeutes et les protestations publiques préindustrielles demeurent dans l'ensemble localisées, sporadiques, et apparaissent quelque peu désorganisées et instables quant à leurs leaders. Même lorsqu'elles gagnent de vastes régions, comme la révolte des ouvriers anglais en 1830, elles manquent d'organisation et de permanence, ne produisant que de faibles résultats, si ce n'est l'habituelle répression menée avec violence par des classes dirigeantes effrayées. Si certaines de ces protestations sont clairement le fait de classes particulières, comme les mouvements consécutifs aux évictions ou à l'introduction des batteuses, d'autres, notamment les émeutes de la faim, enjambent les frontières sociales. Il s'agit de mouvements de foules, souvent menés par des femmes. Néanmoins, bien que les élites locales y voient l'action de masses ignorantes, l'esprit de révolte est bien souvent animé par un concept précis de ce que l'on appelle l'« économie morale » — par exemple la demande de prix « justes » —, que le peuple considère comme violée.

L'économie britannique, relativement avancée, voit ce type de protestations rurales désorganisées s'essouffler après le milieu du XIX^e siècle pour faire place aux syndicats ouvriers. Dans les autres pays, l'évolution est plus tardive. Ainsi, le nord et le centre de l'Italie sont, en 1846 et 1847, le théâtre d'émeutes de la faim qui voient la population attaquer des charretiers et des marchands de céréales, amenant le gouvernement autrichien à interdire les exportations de blé et de maïs, mais aussi à envoyer des troupes croates pour rétablir l'ordre. En 1848, la vague révolutionnaire européenne parvient jusqu'au sud de l'Italie, où les terres communales sont occupées, les forêts

privées incendiées, les animaux volés ou tués, et les registres fiscaux et fonciers détruits. De nombreuses grandes villes de la péninsule connaissent à nouveau des émeutes en 1868.

En Allemagne, autre pays marqué par d'importantes différences régionales, les mouvements de protestation collective tendent à coïncider avec l'agitation qui secoue la France en 1830 et plus particulièrement en 1848. Cependant, la plupart des troubles observés en 1830–1833 et 1846–1847 sont des émeutes de la faim essentiellement urbaines, ce qui n'est pas étonnant: de 1816 à 1847, 55% des troubles se produisent dans les villes qui, à l'époque, abritent 15 % de la population. En Irlande, la « guerre des terres » qui éclate en 1879 est le dernier de ces mouvements de protestation largement désorganisés dans l'Europe occidentale. Récemment, l'interprétation de cet épisode de l'histoire irlandaise, qui était considéré comme une réaction contre l'oppression brutale et les évictions conduites par des propriétaires terriens largement absents, a été en grande partie révisée. Si cette révolte n'a pas été la conséquence d'une pauvreté extrême comme on a pu le penser, il n'en reste pas moins que la paysannerie irlandaise faisait l'objet d'injustices criantes. De manière assez logique, la dernière grande émeute de la faim en Europe survient à Saint-Pétersbourg, à la veille de la révolution de 1917.

L'industrialisation vient changer la forme des protestations. En effet, on prend conscience que celles-ci sont plus efficaces avec le soutien d'une organisation, qui tend alors à devenir permanente. Cette évolution n'est pas instantanée, car on assiste à une phase de transition au cours de laquelle les protestations traditionnelles s'accompagnent d'un début d'organisation moderne. Ainsi, à Rouen en 1830, les grévistes vont d'usine en usine, à l'image des émeutiers de la faim quelques années auparavant. De la même manière, lors de la *plug plot* de 1842, les ouvriers du coton du Lancashire bloquent toutes les filatures en mettant leurs chaudières hors d'état de fonctionner, désirant ainsi non seulement protester contre le chômage et la disette mais aussi appuyer leurs revendications en faveur d'une charte politique.

Les mouvements de ce type ont souvent pour objectif de dénoncer les dérives entraînées par l'industrialisation elle-même. Certaines de ses conséquences, comme des conditions misérables de logement, des villes insalubres au possible ou la perte de l'accès aux terres, constituent les aspects d'un contexte général négatif plutôt que des facteurs immédiats de soulèvement. Dans ce contexte défavorable, le système n'a que peu de solutions à offrir en cas de dégradation de la situation. Les premiers temps de l'industrialisation sont marqués par une chute des salaires réels dans de nombreuses villes de Grande-Bretagne, de Belgique, de France et d'Allemagne, ainsi que plus tard de l'Empire autrichien et de Russie. Ce recul s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs: une hausse des prix, une possible baisse de la qualité des aliments et d'autres marchandises, mais aussi de véritables réductions de

salaires. Dans des conditions qui se sont à ce point détériorées, il suffit d'une baisse minime des salaires, d'une hausse du chômage ou de l'augmentation du cours d'une denrée alimentaire de base pour déclencher un mouvement contestataire de grande ampleur. Parmi les foules révoltées qui prennent part aux affrontements de 1848, à Paris, Vienne, Berlin et ailleurs encore, on trouve nombre d'ouvriers travaillant dans des secteurs où la situation est devenue difficile soit à cause de l'introduction de machines, soit à cause de l'augmentation incontrôlée du nombre de travailleurs.

La phase de transition évoquée plus haut voit se développer un autre type de protestation: le mouvement luddite, celui des ouvriers des régions textiles de l'Angleterre qui, en 1811 et 1817, manifestent leur mécontentement en s'en prenant aux nouvelles machines, va donner son nom à ce type d'actions. Des machines sont alors détruites un peu partout ailleurs en Europe, en particulier au cours des années difficiles que représentent 1819 et 1830. Le plus célèbre de ces mouvements est peut-être la violente révolte des tisserands de coton silésiens en 1844. De manière significative, elle ne débute qu'après le rejet d'une pétition à l'intention des autorités, cependant que se déclenchent simultanément la grève fiscale et l'insurrection des paysans silésiens en 1843. Les émeutiers de la faim de Silésie ont à nouveau recours à cette violence sélective en 1847. Les machines subissent également la colère des ouvriers de la soie de Crefeld (1826) et des imprimeurs de Leipzig (1830).

Certaines protestations prennent la forme de grèves, parfois perlées. Mais nous touchons déjà ici aux origines et à la montée en puissance des syndicats.

Les syndicats et les associations de secours mutuel

Les syndicats, groupements permanents de personnes d'une même profession constitués dans le but d'améliorer les niveaux de salaires et les conditions de travail, sont les plus naturelles des organisations de défense du travailleur, qui se trouve nécessairement dans une situation d'infériorité pour négocier avec son employeur. Dès le début, bon nombre d'entre eux financent également des allocations chômage, des allocations maladie et même des prestations retraite, gardant en outre une réserve en prévision d'éventuels conflits; de fait, nombreux sont les syndicats qui constituent au départ des clubs d'assurance amenés par les circonstances à représenter leurs membres lors de conflits industriels. En cas d'échec des négociations, les grèves traditionnelles ou d'autres formes d'arrêt de travail, comme les grèves perlées ou l'occupation des locaux, représentent les principaux moyens de pression des ouvriers, tandis que les employeurs disposent des armes du licenciement et du *lock-out*.

Les syndicats sont présents en Grande-Bretagne dès le XVIIIe siècle. Bien qu'ils soient généralement formés au niveau local par des ouvriers qualifiés, leur organisation se fait à une plus grande échelle dans quelques secteurs spécifiques (comme l'industrie chapelière) qui disposent d'un marché du travail pour ainsi dire national et peuvent s'appuyer sur une base syndicale plus importante d'un point de vue géographique. Les premières formes d'entraide permettent de financer des houses of call (centres d'information sur l'emploi) et de soutenir les travailleurs au quotidien, mais aussi d'accumuler des fonds d'allocation. Les activités dans lesquelles sont engagés les travailleurs de France des compagnonnages ne sont pas complètement différentes. En Allemagne, où la situation a évolué moins vite, les ouvriers sont plus étroitement liés à leurs employeurs et si les jeunes artisans quittent fréquemment leur ville d'origine, ce n'est pas, le plus souvent, parce qu'ils sont obligés de chercher du travail ailleurs mais pour parfaire leur formation technique. Ailleurs en Europe, les syndicats font leur apparition bien plus tard encore.

Si les associations de secours mutuel, sortes de systèmes d'assurance établis par les syndicats, sont parfois appréciées des autorités, elles prennent systématiquement le parti de l'employeur en cas de conflit industriel. Les syndicats, au cours de leurs premières décennies d'existence, font l'objet d'interdictions et de persécutions, tant et si bien que leurs membres ont tendance à porter leur regard au-delà des limites de leur profession, développant de plus en plus un sentiment d'appartenance commune à une classe unie par les mêmes intérêts face aux classes qui tiennent les rênes du gouvernement.

En Grande-Bretagne, la législation de 1824 et 1825 accorde déjà aux syndicats une certaine légalité, quoique modeste et limitée, car la véritable liberté syndicale ne date que de 1875. Les syndicats qui naissent sous cette première législation se composent pour l'essentiel d'ouvriers qualifiés de sexe masculin regroupés à l'échelle locale ou tout au plus régionale. La logique veut en effet que chacun couvre son propre marché du travail, et pas davantage. Lorsque dans les années 1840 les chemins de fer étendent géographiquement les possibilités de recherche de travail et la mobilité de la main-d'œuvre, des organisations nationales commencent à voir le jour. L'Amalgamated Society of Engineers (ASE), dont la création en 1851 à partir d'associations localisées et spécialisées plus petites fait suite à plusieurs tentatives avortées, est généralement considérée comme le premier syndicat «modèle» de la modernité. D'autres associations du même type suivent bientôt. Les mineurs comptent également parmi les professions les mieux organisées; ils sont groupés, à l'image de l'industrie elle-même, par régions clairement délimitées. Malgré tout l'intérêt que présentent leurs allocations,

110 DE 1789 À 1914

qui contribuent à leur assurer la fidélité de leurs membres, les syndicats ont tendance à dépendre de la situation économique en termes de succès et de nombre d'adhérents. Le remarquable boum de l'économie mondiale au début des années 1870 s'accompagne ainsi d'une hausse spectaculaire du nombre d'adhérents, tandis que la journée normale de travail passe de dix heures ou dix heures et demie à neuf heures ou neuf heures et demie dans de nombreux secteurs syndiqués. Il s'ensuit un déclin du nombre de membres durant la dépression des années 1880, puis une nouvelle hausse bien plus marquée à partir de 1889. C'est alors la première fois que ce ne sont plus seulement des ouvriers qualifiés, mais aussi d'autres travailleurs dont les compétences ne sont pas moindres (à l'image des dockers ou des employés des usines à gaz) qui s'organisent en d'importants syndicats.

En France, les syndicats ont été interdits par les lois révolutionnaires de 1791. Plus tard, ce sont des ouvriers qualifiés — maçons, charpentiers, mécaniciens, imprimeurs, tailleurs et cordonniers — qui composent les premiers syndicats modernes sous la monarchie de Juillet. Une répression féroce provoque nombre d'affrontements violents avant 1848, année qui marque une brève phase de liberté. Cependant, malgré quelques assouplissements législatifs sous le Second Empire, notamment avec la loi de 1868, les syndicats ne sont pas véritablement autorisés à se développer jusqu'à la loi de 1884, qui leur accorde une liberté raisonnable. Il existe pourtant déjà des conseils de prud'hommes compétents en matière de différends locaux, dont le premier est créé en 1806 à Lyon. Ils seront copiés par la suite en Belgique et en Italie. La Belgique reconnaît le droit de grève en 1867, l'Autriche en 1870. Les syndicats sont alors autorisés en Autriche en 1867, aux Pays-Bas en 1872 et en Espagne en 1876. Comme toujours, la Russie prend le train européen en route, n'infléchissant qu'après 1905 une législation répressive à l'égard des syndicats.

Parmi les grandes économies européennes, l'Allemagne est celle dont les syndicats se rapprochent le plus de l'évolution observée en Grande-Bretagne. Toutefois, la politique de répression se prolonge beaucoup plus longtemps: les syndicats ne sont pas légalisés avant 1861 dans le royaume de Saxe, 1867 dans le grand-duché de Bade et même 1869 dans la confédération de l'Allemagne du Nord. Il faut attendre les années 1890 pour pouvoir parler de pleins droits syndicaux. La brève période libérale de la révolution de 1848–1849 voit se former à Berlin une éphémère société fraternelle ouvrière, tandis qu'existent dans des domaines divers d'autres associations locales d'ouvriers qualifiés; mais la loi allemande est bien trop répressive pour que le syndicalisme clandestin puisse prendre une quelconque ampleur. L'idée en vogue durant un certain temps selon laquelle les syndicats allemands étaient plus qu'ailleurs marqués d'un point de vue idéologique et contrôlés par des hommes politiques, en l'occurrence ceux du parti social-démocrate

(marxiste), ne trouve plus d'écho aujourd'hui, même si des liens existaient incontestablement. Dans l'ensemble, les syndicats allemands, comme ceux des autres pays, cherchent alors à défendre les intérêts immédiats de leurs membres, qui ne sont que 50 000 en 1877, avant que ne soit votée la loi antisociale. Quelques années après son abrogation, en 1895, les syndicats comptent 332 000 adhérents.

Durant le boum des années 1890, les syndicats connaissent une formidable expansion dans toute l'Europe, pour ce qui est du nombre d'adhérents comme de la diversité des professions organisées. On assiste ensuite à un déclin cyclique au début du XX^e siècle, mais, en 1913, les syndicats comptent plus d'adhérents que jamais. Ils sont ainsi 3 millions en Allemagne, réunis au sein de trois organisations distinctes: l'association «libre» ou socialiste avec plus de 2,5 millions de membres, les syndicats libéraux d'artisans (ou Hirsch-Duncker) avec 107 000 membres et les syndicats catholiques avec 343 000 membres en 1914. On trouve également des syndicats jaunes, fondés par quelques gros employeurs. Même à eux tous, ils ne représentent toutefois qu'une fraction minime du potentiel total de membres.

Les effectifs syndiqués s'élèvent à plus de 4,1 millions de membres en Grande-Bretagne, plus de 1 million en France, peut-être 250 000 en Italie et plus de 400 000 en Allemagne-Autriche. On trouve dans les rangs des syndicats de plus en plus d'ouvriers d'usine, dont un grand nombre de femmes, et moins d'ouvriers qualifiés, même si l'on relève certaines différences entre les syndicats spécialisés et les associations plus « générales ». Les premiers peuvent compter sur une plus grande fidélité de leurs membres, non seulement en raison de l'atout majeur que constitue leur spécialisation, mais aussi parce que comme ils sont mieux rémunérés et employés plus régulièrement, les ouvriers sont aussi en mesure de gonfler les fonds d'allocation de syndicats qu'ils ne sont pas prêts d'abandonner. Les ouvriers non qualifiés, notamment ceux qui ne sont pas liés à une entreprise ou même à un secteur particuliers, ne peuvent pas apporter leur contribution aux fonds d'allocation et ont donc moins à perdre: en règle générale, ils se joignent à un syndicat en période de conflit, puis le quittent lorsque le calme est revenu.

L'action syndicale présente des caractéristiques différentes d'un pays à l'autre. Les syndicats britanniques et allemands, relativement riches et quelque peu bureaucratiques, privilégient les solutions pacifiques aux conflits; les conventions collectives sont bien plus nombreuses en Grande-Bretagne que dans les autres pays européens. Les syndicats français, et plus encore italiens et espagnols, privilégient quant à eux la recherche d'une issue rapide par le biais de grèves éclairs, car, souvent, ils ne disposent pas des ressources nécessaires pour s'engager dans des conflits de longue durée. En France, le nombre de grèves annuelles passe de 150–200 dans les années 1870 à 700–1 000 en moyenne au début du XX° siècle; le nombre de grévistes qui

112 DE 1789 À 1914

y participent s'élève lui d'environ 30 000 à 300 000 au cours de la même période. C'est d'ailleurs en France (ainsi qu'en Italie et en Espagne) que le «syndicalisme» s'implante le plus fortement, en particulier autour de l'idée selon laquelle seuls les mouvements de grève menés par des syndicats — et non l'activité politique au sens traditionnel du terme — pourront venir à bout du système capitaliste et permettre l'avènement du socialisme. En Italie, le syndicalisme se développe tout particulièrement parmi les cheminots, dans les régions agricoles de la plaine du Pô et dans les vieux bastions de l'anarchisme que sont Ancône, la province de Massa-Carrare et Rome.

Dans les autres pays aussi, les années 1910-1914 constituent une période marquée par d'importants conflits industriels. On compte ainsi 681 000 grévistes en Allemagne en 1910, et plus de 1 million en 1912; en Grande-Bretagne, leur nombre s'élève respectivement à 831 000 et plus de 1,2 million en 1911 et 1912, les deux années les plus agitées. En pourcentage des effectifs salariés hors agriculture, le nombre de grévistes atteint des sommets dans la plupart des pays occidentaux durant la période mouvementée de 1910-1913, exception faite de la Suède, où 1909 représente l'année la plus conflictuelle. En Finlande, on compte 10 900 grévistes pour 100 000 travailleurs durant l'année des plus fortes revendications; ce chiffre s'élève à 10 600 au Royaume-Uni, 10 000 en Norvège et 7 700 en Italie, tandis que partout ailleurs, à l'exception du territoire paisible de la Suisse, on dénombre au moins 2 900 grévistes pour 100 000 ouvriers.

À la différence des syndicats, les associations de secours mutuel, qui établissent un système d'entraide et de solidarité sociale, jouissent d'une certaine liberté face au gouvernement, même si en période de conflit, elles sont aussi soupçonnées de renforcer le pouvoir de négociation des ouvriers. Leurs effectifs, en grande partie issus de la classe ouvrière, sont en Grande-Bretagne plus importants que ceux des syndicats tout au long du XIX^e siècle. La France, quant à elle, abrite dans les années 1840 plus de 2 000 associations de ce type, pour la plupart des syndicats ainsi déguisés pour échapper à la politique de répression menée par le gouvernement. En Allemagne, les associations à caractère éducatif et culturel de la classe ouvrière sont tout particulièrement développées. Des sociétés coopératives, constituées de consommateurs et de producteurs appartenant pour l'essentiel à la classe ouvrière, sont créées dans toutes les grandes économies. Le mouvement des consommateurs est particulièrement puissant en Grande-Bretagne, de même que la coopération agricole est très forte au Danemark et en Allemagne, tandis que les sociétés de crédit mutuel occupent une place importante dans la majorité des pays, notamment en Allemagne et aux États-Unis.

Les lois des pauvres et l'aide aux indigents

Les indigents, y compris les personnes âgées et les malades, étaient traditionnellement pris en charge par des institutions locales, dont la plupart recevaient le soutien d'organisations charitables. La croissance démographique, combinée avec la surpopulation des grandes villes, les conséquences de l'indice croissant du chômage industriel et la disparition de la traditionnelle prise en charge des membres les plus âgés de la famille au domicile rural, rend nécessaire une nouvelle approche du problème. Aux premiers jours de l'industrialisation, lorsque les relations entre les nécessiteux et les représentants de l'autorité deviennent plus impersonnelles et que la paupérisation menace de vider les caisses de secours, les lois des pauvres sont parfois durcies, comme en Grande-Bretagne en 1834 et en Suède en 1871. Pourtant, réduites ou non, on tend de plus en plus à les aborder à l'échelle nationale, tout en maintenant leur structure traditionnelle.

À la fin du siècle, cette politique est devenue clairement inadaptée; on tente donc une nouvelle approche du problème, fondée sur un système d'assurance soutenu par l'État, lequel gagne la plupart des pays avec une étonnante rapidité au cours des années précédant la Première Guerre mondiale. C'est l'Allemagne qui joue le rôle de pays pionnier, avec la promulgation d'un système d'assurance maladie en 1883, l'entrée en vigueur d'une législation pour l'assurance contre les accidents du travail en 1884 et la mise en place de pensions de retraite en 1889. Ce faisant, Bismarck obéit à plusieurs motivations : s'il souhaite obtenir de la sorte un plus grand soutien parlementaire, son objectif est avant tout de couper l'herbe sous les pieds des socialistes en faisant des concessions aux classes ouvrières et de prendre ainsi à contre-pied une propagande présentant l'Allemagne comme une société divisée, dont les classes de salariés sont opprimées et souffrent de discrimination. L'octroi de pensions, notamment, est censé rapprocher les travailleurs de la société. Peut-être faut-il y voir aussi la survivance de la vieille tradition du *Junker* (nobliau) prussien qui, tout en se définissant comme le maître absolu, reconnaît sa responsabilité quant au bien-être de ceux qui sont à sa charge. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que les ouvriers travaillant pour les entreprises prussiennes nationalisées gérées par la Seehandlung bénéficient, dans le cadre de cette même tradition, d'un système de santé publique et de prestations maladie depuis le XVIII^e siècle. De même, cela fait plusieurs siècles que les mineurs des États allemands reçoivent des aides sociales spéciales.

Ce sont probablement des motivations analogues — prévenir une révolution d'une part, exprimer la relation de dépendance réciproque entre le dirigeant aristocrate et ses subordonnés d'autre part — qui ont amené les autres États autoritaires à suivre l'exemple allemand. Dans les sociétés

114 DE 1789 À 1914

plus démocratiques, dont la Grande-Bretagne, la France et les Pays-Bas, l'initiative de s'occuper de ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ne sont plus en mesure de se prendre en charge eux-mêmes émane du bas (du moins en partie) plutôt que du haut de la hiérarchie sociale. Ayant acquis un certain poids politique par l'intermédiaire du vote, les classes inférieures peuvent exiger des mesures qui leur permettront de ne plus vivre dans la même hantise de la pauvreté et du délaissement liés à la vieillesse, aux maladies ou aux accidents de travail.

Si l'on tient compte de certains détails, les dispositions prises par les différents pays varient grandement: elles ne concernent parfois que la population active, dépendent d'initiatives privées subventionnées par l'État, ou sont restreintes d'une autre manière encore. Mais en général, on prend des mesures presque partout. L'assurance contre les accidents du travail, qui tient l'employeur pour responsable, est peut-être la forme d'aide la plus répandue. Outre les pays occidentaux, elle est introduite avant 1914 en Grèce, en Roumanie et même en Russie, comme en Espagne et au Portugal. L'assurance maladie se répand elle aussi à l'est et au sud, à l'ouest et au nord de l'Europe. Les pensions de vieillesse ne connaissent pas la même expansion, la Finlande, la Norvège, la Suisse et la majeure partie des pays de l'Europe de l'Est ne prenant aucune disposition dans ce domaine avant 1914. Curieusement, l'assurance chômage n'est introduite en Allemagne qu'en 1927, même si elle existe (certes avec diverses limites) au Danemark, en France, en Norvège et en Grande-Bretagne avant 1914. Il convient de noter ici l'initiative des artisans de Paris qui, durant les quelques mois de la révolution de 1848, profitent du modeste pouvoir acquis pour ouvrir des « ateliers nationaux » destinés à venir en aide aux chômeurs de cette année critique en leur procurant un revenu. Toutefois, dans la plupart des cas, le chômage n'est, avant 1914, qu'un problème à court terme lié à une crise cyclique, et non pas, comme après 1919, un aspect inhérent au système.

Très tôt, l'État-providence se manifeste également par les efforts entrepris pour défendre les plus faibles d'entre tous, les femmes et les enfants qui travaillent dans les usines. Ce progrès, comme nous l'avons vu plus haut, aboutira bien des années plus tard à l'élaboration de lois pour la protection des travailleurs d'usine. Là encore, les motivations sont diverses. Dans les États les plus démocratiques, les changements se font sous la pression exercée par les ouvriers du bas de la hiérarchie, lesquels, pour lutter contre l'opposition acharnée des organisations patronales, reçoivent souvent le soutien de philanthropes, de médecins et de sociologues. Dans les États plus autoritaires comme la Prusse ou la Russie, la bureaucratie étatique considère la protection de certains de ses citoyens comme faisant partie de ses prérogatives gouvernementales. Dans les deux cas toutefois, on assiste presque inévitablement à la même évolution: les mesures juridiques pleines de bonnes intentions du début restent lettres mortes par manque de moyens pour les faire exécuter, jusqu'à ce que soit mis en place un système d'inspection qui va garantir l'application de la législation.

La Grande-Bretagne, économie pionnière de l'industrialisation, s'attaque au problème avant les autres pays. La première législation, relative aux apprentis, est élaborée en 1802. Après plusieurs tentatives plus intéressantes mais sans effet, la première loi efficace sur les usines est votée en 1833. Celle-ci tire sa force du corps d'inspecteurs récemment mis en place, mais il reste de nombreuses failles que ne manquent pas d'exploiter des employeurs sans scrupules ou des parents qui se voient mal se priver du complément de revenu procuré par leurs enfants; les inspecteurs eux-mêmes, outre leur nombre bien insuffisant, doivent faire preuve d'une grande prudence dans leur rôle de garants de l'application de la loi. Cependant, une fois la porte entrouverte et le principe des restrictions accepté, il devient plus facile d'introduire de nouvelles dispositions, relatives notamment à la sécurité des mineurs, aux substances dangereuses et finalement même à la protection des ouvriers adultes de sexe masculin.

Dans le continent, le premier pays à s'engager sur la même voie est la Suisse. Le canton de Zurich vote ainsi en 1815 sa première loi sur le travail des enfants, qui entrera en vigueur en 1837. D'autres cantons suivent cet exemple, et la loi fédérale sur le travail de 1877 est, à l'époque, la plus avancée du continent européen. Pour les raisons évoquées plus haut, la Russie impériale est également un pays pionnier dans ce domaine, même si la législation adoptée en 1835 n'entrera en vigueur que dans les années 1880.

En Prusse, un ensemble de dispositions sur le travail des enfants est pris dès 1824–1825, motivé en partie par la crainte que des enfants sous-alimentés et infirmes ne fassent pour l'armée que de piètres soldats — une crainte qui sera à l'origine de législations semblables dans d'autres pays. Tout comme la loi ultérieure de 1839, ces dispositions ne sont pas appliquées, et ce n'est qu'en 1853 que le renfort d'un système d'inspection permet de commencer à rendre cette législation efficace. L'évolution est à peu de choses près la même dans le Hanovre, l'Oldenburg, la Saxe et la Thuringe, tandis que des lois non appliquées sur le travail des enfants sont aussi votées précocement en France (1841), en Autriche (1842) et dans le royaume lombardo-vénitien (1843). Dans ces pays, comme ailleurs en Europe, des mesures bien appliquées se répandent rapidement à partir des années 1880. À l'image de ce qui se passe dans le domaine de la sécurité sociale, ces dispositions sont souvent copiées une fois qu'elles ont fait la preuve de leur efficacité au sein des grandes économies, dans une sorte d'esprit du siècle, même si tous les pays n'ont pas forcément atteint le même stade de développement économique.

D'autres problèmes sociaux sont abordés au niveau local par les autorités urbaines. Celles-ci prennent — ou obtiennent — le droit et le devoir de

construire, paver et maintenir en bon état les rues et les ponts, et d'entretenir les systèmes d'égouts, l'éclairage et la propreté des villes. Elles se chargent aussi parfois de l'approvisionnement en eau, en gaz et en électricité, même si ces activités sont d'abord prises en charge par des entreprises privées au service exclusif des foyers les plus aisés. La faiblesse du coût des transports urbains accroît la mobilité des travailleurs, pour lesquels les banlieues deviennent plus accessibles, tandis que l'employeur de la ville peut compter sur un marché de l'emploi plus vaste. L'activité des autorités urbaines permet alors souvent de dégager des excédents, qui sont utilisés pour baisser les impôts locaux ou encourager d'autres initiatives, comme la création de parcs ou de terrains de jeux. Il s'agit là d'un facteur essentiel de la baisse du taux élevé de mortalité (notamment infantile), présent dans les villes durant les premières étapes de l'industrialisation et de l'urbanisation.

Les idéologies socialistes

Il est peu probable que les conditions de vie d'une grande partie de la population se soient détériorées sur de longues périodes durant le XIX^e siècle; on est plutôt en droit de penser que les difficultés sont moins bien acceptées, dans la mesure où l'on est conscient qu'il existe des possibilités d'améliorer sa condition qui demeurent toutefois inexploitées. De plus, la concentration accrue de personnes et de richesses fait que les revendications tendent à s'exprimer plus fréquemment qu'avant. En outre, dans ce nouveau contexte, des voix s'élèvent pour la première fois pour critiquer le système économique et social dans son ensemble. Le socialisme représente alors l'alternative la plus courante au «capitalisme» industriel.

La notion de «socialisme» contient un éventail de solutions visant à résoudre les problèmes de l'époque. Elles ont toutes en commun l'objectif de mettre un terme à la domination du capital sur le travail; ainsi, d'un point de vue concret et politique, les différents courants cherchent et obtiennent généralement le soutien des classes ouvrières. Dans la plupart des pays, les termes «socialiste», «travailliste» et «ouvrier» deviennent presque synonymes. D'une manière générale, on peut distinguer quatre grands courants idéologiques, même si cette liste est loin d'être exhaustive.

Le premier d'entre eux, qui attire tout particulièrement les ouvriers qualifiés des professions traditionnelles, propose une forme d'organisation coopérative qui éliminerait le capitaliste et laisserait la totalité du produit du travail au véritable producteur — un concept partagé par d'autres formes du socialisme. Ce courant se développe avant tout en France et en Grande-Bretagne vers le milieu du XIX^e siècle, mais se heurte aux secteurs industriels exigeant une accumulation de capitaux que les coopératives ouvrières ne

sont pas en mesure de réunir. À cet égard, les partisans de cette forme de coopération sont les seuls socialistes à regarder en arrière plutôt que de se tourner vers les possibilités qu'offrent les nouvelles techniques.

Un deuxième courant met l'accent sur l'inefficacité des marchés capitalistes, proposant à la place un système de planification et, généralement, la propriété publique des moyens de production. L'aristocrate français Henri de Saint-Simon est l'un des premiers partisans de cette thèse, dont la Société fabienne britannique sera l'un des plus ardents défenseurs. On retrouve toutefois cette conception dans toutes les formes de socialisme.

Le troisième courant critique l'immoralité des marchés capitalistes, plutôt que leur inefficacité. La défense du pauvre contre le riche et le puissant découle d'une longue tradition judéo-chrétienne. Le renforcement de l'oppression inhérent à la société industrielle moderne est au centre des préoccupations de Robert Owen, en Grande-Bretagne, et des lassalliens, qui créent le premier parti socialiste allemand en 1863. Protéger le faible face au fort constitue là encore un élément commun à toutes les formes de socialisme.

Enfin, le quatrième courant est incarné par le « socialisme scientifique » de Karl Marx et Friedrich Engels. S'il englobe des aspects de tous les autres courants, ce type de socialisme affirme en outre avoir découvert les lois de l'histoire, qui annoncent un inévitable conflit entre les capitalistes au pouvoir et les travailleurs exploités, et dans lequel ces derniers sont destinés à triompher. Leur victoire va précipiter le règne du socialisme et la fin de toute forme d'oppression d'une classe sur l'autre. Ce courant particulier associe très étroitement le prolétariat moderne à l'idée du socialisme et lui promet l'avenir le plus radieux. Il est de loin le plus populaire et, exception faite de la Grande-Bretagne où il ne réunit au mieux qu'une secte minuscule, le marxisme devient l'idéologie officielle de presque tous les partis socialistes et ouvriers du continent, avec une influence toute particulière en Allemagne, en France, en Autriche et en Russie.

En théorie, les partis marxistes sont des partis révolutionnaires, puisque leur doctrine prévoit un affrontement violent auquel il est de leur devoir de se préparer. En pratique, ils s'efforcent toutefois davantage, comme les socialistes non marxistes, d'alléger les souffrances de la classe ouvrière, notamment en soutenant les syndicats et en renforçant la législation et la protection sociales. Dénoncé par les marxistes purs et durs, ce «réformisme» joue un rôle non négligeable dans le progrès social évoqué dans ce chapitre. Seule une partie des marxistes russes, travaillant en exil ou dans la clandestinité au sein d'un pays où tout espoir de progrès social semble vain, forme un groupe important dont l'objectif principal est la révolution: celui des bolcheviks de Lénine.

BIBLIOGRAPHIE

ALDCROFT D. H., SUTCLIFFE A. (dir. publ.). 1999. *Europe in the international economy*, 1500–2000. Cheltenham, E. Elgar.

- Berend I. T., Ranki G. 1974. Economic development in East-Central Europe in the XIXth and XXth centuries. New York, Columbia University Press.
- Boserup E. 1989. The conditions of agricultural growth. Londres, Allen and Unwin.
- Church R. A. 1994. *The coal and iron industries (the industrial revolution)*. Oxford, Blackwell.
- CIPOLLA C. M. (dir. publ.). 1973. *The industrial revolution*. Londres, Fontana-Collins (The Fontana Economic History of Europe).
- FIELDHOUSE D. K. 1973. *Economy and empire*, 1830–1914. Londres, Weidenfeld.
- FLOUD R., McCLOSKEY D. (dir. publ.). 1994. *The economic history of Britain since 1700*. Cambridge, Cambridge University Press.
- HABAKKUK H. J., POSTAN M. M. (dir. publ.). 1965. *The Cambridge economic history of Europe*. Vol. VI. Cambridge, Cambridge University Press.
- Hobsbawm E. J. 1962. *The age of revolution 1789–1848*. New York, World Publishing Co.
- HUGHES T. P. 1989. American genesis. New York, Viking Press.
- Kenwood A. G., Lougheed A. L. 1983. *The growth of the international economy 1820–1980*. Londres, Allen and Unwin.
- KIRBY M. W. 1983. *The decline of British economic power since 1870*. Londres, Allen and Unwin.
- Kuznets S. 1966. *Modern economic growth*. New Haven, Yale University Press.
- Landes D. S. 1969. *The unbound Prometheus*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Maddison A. 1982. *Phases of capitalist development*. Oxford, Oxford University Press.
- 1991. *Dynamic forces in capitalist development*. Oxford, Oxford University Press.
- 1995. *L'Économie mondiale, 1820–1992*. Paris, OCDE.
- Mathias P. 1983. The first industrial nation. Londres, Methuen.
- MILWARD A. S., SAUL S. B. 1973. The economic development of Europe,

- 1780–1870; 1870–1914. Londres, Allen and Unwin.
- MITCHELL B. R., DEANE P. 1962. *Abstract of British historical statistics*. Cambridge, Cambridge University Press.
- 1975. *European historical statistical appendix*. Londres, Collins (The Fontana Economic History of Europe).
- 1993. *International historical statistics : Africa, Asia, Oceania 1750–1989*. Basingstoke, Macmillan.
- 1998. *International historical statistics: the Americas 1750–1993*. Basingstoke, Macmillan.
- Mokyr J. 1990. *The lever of riches: technological creativity and economic progress*. Oxford, Oxford University Press.
- NORTH D. C., THOMAS R. P. 1973. *The rise of the Western World*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Pollard S. 1981. *Peaceful conquest: the industrialisation of Europe,* 1760–1970. Oxford, Oxford University Press.
- Rostow W. W. 1978. *The world economy: history and prospects*. Austin, University of Texas Press.
- Schumpeter J. 1934. *The theory of economic development*. Cambridge, Harvard University Press.
- Singer C. (dir. publ.). 1957. A history of technology. Oxford, Clarendon Press
- Sylla R., Toniolo G. (dir. publ.). 1991. *Patterns of European industrialisation: the nineteenth century*. Londres, Routledge.
- TEICH M., PORTER R. (dir. publ.). 1996. *The industrial revolution in national context: Europe and the United States of America*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Temin P. 1964. *Iron and steel in nineteenth-century America*. Cambridge, MIT Press.
- Tracey M. 1989. Government and agriculture in Western Europe. Partie 1. New York, New York University Press.
- United States Departement of Commerce. 1960. *Historical statistics of the United States*. Washington D. C.
- VIAL J. 1967. L'Industrialisation de la sidérurgie française 1814–1864. Paris, Mouton.
- WARNER C. K. (dir. publ.). 1966. *Agrarian conditions in modern European history*. Londres, Macmillan.

Le contexte international

Introduction

Hermann van der Wee, coordinateur

L es migrations et relations commerciales interrégionales et intercontinentales ont toujours existé, même à l'époque du haut Moyen Âge. Tout au long du premier millénaire de l'ère chrétienne, les grandes vagues partant de l'Asie centrale vers le Moyen-Orient et l'Europe se succèdent sans interruption. À la même époque, les migrations intercontinentales américaines s'effectuent du nord vers le sud du continent. Parallèlement, les Arabes conquièrent de vastes parties de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe.

Ces migrations ralentissent au début du deuxième millénaire. L'expansion des réseaux commerciaux devient alors la principale préoccupation. Les marchands musulmans agrandissent et renforcent leurs réseaux dans le sous-continent asiatique, tandis que les marchands chinois font de même en Asie du Sud-Est; quant aux commerçants européens, ils jettent à cette époque leur dévolu sur le Moyen-Orient.

La création de réseaux commerciaux s'intensifie lorsque les Européens, à la fin du Moyen Âge, commencent leur exploration des océans. Leurs efforts aboutiront aux grandes découvertes des Indes occidentales et orientales — et au-delà —, ainsi qu'à la conquête d'immenses territoires coloniaux. Sous l'impulsion des gouvernements européens, ces territoires et les réseaux commerciaux qui s'y tissent deviennent au cours des siècles suivants des empires coloniaux dirigés par les États-nations émergents. Au début des Temps modernes, ces conquêtes et les réseaux qui y sont associés constituent sans nul doute une première étape importante vers l'intégration de l'économie mondiale. Cependant, la montée des États-nations européens et les politiques mercantilistes qu'elle entraîne étouffent dans l'œuf le déve-

loppement de cette intégration, le limitant à une simple tendance au sein des frontières de chaque empire colonial.

Le XIX^e siècle ouvre une nouvelle ère de éveloppement et d'intégration économiques. C'est l'époque de la révolution industrielle, qui entraîne dans son sillage la révolution des transports. Ce siècle est également marqué par une croissance accélérée de la population, des migrations de masse, le libéralisme et le nationalisme. Ces phénomènes, qui sont tous d'origine européenne, ne tardent pas à s'étendre aux autres continents. Ils ont bientôt une forte répercussion sur le reste du monde, aussi bien en Amérique qu'en Asie, qu'en Afrique et qu'en Australie. La révolution démographique européenne, par exemple, qui provoque un très grand mouvement migratoire au sein de l'Europe, en particulier des campagnes vers les villes, engendre des migrations encore plus spectaculaires à destination des Amériques, de l'Afrique du Nord et du Sud, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Ces flux migratoires au départ du continent européen constitueront un facteur déterminant de développement économique dans les pays accueillant ces émigrés et joueront notamment un rôle décisif dans le processus d'industrialisation des Amériques. L'accroissement de la population est également à l'origine d'un mouvement migratoire au sein de l'Asie, et de l'Asie à destination des autres continents, d'une moindre mesure cependant que ce qui se déroule en Europe. En Afrique subéquatoriale, les migrations intracontinentales ne se distinguent pas non plus par leur ampleur, excepté lors de la création des empires occidentaux et septentrionaux de la fin du XVIIIe et du XIX^e siècle.

La domination économique de l'Europe au XIX^e siècle entraîne également une nouvelle expansion du colonialisme. Associée à la montée du sentiment nationaliste dans le continent, cette supériorité économique, renforcée par les progrès techniques de l'industrie de l'armement et de la médecine, favorise un développement géographique progressif du colonialisme, notamment en Afrique. Elle permet en outre aux puissances souveraines européennes (à l'exception du Portugal et de l'Espagne, alors confrontés à des revendications indépendantistes dans leurs possessions latino-américaines) de resserrer les liens politiques et économiques avec leurs colonies. En d'autres termes, la supériorité économique associée au nationalisme transforme le colonialisme en impérialisme.

La domination économique européenne a une autre conséquence importante: elle permet aux puissances coloniales d'introduire une politique de libéralisme économique en ouvrant les frontières de leurs empires à une libre circulation internationale des matières premières, des biens manufacturés, des capitaux et de la main-d'œuvre. L'Europe apporte ainsi une contribution majeure au développement d'une économie mondiale totalement intégrée. Ce mouvement vers une intégration

économique à l'échelle mondiale débute vers le milieu du XIX^e siècle, sur l'initiative du gouvernement britannique, et se poursuivra jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Dans les pages suivantes, Jan Blomme et Michelangelo Van Meerten analyseront plus en détail et en profondeur les phénomènes de migration, de colonialisme et d'intégration propres au XIX^e siècle, et prendront soin de les replacer dans le contexte international de l'époque. Leurs deux analyses sont remarquables et fascinantes.

2.1 L'Europe, l'Amérique et l'Afrique

Jan Blomme

LE DÉVELOPPEMENT D'UNE ÉCONOMIE MONDIALE

Le XIX° siècle se caractérise par un accroissement considérable de la mobilité des facteurs de production, de la main-d'œuvre et des capitaux. Les échanges internationaux connaissent en même temps une forte expansion en raison de facteurs matériels et institutionnels: d'une part, l'industrialisation européenne et américaine entraîne des innovations importantes dans le domaine des transports, ce qui réduit considérablement le fret maritime et terrestre des pondéreux; d'autre part, la politique de libéralisation des échanges menée par les puissances européennes favorise progressivement la constitution d'un nouvel ordre mondial.

L'internationalisation des facteurs de production, de la main-d'œuvre et des capitaux

Le fait est que l'on observe, déjà avant le XIX^e siècle, une certaine mobilité des facteurs de production: le commerce d'esclaves entre l'Afrique et l'Amérique, aussi ignoble soit-il, constitue par exemple une solution économique rentable au manque de main-d'œuvre dans les économies de plantation du Nouveau Monde. Avant 1800, on remarque également une émigration assez importante au départ de la péninsule Ibérique vers l'Amérique latine, et l'on peut déjà parler d'une certaine spécialisation de la main-d'œuvre entre les différents continents pour des articles de luxe spécifiques. Néanmoins, il faut attendre le XIX^e siècle pour voir apparaître une réelle économie mondiale à grande échelle: ce ne sont alors plus seulement les articles de luxe, mais également les produits de masse qui font l'objet d'un commerce structuré entre les continents. À la même époque s'organise une redistribution

internationale de la main-d'œuvre et des capitaux, qui prend une ampleur jusqu'alors inconnue.

La révolution démographique

Vers 1740, la population du monde occidental commence à augmenter considérablement. Pour la première fois en Europe, les taux moyens de croissance sont supérieurs à 0,5% par an: pour les périodes 1750–1800, 1800–1850 et 1850–1900, ils sont respectivement de 0,58%, 0,71% et 0,87%. C'est lorsque la révolution industrielle s'empare définitivement du continent européen que l'accélération de la croissance démographique est la plus forte. En Amérique du Nord, les taux annuels de croissance pour les périodes 1800–1850 et 1850–1900 sont très nettement supérieurs (2,98% et 2,3% respectivement); cependant, dans le cas de ce continent, une immigration importante vient s'ajouter à une forte croissance naturelle, laquelle s'explique avant tout par la chute du taux de mortalité à une époque où le taux de natalité demeure très élevé. La croissance de la population en Afrique et en Asie est beaucoup plus lente. La population asiatique passe de 600 millions d'habitants en 1800 à 937 millions en 1900 (soit des deux tiers à environ 58% de la population mondiale), alors que pour la même période, la population africaine croît de 90 à 120 millions d'habitants (soit de 10% à environ 7,5% de la population mondiale).

Entre 1800 et 1900, la population mondiale passe ainsi de 900 millions d'habitants à environ 1,6 milliard, l'Europe et l'Amérique du Nord enregistrant la croissance la plus rapide. En 1800, on peut estimer la population européenne à 200 millions d'habitants, soit environ 22 % de la population mondiale de l'époque, alors qu'un siècle plus tard, vers 1900, elle s'élève à un peu plus de 400 millions, soit approximativement 25 % de la population mondiale (ou plus de 30 % si on inclut les populations d'origine européenne vivant à l'étranger).

La révolution des transports et des communications

La révolution des transports et des communications au XIX^e siècle n'est pas totalement le fait du hasard. Comme la révolution industrielle provoque une hausse de la production industrielle et donc de la demande, les axes routiers doivent être améliorés, afin de distribuer rapidement les produits et de procéder à des échanges de biens à moindre coût. Les nouveaux moyens de transport et de communication stimulent à leur tour la production industrielle et le commerce, améliorant également la mobilité internationale de la main-d'œuvre. On assiste ainsi à une accumulation de facteurs positifs interactifs.

Les progrès en matière de transports permettent de traiter un plus grand volume de biens, tandis que les marchés s'élargissent et que l'approvisionnement en matières premières est perfectionné. La production peut alors être regroupée, ce qui favorise la spécialisation et permet d'obtenir des avantages économiques considérables. Ces améliorations entraînent par conséquent des gains de productivité, ce qui engendre une croissance substantielle des revenus réels.

Les progrès en matière d'infrastructure des transports peuvent être classés en deux catégories: les améliorations du réseau existant et les innovations dans le domaine des moyens de transport. Les navires et les trains à vapeur constituent à ce titre les principales nouveautés du XIX^e siècle.

Dès 1807, on assiste aux premiers succès des bateaux à vapeur : Robert Fulton (1765–1815) est le premier à démontrer les avantages de la vapeur pour faire avancer les navires (illustration 8). Néanmoins, contrairement au train à vapeur, le bateau à vapeur ne s'introduit que lentement dans le transport international. Les premiers navires à vapeur sont en effet actionnés par des roues à aubes et ne se prêtent donc pas aux mers ouvertes. Il faut attendre 1833 pour voir un bateau à vapeur traverser l'océan Atlantique sans voiles et 1838 pour assister à la mise en place du premier service transatlantique régulier. L'hélice marine est mise au point à cette époque (dans les années 1840), et le fer commence à remplacer le bois dans la construction navale dès les années 1860; l'acier ne se substituera au fer qu'à la fin du XIX^e siècle. Toutefois, le navire à vapeur en fer ne connaît pas un succès immédiat sur les océans, car l'espace réservé au fret y est trop limité en raison des grandes quantités de charbon requises pour la traversée. Les bateaux à vapeur transportent donc principalement du courrier, des passagers et du petit fret de valeur. En outre, de nouveaux modèles concurrentiels de voiliers sont mis en service, tels que les longs et petits clippers équipés d'une immense voilure, qui peuvent transporter jusqu'à 5 000 tonnes de marchandise et qui sont plus rapides que les bateaux à vapeur. Jusqu'en 1870, le voilier règne donc sans partage, mais il lui est par la suite de plus en plus difficile de concurrencer le tonnage croissant du bateau à vapeur, construit d'abord en fer, puis en acier. L'ouverture du canal de Suez en 1869, que les clippers ne peuvent emprunter, scelle également le sort du voilier. La quantité totale de fret transporté par les bateaux à vapeur passe de 27 millions de tonnes en 1873 à 63 millions de tonnes en 1898; pour la même période, les navires à vapeur voient leur part de la quantité totale de fret acheminée passer d'à peine 12% à environ 65%. La fin de la Première Guerre mondiale marque également la fin de la voile.

Grâce à la forte baisse des coûts de transport qu'engendre l'introduction du navire à vapeur, il est pour la première fois possible d'intégrer à grande échelle des pondéreux plus lourds qu'auparavant dans les échanges inter-

nationaux : cette évolution favorise énormément la croissance du commerce international après 1870.

La traction à vapeur offre évidemment de nouvelles possibilités aux transports terrestres, et c'est en 1825 que le Britannique George Stephenson (1781–1848) pose la première voie de chemin de fer, reliant Stockton à Darlington et capable d'accueillir des locomotives. La Grande-Bretagne se distingue du fait que la construction des lignes de chemin de fer revient presque entièrement à l'initiative privée; les premières lignes sont en effet installées par de petites sociétés indépendantes, bien que beaucoup d'entre elles fusionnent vers la moitié du XIX^e siècle en un nombre réduit de grandes compagnies telles que la Great Western, la London et la North-Western, la Midland et la Great Northern.

Sur le continent européen, l'État est généralement plus impliqué dans le développement et la promotion des chemins de fer. La Belgique est la première nation à faire intervenir l'État dans leur financement. La construction du réseau ferré belge commence ainsi dès 1833; en l'espace de dix ans, toutes les lignes principales sont posées, ce qui permet à la Belgique de s'arroger une grande part du commerce de transit de l'Europe du Nord et de l'Ouest. En France également, la mise en place des chemins de fer s'effectue à travers une coopération des initiatives étatiques et privées. En Allemagne, en dépit de la pose de voies ferrées entre Leipzig et Dresde en 1835 et entre Leipzig et Magdebourg en 1839, ce n'est qu'après 1850 que l'on observe un important développement du réseau de chemins de fer; dès le début, ceux-ci sont propriété de l'État dans la plupart des États allemands. De même, ce n'est que dans la seconde moitié du XIX^e siècle que d'autres États européens comme les Pays-Bas, l'Autriche, la Hongrie, la Suisse et l'Espagne connaissent leur propre «révolution ferrée».

En Europe, comme aux États-Unis et en Russie, la seconde moitié du XIX^e siècle marque également l'ère des lignes transcontinentales. Le nord et le sud de l'Europe sont reliés entre 1855 et 1884, et les premiers tunnels de chemins de fer transalpins sont percés dès les années 1870. L'Orient-Express, qui relie Londres à Constantinople *via* Paris, est mis en service en 1883 et, dès 1888, l'Europe centrale est directement reliée au Moyen-Orient avec la liaison ferroviaire Vienne-Constantinople-Bagdad. Aux États-Unis, une ligne transcontinentale est ouverte en 1869 avec les Pacific Railways; dans la Russie impériale, les chemins de fer transcaspiens et transsibériens sont posés respectivement dans les années 1880 et 1890.

Entre 1840 et 1870, la distance couverte par les voies ferrées dans le monde passe de 5 500 à 130 500 kilomètres. Le taux de croissance s'accélère après 1870, et la longueur totale atteint déjà 640 000 kilomètres en 1910. La construction de nouveaux réseaux ferrés est en outre facilitée par l'expansion

des marchés de capitaux, qui affectent à ce nouveau secteur d'investissement les montants considérables de l'épargne des nouvelles classes moyennes émergentes. En Europe, la percée des chemins de fer contribue grandement à la création de vastes marchés internes. Dans les autres régions du monde, ce nouveau moyen de transport favorise davantage l'exportation de produits minéraux et agricoles.

La révolution du rail exerce une énorme influence sur le développement économique de l'Europe et du monde au XIXe siècle et peut donc être considérée comme le précurseur d'une réelle révolution des transports et des communications. Les chemins de fer symbolisent l'ensemble des progrès effectués par l'humanité au cours de ce siècle. D'un point de vue psychologique, ils sont la preuve que l'homme peut changer le monde grâce aux progrès techniques. Ils ont également un autre impact psychologique sur la société, car ils rompent avec la vision isolée, plutôt régionaliste, qu'avaient du monde les précédentes générations, et ils entraînent une redéfinition nationale, voire internationale, de cette perception. Sur le plan politique, les chemins de fer renforcent l'unification des États nationaux : aux États-Unis, ils permettent ainsi de réunir le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest; en Russie, ce sont les territoires asiatique et européen qui sont reliés. Dans le domaine industriel, ils donnent une impulsion majeure aux secteurs du charbon, du fer et, plus tard, de l'acier; la main-d'œuvre est plus flexible en termes de mobilité, ce qui encore une fois favorise l'expansion industrielle. Pour ce qui est du commerce, la distribution et les échanges deviennent plus aisés, les coûts sont réduits et les marchés deviennent en même temps plus uniformes (les prix, entre autres, prennent une échelle plus nationale que régionale). Les chemins de fer, enfin, jouent un rôle extrêmement important dans le développement du capitalisme industriel et financier.

La dernière décennie du siècle voit l'avènement de l'automobile grâce à l'introduction sur le marché du moteur à combustion interne. Toutefois, ce n'est qu'après 1920 que le véhicule commercial commence à concurrencer sérieusement les trains de marchandises et la navigation intérieure.

Parallèlement aux progrès des transports et du trafic de marchandises et de voyageurs, le domaine des communications prend une nouvelle ampleur. L'invention du télégraphe en 1832 par Samuel Morse (1791–1872) et du téléphone en 1876 par Alexander Graham Bell (1847–1922) permet d'établir des communications longue distance sûres et instantanées (*illustration 9*); l'économie mondiale en devient dès lors beaucoup plus transparente. En 1866, le premier câble transatlantique est posé, permettant des communications immédiates entre l'Europe et l'Amérique du Nord. L'invention de la télégraphie sans fil (radio) en 1895 par Guglielmo Marconi (1874–1937) remporte également un énorme succès.

Les mouvements migratoires internationaux

Dès la fin du XVIII^e siècle, l'importante hausse démographique européenne crée de sérieuses tensions malthusiennes quant au risque de voir la surface cultivée se révéler insuffisante par rapport à l'accroissement de la population. Au début, cette hausse va de pair avec celle de la production agricole européenne: non seulement les espaces consacrés à l'agriculture augmentent grâce au défrichement des terres, mais la productivité de la terre et de la main-d'œuvre est également accrue grâce à l'application de nouvelles méthodes scientifiques.

Vers 1850, il apparaît toutefois que la révolution agricole européenne ne suffira pas à faire face à l'accroissement continu de la population. Cependant, la nouvelle menace de tension malthusienne est cette fois écartée par une émigration massive vers l'étranger. Les migrations internationales jouent un rôle économique essentiel au XIX^e siècle, car une partie de la population agraire européenne se trouve ainsi répartie dans d'autres parties du monde nouvellement attrayantes. Par suite de cet exode massif vers les autres continents, ces nouvelles régions sont amenées à se développer largement.

L'émigration débute vers 1820 et prend des proportions énormes à partir de 1840. En fonction des statistiques auxquelles on se réfère, le nombre de migrants entre 1821 et 1914 peut varier entre 46 millions (statistiques de l'émigration) et 51 millions (statistiques de l'immigration, qui sont probablement plus fiables). D'autres statistiques donnent un nombre total d'environ 60 millions de migrants entre 1815 et 1914. On peut dès lors raisonnablement chiffrer le nombre total de migrants au XIXe siècle entre 50 et 60 millions. La grande majorité des émigrants (95%) est européenne, le reste venant principalement d'Asie. Outre les émigrants volontaires, on compte également un nombre non négligeable d'Africains (plus de 2 millions rien que pour le XIXe siècle) qui, par la traite des esclaves, sont victimes d'une migration forcée, essentiellement vers le continent américain.

Avec presque 32 millions d'immigrants, soit environ 60 % du nombre total, les États-Unis constituent la principale destination. Le Canada attire un peu plus de 4 millions de personnes (8 % du nombre total), l'Amérique latine environ 12 millions (23 %), avec une préférence pour le Brésil et l'Argentine; quelque 5 millions de personnes (10 %) partent pour les dominions britanniques d'Australie, de Nouvelle-Zélande et d'Afrique du Sud. La première vague d'émigration s'étend jusqu'en 1880 environ et part principalement d'Europe occidentale vers l'Amérique du Nord, l'Argentine et le Brésil. En tout, quelque 16 millions d'émigrants partent des seules îles britanniques (Irlande comprise). Hormis les Britanniques et les Irlandais, on compte également un grand nombre d'Allemands (5 millions) et de Scandinaves (3 millions).

Les causes de l'émigration sont nombreuses. En général, celle-ci répond à des facteurs de «répulsion-attraction», les facteurs de «répulsion» faisant référence à la situation du pays d'origine (pauvreté, guerre, etc.) et les facteurs d'«attraction» relevant des atouts du pays de destination (découverte de métaux précieux, frontière agricole, niveau de vie plus élevé, etc.). Le contexte socio-économique influe le plus sur la décision d'émigrer. Un grand nombre de personnes s'efforce ainsi de fuir une extrême pauvreté, notamment dans les pays ou les régions dont les campagnes sont surpeuplées et dont l'industrialisation est trop limitée pour satisfaire les besoins d'une population rurale croissante (c'est par exemple le cas des Irlandais après la grande famine de 1845–1847).

Les récits d'importantes découvertes d'or dans le Far West et en Australie, ainsi que les réussites agricoles des pionniers du Midwest américain achèvent de convaincre les candidats à l'émigration, qui voient en celle-ci le seul moyen d'échapper à la prolétarisation induite par la révolution industrielle européenne. La découverte de champs aurifères dans des régions éloignées a effectivement un profond impact psychologique. De l'or est découvert aux États-Unis (Californie et Oregon) entre 1848 et 1852, en Australie entre 1851 et 1877, en Nouvelle-Zélande en 1857 et en Afrique du Sud en 1884. Une fois la ruée vers l'or terminée, de nombreux chercheurs choisissent de s'installer pour cultiver les terres qu'ils ont prospectées.

Les déceptions politiques de nombreux libéraux européens à la suite de la restauration de 1815, les différends religieux entre Irlandais et Britanniques, la propagande en faveur de l'émigration menée par les collectivités locales d'Europe afin de se débarrasser du poids croissant des aides sociales publiques et, enfin, les écrits pessimistes de Thomas Robert Malthus (1766–1834) (*illustration 58*) et de William Godwin (1756–1836) (*illustration 10*) sur les menaces de surpopulation européenne sont autant de raisons supplémentaires d'émigrer, bien que moins impérieuses.

La seconde vague d'émigration (de 1880 à 1920 environ), qui répond presque entièrement à une motivation économique, concerne principalement les habitants des mondes méditerranéen et slave : 8 millions d'Italiens, 4,6 millions d'Espagnols et de Portugais, environ 6,5 millions de Russes, Polonais, Bulgares, Hongrois, Tchèques et Roumains partent en majorité pour l'Amérique du Nord, mais également pour l'Argentine et le Brésil. Le continent nord-américain n'attire pas seulement des Européens, mais aussi des Chinois et, dans une moindre mesure, des Japonais. Enfin, l'abolition de la traite des esclaves au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle favorise également une vague de migration internationale au départ du sous-continent indien.

L'immigration de masse va de pair avec le développement à grande échelle de l'agriculture dans les territoires étrangers, auquel contribuent plu-

sieurs facteurs. Le développement industriel de l'Europe, et sans doute aussi de la côte est des États-Unis, stimule la demande de cultures industrielles et de production de céréales. En effet, grâce à la diffusion de machines agricoles dans le Midwest et aux progrès des infrastructures de transport découlant de la révolution américaine du rail et de l'avènement de la navigation à vapeur, les surplus agricoles des États-Unis et d'autres régions éloignées peuvent être facilement transportés vers l'Europe occidentale. C'est vers 1870 que commence l'«invasion agricole»: d'énormes quantités de céréales en provenance des États-Unis (puis plus tard du Canada, d'Argentine, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de Russie et de Roumanie) se déversent alors sur les marchés d'Europe occidentale. Ce vaste commerce international de céréales est bientôt suivi d'un commerce de viande et de fruits, qui arrivent en Europe occidentale dans des navires réfrigérés, et d'un commerce de laines et de cuirs; le commerce du coton remonte quant à lui à une date antérieure. Cette «invasion agricole» galvanise ainsi de façon spectaculaire le développement des territoires étrangers. Certains d'entre eux bénéficient d'aides publiques, qui contribuent grandement à l'ouverture de nouvelles régions à l'agriculture. Dès le milieu du XIX^e siècle, les gouvernements d'États du Midwest américain prennent des mesures concrètes pour faciliter l'accès à la propriété des terres non cultivées. Cette politique atteint son apogée avec le *Homestead Act* de 1863: par ce texte, un titre de propriété équivalent à 160 arpents, soit environ 65 hectares de terres non cultivées, est accordé à quiconque (citoyen américain ou immigrant) se déclare prêt à mettre en valeur la terre et à la cultiver pendant au moins cinq ans.

Les migrations de masse et le développement à grande échelle des pays d'outre-mer sont d'une importance considérable. L'immigration est essentielle au développement économique et politique de ces territoires. L'accroissement de la population en est le premier enjeu; en outre, il ne faut pas oublier que seuls les éléments les plus dynamiques et audacieux de la population européenne osent faire le grand saut vers l'inconnu et que le travail de pionnier est particulièrement ardu et souvent ingrat. De surcroît, l'immigration et l'ouverture des territoires occidentaux américains ont permis de construire, en Amérique du Nord, une économie gigantesque, à l'échelle du continent. C'est d'ailleurs à cette époque que l'hégémonie mondiale américaine du XX° siècle trouve ses origines. Au sein de cette économie continentale, la spécialisation fait son apparition: la côte Est regroupe ainsi l'industrie, alors que le Midwest se concentre sur la production de céréales et le Sud-Ouest sur l'élevage dans le cadre des ranchs.

Pour l'Europe, la vague d'émigration vers l'étranger et le développement des pays outre-Atlantique représentent une solution à la tension malthusienne croissante. La pression démographique européenne se ralentit; parallèlement, l'expansion du commerce intercontinental favorise l'importation de produits

agricoles à bon marché. Dans les pays d'accueil qui manquent de main-d'œuvre, l'immigration permet d'exploiter les immenses ressources naturelles disponibles, ce qui favorise l'intégration de l'économie mondiale.

La traite des Noirs entre l'Afrique et l'Amérique (ou commerce transatlantique des esclaves) constitue un chapitre extrêmement tragique de l'histoire des grandes migrations. Elle commence au XVIe siècle, époque à laquelle elle a déjà pour objectif de fournir de la main-d'œuvre bon marché aux plantations. La demande d'esclaves africains s'explique dans une large mesure par l'extermination partielle de la population amérindienne locale. Ainsi, ce commerce prend des proportions croissantes dès 1650. Le nombre exact d'esclaves africains transportés en Amérique est toujours l'objet d'une grande controverse: les estimations varient entre 10 et 40 millions, bien que de 10 à 12 millions constitue l'évaluation la plus plausible (si l'on compte seulement ceux qui ont survécu à la traversée). Ils sont près de 2 000 par an au cours du XVIe siècle à être embarqués, et ce nombre augmente régulièrement, avec un pic de 80 000 en 1780. Ce n'est toutefois qu'au début du XIX^e siècle que les puissances européennes et nord-américaines commencent à prendre des mesures pour limiter ce commerce honteux. En dépit de la législation abolissant cette pratique, un grand nombre d'Africains sont encore transportés vers le Nouveau Monde en tant qu'esclaves durant la première moitié du XIX^e siècle, avec un nouveau pic dans les années 1840: selon certaines estimations, environ 2 millions d'Africains sont embarqués pour l'Amérique entre 1810 et 1870. Ce n'est qu'après 1875 que cette migration forcée cesse finalement, lorsque les lois contre l'esclavage sont également adoptées par les pays latino-américains (à partir de 1850 au Brésil et de 1860 à Cuba). En raison du retard pris par la législation abolitionniste latino-américaine, la traite des esclaves change de pôle géographique en Afrique : au XIXe siècle, son centre de gravité passe de la côte ouest-atlantique au sud du continent (Congo et Mozambique), puis à sa partie orientale.

Une autre conséquence de l'accroissement de la population est l'apparition, dès la deuxième moitié du XVIII^e siècle, d'un ambitieux mouvement de mise en valeur des régions nationales comme la lande, les polders, les terres en jachère, les marécages, les marais et d'autres terres non cultivées. Cette forte volonté de développement, associée à la recherche de travail dans les régions récemment industrialisées, provoque de nombreux flux migratoires au sein de l'Europe elle-même.

La France et l'Angleterre attirent beaucoup d'immigrants des pays alentours. De nombreux habitants d'Europe orientale migrent vers l'ouest, notamment en France et en Allemagne, et s'y installent. Parmi eux, on compte entre autres beaucoup de Juifs fuyant une nouvelle vague de pogroms en Europe de l'Est. Les grandes migrations vers l'est liées au développement agraire sont également importantes : environ 4,2 millions d'Européens occidentaux

gagnent la Russie entre 1828 et 1915, les deux tiers venant d'Allemagne et d'Autriche. En Russie, surtout après 1890, de grandes migrations internes prennent la direction de l'est et du sud, vers la partie asiatique du pays: environ 7 millions de Russes, composés de quatre cinquièmes de fermiers et d'un cinquième de prisonniers et d'exilés, partent pour la Sibérie, l'Asie orientale et le Turkménistan.

Ces migrations et cette colonisation intracontinentales volontaires ne sont pas le seul fait de l'Europe: la migration vers la frontière ouest des États-Unis représente pour l'histoire de l'humanité l'un des épisodes majeurs de conquête d'un territoire. D'autres migrations de cette nature ont lieu en Amérique latine, en Afrique du Sud et en Australie, à une échelle toutefois moindre qu'aux États-Unis.

Les mouvements internationaux de capitaux

L'intégration de l'économie mondiale se poursuit avec les exportations de capitaux, c'est-à-dire les investissements à l'étranger. L'Europe, qui fournit 88 % de tous les investissements, est de loin le principal pourvoyeur de capitaux à travers le monde au XIX^e siècle, avec la Grande-Bretagne en leader incontesté.

Les investissements à l'étranger donnent au commerce mondial un véritable essor, car ils favorisent la spécialisation internationale et la division du travail. En outre, ils deviennent avec le temps le principal vecteur du transfert de savoir-faire technique et, dans un certain nombre de pays où ils sont directement employés dans des projets d'industrialisation, ils apportent une contribution décisive à la croissance du produit national brut.

Durant la première moitié du XIX^e siècle, les investissements à l'étranger sont encore relativement modestes: de la fin des guerres napoléoniennes aux années 1850, ils atteignent un total d'environ 2 milliards de dollars, somme qui a déjà triplé en 1870. La grande période des emprunts internationaux commence surtout après cette date, avec un nouveau regain après 1900, lorsque les emprunts atteignent la somme remarquable de 23 milliards de dollars. En 1914, ils s'élèvent à 43 milliards de dollars, ce qui multiplie presque par huit le chiffre de 1870.

Plusieurs raisons expliquent cette extraordinaire augmentation. Elles sont souvent en rapport avec le développement des institutions financières spécialisées, ainsi qu'avec l'apparition d'instruments financiers plus élaborés visant à réduire le risque que représentent les investissements à l'étranger. L'expansion de la classe moyenne joue également un rôle important, car son dynamisme au cours de la révolution industrielle lui permet d'amasser des ressources financières non négligeables. À la veille de la Première

Guerre mondiale, les investissements britanniques à l'étranger s'élèvent à 43 % des investissements mondiaux. Entre 1870 et 1914, les Britanniques investissent en moyenne 4 % de leur revenu national à l'étranger, et jusqu'à 7 % entre 1905 et 1913! La balance commerciale de la Grande-Bretagne étant négative, les ressources nécessaires à ces investissements à l'étranger proviennent de fonds invisibles, des revenus générés par la flotte marchande britannique et par les surplus de la balance des paiements. Jusqu'en 1850, les Britanniques investissements surtout en Europe et aux États-Unis; par la suite, leurs investissements quittent l'Europe pour l'Amérique latine et, principalement, pour les colonies et dominions britanniques.

Derrière la Grande-Bretagne, la France est le deuxième investisseur à l'étranger, avec 20% des investissements mondiaux. Pendant la première moitié du XIX° siècle, les Français investissent principalement dans les pays voisins, avant de s'intéresser à l'Europe méridionale et orientale et au Moyen-Orient. Après 1891, la Russie devient l'une des destinations de prédilection des investissements français, à tel point qu'en 1914, elle compte sans doute plus du quart de ces derniers. Des pays industriels moins importants comme la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse jouent aussi un rôle relativement important sur le marché des capitaux internationaux, et représentent jusqu'à 12% du montant total des investissements à l'étranger à la fin du XIX° siècle.

Dans un premier temps, l'Allemagne importe des capitaux et se construit une solide base industrielle grâce aux fonds français, britanniques et belges à partir du milieu du XIX^e siècle, ce qui à la longue lui permet de générer un surplus d'exportation et donc de rembourser les investissements étrangers. Vers la fin du siècle, les Allemands commencent à investir à l'étranger, principalement dans les pays proches d'Europe centrale. De même, les États-Unis se contentent au début d'importer des capitaux en ayant largement recours aux fonds étrangers (principalement britanniques) pour mettre en valeur leur immense frontière agricole et industrielle. Jusqu'à ce qu'éclate la Première Guerre mondiale, ils sont en effet le plus grand bénéficiaire au monde des investissements étrangers. Ce n'est qu'après 1918 qu'ils passent du statut de débiteur à celui de première nation créditrice au monde, par suite des énormes emprunts accordés aux Alliés pendant la guerre.

La Russie ferme la marche des principaux bénéficiaires des investissements étrangers au XIX^e siècle: le réseau ferré russe, les grandes usines métallurgiques modernes du bassin du Donets et d'autres régions, ainsi que les industries chimique et textile ont été largement financés par des capitaux étrangers. Ces investissements ont des répercussions très importantes sur l'économie russe, car ils ouvrent la voie au déclenchement de la révolution industrielle russe à la fin du siècle. Les chiffres très élevés de la croissance de l'économie russe entre 1870 et 1914 peuvent donc être largement impu-

tés aux investissements étrangers. Au cours des années 1880, le retour sur investissement est extrêmement élevé, avant de chuter sensiblement après 1895. Les Français et les Belges sont les plus grands investisseurs en Russie, mais ils seront amenés à perdre tous leurs placements après la révolution de 1917.

En 1914, environ la moitié des investissements étrangers se concentre en Europe (27%) et en Amérique du Nord (24%). L'Amérique latine représente presque le cinquième (19%) des investissements; l'Asie compte seulement pour 16%; l'Afrique et l'Océanie, plus modestement, pour 9 et 5% respectivement. Sur l'ensemble des investissements étrangers effectués en Afrique, plus de 60% vont à la seule Afrique du Sud.

À l'instar de tous les investissements, ceux qui se réalisent à l'étranger doivent offrir un rendement suffisant pour permettre de verser un dividende annuel, mais aussi de rembourser l'investissement original. À cet égard, le retour sur investissement à l'étranger au XIX° siècle varie considérablement: dans certaines régions, l'investissement connaît un formidable succès et génère à la fois des dividendes et des profits considérables, alors que dans d'autres, l'application productive et le remboursement des fonds prêtés se révèlent être une affaire beaucoup moins aisée.

Les investissements étrangers dans les pays scandinaves et les dominions britanniques d'Australie, de Nouvelle-Zélande et du Canada sont particulièrement prospères et contribuent de manière décisive au développement d'une économie moderne dans ces pays. L'explication de ce succès réside dans les sommes investies (bien que relativement modestes dans l'absolu, il s'agit des investissements les plus élevés par habitant dans le monde), et dans le fait qu'on investit dans les secteurs les plus productifs. Ce type de stratégie d'investissement, allié à un niveau d'instruction générale traditionnellement élevé, suffit à expliquer la rapidité de la croissance économique et le haut niveau de vie atteint par ces pays au début du XXe siècle.

Les investissements réalisés en Amérique latine, en Asie et en Afrique sont considérables dans l'absolu, mais relativement faibles par habitant. En outre, le niveau d'instruction générale y est moins élevé et les structures institutionnelles moins évoluées qu'ailleurs; les débuts de la croissance économique, au sens moderne du terme, sont donc difficiles. Les investissements étrangers dans ces pays ont pour principal effet de permettre le développement de leurs ressources naturelles sans toutefois altérer fondamentalement leur structure économique, hormis dans le cas du Japon. Bien que ces pays aient désormais les moyens de jouer un rôle actif dans l'économie internationale, ils demeurent largement dépendants de l'Occident pour la consommation de biens industriels manufacturés. Ils sont, en outre, extrêmement vulnérables aux fluctuations du commerce, car leurs exportations se limitent souvent à quelques produits stratégiques miniers ou

agricoles. Dans certains cas, les investissements étrangers se montrent donc incapables de générer un développement local; au contraire, ils empêchent même, dans certaines régions, l'implantation d'une solide structure économique. Celles-ci n'ont que très rarement recours à leurs propres matières premières, qui leur permettraient d'exporter des biens manufacturés avec une valeur ajoutée plus élevée.

Les investissements étrangers se révèlent encore moins rentables en Afrique du Nord et en Europe du Sud et du Sud-Est. Une part considérable de ces investissements dans les secteurs public et privé n'est pas employée à bon escient: les remboursements des montants investis doivent donc souvent être suspendus.

Les possessions coloniales des grandes puissances telles que la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne n'absorbent qu'une petite partie des investissements de ces pays à l'étranger. En dépit des nombreux investissements de la Grande-Bretagne en Inde (notamment dans les chemins de fer), la part de la colonie dans les investissements britanniques à l'étranger, estimée à 4,107 milliards de livres sterling, ne représente en 1914 que 9 % de l'ensemble de ces investissements. Ceux de la France dans ses colonies augmentent énormément vers la fin du siècle, mais ne représentent en 1914 que 9 % environ des avoirs français à l'étranger, qui sont estimés à environ 2 milliards de livres sterling. Les investissements de l'Allemagne dans ses possessions africaines et asiatiques décollent dans les années 1890, mais ne constituent pas plus de 15 % des investissements du pays à l'étranger en 1914. Ces investissements permettent de développer les économies des colonies et de les associer aux économies des puissances coloniales.

Les aspects institutionnels : la percée du libre-échange

Du mercantilisme au libéralisme dans les échanges mondiaux (1790–1880)

Outre le caractère rudimentaire des moyens de transport et de communication, le développement des échanges durant l'Ancien Régime rencontre un autre obstacle : la politique de protectionnisme appliquée par la plupart des gouvernements, qui placent des barrières artificielles aux échanges intérieurs et extérieurs, afin de protéger les intérêts nationaux. À partir du XVI^e siècle, la montée en puissance de grands États nationaux dotés d'une administration centralisée, tels que la France, l'Angleterre et l'Espagne, exacerbe les sentiments nationaux. En termes économiques, cette évolution se traduit par un train de mesures protectionnistes qualifié de mercantilisme. Les gouvernements appliquant une politique mercantiliste attachent une très

grande importance à une balance commerciale positive: d'un point de vue économique, on estime en effet à l'époque que l'importation de métaux précieux augmente la prospérité nationale.

Adam Smith (1723–1790) (illustration 11) entreprend une étude systématique des objections des physiocrates et d'autres philosophes à la politique mercantiliste des gouvernements; à partir de leurs critiques, il élabore une solide théorie qu'il expose dans son livre La Richesse des nations (1776), qui deviendra célèbre par la suite. Deux des principales propositions effectuées par Smith dans son analyse ont une très grande portée. En premier lieu, il défend qu'un individu peut, par son propre travail, assurer son bien-être mieux que ne le fait l'État, ce qui implique que les intérêts de l'individu et ceux de la société sont inaltérables. En second lieu, il lui semble nécessaire qu'une politique de libre-échange en matière de relations commerciales avec l'étranger vienne compléter le libéralisme interne: avec le libre-échange, chaque pays pourrait librement se concentrer sur la production de ses principales spécialités; une distribution internationale du travail ferait alors son apparition et remplacerait avantageusement l'autosuffisance nationale, contribuant ainsi à la croissance de la prospérité mondiale dans son ensemble. Alors qu'Adam Smith met l'accent sur les différences des coûts absolus de production pour vanter les avantages du libre-échange, David Ricardo (1772–1823) démontre un peu plus tard, dans un ouvrage intitulé Des principes de l'économie politique et de l'impôt (1819), l'importance des différences relatives entre les coûts, concept que l'on retrouvera plus tard à la base de la théorie moderne des échanges internationaux. Les propositions d'Adam Smith et de David Ricardo s'accordent avec l'optimisme du XIX^e siècle sur la créativité de l'individu, optimisme qui prend racine dans le siècle des Lumières.

La Grande-Bretagne est la première nation qui abandonne progressivement le mercantilisme, car les théories d'Adam Smith sont reprises dès la fin du XVIII^e siècle par plusieurs hommes d'État britanniques. Néanmoins, l'entrée en guerre contre la France en 1793 retarde la percée définitive du libéralisme britannique dans les échanges, et l'on assiste même à un renforcement temporaire du protectionnisme en Grande-Bretagne à la fin de la guerre.

En 1815, en prévision d'une chute du prix du blé, que l'on considère inévitable au retour de la paix après la défaite de Napoléon en 1814, les grands propriétaires terriens britanniques assurent la promulgation au Parlement des Corn Laws, lois sur le blé qui interdisent l'importation de céréales étrangères si les prix chutent en dessous d'un minimum fixé et qui imposent des droits à l'importation dégressifs si les prix sont plus élevés que ce minimum. C'est précisément sur la question de ces Corn Laws que la bataille entre protectionnisme et libre-échange est menée. Or, peu après la fin des guerres

napoléoniennes, on observe déjà un revirement de l'opinion publique, et, en 1820, un groupe d'hommes d'affaires londoniens réclame au Parlement l'application d'une politique de libre-échange international. En réalité, la forte croissance démographique et l'urbanisation galopante rendent impossible l'application d'une politique d'autosuffisance alimentaire, et, comme l'influence des hommes d'affaires et des industriels s'accroît, la campagne pour le libre-échange gagne de plus en plus de terrain. Selon les industriels, la libre importation de céréales permettrait de faire baisser le prix du blé et, donc, de diminuer le coût de la vie et des salaires dans l'industrie (coûts de la production industrielle), d'où une forte hausse potentielle des exportations industrielles britanniques.

L'Anti-Corn Law League (Ligue contre les lois sur le blé), dirigée notamment par Richard Cobden (1804–1865), voit le jour en 1839 dans la ville textile moderne de Manchester. Ce mouvement antiprotectionniste acquiert rapidement une grande influence: dès 1841, il favorise la révision d'un certain nombre de droits à l'importation sur plusieurs produits alimentaires. En 1845, les récoltes de pommes de terre en Europe sont catastrophiques et provoquent une hausse des prix alimentaires, ainsi qu'une grave famine dans l'ensemble des pays; la situation est particulièrement dramatique en Irlande, où la pomme de terre constitue l'aliment de base de la population rurale. Afin de combattre la crise alimentaire, le Premier ministre de l'époque, Robert Peel, défie l'opinion majoritaire de son propre parti, les whigs, et abroge définitivement les Corn Laws en janvier 1846.

L'abrogation de ces lois marque la fin d'une longue période de protectionnisme britannique. Sous l'influence de William Ewart Gladstone (1809–1898), ministre des Finances durant les années 1850 et 1860 et futur Premier ministre (illustration 12), la politique de libre-échange est élargie. Les droits à l'importation sont soigneusement révisés en 1853 et 1860 : sur les 1 150 produits auparavant taxés, seuls 48 restent soumis aux droits à l'importation. Ces derniers ne concernent en outre plus que des produits non britanniques tels que le vin, le tabac, le café, le thé et les épices; de surcroît, le montant de ces taxes est réduit à un niveau purement symbolique. En 1849, les infâmes navigation laws datant du XVIIe siècle sont abrogées. Vers le milieu du XIXe siècle, la Grande-Bretagne devient ainsi la championne du libre-échange. Elle continuera par la suite sa politique de libre-échange absolu, car c'est ce qui sert le mieux ses intérêts. En raison de la suprématie politique, industrielle et commerciale du pays, cette politique est en effet le meilleur moyen de garantir un marché ouvert aux biens manufacturés britanniques dans le monde entier et d'asphyxier les industries traditionnelles et éventuellement concurrentielles des autres pays.

Dans le continent européen, le libéralisme commercial britannique suscite des réactions partagées. De fait, lors du blocus continental par Napoléon

de la Grande-Bretagne de 1806 à 1814, les pays du continent sont confrontés à un retour du mercantilisme. En outre, Napoléon met en place des barrières tarifaires élevées autour de la France et des territoires placés sous son contrôle, mettant ainsi fin au mouvement de libre-échange amorcé en France pendant la Révolution.

Après la défaite de Napoléon et la conclusion de la paix en 1815 (période de la Restauration), la France se retire dans un protectionnisme encore plus marqué, afin de protéger son industrie textile traditionnelle de la concurrence britannique: outre l'instauration d'un embargo total sur les articles de laine et de coton, des droits à l'importation élevés sont prélevés sur les matières premières et les biens semi-finis.

Par le biais de sa politique étrangère, Napoléon III (président de la France de 1848 à 1852 et empereur de 1852 à 1870) s'applique à renouer des liens d'amitié avec la Grande-Bretagne, non seulement pour que son régime gagne une reconnaissance politique, mais également pour une question de prestige: la France se doit en effet de jouer à nouveau un rôle de premier plan en Europe, notamment d'un point de vue économique. Bien que l'Assemblée nationale soit majoritairement en faveur du maintien de la politique protectionniste, Napoléon III fait valoir ses prérogatives, qui lui donnent le droit exclusif de conclure des traités avec des puissances étrangères (illustration 13). Le concept de libre-échange trouve également un certain nombre de partisans dans le monde universitaire, en raison de la présence de longue date d'une école où s'illustrent, entre autres, les économistes français Frédéric Bastiat (1801–1850) et Jean-Baptiste Say (1767–1832) (illustration 14), qui donnent une caution intellectuelle au principe de libre-échange. Michel Chevalier (1806–1879), professeur d'économie au Collège de France et sénateur, exerce également une influence non négligeable. C'est par le biais de son ami Richard Cobden (1804-1865), pionnier de la législation anti-Corn Laws, que le ministre britannique des Finances, Gladstone, est contacté afin de préparer un traité libéralisant les échanges entre les deux pays.

Étayé par les idées des économistes français et par les réussites de la révolution industrielle en France, le célèbre traité Cobden-Chevalier est conclu en janvier 1860 avec la Grande-Bretagne, ouvrant ainsi la voie au libéralisme en France. Son objectif est de mettre en place une politique commerciale libérale, afin de contraindre les industriels français à investir pour moderniser leurs équipements. Le traité abolit tous les droits britanniques sur l'importation des produits français (à l'exception de quelques articles de luxe), lève l'embargo sur les produits textiles britanniques et abaisse les taxes sur les autres biens britanniques à environ 15 % de leur valeur. La France passe donc d'une politique protectionniste à une politique modérément protectrice. Le traité ne libéralise pas seulement les relations commerciales entre les deux pays, mais il ouvre également la voie à toute

une série d'accords commerciaux bilatéraux entre plusieurs nations: il inclut ainsi la clause de la «nation la plus favorisée», selon laquelle toute réduction de droits de douane accordée par l'une des deux parties à une tierce nation s'applique automatiquement à l'autre partie. La France conclut des traités similaires avec presque tous les autres pays européens au début des années 1860, ce qui provoque une baisse continue des droits à l'importation et des tarifs douaniers dans toute l'Europe après 1860.

L'Allemagne fait fi des traditions particularistes du passé dès 1825, et la première union douanière, ou *Zollverein*, est créée. L'union douanière du sud de l'Allemagne date en effet de cette même année, mais elle est dissoute en 1829, lorsque la Bavière cherche à se rapprocher de l'union douanière du nord instaurée en 1829. À une certaine époque, on compte même une union douanière du centre de l'Allemagne, regroupement hétérogène d'États comprenant la Saxe, la Thuringe et Hanovre. Le 1er janvier 1834, le *Zollverein* allemand voit officiellement le jour : il fusionne les trois unions précédentes, réunissant ainsi 17 États allemands et 23 millions de personnes en une seule zone commune de libre-échange, dotée d'une même législation pour les droits d'importation, d'exportation et de transit, ainsi que d'une même monnaie et de systèmes de poids et de mesures identiques. La Prusse en est le membre le plus actif et fait figure de chef de file incontesté.

En 1871, enfin, l'union douanière est intégrée à l'Empire allemand et inclut tous les États allemands, à l'exception des villes libres de Hambourg et de Brême qui y accèdent seulement en 1888. L'économiste allemand Friedrich List (1789–1846) exerce une très grande influence sur la politique commerciale de son pays (*illustration 15*).

Encouragée par le traité Cobden-Chevalier, la Belgique conclut des traités de libre-échange avec la France, la Grande-Bretagne et le *Zollverein* allemand entre 1861 et 1863. En 1863, le ministre Hubert J. W. Frère-Orban (1812–1896) contribue considérablement à la future croissance du port d'Anvers et du commerce de transit belge avec le règlement du loyer Scheldt, imposé en 1830 à la Belgique par les Pays-Bas. Le ministre Frère-Orban est le grand promoteur de la notion de libre-échange, laquelle gagne de plus en plus les faveurs de l'opinion publique belge, car il est apparu sur l'entrefaite que la Belgique, en tant que pays européen de transit et exportateur de biens industriels manufacturés, avait tout intérêt à ne pas voir entravés ses échanges avec l'étranger.

Aux États-Unis, la crainte d'une nouvelle concurrence britannique au lendemain des guerres napoléoniennes entraîne la promulgation d'une mesure protectionniste, le *Tariff Act*, en 1816. Entre 1830 et 1857, néanmoins, les droits à l'importation diminuent progressivement, et les États-Unis commencent à suivre la même tendance au libre-échange que les pays européens. Ce mouvement est toutefois brusquement interrompu par la guerre

civile américaine (1860–1865) (*illustration 16*), étant donné que les droits à l'importation augmentent encore fortement pour des raisons fiscales. Ces taxes de guerre constituent la base de la protection de l'industrie américaine naissante, et ce même après la fin du conflit.

Le cadre institutionnel du libre-échange européen se dote rapidement de mesures monétaires et financières. Dès le début du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne consolide le système de l'étalon-or, bien que la plupart des autres pays européens conservent l'étalon-argent ou le bimétallisme jusqu'en 1875; néanmoins, en partie à cause de la domination britannique sur les échanges internationaux, la majorité des pays du continent adopte l'étalon-or au cours des deux dernières décennies du siècle. La généralisation progressive de l'étalon-or profite largement au commerce international. De fait, durant de nombreuses décennies, un seul critère de valeur intervient dans les échanges internes de chaque pays et dans les échanges internationaux en général. Le trafic commercial s'en trouve considérablement simplifié, et le commerce mondial inspire de plus en plus confiance. Au même moment, les progrès des techniques financières permettent de mieux organiser les investissements et les transferts à l'étranger.

Avec la révolution des transports et des communications, la hausse de la production industrielle et l'élargissement de la demande, la politique de libre-échange entraîne une augmentation spectaculaire des échanges mondiaux après 1840. C'est au cours des décennies qui suivent le traité Cobden-Chevalier que l'idéal de libre-échange triomphe pour la première fois et que les échanges internationaux connaissent un essor spectaculaire, avec des taux de croissance annuels pouvant atteindre 10% entre 1850 et 1875.

Retour au protectionnisme (1880–1914)?

L'une des conséquences de l'intégration progressive de l'économie mondiale au XIX^e siècle est l'harmonisation des mouvements de prix au-delà des frontières nationales. Toujours au cours du XIX^e siècle, les fluctuations cycliques des prix et de l'économie évoluent plus rapidement que jamais d'un pays à l'autre, car elles sont dues à l'interaction de facteurs réels et monétaires. En général, les chutes de prix s'inscrivent dans la durée, au contraire des baisses de production, lesquelles sont plutôt éphémères. Le niveau des prix chute après les guerres napoléoniennes, pour des raisons à la fois réelles (hausse de la productivité due aux innovations techniques) et monétaires, avant de remonter vers le milieu du siècle, par suite des grandes découvertes d'or en Californie en 1849 et en Australie en 1851. À partir de 1873, néanmoins, et pour une durée de vingt ans, le niveau des prix de la majorité des produits commence à redescendre, une tendance qui s'accompagne d'un ralentisse-

ment de la croissance économique et d'un essoufflement des mouvements internationaux de libre-échange.

En raison de l'utilisation massive des machines agricoles dans le Midwest américain, de la pose des chemins de fer transcontinentaux et des progrès de la navigation à vapeur transatlantique, les céréales peuvent être importées à moindre coût sur le marché européen; on assiste alors à une très forte chute des prix, ce qui plonge l'agriculture européenne dans une profonde désolation.

Face à la crise, la première réaction est souvent de protéger encore plus l'agriculture nationale: le libre-échange est alors provisoirement suspendu et des mesures protectrices gouvernementales sont annoncées. Pour l'Europe, le protectionnisme agraire adoucit le problème de la concurrence étrangère, mais renforce en même temps le conservatisme agricole. Une seconde réaction plus positive tend vers un renouveau structurel de l'agriculture européenne: dans l'éventail de la production, ce sont les produits laitiers qui sont mis en avant, secteur dans lequel les fermiers européens peuvent faire jouer leurs avantages plus facilement; la réforme structurelle est néanmoins longue à se mettre en place. En outre, durant les années 1870 et 1880, les milieux industriels réclament vivement l'adoption de mesures protectionnistes, un appel renforcé par une renaissance du sentiment nationaliste après la guerre franco-prussienne (1870).

Dans l'Allemagne unifiée, une alliance entre la noblesse terrienne de l'est du pays et les entrepreneurs industriels de l'ouest ouvre la voie à une hausse générale des tarifs douaniers (1879). Des mesures analogues suivent rapidement en Italie (1878 et 1887), en Autriche (1882), en Suisse (1884, 1891 et 1906), ainsi que dans d'autres pays. La Russie, qui est toujours restée assez isolée, met en place un tarif douanier très prohibitif en 1891. Dans un premier temps, la France hésite; elle procède d'abord à une révision des droits sur l'importation dans un mouvement modérément protectionniste en 1881, puis adopte des mesures un peu plus sévères en 1892, avec l'introduction d'un tarif minimum ne souffrant aucune exception (appelé «tarif Méline», d'après le ministre de l'Agriculture, Jules Méline [1838–1925]).

Des idées protectionnistes voient également le jour en Grande-Bretagne, notamment la notion de commerce équitable et l'idée de préférence impériale lancées par le ministre Joseph Chamberlain (1836–1914). Dans sa volonté de protection, Chamberlain poursuit un double objectif: d'une part, préserver les biens manufacturés britanniques de la concurrence étrangère, laquelle influe désormais sérieusement sur l'économie du pays, et d'autre part associer plus étroitement les économies des colonies et du pays colonisateur, en formant une union douanière qui unirait l'intégralité de l'Empire britannique au sein d'un système de préférence coloniale. Le gouvernement britannique n'approfondit toutefois pas pour l'instant ces suggestions; la politique demeure donc princi-

palement libérale jusqu'après la Première Guerre mondiale. Ce choix se révèle prépondérant, car l'ascendance britannique dans le monde est à cette période si grande que sa fidélité au libre-échange continue d'exercer une influence tangible sur l'ensemble des échanges mondiaux. Cependant, le libéralisme monétaire et financier, qui repose sur la mobilité internationale du capital et sur l'étalon-or, est préservé, de même que la mobilité de la main-d'œuvre.

On assiste également au refus de certains petits pays d'abandonner le libre-échange, notamment la Belgique et les Pays-Bas, qui ont établi un commerce de transit important au cours des décennies précédentes.

Tous ces facteurs mettent en évidence les raisons pour lesquelles, en dépit de toutes les tendances protectionnistes, les échanges s'inscrivent encore en grande partie dans le libéralisme jusqu'en 1914. Il faut donc relativiser considérablement le retour au protectionnisme après 1873. Bien que les échanges internationaux augmentent beaucoup moins à partir de cette époque, leurs taux annuels de croissance continuent à être relativement élevés (environ 4,5 % dans la décennie qui précède la Première Guerre mondiale). Au XIX^e siècle, une réelle économie mondiale se développe, et il faudra attendre jusque vers 1960 pour retrouver un tel degré d'intégration.

L'importance et la structure des échanges internationaux

Lorsque l'on se penche sur les échanges internationaux de cette époque, on est tout de suite frappé par leur degré exceptionnel de croissance, vu que le volume du commerce international par habitant est multiplié par 25 entre 1800 et 1913. La croissance la plus forte est enregistrée durant la période de libéralisation et d'industrialisation qui se situe entre 1840 et 1870; par la suite, le taux de croissance ralentit.

Par ailleurs, les échanges mondiaux s'intensifient beaucoup plus rapidement que la production mondiale à la même période. En conséquence, la libéralisation des échanges internationaux est un moteur important du développement économique général. Selon des estimations modestes, l'augmentation de la production mondiale par habitant se situe à 0,73 % par an entre 1800 et 1913, contre un taux de 3,3 % pour le commerce mondial par habitant. Étant donné que les échanges internationaux connaissent une croissance quatre fois plus rapide, la part du commerce mondial dans la production mondiale est multipliée par onze au cours de cette période : la part des échanges mondiaux (importations et exportations confondues) dans la production mondiale passe donc d'à peine 3 % en 1800 à 33 % en 1913! La croissance est plus prononcée en Europe qu'aux États-Unis et en Australie. En effet, ces derniers pays bénéficient déjà d'une assez grande intégration dans l'économie mondiale au début de la période donnée, ce qui réduit leur

potentiel de croissance. En outre, l'abondance des matières premières dont ils bénéficient favorise davantage le développement du marché intérieur que celui du commerce mondial.

Au XIX^e siècle, l'Europe domine le commerce mondial, contrôlant 67% des importations et des exportations totales de biens dans le monde entre 1876 et 1880, une part qui s'élève toujours à 62% en 1913; durant la même période, la part des pays nord-américains passe de 9,5% à 13,2%. Cette domination absolue des pays européens dans les échanges internationaux doit cependant être relativisée, car les deux tiers environ de la part européenne se composent en réalité d'échanges au sein même de l'Europe.

La Grande-Bretagne règne en maître absolu sur le commerce tout au long du XIX^e siècle, bien que l'on puisse observer un déclin croissant de cette suprématie : sa part dans les échanges mondiaux pour les matières premières entre 1876–1880 et 1913 passe en effet de 32,8 à 25,2% et celle pour les biens manufacturés de 46,9 à 33,5%. Les exportations jouent un rôle majeur dans les économies des pays européens au XIX^e siècle et représentent entre 15 et 20% du revenu national en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France. Dans les petits pays bénéficiant d'une situation géographique plus favorable, tels que la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse, le pourcentage est encore plus élevé.

Jusque vers 1875, la part des aliments et des matières premières issus des zones tempérées dans les échanges internationaux s'élève aux dépens des produits provenant des zones tropicales; toutefois, la situation s'inverse bientôt en raison de la percée du colonialisme européen. La grande stabilité du marché des matières premières et des produits finis au sein des échanges internationaux est une autre caractéristique remarquable, bien que ce dernier groupe se transforme en passant des produits textiles aux produits métalliques entre 1875 et 1900.

Finalement, la croissance des échanges internationaux fait naître un nouveau réseau multilatéral de paiements. La balance des paiements de la plupart des pays industrialisés est largement déficitaire face aux pays producteurs de matières premières et la Grande-Bretagne, bien qu'elle importe également à grande échelle des matières premières, est la principale exportatrice de produits finis vers les producteurs de matières premières non européens. Le revenu tiré de ce surplus d'exportation, associé au revenu invisible britannique issu des services, génère une devise étrangère suffisamment forte pour recouvrir le déficit de la balance commerciale britannique grâce à d'autres pays industrialisés; c'est ainsi que ces derniers reçoivent les devises étrangères nécessaires pour financer à leur tour leurs déficits de transactions courantes grâce aux pays producteurs de matières premières.

L'augmentation des paiements multilatéraux donne un élan supplémentaire à l'économie mondiale, car le système permet d'augmenter les

opérations de crédit à grande échelle et d'effectuer des compensations de soldes débiteurs et créditeurs, ainsi que de minimiser la circulation de l'or. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la stabilité du système mondial repose dans une très large mesure sur le surplus que les Britanniques accumulent par leurs transactions, ce surplus reposant lui-même sur leurs exportations de biens finis vers les producteurs de matières premières non européens.

LE COLONIALISME ET L'IMPÉRIALISME EN AFRIQUE

Le contexte géographique et démographique

À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, les puissances européennes mènent une politique coloniale agressive. Le Japon, fort de l'implantation de la technique occidentale sur son sol, suit leur exemple et poursuit en Asie une politique qui diffère très peu de celle des puissances européennes en Afrique. À partir de l'administration McKinley (1898–1900), les États-Unis commencent à suivre également une politique nettement impérialiste qui leur permet, en l'espace de quelques années, de contrôler des pays tels que les Philippines et Porto Rico.

En général, on fait une distinction entre impérialisme et colonialisme. Avec une politique impérialiste, un pays recherche l'expansion économique et politique aux dépens d'autres pays, afin de placer ces derniers dans une dépendance économique et politique; un tel développement peut s'effectuer sous forme de contrôle indirect ou d'annexion totale. Le colonialisme, pour sa part, peut être défini comme une forme spécifique d'impérialisme, par laquelle le pays colonisateur exerce une forme extrême de contrôle politique sur les territoires colonisés pour se substituer à leurs gouvernements, bien que les colonies conservent de fait un statut spécifique par rapport à la nation colonisatrice.

Le colonialisme et l'impérialisme européens du XIX^e siècle trouvent leur expression la plus spectaculaire en Afrique: si la présence européenne y est encore assez périphérique et marginale vers 1800, le continent est en 1910 presque entièrement partagé entre une poignée de puissances occidentales européennes qui le placent sous des gouvernements coloniaux.

L'Afrique est un continent immense, doté d'une diversité régionale et géographique prononcée, et il est essentiel d'apprécier cette diversité si l'on veut interpréter correctement les évolutions historiques qui s'y sont déroulées. Six régions plus ou moins bien délimitées peuvent être distinguées,

chacune ayant ses propres caractéristiques individuelles et historiques. La première, l'Afrique du Nord, est située entre la mer Méditerranée et le Sahara et jouit d'un climat relativement doux. En dessous du Sahara, dans l'ouest et au centre du continent, s'étend une vaste zone de savane, également connue sous le nom de Soudan occidental, qui forme, avec les régions de la côte atlantique (Guinée supérieure et inférieure), l'Afrique occidentale. À l'est, la savane rejoint les hauts plateaux fertiles de l'Éthiopie et, plus loin, vers la mer Rouge, la plaine somalienne aride. Au sud de cette longue savane, on trouve le plateau très étendu de l'Afrique centrale. Sa partie occidentale est occupée par la forêt tropicale humide zaïroise, qui rejoint la savane plus au sud. L'Afrique orientale, qui s'étend de la Somalie au Mozambique, est généralement plus sèche et moins fertile, bien que les hautes terres du Kenya et la région lacustre (autour de l'Ouganda actuel) constituent des exceptions. L'Afrique du Sud, enfin, est une extension du grand plateau africain et se compose d'une région assez petite et, à l'est, d'une bande côtière fertile avec une savane ouverte et sèche, située plus au centre.

Du point de vue démographique, l'Afrique du Nord est habitée par une population majoritairement arabisée, possédant les traits physiques des peuples sud-européens et arabes. Les habitants des hautes terres éthiopiennes proviennent sans doute aussi de ce groupe démographique.

Deux groupes de type négroïde dominent l'Afrique au sud du Sahara. Le premier est le peuple bantou, principalement composé de fermiers sédentaires qui, plusieurs siècles durant, migrent de l'Afrique occidentale vers le sud et colonisent une grande partie de l'Afrique centrale et australe. Le second groupe, les Nilotes, constitué essentiellement d'éleveurs nomades, habite tout d'abord la région située autour de la vallée supérieure du Nil, avant de migrer vers la partie orientale de l'Afrique. Ce découpage est bien sûr trop schématique, car il existe des exceptions majeures dans les deux régions d'Afrique subsaharienne: les Fulanis, par exemple, forment un important groupe ethnique d'Afrique occidentale et ont une longue tradition d'élevage extensif. Parmi les nombreux autres groupes ethniques, plus petits, figurent également les Berbères du Maghreb, en Afrique du Nord, mais également les Sans et les Khois qui peuplent toujours certaines régions d'Afrique du Sud. D'autres petits groupes, enfin, sont composés de descendants de colonialistes européens et indiens, dont l'installation en Afrique australe remonte seulement au XVIIe siècle.

Le contexte géographique, tel que l'absence de baies et de mers intérieures et la présence d'un vaste désert entre le Nord méditerranéen et le Sud tropical, explique en partie que l'Afrique subsaharienne reste une région relativement isolée du reste du continent jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

Néanmoins, les relations culturelles ou commerciales ne sont pas pour autant inexistantes avant 1800. Au cours du VIIe siècle, la plus grande par-

146 De 1789 à 1914

tie de l'Afrique du Nord est convertie à la religion musulmane, bien qu'en Égypte une minorité non négligeable de chrétiens (les Coptes) ait survécu jusqu'à nos jours. En outre, l'islam exerce rapidement une grande influence dans la ceinture soudanaise à travers le Nil et les routes des caravanes traversant le Sahara, même si les religions autochtones dominent jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Les commerçants arabes introduisent peu à peu l'islam en Afrique orientale, tout d'abord dans les villes côtières, puis progressivement à l'intérieur des terres.

La présence européenne est encore très faible en 1800. À l'exception de l'Afrique du Sud, elle se limite, au sud du Sahara, à un certain nombre de forts le long des côtes. Bien que les relations interculturelles demeurent limitées avant le XIX^e siècle, certains échanges auront à long terme des conséquences majeures. Les Portugais introduisent notamment des cultures vivrières, dont le manioc, le maïs et l'arachide, qui deviendront plus tard l'alimentation de base d'importantes régions d'Afrique. L'influence de ces nouvelles cultures ne se fait toutefois ressentir que très lentement: même à la fin du XIX^e siècle, celles-ci ne sont pas encore tout à fait répandues à l'intérieur des terres. C'est par la traite atlantique des esclaves que les Européens exercent indirectement leur plus grande influence. La traite des esclaves avec les nations arabes a de fait toujours existé, mais elle est beaucoup moins importante (sauf au XIX^e siècle) que celle qui se réalise sur la côte occidentale du continent.

Si les Européens n'ont que peu pénétré à l'intérieur du continent africain avant la fin du XIXe siècle, c'est plus en raison de leur très grande vulnérabilité aux maladies tropicales africaines qu'à cause de certaines circonstances géographiques spécifiques. Les répercussions de la révolution maritime sont donc très limitées en Afrique, contrairement à d'autres continents comme l'Amérique et, dans une moindre mesure, l'Asie. La fièvre jaune et la malaria constituent les principales maladies mortelles. La malaria, par exemple, est hyperendémique dans la majeure partie de l'Afrique tropicale. La maladie se transmet par les moustiques qui vivent non seulement dans les forêts tropicales humides et les marécages, mais également dans la savane ouverte. Dans ce nouvel environnement infectieux, les nouveaux venus européens meurent à un rythme effrayant. Jusqu'au milieu du XIXe siècle, le taux de mortalité annuel se situe en effet entre 250 et 750 %: en moyenne, la moitié des immigrants meurt dans l'année suivant leur arrivée! Des études sur la mortalité des forces armées britanniques entre 1818 et 1836 révèlent par exemple que le taux de mortalité est à l'époque de 13 ‰ en Angleterre et à Gibraltar, de 10% au cap de Bonne-Espérance, de 75 à 85% en Inde ou dans les Indes occidentales, mais pas moins de 480 % dans la Sierra Leone!

Cette vulnérabilité exceptionnelle des Européens aux maladies s'applique spécifiquement à l'Afrique tropicale et non à l'Afrique septentrionale et

australe. Le climat infectieux en Afrique du Nord est en effet identique à celui de l'autre rive de la Méditerranée, et le taux de mortalité pour l'Afrique du Sud est également comparable à celui de l'Europe. Ces niveaux montrent clairement pourquoi la colonisation européenne de l'Afrique subsaharienne est si lente: le risque de mortalité est beaucoup plus élevé sous les tropiques et dans le monde tropical, l'Afrique étant de loin l'environnement le plus dangereux pour les Européens. On voit donc pourquoi le colonialisme et l'impérialisme européens restent principalement concentrés en Afrique du Nord et du Sud jusqu'au cœur du XIXe siècle: la mortalité et, par conséquent, le coût des expéditions militaires et commerciales en termes de vies humaines y sont beaucoup moins importants que dans le reste du continent.

Le contexte international et l'évolution politique interne de l'Afrique au XIX^e siècle

Quelques-uns des bouleversements qui marquent le continent africain entre 1800 et 1880 sont dus à des circonstances exogènes, le principal facteur externe étant l'opposition croissante en Europe au commerce des esclaves, qui s'exprime à travers l'abolitionnisme. Dans de nombreuses régions africaines commence alors une période de transition où la traite séculaire des Noirs est abolie pour être remplacée par de nouveaux échanges. Une conséquence immédiate de l'abolition de l'esclavage est la création de deux nouveaux États africains: la Sierra Leone (*illustration 17*) et le Libéria. Plus généralement, cette transition permet de renforcer la présence européenne et, en outre, d'exercer une solide pression sur la structure sociale de plusieurs royaumes africains. L'introduction d'innovations techniques européennes dans le continent, qui s'effectue à des époques et en des lieux différents, ébranle l'équilibre local du pouvoir dans certaines régions, ce qui permet l'apparition d'« empires secondaires ».

Il convient de souligner la présence d'un grand dynamisme politique interne en Afrique au XIX^e siècle, contexte international et facteurs externes mis à part. Parmi les forces internes majeures figurent le renouveau de l'islam en Afrique occidentale, qui provoque un certain nombre de guerres religieuses (les *djihad*), et la montée de la nation zouloue, qui entraîne un grand nombre de mouvements migratoires (le *Mfecane*) en Afrique du Sud.

L'abolition de l'esclavage et la fondation de la Sierra Leone et du Libéria

La diffusion des idées du siècle des Lumières et de nouvelles théories économiques, selon lesquelles le libre-échange et la libre main-d'œuvre sont plus

efficaces que le protectionnisme, fait progressivement naître un mouvement antiesclavagiste au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle.

La Grande-Bretagne prend la tête de ce mouvement et, en employant tantôt la diplomatie et tantôt l'action militaire, elle cherche à diminuer le commerce atlantique des esclaves. Bien qu'à leur tour d'autres nations déclarent illégale la traite des esclaves et que la France et les États-Unis envoient sur place quelques petites escadrilles, seule la Grande-Bretagne est réellement préparée à financer une flotte permanente en Afrique, quelle que soit sa taille. Elle expédie ainsi un détachement permanent de la Royal Navy (le West African ou Preventive Squadron) sur la côte Ouest, la base étant établie en Sierra Leone. Mais le West Africa Squadron ne comprend que quelques navires, et cette force d'intervention et de surveillance ne réussit qu'à interrompre partiellement le commerce des esclaves. Néanmoins, si l'on en croit certains chercheurs, jusqu'à un quart des vaisseaux négriers est intercepté. Selon d'autres études, quelque 160 000 esclaves sont ainsi libérés sur les hautes mers, ce qui représente environ 8% du nombre total d'Africains arrachés à leur terre entre 1810 et 1870. Les 3 000 kilomètres environ de côte africaine situés au nord de l'équateur ne peuvent être entièrement surveillés par ces quelques bateaux, et les marchands d'esclaves réagissent de leur côté en construisant de nouveaux navires plus rapides. En outre, les négriers capturés ne peuvent être traduits en justice que dans un seul pays d'Afrique, la Sierra Leone. Les résultats relativement modestes obtenus grâce à l'introduction de moyens militaires poussent les autorités britanniques à négocier des traités avec un certain nombre de chefs d'Afrique occidentale de l'intérieur, par lesquels ces derniers s'engagent à abolir la traite des Noirs et à encourager le commerce des produits locaux. Le succès se révèle encore une fois limité, et la traite atlantique des esclaves ne prend fin qu'après la guerre civile américaine et la promulgation de lois antiesclavagistes dans des pays latino-américains tels que le Brésil et Cuba après 1850.

Comme nous l'avons déjà évoqué, la lutte contre l'esclavage entraîne la naissance de deux nouveaux États, la Sierra Leone et le Libéria. La création du premier résulte indirectement d'une décision d'un juge anglais, Mansfield, qui déclare en 1772 que l'esclavage est interdit sur le territoire britannique. À cette époque, on compte environ 14 000 esclaves noirs en Grande-Bretagne (souvent des domestiques de planteurs s'étant retirés des Indes occidentales), et, à leur libération, nombreux sont ceux qui rencontrent des difficultés pour mener une vie décente. Leurs intérêts sont défendus par un certain nombre d'abolitionnistes, lesquels fondent en 1786 un comité de soutien aux Noirs pauvres (Committee for Relieving the Black Poor). Ce comité suggère de permettre aux Noirs de retourner en Afrique, et c'est ainsi que les premiers s'installent en Sierra Leone en 1787, avec l'aide du gouvernement britannique. D'autres groupes suivent plus tard, parmi lesquels 1 200 anciens esclaves

(les Nova Scotians) ayant combattu aux côtés des Britanniques durant la guerre d'Indépendance américaine avant de s'installer pour quelques années au Canada. Une compagnie est créée, la Sierra Leone Company, pour diriger l'économie du pays. Cependant, étant donné que la communauté se montre peu viable économiquement et qu'elle entre en conflit avec les autochtones, le gouvernement britannique reprend les choses en main en 1808, et le pays devient ainsi la première colonie de la Couronne. En raison de la création à Freetown de la Court of Mixed Commission chargée de juger les marchands d'esclaves capturés, la population de la colonie s'accroît rapidement grâce aux esclaves libérés des vaisseaux saisis.

La fondation du Libéria trouve également son origine dans le «problème » posé par les esclaves émancipés aux États-Unis. En 1800, le nombre de Noirs libres dans le pays s'élève à environ 200 000 et s'accroît rapidement. En raison de la politique répressive des États du Sud envers ce groupe de population, les États du Nord redoutent de plus en plus de voir arriver chez eux un flot massif de Noirs libres ou en fuite, et c'est ainsi que des lois sont votées pour empêcher une telle migration. Afin de trouver une solution à ces divergences croissantes, des abolitionnistes américains se regroupent dans l'American Colonization Society, et, en 1820, un premier groupe de 88 immigrants s'installe au Libéria («Terre des libérés»). La gestion de cette nouvelle colonie ne va pas non plus sans poser quelques problèmes, mais, contrairement au gouvernement britannique en Sierra Leone, celui des États-Unis garde ses distances, une attitude qui permet d'accélérer le développement politique du Libéria. En 1847, les autorités locales (la colonie est gouvernée par les Noirs depuis 1841) proclament la souveraineté de la république du Libéria en prenant modèle sur la Constitution américaine.

Les origines commerciales de l'accroissement de la présence européenne en Afrique subsaharienne

Au XIXe siècle, le remplacement de la traite des Noirs par le commerce de nouveaux produits d'exportation provenant d'Afrique occidentale constitue une première explication à la présence européenne croissante en Afrique subsaharienne. Ce passage à de nouveaux produits s'y déroule beaucoup plus en douceur qu'ailleurs : en effet, depuis des temps immémoriaux, cette région dispose, outre des esclaves, de nombreux autres produits tels que l'or, le cuir, le bois, la gomme, l'huile de palme et la cire d'abeille. Elle exporte également quelques produits manufacturés comme les perles et les cotonnades.

Le commerce croît aussi sensiblement en Afrique centrale. Alors qu'auparavant les commerçants des côtes ne s'introduisaient que peu à l'intérieur des terres, au XIX^e siècle le continent entier est parcouru de part

et d'autre. Le commerce est tout d'abord aux mains des Africains, mais les marchands arabes gagnent progressivement du terrain, suivis plus tard par les Européens. On recense trois grands réseaux commerciaux: le réseau atlantique sur la côte Ouest, le réseau méditerranéen par les rives supérieures du Nil et le réseau de l'océan Indien sur la côte orientale, ce dernier faisant partie d'un plus grand réseau commercial à l'échelle mondiale. Le réseau atlantique est en réalité double : il se compose d'une part du réseau du grand fleuve, qui correspond plus ou moins au bassin du Congo (ou Zaïre), et d'autre part du réseau luso-africain, qui s'étend vers l'est à partir de la côte angolaise. Vers 1870, le réseau atlantique, qui s'étend à l'ouest, et le réseau de l'océan Indien, qui s'étend à l'est, se rencontrent dans l'actuel Zaïre, et un réseau intercontinental se met en place. Quand, à partir de 1850, la traite des esclaves chute fortement en raison des campagnes antiesclavagistes, les exportations d'ivoire principalement, ainsi que celles de tabac, d'huile de palme et de cacahuètes augmentent considérablement. Dans la région côtière angolaise, c'est la traite des Noirs qui domine, et le passage à une gamme plus diversifiée de produits d'exportation se révèle particulièrement difficile.

En Afrique orientale, le passage de la traite des Noirs au commerce de biens matériels prend beaucoup plus de temps. De fait, le commerce des esclaves s'y accroît même vers le milieu du XIXe siècle, car il est favorisé par deux évolutions majeures : le développement d'une économie de plantations dans l'océan Indien et, de manière assez paradoxale, l'intensification de la campagne abolitionniste britannique dans la région atlantique. Dès le XVIII^e siècle en effet, les Français introduisent des plantations de sucre sur les îles Mascareignes, dont font partie l'île Maurice et l'île de La Réunion, tandis que les Arabes omanais du golfe Persique entament la culture de clous de girofle sur l'île de Zanzibar. Le sucre et le clou de girofle sont tous deux des cultures à forte intensité de capital qui génèrent une importante demande de main-d'œuvre (esclave) peu coûteuse. En raison de la condamnation croissante de la traite des esclaves en Afrique occidentale, le centre de gravité de ce commerce se déplace vers de nouvelles régions où le contrôle britannique est moins patent : tout d'abord vers les régions contrôlées par les Portugais, puis vers l'Afrique orientale. Là encore, les Britanniques prennent rapidement des mesures. Ils concluent des traités avec le sultan de Zanzibar, ce qui provoque la fermeture officielle du marché des esclaves sur l'île en 1873.

Le passage au négoce de biens matériels est en outre encouragé par le développement rapide du commerce de l'ivoire, lequel est étroitement lié à une plus grande demande européenne qui fait grimper les prix (*illustration 18*). Alors qu'auparavant seule l'ivoire dur d'Afrique occidentale était utilisé pour fabriquer des manches de couteaux, l'ivoire plus doux d'Afrique orientale peut désormais être utilisé pour de nouveaux produits tels que des peignes, des touches de piano et des boules de billard.

L'abolition progressive de la traite des Noirs et la transition vers des pratiques commerciales légales engendrent un certain nombre de changements économiques et politiques fondamentaux. Les marchands d'esclaves européens et leurs intermédiaires africains doivent dorénavant modifier radicalement leur politique, car les marges bénéficiaires des nouveaux produits d'exportation sont beaucoup moins importantes et de nouveaux systèmes commerciaux doivent être mis en place.

Pour beaucoup de communautés africaines, telles que les peuples de la Sénégambie ou des Oil Rivers en Afrique occidentale, les Kambas au Kenya ou les Doualas au Gabon — pour ne citer qu'eux —, ces bouleversements entraînent une perte de stabilité politique, car de nouveaux groupements sociaux se forment et menacent le monopole du pouvoir détenu par les rois ou les intermédiaires. De surcroît, la réorganisation des échanges entraîne d'importants changements dans le tissu social africain. D'anciennes aristocraties font place à de nouvelles élites et ce n'est plus seulement le statut donné par l'hérédité qui importe mais également, et de plus en plus, la richesse.

Il devient rapidement clair pour nombre d'observateurs que la traite des Noirs ne peut être efficacement combattue si une solution de remplacement économique n'est pas mise en place. Certains Européens, comme James McQueen (1778–1870) dans son livre *A geographical and commercial view of Northern and Central Africa* (1821) et Thomas Fowell Buxton (1786–1845) dans son ouvrage *The African trade and its remedy* (1839), proposent de favoriser la présence de marchands et d'agronomes européens: ces derniers peuvent en effet encourager et guider la transition vers des commerces légaux que l'abolitionnisme rend désormais obligatoires.

Jusqu'au début du XIX^e siècle, la présence européenne en Afrique se limite à un petit nombre de villages peu peuplés et disséminés le long de la côte; la plupart d'entre eux sont en outre davantage peuplés d'Afro-Européens que de véritables Blancs. Dès l'aube du XIX^e siècle, les postes français et anglais mènent une politique de développement plus active. Dès les années 1820, les Français tentent de réaliser des plantations au Sénégal et d'utiliser des bateaux à vapeur pour essayer de nouer des échanges avec des régions situées plus à l'intérieur des terres. Ce premier projet est cependant un échec à cause de la mortalité élevée chez les administrateurs blancs et du manque de capital et de travailleurs africains, lesquels ne sont pas prêts à travailler pour le salaire proposé. Dans les années 1840, les Britanniques prennent des mesures similaires pour contrôler davantage de comptoirs commerciaux intérieurs et pour utiliser des navires à vapeur sur les fleuves, mais ils sont également contraints de suspendre leurs opérations en raison de la haute mortalité qui frappe leurs rangs. Avant 1880, la France et l'Angleterre mènent plusieurs missions d'exploration dans les régions intérieures, et ce

plutôt afin de contrôler directement une zone côtière limitée ou de diriger de façon informelle les royaumes situés à l'intérieur des terres. En outre, les deux pays s'efforcent de convaincre les dirigeants locaux d'établir des plantations, afin de produire pour le marché européen et de garantir un certain niveau de protection aux négociants européens. Les Français en viennent ainsi à se concentrer principalement sur le Sénégal, où les bases de la future pénétration française en Afrique occidentale sont jetées entre 1854 et 1865, sous l'administration de l'énergique gouverneur Louis Faidherbe (1818–1889). Les Britanniques dépensent beaucoup d'énergie dans l'exploration du delta du Niger (les Oil Rivers) où, en application des plans proposés par McQueen et Buxton, un service permanent de navires à vapeur est instauré en 1857 sur le fleuve. Au cours des années suivantes, un certain nombre de comptoirs commerciaux sont installés le long de cette ligne.

L'essor de ces nouveaux produits commerciaux et l'intérêt correspondant pour l'exploration de l'intérieur des terres ont une autre répercussion: la position intermédiaire des marchands africains traditionnels se trouve fréquemment menacée. C'est ainsi que des situations de conflit avec des sociétés commerciales européennes voient rapidement le jour. Ces circonstances donnent un prétexte supplémentaire à certaines nations européennes pour intervenir activement sur le terrain et étendre leur sphère d'influence vers l'intérieur des terres.

L'émergence de nouveaux empires locaux

L'apparition d'un certain nombre de nouveaux empires locaux (parfois également appelés empires secondaires) est liée à l'essor que connaissent certains États africains grâce à l'utilisation de nouvelles techniques militaires, généralement européennes, sans toutefois se trouver sous contrôle politique européen direct. Il est clair que ces États africains jouissent d'un avantage majeur sur leurs voisins, car leurs relations avec les Européens leur donnent accès à une nouvelle génération d'équipement militaire avant tous les autres. Dans les régions où les contacts avec les Européens sont fréquents, l'approvisionnement en technique militaire de pointe est régulier, et celle-ci est rapidement acquise: une nation occupant la première place peut ainsi se voir rapidement détrônée, et l'équilibre des pouvoirs peut être restauré. Dans les zones les plus reculées du continent africain, néanmoins, posséder une technique militaire moderne représente un plus grand avantage, et cet atout peut également être maintenu plus longtemps. C'est ainsi que le viceroi d'Égypte Mohammed Ali (1769–1849) parvient à conquérir le Soudan nilotique (l'actuel Soudan) en 1820, avec une force relativement modeste à peine 4 000 hommes —, mais équipée d'armes modernes, et qu'il réussit

à contrôler le pays avec un gouvernement égypto-turc jusqu'en 1884. Le succès des colons européens en Afrique du Sud offre un autre exemple: quelques milliers de Boers bien armés se déplacent ainsi vers l'intérieur du pays sud-africain (le Grand Trek), où ils peuvent exploiter pleinement la différence de technique militaire avec les Africains locaux, beaucoup plus nombreux. On trouve au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle d'autres exemples de création d'empires secondaires, avec le royaume de Samori Touré en Afrique occidentale (de la fin des années 1860 jusqu'en 1898), et l'expansion d'un empire centralisé dans les hautes terres éthiopiennes. Politiquement, ces nations sont souvent très instables; l'origine de la réussite de leur expansion repose sur l'exploitation d'une domination temporaire en matière de technique militaire. Cette domination disparaît toutefois dès que les peuples annexés peuvent acquérir des moyens similaires pour rétablir l'équilibre du pouvoir.

L'expansion de la présence européenne (1800-1880)

Au sujet du colonialisme et de l'impérialisme européens, on peut distinguer deux périodes dans l'histoire de l'Afrique au XIX^e siècle. Entre 1800 et 1880 environ, l'influence européenne s'accroît progressivement, bien que seuls le Nord et le Sud — en dehors des tropiques — soient concernés par une colonisation réelle. Ailleurs, la présence européenne reste encore marginale, bien que les Européens soient de plus en plus nombreux et que les villages européens à la périphérie du continent se multiplient et s'agrandissent. En outre, cette période est marquée par les grands voyages d'exploration, lesquels permettent de dresser une carte de l'intérieur des terres africaines. Entre 1880 et 1910, une politique beaucoup plus agressive est menée: au cours de ces trois décennies, le continent entier, à une seule exception près, est envahi et découpé entre les puissances coloniales.

L'impérialisme européen en Afrique du Nord avant 1880

À la veille du XIX^e siècle, l'Afrique du Nord est divisée en deux systèmes politico-administratifs: d'une part le Maroc, indépendant mais politiquement instable, dirigé par la dynastie alaouite, et, d'autre part, les États semi-indépendants d'Algérie, de Tunisie, de Libye et d'Égypte, qui accordent seulement une reconnaissance de façade à la suzeraineté de l'Empire ottoman. Bien qu'au début du XIX^e siècle ces États demeurent des provinces *de jure* (sultanats) de cet empire, leur gouvernement est *de facto* dans les mains d'une caste militaire d'anciens esclaves ayant été recrutés auparavant à l'étranger (les mamelouks d'Égypte, par exemple).

154 DE 1789 à 1914

En raison de sa situation géographique et de son climat relativement doux, l'Afrique du Nord a toujours entretenu des relations privilégiées avec l'Europe par rapport au reste du continent noir. En effet, jusqu'aux premières décennies du XIX° siècle, les États de cette région se considèrent les égaux des nations européennes, comme le montre notamment le maintien de missions diplomatiques mutuelles. Ils se réservent aussi le droit de prélever des impôts sur les navires méditerranéens voguant dans leur sphère d'influence. Néanmoins, les puissances occidentales considèrent ces taxes comme un vol et un frein aux échanges internationaux naissants, un argument qui sera bientôt invoqué pour justifier une intervention.

Le déclin croissant de la puissance militaire de l'Empire ottoman et de ses États satellites au XIXe siècle, de même que l'incapacité des dirigeants locaux à recréer le modèle européen de formation d'un État et à faire évoluer l'administration et la technique constituent sans aucun doute les principales causes du succès de la colonisation européenne en Afrique du Nord. Dans leurs efforts pour maintenir leur souveraineté, certains des dirigeants nordafricains tentent d'accélérer le processus de modernisation de leurs pays; mais, par ironie, ces efforts ne font qu'accélérer la présence et bientôt l'influence de l'Europe. Aussitôt qu'un pays nord-africain souffre d'instabilité politique et administrative ou d'une dépendance financière croissante envers les autres nations, l'influence politique du monde extérieur commence à prendre du terrain. Le modèle de colonisation et d'impérialisme ébauché ci-dessus varie bien évidemment selon les pays et le contexte historique et local. Cette variété ressort clairement de la description suivante, qui représente brièvement la situation des différents pays d'Afrique du Nord.

À la fin du XVIIIe siècle, l'Égypte est temporairement occupée par les troupes françaises de Napoléon (bataille des Pyramides, 1798). Néanmoins, l'occupation des Français ne constitue qu'un bref interlude et, lors des décennies suivant leur départ en 1801, le pays tombe une fois de plus sous la coupe de la caste des dirigeants militaires ottomans. L'un d'eux, Mohammed Ali (1769-1849), met l'Égypte sur la voie de la modernisation dès 1806. Il crée la première armée permanente ainsi qu'une flotte moderne; pour le progrès de l'agriculture, il prend des mesures énergiques en introduisant la culture du coton et en étendant la pratique de l'irrigation. En outre, il envoie de nombreux jeunes Égyptiens à l'étranger, principalement en France, afin de les former de manière approfondie à la science et à la technique occidentales. Pourtant, Mohammed Ali ne réussit pas sur tous les plans: en privilégiant la culture du coton, l'agriculture égyptienne devient trop dépendante d'une seule culture commerciale (monoculture); de surcroît, elle dépend des fluctuations de prix à l'étranger, sur lesquelles elle n'a aucun contrôle. En outre, les efforts du vice-roi pour mettre en place une solide structure industrielle (usines d'armes, production de sucre et de textiles) ne se concrétisent jamais vraiment. Les réformes qu'il entreprend ne sont toutefois pas négligeables: l'indépendance *de facto* est notamment obtenue de l'Empire ottoman. L'Égypte devient un important producteur de coton et peut se vanter de posséder une armée professionnelle ainsi que des fonctionnaires de l'administration publique relativement bien formés. De plus, les réformes sont mises en place sans que de réels engagements financiers soient contractés auprès des grandes puissances européennes.

Abbas I^{er} (1813–1854) succède à Mohammed Ali à la mort de celui-ci, en 1849. Il est suivi de Mohammed Saïd (1822–1863) en 1853, qui entreprend la construction du canal de Suez (illustration 19), afin de relier la Méditerranée à la mer Rouge. Ce projet est dirigé par l'ingénieur français Ferdinand de Lesseps (1805–1894) (illustration 20), et l'Égypte y participe dans des conditions relativement défavorables. Sous le règne de Mohammed Saïd, le pays commence en effet progressivement à emprunter des fonds aux banquiers étrangers, et, à la mort de ce souverain en 1863, son successeur Ismaïl pacha (1830–1895) développe considérablement ce système d'emprunts afin de tenter à nouveau de moderniser le pays. Sous son règne, l'indépendance du pays vis-à-vis de l'Empire ottoman est renforcée. On assiste en outre à la pose de près de 1 500 kilomètres de voies ferrées et de 8 000 kilomètres de lignes télégraphiques ainsi qu'à la construction de 450 ponts, de 4 500 écoles primaires dans tout le pays et d'un port moderne à Alexandrie. Le nombre d'Européens employés dans ces projets s'accroît sensiblement, passant de quelque 10 000 dans les années 1830 à environ 100 000 en 1875. Cependant, de grosses sommes d'argent sont investies dans des projets de pur prestige tels que la cérémonie d'ouverture du canal de Suez en 1869, au coût extravagant de 1 million de livres sterling, ou le financement de deux expéditions militaires totalement infructueuses en Éthiopie (en 1875 et 1876), entreprises dans le vain espoir de créer un grand empire égyptien en Afrique.

À la fin des années 1870, la dette étrangère de l'Égypte s'élève ainsi à 100 millions de livres sterling, contre « seulement » 13 millions de livres à la mort de Mohammed Saïd en 1863. Le pays n'est alors même pas en mesure de garantir le paiement des intérêts de ses crédits. La Grande-Bretagne, bien qu'elle n'ait pas participé au projet du canal de Suez, profite de la situation en achetant les parts égyptiennes dans le canal pour un coût exceptionnellement bas (seulement 4 millions de livres sterling). Cet achat, effectué sous le gouvernement de Benjamin Disraeli (1804–1881) (*illustration 21*), obéit à une politique vigilante de contrôle des routes commerciales vers l'Inde. L'aggravation persistante de la situation en Égypte entraîne l'intervention de la Grande-Bretagne et de la France en 1878, lesquelles obligent les autorités égyptiennes à accepter un contrôle anglo-français de leurs finances. En réalité, cette intervention signifie que la nation égyptienne est encore une fois contrainte d'abandonner une part non négligeable de sa souveraineté à une

puissance étrangère. C'est ainsi qu'en 1882, la Grande-Bretagne en vient à assujettir totalement le pays, lequel appartiendra à l'Empire britannique jusqu'en 1922.

La situation de l'Égypte, qui doit céder aux puissances européennes l'autonomie qu'elle vient juste d'acquérir, se répète dans d'autres pays nordafricains. Les dirigeants de ces nations s'efforcent d'abord de se dégager progressivement de l'autorité ottomane. Ensuite, ces États tentent de se moderniser grâce aux conseils et aux capitaux occidentaux. La plupart de ces tentatives avortent et entraînent une prise de contrôle croissante de l'Europe, avant tout dans le domaine des finances puis, lorsque se pose le problème du remboursement, dans les affaires politiques et administratives du pays.

En Tunisie, la situation financière sous le règne du bey Muḥammad al-Sadūq (1812–1882) devient encore plus alarmante vers le milieu du XIX^e siècle, et une commission internationale est ouverte en 1869 pour débloquer la situation. En échange de l'effacement de la dette, Muḥammad al-Sadūq se voit contraint d'accorder des concessions économiques majeures aux entreprises européennes. Au cours des années suivantes, le bey tente de fléchir l'influence française en liant des liens avec l'Italie, espérant ainsi que la rivalité entre les deux pays empêchera une colonisation imminente. Mais c'est en vain, car la France réagit en plaçant la Tunisie sous occupation militaire en 1882 (traité de Bardo) et en annexant officiellement le pays en 1883 (convention de la Marsa), qui devient ainsi un protectorat.

En Libye, le dominion ottoman reste intact jusqu'en 1911, année de l'invasion italienne, bien que l'influence européenne, qui s'exprime sous forme d'emprunts et de concessions, s'y soit déjà très fortement accrue avant cette période.

La conquête de l'Algérie par la France est un cas à part. Les deux pays ont entretenu des relations commerciales intenses au cours des siècles précédents et l'Algérie exportait ainsi des quantités considérables de céréales et d'huile d'olive vers la France. Cependant, au début du XIXº siècle, des tensions commencent à voir le jour, notamment au sujet du remboursement des emprunts (l'Algérie est en effet un débiteur de la France). Après un épisode insolite — l'incident du chasse-mouches, lors duquel le consul français, Deval, prétend avoir été frappé avec un chasse-mouches par le bey au cours d'une discussion animée —, les Français font le blocus d'Alger en 1827 et prennent la ville en 1830. Ils justifient cette invasion par leur volonté d'éradiquer le pillage, mais il est de l'avis général que le roi français Charles X (1757–1836) voulait en réalité tenter de rehausser le prestige de son régime par une action militaire et, de là, se constituer une colonie dans le sens traditionnel du terme.

La prise d'Alger ouvre la voie à une conquête totale de l'Algérie, bien que quarante années soient encore nécessaires pour y parvenir. La campagne

militaire se révèle une entreprise difficile, longue et coûteuse. Durant les premières années de guerre, le principal opposant aux Français est Abd el-Kader (1808–1883) (illustration 22), un musulman berbère qui réussit à unifier les différentes factions berbères dans un djihad contre les «infidèles». Abd el-Kader est un homme doté de remarquables qualités d'organisation et de solides compétences militaires, et il mène avec succès une guérilla contre les troupes françaises. En utilisant notamment la tactique de la terre brûlée, il met en place un solide mouvement de résistance durant les premières années. Les commandants français — le général Desmichels (1779–1845) et le général Bugeaud (1784–1849) — doivent donc conclure des traités (traité Desmichels et traité de Tafna) en 1834 et 1836 respectivement : un *statu quo* effectif est instauré et il est convenu que la présence française en Algérie demeurera limitée et que l'indépendance de facto de la région contrôlée par Abd el-Kader sera reconnue. En réalité, les Français n'ont aucunement l'intention d'accepter un accord définitif. La guerre recommence donc en 1839, et les Français reprennent progressivement les attaques militaires. En 1847, Abd el-Kader est contraint de capituler, mais les Français devront attendre le début des années 1860 avant d'occuper finalement toute la région. Une décennie plus tard, en 1871, une rébellion éclate parmi les Berbères de Kabylie, la dernière de ce XIX^e siècle: dans cette région montagneuse de l'est du pays, la révolte n'est étouffée qu'au prix de grandes difficultés.

C'est en ce sens que la conquête de l'Algérie est un phénomène à part, car aucune région d'Afrique de cette taille n'a jamais été occupée aussi rapidement et à l'aide d'une puissance militaire aussi imposante. L'arrivée massive d'Européens est une autre spécificité de cette conquête: alors qu'en 1839, on compte seulement 25 000 colons, trente ans plus tard, en 1871, on en dénombre 245 000, dont 130 000 Français. Cet afflux a des conséquences considérables pour les Berbères, lesquels sont systématiquement chassés des meilleures terres. En effet, environ quatre cinquièmes des terres fertiles de la région du Tell et des hauts plateaux tombent entre les mains des colons.

Par suite de l'intrusion des Français en Algérie, le Maroc se retrouve lui aussi confronté au colonialisme et à l'impérialisme européens. Tout comme l'Égypte et la Tunisie, il constitue un cas spécifique, car il fait l'objet de conflits d'intérêts entre plusieurs nations européennes : pour la Grande-Bretagne, les enjeux sont le contrôle de l'entrée de la mer Méditerranée et la protection de la route vers l'Inde ; pour la France, la souveraineté marocaine est source d'irritation en raison du soutien du pays à la résistance algérienne ; quant à l'Espagne, elle y possède des intérêts commerciaux remontant à plusieurs siècles. Cette rivalité entre les diverses puissances européennes renforce la position des sultans, lesquels réussissent à maintenir l'indépendance de leur pays jusqu'au début du XX^e siècle en dressant les nations occidentales les unes contre les autres. De fait, ce n'est que lorsque les puissances européennes

158 DE 1789 à 1914

décident de s'entraider sur des territoires donnés, par le biais de traités et d'accords, que l'une d'elles peut enfin se trouver en mesure de conquérir le pays. Il demeure toutefois indéniable que les interférences européennes au Maroc sont déjà importantes au XIX^e siècle. En 1828, les Britanniques font le blocus de Tanger; d'autres ports et villes du Maroc sont bombardés en 1829 par les Autrichiens et en 1851 par les Français, notamment en représailles à la saisie de navires marchands par le Maroc. La guerre éclate entre la France et le Maroc en 1844. Elle est suivie de la guerre contre l'Espagne en 1851, au cours de laquelle Tétouan est prise; seule l'intervention britannique empêche une plus grande percée à l'intérieur du pays. En 1860, un accord très avantageux pour l'Espagne est conclu: il y est prévu qu'une longue étendue de terre autour de Melilla soit cédée par le Maroc et qu'un grand nombre de privilèges commerciaux soient octroyés à l'Espagne. Cette situation engendre très rapidement des demandes comparables chez les Français et les Britanniques. Afin de diminuer les interférences des puissances européennes, les sultans tentent de moderniser leur pays mais, à l'instar de la plupart des nations nord-africaines, ces mesures ne font que les plonger peu à peu dans l'endettement, augmentant ainsi leur vulnérabilité.

L'impérialisme et le colonialisme européens en Afrique du Sud : le Grand Trek des Boers

En dehors de l'Afrique du Nord, ce n'est que dans la partie méridionale du continent que la présence européenne augmente considérablement avant 1880. Au début du XIX^e siècle, la migration des peuples bantous n'est pas encore totalement achevée et des groupes comme les Xhosas commencent à s'installer dans le sud-est de l'actuel État d'Afrique du Sud, entre les rivières Fish et Sunday.

Depuis 1652, la Compagnie hollandaise des Indes orientales dispose de terres au cap de Bonne-Espérance, dans le sud-ouest du pays : ce poste ravitaille les navires de la compagnie faisant route vers les possessions néerlandaises et les villes marchandes d'Extrême-Orient. Vers la fin du XVIIe siècle, la population blanche augmente rapidement, en partie par suite de l'immigration de protestants français, qui constituent à cette époque près d'un tiers de la population européenne locale. Au fur et à mesure que leur nombre augmente, les colons européens commencent à se disperser. Ils pratiquent surtout une forme extensive d'élevage, ce qui provoque une croissance rapide de la zone colonisée, car l'éleveur moyen de l'époque a besoin d'une surface de plus de 10 kilomètres carrés pour que sa ferme soit viable. L'isolement relatif des colons blancs, qui sont beaucoup moins nombreux que les autres peuples africains, renforce leur esprit de communauté et entraîne progressivement

un sentiment de supériorité raciale vis-à-vis de la population noire, attitude renforcée par le fait que les travaux manuels sont principalement réalisés par les esclaves noirs et les serviteurs khois. De ce point de vue, la religion calviniste joue également un rôle essentiel en raison de la grande importance qu'elle accorde à la prédestination. Ainsi, les fermiers blancs considèrent que les différences entre les races et leur propre position privilégiée sont l'expression de la volonté de Dieu. Du mélange entre la population blanche, les Khois et les Sans apparaît un nouveau groupe démographique, les métis du Cap, et des relations entre les Boers néerlandophones et leurs employés naît l'afrikaans (un idiome local fondé sur le néerlandais, dans lequel on retrouve l'influence de langues africaines et de l'anglais), qui devient la langue parlée de la majorité de la population blanche.

Au cours du XVIII^e siècle, les colons blancs progressent vers le sud-est où ils tissent des liens avec les Xhosas. Des revendications sur les terres et les troupeaux provoquent rapidement d'âpres rivalités entre les deux groupes de population: la guerre éclate en 1779 et 1793 (première et seconde guerres de résistance des Xhosas, également connues sous le nom de « guerres cafres »). Durant le conflit de 1793, les Boers installés dans la zone frontalière rejettent momentanément l'autorité de la Compagnie hollandaise des Indes orientales mais, en 1795, la région du Cap est entièrement conquise par les Britanniques. Parallèlement, le nombre de Boers qui s'installent dans la zone frontalière orientale continue à croître et la tension qui découle de la répartition des terrains disponibles renforce encore plus la concurrence avec les Xhosas pour l'obtention de la terre et du bétail. La guerre éclate donc de nouveau en 1799; elle reste endémique et reprend en 1812, 1818–1819, 1834–1835, 1846, 1850–1853 et, enfin, en 1877–1878, années qui marquent la défaite finale des Xhosas.

La région du Cap demeure sous contrôle britannique pendant le reste du XIX° siècle. Influencés par les missionnaires et les idées des Lumières, les Britanniques font preuve d'une attitude beaucoup plus positive envers les droits de la population noire que les Néerlandais précédemment. À cet égard, un certain nombre de lois sont adoptées, dont la 50° ordonnance de 1828, qui prévoit l'égalité totale entre les Africains libres et les Blancs; cette position progressiste des Britanniques est toutefois traitée avec une grande suspicion par les Boers ultraconservateurs. En 1833, l'esclavage est aboli dans tout l'Empire britannique et, après une courte période de transition qui s'achève en 1838, les esclaves libérés sont sous la réglementation de la 50° ordonnance. Ces mesures alimentent la frustration des Boers à tel point qu'ils prennent la décision d'émigrer vers de nouvelles régions où l'autorité britannique n'a pas cours ou ne peut plus être appliquée.

En 1836 commence donc un grand mouvement d'émigration, mieux connu sous le nom de Grand Trek, qui prend une ampleur jamais connue

au cours des précédentes vagues de colonisation. Ce faisant, les Boers ont l'intention de créer un État indépendant où la politique britannique d'égalité des races ne serait pas appliquée. Le Grand Trek prend la direction du nord, car la résistance xhosa est trop forte à l'est.

Entre 1835 et 1841, quelque 6 000 Boers traversent l'Orange en direction des plaines qui recevront plus tard le nom d'État libre d'Orange, puis le Vaal pour atteindre ce qui deviendra le Transvaal. Par la suite, certains d'entre eux progressent vers la côte et, après avoir vaincu les Zoulous au cours de la bataille de Blood River (1838), s'introduisent plus à l'est dans le Natal. La marche des Boers, avec leurs wagons à bœufs et leurs camps ou laagers (cercles défensifs de wagons), est à l'époque romancée, prenant ainsi des proportions mythiques. Si l'on considère les moyens de l'époque et le fait qu'elle ait été entreprise dans un environnement peu connu et hostile, cette migration constitue en effet un exploit remarquable; néanmoins, l'exploration de nouveaux territoires par les Boers blancs se double de l'occupation de la terre des Noirs qui s'y étaient déjà établis. Jusqu'au cœur du XIX^e siècle, cette situation provoque des luttes persistantes entre Boers et Africains, ce qui déstabilise considérablement la région (voir la bataille de Vegkop en 1836, à la suite de laquelle les Boers sont contraints de se retirer temporairement). Généralement, le combat se solde en faveur des Boers, mieux armés et plus mobiles. Pourtant, les derniers peuples africains indépendants continuent de résister jusqu'à la fin du XIXe siècle; il faudra en effet attendre 1879 et 1898 respectivement pour que les Pedis dans l'est et les Vendas dans le nord du Transvaal soient vaincus. Dans cette nouvelle région frontalière, les Boers instaurent au cours des décennies suivantes quelques petites républiques qui n'ont que peu d'affinités entre elles.

Le Grand Trek pose un problème épineux aux autorités britanniques de la colonie du Cap. Alors qu'auparavant les contacts entre colons blancs et population noire se cantonnaient à la frontière orientale, après cette nouvelle vague de migration c'est désormais l'ensemble du territoire sud-africain qui est touché par des conflits au sujet de la propriété des terres. Aux yeux des Britanniques, la colonie du Cap revêt une importance particulière, principalement en raison de sa situation stratégique. Doivent-ils également faire valoir leur autorité dans les régions prises par les Boers, et ainsi protéger et garantir les droits de la population locale? Ou leur suffit-il de maintenir la juridiction britannique dans la colonie du Cap et d'abandonner aux émigrants boers la souveraineté sur l'intérieur du pays, souvent peu fertile et peu rentable? En d'autres termes, vaut-il la peine de mener une guerre probablement coûteuse et incertaine pour ramener ces régions sous la juridiction britannique, sans avantages immédiats pour le pays colonisateur?

L'occupation du Natal et les conflits des Boers avec les populations locales provoquent une réaction britannique dès 1841 et, après l'expédition

d'une petite force militaire, la région est formellement annexée au Cap. La majorité des Boers décide alors de quitter le Natal, traversant à nouveau le Drakensberg pour gagner l'État libre d'Orange et le Transvaal modernes, où certains des premiers participants du Grand Trek se sont déjà installés. Au Natal, la place des émigrants boers est reprise par des colons britanniques, lesquels mettent en place une forme d'agriculture avant tout destinée au commerce. Assez rapidement, les planteurs britanniques rencontrent des difficultés à trouver de la main-d'œuvre bon marché. Peu après 1850, le problème est réglé en attirant une main-d'œuvre indienne peu coûteuse pour cultiver les plantations de canne à sucre, ce qui représente les débuts de la communauté afro-indienne d'Afrique du Sud. En 1847, après la « guerre de la Hache» (war of the Axe, 1846), la région située entre le Fish et le Kei, qui constituait auparavant la frontière orientale, est intégrée à la colonie du Cap sous le nom de Cafrerie britannique. Le pays boer, entre l'Orange et le Vaal, connaît le même sort: il est provisoirement annexé à la colonie du Cap et prend le nom de souveraineté de l'Orange. Néanmoins, la guerre éclate en 1851 entre les Boers et les Sothos (ou Basutos), dirigés par leur énergique chef Moshoeshoe. Lorsqu'il devient manifeste que cette guerre ne se révélera fructueuse ni pour les Boers ni pour leurs administrateurs britanniques, ces derniers montrent une nouvelle fois leur opposition à une politique trop active (et coûteuse) d'intervention dans les régions contrôlées par les Boers. En 1852 et 1854 respectivement sont signées les conventions de Sand River et de Bloemfontein, par lesquelles les Britanniques s'engagent à ne pas intervenir au nord du Vaal et de l'Orange, acceptant ainsi implicitement l'indépendance des républiques boers du Transvaal et de l'État libre d'Orange.

En 1856, le Transvaal se dote d'une constitution et les différents groupes de colons blancs s'y rassemblent sous le nom de république d'Afrique du Sud, bien que les efforts pour s'unir politiquement avec l'État libre d'Orange n'aboutissent pas. Dans ce dernier, le conflit latent entre Sotho et Boers au sujet de la propriété des terres et du bétail provoque deux nouvelles guerres (première et seconde guerres de l'État libre d'Orange-Lesotho, 1858 et 1865). Lors de la seconde guerre, le roi Moshoeshoe, alors très âgé, demande la protection britannique, afin de préserver une certaine indépendance vis-à-vis des Boers. En 1865, le Basutoland (l'actuel Lesotho) est annexé sur l'insistance du gouverneur britannique, Woodhouse, et placé sous autorité coloniale britannique, autorité qui est provisoirement assurée par la colonie du Cap en 1871.

L'annexion du Basutoland représente un revirement supplémentaire de la politique britannique de détachement lancée dix ans plus tôt par les conventions de Sand River et de Bloemfontein.

À partir des années 1860, les contextes économique et politique sont de plus en plus amenés à jouer un rôle majeur dans le renouveau de la

162 DE 1789 à 1914

politique interventionniste des Britanniques à l'égard des républiques boers indépendantes. De fait, la découverte de gisements diamantifères dans la région de Kimberley en 1858 ouvre de nouvelles perspectives concernant l'exploitation de l'intérieur des terres. Auparavant, l'intérieur du territoire sud-africain n'offrait que quelques possibilités de culture extensive, à peine rentables, mais c'est durant les années 1860 qu'apparaît clairement l'énorme potentiel d'exploitation minière. Bien que les deux républiques boers revendiquent la propriété des gisements de diamants, la région est placée sous l'administration de la colonie du Cap en 1871. L'importance économique croissante de l'Afrique du Sud (voir la construction de chemins de fer et le développement de l'agriculture d'exportation) trouve son incarnation politique dans les efforts du ministre des colonies britanniques, lord Carnarvon (1831–1890), dont l'objectif est de regrouper les différents territoires sudafricains en une confédération. Quand, en 1870, la république du Transvaal se retrouve confrontée à de graves problèmes financiers, le ministre profite de son affaiblissement pour la placer provisoirement sous autorité britannique en 1877.

Dans l'ensemble, toutefois, la nouvelle politique britannique d'unification des États blancs et de soumission des autres États africains indépendants ne rencontre que peu de succès. Sir Bartle Frere (1815–1884), envoyé par Carnarvon comme haut-commissaire en Afrique du Sud pour y mettre en place la confédération, tente en 1879 d'annexer le royaume zoulou dirigé par Cetewayo, mais se heurte à une forte résistance. Bien que les Britanniques finissent par l'emporter (bataille d'Ulundi) et que Cetewayo soit emprisonné, ceux-là n'annexent pas le royaume zoulou et doivent se contenter d'une réforme administrative. Dans les autres régions, les efforts pour former une confédération n'ont également que très peu de résultats. Lorsque, en 1880, les Sothos se soulèvent contre le gouvernement de la colonie du Cap en raison d'une loi interdisant aux Africains de posséder des armes (guerre des Poudres, 1880), les troupes du Cap se retrouvent dans une impasse : un accord est alors conclu, par lequel le Basutoland devient une colonie de la Couronne britannique (1884). Dans le Transvaal, les Boers continuent à nourrir un profond ressentiment contre l'administration britannique, ressentiment qui se trouve renforcé par la levée de nouveaux impôts et par le refus britannique de les autoriser à créer un conseil représentatif en vue de l'autonomie. En 1880-1881, les Boers se révoltent (première guerre anglo-boer) et mettent en échec les troupes britanniques (notamment lors de la bataille de Majuba Hill, 1881). Gladstone, qui vient juste d'être nommé Premier ministre d'Angleterre, trouve un compromis sous la forme de la convention de Pretoria de 1881, où il est prévu que le Transvaal se verra accorder l'autonomie, mais que les affaires étrangères de la république resteront sous tutelle britannique. Pour l'instant donc, la politique de confédération avorte, et il faudra encore

attendre deux décennies avant que la position britannique en Afrique du Sud ne soit renforcée.

Les grands voyages d'exploration et la pénétration européenne dans le reste de l'Afrique

Les années qui précèdent 1880 sont également marquées par la cartographie de l'intérieur du continent africain. L'ouverture géographique de l'Afrique est liée, d'une part, à l'essor du romantisme et, d'autre part, à celui de la science pure (principalement la géographie, l'ethnographie, l'anthropologie, la botanique et la zoologie). D'autres facteurs interviennent également tels que la ferveur missionnaire, l'ambition, l'aventure, la prospection de métaux précieux ou la simple recherche de circonstances commerciales intéressantes.

Les explorateurs européens sont confrontés à de grands risques. Le plus grand danger réside dans la vulnérabilité des voyageurs blancs aux maladies tropicales, déjà évoquée plus haut, et de nombreuses expéditions se terminent par la mort des participants blancs. L'attitude parfois hostile de la population locale et plus particulièrement des marchands, qui craignent que leur rôle d'intermédiaires dans le commerce avec la côte ne soit menacé, pose un autre problème, cette hostilité provoquant la mort violente d'un certain nombre d'explorateurs. En outre, la résistance physique des voyageurs est mise à très rude épreuve lors des expéditions: la plupart du temps il est impossible d'utiliser des bêtes de somme, car la maladie du sommeil (trypanosomiase) est très répandue parmi les animaux des régions situées le long de l'équateur; de très longues distances doivent donc être souvent parcourues à pied. De plus, il est généralement fait recours à un grand nombre de porteurs, ce qui fait grimper en flèche le coût de ces expéditions. Ce n'est donc pas une coïncidence si la majorité des explorateurs trace ses parcours à proximité des systèmes fluviaux lorsque cela est possible, car les différents réseaux fluviaux sont les seules infrastructures disponibles permettant d'ouvrir l'intérieur du continent au commerce européen sans que trop d'investissements ne soient nécessaires. Le cours et la source des majestueux fleuves africains constituent une énigme et les découvrir devient un véritable défi. Dans de nombreux cas, les connaissances locales des marchands africains et arabes, déjà présents dans les régions concernées avant l'arrivée des Européens, se révèlent être une aide précieuse pour les explorateurs occidentaux au cours de leurs expéditions.

L'intérieur des terres de l'Afrique occidentale est la première région subsaharienne à être explorée par les Européens dès la fin du XVIII^e siècle. À l'époque, plusieurs sources corroborent déjà la présence d'un fleuve puissant, le Niger, au Soudan occidental, mais le tracé de son cours demeure

164 DE 1789 à 1914

mystérieux. Afin de résoudre cette énigme, on assiste notamment à la fondation, en 1788, de l'«Association africaine» (Association for promoting the discovery of the interior parts of Africa) à l'initiative de sir Joseph Banks (1743–1820) et de quelques autres personnes. L'Association africaine organise ainsi 6 expéditions entre sa création et 1805; elle est ensuite financée par le gouvernement britannique, ce qui fait de l'Angleterre la première nation en matière d'exploration du continent africain, un statut qu'elle conserve au moins jusqu'à la moitié du XIX^e siècle. Deux itinéraires s'offrent aux expéditions désireuses de découvrir le cours du Niger: le premier part de la mer Méditerranée au nord, plus particulièrement de Tripoli, où la ceinture du Sahara est la plus étroite; le second part des régions côtières au sud-ouest (haute et basse Guinée) et traverse en partie la forêt tropicale humide.

Le premier Européen à démontrer l'existence du Niger est l'Écossais Mungo Park (1771–1805) (*illustration 23*) qui, commissionné par l'Association africaine, atteint la ville de Ségou (dans l'actuel Mali) en 1795 par la route ouest. À sa grande surprise, il remarque que le fleuve, sur les rives duquel se dresse la ville, poursuit son cours vers l'est. Le deuxième voyage vers l'intérieur qu'il organise au nom du gouvernement britannique en 1805 se solde par une tragédie: sur les 38 membres de l'expédition, seuls 5, dont Park, arrivent vivants à Ségou. Plus tard, lors de leur descente du Niger en bateau, les survivants périssent à leur tour dans les rapides de la ville de Boussa.

Par suite de la propagation du récit de ce voyage, les spéculations les plus folles sur le cours de ce fleuve voient le jour: certains confondent le Niger avec le Sénégal ou le Congo; selon d'autres, il se jette dans une mer intérieure du désert, ou même dans la Méditerranée; d'autres encore affirment que c'est un affluent du Nil!

Les autres expéditions organisées par l'Association africaine sont également des échecs et certains explorateurs meurent au cours de leur voyage; d'autres, comme le major Daniel Houghton (vers 1840–1791), disparaissent sans laisser de trace. Les expéditions organisées directement par le gouvernement britannique coûtent également cher en vies humaines, car aucun des chefs des trois expéditions empruntant la route sud entre 1805 et 1816 ne survit au voyage. Plusieurs autres tentatives s'ensuivent, mais ce n'est qu'en 1830, sous les instructions du gouvernement britannique, que les frères John (1807–1839) et Richard Lander (1804–1834) parviennent à établir le cours entier du Niger de Boussa jusqu'à l'estuaire du fleuve sur la côte atlantique.

Outre la réalisation de la cartographie du Niger, l'exploration européenne de l'intérieur des terres d'Afrique occidentale est motivée par la recherche de la mystérieuse ville de Tombouctou, dont seuls des contes attestent l'existence. En 1827, le jeune Français René Caillé (1799–1838) (*illustration 24*) atteint son objectif en pénétrant à l'intérieur des terres par la côte de l'actuelle Guinée avant de découvrir la ville. Mais il est déçu, car il ne reste que peu de la prospérité qu'a connue la ville au XVI^e siècle. Il parvient ensuite à traverser le Sahara avec une caravane, puis le Maroc, et regagne finalement la France,où il reçoit un accueil digne d'un héros, ce qui révèle le grand intérêt de l'époque pour ces explorations.

L'Allemand Heinrich Barth (1821–1865) joue un rôle essentiel dans l'ouverture de cette région aux Européens. Mandaté par le gouvernement britannique, il passe cinq ans dans le Soudan central et occidental avant de revenir en Angleterre par Tripoli en 1855. C'est un homme extrêmement érudit, qui est à la fois géographe, historien, linguiste et anthropologue: le récit qu'il fait de ses expéditions dans *Voyages et Découvertes dans l'Afrique septentrionale et centrale* (1857) compte parmi les descriptions les plus importantes et les mieux documentées d'Afrique occidentale et représente encore de nos jours l'une des sources les plus complètes sur la population de l'Afrique occidentale à cette époque (*illustration 25*).

Néanmoins, c'est finalement la route sud-ouest (par l'Atlantique), et non la route nord (transsaharienne), qui devient la principale voie d'exploration de l'Afrique occidentale. À cet égard, une expédition gouvernementale menée par le docteur William Balfour Baikie (1825–1864) apporte une contribution non négligeable. En 1854, celui-ci remonte le Niger, démontrant ainsi qu'une partie du fleuve et de son delta est navigable, une découverte qui ouvre des perspectives intéressantes pour les échanges entre l'intérieur et les colonies européennes de la côte. De ce point de vue, la route transsaharienne est beaucoup moins intéressante, car les énormes problèmes de transport y grèveraient lourdement la rentabilité de toute entreprise commerciale. Par ailleurs, le docteur Baikie démontre que l'utilisation de la quinine comme remède prophylactique contre la malaria peut faire baisser le taux de mortalité désastreux parmi les Européens. En effet, aucun homme ne décède de cette maladie durant l'expédition.

Cinquante années seront encore nécessaires à l'exploration de l'Afrique orientale et centrale, probablement en raison de la très grande distance qui sépare ces régions de l'Europe, des activités qu'y mènent les marchands arabes, soucieux de protéger leur territoire des étrangers, et de la plus faible présence européenne sur la côte. La recherche des sources du Nil et la cartographie du bassin du Congo (dans l'actuel Zaïre) sont au cœur de cette exploration. Bien que la découverte de l'emplacement précis de ces sources n'ait que peu d'importance en soi, les trouver devient un objectif entouré de mystère qui motive toute une série d'expéditions, lesquelles contribuent également à ouvrir progressivement l'intérieur du continent. La région des Grands Lacs a déjà été explorée par plusieurs missionnaires, dont Johannes Rebmann (1820–1876) et Johann Ludwig Krapf (1818–1881). Rebmann

est le premier Européen à contempler le mont Kilimandjaro (1848); avec Krapf, il jette les bases du premier dictionnaire et de la première grammaire du swahili, la lingua franca d'Afrique orientale. En 1856, deux explorateurs anglais, Richard Francis Burton (1821–1890) (illustration 26) et John Hanning Speke (1827–1864), sont envoyés en Afrique par la Société royale de géographie, société britannique qui succède à l'Association africaine, pour explorer la région autour des Grands Lacs dont parlent les Arabes sur la côte. Deux ans plus tard, en 1858, ils découvrent le lac Tanganyika. Quand Burton tombe malade, Speke poursuit sa route vers une autre grande mer intérieure, à laquelle il donne le nom de lac Victoria. Lors d'un deuxième voyage vers ce lac en 1860, il suit la rive vers l'ouest et devient le premier homme blanc à atteindre le royaume du Buganda. Il y découvre un fleuve qui part du nord du lac: intuitivement, il sait qu'il s'agit du Nil. Au cours d'une expédition ultérieure en 1863, il rencontre encore une fois ce fleuve sur sa route, en aval, à Gondokoro; il est alors convaincu d'avoir trouvé le cours supérieur du Nil. Ses conclusions sont âprement discutées par son premier compagnon de route, Burton, et provoquent même une polémique qui ne donnera raison à Speke que des années plus tard.

David Livingstone (1813–1873), docteur et missionnaire anglais, joue un rôle majeur dans l'exploration du continent africain au sud des Grands Lacs. En 1849, il part d'Afrique du Sud vers l'intérieur des terres et découvre pour la première fois le lac Ngami; il voyage de là vers l'ouest jusqu'à l'océan Atlantique et parvient à Luanda en 1854. Peu après, il traverse le continent en direction de l'océan Indien, où il arrive en 1856. Lors de cette expédition, il suit en partie le cours du Zambèze et découvre les cascades du fleuve, qu'il baptise «chutes Victoria». Il retourne dans l'intérieur des terres en 1858 et passe par le lac Nyassa pour se rendre au lac Tanganyika.

Livingstone ne se contente pas de mettre au jour la géographie d'une majeure partie du continent africain; il devient également un fervent partisan de la lutte contre l'esclavage, une pratique qui à cette période est précisément en forte augmentation en Afrique orientale. Conformément à l'opinion de l'époque, il propose de combattre l'esclavage par la colonisation de l'Afrique, qui devrait être menée de préférence à partir de l'Angleterre, si ce n'est par elle.

Henry Morton Stanley (1841–1904) est un autre explorateur célèbre de cette région, qui durant ses voyages fait preuve d'une attitude bien plus agressive que celle de Livingstone à l'égard de la population africaine. Contrairement aux habitudes de ce dernier, qui voyageait avec une petite suite d'hommes de confiance, les expéditions de Stanley sont constituées de quelque 700 hommes, dont seule une poignée parvient à la fin d'une expédition; en outre, l'explorateur n'hésite pas à faire usage de son arme pour se frayer un chemin lorsque cela se révèle nécessaire. Stanley explore une

grande partie de l'Afrique centrale entre 1869 et 1877, notamment quand il part à la recherche de Livingstone en tant que journaliste du *New York Herald*. En 1875, il navigue sur le lac Victoria et démontre que le fleuve indiqué par Speke est le seul à prendre origine dans le lac, et que ce dernier peut dès lors être considéré comme la source du Nil. Au cours de son périple, il descend le Congo vers l'ouest et, après un voyage de 999 jours, il atteint l'océan Atlantique. Quelques années après avoir mené de nombreuses expéditions, il entre au service de l'Association internationale du Congo. Celle-ci a été fondée en 1876 par le roi Léopold II de Belgique, afin d'explorer le continent, d'abolir l'esclavage et d'y apporter la «civilisation». En pratique, elle représente pour le souverain belge un moyen de renforcer son influence sur le continent. Dans ce contexte, Stanley est chargé de mettre en place des comptoirs commerciaux et de négocier et conclure des accords avec les chefs locaux africains.

D'une manière générale, la connaissance du continent africain s'accroît considérablement grâce à ces voyages. Alors qu'en 1850 de vastes zones de l'intérieur du continent demeuraient vides sur les cartes, elles sont sensiblement remplies vers 1880. Même si beaucoup de détails manquent encore, le tracé général des grands systèmes fluviaux, la géographie et la répartition des différents peuples sont désormais connus. En outre, de nombreux récits de voyages dressent un tableau favorable des possibilités d'exploitation économique. Le découpage de l'Afrique a donc commencé.

Conclusion : le colonialisme et l'impérialisme européens en Afrique avant 1880

Les quatre-vingts premières années du XIX^e siècle sont synonymes de nombreux bouleversements en Afrique. Après une lutte longue et difficile, l'esclavage est pratiquement aboli, à l'exception de l'Afrique orientale. À sa place, une gamme plus diversifiée de produits d'exportation se développe en Afrique occidentale; toutefois, cette diversification reste limitée dans les autres régions d'Afrique subsaharienne et l'écosystème local souffre souvent d'une exploitation excessive. Bien que l'intervention européenne en Afrique demeure assez modeste jusqu'en 1880, l'influence de pays tels que la France et l'Angleterre a considérablement augmenté par rapport à 1800. La pression du colonialisme européen est déjà perceptible, en particulier dans les régions où le risque de mortalité n'est pas trop important pour les Blancs, comme l'Afrique du Nord et du Sud.

À l'exception d'un millier d'esclaves environ, qui ont été capturés lors de raids de pirates algériens sur des navires européens, on ne compte pratiquement aucun Européen en Algérie au début du XIX^e siècle; en 1875,

168 De 1789 à 1914

après la conquête française, on recense déjà 279 000 colons, sans compter une armée d'occupation forte de quelque 60 000 hommes. En Égypte, le nombre d'Européens, pratiquement nul vers 1790, passe de 5 000 en 1834 à près de 100 000 en 1880. Au Maroc, il passe de moins de 200 en 1820 à presque 3 000 en 1877 et, en Tunisie, de 800 en 1834 à 15 000 en 1870. La présence européenne s'accroît également considérablement sur les îles colonisées autour de l'Afrique. En 1875, on recense ainsi plus de 50 000 Blancs sur l'île française de La Réunion et environ 10 000 sur l'île Maurice, colonisée par les Britanniques.

Le nombre d'Européens reste très limité en Afrique subsaharienne, à l'exception de l'Afrique du Sud où il prend des proportions considérables, passant de 22 000 en 1790 à environ 300 000: 237 000 d'entre eux, soit près de 80 %, vivent dans la colonie du Cap, 18 000 au Natal, 30 000 dans le Transvaal et 15 000 dans l'État libre d'Orange. Sur le reste du continent, il n'y a guère que dans les possessions portugaises qu'une colonisation puisse être envisagée, même si on dénombre à peine 2 000 Blancs en Angola en 1845 et probablement encore moins au Mozambique. Le nombre de Blancs dans les comptoirs côtiers est également extrêmement faible: Saint-Louis, capitale du Sénégal et plus importante colonie européenne d'Afrique occidentale, ne compte pas plus de 177 Européens en 1850 et la Sierra Leone, à l'époque principale colonie britannique d'Afrique tropicale, seulement 125 Blancs en 1870!

Globalement, la population d'origine européenne installée en Afrique et dans les îles alentour passe de près de 32 000 habitants en 1790 à environ 750 000 en 1875, la majorité étant concentrée dans le Nord, le Sud et les îles. Cette augmentation n'est pas négligeable, même si en comparaison avec la population africaine de l'époque, qui s'élève à quelque 90 millions de personnes, la présence européenne peut difficilement être qualifiée d'imposante.

1880-1914: la percée du colonialisme européen en Afrique

Vers la fin des années 1870, le colonialisme et l'impérialisme s'accélèrent en Afrique. Ainsi, vers 1875, les puissances européennes ne contrôlent encore que 10% du territoire africain; au cours des trois décennies suivantes, la totalité du continent africain, à l'exception de l'Éthiopie et du Libéria, se retrouve divisée entre ces puissances. Contrairement au début du siècle, quand la pénétration européenne se limitait aux régions dont les Occidentaux pouvaient tolérer le climat et à un nombre restreint de territoires côtiers, l'intérieur des terres passe dorénavant sous le contrôle direct des étrangers. On peut dès lors se demander pourquoi cette accélération a eu lieu précisément durant ces trente années.

Il convient d'analyser ce processus, qui sera désigné plus tard sous le nom de «lutte pour le partage de l'Afrique», selon trois différents contextes : général, européen et africain.

Le contexte général: technique et idéologie

Lorsque l'on cherche à expliquer la rapidité de la colonisation du continent africain durant la dernière partie du XIX^e siècle, on ne tient généralement pas assez compte du contexte général. Il ne faut pas oublier, par exemple, que de nouvelles techniques médicales, industrielles et militaires sont appliquées à grande échelle en Europe occidentale dès 1850. Certaines nations européennes se voient ainsi offrir, entre autres choses, la possibilité de dominer les royaumes africains pour un coût relativement réduit, sur le plan non seulement économique mais aussi politique et militaire.

Comme nous l'avons déjà souligné, le taux de mortalité chez les Européens en Afrique tropicale est extrêmement élevé durant la première moitié du XIX^e siècle. La malaria en particulier provoque des pertes si importantes parmi les premiers colons et marchands que la côte guinéenne reçoit le nom de «tombeau de l'homme blanc» dans les années 1820. Jusque très certainement dans les années 1860, le climat délétère subsaharien constitue donc un obstacle naturel et insurmontable à une colonisation efficace et vaste des terres intérieures.

Les avancées de la science médicale vers le milieu du siècle entraînent un revirement majeur de la situation. Dès les années 1840 en effet, des explorateurs européens découvrent en Amérique latine que la quinine, extraite de l'écorce de quinquina, se révèle un remède prophylactique actif contre la malaria si elle est prise à doses régulières; et dès le début des années 1850, celle-ci est efficacement utilisée par les membres européens des expéditions dirigées vers l'intérieur du continent africain. Principale conséquence de son introduction, le taux de mortalité désastreux parmi les nouveaux venus européens chute très fortement : il passe ainsi de près de 500 % à 50-100 % par an. À titre de comparaison, le taux de mortalité en Europe au cours de la même période et pour le même groupe d'âge est d'environ 10 ‰. Une étape supplémentaire est franchie dans la lutte contre la malaria lorsque l'on découvre, au tournant du siècle, que les moustiques ont indéniablement un lien dans la transmission de la maladie. Grâce à l'introduction de diverses mesures pour les combattre et à l'application de nouvelles techniques médicales, il devient possible de baisser le taux de mortalité chez les Européens et de le ramener, peu avant la Première Guerre mondiale, à un niveau à peine plus élevé que celui de l'Europe.

C'est à cette époque également que les puissances européennes parviennent à creuser l'écart en matière de technique militaire, à tel point que la plupart des peuples africains, même ceux qui sont équipés d'armes à feu, n'ont pratiquement aucune chance de succès en cas de confrontation militaire avec les envahisseurs étrangers. Jusqu'aux années 1870, néanmoins, les puissances européennes sont incapables de tirer pleinement avantage de leur supériorité militaire. Les armes les plus lourdes notamment, comme les canons, ne peuvent pas toujours être efficacement déployées en raison du manque d'infrastructures de transport appropriées. Les troupes sont confrontées à des problèmes encore plus graves, car les bêtes de somme telles que le cheval ne peuvent survivre dans des régions où la trypanosomiase est très répandue. Dans de nombreux cas, seule l'infanterie légère peut être déployée, ce qui au début équilibre plus ou moins les forces entre les armées locales et les troupes d'invasion. Les Ashantis du Ghana, par exemple, défont un contingent de Britanniques en 1826 et n'ont aucune difficulté à tenir ceux-ci en échec durant les décennies suivantes: en effet, ce n'est qu'en 1874 que leur capitale, Kumasi, est prise par les troupes anglaises. Jusqu'en 1874, il est encore possible de voir une armée noire d'Afrique du Sud vaincre une force britannique sur le terrain (bataille d'Isandhlwana) (illustration 27).

Dès le milieu du XIX^e siècle, les armées européennes sont dotées d'un grand nombre d'armes nouvelles plus légères et plus efficaces: l'utilisation d'armes à chargement par la culasse et à canon rayé dès les années 1850 ainsi que l'apparition des armes à répétition dans les années 1870 augmentent ainsi considérablement la rapidité du tir, la portée et la précision de l'arme d'épaule classique.

Quant aux troupes africaines, elles emploient toujours des mousquets sur le champ de bataille. Si ceux-ci ont l'avantage de pouvoir être réparés et si la poudre et les projectiles peuvent être facilement fabriqués sur place, ils ne peuvent toutefois rivaliser avec cette nouvelle génération d'armes légères. Ce n'est qu'au compte-gouttes que les Africains obtiennent des armes plus modernes: ils ne peuvent se les procurer que par le biais de fournisseurs étrangers (européens) et cette dépendance rend leur situation encore plus vulnérable. L'introduction de l'énorme puissance de feu du fusil-mitrailleur par les armées d'invasion met définitivement fin à l'équilibre entre Africains et Européens. C'est vers 1870 que les premiers fusils-mitrailleurs, la mitrailleuse française et la Gatling américaine, font leur apparition sur le marché. Équipés d'un barillet rotatif, ils ont un très haut débit de tir; ils ont cependant de très nombreux défauts techniques, que seule l'invention de la mitrailleuse Maxim en 1889 parvient à résoudre. Jamais les disparités en matière de technique militaire ne seront aussi grandes qu'entre 1880 et 1914.

Il convient de souligner que les puissances européennes bénéficient d'un autre avantage non négligeable : elles ont entrepris la constitution

d'un appareil d'État moderne depuis bien plus longtemps que la plupart des royaumes africains. De fait, à partir de la fin du XVIII^e siècle, la majorité des pays européens entreprend des réformes administratives radicales qui les avantagent énormément en matière d'organisation; à cet égard, leurs services publics, souvent bien développés, leur permettent de déployer et de diriger leurs fonctionnaires avec efficacité dans le cadre de l'expansion de leurs empires coloniaux. Le plus grand professionnalisme des corps d'officiers européens, qui apparaissent au XIX^e siècle, accroît en outre l'efficacité des campagnes militaires. Parallèlement, les principales puissances européennes — l'Angleterre dès 1806 et la France à partir de 1887 — mettent en place de nombreuses institutions spécifiques pour former les administrateurs coloniaux chargés de gouverner les territoires étrangers. De plus, la coordination administrative de ces régions éloignées se trouve favorisée par les nouvelles avancées dans le domaine des transports et des communications (bateaux à vapeur, chemins de fer, télégraphe, etc.), lesquelles permettent d'envoyer des troupes auxiliaires et de l'aide matérielle assez rapidement et de maintenir relativement facilement des relations avec le pays colonisateur.

À la fin du XIX^e siècle, on constate un renforcement du sentiment européen de supériorité face aux autres peuples, renforcement qui est étroitement lié au triomphe du capitalisme occidental. Le fossé qui sépare l'Occident du reste du monde n'est jamais aussi grand en matière de technique et de production que lors de la seconde moitié du XIX^e siècle: l'industrialisation, alors bien ancrée dans la plupart des pays de la région nord-atlantique, engendre une progression constante de la production industrielle, des grands réseaux ferrés et des flottes imposantes, ainsi qu'un flot permanent d'innovations dans des domaines très variés.

Jusque dans les années 1860 prédomine un certain chauvinisme culturel, également appelé « conversionnisme ». Les Européens partent alors du principe que les autres nations sont désireuses d'intégrer au plus vite la culture et la technique occidentales dans leurs propres sociétés, et que la réalisation d'un tel processus ne devrait pas poser de difficultés majeures. C'est à cette période que le sentiment européen de supériorité se teinte également d'un préjugé racial en raison de nouvelles découvertes en biologie et, plus particulièrement, de la percée de la théorie de l'évolution de Darwin. Cette théorie fournit en quelque sorte une justification aux idées « socioracistes » qui fleurissent à l'époque et qui se concrétisent à la fin du XIX^e siècle par la théorie du darwinisme social. Cette dernière est exposée et popularisée par H. Spencer qui se pose lui-même, assez paradoxalement, en anti-impérialiste déclaré. Il applique les idées de Darwin à l'ensemble de la race humaine et se fonde sur la théorie de l'évolution pour définir les relations entre les groupes sociaux et les races comme la « survie du plus fort ».

Le succès du darwinisme social explique en partie la naissance de la théorie de la tutelle, par laquelle les peuples non européens sont présentés comme les inférieurs plus ou moins permanents des Occidentaux, et qui soutient qu'il est de leur propre intérêt d'accepter une sorte de despotisme européen éclairé. Cette notion de tutelle implique donc que la colonisation du continent africain soit considérée par l'Europe comme un devoir moral (voir l'expression « charge de l'homme blanc » dans l'Inde coloniale).

Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, une combinaison de facteurs, associée à des progrès médicaux et militaires en Europe ainsi qu'à un courant idéologique de plus en plus raciste, crée un climat général qui favorise l'accélération du colonialisme et de l'impérialisme européens. Cependant, il est nécessaire de prendre en compte les contextes des continents européen et africain lorsque l'on évoque l'annexion de territoires étrangers.

Le contexte européen

Il y a peu encore, les écrits historiques accordaient une grande importance aux conséquences de l'industrialisation du XIX^e siècle pour expliquer la vague de colonisation européenne qui marque la fin de ce même siècle. En ce sens, «l'apogée de l'impérialisme colonial européen» (1880–1914) est attribué à la recherche de nouveaux marchés par les économies industrialisées et à leur volonté de s'assurer un approvisionnement en matières premières. En outre, les nouveaux territoires étrangers se montrent capables d'absorber une partie de l'accroissement démographique rapide qui accompagne l'industrialisation.

Cette théorie de la nécessité économique est développée principalement dans le paradigme marxiste. En 1916, par exemple, Lénine (1870–1924) publie un pamphlet, intitulé *L'Impérialisme*, stade suprême du capitalisme, qui aura un fort impact durant le reste du XX^e siècle. Dans son étude, Lénine réagit au succès des partis socialistes réformistes et s'efforce d'adapter les théories de Marx au bouleversement de la scène politique qui survient en ce début de XX^e siècle. Plus particulièrement, il soutient que le développement et la concentration des économies capitalistes finiront par entraîner des pressions à la baisse sur les bénéfices. En raison de l'accumulation de capitaux, la production augmentera considérablement, mais se heurtera dans le pays concerné à un pouvoir d'achat insuffisant; afin de pouvoir vendre leur surplus de stocks et d'utiliser leur surplus de capitaux, les hommes d'affaires, selon Lénine, pousseront alors leurs gouvernements à mener une politique volontairement impérialiste. Néanmoins, les raisons économiques invoquées pour expliquer l'impérialisme ne sont certainement pas le fruit exclusif de la pensée de Lénine : ce dernier emprunte en effet de nombreuses idées au libéral britannique John A. Hobson (1858–1940).

Durant les décennies qui suivent la décolonisation, une grande importance est toujours accordée aux arguments économiques pour expliquer le colonialisme et le néocolonialisme. Toutefois, si l'on affine l'analyse, il semble peu probable que l'interprétation économique soit la principale explication à la vague de colonisation qui marque la fin du XIX^e siècle.

L'émigration vers les nouvelles colonies n'apporte pas une solution au problème de forte croissance démographique européenne au XIX^e siècle. En effet, les migrants européens choisissent plutôt de s'installer dans des régions des États-Unis, d'Amérique latine ou dans les dominions britanniques, où les différences culturelles sont moins prononcées et le climat comparable à celui de l'Europe.

En outre, les puissances européennes ne doivent pas nécessairement établir une domination politique dans un territoire étranger pour pouvoir accéder aux matières premières ou vendre le surplus de leur production. De fait, la plus grande partie des échanges s'effectue entre les pays européens et les États-Unis. Les échanges avec les territoires coloniaux ne représentent d'ailleurs qu'un pourcentage relativement modeste: ainsi, avant 1914, la France n'envoie que 10% de ses exportations vers ses colonies. Il ne faut pas non plus oublier que la possession de colonies n'implique pas nécessairement que la puissance coloniale en question ait aussi le monopole des échanges. La France et l'Allemagne, entre autres, vendent ainsi de grandes quantités de biens à l'Inde britannique. L'investissement des surplus de capitaux se révèle en outre assez limité. Il est vrai que la Grande-Bretagne investit des sommes importantes à l'étranger, mais plus de la moitié d'entre elles vont à des pays indépendants; moins de 10% des investissements de la France à l'étranger sont destinés à ses colonies, le reste partant vers d'autres pays européens, principalement la Russie; l'Allemagne n'investit que des sommes négligeables dans ses territoires étrangers. Les investissements financiers de l'Europe demeurent très modestes en Afrique, à l'exception de l'Égypte et de l'Afrique du Sud.

Bien que d'un point de vue macroéconomique la colonisation n'apparaisse pas strictement nécessaire, on peut difficilement nier que la concurrence commerciale entre les différents pays a un impact psychologique certain dont l'effet est d'accélérer le processus de colonisation. Cette situation se produit, par exemple, lorsque plus d'une puissance européenne effectue des échanges dans une région donnée. Dans les «régions frontalières» où résident de nombreux colons européens, telles que l'Algérie et l'Afrique du Sud, de nouveaux territoires peuvent également faire l'objet de pressions colonisatrices, quelquefois contre la volonté même du pays colonisateur.

On peut dire qu'en général, il existe des tensions entre le conservatisme des gouvernements d'Europe et l'agressivité de leurs ressortissants installés

en Afrique (les «hommes sur le terrain»), qui sont directement et personnellement intéressés par l'annexion de nouveaux territoires. Ces mêmes gouvernements se montrent en effet habituellement beaucoup plus réticents à se lancer dans de nouvelles aventures colonisatrices, et ce en raison des conséquences financières des campagnes militaires, du danger que représentent les attaques continuelles et des répercussions sur leurs relations avec les autres puissances occidentales.

De nos jours, dans leur souci d'expliquer la vague de colonisation de la fin du XIX^e siècle, les historiens accordent plus d'importance aux motivations politiques qu'à une interprétation économique. De la fin des guerres napoléoniennes jusque peu après 1850, les conflits nationaux en Europe se réduisent à des incidents de courte durée. Une grande partie de l'énergie politique est alors consacrée à l'unification de l'Allemagne et de l'Italie. Après la guerre franco-prussienne de 1870, cependant, les sentiments nationalistes rejaillissent de plus belle. Pour les Français, l'impérialisme colonial sert d'exutoire à la soif de revanche de l'armée française; les autres nations recourent au colonialisme afin de détourner l'attention de leurs problèmes internes. Le prestige national et la crainte d'être perdant dans la division du continent africain expliquent donc probablement davantage que des raisons purement économiques l'accroissement de la pression colonisatrice qui marque ces années.

Le contexte africain

La conquête du continent africain à la fin du XIX^e siècle est favorisée par les grands changements qui bouleversent la société africaine au cours de ce siècle. La montée de certains États locaux par suite des djihads religieux en Afrique occidentale et dans l'actuel Soudan, les mouvements migratoires (le *Mfecane*) en Afrique du Sud et les changements commerciaux en Afrique centrale créent une profonde instabilité politique. Ces conflits interafricains sont souvent exploités par les Européens qui, en changeant constamment leurs alliances avec les dirigeants locaux, mènent avec succès la politique du «diviser pour régner».

En outre, la résistance de la population africaine aux troupes d'invasion est mise à mal par un certain nombre de catastrophes écologiques qui frappent le continent avant et pendant la conquête.

À partir de 1890, quelques années seulement suffisent à la peste bovine, probablement introduite par le biais du ravitaillement des troupes européennes le long de la mer Rouge, pour se répandre de la Somalie au reste de l'Afrique. Les troupeaux et la faune sauvage sont décimés: selon certaines estimations, 75 % du cheptel meurt des suites de la grande épizootie de peste bovine. Ces énormes pertes de bétail provoquent une grave famine,

qui frappe principalement les peuples d'éleveurs. Les estimations des pertes humaines pour cette période sont particulièrement dramatiques : durant les années 1890, par exemple, c'est vraisemblablement la moitié des Massaïs présents en Afrique-Orientale allemande qui meurt de faim; selon d'autres statistiques, de 10 à 50 % de la population du Kenya central meurent d'une combinaison de famine et d'épidémie; et la famine est souvent rendue responsable de la mort d'un tiers de la population éthiopienne durant la même période. Seuls les habitants d'Afrique occidentale semblent avoir échappé à la mortalité très élevée qui frappe alors la majeure partie du continent.

À la même époque, plusieurs maladies nouvelles se répandent très rapidement ou, vraisemblablement à cause de l'affaiblissement physique général de la population, des maladies déjà existantes deviennent beaucoup plus virulentes. À cet égard, la réduction soudaine des troupeaux s'accompagne d'une progression de la brousse, qui est l'environnement naturel de la mouche tsé-tsé, porteuse de la maladie du sommeil ou trypanosomiase (également appelée la «mort noire d'Afrique» en raison des énormes ravages qu'elle cause au début de la période coloniale). Certaines estimations la rendent responsable de la mort de la moitié de la population vivant entre le fleuve Congo et la rive orientale du lac Victoria, et des spécialistes considèrent qu'un tiers des habitants du Buganda meurt au cours de l'épidémie de maladie du sommeil de 1902. D'autres maladies telles que la variole, la typhoïde, le choléra et la rougeole font également un grand nombre de victimes. Par ailleurs, les phlébotomes provoquent de graves blessures épidermiques pouvant entraîner une gangrène: en moins de vingt ans, ces insectes se propagent dans toute l'Afrique à partir de la côte congolaise, où ils ont été importés du Brésil dans les années 1870.

Les répercussions de ces nouvelles maladies sont aggravées par l'importante mobilité de la main-d'œuvre qui caractérise cette période. Des peuples se retrouvent ainsi dans un environnement infectieux différent sans bénéficier pour autant de l'immunité acquise par les populations locales pour certaines affections. En outre, les épidémies éclatent souvent dans des régions fortement peuplées, comme celles où l'exploitation minière et les plantations ont été introduites, et celles où des voies ferrées sont en train d'être construites. Outre l'impact physique et psychologique réel de ces crises écologiques et épidémiques sur la résistance des Africains aux puissances étrangères usurpatrices, la dépopulation régionale (comme c'est le cas parmi les Kikuyus d'Afrique centrale) favorise également l'appropriation de larges secteurs par les colons blancs.

Les grandes campagnes militaires de conquête de l'intérieur des terres commencent autour de 1885; la fin de cette décennie voit donc le début de la confrontation avec les empires locaux les mieux organisés. L'annexion rapide des territoires africains engendre bientôt des conflits entre les puissances

européennes. Afin de réduire le risque d'une confrontation armée, Bismarck (1815–1898) et le Premier ministre français Jules Ferry (1832–1893) (*illustration 28*) organisent la conférence de Berlin en 1884–1885, à laquelle participent 14 pays occidentaux. C'est à tort que cette conférence est résumée à une réunion qui détermine le partage de l'Afrique entre les puissances coloniales, car, parmi les mesures prises lors de celle-ci, figure un certain nombre de principes de base relatifs à la conquête européenne: les revendications des puissances coloniales sur de nouvelles régions pourront ainsi être reconnues par les autres nations, à condition que ces dernières en aient été formellement informées et que le pays colonisateur s'engage à établir une administration réelle dans la région en question. Toutefois, les négociations les plus importantes menées lors de cette conférence portent sur le droit de libre navigation sur les bassins du Congo et du Niger. À la même époque, un certain nombre d'accords sont conclus afin de garantir le libre-échange dans les régions colonisées et d'abolir l'esclavage, et l'État indépendant du Congo sous le règne personnel du roi Léopold II de Belgique est reconnu.

Les nations européennes sont promptes à se rendre compte que la victoire militaire pourrait être rapide si elles parvenaient à faire cesser l'approvisionnement en armes européennes des empires africains les plus puissants. Lors d'une conférence sur l'esclavage qui se tient à Bruxelles en 1889-1890, elles s'accordent donc pour instaurer un blocus sur les armes modernes destinées aux royaumes africains qui offrent une résistance.

D'une manière générale, les années 1880 peuvent être décrites comme celles de la lutte des puissances coloniales pour se répartir l'Afrique, les années 1890 comme la période de conquête et les années situées entre 1900 et la Première Guerre mondiale comme celles de la consolidation. La conquête obéit habituellement au schéma suivant: une brève confrontation militaire avec le souverain local, suivie de l'annexion du territoire. Néanmoins, on observe souvent une insurrection massive quelques années plus tard, une fois le premier choc de la conquête passé, lorsque la population se trouve confrontée à la nouvelle réalité. C'est surtout durant cette phase que la colonisation de l'Afrique se montre particulièrement sanglante. La répression de ces insurrections se révèle en effet plus difficile que la conquête en elle-même, et le prix à payer est lourd en vies humaines et en répercussions économiques.

En Afrique du Nord, les dirigeants marocains parviennent à dresser les puissances européennes les unes contre les autres jusqu'au début du XX^e siècle, laissant ainsi à leur pays le temps de se doter d'une armée moderne. Ce n'est donc qu'entre 1908 et 1912, après le déploiement d'une forte armée française, que le Maroc est contraint de capituler. En 1912, après une courte guerre, l'Empire ottoman cède Tripoli aux Italiens, qui donnent le nom de Libye à leur nouvelle colonie.

En Afrique occidentale, quinze bonnes années sont nécessaires aux Français pour bâtir un empire colonial. Ségou, la capitale de l'empire de Toucouleur (dans l'actuel Mali), tombe en 1890, et l'empire de Mossi, situé dans l'actuel Burkina Faso, est renversé en 1896. Il convient de noter dans cette région l'âpre résistance opposée par Samori Touré (vers 1830–1900) qui, dès les années 1860, parvient à construire un État efficacement organisé dans des zones des actuels Guinée, Mali et Burkina Faso; toutefois, lui aussi finira par être vaincu en 1898, mais seulement après que des accords passés entre la France et la Grande-Bretagne auront menacé, à partir de 1896, sa ligne d'approvisionnement en armes modernes *via* la Sierra Leone.

Entre 1892 et 1896, les forces britanniques occupent le royaume d'Ibo, les territoires des Ashantis et des Dahomeys et certaines régions du Nigéria; en 1893 et 1894, les Allemands créent leur propre colonie au Cameroun; puis, entre 1901 et 1903, les émirats septentrionaux du Nigéria tombent sous contrôle britannique.

Afin de protéger leurs intérêts en Égypte, les Britanniques tentent de s'emparer de la vallée supérieure du Nil, c'est-à-dire de l'actuel Soudan, avant qu'une puissance étrangère ne puisse tenter sa chance. En 1885, après une insurrection menée par le *mahdī* — titre de chef religieux islamique pris par Muḥammad Aḥmad (1844–1885) —, cette région devient indépendante de l'administration turco-égyptienne qui avait été mise en place en 1820. Avec les successeurs du *mahdī*, le pays devient une nation théocratique indépendante entre 1885 et 1898; par la suite, une importante armée anglo-égyptienne, dirigée par le général H. H. Kitchener (1850–1916), s'y introduit en passant par l'Égypte. Une fois la résistance militaire brisée (bataille d'Omdourman, 1898, *illustration 29*), le pays est annexé par les Britanniques. Peu de temps après, ces derniers se heurtent à des troupes françaises à Fachoda, plus au sud, et ce n'est que grâce à des négociations menées d'urgence à Londres et à Paris que la guerre entre les deux nations est évitée.

Les plus petits États d'Afrique centrale et orientale sont en général trop faiblement organisés pour avoir une quelconque chance d'offrir une résistance efficace; c'est ainsi que les empires arabes du bassin du Congo oriental sont vaincus par des troupes de l'État libre du Congo entre 1892 et 1895, et que les Allemands d'Afrique orientale infligent une défaite militaire aux Nyamwezis et aux Chagas dans l'actuelle Tanzanie. Quelques années après les conquêtes éclate une insurrection populaire de bien plus grande ampleur contre les nouveaux dirigeants, principalement en Afrique centrale et orientale. Cette seconde phase de résistance est traditionnellement beaucoup plus massive et souvent plus diffuse, comme l'illustrent, entre autres, la révolte des Ndébélés et des Shonas en Rhodésie (1896–1897), celle des peuples côtiers de Tanzanie (soulèvement d'Abushiri, 1889) et l'insurrection des Maji-Majis en Afrique-Orientale allemande (1905–1907).

La découverte de diamants dans les années 1850 et de riches filons aurifères dans le milieu des années 1880 transforme l'économie agricole assez pauvre de l'Afrique du Sud et donne à la région un aspect un peu plus industrialisé. L'Anglais Cecil Rhodes (1853–1902) joue un rôle majeur dans le développement de cette partie du continent à la fin du XIX^e siècle. Cet homme d'affaires, qui prospère dans l'exploitation minière de diamants et d'or, devient le Premier ministre de la colonie du Cap en 1890. Par l'intermédiaire de la British South Africa Company qu'il crée, il obtient une concession du gouvernement britannique en 1889 pour administrer et exploiter une région située au nord du Transvaal, qui recevra par la suite le nom de Rhodésie (les actuels Zimbabwe et Zambie).

L'importance stratégique de la république boer du Transvaal s'accroît de facon rapide et spectaculaire grâce à la découverte d'importantes mines d'or. Paul Kruger (1825–1904), le président du Transvaal, entre en conflit avec Rhodes en refusant de se joindre à l'Union sud-africaine et en répugnant à raccorder le Transvaal au réseau ferré de la colonie du Cap. Avec la complicité de Rhodes, un complot est organisé pour faire tomber le Transvaal sous contrôle britannique (le raid Jameson, 1895), mais c'est un échec. Les relations entre la république et la Grande-Bretagne demeurent tendues et, en 1899, éclate la seconde guerre anglo-boer (illustration 30). Dans un premier temps, les Boers remportent un certain nombre de victoires contre les Britanniques, mais ils sont finalement contraints de capituler en 1902, après une guérilla épuisante. En échange de leur reddition, les Britanniques font un certain nombre d'importantes concessions: non seulement les Boers obtiennent une certaine autonomie, mais la population noire africaine se voit également privée de tout droit politique. Le traité de Vereeniging (1902), qui résume ces conditions, affectera les relations raciales en Afrique du Sud jusqu'à la fin du XXe siècle.

La résistance la plus efficace à l'impérialisme colonial européen provient de régions dans lesquelles de puissants empires locaux ont vu le jour et qui, tout au long du XIX° siècle, sont restées relativement isolées des ports côtiers et des zones où la présence européenne est importante. La nation éthiopienne offre un parfait exemple de ce phénomène : c'est en effet le seul pays africain à parvenir à préserver son indépendance politique. Au cours du XIX° siècle, l'Éthiopie atteint un niveau de stabilité relativement élevé qui repose, d'une part, sur une loyauté de longue date envers l'empereur et, d'autre part, sur la constitution minutieuse d'un arsenal d'armes modernes. Ces armes sont financées par des taxes prélevées sur la traite des Noirs, dont les routes empruntent les hautes terres éthiopiennes, sans que le pays soit pour autant impliqué dans ce négoce. S'approvisionnant auprès des Italiens, lesquels jouent un rôle actif dans les régions frontalières, l'empereur éthiopien Ménélik II (1844–1913) peut ainsi se constituer cet arsenal juste à temps pour infliger une lourde défaite à l'armée italienne qui a envahi le pays (bataille d'Adoua, 1896).

Vers 1900, la conquête et le partage de l'Afrique sont choses faites, bien que des poches de résistance demeurent dans certains endroits jusque dans les années 1920.

Les Européens, à l'opposé des objectifs qu'ils poursuivent dans les guerres menées sur leur propre continent, veulent établir en Afrique une domination politique permanente et, donc, être constamment présents dans les nouveaux territoires conquis. Cependant, comme la plupart des États européens se montrent soucieux de ne pas augmenter le coût des opérations militaires permanentes en raison de l'opposition croissante de l'opinion publique, les dirigeants africains locaux se retrouvent souvent en position de force relative pour négocier avec les occupants. Dans plusieurs cas, les puissances européennes sont donc prêtes à faire des concessions aux chefs africains des pays vaincus : un nombre important de dirigeants africains, dont les émirs peuls dans le nord du Nigéria, réussissent ainsi à conserver des prérogatives considérables, en choisissant tout simplement le bon moment et la manière appropriée pour négocier avec les Britanniques.

Le rôle joué par de grands groupes industriels et commerciaux constitue également l'un des traits caractéristiques de la première phase de colonisation. Des entreprises comme la Royal Niger Company, l'Imperial British East Africa Company, la British South Africa Company, la German East Africa Company et, dans une certaine mesure, l'État libre du Congo, prennent souvent l'initiative de la conquête et l'exploitation des territoires annexés; elles sont soutenues dans cette démarche par leurs pays d'origine respectifs, qui peuvent ainsi mener une politique impérialiste sans pour autant devoir en rendre compte devant leurs parlements nationaux. Toutefois, le rôle de ces groupes dans l'administration des colonies africaines a déjà presque totalement pris fin avant la Première Guerre mondiale, à l'exception de la British South Africa Company en Rhodésie qui conserve son autorité administrative jusqu'en 1923.

Au début du XX^e siècle, la plupart des territoires africains ont été annexés par les puissances européennes. La majorité des peuples africains se voit ainsi privée de prendre ses propres décisions politiques; fait tout aussi grave, le partage du continent n'accorde que peu ou pas d'attention aux frontières ethniques, une situation dont les conséquences continueront à se faire sentir dans la période postcoloniale. L'un des aspects positifs du colonialisme est l'instauration de la «paix coloniale» qui met fin aux guerres tribales internes qui rongeaient le continent au XIX^e siècle.

Il convient cependant de souligner que dans le contexte de l'histoire du continent africain, la période coloniale apparaît relativement courte. De fait, durant les années qui précèdent la Première Guerre mondiale, alors que les pays européens sont occupés à consolider administrativement et économiquement leurs colonies, naissent plusieurs dirigeants africains qui, cinquante ans plus tard, mèneront leurs pays à l'indépendance.

180 DE 1789 à 1914

BIBLIOGRAPHIE

AFIGBO A. E., AYANDELE E. A., GAVIN R. J., OMER-COOPER J. D., PALMER R. 1986. *The making of modern Africa*. Vol. I. *The nineteenth century*. New York, Longman.

- Aldcroft D., Freeman J. 1963. Transport in the industrial revolution. Manchester.
- BAIROCH P. 1976. Commerce extérieur et développement économique de *l'Europe au XIXe siècle*. Paris/La Haye, EHESS/Mouton.
- Braudel F., Brunschwig H., Eisenstadt S. N., Wesseling H. L. (dir. publ.). 1978. Expansion and reaction: essays on European expansion and reaction in Asia and Africa. Leiden/La Haye, Leiden University Press/Martinus Nijhoff.
- CAMERON R. 1989. A concise economic history of the world. From paleolithic times to the present. New York, Oxford University Press.
- CHALIAND G., RAGEAU J. P. 1991. Atlas des diasporas. Paris.
- Croegaert L. 1985. Premières Afriques. Histoire et découverte d'un continent. Bruxelles.
- Curtin P., Feierman S., Thompson L., Vansina J. 1978. *African history*. Boston, Little Brown.
- FLINT J. E. (dir. publ.). 1976. *The Cambridge history of Africa*. Vol. 5. *From c. 1790 to c. 1870*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Freeman-Grenville G. S. P. 1991. *The new atlas of African history*. Basingstoke, Macmillan Press & Co.
- HALLETT R. 1974. *Africa since 1875: a modern history*. Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Kenwood A. G., Lougheed A. L. 1992. *The growth of the international economy, 1820–1960. An introductory text.* 3e éd. rév. Londres/Sydney, Routledge.
- KI-ZERBO J. 1978. Histoire de l'Afrique noire. Paris, Hatier.
- Lewis W. A. 1978. Growth and fluctuations, 1870–1913. Londres.
- Lonsdale J. 1985. «The European scramble and conquest in African history». Dans: R. Oliver, G. N. Sanderson (dir. publ.). *The Cambridge history of Africa*. Vol. 6. *From 1870 to 1905*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Maddison A. 1991. *Dynamic forces in capitalist development. A long-run comparative view.* Oxford, Oxford University Press.

- O'Brien P. 1985. Railways and the economic development of Western Europe. Oxford.
- RAMM A. 1967. Germany 1789–1919. A political history. Londres, Methuen.
- Van der Wee H., Houtman-De Smedt H. 1993. *De Wereldeconomie in opbouw*, 1750–1990. Louvain, Université Lovanium.
- VILLE S. P. 1990. Transport and the development of the European economy, 1750–1918. Londres, Macmillan Press & Co.
- Wesseling H. L. 1991. *Verdeel en heers: de deling van Afrika, 1880–1914* [Diviser pour régner: le partage de l'Afrique, 1880–1914]. Amsterdam, Bakker.

2.2 L'Asie

Michelangelo van Meerten

La mobilité de la main-d'œuvre

Mouvements migratoires depuis l'Asie

L'émigration de travailleurs asiatiques vers d'autres continents a déjà lieu au XVIIIe siècle, mais elle ne prend son véritable essor qu'au siècle suivant. En effet, par suite de l'abolition de l'esclavage dans l'Empire britannique en 1834, de nombreux travailleurs indiens sont recrutés pour compenser le manque croissant de main-d'œuvre dans les zones tropicales et semi-tropicales de l'Empire. La diffusion de l'abolition de l'esclavage de par le monde entraîne rapidement un manque similaire dans d'autres pays, qui sera comblé vers la fin du XIXe siècle par une immigration massive de travailleurs chinois puis japonais. Bien qu'atteignant des chiffres impressionnants, ces mouvements migratoires restent toutefois assez faibles par rapport à la population totale des pays d'origine.

La migration depuis l'Inde est organisée strictement selon un système de recrutement de main-d'œuvre nommé coolie trade, qui consiste le plus souvent en un contrat de cinq ans au cours desquels le travailleur s'engage à accepter un salaire fixe et à rembourser le prix de son voyage. Passée la période initiale, le contrat peut être renouvelé, mais le travailleur a également la possibilité de s'installer de façon permanente dans le pays d'accueil pour exercer librement le métier de son choix. Après 1857, une troisième option est mise en place, permettant au travailleur de retourner sur sa terre d'origine aux frais du pays d'accueil. Du point de vue des employeurs, ce système d'engagement permet souvent de faire baisser les salaires des travailleurs libres. La main-d'œuvre sous contrat est fréquemment maltraitée et son sort n'est guère plus enviable que celui des esclaves. En outre, la mortalité lors du voyage est importante. Ces abus conduisent le gouvernement colonial indien à suspendre à plusieurs reprises le recrutement de main-d'œuvre et, vers la fin du XIXe siècle, à contrôler de manière plus sérieuse le traitement réservé aux travailleurs sous contrat. Les premières mesures visant à abolir ce système de recrutement au départ de l'Inde sont prises en 1916-1917.

Jusqu'en 1870, l'émigration de travailleurs indiens vers d'autres continents est principalement faite à destination des zones tropicales de l'Empire britannique, notamment les Caraïbes, la Guyane, l'île Maurice, l'Afrique du Sud, l'Afrique orientale et les îles Fidji. Toutefois, elle s'effectue également vers les colonies françaises des Caraïbes, l'île de La Réunion et le Surinam. La plupart des candidats au voyage embarquent à Calcutta et proviennent des Provinces-Unies orientales et du Bihar. Au sud de l'Inde, les ports de Madras et des possessions françaises servent également de point de départ, dans des proportions toutefois très inférieures.

Les émigrants indiens étant en majorité originaires de zones rurales, leur départ a pour effet de réduire la pression de la population sur les ressources du pays. Les famines et les épidémies, qui sont autant de raisons de quitter l'Inde, entraînent des pics de migration. À partir des années 1860, la demande croissante de main-d'œuvre dans le pays lui-même et dans les autres contrées asiatiques mènent à un déclin graduel de l'émigration intercontinentale. Au début du XX^e siècle, seules la Guyane, Trinidad, l'Afrique du Sud et les îles Fidji accueillent encore un nombre considérable de travailleurs indiens.

Comme le système d'engagement n'a pas pour but de voir l'installation permanente dans les pays d'accueil des travailleurs immigrés, la majorité d'entre eux retournent en Inde dès la fin de leur contrat. Les différences culturelles et, parfois, l'hostilité de la population locale à son égard encouragent peu la main-d'œuvre indienne, majoritairement masculine, à rester sur place. Entre 1834 et 1900, les trois quarts environ des émigrés indiens, y compris ceux qui sont partis vers d'autres pays d'Asie, finissent par rentrer dans leur pays. Toutefois, en Afrique, en Amérique et en Océanie, la proportion de travailleurs indiens qui choisissent de rester sur place s'échelonne entre deux tiers (Afrique) et 100% (Océanie). Au total, on estime à plus de 1 million le nombre d'Indiens qui partent vers d'autres continents entre 1834 et 1900. Environ 750 000 d'entre eux choisissent de rester dans leur pays d'accueil. En 1921, un recensement dénombre 266 000 Indiens sur l'île Maurice, 161 000 en Afrique du Sud, 65 000 en Afrique orientale, 61 000 aux îles Fidji et 272 000 dans les Antilles britanniques et en Guyane.

Le besoin croissant de main-d'œuvre dans les colonies des pays d'Europe occidentale conduit, dans les années 1830, aux premiers recrutements de travailleurs chinois, en dépit des interdictions officielles. La levée de ces interdictions, par suite de l'ouverture forcée du pays dans les années 1840, provoque dans les années 1850 et 1860 une augmentation importante du nombre de travailleurs embauchés pour travailler sous contrat à l'étranger.

La plupart des migrants chinois sont originaires des régions côtières du continent. Dans les colonies françaises et britanniques, ils sont employés

184 DE 1789 à 1914

aux mêmes endroits que les travailleurs indiens et, entre 1852 et 1884, on en recense quelque 18 000 dans les Caraïbes et plus de 14 000 en Guyane. Par ailleurs, les Chinois sont également présents au Pérou, où de 80 000 à 100 000 d'entre eux sont engagés entre 1849 et 1874 pour travailler à l'extraction du guano. L'industrie sucrière cubaine n'est pas en reste et, en 1862, on recense sur l'île quelque 60 000 travailleurs chinois.

La découverte d'or en Australie, aux États-Unis et au Canada engendre une nouvelle vague de migration depuis la Chine. L'Australie attire la maind'œuvre chinoise dès 1848 mais c'est surtout dans les années 1850, avec la découverte d'or en Nouvelle-Galles-du-Sud, que son nombre augmente considérablement, pour dépasser 38 000 travailleurs en 1861. À la même période, d'autres émigrants rejoignent la Californie où ils sont employés à la construction des chemins de fer. On estime que jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ce sont plus de 300 000 Chinois qui arrivent aux États-Unis. De même, au Canada, la découverte d'or à la fin des années 1850 provoque une arrivée massive de travailleurs chinois qui joueront un rôle important dans la construction des chemins de fer transcontinentaux. Toutefois, cet afflux vers l'Australie, les États-Unis et le Canada n'est pas uniquement constitué de travailleurs sous contrat mais comprend également des travailleurs libres.

La concurrence des travailleurs chinois et la politique de bas salaires qu'engendre le système de recrutement donnent lieu à des protestations croissantes dans les populations locales ainsi que chez les immigrants européens. En Australie, l'immigration chinoise est restreinte dès 1855 et, en 1862, les États-Unis interdisent à leurs ressortissants, ainsi qu'à toute leur flotte, de prendre part au transport de travailleurs chinois sous contrat. En 1877, l'Espagne signe un traité avec la Chine interdisant le recrutement de travailleurs chinois sous contrat dans toutes ses possessions. Cette interdiction est par la suite appliquée par presque tous les pays, et, en 1894, les États-Unis vont même jusqu'à l'étendre aux travailleurs libres. À la fin du siècle, l'Australie choisit de mettre en place des méthodes similaires pour limiter l'immigration chinoise. Le Canada, pour sa part, augmente le montant des taxes d'entrée imposées aux ressortissants chinois.

Durant le dernier quart du XIX^e siècle, les migrations chinoises intercontinentales deviennent donc de plus en plus restreintes. La majorité des travailleurs choisissent de rentrer chez eux dès la fin de leur contrat et le nombre de Chinois installés à l'étranger se met donc à décroître progressivement. Entre 1904 et 1910, par exemple, la province sud-africaine du Transvaal compte plus de 170 000 Chinois sous contrat. En 1922, la plupart ont été rapatriés et il n'en reste plus que 5 000 sur place. Cette même année, on ne recense plus que 35 000 Chinois en Australie, près de 62 000 aux États-Unis et 12 000 au Canada. Seuls le Pérou et Cuba conservent des communautés importantes avec respectivement 45 000 et 90 000 Chinois.

Au Japon, l'émigration reste interdite jusqu'en 1866, et celle des travailleurs ne débute véritablement qu'en 1885, lorsqu'un premier accord est signé pour envoyer des Japonais travailler dans les plantations sucrières hawaïennes. Après cette date, l'émigration japonaise décolle véritablement, encouragée par les autorités qui considèrent qu'elle contribue au développement de la nation grâce à l'argent que les émigrés renvoient au pays. Jusqu'en 1907, ce sont près de 179 000 Japonais qui migrent vers Hawaï et plus de 72 000 vers les États-Unis (en particulier sur la côte Ouest). Comme pour l'immigration chinoise, l'arrivée des travailleurs japonais suscite des protestations croissantes. Cette situation aboutit à un «accord à l'amiable» par lequel le gouvernement japonais s'engage à limiter l'émigration vers les États-Unis de certaines catégories de travailleurs. Toutefois, cette limitation est compensée par l'apparition, à la même période, de nouvelles destinations en Amérique du Sud, telles que les plantations de café du Brésil ou celles de sucre et de caoutchouc du Pérou, qui attirent un nombre croissant de Japonais.

Migrations à l'intérieur du continent asiatique

Au XIX^e siècle, les migrations de travailleurs entre pays du continent asiatique existent déjà de très longue date. Cependant, elles se voient considérablement transformées et accélérées par l'intégration croissante de l'Asie dans l'économie internationale ainsi que par l'amélioration des moyens de transport. Comme dans le cas des mouvements migratoires intercontinentaux, ce sont les pays les plus densément peuplés, l'Inde et la Chine, qui enregistrent le plus grand nombre d'émigrants. Vers la fin du siècle, le Japon devient à son tour l'un des principaux points de départ.

À la fin du XVIII^e siècle, des travailleurs indiens sont déjà installés dans tous les ports de l'Asie du Sud-Est, mais leur nombre s'accroît de manière spectaculaire après l'abolition de l'esclavage dans l'Empire britannique. En Asie, leurs principales destinations sont Ceylan (Sri Lanka), les *straits settlements* (les établissements des détroits : Malaisie et Singapour) et la Birmanie (alors partie de l'Inde britannique). On estime à plus de 12 millions le nombre d'Indiens à se rendre dans d'autres pays du continent asiatique entre 1834 et 1900. Plus de 9,5 millions rentrent finalement au pays, laissant une immigration nette d'environ 2,7 millions. Entre 1900 et 1915, les migrants indiens dans le continent s'élèvent au nombre de 5,5 millions avec une immigration nette de plus de 850 000.

Le départ de travailleurs indiens pour Ceylan remonte aux années 1830 et 1840 avec l'introduction sur l'île de la culture à grande échelle du café,

qui devient, à la fin des années 1850, la principale culture de l'île et son premier produit d'exportation. Le manque de main-d'œuvre et la réticence des paysans indigènes à abandonner leurs champs de riz pour le travail dur et mal payé des caféières encouragent le recrutement des travailleurs indiens. En Inde, la forte densité de population et les salaires encore plus bas incitent les habitants du pays à partir pour Ceylan. Le travail dans les caféières se concentre principalement d'août à novembre, durant la période de la récolte, après laquelle la plupart des ouvriers indiens retournent dans leur pays. L'instabilité de l'offre de main-d'œuvre en Inde dans les années 1840 conduit les planteurs à adopter le système de recrutement de main-d'œuvre sous contrat, grâce auquel les travailleurs sont liés par des contrats à plus long terme. Le recrutement s'opère fréquemment par le biais d'intermédiaires, les *kangani*, travailleurs indiens choisis pour embaucher des groupes d'une vingtaine d'hommes. Ce système de recrutement de travailleurs pour Ceylan, la Malaisie et Singapour est souvent nommé système des kangani. Entre 1834 et 1870, près de 1,5 million d'Indiens émigrent vers Ceylan. Bien qu'il s'agisse en grande partie de travail saisonnier, la migration nette à cette période est d'environ 600 000 personnes. Dans les années 1880 débute une seconde phase de migration indienne vers Ceylan avec l'introduction de nouvelles cultures destinées à l'exportation: le thé et le caoutchouc. La culture du thé nécessitant des soins réguliers, elle encourage une installation à plus long terme que celle du café. Selon des statistiques coloniales britanniques, Ceylan reçoit plus de 2,8 millions d'immigrants indiens entre 1880 et 1913, avec une immigration nette d'environ 1 million. En 1921, le nombre total d'habitants d'origine indienne à Ceylan dépasse 1,4 million, soit 31% de la population totale de l'île. La majorité d'entre eux sont originaires des provinces du sud de l'Inde, c'est-à-dire de la présidence de Madras.

Les déplacements de travailleurs indiens vers Malaya et les établissements des détroits commencent au début du XIX^e siècle. Les plantations et les mines sont les principaux secteurs à recruter de la main-d'œuvre indienne par l'intermédiaire de *kangani*. Ces travailleurs reçoivent en général les salaires les plus bas, inférieurs même à ceux des ouvriers chinois. Au XIX^e siècle, aucune restriction n'étant imposée à l'immigration en Malaisie et à Singapour, la région attire également un grand nombre de travailleurs indiens libres : en 1921, le nombre total d'Indiens y dépasse les 470 000.

L'assujettissement de la Birmanie à l'autorité du Royaume-Uni dans la seconde moitié du XIX^e siècle aboutit à l'incorporation du pays tout entier dans l'Empire britannique en 1885 et entraîne une importante migration indienne vers cette zone relativement peu peuplée. Les Indiens recrutés pour la Birmanie travaillent essentiellement dans les secteurs miniers et agricoles. Le pays deviendra plus tard l'un des principaux fournisseurs de riz de tout le sous-continent indien.

L'immigration vers l'Inde à partir d'autres pays asiatiques est assez limitée et les Népalais constituent, de loin, le groupe d'immigrés le plus important. En effet, le niveau de vie du Népal est inférieur à celui de l'Inde et de nombreux Népalais sont engagés dans les services publics coloniaux. En 1921, on estime leur nombre à 274 000.

Les migrations de Chinois à l'intérieur du continent asiatique sont un phénomène très ancien mais, en 1718, une loi leur interdit de quitter le pays. L'émigration ne repart que dans les années 1840, par suite de la signature de traités imposant l'ouverture de la Chine, avec pour principales destinations les établissements des détroits (Malaisie et Singapour), Java (Indonésie), les Philippines, la Thaïlande, la Birmanie, l'Indochine (Viet Nam, Cambodge et Laos) et Taiwan. Au début du xxe siècle, la Mandchourie devient également l'une des premières destinations des émigrants chinois.

En 1787, les premiers migrants chinois à venir s'installer en Malaisie sont attirés par la Compagnie britannique des Indes orientales, peu de temps après l'installation des Britanniques à Singapour. De 5 000 Chinois en 1826, leur nombre passe à 50 000 en 1850 pour atteindre presque 220 000 en 1911. Dans ces dernières années, les habitants de Singapour d'origine chinoise représentent plus de 72 % de la population totale. Bien que les établissements des détroits ne manquent pas d'attirer des travailleurs sous contrat, la majorité des immigrants chinois paient eux-mêmes leur voyage et s'installent comme travailleurs libres. Les statistiques portuaires chinoises montrent que plus de 2 millions de Chinois choisissent de se rendre dans ces établissements entre 1876 et 1901. La migration nette pour cette période s'élève à 1,4 million. Toutefois, une partie des Chinois installés dans la région repart ensuite pour d'autres destinations. Au tournant du siècle, le nombre de Chinois installés dans les établissements des détroits est légèrement inférieur à 1 million.

Les îles de Java et Sumatra (en Indonésie, alors Indes orientales néerlandaises) sont d'autres destinations importantes pour les émigrants chinois. Bien que, selon les statistiques portuaires, les Chinois à rejoindre l'Indonésie ne soient que 87 000 entre 1876 et 1901, le nombre de résidents chinois est estimé à 600 000 au tournant du siècle et à plus de 1,8 million en 1922.

Les Philippines sont une autre destination très prisée des émigrants chinois, mais, après la guerre hispano-américaine de 1898, le *Chinese Exclusion Act* américain est appliqué aux Philippines et rend toute immigration chinoise quasiment impossible. Au tout début du XX^e siècle, on recense quelque 80 000 Chinois dans le pays.

La Thaïlande rassemble une communauté bien plus importante avec un nombre estimé, au tournant du siècle, à 2,5 millions. Vers 1900, les communautés chinoises du Viet Nam (alors Indochine) et de la Birmanie comptent respectivement 150 000 et 40 000 personnes.

Taiwan (alors appelé Formose) et la Mandchourie constituent en quelque sorte des cas à part, car elles font toutes deux partie de la Chine au début du XIX^e siècle. Après 1683, lorsque Taiwan devient préfecture de la province côtière du Fujian, sur le continent, les colons chinois y ont déjà graduellement introduit leurs méthodes de production agricole. Avec le temps, les travailleurs saisonniers chinois font place à des migrants venant s'installer définitivement et on estime, en 1811, que l'île compte un peu plus de 2 millions de Chinois. Sous la menace d'une colonisation étrangère de l'île, Taiwan devient province chinoise en 1887, et le gouvernement local commence à subventionner l'immigration depuis le continent. À cette époque, l'île compte quelque 3,2 millions de Chinois. Toutefois, en 1895, Taiwan passe sous contrôle japonais après la guerre sino-japonaise et l'immigration chinoise est presque réduite à néant. En outre, l'immigration chinoise en Mandchourie est prohibée par la dynastie mandchoue, au pouvoir jusqu'au début du XXe siècle. En dépit de cette interdiction, une migration illégale vers la Mandchourie a bien lieu au XIX^e siècle. En effet, en 1893, sa population chinoise est estimée à 5,3 millions d'individus. L'ouverture de la Mandchourie entraîne une forte immigration et, en 1913, on compte plus de 20 millions de Chinois sur le territoire.

Les provinces côtières du Fujian et du Guangdong enregistrent les plus forts taux d'émigration. En freinant la croissance démographique, l'émigration amoindrit la pression sur les ressources naturelles et alimentaires. En outre, les émigrants contribuent à leur tour à mettre en valeur de nouvelles zones dans les pays d'accueil et à développer les exportations.

Officiellement, l'émigration japonaise n'est autorisée qu'après 1866, date de la levée de l'interdiction faite aux Japonais de quitter le pays. Cependant, peu de passeports nécessaires à l'émigration sont distribués avant 1885. À cette époque, le Japon lance un impressionnant programme de modernisation de son économie, mais les changements ne sont pas suffisamment rapides pour empêcher l'exode. Dans le continent asiatique, la Chine, la Corée, Taiwan et la Russie sont les principales destinations des émigrants japonais. Relativement peu de Japonais émigrent vers les autres pays d'Asie, car les nombreux travailleurs indiens et chinois qui les ont précédés y ont imposé des salaires très bas, rendant ces destinations peu intéressantes. Jusqu'en 1913, la migration japonaise vers les établissements des détroits et les Philippines dépasse à peine 10 000 personnes. En outre, la plupart des migrants finissent par retourner au Japon.

Les déplacements de Japonais vers la Chine, la Corée et Taiwan sont en rapport étroit avec l'expansion des intérêts japonais dans ces pays. Jusqu'en 1895, seuls 8,4 millions de Japonais se rendent en Chine et très peu s'y installent. Les privilèges et concessions obtenus par le Japon en 1895, après la guerre sino-japonaise, et en 1905, après la guerre russo-japonaise, entraînent

une augmentation importante du nombre d'émigrants japonais, en particulier en Mandchourie. En 1910 résident en Chine 36 000 Japonais, dont la moitié en Mandchourie. Après la guerre sino-japonaise, l'assujettissement, en 1895, à la domination coloniale japonaise de Taiwan conduit à un afflux massif de Japonais encouragés par le gouvernement colonial. Le nombre de Japonais résidant sur l'île passe de près de 38 000 en 1900 à 135 000 en 1915. La plupart d'entre eux sont engagés dans le secteur industriel. Jusqu'au passage de la Corée sous protectorat japonais en 1905, plus de 78 000 Japonais migrent vers la péninsule, mais peu s'y installent définitivement. Après 1905, et surtout après l'annexion de la Corée en 1910, le nombre de Japonais augmente considérablement. En 1910, ils sont plus de 170 000 et, en 1920, près de 350 000.

C'est la partie asiatique de la Russie qui reçoit le plus de migrants japonais. Entre 1868 et 1913, ils sont près de 120 000 à se rendre en Russie. Toutefois, la plupart sont des marchands ou des pêcheurs et, jusqu'à la Première Guerre mondiale, le nombre de Japonais à s'installer définitivement en Russie ne dépasse pas les 10 000.

L'INTÉGRATION DU MARCHÉ MONDIAL: LA LIBÉRALISATION DU COMMERCE AU JAPON

Durant la première moitié du XIX^e siècle, le Japon maintient la politique d'isolement national qu'il poursuit depuis des siècles. Très occasionnel, le commerce extérieur est d'une importance limitée et le seul pays d'Europe occidentale autorisé à entretenir des relations commerciales avec le Japon sont les Pays-Bas. En 1854, la «politique de la canonnière» menée par les États-Unis met fin à cette situation en forçant le Japon à s'ouvrir au commerce. Les traités de 1858 et 1866 obligent le Japon à étendre l'autorisation de faire du commerce aux autres États européens et réduisent l'autonomie japonaise en matière de commerce et de pêche. Ils imposent également aux Japonais de limiter à 5% les droits de douane sur les importations et les exportations. Après les réformes de la restauration de Meiji en 1868, les importations et exportations japonaises augmentent de manière spectaculaire. Dans la période qui précède 1913, la structure du commerce extérieur japonais connaît un changement profond. Alors que les produits manufacturés et les machines constituaient jadis l'essentiel de ses importations et qu'il exportait des matières premières et des produits semi-manufacturés (soie brute), le pays devient importateur de matières premières et exportateur de produits manufacturés.

Jusqu'en 1867, le Japon est dirigé par le clan des Tokugawa. La politique économique et l'administration des affaires publiques sont réparties

entre le gouvernement Tokugawa (le bakufu) et les territoires administratifs (han). Le bakufu a pour mission principale de maintenir la stabilité du pays ainsi que d'en assurer la production de riz, sa source principale de revenus. Depuis le XVII^e siècle, le Japon demeure isolé du reste du monde, interdisant la présence d'étrangers sur son sol et refusant toute émigration. Néanmoins, quelques relations commerciales avec le monde extérieur subsistent. Très restreint, le commerce extérieur officiel est contrôlé par le bakufu et se concentre à Nagasaki, seul port international du pays. La Chine est le principal partenaire commercial du Japon et la seule présence non asiatique autorisée est celle des Hollandais, qui possèdent une délégation permanente sur l'îlot de Deshima, dans le port de Nagasaki. Les relations commerciales avec les Pays-Bas, principalement intéressés par le cuivre japonais, sont toutefois limitées. En effet, la plupart du temps, ces derniers ne sont autorisés à envoyer qu'un seul bateau par an vers le Japon. Hormis ce commerce officiel à Nagasaki, des relations commerciales avec la Chine sont également autorisées via les îles Ryūkyū (Okinawa).

Durant la première moitié du XIXe siècle, l'isolement du Japon est de plus en plus menacé par l'implantation réussie des Européens en Chine. À la suite des guerres de l'Opium, la Chine est forcée de s'ouvrir au commerce extérieur et d'accorder des privilèges à la Grande-Bretagne et aux autres États européens. Mais la Grande-Bretagne estime que les profits qu'elle tire du commerce avec le Japon ne sont pas suffisants pour justifier une expédition visant à forcer le pays à s'ouvrir au commerce extérieur. En fait, l'ouverture du Japon par les États-Unis se doit plus aux échanges croissants que ceux-ci ont avec la Chine qu'à des perspectives de commerce avec le Japon. L'expansion de leur territoire dans le Pacifique pousse en effet les États-Unis à entretenir des relations commerciales directes avec la Chine, et c'est donc le fait que le Japon est directement situé sur la route San Francisco-Shanghai et qu'il dispose de ressources en charbon qui décide les Américains à envoyer une expédition sur l'île en 1853 pour demander le droit d'utiliser les ports japonais. À la tête de l'expédition, le commodore Perry (illustration 31) fait clairement comprendre son intention d'utiliser la force en cas de refus du Japon. N'étant pas en mesure de rivaliser, les Japonais finissent par accéder à la demande américaine en mars 1854 par la signature d'un accord autorisant les Américains à faire escale dans un nombre limité de ports pour acheter du charbon et d'autres marchandises. La même année, des accords similaires sont signés avec la Grande-Bretagne et la Russie, mais, avec cette dernière, une première convention doit d'abord être ratifiée pour établir les frontières de chacun des pays dans les Kouriles.

En 1857 et 1858, par suite de pressions supplémentaires, le Japon conclut avec la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas, la Russie et les États-Unis des traités qui ouvrent plusieurs ports japonais au commerce et donnent un

statut extraterritorial aux étrangers. Toutefois, ces traités sont très largement contestés au Japon et la présence des étrangers engendre des frictions. Les incidents qui suivent, notamment la mort d'un marchand britannique, conduisent à des affrontements avec les vaisseaux de guerre anglais ainsi qu'à des expéditions internationales contre le Japon. Finalement, un accord qui ouvre un grand nombre de ports japonais au libre-échange et limite les droits de douane à 5 % est conclu en 1866.

Cette ouverture forcée a des effets profonds sur le pays. Tout d'abord, elle vient s'ajouter aux tensions déjà existantes dans la société japonaise faisant suite aux bouleversements économiques, lesquels bénéficient aux classes marchandes et affaiblissent le pouvoir financier des Tokugawa. L'industrie japonaise est aussi fortement touchée par cette ouverture (illustration 32) et connaît d'importantes variations des prix. Tandis que les industries du coton et du sucre existantes souffrent de la concurrence des importations, la hausse de la demande extérieure en thé et en soie a pour conséquence d'augmenter considérablement le prix de ces produits à l'exportation. En outre, l'existence au Japon d'une parité or-argent bien inférieure à celle en vigueur dans le reste du monde mène à une importante sortie d'or vers l'étranger et à une dévaluation occasionnant une forte hausse des prix. Le résultat de cette inflation est une redistribution majeure des richesses et des revenus dans la société nipponne. Dernier point, et non des moindres, les traités et leurs conséquences économiques endommagent sérieusement le prestige des autorités au pouvoir et permettent à la population de se rendre compte des retards du pays. D'ailleurs, nombreux sont les Japonais qui estiment que le seul moyen de résister à l'arrivée des étrangers est de moderniser l'économie japonaise en imitant le monde occidental. Tous ces changements aboutissent, en 1868, à la fin de l'ère Tokugawa et au retour au pouvoir de l'empereur avec la restauration Meiji.

Mises en œuvre par une alliance de samouraïs et de marchands, les réformes de l'ère Meiji changent radicalement la politique économique du Japon. Des efforts sont faits vers la libéralisation de l'économie, la réforme des institutions, de l'éducation et des finances publiques, la création d'un nouveau système bancaire et l'importation de techniques occidentales. Grâce à une initiative du gouvernement, des crédits à long terme et à faibles intérêts permettent la création ou la subvention d'industries modernes. La modernisation des réseaux de transport et de communication (*illustration 33*) est en partie financée par des prêts étrangers, qui serviront plus tard à financer les guerres contre la Chine et la Russie.

La modernisation qui s'ensuit au Japon se reflète dans son commerce extérieur. L'ouverture de l'économie japonaise anéantit presque intégralement son industrie cotonnière alors qu'elle stimule grandement la production de soie brute et de thé, qui deviennent les premiers produits d'exportation du

pays. Les principales importations sont les tissus de coton, les lainages et les machines. Les exportations sont principalement destinées aux États-Unis et à la France tandis que la Grande-Bretagne devient le premier fournisseur du pays. L'excédent de la balance commerciale habituel avant la restauration Meiji se transforme bientôt en un déficit permanent qui conduit le gouvernement à stimuler, par de généreuses subventions, la création d'industries destinées à substituer les produits d'importation. Après les réformes monétaires du début des années 1880, nombre d'entre elles sont revendues au secteur privé et, étroitement liées aux institutions financières, forment le cœur de puissantes sociétés de portefeuille, les zaibatsu. Au début, ce sont des étrangers qui dominent le commerce et le transport maritime du Japon; les zaibatsu imitent donc les sociétés commerciales occidentales en envoyant des représentants à l'étranger, ce qui ne tarde pas à devenir, à la fin du siècle, un puissant outil de conquête des marchés extérieurs. En outre, une compagnie maritime créée avec le soutien du gouvernement reprend avec succès le rôle des compagnies de transport étrangères.

Les bas salaires et la dépréciation de la valeur du yen d'argent favorisent les exportations de produits manufacturés. Au début du XX^e siècle, les tissus de coton représentent plus de 23 % des exportations japonaises vers la Chine, l'Inde et les nouvelles colonies japonaises pour principaux marchés. Les exportations japonaises croissent annuellement de 8,4 % entre 1880 et 1913 et représentent 13 % du revenu national en 1913. À la même époque, la structure des importations se modifie, les matières premières, le plus souvent importées d'autres pays asiatiques, y tenant une place de plus en plus importante.

Les indemnités reçues de la Chine après la guerre sino-japonaise de 1894–1895 permettent au Japon d'adopter l'étalon-or en 1897. L'industrialisation du pays et ses succès militaires lui permettent ensuite de mettre fin aux droits extraterritoriaux accordés depuis 1899 aux étrangers sur le sol japonais et de fixer à nouveau lui-même ses droits de douane en 1911.

IMPÉRIALISME ET COLONIALISME EN ASIE

Étude historique du rôle du Japon en Asie

Durant sa période d'isolement national, le Japon ne montre aucune volonté d'étendre son pouvoir au-delà des quatre îles qui le composent. Toutefois, l'ouverture forcée du pays au commerce extérieur en 1853 et la restauration Meiji en 1868 l'incitent à revoir son point de vue. En effet, dans son effort pour moderniser le pays en suivant les modèles de l'Europe occidentale

et des États-Unis, le nouveau gouvernement découvre l'idée occidentale selon laquelle les colonies sont vitales pour l'expansion économique et le prestige de la nation.

Trois éléments supplémentaires contribuent à l'expansion du pays dans le dernier quart du XIX^e siècle. Premièrement, les incursions européennes dans l'est de l'Asie ne cessent d'augmenter. Les Britanniques imposent leur pouvoir en Birmanie, les Français en Indochine, les Russes dans les territoires du nord de la Chine et, plus généralement, tous s'implantent de plus en plus profondément en Chine. Cette présence coloniale accrue des Européens ne manque pas d'inquiéter le Japon qui y voit une menace possible contre ses intérêts. Deuxièmement, la faiblesse croissante de la Chine, ses concessions face aux demandes étrangères et son incapacité à mettre un frein à l'expansion étrangère ne font que renforcer l'idée des Japonais que leur pays est en mesure d'acquérir à son tour des territoires aux dépens des Chinois. Enfin, l'industrialisation réussie du Japon entraîne un besoin croissant d'avoir accès aux marchés étrangers et aux matières premières, dont le Japon a tendance à manquer. Cette volonté de contrôler l'approvisionnement en matières premières accroît donc l'intérêt du Japon pour la Corée et, finalement, la Mandchourie.

Une fois réglée la question de ses frontières nationales, le succès du développement du Japon l'autorise à accroître sa puissance militaire. Aidé par des prêts financiers étrangers, le pays s'engage dans une guerre contre la Chine en 1894–1895, après laquelle il reçoit Taiwan et impose son influence en Corée. En 1904–1905, le conflit avec la Russie impose l'influence japonaise en Mandchourie et lui rapporte la moitié sud de Sakhaline ainsi que Port-Arthur. Toutefois, la conquête de colonies et l'expansion du territoire japonais obligent à d'importants mouvements de capitaux pour développer les infrastructures et l'industrie. En outre, on considère souvent que la reproduction à l'identique, à Taiwan et en Corée, des institutions et du système éducatif japonais sont à l'origine du développement réussi que connaîtront ces deux pays par la suite.

L'une des premières tâches du nouveau gouvernement japonais issu de la restauration Meiji est d'établir les frontières du pays. En dehors des quatre îles formant le pays, les Japonais sont présents dans les Kouriles et sur Sakhaline, mais ils revendiquent également les îles Ryūkyū, principalement Okinawa, au sud du Japon, ainsi que les îles Bonin et Kazan au sud-est du pays. La question est réglée pour la première fois en 1874–1875. Le Japon laisse Sakahline à la Russie et obtient la reconnaissance de sa souveraineté dans les Kouriles. Le statut des îles Ryūkyū est plus difficile à déterminer. Bien que ces îles soient tributaires de la Chine, leur incorporation au Japon en 1871 se fait sans problème, mais l'assassinat d'insulaires par des Taiwanais pousse le Japon à mener une expédition punitive contre Taiwan, qui

194 De 1789 à 1914

est alors soutenue par la Chine. Cette action va sérieusement à l'encontre d'un traité signé avec la Chine en 1871, dont une clause stipule l'assistance mutuelle en cas de conflit extérieur. Le Japon se révèle donc de plus en plus être un rival de la Chine et non un allié. En 1876, les Ryūkyū, les îles Bonin et Kazan sont officiellement rattachées au Japon.

C'est en Corée, pays tributaire de la Chine, que les intérêts japonais et chinois vont finalement se heurter. L'intérêt des Japonais pour la Corée est tout d'abord motivé par la proximité et la situation géographique stratégique de celle-ci et il ne fait que croître face aux diverses tentatives des pouvoirs occidentaux pour ouvrir le pays. En outre, cela permet au gouvernement japonais de détourner l'attention de ses problèmes intérieurs de restructuration et de modernisation. Ainsi, afin d'accroître leur influence en Corée, les Japonais envoient en 1876 une expédition en canonnière pour demander l'ouverture du pays, de la même manière que les Américains l'avaient fait au Japon une vingtaine d'années auparavant. À la suite de cette expédition, le Japon obtient la signature d'un traité encore plus avantageux que celui qu'il avait dû lui-même accepter des pouvoirs occidentaux. La position avantageuse des Japonais n'est cependant que de courte durée, car des traités similaires sont signés avec les puissances occidentales dès le début des années 1880. En outre, des conflits internes ramènent plus tard la Corée sous l'autorité de la Chine, qui envoie des troupes militaires sur place.

Le conflit coréen finit par mener à la guerre sino-japonaise de 1894–1895, qui voit la défaite des Chinois et l'obtention, pour les Japonais, de Taiwan, du retrait des troupes chinoises de Corée, d'un statut privilégié en Chine et d'une forte indemnité en or. Le Japon demande également à bénéficier de bases en Mandchourie, mais une intervention tripartite réunissant la Russie, la France et l'Allemagne l'en empêche. Par ailleurs, l'annexion de Taiwan ne devient effective qu'après l'écrasement d'une importante révolte sur l'île. Les revenus perçus par suite de la guerre font toutefois grimper le Japon au rang des premières puissances mondiales. En tant que telle, il est admis à prendre part à la répression de la révolte des Boxeurs en 1900 et aux négociations de paix avec la Chine qui s'ensuivent. De plus, cette position de force permet au Japon de renégocier les traités «inégaux» qu'il a eu à accepter auparavant et de conclure une alliance avec la Grande-Bretagne en 1902.

Entre-temps, la Russie a gagné une influence considérable en Mandchourie et devient de plus en plus menaçante pour les intérêts japonais en Corée. Comme la Corée et la Mandchourie représentent pour le Japon des marchés et des fournisseurs de matières premières de plus en plus indispensables, la situation aboutit à la guerre russo-japonaise de 1904–1905. Cette guerre financée par des prêts étrangers se termine par la victoire militaire du Japon et lui rapporte la moitié sud de Sakhaline, la concession de Guandong ainsi que la région du chemin de fer sud-mandchourien (principalement les ports de Dalian, anciennement Dairen, et de Port-Arthur). Les Japonais supplantent les Russes en Mandchourie mais la médiation des États-Unis ne permet pas de privilèges exclusifs. Avant même que les accords de paix avec la Russie ne débutent, le Japon fait de la Corée son protectorat. Les révoltes contre la domination japonaise qui éclatent par la suite dans la péninsule sont réprimées et le Japon renforce sa mainmise en 1910 par l'annexion officielle de la Corée en tant que colonie.

L'expansion de l'autorité japonaise implique non seulement une présence militaire accrue à l'étranger mais également des investissements et des mouvements migratoires. En dépit d'accords de paix avec la Chine et la Russie, et malgré la pacification de ses nouveaux territoires, l'Empire japonais ne peut se maintenir que grâce à une forte présence militaire à l'étranger, assez importante par rapport à celle des puissances coloniales européennes. Outre la charge financière qu'implique le maintien d'une telle armée, elle entraîne également une importance accrue du militaire dans la politique étrangère du Japon.

La réussite de l'expansion du Japon transforme la vision qu'il a de son rôle dans le monde asiatique. En aidant les autres nations à moderniser leurs institutions et leur économie, les Japonais acquièrent une mentalité coloniale proche de celle de l'Occident; ils commencent à se sentir supérieurs et donc destinés à dominer et à guider les autres nations d'Asie. Entre autres choses, cette vision implique une volonté d'assimiler les nations colonisées en détruisant leur culture et leur identité propre. À ce titre, l'émigration de Japonais vers les territoires conquis est donc encouragée non seulement car elle constitue une solution à l'accroissement de la population, mais également parce qu'elle renforce la présence japonaise à l'étranger.

L'incorporation des territoires étrangers dans l'économie japonaise et l'ouverture de la Mandchourie requièrent d'importants investissements en chemins de fer, ports et routes, de même qu'en entrepôts et en banques. Le gouvernement colonial s'engage plus avant dans l'exploitation minière et encourage le commerce avec le Japon. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, Taiwan et la Corée ont pour rôle principal d'approvisionner le Japon en denrées alimentaires, c'est-à-dire en riz et, dans le cas de Taiwan, en sucre. Dans ce but, les Japonais rationalisent et modernisent les secteurs agricoles des deux colonies. En outre, la Corée et Taiwan servent de plus en plus de débouchés aux exportations japonaises, en particulier aux textiles de coton, bien que les exportations vers l'Inde et la Chine restent beaucoup plus importantes.

L'éducation et la santé jouent un rôle primordial dans le développement des économies coloniales, ce que le Japon ne manque pas de comprendre. En élargissant l'accès à des services médicaux modernes et en améliorant les régimes alimentaires, il est possible de réduire considérablement les taux

196 DE 1789 À 1914

de mortalité. L'enseignement élémentaire profite à un nombre croissant de jeunes Coréens et Taiwanais, mais il semble avoir peu d'effets immédiats, car les postes et les fonctions les plus importants restent concentrés entre les mains des Japonais. Malgré tout, on considère souvent que ce sont le système scolaire et la modernisation agricole qui ont servi de base au développement économique des deux pays après la Seconde Guerre mondiale.

Le système colonial japonais

Entre 1895 et 1913, le Japon acquiert un empire colonial comprenant Taiwan, la Corée, Guandong (Mandchourie) et la moitié sud de Sakhaline. Comme la population de cette dernière est principalement constituée de colons japonais et que Guandong est un territoire à bail, c'est principalement à Taiwan et en Corée que s'exerce le pouvoir colonial. Lorsqu'il obtient ses premiers territoires en 1895, le Japon n'a aucune expérience ni idée précise de la gestion d'un empire colonial. Peu à peu, il instaure une politique ressemblant en de nombreux points à celles des puissances coloniales européennes mais, par bien des aspects, le colonialisme japonais reste différent de tous les autres.

Comme dans le système européen, les colonies japonaises ont pour fonction de servir les intérêts japonais. Si elles permettent de démontrer le statut de puissance moderne du Japon, elles lui permettent également de s'approvisionner en denrées alimentaires sans avoir à passer par de coûteuses importations. Une part essentielle de la politique coloniale menée à Taiwan et en Corée consiste donc à moderniser le secteur agricole afin d'accroître la production de riz. Taiwan devient aussi un important fournisseur de sucre.

En Corée comme à Taiwan, l'établissement de l'autorité japonaise doit face à des guérillas de résistance qui sont supprimées par l'armée nippone. Le Japon maintient donc une forte présence militaire qui joue en outre un rôle dominant dans l'administration des deux colonies. Directement responsables auprès de l'empereur, les gouverneurs militaires de Taiwan et de Corée disposent de pouvoirs quasi illimités. La Diète (le Parlement japonais) et les ministres nippons ne disposent donc que de peu de moyens de contrôle et l'administration coloniale jouit d'une grande autonomie.

Le contrôle interne des colonies est assuré par la très efficace police japonaise, assistée de représentants locaux élus. Pour maintenir la loi et l'ordre à Taiwan, les Japonais restaurent le *pao chia*, système chinois de responsabilité collective. Outre ses fonctions classiques, la police nipponne est chargée de collecter les impôts et de prêter une assistance technique et administrative aux collectivités locales. Elle joue ainsi un rôle considérable dans l'administration locale et la modernisation des économies coloniales. Par la suite, l'administration coloniale s'appuie sur des fonctionnaires formés

dans les meilleures universités du Japon mais, bien que très compétents, ils sont souvent transférés d'une colonie à l'autre et n'entretiennent donc que très peu de contacts avec les autochtones.

L'une des caractéristiques qui distingue le plus l'empire colonial japonais des puissances européennes présentes en Asie est l'affinité ethnique et culturelle liant colons et colonisés. Elle ouvre la voie à l'intégration complète de l'empire par l'assimilation des peuples indigènes et pousse le Japon à encourager l'adoption de sa langue et de son mode de vie dans toutes ses colonies. L'émigration de Japonais vers les colonies et l'enseignement colonial contribuent d'ailleurs grandement à réaliser cette assimilation; celle-ci provoque en outre la disparition progressive des cultures et des identités autochtones, notamment en Corée. Toutefois, en dépit de l'intégration revendiquée, les Japonais jouissent de privilèges sociaux et économiques incontestables dans leurs colonies et les autochtones, qui n'ont pratiquement pas accès aux fonctions de l'administration, souffrent clairement d'un statut de citoyens de seconde zone.

À l'instar des puissances européennes, le Japon considère la colonisation comme une mission civilisatrice destinée à améliorer le niveau de vie de ses colonisés. Le temps nécessaire à la réalisation de ces objectifs n'est cependant pas précisé et semble même illimité, car aucune clause ne prévoit une quelconque forme d'accès à l'indépendance pour les colonies.

Les ressources financières du Japon étant nécessaires à la modernisation de sa propre économie, peu de fonds sont envoyés vers les colonies. Taiwan reçoit quelques prêts de l'étranger, mais, dans leur ensemble, les colonies doivent financer elles-mêmes leur modernisation. Des plans cadastraux permettent l'établissement d'un impôt foncier qui, avec les impôts indirects sur la consommation et plusieurs monopoles d'État, constitue la principale source de revenus des gouvernements coloniaux. Ces revenus sont employés à la construction de chemins de fer et de voies de communication, dont l'exploitation donne naissance à une nouvelle source de revenus. Hormis ces investissements, les gouvernements coloniaux s'attachent à augmenter le rendement agricole par l'irrigation et d'autres programmes de développement de l'agriculture. Les secteurs miniers et industriels bénéficient également des investissements directs des gouvernements qui, en outre, ne cessent de prendre des mesures pour encourager les investissements du secteur privé japonais. Le développement économique est ensuite stimulé par des programmes éducatifs et sanitaires visant à améliorer les qualifications et la santé de la main-d'œuvre locale pour accroître sa productivité. Les stratégies des gouvernements coloniaux sont dans une large mesure inspirées des expériences du Japon de l'ère Meiji, auxquelles est due la réussite de la modernisation de l'économie du pays.

Le développement économique de Taiwan et de la Corée témoigne

aujourd'hui de la réussite de la politique coloniale japonaise. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, le rendement agricole des colonies augmente considérablement et bien que la majeure partie de ce surplus de production soit exporté vers le Japon, il permet également aux colonies de nourrir une population locale croissante. Comme l'approvisionnement en denrées alimentaires destinées à la consommation locale est relativement faible (surtout en Corée) et ne s'accroît que très lentement, la politique agricole coloniale du Japon a souvent été qualifiée d'exploitation.

La question des gains et des pertes du système colonial japonais, pour le Japon et pour ses colonies, a été sujette à un débat qui dure encore. Il est évident que le Japon a largement bénéficié de ses colonies, qui ont été transformées avec succès en fournisseurs de denrées alimentaires et de matières premières, et en marchés pour les produits manufacturés japonais. Qui plus est, les firmes japonaises tirent de gros profits de leurs projets et investissements dans les colonies. L'importance des colonies à cet égard ne doit toutefois pas être exagérée, car leur part dans l'ensemble du commerce extérieur japonais reste assez faible, de même que la part des revenus coloniaux dans la totalité des revenus des entreprises japonaises. En outre, on peut considérer le fait que le Japon bénéficie de ses colonies parce qu'elles lui permettent d'accéder au rang de puissance coloniale et qu'elles lui ouvrent davantage les portes du marché chinois.

De même, on admet souvent que la Corée et Taiwan ont au moins profité des institutions coloniales, des réformes agricoles et des efforts de scolarisation japonais. Mais là encore, les bénéfices directs pour la population semblent avoir été assez limités durant la période coloniale. En effet, si les Coréens et les Taiwanais ont tiré profit de l'amélioration de leur niveau de vie et du système de santé, la scolarisation ne leur a pas pour autant donné accès à de meilleurs postes dans l'administration coloniale ou dans les firmes japonaises. De plus, les peuples colonisés ont dû faire face à la suppression de leur culture et de leur identité. D'un autre côté, ce sont sans aucun doute les institutions coloniales, la scolarisation et les réformes agricoles de cette époque qui sont à la base de l'essor économique des deux pays après leur indépendance.

BIBLIOGRAPHIE

Beasly W. G. 1989. «The foreign threat and the opening of the ports». Dans: M. B. Jansen (dir. publ.). *The Cambridge history of Japan*. Vol. 5. *The nineteenth century*. Cambridge, Cambridge University Press.

CASTLES S., MILLER M. J. 1993. The age of migration. International

- population movements in the modern world. Londres, Macmillan Press & Co.
- Crawcour E. S. 1989. «Economic change in the nineteenth century». Dans: M. B. Jansen (dir. publ.). *The Cambridge history of Japan*. Vol. 5. *The nineteenth century*. Cambridge, Cambridge University Press.
- 1988. «Industrialization and technological change, 1885–1920». Dans:
 P. Duus (dir. publ.). de *The Cambridge history of Japan*. Vol. 6. *The twentieth century*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Duus P. 1995. *The abacus and the sword. The Japanese penetration of Korea, 1895–1910.* Berkeley, University of California Press.
- FINDLAY SHIRRAS G. 1969. «Indian migration». Dans: W. F. Willcox (dir. publ.). *International migrations*. Vol. 2. *Interpretations*. New York, Gordon & Breach (Demographic Monographs, vol. 8).
- HAGGARD S., KANG D., MOON C. 1997. «Japanese colonialism and Korean development: a critique». Dans: *World development*, vol. 25, n° 6, pp. 867–881.
- Hanley S. B., Yamamura K. 1977. *Economic and demographic change in preindustrial Japan 1600–1868*. Princeton, Princeton University Press.
- HATA I. 1988. «Continental expansion, 1905–1941». Dans: P. Duus (dir. publ.). *The Cambridge history of Japan*. Vol. 6. *The twentieth century*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Ho S. P. S. 1978. *Economic development of Taiwan, 1860–1970*. New Haven, Yale University Press.
- ICHIHASHI Y. 1969. «International migration of the Japanese». Dans: W. F. Willcox (dir. publ.), *International migrations*. Vol. 2. *Interpretations*. New York, Gordon & Breach (Demographic Monographs, vol. 8).
- IRIYE A. 1989. «Japan's drive to great-power status». Dans: M. B. Jansen (dir. publ.). *The Cambridge history of Japan*. Vol. 5. *The nineteenth century*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Kimura M. 1995. «The economics of Japanese imperialism in Korea, 1910–1939». *Economic History Review* (Oxford), vol. 48, n° 3, pp. 555–574.
- LUDOWYK E. F. C. 1966. *The modern history of Ceylon*. Londres, Cox & Wyman.
- MACPHERSON W. J. 1995. *The economic development of Japan, 1868–1941*. Cambridge, Cambridge University Press.
- MADDISON A. 1969. Economic growth in Japan and the USSR. Londres,

200 DE 1789 À 1914

- Allen & Unwin.
- MEYERS R. H., PEATTIE M. R. (dir. publ.). 1984. *The Japanese colonial empire*, 1895-1945. Princeton, Princeton University Press.
- MIZOGUCHI T. 1979. «Economic growth of Korea under the Japanese occupation. Background of industrialization of Korea 1911–1940», *Hitotsubashi Journal of Economics* (Tokyo), vol. 20, n° 1, pp. 1–19.
- OHKAWA K., SHINOHARA M. 1979. Patterns of Japanese development. A quantitative appraisal. New Haven, Yale University Press.
- Panditaratne B. L., Selva Nayagram S. 1973. «The demography of Ceylan. An introductory survey». Dans: K. M. de Silva (dir. publ.). *History of Ceylon*. Vol. III. *From the beginning of the nineteenth century to 1948*. Colombo, University of Ceylon Press.
- Peattie M. 1988. «The Japanese colonial empire, 1895–1945». Dans: P. Duus (dir. publ.). *The Cambridge history of Japan*. Vol. 6. *The twentieth century*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Perkins D. H. 1969. *Agricultural development in China 1368–1968*. Édimbourg, Edinburgh University Press.
- Potts I. 1990. *The world labour market: a history of migration*. Londres, Zed Books.
- SMITH T. C. 1988. *Native sources of Japanese industrialization 1750–1920*. Berkeley, University of California Press.
- VISARIA L., VISARIA P. 1983. «Population». Dans: D. Kumar, M. Desai (dir. publ.). *The Cambridge economic history of India*. Vol 2. *vers.* 1757–vers. 1970. Cambridge, Cambridge University Press, pp. 463–532.
- WILLCOX W. F. (dir. publ.). 1969. *International migrations*. Vol. 1. *Statistics*. New York, Gordon & Breach (Demographic Monographs, vol. 7).

La révolution industrielle : progrès scientifiques et techniques

Rainer Fremdling

CONCEPT ET DIFFUSION DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

La révolution industrielle est traditionnellement considérée comme le tournant le plus important dans l'histoire de l'humanité depuis le néolithique: «Entre 1780 et 1850, en moins de trois générations, une révolution d'envergure sans précédent dans l'histoire de l'humanité a changé la face de l'Angleterre. Le monde n'allait dès lors plus être le même. Les historiens ont souvent employé le terme révolution pour désigner un changement radical, mais aucune révolution n'a constitué un bouleversement aussi dramatique que la révolution industrielle, à l'exception, peut-être, de la révolution du néolithique» (Cipolla, 1975, p. 7). La révolution industrielle marque les débuts d'un processus autonome qui conduit à la croissance économique moderne et à un accroissement du revenu par habitant (Kuznets, 1966). Pendant de longues années, la Grande-Bretagne, la première nation industrielle (Mathias, 1969), a été considérée comme l'épreuve photographique ou le modèle de toutes les révolutions industrielles que connaissent dans son sillage d'autres pays (Landes, 1969, p. 124). Au XVIII^e siècle, en Grande-Bretagne, un ensemble d'innovations a favorisé l'essor de l'industrie et l'émergence d'un système reposant sur cette dernière. Selon Landes, ces innovations pouvaient être classées selon trois principes: «La substitution des machines — rapides, régulières, précises, inépuisables — au travail et aux compétences de l'homme; la substitution des sources d'énergie ina-

nimées aux sources animées, marquée en particulier par l'introduction de moteurs qui convertissaient la chaleur en travail, fournissant ainsi à l'homme une source d'énergie nouvelle et presque illimitée; l'utilisation de nouvelles matières premières bien plus abondantes, avec notamment la substitution des minerais aux matières végétales et animales» (Landes, 1969, p. 41). L'analyse de la révolution industrielle se concentre généralement sur deux aspects liés: une évolution technique sans précédent doublée d'un accroissement du revenu par habitant.

Cette vision traditionnelle de l'industrialisation a été contestée sur au moins trois points: lorsque Cameron juge inappropriée l'appellation «révolution industrielle », c'est en premier lieu le caractère «révolutionnaire » qu'il remet en question (Cameron, 1989, pp. 163-165). En effet, le calcul du total des taux de croissance des revenus ne témoigne pas d'une augmentation rapide sur une courte période, d'environ trente ans pour la Grande-Bretagne (Crafts, 1994), et, par conséquent, n'indique en rien un décollage au sens où Rostow¹ l'entend. En outre, un flot continu de petites améliorations obtenues par des modifications successives du travail (Von Tunzelmann, 1981) s'est révélé au moins tout aussi important que les spectaculaires innovations² « de base » de Schumpeter³. Deuxièmement, plusieurs voies ont mené à la croissance économique moderne (O'Brien et Keyder, 1978). Beaucoup d'éléments incitent d'ailleurs à penser que la voie de la croissance britannique tenait plus de l'exception que de la règle générale (Crafts, 1984). Finalement, le caractère unique du processus de croissance amorcé avec la révolution industrielle a suscité un certain scepticisme. Il est en effet possible de distinguer, dans l'histoire économique de l'Europe occidentale, deux longues périodes de croissance antérieures à la révolution industrielle : du XIe au XIIIe siècle et du XVe au XVIe siècle. Ces phases d'expansion ont néanmoins vu se refermer sur elles le piège du malthusianisme⁴, la croissance démographique atteignant le plafond fixé par les limites de la croissance. Certains craignent que le même phénomène ne se produise avec la croissance économique actuelle : le rapport néomalthusien du Club de Rome (1972) a étendu les conceptions de Malthus à la planète entière, prédisant une catastrophe naturelle à l'échelle mondiale si aucun changement radical n'intervenait dans la croissance démographique et l'exploitation des ressources pour la production et la consommation (Meadows et al., 1972).

En dépit de ces objections à l'égard de la manière traditionnelle d'appréhender l'industrialisation, il est évident qu'une rupture révolutionnaire a eu lieu à l'échelle planétaire. Dans la mesure où cette rupture avec le passé n'a pas brutalement renforcé le rythme de la croissance économique, « la révolution industrielle doit d'abord être envisagée sous l'angle de l'accélération sans précédent du changement technique» (Mokyr, 1990, p. 82). La croissance économique doit en effet être considérée comme le résultat

d'un processus plus vaste englobant également les gains de productivité et l'augmentation de la production agricole ainsi que de l'activité tertiaire. Une industrialisation réussie a toutefois suffi à générer la croissance économique. Depuis la révolution industrielle, la croissance économique moderne a d'ailleurs été finalement un phénomène planétaire. Selon les statistiques de la croissance économique mondiale établies par le spécialiste anglo-néerlandais Angus Maddison, cette rupture avec le passé devient palpable: entre 1500 et 1820, la population mondiale a connu une croissance annuelle de 0,29 %, tandis que le produit intérieur brut (PIB) par habitant augmentait de 0,04% pour une hausse de 0,33 % du PIB mondial. Entre 1820 et 1992, en revanche, ces mêmes catégories ont enregistré un taux de croissance annuel de 0,95, 1,21 et 2,17% respectivement (Maddison, 1995, p. 20). «À partir des années 1820, les performances de la croissance ont été considérablement supérieures à ce qu'elles avaient été jusque-là. [...] Avant notre époque "capitalistique", les économies étaient essentiellement agraires et le progrès économique avait un caractère largement extensif. Face à la pression démographique, l'activité économique parvenait à long terme à maintenir le niveau de vie, mais l'évolution technique était quasi inexistante et les signes d'amélioration du bien-être économique très peu nombreux » (Maddison, 1995, p. 19). Considérer séparément les performances de chaque nation (tableau 9) atténue cette réussite fondamentale que constitue la croissance économique moderne dans l'histoire de l'humanité. Une approche mondiale, plus souhaitable, ne doit toutefois pas gommer les variations entre les diverses voies empruntées par les différents pays ou régions du monde depuis la révolution industrielle.

Le tableau 9 indique le produit intérieur brut par habitant et la taille de la population de certains pays de diverses régions de la planète pour les années de référence 1820, 1913 et 1992. La base empirique et la méthodologie que supposent les chiffres du PIB exprimés en dollars de 1990 peuvent être remises en question pour des années aussi éloignées que 1820 et 1913 ainsi que pour les taux de croissances susmentionnés entre 1500 et 1820. Cependant, étant donné l'état actuel de nos connaissances sur le XIX^e siècle et la croissance économique au cours des siècles précédents, ces chiffres offrent un aperçu approximatif mais néanmoins correct des niveaux de performance relatifs des différentes nations et régions du monde. Le PIB par habitant demeurant le meilleur indicateur du niveau de vie, la comparaison des réalisations de différentes nations est également révélatrice du bien-être de la population des différentes parties du monde. Parmi les nations les plus performantes de l'époque, on compte les États d'Europe occidentale et les pays nés des colonies européennes d'Amérique du Nord et du Pacifique. Les principales exceptions ont été le Japon à partir de la fin du XIX^e siècle et, plus récemment, certains pays industrialisés depuis peu de l'Asie du

204 DE 1789 À 1914

Tableau 9 PIB par habitant et population de différents pays en 1820, 1913 et 1992 : valeurs exprimées en dollars internationaux de 1990 et en milliers.

Pays		1820	1913		1992				
	PIB	Population	PIB	Population	PIB	Population			
Afrique									
Afrique du Sud	_	_	1 451	6 153	3 451	37 600			
Égypte	_	_	508	12 144	1 927	54 679			
Ghana	_	_	648	2 043	1 007	15 800			
Asie									
Chine	523	381 000	688	437 140	3 098	1 167 000			
Inde	531	175 349	663	251 906	1 348	881 200			
Indonésie	614	17 927	917	49 934	2 749	185 900			
Japon	704	31 000	1 334	51 672	19 425	124 336			
Amérique latine									
Argentine	_	534	3 797	7 653	7 616	33 003			
Brésil	670	4 507	839	23 660	4 637	156 012			
Mexique	760	6 587	1 467	14 970	5 112	89 520			
Europe de l Est									
Hongrie	_	4 571	2 098	7 840	5 638	10 313			
URSS	751	50 398	1 488	156 192	4 671	292 375			
Tchécoslovaquie	849	7 190	2 096	13 245	6 845	15 615			
Europe du Sud									
Espagne	1 063	12 203	2 255	20 263	12 498	39 085			
Grèce	_	_	1 621	5 425	10 314	10 300			
Europe de l'Ouest									
Allemagne*	1 112	14 747	3 833	37 843	19 351	64 846			
France	1 218	31 250	3 452	41 463	17 959	57 372			
Italie	1 092	20 176	2 507	37 248	16 229	57 900			
Pays-Bas	1 561	2 355	3 950	6 164	16 898	15 178			
Royaume-Uni	1 756	19 832	5 032	42 622	15 738	57 848			
Amérique du Nord et Australie									
Australie	1 528	33	5 505	4 821	16 237	17 529			
États-Unis	1 287	9 656	5 107	97 606	21 558	255 610			
Canada	893	741	4 213	7 852	18 159	28 436			

^{*}Population du territoire de la république fédérale d'Allemagne (frontières de 1989). Les chiffres suivants sont plus adéquats : États allemands sans l'Autriche, 24 905 en 1820; Allemagne impériale, 66 978 en 1913; République fédérale d'Allemagne et ex-RDA, 79 638 en 1990 (voir également Maddison, 1991).

Source: Maddison, 1995, p. 23 et suiv., p. 104-116.

Sud-Est. Les autres grandes nations asiatiques, caractérisées par une population extrêmement nombreuse, n'ont toujours pas dépassé des niveaux de revenu modérés. Les pays d'Amérique latine ont obtenu quant à eux des résultats plutôt encourageants au cours du XIX^e et des premières décennies du XX^e siècle mais, depuis cette période, leur croissance économique a chuté loin derrière celle du groupe de tête. L'Europe du Sud a récemment comblé son retard, tandis que les pays d'Europe de l'Est, malgré la chute du communisme, paient encore la gestion hasardeuse de leurs économies planifiées. L'Afrique reste dans l'ensemble le continent le plus défavorisé, avec toutefois des variations considérables d'un pays à l'autre. Il apparaît clairement que les régions ou pays ayant connu une révolution industrielle dès le XIX^e siècle sont ceux qui ont enregistré jusqu'à présent les meilleurs résultats en termes de croissance économique.

Première nation industrielle, la Grande-Bretagne a pris une longueur d'avance dans le domaine technique durant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Parmi les premiers pays à s'être industrialisés, on trouve également les États-Unis, la Belgique, la France et certains États allemands (Saxe, Prusse). Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le processus d'industrialisation s'est accéléré aux Pays-Bas ainsi qu'en Scandinavie, dans certaines parties de l'Empire austro-hongrois, en Suisse, en Italie et au Japon. En Europe du Sud et de l'Est, dans la Russie impériale ainsi que dans d'autres régions du monde, l'industrialisation n'était pas encore un phénomène d'ampleur nationale et se limitait à quelques enclaves. En dépit de cette dispersion, le processus est rapidement devenu un phénomène mondial dans la mesure où un pays ou une région était soit directement concerné par l'industrialisation, soit appartenait à un réseau international d'échanges commerciaux ou financiers dominé par les grandes puissances industrielles. Ce réseau n'a pas seulement permis une éventuelle maximisation de la production mondiale dans une perspective ricardienne; il pouvait également constituer, grâce à ses empires officiels (colonialisme) et informels, un moyen d'exploiter économiquement une grande partie de la planète au profit des premières nations industrielles. Un des exemples les plus célèbres est celui du Cultuurstelsel hollandais (système de culture, 1830-1870) institué dans l'Indonésie coloniale. Il impliquait l'exploitation forcée de cultures coloniales (telles que le sucre, le café, le thé et le tabac) destinées aux marchés européens. À son apogée. entre 1856 et 1866, cette exploitation a permis au gouvernement hollandais d'accroître ses recettes de 30 millions de florins par an, alors que le budget de l'État représentait un peu moins de 110 millions de florins. La modernisation des infrastructures hollandaises (canaux, voies ferrées, routes) aurait aisément pu être financée avec cet argent (Maddison et Prince, 1989; Van der Eng. 1993). Afin d'améliorer la production issue de l'agriculture tropicale (bananes, caoutchouc, cacao, café, coton et arachide), dont les puissances

européennes bénéficiaient grâce à leurs colonies d'Afrique, des États tels que la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont mis en place un réseau de jardins botaniques dans leurs colonies africaines respectives à partir de 1880. Ces jardins servaient de parcs d'expérimentation où les nouvelles connaissances scientifiques en provenance d'Europe étaient mises en application (Bonneuil, 1997).

Bien que persiste le caractère autonome de la croissance économique, une simple extension du système industriel actuel des pays occidentaux (les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] des années 1990) aux autres pays pourrait entraîner une limitation de la croissance. Le système industriel s'est dès le départ concentré sur les nouvelles sources d'énergie et le corollaire d'une généralisation de l'industrialisation serait une utilisation généralisée de l'énergie fossile (Clark, 1990).

LES TECHNIQUES INDUSTRIELLES ET L'INNOVATION

Les pages qui suivent traiteront d'un certain nombre d'innovations et d'industries, à savoir la machine à vapeur, la sidérurgie et les applications de l'électricité. Elles proposeront d'abord un aperçu général des conséquences de ces innovations (et d'autres) liées à la révolution industrielle. Il ne sera pas fait mention du progrès scientifique en lui-même car, au XIX^e siècle, le progrès technologique ou technique a longtemps devancé le progrès scientifique.

Tout au long de la révolution industrielle, les principaux moteurs de l'innovation ont été l'exploitation de nouvelles sources de combustible et la réduction de la consommation de ces combustibles. Ils étaient alors nécessaires aussi bien pour se chauffer que pour fournir de l'énergie mécanique. Les innovations les plus importantes de la révolution industrielle britannique ont ainsi été fondées sur des techniques utilisant la houille. La Grande-Bretagne disposait de ressources relativement importantes de cette matière première, alors que le bois était déjà devenu plutôt onéreux bien avant le XVIIIe siècle. Pour ce qui est du chauffage, la houille (bitumineuse) est devenue le parfait substitut du bois, dont l'utilisation était jusqu'alors très répandue dans l'industrie aussi bien que dans les foyers. C'est dès le XVIIe siècle que la Grande-Bretagne a connu et abordé les problèmes que l'économiste allemand Werner Sombart (1863–1941) a définis par la suite comme les «restrictions du bois» (*Holzbremse*). Annonciatrices des mises en garde contre les «limites à la croissance», ces restrictions du bois mena-

çaient également la poursuite de la croissance des économies du continent à la fin du XVIII^e siècle. Comme le souligne Wrigley (1988), les limites inhérentes à cette économie « organique » préindustrielle ne pouvaient être dépassées que par le recours à une nouvelle source de chaleur abondante, de nouvelles méthodes de production d'énergie mécanique se révélant également nécessaires.

La mécanisation de la production allait prendre la forme de la machine à vapeur utilisant la houille comme combustible. Employée comme force motrice dans de grandes usines (dans l'industrie textile, par exemple) ainsi que pour les trains et les bateaux, la vapeur est devenue le symbole de l'ère industrielle. Néanmoins, les sources traditionnelles d'énergie mécanique, en particulier le moulin à vent, la roue à eau et les animaux de trait, ont longtemps conservé une importance certaine au XIXe siècle (Von Tunzelmann, 1978, chap. 6). Même en Grande-Bretagne, pays riche en houille, les principales innovations connues par l'industrie textile à la fin du XVIII^e siècle avaient été développées pour fonctionner grâce à des moulins à eau ou utilisant l'énergie animale. «En ce qui concerne les innovations, on constate que presque toutes les grandes inventions réalisées au XVIIIe siècle dans l'industrie textile ont été conçues pour fonctionner avec l'énergie animale ou tout simplement humaine. [De célèbres inventeurs de l'industrie textile britannique tels quel Hargreaves et Crompton reconnaissaient leur désir d'améliorer le sort des fileuses de l'industrie artisanale. Paul et Wyatt, Arkwright et Cartwright ont tous commencé en s'intéressant à l'énergie animale. Même pour le renvideur, c'est d'abord l'énergie hydraulique qui a été utilisée lorsque l'invention a été introduite dans les usines avant l'arrivée de la machine à vapeur» (Von Tunzelmann, 1978, p. 160).

Ces réserves en tête, nous pouvons nous intéresser à l'histoire de la machine à vapeur, qui est révélatrice des caractéristiques essentielles de l'interaction entre la révolution industrielle d'une part et le progrès technique et scientifique d'autre part. La machine à vapeur est traditionnellement associée au Britannique James Watt (1736–1819), qui a obtenu le premier brevet de cette innovation en 1769. Comme pour de nombreuses inventions et leurs applications à des fins économiques, celle de Watt s'inscrit dans la longue tradition des découvertes résultant de tâtonnements (Mokyr, 1990, pp. 84-90). La première génération de machines à vapeur reposait essentiellement sur la connaissance suivante: l'atmosphère peut être utilisée comme source d'énergie si un vide est créé. L'Italien Torricelli (vers 1644), l'Allemand Von Guericke (vers 1660) ainsi que probablement les Chinois et les Alexandrins de l'Antiquité (Héron d'Alexandrie, vers 100 av. J.-C.) connaissaient déjà ce principe et l'appliquaient dans le cadre d'expériences originales. Toutefois, ce n'est qu'au XVIIIe siècle que ce savoir scientifique s'est traduit, essentiellement en Angleterre, par des innovations. Après le

physicien français Denis Papin (1690) et l'inventeur amateur anglais Savery (1698), qui mirent au point des prototypes de la machine atmosphérique à vapeur, ce fut au tour du forgeron anglais Newcomen de construire la première machine économiquement viable, laquelle fut installée dans une mine de charbon près de Wolverhampton en 1712. Dans cette machine, le refroidissement de l'air chauffé dans un cylindre provoquait une condensation qui créait un vide de manière répétée. Une force motrice alternative entraînait ainsi un balancier qui était utilisé pour pomper l'eau hors des mines. Les machines à vapeur atmosphériques de Newcomen ont été utilisées en Grande-Bretagne dans les mines d'étain et de charbon pour drainer l'eau. Cette innovation a gagné l'Europe continentale dès la première moitié du XVIII^e siècle, mais sa diffusion est restée limitée car les gigantesques besoins en combustible de la machine rendaient son utilisation très onéreuse. C'est la raison pour laquelle ce type de machines à vapeur n'était pratiquement utilisé que pour le drainage des mines de charbon, un endroit où le combustible nécessaire, le charbon, était disponible à moindre coût.

C'est précisément dans le domaine des économies de combustible que la machine à vapeur de Watt a été un véritable succès. Celle-ci a en effet permis de multiplier par cinq environ le niveau d'efficacité du combustible par rapport à la machine conçue par Newcomen. Une telle performance était due à plusieurs améliorations techniques : le piston cylindre était séparé du condenseur de manière à ce que la chaleur du cylindre puisse être maintenue en permanence. En outre, les machines à aléser de John Wilkinson favorisaient la production de cylindres mieux adaptés permettant d'obtenir une bien meilleure étanchéité qu'avec la machine de Newcomen. Ces améliorations, entre autres, ont permis d'économiser du combustible, si bien que l'utilisation de la machine à vapeur n'a plus été autant confinée aux sites proches de bassins houillers. Watt a également mis au point un mécanisme de transmission convertissant le mouvement vertical en un mouvement rotatif. La machine à vapeur est ainsi devenue la première source d'énergie motrice des machines utilisées dans l'industrie textile et de bien d'autres applications, telles que la locomotive à vapeur ou le navire que l'on nomme alors «vapeur» (steamer en anglais).

Watt n'apparaît toutefois pas comme véritablement représentatif des inventeurs et des innovateurs qui ont façonné l'évolution technique de la première nation industrielle. Comme l'a souligné Mathias, «la plupart des innovations ont été le fruit d'amateurs inspirés ou de brillants artisans ayant reçu une formation d'horloger, de constructeur de moulins, de forgeron [...].» Cette définition ne s'applique évidemment pas à James Watt, qui appartenait à la communauté universitaire et était donc coutumier des expériences scientifiques. Il semble cependant que le mythe selon lequel son invention du condenseur séparé aurait été inspirée des conférences sur la

chaleur latente auxquelles il avait assisté à l'université de Glasgow soit sans fondement (Von Tunzelmann, 1978, p. 11). Même Watt ne mérite ainsi peut-être pas le qualificatif d'homme de science constituant l'exception à la règle selon laquelle « d'une manière générale, les innovations ne résultaient pas d'une application formelle des sciences, ni du système d'enseignement traditionnel du pays ». Ainsi, « la dizaine d'hommes, ou peut-être plus, qui ont inventé ou amélioré les techniques de l'énergie de la vapeur appartenaient, comme tous les pionniers des machines à haute pression, à la tradition des amateurs et des forgerons » (Mathias, 1983, pp. 121–130).

Lorsque le brevet de Watt a expiré en 1800, une nouvelle génération d'inventeurs et d'innovateurs ont amélioré la machine à vapeur en termes d'efficacité, réduisant toujours plus la consommation de combustible, et développé de nombreuses applications. D'un point de vue technique, l'avancée la plus importante a été la mise au point de machines à haute pression. En 1802, l'Anglais Richard Trevithick (*illustration 34*) a construit une machine à vapeur dont la pression était dix fois supérieure à celle de l'atmosphère. Au cours du XIX^e siècle, en Europe et en Amérique du Nord, de nombreuses personnes ont mis au point des machines à vapeur toujours plus performantes, la «performance» étant mesurée à l'aune de l'énergie produite par rapport à la quantité de combustible utilisée. Outre la haute pression, c'est le principe de la machine *compound* qui a permis d'économiser du combustible. Ce type de machines comportait plusieurs cylindres dans lesquels la même vapeur était successivement utilisée.

La diffusion des machines à vapeur ne dépendait pas seulement de coûts fixes, c'est-à-dire du prix des machines, mais également de coûts variables, en d'autres termes des coûts liés à la consommation de charbon. Ces coûts ont fortement varié d'une époque à l'autre, selon le type de machines ou encore en fonction de la situation géographique (selon l'accessibilité des gisements de houille, par exemple). Le différentiel de coût avec les autres sources d'énergie (sources traditionnelles telles que le vent, l'eau et l'énergie humaine ou animale) restait bien évidemment une donnée essentielle. Tous ces facteurs font l'objet d'une étude approfondie de la part de Von Tunzelmann (1978). Celui-ci compare également brièvement la Grande-Bretagne aux États-Unis et à la Belgique. La machine à vapeur de Newcomen se répand rapidement dans toute la Grande-Bretagne et gagne même, en l'espace de quelques décennies, l'Europe continentale. Elle est utilisée pour pomper l'eau hors des mines de charbon. Vers 1800, selon une estimation, on compte 2 500 machines à vapeur environ, dont un tiers construites selon l'invention de Watt. Ce n'est qu'à partir des années 1790 que l'utilisation de la machine à vapeur se généralise dans les usines textiles, même si son âge d'or ne viendra qu'avec le XIX^e siècle. Finalement, outre les machines fixes utilisées comme énergie motrice

dans les usines ou les mines, la machine à vapeur améliore également de manière considérable les transports terrestres (chemins de fer), maritimes ou fluviaux (bateaux à vapeur). Le chapitre 1 aborde de façon plus détaillée l'introduction du bateau à vapeurs.

L'autre grande technique nécessitant d'importantes quantités de charbon concerne la sidérurgie (Church, 1994). «Comment évaluer l'importance de l'industrie sidérurgique dans la révolution industrielle? Le test traditionnellement pratiqué par les économistes pour évaluer l'impact d'une invention repose sur la notion de substituabilité: si telle technique n'avait pas été inventée, une autre aurait-elle pu la remplacer? Avec un tel critère, la machine à vapeur et le coton apparaissent comme des inventions moins stratégiques que les avancées obtenues dans l'industrie sidérurgique. Il est tout à fait possible d'imaginer une révolution industrielle reposant sur l'énergie hydraulique et le lin ou la laine — c'est d'ailleurs ce qui s'est produit à plusieurs endroits. En revanche, il n'existe aucun substitut au fer pour des milliers d'usages, depuis le clou jusqu'aux machines. À mesure que son coût baissait, le fer a envahi des secteurs traditionnellement dominés par le bois, tels que les ponts, les navires et finalement les bâtiments» (Mokyr, 1994, pp. 26 et suiv.).

Seules quelques régions du monde sont dépourvues de minerai de fer. Grâce à l'utilisation du charbon de bois comme combustible, le minerai de fer a ainsi pu pratiquement partout être fondu pour produire du fer. L'industrie traditionnelle du fer et de l'acier était donc largement répandue aux quatre coins du monde. Dès que la houille a commencé à être utilisée pour produire du fer et de l'acier, les régions bénéficiant de gisements importants sont naturellement devenues des sites de prédilection pour l'industrie lourde. Néanmoins, même en Grande-Bretagne, pourtant pionnière en la matière, il a fallu près d'un siècle pour que la houille supplante le charbon de bois comme combustible servant à fondre et affiner le fer (Hyde, 1977). Des problèmes techniques majeurs ont compliqué l'adoption d'une solution de remplacement économiquement viable à l'utilisation traditionnelle du charbon de bois.

Le schéma simplifié proposé par le tableau 10 offre d'emblée un aperçu du passage du charbon de bois à la houille dans la métallurgie primaire (Fremdling, 1986). À l'état liquide, la fonte brute (première étape) peut être coulée dans des moules pour donner des produits en fonte. Pour que le métal puisse être travaillé au marteau, la fonte doit avoir été affinée (deuxième étape). L'affinage consiste à réduire la teneur en carbone et ainsi à transformer la fonte cassante, dure, en fer forgeable, résistant mais malléable; celui-ci était, par exemple, vendu sous forme de barres aux forgerons, qui en faisaient des outils agricoles, des fers à cheval, etc.

Tableau 10 Industrie sidérurgique primaire.

Étape de	Proc	Produit		
production	Traditionnel Moderne		FIOGUIL	
Dramièra étana	Fonte dans un	Fonte		
Première étape	Au charbon de bois	Au coke]	
	Affir			
Deuxième étape	Dans un four à charbon de bois	Dans un four à puddler avec de la houille	Fer puddlé	
	Tra	Fer en barres		
	Au marteau	Au laminoir	(rails)	

Source: R. Fremdling, 1986, p. 359.

Vers 1700, la métallurgie primaire britannique était à la traîne par rapport à son homologue suédoise, qui dominait alors le marché mondial. En Grande-Bretagne, ce secteur modeste se caractérisait par une production très coûteuse et ne devait sa survie qu'à une politique protectionniste. Néanmoins, en dépit des taxes d'importation, la demande nationale de fer forgeable, qui ne cessait de croître, était essentiellement satisfaite par des importations en provenance de Suède puis, par la suite, de Russie. En 1788, ces importations dépassaient encore la production nationale. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que la métallurgie primaire britannique a connu de profonds changements. En 1709, après une longue période de tâtonnements, le Britannique Abraham Darby, de Coalbrookdale, parvint à substituer la houille (ou son dérivé, le coke) au charbon de bois dans le haut-fourneau. Il venait de trouver un procédé économiquement viable permettant d'utiliser la fonte au coke pour mettre au point des produits en fonte. Pour le fer forgé, la fonte au charbon de bois est demeurée moins coûteuse bien après 1750. Les hauts fourneaux à coke ne se sont largement répandus en Grande-Bretagne qu'à partir du milieu du XVIII^e siècle. C'est la demande de produits en fonte qui a en premier lieu encouragé leur diffusion, en particulier dans la construction, où la fonte a remplacé le bois, les briques et les pierres. Le célèbre pont métallique (iron bridge) qui enjambe la Severn près de Coalbrookdale a été construit en 1781 et témoigne aujourd'hui encore de cette ère de la fonte.

Tout au long du XVIII^e siècle, le prix du charbon de bois n'a cessé d'augmenter, alors que la houille devenait de moins en moins chère. Il était donc plus que jamais intéressant de trouver un moyen d'utiliser la houille pour produire du fer affiné. Cependant, le contact entre la houille et l'objet chauffé

pouvait engendrer des réactions chimiques indésirables, les impuretés contenues dans la houille telles que le soufre ou le phosphore étant susceptibles d'être transmises au métal en fusion. Cette contamination pouvait rendre le métal cassant et qualitativement inférieur au métal traditionnellement affiné avec du charbon de bois. La principale difficulté technique consistait donc à maintenir la houille à l'écart de la fonte liquide durant l'affinage. Il est impossible de dire combien de tentatives ont échoué avant que ce problème ne soit finalement résolu. Des dizaines d'années de tâtonnements ont été nécessaires pour trouver la solution. Dès 1760, les frères Wood avaient probablement trouvé une méthode économiquement viable. Ils utilisaient des pots en terre cuite destinés à séparer la fonte réchauffée de la houille, évitant ainsi des réactions chimiques indésirables lors de l'affinage. Près de la moitié de la production britannique de fer affiné découlait vraisemblablement du procédé des frères Wood lorsque Henry Cort obtint son célèbre brevet pour les procédés du puddlage et du laminage en 1784. L'intérieur d'un four à puddler en briques comporte trois parties: des parois basses séparent la cuve, ou zone d'élaboration, de la grille du foyer d'un côté et de la cheminée de l'autre. tenant ainsi la houille à l'écart de la fonte. Construites à mi-hauteur seulement, ces parois laissent la partie supérieure du four complètement ouverte, de sorte que la chaleur des gaz de combustion peut passer au-dessus de la fonte de la chambre de fusion (zone de la cuve) pour la chauffer et la faire fondre avant de s'échapper par la cheminée. Le puddlage restait néanmoins un travail d'artisanat nécessitant des hommes forts pour brasser la masse en fusion à la force des bras et manipuler le fer ainsi affiné.

Outre ce nouveau procédé d'affinage, Henry Cort a également introduit le laminage comme méthode plus efficace pour forger le métal en barres. Les techniques fondées sur la houille se sont rapidement répandues en Grande-Bretagne. Riden (1977) estimait que, vers 1750–1754, seulement 7% de la fonte étaient issus de la fonte au coke (obtenu à partir de la houille) dans les hauts fourneaux, alors que ce chiffre s'élevait à près de 90% pour la période 1785–1789. Au début du XIX^e siècle, après les guerres napoléoniennes, la Grande-Bretagne pouvait se vanter de posséder la métallurgie primaire du fer la plus vaste, la plus productive et par conséquent la moins chère au monde. Le désavantage initial de la Grande-Bretagne, à savoir le coût du bois, se fait ressentir au début du XVIII^e siècle mais, un siècle plus tard, la tendance s'est inversée avec l'apparition des techniques s'appuyant sur l'utilisation de la houille. Cette évolution n'a été possible que grâce à la réponse innovante que la Grande-Bretagne a su fournir en fonction des ressources dont elle disposait.

Quelles ont été les conséquences d'inventions telles que le haut-fourneau à coke, le four à puddler et le laminoir sur l'industrie métallurgique des autres pays? Ces innovations étant de loin supérieures, d'un point de vue technique

comme économique, aux procédés traditionnels, elles auraient dû se répandre rapidement, et la métallurgie traditionnelle reposant sur le charbon aurait dû disparaître tout aussi vite. Or, pendant un certain temps encore, il n'en a rien été. Les procédés traditionnels ou partiellement modernisés se sont aisément maintenus dans leurs régions et sur leurs marchés. En outre, en s'étendant à l'Europe continentale ou à l'Amérique du Nord, ces nouvelles techniques n'ont pas toujours suivi strictement le modèle britannique, connaissant parfois une évolution différente. Les exemples suivants — Prusse, France et Belgique — d'adaptation des techniques britanniques utilisant la houille illustrent les réponses radicalement différentes apportées au défi britannique. L'étude d'autres pays ne nous fournirait que très peu de renseignements supplémentaires sur la propagation de cette technique majeure issue de la première révolution industrielle. Pour plus d'informations sur les autres pays d'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon, ainsi que sur l'adoption des procédés liés à l'acier liquide dans la seconde moitié du XIX^e siècle, nous recommandons au lecteur les articles disponibles dans Church (1994), Temin (1964), Allen (1977), Inwood (1992), Abe et Suzuki (1991).

Très tôt, les usines sidérurgiques nationalisées de Malapane, Gliwice et Königshütte (Chorzow) en Haute-Silésie prussienne ont été les premières sur le continent à utiliser le coke de manière continue pour produire de la fonte. La Haute-Silésie était très riche en houille, mais également en bois. L'adoption des techniques reposant sur la houille, qui débute dès les années 1790, est généralement qualifiée de succès indéniable. Toutefois, la fonte au coke est longtemps restée un élément hétérogène dans un secteur certes économiquement viable, mais plutôt à la traîne d'un point de vue technique: l'industrie sidérurgique de la Haute-Silésie n'a en effet pas adopté les techniques modernes (pourtant connues à l'époque) fondées sur la houille (c'està-dire celles utilisant des récipients en terre cuite et le puddlage), pas plus qu'elle n'a eu recours à des procédés plus efficaces d'utilisation du charbon de bois. Les problèmes techniques posés par la fonte au coke étaient certes résolus, mais les usines sidérurgiques ne réalisaient toujours aucun bénéfice à partir de cette innovation. Ce sont les technocrates prussiens qui sont à blâmer pour avoir introduit la fonte au coke aussi prématurément. Ils se sont fourvoyés en élaborant un programme de développement industriel visant à transposer rapidement le modèle britannique en Haute-Silésie et se sont en effet empressés de conclure, de manière quelque peu inconsidérée, que la faisabilité technique était synonyme de réussite économique. Or, cela n'a pas été le cas, et la fonte au coke en Haute-Silésie n'a pas eu un impact notable sur le reste de l'industrie sidérurgique de cette partie de la Prusse, ni sur sa position par rapport aux autres régions jusque dans les années 1830.

En France, jusqu'à la suppression des taxes prohibitives de 1822, seules quelques usines sidérurgiques s'étaient efforcées de suivre le modèle britan-

nique (Gille, 1968; Vial, 1967; Woronoff, 1984). Les gisements de houille du Creusot, par exemple, avaient déjà leurs hauts fourneaux en 1783–1784. Cependant, avant que les frères Schneider ne fassent du Creusot l'un des centres de mécanique et de sidérurgie les plus prospères de France, l'entreprise avait plus ou moins été un échec. Après 1822, certaines conditions semblent avoir favorisé l'implantation en France d'usines sidérurgiques de type britannique. À cette date, les importations en provenance de Grande-Bretagne témoignaient de l'existence d'une demande pour le fer issu de la houille. Avec la politique douanière des taxes sur l'importation qui garantissait un niveau élevé des prix, on pouvait s'attendre à d'importants bénéfices. C'est dans cette perspective que de nombreuses usines sidérurgiques se sont mises à surgir dans les régions houillères de la vallée de la Loire et du Massif central. Construites sur le modèle britannique, elles ont été d'emblée conçues comme de grands complexes sidérurgiques englobant plusieurs étapes du processus de production. Néanmoins, ces nouveaux établissements n'ont connu le succès économique que vers la fin des années 1830. En effet, si les problèmes techniques du début ont été petit à petit résolus, les nouveaux sites présentaient de sérieux inconvénients: contrairement à ce qui se passait en Grande-Bretagne, le minerai de fer devait être acheminé depuis des régions éloignées, ce qui élevait considérablement les coûts de production. En outre, les sites de la nouvelle industrie sidérurgique étaient relativement distants des principaux centres de consommation, ce qui augmentait encore le prix de vente. Pour ne rien arranger, les nouveaux produits issus de ces sites étaient en concurrence avec ceux, de qualité supérieure, qui étaient produits par l'industrie sidérurgique traditionnelle ou partiellement modernisée. Les nouveaux centres sidérurgiques se trouvaient dans l'impossibilité de proposer des prix suffisamment inférieurs à ceux des entreprises établies de longue date pour pouvoir se faire une place sur les marchés. Ainsi, longtemps encore, la structure changeante de l'économie n'a pas entraîné le déclin des régions sidérurgiques traditionnelles.

La Wallonie belgo-néerlandaise était dotée de riches gisements de houille. Elle a été la seule région d'Europe continentale à adopter avec succès le modèle britannique avant même la construction des chemins de fer (Reuss et al., 1960). À partir du milieu des années 1820, de nombreuses usines comprenant des hauts fourneaux à coke, des fours à puddler et des laminoirs ont été construites dans les bassins houillers des environs de Liège et de Charleroi. De loin la plus performante, l'entreprise de l'industriel anglobelge John Cockerill, établie à Seraing, intégrait dès 1825 toutes les étapes de la production, de la construction mécanique à l'approvisionnement en matières premières. De par la proximité de gisements de houille et de minerai de fer, la Wallonie offrait des ressources naturelles semblables à celles des régions sidérurgiques britanniques. Les coûts de transport et des droits

protectionnistes modérés ont placé la Wallonie à l'abri de la concurrence britannique, tandis que le gouvernement hollandais de l'époque mettait en œuvre un programme de développement industriel ambitieux calqué sur le modèle britannique.

Ainsi, exception faite de la Wallonie, les premières tentatives visant à introduire le meilleur de la technique britannique sur le continent en construisant des hauts fourneaux à coke, isolés ou intégrés à des complexes sidérurgiques, se sont soldées par des échecs économiques jusqu'à la seconde moitié des années 1830. Cependant, au-delà de l'imitation, le modèle britannique a encouragé l'industrie sidérurgique traditionnelle à adopter différentes stratégies d'adaptation. Ainsi, elle n'est pas restée passive mais a connu une évolution déjà observée dans d'autres secteurs techniques, comme celui des voiliers: une technique devenant obsolète atteint finalement son apogée technique et productif peu de temps avant de disparaître. Des calculs établis pour la Suède, le Siegerland et le Wurtemberg montrent ainsi que la fonte traditionnelle au charbon de bois a vu sa productivité s'accroître considérablement de 1820 à 1850, ce qui correspond précisément à la période clef de la diffusion de l'industrie sidérurgique moderne à l'ensemble du continent (Fremdling, 1986, pp. 155–161). Les améliorations ont été obtenues grâce à une réduction importante de la part extrêmement élevée de l'utilisation du charbon de bois dans les coûts de la fonte du fer. Dans certaines régions productrices de fer, le rendement a même fortement augmenté. Ce n'est que dans les années 1850 que cette croissance s'est avéré n'être qu'un succès éphémère. Et même à cette époque, plusieurs experts ne prévoyaient pas du tout que les régions productrices de fer ne disposant que de bois et de minerai de fer allaient plus ou moins devenir insignifiantes face à la concurrence des techniques de production à grande échelle venues de Grande-Bretagne.

L'industrie sidérurgique traditionnelle s'est battue pour sa survie en améliorant la productivité de la fonte au charbon de bois et en intégrant certains aspects des nouvelles techniques. Les petites forges pouvaient, par exemple, substituer le nouveau four à puddler au four d'affinage traditionnel sans pour autant modifier le reste de la chaîne de production. Dès les années 1820, le puddlage a commencé à gagner de nombreuses régions sidérurgiques traditionnelles indépendamment des autres techniques modernes en provenance de Grande-Bretagne. Comme les fours à puddler utilisaient la houille, le charbon de bois n'a alors plus servi que pour les hauts fourneaux, ce qui a permis d'enrayer la flambée de ses prix. Cette modernisation partielle a largement gagné les plus importantes régions de sidérurgie traditionnelle de France et d'Allemagne, c'est-à-dire la Champagne et le Siegerland respectivement. Le fer en barres produit en combinant les techniques anciennes et nouvelles était d'aussi bonne qualité que le fer traditionnel, mais surtout beaucoup moins coûteux. Au départ, le fer issu du procédé n'utilisant que

216 DE 1789 À 1914

la houille était de moins bonne qualité et a dû affronter la rude concurrence du fer produit de manière traditionnelle ou grâce aux nouveaux procédés «mixtes». Au milieu des années 1830, c'est-à-dire avant l'essor de la construction des chemins de fer, cette combinaison des «anciennes» et «nouvelles» techniques explique pourquoi près de la moitié du fer en barres en France et le tiers en Prusse étaient déjà produits dans des fours à puddler (utilisant la houille), alors que moins de 20% (France) et 10% (Prusse) de la fonte brute étaient fondus dans un haut-fourneau à coke moderne.

Au milieu des années 1830, l'Europe continentale s'est lancée dans la construction des chemins de fer, ce qui a créé une demande essentielle pour le secteur sidérurgique moderne en France et en Allemagne, tandis qu'en Belgique l'expansion de l'industrie sidérurgique moderne s'appuyait également dans une large mesure sur les voies ferrées. Les taxes prohibitives levées jusque dans les années 1850 ont empêché les compagnies ferroviaires françaises d'acheter des rails britanniques ou belges. La demande de voies ferrées a permis aux usines sidérurgiques modernes des régions minières françaises de devenir pour la première fois économiquement viables. Les rails ne nécessitaient pas de fer de très grande qualité, tel que celui issu des usines sidérurgiques traditionnelles ou partiellement modernisées, un fer de qualité moyenne s'avérant suffisant. À l'exception de la grave crise économique qui a suivi la révolution de 1848, la hausse de la demande a soutenu l'expansion de la sidérurgie traditionnelle comme moderne jusqu'à la seconde moitié des années 1850. Les différentes usines sidérurgiques françaises ont mis à profit ces circonstances favorables de différentes manières. Des sites aussi modernes que celui de Decazeville sont devenus extrêmement dépendants de la construction des chemins de fer et ne se sont pas implantés sur d'autres segments du marché. D'autres, tels que celui du Creusot, ne se sont pas uniquement concentrés sur la construction ferroviaire et ont appris à utiliser la houille pour produire un fer de qualité croissante, à des prix suffisamment bas pour parvenir à entrer dans un marché qui était iusqu'alors le domaine réservé de l'industrie sidérurgique traditionnelle. À long terme, ce processus aurait quoi qu'il en soit fini par sonner le glas de la production de fer au charbon de bois; toutefois, la politique douanière de la France a engendré le déclin soudain de cette industrie vers 1860. Dès les années 1850, Napoléon III avait pris des mesures pour réduire les taxes douanières ou démanteler les barrières protectionnistes. En 1860, le traité Cobden-Michel Chevalier entre la France et la Grande-Bretagne a finalement établi un système de taxes modérées. Les coûts de production de l'industrie sidérurgique traditionnelle étaient trop élevés pour que celle-ci puisse faire face à la soudaine concurrence des importations. En l'espace de quelques années seulement, les usines traditionnelles ont donc décliné jusqu'à devenir insignifiantes. De même, les usines sidérurgiques modernes n'ont pas toutes

été capables de faire face à cette rude concurrence étrangère. Decazeville, qui avait été un temps le plus gros producteur français de rails, est devenu une simple mine de charbon. Contraintes à des adaptations considérables à la fin des années 1850, les entreprises sidérurgiques françaises modernes ayant survécu se sont consolidées et ont connu une expansion rapide au cours des années 1860. Grâce au réseau ferré, qui reliait désormais les producteurs et leurs clients, l'éloignement des sites sidérurgiques modernes dans les bassins houillers ne constituait alors plus un obstacle insurmontable.

Dès les débuts de la construction ferroviaire, l'industrie sidérurgique allemande a suivi un parcours plus ou moins semblable, avec toutefois quelques différences notables. Contrairement à la France, l'Union douanière allemande (*Zollverein*) autorisait dans une large mesure les importations. Ainsi, dans les premiers temps, l'Allemagne a importé le fer pour ses voies ferrées de Belgique ou de Grande-Bretagne. Protégées par des taxes, quoique modérées, sur l'importation de fer en barres, les régions houillères ont bientôt attiré des producteurs de rails. En Haute-Silésie et en Sarre, de grands complexes sidérurgiques intégrant toutes les étapes de la production ont vu le jour, tandis que la Rhénanie et la Westphalie (bassin de la Ruhr) ne se sont dotées dans un premier temps que de fours à puddler et de laminoirs, qui recevaient de la fonte au coke importée de Grande-Bretagne et de Belgique. Progressivement, ces sites modernes ont conquis les marchés jusqu'alors réservés à l'industrie sidérurgique traditionnelle. Tout comme en France, le secteur traditionnel n'a pratiquement plus eu aucun poids à partir des années 1860. Cependant, ayant dû faire face à la concurrence des importations au plus tard dès le début des années 1840, l'industrie sidérurgique allemande traditionnelle, établie de longue date, n'a pas connu un déclin aussi précipité que son homologue française, il s'est produit de manière plutôt progressive. La région du Siegerland s'est adaptée à la technique de la houille et a par conséquent assuré sa survie, même si elle s'est trouvée reléguée au rang de centre secondaire. Associé à la région de la Ruhr, le centre émergeant prédominant, le Siegerland, fournissait le minerai de fer et la fonte et recevait en échange la houille de la Ruhr. Celle-ci était la région qui générait les forces d'évolution les plus dynamiques. De toutes les régions sidérurgiques mentionnées jusqu'ici, elle a été la toute dernière à adopter l'ensemble des nouvelles techniques fondées sur l'utilisation de la houille. Le puddlage et les laminoirs étaient déjà établis depuis longtemps lorsque la fonte au coke y a fait son apparition durant les années 1850. Cependant, elle a alors enregistré les taux de croissance les plus élevés de toutes ces régions. Le tableau 11 montre la progression des techniques de la houille dans les trois pays continentaux considérés.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, de nouvelles évolutions techniques majeures ont fait leur apparition avec l'introduction de la production

218 De 1789 à 1914

Tableau 11 Production de fer en Belgique (B), France (F) et Prusse (P) de 1836 à 1870 : valeurs en milliers de tonnes métriques et en pourcentage.

Année		Production coke ou co mix	mbustibles	Fer en barres produit avec de la houille	
		Milliers de tonnes	%	Milliers de tonnes	%
1836	В	101,4-115,8	67,5-71,5	_	_
	F	308,4	15,0	210,6	47,3
	Р	88,7	50,5	32,1	_
1837	В	118,1	72,1	_	_
	F	331,7	15,9	224,6	51,0
	Р	99,5	9,6	58,7	31,8
1842	В	81,3	90,8	_	_
	F	399,5	25,6	284,8	61,1
	Р	101,0	18,0	79,3	39,5
1847	В	248,4	89,5	80,9	_
	F	591,6	42,6	376,7	74,3
	Р	137,9	_	158,5	70,2
1848-50	В	151,5	89,8	65,9	_
	F	430,8	40,9	255,3	71,4
	Р	126,7	22,7	117,8	59,3
1851–60	В	274,3	95,7	143,1	_
	F	780,0	58,6	480,0	79,9
	Р	305,5	38,3	239,8	85,4
1861-70	В	442,2	99,2	358,8	_
	F	1 191,5	84,1	767,0	90,6
	Р	819,9	91,5		90,6

Source: R. Fremling, 1986, p. 359.

d'acier liquide. Ces techniques ont finalement remplacé les fours à puddler. Il est alors devenu commun de désigner tous les types de fers puddlés par le terme «acier». En 1856, le Britannique Henry Bessemer (1813–1898) a déposé un brevet pour un procédé permettant de produire de l'acier directement à partir de la fonte liquide en soufflant de l'air à travers celle-ci

(illustration 35). Cette méthode d'affinage ne nécessitait pas de combustible supplémentaire lorsque le métal était maintenu à l'état liquide à la sortie du haut-fourneau. Bessemer et d'autres ingénieurs comme l'Américain William Kelly et l'Écossais Robert Mushet ont dû résoudre un grand nombre de problèmes avant de produire un acier économiquement viable. Dans un premier temps. l'acier Bessemer ne s'est pas révélé être la solution de remplacement moins coûteuse à l'acier au creuset que l'on avait espérée. De plus, il a fallu des années de tâtonnements pour améliorer sa qualité et pouvoir ainsi l'employer dans la production des rails (avec le temps, les rails en acier Bessemer sont devenus plus tenaces et élastiques et donc, par conséquent, plus durables que les rails en fer puddlé). De même, un autre problème est resté sans solution pendant plus de vingt ans après la découverte de Bessemer: la fonte obtenue avec des minerais phosphoreux ne pouvait être affinée dans le convertisseur Bessemer. Ce n'est qu'en 1878 que les Britanniques Sidney Thomas et Percey Gilchrist ont résolu ce problème et que les effets néfastes du phosphore ont été neutralisés par l'ajout de chaux aux briques réfractaires du convertisseur. Cette opération provoquait une réaction chimique occasionnant un laitier. En Allemagne, où le procédé Thomas s'est rapidement répandu, ce laitier, appelé laitier Thomas-Mehl, est devenu l'un des principaux engrais artificiels utilisés en agriculture et a même été exporté en grande quantité, entre autres vers les Pays-Bas. Grâce à cette simple modification technique du convertisseur, les couches de minettes de Lorraine, riches en phosphore, ont pu être utilisées pour participer à la rapide hausse de la production d'acier Thomas.

Au milieu des années 1860, un nouveau procédé d'affinage a vu le jour. Utilisant un four à sole, appelé procédé Siemens-Martin, il a fait intervenir l'expérience et les recherches de plusieurs experts de trois pays différents (France, Allemagne et Grande-Bretagne). Le métal liquide est soumis à des températures extrêmement élevées à l'intérieur d'un four. Sans être brassé par puddlage, le métal est alors affiné. L'affinage du fer dans un four Martin est une opération très longue, mais cette lenteur laisse plus de temps pour contrôler le procédé et offre donc une meilleure qualité. Autre avantage non négligeable, la ferraille est employée en grande quantité dans les fours à sole. Toutefois, à l'image du convertisseur Bessemer, le procédé Siemens-Martin ne permettait pas, au début, d'affiner de la fonte issue de minerais phosphoreux. Toujours de manière analogue, le procédé de base pour lequel le four avait été recouvert de matériaux basiques a ensuite été appliqué au four Martin une dizaine d'années plus tard (1888).

Contrairement aux précédentes innovations (fonte au coke, puddlage et laminage), les nouveaux procédés liés à l'acier liquide se sont répandus en France, en Allemagne, en Belgique et aux États-Unis dans un laps de temps beaucoup plus réduit par rapport à la Grande-Bretagne. Cependant, le

220 DE 1789 À 1914

puddlage n'a pas été immédiatement remplacé. La décision de lui substituer les techniques de l'acier liquide a tenu à des considérations économiques (différentiels de coûts et de prix) ainsi qu'aux propriétés physiques des nouveaux produits en acier. Comme seul le four Martin basique permettait d'obtenir un acier d'aussi bonne qualité que le fer puddlé, ce dernier a par exemple dominé en Allemagne jusqu'en 1889 avant de connaître un déclin rapide par la suite. La tour Eiffel, dont la construction date de 1889, constitue l'un des plus célèbres édifices en fer puddlé (*illustration 36*).

Les plus importants demandeurs de ce nouvel acier étaient les compagnies ferroviaires. Dès le début des années 1860, la preuve avait été faite que les rails en acier Bessemer, plus solides, avaient une durée de vie supérieure à celle des rails en fer puddlé, certes toujours moins coûteux mais moins résistants. Au cours des années 1870, l'efficacité du convertisseur a été améliorée considérablement, entraînant à la baisse le prix des rails en acier Bessemer. L'acier Thomas pouvait non seulement être produit avec des matériaux différents, mais il présentait également des caractéristiques différentes de celles de l'acier Bessemer. L'acier Thomas, doux, permettait une diversification des produits finis. Dès lors qu'il leur a été possible de produire du fer en général, des câbles, des tubes, des tuyaux et de la tôle à partir de l'acier Thomas, les aciéries ont définitivement abandonné leurs fours à puddler. C'est essentiellement sur le continent européen, notamment en Allemagne, que les aciéries se sont spécialisées dans l'acier Thomas. En dépit d'une qualité moyenne, les consommateurs d'acier du pays ont en effet apprécié ce produit de masse bon marché. Après 1900, cependant, la plupart des nouvelles aciéries utilisaient des fours Martin. Les principaux demandeurs d'acier de haute qualité étaient les chantiers navals, ce qui explique en partie pourquoi les aciéries britanniques se sont tournées beaucoup plus tôt et beaucoup plus résolument vers le procédé Siemens-Martin. Au fil du temps, l'Allemagne et la Grande-Bretagne se sont spécialisées sur des segments différents: production de qualité moyenne en Allemagne et de haute qualité en Grande-Bretagne (Wengenroth, 1986).

Au tournant du siècle, l'industrie du fer et de l'acier n'était pas uniquement considérée comme un secteur économique majeur des pays industrialisés, elle était également souvent envisagée comme un symbole de l'avancement culturel et de la puissance d'une nation car, comme le dit l'adage,
«Le fer, c'est l'État», ce qui était vrai en temps de paix mais tout autant en
temps de guerre. L'historien allemand des techniques Ludwig Beck affirmait
que «le progrès de l'industrie sidérurgique est si étroitement lié au moindre
progrès de la culture et de la civilisation modernes que la consommation de
fer par habitant constitue véritablement la mesure pertinente du développement industriel, du bien-être et de la puissance des nations» (Beck, 1899).
Conformément à cette affirmation outrancière, le fait que la production

sidérurgique de l'Allemagne et des États-Unis ait dépassé celle de la Grande-Bretagne a souvent été considéré comme un symbole du déclin britannique. En 1890, les États-Unis étaient devenus les premiers producteurs de fonte et d'acier, tandis que la production allemande a dépassé celle de la Grande-Bretagne en 1893 pour ce qui est de l'acier et en 1903 pour ce qui est de la fonte. Plusieurs décennies après le début du XX^e siècle, le charbon et l'acier représentaient toujours des secteurs stratégiques et ce n'est pas un hasard si la construction européenne a débuté avec la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951.

Le rôle stratégique de l'industrie de l'acier témoigne de l'importance capitale de la houille comme nouvelle source d'énergie. Même si la houille était connue depuis des milliers d'années, elle n'avait joué qu'un rôle mineur jusqu'à la révolution industrielle. À partir de cette époque, même les régions ne disposant que de faibles quantités de cette matière première ont pu adopter les techniques l'utilisant (Fremdling, 1996), les coûts de transport devenant plus abordables dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Il s'agissait là de la conséquence de l'amélioration des machines à vapeur fonctionnant au charbon qui équipaient les locomotives et les navires; nous avons ici un exemple intéressant de ces enchaînements circulaires de causes qui ont entraîné l'industrialisation. La baisse des coûts du transport a permis l'élargissement du marché de la houille et l'application croissante des techniques employant cette matière première dans des zones éloignées des régions minières. Ce phénomène entraînant à son tour une augmentation des quantités extraites dans les régions minières, les économies d'échelle et les nouveaux réseaux ont rendu les transports encore moins onéreux. Ainsi, la combinaison de ces effets réciproques a permis d'engendrer une croissance autonome de l'économie mondiale.

Sous la forme de goudron de houille, ou coaltar, la «nouvelle» matière première que constituait la houille a été abondamment utilisée dans l'industrie moderne de la chimie organique. En 1856, le Britannique William Henry Perkin (1838–1907) (*illustration 37*) découvrait par hasard le colorant de synthèse appelé pourpre d'aniline en essayant de produire de la quinine artificielle, remède contre la malaria. Le pourpre d'aniline, également appelé mauvéine, a progressivement remplacé le colorant naturel mauve. Cette découverte a marqué les débuts de très nombreuses recherches destinées à produire des colorants à base de goudron de houille. Jusqu'à cette époque, les colorants étaient uniquement obtenus à partir de matières végétales ou animales. Le goudron de houille était un dérivé (ou plutôt un résidu) issu de la production de gaz d'éclairage à partir de la houille. Au cours des décennies qui ont suivi, de nombreux chimistes, essentiellement allemands, ont mis au point de plus en plus de colorants de synthèse (tels que l'alizarine ou l'indigo), qui sont progressivement devenus une solution de remplacement

222 DE 1789 À 1914

viable aux colorants naturels. Ces colorants de synthèse étaient surtout employés dans l'industrie textile. Les géants de l'industrie allemande Bayer, BASF et Hoechst, qui existent encore aujourd'hui, ont bâti leur puissance grâce à eux. Les entreprises et les universitaires allemands ont pris une avance technique considérable dans le domaine de la chimie. Vers 1880, près de la moitié de la production mondiale de colorants de synthèse était allemande, cette part s'élevant ensuite entre 80 et 90 % jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale (1913).

Une nouvelle source d'énergie a été exploitée à partir de la fin du XIX^e siècle: le pétrole brut. Si celui-ci s'est dans une large mesure substitué à la houille au milieu du XX^e siècle, ce phénomène demeurait toutefois très limité avant 1913. À cette date, le pétrole brut ne représentait en effet que 5 % de la consommation mondiale d'énergie, alors que la houille en fournissait encore près des trois quarts (Clark, 1990, p. 31). Bien évidemment, l'avènement de l'automobile a engendré une croissance rapide de la production d'essence à partir du pétrole brut (voir également le chapitre 1).

Le présent chapitre ayant pour objet la révolution industrielle, l'étude du progrès scientifique en tant que tel n'est pas de notre propos. La question qui se pose est de savoir dans quelle mesure les sciences étaient liées au progrès technique à cette époque. Kuznets a affirmé que la croissance économique moderne reposait sur l'innovation qui a alors consisté dans «l'application étendue de la science aux problèmes de production économique » (Kuznets, 1966, chap. 1). Néanmoins, la plupart des historiens des techniques ou de l'économie maintiennent que cette affirmation ne s'applique pas vraiment à la révolution industrielle : le XIX^e siècle n'a longtemps vu aucune avancée scientifique exercer d'influence décisive sur le progrès technique (Cameron, 1989, p. 195). De même, jusqu'aux années 1860 environ, les scientifiques se sont plus efforcés de trouver après coup une explication aux progrès industriels que de mettre en pratique des avancées scientifiques, à quelques exceptions près. Ces spécialistes sont même allés jusqu'à affirmer que les scientifiques apprenaient alors plus de la pratique qu'ils ne lui apportaient. Une opinion plus nuancée, qui ne remet toutefois pas en cause cette affirmation, a été avancée par Joël Mokyr: «Il est communément admis qu'avant le milieu du XIXe siècle, le progrès technique était plus ou moins indépendant du progrès scientifique et que, depuis cette époque, les liens entre la science et la technique se sont progressivement resserrés. Comme nous l'avons constaté, ce point de vue n'est pas tout à fait correct. La science et le travail de certains scientifiques en particulier n'étaient pas complètement étrangers aux progrès techniques avant 1850. De 1600 à 1850, la technique a tiré des enseignements de la science, et plus encore des scientifiques. Néanmoins, rares sont les cas où l'on peut conclure qu'une invention a résulté de manière décisive d'une avancée de la compréhension scientifique des phénomènes

chimiques, physiques et encore moins biologiques concernés. Après 1850, la science s'est de plus en plus souvent mise au service de la technique. Un nombre croissant de techniques, de l'énergie hydraulique aux produits chimiques, ont reposé sur les progrès scientifiques ou s'en sont inspirées. Cependant, le nombre de découvertes techniques réalisées de manière complètement empirique n'a pas baissé, même si leur importance relative a diminué» (Mokyr, 1990, p. 113).

Évoquant les rapports entre la science et la technique au cours de la révolution industrielle britannique, Ian Inkster (1991, pp. 69 et suiv.) souligne une «confusion manifeste» entre les différents chercheurs. Dans la solution qu'il nous propose, il affirme tout d'abord que dès la révolution industrielle britannique, certains domaines tels que l'industrie chimique devaient énormément à la science. Il souligne ensuite que «l'existence de certaines connaissances scientifiques et techniques a joué un rôle capital dans l'élaboration d'une série d'améliorations et d'adaptations innovantes qui, dans de nombreux cas, ont suivi des inventions majeures». En outre, si ce type de connaissances est devenu progressivement accessible aux différentes classes sociales et localités britanniques, cela pourrait expliquer pourquoi la révolution industrielle et les progrès techniques qui en ont découlé peuvent être considérés dans la société britannique en particulier comme le fruit de la combinaison de l'expérience et de l'application de la science. Lorsqu'une importante loi de la nature, comme le principe du levier, se retrouve entièrement dans le fonctionnement d'une machine, elle devient alors un savoir largement répandu susceptible d'être mis en pratique par des personnes qui ne connaissent pas pour autant le principe scientifique sous-jacent. Si ces connaissances ne sont pas principalement acquises dans le cadre d'un enseignement formel, il est difficile d'établir une distinction clairement tranchée entre science et empirisme.

Au milieu du XVIII^e siècle, l'Angleterre disposait d'un plus grand nombre de «techniciens» que les pays d'Europe continentale. Tous ces ingénieurs, mécaniciens et artisans avaient été formés «sur le tas» ou comme apprentis et n'avaient pas bénéficié à proprement parler d'un enseignement formel. Les connaissances techniques se sont toutefois largement répandues par le biais de conférences informelles, de cercles scientifiques ainsi que d'écrits techniques (Mokyr, 1990, pp. 240 et suiv.), mais surtout grâce à l'utilisation de produits et de procédés techniques. Cet avantage comparatif peut également expliquer pourquoi les Britanniques parviennent avec autant de succès à mettre en pratique les inventions, même lorsque celles-ci émanent du continent. Il semble, d'une part, que les connaissances scientifiques de base de l'époque étaient largement répandues en Grande-Bretagne (Inkster, 1991) et, d'autre part, que la science britannique était «principalement expérimentale et mécanique, alors que la science française était essentiellement

mathématique et déductive» (Mokyr, 1990, p. 242). Cette tendance britannique à lier la science et la pratique a créé un environnement favorable aux applications scientifiques, aux innovations et aux améliorations.

Même à l'époque des premières révolutions industrielles, des secteurs tels que ceux de l'électricité et de la chimie nécessitaient un haut degré de formation et de connaissances scientifiques. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les phénomènes électriques ont surtout été considérés comme des curiosités, avant de constituer un domaine scientifique à part entière. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, plusieurs phénomènes électriques qui ont finalement eu une utilité pratique ont ainsi été découverts grâce à des recherches scientifiques. En 1807, le Britannique Humphrey Davy a découvert l'électrolyse, qui est utilisée dans le domaine de la galvanoplastie depuis les années 1830. Au cours de la décennie suivante, son assistant, Michael Faraday (illustration 38), a été à l'origine d'une multitude de découvertes et d'inventions, pas seulement dans le domaine de l'électricité. On lui doit notamment deux inventions reposant sur le principe de l'électromagnétisme: le moteur électrique en 1821 et la dynamo en 1831. En l'absence de générateurs efficaces d'un point de vue économique, les moteurs électriques demeuraient cependant trop coûteux pour pouvoir rivaliser avec les machines à vapeur.

Par conséquent, ce n'est pas la transmission d'énergie mais le télégraphe électrique qui a conduit à la généralisation de l'utilisation de l'électricité. Plusieurs inventeurs sont associés à ce mode de communication, en particulier l'Américain Samuel Morse qui, dès 1837, a élaboré son système à aiguille et l'alphabet qui porte son nom. Comme l'a justement décrit Mokyr (1990, pp. 125 et suiv.), «le télégraphe, comme les chemins de fer, a constitué une invention typique du XIXe siècle en ceci qu'il combinait différentes inventions qui devaient être fusionnées ». Il a fallu des décennies de nouvelles inventions et de réalisations avant que le télégraphe à longue distance sur terre et sous la mer ne devienne fiable. Seul un tiers des câbles transatlantiques posés avant 1861 ont survécu au-delà de cette année. Les moyens de communication à longue distance que sont le téléphone et le télégraphe ont été introduits très tôt dans les colonies d'Inde et d'Afrique car ils aidaient les puissances européennes à conquérir ou administrer des territoires. Outre ses applications militaires, politiques et personnelles, le télégraphe a pour la première fois permis une coordination rapide des bourses de marchandises et des marchés financiers internationaux. À l'instar des chemins de fer, il constituait un réseau transfrontalier et nécessitait donc une coopération internationale. L'Union télégraphique internationale, qui a vu le jour en 1865, a ainsi été le fruit de l'un des nombreux accords internationaux conclus dans les domaines des chemins de fer, des services postaux et des échanges commerciaux.

Néanmoins, des problèmes d'envergure devaient encore être résolus dans le domaine de la production d'énergie électrique. Une avancée significative a eu lieu dans les années 1860, lorsque plusieurs inventeurs ont découvert, chacun de son côté, le principe de la génératrice à auto-excitation. Parmi eux, l'Allemand Werner von Siemens, qui n'a pas découvert le principe par un raisonnement théorique mais plutôt par intuition, alors qu'il construisait des détonateurs électromagnétiques pour l'armée prussienne en 1866. Siemens avait bâti sa fortune autour de la télégraphie et était donc familier des applications de l'électricité. Réunissant toutes les qualités d'un entrepreneur, d'un technicien et d'un scientifique de talent, il a rapidement pris conscience du potentiel commercial de sa découverte. À partir de 1868, ses entreprises ont commencé à commercialiser avec succès de petites dynamos. Le Belge Z. T. Gramme a pour sa part été le premier à construire et mettre sur le marché des dynamos de plus grande taille dans les années 1870. L'invention puis les améliorations successives de la dynamo à partir des années 1870 ont permis à un nombre toujours plus grand d'usines, de magasins, de théâtres et de bâtiments publics de s'éclairer grâce aux célèbres lampes à arc. Entre 1878 et 1880, le Britannique Swan et l'Américain Edison ont perfectionné presque simultanément la lampe à incandescence (illustration 39). La nouvelle ampoule a remplacé l'éclairage à arc et a engendré une croissance exceptionnelle dans l'industrie électrique tant européenne qu'américaine. Néanmoins, il convient de garder à l'esprit que pendant plusieurs décennies encore, le gaz (issu de la houille) est demeuré une alternative viable à l'éclairage électrique. Parmi les applications de l'électricité, on trouvait également le tramway électrique et de petits moteurs électriques à usage industriel. Bientôt, l'électricité allait s'orienter vers un usage domestique.

Avant l'arrivée des centrales électriques, chaque bâtiment éclairé à l'électricité disposait de ses propres sources d'énergie: générateurs alimentés par une machine à vapeur, un moteur à gaz, voire une roue à eau. Progressivement, des centrales électriques couvrant un réseau constitué de plusieurs quartiers d'une ville ou une municipalité tout entière se sont imposées. La première a été inaugurée par Edison en 1882 à New York, imitée par Berlin en 1885. L'accord de la municipalité était nécessaire pour l'installation de ces réseaux «publics». Ces activités s'avérant fortement rentables, de plus en plus de municipalités ont elles-mêmes assuré la gestion des centrales électriques et des réseaux. Mieux adapté aux transmissions à longue distance, le courant alternatif a pris le dessus sur les autres systèmes. À la fin du XIX° siècle, même les machines à vapeur les plus puissantes affichaient des limites gênantes dans la production d'électricité. La vitesse de rotation restreinte de la machine à vapeur alternative n'était pas assez élevée pour une dynamo. Néanmoins, c'est encore la vapeur qui allait apporter la solution au

problème d'une production suffisante d'électricité, la houille étant utilisée pour chauffer l'eau de dispositifs tels que la turbine à vapeur, mise au point en 1880 par le Britannique Charles Parsons et le Suédois Gustav Laval. En outre, la turbine hydraulique, mise au point dès les années 1820 et 1830 par des ingénieurs français pour convertir la force de l'eau en énergie, était également utilisée. Dans les années 1870, cette technique était déjà combinée à une dynamo dans le sud-est de la France. Comme le souligne Cameron (1989, pp. 198 et suiv.), «cette innovation, simple en apparence, a eu des conséquences d'une immense portée car elle a permis à des régions pauvres en houille mais riches en énergie hydraulique de subvenir elles-mêmes à leurs besoins énergétiques». La turbine hydraulique a finalement affranchi la production d'électricité de la houille, après plusieurs décennies au cours desquelles la machine à vapeur l'avait rendue fortement dépendante de celle qui avait constitué la plus importante source d'énergie de la révolution industrielle.

L'utilisation de l'électricité au cours du XIX^e siècle préfigure quelquesuns des traits caractéristiques de ce que l'on a appelé la « seconde révolution industrielle». Tout d'abord, les inventions et les innovations semblent s'être plus fortement appuyées sur le progrès scientifique que lors de la première période de la révolution industrielle (même si les tâtonnements empiriques ont gardé une place importante dans la résolution des problèmes pratiques). Ensuite, le progrès technique et scientifique est devenu un phénomène international, différentes personnes recherchant les solutions aux mêmes problèmes en Europe comme aux États-Unis. Cela a eu pour conséquence un développement convergent des grandes puissances industrielles, entre lesquelles on ne relevait plus de décalage majeur quant à l'application des nouvelles inventions. Enfin, le secteur de l'électricité lui-même s'est révélé recouvrir un vaste système technique englobant la production de l'énergie, sa transmission et sa conversion en vue d'une utilisation finale, qu'il s'agisse d'énergie cinétique, d'éclairage ou de chauffage. La corrélation avec d'autres secteurs de l'industrie (avec la machine à vapeur au charbon, par exemple) nécessitait un système industriel hautement développé doté d'un réseau complexe de dispositifs complémentaires et pouvant se substituer les uns aux autres. En dépit de la convergence évoquée, des différences subsistaient. Ainsi, dans un mouvement divergent, la structure de ces réseaux laissait apparaître des styles différents selon les pays.

Apparu dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le «système américain des manufactures» était pour certains nettement différent du système travaillistique britannique ou européen requérant des compétences (Habakkuk, 1967; Broadberry, 1997). Du fait des coûts plus élevés de la main-d'œuvre (d'où un facteur de coûts différent de celui de l'Europe en général), c'est une production capitalistique en série qui a caractérisé l'industrie américaine. On

a souvent affirmé que dans sa quête d'inventions permettant d'économiser la main-d'œuvre, le système américain a débouché plus rapidement sur d'avantage d'innovations qu'en Europe dès la fin du XIX^e siècle. L'inventeur professionnel Thomas Edison (1847–1931) — électricité —, le magnat de l'automobile Henry Ford (1863–1947) — chaîne de montage — et Frederick Winslow Taylor (1856–1915) (illustration 40) — organisation scientifique du travail — comptent parmi les grands noms synonymes de la supériorité de l'industrie américaine (Hughes, 1989). Pour beaucoup, ce «capitalisme managérial concurrentiel» (Chandler, 1990) est devenu le modèle de la réussite industrielle après le déclin relatif de la Grande-Bretagne en tant que superpuissance industrielle au terme de la première partie de la révolution industrielle. Des études récentes confirment que dès la première moitié du XIX^e siècle, la productivité du travail dans l'industrie américaine était considérablement supérieure à celle observée en Angleterre (Broadberry, 1994). Dans quelle mesure le « système américain de manufactures » pouvait-il être copié et à quel point a-t-il délimité la frontière technique? Tout d'abord, le modèle américain a constitué une réponse à la spécificité des ressources disponibles (main-d'œuvre rare, grands espaces et ressources naturelles abondantes), avec les coûts de facteurs qu'elle impliquait. Par conséquent, la simple reproduction du schéma américain dans les autres pays représentait une option de toute manière limitée. En outre, les diverses techniques ou systèmes techniques qui existent dans les différentes sociétés ne dépendent pas seulement des coûts de facteurs, mais elles reflètent aussi probablement des différences d'ordre culturel et bien sûr institutionnel entre les peuples (Radkau, 1989, p. 37).

L'impact des institutions éducatives sur les performances économiques d'une nation ne fait aucun doute et les paragraphes suivants traitent de l'enseignement supérieur professionnel dans les domaines des sciences et de l'ingénierie ainsi que de ses répercussions sur le progrès technique. Toutefois, déformant cette affirmation, beaucoup d'historiens s'empressent de conclure que le prétendu déclin de la Grande-Bretagne en comparaison avec l'Allemagne et, bien évidemment, les États-Unis, résultait probablement d'un enseignement formel scientifique et technique moins performant. Avant 1914, «une nation telle que la Grande-Bretagne, avec son vaste "auditoire" scientifique, pouvait sembler dépassée dans le domaine des sciences [...] mais, en matière de création de nouvelles connaissances abstraites, de diffusion des connaissances à travers la société et de maintien de l'"inventivité ordinaire" [...] à travers le système industriel, la Grande-Bretagne disposait probablement à cette époque d'une avance considérable sur la plupart des autres nations » (Inkster, 1991, p. 130). Selon ce raisonnement, l'intervention des gouvernements de certaines nations en pleine expansion dans la construction des universités modernes ainsi que d'autres institutions formelles peu-

vent être interprétées comme un signe que ces pays (comme l'Allemagne, le Japon ou la Russie) avaient simplement besoin de regrouper et de professionnaliser leur maigre base scientifique moderne. Pour résumer cette apparente contradiction, nous pouvons dire que l'investissement public dans l'enseignement formel est nécessaire pour que les sociétés les plus faibles d'un point de vue économique puissent acquérir des connaissances dans l'optique du progrès technique. Cependant, ces investissements ne constituent en rien un indicateur du niveau des connaissances techniques et de leur diffusion dans une société donnée, dans la mesure où des traditions autres qu'un enseignement formel peuvent également contribuer à leur accumulation et à leur propagation, comme cela a été le cas pour la Grande-Bretagne.

La relation entre connaissances scientifiques et production industrielle s'est de plus en plus professionnalisée et institutionnalisée. L'une des retombées de la Révolution française et de la politique de Napoléon a été la création d'écoles spécialisées dans les domaines des sciences, de l'ingénierie et de la recherche appliquée. L'École polytechnique (1794) et l'École des arts et métiers (1804) ont servi de modèle à bien d'autres pays. Des écoles ou universités techniques semblables, qui ont par la suite obtenu le même statut que les universités traditionnelles, ont vu le jour sous la monarchie des Habsbourg à Prague (1806), Graz (1811) et Vienne (1815), à Lausanne (1853) et Zurich (1855) en Suisse, ainsi qu'à Delft (1863) aux Pays-Bas. L'Allemagne a tout particulièrement été le théâtre de la création de telles institutions ou de l'adoption du modèle français par les écoles techniques existantes. Le pays ne constituant pas alors un État centralisé unifié, tous les États indépendants de taille moyenne disposaient non seulement d'universités traditionnelles mais abritaient désormais également une université technique, située le plus souvent dans la capitale : c'était le cas de la Saxe à Dresde (1828), du Bade à Karlsruhe (1825), du Wurtemberg à Stuttgart (1829), de la Hesse à Darmstadt (1836), de la Bavière à Munich (1868) et du Hanovre dans la ville du même nom (1831). En Prusse, la Technische Hochschule de Charlottenburg, fondée à Berlin en 1879, a succédé aux deux anciennes écoles techniques d'architecture et d'industrie. Ces grandes écoles techniques dispensaient un enseignement formel en sciences appliquées en étroite collaboration avec le secteur de l'industrie. La Technische Hochschule de Charlottenburg, par exemple, travaillait en partenariat avec la firme d'électrotechnique Siemens. Le professorat de ce domaine de la science et de l'ingénierie était patronné par cette même firme, et les échanges de membres du personnel garantissaient un renforcement mutuel, à la fois scientifique et pratique. Dans ce système éducatif, l'ingénieur n'était donc pour ainsi dire plus un homme formé sur le terrain, mais plutôt un professionnel ayant reçu un enseignement académique formel. La célébration du centenaire de l'université Humboldt de Berlin en 1910 a débouché sur une institution innovante dans le domaine de la recherche, l'Institut Kaiser Wilhelm, aujourd'hui rebaptisé Institut Max Planck. La société permettait au gouvernement, aux riches industriels, aux banquiers, etc., de cofinancer des instituts de recherche indépendants de premier plan. Cette innovation institutionnelle a par exemple permis d'attirer à Berlin Albert Einstein (*illustration 41*), qui est devenu directeur de l'Institut Kaiser Wilhelm de physique en 1913. La Technische Hochschule et l'université allemande en général ont inspiré les réformes universitaires de nombreux autres pays avancés. L'exemple le plus remarquable est celui des États-Unis où, dans les années 1870, les universitaires se sont tournés vers l'Allemagne plutôt que vers l'Angleterre ou la France au moment de réformer l'enseignement supérieur. Par la suite, d'autres pays ont suivi cette voie, y compris la France et la Grande-Bretagne.

La Grande-Bretagne a été le premier pays à mettre en place une loi sur les brevets, et ce dès 1624. En France, aucune législation de ce type n'a vu le jour avant 1791 et les autres pays d'Europe n'ont franchi le pas que plus tard encore. En Allemagne, ce n'est qu'en 1877 qu'a été votée une loi nationale efficace sur les brevets. L'impact d'une telle législation sur le développement économique peut être positif comme négatif. Les arguments en sa faveur sont simples et évidents: les lois sur les brevets stimulent le progrès technique. Dans un système concurrentiel, les pionniers de l'industrie doivent en effet pouvoir récolter les fruits de leurs innovations; dans le cas contraire, rien ne les inciterait à innover. Néanmoins, les désavantages sont tout aussi simples et évidents : étant protégée par un brevet, l'innovation ne peut être reproduite par les concurrents. Cela retarde par conséquent sa diffusion, tandis que le détenteur du brevet est pour sa part moins incité à améliorer son inventioninnovation. C'est à cause de cette ambiguïté que les gouvernements des économies de marché ont choisi un compromis en limitant la période de protection des patentes à une quinzaine d'années environ.

Les grands inventeurs (comme Watt ou Bessemer, qui ont effectivement récolté les fruits de leurs inventions grâce aux brevets) sont souvent cités pour vanter les mérites de la législation sur les brevets. Néanmoins, les inconvénients d'une telle disposition institutionnelle semblent l'emporter sur les avantages. Détenir un brevet sans s'en servir peut en effet empêcher tout progrès technique dans le domaine concerné. L'exemple le plus célèbre est celui de Watt lui-même, qui a entravé le développement des machines à vapeur à haute pression (Mathias, 1983, p. 123). Un autre problème survient également lorsque plusieurs personnes sont impliquées dans une invention. En outre, plusieurs améliorations sont parfois nécessaires avant qu'une invention ne devienne une innovation (Mokyr, 1990, pp. 248 et suiv.). Cependant, il existe une différence selon que le brevet concerne un produit ou un procédé. Dans le domaine des colorants, par exemple, le brevet américain protégeait le produit, alors qu'en Allemagne il protégeait le procédé. Cette protection avait pour objectif d'inciter les autres firmes allemandes à

rechercher pour le même produit une solution de remplacement au premier procédé. Même si elles échouaient dans cette entreprise, elles acquéraient ainsi une expérience certaine qui leur permettait souvent de découvrir un nouveau produit. Nous devons en conclure qu'il est difficile de déterminer si les lois sur les brevets ont favorisé ou entravé le progrès technique.

LA PRODUCTION AGRICOLE

L'agriculture a été un secteur stratégique pour parvenir à une croissance économique moderne. Le tableau 12 indique la part du marché de l'emploi représentée par les différents secteurs d'activité dans un certain nombre de pays pour quelques années de référence entre 1870 et 1992. Il en ressort que lorsque les revenus augmentent, la proportion de personnes employées dans l'agriculture a tendance à diminuer. La production alimentaire pour une population sans cesse croissante (voir le tableau 9 pour les chiffres de la population) a nécessité un nombre toujours moins important de travailleurs

Tableau 12 Répartition de l'emploi dans l'agriculture, l'industrie et les services en 1870, 1913, 1950 et 1992 : valeurs en pourcentage sur le total.

	ÉU.	France	Allemagne	RU.	Japon	Chine	Russie
Agriculture, sylviculture et pêche							
1870	50	49	50	23	70	_	_
1913	28	41	35	12	60	_	70
1950	13	28	22	5	48	77	46
1992	3	5	3	2	6	59	17
Industrie, mines, équipement et construction							
1870	24	28	29	42	_	_	_
1913	30	32	41	44	18	_	_
1950	34	35	43	45	23	7	29
1992	23	28	38	26	35	22	36
Services							
1870	26	23	22	35	_	_	_
1913	43	27	24	44	22	_	_
1950	54	37	35	50	29	16	25
1992	74	67	59	72	59	20	47

Source: Maddison, 1995, p. 39.

(voir également, dans le chapitre 1, les sections concernant l'agriculture, pp. 77 et suiv.). Ce constat n'est en rien modifié par la prise en compte des importations et des exportations alimentaires. La part des emplois dans les deux autres secteurs d'activité (l'industrie et les services) a en revanche augmenté. Il convient toutefois de souligner que le schéma européen diffère quelque peu de celui des autres régions du monde : alors qu'en Europe l'emploi industriel prédominait avant que le secteur des services ne prenne la tête, dans la plupart des autres pays du monde, c'est ce dernier qui a absorbé la majorité des travailleurs, tandis que l'industrie demeurait le «second employeur» après la diminution des effectifs agricoles.

Le recul de l'emploi agricole dans le cadre de la croissance économique moderne ne traduisait en rien un déclin de ce secteur; au contraire, il signifiait avant tout un accroissement de la productivité de la main-d'œuvre agricole. Par ailleurs, selon la loi d'Engel⁵, l'augmentation des revenus entraîne une diminution proportionnelle des dépenses alimentaires. Sur la base de ses recherches empiriques, Engel avait énoncé la loi, formulée de manière plus technique, selon laquelle l'élasticité de la demande de nourriture par rapport au revenu est inférieure à 1. Enfin, la protection tarifaire de l'agriculture retardait le départ de la main-d'œuvre agricole vers les secteurs de l'industrie ou des services. Ces trois facteurs n'étant pas entrés en jeu au même moment dans les différents pays, les variations sectorielles n'ont pas été les mêmes d'une période et d'un pays à l'autre, comme en témoignent les chiffres proposés par le tableau 12.

Les réformes agraires sont souvent considérées comme une condition indispensable à des améliorations dans l'agriculture. Même de cette manière, il est très difficile de déterminer dans quelle mesure les réformes institutionnelles ont favorisé une hausse de la productivité agricole. Selon l'approche de la nouvelle économie institutionnelle, une nouvelle définition des droits de propriété rapprochant le taux de rendement privé du taux de rendement social représente une incitation supplémentaire à accroître la productivité (North et Thomas, 1973). Selon ce raisonnement, l'héritage féodal de l'époque médiévale aurait constitué un obstacle au progrès technique dans l'agriculture. Pour résumer, un système féodal implique que la position hiérarchique d'une personne dépend de sa naissance. Chacun est cantonné dans sa position sociale, avec des droits et des devoirs inégaux. La terre est le plus important facteur de production préindustriel et joue un rôle décisif, certains droits de propriété concernant l'utilisation de la terre définissent le rang social de la personne. L'abolition de cet héritage féodal impliquait des changements dans le domaine de la propriété terrienne.

En Grande-Bretagne, le mouvement des *enclosures*, ou bocages, a mis un terme à l'exploitation traditionnelle de grandes parcelles de terre et aussi au système des «champs ouverts» (*openfield*). De grandes fermes ont vu

le jour, avec des droits de propriété clairement définis entre le propriétaire terrien et son fermier. En France, la Révolution a tout simplement exproprié l'aristocratie terrienne et l'Église. Les paysans sont devenus propriétaires de leurs fermes, généralement de taille modeste. Quant à la Prusse, les réformes mises en œuvre après 1807 ont consolidé les grands domaines des seigneurs appelés *Junkers*. Afin de se libérer de leurs obligations de serfs, les paysans devaient céder des terres, ou payer des sommes importantes, à leurs anciens seigneurs (Cameron, 1989, pp. 302 et suiv.). En ce qui concerne les États-Unis, il convient de garder à l'esprit que jusqu'à la guerre de Sécession (1861–1865), l'agriculture du Sud reposait en grande partie sur un système de plantations esclavagistes, les esclaves ayant généralement été capturés en Afrique noire. La victoire du jeune capitalisme industriel du Nord et du Middle West a permis à ces esclaves d'être libérés. La viabilité de l'économie esclavagiste a été l'un des principaux points étudiés par la «nouvelle histoire économique⁶» aux États-Unis. Au départ, les résultats de ces études ont suscité une certaine controverse, mais il est désormais admis que le système des plantations esclavagistes était une entreprise rentable et non obsolète d'un point de vue strictement économique (Fogel et Engerman, 1974).

Au début du XIXe siècle, la Grande-Bretagne, qui avait introduit de manière précoce le système d'aménagement des cultures, possédait l'agriculture la plus productive d'Europe. Il s'agissait d'une alternative au schéma traditionnel de rotation des terres arables suivie de mise en jachère en ceci qu'on y avait intégré le pâturage. La pâture d'animaux comme les bœufs ou les chevaux réduisait le nombre de jachères tout en restaurant la fertilité des sols. Même après 1846, et l'abrogation des Corn Laws, les performances de l'agriculture et de l'industrie britanniques par rapport à celles des autres nations se trouvaient à leur apogée. Les améliorations techniques, telles que la charrue métallique, la batteuse à vapeur, la moissonneuse mécanique ou les engrais commerciaux, ont considérablement accru la productivité. Contrairement à la France et à l'Allemagne, la Grande-Bretagne n'a pas réintroduit de tarifs protectionnistes lorsque les céréales américaines, moins chères, sont arrivées sur son marché. À l'instar du Danemark et des Pays-Bas, elle a conservé une politique de libre-échange et a de plus en plus cherché, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, à orienter son agriculture vers une production de plus grande valeur, avec par exemple des viandes et des produits laitiers de grande qualité. Les céréales importées étaient souvent utilisées comme fourrage. La plupart des économies industrialisées allaient bientôt suivre la Grande-Bretagne sur la voie d'une amélioration constante de leur productivité agricole. Néanmoins, c'est dans les nations nouvelles que l'on observait les plus forts niveaux de productivité du travail, notamment en Amérique du Nord, en Argentine, en Australie et en Nouvelle-Zélande. La présence de vastes étendues de terre et l'absence d'héritage féodal ont permis à ces pays de mettre en place une

agriculture très commerciale capable d'appliquer les améliorations techniques de manière très efficace. Leurs exportations ont toutefois provoqué des changements radicaux dans l'agriculture de l'Europe occidentale. Grâce à la forte chute du coût des transports maritimes, des céréales en provenance d'autres continents ont pénétré les marchés européens qui, dans les années 1860, n'étaient plus protégés. Vers 1880, les deux plus grandes puissances du continent, la France et l'Allemagne, ont rétabli des mesures de protection de leur agriculture. Ce retour au protectionnisme explique en partie pourquoi, en 1913, la part de l'emploi agricole en France et en Allemagne était bien supérieure à celle observée en Grande-Bretagne, où régnait le libre-échange. La France et l'Allemagne se situant au cœur de la Communauté européenne depuis 1958, la politique agricole de cette dernière porte clairement les marques de leur héritage historique du XIXe siècle.

LES LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE LES DIFFÉRENTS PAYS ET RÉGIONS DU MONDE

Au cours du XIX^e siècle, les échanges internationaux ont connu une croissance bien supérieure à celle de la production. Entre 1800 et 1913, la production mondiale par habitant a augmenté d'un peu plus de 7% par décennie, alors que le volume des échanges s'élevait pour sa part d'environ 33 % tous les dix ans. Ces estimations reflètent le rythme nouveau auquel se sont noués les liens économiques entre les différents pays et régions du monde (Bairoch, 1973). Le spectaculaire essor du commerce international n'était pas lié aux échanges entre l'Europe et les autres continents, mais plutôt à l'intensification des relations commerciales entre les pays européens les plus avancés. Même en ce qui concerne les régions extérieures à l'Europe, ce sont les échanges entre le Vieux Continent et ses colonies qui prédominaient. En 1913, les deux tiers du volume des échanges mondiaux étaient encore concentrés en Europe, la Grande-Bretagne maintenant un quart du total jusqu'au tournant du siècle, une part qui s'établissait encore à 16% en 1913. L'Allemagne (12%) et la France (7%) étaient les deux autres grandes nations marchandes en 1913. La domination européenne n'a pas faibli jusqu'en 1913, même si la part de l'Amérique du Nord s'est élevée pour atteindre 14% en cette même année. Par la suite, c'est notamment la Grande-Bretagne qui a perdu du terrain.

La croissance des échanges internationaux a été essentiellement rendue possible par une réduction considérable des coûts de transaction. En premier lieu, le coût des transports de passagers et de marchandises a considérablement diminué, notamment dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Harley (1989) a compilé les taux de fret du transport de charbon pour la période englobant la phase de transition décisive du voilier en bois au bateau à vapeur en fer. Avant les années 1860, il n'enregistre aucune tendance à la baisse en ce qui concerne le niveau général des taux de fret. Au-delà cependant, les taux ont fortement chuté jusqu'au début des années 1890, puis ont diminué de manière plus modérée par la suite. Avant 1914, les taux ont baissé jusqu'à atteindre 40 % du niveau qui était le leur dans les années 1850 pour ce qui est des transports maritimes entre la Grande-Bretagne et le continent, et même jusqu'à un tiers de ce niveau pour ce qui est des longues distances (vers l'Amérique du Sud). Brentano (1911) a analysé l'influence de la diminution des taux de fret depuis le continent américain sur le prix du blé à Londres (tous les prix se rapportent à un quarter de blé, soit 28 livres ou 12,7 kg). En 1868, le fret de Chicago jusqu'à New York coûtait environ 7 shillings pour un acheminement combinant transport fluvial et ferroviaire et 10 shillings pour un acheminement par train uniquement. Le transport par bateau à vapeur vers Liverpool représentait quant à lui 4,6 shillings. En 1902, ces taux n'étaient plus respectivement que de 2,3 et 1 shillings. Le prix du blé en Grande-Bretagne est passé de 64 à 28 shillings entre 1868 et 1902. Sur le continent européen, les taux de fret pour le rail et la navigation fluviale ont également enregistré une forte baisse au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. L'apogée de la construction ferroviaire européenne a coïncidé avec celui du colonialisme européen. À partir de la fin des années 1880, les puissances coloniales ont construit des lignes de chemin de fer reliant les villes portuaires aux capitales et aux centres économiques d'Afrique. Le chapitre 1 offre un aperçu général de l'impact des chemins de fer.

La baisse des coûts du transport a porté atteinte au libre-échangisme en Europe. Ce mouvement, d'impulsion politique, s'inscrivait dans un élan généralisé d'adoption des idées libérales. Au cours des années 1850 et 1860, un grand nombre de pays européens ont supprimé les freins à la création d'entreprises, rendant même possible la constitution de sociétés par actions sans statut. La construction ferroviaire a été déréglementée et soumise aux lois du libre marché. En ce qui concerne la politique douanière, la Grande-Bretagne s'était orientée vers le libre-échange au cours des années 1840. Forts de leurs convictions libérales, les hommes politiques et les groupes d'élite ont essayé de mettre leurs idées en pratique en créant une zone de libre-échange en Europe occidentale et centrale. En 1860, la France et la Grande-Bretagne ont signé le traité Cobden-Michel Chevalier, qui prévoyait la suppression de la plupart des taxes d'importation. Parce qu'il comportait «une clause de la nation la plus favorisée», cet accord bilatéral de libreéchange pouvait facilement être étendu pour devenir multilatéral. La Belgique a donc rejoint le traité en 1861, avant d'être imitée par la Prusse en 1862, l'Italie en 1863, la Suisse en 1864 et la Suède, la Norvège, l'Espagne et les Pays-Bas en 1865. Cependant, le volume inattendu des exportations de céréales à destination de l'Europe et la longue récession économique (la première grande dépression) qui s'est installée à partir des années 1870 ont mis le système libéral à rude épreuve. Des nations comme la France et l'Allemagne ont alors réintroduit des tarifs protectionnistes, même si elles ne pouvaient rien contre la réduction des coûts du transport. Les liens économiques établis de longue date entre de nombreux pays n'ont donc pas été rompus. Les communications ont encore été facilitées par des inventions telles que le téléphone ou le télégraphe, tandis que l'apparition du système de l'étalon-or, dominé par la Grande-Bretagne, a fourni un système monétaire stable aux principales nations du monde industrialisé. En résumé, la fin du XIX^e siècle a été marquée par une libre circulation sans précédent des personnes, des marchandises et des capitaux entre les différents pays.

POUR CONCLURE SUR L'INDUSTRIALISATION

À long terme, l'industrialisation a permis d'accroître de manière considérable le niveau de vie des pays qui ont appartenu à la première vague de ce processus. Cela s'est traduit par des revenus plus élevés, une meilleure éducation et une espérance de vie plus longue qu'avant. On peut donc aisément comprendre pourquoi, à la lumière de ce XIX^e siècle, beaucoup d'hommes influents d'aujourd'hui sont persuadés des bienfaits d'une industrialisation de plus grande envergure sur les problèmes (économiques) actuels de l'humanité.

NOTES

1. Selon la théorie des étapes de Rostow (États-Unis), chaque pays passe par cinq étapes différentes dans le processus de croissance économique: «La société traditionnelle. Les conditions préalables au décollage. Le décollage proprement dit. La marche vers la maturité. L'ère de la consommation de masse» (Rostow, 1960). La phase cruciale est celle du «décollage». Cette révolution industrielle marque les débuts d'une croissance soutenue du revenu par habitant. Cette transition «révolutionnaire» se caractérise par sa brièveté (trente ans environ), une augmentation considérable du taux d'investissement (qui passe de moins de 5 à plus de 10% du revenu national) et l'émergence de grands secteurs qui vont entraîner la croissance économique par une succession d'innovations techniques majeures. Cette théorie de la croissance déséquilibrée a servi de modèle aux politiques menées par les États-Unis dans les années 1960 et a grandement influencé les pays industrialisés depuis peu tels que la Corée du Sud. En outre, le point de vue de Rostow a suscité de nombreuses controverses entre historiens économistes, par exemple autour de la contribution

du secteur ferroviaire à la croissance économique au cours du XIX^e siècle (Fogel, 1964; O'Brien, 1983).

2. Le terme «innovation» a été introduit par l'économiste autrichien Schumpeter dans sa thèse de doctorat en 1911. Sa *Théorie de l'évolution économique* tente d'expliquer les forces qui sous-tendent la croissance économique capitaliste. L'entrepreneur pionnier (*Pionierunternehmer*) introduit dans le système économique des inventions, ou de nouvelles combinaisons de facteurs de production, créant ainsi des innovations. Schumpeter distinguait cinq types d'innovations: la fabrication d'un bien nouveau; l'introduction d'une méthode de production nouvelle; l'ouverture d'un débouché nouveau; la conquête d'une nouvelle source de matières premières ou de produits semi-ouvrés; la réalisation d'une nouvelle organisation.

Néanmoins, l'expression «innovation de base» (*Basisinnovation*) a été introduite par les néoschumpétériens, notamment par Mensch (1979).

- «La révolution n'a pas été exclusivement l'ère du coton, des chemins de fer ou même de la vapeur; elle a été une ère d'amélioration» (McCloskey, 1981, p. 118).
- 4. Le Britannique Thomas Robert Malthus (1766–1834) a affirmé qu'il existe une tension entre la croissance démographique et le potentiel de croissance des ressources alimentaires. La population et les nations se trouvent prises dans un piège malthusien (caractérisé par des famines, des épidémies importantes et donc un taux de mortalité élevé) lorsque les moyens de subsistance disponibles ne peuvent répondre à la croissance démographique. Voir son ouvrage: *Essai sur le principe de population* (1798).
- 5. Le statisticien allemand Ernst Engel (1821–1896) a dirigé l'Office saxon de statistique, puis l'Office statistique de Prusse.
- 6. Dans cette approche qui a émergé au cours des années 1960, les théories économiques et l'économétrie sont appliquées à la recherche historique, d'où le nom de «cliométrie» que certains lui attribuent.

BIBLIOGRAPHIE

- ABE E., Suzuki Y. (dir. publ.). 1991. Changing patterns of international rivalry: some lessons from the steel industry. Tokyo, University of Tokyo Press.
- ALLEN R. C. 1977. «The peculiar productivity history of American blast furnaces, 1840–1913». *Journal of Economic History*, n° 37, pp. 605–633.
- BAIROCH P. 1973. «European foreign trade in the nineteenth century: the development of the value and volume of exports». *Journal of European Economic History*, n° 2, pp. 5–36.
- Beck L. 1899. Die Geschichte des Eisens in technischer und kulturgeschichtlicher Beziehung. Partie 4. Braunschweig, Friedrich Vieweg und Sohn.
- Bonneuil C. 1997. «Le jardin d'essais de Conakry. Le lieu où s'invitent les

- tropiques». La Recherche, n° 300 (juillet-août), pp. 76-80.
- 1997. Mettre en ordre et discipliner les tropiques. Les sciences du végétal dans l'Empire français, 1870–1940 (thèse de doctorat). Paris, Université de Paris-VII.
- Brentano L. 1911. Die deutschen Getreidezölle; Stuttgart.
- Broadberry S. N. 1994. «Comparative productivity in British and American manufacturing during the nineteenth century»; *Explorations in Economic History*, n° 31, pp. 521–548.
- 1997. The productivity race. British manufacturing in international perspective, 1850-1990. Cambridge, Cambridge University Press.
- CAMERON R. 1989. A concise economic history of the world. New York, Oxford University Press.
- Chandler A. D. 1990. *Scale and scope. The dynamics of industrial capitalism.* Cambridge, Harvard University Press.
- Church R. A. (dir. publ.). 1994. *The coal & iron industries*, Oxford, Economic History Society/Basil Blackwell (The industrial revolutions, vol. 10).
- Cipolla C. M. 1975. «Introduction». Dans: C. M. Cipolla (dir. publ.). *The industrial revolution*. Glasgow, Fontana-Collins, pp. 7–21 (The Fontana Economic History of Europe).
- CLARK J. G. 1990. The political economy of world energy. New York, Harvester Wheatsheaf
- Crafts N. 1984. «Patterns of development in nineteenth century Europe». *Oxford Economic Papers*, n° 36, pp. 438–458.
- 1994. «The industrial revolution». Dans: R. Floud, D. McCloskey (dir. publ.). *The economic history of Britain since 1700*. Cambridge, Cambridge University Press, pp. 44–59.
- Fogel R. W. 1964. *Railroads and American growth: essays in econometric history*. Baltimore, Johns Hopkins Press.
- Fogel R. W., Engerman S. 1974. *Time on the cross: the economics of American negro slavery*. Boston, Little Brown.
- Fremdling R. R. 1986. *Technologischer Wandel und internationaler Handel im 18. und 19. Jahrhundert. Die Eisenindustrien in Grossbritannien, Belgien, Frankreich und Deutschland.* Berlin, Duncker & Humblodt.
- 1994a. «Foreign trade patterns, technological change, cost and productivity in the West European iron industries, 1820–1870». Dans:
 R. A. Church (dir. publ.). *The coal & iron industries*. Oxford, Economic History Society/Basil Blackwell, pp. 322–343.

— 1994b. «Foreign competition and technological change: British exports and the modernisation of the German iron industry from the 1820's to the 1860's». Dans: R. A. Church (dir. publ.). *The coal & iron industries*. Oxford, Economic History Society/Basil Blackwell, pp. 345-374.

- 1996. «Anglo-German rivalry on coal markets in France, the Netherlands and Germany, 1850–1913». *The Journal of European Economic History*, n° 25, pp. 599–646.
- GILLE B. 1968. La Sidérurgie française au XIXe siècle. Genève, Libraire Droz.
- HABAKKUK H. J. 1967. American and British technology in the nineteenth century. The search for labour-saving inventions. Cambridge, Cambridge University Press.
- HARLEY K. C. 1989. «Coal exports and British shipping, 1850–1913». *Explorations in Economic History*, n° 26, pp. 311–338.
- Hughes T. P. 1989. American genesis. A century of invention and technological enthusiasm, 1870–1970. New York, Viking Penguin.
- Hyde C. K. 1977. *Technological change and the British iron industry* 1700–1870. Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- INKSTER I. 1991. Science and technology in history. An approach to industrial development. New Brunswick, Rutgers University Press.
- INWOOD K. E. 1992. «The influence of resource quality on technological persistence: charcoal iron in Quebec». *Material History Review*, pp. 49–56.
- Kuznets S. 1966. *Modern economic growth*. New Haven, Yale University Press.
- Landes D. S. 1969. *The unbound Prometheus*. Cambridge, Cambridge University Press.
- McCloskey D. 1981. «The industrial revolution 1780-1860: a survey». Dans: R. Floud, D. McCloskey (dir. publ.). *The economic history of Britain since 1700*. Cambridge, Cambridge University Press, pp. 103–127.
- Maddison A. 1991. *Dynamic forces in capitalist development*. Oxford, Oxford University Press.
- 1995. Monitoring the world economy 1820-1992. Paris, OCDE.
- MADDISON A., PRINCE G. (dir. publ.). 1989. *Economic growth in Indonesia*, 1820–1940. Dordrecht, Foris Publications.
- Mathias P. 1983. *The first industrial nation*. 2e éd. Londres, Methuen (1e éd., 1969).

- Meadows D. M. et al. 1972. The limits to growth. New York, Universe Books
- Mensch G. 1979. Stalemate in technology. Cambridge, Ballinger.
- MOKYR J. 1990. The lever of the riches, technological creativity and economic progress. New York, Oxford University Press.
- 1994. «Technological change, 1700–1830». Dans: R. Floud, D. McCloskey (dir. publ.). *The economic history of Britain since 1700*. Cambridge, Cambridge University Press, pp. 12–43.
- NORTH D. C., Thomas R. P. 1973. *The rise of the western world. A new economic history*. Cambridge, Cambridge University Press.
- O'Brien P. (dir. publ.). 1983. *Railways and the economic development of Western Europe, 1830–1914*. Londres, Macmillan Press & Co.
- KEYDER C. 1978. Economic growth in Britain and France 1780–1914. Two paths to the twentieth century. Londres, George Allen & Unwin.
- RADKAU J. 1989. Technik in Deutschland, Vom 18. Jahrhundert bis zur Gegenwart. Francfort, Suhrkamp.
- REUSS C. et al. 1960. Le Progrès économique en sidérurgie : Belgique. Luxembourg, Pays-Bas 1830–1955. Louvain, Éditions Nauwelaerts.
- RIDEN P. 1977. «The output of the British iron industry before 1870». *Economic History Review*, n° 30, pp. 442–459.
- Rostow W. W. 1960. *The stages of economic growth*. Cambridge, Cambridge University Press.
- 1978. *The world economy: history & prospect*. Austin, University of Texas Press.
- Schumpeter J. 1911. Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung. Berlin, Duncker & Humblodt.
- Temin P. 1964. *Iron and steel in nineteenth-century America*. Cambridge, MIT Press.
- Van der Eng P. 1993. *Agricultural growth in Indonesia since 1880*. Groningue, Doctoral Thesis Publication.
- VIAL J. 1967. L'Industrialisation de la sidérurgie française, 1814–1864. Paris, Mouton.
- Von Tunzelmann G. N. 1978. Steam power and British industrialization to 1860. Oxford, Clarendon Press.
- 1981. «Technical progress during the industrial revolution». Dans:
 R. Floud, D. McCloskey (dir. publ.). *The economic history of Britain since 1700*. Cambridge, Cambridge University Press, pp. 143–163.

 1995. Technology and industrial progress. The foundations of economic growth. Aldershot, Edward Elgar.

- Wengenroth U. 1986. *Unternehmensstrategien und technischer Fortschritt, Die deutsche und britische Stahlindustrie 1865–1895*. Vandenhoeck & Ruprecht Gotinga. Trad. anglaise, *Entreprise and technology: the German and British steel industries, 1865–1895*. Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- WORONOFF D. 1984. L'Industrie sidérurgique en France pendant la Révolution et l'Empire. Paris, EHESS.
- Wrigley E. A. 1988. *Continuity, chance and change. The character of the industrial revolution in England*. Cambridge, Cambridge University Press.

Les mathématiques, les sciences exactes et les sciences naturelles

Charles Morazé

Introduction: les mutations scientifiques et socioculturelles

Chacun sait que les «révolutions industrielles» ont modifié les genres de vie, les cultures, ainsi que les rapports entre peuples et individus d'un même peuple. On sait aussi que ces modifications ont dépendu, à divers degrés, des progrès scientifiques: cette influence, faible lors de la première révolution industrielle (vers 1780-1820), est devenue forte lors de la seconde (vers 1880-1914) et plus forte encore par la suite, quand ces types de «révolutions» se multiplieront au point d'échapper à tout dénombrement assuré. Mais ce qu'il revient à ce chapitre d'élucider, c'est le «comment» d'un grandissement prenant allure exponentielle. Ce «comment» invite à distinguer le «comment les laboratoires servent l'industrie» du «comment l'industrie, en retour, fournit aux laboratoires les appareillages nécessaires à leurs innovations»: ce «prêté pour un rendu» a fait l'objet d'analyses suffisamment sûres pour conclure que des effets cumulatifs en ont résulté, et expliquent, à vue superficielle, l'allure exponentielle des progrès scientifico-industriels. Pourtant, une histoire ne se contentant pas de mesurer des événements de surface doit s'interroger plus avant. Les laboratoires n'ont pas seulement besoin d'appareillages, mais d'abord et principalement de théories. Sans elles, ils ne sauraient que chercher — et par quels moyens — et ne sauraient interpréter ce qu'ils trouvent.

L'histoire des théories constitue le cœur de l'histoire des découvertes et inventions scientifiques. Et comme ces théories s'élaborent en termes mathématiques, leur histoire apparaît corrélative à celle de la mathématique dans son ensemble. Dans le cadre de cette corrélation, lequel de ces deux types de sciences conditionne l'autre, l'un relevant d'expérimentations, l'autre de raisonnements exacts et purement formels? Le siècle se trouve confronté à des opinions contradictoires généralement fondées sur la même certitude, exprimée par Newton et, avant lui, par Galilée : la nature s'exprime en termes mathématiques. L'étude récursive des événements fait pencher le jugement en faveur du raisonnement formel et qualifié d'opératoire parce qu'il obéit de lui-même aux conditions de l'exactitude. On constate, en effet, que, dans la plupart des cas, les formulations mathématiques devancent, au moins de plusieurs années, les théories physiques qui s'en servent pour expliquer les phénomènes observés et expérimentés. Dans le cas contraire — cas où la mathématique répond en peu de temps à un besoin expérimental qu'elle n'avait pas prévu — un problème quasi identique se pose à l'historien: qu'est-il advenu d'un côté et de l'autre pour que l'abstraction opératoire précède l'expérimentation ou bien la suive de si près?

Convenons d'appeler «théorie fer de lance» (appellation retenue par une réunion d'experts organisée par l'UNESCO en 1978) l'ensemble progressif et grandissant de formalisations abstraites ayant conduit de la vision du monde naturel, pressentie par Galilée et définie par Newton, jusqu'à une autre vision du monde proposée par Einstein et finalement adoptée par la communauté scientifique. Cette théorie élude, en l'«intériorisant», la question de savoir laquelle des sciences, exacte ou expérimentale, conditionne l'autre. Une telle théorie associe en effet, dans le même ensemble cohérent, la part des mathématiques indispensable aux théories astronomiques et physiques à la part que ces théories empruntent aux mathématiques, ou les incitent à leur fournir. Ces échanges circonscrivent un lieu théorique destiné à se constituer en un embranchement spécifique du savoir scientifique : la mécanique rationnelle. Cette mécanique, nourrie par les deux autres types de sciences qu'elle met en relation, progresse à leur vitesse et à leur rythme. Et comme elle en gère les similitudes, elle en gère aussi les applications et occupe de la sorte une place centrale dans le programme assurant la formation des ingénieurs. Toutes les industries ne sont pas essentiellement mécaniques, mais toutes le sont au moins partiellement à divers degrés.

À son stade le plus élémentaire, la mécanique demande le plus à une ingéniosité observant le geste artisanal pour le reproduire en machines. Les machines à tisser ou à filer — fleurons de la première révolution industrielle — n'ont rien demandé à une mécanique rationnelle, déjà indispensable à l'étude des mouvements des corps célestes. Il en va de même des fabricants d'horloges et de montres — encore que ces dernières doivent à Huygens le

ressort, accessoire dont les oscillations font autant que celles du pendule. Non moins frappant est l'exemple donné par la production chimique, une des premières à industrialiser des fabrications dont certaines — à bien moindre échelle et sous des vocables différents — étaient connues et en usage depuis des siècles et des siècles.

Outre que cette chimie nous rappelle que la «théorie fer de lance» ne se réduit pas à la mécanique rationnelle mais doit être considérée comme un tout, elle attire l'attention sur un aspect majeur de la problématique de l'histoire des sciences et de l'histoire en général.

Au XIX^e siècle, et après, on a dit et redit que les sciences modernes devaient leur succès au fait d'avoir substitué le quantitatif au qualitatif. Ce n'est pas inexact, mais beaucoup trop simpliste. Les «qualités» héritées d'Aristote (le chaud, le froid, le sec, l'humide) ont été quantifiées longtemps avant la Renaissance, bien qu'en termes rendant abscons des raisonnements exacts. Les quantités s'expriment vulgairement en nombres naturels: l'algèbre moderne en inventera beaucoup d'autres totalement abstraits et l'abstraction fera convenir d'algorithmes quasi qualitatifs, ne partageant avec les nombres naturels que la propriété de pouvoir figurer dans des opérations.

Les sciences qui s'élaborent avant le XIX^e siècle et y poursuivent leur développement exponentiel doivent leur universalité aux emprunts dont l'Europe bénéficia de la part de la plupart des cultures encore illustres à cette époque. Mais cette explication-là suffit-elle? Les sciences dont le développement éclate au XIX^e siècle ont-elles été ingrates au point de contribuer, par leurs applications industrielles, à l'asservissement de cultures auxquelles elles devaient leur universalisme? Sinon les sciences, quel ou quels autres facteurs culturels en ont soutenu l'épanouissement?

Ces points divisent les historiens des sciences en deux conceptions. Selon l'une — dite « internaliste » —, le développement scientifique n'obéirait qu'à sa logique interne; selon l'autre — « externaliste » —, le développement scientifique dépendrait de concepts fournis ou inspirés par le ou les milieux socioculturels. Dans ce débat, chaque parti dispose d'arguments qui varient en fonction des époques ou des domaines étudiés, variations permettant une conciliation. Au-delà d'un certain seuil, les sciences se développent d'ellesmêmes jusqu'à épuisement des ressources conceptuelles qui leur ont permis de franchir ce seuil. En revanche, ce ou ces franchissements s'opèrent grâce à des renouvellements conceptuels conformes aux changements ou mutations modifiant l'évolution socioculturelle.

Admettre cette dualité facilite l'enquête, la réduit à inventorier les seuils dont le franchissement coïncide avec une forte rupture dans l'histoire des manières de concevoir l'existence. L'histoire nous offre un choix entre trois principaux moments: la Renaissance, où les courants d'influence s'inversent; l'ère des Lumières, où les lois pénales et civiles n'expriment plus la

volonté de Dieu mais se conforment aux droits des hommes; la seconde «révolution» industrielle, où les activités urbaines commencent de l'emporter sans retour sur les activités rurales.

Grand siècle de la science, le XIX^e siècle l'est aussi de l'Europe. Ses vaisseaux sillonnent les mers sans y craindre la concurrence de peuples non européens qu'elle domine par la puissance de ses trafics commerciaux, de ses moyens financiers ainsi que de ses armes. La concurrence ne grandit qu'entre nations européennes et, à l'intérieur de chacune d'elles, entre des entreprises achevant de conquérir les mêmes droits, c'est-à-dire être libres et statutairement égales entre elles et ne plus avoir à redouter les monopoles assurés par des privilèges. L'activité fermente, l'activité bouillonne: on peut tout attendre d'elle pour le progrès indéfini de l'espèce humaine, un progrès face auquel l'activité européenne ouvre, d'abord à son profit, des perspectives sans limites. Cela d'autant que les initiatives sont des plus variées. La Révolution française avait entendu renverser les trônes, puis les empires, pour les soumettre à un seul, une ambition qui s'écroule dans un sanglant échec; l'Europe se nomme diversité ainsi que ses nationalités déjà nées ou à naître.

De si grands événements excitent les imaginations et les enflamment: tout y devient possible. Le cours du siècle, périodiquement secoué par d'autres agitations ou révolutions, abolira bien des rêves, mais pas ceux que la science réalisera par étapes, confiante qu'elle est dans la nature et dans ses lois, ainsi que Carl Friedrich Gauss (*illustration 42*) le mentionnera dans un des très rares moments où ce croyant fera preuve d'exaltation: «La Nature est ma déesse; je suis le serviteur de ses lois.»

Mais qu'est-ce que la nature quand la science en transforme les représentations? Et que seront ces lois quand la science remettra en cause une simplicité ayant élevé Newton au rang de maître des maîtres? Vers la fin du siècle, Ernest Renan dira que l'imagination est faite « pour dépayser de la vie par le rêve, non pour déteindre sur la vie ». Mais quelle imagination? En tout cas pas celle de savants qui, se fiant à l'imaginaire, procéderont de découvertes en découvertes toutes tenues pour exactes, d'autant que les plus essentielles d'entre elles transformeront manières de vivre et représentations de l'existant.

Le romantisme n'est pas que prémonition de l'avenir, il est aussi nostalgie du passé. Ainsi des sciences, surtout des sciences exactes — disons la «mathématique» et ce qui s'y rattache au sein de la «théorie fer de lance»: pas une de ces innovations qui y soit acceptée si, contredisant des certitudes antérieures ou les réformant, elle n'en rend pas intelligible la part de vérité tenue pour authentique par des prédécesseurs.

Comment l'« esprit du siècle » nourrit-il l'intuition ou l'inspiration savante? À s'en tenir à des biographies de savants, l'enquête historique n'en retient aucun qui ait témoigné d'une influence directe et fort peu qui aient

avoué ne pas savoir la provenance d'idées, de conceptions ne devant rien à des raisons apprises, et réfutées avant d'être resituées dans d'anciens contextes qui les expliquent. Une vue globale de cette étonnante histoire permet seulement de constater qu'un siècle marqué par une diversité d'expériences vécues l'est aussi par un grandissement sans précédent du nombre de théoriciens prenant une part personnelle aux avancées théoriques. À chacun son génie et à tous, bien qu'à des voies et selon des degrés divers, la participation au génie mathématique du siècle. Quelques exemples illustreront ce point.

Carl Friedrich Gauss, le «prince des mathématiciens», naît en 1777 dans une famille pauvre. Dès l'âge de 3 ans, dit-on, il étonne par sa précocité. Il joue si bien avec nombres et suites de nombres que son instituteur, lui avant appris tout ce qu'il sait, obtient pour l'écolier la protection du duc de Brunswick. Du collège — dont le professeur est à son tour vite dépassé — le jeune prodige entre à l'université où il n'étonne pas moins. Ayant fait ses preuves (diviser un cercle en 17 parties égales, démontrer le théorème fondamental de l'algèbre), il publie sans relâche (en latin), refuse l'académie de Saint-Pétersbourg, accepte de diriger l'observatoire de Göttingen et d'y enseigner les mathématiques. Discret, il affectionne l'obscurité, accumule notes sur notes dans des carnets qui ne seront compris qu'après lui. Reconnu «premier géomètre du monde» par Laplace, Gauss s'intéresse à tout. Consulté à l'occasion de levées cadastrales du Hanovre, il invente une géodésie tenant compte des courbures terrestres. Astronome, il élabore, entre autres mémoires, une étude sur les perturbations du système planétaire. Physicien, il calcule une mesure absolue du magnétisme terrestre et excelle autant en optique : réfraction des verres lenticulaires. Il occupera les dernières années de sa vie (qui s'achève en 1855) à comprendre l'hébreu et y excelle. Révolutions, guerres, vicissitudes politiques et sociales lui sont passées par-dessus la tête sans qu'il y prenne garde.

Ce n'est pas le cas d'Augustin Cauchy, lui aussi mathématicien éminent mais que ses convictions légitimistes voueront à une existence tumultueuse à partir de 1830. Né en 1789, Cauchy mérite, par ses travaux — notamment sur la propagation des ondes à la surface d'un liquide pesant — les honneurs et les postes qui lui sont attribués en 1816 et qu'il quitte quand le roi bourgeois Louis-Philippe I^{er} ramasse dans la rue la couronne tombée de la tête du Bourbon légitime. On le voit alors s'exiler en Suisse, puis à Turin dans une chaire que le souverain sarde crée exprès pour lui. Il n'y reste pas longtemps et rejoint, au Hardshin de Prague, Charles X qui s'y était réfugié et qui confie à son hôte l'éducation de son fils aîné. Cette tâche terminée, la révolution parisienne de 1848 ramène chez lui un Cauchy déterminé à n'y poursuivre ses travaux qu'à condition de ne plus prêter serment à quiconque. Ces travaux, masse immense, reflètent le caractère d'un homme à la fois rigide et généreux (il dépense en bonnes œuvres le traitement reçu d'un gou-

vernement soutenu le mieux par les gens d'affaires). Rigide, Cauchy demeure fidèle à ses premières vocations: analyse algébrique, calcul différentiel et théorie des courbes. Portant son attention dans toutes les directions, il invente à mesure qu'il lit et improvise ici et là des notations courant le risque de demeurer incomprises, à moins qu'un patient effort ne traduise ces notations personnelles en formalismes mis en commun usage par le besoin — jamais entièrement satisfait mais toujours obsédant — de doter la mathématique d'un langage accessible à tous ceux qui la servent ou s'en servent.

Insistons sur cette différence entre Gauss et Cauchy. L'influence du premier pâtit de retards parce qu'il devance ses émules; celle du second manque d'être immédiate faute de s'être plié à des conventions admises. Mais lucidité plus précoce ou style trop improvisé, la mathématique n'en progresse pas moins selon des conditions plutôt internes qu'externes jusqu'à ce que l'intuition soit prise pour ce qu'elle est. Celle-ci n'est pas seulement inspiratrice de «choses vagues», ainsi que des poètes romantiques ont pu le suggérer pour «dépayser de la vie par le rêve», mais plutôt révélatrice de «valeurs de corrélations», comme Lazare Carnot le soupçonnait vers 1800 avant qu'Henri Poincaré, cent ans plus tard, n'attribue cette intuition à une intervention de l'inconscient dans la conscience rationnelle. Nous admettrons, pour fixer les idées, que les «choses vagues» du romantisme proviennent aussi de l'inconscient, sans dépasser le subconscient où des «images floues» s'élaborent avant d'être précisément traduites en œuvres écrites ou plastiques. Nous admettrons, en outre, que l'inconscient relève de corrélations entre le ça, le moi et le surmoi, le moi ayant à faire prévaloir sur les emprises du surmoi — façonné par l'environnement socioculturel — les impératifs issus d'un ça fait seulement, quand il ne s'agit que de la mathématique, d'interconnexions cérébrales mises en œuvre par apprentissages spécifiques et «cogitations orientées».

On dit parfois que si Évariste Galois n'avait pas été assassiné — en 1832, à l'âge de 20 ans — au cours d'un duel que cet extrême libéral avait provoqué, ou bien que si Henrik Abel n'avait pas succombé — en 1829, à l'âge de 26 ans — à une tuberculose venue de privations, le cours de l'histoire des mathématiques en aurait été changé. Le cours de l'histoire évidemment, puisque des acteurs y auraient été présents plus longtemps. Mais le cours du développement mathématique n'en aurait subi qu'une légère inflexion. L'importance capitale de leurs contributions a été reconnue trop tard pour eux, mais reconnue quand même au moment où les circonstances permettaient qu'elle puisse l'être pour la plus grande gloire posthume de leurs auteurs. Et c'est une hypothèse invérifiable que d'attribuer à ces victimes des temps un pouvoir sur des circonstances les ayant accablées de leur vivant. Gauss a mieux vécu, mais ses intuitions prémonitoires n'y ont pas gagné grand-chose.

Tenons-nous en aux deux types de causes expliquant des reconnaissances trop tardives et faisons confiance à Félix Klein, dont le *Programme d'Erlangen* (1872) attribue aux débuts du XIX^e siècle les innovations majeures introduisant les développements à suivre. Nous en retiendrons que nous pouvons compter sur l'époque romantique pour révéler le plus sûrement les origines de progrès théoriques ayant demandé à l'imaginaire la solution de problèmes insolubles par la mathématique fondée sur le «réel».

LES ÉNIGMES RÉVÉLATRICES

On avait soupçonné depuis plus d'un siècle qu'une équation admettait autant de solutions qu'en indiquait son degré. Ce «théorème fondamental de l'algèbre » avait fait l'objet, sous la plume de d'Alembert, d'une démonstration jugée insuffisante par la suite. Démonstration en effet difficile car, pour que le théorème soit exact, il faut que les solutions admettent qu'un nombre négatif ou «imaginaire » soit aussi «vrai » qu'un nombre positif.

Vers 1800, Lazare Carnot acceptait bien que les quantités négatives ou imaginaires fussent utiles ou indispensables aux calculs, mais refusait qu'elles parussent dans les solutions. Il ne s'agissait que de manières de s'exprimer, d'objets de pur langage, ou bien, comme nous dirions aujourd'hui, de signifiants dépourvus de tout signifié. Le même auteur proposait de les traiter comme des «valeurs de corrélations», voulant dire sans doute qu'elles ne représentaient rien par elles-mêmes, mais seulement comme indicatrices de rapports entre entités représentant effectivement des réalités.

Pourtant, n'admettre que des racines positives dans la résolution d'équations, c'est renvoyer l'algèbre à de vieilles lunes. Depuis quelque cent cinquante ans, l'algèbre venait à bout de problèmes que la règle et le compas ne résolvaient pas. Empruntons à la géométrie la notion de symétrie : c'est réunir dans une même « métaphysique » (mot et chose très en vogue à l'époque et encore pour des décennies) et ainsi éviter de penser les quantités négatives comme moindres que rien.

À l'époque de Gauss, on parle déjà de plans ou d'espaces «imaginaires»; la fin du siècle préférera dire «espaces abstraits». Changement de temps, changement de ton: l'imaginaire ayant gagné la partie dans le champ de l'exactitude, l'imagination, au sens banal du terme, en deviendra suspecte, même si les abstractions et les abstractions d'abstractions ne cesseront d'avoir recours à elle selon des règles elles-mêmes abstraites à force de se vouloir exactes.

Ce tournant dans l'évolution conceptuelle se situe vers le milieu du siècle; c'est en tout cas chose faite quand Félix Klein publie, en 1872, sa dis-

sertation inaugurale («Considérations concernant les nouvelles recherches en géométrie», plus connue sous le nom de *Programme d'Erlangen*). L'auteur, grâce auquel la géométrie «imaginaire» sera qualifiable d'hyperbolique et la géométrie de Riemann d'elliptique, se fait surtout connaître par l'extension qu'il donne à la «théorie des groupes».

Retenons de cet aperçu que même s'il était moins vague, il ne rationaliserait pas une «métaphysique» des algèbres ou espaces abstraits. Un exposé exact — donc aussi long que détaillé — ne rendrait que plus surprenant les services rendus à l'élucidation de phénomènes physiques (se déroulant dans l'espace usuel) par des abstractions dont l'imagination la plus hardie et la mieux exercée ne peut se faire aucune image. Ces deux notions — celle de « groupe » et celle d'espaces abstraits — ne pourront être traitées ici qu'allusivement et notamment pour illustrer le propos du physicien atomiste Robert Oppenheimer s'inquiétant du fossé qui rend intraduisible en aucune langue naturelle les formalismes conférant leur efficacité aux théories mathématiques, même quand ils s'appliquent directement au calcul de phénomènes physiques.

Évoquons d'abord l'abstraction qui, à partir d'au moins le milieu du siècle, permet au discours scientifique de démoder l'adjectif «imaginaire» — maintenu comme survivance — au profit de l'adjectif «abstrait», qualifiant plus exactement algorithmes et formalismes à l'abri de fantaisies. Le moment de cette substitution coïncide à peu près avec celui où — dans la poésie, les mentalités et les mœurs — le réalisme marque la fin du romantisme. Parler d'«espaces abstraits», c'est leur assurer le statut d'une «réalité», bien que réalité différente de celle qui se manifeste concrètement.

Albert Einstein résumera cette phénoménologie en deux mots: « étroitesse de la conscience ». De même que le regard doit parcourir les différentes parties d'un paysage avant que des fonctionnements cérébraux rassemblent ces perceptions multiples en une seule, c'est-à-dire le paysage que la mémoire retient comme un tout — quitte à permettre au souvenir d'en faire ressurgir un des aspects ayant d'emblée marqué — ou bien différemment ensuite, de même l'imagination émotive, de même la conscience rationnelle. La conscience rationnelle analyse élément après élément que l'inconscient cérébral réunit en une globalité restructurée, parfois à l'identique, parfois différemment, par des analyses postérieures.

S'il ne se référait pas à ce processus que l'étroitesse de la conscience oblige à diviser en phases faisant alterner analyses et synthèses, l'historien courrait le risque de se méprendre quand il dresse l'inventaire des innovations. Les véritables sont rares, car on ne saurait qualifier de telles les propositions, certes nouvelles, mais ne faisant rien de plus que d'exprimer en toute clarté des formalismes gisant déjà dans l'inconscient. Innover vraiment, c'est réenrichir l'inconscient ou le réorienter. On maniera avec prudence

l'expression «révolution scientifique». Aucun doute en ce qui concerne l'époque où, à la référence au dogme trinitaire, s'élaborent et se substituent d'autres systèmes de référence, notamment celui dit cartésien — bien que non dû à Descartes uniquement ni dit ou suggéré seulement par lui. Une telle substitution ouvre en effet la voie à beaucoup d'innovations ultérieures parce qu'elle réforme radicalement les fonctions de l'inconscient et ce qu'ils inspirent à la conscience rationnelle.

À cet égard, le Programme d'Erlangen innove vraiment, mais ne révolutionne pas puisque Félix Klein, à son tour et à sa manière, rapporte à des algèbres les «Considérations comparatives relatives à de nouvelles recherches géométriques». Après Gauss, Balyai, Lobatchevski et leurs «géométries imaginaires », Bernhard Riemann lui avait fourni — à titre posthume — un exemple de géométrie abstraite. Riemann ne met évidemment en doute ni les nombres négatifs ni les nombres complexes. Son ouvrage Sur les hypothèses qui servent de fondement à la géométrie tient pour vraies les entités infiniment petites grâce auxquelles le calcul infinitésimal, le calcul intégral («inverse» du précédent, mais bien moins généralisable) et le calcul des variations ont connu de fulgurants progrès — même en mettant les intelligences à l'épreuve face aux difficultés ou à l'impossibilité d'«intégrer». Disposant de tellement d'acquis d'origine très antérieure (Newton et son calcul des fluxions, Leibniz et ses infinitésimaux, Lagrange et son calcul des variations), et très perfectionnés depuis, il ne reste à Riemann qu'à définir explicitement un «espace» implicitement présupposé par ces types de nombres et de calculs. L'abstraction s'est montrée et démontrée si réelle que ce professeur (privat-docent), âgé seulement de 28 ans en 1854, peut convaincre de l'existence de surfaces sans épaisseur, faites de feuillets sans épaisseur. La courbure peut en être analysée par un trièdre de référence se déplaçant de point en point : des points éventuellement si infiniment voisins que la surface à laquelle ils appartiennent peut être considérée comme plane («euclidiennement»).

Conçue intuitivement, l'abstraction vient de loin. Les lignes sans largeur d'Euclide, ses surfaces sans épaisseur, ses points sans dimension étaient déjà «abstraits» figurativement d'objets concrets tous pesants et dimensionnés. Mais quand le problème se trouve posé en termes renversés et qu'il s'agit d'utiliser comme exacts des algorithmes que la pensée n'a pu extraire de rien qui soit sensible, c'est qu'il existe aussi un non-sensible ne pouvant siéger que dans l'inconscient. Cette supposition rend intelligible que l'univers du sacré soit de même extraction que les espaces «imaginaires» ou abstraits. L'un et les autres témoignent d'existants en quête de dépassements.

Moins de cent ans auront suffi aux formalismes opératoires pour qu'ils recherchent les critères de l'exactitude vers un cap opposé à celui où on avait cru les trouver. Avant Gauss ou Cauchy, le certain se vérifiait dans

des représentations géométriques conformes aux données de la «synthèse» euclidienne objectivement fondée dans l'expérience concrète. De ce fait, les algorithmes facilitant les opérations étaient tenus pour artifices de langage à exclure des résultats. Après Riemann et Klein, ces mêmes algorithmes sont tenus pour réels dès lors que les espaces abstraits en dérivent et en démontrent la cohérence interne.

Vers la fin du XIX^e siècle et au début du siècle suivant, la mathématique tirera le plus grand parti de ce retournement et le justifiera en élaborant des axiomatiques propres à chacune des conceptions ainsi abstraitement engendrées. Pour en concevoir de nouvelles — concernant espaces ou nombres —, il suffira de changer d'axiomes, dont aucun *a priori* ne limite la quantité. L'intuition sensible ne permettait pas tant de liberté, mais une autre fonction intuitive l'emporte sur celle que l'expérience concrète inspirait. Plutôt qu'expérience abstraite — humainement parlant vide de sens —, disons expérience interne et insensible parce qu'elle s'accomplit obscurément d'elle-même dans l'inconscient.

Les leçons du ciel remettent en cause la mécanique

Pendant des millénaires, les hommes avaient attendu des astres qu'ils les instruisent des destins terrestres. Fondée dans de très anciennes expériences, l'astrologie interrogeait le ciel. Les constellations — nommées comme elles le sont encore aujourd'hui — immortalisaient des héros mythologiques. Les planètes partageaient les propriétés de produits mis en œuvre par l'alchimie et leurs mouvements, conjonctions et oppositions indiquaient ce qu'une date de naissance annonçait de chances et de risques : de telles croyances subsistent même au sein de l'Europe porteuse de progrès scientifique. Pourtant, au XVIe siècle, les observateurs de la nuit avaient commencé d'y apercevoir une logique sacrifiant ces anthropomorphismes à des interprétations plus rationnelles et dictées par le fait que la Terre a cessé d'être le centre de l'univers. Des orbites circulaires de Copernic aux ellipses de Kepler, et au calcul de ces surfaces elliptiques par la méthode des fluxions, Newton bouleverse du tout au tout ces anciennes manières de concevoir le monde. La raison triomphe quand les mouvements des corps célestes s'expliquent par une formule unique authentifiant la nouvelle mécanique qui l'avait inspirée. Le mouvement «naturel» — celui d'un corps sur lequel aucune force ne s'exerce — cesse d'être circulaire pour devenir linéaire (de même que le temps vécu cesse d'être ressenti comme répétitif pour l'être comme progressif et sans retour). Si les orbites planétaires tournent elliptiquement autour d'un foyer, c'est qu'elles en subissent une attraction, terme que Newton emprunte à l'alchimie pour désigner une «réalité» sur laquelle il refuse de se prononcer.

Ces rappels auraient été inutiles si Laplace et ses nombreux admirateurs et sectateurs n'avaient cru fondées à jamais une mécanique céleste et une mécanique rationnelle se légitimant l'une par l'autre. En fait, ce double règne n'aura qu'un temps. Les raisonneurs s'en feront gloire jusque vers le milieu du XIX^e siècle. Par la suite, les raisonnements abstraits ainsi que les observations ou expérimentations concrètes amèneront à penser que les choses ne sont pas si simples.

La découverte de la planète Cérès et le calcul de sa trajectoire par le très jeune Gauss — qui est alors encore un étudiant — touche peu l'opinion occupée par des événements bien plus spectaculaires. Quelque quarante années plus tard, en 1845, la science est à l'ordre du jour, notamment celle des astronomes s'interrogeant à qui le mieux sur les perturbations affectant la trajectoire de la planète Uranus découverte par William Herschel en 1781. Si on ne découvrait pas le corps céleste qui devait être la cause éventuelle de ces aberrations, la simplicité de la fameuse loi de Newton serait mise en défaut. Une affaire de cette importance méritait l'attention des observatoires. Celui de Greenwich reçoit de John Adams des indications suffisant à résoudre l'énigme mais ne se met pas trop en peine de vérifier l'exactitude de données établies par un collègue encore si jeune — il n'a que 26 ans. À Paris, Urbain Le Verrier, ignorant ce qui se passait à Cambridge, entreprend à son compte les calculs, obtient les mêmes résultats, les communique à Joseph Gall, l'astronome de Berlin, lequel découvre une immense mais très lointaine planète: Neptune. Ce succès ne fait que plus de bruit d'avoir été acquis quasiment au même moment en trois des plus hauts lieux de la science européenne: nul doute qu'appuyés sur une loi simple, les raisonnements opératoires sont effectivement prédictifs. Les partisans de ce que l'on appellera le « scientisme » ne manquent pas de citer et reciter cet exemple comme s'il s'agissait d'un paradigme universel, alors même que d'autres problèmes en remettent en cause la généralité. La mécanique céleste doit prendre en compte d'autres facteurs que ceux retenus par Newton.

Les causes de ce succès et de cette exagération sont les mêmes: l'intérêt porté à l'astronomie comme dépositaire primordial de la vérité scientifique et les perfectionnements apportés aux instrumentations permettant d'observer le ciel. Les rois et les États, les princes et les particuliers fortunés dotent l'Europe d'observatoires dont les performances se révèlent très inégales. Au sein des universités, le poste d'astronome est d'autant plus enviable qu'un ou des assistants effectuent le travail de routine journalier et nocturne et laissent au titulaire le temps de réfléchir sur des données et d'élaborer de nouveaux types de calculs et de théories. La simple observation permet de dresser des cartes d'étoiles par centaines ou milliers et qu'éventuellement des émules ou rivaux se communiquent entre eux, jusqu'à ce qu'un congrès international rassemble ces cartes en une seule — ce qui se fera sur le tard.

Il aura fallu que les «nébuleuses» aient été reconnues comme amas d'étoiles plutôt que nuages de matières indistinctes et qu'on se soit expliqué que des galaxies prennent la forme de spirales.

Par ailleurs, l'époque est dépassée où Newton fabriquait lui-même son instrument et où Herschel, non content de s'équiper personnellement, s'assurait une indépendance financière en vendant à d'autres des équipements de même type. Le XIX^e siècle associe des compétences artisanales diverses pour couler et polir des verres limpides, construire des tubes et des mécanismes leur permettant de tourner comme tourne l'astre regardé. Le principe du télescope — un miroir y allonge la distance focale — était connu de Galilée, et maints perfectionnements s'y sont ajoutés ensuite — par exemple, un miroir vitrifié au lieu d'une surface faite d'un métal réfléchissant. Herschel avait aperçu Uranus au bout d'un télescope long de 2 mètres et de 15 centimètres d'ouverture. Vers 1850, la longueur en passe à 17 mètres et l'ouverture à plus de 180 centimètres. Et des jeux de lentilles viennent à bout des irisations produites à la circonférence des oculaires et objectifs.

Il va de soi que les microscopes bénéficient des mêmes progrès techniques. Quant à l'irisation, une invention de plus tire avantage de ce défaut.

Chacun sait qu'un prisme décompose la lumière blanche en raies colorées constituant un spectre. À force d'améliorations — les unes simples, d'autres très compliquées —, le spectrographe présente, avant la fin du siècle, plusieurs milliers de raies par centimètres de spectre. Ces raies spectrales se présentent différemment selon ce que la source lumineuse brûle de substances chimiques. Et qu'une de ces substances fasse écran entre la source lumineuse et l'objectif, les raies correspondantes tournent au noir. Enfin, que la source lumineuse se meuve, les raies en font autant, ce qui permet de mesurer éloignements ou rapprochements et leur vitesse. Non moins que télescopes ou lunettes, la spectrographie — secondée plus tard par la photographie — permet d'analyser l'univers stellaire, d'en connaître les composants et les déplacements. Les problèmes posés par des immensités dépassant ce que Newton ou Herschel avaient pu imaginer dépassent aussi ce que la mécanique rationnelle, devenue classique, calculait à partir de figures et de postulats simples, comme le «principe de moindre temps ou de moindre action», adopté par Hamilton et impliquant que la nature agit avec le maximum d'économie. Il n'était d'ailleurs pas nécessaire de regarder si loin pour susciter le même doute : la trajectoire de la planète Mercure dévie quand elle s'approche trop du Soleil qui, au lieu de l'attirer, la repousse.

Ces nouvelles données — et pas seulement elles — auraient pu d'emblée donner raison à une prémonition de Riemann: l'espace n'est pas un pur vide et les objets qui l'occupent modifient la géométrie. Vers la fin du siècle, mieux vaut parler de mécaniques diverses élaborées au cas par cas que d'une seule mécanique supposée induite de principes objectifs et indé-

pendants des contraintes imposées par les implications. Ce que les physiques et les astrophysiques attendent d'une mécanique devenue multiforme, ce sont des procédures tirant le plus commodément parti des formalismes de la raison opératoire.

Due à Henri Poincaré, cette référence à la «commodité» dément les prétentions de la mécanique rationnelle s'étant cru, au début du siècle, fondée sur la «vérité». Cent ans plus tard, elle traduit un malaise affectant cette discipline qui n'en peut plus de défendre l'absolutisme de «principes» sapés par trop d'incertitudes concernant prioritairement la notion de vitesse. Cette conception inattendue tire sa légitimité aussi bien d'expérimentations et d'observations que de raisonnements n'ayant pas pris garde à la circularité de définitions comme celles qui font de la masse le quotient d'un poids par une accélération, laquelle produit un poids en multipliant une masse. De même, comme Poincaré le constate et l'affirme, quelque moyen qu'on imagine, on ne mettra en évidence que des vitesses relatives. L'heure d'une mécanique relativiste a sonné dès lors qu'aucune «raison logique ne permet de regarder les mécaniques déjà ébauchées comme les seules possibles» (Pierre Duhem).

En 1851, Léon Foucault suspend au sommet d'un dôme (le Panthéon de Paris) un fil de presque 70 mètres lesté d'un poids de presque 30 kilogrammes: le plan d'oscillation de ce pendule effectue un tour complet en 24 heures. L'expérience attire des foules qui supposent qu'elle va démontrer la rotation terrestre. Mais le phénomène aurait été le même si c'était l'espace qui avait tourné autour de la Terre. Il n'est d'argumentation qui vaille qu'à partir d'un constat de tout autre espèce: si c'était l'espace qui avait tourné, les calculs auraient été bien plus compliqués.

Mais la nature est-elle simple? Et si la simplicité facilite tant les raisonnements et — dans le cas d'Einstein — des résultats tellement spectaculaires et tellement inquiétants, n'est-ce pas qu'à méconnaître les complexités naturelles, il faille s'attendre éventuellement à de redoutables effets de rétorsion? Le XIXe siècle, sa science à l'européenne et les profits qu'il en tire empêchent de craindre de tels retours de flamme — ni autres formes de violence déjà aux aguets. Le siècle, même dans ses sciences les plus abstraites, poursuit sa marche vers un univers de forces.

Les deux sources d'une nouvelle théorie concernant le calcul de forces

Le siècle n'en est encore qu'à son deuxième quadrant quand deux théoriciens d'à peu près le même âge et s'ignorant l'un l'autre jettent, chacun à sa manière, les bases d'une nouvelle méthode: méthode fondatrice du calcul

vectoriel et des espaces vectoriels. Ils habitent aux deux bouts de l'Europe, l'un à Dublin, l'autre à Stettin, et leurs parcours intellectuels sont on ne peut plus différents. Hermann Grassmann, vivant obscurément aux bords de la Baltique, prolonge les travaux de son père en élaborant une théorie de l'extension (*Ausdehnungslehre*) dont les prolégomènes ne remontent guère en deçà de 1800. W. R. Hamilton, son aîné de quatre ans, connaissait déjà la célébrité en Grande-Bretagne et sur le continent avant d'étonner ses émules en présentant le premier des nombres «hypercomplexes», aboutissement d'un flux de recherches ayant trouvé sa source au XVIe siècle.

Nous évoquerons d'abord le premier cas, le moins connu bien que non le moins important. Sa théorie formalise la constitution d'espaces abstraits et des formes qu'ils peuvent contenir en attribuant tout à une succession d'engendrements: un point engendre une ligne; une ligne, une surface, et ainsi de suite, aussi grand que soit le nombre de dimensions, chacune d'elles accroissant d'un degré le degré — *Stufe* — de la précédente dont elle «étend» l'orientation. Grassmann ne parle pas de «vecteurs», mais de «distance séparant une arrivée d'un départ» — *Strecke* — quand il s'agit d'une ligne, notion s'appliquant toutefois aussi bien à l'élément d'un nombre quelconque de dimensions.

Une théorie si abstraite et rompant tellement avec des habitudes ne sera comprise que sur le tard, quand le siècle finissant y reconnaîtra les axiomes qualifiant les espaces vectoriels. On peut y reconnaître, traduites en algorithmes, les qualifications des espaces d'activités engendrés par ce que l'on appelle aujourd'hui le développement socio-économique: un développement conçu comme sans autres limitations que celles dues à des esthétiques. W. R. Hamilton vit en plein cœur de ces développements socio-économiques quand il se trouve conduit sans en être conscient à la découverte du premier des nombres hypercomplexes qu'il pensait appeler des «grammarithmes» avant de préférer l'appellation «quaternions». Ce nouveau type de nombres comporte, en effet, quatre entités facteurs d'autant d'unités: l'une réelle, les trois autres «imaginaires», que l'auteur identifie à des «vecteurs», multiples de trois unités « vectorielles ». Étrange histoire que celle de cette découverte, elle mérite qu'on en résume les étapes et les précédents ainsi que les avatars postérieurs.

Aucune histoire autre que celle-là ne rend si évidente l'influence des facteurs socioculturels sur une révolution conceptuelle. Ce que le XVII^e siècle appelait encore «ravins impossibles» de «nombres faux » donne naissance, au XIX^e siècle, à des algorithmes des plus figuratifs et des plus concrètement utiles aux physiques et aux mécaniques.

Par ailleurs, au-delà des propriétés opératoires qu'ont d'emblée présentées et conservées jusqu'à nos jours ces quaternions — auxquels Hamilton consacre deux énormes volumes rédigés au cours des vingt dernières années de sa vie —, le concept de vecteur et les conceptions qu'il engendre ont connu toutes sortes d'avatars. Tous présentent un intérêt majeur.

Notons que l'Académie des sciences américaines est la première à honorer Hamilton pour ses quaternions; notons aussi que Grassmann ne fait aucune place aux quantités imaginaires; notons enfin que l'époque assiste aux premières élaborations d'axiomatiques. De nouvelles conceptions du capital en éploient la gestion à l'époque où la certitude mathématique change de base. L'essor des États-Unis fait intervenir l'influence de leurs mathématiciens dans un domaine jusque-là principalement occupé par des Européens, notamment de l'Ouest. De jeunes logiciens allemands — Gottlob Frege, en arithmétique — inscrivent leurs recherches dans la lignée de celles élaborées par les Grassmann, père et fils. Ces nouveautés et d'autres détournent les attentions de préoccupations antérieures, comme celles qui recherchaient une signification opératoire aux «racines impossibles» de nombres «faux».

Dans ce nouveau contexte culturel, la Grande-Bretagne, toujours un carrefour devenant plus largement ouvert entre l'Ouest et l'Est, apporte sa contribution à ces réformes tant pragmatiques que conceptuelles. À Belfast, puis à Édimbourg, le mathématicien Peter Gunthie Tait rompra avec son vieux maître W. R. Hamilton — qu'il aura vainement tâché de convaincre — pour fournir les algorithmes vectoriels nécessaires à James Maxwell, en passe de formaliser les résultats de ses expérimentations sur les champs, les inductions et les forces de l'électromagnétisme.

D'UNE NATURE FAITE DE CHOSES VERS UNE NATURE FAITE DE FORCES

Le grand siècle de la science nous confronte à un paradoxe : plus la mathématique s'élève dans l'abstraction, plus les existences européennes tombent dans un matérialisme qu'elles enseignent au reste du monde. Ne nous étonnons pas de l'abîme d'incompréhension qui se creuse entre les formalismes opératoires et les langues « naturelles ». D'un côté, calculs et raisonnements tiennent les quantités imaginaires pour vraies, les quantités infinitésimales pour accessibles et les espaces comptant un nombre quelconque de dimensions pour plus exacts que l'espace usuel; d'un autre côté, il n'est question que de machines produisant davantage, sillonnant plus vite mers et continents et communiquant presque immédiatement ordres et informations — et cela sans compter avec les engins de guerre d'autant plus meurtriers qu'ils doivent leurs perfectionnements à une science se prétendant universelle.

Où situer la fracture? Entre des théories abstraites et des applications pratiques? Pourtant les unes ne vont pas sans les autres, quand toutes les

sciences expérimentales se fondent dans des pratiques qui tantôt s'inspirent des théories et tantôt les réforment quand elles n'en inspirent pas de nouvelles. Le progrès scientifique procède de fractures en fractures, tour à tour réparées par des innovations purement conceptuelles et s'élevant d'autant plus haut que leurs racines plongent plus profondément dans l'inconscient. Parlera-t-on de «révolutions scientifiques» à propos de tellement d'innovations? Autant parler d'une «révolution permanente» qui doit tout à ses débuts et au moment où l'inconscient s'est dépeuplé d'anciennes certitudes sacrées fondatrices de morales religieuses pour se repeupler de nouvelles convictions pariant, sans savoir où cela conduirait la morale, que la raison humaine allait pouvoir percer et s'approprier les secrets que dieux et Dieu lui cachaient.

Autrement dit, vers 1780, l'évolution des savoirs scientifiques avait déjà franchi le seuil le plus décisif de sa «révolution permanente». Cette évolution sélective avait opéré la fracture initiale, cause de celles qui s'ensuivraient, et elle avait aussi nourri l'inconscient des penseurs de tout ce qu'il lui faudrait pour qu'ils procèdent par bonds rapides d'une innovation à une autre. Esquissons un tableau de ce qu'il en était des sciences expérimentales à la fin du XVIII^e siècle.

Pour s'embrancher sur la mathématique et ses calculs numériques, les sciences expérimentales ont dû se doter d'«unités», ou de systèmes d'unités les rendant cohérentes entre elles en attendant qu'eux-mêmes puissent être rendus cohérents entre eux. En ce qui concerne la mesure du temps, des habitudes devenues quasi immémoriales invitaient à conserver le système sexagésimal hérité de l'ancienne Chaldée: il avait abouti (bien que par approximation) à diviser l'année solaire en 12 mois lunaires, le retour de midi à midi en deux fois 12 heures, l'heure en 60 minutes, la minute en 60 secondes. Cette circularité avait prévalu pour diviser la circonférence, la seule unité en droit de se prétendre naturelle. En ce qui concerne les longueurs, surfaces, volumes, poids ou degrés de température, il avait bien fallu s'en remettre à quelque arbitraire reflétant des différences culturelles dont le système métrique ne viendrait pas à bout de sitôt, même après que le système CGS (centimètre, gramme, seconde) aura rallié maintes opinions occupées par l'analyse de phénomènes petits ou minuscules. De telles difficultés apparaissent pourtant mineures à côté d'une autre touchant au cœur des conceptions.

Fornaliser des mouvements — comme venait d'y parvenir Newton — obligeait à ne plus confondre poids et masse. Le poids résulte d'un produit de la masse par l'«accélération» (en l'occurrence gravitationnelle). La masse désigne une quantité de matière indépendamment de ce qu'il en advient dans n'importe quel «champ» d'attraction que ce soit : quelle «unité» choisir pour calculer une quantité dépourvue de toute indépendance factuelle, dégui-

sée qu'elle est toujours par tels jeux de telles forces qui l'animent, ou bien en proviennent, ou encore la font changer d'état (du solide au liquide, du liquide au gazeux)? L'érudition n'en finirait pas de s'étonner du nombre et de la variété de travaux sans lendemain qu'ont suscités ces différences entre poids, masses et accélérations. Mieux vaut dire de la masse qu'elle est un pur concept: elle n'apparaît comme «chose» dans la «réalité» que par les manifestations auxquelles elle donne lieu.

Ce n'est évidemment pas le tout de disposer d'atomes et de forces pour connaître leurs places ou fonctions respectives. Mais ces deux notions ont provoqué tant de cogitations que les inconscients mis en branle devaient alerter tôt ou tard les consciences et suggérer ici et là les expérimentations fondant une théorie atomique en appelant à une mécanique des forces. Vers la fin du XVIII^e siècle, toutes sortes de découvertes se produisent à peu près en même temps: elles ouvrent une ère nouvelle à la chimie ainsi qu'aux physiques du magnétisme et de l'électricité.

L'étroitesse des consciences empêchant chacune d'elles de saisir et formuler d'emblée des vues d'ensemble, les démarches sur les chemins ainsi ouverts procéderont lentement; il y faudra disputes, concertations, ententes. Mais tout étant pour ainsi dire prédestiné par la nécessité de ne plus confondre masse et poids, le siècle suffira presque à découvrir comment le monde devient plus intelligible dès lors qu'on le conçoit plutôt comme un ensemble de forces que comme un ensemble de choses. Deux séries principales de difficultés devront être franchies: définir des unités pour chaque type de masses et choisir entre les hypothèses concernant la propagation des forces.

Ces constats appellent quelques explications. Ils s'appuient sur des données historiques, mais données ne préoccupant pas ou guère les ateliers de l'histoire au sens traditionnel. Ces ateliers ne manquent ni de moyens ni de méthodes pour élucider des événements, mais ne savent comment le faire autrement qu'en les rapportant soit à des antécédents, soit à des initiatives personnelles relevant de rationalités elles aussi individuelles, ou encore à des circonstances collectives conditionnées par le passé et conditionnant des initiatives et leur portée. Là, aucune des doctrines qui se sont succédé et multipliées n'a rendu l'érudition universellement prédictive. En revanche, dans les domaines relevant des principes de Newton, l'intelligible et même le prédictif s'identifient au calculable.

À mesure que le XIX^e siècle avance, les bureaux des longitudes calculent de plus en plus précisément la masse des planètes par rapport à celle de la Terre ou à celle du Soleil, lequel seul demeure sans poids puisque, central dans le système, il cause la pesanteur sans la subir. Sans la subir du moins en son centre, car selon un autre postulat — allant de soi selon ce qu'il advient sur Terre et de la Terre —, toutes périphéries sont attirées par les centres qui les habitent: de là vient la notion de «centre de gravité».

S'il n'existait de forces que gravitationnelles, toute masse en serait définie. Mais d'autres forces se manifestent, par exemple la force électromagnétique. Or cette autre force se propage à une certaine vitesse — qu'on calculera égale à celle de la lumière — alors que la force gravitationnelle agit instantanément.

On comprend ce que le XIX^e siècle doit imaginer de théories — finalement vaines — pour expliquer cette différence. Et l'affaire se complique quand il faut compter avec d'autres différences, relatives notamment aux modes de propagation. Dès le XVII^e siècle, des instrumentations sommaires invitent à penser que la lumière — comme le son — se propage par ondulations dont la fréquence varie comme varient les couleurs. Newton explique autrement cette variété par la projection en ligne droite de particules infimes colorées chacune en bleu, jaune ou rouge et telles que, mélangées à divers degrés, elles produisent tout le reste. L'embarras s'en trouve accru, notamment en ce qui concerne la matière. Ces particules infimes sont-elles matérielles? Et si les ondes sonores agitent l'air, les ondes lumineuses ne sauraient traverser ce qu'on tenait pour «vide» que si ce vide n'est qu'apparence attribuée à une matière élastique — un «éther» — échappant au sens. Il faudra attendre le XX^e siècle pour mathématiser dans un même formalisme particules et vibrations, un formalisme toutefois abstrait et dépourvu de consistance concrète.

En attendant cette solution théorique, le XIX^e siècle tâtonne. Parti d'une distinction certaine entre masse et force, il lui reste à se demander ce qui rend la matière massive dans le vide ou dans un éther infiniment plus impalpable que ne le sont les gaz les plus subtils. Dans cette quête, quel recours peut-il attendre des recherches partant à la découverte et à l'élucidation de forces?

Si la matière faisait toujours bloc et toujours avec la même densité, un seul type de force suffirait à cette conglomération. Mais la même masse d'une même espèce de matière peut être solide comme la glace, liquide comme l'eau et gazeuse comme la vapeur. Il faut donc que la force varie au moins en intensité, en fonction de la température. Le problème se complique si la lumière se propage sous forme de particules : appartiennent-elles à une matière et, si oui, à partir de quel degré de chaleur ces particules se dégagent-elles de la masse pour traverser le vide, ou peut-être l'éther?

Quelque exemple — ou quelque théorie — qu'on interroge, les questions posées par la matière, la force et la chaleur paraissent indissociables. Si le règne de Newton avait légué au XIX^e siècle une définition sans équivoque de l'énergie, ces différentes questions auraient pu recevoir une réponse sinon globale, du moins limitée à l'expression d'un rapport entre matière et énergie. Mais la plus actuelle des définitions de l'énergie demeure ce qu'elle était vers 1850: «Ce que contient un système s'il est capable de produire un travail.» Une telle définition renvoie à des entités disparates; elle renvoie, avec le

terme «système», à l'univers de l'abstraction et, avec le terme «travail», au monde de l'expérience concrète : un monde fait de masses en place ou bien en déplacements impliquant vitesse, inertie ou accélération.

La science n'atteint donc des synthèses qu'après avoir procédé par analyses partielles. Chacune d'elles ne s'embranchant sur des calculs qu'après avoir convenu à des définitions concernant leur domaine — c'est-à-dire inspirées par des conjonctures localement spécifiques. Comment se fait-il que des formalismes ainsi diversement élaborés se joignent occasionnellement à des théories globalisantes? Nous savons que l'inconscient y joue son rôle, mais un rôle dicté par l'expérience vécue dans un certain milieu. Dans le cas des sciences expérimentales, ce milieu dépasse celui des laboratoires et gagne des territoires où gains d'inventions et gains de productions s'échangent à courants réversibles.

La matière en question

Des quatre éléments d'Empédocle, le premier à subir l'ostracisme de la chimie nouvelle est le feu, la plus noble des matières aux yeux des philosophes antiques qui l'avaient regardée dans le ciel du Soleil et des astres et avaient constaté que toute flamme sur Terre tend à rejoindre ces hauteurs sacrées, son «lieu naturel». Au cours du précédent siècle, des iatrochimistes s'étaient bien ralliés à la conception de l'un des leurs qui avait enseigné à l'université de Halle la théorie du «phlogistique», substance incluse dans certaines «terres» et qui s'en échappait pour produire chaleur et lumière; mais les expérimentations de Lavoisier, conduites avec bougie et balance, ont réfuté ce faux-semblant: la flamme résulte d'une «combustion» et si elle brille, c'est qu'elle porte à incandescence des particules le plus bassement matérielles. Au demeurant, les matières résiduelles résultant de cette combustion pèsent aussi lourd que celles préalablement mises en œuvre: «Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme», l'opération conserve les masses. Le phlogistique n'ayant ni poids ni masse s'en trouve dépourvu d'existence.

Lavoisier ne gagne pas la partie pour autant; outre que les étudiants de Berlin l'avaient brûlé en effigie, il fallait bien faire quelque chose de la chaleur. Pendant des décennies, on allait l'identifier au «calorique», un fluide si difficile à définir que l'*Encyclopédie thématique* de Panckoucke consacre plus de cent pages à l'énumération de ses propriétés. Les notions de chaud et de sec — «qualités» autrefois relatives au feu — avaient déjà trouvé refuge dans la thermométrie et l'hygrométrie. De la lumière, on avait assez bien calculé la vitesse de propagation sans trop savoir que dire de son indépendance. Lavoisier — mis à mort sous la Convention comme devant

260 De 1789 à 1914

ses richesses à sa participation à des affermages d'impôts — léguait à la nouvelle chimie un héritage considérable et dépassant de loin ce qu'il avait enseigné de la combustion.

Le feu demande qu'un combustible — le charbon ou toute autre matière inflammable — soit en présence d'un comburant, comme l'air doit bien en contenir puisqu'il avive la flamme. Mais l'air ambiant ne contient pas qu'un seul gaz, puisqu'il en reste un autre sous la cloche de verre où l'expérience a été conduite. On convient d'appeler «oxygène» le premier — qui produit oxydes ou acides — et le second «azote»: gaz «sans vie» qui n'alimente ni la flamme ni la respiration. À ces mots nouveaux s'ajouteront d'autres néologismes incitant à élaborer un lexique, une «nomenclature» chimique à laquelle collaboreront tous les adeptes de cette chimie novatrice. Cette nomenclature distingue entre corps simples et corps composés, ces derniers baptisés selon une convention permettant de reconnaître de quoi le composé se compose et comment: travail énorme et qui n'en finira plus d'ajouter volumes à volumes. Il s'agit aussi d'un travail minutieux : l'air n'était qu'un «mélange» de deux gaz, mais quand, au début des années 1780, un gaz enfin isolé brûle dans l'air en formant de l'eau, cette eau cessera d'être tenue pour simple: elle «combine» l'oxygène avec ce qu'on appellera l'«hydrogène» — corps simple qui engendre de l'eau. Autre exemple: quand l'«acide muriatique déphlogistiqué» devient le chlore, corps simple lui aussi capable de produire des acides, l'oxygène gardera son nom bien qu'il ait perdu le privilège d'«oxyder».

De complication en complication et de rectification en rectification, la nomenclature aurait perdu de son utilité si ses débuts — et plus encore ses enrichissements — n'avaient suggéré de nouvelles conceptions concernant la matière. John Dalton — Britannique devant surtout à lui-même son titre de professeur à Manchester et qui n'a que 26 ans quand le riche Lavoisier passe de vie à trépas — abandonne les mathématiques pour se consacrer à la chimie. Son enthousiasme pour les lois rationnelles le porte à en chercher dans la matière, et il en trouve dans ses comportements et ses compositions. Préférant vivre en pauvre que d'abandonner son ouvrage, il se réfère à des proportions simples — prouvées par l'expérimentation — pour traduire en images élémentaires (petits ronds inscrits en rectangles) comment des «atomes» se combinent en molécules. En chimie, la «théorie atomique» naît ainsi sans susciter d'emblée un consensus. Il lui faudra pour cela des années, et le secours de la physique, du magnétisme et de l'électricité.

Des expérimentations ultérieures lui donneront tort, mais il aura d'abord fallu sortir de certaines confusions en s'en remettant à des calculs de proportions où le pondéral trouve son compte autant que le volumétrique: sujet quasi inépuisable de discussions au moins jusque vers le milieu du XIX^e siècle. Entre-temps, à Stockholm, Jacob Berzelius (*illustration 43*)

— médecin devenu chimiste — propose un nouveau système de notation, toujours en usage aujourd'hui. Les corps simples s'y trouvent désignés par l'initiale de leur nom dans la nomenclature — initiale mise en majuscule, éventuellement accompagnée d'une minuscule comme pour distinguer Cl (chlore) de C (carbone) — et marqués d'un indice chiffré indiquant des proportions quand ils entrent en combinaison. On peut écrire ainsi : $HH + O = H_2O$. Cette notation est loin de renseigner sur tout, car elle passe sous silence, entre autres omissions, le fait que l'opération combinatoire dégage ou non de la chaleur ou bien en absorbe. Mais elle permet de dire le tout des proportions, un aspect tenu alors pour l'essentiel.

En 1871, le chimiste russe Dmitri Mendeleïev (1834–1907) expose, à titre de suggestions qui se révéleront vraies et hautement significatives, un «système des éléments» (nous dirions d'«atomes») fondé sur ce qu'on savait des corps simples et de leurs poids chimiques. Ces poids s'expriment en nombres entiers, depuis 1 pour l'hydrogène jusqu'à 207 pour le plomb (chiffrage modifié depuis). Ce tableau présente des lacunes, certaines naturelles, d'autres dues à des ignorances que l'avenir comblera. Ces nombres se révéleront être ceux d'électrons. La chimie n'est pas une science exacte, mais elle est prédictive, ce qui importe surtout. Et elle se révèle telle grâce aux progrès réalisés dans le domaine des physiques de l'électromagnétisme.

Dès 1812, Berzelius avait supposé que les combinaisons chimiques résultaient de l'union d'un constituant électropositif avec un élément électronégatif: hypothèse trop hardie, trop simpliste et généralisant trop hâtivement des données remontant au début du siècle. Deux électrodes plongées dans l'eau y séparent l'hydrogène de l'oxygène: à chacun de ces deux corps simples sa polarisation spécifique. L'électricité venait à peine de se révéler «dynamique» et déjà elle donnait à penser (ou plutôt insinuait dans des inconscients) que son dynamisme agissait sur une matière elle-même capable de dynamismes. Fait quasiment acquis huit à neuf décennies plus tard, le temps de deux générations de savants.

Pourtant chimistes et physiciens, même quand ils œuvrent de concert, n'obéissent pas au même ordre de priorité. Pour les premiers, nomenclature d'abord; les seconds ne baptiseront leur unité qu'après 1880. Cette inversion de priorité ne mérite mention, dans le cadre du XIX^e siècle, que comme illustration d'un passage d'un univers de choses à un univers de forces.

La chimie (à laquelle Jaucourt, l'encyclopédiste, identifiait la cuisine) occupait déjà depuis longtemps l'*Homo sapiens*; le magnétisme est aussi vieux que la boussole chinoise et l'électricité statique intéressait déjà — comme l'ambre — les prédécesseurs des Grecs. Il n'importe d'aborder ici que le passage de l'électricité statique à l'électricité dynamique.

L'histoire en est fort simple et tient dans les deux décennies au cours desquelles la Révolution française s'annonce, éclate, s'achève. Luigi Galvani

— disséquant des grenouilles pour observer l'électricité animale — s'aperçoit qu'un muscle tressaille au contact d'un fil de cuivre dès que ce fil frotte sur du fer. Plus intéressé par ce phénomène physique que par le galvanisme animal, Alessandro Volta écrit en 1796 que «l'attouchement de deux conducteurs différents surtout métalliques [...] avec des conducteurs humides [...] éveille le fluide électrique et lui imprime une certaine impulsion». La «pile» est née, avec elle un fluide continu qui, du fait de cette continuité, diffère des étincelles produites coup par coup par des machines électrostatiques. À Paris, l'École polytechnique dispose d'une batterie de piles, provisoirement la plus grande d'Europe, et donc d'un fluide continu qui, bientôt produit n'importe où, se prête à de nouvelles expérimentations. Parmi ces dernières, rappelons celle précédemment évoquée : l'«électrolyse» de l'eau dont elle sépare l'hydrogène de l'oxygène.

Cet enchaînement d'innovations laisse peu de place au hasard; il n'en laisse aucune si l'on s'en remet aux introspections d'Henri Poincaré et de ses émules. L'inconscient prépare les découvertes de la conscience. Éventuellement, il l'invite à «penser à côté» comme dans le cas de Galvani cherchant l'électricité animale et découvrant la minérale.

De plus, ce «fluide» présente trop de propriétés originales pour porter longtemps un nom l'apparentant au flux calorique, dont les manières d'être paraissent déjà suspectes à la nouvelle chimie. Les moulins à eau — encore nombreux malgré les premiers succès des machines à vapeur — fourniront une imagerie convenant mieux à l'électricité dynamique. On parlera d'elle comme d'un «courant» et de son intensité, ou encore d'une «chute» ou différence de potentiel. Quant à ses rapports avec le magnétisme, ils donneront lieu à toutes sortes d'expérimentations à partir de 1820.

Il y avait déjà cent ans que des observateurs avaient constaté les effets de la foudre sur le fer : elle lui confère la propriété de la «pierre d'aimant» (la magnétite). L'importance attachée à la boussole par la navigation hauturière dirige l'attention sur l'aimantation terrestre : elle attire l'aiguille vers le nord. Gauss en tirera des calculs et un formalisme cherchant à préciser les données d'un problème posé par ce type de magnétisme et par sa généralisation. Entre-temps, dès lors que le «courant» démode l'étincelle électrostatique, l'observateur danois Christian Oersted constate, après de vaines recherches sur l'étincelle, qu'un courant électrique dévie l'aiguille aimantée placée au-dessus du fil conducteur alimenté par une pile. Désormais, les deux phénomènes — électricité et magnétisme — ne cesseront plus de paraître liés.

Parmi les nombreux débats ayant précédé, accompagné et suivi l'établissement de cette certitude, retenons les théories et formalismes d'André-Marie Ampère. Les figures représentant les phénomènes électriques et magnétiques forment entre elles un angle dont le sinus peut être calculé. Des courants «moléculaires» circulent autour de particules, celles de l'aimantation. En cela, Ampère annonce l'avenir ou même préfigure ce qui relèvera du calcul vectoriel. Recourant à un «solénoïde» (mot de son invention pour désigner la sorte de tuyau constitué par des enroulements de fil), Ampère dote l'instrumentation d'un outil dont les expérimentateurs ne pourront plus se passer. Cependant, trop rationnellement conscient dans ses tâches visant à mathématiser le magnétisme induit de courants «continus», il manque une occasion pourtant à portée de regard: fonder dans des principes les calculs concernant les courants alternatifs et inviter ainsi à fabriquer des alternateurs et des transformateurs. D'autres le feront à sa place et plutôt, semble-t-il, à partir de pratiques. Dans tous les cas, les premiers réseaux électriques, fort restreints, ne distribueront que du courant continu. La généralisation de l'équipement sera celle de l'alternatif. Les laboratoires du XX^e siècle auront à inventer des «redresseurs» pour parfaire l'étude des courants continus.

Ces études étaient déjà très avancées vers le milieu du XIXe siècle. On s'était accordé sur certaines notions (par exemple, celle de « quantité d'électricité ») cependant que d'autres se clarifiaient : « résistance » au courant, dissipation en chaleur d'une partie de cette quantité quand le fil est trop mince ; nature des « isolants » et de ce qui se produit dans un « diélectrique » interrompant un conducteur ; observation de ce qui se produit dans un air raréfié ou dans un vide. Une interprétation des phénomènes d'électrolyse, comme celle de l'eau, faisait supposer que des « ions » (charges électriques) transportaient des molécules simples soit vers une électrode, soit vers une autre, l'« anode » et la « cathode » (mots dérivés de termes grecs désignant des mouvements vers le haut et vers le bas).

Ces mises au point répondaient à des questions et en soulevaient d'autres. Tout était pratiquement prêt pour établir un système cohérent d'unités auxquelles les années 1880 donneront des noms de savants : le volt, l'ampère, le watt, le coulomb, etc., mots qui entreront dans tous les dictionnaires usuels. Quant à la nature de l'électricité et à la manière dont elle se propage, le mot « fluide » ne voulant plus rien dire à cet égard, le débat s'engage — comme autrefois à propos de la lumière — entre particules de grande célérité et ondulations affectant un éther parfois qualifié de supergaz : un quatrième état de la matière.

La multiplication des laboratoires, l'extension du professionnalisme universitaire, les plus grandes facilités de transport et de communication donnent un aspect vibrionnaire aux activités des décennies les plus fécondes, et d'autant plus créatives que s'estompe la frontière entre physique et chimie. Nous ne retiendrons ici que l'essentiel d'une avalanche d'expérimentations toutes significatives dès lors que toutes relèvent du raisonnement opératoire. Cet essentiel ne sera donc pas repérable avant que n'aient cessé les basculements d'opinions d'autant plus déroutants que chacune est solidement fondée.

C'est ainsi, par exemple, que les adeptes de Faraday en reviennent à une interprétation de type atomiste récusée par leur maître après que Maxwell a traduit en calcul vectoriel les mêmes résultats expérimentaux. Comme Ampère l'avait pressenti, le courant électrique ne s'identifie pas au plan soutenant les champs magnétiques parcourus par des lignes de force. Mais ces vecteurs, que transportent-ils? Ce ne peut être que des particules infimes. De leur côté, les laboratoires d'Allemagne s'en tiennent à l'ondulatoire, ce qui a pu inspirer — même inconsciemment — Hertz (l'inventeur des « ondes hertziennes »). Si l'on a deux circuits ouverts et séparés, une étincelle produite volontairement sur l'un en provoque une semblable sur l'autre.

Le siècle ne tranchera pas entre les deux conceptions. Mais la notion de «particule» explique d'autres phénomènes: par exemple, la déviation, sous l'effet d'un aimant, de radiations issues de la cathode dans un tube d'air raréfié. Par ailleurs, la classification de Mendeleïev et ses suites donnent à penser que les poids atomiques se succèdent comme nombres entiers.

Au lieu d'ions, parlons d'électrons intérieurs aux atomes que leur charge négative fait tourner autour d'un noyau chargé positivement et qui sont éventuellement capables d'échapper à cette nouvelle sorte de gravitation : des énigmes s'en trouvent résolues.

Introduire l'électron dans la matière n'est pas en accroître l'importance, c'est au contraire y faire au vide une place infiniment plus grande comme dans le système solaire où les planètes tournent autour d'une masse centrale. Préparée à Cambridge par Ernest Rutherford — calculateur des déviations de rayonnements autres que ceux déjà connus — la théorie de Niels Bohr exploitera cette analogie en 1913.

Pour aboutir à ce résultat, Rutherford devra quantifier l'«énergie», concept si difficile à définir.

Problématique de l'énergie

Les Grecs auraient été étonnés d'apprendre que l'opposition la plus naturellement fondatrice ne se situait pas entre dynamisme — force en puissance — et énergie — force en action —, mais plutôt entre matière et antimatière (1958): dernière des manières, aujourd'hui en vogue, d'expliquer l'explosion primitive qui a doté l'univers de sa puissance énergétique. Les sciences du XIX^e siècle se trouvaient encore loin d'émettre une hypothèse si déroutante quand le matérialisme ambiant prédominait encore dans les postulats soutenant les théories physiques.

Pourtant, plus les masses perdent d'importance dans l'analyse des choses et plus les forces en gagnent sur le chemin conduisant à une équivalence

entre matière et énergie. Le lexique des «unités» physiques en témoigne à mesure que les laboratoires partent à la découverte de micro-épistémologies. Le système CGS (centimètre, gramme, seconde) s'élabore peu après que les phénomènes électriques et magnétiques ont amené à convenir du volt, de l'ampère et d'autres unités corrélatives: s'y ajoutent alors la dyne pour la force et l'erg pour le travail. Quant au joule, il connaîtra un transfert de sens particulièrement significatif.

James Prescott Joule — brasseur de son métier et physicien par passion pour la science — avait proposé, au début des années 1840, une unité d'équivalence entre chaleur et travail. Un outillage très simple fait tourner des ailettes dans un bac d'eau dont la température s'élève et, comme cette rotation est mue par un poids dont la descente détermine un travail fourni, l'expérimentateur calcule aisément l'équivalence recherchée.

Un théoricien allemand, Hermann von Helmoltz, tire de ce résultat l'avantage de rendre patente une notion latente, la notion d'«énergie», et en généralise la signification. Tout corps capable d'accomplir un travail possède de l'énergie mécanique, laquelle ne disparaît qu'en faisant apparaître une autre forme d'énergie, notamment calorique, mais aussi — et de ce fait même — électrique ou chimique. Comme il n'est d'électricien qui ne sache qu'un fil électrique insuffisamment conducteur s'échauffe, l'unité «joule» deviendra, au début des années 1880, une «unité de travail» valant l'énergie dépensée en une seconde par un courant d'un ampère traversant une résistance d'un ohm. Il deviendra usuel d'attribuer à l'« effet joule» tant les gains de chaleur attendus des «radiateurs» électriques que les pertes regrettables d'énergie dues à une installation défectueuse.

Avait-on le droit d'élever à la hauteur d'un principe l'idée que l'énergie se conserve bien qu'elle se transforme? En pouvait-on dire autant du «travail», concept sur lequel repose la notion d'énergie? Cette notion n'emprunte-t-elle pas à l'inconscient ce qu'elle ajoute — sans en prendre conscience — au concept de travail? À ce concept, on a pu substituer celui de «forces vives» qui, selon Laplace, se conservent «pourvu que l'on entende par force vive d'un corps le produit de sa masse par le double de l'intégrale de sa vitesse multipliée par la différentielle de la fonction de la vitesse qui exprime la force»: il s'agit donc plutôt d'un algorithme ne nous renseignant guère sur la «réalité» de l'énergie telle qu'elle se manifeste hors de la gravitation universelle de Newton. La prudence conseille de s'en tenir à une entité symbolique à définir cas par cas — par «commodité», aurait pu dire Henri Poincaré — bien que les théories la concernant aient progressé en postulant l'universalité.

Pour définir précisément le joule, il fallait disposer d'une définition non moins précise de la calorie, une convention plus difficile à établir que celle concernant la masse, que la gravitation rend relative au poids. La calorie doit, en outre, se référer à une élévation de température dont les

degrés ne s'équivalent pas. Actuellement, la calorie est définie comme élevant 1 gramme d'eau de 14,5 à 15,5 °C sous une pression atmosphérique «normale», précision nécessaire tant de facteurs divers ont dû être pris en compte. L'un d'eux, notamment, contredit la «conservation» de l'énergie : l'énergie calorique se dégrade.

Cette dégradation fait l'objet d'un important ensemble de théories, la thermodynamique, dont Sadi Carnot — fils d'Hippolyte et auteur d'un essai sur la puissance motrice du feu — formule les premiers rudiments. La vapeur (des «machines à vapeur») n'y apparaît que comme un intermédiaire entre le foyer où brûle du combustible et le piston dont les va-et-vient font tourner un volant. Quand la vapeur entre dans le cylindre et tend à s'y décomprimer en vertu de la loi, approchée, dite de Mariotte — qui énonce, au XVIIe siècle, que le volume s'accroît quand la pression décroît — le piston recule. Ce recul se poursuit quand la vapeur tend à se liquéfier. À la suite de ces deux «temps» actifs, un troisième temps permet au volant de ramener le piston à sa position première et telle qu'une nouvelle entrée de vapeur fait recommencer le «cycle de Carnot». Ces considérations sommaires donnent une idée des théories aussi complexes que fructueuses auxquelles ces constats ouvrent la voie. S'y ajoutent des commentaires fantaisistes quand ils étendent l'entropie et le froid absolu à l'évolution d'un univers global dont on ignore de quelles ressources énergétiques il dispose.

Il faudra attendre la fin du premier tiers du XIXe siècle pour prendre conscience d'une «néguentropie» compensant l'entropie, notion indispensable tant aux études concernant information ou communication qu'à la biologie (traitée en fin de ce chapitre). Notons que la seconde moitié du XIXe siècle en suggère intuitivement certains aspects et prépare explicitement ces découvertes fondamentales.

La néguentropie n'a pas attendu qu'on la nomme pour exister. La cristallographie a passionné des milliers de personnes qui ne se savaient pas « cristallographes » quand, par exemple, des artisans protégés et surveillés par les pharaons fabriquaient dans leurs creusets des joyaux ressemblant à s'y méprendre aux gemmes trouvées dans les mines : mêmes couleurs, même transparence, même éclat. Cette séduction des pierres précieuses a inspiré des passions qui animaient, bien que d'autre manière, les physiciens, chimistes, géomètres cherchant à connaître les différentes formes de cristaux, comment ils se forment et comment ils grossissent. Comment des solutions cristallisent-elles, comment des molécules déjà assemblées dictent-elles leur place à d'autres appelées à les rejoindre? Comment le noyau de tel atome perd-il un électron que tel autre attire? Existe-t-il des électrons «libres», d'où proviennent-ils, qu'en advient-il? Comment ces électrons propagent-ils l'électricité le long d'un fil «conducteur» (originellement synonyme de «vecteur»), que leur advient-il dans un «isolant»

ou au travers d'un diélectrique? À l'énigme insoluble de la gravitation — comment une planète «sait»-elle où sont les autres corps célestes qui l'attirent? — s'en ajoutent beaucoup d'autres, somme toute moins insolubles et que le siècle entreprend de résoudre une à une à mesure qu'il découvre, soupçonne, suppose des forces autres que la gravitation — et d'abord la force électromagnétique —, agissant comme elle dans les atomes ou entre eux, bien que non pas immédiatement, mais à une vitesse calculable et calculée égale à la «célérité» de la lumière.

Conjointement, d'autres questions se posent et donnent lieu à des théories dont les éventuelles contradictions se résolvent ou attendent une solution de théories plus globalisantes — et chaque fois avec le secours de formalismes abstraits élaborés ou à élaborer par les mathématiques. Parmi ces questions, il se trouve notamment la suivante: qu'est-ce que cet éther dont on attend qu'il joue pour la lumière le rôle que l'air ambiant joue pour le son? Et comment cet éther, d'abord conçu comme transmetteur de vibrations, peut-il être à la fois si pénétrant et pénétrable qu'il n'affecte ni le trajet ni la nature des particules?

En outre, les années 1881–1895 invitent à reconsidérer problématiques et formalismes. Si l'éther n'affecte pas la célérité de la lumière, alors le globe terrestre qui tourne et entraîne sa surface à très grande vitesse doit ajouter ou retrancher quelque chose à cette célérité selon que les appareils de mesure sont orientés vers l'ouest ou l'est (l'orientation nord-sud ne compte pas, faute que les pôles s'inversent). Edward Morley refait des expériences déjà tentées par Albert Michelson, mais six ans d'écart n'y changent rien: la célérité demeure la même; elle échappe à la composition des forces. Seraitce qu'un « vent d'éther » tourne comme la Terre? Mais comment, jusqu'où et avec quelles conséquences sur d'autres phénomènes? En 1895, Hendrik Lorentz rend à l'éther son immobilité, modifie — en conséquence de cette célérité traitée comme une « constante physique » de plus — équations et formalismes de type mathématique appliqués à la mécanique.

L'éther — «supergaz», quatrième « état de matière » ou « matière subtile » de Descartes, mais sans ses « tourbillons » — s'offre toujours à titre de commodité pour soutenir la théorie ondulatoire de la lumière et ce qu'elle transporte de forces. Mais les couleurs, celles que le spectroscope analyse, posent un autre problème. Rappelons qu'une flamme au sodium se traduit en jaune, mais que si une forte lumière blanche en traverse les vapeurs, le jaune devient noir. Il en découle de nouvelles expérimentations qui induisent que de petites longueurs d'ondes ou de très grandes ne relèvent pas des lois identiques. L'idée d'une «équipartition de l'énergie » s'en trouve compromise, et une autre théorie envahit subitement la conscience de Max Planck (*illustration 44*): l'énergie ne se propage pas continûment mais par quanta (1900).

Serait-ce que l'énergie, en passe d'envahir la quasi-totalité de l'empire où régnait la matière, en adopte les façons d'exister? Que penser de formalismes mathématiques et de leur propension à se mettre au service de quelques façons d'exister? Ou bien serait-ce que les termes mathématiques dans lesquels la nature s'exprime — depuis Hamilton, Riemann et leurs émules — sont des «infinitésimaux» irréductibles et les plus proches du ponctuel bien que jamais nuls? La seconde réponse, conceptuelle, s'accorde avec la première, analogique. L'une et l'autre désignent un processus sans fin relevant de l'histoire et de ses contradictions ou antinomies, antinomies comme celles qui opposent entropie et néguentropie. La biologie trouvera son statut scientifique en concevant l'évolution sélective des espèces comme résultant de mutations qui se révèlent chacune analogique à une modification généralement progressive de messages.

DE LA VIE CONÇUE COMME UNE CRÉATION SPÉCIFIQUE VERS LA VIE RÉSULTANT D'UNE ÉVOLUTION NATURELLE

«La vie est l'opposé de la mort.» En écrivant ces mots au début de l'article «Vie» de l'*Encyclopédie* de Diderot, le chevalier de Jaucourt ne pèche pas par excès de métaphysique. Et pourtant, ce philosophe — toujours disponible quand les éditeurs se trouvent en quête d'auteurs — résume à sa manière l'essentiel de ce qu'il nous revient d'exposer: la vie compense par un accroissement d'ordre ce que l'entropie physique dégrade en accroissant le désordre. Cette sorte de symétrie hante les esprits depuis que l'existence les a conduits à exprimer — en termes mythologiques ou rationnels — tant de coexistences des contraires.

Il est peu de domaines où, autant qu'en celui de la biologie, la science peut donner à penser qu'elle s'inspire le plus directement du vécu historique, tant collectif que personnel. Le grand siècle des sciences modernes présente, à cet égard, un paradoxe. Certes, Darwin avec son «évolution des espèces» (1859) se situe dans cette perspective diachronique et l'emplit d'événements dont les agricultures de son temps lui ont donné une première idée; mais il s'agissait d'une idée faussée par une insuffisante connaissance de ce qu'il advenait des sciences exactes et expérimentales de son temps. S'il en avait pris une plus juste mesure, il aurait hésité à généraliser ce que lui apprenaient les éleveurs de son voisinage, à savoir que les caractères acquis au cours d'existences vivantes se transmettent héréditairement au profit de leurs descendances.

D'où provient le fait qu'un esprit si puissant se soit tellement hâté de produire un ouvrage si révolutionnaire sans l'entourer de plus de précautions ? Une

explication proposée par Julian Huxley — fils d'un adepte du grand novateur — nous présente un Darwin à la fois anxieux et pressé: pressé de devancer un émule sur le point de proposer la même doctrine, anxieux de devoir prendre à contre-pied des croyances religieuses encore très répandues (même dans les universités britanniques encore vouées à la théologie). En outre, Darwin se devait de brasser et mettre en ordre tellement de connaissances amassées par observations, lectures et entretiens, qu'un historien ne saurait attendre d'un si grand savant qu'il fasse de surcroît progresser des expérimentations encore dans l'enfance et des théories physico-chimiques toujours en dispute, faute de savoir ce qu'il en adviendrait finalement. Pensons aux vingt-cinq années de combat que devra traverser Louis Pasteur (entre ses «animalcules» de 1861 et sa vaccination de 1885) pour prouver qu'un chimiste peut guérir un enfant atteint d'une maladie mortelle après avoir été mordu par un chien enragé.

C'est pourtant de la microbiologie que sortira, au XX^e siècle, la solution aux questions que Darwin ne s'était pas posées à propos de l'hérédité et de la transmission des caractères, c'est-à-dire non pas s'ils sont acquis, mais seulement s'ils sont innés. Médecine et médecins, si fiers des brusques progrès accomplis au début du siècle, entravent plus qu'ils n'appuient les recherches concernant les microbes. En 1865, Ignác Fülöp Semmelweis finit ses jours dans un asile d'aliénés: n'était-ce pas à devenir fou que de subir les moqueries des illustres médecins auxquels il avait recommandé de se laver les mains au passage d'une salle de dissection à une salle d'accouchement?

En ce domaine de la pseudo-transmission des caractères acquis, l'expérience sociale trompe la science alors qu'elle la sert si bien dans tant d'autres domaines, notamment dans ceux des abstractions opératoires. Que l'évolution historique transmette d'âge en âge des acquis culturels, cela va de soi, même si des mutations mentales interviennent en telle ou telle circonstance. Toutefois, quand la mutation présente l'ampleur d'une révolution conceptuelle, alors la science ne peut plus s'en remettre à des habitudes de penser devenues hors d'âge. C'est le cas quand les crédits tant monétaires que financiers parient sur l'avenir au lieu de s'en tenir à des coutumes principiellement répétitives: une conception linéaire et exponentielle du temps se substitue alors à des conceptions circulaires d'une durée vécue et revécue à l'identique. La biologie n'acquerra son statut de science opérationnelle qu'en adoptant les principes guidant des expérimentations demandant l'expression de leurs résultats à des formalismes « imaginaires » ou abstraits.

Nous montrerons dans la partie «Deux découvertes parallèles: évolution et génétique» (pp. 278 et suiv.) de cette section qu'un moine augustin établit la notion de «gène» en s'inspirant du calcul combinatoire, référence obligée au calcul des probabilités. Et cela sans que cette découverte — tenue pour essentielle de nos jours — n'éveille le moindre écho avant l'extrême

fin de siècle. Comment la « génétique » en est-elle venue à pâtir d'un retard tellement étonnant?

Or, non seulement on sait qu'une forme vivante ne peut naître que d'une forme vivante, mais on découvre, au cours de la décennie et de la suivante, que ces formes sont faites de cellules et qu'une cellule ne peut provenir que d'une autre cellule. Voilà qui donne à supposer que court déjà dans l'inconscient l'idée que la reproduction procède par information: alors que le XVIII^e siècle parlait de moulages et de moules, le XIX^e siècle chemine, sans d'abord le savoir, vers une conception quasi linguistique de l'engendrement. Et le transfert de sens connu par le mot «information» empêchera d'abord, favorisera ensuite ce passage d'une analogie avec le moule vers une analogie avec le langage.

Parmi les obstacles que ce passage devra franchir, le plus rude semble dû au fait que des observations trop superficielles faisaient croire à la «génération spontanée». Vermines et vers grouillent sur le putride qui, s'il est un rebut ou un effet de mort, ne saurait transmettre la vie, à moins qu'elle ne surgisse spontanément. Mais comme ce putride donne lieu à des fermentations et que les ferments qui les animent appartiennent au règne du vivant, il faudra tôt ou tard admettre que ces observations superficielles ont généré une illusion. Pour se défaire de cette erreur, il faudra expérimenter sur le presque invisible et théoriser sur l'encore indicible.

Les chimies y auront préparé de longue main et les alchimies depuis bien plus longtemps encore. Il est trop difficile de dater avec précision le moment où la fabrication du pain le rend plus comestible en y introduisant du «levain» — opération que les fêtes juives récusent. Que sont ces «levures» faisant des bières fermentées des boissons meilleures que les cervoises? Les «fermentations» intriguent depuis des millénaires, car ces ferments se reproduisent, pour ainsi dire, d'eux-mêmes, et peuvent resservir indéfiniment. Par ailleurs, les années 1840 verront se répandre sur le continent des notions établies dans les îles Britanniques: catalyse et catalyseurs. Les mots sont proposés à partir d'un vocable grec signifiant «dissolution», laquelle avait depuis longtemps intrigué les laboratoires franciscains. Indispensables à certaines réactions chimiques, ces catalyseurs se retrouvent intacts après qu'elles ont été réalisées. Aussi longtemps que les «spiritualistes» regardaient la matière comme vivante, cette catalyse, ou dissolution, s'expliquait par la seule présence d'un agent actif n'y perdant rien. Distinguer l'organique du minéral invite le XIX^e siècle à fabriquer des mots nouveaux pour désigner des agents minuscules mais indispensables catalyseurs de fonctionnements vivants. Ainsi diastase — du grec «séparateur» — entre dans les lexiques au début des années 1830, et enzyme — du grec «levain» — à la fin des années 1870, soit en même temps que le mot microbe.

Retenons que cette «catalyse» devient multiforme à mesure qu'utile pour activer des réactions de la chimie minérale, et qu'elle devient indispensable aux réactions de la chimie organique. Contribue-t-elle à diviser des entités chimiques ou bien à en produire de nouvelles? Les agents de ces opérations y participent-ils sans rien y perdre ni gagner ou bien perdent-ils au début ce qu'ils regagnent à la fin? Et si c'est soit l'un soit l'autre, cette différence équivaut-elle à celle distinguant le minéral de l'organique? Tant de difficultés opposées à l'étude de ces micro-activités contribuent à expliquer que le XIX^e siècle n'envisage pas de sitôt que le biologique puisse présenter une contrepartie à l'entropie physique. On imagine ce qu'il aura fallu de travaux, de débats parfois querelleurs pour que l'ère positiviste en revienne à s'interroger sur des conceptions que son matérialisme avait rejetées en bloc.

Marcelin Berthelot (1827–1907) en témoigne: comme citoyen, Berthelot s'applique à défendre la laïcité dans une république laïque à la française; comme chimiste — comptant parmi les précurseurs de la biochimie — ce même Berthelot fait bien plus que Newton ou Goethe pour faire apprendre et faire comprendre l'alchimie à laquelle il consacre un livre, seul de son espèce en Europe. Les anciens laboratoires conventuels attribuaient à l'Esprit saint le fait que la matière se comporte, se transforme, s'améliore comme si elle était vivante. Un incroyant s'exprime comme si la pure matière n'expliquait pas tout: la matière doit son «organisation» (terme abstrait) de pouvoir se prêter à des synthèses organiques telles qu'il s'en présente dans les tissus vivants.

On savait depuis au moins le «bain-marie» — du nom d'une Marie l'Égyptienne de l'ère préchrétienne, savante oubliée au point que le vulgaire et même des esprits cultivés attribuaient l'invention du procédé à quelque cuisinière — qu'un excès de chaleur tuait comme un excès de froid. Les «laboratoires» franciscains avaient constaté depuis qu'il fallait chauffer un alambic, mais pas jusqu'à le faire exploser. On expliquait ces phénomènes en concevant qu'une forme de vie ou qu'une sorte d'«esprit» habite la matière. L'invention de la thermométrie et de la calorimétrie a précisé les conditions faisant que la température cesse de s'abaisser tant que l'eau cristallise en glace et qu'elle cesse de s'élever pendant que l'eau devient vapeur. Mais il en aura fallu bien davantage avant qu'une théorie suffisamment syncrétique fasse appel à toutes sortes de physico-chimies pour rendre ces phénomènes intelligibles et calculables.

Grâce à l'adoption d'une unité, la kilocalorie par molécule-gramme, les premières décennies du XX° siècle viendront à bout d'un calcul rendu compliqué par l'obligation de prendre en compte les ions et les ionisations ainsi que les chaleurs de dissociations ou de sublimations. Appliquée à la formation du chlorure de sodium à partir d'un sodium solide et d'un chlore gazeux, la réaction chimique révèle à l'expérimentateur les étapes de la synthèse et ce que chacune de ces étapes requiert ou dégage de chaleur en fonction d'ionisations: celle du sodium gazeux en absorbe, celle du chlore en libère.

Le total de ces endothermies et exothermies fournit presque une centaine de kilocalories par molécule-gramme. La formation d'une matière composée se révélant, dans ce cas, exothermique, elle contribue à l'entropie.

Cet exemple — d'autant qu'il est tardif — donne une première idée des difficultés que rencontre le XIXe siècle pour discerner ce que le vivant doit au matériel, avec lequel il ne se confond pas. Si le sel marin — jadis tenu pour un corps «pur» et devenu combinaison fort simple de chlore et de sodium (NaCl) — se révèle au bout d'un siècle n'avoir été formé qu'au prix d'échanges thermiques dont la mesure avait donné tant de tracas, comment évaluer ce qui se passait dans la formation de «grosses molécules», dont les «premières» dans l'ordre de grandeur (les «protéines» dit-on vers 1838, à partir du grec *prôtos*, «premier») iront jusqu'à atteindre un poids moléculaire de 500 000? Les enzymes sont de même type, mais de poids moléculaire bien plus élevé, si bien qu'elles peuvent agir sur elles comme catalyseurs.

Au XIX^e siècle, la biologie n'en est encore qu'à ébaucher des méthodes et des théories à propos de substances, de propriétés et d'actions si complexes. Nous nous contentons, ici, de proposer des vues simplistes sur des travaux d'autant moins aisés à décrire qu'ils deviennent plus minutieux. Notons au préalable que protéines et enzymes ne sont pas tenues pour des êtres vivants, bien qu'elles soient indispensables à la vie.

Disons que, dès lors qu'on a appris à distinguer l'oxygène de l'azote, la vie — par la respiration — emprunte à l'atmosphère (ou à un milieu aquatique pénétré par un peu de cette atmosphère) le comburant nécessaire à une combustion maintenant l'organisme à une température donnée. D'où provient alors le combustible? Les plantes offrent une première nourriture, donnant à se demander d'où en proviennent les constituants. On dit qu'ils proviennent du sol — ou de l'humus —, avant que Justus von Liebig ne revienne de Chine où il a appris l'importance des engrais azotés: ce stade donne à penser que la vie n'est rien de plus qu'un processus physico-chimique. Mais la cellule n'est pas composée de substances végétales ou animales retenues dans leur état brut. Ces substances doivent être décomposées et recomposées autrement pour devenir assimilables et aptes à s'oxygéner grâce aux apports que le sang rouge a reçus des poumons cependant que le sang noir remporte les déchets. Or, si le sang apparaît ainsi comme guère plus qu'un transporteur, les enzymes ont bien plus à faire. Agents de la digestion, les enzymes sortent de cellules — éventuellement par voie de sécrétions glandulaires — et se comportent comme s'ils étaient chacun chargé d'une «mission» particulière. Il existe toutes sortes d'enzymes, chacun ayant à repérer une substance donnée, à la joindre, à la décomposer, à y choisir l'élément que l'enzyme rapportera là où il en est besoin. Pour exécuter son «mandat», l'enzyme dispose de «moyens» semblables à ceux des catalyseurs minéraux, mais

agencés à un degré de complication très supérieur. La multiplicité extrême des fonctions enzymatiques semble relever d'une sorte de «planification» générale, préalable et élaborée au prix de très longues périodes et d'essais d'autant plus variés qu'une telle répartition de missions s'accompagnera de «contrôles» engageant à corriger des erreurs occasionnelles.

Après que Darwin — né en 1809 — a publié son œuvre magistrale, deux autres œuvres capitales en préparent, de loin, la réforme : celles de Mendel (illustration 45) et de Pasteur (illustration 46), nés en la même année 1822. La première conclut à l'existence de «gènes» dont la dualité se prête à des combinaisons. La seconde répond à une question que Darwin ne s'était pas posée sur les origines de la vie : deux cristaux, par ailleurs semblables, se distinguent par un détail passé inaperçu et concernant la polarisation de la lumière. La seconde section de ce chapitre se manifeste par dissymétrie.

De l'histoire naturelle à la morphologie

L'histoire comme phénomène «naturel» intéresse l'esprit critique depuis longtemps, notamment depuis qu'au IVe siècle avant notre ère, le Grec Eyhémère s'était efforcé de rapporter à des événements effectivement vécus ce qu'on croyait des dieux, de héros d'origine divine, objets de mythes sacrés ou de légendes populaires : autant de transfigurations poétiques sacralisées par des cultes ainsi que conservées par des œuvres — dites depuis « littéraires », «plastiques» ou «architecturales». Quinze siècles ont donné ensuite aux mots le temps de vivre et de se reproduire selon des signifiés semblables ou différents. L'Histoire naturelle de Buffon et ses 36 volumes décrivent plantes et animaux avec une élégance de style n'appartenant qu'à lui, et qui a fait son succès; s'y ajoute une esquisse de l'histoire historique de la Terre, et la consignation de quelques hypothèses plus ou moins heureuses — le moins quand elles contestent les «classificateurs» comme Linné auquel sa Philosophia Botannica venait de permettre des divisions et des subdivisions poursuivies par son fils, et le plus quand elles devinent quelque chose des modes de reproduction. À l'époque, la mode veut qu'on «herborise», ou que de vastes salles se tapissent d'armoires où ranger toutes sortes de trouvailles témoignant de l'ingéniosité déployée par la nature à donner mille formes à ses minéraux et, comme dira Goethe, à tout ce qui bouge et qui vit. En cette ère de «préromantisme», la nature console, encourage, quand le ciel de Newton ne répond plus qu'à des interrogations abstraites, cependant que de premières mécaniques annoncent des changements lourds de conséquences existentielles, et juste avant le déclenchement d'événements furieux.

Au début du XIX^e siècle, sous un ciel rationalisé, au travers de tourments et de retournements et cependant que les physiques progressent, un mot de

naissance obscure s'inscrit dans les lexiques scientifiques. La «biologie» n'en est pas encore à détrôner l'histoire naturelle, mais cela ne saurait tarder. Il suffira d'attendre que la matière change d'âme en devenant système de forces, système dont la biologie se fera reconnaître comme en étant issue.

En fait, cette attente nous paraît plus courte aujourd'hui qu'elle n'a paru à ses contemporains incapables d'embrasser d'un même regard ce qu'il advenait de recherches tellement différentes. À l'époque de Legendre, l'astronomie, la mécanique et l'algèbre ont déjà dépassé le stade où Newton les avait apparentés et où ses successeurs n'avaient plus qu'à les faire travailler de concert. Mais, comme la nouvelle chimie n'utilisait encore guère plus que des opérations de type arithmétique, la biologie naissante en était tout juste à se demander quel rôle lui reviendrait dans la classification des mille et une sortes de spécimens antérieurement plus ou moins bien catalogués, et auxquels s'ajoutaient les quasi innombrables apports de voyageurs parcourant le monde à la manière d'Alexander von Humboldt, qui inventoriait les régions équinoxiales — et notamment leur flore — non sans tenter (dans son Cosmos, un essai) de décrire ce qu'il venait d'apprendre des aspects physiques du globe. Même vers la fin du siècle, Thomas Huxley, qui, en défenseur de Darwin, s'attache aux ressemblances entre l'homme et les singes anthropoïdes, n'assigne à la biologie qu'une mission trop vague (étude des phénomènes relatifs au vivant) pour que s'en dégage une problématique, moins encore une méthode.

Pourtant, à une vue récursive regardant de plus haut ce qu'il est advenu de l'esprit scientifique dans les temps où la biologie prend son essor, apparaît tant une suffisante similitude d'innovations mentales qu'un chemin conduisant des premières nouveautés chimiques à une concaténation des raisonnements biologiques. Les deux cas sont très différents et méritent chacun un traitement particulier.

Passons au «chemin» que la nouvelle chimie ouvre à la biologie naissante. L'affaire est plus connue, mais non totalement élucidée. Quel contraste, à la fin du XVIIe siècle, entre tant d'armoires remplies de curiosités naturalistes et le très peu qui suffit à Lavoisier pour distinguer, dans l'air que nous respirons, l'«oxygène» qui entretient la flamme et l'«azote» où elle s'éteint. Azote voulant dire, à partir du grec, «sans vie», ce signifiant paraissait trop péremptoire aux auteurs de la nomenclature, quand un deuxième nom s'est associé au même signifié: nitrogène. Le nitre — mot d'origine latine — se révèle être un composé d'azote, d'oxygène et de potassium. On connaît déjà certaines de ses propriétés bien avant que, sous le nom de «salpêtre» (sel de pierre), il entre dans la fabrication de la poudre à canon: il accroît la fertilité des sols. L'azote fixé dans les tissus végétaux se transforme dans les tissus animaux, qui le rejettent au profit des plantes. On parlera ainsi d'un «cycle de l'azote»: cycle élémentaire auquel se reconnaissent les plus

humbles mais primordiales manifestations de la vie. Cet azote ne mérite-t-il pas une place aux côtés de l'oxygène que nous respirons après qu'il a été fourni par la respiration diurne des végétaux, et seulement par elle? Voici donc que les premières leçons de la chimie nouvelle s'étendent déjà du côté de la biologie et de deux des fonctions primordiales qu'il lui appartiendra d'étudier: la respiration et la nutrition.

Apparemment, ce « fonctionnalisme » intéresse peu une époque qu'il n'étonne pas. Il n'explique guère mieux ce qu'on savait déjà d'une chaleur modérée propre au vivant: trop élevée, elle devient fièvre; trop basse, elle annonce le froid du sépulcre. Afin qu'elle se maintienne en son juste milieu et qu'elle consomme sans consumer, le «bain-marie» demeure le procédé en usage depuis environ deux millénaires afin de tirer les avantages des «macérations» et «distillations» lentes, lesquelles donnent à deux corps le temps de s'unir pour que ce qu'on appellera finalement les «principes» masculin et féminin donnent naissance à un «principe enfant», plus «pur» et se conservant mieux en même temps qu'il conserve les «essences» fragiles qu'il contient.

Peut-être l'époque doit-elle à ses antécédents de privilégier moins les nouvelles réactions chimiques que les organes et organismes vivants où elles se produisent en conditions spécifiquement délimitées. Goethe, féru d'alchimie, invente le mot «morphologie» pour désigner l'étude de la forme extérieure des êtres vivants. Il l'applique notamment à la botanique comme pour souligner le contraste qui oppose les plantes aux minéraux inertes, dont il avait admiré et fait admirer les faces, facettes et coupes, bien qu'il n'ait pas été le premier à le faire: depuis longtemps, dans les mines, les mineurs et les minéralogistes avaient scruté les minerais et le minéral non sans quelque intérêt mercantile, mais aussi par goût, curiosité et besoin de comprendre la nature des choses donnant à la Terre ses visages visibles ou masqués.

Qu'a-t-il dû se passer dans les entrailles de la Terre pour que s'y réalisent des formes si différentes, que des excavations, le plus généralement utilitaires, ramènent au jour? Tantôt des cristaux, dont la pureté fait le prix, enfermés qu'ils ont été dans des gangues ayant abrité leur luminosité ou transparence de lumière: leur régularité en appelle à la géométrie bien qu'elle ne choisisse pas entre plusieurs manières d'en concevoir la formation; tantôt des êtres, ou reliquats d'êtres, de morphologies si ressemblantes aux actuelles que force est d'admettre que le sous-sol qui les recèle avait antérieurement une surface soit lacustre ou marine, soit même tout exposée à l'air et au soleil nécessaires à la vie comme de nos jours. Il aura donc fallu que la face de la Terre change souvent de forme pour que des alpinistes découvrent sur les hauts des montagnes ou leurs escarpements des traces, empreintes calcifiées, restes de squelettes ou de coquilles: « fossiles » tels qu'on en exhumait des fosses minières ou en ramassait sur les sols plats comme les anciennes mers

ou les anciens lacs, les ayant apparemment empilés en « strates » comme il s'en produisait dans des fonds aquatiques exhaussés et desséchés depuis. Ajoutons que ces roches « sédimentaires » — à quelque altitude qu'elles aient été surélevées entre-temps — reposaient sur des socles différemment pierreux, tels que gneiss ou granits, attribuables soit à des formations plus anciennes ou primitives, soit à des éruptions volcaniques.

Plus ces recherches géologiques se multiplient et se précisent en hypothèses vérifiables — comme il est advenu des «nappes de charriage» qui, à trop s'élever, retombent en plis sur les zones avoisinantes —, plus il devient évident que l'écorce terrestre a connu toutes sortes de vicissitudes, soit que par contractions elle élève des masses, soit que par érosion glaciaire ou fluviale elle découpe ses crêtes en pics et ses vallées en creux (en forme de U sous les glaciers, ou de V par effets torrentiels): l'orographie actuelle témoigne de l'extrême longueur de cette histoire, faite d'épisodes chacun extrêmement lent et d'une complexité non moins extrême. Le XIX^e siècle en aura débrouillé l'essentiel avant qu'une explication plus globale fasse état d'une dérive des continents: glissements de «plaques» qui, dans le plus profond des sous-sols, rapproche les masses continentales ou les éloigne et, notamment, détache le «nouveau» monde de l'ancien.

Revenons à ce qui distingue la biologie de l'histoire naturelle. La première, à l'image de la géologie — bien que largement indépendante d'elle, du moins jusqu'au moment où l'évolutionnisme sera bien forcé de faire place aux modifications des sols, des climats, des reliefs, et même des continuités et discontinuités continentales —, se trouve destinée, de par ses origines conceptuelles, à raisonner en termes d'historicité sinon d'histoire, au moment où le mot signifie déjà bien plus qu'une description fidèle comme dans l'*Histoire naturelle*. Par vocation, la biologie, se devant d'expliquer aussi rationnellement que possible des phénomènes vivants, y parviendra seulement dans la mesure où la diachronie — temps, durée, changements — relève du rationnel. L'histoire proprement dite en constitue un prolongement plus à court de raisons que ce qu'elle prolonge de biologie et de géologie, justement parce que des volontés humaines y interviennent alors qu'elles n'ont évidement pas pu le faire dans des antécédents purement «naturels» et, de ce fait, plus proches de déterminismes équivalant parfois à des finalismes.

Revenons-en aussi à la morphologie: par maints de ses aspects, elle implique la mise en œuvre et l'usage de fonctions. Certaines se ressemblent en tout être vivant, mais non toutes: chacun le sait, comme du poisson, de l'oiseau ou du quadrupède. Il existe autant de types de rapports entre fonctions — qu'elles soient communes ou spécifiques — qu'existent de milieux propres à entretenir la vie. Il revient à la morphologie — étude d'abord des formes extérieures — de rapporter ces formes à des rapports ou systèmes de fonctions. Le problème n'a pas donné lieu à trop de controverses, car

celles-ci s'exaspéraient dès qu'il s'agissait de supposer ou de prouver les origines des « formes » et de ce qu'elles impliquaient de fonctions.

La morphologie — un peu moins qu'une science et un peu plus qu'une méthode — se présente, sous la plume de Goethe en 1822, presque comme une philosophie encore empreinte de finalisme: oiseau doté d'ailes pour voler, mâchoires de carnassier (XVIe siècle, comme carnivore) pour broyer des chairs vives, ou bien d'herbivores (XVIIIe siècle) pour brouter. Ce simplisme, pourtant, ne rend pas justice à une innovation linguistique qui se répandra lentement en portant une signification originellement plus élaborée en dénotant l'«harmonie» des formes, en attendant que le XIX^e siècle préfère le mot «homologue» devant sa consécration à la géométrie et à la cristallographie. Dans le cadre de la biologie, cette évolution sémantique s'achève vers le moment où les universités britanniques cessent de regrouper des connaissances diversifiées sous le titre de philosophie naturelle, dont Newton avait prouvé les «principes mathématiques». Bien que dite aussi naturelle, en son temps, la philosophie impliquée par l'harmonie des formes, puis par leur homologie, n'aura pas été que «naturaliste»: s'y ajoutent des notions abstraites — telle que celle de «structure» — s'approchant du démontrable. Vers la fin du siècle, le finalisme n'explique plus grand-chose. La biologie, mise en quête de causalités, n'en trouve que de type historique, à ceci près que cette recherche continue de porter sur des structures, chacune d'elles tenue pour achronique, c'est-à-dire échappant au temps, dans la mesure où elle persiste dans un être formé et se renouvelant quasi à l'identique par «reproduction».

Alors que le siècle des Lumières a porté sur les «monstres» un reste de curiosité fascinée hérité des siècles passés, les générations suivantes s'intéressent moins à ces accidents de la reproduction qu'à la reproduction, à ce qu'elle conserve de structures et à ces structures elles-mêmes. Cuvier étonne son monde — dont Goethe qui le tient pour son maître — par l'intelligence qu'il déploie pour reconstituer l'entier d'un animal à partir d'un fragment de squelette. Servi par un grand art de la comparaison, Cuvier l'applique à coup sûr. Connaître le tout d'une structure donnée, c'est connaître les rapports qui en ont soutenu les éléments grâce à ces rapports cent fois constatés, la forme d'un élément — même unique — apprend tout ce qu'il faut pour deviner une vue d'ensemble. Une érudition sans pareille à permis à Cuvier d'étendre cette méthode comparative à l'étude d'animaux disparus. Associée aux progrès de la géologie (ainsi nommée vers le milieu du XVII^e siècle), cette méthode permettra de dater ce qu'on vient d'appeler des règnes, trois en tout: minéral, végétal, animal. Le XIX^e siècle s'y emploiera, remportera des succès grandissants. Mais, pour comprendre, suffit-il de dater? Et ce qui va au mieux pour les vertébrés, vaut-il pour les autres embranchements?

Geoffroy Saint-Hilaire, rival méritoire de Cuvier, entend généraliser ses résultats. D'abord, certain que les os du crâne prolongent ceux de la colonne vertébrale, il pousse l'affaire très au-delà. Pourquoi parler d'invertébrés quand, en fait, leur structure se présente seulement à l'inverse de l'autre, fait vivre à l'intérieur de vertèbres ce que l'autre fait vivre autour de leur colonne? Passe pour les os du crâne, mais peu d'adeptes sacrifieront la classification par embranchements à cette simplification trop rationnelle, pour ne pas dire chimérique. Les universités, britanniques notamment, réserveront meilleur accueil à Cuvier, dont *Les Révolutions du globe* s'accordent mieux avec la théologie — enseignement toujours prioritaire. Il suffit d'intercaler d'autres cataclysmes entre la Création et le Déluge: entre chacun d'eux s'applique le principe de « corrélation des formes »; après chacun d'eux, et donc en de nouvelles conditions, la vie se recrée et crée des morphologies différentes de celles qui ont disparu.

Deux découvertes parallèles: évolution et génétique

Novembre 1859, une date qui est généralement reconnue comme principale dans l'histoire de la biologie: Charles Robert Darwin publie son Origine des espèces (illustration 47). En huit jours, la première édition — 1 250 exemplaires — passe de l'éditeur aux lecteurs; on réimprime et les éditions successives connaissent un succès analogue. Traduit en plusieurs langues, l'ouvrage envahit le continent. Des polémiques s'engagent. Renfort de popularité: aucune œuvre savante n'avait si promptement suscité tant de curiosités. On le comprend au résumé auquel s'en tient un public trop pressé et trop mal préparé à comprendre le détail d'une telle somme d'éruditions : l'homme descend du singe! Blasphème pour les uns, évidence rationnelle pour d'autres qui s'attendaient à cette révélation sans trop oser prendre les devants, Darwin (illustration 48) est admirable aussi pour son courage : que d'anxiété avant de se décider! La chose faite, Darwin renforce son argumentation et l'expose en 1871 dans La Descendance de l'homme (The Descent of Man, and selection in relation to sex). La doctrine de l'évolution avait enfin trouvé son maître. Ses partisans lui demeurent fidèles d'une génération à l'autre, lui vouent une admiration qui ne se démentira pas même après qu'il aura bien fallu préciser, prolonger ce savoir précurseur, et même le réorienter.

Il y avait beau temps que le rationalisme scientifique avait éliminé Dieu de ses hypothèses. Mais, pour le coup, l'esprit religieux se réveille, se révolte, contre-attaque, non sans espoir, sans doute, de rallier à lui un humanisme ayant à s'inquiéter d'une théorie portant ses conclusions à de tels extrêmes. Comment, «si l'homme n'est qu'un singe amélioré», aurait-il produit tant de beaux-arts et de belles-lettres, mis en marche tant de chemins de fer aussi

bien que relié des continents par fil télégraphique? Et ce Thomas Huxley, défenseur ardent de Darwin, est-ce au nom de ses remarquables études sur l'écrevisse qu'il tire des conséquences si insensées? Lui-même vénérerat-il comme un ancêtre le singe que son dresseur avait rendu «savant» en le tenant au bout d'une cordelette pour amuser les gens des rues? Pourtant les darwinistes n'en démordent pas. Tel Allemand émigré au Brésil écrit un Für Darwin où il admire son maître d'autant plus que sa propre étude des crustacés lui a suggéré que l'embryogénie d'un animal traverse en peu de temps les étapes franchies au cours de millénaires par la «phylogenèse»: mot inventé vers 1870 — par Haeckel à Iéna — pour désigner l'évolution lentement progressive de «races» constitutives d'espèces (trente ans plus tard, on dira «ontogénie» ou «ontogenèse» à propos de formations individuelles s'élaborant depuis l'œuf jusqu'à l'adulte).

En outre, depuis les années 1830, l'intérêt porté à la préhistoire («préhistoire» est de trente ans plus jeune) y fait reconnaître trois «âges» — pierre, bronze, fer — forçant de penser que l'homme gagne en aptitude sans changer de morphologie. Progrès ne pouvant être attribué qu'à un changement de milieu collectif: milieu autre que naturel (encore que soumis aux vicissitudes de la nature) et que le XX^e siècle qualifiera de «culturel». Ce qui porte à conclure que les performances et compétences humaines ont changé comme a progressé l'histoire et qu'on ne peut juger de l'homme «préhistorique» selon ce qu'il en est advenu sur le tard.

Observé sous cet angle, le succès de Darwin correspond à un certain état des connaissances ainsi qu'aux inégalités de leurs répartitions ayant pour cause des différences d'aspirations ou d'ambitions, et pour effet des méconnaissances localement préjudiciables et globalement favorables en ce que, de dispute en dispute, se préciseront des argumentations fondées sur ce que d'autres sciences et nouvelles expérimentations apporteront à la biologie et à un darwinisme très rectifié après avoir dû son premier succès, et sa portée révolutionnaire, à des principes très simples.

Petit-fils d'Erasmus Darwin, naturaliste dont le romantisme avait célébré en vers les merveilles du jardin botanique dans l'ouvrage du même nom (1792), Charles Darwin, conseillé par son maître à Cambridge, s'embarque sur le *Beagle* pour une exploration de cinq années en Amérique du Sud et sur certaines îles du Pacifique. Parti en convaincu des théories de Jean-Baptiste Lamarck, il revient en mettant en doute que cet «évolutionnisme» puisse suffire d'en appeler aux transformations du «milieu» pour expliquer l'acquisition de nouvelles «habitudes» créatrices d'organes durables et transmissibles. L'exploration des îles, notamment les Galapagos, lui suggère que nombre d'espèces se sont mieux conservées en isolats que sur le continent voisin où elles se sont diversifiées par contiguïtés, rivalités et concurrence.

L'ouvrage de Malthus (Essai sur le principe de population, 1798) conclut que la population tend à croître géométriquement, et non arithmétiquement comme les ressources, si bien qu'à moins d'empêcher la prolifération de familles pauvres, l'humanité s'échouera) sur des hautsfonds de misère. Cette préoccupation est si présente au début du siècle que le gouvernement de William Pitt et de ses successeurs avait institué des «maisons de pauvres» — on y sépare les couples en n'assurant que leur survie — et des «maisons de travail» — hommes ou femmes s'y emploient au service et au profit de la collectivité, car il ne conviendrait pas de faire peser sur les payeurs de taxes ou d'impôts des charges que les «paroisses» ne peuvent plus assumer depuis que les biens communaux ont été partagés entre propriétaires privés.

Charles Darwin lit Malthus pour connaître les principes dont sa jeunesse a connu une vivante image: aux producteurs, tous les moyens de produire pourvu qu'ils le fassent assez bien pour s'adapter à la concurrence; aux laissés pour compte, une charité bien ordonnée — c'est-à-dire la moins coûteuse possible — pourvu qu'ils ne se reproduisent pas et à moins qu'un exode rural les conduise dans les villes industrieuses où ils seront à la merci d'entrepreneurs en quête de ce qu'il leur faut, au plus juste, de main-d'œuvre efficace et rémunérée au plus bas prix. Pour ces migrants, une seule manière de se tirer d'affaire: devenir eux-mêmes entrepreneurs. Voilà bien la «sélection naturelle ». Le Parlement de Londres encadre de lois et d'institutions ce qui, sur le continent, se réalise comme de soi : qui ne participe pas aux productions et à leurs profits tombe dans ce que les «philanthropes» appellent les « classes dangereuses », comme n'ayant pour recours que le vol ou le crime. Charles Dickens en décrit la misère et les fautes, et comment s'en sortir à force de vertu, non sans avoir d'abord appris d'experts improvisés comment mendier en inspirant pitié, ou comment chaparder sans se faire prendre.

À ce prix, tout prospère. Dans leurs domaines largement arrondis, les cultivateurs sélectionnent leurs végétaux, améliorent leurs assolements, essaient des hybridations avantageuses, cependant que les éleveurs font mieux encore pour leur bétail. Dans les villes grandissantes, c'est à qui vendra le meilleur au moins cher, grâce à des acquisitions judicieuses de machines et de matières premières. Il suffit d'étendre aux règnes animal et végétal des temps paléontologiques les leçons apprises du vécu et du «que le meilleur gagne». Leçons reprises en France par François Guizot et son «enrichissez-vous». Quelques années plus tard, Darwin sera inhumé à Westminster, au milieu des plus grands hommes.

Il va de soi que Darwin n'a pas regardé si loin pour vérifier sa sélection naturelle. À l'écart des honneurs politiques et mondains, il n'aspire qu'à devancer un émule : cet Alfred Russell Wallace, auteur de *On the tendancy of varieties to depart indefinitely from the original type*. Darwin connaissait

le contenu de ce mémoire fondé sur le principe de la sélection naturelle. L'idée était, comme on dit, dans l'air du temps.

Darwin, fragile, quitte Londres pour le Kent dès 1842, où des amis — un botaniste, un zoologue, un géologue — le pressentent de se manifester en premier: autre type de sélection, mais sélection quand même. Et sélection voulant, comme dans la campagne britannique, non seulement obtenir de meilleures races de plantes ou d'élevages par croisements judicieux, mais encore qu'on soit les premiers à les mettre sur le marché. Enfermé dans sa prodigieuse érudition, Darwin se hâte de la même façon que tout le monde le fait parmi ceux qui veulent participer à la prospérité britannique et s'y signaler.

Rencontre, en somme, très naturelle et si voulue par le milieu socioculturel que le succès revient à qui s'exprimera le plus clairement, argumentera le plus pertinemment à force de détails vérifiable, et aussi frappera le plus abruptement les imaginations au point le plus sensible: les ascendances animalières de l'homme.

Succès donc éclatant en ce qu'il traverse sans dégâts des tourmentes d'objections. Mais succès relatif. Persuader que les espèces évoluent et progressent par sélection naturelle n'est pas le tout : il faut comprendre comment toute espèce donnée se perpétue aussi longtemps que son milieu l'y autorise. Cuvier y avait excellé en s'en tenant à une morphologie descriptive. On l'accusera de « fixisme », mais à tort puisqu'il différencie divers « plans » de développement et fait sienne la vieille idée d'une hiérarchie des êtres vivants. Il lui avait manqué, ainsi qu'à son époque, de déceler comment les êtres se reproduisent à l'identique. Darwin n'est pas plus explicite — encore qu'il lui arrive de parler de cellules reproductrices à côté de cellules capables d'acquisitions: le « comment », toutefois, y manque.

Nul ne se doute, autour de Darwin et de ses admirateurs, que justement, à la même époque, en un lointain couvent de Moravie, un moine élabore les premiers éléments d'une solution.

De l'extrême fin du XIXe siècle aux premières années du siècle suivant, le vocabulaire scientifique s'enrichit de mots nouveaux apparaissant en Allemagne, comme «chromosome», ou en Angleterre, comme «gène»; une branche nouvelle de la biologie ne peut plus s'en passer, la «génétique», néologisme comme substantif, mais en usage depuis plus de cinquante ans comme adjectif. Même destin pour «somatique», qualifiant ce qui est propre au corps (humain) depuis le début des années 1870 et opposé, comme soma, au germinatif, au germinal, aux gènes, quand la génétique baptise de ce nom les recherches et savoir concernant l'hérédité, tiré du latin et connu bien avant Rome. On parlerait d'une notion familière depuis très longtemps dans les affaires de successions privées ou dynastiques, notion très lentement adaptée à des circonstances plus bouleversées par l'histoire que bouleversant ce qui règle les ordres familiaux, mais notion engendrant brusquement tout un vaste système notionnel.

Johann Mendel (Gregor en religion) se doutait-il de l'ampleur de la révolution conceptuelle qu'il avait amorcée sans pouvoir la conduire? Sa hiérarchie, moins équanime, s'en était inquiété peut-être en le nommant évêque comme pour le détacher de travaux dont les conséquences risquaient de troubler les fidèles. Mendel demeure inconnu et meurt trop tôt pour soupçonner la renommée immense qui ne lui échoirait qu'à titre posthume. En découvrant les lois de l'hérédité, Mendel désignait virtuellement quels objets concrets, bien qu'infimes, la transmettaient. On aurait pu croire un moment que la vie ne résultait de rien de plus que d'un jeu mathématique de choses diverses, chacune unitaire et toutes transmissibles bien qu'invisibles. Cette vue se serait accordée avec celle de Mendeleïev: à poids chimique égal, «éléments» (atomes) identiques; et éléments différents si leur poids s'allège ou s'alourdit d'une ou de plusieurs unités de poids représentant chacune ce que le début du XXe siècle appellera «électron», et encore inconnu au moment où le tableau de Mendeleïev convainc les chimistes, en même temps que les calculs de Mendel passent inaperçus bien que leurs résultats présentent quelque ressemblance, voire une analogie évidente, avec ceux du savant russe. Le moment aurait été favorable au regain que connaît l'idée de générations spontanées. Doit-on au hasard tant cette coïncidence que l'ignorance à laquelle s'en tiennent biologistes aussi bien que chimistes ? À cette hypothèse rendue peu vraisemblable par une si manifeste concomitance historique, nous en opposerons une autre : la logique d'une époque toujours en quête d'unités résiduelles en trouve ici ou là pour satisfaire des besoins conceptuels — notamment inspirés par les sciences exactes — sans attendre que l'expérimentation découvre tous les signifiés concrets désignés par ces signifiants convenus et abstraits. Comme de juste, l'attente sera la plus longue en ce qui concerne le vivant. La problématique du vivant doit embrasser des questions plus nombreuses, plus différenciées et plus subtiles que la problématique de la matière. On peut considérer comme significatif — du moins historiquement — que l'essor de la biologie, notamment génétique, se trouvera mieux — et le mendélisme avec elle — d'une physique de l'énergie dotée, en 1900, de la théorie des «quanta»: même type d'unité résiduelle mais mieux identifiable avec la vie que ne l'est la simple matière.

À propos de ce parcours, nous pouvons apporter deux constats: d'abord, il ne commence pas avec Mendel (ni avec Darwin); ensuite, il aura fallu tirer la biologie des embarras où l'avait mise l'idée que la vie puisse surgir spontanément de la matière. Préférant, pour plus de clarté, l'ordre logique à l'ordre chronologique, nous traiterons du second aspect avant d'aborder le premier.

Au cours des années 1870, la biologie doit à Louis Pasteur d'avoir formellement démenti, preuves en main, l'idée de génération spontanée. Successivement vulgairement admise, savamment contestée puis revenue en

vogue, l'idée s'appuyait sur les nouvelles données offertes par des microscopes de plus grande puissance. Là où l'œil ne voyait plus rien, de forts grossissements montraient des grouillements apparemment vivants. Levain, fermentations, levures et moisissures en témoignaient, du reste, bien que n'étant issus que de matières chimiques. Peu importait aux temps anciens assurés que même le minéral est vivant : cette crovance abolie, comment se fait-il que l'alcool, par exemple, entre en fermentation bien que sa molécule ne soit faite que d'atomes chimiques? Pasteur y voit l'effet d'animalcules présents par le fait d'inadvertance, et appelés «microbes» à la fin des années 1870. À preuve : rien de tel ne se produit dans un tube très propre et à l'abri de tout contact extérieur. De ce fait, les mots contaminare et contaminatio, contaminer et contamination, connaîtront une fois de plus un transfert de sens: le sacer, le sacré intouchable par le profane; l'âme souillée par le péché; le corps, affecté par quelque salissure, infecté par quelque maladie; et, pour finir — toujours dans le péjoratif et de nouveau dans l'invisible —, la santé mise en péril par un «microbe».

«Bacilles» et «bactéries» désignaient, dès les entours de 1840, un bâtonnet minuscule, à peine visible au microscope, et supposé de nature végétale: il se multipliait par la coupure en deux d'un allongement. Vers la fin du XIXº siècle, la bactériologie et la microbiologie nomment de nouveaux types de recherches outillées de microscopes bien plus puissants, mais sans découvrir pour autant rien qui ressemble à une génération spontanée. Pasteur n'en avait pas douté. Ni médecin, ni biologiste, mais chimiste, il s'était, dès sa vingt-troisième année, pris d'intérêt pour la cristallographie et le problème que posent les dissymétries de certains cristaux (de tartrates): la moitié des arêtes et des angles de ces cristaux exercent des effets différents de ceux de l'autre moitié; ils dévient («polarisent») la lumière soit à droite, soit à gauche, et cette «hémiédrie» appartient en propre à des constituants d'êtres vivants. Là où la matière obéit à la symétrie, la vie use de dissymétries: impossible de les confondre.

Quatre ans, cinq ans (ou plus) de recherches sur les «tartrates»: il n'en a pas fallu moins à Pasteur pour acquérir la compétence et la renommée attirant sur lui l'attention d'industriels praticiens de la «fermentation». L'affaire n'est pas simple et connaîtra toutes sortes de prolongements au XX° siècle, après que — vers la fin des années 1850 — elle a permis au jeune chimiste de sauter le pas séparant la chimie de la biologie. En fait, des retrouvailles, car, si les tartrates doivent leur nom à Paracelse — qui se serait inspiré du Tartare, le fond des Enfers, pour désigner ce qui empêche l'accouplement des principes masculin et féminin —, le «tartre», comme chose, a provoqué l'embarras, pendant des siècles et des siècles, des alchimistes et distillateurs, ne comprenant pas pourquoi ce «sel» (un principe «fils») qui se dépose sur les parois de l'alambic facilite la distillation en favorisant les fermentations.

Pasteur résout l'ambiguïté: d'une part, toute matière n'est pas «vivante» ainsi que Paracelse le croyait (et d'autres après lui); d'autre part, l'hémiédrie agit à double effet, car les tartrates polarisent la lumière soit à droite (et ils sont «dextrogyres»), soit à gauche («lévogyres»), et dès lors, ils participent à la vie; mais qu'on les mélange à parts égales, toute déviation cesse comme dans un cristal de pure matière. En médecine, les tartrates se prêtent à toutes sortes d'usages bénéfiques. Dans les chaudières (dont celles des alambics quand elles sont trop bien «lutées», trop étanches), le tartre retarde l'ébullition (notons que *fervere*, «bouillir», donne le mot ferment), mais aussi il corrode et provoque des explosions.

Sans empiéter ici sur ce qui relève de l'histoire de la médecine, signalons que, grâce à Pasteur, vaccins et vaccinations ne satisferont tant de besoins thérapeutiques qu'en s'appuyant sur ce qu'avait supposé et expérimenté Jenner à l'occasion de maladies transmissibles de la vache (*vacca*) à l'homme: l'organisme vivant secrète des défenses et s'en dote grâce à un petit mal petitement inoculé pour s'en préserver de mortels. Ainsi se trouve confirmée l'importance «vitale» de déséquilibres et de réactions aux déséquilibres. À ce jeu, la vie l'emporte pourvu de ne pas s'écarter excessivement d'une situation d'équilibre, non point fixe mais simple passage.

La vie est mouvement, agitation, chaleur; elle ne tient pas en place et rend difficile à la biologie de découvrir un élément constitutif premier tel que l'atome physique entrant dans la constitution de molécules. On avait cru l'avoir trouvé dans la «cellule» avant d'y distinguer — à l'intérieur d'une «membrane» cellulaire — le «protoplasme» («première chose façonnée», ainsi nommé à partir du grec en Allemagne avant d'en sortir quelque vingt ans plus tard) du «cytoplasme», partie ou «milieu» qui entoure le «noyau» lui aussi entouré par sa propre membrane. Les savants se trouvent sans cesse à court de néologismes ou de transferts de sens, tant la recherche se complique d'une découverte à l'autre jusqu'à la fin du siècle et plus encore après. En 1911, l'anglais propose «gène» (du grec genos, «naissance») peu après Mendel, son ouvrage et ses plus petites unités de transmission héréditaire. Mentionnons qu'il faudra vingt ans de plus pour que le lexique distingue «génotype» et «phénotype» (l'un l'hérédité, l'autre l'acquis), et ce ne sera pas fini.

Ce rappel d'étymologies évoque un parcours d'étapes faites de surprises, d'hypothèses, de débats, de contradictions et d'accords dont l'essentiel se résume en une obligation: concilier Darwin, qui laisse penser à une transmission de caractère acquis, avec Mendel, dont les calculs impliquent que l'inné seul préserve la continuité de l'espèce, ce qui suggère aux évolutionnistes que ce serait donc sur l'inné qu'il faudrait porter l'attention pour comprendre comment une espèce peut dériver d'une autre.

Ces recherches ne sont pas simples, tant elles doivent surmonter de contradictions. Les «races» peuvent se croiser, se reproduire entre elles;

l'espèce n'en est pas modifiée. Le XIX^e siècle parlait de races humaines, en connotait les caractères distinctifs. Toutes appartiennent à l'espèce humaine, et deux êtres humains non de même race peuvent se marier et engendrer des enfants selon les «lois» de Mendel. Races «pures» ou races «métissées» (cas plus fréquent qu'on ne le croyait): pour diverses qu'elles soient, aucune ne peut être dite supérieure aux autres. L'appréciation — dépourvue de tout fondement biologique — ne peut être que subjective; affaire donc d'opinions pouvant éventuellement se réclamer de cultures, mais arbitrairement dès lors que l'histoire culturelle ne dispose d'aucun critère objectif pour juger de ce qui a été, de ce qui est, ou de ce qui sera le meilleur pour l'homme, l'humain ou, disons mieux, l'humanité. Le problème du «progrès» demeure entier tant qu'il s'agit de l'espèce humaine en général: aucune culture n'a progressé, ne progresse et ne progressera indépendamment des autres. Et quand cela serait — en dépit de toute vraisemblance historique —, aucun individu ne serait en droit de se prévaloir de ce qu'il a tiré non de lui-même mais de sa culture.

Et pourtant, nul doute que l'évolution du vivant a progressé de l'amibe monocellulaire au vertébré dit supérieur et doté d'un cerveau dont le poids grandit par sauts quantiques d'une espèce à l'autre et même au sein d'une même espèce humaine. S'il existe quelque chose qui, dans les règnes végétal et animal, ressemble par sa fonction à ce que sont les «cultures» dans le règne humain, ce ne peut être que des «associations» d'espèces: l'herbivore se nourrit de plantes, le carnivore d'herbivores ou d'autres carnivores. Supprimons les plantes, plus rien ne vit faute de nourriture et même d'oxygène. La notion d'association d'espèces va au-delà de celle de «milieu naturel», dont pourtant elle dépend. L'évolution est à prendre comme un bloc où la nature des climats et des sols n'agit pas seule. L'adaptation est associative ou plutôt «distributive» au sens propre du terme algébrique: un seul facteur, n'importe lequel, opère sur tous les autres.

Face à cette vision globale, une autre s'impose pour expliquer l'évolution progressive: autre vision, elle, microscopique, et regardant le gène mendélien comme le plus petit composant de l'hérédité. Admise l'hypothèse cent fois vérifiée et toujours hypothétique que l'acquis n'agit pas sur l'inné (ou que le somatique n'agit pas sur le génétique, autre manière de dire et de penser), qu'advient-il pour que d'un être très élémentaire en ressorte un autre qui se révélera mieux adapté? Plus haut dans l'échelle des êtres, qu'advient-il de gènes combinant à mi-partie gènes maternel et paternel pour que naisse un être de nouvelle espèce? Cette nouveauté se produit-elle au cours du développement embryonnaire (dont on constate qu'il traverse en peu de temps des stades ressemblant assez à ceux successivement franchis au cours des ères géologiques)? Ou bien se produit-elle au moment où deux

gamètes (de *gamos*, «mariage») se conjoignent après s'être séparés par méiose («séparation en deux», en 1890, après avoir signifié le décours d'une maladie en 1842)? Ou encore à quelque moment antérieur de la production et transmission des gènes?

La difficulté semble être surmontée par un botaniste hollandais, Hugo De Vries, quand il propose le principe de «mutations» (mot allemand, vers 1901): variation brusque affectant une descendance au point d'engendrer un individu dont l'espèce diffère de celle qui l'engendre.

Le siècle s'achève sur cette sorte de réincarnation mieux conceptualisée d'un «transformisme» n'ayant repris vigueur qu'un moment avant de perdre la partie. Des vues de l'esprit supposées par Lamarck aux mutations génétiques, un courant accéléré de découvertes avait considérablement précisé les indications fournies par des microscopes de puissance grandissante. Elles concernent plus particulièrement la «cellule». On y avait d'abord cru voir une sorte d'atome du vivant; elle devient tout un monde fait d'éléments allant du très petit à l'infime — le gène justement — et animé de fonctions d'autant plus importantes qu'elles sont moins discernables.

Au début du XIXe siècle, la médecine s'en prend à distinguer les maladies selon les organes qu'elles affectent. Ces organes sont faits de «tissus», certains propres à tel ou tel organe, d'autres communs à tous : ainsi de ce qu'on appellera «tissu conjonctif» (années 1860), lequel lie entre eux organes ou éléments d'organes et que cette propriété générale avait fait d'abord appeler «tissu cellulaire». En fait, tous les tissus sont cellulaires, composés de cellules jointives, spécialisées ou non, se reproduisant de telle sorte qu'il devient avéré qu'une cellule ne peut naître que d'une cellule semblable. Ces cellules se nourrissent notamment d'eau pure, grâce à une «osmose» (1872, sorte de «poussée» exercée sur une membrane ne laissant passer que le solvant). Vers la fin des années 1860, on appelle «noyau» un corpuscule plus ou moins sphérique dont la membrane propre retient un suc où, quelque trente ans plus tard, on apercevra des «chromosomes», corps colorés ainsi nommés parce que des colorants chimiques les rendent distincts sur la coupelle d'une platine de microscope, sur laquelle on place la plus fine possible des lamelles découpées au microtome (sorte de rasoir monté sur une mécanique assez massive pour que le fil très affiné tranche en minceurs rendues transparentes).

Si Karl Naegeli, spécialiste de grande réputation dans l'étude des cellules, notamment végétales, avait disposé d'instruments aussi perfectionnés et de ce qu'ils faisaient voir, il n'aurait pas fait preuve de tant d'indifférence en recevant les mémoires de Mendel. Mais c'est précisément à cette absence d'intérêt que peut se mesurer la distance entre deux conceptions de la biologie ou plutôt deux types de recherches dont les courants ne se rejoindront qu'au XX^e siècle. Karl Wilhelm Naegeli enseigne la botanique à Zurich — dans le canton où il est né — avant qu'en 1857 sa compétence ne lui vaille les mêmes fonctions à Munich, donc non loin de Brno où le moine Gregor Mendel cultive son jardin conventuel. Rien d'étonnant à ce que le second fasse appel au premier. En outre, les deux domaines de recherche paraissent voisins, du moins à vue récursive : le savant suisse espère trouver le secret de la transmutation des espèces en observant ce qu'il en est de phanérogames (plantes dont les organes fructifères sont apparents) constituant un embranchement dont les genres sont mal délimités ; l'autre, un expert du raisonnement combinatoire, en découvre, comme par surprise, l'application dans ce qu'il advient de pois dont il tente l'hybridation. Que peut-on attendre de calculs effectués sur le papier quand on dispose de microscopes grossissant déjà 400 fois le diamètre observé? À chacun sa manière de voir. Mais comme l'un regarde à l'opposé de l'autre, il perd toute chance de s'apercevoir que son correspondant travaille sur le même sujet.

S'agit-il d'un cas typique? On pourrait en citer bien d'autres, mais celuilà nous donne l'occasion d'un constat général. Les progrès du calcul suivent leur chemin; les progrès de l'observation suivent le leur. Ordinairement, ces deux types de progrès se croisent, se recroisent et s'infléchissent en faveur ou à la demande soit de l'un, soit de l'autre. Encore faut-il que le milieu social se prête à ces rencontres. En l'occurrence, un laboratoire outillé pour regarder le minuscule, qu'avait-il à faire de colonnes de chiffres alignées par un cénobite responsable d'un terrain destiné à la culture des légumes?

Et pourtant, un savant remarquable tenait à sa portée les réponses à un problème que Darwin ne se posait pas, bien qu'il en ait recueilli les données en voyageant au bout du monde.

5

L'évolution de la médecine

Huldrich M. Koelbing

c'est plus que jamais au XIX^e siècle que la médecine se développe en tant que science et qu'elle se fonde, dans la mesure du possible, sur la recherche expérimentale et sur un raisonnement scientifique rigoureux. Les réussites de la médecine au XX^e siècle dans le traitement et la prévention des maladies n'auraient de fait pas été possibles sans l'enthousiasme et les efforts assidus des spécialistes, chirurgiens et scientifiques du siècle précédent.

Cette science nouvelle et audacieuse prétend bien sûr à une reconnaissance universelle, mais son introduction dans des pays aux traditions culturelles différentes de l'Europe est souvent synonyme de choc culturel, en dépit des bienfaits qu'elle peut comporter, notamment dans la lutte contre les maladies infectieuses. C'est particulièrement vrai dans le cas d'un pays comme la Chine, qui est doté depuis longtemps d'une forte culture autochtone.

Les hôpitaux, la recherche médicale et l'enseignement de la médecine au début du xix^e siècle

Au XVIII^e siècle, grâce à l'esprit des Lumières, les autorités publiques prennent déjà conscience de leur responsabilité quant au maintien et au rétablissement de la santé de leurs sujets. Philanthropie et considérations pratiques en sont les principales raisons, et une population en bonne santé est dorénavant considérée comme la plus grande richesse d'un État. Ainsi, l'empereur autrichien

Joseph II crée à Vienne une grande «infirmerie générale» (Allgemeines Krankenhaus, 1784). Les conditions épouvantables qui règnent dans de nombreux vieux hôpitaux sont sévèrement critiquées par de fins observateurs tels que John Howard (1726–1790), le réformateur bien connu des prisons britanniques, ou le chirurgien parisien Jacques René Tenon (1724–1816). Dans un rapport officiel publié à la veille de la Révolution française, Tenon dépeint le vénérable Hôtel-Dieu de Paris comme «le plus insalubre et le plus inconfortable de tous les hôpitaux»: en moyenne, 2 patients sur 9 y meurent (Ackerknecht, 1967). Par ailleurs, le Français est enthousiasmé par les hôpitaux britanniques qu'il a visités (Jetter, 1973).

Dans les années suivant la Révolution, les hôpitaux parisiens sont réorganisés. Tout d'abord, ils sont séparés des institutions telles que les hospices et les prisons, afin qu'ils conservent un caractère purement médical. Leur administration est centralisée. En 1794, la Convention nationale met en place un nouveau type de formation médicale, fondée sur les hôpitaux, et ces derniers deviennent également des centres de recherche médicale. Un nouveau type de médecine scientifique, baptisée médecine hospitalière par Ackerknecht, voit le jour au XIX^e siècle. Ses plus grands fiefs sont tout d'abord Paris, Londres, Dublin et, au milieu du siècle, Vienne. Les premiers centres médicaux américains sont situés à Philadelphie (*illustration 49*), Harvard et New York, mais de nombreux étudiants américains décident de terminer leur formation professionnelle en Europe.

Dans les pays germanophones, mais aussi dans d'autres pays comme l'Italie, la formation et la recherche médicales se développent en coopération étroite avec les universités. Cela se révèle être un avantage un peu plus tard dans le siècle, à l'époque où les sciences fondamentales deviennent de plus en plus importantes pour la médecine.

La psychiatrie, en tant que section médicale reconnue, se fonde dorénavant sur une observation clinique attentive. Elle fait également son apparition en France, avec Philippe Pinel (1745–1826) et Jean-Étienne Dominique Esquirol (1772–1840).

Dans l'ensemble, tous les praticiens de l'Europe reçoivent dorénavant une formation de niveau universitaire. La distinction ancienne et malheureuse qui était faite entre le métier de chirurgien et la science médicale est en voie de disparaître. La réforme française a clairement l'intention de l'abolir, car l'étude de la médecine s'attache beaucoup plus à la pratique. La lecture ne doit pas être la seule source des étudiants; ces derniers doivent également apprendre en observant des patients et en travaillant sur eux: «Peu lire, beaucoup voir, beaucoup faire» (Ackerknecht, 1967, p. 32).

Une nouvelle conception: la médecine clinique fondée sur l'anatomie pathologique

En 1761, Giovanni Battista Morgagni (1682–1771) publie à Padoue son œuvre majeure: Recherches anatomiques sur le siège et les causes des maladies (De sedibus et causis morborum per anatomen indagatis libri quingue). Dans cette œuvre, il introduit dans la médecine clinique, selon les termes de Virchow, la «pensée anatomique» — der anatomische Gedanke (Virchow. 1894). La même année, le Viennois Leopold Auenbrugger (1722–1809) propose de pratiquer la percussion thoracique pour faciliter le diagnostic. Mais ce n'est pas avant le XIX^e siècle que les enseignements de Morgagni et d'Auenbrugger sont mis en pratique à grande échelle. Dans les hôpitaux de Paris, une autopsie est dorénavant toujours effectuée à la mort d'un patient : les lésions anatomiques expliquent après coup les douleurs du patient ou de la patiente. Pour les médecins, néanmoins, il est plus important de découvrir la nature et le siège de la pathologie lorsque le patient est toujours en vie et peut encore être soigné. En 1808, Jean Corvisart (1755–1821), médecin attitré de l'empereur Napoléon, traduit et commente l'Inventum novum d'Auenbrugger, qui était jusque-là passé inaperçu. Une dizaine d'années plus tard (1819), le professeur René Laennec (1781–1826) décrit le premier stéthoscope et enseigne aux médecins et aux étudiants l'art utile de l'auscultation des poumons et du cœur. Ainsi, le diagnostic médical peut être posé sur une base solide: l'anatomie pathologique révèle les changements visibles et palpables que la maladie produit sur les différentes parties du corps, et l'examen physique — percussion et auscultation — permet aux médecins de les reconnaître chez leurs patients.

Afin de mettre en place cette nouvelle approche, un grand nombre de patients et d'autopsies sont nécessaires, et la nouvelle médecine hospitalière concerne surtout les grands hôpitaux. L'importante quantité d'observations recueillies favorise également l'application des statistiques aux problèmes médicaux, y compris à la thérapeutique. Les statistiques sont déjà couramment utilisées dans la médecine britannique au XVIII^e siècle, mais le Parisien Pierre-Alexandre Louis (1787–1872) systématise son usage à partir de 1825. Grâce à sa méthode numérique, Louis prouve par exemple que la saignée abondante, qui est toujours effectuée avec beaucoup d'assurance par un grand nombre de praticiens, ne fait en réalité aucun bien aux malheureux patients (1835).

Alors que l'autopsie fournit seulement un tableau statique de la pathologie morbide à un moment donné, on peut repérer l'ensemble des anté-

cédents naturels d'une pathologie donnée, par exemple la tuberculose, en combinant un grand nombre d'observations. En remarquant fréquemment lors de ses autopsies des marques de lésions tuberculeuses cicatrisées dans les poumons, le pathologiste viennois Karl Rokitansky (1804–1878) fait une déduction essentielle: la tuberculose est une pathologie curable (1847). Cette conclusion semble au début incroyable, mais elle incite quelques médecins à inventer les cures climatiques et les sanatoriums.

Par ailleurs, la thérapeutique laisse sceptique de nombreux médecins très désireux de poser des diagnostics infaillibles. Dans les années 1840, cette tendance entraîne le nihilisme thérapeutique de certains médecins viennois, qui proclament leur totale incrédulité à l'égard de tout remède.

La nouvelle approche de la maladie est visiblement localiste : les troubles des fonctions corporelles sont considérés uniquement comme une conséquence de l'altération de la structure anatomique, ce qui est bien entendu plus facile à démontrer que les influences nerveuses pathologiques ou les troubles humoraux — la biochimie n'en est toujours qu'à ses balbutiements.

Cependant, alors qu'une nouvelle science médicale émerge de la torpeur des hôpitaux de la capitale, le Tout-Paris s'enthousiasme pour les pilules homéopathiques du vieux docteur Samuel Hahnemann (1755–1843) et de sa jeune femme Mélanie, qui s'adaptent si parfaitement aux maladies diverses de chaque patient.

VUES MICROSCOPIQUES

L'étude des changements pathologiques des tissus et des organes devient encore plus aisée grâce à l'utilisation systématique du microscope, diffusé tout d'abord par Rudolf Virchow (1821–1902) (illustration 50). La carrière prometteuse du jeune prosecteur de l'hôpital de la Charité de Berlin s'interrompt en 1849 en raison de ses activités révolutionnaires, mais reprend la même année quand Virchow est nommé professeur d'anatomie pathologique à Würzburg, en Bavière. C'est là qu'il étudie son concept de pathologie cellulaire. En 1856, il est rappelé à Berlin, où il publie deux ans plus tard son célèbre livre (Virchow, 1858). En réalité, Virchow ne présente pas seulement un nouveau système de pathologie, mais une biologie cellulaire complète: selon lui, la cellule n'est pas qu'une unité élémentaire dans la composition d'un corps vivant, car elle est aussi la source de toute activité vitale, qu'elle soit normale ou pathologique. En outre, les cellules ne proviennent jamais, comme le croient beaucoup de scientifiques, d'une matière inerte telle que les exsudats, mais sont issues exclusivement des autres cellules existantes: omnis cellula e cellula. En résumé, la cellule est pour Virchow la personni-

fication de la vie. Il exhorte les étudiants et les médecins à «penser de façon microscopique»; il affirme que le microscope agrandit de 300 fois les processus naturels. La pathologie cellulaire de Virchow se révèle particulièrement utile pour mieux comprendre les tumeurs et leur genèse. Par ailleurs, bien qu'il soit devenu un professeur très respecté, Virchow n'abandonne pas la politique. En tant que député libéral du Parlement russe, il s'oppose vigoureusement, mais malheureusement en vain, à l'autoritarisme de Bismarck. Par ailleurs, c'est aussi un anthropologue exceptionnel (Ackerknecht, 1952).

La microscopie devient également essentielle à l'étude du sang et de ses pathologies, notamment quand elle est associée aux méthodes de coloration appropriées qui se fondent sur les affinités des différentes colorations pour les composants chimiques spécifiques aux cellules sanguines. Mais pardessus tout, le microscope permet de visualiser les bactéries, bien que des expérimentations biologiques soient également nécessaires afin de détecter et de définir l'action pathogénique de cet organisme extrêmement petit.

Grâce à de telles expérimentations organisées en séquences strictement logiques, Louis Pasteur (1822–1895) révèle la large gamme d'activités microbiennes qui déclenchent des maladies chez la plante, l'animal et l'homme. En outre, à l'instar de Virchow pour les cellules, Pasteur prouve également, pour les micro-organismes, que la génération spontanée à partir de la matière inerte n'existe pas et qu'il y a seulement une filiation entre les générations d'êtres vivants du même type (1864). Quand Robert Koch (1843–1910) découvre en 1882 le bacille de la tuberculose (*illustration 51*) et prouve qu'il est responsable de toutes les formes de tuberculose, la bactériologie commence à supplanter la pathologie à la pointe de la médecine scientifique.

LA RECHERCHE EXPÉRIMENTALE FONDAMENTALE ET QUELQUES APPLICATIONS PRATIQUES

Si la morphologie fournit un grand nombre d'informations précieuses, elle n'apporte que peu de renseignements sur les processus vitaux concernant l'état de santé. Cependant, comme l'*Homo sapiens* est un vertébré du point de vue biologique, les recherches effectuées sur les corps des autres vertébrés, de la grenouille au singe, peuvent beaucoup nous apprendre sur le fonctionnement de notre propre organisme. Dès le II^e siècle apr. J.-C., Galien de Pergame utilise la vivisection pour démontrer la production de l'urine par les reins et, au XVII^e siècle, William Harvey met en évidence la circulation du sang en faisant une série de tests sur plusieurs animaux.

Au XIX^e siècle, toutefois, l'expérimentation devient la méthode absolue de la recherche médicale. Les preuves expérimentales sont considérées

comme les plus exactes, bien qu'elles puissent être invalidées par d'autres essais. Ces tests peuvent concerner les substances chimiques présentes dans le corps, dans le sang et dans d'autres fluides corporels, dans des membres isolés ou des animaux entiers, des microbes, des médicaments et des poisons. Pour le physiologiste français François Magendie (1782–1855), seule la médecine expérimentale peut revendiquer le statut de science. C'est la raison pour laquelle il insiste sur l'évaluation expérimentale des substances médicamenteuses purifiées, afin d'obtenir des indications sûres quant à leur usage thérapeutique; c'est ainsi qu'il crée la pharmacologie expérimentale.

Claude Bernard (1813–1878) (*illustration 52*), disciple de Magendie et successeur de ce dernier à la chaire de physiologie du Collège de France, développe la philosophie de l'expérimentation médicale dans un ouvrage d'une grande lucidité, *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale* (1865). Ce livre est toujours digne d'intérêt aujourd'hui, car il enseigne comment procéder intelligemment à une expérimentation: un raisonnement méthodique est tout aussi important qu'une manipulation habile, si ce n'est plus.

Dans son œuvre, Bernard évoque également l'aspect moral de l'expérimentation animale: selon lui, tout essai sur un animal vivant est permis à condition qu'il soit utile à l'homme. Pour Bernard, l'acquisition de connaissances représente une valeur de la plus haute importance, et elle est donc également utile à l'homme. Le débat sur l'immoralité de la vivisection qui fait rage à cette époque est, selon Bernard, absurde et sans intérêt aucun.

Tous les physiologistes ne sont pas aussi péremptoires sur le droit illimité à l'expérimentation animale. À Leipzig, l'homologue allemand de Bernard, Carl Ludwig (1816–1895), recommande par exemple que toutes les mesures soient prises pour diminuer la souffrance et la gêne d'un animal soumis à une expérimentation; il devient même membre de la Ligue de protection des animaux.

Alors que Virchow se concentre sur les activités de la cellule présumée autonome, Bernard suit l'idée que l'organisme est un système de parties coopérant harmonieusement. Ses mécanismes doivent donc fonctionner en parfaite intelligence, comme c'est le cas des impulsions nerveuses régulant la circulation sanguine ou du métabolisme du sucre. Bernard lance également la notion de sécrétion interne, mais il reste encore un long chemin à parcourir avant de parvenir à notre conception de l'endocrinologie. Cette dernière englobe un système très subtil et merveilleusement équilibré d'activités régulatrices, qui subit l'influence de ces messagers chimiques, auxquels Ernest H. Starling (1866–1927) donne le nom d'hormones en 1905.

Vers le tournant du siècle, Ivan Petrovitch Pavlov (1849–1936) (*illustration 53*) découvre à Saint-Pétersbourg le rôle essentiel des mécanismes régulateurs nerveux, en particulier ceux des réflexes conditionnés dans le contrôle de l'appétit et de la digestion. Alors que pour Bernard la capacité

de notre organisme à se mouvoir et à agir librement dans le monde extérieur dépend de l'organisation interne parfaite de sa machine physico-chimique, Pavlov introduit dans cette machine une sorte de psychologie. Toutefois, les manifestations psychiques sont, selon sa conception, soumises au même déterminisme rigide qui régit le monde matériel.

Toutes ces évolutions vont bien entendu de pair avec la constante progression de la biochimie, l'étude des composés matériels du corps. Les tests de laboratoire deviennent de plus en plus essentiels au diagnostic médical et au contrôle du traitement.

Vers la fin du XIX^e siècle, les résultats des premières recherches physiologiques se révèlent de plus en plus fructueux pour la médecine clinique. Nous citerons ici deux exemples.

En 1890, Oscar Minkowski et Joseph von Mering réussissent à produire du diabète sucré chez un chien en lui enlevant le pancréas. On découvre ainsi que le siège de ce trouble se situe dans les îlots de Langerhans, décrits plus tôt par Paul Langerhans; finalement, le remède de la maladie réside dans l'hormone de l'insuline qui est produite par ces petits îlots (Frederick Grant Banting et Charles Herbert Best, 1921–1922).

Le vaccin contre la rage, inventé par Louis Pasteur en 1885 sur la base de ses études microbiologiques, constitue un autre exemple. Comme l'incubation de la rage nécessite plusieurs semaines, la vaccination antirabique peut être encore efficace si elle est injectée après l'infection due à la morsure d'un animal porteur de la rage. Ce succès dans la gestion d'une maladie qui était jusque-là dans tous les cas fatale a un retentissement mondial. C'est selon cette ligne de recherche inventive que se développera la science complexe de l'immunologie au XX^e siècle.

COMMENT SOIGNER LES PATIENTS: PRINCIPES ÉVOLUTIES EN THÉRAPIE

«Je suis persuadé que si la science médicale tout entière, telle qu'on l'emploie actuellement, pouvait couler au fond de la mer, l'espèce humaine ne s'en porterait que mieux — et tant pis pour les poissons.» Telle est l'opinion du jeune Oliver Wendell Holmes (1809–1894), médecin, poète et par la suite professeur d'anatomie et de physiologie à Harvard après avoir fait ses études à Paris avec Louis Pasteur. Il a déjà été mentionné que la nouvelle médecine clinique, qui établit très soigneusement le diagnostic et les antécédents des pathologies, n'accorde aucun crédit aux médicaments et autres remèdes utilisés jusqu'à présent, en particulier les saignées et autres mesures prises pour enlever les «mauvaises humeurs» du corps.

Par ailleurs, la médecine expérimentale de Magendie comporte également une thérapie médicamenteuse avec des préparations testées de manière expérimentale. Durant les premières décennies du XIX^e siècle, les principes actifs de plusieurs plantes médicinales sont isolés, de la quinine, de la caféine, de la morphine, de la codéine et de la strychnine, entre autres. Les physiciens peuvent alors utiliser des substances pures dont les propriétés thérapeutiques et toxiques sont connues — il ne faut pas oublier que le mot grec *pharmakon* veut dire à la fois médicament et poison et que, selon Paracelse, « seule la dose différencie le médicament du poison». Les médicaments synthétisés font leur apparition plus tard dans le siècle (acide acétylsalicylique, 1899).

L'injection de médicaments solubles est facilitée par la seringue hypodermique, inventée par le médecin français Charles Gabriel Pravaz en 1853. Les médicaments purs et l'injection hypodermique représentent de réels progrès. Cependant, ces progrès favorisent les abus. Le morphinisme devient un problème médico-social et, dans les années 1880, les médecins tentent d'utiliser la cocaïne pour soigner les morphinomanes. C'est donc comme maladie iatrogénique que la dépendance à la cocaïne a commencé, il y a plus d'un siècle.

La synthèse chimique des médicaments et l'extraction de substances pures de plantes médicinales deviennent finalement une réelle activité industrielle. Les inventeurs et les producteurs commencent à obtenir des brevets pour leurs médicaments. Ludwig Knorr est le premier à en bénéficier : en 1884, il met l'antipyrine, un fébrifuge, sur le marché. Les médecins considèrent cette nouvelle pharmacie commerciale avec méfiance. Un grand nombre d'entre eux pense qu'il est immoral d'engendrer des profits d'un médicament comme s'il s'agissait d'une marchandise ordinaire ; ce procédé a néanmoins cours depuis des années. Aux XVIe et XVIIe siècles, l'importation de gaïac — aux vertus antisyphilitiques — de l'Amérique du Sud vers l'Europe et d'écorce de quinquina — pour lutter contre la malaria — se révèle être une affaire des plus rentables. Les médecins craignent également que l'industrie pharmaceutique ne leur impose des prescriptions d'une uniformité malsaine, alors qu'un siècle plus tard, nous sommes davantage préoccupés par la variété déconcertante de leurs produits.

Vers la fin du siècle, l'immunisation et la sérothérapie constituent des solutions efficaces dans la lutte contre un certain nombre de maladies infectieuses. Le vaccin antirabique de Pasteur a déjà été évoqué. Ses élèves Émile Roux (1853–1933) et Alexandre Yersin (1863–1943) découvrent que les effets délétères des infections de la diphtérie et du tétanos sont causés par les toxines produites par les bacilles respectifs. Dans l'institut de Koch à Berlin, Emil von Behring (1854–1917) (*illustration 54*) et son collaborateur japonais Shibasaburo Kitasato (1852–1931) parviennent à démontrer que le sérum des animaux immunisés grâce à l'injection de la toxine diphtérique peut soigner

la maladie chez l'homme (1890). De nombreux patients, en particulier des enfants, sont ainsi sauvés, et Behring reçoit en 1901 le premier prix Nobel de médecine pour cette découverte. Son collègue Paul Ehrlich (1854–1915) démontre que l'interaction entre la toxine et l'antitoxine est quantitative: il ne suffit donc pas d'injecter du sérum, car il faut absolument en donner un niveau approprié pour neutraliser toutes les toxines présentes dans le corps. Ehrlich — également lauréat du prix Nobel — applique la pensée scientifique aux problèmes médicaux avec le plus de rigueur possible. Cela lui permet également de mettre au point, avec l'aide du Japonais Sahachiro Hata (1873–1938), le premier agent chimiothérapique: le salvarsan (1910), un antisyphilitique.

Au XX^e siècle, la chimiothérapie et l'immunisation — plus préventives que curatives — ont énormément contribué à la lutte contre les maladies infectieuses dans le monde entier, justifiant dans une certaine mesure la prédiction de l'immunologiste irlandais sir Almroth Edward Wright (1861–1947), selon laquelle le médecin du futur serait un immunologiste.

LES PROGRÈS DE LA CHIRURGIE

Au XIXe siècle, la chirurgie acquiert un prestige inégalé; le chirurgien responsable des plus grandes opérations devient l'étoile montante chez les médecins. Plusieurs facteurs contribuent à cette évolution. Tout d'abord, la chirurgie est reconnue comme branche légitime de la médecine scientifique. Ensuite, la vision localiste, prédominante en pathologie, favorise le traitement chirurgical: le jour où la tumeur, par exemple, n'est plus considérée comme un simple symptôme d'altération des fluides corporels mais comme une pathologie à part entière, c'est-à-dire un amoncellement circonscrit de cellules proliférant de manière anormale, on peut en toute confiance espérer la guérir complètement en procédant à son ablation.

Les interventions chirurgicales sont néanmoins atrocement douloureuses. Il est donc nécessaire de les réaliser aussi rapidement que possible. C'est ainsi que le chirurgien londonien Robert Liston procède en 1846 à l'amputation de toute une jambe en 28 secondes. Cependant, la même année, le 16 octobre 1846, le chirurgien John Collins Warren (1778–1856) réussit à Boston la première opération sous anesthésie générale ; il suit la suggestion de Thomas Green Morton (1819–1868), qui administre de l'éther éthylique au patient. Cet exploit est la première grande contribution de l'Amérique à la médecine mondiale. Dès lors, il devient possible d'effectuer des grandes opérations avec plus de calme.

Néanmoins, le résultat de l'intervention chirurgicale est bien trop souvent anéanti par une septicémie postopératoire. C'est Joseph Lister (1827–

1912), professeur de chirurgie à Glasgow, à Édimbourg et enfin à Londres, qui découvre que ces morts sont provoquées par infection bactérienne. S'inspirant de Pasteur, il proclame en 1867 son «principe d'antisepsie», recommandant que de fortes mesures de désinfection soient prises durant toute l'opération. L'asepsie, minutieux système de précautions destiné à éviter toute infection pendant l'opération, apporte une réponse définitive au problème, et les chirurgiens ont ainsi accès aux endroits les plus secrets du corps. Naturellement, les interventions sur des organes aussi délicats que les poumons, le cœur ou le cerveau sont confrontées à de nombreuses autres difficultés. Pour des opérations plus superficielles, on invente les méthodes de l'anesthésie locale, en commençant par l'instillation de la cocaïne dans l'œil, comme le propose le jeune Carl Koller à Vienne en 1884.

LA RADIOLOGIE ET LA RADIOTHÉRAPIE

Aux derniers jours de 1895, Wilhelm Conrad Röntgen (1845–1923), professeur de physique à l'université de Würzburg, annonce la découverte d'un nouveau type de rayons, qu'il appelle rayons X (illustration 55) (Röntgen, 1895, pp. 132–141; 1896, pp. 11–19). Sa découverte est immédiatement adoptée avec enthousiasme par les chirurgiens et les médecins, car les rayons ultramagnétiques de Röntgen leur permettent de regarder les régions intérieures du corps et de visualiser un nombre considérable de lésions pathologiques: des fractures d'os, des lésions tuberculeuses sur les poumons ou, à l'aide d'un procédé complémentaire, des ulcères de l'estomac, etc. Le diagnostic par rayon X s'avère être un complément idéal aux anciennes techniques de diagnostic telles que l'auscultation et la percussion. Ce procédé remarquable permet de reconnaître les effets de la pathologie (ou de la blessure) sur les organes du corps humain. Pourtant, la mauvaise surprise vient quelque temps plus tard avec la découverte que les rayons X peuvent être également très nocifs s'ils ne sont pas utilisés avec le plus grand soin; les infirmières et les techniciens manipulant les appareils à rayons X, notamment, souffrent de brûlures graves qui entraînent souvent des mutilations.

Durant les années suivantes, on assiste à la découverte de la radioactivité. Henri Becquerel observe la radiation de l'uranium en 1896; deux ans plus tard, Pierre et Marie Curie isolent l'élément du radium. Ces trois physiciens travaillent à Paris; Marie Curie, née Skłodowska, est en outre une fervente patriote polonaise.

Les rayons de Röntgen ainsi que les émissions d'éléments radioactifs se montrent assez puissants pour détruire les tumeurs. Il s'agit véritablement d'une thérapie cellulaire, car la radiation empêche la multiplication des cellules. 298 De 1789 à 1914

En Suède, Gösta Forsell (1876–1950) est le premier à mettre au point la méthode de la thérapie au radium pour le cancer de l'utérus. Il donne le nom de «maison du radium» (*Radium-hemmet*) à sa clinique radiothérapeutique de Stockholm, soulignant ainsi que, selon lui, les patients atteints de tumeurs n'ont pas seulement besoin du meilleur traitement technique, mais également d'une ambiance agréable qui leur redonne espoir et confiance.

LA MÉDECINE EUROPÉENNE À L'ÉTRANGER

La nouvelle médecine qui naît en Europe revendique une validité universelle dans la mesure où elle se fonde sur la science : cette dernière, en tant que connaissance de la nature fiable et en perpétuelle expansion, se vérifie effectivement partout. Pour les médecins à l'esprit scientifique, il est évident que leurs méthodes de recherche et d'action doivent aussi être appliquées aux problèmes médicaux des pays d'outre-mer. Quand, par exemple, Wilhelm Griesinger est nommé médecin attitré du pacha égyptien Abbas, son jeune assistant Theodor Bilharz et lui accomplissent un grand nombre d'autopsies et découvrent ainsi des parasites responsables de pathologies répandues: l'ankylostome Ankylostoma duodenale (Griesinger, 1854), qui provoque une grave anémie, et le Schistosoma haematobium (Bilharz, 1851), l'agent responsable d'une pathologie, la bilharziose, caractérisée par la présence de sang dans l'urine — un fléau qui frappe les habitants de la vallée du Nil depuis des temps immémoriaux, car en 1910, sir Armand Ruffer trouve des œufs calcifiés du parasite dans les reins de deux momies de la période de la XXe dynastie (1186-1070 av. J.-C.).

Vers la fin du siècle, la recherche microbiologique élucide les causes d'infections désastreuses telles que la fièvre jaune, le choléra, la malaria et la peste; ce sujet sera développé ci-dessous dans la section: «Le fléau des pathologies infectieuses». À la même époque environ sont créées des institutions chargées d'étudier les pathologies étrangères: en 1899, sir Patrick Manson (1844–1922), qui a passé de nombreuses années de sa vie professionnelle en Chine, lance l'École de médecine tropicale de Londres. Dans les colonies françaises, les instituts Pasteur régionaux contribuent sans relâche à la recherche sur les maladies tropicales et à leur prévention.

Les médecins missionnaires ou les missionnaires médicaux réalisent un type particulier d'activité médicale en Asie et en Afrique. Pour les missionnaires protestants d'Afrique occidentale, prêcher l'Évangile est une manière de réparer le mal infligé aux Africains par les marchands d'esclaves, mais ils estiment qu'il est également de leur devoir d'aider les indigènes dans leur vie quotidienne, de leur fournir une éducation et de leur apporter une

aide médicale. C'est ainsi qu'est ouvert en 1900 le premier petit hôpital du Ghana, à Aburi, par le médecin suisse Rudolf Fisch de la Mission de Bâle (Fischer, 1991).

Au Ghana et dans d'autres pays, la confrontation, ou du moins la concurrence, entre la médecine européenne et africaine est inévitable. Un peu plus tôt dans le siècle, quand les Blancs venus au Ghana contractent la malaria — la Côte-de-l'Or (aujourd'hui Ghana) est surnommée le «tombeau de l'homme blanc» —, ceux qui acceptent le léger traitement des guérisseurs africains s'en sortent beaucoup mieux que les autres patients qui subissent les saignées, toujours populaires parmi les médecins européens. Vers la fin du siècle, de nombreux missionnaires préfèrent les plantes médicinales locales aux médicaments importés d'Europe. Par ailleurs, les Africains reconnaissent la supériorité des missionnaires, par exemple dans le traitement du pian et dans la chirurgie, notamment dans les opérations de la cataracte. Il est plus difficile, cependant, de les convaincre des bénéfices de la vaccination antivariolique.

L'Asie orientale : la médecine moderne arrive en Chine et au Japon

L'histoire médicale de ce siècle est également marquée par la progression de la médecine moderne en Chine et au Japon, l'introduction de ce que l'on appelle la médecine occidentale. Son parcours est néanmoins très différent dans les deux pays. Pour la Chine, «la médecine occidentale fait partie intégrante de l'agression culturelle occidentale et, au bout du compte, de la révolution culturelle chinoise», affirme Ralph C. Croizier (Croizier, 1968, p. 37).

La révolution culturelle dont parle Croizier est le mouvement du 4 mai 1919, où les Chinois se soulèvent contre les Japonais qui tentent de s'approprier les droits et les positions que l'Allemagne vaincue avait acquis en Chine. Le mouvement du 4 mai réclame une vaste modernisation du mode de vie chinois, afin de regagner la dignité nationale et l'indépendance. Jusqu'à cette époque, la médecine occidentale moderne fait l'objet de profondes réticences, ce qui diffère fortement de l'attitude des Japonais qui, dès l'ère Meiji (1868–1912), l'adoptent avec enthousiasme et ardeur.

La Chine

En Chine, la médecine occidentale fait tout d'abord son apparition sur la côte Sud, dans la petite colonie portugaise de Macao sur la rive ouest du Canton, et dans la ville même de Canton. Avant 1840, Canton est le seul

site à être ouvert aux échanges étrangers, et aussi la seule ville chinoise où les Européens et les Américains ont le droit de vivre, bien que dans un strict isolement.

La vaccination jennérienne contre la variole est le premier élément de la médecine européenne à s'introduire en Chine. Elle est pratiquée par les médecins portugais à Macao avant de l'être, à plus grande échelle en 1805–1806, par Alexander Pearson, chirurgien à la Compagnie britannique des Indes orientales (Wong et Wu, 1932, pp. 142 et suiv.).

Les missionnaires médicaux jouent néanmoins un rôle essentiel dans l'introduction permanente de la médecine occidentale. En 1834, le révérenddocteur Peter Parker, qui a fait des études de médecine et de théologie à Yale, fonde à Canton un hôpital et un dispensaire pour les patients chinois pauvres. Cet établissement de charité devient bientôt célèbre pour le traitement des pathologies oculaires; l'ophtalmologie et la chirurgie en général sont tout de suite d'une très grande utilité à la population locale. Parker et ses collègues forment également de jeunes Chinois à la médecine; l'assistant de Parker, Kwan Ato (mort en 1874), est le premier Chinois à devenir spécialiste en chirurgie. En 1866, une école de médecine est officiellement créée à l'hôpital des missionnaires de Canton; son programme inclut également un cours de «médecine pratique et chinoise», donné par le docteur Kwan Ato (Wong et Wu, 1932, p. 246). Dès 1879, l'École de médecine de Canton admet également les femmes chinoises dans sa formation. Son étudiant le plus illustre est Sun Yat-sen (1866–1925), qui va devenir, en 1911, le premier président de la République chinoise. Après une année à Canton (1886–1887), il part pour la nouvelle université de médecine de Hong-Kong, où il est diplômé en 1892; toutefois, peu après, il se vouera entièrement à son activité politique.

C'est aux médecins missionnaires que revient également le mérite d'avoir lancé la littérature médicale moderne en chinois. Tout d'abord, dans les années 1850, le Britannique Benjamin Hobson publie une série de manuels de base en traduisant des ouvrages fondamentaux à partir de l'anglais. En 1850, c'est également un authentique livre chinois d'anatomie et de thérapeutique qui est publié. Son auteur est Wang Ching-jen, un médecin érudit qui, désireux de corriger les erreurs anatomiques des anciens auteurs, confronte aux idées traditionnelles les propres observations qu'il a faites sur les corps de victimes d'épidémies, de malfaiteurs exécutés et d'animaux (Wong et Wu, 1932, p. 222). Dans ses efforts, Wang Ching-jen peut à juste titre faire figure de Vésale chinois.

Par le biais d'actions militaires successives et par celui des traités inégaux imposés aux Chinois, les puissances occidentales ouvrent progressivement l'empire du Milieu à leur commerce, leurs missions et leur médecine. Il est intéressant de noter que ce sont les douanes maritimes chinoises qui fournissent aux médecins étrangers de nouvelles possibilités de travailler en

Chine. À partir de 1863, cette branche du service public est dirigée très efficacement par un Britannique, sir Robert Hart, qui fonde le Service médical des douanes. Hart choisit essentiellement des diplômés des écoles de médecine écossaises comme officiers médicaux des douanes; l'un d'eux, Patrick Manson, travaillera en Chine de 1866 à 1889, en tant que médecin et chercheur sur les parasitoses. Dans son discours inaugural de 1887, lorsqu'il est nommé premier doyen de l'Université de médecine de Hong-Kong, Manson fait l'éloge du peuple chinois pour ses qualités morales et intellectuelles et lui prédit un avenir glorieux. De retour en Grande-Bretagne, il porte secours à son ancien élève Sun Yat-sen quand ce dernier est kidnappé, en 1896, par des agents de la légation impériale chinoise de Londres (Wong et Wu, 1932, pp. 321–322; Manson-Bahr, 1962, pp. 73–74).

L'ouverture en 1906 du *Peking Union Medical College*, fondé par une association de plusieurs sociétés de missionnaires, constitue une étape importante. Quelque temps plus tard, dès 1915, la fondation Rockefeller permet à cette université de devenir un centre de formation et de recherche de premier ordre en Chine. «L'objectif était de placer dans un endroit stratégique tout ce que la science médicale moderne peut offrir de meilleur, en espérant que cela allait contribuer à former le noyau dur de la médecine locale et servir d'exemple aux autres institutions», déclare Croizier (Croizier, 1968, pp. 48–49).

Durant le règne des Mandchous, l'État ne s'est officiellement essayé qu'une fois à la médecine occidentale: en 1881, le vice-roi Li Honghzang fonde à Tianjin une école de médecine pour former les médecins de l'armée et de la marine. Les esprits influents du début de la république sont néanmoins profondément convaincus que la science moderne et, par conséquent, la médecine moderne fondée sur la science sont essentielles au bien-être à venir de la nation. Néanmoins, le nombre de médecins diplômés est encore infime par rapport à la population: environ 300 en 1897, et 11 000 au plus trente-cinq ans plus tard.

Au tournant du siècle, un médecin d'un genre nouveau commence à faire lentement son apparition: non seulement formé en médecine scientifique, il est aussi familiarisé avec les méthodes de soin traditionnelles (Croizier, 1968, p. 63).

Quand une redoutable épidémie de peste pulmonaire éclate en Mandchourie en 1910, la supériorité de la science médicale moderne devient évidente, même pour les observateurs à l'esprit traditionnel, notamment pour les fonctionnaires. En mettant énergiquement en place des mesures sanitaires, le docteur Wu Lien-teh (1879–1959), diplômé de Cambridge, parvient à contrôler la propagation de l'infection. Selon ses propres termes (Wong et Wu, 1932, p. 431), «la terrible épidémie [...], bien qu'elle ait coûté la vie à 60 000 personnes [...], a sans aucun doute jeté les bases

302 De 1789 à 1914

d'un système de santé publique actif en Chine». En avril 1911, à la veille de la révolution qui éclate en octobre de la même année, une conférence internationale sur la peste, présidée par Wu, se tient à Mukden, au sud de la Mandchourie, et le service mandchourien de prévention de la peste est mis en place l'année suivante.

Le Japon

Jadis, la médecine japonaise s'inspirait surtout des enseignements chinois; toutefois, même lors des deux siècles de strict isolement dans lequel il s'enferme, du XVIIe siècle à la moitié du XIXe siècle, le Japon entretient des relations avec la médecine néerlandaise à laquelle elle donne le surnom imagé de «médecine des roux» (Beukers *et al.*, 1991). Les Pays-Bas sont la seule nation occidentale à être autorisée à rester sur le territoire japonais, sur la petite île artificielle de Deshima, dans le port de Nagasaki. Il se trouve toujours quelques médecins japonais désireux de profiter des connaissances anatomiques et des techniques chirurgicales de leurs collègues néerlandais — la plupart d'entre eux sont chirurgiens à la Compagnie néerlandaise des Indes orientales.

L'expédition du commodore américain Matthew Perry en 1853 représente le tournant décisif qui contraint le Japon à entamer des relations commerciales et diplomatiques avec le reste du monde. À l'instar de tout autre peuple, les Japonais acceptent mal cette intrusion impérialiste, mais c'est avec une énergie sans précédent qu'ils relèvent le défi de se creuser une place parmi les puissances dominantes mondiales. Ils adoptent avec une très grande rapidité et efficacité la technique et la science occidentales, notamment la médecine. Estimant que c'est en Allemagne que la médecine se fonde le plus sur des principes scientifiques, ils la prennent pour modèle. Ils lisent les revues et invitent des professeurs allemands, de même qu'ils envoient les étudiants les plus brillants en Allemagne pour leurs études postuniversitaires.

L'exemple le plus manifeste d'un tel parcours est certainement incarné par Shibasaburo Kitasato (1852–1931), qui se rend à Berlin en 1885 pour étudier la bactériologie avec Koch et Behring (voir plus haut), avant d'être nommé professeur à l'Université de Berlin et de devenir finalement le spécialiste japonais de la lutte contre les maladies infectieuses. Il accomplit un travail de recherche remarquable et manque de peu la découverte du bacille de la peste.

LE FLÉAU DES PATHOLOGIES INFECTIEUSES

Le choléra

Vers 1830, une nouvelle maladie effroyable fait son entrée parmi les pathologies mortelles: le choléra asiatique. De l'Inde, son lieu de naissance, il se répand en Chine et en Afrique, mais également en Russie, en Europe occidentale et en Amérique. La quarantaine et les cordons sanitaires — mesures appliquées auparavant avec quelque succès pour lutter contre la diffusion de la peste — se révèlent complètement inutiles dans le cas du choléra, car on ignore à l'époque que l'agent causal de cette maladie est véhiculé par l'eau, les fruits de mer, le lait, etc. Cette expérience décevante favorise, dans l'idéologie médicale, la montée de l'«anticontagionisme», selon lequel la matière contagieuse n'existe pas; les mauvaises conditions de vie dans un milieu insalubre, alliées à un air putride, miasmatique, semblent suffire amplement à expliquer le déclenchement de cette maladie et d'autres épidémies. En outre, des esprits simples sont enclins à croire à un empoisonnement volontaire des aliments et des boissons: à Paris, en 1832, quelques pauvres diables faisant l'objet de soupçons sont même lynchés.

Pourtant, au cours de la pandémie suivante — une épidémie aux dimensions mondiales —, le médecin londonien John Snow (1813–1858) démontre entre 1849 et 1855 que le choléra se transmet par l'eau (Snow, 1849, pp. 730–732, 745–752, 923–929). L'histoire de la pompe de Broad Street (dans le quartier de Soho), dont l'eau est très polluée, est fort connue: comme Snow le prédisait, l'épidémie est contrôlée dès que le manche de la pompe est enlevé.

Quand une autre pandémie se développe en 1883, Robert Koch voyage en Égypte et en Inde et parvient à isoler enfin la bactérie responsable, le vibrion cholérique (*Vibrio cholerae*). Quelques années plus tard, Waldemar M. W. Haffkine (1860–1930), bactériologiste et immunologiste cosmopolite d'origine russe, élabore à l'Institut Pasteur un premier type de vaccin contre le choléra. C'est le domaine de la santé publique, néanmoins, qui tire le plus de bénéfices de toute cette recherche, avec l'amélioration de l'approvisionnement en eau et du système d'égouts. Koch, en voyant ces résultats, parle même du choléra comme de «notre vieil allié», car cette pathologie a grandement contribué à lever des fonds à des fins sanitaires.

La peste

Le vieil ennemi de l'espèce humaine, la peste — sous ses deux formes, bubonique et pulmonaire —, n'était pas mort à l'époque et ne l'est toujours pas

aujourd'hui. La dernière épidémie commence en 1894 en Chine méridionale (Canton, Hong-Kong) et balaie, en quelques années, tous les continents à l'exception de l'Europe. En 1900, elle atteint San Francisco et donc, pour la première fois de son histoire, l'Amérique du Nord.

En juin 1894, deux chasseurs de microbes partent pour Hong-Kong: le célèbre Japonais Shibasaburo Kitasato, qui bénéficie d'un important soutien officiel, et le Suisse Alexandre Yersin, un microbiologiste autonome de l'école de Pasteur, qui se débat dans d'extrêmes difficultés. Tandis que Kitasato recherche le germe de la peste dans le sang de ses victimes, Yersin le cherche dans le pus des gonflements inquiétants de l'aine, les bubons, où il trouve la bactérie en pure culture. Le bacille de la peste est dorénavant baptisé *Yersinia pestis* en son honneur.

Durant les années suivantes, alors que l'Inde est fortement frappée par la peste, Bombay devient le centre d'une activité fébrile de recherche internationale: comment les bacilles attaquent-ils l'homme et comment se répandent-ils dans des villes entières? On découvre que la peste est principalement une maladie de rats (et d'autres rongeurs) et qu'elle se transmet par les puces du rat à l'homme, mais aussi entre les hommes. Parmi les nombreuses contributions à l'élucidation de ces faits étroitement liés, l'œuvre du français Paul Louis Simond (1858–1947), publiée en 1898, est particulièrement digne d'intérêt (Simond, 1898, pp. 625–687). La peste pulmonaire, telle qu'elle éclate en 1910 en Mandchourie (voir ci-dessous), se transmet entre humains directement par des gouttelettes de salive infectée.

En Afrique du Sud et en Amérique du Nord, des rats infectés transmettent la maladie non seulement aux hommes mais également aux rongeurs sauvages, tels que le spermophile dans l'ouest des États-Unis. Ainsi, la peste dispose désormais d'un réservoir permanent qui donne lieu à des infections sporadiques chez l'homme. D'une certaine manière, la peste nous poursuit toujours.

La fièvre jaune

Pendant des siècles, la fièvre jaune infeste les régions tropicales d'Afrique et d'Amérique, et atteint même Philadelphie en 1793. La pathologie tire son nom de la jaunisse qu'elle provoque souvent dans les cas graves. Il s'agit d'une infection virale aiguë, qui se transmet par le moustique entre les hommes et du singe à l'homme.

En 1802, une épidémie mortelle de fièvre jaune frappe l'expédition française envoyée par Napoléon à Haïti, afin de reconquérir l'île et d'envahir ensuite la vallée du Mississippi: sur 33 000 hommes, 29 000 meurent

de la fièvre, ce qui justifie avec force son surnom de « fièvre patriotique » : comme la population locale est en grande partie immunisée, elle est épargnée par l'infection à laquelle succombent les envahisseurs. En 1803, le désastre de ses troupes conduit Napoléon à vendre aux États-Unis la Louisiane, qui n'est alors qu'une vaste région vaguement délimitée sur la rive ouest du Mississippi.

En 1881–1882, à Cuba — l'île souffre d'épidémies répétées de fièvre jaune —, Carlos Juan Finlay (1833–1915) suggère que la pathologie se transmet par les piqûres de moustiques. Son hypothèse est confirmée environ vingt ans plus tard par une commission de l'armée américaine dirigée par Walter Reed (1851–1902). Reed et ses collègues parviennent à démontrer qu'en réalité, c'est le moustique *Aedes aegypti* (connu à l'époque sous le nom de *Stegomyia fasciata*) qui transmet l'infection dans certaines conditions déterminées.

Cette démonstration décisive du rôle macabre du moustique permet d'éradiquer la fièvre jaune, aux États-Unis et aux Indes occidentales, en tuant les insectes. C'est ainsi qu'un chirurgien militaire américain, William Crawford Gorgas (1854–1920) (*illustration 56*), peut éloigner le danger de la fièvre jaune et de la malaria dans l'isthme de Panama: en 1904, la construction du canal peut commencer et se dérouler en toute sécurité.

La malaria

Contrairement aux trois infections épidémiques aiguës que nous venons d'étudier, la malaria a une évolution chronique et un caractère endémique, car elle réapparaît constamment dans les pays où se trouvent ses foyers, c'est-à-dire dans tous les pays plus ou moins chauds du monde. Dans l'ensemble, la malaria a donc fait plus de victimes que les maladies épidémiques qui, au bout d'un certain temps, disparaissent. Elle pose néanmoins un défi similaire à la recherche médicale : identifier tout d'abord l'organisme pathogène et détecter le mode d'infection. Grâce aux multiples efforts des médecins et des biologistes, ces deux objectifs sont également atteints au tournant du siècle.

La malaria a bien sûr plusieurs particularités. L'agent causal n'est dans ce cas ni une bactérie (comme pour le choléra ou la peste) ni un virus submicroscopique (comme pour la fièvre jaune), mais un animal unicellulaire, un protozoaire, le *Plasmodium*, découvert en 1880–1881 par Alphonse Laveran (1845–1922). En outre, on ne compte pas un seul type de *Plasmodium* mais quatre espèces, qui sont responsables des différentes formes cliniques de la fièvre. Cependant, c'est encore une fois un moustique — l'*Anopheles* — qui infecte l'homme. Nous ne décrirons

pas ici le cycle de vie complexe des *Plasmodia*, qui est dévoilé durant les années suivantes par Camillo Golgi, Patrick Manson, Ronald Ross, William George MacCallum, Giovanni Battista Grassi et d'autres. Le fait que des formes asexuées du parasite se développent dans les globules rouges de son hôte humain est d'une très grande importance; après des intervalles réguliers de un à trois jours selon l'espèce de *Plasmodium* présente dans l'organisme, tous les globules infectés éclatent, ce qui donne lieu aux attaques intermittentes de fièvre typiques de la malaria. Heureusement, un médicament efficace contre le *Plasmodium* est déjà disponible: la quinine. Afin de combattre la malaria à grande échelle, néanmoins, la lutte contre les moustiques et la destruction de leurs foyers par l'assèchement des marais sont prépondérantes.

Les quatre exemples que nous venons d'étudier suffisent à démontrer les brillants résultats apportés par l'approche scientifique dans le domaine des pathologies infectieuses. Il s'agit là du seul domaine où il est possible d'attribuer aussi clairement une cause spécifique à un nombre toujours croissant de conditions morbides. La découverte la plus impressionnante, pour la profession médicale et le public éclairé, est sans aucun doute celle du bacille de la tuberculose (aujourd'hui *Mycobacterium tuberculosis*) par Robert Koch en 1882 (Koch, 1882, pp. 221–230). À cette occasion, Koch définit les critères nécessaires pour que l'on puisse déclarer sans erreur qu'un micro-organisme vu d'un microscope est la cause d'une maladie donnée. Les postulats de Koch imposent une discipline salutaire aux bactériologistes: trop de personnes espèrent en effet accéder rapidement à la célébrité grâce à des «découvertes» microbiologiques qui, peu après, se révèlent être des impostures.

Les véritables découvertes sont néanmoins légion et un grand nombre d'entre elles peuvent être mises en pratique presque immédiatement. Cependant, ces découvertes ne concernent pas tant des médicaments infaillibles capables de tuer microbes et parasites que des mesures concernant l'hygiène personnelle, la santé publique ou le système sanitaire de l'environnement: ces mesures permettent en effet de lutter contre la transmission de microorganismes infectés et de leurs porteurs, notamment les moustiques et les autres insectes concernés.

Il y a en réalité de nombreuses raisons d'être fier des progrès accomplis dans la lutte contre le fléau des maladies infectieuses, que l'espèce humaine subit depuis des temps immémoriaux. Cette fierté contribue certainement à l'optimisme enthousiaste qui accueille, en 1901, le début d'un siècle nouveau, optimisme qui semble peu justifié par les événements ultérieurs.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Au XIX^e siècle, la profession médicale se trouve entre deux aspirations contradictoires : un idéal d'unité et un besoin de spécialisation. Dorénavant, tous les médecins doivent d'abord étudier les sciences fondamentales avant d'acquérir une grande connaissance de la médecine clinique dans toute sa complexité et d'assumer les responsabilités de la pratique médicale. Par ailleurs, en raison de la quantité croissante de connaissances, de diagnostics, de techniques et d'outils thérapeutiques, il devient de plus en plus difficile de maîtriser véritablement plus d'un domaine.

La psychiatrie est la première branche de la médecine à s'organiser et à devenir une spécialité: les malades mentaux forment de toute évidence une catégorie bien distincte de patients et doivent être soignés dans des institutions différentes par des médecins et un corps infirmier formés spécifiquement.

En médecine somatique, dans le domaine des maladies corporelles, l'ophtalmologie soulève l'admiration car elle devient un modèle de discipline fondée sur la science par suite de l'invention de l'ophtalmoscope, en 1850, par le jeune physiologiste allemand Hermann von Helmholtz (1821–1894) et lors des progrès de l'optique ophtalmique grâce à Helmholtz et au Néerlandais Frans Cornelis Donders (1818–1889).

L'obstétrique devient également une spécialité médicale, pratiquée et enseignée par des médecins formés en conséquence. Dans les pays développés, les sages-femmes perdent leur statut professionnel indépendant et sont réduites à la condition de simples auxiliaires subordonnées aux obstétriciens. De nos jours, certains historiens sociaux déplorent ce fait, mais cette évolution est à l'époque inévitable, car elle améliore la sécurité des parturientes.

Par ailleurs, les jeunes femmes luttent pour obtenir une formation et un diplôme de médecine. La première à y parvenir est la Britannique Elizabeth Blackwell (1821–1910), qui est diplômée en 1849, bien que dans une ville peu connue, Geneva, dans l'État américain de New York. Quelques années plus tard, elle crée à New York un hôpital où ne sont employées que des femmes. La première université européenne à admettre dès 1867 des étudiantes en médecine dans les mêmes conditions que leurs homologues masculins se trouve à Zurich, en Suisse; cette université avait été créée quelques décennies auparavant dans un esprit libéral, qui est donc toujours présent.

La formation médicale devient un problème particulièrement préoccupant aux États-Unis au début de la ruée vers l'ouest. Comme on recherche des médecins de toute urgence, des écoles de médecine douteuses voient soudainement le jour et, contre des frais de scolarité élevés, donnent à des

ignorants des diplômes sans aucune valeur. Cependant, les médecins qui se sentent responsables de leur profession et de leurs patients s'unissent en 1847 au sein de l'Association médicale américaine, afin d'atteindre des normes scientifiques et morales élevées dans le monde médical. Dès ses débuts en 1893, la Johns Hopkins Medical School de Baltimore est un modèle renommé de formation médicale de premier ordre; un groupe de femmes de la bonne société, soucieuses d'assurer aux femmes des possibilités de formation médicale, rassemblent des fonds s'élevant à 500 000 dollars pour faciliter la création de cette école. Quand Abraham Flexner (avec le financement de la fondation Carnegie) présente enfin en 1910 son rapport sur la formation médicale aux États-Unis et au Canada (Flexner, 1910, 1912, 1925), il ouvre la voie à une réforme nationale de l'enseignement médical aux États-Unis. Ces deux derniers événements contribuent à la création de la science médicale américaine, qui atteint sa position de leader mondial au XXe siècle.

De nombreux autres thèmes peuvent être évoqués en relation avec notre sujet, l'évolution de la médecine au XIXe siècle. On peut mentionner, par exemple, les débuts de l'assurance santé, tout d'abord en Allemagne en 1883 sous le despotisme parfois éclairé de Bismarck puis, en 1911, en Grande-Bretagne avec le très controversé *National Insurance Act* de Lloyd George. L'évolution de la profession d'infirmière, à laquelle contribue fortement Florence Nightingale (1820–1910) (*illustration 57*), serait aussi un thème très intéressant à traiter, tout comme la Croix-Rouge et la convention de Genève pour la protection des victimes de la guerre (1864), nées de l'engagement humanitaire empathique d'un citoyen de Genève, en Suisse: Henri Dunant (1828–1910).

Le XIX^e siècle est décisif pour le progrès de la médecine scientifique telle qu'on la connaît actuellement. Au tournant du siècle, la médecine est réellement considérée comme une science et bénéficie à ce titre d'une estime sans précédent. Preuve en est le prix Nobel: dans son dernier testament, Alfred Nobel (1833–1896) place la médecine et la physiologie sur le même plan que la physique et la chimie, qui sont les sciences naturelles par excellence.

BIBLIOGRAPHIE

- Ackerknecht E. H. 1952. Rudolf Virchow, Doctor-Statesman-Anthropologist. Madison, Wise.
- 1967. *Medicine at the Paris Hospital 1794–1848*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, pp. 16–32.

Beukers H. Et Al. (dir. publ.). 1991. Red-hair medicine: Dutch-Japanese medical relations. Amsterdam, Rodopi BV.

- Croizier R. C. 1968. *Traditional medicine in modern China Science, nationalism, and the tensions of cultural change.* Cambridge, Harvard University Press, pp. 37, 48–49.
- FISCHER F. H. 1991. Der Missionsarzt Rudolf Fisch und die Anfänge medizinischer Arbeit der Basler Mission an der Goldküste (Ghana). Herzogenrath (RFA).
- FLEXNER A. 1910. *Medical education in the United States and Canada*. Boston, Merrymount Press.
- 1912. *Medical education in Europe*. New York, Carnegie Foundation.
- 1925. Medical education: a comparative study. New York, Macmillan.
- Jetter D. 1973. Grundzüge der Hospitalgeschichte. Darmstadt, p. 38.
- 1977. *Grundzüge der Krankenhausgeschichte* (1800–1900). Darmstadt, pp. 12–13.
- Koch R. 1882. «Die Aetiologie der Tuberkulose». Berliner klinischen Wochenschrift, n° 19, pp. 221–230.
- Manson-Bahr P. 1962. *Patrick Manson: the father of tropical medicine*. Londres, Nelson, pp. 73–74.
- RÖNTGEN W. C. 1895. «Über eine neue Art von Strahlen». Sitzungsber physikal.-med. Ges. (Würzburg), pp. 132–141.
- 1896. «Über eine neue Art von Strahlen». *Sitzungsber physikal.-med. Ges.* (Würzburg), pp. 11–19.
- Simond P. L. 1898. «La propagation de la peste». *Annales de l'Institut Pasteur* (Paris), n° 12, pp. 625–687.
- Snow J. 1855. «On the pathology and mode of communication of the cholera». *London Medical Gazette* (Londres), n° 44, pp. 730–732, 745–752, 923-929; éd. rév. et ampl. (1° éd., 1849). [L'article traite des modes de contagion du choléra.]
- VIRCHOW R. 1858. Die Cellularpathologie in ihrer Begründung auf physiologische und pathologische Geswebelehre. Berlin, Hirschwald.
- 1894. «Morgagni und der anatomische Gedanke». *Berliner klinischen Wochenschrift* (Berlin,), n° 31, pp. 345–350.
- Wong K. C., Wu L. T. 1932. *History of Chinese medicine*. Tianjin, pp. 142 et suiv., p. 431.

Les sciences humaines et les sciences sociales

Tatiana V. Golubkova, Igor N. Ionov, Marletta T. Stepaniants et Efim B. Tchernjak Alexander O. Chubariyan, coordinateur

e XIX^e siècle occupe une place particulière dans l'histoire et marque la fin d'une longue période historique : d'une part, il semble être l'aboutissement de nombreux processus économiques et politiques antérieurs et, peut-être dans une plus large mesure encore, il semble représenter la synthèse de ce qui est advenu dans le domaine des idées et dans l'évolution intellectuelle de l'humanité grâce à la création de théories universalistes; d'autre part, la fin du siècle coïncide avec l'émergence de nombreuses tendances et phénomènes nouveaux, qui annoncent l'avènement d'une nouvelle ère dans le domaine de la technique, de l'organisation de la vie économique et dans les sphères intellectuelles et sociales.

Il existe peu de périodes de l'histoire de l'humanité que l'on puisse comparer avec le XIX^e siècle sur le plan du développement de la pensée philosophique, esthétique et religieuse comme sur celui de la méthodologie de l'histoire ou de la théorie économique; c'est au cours de ce siècle qu'apparaît ce que l'on pourrait appeler le stade du «technogénie» ou de la «machine» dans le processus de civilisation.

Contrairement aux civilisations préindustrielles, la civilisation industrielle impose une amélioration technique constante. Cette dynamique établit les fondations d'un nouveau type de civilisation. Le progrès technique se réalise plus rapidement que par le passé grâce aux liens étroits entre l'industrie, fondée sur les machines, et la science, qui se focalise sur des buts pratiques. Cette relation, établie en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle et

intensifiée au cours du XIX^e siècle, permet d'accroître le rendement et de satisfaire les besoins matériels à une échelle inconnue jusqu'alors. On pense alors que la société industrielle pourra réduire, voire abolir, la dépendance de l'homme vis-à-vis de la nature et le libérer des récoltes déficitaires, de la famine, des maladies et des catastrophes naturelles.

En réalité, la dépendance de l'homme par rapport à la nature ne disparaît pas mais change de visage. L'un des premiers penseurs à percevoir les nouveaux problèmes et dangers qui attendent l'humanité est l'économiste britannique Thomas Robert Malthus (1766–1834) (*illustration 58*), dont l'*Essai sur le principe de population*, écrit à la toute fin du XVIII^e siècle (1798), jouit pendant les deux siècles suivants d'une notoriété considérable, attirant autant d'adeptes que de détracteurs.

Malthus augure d'un avenir sombre pour l'humanité: d'une manière générale, l'amélioration du niveau de vie entraîne une baisse de la mortalité et une augmentation de la natalité; à un moment donné, l'accroissement économique ne pourra plus suivre la croissance démographique, condamnant l'humanité à la famine et à l'extinction en raison de la surpopulation. La conclusion de Malthus est que l'accroissement de la natalité doit être contrôlé, en particulier dans les classes inférieures.

Un autre économiste britannique, David Ricardo (1772–1823), considère que la croissance économique repose principalement sur un facteur inaltérable: la terre. Comme Malthus, il croit que l'humanité finira par atteindre les limites des ressources naturelles. Ces prédictions pessimistes sont émises à une époque où l'on ne peut prévoir clairement quelle sera l'évolution ultérieure de la révolution industrielle, où l'on ressent avec acuité l'assujettissement à la terre de l'économie et de l'existence humaine en général, et où les sources d'énergie sont extrêmement limitées.

Les idées et prédictions de Malthus ont suscité l'attention des intellectuels et des personnages publics tout au long du XIXe siècle, ainsi qu'au XXe siècle. Les perspectives sur l'avenir de la croissance économique, subordonnée aux problèmes de population, ont une influence déterminante sur l'un des courants de pensée des sciences sociales; on doit par ailleurs à cette question l'établissement de la démographie comme science, ainsi que le développement de l'économie politique et d'autres disciplines.

Les débuts de la civilisation industrielle sont marqués par la croissance rapide des liens commerciaux et politiques entre les pays et les cultures du monde, ce qui modifie considérablement les conditions du développement des connaissances sociales en général. Ce processus donne lieu à de nombreuses controverses.

D'un côté, les puissances occidentales se partagent le marché mondial et un grand nombre de pays asiatiques et africains sont divisés en zones

d'influence occidentales. Au tout début du XXe siècle, l'unité commerciale et politique du monde est plus forte que jamais. Le commerce et les investissements internationaux sont à leur comble. C'est pourquoi le droit et le système politique international, ainsi que ses conditions et ses réglementations, évoluent constamment selon les principes avancés par les sciences sociales occidentales — dont la création date en partie de l'âge des Lumières et en partie du XIXe siècle. Le rôle des cultures et de la vision du monde occidentales dans le monde croît de manière exponentielle. Les idées des Lumières et les concepts positivistes étendent leur influence dans tous les continents. Des tentatives de réformes libérales plus ou moins fructueuses sont réalisées en Russie, au Japon et en Turquie, des associations pour le développement des idées sont créées dans plusieurs pays. Pour nombre d'entre eux, le terme «civilisation» est associé au modèle occidental.

D'un autre côté, le XIX^e siècle jette les bases culturelles et scientifiques pour un dialogue à l'échelle mondiale qui se développera au XX^e siècle. Les publications isolées d'histoire et de philologie orientales font place, en Occident et en Russie, à des études systématiques de nature anthropologique, archéologique, sociologique et religieuse, portant sur des cultures non européennes anciennes et contemporaines et reposant sur une base interdisciplinaire élargie. Les méthodes des sciences sociales occidentales sont peu à peu adoptées en Chine, en Inde, en Iran et dans d'autres pays qui suivent l'exemple de la Russie et créent leur propre conscience de civilisation. L'interaction de la science et de la religion en Europe, en Inde et au Japon permet de former la synthèse des expériences spirituelles des diverses cultures du monde.

Le XVIII^e siècle détermine avec force l'évolution de la pensée sociale et des idées des Lumières dans le monde. L'idéologie et la culture des Lumières, tout comme la philosophie séculière, prennent le relais de la vision médiévale de la nature et de la société. Un nouvel esprit nourri de tendances libérales et démocratiques prédomine dans tous les domaines de la vie intellectuelle et dans les œuvres philosophiques, politiques et artistiques.

Hobbes et Locke en Angleterre, Spinoza en Hollande, Montesquieu, Voltaire et Rousseau en France, Lomonossov et Radichtchev en Russie, ainsi que de nombreux représentants de l'esprit des Lumières provenant des pays orientaux, proposent de nouvelles idées, accordent leur soutien au changement dans les relations sociales, posent les fondations de nouvelles normes légales et d'une nouvelle définition de l'être humain. Les idées et la culture du XVIII^e siècle servent ainsi de base à l'explosion de la pensée sociale et à l'essor de la culture et de l'art au XIX^e siècle.

Dans le domaine des idées, la fin du XVIII° siècle et le début du XIX° siècle sont les témoins d'une activité intellectuelle bouillonnante en

Europe ; de nouvelles idées voient le jour, et le XIX^e siècle commence par une véritable «révolution de l'esprit», en grande partie suscitée par les événements révolutionnaires. Les attitudes publiques, la pensée sociale, le développement des sciences sociales et des sciences humaines, la littérature, la musique, l'art, les mentalités et leur façon de se manifester portent tous le sceau des crises qui affectent la France (les guerres napoléoniennes et les révolutions de 1830 et 1848), l'Italie, l'Allemagne et la Russie, entre autres.

Le XIX^e siècle est une période d'une extrême diversité d'idées et de théories. On assiste à l'essor de la pensée philosophique et historique et à la naissance de la sociologie, de l'anthropologie et de l'économie politique. Le siècle est également le théâtre d'une évolution théorique, d'une «révolution de la pensée» dans les domaines esthétiques de l'art et de la littérature.

Le changement est perceptible dès les vingt-cinq dernières années du XVIIIe siècle, période connue sous le nom d'«âge des Lumières» ou «âge des philosophes». Les idées des Lumières nourrissent différents aspects de la vie intellectuelle tels que la philosophie, la littérature ou l'art. S'inspirant des conceptions métaphysiques de Descartes, Leibniz et Spinoza, le «rationalisme» prédomine dans la science comme dans la culture. L'idée d'«expérience» est prépondérante dans l'esprit des penseurs comme dans celui des hommes d'action.

L'influence des encyclopédistes et de Rousseau est cruciale. La théorie du contrat social et les idées démocratiques très répandues dans la France prérévolutionnaire et dans l'ensemble de l'Europe marquent l'apogée de l'âge des Lumières, mais portent également en elles le germe d'une nouvelle perspective mondiale, qui sonnera le glas de l'idéologie et de l'esthétique des Lumières. Pour les penseurs éclairés, les réalités du monde sont un champ d'action où peuvent être mis en application des plans établis, mais les valeurs de leurs successeurs sont différentes et proposent une nouvelle corrélation entre idéaux et réalité: les Lumières cèdent la place au romantisme.

Les origines du romantisme sont en règle générale étroitement liées à la Révolution française. En luttant pour transformer le monde dans sa diversité, la Révolution française a démontré l'infinie complexité et les contradictions de l'évolution historique et de la grandeur de l'humanité. Par ailleurs, les conséquences de la Révolution et l'expérience de la période postrévolutionnaire ont souligné les limites des pouvoirs et des potentiels humains. Lors de la période de désenchantement qui en résulte, on voit s'éloigner la possibilité d'atteindre les idéaux et les rêves des périodes prérévolutionnaire et révolutionnaire.

LA VIE INTELLECTUELLE

La philosophie classique allemande: le rationalisme

L'un des facteurs essentiels déterminant la vie intellectuelle du XIX^e siècle est l'attention croissante que l'on porte aux processus régissant la vie des individus, attention accrue en raison de l'avènement de la modernisation. La révolution industrielle et la libéralisation des institutions sociales et politiques, en dépit de nombreuses controverses, mettent en évidence le composant temporel de l'existence. Une conscience historique prend donc naissance, qui interprète à sa façon les processus de sécularisation et de rationalisation de la pensée scientifique. Le désir de représenter toute la richesse de l'être en se fondant sur une conception unique s'accompagne d'une focalisation sur le processus de devenir. La philosophie de l'histoire et l'histoire de la philosophie viennent compléter les thèmes philosophiques de base que sont la logique et l'éthique. L'histoire comme sujet d'étude passe de la description chronologique des événements à la caractérisation systémique des processus de formation des sociétés. L'évolution du monde est perçue comme le domaine de l'activité humaine.

L'évolutionnisme, doctrine des phénomènes inhérents et ordonnés de l'évolution biologique et sociale, influence les domaines les plus divers du savoir. Le genre «historique» envahit la littérature et l'art — romans sociaux et historiques, peinture réaliste, opéra, etc.

Au même moment, la vie se révèle dans ses contradictions, qui fournissent la base d'interprétations aussi bien optimistes que pessimistes des événements et de l'histoire dans son ensemble. Confrontée à cette toile de fond, l'image harmonieuse du monde, caractéristique du siècle des Lumières, commence à perdre de son éclat: la critique de la raison entamée par Hume et Kant prend des formes extrêmes, y compris celle de l'irrationalisme, et nombreuses sont les tentatives pour échapper au présent en se réfugiant dans le futur (utopisme) ou dans le passé (romantisme). Les débats se tournent de plus en plus vers la nature humaine et la prédominance en son sein du bien et du mal, ainsi que vers les moyens de résoudre les contradictions.

Ces changements ont pour principales conséquences l'émergence de cultures nationales en Europe centrale et orientale, et le développement d'une personnalité de l'homme libre, d'une conscience humaine. Dans ce contexte, on porte une attention croissante aux valeurs et aux traditions nationales, ce qui brise l'universalisme de l'âge des Lumières; en même temps, cette considération des valeurs est soumise à la pression qu'exercent les changements rapides des intérêts des individus et des groupes. On assiste à l'émergence d'une crise des valeurs, de divergences d'opinion concernant les idéaux de

vérité, de justice et de beauté. L'individualisme se développe en plaçant l'individu au centre de l'univers et en considérant la perception et la pensée individuelle comme les seuls critères possibles. Le relativisme s'empare des valeurs et de la connaissance, ce qui provoque une crise épistémologique à la fin du XIX^e siècle. La littérature et l'art modernes accordent une place de plus en plus importante aux perceptions individuelles.

Le rationalisme reste le courant intellectuel le plus influent du XIX^e siècle, en particulier en Europe occidentale, mais il se manifeste sous différentes formes. L'effondrement des métaphysiques conduit à l'anéantissement d'un système entier de connaissance: l'image auparavant unifiée du monde est divisée entre nature et humanité. La question de la vérité est également envisagée dans le contexte historique. La stricte division de la connaissance entre scientifique et non scientifique mène à l'idée que la connaissance se construit progressivement à partir de préconceptions. Tous ces facteurs font que le rationalisme est potentiellement plus flexible, mais fragilisent également sa portée dans le duel qu'il livre contre l'irrationalisme. Ces contradictions trouvent leur expression la plus aboutie dans la philosophie allemande, manifestation la plus remarquable de la vie intellectuelle du XIX^e siècle.

Toutes les constructions philosophiques du siècle portent la marque des idées d'Emmanuel Kant (1724–1804). Même si les principales œuvres de Kant ont été écrites au cours de la seconde moitié du XVIIIe siècle, il n'est pas exagéré de dire que sa pensée influence l'ensemble de la théorie et de la philosophie du XIXe siècle. Le célèbre philosophe russe Vladimir Soloviev considère la «philosophie critique» de Kant comme le «tournant décisif de l'histoire de la pensée humaine, à tel point que toute l'évolution de la philosophie, qu'elle porte sur la pensée ou qu'elle soit en relation avec elle, peut être divisée en deux périodes: la période précritique ou prékantienne et la période postcritique ou postkantienne».

La philosophie kantienne transcende la philosophie rationaliste des Lumières, et, dans ses premières œuvres, Kant critique vivement la logique formelle et la métaphysique.

L'enseignement principal de la philosophie de Kant concerne la connaissance et marque profondément les penseurs de cette période; ceux-ci concentrent leur attention sur les spécificités du processus de connaissance, qui représente la raison d'être et le propos majeur de toute théorie philosophique. D'après Kant, c'est l'esprit dans sa transcendance qui détermine les propriétés essentielles de qualités telles que le temps, la durée, l'espace ou la causalité, que l'on considérait précédemment comme inhérentes aux choses en soi, indépendamment de ceux qui cherchent à les appréhender.

Selon Kant, la science ne devrait considérer que l'étude de la connaissance *a priori* et non la connaissance par l'expérience. Il écrit, dans ses *Prolégomènes à toute métaphysique future*: «Les choses nous sont données

comme objets de nos sens en dehors de nous-mêmes, mais nous ne savons rien de ce qu'elles peuvent être en soi, car nous ne les connaissons que comme phénomènes, c'est-à-dire que nous ne connaissons que les représentations qu'elles produisent en nous en agissant sur nos sens.»

Au niveau des « perceptions immédiates » des sens, un rôle déterminant est joué d'après Kant par l'espace et le temps, qui sont les formes *a priori* régissant l'expérience sensible dans certains rapports. Grâce au caractère synthétique et *a priori* du temps et de l'espace, les mathématiques se sont développées comme une connaissance pure formée de jugements synthétiques *a priori*.

La théorie de la conscience et des catégories de Kant est exposée dans son *Analytique transcendantale*, qui forme un système complet avec l'*Esthétique transcendantale*. Kant lui-même nomme ce système philosophie transcendantale ou métaphysique de la vérité, dont la mission est de remplacer la fausse métaphysique, qui doit selon lui être anéantie. Ce système exercera une grande influence sur la pensée philosophique ultérieure dans son ensemble, et l'enseignement de Kant se révélera particulièrement important pour la critique de ce que l'on appelle la théologie rationnelle.

Kant élabore également une doctrine morale, rejetant une moralité feinte basée sur les instincts et les sentiments en faveur de principes rationnels de moralité, qu'il formule lui-même et dont il donne une classification détaillée. La volonté de tout homme doué de raison est la manifestation de la volonté légiférante universelle. Comme dans ses enseignements sur la connaissance, Kant considère avec attention les lois universelles de la nature.

L'ensemble de la philosophie de Kant constitue un système intégral et complexe embrassant pratiquement toutes les principales tendances philosophiques et épistémologiques, mais aussi l'éthique, la politique, la loi, la religion et l'art. Il libère la théorie de l'ancienne métaphysique dogmatique, tout en affirmant la perception dialectique des principales catégories de la philosophie.

Le kantisme engendre de nombreuses théories philosophiques et, en accord avec les lois de la dialectique, se prépare à être lui-même transcendé.

L'expression la plus accomplie de la philosophie classique allemande du XIX^e siècle se trouve dans les œuvres de Georg Wilhelm Friedrich Hegel (1770–1831). D'un côté, Hegel suit en quelque sorte le chemin tracé par Kant, Schelling et Fichte, mais, de l'autre, il les dépasse et se détache d'eux par de nombreux aspects.

Hegel adopte certaines idées de Descartes, en particulier l'idée que le mouvement mécanique a une influence sur tous les phénomènes du monde extérieur, et que la conscience rationnelle de soi influence le monde intérieur ou spirituel; il analyse les idées de Kant concernant les antinomies et la

confrontation dialectique de principes opposés, mais il aborde les problèmes de la conscience d'un point de vue différent.

Selon Hegel, l'esprit n'atteint la véritable liberté qu'en cherchant à connaître la vraie nature des objets et non pas en se tenant à distance d'eux. La vérité ne peut se trouver dans les choses elles-mêmes et n'est pas créée par elles, mais elle se révèle au cours du processus dynamique de l'idée absolue, qui comprend les différentes formes de l'être objectif et subjectif et qui représente l'étape de conscience de soi parfaite dans l'esprit humain. Hegel a une vue très large de l'essence de la vérité qui, selon lui, est inhérente à nous-mêmes aussi bien qu'aux objets.

Le concept d'absolu se trouve au cœur de la philosophie hégélienne. Il se fonde sur la conception du développement dialectique, qui évolue « de luimême » vers un système complet et cohérent. C'est à Hegel que l'on attribue l'élaboration de l'expression la plus complète de la méthode dialectique. La véritable méthode dialectique oppose l'*intellektuelle Anschauung* (l'intuition intellectuelle) à la pensée rationnelle : c'est la raison qui divise le tout vivant en différentes parties et déclenche le processus de pensée.

L'étape initiale de la méthode, au cours de laquelle un concept donné est confirmé dans son état limité comme positif ou vrai, est suivie d'une seconde étape de négation du concept par lui-même en raison de sa nature intrinsèquement contradictoire ou, comme le dit Hegel, en raison de la contradiction dialectique entre «thèse et antithèse».

Hegel considère que l'expression réelle et vraie de la dialectique est contenue dans le concept même d'« absolu ». Le caractère et l'essence véritables de l'absolu s'expriment dans sa propre négation et son contraire est son propre reflet. Par conséquent, l'absolu se trouve et retourne à lui-même en tant qu'unité complète de lui-même et de son contraire; dans la mesure où l'absolu est ce qui se trouve dans tout, alors ce processus constitue une loi universelle. Dans la vision de Hegel, les phénomènes individuels s'avancent constamment les uns vers les autres, puis reviennent à eux-mêmes sous une forme renouvelée. Le sens complet et la vérité de tout ce qui existe sont contenus dans ce mouvement pénétrant tout et formant tout. Les phénomènes physiques et spirituels se joignent et sont liés organiquement avec l'absolu, qui n'existe tout simplement pas en tant qu'objet séparé.

La méthode dialectique hégélienne se trouve donc en étroite relation avec le contenu: tous deux représentent des catégories qui se développent d'elles-mêmes, la première en prenant la forme de méthode et le second en étant le contenu lui-même. Il est démontré que le contenu et la forme sont inséparables l'un de l'autre.

Le système hégélien revêt une grande signification non seulement pour la philosophie mais aussi pour les sciences naturelles. Pour Hegel, la même notion d'absolu s'exprime dans la philosophie naturelle, la mécanique, la

physique et la biologie. La mécanique porte sur les catégories de l'espace, du temps, du mouvement et de la matière et inclut donc les lois de la gravitation, le système solaire et les lois gouvernant le mouvement des corps célestes. Quant à la physique, elle se rapporte aux objets, lumière, chaleur, électricité, magnétisme, etc.; la biologie, où l'idée absolue prévaut également, couvre les royaumes végétal et animal, ainsi que les divers phénomènes et processus organiques.

Hegel s'intéresse également beaucoup aux autres formes d'existence et surtout aux sciences. Sa philosophie de l'esprit est particulièrement importante à cet égard et sa *Phénoménologie de l'esprit* est une sorte d'introduction à l'ensemble de son système philosophique. Éthique, droit, morale et histoire sont intégrés de manière organique dans le système hégélien et dans la théorie générale de Hegel: par exemple, l'État est la manifestation suprême de l'esprit objectif et l'incarnation de la raison dans la vie humaine, une fin absolue en soi.

La doctrine de l'absolu et la méthode dialectique constituent le centre de la philosophie hégélienne et leur influence sur l'évolution de la philosophie et des sciences humaines au cours de la première moitié du XIX^e siècle est remarquable.

Les principes de Hegel s'appliquent à la fois à la société et à l'histoire. Selon lui, la famille, entité sociale indivisible et complète, se transforme en société civile par un processus de division, puis, dépassant ses contradictions intrinsèques, forme un nouveau tout intégral, la nation, dont la force d'intégration est l'esprit national et la forme d'existence est l'État. Les nations de l'histoire et les États qu'elles ont créés passent ensuite par un certain nombre d'étapes liées à la réalisation de l'esprit luttant pour la liberté: durant la première étape, les despotismes de l'ancien Orient, la liberté n'existe que pour un seul homme; durant la deuxième étape, l'Antiquité, la liberté existe pour quelques privilégiés; durant la troisième étape, le monde germanique, on réalise que tout homme est libre. Ainsi, l'affirmation progressive de la liberté devient le critère du progrès et la trame de l'évolution historique prend les caractéristiques d'une spirale qui aboutit à un but déterminé — la monarchie limitée allemande, au cours de laquelle l'histoire atteint son apogée.

Le point de vue de Hegel et des hégéliens est en quelque sorte le fruit de l'évolution de la philosophie allemande : la ligne continue qui passe par Kant, Schelling et Fichte et qui mène à Hegel permet à ce dernier de mettre en place une nouvelle méthode et un nouveau système. La philosophie allemande de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e lègue aux théories philosophiques ultérieures un solide système de points de vue portant sur le subjectif et l'objectif, le processus et les méthodes de connaissance.

Une école est créée après la mort de Hegel, laquelle développe, étend et modifie son enseignement; son influence sur la pensée théorique sera déterminante tout au long du XIX^e siècle.

LE ROMANTISME ET L'IRRATIONALISME

La tradition intellectuelle des Lumières est également contestée par les philosophes romantiques, qui ne peuvent accepter les idées de progrès historique, de nature rationnelle et d'omnipotence potentielle de l'humanité. Les différents sujets d'étude des romantiques et des irrationalistes sont les défauts du processus de modernisation, l'inadéquation des formes logiques pour une connaissance cohérente de l'harmonie universelle et le besoin de dieu de l'humanité. Par ailleurs, alors que le rationalisme du XIX^e siècle repose principalement sur la tradition intellectuelle d'Europe occidentale, l'irrationalisme s'inspire de la tradition d'Europe centrale. Son essor est lié au lent processus de modernisation et de sécularisation en Allemagne, où la Réforme a permis d'ouvrir la voie au rationalisme et à l'individuation sans rompre avec les traditions de la foi chrétienne.

Le mouvement philosophique de l'irrationalisme est étroitement lié à l'orientation romantique de la littérature, de l'art et de la culture dans son ensemble. Le romantisme est une vision du monde qui se manifeste dans les domaines politique, économique et historique, ainsi que dans la littérature, l'art, la musique et la poésie ; les romantiques prétendent à l'universalité et s'efforcent d'intégrer toutes les connaissances humaines, d'atteindre une nouvelle compréhension du monde dans son unité et sa diversité.

Même si de nombreux aspects des idées du romantisme proviennent des expectatives engendrées par l'âge des révolutions, elles sont aussi influencées par les espoirs insatisfaits et par le précipice qui sépare les théories idéales de la dure réalité. Le romantisme classique est par conséquent caractérisé par l'abîme entre idéaux et réalité; pourtant, en règle générale, les romantiques considèrent que l'idéal est supérieur à la réalité.

Hegel écrit au sujet de l'impression créée par la victoire de la Révolution française: «C'était une aurore magnifique [...], une noble sensation d'extase primait alors et le monde entier était imprégné de l'enthousiasme de l'esprit, comme s'il se produisait pour la première fois la réconciliation entre le principe divin et le monde.» Rapidement, cependant, ces espoirs d'aurore et de victoire des « forces de la raison» se transforment en pessimisme et en déception profonde dans l'esprit de nombreux penseurs. C'est en grande partie de cette expérience historique amère et de la soif non assouvie d'idéal qu'est né le romantisme.

L'une des caractéristiques du romantisme est son retour aux idéaux et à l'héritage du Moyen Âge. Comme les hommes de la Renaissance, les romantiques s'intéressent à l'héritage de l'Antiquité, mais de manière différente: pour eux, au contraire des temps modernes, l'Antiquité est un âge parfait, un temps d'intégrité et de pureté. Le philosophe allemand Friedrich von Schlegel écrit que «le retour à l'Antiquité était motivé par le désir d'échapper aux circonstances désespérantes de l'époque», tandis que Jacob Grimm considère quant à lui que «les hommes des temps anciens étaient plus grands, plus purs et plus saints que nous, et l'éclat de la source divine rayonnait encore sur eux».

L'esthétique de Jean-Jacques Rousseau ou de Johann Gottfried Herder porte déjà les idées de la période préromantique. Herder est l'une des sources d'inspiration du mouvement littéraire connu sous le nom de *Sturm und Drang*, qui prône les idées d'humanité et d'identité nationale. Sa philosophie est imprégnée des idées de l'historicisme. On observe également des tendances préromantiques dans l'art du «sentimentalisme», dans certaines œuvres de Mozart, de Beethoven et des jeunes Heine et Schiller.

Dans le domaine philosophique, le romantisme est originellement associé, en Allemagne, avec les noms de Schelling et Fichte. Friedrich von Schelling (1775–1854) (*illustration 59*) joue un rôle important dans la diffusion des découvertes des sciences naturelles. Sa *Naturphilosophie* est une tentative d'explication philosophique des progrès réalisés dans le domaine de l'électricité et de ses connexions avec les processus chimiques. Sur cette base, Schelling tente de mettre en évidence l'interaction de la nature et de l'humanité. Pour lui, la nature est un état précédant la conscience; il considère le caractère commun de la nature et de la conscience de soi comme représentant en quelque sorte leur identité — le moi et le non-moi.

Suivant la voie tracée par la méthodologie kantienne, Schelling cherche également à trouver, dans la nature ou dans la conscience, de véritables couples de contraires. Dans la nature inorganique, de tels opposés sont représentés par le magnétisme (pôles opposés), l'électricité (charges positive et négative) et les substances chimiques (alcalis et acides); dans le monde organique, ils sont incarnés par la sensibilité et l'excitabilité; dans le royaume de la conscience, par le subjectif et l'objectif. La compréhension de la dialectique de la nature se trouve au œur de la philosophie de Schelling, et même lorsqu'il développe par la suite l'idée d'un absolu ou d'une divinité dans laquelle les contraires se réconcilient, l'idée d'opposés (leur affrontement et leur réconciliation) est présente dans la plupart de ses œuvres. Ses enseignements sur l'interaction dialectique des opposés se fondent sur les avancées de la physique, de la chimie et de la biologie, raison pour laquelle ses vues sont très populaires parmi les philosophes et les naturalistes.

L'irrationalisme de Schelling se manifeste le plus clairement dans sa «philosophie positive», qui débute avec la publication de son œuvre *Philosophie et Religion*, en 1804.

Schelling traite aussi des problèmes liés à la connaissance et estime que ce que l'on appelle la connaissance rationnelle est déterminé non par la déduction et les preuves, mais par l'intuition intellectuelle.

Une attention toute particulière est prêtée à l'interprétation du processus historique de l'évolution de la société. Schelling estime qu'une loi d'unité de la liberté et de la nécessité (plus tard l'un des principaux postulats de la philosophie hégélienne) opère dans la société; une fois encore, il fait du problème de l'intuition intellectuelle et de la liberté la pierre angulaire de sa pensée.

Les idées de Schelling, en particulier sa critique de la raison, suivent le courant principal des idées romantiques allemandes. Schelling se consacre à remplacer l'explication simple et empirique des phénomènes par une sorte de monde intellectuel, suprasensible, qui se trouve au-delà de l'expérience. Il avance l'idée que la religion imprègne tous les domaines de l'activité de l'État et pense que l'alliance des nations devrait être scellée par des professions de foi universelles. À cet égard, il suit les pas de Kant et de ses idées sur la paix perpétuelle et l'alliance universelle des nations.

Schelling traite aussi de phénomènes purement historiques et plus particulièrement de la philosophie de l'histoire. Dans ses premières œuvres, il dépeint les incarnations successives de Dieu dans l'histoire au cours des périodes de règne du destin (l'ancien Orient et la Grèce), de la nature (Rome et l'Europe) et de la providence (les temps futurs). Dans ses ouvrages plus tardifs, en accord avec l'approche romantique de l'histoire, il déplace son idéal du futur vers le passé.

Johann Gottlieb Fichte (1762–1814) est l'un des autres philosophes allemands qui contribuent à remplacer la philosophie des Lumières. Comme certains philosophes, Fichte «rejette» de nombreux enseignements de Kant et adopte une position bien plus idéaliste. Il cherche à déduire, à partir de l'action d'un «moi» absolu, toute la diversité des formes de la réalité, qu'il considère non comme inerte mais comme une substance active. Il cherche également à poser et à résoudre le problème de la transcendance des dualismes de l'objet et du sujet, de la nature et de la conscience. Selon lui, l'activité pratique exerce une influence sur la capacité théorique; d'après son interprétation, la raison est aussi essentiellement pratique.

Comme Schelling, Fichte subit l'influence des idées soulevées par Kant. Il développe la notion d'opposés et tend vers une compréhension dialectique du processus de connaissance, se consacrant à la résolution de l'éternel dualisme de la théorie et de la pratique, de l'objet et du sujet.

L'irrationalisme apparaît dans la philosophie de Fichte vers 1800, quand il attribue des qualités divines au moi absolu.

Fichte consacre beaucoup d'attention aux questions de droit, de gouvernement, de commerce et de propriété. Dans ses *Discours à la nation allemande*, il expose ses points de vue sur l'éducation. Il propose un nouveau système d'instruction, afin de provoquer une renaissance morale de l'humanité, et prévoit différentes étapes dans l'éducation des enfants : observation des activités et des sensations de l'enfant; observation des objets dans l'espace; mouvement libre du corps, exercices physiques et développement de la «force corporelle». La combinaison de ces éléments devait former la base de l'éducation nationale allemande.

Fichte écrit aussi sur l'éducation civique et religieuse. Il avance l'idée quelque peu utopique des communautés d'éducation, dont les membres devraient suivre certaines règles de base et se soumettre totalement aux tâches visant au bien de la nation allemande. Il essaie d'établir un lien entre l'éducation et le développement du raisonnement et du caractère.

Fichte fait donc en quelque sorte partie du courant dominant du romantisme allemand, toujours en quête d'un idéal, tout en cherchant à combiner les idées kantiennes avec un nouvel empirisme. Il élargit les horizons de l'école de philosophie allemande ainsi que le nombre de problèmes qu'elle aborde, combinant analyse du processus de connaissance et idées pratiques dans les domaines de l'éthique, de la morale et de l'éducation. Ses écrits ont une influence remarquable sur l'essor de la pensée pédagogique allemande au XIX^e siècle.

Le romantisme contribue également à mettre au point une méthodologie historique. Alors que les rationalistes ont offert à l'histoire une critique des sources, les romantiques lui donnent l'herméneutique, la science de l'interprétation des textes historiques. L'un des pionniers de cette science est le philosophe et philologue allemand Wilhelm von Humboldt. Même s'il considère le processus historique comme irrationnel, il ne cherche pas moins à définir les forces motrices de l'histoire. D'après Humboldt, la force principale est la culture, qui détermine l'individualité du sujet historique et dont l'incarnation est le langage, car il consolide les traits spécifiques de la vision du monde. En effet, il est possible de vérifier l'histoire de certaines nations qui ont déjà mûri et décliné grâce au fait que leurs idées et leurs valeurs morales sont préservées dans le langage, qui lie en un tout unique notre connaissance fragmentaire de l'histoire. Humboldt est le premier à proposer de « lire » et de comprendre les cultures des nations historiques comme si elles étaient une forme particulière de texte, plutôt que d'expliquer la marche de l'histoire en se référant à des motivations et des lois proclamées par spéculation.

Les romantiques concentrent donc leur attention sur les valeurs culturelles et le rôle décisif que jouent celles-ci dans la formation d'une société et de

son histoire. Ils considèrent l'*Homo economicus* du rationalisme, motivé par une logique de satisfaction de ses besoins, non comme le symbole du progrès mais comme celui de la dégénérescence et de la chute des idéaux primitifs. Ils mettent en avant leur propre modèle de processus historique, en opposition avec le modèle linéaire des positivistes.

Les idées des romantiques sur la philosophie de l'histoire, associées à celles des rationalistes, sont extrêmement fécondes. Cette synthèse permet à l'historien français Edgar Quinet d'établir les fondations d'un modèle systématique de société dans lequel les valeurs religieuses jouent un rôle d'intégration et engendrent des types spécifiques d'institutions politiques, de communautés sociales et d'idées philosophiques. Le fait de considérer que les valeurs religieuses sont le fondement de la société permet de repenser le concept de civilisation et la théorie de la civilisation comme un tout, introduit dans l'histoire de la philosophie au milieu du XVIIIe siècle. L'idée de civilisation en tant que processus universel d'expansion de la culture, du mode de vie et de l'économie est remplacée par l'idée des civilisations locales, représentant des communautés socioculturelles indépendantes les unes des autres, que le philosophe français Charles Renouvier définit comme un certain type de «monades».

Renouvier introduit la première classification des civilisations, les divisant en civilisations primaire (provenant du clan et de la structure clanique), secondaire (assimilant l'expérience de ses prédécesseurs culturels) et enfin tertiaire (dont l'arrière-plan culturel est assez profond pour lui permettre d'observer l'expérience du passé et de l'assimiler dans un processus de «renaissances» successives).

Ces théories sont portées à leur apogée par l'historien allemand Heinrich Rickert, qui met en avant l'idée de l'existence «relativement éternelle» des types historico-culturels — comme il nomme les civilisations locales — et crée un modèle d'évolution multilinéaire de l'histoire, repris plus tard par les positivistes. Rickert démontre que les civilisations ne sont capables de répondre qu'aux impulsions culturelles qui sont analogues à leurs intentions profondes.

L'influence du romantisme sur la pensée historique contribue à l'affaiblissement de l'eurocentrisme, qui reste cependant le courant dominant chez les rationalistes jusqu'à la fin du XIX^e siècle. La reconnaissance progressive de l'égalité des droits des valeurs culturelles de divers pays permet aux nations d'Europe de l'Est, y compris la Russie, de participer au dialogue européen; pour la première fois, il ne s'agit plus seulement de copier et de chercher à adapter la pensée d'Europe occidentale — certains Russes sont d'éminents philosophes « occidentalistes », comme Aleksandr Herzen, Nikolaï Tchernychevski, Nikolaï Mikhaïlovski, Boris Tchitcherine et d'autres, qui ont développé principalement des idées hégéliennes et positivistes —,

mais surtout de créer un système philosophique exprimant la spécificité de la culture nationale, ses valeurs et son attitude envers l'objet et le processus de connaissance.

Les philosophes «slavophiles» Alekseï Khomiakov et Ivan Kireïevski établissent un tel système. Leurs idées sont proches de celles des romantiques allemands et sont développées à la fin du XIXe siècle par Vladimir Soloviev. Au centre de ce système se trouvent les idées d'«uni-totalité» (vseedinstvo) et de «connaissance de la vie» (zhivoznanie). Dans les œuvres de Soloviev, l'«uni-totalité» signifie l'absolu, le tout intégral, le seul cadre dans lequel se comprennent les phénomènes individuels et où l'on peut atteindre la vérité. Sa force d'intégration est Dieu, et c'est pourquoi la connaissance n'est pas possible par le biais de la raison seule. La connaissance implique l'être humain en tant que tout : la raison, les sentiments, la volonté humaine, ainsi que l'amour, le résultat de la synthèse d'une expérience empirique, rationnelle et mystique.

La philosophie de l'histoire, en particulier l'interprétation de la place de la Russie dans l'histoire, se dessine avec précision dans la philosophie russe du XIX^e siècle. Alors que les «occidentalistes» considèrent avec scepticisme ce rôle historique, les slavophiles et leurs disciples osent montrer que la Russie est un leader potentiel de l'Europe et du monde, un géant endormi sur le point de se réveiller. C'est le panslaviste Nikolaï Danilevski qui exprime ces idées de la façon la plus complète, vers la fin des années 1860. Empruntant les types historico-culturels et les civilisations locales de Rickert, ainsi que leurs quatre «piliers» (la religion, la science, les formes d'autorité et les formes socio-économiques), il présente la Russie comme un embryon de fédération panslave, qui deviendrait la plus avancée des civilisations locales et qui développerait pleinement pour la première fois les quatre «piliers». Danilevski interprète les idées de Rickert à la lumière positiviste, mais il rejette totalement la possibilité d'une civilisation et d'idéaux universels. Il faut préciser que tous n'acceptent pas les idées de Danilevski: Dostoïevski et Vladimir Soloviev, qui rêvent d'une réconciliation entre l'Est et l'Ouest et d'une harmonie universelle, comptent parmi ses détracteurs.

La philosophie russe de l'histoire du XIX^e siècle prépare ainsi le terrain pour les penseurs de nombreux autres pays qui se moderniseront au cours du XX^e siècle — Inde, Chine, monde arabe, Afrique. En règle générale, ils commencent par présenter les valeurs de leurs propres cultures et de leurs propres normes sociales comme supérieures à celles de l'Occident, les jugeant toutefois en fonction des standards occidentaux (voir, par exemple, l'apologie de l'individualisme et du rationalisme indien), puis ils cherchent à établir leurs propres normes et à explorer l'idée de l'égalité des cultures.

Le romantisme est en quelque sorte supérieur au rationalisme dans la mesure où il prend en compte et développe l'idée chrétienne des limites du

potentiel humain, une idée négligée par les rationalistes. Comparé au rationalisme, il est plus sensible aux cultures non occidentales et moins sujet à l'impérialisme culturel. Son approche du processus de connaissance est plus holistique et propose une vision moins schématique du rôle de l'homme dans ce processus, qui n'est plus réduit à une fonction de la raison. En outre, la modération est nécessaire pour que ces qualités portent leurs fruits. Mais l'émergence de tendances pessimistes mène à la crise; ce que l'on a perdu en cours de route, c'est la notion chrétienne de salut.

Les conditions initiales de l'accroissement du pessimisme sont créées par la crise des valeurs qui accompagne le processus de modernisation. Il n'est alors plus possible de placer un espoir sérieux dans les valeurs traditionnelles de la religion, sur lesquelles s'appuient les romantiques. La philosophie du pessimisme, dont le principal représentant est le philosophe allemand Arthur Schopenhauer (1788–1860) (*illustration 60*), se développe en réaction à ce processus de modernisation. Il trouve le noyau de l'être dans le «vouloirvivre», une lutte pour la domination absolue qui transforme l'existence du monde en une hostilité universelle, hostilité qui n'est, dans la société, que partiellement contrôlée par l'État.

La volonté universelle occupe une place importante dans la philosophie de Schopenhauer. Il définit la science comme une activité qui recherche non pas la connaissance mais l'affirmation de la volonté, laquelle régit également la pratique. D'après Schopenhauer, la connaissance contemplative, inaccessible à la science, peut être appréhendée et révélée par l'intuition qui, dans sa forme la plus parfaite, correspond aux génies. Les idées de Schopenhauer sur la signification de la volonté humaine et de l'intuition auront par la suite une influence considérable sur Nietzsche et Bergson.

Pour ce qui est de l'éthique, les idées de Schopenhauer sont bien connues et sont également assez pessimistes. Il considère la souffrance comme la base de l'existence humaine. Les êtres humains ne peuvent trouver de satisfaction en aucune chose, pas même dans la religion. Là encore, la place d'honneur revient aux génies, capables d'affirmer la volonté, mais cette affirmation est suivie de l'insatisfaction et de l'ascétisme, qui aide toutefois à surmonter la souffrance. Les idées de Schopenhauer sont extrêmement populaires au début du XX^e siècle, période où les intellectuels de nombreux pays sont sujets à un pessimisme profond et où ils n'ont plus foi dans les capacités humaines.

Les philosophes du XIX^e siècle cherchent différents moyens pour sortir de l'impasse du pessimisme. L'un de ces moyens consiste à postuler des « valeurs éternelles » en tant que fondements de la connaissance historique. Friedrich Nietzsche (1844–1900) (*illustration 61*), cherchant à surmonter le pessimisme associé à la situation de crise des valeurs, formule une critique des valeurs de la société de son époque. Après avoir proclamé que son but est de critiquer toutes les valeurs, Nietzsche place au centre de sa

philosophie le concept de vie, définie dans un premier temps comme une lutte pour l'affirmation de soi et du désir — la volonté de puissance. Le processus de vie est une création continue, une lutte entre volonté faible et volonté forte, dans laquelle il ne peut y avoir ni règles ni absolu. Le perpétuel devenir de la vie implique un relativisme de la morale et des valeurs; pour Nietzsche, le devenir n'est pas un processus ascendant et progressif, mais un «éternel retour», c'est-à-dire des transitions cycliques allant de la domination de la volonté «aristocratique» et créatrice des forts à la domination de la volonté «démocratique» et dégénérée des faibles, dont la manifestation la plus extrême est le socialisme, dans lequel la vie se renie et coupe ses propres racines.

Comme Schopenhauer, Nietzsche affirme que la force déterminante dans la nature comme dans la société est la «volonté». Le cours de l'histoire dépend, selon lui, de la volonté des individus et la force motrice de l'histoire vient précisément de la «volonté de puissance».

La victoire partielle d'une «philosophie de la vie» sur le pessimisme a rapidement des résultats positifs. Les écrits du philosophe français Henri Bergson (1859–1941) (*illustration 62*) présentent une vision particulière des phénomènes de la vie (distincts de ceux de la nature non vivante) qui influence un grand nombre de penseurs du XX^e siècle. Bergson montre notamment que la vie est une réalité authentique, primaire, représentant un tout où les manifestations de la matière et de l'esprit sont mêlées et où il n'y a pas de place pour l'opposition entre le sujet et l'objet de la connaissance, puisqu'ils sont tous deux des aspects de la compréhension de la vie par elle-même. Seules les «choses mortes» sont susceptibles d'être connues rationnellement. On peut affirmer l'essence de la vie grâce à l'intuition, qui pénètre directement dans l'objet, se mêlant à sa nature propre. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les idées de Bergson conviennent aux philosophes russes.

Chez Bergson, l'intuition représente un type particulier et spécifique de connaissance qui permet d'affirmer la vérité «immédiatement», en dehors du processus de perception et de raison. Bergson considère que l'intuition provient de l'«élan vital» ou «élan créateur», d'où tout découle. Le nom de Bergson renvoie également à une interprétation très exagérée, hypertrophique, du principe mystique. Le concept plutôt amorphe de l'«élan vital» et la théorie de l'intuition sont liés, chez lui, à une vision exagérée de l'importance de l'instinct humain «vital» — primitif — et du rôle de la religion.

Les idées de Bergson sont très populaires parmi les partisans du modernisme au début du XX^e siècle. Le symbolisme est notamment en harmonie avec la théorie bergsonienne de l'intuition, puisqu'il insiste avec emphase sur les bases les plus profondes de la conscience humaine et de l'inconscient.

La «philosophie de la vie» dans son ensemble introduit un certain nombre d'idées nouvelles dans le monde intellectuel du XIX^e siècle. Les êtres humains ne sont plus regardés comme des êtres sociaux ou rationnels, comme c'était le cas dans les philosophies rationalistes, ni comme des êtres culturels ou des croyants, tels que les considéraient les romantiques; en un mot, ils ne sont plus observés en termes de besoins ou de valeurs, mais par et pour euxmêmes, dans le processus de vie. Cela marque le début de l'anthropologie philosophique, qui ne prendra sa forme définitive qu'au XX^e siècle.

Ce sont autant les rationalistes que les irrationalistes qui motivent la création de l'anthropologie philosophique au XIX^e siècle. Le représentant le plus connu du matérialisme anthropologique est le philosophe allemand Ludwig Feuerbach (1804–1872), qui vise comme les romantiques l'utilisation de toutes les qualités humaines dans le processus de connaissance. Il considère que la vérité réside non pas dans la connaissance en tant que telle mais dans la complétude de la vie humaine; il prend en compte non seulement l'individualité des êtres humains mais aussi leur essence générique, leurs besoins de contacts personnels et d'amour.

Le courant menant à l'anthropologie passe par une autre tendance associée au nom du philosophe danois Sören Kierkegaard (1813–1855) (*illustration 63*). Ce dernier s'assigne la tâche de définir la nature ontologique de la réalité humaine en relation avec les autres principes de l'univers, avec la nature et avec Dieu.

LE POSITIVISME

Le positivisme est peut-être le courant de pensée le plus marquant de la vie intellectuelle du XIX^e siècle, car il exerce une influence extrêmement forte sur l'évolution de l'histoire de la philosophie, de la sociologie et d'autres sciences humaines et sociales. Ce mouvement est principalement associé aux noms de l'éminent penseur français Auguste Comte (1798–1857) (illustration 64) et du philosophe britannique Herbert Spencer (1820–1903) (illustration 65).

Les approches critiques et historiques sont développées d'une manière plus cohérente dans la philosophie positiviste. Les positivistes rejettent toute tentative de connaître l'essence et le dessein des phénomènes, et se limitent exclusivement à la découverte des lois de succession et de ressemblance dans la nature et dans la société. Ils se fondent plus ou moins systématiquement sur les idées des philosophes agnostiques du XVIII^e siècle et considèrent la connaissance scientifique et positive comme l'un des stades du développement de l'esprit humain, qui sont au nombre de trois : théologique, métaphysique

et positif. Une fois qu'il a atteint la connaissance positive, l'esprit humain abandonne toute idée spéculative et explique les phénomènes simplement en termes de principes déjà établis par la science. Par conséquent, les positivistes mettent en avant la théorie du réductionnisme, c'est-à-dire l'explication des phénomènes d'un domaine déterminé (généralement supérieur) par les stéréotypes du fonctionnement des phénomènes d'un domaine inférieur. Le réductionnisme de Comte est de caractère physique, alors que celui de Spencer est biologique et évolutionniste.

La vision du monde positiviste est la plus complète représentation d'une nouvelle approche du processus historique. Comte lui-même, mathématicien, philosophe et disciple de Saint-Simon, tombe sous l'influence du rationalisme et du socialisme utopique. De 1830 à 1852, il publie ses six volumes ou soixante cours, son fameux *Cours de philosophie positive*; le *Catéchisme positiviste* paraît en 1852, et le *Système de politique positive* en 1853–1854.

Saint-Simon considère l'être humain comme une extension de la physiologie (organique et sociale) et affirme que la connaissance de l'être humain est possible. Comte avance quant à lui l'idée de connaissance de la société (la «physique sociale»), qu'il définit comme l'immuable unité du social et de l'organique. Il appelle son nouveau champ de connaissance la «sociologie».

Selon Comte, la sociologie est une «étude positive des lois fonctionnelles du phénomène social». Une telle connaissance suppose l'existence de deux types de lois: les «lois statiques», qui conservent et préservent la société, et les «lois dynamiques», qui la font avancer. Les premières garantissent l'ordre de la société, les secondes son progrès.

Comte étudie aussi le développement de l'intellect humain et de la connaissance totale qu'il accumule. Il découvre ce qu'il considère comme une loi « fondamentale », selon laquelle la connaissance passe par trois états ou stades: théologique ou fictif, métaphysique ou abstrait, positif ou scientifique.

Au cours du stade théologique, dans un contexte polythéiste et théocratique, l'activité dominante est, selon Comte, non pas économique mais militaire, et une forme de société esclavagiste prévaut. L'avènement du monothéisme affaiblit cependant le rôle du travail des esclaves et favorise l'accroissement du rôle des paysans dépendants et des intellectuels, qui exercent une influence morale sur la société. Le stade métaphysique est un moment charnière: la production industrielle fait son apparition et l'action militaire n'a plus d'autres fonctions que de défendre les intérêts économiques. Une telle société n'est cependant pas sans contradictions, comme le montrent les crises économiques, l'inégalité dans la répartition des richesses ou la lutte des classes. Résoudre ces contradictions en utilisant les ressources

de la science est le but de la société lors du stade positif du développement; Comte teinte ce stade d'utopisme et envisage de fonder une religion dont les saints seraient les héros de la science et du progrès.

Auguste Comte rejette l'idée de connaissance absolue et propose de chercher les origines des phénomènes et de déterminer leurs causes intrinsèques. Afin d'expliquer les faits, il propose d'établir les liens qui les unissent et, surtout, d'identifier les faits de base qui déterminent les autres phénomènes. D'après lui, la généralisation des faits fait progresser la connaissance humaine.

En réalité, le positivisme de Comte reconnaît l'existence de lois objectives gouvernant l'évolution historique. Il considère la loi dite des «trois stades» comme la loi principale de l'évolution historique, liée à la structure de la connaissance humaine et à la chronologie de la connaissance (ou processus de connaissance). Comte ajoute une sixième science, la sociologie, aux cinq sciences de base: mathématiques, astronomie, physique, chimie et biologie.

Pour Comte, tandis que le Moyen Âge est une période de théologie et d'autorité religieuse, la Renaissance et les Lumières sont une nouvelle ère dominée par l'esprit métaphysique, où se développe la pensée critique, y compris celle relative à l'ordre social; mais cette pensée critique ne se fonde que sur des catégories abstraites comme la loi, l'être humain ou le système constitutionnel. La société européenne du XIXe siècle devient une société industrielle où l'esprit scientifique positif évolue en même temps que la connaissance et la technique. L'idéal de la société est un nouvel ordre social au sein duquel le pouvoir serait partagé entre les scientifiques-philosophes et les industriels.

Pour étayer sa loi des trois stades, Comte cherche ses principaux arguments dans le développement de l'individu, en affirmant que chacun de nous est un théologien dans son enfance, un métaphysicien dans sa jeunesse et un physicien dans sa maturité.

Après avoir fondé la sociologie, Comte cherche à découvrir les lois qui régissent la politique et à créer une sociologie du *modus operandi*. La méthode positiviste dans son ensemble comprend des connaissances dans les domaines des mathématiques, de l'astronomie, de la physique, de la biologie et de la chimie avec des références à Newton, Laplace, Lavoisier et d'autres. Comte n'est cependant pas exempt de la tendance humaine à élever sa connaissance au statut d'absolu. Il déclare que sa philosophie est «la nouvelle religion de l'humanité», avec ses actes de culte, son mysticisme, ses sacrements et ses prières. La Société positiviste qu'il fonde en 1848 devient une sorte de secte religieuse dans la lignée du catholicisme, qui prétend à l'universalité et au contrôle des sciences et de la culture. Sa «religion» est fondée sur la trinité du grand milieu (l'espace), du grand fétiche (la Terre), et du grand être (l'humanité).

Le courant philosophique positiviste naît en France et devient une nouvelle méthodologie où le désir d'établir l'histoire sur une base scientifique se manifeste clairement. Très rapidement, le courant s'étend en dehors des frontières nationales. Il atteint l'Angleterre dans la deuxième moitié du siècle, grâce aux œuvres d'Herbert Spencer, d'Hippolyte Taine et de John Stuart Mill. Les positivistes souhaitent que l'histoire ne se contente plus d'être l'art de raconter des histoires mais qu'elle devienne une science. Ils élargissent le spectre des sujets, tournent leur attention vers le monétarisme, cherchent des méthodes empiriques et se servent des sources, prêtant attention à leur interprétation pratique.

À l'échelle européenne, le positivisme influence le développement de l'histoire en tant que science: au cours des années 1850, 1860 et 1870, l'interprétation qui en est faite en Allemagne et en Russie met l'accent sur le conservatisme; le positivisme exerce une certaine influence en Angleterre et en France dans les années 1860, mais décline rapidement dans ces deux pays.

Les modèles historiques du positivisme ont évolué en même temps que ce dernier. Comte considère l'histoire comme un processus linéaire et progressif — une précision toutefois: il considère l'ordre et le progrès comme des valeurs. Spencer critique les inclinations théologiques de Comte, ainsi que son optimisme excessif. L'équilibre est éphémère et conduit généralement à la décadence. Progression et régression sont pour Spencer les deux faces également valables du processus d'évolution. Le sociologue français Émile Durkheim (*illustration 66*) insiste encore plus sur ce fait en montrant, comme les romantiques avant lui, la nature multilinéaire du processus historique, qui se fonde sur les différents moyens de satisfaire les besoins des individus dans les diverses parties du globe.

Au cours de son développement, le positivisme passe donc de la vision de l'homme en tant qu'être caractérisé par la raison au modèle de l'*Homo economicus*, dont la nature est surtout caractérisée par les besoins et les intérêts. La philosophie de l'histoire positiviste et en particulier les œuvres de l'historien britannique Henry Thomas Buckle accordent une grande attention à ce modèle. Buckle insiste sur le fait que le cours du processus historique est déterminé par la relation entre l'homme et la nature, relation qui ellemême dépend des besoins humains. Dans les climats tempérés, le besoin de protéines et de viande, de vêtements chauds et de logements coûteux augmente le prix de la main-d'œuvre, obligeant les capitalistes à prendre en compte les opinions des travailleurs et les dirigeants à prendre en compte celles des individus, ce qui restreint les différences de revenus et de droits et garantit la dignité des individus. Cela a pour conséquences l'amélioration de la connaissance et la transformation de la nature par l'homme, c'est-à-dire le progrès. À l'inverse, dans les climats chauds, les individus peuvent se

contenter d'une nourriture végétarienne moins chère à base de féculents et n'ont pas besoin de vêtements chauds ou de logements; la main-d'œuvre y est donc meilleur marché, personne ne tient compte des besoins des individus ou de leur dignité, la personnalité n'est pas développée, et ce n'est pas l'homme mais la nature qui détermine le caractère du processus historique, qui est lent ou cyclique.

C'est dans le concept développé par Buckle que les positivistes s'approchent le plus de l'idée d'*Homo economicus*, cherchant même à établir que les valeurs culturelles découlent des moyens de satisfaction des besoins humains. Il faut néanmoins rappeler que cela ne s'applique pas à la sociologie positiviste dans son ensemble; les positivistes restent attachés à l'idée d'une multiplicité de facteurs et considèrent les théories «monistes» comme des théories métaphysiques.

La rigidité des vues des hégéliens et des positivistes sur la philosophie de l'histoire et la distinction précise qu'ils établissent entre le « sens » de l'histoire, déterminé par la déduction, et les faits historiques mène à une démarcation prononcée séparant la philosophie de l'histoire et la nouvelle science de l'histoire. Comme on partait du postulat que les historiens (et non les philosophes ou les sociologues) ne pouvaient pas affirmer par eux-mêmes le sens de l'histoire, les historiens se sont concentrés sur des tâches « artisanales » telles que la critique des sources et la recherche d'informations valables sur le passé. C'est le cas de l'historien allemand Berthold Georg Niebuhr, fondateur de la science de l'histoire. Son compatriote, Leopold von Ranke, quoique hégélien, considère que la connaissance historique complète n'est possible que dans le royaume du divin et que la tâche pratique de l'historien est de reconstruire le passé «tel qu'il était vraiment». Les historiens se tournent vers la narration et plus particulièrement vers la narration politique; ils se désengagent donc de la théorie de l'évolution sociale, ralentissant la progression de la connaissance historique.

Dans son ensemble, le positivisme constitue un courant d'opinion large et sans structure, embrassant un grand nombre de perspectives différentes. Les positivistes ont essayé de trouver une sorte de troisième voie, au-delà de l'idéalisme et du matérialisme. Le principal effet du positivisme sur l'histoire est d'affirmer une compréhension complexe du processus de développement et un moyen d'échapper aux impasses de la spéculation.

Dès la fin du XIX^e siècle, le positivisme a perdu de son attrait, et des concepts philosophiques différents ainsi qu'un nouveau système de valeurs sont établis; les méthodes d'étude et de compréhension des êtres humains ont changé radicalement.

LES SCIENCES SOCIALES

Les découvertes scientifiques fondamentales sont plus nombreuses durant le XIX^e siècle qu'au cours de toute autre période. Le progrès scientifique s'accompagne d'avancées techniques rapides, qui changent l'aspect du « monde civilisé » à une vitesse jamais connue auparavant. L'industrie européenne est environ six fois plus importante qu'au début du siècle précédent. Le visage du monde civilisé, qui avait changé relativement doucement au cours des premières décennies de la révolution industrielle, se transforme complètement pendant le XIX^e siècle, même si l'âge de la vapeur diffère moins du début de la révolution industrielle que de l'âge de l'énergie atomique ou électrique.

Les sciences sociales, dont l'unique repère est la période initiale de la révolution industrielle, se révèlent incapables de définir correctement la signification de nombreux phénomènes sociaux ou économiques et se contentent de les défendre ou de les justifier, ou au contraire d'y discerner les preuves de la fin imminente d'un nouvel ordre, qui n'en est toutefois encore qu'à ses débuts.

Dans les années 1820 et 1830, l'Europe et l'Amérique entrent dans l'ère des statistiques. En plus des données sur les dynamiques et les tendances du commerce extérieur qui étaient nécessaires auparavant, l'économie en développement requiert des informations sur l'échelle des rendements et des échanges nationaux industriels et agricoles. Pourtant, à l'époque, on ne dispose que de données incomplètes et peu précises qui, par ailleurs, n'émanent pas de l'État.

Dans son étude *Sur l'homme* (publiée en anglais sous le titre *A treatise* on man and the development of his faculties et plus tard en français sous celui de *Physique sociale*), le père fondateur des statistiques modernes, Adolphe Quételet, insiste sur le fait qu'à l'inverse des actions individuelles, les activités des masses se conforment à certaines lois et que la tâche de la science n'est pas seulement d'enquêter sur les liens de causalité entre les actions des groupes d'individus mais aussi de prédire, en se fondant sur cette observation, leurs réactions face à diverses circonstances. L'essor rapide des statistiques fournit une base factuelle à la sociologie, qui prend à cette époque la forme d'une science à part entière.

LES IDÉES DU LIBÉRALISME

Durant le XIX^e siècle, l'économie se voit progressivement dominée, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, par l'idéologie du libre-échange ou l'«école de Manchester», menée par les politiciens radicaux

britanniques Richard Cobden et John Bright. Le libre-échange est l'incarnation la plus cohérente des principes de non-intervention de l'État dans les affaires économiques.

La consolidation du libre-échange comme doctrine économique du libéralisme reflète la situation spécifique de l'une des régions les plus développées, la Grande-Bretagne, qui, en exprimant les tendances de l'évolution du monde d'une manière relativement «pure» ou classique, a dépassé les autres pays et se montre capable de maintenir son hégémonie dans les cinq domaines de l'industrie, du commerce, des finances, des affaires coloniales et de la marine pendant environ un quart de siècle. Quant aux rapports entre main-d'œuvre et capital, l'âge du libre-échange est marqué par le passage du contrôle économique et de la législation sociale caractéristiques des États féodaux à la politique sociale du XXe siècle.

Le libéralisme économique est lié au libéralisme politique et à la défense des principes de gouvernement représentatif, d'égalité devant la loi, de libertés politiques et de droits de l'homme. Le libéralisme économique et la politique libre-échangiste peuvent être considérés comme faisant partie intégrante d'une doctrine unique, mais le lien entre ces deux parties n'est pas exclusif. L'esprit meneur de l'Europe libérale, Herbert Spencer, fournit dans son ouvrage L'Individu contre l'État la liste suivante des traits caractéristiques du libéralisme politique: constitutionnalisme, participation du peuple aux affaires de l'État, suffrage universel, autonomie des gouvernements locaux, égalité des droits pour les femmes, jugement par jury, juste répartition de l'impôt (impôts sur le revenu), liberté d'expression, de réunion et de pensée, liberté de la recherche scientifique sans entrave des autorités temporelles ou spirituelles et, enfin, limitation du pouvoir de l'État (réduit au rôle de «veilleur de nuit»). Toutefois, la doctrine du libéralisme économique dépasse à peine le stade de la simple liste de vœux : moins de la moitié des demandes est mise en pratique et aucune attention ne leur est prêtée durant la période de développement industriel du XIX^e siècle.

Au cours d'une longue période, des idéologies variées se sont succédé : celles de la Réforme, des Lumières, du libéralisme du XIX^e siècle. Une doctrine en remplace une autre, chacune empruntant à celle qui l'a précédée et intégrant les éléments empruntés dans un système de pensée fondamentalement différent. À l'époque, la «nature révolutionnaire» de la Réforme et des Lumières ne fait pas de doute, une nature révolutionnaire que partage le socialisme du XIX^e siècle et qui fait de ce mouvement, aux yeux de certains, l'héritier des deux doctrines. Ce critère renvoie une image déformée du libéralisme, qui apparaît comme une théorie réactionnaire voilée — surtout depuis que l'on tente de plus en plus souvent de donner une interprétation conservatrice de la doctrine libérale et des explications libérales aux fondements de la vision conservatrice du monde. En réalité, le libéralisme vise à

334 DE 1789 À 1914

atteindre son but par le biais de réformes et de compromis avec les vieilles classes dirigeantes et les cercles politiques.

Les Lumières ont deux héritiers au XIX^e siècle. L'un d'eux a hérité de l'empressement à rejeter la société féodale, qu'il emploie dans sa critique du «règne de l'harmonie» qu'annonçaient les philosophes des Lumières. L'autre est le libéralisme, qui se construit sur la partie positive de la pensée politique des Lumières et lui donne une forme pratique. Il hérite de l'espoir utopique de voir ce programme réalisé, sous une forme nouvelle, améliorée, qui mènera à l'harmonie sociale.

Malgré ses âpres implications, le libéralisme économique contient des éléments qui reflètent assez bien les réalités de son époque, car ses partisans parviennent à avancer à tâtons pour découvrir certaines des lois qui gouvernent le système économique tel qu'il est à ce moment-là. Il est vrai qu'ils déclarent assez hâtivement que ces lois sont éternelles et qu'elles correspondent à la nature humaine; les activistes des mouvements ouvriers sont quant à eux convaincus qu'elles ne sont que les lois de l'économie capitaliste. La réalité est plus compliquée, comme le démontrera le XX° siècle: certaines de ces lois dépendent exclusivement de la psychologie humaine — en particulier celles qui portent sur les relations entre les marchés, la relation directe entre la rémunération des employés et l'efficacité de leur travail, etc.

L'une des caractéristiques principales de l'idéologie libérale est sa volonté d'indépendance vis-à-vis de la constitution et du fonctionnement des partis politiques, même si les partis sous leur forme moderne d'organisations politiques de masse, bien distincts des mouvements sociaux déstructurés et des alliances parlementaires lâches, ne font leur apparition qu'au cours des années 1870 et 1880.

On associe généralement le libéralisme du XIXe siècle à la tentative de mettre en pratique l'idée d'un État de droit, une expression qui se réfère essentiellement au «règne du droit», mais qui n'apporte aucune indication sur le choix des lois devant être strictement observées. Cette idée, qui remonte à l'Antiquité, est redécouverte par les penseurs des Lumières, à commencer par Montesquieu, et inspire même les idéologistes de l'absolutisme éclairé qui considèrent le règne du droit comme le trait distinctif des monarchies éclairées par rapport aux despotismes. Les théoriciens de l'absolutisme éclairé soutiennent que même si les monarques conservent leur rôle en tant que générateurs des lois, ils agissent aussi, en leur qualité de «premiers serviteurs de l'État», en harmonie avec la logique de la législation existante et avec les intérêts communs de la société. Certains penseurs des Lumières vont même plus loin et leurs idées sont reprises par la Révolution française : ils estiment que l'idée de règne du droit est étroitement liée à celle de liberté et de participation du peuple dans les affaires de l'État. Là encore, le libéralisme ne fait que poursuivre et codifier les idées des Lumières,

transformant en un vague concept de liberté politique toute la complexité des libertés caractéristiques du système parlementaire.

Les historiens parlent souvent d'une crise du libéralisme à la fin du XIX^e siècle; il faut toutefois émettre une certaine réserve à cet égard, qui peut altérer radicalement la signification de cette crise. En effet, il ne s'agit pas d'un déclin du libéralisme mais d'une nouvelle forme de libéralisme, qui correspond à une nouvelle étape de son développement et s'exprime par le rejet de nombreux éléments de la doctrine du laisser-faire et par l'élaboration d'une politique sociale. Si, dans un sens, la crise de l'«ancien» libéralisme a effectivement eu lieu, ce n'est pas le cas, comme il a souvent été admis, de la crise de la démocratie politique qui est censée l'avoir accompagnée durant les trente dernières années du XIX^e siècle.

Pour les libéraux, les débuts du système bourgeois ont les traits de la société harmonieuse imaginée par les penseurs des Lumières. Le père de l'utilitarisme, le juriste et philosophe britannique Jeremy Bentham (1748–1832) (illustration 67) — qui se penche sur le concept éclairé d'intérêt personnel selon lequel les intérêts des individus, compris correctement, coïncident avec ceux de la société — pense que la satisfaction des intérêts des individus est le moyen d'atteindre «le plus grand bonheur du plus grand nombre».

La pensée libérale voit traditionnellement dans la réduction de l'influence du militaire sur le social ou le politique l'un des facteurs contribuant au progrès. Comte écrit au sujet de l'antagonisme entre le militarisme et l'esprit d'entreprise, tandis que Buckle croit que le développement de la société civilisée génère des couches sociales qui ont intérêt à préserver la paix et dont l'union leur permet de dominer d'autres couches intéressées par la guerre.

À la fin du siècle, cette confiance est ébranlée par les progrès rapides de la technique militaire, et le militarisme fait de nouveau parler de lui. Pourtant, les dépenses des armées et des marines prennent à peu près la même proportion du produit national brut que dans les décennies précédentes.

L'effondrement progressif des barrières des classes et l'établissement de l'égalité civile et politique s'accompagnent d'un renforcement des inégalités sociales et économiques. Au XIX^e siècle, lors de la phase culminante de la création d'une société bourgeoise mature, la question de la suppression du nouvel ordre figure déjà parmi les projets des sciences sociales et nombreuses sont les solutions proposées qui ont acquis une nature clairement utopique. Cette situation marque profondément le développement de l'économie politique, qui acquiert un prestige particulier au sein des sciences sociales et qui voit le débat faire rage entre les partisans de la théorie de la valeur travail d'Adam Smith et David Ricardo et les partisans de la théorie des facteurs de production. Sous les différences d'opinion entre économistes, on distingue le vieux débat — toujours d'actualité dans les nouvelles circonstances dues

à la révolution industrielle — qui cherche à déterminer quel groupe social a une activité productive et à savoir si ce groupe crée ou contribue à créer des richesses sociales et s'il peut donc prétendre à une part importante de biens matériels. Les idées de David Ricardo, développées dans son ouvrage *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), et plus particulièrement celles qui acceptent le conflit des intérêts entre les classes sociales sont rejetées par les économistes tels que Jean-Baptiste Say, qui affirme que les trois facteurs de production — travail, capital et terre — sont la source de la valeur. On essaie d'interpréter la théorie de la valeur travail dans cette perspective. Durant la dernière moitié du XIX^e siècle, de nombreux éléments de la théorie des facteurs de production sont reproduits dans les ouvrages d'économistes de l'école historique (Wilhelm Roscher, Bruno Hildebrand et Gustav von Schmoller), ainsi que dans ceux des économistes idéalisant la production à petite échelle (Simonde de Sismondi, Pierre Joseph Proudhon).

Dans les années 1890, contrebalançant la théorie de la valeur travail, ce que l'on a appelé l'école autrichienne (Böhm-Bawerk, Carl Menger, Friedrich von Wieser) met en avant la théorie de l'utilité marginale selon laquelle la valeur d'une chose est déterminée non par le coût du travail mais, en fin de compte, par l'évaluation subjective de l'utilité d'un bien donné, capable de satisfaire le besoin le moins urgent de l'individu.

LES UTOPIES SOCIALES: LE MARXISME

Le XIX^e siècle est témoin de l'expansion des idées socialistes, dont la plus connue et la plus répandue est le marxisme. Pourtant, avant que celui-ci ne surgisse, les idées et points de vue socialistes ont déjà trouvé des adeptes dans différents pays d'Europe. Les plus connus d'entre eux sont le Britannique Robert Owen (*illustration 68*) et les Français Charles Fourier et Henri de Saint-Simon.

Bien que chacun dispose de ses propres points de vue, ces penseurs ont tous un programme commun et des principes comparables. En effet, une vive critique du système social existant les unit, de même qu'un rejet absolu du nouvel ordre social et des nouveaux phénomènes qui ont fait leur apparition en Europe à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle. Ils critiquent avec virulence la nouvelle bourgeoisie industrielle et se présentent comme les défenseurs des démunis, faisant de la critique des inégalités sociales l'un de leurs chevaux de bataille. Owen, par exemple, condamne vivement les systèmes de propriété privée et de concurrence, dont il pense qu'ils engendrent pauvreté et paupérisation. Il décrit la société bourgeoise comme un

système social irrationnel et blâme l'introduction des machines, car elle aggrave la situation des travailleurs.

Le contemporain d'Owen, Charles Fourier, se consacre à donner une forme plus philosophique à ses idées. Il pense que trois facteurs influencent l'univers: Dieu, la matière et les mathématiques. La matière est inerte, et c'est donc Dieu qui donne le mouvement au monde à l'aide des mathématiques. Fourier divise l'histoire en plusieurs stades: sauvagerie, systèmes matriarcal et patriarcal, civilisation. L'harmonie ne peut être atteinte par l'humanité qu'au stade de la civilisation, mais l'inégalité et la division du monde entre riches et pauvres empêche cette harmonie de se réaliser. Le déclin des conditions de vie de la population est attribué à une profonde inégalité sociale qui provient, à son tour, d'un système social défectueux.

À peu près à la même période, un autre philosophe français, Henri de Saint-Simon, critique avec autant de véhémence le capitalisme en général et le «système industriel» en particulier. Il affiche ses sympathies avec les idées de la Révolution française et supporte même les Jacobins durant un certain temps.

Ces trois philosophes, unis par leur critique de la société contemporaine, proposent des théories et des méthodes pour améliorer la situation et pour engendrer des changements radicaux.

Pour Saint-Simon, le passage du féodalisme au système industriel doit s'accompagner, dans le développement de la raison, d'un passage de l'état théologique à l'état métaphysique puis à l'état positif (scientifique). Il considère la raison comme la principale force motrice et cause du progrès historique.

Saint-Simon attribue une importance suprême au système industriel et avance l'idée de l'unité de la science et de l'industrie, des scientifiques et des industriels, qui devraient travailler ensemble pour contrôler l'industrie au profit du peuple. Il critique le caractère «parasitaire» des riches et affirme que chacun devrait travailler et être rémunéré en fonction de son travail. Saint-Simon est en fait le créateur du nouveau «christianisme social». Owen en appelle aussi aux progrès de la raison humaine et, à l'instar de Saint-Simon, il parle du socialisme comme d'une phase de rédemption dans l'évolution de l'humanité et préconise une «organisation rationnelle» de la société.

C'est également dans le contexte de l'histoire des idées du socialisme européen que doit être considéré le socialisme russe. Celui-ci englobe une grande variété d'éléments distincts. Les idées de Herzen concernant le socialisme social (obshchinny), les tentatives de Tchernychevski pour trouver une société rationnelle et l'anarchisme russe de la deuxième moitié du siècle, représenté de la façon la plus complète dans les écrits et les activités de Mikhaïl Bakounine et Petr Kropotkine, rapprochent tous le mouvement de libération et le socialisme russes du développement de la pensée socialiste européenne en général.

Au milieu du siècle, les théoriciens du socialisme Karl Marx (*illustration 69*) et Friedrich Engels avancent une théorie qui devait exercer une influence considérable sur les évolutions suivantes. Selon la théorie sociologique de Marx, la base du progrès social réside dans le remplacement d'un mode de production par un autre. Dans le cadre de ces modes de production, une lutte s'engage entre la classe des «exploitants» et la classe des «exploités». Le gouffre qui va s'élargissant entre les forces productrices émergentes et les «rapports de production» existants précipite «la lutte des classes et la révolution sociale», ouvrant la voie à l'effondrement de l'ancien mode de production et du système politique afférent et préparant la création d'un nouvel ordre social. Le remplacement des modes de production et de leur superstructure de systèmes économiques et sociaux devrait, selon Marx, culminer lors d'une «révolution prolétarienne, au terme de laquelle le pouvoir passera aux mains de la classe ouvrière».

L'économie politique joue un rôle pragmatique et structurant dans le marxisme. Les réflexions de Marx et d'Engels sont inspirées par une image de l'Europe de l'âge de la révolution industrielle où les priorités sociales ne sont pas déterminées par des facteurs spirituels, mais par des facteurs matériels et par les connaissances acquises en sciences naturelles. Il n'est donc pas étonnant qu'ils cherchent à donner à la dialectique hégélienne un caractère matérialiste. Ainsi, les lois de cette dialectique sont réinterprétées comme des lois de la nature et la matière est érigée au rang de réalité primordiale, éternelle et sans fin, qui engendre la conscience. Selon Marx et ses disciples, la matière et la praxis modifient entièrement la conscience et l'activité cognitive.

Marx rejette la téléologie de Hegel et le positivisme de Comte, et crée sa propre version de l'utopie sous la forme du socialisme, un système où « la bonne nature de l'homme sera libérée de l'oppression des mécanismes d'exploitation qui la déforment ». Chez Marx, l'image du socialisme est de nature eschatologique. Son athéisme fondamental signifie que, comme le positivisme, le marxisme vise à remplir la place vacante de Dieu et à résoudre à sa manière le problème de l'origine du mal qui a toujours intrigué les théologiens.

Le marxisme déclare que toutes les théories économiques et sociales, y compris les utopies socialistes, ne sont pas scientifiques dans la mesure où elles reflètent les intérêts des classes dirigeantes, qui ne cherchent pas la vérité scientifique (économie politique «vulgaire» justificatrice, idées du libre-échange, etc.). Pourtant, cherchant à se réclamer de leurs prédécesseurs, les fondateurs du marxisme évoquent souvent Hegel et ses disciples, les penseurs français des Lumières et les historiens de la Restauration, les socialistes utopistes comme Owen, les auteurs de théories anarchistes et les représentants de l'école britannique d'économie politique de Smith et Ricardo.

DE NOUVEAUX DOMAINES SCIENTIFIQUES

Parmi les sciences naturelles qui ont une emprise directe sur l'étude de la société, on trouve en bonne place l'anthropologie, qui émerge en tant que discipline à part entière étudiant les origines de l'homme, sa place au sein des autres espèces, les traits distinctifs des différentes races, sa croissance et son développement physique. Les débats sur l'évolution ou la non-évolution des espèces et sur l'unique ou les différents ascendants de l'homme influencent les tentatives d'énumérer et de classifier les races, de déterminer les possibilités de les métisser ou de les acclimater et d'estimer la date d'apparition du genre humain.

Le milieu du siècle voit l'apparition de l'ethnologie (ethnographie), qui étudie les styles de vie et les coutumes pour fournir une explication théorique aux différentes étapes du développement des sociétés traditionnelles (Edward Tylor, Lewis Henry Morgan, James Frazer). La création de l'anthropologie et de l'ethnographie est l'une des contributions du XIX^e siècle à la mise en place d'une science complexe de l'être humain qui se développera au siècle suivant.

Parallèlement aux nouvelles façons d'analyser la structure sociale et politique, on accorde une attention considérable à l'étude des relations internationales et, en particulier, aux relations entre les États. Les problèmes nationaux sont au cœur de la formation des études sociales, notamment dans le cas des ouvrages écrits par les dirigeants des mouvements de libération tels que Giuseppe Mazzini en Italie et Lajos Kossuth (*illustration 70*) en Hongrie.

Au cours des trois dernières décennies du siècle, l'idée de nation interprétée en termes nationalistes est adoptée comme politique officielle par les gouvernements de plusieurs pays et s'ajoute à un nationalisme d'État qui consiste à exalter son propre État et ses actions, y compris sa politique internationale expansionniste. Les différents aspects et résultats possibles de cette politique font l'objet de nombreuses études publiées alors, qui procurent également une base à l'idée de nation en tant qu'entité territoriale, ethnique, sociale, linguistique et culturelle.

MÉTHODE HISTORIQUE ET SCIENCE HISTORIQUE

L'école de Leopold von Ranke exerce une influence cruciale en Allemagne. Ses principaux champs de recherche sont l'histoire politique et l'histoire du droit. Ranke est l'élève et le disciple de Berthold Georg Niebuhr, le premier historien à préconiser la critique des sources, afin de distinguer la réalité de la fiction, et à jeter les bases de l'étude des sources. Ranke tente de mettre au point des méthodes permettant d'ob-

tenir une connaissance objective du passé, des méthodes qui constituent le fondement de l'histoire en tant que science et qui restent dans une certaine mesure encore d'actualité aujourd'hui, en dépit de nombreux changements dans la théorie historique.

L'objectivisme est le credo de l'école fondée par Ranke. Selon lui, la tâche fondamentale de tout historien est de recueillir des informations objectives et impartiales sur les événements du passé: « Comment cela estil vraiment arrivé?» Dans ce domaine, il va encore plus loin que Niebuhr, en séparant les faits non seulement de la fiction mais aussi des opinions et des interprétations des événements qui ont pu être influencées politiquement. D'après Ranke, on ne trouve la vérité objective que dans les documents qui, en raison de leur origine, n'ont pas pu être déformés par leurs auteurs — correspondance d'hommes d'État, rapports d'ambassadeurs, etc. Tout ce qui n'apparaît pas dans un texte est inexistant pour l'historien. Les documents eux-mêmes sont également sujets à la critique historique : leur datation exacte, leur degré d'authenticité, le degré d'information de leur auteur et ses préférences politiques. C'est en se fondant sur cette observation que Ranke fait la critique de l'historiographie de son temps et crée un grand nombre d'études originales, qui deviennent les classiques de l'époque : histoire de la papauté et de la Réforme, histoire de la Prusse et des relations entre États. Il est le premier à entreprendre la publication des sources à grande échelle.

Les idées de Ranke sont adoptées et appliquées par ses élèves, les étudiants de l'université de Berlin, qui deviendront par la suite des historiens distingués: F. W. Giesebrecht, Georg Waitz, Heinrich von Sybel (*illustration 71*), Hans Gottlieb Delbruck, Wilhem Roscher et d'autres. Ils établissent la position dominante de l'école historique allemande dans la science historique du XIX^e siècle.

Ranke développe ses idées dans ses polémiques avec un autre historien allemand reconnu, Friedrich Christoff Schlosser, qui considère l'évaluation morale des événements du passé comme la tâche principale de la science historique et accepte l'influence de la subjectivité de l'historien sur l'interprétation de l'histoire. La victoire de l'école de Ranke signifie un grand pas en avant pour la connaissance historique. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, toutefois, les ouvrages du remarquable théoricien de l'histoire, Johann Gustav Droysen, présentent la confrontation entre les deux écoles comme un problème inhérent à la connaissance scientifique de l'histoire. Droysen montre que les controverses opposant le rétablissement de la vérité historique objective et son évaluation subjective sont inévitables. Il s'agit de controverses dialectiques enracinées dans la structure même de la science historique qui doit, par ailleurs, critiquer et interpréter les sources historiques ainsi qu'exposer de manière artistique le savoir acquis.

En France, la formation de la science historique est liée à la critique virulente de l'«histoire philosophique» des Lumières et commence avec les idées d'historiens romantiques tels que François René de Chateaubriand ou Joseph de Maistre. Ceux-ci, qui rejettent l'explication rationaliste de l'histoire, mettent l'accent sur le caractère antihistorique de cette approche du Moyen Âge et l'accusent de vouloir éliminer l'individualité des identités nationales en les mesurant toutes en fonction des mêmes critères. Ils décrivent l'évolution de la société comme un processus lent et organique donnant corps à l'«esprit national». Les conceptions conservatrices trouvent pendant la Restauration une opposition formée par un groupe d'historiens libéraux français (François Mignet, Augustin Thierry, François Guizot, Adolphe Thiers), dont les ouvrages ont pour objet principal l'histoire de la montée du tiers état dans la lutte contre la noblesse féodale.

L'historiographie romantique et positiviste pose les fondations de l'étude de l'histoire de l'Antiquité et du Moyen Âge avec Theodor Mommsen, Georg Waitz, Jacob Burckhardt, Fustel de Coulanges et d'autres.

Grâce aux succès remportés, surtout au cours de la seconde moitié du siècle, par la science de l'histoire, l'étude des problèmes nationaux progresse. Les écrits de J. R. Green et Karl Lamprecht apportent une contribution non négligeable à l'historiographie. L'historiographie positiviste de cette époque se caractérise par son refus de présenter l'histoire comme le récit d'hommes d'État et de politiciens, par l'attention qu'elle porte à l'histoire économique et sociale, par son adhésion à l'idée d'évolution sociale, par sa reconnaissance de l'existence de lois sociales objectives et l'étude scientifique de ces lois, et, enfin, par sa foi dans le progrès.

Les systèmes et théories philosophiques majeurs, comme la philosophie classique allemande, le romantisme, le libéralisme, etc., marquent de leur empreinte la compréhension de l'histoire. Alors que l'influence de Kant, Hegel, Schelling ou Marx s'exerce par le biais de leur vision de l'objet et du sujet ou par celui de la conscience et de la connaissance, l'idée de Schopenhauer concernant les «élus» et les génies a une portée directe sur l'histoire et l'historiographie.

Les points de vue de Schopenhauer sont très proches de ceux de l'historien et philosophe britannique Thomas Carlyle (1795–1881) (*illustration 72*), qui écrit sur des sujets d'intérêt public et qui est considéré comme un disciple de la philosophie classique allemande et du romantisme. Suivant l'idée hégélienne de divinité absolue et éternelle, Carlyle crée ce qu'il appelle la «philosophie des vêtements», selon laquelle la société, l'État et la religion sont des «vêtements» temporaires et changeants qui habillent une essence divine éternelle.

Reprenant l'idée émise par Fichte de sujet actif comme principe créatif du monde et partageant l'interprétation de Schopenhauer sur le rôle des

génies dans l'histoire, Carlyle met en place sa propre théorie de vénération des héros dans son ouvrage *Les Héros et le culte des héros (On heroes, hero-worship, and the heroic in history*, 1841). Cette théorie postule que les dirigeants héroïques sont les forces motrices de l'histoire, alors que les masses ne jouent principalement qu'un rôle passif. Carlyle idéalise ainsi un certain nombre de figures historiques, même celles qui viennent de l'autre côté du spectre politique. L'une de ses figures essentielles est Cromwell, auquel il dédie une œuvre apologétique, *Lettres et discours d'Olivier Cromwell*. Il est également captivé par la personnalité de Danton, qu'il considère comme le héros de la Révolution française. Dans les années 1870, Bismarck, le «chancelier de fer» allemand, devient également l'un de ses héros. Les points de vue historiques de Carlyle, qui accréditent de manière scientifique de nombreux faits et problèmes nouveaux, ont une influence considérable sur les historiens du XIX^e siècle.

L'historiographie avance à grands pas en Russie. Nikolaï Karamzin (1766–1826), témoin direct de la Révolution française, utilise les idées des Lumières et en particulier le rationalisme, la théorie du progrès et l'idée du rôle décisif dévolu aux grands hommes dans l'histoire comme bases pour ses réflexions sur le rôle central de l'État et de ses dirigeants dans l'histoire de la Russie. Karamzin réussit à créer, en utilisant les chroniques de manière extensive, le premier concept véritablement scientifique de l'histoire de la Russie.

Sous l'influence des historiens français de la Restauration, la Russie voit se développer l'intérêt pour l'histoire des relations sociales. Ce mouvement est dirigé par des spécialistes de l'histoire européenne et en particulier par le médiéviste Timofei Granovski (1813–1855), populiste et libéral important, partisan d'un développement à l'européenne pour son pays.

Au début de la seconde moitié du siècle, l'école prédominante dans le domaine de l'historiographie est l'école d'«État», qui focalise son attention sur l'histoire de l'État et ne s'intéresse que partiellement à celle de la société. La plupart des libéraux occidentalistes appartiennent à cette école, puisqu'ils croient au rôle majeur de l'autocratie dans les changements progressifs en Russie, de Pierre I^{er} le Grand à Alexandre II, l'instigateur des réformes libérales du milieu du siècle.

Le point de vue de Sergeï Soloviev (1820–1879) jouit d'une grande autorité à l'époque. Suivant les traces des historiens allemands, Soloviev est le premier à offrir une approche «organique» de l'histoire russe en tant que processus naturel et nécessaire gouverné par les conditions existant dans le pays, et il critique le point de vue de Karamzin et des slavophiles qu'il considère comme subjectifs et antihistoriques. Il s'intéresse avant tout aux causes internes des phénomènes historiques et non aux influences externes telles que les invasions normandes ou tartares. Soloviev, tirant des conclu-

sions générales des débats qui opposent occidentalistes et slavophiles, avance l'idée que la Russie occupe une position intermédiaire entre l'Occident et l'Orient et que des forces diverses se disputent la Russie. Comme jusqu'au XVI^e siècle la pression venait surtout de l'est, la Russie a protégé ce flanc et donc laissé libre cours aux influences venant de l'ouest. Au cours des XIX^e et XX^e siècles, les historiens et les écrivains traitant des affaires publiques sont constamment revenus sur cette idée.

L'historien russe le plus influent de cette fin de XIX^e siècle est Vasily Klioutchevski (1841–1911), qui tire des conclusions générales à partir des découvertes de l'école d'État et des recherches des populistes ou *narodniki*. Influencé par le positivisme, il explique les évolutions de la société russe selon les traits spécifiques de l'environnement naturel et du caractère national du pays. Ses recherches historiques se centrent sur la colonisation russe de nouveaux territoires et sur le processus afférent d'émergence de classes sociales et de réconciliation de leurs contradictions grâce à l'État.

L'un des traits caractéristiques du XIX^e siècle est l'implication croissante des historiens de l'hémisphère occidental dans la recherche scientifique.

La formation de la pensée scientifique et sociale du XIX^e siècle aux États-Unis suit le courant dominant et passe, comme en Europe, du romantisme au positivisme. À l'instar de leurs homologues européens, les érudits américains admettent le lien entre sciences humaines et sciences sociales. Beaucoup d'entre eux ont été formés dans des universités européennes, principalement en Allemagne et en France, où ils ont assimilé les idées philosophiques, historiques et sociologiques européennes. Au contraire de l'Europe où existent des traditions anciennes et bien établies, les sciences humaines ne font que commencer aux États-Unis. Ce n'est de fait qu'à la fin du siècle que des ouvrages dignes d'intérêt font leur apparition dans le domaine des sciences sociales et humaines.

La recherche se concentre sur la période coloniale de l'histoire américaine et sur la guerre d'Indépendance. Herbert Adams, Herbert Osgood, George Beer, James Ford Rhodes et d'autres s'attellent à divers sujets de l'histoire et de la philosophie américaines.

L'historiographie américaine se distingue par ses succès en matière d'économie et d'histoire de l'économie. Le peuplement de l'Ouest américain est le centre de l'attention, dans la mesure où il est la principale force motrice de l'histoire du pays. C'est le thème des ouvrages de l'un des représentants les plus éminents de l'école économique, Frederick Turner. Ce dernier met l'accent sur les nouvelles circonstances naturelles dans lesquelles se trouvent les pionniers, circonstances qui transforment les idées, traditions et institutions européennes en idées, traditions et institutions américaines. Turner écrit que la démocratie n'a pas été importée en Virginie à bord du *Sarah*

Constant ou à Plymouth à bord du Mayflower, mais qu'elle est issue de la « forêt américaine ».

Les œuvres de Charles Austin Beard offrent un traitement complet des «théories économiques ». Au tournant du siècle, il étudie activement les facteurs économiques et les conditions de l'histoire politique des États-Unis.

La carte politique d'Amérique latine se voit transformée, au cours des vingt-cinq premières années du XIX^e siècle, par l'apparition d'un certain nombre d'États indépendants. Le long et compliqué processus d'émergence des cultures nationales se met simultanément en marche et on assiste à l'établissement de la pensée sociale, des sciences humaines et des sciences sociales. Jusqu'aux guerres d'indépendance (1810–1826), l'égalité et la souveraineté sont les aspirations principales de l'idéologie de l'americanismo, un mouvement qui a pris forme durant la deuxième moitié du XVIII^e siècle avec des tendances essentiellement anticoloniales; mais à partir de ce moment-là prévaut le désir d'appréhender la nature de l'identité latino-américaine, de comprendre le rôle des nations d'Amérique latine dans l'histoire du nouveau continent et du monde en général, de déterminer le chemin le plus adéquat pour le développement social, politique et économique des nouveaux États. Les théories anticolonialistes, liées au nom de Simon Bolivar (illustration 73), se répandent dans de nombreux pays d'Amérique latine.

La notion d'État et la pensée sociale prennent forme, et on accorde une attention croissante à la recherche du modèle de développement social, économique et politique le plus adéquat pour les États latino-américains.

Le penseur et homme d'État argentin Domingo Faustino Sarmiento dirige son attention vers un certain nombre de questions relatives au passé, au présent et au futur des peuples latino-américains. Dans son livre *Facundo* (1845), il analyse l'interaction des deux phénomènes de «civilisation et barbarie». Cette conception historique et philosophique, que l'écrivain vénézuélien Juan Liscano qualifie de «théorie spécifiquement latino-américaine», apporte selon Sarmiento une réponse à de nombreuses questions et, en particulier, à celles qui portent sur les causes du retard culturel et économique latino-américain. Sarmiento juge les réalités de la vie nationale en Argentine et même dans l'ensemble de l'Amérique latine comme une «pure barbarie» et fait correspondre le progrès de la région avec son européanisation et avec l'implantation des réalisations de la civilisation européenne sur le sol latino-américain. Les États-Unis représentent pour lui l'idéal du système d'État.

Le maître de Bolivar, le célèbre philosophe Simón Rodríguez (1771–1854), exprime une conception différente du futur de l'Amérique latine et plaide en faveur de l'établissement d'une «civilisation sociale» dans le continent sud-américain, opposée en tout point à la civilisation «individualiste» et «exploiteuse» de l'Europe. Il idéalise le futur de son continent et non son passé: «L'Amérique doit devenir le modèle d'une belle société.»

La foi sincère en la mission historique de l'Amérique, que partagent de nombreux érudits d'Amérique latine, se heurte à un nœud de problèmes politiques, économiques, sociaux, éthiques et culturels dont les caractéristiques sont spécifiques dans chaque pays. Des intellectuels et des hommes publics du Venezuela, du Mexique, du Pérou, de Cuba, du Brésil et du Chili, dont le Vénézuelien Andrés Bello, le Péruvien Manuel González Prada, le Brésilien Ruy Barbosa et le Mexicain Justo Sierra, cherchent dans leurs œuvres à trouver des réponses à certaines questions sociales et philosophiques complexes.

Au cours de son évolution, la pensée sociale latino-américaine subit largement l'influence européenne. Dans la première moitié du XIX^e siècle, la pensée hégélienne et le positivisme sont les théories les plus attrayantes, alors que dans les trois dernières décennies du siècle, l'influence du marxisme est plus forte dans certains cercles intellectuels; cependant, ce ne sont en aucun cas toutes les constructions théoriques de ces mouvements historiques et philosophiques qui sont prises en considération par les penseurs du Nouveau Monde.

À la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, les intellectuels concentrent leurs recherches sur les origines de l'identité latino-américaine et les problèmes de l'indianisme; au même moment, on consacre de plus en plus d'énergie à réaliser la synthèse des valeurs spirituelles et des traditions culturelles d'Amérique, d'Europe et d'Afrique, qui sont à la base de la culture latino-américaine.

LES SCIENCES SOCIALES ET L'ORIENT

Le XIX^e siècle occupe une place particulière dans l'histoire des pays orientaux, dont l'évolution intellectuelle durant la période précédente s'était produite d'une manière relativement indépendante du monde extérieur. Pour la première fois, des peuples de civilisations différentes, qui ont élaboré leurs propres traditions en accord avec la logique de leur évolution, s'aperçoivent que leur destin est inextricablement lié à celui d'autres peuples et que la nature des tendances sociales de leur pays est en de nombreux points similaire à celle des autres.

Cette situation s'explique par deux facteurs décisifs : un facteur interne, la crise des systèmes traditionnels, pour la plupart des monarchies féodales, et un facteur externe, la nouvelle expansion de l'Occident.

Le XIX^e siècle et les premières années du XX^e siècle sont souvent décrits comme la période d'«éveil de l'Asie» en raison de l'agitation apparemment universelle que connaît la pensée sociale et, plus particulièrement, 346 De 1789 à 1914

les domaines social, politique, économique, religieux et philosophique. On cherche la solution à des problèmes cruciaux : comment sortir de la situation de stagnation due au poids des traditions ancestrales et trouver les moyens de rattraper un si vieux retard, sans pour autant perdre l'indépendance nationale et l'identité culturelle? En un mot, la pensée sociale se dirige vers la formulation d'une idéologie nationaliste dominante dans l'Orient du XIX^e siècle.

La comparaison entre l'expérience historique de l'Occident fortuné et l'état de choses en Orient pousse à croire que les progrès et l'envol réalisés par l'Europe et le reste du monde au cours XIX^e siècle trouvent leur origine dans le nationalisme. C'est à cette conclusion qu'arrive Liang Qichao (1873–1929), l'un des principaux théoriciens chinois de la période. Pour lui, le nationalisme est «l'union d'un peuple partageant race, langue, religion et coutumes et de peuples parents réunis autour des idées de lutte pour l'indépendance, pour l'autonomie et pour la création d'un État idéal, ce afin d'acquérir la prospérité et la force sociale pour se protéger des ennemis extérieurs».

Seule l'éducation du peuple peut permettre de prendre conscience de la nécessité d'un tel ralliement. «L'éducation est la base du progrès culturel », écrit Ahmad Riza (*illustration 74*), membre éminent du mouvement des Jeunes-Turcs. «L'éducation garantit l'enrichissement et l'épanouissement du pays, la grandeur et l'avenir de l'État, les droits, la vie et la propriété du peuple.»

Les mouvements d'éducation deviennent un trait caractéristique de la vie sociale des pays d'Orient au début de l'établissement de l'idéologie nationaliste. Les sociétés d'éducation, créées un peu partout, ont des répercussions sur l'atmosphère culturelle mais aussi sur le climat politique. Cette réalité est clairement démontrée par l'action de la société indienne Brāhmo Samāj (1828), de la Société syrienne des sciences et des arts (1847–1852), de la société birmane Sasanadara (1897), de la société scientifique de Guandun en Chine (1898), etc.

L'éradication de l'illettrisme et le développement de l'instruction à l'école sont les priorités des éducateurs. On essaie souvent d'organiser l'éducation sur une base séculière, d'après le modèle européen. C'est le cas notamment du Dar al-Funun (Palais des sciences) de Téhéran (1850), considéré comme l'équivalent perse d'Eton, de l'École nationale ouverte à Beyrouth en 1863 par l'éducateur arabe Butrus al-Bustānī, de l'école Dunwen en Chine en 1867 et de l'école birmane Sam Buddha Ghosha (1897).

On place de grands espoirs dans la presse, que l'on voit comme un moyen d'«illustration sociale». Les premiers journaux et revues imprimés en langues orientales apparaissent au XIX^e siècle et deviennent des «phares de la connaissance». L'une de ces publications, le journal malais *Al-Munir*, publié à Singapour au début du siècle par Muhammad Tahir bin Jalal al-Din al-Azhari suivant le modèle de l'*Al-Munir* du Caire, déclare dans sa première

édition que son but est d'«éduquer les Malais, réveiller ceux qui se sont endormis et ceux qui ont oublié leur devoir, indiquer le chemin à ceux qui se sont égarés et apporter un soutien aux sages».

Les partisans de l'éducation pensent avec raison que la langue et la culture nationales doivent être les principaux outils de l'éducation. La presse joue un rôle considérable dans le «rétablissement des droits» des langues orientales et dans la formation d'une nouvelle littérature des pays d'Orient. L'éminent orientaliste russe I. P. Minaiev commente avec pertinence: «En Inde, la presse a fait pour la langue ce que Dante a fait en Italie et Luther en Allemagne.»

Les écrivains et les poètes sont les véritables porte-parole des pensées et des aspirations de leurs compatriotes. Leur contribution à la pensée sociale est inestimable car, en l'absence de sciences sociales dans les pays d'Orient (dans le sens moderne de connaissance objective indépendante des enseignements religieux), ils expriment souvent les premiers les idées à partir desquelles naîtront rapidement les concepts et théories qui gagneront les esprits de leurs compatriotes. Parmi eux, on trouve notamment le poète perse Abu Nasr Fath Allah Seinai, le père de la prose bengali Rām Mohan Roy, l'érudit et linguiste singhalais James de Alvis, le premier poète du Népal Bhanubhakta, le fondateur de la nouvelle littérature malaise Abdullah bin Abdul Kadir Munshi et le poète javanais Ronggawarsita.

Il est important de signaler que les partisans de l'éducation versés dans les lettres se font souvent les interprètes des idées sociales et politiques modernes. Par exemple, on peut affirmer avec raison que la créativité et l'activité du poète et écrivain turc Namik Kemal (*illustration 192*), l'un des principaux idéologistes de l'organisation politique secrète des Jeunes-Ottomans (créée en 1865), ont préparé le terrain pour la proclamation de la première Constitution turque (23 décembre 1876). Les populaires écrits politiques de Namik Kemal reflètent ses points de vue sur l'origine et les causes de l'effondrement de l'État, la nature de la loi, les principes de l'ordre social et les problèmes de développement économique. Dans l'ensemble, Namik Kemal et ses compagnons d'armes soutiennent une monarchie constitutionnelle parlementaire qui reconnaîtrait le principe de gouvernement national et qui serait incompatible avec l'autorité arbitraire.

De la même manière, les écrits de l'auteur égyptien Qāsim Amīn se distinguent par leur nette inclinaison sociale. Celui-ci se risque à soulever la question de l'émancipation des femmes (dans ses livres *La Femme libérée* et *La Femme nouvelle*) et, ce faisant, demande que les préceptes de la charia concernant le droit régissant la famille soient réexaminés.

Le but que poursuivent les partisans de l'éducation est à la fois d'éveiller l'intérêt de leurs compatriotes pour l'héritage culturel national et de leur faire connaître les réalisations de la culture occidentale. Dans le nouveau contexte

348 De 1789 à 1914

historique, le problème le plus souvent évoqué dans les débats publics est celui du rapport entre les traditions nationales et les valeurs occidentales associées à la modernité. Les protagonistes des discussions se divisent en deux camps diamétralement opposés, en fonction des points de vue qu'ils choisissent de défendre.

D'une part, on observe un rejet de tout ce qui est occidental et une idéalisation des traditions propres, lesquelles, à l'image de l'ordre social qui se fonde sur elles, sont considérées comme hermétiques au changement radical. On estime que le système de la règle monarchique (souvent théocratique), les formes précapitalistes (souvent féodales) de la vie économique et les préceptes moraux médiévaux sont dignes d'être préservés. Dans ce contexte, les idées de progrès social comme mouvement vers l'avant entrent en contradiction avec le point de vue accepté traditionnellement et lié à une doctrine religieuse particulière.

Les partisans du *statu quo* dans les pays musulmans justifient leurs positions ultraconservatrices par des références au caractère définitif de la prophétie de Mahomet. Pour eux, la sourate proclamant qu'« Il est le Messager de Dieu et le Sceau des prophètes» (C. 33.40) prouve la perfection des homélies du prophète Mahomet, que l'on ne peut ni compléter ni modifier. De la même manière, il n'est pas nécessaire d'améliorer l'ordre social et légal consacré par l'islam: il est à la fois idéal et universel.

L'idée de progrès social, qui est le résultat d'efforts collectifs, est considérée comme incompatible avec la vision fataliste de l'islam. En effet, quel est l'intérêt de parler de progrès social si le destin et le comportement des individus sont déterminés par la volonté de Dieu? L'acceptation absolue du principe de théologie transcendantale n'admet pas d'autres interprétations du progrès que le processus de réalisation du dessein préétabli par Dieu.

Les adeptes des autres religions orientales utilisent également les principes de leurs doctrines pour justifier leur opposition à un changement social radical. Pour les bouddhistes et les hindous, par exemple, les principes fondamentaux de karma et de *saṃsāra* signifient que l'on ne conçoit pas l'idéal comme un progrès dans l'évolution sociale — raison pour laquelle on n'assiste pas à l'amélioration de la société —, mais comme un progrès lors de l'incarnation suivante dans le karma qui dépend du comportement individuel.

L'évolution progressive est aussi rejetée à cause du concept qui veut que le mouvement de la société ne soit pas ascendant mais descendant. La tradition bouddhiste, élaborée au Ve siècle par Buddhaghosa, reconnaît cinq étapes de dégradation, espacées chacune d'un millénaire.

Cette interprétation de la tradition implique que le progrès social apparaît naturellement comme quelque chose qui n'est pas prédéterminé et qui, de plus, est illusoire. À l'opposé, on trouve les efforts des individus cherchant

le salut qui, s'il n'est pas le nirvana, peut au moins être un statut meilleur dans une nouvelle existence ou une naissance dans la «Terre pure» où règne Bouddha Amitābha.

L'argument apologétique est largement utilisé pour justifier ce que l'on a appelé l'idéologie du nationalisme féodal, laquelle définit l'attitude des couches de la population qui s'opposent au colonialisme et imputent aux étrangers la responsabilité de tous les maux de la vie. Monarques et courtisans, propriétaires terriens et aristocratie féodale, paysans ayant souffert de la politique de taxation des terres des autorités coloniales, commerçants ruinés par la destruction de l'artisanat, clergé local mécontent des activités des missionnaires chrétiens et de la diffusion des idées séculières, tous forment le terreau sur lequel peut se développer le nationalisme féodal. En Inde, au moment de la révolte des cipayes (illustration 75), les slogans de ce nationalisme appellent à la restauration des pouvoirs du Grand Moghol et à la formation d'un mulk-i padishah, une terre du padishah (dirigeant moghol); en Indonésie, Mohammed Samman et ses partisans déclarent la guerre sainte en 1881 contre les infidèles étrangers, remportent une victoire temporaire, créent un État militaire théocratique et s'approprient une grande partie du territoire d'Acèh; en Birmanie, le mouvement paysan anticolonial des années 1880 et 1890, mené par les seigneurs féodaux et les moines bouddhistes, se prononce en faveur de la restauration de la monarchie et soutient les prétentions au trône des princes de la dynastie Kongbaung, mais aussi des prétendants déclarant être des sadja mina, les administrateurs et les précurseurs du futur royaume d'ordre et de justice de Bouddha Maitreya.

D'autre part, l'attitude diamétralement opposée en matière de tradition s'exprime dans une attitude négative qui va jusqu'au rejet total de la tradition, car elle n'est plus à la mode ni adaptée aux conditions de la nouvelle ère. En même temps, les valeurs, institutions et modèles occidentaux sont idéalisés outre mesure. Paradoxalement, les modernistes et les pro-occidentaux en appellent aux mêmes doctrines que les conservateurs pour justifier leurs points de vue, mais ils en tirent des conclusions opposées. Ils établissant que la religion orientale qui n'invoquerait pas le changement et y serait même opposée devrait être rejetée en tant qu'inhibiteur des relations sociales, et que l'on doit se munir des valeurs du monde bourgeois, car celles-ci sont capables d'assurer le progrès et la prospérité. La modernisation de la société orientale semble dépendre de sa sécularisation — séparation de la religion et de l'État, élargissement de l'éducation séculière, introduction d'une législation séculière, etc.

Au Japon, cette approche est illustrée par les représentants de l'école des sciences occidentales (*egaju*). L'un de ses fondateurs, Yamagata Banto (1746–1821), auteur d'un ouvrage d'importance dans l'histoire de la pensée sociale japonaise, À la place des rêves (Yume no Shiro), tente sans relâche de

350 De 1789 à 1914

persuader ses contemporains qu'«il n'y a rien à craindre dans la domination occidentale, il est nécessaire de la suivre et de s'y fier aveuglément», parce que lorsqu'il s'agit de reconnaître la nature et de comprendre les processus de création, «le seul chemin véritable est celui de la science occidentale fondée sur l'expérimentation».

S'opposant aux partisans de l'école des études nationales (kokugaku), dont le premier et le plus fameux représentant est le penseur Hirata Atsunane (1776–1843), et aux disciples des mouvements «pour l'expulsion des étrangers» (par exemple, Sato Nobuhiro, 1769–1850) qui appellent à la «fermeture» du Japon, au renforcement du pouvoir impérial et à un puissant État centralisé, féodal et militariste, les partisans japonais de la modernisation avancent des mots d'ordre tels que «morale orientale, savoir-faire occidental» (Sakuma Shozen, 1811–1864) ou «nous leur prendrons la technique et la science, mais nous préserverons notre morale et nos cultes» (Hashimoto Sanai, exécuté en 1859).

Le poète et philosophe Tan Sitong, l'un des leaders du mouvement chinois de réforme de 1898, professe une opinion largement comparable. Comme c'est la coutume en Chine, il combine son travail de haut fonctionnaire civil avec un travail de recherche scientifique et d'enseignement. Tan Sitong prend part à l'organisation de la «Société des études du Sud» (Nan Xiuehuei) et publie un quotidien et un journal. En 1898, il devient l'un des quatre secrétaires (connus sous le nom de «conseillers suprêmes») du Conseil impérial suprême de Pékin, avec la charge de préparer et de mettre en œuvre les réformes. Toutefois, peu de temps après et par suite d'un coup d'État, les quatre conseillers sont déclarés criminels et sont exécutés.

Bien que Tan Sitong reconnaisse la haute autorité de Confucius, il estime nécessaire de « transformer son enseignement en le modernisant ». Il critique également Laozi, dont les idées lui semblent avoir enseigné la passivité à ses concitoyens et encouragé une attitude de résignation vis-à-vis de ce qui se passe autour d'eux. Il se montre encore plus sévère envers Xunzi, qu'il rend responsable du renforcement du règne autoritaire. Tan Sitong est l'auteur de l'Étude de l'altruisme, publiée à titre posthume, dans laquelle il apparaît comme un opposant radical aux traditions qui constituent le fondement de l'ordre social existant en Chine. Il écrit: «Avant tout, il est essentiel de ne plus tolérer le réseau des sciences scolastiques. Il faudra ensuite percer le réseau des doctrines sociales, celui des paradis, celui de la religion dans le monde et, enfin, il faudra percer le réseau des lois bouddhistes. » Tan Sitong se permet de qualifier les monarques de «grands bandits» et leurs apologistes, qui appartiennent à la catégorie des pseudo-sages, de «menteurs et sycophantes ». Il s'attaque au précepte ancestral de la soumission des sujets au dirigeant, des enfants aux parents, des femmes aux hommes, affirmant qu'un tel ordre est contraire à la justice naturelle. Tan Sitong demande des

changements dans le système confucianiste des examens pour accéder aux postes du service civil, une réorganisation de l'administration, l'institution d'un parlement, l'enseignement des sciences pratiques, etc.

Tan Sitong propose un programme de réformes politiques, économiques et sociales fondé sur les prémisses découlant d'une vision du monde selon laquelle tout ce qui existe dans l'univers trouve son origine dans une seule substance, l'éther (*itai*). Les événements du monde sont l'essence de sa manifestation. Changements, combinaisons, stratifications, principes, disparitions et autres formes d'interaction entre les choses constituent un processus contenant tout, que Tan Sitong appelle *zhen* (altruisme).

Vues par Tan Sitong, les réformes des préceptes moraux et des lois doivent mener au rajeunissement de la Chine et à la prospérité de sa population. Il ne voit pas l'utilité de manifestations de masse contre les étrangers, et il considère l'attitude hostile envers les missionnaires chrétiens comme préjudiciable et injustifiée, dans la mesure où les Chinois eux-mêmes, en conservant des traditions caduques, sont responsables de la situation catastrophique du pays. Le système de pensée de Tan Sitong peut être jugé d'après le fait qu'il cherche à convaincre ses compatriotes de la nécessité de transformer la société chinoise en comparant l'activité de Confucius avec le zèle réformateur de Luther.

Pourtant, ni l'attitude nihiliste ni l'attitude apologétique envers les traditions du pays ne dominent la pensée sociale des pays d'Orient. C'est l'approche réformiste qui s'impose, parce qu'elle semble plus réaliste, plus prometteuse et plus en accord avec les intérêts de la bourgeoisie nationale émergente et de la nouvelle génération de l'intelligentsia.

Le terme réforme (du latin reformare signifiant «transformer», «corriger») est utilisé dans le sens strict et dans le sens large. Dans le premier cas, il s'agit de la Réforme (avec majuscule), mouvement anticatholique de l'Europe du XVIe siècle, qui crée un schisme dans l'Église chrétienne. Dans le second cas, le terme couvre un processus plus vaste entrepris par les hérésies, comprenant des mouvements de réforme aussi anciens que celui des lollards, et qui se poursuit jusqu'au XVIIe siècle — un processus visant à transformer la société traditionnelle en société libérale. Ce processus est extrêmement complexe, surtout au XVIe siècle; ce n'est donc pas un hasard si ce dernier est appelé la «période de réforme (ou de réformes, au pluriel), et pas seulement celle de la Réforme» (Edwards, 1972, vol. 7, p. 99). Les évolutions sociales, économiques et politiques des pays d'Orient ont environ trois siècles de retard par rapport à l'Europe, car ce n'est pas avant les XIX^e et XX^e siècles que les religions et les sociétés traditionnelles orientales s'engagent dans un processus du genre de celui qu'a expérimenté le christianisme dans de nombreux pays occidentaux. Bien que les mouvements de réforme religieuse en Orient aient beaucoup de points communs avec celui

de l'Occident, il demeure toutefois plus judicieux de s'y référer en employant le terme «réforme» dans son sens le plus large.

Hegel pensait que, d'un point de vue épistémologique, la Réforme était due à la séparation de l'objectif et du subjectif. La vision du sacré comme externe au croyant requiert l'introduction d'un lien de connexion, d'un médiateur. L'Église, qui servait justement de médiateur, enseignait que l'on pouvait échapper au châtiment divin par des actions formelles: aller à la messe, prendre l'habit, faire des pèlerinages, etc. De plus, il était permis de ne pas réaliser soi-même ces bonnes actions en achetant celles qu'on avait attribuées à des saints, autre manière d'assurer son salut.

Luther rejette les indulgences, qu'il considère comme un marchandage blasphématoire avec Dieu, et leur oppose l'idée de salut par la foi; il remplace ainsi la religiosité formelle et externe en faisant du sentiment religieux la substance interne de l'être humain.

Dans les religions orientales, le processus de réforme comprend également une tentative d'éliminer la séparation de l'objectif et du subjectif, de rapprocher le croyant de Dieu. Chaque religion remplace, à sa façon, la religiosité externe par la religiosité interne.

Ainsi, Devendranāth Tagore (1817–1905) établit un acte obligeant les membres du mouvement de réforme qu'il dirige, le Brāhmo Samāj, à rejeter le culte des idoles et à ne révérer Dieu que par le biais d'actions qui lui plaise. Comme le pouvoir des brahmanes est sanctionné par le système des castes, les réformateurs mettent l'accent sur l'injustice des privilèges accordés en fonction de la naissance et se battent contre la discrimination des castes. Le droit monopolistique des brahmanes à la connaissance des textes sacrés et leur rôle de médiateurs sont rejetés; les réformateurs comme Devendranāth Tagore prêchent pour toutes les castes, donnent la corde sacrée des brahmanes aux intouchables (mouvement de réforme des Ārya Samāj), et ainsi de suite.

En terre d'islam, aucune catégorie de personnes n'appartient à l'État religieux du fait de sa naissance ou de son ordination officielle. Les fonctions du clergé sont accomplies par les mollahs, les cadis, mais surtout par les oulémas, théologiens et docteurs de la Loi qui ont le droit d'interpréter les textes divins et la Loi. Ce n'est donc pas surprenant que la réforme islamique réclame, entre autres, l'«ouverture de la porte de l'*idjtihad*», c'est-à-dire le rejet du devoir de suivre les *taqlid* (les principes des quatre écoles de droit, ou *mazhab*) et le droit pour chaque croyant d'avoir un jugement indépendant (*idjtihad*).

Les réformateurs religieux d'Orient reconnaissent souvent un haut degré de libre arbitre, qui ne justifie pas seulement l'indépendance des efforts humains pour transformer la vie terrestre mais élève aussi ces efforts au statut de devoir religieux et moral. Le principe éthique prépondérant des

réformateurs religieux est la participation effective dans la lutte pour la transformation de la société sur de nouvelles bases (plus humanistes que les précédentes), plutôt que le renoncement au monde, l'ascétisme et la recherche du salut individuel.

Les concepts de karma, nirvana, *maya*, *mukti* et autres sont révisés par le bouddhisme et l'hindouisme. Le degré de radicalisme de cette révision varie, bien évidemment. Rām Mohan Roy (1772–1833) et Devendranāth Tagore les éliminent proprement, les considérant comme infondés. Ramakrishna (1836–1886) et ses disciples considèrent la délivrance individuelle (*mukti*) comme une étape nécessaire pour le salut des autres — de la même façon que les voitures d'un train ne peuvent atteindre leur destination que si elles sont tractées par une locomotive.

L'attitude envers l'ascétisme religieux et le monachisme change également. Auparavant, l'anagarika (littéralement, «sans domicile», ascète itinérant) bénéficiait auprès des bouddhistes de Ceylan du statut de saint en raison de son renoncement total aux affaires du monde. Mais, selon l'interprétation des réformateurs, il doit occuper une position intermédiaire entre le moine et le laïc: il observe strictement les injonctions du canon bouddhiste mais, en plus, il ne ménage pas ses efforts dans le cadre des activités publiques — et surtout dans la propagande du bouddhisme et le combat contre le christianisme. On donne également aux moines bouddhistes, qui traditionnellement ne pouvaient pas intervenir dans la vie politique, le droit de participer à la vie de la société.

Il est naturel que les réformateurs aient voulu mettre un terme à une loi et à un ordre datant du Moyen Âge et qu'ils aient tenté d'ouvrir la voie au progrès social, obstruée par le mode de vie traditionnel et par le régime colonial. Comme dans l'Europe médiévale, le nationalisme perce sous la religion, et tous deux se confondent même quelquefois, de sorte qu'on a pu demander aux religieux de servir la cause de la libération nationale. D'après Aurobindo Ghose (1872–1950), le nationalisme est une religion envoyée par Dieu. Il décrit la nation comme l'incarnation de l'un des aspects de la divinité, et assimile l'amour de la patrie au culte divin, l'Inde à la déesse Kali, qui est la force maternelle divine. Afin de sauver l'Inde du «vampire» — le colonialisme —, il va falloir se battre et verser son sang.

Afin de rendre les idées du nationalisme plus accessibles au peuple, les réformateurs sécularisent les concepts religieux. Ainsi, l'idée de *maya* est perçue comme une illusion libérale sur le rôle des Britanniques en Inde, *yajna* se réfère au boycott des produits britanniques, l'hymne national «*Bande mataram*» devient un *mantra*, le désir de libération nationale est appelé *shakti*. Plus que tout autre, c'est le concept d'*ahimsa*, base du bouddhisme, de l'hindouisme et du jaïnisme, qui subit le plus de transformations. En effet, si Aurobindo Ghose et Bal Gangadhar Tilak (1856–1920), leaders de l'aile

354 DE 1789 À 1914

gauche du Congrès national indien, reconnaissent tous deux qu'employer la violence dans la lutte est chose permise et inévitable, une interprétation gandhienne bien plus modérée de l'*ahimsa* deviendra la plate-forme politique du mouvement anticolonialiste en Inde.

Dans les pays musulmans, les réformateurs cherchent une expression morale de la lutte contre le colonialisme dans le concept de *djihad*. Ainsi Muḥammad Aḥmad (1844–1885), chef de file et penseur du mahdisme soudanais, élève la guerre sainte au rang de sixième pilier de l'islam. Dans l'Iran des années 1840 et 1850, le mouvement babiste contre les seigneurs féodaux et les étrangers revendique également le *djihad*.

Ainsi, en règle générale, l'approche des réformateurs associe le respect de l'héritage culturel national à la critique acerbe de traditions vétustes, une position anti-impérialiste à la reconnaissance des succès sans conteste de la civilisation occidentale, une foi religieuse inébranlable à la conscience du besoin d'assimiler les découvertes de la science et de la technique modernes. La complexité de la pensée réformiste, ses contradictions et son aspect dramatique sont illustrés par les représentants les plus éminents des cultures orientales du XIX^e siècle: Kang Youwei, Vivekānanda et Jāmal al-Dīn al-Afghāni.

Kang Youwei (1858–1927) est le leader du mouvement réformiste de la Chine du tournant du siècle. Fils d'une famille comptant trente générations d'intellectuels, il atteint le plus haut degré académique (jinshi) et acquiert une ample connaissance de l'histoire culturelle de son pays, pour laquelle il ressent un respect sincère. Mais les défaites sévères infligées à la Chine au cours des guerres l'opposant à la France et au Japon, ainsi que l'évident retard du pays par rapport aux pays occidentaux, convainquent Kang Youwei de la nécessité d'effectuer des réformes profondes. Il exprime ses idées à ce sujet dans une série de pétitions dirigées à l'empereur Guangxu, auquel il recommande même d'examiner et, dans la mesure du possible, de suivre l'expérience de la restauration de Meiji au Japon et des activités de réforme de Pierre Ier en Russie. Finalement, en juin 1898, l'empereur accepte les propositions de Kang Youwei et décrète l'application d'une nouvelle approche de la politique de l'État. Pourtant, la période de réforme ne dure pas plus de cent jours et se termine par un coup d'État mené par la cour. Les réformateurs sont exécutés, un sort auquel parvient à échapper Kang Youwei qui fuit à Hong-Kong et qui demeure par la suite à l'étranger. De son exil, il transforme sa «Société pour la protection de l'État» en «Société pour la protection de l'empereur», qui compte des membres au Japon, aux États-Unis, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Au Canada, il fonde l'Association chinoise de réforme.

L'idée maîtresse qui sous-tend l'activité et la créativité du réformateur est la thèse selon laquelle «le changement est la voie (dao) du paradis». Il affirme que l'idéologie dominante en Chine est fallacieuse, car elle se

fonde sur des textes classiques falsifiés pendant le règne de l'usurpateur Wang Mang. Il consacre tout un ouvrage, *Étude des faux classiques forgés par les savants de la dynastie Xin*, à la démonstration de la falsification des canons.

Afin de justifier une révision critique de la loi, de l'ordre existant et des préceptes de la morale traditionnelle, Kang Youwei se réfère à l'autorité de Confucius, qu'il présente comme le plus grand des réformateurs. Dans son *Étude sur Confucius réformateur*, il affirme que Confucius était le fervent partisan de changements périodiques dans le système de gouvernement.

Le programme de réforme que met au point Kang Youwei envisage le démantèlement du vieux système d'examens, la création d'une université à Pékin et d'établissements d'enseignement sur le modèle occidental dans les provinces, la modernisation de l'armée et de la marine, l'«enrichissement du pays » par l'amélioration de l'agriculture avec la diffusion des connaissances scientifiques et des machines agricoles, la promotion de l'industrie et de l'expansion du commerce (prévoyant la concession de licences aux initiatives privées de construction et d'exploitation de navires à vapeur, de trains et de mines) et, finalement, une réforme complète du système administratif. Tout en prônant l'assimilation des sciences et des techniques occidentales, et en encourageant la création d'écoles supérieures pour l'enseignement de la science et de la technique, ainsi que d'autres établissements d'éducation pour les sciences exactes, Kang Youwei se déclare opposé aux activités des missionnaires chrétiens et à l'expansion de l'idéologie occidentale en Chine. Il propose de promouvoir le confucianisme de manière plus large, de construire des temples confucéens à l'étranger et d'y envoyer des missionnaires confucéens, afin d'«employer contre l'ennemi les moyens qu'il emploie contre nous».

L'œuvre théorique majeure de Kang Youwei est *Le Livre de la grande unité* (*Datong shu*), écrit entre 1884 et 1902 et publié à titre posthume. Il y développe son point de vue de réformateur sur l'évolution historique ainsi que sa conception de la société idéale. Kang Youwei emploie la division de l'histoire de la société en trois parties qu'établit le canon confucéen *Liji*: l'âge du chaos, l'âge de la naissance et l'âge de la grande unité ou grande uniformité. L'aspect le plus remarquable de cette théorie est que, contrairement à la tradition chinoise qui a tendance à voir dans le passé une sorte d'âge d'or, l'idéal social de Kang Youwei est tourné vers le futur. Il affirme que la Chine de son époque en est toujours à la première période, c'est-à-dire l'âge du chaos, et recommande donc l'intensification de la lutte pour passer à l'âge de la naissance, afin que l'idéal de grande unité puisse être réalisé dans le futur.

La grande unité suppose une société sans divisions entre les peuples, les races, les nations, les classes sociales, les religions et même les sexes. Kang Youwei voit la création d'un État mondial unique après une phase d'ab-

sorption des petits États par les grandes puissances: il pense, par exemple, que les États-Unis vont absorber le continent américain et que l'Allemagne absorbera l'Europe. Il lui semble que les différences raciales peuvent être aplanies par un changement de la scène géographique et par l'institution de mariages mixtes; il propose aussi de remplacer la famille par des contrats de mariage temporaires afin d'éliminer l'inégalité sexuelle. Il s'attend à ce que toutes les confessions disparaissent du monde pour laisser la place au bouddhisme, la religion du futur. C'est pourquoi la grande unité est essentiellement conçue comme une utopie, dont l'image se compose d'éléments hétérogènes, le plus souvent incompatibles, provenant de la culture chinoise et des cultures occidentales.

Vivekānanda (1863–1902) est l'une des personnalités les plus populaires de l'Inde du XIX^e siècle; il est le fondateur d'un ordre religieux et social, la mission Ramakrishna, qui est toujours active en Inde et au-delà de ses frontières.

Narendra Nath Datta, le véritable nom de Vivekānanda, est le fils d'un juriste indien à l'esprit cultivé et libéral; il reçoit une bonne éducation, intégrant des éléments de philosophie et sociologie européennes, et devient très tôt actif socialement. Après une première période où son nom est associé au mouvement Brāhmo Samāj, il prend ses distances vis-à-vis de ce dernier et devient franc-maçon durant un certain temps. En 1881, après avoir fait la rencontre de Ramakrishna, prêtre du temple de Kali près de Calcutta, Vivekānanda accepte l'enseignement de ce dernier; à la mort de Ramakrishna, il prend la tête de sa communauté de disciples et moines. Il obtient une audience plus large grâce à sa participation au parlement des religions de Chicago en 1896, car le discours du swami (saint homme) connaît un immense succès. Il est immédiatement invité à donner des conférences sur la culture spirituelle indienne — principalement sur le Vedānta — dans de nombreuses villes des États-Unis, puis en Grande-Bretagne, en France, en Suisse et en Italie. À son retour, il est acclamé par ses compatriotes. C'est alors qu'il fonde la mission Ramakrishna et devient un prêcheur actif.

Les écrits et l'activité de Vivekānanda poursuivent le but de galvaniser l'Inde et d'éveiller simultanément chez ses compatriotes des sentiments de fierté et de honte. Fierté pour la richesse de leur héritage culturel — c'est pourquoi Vivekānanda se sent dégoûté par l'attitude, à son avis bien trop critique, des partisans de l'éducation, des modernisateurs et de nombreux réformateurs indiens —, honte pour la situation calamiteuse dans laquelle se trouve ce grand pays et ses millions d'habitants. Selon lui, il y a deux raisons principales à la «dégradation de la nation». La première est l'indifférence des classes aisées vis-à-vis des besoins du peuple; dans un entretien, il parle du mépris des masses comme d'un «grand crime national». La seconde

raison est la passivité des Indiens, leur manque de volonté et leur incapacité à s'opposer au mal dans ses manifestations sociales.

Vivekānanda est convaincu que la situation en Inde ne peut être améliorée que par le biais des sentiments religieux du peuple. Pour reprendre ses mots, les Indiens ne sont capables de comprendre la politique et la sociologie que par la médiation de la religion, qui est « le thème, alors que tout le reste n'est que variation sur la mélodie nationale de la vie».

Chez Vivekānanda, la notion de devoir et de culte religieux est interprétée d'une manière fondamentalement différente de celle qui est admise par la tradition hindouiste. Il affirme que l'homme doit croire avant tout en lui-même: «Perdre la foi en soi signifie perdre la foi en Dieu» (Vivekānanda, 1994, p. 195). Cette foi présume la reconnaissance du statut suprême de l'être humain dans l'univers et du culte qui doit lui être rendu. À la question sur la direction à prendre pour trouver Dieu, Vivekānanda répond: «Les pauvres, les miséreux et les faibles ne sont-ils pas tous des dieux? Pourquoi ne pas les vénérer eux d'abord?» (Vivekānanda, 1964, vol. V, p. 51).

Le réformateur indien refuse l'interprétation égoïste de *mukti* comme lutte pour le salut individuel. Selon lui, le salut individuel ne peut être atteint qu'en servant le peuple: «Ce n'est qu'en faisant le bien aux autres que l'on atteint son propre bien» (Vivekānanda, 1994, p. 107). Ce n'est qu'en menant les autres au *mukti* que l'on atteint soi-même le *mukti*.

Jāmal al-Dīn al-Afghāni (1839–1897) occupe une place particulière parmi les réformateurs d'Orient, puisque son activité et ses opinions ne restent pas confinées à l'intérieur de frontières nationales mais servent de modèle au monde multiethnique musulman dans son ensemble, dans sa diversité d'États. Le nom de Jāmal al-Dīn al-Afghāni est associé à l'idéologie du panislamisme et à son envol.

L'un des $\bar{a}y\bar{a}t$ préférés d'Al-Afghāni, et qu'il cite le plus souvent, est le suivant: «En vérité, Allah ne modifie point l'état d'un peuple tant que les [individus qui le composent] ne modifient pas ce qui est en eux-mêmes» (C. 13.12). Il considère en effet que la réforme fondamentale dont a besoin la société musulmane passe par des changements dans l'état d'esprit des individus, et avant tout dans celui des maîtres spirituels: «Aucune réforme ne peut être menée tant que les guides religieux n'auront pas tenté de réformer leur propre esprit, tant qu'ils n'auront pas compris l'utilité de la science et de la culture» (Pakdaman, 1969, p. 246). Al-Afghāni tente surtout de faire comprendre à ses coreligionnaires que la prospérité matérielle dépend directement de l'habilité à utiliser les découvertes scientifiques. Il explique la situation calamiteuse des pays d'Orient par le fait qu'ils ne se rendent pas compte, en ses propres termes, du «rôle noble et important des érudits». Lors d'une conférence sur le progrès de la science et sur les professions dans la nouvelle université Dar al-Funun d'Istanbul (décembre 1870),

358 DE 1789 À 1914

Al-Afghāni compare le savant à un prophète, déclarant que la prophétie est une profession (*sina'a*) au même titre que la médecine, la philosophie, les mathématiques, etc. Ce qui les distingue, c'est que la vérité prophétique est le fruit de l'inspiration alors que la vérité scientifique est le produit de la raison. De plus, les préceptes du prophète changent avec le temps et les conditions. La vérité scientifique est, quant à elle, universelle. Il affirme même que la prophétie n'existe pas forcément à toutes les époques, mais que « la science, capable de guider l'humanité hors des méandres de l'obscurantisme et de la mener le long du chemin du progrès et de la prospérité, est toujours nécessaire» (Pakdaman, 1969, p. 47). Mais ce discours est traité d'hérésie, et Al-Afghāni doit quitter Istanbul, prétextant un pèlerinage à La Mecque.

Jāmal al-Dīn tire ses propres enseignements de cet épisode et renforce son idée que des changements positifs dans le monde islamique ne sont possibles que si l'on fait d'abord appel aux sentiments religieux et si l'on établit que les réformes sont compatibles avec les principes de base de la foi. Par la suite, il aura systématiquement recours à des slogans religieux pour poursuivre ses buts politiques, le principal d'entre eux se référant à la renaissance des peuples musulmans.

Le nationalisme en tant qu'idéologie reconnaissant l'unité nationale comme le fondement de l'État s'oppose théoriquement aux préceptes de l'islam. Le nationalisme est identifié à l'éasabiyya (l'amour des siens), que le prophète Mahomet condamne parce qu'il le considère comme une solidarité de groupe, une loyauté que l'on n'applique qu'à sa propre tribu ou à son propre peuple et qui exclut l'union dans l'umma — la communauté des croyants, qui ne connaît aucune distinction raciale, ethnique ou autre. En se fondant là-dessus et en comprenant que le peuple musulman, une fois uni, sera plus à même de résister aux assauts impérialistes, Al-Afghāni propose un programme panislamiste, dans lequel la solidarité nationale est mise en contraste avec la solidarité entre coreligionnaires: «Les musulmans n'ont pas d'autre nationalité que leur religion.»

La revue Al-'Curwa al-Wuthqa (Le Lien indissoluble), que Jāmal al-Dīn al-Afghāni publie avec Muḥammad 'Abduh à partir de mars 1884, devient la voix de la propagande panislamique. Même si elle ne paraît que pendant huit mois, son impact sur les attitudes panislamiques est énorme. La nature des textes publiés dans cette revue est illustrée, par exemple, par l'article «L'Unité musulmane», dans lequel il est dit que «les États européens justifient l'humiliation qu'ils infligent aux pays d'Orient par le retard qu'ils leur attribuent. Ces mêmes États tentent par tous les moyens, y compris la guerre, d'empêcher toute tentative de réforme ou de renaissance des peuples musulmans. C'est pourquoi il est nécessaire que les peuples musulmans s'unissent en une grande alliance défensive pour échapper à la destruction. Ils doivent maîtriser les découvertes scientifiques et techniques pour apprendre

les secrets de la puissance européenne » (Muhammad Sharif [dir. publ.], 1963–1966, vol. 2, p. 1487).

Les projets d'alliance des pays musulmans se répètent. À différentes reprises, Al-Afghāni demande l'appui du khédive d'Égypte, du mahdī du Soudan, du chah de Perse et, finalement, du sultan de l'Empire ottoman. Pour Jāmal al-Dīn, la monarchie n'est pas un idéal politique, comme le montrent son implication dans l'établissement d'une démocratie parlementaire en Égypte et sa conviction qu'il est permis de renverser un monarque injuste; mais la priorité étant l'éradication de la domination étrangère, il relègue au second plan la question de la nature du pouvoir politique.

Al-Afghāni ne recherche pas que le soutien des monarques orientaux, mais aussi celui des classes dirigeantes des différentes puissances européennes, afin de faire jouer en sa faveur les contradictions de l'impérialisme. Pourtant, ni les monarques orientaux ni les gouvernements occidentaux ne sont intéressés par les projets panislamiques. Ce n'est que peu de temps avant sa mort que Jāmal al-Dīn al-Afghāni reconnaît son erreur d'appréciation lorsqu'il écrit à l'un de ses amis perses: «N'aurait-il pas été plus judicieux que je sème les graines de mes idées dans le sol fertile de la pensée populaire, plutôt que dans le sol aride des cours royales? Tout pousse et tout fleurit dans le premier, et tout s'étiole dans le second» (Pakdaman, 1969, p. 326).

Les fondements de l'idéologie nationaliste orientale, établis par la pensée sociale du XIX^e siècle, serviront à la mise en place d'un appareil idéologique et politique et d'un État souverain durant le XX^e siècle. Un certain nombre de problèmes nouveaux apparaissent alors : comment trouver les modèles les plus efficaces de développement national, où chercher les moyens d'acquérir le statut de sujet dans le monde politique et comment obtenir l'égalité des droits pour ceux qui en étaient privés auparavant?

CORRÉLATION ENTRE SCIENCES HUMAINES ET SCIENCES NATURELLES

Les nombreuses découvertes fondamentales dans le domaine des sciences naturelles dépassent de loin les modestes réalisations des sciences sociales qui, en règle générale et par nature, ne se prêtent pas à la vérification expérimentale. On s'efforce donc d'appliquer les méthodes des sciences naturelles aux sciences sociales. L'identification mécanique de phénomènes biologiques à des phénomènes sociaux apparaît de manière évidente dans ce que l'on appelle le «darwinisme social», qui tente de faire coïncider structures biologiques et structures sociales (Spencer) et d'établir une analogie artificielle entre société et organisme animal ou humain (Paul von Lilienfield, Albert Schäffle, René

Worms). Gobineau, Houston, Chamberlain et d'autres se sont inspirés du darwinisme social pour élaborer leurs théories raciales et anthropologiques.

Le véritable mouvement connu sous le nom de darwinisme social, qui adapte à la vie sociale les lois biologiques découvertes par Darwin, fait son apparition dans la seconde moitié du XIX^e siècle. La théorie de l'évolution de la nature vivante mise au point en 1859 par Darwin dans son œuvre maîtresse, *L'Origine des espèces* (*On the origin of species by means of natural selection*), contient bien évidemment une proposition concernant la variabilité constante et l'évolution des espèces, variabilité et sélection naturelle qui sont également, pour les partisans du darwinisme social, la force motrice du développement. Le darwinisme social est par ailleurs étroitement lié au malthusianisme qui véhicule largement les idées sur la sélection naturelle.

Le concept émis par Spencer de « survie du plus apte » dans des conditions déterminées est remplacé, dans l'œuvre de Benjamin Kidd, *L'Évolution sociale* (1894), par l'idée de lutte pour la survie des nations et des races. Kidd tente de prouver que la religion, qui soutient l'altruisme, est un moyen d'atténuer l'impact des dures lois de l'évolution sociale. La «biologie sociale» met l'accent sur les composants biologiques des processus sociaux.

Le célèbre physiologiste Claude Bernard rejette la théorie d'une « force vitale » spécifique qui fait la distinction entre nature organique et inorganique, car il la considère comme non scientifique, et il insiste sur le fait que la recherche doit s'efforcer de trouver les causes matérielles directes des phénomènes à l'étude. Toutefois, ses tentatives de déduire grâce à la mécanique des phénomènes psychologiques à partir de phénomènes physiques n'ont pas produit de résultats probants. Les représentants du « matérialisme physiologique » considèrent que la pensée est une sécrétion du cerveau et que le contenu de la conscience individuelle et sociale est déterminé directement par des processus physiologiques dépendant du régime, du climat et d'autres facteurs naturels.

Les œuvres de Nietzsche, dont nous avons déjà parlé plus haut, expriment une répulsion à l'égard des limites du « troupeau libéral » et de l'« égalitarisme socialiste ». Nietzsche demande une « réévaluation de toutes les valeurs » et des normes politiques et éthiques, au nom du renforcement de la volonté de puissance et de la domination de la masse par le surhomme (*Übermensch*). La théorie de la psychanalyse que Sigmund Freud formule au tournant du siècle a des points communs avec la philosophie de Nietzsche, ainsi qu'avec une idée très répandue à l'époque : on pensait effectivement que les systèmes biologiques présentaient des analogies avec la société. Cette théorie repose sur l'idée que les instincts animaux inconscients, enracinés dans les pulsions sexuelles expérimentées pendant l'enfance, représentent un facteur déterminant du comportement humain ; le rôle principal de la civilisation est de maîtriser ces instincts à l'aide de la religion et de la morale.

L'école française de sociologie de Durkheim, qui retient certains aspects de l'anthropologie et de la psychologie et dont l'approche fondamentale est positiviste, trouve également une résonance internationale à la fin du siècle. Durkheim est d'avis que la sociologie doit se concentrer sur les facteurs sociaux qui sont indépendants des individus et qui exercent un effet contraignant sur eux, notamment les changements de densité de population et l'augmentation des contacts sociaux, lesquels provoquent une transition de la solidarité «mécanique» à la solidarité «organique». Ainsi, dans la masse, l'imitation transforme «des milliers d'individus en un seul animal, en une bête monstrueuse qui n'a pas de nom». L'un des auteurs de la «théorie de l'imitation» déclare qu'il s'agit là de la clé pour comprendre les processus sociaux.

Le progrès des statistiques permet à la recherche empirique de s'établir sur des bases solides pour tenter de trouver les causes et les origines du crime. Jusqu'au début du XIX^e siècle, la criminologie considère le crime comme le produit d'une volonté maligne. D'autres éléments ont démontré plus tard l'impact des causes sociales sur le taux de criminalité et la nature des crimes, et ont fourni des indications sur la composition par âge et par sexe de la communauté criminelle. Au cours des dernières décennies du siècle, c'est l'école anthropologique dirigée par le célèbre Cesare Lombroso qui mène le débat. Lombroso avance l'idée que le criminel-né est programmé par ses spécificités psychologiques et physiques pour suivre le chemin du crime et y rester. Ses idées, violemment rejetées par ses contemporains, encourageront au XX^e siècle les recherches sur les bases génétiques et hormonales de la criminalité. L'opposition entre les tendances anthropologiques et les tendances sociales ne se limite pas à la criminologie, mais s'étend à d'autres domaines des études sociales.

Le processus de sécularisation de la vie sociale, des structures politiques et de l'État se poursuit pendant le XIX^e siècle, tandis que l'Église se limite à maintenir ses positions dans le domaine de la vie quotidienne. On remarque une tendance à la réconciliation entre la religion et les doctrines du libéralisme et des utopies sociales. En effet, la confrontation entre la science et la religion caractéristique de l'âge des Lumières s'est considérablement affaiblie, n'empêchant toutefois pas l'émergence d'une recherche critique des origines de la chrétienté. Ce n'est donc pas le conflit entre science et religion qui prévaut mais leur éloignement, même s'il est vrai que cette confrontation est relancée au cours de certaines périodes: par exemple, quand la papauté revendique par le biais du premier concile du Vatican (1869–1870) (illustration 76) le contrôle de l'Église sur la science et la pensée sociale et politique. Dans son célèbre ouvrage Histoire du conflit entre la religion et la science (1872), l'historien américain John William Draper parle de ces revendications comme d'une révolte contre la civilisation moderne.

Les sciences naturelles et sociales au XIX^e siècle tentent en général d'exclure de leurs considérations la question de la relation entre la science et la religion, car il s'agit d'un problème qui dépasse leur champ de vision. À cette époque, la science elle-même commence à revendiquer le monopole de la vérité, une aspiration nullement justifiée, du moins pour le niveau de développement qu'atteint la science au XIX^e siècle.

Ce siècle est dans l'ensemble une période d'optimisme, de foi dans la bonté de la nature humaine et dans les grandes potentialités de la science, dont on pense alors qu'elle est sur le point de résoudre l'énigme des origines de l'humanité et certains mystères concernant la vie et la mort.

LA PENSÉE SOCIALE ET LES SCIENCES HUMAINES À LA FIN DU XIX^e SIÈCLE

La fin du XIX^e siècle assiste à la révision de la philosophie classique — qui est transformée ou rejetée — et à la genèse d'une philosophie non classique, qui se fonde en partie sur les idées du modèle classique lui-même. Ainsi, l'idée des capacités limitées de la raison qu'avait exprimée Kant (l'impossibilité d'appréhender la chose en soi) mène à l'essor de la philosophie positive, de l'utilitarisme et du pragmatisme, alors que l'idée énoncée par Schelling sur la signification des formes irrationnelles de la cognition donne naissance à l'irrationalisme de Kierkegaard et de Schopenhauer, ainsi qu'à la «philosophie de la vie» et à l'intuitivisme.

Les représentants les plus remarquables de cette période sont Richard Avenarius (1843–1896) et Ernst Mach (1838–1916) (illustration 77). Leur principal champ d'intérêt est le problème de la valeur cognitive du savoir humain. Selon eux, les solutions apportées aux problèmes philosophiques traditionnels — existence, objectivité de la cognition, valeurs — ne peuvent être considérées comme scientifiques, dans la mesure où tous ces problèmes sont relatifs à l'essence qui, du point de vue de la cognition humaine, est l'éternelle chose en soi et demeure donc incompréhensible. Seule la connaissance relative aux phénomènes, fondée sur l'expérience, est valable et la description empirique des faits représente la forme principale du savoir. D'après cette approche, une seule science — la science naturelle — constitue le modèle de la connaissance positive (correcte). Les débuts du positivisme, avec Auguste Comte et Herbert Spencer, sont surtout caractérisés par l'approche génétique (psychologique) de l'expérience — signifiant que la connaissance vient de l'expérience —, mais l'approche méthodologique devient prédominante par la suite — la connaissance est mise à l'épreuve et contrôlée par l'expérience. La substance, pourtant, reste la même: pour les deux approches, l'expérience est le critère qui sépare la connaissance scientifique de la connaissance empirique. C'est pourquoi la description et la systématisation des faits sont la seule tâche de la science. Le processus de recherche se limite à observer et collecter des données, puis à les transformer en lois et théories scientifiques. Le développement de la science est donc un processus purement cumulatif—l'addition permanente de nouveaux termes et lois à un groupe de thèses.

Cette approche méthodologique forme la base de l'empirisme critique représenté par Avenarius et Mach. Pour ce qui est de la psychologie, c'est dans l'utilitarisme de John Stuart Mill et dans le pragmatisme de William James (*illustration 78*) que le positivisme se développe; les concepts philosophiques et sociologiques de Max Weber introduisent le positivisme dans les sciences sociales.

Les points de vue du philosophe et physicien autrichien Ernst Mach se fondent sur la thèse kantienne selon laquelle seules les manifestations des objets, et non leur essence, peuvent être appréhendées par la connaissance. Mais au contraire de Kant, Mach nie l'existence d'une réalité objective, les « choses en soi ». La science ne reflète pas la réalité objective, elle est la manifestation de la fonction biologique d'adaptation de l'organisme humain — en accord avec la théorie de l'évolution de Darwin. Prenant cette hypothèse comme point de départ, Mach élabore la théorie biologique et économique de la connaissance, dont le principe fondamental est l'« économie de pensée ». Les lois naturelles et les notions scientifiques ne témoignent d'aucun lien objectif entre les choses. Elles ne sont que les produits de l'esprit humain, créées pour satisfaire les besoins de l'individu connaissant, et ne signifient rien sans l'homme. Par conséquent, selon Mach, la question de la substance objective d'une théorie scientifique est dénuée de sens. Ce que les philosophes considèrent comme la réalité objective, par exemple un corps, ne sont que les «symboles logiques» des complexes de nos sensations.

La construction par la pensée de ces symboles logiques est comparable à l'enregistrement scénographique d'un discours. L'atome, la molécule, la masse ne sont pas, selon Mach, des réalités objectives mais seulement des symboles pour la description économique des sensations. Dans le système de Mach, le principe d'économie de pensée mène à la thèse qui fait de la «description» l'idéal de la science.

Le philosophe suisse Richard Avenarius élabore sa principale théorie pratiquement au même moment mais indépendamment de Mach. Pour Avenarius, l'économie de la force est la pierre de touche de la pensée théorique. Il considère la philosophie comme l'analyse d'un complexe de données empiriques sous le principe de la moindre perte de force. Chaque science, y compris la philosophie, devrait rejeter toute notion spéculative qui dépasse les limites de l'expérience. Les lois de la connaissance sont par nature complètement

364 DE 1789 À 1914

différentes des normes reconnues de la logique et des demandes de la raison pure; leur signification est biologique et non logique. La science devrait retrouver son point de vue naturel sur le monde, au lieu de le dissimuler sous des constructions métaphysiques. Dans sa fameuse théorie de l'introjection, Avenarius explique la genèse des préjugés dualistes et métaphysiques.

Pour l'essentiel, cette théorie établit que les activités humaines communes se fondent sur une proposition selon laquelle les autres personnes sont le même genre d'êtres que moi-même, c'est-à-dire que leurs pensées et leurs expériences sont similaires aux miennes. Il est donc nécessaire, pour distinguer ma vision du monde de celle des autres, de discerner des aspects différents de la réalité qui m'entoure. C'est ainsi que se forme la perception de l'opposition dualiste entre le monde intérieur et extérieur, entre le phénomène subjectif et la réalité objective. Ce processus est nommé introjection. Il intervient quand nous ne sommes pas satisfaits de la simple description des choses que nous percevons et de celles que les autres perçoivent. Nous essayons de trouver ces perceptions en nous-mêmes ou dans les personnes qui nous entourent. L'introjection, d'après Avenarius, est la «reduplication du monde », la création de l'illusion qu'à part le monde des objets qui nous est donné directement dans notre expérience, il existe un monde de perceptions, quelque part dans notre esprit ou dans notre conscience. D'après le philosophe, la formule de l'introjection est la manifestation insignifiante d'une longue série d'oppositions dualistes, raison pour laquelle elle devrait être éliminée. Il s'agit de l'élimination de l'opposition métaphysique de l'esprit et de la matière, et donc du subjectivisme, de l'agnosticisme, de la métaphysique spiritualiste et matérialiste.

Les fondateurs de l'empiriocriticisme n'ont pas créé une école au sens strict du terme, mais certains aspects de leurs théories de l'expérience pure ont influencé, en leur temps, de nombreux philosophes et psychologues remarquables. Les principales idées de l'empiriocriticisme ont de nombreux points communs avec la «philosophie immanente» de la fin du XIX^e siècle, représentée par les écoles néokantiennes de Marburg et de Baden.

La «philosophie immanente», plus qu'aucune autre école de l'époque, accepte l'idée que tout ce qui est réel est immanent au moi, c'est-à-dire que l'existence est immanente à la conscience, est contenue dans cette conscience. La «philosophie immanente» par essence ne va pas au-delà des limites de notre conscience, des données de notre expérience. Les philosophes allemands Wilhelm Schuppe, M. Kauffmann, Johannes Rehmke et d'autres encore appartiennent à ce courant. Suivant Kant, ces philosophes pensent que le monde des objets ne nous est pas donné directement, mais qu'il est construit par notre conscience.

Les écoles néokantiennes de Marburg et de Baden, qui font leur apparition en Allemagne au tournant du siècle, ont également de nombreux

points communs avec la philosophie de l'empiriocriticisme. Leur point de départ, le rejet de la «chose en soi» et la possibilité pour la connaissance de dépasser les limites des phénomènes de la conscience, les lie toutes deux à l'empiriocriticisme et à la philosophie de l'immanence.

L'ancienne école néokantienne, celle de Marburg, est fondée par Hermann Cohen (1842–1918) et comprend des membres tels que Paul Natorp, Ernst Cassirer et Rudolf Stammler, qui s'attellent à la réorientation et à l'amplification du sujet de la philosophie. Ils rejettent la philosophie dans le sens d'une science s'occupant du monde comme simple métaphysique et considèrent que seul le processus de connaissance scientifique doit être traité par la philosophie. Avant toute chose, celle-ci est une science se préoccupant de la science, de la connaissance. Ils interprètent de la même manière les enseignements de Kant.

Pour les représentants de l'école néokantienne de Baden (Fribourg), Wilhelm Windelband (1848–1915) et Heinrich Rickert (1863–1936), la philosophie est l'analyse même de la structure logique de la connaissance, de la méthodologie scientifique. Le principal problème qui intéresse cette école est la création d'une méthodologie de l'histoire. La science historique, selon eux, devrait collecter et décrire les événements particuliers, sans prétendre découvrir des lois dans l'histoire. Toute réalité, y compris la réalité historique, est une notion particulière bien définie. Comme les phénomènes particuliers et la réalité constituent une série interminable et inexhaustible d'éléments à multiples facettes, la connaissance, qui utilise des concepts possédant certains liens logiques, ne peut les refléter de manière adéquate; au mieux elle simplifie, au pire elle transforme les matériaux des notions concernant la réalité. La réalité ne se manifeste de fait que dans le particulier et l'individuel, de sorte qu'il est impossible de la construire à partir de phénomènes d'ordre général.

D'après Rickert, le concept de lois historiques est dénué de sens et les sciences historiques devraient se focaliser sur les événements individuels dans ce qu'ils ont d'original et d'unique. L'évolution historique est une suite de ces événements uniques. «Celui qui parle d'histoire au sens général pense toujours à une seule série d'événements individuels [...].» L'idée d'évolution historique exclut donc le concept de loi historique. Le seul principe de sélection et de systématisation des événements historiques est leur attribution à des valeurs culturelles.

L'empiriocriticisme remporte toutefois son plus grand succès en Russie (Vladimir V. Lesevich, Alexandre A. Bogdanov, S. S. Yushkevich) et aux États-Unis, où il est représenté par le pragmatisme et l'instrumentalisme — souvent appelé «philosophie de l'homme d'affaires» — de William James (1842–1910). Les théories de James reprennent les principes que nous avons mentionnés ci-dessus et qui définissent le sens de la philosophie par le biais

366 DE 1789 À 1914

de l'activité et de la vision du monde de l'individu. C'est pourquoi on peut considérer que ses idées font partie de la même tradition philosophique, fondée sur la thèse: «Il n'y a pas d'objet sans sujet.»

Le terme grec *pragma* signifie «action»; d'après ce sens, la philosophie du pragmatisme est la philosophie de l'activité et de la pratique humaines. Toute construction abstraite et spéculative n'ayant aucun rapport avec la pratique humaine est immédiatement rejetée par James comme «de vieilles nippes inutiles».

La réalité elle-même possède de nombreuses formes, et la libre activité humaine crée une image polyphonique du monde; pour James, il y a donc autant de philosophies qu'il y a d'hommes. Chaque homme a sa propre et unique philosophie. Philosopher signifie percevoir la vie de manière individuelle, et la tendance philosophique dépend seulement du tempérament inné de la personne. La philosophie pour tous est, de ce point de vue, une méthode pour résoudre les débats philosophiques; une méthode fondée sur les conséquences pratiques de l'activité humaine.

La théorie pragmatique de la connaissance de James est liée à une vision philosophique plus large, qu'il appelle lui-même empiriocriticisme radical ou pluralisme. Pour le philosophe, la foi est l'élément crucial de cette vision du monde et il lui donne la priorité et la défend activement contre les attaques de la raison théorique. Les différentes approches de la raison théorique ne peuvent satisfaire pleinement les besoins spirituels de l'individu; la raison théorique ne peut donc pas éliminer la signification et la compétence de la foi. James élabore son enseignement religieux dans ses cours intitulés *Les Variétés de l'expérience religieuse (The variety of religious experience)*. Il y interprète les problèmes religieux en utilisant la méthode psychologique. Il définit la religiosité comme la réaction permanente et stable d'un individu face à l'intégralité du cosmos. En faisant disparaître les conflits, cette réaction introduit l'harmonie dans le système même de la vie humaine.

Le problème de la régulation et de la systématisation du matériel empirique dans les domaines de la sociologie représente l'un des thèmes centraux des théories de Max Weber (1864–1920), célèbre philosophe et historien allemand de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Weber développe ses points de vue sous l'influence directe du positivisme et, plus particulièrement, du néokantisme; sa célèbre théorie des «types idéaux» est dans l'essentiel la suite de la tentative de Rickert pour interpréter le matériel empirique en construisant les schèmes spécifiques des phénomènes analysés. Les éléments les plus importants de ces phénomènes sont, d'une part, isolés selon l'intérêt personnel du chercheur et, d'autre part, pris dans leur forme idéale, débarrassés des impuretés de la vie réelle. En fait, le matériel empirique est généralisé sous la forme de types idéaux en mettant en lumière la répétition des phénomènes historico-culturels individuels.

Lorsqu'il sélectionne les principes de création (ou de construction) des phénomènes historico-culturels, Weber ne donne pas la priorité aux prémisses matérielles ou spirituelles. Il préfère parler d'«adéquation», de «relation interne» entre différents phénomènes de type matériel ou spirituel. Le type idéal de Weber n'est pas issu de la réalité empirique, c'est une construction théorique. Plus cette construction est unilatérale et déterminée, plus les types idéaux sont étrangers au monde réel. Pourtant, Weber est bien conscient de l'impossibilité d'échapper à la rigidité structurelle de ces constructions, une rigidité qui ne peut être évitée que si le type idéal n'est pas une fin en soi, mais un simple instrument conventionnel de la connaissance historique. Une construction idéale permet non seulement d'organiser le matériel historique, mais aussi de distinguer les déviations, de reconnaître les différentes variations de l'évolution historique. Elle peut donc faciliter la connaissance du caractère régulier et impératif de l'histoire comme de ses caractéristiques individuelles et locales.

Ce dernier raisonnement est particulièrement important dans la mesure où Weber, comme Wilhelm Dilthey avant lui, élabore la stratégie cognitive de la «compréhension», de l'interprétation hermétique des phénomènes sociaux et historiques en se concentrant sur le particulier. Il s'oppose à une autre stratégie cognitive, empruntée aux sciences naturelles, qui est tournée vers le général, le régulier, l'impératif. En réalité, son œuvre fait la synthèse de ces deux stratégies mais, subjectivement, Weber essaie de dépasser l'étroitesse des modèles explicatifs et normatifs dans le domaine de la sociologie.

Comme sa méthodologie, le sujet d'étude de Weber devient de moins en moins classique. Alors que la plupart des érudits avant lui se focalisaient sur le comportement rationnel et fonctionnel (correct) en le distinguant du comportement irrationnel et dysfonctionnel (incorrect), Weber est le premier à introduire une gradation de la rationalité comportementale, déterminée, en dehors des motivations de l'individu, par son orientation sociale vers l'«autre» (les «autres»). À l'activité rationnelle en finalité qui utilise des moyens conformes à la poursuite de cette finalité, Weber ajoute l'activité rationnelle en valeurs, qui emploie des moyens conformes aux valeurs de l'individu et non plus à son but; il ajoute aussi le comportement affectif (quand les moyens employés sont conformes à l'état émotionnel de l'individu) et le comportement traditionnel (les moyens employés correspondent à la tradition historique). De ce point de vue, les actions peuvent ne plus être regardées comme rationnelles ou irrationnelles, mais comme les manifestations de diverses formes de rationalité, ce qui modifie radicalement l'approche du problème. De nouveaux sujets de discussion apparaissent alors, par exemple celui du rôle du comportement régi par les valeurs dans la genèse de l'activité rationnelle en finalité.

Dans son célèbre ouvrage *L'Éthique protestante et l'esprit du capita-lisme* (1904), Weber tente pour la première fois de résoudre cette question.

Pour lui, les origines du capitalisme européen sont principalement liées à la formation d'un type de personnalité psychologique particulier sous l'influence de la Réforme, plus que sous celle de l'essor économique. L'activité rationnelle en finalité, caractéristique de la société moderne, n'est pas « naturelle » mais découle d'une interprétation particulière du concept de prédestination par le protestantisme, c'est-à-dire d'une orientation vers les valeurs.

À l'inverse de l'islam où le concept d'une existence totalement prédéterminée mène au fatalisme, le protestantisme limite le concept de prédétermination à la vie après la mort, où seuls les «élus» seront sauvés. Mais la divine providence ne dissimule pas totalement ses choix, qui se manifestent par le succès des activités professionnelles des individus, considérées comme une sorte de «vocation divine» et donc sacralisées. La vie quotidienne d'un protestant est donc spirituellement riche; elle devient une façon de servir Dieu, un test permettant de déterminer si la personne est élue ou non.

Le travail honnête et systématique est alors élevé au rang de devoir religieux, liant la finalité économique à une finalité plus élevée : le salut. Par conséquent, l'activité rationnelle en finalité est justifiée par les valeurs et par la tradition. Le travail est détourné de sa finalité immédiate — la satisfaction des besoins quotidiens. Un protestant travaille donc de manière plus systématique et avec plus de persistance qu'un musulman ou qu'un catholique. Le succès économique ne l'arrête pas, car il représente au contraire une incitation à poursuivre un travail encore plus actif. Il s'agit là de la base du développement dynamique de la civilisation occidentale, qui conduit à la naissance du capitalisme. Au cours du processus ultérieur de sécularisation intellectuelle, les croyances protestantes trouvent leurs équivalents séculiers. L'idée de sélection, par exemple, est liée à la notion de solvabilité. L'activité rationnelle en finalité prend finalement la forme d'un comportement à part entière, opposé à l'activité rationnelle en valeurs.

Pour en revenir à la thèse de l'importance des formes irrationnelles de connaissance (foi, intuition) pour la genèse de la philosophie non classique, nous devons insister sur le fait qu'à la fin du XIX^e siècle, c'est la «philosophie de la vie», instiguée par les idées de Schopenhauer, qui étudie avec le plus de ferveur ces formes de connaissance. Au cours de ce chapitre, nous nous sommes déjà penchés sur les idées de Schopenhauer, Nietzsche et Bergson; nous évoquerons à nouveau ces penseurs dans le contexte de la «philosophie de la vie» prévalant au tournant du siècle.

Selon Schopenhauer, c'est la volonté et non la raison ni l'âme qui se trouve à la base du monde; le monde lui-même est la perception que l'on a de lui, et les forces vitales de l'homme sont la raison de son existence. C'est donc l'homme agissant, au lieu de Dieu, de l'esprit ou de l'idée, qui devient le point de départ de la pensée. Il s'agit essentiellement de tenter

d'expliquer le monde en se fondant sur l'existence et les valeurs humaines. C'est pourquoi les problèmes liés à l'anthropologie, la culturologie, l'interprétation philosophique de la vie et la créativité occupent une place centrale dans la philosophie de la vie. Vie et volonté sont ses principales catégories, elles se substituent pratiquement à la catégorie de l'être.

La philosophie de la vie prend forme en Allemagne et en France au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, et Friedrich Nietzsche est souvent considéré comme son fondateur. Cette tendance philosophique est représentée par Wilhelm Dilthey, Henri Bergson, Georg Simmel et de nombreux autres philosophes.

Pour ces penseurs, la vie est une réalité primaire, un processus complet, qui subit par la suite des différenciations donnant naissance à toute une variété de phénomènes et d'événements. Il faut toutefois signaler une certaine imprécision quant à la définition de la catégorie de la vie dans ce système philosophique. De nombreuses interprétations sont possibles: pour Nietzsche, la «vie», c'est la volonté de puissance; pour Bergson, c'est un élan vital; et pour Simmel, c'est un torrent de sensations.

La caractéristique dominante de la philosophie de la vie, son principe directeur, est la priorité de la vie sur la vérité, d'où sa tendance initiale à une réévaluation critique de la philosophie précédente — comme il n'y pas de vérité absolument valable, il n'y a pas non plus de valeurs absolument vraies. La vérité est ici un instrument, une étape dans le processus de création de différentes valeurs par notre volonté. Un instrument et non une fin en soi, contrairement à la tradition philosophique précédente. C'est la vie elle-même, créée par la volonté, qui est la seule fin.

Un autre élément caractéristique de ce courant est son attitude envers la vie comme processus créatif, détruisant constamment la stabilité. La vie est un perpétuel devenir, sa connaissance est donc absolument impossible. L'essence de la vie peut être appréhendée par l'intuition, par une vision irrationnelle, par le symbole, plutôt que par des spéculations logiques. Connaître la vie, ce n'est pas l'expliquer mais la ressentir, faire partie intégrante de ses changements et de son devenir.

Le monde aussi est un perpétuel et absolu devenir. C'est une certaine forme de chaos, dénué d'intégrité, d'ordre, de logique et de convenance. Le devenir du monde est la lutte des volontés rivalisant pour dominer, et ce processus ne tend aucunement vers la stabilité; il ne peut lutter que pour une croissance permanente, tout « centre de volonté » tentant de dominer de sa puissance l'espace qui l'entoure. Le plus fort gagne et crée son propre système de force, incluant l'univers, l'humanité et l'être humain.

Ces éléments et particularités de la philosophie de la vie reflètent la tragédie de la culture d'une période de transition. Parmi les nombreux topiques abordés par la philosophie nietzschéenne, le problème de l'adaptation de

l'homme aux crises de la vie occupe une place particulière. Pour Nietzsche, la culture est le principal moyen d'adaptation. Il affirme d'abord que l'être humain est un «animal faible» qui utilise son intellect, plutôt que sa force, pour s'adapter à son environnement. Mais cette approche rationnelle porte également en elle la destruction, dans la mesure où les perceptions de la vie sont formées dans une large mesure par l'utilisation de lois et d'un langage logiques, qui ne peuvent exprimer entièrement la richesse de la vie. Les systèmes et le langage de la connaissance, aussi parfaits soient-ils, sont éloignés de la réalité. Logique et langage construisent une nouvelle vie qui manque d'intégrité initiale. De plus, le langage et l'intellect créent des conditions qui restreignent la volonté instinctive de vivre; la personnalité est alors dégradée. Seule une attitude créative à l'égard de la vie, se manifestant par l'art, peut appréhender son essence intégrale et en donner une représentation adéquate par le biais des sensations et des images.

C'est à partir de cet argument que Nietzsche développe son idée principale, celle d'une adaptation humaine à deux voies. Le premier type d'adaptation, correspondant à la «culture apollonienne», est rationaliste et vise la rationalisation même au prix d'une simplification et d'une schématisation, ce qui finalement conduit à sa négation. Ce type d'adaptation, développé à son comble par la philosophie spéculative et par le christianisme, crée une culture stéréotypée et mène à la perte de la conscience de soi en tant que valeur, à la manipulation des individus qui manquent de volonté, au «culte des médiocrités». Le deuxième type, correspondant à la «culture dionysiaque», est au contraire lié à une attitude créative à l'égard de la vie, la manifestation de tous les possibles humains. Ce type d'adaptation requiert le développement de l'individu et une volonté forte. Il se fonde sur une « perception » émotionnelle de la réalité et de l'harmonie universelle.

Nietzsche suppose l'existence d'une personnalité supérieure. La perception la plus complète de l'essence de la vie est donc le domaine et le résultat de l'activité de l'être humain d'élite, qui possède la volonté de vivre et s'est libéré de toute morale préétablie. Le surhomme de Nietzsche est un individu absolument libre, prenant consciemment la responsabilité de ses actes. Il crée au lieu de consommer, construit au lieu de détruire. Dans le système philosophique de Nietzsche, le surhomme a une double fonction, comme idéal du développement de l'être humain et comme phénomène réel personnifié par des figures prestigieuses (Alexandre le Grand, César, Auguste, Napoléon, etc.). Mais dans tous les cas, la vie est la valeur suprême pour le surhomme. La volonté se manifeste comme une norme dans sa culture, introduisant l'harmonie dans un monde de chaos.

Ce thème est repris et développé par Wilhelm Dilthey (1833–1911), l'un des plus remarquables représentants de la philosophie de la vie. Il

définit la vie comme un phénomène historico-culturel, d'où son aspiration à pénétrer en profondeur dans la vie spirituelle et à dépasser la tendance de l'approche des sciences naturelles dans le domaine des sciences humaines.

La méthodologie herméneutique de la «compréhension» dans l'étude de tous les phénomènes de la vie se trouve à la source de la théorie de Dilthey. La vie en général est, d'après le philosophe, absolument inexplicable vue de l'extérieur, et tout événement de notre vie est un mélange complexe d'instincts, de sensations, d'environnement et de destin. C'est pourquoi les formules précises des sciences naturelles sont absolument inapplicables ici. La vie est l'état intérieur de l'âme, elle est la seule chose digne de notre foi, la seule qui ne peut se transformer en illusion. La vie ne peut donc être comprise que de l'intérieur. Pour Dilthey, l'herméneutique est l'art de comprendre les manifestations de la vie, la compréhension directe d'une émotion complète connectée avec un certain objet.

Dilthey s'assigne pour principale tâche la critique de la raison historique sur la base de l'expérience interne d'un sujet et retient également l'approche scientifique stricte. Dans son ouvrage principal, *Introduction à* l'étude des sciences humaines, le philosophe formule une théorie générale des sciences humaines qui, selon lui, incluent principalement l'histoire. la philologie et leur base commune : la «psychologie descriptive». Il distingue cette dernière de la psychologie explicative dont la tâche, l'interprétation causale des phénomènes psychologiques, est d'après lui insurmontable. Mais si nous prenons en compte le caractère polyphonique ambivalent de la vie spirituelle humaine, toute cause expliquant un phénomène psychologique doit être choisie de manière arbitraire, exécutée par un tiers. Toute hypothèse concernant les causes des phénomènes psychologiques restera donc spéculative, car elle ne peut supporter le test de l'expérience. C'est la raison pour laquelle, affirme Dilthey, la psychologie ne peut être que descriptive, dans la mesure où seul ce type de psychologie assure une interprétation émotionnelle directe des faits de la vie intérieure, ce qui est le seul moyen de comprendre une certaine entité spirituelle.

Le topique de la connaissance intuitive de l'essence de la vie est développé par Henri Bergson, l'un des plus importants représentants de la philosophie de la vie et de l'«intuitivisme». La vie comme devenir est pour lui le résultat d'une explosion initiale, l'élan vital. C'est une sorte de courant de changements qualitatifs, qui évoluent depuis l'apparence des formes de vie et de connaissance telles que l'intellect et l'intuition jusqu'à leur division et l'acquisition de caractéristiques opposées. Alors que l'élan vital est au début un courant puissant et intégral, il perd progressivement sa tension et se désintègre; au cours de ce processus, la vie produit l'esprit et la matière. Mais l'intégrité initiale de la vie ne peut être appréhendée qu'intuitivement.

372 DE 1789 À 1914

La vie se connaît elle-même sans un regard pour l'opposition entre sujet et objet, connaissable et connaissant. Ce type d'intuition est immanent à l'homme, puisqu'il est aussi traversé par l'élan vital. Cet élément fournit à l'homme l'habilité à créer, liée à l'intuition irrationnelle.

Cependant, l'habilité à créer est un don divin, qui n'appartient qu'aux élus. Le concept de culture et de créativité élaboré par Bergson est élitiste, comme celui de Nietzsche. Il accepte deux types de sociétés et deux types de morales: la «morale close», ou le «moi superficiel», qui satisfait les nécessités de préservation de l'espèce humaine dans son ensemble (alors que l'individu et la vérité sont sacrifiés au groupe), et la «morale ouverte», qui donne la priorité à l'activité créatrice de l'individu libre au détriment de la préservation de l'espèce humaine.

Pour terminer, il est important de noter que la pensée philosophique de ce moment charnière entre le XIXe et le XXe siècle marque un tournant dans l'histoire de la philosophie et de la science. Au cours de cette période, un nouveau type de philosophie s'élabore avec sa méthodologie et ses problèmes; les modèles des futurs systèmes philosophiques et des méthodologies du XX^e siècle sont en train de se former. La philosophie et la connaissance de l'être humain abandonnent l'approche étroite et principalement rationaliste, tandis que la science dépasse les enseignements du positivisme induits par l'expérience. Ce processus favorise la résolution de la crise de la science et la genèse de la physique quantique relativiste non classique, qui accepte la thèse non classique selon laquelle le monde ne répond à nos questions que s'il est compris dans la sphère de nos activités et que ces réponses sont en pleine connexion avec la nature des questions. La nouvelle physique, comme nous le savons, a abandonné la stratégie de collecte et de généralisation des données expérimentales, mettant en avant l'idée que la théorie peut être déclenchée par l'expérience mais ne résulte pas de son analyse. Enfin, elle prend en compte la possible pluralité des formulations pour une seule théorie. Ces thèses sont à la base des travaux de Niels Bohr, Werner Karl Heisenberg et Albert Einstein. Différentes écoles et courants philosophiques se tournent vers une philosophie polyphonique et tolérante, générant des approches et des concepts communs qui, au cours du XXe siècle, donneront la phénoménologie, la philosophie du dialogue, la philosophie du langage et permettront le progrès de la connaissance ésotérique et du principe de l'intuition créative.

Ainsi, le développement des théories philosophiques et des sciences humaines en général atteint un stade entièrement nouveau, qui exerce une influence considérable sur le progrès des sciences exactes et naturelles.

CONCLUSION

Dans les années 1890, les contradictions qui se sont accumulées durant les dernières décennies deviennent de plus en plus évidentes dans les sciences sociales et humaines. Elles se manifestent par le déclin du libéralisme classique et la crise affectant nombre d'idées et de conceptions avancées au cours de la période romantique, et les théories positivistes perdent du terrain. L'interaction entre les sciences sociales et les sciences naturelles prend de la vigueur.

L'évolution sociale et l'esprit de «fin de siècle» (une locution souvent utilisée) reflètent clairement les contradictions nationales, sociales, religieuses et idéologiques solidement implantées qui conduiront aux guerres mondiales du siècle suivant. Des voix discordantes se font de plus en plus fortes derrière le ton ouvertement optimiste de la pensée scientifique. L'opinion publique s'empare rapidement des idées avancées par les sciences sociales au sujet des causes biologiques de la criminalité, de l'inégalité raciale et du droit des forts à prétendre au pouvoir. On répand l'idée que les sciences sociales, à la différence des sciences naturelles, devraient étudier simplement les caractéristiques des phénomènes individuels et non les lois générales de l'évolution sociale.

Les sciences humaines et sociales en général font de grandes avancées au cours du XIX^e siècle, en particulier grâce à la méthodologie positiviste. Les progrès réalisés en psychologie sociale et le pas en avant remarquable dans le développement intellectuel et culturel de l'humanité, qui à eux deux ont changé les conceptions du sens de la vie et des droits des individus dans leur relation à la société, ont accru l'attention portée à la spiritualité. Ils ont permis de réinterpréter les problèmes et les contradictions de l'être, de repenser les impératifs moraux et de critiquer sévèrement la violation des droits de l'individu. La nouvelle quête spirituelle de la fin de siècle, conséquence du développement des sciences naturelles, sociales et humaines, ainsi que de l'intérêt croissant pour les aspects les plus variés du développement de l'individu et pour la justification d'idéaux et de valeurs communs à l'humanité tout entière, prend inévitablement de nouvelles formes pour atteindre les normes et les conceptions de la société contemporaine.

Les importantes réalisations scientifiques, ainsi que les changements radicaux des idées sur le monde et sur l'humanité résultant des avancées effectuées dans toutes les branches de la connaissance préparent le terrain à des changements fondamentaux dans la vie spirituelle de l'humanité qui prend naissance au tournant du siècle.

374 DE 1789 À 1914

BIBLIOGRAPHIE

Althaus H. 1992. *Hegel und die heroishen Jahre der Philosophie*. Munich/ Vienne, Carl-Hanser Verlag.

- Assoun P. L. 1980. Freud et Nietzsche. Paris, PUF.
- Barry N. P. 1986. On classical liberalism and libertarianism. Basingstoke, Macmillan Press & Co.
- Bentley M. 1987. *The climax of liberal politics: British liberalism in theory and practice, 1868–1918.* Londres, Arnold.
- Bibler V. S. 1991. Kant-Galilée-Kant: razum novogo vremeni v paradoksah samoobosnovaniya [Kant-Galilée-Kant: raison des temps nouveaux dans les paradoxes d'autosubstantivation]. Moscou, Misl.
- Bikova M. F. 1990. *Gegelevskoe ponimanie mishlenia* [La conception de la pensée chez Hegel]. Nauka, Moscou.
- Восок R. 1983. Sigmund Freud. Chinchester, Horwood.
- Brush S. C. 1978. The temperature of history: phases of science and culture in the nineteenth century. New York, Burt, Franklin & Co.
- BRYANT C. G. A. 1985. *Positivism in social theory and research*. Basingstoke, Macmillan Press & Co.
- Collectif. 1988. Schopenhauer. Hanovre, Schroedel Verlag.
- Collectif. Zigmund Freud, psihoanalyz i russkai misl [Sigmund Freud. La psychanalyse et la pensée russe]. Moscou, Leibinia V. M. Respublika.
- Collins I. 1957. *Liberalism in nineteenth-century Europe*. Londres, Routledge & Kegan Paul.
- Crampe-Casnabet M. 1989. Kant: une révolution philosophique. Paris, Bordas.
- DICKEY L. 1987. *Hegel: religion, economics, and the politics of spirit, 1770–1807.* Cambridge, Cambridge University Press.
- EDWARDS P. (dir. publ.). 1972. *The encyclopaedia of philosophy*. Vol. 7. New York/Londres, Macmillan Press & Co.
- ELEY L. 1995. Fichte, Schelling, Hegel: Operative Denkwege im « deutschen Idealism ». Neuried, Ars Una.
- GAIDENKO P. P. 1970. *Tragedia estetizma. Opit harakteriski mirosozertsania Sorena Kierkegaarda* [La tragédie de l'esthétisme. Expérience des éléments caractéristiques de la vision du monde de Sören Kierkegaard]. Moscou, Iskusstvo.

- Gander H. H. 1988. Positivismus als Metaphisik: Voraussetzungen und Grundstrukturen von Grundlegung der Geisteswiss. Fribourg/Munich, Alber.
- GLOY K. 1990. Studien zur theoretischen Philosophie Kants. Würzburg, Königshausen & Neumann.
- GULIGA A. V. (dir. publ.). 1994. Hegel. 2e éd. Moscou, Tovarischestvo, Soratnik.
- 1994. Kant: K dvuhsotletiu izbrania Kanta russkim akademikom [Bicentenaire de l'entrée de Kant à l'Académie russe]. Moscou, Tovarischestvo, Soratnik.
- HALFPENNY P. 1982. Positivism and sociology: explaining social life. Londres, Allen & Unwin.
- HAMLYN D. H. 1980. Schopenhauer. Londres, Routledge & Kegan Paul.
- Hans J. S. 1989. The question of value: thinking through Nietzsche, Heidegger and Freud. Carbondale, Southern Illinois University Press.
- Hartog F. 1988. Le XIX^e siècle et l'histoire: le cas Fustel de Coulanges. Paris, PUF.
- Heideger M. 1994. *Hegel's phenomenology of spirit*. Bloomington/Indianopolis, Indiana University Press.
- Jankélévitch V. 1989. Henri Bergson. Paris, PUF.
- JARDIN A. 1984. Alexis de Tocqueville, 1805–1859. Paris, Hachette.
- Jarvie I. C. 1984. *Rationality and relativism: in search of a philosophy and history of anthropology.* Londres, Routledge & Kegan Paul.
- Kellner M. 1988. Feuerbachs Religionskritik. Francfort, ISP-Verlag.
- Kremer-Marietti A. 1983. Le Concept de science positive: ses tenants et ses aboutissants dans les structures anthropologiques du positivisme. Paris, Klincksieck.
- LACEY A. R. 1993. Bergson. Londres/New York, Routledge & Kegan Paul.
- LAZAREV V. V. 1991. Rau I. A. Hegel i philosophskie diskussii ego vremeni. Moscou, Nauka.
- Losev A. F. (dir. publ.). 1994. *Vladimir Soloviev*. 2^e éd. ampl. Moscou, Misl.
- LOTHMAN Y. M. 1987. *Sotvorenie Karamzina* [L'œuvre de Karamzin]. Moscou, Kniga.
- LÜTKEHAUS L. 1980. Schopenhauer: Metaphysischer Pessimismus und «soziale Frage». Bonn, Bouvier Verlag (Grundmann).

Mackay N. 1989. Motivation and explanation: an essay on Freud's philosophy of science. Madison (Wisconsin), International University Press.

- Muhammad Sharif (dir. publ.). 1963–1966. *A history of muslim philosophy*. Vol. II. Wiesbaden, Otto Harrassowitz.
- MANET P. 1987. Histoire intellectuelle du libéralisme: dix leçons. Paris, Calmann-Lévy.
- MANQUARD O. 1987. Transzendentaler Idealism, Romantische, Naturphilosophie, Psyhoanalyse. Cologne, Verlag für Philosophie Jürgen Dinter.
- MARQUET J. F. 1973. Liberté et existence. Étude sur la formation de la philosophie de Schelling. Paris, Gallimard.
- Motroshilova N. V. 1984. Put Hegelya k « Nauke logike »: Formirovanie printzipov sistemnosti i istorizma [Le chemin de Hegel vers la « science de la logique »: formation des principes de systématisation et de la méthode historique]. Moscou, Nauka.
- OIZERMAN T. I. 1991. *Narskii I. S. Teoria poznania Kanta* [La théorie de la connaissance de Kant selon I. S. Narskii]. Moscou, Nauka.
- Ottoman H. 1987. *Philosophie und Politik bei Nietzsche*. Berlin/New York, De Gruyter.
- PAKDAMAN H. 1969. Djamal-ed-din Assad Abadi dit Afghani. Paris.
- PESCH E. 1985. Freud. Paris, Bordas.
- RENAULT A. 1986. Le Système du droit : philosophie et droit dans la pensée de Fichte. Paris, PUF.
- RILEY J. 1988. *Liberal utilitarism: social choice theory and John Stuart Mill's philosophy*. Cambridge, Cambridge University Press.
- ROSENBERG J. D. 1985. Carlyle and the burden of history. Cambridge, Harvard University Press.
- ROSSET C. 1989. L'Esthétique de Schopenhauer. Paris, PUF (Quadrige).
- Stadler F. 1982. Vom Positivismus zur « Wissenschaftlichen Weltauffassung »: Am Beispiel der Wirkungsgeschichte von Ernest Mach in Österreich von 1895 bis 1934. Vienne/Munich, Löcker.
- Sutton J. 1988. *The religious philosophy of Vladimir Solovyov: towards and reassessment.* Basingstoke, Macmillan Press & Co.
- Turner M. (dir. publ.). 1986. *Malthus and his time*. Basingstoke, Macmillan Press & Co.

- VIVEKĀNANDA S. 1964—1971. *The complete works*. 6e éd., vol. V. Calcutta, Advaita Asram.
- 1994. *An Anthology*. Delhi [«Washing the Ziving god», p. 107, «The common bases of hinduism», p. 195].
- Warren M. E. 1988. *Nietzsche and political thought*. Cambridge /Londres, MIT Press.
- WARTOSFKY M. W. 1977. Feuerbach. Cambridge, Cambridge University-Press.
- WINCH D. 1987. Malthus. Oxford/New York, Oxford University Press.

7

L'éducation et la recherche

Christine Blondel, Conrad Grau, Leoncio López-Ocón, Françoise Mayeur, Maria-Luisa Ortega-Gálvez, Anne Rasmussen, Brigitte Schroeder-Gudehus et Iba Der Thiam Bernadette Bensaude-Vincent, coordinatrice

D ans le domaine de l'éducation et de la recherche, c'est au cours de la période entre 1789 et 1914 que sont mises en place presque toutes les structures qui composent le monde moderne. En dépit des différences de traditions nationales et culturelles, les systèmes d'éducation s'institutionnalisent et s'ouvrent à une part toujours plus importante de la population. La recherche, qui n'était qu'un loisir encore à l'époque des Lumières, devient progressivement une activité professionnelle.

Quelle forme prend ce processus? Où, dans quelles circonstances et sous quelles pressions émerge le cadre institutionnalisé qui moule et façonne notre culture moderne?

Ce chapitre commence par décrire les diverses étapes de l'organisation de l'éducation, de l'école élémentaire aux niveaux universitaires les plus avancés. Sont ensuite soulignées les tendances générales de l'organisation de la recherche — professionnalisation, spécialisation et internationalisation. Enfin sont étudiées les origines d'un moyen de diffusion de la connaissance, la vulgarisation, qui apparaît pour la première fois au cours du XIX^e siècle, faisant contrepoids à la direction que prend l'évolution de la recherche.

Dans ces domaines, comme dans de nombreux autres au cours du XIX^e siècle, les pays industrialisés d'Europe tendent à imposer leurs systèmes. Avec la diffusion de l'information, la vitesse et la facilité croissantes des communications, le monde rétrécit. Des mouvements de migration apparaissent, allant des campagnes vers les villes industrialisées, ainsi que du Vieux Continent européen vers l'Amérique et, dans une moindre mesure, vers l'Afrique, après que la colonisation a commencé à s'y installer. Au cours

de ce chapitre, nous essaierons de discerner dans quelle mesure cela résulte en une diffusion à l'échelle mondiale de la culture européenne industrielle avec la standardisation des cultures

L'ÉDUCATION

Dans les pays industrialisés, le XIX° siècle est le « siècle de l'école ». Celle-ci est considérée comme la panacée à tous les problèmes sociaux et politiques. L'introduction progressive du suffrage universel, mise en marche par les désirs et aspirations démocratiques des courants libéraux, requiert un minimum de culture et d'information pour que tous les citoyens puissent exercer leurs droits d'une manière véritablement éclairée. D'autres facteurs jouent en faveur de l'éducation universelle, comme le prosélytisme religieux en Angleterre, encouragé dans ce pays par les rivalités entre sectes, ou encore le désir, aux États-Unis, d'être assimilé par la société et d'obtenir la citoyenneté. Le besoin de rehausser le niveau moral des classes inférieures joue lui aussi un rôle. L'éducation universelle, pensait-on alors, devait mettre fin à la pauvreté et à l'instabilité des «classes dangereuses».

Depuis le dernier tiers du XVIII^e siècle a lieu une extension progressive de l'intervention de l'État dans l'éducation, phénomène qui s'accélère à la fin du XIX^e siècle avec la montée du nationalisme. Ce processus, long et complexe, a pour résultat final de relever l'Église et les communautés religieuses de leur rôle dans l'éducation. L'État intervient toujours au moins pour effectuer des inspections, réaliser des études et publier des rapports officiels qui influencent l'élaboration des lois. Il accorde aussi parfois des subventions et, s'il ne prend généralement pas en charge la formation des professeurs, il exerce bien un contrôle de leurs qualifications. Il délègue souvent les responsabilités aux organisations et établissements religieux. Enfin, dans certains pays comme la France ou l'Italie, un système d'éducation publique est mis en place parallèlement à l'éducation privée. Cela ne met pas fin à l'influence de la religion sur les systèmes éducatifs mais les oblige en général à opérer sous l'autorité de l'État.

Au début de la Première Guerre mondiale, la tendance générale de placer l'éducation, comme institution laïque, sous le contrôle de l'État, est déjà solidement établie dans presque tous les pays, même si un décalage demeure entre le principe et son application. L'importance de ce décalage varie selon l'époque, le lieu et le niveau d'éducation — primaire, secondaire ou universitaire. En particulier, l'influence du clergé (distincte de la base religieuse du contenu de l'éducation) prend différentes formes selon la situation politique.

Au début du XIX^e siècle, l'éducation n'est pas entièrement sous la responsabilité de l'école. Les taux de scolarisation, incomplets et inégaux, sont moins significatifs que la comparaison des taux d'alphabétisation et du progrès des différents pays. Dès les années 1830, au contraire, l'école devient le pouvoir suprême de l'éducation avec la mise en place de l'instruction obligatoire. L'éducation secondaire et supérieure, toutefois, reste réservée à une élite.

L'alphabétisation

L'alphabétisation s'effectue peu à peu, tout du moins dans les pays industrialisés, avant la fin du XIX^e siècle, mais d'une manière variable selon les origines sociales et particulièrement selon le sexe.

Une cause fondamentale d'inégalité dans la progression de l'alphabétisation est la situation géographique. Dans les pays d'Europe, les régions rurales, souvent faiblement peuplées, montagneuses ou boisées, bénéficient de cette progression plus tardivement que les régions urbaines. La vie en groupe favorisant grandement l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, les villes sont donc généralement en avance dans ce domaine par rapport aux campagnes. Néanmoins, les conditions difficiles du travail industriel (avec une journée de travail de dix heures en France à la fin du XIX^e siècle) empêchent la plupart des ouvriers de recevoir une éducation plus poussée. Les enfants des régions où les classes ouvrières prédominent entrent dans la vie professionnelle bien trop tôt que les autres et oublient rapidement les rudiments de la lecture et de l'écriture (si même ils ont réussi à les acquérir), jusqu'à ce que l'éducation obligatoire ou des changements dans les lois du travail forcent les familles à les envoyer à l'école. Le même phénomène touche parfois les campagnes, où l'absentéisme est fréquent jusqu'à ce que la mécanisation se répande et rende superflu le travail des enfants.

Par contraste, l'inégalité entre les sexes concernant l'alphabétisation disparaît graduellement. Au début du siècle, l'alphabétisation des femmes est partout inférieure à celle des hommes, et les filles y accèdent bien plus difficilement que les garçons. La vitesse à laquelle elles rattrapent ce retard au XIX^e siècle dans certains pays n'en est que plus spectaculaire. En France, par exemple, les femmes atteignent le même taux d'alphabétisation que les hommes aux alentours de 1900, puis le dépassent rapidement. Ce résultat positif est obtenu non seulement par la généralisation de l'éducation scolaire, mais aussi par la formation postscolaire dans le cadre professionnel.

Indépendamment de l'essor de l'école, les groupes sociaux, familiaux, religieux et professionnels continuent de jouer un rôle dominant avant, après, ou même au cours de la scolarité. Les résultats peuvent être contradictoires.

L'enseignement de la lecture est souvent transmis hors du cadre de l'école, notamment dans les familles où, de fait, le processus est toujours entamé. Il peut aussi provenir de personnes dévotes, dans le cadre, par exemple, de l'école du dimanche des pays protestants. Il peut être dispensé à l'armée, comme dans les écoles de régiment en France. Enfin, des cours du soir pour adultes peuvent être organisés par diverses sociétés philanthropiques, comme la Société pour l'instruction élémentaire, fondée à Paris en 1815 sur le modèle de nombreuses associations anglaises similaires, dont certaines ont véritablement une certaine ancienneté. À Athènes, la Société pour les amis de l'éducation est fondée en 1836.

Des cercles d'élite, dans lesquels se côtoient des philanthropes, des chrétiens pratiquants et des libéraux, font désormais de l'éducation un sujet de débat public et les discussions souvent animées sont motivées par le désir de dispenser plus que le catéchisme et l'instruction de base — lecture, écriture et arithmétique.

Si le nombre total de personnes capables de lire et d'écrire continue de croître, le taux d'alphabétisation reste modeste. Les pays du sud de l'Europe marquent à cette époque un certain retard, et un recensement effectué au Portugal en 1900 estime le nombre d'illettrés de plus de 7 ans à 4 millions de personnes sur une population totale d'un peu plus de 5 millions d'habitants, avec une différence marquée selon les sexes. En Espagne, 60 % de la population sont illettrés vers 1850, et le taux d'illettrisme reste élevé à la fin du siècle. Dans les États d'Italie, la situation est très inégale: l'illettrisme est plus faible au nord qu'au sud, mais, dans les deux cas, l'éducation des filles reste généralement une affaire privée dépendant de la famille.

En Afrique, l'éducation à l'occidentale se diffuse des côtes vers l'intérieur et suit la cadence rapide à laquelle les missions sont établies. Elle se développe le plus largement au sud et à l'ouest de l'Afrique. Malgré l'expansion de l'islam au XIX^e siècle dans certaines régions et l'importance des écoles coraniques, l'influence occidentale continue de progresser. Au Sénégal, par exemple, l'École d'«instruction mutuelle», fondée en 1816, recrute 80 élèves mâles au cours de l'année suivante. En 1822, la mère Javouhey ouvre une école pour filles à Saint-Louis et une autre à Gorée. En 1841, les premiers pensionnats d'enseignement secondaire y sont ouverts. Vers la fin du siècle, époque à laquelle la colonie française du Sénégal compte plus d'une douzaine d'écoles secondaires, une école de formation pour instituteurs du primaire s'ouvre à Saint-Louis en 1903. Apparaît ainsi, au Sénégal comme dans d'autres pays africains, une petite élite de quelques milliers d'Africains occidentalisés et christianisés, qui bénéficient dans de nombreux cas d'un statut privilégié du fait de leur participation aux affaires administratives et commerciales. Même si cette élite, formée selon les traditions occidentales, reste très faible en nombre par rapport à l'importance de

la population noire de l'Afrique dans son ensemble, l'essor de la littérature constitue une menace potentielle pour les cultures africaines, fondamentalement pour les cultures orales. Dans certaines communautés où l'intégration au groupe prend la forme d'une initiation rituelle — variable d'un groupe ethnique à l'autre mais suivant toujours les étapes du développement de l'individu de l'enfance à l'âge adulte —, la diffusion de l'écriture affaiblit le pouvoir des mythes, légendes et récits oraux, et diminue la force du mot prononcé, du silence et du geste qui l'accompagnent, tous des éléments d'une grande importance dans les cultures africaines traditionnelles. Certains missionnaires, plus préoccupés de l'enseignement de l'Évangile que de l'expansion territoriale, essaient bel et bien de s'ajuster aux conditions locales en étudiant les langues et coutumes vernaculaires, mais les écoles des missions restent calquées sur celles du pays d'origine, le plus souvent l'Angleterre ou la France. Le processus d'occidentalisation est essentiellement poursuivi par les missions protestantes, qui enseignent la chrétienté comme un tout culturel allant de l'éducation, de la morale et des coutumes à l'économie et à la politique.

En Orient islamique, les contacts avec l'Occident s'intensifient suivant la politique réformiste entamée par Selim III (1789–1807) (*illustration 79*). L'esprit de réforme se diffuse d'Istanbul aux autres provinces de l'Empire, comme l'Égypte et la Syrie. Toutefois, contrairement à ce qui se produit dans le sud et l'ouest de l'Afrique, l'établissement de nouveaux systèmes d'éducation et la réceptivité nouvelle à la culture occidentale ne menacent pas, dans un premier temps, l'éducation islamique traditionnelle. Au lieu de remplacer les écoles coraniques locales, dans lesquelles le professeur inculque à ses élèves, à tout prix et souvent par cœur, le texte sinon l'esprit du Coran, les écoles européennes offrent un développement parallèle prenant pour principal objectif la formation littéraire, technique, scientifique ou administrative d'une élite. Néanmoins, ce courant réformiste empiète bien sur le pouvoir des oulémas (théologiens musulmans), qui avaient jusqu'à présent été les seules autorités en matière d'éducation.

Aux États-Unis se pose un problème particulier du fait des vagues d'immigrants adultes qui affluent au cours du XIX^e siècle. L'école est alors bien souvent le seul moyen d'instruire et d'éduquer ces adultes déracinés. En conséquence, les États de la côte Est, qui bénéficiaient auparavant de hauts niveaux de scolarisation selon le mode européen, voient à la fin du siècle un déclin de leur taux d'alphabétisation du fait de l'arrivée de hordes d'immigrants pauvres de l'Europe centrale et méridionale. Dans l'Ouest, où les colons repoussent les frontières devant eux, le niveau d'alphabétisation est encore plus incertain.

En ce qui concerne les pays d'Amérique latine, dont la plupart défont entre 1810 et 1825 leurs liens avec leurs pays d'origine de la péninsule

Ibérique, leur volonté d'éducation est freinée par la dispute entre les conservateurs et les libéraux, désireux de contrer l'hégémonie culturelle de l'Église catholique. Celle-ci avait été, au cours de la période coloniale, la seule source de l'éducation. Cette tâche est, au regard du très faible taux de scolarisation, herculéenne. Selon le premier recensement scolaire, entrepris dans la république du Chili en 1813, la capitale, Santiago, dont la population s'élevait à 50 000 habitants, ne comptait pas plus de 7 écoles totalisant 664 élèves. C'est seulement au cours du dernier tiers du XIX^e siècle que l'école progresse largement.

L'école élémentaire

Partout en Europe, sauf en Russie, l'éducation primaire devient obligatoire avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Mais aucun effort d'imagination ne permet de voir dans l'évolution de la scolarité un schéma unique. Du point de vue scolaire, l'Europe forme une mosaïque de systèmes différents, chacun d'entre eux reflétant la situation particulière de son pays.

Au Royaume-Uni, par exemple, les écoles se développent sur fond de rivalités religieuses. En Angleterre, en Écosse et au pays de Galles, les écoles existant déjà en 1800 sont laissées aux initiatives privées ou locales. Avec la diffusion de l'industrialisation, le système dominant dans l'Écosse rurale calviniste commence à s'effondrer (illustration 80). Dans l'ensemble de la Grande-Bretagne, les écoles dont la fréquentation est la plus élevée — les écoles du dimanche — se félicitent non seulement de fournir une instruction religieuse, mais également d'inculquer des rudiments de lecture et d'écriture. Les résultats ne sont pas encourageants. La classe moyenne émergente, « en partie protestante, en partie industrielle, passionnément philanthropique», réclame la création d'écoles. Deux sociétés rivales — signe clair de la tension religieuse — patronnent l'éducation mutuelle. Dès le début du siècle, la multiplicité des sectes et la présence du catholicisme produisent un système scolaire neutre, sinon laïc. Les leçons sont précédées et suivies par des lectures de la Bible et des prières. Après le vote de la loi sur l'éducation de Forster en 1870, le système scolaire primaire est dirigé par des bureaux d'écoles (school boards) élus par les contribuables, qui sont remplacés en 1902 par les comités d'éducation (local education authorities). Le nombre d'établissements scolaires double entre 1876 et 1900, et l'âge de fin de la scolarité passe de 10 ans en 1876 à 14 ans en 1900.

L'école aux États-Unis est gérée au niveau municipal. L'éducation primaire est rendue laïque et gratuite aux environs de 1830, et elle est rapidement obligatoire de 6 à 14 ans. Les usages se révèlent toutefois plus difficiles

384 De 1789 à 1914

à changer que les lois, et seuls 49% des enfants vont régulièrement à l'école en 1876; si ce taux est plus élevé dès 1900, il n'atteint pas encore les 80%. La principale différence avec le Vieux Continent, comme le note Tocqueville, est que la scolarité est mixte: «Une éducation démocratique est nécessaire pour protéger les femmes des dangers dont les institutions et coutumes les entourent.» Le Canada anglophone suit de près le modèle américain, tandis que la province française du Québec tente de préserver son originalité en donnant à l'Église catholique la responsabilité de l'éducation — séparée — des filles et des garçons.

Vers la fin du XIX^e siècle, cette variété initiale commence à être remplacée par l'existence de vastes zones dans lesquelles la prépondérance de certains modèles produit des systèmes d'éducation uniformes. Ce phénomène est particulièrement marqué dans la zone d'influence de l'Allemagne. En Prusse, les réglementations de 1763 et 1765, avec l'Allgemeine Landrecht de 1794, qui fait des écoles et universités des institutions de l'État, gouvernent toutes les évolutions ultérieures. La réforme du système d'éducation adoptée après l'effondrement de la Prusse et au cours des guerres napoléoniennes, ainsi que l'influence importante de la personnalité de Wilhelm von Humboldt ont pour résultat l'établissement en 1817 d'un ministère du Culte, de l'Éducation et des Affaires médicales au plus haut niveau administratif. Il apparaît pourtant impossible, en Prusse en 1819 et plus tard en Bavière en 1867-1869, de mettre en place une législation uniforme de l'éducation primaire, de sorte que les écoles sont sujettes à des lois spéciales adoptées au cas par cas. Après la création de l'Empire germanique en 1871, le contrôle juridique des États sur la culture et l'éducation est, en principe, garanti. Pourtant, la domination prussienne de l'éducation progresse continuellement. Placé sous un contrôle clérical et antilibéral en 1854, comme le système bavarois en 1857, le système d'éducation prussien connaît une nouvelle jeunesse avec les lois sur l'inspection scolaire promulguées en Prusse en 1872 et qui posent dans des termes plus fondamentaux et plus efficaces la séparation de l'Église et de l'école. Si les efforts réalisés au début des années 1890 pour introduire des lois normalisant l'ensemble du système d'éducation de l'Empire germanique échouent, on parvient néanmoins à la normalisation en imposant le système prussien à toute l'Allemagne et même à l'Autriche-Hongrie après l'Ausgleich de 1867. En Autriche, une loi impériale sur l'enseignement primaire rend en 1869 l'école obligatoire entre 6 et 14 ans (ou 12 ans). Il est à noter, toutefois, que si les taux d'inscription à l'école tendent à s'égaliser dans la zone d'influence germanique, les taux d'alphabétisation varient considérablement, de 60 à 25 %, par exemple, selon les régions d'Autriche-Hongrie au début du XXe siècle.

Dans la zone d'influence russe, l'instruction obligatoire est inconnue jusqu'à l'effondrement du régime tsariste. En dépit des importantes réformes

introduites après la défaite de la guerre de Crimée, comme l'abolition du servage en 1861 et la reconnaissance du statut de l'école élémentaire en 1864, on ne trouve que 90 000 écoles, totalisant quelque 4 millions d'élèves (pour une population totale de 110 millions d'habitants), lors du premier recensement en 1897. Environ 60 % de la population âgée de plus de 15 ans sont illettrés en 1915, et seule la moitié de la tranche d'âge des 8–11 ans a accès à une école élémentaire.

Il serait présomptueux de tenter de résumer la politique d'éducation obligatoire du XIX^e siècle. Néanmoins, il est possible d'isoler certaines tendances générales communes aux pays d'Europe.

Tout d'abord, la mise en application de mesures législatives rencontre une série d'obstacles de nature politique ou religieuse. Le développement de l'éducation populaire — raison d'être de l'éducation obligatoire — est freiné par la crainte des conservateurs, manifeste dans tous les pays, que cela ne brise les frontières entre les classes. Seuls quelques rares pays, notamment l'Allemagne et certains pays d'Autriche-Hongrie, atteignent l'objectif de huit années d'éducation primaire. L'évolution de la scolarité élémentaire dépend fortement des tensions entre les courants libéraux et conservateurs, de sorte qu'elle ne suit pas une ligne droite mais plutôt une courbe irrégulière alternant périodes d'essor rapide et relative stagnation. L'influence conservatrice, si elle n'est pas toujours préjudiciable au développement de l'éducation, se manifeste dans le contenu de l'enseignement — par l'insistance sur les valeurs monarchistes et chrétiennes destinées à former des citoyens loyaux —, ainsi que dans la restriction de l'accès à la culture — par des exigences matérielles et financières qui limitent les possibilités d'accès pour les masses populaires. La révolution européenne de 1848–1849 semble d'abord offrir aux concepts plus libéraux d'éducation l'occasion de prospérer, mais avec la défaite des mouvements révolutionnaires, les idées conservatrices reprennent temporairement le dessus. C'est finalement en conséquence de la révolution industrielle et de la transformation sociale que la réorganisation de l'éducation devient nécessaire et c'est souvent avec une intention politique qu'elle est effectuée — par exemple, lors des réformes de 1860 en Russie, de l'Ausgleich austro-hongrois en 1867, du développement économique sous le Second Empire en France, de l'avènement de la troisième République et de la création de l'Empire germanique en 1871. Ce développement irrégulier est particulièrement frappant en France. Les tentatives, au cours de la Révolution de 1789, d'amener l'éducation sous le contrôle de l'État n'empêchent pas par la suite le retour de l'enseignement à son statut antérieur: la gestion par les communautés locales. La loi Guizot de 1833 accorde un droit de surveillance de l'éducation aux maires et dignitaires locaux, en accord avec les autorités religieuses, tandis que la loi Falloux de 1850 renforce la mainmise de l'Église catholique sur les écoles

publiques, sujettes à des inspections de l'État. Les écoles privées, parfois dirigées par des ordres religieux non officiels, continuent d'exister. Malgré la Restauration, les écoles ont déjà subi de grands changements depuis 1815. Même les plus modestes ont davantage d'élèves, des maîtres mieux formés et elles sont plus étroitement supervisées par la machine administrative de l'État, grâce à un corps d'inspecteurs et de directeurs d'éducation nommés par un même ministre de l'Éducation publique. Cette surveillance est insuffisante pour éliminer les importantes disparités entre régions, mais elle contribue à les atténuer. Avec la prise de contrôle de l'éducation par l'État, l'école primaire fait naître, dans un certain nombre de pays européens dont la France, l'Angleterre et la Belgique, de sérieux conflits concernant la place de la religion dans l'éducation. Une controverse amère entre les défenseurs de l'école laïque et ceux de l'école religieuse divise l'opinion publique sur une longue période. En France, où l'éducation primaire gratuite est présente partout avant la troisième République, les républicains voient dans les écoles confessionnelles un facteur de dissensions civiles et font passer, en 1882, des lois rendant obligatoires l'éducation et la laïcisation de son contenu. Une autre loi, datant de 1886, indique que le personnel enseignant doit devenir laïc après une période de transition au cours de laquelle des ordres de religieuses continuent d'enseigner pendant de nombreuses années, jusqu'à ce que soient disponibles des maîtresses d'école laïques. Les politiques anticléricales atteignent leur apogée en 1904, quand Émile Combes, Premier ministre, interdit l'éducation aux membres d'institutions religieuses, jusquelà autorisées à enseigner, et les expulse des écoles, rendant l'enseignement public entièrement laïc. De nombreux membres de ces ordres deviennent par la suite des enseignants laïcs dans des écoles privées.

La Belgique inclut la gratuité de l'éducation dans sa Constitution lorsque ce royaume naît de la scission avec les Pays-Bas en 1830. Entre 1842 et 1879, toutes les communes sont obligées d'avoir au moins une école publique avec instruction religieuse obligatoire, mais elles ont la possibilité d'«adopter» des écoles privées à la place des écoles publiques. La loi dite «de malheur», votée par les libéraux en 1879, oblige les communes à établir une école non confessionnelle et laïque, interdit l'adoption d'écoles confessionnelles et abolit l'instruction religieuse durant les heures de cours. L'éducation publique est soumise aux autorités civiles, tandis que l'éducation confessionnelle, qui doit être autofinancée, n'est soumise qu'aux autorités religieuses. Lorsque les catholiques reviennent au pouvoir et le conservent jusqu'en 1914, ils abrogent la loi de 1879. En 1884, la loi dite «de revanche» permet aux communes d'adopter des écoles privées avec instruction religieuse ou de conserver leurs écoles officielles non confessionnelles. Seules les écoles privées qui ont été adoptées reçoivent des subventions, et un système d'adoption devient la règle, en particulier dans les régions de

langue flamande. Cette période est marquée par le règne de l'autonomie des communes. En 1914, l'éducation devient obligatoire pour les enfants de 6 à 14 ans. Aux Pays-Bas, la liberté d'instruction est appliquée par principe, bien que la loi de 1878 soit inspirée par des considérations plus religieuses que politiques. Les protestants de confessions variées et les catholiques du sud du pays forment une coalition qui obtient des subventions du gouvernement soumises à certaines conditions. Les écoles d'Italie sont sujettes à la loi Casati de 1859, qui se répand graduellement, partant du Piémont pour couvrir finalement toute la péninsule. Ce compromis libéral modéré respecte à la fois les intérêts de l'État laïc et de l'Église catholique; il ne surveille l'éducation privée que sur les questions de qualifications et de moralité. La loi Casati reste en vigueur, pratiquement inchangée, jusqu'aux réformes fascistes de 1923.

La seconde tendance générale est que le développement de l'éducation élémentaire conduit à une inégalité entre garçons et filles. Rien n'est obligatoire dans les écoles pour filles, aussi trouve-t-on peu de maîtresses d'école. De nombreuses familles considèrent leur éducation familiale comme suffisante, les filles étant destinées à rester à la maison. À la campagne, les filles assistent aux cours de l'école mixte, tandis qu'en ville, leur éducation se trouve essentiellement « entre les mains de l'Église ». Les ordres consacrés à l'éducation féminine se développent rapidement.

Une troisième tendance est que l'application des mesures officielles pour étendre l'éducation primaire rencontre des obstacles en termes de financement et de personnel, du fait de la pénurie générale d'enseignants qualifiés. En France, par exemple, l'État prend en charge la formation des professeurs dans les écoles normales, mais des mesures supplémentaires sont nécessaires pour leur permettre d'exercer leur profession. En 1833, la loi Guizot oblige les municipalités à fournir un logement à leurs professeurs et un salaire minimum en plus des frais de scolarité versés par la famille pour chaque élève. Dans la pratique, l'éducation élémentaire rend inévitable l'institutionnalisation de la formation des professeurs. Ce processus, qui prend des formes différentes selon les pays, conduit finalement à l'émergence d'une nouvelle profession — celle d'instituteur — et de toute une nouvelle branche de la connaissance — la pédagogie — en lieu et place des compétences et du savoir-faire des anciens maîtres d'école.

En ce qui concerne le contenu de l'éducation élémentaire, il devient clair, au cours du XIX^e siècle, que la mission de l'école, parallèle à celle de l'instruction religieuse, s'étend bien au-delà des trois compétences d'apprentissage de base — la lecture, l'écriture et l'arithmétique —, lesquelles sont enseignées successivement plutôt que simultanément. Aux États-Unis, les autorités, soucieuses de rassembler tout ce qui peut être un facteur d'intégration, accordent une insistance particulière à l'enseignement de la langue et

de l'histoire, ainsi qu'à des cours pratiques sur les droits et devoirs civiques. Les écoles primaires américaines ont également pour trait distinctif le rôle prééminent du sport.

En France, la loi de 1833 prévoit que l'enseignement élémentaire inclut non seulement une « instruction morale et religieuse » mais aussi la connaissance du système juridique et des poids et mesures du système métrique, mis en place au cours de la Révolution à la fin du XVIII^e siècle mais pas encore couramment utilisé au milieu du XIX^e siècle.

En Angleterre à la même époque, les bureaux d'école offrent des subventions pour certains cours continus du primaire. Mais aucun de ces pays ne connaît un partage des responsabilités (entre milieux académiques et industriels) dans la formation technique comparable à celui qui s'établit en Allemagne.

Nous avons jusqu'à présent souligné les diverses contraintes qui déterminent aussi bien les structures de l'éducation que le contenu de l'enseignement élémentaire dans de nombreux pays. Mais qu'en est-il des méthodes d'éducation? Il était impossible de parvenir à augmenter la population scolarisée et à absorber des portions toujours plus importantes de la société sans revoir sérieusement les pratiques d'enseignement. En conséquence, les questions de méthode sont un sujet de débat considérable tout au long du XIXe siècle. Ces questions se posent en termes pratiques en France dès les premières années du siècle, la Révolution ayant ôté toute légitimité pédagogique aux ordres religieux, lesquels avaient traditionnellement formé leurs membres à l'enseignement. La méthode utilisée par les frères des écoles chrétiennes, groupe fondé par saint Jean-Baptiste de La Salle au début du XVIIIe siècle, consiste à rassembler les élèves selon leur niveau afin de pouvoir leur donner à tous la même instruction en même temps: c'est pourquoi on nomme cette méthode «instruction simultanée». Toutefois, elle ne peut être utilisée que si l'on a suffisamment d'élèves et de professeurs, ce qui est rare hors des régions urbaines. Les manuels, en revanche, sont les mêmes pour tous les élèves. Ailleurs, la méthode «individuelle» ou «traditionnelle», critiquée par tous les éducateurs, est en usage : les élèves, chacun à son tour, « lisent au maître», tandis que les autres élèves s'occupent. La pratique courante, entre parenthèses, était d'apprendre aux élèves à lire avant de leur apprendre à écrire.

La pensée pédagogique du XIX^e siècle est principalement héritée des Lumières et reste grandement tributaire de l'influence de deux penseurs suisses du XVIII^e siècle. Ainsi, la diminution au XIX^e siècle de la tendance à considérer les enfants comme de simples «adultes imparfaits» est due essentiellement à Jean-Jacques Rousseau, tandis que l'importance accordée à l'apprentissage pratique et progressif est dérivée en grande partie de la pensée de Johann Heinrich Pestalozzi. Au cours du XIX^e siècle, l'Europe centrale

devient la source intellectuelle des idées qui aboutissent au développement de l'éducation comme discipline séparée. Le père Girard (1765–1850), un franciscain récollet de Fribourg, devient une figure marquante et sa ville un lieu de pèlerinage pédagogique accueillant des éducateurs de toutes nationalités. Selon l'exemple du Danemark (dont la loi de 1814 organise l'éducation publique) et l'influence de Pestalozzi, il invite à cultiver la personnalité par l'utilisation de la langue maternelle et la progression du concret vers l'abstrait. Par-dessus tout, il recommande d'inspirer l'amour de l'éducation en « instillant l'amour de ce qu'on leur apprend ». Dès la fin du XIX^e siècle, des mouvements de réforme de l'éducation se développent en conjonction avec des conflits sociaux et politiques qui favorisent l'apparition de nouveaux contenus culturels et de différences encore plus grandes, dans tous les domaines, entre les systèmes d'éducation.

Les méthodes d'enseignement dans les écoles du XIXe siècle sont depuis longtemps formées par des considérations pratiques autant que par des idées et des idéaux. Au début du siècle, l'éducation populaire manque de ressources partout en Europe. En conséquence, des philanthropes anglais, comme leurs homologues français en 1815, sont pris d'un véritable engouement pour une méthode conçue dans le but d'instruire un grand nombre d'élèves avec des moyens limités: le système «lancastérien», également appelé «instruction mutuelle». Cette méthode consiste à confier aux élèves les plus avancés un rôle de « moniteur » ou de tuteur travaillant avec des petits groupes de camarades entre les leçons générales dispensées par le professeur. Plusieurs écoles de ce type existent en Angleterre, sous la direction d'un quaker du nom de Joseph Lancaster (1778–1838) et avec le soutien de la Société nationale, de la High Church et de la British and Foreign School Society. Les libéraux français utilisent une «instruction mutuelle» de ce type comme arme contre les ultras et l'éducation religieuse. Étant ainsi devenue un objet de luttes politiques, cette méthode fait l'objet de violentes attaques. Au fil du temps, un système éducatif intermédiaire, combinant les pratiques de l'«instruction mutuelle» avec celles de l'éducation simultanée, est introduit en France aux alentours de 1840. L'éducation publique primaire abandonne progressivement la méthode «mutuelle», qui reste cependant utilisée dans les maternelles et dans certaines écoles de missionnaires. La formation des professeurs dans les écoles normales, pratique déjà courante pour les garçons avant la loi de 1833, encourage les innovations éducatives, telles que le regroupement des élèves par niveau de connaissance en « cours » ou « divisions » appropriées. Au fur et à mesure que l'organisation du système éducatif adopté en 1868 dans le département de la Seine se répand dans tout le pays, les niveaux d'éducation primaire s'uniformisent progressivement, à la fois au sein des écoles et entre les écoles, au cours des années 1880.

Tableau 13 Taux d'inscription scolaire dans différents pays vers 1900.

Pays	Taux d'inscription par 1 000 habitants
États-Unis	186,0
Prusse	186,0
Suisse	177,0
France	148,0
Royaume-Uni	144,0
Queensland	120,5
Victoria (Australie)	120,2
Australie du Sud	119,5
Nouvelle Galles du Sud	118,5
Espagne	116,2
Italie	116,0
Japon	103,5
Costa Rica	62,7
Argentine	62,6
Uruguay	47,9
Australie orientale	46,0
Guatemala	44,2
Venezuela	43,7
Équateur	41,9
Nicaragua	41,8
Portugal	40,9
Mexique	40,6
Paraguay	34,6
Chili	33,5
Salvador	25,7
Colombia	19,8
Brésil	18,2
Inde	17,0
Pérou	14,0

Source: L. López-Ocón, Centro de Estudios Históricos, CSIC, Madrid, 1900.

L'éducation primaire aux États-Unis, très variée selon les régions, est façonnée par des contraintes locales différentes. Dans ce pays où les livres sont encore rares, on apprend à lire dans la Bible. Les écoles du secteur public sont toujours mixtes (*illustration 81*) et fréquemment dirigées par des femmes (qui restent semble-t-il célibataires par vocation). Leur fonction est de créer une unité de langage et de culture. Vers la fin du siècle, des méthodes dérivées des idées de John Dewey (1859–1952) (*illustration 82*) commencent à apparaître dans les grandes villes de la côte Est. C'est de là que se répand ce système d'écoles actives et d'enseignement fondé sur les «centres d'intérêt».

En Amérique latine, l'enseignement primaire constitue le point fort du programme des libéraux, qui défendent principalement le système lancastérien. L'école progresse dans les centres urbains. Au Mexique, par exemple, où les premières écoles lancastériennes ouvrent en 1822, on compte dès 1835 quelque 1 310 écoles, pour un nombre total de 60 000 élèves. Vers la fin du siècle, l'expansion dans les pays d'Amérique latine du positivisme — le système philosophique élaboré par Auguste Comte, préconisant la pensée scientifique ou «positiviste» dans les sphères politique et sociale, ainsi que son extension à tous les peuples de la Terre — a pour effet d'encourager les efforts d'éducation. Dès 1870, le Mexique ne possède pas moins de 4 000 écoles, et encore deux fois plus cinq ans plus tard, pour un total de 300 000 élèves scolarisés. Ces écoles sont financées dans une large mesure (67%) par les municipalités concernées, avec une contribution de 7% du gouvernement fédéral, le reste provenant de particuliers. Toutefois, il serait erroné de parler de « décollage » en matière de scolarisation pour le continent latino-américain. En règle générale, la durée de l'éducation n'excède pas deux ou trois ans, et les taux de scolarisation au niveau primaire restent très en dessous de ceux de la plupart des pays européens.

Une éducation pour l'élite

L'éducation secondaire au XIX^e siècle reste le privilège d'une élite. Que les établissements qui la dispensent soient publics ou privés, laïcs ou religieux, elle est généralement payante. Même aux États-Unis, où elle est dispensée gratuitement par les autorités municipales, en 1910 seuls 5 % des élèves de l'école primaire profitent de cette offre. En d'autres termes, la plupart des jeunes gens passent directement à la vie professionnelle ou à l'apprentissage après l'école primaire.

Et pourtant, l'éducation secondaire change et s'étend au XIX^e siècle. En Grande-Bretagne, les «écoles publiques» établies depuis longtemps sortent de leur torpeur après l'introduction d'une série de réformes de Thomas

Arnold (*illustration 83*), directeur du collège de Rugby de 1828 à 1842. D'autres écoles sont fondées sur les mêmes principes: ce sont des pensionnats, les élèves sont divisés en petits groupes dans des maisons séparées, on tente d'établir des relations de confiance mutuelle et les élèves plus âgés exercent une autorité sur les plus jeunes. L'objectif de l'éducation qui y est dispensée, fortement tournée vers les langues classiques et la formation du caractère, est de former des «gentlemen chrétiens». Pour la masse de la population, l'éducation secondaire, entièrement dépourvue de règlements, varie grandement en forme et en importance.

La distance est grande avec le lycée français, institution de l'État mise en place par Napoléon et dans laquelle les pensionnaires vivent selon une stricte discipline militaire. Les études, payantes, durent sept ans pour aboutir au baccalauréat. Après 1815, les lycées, rebaptisés «collèges royaux», accordent de nouveau aux études classiques la place de choix qu'elles avaient perdu au cours de la période révolutionnaire, mais ils continuent de fonctionner comme des casernes. L'organisation des études reste très centralisée et bureaucratique. En conséquence, de nombreuses familles se tournent plutôt vers les collèges religieux. Les lycées et collèges pour filles, établis par la loi en 1880, fournissent une forme d'instruction considérée comme plus appropriée pour les femmes, sans latin ni philosophie et avec peu de sciences; même ainsi, elles restent, en 1900, inférieures en nombre aux congrégations enseignantes auxquelles les familles confient traditionnellement leurs filles pour une éducation généralement plus brève que celle donnée aux garçons. Prise dans son ensemble, l'éducation secondaire française, avec les nombreuses réformes de contenu qu'elle traverse au cours du XIXe siècle, reste un trait distinctif de la vie bourgeoise française. Les républicains y voient néanmoins un moyen de « démocratisation », dans la mesure où le lycée peut, sur la base de concours, accorder des bourses à des enfants de petits fonctionnaires ou même, parfois, d'ouvriers, comme c'est le cas de Victor Duruy, ministre de l'Éducation en 1863.

Dans la plupart des institutions secondaires d'Europe, les cours s'achèvent par un examen final, prérequis à l'entrée en université. En France, par exemple, c'est le cas du baccalauréat; dans le *Gymnasium* allemand, c'est l'*Abitur* ou *Matura*. Aux États-Unis, comme en Europe, un examen conclut les quatre années de *high school* (divisées en deux parties). En France, le lycée offre aux titulaires du baccalauréat des places de superviseurs ou de moniteurs. La formation des professeurs est la principale fonction de l'université, aboutissant à la licence ou à l'agrégation. Cette dernière donne accès aux professions de l'enseignement et fait l'objet d'un concours séparé et très sélectif pour chaque discipline. D'une manière générale, les enseignants du secondaire au XIX^e siècle sont des diplômés de l'université.

Le type de culture inculquée par l'éducation secondaire varie selon le type d'élite formée. En Europe, en règle générale, elle comprend initialement les humanités et la culture classique. Elle évolue par la suite progressivement vers les disciplines scientifiques, qui acquièrent vers la fin de la période le statut d'«humanités modernes», mais cette évolution n'est ni invariable ni régulière puisqu'elle connaît beaucoup de hauts et de bas. En Allemagne, par exemple, le Gymnasium donne pendant de longues années la priorité aux langues classiques plutôt qu'aux sciences. Une éducation intermédiaire, davantage orientée vers la vie professionnelle, se développe non sans difficulté, en parallèle du système secondaire, afin de former le personnel d'encadrement pour les armées d'ouvriers ainsi que les carrières moyennes du commerce et de l'industrie. En France, les lois de 1833 mettent en place une éducation primaire supérieure, avec les objectifs usuels de ce niveau. Cette forme embryonnaire d'éducation professionnelle ne commence toutefois à prendre son essor que dans les années 1880, lorsque de nouvelles techniques font naître la demande de types spécifiques de formations professionnelles; celles-ci deviennent alors de sérieuses concurrentes pour l'éducation secondaire.

Sur le continent africain, certaines écoles missionnaires se concentrent sur la formation religieuse, comme la célèbre école de mère Javouhey au Sénégal, dont l'objectif est de former un clergé africain. La plupart des écoles, cependant, ont une mission bien plus large, et finissent par pourvoir à tous les niveaux d'éducation : leur tâche principale est de répandre l'alphabétisation, et certains pays, comme Madagascar, grâce aux nombreuses écoles de la mission Livingstone établies dans toute l'île, atteignent des taux d'alphabétisation proches de ceux qui sont courants en Europe vers la fin du XIX^e siècle. D'autres écoles missionnaires, comme la Lovedale Missionary Institution, établie en 1841 au cap de Bonne-Espérance, enseignent un certain nombre de métiers (tailleur, imprimeur, charpentier, maçon) et contribuent à la formation des enseignants et administrateurs. Le Fourah Bay College, fondé en 1827 en Afrique occidentale par la Church Missionary Society, ainsi que plusieurs écoles similaires établies au Cap forment de nombreux enseignants et journalistes, qui servent de relais pour la diffusion de la culture occidentale. De cette manière apparaît une culture mixte, une culture de «créoles», comme on appelle les personnes instruites en Sierra Leone, et cette culture produit des prêtres catéchistes, des enseignants et des docteurs, ainsi que des hommes d'affaires et des marchands qui s'occupent de commerce maritime. Quand, à la fin du XIX^e siècle, cette culture mixte très riche est confrontée à des théories racistes ou eugénistes telles que celles d'intellectuels occidentaux comme Gobineau ou Richard Burton, propagées par les missionnaires et administrateurs européens en Afrique, un certain nombre d'intellectuels africains répondent par le mouvement nationaliste religieux et politique connu sous

394 DE 1789 À 1914

le nom d'éthiopianisme, développant un panafricanisme ancré dans la conscience d'une identité africaine.

En Orient musulman, les éducations primaire et secondaire, tradition-nellement fournies par les institutions islamiques, ne commencent à attirer l'attention des dirigeants politiques que vers la fin du siècle, avec l'établissement d'écoles publiques, y compris des écoles pour filles. Pour l'essentiel, les réformes concernent principalement l'éducation spécialisée. À son plus haut niveau, le système d'éducation connaît un profond renouveau au cours du XIX^e siècle. Les universités héritées du Moyen Âge, dans lesquelles la connaissance traditionnelle est transmise par des méthodes établies, sont réformées pour atteindre les besoins de formation de professeurs qualifiés et s'adaptent au développement de la recherche et de l'industrie. Cela requiert une spécialisation qui conduit dans de nombreux pays à l'établissement d'institutions et d'écoles publiques.

Tel est le cas de l'Égypte. L'objectif poursuivi par les écoles créées par les réformes du Tanzimat au début du XIXe siècle est essentiellement militaire. La première école publique fondée par Mohammed Ali en 1816 est l'École militaire et, à sa suite, sont fondées des écoles plus spécialisées pour l'artillerie, la cavalerie, la marine et l'infanterie. D'autres disciplines sont enseignées dans l'École de médecine (fondée en 1827), l'École de pharmacologie (1829), l'École vétérinaire (1827–1829) et l'École polytechnique (1834). Mais dans tous ces établissements, une discipline de fer d'inspiration militaire est la règle. Les étudiants, parlant principalement le turc dans les écoles militaires et l'arabe dans les écoles scientifiques, sont tous considérés comme des recrues et reçoivent des grades militaires avec leur diplôme. Bien que fortement national, ce mouvement a pour effet de resserrer les liens avec l'Europe: les enseignants sont tout d'abord français ou italiens, et la traduction de leurs travaux techniques est stimulée en 1833 par la fondation de l'École des langues, qui favorise la nahdha (renaissance) de la langue arabe. Les mêmes intérêts militaires encouragent une nouvelle ouverture sur les sciences occidentales au Maroc: à l'époque des réformes de l'État marocain (makhzan), une école d'ingénierie est fondée à Fès par le Français De Saulty dans le but de former des géomètres, des cartographes et des artilleurs, tandis que des traductions d'ouvrages scientifiques sont commandées par le pacha d'Égypte. En Syrie, le système éducatif est développé un peu plus tard, vers 1870, et a pour principal objectif de former des fonctionnaires.

L'éducation supérieure américaine est, dans un premier temps, privée. Harvard, la plus ancienne université des États-Unis, est fondée au XVII^e siècle, suivie par Princeton, également dans l'Est. Pour sa part, Berkeley, en Californie, est fondée en 1856. Les universités sont financées par des fondations ou les dons des élèves, sans interférence apparente avec la liberté de l'enseignement. Les frais d'inscription sont élevés, mais des réductions sont

accordées pour les élèves de très bon niveau et d'origine modeste. Vers le milieu du XIX^e siècle, les États plus à l'ouest établissent des universités dans lesquelles les frais d'admission sont par comparaison très bas, bien qu'elles fonctionnent essentiellement de la même manière que les universités privées. À la fin du siècle, des écoles techniques existent également pour la formation des ingénieurs et les études de commerce. L'éducation supérieure commence par quatre années de collège, au cours desquelles les étudiants reçoivent une éducation générale avant de passer à des études plus spécialisées dans les graduate schools. Ces collèges seront plus tard transformés en universités. Les premiers collèges pour filles, comme Vassar et Wellesley dans l'Est, apparaissent vers 1850, tandis que les collèges sont les mêmes pour garçons et filles dans l'Ouest. Les campus, généralement situés à l'extérieur des conurbations majeures, ne sont pas simplement des lieux d'étude. Les professeurs y vivent, de même que les élèves, et ceux-ci rejoignent des «fraternités» et sont logés dans des foyers. Les activités sportives, culturelles et caritatives participent à la création d'une véritable vie sociale à l'intérieur de l'université. Dès 1900, les universités américaines ont atteint un niveau de prospérité dont témoigne la croissance rapide du corps étudiant.

Les universités européennes, généralement bien plus anciennes, n'affrontent pas toutes le XIX^e siècle avec la même vitalité. En France, les «écoles» qui existaient avant la Révolution ne sont pas toutes remplacées. L'éducation supérieure, désormais sous la stricte surveillance de l'État, est en partie dispensée dans les «grandes écoles», établies pour former les futurs ingénieurs des institutions publiques majeures, des mines, du génie civil, etc. Si les écoles de droit et de médecine sont restaurées assez rapidement parce qu'elles correspondent aux besoins de la société en juristes et en docteurs, les facultés de lettres et de sciences ont peu d'élèves en dehors de ceux qui souhaitent devenir enseignants du secondaire ou membres du clergé, le résultat étant que de nombreux professeurs en province doivent se tourner vers des recherches purement académiques ou donner des conférences publiques. Le tableau est différent à Paris, où l'abondance des centres de savoir, des bibliothèques et du matériel de référence attire les élèves les plus brillants et les professeurs les plus doués. Ce n'est pas dans les facultés, cependant, que sont produits les ouvrages scientifiques les plus volumineux et les plus précieux. Manquant de locaux et de ressources, elles entreprennent rarement des recherches originales, et ce n'est que vers la fin du Second Empire, à l'instigation des professeurs de l'École normale, que sont introduites des réformes. Le fait que Victor Duruy, ministre de l'Éducation de 1863 à 1869, fonde l'École pratique des hautes études pour revitaliser la recherche montre le peu d'espoir qu'il a de la faire revivre dans les facultés. Quand les républicains arrivent au pouvoir, ils prennent des mesures pour combiner les facultés en universités (par la loi de 1896), augmenter le nombre des postes universitaires et créer des postes de

maîtres de conférences, dans une tentative de circonscrire l'éducation supérieure privée et dans l'espoir de créer une élite républicaine. Le corps étudiant croît considérablement, la raison principale étant peut-être le changement social. La France cherche à rivaliser avec le meilleur du système universitaire «prussien», et l'université de Paris retrouve le rang des grandes universités européennes. La spécificité de l'éducation supérieure française reste cependant l'existence d'un système parallèle qui draine les meilleurs élèves, à savoir les grandes écoles, qui continuent d'abonder au cours du siècle.

En Grande-Bretagne, Oxford et Cambridge s'éveillent dans le courant du siècle, combinant une approche délibérément obsolète avec quelques innovations étonnantes. La création de nouvelles universités offre un défi mais, excepté en Écosse, la plupart d'entre elles n'apportent pas de véritables contributions scientifiques avant la fin du siècle. L'université de Londres comprend déjà plusieurs collèges au moment où elle est reconnue officiellement. En 1895, elle est rejointe par la London School of Economics. Les grandes villes industrielles, avec l'aide occasionnelle de particuliers philanthropes, fondent des collèges qui deviennent, dès la fin du siècle, des universités à part entière et parmi lesquels on peut citer ceux de Birmingham et Liverpool. Situés au centre-ville, ces collèges se dissocient du modèle oxonien d'études classiques par l'importance accordée aux sciences appliquées. Les universités écossaises, encore plus démocratiques dans leur politique de recrutement, affichent également une sorte de « nationalisme institutionnel » qui explique que l'intervention de l'État, encore très négligeable à la fin du siècle, soit jugée comme superflue.

Les divers systèmes éducatifs façonnés en Europe, avec toutes leurs traditions et leurs contradictions, sont pris comme modèles au XIX^e siècle par les pays de civilisation asiatique qui ont déjà leurs propres élites cultivées. En 1868, la transformation apportée au Japon par Mitsuhito marque le commencement de l'ère Meiji (« gouvernement éclairé »). Des écoles primaires sur le modèle occidental prolifèrent, et la première université de « style nouveau » ouvre à Tōkyō en 1877. La Chine, au contraire, résiste à l'innovation, sauf au cours de la réforme des Cent Jours (1898) où une poignée d'intellectuels fait front commun avec les sociétés savantes, les journaux et les cercles cultivés, tandis que le Viet Nam passe sous influence française après la colonisation du Tonkin (1883–1884). Le refus de reconnaître le rôle traditionnel des classes lettrées se combine à l'exploitation coloniale pour faire naître un climat de révolte latente et les institutions éducatives ne sont occidentalisées qu'en surface.

En Orient musulman, les universités se développent généralement plus tard que les institutions militaires. Deux tentatives pour fonder une université ottomane échouent en 1863 et 1870; ce n'est qu'en 1900 que l'Université publique ottomane est ouverte, comprenant quatre facultés : religion, mathé-

matiques, sciences naturelles et littérature. En Égypte, l'université privée établie en 1908 devient une université publique en 1925, comprenant elle aussi quatre facultés: arts, sciences, droit et pharmacologie. Dans d'autres pays, ce sont les écoles missionnaires qui conduisent à l'établissement d'universités, comme c'est le cas avec le Collège protestant de Syrie, qui devient plus tard l'Université américaine de Beyrouth. L'université de Saint-Joseph est fondée à Beyrouth en 1874 par des jésuites français. En fait, de nombreuses réformes adoptées par Istanbul et appliquées à des provinces telles que la Syrie ont pour objectif de rivaliser avec l'enseignement des écoles missionnaires. Finalement, l'éducation supérieure islamique dispensée par la mosquée d'Al-Azhar en Égypte est réformée dans les années 1890.

La rivalité entre différentes confessions religieuses ou écoles philosophiques est également un facteur dans la dynamique de l'éducation en Amérique latine. Au début du siècle, les libéraux, très sceptiques devant l'«éducation gothique» fondée sur le latin, veulent effacer toute trace de l'État colonial et repartir de zéro. Les universités vice-royales existantes, ressenties comme des bastions de l'obscurantisme, sont par conséquent fermées : celle de Mexico en 1833 et celle de Bogotá en 1850. De nouvelles universités sont fondées, comme celle de Buenos Aires en 1821 et celle de Colombia en 1867, avec pour visée de favoriser les «Lumières». D'autres universités, comme celle de Santiago du Chili, sont simplement rénovées. Grâce à sa stabilité politique, la république du Chili progresse continuellement dans le domaine de l'éducation. L'État, qui prend entièrement en charge l'éducation, entreprend d'assurer le transfert systématique des connaissances scientifiques et techniques européennes en nommant des professeurs tels qu'Andrés Bello, juriste et linguiste qui fonde l'université de Santiago, le minéralogiste polonais Ignacy Domeyko et le naturaliste français Claude Gay. L'université de Santiago attire des étudiants de toute l'Amérique latine, et l'Institut national, institution d'éducation secondaire et supérieure, est le centre de formation majeur pour les dirigeants du pays. Toutefois, ces institutions très élitistes admettent un nombre limité d'étudiants : seuls quelques dizaines de diplômes d'ingénieur sont accordés par la faculté des sciences, et l'Institut national n'admet pas plus de quelques centaines d'élèves. Vers la fin du siècle, des efforts particuliers sont fournis pour assurer la formation de professeurs en Amérique latine. L'Argentin Domingo Faustino Sarmiento (1811–1888), futur président d'Argentine, fonde l'École normale de Paraná en 1870; le Mexicain Gabino Barreda, défenseur du positivisme de Comte, fonde, également aux alentours de 1870, l'École préparatoire, institution d'éducation secondaire et supérieure qui forme l'élite administrative du régime autoritaire de Porfirio Díaz. Pour la plupart des admirateurs des efforts éducatifs de la troisième République française, les réformateurs d'Amérique du Sud tiennent de nombreux congrès sur l'éducation entre 1880 et 1900 en vue

d'unifier les systèmes éducatifs des diverses républiques latino-américaines. La rénovation de la pédagogie y occupe une place de choix, avec la création de musées et de publications pédagogiques comme *La Réforme de l'école primaire*, périodique mexicain lancé en 1885, ou *L'École moderne*, fondée en 1889. En Afrique, la création d'universités fait un démarrage modeste avec la fondation de l'École de médecine à Dakar en 1918. Par contre, la formation des professeurs est plus substantielle: l'École normale d'Amanzimtote, qui ouvre en 1860, est suivie à la fin du siècle par d'autres écoles pour la formation des instituteurs et professeurs.

Influencé par l'optimisme des Lumières et la foi dans les vertus de l'éducation, le XIX^e siècle contribue sans conteste à la diffusion de l'éducation dans des portions plus vastes de la population. Mais il faut attirer l'attention sur le contraste persistant entre l'éducation primaire, adressée à tous, et l'éducation secondaire ou supérieure, qui reste le privilège d'une élite riche et bien née, à peine agrandie par l'attribution au mérite des bourses. Les institutions éducatives servent donc simplement à réajuster la balance, sans provoquer de bouleversement social.

LA RECHERCHE

Le XIX^e siècle est marqué par des transformations majeures au niveau des structures et méthodes de recherche. D'un côté, les scientifiques commencent à se mobiliser et à former des associations ; de l'autre, les sphères du pouvoir prennent conscience du lien entre la recherche scientifique et ses applications potentielles dans les divers secteurs de production. En conséquence, ils commencent à intervenir dans les organisations de recherche et d'éducation supérieure. Les relations toujours plus étroites, à l'ère de l'industrialisation et du développement des réseaux de communication, entre les travaux scientifiques et les activités techniques, agricoles et médicales, apportent leur appui à la foi dans le progrès et la possibilité d'améliorer la vie humaine par les découvertes techniques.

Au cours du siècle, la recherche scientifique cesse d'être une activité individuelle et privée pour devenir professionnelle, organisée et publique. Sa dynamique sociale, son intégration aux institutions et son financement varient d'un pays à l'autre, mais le processus d'internationalisation qui résulte, au XX^e siècle, dans le système actuel de recherche mondiale, se met en marche dans les premières années du XIX^e siècle. Ce processus est amené par la collaboration, les échanges et l'émulation: la professionnalisation et l'organisation de la recherche puisent leurs premières forces en Europe, avant de se répandre dans le monde entier au rythme des avancées de l'édu-

cation supérieure et selon l'intérêt que manifestent les gouvernements et les industriels pour la recherche, perçue de plus en plus comme une source potentielle de pouvoir et de richesse.

Du savant au scientifique

Au début du XIXe siècle, la recherche est toujours l'activité de « savants », d'hommes de science et parfois d'enseignants qui poursuivent des expériences selon leur intérêt, avec leurs ressources privées, souvent dans leur propre laboratoire personnel. Certains sont encore des «amateurs» dans la tradition de l'ancien temps. Des considérations intellectuelles, comme la spécialisation croissante des connaissances scientifiques, et des facteurs matériels, comme la nature de plus en plus technique des expériences, contribuent à réduire progressivement la portée de l'« amateurisme ». Si un amateur avec un télescope, un bon microscope, un marteau de géologue ou un herbier personnel peut encore apporter une contribution originale à l'astronomie ou aux sciences naturelles, cela devient bien moins fréquent dans des sciences comme la physique ou la chimie. Le caractère hermétique du langage scientifique et l'utilisation des mathématiques avancées éliminent un nombre considérable des lecteurs antérieurs des revues scientifiques. Le progrès triomphant de la mécanique classique — un modèle pour les autres sciences — contribue à la formation d'une vision positiviste et même réductionniste de la connaissance. Si certaines disciplines, comme l'astronomie et la chimie, s'embarquent plus rapidement que d'autres dans ce double processus de division et de professionnalisation de la connaissance, ce mouvement affecte bel et bien toutes les sciences. À la fin du siècle, la science est désormais inaccessible à toute personne n'ayant pas reçu de formation spécialisée ou ne possédant pas les instruments nécessaires. Il est vrai que la science est toujours considérée comme une activité culturelle, mais cela est essentiellement dû, comme nous le verrons plus loin, à l'essor de la vulgarisation scientifique.

Le processus de professionnalisation, partie intégrante de la spécialisation de la recherche qui succède à l'encyclopédisme du XVIIIe siècle, prend essentiellement la forme d'une division du travail au sein de la communauté scientifique. Cette division s'installe d'abord entre les disciplines, puis au sein des disciplines elles-mêmes, par exemple entre théoriciens d'un côté et expérimentateurs ou chercheurs de terrain de l'autre. Des revues de plus en plus spécialisées apparaissent dans de nombreux endroits d'Europe et des États-Unis. Elles deviennent le répertoire exclusif des travaux de recherche, tandis que les traités conservent leur fonction de véhicule de la connaissance officielle et autorisée, destinée à l'édification des étudiants.

La spécialisation a bientôt pour conséquence un changement dans les relations entre scientifiques. Tandis que les professionnels et les amateurs sont toujours mélangés dans certaines sociétés savantes, des efforts existent déjà en divers endroits pour trouver des critères de séparation entre eux, c'est-à-dire des critères professionnels. La Société des naturalistes et médecins allemands (Gesellschaft Deutscher Naturforscher und Ärzte). I'une des toutes premières associations pour le progrès de la science, fondée en 1822, n'accepte comme membres que ceux dont les travaux ont été publiés, ce qui est dans l'esprit de ses membres fondateurs un signe objectif de compétence. Peu à peu, les sociétés savantes qui regroupent des scientifiques faisant des recherches dans une même discipline supplantent celles qui couvrent plusieurs disciplines. Par exemple, des sociétés de chimie sont fondées à Londres en 1841, à Paris en 1857, à Berlin en 1866, à Saint-Pétersbourg en 1868 et aux États-Unis en 1876. Les académies locales et provinciales qui étaient florissantes au cours des Lumières déclinent, tandis que de grandes et célèbres institutions comme l'Académie royale des sciences à Paris et la Royal Society à Londres conservent leur autorité et leur influence, bien qu'elles deviennent moins influentes dans la direction de la recherche et qu'elles soient plus préoccupées de la distribution des honneurs et récompenses.

En Grande-Bretagne, les amateurs parviennent à conserver une position honorable et honorée plus longtemps qu'en France et peut-être qu'en Allemagne. En témoignent les rôles capitaux joués par des «gentlemen amateurs» tels que le mathématicien Charles Babbage, le physicien James Joule et le naturaliste Charles Robert Darwin. La Royal Institution of London, fondée en 1799 et dans laquelle travaille Michael Faraday, a explicitement pour double tâche la recherche scientifique et la vulgarisation. Contrairement à l'Académie des sciences de Paris, elle accueille des amateurs dans ses rangs. Quant à la British Association for the Advancement of Science, organisme le plus actif dans la promotion des travaux scientifiques, sa principale tâche est d'organiser des réunions annuelles dans lesquelles des scientifiques éminents présentent un résumé de leurs travaux et proposent des réformes à un public instruit mais non spécialiste. Toutes ces sociétés se caractérisent par l'indépendance de leurs membres par rapport aux autorités. Il est symptomatique que la proposition émise en 1872 par un membre de la Royal Society de former un ministère des Sciences déclenche chez les scientifiques des réactions d'hostilité tout aussi vives que chez les politiciens.

Paradoxalement, c'est précisément dans le pays où le savant reste une figure importante de la recherche tout au long du XIX^e siècle qu'apparaît pour la première fois, aux alentours de 1850, le néologisme *scientist* (scientifique), marquant la fin de la période où la recherche était effectuée par des savants travaillant individuellement sans obligations officielles. Dorénavant, la science est une profession et la recherche un élément essentiel de la carrière

du scientifique. Concrètement, la recherche scientifique devient une activité professionnelle salariée, requérant une formation préalable matérialisée formellement par un diplôme. Le scientifique se distingue alors nettement des autres professionnels, comme les ingénieurs, ou des autres catégories socialement reconnues, comme celle des inventeurs.

La recherche universitaire

L'introduction de la recherche dans l'éducation universitaire, pierre angulaire du processus de professionnalisation, se produit de manière très différente selon les pays.

Les institutions scientifiques créées en France sous la Révolution insistent sur les objectifs pratiques de la science. Le Bureau des longitudes, le musée d'Histoire naturelle, le Conservatoire national des arts et métiers, les écoles de médecine et par-dessus tout l'École polytechnique, destinée à former des ingénieurs hautement qualifiés et des officiers pour le service public, jouissent d'un prestige intellectuel et social très supérieur à celui des universités. L'association des formes les plus avancées des mathématiques avec les travaux de laboratoire, d'atelier et de dessin technique inaugure un nouveau type de formation scientifique. Comptant des figures telles que Laplace, Monge, Berthollet (illustration 84), Arago, Gay-Lussac, Chaptal, Cuvier (illustration 85) et Jussieu, Paris exerce, au début du XIXe siècle, un puissant attrait sur un grand nombre de scientifiques étrangers. Des chercheurs célèbres, allemands comme Alexander von Humboldt (illustration 86) et Liebig, anglais comme Davy et Faraday, danois comme Oersted, genevois comme de Candole ou russes comme Ostrogradsky, passent du temps dans les salons et laboratoires de Paris. Toutefois, cette explosion de l'activité scientifique, particulièrement celle des physiciens et chimistes de l'entourage de Laplace et Berthollet dans la Société d'Arcueil, survit difficilement aux années 1820. Passé cette période, les scientifiques français sont recrutés par les universités napoléoniennes ou d'autres établissements éducatifs et se consacrent essentiellement à leurs responsabilités dans l'enseignement, ne dédaignant pas d'occuper des positions dans plusieurs institutions différentes en même temps. Ils forment peu d'élèves aux techniques de la recherche. En Russie comme en France, la recherche tend alors à être mise en œuvre et réalisée bien plus par les sociétés scientifiques, en particulier l'Académie de Saint-Pétersbourg et les grands observatoires, qui prennent un rôle capital dans l'organisation de la recherche.

La situation évolue d'une manière très différente en Allemagne. Avec la réforme de l'éducation supérieure prussienne introduite par Willhelm von Humboldt au début du XIX^e siècle, la recherche devient partie intégrante du travail des universités, lesquelles sont indépendantes et en compétition les

402 DE 1789 À 1914

unes par rapport aux autres. Au cours de la première moitié du siècle, l'insistance porte sur les sciences fondamentales et l'acquisition du savoir pour lui-même. L'indifférence marquée pour les préoccupations utilitaires et la technique est en partie due à la rigidité des institutions: la science continue d'être enseignée dans les facultés de philosophie. De tendance romantique, les défenseurs de la *Naturphilosophie* critiquent la science telle que l'entendent les disciples de Laplace, car celle-ci, centrée sur les mathématiques, leur semble d'une nature aride et abstraite, déshumanisée. Convaincus de l'existence d'une harmonie profonde entre l'homme et la nature, ils refusent de limiter la science à une série de lois. Malgré leur antagonisme, ces deux courants opposés de la pensée européenne du début du XIX^e siècle partagent une croyance commune dans le besoin d'expérimentation, les apôtres de la *Naturphilosophie* insistant davantage sur la qualité tandis que les partisans de Laplace privilégient la quantité.

À la demande expresse du chimiste Justus von Liebig, la formation à la recherche est finalement ajoutée aux programmes universitaires allemands. Grâce au développement d'un équipement très simple, l'analyse des substances organiques devient une opération de routine dans les laboratoires de Liebig, laissant les esprits et les mains plus libres pour les projets de recherche. Réagissant à une approche qui subordonne les disciplines scientifiques à la formation professionnelle (médecine, pharmacie, ingénierie, etc.) et soucieux de défendre la science pure, Liebig s'attache à la formation de futurs chercheurs par un travail de laboratoire quotidien et intensif. À l'époque où les facultés de sciences en France offrent une formation ex cathedra pour les futurs enseignants du secondaire, Liebig, nommé à une chaire de l'université de Giessen au milieu des années 1820, introduit une instruction de laboratoire au cours de laquelle les étudiants pratiquent la chimie pendant huit heures par jour. L'objectif de cette formation n'est pas tant d'étendre les applications de la chimie que d'étudier en profondeur les fondations de cette discipline et de développer la créativité. Cette méthode d'enseignement, qui voit la science comme un processus d'investigation plutôt que comme une série de principes à inculquer, est étroitement liée à la tradition des wissenschaftliche Seminare, séminaires scientifiques qui, à la fin du XVIIIe siècle, étaient le véritable berceau des futurs scientifiques. Ces séminaires, dans lesquels étudiants et professeurs évoquaient leurs travaux de recherche, avaient pour ambition de former les professeurs du secondaire comme des chercheurs en herbe. Par exemple, le séminaire de Königsberg, entrepris par le mathématicien Karl Jacobi et poursuivi par le physicien Franz Neumann, sert de modèle à de nombreuses universités.

Le développement de la formation de laboratoire donne lieu à un certain nombre de changements majeurs dans la manière de pratiquer la science. En plus de l'armoire contenant les instruments nécessaires à la démonstration des expériences sur la tribune de la salle de conférences, il devient nécessaire d'équiper des laboratoires où les élèves puissent apprendre non seulement le maniement des instruments, mais aussi les pratiques associées à cette discipline, ses normes scientifiques et les méthodes pour estimer l'erreur de mesure. Cela provoque des modifications dans la production des instruments scientifiques: ils doivent non seulement être fabriqués en grande quantité mais aussi répondre aux critères de fiabilité et de facilité de manipulation, indépendamment des considérations esthétiques.

Une fois incluse dans les responsabilités des professeurs, la recherche devient une exigence essentielle pour occuper un poste à l'université et progresser dans cette carrière. Un corollaire de ce développement — ses défenseurs inconditionnels diraient un prérequis — est la très grande liberté de choix laissée au professeur concernant le sujet de recherche et les méthodes utilisées. Les étudiants ont eux aussi une grande liberté: aucun programme prédéterminé ne leur est imposé, ils sont libres de suivre les cours et de travailler avec les professeurs de leur choix. Ce système, combinant contrainte et flexibilité, est responsable de la haute réputation des universités allemandes au XIXe siècle.

Le tandem enseignement-recherche, qui se répand graduellement dans les autres pays, a des répercussions sur le développement de la science. Par exemple, c'est en composant un traité de chimie générale à l'usage de ses élèves que Mendeleïey, professeur à l'université de Saint-Pétersbourg, décide de classifier les éléments chimiques et que, en 1869, il crée la table périodique. Les traités et les manuels, qui font la passerelle entre recherche et enseignement, sont un véhicule essentiel pour la diffusion du savoir au XIX^e siècle. Produits de la recherche, ils constituent une manière particulière de conserver les résultats en fixant et présentant la connaissance sous une forme plus facile à comprendre et à mémoriser. Ils sont de ce fait d'une grande utilité quand il s'agit d'assimiler une discipline, pour les étudiants comme pour les professeurs. Les manuels, qui plus est, sont par leur nature même destinés à former les nouvelles recrues d'une armée de scientifiques, qui occuperont plus tard les postes des académies ou de l'industrie. Ils sont donc d'une importance capitale pour le processus de professionnalisation caractéristique de cette période.

Tout comme les laboratoires de Paris attiraient les érudits et les étudiants de toute l'Europe dans les premières décennies du siècle, de même les universités allemandes — avec leurs laboratoires, leurs instituts de recherche et leurs séminaires — deviennent le lieu où sont formés et réunis les jeunes de tous les pays, désireux de compléter leur éducation universitaire et de la conclure par un doctorat. Dans le premier quart du XIX^e siècle, l'École polytechnique influence toute une génération de scientifiques et sert largement de modèle pour l'organisation de l'éducation technique supérieure.

404 DE 1789 À 1914

Désormais, dans la seconde moitié du siècle, c'est au tour du système universitaire allemand de servir de modèle à de nombreux pays pour l'organisation d'institutions d'éducation supérieure, tout d'abord en Europe centrale et orientale, puis aux États-Unis. Un bon exemple est l'université John Hopkins fondée à Baltimore en 1876, qui fait de la recherche basique le cheval de bataille de son programme d'études avancées. Ce n'est qu'à la fin du siècle que les réformes introduites par la troisième République en France offrent aux universités davantage de ressources et de liberté, tout en encourageant les liens avec les forces économiques locales. À Paris comme à Londres, le modèle allemand est cité en exemple pour demander aux gouvernements de fournir des laboratoires et des fonds pour la recherche.

Le système des facultés, chaires et instituts, propre aux universités européennes, donne lieu à des problèmes de démarcation et n'est pas toujours bien adapté au rythme incessant des progrès scientifiques au XIX^e siècle, progrès qui entraînent la spécialisation et la différenciation des disciplines. C'est pourquoi les *graduate schools*, qui opèrent indépendamment des collèges du premier cycle et qui conservent leur place dans le système de recherche américain actuel, se révèlent plus flexibles que les universités européennes et plus capables d'entreprendre des recherches de pointe ou interdisciplinaires. Aussi, de nouvelles tendances, comme l'approche physico-chimique des phénomènes biologiques ou les domaines connus sous le nom de « sciences industrielles » ne parviennent, à la fin du siècle, que difficilement à des progrès permanents dans le cadre du système universitaire.

Les observatoires jouent un rôle croissant dans l'organisation de la recherche. En 1832, on n'en trouve aucun aux États-Unis; cinquante ans plus tard, on en compte 144 sur l'ensemble du pays. En Russie, sous le règne de Nicolas I^{er}, le ministère de l'Éducation publique établit en 1839, près de Saint-Pétersbourg, l'observatoire de Pulkovo, qui devient le grand centre de l'astronomie en Russie grâce à son directeur, Wilhelm von Struve, l'un des plus grands astronomes de son temps, qui prend soin d'équiper l'observatoire avec le plus puissant télescope de l'époque.

Indépendamment de la réputation de l'institution, la recherche scientifique est également très fortement influencée par les *stimuli* que sont les scientifiques prestigieux locaux, les « grands noms » des professeurs et leurs assistants. Par exemple, William Thomson, anobli sous le titre de lord Kelvin en récompense de ses travaux scientifiques, joue un rôle capital à Glasgow, où il fait travailler ses étudiants dans le laboratoire de l'université sur les problèmes électriques posés par la pose de câbles sous-marins. De manière similaire, des « écoles de recherche », c'est-à-dire des groupes de chercheurs rassemblés et formés sous la direction d'un scientifique et spécialisés dans un champ d'investigation particulier ou dans un programme de recherche, se multiplient en Europe. Après les recherches de Maxwell, cela devient

une tradition en Angleterre dans le domaine de l'électricité. En Allemagne, une prolifique école de physiologie se forme autour de Johannes Müller, du Bois-Reymond et Helmholtz, attirant des jeunes étudiants de toute l'Europe. D'autres exemples sont l'école de chimie physique menée par Arrhenius, Angström et Waage en Suède, à la fin du XIXe siècle, et celle de la science des sols en Russie sous l'influence de Dokoutchaïev. Les historiens de la science, attentifs aux différences entre ces écoles de recherche, soulignent que chacune a ses propres méthodes et sa manière de conduire les recherches, de telle sorte que la connaissance et les compétences ne sont pas trouvées dans les livres, mais acquises in situ, dans le travail de laboratoire au quotidien. Chacun est disposé différemment et possède sa propre organisation de l'espace, sa hiérarchie entre étudiants et élèves au sein de l'équipe, et ses relations avec le monde extérieur, avec les autres communautés scientifiques, avec les ingénieurs, techniciens et agronomes. Ces différents «styles» de recherche, qui à l'époque sont souvent attribués à des caractéristiques nationales, sont aujourd'hui considérés comme des traditions locales émanant de la manière dont est organisé le travail.

Il est toujours difficile d'évaluer le rôle que joue l'organisation de la recherche dans la suprématie scientifique de la France au début du XIX^e siècle, de la Grande-Bretagne au milieu du siècle et de l'Allemagne à la fin du siècle. Chaque pays suit une voie différente, mais, au tournant du siècle, presque chaque État d'Europe a son propre domaine de recherche scientifique, lequel présente des règles établies par ses membres les plus influents, un système d'études défini avec précision et des activités de recherche réalisées dans toutes les contrées du savoir.

La recherche pure et la recherche appliquée

Si, d'une manière générale, la recherche universitaire est consacrée à la science pour le seul intérêt de la science, ce principe n'est pas appliqué uniformément dans tous les pays. La mobilisation des chimistes et physiciens français lors de la Révolution française à la fin du XVIII^e siècle révèle le potentiel économique et militaire de la science dans la situation extrême d'un état de guerre. Lorsque la paix est restaurée, les physiciens et chimistes n'ont aucune difficulté à présenter leurs disciplines comme des prérequis indispensables au progrès technique. L'argument de l'utilité — «l'industrie est l'enfant de la science» — est invoqué par les académies pour réclamer des laboratoires, des chaires, des postes et des fonds. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, cette assertion est, il faut bien le dire, essentiellement rhétorique: les industries dominantes, la métallurgie, la machine à vapeur, l'industrie textile et la chimie de la soude et de l'acide sulfurique, ne doivent

406 DE 1789 À 1914

pas grand-chose aux découvertes des scientifiques académiques. C'est lorsque les méthodes élaborées en laboratoire — analyse, contrôle, purification et normalisation — commencent à être utilisées dans la production industrielle, aux alentours des années 1840, avec les engrais chimiques mis au point par Liebig et d'autres, puis les teintures chimiques et le télégraphe électrique, que la distinction entre science pure et science appliquée commence à prendre toute sa signification.

En termes pratiques, cependant, la distinction entre science pure et science appliquée est moins visible dans les laboratoires que dans les déclarations officielles. Par exemple, la discipline nouvelle de la microbiologie naît des travaux de Pasteur sur la fermentation de la bière, sur le choléra des poules, sur l'anthrax et sur la rage. Inversement, la recherche théorique de physique, avec l'étude des rayons cathodiques, conduit à la découverte des rayons X, qui trouvent immédiatement un usage médical. Le laboratoire Cavendish offre un bon exemple de la manière dont les activités scientifiques et techniques peuvent se soutenir mutuellement. Il est établi avec des fonds privés à l'université de Cambridge en 1872, sous la direction de J. C. Maxwell, et se spécialise dans l'étude des phénomènes électriques. On y réalise des travaux théoriques sur l'électromagnétisme, parallèlement à la mise au point d'instruments de la plus haute précision; on y étudie également les caractéristiques électriques des câbles télégraphiques et d'autres sujets similaires. Toutes les recherches sont étroitement liées entre elles, que ce soit pour la compréhension des phénomènes impliqués ou pour les méthodes expérimentales employées. La saga de la pose du premier câble télégraphique transatlantique symbolise cette alliance entre la science, la technique et les intérêts politiques ou commerciaux de l'Empire britannique.

Les relations entre recherche pure et recherche appliquée ne constituent pas un processus à sens unique. La science profite considérablement du progrès industriel, en particulier de la disponibilité de produits chimiques de plus en plus purs et des avancées de l'ingénierie de précision, qui augmentent grandement la performance des instruments.

En conséquence, un certain nombre de sociétés scientifiques — d'abord dans le domaine de la chimie, puis dans ceux de la physique et de l'électricité — prennent des mesures pour établir des liens étroits entre les cercles académiques et industriels ou administratifs, afin de promouvoir les échanges d'information.

En dernier recours, ce qui distingue clairement la recherche académique de la recherche industrielle est la manière dont les résultats sont connus: tandis que les résultats de la recherche scientifique pure sont largement publiés, les découvertes de la recherche industrielle sont protégées par des brevets. Dans le même temps, on constate une certaine unité des méthodes,

des simples tests et contrôles effectués en usine jusqu'aux recherches théoriques de la physique les plus abstruses.

À la fin du XIX^e siècle, l'époque où le chercheur solitaire travaillait à ses propres projets est révolue; l'augmentation de la complexité de l'équipement et des instruments impose une division du travail et un soutien financier substantiel, souvent lié à l'intérêt industriel ou militaire. Cette situation devait nécessairement conduire à l'implication directe des autorités publiques.

Au service de l'industrie et de l'État

Dès les années 1820, certains scientifiques, comme Charles Babbage dans Reflections on the decline of science and on some of its causes (Londres, 1830), commencent à réclamer de l'État qu'il subventionne la science. La raison invoquée n'est pas tant la volonté d'améliorer le sort de l'humanité que de supprimer les obstacles au progrès industriel. À cette époque, la recherche n'exige que des ressources modestes, ne couvrant qu'une infime partie d'un budget national. Pourtant, jusqu'à la fin du siècle, aucune autorité publique ne montre de véritable volonté de financer la recherche, si ce n'est par le biais du budget accordé aux universités dans les pays où l'éducation supérieure est financée par l'État. Si l'on prend le cas de l'Allemagne, que l'on considère comme un pays ayant «investi» très tôt dans la recherche scientifique, on observe qu'entre 1850 et 1914, la dépense totale du Reich et des États fédérés consacrée à la science et à la technique n'excède jamais 1,8% du budget total, financement des universités compris. Dans ce total, la dépense technique et scientifique en dehors du cadre universitaire est pratiquement multipliée par 10, passant de 1,4% en 1850 à 11% en 1914. En termes absolus, le total de 1914 est 150 fois celui de 1850 (10,7 millions de marks contre 62 000). Cette augmentation est substantielle, mais, d'une manière générale, le budget de la recherche reste modeste. Il faut reconnaître que la plupart des progrès techniques aux XVIIIe et XIXe siècles ne sont absolument pas liés à la découverte des principes scientifiques qu'ils impliquent, et, dans de nombreux cas, le temps écoulé entre une découverte fondamentale et son application est bien trop long pour inciter les gouvernements à prendre la recherche sous leur aile. Les considérations de profit à court terme sont la règle dans tous les domaines reconnus d'intérêt national, y compris la médecine tropicale, une spécialité adoptée par les pouvoirs coloniaux.

Par ailleurs, les industriels commencent à s'intéresser à la recherche et à investir dans des projets à long terme. C'est en Allemagne et aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle que commencent à apparaître des laboratoires installés dans des usines des secteurs chimique et électrique, fortement dépendants de la recherche. Chez Siemens, Bayer et BASF (Badische Anilin und Soda Fabrik), ce sont de

véritables laboratoires de recherche et non pas de simples centres de tests et de contrôles. Avec de nouvelles sources de financement, de nouvelles bases institutionnelles et de nouvelles priorités, une ligne directrice pour l'organisation de la recherche commence à prendre forme. Les travaux de recherche dans ces laboratoires sont collectifs et orientés vers un objectif, et l'invention est, pour ainsi dire, programmée. Dans le laboratoire de Menlo-Park fondé par Thomas Edison, des physiciens, des chimistes, des ingénieurs et des confectionneurs d'instruments travaillent de concert. Peu après, General Electric installe des laboratoires dans ses usines. Des travaux sur les ampoules de lampes à incandescence conduisent à la découverte de l'effet thermoïonique fondamental de la diode, qui joue par la suite un rôle fondamental dans la radiotélégraphie. La recherche industrielle s'avère ainsi fructueuse, mais elle implique une part de risque, puisque l'investissement est élevé et la période d'attente parfois très longue: trente dures années de recherches difficiles s'écoulent entre la découverte de la structure du benzène en 1865 et la commercialisation de l'indigo synthétique, quarante ans entre la découverte de l'induction électromagnétique et la manufacture de la dynamo.

Lorsque ces laboratoires de recherche industrielle se répandent au début du XX^e siècle, ils se mettent à absorber un nombre toujours croissant de diplômés issus chaque année de l'éducation supérieure. Pour les jeunes gens que n'intéresse pas une carrière universitaire ou l'enseignement secondaire, l'industrie offre des emplois bien rémunérés. Par exemple, le nombre de chimistes qualifiés dans l'industrie chimique allemande moderne passe de 10 en 1870 (soit 0,2% des employés) à 781 en 1913 (soit 2,7% des employés). Au cours de la même période, le nombre de chimistes occupant des postes à l'université ou dans des écoles techniques supérieures diminue en termes relatifs: plus élevé que celui des chimistes industriels en 1875 (74 chimistes dans les universités et 29 dans l'industrie), il est inférieur en 1890 (respectivement 124 et 207), et son déclin relatif continue jusqu'en 1910 (360 et 651).

Au fur et à mesure que se développent les liens entre l'université et l'industrie, les « grands noms » de la recherche utilisent l'essor des industries « scientifiques » comme argument pour convaincre l'État de l'importance de la recherche et de la nécessité de la subventionner. Cette collaboration, qui devient financièrement incontournable pour la recherche, est également bénéfique pour l'industrie qui a besoin de normes et de processus de mesure et de contrôle reconnus dans tous les pays. Pour comparer la puissance de deux dynamos, l'une à Berlin et l'autre à Paris, il fallait des instruments de mesure normalisés. Sans processus de mesure pour permettre la comparaison à longue distance, la seule manière de comparer deux machines ou systèmes d'éclairage électrique était de les installer côte à côte en un même endroit. De fait, l'un des principaux objectifs des nombreuses expositions internationales

de la fin du siècle était de confronter les différents systèmes et instruments techniques de plusieurs pays. Le Bureau international des poids et mesures est établi en 1875 par une convention internationale précisément dans le but d'établir des normes pour les laboratoires, en particulier pour la mesure de la longueur et de la température. Les enjeux industriels sont bien plus élevés en ce qui concerne les normes électriques et aucun pays n'acceptait de se laisser imposer le monopole d'un autre pays. Sous la pression des communautés scientifiques, avec les physiciens en première ligne, l'Allemagne, l'Angleterre et les États-Unis fondent des instituts nationaux de recherche physique et technique: le Physikalisch-Technische Reichsanstalt est fondé à Berlin en 1887, le National Physical Laboratory à Londres en 1889, tandis que le gouvernement des États-Unis fonde le National Bureau of Standards à Washington en 1901. Un projet similaire est proposé au Japon avant la Première Guerre mondiale et se concrétise en 1917 par le National Physical and Chemical Institute. La tâche de ces organismes est d'établir des normes, d'étalonner les instruments scientifiques, d'analyser les matériels pour les universités et pour les industries, ainsi que de réaliser toutes les recherches nécessaires pour l'accomplissement de ces missions. Si ces recherches sont l'un des moyens par lesquels les bureaucraties de l'État peuvent réguler les activités industrielles et commerciales, cela leur permet également, en dehors des activités de test et d'analyse, de consacrer une certaine part de leurs efforts aux sciences fondamentales.

Avec la multiplication rapide des domaines de recherche et les exigences élevées qui sont imposées aux chercheurs, l'université apparaît de moins en moins comme un environnement idéal de recherche à cause du temps et de l'énergie que requiert l'enseignement. Le soutien financier, privé ou industriel, est fréquemment mis en avant pour compenser ce qui est perçu comme un manque d'intervention de l'État. L'Institut Pasteur, fondé à Paris en 1888, et le Physikalisch-Technische Reichsanstalt de Berlin sont les produits, respectivement, des contributions publiques et de la générosité de l'industriel Werner von Siemens. Ernest Solvay, riche magnat belge, fonde plusieurs instituts spécialisés et organise à Bruxelles, au début de l'année 1911, une série de congrès sur les aspects les plus fondamentaux de la physique et de la chimie. C'est principalement aux États-Unis qu'apparaît une tradition de fondations philanthropiques très prometteuse. Les sciences pures n'ont qu'un centre, la Smithsonian Institution, fondation privée établie en 1846 et dirigée pendant de nombreuses années par un scientifique à la réputation internationale, le physicien Joseph Henry. En 1901, c'est le multimillionnaire Andrew Carnegie (illustration 87), et non le gouvernement fédéral, qui crée à Washington une institution consacrée exclusivement à la recherche et libre de tout devoir d'enseignement. Immédiatement, les cercles scientifiques influents en Allemagne proposent la création d'un organisme

similaire et obtiennent satisfaction, en 1911, avec la fondation de la Kaiser Willhelm Gesellschaft (aujourd'hui connue sous le nom d'Institut Max-Planck). Comprenant plusieurs instituts de recherche, cet organisme est financé par le secteur privé (industrie et banques); bien que l'État n'ait rien fourni de plus que le site et la bénédiction de l'empereur, cette fondation marque une étape importante de la reconnaissance par les autorités publiques de l'importance des recherches scientifiques pour le bien-être et la sécurité de la nation. Pour ceux qui soutiennent ce projet, l'armée et la science sont les deux piliers de la puissance allemande. La rivalité de l'Allemagne avec les États-Unis et les intérêts stratégiques de l'Allemagne exigent que des conditions optimales soient fournies, faute de quoi la patrie risquerait d'être affaiblie. Il ne faut pas oublier que la compétition est un facteur puissant qui détermine l'organisation et les centres d'intérêt de la recherche et qui contribue à son évolution vers une nature internationale.

La communauté scientifique internationale

Dans les premières années du XIX^e siècle, les scientifiques montrent un sentiment d'appartenance à une communauté transcendant les frontières nationales. Lorsque le nationalisme resserre sa prise sur l'Europe, toutefois, de nouvelles formes de relations internationales apparaissent dans la communauté scientifique.

Bien que le français et le latin, jadis langues communes des sciences, aient laissé place à la variété des langues nationales, les traditions de communication et de collaboration entre scientifiques sont maintenues tout au long du XIX^e siècle, tirant bon parti des progrès techniques qui rendent les voyages et les communications plus rapides et moins chers. Après des années d'étude et de recherche auprès de professeurs célèbres, les jeunes diplômés retournent dans leur pays avec non seulement la connaissance qu'ils ont acquise, mais aussi une manière de voir et d'agir différente. Cela aide la diffusion d'écoles de pensée et de méthodes au-delà des frontières nationales.

Les contacts fréquents de ce type et les réseaux de coopération qui se forment parfois dans leur sillage permettent à la communauté scientifique internationale de tenir bon et de se défendre à une époque où les rivalités entre les puissances auraient pu la menacer. Mais d'autres facteurs font une contribution plus directe à l'internationalisation de la science : la division du travail dans le domaine de la recherche et le désir d'efficacité résultent en une planification des travaux de recherche comme entreprise très organisée. Indépendamment des exigences spécifiques de certaines disciplines — comme la météorologie et l'astrologie, qui requièrent des observations simultanées —, c'est le besoin de rationaliser les efforts, de mobiliser les chercheurs les plus qualifiés et de

réduire les coûts qui cause la division du travail par-delà les frontières nationales et qui conduit à la création de congrès et d'associations scientifiques internationales dont le nombre augmente constamment — doublant tous les huit ans — de 1860 à la veille de la Première Guerre mondiale.

Dans un contexte où des unités de mesure, une terminologie et des normes uniformes sont perçues comme des conditions préalables majeures pour le progrès scientifique, des rassemblements internationaux apparaissent comme essentiels pour s'accorder au niveau international sur la terminologie appropriée à chaque discipline scientifique, ainsi que sur les instruments et méthodes de recherche. Le XVIIIe siècle avait déjà donné la première impulsion au processus de collaboration internationale en astronomie: les études du déplacement de Vénus autour du soleil en 1761 et 1769 avaient nécessité la comparaison d'un grand nombre d'observations réalisées en différentes parties du monde. Cela avait été un acte isolé, sans organisation centralisée. L'étude du magnétisme de la Terre, lancée dans les années 1830 par le mathématicien et physicien allemand Carl Friedrich Gauss, est bien plus ambitieuse : elle implique l'établissement à long terme d'un réseau international d'observateurs, chacun prenant des mesures de la même manière avec des instruments identiques afin d'envoyer ensuite ses observations à l'observatoire de Göttingen pour enregistrement et comparaison. La production d'une carte photographique du ciel, entreprise en 1889, l'établissement d'unions internationales de météorologie et de télégraphie et la compilation de listes bibliographiques détaillées attestent de ce nouveau type de coopération internationale. Certains de ces projets scientifiques internationaux disparaissent lorsque éclate la Première Guerre mondiale.

Les négociations se révèlent parfois difficiles. Par exemple, la normalisation des unités en électricité, commencée lors du premier Congrès international de l'électricité en 1881, demandera encore vingt-cinq ans et trois congrès supplémentaires (à Chicago en 1893, à Saint-Louis en 1904 et à Londres en 1908) avant de parvenir à un accord. À la suite du conflit franco-prussien de 1870–1871, de nombreux scientifiques français ont du mal à réconcilier l'idéal d'une science internationale avec leur propre hostilité envers les Allemands. Lorsqu'il déclare que la science ne connaît pas de frontières mais que les scientifiques, individuellement, ont des allégeances nationales, Louis Pasteur trouve une formule de compromis acceptable. Malgré les obstacles de la fierté nationale et de la rivalité économique, la recherche devient une entreprise de coopération internationale mue par une force motrice propre et agissant indépendamment des sentiments patriotiques que les scientifiques peuvent éprouver à l'égard des nations de leurs confrères.

Cette unité de motivation de la part de la communauté scientifique internationale trouve sa meilleure illustration dans les prix Nobel: institués en 1895 par Alfred Nobel (*illustration 88*), inventeur de la dynamite et

vendeur d'explosifs d'une richesse fabuleuse, le prix Nobel est accordé à partir de 1901 aux scientifiques qui rendent le plus grand service à l'humanité par leurs recherches et découvertes en physique, chimie et médecine. Seul un large consensus sur les critères d'excellence, et par la suite sur les principes et standards de la recherche scientifique, peut expliquer le succès de cette entreprise, ainsi que la reconnaissance et le succès qu'elle connaît encore aujourd'hui.

Les événements révèlent bientôt que la science, qui se flattait d'être internationale et pacifique, est aussi une arme qui occupe une place permanente dans l'arsenal des pouvoirs nationaux. La Première Guerre mondiale aurait été finie en 1915, faute de munitions, si la recherche en chimie organique n'avait pas libéré l'Allemagne de sa dépendance aux importations de salpêtre, matière première indispensable pour la manufacture d'explosifs. Dans tous les pays belligérants, la recherche et, bien sûr, les chercheurs sont mobilisés pour l'effort de guerre. Les gouvernements réalisent enfin l'importance stratégique en termes à la fois économiques et militaires de la recherche scientifique, par la suite considérée comme une affaire d'État.

Pourtant, même avant la guerre, la science provoque une mobilisation à l'échelle mondiale. Comment la communauté scientifique internationale qui prend forme en Europe est-elle capable d'étendre son réseau au monde entier? Dans certains pays comme le Canada, l'Australie et le Japon, ainsi qu'aux États-Unis pour certaines disciplines, c'est la tendance des penseurs formés dans les universités et laboratoires européens de parcourir le monde et de s'installer à l'étranger qui est à la source de la création de centres de recherche. Ces universitaires globe-trotters apportent les traditions des laboratoires de Berlin, Édimbourg et Cambridge jusqu'à Montréal ou Tōkyō. Ils envoient leurs propres élèves terminer leur formation dans ces universités européennes, tout en essayant de rendre les universités locales réceptives aux besoins de la recherche. Ils mettent également en place des structures institutionnelles favorables à la formation de nouvelles communautés scientifiques nationales en créant des doctorats, des bourses pour les études à l'étranger dans l'éducation supérieure et des sociétés scientifiques sur le modèle de la British Association for the Advancement of Science.

Dans de nombreux endroits, ces institutions participent activement à la vie locale. C'est le cas de la Société mexicaine d'histoire naturelle (Sociedad Mexicana de Historia Natural), fondée en 1868, et de la Société géographique de Lima (Sociedad Geográfica de Lima), créée en 1888 et active à partir de 1891. Ces institutions encouragent les débats sur les problèmes sociaux posés par les vagues d'immigration successives vers des pays comme l'Argentine ou le Brésil, ou par la difficulté d'intégrer les peuples autochtones, particulièrement au Mexique et dans la région des Andes. Le Brésil est un cas particulier dans la mesure où c'est par la volonté d'un prince, Pierre II,

qui dirige l'empire du Brésil pendant près de cinquante ans, que s'établit un réseau scientifique embryonnaire. Souverain relativement tolérant, Pierre II est membre de plusieurs académies internationales. Portant un grand intérêt à la science, il recherche des scientifiques éminents dans les congrès scientifiques et visite des laboratoires et des centres de recherche de par le monde. Son but avoué est d'élever son pays au niveau du développement scientifique de l'Europe. Il commence par restaurer dans le palais royal l'Institut historique et géographique du Brésil (Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro), fondé en 1838 sous les auspices de la Société pour la promotion de l'industrie nationale (Sociedade Auxiliadora da Indústria Nacional) et lui fait des dons généreux en argent, livres, documents rares et collections, sans oublier les dons et prix variés accordés pour encourager la recherche. L'empereur participe régulièrement aux réunions scientifiques, qu'il préside presque toujours, et invite la cour à y assister également. Toutefois, il faut reconnaître que la passion d'un monarque n'est pas suffisante pour former une élite ou développer une tradition scientifique au sein d'un pays.

Pour l'essentiel, les associations établies loin des centres scientifiques occidentaux combinent les deux fonctions de recherche et de diffusion de la science occidentale. Tel est le cas, par exemple, de l'Académie des sciences d'Istanbul (ou «Conseil du savoir», Enjümen-i dānïsh), fondée en 1851 pour encourager la science et la littérature, ou de la Société scientifique ottomane (Jem 'īyet-i 'ilmīye-i 'osmānīye), créée en 1861 avec un double objectif: publier, traduire et diffuser les travaux de la science moderne et faire paraître le premier périodique scientifique turc. L'Institut égyptien (Al-Maʿhad al-misrī), établi en 1859, publie un bulletin et compte des Égyptiens et des Européens parmi ses membres. Si le seul objectif de la Société scientifique égyptienne (Al-Jamʿīya al-ʿilmīya al-misrīya) est la traduction et la diffusion de textes scientifiques, la Société géographique khédiviale (Al-Jamʿīya al-jughrāfīya al-khidīwīya) a pour but de promouvoir les études ethnographiques et géographiques en Afrique.

La manière occidentale de percevoir le monde naturel et d'agir sur lui est ainsi largement disséminée et enracinée dans d'autres civilisations en même temps que les pays d'Europe, au fur et à mesure de l'industrialisation, imposent leur supériorité économique et militaire. L'expansion coloniale ouvre un vaste territoire à la recherche scientifique: des pays éloignés sont tout d'abord regardés comme simples objets d'investigation pour des domaines tels que la botanique, la zoologie, la géologie, la géographie et l'ethnologie. Ce n'est que plus tard que certaines colonies élaborent leur propre enseignement et, par la suite, leurs activités de recherche, suivant les lignes directrices de la métropole. Un jardin botanique ou un hôpital-laboratoire sert à la fois les intérêts matériels des puissances coloniales et la poursuite d'objectifs purement intellectuels. Partie intégrante du processus

414 DE 1789 À 1914

de conquête coloniale, la science occidentale fait contrepoids au système mercantile tout en aidant à justifier la supériorité proclamée de l'Occident. Les empires français, allemand, britannique, danois et américain produisent des corps de scientifiques coloniaux de forces variées. Dans la plupart des pays colonisés, les établissements scientifiques qui reçoivent la priorité sont ceux qui sont nécessaires aux services responsables d'inventorier les ressources géologiques, botaniques et géographiques locales. Les survey of India et geological survey of India, par exemple, sont des points forts du développement de la science indienne mais, d'une manière générale, les efforts restent ad hoc et sporadiques. Étant donné que les projets scientifiques sont financés principalement au niveau provincial, ils concernent bien souvent les sciences appliquées.

En Amérique du Sud, l'établissement des observatoires est un élément capital dans la création d'organismes, de musées et d'institutions scientifiques officiels. L'observatoire de Santiago du Chili ouvre en 1852 sous la direction de l'astronome allemand Moesta. Cependant, l'observatoire mis en place au Mexique à partir de 1877 ne fait pas réellement partie d'un organisme scientifique, mais appartient plutôt à l'Inspection des routes du ministère des Travaux publics.

La santé est un autre des domaines scientifiques favoris hors de l'Europe. Le réseau des instituts Pasteur à l'étranger, établi à la fin du XIX^e siècle avec le soutien d'associations caritatives, comprend une trentaine d'institutions, y compris celles d'Asie et d'Afrique. La maison mère de Paris semble néanmoins laisser un grand degré d'autonomie à ses filiales. Une réunion des directeurs de tous les instituts se tient une fois par an dans l'un d'entre eux, et bientôt apparaissent entre les différents établissements des échanges directs ne passant pas forcément par la direction de Paris.

Les jardins botaniques sont un autre moyen par lequel se forment des réseaux scientifiques couvrant le monde entier. La création de jardins avec des visées plus larges que le simple objectif de fournir des plantes médicinales est caractéristique du XVIII^e siècle, un exemple célèbre étant le Jardin de Pamplemousse de l'île Maurice. Cette tendance continue tout au long du XIX^e siècle, comme en témoigne le jardin de Santiago du Chili, créé en 1887 sous la supervision du naturaliste allemand Rudolfo Philippi. Le XIX^e siècle est également témoin de l'établissement de réseaux de sciences naturelles regroupant les musées d'histoire naturelle et les institutions botaniques pour l'échange de spécimens et le transfert et l'acclimatation des plantes. Au cours de la période coloniale, les jardins botaniques royaux de Kew entretiennent des échanges et une correspondance vivaces avec leurs succursales de Bombay, Madras, Calcutta, la Jamaïque, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Maurice, Natal, la Côte-de-l'Or et Victoria. Généralement (et surtout en Inde), les botanistes locaux sont limités à la collecte des plantes. Ainsi, la

science coloniale observe une sorte de division hiérarchique dans laquelle le travail empirique est laissé aux scientifiques autochtones, tandis que le travail théorique est entrepris dans les grandes capitales européennes.

Dans tous les pays à la périphérie des grands centres européens ou américains, le potentiel scientifique reste faible, sauf dans le domaine des mathématiques qui requièrent peu d'investissements. Partout, le développement est rattaché à la nation mère colonisatrice. À la fin du XIX^e siècle, les politiques scientifiques se centrent essentiellement sur les traductions des travaux scientifiques majeurs publiés en Europe. Malgré plusieurs controverses entre scientifiques locaux et européens, comme celle qui se produit au Mexique au début du XIX^e siècle au sujet de la nomenclature binaire de Linné et de la chimie moderne, la science occidentale s'établit trop souvent dans les colonies en rejetant ou en discréditant les cultures locales et leurs pratiques traditionnelles.

La conquête de continents entiers et de divers peuples par la science passe par toute une batterie de slogans exaltant les bénéfices des progrès scientifiques et techniques. Elle fait également appel à des campagnes d'information actives visant à éveiller l'intérêt du public, et les mécanismes nécessaires pour permettre tout cela sont eux aussi inventés au XIX^e siècle.

LA VULGARISATION DE LA CONNAISSANCE

La professionnalisation de la science au cours du XIX^e siècle, qui s'étend à la fin du siècle à l'ensemble des humanités, modifie profondément les fondations sociales de la connaissance. Au XVIIIe siècle, la science fait encore partie de la culture générale de la bonne société: on suit ses progrès, on en discute, on en débat, et elle est particulièrement appréciée comme source de divertissement sous la forme d'expériences spectaculaires impliquant l'électricité et la chimie. Certains nobles, pour satisfaire leur curiosité scientifique, assistent à des conférences et à des démonstrations publiques ou même équipent leur foyer d'un bureau pour y faire des expériences de physique ou d'une collection d'histoire naturelle. Qu'ils soient simples curieux ou chercheurs assidus de la vérité, ces «amateurs» de la science, trait familier de la société au XVIIIe siècle, disparaissent pratiquement au XIXe siècle. Leur statut n'est reconnu — comme il l'est aujourd'hui encore — que dans certaines disciplines exigeant une vaste quantité d'informations, telles que l'astrométrie, les sciences naturelles, la botanique et l'entomologie. Toutefois, comme nous l'avons déjà vu, la concentration de l'activité scientifique dans des institutions reconnues officiellement marginalise, voire discrédite, le chercheur individuel, autodidacte ou non rémunéré, qu'il agisse seul ou au sein d'un petit groupe local.

Cette évolution implique-t-elle que la science se referme sur elle-même au XIXe siècle? La réponse est non, car un processus de diffusion prend place aux côtés de celui de professionnalisation, étendant graduellement l'audience de la science. Les quelques amateurs éclairés du XVIII^e siècle, qui ne comptaient peut-être que quelques centaines d'individus, sont remplacés par les milliers de lecteurs de livres, revues et magazines scientifiques plus accessibles. Ce nouveau phénomène, typique du XIX^e siècle, est la vulgarisation, la distribution massive de la connaissance. Il ne semble pas y avoir de limites à la production d'ouvrages de vulgarisation scientifique, de science en s'amusant, de science pour les femmes, de science pour les enfants, de science pour les classes oisives, de science et de culture pour tous les goûts, pour tous les niveaux de la société, pour toutes les poches, et autres ouvrages que l'on peut lire, feuilleter, regarder ou écouter. Les amoureux de la science et de la culture deviennent des consommateurs de ces produits offerts par un nouveau secteur d'activité: celui de la vulgarisation. Étudions maintenant les causes de ce phénomène de masse qui se répand dans tous les pays d'Europe et dans leurs colonies éloignées, faisant de Pasteur une célébrité mondiale et de la science une idole, un fétiche et une marchandise.

Des intérêts convergents

L'essor de la vulgarisation scientifique est le produit d'une combinaison de facteurs scientifiques, techniques, sociaux et philosophiques. Ce processus commence au début du XIXe siècle à une époque où la communauté scientifique fait des efforts pour élargir sa base sociale et encourager les échanges d'idées. En Allemagne, par exemple, la diffusion de la science reçoit une forte impulsion de la personnalité d'Alexander von Humboldt, scientifique célèbre et populaire. La Société des naturalistes et médecins allemands (Gesellschaft Deutscher Naturforscher und Ärzte) décide d'organiser une réunion des scientifiques et docteurs chaque année à un endroit différent, et publie un journal, Die Naturwissenschaften (Les Sciences naturelles). Le succès est si grand qu'un soutien financier est obtenu du gouvernement prussien. En 1831, la British Association for the Advancement of Science est fondée avec l'objectif suivant: apporter un soutien et un guidage plus systématiques à la science, éliminer les obstacles au progrès, promouvoir les échanges mutuels parmi ceux qui pratiquent la science et correspondre avec les penseurs étrangers. L'association organise des conférences annuelles d'une semaine dans diverses régions et encourage l'étude de la science en ouvrant des bibliothèques. En France, l'Académie des sciences, institution scientifique majeure incarnant la science dans son aspect le plus élitiste

et le plus officiel, commence timidement à s'ouvrir au grand public. Malgré l'opposition de la plupart de ses collègues, François Arago, physicien et astronome élu secrétaire perpétuel de la section des mathématiques de l'Académie des sciences en 1830, décide d'ouvrir aux journalistes les réunions hebdomadaires et fournit une salle dans laquelle ils peuvent, après la réunion, examiner les documents qui ont été lus. Mieux encore, en 1835, il décide que l'Académie publiera dorénavant des comptes rendus de ses réunions. Ces Comptes rendus hebdomadaires des séances de l'Académie des sciences, qui paraissent sous une forme peu travaillée dès le vendredi qui suit chaque séance du lundi, constituent le premier périodique scientifique utilisant des méthodes journalistiques modernes empruntées à une presse en pleine expansion. Bien qu'elle soit initialement considérée comme discutable par certains membres de l'Académie, cette innovation est d'une importance majeure: non seulement elle fait que la science devient un sujet fréquent dans les quotidiens, mais elle donne aussi le modèle d'un nouveau style de publication scientifique, dans lequel la concision et la brièveté sont les préoccupations essentielles — le style de publication qui prédomine actuellement dans les cercles scientifiques.

Le bond en avant de la vulgarisation scientifique est en fait étroitement lié à l'essor de la presse en général. Tout au long du XIXe siècle, le nombre de journaux – généralistes, politiques ou spécialisés – augmente, tout comme leur tirage tandis que leur prix à l'exemplaire diminue. La seconde moitié du siècle est l'âge d'or de la presse populaire à grand tirage. La diminution du prix des journaux est due aux avancées techniques impliquant une série de progrès décisifs de l'imprimerie. Au début du XIXe siècle, la presse rotative révolutionne la production. En Angleterre, le *Times* adopte la presse à cylindre en 1811, augmentant son tirage à 5 000 exemplaires; aux États-Unis, New York voit pour la première fois des journaux augmenter leur tirage en abaissant leur prix à 2 cents (l'équivalent de 1 penny anglais ou de 10 centimes français). Le fonctionnement des presses rotatives est fondé sur le principe cylindre contre cylindre, mis au point par le *Times* en 1853, et se généralise au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, rendant possible une augmentation considérable des taux de production.

La vulgarisation de la science appartient à la nouvelle vague de publications à bon marché de toutes sortes. Brandissant l'étendard de l'utilité du savoir scientifique et technique, la vulgarisation scientifique commence à être diffusée dès les années 1820, sous la forme de collections de petits livrets comme l'*Encyclopédie Roret* ou le *Cabinet Cyclopaedia*, publiés par l'Anglais Dionysus Lardner et comprenant une centaine de petits volumes, vendus chacun pour le prix d'un pain. À partir des années 1830, des quotidiens commencent à publier sous forme de série des «pages scientifiques», informant régulièrement les lecteurs des avancées du monde technique et

scientifique, avec des résumés des réunions de l'Académie et des listes d'inventions nouvellement brevetées. Finalement, des magazines scientifiques bon marché se fixent pour tâche de «tenir le public informé», sur une base hebdomadaire, mensuelle ou annuelle, des événements du monde de la science et de la technique.

L'avènement de ces publications à grand tirage postule l'existence d'un marché de lecteurs créé par l'émergence de classes moyennes dans l'Europe en pleine industrialisation et, surtout, par la progression de l'alphabétisation. Les ambitions commerciales des éditeurs reposent sur les fondations de la société nouvelle, qui fait naître une demande potentielle de lectures. Plus spécifiquement, cette politique s'appuie sur la croissance spectaculaire du nombre de bibliothèques, qui deviennent un service public. Elles prennent la place du colportage traditionnel de livres dans les régions rurales, lequel avait, au cours des siècles précédents, donné lieu à un nouveau genre de littérature : les «séries bleues» de Troyes et les «séries jaunes» du Japon. Suivant les traces de Benjamin Franklin, qui invente la bibliothèque à abonnement, les pays anglophones élaborent un programme de lecture de masse. En 1850, le Parlement britannique accorde aux autorités municipales le droit d'introduire un impôt, en proportion de leur budget, pour le financement de bibliothèques publiques. Certaines villes des États-Unis (Peterborough en 1833 et Boston en 1852) décident à titre individuel de suivre la même politique. Mais c'est principalement avec la dotation privée de l'American Library Association en 1876 que les bibliothèques américaines connaissent une expansion majeure, aidées en cela par le parrainage d'industriels tels qu'Andrew Carnegie. L'essor des bibliothèques doit être envisagé dans le contexte politique général du développement d'une conception particulière de la démocratie, dans laquelle le citoyen ayant atteint la majorité doit acquérir une éducation. En France, par exemple, avec l'avènement de la deuxième République, les «professeurs royaux » de l'Ancien Régime sont officiellement remplacés par des «professeurs populaires», bien que ce principe ne soit pas mis effectivement en pratique avant une date bien plus tardive, avec l'introduction de nouvelles méthodes comme les lectures publiques prônées par la société Franklin (1862) et la Société des bibliothèques du Haut-Rhin, qui conduit à l'établissement de la Ligue de l'enseignement.

La culture populaire devient une préoccupation quotidienne parmi les couches sociales déjà secouées par la révolution industrielle. C'est bien ce que recherchent de nombreux organismes fondés par des sociétés philanthropiques ou affectant directement les classes ouvrières. Les premières associations locales créées à la fin du XVIII^e siècle au nord de l'Angleterre pour organiser des conférences et ouvrir des bibliothèques sont remplacées par une seconde génération d'instituts, dont le but est de propager les sciences et les lettres au sein de la population ouvrière. Par exemple, l'objectif des

« instituts de mécanique », qui s'ouvrent dans un grand nombre de villes industrielles, est de fournir aux ouvriers une instruction qui permette d'augmenter leur production et de les protéger contre la très redoutée dépravation morale des zones ouvrières. Bien que les horaires de travail industriel au début du XIXe siècle restreignent le temps disponible pour l'éducation, ces instituts sont soutenus par la classe dirigeante dans l'espoir qu'ils empêchent l'agitation sociale et le désordre.

Dans les pays que n'affecte pas la révolution industrielle, les livres restent généralement plus chers et difficiles à trouver. Néanmoins, dans le Japon du début du XIX^e siècle, la lecture devient un loisir social populaire avec l'avènement des bibliothèques commerciales de prêt. En 1808, on compte 656 bibliothèques de ce type à Edo (Tōkyō) et environ 300 à Ōsaka. Certains des propriétaires de ces bibliothèques, comme Anoya Sohachi, de Nagoya, font du prêt de livres un commerce très lucratif. Son entreprise, établie en 1767, perdure plus d'un siècle et lorsqu'il vend sa collection en 1898, elle comprend 26 769 volumes. Ainsi, l'habitude de la lecture est un phénomène qui se répand par l'intermédiaire d'une vaste gamme de facteurs techniques, commerciaux, sociaux et politiques.

La culture populaire est aussi le cri de ralliement des philosophies messianiques du XIXe siècle. En Angleterre, Jeremy Bentham, fondateur de l'utilitarisme, un système s'appuyant en partie sur le principe du plus grand bien pour le plus grand nombre, contribue largement à attirer l'attention sur le sort des classes ouvrières. En France, Auguste Comte, fondateur du positivisme, donne pendant de nombreuses années un cours public gratuit de vulgarisation de l'astronomie. Selon lui, la vulgarisation de la science n'est pas seulement un devoir philosophique — familiariser le public avec la pensée scientifique et positiviste —, mais aussi une priorité politique — créer la force spirituelle du futur qui devait, d'après ses projets politiques, permettre de régénérer l'Occident et finalement l'humanité entière. De plus, les divers mouvements socialistes font grand cas du développement de la culture populaire. Joseph Proudhon, par exemple, proclame le droit à la philosophie pour tous, puisque la révolution sociale ne peut se produire tant que le peuple n'a pas développé ses facultés philosophiques. Au tournant du siècle, un grand nombre de projets socialistes tentent d'apporter la culture à toutes les populations d'Europe par des moyens comme les universités populaires.

Le trait le plus remarquable est l'accord général sur l'importance de la diffusion de la connaissance. Dans les faits, l'audience des campagnes de vulgarisation varie considérablement suivant les traditions culturelles et politiques. Sur le Vieux Continent, la cible principale est la classe dirigeante, qui est la plus apte à exercer une influence sur les décisions concernant la science ou les scientifiques. Par exemple, en 1873, James Joule suggère

que la British Association for the Advancement of Science choisisse un lord comme président afin de « gagner la sympathie et l'influence des plus puissants ». En Amérique du Nord où, comme nous l'avons vu, les initiatives privées et le patronage jouent un plus grand rôle dans le financement de la science, les scientifiques diffusent bien plus rapidement leur connaissance au grand public : ils espèrent ainsi obtenir un soutien financier, assurer un meilleur rôle aux scientifiques dans la nation et en même temps attirer vers la science les jeunes talents. Quels que soient leurs objectifs, une multiplicité d'intérêts commerciaux, politiques et philosophiques convergent pour souligner l'importance d'une large diffusion. Dans chaque cas, la cause de la diffusion du savoir est poursuivie avec un enthousiasme militant qui lui confère l'aura d'une croisade des temps modernes.

Une multiplicité de moyens

Ainsi, avec les efforts enthousiastes d'une poignée d'«apôtres», la connaissance se répand très rapidement par tous les moyens possibles. La science et la culture, utilisant tous les véhicules, des plus traditionnels aux plus modernes, atteignent progressivement les moindres recoins de la société.

Tout au long du XIXe siècle, la communication orale reste le moyen favori de diffuser le savoir. On peut distinguer trois catégories : premièrement, les cours élémentaires apportant l'alphabétisation ou une éducation rudimentaire, fréquemment dispensés gratuitement par les associations; deuxièmement, des cours populaires de sciences, littérature et philosophie, impliquant un certain degré de spécialisation et destinés à des adultes hors du cadre éducatif conventionnel. Les cours organisés par les instituts de mécanique, par exemple, ont essentiellement pour but de fournir des informations utiles dont tout contenu religieux ou politique a été soigneusement retiré afin d'éviter une controverse. Au contraire, les cours offerts par le Conservatoire national des arts et métiers, ouvert à Paris en 1819, incluent des sujets économiques. En 1830, un groupe de professeurs se sépare de l'École polytechnique et fonde l'Association polytechnique. Camille Flammarion (illustration 89), panégyriste de la vulgarisation de l'astronomie, est étudiant puis enseignant dans cette association, parfois désignée sous le nom de «Sorbonne des ouvriers». Aux États-Unis, pays dont la société de récente formation est relativement peu structurée, une nouvelle dynamique apparaît en 1830 avec le mouvement de culture populaire Lyceum, qui offre des conférences publiques gratuites, pour la plupart consacrées aux sciences. Ces conférences — quelque peu paternalistes et moralisantes de nature — sont offertes aux jeunes Américains pour les aider à faire leur chemin dans la vie. Les conférences les plus connues sont données à l'institut John-Lowell

de Boston — fondé en 1839 avec l'argent légué par un riche amoureux du savoir désireux de promouvoir la science et la chrétienté — par des éducateurs en vue comme Benjamin Silliman, Charles Lyell (*illustration 90*) et Asa Gray (*illustration 91*).

Une troisième forme de transmission orale de la connaissance, plus spectaculaire quoique moins sérieuse, se développe en parallèle de ces cours gratuits standard, qui ne sont que des extensions du système d'éducation. Il s'agit de la conférence de société — événement souvent théâtral et saisissant pour lequel un droit d'entrée est exigé. Un lieu classique pour ces manifestations est la Royal Institution of London, fondée en 1799, où enseignent des scientifiques célèbres. Humphrey Davy et Michael Faraday racontent leurs dernières découvertes de chimie et d'électricité à l'Institution, tandis que Samuel Taylor Coleridge offre à son audience une introduction aux charmes de la poésie et de la philosophie. Aux États-Unis, le Suisse-Américain Louis Agassiz (illustration 92), naturaliste polymathe présentant un vif intérêt pour la paléontologie et la géologie, est un personnage de renom au milieu du siècle. En 1860, s'appuyant sur sa réputation de conférencier, Agassiz réalise un rêve de longue date en ouvrant à Harvard le Museum of Comparative Zoology. L'astronome Ormsby MacKnight Mitchel avait auparavant déjà réussi à exploiter sa renommée de la même manière pour fonder l'observatoire de Cincinnati en 1845, sans l'assistance de l'État. À Paris, les conférences de l'Athénée et plus tard celles du boulevard des Capucines ont tant de succès qu'en 1864, la Sorbonne y donne suite en organisant des « soirées scientifiques et littéraires », si populaires qu'elles prennent souvent la place des sorties au théâtre. La science et la littérature sont présentées au public par des démonstrations et des diapositives. D'un autre côté, les drames scientifiques auxquels s'essaie le célèbre vulgarisateur Louis Figuier sont un échec retentissant. Le public parisien préfère les adaptations à la scène des romans de Jules Verne, avec leur aspect fantastique, au ton sérieux et didactique des adaptations dramatiques des vies des grands inventeurs.

Ceux qui ne peuvent pas assister à ces conférences publiques accèdent à la science et à la culture de chez eux grâce à la lecture. La publication massive de travaux scientifiques est un des traits caractéristiques du XIXº siècle. Depuis le début du siècle existent de nombreux manuels pratiques individuels et même certains en séries entières, mais la vulgarisation n'est pas encore devenue une stratégie commerciale. Dans les années 1840, le commerce du livre américain découvre les profits énormes que peut dégager la vente d'ouvrages de vulgarisation scientifique, avec le succès de *Botany and Philosophy* de Mme Almira Phelps. Pendant les années 1860, la publication de travaux de vulgarisation scientifique devient rapidement une activité lucrative, gérée habilement par des éditeurs prospères. Dès 1870, le premier ouvrage de Camille Flammarion, *La Pluralité des mondes habités*, en

est à sa quinzième édition et a été traduit en 15 langues. En 1889, 200 000 copies de la traduction en français du *Guide to the scientific knowledge of things familiar* de Brewer sont en circulation, tandis que *La Science amusante* de Tom Tit, un précurseur des manuels de bricolage, connaît 46 éditions entre 1889 et 1912. Au lieu de sortir des volumes différents, les éditeurs fidélisent leur clientèle en publiant des séries de volumes, disponibles en édition économique ou de luxe. En 1864, par exemple, Louis Hachette, en collaboration avec Édouard Charton, lance la Bibliothèque des merveilles, une série comprenant plus de 100 titres, dont beaucoup sont réédités, traduits en espagnol et en portugais ou adaptés au marché américain par Scribners. Bien que la vulgarisation scientifique ne soit jamais la pièce maîtresse des politiques éditoriales, elle permet à certains grands éditeurs, comme Larousse et Flammarion, de décoller, tandis que d'autres augmentent leur tirage en publiant également des journaux.

Le dictionnaire, ouvrage le plus caractéristique du XIX^e siècle, est l'une des entreprises où les intérêts des éditeurs se marient le mieux aux idéaux de la «science au service de l'humanité». Le «siècle du dictionnaire» est marqué par deux grands noms: Émile Littré, dont le dictionnaire est publié par Hachette de 1863 à 1873, et Pierre Larousse, qui publie son *Grand Dictionnaire universel* sous forme de fascicules de 1864 à 1876. Ces travaux monumentaux, qui deviennent bientôt des classiques, s'adressent explicitement à l'époque à une élite. Ce n'est qu'en 1905, avec la parution du *Petit Larousse* de Claude Augé, que les dictionnaires atteignent des ventes élevées parmi le grand public, sous forme de recueils destinés à éclairer «l'école et la nation»: 200 000 exemplaires en sont vendus, à 5 francs chacun, en une seule année.

La progression rapide des conférences publiques et des livres sur la science est étroitement liée à celle de la presse scientifique populaire. Les divers médias se renforcent mutuellement grâce à la publicité, l'échange d'informations et, par-dessus tout, l'existence d'un petit nombre d'auteurs de vulgarisation scientifique à succès, qui donnent des conférences, publient des livres et écrivent des articles dans les journaux. Les uns après les autres, les auteurs des pages scientifiques hebdomadaires fondent leurs propres revues de vulgarisation scientifique, faisant apparaître une nouvelle catégorie d'auteurs et de journalistes dont le statut professionnel n'est pas encore établi, mais qui sont néanmoins clairement identifiables. C'est principalement ce groupe qui est responsable de l'augmentation du nombre de périodiques scientifiques en France pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. En 1865, rien qu'à Paris, on trouve quinze de ces journaux. Leur longévité varie grandement, n'excédant pas quelques mois pour certains, tandis que d'autres, tel *Cosmos*, édité par l'abbé Moigno, survivent avec des hauts et des bas, des querelles et des réconciliations, jusqu'en

1935. En Angleterre et aux États-Unis, le succès d'une revue scientifique est souvent le fruit de l'alliance d'un scientifique célèbre avec un éditeur bien établi. C'est le cas de l'hebdomadaire anglais Nature, fondé en 1869 par l'astronome Norman Lockyer (illustration 93) et l'éditeur Macmillan. Le record de longévité est semble-t-il détenu par l'hebdomadaire newyorkais The Scientific American, fondé en 1845, et qui continue de paraître aujourd'hui encore. Par le biais d'échanges d'informations et de planches d'imprimerie, de compilations et de traductions, ces nombreuses revues tendent à former un réseau international d'une puissance formidable, parallèle à celui des professionnels des sciences et des lettres. De nombreux journaux encouragent la formation de réseaux d'amateurs : la revue francaise *La Nature* organise des excursions scientifiques. En lançant une revue d'astronomie, Camille Flammarion en appelle aux abonnements pour aider à l'installation d'un véritable observatoire près de Paris, à Juvisy. Avec un équipement aussi bon que celui des institutions publiques financées par l'État, l'observatoire privé permet aux astronomes amateurs de participer à des activités scientifiques professionnelles et conduit en fin de compte à la création d'un réseau international lorsque de nouveaux observatoires Flammarion sont construits dans d'autres parties du monde. En Allemagne également, l'astronomie pour amateurs fleurit grâce aux capitaux privés. En 1888, une association entièrement dédiée à la vulgarisation scientifique, fondée avec le soutien du scientifique Helmholtz et de l'industriel Siemens, établit à Berlin l'Urania, où des microscopes, des télescopes et une salle de projection scientifique sont accessibles au public. L'Urania sert de modèle pour des institutions similaires à Vienne et en Belgique, et l'astronomie, dans les dernières années du XIX^e siècle, reste encore un domaine ouvert aux contributions d'amateurs, dont le nombre et le zèle se manifestent par un certain nombre de découvertes, incarnant ce que Camille Flammarion appelait «la science libre».

Les journalistes scientifiques et leurs réseaux d'admirateurs ne se contentent pas de relayer les événements du monde scientifique. À l'occasion, les journalistes prennent part aux controverses scientifiques et n'hésitent pas à critiquer le monde académique. La controverse suscitée par Pasteur soulève certaines dissidences, allant jusqu'à faire rêver d'une autre science, libre et populaire. Ce phénomène, particulièrement fort dans la presse française, toujours prête à se récrier contre le monopole de l'Académie des sciences, est également présent dans d'autre pays. Au Brésil, par exemple, le microbiologiste Oswaldo Cruz subit des attaques farouches de journaux pour sa gestion, inspirée de Pasteur, de l'hygiène et de la santé publique à Rio de Janeiro entre 1903 et 1906. Cruz, pour sa part, choisit de contre-attaquer en publiant un «Avis à la population» dans la presse à grand tirage. La controverse scientifique qui s'ensuit fait couler beaucoup d'encre et attire

424 DE 1789 À 1914

l'attention d'un nombre croissant de personnes; cette polémique est reprise par l'Apostolat positiviste — selon lequel la vaccination obligatoire est une atteinte à la liberté individuelle —, par divers groupes d'opposition au gouvernement et même par des commerçants, dont les affaires sont perturbées par les révisions constantes des réglementations sanitaires.

Il faut souligner que le formidable envol de la science populaire à la fin du XIX^e siècle ne se limite pas aux pays dotés d'un fort potentiel scientifique ou à ceux dans lesquels la recherche scientifique professionnelle est déjà bien établie. Les publications et le journalisme scientifiques se développent dans pratiquement tous les continents, bien que dans certains cas il soit difficile de faire une distinction claire entre les journaux spécialisés et ceux de vulgarisation. Le journalisme scientifique s'épanouit particulièrement en Égypte, pays qui devient au cours du XIX^e siècle un centre intellectuel majeur pour l'Orient islamique. Dans le monde arabe, le premier mensuel scientifique de langue arabe, Al-Muqtataf (La Sélection), fondé à Beyrouth en 1876, est un important vecteur de diffusion de la connaissance scientifique au Moyen-Orient. Il est intéressant de noter que les revues et magazines scientifiques apparaissent et prospèrent même lorsque le nombre de lecteurs est limité. Au milieu du siècle, par exemple, le Portugal compte une cinquantaine de magazines scientifiques pour une population n'excédant pas 3,5 millions de personnes, dont la plus grande partie ne sait pas lire. Vers la fin du siècle, le Brésil connaît une grande augmentation des publications de vulgarisation scientifique, malgré un taux d'illettrisme très élevé.

Au début du XXe siècle, quand l'usage répandu de la photographie altère radicalement la forme des journaux, les livres et revues de vulgarisation scientifique connaissent un léger déclin. Mais à son apogée, à la fin du XIX^e siècle, la presse glorifiant et magnifiant les progrès scientifiques et techniques possède un réel pouvoir, que l'on courtise et que l'on craint. L'expérience d'Edison en témoigne: les journalistes du New York Tribune, du New York Herald et du New York Times — en particulier Uriah Painter —, avec lesquels Edison s'applique à maintenir de bonnes relations, contribuent d'une manière décisive au succès de son phonographe, que l'inventeur présente lui-même en 1878 (illustration 94). De même, pour faire valoir une autre de ses inventions — la lampe à incandescence — à l'Exposition de l'électricité de 1881, Edison ne montre aucun scrupule à «acheter» le soutien des journalistes des revues françaises dominantes. La presse à grand tirage joue sans le moindre doute un rôle majeur à l'époque dans la diffusion du savoir scientifique. Après la création du prix Nobel en 1901, c'est la presse qui aide à propulser les noms de grands scientifiques comme Marie Curie ou Marconi. Mais elle sert également de forum, dans les années 1890, pour la grande controverse sur la banqueroute de la science, opposant scientifiques et républicains aux institutions littéraires, alliées pour l'occasion à l'Église catholique.

De tous les moyens qui se multiplient au XIXe siècle pour communiquer avec le monde entier, l'un d'eux, d'une grande originalité, incarne d'une manière spectaculaire les idéaux de cette époque : c'est l'exposition universelle. La première est mise en place précisément au milieu du siècle, en 1851, dans le pays industrieux et déjà impérialiste qu'est la Grande-Bretagne. Baptisée Great Exposition (illustration 95), elle suit une longue lignée d'expositions industrielles, jusqu'alors limitées au niveau national en France et au niveau régional en Angleterre. Les expositions universelles se tiennent dans un grand nombre de pays (Grande-Bretagne, France, Autriche, États-Unis, Belgique, Italie, etc.) et servent de vitrines pour les diverses sociétés occidentales. Si elles ne disparaissent pas totalement en 1914, elles deviennent par la suite bien plus rares et subissent des changements, perdant la plus grande partie de leur dimension utopiste. Que ce soit en tant qu'expositions internationales ouvertes à tous les pays ou en tant qu'expositions universelles présentant toutes les facettes de la production et de la connaissance, ces événements majeurs marquent le commencement de l'ère de la «culture de masse». Leur nouveauté réside dans leur force d'attraction inégalée: en 1851, 6 millions de visiteurs sont présents au palais de Cristal; on en compte 16 millions pour l'Exposition de Paris en 1878 et 27 millions pour celle de Chicago en 1893; enfin, 50 millions de personnes viennent assister à l'Exposition universelle de Paris en 1900 (illustration 96). Ces visiteurs constituent un public très varié. Pendant six mois, industriels et travailleurs, scientifiques et amateurs, spécialistes et badauds sont côte à côte. Face à une audience si variée, les promoteurs de ces grandes foires font de grands efforts pour offrir un spectacle compréhensible par tous. Un hymne à la gloire du progrès est le message de base adressé à tous les visiteurs, et il se répète uniformément et inlassablement d'une exposition à l'autre. Mais indépendamment des opérations industrielles et commerciales qui concernent directement les producteurs en quête de profit et de dividendes, indépendamment de la compétition pacifique qui s'établit entre les nations par le système des prix, au-delà des manipulations politiques visant à acheter la paix sociale au prix de gros en offrant aux ouvriers des tickets à prix réduit pour la visite de l'exposition et au-delà des étalages exotiques à la gloire de la conquête coloniale, ces expositions peuvent-elles, d'une manière ou d'une autre, être considérées comme un moyen utile de diffusion de la connaissance?

En premier lieu, les expositions fonctionnent comme un gigantesque théâtre du progrès, où les merveilles de la technique et de l'industrie entrent en scène. Cela est clairement visible dans les énormes salles des machines, plus massives et plus hautes à chaque fois, atteignant un pic dans les années 1860, où l'on peut voir à l'œuvre des rangées de machines toujours plus

426 DE 1789 À 1914

puissantes qui génèrent l'énergie nécessaire pour l'exposition. Le spectacle des machines à l'œuvre peut, bien sûr, être considéré comme une sorte d'éducation technique en soi, mais le but n'est pas véritablement d'instruire. Le moteur Corliss 1500 HP, très puissant pour son époque et activé par le président Grant à Philadelphie en 1876, et l'énorme marteau-pilon Le Creusot, présenté à l'Exposition de Paris en 1878, ont pour objectif de frapper l'imagination et d'impressionner le public par le progrès miraculeux de l'industrie, plutôt que de donner une démonstration pratique du fonctionnement des choses. «Le visiteur intelligent peut aisément comprendre que toutes ces applications jaillissent de la science pure, source unique et inépuisable de tout progrès », remarque un commentateur à l'Exposition de 1900. En réalité, le but est plus de fasciner le public que de fournir des explications sérieuses. L'engouement pour les panoramas dans les expositions universelles est une illustration remarquable des deux niveaux différents — émotionnel et rationnel — auxquels elles fonctionnent. Avant l'invention du cinématographe, ces scènes peintes sur des canevas, si caractéristiques de l'esthétique du XIXe siècle, mêlent toujours l'objectif de divertir à celui d'instruire sur l'histoire, la géographie ou la science et la technique. Le panorama de 1889 illustrant le Voyage au centre de la Terre procure les mêmes émotions chez les spectateurs que la lecture du roman de Jules Verne et repose sur les mêmes effets. Les grandes sections consacrées aux colonies joignent également l'instruction au divertissement. D'un côté, l'approche ethnologique validée par des anthropologistes de renom montre les peuples colonisés dans leur environnement de vie et de travail quotidien, comme c'est le cas dans le village du Tonkin de 1889 et dans la réserve des Philippines en 1904, tandis que d'un autre côté la curiosité du public est titillée par la reconstitution exotique d'une Scène de rue au Caire au pied de la tour Eiffel à Paris, et dans laquelle le folklore se mêle aux stéréotypes nationaux.

Avec les découvertes techniques de la fin du siècle, le goût du public pour le spectacle et l'extravagance surpasse largement son désir d'éducation. Le téléphone, la photographie, la cinématographie et, par-dessus tout, l'électricité sont les prétextes de spectacles de divertissement somptueux. Les rangées austères et monumentales de machines, comme des rangées d'encyclopédies techniques, appartiennent au passé. En 1900, le «palais des Machines» devient une fête foraine. Les célébrations du progrès et de la puissance industrielle sont démodées: les démonstrations techniques servent désormais de tours de magie. L'électricité est une «fée» qui ensorcelle le public à l'Exposition de 1900. Le Cinérama évoque la vision de lieux éloignés et la science elle-même sert à produire des illusions: le plus grand télescope jamais créé est présenté à Paris en 1900 sous le titre séducteur «La lune en gros plan». Cette machine coûteuse, une merveille technique

conçue spécialement pour l'Exposition, n'a jamais connu le moindre usage pratique dans la recherche scientifique.

Néanmoins, les expositions universelles manifestent un réel désir de diffuser la connaissance par des moyens élaborés. Cela se manifeste par la manière dont la classification des objets exposés, de plus en plus complexe à chaque exposition, embrasse non seulement les différents secteurs de la production industrielle, mais également le domaine de la connaissance tout entier, de la science pure aux sciences sociales et des beaux-arts aux arts appliqués. Ces systèmes de classification, initialement destinés à servir de guides intellectuels et géographiques dans les expositions, prennent bientôt une tournure plus ambitieuse, au point de représenter une étude, ou un sommaire ordonné, de tout le champ de la connaissance contemporaine; selon les compilateurs, ils visent à former une «encyclopédie de la civilisation». Le palais concentrique conçu pour l'Exposition de 1867 par Frédéric Le Play, ingénieur français disciple de Saint-Simon, est un chef-d'œuvre dans son genre. Les visiteurs partant de la périphérie du palais vers son centre traversent une palette complète de la civilisation, allant du niveau matériel le plus bas au pic spirituel le plus élevé, des produits agricoles et industriels de base aux suprêmes accomplissements artistiques de l'esprit humain. En se promenant le long des galeries circulaires, ils font le tour du monde, les exposants étant disposés en rayons par nation. Chaque groupe ou classe est présenté selon une progression logique, allant par exemple des matières premières aux produits manufacturés ou des besoins physiques de la race humaine à ses besoins spirituels. À partir de 1862, chaque section offre une présentation de «matériels, processus et méthodes» destinée à expliquer et clarifier les processus de manufacture, fournissant des «modèles que tout producteur peut imiter» pour marquer l'introduction de la section sur l'histoire du travail en 1867.

Finalement, les expositions universelles contribuent indirectement à la diffusion de la connaissance. Des congrès internationaux se tiennent en conjonction avec chaque exposition, en accord avec le système de classification qui proclame que l'objectif est de «représenter toute la connaissance humaine», de «classifier, ordonner et récapituler toutes les sciences» et de «discuter toutes les nouvelles découvertes». Étant des «expositions de la pensée» symétriques aux expositions de produits, les congrès internationaux reproduisent le discours encyclopédique sur l'offre au grand public, adaptée aux disciplines scientifiques qui forment désormais un monde aux segmentations nettes. Des conférences publiques sont même données lors de ces expositions, contrepartie pour les amateurs des réunions plus savantes. À la fin de ces manifestations, les conclusions des congrès, les délibérations des jurys et les notes données par les organisateurs de l'exposition sont exposées dans de longs comptes rendus imprimés à un très grand nombre d'exemplaires. Même si ces milliers de pages ne sont consultés que par les

érudits et les spécialistes, ils constituent néanmoins une collection de poids qui témoigne de la contribution des expositions du XIX^e siècle à la tâche de la vulgarisation.

L'observation personnelle — moyen favori de diffusion du savoir au XIX^e siècle — est aussi encouragée ailleurs que dans les salles d'exposition. Observatoires, jardins zoologiques et musées s'appuient également sur le lien entre éducation et divertissement. À l'observatoire, l'exercice visuel procure à l'esprit une base nécessaire à la compréhension de l'univers; au zoo, le spectacle d'animaux vivants est perçu comme une manière agréable de propager l'intérêt et la connaissance de l'histoire naturelle; et les objets exposés dans un musée permettent de familiariser le public avec la technique. L'astronomie, qui se prête aisément à la dramatisation des cieux, devient la pièce maîtresse de la vulgarisation scientifique au XIX^e siècle, comme en témoigne la popularité d'auteurs tels que François Arago, R. A. Proctor et Camille Flammarion, sans parler de la prolifération des observatoires.

La plupart des grands jardins zoologiques modernes ont également été fondés au XIX^e siècle. Jusqu'alors n'existaient que des ménageries princières contenant des animaux sauvages en captivité, dans des endroits comme l'Asie ou l'Afrique, où ils servaient à la chasse et à afficher la richesse de leur propriétaire. Le zoo comme moyen d'éducation est inventé en Grande-Bretagne avec l'établissement de la Société zoologique de Londres (Zoological Society of London) en 1826. Avec un intérêt particulier pour l'histoire naturelle et l'Orient, cet organisme est le premier à encourager des établissements utiles à l'avancement de l'histoire naturelle et au divertissement populaire et, en 1827, il prend l'initiative d'ouvrir le zoo de Londres. Cet exemple est copié directement à Dublin en 1830, à Amsterdam en 1838, à Anvers en 1843, à Berlin en 1844 et aux États-Unis dans les villes de Philadelphie en 1874, Cincinnati en 1875 et New York en 1898. Le modèle européen se répand aussi dans les colonies, avec pour résultat la transformation des ménageries de l'ancien type, y compris les fameux jardins zoologiques de Bombay, qui se lient au Victoria and Albert Museum, ainsi que ceux de Nāser al-Dīn, shah de Perse, fondés à Téhéran en 1894, et ceux de Manille, Batavia et Wellington. Les zoos suscitent un grand intérêt public, en connexion avec des événements très médiatisés comme l'arrivée à Londres, en 1850, d'un hippopotame, le premier que l'Europe ait vu depuis l'empereur Commode, ou celle en 1869 du premier gorille vivant. Comme les grandes expositions, les zoos sont fondés sur le principe de la leçon de chose et de l'apprentissage de la vie : le Jardin d'acclimatation, ouvert à Paris en 1860, expose au public un rucher, un centre de pisciculture et une magnanerie, augmente la valeur éducative de ces attractions par des démonstrations publiques et des présentations scientifiques données par des membres de sociétés savantes.

429

Les musées de cette période exercent des fonctions très spécifiques. La présentation des collections — tradition ancienne au double objectif de préservation et d'instruction — connaît d'importants changements au cours du XIX^e siècle. Par leur vocation, mais aussi du fait de la nature des objets exposés et de leur public hétérogène, les musées se développent en étendant leur registre d'une tradition purement occidentale au monde entier, et ce par le biais des territoires des colonies. Le modèle hérité du XVIII^e siècle est celui du British Museum (1759) et du Louvre, qui rassemblent des œuvres artistiques et des collections historiques de base de la nation, et couvrent l'archéologie et l'histoire naturelle. Jusqu'alors, tous les objets en rapport avec l'industrie ou la science étaient confinés aux cabinets de curiosités, aux patrimoines princiers ou aux collections des académies et sociétés savantes. Au cours du XIX^e siècle, au fur et à mesure que s'agrandit le fossé entre beaux-arts et arts appliqués, l'aristocratie méprise ces derniers comme relevant de la classe moyenne. Au niveau national, pourtant, se développe la conscience de la part importante que ce témoignage de l'activité de la classe moyenne peut jouer dans la préservation de la cohésion sociale et l'augmentation du prestige national. C'est pourquoi Napoléon ordonne, en 1799, que les produits de l'activité économique soient exposés au Conservatoire des arts et métiers à Paris; en Grande-Bretagne, pour abriter les objets présentés à l'Exposition universelle de 1851, est ouvert le South Kensington Museum en 1857, afin de rapprocher la science, les arts et l'industrie. Dans les dernières années du siècle, l'Empire germanique, une fois unifié, fonde toute une série de musées, souvent très spécialisés, pour célébrer son progrès industriel : le musée de la Poste à Berlin en 1872, le musée de la Santé publique en 1886, le musée de la Protection du travail en 1899, puis le musée de l'Architecture et le musée de la Marine et des Transports en 1905. Projet encore plus ambitieux, le Deutsches Museum d'Oskar von Miller, fondé à Munich en 1903, réussit à combiner un objectif éducatif inspiré par le mouvement pour l'éducation populaire avec un idéal culturel des classes moyennes impliquant l'émulation des scientifiques et ingénieurs célèbres. Avec une plus grande variété de pièces exposées, on espère attirer une plus grande variété de visiteurs. Les premiers musées d'art populaire, qui résultent d'une grande expansion des études de l'ethnologie, illustrent ce phénomène. En Suède, par exemple, à la fin du siècle, une longue controverse oppose les ethnologues sur leur approche des musées : certains favorisent les musées qui exposent les pièces dans leur cadre naturel, les montrant telles qu'elles sont effectivement dans leur propre environnement, tandis que d'autres préfèrent sélectionner des types d'objets, les extraire de leur système et les exposer selon un système de classification abstrait. Le musée Skansen, inauguré à Stockholm en 1891, s'appuie sur la première méthode et c'est également le premier exemple de musée en plein air. Il est suivi du musée de Biologie contenant l'ensemble

de la faune scandinave dans son environnement naturel. Contrairement aux musées d'histoire naturelle qui exposent selon une classification systématique des animaux empaillés dans des vitrines, ce nouveau type de musée prend l'histoire naturelle comme prétexte pour divertir et amuser le public. Au total, le nombre de musées augmente considérablement au cours du dernier quart du siècle: une centaine de musées sont ouverts en Grande-Bretagne, tandis qu'une cinquantaine apparaissent en Allemagne, entre 1876 et 1880. Comme l'éducation, la pratique de la collecte se diffuse dans le monde européen sous l'influence du colonialisme. À Djakarta, la collection de la Batavia Society of Arts and Science forme le cœur du Central Museum of Indonesian Culture, à Calcutta, l'Indian Museum est formé par l'Asiatic Society of Bengal, et à Sidney, le naturaliste Macleay fonde l'Australian Museum en 1827. L'Amérique latine passe par deux grandes phases de création de musées: à Buenos Aires, Rio, Bogotá, Santiago et Montevideo dans les premières décennies du siècle, puis une série de musées provinciaux à la fin de la période, à Lima, São Paulo et Tigre (Argentine). Au moment où éclate la Première Guerre mondiale, aucun continent n'a échappé à l'engouement pour les musées.

Ambitions et illusions

Quel est l'impact social et culturel de cet effort fébrile, militant et ambitieux pour répandre la connaissance, qui couvre toute cette période avec un crescendo à la fin du siècle? Les arguments avancés en faveur des plans de vulgarisation innombrables qui jalonnent le XIXe siècle montrent une constance remarquable: «mettre la science à la portée de tout le monde», «satisfaire la curiosité du public», «répondre à la soif de connaissance», «suivre le rythme rapide du progrès» ou encore «s'adapter aux innovations de la vie quotidienne ou professionnelle». Ces expressions, répétées jusqu'à l'écœurement dans les éditoriaux des magazines, dans les préfaces des manuels et dans les guides des expositions, ne sont-elles que rhétorique creuse? Ou bien le zèle de ce siècle pour la vulgarisation, souvent inspiré de nobles et généreuses intentions et soutenu par l'impulsion des utopies, transforme-t-il véritablement le rapport de la société à la connaissance? Si l'on considère que les activités de vulgarisation se tiennent main dans la main avec une augmentation considérable du nombre d'écoles et d'institutions éducatives, il est très difficile d'estimer leur contribution spécifique. Il est également difficile d'évaluer avec une certaine précision le nombre de personnes réellement touchées. Il n'y a pratiquement aucune donnée fiable sur le nombre de personnes ayant assisté aux conférences publiques, et les chiffres fournis par les éditeurs sont quelquefois trompeurs dans la mesure où ils tendent à exagérer l'importance de leurs propres tirages. Il

apparaît, d'après certaines enquêtes locales, qu'en 1880 — époque de grande expansion de la publication des ouvrages de vulgarisation scientifique en France —, le tirage moyen d'un livre est de 10 000 exemplaires, chiffre proche de celui des ouvrages généraux de littérature. Mais cette moyenne cache les grandes disparités entre une minorité d'œuvres à grand succès et une majorité de publications au succès plus modéré. De plus, le succès des ouvrages de vulgarisation doit être considéré à la lumière du fait qu'ils disposent généralement d'un public captif. Considérés à la fois comme utiles et bien-pensants, ils jouissent d'une large distribution en tant que prix dans les écoles ou cadeaux de Noël, ainsi que dans les bibliothèques publiques et les sociétés philanthropiques. Une étude critique est également nécessaire pour évaluer l'influence sociale des bibliothèques publiques, des musées, des observatoires et des zoos. On sait que pour certains de ces endroits, les efforts et investissements consacrés à leur création n'ont pas toujours été récompensés. C'est le cas de l'observatoire public du Trocadéro, établi à Paris en 1885 par décret du gouvernement français, qui offre au grand public l'usage gratuit de télescopes et d'une bibliothèque et organise des séries de conférences, mais sans véritable adhésion du public.

Qui plus est, si le public afflue bel et bien par millions aux expositions universelles qui créent périodiquement l'événement dans les grandes capitales, la tendance au fil des années est, comme on l'a vu, de se tourner vers l'aspect magique et spectaculaire, en un mot, le divertissement du public. Un résultat de cette évolution est que les parcs d'attractions envahissent le territoire des expositions: Midway Plaisance à Chicago en 1893 et The Pike à Saint-Louis en 1904 sont de bons exemples du tournant entre expositions universelles et fêtes foraines. Ainsi, les craintes exprimées par l'historien et philosophe Ernest Renan dès le début du mouvement des expositions universelles se trouvent finalement vérifiées: se méfiant des démonstrations industrielles comme des centres de loisirs, il pense avec regret que « peu de gens sortent du palais de l'Exposition meilleurs qu'ils n'y sont entrés ».

Même si ce commentaire relève du mépris hautain de l'intellectuel pour la culture de masse, le fait est que l'impact culturel de la plupart des activités de vulgarisation semble douteux. Malgré la pléthore d'ouvrages aux titres similaires, chaque nouveau magazine, livre, dictionnaire ou chaque nouvelle série clame son originalité et se prétend unique en son genre. Même ceux dont les intentions sont les plus communes prétendent occuper un créneau vacant dans le monde des livres, à savoir le juste milieu entre la littérature spécialiste aride, trop remplie de « figures et de formules » pour être accessible, et la littérature de vulgarisation des « trafiquants de science » qui racolent sans informer, déprécient la science et « ne satisfont pas la soif de savoir du lecteur ». En résumé, les ouvrages de vulgarisation se présentent comme un nouveau genre littéraire, à la fois sérieux et facile

432 DE 1789 À 1914

à lire, suscitant un véritable attrait populaire. Mais il faut admettre qu'à l'exception d'un petit nombre de titres connus et d'une poignée d'auteurs, cette ambition est rarement atteinte. Prise dans son ensemble, la littérature de vulgarisation au XIXe siècle est un genre hybride, mêlant fait et fiction, qui réutilise constamment en guise de technique éducative les mêmes vieilles méthodes narratives, à savoir l'entretien, la conversation au coin du feu, les questions-réponses et l'aventure ou le voyage d'un objet quotidien comme une goutte d'eau ou une croûte de pain. Le fait est que ce type de littérature n'est jamais vraiment reconnu comme constituant un genre à part entière. Il doit son titre officiel à quelques auteurs célèbres, comme Flammarion, mais en tant que littérature il est dédaigné.

La même ambiguïté couvre le statut des auteurs de vulgarisation scientifique. Les scientifiques professionnels qui entreprennent des activités de vulgarisation sont souvent considérés comme des marginaux, et leur réputation en pâtit. Les vulgarisateurs professionnels, même s'ils ont généralement un dossier universitaire équivalent à celui des scientifiques professionnels, sont considérés comme des non-conformistes qui pourraient même représenter une menace pour l'intégrité et les valeurs éthiques du monde académique. Bien qu'elle soit considérée comme essentielle, leur œuvre, désignée dans les langues romanes par des variations du terme péjoratif «vulgarisation» qui suggère «vulgarité», est souvent regardée avec un certain degré de dégoût ou de condescendance. Comme la Vulgate de saint Jérôme en son temps, c'est un mal nécessaire pour cette période qui célèbre les progrès scientifiques et techniques et qui cherche à faire de la science une religion.

Si les critiques ne manquent pas, il n'en reste pas moins que la vulgarisation scientifique représente un tout nouveau départ dans l'histoire de la pensée et de la culture du XIX^e siècle. Pour la première fois, le désir de répandre la connaissance et de briser les barrières entre scientifiques, intellectuels, artistes et grand public devient un but commun. En Occident, ces efforts commencent à porter leurs fruits — dans des proportions variées — à une époque où les philosophes, les réformateurs sociaux et les politiciens manifestent un intérêt pour la collectivité, le plus grand nombre et les masses, convaincus qu'ils se trouvent au commencement de l'«âge de l'homme du commun».

Dans le reste du monde, la culture scientifique est diffusée dans le sillage de l'expansion de la culture occidentale, souvent avec peu de souci pour le public ordinaire. L'abondance d'ouvrages de vulgarisation fait de Humboldt, Pasteur et Jules Verne de grands héros jusque dans des pays comme l'Inde et la Turquie, ce qui semble parfaitement mérité, normal et même annonciateur de progrès. Toutefois, ce prestige dont jouissent les sciences occidentales n'est pas sans conséquences. En diffusant la culture scientifique dans leur empire colonial, sous toutes sortes d'arguments

philanthropiques, les Européens retardent adroitement l'émancipation des peuples colonisés. S'il est peut-être vrai que les pays d'Europe utilisent leur science et leur technique pour redresser la balance du commerce avec leurs colonies à leur avantage, ils prennent sur elles un avantage bien plus durable en instaurant le culte de la science et des grands scientifiques par tous les moyens possibles de vulgarisation. Bien trop souvent, la culture scientifique dans le monde non occidental se développe dans une relation d'imitation, de dépendance et de fascination.

Ainsi, le XIX^e siècle apporte une contribution active au renouveau et à la création de structures d'éducation et de recherche tout autour du monde. Par suite de la volonté de répandre la connaissance aussi largement que possible par l'introduction de l'instruction obligatoire et la multiplication des moyens de diffusion, il voit de larges parts de la population accéder à la connaissance et à la culture.

Cette large dissémination, bien qu'elle soit plus prononcée dans les pays industrialisés et qu'elle se limite souvent à l'alphabétisation, amène des changements sociaux et culturels significatifs pour l'humanité dans son ensemble. En construisant davantage d'écoles et de centres de recherche, le XIX^e siècle étend sans nul doute la portée de la culture, mais avec une tendance marquée à l'uniformité, au détriment de la diversité des identités culturelles. L'ancienne tapisserie bigarrée de nombreuses cultures différentes cède la place à un diagramme ordonné de la connaissance, de plus en plus dominé et réglementé par la rationalité scientifique occidentale.

BIBLIOGRAPHIE

- AJAYI J. F. A. (dir. publ.). 1989. «Africa in the nineteenth century until the 1880's». Dans: Ade Ajayi J. F. (dir. publ.). *General history of Africa*. Vol. VI. Oxford/Berkeley/Paris, Heinemann/University of California Press/UNESCO.
- Albertini P. 1983. *Le Livre des expositions universelles (1851–1889)*. Paris, Édition des Arts Décoratifs/Herscher.
- 1992. L'École en France, IX^e et XX^e siècle : de la maternelle à l'université. Paris, Hachette.
- Ben David J. 1984. *The scientist's role in society: a comparative study*. Chicago, University of Chicago Press (1^{re} éd., 1971).
- Bensaude-Vincent B., Rasmussen A. (dir. publ.). 1997. Sciences à lire: l'édition et la presse de science populaire en perspective historique. Paris, CNRS.

Boahen A. A. (dir. publ.). 1985. «Africa under colonial domination, 1880—1935». Dans: Adu Boahen A. (dir. publ.). *General history of Africa*. Vol. VII. Oxford/Berkeley/Paris, Heinemann/University of California Press/UNESCO.

- BOUCHE D. 1975. L'Enseignement dans les territoires de l'Afrique-Occidentale de 1817 à 1920: mission civilisatrice ou formation d'une élite? Thèse de doctorat. Paris, Université de Paris-I.
- BROCKWAY L. H. 1989. Science and colonial expansion: the role of the British royal botanic gardens. Londres/New York, Academic Press.
- Chambres R. L., Polk W. R. (dir. publ.). 1968. *Beginnings of modernization in the Middle East in the nineteenth century*. Chicago, Chicago University Press.
- COHEN Y., DROUIN J. M. (dir. publ.). 1989. «Les amateurs de science et de technique». Cahiers d'histoire et de philosophie des sciences, n° 27.
- Collectif. 1983. «La diffusion du savoir de 1610 à nos jours». Dans: Congrès national des sociétés savantes. Paris, La Documentation française.
- Crawford E. 1984. *The beginning of the Nobel institution: the science prizes, 1901–1915.* Cambridge/Paris, Cambridge University Press/Maison des sciences de l'homme.
- Cueto M. 1989. Excelencia científica en la perifería: actividades científicas e investigación biomédica en el Perú, 1890–1950. Lima, Grade/Concutec.
- Delanoue G. 1982. «Réflexions et questions sur la politique scolaire des vice-rois réformateurs ». Dans : *L'Égypte au XIXe siècle* (Colloque international sur l'Égypte au XIXe siècle). Paris, CNRS.
- Fox R., Weisz G. (dir. publ.). 1980. *The organization of science and technology in France*, 1808–1914. Cambridge, Cambridge University Press.
- Fruton J. S. 1990. Contrasts in scientific style: research groups in the chemical and biochemical sciences. Philadelphie, American Philosophical Society.
- FURET F., OZOUF J. 1977. Lire et Écrire. 2 vol. Paris, Éditions de Minuit.
- HEYWORTH-DUNNE J. 1968. An introduction to the history of education in modern Egypt. Londres, Franck Cass.
- Kumar D. (dir. publ.). 1990. Science and empire. New Delhi, NISTADS.
- LAFUENTE A., ELENA A., ORTEGA M. L. (dir. publ.). 1993. *Mundialización de la ciencia y cultura nacional*. Madrid, Ediciones Doce Calles.
- LAFUENTE A., SALA CATALÀ J. (dir. publ.). 1992. *Ciencia colonial en América*. Madrid, Alianza Editorial.

- Marques A. S. 1992. *L'École primaire au Mozambique, XVII^e–XX^e siècle.* Thèse DEA. Paris, Université de Paris-V (sciences de l'éducation).
- MAYEUR F. (dir. publ.). 1981. *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation.* Vol. III. Paris, Nouvelle Librairie de France.
- MORANGE M. (dir. publ.). 1991. L'Institut Pasteur: contributions à son histoire. Paris, La Découverte.
- Ordonez J., Elena A. (dir. publ.). 1990. *La ciencia y su público: perspectivas históricas*. Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC).
- Paul H. W. 1986. From knowledge to power. the rise of the science empire in France, 1860–1939. Cambridge, Cambridge University Press.
- Petitjean P., Jami C., Moulin A. M. (dir. publ.). 1992. *Science and empires*. Boston/Londres/Dordrecht, Kluwer Academic.
- Pyenson L. (dir. publ.). 1988. «Macondo científico: instituciones científicas en América Latina a principios del siglo XX». Dans: J. M. Sánchez Ron (dir. publ.). 1907–1987: la junta para ampliación de estudios e investigaciones científicas 80 años después. Vol. I. Madrid, CSIC, pp. 229–249.
- Reingold N., Rothenberg M. (dir. publ.). 1987. *Scientific colonialism: a cross-cultural comparison*. Washington, D. C., Smithsonian Institution Press.
- Schroeder-Gudehus B., Rasmussen A. (dir. publ.). 1992. Les Fastes du progrès: le guide des expositions universelles (1851–1992). Paris, Flammarion.
- Verger J. (dir. publ.). 1986. *Histoire des universités en France*. Paris, Privat.
- Veysey L. R. 1965. *The emergence of the American university*. Chicago, University of Chicago Press.

8

La culture, les arts et l'architecture

8.1 Le monde occidental

Raymond Vervliet, coordinateur

LES COURANTS INTELLECTUELS, PHILOSOPHIQUES ET ESTHÉTIQUES

D'une conscience de soi éclairée à la conscience d'une crise moderne

De la même manière que les humanistes du XV^e siècle considéraient le Moyen Âge comme une ère barbare intermédiaire, dont les penseurs n'avaient pas la même connaissance de la période classique qu'eux-mêmes, le XIX^e siècle est méprisé par l'avant-garde et les sphères modernistes du XX^e siècle, qui voient en lui un siècle gris, marqué par l'industrialisation et dont la bourgeoisie a un esprit essentiellement utilitaire. Comme dans le cas du Moyen Âge, cette vision partiale du XIX^e siècle a été corrigée par la suite. Des philosophes de la culture comme Walter Benjamin et Michel Foucault, ainsi que des historiens des idées, ont entre-temps mis au jour un réseau complexe de discours souvent contradictoires relatifs au XIX^e siècle. L'analyse de ces derniers a révélé que dans les cercles intellectuels et artistiques, les discussions étaient dominées par un thème recouvrant les questions historiques, la position de l'humanité dans le processus d'évolution et la modernité. Dans *Les Mots et les choses, une archéologie des sciences humaines* (1966), Foucault fait du

XIX^e siècle, non sans raison, une ère de changement épistémologique au cours de laquelle l'histoire elle-même (et non son cadre organisationnel) devient le principal cadre de référence. Le problème de la modernité se trouve déjà au cœur de toute la réflexion menée au XIX^e siècle sur l'histoire culturelle. Le débat autour de ce thème semble être issu des questions relatives à l'identité formulées au XIX^e siècle, ce qui s'explique par le fait qu'il s'agissait d'un siècle au cours duquel l'histoire semblait s'accélérer. Ainsi, on peut dire que le débat culturel croisé de ce siècle reposait sur une vision de l'histoire, dans la mesure où ce thème semble être commun à toutes sortes de discours spécialisés, notamment en biologie (les théoriciens de la race), en psychiatrie (les théoriciens de l'asthénie), en métaphysique (les idéalistes) et en économie (les marxistes). Cette discussion croisée ne se contente pas de dominer le débat public (voir Flaubert pour la théorie des masses, par exemple, ou les discours de Zola sur l'asthénie), mais jette également les bases d'œuvres philosophiques et scientifiques déterminantes.

Si l'on reconstitue les principales traditions du discours au XIX^e siècle, deux attitudes se détachent: une conscience de soi éclairée et la conscience d'une crise. La première est héritée de la philosophie cartésienne moderne et des penseurs des Lumières; l'idée selon laquelle les problèmes peuvent être résolus par la raison y est prépondérante. Les philosophes idéalistes (Kant, Fichte, Schelling, Herder, Maistre, Bonald) et les héritiers de l'empirisme (des positivistes et des naturalistes comme Comte, Spencer, Buckle, Taine, Brunetière et Lamprecht ainsi que la classe moyenne à l'esprit utilitaire) ont un schéma de pensée commun, reposant sur le principe selon lequel les problèmes peuvent, en théorie, être résolus par la raison. L'autre attitude, en revanche, est relativement novatrice: la réalité met le penseur en présence d'obstacles quasiment insurmontables nécessitant une solution radicale. Cette position est souvent décrite comme opposée aux produits de la première : les prophètes de la fatalité contre ceux qui croient au progrès. Toutefois, cette représentation dichotomique des événements est un peu simpliste. Les produits de la seconde ligne de pensée reposent également sur une vision du progrès, mais diffèrent de ceux de la première en ce qu'ils l'amoindrissent dans le même temps. Tout aussi schématique, une autre vision de la situation présente ces deux modes de pensée fondamentaux comme des phases de l'évolution de la pensée du XIX^e siècle. La vision traditionnelle fait de la croyance en l'avenir un état d'esprit qui atteint son apogée avec le positivisme et le naturalisme et se trouve ensuite remis en question par une autre attitude, le décadentisme. Bien que ce dernier courant domine à la fin du XIX^e siècle, on en trouve des manifestations antérieures tandis que la croyance en l'avenir fait toujours des adeptes à la fin du siècle. Les deux attitudes exposées ci-dessus ne doivent donc pas être considérées comme

les phases d'une évolution, mais plutôt comme les pôles de l'ensemble des forces culturelles du XIX^e siècle.

L'esthétique idéaliste

C'est Johann Gottfried Herder (1744–1803) qui jette les bases de l'esthétique idéaliste. Ses idées portent sur l'esthétique romantique, mais également sur le discours interculturel. Il influence de nombreux artistes du XIX^e siècle, les romantiques purs et par la suite les artistes postromantiques (réalistes, impressionnistes, symbolistes). La principale différence entre ces deux groupes artistiques tient au fait que l'un refuse la spontanéité du processus historique acceptée par l'autre. On peut démontrer que les artistes postromantiques ont une conscience de crise.

Dans ses ouvrages Philosophie de l'histoire sur la formation de l'humanité (Philosophie der Geschichte zur Bildung der Menschheit, 1774) et Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité (Ideen zur Philosophie der Geschichte der Menschheit, 1784-1791), Herder développe la thèse selon laquelle chaque culture est une phase du développement de l'humanité. Conformément aux desseins de la création, l'humanité lutte pour réaliser son objectif immanent, à savoir l'avènement de l'humanité. La culture n'est donc pas une simple phase, mais également une finalité en soi : chaque culture exprime l'humanité, bien qu'elle ne le fasse que de façon incomplète. Cela éclaire la notion d'esprit du peuple (Volksgeist), qui correspond à la situation culturelle particulière d'un peuple à un moment donné de l'histoire. Pour Herder, l'esprit du peuple est la source vivante et tangible de toute la poésie et de toute la religion qui animent une communauté déterminée. C'est pourquoi il commence à rassembler des chansons populaires dans son ouvrage Volkslieder (1778–1779). En 1807, J. von Müller intitule la seconde édition Stimmen der Völker in Liedern. Il considère les chansons populaires comme une forme de poésie primaire et comme l'expression spontanée d'une unité collective créative.

La position à l'égard de l'art classique est une autre facette importante de l'esthétique romantique. La distinction déjà opérée par Herder entre art classique et art postclassique est poussée plus avant, en particulier par August Wilhelm Schlegel (1767–1845) dans ses conférences sur «La littérature et l'art», données à Berlin entre 1801 et 1802, ainsi que dans ses cours de littérature dramatique, qu'il donne à Vienne entre 1808 et 1811. L'art classique, qui vise à un équilibre parfait entre forme et idée, s'oppose alors à une forme d'art moderne (romantique) fondée sur la conscience de l'impossibilité d'exprimer de manière satisfaisante une idée par la forme. Hegel adopte également cette distinction, mais elle se répand surtout grâce

à *De l'Allemagne* (1810), où Mme de Staël étudie les différences entre la France et l'Allemagne.

L'esthétique positiviste

En France, on trouve une attitude positiviste chez des personnes comme Charles Augustin Sainte-Beuve (1804–1869), qui utilise des analogies scientifiques dans ses critiques littéraires d'histoire et de biographies. C'est son élève Hippolyte Taine (1828–1893) (illustration 97) qui a plus systématiquement recours aux méthodes positivistes dans son historiographie littéraire (Histoire de la littérature anglaise, 1863–1864), où il développe sa «théorie du milieu». Une œuvre littéraire peut être considérée comme un phénomène social et comme le résultat de trois forces principales: la «race», ou les dispositions génétiques de la nature physique et psychique d'un auteur, le «milieu», ou son environnement physique et psychique, et le «moment», ou les conditions psychosociales d'une société à un moment donné. Ainsi, l'histoire littéraire devient une science sociale, ce qui contribue par la suite au développement de la sociologie littéraire. Sa position, selon laquelle un roman participe à notre compréhension scientifique de la nature humaine, est plus tard reprise par Zola. Taine est convaincu que le déterminisme mécaniste est universellement applicable et que la mission de la science se limite à découvrir les schémas et règles au moyen de l'observation et de l'expérimentation et à les relier à une «hiérarchie des nécessités». On comprend ainsi sa remarque extrême: «Le vice et la vertu sont des produits comme le vitriol et le sucre.» Taine use du même déterminisme et du même empirisme dans ses études psychologiques, qui seront reprises par la recherche neurophysiologique et psychopathologique.

Dans la lignée de Taine, son élève Ferdinand Brunetière (1849–1903) recourt à la doctrine de l'évolution de Darwin dans son étude des origines, de l'essor et du déclin d'un genre littéraire. On peut s'en rendre compte dans L'Évolution des genres dans l'histoire de la littérature (1890) et dans L'Évolution de la poésie lyrique en France au dix-neuvième siècle (1894, 2 volumes).

En Allemagne, parmi les philosophes de la culture, on trouve de nombreux disciples de Comte et de Spencer. Le plus original d'entre eux est Karl Lamprecht (1856–1915), qui se familiarise avec le positivisme par la lecture des ouvrages de Buckle. Auteur de la monumentale *Histoire d'Allemagne* (1891–1909, 12 volumes) et professeur d'histoire universelle à l'université de Leipzig, il jouit d'une grande influence, aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger. Dans *Die kulturhistorische Methode* (1900), Lamprecht tente d'attribuer le pouvoir d'explication à des facteurs subjectifs. Il élabore un

système de concepts suffisamment large pour exposer dans les grandes lignes des séries complètes de faits historiques. Au centre de ce système, on trouve sa notion sociopsychologique de la culture, qu'il définit comme l'état psychique pénétrant et déterminant toute vie et tout phénomène existant à un moment donné. La culture est donc le facteur causal par excellence, synonyme de l'âme collective (Kollektiv Seele). À sa façon, la notion de culture de Lamprecht est liée au sens commun de Comte. Selon Lamprecht, c'est surtout l'histoire de l'art qui montre le fil d'or de la culture parcourant une société (pour Comte, c'est la philosophie). C'est à partir de l'histoire de l'art qu'il est possible de connaître l'économie, les institutions, les sciences, la morale et la religion d'une société. De plus, on peut distinguer trois grandes périodes dans l'évolution de l'histoire culturelle: le symbolisme naturel préhistorique, le conventionnalisme médiéval et le subjectivisme moderne. Cette tendance à l'individualisation peut se retrouver dans d'autres domaines. Lamprecht lui-même insiste beaucoup sur le fait qu'il existe un parallèle frappant entre un développement psychique de plus en plus fort dans la conscience collective, motivé par des stimuli extérieurs, et l'évolution des espèces organiques. Paul Lacombe (1848-1921) utilise une méthode inductive similaire et retient une vision causale de l'histoire dans De l'histoire considérée comme science (1894).

La foi dans le progrès a déjà été ébranlée par ces historiens positivistes de la culture, bien qu'ils aient également préparé le terrain pour une possible régénération: les cultures atteignent spontanément des degrés d'intensité supérieurs, même si elles s'éteignent parfois. En fin de compte, ils continuent de croire que la matière historique est susceptible d'être évaluée et expliquée rationnellement. Toutefois, les intellectuels « fin de siècle » dont ils sont proches à l'époque n'ont plus la même croyance, ou tout du moins plus dans la même mesure. Des essayistes comme Oswald Spengler (1880–1936), auteur du *Déclin de l'Occident* (1918–1922), insistent fortement sur certains points de la théorie décadentiste. Cette attitude s'explique par le fait qu'ils n'ont jamais adopté les méthodes du positivisme.

La conscience d'une crise moderne

La philosophie de l'idéalisme allemand jouit d'une très forte influence pendant la première moitié du XIX^e siècle, mais perd peu à peu sa position centrale. Hippolyte Taine prend ses distances par rapport à son maître Hegel, que Marx critiquera également. La foi matérialiste dans le progrès semble fournir une réponse temporaire à cette crise. Toutefois, cette alternative même fait l'objet d'une seconde forme de scepticisme, c'est-à-dire d'une méfiance envers le progrès lui-même, une tendance qui s'était déjà manifestée dans l'œuvre de Lamprecht. Ce ton méfiant s'impose dans l'ensemble du débat philosophique pendant le troisième quart du XIXe siècle, bien qu'il ait été présent de façon latente tout au long du siècle, et s'exprime par le rejet de la philosophie métaphysique de l'histoire. Les éléments négatifs de l'histoire de l'humanité sont mis en exergue et considérés comme des obstacles importants au progrès. L'aliénation devient ainsi le point de départ d'une forme de diagnostic radicalement critique.

Hegel avait déjà fait de l'aliénation en tant que telle un élément nécessaire à la dynamique du dépassement (*Aufhebung*). L'esprit doit s'aliéner (se perdre dans l'autre, dans la nature) de façon à ressortir plus fort de la bataille. L'aliénation est nécessaire à la croissance de la conscience de soi. Les choses sont un peu différentes à la fin du siècle: l'aliénation semble alors insurmontable et ne pouvoir être guérie que par une action professionnelle ou technique. Les psychiatres mettent au point des thérapies (qui restent souvent très proches de la spéculation) visant à soigner l'aliénation psychique. Les marxistes tentent d'instaurer une organisation rationnelle de l'économie afin d'éliminer cette aliénation. Quant aux anarchistes, ils voient la propriété privée comme la cause de l'aliénation sociale (et parfois psychique) et cherchent à la combattre par la révolution. Les artistes tentent de faire de l'aliénation esthétique une vertu au moyen de la professionnalisation et de l'autonomie grandissante du domaine artistique.

Les diagnostics de décadence ont recours à de nombreuses disciplines positivistes. Il arrive souvent que des théories matérialistes du progrès soient dissimulées sous les différentes théories de l'aliénation: les diagnostics médicaux, sociologiques et politico-économiques fournissent les arguments du débat sur l'aliénation.

Les questions d'aliénation politico-philosophique ou sociale

Les ouvrages philosophiques du jeune Marx appelés *Frühschriften* (écrits antérieurs à 1847, dont les *Manuscrits politico-économiques*, rédigés en 1844 mais publiés à titre posthume en 1932) comptent parmi les premières formes de réflexion systématique sur les questions d'aliénation examinées du point de vue de la conscience de crise.

Par opposition à l'idéalisme de la tradition de l'hégélianisme de droite et au matérialisme des hégéliens de gauche tels que Feuerbach, Stirner, Proudhon et autres, Marx montre que l'homme doit être envisagé comme un composant de la nature sociale et comme faisant partie intégrante d'un processus historique généré par les différentes structures de la société. Il soumet ainsi la conscience de soi de la classe moyenne du XIX^e siècle à une

analyse critique: l'homme moderne s'autorise à être abusé par des préjugés économiques (la propriété privée) et par les relations de pouvoir (rapports de production) qui en sont la base. Il en conclut que la division existante du travail conduira nécessairement à la lutte des classes et que la concentration du capital provoquera aussi inéluctablement la paupérisation (Verelendug). Au cœur de cette critique, on trouve le désir de propriété privée, qui est le fondement d'une structure sociale aliénante. Il considère donc le travail comme une implication active des humains dans la nature, destinée à engendrer un épanouissement mutuel. Toutefois, dans le système capitaliste, l'homme est esclave de son travail : le travailleur est là pour le processus de production et non l'inverse. L'humanité ne peut donc plus se développer en pensée et en action, mais est au service de quelque chose qui lui est en fait étranger. Ce pessimisme s'accompagne néanmoins d'un espoir de régénération : la lutte des classes conduira à la révolution et à une phase dans laquelle les classes opprimées commenceront à prendre le contrôle de l'histoire. La propriété collective des moyens de production est le remède dont l'humanité a besoin pour changer le cours de la structuration sociale.

La doctrine de Marx ne se réduit certes pas aux questions d'aliénation, mais celles-ci ont eu une influence considérable sur les intellectuels de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Elles fournissent en outre la preuve de la propre conscience de crise de Marx. Pour lui, l'histoire n'est pas un processus parfait, mais une *via dolorosa* dont le système de production capitaliste est peut-être l'étape la plus amère. Contrairement aux modernistes conscients de soi, Marx considère que l'aspect négatif joue un rôle décisif dans l'histoire.

Les anarchistes contribuent également grandement à la conscience de crise des dernières décennies du XIX^e siècle, bien que, contrairement aux marxistes, ils n'élaborent aucune doctrine systématique fondée sur la philosophie. Leur histoire remonte aux années 1840 et aux idées protoanarchistes de Proudhon, même si le mouvement ne devient influent que dans les années 1860 et atteint son apogée en Europe et en Amérique entre 1880 et 1914. On peut attribuer le caractère international de l'anarchisme à deux grandes figures, représentant chacune un aspect de ce courant : l'émigrant russe Mikhaïl Bakounine (1814–1876), prophète de l'anarchisme révolutionnaire, et le prince russe Piotr Kropotkine (1842–1921), qui s'évade de prison, fuit son pays et devient, pendant ses séjours en Suisse, en France et en Angleterre, le porte-parole des anarchistes individualistes.

Bakounine, élevé dans la tradition de l'hégélianisme de gauche, insiste sur le côté négatif du processus dialectique: «La passion de la destruction est aussi une passion créative!» Selon lui, le cheminement vers l'égalité et la justice passe par l'éradication de toute trace d'autorité et, en conséquence, par l'édification d'une société sans gouvernement dans laquelle l'homme

serait libre de créer le bonheur dont il est capable. Comme Proudhon, il prône l'instauration de petites coopératives de commerçants en remplacement des usines déshumanisantes. C'est pour cela que cette forme d'anarchisme attire tant de commerçants indépendants, l'élite urbaine qui rêve de ses origines rurales dans de petites villes, ainsi que celle des zones en marge du développement industriel. Cela explique, par exemple, le succès temporaire de l'anarchisme révolutionnaire chez les horlogers suisses de la Fédération jurassienne, chez les ouvriers italiens, les commerçants et ouvriers catalans ainsi que chez les ouvriers agricoles andalous en Espagne. En Catalogne, le mouvement tente même de mettre en place un modèle anarchiste de société coopérative pendant la République espagnole de 1873–1874, sous le commandement enthousiaste de Francisco Pi y Margall (1824–1901).

Pour ce qui est de ses théories, Kropotkine est la source intellectuelle la plus prolifique de la fin de siècle. Des ouvrages tels que Paroles d'un révolté (1885) et La Conquête du pain (1892) sont les «livres de chevet» de nombreux artistes et écrivains. Pour Kropotkine, le principe le plus important de l'anarchisme est l'esprit de coopération. Il estime que grâce à la coopération, une société peut être changée en une civilisation susceptible d'accéder à des niveaux supérieurs à ceux qui sont atteints par la lutte et les conflits. Bien qu'il critique violemment la corruption et l'exploitation existant dans la société, ses ouvrages sont marqués par un optimisme intense quand il est question de l'humanité et de ses possibilités. Cet anarchisme individualiste repose sur l'idée que l'individu, une fois libéré de la pression extérieure et des préjugés traditionnels, peut mener une vie heureuse et éclairée. Les anarchistes individualistes font de Max Stirner (pseudonyme de Johann Kaspar Schmidt, 1806-1856), l'un des plus négatifs hégéliens de gauche, leur prophète. Dans L'Unique et sa propriété (1845), il se fait le héraut d'une forme d'individualisme extrême : pour lui, l'idéal le plus élevé est d'être soi-même au détriment de l'État, de la famille ou tout simplement des autres, et tous les moyens employés et actions réalisées pour atteindre cette forme d'égoïsme sont justifiés, que ce soit l'insurrection ou le crime. Cet individualisme présente l'avantage que ses idées anarchistes peuvent être mises en pratique sur-le-champ, sans avoir à attendre la grande révolution: l'«union libre», le refus du service militaire, la vie en marge de la société et au mépris de ses lois, le contrôle des naissances et l'émancipation des femmes. Ses objectifs sont l'indépendance morale et la pensée libre et indépendante, fondée sur la raison et sans préjugés. De telles formes d'anarchisme pacifique et libérateur sont souvent prêchées par des anarchistes qui ont reçu une éducation religieuse durant une étape précédente de leur vie, comme les Français Sébastien Faure et Émile Armand et l'Américain Samuel Fielden.

Les questions d'aliénation psychique

Pendant le dernier quart du XIX^e siècle, les sciences médicales s'impliquent dans le débat sur l'aliénation. On fait notamment de certains ouvrages médicaux et discours de psychiatrie populaires des instruments de diagnostic pour la culture. Le XIX^e siècle n'est pas seulement l'âge d'or du progrès scientifique, technique et industriel, c'est aussi une période où l'on se penche avec insistance sur les maladies des systèmes nerveux centraux et périphériques. La « dégénérescence », les « désordres nerveux », l'« épuisement du système nerveux » ne sont pas réservés au diagnostic neurologique mais se retrouvent dans un discours plus général sur l'« asthénie moderne », considérée comme le syndrome d'une culture de l'ère industrielle obnubilée par l'expansion et le progrès. L'anormal, avec lequel il est possible de se familiariser grâce aux études psychologiques de Claude Bernard, devient un thème artistique du naturalisme : les maladies nerveuses sont l'illustration de la théorie déterministe. Le problème de l'asthénie devient un principe de l'esthétique, un nouvel éclairage des choses que l'on retrouve à la fois dans le naturalisme et dans l'impressionnisme. Toutefois, en marge des formes du discours sur les problèmes de l'asthénie inspiré par la psychiatrie, il existe un autre débat important portant sur l'aliénation psychique : le discours quasi sociologique sur le déclin de la psychologie de masse.

Cette crise résulte d'une relation négative avec les positivistes. Il arrive bien souvent que les principes du positivisme soient adoptés puis reformulés. Bien que les philosophies de la culture soient pessimistes, les penseurs qui les ont fondées étaient des positivistes qui croyaient en une forme de thérapie professionnelle capable de guérir les maladies de l'époque.

En 1880, la publication d'une étude appelée *Nervous exhaustion* and neurasthenia de George Beard, médecin new-yorkais et spécialiste de neuropathologie et d'électrothérapie, donne naissance à un débat et à des publications qui dépassent bientôt le cadre de la médecine. Ainsi, le terme «asthénie» (moins clinique que «neurasthénie») est très en vogue à l'époque. Ses symptômes sont décrits comme suit dans le *Brockhaus Konversationslexikon* de 1894: «État de surmenage chronique, de légère fatigue, d'irritabilité et d'excitation permanentes. » Cette asthénie est un signe d'aliénation psychique, qui est le prix que l'homme du XIXe siècle doit payer pour le progrès. Le terme a des antécédents comme «mélancolie» au XVIIe (voir Dürer), «hypochondrie» au XVIIIe et «spleen» au début du XIXe siècle, mais l'asthénie n'a jamais fait l'objet de tant d'ouvrages systématiques que pendant le dernier quart de ce siècle.

Le problème de l'asthénie devient omniprésent dans le débat plus général sur la critique culturelle, notamment en raison de l'étude de Wilhelm Heinrich Erb intitulée *Sur la neurasthénie croissante de notre époque* (1893).

Pour lui, le besoin grandissant de luxe et de moyens de transport modernes, l'amélioration des réseaux de communication par l'introduction du télégraphe et du téléphone et, d'une façon générale, la vie dans les grandes villes représentent les principaux facteurs de la menace à laquelle le système nerveux des individus est désormais exposé. Cette thèse est poussée plus avant par Willy Hellpach (1877–1955), un élève de Lamprecht, dans son ouvrage *Neurasthénie et culture* (1902), et par le sociologue Georg Simmel (1858–1918) dans *Les Grandes Villes et la vie spirituelle* (1903). À la fin du XIX^e siècle, asthénie est donc un terme utilisé pour exprimer l'esprit contemporain (*Zeitgeist*) dominé par un sens de la décadence.

Cependant, les classes moyennes de la société subissent également un autre traumatisme historique, à savoir la menace de la classe laborieuse en plein essor. Ce sentiment d'anxiété est présent depuis les grandes révoltes et l'insurrection de la Commune. Il se renforce avec la croissance des masses dans les banlieues des villes industrielles, les grèves surprises, l'essor des médias et la revendication du suffrage universel, auxquels s'ajoute le terrorisme anarchiste dans l'anonymat des métropoles.

Si, auparavant, les insurrections de masse n'étaient qu'occasionnelles, elles deviennent désormais la règle: «Alors que nos antiques croyances chancellent et disparaissent, que les vieilles colonnes des sociétés s'effondrent tour à tour, l'action des foules est l'unique force que rien ne menace et dont le prestige grandit toujours. L'âge où nous entrons sera véritablement 1'ère des foules. » C'est ainsi que Gustave Le Bon (1842–1931) commence son analyse dans la *Psychologie des foules* (1895). Outre ces problèmes sociaux, il se penche également sur les difficultés politiques. Le Bon examine la démocratie parlementaire en France, convaincu que celle-ci traverse une crise. Ses préférences politiques ne vont certainement pas à l'Ancien Régime, mais à la démocratie patricienne individualiste britannique. Quant à son diagnostic, il n'est ni historique ni économique, mais psychologique. Il définit les masses comme un conglomérat d'individus ayant perdu leur individualité, c'est-à-dire leurs caractéristiques éducatives, culturelles, personnelles et de classes sociales. Quiconque, aristocrate, intellectuel ou ouvrier, peut en effet perdre son identité en rejoignant les masses. Cette perte est compensée par les caractéristiques de l'âme des masses : sa force motrice, ses affects et ses buts. Toutes les catastrophes passées et les problèmes présents résultent de l'action de l'âme des masses. Celle-ci représente les étapes chaotiques de l'histoire dominées par le règne des élites. Celui qui connaît le peuple est comme un hypnotiseur: il peut influencer l'âme de la foule par la suggestion et les images. L'hypnose de masse devient une nouvelle possibilité en politique. Toutefois, pour Le Bon, la forme actuelle de démocratie parlementaire est diamétralement opposée à ces lois de psychologie. Il s'agit d'une forme de culture politique qui, une fois lancée, ne

tient aucun compte de la sensibilité de la foule à la suggestion. Une nouvelle forme de pensée politique est nécessaire pour mettre un terme à l'illusion d'une culture politique rationnelle.

Cette dernière idée de Le Bon indique clairement qu'il est un représentant du pessimisme culturel de la fin du XIX^e siècle (les masses sont imprévisibles et impossibles à gouverner), mais il ne renonce pas à sa foi dans la régénération, vers laquelle des chefs charismatiques peuvent guider l'âme des masses en la faisant rentrer dans le droit chemin.

L'aliénation esthétique

La culture moderne en général et la nouvelle notion du temps, que Karl Lamprecht et Georg Simmel lient à l'ère technique et à l'économie capitaliste de l'argent et que Gustave Le Bon avait déjà associées au processus de massification, avaient déjà été diagnostiquées en tant que telles dans les cercles intellectuels des artistes. De tels diagnostics se retrouvent, par exemple, dans l'introduction de Wordsworth aux *Ballades lyriques* ou dans les écrits métalittéraires de Baudelaire. Le poète et essayiste américain Ralph Waldo Emerson (1803–1882) tire de ces diagnostics une doctrine de l'intuition et un panthéisme esthétique dans ses *Essais* (1841–1844), tout comme l'historien et essayiste britannique Thomas Carlyle (1795–1881) dans *Les Héros et le culte des héros* (1841).

D'autres artistes sont fascinés par la modernité. On observe aussi la conscience du fait qu'un certain progrès est en cours dans la culture (indubitablement sous l'influence de l'optimisme des saint-simoniens). Toutefois, plus la fin de siècle se rapproche, plus ce phénomène évolue: les thèmes de la menace et de la décadence prennent une importance croissante. Pour les artistes, la décadence est synonyme d'un degré supérieur de critique et de modernité. Ce ton critique devient encore plus acerbe parmi les artistes influencés par les problèmes d'aliénation psychique et par les idées des anarchistes et des marxistes.

Le fait que la communauté intellectuelle tienne des débats perpétuels sur ses propres lois et son identité est caractéristique du XIXe siècle et la notion de culture occupe une position de plus en plus centrale: «Le concept de culture constitue, au milieu du XIXe siècle, le motif central des discussions sur la nature de l'art et sur sa relation à la société. Ses racines se trouvent dans la notion romantique de l'art et du rôle de l'art dans la société qui avait dominé les cercles littéraires pendant la première moitié de ce siècle » (Johnson, 1979, p. 199).

Envisagé sous l'angle des évolutions sociologiques dans les activités intellectuelles (l'autonomie croissante de la pratique intellectuelle par rap-

port aux travaux pratiques des autres groupes sociaux), cet intérêt pour la culture peut être considéré comme un résultat direct de la nouvelle image que l'intellectuel a de lui-même: il est désormais un médiateur indépendant et le gardien des valeurs culturelles. Dans son essai *Culture et anarchie* (1869), Matthew Arnold (1822–1888) définit la culture comme la «poursuite de notre perfection totale en cherchant à connaître, sur tous les sujets qui nous sont les plus chers, le meilleur de ce qui a été dit dans le monde». Cette définition représente le point de départ de toute une série de perspectives sur la théorie culturelle, qui sont liées entre elles et que l'on trouve chez les contemporains d'Arnold. John Ruskin (1819–1900) et William Morris (1834–1896) ont particulièrement insisté sur le fait que l'art doit servir les valeurs morales et qu'il peut être un moyen d'améliorer la société, tant dans la forme écrite que dans la pratique. L'idée du développement parfait de l'individu et d'un ordre parfait de la société constitue alors le fondement de la foi dans la régénération.

À partir de Baudelaire, les termes psychopathologiques prennent une signification esthétique et commencent à être utilisés comme des catégories dans la philosophie culturelle. Dans l'art fin de siècle, les thèmes du «mal du siècle » ou de la «maladie du siècle » sont au premier plan. Des ouvrages médicaux popularisés deviennent de grandes sources d'inspiration pour certains écrivains. Le terme «spleen», si cher à Baudelaire, se retrouve également dans les rapports médicaux du début du XIXe siècle. Des auteurs tels que Richard Hamann (dans la lignée de Lamprecht et, dans une certaine mesure, de Simmel) comprennent la modernité comme un type de « culture impressionniste» ou de «culture de l'irritabilité» (voir Der Impressionismus im Leben und Kunst, 1907). La culture moderne ou urbaine est suspectée d'être la cause du chaos psychologique du sujet moderne. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ces théories apparaissent à la fin du siècle et se répercutent sur le naturalisme et le symbolisme. On les retrouve également dans la critique artistique conservatrice. En raison de leur nette préférence pour l'art néoclassique, ces critiques vont jusqu'à faire de l'impressionnisme et de l'esthétisme des pathologies en les associant à l'«irritabilité luxuriante de notre temps» (voir B. Chrisiansen, Philosophie der Kunst, 1909).

La théorie culturelle du XIX^e siècle est très idéaliste, que ce soit dans sa forme néoclassique ou romantique. Il s'agit d'une théorie des valeurs, recherchant en particulier des valeurs absolues : le plaisir non égoïste, un aperçu de la perfection du monde, des émotions humaines. Le comportement culturel est considéré comme la combinaison de la formulation et de la concrétisation des valeurs. Cela est possible de deux manières : par l'éducation et par les activités artistiques. En raison de la forte identification de la culture et des arts, il se dessine une nette tendance à établir une distinction entre la notion de culture et les habitudes sociales qui ne perdurent que temporairement. Ces

aspects sont regroupés sous le terme «civilisation» avec ses connotations d'utilitarisme bourgeois et d'industrialisation.

Jusqu'au XIX^e siècle, l'art est au service de l'Église et de l'État, et les réflexions sur la culture sont presque toujours liées à des considérations d'utilité. Désormais, le critère d'utilité de la classe moyenne est perçu comme une menace. Ceux qui ne prêtent attention qu'aux exigences d'utilité sociale dans leur comportement culturel sont à présent qualifiés de «philistins». L'utilitarisme réduit l'individu au statut de composant fonctionnel d'un ensemble mécanique et les individus au concept de masse. Les artistes n'ont plus le sentiment d'appartenir à cette société qui se contente de générer des masses de consommateurs de classe moyenne et des masses de prolétaires pour l'industrie.

Cela explique également la révolte esthétique de Nietzsche. Dès ses premiers écrits, il développe cette contradiction moderne en utilisant les notions dichotomiques d'Apollon et de Dionysos. Le premier incarne la beauté apparente du monde visible (la « petite raison »), tandis que le second représente les forces affirmant la vie (la « grande raison »). Dans la lignée de Schopenhauer, Wagner et les esthéticiens prônent également l'idée que l'art peut apporter une négation de la volonté libératrice.

Dans ses écrits postérieurs sur la philosophie de la culture, Nietzsche se détache de cette vision schopenhauerienne de l'esthétique. Pour lui, la négation de la volonté est une forme d'« ascétisme sacerdotal » injuste envers la réalité. Il conclut que la société moderne se trouve sur le « seuil du nihilisme » et que la culture dégénère. Une culture décadente est une culture de l'«homme fini», de l'individu qui nie les pouvoirs créateurs et s'autorise à être conduit par les abstractions des traditions culturelles. La culture actuelle est caractérisée par sa moralité d'esclave, une moralité de l'opprimé qui confirme les forces oppressantes (lesquelles sont les ennemies de la vie). Pire encore, cette moralité d'esclave cultive une haine des forces affirmant la vie et de toutes leurs représentations. Cela est particulièrement clair dans l'idéal ascétique du personnage du «prêtre». C'est dans ce contexte que le célèbre adage de Nietzsche «Dieu est mort» doit être envisagé: il n'entend pas tant que la religion soit morte mais que les abstractions qui haïssent la vie (dont la moralité, la religion, la métaphysique, etc.) n'ont plus aucune valeur pour le surhomme. Le fait d'avoir constaté la mort de Dieu incite l'homme à adopter une pratique de la vie qui se situe «au-delà du bien et du mal»: le sujet laisse de côté l'idéalisme qui le lestait. Mais la culture européenne perd sa confiance en soi ainsi que sa foi dans la culture grecque et judéo-chrétienne. Étant donné que pour lui ces valeurs ne sont que des illusions, Nietzsche considère que le temps est prédisposé à l'action des forces régénératrices, et c'est ainsi qu'il formule sa théorie de l'«éternel retour»: malgré toutes les tentatives du sujet pour systématiser la réalité, le

renouveau continuel des forces l'empêche de la connaître. La seule chose susceptible d'être connue est que ces forces et leurs effets reviennent en permanence, trouvant à chaque fois de nouvelles expressions. Cette certitude est le seul élément auquel le sujet connaissant peut se raccrocher. Nietzsche fait donc de sa théorie de l'éternel retour sa seule consolation. La volonté de puissance est la volonté de l'individu d'établir des « centres de volonté revenant éternellement ». La culture est vitale pour le surhomme, qui est en fait un artiste de la vie développant ses projets selon une ligne cumulative : chaque nouvelle activité détruit la précédente et adapte le projet à une situation nouvelle. Le surhomme adapte ainsi sa vie à l'éternel retour et affirme les forces créatrices de la vie.

Pour Nietzsche, l'aliénation esthétique signifie que l'humanité a perdu l'élan artistique du surhomme et qu'elle est devenue victime d'une culture nihiliste hostile à la vie. Cette critique acerbe de la culture et surtout cette philosophie optimiste de l'histoire fondée sur la vitalité de la vie trouvent un écho à la fin du XIX^e siècle dans la littérature des symbolistes et dans l'esthétique; elle est encore davantage présente dans la forme artistique vitaliste par excellence, l'Art nouveau.

LES COURANTS ARCHITECTURAUX ET LES ARTS PLASTIQUES ET VISUELS

Introduction: la naissance du marché culturel

Les évolutions spécifiques des diverses formes d'art durant le XIX^e siècle peuvent être regroupées sous trois concepts clés: la laïcisation, l'essor de la classe moyenne et l'autonomisation.

Jusque vers le début du XIXe siècle, les artistes travaillaient pour l'Église, pour un souverain ou pour un noble; en conséquence, les œuvres d'art ainsi produites avaient une fonction dans ces niveaux supérieurs de la société, qui dictaient également le goût et les conventions du jour. La production et la consommation d'art étaient déterminées par un cercle restreint d'individus. Toutefois, au XIXe siècle, l'Église et les palais royaux ne sont plus le centre de la vie artistique. Un public d'amateurs d'art issus de la classe moyenne, qui apparaît déjà pendant le XVIIIe siècle, se confirme et remplace l'Église et l'aristocratie dans leur rôle de mécènes: le pouvoir économique et politique croissant de la bourgeoisie aisée lui permet de s'intéresser aux œuvres d'art et d'en commander. Cette expansion et cette diversification des consommateurs d'art stimulent énormément la production artistique.

Dans ce nouveau siècle d'industrie et de commerce, les capitales européennes remplacent les Églises et les cours royales en tant que centres artistiques. Les éventuels mécènes, acheteurs et admirateurs vivent et travaillent déjà dans ces grandes agglomérations. Les artistes sont à même d'entrer en contact avec un public artistique de plus en plus large et anonyme qui, au cours du siècle, sort de plus en plus des salons officiels. Paris, déjà centre de la mode et de la littérature depuis le XVII^e siècle, devient la capitale de l'art et joue le rôle tenu jusqu'alors par Florence et Rome. Rome demeure toutefois un lieu de pèlerinage pour ceux qui désirent étudier les traditions de la culture antique, tandis que Paris devient un pôle d'attraction pour ceux qui souhaitent rester au fait de toutes les nouveautés et innovations artistiques. De plus, dans ces grandes villes, de nouvelles écoles artistiques sont fondées pour former les artistes, mettant un terme au monopole des académies nationales élitistes, et de grands musées nationaux ouvrent leurs portes, rendant visibles à tous les œuvres des grands maîtres: dès 1792, la Convention de Paris décide de la fondation d'un musée au Louvre; la construction du Glyptothek débute à Munich en 1816 et celle de l'Antikensammlung en 1838, tandis que l'Altes Museum est fondé à Berlin en 1818; le British Museum de Londres est bâti en 1823; en 1834, le musée national d'Archéologie ouvre ses portes à Athènes, devenue capitale de la Grèce. Ces exemples font des émules dans les principales villes d'Europe tout au long du XIXe siècle. Cela permet aux jeunes artistes d'étudier quotidiennement les grandes œuvres de l'art classique et de les copier, en plus des tâches qui leur sont assignées par leurs professeurs dans les ateliers voisins.

Conséquence de ces changements institutionnels dans le monde de l'art, le statut et le mode de vie des artistes changent également. Avec la disparition de ses anciens liens avec l'aristocratie et l'Église, l'artiste doit compter de plus en plus sur ses propres moyens et se libère spirituellement. Cela l'amène à repenser sa position dans la société et dans l'histoire, plus particulièrement par rapport à la tradition et au présent. Dans la mesure où l'artiste ne peut plus s'adresser à une communauté déterminée ou à un public homogène qui dicte les normes en matière de goût et de conventions artistiques (comme c'était le cas sous l'Ancien Régime), il se trouve de plus en plus contraint à trouver des points de soutien en lui-même. L'expression des idéaux, des normes et des valeurs d'un système social donné cède la place à l'expression de soi. Le monde quotidien et le passé sont devenus une simple base pour la confrontation individuelle. L'imitation strictement contrôlée laisse désormais le champ libre à la liberté de création, ce qui apparaît tout d'abord comme une confusion chaotique de styles et de néostyles: un artiste libéré de l'autorité peut alors soit expérimenter de nouveaux modes et moyens d'expression, soit utiliser son affinité personnelle pour retrouver les styles anciens et les adapter librement à sa propre vision et aux nouvelles demandes de la société

du XIX^e siècle. Ce phénomène génère une tension continue, à la fois dans le monde très différencié de l'art et dans ses divers publics.

L'artiste romantique et postromantique est un solitaire. Même s'il est un membre enthousiaste d'une école, d'un mouvement ou d'un cercle particulier, dès qu'il regagne son atelier pour peindre, sculpter ou composer, il se retrouve et se sent seul. Ainsi, il arrive à la conclusion qu'il diffère tragiquement, bien que talentueusement, des autres hommes. Cette différence s'exprime dans des coiffures, des vêtements et des modes de vie excentriques et inhabituels qui génèrent le fossé entre l'artiste bohème et le philistin ou le citoyen utilitaire.

Le revers de la médaille, en ce qui concerne cette indépendance et cette liberté artistique nouvellement acquises, est qu'une fois qu'il quitte son atelier avec une œuvre d'art fraîchement terminée, il est confronté à un monde de l'art sujet aux mêmes forces de compétition, d'offre et de demande que l'économie libérale de la société de l'époque. Il y a donc une nette nécessité de créer des réseaux de vente. La production, la distribution et la consommation sont dès lors complètement séparées. De plus en plus d'expositions indépendantes (Salon des indépendants et Sécessions) se tiennent hors des salons officiels; marchands d'art spécialisés, premières et galeries font leur apparition tandis que les symphonies et concerts *soli* entrent dans le processus de production des compositeurs, une différence s'opérant désormais entre le compositeur luimême et ses interprètes spécialisés (chefs d'orchestre et solistes virtuoses).

La tendance de plus en plus marquée à l'organisation et à la division du travail ainsi qu'à la spécialisation dans l'art au cours du XIX^e siècle donne naissance à divers circuits, ce qui augmente la tension et creuse perpétuellement des fossés entre les artistes. D'une part, on trouve des artistes qui, en raison de leur tempérament, de leurs convictions ou de leur intérêt pour les bénéfices matériels, sont prêts à suivre les conventions de goût généralement acceptées et à répondre aux demandes de leurs mécènes et clients issus de la classe moyenne. D'autre part, il est des artistes qui n'obéissent qu'à leurs instincts créatifs et s'efforcent de créer des œuvres d'art uniques et originales, que ce soit au prix de l'isolement, d'une absence de reconnaissance et parfois d'un appauvrissement. Cela explique le succès des néostyles et de l'éclectisme jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les vagues d'innovation se succédant et débouchant dans l'art radical d'avant-garde du début du XXe siècle. La poursuite de l'industrialisation, le déclin de l'artisanat et l'essor d'une classe movenne dont le bagage intellectuel et artistique est limité, voire inexistant, creusent considérablement le fossé entre le pseudo-art kitsch de masse, bon marché et souvent automatisé et les produits esthétiques limités, uniques et innovants. La même distinction entre le professionnalisme et le dilettantisme, entre l'œuvre esthétique originale et les produits commerciaux

452 DE 1789 À 1914

de masse s'opère dans le domaine musical: la musique innovante aux qualités esthétiques devient l'apanage des virtuoses, tandis que la production de pièces de salons et de genre plus légères, dans la tradition du sentimentalisme du XVIII^e siècle, se met en place pour satisfaire les amateurs de la classe moyenne.

Pour avoir un aperçu de l'énorme production artistique du XIX^e siècle, il convient tout d'abord d'être conscient de la tension permanente entre tradition et innovation. En raison de l'urbanisation de l'art, les somptueux exemples de néostyles et d'éclectisme demeurent les plus visibles. Ils peuvent masquer l'innovation révolutionnaire qui se produit à la même époque. C'est dans cette production artistique chaotique que la notion de modernité, qui est à la base de l'art moderne, est d'abord posée en principe. Ce combat difficile pour se libérer des griffes de la tradition ouvre la voie au modernisme et à l'avant-garde du XX^e siècle, le véritable point de rupture intervenant au XIX^e siècle.

Le combat pour se libérer du joug de la tradition

L'architecture

C'est tout d'abord le style néoclassique qui s'impose en Europe et en Amérique, position dominante qu'il occupe depuis la Révolution française. Le rococo, ludiquement élégant et individualiste, est rejeté car considéré comme typiquement aristocratique. On pensait alors que l'idéologie révolutionnaire allait gagner en importance si l'on permettait à l'architecture de suivre les idéaux de beauté classique des républiques grecque et romaine. L'utilisation du langage antique formel, que l'on trouve dans la grandeur solennelle et la rectilinéarité des temples, avait alors pour but d'impressionner les masses. Ainsi, le style Directoire de la période consécutive à la Révolution française (1795–1799) est suivi par la variante néoclassique du style Empire (1804– 1815). Sous le règne de l'empereur Napoléon, ce langage formel classique est utilisé avec une austérité et une sévérité qui confinent à la mégalomanie. Les architectes de la cour comme Pierre François Fontaine (1762–1853) et Charles Percier (1764–1838) jouent un rôle déterminant dans ce courant. L'ouvrage de référence, Recueil de décorations intérieures (réalisé en 1812), a une influence profonde et durable sur l'architecture du XIX^e siècle.

De nos jours encore, le centre de la plupart des grandes villes occidentales est marqué par les travaux du classicisme originel du XVII^e siècle ainsi que par ceux du néoclassicisme. Les arcs de triomphe, les portes des villes, les musées, les théâtres et les parlements sont tous édifiés dans ce style. C'est sous le règne napoléonien que le centre de Paris acquiert son aspect monu-

mental grâce aux nombreux et importants travaux architecturaux effectués à l'époque. Citons par exemple la rénovation du Louvre et la conception de la rue de Rivoli (plans de Percier et de Fontaine); la Bourse, commencée en 1808 par Alexandre Brongniart (1770–1847); la Madeleine, construite par Bartholémy Vignon sur ordre de Napoléon pour en faire un temple de la gloire en l'honneur de l'armée impériale et transformée en église catholique romane à la demande de Louis XVIII en 1864; l'arc de triomphe de l'Étoile, inspiré par l'arc de Titus du forum romain et conçu par Jean-François Chalgrin (1739–1811); l'arc de triomphe du Carrousel (1805–1806), une imitation de l'arc de Septime Sévère, dont les plans sont dessinés par Percier et Fontaine; enfin, la colonne d'Austerlitz sur la place Vendôme.

En Grande-Bretagne, la tradition classique des siècles précédents tirait déjà son inspiration des édifices et des dessins de l'architecte de fin de Renaissance Andrea Palladio. Là, le néoclassicisme du XIX^e siècle atteint son apogée entre 1825 et 1847 avec la construction du British Museum par Robert Smirke (1780–1867). Un grand nombre de pièces frappantes d'architecture néoclassique construites à l'époque sont encore aujourd'hui caractéristiques du centre de Londres: la Bank of England, conçue en 1789 par sir John Soane (1753–1837), le plus grand architecte britannique au tournant du siècle; Regent Street, la National Gallery, la Marble Arch et Buckingham Palace, tous édifiés par l'architecte de la ville de Londres John Nash (1752–1835).

Ce style néoclassique est évidemment aussi utilisé en Grèce et en Italie, pays d'origine de l'art classique. À l'instar du musée national d'Archéologie, de nombreux autres édifices sont bâtis à Athènes, afin de renforcer son nouveau statut de capitale. La nouvelle vague de conception classique, qui est moins apparente à Rome, l'est davantage à Naples et à Milan, où sont construits de nombreux châteaux et palais néoclassiques.

En raison de son esprit mégalomane et du besoin de faire rayonner son pouvoir et son autorité, Louis I^{er} de Bavière charge l'architecte allemand Leo von Klenze (1784–1864) de bâtir un temple colossal sur les rives du Danube près de Regensburg entre 1831 et 1843, bâtiment qui est érigé en l'honneur de tous les hommes importants de la patrie et qui est appelé Valhalla (allusion au paradis des peuples germaniques où seuls les héros tombés au combat sont admis). Klenze réalisera d'autres ouvrages d'importance, notamment à Munich, où il crée la Ludwigstrasse, la Brienerstrasse, le grandiose Königplatz (*illustration 98*), la vieille Pinakothek et la Glyptothek. Karl Friedrich Schinkel (1781–1841) travaillera quant à lui surtout à Berlin. En observant ses plus grandes œuvres, dont la Neue Wache dans l'avenue Unter den Linden, l'Altes Museum et le Königliches Schauspielhaus, on constate qu'il gère le style rationnel et classique de manière plus romantique et plus émotive grâce à une approche gothique.

Les théoriciens propagent le néoclassicisme en le présentant comme un langage universel de la forme, accessible à tous. Ce message parvient aussi jusqu'à des zones d'influence plus marginales, notamment en Russie et en Scandinavie. Par exemple, le néoclassicisme en Suède acquiert une renommée mondiale avec la construction de l'église Adolf-Frederik à Stockholm et des bâtiments de l'université à Uppsala, tandis que les architectes danois Christian Frederik Hansen (1756–1845) et T. E. von Hansen (1803–1891) deviennent également célèbres. En Russie, on observe d'abord une réaction prévisible de rejet du style français; pourtant, les architectes locaux parviennent à élaborer une variante russe, qui s'exprime dans les travaux de construction monumentaux menés par I. E. Starow (1743–1808) et ses contemporains le long des rives de la Neva à Saint-Pétersbourg, ainsi que dans la reconstruction de Moscou après l'incendie de 1812. Le style plus pompeux du Grand Théâtre (théâtre Bolchoï) restera au goût du jour jusque tard dans le XX^e siècle, appliqué à tous les édifices publics. Ce n'est pas le cas en Amérique du Nord, où les nouveaux matériaux et les nouvelles techniques de construction engendrent des innovations stylistiques radicales à partir de la seconde moitié du siècle; le néoclassicisme est toutefois dominant dans les bâtiments publics, ce dont témoigne le Capitole à Washington, construit entre 1793 et 1824.

Contrairement au néoclassicisme du XVIIIe siècle, qui est ordonné de manière rationnelle et dont les réalisations sont des imitations fidèles de l'idéal grec de beauté, la variante du XIXe siècle semble issue d'une notion plus libre, plus émotionnelle, correspondant au tempérament individuel de chaque architecte et mieux adaptée aux nouvelles exigences fonctionnelles de la société des classes moyennes de l'époque. En plus de recourir aux périodes classique et hellénistique de la culture grecque et à la culture classique romaine, les architectes adaptent ces styles à leurs propres traditions nationales. Avec l'essor de la fierté nationale, ils tirent leur inspiration des styles architecturaux élaborés dans leurs propres pays à la Renaissance. Cela est particulièrement évident dans les extensions du Louvre réalisées après 1852, sous le règne de Napoléon III: on prend pour point de départ les styles des architectes des XVIe et XVIIe siècles, bien que l'extension construite par Louis Visconti (1791–1853) et Hector Lefuel (1810–1881) au XIX^e siècle ait un caractère plus pompeux. La partie principale de l'Hôtel de Ville du XVIe siècle, qui donne sur la façade est du Louvre, sera également agrandie sur les deux côtés dans le même style néo-Renaissance. Les architectes du XIXe siècle utilisent régulièrement les œuvres locales de l'architecture Renaissance, en particulier pour la construction des mairies.

Pour ce qui est des œuvres les plus émotionnelles de l'architecture du XIX^e siècle, la principale source d'inspiration est le gothique. Sans aucun

doute, l'édifice le plus célèbre et le plus imité dans ce style est le Parlement de Londres (1836–1852), que l'on doit aux architectes Charles Barry (1795–1860) et Augustus Welby Pugin (1812–1852). Pour réaliser leur travail, ceux-ci ont reçu l'ordre de se fonder sur le style gothique ou Tudor (*illustration 99*). Barry, qui a une nette préférence pour les œuvres de la Renaissance italienne, est l'auteur du style général néogothique avec ses touches Renaissance, tandis que Pugin se charge de tous les détails gothiques à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment. Pour Pugin, l'application du style gothique relève de son devoir de chrétien, comme on le comprend à la lecture de l'*Apology for christian architecture* (1833).

Les idées morales de Pugin sur l'architecture se démocratisent grâce aux ouvrages de l'un des plus grands critiques de la société industrielle du XIX^e siècle, John Ruskin (1819–1900) (*illustration 100*), dont les *Seven lamps of architecture* (1848) et *Lectures on architecture* (1853). En conséquence, sa préférence pour le néogothique se propage dans les cercles non religieux: ce style est non seulement utilisé pour des églises, mais aussi pour des gares, des usines textiles, des musées et des tribunaux.

Ce renouveau de l'architecture médiévale caractéristique du gothique moderne n'est pas propre à la Grande-Bretagne, car il se manifeste dans tous les pays où ce style médiéval en ogive a connu son heure de gloire, tout particulièrement dans ceux où l'Église catholique romaine jouit encore d'une forte influence. En France, patrie des cathédrales gothiques massives par excellence, une nouvelle compréhension des monuments médiévaux est déjà en route au début du XIX^e siècle. Ce renouveau se doit à la parution d'un ouvrage fondamental sur les monuments de France, publié en 1800 par l'expert en art Alexandre Lenoir (1761-1839), de l'apologie Génie du christianisme de François René de Chateaubriand (1768–1848) et des études approfondies de la sculpture médiévale et de l'architecture gothique de Toussaint-Bernard Éméric-David (1755–1839). À partir de 1820, il est évident que le mouvement romantique, avec son sens aigu du nationalisme et sa préférence pour la période pré-Renaissance, ne peut plus être entravé et qu'il va anéantir le monopole du néoclassicisme, bien que ce dernier conserve les faveurs des classes dirigeantes jusqu'à la fin du siècle. Le néogothique connaît également un second souffle pendant la deuxième moitié du siècle grâce à Eugène Emmanuel Viollet-Le-Duc (1814–1879), qui rédige le Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XIe au XVI e siècle (1854–1868, 10 volumes) et œuvre aussi grandement à la restauration d'édifices gothiques.

En Allemagne, Goethe montre sa préférence pour le gothique dès 1722, en particulier avec *De l'architecture allemande*, où il fait du gothique un style architectural typiquement allemand. La génération suivante est poussée à ce culte de l'architecture médiévale par le philosophe culturel Friedrich

von Schlegel (1772–1829) et son ouvrage Caractéristiques de l'architecture gothique d'après un voyage réalisé aux Pays-Bas, en Rhénanie, en Suisse et dans une partie de la France entre 1804 et 1805. Cet intérêt général pour le gothique pendant la première moitié du XIX^e siècle inspirera, entre autres, l'achèvement de la cathédrale de Cologne et, par la suite, la construction de la Votivkirche néogothique à Vienne en 1856, réalisée par Heinrich von Ferstel (1828–1883). Même après la division de la monarchie danubienne entre l'Empire autrichien et le royaume de Hongrie, on continue d'ériger des bâtiments néogothiques aux côtés d'autres de néostyles différents, comme en témoigne le Rathaus (1873-1883), que l'on doit à Friedrich Schmidt (1825–1891). Entre 1885 et 1905, la ville hongroise de Pest (l'actuelle Budapest), siège du Parlement depuis 1867, voit la construction d'un énorme parlement de style néogothique sur les rives du Danube. Toutefois, ce bâtiment comporte également certains éléments de style Renaissance. Comme ailleurs à la même époque, les églises néogothiques ainsi que d'autres formes d'édifices font leur apparition aux Pays-Bas et dans les Flandres encore fortement catholiques.

Pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, l'ostentation des dirigeants des nouvelles classes moyennes, en particulier des «nouveaux riches», provoque également une vague de néobaroque parallèlement à tous les autres néostyles. La monumentalité de ce style et son emploi (ou imitation) de matières premières onéreuses reflètent parfaitement les désirs de ceux qui ont acquis leur statut au moyen de possessions matérielles. Il est donc significatif que les Bourses soient souvent réalisées dans le style baroque. Le fait qu'après la défaite de la France face à l'Allemagne en 1871, le Reichstag, édifié à Berlin entre 1884 et 1894, est réalisé dans ce style tient encore moins de la coïncidence. Tous les opéras (lieux de relaxation favoris de la classe moyenne) de l'époque sont de style néobaroque, les exemples les plus célèbres étant le théâtre de l'Opéra à Paris, conçu par Charles Garnier (1825–1898), et le Staatopera (1861–1869) de Vienne qui, avec la Ringstrasse, le Neue Hofburg et le Hofburg Theater, est également édifié dans ce style néobaroque par les architectes Gottfried Semper (1803-1879) et Karl Hasenauer (1833-1894), lesquels unissent leurs talents dans ce projet. Cette propension à la représentation extravagante conduit à un éclectisme ostentatoire quand des éléments d'autres néostyles commencent à être intégrés au néobaroque. Cet éclectisme néobaroque atteint son apogée avec la construction, entre 1866 et 1883, du palais de justice de Bruxelles, dont les plans sont dessinés par l'architecte urbaniste Joseph Poelaert (1817–1879). C'est en grande partie en raison de cet éclectisme de la fin du XIXe siècle que les générations suivantes méprisent l'absence d'unité stylistique de l'époque.

La sculpture

La sculpture, comme l'architecture, connaît une lente évolution dans son combat pour se libérer du joug de la tradition. Là encore, le néoclassicisme occupe la première place, bien que la plupart des artistes soient motivés par les sentiments et possèdent une approche romantique. Comme l'architecte, le sculpteur dépend énormément des commandes, encore davantage que les autres artistes. La nature des matériaux utilisés et leur coût élevé restreignent le désir d'innovation et d'expérimentation. L'autorité des académies et le pouvoir des salons sont un autre obstacle. Tout au long du XIXe siècle, les académies font de l'approche classique l'unique et indiscutable vision de la beauté et les juges des salons sont tous issus des académies et d'autres environnements traditionnels. Le fait d'être sélectionné pour participer à un salon représente une reconnaissance et donc la garantie de recevoir des commandes d'organes officiels et de riches mécènes. Enfin, la fonction de la sculpture du XIX^e siècle elle-même retarde le désir de changement et d'innovation. La majeure partie de la production sculpturale est presque toujours destinée au secteur public. Avec l'expansion des municipalités et la restructuration souvent remarquable des anciens centres-villes, d'imposants bâtiments se mettent à foisonner le long des nouvelles et larges avenues; on libère de l'espace pour les squares et les parcs, ce qui laisse aussi davantage de place pour les sculptures monumentales. Cet amour des monuments provient d'une tendance romantique à vouloir donner une forme tangible à la fierté patriotique, qui s'incarne dans des reliefs, des bustes, des armoiries, des statues et des monuments funéraires. La sculpture gréco-romaine constitue le modèle idéal pour toutes ces œuvres et Rome devient ainsi la Mecque artistique de l'apprenti sculpteur.

La sculpture romantique néoclassique est dans une large mesure déterminée par les œuvres de deux sculpteurs, l'Italien Antonio Canova (1757–1822) et le Danois Alberto Thorvaldsen (1768–1844), respectivement maîtres dans les mondes latin et germanique. Canova est le premier à sculpter ce « corps humain pétrifié » si caractéristique du XIX° siècle et, en agissant de la sorte, il s'évertue à reproduire les motifs classiques (dont les toges, les draperies et les coiffures classiques), l'objectif étant moins la représentation fidèle de la vie qu'une forme basique bien agencée et parfaitement équilibrée. Qu'il réalise des monuments pour des sépultures (pour les papes de Saint-Pierre de Rome), des statues de personnages mythologiques (par exemple *Amour et Psyché*, aujourd'hui au Louvre) ou encore des sculptures contemporaines de membres de la famille Bonaparte, toutes ses œuvres distillent une harmonie classique et une élégance digne, tout en conservant un sens froid de la distance (*illustration 101*). Thorvaldsen soumet aussi totalement son instinct créatif à l'idéal classique de

beauté. Son œuvre Jason et la Toison d'or (1803-1828) le rend célèbre du jour au lendemain, et les commandes affluent de toute l'Europe. La beauté idéalisée, une stricte simplicité, un arrangement harmonieux des lignes et l'héroïsme monumental de son travail sont une réponse parfaite aux désirs et aspirations des amateurs d'art néoclassique de l'époque. Pourtant, malgré leur talent, leur technique et leur pouvoir de composition exceptionnels, ces deux artistes produisent des œuvres qui semblent froides et distantes, comme s'il s'agissait de statues de glace. Leurs qualités et défauts se retrouvent dans les œuvres de leurs disciples pendant la seconde moitié du siècle: le sculpteur d'origine suisse James Pradier (1790–1852), créateur des douze Victoires de la tombe de Napoléon dans le dôme des Invalides à Paris; les Allemands Johann Gottfried Schadow (1764-1850), Johann Heinrich Dannecker (1758–1841) et Adolf von Hildebrandt (1847–1921), lequel sculpte la fontaine de Wittelsbach à Munich; enfin le Britannique John Flaxman (1755–1826), qui conçoit également des modèles pour les faïences de Wedgwood.

L'exemple le plus célèbre et le plus monumental de ce style de sculpture néoclassique romantique relativement strict et contrôlé est la statue de la Liberté (*illustration 102*). Construite à New York entre 1871 et 1874 et haute de 46 mètres, elle sera inaugurée en 1886 après avoir été offerte par la France aux États-Unis pour célébrer le centenaire de leur indépendance. Cette œuvre de Frédéric Auguste Bartholdi (1834–1904) se compose de 300 plaques de cuivre, moulées et agencées autour d'un squelette d'acier que réalise l'ingénieur Gustave Eiffel (1832–1923). L'idée de liberté est incarnée par une déesse classique portant une couronne et une torche dans la main droite, l'ensemble symbolisant la liberté, la dignité et l'autorité.

Pourtant, en même temps, des artistes s'efforcent d'élaborer un langage sculptural plus dynamique, plus chargé émotionnellement et plus dramatique, même si nombre d'entre eux restent prisonniers du dilemme entre les exigences de leur formation académique et leur vision romantique, ou entre leur besoin d'une forme d'expression plus libre et le conservatisme de leurs clients. On peut observer un type de sculpture utilisant ces effets dynamiques et dramatiques sur le relief *La Marseillaise* (ou *Le Départ des* volontaires, 1835–1836) de l'arc de triomphe de l'Étoile, créé par François Rude (1784-1855). Les émotions du spectateur sont éveillées par l'agencement de l'œuvre le long de lignes de force diagonales qui traversent ce «tableau vivant», ainsi que par la variété des profondeurs, les contrastes de noir et de blanc et par les visages expressifs des personnages. Cette vision plus romantique contraste de façon frappante avec un autre relief du même arc, à savoir Le Triomphe de 1810 célébrant la paix de Vienne de Jean-Pierre Cortot (1787-1843), dont la représentation plus statique et strictement géométrique indique clairement une approche plus classique.

L'action et la suggestion du mouvement sont des préoccupations centrales pour les sculpteurs de sensibilité romantique, ce qui laisse souvent une impression de désordre, de surcharge et d'émotion. Cela semble être le cas des grandes œuvres souvent architecturales de Pierre-Jean David (1788–1856), connu sous le nom de David d'Angers, et tout particulièrement dans l'œuvre exubérante et vitaliste de Jean-Baptiste Carpeaux (1827–1875), qui montre l'observation précise de la physionomie de ses modèles, laquelle est rendue encore plus vivante par les jeux de lumière sur ses sculptures. Parce qu'elle ne présente pas la mesure d'idéalisation voulue par le canon classique, sa sculpture d'un groupe vivant de danseurs appelée La Danse (placée devant la façade de l'Opéra à Paris) est considérée par ses contemporains comme l'œuvre d'un hurluberlu. Le fait que les sculpteurs soient de plus en plus fascinés par l'observation précise de modèles vivants et tendent davantage vers des représentations de la réalité fidèles à la vie s'illustre dans les sculptures animales d'Antoine-Louis Barye (1796–1875), dont les études sont toutes menées au Jardin des Plantes. Bien que son travail combine un sens de la réalité avec le besoin romantique d'effet dramatique, il est accueilli avec scepticisme par les adeptes de la tradition académique.

Cette observation attentive de la réalité quotidienne et sa représentation fidèle étendent également le nombre des thèmes: à partir de la deuxième moitié du siècle, les sculpteurs commencent à dépeindre le monde des travailleurs et des opprimés. Ce *verismo* est nettement visible dans *Les Victimes* du travail (1883), un relief que réalise le sculpteur italien Vincenzo Vela (1820–1891) de sa propre initiative. Il s'agit d'une sculpture réaliste et tragique représentant un ouvrier mort (lors des travaux de construction du tunnel de Saint-Gothard en Suisse) porté par ses compagnons. Vela devra attendre quarante années avant que son souhait de voir ce mémorial placé à l'extrémité sud du tunnel ne soit exaucé. Le Belge Constantin Meunier (1831–1905) crée une autre forme de réalisme sculptural dans ses études des travailleurs du Borinage, une région minière de Wallonie. En effet, il ne se contente pas de rendre clairement visibles les effets dévastateurs de ce travail sur l'individu, mais donne également une dimension héroïque et une fierté aux travailleurs, mineurs et ouvriers agricoles de ses portraits monumentaux. Cette tendance à l'héroïsme ne se retrouve pas dans les travaux du sculpteur français Jules Dalou (1838–1902), lui-même issu de la classe ouvrière, car sa description des travailleurs, de femmes lisant ou tricotant et de mères avec leurs enfants est strictement factuelle. Ses œuvres, comme le Buste de Gustave Courbet (1888–1890), un de ses amis communards mort en exil en 1877, témoignent de sa conscience sociale; l'accueil chaleureux par un public nombreux et enthousiaste de son Triomphe de la République (1879-1889, ensemble monumental de statues de bronze dévoilé dix ans plus tard sur la place de la Nation à Paris) marquera le triomphe de la sculpture réaliste.

460 De 1789 à 1914

La peinture

Comme dans les autres formes artistiques, le néoclassicisme, qu'il soit rationnel ou romantique, demeure longtemps le courant dominant en peinture, soutenu et diffusé par les académies, les salons et les organes officiels. Le modèle en la matière est Jacques Louis David (1748–1825), dont le grand tableau, *Le Serment des Horaces*, lui vaut la position de peintre officiel du gouvernement républicain, position qu'il conserve sous le Premier Empire. Son style strictement néoclassique aux thèmes moralistes, à la lumière froide, aux contours précis des personnages, au coup de pinceau lisse et à l'usage restreint de la palette est poursuivi par ses élèves Pascal Simond Gérard (1770–1837), Girodet-Trioson (1767–1824), Antoine Gros (1771–1835) et Dominique Ingres (1780–1867) (*illustration 103*). Comme ces peintres ont les faveurs des classes dirigeantes, ils dominent la peinture et déterminent le style académique pendant la première moitié du siècle.

Le néoclassicisme est également le style dominant en Allemagne pendant la première moitié du siècle, comme en témoignent les œuvres de Asmus Jakob Carstens (1754–1798), Gottlieb Schick (1776–1812) et Joseph Anton Koch (1760–1839), bien que la vision subjective des romantiques supplante l'objectivisme des classicistes plus tôt qu'en France. En Grande-Bretagne, la tendance romantique du néoclassicisme donne le ton dans la haute société; les principaux ambassadeurs de ce style sont sir Thomas Lawrence (1769–1830) et Lawrence Alma-Tadema (1836–1912), qui reçoivent le titre de chevaliers pour leurs œuvres. Aux États-Unis, le portrait officiel du premier président, George Washington, est commandé à Gilbert Stuart (1755–1828), portraitiste travaillant dans le même style néoclassique que David.

Pourtant, à l'époque, les peintres de nombreux pays sont en train de rompre avec la sévérité formelle et les thèmes classiques du néoclassicisme. Les œuvres des contemporains de David, comme le peintre et graveur espagnol Francisco de Goya y Lucientes (1746–1828), le poète, artiste graphique et peintre britannique William Blake (1757–1827) et le paysagiste allemand Caspar David Friedrich (1774–1840), présentent des signes visibles d'un type de peinture nouveau, plus ouvert et spontané (illustration 104). Ces trois peintres ouvrent la voie à l'innovation dans la peinture du XIX^e siècle. Goya, impulsif amant de la liberté, exprime sa conscience sociale par un objectivisme impitoyable, dont la forme devient très caricaturale, et utilise de puissants contrastes chromatiques et un coup de pinceau passionné. La misère qu'il observe autour de lui et sa souffrance personnelle s'expriment dans des tableaux poignants — Tres de Mayo, ou L'Exécution des défenseurs de Madrid en 1808, en 1814 (illustration 105) — et dans une série d'eauxfortes hallucinées sur la souffrance et l'injustice (Les Caprices, 1799), la guerre (Les Désastres de la guerre, 1810–1818) et la bestialité (Tauromachie,

1808–1818). Ses thèmes préfigurent le réalisme et la conscience sociale dans l'art et son style de peinture annonce l'impressionnisme. William Blake, en faisant de la ligne son principal moyen d'expression et en illustrant ses propres poèmes mystiques et visionnaires, préfigure déjà l'Art nouveau. Quant à Friedrich, il invoque un «état d'âme», une nostalgie d'un paradis perdu qui annonce l'atmosphère spirituelle du symbolisme dans sa façon d'intérioriser le paysage, malgré son utilisation intensive des ombres et lumières, ses formations rocheuses d'aspect irréel, ses ensembles d'arbres, de villes et ses groupes de personnages, lesquels apparaissent comme des points insignifiants du cosmos.

En France, la principale rupture avec le néoclassicisme intervient après le Salon de Paris de 1824, où sont exposées les œuvres de grands peintres paysagistes britanniques comme John Constable (1776–1837) et le talentueux Richard Parkes Bonington (1801–1829), qui meurt malheureusement très jeune. L'intensité avec laquelle ils se concentrent sur la nature dans leurs œuvres fait écho à la notion de «retour à la nature» de Rousseau. En rupture avec les règles des modèles classiques, ils peignent la pureté de l'air, l'intensité de la lumière et la couleur naturelle. Le rendu de la lumière est si intense dans les œuvres de Joseph Turner (1775-1851), contemporain de Constable, que les formes se dissolvent progressivement en une pure fantaisie picturale. Ces œuvres sont comme une révélation pour les peintres français comme Théodore Géricault (1791–1824) et Eugène Delacroix (1798–1863). Le Radeau de la Méduse de Géricault (illustration 106) et La Liberté guidant le peuple de Delacroix (illustration 107), œuvres dramatiques superbes, pleines de contrastes, de mouvement et d'une grande intensité de couleur, dont les personnages sont expressifs et fidèles, représentent les premiers actes de révolution picturale dans la peinture française. Grâce au soutien de Louis Adolphe Thiers, d'abord journaliste et critique d'art puis historien, politicien et ministre du gouvernement, Delacroix le rebelle finit par obtenir d'importantes commandes (le salon du Roi au palais Bourbon, le dôme de la bibliothèque au Sénat, la galerie d'Apollon au Louvre, la chapelle des Anges à Saint-Sulpice). Après l'annexion de l'Algérie par la France en 1832, Delacroix est envoyé en tant que membre d'une mission diplomatique auprès du sultan du Maroc et est fortement impressionné par le monde multicolore de l'Afrique du Nord. L'intensité des couleurs dans son œuvre s'en trouvera augmentée. Sa maîtrise du langage chromatique et son coup de pinceau suscitent l'admiration des impressionnistes tardifs et des fauves comme Renoir et Matisse.

Une coalition de peintres se forme durant les années 1840 pour lutter contre le credo classique des académies souvent dictatoriales. En France, par exemple, un certain nombre de peintres fondent l'école de Barbizon: Théodore Rousseau (1812–1867), Charles Daubigny (1817–1878), Narcisse

Diaz de la Peña (1808–1876), Jules Dupré (1811–1889) et Constant Troyon (1810–1865) s'installent dans ce village. Leur objectif commun est de créer des peintures fidèles de la nature et de peindre en plein air, notamment dans la forêt de Fontainebleau. Beaucoup de jeunes artistes allemands, las de reproduire des sculptures en plâtre et des gravures des chefs-d'œuvre classiques, quittent leurs académies et s'installent dans le monastère désaffecté de San Ísidoro dans le Pincio, à Rome. Contrairement à d'autres artistes qui partent pour Rome, afin d'étudier le langage de la forme classique, ils s'y rendent pour rechercher l'esprit des peintres chrétiens médiévaux et insuffler une vie nouvelle à l'art chrétien, ce qui leur vaut le nom de nazaréens. Ils peignent surtout des fresques aux couleurs claires soigneusement équilibrées et réalisent un certain nombre de fresques collectives à la Casa Bartholdy et au Casino Massimo. À l'exception de Johann Friedrich Overbeck (1789–1869) (illustration 108) qui reste à Rome, ces peintres retournent en Allemagne où ils exercent une influence considérable en raison des positions importantes qu'ils acquièrent dans le monde de l'art: Wilhelm von Schadow (1789-1862), tout d'abord à Vienne, puis en tant que directeur de l'académie de Düsseldorf; Julius Schnorr von Carolsfeld (1794–1872) et Peter von Cornelius (1783–1867) à Munich; Franz Pforr (1788–1812) à Vienne; Philipp Veit (1793–1877), directeur de l'académie de Francfort. Bien que leur passion romantique pour l'art médiéval ressemble à un rêve par trop enthousiaste, ils parviennent à provoquer une libération vivifiante de la tradition classique. Cette période est par ailleurs dominée par le Biedermeier et son indolence de classe moyenne, son confort familial et sa sentimentalité. La préférence de ces artistes pour le détail, comme on la trouve dans l'œuvre du peintre romantique Philipp Otto Runge (1770–1820), les mène à dépeindre le foyer, des scènes campagnardes idylliques et des contes de fées. Les deux peintres les plus importants du Biedermeier sont Ludwig Richter (1803–1884), qui réalise des sculptures sur bois des contes d'Andersen et des frères Grimm, et Carl Spitzweg (1808–1885), qui se détache de l'attention au détail pour aller vers un style plus pictural, presque impressionniste.

Avec l'Exposition universelle de Paris en 1855, la peinture romantique reçoit enfin une reconnaissance : une salle est cette fois réservée au peintre romantique Delacroix (ainsi qu'à son rival Ingres), et on peut y admirer 35 de ses principales pièces. À cette occasion, la victime du jury est Gustave Courbet (1819–1877), dont les trois toiles sont rejetées. Pour protester contre cette décision, il installe son propre pavillon près de l'exposition et place au-dessus de l'entrée un écriteau où l'on peut lire «Pavillon du Réalisme». Le pôle d'attraction de cette exposition est un tableau géant, de 3,5 × 6 mètres, intitulé *L'Atelier du peintre, allégorie réelle déterminant une phase de sept années de ma vie artistique*. On y voit l'artiste travaillant sur un paysage dans son atelier, entouré de ses

amis (parmi lesquels Champfleury, Proudhon et Baudelaire) et de tout un groupe de personnages qui symbolisent leurs classes sociales, événements ou conditions sociopolitiques.

Pendant environ sept ans, Courbet mène la «bataille réaliste», la seconde vague d'innovation qui fait jaser dans les cercles des académies et des classes moyennes. Il est le premier et le plus important représentant de la peinture d'une chronique réaliste de la vie quotidienne parmi les travailleurs de Franche-Comté, sa région natale. Dans des œuvres comme *Les Casseurs de pierres*, *Un enterrement à Ornans* et *Les paysans de Flagey revenant de la foire* (exposée pendant le Salon de 1850–1851), Courbet rompt avec les conventions dominantes et choque son public autosuffisant de classe moyenne, ses tableaux étant en fait des pamphlets sociaux. Dans ses portraits, ses paysages et ses natures mortes, il utilise son talent exceptionnel et ses pouvoirs d'observation pour dépeindre l'existence humaine dans toute sa réalité basique et tangible.

L'illustrateur Honoré Daumier (1808–1879) est encore plus courageux et engagé dans sa critique de la société, ce qui lui vaut une peine de prison. Son sens profond de l'humanitarisme et de la justice le pousse à combattre impitoyablement l'hypocrisie et les autres injustices sociales dans ses caricatures, notamment dans *Le Charivari* et *La Caricature*, ainsi que dans ses lithographies et peintures satiriques. Ses techniques d'esquisse et ses simplifications sont innovantes, tout comme sa façon d'utiliser parfois la distorsion pour transformer les personnages en des contours flous qui semblent prisonniers de la surface. Ce n'est que vers la fin du siècle que ce style est poussé plus avant par des peintres comme Van Gogh, Gauguin et Munch.

L'œuvre de Jean-François Millet (1814–1875) est une troisième variante du réalisme. À partir de 1849, date à laquelle il s'établit à Barbizon, il se consacre à dépeindre des fermiers avec leurs femmes et leurs enfants, occupés à leurs tâches quotidiennes dans une campagne inaltérée quoique dure (illustration 109). Ses œuvres font de ces fermiers des héros et des héroïnes, et il représente ces scènes de vie rurale dans des compositions claires et équilibrées en employant des couleurs harmonieuses. L'approche mystique et sentimentale de Millet rend sa peinture réaliste accessible à un large public. De plus, par la représentation de personnages tels que le fermier, le semeur et le berger, il construit une iconographie qui restera en place jusqu'à l'époque de Van Gogh et de l'expressionnisme. Son influence est considérable, notamment aux Pays-Bas, avec l'école de La Haye de Jozef Israëls, Jacobus Maris et Anton Mauve; en Belgique, avec le groupe de Bruxelles, qui fonde la Société libre des beaux-arts en 1868 et publie la revue L'Art libre sous l'égide, entre autres, de Charles de Groux, le premier peintre à représenter la classe laborieuse des villes; et en Allemagne, avec le réalisme modéré mais de bon goût de Von Menzel et de l'école de Leibl.

En Italie, et surtout à Florence, une forme différente de réalisme est diffusée par un groupe de peintres connus comme les Macchiaioli ou tachistes (Giovanni Fattori, Giuseppe Abbati, Raffaello Sernesi, Silvestro Lega et Vito d'Ancona), qui s'intéressent à la peinture de la lumière et construisent leurs tableaux sur des surfaces simplifiées en utilisant des contrastes d'aspect abstrait. Leurs expériences sont intéressantes en ce qu'elles préfigurent déjà le climat spirituel et la stylisation caractéristiques du symbolisme.

Le réalisme suit un autre cours en Angleterre, où la Pre-Raphaelite Brotherhood est fondée en 1848 par William Holman Hunt (1829–1910), John Everett Millais (1829–1896) et Dante Gabriel Rossetti (1827–1910) (illustration 110). Rejetant les clichés du style néoclassique romantique encore prôné par les académies artistiques de l'époque, ils tendent vers un nouveau style de peinture honnête, frais et non conventionnel dans sa tentative radicale de rendre la réalité aussi fidèlement que possible. Ils puisent leur inspiration dans l'époque antérieure aux académies, par exemple dans l'art italien précédant l'avènement de Raphaël (1483–1520). Le résultat de ce retour aux sources est une forme détaillée de réalisme, méticuleuse, précise, bigarrée et très colorée, qui n'est pas sans rappeler les anciens maîtres italiens et flamands. Ces peintres souhaitent toutefois donner à leurs œuvres une touche contemporaine. Leur préférence va de la réalité quotidienne simple et brute à des sujets religieux, mythologiques et historiques qui ne manquent pas de faire scandale dans la société victorienne. Leur engagement social fait également d'eux des réalistes. Ils sont messianiques dans leur détermination à restaurer la culture et à la protéger contre la décadence et le manque de goût d'une société industrialisée, leur antidote étant la création de la beauté dans la vie quotidienne et, en portant aux nues l'artisanat, l'élévation du travail au rang d'art. Ils préparent ainsi le climat spirituel des futurs artistes de l'Art nouveau.

À l'époque où l'influence de Courbet favorise l'essor du réalisme hors des frontières françaises, celui-ci a déjà été supplanté par une troisième vague d'innovation qui, comme de bien entendu, provoque scandales et hauts cris. En 1863, la réaction des artistes contre les décisions du jury du Salon est si forte qu'ils décident de mettre en place leur propre exposition et d'y présenter les œuvres des artistes rejetés. Ce Salon des refusés est extrêmement populaire, bien que ceux qui attribuent ce succès au scandale qui l'entoure soient nombreux. L'une des œuvres considérées comme choquantes à l'époque est Le Déjeuner sur l'herbe d'Édouard Manet (1832–1883). Tout en s'inspirant d'une composition de Raphaël, Manet a remplacé dans son tableau les dieux et les déesses par des Parisiens se reposant à la campagne. Le fait que l'un des personnages féminins est complètement nu n'est pas choquant en soi, car la nudité est chose courante en peinture depuis des temps immémoriaux. En réalité, le problème pour ce public amateur d'art du XIXe siècle réside dans

le fait qu'il ne s'agit plus de la représentation d'une créature intouchable appartenant à une sphère supérieure, mais de celle d'une femme ordinaire qui a simplement ôté ses vêtements. Cette évocation de thèmes quotidiens est aggravée par le style pictural de l'artiste, ce qui intensifie le choc produit par son réalisme. L'artiste semble plus concerné par ses personnages, qui sont tous dépeints avec l'acuité d'une photographie, que par ses paysages, peints de manière moins soigneuse et fluide avec de grands coups de pinceau et de grandes touches. Par ailleurs, le profond contraste créé par la lumière et les surfaces sombres ne sert qu'à accentuer la nudité de la femme.

Cette peinture, dont on parle beaucoup au départ et qui jouit aujourd'hui d'une grande célébrité, montre que Manet est à la fois un iconoclaste et un gardien de la grande tradition picturale partagée par des artistes tels que Vélasquez, Hals et Goya. Ici, pour la première et dernière fois, on assiste à une synthèse de la tradition et de l'innovation. Comme ses célèbres prédécesseurs, il a une préférence pour les formes puissantes mais simples et pour une palette de noirs et de gris simplifiée, bien qu'il parvienne à l'opulence et à la complexité dans ses œuvres. En revanche, plus que les autres réalistes de son époque, c'est un artiste libéré qui réussit également à se libérer de l'utilisation d'une seule iconographie. Il s'efforce de créer des compositions de surfaces, de tons, de touches, de contrastes et de relations qui dépassent le réel dans leur richesse picturale et compositionnelle. L'autonomie de l'œuvre d'art, la création de l'art pour l'art atteint sa complétude dans l'œuvre de Manet.

La musique

D'un point de vue technique, l'émergence du romantisme en musique se traduit moins par l'introduction de formes nouvelles que par une désintégration progressive des formes héritées du classicisme. Toutefois, le monde musical connaît un profond changement résultant de l'indépendance croissante du compositeur et de l'émergence d'un public nouveau issu de la classe moyenne. L'affirmation de soi fait de la composition un exercice de liberté; le processus de composition est utilisé consciemment pour changer la réalité et comme un acte révolutionnaire contre la hiérarchie établie.

Cela s'exprime parfaitement dans la lutte entre la musique religieuse et la musique profane, de plus en plus présente. Les compositions de messes échappent à leur fonction liturgique et deviennent les expressions d'une conscience d'un ensemble de problèmes existentiels, allant parfois à l'encontre des recommandations et des exigences de la liturgie, comme la *Messe solennelle* de Beethoven ou le *Requiem* de Berlioz. On observe même l'émergence de pièces blasphématoires provocantes, notamment dans les parti-

466 De 1789 à 1914

tions de *Manfred* de Schumann et du *Faust* de Berlioz (*illustration 111*). L'oratorio contient également certains passages profanes. En Allemagne, surtout après *Les Saisons* de Haydn (1801), on voit apparaître un nouveau genre dont le caractère profane se révèle idéal pour les salles de concert de la classe moyenne.

D'un point de vue thématique, les changements les plus spectaculaires concernent l'opéra, le genre musical de la classe moyenne par excellence. Les compositeurs traitent de thèmes que la classe moyenne peut rapprocher de sa lutte pour l'émancipation. Les gens ordinaires avaient déjà joué un rôle dans l'opéra bouffe du XVIII^e siècle, mais ils deviennent alors les héros du grand opéra, comme en témoignent le héros de conte populaire (Der Freischütz de Weber), le héros national (Guillaume Tell de Rossini) ou encore l'artiste héroïque (Benvenuto Cellini de Berlioz). Le répertoire de l'opéra romantique évoque aussi des thèmes politiques et historiques (Fidelio de Beethoven, Les Huguenots de Meyerbeer) et des contes de fées (Oberon de Weber). Pour la première fois dans l'histoire, le roi peut être présenté comme un personnage historique ou populaire (Tsar et Charpentier de Lortzing) et l'autorité royale peut même être sapée par le peuple, ce qui est démontré par Daniel Auber (1782–1871), qui travaille avec le célèbre auteur de feuilletons Eugène Scribe pour créer La Muette de Portici (1828): cet opéra, lorsqu'il est donné à Bruxelles en 1830, déclenche la lutte pour l'indépendance.

Le caractère spectaculaire du grand opéra est renforcé par l'introduction d'épisodes de ballet. Le ballet devient un genre totalement indépendant au cours du XIX^e siècle, surtout en France. Les grands ballets romantiques, comme *La Sylphide* (1832), *Le Diable boiteux* (1836), *Giselle* (1841), *La Péri* (1843), etc., sont réputés pour leur grâce, pour la virtuosité de leur style de danse ainsi que pour l'atmosphère de conte de fées évoquée pendant la représentation. La popularité de ce ballet blanc et de ces tutus immaculés est incontestée tout au long du siècle. Les nouvelles techniques comme les pointes et le saut périlleux nécessitent une virtuosité quasi acrobatique mais confèrent aux danseurs le caractère léger, flottant voire éthéré indispensable pour danser ces ballets fantastiques.

La prédominance des compositeurs allemands pendant la première moitié du XIX^e siècle est particulièrement frappante. Contrairement à ce que l'on observe dans les autres arts, la musique romantique allemande donne le ton en Europe. C'est Ludwig van Beethoven (1770–1827) qui sépare classicisme et romantisme (*illustration 112*). Dès ses premières œuvres, aux alentours de 1790, il se démarque du classicisme viennois dominant de Haydn et de Mozart. Il est le premier à exprimer la musique de la conscience de soi moderne et critique, la musique d'un être humain important et productif désireux d'influer sur le cours de l'histoire et sur la société à laquelle il appartient. Pour Beethoven, la musique n'a plus pour fonction de servir ou

de décorer mais d'exprimer des idées et des sentiments personnels. C'est pourquoi il ne se contente pas d'adopter et d'imiter les formes normalisées qui lui ont été transmises mais les transforme pour qu'elles correspondent à son mode de pensée personnel. Les techniques de composition novatrices de Beethoven peuvent être caractérisées par leur façon évolutive de bâtir autour d'un thème, par l'intégration croissante de motifs majeurs, par l'emploi des formes de la mélodie comme une matière première permettant de créer de nombreuses œuvres autour d'une même idée, par la dialectique dramatique qu'il utilise dans le développement de la sonate et par le principe de forme cyclique que l'on retrouve dans toutes ses grandes œuvres postérieures à la *Troisième Symphonie*. Les innovations et changements apportés par Beethoven dans les moyens d'expression musicale sont intimement liés au fait qu'il croit que l'humanité est perfectible et la société transformable, idées qui lui sont inspirées par la Révolution française. Les références littéraires dans ses principales œuvres renvoient toutes à la révolte de l'homme contre la tyrannie (Prométhée contre les dieux, Egmont contre l'oppression espagnole, Fidelio contre l'emprisonnement injuste) ou à la glorification d'une fraternité d'hommes (Neuvième Symphonie). De plus, toutes les œuvres dans lesquelles l'idée d'héroïsme humain est centrale (l'ouverture de Coriolan, Symphonie héroïque, Cinquième Symphonie, Septième Symphonie) utilisent des motifs comme des chœurs révolutionnaires, des marches ainsi que des chansons et des éléments de la musique populaire.

Dans ce processus d'émancipation où la musique devient l'instrument idéal de soi-même et le son un moyen d'expression indépendant, dans cette libération de la compulsion formelle qui permet des explorations nouvelles et innovantes des formes musicales nécessaires à l'expression des idéaux de liberté, de solidarité et de progrès, Beethoven se dresse comme un phare indiquant la voie vers les temps modernes.

L'époque de Beethoven n'inaugure pas seulement la fin des divisions entre les différents genres musicaux, mais aussi l'abolition des frontières existant entre les arts eux-mêmes, notamment entre la musique et la littérature, entre la langue des mots et le jeu des sons. Franz Schubert (1797–1828) est pour beaucoup dans cette évolution, car il est le créateur du *lied* romantique, une forme duale pour chanteur soliste et piano dans laquelle les parties vocales et instrumentales sont équivalentes. Il donne également une forme définitive aux cycles de *lieder*, des cycles de chansons qui forment un ensemble stylistique et thématique. Schubert parvient à l'apogée de cette forme d'expression dans le cycle du *Voyage d'hiver*, fondé sur les poèmes de Wilhelm Müller et qu'il définit lui-même comme une «guirlande de *lieder* effrayants». Dans l'œuvre de Robert Schumann (1810–1856), cette fusion des textes verbaux et musicaux est encore plus intense : tantôt la voix et le piano se confondent, tantôt la voix semble issue des parties de piano.

Il compose lui aussi des cycles musicaux pour les poèmes de Friedrich Rückert, Joseph von Eichendorff, Adelbert von Chamisso de Boncourt et Heinrich Heine. Dans Les Amours du poète, il parvient à éclairer la double personnalité romantique de Heine en créant une tension croissante au moyen de changements de ton et d'accords dissonants et consonants. L'utilisation passionnée de la voix dans la musique de chambre ajoute au pouvoir du son d'ensemble, qui prend dès lors des proportions presque symphoniques. Carl Maria von Weber (1786–1826) (*illustration 113*) acquiert également une renommée grâce à ses compositions pour des chansons extraites de La Vielle et l'Épée de Körner, bien que sa célébrité en Europe se doive davantage à ses opéras Der Freischütz (1817), Euryanthe (1823) et Oberon (1826). Il s'agit d'œuvres innovantes dans leur délation du dialogue parlé, leur distribution dramatiquement équilibrée des passages récités, des arias, des duos et des finals, ainsi que dans leur utilisation du motif conducteur et de l'orchestration pour souligner l'idéal romantique de synesthésie et d'unité de couleur, d'image et de son. On retrouve une forme d'orchestration romantique similaire, utilisée pour invoquer les esprits de la nature, chez Félix Mendelssohn-Bartholdy (1809–1847) avec les symphonies *Italienne* et Écossaise, l'ouverture des Hébrides et La Grotte de Fingal, quoiqu'il témoigne plus d'intérêt pour la musique de ses prédécesseurs que pour celle de ses contemporains.

Les idéaux de la Révolution française poussent de nombreux compositeurs allemands à percer rapidement dans le romantisme. Paradoxalement, en France, la Révolution renforce la tradition classique, ce qui s'illustre dans la grandiose et solennelle musique de chœur et dans les grands opéras visant à refléter la majesté extérieure et le nouvel ordre de l'État. Des compositeurs comme François Joseph Gossec (1734-1829), Luigi Cherubini (1760–1845) et Étienne Méhul (1763–1817) empruntent à la musique française traditionnelle les éléments de grandeur et de majesté communs aux anciens royaumes de façon à les utiliser pour la révolution triomphale, puis pour la Restauration après 1815. La musique occupe la même fonction que l'architecture, la sculpture et la peinture néogothiques, et continue d'être jouée à l'occasion des cérémonies officielles jusque tard dans le XIX^e siècle. On donne toujours les grands opéras spectaculaires, qui demeurent populaires grâce aux œuvres de Giacomo Meyerbeer (1791–1864) et Jacques Fromental Halévy (1799–1862). Il faut attendre 1830 et Hector Berlioz (1803–1869) pour que le romantisme fasse une percée. Ce compositeur n'a pas d'égal dans sa maîtrise instrumentale et parvient à déployer un ensemble monumental de sons reflétant l'esprit schizoïde du romantique, qui se considère comme un ange déchu, ou exprimant le romantisme sombre de la décadence et de l'adoration du malin (voir la Symphonie funèbre et triomphale). Ainsi, Berlioz tire son inspiration des idoles littéraires de l'époque (Shakespeare,

Goethe, Byron, Scott, Hugo et Gautier) ainsi que de ses propres passions, qu'il rend sous la forme d'histoires «autopsychographiques» romancées (voir la *Symphonie fantastique*).

Dans d'autres pays, le romantisme apparaît encore plus tard. En Italie, pays qui a dominé la scène musicale au XVIIIe siècle, la tradition de l'opéra se poursuit dans les œuvres de Vincenzo Bellini (1801–1835), Gaetano Donizetti (1797–1848) et Gioacchino Rossini (1792–1868). En Angleterre, la musique se rapproche de la classe moyenne, mais cette évolution n'apporte pas de renouveau notable. Les choses sont différentes en Europe de l'Est, notamment en Pologne et en Russie, pays qui entretiennent à l'époque des relations culturelles étroites avec l'Europe occidentale. Frédéric Chopin (1810–1849), originaire de Varsovie, fait preuve d'un talent sans pareil qui lui permet de faire résonner l'âme du romantisme dans les ambiances orageuses et frivoles de ses œuvres pour piano. Il est le compositeur romantique par excellence, ne s'appuyant pour ses créations que sur ses propres états d'âme. Il n'y a que dans ses Valses, Polonaise et Mazurka que l'on retrouve les emprunts aux rythmes de danse et à la musique traditionnelle de sa Pologne natale. Le nationalisme et l'insurrection sociale du mouvement romantique se trouvent à la base des opéras de Mikhaïl Glinka (1804-1857), lequel rompt avec le style italianisant qui domine alors en Russie. Il se sert des instruments et des mélodies populaires et se révèle être le premier compositeur à mettre en scène le peuple russe dans ses opéras, comme on le voit dans La Vie pour le tsar et dans Rousslan et Ludmilla, adaptation d'une œuvre de Pouchkine. À sa façon, il ouvre la voie à une tradition de romantisme russe qui produira des compositeurs tels que Modest Moussorgski (1839–1881), Alexandre Borodine (1833–1887), Piotr Tchaïkovski (1840–1893) et Nikolaï Rimsky-Korsakov (1844–1908).

Le style romantique continue de dominer la musique pendant tout le XIX^e siècle, ce qui n'est pas le cas pour les autres arts. Cela ne signifie toutefois pas que les compositeurs romantiques dominent toute la scène musicale, car la plupart de leurs innovations sont accueillies par le public de la classe moyenne avec des protestations et beaucoup d'incompréhension. En conséquence, nombre d'entre eux ont des problèmes d'argent, quand ils ne vivent pas dans la pauvreté. Le fait que beaucoup de ces premiers compositeurs romantiques soient des «précurseurs» (*Frühvollendeter*) nourrit le mythe tout aussi romantique du compositeur talentueux mais rejeté par la société et contraint de mener une vie marginale d'artiste bohème, mythe qui sera renforcé par *La Bohème* de Giacomo Puccini (1858–1924) (*illustration 114*).

La classe moyenne considère toujours que la musique majestueuse néoclassique est la plus appropriée pour les cérémonies officielles. Pour se détendre, elle assiste aux grands opéras spectaculaires, aux ballets blancs, 470 DE 1789 À 1914

aux ballets fantastiques et commence, pendant la seconde moitié du siècle, à s'intéresser aux opérettes. Dans la lignée de l'opéra bouffe et du vaudeville, l'opérette est le seul genre léger, ludique et gracieux de l'époque. Comme les pastorales auparavant, le genre est un monde en lui-même et amortit l'art romantique de la contestation. C'est un produit typique de l'époque du « laisser-faire, laissez-passer », d'un monde dans lequel tout un chacun peut agir comme bon lui semble tant qu'il ne menace pas le système. Le même gouvernement qui avait poursuivi Baudelaire et Flaubert tolère les opéras de Jacques Offenbach (1819–1880), le «Mozart des Champs-Élysées », et leurs rumeurs satiriques énumérant les scandales dans lesquels sont impliqués les puissants de l'époque; il tolère la critique humoristique de la Cour, de l'armée, de l'administration parce que cette forme de plaisanterie ne sape pas l'autorité et s'adresse principalement à un public limité dont la loyauté est indéfectible. En fait, cette satire soumise et de bon aloi agit comme une soupape et ne fait que réaffirmer le système.

Avec l'essor du circuit commercial pour les genres musicaux « légers », qui comptent désormais des revues, des cabarets, des cafés chantants et autres, les compositeurs de musique « sérieuse » doivent réagir et se professionnaliser. Ils rendent sciemment leurs compositions difficiles à la fois sur le plan technique et sur celui du contenu. Ces œuvres ne peuvent dès lors être exécutées que par des virtuoses dans des salles de concert et ne sont appréciées que par un public érudit. La volonté d'un soliste virtuose et compositeur comme Niccolò Paganini (1782–1840) est ainsi d'utiliser sa virtuosité et d'« épater le bourgeois », mais pour les compositeurs les plus romantiques, le degré de complexité de la pièce est également une expression de la complexité interne de l'artiste. En conséquence, la musique à programme prend de l'importance et, pendant la seconde moitié du siècle, la musique romantique prend un tour plus réaliste.

D'une manière générale, le terme «réalisme» n'est pas utilisé dans les ouvrages traitant d'histoire de la musique, à une exception près. En effet, le mouvement italien connu sous le nom de vérisme, qui regroupe des compositeurs d'opéra comme Amilcare Ponchielli (1834–1856), Umberto Giordano (1867–1948), Pietro Mascagni (1863–1945) et Ruggiero Leoncavallo (1888–1919), s'efforce sciemment d'atteindre une authenticité dramatique. En général, les années 1850–1880 sont définies comme une période de romantisme avancé; les œuvres musicales produites pendant ces trois décennies s'inscrivent dans la lignée du courant des décennies précédentes et atteignent même son zénith. De plus, en raison du caractère abstrait du langage musical utilisé, il est difficile de parler de forme artistique réaliste.

Toutefois, de nombreux éléments indiquent un intérêt des compositeurs pour la réalité quotidienne et une couleur plus réaliste de leur approche romantique de la musique. La principale différence entre la musique romantique des débuts et celle du romantisme avancé réside dans une vision totalement opposée de sa fonction. La musique n'est plus perçue comme un baume que l'on applique sur les blessures des désillusions ou comme une échappatoire des déceptions de la vie; les musiciens ont le sentiment que leur musique peut servir de moyen d'expression pour affronter la réalité telle qu'ils en font l'expérience et pour déterminer leur propre position en son sein.

Ces intentions sont visibles dans la nette préférence pour la musique à programme et la musique descriptive. Autre caractéristique de l'époque, la symphonie classique se transforme en poème symphonique: Franz Liszt (1811–1886) donne le ton avec sa *Faust symphonie*, bientôt suivi par Camille Saint-Saëns (1835–1921) et Johann Strauss (1825–1899). D'autres compositeurs de pièces instrumentales travaillant hors de la sphère de la musique à programme, comme Johannes Brahms (1833–1897), Anton Bruckner (1824–1896) et César Franck (1822–1890), intègrent également des éléments réalistes dans leurs symphonies (*illustration 115*).

Cette attention renforcée à l'égard de l'actualité mondiale se retrouve dans la musique elle-même: des sons de l'environnement quotidien et de la nature sont insérés dans les œuvres ou imités par les instruments. La description par le son d'éléments naturels, déjà introduite par les premiers romantiques, est poussée plus avant en matière de rythme, de mélodie et d'imagerie musicale — par exemple, la rivière dans la *Moldau* de Bedřich Smetana (1824–1884), ou l'immensité des steppes dans le poème symphonique de Borodine Dans les steppes de l'Asie centrale. Des sons réels se font également entendre, comme le canon dans l'ouverture pour la fête de Tchaïkovski ou les cloches dans Carmen (1875), un opéra de Georges Bizet (1875–1938) qui est déjà populaire à l'époque. L'action de cet opéra se déroule dans le monde des soldats, des ouvriers, des gitans et des contrebandiers. Ces personnages ne sont plus confinés à des rôles mineurs mais deviennent les principaux protagonistes, ce qui souligne la valeur sociale de cette œuvre. Si les souverains sont représentés, ce n'est que pour montrer leur cruauté, comme le fait le compositeur italien Giuseppe Verdi (1813-1901) (illustration 116) dans ses opéras Nabucco, Rigoletto et Don Carlos. L'insurrection contre l'oppression ou la domination étrangère devient un thème musical à cette époque où la conscience sociale et le nationalisme se développent. L'intérêt pour la musique et les chansons populaires est également caractéristique de ces deux tendances.

Avec l'œuvre de Richard Wagner (1813–1883) (*illustration 117*), le mouvement romantique atteint son apogée et sa fin. La transition, en 1849, vers la notion de musique en tant qu'acte révolutionnaire et la poursuite de l'idéalisation de la musique en tant que religion esthétique atteignent effectivement leur paroxysme chez Wagner. En 1849, il se bat aux côtés des révolutionnaires derrière les barricades à Dresde, et les idées de Proudhon

et de son ami Bakounine se reflètent dans son manifeste intitulé *L'Art et la Révolution* (1849). Après 1850, il développe l'idée selon laquelle l'humanité peut être régénérée par la nature sublime de la poésie et de la musique dans ses ouvrages théoriques sur la musique et sur l'«œuvre d'art totale» (*Gesamtkunstwerk*), ainsi que dans ses grands drames musicaux *Tristan et Isolde, Les Maîtres chanteurs, L'Anneau du Nibelung* et *Parsifal*. Afin de contrer la décadence culturelle et sociale de son époque, il prône la «pureté humaine» du mythe intemporel et, pour contrer la division de l'humanité, il propose la personne totale, dans laquelle pensée et sentiments forment un tout harmonieux. Cette vision synthétique prend une forme artistique avec l'unité libératrice du langage, de la musique et de l'expression visuelle de l'œuvre d'art totale que représente un drame musical. La musique sert à donner une forme concrète aux pensées que l'on peut expérimenter directement car elles font partie de la perception immédiate. L'approche synthétique de Wagner ouvre la voie à la fin de siècle.

La rupture avec la tradition

L'architecture

À la base de l'architecture moderne (d'un style libéré de toute forme de «néoisme») se trouvent deux facteurs déterminants: l'utilisation de nouveaux matériaux tels que le fer, l'acier et le béton et le besoin de réaliser des plans dans les grandes villes.

En 1851, à l'occasion de la première exposition universelle de Londres, les nouvelles possibilités que représentent l'acier et le verre pour la construction sont pour la première fois démontrées clairement avec la réalisation d'un projet architectural majeur à Hyde Park. En moins d'un an, avec le concours de Charles Barry, Robert Stephenson et Isambard Kingdom Brunel, l'ingénieur sir Joseph Paxton (1801–1865) construit le palais de Cristal, un pavillon d'exposition de 563 mètres de long avec une voûte en berceau le long de l'aile centrale. Ce nouveau style de bâtiment repose sur des principes tels que la clarté, l'efficacité, le confort et la logique systématique de ses plans. C'est le contraire exact des principes architecturaux de tous les néostyles de construction. Pour beaucoup, ce nouveau bâtiment ne mérite pas le nom de palais. À l'origine, ces nouveaux matériaux ne sont utilisés que pour la construction de bâtiments dont on estime qu'ils n'ont pas de fonction représentative, comme les ponts, les viaducs ferroviaires, les gares, les usines, les halles de marché ou les édifices des expositions universelles, notamment celle de Paris en 1889, pour laquelle la tour Eiffel, toute de fer, est érigée en monument de l'« art de l'ingénierie » (illustration 118).

Les architectes répugnent à employer ces nouveaux matériaux pour des bâtiments représentatifs et s'efforcent de les dissimuler. Henri Labrouste (1801–1875) utilise toutefois la fonte pour la salle de lecture de la bibliothèque Sainté-Geneviève à Paris (1843–1850). Ce vaste hall est divisé en son centre par une rangée de minces piliers de fer et est couronné par une voûte en berceau qui contient des arcs traversiers ouverts et décorés, également en fer. L'extérieur de la bibliothèque est en grès, ce qui lui donne l'aspect d'un palais de la Renaissance. John Nash utilise le fer de la même facon pour son arcade royale construite en 1816, puis pour l'arcade de Burlington à Londres qu'il réalise en 1819. C'est ainsi que les rues et les passages couverts par des toits d'acier et de verre deviennent courants dans les grandes villes du XIX^e siècle. Les façades des boutiques dans ces passages sont toutefois réalisées dans un néostyle uniforme, de façon à accentuer leur caractère exclusif; c'est notamment le cas de la galerie d'Orléans à Paris (1830), la galerie Saint-Hubert à Bruxelles, la Galleria Victoria Emmanuelle II à Milan (1863–1867) et le Passage à La Haye (1884), qui semblent tous faire partie d'un palais du XVe siècle italien.

En Amérique du Nord, le fer est utilisé comme un élément visible des façades à partir de 1850. John Wilkinson (1728-1808) est le premier grand défenseur de ce style de bâtiments simples et de l'emploi de nouveaux matériaux. Quand de vastes zones du centre de Chicago sont détruites par le feu en 1871, les édifices élevés apparaissent comme la solution idéale au problème urgent de reconstruction. Au départ, on opte pour des approches traditionnelles, comme en témoignent les ouvrages d'Henry Hobson Richardson (1838–1886), bien qu'ils aient déjà une apparence très moderne en raison de leur régularité, de leur symétrie, de leur similarité de forme et de leur décoration minimaliste. William Le Baron Jenney (1832–1907) est le premier à concevoir un bâtiment dont la coque de brique est soutenue par une structure métallique. Louis Sullivan (1886–1924) dessine ensuite le magasin Carson Pirie Scott (1889) et le Gage Building (1898) à Chicago, le Wainwright Building (1890) à Saint-Louis et le Bayard Building (1895) à New York, et lance l'idée selon laquelle l'extérieur d'un bâtiment doit refléter son intérieur à la fois en termes de forme et de fonction. Sa devise « la forme suit la fonction» est diffusée et appliquée par son disciple Frank Lloyd Wright (1867–1959), malgré le fait qu'elle aille à l'encontre du courant néogothique de l'époque. Il ouvre la voie vers le nouveau pragmatisme qui apparaît en Europe avec les premières créations des architectes du Bauhaus.

La nécessité de restructurer les grandes villes en raison de la croissance industrielle et de leur énorme expansion pendant la première moitié du XIX^e siècle est également un facteur de renouveau des styles de construction. Entre 1800 et 1846, la population de Paris passe de 548 000 à 1 050 000 habitants; elle compte 1 800 000 habitants en 1866. Le regroupement massif

474 DE 1789 À 1914

de classes ouvrières dans des zones urbaines provoque les épidémies de choléra qui ravagent l'Europe en 1832 et 1848. Les théoriciens socialistes sont les premiers à prendre conscience du problème. Lors de l'épidémie de choléra de 1832, les saint-simoniens signalent déjà que la seule façon efficace de lutter contre le choléra est de remodeler les vieilles banlieues, d'y apporter l'eau courante et un système d'égouts. Finalement, Napoléon III charge Georges Haussmann (1809–1891), préfet du département de la Seine, de restructurer Paris. Cette décision n'est évidemment pas dictée par des principes socialistes mais par un désir de montrer et d'affirmer son pouvoir. Les nouveaux plans pour la capitale sont censés irradier le prestige et les larges avenues sont conçues pour faciliter l'action militaire et empêcher la construction de barricades en cas d'insurrection populaire. Le Paris médiéval est démantelé entre 1853 et 1870. Taudis, baraques et ruelles étroites cèdent la place à la «voie publique» formée de larges boulevards. de parcs et de grands bâtiments. Les changements considérables apportés par Haussmann à l'agencement de la ville sont imités dans la plupart des grandes villes européennes et adoptés pour la construction de nombreuses villes d'Amérique du Nord. Son concept de développement urbain est repris et mené plus avant dans d'importants ouvrages théoriques sur les problèmes d'agencement urbain: La Cité industrielle (1901) de Tony Garnier; Städtebau (1880) de l'architecte berlinois J. Stübben; L'Urbanisme et ses fondements artistiques (Der Städtebau nach seinen künsterlischen Gründsätzen, 1889) de Camillo Sitte, qui remodèle la ville de Vienne; Les Cités-jardins de demain (Tomorrow: a peaceful path to real reform, 1898), dans lequel l'architecte britannique Ebenezer Howard expose sa conception de la cité-jardin.

Ainsi, durant les dernières décennies du XIXe siècle, l'ensemble de l'Europe subit une vague de démolitions et de reconstructions. De jeunes architectes progressistes ont également l'occasion d'élaborer un style de construction totalement nouveau, l'Art nouveau ou Jugendstil, qui est très en vogue en Europe entre 1890 et 1914. Ils mettent les nouveaux matériaux au premier plan mais combinent la simplicité austère du fonctionnalisme à une ornementation organique fluide et parfois florale et excessive de la ferronnerie. Les architectes bruxellois Henry Van de Velde (1863–1957) avec son Bloemenwerf (1895) et Victor Horta (1861–1947) (illustration 119), qui dessine la Maison du peuple à la demande du Parti socialiste de Belgique, sont les mentors de l'architecture Art nouveau. L'architecte français Hector Guimard (1867–1942) utilise l'ornementation organique et des méthodes exubérantes lorsqu'il dessine les bouches de métro de Paris, tout comme l'architecte catalan Antonio Gaudí (1852-1926), qui crée le palais Güell (1885–1889), l'église de la Sagrada Familia, débutée en 1882 et toujours inachevée, et le parc Güell à Barcelone (illustrations 120 et 121).

L'ornementation tout d'abord excessive devient plus raffinée avec le temps. Ainsi les ouvrages des Autrichiens Otto Wagner, Joseph Hoffmann et Adolf Loos, des Allemands Hans Poelzig et Peter Behrens, des Français Tony Garnier et Auguste Perret et du Néerlandais Hendrik Petrus Berlage sont de style plus austère et de forme plus géométrique. Les fondateurs Horta et Van de Velde développent également un style de construction plus raffiné, pragmatique et fonctionnel, qui dominera le XX^e siècle.

La sculpture après 1879

Conséquence de l'urbanisation de la culture, la sculpture du XIX^e siècle acquiert une fonction plus publique et monumentale. D'un côté, ce phénomène stimule une production massive de sculptures mais, de l'autre, il a un effet étouffant sur l'expérimentation et le renouveau. Au fil des années, il semble effectivement que de nombreux sculpteurs se voient refuser l'accès au renouveau. Les tendances innovantes sont lancées par des peintres qui se sont détournés de la tradition académique et qui tentent de rendre tous les aspects du monde qui les entoure en un jeu libérateur de couleurs, de lignes, de surfaces et surtout de lumière.

Déjà avant 1874, date qui marque l'émergence de l'impressionnisme avec une première exposition collective à Paris, on peut observer en sculpture l'avènement d'une conception différente du monde et de l'environnement et l'apparition de formes différentes de celles que reconnaissent les cercles artistiques officiels de l'époque. Il est intéressant de noter que cette rupture avec la sculpture traditionnelle est d'abord le fait d'artistes graphiques et de peintres qui créent un monde tridimensionnel, pour qui la sculpture n'est pas une fin en soi: Honoré Daumier (1808–1879) et Edgar Degas (1834–1917) (illustration 122) considèrent leurs sculptures comme des modèles ou des études pour leurs lithographies et tableaux et n'ont nulle intention de les exposer au public. D'ailleurs, leurs modèles en cire ne seront reproduits en bronze que bien plus tard. Daumier et Degas rejettent tous deux la notion de sculpture en tant que «monument figé» et recherchent la sincérité et la spontanéité dans leurs œuvres. Leurs sculptures semblent n'être que des esquisses rapides dans l'espace d'une impression fugace. L'œuvre de Daumier se compose principalement de caricatures sculpturales de célébrités de l'époque, tandis que Degas produit de petites danseuses dans diverses positions de danse. La forme extérieure de ces personnages est grossière, tout juste suggérée, de façon à accentuer la nature subjective de l'impression ou à évoquer un sentiment de changement et de mouvement.

Parmi les sculpteurs à proprement parler, les artisans du renouveau pendant le dernier quart du siècle sont l'Italien Medardo Rosso (1858–1928)

476 DE 1789 À 1914

et le prolifique sculpteur français Auguste Rodin (1840–1917). Rosso parvient à faire passer la perspective impressionniste dans ses sculptures. Les formes qui se volatilisent et les délicats mouvements de surface accentuent le jeu d'ombres et de lumière caractéristique de son œuvre, qu'il s'agisse de personnages, de bustes ou de portraits. Son emploi de la couleur dans la cire confère à ses sculptures une immatérialité abstraite surprenante. Les personnages impressionnistes de Rosso annoncent un processus d'abstraction qui conduira, au XX^e siècle, à l'abstraction totale et même à la non-figuration.

Il n'en va pas de même avec Rodin, qui est l'artiste figuratif par excellence. En raison de son pouvoir de profonde introspection, de sa capacité à visualiser l'essence des forces et du sens de la vie, Rodin est celui qui, dans le monde des œuvres figuratives monumentales en plâtre, marbre et bronze, rompt avec la stagnation de la sculpture de l'époque. À l'instar de nombreux autres grands artistes, on ne peut le classer dans aucun genre, style ou mouvement. Ses efforts pour rendre la lumière et le mouvement en sculpture en font un impressionniste, tandis que sa façon de donner une intensité spirituelle à ses sculptures le rapproche du symbolisme. Pourtant, la vitalité traduite et accentuée dans les formes tordues de ses dernières œuvres (en particulier son monumental Balzac, 1898) annonce déjà l'expressionnisme. Rodin atteint l'apogée de sa créativité avec les grandes œuvres qui lui sont commandées pendant les années 1880. En 1880, le ministère des Beaux-Arts lui demande de réaliser l'entrée du nouveau musée des Arts décoratifs à Paris. Il travaillera à sa Porte de l'enfer (inspirée de l'Inferno de Dante) jusqu'à la fin de sa vie sans jamais l'achever. Il termine toutefois un certain nombre de statues du projet original, comme Le Penseur (1880), qui devait être au départ une représentation de Dante, mais devient par la suite une image de l'archétype du poète-penseur. En 1884, après avoir été invité à participer à un concours organisé par la ville de Calais, Rodin est chargé de créer un monument en l'honneur d'Eustache de Saint-Pierre. Dans Les Bourgeois de Calais, les sentiments éprouvés par suite de la dramatique soumission de la ville au roi d'Angleterre (1347) sont évoqués de manière si passionnée par l'utilisation de l'argile, les jeux de profondeurs, d'ombres et de lumière que le groupe de statues peut indéniablement être considéré comme expressionniste en raison de son intensité. Son *Iris* (vers 1890), avec sa tête et son bras coupés, est tellement concentré dans une attitude suggérant vitesse et pouvoir qu'il transpose l'idée d'un lien entre les dieux et les hommes, entre le ciel et la terre. En transformant la réalité visible de façon à décrire des idées, Rodin engage, à sa manière, le processus d'abstraction dans le mouvement en sculpture.

La voie vers l'abstraction est élargie par Paul Gauguin (1848–1903), dont le style et l'utilisation des lignes sont inspirés de l'art polynésien, ce qui contribue à faire connaître l'art populaire non occidental en Europe.

L'œuvre du sculpteur flamand Georges Minne (1866–1941) est liée aux formes organiques en lianes de l'Art nouveau et au spiritualisme des préraphaélites. Minne est également fasciné par le symbolisme littéraire de son ami Maurice Maeterlinck. Des œuvres telles que *La Mère et l'Enfant, La Fontaine aux agenouillés* et *Le Reliquaire* évoquent toutes la même atmosphère mélancolique, introvertie et soumise. Bon nombre des sculpteurs influencés par les idées de l'Art nouveau mettent leur talent en pratique dans les arts appliqués en concevant et en réalisant des bijoux et des ouvrages en verre, céramique et fer forgé.

L'œuvre d'Aristide Maillol (1861–1944) a un effet encore plus profond sur l'évolution de la sculpture, bien que celui-ci ne commence à sculpter qu'à la fin du siècle. Son ouvrage intitulé *Méditerranée*, qu'il crée en 1902, exprime déjà sa conception de la sculpture, qu'il considère comme un équilibrage architectural de formes. Maillol libère la sculpture de la fonction purement décorative qui la menace dans l'œuvre d'art totale de fin de siècle. Il ouvre la voie à un langage autonome des formes, libéré de toute référence picturale ou littéraire.

La peinture après 1874

La troisième et la plus choquante des vagues de renouveau est le fait d'un groupe de 30 peintres qui, le 15 avril 1874 (quelques semaines avant l'ouverture du Salon officiel), exposent 175 tableaux dans le studio du photographe Nadar, sur le boulevard des Capucines à Paris. L'un des tableaux de cette exposition est une vue de ce même boulevard depuis le studio de Nadar réalisée par Claude Monet. Face à ce tableau un peu sommaire bien qu'exceptionnellement chaud et poétique, les spectateurs outragés se demandent s'ils ont vraiment l'air de morceaux de peinture informes quand ils flânent sur le boulevard. L'exposition présente un autre tableau du même peintre, la vue d'un port à l'aube intitulée Impression, soleil levant (1872), où les éléments figuratifs semblent dissous dans la couleur. À peine dix jours après le vernissage, un article acerbe est publié par Louis Leroy, qui trouve le titre du tableau si ridicule qu'il qualifie, de manière injurieuse, tous les exposants d'«impressionnistes». Il souhaite ce faisant montrer que tous ces peintres font fi des principes et des conventions de la peinture académique qu'ils ont acquis pour utiliser une série de coups de pinceau et de touches de couleur pure de manière à créer un tableau à partir d'une impression fugace. Les peintres emploient ce surnom comme nom officiel pour les 8 expositions qui se succèdent jusqu'en 1886.

Du groupe original de 30 peintres, seul un petit noyau continue d'appliquer et d'approfondir le style de peinture impressionniste, et ce avec une

renommée grandissante : Claude Monet (1840–1926), Pierre-Auguste Renoir (1841–1919), Camille Pissarro (1830–1903), Alfred Sisley (1839–1899), Edgar Degas (1834–1917), Paul Cézanne (1839–1906), Armand Guillaumin (1841–1927) et Berthe Morisot (1841–1895) (*illustration 123*). Tout au long de leur vie, ils subiront les foudres du public et des critiques établis dans la tradition académique.

L'impressionnisme se libère de la tradition académique à la fois sur le plan du thème et sur celui de la technique. Il s'agit tout d'abord d'un style citadin, dont les représentants dévoilent un paysage urbain qui n'avait jusqu'alors jamais été posé sur des toiles: boulevards, squares, terrasses et parcs, saisis dans le silence et les premières lueurs de l'aube, ou baignés dans la lumière de l'après-midi et l'agitation d'une foule anonyme, ou encore vus sous la clarté des lanternes et des lumières de la fête pendant les bals populaires (illustration 124), dans l'éclat des cafés et des bars, des chandeliers de l'Opéra ou des feux de la rampe des spectacles de variété. En outre, les impressionnistes ne se contentent pas de faire le portrait de l'univers élégant, épicurien et onéreux du beau monde, mais ils dépeignent également celui des gens ordinaires ou des exclus de la société, des oiseaux de nuit, des prostituées et des artistes de l'opéra, du ballet ou des revues populaires. En plus de rendre l'agitation joyeuse de l'amusement, ils dépeignent la fatigue, l'exploitation et la futilité intérieure, thèmes pour lesquels le peintre Henri de Toulouse-Lautrec (1864–1901) a un œil particulièrement aiguisé (illustration 125). Même quand les impressionnistes quittent la ville et partent peindre en plein air, leurs paysages sont ceux de peintres citadins: images de paysages insaisissables et sommaires vus à travers les yeux d'un citadin en quête de distraction à la campagne, au bois de Boulogne, sur les rives de la Seine ou sur la côte bordant la Manche.

Il s'agit en effet de la forme artistique urbaine par excellence en ce qu'elle indique un nouveau type de sensibilité exacerbée et une pétulance des sens. Cette peinture de *prima vista* se caractérise par ses rythmes nerveux et changeants et par des impressions qui varient du soudain et du puissant au fugace et à l'insaisissable. La suprématie de l'ici et du maintenant sur l'universel et l'intemporel, le sentiment herculéen que tout coule, que la réalité n'est pas mais devient, que chaque phénomène forme une constellation unique et fugitive peuvent être considérés comme les notions de base sous-tendant l'approche impressionniste. On tente de rendre en peinture ce que Baudelaire appelle la «fugitive beauté».

La technique employée par les impressionnistes contribue également à choquer le public de l'époque. Jusqu'alors, les objets étaient dépeints dans l'art au moyen de signes iconographiques; ils le sont désormais par leurs composants, par les parties du matériau qui les constitue. L'impressionnisme réduit encore les éléments de représentation au purement visible. Les formes

visuelles dans l'espace sont réduites à des images sur un plan bidimensionnel, et, de plus, ces images sont à présent des surfaces dénuées de contour. L'impressionnisme prend également ses distances avec la linéarité. Enfin, pour couronner le tout, les impressionnistes ont leur propre utilisation de la palette: ils peignent sur des toiles blanches et, au lieu d'appliquer leur gouache en couches, ils disposent çà et là, les unes à côté des autres, des taches de couleur pure. Le spectateur est donc contraint de regarder la peinture avec une certaine distance de façon à permettre à toutes les surfaces de fusionner et de former les bonnes couleurs. Cette technique est poussée à son paroxysme par Monet dans ses dernières œuvres, où les éléments de représentation (les nénuphars dans l'étang et les fleurs dans le jardin de Giverny) deviennent de pures surfaces colorées qui réduisent la référence au minimum.

L'impressionnisme connaît de profonds changements avec les œuvres de Georges Seurat (1859–1891), Paul Cézanne (1839–1906), Vincent van Gogh (1853-1890) et Paul Gauguin (1848-1903), que l'on nomme pour cette raison les postimpressionnistes. Pour eux, l'impressionnisme n'est plus un but en soi, mais le point de départ d'autres renouveaux. Seurat pousse la division des couleurs à l'extrême avec son «pointillisme», comme on le voit dans Un dimanche à la Grande Jatte (1884–1886) (illustration 126), l'œuvre dont on parle le plus à la dernière exposition du groupe des impressionnistes en 1886. Ce tableau est fait de points de couleurs primaires et secondaires qui ne forment un tout optique de nuances et de formes identifiables que si on le regarde depuis une certaine distance. Les lignes et les contours forment alors un ensemble décoratif précis. Le tableau irradie la paix et l'harmonie, mais également quelque chose d'irréel: la métamorphose d'un monde robotisé dans lequel la science et la technique apparaissent comme des muses. Comme Seurat, Cézanne explore les blocs constituant la forme picturale et les rassemble pour créer un nouveau langage. Il en résulte une méthode toute différente appelée «cloisonnisme». Contrairement aux impressionnistes qui cherchent à minimiser toute forme et même à l'ignorer, Cézanne aspire à la stabilité et à la solidité de la forme et tend toujours vers la forme basique pour dépeindre ses paysages provençaux (en particulier la montagne Sainte-Victoire), ses natures mortes et ses personnages (illustration 127). Cela l'amène à un rendu des objets sous des formes géométriques et à la proximité picturale. Sa peinture consiste en un ensemble de champs de couleur horizontaux, verticaux et diagonaux hermétiquement clos et dont l'intensité décroît de haut en bas. Ici, les choses suggérées ou évoquées par la composition prennent le pas sur la réalité qu'elles dépeignent. Cette approche ne sera pleinement exploitée qu'avec le cubisme au XX^e siècle. On dirait que Cézanne souhaite dépasser les facteurs de hasard, de chaos et le non-nécessaire de ce qu'il voit en créant un univers purement pictural de beauté et d'ordre. La passion intense avec laquelle le Néerlandais

Vincent van Gogh (illustration 128) exécute ses toiles reflète à la fois le manque d'harmonie et l'agitation. Comme Cézanne, il ne s'intéresse pas à la peinture des apparences extérieures de la réalité mais à l'expression de son âme tourmentée. Même dans ses premiers tableaux réalistes comme *Les* Tisserands (1884) et Les Mangeurs de pommes de terre (1885), son besoin d'expression transparaît dans les exagérations et les distorsions ainsi que dans sa façon d'appliquer la peinture avec des coups de pinceau grossiers et ondulants. Après avoir vu la campagne du sud de la France et sous l'influence des œuvres de Lautrec, de Gauguin et des estampes japonaises, il crée une forme d'impressionnisme dont le style est assimilable à l'expressionnisme dramatique. Sa palette chatoyante et sa façon d'appliquer la peinture en lignes ondulées, en bandes et en points attirent davantage l'attention que les sujets qu'il représente. L'acte de peindre prend en soi une valeur expressive. Son ami d'un temps Paul Gauguin, qu'il admire profondément, utilise l'impressionnisme comme point de départ pour aboutir à une approche totalement différente. Fuyant le monde civilisé de Paris, Gauguin mène une vie simple dans un village de pêcheurs breton, Pont-Aven (1886), et rejette l'utilisation réaliste de la palette. Contrairement aux impressionnistes, il ne considère pas que la couleur est un moyen de dépeindre la réalité naturelle mais qu'elle lui permet, par son intensité, ses contrastes complémentaires et son cloisonnisme, de contribuer au rendu de valeurs immatérielles telles que l'univocité et le naturel. Gauguin, surtout lorsqu'il s'installe définitivement parmi les Maoris dans les îles Marquises de l'océan Pacifique en 1895, commence à peindre des tableaux exotiques et paradisiaques d'aborigènes, utilisant des couleurs vives dans des formes décoratives simplifiées sans ombres. Ainsi, en présentant ses tableaux comme des signes symboliques, Gauguin rompt avec la tradition picturale occidentale.

Pendant son séjour à Pont-Aven, Gauguin travaille avec Émile Bernard (1868–1941) sur sa doctrine du synthétisme, laquelle inspire un groupe de jeunes peintres parisiens qui se baptiseront par la suite les nabis (de l'hébreu *nabi* signifiant «prophète»): Paul Sérusier (1863–1927), Pierre Bonnard (1867–1947), Paul Ranson (1864–1909), Maurice Denis (1870–1943), Édouard Vuillard (1868–1940), Xavier Roussel (1867–1944) et Félix Vallotton (1865–1925), originaire de Suisse. L'œuvre de ces peintres est définie par les critiques artistiques comme une manifestation de l'art à la fois subjective, synthétique, symboliste et idéationnelle. Maurice Denis déclare en 1890 qu'il faut «se rappeler qu'un tableau, avant d'être un cheval de bataille, une femme nue ou une quelconque anecdote, est surtout une surface plane recouverte de couleurs assemblées dans un certain ordre». Cette définition prouve la victoire totale sur la tradition, la libération de l'art de ses vieilles chaînes, la fin d'une évolution dans la peinture de la réalité qui avait commencé au Moyen Âge et qui avait atteint son apogée avec l'impressionnisme.

Le fait que l'impressionnisme et le postimpressionnisme sont les interprètes d'une nouvelle culture urbaine est visible en ce qu'ils ne sont pas seulement un phénomène éphémère de la capitale des arts qu'est Paris, mais qu'ils font des émules dans tous les centres artistiques européens et américains. En outre, le style impressionniste sera pratiqué jusqu'à la fin du XIX^e et pendant le XX^e siècle, jusqu'à ce qu'il soit finalement admis dans les salons. L'impressionniste italien Giovanni Boldini (1842–1931) devient ainsi le portraitiste de la classe huppée, et le Suédois Anders Zorn (1860–1920) se voit remettre un prix à l'Exposition universelle de Paris en 1900 pour son tableau *Midsummer dance* (1897).

On peut considérer que les préraphaélites britanniques, Gauguin et les nabis s'efforcent d'élaborer une forme artistique qui montre des niveaux de réalité plus profonds que ceux observés à l'œil nu. Cette tendance débouche sur le symbolisme européen de fin de siècle, comme en littérature. Il s'agit d'une façon de ressentir ou d'anticiper, une orientation susceptible de s'exprimer de plus d'une manière, ce qui explique l'approche éclectique des symbolistes. Afin de ressentir ou de découvrir les mystères de la vie, ils cherchent l'inspiration dans les événements fantastiques des sagas et des légendes du passé ou dans les civilisations occidentales intactes. Avides de cette inspiration, nombreux sont ceux qui cherchent le contact avec l'occulte, les sectes, le rituel et, de cette manière, les rêves, l'extase et la transe deviennent des états idéaux pour s'ouvrir au mystérieux. Les théoriciens de l'époque sont Joris-Karl Huysmans et l'excentrique Joséphin Péladan, qui se fait appeler Sâr Péladan et tient les fameux salons de la Rose-Croix pour les peintres symbolistes à partir de 1892.

Leur prédécesseur et maître est Pierre Puvis de Chavannes (1824–1898), avec ses compositions équilibrées et simplifiées à l'élégance austère. Autre modèle, Gustave Moreau (1826–1892), un peintre solitaire qui travaille à des allégories sinistres et perturbantes composées dans un style éclectique. Dans la mesure où ils se sont libérés du passé, les tableaux et surtout les graphiques d'Odilon Redon (1840–1916) sont encore plus audacieux et modernes. Ils expriment les sentiments d'agitation, d'angoisse et d'aliénation caractéristiques de l'esprit fin de siècle. À l'instar de l'écrivain belge Maurice Maeterlinck (*La Vie des abeilles*), Redon est fasciné par les formes de vie organique microscopiques (insectes, crustacés, mousses, etc.). Avec sa sensibilité pour les couleurs et les matériaux étranges et son utilisation mystérieuse des ombres, il parvient à visualiser les mystères de la vie dans des représentations très simples, presque triviales.

En Angleterre, le symbolisme reçoit un accueil enthousiaste chez les préraphaélites, grâce auxquels il atteint une esthétique très raffinée. Certains des meilleurs exemples sont fournis par l'œuvre de sir Edward Burne-Jones (1833–1898), avec ses figures féminines minces et mélancoliques réalisées

482 De 1789 à 1914

dans des tons pastel (*illustration 129*), et dans celle de l'illustrateur Aubrey Beardsley (1872–1898), dont les personnages féminins s'élèvent dans le jeu élégamment ondulé des lignes caractéristiques du *modern style*. Ces deux artistes tirent leurs thèmes des mythologies grecque et biblique, des sagas et légendes ainsi que de la littérature de l'époque. Leur art correspond parfaitement à la vision qu'Oscar Wilde présente dans son aphorisme : «L'art est à la fois surface et symbolisme.»

Les principaux représentants de ce mouvement en Allemagne sont l'illustrateur Max Klinger (1857–1920), Hans von Marées (1837–1887) avec son style antique et Arnold Böcklin (1827–1901) avec ses paysages fabuleux et inquiétants. La femme est au centre de l'œuvre de l'Autrichien Gustav Klimt (1826–1918), dont le ton est très érotique (*illustration 130*) et qui présente les schémas décoratifs appétissants du *Jugendstil*. Les tableaux du Suisse Ferdinand Hodler (1835–1918) prennent une allure de mysticisme symboliste par l'utilisation de compositions austères, qui sont construites symétriquement et recourent alternativement aux lignes droites et ondulées.

Les innovations françaises sont bientôt assimilées par un cercle d'artistes progressistes indépendant de Bruxelles appelé le groupe des XX (1883), qui contribuent à ce que le symbolisme et l'Art nouveau s'épanouissent dans cette capitale et acquièrent une renommée mondiale. Deux des fondateurs de ce cercle, Fernand Khnopff (1858–1921) et James Ensor (1860–1949), en sont les représentants les plus originaux. L'art aliénant de Khnopff est en parfaite adéquation avec l'esprit de décadence de la littérature. Cette aliénation l'amène à créer une combinaison unique du réalisme de la photographie avec le flou et la transparence du symbolisme, que ce soit dans ses vues de villes mortes (avec des références explicites à la Bruges médiévale et à l'œuvre de Georges Rodenbach) ou dans ses portraits de femmes à l'apparence de sphinx. Si l'œuvre de James Ensor est tout aussi aliénante, c'est pour de tout autres raisons. Rejetant ses intérieurs, portraits, natures mortes et marines pourtant déjà fort originaux et peints avec une maîtrise impressionnante des styles réaliste et impressionniste, il cherche à élaborer ses propres moyens d'expression symbolique. Il devient un peintre rebelle, aimant tourner au ridicule ou faire des remarques sarcastiques ou amusantes sur la futilité de la belle époque. Il développe ce faisant un univers unique d'images hallucinées, pleines de mascarades, de squelettes et de démons. Il réalise des peintures caricaturales des révoltes de la foule, dans laquelle il se représente comme un Christ ridiculisé. Ces scènes de foule massive vont à l'encontre de toutes les conventions de composition et sont constituées d'une série de couleurs variées et souvent détonantes. Ensor ouvre ainsi la voie à la libération des moyens d'expression picturale du joug de la fonction.

L'œuvre du Norvégien Edvard Munch (1863–1944) est très importante et exerce une grande influence à l'échelle internationale. Elle présente une

synthèse du monde étriqué de fin de siècle, aussi bien par ses thèmes que par sa technique. L'un des changements majeurs que représente l'œuvre de Munch est la transition de la peinture d'un monde extérieur visible à la peinture d'un monde intérieur de sentiments, qui ne peut être rendu que sous sa forme la plus abstraite par le biais de la couleur et d'un rythme linéaire. C'est une auscultation psychanalytique des profondeurs de l'expérience humaine: la solitude, l'angoisse, le tourment, l'éros et le thanatos sont tous rendus par des archétypes qu'il métamorphose dans son propre langage symbolique très original (illustration 131). Ses tableaux sont des enfers modernes semblables à ceux que décrit l'écrivain suédois August Strindberg dans ses drames, où la femme joue le rôle de la femme fatale menaçante. Qu'il s'agisse de ses tableaux, de ses lithographies ou de ses gravures sur bois, Munch représente le monde inquiétant de la psyché par des surfaces simplifiées synthétiques (colorées) en utilisant la ligne dynamique et le style coup de fouet si caractéristique de l'Art nouveau. Son style puissamment expressif, comme celui de Van Gogh ou de James Ensor, préfigure l'expressionnisme.

Ainsi, comme nous l'avons vu, tous les composants des différents styles d'avant-garde du XX^e siècle existent déjà dans les mouvements des dernières décennies du XIX^e siècle.

La photographie

Dans notre survol de la peinture du dernier quart du XIX^e siècle, nous avons à plusieurs reprises évoqué la perception photographique, notamment son acuité et sa fragmentation. De fait, de nombreux peintres et sculpteurs se tournent vers cette discipline et délaissent les esquisses au profit des photographies pour leurs études.

L'ensemble de la technique photographique, du daguerréotype et du calotype à l'invention des plaques et des rouleaux de pellicules, est mise au point au cours du XIX^e siècle en réponse au désir positiviste de fournir une représentation objective de la réalité (*illustration 132*). La photographie de presse et le portrait rencontrent un franc succès auprès du public. Le portraitiste français Nadar (pseudonyme de Félix Tournechon, 1820–1910) devient célèbre dans toute l'Europe. Il est le premier à réaliser des clichés aériens depuis une montgolfière, ce qui donne aux impressionnistes l'idée de travailler sur cette perspective.

Malgré sa popularité et bien que les peintres l'utilisent, la photographie n'accède pas au statut de forme indépendante d'expression artistique au XIX^e siècle. Elle conduit toutefois à la fabrication d'impressions composites, obtenues en superposant des négatifs, qui sont les premières formes de photographie artistique. Le pionner de l'art photographique par le photo-

484 DE 1789 À 1914

montage est Henry Paul Robinson (1830–1905). Son œuvre est exposée aux quatre coins de l'Europe et son livre *Pictorial effect in photography* (1869) est un succès mondial. Ses idées sur la photographie artistique influencent l'esthétique photographique jusque tard dans le XX^e siècle.

L'invention de la photographie contribue indéniablement à libérer les beaux-arts du joug de la tradition réaliste.

Les arts appliqués

En même temps que les associations d'artistes comme les nazaréens allemands ou les préraphaélites britanniques, les premières formes de protestation contre l'esprit de mécanisation et d'utilitarisme de la nouvelle société industrielle font leur apparition. Dans leur lutte contre le déclin du bon goût issu des techniques marchandes et de la commercialisation, elles cherchent tout d'abord le salut dans la solidité de l'artisanat des guildes médiévales, dans lequel forme, fonction et décoration constituent un tout naturel. Les projets de John Ruskin (1819–1900) pour faire de la société industrielle une société fondée sur ces guildes médiévales sont rapidement considérés comme une utopie.

Les ateliers coopératifs mis en place par William Morris (1834–1896) en 1861 et par Arthur Mackmurdo (1851–1942) en 1882 ont une approche beaucoup plus réaliste. Contrairement aux préraphaélites, leurs membres pensent qu'il n'est pas possible d'atteindre le salut par l'art en tant que tel. De sensibilité socialiste, ils s'efforcent de transformer la société par leurs œuvres et leurs actes. L'art peut jouer un rôle s'il est accessible à tous, c'est pourquoi ils souhaitent qu'il fasse partie de tout pour tous. Ils conçoivent des meubles, des papiers peints et des tissus à rideaux simples pour leurs entreprises, qui sont gérées comme des ateliers. Leurs idées se popularisent à partir de 1884, date à laquelle ils fondent l'Art Workers' Guild. Outre Morris et Mackmurdo, d'autres membres de ce groupe souhaitent promouvoir les arts appliqués: Charles Voysey (1857–1941), Walter Crane (1845–1915), Charles Ashbee (1863-1942) et William Lethaby (1857-1931). La forte influence de ce groupe se doit principalement au fait que la plupart de ses membres sont professeurs ou directeurs dans de grandes écoles d'art. En 1888, Ashbee fonde la Guild of Handicraft, où il forme son personnel et ne fait appliquer la mécanisation que pour certains produits vendus sur le marché. La Central School of Arts and Crafts, fondée à Londres en 1896 et dirigée par Lethaby, fournit une formation complémentaire en art et artisanat pour les commerçants engagés dans l'industrie.

Le fait que William Lethaby devienne le premier professeur de *design* du Collège royal des arts témoigne du degré de prestige du mouvement Arts

and Crafts à la fin du XIX^e siècle. Par ailleurs, ce mouvement constitue également le point de départ du style Art nouveau de l'école de Glasgow. Les conceptions de Charles Rennie Mackintosh (1868–1928) (*illustration 133*), Herbert McNair (1870–1945), Margaret MacDonald (1865–1933) et Frances MacDonald (1874–1921) se caractérisent par une préférence pour les schémas géométriques, les cadres et les motifs stylisés austères, ainsi que par une utilisation sensible des tons pastel.

L'ornementation florale exubérante et l'utilisation opulente des matériaux par les artistes de l'Art nouveau sur le continent s'opposent à cette simplicité et à cette austérité. En Europe continentale, bon nombre des artistes suivent l'exemple du mouvement Arts and Crafts et mettent leur talent au service des arts appliqués. Les idées de ce courant y sont surtout diffusées par les expositions annuelles qu'organise le groupe des XX et, plus tard, la Libre Esthétique. Henri Van de Velde (1863–1957), qui abandonne sa peinture impressionniste et pointilliste en 1893 pour se consacrer à l'architecture et à l'esthétique graphique et industrielle, est l'un des principaux artisans de la promotion des arts appliqués dans le style Art nouveau. En appliquant le concept wagnérien d'œuvre d'art totale à l'architecture, il se lance dans la conception de sa maison, depuis l'extérieur jusqu'au plus petit détail de l'intérieur, en passant par les ustensiles quotidiens, etc. Les meubles conçus par Gustave Serrurier-Bovy (1859–1910) restent plus proches des lignes rustiques du mouvement Arts and Crafts.

Le principal promoteur des arts appliqués en France est Samuel Bing, marchand d'art de Hambourg. En 1896, Bing ouvre dans la rue de Provence à Paris une boutique qu'il baptise Art nouveau, destinée à la vente des nouveaux objets d'art. Dans le domaine de l'Art nouveau, toutefois, c'est l'école de Nancy qui donne le ton avec les verriers Émile Gallé (1846–1904), les frères Auguste (1853–1909) et Antonin Daum (1864–1930), l'ébéniste et spécialiste de ferronnerie Louis Majorelle (1859–1926) et le joaillier René Lalique (1860–1945). Contrairement au mouvement Arts and Crafts qui n'utilise que des matériaux locaux ou traditionnels, ces artistes de l'Art nouveau n'excluent pas les nouveaux matériaux tels que le verre et le fer (*illustration 134*), ni les matériaux rares comme les bois exotiques, l'ivoire, l'argent et l'or. En conséquence, l'Art nouveau prend un caractère exclusif et ne devient accessible qu'aux nantis de la classe moyenne libérale qui se montrent ouverts aux changements artistiques.

Dans les régions germanophones, c'est le terme *Jugendstil* qui désigne cette nouvelle vague d'arts appliqués, nom qui s'inspire de la revue *Die Jugend* lancée à Munich en 1896. En raison de leurs lignes géométriques austères, les variantes allemande et autrichienne de ce style sont plus proches du mouvement Arts and Crafts de l'école de Glasgow que des artistes de

l'Art nouveau au style fleuri de la région culturelle franco-belge. Suivant l'exemple de l'Angleterre, les Allemands créent des entreprises coopératives à Leipzig, Dresde et Darmstadt. Toutefois, pour ce qui est des arts appliqués, Munich demeure la capitale du *Jugendstil* et attire des artistes tels qu'August Endell (1871–1925), Hermann Obrist (1863–1927), Bernard Pankok (1872–1943), Bruno Paul (1874–1968) et Richard Riemerschmid (1868–1957). En 1896, un groupe nommé Sécession de Vienne rompt avec les conventions dominantes. On compte parmi ses membres des artistes comme Otto Wagner (1841–1918), Joseph Hoffman (1870–1956), Joseph Maria Olbrich (1867–1908), Koloman Moser (1868–1918) et Gustav Klimt (1862–1918). L'œuvre de ces artistes est frappante dans sa manière de réduire la décoration de surface à quelques formes géométriques (petits cercles et carrés) qui ne sont pas sans rappeler les motifs byzantins et égyptiens.

Comme le symbolisme en peinture, l'Art nouveau prend une ampleur européenne pour ce qui est des arts appliqués. Dès lors, on le trouve également dans les zones urbaines du nord, de l'est et du sud de l'Europe. Il convient de remarquer que plus ce style s'éloigne de ses origines, plus il prend un caractère nationaliste en raison des éléments décoratifs empruntés aux traditions et à l'art populaire de chaque pays.

En dehors de son utilisation sur des affiches (par Toulouse-Lautrec, Jules Chéret, Albert Guillaume, Alfons Mucha, Manuel Robbe, E. A. Bastard, Lucien Métivet, Hans Christiansen, Theo van Rysselberghe, A. Turbayne, Léon von Solon, John Lovis Read, Josef Rudolf Witzel, Fritz Rehm et d'autres) qui met ce mouvement artistique dans la rue, l'Art nouveau dans les arts appliqués reste largement réservé à l'élite. Ce nouveau style est révolutionnaire en ce qu'il parvient à élever les arts appliqués au rang de beaux-arts, lesquels ne se limitent donc plus à la triade classique formée par l'architecture, la sculpture et la peinture. Cela ouvre la voie à l'intégration de l'esthétique graphique et industrielle dans les programmes de formation des académies artistiques du XX^e siècle.

La musique

Comme en peinture, l'impressionnisme musical est une violente réaction contre la tradition, particulièrement nette après 1880. Ce style musical atteint toutefois très vite son apogée, Debussy faisant peu d'émules. De plus, il se limite géographiquement à son pays d'origine, à savoir la France, et n'a que quelques représentants dignes d'intérêt en Italie et en Espagne. Si la France est le berceau de ce nouveau style, c'est que la tradition romantique ne s'y est pas développée dans les mêmes proportions qu'en Allemagne et en Autriche. Le romantisme connaît un renouveau dans ces pays pendant le dernier

quart du XIX^e siècle et, à partir de 1905, l'expressionnisme commence à s'y manifester en tant que réaction et continuité du romantisme tardif.

Les compositeurs du romantisme tardif poursuivent la tradition du romantisme avancé en individualisant davantage la musique à programme. Ils composent des pièces qui fournissent des réponses aux grandes questions existentielles et contiennent un message à l'intention de l'auditeur. Le désir de condenser tous les problèmes de l'existence en une composition conduit à des représentations par des orchestres gigantesques qui durent plusieurs heures. Les titres de ces œuvres montrent qu'elles reposent sur des idées philosophiques: Gustav Mahler (1860–1911) nomme sa première symphonie Titan et la deuxième Résurrection, et intitule la synthèse de toutes ses idées musicales, philosophiques et esthétiques Le Chant de la Terre; Richard Strauss (1864–1949) compose des poèmes philosophiques symphoniques portant des titres comme Mort et transfiguration et Ainsi parlait Zarathous*tra*; le mystique compositeur russe Alexandr Skriabine (1877–1915) intitule ses grandes œuvres symphoniques Le Divin Poème, Le Poème de l'extase et Prométhée ou le poème du feu. Comme leurs prédécesseurs, ils puisent dans la littérature pour transposer en musique les thèmes dont ils se sentent proches: l'œuvre de Mahler va des poèmes qu'il compose pour Chants d'un compagnon errant à la poésie populaire pour Le Cor merveilleux de l'enfant en passant par les poèmes de Rückert, qu'il utilise pour Kindertotenlieder, et par la poésie chinoise pour Le Chant de la Terre; Richard Strauss consacre ses poèmes symphoniques aux thèmes de Till Eulenspiegel, Don Juan et Don Quichotte; Arnold Schönberg (1874–1951) utilise des sagas mythologiques pour ses Gurrelieder; Hugo Wolf (1860–1903) perpétue la tradition en écrivant des partitions pour la poésie de Mörike, Eichendorff, Goethe et Michel-Ange; le compositeur finlandais Jean Sibelius (1865–1957) fonde ses poèmes symphoniques sur l'épopée finnoise Kalevala.

Pourtant, ces derniers romantiques et les nombreux et profonds changements musicaux qu'ils apportent appartiennent à une période transitoire, annonciatrice de la musique du XX^e siècle qui poursuit et approfondit les innovations de ce style. Mahler, Strauss et Wolf rendent leurs orchestrations plus souples, ce qui apporte un raffinement impressionniste du son. L'exploration de la gamme chromatique par Mahler et Skriabine conduira à l'atonalité que l'on trouve chez Schönberg à partir de 1909.

Les compositeurs impressionnistes transposent l'individualisme des romantiques au niveau de l'observation. Ils n'accentuent plus le sujet de l'œuvre mais plutôt l'état de celui-ci à un moment donné. Comme les peintres impressionnistes, ils choisissent subjectivement des moments et les expriment musicalement, les isolant ainsi du flux continuel des choses. La musique étant une forme artistique qui se développe dans le temps, elle est

idéale pour représenter une série de choses en mouvement. C'est pourquoi les compositeurs de l'époque préfèrent utiliser des sujets contenant déjà un mouvement: des éléments comme l'eau et les nuages ou la narration d'une histoire dans laquelle les sentiments des personnages deviennent des formes de mouvement. Cela explique également l'absence d'intégration du thème ou du motif, de développement de la mélodie ou du rythme, d'idée philosophique ou de pathos dans leurs œuvres. Ici, tout est assujetti à l'expression du mouvement, qui est également rendu par des syncopes subtiles de son et de timbre. La forme n'est plus planifiée mais fragmentée : les mélodies deviennent des unités de son diverses. Cela demande beaucoup au musicien, qui doit devenir maître dans l'art d'exprimer des séries de changements et de nuances subtiles. Il doit maîtriser son instrument afin de permettre à son timbre de se fondre dans celui des autres, créant ainsi un nouvel ensemble de couleurs tonales. La harpe est l'instrument idéal pour ce faire et le piano devient l'instrument impressionniste par excellence en raison de l'amélioration considérable des systèmes de marteaux et de pédales, qui sont utilisés pour produire un maximum d'effet.

Le compositeur romantique tardif est en général un artiste introverti et isolé qui travaille surtout seul. En revanche, les compositeurs impressionnistes sont des épicuriens pour qui le plaisir sensuel du son est primordial. Ces artistes mènent une vie agitée au milieu des poètes, écrivains et peintres des cafés de Montmartre à Paris. C'est pourquoi leurs pièces chantées sont fréquemment fondées sur les œuvres des auteurs symbolistes de l'époque, pour lesquels la sonorité est indispensable à la création d'une atmosphère. Les premiers compositeurs impressionnistes, comme Henri Duparc (1848–1933) et Gabriel Fauré (1845–1924), mettent en musique la poésie de Baudelaire, Gautier, Leconte de Lisle, Verlaine (La Bonne Chanson), Charles Van Lerberghe (La Chanson d'Ève), etc. L'interaction entre musique et littérature est encore plus visible dans l'œuvre de Claude Debussy (1862–1928). Parmi les principaux auteurs dont il utilise les textes, nous citerons Mallarmé (Trois Poèmes de Mallarmé), Verlaine (Ariettes oubliées, Fêtes galantes), Baudelaire (Cinq Poèmes de Baudelaire), Pierre Louÿs (La Flûte de Pan, dans Chansons de Bilitis) et Maurice Maeterlinck, dont la pièce Pelléas et *Mélisande* donne son titre à un opéra. L'opéra de Paul Dukas (1865–1935), intitulé Ariane et Barbe-Bleue, est également fondé sur une œuvre de Maeterlinck, bien qu'il soit malheureusement moins populaire que son scherzo symphonique, L'Apprenti sorcier, transposition musicale de la ballade du même nom de Goethe.

En France, l'impressionnisme met un terme à l'hégémonie des romantiques allemands et en particulier de Wagner sur la musique française. Debussy perpétue la tradition pianistique française inaugurée par Couperin, quoique en la modifiant radicalement. Son œuvre révolutionnaire influence des compositeurs comme Albert Roussel (1869–1937), Florent Schmitt (1870–1958) et Maurice Ravel (1875–1937) (*illustration 135*), même si ce n'est que temporairement. Après un bref intermède au sein des impressionnistes, ils se lancent dans l'expressionnisme et le néoclassicisme. Les œuvres impressionnistes de Ravel (*Jeux d'eau, Pavane pour une infante défunte, Sonatine, Miroirs*) diffèrent radicalement de celles de Debussy en ce qu'elles s'en tiennent à un ensemble unique bien que subtilement nuancé de couleurs tonales, alors que Debussy utilise une riche palette de couleurs variables. Éric Satie (1866–1925), personnage très original, critique et sarcastique, tombe sous l'influence des compositions pour piano de Debussy en réaction contre le pathos romantique mais, à partir de 1910, il se détourne de l'impressionnisme et se lance dans l'exploration d'une forme musicale nouvelle et pragmatique.

Hors de France, l'impressionnisme n'a qu'une influence éphémère sur les compositeurs espagnols Manuel de Falla (1877–1946) (*illustration 136*) et Joaquin Turina (1882–1949), dans leurs œuvres respectives *Nuits dans les jardins d'Espagne* (1925) et *La Procesión del Rocío*. Il en va de même pour certains compositeurs italiens comme Malipiero et Casella, qui se tournent ensuite rapidement vers l'expressionnisme et le néoclassicisme. Ottorino Respighi (1879–1936), originaire de Bologne, fait exception à la règle: ses magnifiques poèmes symphoniques impressionnistes *Fontaines de Rome* (1917) et *Pins de Rome* (1924) rencontrent un succès international.

Bien que plusieurs compositeurs impressionnistes (en particulier Debussy, Dukas, Satie, Roussel et Ravel) écrivent pour le ballet, ils ne parviennent pas à enrayer le processus de fossilisation que le genre connaît alors en France et en Italie. À l'époque, le centre de cet univers s'est déplacé de Paris à Saint-Pétersbourg. Des danseurs et chorégraphes comme le Français Marius Petipa et l'Italien Enrico Cecchetti y remportent de grands succès. Ils perfectionnent le ballet par une approche systématique et très détaillée. Les élèves russes dépassent les maîtres d'Europe occidentale et deviennent des vedettes internationales. L'un d'eux est Serge de Diaghilev (1872–1929), qui se produit à Paris avec les Ballets russes à partir de 1909.

Pour terminer, il nous faut noter que la musique afro-américaine génère également une vague d'innovation à la fin du XIX^e siècle. Bien que l'esclavage ait été aboli aux États-Unis en 1865, la population noire vit toujours dans la misère, que ce soit en ville ou dans les plantations. Elle exprime alors son découragement, sa tristesse et ses espoirs dans le blues. Après avoir rejoint les villes, les musiciens noirs sont influencés par la musique populaire des fanfares et des opérettes. Tout en improvisant en permanence, ils adaptent ces morceaux à leurs propres rythmes complexes, créant ainsi le ragtime. Le premier compositeur de ragtime est un pianiste noir du nom de Scott Joplin (1868–1917), à qui l'on doit *Maple leaf rag*, composé à Saint-

Louis en 1896. Avec le ragtime, le piano devient un élément permanent dans les orchestres de jazz. À partir de 1905, ces orchestres de jazz rencontrent un immense succès à La Nouvelle-Orléans et sont imités par des musiciens blancs qui créent le style dixieland. La fin du XIX^e siècle marque donc la naissance d'une nouvelle forme de musique appelée à devenir très populaire et célèbre au cours du XX^e siècle.

LES COURANTS LITTÉRAIRES

Introduction: la naissance d'un domaine littéraire autonome

Les évolutions littéraires du XIXe siècle offrent un parallèle frappant avec celles des autres arts. La littérature du début du siècle se caractérise elle aussi par une lutte pour se libérer de la double influence de l'Église et de l'aristocratie ainsi que de la poétique normative du classicisme. Dès le XVIII^e siècle, on assiste à l'émergence d'une nouvelle culture du sentiment qui rejette la poétique régie par la raison et qui constitue, au début du XIXe siècle, la base du mouvement émancipateur du romantisme, lequel se répand dans toute l'Europe et dans le Nouveau Monde. Le pouvoir et l'ampleur de ce mouvement sont étroitement liés à l'arrivée au pouvoir de la classe moyenne et au renforcement de la conscience nationale qui conduit à la lutte pour l'indépendance de nombreuses nations. Les nouveaux dirigeants de la classe movenne et les nouveaux États-nations considèrent la littérature romantique comme un moyen symbolique d'asseoir leur pouvoir. C'est pourquoi ils remplaceront l'Église et l'aristocratie en tant que mécènes. Les codes littéraires du romantisme sont donc diffusés et maintenus sous le sceau officiel pendant la totalité du XIX^e siècle. Ce qui apparaissait auparavant comme une suppression des vieilleries se transforme alors en une camisole de force pour les écrivains. Ces derniers s'insurgent contre cette appropriation d'un mouvement littéraire autrefois émancipateur et lancé avec la fougue d'une révolution, et s'efforcent dorénavant de sauvegarder l'autonomie du domaine littéraire.

Cette autonomie est atteinte progressivement, à différentes époques dans les différents pays d'Europe. Elle apporte de profonds changements dans les relations entre la production, la distribution et la consommation de biens symboliques. Les écrivains sont aidés sur les plans économique, social et idéologique par trois évolutions qui interviennent à ce moment. Premièrement, la croissance d'un public de consommateurs potentiels d'origines sociales diverses, résultant de l'augmentation de la socialisation, en

particulier durant la seconde moitié du XIX^e siècle; deuxièmement, l'émergence d'un corps de producteurs qui se professionnalisent à leur tour; troisièmement, la multiplication des points de diffusion et de distribution, qui se spécialisent également. Ainsi, le domaine littéraire se peuple d'auteurs indépendants spécialisés qui énoncent leurs propres codes et règles de travail et de comportement.

Une rupture historique survient vers les années 1850 dans la littérature française (qui est encore l'une des plus influentes de son temps) et apparaît clairement dans les études de Jean-Paul Sartre (« Qu'est-ce que la littérature», Situations II, 1947), de Roland Barthes (Le Degré zéro de l'écriture, 1953) et de Pierre Bourdieu (Éléments d'une théorie sociologique de la perception artistique, 1968; Le Marché des biens symboliques, 1971). Sartre explique que l'autonomie de la littérature trouve ses origines dans une rupture idéologique entre les écrivains et la classe moyenne utilitariste, qui souhaite s'approprier le domaine littéraire de l'époque pour renforcer son pouvoir. Roland Barthes montre cette rupture en signalant l'utilisation d'un certain type de langue et la ritualisation des signes dans un texte littéraire. Avec la création de la mystique de l'activité d'écrivain et un style d'écriture tyrannique, les écrivains cherchent à remplacer la valeur utilitaire de la littérature par sa valeur de travail indépendant. Le sociologue culturel Pierre Bourdieu insiste sur la différenciation croissante des lecteurs du XIX^e siècle, qui conduit à un antagonisme interne des différents moyens de production littéraire: d'une part, des œuvres littéraires produites en masse et destinées à un public énorme et en perpétuelle expansion, pour qui il s'agit du premier contact avec la culture littéraire (sous forme de feuilletons à suspense, de mélodrames, de vaudevilles); d'autre part, une littérature qui s'oppose ouvertement à toute forme de mercantilisme ou d'utilitarisme industriel et dans laquelle le symbolisme, le sens et l'esthétique prennent le pas sur la valeur économique. Comme son prédécesseur Robert Excarpit, qui a déjà montré la dichotomie entre les «circuits populaires» et le «circuit lettré», Bourdieu insiste sur le fossé grandissant, au milieu des années 1850, entre une «sphère de grande production où prévaut la loi économique en réponse aux demandes du grand public » et une «sphère de la production restreinte, celle de la littérature cultivée, où s'élabore le code littéraire dominant et où la revendication est essentiellement d'ordre esthétique». En réaction à cette encapsulation commerciale de la littérature, les écrivains du circuit littéraire limité rejettent les avantages offerts par le nouveau marché pour des raisons idéologiques et esthétiques, « ripostant par une idéologie de la création libre et désintéressée».

L'isolement volontaire des écrivains dans leur propre domaine littéraire autonome en protestation contre l'utilitarisme et le mercantilisme de la

société industrialisée explique le caractère de plus en plus programmatique et polémique de leurs écrits. Ils rejoignent des cénacles fondés sur le programme poétique d'une figure centrale (voir les salons littéraires de Leconte de Lisle et Mallarmé) et commencent à publier leurs propres revues indépendantes, dont l'existence est souvent courte. Ils se présentent comme un groupe dans les anthologies ou lors des événements littéraires et font publier leurs œuvres par des maisons d'édition expressément «littéraires». Ils visent un lectorat spécifique d'inconditionnels érudits, en particulier ceux qui partagent leurs convictions et leur rêve d'une nouvelle société et d'une nouvelle esthétique. Leur protestation contre le mode de vie de la classe moyenne s'exprime souvent par l'adoption d'une attitude bohème, protestation qui devient plus radicalement esthétique en fin de siècle et prend des formes telles que le dandysme et le décadentisme. La conscience de soi acquise par les écrivains pendant la période romantique évolue également vers une conscience de crise, remplaçant la foi dans le progrès par la foi dans le déclin.

La littérature prise entre continuité et rébellion

Le romantisme

Le XVIIIe siècle a vu l'avènement d'un monde nouveau. La mécanisation et la rationalisation des processus de production ont atteint une étape décisive et conduisent à l'apparition d'une société industrialisée. Celle-ci élimine les derniers vestiges du féodalisme. Dès lors, le fossé infranchissable entre capital et travail sonne le glas d'un système où la société était divisée selon le métier. La nouvelle société, désormais fondée sur les classes, impose un nouveau mode de vie. Alors qu'au XVIIIe siècle, aristocratie et classes moyennes se partageaient les positions importantes, les secondes règnent en maître sur la société du XIX^e siècle. On décrit souvent ce siècle comme celui où la culture des classes moyennes s'impose. Cette caractérisation doit toutefois être explicitée, notamment pour éviter l'idée erronée que ce siècle formerait, du point de vue culturel, un tout homogène. Il y a en réalité de nombreuses et diverses fractions. En plus des segments de population attachés aux credo conservateurs, voire réactionnaires, et de ceux qui sympathisent avec des visions plus progressistes et même révolutionnaires, il existe une intelligentsia huppée qui flirte alternativement avec les classes supérieures et inférieures et, en conséquence, défend d'une part le romantisme antirévolutionnaire dans sa lutte contre les Lumières et, d'autre part, une forme de romantisme représentant la libération révolutionnaire. Pendant la seconde moitié du XIXe siècle en particulier, cette intelligentsia développe un génie anti-classe moyenne et remet en question la durabilité de l'ordre social établi.

Cette opposition inhérente à la vision romantique de la vie s'exprime tout d'abord dans le programme individualiste plein de principes de ses écrivains. Le principe du «laisser-faire» du libéralisme économique, de la libre concurrence et le droit à l'initiative personnelle se reflètent dans le désir des écrivains d'exprimer leurs sentiments personnels, de laisser leur propre personnalité prendre le dessus et de faire du lecteur un témoin immédiat de leurs sentiments intimes et de leurs conflits intérieurs. Néanmoins, cet individualisme n'est pas seulement le reflet littéraire des principes du libéralisme économique réagissant contre l'absolutisme de l'Ancien Régime : il est également le fruit de la protestation contre le nivellement, la mécanisation et la dépersonnalisation de la vie qui procèdent directement de ce même libéralisme économique. Le caractère militant du romantisme est issu de son expression de l'idéal de l'individualisme personnel par le biais de la méthode et de la protestation. Son culte des sentiments dévoile aussi un état d'esprit anticlassique et antiaristocratique. Si les romantiques proclament leurs sentiments et leur accordent une telle importance, ce n'est pas parce qu'ils ressentent les choses plus fortement ou plus intensément que leurs prédécesseurs, mais parce qu'ils souhaitent mettre en avant un mode de vie opposé au génie aristocratique de contrôle de soi et de réserve. L'expression du sentiment devient donc un important moyen artistique d'exprimer une réalité altérée dans laquelle les classes moyennes développent leur propre conscience de soi. L'arrivée historique des classes moyennes au pouvoir et leur nouvelle position de porteuses de culture expliquent également le processus de «retour au puritanisme» qui les distingue de la frivolité et de l'extravagance libertines des cercles de la cour sous l'Ancien Régime. La droiture d'esprit devient, avec la sentimentalité, une valeur à la mode. Cela explique le niveau élevé de censure et de prohibition de publications et de représentations, voire les poursuites judiciaires quand les écrivains dépassent les us et coutumes de l'époque.

Bien que ces tendances à l'individualisme, à la sentimentalité et au moralisme puissent être considérées comme inhérentes au mode de pensée de la classe moyenne, d'autres caractéristiques voient le jour, qui sont étrangères à la mentalité initialement optimiste de cette classe susceptible de s'élever: la tendance à la mélancolie, qui était déjà apparue pendant la période préromantique, et l'atmosphère élégiaque de mal du monde (*Weltschmertz*) et de nostalgie (*Sehnsucht*), qui évolue vers un pessimisme flagrant pendant la seconde moitié du siècle. De plus, à l'époque, on assiste à l'émergence de membres de la classe moyenne inférieure qui n'avaient eu aucun contact avec l'ancienne culture aristocratique et avaient encore moins de raisons d'être optimistes que les classes moyennes supérieures, économiquement favorisées. Pourtant, même la confiance et l'assurance de ces dernières font pâle figure face à la pression des risques financiers de plus en plus

importants, à la concurrence renforcée et à la menace d'agitation sociale au sein des immenses masses laborieuses urbaines qui vivent alors dans une misère extrême. Cela mène, d'une part, à une forme de littérature axée sur les réalités sociales et sur l'intensification des sentiments d'anxiété, de sympathie et de révolte et, d'autre part, à une sorte de fuite d'un présent déplaisant vers un passé idéalisé ou, à l'écart de la culture et de la civilisation, vers un état de naturalité primitive synonyme de liberté. On voit alors des tentatives d'échappée vers un passé ou un futur idéal, ou vers l'utopie. Le fait que l'idéalisme irrationnel conduise tantôt aux visions conservatrices et réactionnaires de la vie et tantôt à leurs équivalents révolutionnaires est également caractéristique du romantisme. Pour les deux tentatives de fuite, la peur de l'ici et du maintenant et de la destruction imminente du monde joue un rôle déterminant. Le romantisme est l'idéologie d'une société nouvelle et d'une génération qui ne brandit plus aucune valeur sans réfléchir au préalable à sa spécificité historique. L'idée selon laquelle notre vie spirituelle est en fait un processus évolutif dynamique et qu'elle est transitoire puisqu'elle est une expression de la vie représente l'une des grandes découvertes des romantiques et constitue leur plus grande contribution à notre vision moderne du monde.

Cette nouvelle évolution arrive à maturité en Europe occidentale de diverses manières. Le romantisme allemand évolue de sa position initiale révolutionnaire vers une attitude réactionnaire résultant du compromis et de la modération, tandis que dans d'autres pays, le mouvement prend la direction opposée, par exemple d'un point de vue légitimement conservateur vers un état d'esprit progressiste, libéral et révolutionnaire.

Après la révolution du *Sturm und Drang*, ses plus grands et influents représentants, comme Goethe, Friedrich Schiller (1759-1805) et Friedrich Hölderlin (1770–1843), adoptent le même style d'écriture que le néoclassique Johann Joachim Winckelmann. Toutefois, certaines de leurs œuvres stimulent considérablement le mouvement romantique : le roman d'apprentissage de Goethe Wilhelm Meister (Les Années d'apprentissage de Wilhelm Meister, 1796; Les Années de voyage de Wilhelm Meister, 1829), ses versions du mythe de Faust qui devient un symbole de la quête romantique (Urfaust, 1773–1775; Faust, ein Fragment, 1790; Faust, eine Tragödie, 1806, dont une deuxième partie, Le Second Faust, est publiée à titre posthume en 1832) et Le Divan occidental-oriental (1820), qui révèle son attirance pour l'exotique; les odes et hymnes de *L'Archipel* (1800) et le roman épistolaire Hyperion (1796-1799) du classiciste romantique Hölderlin, qui lance le concept de «nostalgie heureuse» (Selige Sehnsucht); la pièce Don Carlos (1787) et la trilogie de Wallenstein (1799). La Pucelle d'Orléans (1801) et Guillaume Tell (1804) de Schiller, où il se fait l'avocat de la liberté individuelle.

Le romantisme allemand ne se caractérise pas seulement par ses différentes phases, mais aussi par les groupes qui se forment dans les villes universitaires. Il v a tout d'abord le Berlin de Ludwig Tieck (1773–1853), qui écrit ses Contes fantastiques (1797), se lance dans les contes de fées et publie un roman épistolaire, Histoire de William Lovell (1795–1796), sur la rupture des normes ossifiées du rationalisme, et de Wilhelm Heinrich Wackenroder (1773–1798) qui, dans ses épanchements sur la redécouverte de la beauté de l'art médiéval (Les Effusions du moine amateur d'art, 1797), plaide en faveur d'une appréciation de l'art fondée sur le sentiment. Ce premier centre est bientôt supplanté par Iéna. Là, un grand nombre d'écrivains plus intéressés par la philosophie spéculative et n'avant pas un tempérament littéraire créatif collaborent à la revue Athenäeum (1798–1800). En parfaite adéquation avec la philosophie idéaliste de Fichte, Schelling et Schleiermacher, les principes fondamentaux de l'esthétique romantique sont formulés par les frères August Wilhelm von Schlegel (1767–1845) et Friedrich von Schlegel (1772–1829). Pour eux, le romantisme est un type de réévaluation existentielle géante qui poétise le monde entier (voir la «poésie progressive et universelle»); le romantisme se fonde en outre sur la primauté de l'imagination subjective et du génie créatif original et déborde du désir transcendantal de surnaturel inaccessible. On peut observer une mise en pratique de leurs théories dans l'histoire d'amour de Friedrich Schlegel *Lucinde* (1799), ainsi que dans la prose lyrique des *Hymnes* à la nuit (1800) et d'Henri d'Ofterdingen (1802) de Novalis (le baron Friedrich von Hardenberg, 1772–1801); ce dernier explore les thèmes de l'amour, du rêve et de la mort en termes mystiques et crée le concept de «fleur bleue» (blaue Blume), qui symbolise la nostalgie (Sehnsucht), le désir d'une harmonie dans l'éternel qui ne sera jamais satisfait dans cette vie.

Un second groupe d'une génération de romantiques allemands plus jeunes se concentre à Heidelberg et se montre plus productif sur le plan littéraire. À ce groupe appartiennent les frères Jacob Grimm (1785–1863) et Wilhelm Grimm (1786-1859) (illustration 137), auxquels on doit le fameux recueil de contes de fées; Friedrich Creuzer (1771–1858), qui tente de systématiser les mythes religieux dans Symbolique et mythologie des peuples de l'Antiquité; Johann Joseph von Görres (1776-1848), qui fournit une série d'ouvrages sur les rêves, les remèdes, les énigmes et les prédictions, les légendes relatives au climat et les contes (dont Faust, Ahasvérus, Uilenspiegel) dans les Livres populaires teutons; et de nombreux poètes comme Arnim, Brentano et Eichendorff, Achim von Arnim (1781–1831) et Clemens Brentano (1778-1842) rassemblent et retravaillent de vieilles chansons populaires dans Le Cor merveilleux de l'enfant (1805–1808), tandis que Joseph von Eichendorff (1788–1857) popularise l'univers romantique des sentiments par la simplicité presque naïve de ses œuvres en prose ou en vers (La Vie d'un propre-à-rien, 1826).

Mis à part ces groupes, d'autres écrivains talentueux participent à l'influence du romantisme allemand. Les descriptions sensibles de la nature et de l'âme des romans de Jean-Paul (Johann Paul Friedrich Richter, 1763–1825) sont très appréciées, tout comme le conte de fées fantastique sous forme de roman court *La Merveilleuse Histoire de Pierre Schlemihl* (1814) d'Adelbert von Chamisso de Boncourt (1781–1838), *Ondine* de Friedrich de la Motte-Fouqué (1777–1843) et les étranges histoires fantastiques d'Ernst Theodor Amadeus Hoffmann (1776–1822), dont *Les Élixirs du diable* (1815–1816) et *Le Chat Murr* (1820). Le drame romantique atteint son apogée avec la publication des quatre grandes tragédies de Heinrich von Kleist (1771–1811), à savoir *Penthésilée* (1807), *Catherine de Heilbronn* (1808), *Le Prince de Hombourg* (1810) et *La Bataille d'Hermann* (1821), qui explorent tous le thème du conflit entre un être pur aux idéaux très élevés et une société corrompue.

L'évolution amorcée en Angleterre au XVIIIe siècle se poursuit et atteint son paroxysme en Allemagne. Le déclin de l'enthousiasme révolutionnaire suscité par le *Sturm und Drang* et la transition vers une période plus classique qu'effectuent Goethe et Schiller sur leurs vieux jours peuvent être perçus comme une réaction contre le caractère par trop excessif de ce romantisme primitif (*Frühromantik*). Si l'Angleterre est un peu à la traîne dans les années qui précèdent et suivent immédiatement la parution des *Ballades lyriques* (1798), ce retard est largement rattrapé dans les deux décennies suivantes, époque où le romantisme s'épanouit en Angleterre.

Quelle que soit la fougue de Coleridge dans son rôle d'ambassadeur entre les lettres et la philosophie allemandes et leurs homologues britanniques, et quels que soient ses efforts pour lire et assimiler la littérature, la théorie littéraire et la spéculation philosophique allemandes dans son œuvre, en général, les modèles offerts par ses prédécesseurs allemands ne sont pas déterminants pour le romantisme britannique, car celui-ci suit son propre cours. Les romantiques britanniques ont le sentiment d'être porteurs de leur propre grande tradition. Ils ne combattent pas les avocats du statu quo littéraire avec la même ardeur que les romantiques français par la suite. De plus, contrairement à ce qu'on observe en Allemagne, il n'existe quasiment aucune trace d'écoles, de dogmes, de programmes poétiques ou de manifestes particuliers. La préface à la seconde édition des Ballades lyriques (1800) et la Biographia Literaria (1817) de Coleridge ainsi que la Défense de la poésie (1821) de Shelley sont toutes des manifestes individuels sur les idées de leurs auteurs respectifs au sujet de la poésie. Il est également frappant que l'explosion du lyrisme mythique mâtiné de patriotisme des poètes du romantisme allemand du premier quart du XIXe siècle n'existe quasiment pas en Angleterre. L'utilisation du langage poétique est également fort différente. Par opposition au lyrisme noble que l'on retrouve dans certaines

des ballades allemandes ou à l'utilisation du ton rhétorique souvent exalté de la poésie française, les romantiques britanniques utilisent une « sélection du langage véritablement utilisé par l'homme » pour décrire des « incidents et situations de la vie ordinaire ». Le lyrisme romantique atteint la plénitude de son expression en Angleterre.

La première génération de romantiques britanniques combine un état d'esprit ouvertement esthétique avec un sens certain de l'éthique. Au départ, ils sont totalement libéraux, mais leur expérience de la Terreur après la Révolution française et la guerre contre Napoléon les contraint à adopter une attitude conservatrice et antirévolutionnaire. Le mouvement demeure toutefois démocratique dans une certaine mesure et tente de populariser la littérature. On peut en juger non seulement par leur utilisation simplifiée du langage poétique mais également par leur approche de la littérature, leur désir d'atteindre la «joie la plus collective possible». Persuadés que les gens des campagnes ne sont pas corrompus et que les «passions essentielles du cœur» peuvent être trouvées sous leur forme la plus pure à la campagne, ils partent pour le Lake District, nouent de profondes amitiés, travaillent en étroite collaboration et vivent la période la plus créative de leur existence de poètes. C'est pourquoi ils entrent dans l'histoire littéraire sous le nom de poètes lakistes, bien que chacun conserve sa propre individualité poétique, même après un exposé commun de Wordsworth et Coleridge sur la littérature romantique dans la seconde édition des Ballades lyriques. Tandis que, d'une part, ils poussent plus avant les théories de Locke sur la perception et l'association et prônent certains principes humanitaristes empruntés aux Lumières et que, d'autre part, ils réagissent au néoclassicisme élitiste, ils considèrent la poésie comme une « émotion remémorée dans la tranquillité », bien qu'elle soit provoquée par une «vague spontanée de sentiments puissants». Ils cherchent à exprimer la « musique calme et triste de l'humanité ». La poésie doit rassembler l'extase unique du poète et une ouverture indifférenciée du public. Ils espèrent ainsi apprendre à leurs lecteurs à «voir, sentir et penser» et donc à «devenir plus activement et sûrement virtuoses».

La façon dont les deux poètes partagent leurs œuvres est remarquable dans la démocratisation programmatique de la poésie. Tandis que William Wordsworth (1770–1850) aspire à montrer le charme de la nouveauté dans les choses de tous les jours et du surnaturel dans l'ordinaire, Samuel Taylor Coleridge (1772–1834) (*illustration 138*) adopte la position contraire. Wordsworth atteint largement son but avec la composition de poèmes magnifiques comme *Tintern abbey* et les émouvants *Lucy poems*, et avec sa flamboyante description de la nature dans *Le Prélude* (1807), *Intimations of immortality from recollections of early childhood* (1807), *The Excursion* (1814), ainsi que dans ses sonnets rédigés habilement. Sa poésie de la nature est originale en ce qu'elle n'est pas une simple description mais traite éga-

lement de lui-même dans la nature et de la perception très personnelle qu'il a de celle-ci. Il compose des poèmes «hélas trop nombreux » et tombe en conséquence dans une sorte de simplicité moralisatrice sonore, notamment dans ses dernières œuvres. On ne peut en dire autant de la poésie moins extravertie mais plus profonde et plus mystérieuse de Coleridge, dont les poèmes La Ballade du vieux marin (1798), Christabel (1816) et Kubla Khan (1826) fournissent un premier aperçu de la «poésie pure ». Ses écrits critiques comme Biographia literaria, Carnets et Cours sur Shakespeare sont également très novateurs. Il n'en va pas de même pour Robert Southey (1774–1843), auteur de longs poèmes épiques et d'une biographie populaire The Life of Nelson (1813). En tant que «poète lauréat », il a plus d'autorité que de véritable talent poétique.

La génération suivante de jeunes poètes romantiques est plus radicale dans son humanisme. Leur mode de vie non conventionnel, leur athéisme agressif et leur libération des préjugés moraux sont leurs moyens de protester contre la politique d'exploitation et d'oppression de l'époque. Malgré leur indéniable talent poétique, leur désir de renouveau et d'innovation n'est pas apprécié par leurs contemporains. Cela explique leur sentiment de n'avoir pas de nation et leur recherche de consolation dans l'étrange et à l'étranger.

Percy Bysshe Shelley (1792–1822) est un rebelle-né pour qui toute chose légitime, constitutionnelle et conventionnelle est l'œuvre d'une volonté despotique. Les rois, les classes dirigeantes et l'Église forment pour lui un pouvoir unique et compact responsable de l'oppression, de l'exploitation, de la violence, de la stupidité, de la laideur et du mensonge. Son athéisme, présenté dans son pamphlet Sur la nécessité de l'athéisme (1811), est plus une révolte contre Dieu qu'une négation de son existence: il combat un oppresseur ou un tyran. Dans Prométhée délivré (1820) et Epipsychidion (1821), il idéalise l'amour libre et désintéressé qui constitue pour lui le seul moyen de libération pour l'humanité. Ces poèmes aujourd'hui célèbres comme Ode au vent d'ouest, À une alouette, La Sensitive, Le Nuage et Lines written among the Euganean hills sont inspirés par la beauté des paysages d'Italie, où il émigre et périt de façon prématurée lors d'une tempête dans le golfe de La Spezia. C'est également en Italie que meurt très jeune John Keats (1795–1821), dont la courte durée de vie ne l'empêche toutefois pas d'apprendre à écrire de la poésie. Doté d'un merveilleux sens du son et de la couleur ainsi que d'un grand pouvoir de perception esthétique, il parvient à maîtriser sa tendance à l'ornementation excessive dans ses longs poèmes mythiques *Endymion* (1818) et *Hypérion* (1818–1819). Dans ses Odes (1819–1820), il atteint une harmonie classique de forme, d'idée et de mot. Mais le poète le plus influent reste toutefois George Gordon Byron (1788–1824) (illustration 139). Il devient célèbre avec Le Pèlerinage de Childe Harold (1812–1816), rédigé en strophes spencériennes, et avec le

long poème Don Juan (1818-1824), satirique et plein d'esprit, qui reste inachevé. Le héros byronien, cynique entêté, rebelle solitaire doté d'un grand sens de la liberté et amoureux passionné, devient un modèle dans la littérature romantique de l'Europe entière. Sir Walter Scott (1771–1832) jouit d'une influence aussi grande en raison de ses romans historiques sur l'Écosse (Waverley, 1814; The Heart of Midlothian, 1818), l'Angleterre (Ivanhoé, 1819: Kenilworth, 1821) et le continent (Quentin Durward, 1823). Son art raffiné et la précision avec laquelle il traite son matériau historique et ses personnages le rendent aussi populaire que les auteurs de récits d'horreur et les écrivains à scandale. L'essai atteint également des sommets artistiques à l'époque avec les œuvres de Thomas de Quincey, Charles Lamb, William Hazlitt et Leigh Hunt. L'essor tardif du romantisme en France se doit aux aventures de Napoléon en matière de politique culturelle dictatoriale durant l'Empire et à la vigueur de la tradition néoclassique. Il est impossible d'envisager la position de la France dans le mouvement romantique européen sans penser à la puissante stimulation qu'il lui a fallu pour atteindre cette position. En plus de la forte influence des auteurs britanniques, qui se faisait déjà sentir au XVIII^e siècle (souvent par le biais des émigrants), la littérature et l'esthétique allemandes ont également une importance considérable. La percée définitive et l'épanouissement ultérieur sont préparés par les «romantiques de l'Empire», appartenant plutôt au XVIIIe siècle, comme Mme de Staël, Benjamin Constant, François René de Chateaubriand, Séancourt et Ballanche. Dans son ouvrage De l'Allemagne (1813), Mme de Staël (1766–1817), amie et admiratrice d'August Wilhelm von Schlegel, présente une vision partiale et parfois incorrecte mais néanmoins impressionnante de la pensée littéraire allemande contemporaine et pose ainsi un jalon dans le chemin vers la libération des idées romantiques en France. De par son « ouverture » (qui implique une conscience de l'histoire et du cosmopolite), le romantisme s'oppose au système fermé du classicisme. Alors que de nombreux romantiques, convaincus par les idées du libéralisme, se détournent de l'Église et de sa foi dogmatique, François René de Chateaubriand (1768–1848) (illustration 140) considère le christianisme comme la plus haute expression de l'esprit romantique (Le Génie du christianisme, 1802). Mais c'est surtout dans ses histoires d'amour émouvantes, Atala (1801) et René (1805), qu'il introduit le sentiment de «mal du siècle» dans la continuité de Goethe et de son Werther.

Cette profonde évolution dans le monde littéraire se manifeste également par la publication des *Méditations poétiques* (1820) du poète et politicien Alphonse de Lamartine (1790–1869), par la fondation des revues *La Muse française* (1823–1824) et *Le Globe* (1824–1832), ainsi que par l'ouverture de nouveaux salons par Sainte-Beuve et Hugo en 1827 (le Cénacle). Il convient également de remarquer que cette percée s'opère tout d'abord

dans la poésie lyrique. Après avoir écrit des œuvres lyriques élégiaques très personnelles d'un type sentimental, Lamartine se lance dans une poésie lyrique plus humanitariste et religieuse. Refusant l'expression d'émotions personnelles, Alfred de Vigny (1797–1863) présente sa vision de la vie très esthétique et stoïque dans des œuvres très travaillées comme *Poèmes* (1822). Poèmes antiques et modernes (1826) et son long poème lyrique Eloa, ou la sœur des anges (1824). Dans les années 1820 apparaissent également les recueils Odes (1822), Odes et Ballades (1826) et Les Orientales (1828) de Victor Hugo (1802–1885) (illustration 141), qui devient le principal avocat du romantisme français. En tant qu'écrivain, il fait un effort conscient pour être le prophète et le repère de son époque. Avec son œuvre, la littérature romantique française prend un tour politique et révolutionnaire, qui conduit parfois à la grandiloquence rhétorique et à une tendance au monumental. Sa manière d'intégrer des idées abstraites au langage des images et le dynamisme exceptionnel de son imagination sont autant de manifestations de sa virtuosité poétique et sont particulièrement visibles dans le recueil *Les* Contemplations (1856) et dans son cycle poétique La Légende des siècles (1839–1883). Alfred de Musset (1810–1857) est également un véritable poète lyrique romantique et un visiteur assidu du salon littéraire de Charles Nodier à la bibliothèque de l'Arsenal. Toutefois, dans la mesure où il s'oppose à toute grandiloquence romantique, sa poésie se caractérise par son naturel, son élégance spirituelle et sa simplicité. Au départ, son œuvre lyrique est une expression intime d'éléments surgis des profondeurs de la psyché. Ses propres histoires d'amour (entre autres avec George Sand) ainsi que son culte de la douleur confèrent à son œuvre un ton mélancolique et élégiaque, en particulier dans ses quatre longs poèmes intitulés Les Nuits dans *Poésies nouvelles*, 1836–1852 (1852). L'œuvre de Gérard de Nerval (1808-1855), le poète maudit du romantisme, est une longue autobiographie romancée. Son thème principal est l'adoration obsessionnelle d'une femme onirique qui prend des formes aussi diverses qu'Isis, la Madone et la reine de Saba, sans oublier la mystérieuse Aurélie de l'œuvre du même nom (publiée à titre posthume en 1855), dont les dernières pages sont retrouvées dans sa poche après son suicide. La magie des mots dans certains de ses sonnets (notamment les douze sonnets des *Chimères*), ses nouvelles poétiques (*Syl*vie, 1854) et ses récits de voyage font de Nerval une figure intermédiaire entre le romantisme et le symbolisme.

Aiguillonné par Victor Hugo dans sa *Préface de Cromwell* (1827), le théâtre français s'épanouit et connaît un franc succès. Le théâtre romantique rompt avec l'unité de temps, de lieu et d'action et suit Shakespeare en mêlant le tragique au comique et le trivial au sublime. Le but est de rendre la réalité dans sa totalité, tout en la transformant en art. Outre les grands succès de Victo Hugo comme *Hernani* (1830) et *Ruy Blas* (1838), le théâtre romantique

évolue sous l'influence de Vigny, d'Alexandre Dumas et d'Alfred de Musset, dont le *Lorenzaccio* (1834) est le plus shakespearien de tous les drames romantiques et dont les comédies sont un habile mélange de sentiment et de fantasme, de rêve et de réalité.

Le roman est à l'époque également un genre répandu et diversifié: romans sentimentaux dans la tradition du XVIIIe siècle, «romans noirs» fondés sur les modèles britannique et allemand, romans historiques dont les plus célèbres sont Cinq Mars (1826) de Vigny et Notre-Dame de Paris (1831) de Victor Hugo, romans feuilletons d'Eugène Sue (1804–1857) et romans d'aventures d'Alexandre Dumas (1802–1870) (illustration 142). Mais l'œuvre la plus importante et la plus durable est celle des romantiques réalistes, inspirés par Hugo et Les Misérables (1862). Romantique dans son pouvoir visionnaire d'imagination et réaliste dans son pouvoir d'observation et ses intentions scientifiques, Honoré de Balzac (1799–1850) transforme toute une époque, marquée par l'essor inéluctable du capitalisme libéral, en un univers de fiction dans sa monumentale Comédie humaine (1842-1846). Le Rouge et le Noir (1831) et La Chartreuse de Parme (1839), les deux plus grands romans de Stendhal (Henri Beyle, 1783–1842) (illustration 143), constituent une critique claire et facile à lire de la société française pendant la Restauration, ainsi qu'une critique de l'ensemble de l'Europe pendant la Sainte-Alliance. Stendhal utilise son sentiment romantique d'«égotisme» et son pouvoir d'observation critique rationnelle pour instaurer un nouveau mode de vie individuel, dont la modernité n'est pas comprise avant 1880. D'esprit sobre et sceptique, Prosper Mérimée (1803–1870) est également un auteur qui aspire à l'austérité. Indépendant de tous les mouvements et cénacles littéraires de l'époque, il se méfie tout particulièrement de l'exagération romantique. Ses romans et nouvelles, dont Colomba (1840) et Carmen (1845), reflètent sa préférence pour les courtes scènes intenses se déroulant dans un autre pays et à une autre époque. Le passage d'une vision romantique de la vie à une conception plus sobre de la réalité, reposant sur le socialisme utopique, se retrouve dans l'œuvre de George Sand (Aurore Dupin, 1804–1876) (illustration 144). Si l'on compare son roman autobiographique Lélia (1832) avec La Petite Fadette (1848), qui brosse un tableau très détaillé de la vie campagnarde, on peut juger de l'importance du changement survenu en quinze ans.

Le mouvement romantique se répand de ces trois littératures à l'ensemble de l'Europe, Scott et Byron en étant les ambassadeurs les plus éminents. En Italie, Alessandro Manzoni (1785–1873) (*illustration 145*) acquiert une popularité qui dépasse les frontières nationales avec son roman historique *Les Fiancés (I Promessi Sposi*, 1827), tandis que le poète du mal du siècle Giacomo Leopardi (1798–1837) accède à une célébrité qui durera jusqu'à l'époque du symbolisme. En Espagne, dans la lignée de Byron et de Scott, le duc de Rivas (Ángel de Saavedra, 1791–1865) écrit ses *Romances histo-*

riques (1841) et L'Étudiant de Salamanque (1839), et Gustavo Adolfo Bécquer (1836–1870) compose une poésie amoureuse dans ses Rimes. D'autres auteurs se lancent dans le roman historique, notamment Mariano José de Larra (1809–1837) avec Le Damoiseau de don Enrique le Dolent, Enrique Gil y Carrasco (1815–1846) avec El Señor de Bembibre (1844) et Francisco Martínez de la Rosa (1789–1862) avec Doña Isabel de Solis, reina de Granada (1837). Ces modèles romantiques font également des émules dans le Nord. Le Flamand Hendrik Conscience écrit Le Lion de Flandre (1838), tandis que le Néerlandais Jacob van Lennep rédige La Rose de Dekama (De roos van Dekama, 1836). Dans les littératures scandinaves, les principales figures du romantisme sont les Danois Adam Oehlenschläger (1779–1850) et Nikolai Frederik Severin Grundtvig (1783–1872), qui s'appuient sur les influences étrangères auxquelles ils ajoutent des éléments nationaux tirés de la vieille littérature norroise, tandis que Bernhard Severin Ingemann (1789– 1862) et Carsten Hauch (1790–1872) se lancent dans le roman historique. En Suède, le mouvement romantique se concentre dans les villes universitaires d'Uppsala et Lund, où se trouvent la société littéraire Auroraförbundet et sa figure de proue, le poète Per Daniel Atterbom (1790–1855). La plus grande figure du Götiska Förbundet, dans la capitale Stockholm, est le poète Esaias Tegnér (1782–1846), qui compose les poèmes lyriques La Saga de Frithiof (1820–1825), *Nattvardsbarnen* (1820) et *Axel* (1821). Le plus grand de tous ces poètes romantiques est Erik Johan Stagnelius (1793–1823), célèbre pour son recueil Les Lys de Saron (1821–1822). Le premier auteur important de la littérature norvégienne est le poète romantique Henrik Wergeland (1808–1845), célèbre pour sa poésie épique visionnaire et extatique et pour son œuvre sur la nature et le lyrisme confessionnel.

Pendant la période romantique, l'Europe de l'Est s'ouvre sur l'Occident. Là, le mouvement romantique ne procède pas seulement d'un conflit de générations, mais également d'un désir d'insurrection et de libération. Cela explique le grand succès des poèmes narratifs de Byron et leur influence sur des poètes polonais tels qu'Antoni Malczewski (1793–1826), Adam Mickiewicz (1798–1855) avec l'épopée lyrique *Monsieur Thadée* (1834), Juliusz Słowacki (1809–1849) avec l'épopée héroïque *Beniowski* (1841) et Zygmunt Krasiński (1812–1893) avec *La Comédie non divine* (1835); l'influence de Byron se fait également sentir dans les poèmes épiques lyriques *Mai* (1836) du Tchèque Karel Hynek Mácha (1810–1836), ainsi que dans l'épopée lyrique *La Fuite de Zalán* (1825) du Hongrois Mihály Vörösmarty (1800–1855).

La poésie de Byron est une véritable révélation pour les Russes aux alentours de 1820. Ses contes orientaux provoquent des passions et sont immédiatement traduits et imités. En vingt ans, près de 200 poèmes épiques et lyriques byroniens sont composés. Pourtant, Pouchkine et Lermontov sont

les seuls véritables créateurs de poésie lyrique épique. Alexandre Pouchkine (1799–1837) prouve qu'il a parfaitement assimilé le style narratif de Byron dans ses trois grands poèmes romantiques Le Prisonnier du Caucase (1822), La Fontaine de Bakhtchisaraï (1824) et Les Tsiganes (1827), mais ces poèmes se caractérisent également par leur style laconique, une utilisation limitée de l'imagerie métaphorique et la précision remarquable avec laquelle il décrit les personnages et les scènes naturelles. Bien qu'inspiré par le Don Juan de Byron, son roman en vers Eugène Onéguine (1833), qui relate l'histoire d'amour malheureuse d'un jeune dandy de l'aristocratie de Saint-Pétersbourg, est une création très originale. Si Mikhaïl Lermontov (1814–1841) admire Pouchkine, son style contraste avec celui de ce dernier par son caractère plus passionné, qui conduit à une abondance d'épithètes émotionnelles, d'antithèses, de comparaisons philosophiques, de questions oratoires et d'expressions pathétiques. Dans son poème épique Le Démon (1828–1841), il est particulièrement préoccupé par les aspects plus sataniques du héros byronien.

Comme partout en Europe, les œuvres théâtrales de Goethe, Schiller et Shakespeare sont admirées par les auteurs russes. Elles font certainement partie des sources d'inspiration de Pouchkine quand il écrit sa tragédie historique *Boris Godounov* (1831). La poésie russe de l'époque présente également des signes de l'influence de la poésie romantique allemande, comme on le voit surtout dans les ballades de Vassili Joukovski (1783–1852) et dans les descriptions poétiques de la nature de Fedor Ivanovitch Tioutt-chev (1803–1873).

La littérature nord-américaine, qui au XIXe siècle est encore très sensible aux mouvements littéraires européens, connaît une évolution similaire, comme on peut en juger par les romans historiques de Washington Irving (1783–1859), les épopées lyriques Évangeline (1847) et Hiawatha (1855) d'Henry Wadsworth Longfellow (1807–1882) et les essais critiques de Sarah Margaret Fuller (1810–1850). À cette époque encore dominée par le romantisme, on voit l'émergence de quelques auteurs américains qui ne suivent pas les modèles européens dominants et deviennent bientôt populaires en Europe. C'est le cas de James Fenimore Cooper (1780–1851), qui introduit le thème des Indiens d'Amérique dans le Roman de Bas-de-Cuir. Il en va de même pour Edgar Allan Poe (1809–1849), dont les contes d'horreur (La Chute de la maison Usher), les contes de ratiocination (préfigurations du roman policier comme Double Assassinat dans la rue Morgue), la poésie (Le Corbeau et autres poèmes, 1845), et les points de vue sur la poésie pure (La Genèse d'un poème, 1846; Le Principe poétique, 1849; The Rational of Verse, 1848) ont une influence considérable sur le continent européen, Poe étant également considéré comme le père du symbolisme. Ses analyses rationnelles et ses descriptions détaillées annoncent l'écriture de style réaliste.

Le réalisme

Le terme «réalisme» apparaît pour la première fois dans le débat théorique sur l'esthétique littéraire de la revue *Le Mercure français du XIX*e *siècle* (1826), qui le décrit comme une «imitation non des œuvres d'art traditionnelles mais de l'original tel qu'il nous est donné par la nature». Les réalistes du XIX es iècle sont caractérisés par leur désir de dépeindre aussi précisément et objectivement que possible des gens de tous les niveaux sociaux avec leurs problèmes, leurs relations et leur vie quotidienne. Les auteurs du début des années 1830 commencent leur carrière littéraire en constatant que la structure de la société s'est radicalement modifiée. Ils estiment que l'idéalisation romantique obscurcit beaucoup trop la réalité présente. Le réalisme ne se concentre donc pas uniquement sur la réalité, ni sur la nature ou la vie en général, mais sur l'existence sociale, c'est-à-dire sur une société nouvelle et sur ses conséquences dans ses diverses sections. La conscience sociale de la génération des années 1830 fait de l'écrivain un créateur du roman social et de l'écriture réaliste.

Les événements politiques de 1848 sont la principale source d'inspiration de l'esthétique réaliste : la répression de l'insurrection de juin, la prise du pouvoir par Napoléon III et la fondation du Second Empire. La déception des démocrates et le réveil brutal résultant de ces événements s'expriment dans le scientisme, une vision austère et factuelle fondée sur les sciences exactes et ne croyant qu'à l'expérimentation empirique. Après la défaite des idéaux et des utopies, on ne peut plus se fier qu'aux seuls faits. Les fondements politiques du réalisme lui confèrent ses caractéristiques antiromantiques et morales: le rejet de toute fuite de la réalité et l'exigence d'une honnêteté absolue dans le rapport des faits; l'effort pour demeurer impersonnel et indifférent, garantissant ainsi l'objectivité et la solidarité sociale; une attitude d'activisme non seulement dans la description de la réalité telle qu'elle se présente mais également dans le désir de la changer; une conscience du temps ou de l'époque et une connaissance des besoins et significations du moment, déjà présentes dans le romantisme et qui dominent désormais l'esprit de l'artiste; enfin, un désir d'atteindre un public aussi large que possible, ce qui explique la préférence pour le roman et le théâtre.

Outre ce stimulus extérieur du monde politique, le progrès scientifique contribue également à l'essor du réalisme. Alors que les idéaux romantiques de libération et d'amélioration sociale n'ont conduit qu'à des déceptions, les scientifiques ont continué de travailler tranquillement et ont de fait commencé à changer le monde. On comprend alors pourquoi les écrivains sont persuadés d'avoir plus de chances de succès s'ils adoptent les méthodes de ces scientifiques. C'est ainsi que les évolutions déterminantes de la science se reflètent dans la littérature. L'œuvre de trois hommes en particulier a une

importance considérable pour le développement de la poétique réaliste: la philosophie positiviste d'Auguste Comte, qui annonce l'analyse sociologique de la société, la doctrine de l'évolution de Charles Robert Darwin, qui insiste sur l'hérédité et l'environnement en tant que facteurs déterminants de la personnalité et du comportement humain, et les théories économiques et la philosophie matérialiste de Karl Marx, qui démontre que des forces économiques et politiques aveugles déterminent les événements dans le monde et ne peuvent être arrêtées par une seule personne.

La véritable percée du réalisme dans la littérature française, c'est-à-dire sa reconnaissance générale en tant que mouvement artistique spécifique, se situe après 1850. D'abord diffusé par un groupe d'auteurs et de peintres issus des cercles petits-bourgeois comme Champfleury (avec le recueil d'essais *Le Réalisme*, 1857), Murger et Duranty (avec la revue *Réalisme*, 1856–1857), le réalisme prend de l'importance grâce au débat animé sur les tableaux réalistes de Courbet et de ses disciples. Le soutien de critiques respectés comme Sainte-Beuve et Taine, qui choisissent ce mouvement à partir de 1855, et le tollé que provoque le succès de *Madame Bovary* (1857) de Flaubert contribuent également à son essor.

Nous évoquerons ci-dessous les différentes étapes qui caractérisent l'évolution du réalisme.

LES JEUNES EUROPÉENS

Après les guerres napoléoniennes, on observe une déception sans précédent pendant la Sainte-Alliance (1815–1848), dominée par le ministre autrichien des Affaires étrangères, le prince Metternich, et par son oppression des États assujettis, des minorités nationales et des espoirs démocratiques en général. Dans leur tentative de fuite, la plupart des derniers romantiques abandonnent cette réalité décevante pour les beautés de la nature (Eichendorff), la fantaisie étrange (E. T. A. Hoffmann) et prônent la passivité et même la soumission servile (Grillparzer). La réaction contre l'oppression en Autriche et en Allemagne n'est donc pas menée par les romantiques, mais s'exprime à travers la Jeune-Allemagne (Junges Deutschland), qu'on ne peut toutefois pas qualifier de mouvement organisé, car ce groupe de jeunes écrivains n'est lié que par des idées: ils s'opposent à la notion d'État de Metternich, l'impuissance politique du citoyen ordinaire, la censure, la position inférieure des femmes et des Juifs, ainsi qu'à toute forme de conventions morales ou sociales, de dogmatisme ou d'orthodoxie. Dans leur écriture, ils rejettent la fuite irréaliste des romantiques. Considérant que la réalité doit être le fondement de l'art, la littérature leur sert avant tout de véhicule pour expri506 DE 1789 À 1914

mer leurs idées; ils aspirent au jour le jour et non aux belles-lettres, dont la seule finalité est la beauté. Leurs moyens d'expression sont la revue, le roman à thèse et les récits critiques de voyage, tandis que leurs armes sont le sarcasme caustique et la réflexion ironique acerbe. Karl Gutzkow, Ludolf Wienbarg, Heinrich Laube et Theodor Mundt font partie de ce mouvement. Leurs mentors sont Ludwig Börne (1786–1837), avec ses *Lettres de Paris* (1832–1834), et Heinrich Heine (1797–1856), qui ont tous deux émigré à Paris. Heine (*illustration 146*) est le plus talentueux des deux et le prouve en devenant mondialement célèbre avec les *Tableaux de voyage* (1826–1831) et *Le Livre des chants* (1827), des ouvrages originaux à l'ironie raffinée et au sentimentalisme romantique. Sa petite épopée en vers *Allemagne, conte d'hiver* (1844) est un chef-d'œuvre de satire contre la monarchie absolue, le cléricalisme dominant de l'époque et les classes moyennes trop enclines à se soumettre à la restauration de Metternich; l'ouvrage constitue aussi l'expression des espoirs de l'auteur dans une Allemagne libre et démocratique.

Vers 1830, un mouvement littéraire fondé sur la réalité se répand dans de nombreux autres pays européens, ses buts étant la liberté politique et la réforme sociale: *La Giovine Italia* fondée par Mazzini, la Jeune-France et *Das Junge Europa* en Suisse. Dans ces trois pays, la distinction entre ces intellectuels et les romantiques est moins tranchée et des auteurs romantiques s'engagent également en faveur de l'auto-expression, de la liberté individuelle et du désir national de démocratie. Par exemple, Victor Hugo fait partie de ce mouvement, comme en témoigne sa condamnation du despotisme sous Napoléon III (*Napoléon le Petit*, 1852; *Histoire d'un crime*, 1852; *Les Châtiments*, 1853), au même titre que le poète Pierre Jean de Béranger, auteur de satires politiques. En Espagne, mais aussi en Grèce et dans les pays opprimés d'Europe de l'Est, les auteurs romantiques allument souvent la flamme de la conscience nationale et de la résistance face à l'oppresseur.

En Amérique du Nord, le problème n'est pas la liberté en tant que telle, mais celui de l'unité par opposition à la séparation, de l'abolitionnisme face à l'esclavagisme, du Nord contre le Sud. Là aussi, les écrivains prennent l'initiative dans la lutte pour l'émancipation et pour un monde nouveau et meilleur: Ralph Waldo Emerson et Henry David Thoreau, les poètes John Greenleaf Whittier et Longfellow, ainsi que les auteurs de prose James Russell Lowell (*Biglow Papers*, 1848) et Harriet Beecher-Stowe (*La Case de l'oncle Tom*, 1852).

En fait, la lutte contre l'oppression croît et devient une lutte contre toute forme de discrimination fondée sur la race ou le sexe. *Spinoza* (1837) d'Auerbach et *Uriel Acosta* (1847) de Gutzkow sont des pamphlets contre l'antisémitisme. Mme de Staël (*illustration 147*) se fait l'avocate de la libération de la femme dans son roman épistolaire *Delphine* (1802) et plaide pour un rôle plus important de la femme dans la société. Dès lors, les écrivains

femmes occupent une position importante dans l'univers littéraire, comme en témoignent Jane Austen, Charlotte et Emily Brontë et George Eliot en Angleterre, Annette von Droste-Hülshoff en Allemagne, George Sand en France et Harriet Beecher-Stowe en Amérique.

Bien que la qualité littéraire des œuvres d'un grand nombre de ces représentants de la jeune Europe souffre souvent de leur tendance évidente à la polémique, ces auteurs effectuent, du point de vue de l'histoire littéraire, le premier pas véritable entre le romantisme et le réalisme.

LE BIEDERMEIER OU LE ROMANTISME APPRIVOISÉ

Parallèlement à l'attitude politique très progressiste qui caractérise la Jeune-Allemagne, une autre vision, plus passive et conservatrice, se développe parmi les classes moyennes des pays germanophones. Celle-ci procède d'une part d'un sentiment de déception, d'impuissance et de fatigue et, d'autre part, d'un effort pour trouver la satisfaction dans la simplicité, la mesure et l'humilité. Le terme Biedermeier provient en réalité du nom donné à la caricature du petit-bourgeois décrit dans les *Poèmes de l'instituteur souabe Gottlieb Biedermeier et de son ami Horatius Treuherz*, publiés par Adolf Kussmaul et Ludwig Eichordt dans le *Münchener Fliegende Blätter* (1855–1857). Au départ, l'expression s'applique au mode de vie et à la décoration intérieure de la classe moyenne pendant la période comprise entre 1815 et 1848, et à la façon dont ils sont rendus dans les tableaux de genre, notamment ceux de Spitzweg.

En littérature, il se réfère à une réaction des derniers romantiques contre l'extravagance et les formes exaltées de passion, de démonisme et d'héroïsme. Ils recherchent des formes plus calmes de bonheur dans la paix de l'esprit et l'ordre, à la fois au sein et au-delà de l'individu, dans la maîtrise des passions et dans une rêverie exagérée. L'environnement idéal pour ce faire est le cercle familial et le foyer, le village, la vie dans les bourgades ou dans la campagne natale. Ces personnages relativement passifs apprennent, parfois avec déception, à vivre en harmonie avec leur propre environnement social et naturel. Ils prônent le respect de la hiérarchie établie au lieu de l'insurrection révolutionnaire. Bien que l'idéal de civilisation et de développement de Goethe soit toujours leur maître mot, les artistes du Biedermeier accèdent rarement au niveau de vie harmonieux atteint à l'époque classique. Sous leur équilibre fragile et durement acquis on ressent souvent une pointe de mélancolie et de nostalgie issue de leur résignation douloureuse.

Cette vision de la vie romantique adoucie s'exprime dans la littérature. On préfère les formes épiques mineures comme l'idylle, le conte de fées,

l'anecdote, la saynète, la nouvelle et le conte. Dans le domaine lyrique, on favorise les genres épiques tels que la ballade et l'histoire en vers. Le ton est simple et même didactique, comme dans la littérature populaire. Au théâtre, les tragi-comédies se multiplient.

L'expression la plus pure du sentiment du Biedermeier envers la vie, das sanfte Gesetz (la loi de l'amour, de la tendresse et de la clémence), se trouve dans la préface du recueil de nouvelles Pierres multicolores (1853) de l'Autrichien Adalbert Stifter (1805–1868). Ses nouvelles et romans d'apprentissage L'Été de la Saint-Martin (1857) et Witiko (1856–1867) insistent sur le génie élevé d'un petit monde et sur le courage moral et la sincérité des vies simples. Le mode de vie du Biedermeier trouve sa meilleure expression dans la littérature autrichienne, Vienne étant son centre. La maîtrise de soi et la satisfaction sont également les mots clés des pièces et histoires de Franz Grillparzer (1791–1872) (illustration 148), notamment dans Le Pauvre Musicien (Der arme Spielmann, 1831–1846). Ce mode de vie se retrouve également dans les œuvres de Bauernfeld, Raimund, Nestroy, Halm et Von Saar. Pour contrer le radicalisme moderne, le démocrate suisse Gottfried Keller (1819-1890) introduit un sentiment de citovenneté dans ses nouvelles et surtout dans son roman d'apprentissage Henri le Vert. Certains aspects de l'atmosphère du Biedermeier se font également sentir en Allemagne dans les œuvres d'Annette von Droste-Hülshoff, Wilhelm Raabe et Theodor Storm.

En fait, le Biedermeier s'exprime aussi, hors de la littérature allemande, dans tous les autres pays européens où il représente une phase de transition entre le romantisme et le réalisme.

Dans la littérature de langue anglaise, il n'est pas seulement présent dans les œuvres d'une pléthore d'auteurs mineurs entre les années 1820 et 1830, mais également dans celles de Dickens et de Thackeray, dans la satire grotesque *Sartor Resartus* (1838) de Thomas de Quincey, dans *Crochet Castle* (1831) de Thomas Love Peacock et dans les romans de Jane Austen. En France, on le retrouve dans les longs poèmes *Monsieur Jean, Maître d'école, À madame la c. de T..., À mon ami boulanger* de Sainte-Beuve et dans *Adolphe* (1816), un roman de Benjamin Constant. On note également des aspects du Biedermeier dans les œuvres de l'Italien Manzoni et dans le mouvement espagnol baptisé *costumbrismo* (Mesonero Romanos, Estébanez Calderón).

Dans la littérature d'Europe de l'Est, on relève des formes de romantisme adouci émanant du Biedermeier dans les scènes historiques des auteurs roumains Costache Negruzzi et Alexandru Odobescu, dans la poésie de genre idyllique et descriptive du poète hongrois Sándor Petöfi, dans les pièces musicales de conte de fées du Tchèque Josef Kajetán Tyl, ainsi que dans les

histoires de Božena Němcová (*La Grand-Mère*, 1855) et Jan Neruda (*Contes de Malá Strana*, 1878); des éléments de ce style apparaissant également dans les œuvres des Polonais Mickiewicz et Słowacki. Le Biedermeier est par ailleurs présent dans la littérature russe avec les dernières œuvres de Pouchkine (*La Fille du capitaine*, 1836; *Le Cavalier de bronze*, 1837) et dans les premières de Nikolaï Gogol (*Hans Küchelgarten*, 1829; *Arabesques*, 1835; *Le Revizor*, 1836).

Toutes ces versions du Biedermeier peuvent être considérées comme des tentatives de réconcilier les idéaux du romantisme avec la réalité.

LE RÉALISME ARTISTIQUE

L'expression la plus radicale du réalisme voit le jour en France, où elle est formulée avec une grande précision théorique. Dans les autres pays, ses expressions, quand elles ne reposent pas entièrement sur les œuvres françaises, sont indéniablement influencées par elles. Pour les lecteurs du XIX^e siècle, le roman Madame Bovary (1856) de Gustave Flaubert (1821-1880) (illustration 149) constitue une véritable révolution et une rupture définitive avec les codes littéraires romantiques. La procédure judiciaire engagée en janvier 1857 pour empêcher la publication de ce roman est une réaction contre les thèmes et le style réalistes de son écriture, qui est en elle-même une manifestation de dissidence idéologique. Tout semble choquant dans ce roman: le récit méticuleux de l'adultère et des modes de vie mesquins dans une petite ville de province, l'impassibilité du narrateur et les «images voluptueuses mêlées aux choses sacrées », c'est-à-dire un procédé littéraire grotesque dans lequel le sublime entre soudain en contraste avec le trivial et le vulgaire. Bien que l'auteur ne soit pas condamné, le verdict de la cour conclut que les expressions, les images et les scènes de l'ouvrage sont empreintes d'un «réalisme vulgaire et souvent choquant». Ce succès sulfureux amène le public à entrer en contact avec le style esthétique soigné de Flaubert, qui utilise chaque mot pour créer l'effet d'ensemble. D'une part, Flaubert demeure fasciné par l'étrange, l'exotique et le fantastique, que l'on trouvait déjà dans ses travaux antérieurs, comme en témoignent des évocations de personnages historiques telles que Salammbô (1862), Hérodias (1877), La Tentation de saint Antoine (1874); d'autre part, il poursuit dans la voie de son approche réaliste avec L'Éducation sentimentale (1869), Un cœur simple (1877) et Bouvard et Pécuchet (1881), qui demeure inachevé. L'œuvre de Flaubert, innovante à la fois par le style, par le thème et par les nombreuses réflexions stylistiques dans sa correspondance, en fait la figure de proue d'un groupe de romanciers réalistes en France, dont les frères Edmond Goncourt (1822-1896) et Jules Goncourt

(1830–1870), Anatole France (1844–1924), Pierre Loti (1850–1923), Jules Romains (1885–1972) et François Mauriac (1885–1970).

Dans la mesure où le romantisme britannique contenait déjà des éléments profondément réalistes, la réaction réaliste à son égard est plus modérée que dans les autres pays. De plus, la morale puritaine de la société victorienne limite la représentation réaliste radicale de l'injustice sociale. Les thèmes réalistes sont atténués par des éléments d'origine romantique comme la compassion paternaliste, l'imagination poétique et un humour bien intentionné. Cela est visible dans les œuvres du très populaire Charles Dickens (1812–1870) et particulièrement dans les romans qu'il publie en 1849 et 1850 comme David Copperfield, La Maison déserte, Les Temps difficiles, La Petite Dorrit, Les Grandes Espérances et Notre Ami commun, dans lesquels il présente des images psychologiquement réalistes de diverses couches de la société victorienne ainsi que de leurs faiblesses. On retrouve un dégoût et une condamnation des institutions victoriennes dans l'œuvre d'Elizabeth Cleghorn Gaskell (1810–1865), dont les romans ont pour cadre le Nord très industrialisé (North and South, 1855); dans l'œuvre de l'ambigu William Thackeray (1811–1863), qui cherche à présenter les maux de la société contemporaine (Le Livre des snobs, 1846-1847; La Foire aux vanités, 1848) tout en respectant les dictats de réserve et de décence; chez Anthony Trollope (1815–1888), avec ses descriptions de la vie cléricale (Les Tours de Barchester, 1857; La Dernière Chronique de Barset, 1867); chez George Eliot (Mary Ann Evans, 1819–1880), qui décrit en détail la vie rurale (Scènes de la vie du clergé, 1857; Adam Bede, 1859; Le Moulin sur la Floss, 1860; Middlemarch, 1872); enfin, chez Charlotte Brontë (1816–1855), qui écrit Jane Eyre (1847), et Emily Brontë (1818-1848), dont l'ouvrage Les Hauts de Hurlevent (1847) représente une analyse psychologique réaliste des grandes passions (illustration 150).

En Allemagne, très peu d'auteurs échappent à l'atmosphère de résignation du Biedermeier; les thèmes du régionalisme et du sentimentalisme romantique sont présents dans les romans de Wilhelm Raabe (1831–1910) et Theodor Storm (1817–1888). Theodor Fontane (1819–1898) est le seul écrivain à fournir une description objective de la société prussienne. Son humour est mêlé de tragique dans sa réaction à l'oppression de l'époque. Les thèmes centraux de son œuvre sont ceux de l'amour impossible entre des jeunes gens de classes sociales différentes (*Errements et Tourments*, 1887) et du mariage dans la classe moyenne (*Effi Briest*, 1895), thème qui le lie à des auteurs comme Flaubert, Ibsen et Tolstoï.

La littérature russe contribue grandement à l'essor du roman réaliste. Là, le réalisme se situe dans le cadre de critiques de plus en plus nombreuses du régime tsariste par suite de l'échec de la rébellion décembriste de 1825. Les auteurs slavophiles et ceux qui sont en faveur de l'Occident produisent une

littérature engagée socialement. Bien que son œuvre ne porte aucune trace de malaise quant aux conditions sociales et politiques de son pays, Nikolaï Gogol (1809–1852) fournit déjà des descriptions réalistes de la vie dans la campagne russe et de la dégradation du servage dans son roman grotesque et picaresque Les Aventures de Tchitchikov ou les âmes mortes (1842, ouvrage dont la seconde partie demeure incomplète et la troisième est détruite par l'auteur). Toutefois, la littérature réaliste est fortement stimulée par la critique radicale de Vissarion Bielinski (1811–1848), ainsi que par sa critique de la littérature moderne et son plaidoyer en sa faveur. Dès lors, les problèmes de la société contemporaine deviennent les thèmes principaux. Ivan Tourgueniev (1818–1883) est le premier auteur à fournir une peinture indignée de la tragédie humaine du servage dans un livre qui est également une évocation poétique de la campagne russe (*Récits d'un chasseur*, 1847–1851). Par son sens de la culture, son style élégant, sa préférence pour les pièces courtes en prose et en raison de ses longs séjours en Allemagne et surtout en France (où il devient l'ami de Flaubert, Daudet et Zola), Tourgueniev est le plus occidental des grands romanciers réalistes russes et éveille l'intérêt de l'Occident pour les écrivains russes. Dans ses romans *Roudine* (1856), *Le* Nid de gentilshommes (1855), Père et Fils (1862), Fumée (1867) et Terres vierges (1876), il se fait le chroniqueur de l'intelligentsia libérale progressiste mais également l'accusateur du fanatisme révolutionnaire. On trouve une mise en accusation encore plus radicale du servage et de l'apathie des propriétaires terriens dans le roman d'Ivan Aleksandrovitch Gontcharov (1812–1892) *Oblomov* (1850), le terme «oblomovisme» forgé par le critique Dobrolioubov apparaissant pour désigner la léthargie des propriétaires terriens dans un pays dont la structure est encore féodale.

Mais l'auteur le plus influent, que ce soit dans son pays ou en Occident, est sans aucun doute Fedor Dostoïevski (1821–1881) (*illustration 151*), avocat du slavisme qui tente toutefois de réconcilier les tendances contradictoires. Toute son œuvre est fondée sur des expériences amères qui lui permettent de réaliser des analyses réalistes pénétrantes des différents aspects de la vie et de la psyché humaine. Ses principales œuvres (*Journal d'un écrivain*, 1846; *Souvenirs de la maison des morts*, 1864; *Crime et châtiment*, 1866; *L'Idiot*, 1868–1869; *Les Démons*, 1871–1872; *Les Frères Karamazov*, 1879–1880) sont de véritables piliers: il ne s'agit pas seulement de romans à suspense, d'aventures ou policiers bien écrits, mais également d'œuvres psychologiques, philosophiques et religieuses. Dostoïevski est le premier écrivain à appréhender aussi clairement les événements intellectuels et à les décrire comme des expériences sensorielles immédiates, explorant ainsi des régions de l'esprit jusqu'alors ignorées.

L'influence du comte Léon Tolstoï (1828–1910) est double : il contribue, d'une part, aux techniques d'écriture romanesque et, d'autre part, à

la spiritualité par sa réaction contre le matérialisme et l'utilitarisme de la fin du XIXe siècle. Avec ses grands romans Guerre et Paix (1865–1869) et Anna Karénine (1873–1877), il montre que le roman est une forme artistique capable d'égaler l'épopée classique puisque, dans ses œuvres, le cours complexe de la vie à une époque donnée prend forme dans les vies entremêlées de nombreux personnages ordinaires qui représentent les mouvements de l'histoire. Ses œuvres renferment la question philosophique la plus importante du siècle : le rôle de l'individu dans le destin collectif d'une nation et la dimension historique de l'existence humaine. En tant que guide spirituel, il plaide pour la renaissance spirituelle de l'humanité, pour un retour à la bonté patriarcale et idyllique de Rousseau et des saints chrétiens, des concepts qui prennent forme avec le personnage de Lévine dans *Anna Karénine*. En tant que réformateur engagé, il considère l'art comme le passe-temps des riches. Il lui fait donc ses adieux et, dès lors, n'écrit plus que pour illustrer la mortalité de l'homme (La Mort d'Ivan Ilitch, 1886), pour éreinter les tromperies du mariage (La Sonate à Kreutzer, 1891), pour accuser la justice criminelle, les systèmes légaux, politiques, administratifs et religieux qui protègent selon lui les privilégiés (Résurrection, 1899) ou pour appeler à la conversion à la vie spirituelle (Maître et Serviteur, 1895; Le Père Serge, 1911). Malgré le manque de sérénité épique, ses dernières œuvres dévoilent toujours la même vision artistique de la réalité et le même œil impitoyable de l'artiste, qui sont renforcés par la satire.

Même après l'abolition du servage, la vie dans la campagne russe est toujours décrite avec un réalisme cru dans les romans et histoires d'Alexei Pisemsky, Saltykov-Chtchedrine et Nikolaï Leskov.

Le réalisme régional est alors florissant dans toute l'Europe, à la fois dans la littérature de l'Est européen (Jan Neruda, Karolina Světlá, Pál Gyulai, Laza Lazarević, Svetozar Marcovic, Sandor Djalski) et d'Europe du Sud espagnole (Pedro Antonio de Alarcón, Juan Valera, José María de Pereda), italienne (Giovanni Verga) et grecque (Georges Vizyïnos). En Scandinavie, la lutte pour les idées modernes devient bientôt l'apanage des femmes qui se regroupent et forment l'un des premiers mouvements féministes. La critique de l'exploitation des femmes dans une société dominée par des hommes pleins de préjugés est lancée par la Danoise Mathilde Fibiger dans *Clara Raphaël, douze lettres* (1851), par la Suédoise Fredrika Bremer dans *Herta ou l'histoire d'une âme* (1856) et par la Norvégienne Camilla Collet dans *Les Filles du président* (1855).

Les modèles français et russe se trouvent à la base du réalisme en Amérique du Nord, qui prend alors conscience de sa spécificité en tant que pays, de sa morale et de ses coutumes, ainsi que de ses propres problèmes. Dans *La Lettre écarlate* (1850) de Nathaniel Hawthorne (1804–1864) et dans *Moby Dick* (1851) d'Hermann Melville (1819–1891), le comportement de

l'homme dans la société est central, les auteurs ouvrant ainsi la voie aux romans sociaux réalistes. La figure phare du réalisme est William Dean Howells (1837–1920), professeur de littérature à Harvard. Dans son œuvre, il marche sur les pas de Tolstoï en se rebellant contre le capitalisme et offre un portrait très documenté et détaillé de la société américaine pendant les dernières décennies du XIX^e siècle (Annie Kilburn, 1889; A hazard of new fortunes, 1890). Son ami Mark Twain (Samuel Langhorne Clemens, 1835–1910) (illustration 152) est le premier à traiter de la civilisation de la frontière sur le Mississippi en termes poétiques et réalistes (Les Aventures de Huckleberry Finn, 1885; La Vie sur le Mississippi, 1883). La figure la plus innovante dans l'art du roman est celle de Henry James (1843–1916), cosmopolite qui relie l'Amérique, l'Angleterre et la France et qui explore ces thèmes du point de vue de l'ancien patriote dans ses romans psychologiques réalistes; il offre des analyses subtiles des conflits au sein des classes moyennes aisées avec Daisy Miller (1879), Un portrait de femme (1881), Les Bostoniens (1886), Les Ambassadeurs (1903) et La Coupe d'or (1904). Pour ce grand observateur et psychanalyste qui contribue fortement au développement du roman en tant que genre, «l'art traite de ce que nous voyons».

LE NATURALISME

La différence entre le naturalisme et le réalisme a été pertinemment exposée par l'auteur belge francophone Camille Lemonnier: « Le naturalisme est une extension du réalisme consistant dans une étude approfondie de l'environnement social, une analyse précise des personnages et une logique implacable. Le naturalisme suppose en cela une philosophie étrangère au réalisme, et partage de fait les mêmes fondements que la biologie, la géologie, l'anthropologie et les sciences exactes et sociales. »

Pendant la seconde moitié du XIXe siècle, le gouffre entre les classes moyennes aisées et les classes ouvrières appauvries se creuse. L'injustice fondamentale de cette société dualiste est condamnée à la fois par les anarchistes et par les socialistes. Sous l'influence de leurs idées, les classes ouvrières prennent conscience de leur sort et commencent à lutter pour la protection de leurs droits et intérêts en formant des syndicats et en organisant des grèves. La I^{re} Internationale (ou Association internationale des travailleurs) se tient en 1864.

Les progrès considérables des sciences naturelles pendant la première moitié du siècle sont suivis par des avancées spectaculaires en biologie et en médecine. Les travaux les plus impressionnants de l'époque sont ceux de Charles Robert Darwin sur la doctrine de l'évolution (*L'Origine des*

espèces, 1859; La Descendance de l'homme, 1871), du physiologiste français Claude Bernard (Introduction à l'étude de la médecine expérimentale, 1865), du psychiatre et criminologue italien Cesare Lombroso (L'Homme criminel, 1876), de P. Lucas sur l'hérédité (L'Hérédité naturelle, 1847) et de Benedict Augustin Morel sur le phénomène de dégénérescence (Traité des dégénérescences physiques, intellectuelles et morales de l'espèce humaine, 1857). L'aperçu scientifique qu'ils fournissent est utilisé par Hippolyte Taine dans son étude sur les arts et la littérature, Histoire de la littérature anglaise (1863–1864).

L'année suivante, les frères Goncourt publient leur roman Germinie Lacerteux (1865). Dans leur célèbre préface, ils expliquent qu'ils vivent à une époque de suffrage universel, de démocratie et de libéralisme et que, par conséquent, les gens ordinaires peuvent être le sujet d'une œuvre littéraire. Le roman est le meilleur moyen de représenter ces gens en raison de son extension et de son importance croissante, devenant dès lors un outil sérieux, passionné et vivant d'étude littéraire et d'enquête sociale. Grâce aux analyses et aux recherches psychologiques qu'il contient, il prend la forme d'une «histoire moderne contemporaine». L'écriture d'un roman est désormais comparée au travail scientifique et, dans le cas qui nous occupe, les frères Goncourt pensent indéniablement aux méthodes de la biologie expérimentale. Leur roman présente pour la première fois les deux caractéristiques fondamentales du naturalisme: l'héroïne est une domestique issue de la classe la plus basse de la société et son comportement est étudié avec une précision impartiale presque clinique. Toutefois, si l'on analyse le contenu de plus près, on remarque que le point de départ est plus esthétique que social. En abordant ce sujet, les frères Goncourt ne parviennent pas à atteindre le cœur des problèmes sociaux soulevés, la servante étant en fait une projection de l'ordre de la classe moyenne. En ce qui les concerne, on a plus affaire à l'appel esthétique du laid et du pathologique.

Ce roman inspire néanmoins *Thérèse Raquin* (1867) à Émile Zola (1840–1902), le véritable père du naturalisme. C'est la façon dont l'action et les personnages du roman sont traités et interprétés qui est naturaliste, et non l'intrigue: ils apparaissent comme mus par des pulsions aveugles, comme dominés par leurs «nerfs et leur sang, sans aucun libre arbitre». Dans *Le Roman expérimental* (1880) et *Les Romanciers naturalistes* (1881), Zola formule des principes théoriques qui expliquent comment le romancier doit être à la fois observateur et expérimentateur. Dans cette méthode expérimentale, l'auteur «intervient directement en plaçant ses personnages dans des situations» qui illustrent les mécanismes de la passion et confirment son hypothèse initiale: «On finit par acquérir la connaissance de l'humanité, une connaissance scientifique de son comportement individuel et social.»

Zola applique ses idées rigoureusement et sans compromission dans un cycle romanesque de vingt volumes: Les Rougon-Macquart. Histoire naturelle et sociale d'une famille sous le Second Empire (1871–1893). Il relate le devenir et l'évolution de tous les membres de la famille à tous les niveaux sociaux sur cinq générations: La Fortune des Rougon (1871), L'Assommoir (1877), Nana (1880), Germinal (1885), La Terre (1887), La Bête humaine (1890) et Le Docteur Pascal (1893). Avec un amour inébranlable de la vérité et un souci de complétude poussé à l'extrême dans ses descriptions détaillées de toutes les circonstances imaginables, il tente de montrer les lois naturelles qui sous-tendent les événements. Il brise ce faisant les tabous de l'époque, ce qui lui vaut une opposition farouche de la part des cercles conservateurs, lesquels considèrent ses romans comme immoraux et subversifs. Après la publication de Germinal et surtout après celle de «J'accuse» (L'Aurore, janvier 1898), article dans lequel il dénonce la condamnation de l'officier français d'origine juive Alfred Dreyfus, Zola devient le symbole de la gauche en Europe, qui voit dans son œuvre l'esprit des Lumières réformistes et émancipatrices.

Pendant des décennies, Zola aura une influence considérable en France et dans le reste de l'Europe. Dans son pays, de jeunes auteurs comme Joris-Karl Huysmans, Henry Céard, Guy de Maupassant, Léon Hennique, Paul Alexis et Édouard Rod le considèrent comme leur guide. Bien que leur esthétique soit souvent différente, ils défendent tous les mêmes causes que Zola. Ils lui rendent souvent visite dans sa maison de Médan, ce qui donne lieu à un recueil d'histoires intitulé Les Soirées de Médan (1880), écrit par Zola, Maupassant, Huysmans, Céard, Hennique et Alexis et qui devient une sorte de manifeste du naturalisme. Pourtant, seuls quelques auteurs seront reconnus en tant que naturalistes. Parmi eux, citons Guy de Maupassant (1850–1893), qui suit les thèmes et le naturalisme de Zola dans son rendu objectif de la vie des fermiers normands, du quotidien des classes moyennes inférieures (surtout celle des employés de bureau) ainsi que du monde de la prostitution. Pour ce qui est de son style concis et sobre, il doit plus à son mentor, Gustave Flaubert, un ami de la famille. Maupassant a une préférence marquée pour les nouvelles et les contes dont il devient un véritable maître puisqu'il en écrit près de 260 en dix ans. Sur ses six romans, qui ont surtout pour cadre les cercles en vogue et sophistiqués, seuls *Une vie* (1883) et Bel-Ami (1885) (illustration 153) atteignent le niveau d'excellence de ses nouvelles. Alphonse Daudet (1840–1897) est également reconnu pour le naturalisme adouci de ses histoires pittoresques et anecdotiques sur sa Provence natale (Lettres de mon moulin, 1868) et de ses romans, tranches de vie dans lesquelles il fait un portrait satirique des usages de l'époque.

L'Angleterre victorienne et la Russie orthodoxe ne semblent pas propices à l'essor du naturalisme, probablement pour la même raison qui fait que leurs

formes de réalisme ont une teinte morale et philanthropique. Seuls George Moore (1852–1933) et George Gissing (1857–1903) tentent de populariser le roman naturaliste.

Par contraste avec ce phénomène et en réaction au réalisme poétique adouci du Biedermeier, le naturalisme allemand se révèle la forme la plus extrême et la plus implacable de ce courant en Europe. Un groupe de jeunes écrivains se rassemble autour d'un noyau d'auteurs plus âgés tels que Heinrich et Julius Hart, Arno Holz, Gerhart Hauptmann et Hermann Sudermann, élargissant et radicalisant la théorie naturaliste comme on le voit clairement dans la formule de Holz « art = nature -x », où le facteur x est la subjectivité de l'artiste. Arno Holz et Johannes Schlaf inventent le *Sekundenstil*, dans lequel la distance entre le monde du roman et le narrateur est éliminée et où le temps narratif correspond à celui des événements relatés. Les trois nouvelles de leur recueil $Papa\ Hamlet$ (1889) sont les plus caractéristiques de cette technique.

De nombreux auteurs d'Europe méridionale empruntent également à Zola. Luigi Capuana (1839–1915) est l'un des premiers auteurs italiens à manifester de l'intérêt pour le naturalisme français, que l'on nomme alors vérisme en Italie. Critique acerbe, polémiste et artiste, Capuana aspire à l'impersonnalité de présentation et aux analyses cliniques et scientifiques. Il utilise sans cesse l'approche naturaliste pour représenter des cas pathologiques dans ses romans Giacinta (1879, dédicacé à Zola) et Profumo (1899). Dans son sillage, Giovanni Verga (1840–1922) (illustration 154) évolue vers le vérisme, surtout dans ses romans siciliens I Malavoglia (1881) et Mastro don Gesualdo (1899), où la vie des pêcheurs et paysans démunis contraste avec celle des classes moyennes aisées et de l'aristocratie décadente. Au nombre des auteurs naturalistes, citons Federico de Roberto (1861–1927), notamment son roman Les Vice-Rois (1864), Matilde Serao (1850–1927), journaliste et romancière engagée qui décrit la dégradation de Naples (Le Ventre de Naples, 1884, édition complétée en 1906), et Grazia Deledda (1871–1936) qui, malgré ses descriptions naturalistes de la vie rurale en Sardaigne, occupe une place spéciale en raison de son mysticisme, lequel la conduira plus tard au symbolisme et au décadentisme.

Le naturalisme pénètre la littérature espagnole avec *La Déshéritée* (1881), roman de Benito Pérez Galdos (1843–1920) (*illustration 155*) dans lequel il démontre que la schizophrénie de l'héroïne est héréditaire. C'est surtout Leopoldo García de las Alas y Ureña, plus connu sous son pseudonyme de Clarín (1852–1901), qui introduit l'œuvre de Zola en Espagne avec ses écrits et ses critiques. Il écrit également des romans et des nouvelles de style naturaliste (*La Régente*, 1884, 2 volumes), bien qu'il prenne ses distances avec le déterminisme trop rigide de Zola. Le romancier naturaliste portugais José Maria Eça de Queirós (1845–1900) adopte une position similaire, même

si ses premiers romans *Le Crime du père Amaro* (1875) et *Le Cousin Basile* (1878) demeurent fidèles aux règles de son mentor.

Au départ, le naturalisme se heurte à une opposition farouche en Grèce, au point que la publication sous forme de feuilleton de *Nana* (1879) doit être interrompue. L'année suivante, l'œuvre est publiée dans son intégralité avec une introduction enthousiaste de Zola. Jean Psichari (1854–1929) franchit un autre pas vers l'innovation, à la fois linguistique et littéraire, avec son roman *Mon voyage* (1888), qui est le premier à être intégralement écrit en démotique, une langue écrite reposant sur la langue orale, et non dans la langue écrite archaïque encore employée à l'époque. L'usage de cette langue expressive contribue à l'essor du naturalisme, qui trouve son expression la plus pure dans les romans et histoires d'Andréas Karkavitsas (1865–1922) et d'Alexandros Papadiamandis (1851–1911).

Le naturalisme se développe également dans les pays du nord de l'Europe. La Belgique en fait bien sûr partie, dans la mesure où elle est voisine du berceau du mouvement et où elle offre des possibilités de publication aux naturalistes français rejetés dans leur pays. L'auteur belge francophone Camille Lemonnier (1844–1913), défenseur et admirateur de Zola, devient populaire et impopulaire avec sa description audacieuse de paysans et de travailleurs pauvres et brutalisés dans Le Mâle (1880), L'Hystérique (1885), Happe-Chair (1886) et La Fin des bourgeois (1893), une épopée familiale dans la lignée des Rougon-Macquart. Le plus grand auteur de langue néerlandaise de l'époque est Cyriel Buysse (1859–1932), qui fait ses débuts avec le roman Le Bâtard (De biezenstekker, 1890), dans lequel il adopte l'approche expérimentale de Zola. Dans ses autres romans, il traite du destin des travailleurs agricoles qui, victimes de l'injustice sociale, vivent dans des conditions misérables et inhumaines. Marcellus Emants (1848–1923) est l'avocat des idées de Zola aux Pays-Bas et écrit un grand nombre de romans naturalistes également influencés par Gogol et Dostoïevski. Louis Couperus (1863–1923) mêle l'approche naturaliste à des éléments de décadentisme et d'esthétisme (Eline Vere, 1889; Noodlot, 1891).

En Scandinavie, le spécialiste d'histoire littéraire Georg Brandes (1842–1927) ouvre la voie au naturalisme avec *Les Principaux Courants de la littérature européenne du* XIX^e *siècle* (1871–1890, 6 volumes). Son compatriote Hermann Bang (1857–1912) applique ces préceptes dans son roman *Familles sans espoir* (1880) et dans ses nouvelles (*Existences calmes*, 1886) en utilisant un style impressionniste éblouissant pour décrire le destin de gens ordinaires, isolés et oubliés dont les vies semblent idylliques mais qui vivent en fait une tragédie intérieure ; les romans de la Norvégienne Amalie Skram (Amalie Alver, 1846–1905) et de la Suédoise Ernst Ahlgren (Victoria Benedictsson, 1850–1888) brisent des tabous en débattant du traitement psychiatrique des femmes marquées, par exemple, par des mariages ratés.

La littérature naturaliste des romanciers norvégiens tels que Bjørnstjerne Bjørnson (1832–1910) et Alexander Kielland (1849–1906) évolue vers la *nyttepoesi* (littérature problématique), qui exprime l'indignation des auteurs face aux injustices de la société de l'époque.

L'approche naturaliste de Zola fait également des émules en Europe de l'Est. Avec l'avènement du positivisme, un fort courant antiromantique visant à mettre la création littéraire au service de l'utilité sociale se développe en Pologne. Au départ, ce phénomène conduit à une littérature très morale et didactique. De plus, l'œuvre de Bolesław Prus (1845–1912) et Eliza Orzeszkowa (1841–1910) n'est naturaliste que par ses thèmes. Dans des nouvelles et romans comme La Poupée (1890), Prus décrit les sombres immeubles des quartiers pauvres de Varsovie où ses personnages mènent une guerre quotidienne contre la faim. Orzeszkowa dépeint les rudesses de la vie dans les bourgs et villages campagnards, expose l'oppression dont sont victimes les femmes et la minorité juive et exprime sa sympathie pour ses petits héros dans un style souvent poétique et lyrique. Parmi les auteurs fidèles aux idées de Zola, citons Antoni Sygietynski (1850–1923), Arthur Gruszecki (1835–1929), Gabriela Zapolska (1860–1911), actrice au Théâtre-Libre d'Antoine à Paris pendant environ cinq ans, et Adolf Dygasinski (1839–1902), célèbre pour ses romans conformes à la réalité bien qu'ils souffrent de sa tendance excessive à la description.

En Bohême, les problèmes sociaux liés à l'industrialisation se trouvent au cœur des romans de Jakub Arbes (1840–1914), tandis qu'Alois Mrštik (1861–1925), fidèle disciple de Zola, fait le portrait du déclin économique et moral de la paysannerie. En Slovaquie, la vision naturaliste de la vie se retrouve dans les romans et histoires de Svetozár Hurdan Vajansky (1857–1916) et Martin Kukučin (1860–1928). Le naturalisme croate, très influencé par le réalisme russe et le vérisme italien, a en outre un caractère très romantique et nationaliste. Ainsi, Eugen Kumičić (1850–1940) écrit un cycle du type des Rougon-Macquart, mais l'histoire de ses personnages suit un schéma romantique et sentimental. Plus fidèles à l'approche naturaliste, Vjenceslav Novak (1859–1905) étudie le prolétariat urbain et Ante Kovačé (1854–1889), l'appauvrissement de la paysannerie.

Le naturalisme n'a pas seulement contribué à faire du roman un genre littéraire plus populaire, il a également fortement stimulé l'innovation théâtrale. Cette dernière ne se limite pas aux thèmes mais affecte aussi la technique. Les dramaturges naturalistes éprouvent le besoin d'inventer de nouvelles solutions pour le décor, la structure et les lignes de tension dramatique, ce qui les conduit, par exemple, à brosser des portraits rétrospectifs du passé de leurs personnages dans des «tranches de vie » qui influent sur leurs vies actuelles. De plus, ils modernisent la mise en scène, les représentations réalistes des intérieurs étant un élément important pour créer l'atmosphère voulue.

L'essor du théâtre naturaliste est favorisé par l'apparition de compagnies théâtrales indépendantes. Il ne semble pas y avoir de place pour cette nouvelle forme dans le cercle officiel des théâtres nationaux, cependant que les théâtres commerciaux ne s'intéressent qu'aux grosses attractions et aux farces. Le monde onirique du romantisme, enfermé par le cadre conventionnel de la scène, est remplacé par des reconstitutions de la réalité contemporaine mises en scène dans de petites salles, souvent pour un cercle restreint de passionnés ouverts à l'innovation et à l'expérimentation. Ces nouveaux théâtres apparaissent dans toute l'Europe, fournissant ainsi aux auteurs naturalistes la possibilité de donner leurs œuvres : le Théâtre-Libre d'André Antoine fondé en 1887 à Paris, la Freie Bühne fondée à Berlin en 1889 par Otto Brahm, Maximilian Harden et P. Schlenther, l'Independent Theatre fondé par Jack Grein à Londres en 1891 et le Nederlandsche Tooneelvereniging créé par Hermann Heyermans à Amsterdam en 1893.

Bien que le Théâtre-Libre ait été fondé en France pour représenter *Les* Corbeaux (1882), une pièce naturaliste d'Henry Becque (1837–1899), ce sont principalement des dramaturges originaires de Scandinavie et d'Allemagne qui établissent la tendance naturaliste dans le théâtre européen. Le Norvégien Henrik Ibsen (1828–1906) (*illustration 156*) domine particulièrement la scène. Après des débuts prometteurs avec des pièces écrites dans l'esprit du nationalisme romantique (les meilleures étant *Brand*, 1865, et *Peer Gynt*, 1867), il s'exile volontairement pendant vingt-sept ans, au cours desquels il rédige des œuvres sur des sujets d'une grande importance sociale: Les Soutiens de la société (1877), Maison de poupée (1879), Les Revenants (1881) et Un ennemi du peuple (1882). À partir du Canard sauvage (1884), il se détourne du théâtre engagé dans une tentative de portrait des conflits internes de l'humanité avec des œuvres de plus en plus symboliques dans la forme. Bien entendu, son compatriote engagé Bjørnstjerne Bjørnson (1832–1910) rejoint également les rangs des dramaturges naturalistes et écrit des pièces sur le monde des affaires et de la presse (La Faillite, 1875; Le Rédacteur, 1875), des œuvres sur la nouvelle société qui provoquent un tollé (Le Roi, 1877; Le Nouveau Système, 1878), ainsi que d'autres pièces sur l'émancipation des femmes (Leonarda, 1879; Le Gant, 1882). Le thème central chez le Suédois August Strindberg (1849–1912) est sa vision pessimiste des relations entre les sexes, que l'on retrouve dans quatre pièces écrites entre 1886 et 1888: Camarades, Père, Mademoiselle Julie et Les Créanciers. Après sa crise d'Inferno, l'œuvre de Strindberg évolue vers le symbolisme et l'expressionnisme.

Gerhart Hauptmann (1862–1946) devient une figure phare parmi les naturalistes allemands et accède à la célébrité mondiale avec sa première pièce *Avant le lever du soleil* (1889), qui provoque également l'indignation générale. Son œuvre est frappante en ce qu'elle ne se contente pas d'exposer les conditions de vie des gens mais dénonce aussi les lacunes des idéaux de

réforme. En outre, Hauptmann place l'action en seconde position, se concentrant sur la représentation visuelle, aussi réaliste que possible, de chaque personnage, de son environnement et des moments de destin qu'il traverse. Le fait qu'il considère l'hérédité comme un facteur déterminant est évident dans ses pièces suivantes, notamment dans Das Friedensfest (1890), les Âmes solitaires (1891) et son chef-d'œuvre Les Tisserands (1892). Hauptmann est également l'auteur de deux comédies naturalistes: Kollege Crampton (1892), qui traite d'un professeur méprisable mais génial dans une académie artistique, et La Pelisse de castor (1893), dont le personnage principal est une blanchisseuse ingénieuse et altruiste d'un faubourg de Berlin, qui se montre sans scrupule dans sa lutte contre la pauvreté. À l'instar d'Ibsen, Hauptmann évolue progressivement vers le symbolisme en transgressant les règles du naturalisme et en introduisant le monde des rêves et des contes de fées dans son œuvre (L'Assomption de Hannele Mattern, 1893; La Cloche engloutie, 1887).

À la suite d'Ibsen, Hermann Sudermann (1857–1928) dénonce la guerre entre la vérité et les conventions, surtout dans le domaine de la sexualité, que ce soit celle des capitalistes ou du prolétariat (*L'Honneur*, 1889). Frank Wedekind (1864–1918) provoque les classes moyennes et critique leurs coutumes hypocrites dans ses pièces cyniques et satiriques. Pour s'opposer à la rigidité conventionnelle, il brandit l'enchantement de la beauté physique (*L'Éveil du printemps*, 1891). Comme Strindberg, il évolue vers l'expressionnisme.

Le dramaturge naturaliste néerlandais Hermann Heijermans (1864—1924) devient lui aussi mondialement célèbre. Influencé par Ibsen et Hauptmann, il écrit trois pièces naturalistes entre 1898 et 1899 (*Le Point*, *Ghetto*, *Le Septième Commandement*) qui contiennent toutes les principaux thèmes de l'ensemble de son œuvre dramatique: le sort misérable des classes inférieures, la mentalité de ghetto et les coutumes hypocrites de décence de la classe moyenne. Ces thèmes sont également présents dans sa pièce la plus célèbre et la plus représentative, *La Bonne Espérance (Op hoop van zegen*, 1900), œuvre qui se déroule au milieu des pêcheurs et traite d'un cercueil flottant que son propriétaire envoie en mer dans le seul but d'en tirer profit. Ses œuvres ne sont pas seulement populaires en raison de l'authenticité de leur cadre, de leurs personnages, des situations décrites et de l'utilisation de la langue vernaculaire, mais aussi pour leur respect des conventions du théâtre populaire local, des cafés chantants et des revues qui prospèrent à la fin du XIX^e siècle.

Si le naturalisme apporte d'importantes contributions au théâtre européen, ce n'est toutefois que lorsqu'il se mêle au symbolisme dans les œuvres d'Ibsen, de Strindberg et, plus tard, de Tchekhov que l'on assiste à de véritables innovations.

L'IMPRESSIONNISME

Dès 1879, c'est-à-dire à peine cinq ans après que Monet a exposé son tableau *Impression, soleil levant*, le critique français Ferdinand Brunetière consacre un essai dans *La Revue des Deux Mondes* à «L'impressionnisme dans le roman». Il croit en effet être en mesure d'identifier un certain nombre de caractéristiques directement liées à l'impressionnisme pictural dans *Les Rois en exil* (1879) d'Alphonse Daudet.

Cette cinquième et dernière phase du réalisme littéraire apparaît quasiment en même temps que le naturalisme et les deux courants se développent en parallèle. Elle constitue une troisième voie, située à mi-chemin entre les extrêmes du naturalisme et les réactions acerbes qu'il provoque, et consiste dans une intensification et une extension impressionniste des postulats artistiques du réalisme. Cela explique pourquoi il est souvent difficile de distinguer une œuvre littéraire impressionniste des principales œuvres symbolistes ou de celles relevant du réalisme artistique. L'impressionnisme littéraire repose avant tout sur un style d'écriture et un point de vue particuliers, ou sur une «écriture artiste» défendue et pratiquée par des réalistes, des naturalistes et des symbolistes. Certains éléments du style impressionniste sont fréquents dans l'œuvre du grand styliste et esthète qu'est Flaubert. Bien que les frères Edmond et Jules Goncourt soient déjà considérés comme les initiateurs du roman naturaliste, Erich Köhler fait d'eux les «fondateurs de l'impressionnisme» dans sa monographie de 1913. La description qu'ils font de leur environnement appartient, comme celle des peintres, à un mode impressionniste. Même l'œuvre d'Émile Zola contient des descriptions teintées d'impressionnisme, comme celle d'une averse ou d'un coucher de soleil sur Paris dans Une page d'amour (1878), où Hélène s'abandonne à une rêverie sur la nature. L'impressionnisme est particulièrement de rigueur pour les premiers symbolistes comme Rimbaud, Verlaine et Mallarmé — Victor Hugo avait appelé Mallarmé «mon cher poète impressionniste». Ces poètes français semblent brouiller les frontières entre impressionnisme et symbolisme. Toutefois, à y regarder de plus près, on remarque des différences notables: l'impressionnisme est plus matérialiste et plus sensuel, même si la réalité décrite est moins importante que l'impression mentale que provoque l'observation de cette réalité; en revanche, le symbolisme est plus idéaliste et spirituel, bien que ce monde idéal immatériel ne soit que la sublimation du monde expérimenté par les sens.

L'impressionnisme littéraire atteint son apogée entre 1880 et 1900, à une époque où les contacts et échanges entre artistes et écrivains sont particulièrement intenses. Comme les peintres, les écrivains cherchent à saisir leurs impressions fugaces d'une réalité expérimentée par les sens. Chronologie

522 DE 1789 À 1914

et diachronie sont remplacées par le simultané et le synchrone. Pour l'impressionnisme, les faits et les objets qui se produisent ou sont expérimentés successivement peuvent constituer un tout.

À l'instar des peintres qui développent et perfectionnent des techniques spéciales pour évoquer un «tableau d'ensemble» (Gesamtbild), les écrivains inventent eux aussi un nouveau style d'écriture qui exprime leur sensibilité impressionniste. Pour transformer la juxtaposition ou la simultanéité des faits observables en syntaxe continue, ils ne doivent pas seulement changer l'ordre des mots mais également intensifier le noyau même de la phrase, autrement dit le mot, pour traduire leurs impressions personnelles et atteindre ou évoquer l'effet voulu. C'est pourquoi le style d'écriture impressionniste contient une syntaxe altérée, des accouplements ou groupements de mots, une multitude de néologismes, d'onomatopées et une utilisation des mots très visuelle, le tout visant à intensifier la sensualité. En outre, les auteurs impressionnistes utilisent les différents tropes de synthèse en combinant divers types de sensations, créant ainsi une atmosphère d'ensemble. L'histoire à proprement parler se limite exclusivement aux situations, l'action à des scènes lyriques et la peinture des personnages à la représentation d'une ou de plusieurs humeurs. Le théâtre tend également vers le psychologique et le lyrique, ce qui conduit à l'Entfabelung, au fait d'éviter une histoire finie, de remplacer le mouvement extérieur par le mouvement intérieur et l'action par des visions de la vie et du monde.

Hors de France, les éléments de l'impressionnisme sont plus fréquents en littérature que ceux du symbolisme. La passivité du sujet esthétique redoutée par Wordsworth et Kant est désormais choisie comme un point de départ héroïque. L'impressionnisme des Viennois, des Allemands, des Italiens et des Russes, dont Arthur Schnitzler, Hugo von Hofmannsthal, Stefan George, le jeune Rainer Maria Rilke, Gabriele d'Annunzio et Anton Tchekhov (*illustration 157*) sont les principaux représentants, exprime une vision du monde fondée sur la passivité, un abandon total aux impressions sensorielles du monde extérieur et à l'humeur du moment. Les événements extérieurs étant considérés comme dépourvus de sens, insignifiants et fragmentés, on voit se développer un sentiment d'éloignement et de solitude, d'ennui et de lassitude face à la vie.

Le réalisme artistique atteint son apogée et sa fin avec l'impressionnisme. Maxime Gorki en a pleinement conscience et, dans une lettre à Tchekhov datant de 1900, il écrit ce qui suit: «Savez-vous ce que vous êtes en train de faire? Vous détruisez le réalisme [...]. À la lecture de l'une de vos histoires, aussi insignifiante soit-elle, tout apparaît si durement qu'elle semble avoir été écrite avec une matraque, et non avec une plume.»

La littérature en tant que création autonome

L'art pour l'art ou la littérature parnassienne

Après la révolution et le coup d'État de 1848, le réalisme littéraire se scinde en deux courants fort différents : le réalisme social et le réalisme esthétique. Jusqu'alors, la plupart des œuvres d'art importantes relevaient de la première catégorie, plus dynamique, alors qu'après, c'est la seconde, plus quiétiste, qui prédomine.

Par contraste avec ceux qui visent à développer une forme artistique de l'émancipation sociale, marquée par l'«humanisme vague des réalistes proudhoniens et des défenseurs de l'art social» (Bourdieu, 1992, p. 120), un second groupe se dirige vers un «détachement esthète». Cette différence conduit à la formation de deux groupes, chacun ayant son mode de vie indépendant, et finalement à un véritable schisme. L'échec des utopies philosophiques des saint-simoniens, des fouriéristes et des proudhoniens discrédite la littérature engagée socialement. Le nouveau lyrisme rejette à la fois l'individualisme des romantiques et l'attitude plus ésotérique de la théorie de «l'art pour l'art».

Il ne s'agit pas d'un hasard si les poétiques qui se sont définies après l'institutionnalisation de l'autonomie littéraire insistent toutes sur l'importance de la disposition esthétique. Les œuvres d'art et leur interprétation doivent refléter cette disposition esthétique indépendante, montrer un intérêt dénué de passion pour les qualités artistiques d'une œuvre littéraire et du monde. Ce point de vue est adopté par des critiques influents tels que Gustave Planche, Jean-Marie Nisard et Victor Cousin. Cousin en particulier ressuscite l'idée kantienne de désintéressement (Interesselosigkeit) dans l'art et la replace dans le contexte contemporain marqué par une tendance croissante à la spécialisation dans la société capitaliste. L'art pour l'art est donc, d'une part, une expression de cette tendance à la spécialisation de plus en plus prononcée dans la société industrialisée et, d'autre part, une sorte de moyen de résistance contre la menace des modes de vie industrialisés et mécanisés. En adéquation avec l'école du «bon sens» de Cousin et avec son esthétique du «juste milieu», les poètes se retirent dans la solitude de leurs tours d'ivoire, «au-delà du bien et du mal». La passion romantique et la révolte réaliste cèdent la place à l'immobilité sociale et à la prise de distance par rapport à la société. Cet isolement mène à la transformation du monde en un cosmos complet en soi, et crée en outre l'illusion d'un monde des mots se contenant en lui-même.

Les fondements théoriques de ce mouvement esthétique sont édictés par le peintre, auteur et critique Théophile Gautier (1811–1872). Dans l'introduction de son roman *Mademoiselle de Maupin* (1835), il formule les prin-

524 DE 1789 À 1914

cipes de base de l'art autonome en ces termes : «L'art pour l'art est sans but, tout but dénature l'art.» L'art n'a donc pas besoin de but ou d'engagement social ou moral ; l'artiste peut se créer ses propres buts artistiques, en dehors de toute implication avec le monde. Gautier lui-même, bien qu'en 1830 il ait revêtu son célèbre manteau rouge et qu'il se soit tenu au premier rang de la bataille d'*Hernani* à la Comédie-Française, appliquera ces principes dans son œuvre. Avec son recueil *Émaux et Camées* (1852), il inaugure une nouvelle forme poétique tout en sonnant le glas de la poésie romantique. Par opposition avec les jeux de mots baroques chargés d'émotions et avec les oraisons ampoulées et les extrapolations des poètes romantiques, il rédige des vers brefs au mètre court dont le style est pur et élégant et comporte peu de changements de rythme. Cette beauté formelle n'est possible qu'au prix d'un travail épuisant, comme celui d'un sculpteur: «Sculpte, lime, cisèle/que ton rêve flottant/se scelle/dans le bloc résistant.»

Les principes de l'art pour l'art sont adoptés et de nouvelles règles sont établies par les parnassiens, un groupe de jeunes admirateurs de Gautier qui se réunissent pour publier la revue *Le Parnasse contemporain*, dont trois séries sont publiées entre 1866 et 1876. Ils ne forment pas d'école à proprement parler mais se considèrent comme une «amitié». Ils se rencontrent dans des cafés parisiens comme Le Divan, Le Peletier et Le Paris, mais surtout au «cénacle» de Leconte de Lisle (1818-1894), figure centrale et «cher maître» des parnassiens, qui concrétise leurs idéaux dans trois volumes de poésies (Poèmes antiques, 1852; Poèmes barbares, 1862; Poèmes tragiques, 1884). Toutes les générations se retrouvent pour défendre l'idéal de beauté littéraire qui est comme une forme sculptée au sein de laquelle sont cachées des notions artistiques de fantaisie contrôlée, de style raffiné et de pouvoir créatif. Leurs modèles sont issus des cultures grecque et hellénique et de l'œuvre des poètes de la Pléiade du XVIe siècle. Ils demeurent toutefois proches de l'esprit positiviste de leur temps en cherchant consciemment à marier science et poésie. Théodore de Banville (1823–1891) énonce le code parnassien dans son Petit Traité de versification française. Sa poésie (Odes funambulesques, 1857; Rondels, 1875) est perfectionniste dans la forme et présente une virtuosité évocatrice, bien qu'elle soit parfois rhétorique. La représentation en 1869 de la pièce *Le Passant* de François Coppée (1842-1908), avec Sarah Bernhardt dans le premier rôle, est aussi célèbre que la représentation d'Hernani de Hugo en 1830 et contribue à consolider le mouvement parnassien.

Outre les fondateurs, deux autres poètes rendent le courant populaire auprès du public : José María de Heredia et Sully Prudhomme. José María de Heredia (1842–1902) n'écrit qu'un ouvrage de poésie, *Les Trophées* (1893), une histoire haute en couleur de la Grèce et de Rome, du Moyen Âge et de la Renaissance, rédigée dans un style artistique parfait bien que froid, qui révèle

une attitude pessimiste envers la vie, dans laquelle seuls les serviteurs de la beauté peuvent survivre. Sully Prudhomme (1839–1907) est quant à lui le plus productif et philosophe des parnassiens, et ses œuvres poétiques majeures, Les Solitudes (1869) et Les Vaines Tendresses (1875), ont un contenu très mélancolique et méditatif. Prudhomme reçoit le prix Nobel en 1901 pour la perfection formelle de son œuvre, d'une grande richesse morale et intellectuelle. La nature didactique de son travail ainsi que son apathie et sa réserve sont comprises, à juste titre, comme l'expression d'un désir d'objectivité caractéristique du symbolisme à venir. Les œuvres de Baudelaire, Verlaine et Mallarmé en particulier s'inscrivent dans ce nouveau mouvement, bien qu'ils ne collaborent qu'épisodiquement au Parnasse contemporain.

Leconte de Lisle et son fidèle disciple Léon Dierx (Poèmes et Poésies, 1864) sont tous deux natifs de l'île de La Réunion, ce qui peut expliquer le fait que leurs œuvres sont particulièrement populaires dans les pays hispanophones et lusophones. Après que l'école de Coimbra a rejeté le romantisme (le nouveau style de prose atteignant un sommet avec l'œuvre d'Eça de Queiros), la poésie est au premier plan au Portugal à partir de 1880. Les questions d'esthétique deviennent le principal centre d'intérêt et suscitent de nombreuses polémiques. Parmi les poètes, Gonçalves Crespo (1846–1883) subit fortement l'influence de la poétique parnassienne, comme en témoignent deux de ses œuvres, Miniaturos (1870) et Nocturnos (1882). Son influence se ressent également dans le mouvement espagnol appelé modernismo avec des poètes comme Francisco Villaespesa et Eduardo Marquina, mais surtout chez son prophète, le poète originaire du Nicaragua Rubén Darío (1867–1916), qui passe beaucoup de temps à Madrid et à Paris. Dans ses Proses profanes (1896) et Chants de vie et d'espérance (1905), les tendances symbolistes sont évidentes.

En 1880, la nouvelle école d'Athènes libère la poésie grecque de la lourde rhétorique caractéristique du romantisme et rejoint les parnassiens. Le poète le plus important de l'époque est Kostis Palamas (1859–1943). Son importante production poétique est le fruit de plus d'un demi-siècle d'écriture et comprend plus de vingt œuvres, dont *Chansons de ma patrie* (1886), *Les Yeux de mon âme* (1892), *Ïambes et anapestes* (1897) et *La Vie immuable* (1904). Le point focal de sa poésie méditative est l'unité entre l'ancienne Byzance et la Grèce moderne.

L'Italien Giosuè Carducci (1835–1907) se situe à la tête du mouvement de changement contre la domination du goût romantique. Il souhaite insuffler une vie nouvelle à la grande tradition littéraire des classiques par l'utilisation d'une métrique engagée. Les *Rimes nouvelles* (1877) et les *Odes barbares* (1877–1889) sont des descriptions fraîches et nouvelles de la nature en elle-même et de ses relations avec les humains, dans lesquelles une nouvelle humanité semble célébrer la vie en harmonie avec la nature.

526 DE 1789 À 1914

Bien qu'ils soient toujours très ancrés dans le romantisme, des poètes majeurs tels qu'Alfred Tennyson (1809–1892) et Robert Browning (1812–1889) ont des points communs avec les adeptes de l'art pour l'art de par l'importance qu'ils accordent à la beauté esthétique et pour laquelle la Grèce antique leur fournit l'inspiration. La poésie des préraphaélites Dante Gabriel Rossetti (1828–1882), sa sœur Christina Rossetti (1830–1884) et William Morris (1834–1896) entretient des liens plus étroits avec les parnassiens. La clarté et la simplicité caractérisent l'esthétique de l'art pour l'art que diffusent Algernon Charles Swinburne (1837–1909), notamment dans les vers controversés et parfois sensuels au point de choquer de ses *Poèmes et Ballades* (1866), et Walter Pater (1839–1894), dont le roman philosophique *Marius l'Épicurien* (1885) devient un manifeste esthétique pour la jeune génération qui fait de lui le prophète de la beauté. Parmi les admirateurs de Pater, citons Oscar Wilde (1854–1900), qui deviendra l'apôtre du décadentisme.

Le mouvement des parnassiens atteint la Pologne où Adam Asnyk (1838–1897) écrit une poésie philosophique très stylisée (*Nad Glebiami*, 1868) proche par le style et le thème de l'œuvre de Sully Prudhomme. Jaroslav Vrchlický (1853–1912) le fait entrer dans la littérature tchèque avec tout un répertoire de nouvelles formes poétiques exotiques. La poésie de cet auteur particulièrement prolifique est à la fois très lyrique et méditative. Le traducteur yougoslave des œuvres de Henrik Ibsen, Milan Begovic (1876–1948), manifeste lui aussi le perfectionnisme parnassien dans sa poésie. En Suède, le meilleur représentant de ce courant est le comte, diplomate et poète Carl Snoilsky (1841–1903), qui exprime ses idées libérales dans *Sonnets* (1871), un ouvrage maîtrisé avec froideur mais stylisé avec élégance.

L'imagisme russe a également des points communs avec le mouvement français. Il est le fait d'un groupe de poètes qui considèrent, comme Belinski, que composer de la poésie revient à «penser en images». Il en découle une préférence pour les objets qui se prêtent à la description visuelle. La figure phare du groupe est le poète du XIX^e siècle Apollon N. Máykov, dont l'œuvre *Dva mira* (*Deux Mondes*, 1881) décrit le conflit entre la Rome chrétienne et la Rome païenne. Comme Leconte de Lisle, il est du côté des païens. L'imagisme russe tardif (1919–1925), comme les *imagist schools* (1908–1917) britannique et américaine, se concentre sur le monde en tant qu'image et présente des similitudes avec la poésie des parnassiens.

Le mouvement parnassien conserve son influence bien après que le symbolisme a acquis une position dominante en France. Ces deux courants ont beaucoup plus de points communs que ne le laisse voir la lutte pour la domination. De nombreux symbolistes ont d'abord été des parnassiens, tandis que d'autres poètes unissent les deux courants dans leurs œuvres, quoique dans une forme moins marquée.

Les précurseurs du symbolisme

Une triade de poètes français ayant tous adopté l'idéal parnassien de beauté esthétique et dont les racines se trouvent dans la tradition littéraire en général évolue progressivement vers la poétique symboliste. Aucun de ces poètes ne fait véritablement partie du mouvement symboliste, mais ils sont considérés par ses fondateurs et par ses membres dans le monde entier comme ses précurseurs et ses pères.

Bien que limitée, l'œuvre de Charles Baudelaire (1821–1867) constitue indéniablement un changement majeur. Son œuvre critique (Curiosités esthétiques, 1868; L'Art romantique, 1868) est rédigée dans la veine classique et romantique à laquelle il apporte toutefois une touche de nouveauté. Fervent admirateur de Gautier qui l'influence profondément, il lie la primauté de l'imagination artistique au principe de la poétique de l'art pour l'art: «La poésie ne peut, sous peine de mort ou de déchéance, s'assimiler à la science ou à la morale; elle n'a pas la vérité pour objet, elle n'a qu'elle-même.» C'est précisément par ce besoin d'indépendance artistique illimitée que Baudelaire pose les bases d'un renouveau littéraire. Il introduit le discours urbain moderne dans la littérature par le biais de ses écrits créatifs, son recueil de poésie Les Fleurs du mal (1857) et son ouvrage en prose poétique musicale Le Spleen de Paris (d'abord publié en 1869 sous le titre de Petits Poèmes en prose). Beaucoup de ses contemporains considèrent son œuvre trop radicale, et, pour reprendre l'expression de Walter Benjamin, elle est vécue comme une «expérience traumatisante». Jugées immorales, Les Fleurs du mal sont saisies par la police lors de leur sortie, tandis que le poète et son éditeur sont condamnés à une amende et que six poèmes doivent disparaître du recueil. Le thème, de caractère ambivalent, est jugé discutable : déçu par la réalité et ayant vainement cherché l'espoir dans Les Paradis artificiels (1860) de l'ébriété, de l'ivresse provoquée par l'opium et le haschisch et par le sexe sans tabous, le poète réfléchit sur les pouvoirs d'attraction éternels du mal, sur le désespoir dans lequel il laisse l'humanité et, en même temps, sur le désir inexpugnable pour la pureté et la beauté du paradis perdu de l'enfance. Dans son cycle Tableaux parisiens, il modifie également le cadre et la toile de fond de la poésie : désormais, au lieu des scènes campagnardes idylliques, on nous montre la vie urbaine dans toute sa «fugitive beauté» et sa désolation. Ses poèmes en prose sont les notes d'un flâneur solitaire qui révèle ses sentiments intimes et ses états d'âme par ses descriptions de la ville. Baudelaire est un poète intellectuel et sensuel et, à sa façon, il diffère fondamentalement de ses contemporains romantiques. Pour lui, le monde des sens forme un ensemble de « correspondances entre les humeurs de l'être et les symboles du monde extérieur». Parce qu'il utilise des mots de tous les jours et des images de la vie moderne dans sa poésie, ainsi que des figures

de style cénesthésiques, sa langue l'éloigne de ses contemporains. C'est pour cette raison qu'en dépit de ses liens avec la littérature traditionnelle, Baudelaire est considéré comme un précurseur du symbolisme: «Cette personnification de l'esprit par les manifestations de la nature est en fait le langage du futur symbolisme. Bien qu'elle se situe à un niveau quelque peu évident et encore trop proche de l'allégorie pour être véritablement considérée comme du symbolisme, elle donne la direction esthétique que prendra le mouvement symboliste» (Balakian, 1977, p. 33).

C'est la dualité, et non l'ambiguïté, qui caractérise l'œuvre de Paul Verlaine (1844–1896), catholique qui tente de faire cohabiter l'«ange» et la «bête lasse» dans sa poésie. Bien qu'il ait souvent rejeté le symbolisme (particulièrement dans l'étude menée par Jules Huret en 1891), il en est l'un des précurseurs. C'est à juste titre que Mallarmé le surnomme le « vrai père de tous les jeunes», car «c'est lui qui a le premier réagi contre l'impeccabilité et l'impassibilité parnassiennes». Les premières œuvres de Verlaine (Poèmes saturniens, 1866; Fêtes galantes, 1869; La Bonne Chanson, 1870) sont à première vue traditionnelles et relèvent de l'école parnassienne, mais contrastent pourtant avec la rigidité et la réserve formelle du style parnassien en présentant une poésie déjà sensible et délicate et en reposant sur un mètre souple. La nostalgie romantique ainsi que la lassitude et l'ennui sont dépeints sous forme de vers à la fois musicaux et rythmiques. Verlaine se dit engagé dans un type de langage musical («de la musique avant toute chose») qui doit refléter le flux des idées et des sentiments, ce qu'il expose dans un poème programmatique appelé L'Art poétique (datant de 1874, mais publié en 1884 dans Jadis et Naguère).

Après sa rencontre et sa relation homosexuelle houleuse avec le jeune poète Arthur Rimbaud (*illustration 158*), sa poésie (*Romances sans paroles*, 1874; *Sagesse*, 1881; *Parallèlement*, 1889) montre clairement sa psyché divisée: la joie exubérante et l'ivresse mentale et sensorielle alternent avec le malaise, l'amertume et le regret. Outre cette poésie confessionnelle, dont l'image et le vers musical demeurent chastes, il développe le mythe de l'artiste déchu et dégénéré, doté d'une inspiration divine mais damné, semblable aux poètes qu'il décrit dans son étude *Les Poètes maudits* (1883).

Parce qu'il entretenait des liens avec Verlaine de son vivant, Arthur Rimbaud (1854–1891) est également souvent cité à tort parmi les sources d'inspiration du symbolisme. Les symbolistes des années 1880 le connaissent par sa réputation d'enfant terrible, de poète maudit, de non-conformiste et d'aventurier, comme un trafiquant d'armes et un mystique, mais ne sont pas influencés par lui. Dans sa célèbre lettre à Paul Demeny datée du 15 mai 1871, Rimbaud parle du besoin de revoir le culte de l'ego et de parvenir à une nouvelle considération des rôles de l'inconscient, des rêves et de l'euphorie. Cette lettre ne sera publiée qu'en 1912 et servira de manifeste

aux surréalistes. Ses poèmes (*Le Bateau ivre*, 1871; *Poésies complètes*, 1895), son autobiographie spirituelle en prose, ses vers libres et ses poèmes en prose (*Une saison en enfer*, 1873; *Les Illuminations*, 1886) ne sont pas appréciés par ses contemporains, mais acquièrent une grande valeur aux yeux des surréalistes, qui retrouvent leurs buts dans son œuvre. Ils considèrent Rimbaud comme un visionnaire en transe classant ses obsessions au mépris de la logique de la langue et de la réalité, sans se soucier aucunement d'être compréhensible.

Le poète parisien et professeur d'anglais Stéphane Mallarmé (1842–1898) peut être considéré comme le père du symbolisme ou, tout du moins, comme le mentor du cénacle de jeunes poètes qui se rassemblent autour de lui le mardi soir, rue de Rome: Paul Bourget, Gustave Kahn et Jules Laforgue, puis René Ghil, Henri de Régnier et Francis Vielé-Griffin, et par la suite Paul Claudel, André Gide, Pierre Louÿs, Camille Mauclair, Marcel Schwob et Paul Valéry, son disciple le plus jeune et le plus important.

Mallarmé enseigne à ses élèves que la poésie doit être suggestive et agir inconsciemment sur le lecteur. En étant méticuleux dans son usage de l'intellect et en utilisant tous les pouvoirs musicaux et magiques de la langue, le poète doit être capable de faire de la réalité son propre univers poétique de symboles. Dans ses essais sur la littérature et l'esthétique (*Pages*, 1891; *La Musique et les Lettres*, 1894; *Divagations*, 1897), il fait la distinction entre le langage quotidien de la communication («la parole immédiate») et le langage poétique («la parole essentielle»). Pour cette raison, la langue doit être soignée de façon à «donner un sens plus pur aux mots de la tribu», comme il le dit dans son poème *Le Tombeau d'Edgar Poe*. Cette intellectualisation ne concerne pas le contenu du poème mais sa forme ou sa construction, qui doit faire l'objet d'un calcul, comme une composition musicale suit un code mathématique. Il conclut les *Divagations* par l'idée selon laquelle on fait des poèmes avec des mots, et non avec des idées.

Ainsi, la poésie de Mallarmé évolue du style baudelairien et parnassien, dont le point culminant est *Hérodiade* (1871), vers le symbolisme de ses grands poèmes *L'Après-midi d'un faune* (1876, mis en musique par Claude Debussy) et *Prose pour Des Esseintes* (1885), ainsi que dans sa «poésie pure » hermétique dans *Un coup de dés jamais n'abolira le hasard* (1897). La poésie de Mallarmé transcende le symbolisme de ses disciples et préfigure déjà le décadentisme et les expériences des modernistes.

Le symbolisme

Bien que le terme et l'idée n'aient rien de nouveau, leur origine remontant jusqu'à Kant, Goethe et Schelling, on peut dire que c'est le poème de

Baudelaire *Correspondance* et son image de « forêt de symboles » qui exercent l'influence la plus forte sur ceux qui forment l'école ou le mouvement symboliste dans les années 1880 en France. Le terme mouvement est plus approprié ici en raison des différences entre ses adeptes, sans parler des diverses directions au sein même du mouvement.

Les principes fondateurs du symbolisme en tant que mouvement sont posés par Jean Moréas (pseudonyme de Ioannis Papadiamantopoulos, 1856-1910) dans son Manifeste du symbolisme, publié dans Le Figaro du 18 septembre 1886. Moréas fonde cette même année la revue Le Symboliste avec Gustave Khan (1859-1936) et Paul Adam (1862-1920) (illustration 159). Par la suite, avec René Ghil (1862–1925), Khan développe la poétique du symbolisme et la prosodie de la poésie symboliste : Ghil publie une dissertation intitulée Traité du verbe (1886, avant-propos de Mallarmé), et Khan fait la synthèse de cette nouvelle vision du vers dans Le Vers libre (1912). Les symbolistes des années 1880 diffusent leurs visions de la poésie dans des revues telles que La Revue indépendante, La Revue wagnérienne, La Vogue, La Décadence, Les Écrits pour l'art, La Revue blanche, Le Mercure de France, etc. En Belgique, des revues francophones comme La Jeune Belgique et La Wallonie contribuent également à la diffusion de ces nouveaux points de vue sur la littérature. Parce qu'il est ouvertement lyrique, le théâtre symboliste n'est jamais très populaire, mais des représentations ont lieu sur des scènes alternatives grâce à la création du théâtre d'Art par Paul Fort en 1890, repris par Lugné-Poe en 1890 et renommé théâtre de l'Œuvre.

Sur les plans culturel et historique, le symbolisme peut être perçu comme une réaction contre la pensée positiviste rationnelle ainsi que contre le scientisme et la structure capitaliste de la société française de la classe moyenne. Par contraste, les symbolistes élaborent une vision de la vie et du monde dans laquelle l'art est la plus haute valeur. Cette conception est largement inspirée par l'idéalisme philosophique allemand et par la vision pessimiste de la vie de Schopenhauer. Ils souhaitent aller au-delà des frontières de l'ici et du maintenant et explorer la métaphysique en recherchant l'idée qui souligne et unit tous les phénomènes perceptibles du monde visible.

Sur le plan de l'histoire littéraire, le symbolisme est un rejet de toute forme de réalisme et particulièrement de la vision matérialiste et déterministe du naturalisme. De plus, bien que les racines du symbolisme se trouvent dans la poétique autonome de l'art pour l'art, au cours des années 1870, les symbolistes se détournent de l'art «sculpté» et très pictural des parnassiens. Un élément fondamental du symbolisme est son affinité avec la musique, et particulièrement avec la musique symphonique des compositeurs allemands et les drames musicaux de Richard Wagner. Le fait qu'en 1876 Verlaine et Mallarmé ne sont plus considérés comme acceptables par les éditeurs du *Parnasse contemporain* est, à cet égard, significatif.

Dans la continuité des fondateurs du mouvement, les auteurs symbolistes souhaitent explorer l'universel, transcender les frontières de la perception sensorielle de façon à découvrir des correspondances avec le monde spirituel qui se trouve au-delà et atteindre ainsi le cœur ou l'essence des choses. Cela explique l'ambiguïté de la littérature symboliste : d'une part, le symbolisme fait souvent référence à tout ce qui est absolu, éternel, infini et indicible et pourtant, d'autre part, il est lié à la réalité empirique par son souci du langage. Cette forme de littérature, et surtout sa poésie, ne cherche pas à traduire la réalité en tant que telle mais plutôt à créer ou à évoquer un monde intérieur par le pouvoir ou le potentiel suggestif du langage. Pour reprendre les mots de Baudelaire et Mallarmé, la poésie doit être soit une «poésie évocatoire», soit une « magie incantatoire ». En raison de son utilisation très personnelle du langage, de sa nouvelle imagerie surprenante et de sa préférence pour le rythme par rapport à la prosodie, cette poésie prend un caractère relativement hermétique et n'est accessible qu'à un petit groupe de lecteurs initiés.

Dans son pays natal, le symbolisme est le mouvement le plus important de la fin de siècle et atteint son apogée dans les années 1880. De nombreux auteurs y participent. Outre les fondateurs que nous avons déjà mentionnés, d'autres comme Jules Laforgue, Villiers de L'Isle-Adam, Henri de Régnier, Stuart Merrill et Vielé-Griffin acquièrent une célébrité durable. Dans les années 1890, de nouveaux membres tels que Francis Jammes, Alfred Samain, Charles Guérin, Pierre Louÿs, André Gide, Paul Claudel et Paul Valéry rejoignent le mouvement.

Bien que le symbolisme en tant que tel (c'est-à-dire en tant que mouvement cohérent) soit de courte durée, il attire à Paris un grand nombre d'étrangers cherchant à mieux connaître ses principes. Grâce à ces intermédiaires qui introduisent le symbolisme dans leurs pays respectifs, le mouvement acquiert une renommée mondiale. Toutefois, le symbolisme français est adapté aux goûts nationaux et à la tradition littéraire des pays concernés.

Conséquence de leurs échanges et de leur coopération, l'œuvre des écrivains belges francophones est très proche du symbolisme français. En tant que poète, Maurice Maeterlinck (1862–1949) (illustration 160), jusqu'alors «décadent chrétien» et auteur de poèmes classiques, devient un humaniste agnostique et compose de la poésie libre (Serres chaudes, 1889). C'est surtout avec ses pièces symboliques statiques sur la mort, le bonheur et la condition humaine (La Princesse Maleine, 1889; L'Intruse, 1890; Les Aveugles, 1890; Pelléas et Mélisande, 1893; Aglavaine et Sélysette, 1896) qu'il accède à la célébrité mondiale, sa pièce L'Oiseau bleu étant même donnée par le théâtre Stanislavski à Moscou en 1908. Il reçoit le prix Nobel de littérature en 1911 pour son œuvre volumineuse aux multiples facettes, qui comporte également des essais philosophiques et esthétiques et des ouvrages de vulgarisation scientifique. Autre habitant de la ville de Gand,

Charles van Lerberghe (1861–1907) devient également célèbre à Paris pour ses pièces symbolistes (Les Flaireurs, 1889; Pan, 1906) et sa poésie subtilement suggestive (Entrevisions, 1898; La Chanson d'Éve, 1904). Georges Rodenbach (1855–1898), qui s'installe à Paris en 1888, prend modèle sur Verlaine pour ses œuvres poétiques L'Hiver mondain (1884) et La Jeunesse blanche (1886), mais il est plus connu pour son roman poétique mélancolique Bruges la Morte (1892). Bien qu'Émile Verhaeren (1855–1916) entretienne des contacts étroits avec les poètes français Mallarmé, Ghil, Villiers de L'Isle-Adam et Moréas pendant son séjour en France entre 1898 et 1913, il est moins influencé par le symbolisme français. Tandis que sa trilogie poétique (Les Soirs, 1887; Les Débâcles, 1888; Flambeaux noirs, 1891) montre clairement son rejet de l'esthétique parnassienne, notamment dans les deux premiers ouvrages, et son adhésion à la poétique symboliste, il suit son propre chemin en créant une poésie humanitaire et socialement engagée (Les Campagnes hallucinées, 1893; Les Villes tentaculaires, 1895; Les Forces tumultueuses, 1902; Toute la Flandre, 1904–1911, 5 volumes), ainsi qu'une poésie amoureuse intime (la trilogie Les Heures, 1896–1911) qui le rendent célèbre dans le monde entier.

Dans les Flandres, la littérature néerlandophone est principalement influencée par Charles Morice et son œuvre La Littérature de tout à l'heure (1889), qui inspire la fondation de la revue Van Nu en Straks (Maintenant et après), bien que seul le poète Karel van de Woestijne (1878–1929) en fasse une vision personnelle dans son œuvre poétique, laquelle peut être considérée comme une sorte d'autobiographie symboliste. On ne peut pas parler d'une véritable école symboliste néerlandaise comme celle de France, même si les revues alors influentes que sont De Nieuwe Gids et De Kroniek introduisent le mouvement aux Pays-Bas. Seules les œuvres de poètes postérieurs comme Pieter Cornelis Boutens (1870–1943) et Adriaan Roland Holst (1888–1976) méritent le nom de symbolistes.

Arthur Symons (1865–1954) devient l'ambassadeur du symbolisme dans la littérature anglaise avec son étude sur *The symbolist movement in literature* (1899). Pendant les années 1890, il est proche de Charles Morice, Paul Verlaine et Stéphane Mallarmé et présente personnellement Yeats à Mallarmé. La poésie de Symons est clairement influencée par le mouvement français, comme en témoignent *London nights* (1895) et *Images of good and evil* (1899). Bien que l'esprit du symbolisme français soit diffusé en Angleterre par des magazines tels que *The Yellow Book* (publié en 1894 par le graphiste Aubrey Beardsley et l'écrivain Henry Harland) et *The Savoy* (fondé par Symons en 1896), le symbolisme au sens propre du terme a moins d'influence en Angleterre que le mouvement décadentiste. Là, le poète et dramaturge le plus important et le plus original de l'époque est l'Irlandais William Butler Yeats (1865–1939) (*illustration 161*). Son talent de poète

et son utilisation de la tradition littéraire irlandaise lui permettent de créer une forme de symbolisme très personnelle teintée de mysticisme. Pendant les années 1890, sa poésie (*Les Errances d'Oisin et autres poèmes*, 1889; *Various legends and lyrics*, 1892; *Le Vent parmi les roseaux*, 1899) et ses pièces (*The shadowy waters*, 1900) sont très influencées par les symbolistes français, et particulièrement par Villiers de l'Isle-Adam. Par la suite, la vision artistique de Yeats évolue vers une plus grande complexité en raison de ses expériences avec le spiritualisme, ce qui lui permet de développer tout un système de métaphores et de symboles qui fait partie intégrante de sa poésie visionnaire, laquelle atteint son apogée avec *Une vision* (1925).

En Allemagne, Stefan George (1868–1934) établit une relation solide avec les symbolistes français, qu'il rencontre personnellement lors de ses séjours à Paris à partir de 1889, et introduit leurs œuvres auprès du public allemand par des traductions et des articles. Le thème central de ses œuvres poétiques (*Hymnes*, 1880; *Pèlerinages*, 1891; *Algabal*, 1892) est le conflit entre la passion et le contrôle de soi, entre la réalité et les idéaux. *Le Tapis de la vie* (1900) inaugure une nouvelle période dans son œuvre, caractérisée par un style prophétique et par un retour à l'imagerie réaliste.

À partir de 1892, George rassemble autour de lui ses sympathisants et publie la revue *Blätter für Kunst (Feuilles pour l'art)*. Grâce à lui, le poète autrichien Hugo von Hofmannsthal (1874–1929) découvre l'œuvre de Mallarmé et marie le symbolisme à l'esprit viennois de fin de siècle. Ses pièces lyriques (*Hier*, 1891; *La Mort du Titien*, 1892; *Le Fou et la Mort*, 1900) allient impressionnisme, symbolisme et décadentisme.

Le symbolisme influence également la littérature scandinave, même si ce n'est que de façon limitée dans la mesure où le mouvement dominant à la fin du XIX° siècle est le néoromantisme. Seules les œuvres du poète norvégien Sigbjørn Obstfelder (1866–1900) peuvent être considérées comme celles d'un véritable symboliste, l'atmosphère de *Poèmes* (1893) étant clairement liée aux tableaux et dessins de son ami Edvard Munch. Vilhelm Ekelund (1880–1949) occupe une position particulière dans les lettres suédoises en raison de son adhésion à l'idéal symboliste de beauté dans sa poésie naturelle suggestive et dans l'atmosphère lyrique de *Syner* (1901) et *Melodier i skymning* (1902). Le symbolisme a un fort impact sur la littérature danoise et la revue *Taarnet* (*La Tour*) n'est pas étrangère à ce phénomène. Cette nouvelle poétique prend principalement forme dans les premières œuvres des poètes Johannes Jørgensen (1866–1956), Viggo Stuckenberg (1863–1905) et Sophus Claussen (1865–1931).

La réponse au symbolisme se fait plus rapidement et plus largement dans les pays latins d'Europe méridionale que dans le Nord. Bien entendu, il existe des esprits aventureux et éclectiques, comme celui du poète, romancier et dramaturge italien Gabriele D'Annunzio (1863–1938), qui considèrent sym-

534 DE 1789 À 1914

bolisme et décadentisme comme des sources de sons idéales. On retrouve ce mélange de style symboliste et de thème décadent chez le plus grand auteur espagnol de l'époque, Ramón del Valle Inclán (1866–1936), dont l'œuvre très érotique procède d'une grande quantité d'influences, qui sont assemblées dans une œuvre toutefois très personnelle. Son roman La Lampe merveilleuse (1916), qu'il sous-titre lui-même «Exercices spirituels», pose les fondements poétiques du symbolisme espagnol. Le raffinement précieux et la sensualité de ses *Sonates* (1902–1905) en font la meilleure expression du modernisme dans l'art espagnol de la prose. De véritables bouleversements ont lieu au Portugal avec l'avènement des symbolistes Nefelibatas, un groupe de poètes se décrivant comme des «gens qui vivent dans les nuages». Avec Oaristos (1890), Eugenio de Castro (1869–1944) constitue un manifeste pour le nouveau style de poésie, avant d'atteindre le sommet de son art avec *Constança* (1900), un poème épique en sept chants. Le poète tourmenté Antonio Nobre (1867–1900) et Camilo Pessanha (1867–1926) font également partie du groupe international qui se rencontre dans les bureaux d'Arte, revue fondée par Eugenio de Castro. L'innovation y est plus une question de forme que de contenu car, comme pour la poésie réaliste et parnassienne, les thèmes principaux sont l'amour et la mélancolie.

Le symbolisme atteint également le monde slave, mais un peu plus tard que les autres pays d'Europe occidentale (excepté la France). Cet avènement tardif (1905–1910) coïncide avec l'arrivée d'autres mouvements comme le courant parnassien, l'impressionnisme, le *Jugendstil* et une forme de néoclassicisme. En conséquence, il s'adapte aux traditions littéraires locales d'une façon plus radicale qu'ailleurs et se mélange en outre avec des éléments de folklore local. Le mouvement littéraire est principalement introduit par des groupes formés de jeunes gens désireux d'apporter un renouveau dans la littérature.

Les Russes assimilent relativement vite le symbolisme, car sa réaction contre le positivisme et les conventions sociales correspond à leurs propres souhaits, qui avaient déjà été exprimés dans les œuvres de Dostoïevski et de Tolstoï. Ils restent donc proches du symbolisme français dans leur tentative de construire une nouvelle vision de la réalité par une poésie nouvelle et une utilisation suggestive du langage. De fait, les premiers symbolistes qui se rassemblent autour de la revue *Vesy (La Balance*, 1904–1909) sont très influencés par la poésie de Baudelaire, Verlaine et Mallarmé. Parmi les précurseurs, citons Valeri Iakovlevitch Brioussov (1873–1824), Konstantine Balmont (1867–1942) et Fedor Sologoub (pseudonyme de Fedor Kouzmitch Teternikov, 1863–1927). Du point de vue de la forme, ce sont des symbolistes, mais, pour ce qui est de leurs thèmes de pessimisme irrépressible, de désespoir, d'ennui et de vide métaphysique, ils sont plus proches des décadents. Leur individualisme extrême, leur culte de la beauté et leur

dégoût vis-à-vis des valeurs sociales et morales creusent le fossé entre les artistes et le peuple.

Pour sortir de cette impasse, un grand nombre de poètes se met en quête de valeurs nouvelles, d'une synthèse de l'esthétique, de la philosophie et de la religion. Cette seconde phase est annoncée par Dmitri Sergueïevitch Merejkovski (1865–1941), qui fonde l'Association religieuse philosophique avec sa femme, la poétesse Zinaïda Hippius en 1902. Dans son œuvre, il tente de parvenir à une synthèse des civilisations grecque et chrétienne. Convaincu de la destruction imminente de la culture occidentale, il fait constamment référence au rôle messianique de la sainte Russie. Cette forme de poésie symboliste prend donc un tour très mystique et ésotérique, en conséquence de quoi le fossé entre la littérature et la réalité sociale se creuse encore davantage. Toutefois, de nombreux poètes du cercle de Merejkovski deviennent des figures littéraires importantes: Aleksandr Blok (1880–1921), André Bély (1880–1934) et Viatcheslav Ivanovitch Ivanov (1866–1949).

Bien qu'il soit au départ très influencé par le symbolisme français, le symbolisme russe s'inspire davantage de sources nationales pendant sa seconde phase. Les approches métaphysiques sont moins fréquentes qu'à l'ouest et sont intimement liées aux aspirations religieuses et nationales des Russes. Le pessimisme de la première phase est désormais remplacé par une forte croyance dans le rôle de la Russie renouvelée par la révolution. Toutefois, après 1910, son influence s'estompe, tandis que les futuristes et les imagistes rejettent l'idée selon laquelle le monde est une « forêt de symboles ».

Le symbolisme fait sa première apparition dans la littérature baltique en 1905, et la connaissance de ce mouvement d'Europe occidentale y parvient par le biais de sources scandinaves, allemandes et russes. Là aussi, les précurseurs sont des groupes de jeunes poètes modernes de tendance individualiste intéressés par les thèmes existentiels et métaphysiques. Le courant est introduit en Estonie par le mouvement de la Jeune-Estonie (*Noor-Eesti*), dont les figures de proue sont Gustav Suits, Friedebert Tuglas et Jaan Oks. En Lituanie, il est introduit par la revue *Dzelme* (*Le Golfe*, 1906–1907) et par l'almanach moderniste *Pirmasai baras* (*Premier Jalon*, 1915), le symboliste le plus éminent étant le critique, poète et dramaturge Balys Sruoga (1896–1947).

Ces pays d'Europe centrale qui sont depuis des siècles étroitement liés à la culture d'Europe occidentale, notamment la Pologne et la Tchécoslovaquie, constituent un terrain propice au symbolisme. Ce courant est introduit et diffusé au sein d'un groupe hétérogène appelé Jeune-Pologne (*Mloda Polska*) dès 1898 par des critiques et poètes comme Antoni Lange (1861–1929), Miriam Przesmycki (1861–1944) et Stanisław Przybyszewski (1868–1927). Przybyszewski en est le principal précurseur avec

son manifeste Confiteor et le magazine Chimera (1901-1907), dont il est le fondateur. La lecture des poètes symbolistes français, belges francophones et allemands crée un renouveau du lyrisme polonais, en particulier chez des poètes tels que Kazimierz Przerwa-Tetmajer (1865–1940), Jan Kasprowicz (1860–1926), Wacław Rolitz-Lieder (1866–1912) et Leopold Staff (1878–1937). Leur vision pessimiste du monde et leur imagerie apocalyptique sont issues de l'influence de Schopenhauer et de Nietzsche. Le poète le plus représentatif d'entre eux est Bolesław Leśmian (1877–1937), bien qu'il ne publie son œuvre majeure que durant l'entre-deux-guerres. Disciple de l'école philosophique de Bergson, il écrit une poésie évocatrice qui reflète ses grands pouvoirs d'innovation dans le langage. Le symbolisme amène également des changements dans le théâtre. Tadeusz Ritter (1876–1921) et le peintre et poète Stanisław Wyspiański (1869–1907) commencent à suivre les traces de Maeterlinck. Les plus novateurs en matière de prose sont le romancier Wacław Berent (1873–1940) et Stefan Żeromski (1864–1925), surtout pour ses rhapsodies, histoires polonaises typiques écrites dans un langage poétique et rythmique, et dans lesquelles la description prime sur l'intrigue.

La Tchécoslovaquie, qui depuis les années 1880 a des horizons plus larges que la seule culture allemande et qui souhaite participer aux nouveaux mouvements de changement en provenance de Paris dans les années 1890, découvre le symbolisme en 1895 avec le manifeste *Poésie moderne tchèque*. Les principaux acteurs de ce courant sont le critique František Xaver Šalda (1864–1925) et les poètes Otokar Březina (1868–1929) et Antonín Sova (1864–1920).

Le contact avec la poésie symboliste française provoque aussi un renouveau dans la littérature hongroise. La flamme patriotique s'est affaiblie, et les poètes deviennent plus individualistes tout en se tournant vers l'étranger. En 1850, la revue A Hét (La Semaine) se déclare cosmopolite. Pour ses Nouveaux Poèmes (1906), Endre Ady (1877-1919) trouve son inspiration chez Baudelaire et Verlaine. La revue Nyugat (Occident, 1908) rassemble des poètes novateurs formés par le symbolisme français comme Dezső Kosztolányi (1885–1936), Mihály Babits (1883–1936) et Árpád Tóth (1886–1928). Un renouveau du même type, bien que postérieur de 20 ans au symbolisme français, introduit le symbolisme dans la littérature bulgare et, à partir de 1905, la revue Misal (La Pensée) devient un centre pour l'individualisme en philosophie et le modernisme en littérature. Le nouveau style se renforce avec la publication d'*Insomnia* (1907) de Peïo Yavorov (pseudonyme de Kratchalov, 1878–1914). Dans la littérature serbe, la forte influence de Baudelaire et Verlaine conduit à un mélange de style parnassien et de symbolisme dans la poésie de Jovan Dučić (1871–1943), Milan Rakić (1876–1938) et Stevan Luković (1877–1902). La poésie la

plus authentique et la plus originale est celle du poète bohémien Vladisla Peković-Dis (1880–1916) dans Âmes novées (1911).

Bien que l'un des fondateurs du symbolisme, Jean Moréas, soit d'origine grecque (son vrai nom est Papadiamantopoulos), le mouvement reste relativement confidentiel en Grèce avec la publication, vers 1892, des *Sonates* de Stephanos Spephanou (1868–1944). Dans la littérature grecque, le symbolisme est associé à l'élégie et au néoromantisme, comme en témoigne la poésie de Costas Chatzopoulos (1868–1920).

La littérature américaine n'a pas d'école ou de mouvement symboliste non plus, bien que Stuart Merrill, l'une des figures phares du symbolisme français, fasse connaître et apprécier le mouvement grâce à ses comptes rendus dans *The chap book*. Les cours dispensés par Henri de Régnier pendant ses séjours à New York et à Boston en 1900 ont une grande influence sur les jeunes poètes universitaires, bien que seul Wallace Stevens (1879–1955) assimile durablement le nouveau style poétique. La relation entre réalité et imagination est un thème central dans la poésie qu'il écrit par la suite: *Harmonium* (1923), *Idées d'ordre* (1935), *L'Homme à la guitare bleue* (1937), *Notes towards a supreme fiction* (1942) et *Esthétique du mal* (1945).

En 1910, le symbolisme est sur le déclin et a été supplanté par d'autres visions de la littérature qui sont diamétralement opposées à l'individualisme introverti. Toutefois, son influence se ressent encore pendant longtemps au cours du XX^e siècle, l'œuvre des derniers, ou néosymbolistes, survivant même à celle de leurs prédécesseurs.

Conséquence de ce phénomène, celui qui est peut-être le plus grand poète symboliste français, Paul Valéry (1871–1945) (illustration 162), est un jeune disciple de Mallarmé. Bien qu'il fasse ses débuts en poésie symboliste en 1889, il faudra attendre vingt ans pour voir paraître ses œuvres les plus importantes (La Jeune Parque, 1917; Charmes, 1922). Sa poésie est une vision merveilleuse de sensualité, d'intelligence et de musique. Il se consacre à la quête du «moi pur», celui qui expérimente, puis cherche à donner une forme artistique à cette expérience. Pour Valéry, poète de bon sens bien que très sensible, chaque vers est une «durée» pendant laquelle il devient l'instrument d'une loi qui s'exprime par sa voix. Il consigne ses théories sous forme de prose: Introduction à la méthode de Léonard de Vinci (1895), La Soirée avec monsieur Teste (1896), Variété (1924-1925, 5 volumes), Regards sur le monde actuel (1931-1945), Tel quel (1941, 2 volumes) et Cahiers (1957–1961, 29 volumes, édition en fac-similé). Dans ses œuvres, Valéry énonce que la raison est l'unique source de connaissance, scientifique ou artistique. Ainsi, pour lui, la littérature est une forme de travail, une construction qui transforme le langage.

L'œuvre de Paul Claudel (1868–1955) (*illustration 163*) procède également du symbolisme. La lecture des *Illuminations* de Rimbaud fait vaciller

sa foi dans le scientisme et, en 1890, il rejoint l'Église catholique romaine. Dès lors, sa poésie témoigne de sa nouvelle foi. Sa poésie représente une vision cosmique pleine de symbolisme et d'idées métaphysiques exprimée sous une forme austère et sans rimes mais riche en images et en assonances, le tout en adéquation avec les règles de son *Art poétique* (1907). Cette forme de vers (qu'il nomme verset et qui est adaptée au rythme respiratoire) atteint son apogée dans les recueils *Cinq Grandes Odes* (1910) et *Corona benignitatis anni Dei* (1915). Ses pouvoirs visionnaires de création se manifestent toutefois davantage dans ses pièces de théâtre, d'abord sous l'influence de Shakespeare et du symbolisme pendant une première phase (*Tête d'or*, 1889), puis sous celle des tragédiens grecs (*L'Otage*, 1911) et, enfin, des prophètes Lope de Vega et Calderón dans ses dernières pièces (*Le Soulier de satin*, 1930).

Le symbolisme conserve son influence sur la prose grâce aux œuvres d'André Gide (1869–1951) et Marcel Proust (1871–1922) (illustration 164). Pendant sa période symboliste, Gide aspire à devenir le Verlaine de la prose et, pour ce faire, dénoue de douloureux conflits de conscience, sans cesse écartelé entre la sensualité et l'ascétisme (Les Cahiers d'André Walter, 1891; Le Traité du Narcisse, 1891; Le Voyage d'Urien, 1893). Après avoir découvert la philosophie de la vie de Nietzsche, il devient un individualiste forcené et commence la rédaction de ses romans analytiques et psychologiques dans lesquels il développe le gidisme, synonyme de «révolte, libre examen, émancipation de l'esprit, exigence envers soi-même» (Les Nourritures terrestres, 1857; L'Immoraliste, 1902; La Porte étroite, 1909). Après la Seconde Guerre mondiale, il devient le «maître à penser» d'une nouvelle génération, celle du dadaïsme et du surréalisme. Sa théorie de l'«acte gratuit» recoit un large écho. En revanche, Marcel Proust possède une forme subtile de dilettantisme esthétique caractéristique de la fin de siècle, comme on le voit dans son premier recueil d'essais, d'histoires et de poèmes (Les Plaisirs et les jours, 1896). Perpétuellement blessé par la vie, il développe une forme de sensibilité qui permet une introspection fructueuse. Proust parvient à créer une synthèse de poésie et de réalité, de vision et d'observation, d'analyse et d'impression en évoquant «la belle époque» et la vie du «beau monde» à Paris vers 1900 dans son roman en cinq tomes, À la recherche du temps perdu (1913–1927). Il s'attache à chaque instant comme si le temps se suspendait et, en utilisant son trope associatif de «monologue intérieur» et son art de la description minutieuse, il plonge profondément dans l'âme humaine. L'œuvre de Proust est donc une synthèse de réalisme, de naturalisme et de symbolisme, bien que son style soit surtout symboliste.

Rainer Maria Rilke (1875–1926) peut être considéré comme l'un des néosymbolistes européens de la littérature allemande. La poésie de ses débuts est encore douloureusement impressionniste, rédigée dans un esprit fin de

siècle raffiné plein d'humeurs sombres et de nostalgie pour la vie du grand et noble héros (Offrande aux dieux lares, 1895; Couronné de rêve, 1897; Chant de l'amour et de la mort du cornette Christophe Rilke, 1906, ouvrage en prose lyrique). Influencée par Hofmannsthal, Stefan George et surtout par le Danois Jens Peter Jacobsen, son œuvre évolue vers le symbolisme: Das Buch der Bilder (1902) et Le Livre d'heures (1905). Inspiré par l'œuvre de Rodin à Paris, il compose les deux volumes de ses Nouveaux Poèmes (1907–1908), dans lesquels il abandonne le monde des abstractions pour celui des choses concrètes. Ses dernières œuvres poétiques (Élégies de Duino, 1923; Sonnets à Orphée, 1923) sont des hymnes à l'homme moderne et à sa vision affirmative (Bejahende) envers la vie et le monde.

Le poète américain Thomas Stearns Eliot (1888–1965) (illustration 165) crée une synthèse du symbolisme et du modernisme et s'installe en Angleterre en 1927 pour devenir sujet britannique par la suite. La poésie de ses débuts (*Prufrock and Other Observations*, 1917) est fortement influencée par les symbolistes français, particulièrement par le style ironique de Jules Laforgue, une forme d'ironie qui permet au poète de révéler ses pensées et ses sentiments les plus intimes, tout en les analysant de façon critique et objective. Ce style est magnifiquement utilisé dans son cycle poétique *La Terre vaine* (1922), dans lequel il fournit une analyse culturelle critique du chaos et de la stérilité de la civilisation de l'époque, le tout exprimé en termes symboliques. Ses derniers poèmes (*Les Quatre Quatuors*, 1943) sont une méditation poétique sur le temps, dont l'approche est religieuse et philosophique.

Ces derniers symbolistes laissent leur empreinte sur la littérature de l'entre-deux-guerres; ils explorent jusqu'à ses extrêmes limites le potentiel du langage poétique symboliste et, ce faisant, jettent les bases de la poétique moderniste du XX^e siècle.

Le décadentisme

Le décadentisme, intimement lié au symbolisme et par conséquent difficile à délimiter, est un mouvement présent dans toute la littérature fin de siècle. De plus, comme les deux courants ont la même origine, il est encore plus difficile de les différencier.

Il s'agit dans les deux cas d'antimouvements nés en réaction au positivisme, au matérialisme, à l'utilitarisme et à la banalité de la vie quotidienne dans une société industrialisée et bourgeoise. Du point de vue du style, les artistes décadents prennent également leurs distances avec le langage ordinaire de la communication et tentent de mettre le langage au service de l'expression esthétique. Leur langue se caractérise par son imprécision

540 De 1789 à 1914

et la multiplicité des sens, et non par sa dénotation ou son exactitude. Les littératures symbolistes et décadentes sont pleines de néologismes, de mots en vogue, de jeux de mots, de jeux sur la syntaxe, d'ambiguïté ésotérique et d'obscurité consciente.

Malgré ces similitudes, la littérature décadente occupe un niveau sémantique différent: alors que le symbolisme montre sa spécificité sur le plan linguistique ou poétique, le décadentisme s'en différencie par son attitude envers la vie et la société, qui se manifeste avant tout par le contenu, c'està-dire par le motif, le thème et les personnages. Le principal trait de cette attitude est le rejet de la société industrielle de l'époque; il affaiblit la foi dans le progrès et conduit à une rupture radicale avec le passé. La prophétie de destin tragique qui apparaît ne génère toutefois pas un pessimisme fon-damental. De manière assez paradoxale, les décadents voient de la beauté dans cette perte de civilisation (les références à Byzance et aux derniers jours de l'Empire romain sont nombreuses), car la décadence est une étape nécessaire vers la régénération et la vie nouvelle dans une société meilleure et surtout plus belle. L'homme moderne est une créature névrotique et la seule chose qui lui plaise est de braver le danger pour échapper à la banalité du quotidien. Les décadents choisissent donc sciemment de s'isoler esthétiquement et aristocratiquement dans les paradis artificiels de Baudelaire. Le dandysme provocateur, le raffinement hyperesthétique, l'hypersensibilité, les déviances sexuelles et le culte de l'artificialité sont les signes extérieurs du mode de vie décadent et expriment son attitude envers un monde hostile de philistins. Le besoin de profondeur spirituelle conduit beaucoup de ses membres à la vie religieuse (on observe un nombre important de conversions au catholicisme) et à diverses formes de mysticisme, aux sciences occultes et au satanisme.

Comme le symbolisme, le décadentisme naît en France. Les premiers signes de l'approche décadente de la vie et de son esthétique se trouvent dans les poèmes des *Fleurs du mal* de Baudelaire. Il y est fait expressément référence dans *Notes nouvelles sur Edgar Allan Poe* (1867), qui sert de préface à la seconde partie de sa traduction des histoires de Poe. Théophile Gautier est le premier à faire mention des éléments décadents de la poétique baudelairienne dans sa *Notice* à la réédition posthume de la poésie de Baudelaire en 1868: dans un style complexe et inventif plein de nuances et d'un registre varié, il exprime «les confidences subtiles de la névrose, les aveux de la passion vieillissante qui se déprave et les hallucinations bizarres de l'idée fixe tournant à la folie». Cette perte de foi dans le progrès, que Baudelaire a déjà décrite comme « cette grande hérésie de la décrépitude», et la prophétie d'une ruine inévitable qui l'accompagne se généralisent et se renforcent en France après la défaite de la guerre contre la Prusse en 1870.

Dans les années 1880, le décadentisme devient un mouvement littéraire à part entière. Paul Bourget (1852-1935) est le premier auteur à exprimer la théorie du décadentisme dans le chapitre des Essais de psychologie contemporaine (1883) qu'il consacre à Baudelaire, un article qui avait déjà été publié par Juliette Adam dans la *Nouvelle Revue* en 1881. Le terme se répand grâce au célèbre vers par lequel débute le sonnet *Langueur* (1883) de Paul Verlaine: «Je suis l'Empire à la fin de la décadence», et par son interprétation de ce vers : «J'aime [...] le mot de décadence tout miroitant de pourpre et d'or. J'en révoque, bien entendu, toute imputation injurieuse et toute idée de déchéance. Ce mot suppose au contraire des pensées raffinées d'extrême civilisation, une haute culture littéraire, une âme capable d'intensives voluptés. [...] C'est l'art de mourir en beauté.» Le terme est utilisé pour la première fois pour désigner un courant littéraire par Maurice Barrès (1867–1923) dans une revue intitulée Les Taches d'encre (1884), mais il s'agit d'une action isolée; le journaliste Anatole Baju publie un manifeste du mouvement dans Le Décadent (1886–1889), dont il est l'éditeur.

Le lectorat se familiarise avec le mode de vie décadent grâce au roman À rebours de Joris-Karl Huysmans (1848–1907), ouvrage que Barbey d'Aurevilly désigne dans un article comme «l'un des plus décadents de ce siècle de décadence». Ce roman contient très peu d'actions et se consacre entièrement à l'étude du personnage du duc Jean des Esseintes, dernier héritier d'une famille noble dégénérée qui, par dégoût de la vie parisienne, se retire à la campagne dans une maison ésotérique décorée avec le plus grand raffinement. La vie qui y est décrite s'oppose diamétralement à celle des classes movennes. Le roman devient la bible du décadentisme pour certains et une provocation très critiquée et parodiée pour d'autres. Dès 1885, la première parodie, Les Déliquescences d'Adoré Floupette, poète décadent, fait son apparition. Le mouvement trouve son meilleur avocat en la personne d'Anatole Baju, dont les pamphlets L'École décadente (1887) et L'Anarchie littéraire (1892) contrastent fortement avec la position aristocrate et réactionnaire de Huysmans; il opte pour une attitude politique gauchiste en faisant du mouvement une « force de destruction » dont le but ultime se résume ainsi: «Ce que j'ai eu surtout en vue, ç'a été de servir la cause du progrès, de la science, c'est-à-dire la révolution.»

De nombreux adeptes notables rejoignent le mouvement en France dans les années 1880. Paul Bourget (1862–1935) utilise ses traités théoriques de psychologie moderne dans ses romans (*Cruelle Énigme*, 1884; *Un crime d'amour*, 1886), dans lesquels il détaille les névroses de ses personnages dans un contexte mondain. L'esthète sceptique et dilettante Maurice Barrès (1862–1923) est en quête perpétuelle de sensations nouvelles et s'implique grandement dans le développement de l'individualité, ce qui conduit à sa trilogie *Le Culte du moi (Sous l'œil des barbares*, 1888; *Un homme libre*,

1889; Le Jardin de Bérénice, 1891). Il excelle dans l'art d'analyser des âmes tourmentées et de décrire des paysages désolés. Le culte voué à Richard Wagner est un aspect essentiel du décadentisme français et débouche sur la création de la Revue wagnérienne (1885-1888). Cela explique également leur fascination pour le dandy excentrique Louis II de Bavière, ami intime de Wagner, qui sert de modèle pour les personnages dans Le Crépuscule des dieux d'Élémir Bourges (1852–1925) et Luscignole de Catulle Mendès (1843–1909). La recherche d'une forme plus profonde de spiritualité mène d'autres décadents vers le mysticisme et les sciences occultes. Joséphin Péladan (1859–1918), qui se baptise Sâr Péladan en sa qualité de fondateur de l'ordre de la Rose-Croix, recherche la sublimation de l'homme par la magie (Le Vice suprême, 1884; L'Androgyne, 1891). Influencé par les œuvres de Poe et de Wagner ainsi que par les philosophes allemands Hegel et Schopenhauer, Villiers de L'Isle-Adam (1838–1889) élabore un monde occulte avec des éléments d'horreur romantiques (Contes cruels, 1883; Histoires insolites, 1888) et de science-fiction, comme en témoigne le roman L'Ève future (1886), qui exploite le thème typiquement décadent de la femme fatale ou de la «belle dame sans merci».

Parmi les décadents, l'artiste le plus novateur en matière de langage et de prose est Jules Laforgue (1860–1887), qui évolue vers le décadentisme après avoir lu les œuvres philosophiques de Hartmann et Schopenhauer. En tant que «pessimiste mystique», il est un observateur ironique de la vanité de la vie. Dans Les Moralités légendaires (1887), les «névropathes» Hamlet, Salomé, Persée, Andromède, Syrinx, Pan et Lohengrin, las de vivre, tiennent de longues discussions philosophiques dans le style de Hartmann. Ses visions cosmiques, ses vues sarcastiques, ses plaintes et ses peurs sont teintées d'humour et d'ironie comme chez Heine et sont formulées dans une sorte de vers libre proche de la chanson populaire et de la langue familière (Complaintes, 1885; L'Imitation de Notre-Dame de la Lune, 1886; Des fleurs de bonne volonté, 1886). Dans sa nouvelle Marseillaise, il appelle les classes moyennes aux armes pour le combat acharné contre la froide raison. Ce faisant, Laforgue n'annonce pas seulement le déclin de la pensée positiviste française mais aussi l'avènement du mode de pensée moderniste. L'influence de Laforgue restera notable dans toute l'Europe pendant le XXe siècle.

Le poète, romancier et dramaturge italien Gabriele D'Annunzio (1863–1938) (illustration 166) assimile parfaitement l'esprit et le style du décadentisme; il devient par la suite l'un des membres les plus exceptionnels du mouvement en Europe, notamment en raison de son mode de vie exubérant et excentrique, ce dont témoigne sa villa appelée Il Vittoriale degli Italiani près de Gardone sur le lac de Garde. Pendant son séjour à Rome dans les années 1880 et 1890, il devient l'un des plus fameux représentants de la decadenza avec la publication de ses œuvres poétiques Intermezzo di

rime (1883), Isaotta Guttadauro (1887), La chimera (1889), et de son roman L'Enfant de volupté (Il piacere, 1889) dont le héros, Andrea Sperelli, est un Des Esseintes italien. Ses romans suivants comme L'Intrus (L'innocente, 1892), Giovanni Episcopo (1892), Le Triomphe de la mort (1894) et Le Feu (1900) sont dominés par un esthétisme extrême et par une glorification hédoniste de la vie dans un style nietzschéen.

L'influence de Laforgue se retrouve en Italie dans la poésie de Guido Gozzano (1883–1916) et Sergio Corazzini (1887–1907), ainsi que dans les premières œuvres d'Aldo Palazzeschi (1885–1974).

Le plus important auteur espagnol à traiter les thèmes du décadentisme est Ramón del Valle Inclán (1869–1936). Dans ce qui est considéré comme l'un de ses chefs-d'œuvre, *Sonata de primavera* (dans *Sonates et mémoires du marquis de Bradomín*, 1902–1907), il crée une atmosphère magique qui est une combinaison typique du sacré et du profane, du désir et de la mort. L'influence de D'Annunzio et d'E. T. A. Hoffmann s'y ressent nettement.

Le décadentisme n'a aucun mal à se faire accepter en Angleterre, où il est lié à la littérature des préraphaélites et à l'esthétisme de Walter Pater, qui peuvent être considérés comme ses précurseurs. Entre 1893 et 1897, un cercle littéraire dans le West End de Londres se baptise le *Decadent Movement*. Il est à l'évidence inspiré par le mouvement français, comme en témoigne la couverture jaune provocante de sa revue, *The Yellow Book* (1894), célèbre pour ses dessins d'Aubrey Beardsley: À rebours et Le Décadent ont également des couvertures jaunes.

Le décadentisme français est introduit en Angleterre en 1893 par Arthur Symons (1865–1954) avec un article intitulé «The Decadent Movement», paru dans le *Harper's New Monthly*. Symons le décrit comme «une conscience de soi intense, une curiosité insatiable dans la recherche, un raffinement poussé à l'extrême, une perversité spirituelle et morale». Il suit clairement les pas de Baudelaire et de Verlaine dans sa propre poésie (*London Nights*, 1895; *Images of Good and Evil*, 1899). Toutefois, Algernon Charles Swinburne (1837–1909) a déjà subi l'influence de la poésie française quand il écrit ses *Poèmes et Ballades* (1806), et le peintre et auteur George Moore (1852–1933) se sert de son séjour à Paris pour rédiger *Les Confessions d'un jeune Anglais* (1888), œuvre qui distille également une atmosphère de décadence comme chez Huysmans.

Cependant, la figure clé du mouvement en Angleterre est Oscar Wilde (1854–1900) (*illustration 167*), un dandy charismatique et exubérant dont le comportement et les écrits choquent la société victorienne de l'époque. Wilde acquiert une gloire internationale pour ses drames satiriques légers comme L'Éventail de lady Windermere (1892), Une femme sans importance (1893), Un mari idéal (1895) et De l'importance d'être constant (The importance of being earnest, 1895), qui excitent le public avec leurs dialogues drôles et osés

pour l'époque et avec leur sens absurde de la situation. Wilde s'impose en tant qu'auteur décadent avec son roman *Le Portrait de Dorian Gray* (1891), inspiré de l'œuvre de Huysmans *À rebours*. L'histoire à la fois horrifique et précieuse rapporte les aventures d'un homme à la personnalité double, écartelé entre le bien et le mal, dans un style hyperesthétique et très sensuel. Cette sensualité chaude et ce langage raffiné et évocateur se retrouvent dans sa pièce *Salomé*, dont la version française est publiée en 1893 et l'anglaise en 1894; le censeur britannique interdit la représentation publique de cette pièce. Le scandale du procès de Wilde pour relation homosexuelle (1895) ne sonne pas seulement le glas de sa carrière d'écrivain mais aussi celui de la popularité d'un mouvement que l'Angleterre victorienne appelle «l'art de choquer».

Le décadentisme entre dans les lettres allemandes par l'entremise d'Hermann Bahr et de ses *Studien zur Kritik der Moderne* (1890, un recueil d'articles déjà publiés en 1888), qui contiennent une évaluation négative du désir de s'évader de la réalité. Cet aspect négatif devient populaire en Allemagne sous l'action de Nietzsche, qui en fait l'idée de base du *Cas Wagner* (1888) et de ses derniers écrits philosophiques, ce qui lui permet de «décrire, avec davantage de précision et d'effet polémique qu'il n'a pu le faire jusqu'alors, l'un des phénomènes qu'il a le plus souvent analysé et dénoncé et qui combine une faiblesse de vitalité avec une spiritualité ou une religiosité morbides» (Koppen, 1973, p. 50).

L'esprit et le style du décadentisme attirent un groupe de jeunes auteurs de la Jeune-Vienne (*Das Junge Wien*), dont le plus important représentant est Hugo von Hofmannsthal (1874–1929), équivalent allemand de Wilde et de D'Annunzio. Son esprit mélancolique de fin de siècle se retrouve surtout dans ses premières œuvres, notamment dans ses pièces *Hier* (1891), *La Mort du Titien* (1892), *Le Fou et la Mort* (1893) et dans la prose de sa *Lettre de lord Chandos* (1901) et *Le Conte de la 627e nuit* (*Das Märchen des 627 Nachtes*, 1905). Le personnage central de son œuvre est le fou, artiste toujours joueur qui jouit de la beauté et de la vie. Quand arrive la mort, il se rend compte qu'il n'a pas connu la vraie vie.

On trouve une variante plus légère de la fin de siècle, ludique dans son exposition et d'un érotisme ironiquement sceptique, dans les pièces d'Arthur Schnitzler (1862–1931) comme *Amourette* (1895), *Le Cacatoès vert* (1899) et *La Ronde* (1900). Celles de Frank Wedekind (1864–1918) sont plus critiques et encore plus cyniques dans leur exposition de l'hypocrisie de la morale de la classe moyenne. Par contraste, il prône l'enchantement de la beauté physique et le pouvoir libérateur de la sexualité (*L'Éveil du printemps*, 1891; *L'Esprit de la terre*, 1895; *La Boîte de Pandore*, 1901). Les questions sociales de la fin de siècle et surtout la critique de la tendance bourgeoise de la société qui conduisent inévitablement à une ruine culturelle constituent le

thème central des romans de Heinrich Mann (1871–1950). On les retrouve surtout dans ses premières œuvres, notamment dans les trois volumes des *Déesses* (1902–1903), qui décrivent la décadence de la vie luxueuse de la Renaissance, et dans *Professeur Unrat* (1905), dont sera tiré le film *L'Ange bleu*. Les premières œuvres de son frère Thomas Mann (1875–1955) sont également écrites dans l'esprit du pessimisme culturel de Schopenhauer: les esthètes se retirent de la vulgarité de la vie moderne, ce qu'ils vivent comme un destin tragique ou comme une libération (*Les Buddenbrook*, 1901; *Tonio Kröger*, 1903; *Tristan*, 1903; *La Mort à Venise*, 1913).

Des auteurs de toute l'Europe sont pris dans l'esprit de décadence au tournant du siècle. Dans certains pays, il ne génère pas de mouvement littéraire à proprement parler mais influence indéniablement les écrivains, même si ce n'est que temporairement. C'est le cas de l'écrivain et romancier néerlandais Louis Couperus (1863–1923), dont les romans historiques ont pour cadre une culture condamnée au déclin ou à la décadence, ainsi que de la poésie du poète flamand Karel van de Woestijne (1878–1929). On trouve des éléments de décadentisme dans les lettres scandinaves chez des auteurs comme les Suédois Hjalmar Söderberg (1869–1941) et Bo Bergman (1869–1967), chez le Norvégien Tryggve Andersen (1866–1920), chez le poète danois Johannes Jørgensen (1866–1956), ainsi que chez le poète, romancier et dramaturge Helge Rode (1870–1937). On note également des tendances décadentes dans la littérature slave, notamment dans l'œuvre de l'écrivain polonais Stanisław Przybyszewski (1868–1927) et chez le Tchèque Julius Zeyer (1841–1901).

La littérature décadente constitue une rupture radicale avec le passé et clôt le XIX^e siècle. Dans le sillage de cette littérature de destin culturel tragique, une nouvelle forme d'activisme littéraire fait son apparition : le «Manifeste futuriste» de Filippo Marinetti est publié dans *Le Figaro* en 1909 et la revue *Der Sturm* annonce l'expressionnisme en 1910. C'est l'avènement de l'avant-garde du XX^e siècle, qui se lance dans la lutte pour une nouvelle culture.

BIBLIOGRAPHIE

- ABRAMS M. H. 1953. *The mirror and the lamp: romantic theory and the critical tradition*. Oxford, Oxford University Press.
- Andrews K. 1964. *The nazarenes: a brotherhood of german painters in Rome*. Oxford, Clarendon Press.
- Auerbach E. 1946. *Mimesis. Dargestellte Wirklichkeit in der abendländischen Literatur.* Tübingen/Bâle, Franke.

546 De 1789 à 1914

Austin L. 1956. L'Univers poétique de Baudelaire: symbolisme et symbolique. 8 vol. Paris, Mercure de France.

- Baguley D. 1990. *Naturalist fiction. The entropic vision*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Baier W. 1964. *Quellendarstellungen zur Geschichte der Photographie*. Halle, Fotokinoverlag.
- Balakian A. (dir. publ.). 1977. *The symbolist movement*. New York, New York University Press.
- 1982. The symbolist movement in the literature of European languages.
 Vol. II. Budapest, ICLA. [L'œuvre propose une histoire comparée des littératures de langues européennes.]
- BÄR N. 1991. Beeldende kunsten in de 19de eeuw. Utrecht.
- BAUER R. 1986. «Grösse und Verfall der Decadence». Dans: W. Drost (dir. publ.). Fortschrittsglaube und Dekadenzbewusstsein im Europa des 19. Jahrhunderts. Heidelberg, Carl Winter Universitätsverlag, pp. 31–34.
- BAUMGART F. 1975. *Idealismus und Realismus 1830–1880. Die Malerei der bürgerlichen Gesellschaft.* Cologne, Dumont Schauberg.
- Becker G. J. 1963. *Documents of modern literary realism*. Princeton, Princeton University Press.
- Benamou M. 1972. Wallace Stevens and the symbolist imagination. Princeton, Princeton University Press.
- Benedite L. 1910. Great painters of the XIXth century and their paintings.

 Londres.
- Benevolo L. 1971. Die Soziale Ursprünge des modernen Städtebaus. Gütersloh. Bertelsmann.
- 1984. *Geschichte der Architektur des 19. und 20. Jahrhunderts*. Munich, Deutscher Taschenbuch Verlag (DTV), vol. 1–2.
- Bernbaum E. 1949. Guide through the romantic movement. New York, Ronald Press.
- BINI W. 1936. La poetica del decadentismo. Florence.
- Bornecque J. H., Cognn P. 1958. Réalisme et naturalisme. Paris.
- BOTTOMORE T. 1983. A dictionary of marxist thought. Oxford, Basil Blackwell.
- Bowra M. 1943. The heritage of symbolism. Londres, Macmillan.
- 1949. *The creative experiment*. Londres, Macmillan.
- 1961. *The romantic imagination*. Oxford, Oxford University Press.

- Braet H. 1967. L'Accueil fait au symbolisme en Belgique 1885–1900: contribution à l'étude du mouvement et de la critique symbolistes. Bruxelles, Académie royale de Langue et de Littérature françaises de Belgique.
- Brinkmann R. (dir. publ.). 1969. *Begriffsbestimmung des literarischen Realismus*; Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft (Wege der Forschung, 211).
- BRION M. 1966. Art of the romantic era. Londres, Thames & Hudson.
- Brumfield W. C. 1993. *A history of Russian architecture*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Carter A. E. 1958. *The idea of decadence in French literature*, 1830–1900. Toronto, University of Toronto Press.
- CAZAMIAN L. 1947. Symbolisme et poésie: l'exemple anglais. Neuchâtel, Éditions de La Baconnière.
- ČELEBONOVIC A. 1974. *The heyday of Salon painting: masterpieces of bourgeois realism.* Londres, Thames & Hudson.
- CHADWICK C. 1971. *Symbolism*. Londres, Mathuen (The Critical Idiom Series).
- Charlesworth B. 1965. Dark passages: the decadent consciousness in Victorian literature. Madison.
- CHEVREL Y. (dir. publ.). 1983. *Le Naturalisme dans les littératures de langues européennes*. Nantes, Université de Nantes.
- (dir. publ.). 1986. *Le Naturalisme en question (Actes du colloque de Varsovie, 1984*). Paris, Université de Paris-Sorbonne.
- 1993. Le Naturalisme. Étude d'un mouvement littéraire international. 2º éd. Paris, PUF (1º éd., 1982).
- CLARK K. 1973. *The romantic rebellion*. Londres/New York, J. Murray and Sotheby Parke Bernet Publications Ltd./Harper & Row.
- CLARK T. J. 1973. *The absolute bourgeois. Artists and politics in France* 1848–1851. Londres, Thames & Hudson.
- Collins P. 1965. *Changing ideals of architecture, 1750–1950.* Londres, Faber & Faber.
- Cornell K. 1951. *The symbolist movement*. New Haven, Yale University Press.
- 1958. *The post-symbolist period*. New Haven, Yale University Press.
- Daniels M. 1953. *The French drama of the unspoken*. Édimbourg, Edinburgh University Press.

DECAUDIN M. 1951. La Crise des valeurs symbolistes: vingt ans de poésie française, 1895–1914. Toulouse, Privat.

- DONCHIN G. 1958. *The influence of French symbolism on Russian poetry*. La Haye, Mouton.
- Drost W. 1986. Fortschrittsglaube und Dekadenzbewusstsein im Europa des 19. Jahrhunderts, Literatur-Kunst-Kulturgeschichte. Heidelberg, Carl Winter Universitätsverlag.
- DUMESNIL R. 1945. L'Époque réaliste et naturaliste. Paris, Tallandier.
- Duthie E. L. 1933. L'Influence du symbolisme français dans le renouveau poétique de l'Allemagne: Les «Blätter für die Kunst» de 1892 à 1900. Paris, H. Champion éditeur (Bibliothèque de la Revue de Littérature comparée, 91).
- EAGLETON T. 1990. The ideology of the aesthetic. Oxford, Basil Blackwell.
- EITNER L. E. A. (dir. publ.). 1970. Neoclassicism and romanticism, 1750–1850: sources and documents in the history of art. 2 vol. Londres, Prentince Hall.
- Ettlinger M. 1924. Geschichte der Philosophie von der Romantik bis zur Gegenwart. Munich, Kempten, Kösel & Pustet.
- FARMER A. J. 1931. Le Mouvement esthétique et « décadent » en Angleterre (1873–1900). Paris, H. Champion (Bibliothèque de la Revue de Littérature comparée, 75).
- Focillon H. 1927–1928. La Peinture au XIXe siècle. 2 vol. Paris.
- FOUCAULT M. 1966. Les Mots et les choses. Paris, Gallimard.
- 1969. L'Archéologie du savoir. Paris, Gallimard.
- Friedrich H. 1956. *Die Struktur der modernen Lyrik. Von Baudelaire bis zur Gegenwart.* Hambourg, Rowohlt.
- FURST L. R. 1969. Romanticism in perspective. Londres, Macmillan.
- 1969. Romanticism. Londres, Methuen.
- 1980. European romanticism, self-definition. Londres, Methuen.
- 1992. Realism. Londres/New York, Longman.
- Gaunt W. 1945. The aesthetic adventure. Londres, Jonathan Cape.
- GAY P. 1984–1998, *The bourgeois experience*. Vol. I. *Education of senses*. 5 vol. New York/Oxford, Oxford University Press.
- GILSOUL R. 1936. La Théorie de l'art pour l'art chez les écrivains belges de 1830 à nos jours. Bruxelles.
- GRAFF G. 1979. «The myth of the postmodern breaktrough». Dans: G. Graff

- (dir. publ.). *Literature against itself*. Chicago, University of Chicago Press, p. 31–62.
- Graña C. 1964. Bohemian versus bourgeois. French society and the French man of letters in the nineteenth century. New York, Basic Books.
- Grant D. 1970. Realism. Londres, Methuen (The Critical Idiom Series).
- GRISEBACH A. 1916. Die Baukunst im 19. Jahrhundert. Handbuch der Kunstwissenschaft. Berlin, Neudelsberg.
- Groden M., Kreiswirth M. (dir. publ.). 1994. *The Johns Hopkins guide to literary theory and criticism*. Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- Gsteiger M. 1972. Französische Symbolisten in der deutschen Literatur der Jahrhundertwende (1869–1914). Berne/Munich, Franke.
- HAJEK E. 1971. Literarischer Jugendstil. Vergleichende Studien zur Dichtung und Malerei um 1900. Düsseldorf (Col. Literatur in der Geschichte 6).
- HALSTED J. B. (dir. publ.). 1965. Romanticism: definition, explanation and evaluation. Boston, DC Heath.
- Hamilton G. H. 1970. 19th and 20th century art. New York, Abrams.
- HAUSER A. 1951. *Historia social de la literatura y el arte*. 2 vol. Madrid, Editorial Debate.
- HEMMINGS F. (dir. publ.). 1974. *The age of realism*. Harmondsworth, Penguin Books.
- HIELMEYER A. 1921. Die Plastik seit Beginn des 19. Jahrhunderts. Leipzig.
- HINTERHAUSER H. 1978. *Jahrhundertende-Jahrhundertwende* (*II*). Wiesbaden, Aula-Verlag (Neues Handbuch der Literaturwissenschaft, vol. 19).
- HITCHLOCK H. R. 1963. *Architecture, nineteenth and twentieth centuries*. Harmondsworth/Baltimore, Pelican History of Art.
- HOBSBAWN E. J. 1975. *The age of capitalism, 1848–1875*. Londres, Weidenfeld & Nicolson.
- HOFMANN W. 1961. *The early paradise: art in the nineteenth century*. New York/Londres, George Braziller.
- HOLT E. G. (dir. publ.). 1966. From the classicists to the impressionists: a documentary history of art and architecture in the nineteenth century. Garden City, Anchor Books.
- 1979. The triumph of art for the public: the emerging role of exhibitions and critics. Garden City, Anchor Books.

— 1981. The art of all nations, 1850–1873: the emerging role of artists and critics. Princeton, Princeton University Press.

- House J., Stevens M. A. 1979. *Post-impressionism. Cross currents in European painting*. Londres, Weidenfield & Nicolson.
- Jackson H. 1913. The eighteen nineties: a review of art and ideas at the close of the nineteenth century. Londres, Grant Richards (rééd., Harvester Press, 1976).
- Janson H. W. 1985. *Nineteenth-century sculpture*. Londres, Thames & Hudson.
- JOHNSON L. 1979. *The cultural critics. From Matthew Arnold to Raymond Williams*. Londres/Boston, Routledge & Kegan Paul.
- Kearns K. 1996. *Nineteenth-century literary realism. Through the looking-glass*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Kermode F. 1957. Romantic image. Londres, Routledge & Kegan Paul.
- KOPPEN E. 1973. Dekadenter Wagnerismus: Studien zur europäischen Literatur des Fin de Siècle. Berlin, Verlag Walter de Gruyter.
- Kosmikies R. 1968. Der nordische Dekadent: Eine vergleichende Literaturstudie. Helsinki.
- Krenzlin N. 1992. Zwischen Angstmetapher und Terminus. Theorien der Massenkultur seit Nietzsche. Berlin, Akademie-Verlag.
- Kreuzer H. 1968. Die Boheme. Beiträge zu ihrer Beschreibung. Stuttgart.
- 1976. *Jahrhundertende-Jahrhundertwende* (*I*). Wiesbaden, Aula-Verlag (Neues Handbuch der Literaturwissenschaft, vol. 18).
- LACAPRA D., KAPLAN S. C. (dir. publ.). 1982. *Modern European intellectual history, reappraisals and perspectives*. Ithaca, Cornell University Press
- Lankheit K. 1966. Classicisme, Romantiek, Realisme. Amsterdam.
- LARKIN M. 1977. Man and society in nineteenth-century realism, determinism and literature. Londres, Macmillan Press.
- Lawler J. R. 1969. *The language of French symbolism*. Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- LEHMANN A. G. 1968. *The symbolist aesthetic in France 1885–1895*. Oxford, Basil Blackwell (1^{re} éd., 1950).
- Lemaitre H. 1965. La Poésie depuis Baudelaire. Paris, Armand Colin.
- Lethève J. 1959. *Impressionnistes et symbolistes devant la presse*. Paris, Armand Colin.
- LEVINE G. 1981. *The realistic imagination: English fiction from Frankenstein to Lady Chatterley.* Chicago, University of Chicago Press.

- LEVITINE G. 1978. The dawn of bohemianism: the Barbu rebellion and primitivism in neoclassical France. Pasadena, University Park.
- LINK-HEER U. 1986. «Le mal a marché trop vite», Fortschrittsglaube und Dekadenzbewusstsein im Spiegel des Nervositäts-Syndroms. Dans: W. Drost (dire. publ.). *Fortschrittsglaube und Dekadenzbewusstsein des 19. Jahhunderts*. Heidelberg, Carl Winter Universitätsverlag, p. 13–30.
- Lowe D. M. 1982. *History of bourgeois perception*. Chicago, University of Chicago Press.
- Lukács G. 1948. Essays über den Realismus. Berlin, Aufbau.
- 1955. Probleme des Realismus. Berlin, Neuwied.
- Lyon Mix K. 1960. A study in yellow. «The Yellow Book» and its contributors. Londres, Constable.
- MAAG G. 1986. «Fortschrittsidee und Historismus bei Saint-Simon und Comte». Dans: W. Drost (dir. publ.). Fortschrittsglaube und Dekadenzbewusstsein im 19. Jahrhundert. Heidelberg, Carl Winter Universitätsverlag, p. 35–43.
- Martino P. 1967. *Parnasse et symbolisme*. Paris, Flammarion (1^{re} éd., Armand Colin, 1925).
- 1951. Le Naturalisme français (1870–1895). Paris, Armand Colin.
- MARZOT G. 1971. Il decadentismo italiano. Bologne, Cappelli.
- Matthews A. J. 1947. «La Wallonie » 1886–1892: the symbolist movement in Belgium. New York.
- MERCIER A. 1974. Les Sources ésotériques et occultes de la poésie symboliste 1870–1914. 2 vol. Paris, A. G. Niget (1^{re} éd., 1969).
- Meyer H. 1949. Geschichte der abendländischen Weltanschaung. Würzburg.
- MICHAUD G. (dir. publ.). 1947. La Doctrine symboliste: documents. Paris, Nizet.
- 1947. *Message poétique du symbolisme*. 3 vol. Paris, Nizet (édition en 1 vol., 1968).
- MIDDLETON R., WATKIN D. J. 1977. Architektur der Neuzeit (Weltgeschichte der Architektur). Stuttgart, Balser.
- MIGNOT C. 1983. L'Architecture au XIXe siècle. Paris, Monitor.
- MILNER A. 1991. Contemporary cultural criticism. An introduction. Sydney, Allen & Unwin.
- MITTERAND H. 1987. Le Regard et le signe. Poétique du roman réaliste et naturaliste. Paris, PUF.

MORIER H. 1961. Dictionnaire de poétique et de rhétorique. Paris, PUF.

- Moscovici S. 1981. L'Âge des foules. Paris, Fayard.
- Müller L. 1987. «Modernität, Nervosität und Sachlichkeit. Das Berlin der Jahrhundertwende als Hauptstadt der "neuen Zeit"». Dans: U. Bahr (dir. publ.). *Mythos Berlin. Zur Wahrnehmungsgeschichte einer industriellen Metropole*. Berlin.
- MUTHER R. 1907. The history of modern painting. 4 vol. New York.
- Nelson B. (dir. publ.). 1992. *Naturalism in the European novel. New critical perspectives*. New York/Oxford, Berg.
- Nemoianu V. 1984. *The taming of romanticism. European literature and the age of Biedermeier*. Cambridge, Harvard University Press (Harvard Studies in Comparative Literature).
- Neuschäfer H. J. 1978. Der Naturalismus in der Romania. Wiesbaden.
- Nochlin L. (dir. publ.). 1966. *Realism and tradition in art, 1848–1900*. Englewood Cliffs, Prentice Hall (Sources et documents de l'histoire de l'Art).
- 1971. *Realism*. Harmondsworth/Baltimore, Penguin.
- NORMAN G. 1977. *Nineteenth century painters and painting. A dictionary*. Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- NOVOTNY F. 1970. *Painting and sculpture in Europe, 1780–1880.* Harmondsworth/Baltimore, 2^e éd. Pelican History of Art (1^{re} éd., 1960).
- Peckham M. 1970. *The triumph of romanticism*, Columbia, University of South Carolina Press.
- Pelles G. 1963. *Art, artists and society: painting in England and France,* 1750–1850. Englewood Cliffs, Prentice-Hall.
- Pevsner N. 1984. Architektur und Design von der Romantik zur Sachlichkeit. Munich.
- PINTO V. de S. 1961. *Crisis in English poetry 1880–1940*. Londres, Hutchinson University Library.
- PIPPIN R. B. 1991. *Modernism as a philosophical problem*. Oxford/Cambridge, Basil Blackwell.
- Pizer D. 1967. *Realism and naturalism in nineteenth-century American literature*. Carbondale, Southern Illinois University Press.
- PRAZ M. 1933. The romantic agony. Oxford, Oxford University Press.
- RAYMOND M. 1952. De Baudelaire au surréalisme. Paris, José Corti.
- Rheims M. 1972. *La Sculpture au* XIX^e *siècle*. Paris, Arts et métiers graphiques.

- RICHARD N. 1961. À l'aube du symbolisme. Paris, Nizet.
- 1968. Le Mouvement décadent. Paris, Nizet.
- RICHARDSON E. P. 1939. *The Way of Western art, 1776–1914*. Cambridge, Harvard University Press.
- ROBICHEZ J. 1957. Le Symbolisme au théâtre. Paris, L'Arche.
- ROSENBLUM R., JANSON H. W. 1984. Art of the nineteenth century. Painting and sculpture. Londres, Thames & Hudson.
- Schemann L. 1938. Die Rasse in den Geisteswissenschaften. Studien zur Geschichte des Rassengedankens. Munich.
- Schmidt A. M. 1960. *La Littérature symboliste*. Paris, PUF (Que sais-je? n° 82; 1^{re} éd., 1942).
- Schorske C. 1981. Fin de siècle Vienna. Politics and culture, New York, Alfred A. Knopf.
- Schultze J. 1970. De negentiende eeuw. Kunst in beeld. Amsterdam/Bruxelles.
- Siebenmann G. 1965. Die moderne Lyrik in Spanien. Stuttgart.
- SIMMONS E. J. 1967. *Introduction to Russian realism*. Bloomington, Indiana University Press.
- SKRINE P.N. 1971. *Naturalism*. Londres, Methuen (The Critical Idiom Series).
- STARKIE E. 1960. From Gautier to Eliot. The influence of France on English literature, 1851–1939. Londres, Hutchinson.
- Sterner G. 1975. *Jugendstil. Kunstformen zwischen Individualismus und Massengesellschaft*. Cologne, Dumont Schauberg.
- Symons A. 1899. The symbolist movement in literature. W. Heinemann, Londres.
- TAUPIN R. 1929. L'Influence du symbolisme français sur la poésie américaine. Paris, Champion.
- TSUDI MADSEN S. 1967. Art nouveau. Milan.
- VALKHOFF P. 1918. L'Influence de la littérature française dans les Pays-Bas. Leiden.
- Van Tieghem P. 1948. Le Romantisme dans la littérature européenne. Paris, Albin Michel.
- 1951. Le Romantisme français. Paris, Albin Michel.
- VAUGHAN W. 1978. Romantic art. Londres/New York, Thames & Hudson.
- WATKIN P. 1986. A history of Western architecture. Londres, Barrie & Jenkins.

Weintraub S. 1964. "

Weintraub S. 1964. "

The Yellow Book": quintessence of the nineties. New York, Doubleday Anchor.

- Wellek R. 1955. *A history of modern criticism*. Vol. II. *The romantic age*. 2 vol. Londres, Jonathan Cape.
- West J. 1970. Russian symbolism. Londres, Mathuen.
- WILLIAMS R. 1958. *Culture and society, 1780–1950*. Londres, Penguin Books (rééd., 1961 et 1971).
- 1961. *The long revolution*. Londres/New York, Columbia University Press (rééd., Londres, Pelican Books, 1965 et 1971).
- WILLOUGHBY L. A. 1930. *The romantic movement in Germany*. Oxford, Oxford University Press.
- WILSON E. 1935. Axel's Castle, a study in the imaginative literature of 1870–1930. New York, Scribner.
- White H. 1973. *Metahistory. The historical imagination in nineteenth-century Europe*. Baltimore, Johns Jopkins University Press.
- Wood C. 1981. *The pre-raphaelites*. Londres/New York, Weidenfeld & Nicolson/Viking.
- Zeitler R. 1964. Die Kunst des 19. Jahrhunderts. Vol. XI. Propyläen Kunstgeschichte. Berlin.
- ZMEGAC V. 1991. Der europäische Roman. Geschichte seiner Poetik. Tübingen, Miemeyer.

8.2 L'Amérique latine et les Caraïbes

Patrick Collard

LES COURANTS INTELLECTUELS, PHILOSOPHIQUES ET ARTISTIQUES

Durant l'époque romantique et même pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, la philosophie en Amérique latine est essentiellement définie et caractérisée par quelques grands noms de la pensée française. L'influence de philosophes tels que Pierre Royer-Collard, Victor Cousin et Auguste Comte ne doit cependant pas nous faire oublier l'intérêt qui est également porté à Herder et à son concept d'« esprit du peuple » (Volksgeist) dans les jeunes nations où les représentants de l'élite intellectuelle, dont la plupart reçoivent encore une partie de leur enseignement en Europe, se cherchent des traits distinctifs susceptibles de définir leur identité.

Si l'on considère la première moitié du siècle, une place particulière et d'envergure quasi panaméricaine doit être réservée à l'immense talent et à l'éminence du Vénézuélien Andrés Bello (1781–1865) (illustration 168), véritable héritier des Lumières. Compagnon d'Alexander von Humboldt lors de ses expéditions, Bello est à la fois homme d'État, philosophe, poète. philologue, grammairien, traducteur, éducateur et écrivain complet à la culture réellement encyclopédique. Bien que sensible aux œuvres de Walter Scott, Byron, Chateaubriand et Victor Hugo, Andrés Bello continue néanmoins à manifester un certain attachement aux valeurs néoclassiques que sont l'ordre et l'harmonie. Souvent considéré comme un humaniste de l'envergure de Goethe, sa Grammaire du castillan (1847) demeure un ouvrage de référence prestigieux fréquemment cité dans les travaux de linguistique espagnole. Bello passe près de vingt ans à Londres, où il se rend en 1810 en compagnie de Simón Bolívar, et plus de trente ans au Chili, où il exerce les fonctions de ministre des Finances et de recteur de l'Université et où il rédige un projet de Code civil. Il marque de son empreinte le domaine de la philosophie avec une œuvre inachevée, Philosophie de l'entendement, qui n'est publiée qu'en 1881. Alain Guy s'y réfère de la manière suivante: «Il s'agit d'une importante synthèse — qui rappelle Leibniz — du sensualisme modéré, de

l'idéologie et de l'éclectisme de Cousin et Jouffroy, le tout imprégné de la critique kantienne.» Il convient de porter une attention toute particulière, dans la première partie intitulée «Psychologie mentale», à la théorie en grande partie linguistique de Bello, qui conçoit les idées comme des signes; cette partie de son ouvrage traite de la perception des idées et des relations qui existent entre elles, ainsi que des relations avec les actes de mémoire et les manifestations de l'attention. La seconde partie, intitulée «Logique», porte sur la solidité des mécanismes du raisonnement. Cependant, Bello n'est jamais parvenu à écrire la partie sur la philosophie pratique («Philosophie morale»), qui aurait dû comporter une section sur la psychologie morale («Psychologie morale») et une autre sur l'éthique («Éthique»). Son système tout entier est donc à la fois psychologique et logique, la «science de l'homme» se résumant, selon lui, au pivot même de toute spéculation philosophique: par exemple, tout examen approfondi de la métaphysique ne peut qu'être entrepris sur la base d'une étude sérieuse des facultés de compréhension.

Au Chili, Bello entre en opposition avec une autre figure emblématique de la vie intellectuelle de l'époque: José Joaquín Mora (1783–1864), un libéral espagnol condamné à mener une vie d'exil perpétuel. Mora avait fui l'Espagne de Ferdinand VII pour s'installer durant quelque temps à Londres, avant de gagner l'Argentine puis le Chili. C'est dans ce pays qu'il enseigne au Liceo et publie pour la circonstance un *Cours de logique et d'éthique* qui reprend les principes de l'école philosophique écossaise (dite «philosophie du sens commun»). Mais l'enseignement dispensé par Mora est remis en question par Bello, sur quoi Mora reprend la route, son exil l'entraînant au Pérou, puis en Bolivie, d'où il part pour regagner finalement l'Europe.

Dans les milieux catholiques brésiliens, le spiritualisme éclectique de Victor Cousin, dont l'enseignement a parfois été qualifié de simple et superficiel, trouve un écho auprès du frère capucin Francisco de Mont'Alverne (1785–1859), qui contribue grandement à la diffusion de ces idées et publie en 1869 son *Compendium de philosophie*. Parmi les disciples de Mont'Alverne au séminaire de Rio de Janeiro, on compte José Gonçalves de Magalhães (1811–1882), auteur de *Faits de l'esprit humain (Os fatos do espírito humano*, 1858), *L'Âme et le cerveau (A alma e o cérebro*, 1876) et *Commentaires et pensées (Comentarios e pensamentos*, 1880). Cousin influence également le *Compendium de philosophie* de l'un de ses traducteurs du français à l'espagnol, José María de Morais Valle (1824–1886), tandis que le spiritualisme religieux de Cousin et Maine de Biran se retrouve dans les *Investigations en psychologie (Investigaçoes de psicologia*, 1854) d'Eduardo Ferreira Franca (1809–1857). Gonçalves de Magalhães, Morais Valle et Ferreira Franca sont tous trois médecins.

S'il est extrêmement difficile et délicat, pour ne pas dire injuste, de procéder de manière aussi sélective dans l'étude du développement foisonnant de la pensée hispano-américaine avant l'impact du positivisme, trois figures marquantes au moins méritent d'être mentionnées: les Argentins Esteban Echeverría (1805–1851) et Domingo Faustino Sarmiento (1811–1888) (*illustration 169*), et l'Équatorien Juan Montalvo (1832–1889). Echeverría et Sarmiento font partie de ce que l'on a communément appelé la génération politique et littéraire des «proscrits», du fait de leur opposition à la longue dictature (1835–1852) de Juan Manuel de Rosas; tous deux passent la majeure partie de leur vie à l'étranger.

Echeverría découvre le romantisme grâce à un contact direct pendant son séjour à Paris, où il habite entre 1825 et 1830 et où il s'initie à des auteurs tels que Musset, Vigny, Saint-Simon, Leroux, Cousin, Goethe, Herder, Scott et Byron. De retour sur le continent américain, il devient le porte-drapeau de toute une génération. Pour reprendre les termes de José Miguel Oviedo, le projet d'Echeverría «était politique, idéologique et littéraire; ses instruments étaient le libéralisme, le socialisme utopique et le romantisme» (Oviedo, 1997, p. 24). Après avoir fondé l'Association pour la jeune génération argentine (Asociación de la Joven Generación Argentina, qui deviendra par la suite l'Association de mai), Echeverría, en compagnie de deux autres écrivains «proscrits», Juan María Gutiérrez (1809–1878) et Juan Bautista Alberdi (1810–1884), rédige une première version de l'essai connu sous le titre de *Dogme socialiste*, publié en 1846 à Montevideo où il s'était exilé. Le *Dogme socialiste* représente un texte de référence pour l'étude de l'idéal auquel la génération influencée par Echeverría aspirait. Il est conçu comme un document renfermant les «principes de la foi sociale de la République argentine», principes qui comprennent une prise de position en faveur de l'émancipation culturelle du continent américain, la foi dans le progrès, le respect de la morale chrétienne (Echeverría est également l'auteur d'un Manuel d'instruction morale) et un engagement pour la défense des droits démocratiques de la personne. Nous aborderons Echeverría avec plus de détails dans la section concernant la littérature.

Sarmiento connaît une longue période d'exil au Chili où il défend le romantisme dans un affrontement mémorable avec Andrés Bello. Il se rend par la suite en Europe et aux États-Unis avant de devenir président de la République argentine (1868–1874). L'observation directe de la vie en Argentine par Sarmiento ainsi que sa lecture des écrits de Cousin, Montesquieu, Michelet, Tocqueville et d'autres penseurs européens ont inspiré l'une des œuvres majeures de la pensée hispano-américaine du XIX^e siècle: Civilisation et barbarie: vie de Juan Facundo Quiroga (Civilización y barbarie. Vida de Juan Facundo Quiroga, 1845). Plus communément appelé le Facundo de Sarmiento, ce livre doit son titre à son personnage principal, l'un des nombreux caudillos (chefs militaires locaux) usurpant l'autorité légale et dominant de vastes territoires, voire des provinces

entières. Sarmiento dénonce le fait qu'un tel caudillisme représente l'une des formes principales du mal qui ronge alors la jeune république, et son Facundo se révèle être dans une large mesure une prophétie valable pour toute l'Amérique latine. Cette œuvre constitue, entre autres, un pamphlet virulent contre Rosas, véritable cible des attaques de Sarmiento à travers le personnage de Facundo. Sarmiento souhaite poser la civilisation urbaine de l'Europe et de l'Amérique du Nord comme modèle pour le développement moral, politique et social de son propre pays, par opposition au mode de vie sauvage — devant être enrayé et déraciné — du gaucho et du *caudillo* dans l'immensité de la Pampa, mode de vie qui, aux yeux de Sarmiento, représente la barbarie, une entrave au progrès ainsi qu'une menace permanente pour le gouvernement central et la liberté. Les positions de l'auteur doivent, bien évidemment, être replacées dans le contexte de l'époque, la première moitié du XIX^e siècle, où il existe un contraste saisissant entre Buenos Aires ou la plupart des capitales d'Amérique latine, véritables îlots influencés par la culture européenne, et les déserts, les forêts ou les zones rurales des environs dominés par des structures traditionnelles et archaïques. Sarmiento pense que la solution aux problèmes rencontrés par son pays se trouve dans une vaste campagne d'éducation, un encouragement de l'immigration en provenance d'Europe et la fondation de centres urbains. Il a l'occasion de mettre en application les idées qu'il prône lorsqu'il devient successivement gouverneur de province, ministre d'État et, enfin, président de la République. C'est en ce sens que Facundo acquiert le statut de texte de référence dans l'histoire de la pensée latino-américaine et que son auteur est considéré comme l'un des fondateurs de l'Argentine moderne. L'opposition entre la civilisation et la barbarie, mise en évidence par Sarmiento, a un impact considérable: son roman contribue en effet largement à la définition des grandes lignes de la créativité littéraire et ne cesse d'alimenter le débat politique, culturel et social de l'Amérique hispanique.

La vie et l'œuvre de Juan Montalvo sont aussi étroitement liées à l'histoire d'une nation en pleine construction. En Équateur, Montalvo se fait le porte-parole d'une conscience civique, morale et libérale sous les dictatures de l'ultra-catholique Gabriel García Moreno (1860–1875) (illustration 170), puis d'Ignacio Veintimilla (1875–1882). Unanimement reconnu comme l'un des maîtres de la prose espagnole, Montalvo combat Veintimilla à travers ses douze célèbres Catilinaires (Catilinarias) entre 1880 et 1882. Tout aussi brillants sont ses Chapitres que Cervantès oublia (1895), sa Géométrie morale (1902), ainsi que son Livre des passions. Dans Les Sept Traités (1882–1883), d'abord rédigés en français puis traduits en espagnol, en italien et en allemand, Montalvo, en moraliste et essayiste, porte sa réflexion à la manière de Montaigne sur des thèmes aussi variés que la noblesse, le génie, l'héroïsme ou la beauté comme catégorie esthétique,

culturelle et spirituelle suprême. Montalvo est enthousiasmé par la lecture de Plutarque et se montre fasciné par les exemples de vertu et de bravoure dont est empreinte l'Antiquité grecque et latine. Il affirme sa foi en l'héroïsme de l'individu comme moteur de l'histoire et célèbre des personnalités qu'il considère comme de grands modèles pour son époque : Washington, Bolívar et Napoléon, entre autres.

Le positivisme apparaît vers 1870 et, comme le fait justement remarquer Oviedo (1997, pp. 142–143), ne tarde pas à ressembler à un répertoire de formules pour l'organisation sociale, économique et politique, dérivé des idées d'Auguste Comte, John Stuart Mill, Charles Darwin, Herbert Spencer et bien d'autres. Dans le domaine de la réflexion, l'évolution est tout aussi spectaculaire: une forme de matérialisme ainsi qu'un engouement pour les sciences empiriques et l'organisation remplacent désormais ce qui avait été jusque-là la part spirituelle du libéralisme. Différents courants positivistes d'inspiration scientifique se répandent alors dans tout le continent. Les idées principales visent à soumettre tout type d'activité sociale à un ordre d'affaires prospère qui puisse être vérifié et quantifié. Une telle ligne de pensée semble pouvoir s'appliquer à tous les aspects de la vie sociale, y compris l'éducation, la création artistique, l'ordre économique et l'organisation politique. Le positivisme offre un idéal de progrès rationnel illimité et soumis uniquement aux lois universelles. En d'autres termes, il s'agit là d'une nouvelle utopie dans laquelle la classe moyenne voit la confirmation de sa mission et de son rôle d'agent de progrès et de modernisation sur le continent américain. L'emprise de la franc-maçonnerie sur la plupart des membres de la classe moyenne dans de nombreux pays d'Amérique latine contribue probablement à ce nouvel engouement pour le positivisme.

Dans beaucoup de pays, le nouvel ordre du jour est précisément « ordre et progrès », aspiration peu surprenante pour des pays qui viennent d'endurer des guerres d'indépendance et se remettent à peine, ou parfois même souffrent encore, de douloureuses poussées de fièvre dictatoriale — telles que le caudillisme dénoncé par Sarmiento, entre autres — ou d'une complète anarchie politique. Ce n'est pas non plus un hasard si les termes mêmes ordem e progresso sont devenus la devise du Brésil en 1889. Le Brésil est l'un des deux pays, l'autre étant le Mexique, où le mouvement prend d'abord racine. Les enseignements de Comte y sont ouvertement défendus par le futur président du Brésil, Benjamin Constant Botelho de Magalhães, alors qu'il n'est encore que professeur à l'Académie militaire de Rio de Janeiro. Deux élèves de cette institution sont en effet considérés comme les instigateurs du mouvement: Miguel Lemos (1854–1917) et Raimundo Teixeira Mendes (1855–1927), cofondateurs de la Société positiviste de Rio de Janeiro. Par la suite, Teixeira Mendes inaugure à Paris le Temple de l'humanité, tandis que Lemos met en place au Brésil l'apostolat positiviste brésilien (Apostolado 560 DE 1789 À 1914

positivista do Brasil). Les deux hommes publient ensemble, entre autres, les Bulletins annuels de l'apostolat positiviste brésilien (Circulares anuales do apostolado positivista do Brasil), ainsi que Notre introduction au positivisme (A nossa iniciaço no positivismo) en 1889.

Au Mexique, en 1867, le médecin et éducateur Gabino Barreda (1818-1881) prononce, en tant que doyen de l'École nationale préparatoire, un discours public (Oración cívica), véritable plaidoyer des idées d'Auguste Comte qu'il a découvertes à Paris. Barreda cherche à appliquer au développement du Mexique les trois étapes du schéma comtien: l'état théologique, l'état métaphysique et, enfin, l'état positif, qu'il compte implanter lui-même au Mexique. Le président Benito Juárez charge Gabino Barreda de réorganiser les programmes scolaires du pays sur une base scientifique. La dictature de Porfirio Díaz, qui succède à la présidence libérale de Juárez, parvient à enregistrer le soutien de quelques penseurs positivistes (appelés los cientificos) parmi les proches du dictateur. L'un de ses conseillers est l'historien et éducateur Justo Sierra (1848–1912), auteur de l'Évolution politique du peuple mexicain (Evolución política del pueblo mexicano, 1902). La critique fondamentale du positivisme à l'encontre de l'individualisme libéral permet d'expliquer l'attrait de certains partisans du positivisme pour les régimes autoritaires préoccupés par l'ordre et la loi.

En Argentine, le paléontologue Florentino Ameghino (1854–1911), de retour d'Europe, défend à son tour les théories de Darwin qu'il tente de reprendre dans ses propres travaux de recherche tels que L'Antiquité de l'homme dans la région du Río de la Plata (La antig üedad del hombre en el Plata) et Phylogénie paléontologique en Argentine (Filogenia paleontológica argentina) en 1884.

Au Chili, les trois frères Lagarrigue jouent un rôle essentiel: Jorge (1854–1894), inspiré par Auguste Comte, fonde la Société des Lumières (Sociedad de la Ilustracion) et adhère davantage au second état du développement philosophique comtien; Juan Enrique (1869–1927) organise une Église positiviste dont les activités sont poursuivies par Luis (1857–1949). L'écrivain, essayiste et historien Victorino Lastarria (1817–1888), auteur de Leçons de politique positiviste (Lecciones de política positivista, 1874), présente également un grand intérêt. Lastarria mêle son libéralisme aux idées d'Auguste Comte dans une sorte de synthèse drapant du manteau positiviste sa propre conception métaphysique de la liberté.

Au Pérou, le brillant pamphlétaire politique Manuel González Prada (1844–1918), poète et défenseur de la cause des Indiens (*Nuestros Indios*, 1904), anarchiste et ennemi juré de l'Église, affiche également des idées positivistes qui, selon lui, offrent la base scientifique nécessaire à la reconstruction du pays après la désastreuse guerre du Pacifique (1879–1883). Autre auteur péruvien partageant les idées du positivisme, Javier Prado Ugarteche

(1871–1921) publie *Le Génie* (1890) et *L'Évolution de l'idée philosophique* (*La evolución de la idea filosófica*, 1891).

Le philosophe Enrique José Varona (1849–1933) combat pendant la guerre d'indépendance de Cuba et devient le vice-président du pays (1913–1917). Ses Conférences philosophiques (Conferencias filosóficas), reprenant les textes de ses conférences à l'Académie des sciences de La Havane entre 1880 et 1888, comptent parmi les œuvres essentielles du positivisme sur le continent américain. Les Conférences philosophiques suivent la ligne évolutive générale du positivisme : si Varona émet quelques réserves concernant les idées d'Auguste Comte, il affiche néanmoins une grande affinité avec l'école anglaise de John Stuart Mill et Herbert Spencer. Salvador Bueno souligne qu'en établissant des comparaisons entre les lignes directrices du positivisme et les projets de développement de la classe moyenne cubaine, Varona applique la doctrine de l'évolution à la spéculation philosophique et à une analyse de la situation coloniale de son pays de la manière la plus progressiste possible dans l'environnement culturel de l'époque -voir «Enrique José Varona: sa vie, son œuvre» de Salvador Bueno («Enrique José Varona: esquema de su vida y obra», dans Iñigo Madrigal [dir. publ.], 1987, p. 488).

Il est impossible de conclure sur le positivisme sans mentionner les activités politiques et littéraires de l'écrivain, sociologue et patriote portoricain Eugenio María de Hostos (1839–1903), qui écrit le *Traité de morale* (*Tratado de moral*, 1888) et rêve d'une fédération hispano-caribéenne qui regrouperait Cuba, Saint-Domingue et Porto Rico.

Tous ces exemples ne font que démontrer que le positivisme a un impact considérable et constitue une force motrice dans la pensée sociale et politique de toute l'Amérique latine à la fin du XIX^e siècle.

Il convient cependant de garder à l'esprit qu'à la même période, les enseignements du philosophe allemand Karl Christian Friedrich Krause (1781–1832) séduisent également un grand nombre de penseurs latino-américains, toutefois dans une moindre mesure qu'en Espagne. Les principaux adeptes des idées de Krause sur le continent américain sont les Argentins Julián Barraquero (1856–1935), le président Hipólito Yrigoyen (1852–1933) et Wenceslao Escalante (1852–1912), le Cubain Teófilo Martín de Escobar ainsi que le Brésilien Pedro Américo de Figuereido Mello (1843–1905). La pensée de Krause ne doit pas seulement son implantation en Amérique latine aux œuvres de ses adeptes espagnols, comme Julián Sanz del Río (1814–1869) et Francisco Giner de los Ríos (1839–1915), mais également à un contact direct avec les écrits de Krause ainsi qu'avec ceux de deux de ses plus fervents disciples: l'Allemand Heinrich Ahrens (1808–1874) et le Belge Guillaume Tiberghien (1819–1901). L'influence de Krause se fait le plus ressentir dans la philosophie de la loi mais aussi, naturellement, à travers des expériences

telles que l'«éducation harmonieuse». Dans ce domaine, des éducateurs comme l'Argentin Carlos Norberto Vergara (1857–1928) suivent l'exemple de l'Institution libre d'enseignement (*Institución Libre de Ensenañza*) espagnole et des principes fondateurs de l'Université libre de Bruxelles.

La section concernant la littérature traitera ci-dessous de l'influence majeure de la pensée du Cubain José Martí.

LES ARTS PLASTIQUES ET L'ARCHITECTURE

L'architecture

Le rejet du baroque en Europe trouve un écho sur le continent américain. Cette réaction, que Castedo (1986, pp. 282–284) a même qualifiée de forme d'iconoclasme en raison de la tendance à remplacer ou à transformer les retables, n'est toutefois pas aussi violente en Amérique centrale qu'au Brésil ou au Mexique. Beaucoup d'architectes, qui défendent la cause d'un néoclassicisme triomphant, font même preuve d'un talent indéniable. La deuxième moitié du XIX^e siècle connaît cependant l'essor de l'éclectisme, dont l'influence se poursuivra jusqu'au début du XX e siècle (*illustration 171*).

Le néoclassicisme établit pour sa part son emprise à des degrés divers et à des époques différentes dans l'ensemble du continent sud-américain.

Au Mexique, le triomphe du néoclassicisme s'exprime dans les œuvres de Damián Ortiz de Castro et Francisco Eduardo Tresguerras. Ce dernier mène en effet une véritable croisade contre le baroque. La cathédrale de Mexico doit ses tours et ses modifications les plus récentes à Ortiz de Castro, mais le chef-d'œuvre de Tresguerras reste l'église El Carmen de Celaya. En ce qui concerne l'architecture profane, l'édifice suprême du néoclassicisme se trouve à Puebla: il s'agit de l'imposant Palacio de Minería (palais des Mines), conçu par l'architecte valencien Manuel Tolsá (1757–1816), lequel apporte également sa contribution à la cathédrale de Mexico.

Au Guatemala, une nouvelle capitale est fondée, Nueva Guatemala de la Asunción, après qu'un tremblement de terre a détruit définitivement l'ancienne capitale, Santiago de los Caballeros, en 1773. La nouvelle cathédrale, consacrée en 1815 et achevée par les architectes Santiago Marqui et Pedro García Aguirre, qui en ont modifié les plans originaux établis par Marcos Ibáñez, demeure le plus bel exemple de l'architecture néoclassique en Amérique centrale.

Dans l'archipel des Caraïbes, Porto Rico et Cuba peuvent se vanter de posséder quelques édifices, essentiellement profanes, caractéristiques du néoclassicisme; en revanche, la baisse démographique et la décadence économique expliquent les obstacles rencontrés par ce style architectural en République dominicaine.

Au Venezuela, le néoclassicisme n'apparaît que très tardivement et se mêle au néogothique et au néobaroque. En Colombie, néanmoins, plusieurs bâtiments reflètent la vitalité de ce style, comme à Popayán avec la cathédrale Saint-Francis (achevée seulement en 1906), l'église Sainte-Augustine et le monastère des Pères camilliens de la bonne mort. Bogotá peut pour sa part s'enorgueillir de son capitole national.

L'Équateur constitue un cas particulier: le baroque y est si vigoureux et si splendide que le néoclassicisme ne parvient pas à le supplanter et ne se manifeste que de manière très discrète dans quelques ajustements visant à satisfaire les critères esthétiques prédominants de l'époque. La cathédrale de Guayaquil, dévastée puis restaurée à maintes reprises au fil des séismes, est un curieux mélange de maniérisme, de néogothique, de néoroman et de néobyzantin. Néanmoins, l'architecte Thomas Reed réussit à conserver la marque néoclassique de quelques monuments, dont le palais du gouvernement à Quito.

Au Pérou, l'architecte, peintre et sculpteur d'origine basque Matías Maestro, autre ennemi juré du baroque et auteur d'un petit livre intitulé Orden sacra, construit ou modifie plusieurs édifices religieux de Lima. Il est également en charge des bâtiments de la faculté de médecine San Fernando de Lima et dessine les plans du cimetière principal de la capitale. Cependant, le plus important monument néoclassique péruvien se trouve à Arequipa. Là aussi, une succession de tremblements de terre et même un incendie dictent l'évolution architecturale de la cathédrale d'Arequipa, dont la construction débute en 1844 et s'achève trois ans plus tard sous la direction de l'architecte Lucas Poblete. Dans la capitale péruvienne elle-même, le premier bâtiment considéré comme réellement moderne est le pénitencier, forteresse austère conçue de manière à permettre aux gardiens de voir, sans être vus, dans chacune des cellules; les plans ont été dessinés par Maximiliano Mimey. Également à Lima, mais dans un style radicalement différent plutôt exubérant et d'allure italienne, Antonio Leonardi et Manuel Anastasio Fuentes entament la construction d'un palais des expositions (devenu le musée des Beaux-Arts), qui sera achevé en 1872 et dont l'espace intérieur est lumineux et fonctionnel.

Le meilleur représentant du néoclassicisme en Bolivie est le moine franciscain et architecte Manuel Sanahuja, à qui l'on doit, entre autres, les cathédrales de Potosí et de La Paz. L'extérieur de la première (construite entre 1809 et 1838) rappelle le baroque et le rococo espagnols, tandis que l'intérieur est plus distinctement néoclassique.

En Argentine, les circonstances historiques, telles que la création tardive de la vice-royauté du Río de la Plata en 1776 et le manque de fonds et de matières premières, associées à la sobriété de la tradition architecturale 564 De 1789 à 1914

provinciale d'origine andalouse favorisent l'émergence du néoclassicisme dès la première moitié du XVIII^e siècle, à une époque où le baroque se trouve encore à son apogée dans d'autres régions de l'empire colonial. Vers le milieu du XIX^e siècle, l'architecture argentine, en grande partie profane, connaît un renforcement de son éclectisme et de son style européen teinté d'italianisme (*illustration 172*), dont les principaux représentants sont Francesco Tamburini et Juan Antonio Buschiazzo. Tamburini fait construire la Casa Rosada (le palais présidentiel), ainsi que l'hôpital militaire central et la faculté de médecine. Buschiazzo se trouve pour sa part à l'origine de nombreux édifices et joue un rôle majeur dans l'histoire urbaine de Buenos Aires, en dessinant les plans de l'avenue de Mayo et de la place du même nom.

Le néoclassicisme occupe une position particulière au Paraguay, car il est le seul style architectural religieux et profane disponible pour bâtir sur les ruines des missions jésuites, puis sur celles provoquées par la fureur antibaroque, c'est-à-dire antiespagnole, du dictateur José Gaspar Rodríguez Francia, le célèbre «docteur Francia» (1814–1840). La dictature de Carlos Antonio López (1844–1862) se retrouve donc face à une *tabula rasa* sur laquelle l'architecte italien Alessandro Ravizza érige à Asunción les plus importantes constructions profanes de l'époque, à commencer par ce qui est aujourd'hui connu comme le Panthéon des héros, mais qui était à l'origine l'église Oratorio de Nuestra Señora de Asunción, bâtie selon le même profil que l'hôtel des Invalides à Paris. Entre 1854 et 1861, des ingénieurs britanniques construisent le premier réseau ferré du Paraguay. Curieusement, on ignore le nom de celui qui a conçu la remarquable gare d'Asunción, l'une des toutes premières gares d'Amérique latine. Peut-être est-elle l'œuvre de ces mêmes ingénieurs?

L'implantation du style néoclassique en Uruguay, dont la capitale Montevideo n'est fondée qu'en 1723, se doit essentiellement à trois hommes: l'ingénieur militaire portugais José Custodio de Sá y Faría, qui réalise en 1784 les plans de la cathédrale de Montevideo, bâtie par la suite par Del Pozo y Demarchi. Toribio est également l'auteur d'un grand nombre d'ouvrages, dont la salle du conseil municipal (*cabildo*) entre 1804 et 1811, considérée comme l'édifice néoclassique le plus remarquable de toute la région du Río de la Plata.

À la fin du XVIII^e siècle, l'Italien Joaquín Toesca y Richi (1745–1799) est une figure majeure du néoclassicisme au Chili. Toesca modifie en effet considérablement, et de manière durable, l'apparence de la capitale Santiago par ses travaux sur la cathédrale, le Palacio de la Moneda (actuel palais présidentiel) (*illustration 173*), le pénitencier, l'hôpital San Juan de Dios ainsi que plusieurs autres bâtiments. Il est également l'auteur de nombreux édifices dans d'autres régions du pays. Après sa mort, la relève de son œuvre inépuisable est assurée, dans le style néoclassique, par des architectes tels que

Juan José de Goycolea y Zañartu et Agustín Caballero, que Toesca avait luimême formés. Le goût pour le style à la française est plus prononcé à partir de 1850 avec l'arrivée de l'architecte C. F. Brunet de Baines (1799–1855), qui fonde la première école d'architecture du Chili; c'est avec lui qu'ont été introduits les modèles des styles Restauration et Louis-Philippe. Le plus important projet de Brunet est le luxueux théâtre municipal, qui est malheureusement ravagé par un incendie en 1870. Après 1857, l'œuvre de Brunet est poursuivie par son compatriote Lucien Ambroise Henault qui, outre la construction de demeures familiales, conçoit et met en œuvre un programme d'édifices publics avec, entre autres, des bâtiments tels que le Congrès national et l'Université du Chili; ces bâtiments constituent les monuments phares du paysage urbain de Santiago dans la seconde moitié du siècle. Cependant, avant la deuxième moitié du siècle, José Gandarillas (1810–1853) a déjà introduit le néogothique au Chili. Ce style, ainsi que le style éclectique historique auquel il est lié, donne lieu à un certain nombre d'ouvrages plutôt hybrides, une tendance dont les principaux représentants sont Fermín Vivaceta et Manuel Aldunate Avaria vers 1870. Pour illustrer ce courant, Vivaceta conçoit une caserne de pompiers dotée d'un minaret et Aldunate construit une sorte de réplique de l'Alhambra de Grenade pour un riche propriétaire de mines. Néanmoins, le modernisme émergeant se reflète dans la conception de l'espace du marché central ainsi que dans sa structure métallique, l'œuvre commune des deux architectes. Une nouvelle étape est franchie en 1872 lorsque le centre de Santiago subit des travaux d'embellissement supervisés par le directeur des travaux publics Benjamín Vicuña Mackenna (1831–1886), qui est considéré comme le Haussmann chilien et qui commence par transformer la colline Santa Lucía en parc public. De retour à la capitale du Chili, l'architecte français Paul Lathoud assure la continuité du style classique (lignes horizontales appuyées, arc toscan, frontispices grecs), tandis qu'à Valparaíso, l'Allemand Theodor Burchard suit le courant néogothique. L'un des édifices les plus remarquables de la fin du XIX^e siècle n'existe malheureusement plus aujourd'hui: la galerie San Carlos, conçue par Ricardo Brown, était un magnifique exemple d'architecture combinant métal et verre.

Au Brésil, le style néoclassique français règne sans partage et sur tous les plans dans l'architecture officielle avec, néanmoins, quelques adaptations nécessaires aux conditions d'un climat tropical telles que des espaces pour la ventilation. Le roi Jean VI, qui avait fui l'invasion française au Portugal en 1807, s'installe à Rio de Janeiro, où il reste jusqu'en 1821; dès 1816, il demande à Labreton d'encadrer une importante équipe composée d'architectes, de peintres et de sculpteurs français. Auguste Henri Victor Grandjean de Montigny devient le premier professeur d'architecture de l'École impériale du Brésil. Parmi ses œuvres encore présentes dans ce pays, on compte le

566 DE 1789 À 1914

marché et le poste de douane de Rio de Janeiro; il élabore également le projet de l'Académie impériale des beaux-arts. En parallèle avec ces commissions et projets officiels, la construction de résidences privées s'inspire toujours des traditions de l'architecture coloniale. Les traditionnels carreaux de faïence peints (*azulejos*) n'ont en effet pratiquement jamais cessé d'être employés, y compris pour les édifices de conception néoclassique.

Les arts plastiques

Dans le domaine des arts plastiques, la peinture s'affirme comme le principal vecteur de la sensibilité latino-américaine au cours de l'époque romantique, même si le style néoclassique se maintient longtemps dans de nombreux pays, tandis que plusieurs peintres européens dictent les tendances ou occupent officiellement certains postes académiques. Tel est le cas du Catalan Pelegrín Clavé (1810–1880) à l'académie de Mexico, de Raymond Quincac Monvoisin (1790-1870) au Chili, du Savoyard français Carlos Enrique Pellegrini (1800-1875) en Argentine et de Nicolas Antoine de Taunay au Brésil. Comme il a déjà été mentionné précédemment dans la partie concernant l'architecture, le Brésil, tout du moins dans les cercles officiels et à la cour impériale, est fortement influencé par les styles artistiques français dans la première moitié du XIXe siècle. L'exemple typique est le cas du peintre romantique Victor Meireles (1832–1902), qui étudie à Rome et à Paris avant de connaître le succès au Brésil en tant qu'élève de Delacroix. L'influence de ce dernier est flagrante dans les tableaux de Meireles qui s'inspirent de l'histoire locale, tels que La Première Messe célébrée au Brésil ou La Seconde Bataille de Guarapes.

Il convient également de ne pas négliger l'importance culturelle de ce que l'on pourrait appeler le voyage retour, c'est-à-dire l'enthousiasme des romantiques d'Europe pour l'exotisme des impressionnants paysages naturels de l'Amérique latine, dont la plupart sont encore inexplorés à l'époque. Les livres de voyage et autres récits des explorateurs, sans oublier les illustrations qui les accompagnent, ne manquent pas d'attirer sur le continent américain de nombreux artistes en quête de thèmes originaux (illustrations 174 et 175).

Au Mexique, la peinture antiacadémique, dite populaire ou primitive, représente un important moyen d'expression de la sensibilité créole. Les «primitifs» mexicains affectionnent les portraits, les scènes religieuses et les sujets historiques. Les noms des artistes appartenant à ce courant restent pour la plupart inconnus, mais certains d'entre eux sont néanmoins reconnus, notamment José María Estrada à Guadalajara et Hermenegildo Bustos à Guanajuato.

Au Venezuela, Martín Tovar y Tovar (1828–1902), qui se forme à Paris et illustre essentiellement des thèmes patriotiques (*La Bataille de Carabobo*, *Signature de la déclaration d'indépendance*, etc.), est un digne représentant du néoclassicisme, tandis que les principaux noms associés au romantisme sont ceux de Cristóbal Rojas (1858–1890) et Arturo Michelena (1870–1900). Rojas est plus connu pour sa maîtrise du clair-obscur et pour les thèmes sociaux qui alimentent son œuvre; Michelena se distingue quant à lui par ses effets d'ombre et de lumière.

L'art colombien du XIX^e siècle est pour sa part marqué par deux traits spécifiques dans la peinture et le dessin: le portrait miniature, pratiqué notamment par le très talentueux Ramón Torres Méndez, ainsi que l'illustration des travaux de la Commission géographique, fondée en 1850 sous la direction de l'artiste et géographe Agostino Codazzi (1793–1859) (illustration 176). Après avoir exploré chaque recoin de la Colombie, la Commission a illustré ses descriptions panoramiques dans un remarquable album riche de plus de 152 dessins.

Au Pérou, deux peintres mulâtres dominent la scène artistique. Les exemples les plus fameux de l'œuvre de José Gil de Castro (1788–1835), qui est surnommé *El Mulato Gil* et qui réalise la plupart de ses peintures au Chili, sont ses portraits officiels des libérateurs Bolívar, San Martín et O'Higgins. Dans ses peintures, Pancho Fierro mêle pour sa part le primitivisme populaire antiacadémique à une tendance à la caricature, dépeignant une société figée dans le temps, comme suspendue pour l'éternité dans une nostalgie onirique de sa splendeur perdue depuis longtemps. En Bolivie, le style naïf de Melchor María Mercado rappelle quelque peu celui de Fierro.

La personnalité la plus originale et la plus « américaine » dans la période traitée ici est le peintre bavarois Juan Mauricio Rugendas (Johann Moritz Rugendas, 1802–1858). Rugendas est l'ami d'Alexander von Humboldt, il participe à la révolution de 1830 en France et vit par la suite pendant plus de vingt-cinq ans en Amérique latine, où il voyage au Brésil, au Mexique, au Chili, au Pérou, en Bolivie et en Argentine, résidant parfois plusieurs années dans l'un ou l'autre de ces pays. Une grande partie de ses travaux, dont la plupart n'ont jamais été rendus publics, offrent une image fidèle et précise des réalités latino-américaines qu'il a lui-même observées et constituent une œuvre riche de quelques milliers de peintures à l'huile ou à l'aquarelle, de dessins et de gravures.

Dans la région du Río de la Plata, plusieurs peintres argentins, tels que Carlos Morel (1813–1854) et Prilidiano Pueyrredón (1823–1870), rendent de manière magistrale un aperçu de leur société. Juan Manuel Blanes (1830–1901) fait de même en Uruguay: «Avec un professionnalisme irréprochable, il a exercé des fonctions aussi diverses que celles de chroniqueur visuel des événements exaltants de l'indépendance, portraitiste et peintre des

mœurs et coutumes. [...] Blanes forme avec Velasco et Pueyrredón un trio représentatif de la peinture hispano-américaine du XIX^e siècle» (Castedo, 1986, p. 304). Castedo fait ici référence à l'artiste mexicain José María Velasco (1840–1912) (*illustration 177*), qui a su s'éloigner de ses débuts plutôt académiques pour émerger comme l'un des grands peintres paysagistes impressionnistes, ce dont témoignent ses huit versions de la *Vallée de Mexico*. Quelques autres peintres de la fin du XIX^e siècle représentant l'impressionnisme, ou témoignant de son influence, méritent également d'être mentionnés: Joaquín Clausell au Mexique, Juan Francisco González au Chili, Pedro Figari en Uruguay et Martín Malharro en Argentine.

LA LITTÉRATURE

Les trois premières décennies du XIX^e siècle sont marquées, sur le plan politique, par un combat épique pour l'indépendance et par l'émergence mouvementée des jeunes nations. Sur le plan littéraire, cette période marque surtout la transition entre le néoclassicisme et le romantisme.

Les journaux accordent alors une place importante à la satire sociale et politique; le journalisme et la prose pamphlétaire sont en plein essor. Les thèmes littéraires dominants traitent du progrès et de la civilisation, de la philanthropie, de la morale, des relations entre l'individu et la société ou bien encore de la nature. Les scènes d'amour ou les pastorales dans la veine anacréontique ainsi que les fables dans la tradition de La Fontaine et Samaniego sont également appréciées. Horace, Virgile, Ovide, l'Espagnol Juan Meléndez Valdés (1754–1817) et Chateaubriand sont fréquemment pris pour modèles. Dans plusieurs pays, la civilisation indigène commence à susciter un grand intérêt, d'où le courant *indianista* qui en découle par la suite: par exemple, le Péruvien Mariano Melgar (1791–1815), qui sera exécuté par un peloton royaliste, doit sa réputation littéraire à une dizaine de poèmes intitulés *Yaravies* et inspirés de la tradition orale inca.

L'honneur d'avoir publié le premier roman de l'Amérique hispanique indépendante revient traditionnellement au Mexicain Joaquín Fernández de Lizardi (1776–1827): La Perruche galeuse (El Periquillo Sarniento, jeu de mots autour du nom du personnage principal) est une œuvre qui se situe dans la tradition picaresque et dont les multiples aventures du héros sont relatées dans un style autobiographique (1816–1831). Les nombreuses digressions moralisatrices du roman reflètent l'idéal démocratique de la classe moyenne, qui repose sur l'effort et le dur labeur, valeurs alors complètement étrangères aux parasites aristocratiques de la société mexicaine coloniale.

L'homme politique et diplomate équatorien José Joaquín de Olmedo (1780–1847), le Vénézuélien Andrés Bello (voir également la première section concernant les courants intellectuels) et le Cubain José María de Heredia (1803–1869) sont les trois grands poètes de l'époque.

Olmedo, auteur d'une centaine de poèmes, doit essentiellement sa réputation à l'un d'entre eux, *Ode à la victoire de Junín (Hymne à Bolívar)*, publié en 1825.

L'œuvre strictement littéraire de Bello n'est pas très abondante, mais son ode sylvestre *Allocution à la poésie* (*Alocución a la poesía*, 1823), dans laquelle il exhorte la muse de la poésie à quitter le Vieux Continent pour l'Amérique latine, ainsi que son *Agriculture dans la zone torride* (*A la agricultura de la zona tórrida*, 1826), poème descriptif et didactique, offrent davantage que leurs qualités poétiques intrinsèques et constituent une véritable affirmation de l'émancipation culturelle de l'Amérique latine par rapport à l'Europe.

Heredia, partisan de l'indépendance cubaine, connaît un exil de plus de quinze ans aux États-Unis et au Mexique; il est généralement considéré comme le principal représentant du romantisme latino-américain. La nostalgie et l'amour de sa terre natale hantent son œuvre poétique, que l'on connaît surtout pour les poèmes *Sur le teocalli de Cholula* et *Niagara* (ce dernier étant largement influencé par l'épilogue d'*Atala* de Chateaubriand).

En Amérique latine, la période du romantisme s'étend de 1830 à 1875 environ, couvrant ainsi plusieurs générations et présentant une grande variété de tendances. Ses inspirations sont principalement françaises et espagnoles, mais sa fascination pour les grands espaces du Nouveau Monde associée au besoin urgent de renforcer l'émancipation et d'affirmer l'identité nationale confère au romantisme latino-américain son propre caractère.

Le mouvement romantique débute véritablement vers 1830 avec l'œuvre de l'Argentin Esteban Echeverría (voir la première section concernant les courants intellectuels). En 1837, Echeverría publie dans ses *Rimes* un long poème, *La Captive*, dans lequel il célèbre la nature de l'Argentine à travers l'histoire d'un couple capturé par des Indiens. La liberté du vers et du mètre, la juxtaposition de différents tons et styles et l'utilisation d'un lexique spécifiquement latino-américain sont autant d'éléments qui ont contribué au succès de ce texte. L'œuvre en prose d'Echeverría, *L'Abattoir (El matadero)*, découverte seulement après sa mort, est également d'une grande importance : ce violent plaidoyer contre le régime de Rosas marque en effet les débuts du roman dans la région du Río de la Plata. Parmi les autres principaux poètes romantiques hispano-américains, nous pouvons citer l'Argentin José Mármol (1817–1871) avec ses *Chants du pèlerin (Cantos del peregrino*) et *Harmonie (Armonía)*, les Colombiens José Eusebio Caro (1817–1853) avec

570 DE 1789 À 1914

ses *Poesías* et Gregorio Gutiérrez González (1826–1872) avec le *Mémoire sur la culture du maïs en Antioquia* (*Memoria sobre el cultivo del maíz en Antioquia*), Juan Antonio Pérez Bonalde (1846–1892) avec *Estrofas*, l'Équatorien Julio Zaldumbide (1833–1881), le Bolivien Ricardo José Bustamante (1821–1886) avec *L'Amérique hispanique libérée* (*Hispano-América liberada*), le Portoricain Alejandro Tapia y Rivera (1826–1882) et l'Argentin Olegario Victor Andrade (1839–1882) avec *Prometeo*.

Au Brésil, le premier grand poète typiquement romantique est António Gonçalves Dias (1823–1864), dont la carrière littéraire débute en 1846 avec ses *Primeiros cantos* célébrant sa terre natale et les Indiens; il est également l'auteur d'un important dictionnaire de la langue tupi. La poésie romantique brésilienne est dominée par les œuvres d'Antonio de Castro Alves (1847–1871), auteur des *Écumes fluctuantes* (*As Espumas Fluctuantes*), admirateur de Victor Hugo et antiesclavagiste.

La littérature dite gauchesque est étroitement liée à l'esprit du romantisme et concerne l'Uruguay, l'Argentine et le Brésil: elle évoque l'univers rural des gauchos, occupants de la pampa, cavaliers émérites et gardiens de troupeaux menant une vie d'errance. En ce qui concerne la poésie gauchesque, elle atteint le statut de genre à part entière dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle sous la forme d'un genre narratif particulier. À l'époque du romantisme, l'image du gaucho est devenue celle d'un héros populaire, symbole de liberté et de vie sauvage, d'un homme solitaire, rebelle, parfois proche du brigand et toujours prompt à la bagarre. La poésie gauchesque doit en grande partie son prestige et l'intérêt qu'elle a suscité à un Uruguayen, Antonio Lussich (1848–1928), ainsi qu'à trois Argentins, Hilario Ascasubi (1807–1875), Estanislao del Campo (1834–1880) et José Hernández (1843–1886), auteur du chef-d'œuvre incontesté du genre: Martín Fierro (première partie, 1872; seconde partie, 1879). Adversaire de Sarmiento (voir la première section concernant les courants intellectuels), Hernández dénonce ouvertement les abus et les discriminations dont les gauchos, injustement qualifiés de barbares, ont été victimes.

Les romans de l'époque romantique ont été classés par Benito Varela Jácome selon leurs thèmes dans son «Évolution du roman hispano-américain» («Evolución de la novela hispanoamericana», dans Iñigo Madrigal [dir. publ.], 1987, pp. 91–134). La liste ci-dessous repose sur cette approche mais inclut également le Brésil. Il s'en dégage cinq tendances principales, chacune illustrée par un ou plusieurs exemples particulièrement représentatifs. Cette liste comprend:

• le roman «indianiste» avec *Cumandá* (1871) de l'Équatorien Juan León Mera, *Afonso l'Indien (O indio Afonso*, 1873) du Brésilien Bernardo Guimarães (1825–1884);

- le roman abolitionniste ou antiesclavagiste avec *Cecilia Valdés* (première partie, 1839; édition définitive, 1882) du Cubain Cirilo Villaverde (1812–1894), *Sab* (1841) de la Cubaine Gertrudis Gómez de Avellaneda (1814–1873), *L'Esclave Isaure* (*A escrava Isaura*, 1875) de Bernardo Guimarães;
- le roman historique ou d'aventures avec *Enriquillo* (première partie, 1874; édition définitive, 1882) du Dominicain Manuel de Jesús Galván (1834–1910), *Le Guarani* (*O Guarani*, 1857) du Brésilien José de Alencar (1829–1877), *Les Pirates du golfe* (*Los piratas del Golfo*, 1869) du Mexicain Vicente Riva Palacio (1832–1896);
- le roman politique avec *Amalia* (1855) de l'Argentin José Mármol (1817–1871);
- le roman sentimental avce *Maria* (1867) du Colombien Jorge Isaacs (1837–1895). *Maria* connaît un franc succès et se voit réédité plus de cinquante fois avant 1900; il compte désormais parmi les classiques de la littérature en langue espagnole et reste incontestablement l'une des plus grandes œuvres de l'époque romantique.

Une place à part est occupée par le Péruvien Ricardo Palma (1833–1919) dans la littérature narrative de l'époque : lointain héritier des «chroniqueurs du Nouveau Monde» des XVI^e et XVII^e siècles, Palma crée son propre genre qu'il baptise lui-même *tradicionismo* («traditionnisme») et décrit, non sans esprit sardonique, les plus grands comme les plus petits travaux de l'époque coloniale dans ses *Traditions péruviennes* (*Tradiciones peruanas*, 1872–1883, ouvrage publié en six séries).

Dès l'aube de l'indépendance, le théâtre devient également un moyen d'expression de l'identité nationale et du désir d'émancipation culturelle : les auteurs s'inspirent de l'histoire indigène et coloniale, du combat pour l'indépendance ainsi que des guerres civiles. En Argentine, la dictature de Rosas donne naissance à un théâtre politique tout en suscitant de nombreux romans et essais. Un théâtre populaire, reposant généralement sur une satire des coutumes et des mœurs, voit le jour un peu partout. Dans cette optique, le *Teatro Bufo* cubain mérite particulièrement d'être cité. La Cubaine Gertrudis Gómez de Avellaneda est généralement considérée comme l'auteur dramatique latino-américain le plus marquant de son époque. Elle écrit à la fois des pièces historiques telles que *Le Prince de Viana* (El príncipe de Viana) et des comédies comme Erreurs du cœur (Errores del corazón).

Un courant réaliste fait son apparition vers 1860 avec la découverte de ce que l'on appelle par convention le «réalisme objectif». Ce genre repose sur une description des coutumes, ce qui est plutôt traditionnel, mais témoigne également de l'impact du positivisme en Amérique latine ainsi que de

l'influence de quatre grands maîtres européens très admirés: Balzac, Stendhal, Dickens et Flaubert.

Le Chilien Alberto Blest Gana (1830–1920) est l'un des premiers auteurs réalistes hispano-américains. On lui doit *Martín Rivas* (1862), *L'Idéal d'un noceur* (*El ideal de un calavera*, 1863), *Durante la Reconquista* (1897) et d'autres histoires. Blest Gana manifeste un intérêt particulier pour le cours de l'histoire, l'étude détaillée des classes sociales et de l'individu ainsi que les changements de son pays à travers le regard de la classe moyenne. L'essor et le déclin du libéralisme au Chili constituent l'essence idéologique de son œuvre.

Au Brésil, le roman est dominé par le talent narratif de Joaquim Maria Machado de Assis (1839–1908). Ses ouvrages *Mémoires posthumes de Brás Cubas* (1881), *Quincas Borba* (1892), *Dom Casmurro* (1900), ainsi que ses autres romans sont reconnus pour leur esprit, une analyse judicieuse du détail, un érotisme discret et des thèmes tels que le pouvoir et l'argent. Toutes les possibilités techniques offertes par le roman sont explorées, notamment celles qui concernent la chronologie ou l'emploi de monologues.

Le débat sur le darwinisme, la popularité en Amérique latine des romans des frères Goncourt et d'Émile Zola, sans oublier les idées de Zola sur le roman expérimental lui-même favorisent l'émergence de romans plus ou moins imprégnés de naturalisme. Un certain décalage, pas seulement avec l'Europe, mais également entre les différents pays d'Amérique latine, fait qu'il est parfois difficile de définir une frontière précise entre le romantisme et le réalisme ainsi qu'entre le réalisme et le naturalisme, ces deux derniers ayant coexisté et parfois même fusionné, comme c'est le cas dans les années 1890. Après tout, le naturalisme, dont l'influence s'est prolongée en Amérique latine jusque dans les années 1920, ne devrait-il pas être considéré comme une radicalisation du réalisme? Il est ainsi possible de déceler des influences naturalistes chez l'Uruguayen Eduardo Acevedo Díaz (1851–1921), tout comme chez la Péruvienne Clorinda Matto de Turner (1852-1909), qui plaide en faveur de l'éducation des Indiens dans son roman Oiseaux sans nid (Aves sin nido, 1889). Avec l'Argentin Eugenio Cambaceres (1843–1889), qui appartient à ce que l'on a appelé la «génération de 1880», le naturalisme prend un tournant brutal, voire sordide, avec des romans comme Musique sentimentale (1884), Dans le sang (1887) et surtout Sans but (Sin Rumbo, 1885).

Le modernisme, qui sur le plan chronologique s'est développé en même temps que le naturalisme, se révèle être le mouvement hispano-américain le plus original et véritablement porteur d'un renouveau. Il voit le jour vers 1875 dans certains textes du Cubain José Martí (1853–1895) et du Mexicain Manuel Gutiérrez Nájera (1859–1895) pour atteindre son apogée entre 1888 et 1916 et durer jusque vers 1920. Coïncidant avec le symbolisme brésilien,

le modernisme est représenté dans la plupart des pays hispano-américains et, à travers l'œuvre du Nicaraguayen Rubén Darío (1867–1916), exerce à son tour une profonde influence sur la littérature espagnole elle-même, en particulier sur des auteurs tels qu'Antonio Machado, Juan Ramón Jiménez et Ramón del Valle Inclán. L'époque du modernisme est le théâtre d'une métamorphose sociale et culturelle turbulente; le combat pour l'indépendance est ainsi envisagé comme un mouvement nécessitant d'être renforcé par la garantie d'une autonomie idéologique et culturelle. Gutiérrez Girardot (1983) désigne la laïcisation de la société ainsi que l'hypersensibilité et l'intellectualisme de la vie urbaine comme les forces motrices du grand bouleversement observable vers 1880. La société moderne des classes moyennes commence alors à reconnaître la valeur profane de la vie sur Terre, une vie qui ne s'acheminerait pas vers une certaine dimension métaphysique détachée de ce monde, mais vers un futur historique reconnaissable. En d'autres termes, les principaux aspects de la vie sociale et culturelle échappent désormais à l'emprise des institutions religieuses et du symbolisme. Mais ces derniers n'ont pas complètement disparu, car on décèle souvent, dans la poésie du modernisme, une sorte de sacralisation du profane. Les symboles et le fonds religieux sont utilisés pour véhiculer un contenu profane: c'est ainsi que l'on parle d'une «religion» ou d'un «culte» de l'art, tandis que l'imagerie poétique s'enrichit en empruntant aux notions et aux images religieuses, y compris pour évoquer l'amour et l'érotisme. Dans cette perspective, le titre même de l'un des plus grands recueils de la poésie du modernisme, les Proses profanes (1896, un ouvrage de poèmes, en dépit de ce qu'indique le titre) de Rubén Darío est extrêmement révélateur.

Le fameux cosmopolitisme du modernisme n'est pas si éloigné de la réalité et correspond généralement à la véritable situation des grandes métropoles latino-américaines à la fin du XIXe siècle. La vie urbaine et l'apparence des villes subissent en effet de profondes modifications. Les petites communautés cèdent la place aux mégalopoles qui, à leur tour, inspirent de nouvelles impressions et sensations, entraînant un renouveau spirituel et intensifiant l'opposition traditionnelle entre la ville et la campagne, ainsi qu'entre l'intellectualisme et l'hypersensibilité de l'artiste. La création artistique s'établit désormais dans cet environnement urbain. La nature même revêt alors une dimension presque symbolique, devenant un simple élément de l'héritage gréco-romain, à l'opposé de la réalité urbaine du continent américain dans laquelle l'artiste évolue.

En même temps, l'artiste devient un «intellectuel». La précarité de la situation financière de l'homme de lettres l'oblige désormais à trouver une activité professionnelle plus ou moins officielle (le plus souvent après avoir jeté sa gourme dans sa jeunesse et choqué la bourgeoisie). L'écrivain devient généralement un fonctionnaire ou un diplomate, ainsi qu'un philosophe de

574 DE 1789 À 1914

l'histoire dont les travaux se veulent le reflet du présent et du futur à une époque qui laisse de moins en moins de place à la pensée et à la réflexion. Ainsi, les modernistes participent-ils activement au processus consistant à dignifier la littérature et l'activité d'écrivain comme un prélude au prestige et à la splendeur des lettres latino-américaines dans la seconde moitié du XX^e siècle. Cependant, il convient de souligner que l'Amérique latine doit ses plus brillantes réflexions sur son avenir, à la fois lucides et prophétiques, à un écrivain qui s'écarte de la voie que nous venons de mentionner et connaît l'exil pratiquement tout au long de sa vie, combinant sans cesse l'action et la pensée, l'art et l'engagement politique: José Martí (1853–1895), poète, penseur, franc-maçon, défenseur de la liberté, auteur de *Nuestra América* (1894), qu'il rédige quatre ans seulement avant de périr dans la guerre de Cuba contre l'Espagne. Contrairement aux autres modernistes, Martí a vécu à la fois son utopie littéraire et l'utopie de ses compatriotes.

Il est possible de distinguer au moins une attitude commune aux nombreux auteurs modernistes: la soif de connaître toutes les littératures étrangères et de s'imprégner de chaque courant artistique, d'où une forme syncrétique de pensée qui a souvent accueilli les styles littéraires les plus variés. Le modernisme s'est ainsi imprégné du romantisme, de l'influence des parnassiens, du symbolisme, de l'impressionnisme et même du naturalisme. Dans le domaine de la poésie, le bref mais surprenant recueil de José Martí, Ismaelillo (1882), est généralement considéré comme l'acte de naissance du modernisme, tandis qu'Azur (1888) de Rubén Darío, qui contient des parties en prose, et ses Proses profanes sont reconnues comme emblématiques du mouvement à son apogée. Les traits formels et les thèmes de ces deux œuvres de Darío sont en effet souvent cités comme les caractéristiques définissant le modernisme. Le mouvement dans son ensemble est toutefois bien trop riche et complexe pour n'être réduit qu'à ces deux textes. Néanmoins, il convient de garder à l'esprit les traits caractéristiques de Darío: la quête de l'intimité et de la connaissance de soi, la mélancolie et la nostalgie, le cosmopolitisme et l'évocation de l'exotisme, l'érotisme et le mysticisme entretenant une relation ambiguë, le culte de l'apparence et de la beauté, les thèmes mythologiques, la mélodie unique du vers et de la prose ainsi que le jeu sur les perceptions simultanées. En résumé, à travers son sensualisme et son raffinement formel, le poète mène un combat contre le matérialisme, le prosaïsme et la vulgarité. Ces traits, ou du moins certains d'entre eux, sont également présents dans le roman moderniste, même si le roman, de manière générale, est probablement bien moins représentatif de ce courant dans les lettres — voir «Le roman moderniste» de D. Shaw («La novela modernista», dans Iñigo Madrigal [dir. publ.], 1987, pp. 507-513). Dans ce genre de roman, le héros est généralement un postromantique, un individu intelligent et aliéné, drapé dans ses rêves et incapable de s'adapter; il s'agit,

en somme, d'un homme qui a perdu ses illusions et qui recherche de nouvelles valeurs, de nouveaux idéaux. Dans ces textes, la femme apparaît plus comme le symbole d'un idéal esthétique, voire presque comme une déesse, que comme un être de chair et de sang. L'humanité y semble divisée entre une horde commune excessivement matérialiste et un cercle restreint d'amis dont quelques rares élus entourent le protagoniste, partagent son approche esthétique et discutent de manière élégante du Beau et du Bien.

Au bout du compte, le bilan de l'Amérique latine se révèle impressionnant et doit aux auteurs modernistes quatre grandes réalisations :

D'abord, grâce à ces auteurs, la littérature du monde hispanique rompt son isolement et rejoint de manière active le courant principal des lettres modernes.

Ensuite, ces auteurs confèrent une expression littéraire claire à l'héritage historique et politique des *Libertadores*, contribuant ainsi au sentiment d'unité du continent latino-américain.

Par ailleurs, avec leurs perspectives sensibles et tourmentées, victimes de la tension entre leurs idéaux et la réalité, ils illustrent brillamment une certaine conception de la fonction de l'auteur, à savoir la quête de la forme et du style à travers un effort délibéré, quasi artisanal, de purification de la langue.

Enfin, ces auteurs permettent à la littérature en langue espagnole d'accéder à un nouvel univers de sensations et, en instaurant le règne de la fantaisie créatrice, ils ouvrent la voie à de nombreux écrivains: Borges, García Márquez, Cortázar et bien d'autres encore.

Outre les noms mentionnés plus haut (Martí, Darío, Gutiérrez Nájera), il convient également de citer, parmi les auteurs modernistes importants, l'Argentin d'origine bolivienne Ricardo Jaimes Freyre (1868–1933), les Mexicains Salvador Díaz Mirón (1853–1928) et Amado Nervo (1870–1919), le Bolivien José Asunción Silva (1865–1896), l'Uruguayen Julio Herrera y Reissig (1875–1910), le Cubain Julián del Casal (1863–1893) et l'Argentin Leopoldo Lugones (1874–1938). Pour le Brésil, citons les symbolistes João da Cruz e Sousa (1861–1898) et Alphonsus de Guimaraens (1870–1921).

BIBLIOGRAPHIE

Bosi A. 1982. *Historia concisa de la literatura brasileña* (trad. espagnole Marcos Lara). Tlalpán, Fondo de Cultura Económica.

Castedo L. 1986. «La arquitectura, siglos XIX y XX» et «Las artes plásticas, siglos XIX y XX». Dans: B. Correa (dir. publ.). *Gran enciclopedia de España y América*. Madrid, GELA/Espasa Calpe/Argantonio.

576 DE 1789 À 1914

Ferrater Mora J. 1990. *Diccionario de filosofia*. 7e éd. Madrid, Alianza Editorial.

- GUTIÉRREZ GIRARDOT R. 1983. Modernismo. Barcelone, Montesinos.
- Guy A. 1997. *La Philosophie en Amérique latine*. Paris, PUF (Que sais-je? n° 3273).
- Henríquez Ureña P. 1969. *Las corrientes literarias en la América Hispánica*. 3º éd. Tlalpán, Fondo de Cultura Económica.
- IÑIGO MADRIGAL L. (dir. publ.). 1987. *Historia de la literatura hispanoamericana*. Vol. 2. *Del neoclasicismo al modernismo*. Madrid, Ediciones Cátedra (Crítica y Estudios Literarios).
- Oviedo J. M. 1997. *Historia de la literatura hispanoamericana*. Vol. 2. *Del romanticismo al modernismo*. Madrid, Alianza Editorial (Alianza Universidad).
- RAMA A. 1984. La ciudad letrada. Ediciones del Norte, Hanovre.
- Romero J. L. 1984. *Latinoamérica : las ciudades y las ideas*. 3º éd. Mexico/Madrid/Bogotá, Siglo XXI.
- Shimose P. 1989. *Historia de la literatura latinoamericana*. Madrid, Editorial Playor.
- ZEA L. 1980. Pensamiento positivista latinoamericano. 2 vol. Caracas, Biblioteca Ayacucho.

8.3 L'Asie occidentale et les pays arabes

Stephen Vernoit

LES COURANTS INTELLECTUELS, PHILOSOPHIQUES ET ARTISTIQUES

En Asie occidentale et en Afrique du Nord, les années 1789 à 1914 correspondent à une période de transition, influencée principalement par la culture européenne. Les échos de la Révolution française de 1789 se répercutent au sein de plusieurs groupes musulmans, marquant le début d'une meilleure connaissance de la pensée séculière européenne. Au cours du XIXe siècle, l'expansion économique et la colonisation permettent aux États européens d'accroître leur influence dans la région. La France occupe l'Égypte de 1798 à 1801, colonise l'Algérie à partir de 1830, la Tunisie à partir de 1881 et le Maroc, dont l'Espagne gouverne le Nord, à partir de 1912. Entre-temps, la Grande-Bretagne envahit l'Égypte en 1882, puis occupe le Liban, tandis que l'Italie s'impose en Libye en 1911. Le déclenchement de la Première Guerre mondiale en 1914 aura lui aussi des répercussions, car il débouchera sur l'occupation d'autres pays arabes au Moyen-Orient par les forces françaises et anglaises.

Tout au long du XIXe siècle, les États européens s'opposent aux tentatives des dirigeants musulmans de maintenir leur monopole sur le commerce et font pression pour que les marchands européens aient le droit de voyager et commercer en toute liberté. Durant cette période, l'importation massive de produits manufacturés européens en Asie occidentale et dans les pays arabes ébranle les traditions artisanales des populations indigènes, ainsi que les pratiques traditionnelles des corporations d'artisans. À la fin du siècle, la plupart des dirigeants musulmans sont lourdement endettés après avoir emprunté auprès des États européens. De plus, ces derniers interviennent pour protéger les communautés chrétiennes minoritaires, dont certaines comptent parmi les premières à avoir assimilé les idées en provenance d'Europe. Au Liban, par exemple, l'Église maronite a établi des relations étroites avec l'Église catholique romaine, ce qui lui a permis de découvrir certains aspects de la culture européenne avant même le XIXe siècle.

Nombre de dirigeants musulmans ressentent le besoin de lancer des réformes à l'européenne. À Istanbul, le sultan ottoman Selim III (1789-1807) tente ainsi, avec l'aide d'officiers et de techniciens européens, de mener des réformes, mais il se heurte à l'opposition conservatrice et finit par être destitué. Mahmud II (1808-1839) est tout aussi conscient de la nécessité de suivre cette voie, mais il attend vingt ans avant d'introduire des mesures novatrices. Après avoir détruit le pouvoir du corps des janissaires en 1826, il crée de nouveaux collèges militaires et médicaux, envoie de jeunes Turcs étudier en Europe et s'inspire des modèles européens pour instaurer des réformes vestimentaires dans les domaines civil et militaire. Mahmud II rompt encore avec la tradition en ordonnant que son portrait soit accroché aux murs des bureaux gouvernementaux et des casernes militaires. En 1839, au début de son règne, le sultan Abdul-Medjid Ier (1839–1861) fait promulguer un décret royal qui proclame son intention de réformer le fonctionnement du gouvernement lui-même. C'est le début de ce que l'on appelle l'ère du Tanzimat (période de réorganisation). Dans la seconde moitié du siècle, un autre facteur participe à la propagation des idées et des valeurs européennes chez les Turcs: l'essor d'une nouvelle littérature turque, qui se distingue des classiques ottomans à la fois par sa forme et par son fond. La littérature française en particulier commence à supplanter les classiques persans comme source principale d'inspiration et comme modèle à suivre.

La première région arabe à connaître des réformes substantielles est 1'Égypte. Mohammed Ali (1805–1848), Turc d'origine macédonienne monté au pouvoir dans la confusion qui a suivi le départ des Français en 1801, a conscience de la nécessité de moderniser le pays (illustration 178). En 1811, le massacre des mamelouks et la confiscation de leurs biens lui permet de détruire le principal obstacle à sa politique. Il remplace les mamelouks par une armée moderne formée par des officiers français et met en place un système administratif et fiscal centralisé. Pour servir sa politique militaire, il ouvre des écoles professionnelles, envoie de jeunes Égyptiens étudier en Europe et, à leur retour, leur demande de traduire des ouvrages techniques européens. Il crée aussi une imprimerie pour éditer les traductions et un journal officiel pour publier ses décrets. Les premiers professeurs européens venant d'Italie, l'italien devient la lingua franca du Levant et la première langue européenne enseignée aux étudiants. Les premiers étudiants égyptiens envoyés à l'étranger vont en effet en Italie, où ils apprennent l'art de l'impression. L'italien est cependant rapidement supplanté par le français, dont l'étude permet d'avoir accès aux idées des écrivains français. À partir de 1826, c'est donc en France que les étudiants égyptiens sont envoyés.

La ville ottomane de Tunis n'échappe pas à cette volonté de lancer des réformes, notamment sous le règne d'Ahmed bey (1837–1855). Certains membres de l'élite dirigeante turque à Tunis reçoivent une formation

moderne. Le noyau d'une nouvelle armée est créé, tandis que l'administration et l'imposition directes sont étendues. En 1857, sous le règne de Mohammed bey (1855–1859), une proclamation de la réforme est publiée et, en 1861, une constitution est promulguée, la première du monde musulman. Cependant, en 1869, les dettes tunisiennes contractées auprès des banques européennes deviennent un sérieux problème, si bien qu'une commission financière internationale est créée pour les administrer. Cette extension du contrôle européen constitue un prélude à l'invasion de la Tunisie par la France en 1881.

En Algérie, l'occupation française depuis 1830 a certes déjà apporté de profonds changements culturels, mais d'une tout autre nature (*illustrations 179 et 180*). Avant d'être conquise par la France, l'Algérie possédait un système éducatif relativement solide, étayé par un réseau de madrasas et d'écoles. Mais l'occupation française débouche sur la saisie des revenus ainsi que sur la destruction des mosquées et des écoles. L'écroulement du système éducatif traditionnel qui s'ensuit représentera pour de nombreux Algériens musulmans une profonde dislocation culturelle.

Certains mouvements religieux et culturels indigènes présents dans les pays arabes ont aussi un impact non négligeable. En Arabie, depuis la fin du XVIII^e siècle, les wahhabites tentent à plusieurs reprises de réinstaurer ce qu'ils considèrent être la pureté de l'islam originel. Ils s'élèvent contre le culte des saints et détruisent systématiquement les tombes. Ils pensent que les mosquées devraient être des édifices simples, sans minarets ni ornements, et condamnent le port de bijoux, de soie et de métaux précieux comme parure personnelle. Le tabac, la musique et l'utilisation de rosaires sont aussi prohibés. En 1802, une incursion wahhabite en Irak a pour effet la mise à sac de Kerbela, ville sainte du chiisme, et la destruction de la tombe de l'imam Hussein. En 1803 et 1804, les wahhabites détruisent des tombes à La Mecque et à Médine; en 1810, les forces wahhabites atteignent la Syrie et menacent la ville de Damas. Si, durant les années suivantes, le pouvoir politique des wahhabites est anéanti et se limite à la province du Najd en Arabie, l'influence de leur doctrine s'étend bien au-delà.

Les wahhabites s'élèvent en particulier contre l'influence des ordres soufis dans les pays arabes. Ces ordres sont généralement hébergés dans un ensemble de bâtiments financés par des partisans, où les disciples peuvent se consacrer à la dévotion, à la méditation et à des pratiques rituelles. Au XIX^e siècle, le pouvoir des ordres soufis est considérable. Ainsi, parmi leurs saints patrons, de nombreuses corporations d'artisans ottomans comptent un saint issu d'un ordre soufi. On notera que les calligraphes adhèrent aussi souvent aux ordres soufis, peut-être parce que leur milieu a une grande conscience de la dimension mystique des lettres arabes. En Iran, c'est l'ordre Khaksar qui attire les membres des corporations.

Des similarités existent parfois entre la hiérarchie en place au sein des ordres soufis et celle des corporations. Les dirigeants des corporations ont, entre autres devoirs, celui de défendre les traditions de la corporation, d'organiser des cérémonies, de surveiller la conduite des membres et d'exercer des fonctions judiciaires. Les corporations ont comme principe directeur l'altruisme, et c'est par l'intermédiaire de cette éthique que les activités de l'artisan prennent une signification religieuse. Cependant, la montée en force des industries monopolistiques et la plus grande disponibilité des produits européens font concurrence aux pratiques traditionnelles des corporations. Les idéaux corporatifs s'affaiblissent lorsque les artisans les plus âgés cessent d'assurer la médiation entre les artisans et les marchands, ou disparaissent complètement lorsque les artisans se voient réduits au statut de travailleurs salariés.

Au XIX^e siècle, l'une des évolutions les plus notables est la renaissance de la culture arabe, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la langue. Avant ce siècle, les modes traditionnels de patronage des dirigeants, des hauts responsables et des riches familles étaient inadéquats dans la plupart des pays arabes, parce que les classes dirigeantes étaient turques et que la langue officielle était le turc. En Égypte, sous Mohammed Ali, le turc est encore la langue de l'élite dirigeante, si bien qu'il est difficile pour les écrivains arabes de gagner le soutien de cette classe. Toutefois, grâce au développement des imprimeries arabes, ils commencent à prendre de l'importance et à pouvoir gagner leur vie avec l'écriture. Cette évolution, couplée à la généralisation de l'éducation, encourage aussi les écrivains arabes à simplifier leur langue pour toucher un public plus large.

Dans les pays arabes, au début du XIX^e siècle, l'éducation se limite le plus souvent aux écoles primaires. Les collèges n'existent que dans les grandes villes et les matières enseignées se limitent généralement aux sciences religieuses et au droit. Les livres sont chers, car manuscrits, et ne sont donc accessibles qu'à une minorité fortunée. Au XVIIIe siècle, l'impression en caractères arabes au Moyen-Orient était habituellement le fait de chrétiens syriens et libanais, car chez les musulmans, l'impression du Coran ou d'autres textes religieux était interdite. Cette situation a commencé à changer dans le courant du siècle, avec l'ouverture de certaines imprimeries parrainées par le gouvernement. Mis à part les tirages effectués par les imprimeries de l'occupation française, l'impression en caractères arabes commence en Égypte en 1822: à cette date, l'imprimerie nationale de Mohammed Ali, à Bulaq près du Caire, sort son premier livre — un dictionnaire italien-arabe écrit par un chrétien syrien, le père Rufa'il Zakhur Rahib (mort en 1831). Au cours des deux décennies suivantes, 243 livres sont imprimés à Bulaq, majoritairement des traductions. Tandis que près de la moitié sont en turc, la plupart des livres restants sont en arabe. Une imprimerie est ouverte à

Beyrouth en 1834, et d'autres imprimeries fleurissent au Moyen-Orient à partir du milieu du XIX^e siècle: à Damas en 1855, à Tunis en 1860, à Sanaa en 1877, à Khartoum en 1881, à La Mecque en 1883 et à Médine en 1885. Des imprimeries s'ouvrent aussi en Turquie et en Iran.

La politique de Mohammed Ali visant à envoyer des étudiants en Europe favorise l'introduction des influences étrangères dans la littérature arabe. Parmi les premiers traducteurs, on compte Rifa'a al-Tahtāwī (1801–1873), l'imam de la première mission éducative à Paris, ville où il restera de 1826 à 1831. C'est là qu'il apprend le français et qu'il commence à traduire fidèlement depuis cette langue. Il approfondit ses connaissances de la littérature française, s'informe des découvertes scientifiques et, à son retour au Caire, publie Rihla (Récit de vovage), un ouvrage qui décrit son séjour à Paris et qui, après avoir obtenu un immense succès, est traduit en turc en 1840. Au Caire, Al-Tahṭāwī enseigne le français à l'École de médecine (fondée en 1827), avant de travailler dans un collège militaire, où il traduit en arabe les ouvrages mathématiques et militaires. En 1835, il est nommé directeur de la nouvelle École de langues, destinée à former une nouvelle génération de professeurs, de responsables et de traducteurs. C'est de fait en tant que traducteur qu'Al-Tahṭāwī accomplit sa plus grande œuvre. Près de vingt livres sont ainsi traduits par ses soins, sur des sujets tout aussi divers que la géographie, l'histoire, la logique, l'ingénierie ou la métallurgie. Il encourage aussi la traduction d'autres ouvrages, dont des histoires du monde antique, du Moyen Âge et de la France. Cependant, lorsque Mohammed Ali meurt, Al-Tahtāwī tombe en défaveur. Sous le règne de Abbas Ier (1849-1854), il est envoyé à Khartoum pour y ouvrir une école primaire; il y reste pendant quatre ans, tandis que l'École de langues du Caire ferme ses portes en 1851. Quand Mohammed Saïd (1854–1863) arrive au pouvoir, Al-Tahṭāwī a la possibilité de revenir au Caire et de diriger à nouveau une école dont dépend un bureau de traduction. De même, lorsque Ismaïl pacha (1863–1879) prend la succession de Mohammed Saïd, Al-Tahṭāwī continue d'être apprécié et contribue à l'élaboration d'un nouveau système éducatif. De nombreuses écoles sont ouvertes en Égypte pour encourager la littérature, tandis que des académies et des sociétés culturelles sont fondées pour promouvoir l'érudition.

Du fait de l'expansion ou, parfois, du remodelage des villes musulmanes au cours du XIX^e siècle, les notions européennes d'aménagement urbain et de style architectural font leur apparition. Ce phénomène n'est pas visible dans les seuls pays colonisés par les Européens, mais aussi dans ceux qui conservent une certaine indépendance politique. On tente d'intégrer de nouvelles rues et de nouveaux bâtiments de style européen dans les villes aux murs anciens, ou bien on construit de nouvelles villes à proximité des anciennes, minant peu à peu la vitalité de ces dernières. Palais, bureaux gouvernementaux, banques et sièges sociaux sont tous attirés vers ces nouveaux espaces.

582 De 1789 à 1914

Généralement, une grande partie de la population de ces villes ou quartiers modernes est étrangère. Il nous faut noter que vers 1850, près de 3 000 Européens vivent en Égypte, mais qu'à partir des années 1860, une grande vague d'immigration commence, si bien qu'à la fin des années 1870, leur nombre s'élève à près de 70 000. La moitié sont grecs, tandis que les autres sont majoritairement français et italiens. Au tournant du siècle, les Européens sont quelque 125 000 à vivre en Égypte. À cette époque, le Caire se divise donc en deux communautés bien distinctes: à l'ouest, la ville moderne avec ses bâtiments, ses larges boulevards, ses places et ses jardins à l'européenne; à l'est, la vieille ville, au style de vie encore et toujours préindustriel.

Le renouveau urbain que connaît Le Caire sous le règne d'Ismaïl est l'œuvre de l'ingénieur, administrateur et écrivain Ali Pacha Moubarak (1823–1893). Les édifices médiévaux sont alors détruits et les architectes européens qui sont employés pour les nouveaux projets de construction adoptent toute une variété de styles. En 1869, Ismaïl pacha inaugure le canal de Suez en présence de l'empereur autrichien François-Joseph Ier, de l'impératrice des Français Eugénie, du prince héritier de Prusse, ainsi que de scientifiques, d'écrivains et d'artistes de renom, dont Henrik Ibsen, Théophile Gautier, Émile Zola et Eugène Fromentin. Ismaïl souhaite alors présenter l'Égypte comme une région de ce monde civilisé qu'est l'Europe, plutôt que comme une région de l'Afrique ou du Moyen-Orient. Mais l'endettement et la banqueroute ont tôt fait de menacer le développement de l'Égypte. Sous le règne de Tawfīq (1879–1892), le contrôle occidental est renforcé, débouchant sur l'occupation britannique en 1882.

Les formes indigènes de musique sont également ébranlées par leur confrontation avec la culture européenne. Alors même que les cultures orales sont menacées par la nouvelle importance du mot écrit ou imprimé, les formes de musique fondées sur la tradition orale doivent faire face à la notation. Un face-à-face déterminant, car la musique transmise oralement laisse le champ libre à l'improvisation, tandis que la notation donne lieu à une expression fondamentalement rigide. La tradition orale suppose aussi, entre les artistes en herbe et les praticiens reconnus, une relation suivie dont l'absence peut causer la disparition de toute une culture musicale.

La musique d'inspiration européenne fait son entrée en Turquie dans le milieu militaire, après la destruction du corps des janissaires en 1826. Mahmud II exige alors le remplacement des traditionnels ensembles des janissaires composés de tuyaux à anche, trompettes, cymbales et timbales. En 1828, il invite à Istanbul Giuseppe Donizetti (1788–1856), le frère du compositeur d'opéra italien Gaetano Donizetti, afin qu'il monte un nouvel orchestre militaire et enseigne à la nouvelle École impériale de musique. Donizetti a en charge l'introduction de la notation européenne dans la musique turque, bien qu'un système de notation ait déjà été utilisé par le musicien

arménien Hamparsum Limonicyan (1768–1839), permettant de mettre par écrit une partie de la musique turque, essentiellement religieuse.

Dans les pays arabes, l'arrivée en force de la culture musicale européenne est symbolisée par la construction de l'Opéra au Caire en 1869 (détruit par un incendie en 1971) et la représentation qui y est faite des œuvres de Giuseppe Verdi, *Rigoletto* et *Aïda*. Parallèlement, en Iran, Nāser al-Dīn shah (1848–1896) emploie des musiciens français pour créer un orchestre militaire impérial et mettre au point l'éducation musicale. Les musiciens iraniens étant de plus en plus attirés par l'idée de musique d'ensemble, on assiste à l'essor d'une musique caractérisée par une forme rythmique et mélodique fixe.

En effet, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la majorité des traditions musicales connaît selon toute évidence des évolutions. Les compositions musicales adoptent un caractère plus léger, privilégiant les textes simples et les morceaux rythmiques courts. Les mélodies populaires acquièrent de plus en plus de poids. L'introduction de la notation européenne met en valeur la musique composée. Les orchestres européens inspirent la création de grands ensembles de musiciens en remplacement des petits groupes de quatre ou cinq instrumentalistes qui accompagnent traditionnellement le chanteur. Ces grands ensembles jouent toute une série d'instruments traditionnels et européens. L'accent est désormais mis non plus sur la démonstration de la virtuosité d'un individu, mais sur les efforts collectifs; en même temps, l'idée d'un concert sur scène modifie la relation intime qui prévalait jadis entre les musiciens et le public.

LES ARTS VISUELS ET REPRÉSENTATIFS

Dans les communautés musulmanes, la calligraphie occupe un rang élevé parmi les arts visuels, car elle est associée à la dissémination du Verbe de Dieu tel qu'il se manifeste dans le Coran. Les calligraphes ont comme mission de copier le Coran et les versets coraniques, ainsi que divers autres types de manuscrits et d'inscriptions. Dans les compositions architecturales, en particulier dans les mosquées, les noms de Dieu, du prophète Mahomet et des califes orthodoxes, de même que les citations tirées du Coran et du Hadīth (Tradition prophétique) invoquent le recueillement et la contemplation du divin.

Il existe à la cour ottomane d'Istanbul une vigoureuse tradition calligraphique. Les sultans Mahmud II et Abdul-Medjid I^{er} eux-mêmes se forment à cet art et deviennent d'habiles praticiens. Le mécénat de ces deux sultans et d'autres souverains encourage grandement la calligraphie ottomane. À Istanbul, elle atteint un degré élevé de raffinement avec les œuvres de

Mustafa Rakim (1757–1826), de Mustafa Izzet (1801–1876), de Mehmed Şefik (1819–1880), de Mehmed Şevki (1829–1887), de Mehmed Sami (1838–1912) et de bien d'autres encore. Certains des calligraphes ottomans formés à Istanbul travaillent dans les pays arabes. En Iran, la calligraphie est considérée comme un élément essentiel de l'éducation des responsables kadjars, au même titre que la littérature persane, l'arabe, l'histoire et la comptabilité. Les maîtres en calligraphie bénéficient les uns après les autres du mécénat à la cour de Téhéran.

À l'inverse des États européens, la peinture tend, dans les pays arabes, à avoir un statut moindre que la calligraphie (sauf dans certaines communautés chrétiennes); toutefois, en tant que mode d'expression artistique, elle parvient peu à peu à se faire reconnaître au cours du siècle, notamment une fois que les valeurs européennes ont été assimilées. C'est au Liban et à Istanbul que se trouvent les principaux foyers où la peinture à l'huile d'inspiration européenne a commencé à acquérir de l'importance.

Au Liban, les relations étroites établies avec l'Europe lors des missions éducatives ont stimulé la pratique de l'art selon des styles européens. Des artistes libanais tels que Moussa Dib (mort en 1826) et Kenaan Dib (mort en 1873) peignent des scènes religieuses et des portraits du clergé. Nombreux sont les jeunes Libanais qui étudient dans les collèges militaires d'Istanbul; certains s'inspirent des styles de peinture élaborés par les peintres militaires turcs. Cette influence se traduit vers le milieu du XIX^e siècle par la création de l'école « marine » libanaise de peinture. Parmi les premiers peintres libanais à étudier en Europe se trouvent Daoud Corm (1852–1930) et Habib Srour (1860–1938), qui partent tous deux étudier à Rome; ils deviennent célèbres pour leurs portraits et leurs peintures dans les églises et couvents. Khalil Saleeby (1870–1928) étudie quant à lui à Édimbourg, puis à Paris sous la conduite de Puvis de Chavannes; il s'inspire de l'impressionnisme et, surtout, de l'œuvre de Renoir.

À la cour ottomane, sous le règne de Selim III, l'artiste Kostantin Kapidağli, originaire de Grèce, travaille pour le sultan et peint son portrait dans un tout nouveau genre. Alors que les collèges militaires commencent à inclure le dessin et la peinture dans leur enseignement pour entraîner les officiers à effectuer des dessins topographiques et techniques à des fins militaires, les valeurs européennes sont peu à peu assimilées dans le domaine pictural (*illustration 181*). Des leçons de dessin sont aussi instaurées dans les collèges et lycées militaires. Parmi les étudiants turcs envoyés en Europe pour parfaire leur éducation se trouvent les peintres militaires Ahmed Ali (1841–1907) et Süleyman Seyyid (1842–1913); ils partent pour la France en 1864, où ils fréquentent l'École des beaux-arts de Paris. Leur œuvre consiste essentiellement en des natures mortes et des paysages peints à l'huile, et ne représente que rarement des figures humaines.

L'ouverture de l'Académie impériale des beaux-arts à Istanbul en 1883, sous la direction d'Osman Hamdi (1842–1910), qui est lui-même parti étudier à Paris, marque un tournant dans l'ascension de la peinture de style occidental en Turquie (*illustration 182*). Dans ses propres œuvres, Osman Hamdi se concentre sur des compositions figuratives inspirées de la peinture orientaliste européenne, adoptant pour ce faire un réalisme pointilleux. C'est par le biais de photographies qu'il parvient à obtenir cette précision. L'Académie impériale des beaux-arts, qui enseigne la peinture, la sculpture et l'architecture, se fonde elle-même sur les canons académiques de l'École des beaux-arts de Paris; à son commencement, elle repose essentiellement sur des tuteurs européens. Au début du XXe siècle, une école turque de peinture orientaliste est ouverte à Istanbul.

En Iran, les artistes de la cour des Kadjars contribuent à glorifier le règne de Fath 'Alī shah (1797–1834) par de nombreux portraits du souverain, dont des peintures grandeur nature et des peintures murales (*illustration 183*). Les plus grands peintres de cour actifs sous le règne de Fath 'Alī shah sont Mirza Baba, Mihr Ali et 'Abdullah Khan. Une immense peinture murale (aujourd'hui disparue) du palais Negarestan de Téhéran, réalisée en 1813 par 'Abdullah Khan, représentait Fath 'Ali shah sur le trône, entouré de 118 figures en taille réelle, dont ses fils, des courtisans, des émissaires étrangers et des gardes. D'autres artistes de la cour travaillent l'émail ou encore la peinture laque.

Vers le milieu du XIX^e siècle, le principal peintre d'Iran est Abu'l-Hasan Ghaffari (v. 1814–1866). L'une de ses plus grandes œuvres est l'élaboration d'un réalisme psychologique dans le portrait iranien. En 1842, il est nommé peintre de la cour de Muhammad shah (1834-1848) et, de 1846 à 1850, il étudie en Italie où il se familiarise avec les techniques et les styles européens. À son retour en Iran, il devient peintre lauréat (nagqāsh-bāshī) et supervise l'illustration de la traduction persane d'un livre en six volumes, Les Mille et Une Nuits (Téhéran, bibliothèque du Gulistan). Pour mener à bien cette tâche colossale, il gère une équipe de 34 peintres et exécute lui-même certaines des plus belles peintures. Le manuscrit compte au total 1 134 pages de peintures, chaque page contenant entre quatre et six miniatures. En 1856, Abu'l-Hasan Ghaffari dirige son équipe sur un autre projet: un ensemble de sept grands tableaux destinés au palais Nizamiyya à Téhéran (Téhéran, musée Bastan). Cette composition a pour sujet Nāser al-Dīn sur le trône entouré de ses fils, de courtisans et d'ambassadeurs étrangers (illustration 184). En 1860, Abu'l-Hasan Ghaffari se voit confier la supervision des illustrations d'un hebdomadaire gouvernemental lithographié. Il contribue alors à la réalisation de nombreux portraits de grande qualité. L'année suivante, il reçoit le titre de sani'al-mulk (peintre du royaume).

La peinture kadjare marque une avancée supplémentaire vers les canons européens avec l'œuvre de Muhammad Ghaffari (1848–1940), le neveu

d'Abu'1-Hasan Ghaffari. Muhammad Ghaffari étudie la peinture au collège Dar al-Funun de Téhéran dans les années 1870 et est alors nommé peintre de la cour. Il reçoit le titre de *kamal al-mulk* (perfection du royaume) et, vers la fin du siècle, étudie à Paris, où il devient maître dans l'utilisation de la perspective, des ombres et de la lumière. En 1911, il ouvre une école artistique à Téhéran, qu'il dirige jusqu'en 1928.

Cependant, à l'instar d'autres pays, les traditions artistiques de l'Iran n'embrassent pas inconditionnellement les canons européens mais gardent par elles-mêmes une certaine vitalité. Elles connaissent même quelques évolutions nouvelles. Ainsi, à partir du milieu du XIX^e siècle, les croyances chiites s'expriment en Iran par un nouveau type de peintures religieuses, qui sont réalisées sur toile ou ornent des objets comme les valves de boîtes à miroir vernies. Les thèmes chiites constituent aussi un élément primordial du répertoire des peintures populaires qui ornent les murs des cafés.

Le premier pays arabe à structurer officiellement l'éducation artistique en ouvrant des écoles d'art et d'architecture est l'Égypte. Pour promouvoir cette formation, des établissements comme l'École d'architecture et d'irrigation ou l'École des arts appliqués sont fondés respectivement en 1866 et 1868 au Caire. L'école des beaux-arts Léonard de Vinci est fondée en 1898 par la société italienne Dante Alighieri pour former les assistants des architectes mais, à ses débuts, la majeure partie des étudiants sont étrangers. Cependant, à partir de 1908, les peintres et sculpteurs égyptiens peuvent s'inscrire à l'École des beaux-arts, ouverte par le prince Yusuf Kamal. Cette école est la première à enseigner l'art occidental aux Égyptiens. Son premier directeur est le sculpteur français Guillaume Laplagne; du fait du manque d'artistes égyptiens initiés aux canons européens, les premiers professeurs sont des artistes étrangers. En 1909, Yusuf Kamal crée un fonds pour la construction d'un nouveau bâtiment, ainsi que des bourses visant à aider les meilleurs étudiants à partir étudier à l'étranger. Parmi les premiers étudiants de l'école se trouve le noyau de la nouvelle génération d'artistes égyptiens modernes avec, entre autres, le sculpteur Mahmud Mukhtar (1891–1934) (illustration 185), ainsi que les peintres Mohammed Naghi (1888-1956), Mohammed Saïd (1897–1964) et Ragheb Ayyad (1892–1980). Le premier artiste égyptien à être envoyé en Europe grâce à une bourse est Mahmud Mukhtar, qui poursuit dès 1911 sa formation à l'École des beaux-arts de Paris.

Le premier artiste tunisien à reprendre le style occidental dans le domaine de la peinture, en particulier dans le portrait, est Ahmed Ben Osman, peintre de la fin du XIX^e siècle. D'autres artistes tunisiens adoptent aussi les canons occidentaux: Hedi Khayachi (1882–1948) et Abdulwaheb Jilani (1890–1961). Celui-ci est le premier peintre tunisien à rejoindre le Salon tunisien annuel inauguré par les Français en 1894, où il commence à exposer en 1912. L'Algérie, pour sa part, connaît une plus grande ségrégation. Les

Français ouvrent une école indigène des arts et métiers à Fort-Napoléon, en Kabylie, mais l'École des beaux-arts qu'ils fondent à Alger en 1881 ne reçoit que des artistes d'origine européenne.

Tout au long du XIX^e siècle, de nombreux peintres européens travaillent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. À Istanbul, des artistes comme Pierre Guillemet, Amadeo Preziosi et Ivan Aïvasovsky se mettent au service des sultans ottomans. L'Égypte reçoit la visite, entre autres, de David Roberts, Eugène Fromentin, Adrien Dauzats (*illustration 186*), John Varley, Charles Gleyre, William Holman Hunt et Jean Léon Gérôme, tandis que certains peintres, tels que John Frederick Lewis, résident au Caire pendant plusieurs années. En 1891, les peintres orientalistes européens résidant en Égypte organisent ce qui sera la première exposition de peinture du pays, à l'Opéra, au Caire. Mais, à cette époque, ces œuvres ne s'adressent qu'à la minorité des classes supérieures égyptiennes.

Les styles architecturaux européens font leur entrée dans la plupart des grandes villes. À Istanbul, le remodelage de la ville se fait sous la conduite des Européens et les sultans ottomans demandent aux Balyan, une famille arménienne d'architectes, de concevoir les palais et mosquées dans un style qui reprenne des éléments néoclassiques. Krikor Balyan (mort en 1831), premier architecte ottoman formé en Europe, étudie à l'École des beaux-arts de Paris avant de retourner à Istanbul, où il dessine la mosquée Nusretiye de Mahmud II (1826). Son fils, Garabet Balyan (1800-1866), conçoit à Istanbul l'immense palais de Dolmabahçe (1853–1855) (illustration 187) dans un style ouvertement néoclassique, alors que la mosquée d'Ortaköy (1854–1855), élaborée par Garabet avec l'aide de son fils Nikoğos (1826– 1858), incorpore aussi des éléments néoclassiques. De la même manière, la mosquée Hamidiye (1886), conçue par Sarkis Balyan (1831-1899), comprend de grandes fenêtres de type gothique. Au début du XX^e siècle, c'est un style architectural éclectique qui prévaut en Turquie, style où les spécificités ottomanes se greffent sur des formes européennes. C'est notamment le cas des bâtiments élaborés par Vedat Bey (1873–1942) et Kemalettin Bey (1870–1927), qui ont tous deux étudié l'architecture en Europe.

Dans l'architecture et les arts, les pays musulmans adoptent rapidement les styles historiciste ou «revivaliste». L'utilisation de ces styles est généralement favorisée par les expositions internationales qui se tiennent en Europe et aux États-Unis. On s'aperçoit alors que le revivalisme peut masquer la structure et la conception de nouveaux types d'édifices séculiers. Le Caire connaît l'essor d'un style d'architecture revivaliste dans lequel des caractéristiques largement inspirées de l'ère mamelouk (1250–1517) servent à revêtir les façades des bâtiments. Le revivalisme mamelouk s'exprime pour la première fois au Caire, avec la conception du palais de Jazira (qui deviendra l'hôtel Marriott) par l'architecte autrichien Julius Franz (1831–1915), engagé pour ce projet

par Ismaïl pacha en 1863. Cependant, l'exemple le plus notable au Caire est la mosquée royale d'Al-Rifa'i, commandée en 1869 par la mère d'Ismaïl, Khushyar Khanum (morte en 1885), et achevée en 1912. C'est l'architecte autrichien Max Herz (né en 1856), arrivé au Caire en 1881, qui se voit confier la majeure partie des travaux. Le revivalisme mamelouk inspire aussi l'architecte Antoine Lasciac (1856–1946), qui travaille en Égypte de 1882 à 1936 et assure la fonction de maître d'œuvre pour les palais khédivaux, entre 1907 et 1917; les édifices revivalistes sont construits à Héliopolis, la banlieue du Caire fondée en 1906 par le promoteur belge Édouard Empain. Parmi les plus grands architectes égyptiens se trouvent Mahmud Fahmi (1856–1925), qui conçoit le bâtiment du ministère des *waqf* au Caire dans un style revivaliste, et son fils Mustafa Fahmi (1886–1972), qui suit une éducation parisienne avant de revenir en Égypte en 1912. Le style revivaliste mamelouk restera à la mode en architecture jusque dans les années 1920.

En Algérie, sur ordre français, la médina d'Alger est partiellement détruite entre 1830 et 1870. Le programme de construction français se caractérise dans un premier temps par un style néoclassique, rapidement remplacé par une architecture officielle de style arabe. La France parraine aussi des constructions de style arabe en Tunisie et au Maroc. Si certaines ne sont ni plus ni moins que de fantaisistes pastiches, d'autres tentent d'être fidèles à ce qui est considéré comme les principes de l'architecture arabe, d'après des recherches menées par les savants français. Cette arabisation est appliquée à des bâtiments aussi divers et variés que des gares (*illustration 188*), des marchés, des tribunaux, des casinos, des écoles, des bureaux de poste et des villas privées.

La vague revivaliste submerge aussi la fabrication de certains outils. Au Caire et à Damas, les métaux incrustés et autres objets de style mamelouk sont produits à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, le plus souvent pour être vendus aux Européens. Quel que soit le savoir-faire ou la perspective de l'artisan, les travaux revivalistes tendent, dans le domaine politique, à renforcer l'idée que certains styles artistiques possédant des caractéristiques distinctes se rapprochent des frontières nationales modernes. Ainsi, certaines céramiques, certains laques et produits en métal fabriqués en Iran à la fin du XIX^e siècle reflètent les styles associés à l'époque séfévide (1501–1736), voire à des périodes plus anciennes. Il n'en reste pas moins que, dans l'ensemble, c'est la diversité qui caractérise la production artisanale iranienne (illustration 189).

Parmi les autres objets fabriqués au Moyen-Orient, les plus rentables sont les tapis, qui répondent à des besoins locaux tout en servant à l'exportation. Ils sont tissés à la cour, tout autant que dans un cadre urbain, rural ou nomade. Les figures géométriques prédominent en Anatolie (*illustration 190*) et dans le Caucase, tandis que les motifs floraux et les médaillons

sont plus courants en Iran. Chacun des centres de confection de tapis fabrique cinq sortes de produits différents. À partir de la fin du XIX^e siècle, alors que les entreprises occidentales commencent à s'impliquer dans la confection des tapis, les teintures synthétiques et de substitution commencent à remplacer les teintures végétales dans le processus de fabrication.

Le renouveau mamelouk dans l'art et l'architecture est notamment stimulé par l'essor d'un mouvement de préservation et de restauration des monuments médiévaux au Caire, en réponse aux projets de remodelage urbain (*illustration 191*). Le Caire est la première ville du monde arabe à aborder les questions de la préservation et de la conservation. Dès 1881, un décret khédival annonce la création d'une commission pour la préservation des monuments de l'art arabe, dont la mission est d'inventorier, de préserver, de restaurer et d'élaborer des projets de construction, ainsi que de conserver les fragments et les objets dans un nouveau musée voué à l'art arabe. Le développement de ce musée donnera naissance au musée d'Art arabe du Caire (devenu le musée d'Art islamique).

LA LITTÉRATURE

En signant en 1839 la charte du Tanzimat peu après son accession au trône, Abdul-Medjid Ier montre la nouvelle volonté des Ottomans de moderniser la société selon un mode séculier. Au cours des décennies suivantes, la Turquie connaît un renouveau littéraire, dont les pionniers sont Ibrahim Sinasi (1826–1871), Ziya Pacha (1825–1880) et Namik Kemal (1840–1888) (illustration 192). Ces écrivains expriment leurs idées dans la poésie, les pièces de théâtre, les romans, les écrits historiques et les articles de presse, souvent publiés dans les journaux turcs qui commencent à proliférer dans les années 1860, que ce soit dans l'Empire ottoman ou en Europe occidentale. La littérature peut alors être utilisée pour véhiculer des concepts politiques différents. Ahmed Vefik Pacha (1823–1891), qui est l'ambassadeur des Ottomans à Paris en 1860 et qui occupe à deux reprises la fonction de grand vizir avant d'être président du premier Parlement ottoman en 1876, se distingue aussi par ses œuvres littéraires. Parmi elles se trouvent la première tentative sérieuse visant à écrire un dictionnaire du turc en turc (1876) ainsi que des traductions du Télémaque de l'abbé Fénelon, de Gil Blas de Santillane et des adaptations de pièces de Molière.

Cependant, comme en général les intellectuels turcs sont exclus de la vie et de la pensée politiques, ils se tournent vers la littérature ou l'érudition pour exprimer leurs talents. Les œuvres de fiction du journaliste, romancier et historien Ahmed Midhat (1844–1912) contribuent considérablement à développer de nouveaux goûts et intérêts chez les écrivains non initiés aux

formes et thèmes littéraires occidentaux. Ahmed Midhat écrit aussi des livres sur l'histoire, la philosophie, la science et d'autres sujets, donnant ainsi aux lecteurs turcs un aperçu du savoir européen contemporain. En poésie, Abdülhak Hamid (1852–1937) introduit de nouveaux mètres et thèmes, Tevfik Fikret (1867–1915), qui doit subir la censure des Ottomans, est le premier à expérimenter les formes du vers européen moderne et Mehmed Akif (1873–1936) se forge une réputation de grand poète des sentiments panislamistes. Au début du XX^e siècle, la révolte des Jeunes-Turcs et le début de la seconde période constitutionnelle (1908–1918) laissent le champ libre à une résurgence des thèmes politiques dans la littérature.

Entre-temps, le Liban, la Syrie et l'Égypte connaissent un puissant renouveau de la littérature arabe après une période de stagnation qui s'est étalée du XV^e au XVIII^e siècle. Au début du XIX^e siècle, les formes traditionnelles prédominent toujours dans la prose et la poésie arabe, bien que certains écrivains commencent à ressentir la nécessité d'une simplification de la langue et du style. Le développement de l'impression dans les pays arabes et la traduction des œuvres européennes en arabe (en Égypte, près de soixante-dix romans français sont traduits en arabe entre 1870 et 1914, ainsi que plusieurs romans de langue anglaise) contribuent à cette évolution. Par ailleurs, depuis le milieu du XIX^e siècle, la langue arabe commence à supplanter le turc dans la gestion des affaires du gouvernement égyptien.

En Syrie et au Liban, les chrétiens arabes qui sont en relation avec les États européens jouent un rôle majeur. On dénombre ainsi quatre écrivains influents, tous chrétiens — quoique l'un d'eux, Ahmad Faris al-Shidyag, se convertisse par la suite à l'islam. Les écrits de Nāṣīf al-Yāzijī (1800–1871) et d'Ahmad Faris al-Shidyaq (1804–1887) restent traditionnels par leur forme et leur style, mais sont novateurs par leur utilisation brillante de la langue arabe. Un genre traditionnel connaît un regain de vitalité, les magāmā (séances), œuvres de fiction faisant intervenir deux personnages, un héros et un narrateur. Ainsi, pour son ouvrage Majma'al-Bahrayn (Beyrouth, 1856), Al-Yāzijī s'inspire de la célèbre magāmā d'Al-Harīrī (1054–1122). Parallèlement, Marun al-Naqqash (1817–1855) innove en créant le drame arabe et Butrus al-Bustānī (1819–1883) consacre une grande partie de son énergie à faire revivre la connaissance de la langue arabe. Il travaille à la réalisation d'un dictionnaire et d'une encyclopédie arabes, et à la publication de périodiques. Tous ses travaux contribuent à la création de la prose arabe moderne, capable d'exprimer les concepts de la pensée contemporaine. Il considère en effet que la culture arabe du Moyen-Orient pourrait renaître de ses cendres grâce à la connaissance de la pensée et des découvertes européennes contemporaines.

Le théâtre est l'une des formes littéraires nouvelles qui naissent de l'influence européenne. La première pièce de théâtre arabe produite selon les canons européens est *Al-Bakhīl* (*L'Avare*) de Marun al-Naqqash, inspirée de l'œuvre de Molière; sa première représentation a lieu dans la maison de l'auteur, à Beyrouth, en 1847. Cependant, le restant du siècle, le théâtre arabe est dominé par des chefs de troupe qui écrivent eux-mêmes ou commandent des pièces destinées à un certain type de spectacle. Ces pièces n'étant pas considérées comme des œuvres littéraires, leurs auteurs ou traducteurs ne sont pas toujours mentionnés, tandis que la majorité d'entre elles ne sont pas publiées. La première personne à apporter une réelle contribution au théâtre en tant que genre littéraire est un élève d'Al-Taḥṭāwī, Muhammad 'Uthman Jalal (1829–1898), qui, outre ses activités de traducteur, de juge et de ministre au sein du gouvernement égyptien, traduit et adapte cinq pièces de Molière et trois de Racine. Il se distingue aussi par son usage de l'arabe égyptien familier.

La nouvelle et le roman de style européen font aussi leur apparition, encouragés par des périodiques comme *Al-Janān* d'Al-Bustānī, une revue publiée de 1870 à 1886 et essentiellement dirigée par le fils de celui-ci, Salim. Le roman tel que nous le connaissons aujourd'hui n'existait pas dans la littérature arabe classique et la forme qui s'en rapprochait le plus était le conte populaire, de transmission orale. On observe ainsi une certaine tendance à la prose rimée dans les débuts du roman et de la nouvelle en langue arabe.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le foyer du renouveau littéraire arabe se déplace du Liban et de la Syrie vers l'Égypte. La guerre civile qui fait rage dans les années 1850 et le massacre des chrétiens à Damas en 1860 freinent le développement de la vie artistique, si bien que de nombreux Libanais et Syriens s'en vont travailler en Égypte. D'autres continuent à voyager vers l'Europe et l'Amérique, formant, dans ce dernier cas, le noyau de l'école d'émigration (*al-mahjar*) dans la littérature arabe. Le chef de file reconnu de la communauté arabe aux États-Unis est l'écrivain et artiste Gibran Khalil Gibran (1883–1931).

Dans les années 1860, l'arabe supplante le turc comme langue officielle en Égypte. La décennie suivante, la pensée polémique de Jāmal al-Dīn al-Afghāni (1838–1897), qui réside en Égypte de 1871 à 1879, commence à avoir un impact. Al-Afghāni ne possède qu'une compréhension limitée de l'arabe et écrit relativement peu dans cette langue (ses œuvres sont d'abord écrites en perse puis traduites), mais ses idées influenceront le grand réformateur musulman Muḥammad 'Abduh (1849–1905). Celui-ci, bien qu'il ne soit pas fondamentalement un homme de lettres, devient un excellent écrivain arabe. Il désire améliorer la qualité de l'arabe écrit par ses ouvrages ainsi que par les conférences sur l'arabe et la composition qu'il donne à l'école de professeurs Dar al-Ulum du Caire, ouverte en 1872 pour former les professeurs arabes des écoles primaires et secondaires.

Au départ, la renaissance de la littérature arabe se caractérise par une nostalgie du passé. L'émergence de la presse et l'impact de la modernité

conduiront toutefois les écrivains à se focaliser sur le monde contemporain. Par ailleurs, l'essor du journalisme à partir du milieu du XIX^e siècle donne un grand coup de fouet au développement littéraire. Les nouvelles trouvent une place dans les journaux et de nombreux romans sont d'abord publiés sous la forme de feuilletons dans les journaux ou sous la forme de hors séries dans les périodiques. L'essor de la littérature et de l'éducation incite les prosateurs à écrire pour un public plus large et plus soucieux des problèmes de la vie quotidienne que du passé. Bien que la $maq\bar{a}m\bar{a}$ et ses ornements stylistiques aient influencé nombre d'écrivains arabes du XIX^e siècle, l'incongruité de son style devient évidente. À l'heure de l'influence occidentale et des avancées techniques, les écrivains arabes réalisent qu'un style plus sobre pourrait présenter en soi un intérêt littéraire.

Vers la fin du XIX^e siècle, le nationalisme représente un thème majeur de la littérature égyptienne. Si ce nationalisme peut être de caractère panarabe ou panislamique (il consiste alors en une démonstration de loyauté au sultan ottoman), il reste le plus souvent focalisé sur la seule Égypte. À cette même époque se font connaître certains poètes néoclassiques remarquables, comme l'homme d'État Mahmud Sami al-Barudi (1839–1904), ou bien encore Ahmad Shawqi (1868–1932) et Hafiz Ibrahim (1871–1932). Shawqi, qui, en tant que poète de cour, commémore les événements publics et fait les louanges des dirigeants, devient le porte-parole du nationalisme égyptien. Khalil Mutran (1871–1949), Libanais exilé en Égypte, préserve certaines caractéristiques néoclassiques dans sa poésie mais introduit aussi de nouveaux éléments, s'imposant ainsi comme un précurseur de la poésie romantique arabe. Le seul poète non égyptien ayant réussi à acquérir une grande réputation à l'extérieur de son pays est l'Irakien Ma'ruf al-Rusafi (1875–1945).

Dans la poésie arabe, l'intérêt persistant pour la tradition classique arabe l'emporte sur les influences littéraires occidentales tout au long du XIX^e siècle. Si le vers blanc est mal accepté dans la littérature arabe, le vers libre se voit réserver un meilleur accueil, peut-être parce qu'il a un certain lien de parenté avec la prose rimée arabe classique. En 1905, Amin al-Rayhani (1876–1940) tente de lancer la poésie en prose sur le modèle de Walt Whitman. Mais le véritable pionnier du vers libre n'en reste pas moins le poète égyptien Ahmad Zaki Abu Shadi (1892–1955), qui manifeste un profond intérêt pour la littérature anglaise.

Le premier arabe à connaître un succès durable pour ses romans est un chrétien libanais installé en Égypte, le prolifique Djurdji Zaydan (1861–1914). Après avoir écrit une histoire d'amour en 1893, il ne produit pas moins de vingt et un romans historiques. La plupart sont des réécritures d'épisodes de l'histoire arabe, enjolivés par des relations amoureuses entre des personnages imaginaires. Cet intérêt pour l'histoire arabe n'est pas sans lien avec l'essor du nationalisme dans les pays arabes. Cependant, le premier roman

digne de ce nom est *Zaynab*, de Muḥammad Ḥusayn Haykal (1888–1956), publié au Caire en 1913. Ce roman dépeint, dans un style sans fioritures, la vie d'un village égyptien. Il a été écrit par Haykal entre 1910 et 1911, alors même qu'il étudiait le droit en Europe.

Les magazines, journaux et revues arabes publiés à la fin du XIX^e siècle ont apporté aux Arabes une nouvelle connaissance du monde extérieur et participé à l'évolution du style des essayistes. Les plus connus de ces magazines, journaux et revues sont, par ordre de fondation, *Al-Muqtataf* (Beyrouth, 1876; Le Caire à partir de 1884), *Al-Hilāl* (fondé par Jurji Zaydan au Caire, 1892), *Al-Mashriq* (Beyrouth, 1898) et *Al-Diyā* (Le Caire, 1898). En Égypte, le maître incontesté en matière d'essais est Mustafa Lutfi al-Manfaluti (1876–1924), qui affiche un style clair et accessible.

Au Maghreb, la situation est quelque peu différente. L'usage du français devient de plus en plus nécessaire pour les Arabes, du fait de la colonisation. En Algérie, la connaissance de l'arabe littéraire est sur le déclin. Les écoles élémentaires françaises se développent peu à peu à partir des années 1890 (bien souvent contre la volonté des colons, qui ne veulent pas que les Algériens musulmans prennent connaissance du français et des idées qu'il exprime). Cependant, en Algérie, la poésie orale populaire continue à être composée dans les langues arabe et persane, généralement en réponse à l'occupation française et à la campagne de pacification qui suit. Certains de ces poèmes sont traduits en français par les ethnographes de l'occupation. Le fait qu'il soit ainsi possible de saisir de riches traditions orales en Algérie nous laisse supposer qu'il existait, dans les autres régions d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, une littérature orale qui s'est perdue depuis.

En Iran, les poètes bénéficient surtout du mécénat de la cour kadjare. Sous le règne de Fath 'Alī shah se réunit un cercle de poètes qui imitent la poésie persane classique, le plus important d'entre eux étant Saba de Kashan (mort vers 1822). Cette culture du classicisme persan atteint son apogée dans l'œuvre de Qa'ani (mort en 1854), premier poète persan à connaître les langues européennes. Abu'l-Qasim Farahani (1779–1835), sous-ministre du dauphin 'Abbas Mirza (mort en 1833), cherche à réformer la prose persane. Avec la fondation du collège Dar al-Funun à Téhéran en 1851 naît une forte demande de traductions de livres depuis les langues européennes, que l'équipe de traducteurs réussit à satisfaire grâce à ses efforts. À la fin du XIX^e siècle, le contenu de la poésie persane commence à se teinter d'un plus grand nombre d'idées politiques et les premières étapes vers l'émergence de la fiction moderne sont franchies.

À un niveau plus populaire, les *tazieh* (ou *ta'ziya*), drames religieux commémorant le martyr des imams chiites, en particulier la mort de l'imam Hussein à Kerbela en 680 apr. J.-C., sont produits à foison en Iran. Les Européens et les musulmans sunnites sont généralement exclus des repré-

sentations. Pour accueillir les spectateurs, des bâtiments appelés *tekieh* (ou *takiyyas*) sont construits dans tout l'Iran. La construction est le plus souvent financée par une personne riche dans le cadre d'un acte pieux. Si la plupart des *tekieh* ne peuvent accueillir que quelques centaines de spectateurs, certains peuvent en recevoir plusieurs milliers. Le plus grand d'entre eux est le Takiyya-i Dawlat royal: ce monument en briques, large et circulaire, situé près du palais Gulistan à Téhéran, devient opérationnel au début des années 1870. L'édifice, démoli dans les années 1950, pouvait recevoir quelque 5 000 personnes.

BIBLIOGRAPHIE

- AL-Asad M. 1992. «The Mosque of Muhammad Ali in Cairo». *Muqarnas* 9, pp. 39–55.
- 1993. «The Mosque of al-Rifa'i in Cairo». Muqarnas 10, p. 108–124.
- BADAWI M. M. 1975. A critical introduction to modern Arabic poetry. Cambridge, Cambridge University Press.
- 1988. Early Arabic drama. Cambridge, Cambridge University Press.
- (dir. publ.). 1992. «Modern arabic literature». Dans: *The Cambridge history of Arabic literature*. Cambridge, Cambridge University Press.
- 1993. A short history of modern Arabic literature. Oxford, Clarendon Press.
- Barillari D., Godoli E. 1996. *Istanbul 1900: Art nouveau architecture and interiors*. Florence/New York, Rizzoli Internazionale.
- Béguin F. 1983. *Arabisances: décor architectural et tracé urbain en Afrique du Nord, 1830–1950.* Paris, Dunod.
- Belhalfaoui M. 1973. *La Poésie arabe maghrébine d'expression populaire*. Paris, François Maspéro.
- Bosworth C. E., HILLENBRAND C. (dir. publ.). 1984. *Qajar Iran: political, social and cultural change 1800–1925*. Édimbourg, Edinburgh University Press.
- Browne E. G. 1914. *The press and poetry of modern Persia*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Brugman J. 1984. An introduction to the history of modern Arabic literature in Egypt. Leyde, Brill.
- Cachia P. 1990. *An overview of modern Arabic literature*. Édimbourg, Edinburgh University Press.

- CANAL A. 1924. La Littérature et la presse tunisienne, de l'occupation à 1900. Paris, La Renaissance du Livre.
- ÇELIK Z. 1986. *The remaking of Istanbul: portrait of an Ottoman city in the nineteenth century.* Seattle, University of Washington Press.
- 1992. Displaying the Orient: architecture of islam at nineteenth-century world's fairs. Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- CHATELAIN Y. 1937. La Vie littéraire et intellectuelle en Tunisie, de 1900 à 1937. Paris, Geuthner.
- CHELKOWSKI P. J. (dir. publ.). 1979. *Ta'ziyeh: ritual and drama in Iran*. New York, New York University Press.
- 1989. «Narrative painting and painting recitation in Qajar Iran». *Muqarnas* 6, pp. 98–111.
- Collectif. 1989. Lebanon, the artist's view: 200 years of Lebanese painting. Catalogue de l'exposition de la British Lebanese Association. Londres, Barbican Centre.
- Déjeux J. 1982. *La Poésie algérienne de 1830 à nos jours*. Paris, Éditions Publisud.
- Gerson-Kiwi E. 1963. *The Persian doctrine of dastga-composition: a phenomenological study in musical modes.* Tel-Aviv, Israel Music Institute.
- HANOTEAU A. 1967. *Poésies populaires de la Kabylie du Djurdjura*. Paris, Imprimerie nationale.
- HAYWOOD J. A. 1971. *Modern Arabic literature, 1800–1970.* Londres, Lund Humphries.
- HOURANI A. 1962. *Arabic thought in the liberal age, 1798–1939*; Oxford, Oxford University Press.
- ILBERT R. 1981. Heliopolis: Le Caire, 1905–1922. Genèse d'une ville. Paris, Éditions du CNRS.
- ILBERT R., VOLAIT M. 1984. «Neo-Arabic renaissance in Egypt, 1870–1930». *Mimar* 13, pp. 26–34.
- JAY YUSI S. K. 1977. Trends and movements in modern Arabic poetry. 2 vol. Leyde, Brill.
- Khozai M. A. *et al.* 1984. *The development of early Arabic drama 1847–1900.* Londres, Longman.
- Moreh S. 1976. Modern Arabic poetry, 1830–1970. Leyde, Brill.
- Owen R. 1969. *The Cairo building industry and the building boom of* 1897–1907. Colloque international sur l'histoire du Caire. Le Caire, pp. 337–350.

RAGETTE F. 1974. Architecture in Lebanon: the Lebanese house during the 18th and 19th centuries. Beyrouth, American University of Beyrouth.

- Renda G., Erol T., Turani A., Özsezgin K., Aslier M. 1988. *A history of Turkish painting*. Seattle/Londres, University of Washington Press.
- ROBINSON B. W. 1964. «The court painters of Fath "Ali Shah"». *Eretz Israel*, vol. VII, pp. 94–105.
- 1989. «Qajar lacquer». *Muqarnas* 6, pp. 131–146.
- SAID E. 1978. Orientalism. New York/Londres, Routledge/Kegan Paul.
- Scarce J. 1991. «The arts of the eighteenth to twentieth centuries». Dans: P. Avery, G. Hambly, C. Melville (dir. publ.). From Nadir Shah to the Islamic republic. Vol. 7. The Cambridge history of Iran. Cambridge, Cambridge University Press.
- Sonneck O. 1902–1904. Chants arabes du Maghreb. Étude sur le dialecte et la poésie populaire de l'Afrique du Nord. 3 vol. Paris.
- Tuglaci P. 1990. The role of the Balian family. Istanbul, Yeni Cigir Bookstore.
- Vernoit S. 1997. *Occidentalism: Islamic art in the nineteenth century*. Londres, Azimuth Editions/Oxford University Press (Nasser D. Khalili Collection of Islamic Art, vol. 23).

8.4 L'Asie

8.4.1 L'Asie centrale et méridionale, le Sud-Est asiatique et la Chine

Stephen Vernoit

LES COURANTS INTELLECTUELS, PHILOSOPHIQUES ET ARTISTIQUES

Les nombreuses traditions culturelles qui fleurissent en Asie au XIX^e siècle sont imbriquées dans les paramètres des grands systèmes religieux du continent: bouddhisme, christianisme, confucianisme, taoïsme, hindouisme, islam, jaïnisme, judaïsme, shintoïsme, sikhisme, zoroastrisme et, dans certaines communautés, animisme et chamanisme. Ces systèmes de croyances transcendent les frontières politiques, même s'il existe parfois des liens spirituels et émotionnels très forts entre une foi particulière et le pays dans lequel cette foi est née. Pour les fidèles de l'hindouisme, par exemple, le fleuve Gange est investi d'une grande importance religieuse.

La plupart de ces systèmes religieux trouvent leur origine en Asie centrale, orientale ou sud-orientale, avec trois exceptions notables, à savoir les religions monothéistes du Moyen-Orient, le judaïsme, le christianisme et l'islam. La religion la plus étendue, dans un sens géographique, est probablement l'islam, puisqu'elle va des côtes orientales de l'Afrique jusqu'aux communautés insulaires de l'Asie du Sud-Est; elle continue également de gagner de nombreux nouveaux fidèles. Par bien des aspects, comme le pèlerinage à La Mecque que tout musulman aspire à réaliser au moins une fois dans sa vie, l'islam conserve sur toute cette zone un degré considérable d'homogénéité. La chrétienté a également fait quelques avancées en Asie, dans les Philippines sous l'autorité espagnole et à travers les conquêtes de l'Empire russe (bien qu'on n'observe pas un grand intérêt à propager la chrétienté chez les dirigeants russes). Ailleurs, diverses minorités de

communautés chrétiennes reçoivent l'appui des gouvernements coloniaux européens et de leurs missionnaires.

Dans tous ces systèmes religieux et dans les nombreuses traditions culturelles qui en dérivent, le rôle et la portée de l'art sont souvent inséparables du contexte religieux, car sa signification repose en grande partie sur des fonctions rituelles ou religieuses. Au cours du XIX^e siècle toutefois, cette représentation traditionnelle commence à entrer en conflit avec une nouvelle vision, laïque, de l'art, qui progresse dans la culture occidentale.

En réalité, deux tendances caractérisent l'évolution des arts dans l'ensemble du continent asiatique au cours du XIX^e siècle: la continuation ou la tentative de renouvellement des traditions indigènes et l'assimilation de la culture occidentale comme moyen d'encourager le développement du pays. Certains intellectuels adoptent même une nouvelle interprétation, influencée par la culture occidentale, des processus historiques de croissance et d'évolution des cultures nationales. À cet égard, l'émergence en Asie de classes éduquées et formées par les nouvelles institutions laïques prend une importance croissante dans la détermination des priorités artistiques.

Les traditions culturelles indigènes restent fortes dans plusieurs régions tout au long du XIXe siècle, comme c'est le cas en Asie centrale. Partout ailleurs, les influences occidentales ont de profondes répercussions, qui dépendent surtout de l'exposition d'une communauté aux valeurs occidentales et du degré d'affaiblissement des formes traditionnelles de patronage. Les communautés isolées, rurales ou nomades, ont bien sûr plus de chances de conserver leurs valeurs traditionnelles. Par ailleurs, les notions occidentales d'urbanisme et de styles architecturaux sont introduites dans certaines grandes villes, notamment dans celles qui sont sous domination coloniale. Les projets de remodelage urbain impliquent souvent la démolition des bâtiments médiévaux pour créer des villes structurées à l'européenne.

La puissance militaire et technique des Européens convainc certains dirigeants asiatiques d'embrasser les idées et les canons esthétiques de l'Occident comme les ornements d'une culture supérieure à la leur. Des intellectuels, des communautés marchandes et des minorités religieuses sont également, à certaines occasions, attirés par la culture et le mode de vie des Occidentaux. La plus extrême rupture des formes traditionnelles de patronage a lieu dans les régions colonisées. L'amélioration des transports dans toute l'Asie, cependant, fait que de nombreuses économies locales sont exposées à l'importation des produits manufacturés européens, ce qui a des effets négatifs sur les industries et les compétences artisanales locales.

Dans les communautés musulmanes, une conscience de la triste condition de l'islam face à l'empiétement de l'Europe coloniale voit le jour. Ainsi, alors que le pouvoir politique des wahhabites reste confiné à l'Arabie, l'influence de leur doctrine s'étend largement. En Inde, par exemple, un

mouvement réformiste est dirigé par Sayyid Aḥmad Khān (1817–1898), qui établit sa base d'opérations à Patna, tandis que ses disciples fondent une retraite dans les montagnes à Sittana au-delà de l'Indus, retraite qui attire les musulmans refusant de vivre sous une autorité non musulmane. Par son insistance sur le djihād, le mouvement wahhabite en Inde est une source de problèmes constante pour les dirigeants, anglais comme hindous.

La culture musulmane, cependant, est également influencée par les confréries soufies, lesquelles attirent un grand nombre de personnes dans le monde. La plupart des confréries sont représentées à La Mecque, à partir de laquelle leurs principes sont diffusés. Certaines confréries soufies, comme la Naqshbandiyya, sont préparées à affronter le pouvoir en place si le besoin s'en fait sentir, pensant dans de tels cas que la réforme du gouvernement est une condition préalable à la réforme de la société. La Naqshbandiyya joue par conséquent un rôle important dans la résistance à la domination britannique en Inde et à la domination russe en Asie centrale et dans le Caucase. À l'instar du mouvement wahhabite, les confréries soufies tendent à traverser les frontières politiques. Elles génèrent aussi quelquefois leurs propres formes d'expression, de littérature, d'art et de musique.

En Asie du Sud-Est, on assiste à l'expansion de l'islam au fur et à mesure que les réformistes musulmans cherchent à revitaliser leur foi par le prêche, l'éducation et la conquête militaire. L'alphabétisation en langue arabique s'étend largement tandis qu'augmente le nombre de personnes familiarisées avec le Coran, l'histoire et les sciences musulmanes. Le caractère unique de la foi musulmane est souligné, ainsi que son incompatibilité avec les autres formes de religion. Dans cette perspective, l'islam adopte souvent le rôle de porte-étendard dans la protestation contre le colonialisme. Convaincus que les pèlerins de retour de La Mecque sont responsables d'une grande partie du désordre social, les Hollandais essaient, dès le début du XIX^e siècle, d'empêcher les pèlerinages du Sud-Est asiatique vers La Mecque, sans réussir à les faire disparaître complètement. Ces pèlerins d'Asie du Sud-Est ayant séjourné à La Mecque ont une grande influence sur la diffusion de l'islam dans leur pays d'origine, par leur enseignement et leurs écrits en langues arabe et malaise.

Le pèlerinage sur les lieux saints est, bien sûr, un rituel important dans d'autres systèmes religieux. Comme pour les pèlerinages de musulmans d'Asie du Sud-Est à La Mecque, l'amélioration des transports permet une participation plus nombreuse à ces rites. La construction de chemins de fer en Inde à partir de la moitié du XIX^e siècle, par exemple, multiplie les pèlerinages hindous vers les sites et temples sacrés — contexte traditionnellement le plus notable pour l'art hindou. Les chemins de fer permettent aux pèlerins de voyager partout en Inde avec une certaine facilité.

Les traditions culturelles dans toutes les régions sont mises à l'épreuve par les guerres et les soulèvements politiques ou sociaux. C'est particulière-

ment vrai en Chine, grande puissance impériale au XVIIIe siècle, qui subit au XIX^e une série de défaites infligées par les puissances étrangères (illustration 193). Ces revers soulignent dramatiquement la faiblesse militaire du pays. La première guerre de l'Opium entre l'Angleterre et la Chine, qui se termine par la défaite de la Chine et la signature du traité de Nankin (1842), force la Chine à s'ouvrir officiellement aux puissances étrangères. Par la suite, l'influence occidentale sur la vie culturelle augmente de manière continue. La rébellion des Taiping révèle l'existence d'une hostilité indigène envers les pratiques traditionnelles, hostilité qui se manifeste par la destruction de temples et de sanctuaires, qu'ils soient bouddhistes, confucianistes ou taoïstes. L'insurrection frappe violemment quelque 600 villes, tandis que l'antagonisme croissant entre Européens et Chinois à Canton (Guangzhou) conduit, en 1860, à une expédition franco-britannique qui occupe Pékin (Beijing), pille et brûle le palais d'Été. Le traité de Tianjin (T'ien-tsin) qui s'ensuit permet l'établissement de missions diplomatiques à Pékin, ouvre de nouveaux ports chinois au commerce étranger et fixe des règlements pour le commerce avec l'intérieur. Ces traités marquent l'apogée de l'exploitation de la Chine par l'Europe. À la fin du siècle, la Chine subit une nouvelle perte lorsque culmine la guerre sinojaponaise (1894–1895). En 1900, les attaques contre les étrangers au cours de la révolte des Boxers provoquent une deuxième occupation de Pékin par les forces européennes et de nouveaux pillages de palais impériaux.

Dans certaines régions, la colonisation occidentale impose de nouvelles langues et politiques d'éducation. En Inde, par exemple, sous la direction de la Compagnie britannique des Indes orientales, le président du Comité de l'instruction publique Thomas Macaulay (1800–1859) propose, en 1835, ses Minutes on education qui introduisent un système d'éducation complètement anglicisé. Selon les termes de Macaulay, le nouveau système éducatif devait créer « une nouvelle classe de personnes, indiennes par le sang et la couleur, mais anglaises par les goûts, les opinions, la morale et l'intellect». Au Viet Nam, la plupart des représentants français du XIX^e siècle sont convaincus que pour atteindre un succès durable de la colonisation, les influences chinoises, y compris le système d'écriture traditionnel, doivent être supprimées. Les missionnaires pensaient que les lettrés confucianistes étaient le principal obstacle à la conversion du pays au catholicisme. L'élimination de la langue chinoise, supposait-on, le séparerait de son héritage et neutraliserait son élite traditionnelle. C'est dans ce but qu'une écriture phonétique romanisée, quoc ngu, est mise en place. Aux Philippines, la conquête espagnole en 1565, suivie de la domination américaine à partir de 1898, conduit à l'introduction de l'espagnol puis de l'anglais comme langues littéraires.

La diffusion de l'imprimerie en Asie a également des conséquences culturelles. L'activité littéraire est stimulée, généralement au détriment des

cultures orales, et les idées occidentales deviennent plus accessibles. Dans certaines zones, l'introduction de la typographie est supplantée par la lithographie, dont l'avantage est de permettre la reproduction directe des manuscrits calligraphiés, évitant aux éditeurs des investissements importants pour reproduire ces caractères. La lithographie est particulièrement favorable aux écritures difficiles à reproduire typographiquement.

L'imprimerie et la lithographie ont un impact important sur la vie culturelle en Chine et dans le sous-continent indien. Des missionnaires américains apportent une presse en Thaïlande et s'en servent pour imprimer des tracts chrétiens en langue thaïe dès 1836. Le potentiel de cette technique est rapidement reconnu par la monarchie thaïe qui, en 1839, imprime un décret royal. En 1858, la première gazette officielle thaïe est publiée par la presse imprimée nouvellement fondée par le gouvernement. Au Viet Nam, où les Français instituent l'imprimerie dans la seconde moitié du XIX^e siècle. la presse joue un rôle significatif dans la formation des langue et littérature vietnamiennes modernes. De nouveaux termes littéraires, philosophiques et scientifiques sont introduits dans cette langue, qui devient également plus normalisée. Aux Philippines, la presse joue un rôle important pour l'opposition nationaliste à la domination espagnole. Un grand nombre d'imprimeries fonctionnent aussi en Malaisie à la fin du XIX^e siècle et des écrits en langue malaise concernant l'islam sont disponibles, importés de Bombay et de La Mecque. En Indonésie, les imprimeries et les maisons d'édition appartiennent essentiellement aux Européens ou aux Chinois; toutefois, une imprimerie utilisant la lithographie et dirigée par Sayyid Oesman produit un grand nombre de livrets en arabe et en malais entre 1875 et 1914.

Les traditions musicales à travers l'Asie sont également modifiées ou transformées au fur et à mesure que les sources traditionnelles de patronage sont taries. En Inde, par exemple, le patronage de la musique était traditionnellement le fait des cours princières ou des temples (en particulier au sud du pays). En Inde centrale, au début du XIX^e siècle, la ville principale pour la musique est Lucknow, qui attire les musiciens de la cour déclinante des Moghols. Lucknow reste un centre musical jusqu'à la révolte indienne de 1857–1858, mais après celle-ci, il faut se tourner vers d'autres cours pour trouver un patronage. Comme les *raj* britanniques ignorent d'une manière générale la musique indienne, le patronage des cours est vital pour la musique traditionnelle jusqu'à l'indépendance de l'Inde en 1947.

En Chine, l'acceptation de l'«opéra de Pékin» représente une importante évolution de la musique de cour au XIX^e siècle. Si ce style d'opéra est introduit à Pékin dès 1790, il est méprisé par la cour comme une forme basse de divertissement jusqu'à ce que l'empereur Xianfeng (règne: 1851–1861) invite en 1860 des acteurs de la ville à donner au palais une représentation en l'honneur de son treizième anniversaire. Cette expérience est limitée, car

l'empereur doit fuir Pékin plus tard dans l'année pour échapper à l'armée franco-britannique. Toutefois, en 1884, l'impératrice douairière Cixi invite à nouveau des acteurs extérieurs au palais dans le cadre des célébrations de son cinquantième anniversaire, et, cette fois, la pratique persiste. En ce qui concerne la musique occidentale, elle a peu d'influence véritable en Chine jusqu'à la révolution de 1911.

En Asie du Sud-Est, cependant, la musique traditionnelle se caractérise, que ce soit dans les cours royales ou dans les villages, par l'utilisation des jeux de gongs, même s'il existe une grande diversité dans l'expression musicale. La musique occidentale est importée dans certaines régions avec la colonisation mais, pour l'essentiel, elle ne suscite que l'intérêt des élites urbaines éduquées à l'occidentale. Néanmoins, les valeurs et coutumes occidentales commencent bel et bien à affecter les genres théâtraux d'Asie du Sud-Est à partir du milieu du XIX^e siècle.

L'influence des idéologies occidentales sur l'évolution historique et la nation se ressent également en Asie. Ces idéologies sont propagées par des moyens divers, particulièrement par les expositions internationales d'Europe et des États-Unis, qui commencent avec l'Exposition universelle de Londres en 1851. De nombreux pays du monde sont encouragés à participer aux expositions en présentant des objets et des produits. Mais les expositions en elles-mêmes tendent à servir de forum aux nations occidentales pour diffuser leurs croyances concernant le progrès de la civilisation.

La supposition de différentes étapes de civilisation apparaît dans la pensée occidentale au XVIIIe siècle, mais c'est au XIXe siècle qu'elle commence à être clairement formulée. Une théorie largement acceptée consiste à diviser le développement de la civilisation en trois étapes, une approche que l'on retrouve dans les travaux de l'anthropologue américain Lewis Morgan. Celui-ci, dans son ouvrage Ancient society (1877), désigne ces trois stades de développement comme étant la sauvagerie, la barbarie et la civilisation. L'étude du premier stade, celui de la sauvagerie, relève de l'ethnographie; l'existence de l'art à cette époque étant mise en doute, on étudie les objets exposés dans les musées comme de simples curiosités scientifiques et, quelquefois, comme des manifestations d'un savoir-faire. Le deuxième stade, celui de la barbarie, se caractérise par la vie tribale; on pense qu'il a commencé avec la découverte de la poterie et qu'il se termine avec la composition littéraire accomplie, à l'image de la période d'Homère en Grèce. Enfin, le troisième stade, qui correspond au stade civilisé, a été atteint grâce aux races sémite et aryenne, mais c'est par la race aryenne uniquement que ce stade a été développé; d'un point de vue politique, cette étape se caractérise par la coalescence des tribus en nations.

Tandis que l'on reconnaît que cette évolution de l'humanité s'est déroulée sur une très longue période, on pense aussi que les premiers stades du développement sont toujours présents dans ce monde — comme le conçoit la théorie de l'évolution des espèces de Darwin. Dans ce système d'évolution, les diverses cultures asiatiques sont placées dans les stades de la sauvagerie ou de la barbarie.

Ces théories de l'évolution supposent implicitement qu'une race et une nation sont déterminées par leur art et leur architecture, ce qui mène les sociétés asiatiques à ressentir le besoin de se définir. L'idée d'établir des styles d'architecture représentatifs pour les nations du monde est tout d'abord soulevée à l'Exposition universelle de 1867 à Paris. Autour de la salle principale de l'exposition sont construits des pavillons nationaux dessinés soit par les architectes du pays qu'ils représentent, soit par des architectes européens qui le font pour leur propre compte. L'intention est de projeter l'« essence » architecturale d'un pays. En réalité, les styles d'art et d'architecture indigènes sont souvent manipulés par les nations coloniales pour renforcer leur propre hégémonie; les Britanniques, par exemple, créent un modèle indo-sarrasin convenant à leur idéologie politique concernant l'Inde.

C'est aussi dans le contexte de ces notions sur l'évolution historique que se répand l'idée de «progrès» artistique selon le modèle occidental. On encourage la création d'œuvres d'art qui correspondent à la notion occidentale des «beaux-arts», car les «beaux-arts» supposent un haut niveau de progrès dans l'évolution culturelle. Toutefois, parmi les commentateurs européens, les opinions diffèrent à propos du niveau de maîtrise des «beaux-arts» qu'ont atteint les différentes nations asiatiques.

LES ARTS VISUELS ET REPRÉSENTATIFS

En Inde, la puissance croissante de la Compagnie des Indes orientales s'exprime par la transformation de Calcutta et de Madras, qui passent du statut d'enclaves commerciales à celui d'élégantes cités néoclassiques. L'arrivée à Calcutta du marquis Wellesley en tant que gouverneur général (un poste qu'il occupe de 1798 à 1805) marque le début d'un profond changement dans la conscience de soi anglaise. Les conquêtes en Inde sous la direction de Wellesley font plus que doubler la taille des territoires contrôlés par la Compagnie des Indes orientales, ce qui donne à la domination britannique un caractère impérialiste. Dans le domaine de l'architecture, cela se manifeste par l'édification en 1803 de la résidence du gouverneur, dessinée par Charles Wyatt (1758–1819); ce bâtiment prend pour modèle le Kedleston Hall dans le Derbyshire, en Angleterre, qui avait été construit dans les années 1760 d'après les dessins de Robert Adam. Au fil des ans, les marchands indiens adoptent également des éléments des styles européens pour leurs maisons à

Calcutta, et l'enrichissement mutuel des styles architecturaux affecte même l'architecture religieuse.

Il reste toutefois plusieurs dirigeants indiens qui conservent une certaine indépendance politique et économique. À Lucknow, les nababs de l'Oudh patronnent activement l'architecture, et un nouveau modèle architectural se développe par l'interaction d'éléments hindous, musulmans et européens. Si les bâtiments religieux de Lucknow respectent l'ancienne tradition architecturale moghole, les bâtiments laïcs sont construits dans un style incorporant librement des caractéristiques européennes. Par exemple, les palais des nababs de Lucknow édifiés au XIX^e siècle, le Chattar Manzil (1803–1827) (*illustration 194*) et le Qaisarbagh (1848–1850), comportent une série d'éléments néoclassiques bien qu'ils soient essentiellement de réalisation indienne.

Des interactions se produisent également dans les arts visuels lorsque les employés de la Compagnie des Indes orientales commencent à patronner la peinture. Il en découle ce que l'on appelle le style *company* dans la peinture indienne. Les artistes indiens travaillant dans les régions britanniques sont encouragés à adapter leur style et produisent des peintures à bas prix pour les patrons européens. Ces peintures révèlent une compréhension profonde de la vie indienne, surtout si on les compare avec les œuvres d'artistes britanniques. À partir de la fin du XVIIIe siècle, des commanditaires européens demandent aux artistes indiens des peintures de sujets d'histoire naturelle, des représentations de paysages et de coutumes. Au début du XIXe siècle, notamment après que la Compagnie des Indes orientales a occupé Dehli en 1803 et que l'empereur moghol aveugle Shah 'Alam II (règne : 1759–1806) a été placé sous protection britannique, les artistes indiens sont mandatés pour représenter des monuments architecturaux. L'édifice le plus souvent peint est le Tāj Mahal d'Agra, qui devient pour les Européens un symbole populaire des réalisations passées de la civilisation moghole. Cette variété des sujets de la peinture *company* reflète la nouvelle assurance qu'ont les Européens de répertorier tous les éléments du monde connu.

La calligraphie rencontre peu de demande de la part des Européens, bien qu'elle soit une forme élevée d'expression visuelle en Inde. Cependant, à Lucknow et dans d'autres cours musulmanes, les calligraphes continuent d'être tenus en haute estime et restent parmi les principaux bénéficiaires du patronage royal. Divers arts pratiqués dans le sous-continent indien parviennent à conserver leur vitalité. Nous citerons ici la confection de tapis et de broderies, la métallurgie, l'émaillage, la joaillerie, la poterie, le travail de la pierre, du bois, de l'ivoire, de la corne et des écailles de tortue. La sculpture du bois et de la pierre trouve aussi des usages significatifs en architecture.

Les styles architecturaux introduits par la Compagnie des Indes orientales à Calcutta et dans d'autres villes se répandent rapidement dans les États

indiens. De grandes résidences britanniques néoclassiques sont construites à Hyderabad, Lucknow et Mysore. Un hôtel de ville néoclassique est dessiné à Bombay par Thomas Cowper (1781–1825) et, en 1837, Duncan Macleod (1780–1856) construit à Murshidabad un nouveau palais pour le nabab, sur le modèle de la maison du gouverneur de Calcutta. Les Britanniques construisent également des églises en Inde, dont beaucoup ont pour prototype l'église de Saint-Martin-in-the-Fields à Londres. Certaines églises contiennent des exemples de structure funéraire, acheminées depuis Londres. Les principes de l'architecture victorienne du «*revival gothique*» inspirent le dessin de l'église Afghane (1847–1858) à Colaba (Bombay). Pour leurs demeures, les Britanniques adoptent le bungalow, forme d'habitation indigène du Bengale; ils l'embellissent avec de la maçonnerie, des tuiles, des vérandas à arcades et des parois à claire-voie et l'exportent dans le monde entier.

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, les Britanniques encouragent l'architecture néogothique en Inde. Ce style connaît un franc succès à Bombay, surtout après que Frederick Stevens (1847–1900) a dessiné la gare Victoria Terminus (1878–1887) et les bâtiments municipaux (1888–1893) qui lui font face. Ceux-ci, toutefois, mêlent le style néogothique au style indo-sarrasin, considéré par les Britanniques comme un style particulièrement adapté pour les *raj*. Il s'agit en fait d'un style avec une conscience propre, qui incorpore délibérément des éléments de styles hindou, musulman et européen afin de symboliser l'harmonie entre les différentes communautés. De nombreux palais dessinés à la fin du XIX^e siècle dans les États princiers l'utilisent. Un de ses défenseurs influents est Samuel Swinton Jacob (1841–1917), qui travaille à Ajmer, Jaipur et au Rajasthan.

Le dessin de temples indiens et de mosquées a, quant à lui, tendance à échapper aux styles néogothique et indo-sarrasin. Cela est dû notamment à la révolte indienne de 1857–1858, après laquelle les Britanniques tentent de souligner toutes les apparences de légitimité indépendante des princes indiens. Mais dans la mesure où les princes indiens, pour diverses raisons, choisissent d'adopter les comportements sociaux britanniques, un changement correspondant s'opère dans le dessin de leurs palais et dans leur ameublement.

L'enseignement de l'art se voit également encouragé par les autorités britanniques à partir du milieu du XIX^e siècle. À Madras, une école d'art privée est fondée en 1850 par le docteur Hunter, qui la finance de ses propres deniers afin d'« améliorer les goûts du public indigène en matière de beauté des formes et de finition des articles grâce à un contact quotidien». Dès 1853, cette école est incorporée à l'École des arts industriels, une institution gouvernementale. Celle-ci propose deux sections: une section artistique enseignant le dessin et une section industrielle qui s'occupe du travail du métal et du bois, de la joaillerie, du textile et de la poterie. En 1854, une

autre école des arts industriels, organisée sur le même modèle, est fondée à Calcutta. L'école Sir Jamsetjee Jeejeebhoy ouvre à Bombay en 1857, et, en 1872, une quatrième institution, l'école des beaux-arts Mayo, est fondée à Lahore. Malgré le soutien apporté par le gouvernement britannique à ces écoles d'art, les résultats sont rapidement décevants. Cela n'est peut-être pas surprenant si l'on tient compte du fait que ces quatre écoles ne sont pas situées dans les centres traditionnels de l'art indien, où elles auraient pu bénéficier du savoir-faire local, mais dans les principales villes de l'administration britannique.

Les Britanniques commencent également à étudier et conserver les monuments indiens et à ouvrir des musées. L'Archeological Survey of India est fondée en 1861 et, en 1904, lord Curzon (vice-roi de 1898 à 1905) crée un cadre de contrôle statutaire par le biais de la loi pour la préservation des monuments anciens. Les nombreux musées établis en Inde par les administrateurs britanniques ont tendance à refléter des préoccupations coloniales. À Lahore, John Lockwood Kipling (1837–1911), père du poète et romancier Rudyard Kipling, est à la fois principal de l'école des beaux-arts Mayo, de 1875 à 1893, et conservateur du Central Museum. Néanmoins, il suit des motivations artistiques plutôt que commerciales et désire réellement préserver les traditions indigènes. Il introduit ainsi une nouvelle méthode d'enseignement artistique reposant sur la mise en circulation d'exemplaires de l'art indien afin de les utiliser comme modèles. En un sens, il tente par cette politique de greffer un nouveau système de patronage sur l'ancien.

À partir de la fin du XIX^e siècle, certains artistes indiens commencent à s'inspirer du concept occidental des «beaux-arts». Ravi Varma (1848–1906), par exemple, est l'un des premiers peintres indiens à acquérir une grande popularité parmi les élites indiennes occidentalisées; il peint des portraits et représente des thèmes issus des légendes et de l'histoire de l'Inde. Au début du XX^e siècle, la notion d'une tradition de l'art indien occidentalisé s'affirme au niveau international, en grande partie au travers des peintures de Rabindranāth Tagore (1861–1941) et de ses disciples à Calcutta.

Par comparaison avec de nombreuses régions du sous-continent indien, l'art et l'architecture en Asie centrale tendent à échapper aux influences occidentales; après la conquête par la Russie et la construction de la voie ferrée transcaspienne, cependant, certaines industries déclinent, notamment la métallurgie. Le commerce transcontinental à travers l'Asie centrale prend fin au XIX^e siècle, de sorte que de nombreuses villes d'Asie centrale perdent leur base économique et se retrouvent isolées. Le plus riche et le plus actif centre de commerce en Asie centrale est Boukhara, dont la prospérité et les possibilités d'emploi attirent des artisans de toute la région. Le travail du métal représente la principale production artistique de la ville; les artisans, organisés en guildes, distribuent leurs produits dans les villes comme dans

les campagnes. Il est à cet égard heureux que, malgré la présence russe à la fin du XIX^e siècle, un grand nombre de villes anciennes du Turkestan soient restées intactes.

En Mongolie et au Tibet, les monastères bouddhiques ainsi que les maisons de la noblesse offrent marché et emploi aux artisans. Au Tibet, la production artisanale se spécialise. Par exemple, le travail de l'argent se fait à Shigatse, celui de l'or à Lhassa, et il est reconnu que le meilleur travail des métaux précieux du Tibet est celui des Newars au Népal. À l'est du Tibet, jusqu'à une époque récente, le principal centre de travail des métaux était celui de Derge. De grandes représentations bouddhiques sont créées en Mongolie et au Tibet en combinant plusieurs artisanats : la tête et les mains sont moulées séparément, tandis que le corps et les membres sont fabriqués en tôle; les différentes parties sont ensuite rattachées par des tiges ou des rivets et par soudure. Les fonderies du Dolōn-nōr en Mongolie produisent des cloches, des représentations et des ustensiles religieux en bronze et en laiton pour toutes les régions bouddhistes d'Asie centrale. Lors de la visite des pères Huc et Gabet en 1844, les artisans viennent tout juste d'achever une immense statue du dalaï-lama, moulée en plusieurs parties et transportée par six chameaux jusqu'à Lhassa, où les différentes parties ont été soudées.

Outre les articles en métal, la manufacture des textiles est une industrie importante en Asie centrale. Nous citerons ici un produit remarquable de l'art textile du Turkestan, l'*ikat*, qui présente une grande variété de motifs. Comme pour les textiles batiks d'Asie du Sud-Est, la méthode utilisée pour la teinture des tissus est dite de réserves. L'*ikat* est employé pour les maisons et pour les vêtements d'hommes et de femmes. À partir de la fin du XIX^e siècle, toutefois, les textiles de coton imprimé bon marché en provenance de Russie commencent à supplanter les produits traditionnels des ateliers de textile du Turkestan, les faisant presque disparaître.

La céramique provient elle aussi souvent de manufactures locales d'Asie centrale, bien que quelques demeures des classes supérieures contiennent des porcelaines de Chine. Les céramiques locales et les porcelaines chinoises, cependant, sont progressivement remplacées par des objets fabriqués en Russie. Le bois est une matière première de valeur en raison de sa rareté; il est utilisé à l'occasion pour des éléments architecturaux de sculpture de haute qualité, comme les montants des portes des résidences. Les maisons riches peuvent également être ornées de plâtrages.

En Chine, après la période prospère pour les arts visuels du règne de Qianlong (règne: 1736–1795), les artistes, artisans et patrons semblent perdre de vue leur objectif. La cour des Qing au XIX^e siècle (*illustration 195*) ne se distingue pas sur le plan culturel, et son patronage manque souvent d'inspiration. Artistes et artisans se trouvent dépendants du marché ou d'un patron particulier, et on observe une tendance à la répétition ou l'élaboration

des mêmes travaux. L'enthousiasme européen pour l'art chinois commence également à faiblir, particulièrement depuis que l'Europe produit elle-même de grandes quantités de porcelaine dans ses propres usines.

Si l'art de la calligraphie reste important en Chine, le statut des peintres décline quelque peu. Ils tendent à travailler dans un style traditionnel, caractérisé par un trait de pinceau épais. Ren Bonian (1840–1896), qui peint des images d'oiseaux et de fleurs à l'encre et en couleur sur du papier ou de la soie (*illustration 196*), tire son inspiration de l'art de la dynastie Ming (1368–1644). Wu Changshi (1844–1927) élabore un style de couleurs riches et de calligraphie forte. Une originalité plus grande dans la peinture chinoise, cependant, apparaît au XX^e siècle dans les travaux de Qi Baishi (1863–1957) et Huang Binhong (1864–1955).

Les fours chinois impériaux continuent de produire de la porcelaine, mais sans atteindre la qualité de l'ancien temps. On observe tout d'abord une tendance à plus d'ingénuité et d'élaboration dans la manufacture des objets. Si certains articles produits durant le règne de Daoguang (de 1821 à 1850) sont de bonne qualité, on observe une dégradation générale, tant au niveau de la matière que de la décoration des porcelaines. En 1853, l'industrie de porcelaine impériale est durement frappée lorsque le centre de manufacture de Jingdezhen est mis à sac par les rebelles Taiping. L'usine, toutefois, est reconstruite en 1864 au cours du règne de Tongzhi (de 1862 à 1874) et connaît un certain renouveau sous celui de Guangxu (de 1875 à 1908). Pendant ce temps, dans diverses usines de province, la manufacture de poteries continue avec une certaine vigueur.

De nombreuses matières précieuses sont travaillées en Chine, y compris le jade, la corne de rhinocéros, les carapaces de tortue, la nacre, l'or et l'argent. Les objets en ivoire alimentent la consommation nationale et le commerce extérieur; dans le dernier cas, ils proviennent principalement de Canton. De même, la décoration de porcelaines destinées à l'exportation se fait à Canton. Les récipients en émail cloisonné ainsi que les laques sculptés et peints sont, eux aussi, fabriqués pour la consommation nationale et pour la demande étrangère, avec des marchés en Europe, en Russie et en Asie. Avec l'art de la broderie, nombre de tapis et de tentures de laine sont manufacturés, notamment dans les régions frontalières du nord de la Chine et, en 1860, un prêtre bouddhiste du nom de He Jiching fonde une école de tissage à Baogu pour les pauvres de Pékin. Le principal centre de fabrication du verre est Boshan au Shandong, dont la production remplace le «verre de Pékin». La technique de la peinture sur verre, probablement introduite par l'Europe en Chine au XVIII^e siècle, devient courante pour la représentation de natures mortes et autres scènes, dont certaines ont été copiées de reproduction de gravures européennes. L'essentiel de ce travail est exécuté à Canton, pour être exporté en Europe, en particulier en Grande-Bretagne, où ces produits

sont très populaires au début du XIX^e siècle. Les Chinois, en revanche, considèrent ces peintures comme de vulgaires objets destinés aux étrangers, et aucune référence n'en est faite dans les écrits chinois sur la peinture.

Sous l'influence de l'impératrice douairière Cixi (1861–1908), ellemême peintre accomplie d'oiseaux et de fleurs, s'opère un bref renouveau du patronage artistique à la cour. Il est marqué par la construction de divers palais, notamment le palais d'Été sur la côte de Beihai au nord-ouest de Pékin. Un autre bâtiment de la fin du XIX^e siècle est le Jiniandian (ou temple de la Prière annuelle), érigé près de l'autel du Ciel dans le quartier sud de Pékin. Le renouveau de nombreux arts sous le règne de Cixi se fait dans le style de la fin du XVIII^e siècle, mais la délicatesse et le talent de la période précédente lui font défaut. Pour les porcelaines, la décoration sur glaçure polychrome tend à paraître lourde. Des textiles et costumes sont également manufacturés, mais leur qualité est parfois affectée par l'utilisation des teintures à l'aniline récemment introduites. Après la guerre sino-japonaise (1894–1895), l'intérêt se porte sur les techniques européennes et sur les techniques japonaises inspirées des Européens.

En Thaïlande (ancien Siam), après l'établissement de Bangkok comme nouvelle capitale en 1782, Rāma Ier (règne: 1782-1809) entreprend de reconstruire son royaume. Il fait ériger l'original Grand Palais, qui contient le temple du Bouddha d'émeraude, des cours, des salles de conseil et des résidences privées; il fait aussi creuser des canaux autour de la ville par mesure défensive contre les Birmans. Plus tard, le libéral Rāma V (Chulalongkorn, règne: 1868–1910) développe la zone de la ville appelée Dusit et effectue des modifications dans le Grand Palais. Le Viet Nam et le Cambodge, à la même époque, tombent sous la coupe coloniale. L'acquisition du Viet Nam par la France, réalisée en plusieurs étapes, à pour effet de diviser le pays en trois parties : la Cochinchine devient une colonie française en 1867, l'Annam et le Tonkin sont placés sous protectorat français en 1883. En 1887, l'Union indochinoise française est formée des protectorats de l'Annam, du Tonkin, du Cambodge, du Laos et de la colonie de Cochinchine. Si de nombreuses idées culturelles nouvelles naissent dans ces régions, les formes d'art traditionnelles comme les laques, la sculpture (illustration 197), la peinture sur soie et la gravure sur bois perdurent également. Aux Philippines, sous la domination espagnole, le catholicisme romain inspire de nouvelles formes d'art et d'architecture, et la colonisation a des répercussions encore plus marquées.

Dans le Sud-Est asiatique, l'islam exerce une influence grandissante sur l'identité culturelle de la région, même si bien d'autres coutumes et pratiques sont toujours présentes. Dans l'architecture des mosquées, certains traits traditionnels comme les plans carrés et les toits à étage perdurent au XIX^e siècle,

comme à la mosquée du Vendredi à Singkarak (Sumatra). D'autres mosquées reflètent des influences architecturales venues d'Inde; des mosquées avec des dômes, par exemple, sont construites en Asie du Sud-Est à partir du XIX^e siècle. L'une des premières mosquées de ce type est la nouvelle Masjid Baiturrachman (1881), à Acèh, avec un dôme charpenté; depuis, la mosquée a reçu quatre dômes supplémentaires et deux minarets. Les calligraphes et les enlumineurs, cependant, trouvent leur principale source de patronage dans les cours royales. Les manuscrits sont généralement écrits ou importés sur du papier européen ou chinois, en utilisant une forme modifiée d'écriture arabe appelée jāwī. Des copies du Coran et d'autres manuscrits sont commandés, certains avec frontispice et colophon enluminés, tandis que les lettres royales fournissent aux scribes une autre occasion de démontrer leurs talents.

Le textile, objet d'importance esthétique, rituelle et économique, occupe une place centrale dans la vie culturelle d'Asie du Sud-Est. Si les vêtements sont traditionnellement constitués d'un ensemble de tissus rectangulaires, l'influence de la culture musulmane, qui requiert que le corps soit couvert en public, notamment lors des cérémonies et observances religieuses, conduit à l'usage de robes, manteaux, jupes, vestes, pantalons et autres accessoires vestimentaires. Tous ces éléments demandent les compétences des tailleurs. Différents tissus pour couvrir la tête sont également fabriqués, certains ornés de calligraphie.

Pour la décoration des textiles, la technique batik est particulièrement courante. Comme l'ikat d'Asie centrale, elle consiste dans l'application de réserves à la cire, laquelle empêche la teinture de pénétrer les zones de l'étoffe qu'elle couvre, de sorte qu'un motif est dessiné en négatif. Au XIX^e siècle, la production de batik est d'abord confrontée à la compétition de l'industrie du coton imprimé établie par les Hollandais à Djakarta. Dès le milieu du XIX^e siècle, toutefois, l'art batik de cirage à la main est remplacé par une nouvelle méthode d'application de la cire avec un tampon de cuivre (*tjap*). Cela révolutionne la production et constitue le premier facteur important dans la création d'une industrie batik. Les cités de la côte nord de Java deviennent des centres florissants de production de batik. Plus tard au cours du XIX^e siècle, pourtant, les cotons produits massivement par les Européens et les Japonais présentent une menace et, dès les années 1890, les Chinois contrôlent les importations de batiste, dominant ainsi l'industrie batik.

Certains motifs et dessins textiles tombent en disgrâce en Asie du Sud-Est avec la diffusion de l'islam, mais d'autres commencent à apparaître, comme le lion, symbole d'Ali, portant quelquefois une bannière et souvent représenté avec l'épée à double tranchant (*dhu'l-faqar*). Un autre motif est le *burāq*, créature mythique qui transporte le Prophète lors de ses voyages nocturnes (*mi'rāj*). Sur certaines tentures d'Acèh et de Malaisie, on trouve des motifs d'arbres influencés par les dessins moghols-perses, comme on en voit sur les

tapis de prière et les cotons peints et imprimés d'Inde. Sous l'influence de l'islam réformiste, il y a eu, semble-t-il, un rejet délibéré des représentations de figures humaines, en même temps qu'un regain d'intérêt pour les arabesques sur les textiles et sur les objets en métal, bois ou pierre.

LA LITTÉRATURE

Au XIXe siècle, on observe des tentatives de revitalisation ou de rétablissement des traditions littéraires dans l'ensemble du continent asiatique. Les langues sont adaptées aux nouvelles idées et les genres littéraires occidentaux sont introduits. Dans ce contexte, la traduction de travaux scientifiques et littéraires en langues européennes a un impact important sur les cultures littéraires asiatiques. Les écrits occidentaux fournissent aux écrivains de nouveaux modèles et de nouvelles techniques de narration. Ainsi, dans certains cas, l'écriture de fiction en prose passe par plusieurs stades de développement — historique, romantique, réaliste et symbolique —, à la recherche d'une forme moderne.

Moyen d'expression littéraire en Inde, la langue perse perd progressivement pied en faveur de l'ourdou, qui gagne de l'importance depuis le XVIII^e siècle. Des poètes tels que Ghālib (v. 1797–1869), dernier grand poète de l'ère moghole, composent dans les deux langues. Ghālib est présent à la cour de l'empereur moghol Bahādur shah II (règne: 1837–1858) à Delhi, puis s'exile en Birmanie après la révolte indienne. Les formes poétiques persanes traditionnelles sont adaptées en langue ourdou pour exprimer de nouvelles préoccupations sociales et idéologiques, commençant avec les travaux de Altaf Husayn Hali (1837–1914) pour continuer avec la poésie de Muḥammad Iqbāl (1877–1938). Dans la poésie d'Iqbāl, rédigée en perse et en ourdou, la mémoire des réalisations passées de l'islam se mêle à une demande de réformes.

Dans les centres chiites d'Inde, particulièrement à Lucknow et Hyderabad dans le Deccan, les drames *ta'ziya* sont très populaires. Lucknow est la scène de représentations spectaculaires auxquelles assistent les nababs d'Oudh. Les bâtiments connus en Inde sous le nom d'*imāmbāras*, où sont célébrées les cérémonies de Muharram et autres événements religieux, sont construits à la gloire de leurs dirigeants. Ces bâtiments consistent en une ou plusieurs salles conçues pour recevoir les grandes assemblées réunies par les cérémonies de Muharram et richement décorées et meublées. Plusieurs d'entre eux servent de tombes pour les nababs d'Oudh.

En plus des langues perse et ourdou, la fine poésie s'exprime aussi en bengali, une langue qui est parlée au Bengladesh, au Bengale occidental et

dans certaines parties de l'Assam, du Bihar et de l'Orissa. Le plus grand de tous les poètes bengalis, qui accède à la célébrité dans le monde occidental lorsqu'il remporte le prix Nobel de littérature en 1913, est Rabindranāth Tagore (1861–1941) (*illustration 198*); c'est aussi un peintre et un compositeur doué, qui met en musique de nombreux poèmes. L'auteur bengali Bankim Chandra Chatterji (1838–1894), qui écrit de nombreux romans, essais et nouvelles, peut être considéré comme le premier romancier d'Inde. En 1872, il entreprend la publication du journal *Bangadar Ana*, dans lequel l'essentiel de son œuvre apparaît sous forme de série. Ses œuvres sont très influencées par les romanciers britanniques, notamment par sir Walter Scott.

Le premier roman d'importance en malayālam est *Indulekha* (1889) de Candu Mēnon, un ouvrage qui relate l'impact des idées occidentales sur une famille orthodoxe du sud de Malabar. B. M. Rajam Ayyar (1872–1898) est l'auteur de l'un des premiers romans en langue tamoule, *Kamalambal*, l'histoire d'une famille brahmane d'Inde du Sud, publiée sous forme de série entre 1893 et 1895. Son roman inachevé en anglais, *True greatness*, donne une représentation de l'humour et de l'ambiance de son travail tamoul.

Dans les pays où l'influence occidentale ne parvient pas à pénétrer, comme l'Asie centrale, les littératures orales conservent une grande vitalité. La forme de littérature la plus fortement cultivée parmi les peuples turcs est la poésie narrative, aussi bien héroïque que non héroïque, ainsi que la poésie rituelle dramatique. La récitation de poésie narrative est souvent accompagnée d'instruments à cordes de types variés, tandis que d'autres instruments tels que la guimbarde ou la flûte, le tambour et le tambourin sont également courants. Comme le cheval est l'un des éléments essentiels de la vie des nomades d'Asie, les chansons et histoires à propos des chevaux sont nombreuses. Les femmes composent généralement une poésie élégiaque et les chamans une poésie spirituelle et intellectuelle.

L'impact de la civilisation occidentale sur la littérature chinoise commence à se faire sentir après la défaite militaire infligée par la Grande-Bretagne à la Chine en 1841. Un bureau de traduction (tongwen guan) est établi en 1867 pour former les érudits chinois aux langues européennes. Cela marque le début de l'activité de traduction des écrits occidentaux philosophiques, scientifiques, politiques et littéraires. Des projets d'envoyer des étudiants chinois à l'étranger avec des bourses accordées par le gouvernement sont aussi lancés, quoique les résultats de cette politique soient au départ médiocres. Wang Tao (1828–1890), qui écrit des livres fondés sur des sources occidentales, gagne un certain renom comme expert en affaires étrangères avec son Récit de la guerre franco-prusse (1872; édition complétée en 1886). Yan Fu (1853–1921), qui étudie en Angleterre et rejoint l'équipe du vice-roi Zhang Zhidong (1837–1907) à Wuchang, introduit la philosophie occidentale en Chine. En 1898, il adapte Evolution and ethics de

Thomas Huxley en prose chinoise classique; ses autres traductions incluent les *Principes de sociologie* d'Herbert Spencer, *On liberty* de John Stuart Mill et *L'Esprit des lois* de Montesquieu. Lin Shu (1852–1924) joue aussi un rôle important dans la traduction des nouvelles et romans occidentaux, bien qu'il n'ait qu'une connaissance rudimentaire des langues occidentales et qu'il dépende d'assistants. En fait, certaines de ses traductions de textes occidentaux sont fondées sur des traductions japonaises.

En poésie, Wang Kaiyun (1833–1916) se distingue en rivalisant avec les travaux des grands maîtres. La génération suivante de poètes, bien qu'enracinée dans la tradition, entrera davantage en contact avec le monde extérieur. Les premiers signes de changement apparaissent quand un certain nombre d'érudits poètes, avec à leur tête Tan Sitong (1865–1898) et Xia Zengyou (1865–1924), lancent un mouvement appelé «nouvelle poésie». Ils introduisent une nouvelle terminologie — principalement des translittérations de termes étrangers — dans les vers traditionnels et emploient des références fréquentes à la littérature étrangère. Parmi les poètes qui cultivent les styles nouveaux, Huang Zunxian (1848–1905) remporte le plus grand succès. Homme aux intérêts variés — il est aussi érudit, folkloriste, réformateur et diplomate —, ses responsabilités officielles l'entraînent au Japon, en France, en Grande-Bretagne, en Malaisie et aux États-Unis. Il éprouve le besoin de libérer la poésie chinoise des conventions du passé et ne se spécialise dans aucun style d'écriture traditionnel, comme il était d'usage parmi les poètes de l'époque. Dans ses vers, il explore de nouveaux sujets et essaie d'éviter les clichés en utilisant un moyen plus clair. Son indignation face aux traités signés avec les nations étrangères s'exprime à la fin du XIX^e siècle dans des poèmes qui déplorent la perte de Port-Arthur et de Weihaiwei. Des sentiments similaires sont exprimés dans des poèmes décrivant l'incendie et le pillage de Pékin par les forces occidentales au cours de la révolte des Boxers, en 1900.

Dans le domaine de la fiction, Wen Kang (dont le nom de plume est Yanbei Xianren) imprime un nouveau ton avec *Histoire d'hommes et femmes héroïques*, qui comprend originellement trente-cinq chapitres mais dont seuls quatre ont été préservés. Un roman supérieur de ce même type est *Cinq Justiciers et trois redresseurs de torts* (1879), d'auteur incertain. Pour toucher une audience plus large, l'érudit libéral Kang Youwei (1858–1927) et son élève Liang Qichao (1873–1929) modifient le langage littéraire pour en faire un style de prose semi-classique plus adapté à l'expression des idées occidentales. Durant la même période, la presse quotidienne et périodique de Chine fournit de nouvelles possibilités de publication pour les textes en série. Cette tendance, qui atteint une grande popularité après la guerre sino-japonaise, engendre un grand nombre de romans qui prennent pour modèle l'histoire d'amour picaresque. Des romans satiriques sont écrits par Li Boyuan (1867–

1906) et Wu Yuyao (dont le nom de plume est Wofo Shanren, 1867–1910). Le grand roman écrit par Liu E (1857–1909), *Récits de voyage d'un vieux rebut*, apparaissent sous forme de série entre 1904 et 1907; il s'agit d'un récit réaliste, utilisant des noms fictifs, des expériences de l'auteur et de ses contemporains. Liu E est également un excellent poète.

En Birmanie, à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, un mouvement général de libéralisation de la littérature est visible, comme le montre l'apparition de l'humour et de la satire, qu'on peut observer tout d'abord dans un type de long poème narratif connu sous le nom de *yagan*, puis dans les drames appelés pya-zat, fondés sur des histoires bouddhiques et hindoues et d'autres récits. Les styles d'écriture deviennent plus libres et beaucoup d'ouvrages sont composés dans un style mixte combinant les rimes des vers avec la cadence de la prose. Les premières pièces d'U Pon-nya (v. 1807-1866) et d'U Kyin U (v. 1819–1853) sont destinées à la représentation devant le roi et les gouverneurs de province. Dès les années 1870, cependant, on voit apparaître des pièces écrites pour une audience plus populaire, dont les textes peuvent être imprimés en grand nombre et à moindre coût grâce à l'établissement d'imprimeries locales. De telles pièces marquent le début de la littérature populaire en Birmanie et ne sont remplacées que progressivement, au début du XX^e siècle, par les romans de style occidental. Après 1886, année au cours de laquelle la monarchie perd le pouvoir et où la Birmanie devient une province de l'empire britannique de l'Inde, l'expression d'une conscience nationale se fait de plus en plus grande.

Les écrits historiques birmans sont rédigés en vers et en prose. De 1829 à 1832, un comité d'érudits nommés par le roi Bagyidaw (règne: 1819–1837) compile une chronique officielle, nommée *Chronique du palais de Cristal* d'après la salle du palais où se réunissent ces érudits. Cet ouvrage, une version révisée et mise à jour de la *Grande Chronique* (écrite entre 1714 et 1733) d'U Kala est compilée en trente-huit sections couvrant l'histoire de la Birmanie jusqu'en 1821. Une suite de la *Chronique du palais de Cristal*, en dix sections couvrant la période jusqu'à 1854, est compilée entre 1867 et 1869 par un comité nommé par le roi Mindon (règne: 1853–1878). Une autre suite, allant jusqu'à 1886, est écrite en 1909 par U Tin de Mandalay.

En Thaïlande, sous le règne de Rāma Ier (de 1782 à 1809), lui-même poète, des ouvrages littéraires traditionnels sont produits et un haut niveau d'écriture en prose est établi. La première fiction en prose est écrite par le poète de cour Chao Phraya Phra Khlang (Hon). Ces tendances se poursuivent au cours du règne de Rāma II (de 1809 à 1824). Le renouveau et la réécriture de la littérature classique thaïe, cependant, atteignent leur apogée au cours du règne de Rāma III (de 1824 à 1851). D'une manière générale, la poésie passe par une période de transition en Thaïlande au fur et à mesure que les poètes commencent à s'aventurer hors de la cour et à observer la vie. Le

poète de cour Phra Sunthon Wohan (Sunthon Phu, v. 1786–v. 1855), auteur de la romance épique *Phra Aphaimani*, écrit des vers qui conservent une empreinte commune. La plus connue des épopées parodiques est *Poor prince* de Phra Maha Montree Sub (*floruit* 1809–1851), qui fait date dans la littérature classique thaïe, mêlant des éléments royaux et populaires et ouvrant la voie à une littérature à la base plus large. Au cours du XIX^e siècle, lorsque la lecture progresse en Thaïlande, les écrits en prose prennent le dessus, bien que la poésie, particulièrement la poésie dramatique, reste populaire.

La littérature en prose thaïlandaise moderne date généralement de l'introduction des techniques de l'imprimerie, du journalisme et de l'éducation moderne résultant de la politique de Rāma IV (Mongkut, règne: 1851–1868), qui ouvre la Thaïlande au monde occidental. Les débuts de l'écriture en prose moderne critique peuvent être datés de 1858, quand le gouvernement thaïlandais commence à publier la *Gazette royale*, laquelle informe le public des décrets, lois et autres nouvelles. La prose non fictionnelle se développe également par l'écriture de chroniques. L'écriture de fictions remonte à l'apparition du journal thaïlandais *Avis aux jeunes gens*, publié par des Thaïs en 1874.

Au Viet Nam, avant le XIX^e siècle, la langue vietnamienne est écrite en

Au Viet Nam, avant le XIX^e siècle, la langue vietnamienne est écrite en caractères dérivés du chinois, formant un système connu sous le nom de *chu nom*. La grande période de la littérature *chu nom* — synonyme de poésie en vietnamien — couvre le XVIII^e siècle et le début du XIX^e. Parmi les poètes, plusieurs femmes se distinguent, notamment Ho Xuan Hong (1768–1839), dont la maîtrise technique, l'humour et la célébration de la vie quotidienne lui valent le titre de «reine de la poésie *chu nom*». La dynastie Nguyên (1802–1945) cherche à consolider sa propre légitimité par la réaffirmation des préceptes confucéens. Toutefois, les soulèvements politiques et sociaux poussent les auteurs à adopter différentes approches face au problème de la loyauté envers le dirigeant. Ces soulèvements sont présents dans la plus grande des œuvres *chu nom*, l'*Histoire de Kieu* de Nguyên Du (1765–1820), poème épique de 3 254 vers fondé sur une légende chinoise.

Au cours du XIX^e siècle, au Viet Nam, l'écriture *chu nom* est remplacée par l'écriture *quoc ngu*, écriture phonétique influencée par les langues romanes et encore en usage aujourd'hui. Elle a été à l'origine mise au point par des missionnaires jésuites au XVII^e siècle puis adoptée par les autorités coloniales françaises pour encourager la rupture des liens avec la Chine. L'introduction du *quoc ngu* cause aussi une rupture avec le passé vietnamien en rendant les écrits dynastiques et la littérature ancienne inaccessibles à la nouvelle génération de Vietnamiens colonisés. La littérature vietnamienne moderne, de ce fait, commence avec la colonisation du pays par la France, même si la culture vietnamienne a déjà atteint un haut niveau de perfectionnement avant l'introduction des concepts et techniques de l'Occident. Le grand pionnier de la littérature *quoc ngu* est l'écrivain vietnamien Truong

Vinh Ky (Petrus Ky, 1837–1898), qui écrit des ouvrages allant des récits populaires à la narration de ses propres voyages en passant par l'histoire du Viet Nam. Il traduit également de nombreux ouvrages *chu nom* en *quoc ngu*, les rendant ainsi pour la première fois accessibles à un large public.

Au Cambodge, pays qui est placé sous protectorat français en 1863 et inclus à l'Union indochinoise française en 1887, on observe une certaine résistance aux influences religieuses et culturelles françaises. Par conséquent, la littérature du Cambodge au XIX^e siècle offre surtout des ouvrages de style traditionnel en prose et en vers, ainsi que des chroniques royales.

Aux Philippines, la conquête espagnole en 1565 conduit à la mise en place d'un alphabet romanisé et de nouvelles formes littéraires. La culture espagnole se répand très largement aux Philippines et la majorité de la population est convertie au christianisme. Les romances de style espagnol et les drames chrétiens sont adaptés, principalement par des poètes tagalogs. Le remplacement des systèmes de croyances indigènes par la chrétienté accompagné de la diffusion de l'alphabétisation remet en cause la littérature traditionnelle orale et épique. Dès le XIX^e siècle, cependant, la plupart des écrivains utilisent l'espagnol, qui devient la langue du nationalisme philippin. Une importante œuvre de transition est *Florente at Laura*, poème narratif de 399 quatrains de Francisco Baltazar (aussi connu sous le nom de Balagtas, 1788-1862). La première édition de cet ouvrage est publiée en 1861, bien qu'elle ait été composée dès 1838. Elle est considérée comme un chef-d'œuvre de la littérature tagalog, ouvrant une nouvelle voie à l'utilisation du tagalog comme langue littéraire. Baltazar utilise l'allégorie, le symbolisme et la satire déguisée pour cacher des censeurs sa désapprobation de la domination espagnole. Des formes théâtrales sont également empruntées à l'espagnol. Les romans philippins les plus célèbres sont Noli me tangere (1886) et El filibusterismo (1891), tous deux écrits en espagnol par le nationaliste philippin José Rizal (1861–1896), qui a étudié en Espagne. De ce point de vue, le contraste entre l'écriture de Rizal et celle de Baltazar est instructif. Le poème de ce dernier prend place dans un cadre fabuleux, l'Albanie, et mêle des phrases espagnoles à des vers tagalogs pour donner plus de prestance à la diction; par contraste, le *Noli me tangere*, situé dans un cadre contemporain et facilement identifiable, est rédigé dans une prose espagnole animée de mots tagalogs, dont le but est de produire un effet réaliste, satirique ou nationaliste. Il nous faut aussi remarquer que Florentes at Laura a été écrit pour être récité à voix haute, tandis que le Noli me tangere l'a été pour être lu. Peu après la mort de Rizal, un roman tagalog est pour la première fois publié sous forme de série en 1899. À cette date, toutefois, les Philippines sont passées sous domination américaine, ce qui représente un autre changement de langue. Ainsi, de 1898 à la Deuxième Guerre mondiale, l'anglais est employé comme véhicule officiel de l'instruction.

En Malaisie, le vocabulaire et la structure grammaticale du malais sont touchés par des influences européennes qui concernent la science, le gouvernement et la culture. Abdullah bin Abdul Kadir Munshi (1796–1854), secrétaire de Stamford Raffles (1781–1826) à Malacca et Singapour, peut être considéré comme le premier auteur malais moderne, bien que son œuvre n'inspire pas de nouveau mouvement littéraire au XIX^e siècle. Si le style d'écriture d'Abdullah rappelle souvent les écrits classiques malais, il est novateur par la mise en valeur du réalisme, l'exposition de points de vue personnels, la critique des présupposés qui sous-tendent les comportements sociaux et politiques et la conscience de la présence coloniale. L'œuvre la plus célèbre d'Abdullah est sa longue et détaillée autobiographie, Hikavat Abdullah, achevée en 1845. Le fait qu'il n'influence que peu la littérature malaise au cours du reste du XIXe siècle est probablement dû à la colonisation, qui inhibe le développement d'une culture littéraire indigène. On trouve toutefois un reflet des travaux d'Abdullah dans les écrits de son fils, Muhammad Ibrahim. Les nouvelles et les romans en langue malaise n'apparaissent que dans les années 1920.

Dans les îles d'Indonésie (anciennement «Indes néerlandaises»), la littérature entre dans une sorte de période de transition durant le XIX^e siècle. L'écrivain javanais Ranggawarsita, bien que toujours ancré dans les traditions de la culture javanaise, est influencé par le contact avec l'Occident. Dans le monde malais, l'historien Raja Ali Haji (v. 1808-v. 1870), également familiarisé avec la langue arabe, introduit un nouveau ton dans son Tuhfat al-Nafīs (Cadeau précieux), commencé en 1865, puisqu'il critique le statut et la valeur des sources traditionnelles. Une attitude moderne, toutefois, est plus facilement détectable dans les écrits d'Abdullah bin Abdul Kadir Munshi. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, la croissance d'une culture littéraire est étroitement liée à l'émergence d'une presse vernaculaire et le récit des nouvelles est quelquefois présenté sous forme de poésie. Les bases de la langue et de la littérature indonésienne sont posées lorsque les missions chrétiennes et le gouvernement des Indes néerlandaises ouvrent des écoles de langue malaise aussi bien dans les territoires parlant cette langue que dans les régions dépourvues d'une langue écrite. L'utilisation du malais dans ces écoles et l'adoption d'une écriture romanisée résulte en une certaine européanisation du langage traditionnel. Des modifications ultérieures se produiront au XXe siècle.

BIBLIOGRAPHIE

Archer M., Archer W. G. 1952. *Indian painting for the British 1770–1880*. Oxford, Oxford University Press.

- Ballhatchet K., Taylor D. (dir. publ.). 1984. *Changing South Asia: city and culture.* Hong-Kong, Asian Research Service.
- Beurdeley M., Raindre G. 1986. *Qing porcelain: famille verte, famille rose*. New York, Rizzoli International Publications.
- BIRDWOOD G. C. M. 1880. *The industrial arts of India*. Londres, Chapman & Hall.
- CHADWICK N. K., ZHIRMUNSKY V. 1969. *Oral epics of Central Asia*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Davies P. 1985. *Splendours of the raj: British architecture in India, 1660–1947.* Londres, John Murray.
- Elman B. 1984. From philosophy to philology: intellectual and social aspects of change in late imperial China. Cambridge.
- Forbes Watson J. 1866. *Collection of specimens and illustrations of the textile manufactures of India.* 18 vol. Londres, India Museum.
- 1866. *The textile manufactures and the costumes of the people of India.* Londres, India Museum.
- Guha-Thakurta T. 1992. The making of a new «Indian» art: artists, aesthetics and nationalism in Bengal, c. 1850–1920. Cambridge, Cambridge University Press.
- GÜNTHER R. (dir. publ.). 1973. Musikkulturen Asiens, Afrikas und Ozeaniens im 19. Jahrhundert. Ratisbonne, Gustav Bosse.
- HAVELL E. B. 1910. Essays on Indian art, industry and education. Madras.
- Jasiewicz Z. 1977. «Traditional handicrafts of Uzbekistan in the process of culture changes in the second half of the nineteenth and in the twentieth centuries». *Ethnologia Polona*, vol. 3.
- Kalter J. 1984. *The arts and crafts of Turkestan*. Londres, Thames & Hudson.
- Mackerras C. 1972. The rise of the Peking opera 1770–1870: social aspects of the theatre in Manchu China. Oxford, Clarendon Press.
- 1975. The Chinese theatre in modern times from 1840 to the present day. Londres, Thames & Hudson.
- Maxwell R. J. 1990. *Textiles of Southeast Asia: tradition, trade and transformation*. Melbourne, Australian National Gallery.

- METCALF T. R. 1989. *An imperial vision: Indian architecture and Britain's raj.* Londres/Boston, Faber & Faber.
- MITTER P. 1977. Much maligned monsters: history of European reactions to Indian art. Oxford, Clarendon Press.
- 1982. «Art and nationalism in India». History Today, vol. 32, pp. 28–34.
- Moschkova W. G. 1970. [L'Art du tapis chez les peuples d'Asie centrale à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle]. Éd. russe. Tachkent.
- PAL P., DEHEJIA V. 1986. From merchants to emperors: British artists and India, 1757–1930. Ithaca/Londres, Cornell University Press.
- SHARAR A. H. 1989. *Lucknow: the last phase of an oriental culture*. Éd. et trad. E. S. Harcourt, F. Hussain. 2^e éd. Delhi, Oxford University Press.
- Schuyler E. 1876. *Notes of a journey into Russian Turkistan, Khokand, Bukhara, and Khuldja.* 3^e éd. rév., 2 vol. Londres.
- Soame Jenyns R. 1971. *Later Chinese porcelain: the Ch'ing dynasty 1644–1912*. 4e éd. Londres, Faber & Faber.
- Stronge S. 1985. *Bidri ware: inlaid metalwork from India*. Londres, Victoria & Albert Museum.
- Teague K. 1990. *Metalcrafts of Central Asia*. Princes Risborough (Buckinghamshire), Shire Publications Ltd.
- U Pok Ni. 1952. *Konmara Pya Zat: an example of popular Burmese Drama in the nineteenth century*. Londres, Luzac & Company.
- Vernoit S. 1997. *Occidentalism: islamic art in the nineteenth century*. Londres, Azimuth Editions/Oxford University Press (Nasser D. Khalili Collection of Islamic Art, vol. 23).
- Welch S. C. 1978. Room for wonder: Indian painting during the British period, 1760–1880. New York, National Federation of the Arts.
- WESTPHAL-HELLBUSCH S., BRUNS J. 1974. *Metallgefasse aus Buchara*. Berlin, Museum für Völkerkunde (NF 29).

8.4.2 Le Japon

Paul A. Akamatsu et Nicolas Fievé

8.4.2.1 L'évolution culturelle, la littérature et les

Paul A. Akamatsu

REAUX-ARTS

À la fin du XVIII^e siècle, le régime des Tokugawa semble reposer sur de solides fondations. Depuis presque deux siècles, l'empereur délègue son autorité politique au shogun, qui administre conjointement le territoire avec ses vassaux, les daimyos, des suzerains régnant sur des fiefs indépendants. Le *bakufu* — nom donné au gouvernement du shogun — est responsable des relations étrangères et des décisions concernant le Japon dans son ensemble. En dépit de plusieurs crises dynastiques, le régime des Tokugawa est confirmé par mandat impérial et par le renouvellement du serment de loyauté des daimyos.

La pression étrangère commence néanmoins à inquiéter les nationalistes japonais, tout d'abord au sein des officiers au service des suzerains, puis parmi les hommes au service du *bakufu*. Dans un Japon dont les sujets n'avaient pas parcouru les mers depuis les années 1630 et qui, depuis cette époque, n'étaient en contact qu'avec la Chine et les Pays-Bas, l'ouverture au commerce international en 1859 va entraîner des bouleversements politiques et, plus particulièrement, ouvrir l'archipel à des influences occidentales auxquelles peu d'esprits sont préparés.

LE CHANGEMENT RADICAL DES IDÉES

La formation de l'élite

À la fin des années 1780, qui ont été marquées par une vague de famines et de catastrophes naturelles, le *bakufu* semble simplement se contenter de réitérer son intention d'engager des réformes, alors que des esprits plus

téméraires s'impatientent et supportent de moins en moins son apathie. Certains estiment que le shogun devrait être plus soumis à l'empereur qu'il ne l'est. Lorsque des vaisseaux russes font leur apparition au large des côtes des principales îles du Japon, les plus clairvoyants prônent l'établissement d'un système de défense plus efficace, mais le *bakufu* répond invariablement par la censure et la répression à ces suggestions qui, comme la suite des événements le démontrera, sont effectivement justifiées.

Néanmoins, les officiers et les nobles de la cour impériale sont indéniablement soumis à un entraînement plus rigoureux qu'auparavant. Les écoles shogunales, qui accueillent les fils d'officiers dès l'âge de 8 ans, proscrivent tout enseignement qui n'est pas fondé sur le néoconfucianisme de Zhou Xi. De plus, les officiers en service actif doivent passer des examens afin de déterminer le niveau de leurs connaissances générales, la référence étant les classiques chinois; dix-sept sessions sont organisées à cet effet à intervalles irréguliers entre 1792 et 1865. Les daimyos suivent également l'exemple du *bakufu*, même si l'enseignement est plus proche de la doctrine de Zhou Xi. Le nombre d'écoles augmente toutefois dans les provinces et l'entraînement reçu par les jeunes officiers voit sa qualité s'améliorer.

Kyōto n'est pas en reste. Les empereurs de la nouvelle branche de la dynastie, établie depuis 1789, sont également soucieux de promouvoir l'éducation. C'est ainsi qu'une école, le *Gakushūin* (ou Institut des universitaires) est fondée à proximité du palais pour les fils des nobles servant à la cour. Les enseignements y sont dispensés à partir de 1847, et le néoconfucianisme occupe une place de choix. D'autres courants de la pensée chinoise n'en sont toutefois pas exclus et des cours de littérature japonaise y seront introduits par la suite.

Hors des écoles gouvernementales, les enseignants peuvent aborder des doctrines non officielles comme le néoconfucianisme de Wang Yangming, qui est plus adapté à la formation d'esprits critiques, alors que celui de Zhou Xi est davantage conçu pour promouvoir le respect de l'ordre établi. D'autres établissements poursuivent le travail de recherches débuté au XVII^e siècle, afin d'analyser les anciens textes chinois sur la base de leur sens original sans tenir compte de leurs commentaires ultérieurs. L'étude des classiques japonais atteint son zénith avec les travaux de Motoori Norinaga (1730–1801), dont les successeurs attacheront une énorme importance aux traditions religieuses et nationales. Parmi les marchands, de plus en plus nombreux dans les campagnes, et même parmi la classe des guerriers, les enseignements qui mettent l'accent sur la rectitude, l'honnêteté et la bonne conduite — enseignements fondés sur des doctrines néoconfucianistes adaptées au syncrétisme religieux des masses — sont de plus en plus populaires.

Le début des études occidentales

Lorsque le *bakufu* se résigne à ouvrir aux étrangers Yokohama et Hakodate en complément de Nagasaki, il n'est pas totalement ignorant des langues et des cultures occidentales. En effet, entre 1824 et 1828, Siebold, un docteur bavarois qui se fait passer pour un Hollandais, parvient à rester à Nagasaki où il initie ses élèves japonais à la médecine, la chirurgie, la pharmacologie et l'histoire naturelle.

En conséquence, à mesure que les événements se précipitent, tout est mis en œuvre pour mettre à niveau l'instruction donnée à ceux qui auront la responsabilité de mettre en place le nouveau régime impérial. Le *bakufu* a déjà dépêché des officiers en Europe pour que ceux-ci apprennent des langues et des disciplines inconnues au Japon et les enseignent par la suite aux cadets nippons.

L'ouverture des esprits

Dans sa déclaration du 6 avril 1868, le jeune empereur Meiji recommande à ses sujets de parcourir le monde entier à la recherche des connaissances nécessaires à l'établissement du nouvel État.

Malgré son inévitable rupture avec le passé, le gouvernement Meiji hérite du shogunat une infrastructure dont il peut se servir pour la création du système éducatif nécessaire au lancement du mouvement de modernisation. Les langues européennes y figurent au premier rang, en particulier dans les écoles privées, le néerlandais étant suivi par l'anglais puis le français et l'allemand. C'est toutefois l'ancien bureau de traduction du *bakufu* qui forme les premiers enseignants.

Les nouveaux établissements scolaires

L'instruction obligatoire est instaurée en 1872, et sa durée de six ans ainsi que le principe de sa gratuité sont introduits en 1907, époque à laquelle le taux de scolarisation atteint 97%.

L'Université impériale de Tōkyō est fondée en 1886, et quatre autres universités impériales sont créées sous Meiji, à Kyōto (1897), Sendai (1907) et Fukuoka (1910). Au même moment, plusieurs institutions privées voient le jour, qui seront elles aussi appelées à devenir des universités. C'est notamment le cas du Keiō Gijuku (actuelle université Keiō), fondé à Tōkyō par Fukuzawa Yukichi (1835–1901), un ancien interprète du *bakufu*, de Waseda, fondée également à Tōkyō par Ōkuma Shigenobu (1838–1922), un ancien officier de la province de Saga et ministre durant les premières années Meiji,

enfin, de Dōshisha, à Kyōto, fondée par Niijima Jō (1843–1890), un pasteur protestant qui avait fait des études de théologie aux États-Unis. Le statut d'université est officiellement attribué à ces établissements en 1919.

Avec l'assistance d'autres institutions, les nouveaux programmes se concentrent autour de l'instruction militaire et de la recherche technique, scientifique et médicale, sans pour autant négliger le droit, l'économie et les sciences politiques. Bien que l'enseignement de la philosophie entre en conflit avec les concepts prônés par les classiques chinois, les philosophies occidentales sont exposées et décrites jusqu'à la Grande Guerre, après quoi elles feront partie intégrante du système de pensée japonais.

LA LITTÉRATURE ET LES BEAUX-ARTS

L'ancienne culture

La première moitié du XIX^e siècle peut être considérée comme une période pendant laquelle la littérature et les arts connaissent un second épanouissement, sous les Tokugawa.

Ōta Nanpo (1749–1823), qui sera au service du *bakufu* pratiquement jusqu'à sa mort, est l'un des lettrés qui a le plus d'influence sur ses contemporains. C'est un poète prolifique qui rédige des vers humoristiques et satiriques en chinois et en japonais et qui laissera derrière lui un grand nombre d'essais. Il encourage Santō Kyōden (1761–1816), qui établit un modèle de récit populaire imité pendant des décennies. La spécialité de Kyōden est de situer l'intrigue de ses récits dans des lieux hantés. Il publie des fascicules longs de dix pages, ce qui est pour l'époque deux fois plus long que d'ordinaire. Le texte est disposé tout autour des illustrations, qui occupent la majeure partie des feuillets.

D'autres auteurs adoptent également une approche personnelle dans des ouvrages qui sont lus par un public croissant. Ainsi, Shikitei Samba (1776–1822) excelle dans la création de scènes très vivantes qu'il situe dans des environnements populaires, comme au bain public (*Ukiyo-buro*, 1809–1813) et chez le barbier (*Ukiyo-doko*, 1813–1814). Il tient son lecteur en haleine d'un épisode à l'autre en poursuivant encore et toujours la rédaction de ses récits, dont la publication peut parfois prendre plusieurs années. Jippensha Ikku (1765–1831) est quant à lui l'auteur de *Voyage par le Tōkaidō sur le destrier Genou (Tōkai-dōchū hizakurige*, 1802–1822), une œuvre pleine d'aventures et de dialogues burlesques. Parmi ces ouvrages décrivant la vie quotidienne dans des cadres réalistes, mais dont le caractère humoristique masque souvent une satire acerbe, on trouve des œuvres imaginatives inspi-

624 De 1789 à 1914

rées par les classiques japonais et chinois. Citons pour exemple le pastiche du *Roman de Genji (Genji monogatari)* par Ryūtei Tanehiko (1783–1842), qui lui donne le titre de *Genji provincial de la pseudo-Murasaki (Nise-Murasaki inaka-Genji*, 1829). Il situe l'action au XIV^e siècle, bien que l'original ait été rédigé au tournant du X^e siècle.

Le plus remarquable écrivain de cette période est Kyokutei Bakin (1767–1848). Il laisse un récit monumental, *Histoire des huit chiens de Satomi (Nansō Satomi Hakkenden*, 1814–1842), inspiré d'un récit chinois de la période Ming, *Les Bords de l'eau (Shuihuzhuan)*. L'histoire, rédigée dans un style plutôt académique, est fondée sur l'éthique du confucianisme et met l'accent sur la loyauté envers le souverain et l'exercice du pouvoir au profit des faibles afin d'assurer le triomphe du bien sur le mal. Malgré sa construction rationnelle, ce récit n'est pas exempt d'éléments surnaturels, notamment de caractéristiques qui se transmettent de personnage en personnage pendant la transmigration des âmes. Bakin fait des émules et certains de ses amis poursuivront ce genre narratif jusqu'au début de l'ère Meiji.

L'influence de Tamenaga Shunsui (1790–1843) allait également perdurer jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Ses récits sont en majorité fondés sur des relations amoureuses triangulaires ou quadrangulaires, et son style est surtout apprécié des lectrices. Son succès est tel qu'il ne parvient pas à répondre à la demande tout seul, ce qui l'oblige à engager une équipe d'écrivains pour le seconder.

Plusieurs de ces auteurs de la première moitié du XIX^e siècle, dont Shunsui, connaissent des soucis avec la censure shogunale, en particulier à partir des années 1840. Bien que le changement de gouvernement n'engendre pas immédiatement un foisonnement de chefs-d'œuvre littéraires, il fournit néanmoins un prétexte à la recherche de nouvelles sources d'inspiration et relâche la tension qui existe dans ce milieu.

Les premières années de Meiji

Le mouvement littéraire lancé par Shunsui et Tanehiko est poursuivi par des auteurs qui prétendent s'en inspirer. Leurs ouvrages sont toujours publiés sous forme de fascicules mais, au début des années 1870, ils apparaissent également sous forme de feuilletons dans différents journaux et magazines.

La première innovation consiste à créer une atmosphère censée être occidentale. Kanagaki Robun (1829–1894) rédige ainsi les *Voyages occidentaux* (*Seiyō-dōchū hizakurige*, 1870–1876), une transposition souvent maladroite de l'œuvre d'Ikku, Robun n'ayant jamais quitté l'archipel.

Le tournant décisif

Les traductions de textes occidentaux introduisent de nouveaux mots, de nouveaux thèmes et de nouveaux modes d'expression. Les ouvrages de l'Occident se font progressivement connaître, le plus souvent sous forme d'extraits, de résumés et d'adaptations, traduits presque exclusivement à partir de l'anglais. *On Liberty* de John Stuart Mill est disponible dès 1871, et le *Contrat social* de Rousseau l'est en 1882. *Le Tour du monde en 80 jours* est quant à lui traduit à partir de l'original entre 1878 et 1880.

Tsubouchi Shōyō (1859–1935), qui a appris l'anglais dans sa jeunesse, est le premier à élaborer une théorie du roman, *La Quintessence du roman* (*Shōsetsu shinzui*, 1885–1886), dans laquelle il préconise le réalisme pour décrire la société telle qu'elle est. Un auteur plus jeune, Futabatei Shimei (1864–1909), traducteur de russe et ami de Shōyō, écrit une *Théorie générale du roman* (*Shōsetsu sōron*, 1886), où il présente le réalisme comme étant ce qui renvoie l'« image de la réalité».

Shimei appartient également au mouvement des partisans de l'unification de la langue parlée et de la langue écrite. Son roman *Nuages à la dérive* (*Ukigumo*, 1888–1889) a la réputation d'être le premier ouvrage dans lequel la narration, et les dialogues sont écrits dans le même style.

Le journal *Yomiuri* (1875) a d'ailleurs déjà commencé à publier des reportages rédigés dans la langue parlée. Le style utilisé dans les dialogues des pièces de théâtre et des romans de la période précédente est adapté pour produire une nouvelle langue littéraire, et il suit les changements qui s'opèrent dans la langue parlée. Lorsque le *Yomiuri* commence à publier en feuilletons des œuvres de qualité, un grand nombre d'auteurs adoptent le nouveau style. Kōda Rohan (1867–1947) est un passionné de l'art et de la littérature de la période Tokugawa et il utilise un style plus archaïque. La rédaction du *Yomiuri* comprend Shōyō, Ozaki Kōyō (1867–1903) et Mori Ōgai (1862–1922).

L'épanouissement de la littérature sous Meiji

Au début de l'ère Meiji, Kōyō rassemble un grand nombre d'auteurs prometteurs en un cercle appelé Kenyūsha (les Amis de la pierre à encre). Certains d'entre eux, dont Yamada Bimyō (1868–1910), qui est des théoriciens de l'unification de la langue, créent leurs propres groupes. Kōyō en personne s'essaiera à ce nouveau style de prose dans *Amour et Haine (Tajō takon*, 1896), où il dépeint les tribulations d'un misanthrope qui ne peut accepter l'idée d'être amoureux de la femme de son seul ami.

626 DE 1789 À 1914

Le cercle Kenyūsha a le mérite d'avoir publié *Garakuta Bunko* (*La Bibliothèque du bric à brac*, 1885–1889), la première revue japonaise consacrée à la littérature.

Ōgai et le Shigarami Sōshi

Mori Ōgai est lui aussi à l'origine d'un autre changement dans le monde littéraire. Né dans une famille de médecins, il étudie en Allemagne et fera presque toute sa carrière de médecin dans l'armée. Il fait très vite preuve d'un grand talent d'écrivain et acquiert en Europe de solides bases en philosophie. Mori Ōgai fonde le magazine *Shigarami Sōshi (Le Barrage*, 1889–1894) dans l'idée de filtrer le torrent des œuvres littéraires pour n'en retenir que les meilleures. De 1891 à 1892, Ōgai s'oppose à Shōyō, dont il désapprouve l'approche inductive de la critique littéraire au détriment de l'approche déductive. Shōyō lui répond dans le journal universitaire *Waseda Bungaku (La Littérature de Waseda*, 1891) et, au lieu de reconnaître le besoin d'avoir des normes esthétiques de référence, il préfère laisser le débat ouvert. Ōgai, très enclin au romantisme, se consacre à des travaux sur l'esthétisme; le *Waseda Bungaku* deviendra le porte-étendard du naturalisme.

D'autres revues sont de véritables pionniers dans différents domaines. Le *Teikoku Bungaku* (*La Littérature impériale*, 1895–1921) met en contact les enseignants et les étudiants de l'Université impériale de Tōkyō et aspire à faire connaître à ses lecteurs la littérature des autres pays pour défendre l'individualité de la littérature japonaise, ainsi que l'explique l'un de ses fondateurs, Inoue Tetsujirō (1855–1944). Le premier numéro du *Teikoku Bungaku* traite du symbolisme et d'auteurs comme Maeterlinck et Verhaeren; il parlera plus tard d'Ibsen, de Shaw et de Nietzsche.

La poésie

Inoue Tetsujirō se trouve également à l'origine d'un manifeste appelant à la création d'une «nouvelle forme» de poésie. Avec deux amis, il publie une anthologie de traductions d'œuvres poétiques occidentales entremêlées de poèmes de leur propre cru. Ces poèmes sont plus longs que les poèmes traditionnels et abordent des thèmes inhabituels pour le style lyrique, comme l'encouragement à l'étude. Doi Bansui (1871–1952), qui est l'un des collaborateurs du *Teikoku Bungaku*, offre aux jeunes gens de son époque des poèmes proches de cette «nouvelle forme».

L'inspiration poétique prend toutefois plusieurs aspects. Ainsi, la poétesse Higuchi Ichiyō (1872–1896) reste fidèle au style classique. Elle fait l'éloge de l'amour adolescent dans ses ouvrages en prose et critique la pauvreté culturelle de la «nouvelle forme de poésie» dans la revue $My\bar{o}j\bar{o}$ (L'Étoile vive, 1900–1908). Le fondateur de la revue, Yosano Tekkan (1873–1935), rejoint par Hō Akiko (1878–1942) qu'il épousera par la suite, déclare dans un manifeste: «Notre poésie est amour? [...] Nous aimons nous consacrer à la lecture des poètes anciens. [...] Et puis, notre poésie n'est pas une imitation de la leur. C'est la nôtre. [...] C'est la poésie nationale de l'ère Meiji.»

LE NATURALISME

Durant sa jeunesse, Shimazaki Tōson (1872–1943) exprime des tendances romantiques, notamment à travers les poèmes publiés dans *Bungakukai* (*Le Domaine des lettres*, 1893–1898), une revue qu'il fonde lui-même avec quelques amis. La publication de ses premières œuvres en prose révèle toutefois une inclination au naturalisme; par exemple, dans son ouvrage partiellement autobiographique *La Maison* (*Ie*, 1910–1911), il dénonce le caractère répressif de la structure patriarcale. Tayama Katai (1871–1930), grand admirateur de Guy de Maupassant, compose quant à lui une œuvre à l'atmosphère totalement différente. Dans *Le Matelas* (*Futon*, 1907–1908), il relate sa propre histoire avec une jeune élève, une aventure qui, tout en demeurant platonique, témoigne d'une certaine perversion.

La revue *Waseda Bungaku* se pose en protecteur de l'approche naturaliste. Leur talent littéraire mis à part, Tōson se voit reprocher la faiblesse de sa critique sociale et Katai d'être empreint de romantisme et insuffisamment rigoureux et objectif dans ses observations.

Les beaux-arts

Au début du XX^e siècle, la littérature et les beaux-arts commencent à subir les mêmes évolutions, suivant un mouvement qui a vu le jour en Occident.

Durant la période isolationniste du Japon, certains artistes se mettent à adopter les techniques occidentales qui parviennent jusqu'à eux malgré les frontières. Ainsi, Katsushika Hokusai (1760–1849) et Ando Hiroshige (1797–1858) (*illustrations 199 et 200*), tous deux connus pour leurs estampes, commencent à prendre en compte la perspective et à centrer leurs compositions comme le font les artistes occidentaux. Leurs œuvres attirent naturellement l'attention après les critiques positives qu'elles reçoivent des frères Goncourt et de Manet. Dès l'ouverture de Yokohama aux étrangers,

628 DE 1789 À 1914

cette ville devient le point de ralliement des peintres japonais qui s'y rendent pour suivre les enseignements des artistes occidentaux.

Un autre événement marquant est la fondation de l'Académie des beauxarts de Tōkyō en 1887 (en même temps que l'Académie de musique). Dès lors, des bourses d'étude permettent à de jeunes artistes de se rendre en France et en Italie pour étudier. Goseda Yoshimatsu (1885–1915) et Kuroda Seiki (1866–1924), qui rentrent de Paris respectivement en 1889 et 1893, appliquent les nouvelles techniques à leurs œuvres, en particulier pour les portraits et les natures mortes en extérieur. Tous deux organisent des expositions au siège de la Hakubakai (la Société du cheval blanc, 1896–1910), qui fait connaître de nouveaux talents tels qu'Aoki Shigeru (1882–1911), dont le tableau *Les Cadeaux de la mer (Umi no sachi*, 1901) est le premier à représenter un modèle masculin nu.

À partir de 1907, le ministère japonais de l'Éducation organise des expositions annuelles comprenant trois catégories: la peinture de style occidental, la peinture japonaise traditionnelle et la sculpture.

Les peintures traditionnelles japonaises ont moins de succès auprès des jeunes artistes que celles qui se fondent sur des modèles occidentaux. Néanmoins, E. F. Fenollosa (1853–1908), un philosophe qui enseigne à l'Université impériale de Tōkyō, apprécie la peinture traditionnelle japonaise et transmet sont admiration à ses élèves, dont le plus enthousiaste, Okakura Tenshin (1862–1913), aide les représentants de l'école Kano à préserver l'art de la peinture sur soie. Il encourage également l'expérimentation de nouvelles formes d'expression, comme la technique connue sous le nom de $m\bar{o}r\bar{o}$, qui supprime la ligne continue utilisée auparavant pour délimiter les zones colorées et que pratiquent Hishida Shunsō (1874–1911) et Yokoyama Taikan (1868–1958).

Les groupes d'intellectuels, au sein desquels les nouvelles aspirations peuvent être librement exprimées, connaissent quant à eux une symbiose entre la sensibilité japonaise et l'appréciation des réalisations de l'art occidental. Ainsi, le cercle formé autour de la revue *Shirakaba* (*L'Érable blanc*, 1910–1923) est assez large pour accueillir à la fois Kishida Ryūsei (1891–1929), dont la spécialité est la peinture à l'huile de thématique traditionnelle, et Takamura Kōtarō (1883–1956), un poète et sculpteur fervent admirateur de Rodin.

Le legs de l'ère Meiji

Bien que les auteurs comme Ōgai explorent les voies que leur ouvre la connaissance des langues et des cultures occidentales, ils n'abandonnent pas pour autant leurs spécificités japonaises. Ōgai travaille dans le *Mita*

Bungaku (Le Mita littéraire, 1910), organe littéraire du Keiō Gijuku qui adopte des styles autres que le naturalisme. Il participe également au lancement de Subaru (Pléiades, 1909–1913), le successeur de Myōjō, dont la publication cesse en raison de dissensions internes. C'est dans Subaru qu'il publie Gan (L'Oie sauvage, 1911–1913), l'un de ses derniers récits importants; il y narre l'histoire d'une courtisane qui échoue dans son entreprise de séduction d'un étudiant et dont le destin est semblable à celui d'une oie sauvage accidentellement abattue par celui-ci. Néanmoins, la figure phare de Subaru est Ishikawa Tokuboku (1885–1912), un génie à l'esprit vif et brillant, qui compose des vers classiques et des vers en langue parlée avec la même aisance. C'est aussi dans cette revue que sont publiées les premières œuvres de Tanizaki Jun-ichirō (1886–1965), l'un des plus grands écrivains des années 1920 à 1960.

L'auteur qui parvient peut-être le mieux à faire la transition entre l'ère Meiji et la période suivante est Natsume Sōseki (1867–1916). Professeur d'anglais, il fait ses débuts dans Hototogisu (Le Coucou, 1897), une revue fondée par ses amis, les poètes Masaoka Shiki (1867-1902) et Takahama Kyoshi (1874-1959), qui réhabilitent le mode poétique haiku. La première publication de Sōseki, Je suis un chat (Wagahai wa neko de aru, 1905–1906), tourne en dérision les intellectuels modernistes. Ce roman humoristique est au départ un récit intégral, mais son succès est tel qu'il se poursuit en feuilletons pendant dix-huit mois. Après avoir quitté son poste de maître de conférences à l'Université impériale de Tōkyō, Sōseki entre au journal Asahi (1879), où il se charge de la section littéraire. De tous ses romans, entre Ensuite (Sorekara, 1909) et sa dernière œuvre achevée Détours (Michikusa, 1915), on ne saurait dire lequel est le meilleur. Sōseki analyse la difficulté de réconcilier les aspirations d'un mari et de sa femme ainsi que l'idéal intellectuel avec des intérêts socio-économiques, et il oscille entre un égoïsme reclus et la délivrance que procure l'altruisme. La maladie le conduit souvent à vivre isolé bien qu'il reste en contact avec ses amis, en particulier avec l'équipe de Shirakaba. À la fin de sa vie, il se voue à la méditation pour «ne faire qu'un avec les Cieux en prenant congé de soi-même».

À la veille de la Première Guerre mondiale, la littérature japonaise se trouve enrichie des contributions de nombre d'auteurs, en plus de ceux que nous avons mentionnés ci-dessus. L'ère Meiji annonce un avenir fécond et novateur.

630 DE 1789 À 1914

BIBLIOGRAPHIE

DE BARY W. T. (dir. publ.). 1964. Sources of Japanese tradition. Vol. II. New York/Londres, Columbia University Press.

- DORE R. 1965. *Education in Tokugawa Japan*. Berkeley, University of California Press.
- Fuл J. 1958. Outline of Japanese history in the Meiji era. Tōkyō, Ōbunsha.
- GONCOURT E. (H. de). 1891. Outamaro. Paris, Bibliothèque Charpentier.
- 1896. *Hokousaï*. Paris, Bibliothèque Charpentier.
- HIRAKAWA S. 1989. «Japan's turn to the West». Dans: M. B. Jansen (dir. publ.). *The Cambridge history of Japan*. Vol. 5. *The nineteenth century*. Cambridge, Cambridge University Press, pp. 432–498.
- JANSEN M. B. 1989. «Japan in the early nineteenth century». Dans: M. B. Jansen (dir. publ.). *The Cambridge history of Japan*. Vol. 5. *The nineteenth century*. Cambridge, Cambridge University Press, pp. 24–136.
- Katō S. 1986. *Histoire de la littérature japonaise*. Vol. 2 et 3. Paris, Fayard.
- Kimura K. 1957. *Japanese literature, manners and customs in the Meiji era*. Tōkyō, Ōbunsha.
- Kōsaka M. 1958. *Japanese thought in the Meiji era*. Tōkyō, Pan-Pacific Press.
- LAVELLE P. 1997. La Pensée japonaise. Paris, PUF.
- OKAKURA T. 1906. *The book of the tea*. New York/Tōkyō, Duffield/Tuttle; trad. française, *Le Livre du thé*. Paris, Dervy, 1998 (1^{re} éd., 1963).
- Okazaki Y. 1955. Japan literature in the Meija era. Tōkyō, Ōbunsha.
- Окима S. 1909. Fifty years of new Japan (trad. du japonais). 2 vol., Londres, Elder & Co. Smith.
- PIGEOT J., TSCHUDIN J. J. 1983. La Littérature japonaise. Paris, PUF.
- Shibusawa K. 1958. Society in the Meiji era. Tōkyō, Ōbunsha.
- Uyeno N. 1958. *Japanese art and crafts in the Meiji era*. Tōkyō, Pan-Pacific Press.

8.4.2.2 L'ARCHITECTURE

Nicolas Fievé

Depuis le XVIII^e siècle, le développement des zones urbaines est à l'origine des principales transformations survenues dans l'architecture japonaise. Dans les nouvelles agglomérations qui ne cessent de s'étendre, les bâtiments à étages sont de plus en plus fréquents, la taille des jardins décroît et les mesures de prévention des incendies motivent l'abandon des toits de chaume et la construction d'un grand nombre de maisons enduites de plâtre. D'un point de vue esthétique, toutefois, l'architecture ne subit que peu de changements jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Les constructions sont en bois et sont l'apanage d'une seule corporation, celle des charpentiers. qui reproduisent les préceptes établis par les anciens. Le style shoin, avec ses riches décorations, ses alcôves, ses estrades surélevées et ses plafonds à caissons, est celui des résidences des classes dirigeantes. Le style sukiva, plus modeste et plus délicat, requiert moins de matériaux somptueux, mais sa finition est plus raffinée; on le trouve dans les maisons de certains commercants et intellectuels ainsi que dans les édifices réservés aux divertissements. Les maisons des villes (machiya) sont construites dans un style traditionnel, avec un sol en terre battue dans les parties affectées aux activités domestiques et un plancher surélevé recouvert de tatamis dans les pièces d'habitation. Les toits en terre et en brique sont supportés par une ossature en bois très solide.

LE CONTACT AVEC L'OCCIDENT ET LES PREMIERS TRAVAUX DES ARCHITECTES EUROPÉENS

Les saisissants changements architecturaux qui ont lieu pendant la seconde moitié du XIX^e siècle sont intimement liés aux décisions économiques et politiques du gouvernement Meiji, l'architecture étant considérée comme une partie indissociable de l'industrialisation. Afin de donner aux nations étrangères une image moderne du Japon, et pour asseoir encore plus son influence dans le domaine de la politique intérieure, le gouvernement insiste également pour que l'architecture occidentale soit systématiquement utilisée dans la construction des grands édifices publics.

632 DE 1789 À 1914

Trois facteurs moins importants permettent également de comprendre les raisons de ce développement exceptionnellement rapide de l'architecture qui, en moins de deux générations, va entraîner l'assimilation de nouvelles techniques et une liberté totale des formes et des styles chez les architectes nippons. Tout d'abord, vers la fin des années 1860, Tōkyō a perdu la moitié de sa population. Les grandes familles de militaires n'étant plus obligées de vivre dans la ville, elles s'en sont retournées dans leurs provinces; leurs palais sont alors tombés en ruine, et plusieurs quartiers ont été reconstruits. Le nouvel essor de l'urbanisation est l'un des effets de la table rase qui en résulte. Ensuite, le temps et l'espace sont redéfinis, conformément aux concepts ancestraux des cultures de l'Extrême-Orient. Le règne de l'empereur Meiji marque le début d'une nouvelle ère, et Tōkyō devient la capitale du Japon. L'entrée dans le monde moderne bénéficie ainsi de la vigueur d'une ère culturelle disposant d'un potentiel intact. Finalement, la recherche d'une identité moderne a lieu dans un contexte exempt de tout passé colonial. L'architecture moderne n'est donc pas associée au souvenir d'un occupant étranger. Elle est en outre réservée aux grands édifices publics de l'âge industriel. Les maisons d'habitation sont quant à elles toujours construites selon la tradition, et le mode de vie de leurs occupants ne subit pas de changement brutal.

Avant 1868, un certain nombre d'usines et de chantiers navals sont construits grâce à la technique européenne et, à partir de 1860, les premiers bâtiments à l'usage des Occidentaux (consulats, églises, résidences des étrangers et immeubles commerciaux) adoptent le style néocolonial, en bois avec des vérandas extérieures. Cette tendance ne devait durer que quelques années.

Après les années 1870, les ministères, les bâtiments administratifs et militaires, les banques, les immeubles à usage commercial, les gares, les écoles et les hôpitaux sont systématiquement construits avec la technique et la conception occidentales (ossature en métal et murs en pierre ou en brique; 28 000 écoles sont ainsi construites avec un sol en parquet et des fenêtres à guillotine en rotonde). À la demande des autorités japonaises, des architectes européens sont invités pour concevoir des édifices « modernes » dont la résistance aux incendies et aux tremblements de terre est également très appréciée. Les constructions des Britanniques, des Allemands et des Français reflètent l'éclectisme de l'architecture européenne de cette période, c'est-à-dire un mélange des styles classique français ou italien, gothique victorien, Renaissance ou baroque.

L'ÉMANCIPATION DE L'ARCHITECTURE

La politique d'éducation menée par le gouvernement entraîne la création, en 1877, d'un «département de construction» au Collège industriel impérial. L'enseignement d'un Anglais, Josiah Conder (1852-1920), forme la première génération d'architectes qui devait bientôt maîtriser les techniques les plus avancées de l'époque. De plus, de jeunes diplômés sont envoyés à l'étranger pour étoffer leurs connaissances scientifiques et stylistiques. À la fin du XIX^e siècle, les travaux de Katayama Otokuma (1853–1917) et de Tatsuno Kingo (1854–1919) reflètent la totale autonomie de l'architecture japonaise moderne. Katayama est l'architecte officiel du Bureau impérial de la construction et ses travaux d'extension comprennent le Musée impérial de Nara (1894), le musée de Kyōto (1895) et le palais d'Akasaka (1909, aujourd'hui demeure pour les hôtes de l'État), à l'architecture s'inspirant de celle du XIX^e siècle français (illustration 201). Tatsuno a quant à lui construit un grand nombre de banques, dont le siège de la Banque du Japon (1896), le département d'ingénierie de l'université de Tōkyō (1888), le National Sumo Hall (1909), d'une capacité de 13 000 spectateurs sous un vaste dôme de métal, et la gare de Tōkyō (1911-1914), dont les deux coupoles d'acier ont aujourd'hui disparu.

Le retour à la tradition dans l'architecture des édifices publics et l'influence contemporaine sur les habitations privées

Au début du XX^e siècle, l'architecture japonaise moderne atteint sa pleine maturité et il est dès lors superflu d'avoir recours aux spécialistes occidentaux. Après ses victoires sur la Chine et la Russie, le Japon devient une puissance internationale qui n'a plus besoin de se consolider par le biais de la construction d'édifices modernes. Il s'ensuit un retour à la tradition et la construction d'un certain nombre de bâtiments publics comme l'hôtel de Nara (Tatsuno, 1909), le pavillon des expositions industrielles de la préfecture de Nara (Naraken bussanchinretsu-jo, 1902), la gare de Nijo à Tōkyō (1902) et la gare de Taisha (1924). Ces édifices élégants avec leur structure en bois mêlent les techniques de construction traditionnelles et le style moderne de l'agencement de l'espace et des motifs décoratifs. Les mêmes principes se retrouvent bientôt dans les travaux de la nouvelle génération d'architectes de l'ère Taishō (1912–1926), qui cherchent à combiner la tradition et le modernisme dans leur conception des maisons d'habitation. C'est à cette époque que sont construites des demeures d'une qualité remarquable grâce à l'habileté exceptionnelle des charpentiers nippons, à la préservation de l'utilisation traditionnelle de l'espace et à une application ingénieuse des concepts d'assainissement de l'architecture occidentale. Ces constructions très raffinées vont alors influencer à leur tour l'architecture occidentale des années 1920–1930.

BIBLIOGRAPHIE

Fujimori T. 1993. *Nihon no kindai kenchiku* [L'architecture moderne au Japon]. 2 vol. Tōkyō, pp. 308–309, «Iwanami shinsho», pp. 257–267, «Iwanami shoten».

- Hatsuda T., Ogawa M., Fujiya Y. 1992. *Kindai wafû kenchiku* [Le style de l'architecture japonaise dans le monde moderne]. Tōkyō, Kenchikuwashoku.
- Stewart D. B. 1987. *The making of a modern Japanese architecture, 1868 to the present.* Tökyö/New York, Kodansha International, p. 304.
- Yoshikawa S., Mizuno S. (dir. publ.). 1990. *Tôkyô eki to Tatsuno Kingo* [Les gares de Tōkyō et Tatsuno Kingo], Tōkyō, East Japan Railway Company, p. 176.

8.4.3 La Corée

Alain Delissen

LES COURANTS INTELLECTUELS, PHILOSOPHIQUES ET ARTISTIQUES

La réforme du confucianisme et l'identité coréenne

Dans un système politique et culturel fossilisé autour des fonctionnaires lettrés et dans un pays qui s'isole volontairement et ne se tourne que vers une Chine idéalisée, les profonds changements socio-économiques survenus au XVIII^e siècle en Corée entraînent un retour au confucianisme avec la réforme pour mot d'ordre. En réaction à un mode de pensée se préoccupant de métaphysique abstraite et d'ordre rituel, les penseurs de l'époque, dont beaucoup proviennent des élites exclues du pouvoir, reviennent à des valeurs prenant en compte l'intérêt et le bien-être du peuple.

C'est ainsi qu'une série de propositions hétérogènes se rejoignent sous la bannière de l'école de la «science du réel» (sihrak), bien que le qualificatif d'école ne soit pas vraiment approprié. Dans les travaux de Pak Chiwŏn (1737–1805) et Chŏng Yagyong (1762–1836), le souci d'entreprendre des études sociales, historiques et géographiques résulte de propositions visant à engager des réformes socio-économiques bien spécifiques. La question est moins de déclarer l'avènement d'un nouvel ordre que de revenir aux sources originales d'un confucianisme altéré au cours de l'histoire. Une volonté manifeste de s'émanciper du modèle chinois, renforcée par les importantes études qui ont lieu sur l'état du royaume et de la nation, se fait également sentir.

La modernité, la médiation chinoise et le monothéisme

Loin d'être totalement coupée du monde, la vie intellectuelle coréenne enrichit ses propres qualités des influences provenant de Chine — où se trouvent des missionnaires européens —, ce qui donne naissance à la «science du Nord» (pukhak) et à la «science occidentale» (sŏhak). En plus des connaissances scientifiques et littéraires qui s'introduisent progressivement par les rapports de missions ou les traductions en provenance de Pékin, les conceptions et les vues du monde, inédites dans la péninsule, franchissent les

frontières à demi fermées du «royaume ermite». Ainsi, le concept chrétien de Dieu conçu comme un être céleste unique et transcendantal parvient, au début du XIX^e siècle, à trouver assez d'écho pour donner lieu à la fondation d'une Église catholique, provoquer des persécutions pour hétérodoxie et, comme dans le cas de la «science de l'Est» (tonghak) de Ch'oe Cheu (1824–1864), fusionner de façon syncrétique avec les représentations et concepts métaphysiques locaux.

L'ouverture des esprits, l'instruction et la médiation du Japon

Malgré sa résistance tout au long du XIX^e siècle à intégrer le concert diplomatique, commercial et culturel d'un monde dominé par les concepts et les pratiques modernes de l'Occident, la Corée est forcée de s'ouvrir en 1876. La révolution intellectuelle se caractérise par la «modernité» qui a déferlé soudainement et non pas pénétré progressivement les esprits; fondée sur l'idée d'«ouverture» (kaehwa) ou de «Lumières» (kyemong), elle conduit au centre de la scène politique et culturelle une élite d'un nouveau genre, héritière des réformateurs coréens, qui va servir d'intermédiaire dans la diffusion des principaux courants intellectuels, philosophiques et artistiques du monde occidental.

Contrairement au modèle général et malgré la pénétration des missions chrétiennes, la plus grande partie de la modernisation de la Corée ne s'accomplit pas sous la pression de l'impérialisme européen mais sous la botte du Japon. Celui-ci n'est donc pas un simple médiateur de l'Occident. En plus de sa domination, il offre surtout une synthèse culturelle, la sienne, entre l'Orient et l'Occident.

Le nationalisme et le dilemme de la modernisation

Avec les réformes de 1894, le concept d'État-nation souverain est intégré au programme de modernisation, soutenu par les nouvelles idées sur l'organisation d'une société et d'un gouvernement modernes, ainsi que par le besoin d'une structure industrielle de base qui garantisse l'indépendance du pays. Le nationalisme coréen, qui repose sur d'anciens principes identitaires, propose aux élites un programme d'éveil national grâce à l'éducation pour tous et aux moyens de communication modernes. Leurs efforts ne parviennent cependant pas à enrayer la poussée de l'impérialisme japonais, qui débouche sur l'annexion de la péninsule en 1910. Les intellectuels se trouvent alors devant un dilemme : collaborer pour mener à bien la modernisation ou y renoncer au nom de la nation, une question que les marxistes tentent de résoudre au début du XXe siècle, aussi bien en théorie qu'en pratique.

LES ARTS VISUELS ET LES ARTS DU SPECTACLE

La culture populaire, siège de l'identité coréenne

La «science du réel» et la pluralité de ses mouvements de pensée rencontrent un écho dans le monde artistique de la fin du XVIIIe siècle. La lutte d'influence entre les élites au pouvoir et les élites exclues du pouvoir tend à tourner en défaveur des premières, dont la maîtrise parfaitement orthodoxe de l'art chinois rend par conséquent plus « coréennes » les formes libres d'un style créatif. La multiplication et l'émancipation des genres picturaux et musicaux font également écho, de même que les « considérations sociales », avec notamment l'apparition de gens du commun comme sujets d'œuvres d'art; citons par exemple la série de scènes de vie urbaine peinte par Sin Yunbok (1758–1820). Par ailleurs, les études et les tableaux vont devenir un moyen de conservation des traditions et des pratiques culturelles populaires, que les sources ignoraient auparavant. On commence à prendre en considération la musique paysanne (nongak), liée aux travaux et aux cycles agricoles, aux moments festifs de la vie du village (les danses masquées, t'alch'um) et au monde des conteurs itinérants (les récits chantés épiques et humoristiques du p'ansori); celle-ci commence aussi à être plus strictement codifiée, conséquence de son expansion.

L'art moderne sous surveillance

À la fin du XIX^e siècle, ce sont les circonstances de la production culturelle qui se transforment, de même que les dimensions sociales de l'art. D'un côté, l'apparition de nouvelles techniques et de nouveaux médias (les premiers journaux modernes datent des années 1880) fait naître de nouveaux métiers; de l'autre, les activités créatrices se plient à la demande des modernistes ou des nationalistes. L'adhésion aux formes picturales et musicales occidentales, qui se produit principalement à la fin du XIX^e siècle, a toutefois lieu sous la surveillance du Japon.

Le premier théâtre moderne ouvre ses portes à Séoul en 1908, une modernité limitée, car elle ne permet pas de donner des représentations du nouveau mouvement théâtral coréen, qui diffuse un message nationaliste. Contrôlée par la censure et la police, la vie artistique coréenne hésite entre une modernité officielle vidée de son pouvoir de révolte et de protestation, et des activités marginales — activités qui contribuent à l'affermissement de l'art coréen moderne et tentent d'organiser la préservation des arts traditionnels en les théorisant dans des travaux scientifiques.

Orient et Occident: les deux paysages

En réalité, les nouvelles formes de l'art moderne n'arrivent en Corée qu'après un certain temps. Ce n'est pas avant les premières années du XX^e siècle que les œuvres musicales et picturales modernes ainsi que les nouveaux médias (comme la photographie) se répandent dans la péninsule; et ce n'est donc qu'après une période d'imitation et d'adaptation, bien plus tard dans le courant du XX^e siècle, qu'ils se fondent dans le paysage artistique coréen et qu'ils acquièrent leurs propres artisans nationaux. À partir de ce moment, deux mondes culturels distincts vont se former. Loin d'essayer de développer un langage commun, les peintres composent soit des œuvres «traditionnelles» dans le style chinois, soit des œuvres «modernes» de style occidental. La vie musicale est également marquée par cette dichotomie que l'on retrouve aussi dans l'architecture. En 1870, le régent, qui tente de réaffirmer l'autorité royale, entreprend la construction du palais Kyŏngbok dans le plus pur style chinois, tout en utilisant le savoir-faire vernaculaire. En 1898, la cathédrale Myŏndong de Séoul représente bien plus qu'un décor étranger, car elle symbolise une modernité qui précède, au tournant du siècle, l'apparition du mot désignant l'architecture (konch'uk) et de l'activité professionnelle qui l'accompagne, empruntés au Japon.

La littérature

La littérature coréenne: vers une langue écrite

Pendant le XVIII^e siècle, les hiérarchies culturelles déterminées par la langue, dans lesquelles se distinguent la culture des élites qui écrivent en chinois classique (*hanmun*) et la culture orale et populaire en coréen, commencent à s'estomper et à disparaître. L'expansion d'abord lente puis rapide de l'alphabet coréen, conçu au milieu du XV^e siècle et appelé *han 'gūl* en 1909, rend possible le développement d'une véritable littérature coréenne.

En plus de permettre de recueillir les récits transmis par la tradition orale, la diffusion de l'alphabet permet l'émergence de nouveaux genres d'ouvrages dont la circulation va s'accroître. C'est ainsi le cas du style du *sijo*, poésie courte et chantée mélangeant caractères chinois et alphabet coréen. Après la publication de la grande anthologie *Kagok wŏllyu* (1876) de Pak Hyogwan et An Minyŏng, la forme du *sijo* se fixe pour se composer de trois strophes de trois lignes syncopées qui deviendront par la suite le symbole de la poésie nationale.

Cela se vérifie également pour les récits personnels, les mémoires, les journaux et romans satiriques qui, comme *L'Histoire d'un noble* (*Yangban*

chŏn) de Pak Chiwŏn (1737–1805), attestent de l'existence d'une « littérature parallèle », émancipée des modèles chinois et délibérément irrévérencieuse envers la littérature établie et le pouvoir. Il faut toutefois préciser que cette nouvelle littérature coréenne est en grande partie anonyme; le fait qu'elle soit principalement due à des femmes ou à des écrivains bannis contribue à la rendre illégitime et incapable de donner naissance à des «auteurs» modernes.

Vers une littérature nationale moderne

Le programme socio-économique du mouvement des Lumières patriotiques (aeguk kyemong) ainsi que le contexte impérialiste, puis colonial, vont faire de l'instruction du peuple le point crucial de la métamorphose de la Corée en un État souverain. On décide de diffuser l'écriture de la langue nationale grâce aux établissements scolaires et aux nouveaux médias, un projet modernisant et nationaliste dont bénéficiera largement la littérature. Les écrivains qui rédigent leurs œuvres en coréen jouissent alors du prestige d'être reconnus comme de véritables auteurs nationaux.

Cependant, la littérature coréenne de la fin du XIX^e siècle se voit prise dans une sorte de tourbillon qui sera à la base de son renouveau. D'un côté, les écrivains de l'époque doivent «nationaliser» la langue écrite en l'unifiant au détriment des dialectes et en en fixant l'orthographe et la grammaire; les éditeurs comme Sŏ Chaep'il (1866–1951) et son quotidien *L'Indépendant (Tongnip sinmun*, 1896) jouent là un rôle essentiel. D'un autre côté, les œuvres occidentales sont assimilées, ce qui entraîne la transformation des écrits. Faire coïncider l'acte purement linguistique de la traduction est une transposition encore plus ambitieuse et poétique des formes littéraires. Citons le rôle pionnier de Yi Injik (1862–1916), qui est à l'origine du «nouveau théâtre» ainsi que du «nouveau roman» (sin soŏl) avec la publication de La Mer de sang (Hyŏr-ŭi nu, 1907).

Il convient enfin de mentionner l'importance toute nouvelle de l'institutionnalisation de la vie littéraire, entreprise au tournant du siècle par des revues littéraires comme *Enfance* (*Sonyŏn*, 1908), qui visent un public jeune. C'est dans ces revues que les pères fondateurs de la nouvelle littérature, coréenne et moderne, comme Ch'oe Namsŏn (1890–1957) et Yi Kwangsu (né en 1892), vont publier leurs premiers poèmes ou leur première prose. Héritiers des premières esquisses de la littérature coréenne aux XVIII^e et XVIII^e siècles, ils s'épanouissent durant le siècle suivant, permettant au *sijo* moderne, par exemple, d'exprimer toute sa vigueur.

8.5 L'Afrique subsaharienne

Roger Somé

Introduction: définition et contexte historique

Malgré les évolutions scientifiques, le progrès technique et l'accumulation considérable de connaissances dans divers domaines, il est toujours difficile d'écrire une histoire de l'Afrique subsaharienne. Produire aujourd'hui un récit des évolutions culturelles, artistiques et architecturales de cette partie de l'Afrique, de la Révolution française aux deux premières décennies — grosso modo — de l'occupation coloniale, constitue un défi.

Considérer cette entreprise comme un défi revient à reconnaître que la transmission du savoir en Afrique, en général imputée à la tradition orale, ne s'accorde pas — malgré ses aspects positifs — avec une conception particulière de la préservation du patrimoine culturel¹. Cette observation suggère immédiatement de diviser notre sujet en deux parties : la première concernant la situation de la culture, des arts et de l'architecture en Afrique subsaharienne entre 1789 et 1900, autrement dit à l'époque précoloniale, et l'autre entre 1900 et 1914. Cette division est sous-tendue par la conception répandue d'une ère précoloniale pendant laquelle les Africains n'avaient pas accès à l'écriture occidentale — de fait, à toutes les écritures, étant donné le refus idéologique de reconnaître l'existence de l'écriture africaine —, en opposition avec une ère postcoloniale où ils ont acquis l'écriture et ainsi assimilé une caractéristique de la civilisation occidentale. Cependant, cette conception n'est pas très pertinente dans la mesure où l'hypothèse sur laquelle elle repose n'est pas totalement vérifiable. De fait, les relations établies entre l'Afrique et l'Europe par les voyageurs portugais à partir du XIe siècle, suivies de l'introduction du commerce — en particulier le tristement célèbre «commerce triangulaire» —, ont conduit à un mélange considérable des populations, s'accompagnant de leur déportation et de leur «exportation» ultérieure. Grâce à — ou en conséquence de — ce phénomène, de jeunes Africains ont été éduqués à la cour des monarques européens et, dès le XVIIIe siècle, se sont distingués dans le domaine des lettres, de la science et/ou de la guerre. Cela a été le cas du philosophe ghanéen Antoine-Guillaume Amo, élevé à la cour du roi de Prusse, qui a présenté en 1734 une thèse sur l'impassibilité de l'esprit humain à l'université de Wittenberg.

Citons également Abraham Hanibal, mathématicien et, à partir de 1758, général de l'armée russe. Bien que le premier ne soit pas extrêmement bien connu aujourd'hui, le second est sorti de l'ombre grâce à son arrière-petit-fils, Pouchkine, et à la publication de sa biographie (Gnammankou, 1996).

Ces deux exemples, antérieurs à l'époque considérée, démentent la conception commune mentionnée plus haut, nous invitant ainsi à adopter une approche thématique, et illustrent la difficulté de démontrer l'évolution culturelle de l'Afrique subsaharienne à partir de 1789. Un récit global et exhaustif du développement culturel devrait être fondé non seulement sur l'action des Africains dans leur contexte politique, historique et social, mais également sur leurs efforts pour défendre leur culture d'origine après l'acquisition d'un savoir extérieur, en l'occurrence européen. De ce point de vue, il est clair que l'identification d'intellectuels africains au cours de la période considérée et l'examen de leur pensée auraient été d'un intérêt considérable, puisque cela nous aurait certainement permis d'évaluer la mesure dans laquelle ils ont contribué au développement culturel de l'Afrique². Cependant, en raison des limites de ce travail, il n'est pas question de mener une étude à cette échelle.

De plus, étant donné les événements historiques majeurs survenus sur le continent, il est légitime de se demander s'il existait une quelconque possibilité d'évolution culturelle entre 1789 et 1914, période pendant laquelle la traite et la conquête coloniale ont battu leur plein. Autrement dit, comment le développement a pu avoir lieu malgré un contexte historique apparemment défavorable? Qu'est-ce qui, dans la spécificité de l'Afrique, nous permet de déceler un développement culturel au cours de cette période? Enfin, est-il véritablement possible de confirmer cette éventuelle avancée culturelle, si tant est qu'elle existe, sans relever quels obstacles auraient pu réduire ses effets une fois le processus engagé?

Si l'on considère que le terme «culture» fait référence à tout ce qui est produit par l'esprit, il s'agit alors d'une caractéristique propre aux êtres humains et déterminée par leur inventivité et leur capacité à assimiler des éléments extérieurs à leur contexte. En conséquence, la culture, c'est ce qui permet aux humains de savoir qu'ils sont humains, c'est la trace de l'existence humaine dans un espace-temps donné. Cette trace significative peut être perçue à travers l'expression, dans différentes régions, de concepts tels que l'art, la langue, l'histoire, la religion, la science et la technique. Ainsi, par le biais de certaines de ces formes d'expression — l'art, par exemple —, nous pouvons encore aujourd'hui avoir un aperçu de l'existence de ceux qui vivaient des centaines, voire des milliers d'années avant nous. En accord avec cette hypothèse, des fouilles archéologiques nous ont permis d'acquérir une certaine connaissance de la vie à Djenné (Mali) et dans le Komaland (dans le nord de l'actuel Ghana) en remontant au XVe siècle, voire au XIVe. Grâce aux

merveilles de l'archéologie et de l'histoire, nous savons également que les Saos du Tchad ont développé un style d'architecture défensive, l'expression «maison forteresse» désignant des constructions de ce type. Ce style a été observé ailleurs, par exemple en Afrique occidentale — bien que les édifices y soient moins monumentaux —, et reste en vigueur aujourd'hui. De fait, au Burkina Faso, ce type de maison forteresse est caractéristique de l'architecture des Lobis et des Dagaris, qui ont souvent utilisé leurs habitations pour se défendre contre les attaques extérieures. Construites sans autres ouvertures sur les côtés que de petites fenêtres, ces maisons sont équipées d'une échelle permettant l'accès au toit en terrasse, d'où une seconde échelle, positionnée au milieu d'une ouverture pratiquée dans le toit, mène aux pièces situées en contrebas. L'échelle extérieure est remontée tous les soirs. De plus, le haut des murs entourant le toit est pourvu de boules de terre cuite pouvant faire office de projectiles en cas d'attaque. Les fenêtres servent de postes d'observation : des flèches empoisonnées pouvaient être tirées en direction d'un ennemi. Pendant la conquête et l'occupation coloniale postérieures, l'administration française l'a appris à ses dépens avant de parvenir finalement à assujettir ces peuples, en particulier les Lobis, dont les stratégies militaires étaient extrêmement complexes. Un style d'architecture similaire, presque identique à l'exception de certaines différences mineures, est encore visible aujourd'hui en pays tamberma, au Togo.

Les ruines de l'empire du Monomotapa, dans l'actuel Zimbabwe, attestent également une grande compétence technique. Selon Masudi Alabi Fassassi, les monuments des royaumes du Zambèze étaient « construits en pierre sèche, c'est-à-dire sans aucune trace de maçonnerie, grâce à une technique très avancée». Cette civilisation architecturale «a probablement atteint son apogée aux XVIIe et XVIIIe siècles» (Fassassi, 1997, p. 70). L'allusion à ce style d'architecture rappelle les influences culturelles exercées par les mouvements de population dans la même région à la fin du XVIIIe siècle. Les Shonas et les Vendas ont adopté les uns et les autres des techniques de construction en pierre, ce qui peut expliquer la maîtrise de la sculpture sur pierre par les Shonas. À partir du XVIIIe siècle, à la fin de la période Mambo, ou Shona II selon la chronologie établie par la recherche archéologique, ils ont mis en pratique une forme traditionnelle de sculpture sur pierre jusqu'en 1957, date à laquelle Frank McEwen, directeur de la National Art Gallery de Salisbury, a mis en place le premier centre expérimental, conférant ainsi un caractère académique à une pratique traditionnelle (Laude, 1990, pp. 73-74; Willett, 1990, pp. 22 [note 9] et 254–256).

Nous devrions expliquer pourquoi nous faisons référence à des phénomènes bien plus anciens alors que cet éclaircissement historique s'achève par des événements relativement récents, en relation avec notre période d'étude. Cette allusion démontre qu'il existe une certaine continuité dans l'histoire

culturelle, preuve de l'origine lointaine d'un processus d'évolution dont les conséquences peuvent encore être observées aujourd'hui, parfois hors du foyer de départ. Cela suggère des axes de recherche dans la dispersion des populations en Afrique. Cela suscite également une interrogation directement liée au problème général de l'évolution culturelle en Afrique subsaharienne. L'étude de documents historiques révèle que le continent a abrité de grands centres culturels. Dans le cas de l'architecture sao ou zambézienne, ou de l'exploitation minière du fer, il existe un vaste faisceau de preuves attestant un haut niveau de compétence technique en Afrique. Cependant, si nous considérons l'état actuel de développement global et la forme qu'il prend dans certains domaines, nous sommes en droit de nous demander pourquoi une cassure s'est opérée. Pourquoi les grandes réalisations architecturales, révélatrices de techniques extrêmement sophistiquées, ne se sont-elles pas plus développées, malgré l'existence de chefs-d'œuvre visibles tels que le palais ashanti d'Osei Bonsou (premier quart du XIX^e siècle) ou le palais de Njoya en pays bamoun (début du XX^e siècle)? Pourquoi l'Afrique n'est-elle pas parvenue à inventer la roue alors qu'elle a su travailler le fer très tôt? Pourquoi tout semble-t-il s'être arrêté, comme volontairement? Ces questions montrent combien il est problématique de confirmer des évolutions culturelles en Afrique subsaharienne, en particulier au XIX^e siècle. Néanmoins, certains éléments témoignent véritablement d'avancées culturelles, tandis que d'autres, à l'inverse, ont empêché le plein développement de la culture africaine.

L'ART COMME PREUVE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL

L'un des domaines clés de l'expression des cultures africaines a été, et demeure aujourd'hui encore, l'art³. De fait, à partir du XV^e siècle, l'art africain, qui a attiré l'attention de si nombreux voyageurs européens, faisait partie des marchandises dont les Portugais faisaient commerce, en conséquence de quoi les collections de petits objets d'art de l'époque comprenaient déjà des poids à peser l'or en provenance de Côte-de-l'Or (actuel Ghana) et des ivoires du Congo, du Dahomey (Bénin) et du Nigéria.

Dans le domaine de l'art, une évolution s'est sans nul doute opérée. Que ce soit dans des groupes hiérarchisés, des royaumes ou des sociétés lignagères — pour reprendre le terme anthropologique conventionnel désignant les sociétés sans structure de pouvoir centralisé —, des évolutions artistiques ont eu lieu à la fois en raison de facteurs internes à ces sociétés et en réponse à des événements ayant une origine externe.

Les Dagaris, par exemple, qui se situent actuellement à cheval entre le Burkina Faso et le Ghana, ont commencé à développer une sculpture de représentation des ancêtres vers la fin du XIX^e siècle. Chassés par des groupes guerriers, en l'occurrence les Zabermas, et fuyant les raids des esclavagistes, les Dagaris se sont installés de part et d'autre du fleuve (la Volta noire, ensuite appelée Mouhoun) qui allait devenir, à l'indépendance, la frontière séparant la Haute-Volta (Burkina Faso) du Ghana. Cette migration forcée a contraint la population à innover. Ils ont donc remplacé le culte des ancêtres fondé sur les tombes, qu'ils ne pouvaient transporter avec eux lors de leurs nombreux déplacements, par une forme de culte qui impliquait l'utilisation d'un symbole directement transportable, la statue. Son introduction a permis aux pratiques religieuses de perdurer, avec de légères modifications mais un enrichissement culturel. En fuyant, il n'était pas nécessaire d'emporter toutes les statues placées sur l'autel, car il suffisait de prendre la représentation du plus vieil ancêtre. Une fois installée dans une nouvelle habitation, chaque famille reconstituait l'autel en sculptant de nouvelles statues, figurant chacune des membres défunts de la famille. La production artistique se poursuit et contribue à la diversité croissante de l'art africain (illustration 202). Les autels d'aujourd'hui, chargés de statues et relativement bien conservés malgré diverses menaces, permettent de reconstituer les généalogies familiales. Outre cet exemple, il existe des sociétés de masques qui, au travers d'une initiation, fournissent des occasions d'éduquer et de transmettre des compétences aux jeunes. C'est dans ces sociétés que l'on apprend les techniques de fabrication des masques, contribuant ainsi à la perpétuation des cultures des peuples concernés.

Ces exemples illustrent la diversité des décors dans lesquels l'art s'est développé en Afrique subsaharienne (illustration 203), mais cette diversité est encore plus nette dans les sociétés pourvues d'une structure de pouvoir centralisé. De ce point de vue, l'art royal africain est principalement connu grâce aux célèbres royaumes d'Ashanti, du Bénin, du Congo et du Dahomey, dont les souverains accordaient une importance considérable à l'art en général. Des changements peuvent être observés dans la production artistique du Bénin, qui couvre quatre siècles, de la fin du XVIe à celle du XIX^e siècle. L'époque moderne (XVIII^e et XIX^e siècles), qui entre dans les limites de cette période, a connu la plus grande production, probablement en raison d'importations croissantes de métal — en particulier de bronze — en provenance d'Europe, mais aussi certainement grâce à la prévoyance de certains souverains. Par exemple, l'art a été extrêmement favorisé sous le règne du roi Agonglo, qui a commandé de nombreux «objets», les trônes inspirés des modèles ashantis comptant parmi les plus célèbres. Outre la bijouterie, il a promu l'art du tissage et encouragé les artistes, dont certains ont acquis une grande renommée (Preston Blier, 1998, p. 108). Le patronage

royal était également en vigueur ailleurs. Au début du XIX^e siècle, le roi des Ashantis Osei Bonsou offrait de l'argent à ses capitaines, en général après avoir remporté une guerre, afin qu'ils puissent agrandir et redécorer leurs habitations (Preston Blier, 1998, p. 128). Il ordonna la construction d'un palais moderne en pierre, inspiré par les bâtiments européens de la côte. Ce palais fut achevé en 1822 et servit, entre autres, de salle du trésor royal. Cet emprunt à la tradition architecturale européenne illustre le rôle des influences extérieures sur le développement artistique et culturel de l'Afrique, que l'on peut observer dans plusieurs domaines culturels. Du point de vue artistique, outre l'utilisation de matériaux tels que le bronze, certaines œuvres doivent leur splendeur à une combinaison des styles européens et africains. Par exemple, le trône d'Eresonyen (XVIII^e siècle) était une «œuvre d'une grande beauté, peut-être inspirée d'un trône réalisé par les Portuguais pour son ancêtre» (Preston Blier, 1998, p. 74).

L'historienne de l'art Suzanne Preston Blier relève plusieurs exemples d'œuvres portant des traces de styles européens. Celles-ci comprennent des vases zoomorphes, notamment un vase léopard, dont elle affirme qu'il a «certainement été inspiré par des modèles européens» (Preston Blier, 1998, p. 55), et le lion d'argent, symbole du roi Glélé, qui partage «certaines caractéristiques stylistiques avec l'argenterie européenne» (Preston Blier, 1998, p. 114). Tandis que tous ces exemples révèlent de possibles emprunts stylistiques et témoignent ainsi d'échanges économiques et culturels durables entre l'Europe et l'Afrique, l'importance de ces influences devrait parfois être tempérée. Autrement, certaines remarques pourraient sembler peu pertinentes, voire naïves. Par exemple, affirmer que des vases en forme de léopard sont «certainement» fondés sur des modèles européens est peut-être correct, mais rien ne le prouve, et l'auteur ne nous fournit pas de telles preuves. Il en découle que sans le modèle original, il n'y aurait rien eu. Pourtant, des influences mutuelles se sont exercées au sein des cultures africaines, que Suzanne Preston Blier signale elle-même, notamment dans le cas suivant. Pendant la première moitié du XVIIIe siècle, une mascarade a été instaurée dans la ville de Bénin. Elle visait à célébrer la fête de l'igname nouvelle et prenait la forme d'une cérémonie suivant la récolte, pendant laquelle le souverain démontrait sa générosité en distribuant des tubercules à ses sujets. Cet événement social a conduit à la production de masques de cuivre impressionnants et terrifiants. Le nom de ce type de masques (oduduwa) fait référence à Oduduwa, dieu yoruba de la Terre, ce qui indique un emprunt à la culture yoruba d'Ife.

Parmi les actions de tous les souverains qui ont contribué à un apparent épanouissement de la culture en Afrique subsaharienne, celles de Njoya (*illustration 204*), un jeune roi arrivé au pouvoir à l'âge de 19 ans dans un

petit pays (8 000 km²) situé dans les montagnes d'Afrique centrale, se sont révélées décisives. Njoya fait bâtir une série de palais dont le dernier, construit en cinq ans (1917–1922), est en briques séchées, avec un rez-de-chaussée et deux étages. Il s'agit d'un édifice imposant de 60 mètres de haut. De plan rectangulaire, il représente une rupture avec la forme circulaire traditionnelle. Pour ce qui est de l'habillement, l'écorce battue et le coton ont été abandonnés au profit de vêtements confectionnés avec des matières produites dans d'autres aires culturelles, par exemple les volumineux boubous portés par les musulmans. Soit dit en passant, l'influence islamique s'est mêlée aux emprunts de la civilisation européenne. Dans le domaine de l'agriculture, Njoya met en place une ferme expérimentale et encourage l'arboriculture en instaurant une règle selon laquelle toute personne qui plante des arbres pendant dix ans gagne le droit de cultiver la terre. Il encourage aussi la culture de légumes et de céréales européens (tomates, orge et blé), mais sans trop de succès. À contre-courant, les contraintes traditionnelles étaient très diversifiées et Foumban est devenu une plantation de palmiers à huile.

De toutes ces innovations, la plus surprenante à nos yeux, étant donné l'idée communément admise que l'Afrique n'avait connu que la tradition orale, est l'invention d'un système d'écriture appelé «alphabet bamoun» (illustration 205) à la fin du XIX^e siècle — le règne actif de Njoya débute entre 1892 et 1896. Le système d'écriture, comprenant initialement plus de 500 signes, est formé de dessins dont beaucoup correspondent à des mots transcrits sous forme de pictogrammes. Le système a prospéré et évolué jusqu'à ce qu'un alphabet en soit extrait, dont la version finale, c'est-à-dire la sixième, date de 1918. Cependant, il était déjà utilisable à partir de 1911, le nombre de signes ayant été réduit de 500 à 80, «y compris les symboles numériques».

Des textes ont été écrits grâce à cette invention, à l'usage exclusif du palais royal. Le plus important d'entre eux est l'*Histoire des lois et coutumes des Bamoun*, rédigée sous la direction du roi Njoya⁴. Un autre texte contient une description des croyances religieuses du roi, sous le titre *Nuët nkuëtë*, qui peut être traduit par «rechercher pour atteindre» (Tardits, 1977, p. 287). Dans ce texte, le roi Njoya explique ses conceptions religieuses, qui impliquent une forme particulière de syncrétisme, mêlant librement l'islam et le christianisme. Cette combinaison reflète deux influences: l'une musulmane (fulani) et l'autre chrétienne (allemande, par le biais des activités de la Mission de Bâle). Ce syncrétisme apparaît déjà dans le système d'écriture, qui contient des caractères romains (A, H, T) — certains en transcription inversée —, des caractères grecs (α , α , α), des symboles musulmans et des pictogrammes africains. Cependant, le souverain n'a pas tenté d'éradiquer toutes les valeurs bamouns. Bien que sa philosophie ait rejeté certains éléments coutumiers — par exemple, il a renoncé à son rôle de «prêtre

ancestral» (Tardits, 1977, pp. 287–288) —, elle devait être enseignée en langue bamoun. Ce syncrétisme, qui dévoile un désir d'ouverture sur le monde extérieur sans abandonner toutes les valeurs authentiques, fait de Njoya un précurseur de la culture politique incarnée par Kwame Nkrumah; celui-ci, à travers le concept de «consciencisme», a tenté de promouvoir un développement fondé sur des valeurs africaines intrinsèques et capable d'intégrer et d'assimiler des éléments externes.

À cet égard, le roi Njoya était un homme de son temps. Les efforts des missionnaires, qui ont fondé des écoles primaires et secondaires, ont permis l'éclosion d'une élite intellectuelle. En prenant la suite d'un mouvement religieux appelé «éthiopianisme», des intellectuels africains devaient promouvoir les notions de dignité africaine, de défense des peuples africains, de solidarité africaine et, surtout, d'unité africaine. Ce faisant, ils ont préfiguré l'émergence du «consciencisme» en tant que mouvement politique. Outre le souverain bamoun, ces pionniers comptent James Africanus Horton (1835–1883), né en Sierra Leone de parents ibos, Edward Wilmot Blyden (1832–1912) (illustration 206), un Antillais qui a émigré au Libéria, et James Johnson (1836–1917), né de parents yorubas en Sierra Leone (Ajayi, 1989, pp. 53–56).

L'invention de l'alphabet bamoun a conduit à l'établissement dans le palais d'une «maison d'édition» et d'écoles royales où cette écriture était enseignée, telles que l'École bamoun du roi Njoya (*Bamun Schule des Häuptling Ndscoya*) à Foumban. En 1918, les Français ont relevé vingt écoles de ce type. L'existence de l'écriture a conduit à l'invention d'une presse d'imprimerie, qui n'a malheureusement jamais été utilisée. Claude Tardits en impute la responsabilité à l'administration française : «En 1920, la presse était prête mais Njoya, qui était à l'époque harcelé par l'administration française, en a fait refondre, de rage, les caractères» (Ajayi, 1989, p. 283).

Historiquement parlant, il ne s'agit pas du seul système d'écriture en Afrique subsaharienne. D'autres systèmes ont existé antérieurement mais, malheureusement, ils n'existent déjà plus vers le XIX^e siècle, pour des raisons que l'on ne connaît pas véritablement. Ils comprennent les caractères bassas et mendés — Sierra Leone, Libéria —, nsibidis — dans l'est du Nigeria —, vaïs — Sierra Leone — et vilis — république du Congo, république démocratique du Congo (Balogun, Aguessy et Diagne, 1977, pp. 141–212). L'alphabet bamoun a finalement disparu au XX^e siècle, incapable de résister aux systèmes d'écriture imposés par les Européens.

Plus généralement, l'Afrique subsaharienne a traversé une période d'effervescence intellectuelle en partie due à l'influence arabe, ce qui a conduit, dans des circonstances particulières, à l'apparition de la transcription ajami. Dans d'autres cas, l'utilisation de l'arabe a engendré l'instauration de la connaissance scientifique en tant que principe politique. C'est dans

ce contexte que le sultan Ousman dan Fodio et ses successeurs ont produit quelque 250 livres. Leur intérêt pour les questions intellectuelles a été plus largement connu lorsque l'explorateur anglais Clapperton, qui a rencontré le fils d'Ousman dan Fodio, Mohammed Bello, a rapporté que ce dernier connaissait la géométrie euclidienne grâce à un ouvrage en arabe qu'il possédait, détruit ensuite par les flammes (Ki-Zerbo, 1972, pp. 365–366).

Les événements décrits ici font une allusion voilée à l'introduction d'innovations qui sont dues en partie à des facteurs externes, notamment à la présence européenne en Afrique. Cela implique parfois l'arrivée de missionnaires avant l'installation de l'administration coloniale, comme dans le cas de la London Missionary Society (LMS) en Afrique du Sud. Imprégnées de l'idéologie civilisatrice de l'Évangile, ces institutions religieuses ont contribué à la transformation de la culture africaine en diffusant un nouveau savoir et de nouvelles compétences. L'arrivée de la London Missionary Society à Madagascar en 1820 a conduit à l'ouverture des premières écoles. Par la suite, les activités de la mission ont permis la production d'une grammaire malgache dès 1825, c'est-à-dire après une courte présence de cinq ans, bien que le manuscrit n'ait jamais été publié. Certaines œuvres religieuses ont cependant été rédigées en langue malgache et distribuées deux ans plus tard, en 1827 (Bah, 1992, pp. 69–90; pour des informations sur l'influence de la LMS à Madagascar, voir p. 84).

En Afrique du Sud (que la LMS a probablement quittée pour Madagascar), la présence de cette mission et d'autres — telles que les méthodistes à Thabanchu en 1833, la Mission de Paris au Lesotho la même année et l'American Board of Missionary au Ndébéléland, dans le pays des Tswanas et en pays mosega en 1835 et au Zoulouland en 1836 — a eu les mêmes effets. Ngwabi Bhebe le confirme : «[L'activité des missionnaires] les amène à devenir les canaux de transmission de l'éducation et de l'industrie occidentales. Ainsi, les missionnaires, leurs établissements et leurs auxiliaires africains se chargent de différentes tâches, notamment de l'alphabétisation et de l'enseignement de l'agriculture, de la menuiserie, de la construction et d'autres métiers. Les missionnaires apprennent également les langues africaines, dans lesquelles ils traduisent la Bible et d'autres textes religieux» (voir chapitre 15.6).

Aujourd'hui, il est établi que le principal objectif de ces missions n'était pas philanthropique: elles ont fourni une infrastructure dont les pouvoirs coloniaux se sont servis pour étendre leur souveraineté à travers les territoires conquis. De plus, leur impact novateur sur les civilisations africaines a eu des effets secondaires qui ont donné aux missions une image aigre-douce. Cela est vrai, dans une certaine mesure, pour toute influence européenne en Afrique.

LE MIEL AMER

L'influence européenne en Afrique a contribué à une profonde transformation de la manière dont on percevait la culture et, dans certains cas, elle a conduit à des évolutions significatives. Mais, paradoxalement, elle a aussi représenté un obstacle difficile à surmonter, dont les effets se font encore sentir aujourd'hui. Afin de déterminer la nature de cette influence bipolaire, nous avons emprunté — hors contexte — le titre d'un ouvrage du romancier burkinabé Jean-Baptiste Somé, décédé récemment. L'argument que nous essayons de faire ressortir est illustré par l'activité missionnaire et son impact sur la psyché africaine.

Les missions chrétiennes en Afrique noire, avec l'intention louable de promouvoir le développement social au nom de la charité et de l'amour divins, ont assuré diverses fonctions, allant de l'enseignement de métiers (maçon, menuisier, charpentier, fermier) à l'alphabétisation et à l'éducation de type occidental. Bien que ces activités aient comporté un aspect intrinsèquement constructif que l'on peut observer aujourd'hui encore — l'élite africaine, qui devait assumer la responsabilité de la destinée du continent après l'indépendance, était en grande partie un produit des écoles chrétiennes —, elles ont également eu dans la pratique l'effet paradoxal de retirer aux Africains leur culture.

L'évangélisation impliquait la diffusion des valeurs chrétiennes en vue d'apporter la civilisation aux peuples indigènes, voire d'en faire des humains à part entière⁵. Cette tâche de transformation a engendré un processus de destruction qui ébranle la notion de développement culturel en Afrique subsaharienne pendant la période considérée.

Dans la mesure où c'est l'éducation occidentale, fondée sur des principes chrétiens, qui a été introduite, l'enseignement ne servait pas à promouvoir la culture africaine. De plus, être chrétien à cette époque signifiait abandonner les pratiques religieuses traditionnelles, principal domaine d'expression des cultures africaines. Il est clairement établi qu'à chaque fois qu'un Africain était converti, il s'ensuivait un autodafé des « objets » témoignant de l'existence de dieux préalablement vénérés — à moins, bien sûr, qu'un membre de la famille n'ait été en mesure de les récupérer. Par conséquent, un pan considérable du patrimoine artistique africain est parti en fumée du fait des missionnaires. Cette tendance a cependant été modifiée, malgré le zèle de certains prêtres qui ont poursuivi les pratiques des premiers missionnaires. D'autres prêtres ont pu parfois sauver certaines œuvres d'art.

Dans ce contexte, il est difficile de partager l'avis d'Albert Adu Boahen selon lequel, «[...] dans le domaine culturel, l'impact du colonialisme a été relativement superficiel et temporaire» (Boahen, 1984). S'il est peut-être

vrai que les changements introduits dans les cultures africaines n'ont pas directement affecté chaque population ou chaque portion des différentes populations, il est faux de penser que l'impact de ces changements sur les cultures a été «superficiel et temporaire». La précision introduite par Albert Adu Boahen à travers le terme «relativement» n'a aucune raison d'être lorsque la question est considérée d'un point de vue autre qu'immédiatement temporel. Car le manque de profondeur et la pérennité sont visibles. Certes, dans les premiers temps de l'établissement du système colonial, c'est-à-dire pendant le XIX^e siècle, l'impact n'a pas été profond, mais uniquement pour des raisons spatio-temporelles. En d'autres termes, la portée de ces actions dépendait du temps nécessaire pour les entreprendre et de l'endroit où elles se sont déroulées. Visiblement, les peuples les plus affectés ont été ceux qui vivaient sur la côte et dans les villes où les Européens se sont installés.

À long terme, la profondeur et la pérennité, qui sont des facteurs décisifs dans ce processus, sont faciles à détecter. Depuis l'époque coloniale, l'Afrique est un continent conciliant deux extrêmes: la campagne — la «brousse» — et la ville — des agglomérations relativement grandes, bien que certaines d'entre elles, telles que Nairobi (fondée en 1896), soient une création du système colonial (Boahen, 1984). Contrairement à l'opinion commune, ces deux entités qui semblent exister isolément ne sont que relativement indépendantes l'une de l'autre. Si cette indépendance paraissait plus marquée au XIX^e siècle, à cause des moyens de communication très pauvres, au sens le plus large du terme, elle est devenue de moins en moins importante au fil du temps en raison du progrès technique et des améliorations de l'infrastructure qui en ont découlé. Aujourd'hui, elle est pratiquement inexistante, puisque la «brousse» africaine vit au même rythme que les villes, bien qu'elle ne dispose pas de leurs structures ni de leurs aménagements. Comme les citadins, les Africains ruraux qui n'ont jamais quitté la campagne pourraient regarder Dallas, par exemple, ou Les Feux de l'amour. Les jeunes gens de retour de la ville, ainsi que les élèves du secondaire et les étudiants revenant dans leur village pendant les vacances, ont un style de vie urbain et transmettent un mode de vie et de pensée que les individus de toutes les classes d'âge qui sont restés au village imitent, sans en connaître le contexte et sans en contrôler les manières. Nous savons également que, sans atteindre un haut niveau d'études, les personnes qui ont fréquenté des écoles occidentales considèrent généralement les coutumes ancestrales comme rétrogrades. Certains intellectuels africains, notamment des philosophes, affirment qu'il n'existe pas de philosophie africaine puisqu'une critique du savoir est impossible à moins que la pensée ne soit écrite — condition permettant l'existence d'une critique. Sur cette base, ils rejettent même le passé africain en tant que point de départ possible d'une philosophie, selon le sens qu'ils accordent à ce mot. C'est le point de vue de Paulin Jidenu Hountondji. En conséquence, le

manque de pérennité auquel fait référence Albert Adu Boahen ne nous semble pas véritablement fondé, car nous pouvons maintenant savoir combien de temps ce phénomène a duré. De quelle autre source provient la condamnation éternelle des cultures africaines, si ce n'est d'une comparaison fréquente avec la culture occidentale?

Loin d'être une digression, cette longue investigation se trouve au cœur même de notre sujet, démontrant combien il est difficile de parler de développement culturel en Afrique subsaharienne à une époque où cette partie du continent n'était plus responsable de ses choix politiques. Il est vrai, comme l'espérait Ade Ajayi, qu'une compréhension de l'histoire africaine doit être forgée à partir d'éléments internes à l'Afrique afin d'éviter certaines idées infondées selon lesquelles les sociétés africaines n'ont connu aucun changement avant le système colonial. Autrement, lorsque des changements se sont opérés, ils ont été considérés comme le résultat d'événements extérieurs à l'Afrique, en particulier l'invasion occidentale. Mais comment pouvons-nous négliger de prendre en considération cet élément externe? Comment pourrions-nous ignorer l'impact du système colonial sur le développement culturel, l'art et l'architecture en Afrique subsaharienne lorsque nous savons que certaines structures coloniales, telles que les missions, ont eu une influence considérable sur les religions africaines, à travers lesquelles les cultures ont éclos et se sont diffusées? Comment ne pourrions-nous pas tenir compte des effets de la traite, par exemple, qui a engendré une hémorragie atteignant un niveau sans précédent aux XVIIIe et XIXe siècles? Ce dernier exemple offre un fascinant champ d'investigation dans sa relation avec le développement culturel. Malgré l'ampleur du phénomène, ses effets sur les sociétés africaines ont présenté certains «points positifs» tout comme des aspects désastreux.

Au vu de l'émergence d'une floraison culturelle en Afrique subsaharienne au XIX^e siècle, il est légitime de penser que certains éléments de ce développement ont trouvé leur origine à une époque antérieure. En conséquence, ce développement pourrait être le point culminant d'un processus qui avait débuté plus tôt. Il se trouve que certains des phénomènes qui ont émergé pendant la période de notre étude, tels que des systèmes d'écriture, n'ont pas perduré. Nous sommes en droit de nous demander pourquoi. Étaitce uniquement parce que les Africains ont été incapables de développer leur propre invention? Était-ce dû à l'influence coloniale? Bien que nous ne disposions pas d'informations dans le cas d'écritures plus anciennes, nous savons que l'inventeur de l'alphabet bamoun a vu son pouvoir et son autorité réduits à néant par l'administration coloniale française, qui l'a déporté et placé en résidence surveillée à Yaoundé, où il est mort en 1933.

652 De 1789 à 1914

CONCLUSION

L'histoire de l'Afrique a été écrite par les Africains, cela est clair. Cependant, des Européens y ont également collaboré. Aujourd'hui, tout en conservant son caractère particulier, elle fait partie de l'histoire de l'Europe et inversement. Pour cette raison, il est impossible de considérer les évolutions culturelles en Afrique au XIX^e siècle sans prendre en compte le système colonial. Néanmoins, cette considération nécessite une approche critique, puisque la rencontre entre l'Afrique et l'Europe a eu lieu dans un tel climat de violence que l'élan du progrès africain s'est interrompu.

Bien que de nouvelles réalisations culturelles puissent être observées au XIX^e siècle, il faut remarquer que ces initiatives n'ont pas abouti à leur pleine réalisation. Ainsi, il n'y a pas eu de réel développement culturel au XIX^e siècle, malgré les exemples décrits dans cette étude. Ce siècle a été, comme Ade Ajayi le dit si bien, l'«ère africaine de l'amélioration». Cependant, les Européens ont pu utiliser le désir de changement pour conforter leurs positions, finissant par imposer un régime colonial et étouffant des pressions internes visant à la réforme et au développement. Le véritable développement reste encore à atteindre et, pour y parvenir, l'Afrique doit bâtir sur ses propres fondations pour assimiler pleinement les éléments externes qui font désormais partie de son environnement quotidien.

NOTES

- 1. La notion de patrimoine culturel mérite d'être examinée de plus près, puisque ce qui est pour l'Occident un élément du patrimoine culturel, et doit par conséquent être conservé, n'est pas nécessairement considéré comme tel dans le contexte africain. S'engager ici dans une telle analyse nous détourne cependant du cœur de notre sujet. Nous accepterons donc le concept occidental de culture, dans la mesure où il est lié au patrimoine, autrement dit qu'il s'agit du large éventail d'aspects intellectuels d'une civilisation qui, dans leur expression, laissent des traces et devraient ainsi être préservés.
- 2. Nous ne soutenons en aucune façon l'idée que le développement culturel d'un peuple dépend de sa connaissance de l'écriture, en particulier au vu du fait que ce terme présente des variations sémantiques qui mettent en doute la conception même de « société sans écriture », pour reprendre la terminologie classique de l'anthropologie. En effet, lorsque aucun système d'écriture n'est décelable, cela pourrait être dû à l'existence d'un système d'écriture alphabétique différent, qui ne peut être déchiffré par quelqu'un ne possédant pas la clé de son interprétation. En conséquence, la présente allusion à l'écriture fait référence, d'une part, à ce qu'elle est réellement, autrement dit un phénomène culturel, et, d'autre part, à sa relation avec la préservation des éléments constitutifs d'une culture qui peuvent être immédiatement accessibles aujourd'hui. Une connaissance des événements qui ont affecté l'Afrique à la fin du XVIII^e siècle et

tout au long du XIX^e siècle ne peut être obtenue de nos jours que par le biais de sources principalement arabes et européennes ou d'un long travail de terrain qui, en tout cas, ne pourrait être effectué sans consulter les relations des voyageurs de l'époque. Par ailleurs, et cela nous semble incontestable, l'émergence d'écritures alphabétiques ou quasi alphabétiques dans certaines parties de l'Afrique est nécessairement une manifestation du développement culturel. Dans ce cas, contrairement à ce que l'on peut croire, ce n'est pas l'écriture qui conduit au développement culturel; elle est, comme nous le verrons, l'une des manifestations de ce développement.

- 3. Cette notion d'art ne peut être appliquée sans discernement aux statues et masques africains, dans la mesure où ces «objets», dans des circonstances spécifiques, en particulier en Afrique, ne sont pas représentatifs du concept d'art. Même en Occident, où le concept est né du point de vue historique et géographique, il n'a pas toujours été compris de la même manière à travers l'histoire, et, aujourd'hui encore, il connaît des changements sémantiques à mesure que l'art contemporain évolue. Par conséquent, nous l'utiliserons ici dans sa première acception : activité créatrice de l'esprit fondée sur la maîtrise d'une série d'activités, par opposition au comportement instinctif. Concernant les différentes significations liées à ce concept à diverses époques et dans divers contextes géographiques, nous renvoyons le lecteur à notre ouvrage : Art africain et esthétique occidentale, Paris, L'Harmattan, 1998.
- 4. Traduit en français par le pasteur Henri Martin dans: Série Populations, n° 5, mémoire de l'IFAN, Centre du Cameroun, 1952.
- 5. Deux siècles plus tard, au temps des dinosaures juridiques qui ont tenté de légitimer la traite des noirs, l'évangélisme a été le moyen de donner un caractère humain à ce type particulier de marchandises, qui acquérait ainsi une âme (articles 2 à 14 du «Code noir» français). En quoi importait-il que cet être soit ou non doté d'un principe de mouvement (c'est-à-dire d'une âme), pour employer un concept aristotélicien, puisqu'il était capable de se mouvoir sans force extérieure à lui-même? Et comment pouvait-il en être autrement, puisqu'il s'agissait d'«objets» ou de «choses», pas de créatures vivantes, encore moins d'êtres humains?

BIBLIOGRAPHIE

- AJAYI J. F. A. 1989. «Africa at the beginning of the nineteenth century: issues and prospects». Dans: J. F. A. Ajayi (dir. publ.). *Africa in the nineteenth century until the 1880's*. Vol. VI. *General History of Africa*. Oxford/Berkeley/Paris, Heinemann/University of California Press/UNESCO, pp. 1–22.
- Anquandah J., Van Ham L. [s. d.]. Discovering the forgotten « civilization » of Komaland, Northern Ghana. Rotterdam, Accra.
- Balogun O., Aguessy H., Diagne P. 1977. *Introduction à la culture afri*caine. Prologue d'Alpha I. Sow. Paris, UNESCO.
- Bah T. 1992. «Construction, reconstruction et modernisation: l'Éthiopie et Madagascar». Dans: É. Mbokolo, *Afrique noire. Histoire et civilisation*. Vol. II. Paris, Hatier-Aupelf, pp. 69–90.

654 DE 1789 À 1914

BOAHEN A. A. 1984. «The colonial heritage». *UNESCO Courier* (Paris), n° 5, pp. 33–38.

- 1989. «New trends and processes in Africa in the nineteenth century». Dans: J. F A. Ajayi (dir. publ.). *Africa in the nineteenth century until the 1880's*. Vol. VI. *General history of Africa*, Oxford/Berkeley/Paris, Heinemann/University of California Press/UNESCO, pp. 40–63.
- Collectif. 1993. «Afrique: une ruine d'âme». CESURE, Revue de la Convention psychanalytique (Paris), n° 4, pp. 225–248.
- Collectif. 1980. *Sur la « philosophie africaine ». Critique de l'ethno-philo-sophie*. Paris, Éditions François Maspéro (1^{re} éd., 1976).
- ECHARD N. (dir. publ.). 1983. *Métallurgies africaines*. Paris, Société des Africanistes (Mémoires de la Société des Africanistes n° 9).
- Fassassi M. A. 1997. *L'Architecture en Afrique noire*. Paris, L'Harmattan (1^{re} éd., Éditions François Maspéro, 1978).
- GNAMMANKOU D. 1996. Abraham Hanibal, l'aïeul noir de Pouchkine. Paris, Présence africaine.
- Holas B. 1972. La Pensée africaine. Paris, Geuthner.
- Hountondji P. J. 1970. «Remarques sur la philosophie africaine contemporaine». *Diogène* (Paris), n° 71, pp. 120–140.
- Kambou J. M. 1993. *Peuples voltaïques et conquête coloniale 1885-1914, Burkina Faso*. Préface de Joseph Ki-Zerbo. Paris, ACCT/L'Harmattan (Racines du présent).
- KI-ZERBO J. 1972. Histoire de l'Afrique noire. Paris, Hatier.
- LAUDE J. 1990. Les Arts de l'Afrique noire. Paris, Librairie générale de France.
- Perrot C. H., Van Dantzig A. 1994. *Marie-Joseph Bonnat et les Ashanti, Journal* (1869–1874). Paris, Société des africanistes (Mémoires de la Société des africanistes).
- Preston Blier S. 1998. L'Art africain. Paris, Flammarion.
- Somé R. 1998. Art africain et Esthétique occidentale. Paris, L'Harmattan (Études africaines).
- Tardits C. N. 1977. «Njoya ou les malheurs de l'intelligence chez un sultan bamoun». Dans: C. A. Julien, M. Morsy, C. Coquery-Vidrovitch, Y. Person (dir. publ.). *Les Africains*. Vol. IX. Paris, Éditions Jeune Afrique, pp. 261–295.
- WILLETT F. 1990. L'Art africain. Paris, Thames & Hudson.

9

La place de la religion dans les cultures du xix^e siècle

Olivier Clément, Rodolfo De Roux, Sophie Le Callénec, Jacques Gadille, Khalifa Chater, Marie-Louise Reiniche, Isabelle Charleux, Vincent Gossaert, Jean-Pierre Berthon et Ok Sung Ann-Baron

Émile Poulat, coordinateur

Schématiquement, pour les religions, le XIXe siècle peut se caractériser ainsi : une sécularisation interne des sociétés occidentales, liée aux progrès des sciences et de l'industrie dans l'esprit né des Lumières ; une expansion missionnaire du christianisme sans précédent ; une rencontre de toutes les religions du monde sous le triple effet de cette expansion religieuse, des conquêtes coloniales et de la curiosité universitaire pour les religions autres que la tradition judéo-chrétienne.

Cette évolution donnera facilement l'impression d'un déclin fatal, annonçant la fin de l'esprit religieux et la mort des religions historiques. C'est compter sans leur force de résistance et les besoins qu'elles continuent seules de satisfaire. Les religions n'ont pas fini leur temps, mais il est bien vrai que le temps des religions change en profondeur et prend un cours inédit. Elles passent d'un état de possession tranquille à une mise en cause et en question qui les lance dans une vaste confrontation avec les formes nouvelles de la culture. Pour les religions aussi, la sortie de l'Ancien Régime s'est révélé une affaire de longue haleine, douloureuse et onéreuse. On comprend qu'elles aient hésité sur les voies à suivre, le prix à payer, les efforts à consentir, les nouveautés

à introduire. À la fin du siècle, en Allemagne, on parlera de *Kulturkampf*: le terme peut être étendu et généralisé pour être inscrit, au-delà de toute politique et de toute idéologie, dans le simple mouvement de notre société.

Ce discernement, aujourd'hui facile, était moins évident au siècle dernier où les choses étaient moins avancées, où notre monde était plus cloisonné. Une révolution culturelle a bien eu lieu, dont témoigne le plan du présent volume. La religion y arrive en dernier des neuf thèmes retenus, après avoir si longtemps occupé sans discussion la toute première place, comme en témoignent encore le *Catalogue général de la Bibliothèque nationale* de Paris et son plan de classement des matières, conçu sous le Second Empire.

Le XIX^e siècle est encore la période des « grandes puissances » — essentiellement États d'Europe et des deux Amériques —, qui seules ont voix au chapitre dans le concert international. Une grande partie de l'humanité est loin de vivre à cette heure dite « occidentale » : le temps n'est pas venu de la « mondialisation » dont la « colonisation » sera la première étape. Deux traits caractérisent ce siècle en la matière : la grande stabilité des aires religieuses traditionnelles, l'expansion missionnaire du christianisme. C'est dire que la place de la religion dans les sociétés et civilisations, avant d'être l'objet d'une évaluation savante ou d'une affirmation confessante, est d'abord un enjeu et une résultante de cette révolution en cours à travers les conflits ou les alliances qu'elle suscite. Mais c'est bien d'Europe que part le mouvement qui, par des voies diverses et même opposées, nous a conduits au « village planétaire » qui est désormais notre condition.

9.1 La chrétienté révolutionnée

LA TOURMENTE RÉVOLUTIONNAIRE

À la fin du XVIII^e siècle, la France était le pays le plus peuplé et la première puissance en Europe, même si l'Angleterre s'était déjà placée à la pointe du progrès industriel. L'histoire du monde se limitait alors à l'Europe et à l'Empire ottoman, incluant par là même le bassin méditerranéen. Les deux Amériques en étaient une dépendance coloniale, dont seules les treize colonies anglaises sur la façade atlantique avaient proclamé leur indépendance en 1776. Avec l'Asie lointaine — la Chine, l'Inde, le Siam —, on se contentait d'entretenir des relations diplomatiques, des comptoirs commerciaux et des postes missionnaires. On évaluait alors la population mondiale à 1 milliard.

Les frontières des États étaient mouvantes, au gré des traités de paix et des mariages dynastiques. L'Europe était alors monarchique et confessionnelle: catholique au sud, protestante au nord, orthodoxe à l'est, exception faite de la Pologne catholique démembrée entre ses trois puissants voisins. Les cantons helvétiques donnaient l'idée de ce que pouvait être un régime républicain, contrastant avec la monarchie absolue ou le despotisme éclairé qui régnaient partout ailleurs: c'est la voie où s'engagèrent les jeunes États-Unis.

En France, le catholicisme occupait une position privilégiée et protégée. Il était, constitutionnellement, la religion du roi, du royaume et de ses habitants; son clergé venait en tête des trois ordres de la nation, devant la noblesse et le tiers état; ses lois étaient lois françaises, s'imposant à tous et d'abord aux tribunaux. Il est vrai que c'était un catholicisme à la française, qui tenait à ses particularités et à ses traditions: ses rapports avec la papauté étaient souvent difficiles et il lui opposait volontiers les «libertés de l'Église gallicane».

Cette unanimité admettait deux exceptions. Tout d'abord, après la Réforme et les guerres de religion, les protestants, auxquels Henri IV avait concédé un régime de tolérance (édit de Nantes, 1598), révoqué par Louis XIV (1685), réactivé par Louis XVI (1787). Et puis les Juifs (autour de 40 000, surtout en Alsace), expulsés par Charles VI, traités comme nation étrangère.

Personne n'imaginait alors ce séisme que nous avons appelé la «Révolution française» et qui allait affecter l'ensemble de la chrétienté, des Amériques à la Russie. Pourtant, les signes avant-coureurs ne manquaient pas, deux en particulier: la diffusion des idées nouvelles — déisme, libertinisme, les Lumières, l'Encyclopédie, la franc-maçonnerie, les «philosophes» — et, en Amérique du Nord, l'insurrection des colonies anglaises contre la Couronne britannique.

On désirait des réformes, et c'est la révolution qui est venue, au sens nouveau du mot (et non plus astronomique). Ce désir s'était exprimé dans les «cahiers de doléances» établis en France en vue des états généraux convoqués par Louis XVI en mai 1789, états généraux qui se sont transformés rapidement en Assemblée nationale constituante. Celle-ci commence en rédigeant la célèbre *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* (26 août 1789), qui reconnaît à chacun pleine liberté de conscience et d'expression. Par besoin d'argent, elle décrète la nationalisation des biens du clergé, parallèle à la réorganisation civile et religieuse du territoire. Ainsi se trouve-t-elle entraînée à doter l'Église de France d'une «constitution civile du clergé» que le pape Pie VI condamne en 1791 (bref *Quod aliquantum*) comme une ingérence inadmissible.

Dès lors, la tragédie s'enclenche. Une «Église constitutionnelle» se met en place, avec un épiscopat autoconstitué et un clergé astreint au serment de fidélité que doivent aussi tous les fonctionnaires. Ceux qui s'y refusent — les «réfractaires» — ne peuvent choisir qu'entre l'exil, la prison ou la clandestinité. La monarchie est abolie, les États pontificaux envahis et le pape emprisonné. Des mouvements de révolte éclatent. La guerre se généralise. La séparation de l'Église et de l'État est prononcée. Régimes et constitutions se succèdent. Bonaparte s'impose comme sauveur, déclare que «la Révolution est finie», proclame l'Empire et se fait sacrer par le pape Pie VII. L'Europe est à feu et à sang, jusqu'à sa défaite finale à Waterloo en 1815.

Le clergé français a beaucoup souffert de la Révolution: fermeture des séminaires, obstacles mis au culte, confiscation des bibliothèques, suppression des congrégations, déprêtrisations, martyrs (certains canonisés ou béatifiés), exil... Il y aura des prêtres émigrés un peu dans tous les pays, jusqu'en Russie et en Amérique. C'est ainsi qu'aux États-Unis, les sulpiciens ont fondé le premier grand séminaire à Baltimore et que plusieurs diocèses auront à leur tête des évêques français.

Au terme de cette période, on voit que coexistent désormais trois modèles : la tradition historique de la religion d'État — cujus regio ejus religio —, chère aux luthériens, aux anglicans et aux orthodoxes dans les pays nordiques, britanniques et slaves; la tradition française de rivalité entre l'Église et l'État pour déterminer à qui revient la primauté; la tradition américaine de liberté religieuse, œuvre de dissidents qui ont fui l'Angleterre

pour échapper à l'Église d'État et fondé un État sans aucun droit sur les Églises. Le Saint-Siège, quant à lui, reste attaché au modèle médiéval de la chrétienté, dont la forme moderne est l'État catholique, tels l'Espagne et certains cantons helvétiques.

LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Pour les puissances alliées qui avaient vaincu Napoléon, le problème n'était pas de finir la révolution, mais d'en sortir. Ce fut, en 1815, le congrès de Vienne qui s'en chargea. Il remodela la carte européenne, au terme d'âpres marchandages, confirma le partage de la Pologne et rétablit les États pontificaux érigés en monarchie. Il fut couronné par un pacte mystique, la «Sainte-Alliance», conclue «au nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité» en vue de défendre les «préceptes de la justice, de la charité chrétienne et de la paix». Le pape Pie VII préféra se tenir à l'écart.

Cette restauration ne rétablissait pas l'ordre ancien. La France avait trop changé: dans le pays, une immense redistribution des terres, que personne ne remettait en cause; aux échelons supérieurs, une nouvelle société, avide de parvenir, de réussir et de s'enrichir, avec laquelle devait compter l'ancienne noblesse. L'Europe est une marmite en ébullition. Toute la politique de Metternich, le chancelier d'Autriche et l'homme fort des monarchies, consistait à tenir fermé le couvercle. Contre elle, s'activent les libéraux de toutes tendances et les sociétés secrètes (au premier rang, la charbonnerie ou, comme on dit en italien, les *carbonari*).

La révolution de 1830 marque leur première victoire. En France, où la prospérité voisine avec la misère, elle est marquée par un fort anticléricalisme. À sa frontière, la Belgique arrache son indépendance aux Pays-Bas protestants grâce à une alliance éphémère entre libéraux et catholiques. L'Espagne est prise dans une guerre de succession où s'opposent carlistes (légitimistes catholiques) et libéraux. Le Portugal doit accepter l'indépendance du Brésil. La Pologne sous domination russe se soulève, sans succès.

Dans cette conjoncture, on assiste à la montée d'un « catholicisme intransigeant », soutenu et encouragé par le Saint-Siège, dont la vitalité se manifestera sur plusieurs plans. L'une des formes les plus visibles sera la fondation de nombreuses congrégations religieuses, masculines et surtout féminines, enseignantes, hospitalières ou missionnaires, parallèle à la restauration des grands ordres monastiques (bénédictins, chartreux, dominicains, etc.).

Dans une Europe massivement rurale, la vie paroissiale se perpétue à l'heure de son clocher, au rythme des jours, des travaux et des saisons. Les évêques veillent au «recrutement sacerdotal»: petits séminaires où se donne une éducation classique, grands séminaires où s'inculque un esprit tradition-

nel sans qu'on sache toujours bien quelle tradition. De toute façon, on s'y méfie des villes, d'où viennent les idées nouvelles dont la relative liberté de la presse et la construction des chemins de fer favorisent la pénétration.

De toute façon, si quelque chose bouge, c'est bien dans les villes où naît la «question sociale» sous l'effet de l'urbanisation, de l'industrialisation et de la prolétarisation. Des espoirs de solution s'esquissent en ordre dispersé dans deux grandes directions: les premiers socialismes — Owen, Saint-Simon, Fourier, Cabet, que Marx jugera «utopiques» — et un catholicisme social caractérisé par une prolifération d'initiatives privées, d'inspirations fort variées, que la papauté ne cherche pas encore à unifier dans un cadre institutionnel et doctrinal. Socialistes et catholiques s'accordent au moins pour en appeler à l'association contre le «laisser-faire, laissez-passer» de l'économie nouvelle.

Deux cultures, l'une façonnée par l'Église, l'autre issue des Lumières. Deux France, dira-t-on bientôt: celle de Jeanne d'Arc et de saint Louis, celle de Voltaire et de Rousseau. Entre elles, la guerre. Ce n'était pas une situation particulière: les Allemands parleront d'un véritable *Kulturkampf* et, en 1850, les jésuites italiens lanceront une revue de haute culture (toujours publiée) sous le titre *La Civiltà cattolica*, celle qui indique «la voie, la vérité, la vie», devant le dévoiement et le fourvoiement de la «civilisation moderne».

Entre elles, l'enjeu a vite trouvé son nom dans le vocabulaire catholique : c'est le «naturalisme». Le mot vise tout ce qui, dans la pensée ou en société, en théorie comme en pratique, conduit à faire l'économie du «surnaturel», remettant ainsi aux seules mains de l'homme le gouvernement des sociétés, la conduite des individus, l'explication de l'histoire et l'avenir du monde. Un mot, on le devine, protéiforme : on peut égrener sans fin ses variétés et ses dérivés. Pie IX s'y emploiera en 1864 dans son *Syllabus* («Recueil renfermant les principales erreurs de notre temps»), quatre-vingts propositions commentées par l'encyclique *Quanta cura* qui les accompagnait : rationalisme, panthéisme, indifférentisme, libéralisme, socialisme, communisme... On ajoutera bientôt utilitarisme, positivisme, scientisme, démocratisme, etc.

Dans le monde laïque, ce fut un tollé général devant une attitude jugée démentielle et suicidaire. Pour les milieux catholiques, partagés de longue date, ce fut la pierre de touche : le *Syllabus* tranchait sans équivoque entre ceux que le pape confirmait dans leur intransigeance doctrinale et ceux qui entretenaient des connivences avec les principes condamnés.

Ces derniers sont passés dans l'histoire sous l'appellation de «catholiques libéraux»: un courant européen et même international, connu en France surtout par l'«école mennaisienne», groupée en 1830 autour du quotidien L'Avenir et par le double désaveu de Grégoire XVI (1832 et 1834) (illustration 207). En fait, ces tendances débordent largement Lamennais, ses amis et ceux qu'on regroupe sous cette étiquette. Elles comprennent tous ceux qui, renonçant à se vouloir «catholiques d'opposition», se pensent comme

« catholiques de médiation ». Un préfixe, familier aux théologiens depuis le pélagianisme, cernerait bien cet ensemble flou : semi. Le « semi-libéralisme » nous laisse aussi loin du véritable libéralisme que le « semi-rationalisme » germanique condamné par Grégoire XVI (Hermès, Günther) peut l'être d'un authentique rationalisme.

En Amérique du Nord, le protestantisme règne. Les États-Unis forment un État fédéral à dominante WASP — white Anglo-Saxon protestant —, où la pleine liberté religieuse est reconnue à tous mais difficilement aux papistes et plus encore aux athéistes. Irlandais, Polonais, Allemands et Italiens y constitueront autant de minorités catholiques solidement encadrées. L'immigration et la conquête vont favoriser une sorte de religion de l'américanité où tous peuvent communier: il faut intégrer les arrivants européens, en même temps que se poursuit l'avancée vers l'ouest, le Pacifique. Le problème noir et l'esclavage provoquent une guerre civile, la guerre de Sécession (1861–1863) entre le Nord et le Sud. Plus au nord, le Canada demeure colonie britannique, massivement protestante, avec une province francophone et catholique, le Québec, où les catholiques finiront par l'emporter sur les libéraux.

L'Europe perpétue ses querelles et ses divisions. La révolution de 1848 représentera un bref « printemps des peuples », marqué par l'éveil des nationalités. L'année 1870 voit la réunion à Rome du concile du Vatican (le premier), qui proclame le dogme de l'infaillibilité du pape. Il est interrompu par la guerre entre la France et l'Allemagne qui entraîne la chute de Napoléon III, la Commune (qui hantera longtemps l'imaginaire collectif) et le rétablissement de l'Empire allemand, tandis qu'en Italie les Piémontais achèvent l'unité de la péninsule. Privé de ses États et de sa ville (20 septembre 1870), le pape Pie IX se considère comme prisonnier au Vatican.

L'Europe est stabilisée pour une quarantaine d'années. Elle rêve d'expansion, grâce à l'industrie, grâce aussi à l'occupation de « terres sans maître ». C'est ainsi que les « puissances » se partageront l'Afrique à la conférence de Berlin (1884–1885) après s'être attribué l'immensité insulaire du Pacifique. Dès lors, dans les Églises chrétiennes, mission rime avec colonisation, non sans fortes rivalités confessionnelles et nationales.

LA QUESTION SOCIALE ET LA CRISE INTELLECTUELLE

La prise de Rome en 1870 avait ouvert la «question romaine», pomme de discorde entre le Saint-Siège, renforcé dans son intransigeance, et le royaume d'Italie, gagné au libéralisme. Elle attendra près de soixante ans son règlement. Élu pape en 1878, Léon XIII est un noble vieillard de

soixante-huit ans : il régnera vingt-cinq ans, gagnant en France la réputation d'un libéral. Ce n'est pas le jugement des Italiens. En fait, il saura faire contre mauvaise fortune bon cœur : grâce à lui, l'Église catholique fera un retour spectaculaire sur la scène internationale.

En ce sens, il est le premier des papes modernes, attaché à saint Augustin autant qu'à saint Thomas. Du premier, il retient la grande dramaturgie sacrée des «deux cités» — celle de Dieu et celle du Prince de ce monde — dont il nourrit sa dévotion au rosaire et à saint Michel Archange. Au second, il demande, dès son avènement (encyclique *Aeterni Patris*, 1879), une direction intellectuelle à la fois pour la rectitude de la pensée catholique et pour l'avènement d'une société chrétienne.

Sa grande réussite se fera dans une direction inattendue des professeurs : la «doctrine sociale de l'Église», dont la charte sera longtemps l'encyclique Rerum novarum (1891). Elle traitait de la «condition des ouvriers» et renouvelait la double condamnation: ni libéralisme ni socialisme. Elle a donné corps à ce qu'on va nommer le «mouvement catholique» ou, plus précisément, le «mouvement social catholique» qui se dressera devant le mouvement socialiste ouvrier et paysan comme l'Internationale blanche devant l'Internationale rouge. Il s'est développé en plusieurs versions selon les pays : en Italie, au sein de l'Opera dei congressi, hommes, femmes, jeunes gens et jeunes filles par diocèses et paroisses; en Allemagne, un parti politique (le Zentrum), des syndicats catholiques et une Association générale (le Volksverein) tenant régulièrement ses assises (le Katholikentag); en Belgique et aux Pays-Bas, structuré comme un «pilier» voisinant avec le pilier socialiste et le pilier libéral, chacun offrant une gamme complète de services. Le modèle allemand se révélera le plus stable, et Pie X l'imposera en 1903 au mouvement italien en crise.

Le mouvement catholique s'est développé dans les pays majoritairement catholiques, sans réussir à prendre vraiment dans les pays anglo-saxons. Il a été massif en Allemagne, en Belgique et en Italie, et beaucoup plus modeste en France. Il a été périodiquement secoué de crises qu'il a plus ou moins bien traversées. Tout au long du XIXe siècle, l'Église catholique avait vécu sur la défensive ou installée dans ses certitudes. Léon XIII la lançait à l'offensive, à la reconquête d'un monde perdu. Pour les vieux intransigeants, en deuil des États pontificaux, le catholicisme social paraîtra une novation inquiétante. Puis viendront, à la fin du pontificat de Léon XIII, les effervescences démocratiques de la jeunesse catholique (Marc Sangnier en France, Romolo Murri en Italie, tous deux sanctionnés par Rome), la poussée en Allemagne des syndicats interconfessionnels, les tensions entre hiérarchie catholique et dirigeants laïcs et, finalement, la spécificité ouvrière au sein des organisations catholiques.

Cette évolution inquiétait beaucoup ceux qui, la désapprouvant, étaient réputés « conservateurs » et qui, sous Pie X, parlèrent même de « modernisme social ». À l'époque, le grief était mortel : il renvoyait à ce modernisme savant dont Pie X avait condamné solennellement les « erreurs » dans l'encyclique *Pascendi* (1907). Cette crise de la haute culture catholique couvait depuis la *Vie de Jésus* d'Ernest Renan (1863). Elle avait éclaté après deux ouvrages d'Alfred Loisy, *L'Évangile et l'Église* (1902), suivi par *Autour d'un petit livre* (1903). Elle avait son noyau dur dans la nouvelle exégèse biblique, fondée sur la méthode historico-critique et son rationalisme avoué. Elle venait en réalité de beaucoup plus loin : du développement des sciences de la nature qui, depuis Galilée, avaient commencé à remettre en cause la cosmologie et l'anthropologie bibliques.

En fait, cette crise s'inscrit dans un mouvement intellectuel — philosophique et théologique — où les pays protestants — Allemagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas — ont joué un rôle pionnier. Ce que l'orthodoxie catholique, luthérienne ou réformée doit affronter, ce sont des «écoles» et des «systèmes» nouveaux: empirisme anglais, criticisme kantien, idéalisme allemand, éclectisme et positivisme français, pragmatisme américain, humanisme nietzschéen... Le philosophe danois Sören Kierkegaard (1813—1855) ouvre la voie à une réaction existentielle devant ce flot de spéculations qui laissent l'individu désemparé devant le souci de sa destinée. Cette situation explique aussi bien le succès des courants piétistes que la formation d'un rationalisme religieux connu sous le nom de « protestantisme libéral », symbolisé par deux hommes aussi différents qu'Auguste Sabatier (1839—1901) et Adolf Harnack (1851—1930).

En Grande-Bretagne, l'Église anglicane sera ainsi tiraillée entre une tendance *High Church*, attirée par Rome et son ritualisme (mouvement d'Oxford et conversion de John Henry Newman) et une tendance *Low Church*, d'esprit calviniste, voire *Broad Church* où prévaut ce qu'on nommera un christianisme «large». Les États-Unis d'Amérique s'affirment comme le pays et le laboratoire de ce christianisme éclaté où il y a place pour toutes les expériences religieuses, où se sont multipliées les dénominations.

De cet émiettement naîtra l'idée d'inverser le mouvement dans le sens d'une unité à retrouver : ce sera l'«œcuménisme», dont la première initiative remonte à l'archevêque luthérien d'Upsala (Suède), Nathan Söderblom. Cet émiettement se double, parallèlement, d'un phénomène de détachement dont les effets sont inégalement sensibles selon les pays. Le XX^e siècle héritera de ces problèmes.

9.2 L'espace orthodoxe

À l'Église latine de Rome répond l'Église grecque — orthodoxe — de Byzance-Constantinople, toutes deux héritage historique de l'Empire romain, séparées depuis le XIº siècle. L'orthodoxie en est venue à s'identifier aux peuples salves, moins la Pologne, plus la Grèce. Au XIXº siècle, elle est partagée politiquement entre l'Empire ottoman, en butte aux mouvements d'indépendance, et l'Empire russe, en voie d'expansion à l'est (Sibérie, jusqu'en Alaska) comme au sud (Caucase). Au sein des deux empires, elle voisine avec d'antiques Églises traditionnellement indépendantes : arménienne (illustration 208) et géorgienne dans le Caucase, syriaques au Proche-Orient, ou encore uniates, c'est-à-dire rattachées à Rome au XVIº siècle.

LE MONACHISME ATONITE

Le mont Athos (*illustration 209*) — la Sainte-Montagne, une petite république monastique de moins de 350 km² à 2 000 mètres d'altitude — est le haut lieu traditionnel de la spiritualité orthodoxe. Tandis qu'un vent révolutionnaire s'élevait en France, il a été le foyer, pour l'orthodoxie, d'un nouveau souffle religieux.

Le XVIII^e siècle fut un temps de détresse pour l'Église orthodoxe. En Russie, le patriarcat est supprimé par Pierre le Grand en 1721 et l'Église soumise à un synode où le pouvoir réel appartient à un haut fonctionnaire laïc (le «procureur général du saint-synode»). Les impératrices «éclairées», surtout Catherine II, paralysent le recrutement des monastères et sécularisent les biens d'Église. La Révolution française et ses suites entraînent l'Empire russe dans une série de guerres, et les armées napoléoniennes arriveront jusqu'à Moscou. L'Empire ottoman, menacé par l'Autriche et par la Russie, se fait persécuteur : se jouant du patriarcat de Constantinople (quarante-huit patriarches en trois quarts de siècle), déplaçant Serbes (dans le Kosovo) et Grecs (en Attique même) pour donner leurs terres à des colons albanais musulmans. Un renouveau spirituel pourtant se prépare : prédication de justice sociale, multiplication d'écoles de tous niveaux, groupes de prière féminins en Russie, renouveau de la tradition «hésychaste¹» en Moldavie...

La réforme intérieure éclate à la fin du XVIIIe siècle. Un groupe de moines du mont Athos — surtout Nicodème l'Hagiorite et Macaire Notaras, en rupture avec un Athos qui, brûlant son académie, se crispe sur son traditionalisme — retrouve le sens communautaire de la célébration, préconise la communion fréquente, développe toute une pédagogie de la foi. Nicodème, qui a appris le latin, l'italien et le français à l'école de Smyrne, traduit plusieurs auteurs spirituels d'Occident, notamment une paraphrase des Exercices ignations, et fait redécouvrir la grande synthèse théologique et mystique du Moyen Âge byzantin. L'œuvre majeure de Macaire et de Nicodème est la *Philocalie* — «amour de la beauté», cinq volumes in-folio publiés en 1782, un immense recueil de traités théologiques, ascétiques et mystiques —, qui appelle moines mais aussi laïcs à la «prière du cœur», à l'«invocation du Nom», pour ressentir la lumière et la vie qui rayonnent du Christ ressuscité: moins fuite du monde, en définitive, qu'effort pour le transfigurer. Un starets² ukrainien fixé en Moldavie, Païssi Velitchkovski, organise, en utilisant les méthodes de l'érudition occidentale, un vaste travail de traduction et d'édition des textes patristiques et fait passer le mouvement philocalique du monde grec au monde slavo-roumain. La Philocalie slavonne est publiée dès 1793 en Russie, tandis que de nombreux moines formés par Païssi viennent dans ce pays où ils rénovent la «paternité spirituelle». On observe des phénomènes semblables en Roumanie et en Grèce.

L'EUROPE OTTOMANE

Au XIX^e siècle, les populations chrétiennes des Balkans se libèrent l'une après l'autre de l'Empire ottoman. L'Église, qui a préservé non seulement la foi, mais la langue et la culture de ces nationalités, est au premier rang des combats. C'est l'archevêque de Patras, en Grèce, qui, en 1821, lève l'étendard de l'insurrection, tandis que le patriarche de Constantinople, responsable du *millet*³ orthodoxe, est pendu par les Turcs au porche du Phanar. En Serbie, une des «tours des crânes» maçonnées par l'occupant, celle de Nich, devient le centre d'un véritable sanctuaire à la fois orthodoxe et national, élevé autour d'elle.

Dans chacune de ces nations renaissantes, l'Église, parce qu'elle fait corps avec son peuple et redoute l'influence turque sur le patriarcat de Constantinople, se donne un statut d'autocéphalie⁴. L'Église grecque devient autocéphale en 1833, l'Église bulgare en 1860; l'Église serbe autonome en 1823, autocéphale en 1879. Le débat est vif en Grèce, opposant partisans de la tradition, c'est-à-dire de la fidélité au «Trône œcuménique⁵», et nationalistes plus ou moins modernistes qui l'emportent. Peu à peu, et non sans délais,

666 DE 1789 À 1914

Constantinople reconnaît cette transformation d'Églises filles en Églises sœurs qui, à l'exception de la Grèce, seront érigées en patriarcats. Mais le principe de l'autocéphalie doit rester territorial et non national : lorsque les Bulgares exigent une Église nationale dont relèveraient leurs compatriotes établis à Constantinople, un concile réuni en 1872 dans cette ville condamne le «phylétisme», c'est-à-dire le nationalisme religieux, «les rivalités nationales, les querelles entre peuples à l'intérieur de l'Église du Christ».

En Grèce, la dynastie bavaroise imposée par les «puissances» européennes méconnaît, voire bafoue, la civilisation postbyzantine et des prophètes armés d'origine populaire mènent contre elle de vaines insurrections. La réponse véritable vient non des théologiens d'école, formés en Allemagne à l'intellectualisme et au piétisme, mais du rayonnement des «collyvades⁶» chassés de l'Athos et dispersés dans tout le pays. Ils animent toute une renaissance culturelle. Alexandros Papadiamandis surtout (mort en 1911) exprime dans ses nouvelles et ses romans le meilleur de la spiritualité monastique et populaire, et comme un usage liturgique de l'existence jusque dans les gestes les plus simples. Au début du XX^e siècle, un visionnaire, Apostolos Makrakis, lutte pour la rénovation de l'épiscopat, retrouve l'anthropologie des Pères, et se fait l'annonciateur de la «Grande Idée⁷» quasi messianique qui aboutira, au lendemain de la Première Guerre mondiale, à un désastre national.

En Roumanie, le «païssianisme», qui oriente la vie monastique à la fois vers la «prière du cœur» et le travail intellectuel, se trouve équilibré par saint Callinic de Cernica grâce au développement du service social. Toutefois, l'unification du royaume inaugure en 1864 une phase de sécularisation qui permettra, mais seulement après la Première Guerre mondiale, une prise de conscience de la tradition rendue à nouveau capable de féconder la culture. En Transylvanie (alors hongroise), les uniates — catholiques de rite byzantin — jouent un rôle décisif pour la latinisation de la langue et de la culture. À l'Athos enfin, où coexistent des monastères de toutes nationalités, mais où une véritable invasion russe inquiète les Grecs, la tradition hésychaste se réexprime maladroitement, au début de notre siècle, parmi les moines russes et serbes, avec le mouvement des «vénérateurs du Nom», les «onomatodoxes», que l'État russe extirpe par la violence.

Le catholicisme romain s'achemine vers la proclamation du dogme de l'infaillibilité pontificale (1870). L'orthodoxie s'y oppose très tôt dans un esprit œcuménique. En 1848, en réponse à un appel du pape Pie IX, les patriarches de Constantinople, d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem publient une encyclique solennelle pour supplier le pape de ne pas introduire le dogme de l'infaillibilité mais, au contraire, de se repentir comme le fit Pierre et pour préciser que la « vérité » est sauvegardée par le corps entier de l'Église. Ce texte, approuvé par le Saint-Synode russe, favorise en Russie,

chez deux grands théologiens laïcs, Kireïevski et Khomiakov, l'élaboration de la notion de catholicité (sobornost) comme libre communion de foi et d'amour. Tandis que s'engage avec les «vieux catholiques» (ceux qui, en 1870, ont refusé le nouveau dogme) un dialogue important où s'illustrent le grand historien du dogme Volotov et saint Nectaire d'Égine, une encyclique du patriarche de Constantinople, dès 1902, invite les Églises chrétiennes à mieux se connaître et à collaborer pour un commun témoignage. Appel qui, repris en 1920, jouera un rôle considérable dans la formation du mouvement puis du Conseil œcuménique des Églises.

LA RUSSIE TSARISTE

Au XIX^e siècle, l'État impérial, pour se donner une assise populaire, cherche à restaurer l'idéal de l'Empire orthodoxe et prend pour devise : «Orthodoxie, autocratie, nationalité» (*illstration 210*). Rien de plus, en définitive, qu'une sorte de nationalisme mystique — Moscou, troisième Rome —, dont le représentant le plus remarquable fut Pobiedonotsev, procureur général du Saint-Synode de 1880 à 1905 : il a tenté de ralentir les progrès de l'instruction pour sauvegarder la religion folklorique du *moujik*, tandis que les milieux d'extrême droite canalisaient le mécontentement populaire vers l'antisémitisme (pogroms, «protocoles des sages de Sion»). Partie perdue d'avance : l'enseignement se développe et s'imprègne d'un laïcisme antichrétien; la science, en plein essor, est positiviste. Le salut ne peut venir que d'une Église libre, cultivant en son sein une foi personnelle et consciente.

Le rayonnement de saint Séraphin de Sarov et la mission «philocalique» réalisée par les disciples de Païssi entraînent la mise en valeur du ministère prophétique, charismatique, du *starets*, «père spirituel» doué du «discernement des esprits»: vers lui affluent non seulement le peuple, mais des intellectuels «chercheurs de Dieu», les grands penseurs «slavophiles» comme Kireïevski et les grands de la littérature (Gogol, Dostoïevski) et de la pensée (Leontiev, Soloviev). Le mouvement de traductions et d'études patristiques, inauguré par les monastères, est repris et développé par les académies de théologie dont le niveau atteint celui des meilleures universités occidentales.

Cette renaissance intellectuelle et spirituelle vivifie peu à peu le clergé. De grands évêques, comme Philarète de Moscou (mort en 1867), réaffirment l'indépendance de l'Église. La clôture de la caste sacerdotale (le prêtre étant presque toujours un fils de prêtre) est ébranlée non seulement par la révolte de bien des séminaristes (Staline sera l'un d'eux), mais aussi par

cet élan spirituel. Personnalité emblématique, l'archimandrite Alexandre Boukharev (mort en 1871) renonce volontairement et dramatiquement à une brillante carrière ecclésiastique pour témoigner de la «kénose» du Verbe et déceler «dans les profondeurs obscures de la pensée moderne», apparemment antichrétienne, «l'abondance de la lumière christique qui s'y révèle». Pour la première fois, on voit émerger de l'impersonnalité du rite une sainteté sacerdotale avec, au début de notre siècle, Jean de Cronstadt qui évangélise les milieux ouvriers, développe un vaste effort social, préconise la communion fréquente préparée par des cérémonies pénitentielles collectives.

Ce renouveau est inséparable d'une rencontre toujours plus poussée avec l'Occident, qui déconsidère la religion folklorique mais favorise une religion intériorisée. À l'opposé d'une *intelligentsia* qui fait de l'athéisme sa religion, des esprits découvrent dans les abîmes du nihilisme le Christ vainqueur de la mort et de l'enfer. C'est ainsi que l'orthodoxie, archaïque par bien des côtés, suscite un des «pères» de la modernité — Dostoïevski —, aussi important, mais dans une tout autre perspective, que Marx Nietzsche ou Freud (qui le commentera). Le Dieu de Dostoïevski n'est pas celui du piétisme, du moralisme ou du nationalisme : il se révèle dans les dislocations de l'homme, aux confins du néant.

Dans le sillage de Dostoïevski, on aura, de la fin du XIX^e siècle à la Première Guerre mondiale, les grandes années de la «philosophie religieuse» russe, étroitement liée à un vaste renouveau scientifique, artistique et littéraire qu'on a parfois nommé l'«âge d'argent» de la culture russe. Vladimir Soloviev (1853–1900) veut unir la quête occidentale et la contemplation orientale dans une visée qui anticipe l'œcuménisme. La Renaissance et les Lumières ont libéré des contraintes cléricales le génie humain et permis de prodigieuses explorations, mais elles risquent d'aboutir à une liberté vide, coupée de la *sophia*, la sagesse, féminité mystérieuse de Dieu qui aimante le devenir cosmique.

Au début du XX^e siècle, la «nouvelle conscience religieuse» (Merejkovski, Hippius, Ivanov), pratiquant une lecture spirituelle de Nietzsche, cherche à unir dionysisme et christianisme. Héritiers de Soloviev, les «sophiologues» (Florensky, Boulgakov) conceptualisent le «tellurisme sacré» de l'âme russe et préconisent déjà une écologie chrétienne. Rozanov, inversant à l'avance les interprétations de Freud, montre dans la sexualité aimante la voie possible d'une expérience religieuse fondamentale. Chestov ébranle les «évidences de la raison» par les «révélations de la mort». Nesmélov, le seul professeur de théologie parmi ces aventuriers de l'esprit qui sont rarement des universitaires, suggère en creux l'image de Dieu en soulignant que la personne n'a d'autre définition que d'être indéfinissable. Berdiaev accepte les défis et les réductions de la modernité: au terme, le choix se précise entre

la «mort de l'homme» ou la découverte de la personne, image de Dieu, existence en communion, synthèse de l'univers.

Il est remarquable que des prêtres et des évêques se soient intéressés à ces recherches foisonnantes sur le sens du cosmos, de l'éros, de la créativité humaine, dont le but était d'investir dans l'histoire et dans la culture l'effort de «transfiguration» et de «déification» jusqu'alors réservé au monachisme. Ainsi naquirent les «réunions religieuses et philosophiques» où les ecclésiastiques les plus sérieux rencontraient les penseurs les plus hardis. «C'était comme si les murs de la salle allaient s'écarter en ouvrant des horizons infinis... Tout semblait possible», note Merejkovski.

L'Église réclame sa liberté institutionnelle avec le rétablissement du patriarcat. La convocation d'un concile est décidée dès 1904 et une «commission préconciliaire» prépare un vaste *aggiornamento*. Ce concile, toujours différé par un empereur maladivement hésitant, se réunit enfin en 1917 et sera, l'année suivante, dispersé par les bolcheviks.

NOTES

- 1. L'hésychasme, du grec *hesuchia*, «paix» ou «silence» de l'union avec Dieu, est l'axe discret de la spiritualité personnelle, monastique surtout, dans l'Orient chrétien.
- 2. Le mot signifie «ancien» et désigne un guide spirituel qui a reçu le triple don de la «prière perpétuelle», du «discernement des esprits» et d'une «paternité spirituelle».
- 3. Le *millet*, dans le système ottoman, désigne un peuple, une communauté dotée d'une sorte d'autonomie interne religieuse et juridique. Après le *millet* sunnite, le plus important était le *millet* orthodoxe, dont le patriarche de Constantinople était l'«ethnarque». Chaque évêque était ainsi doté de prérogatives civiles et les membres de la communauté d'un statut personnel.
- 4. Une Église devient autocéphale lorsqu'elle reçoit le droit de désigner elle-même son primat.
- Depuis le haut Moyen Âge, on désigne ainsi le patriarcat de Constantinople, dont la primauté concernait le territoire de l'Empire romano-byzantin.
- 6. Leurs adversaires athonites avaient ainsi nommé par dérision Nicodème l'Hagiorite et ses amis qui refusaient le dimanche, les rites étrangers associés à sa célébration et notamment la consommation de gâteaux funéraires ou «collyves».
- 7. La «Grande Idée» préconisait la restauration de l'Empire byzantin, le rassemblement en un même État de toutes les communautés grecques dispersées en Asie Mineure.
- 8. La «kénose» (Phil., II, 7–8) désigne l'humiliation volontaire du Verbe incarné, jusqu'à la mort sur la croix mais dans une perspective résurrectionnelle.

9.3 L'Amérique latine

Amérique latine, l'expression s'est imposée en rapport avec l'histoire plus qu'avec la géographie. Elle va de la Terre de Feu au Mexique. Elle est, pour l'essentiel, hispanophone et lusophone, fruit de la colonisation par l'Espagne et le Portugal qui la firent ainsi entrer dans la zone d'influence du catholicisme (*illustration 211*). C'est cette situation qui va rapidement changer à l'aube du XIX^e siècle.

LA DÉCOLONISATION ET SES SUITES RELIGIEUSES

En 1810, du Mexique, partait le «cri» (*el grito*) appelant les colonies espagnoles à se soulever pour leur indépendance, à l'exemple des colonies anglaises d'Amérique du Nord en 1776 et de la colonie française d'Haïti en 1791. En 1824, les dernières armées espagnoles en Amérique du Sud capitulent à Ayacucho (Pérou). Deux ans plus tôt, en 1822, sans combat, le Brésil s'était séparé du Portugal. Il en résulta une période difficile pour l'Église catholique, pièce maîtresse de l'Ancien Régime. La crise du modèle traditionnel de la chrétienté coloniale ibéro-américaine avait commencé pourtant dès la seconde moitié du XVIII^e siècle, avec la politique «éclairée» et «régaliste» de Madrid et de Lisbonne qui cherchait à renforcer le contrôle royal sur le clergé. L'expulsion des jésuites en 1759 des domaines du Portugal et en 1767 des domaines de l'Espagne avait manifesté politiquement l'esprit nouveau des Lumières (*las Luces*). Cette politique aboutit à détacher une bonne partie du clergé de la Couronne et, par voie de conséquence, à grossir l'opposition.

Au moment des guerres d'indépendance (1810–1824), le clergé hispanique a joué un rôle important dans le camp loyaliste comme dans le camp révolutionnaire, non seulement à cause de son influence et de son prestige, mais surtout à cause de sa pleine intégration à la société américaine. Comme elle, il fut affecté et divisé par cette crise politique majeure. La plupart des évêques (18 sur 42 avaient été nommés par le roi entre 1814 et 1820) restèrent fidèles à la Couronne, ainsi que bon nombre de religieux, parmi lesquels la proportion d'Espagnols était élevée. Le clergé créole, qui s'opposait au

monopole du clergé «péninsulaire» sur les charges et offices majeurs, marcha plus volontiers avec les «patriotes», et d'abord au Mexique.

Les guerres d'indépendance laissèrent très affaiblie l'institution ecclésiastique: dégâts matériels, fermeture des séminaires, pénurie de vocations, sécularisations, victimes des combats, rapatriement en Espagne du clergé royaliste. On a estimé que les effectifs des deux clergés ont baissé, en vingtcinq ans, de 35 à 60 %, selon les régions, tandis que la population continuait d'augmenter. Au Mexique par exemple, entre 1810 et 1834, le clergé séculier tomba de 4 229 à 2 282 membres, et le clergé régulier de 3 112 à 1 726. L'œuvre d'enseignement et d'assistance qui donnait du poids social à l'Église s'en trouva durablement affectée.

Pendant toute cette période, les relations avec l'Europe devinrent rares et difficiles. Pour les jeunes États, tous républicains (à l'exception du Brésil, qui s'était donné un empereur), le problème, après celui de leur stabilité, était celui de leur légitimité: les populations avaient à comprendre que l'on pouvait être à la fois un bon catholique et un bon républicain. Par ailleurs, ils se considéraient comme les héritiers naturels des droits royaux de « patronage¹ » en matière ecclésiastique. En Espagne, la monarchie refusait de reconnaître cette émancipation par la force et agissait en ce sens auprès du Saint-Siège. Toutes ces difficultés entravèrent la nomination de nouveaux évêques et expliquent la longue vacance de nombreux sièges épiscopaux : jusqu'à vingt-deux ans pour celui de Buenos Aires (Argentine).

Dans un premier temps, le pape Pie VII avait condamné le mouvement d'indépendance (1816, bref *Etsi longissimo*). Son successeur Léon XII se préoccupa dès son avènement de rétablir le contact jusqu'au Chili (mission Muzi, 1823–1825, dont fit partie le futur Pie IX). En 1835, le pape reconnut officiellement la république de Nouvelle-Grenade (actuelle Colombie), en 1836 celle du Mexique, puis toutes les autres républiques.

Au Brésil, la Constitution de 1824 déclare, en son article 5, que la religion catholique continuera d'être la religion de l'Empire (qui dure de 1822 jusqu'à 1889). En 1825, Lisbonne et Rome reconnaissent le nouvel État. Il y a continuité dans tous les domaines, en contraste absolu avec ce qui se passe dans l'ancien empire espagnol où commencent bientôt les conflits avec les gouvernants des nouvelles républiques. De son côté, Rome veut profiter de la nouvelle situation pour recouvrer — après trois siècles de patronage royal — sa pleine autorité sur la chrétienté latino-américaine. Si l'État veut l'appui de l'Église tout en la contrôlant fermement, l'Église cherche la liberté face à l'État tout en conservant sa position de religion de la nation.

Commence alors une âpre rivalité entre l'Église et l'État. L'anticléricalisme et l'antilibéralisme se répondent. Pour ces libéraux, fils des Lumières, l'Église catholique était le premier obstacle au progrès de la raison et de la vertu. Elle avait survécu à la défaite espagnole, mais elle restait une survi-

vance du système colonial. Les libéraux voulaient la fermeture des couvents dénoncés comme inutiles, improductifs et, surtout, dangereux à cause de leur base populaire et de leur soumission à la papauté, c'est-à-dire à un souverain étranger. Ils voulaient en finir avec les privilèges judiciaires du clergé et avec le pouvoir économique de l'Église (partout on a sécularisé ses biens avec la *desamortización* des biens de mainmorte). Ils attribuaient au clergé l'analphabétisme et le «fanatisme» des masses. Pour eux, la religion n'était faite que de superstitions et de dévotions dispendieuses. L'éducation enfin devait être sécularisée et le contrôle des jeunes esprits arraché à l'influence funeste des prêtres pour que les «lumières» puissent dissiper les «ténèbres» ecclésiastiques. Ils distinguaient soigneusement entre l'Église qu'ils combattaient et la religion qu'ils respectaient. Ils invoquaient l'Être suprême et insistaient sur l'utilité pratique de la religion, à laquelle ils reconnaissaient un rôle important dans la conservation de l'ordre public dont l'État avait la responsabilité.

L'Église devint alors, vers le milieu du siècle, le point focal du combat politique qui opposait «conservateurs» (blancos) et «libéraux» (colorados), lesquels se partageaient alternativement le pouvoir dans les différentes républiques. Rejetée par les libéraux, l'Église se retrouva l'otage des conservateurs. On glisse ainsi au désétablissement violent de l'Église catholique et à l'appui des libéraux aux Églises protestantes qui représentent pour eux progrès et tolérance.

L'ARRIVÉE D'UN PROTESTANTISME EXOGÈNE

Le protestantisme était arrivé d'abord avec les aumôniers militaires des régiments anglais qui soutenaient les créoles contre les forces espagnoles au moment des guerres d'indépendance. Suivirent les diplomates, les marchands, les banquiers, les industriels, les techniciens anglo-allemands puis américains. Les nouveaux venus offraient une alternative à l'Église catholique et attaquaient son monopole tricentenaire.

Entre 1850 et 1880, le triomphe du libéralisme dans plusieurs pays favorise un prosélytisme protestant qui ne se contente plus des communautés de résidents étrangers. Pourtant, l'Église anglicane — la première implantée —, tout comme les Églises «historiques » nées de la Réforme du XVIe siècle considèrent que l'Amérique latine est une terre catholique et que la mission ne peut se développer qu'auprès des Indiens non évangélisés par les catholiques. Par ailleurs arrivent des immigrants venus de l'Europe protestante pour coloniser le sud du Brésil et les régions limitrophes du Paraguay, de l'Uruguay et de l'Argentine et qui

fondent les grandes communautés luthériennes germano-américaines. À ces Églises transplantées s'ajoutent les missions des « dénominations traditionnelles » nord-américaines : presbytériens, méthodistes, épiscopaliens, baptistes.

Entre 1880 et 1916, le rythme de la pénétration protestante s'accélère sans obtenir néanmoins de résultats significatifs. C'est surtout un style nouveau qui caractérise ce protestantisme convaincu de sa supériorité et emporté par l'élan des missions nord-américaines. Au tournant du siècle, l'activité croissante de celles-ci du Mexique jusqu'à l'Argentine, avec leurs collèges et leurs œuvres sociales, annonce clairement la montée en puissance des États-Unis.

En réponse au congrès mondial missionnaire d'Édimbourg (1910), dominé par les Églises européennes qui réaffirment le principe de non-ingérence missionnaire en Amérique latine, continent catholique, 40 sociétés religieuses des États-Unis organisent le congrès panprotestant de 1916 à Panamá, où il s'agissait d'entériner et de coordonner une action missionnaire déjà engagée. À cette date, les organisateurs dénombrent 128 000 protestants pour une population de près de 70 millions d'habitants: moins que dans les seules Caraïbes anglophones qui comptent 160 000 protestants noirs. Le congrès de Panamá dresse un constat d'échec: le protestantisme n'a pas pris racine en Amérique latine. Les pentecôtistes y parviendront après le second conflit mondial.

L'ESPRIT POSITIVISTE ET L'ESPRIT ROMAIN

Vers 1860, le libéralisme bat son plein. Le «régalisme» tend à disparaître pour laisser la place au positivisme qui débouche, selon les pays, sur un agnosticisme tolérant ou sur un anticléricalisme militant, voire, au Brésil, nation qui entretient la mémoire d'Auguste Comte, sur un culte nouveau, la «religion de l'humanité». Mais, en Amérique, le mot «positivisme» a vite pris un sens englobant qui déborde le sens reçu en Europe : il capte l'évolutionnisme de Darwin, son application par Spencer à la société et à l'histoire, l'utilitarisme de Bentham ou de John Stuart Mill. C'est un positivisme vécu comme une «culture scientifique» qui cherche à modeler l'économie et la politique. Cette vision du monde, qui associe «ordre et progrès», soutient l'action des Églises protestantes, s'appuie sur la franc-maçonnerie et s'oppose à l'influence de l'Église catholique. Cette situation engendre un fait nouveau et décisif pour l'avenir : le catholicisme latino-américain se tourne vers Rome et s'attache à la papauté. Pour celle-ci, le libéralisme est à la fois l'adversaire et un péché, source d'erreurs funestes pour la société que Pie IX dénonce dans son Syllabus en 1864.

674 DE 1789 À 1914

Face aux défis, l'Église a réagi d'une triple manière. Dans la continuité historique, elle défend ses droits traditionnels, garantis, s'il se peut, par la Constitution ou par un concordat². Elle s'appuie sur les forces conservatrices et sur les masses paysannes pour faire échec aux politiques libérales. Elle mise sur l'éducation, la famille, la presse, sans oublier l'évangélisation des Indiens et, au Brésil (où l'esclavage subsiste jusqu'en 1888), des Noirs. Il s'agit pour elle de gagner les élites sans perdre le peuple et de faire reconnaître les principes chrétiens, non seulement par les individus mais aussi par l'État³. Enfin, elle reçoit du Saint-Siège et des Églises européennes une aide décisive.

Dans cette ligne, il ne suffit plus d'être catholique : il faut l'être comme on l'est à Rome. Le clergé et les structures ecclésiastiques latino-américaines doivent passer du «catholicisme colonial» au «catholicisme universel» de Rome, avec ce que cela implique de rigueur doctrinale, morale, hiérarchique. Deux événements symbolisent cette évolution : la fondation du collège Pio Latinoamericano (1858), d'où sortirent en deux tiers de siècle vingt-six évêques et archevêques, ainsi que le premier cardinal (1906) du continent, et le premier concile plénier de l'Amérique latine, convoqué par Léon XIII est tenu à Rome en 1899. Un dynamisme institutionnel certain a accompagné ce mouvement de romanisation : diocèses, séminaires, paroisses se multiplient tandis qu'augmentent les effectifs du clergé national et européen.

Au Brésil, les évêques furent les précurseurs de cette «romanisation». Pedro II n'avait profité de ses droits que pour affaiblir l'Église. Après la chute de l'Empire (1889), la nouvelle Constitution (1891) établit la liberté des cultes, laïcise l'État civil et l'enseignement, exclut le clergé comme enseignant et la religion comme matière. L'État supprime le budget des cultes, cesse de reconnaître les vœux religieux, renonce au patronage, s'éloigne de l'Église catholique et voit s'éloigner celle-ci de lui. Profitant de cette liberté, l'Église entame un développement institutionnel rapide : en trente ans, elle passera de douze à cinquante-huit diocèses.

À la fin du XIX^e siècle, la situation de l'Église catholique varie considérablement selon les pays, du Mexique laïque à la Colombie catholique. Elle garde une forte emprise sur la société civile tout en restant marginalisée dans la vie publique. Elle frappe à la fois par sa vitalité religieuse et sa pauvreté culturelle, dans l'esprit d'une théologie scolastique dont les universités romaines et les séminaires diocésains étaient le meilleur soutien. En revanche, comme les libéraux, elle se heurte à de nouvelles forces sociales, liées au développement économique et à l'immigration européenne: radicaux, socialistes, communistes, anarcho-syndicalistes. Ces nouveaux adversaires communs ont favorisé un certain rapprochement entre l'Église catholique et les gouvernements latino-américains, à l'exception notable du Mexique, où la révolution débute en 1910, et de l'Uruguay, tenu par les libéraux.

NOTES

- 1. Accordé par Jules II au roi d'Espagne en 1508 et par Léon X au roi du Portugal en 1514, le «patronage» leur concédait des pouvoirs spirituels dont ne bénéficia jamais le roi de France au Canada.
- 2. Entre 1852 et 1862 ont été signés des concordats avec le Costa Rica, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Nicaragua, El Salvador, le Venezuela et l'Équateur.
- 3. Sous la présidence de García Moreno, assassiné en 1875, l'Équateur réalise même un modèle d'État chrétien qui sera particulièrement exalté en France.

9.4 L'Afrique profonde

On présente facilement le XIX° siècle africain comme le fruit d'un événement majeur : l'installation des Européens sur le continent, le partage politique des territoires et, à la fin du siècle, la mise en place du système colonial. Il est vrai que cette situation bouleversa profondément la vie des Africains. Privés de leur souveraineté, ils durent aussi changer leur mode de fonctionnement économique et leurs repères culturels, avec la progression de la scolarisation et la pénétration des idées occidentales. Mais il serait réducteur de limiter l'histoire de cette époque aux incidences de l'avancée européenne, car l'Afrique vécut, en effet, dans le même temps, de nombreux bouleversements internes, dus en particulier à une autre pénétration, moins voyante, moins brutale : celle de l'islam, qui ne contribua pas moins à modifier la vision traditionnelle du monde et des choses dans les sociétés africaines.

LA TRADITION

Animisme, totémisme, ancestrisme, naturisme, fétichisme et paganisme, telles sont les grandes notions auxquelles font appel les ethnologues. Les religions africaines «traditionnelles» offraient au XIX^e siècle une grande diversité de croyances, de rites, de valeurs, ainsi que dans leurs modes de transmission et le rôle qui leur était dévolu au sein de la société. Elles présentent néanmoins un réel fonds commun. La plupart font référence à un Être suprême, inaccessible, avec lequel la prière est sans objet. Puis viennent de multiples dieux, génies et esprits, auxquels il convient d'adresser offrandes, sacrifices et incantations (*illustration 212*). Grande est l'importance du verbe. En outre, la pratique religieuse suit un certain nombre d'étapes, de l'initiation (cérémonie d'entrée dans l'âge adulte) à la mort. Enfin, les religions africaines interviennent chaque fois qu'il y a perturbation de l'ordre (guerre, famine, épidémie, mort, échec technique) pour engager le processus de «retour à la normale», se mêlant ainsi étroitement à la vie quotidienne.

Contrairement à ce qu'on a longtemps cru et écrit sur elles, loin d'être statiques, elles se sont toujours montrées très évolutives, témoignant d'une étonnante capacité d'adaptation : les contacts permanents entre sociétés

africaines et la transmission orale de la connaissance religieuse, donc sa non-codification écrite, ont largement contribué à cet état de choses. Mais, au XIX^e siècle, la multiplication des interactions, aussi bien entre les Africains eux-mêmes qu'avec les Européens, contribua à accélérer ce processus et favorisa, par intégration d'éléments de l'islam ou du christianisme, de nouvelles formes religieuses. Si l'on a pu clairement identifier, pour l'histoire générale de l'Afrique, la permanence des adaptations dans les religions africaines, on connaît encore mal le rythme de cette évolution au XIX^e siècle.

L'ISLAMISATION

Depuis des siècles, l'islam s'était largement implanté en Afrique suivant deux axes: à l'ouest, par les voies du commerce transsaharien; à l'est, le long de la côte, grâce au commerce maritime avec l'Asie, puis vers l'intérieur des terres. Au XIX^e siècle, l'avancée de l'islam sur le continent noir se précipita. En Afrique centrale, l'intensification des échanges liés à la demande tant européenne qu'arabe favorisa la progression des conversions au sein des peuples dépendants de ce commerce, qui assimilaient souvent la richesse des commerçants arabes ou swahilis à leur religion, en même temps que cette conversion les mettait à l'abri des rapts négriers. De même, dans le nord-est du continent, l'islam bénéficia grandement de l'avancée de la «frontière» égyptienne vers la région des Grands Lacs. En Afrique occidentale, les faits sont parfois comparables, et la progression de l'islam, essentiellement due aux Africains eux-mêmes, fut liée à l'hégémonie commerciale de certains groupes ethniques. Il put ainsi pénétrer des régions nouvelles jusque-là «protégées», comme les zones forestières, et des groupes ou États longtemps hostiles à la religion des Arabes, comme les Mossis, les Bambaras et les Ashantis. Mais cette progression fut essentiellement le fait d'hommes et de groupes convaincus (notamment les Hawsas, les Peuls et les Dioulas), soucieux de multiplier les conversions ou simplement de «purifier» les pratiques de l'islam chez les «mauvais musulmans».

Cette volonté se traduisit par la multiplication des guerres religieuses (*djihad*), qui furent le fait de plusieurs États ouest-africains de création récente : de l'État théocratique du Fouta-Djalon, créé en 1760, à l'empire de Samori Touré dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Si les violences qui accompagnèrent les conversions à l'islam provoquèrent des regains de pratiques traditionnelles et, souvent, une crainte et un rejet de la nouvelle religion, celle-ci bénéficia cependant de bien des atouts qui rendirent son expansion notablement plus facile que celle du christianisme: simplicité de la conversion — qui se passait d'instruction préalable, de «rite de passage», de renonciation publique aux anciennes croyances lors

du baptême — et tolérance des anciennes pratiques religieuses, voire des anciennes croyances. Surtout, elle ne modifiait pas la vie du nouveau croyant : maintien de la polygamie, circoncision, intégration séculière à la société.

Enfin, l'islam fut paradoxalement dynamisé par l'arrivée des Européens et les débuts de la colonisation. Les administrateurs qui, à l'instar de Faidherbe, gouverneur du Sénégal, étaient passés par l'Algérie avant d'être nommés en Afrique noire, connaissaient et respectaient l'islam: pour eux, dans l'idée de la «mission civilisatrice» qui incombait aux Européens, l'islam représentait un «progrès» par rapport aux «paganismes» africains. À l'autre extrême, l'hostilité manifeste de certains Européens à l'islam fit de celui-ci un ferment d'opposition à la pénétration européenne: la conversion de Lat Dyor Diop au Sénégal, chassé de son trône au Cayor par les Français et mêlant croisade politique et religieuse, en est un bon exemple.

L'une des caractéristiques de l'islam africain se rapporte au mouvement confrérique. Les Maures avaient répandu en Afrique occidentale la Qādirīyya, confrérie de type ascétique et mystique, originaire du Moyen-Orient, qui recrutait généralement ses membres chez les élites. El-Hadj Omar, membre de la Tidjānīyya, confrérie issue de l'Afrique du Nord, contribua à la fois à l'extension de celle-ci en Afrique subsaharienne et à un certain recul de la Qādirīyya. L'incontestable succès de la Tidjānīyya s'explique par la simplicité de sa «règle», par son recrutement populaire et par son fonctionnement relativement égalitaire. Enfin, le XIXe siècle vit apparaître des confréries autochtones, tel le mouridisme, fondé au Sénégal par le cheikh Amadou Bamba, l'exemple le plus frappant tant par son ancrage dans la société et son articulation avec les cultures locales que par son succès. Ces fondations contribuèrent largement à l'émergence d'un islam spécifiquement africain, un «islam noir» (voir l'ouvrage du même titre de Vincent Monteil).

LA CHRISTIANISATION

Le XIX^e siècle fut, par excellence, celui de la pénétration chrétienne en Afrique. Certes, depuis le IV^e siècle, l'Éthiopie représentait un solide bastion pour le christianisme; en outre, dès l'époque des grandes découvertes, les premiers missionnaires européens avaient débarqué sur les côtes africaines, en particulier au Congo. Mais, au XIX^e siècle, l'effort missionnaire prit sa réelle mesure. Tout concourait à l'encourager: l'intensification des relations commerciales, principalement avec la façade occidentale du continent; l'implantation croissante des Blancs en Afrique du Sud; la progression de l'idée d'une «mission civilisatrice» chez les Européens; enfin, à la fin du siècle, l'installation de la colonisation. Les missionnaires vinrent donc

de plus en plus nombreux jusqu'à la Première Guerre mondiale. En outre, les explorateurs qui parcouraient l'Afrique contribuaient à la diffusion du christianisme: ainsi David Livingstone (1813–1873), médecin, explorateur et pasteur (*illustration 213*), membre de la *London Missionary Society*, ou Henry M. Stanley (1841–1904) (*illustration 214*), qui se fit fort d'intéresser au christianisme le roi du Buganda, Mutesa, musulman récemment converti par calcul politique.

Toutes les grandes nations, toutes les dénominations chrétiennes contribuèrent à ce mouvement, et même les Églises noires américaines à partir de la Sierra Leone et du Libéria, devenus terres d'esclaves affranchis. De ce fait, la christianisation fut marquée par deux phénomènes majeurs: la rivalité entre Églises avec sa conséquence, le morcellement religieux, et un partage de fait entre les missions, qui préfigurait déjà le partage colonial. La pénétration était cependant inégale selon les régions: importante en Afrique du Sud, où elle était liée au peuplement de la colonie du Cap, moindre en Afrique occidentale, où la force de l'islam mais surtout les conditions de vie avaient découragé bien des entreprises.

L'histoire de la christianisation de l'Afrique est moins l'histoire des missions — qui relève davantage de l'histoire des Européens en Afrique — que celle des Africains et de leurs réactions face à l'œuvre missionnaire. Dès l'abord, les rapports entre les Africains et le christianisme furent chargés d'ambiguïtés. Opposés à l'esclavage et à la traite, les missionnaires trouvaient des oreilles attentives dans les couches serviles de la population, ainsi que dans les sociétés victimes des razzias. En outre, la religion chrétienne était souvent assimilée à la richesse, à la puissance et au prestige détenus par les Blancs. Les apports culturels, économiques et religieux étaient étroitement mêlés. Les missionnaires favorisaient d'utiles progrès : jardins potagers des missions, mise en place d'un petit artisanat industriel, enseignement scolaire, soins médicaux... Enfin, pour nombre de personnes mal à l'aise dans des sociétés en pleine mutation, privées des prestiges antérieurs, souffrant de la supériorité des Européens, la nouvelle religion offrait la possibilité de parvenir à un nouveau statut. C'est ainsi que nombre de jeunes catéchistes acquirent auprès des leurs un pouvoir et une influence jusque-là réservés aux anciens et aux chefs, et que le passage par les écoles missionnaires, avec l'apprentissage de l'écriture, devint rapidement le moyen le plus sûr d'obtenir une promotion sociale.

Mais le christianisme n'avait pas que des avantages. Sur bien des points, son message se heurtait aux représentations du sacré et à leur socialisation. Il s'appuyait sur l'écrit, la Bible, alors que les cultures africaines étaient essentiellement orales. Sa doctrine était codifiée, ses règles strictes condamnaient la polygamie et, dans le catholicisme, exigeaient le célibat de son personnel religieux. Rares furent les tentatives de conciliation entre

les traditions africaines et les exigences chrétiennes: l'évêque anglican Colenso fut même exclu de son Église pour avoir autorisé la polygamie chez les Cafres en Afrique du Sud. Les rites et symboles répondaient mal aux coutumes des populations. Enfin, la prédication s'adressait à l'individu et à sa famille, qui n'existaient que par leur appartenance à la communauté. En outre, l'adhésion passait par une formation, le catéchuménat, et un rituel, le baptême, étrangers à la tradition africaine de l'initiation. Aussi, beaucoup de nouveaux chrétiens sentaient le besoin de continuer à vénérer les anciennes divinités et à respecter les interdits de leur groupe.

À cela s'ajoutent deux phénomènes de poids. D'une part, ces Églises africaines restèrent à direction européenne. Leur «indigénisation» — clergé, liturgie, théologie — fut lente et tardive, partielle et contrôlée. D'autre part, l'arrivée de la nouvelle religion parut souvent liée aux malheurs de la colonisation blanche vécus au quotidien. Si les premières conversions furent souvent le fait d'individus isolés, rejetés de leurs sociétés, à la deuxième génération elles furent essentiellement le fait de communautés entières. On sait que plusieurs de ces mouvements furent liés à des événements précis : ainsi, les Padholas en Afrique orientale furent-ils convertis de force par leurs assaillants bagandas qui voulaient prouver leur supériorité et celle de leur religion; les Tswanas, au contraire, se rallièrent au christianisme à la suite d'une victoire militaire qu'ils pensaient devoir au pasteur Robert Moffat; le père Dorgère réussit à gagner à sa cause les «Dahoméens» (Bénin) en devenant l'interprète et l'homme de confiance du roi Behanzin; Ranavalona II, reine de Madagascar, se convertit elle-même au protestantisme en 1868, invitant ses sujets à suivre son exemple. Enfin, dans la situation de désintégration sociale dans laquelle étaient plongés certains groupes ethniques face à l'avancée européenne, et compte tenu des incertitudes politiques et de leur perte de pouvoir, nombre de chefs firent eux-mêmes appel aux missionnaires.

RÉSISTANCES ET APPROPRIATIONS

L'intrusion européenne provoqua un malaise si profond, un tel bouleversement de l'ordre du monde et du savoir, que de nombreuses communautés s'interrogèrent. La Bible devint un outil de compréhension aussi bien qu'un ferment d'opposition. On vit alors se multiplier les prophètes, les sorciers et les sociétés secrètes, les prêtresses, les faiseurs de pluie, ainsi que les mythes de rencontre avec des êtres surnaturels... Les discours ainsi produits fournissaient différentes explications aux malheurs qui semblaient s'abattre sur l'Afrique. De surcroît, ces messages religieux, dans

une vision millénariste, cherchaient à en prévoir la fin. Le plus souvent, les prophètes annonçaient la venue prochaine d'une ère de prospérité, de justice et d'indépendance; le pouvoir et même le destin de l'humanité reviendraient aux Noirs qui domineraient alors les Blancs. Les versions de ce retournement de situation étaient nombreuses: tempête de feu s'abattant sur les Blancs, transformation de toute eau en sang, arrivée providentielle d'un sauveur, qu'il soit un homme, un dieu, une réincarnation du Christ ou un peuple entier venu de terres lointaines. Cet espoir était si ancré chez les adeptes de certaines religions que plusieurs groupes arrêtèrent tout travail, détruisirent récoltes et troupeaux (adeptes du mumbo au Gabon, au début du XX° siècle).

Ces mouvements religieux offrirent à la résistance anticoloniale les lieux et les cadres nécessaires à son mûrissement et à son expression. Les prêtres du mouvement maji-maji (Tanganyika) ont ainsi fabriqué des talismans chargés de protéger leurs adeptes des balles, lors des combats contre les Européens. De même, la société secrète des «hommes-panthères», sur la côte des Esclaves (golfe de Guinée), se transforma en une petite armée de guérilla qui s'attaquait aux Blancs et cherchait à les terroriser.

Dans les régions de faible extension du christianisme, les religions traditionnelles accueillirent certains de ses éléments, apportés par ceux qui avaient suivi l'enseignement des missionnaires : le monothéisme (qui n'était pas, loin de là, étranger aux «paganismes» africains), la croyance au démon, la notion du bien et du mal, l'adoption de la morale de type européen, l'idée de salut et l'attente d'un «messie» commencèrent à s'intégrer à de nombreuses religions africaines. Le cas du bwiti en est un exemple remarquable en ce qu'il mêla habilement des éléments tirés de la Bible à l'histoire et à la religion coutumière des Fangs (Gabon).

Le renouveau religieux affecta également le christianisme et produisit un phénomène sans précédent: l'émergence de nouvelles Églises chrétiennes, de la même manière qu'en Amérique du Nord et pour des raisons comparables. Analysé dès 1902 par le pasteur Maurice Leenhardt pour l'Afrique du Sud, le phénomène messianique remontait sans doute au XVIIe siècle, c'est-à-dire à l'arrivée des premiers missionnaires portugais. Mais c'est à la fin du XIXe siècle qu'il prit toute son ampleur. Il trouve son explication en grande partie dans l'attitude même des missionnaires: la ségrégation raciale dans les Églises, la contradiction entre cette attitude, l'aisance de vie des missionnaires et le message de fraternité et de pauvreté du christianisme. Cette dichotomie provoqua un rejet de la «religion des Blancs», que suivit la création d'Églises noires, retour à la vraie religion contre le message dévoyé par ces «mauvais chrétiens». En outre, les pratiques culturelles répondaient mieux à la demande des membres de ces Églises: rites de puri-

682 DE 1789 À 1914

fication, séances de guérison, litanies et transes, le tout fortement teinté par les anciennes coutumes.

Les multiples analyses de ces messianismes ont permis d'en distinguer plusieurs types. Bengt Sundkler a ainsi identifié en Afrique du Sud des Églises «éthiopiennes», qui rêvent du pays des fils de Cham et du royaume du roi Jean comme de la Terre promise, et des Églises «sionistes», par référence à la fois à la «Nouvelle Jérusalem» et à Zion City (Illinois) où fut fondée en 1896 une des premières Églises noires. Aujourd'hui, des typologies plus précises laissent la place à des mouvements variés: ainsi, les Églises «hébraïstes» prônent une croyance en Dieu mais pas dans le Christ, attendant toujours la venue d'un messie.

Dans toute l'Afrique, ces Églises jouèrent dès le début un rôle politique certain, qui s'inscrivit dans la durée jusqu'à l'heure des indépendances.

9.5 L'expansion chrétienne

LE NOUVEL ESPRIT MISSIONNAIRE

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, l'action des Églises chrétiennes hors d'Europe était étroitement contrôlée par les États. Elle se limitait le plus souvent à l'encadrement religieux des Européens. Du côté catholique, la médiocrité du clergé colonial était avérée, et les plus riches colons confiaient l'éducation de leurs enfants aux collèges de la métropole. Certes les religieux, spécialement les jésuites, étaient plus indépendants et pratiquaient l'évangélisation des autochtones, mais les querelles sur la conduite à tenir en Chine face aux rites et coutumes indigènes, les jalousies suscitées au Paraguay par la réussite économique et sociale de leurs «réductions» firent avorter leurs tentatives et contribuèrent même à la dissolution de la Compagnie de Jésus.

Parallèlement, en ce même XVIII^e siècle, les milieux évangéliques inventaient une nouvelle forme d'action missionnaire propre, les «réveils» piétistes (*revivals*), au Danemark, en Allemagne et dans les pays anglosaxons. Ces milieux, notamment le groupe de Clapham dans la banlieue de Londres, se rencontrèrent dans les années 1790 avec les parlementaires engagés dans le mouvement antiesclavagiste, pour rapatrier en Sierra Leone les Noirs affranchis, comme le feront peu après les sociétés américaines au Libéria. L'un de ces esclaves libérés, Samuel Crowther, originaire du futur Nigéria, sera le pionnier de l'évangélisation sur les côtes insalubres du golfe de Guinée. Sur des bases populaires et parfois interdénominationnelles, comme la *London Missionary Society* en 1795, des sociétés de missions réunirent personnels et fonds pour diffuser la Bible et soutenir une évangélisation des populations locales. Après 1814, ce mouvement gagna le continent avec des fondations analogues à Bâle, Paris, Berlin et dans les pays nordiques.

Chez les catholiques, le mouvement eut le même caractère populaire, s'inspirant de méthodes anglo-saxonnes comme le « sou de la propagation de la foi » de Pauline Jaricot à Lyon (1822). Le lien avec le courant antiesclavagiste fut plus tardif, moins fort, mais lié à l'expérience de terrain acquise par les missionnaires comme les religieuses de Saint-Joseph de Cluny à La Réunion et au Sénégal, entraînées par leur fondatrice Anne-Marie Javouhey

(1770—1851). Quelques prêtres séculiers comme Monnet et Levavasseur s'étaient convaincus que le baptême passait par la constitution de familles stables et donc par l'abolition de l'esclavage. Cette pensée conduisit le fils converti d'un rabbin de Saverne, François Libermann, à lancer «l'œuvre des Noirs» en 1839, noyau de sa congrégation du Cœur immaculé de Marie qui, après sa fusion avec la société du Saint-Esprit, devint l'une des plus puissantes sociétés missionnaires catholiques, celle des Spiritains. À la fin du Second Empire, Charles Lavigerie (1825—1892), nouvel archevêque d'Alger, créa sa congrégation des «Pères blancs» en lui assignant pour tâche sa propre préoccupation du sauvetage des enfants orphelins ou esclaves. Vingt ans après, il prenait la tête d'une campagne antiesclavagiste internationale qui conduisit à la conférence de Bruxelles en juillet 1890.

La France est alors le pays missionnaire par excellence. Des congrégations d'Ancien Régime se sont reconstituées en 1816, en tête les Missions étrangères de Paris, tournées vers l'Asie. De nouvelles congrégations, masculines et féminines, dont le recrutement s'internationalise peu à peu, se fondent et se partagent les territoires sous l'autorité du Saint-Siège.

LES STRATÉGIES D'ÉVANGÉLISATION

Cette activité missionnaire était menée au plus près de la population, sans esprit de retour, et en se conformant, pour l'essentiel et par nécessité, aux conditions de vie locales — à la réserve près d'une vie familiale ou communautaire, sauvegarde vitale contre l'isolement et les difficultés de toute nature. Même après la découverte de la quinine (1820), l'existence restait fort précaire : en Afrique équatoriale, en particulier, très lourd fut le tribut payé en vies de jeunes hommes et femmes, victimes de la fièvre jaune, de la maladie du sommeil ou de la terrible «bilieuse hématurique»...

Entre les missions protestantes et les missions catholiques, le clivage dans les méthodes était net. Les premières faisaient porter leur effort principal sur la traduction et la diffusion de la Bible : ainsi, William Carey et ses deux compagnons, installés près de Calcutta, traduisirent l'ensemble de la Bible en six langues, dont le chinois, et le Nouveau Testament en une trentaine de langues ou dialectes. La structure congrégationaliste, la plus fréquente chez les évangéliques, favorisait les instances délibératives, où le pouvoir de décision était, il est vrai, réservé aux Européens. Chez les catholiques, le célibat du clergé, la double structure hiérarchique (vicaires ou préfets apostoliques, supérieurs locaux) et le souci premier de l'Église à fonder fixèrent le but de la mission : gagner de proche en proche la population restée fidèle aux religions traditionnelles en ouvrant dispensaires, écoles (*illustration 215*)

ou fermes-chapelles pour former des catéchistes, relais permanents pour les missionnaires européens itinérants issus d'une station principale.

Dans les Églises issues de la Réforme et notoirement chez les anglicans en Afrique orientale ou nigériane, les ministres pratiquaient une itinérance encore plus vaste, négligeant les points fixes et laissant derrière eux catéchistes puis ministres autochtones: le premier évêque africain fut ce Samuel Crowther qui, de sa consécration à Canterbury en 1864 à sa mort en 1890, évangélisa les régions avoisinant Lagos, manifestant un respect des croyances traditionnelles et un sens du dialogue avec les musulmans qui furent remarqués.

Il y avait enfin, entre missions protestantes et catholiques, partage des territoires parfois légal (en Indonésie), ce qui consolidait entre elles une ignorance réciproque, sans éviter concurrence et rivalités, notamment sur le plan scolaire. Les mêmes difficultés surgissaient entre dénominations protestantes ou entre congrégations catholiques.

Comme tous leurs compatriotes, les missionnaires ont recouru à l'appui des forces militaires et administratives de leurs pays respectifs. Précurseurs de l'occupation coloniale, ils ont souvent effectué les mêmes reconnaissances topographiques et linguistiques que les explorateurs. Le patriotisme des missionnaires était général et les gouvernements savaient l'influence que leur donnait, en Asie notamment, la protection des intérêts chrétiens. De ce point de vue, l'administration française fit appel aux missions protestantes françaises en Océanie et à Madagascar pour reprendre le contrôle des missions créées par des sociétés anglo-saxonnes. Ce nationalisme missionnaire était sous-tendu par la conviction de la supériorité de la «civilisation chrétienne», dont les surgeons en pays païens compensaient les échecs dans l'Occident moderne.

Ce serait cependant déformer la réalité que de faire de la mission chrétienne un volet de l'expansion coloniale au service de celle-ci. Qu'elles soient anglaises ou françaises, toutes les administrations étaient méfiantes vis-à-vis du prosélytisme religieux. Réciproquement, les missionnaires se tenaient à distance des grands centres et d'une population européenne dont ils redoutaient la mentalité et le comportement. Enfin, la volonté de contrôle, en particulier en matière foncière et scolaire, des administrations pouvait évoluer vers une franche hostilité.

Les divergences de perspectives se vérifiaient sur le plan social et culturel. C'est, en effet, aux membres les plus faibles et les plus exposés des sociétés traditionnelles que les missions assuraient aide et protection : anciens esclaves, fillettes exposées à des contrats de louage ou à des mariages abusifs. Les religieuses catholiques et les auxiliaires féminines protestantes personnifiaient la promotion des femmes. Alors que la visée des missionnaires était de former des catéchistes ou de futurs pasteurs, l'administration voyait

dans les écoles une pépinière d'interprètes ou de fonctionnaires subalternes; l'attraction de la ville et du mode de vie européen jouait également sur les élèves dans le sens de l'acquisition des grandes langues étrangères : le conflit fut parfois vif comme on le vit entre l'administration coloniale allemande et les Missions de Brême au Togo.

En matière de cultures indigènes, les missions ont plutôt joué un rôle conservatoire; en rédigeant relations, glossaires ou mémoires divers, elles ont constitué autant de matériaux réutilisables pour une reconstruction des identités culturelles locales. Exemplaires sont, à cet égard, les travaux sur la langue, les traditions politiques et religieuses malgaches du jésuite français Callet et du luthérien norvégien Vig, que des études récentes ont mis en pleine lumière: poursuivant, grâce à leur connaissance parfaite de la langue, des enquêtes orales auprès des anciens qui s'étaient réfugiés dans les campagnes, ils ont réuni un «corpus» dont la publication a été achevée après leur mort et qui donne aujourd'hui l'essentiel des traditions royales et des rites religieux, restituant le passé le plus reculé de Madagascar.

En Afrique orientale, c'est à l'œuvre patiente du spiritain Charles Sacleux (1856–1943) que l'on doit la connaissance et la fixation non seulement de la langue, mais aussi de la culture ki-swahilie : parallèlement à un dictionnaire d'un millier de pages qu'il ne cessa de perfectionner depuis sa première édition en 1891, il avait édité une histoire sainte, des manuels scolaires, des cantiques qui passèrent dans l'usage courant des missions anglicanes aussi bien que catholiques. Il avait une autre passion, la botanique : il établit une première classification de la flore d'Afrique orientale et légua ses herbiers au Muséum de Paris et à l'université de Montpellier.

Dans le même temps, Maurice Leenhardt (1878–1954), missionnaire protestant, rassemblait en Nouvelle-Calédonie les matériaux linguistiques et ethnologiques qu'il devait exploiter, à son retour, après la Grande Guerre. Missionnaire catholique allemand, le père Wilhelm Schmidt (1868–1954) est sans doute le plus célèbre: fondateur de l'école ethnologique de Vienne et de la revue *Anthropos* (1906), passionné d'enquêtes, il fut le théoricien du «monothéisme primitif» et des «cycles culturels». Enfin, on mentionnera l'œuvre du père de Foucauld, l'ermite de Tamanrasset au Sahara, assassiné en 1916, en particulier sa *Grammaire et dictionnaire français-touareg, touareg-français* et son recueil de *Poésies touareg*.

Ce ne sont que des exemples d'une étude d'ensemble qui reste à entreprendre, sans oublier l'action médicale et sanitaire, parallèlement aux services officiels. Le père Damien (auparavant Joseph) de Veuster (*illustration 216*), picpucien belge, mort de la lèpre en 1889 dans la léproserie de Molokai (Hawaii), est demeuré la figure emblématique de cette lutte contre les grandes endémies.

LES EFFETS EN RETOUR

Tout ce patient travail de fourmi, au plus près du terrain, ne pouvait demeurer sans écho en Europe. Avec le soutien de l'école viennoise d'ethnologie religieuse, s'ouvrit en 1912, à Louvain, la première Semaine internationale d'ethnologie religieuse, dont la série se prolongea, quelques années après la guerre : ce devait être la matrice des Semaines de missiologie de Louvain qui en prirent le relais. En France, Maurice Leenhardt poursuivit son œuvre dans l'enseignement supérieur public et à la Société des océanistes, tandis que le père Sacleux créait au Séminaire des missions de Chevilly-Larue une véritable académie de langues.

Pendant longtemps, les revues missionnaires à l'usage des fidèles comme les Annales de la propagation de la foi (1825) furent la seule fenêtre d'un lectorat populaire et rural sur le vaste monde, pratiquant une ouverture fraternelle et compatissante sur ces peuples que l'on disait alors «primitifs». Mais, comme on pouvait le prévoir, c'est sur les Églises elles-mêmes et sur la réflexion théologique que le retentissement fut le plus fort, à commencer par les premiers essais de rapprochement entre les Églises. En témoignent les interpellations des délégués indiens et chinois à la grande conférence missionnaire d'Édimbourg de 1910, dans laquelle on s'accorde à voir le début du mouvement œcuménique au sein des Églises de la Réforme. Seule la guerre empêcha la formation d'un conseil international des missions. À part quelques cercles ou revues constitués autour de personnalités comme le lazariste Fernand Portal en France, cet œcuménisme n'avait point encore son équivalent dans les milieux missionnaires catholiques. La publication, en 1912, d'une thèse soutenue à Toulouse par un jeune théologien, Louis Capéran, sur « le problème du salut des infidèles » devait engager au sein de l'Église romaine des réflexions en chaîne sur ce grand thème missionnaire. Enfin, à Halle autour de Gustav Warneck, puis à Munster autour de Joseph Schmidlin — l'un protestant, l'autre catholique —, devait s'affirmer une discipline nouvelle en théologie, la «missiologie».

Du côté des pays d'accueil, les réactions ne tardèrent pas à se manifester : en Afrique australe et orientale foisonnèrent les prophétismes bantous, germes de futures Églises indépendantes africaines. On peut y voir l'expression religieuse d'une première prise de conscience de l'identité politique et culturelle de ces peuples, comme le montrent, par exemple, les premiers écrits récemment découverts du premier prêtre congolais, Stefano Kaozé, sur les traditions de son peuple aux premières années du XXe siècle.

Des exemples encore plus éclatants de réaction de la conscience religieuse locale pourraient être relevés dans le continent asiatique. Ainsi ce brahmane qui tenta d'inventer une modalité hindoue de monachisme chrétien, Brahmabandhav Upadhyay (1861–1907) et qui finit par se rattacher

688 De 1789 à 1914

au mouvement éducatif de Rabindranāth Tagore. Enfin, on sait combien les dirigeants de la première République chinoise, à commencer par Sun Yatsen, formés dans les écoles missionnaires protestantes, se sont ouverts aux influences occidentales et s'inquiétèrent même de rechercher quelles forces les Occidentaux avaient puisées dans le christianisme.

À L'EST, LA MISSION ORTHODOXE

La mission orthodoxe, durant cette période, est essentiellement le fait de l'Église russe. Identifiée à un effort de russification, souvent brutal, aux XVIIe et XVIIIe siècles, longtemps liée aussi à la persécution des «vieux croyants», elle devient, au XIXe siècle et jusqu'en 1917, plus respectueuse des langues et des cultures locales. Elle se fonde désormais sur le témoignage liturgique (dans la langue indigène) et souvent sur une aide sociale désintéressée. Trois grands missionnaires — l'archimandrite Macaire en Sibérie occidentale, Jean Véniaminov et saint Germain de l'Alaska en Extrême-Orient et dans le Pacifique nord — bravent une nature rude et démesurée (illustration 217), tentent de comprendre les chamans, traduisent l'Écriture et la liturgie dans des dialectes qu'ils font ainsi accéder au statut de langues écrites. Autour de 1900, l'Académie de Kazan est devenue un grand centre d'études missionnaires et d'islamologie. Elle publie toute une bibliothèque orthodoxe dans une cinquantaine de langues de la haute Asie. La mission russe se maintient en Alaska et aux Aléoutiennes, après leur vente aux États-Unis en 1867, et peut ainsi unifier tous les immigrés orthodoxes qui arrivent aux États-Unis. Dans ce pays, beaucoup d'uniates, venus des régions subcarpathiques et méprisés par un catholicisme local à tonalité irlandaise ou italienne, font volontairement retour à l'orthodoxie : une solution préférable à la liquidation par la force de l'uniatisme dans l'Empire russe, notamment en 1853, sous Nicolas Ier.

Au Japon, le père Nicolas Kazatkine assure l'éclosion d'une vigoureuse communauté orthodoxe qui n'utilise que le japonais. L'archimandrite Spyridon (dont les admirables mémoires ont été traduits et publiés en français sous le titre *Mes Missions en Sibérie*) fréquente les bouddhistes des confins de la Mongolie et, frappé par leur profondeur spirituelle, hésite à les baptiser, préférant travailler au moment où leurs sages, toujours représentés les yeux clos, les ouvriront.

Au Moyen-Orient, l'Église russe (représentée notamment par la Société russe de Palestine) intervient en faveur des orthodoxes arabes de rite byzantin que domine un épiscopat grec imposé par le patriarche de Constantinople, responsable du *millet* orthodoxe dans tout l'Empire ottoman. Cette situation empêche les orthodoxes de se défendre efficacement contre les uniates

(mieux armés culturellement et protégés par la France) et contre les missionnaires protestants (soutenus par les pays anglo-saxons). C'est le contraire qui arrive dans le patriarcat le plus vaste et le plus peuplé, celui d'Antioche (dont le siège, depuis le Moyen Âge, se trouve à Damas) avec la longue crise (1891–1906) qui permet, malgré Constantinople et les autorités turques, l'avènement d'un patriarche arabe et l'affermissement d'un épiscopat lui aussi autochtone. Les orthodoxes arabes deviennent alors les pionniers de la renaissance de l'arabité, la *nahdha* (le réveil), qui prône l'unification et l'indépendance du «croissant fertile» dans une société laïque ouverte à la modernité.

9.6 Le monde musulman

On risque toujours d'oublier que l'islam ne se limite pas à une partie du bassin méditerranéen, du Maroc au Proche-Orient, en passant par l'Égypte et en poussant jusqu'à la péninsule arabique : un islam arabe, la langue du Prophète et du Coran. Aux confins de ce vaste ensemble historique commence l'islam turcophone, qui s'étend de l'Asie Mineure (actuelle Turquie) à l'Asie centrale (anciennes républiques soviétiques), ainsi que l'islam iranien. Au-delà, il occupe l'immense espace qui va de l'Afghanistan aux îles de la Sonde (Java, Bornéo, Sumatra) dans le Pacifique, aux portes de l'Australie (qui, au début du XIX^e siècle, n'était habitée que par quelques aborigènes). À quoi il faut ajouter ses avancées en Afrique noire et, isolées dans les Balkans, en Albanie.

Un monde agité et convoité

Cet islam se pense comme la «communauté des croyants» (umma), unité à la fois religieuse et politique comme pouvait l'être la chrétienté. Pour l'un comme pour l'autre, la réalité n'a jamais répondu au rêve. Religieusement très divers, du fait de l'histoire et des cultures, l'islam s'est en outre fractionné — principalement entre sunnites et chiites —, avec ses hérésies, ses schismes, ses dissidences. Politiquement, il n'a jamais été ni unifié ni même unitaire. L'Empire ottoman et l'empire britannique des Indes rassemblent des populations de races et de religions différentes. Au Proche et au Moyen-Orient, de très anciennes Églises chrétiennes, elles-mêmes divisées, ont survécu à l'hégire.

De là, au cours du XIX^e siècle, deux mouvements de sens contraire qui concourent au même résultat. D'une part, dans l'Empire ottoman, une volonté d'émancipation des pays chrétiens en Europe — Grèce, Balkans —, mais aussi dans les régions arabes — Égypte, Arabie, Syrie. D'autre part, la volonté d'expansion des grandes puissances européennes qui affecte en totalité le monde islamisé, dans une course au partage des richesses mondiales : de la «zone d'influence» à l'annexion en passant par le «protectorat». C'est le siècle de l'impérialisme et du colonialisme : des considérations géopolitiques et commerciales justifient les interventions armées.

L'Empire ottoman est le premier menacé. Malgré le réformisme (tanzimat) de ses sultans, il cède sur tous les fronts. Symboliquement, 1830 voit l'indépendance de la Grèce — exemple pour ses voisins balkaniques — et la conquête française de l'Algérie. L'Égypte suit sa voie propre, ouverte aux influences françaises (Bonaparte en 1798, les saint-simoniens, Lesseps et le canal de Suez, inauguré en 1869): gouvernée par le vice-roi (khédive) Mohammed Ali depuis 1805, elle affirme ses visées sur le Soudan où la révolte du Mahdī triomphe de 1881 à 1898, mais subit elle-même l'occupation anglaise en 1882. La Tunisie, le Maroc, la Tripolitaine, la Cyrénaïque, l'Érythrée et la Somalie passent successivement sous contrôle français ou italien. Tout au long du siècle, l'Arabie ne songe qu'à son indépendance au nom d'un islam rigoriste (wahhabite).

Plus à l'est, la Perse et l'Afghanistan conservent leur indépendance mais sous l'influence partagée entre Russes et Anglais. La reine Victoria devient impératrice des Indes en 1877, gouvernant des musulmans et des hindous, mais aussi des minorités religieuses comme les sikhs, les parsis, les chrétiens syro-malabars et syro-malankars (*illustration 218*). Ce qui deviendra l'Indonésie était sous autorité hollandaise et ce qui deviendra la Malaisie était sous autorité britannique. Les Philippines, sous domination espagnole jusqu'en 1898, ne comptent qu'une minorité musulmane.

Le XIX^e siècle est, pour la communauté musulmane, un temps d'épreuves, sur la défensive, au-dedans et au-dehors, l'obligeant à réagir parfois de manière contradictoire. Le *Dār al-Islām* est alors un monde étiré en longueur, agité et convoité de toutes parts. Si l'on ne dispose d'aucun chiffre pour le début du siècle (1 milliard?), à la fin, en 1900, la population mondiale est estimée à 1,6 milliard, dont environ 200 millions de musulmans: un huitième de l'humanité. Sur ce nombre, on compte 175 millions de sunnites des quatre écoles ou rites (hanafites, chaffiites, malikites, hanbalites) pour 25 millions de chiites (parmi lesquels se distinguent en particulier alaouites et ismaïliens).

À cette énumération, on ajoutera, sans poids statistique, trois groupes religieux minoritaires issus de l'islam: très anciens, les druzes et les karaïtes; au milieu du XIX^e siècle, à travers l'épisode du babisme, les bahaïs, persécutés comme hérétiques avant d'essaimer en Europe dès 1890. Leur fondateur, Bahā'ullah, prônait une religion universelle fondée sur le dépassement des conflits raciaux, sociaux et religieux.

Entre fondamentalisme et modernisme

Défiée, la communauté musulmane réagit. Ses oulémas sont les premiers à s'engager dans une relecture de la tradition favorisant de nouvelles attitudes religieuses et même l'espoir d'une «renaissance» (nahdha). Les démarches

seront différentes selon les cultures régionales et le degré d'influence européenne. La vie religieuse frappe par sa vitalité, marquée par des luttes d'écoles, le développement des sectes et des confréries, mais aussi par l'émergence d'un mouvement de retour aux sources (salafī).

Ayant étendu leur compétence et consolidé progressivement leur autorité, les oulémas exerçaient un rôle de premier plan dans la vie quotidienne et publique de la société islamique. Ils détenaient le monopole de l'enseignement, dirigeaient la prière en tant qu'imams et assuraient la prédication du vendredi (*khutba*) où ils traitaient les problèmes de la communauté. En tant que cadis ou muftīs, ils rendaient la justice, interprétaient les textes juridiques et régissaient les rapports entre personnes. À même de guider les fidèles, ils n'épargnaient pas les gouvernants qui, souvent, devaient les ménager. Mais eux-mêmes subissaient les effets d'une crise qui atteignait la pensée islamique elle-même: ils s'en tenaient au discours des premiers maîtres, sans dépasser une exégèse littérale. La soumission sans réserve à la Tradition (*taglid*) l'emportait sur l'effort d'interprétation personnelle de la Loi (*ijtihād*).

Le mouvement maraboutique connut une rapide expansion, à la fin du siècle. Les principales confréries ($tar\overline{\imath}qa$) sont la Qādir $\overline{\imath}$ yya, la Sadat al-Ouafaiya, la Bakryakhalwatiya et la Tidj \overline{a} n $\overline{\imath}$ yya, qui tissèrent de véritables réseaux à travers l'aire islamique et constituèrent des institutions communautaires solidement établies. Sous la direction du cheikh et de ses lieutenants (moukaddem), elles rassemblaient leurs adeptes (mouridines) dans les zaou \overline{a} as, où s'exerçait le culte.

Peut-on parler d'une ère d'« obscurité moyenâgeuse » ? Dans les centres religieux, l'enseignement de l'écriture et de la lecture assurait une certaine alphabétisation et rendait possible l'accès direct au texte sacré. Les grandes mosquées et les madrasas (collèges) permettaient de poursuivre ces études, mais dans les disciplines exclusivement religieuses, en ignorant la culture profane.

Un mouvement de «ressourcement» se fit jour à la fin du XVIIIe siècle sur le continent indien et dans la péninsule arabique, suivant l'exemple des «pieux devanciers» (al-salah al-salah). Ce mouvement (Salafiyya) s'inspirait en Inde de Shah Wali Allah (1702—1762) et en Arabie de Muḥammad ibn 'Abd al-Wahhāb (1703—1792). Ainsi naquit le wahhabisme : un véritable fondamentalisme qui entendait épurer l'islam de ses superfétations (culte des saints, visite des tombeaux, intercession du Prophète et même institution du sultanat-califat de Constantinople). Le théologien s'allia à l'émir Muḥammad ibn Séoud en vue de la conquête du pouvoir : prise de Ryad (1786), occupation du Hedjaz (1805), prise de La Mecque et de Médine. Le sultan réagit et, grâce aux troupes égyptiennes, mit un terme à l'aventure en 1818, sans entamer la force du mouvement.

La prise des lieux saints par les wahhabites avait eu un grand retentissement dans le monde islamique, grâce aux pèlerins. Au Maghreb, la tradition d'ouverture, le poids du malékisme et le refus de la violence firent obstacle à leurs doctrines. Celles-ci influencèrent en Libye la Senoussiya (fondée en 1843) et, par elle, l'Afrique subsaharienne; elles atteignirent le Yémen et, en 1821, le Penjab où elles alimentèrent l'opposition aux Anglais après son annexion en 1849. Ceux-ci y voyaient «la plus dangereuse» des sectes : «Ses missionnaires sont aussi nombreux et aussi zélés que les missionnaires chrétiens. [...] Ils sont même respectés, pour leur austérité, par les musulmans orthodoxes» (rapport de 1870).

Les «modernistes» virent dans cet esprit et cette orientation une impasse. Si l'on voulait arrêter le déclin de l'islam, il fallait au contraire «emprunter à l'Occident», sans hésitation et sans peur. L'expédition de Bonaparte en Égypte (1798) avait provoqué une onde de choc dans toute l'aire islamique : perçue comme une croisade, elle appelait le *djihad* en réponse. La modernisation et l'industrialisation de l'Égypte par Mohammed Ali (1769–1849) ouvraient une autre voie qui ne pouvait que diviser les oulémas. Parmi eux, Rifa'a al-Taḥṭāwī (1801–1873) fut le chef de file et l'âme du courant moderniste après un séjour de cinq ans en France (1826–1831), dont son livre *L'Or de Paris* tira les leçons. Il fut suivi en Tunisie par Mahmoud Kabadou (1815–1855), qui fraya le chemin aux réformateurs tunisiens. Le livre de Khéreddine, publié en arabe en 1867 et à Paris en français en 1868 (*Réformes nécessaires à la conduite des nations*), est considéré comme le manifeste de cet esprit nouveau.

Opposés sur la ligne à suivre et la conduite à tenir, fondamentalistes et modernistes s'accordaient au moins sur la nécessaire résistance spirituelle à l'emprise occidentale. En témoignent l'épopée d'Abd el-Kader en Algérie (1842—1847) et les royaumes théocratiques en Afrique noire, tels le califat de Sokoto au Nigéria, qui tint face aux Anglais jusqu'en 1900, et Samori Touré et les mahdistes soudanais écrasés la même année 1898, le premier par les Français, les seconds par les Britanniques : deux formes du *djihad*.

Ainsi s'explique le fait que le renouveau de la pensée islamique s'observe dans ces deux directions différentes mais également «réformatrices». On peut en juger par la revue Al-'Urwa al-Wuthqa (Le Lien indissoluble) fondée en 1884 par Jāmal al-Dīn al-Afghāni (1839—1897) et son disciple Muḥammad 'Abduh (1849—1905), puis par la revue plus moderniste Al-Manār, fondée au Caire en 1898 par le second. Une certitude commune: le retard musulman ne peut être attribué à l'islam, mais à la passivité des croyants, symbolisée par les traditionalistes et les confréries. Mais réveil et renaissance se situent par rapport à deux modèles: la société islamique des origines ou les leçons du développement occidental. La question rebondit devant les conquêtes européennes: faut-il considérer les territoires colonisés

comme pays de guerre ($d\bar{a}r$ al-harb), puisque ce n'est ni celui de l'islam ($d\bar{a}r$ al- $isl\bar{a}m$) ni celui de la trêve ($d\bar{a}r$ $a\varphi$ - φulh)? La nouvelle génération des réformateurs de la péninsule indienne s'inscrira dans la mouvance fondamentaliste d'Al-Afghāni, 'Abduh et leurs disciples.

En général, les oulémas s'adressèrent d'abord aux autorités établies, pour les inciter à s'adonner au *djihad*. Devant leur peu d'empressement, ils se tournèrent vers les communautés musulmanes. Puis, en désespoir de cause, ils interpellèrent chaque croyant, l'appelant à sauver la norme islamique en l'incarnant dans sa vie privée : «La communauté islamique ne redeviendra prospère que lorsqu'elle se résoudra à appliquer à nouveau strictement la charia, en mettant fin à l'usure, au faux témoignage, au vol, à la concupiscence, en interdisant l'usage des instruments de musique [...]» (fatwa de l'ālim marocain Jaafar ibn Idriss, Al-Kattani, 18 mai 1881).

La réaction des intellectuels musulmans a donc pris deux orientations, fondées sur des approches différentes: d'une part, la Salafiyya et le fondamentalisme, qui s'inscrivent dans le cadre d'une lecture stricte de la charia, souvent prise à la lettre; d'autre part, l'école moderniste, qui ne recule pas devant des réformes audacieuses. C'est ainsi que le cadi Kacem Amin (1873–1908) réclama, dès 1898, l'émancipation de la femme musulmane et l'abolition du *hidjab*, le voile, estimant qu'aucun texte coranique n'instituait cette pratique. Loin d'être laïque au sens où le seront les kemalistes en Turquie, l'approche moderniste cherche les solutions compatibles avec la charia.

9.7 L'Extrême-Orient

Pour des Occidentaux, l'Asie c'est avant tout l'«Extrême-Orient» — Chine, Japon, Corée, Inde, Ceylan, Indochine —, un ensemble culturel au cœur d'un immense ensemble géographique qui englobe au nord la Sibérie et qui va, au sud, de la Turquie à l'actuelle Indonésie — une aire musulmane — et aux Philippines, massivement christianisées. Une région témoin de l'ancienneté de l'homme, foyer des plus vieilles cultures de l'humanité, avec des traditions religieuses spécifiques et bien typées.

L'INDE ET L'ASIE DU SUD-EST

La Chine et surtout l'Inde se partagent l'influence sur les pays de l'Asie du Sud-Est. Mais si l'hindouisme domine largement en Inde, c'est le boud-dhisme qui règne dans ces pays: mahāyāna («grand véhicule») au Viet Nam, hinayana («petit véhicule»), autrement dit theravāda («opinion des anciens»), dans les autres, où il est organisé autour de monastères nombreux qui assurent la formation religieuse et scolaire de la jeunesse.

L'islam y constitue la première minorité. La présence chrétienne, pouvant atteindre 10% (Viet Nam, Ceylan), est sensible sur les côtes de l'Inde, par vagues successives dont la première remonterait à l'apôtre saint Thomas et dont la plus anciennement attestée est l'œuvre des nestoriens au V^e siècle, en attendant la colonisation portugaise au XVII^e siècle et les missions françaises au XVII^e siècle.

Les religions sont ainsi un lieu majeur de la rencontre entre l'Europe et l'Asie, et un chapitre important de leurs relations, multiformes et tourmentées. L'Inde en particulier a été le théâtre d'opérations commerciales qui, après la chute de l'Empire moghol en 1858, tournèrent à la colonisation méthodique par la couronne britannique. Le Siam — l'actuelle Thaïlande — s'était ouvert à l'influence européenne, mais sut préserver son indépendance. Ceylan — l'actuel Sri Lanka — était passé sous domination anglaise dès 1802. Après trois guerres avec les Anglais, la Birmanie fut annexée en 1885 à l'empire des Indes. En butte à ses voisins siamois et vietnamiens, le Cambodge se plaça en 1863 sous la protection de la France qui, par ailleurs,

arracha le Laos au Siam et la Cochinchine au Viet Nam, avant d'établir son protectorat sur le Tonkin et l'Annam en 1873.

Avant la conquête britannique, jamais le sous-continent indien n'avait été unifié sous un gouvernement centralisé. Entre princes hindous et musulmans, la tendance à la fragmentation politique se résolvait par l'alliance ou la guerre. Mystiques hindous et soufis trouvèrent aisément un terrain d'entente. Les maîtres musulmans s'accommodèrent du système des castes. Les hindous intégrèrent à leur panthéon le culte des saints musulmans.

La colonisation mit en œuvre une nouvelle rationalité gouvernementale. Elle put s'appuyer sur une *intelligentsia* occidentalisée qui servit d'intermédiaire culturel entre l'administration et les populations. L'Occident découvrait la richesse de la pensée religieuse orientale en même temps qu'il jetait sur elle un regard critique, l'incitant ainsi à une réflexion sur elle-même.

Malgré ses brahmanes et ses renonçants, l'hindouisme a toujours été une religion sans Église, inséparable d'une société fortement hiérarchisée qui se reconnaissait dans ses valeurs. Il en allait autrement dans les pays où prédominait le bouddhisme theravāda: la loi morale de Bouddha s'y présente comme universelle; la voie religieuse de l'ascèse et de la méditation y prévaut sur le savoir et le pouvoir. Ainsi s'explique dans ces pays, sous l'effet de la situation économique et politique, un «revivalisme» religieux de source monastique aux foyers multiples qui ne cesse de se développer au cours du siècle.

À Ceylan, par exemple, des sectes renchérissent sur l'orthodoxie canonique. Des moines lettrés s'opposent à l'élite anglophone, mais aussi aux missionnaires chrétiens et à leur emprise sur l'éducation. L'un d'eux fonde en 1862 la Société pour la propagation du bouddhisme, dotée d'une imprimerie très active. Une revendication nationaliste ne cesse d'alimenter cette effervescence.

Un «revivalisme» analogue s'observe dans l'hindouisme. Les réformes coloniales entraînèrent des révoltes qui, parmi les tribus surtout, prirent des formes religieuses à tonalité millénariste, empruntant parfois leurs thèmes au christianisme. Des courants sectaires autour d'un maître spirituel (au Gujarāt, en Uttar Pradesh) manifestèrent au contraire un esprit puritain. Mais une attention particulière doit être donnée à un mouvement assez différent du réformisme néo-hindou, issu de l'élite indienne anglicisée.

Il ne suffisait pas à celle-ci de s'en prendre à des coutumes jugées barbares en Europe (immolation ou non-remariage des veuves, mariage d'enfants). Le choc des cultures imposait une réflexion religieuse en profondeur dont le Bengale, particulièrement Calcutta, fut le premier foyer avec la personnalité de Rām Mohan Roy (1774–1833). Né brahmane mais ayant reçu une formation persane, celui-ci connaissait bien la culture musulmane et admirait le monothéisme de l'islam. Il apprit l'anglais, entra à la Compagnie des

Indes orientales, se familiarisa avec le rationalisme occidental et la religion protestante. Tout en restant brahmane, il professa un strict monothéisme qui associait quête de la délivrance et action sociale en ce monde. Pour promouvoir son programme de réformes, il fonda une sorte de congrégation religieuse, le Brāhmo Samāj, qui essaima dans les grandes villes et fournit à l'administration britannique des fonctionnaires pour toute l'Inde. Parmi ses membres, on compte Devendranāth Tagore, le père du poète, et Keshab Candra Sen.

Toujours à Calcutta, un peu plus tard, apparut l'extraordinaire figure de Ramakrishna (1836–1886) (*illustration 219*), un mystique aux extases spectaculaires qui s'identifiait aux divinités hindoues aussi bien qu'au Christ et à Mahomet. Son principal disciple, Vivekānanda (1862–1903), fonda en 1897 la mission Ramakrishna et fit de son maître le symbole de l'universalité de l'hindouisme, capable d'englober toutes les religions et même les valeurs laïques de l'humanisme occidental, pour la libération de l'Inde et le salut du monde.

Au cours du XIX^e siècle, l'Inde faisait partie de l'élite. C'était un pays de rencontres et d'échanges qui comptait de nombreuses personnalités — hindoues, musulmanes et même zoroastriennes — célèbres. Mahatma Gandhi (1869–1948) (*illustration 220*), figure emblématique de ce mouvement, vivait en Europe. C'est cet environnement qui explique l'origine, en Inde, de la Société théosophique, fondée par Helène Blavatsky (1831–1891). Les idées circulaient, renouvelaient l'inspiration, gommant les habituelles frontières entre les religions principales.

Un peu partout surgissaient de nombreuses associations réformistes, avec un programme d'éducation morale et d'action sociale. Devant ce modernisme parfois syncrétique, les réactions de conservatisme, voire de fondamentalisme, étaient inévitables, pour défendre le système social des castes, les coutumes et le culte des images. Ainsi se fortifia le souci de présenter un front hindouiste uni face aux religions non indiennes, surtout quand les musulmans eurent obtenu en 1909 la permission de former un corps électoral séparé. On entrait dans un âge de tensions croissantes entre les aspirations des élites et les traditions d'une société qui résistait au changement, entre le désir d'un retour à la religion pure des origines et la réalité des cultes populaires, attachés à leurs dieux.

LA CHINE

Le XIX^e siècle chinois, coupé en 1840 par la première guerre de l'Opium, est généralement considéré comme une époque de décadence. La Chine, sous la dynastie mandchoue des Qing (1644–1911), subit alors une présence étran-

698 DE 1789 À 1914

gère de plus en plus dure, européenne puis japonaise. Pour l'historiographie traditionnelle et encore dans une large mesure actuelle, la religion n'est pas au centre de cette évolution: le déclin religieux est en Chine chose conclue depuis longtemps. Aucune des trois grandes religions institutionnalisées ne parvient à incarner la résistance de la société chinoise face à la pression étrangère et aux crises qu'elle provoque.

Le confucianisme, qui s'est fortement sécularisé depuis les Ming (1368 – 1644), se traduit alors par une religiosité domestique et personnelle qui se refuse à l'expression publique. Les familles se regroupent autour du culte ancestral, organisé sous forme de puissantes corporations; les individus règlent leur conduite morale sur des registres de bonnes et mauvaises actions (gongguo ge) et, quand ils doutent, interrogent les dieux par l'«écriture inspirée», qui connaît alors un développement considérable. Si les lettrés continuent à vivre leur statut comme une vocation en partie spirituelle, ils n'assurent plus de service liturgique en dehors des rites prescrits (cérémonies de passage, cultes du printemps et de l'automne), de plus en plus interprétés de manière purement formelle. Le confucianisme garde son pouvoir de fixer les normes éthiques, ce toutefois en se détachant des formes collectives de la vie religieuse (fêtes, cultes, etc.). La coaptation des cultes populaires dans le panthéon officiel et l'ascension des très populaires divinités patronnes de la guerre et des examens, Guandi et Wenchang, au sommet de ce panthéon, ne suffisent pas à souder la société autour d'un confucianisme considéré comme religion nationale.

Au plus haut niveau de la construction religieuse confucéenne, les sacrifices du culte d'État se maintiennent au centre des préoccupations d'un gouvernement pourtant assailli par d'autres problèmes. Les débats théologiques de la dynastie précédente se sont éteints. La fin de l'Empire, en 1911, plus que la disparition du rituel confucianiste, implique alors l'abandon, déjà consommé chez beaucoup d'intellectuels, de la cosmologie traditionnelle où s'articulaient l'ensemble des expressions de la religion chinoise. À la fin du siècle, les novateurs se tournent vers la figure d'un Confucius «réformateur» divinisé, avant d'abandonner toute référence à la tradition. Cette radicalisation, suivant la chute des Qing, amènera la fin de la cohabitation officielle de l'ensemble des cultes dans un système global patronné par l'empereur protecteur de toutes les religions.

Si le confucianisme faillit à sa tâche, les deux autres religions institutionnalisées ne sont pas à même de prendre sa place. Le bouddhisme ne connaît plus le foisonnement d'écoles et la créativité doctrinale qui fut la sienne pendant le premier millénaire et encore au début du second. L'intérêt des intellectuels réformateurs pour la philosophie bouddhiste, qui s'accroît fortement à la fin du siècle, s'accompagne d'un anticléricalisme militant et d'un rejet des pratiques collectives ou individuelles (méditation, dévotion, etc.). Quant au taoïsme et à l'immense ensemble des cultes qu'il encadre, son divorce avec le monde intellectuel et politique est consommé, et les sources officielles ou étrangères n'ont pour lui que silence ou mépris. On trouve certes des lettrés convertis, comme Min Yide (1758–1836) au Jiangsu ou Chen Minggui (1824–1881) au Guangdong, lesquels font œuvre apologétique mais en tendent à définir un taoïsme épuré et rapproché du confucianisme, qui ne concerne qu'une petite élite.

Les institutions religieuses connaissent alors une sclérose qui gêne leur renouvellement. Les monastères recrutent dès l'adolescence et, parmi les adultes, n'attirent plus guère que les inaptes à la vie active ou familiale. Le statut social du clergé a rarement été aussi bas. Celui-ci, cependant, continue à constituer un corps social d'une grande importance. On connaît très mal les chiffres pour le XIXe siècle, mais un recensement de 1739 dénombrait 350 000 moines et nonnes (ils étaient probablement plus du double en réalité, dont environ 85% de bouddhistes et 15% de taoïstes); au début du XXe siècle, le nombre des religieux bouddhistes s'élevait à plus de 500 000. La discipline et la qualité de la vie contemplative des quelques grandes communautés (autour de 5%) se maintiennent en dépit de conditions économiques et politiques de plus en plus difficiles.

Les «sectes», en revanche, connaissent un développement sans précédent. Ces mouvements, que l'État rassemble sous le terme général de Bailian (Lotus blanc), s'organisent autour de maîtres qui n'exigent de leurs disciples ni l'observance d'une règle ni une longue initiation, mais enseignent des techniques d'ascèse corporelle et de méditation qui procurent santé et longue vie, ainsi que des techniques de combat. Ces mouvements produisent également une littérature dévotionnelle en langue vulgaire, les baojuan, où se conjuguent les peurs eschatologiques, le culte d'une déesse primordiale (ignorée des religions institutionnalisées) et la morale traditionnelle. Des sociétés secrètes, analogues aux loges maçonniques, se multiplient également parmi les commerçants et artisans des grandes villes comme Shanghai, au détriment des guildes traditionnelles et de leurs cultes. Celles-ci restent cependant bien vivantes jusqu'au milieu de notre siècle. Ainsi, la majorité de la population est-elle encadrée par des organisations religieuses sécularisées (le clergé y participe sans les diriger) qui vont du conservatisme à la protestation ouverte.

La plupart des mouvements sectaires se bornent, dans leur clandestinité, à organiser des jeûnes et des prières en commun, mais certains, gagnés par les prédictions de la fin du monde, prennent les armes et se rebellent contre l'État. De sporadiques au siècle précédent, ces révoltes se multiplient et s'amplifient au XIX^e siècle. Certaines maintiennent des foyers de résistance pendant plus de dix ans. La plus grande révolte de ce siècle, si elle ne peut être assimilée au Lotus blanc, est aussi d'inspiration religieuse. En 1850,

700 DE 1789 À 1914

le jeune Hong Xiuquan (1813–1864), qui fut le disciple d'un missionnaire protestant américain, se déclare être le frère de Jésus et promet de changer le monde. Ses visions messianiques le placent à la tête du mouvement des Taiping. Elles sont à la base d'un système religieux où se mêlent un puritanisme sévère d'inspiration protestante et une utopie égalitaire nourrie d'anciennes traditions chinoises, s'attaquant très violemment aux cultes locaux qui structurent la société chinoise. Les armées levées par Hong occuperont pendant plus de dix ans la partie la plus riche du pays et fonderont un royaume dont la capitale est Nankin: elles ne seront vaincues par les Qing qu'en 1864.

Ces explosions de violence, en grande partie d'origine religieuse, contribuent au divorce entre une élite de plus en plus fascinée par l'Occident et son discours antireligieux, et une société traditionnelle dont les bases liturgiques (guildes et communautés des cultes locaux) sont menacées par les bouleversements économiques. Malgré tout, la construction des temples sur initiative locale continue au même rythme et s'accélère même lors des reconstructions après la défaite des Taiping. Le véritable déclin de la place du temple dans la société s'amorce au début du XX^e siècle, avec les expropriations pour créer des écoles, puis avec les confiscations des biens fonciers.

Dans de telles conditions, les religions étrangères progressent sans parvenir aux conversions de masse qu'elles espèrent. L'islam avance par l'intermédiaire de ses réseaux soufis, qui ont déjà depuis le XVI^e siècle su s'exprimer dans des ouvrages répondant aux exigences de la littérature classique. La relégation au statut de minorité des musulmans chinois (*hui*) et des populations non chinoises s'accompagne cependant de sanglantes révoltes. Le christianisme, déjà implanté depuis les premiers jésuites à la fin du XVI^e siècle, mais ayant subi plusieurs persécutions, voit se multiplier le nombre de missions et de dénominations concurrentes, bien qu'il suscite également, par son intransigeance vis-à-vis de la religiosité chinoise, des réactions violentes. La plus connue est sans doute celle des Boxers (*Yihe tuan*), une secte apparentée au Lotus blanc pratiquant les arts martiaux, dont le soulèvement s'étendit à une grande partie de la Chine du Nord et provoqua le siège de Pékin en 1900.

En revanche, le bouddhisme de tradition tibétaine («lamaïsme») rencontre en terre chinoise un accueil déjà ancien, mais qui s'accroît notablement au XIXe siècle. Par ailleurs, pour les Tibétains comme pour les Mongols, alors intégrés à l'Empire chinois, cette religion est au cœur de la vie quotidienne. Le dalaï-lama et le jebcundamba qutugtu sont tacitement reconnus comme souverains, l'un du Tibet et l'autre de la Mongolie-Extérieure, mais leurs réincarnations sont contrôlées par Pékin. En outre, le bouddhisme est doublement pénalisé: par l'arrêt du patronage impérial dû à la ruine de l'État (qui finança durant les XVIIe et XVIIIe siècles un nombre important de monastères, en particulier dans le monde mongol)

et par l'hostilité croissante devant l'emprise économique d'une théocratie qui contrôle près de la moitié de la richesse nationale des deux pays et qui immobilise entre un tiers et la moitié de la population masculine dans ses monastères. L'école des Gelugpa a achevé d'imposer sa domination, et aucun développement nouveau n'apparaît dans les domaines de la doctrine, du rituel ou de l'art: au XIX^e siècle, le bouddhisme tibéto-mongol est occupé à écrire sa propre histoire.

Ainsi, l'entrée tragique de la Chine dans la modernité n'a eu que des effets limités sur les religions traditionnelles. Leurs institutions perdent pouvoir et influence, mais leurs valeurs continuent à structurer la société et leur littérature, qu'elle soit romantique, théâtrale ou morale (les shanshu), reste au premier plan de la lecture et de la récitation populaire. Si le confucianisme est durablement radicalisé et hostile aux formes religieuses, des intellectuels bouddhistes, notamment autour de Yang Wenhui (1838–1911), proposent une religiosité laïque engagée et l'on voit apparaître une presse, des maisons d'édition, des écoles bouddhistes destinées à former des hommes d'action pour une société plus morale. Ce mouvement, en partie d'inspiration nationaliste, est aussi encouragé par un modernisme bouddhiste international, actif au Japon et en Asie du Sud, soutenu par des sympathisants européens. Chez les taoïstes, qui ne disposent pas de semblables appuis internationaux, même s'ils suscitent très tôt un vif intérêt chez les savants japonais, on assiste également — plus tardivement et timidement — à la création, par exemple autour de Cheng Yingning (1880–1969) à Shanghai, de groupes d'adeptes de l'alchimie intérieure (neidan). La pratique de ces méthodes d'immortalité est ancienne, mais elle est ici fondée plus que jamais sur une synthèse des diverses traditions religieuses et elle attire de nombreux intellectuels, dont certains éduqués à l'occidentale, qui veulent retrouver leur sinité. La vogue au XIX^e siècle de manuels de *neidan*, vulgarisés par rapport à une production plus ancienne et plus difficile d'accès et qui rencontrent un grand succès dans les classes moyennes, préfigure le grand mouvement du *qigong*, lequel sera un des éléments centraux de la modernité religieuse chinoise à notre époque.

LE JAPON

Pour le Japon, la dynastie des Tokugawa (1603–1868) — quinze générations — fut à la fois l'«ère de la Grande Paix» et une longue période de fermeture du pays sur lui-même. Avec la restauration de Meiji (1868), le pays entre dans la voie rapide de la modernisation. Confrontées à cette transformation, les religions traditionnelles — shinto et bouddhisme — réagissent différemment, tandis que surgissent de nouveaux mouvements religieux.

Mettant fin aux guerres endémiques qui affligeaient le Japon médiéval, les Tokugawa édifièrent un État fort et bien administré qui favorisa le développement d'une économie marchande tout en maintenant la population dans le sentiment de ses devoirs. Le bouddhisme, traité à peu près comme religion d'État, occupe une position exceptionnelle, renforcée par l'interdiction de la religion chrétienne (1612) et par l'obligation faite à chacun de s'inscrire dans le registre d'un monastère bouddhique sous peine d'être inculpé comme chrétien. Il s'appuie sur la famille et le culte des ancêtres qui, dans son expression populaire, devient sa caractéristique majeure.

Le confucianisme a profondément imprégné les conceptions morales du pays, poussant à l'action plus qu'à la résignation. Toute faveur reçue de la divinité engage son bénéficiaire dans une action qui en retour ne sera jamais à la mesure et le laissera en dette. Chaque individu est avec ses parents, ses aînés et ses supérieurs dans un rapport analogue à celui qui lie les hommes aux divinités. De là l'importance de la piété filiale et, avant elle, de la loyauté, vertu japonaise par excellence.

Le shinto se structure de façon lâche autour de trois pôles rituels: le culte de la famille impériale, quelques grands sanctuaires nationaux et enfin, au village, le culte de la divinité locale qui veille sur les gens et sur les récoltes. Il exprime ainsi les rapports harmonieux qui, tout au long de l'existence, doivent régner entre les hommes, la nature et les dieux. Naissance et fécondité y sont objet de toutes les sollicitudes.

La modernisation du Japon a son coût et ne profite pas également à tous : elle produit ses insatisfaits et ses laissés-pour-compte; elle marginalise une partie de la population. Des religions nouvelles apparaissent qui, pour la plupart, prônent un retour à l'âge des dieux, associé à un futur proche qui verra s'instaurer sur la Terre un nouveau royaume d'abondance. Ces mouvements — entre autres Kurozumi-kyō, Tenri-kyō, Kontō-kyō, Maruyama-kyō et Omoto — s'affirment comme des expressions populaires de protestation. Les ennemis sont tout à la fois, et de manière ambiguë, les étrangers et le gouvernement. La figure salvatrice de Miroku — Maitreya, le «Bouddha du futur» — est souvent présente parmi les mouvements (cas d'Omoto) où l'espérance messianique est la plus forte. S'y ajoutent parfois d'autres figures du panthéon japonais, divinités souvent mineures mais réactualisées, qui se voient confier une mission de guérison ou de redressement moral (figure taoïque de Konjin dans le mouvement Konkō-kyō). Ce «messianisme de l'attente » se double également d'un intense prosélytisme, absent des religions traditionnelles.

L'ancien ancrage territorial du bouddhisme et du shinto, qui définit pendant des siècles les deux appartenances religieuses des Japonais à travers la lignée (ancestrale, familiale, voire nationale) et le lieu (de naissance, de résidence), résiste difficilement à l'industrialisation, à l'urbanisation massive et à la disparition progressive de la société paysanne et de la famille souche traditionnelle (*ie*), tout à la fois unité domestique, économique et symbolique. C'est cet espace libéré que viennent réinvestir les «nouvelles religions».

La restauration du pouvoir impérial marque la fin d'une ère au cours de laquelle trois systèmes de savoirs différents avaient coexisté: les études nationales, au service de l'identité japonaise; le courant intellectuel néoconfucéen, nourri des traditions chinoises; et, plus récent, l'apport de la science occidentale. Elle marque aussi l'intervention de l'État dans la vie religieuse du pays, appelée à forger une nouvelle conscience nationale autour de la figure de l'empereur.

Un édit de «séparation du bouddhisme et du shinto» (jinbutsu bunrirei) est promulgué en mars 1868. Le bouddhisme, dorénavant considéré comme une religion étrangère, voit nombre de ses monastères, de ses objets de culte et de ses écritures détruits. Après avoir été invitée à s'affilier à un monastère bouddhique pendant l'ère d'Edo, la population japonaise a le devoir de s'unir derrière une hiérarchie d'innombrables sanctuaires, servis par un clergé zélé dont la principale activité sera d'affermir les liens du shinto avec l'État. Cette politique d'édification religieuse s'exprime concrètement à travers le mouvement du Grand Enseignement (*Taikyō senpu*) qui se met en place à partir de 1870. Des missionnaires, envoyés par le gouvernement, parcourent le pays et enseignent à la population le «respect des divinités shinto et l'amour du pays».

Afin de répondre à un légitime désir de liberté religieuse de la part de la population, ainsi que des autres organisations religieuses, le gouvernement crée, en 1882, le concept artificiel de «shinto des sanctuaires» (jinja shinto), véritable religion civile qui est désormais distinguée de la forme religieuse du shinto dit «shinto des sectes» (kyōha shinto), comprenant un ensemble de treize mouvements, aux origines multiples, qui se voient accorder, progressivement, une reconnaissance officielle. Pour bien marquer la différence entre ces deux catégories, le «shinto des sanctuaires» est rattaché au ministère de l'Intérieur, et le «shinto des sectes», à celui de l'Éducation. Il s'ensuit une manipulation du shinto historique : le gouvernement multiplie cérémonies et fêtes officielles visant à populariser l'autorité impériale et le caractère divin de l'empereur. Parmi les religions populaires qui manifestent un désir de réformes sociales, celles qui n'appartiennent pas au «shinto des sectes» sont considérées, à l'image du christianisme dans le Japon du XVII^e siècle, comme «hérétiques» (jakyō) et, en conséquence, persécutées.

Au cours de cette période, le bouddhisme se fait l'allié du shinto contre le christianisme qui avait été finalement toléré, sous la pression des pays occidentaux, à partir de 1873. Devant l'effondrement de ses anciens privilèges et la lente érosion de la civilisation villageoise, le bouddhisme

704 DE 1789 À 1914

apparaît comme une religion en crise craignant que le christianisme — à présent associé par une partie de la population à l'émergence d'un Japon moderne et occidentalisé ainsi qu'aux idéaux démocratiques — fasse œuvre missionnaire à ses dépens. Les mouvements bouddhistes tendent alors à s'associer aux tendances nationalistes du shinto et à la défense de l'identité culturelle nationale.

La fin du XIX^e siècle voit, pour la première fois de leur histoire, des religions japonaises présentes sur un sol étranger. Cette tendance, d'abord minoritaire de par les spécificités culturelles du shinto et du bouddhisme japonais, s'affirmera dans la durée et prendra une ampleur insoupçonnée grâce au prosélytisme des nouveaux mouvements religieux, indépendants des anciens liens territoriaux et familiaux.

Les premières religions à s'exporter sont les écoles de pensée bouddhistes qui, revendiquant l'ancien concept de «religion protectrice de la nation», accompagnent l'armée japonaise en Chine continentale, à Formose (Taiwan) et en Corée. L'autre présence, plus pacifiste, l'est au service des émigrés japonais qui viennent s'installer, dès la fin du XIX^e siècle, à Hawaii et aux États-Unis, puis en Amérique du Sud, notamment au Brésil. Bouddhisme et shinto sont alors au service des communautés japonaises qui préservent, à l'étranger, leur identité culturelle et religieuse.

La Corée

La culture coréenne reste tributaire de deux événements majeurs : au IV^e siècle, l'introduction de deux religions asiatiques, le confucianisme, d'origine chinoise, et un bouddhisme sinisé, d'origine indienne ; au XIX^e siècle, la pénétration du christianisme, agent de profondes transformations.

La Corée connaît, aux XVIII^e et XIX^e siècles, un effondrement de la société de type hiérarchique fondée sur la doctrine néoconfucianiste. Une série de réformes sociales de grande ampleur conduit à la naissance de l'école dite de la «science du réel» (Sirhak), courant de philosophie pragmatique. Devant cette décadence, un groupe d'érudits prône un «retour au réel» qui surmonterait le formalisme des rites religieux et le mépris des activités techniques. Ceux-ci se heurtent à l'hostilité des autorités du pays, qui leur reprochent de se laisser influencer par la culture occidentale. La plupart se convertissent au catholicisme, perçu comme une autre voie vers la modernisation.

C'est à la même époque et pour la même raison que l'aristocratie coréenne découvre le catholicisme. Se heurtant à la conception confucéenne de l'ordre social, la nouvelle religion est persécutée pendant la première moitié du XIX^e siècle, mais elle connaît un succès populaire rapide en raison de son message religieux et de son action réformatrice.

Une pensée proprement coréenne naît au XIXe: l'«école de l'Est» (Tonghak), par opposition à l'« école de l'Ouest» qui désigne l'ensemble de la culture occidentale. Née dans les campagnes, à la différence de la « science du réel » ou des premiers catholiques, cette doctrine est fondée par Ch'oe Cheu (1824–1864), un réformateur écarté du pouvoir central qui développe la notion d'identité nationale par réaction contre l'esprit occidental. Ch'oe veut libérer la société de l'esprit ultraconservateur du néoconfucianisme de l'époque, en remontant aux sources de la tradition coréenne. Il enseigne l'égalité des hommes et l'adoration du «Seigneur du Ciel» (Ch'onju). Ce monothéisme religieux, modernisation de l'idée du divin (*Hanunim*) présente dans les anciennes croyances populaires, est en fait un amalgame des trois religions — confucianisme, bouddhisme et taoïsme — et des anciennes croyances autochtones. Il subit la répression du pouvoir comme les catholiques. Cette religion syncrétique et populaire connaîtra un changement d'appellation : elle deviendra « école de la voie céleste» (Ch'ondo-gvo). Ses adeptes seront, à la fin du XIX^e siècle, à l'origine d'une révolution paysanne.

Au début de la seconde moitié du XIX^e siècle, les missionnaires protestants américains se montrent très actifs. Ils s'adressent aux Coréens ruraux, aux ouvriers des basses classes et aux femmes. Ils prêchent l'égalité des sexes, la monogamie, la suppression du concubinage, et contribuent notamment à la réforme du système éducatif, à la fondation de nombreux établissements scolaires, au développement des œuvres sociales et des soins médicaux. Ils ont la chance d'arriver en Corée au moment où le pays s'ouvre à l'Occident: le gouvernement royal signe le traité d'amitié et de commerce avec les États-Unis en 1882 et avec la France en 1886. En 1910 commence l'occupation japonaise: école de l'Est, bouddhistes et missionnaires étrangers soutiendront le mouvement de retour à l'indépendance.

On était à l'orée d'un siècle que ce genre d'exactions et les rivalités qu'elles suscitaient entre États allaient jeter dans deux guerres mondiales, développant une puissance de mort et d'asservissement sans précédent. Réduites à une influence subalterne comme au Japon ou périphérique comme en Occident, les religions se sont montrées sans prise sur le cours des événements : une situation «moderne» qui les obligera à faire retour sur ellesmêmes pour repenser leur tradition et lui trouver de nouvelles voies.

9.8 L'islam africain

Thierno Mahmoud Diallo

L'expansion de l'islam en Afrique subsaharienne n'est pas un phénomène récent. Cependant, il a fallu attendre le XIX^e siècle pour la voir se généraliser. Il s'agit d'un siècle de transition dans l'histoire africaine: la fin de l'esclavage des Noirs et le début de la colonisation, avec des conséquences sur l'évolution de l'islam. Avant même sa naissance officielle, la nouvelle religion était arrivée dans la corne de l'Afrique, à Axoum en Abyssinie (Éthiopie actuelle)¹.

Au sud du Sahara, la pénétration de l'islam s'est effectuée par trois voies principales. La première est la voie orientale, le long des côtes de l'océan Indien, depuis la Somalie jusqu'au Mozambique, de Mogadiscio, Mombasa, Zanzibar, Kilwa et Sofala en passant par les Comores et le nord-ouest de Madagascar; elle est la plus ancienne, car elle se produit aux VII^e, VIII^e et IX^e siècles. La deuxième est celle du nord-est du Machrek (Égypte, Libye, Soudan), qui mène directement, vers le bassin du lac Tchad, aux royaumes du Borno, du Kānem, du Baguirmi et du Wadaï et qui se réalise entre le IX^e et le XI^e siècle. La troisième est celle du nord en provenance du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie), qui aboutit tantôt à la boucle du Niger, tantôt aux rives du fleuve Sénégal, dans le royaume de Toucouleur (Takrār), ou dans les empires successifs du Ghana, du Mali et du Gao ou Songhay, entre le X^e et le XII^e siècle, avec une prolongation jusqu'aux XV^e et XVI^e siècles.

Mais cet islam n'était qu'un islam de cour, un islam urbain et un islam du négoce. Ce dernier mis à part, les deux autres n'étaient pas assez répandus. Tous avaient l'avantage d'être soutenus et protégés par les puissants du jour (souverains, lettrés et commerçants).

Ceux-ci ont fini par disparaître ou décliner face à la pression et à l'intensification de la traite négrière durant les «siècles obscurs» de l'histoire africaine². Le XIXe siècle apparaît comme une période de transition: la première moitié est consacrée à l'abolition de l'esclavage par les grandes puissances occidentales, la Grande-Bretagne en 1831, la France en 1848 et les États-Unis en 1865; la seconde moitié est réservée à la conquête coloniale et au partage du continent entre les puissances européennes. Ces deux événements auront d'énormes répercussions sur les populations africaines en général et musulmanes en particulier.

La permanence de l'impact du négoce sur l'islam

Les différentes formes de contact avec l'islam ayant décliné ou disparu, comme les cours royales ou les centres urbains, seul a survécu, tant bien que mal, le négoce; cette branche de l'économie est de fait la forme la plus ancienne et la plus apte à véhiculer de nouvelles idées. Des chercheurs spécialistes se sont même demandé si c'était le commerce qui avait propagé l'islam ou bien si c'était l'islam qui avait favorisé le commerce. Ce qui est sûr, c'est que le commerce et l'islam étaient imbriqués l'un dans l'autre, au point que la prospérité de l'un entraînait celle de l'autre et inversement. Cela s'est produit notamment avec la pression constante qu'exercaient les chasseurs d'esclaves, surtout au XVIIIe siècle. Comme les marchés des villes en ruine étaient de plus en plus rares et les foires espacées, les commerçants (jula) se réfugiaient dans des villages, sur des collines ou aux confluents des rivières, équidistants de différentes zones d'habitation, afin de maintenir un semblant d'activité. Les peuples ou groupes ethniques spécialistes³ de cette branche d'activité, jadis florissante, semblaient en avoir fait un point d'honneur, une question de principe, même dans les conditions les plus difficiles, en espérant l'ouverture d'autres horizons plus vastes et plus prometteurs, peut-être.

L'IMPORTANCE DES CONFRÉRIES COMME CENTRES DE REFUGE ET D'ESPOIR

L'islam a connu un moment difficile au cours de cette période transitoire. Les fidèles étaient obligés de fuir devant les esclavagistes pour se réfugier vers l'intérieur du continent, dans des villages éloignés, dans des grottes ou sur les flancs des montagnes, loin des villes et des côtes. Ils étaient devenus des clandestins et vivaient dans leurs centres de refuge, sortes de couvents ou d'ermitages, véritables foyers de prières et d'études auprès d'un lettré ($\bar{a}lim$), d'un guide spirituel (shaykh) ou d'un maître d'école coranique, un marabout ($mur\bar{a}bit$). Ces centres ($rib\bar{a}t$ et zaouïas) sont à l'origine des confréries ($tar\bar{a}qa$) mystiques soufies.

Ces confréries portaient généralement le nom de leur fondateur et étaient originaires du Machrek, du Maghreb ou étaient locales⁴. Elles ont non seulement été des centres de refuge et de protection pour les musulmans, mais aussi pour la population qui n'était pas encore islamisée. Qui plus est, les guides de ces confréries ne se contentaient pas de consacrer leur temps à la prière et à l'étude, ils apprenaient également à leurs disciples le maniement

708 DE 1789 À 1914

des armes pour se protéger et pour défendre leur foi. Un certain nombre de ces disciples ainsi formés devenaient, à leur tour, des maîtres d'école coranique et, parfois, les précepteurs des princes ou des enfants de l'aristocratie — comme Ousman dan Fodio, précepteur des enfants du roi du Gobir. D'autres obtenaient l'autorisation de quitter leurs maîtres pour aller fonder de nouveaux foyers, bases de nouvelles confréries, constituant ainsi de véritables chaînes. D'autres encore se mettaient au service des commerçants et les accompagnaient dans leurs pérégrinations. Dans ces caravanes, ils pouvaient jouer les rôles les plus divers : imams pour diriger la prière; médecins-guérisseurs disposant de toute une pharmacopée africaine (à base de feuilles, d'herbes, d'écorces et de racines) pourvue de quelques versets coraniques tout à fait appropriés; conseillers, comptables ou prédicateurs de l'avenir. Enfin, ils devaient même apparaître comme des thaumaturges. Avec l'accroissement des confréries et l'augmentation du nombre de disciples, il a fallu faire des distinctions entre les différentes catégories de personnes qui gravitaient autour d'elles. D'un côté, les adhérents soumis aux règles du soufisme, peu nombreux, mais profondément attachés à leurs maîtres; de l'autre, les sympathisants en plus grand nombre, ne fréquentant telle ou telle confrérie qu'un laps de temps limité, soit pour se ressourcer, soit pour obtenir la bénédiction (baraka) du guide. Ainsi les responsables de ces confréries, sollicités de toutes parts, ne manifestaient pas toujours la même attitude envers les autorités politiques de leurs pays respectifs. Certains d'entre eux estimaient qu'il ne fallait pas se limiter à une simple résistance passive face aux injustices que des souverains païens ou mauvais musulmans, «timorés» ou «tièdes», faisaient subir à leur population (lourdes taxes, impôts injustes, tracasseries administratives) et face aux persécutions dirigées contre les vrais croyants musulmans, dont le seul tort était de laisser leurs femmes porter des foulards et leurs hommes des turbans, comme dans le Hawsa, ou d'accomplir des prières publiques, tous tournés vers une divinité invisible de surcroît, comme dans le Djalonkadougou⁵. Pour eux, il fallait engager une résistance active, voire offensive, même si elle devait apparaître comme une révolte contre l'ordre établi. Les partisans de cette tendance appartenaient aux groupes ethniques des Peuls Fulanis (Fulbe) et des Toucouleurs (Haalpulaaren). D'autres, en revanche, manifestaient dès le départ une opposition farouche à toute forme de violence et à toute interférence de la politique dans la religion. Selon eux, les hommes de Dieu, surtout s'ils se disaient mystiques soufis, ne devaient en aucun cas se mêler des affaires politiques, car sinon ils allaient déroger et même faillir aux règles les plus élémentaires de leurs confréries, qui constituaient la base de leur existence ou de leur raison d'être. En dépit de tout, les tenants de la manière forte considéraient qu'à partir du moment où il y avait violation du droit islamique (charia), ils ne pouvaient rester les bras croisés. Leur réaction était à la mesure de

l'enjeu, et les résultats les comblaient de joie, au-delà de toute espérance. Leur victoire parfois inattendue ou surprenante entraînait la création d'États religieux dans la plupart des régions où ils s'étaient soulevés contre l'oppression et l'intolérance⁶.

L'APPORT DES ÉTATS RELIGIEUX OU THÉOCRATIES

Entre la fin du XVII^e et le début du XIX^e siècle, les Peuls et les Toucouleurs avaient réussi à s'imposer dans neuf régions: le Boundou, le Fouta-Djalon, le Fouta Toro, le Sokoto, l'Adamaoua, le Macina, le Liptako, le Djelgodji et le Torodi⁷. Ces neuf entités, qui se réduisaient à huit avec l'annexion de l'Adamaoua au Sokoto, ont été qualifiées de «théocraties» ou mieux encore de «théocentries». Dans ces États, l'autorité suprême était censée émaner de Dieu, qui confiait une parcelle de son pouvoir à ses fidèles serviteurs. Ceuxci l'exerçaient en son nom avec des titres différents d'un pays à l'autre⁸, à l'exception de celui de roi (*mālik*), car pour eux, la royauté n'appartenait qu'à Dieu. Cette option religieuse permettait aux Peuls et aux Toucouleurs d'éviter à leurs États le qualificatif «ethnocentriques», comme les États bambaras du Kaarta et du Ségou, fondés à la même période.

Ils ont pu ainsi justifier leurs actions qui servaient plutôt les intérêts de l'islam que leurs propres intérêts. Effectivement, tous ces États «théocratiques» avaient les mêmes objectifs. Il s'agissait d'abord de rénover l'islam là où il existait déjà, de l'introduire là où il n'existait pas encore en convertissant la population plutôt par la persuasion que par la force, de ne recourir à la notion de djihad (traduite malencontreusement par «guerre sainte») que pour se protéger ou pour défendre la communauté des croyants lorsqu'elle était menacée ou attaquée, de faire un effort sur soi-même et en faveur des autres. Il s'agissait ensuite de sortir les musulmans de la clandestinité, afin qu'ils puissent prier, étudier ou enseigner publiquement. Enfin, il fallait préparer les conditions nécessaires à cette mutation, c'est-à-dire construire des mosquées et ouvrir des écoles dans les plus petits villages comme dans les quartiers des grandes villes, établissements accessibles aux différentes couches de la société, aux enfants des deux sexes et aux adultes. Pour le succès d'un tel projet, il était nécessaire d'utiliser non seulement la langue de la nouvelle religion, l'arabe, mais aussi les langues africaines locales, à l'instar de ce qu'avaient accompli d'autres peuples dans d'autres continents quelques siècles auparavant, comme les Iraniens avec le persan, les Ottomans avec le turc et les Grands Moghols avec l'ourdou. Ainsi les Toucouleurs et les Peuls ont-ils entrepris de transcrire leur langue, le fulfulde ou pular⁹, en caractères arabes. Désormais, tout texte

écrit en arabe, qu'il ait été religieux ou non, devait être traduit dans la langue maternelle comprise par tous. D'autres peuples ou groupes ethniques les ont suivis dans cette voie, aussi bien à l'ouest qu'à l'est du continent¹⁰. Grâce à cette méthode, la religion a été mieux connue et mieux comprise. Pour la première fois, l'«islam africain», qualifié d'«islam noir» à son tour synonyme d'«islam ignorant», cessait d'être un islam d'élite pour devenir un islam de connaissance et de culture destiné à toute une population, sans exclusive. Il en a découlé une véritable «révolution culturelle» dans l'ensemble de ces États théocratiques car, en moins d'une génération, la majorité des habitants avait appris à lire et à écrire en fulfulde avec les caractères de l'alphabet arabe, et une littérature écrite en arabe ou en langue africaine voyait le jour dans les milieux lettrés¹¹. Ainsi l'islam a connu une véritable renaissance non seulement dans ces théocraties, mais aussi dans tout l'espace de savane sahélienne du Soudan occidental.

Et, comme tous les dirigeants étaient affiliés à des confréries, on a pu dire que l'islam avait beaucoup progressé grâce au soufisme, à travers ces confréries et ces théocraties.

LES TENTATIVES D'UNIFICATION POUR UNE MEILLEURE SURVIE DE L'ISLAM EN AFRIQUE OCCIDENTALE

Considérant les faibles dimensions des États musulmans, deux hommes ou, mieux, deux figures célèbres ont essayé, au milieu du XIXe siècle, de les regrouper afin d'en faire de grands ensembles et de les faire passer du stade de royaumes à celui d'empires : l'almamy Samori Touré (1837–1900), empereur du Wasoulou, et El-Hadi Omar (1797-1864), fondateur de l'Empire toucouleur et propagateur de la Tidjānīyya. Le premier s'est tourné vers les pays et les peuples de langue mandé ou mandingue¹², et le second vers les locuteurs de langue peule ou fulfulde, essentiellement les peuples et les États théocratiques¹³. Cependant, l'un et l'autre n'ont été acceptés ni à l'intérieur de leur sphère naturelle ni à l'extérieur de leur zone d'influence. Ainsi, à l'intérieur, comme les peuples qu'ils devaient unifier ne les comprenaient pas, ils ont été rejetés, refoulés et chassés lorsqu'ils ont voulu s'imposer; à l'extérieur, ils se sont heurtés aux conquérants européens qui, au même moment, cherchaient à se constituer des empires coloniaux. Ces deux hommes se sont donc détournés de leur mission initiale, prenant les armes pour s'opposer à la pénétration coloniale. Dans le premier cas, ils étaient arrivés trop tôt et, dans le second cas, trop tard. Néanmoins, de nombreuses peuplades, hésitantes ou méfiantes de prime abord, mais foncièrement hostiles

à toute domination étrangère, avaient fini par se rallier à l'un ou à l'autre, se déclarant musulmanes pour la circonstance. De cette manière, l'islam progressait une fois de plus, ne fût-ce que d'une manière aléatoire, formelle ou symbolique. Mais cela ne devait plus durer longtemps.

LE SORT DE L'ISLAM SOUS LA DOMINATION COLONIALE

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la progression de l'islam a été perturbée et ralentie à cause de la concurrence suscitée par les colonisateurs euxmêmes, directement ou indirectement. Des adversaires de taille se dressaient désormais devant la religion du Prophète: le catholicisme et ses missions catholiques, le protestantisme et ses missions évangéliques et le laïcisme et ses missions d'enseignement laïc. Tous les trois étaient encouragés, favorisés et soutenus par les colonisateurs au détriment de l'islam. Faut-il rappeler que partout où il y a eu résistance à la conquête coloniale, les meneurs étaient, en règle générale, des souverains ou des dirigeants musulmans?

Et pourtant, les nouvelles autorités coloniales n'ont pas hésité à engager des troupes militaires en recrutant dans des territoires de population majoritairement musulmane, comme c'était le cas des soldats algériens mobilisés pour la conquête du Sénégal, ou des soldats sénégalais pour celle des territoires de l'Afrique occidentale ou centrale. Ces soldats appelés «tirailleurs algériens» ou «tirailleurs sénégalais», dans leurs campements ou en rase campagne, se mettaient à accomplir leurs prières quotidiennes devant des populations ébahies, médusées, qui n'avaient jamais vu ni entendu parler de l'islam. Par mimétisme ou par curiosité, des soldats et des civils se sont mis à faire les mêmes gestes que les tirailleurs musulmans, ce qui signifiait un pas de plus pour l'islam. Mieux encore, dans le cadre de la «pacification coloniale», une libre circulation des biens et des hommes était accordée à tous les ressortissants de chaque territoire ou empire colonial appartenant à une même métropole ou puissance colonisatrice. C'est à partir de ce moment-là que des musulmans, principalement des commerçants, ont pu s'introduire dans la forêt et même atteindre les côtes du golfe de Guinée de l'océan Atlantique, dans des régions où ils ne s'étaient jamais rendus avant la conquête coloniale. C'est dire que la colonisation, à son insu ou malgré elle¹⁴, a contribué dans une certaine mesure à l'expansion de l'islam, essentiellement en Afrique forestière et côtière. Quoi qu'il en soit, même défavorisé et concurrencé, l'islam a continué de progresser — lentement, sans doute — et on ne peut parler de régression générale sous la colonisation. Cette progression n'est toutefois pas comparable avec celle du temps où le

712 DE 1789 À 1914

continent était libre et ses habitants non soumis à une domination étrangère de type colonial.

En définitive, l'islam a connu, au cours du XIX^e siècle, une profonde mutation sur les plans politique, économique, culturel et spirituel, par l'élargissement du champ d'action des commerçants et par l'influence du soufisme à travers les confréries et les théocraties. Il s'est adapté aux mœurs et aux coutumes des peuples africains, comme il l'avait fait avec les autres peuples de la communauté musulmane (*umma*). À côté de l'islam arabo-berbère du Machrek et du Maghreb, de l'islam turco-tatar, de l'islam irano-indien et de l'islam malayo-indonésien, l'«islam noir», tant décrit et déprécié (Monteil, 1964, pp. 40–42), ne mériterait-il pas une meilleure compréhension, avec une appellation plutôt géographique qu'ethnique comme «islam africain», «islam subsaharien» ou même «islam africain subsaharien»?

NOTES

- 1. C'est la date de la première émigration des musulmans vers le sud, avant la seconde vers le nord de La Mecque à Yathrib (future Médine) en 622 de l'ère chrétienne (début de l'hégire).
- 2. L'expression est de Raymond Mauny —, voir l'ouvrage du même titre.
- 3. Parmi eux, des Soninkés, Malinkés, Diakhankés, Hawsas, Songhays, Zarmas, Yorubas, Berbères, Touareg, Arabes et locuteurs de ki-swahili.
- 4. La Qādirīyya de ʿAbd al-Qādir al-Jīlānī, la Shādhiliyya de Abū Hasan Al-Shādhilī, la Mirghaniyya ou Khatmiyya de Muḥammad ʿUthman al-Mirghanī, la Muridiyya de Ahmad Bamba Mbacké.
- 5. Le Hawsa est également nommé Hausaland, et le Djalonkadougou, ou Jalonkadugu, correspond au pays des Dialonkés dans le massif du Fouta-Djalon en Guinée, où les habitants ramassaient la terre sur laquelle les musulmans peuls et diakhankés avaient prié pour aller la jeter loin des villages, afin de ne pas courroucer leurs propres divinités.
- 6. Une des rares régions où ils ont subi un échec est le Borno-Kānem.
- 7. Les dates de fondation sont: Boundou, 1690—1694; Fouta-Djalon, 1694—1726; Fouta Toro, 1775—1776; Sokoto, 1804—1808; Adamaoua, 1808—1809; Macina, 1810—1818; Liptako, Djelgodji et Torodi: au début XIX^e siècle.
- 8. Comme almamy (imam), amiiru (émir), khalif (calife), sardūna, laamiido, sarkin musulmī.
- 9. Les deux termes désignent la même langue.
- 10. Parmi eux, les Diakhankés, Malinkés, Soninkés, Wolofs, Hawsas, Songhays, Zarmas et Yorubas à l'ouest; le ki-swahili est transcrit en caractères arabes et utilisé dans les mêmes conditions et contextes par les populations de la côte de l'océan Indien.
- 11. Une enquête que nous avons réalisée en 1975 à Dakar, Bamako, Niamey, Sokoto, Kano et Zaria a permis de vérifier cette assertion auprès des intéressés, tous originaires

de certaines de ces théocraties.

- 12. C'est-à-dire dans les régions ou provinces des États actuels de Mauritanie, Sénégal, Guinée, Mali, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire.
- 13. Dans les États théocratiques fondés à l'époque, dans les mêmes États actuels cités en note 12.
- 14. Ou bien parce que les colonisateurs savaient que les zélateurs de l'islam ne faisaient pas le poids devant les missions chrétiennes (catholiques ou protestantes) et laïques?

BIBLIOGRAPHIE

Batla P. 1986. L'Islam dans le monde. Paris, La Découverte.

Brenner L. 1993. *Muslim identity and social change in Subsaharan Africa*. Londres, Hurst.

Constantin F. 1987. Les Voies de l'islam en Afrique orientale. Paris, Karthala.

HAMMULLAH M. 1979. La Vie du prophète Muhammad. Paris, Vrin.

HISKETT M. 1994. *The course of Islam in Africa*. Édimbourg, Edinburgh University Press.

LAROUI A. 1987. Islam et modernité. Paris, Éditions François Maspéro.

Ly-Tall M. 1991. *Un islam militant en Afrique de l'Ouest au* XIX^e siècle. Paris, L'Harmattan.

MONTEIL M. V. 1964. L'Islam noir. Paris, Éditions du Seuil.

ROBINSON D. 1998. La Guerre sainte d'Al-Hajj Umar. Paris, Karthala.

ROBINSON D., TRIAUD J. L. 1997. Le Temps des marabouts. Paris, Karthala.

Sanneh L. 1997. *The crown and the turban, muslims and West African plu*ralism. Boulder/Oxford, Westview Press/Oxford University Press.

SMART NINIAN *et al.* (dir. publ.). 2000. *Atlas des religions dans le monde*. Cologne, Éditions Könemann V.

9.9 L'Asie du Sud

Indira Mahalingam Carr

Depuis le deuxième millénaire av. J.-C., les populations en quête de terres fertiles, d'épices, de mousseline et d'autres richesses ont apporté au souscontinent indien, à intervalles réguliers, de nouvelles religions, idées et cultures. Ainsi, la Compagnie des Indes orientales convoie-t-elle les idées et les idéaux de l'Occident, de même que le christianisme, qui devait changer le futur de l'Inde. La compagnie prend le contrôle du Bengale en 1757, et ses actionnaires se chargent des questions d'ordre politique jusqu'en 1773, date à laquelle la promulgation du *Regulating Act* et de l'*India Act* de Pitt vient limiter leur pouvoir en les rendant responsables devant le Parlement. La compagnie restera un agent du gouvernement britannique de l'Inde jusqu'à la mutinerie de 1857.

Au XIX^e siècle, le trait prédominant du sous-continent indien est la réforme sociale par la réévaluation et la réinterprétation des anciens textes religieux et philosophiques hindous. Les intellectuels indiens, emboîtant le pas à la science, la philosophie et la religion occidentales, commencent à remettre en cause la ségrégation et l'ordre social hindou, son élitisme viscéral et le rôle, dans la vie de l'individu, des pratiques rituelles héritées des Lois de Manu. Ils amorcent la réforme religieuse et sociale qui devait s'étendre à travers tout le sous-continent pendant le XIX^e et une bonne partie du XX^e siècle.

Certains lettrés tentent aussi de donner une interprétation des écritures qui rendrait possible l'éradication des barrières religieuses et spirituelles, et mettrait fin à la discrimination sociale justifiée par le système des castes. Y avait-il une étroite conjonction entre le mouvement libéral des intellectuels indiens et les visées réformistes des chefs religieux? La question n'est toujours pas tranchée. Il nous faut cependant rappeler que la réaction contre les pratiques sociales et religieuses hindoues n'est pas un phénomène nouveau. Le bouddhisme, par exemple, est en fait une réaction remarquable, bien qu'interne, à ce que l'hindouisme était devenu au cours du Ve siècle av. J.-C. Plus proches de nous, des personnalités religieuses telles que Basava (1106–1167), Rāmānanda (également connu sous le nom de Ramadatta, v. 1400–v. 1470), Kabīr (1398–v. 1448) et Caitanya (1486–1533) ont refusé de souscrire aux différences de castes, ont voulu promouvoir l'égalité sociale

et ont insisté sur le fait que le salut, but ultime de l'hindouisme, ne dépend pas de la caste, mais peut être atteint par tous grâce à la dévotion et à l'amour. Ainsi Rāmānanda avait-il pour disciples un musulman (Kabīr) et une femme. La secte de Caitanya, qui est un autre exemple de réaction, se consacre également aux questions sociales en reconnaissant le remariage des veuves et l'égalité des femmes, des sujets qui referont surface au XIX^e siècle avec en toile de fond les idées libérales occidentales.

Rām Mohan Roy (ou Rammohun Roy, 1772-1833), fondateur du mouvement réformiste libéral Brāhmo Samāj en 1828, est une figure essentielle de la première partie du XIX^e siècle. Alors qu'il travaille au Bengale avec des membres de la Compagnie des Indes orientales, il subit l'influence des idées occidentales, en particulier du théisme rationnel. Brahmane hindou, il est aussi marqué par l'Advaita Vedānta, école de philosophie indienne orthodoxe qui émet une théorie non dualiste de la réalité où l'absolu (brahman) et le soi (ātman) ne font qu'un. Roy rejette l'opinion très répandue selon laquelle l'absolu ne peut être atteint que par les Hindous des plus hautes castes parce qu'ils sont les seuls à avoir accès aux écritures en sanskrit (souvent appelé la « langue des dieux » par les castes supérieures). Il croit que la connaissance de l'absolu est possible grâce à une contemplation rationnelle de la nature, qui est accessible à tous, sans distinction de caste ou de croyance. Par là même, il casse le monopole de la caste supérieure des brahmanes sur la connaissance. Il ne manifeste aucun enthousiasme pour l'idolâtrie et ne considère pas les écritures hindoues telles que les Veda et les Upanisad comme des autorités ultimes. Le rejet de l'idolâtrie n'est alors pas nouveau. Avant Vivekānanda, Nānak (1469–1538), le fondateur de la religion sikh, et la secte jaïniste Lonka avaient déjà mis en doute la pratique du culte des idoles.

Rām Mohan Roy préconise donc un ordre social sans castes, mais il conteste également les pratiques hindoues extrêmes envers les femmes et en particulier le rite du *satī* (immolation des veuves par le feu). Inlassablement, il mène par ses écrits une campagne pour montrer que les écritures n'autorisent pas cette pratique. Il plaide également en faveur du remariage des veuves.

L'œuvre du Brāhmo Samāj se poursuit avec Devendranāth Tagore (1817–1904), le père du poète Rabindranāth Tagore (1861–1941), puis avec Keshab Candra Sen (1838–1884). Ce dernier crée, au sein du Brāhmo Samāj, un petit groupe connu sous le nom de Sanghat Sabha, qui encouragera des réformes sociales radicales pour les femmes en défendant leur droit à l'éducation et proposera l'idéal d'une société sans castes grâce à des mariages entre les castes. Les tensions entre Devendranāth Tagore (aux idées sensiblement conservatrices) et Sen provoquent une scission en 1866. La faction de Tagore se fait alors appeler Brāhmo Samāj originel (*adi*), et, après cette scission, le Brāhmo Samāj subit d'autres changements, notamment en raison

716 DE 1789 À 1914

de l'attitude autocratique de Sen. Les membres dissidents forment alors un nouveau groupe, le Sadharan Brāhmo Samāj, et Sen regroupe ses disciples dans l'« Église de la nouvelle pratique» (*Church of New Dispensation*). Sen cherche à christianiser l'Inde et suggère que les Indiens sont plus aptes à comprendre le christianisme que les Occidentaux. Pour lui, «l'Europe chrétienne n'a pas assimilé la moitié des paroles du Christ. Elle sait que le Christ et Dieu ne font qu'un, mais ignore que le Christ ne fait qu'un avec l'humanité. [...] L'Asie dit à l'Europe : "Sœur, unissons-nous dans le Christ." [...] Tout ce qui est bon et vrai et beau — la résignation de l'Asie hindoue, la sincérité du musulman et la charité des bouddhistes — et tout ce qui est sacré est le Christ» (Romain Rolland, *La Vie de Ramakrishna*).

Shiv Narayan Agnihotri (1859–1928), qui change son nom en Satya Nand et se donne également le titre de *dev atma*, est également membre du Brāhmo Samāj. Il quitte le mouvement pour former, en 1880, sa propre organisation: le Dev Samāj, dont les fondements idéologiques ne diffèrent pas au début de ceux du Brāhmo Samāj. Mais quelques années plus tard, influencé par la philosophie matérialiste d'Herbert Spencer, les idées de Shiv Narayan Agnihotri sur la nature de l'âme évoluent: il la considère comme une force vitale et pense que l'altruisme permet d'obtenir le salut. Tout comme le Brāhmo Samāj, le Dev Samāj lutte avec zèle pour la réforme sociale, y compris l'éducation des femmes.

Nonobstant les divergences intestines et les scissions, le programme de réforme sociale amorcé par le Brāhmo Samāj continue d'attirer les intellectuels des différentes zones du sous-continent indien. Sur la côte ouest de Bombay, par exemple, Mahadev Govinda Ranade (1842—1901), juge de la Haute Cour associé à la fondation du Prārthanā Samāj (équivalent du Brāhmo Samāj), adopte la cause d'un hindouisme sans castes et du remariage des veuves. Pour promouvoir sa société sans castes, il implante, influencé en cela par les rites chrétiens, les réunions de prières hebdomadaires (*prārthanā*), ouvertes à toutes les castes. Après sa mort, c'est Gopal Krishna Gokhale (1866—1915) qui dirige le mouvement et épouse la cause des défavorisés avec la même implication. En 1905, il met aussi en place la Société des serviteurs de l'Inde pour enseigner la charité.

Dhondo Keshav Karve (1858–1962) a, lui aussi, largement contribué au mouvement pour le remariage des veuves. Il crée la Widow Remarriage Association en 1893 et met lui-même en pratique ce qu'il prêche en se mariant avec une veuve. Avec le temps, il élargit sa réforme sociale à l'éducation primaire dans les villages et mène une campagne enthousiaste pour l'abolition des castes.

Les chefs spirituels commencent également à mettre à mal les notions séculaires de privilège de caste découlant du système. Ramakrishna (ou Ramakrishm Paramhamsa, 1836–1886), prêtre brahmane, est parmi ceux

qui ont exercé une profonde influence sur un jeune intellectuel indien, Vivekānanda, destiné à devenir un personnage d'importance nationale et internationale. Ramakrishna, considéré par beaucoup de ses concitoyens comme le prophète d'un nouvel âge, rapproche les traditions islamiques et chrétiennes des idées de l'Advaita Vedānta, du vishnouisme et du tantrisme. Il vit pendant un certain temps comme un musulman, puis comme un chrétien, et affirme avoir alors eu de profondes expériences mystiques. Sans se faire l'apôtre de telle ou telle religion, il lutte pour que l'homme s'élève spirituellement et moralement en servant de façon altruiste l'humanité comme s'il s'agissait d'une divinité.

Pour Ramakrishna, les religions ne sont différentes qu'en superficie car, en définitive, il n'y a qu'un Dieu. Citons ici ses propos imagés : «Tout comme le même sucre peut être employé pour former différentes figures d'oiseaux et d'animaux, la même Mère divine peut être vénérée dans différentes régions et à différentes époques sous des formes et des noms différents. Les différentes croyances ne sont que des voies distinctes qui mènent chacune au Tout-Puissant. Tout comme le même or peut être façonné en toutes sortes d'ornements aux formes et aux noms différents, le même Dieu peut être vénéré dans différents pays et à différentes époques sous des formes et des noms différents» (Max Müller, *The life and saying of Ramakrishna*, Londres, Longmans, 1898, p. 100).

Contrairement aux autres chefs spirituels hindous qui ont tendance à se retirer du monde de l'action et à rechercher la connaissance et le salut dans la solitude, Ramakrishna ne recommande pas de renoncer au travail. Pour lui, le salut réside dans l'obligeance sans attachement, c'est-à-dire « sans attendre de récompense ni craindre de punition » (Romain Rolland, *La Vie de Ramakrishna*, p. 155). Cette idée rappelle le principe de devoir individuel avancé dans le texte de la *Bhagavad-gītā* (le « chant du seigneur »), dont on pense aujourd'hui qu'il a été composé vers 500 av. J.-C.

Les enseignements de Ramakrishna influencent profondément Vivekānanda (nom monastique de Narendra Nath Datta, 1863—1902). En 1897, il fonde un ordre religieux, la mission Ramakrishna, avec l'altruisme pour principe directeur. Il incite à la tolérance religieuse, et on le connaît surtout pour son discours passionné sur ce sujet au parlement des religions de Chicago en septembre 1893. Vivekānanda, influencé par l'Advaita Vedānta et le Brāhmo Samāj (auquel il appartenait lorsqu'il était étudiant), se considère comme un socialiste. Il estime que les réformes en cours sur le mariage des enfants ou le remariage des veuves ne sont que secondaires et que la tâche principale consiste dans l'amélioration des conditions de vie des masses, comme il l'affirme lui-même: «Souvenez-vous que la nation vit dans les chaumières, pour lesquelles, hélas, personne n'a jamais rien fait. Nos réformateurs modernes sont très occupés avec la question du remariage des

veuves et, bien sûr, je suis favorable à tout type de réforme, mais le destin de la nation ne dépend pas du nombre de mariages des veuves, mais des conditions de vie des masses» (Vivekānanda, *On India and her problems*, Mayavati, Almora, Advaita Ashrama, 1946, p. 72).

Vivekānanda pense que la réforme sociale ne pourra avoir lieu que si les classes inférieures lui apportent leur soutien, et que la religion et l'éducation permettront à ces classes de se soulever. Selon lui, la religion est un outil important pour la réforme sociale en Inde, puisque «l'Hindou boit religieusement, dort religieusement, se marie religieusement, vole religieusement» (Vivekānanda, *My life and mission*, Calcutta, 1957, p. 3).

Au-delà de ses idées pour la réforme sociale et l'élévation de la conscience nationale, Vivekānanda a joué un rôle important dans la popularisation du védisme en Occident. Il n'est toutefois pas le premier à répandre les idées de l'Orient en Occident. Helena Petrovna Blavatsky (1831–1891), cofondatrice de la Société théosophique, est une des premières à vulgariser la philosophie orientale. Le mouvement théosophique influence la Britannique Annie Besant (1847–1933), réformiste sociale active qui écrit sur le contrôle des naissances; celle-ci emménage en Inde en 1893 et devient un membre influent de la politique indienne.

Les idées orientales continuent d'être importées en Occident au XXe siècle grâce à des intellectuels comme Sarvepalli Rādhākrishnan (1888–1975), qui écrit de nombreux ouvrages sur la philosophie indienne et les religions orientales. Curieusement, dans ses premiers écrits (Sarvepalli Rādhākrishnan, The Hindu view of life, Londres, George Allen & Unwin, 1927, pp. 98–126), Rādhākrishnan, considère le système des castes comme une réalisation singulière de l'hindouisme et semble en justifier l'équité en invoquant le karma — doctrine selon laquelle la vie présente est fondée sur les actes du passé et la vie future dépend des actes du présent. Cette doctrine ne fournit pas seulement une justification opportune pour le statut présent d'un individu au sein de la société, mais elle permet aussi une certaine mobilité à travers les renaissances, grâce auxquelles un individu peut renaître dans une meilleure caste. Cependant, dans un ouvrage plus tardif, Rādhākrishnan semble avoir modifié ses idées sur le système des castes hindou en raison de ses effets négatifs sur la société. Dans Religion and society (Londres, George Allen & Unwin, 1947, p. 132), il écrit : «Les divisions des castes ont empêché le développement homogène des Hindous. Pour parvenir à un degré de complétude organique et à un sens des obligations communes, l'esprit des castes doit disparaître. Nous devons nous débarrasser des innombrables castes et sous-castes, et de l'esprit d'exclusion, de jalousie, de cupidité et de peur qui les accompagne.»

Parmi les guides spirituels qui ont contribué à la tolérance religieuse, on compte Sai Baba de Shirdi (v. 1856–1918) et Sivananda (dont le nom de naissance est Kuppuswami Iyer, 1887–1963). Le premier revendique

l'éducation qu'il a reçue d'un musulman et d'un gourou hindou, mais ne se lie à aucune religion. Le second fonde le Sivananda Āshram et la Divine Life Society (une société non sectaire), et plaide pour une vie de pureté morale et d'obligeance envers l'humanité.

L'homme qui devait exercer une influence majeure sur les questions sociales et politiques du sous-continent est Mohandas Karamchand Gandhi (1869–1948), personnage historique de renommée nationale et internationale. L'histoire moderne le connaît en tant qu'activiste politique usant pour seules armes des principes jumeaux de l'ahimsā (non-violence) et de la satyāgraha (étreinte de la vérité, résistance non violente), dérivés de la *Bhagavad-gītā*, de l'Advaita Vedānta et du jaïnisme. Très jeune, Gandhi découvre les principes du jaïnisme, tels que la compassion pour tout être vivant, par le biais de Srimad Rajacandra (1867–1901), avec lequel il correspond régulièrement. Pour Gandhi, la réalité ultime est la vérité (satyā), qui est non duelle, éternelle et non dépendante, comme l'absolu (brahman) de l'Advaita Vedānta. Satyā est Dieu, et les activités humaines devraient toutes se centrer sur le satvā: «Le terme satyā vient de sat, qui désigne ce qui est, et correspond à un état de l'être. Rien n'est ou n'existe dans la réalité en dehors de la Vérité, raison pour laquelle Sat ou Satvā est le juste nom de Dieu. En fait, il est plus adéquat de dire que la Vérité est Dieu, plutôt que Dieu est la Vérité. Mais comme nous ne pouvons nous passer d'un souverain ou d'un général, il est et demeurera toujours plus courant de parler de Dieu. La dévotion à cette Vérité est l'unique justification de notre existence, et il faudrait que toutes nos activités se centrent sur la Vérité. Elle devrait être le souffle même de notre vie [...]. [Nous] devrions comprendre le mot Satyā ou Vérité dans un sens beaucoup plus large. Il faudrait que la Vérité soit présente dans la pensée, dans le discours et dans l'action [...]. Une fois que nous aurons appris comment appliquer cette épreuve infaillible de la Vérité, nous serons capables de déterminer immédiatement ce qui vaut la peine d'être fait, ce qui vaut la peine d'être vu et ce qui vaut la peine d'être lu» (Gandhi's collected works, Delhi, Government of India Publication Division, 1958, vol. 44, pp. 40-41).

Fidèle au principe général de l'hindouisme, Gandhi pense que le but de la vie humaine est de servir Dieu ou la vérité. Pour mieux servir Dieu, il faut pratiquer l'ahimsā — la non-violence ou la loi de l'amour —, dont Gandhi pense qu'elle a d'immenses pouvoirs: «La loi de l'amour fonctionne tout comme la loi de la gravitation, que nous l'acceptions ou non. De même que le scientifique fait des merveilles grâce à différentes applications des lois de la nature, ainsi l'homme qui applique la loi de l'amour avec une précision scientifique peut faire de grands miracles. Car la force de la non-violence est infiniment plus merveilleuse et subtile que les forces matérielles de la nature comme, par exemple, l'électricité» (Young India, 1er octobre 1931).

Selon Gandhi, par la pratique de l'*ahimsā*, l'homme sert inévitablement les autres et agit pour le bien de tous (*sarvodaya*), ce qui mettra un terme au système inégalitaire des castes indiennes, intégrant ainsi les intouchables (les *hārijān*, les «enfants de Dieu», comme Gandhi les appelle) à la vie religieuse, sociale et politique de l'Inde.

Pour Gandhi, politique et religion sont intimement liées car elles sont toutes deux concernées par le bien-être de l'humanité. D'après lui, le meilleur type de gouvernement est celui qui intervient le moins auprès de ses citoyens. L'assomption est bien évidemment que les citoyens d'un tel État soient moralement bien préparés, c'est-à-dire guidés par l'*ahimsā*, la *sarvodaya* et la *satyāgraha*.

Pourtant, tous ne s'accordent pas sur le fait que la réforme sociale du sous-continent indien doit venir en premier sur la liste des priorités pour l'amélioration de la condition humaine. Selon Bal Gangadhar Tilak (1856-1920), dont on dit souvent qu'il a été le père de la révolution indienne, «la liberté doit précéder toute réforme sociale», une vision qu'il défend fréquemment dans *Kesari*, le journal marathe qu'il édite.

Les idées gandhiennes pour la réforme sociale seront menées plus loin par Vinoba Bhave (1895–1982), un réformiste guidé par les principes gandhiens et qui travaille étroitement avec Gandhi au sein du mouvement de la *satyāgraha*. Il fera franchir un pas supplémentaire au mouvement et préconisera sans relâche, mais avec peu de succès, la redistribution des richesses par le biais de donations de terres et de villages (*bhoodan* et *gramdan*).

S'il est incontestable que la plupart des chefs religieux et des lettrés aspirent à l'abolition des différences entre les religions et de la discrimination des castes, il en est toutefois qui prônent encore le retour aux valeurs védiques. C'est le cas, par exemple, de Dayānanda Sarasvatī (dont le nom de naissance est Mul Shankar, 1824—1883), fondateur de l'Ārya Samāj, une société qui attire une audience nombreuse en rejetant les autres religions. Outre ce point de vue antiséculier, l'Ārya Samāj encourage différentes réformes, notamment dans le domaine de l'éducation, qui auront un impact non négligeable. Sur la scène bouddhique, Anagarika Dharmapāla (dont le nom de naissance est Don David Hewavitarne, 1864—1933) joue un rôle comparable puisqu'il rejette aussi les autres religions. Ces deux personnalités fournissent le cadre idéologique des nationalismes hindou et bouddhiste respectivement.

Au moment où les chefs religieux et les intellectuels hindous formulent leurs vastes programmes, Sayyid Aḥmad Khān (1817–1898), fait chevalier en 1888, joue un rôle important dans l'évolution et l'éducation des musulmans du sous-continent indien. Influencé par les sciences occidentales, il approche nombre de doctrines islamiques d'un point de vue rationnel. Muḥammad Iqbāl, fait chevalier en 1922, est une autre figure importante du monde musulman. Renommé pour sa poésie, il pense que l'islam pourrait

être renouvelé par un retour aux sources de l'islam. Il lance également l'idée d'un État séparé pour les musulmans.

La réforme sociale et religieuse prend aussi son essor dans la communauté zoroastrienne du sous-continent. Une interprétation monothéiste des enseignements de Zarathoustra, proposée par M. Haug, est acceptée par Kharshedji Rustamji Cama (1831–1909), remarquable professeur d'avestique et de pehlevi et auteur de nombreux ouvrages traitant de religion. La réforme zoroastrienne continue avec M. N. Dhalla (1875–1956), qui remet en cause les pratiques rituelles extensives et prône l'égalité des femmes.

La dernière décennie du XIX^e siècle voit naître Bhimrao Ramji Ambed-kar (également connu sous le nom de Babasaheb, 1891–1956), qui devait imprimer sa marque sur les castes les plus basses de l'Inde indépendante. Membre de l'une de ces castes (caste mahār), il est éduqué en Inde, en Angleterre et aux États-Unis. Il travaille avec énergie pour la promotion des intouchables, auxquels la caste supérieure hindoue a interdit toute possibilité d'ascension sociale ou politique. Attiré par le bouddhisme, il écrit abondamment sur cette religion et devient bouddhiste peu avant sa mort. Il est en faveur d'une interprétation séculière du bouddhisme et met aussi en avant l'idée que les intouchables sont opprimés par les Hindous à cause de leurs croyances bouddhistes.

Ainsi, le XIX^e siècle est une période importante pour l'histoire sociale du sous-continent indien. L'amélioration des conditions sociales pour les défavorisés, l'égalitarisme qui gagne du terrain et le changement du statut des femmes sont justifiés par une réinterprétation des écritures sacrées et par une assimilation des idéaux chrétiens, des sciences et de la philosophie occidentales.

C Section régionale

10

L'Europe

10.1 L'Europe occidentale

François Crouzet, coordinateur

10.1.1

La Révolution française et la guerre de Vingt-Trois Ans (1789–1815)

François Crouzet

L'EUROPE OCCIDENTALE VERS 1780

Les récits des voyageurs qui, comme l'agronome anglais Arthur Young, parcouraient l'Europe occidentale aux environs de 1780 confirment par leurs jugements et leurs impressions les chiffres estimés par Paul Bairoch et indiquant que d'un pays à l'autre, la disparité du revenu par tête est relativement constante (de 1 à 1,5–1,6 environ). De fait, cette disparité semble avoir été plus marquée dans les régions d'un même État, chaque État ayant ses propres régions miséreuses. Pourtant, l'ordre de préséance est clair: l'Angleterre, les Provinces-Unies, la Belgique actuelle et la Suisse sont aux premiers rangs pour le niveau de vie. La France se situe dans la moyenne européenne, suivie de l'«Allemagne», des pays scandinaves et de l'Italie. Aux derniers rangs, l'Espagne et le Portugal se distinguent par leur pauvreté presque générale.

En réalité, le XVIII^e siècle est une période de «prospérité», d'expansion économique, voire d'augmentation du revenu par tête, malgré une forte

726 DE 1789 À 1914

hausse de la population dans certaines régions. Le peuple survit, dans sa grande majorité, grâce à l'agriculture, mais la «révolution agricole» ne touche que quelques zones pionnières telles que les Flandres, la Hollande, l'Angleterre et la vallée du Pô. En outre, presque partout des progrès modérés, comme l'introduction ou l'extension de nouvelles cultures (maïs et pomme de terre), sont réalisés. Certes, les mauvaises récoltes sont toujours synonymes de temps difficiles pour le peuple, mais elles ne sont plus suivies de famines, d'épidémies ou de baisses démographiques. La mauvaise récolte de 1788 et la montée du prix du pain précipitent la chute de l'Ancien Régime en France, mais la population n'est pas décimée par la faim en 1789.

Les secteurs non agricoles sont ceux qui se développent le plus. Dans de nombreuses zones rurales, les industries artisanales fourmillent; de la Bretagne à la Silésie, une grande quantité d'ouvriers travaillent les textiles comme le lin ou la laine. Des formes de production centralisée sont également en progrès, telles les usines de calicot imprimé. En Grande-Bretagne, un système de production machiniste fait son apparition, véhiculant son lot d'ouvriers entassés dans les usines, de machines à vapeur nourries au charbon et d'innovations techniques. L'industrie sur le continent reste généralement fidèle aux pratiques traditionnelles, mais les inventions britanniques commencent à y ouvrir des brèches, lesquelles sont souvent, il est vrai, le fait d'actions gouvernementales (en particulier en France), et non le fruit d'initiatives privées. Mais les continentaux font aussi des inventions, quelquefois capitales, comme la montgolfière (1783).

Le XVIIIe siècle est témoin d'une expansion rapide et spectaculaire des échanges, en particulier du commerce maritime avec les «deux Indes», l'Amérique du Nord et du Sud, l'Asie du Sud et de l'Est. Les puissances coloniales, Grande-Bretagne, Provinces-Unies, France, Espagne et Portugal (ces deux dernières dans une bien moins large mesure), bénéficient de cette expansion, mais elles ne sont pas les seules, car celle-ci crée aussi une demande de produits venant des pays d'Europe du Nord: bois pour la construction navale, chanvre, lin, fer, goudron. On assiste aussi à la réexportation de denrées alimentaires coloniales vers les pays qui n'ont pas de colonies (même si le Danemark et la Suède ont leurs propres Compagnies des Indes orientales). Ces facteurs contribuent à l'épanouissement de l'industrie navale sur toutes les côtes européennes. De Leghorn à Barcelone, de Bordeaux à Liverpool, de Londres à Amsterdam et Hambourg, les principaux ports d'Europe deviennent des centres urbains et d'affaires de plus en plus florissants au cours du XVIII^e siècle. Ils sont liés les uns aux autres par des réseaux financiers sophistiqués, fondés sur la circulation de lettres de change, et par un marché des capitaux véritablement international. La population urbaine a plutôt tendance à s'accroître, ce qui n'est pas sans conséquences politiques; sur les peintures et les gravures de l'époque, nous reconnaissons

L'Europe 727

les traits communs des villes les plus importantes d'Europe, presque toutes pavées et éclairées la nuit.

Dans les années 1880, l'Europe occidentale est donc «prospère»; ce terme reste entre guillemets, car, par rapport aux critères actuels, le niveau de vie de la majorité des Européens est extrêmement bas. Cependant, les inventaires officiels de possessions réalisés à la mort d'une personne montrent que dans les familles pauvres, les biens sont plus mobiles, au sens large du terme, qu'au début du siècle. La consommation de café ou de thé (selon les pays) est courante dans les villes.

Cette Europe de la prospérité est aussi celle des «Lumières». Il est vrai que les œuvres des encyclopédistes et autres penseurs du mouvement ne sont lues que par l'élite. Mais le degré d'alphabétisation progresse pendant le siècle. Cela est évident dans les pays protestants, mais aussi dans des pays catholiques comme la France; les lueurs des nouvelles idées éclairent donc aussi, bien que faiblement, les classes «inférieures».

Toujours est-il que, dans la seconde moitié du siècle, de nombreux gouvernements sont «éclairés», c'est-à-dire qu'ils cherchent à mettre en place des réformes visant le renforcement de l'État par la rationalisation des institutions et par la stimulation du développement économique. Toutefois, ces réformes sont aussi dues à l'idéologie ambiante, responsable de certaines politiques «anticléricales». Il est vrai qu'entre 1786 et 1790, les plus célèbres des despotes éclairés, Frédéric II, Joseph II et Charles III d'Espagne, s'éteignent les uns après les autres. Seule Catherine II survit jusqu'en 1796. De fait, selon un vieux jeu d'esprit qui révèle bien toute l'ambiguïté du concept, ces souverains sont plus despotes qu'éclairés. Néanmoins, la proportion «éclairée» de leurs réalisations n'est pas insignifiante, cependant que d'autres États plus petits, comme la Toscane, la Bavière, le Danemark et d'autres encore, évoluent également dans ce sens. Même le roi de France Louis XVI est un monarque éclairé, si ce n'est constant; ses ministres réformistes ont beau se succéder à un rythme soutenu, leur travail produit au moins quelques résultats (par exemple, la tolérance envers les protestants). S'il était mort en 1786 ou en 1787, il aurait été loué et regretté.

En Grande-Bretagne, il n'est pas question de despotisme, bien que George III réussisse à se débarrasser de l'aristocratie Whig, qui a pendant longtemps exercé le monopole du pouvoir, et à placer un de ses hommes à Downing Street: William Pitt le Jeune (1783). Ce dernier entreprend de nombreuses réformes, en particulier dans le domaine financier; il réussit à restaurer l'équilibre des finances publiques, laissées en piteux état par la guerre d'Indépendance des États-Unis, se montrant ainsi bien plus capable que les ministres de Louis XVI. Il faut ajouter que la Grande-Bretagne possède un parlement dont l'accord légitime les impôts, aussi lourds soient-ils. Comme il est dit alors, ce qui manque à la France, c'est une Chambre des communes.

Il faut toutefois pondérer cette peinture idyllique, dans le style de Greuze, de l'Europe de 1780. Les Lumières ont créé toutes sortes d'aspirations laissées inassouvies. Ces frustrations sont aggravées par un certain nombre de problèmes économiques et sociaux, et le tout provoque des tensions, voire des «révolutions». À Genève en 1782, dans les Provinces-Unies en 1786-1787, dans les Pays-Bas autrichiens et à Liège en 1789, des «patriotes» (ne les appelons démocrates qu'avec prudence) défient l'empire des oligarchies traditionnelles ou d'un pouvoir autoritaire distant, comme en Belgique. Ces rébellions éclosent dans de petits États et peuvent donc être réprimées sans difficultés par l'intervention militaire d'une grande puissance ou, comme en Belgique, du gouvernant. Mais ce n'est pas le cas quand la Révolution se déclenche dans l'un des pays les plus densément peuplé d'Europe, la France, où les signes visibles d'une crise de régime apparaissent en 1788 quand surgissent, çà et là, de sérieuses révoltes (quelquefois appelées «prérévolutions»). En Grande-Bretagne même, un mouvement radical voit le jour, qui réclame la réforme du Parlement, qu'il considère comme corrompu et non représentatif.

R. Palmer établit un lien de cause à effet entre ces révoltes et la révolution américaine, qui s'est déroulée plus tôt mais a été couronnée de succès; il lance le concept de «révolutions atlantiques». Cet avis est rejeté par ceux qui soutiennent que la France est un cas à part; pour eux, la Révolution française est plus radicale et inventive que les autres, révolution américaine comprise. Et pourtant, ces révolutions se sont déroulées dans des pays ou des villes économiquement et socialement avancées ayant des liens étroits avec les grandes entreprises et la finance internationale. La Révolution française est néanmoins une nouveauté, pour ne pas dire un événement sans précédent, à l'exception peut-être de la Grande Rébellion en Angleterre vers 1640. Elle représente en même temps l'acmé et l'échec des Lumières.

LA RÉVOLUTION EN FRANCE

La Révolution française, ses conséquences en France et à l'étranger et les guerres révolutionnaires puis napoléoniennes qu'elle a provoquées ont engendré de nombreuses sources manuscrites ou imprimées, ainsi que, par la suite, un nombre impressionnant d'études historiques. Il est donc difficile d'être sûr de son fait, puisque toutes les thèses et les antithèses possibles ont été avancées à son sujet et que les passions qu'elle a inspirées à ses protagonistes comme à ses observateurs brûlent encore parmi les historiens, redoublant parfois d'intensité. Les célébrations du bicentenaire de 1989 l'ont confirmé, et ce en dépit de la prééminence d'une sorte de consensus mitigé.

L'Europe 729

Devant un effondrement de cette ampleur, on est tenté de penser que la structure dans son ensemble était «pourrie» et que quelques coups légers ont suffi à la démolir. Les historiens distinguent traditionnellement les causes sous-jacentes des causes immédiates, mais, selon la préséance accordée aux premières ou aux secondes, la chute est considérée tantôt comme inévitable, tantôt comme le produit des circonstances ou même d'un ensemble de coïncidences.

Nous ne cherchons pas ici à trouver les «racines» de la Révolution française. Il nous suffit de dire que le système politique du pays souffre de nombreux dysfonctionnements, révélés en particulier par les désastres de la guerre de Sept Ans. De plus, l'inflexible opposition des parlements sape l'autorité de la monarchie et paralyse quelquefois son action. Louis XV les avait abolis vers la fin de son règne, mais Louis XVI les remet en place; certaines personnes déplorent cette erreur, qui a néanmoins été commise. Cela dit, l'Ancien Régime est un inextricable réseau de privilèges, en aucun cas réservés aux deux premiers ordres, mais qui font naître des ressentiments chez ceux qui n'en ont pas ou peu. La bourgeoisie, nombreuse et cultivée, se trouve mécontente dans son ensemble; ce n'est pas tant le cas de ceux enrichis par l'expansion économique et la montée du capitalisme que celui de la petite bourgeoisie d'hommes de loi et d'intellectuels mineurs, profondément influencés par les Lumières, parmi lesquels seront recrutés la plupart des leaders de la Révolution. Il faut dire que l'absolutisme, ainsi que d'autres institutions et pratiques de l'Ancien Régime, ne sont plus tolérés par l'élite, parmi laquelle se trouve une forte proportion de nobles (ce qui rappelle la célèbre remarque de Chateaubriand: «Les patriciens commencèrent la Révolution»). L'élite veut partager le pouvoir, avoir son mot à dire dans les prises de décisions et jouir d'une partie du contrôle. Le «langage révolutionnaire » s'impose bien avant 1789, par exemple dès 1760, au sujet de l'égalité face à l'impôt.

La population habite surtout les zones rurales, mais il existe d'importants groupements urbains qui, par leur position, ont une influence politique considérable; le comportement du peuple en 1789 et au cours des années suivantes montre qu'il est viscéralement hostile à l'ordre établi; les paysans, en particulier, rejettent le féodalisme et le poids qu'il fait peser sur leurs épaules. Les événements montreront que cette «populace» est aussi profondément crédule. Elle craint l'arrivée des «brigands» durant la «Grande Peur» de 1789, croit au «complot aristocratique» et à la trahison, constamment hantée par des peurs ancestrales (en particulier par la famine), et porte en son sein des individus dévorés par la jalousie et par la haine, prêts à faire usage de la violence et à rendre justice eux-mêmes.

Le réseau des privilèges semble avoir freiné le progrès économique, en particulier dans le domaine de l'agriculture, mais l'échec le plus flagrant

et le plus pernicieux de l'Ancien Régime concerne les finances publiques. C'est là que la crise finale trouve son origine. Il est vrai que la monarchie française n'est pas la seule à avoir des déficits budgétaires, de lourdes dettes et un système d'imposition inique. De plus, de récentes recherches ont montré que ce n'est que pendant les années 1780 que la situation se dégrade dangereusement: les nouveaux emprunts émis en temps de paix succèdent à ceux émis pendant la guerre d'Indépendance américaine, une mesure sans précédent. Chaque année, le déficit est donc aggravé par l'augmentation du paiement des intérêts, la situation ne pouvant être améliorée que par la création de nouvelles ressources.

Les Français paient relativement moins de taxes que les Britanniques ou les Hollandais, mais ils sont convaincus d'être accablés d'impôts, en raison surtout de l'injustice flagrante de leur répartition et des exemptions partielles dont bénéficient les «privilégiés». La crise financière est une des causes sousjacentes de la Révolution, dans la mesure où elle découle de l'inaptitude de l'Ancien Régime à résoudre certains problèmes comme les privilèges fiscaux et de sa propension à mener des guerres ruineuses. Mais c'est aussi une cause directe ou un facteur déclenchant puisque, durant l'été 1788, l'État n'a plus de prêteurs et se retrouve contraint de se déclarer quasiment en faillite, ce qui oblige le roi à rappeler Necker, le ministre réformateur qu'il avait congédié sept ans auparavant, et à convoquer les états généraux.

Les élections sont influencées par des sociétés de débat, si gagnées aux nouvelles idées que, lors de la réunion des états généraux à Versailles le 5 mai 1789, les hommes inspirés par l'esprit des Lumières sont en majorité. En outre, la récolte de 1788 est mauvaise et, pendant les mois qui suivent, une crise «à l'ancienne» fait rage, caractérisée par la montée des prix des aliments de première nécessité et par le chômage. Ses principales victimes sont les classes très défavorisées des villes, dont le revenu réel baisse nettement et qui craignent l'éventualité d'une vraie famine, imputant leurs souffrances à des intrigues de la cour. Crise financière, crise politique, crise économique: le mélange est explosif. Les personnalités du roi et de la reine n'arrangent rien: confronté à des troubles grandissants, Louis XVI accepte trop tard les plans de réforme et hésite entre des sursauts de résistance (et même le recours à la force) et la capitulation intégrale. En moins de quatre ans, son incompétence le mènera à l'échafaud.

Les états généraux sont immédiatement bloqués par un problème de procédure (la vérification des accréditations, qui en définitive se résume à la question fondamentale des ordres et des privilèges), lequel divise l'opinion publique dès l'été 1788. Le tiers état, en refusant d'être le seul à s'acquitter de cette vérification, enraie les procédures et, dans un geste véritablement révolutionnaire, s'arroge l'autorité constituante de même que la souveraineté pure et simple. Il se proclame Assemblée nationale et promet de donner

une constitution à la France (17 et 20 juin). Mais une révolution politique majeure a soudain lieu.

La cour essaie de mettre de l'ordre dans ses forces: Necker est à nouveau congédié, et on met en place un gouvernement destiné à résoudre le problème. Celui-ci ne dure que cent heures. Paris prend les armes; un conseil municipal et une garde nationale sont constitués. La prise de la Bastille par les citoyens révoltés est un incident en lui-même mineur, mais dont l'impact est formidable. L'armée n'est plus fiable, et Louis XVI n'a pas d'autre choix que de capituler.

Le problème n'est pas pour autant résolu. Partout dans le pays, la «révolution municipale» crée de nouvelles autorités dans les villes, alors que le système de perception des impôts et l'administration royale s'effondrent. Par-dessus tout, la Grande Peur se propage dans les campagnes, provoquant une immense révolte de paysans qui oblige les seigneurs locaux à renoncer à leurs prérogatives féodales.

Menacée d'anarchie générale, l'Assemblée constituante cherche à reprendre l'initiative: pendant la nuit du 4 août, tous les privilèges sont abolis. Même si l'application des décrets prend du temps et que certains se voient apporter des restrictions, comme l'obligation pour les paysans de racheter certains droits, il n'empêche qu'une immense révolution a lieu, qui est tout à la fois institutionnelle et sociale. L'Ancien Régime est détruit une fois pour toutes. Par la suite, il ne sera plus jamais question de rétablir les états provinciaux, les privilèges fiscaux de la noblesse ou la vente de charges. Le 26 août, l'Assemblée constituante vote la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Un dernier sursaut de résistance de la cour déclenche une offensive des révolutionnaires parisiens: la garde nationale et la «populace» marchent sur Versailles et ramènent le roi, sa famille et l'Assemblée constituante à Paris. Ils n'y sont pas à proprement parler prisonniers, mais étroitement surveillés (5 et 6 octobre).

Juin, juillet, août, octobre 1789: en quatre reprises, l'Ancien Régime est mis hors de combat.

La tâche consiste alors à construire une nouvelle structure politique. L'Assemblée constituante y travaille assidûment, avec le zèle quelque peu messianique qui la caractérise, sa foi dans la raison et la logique, de même qu'avec sa tendance à encourager la normalisation. Ses impressionnantes réalisations législatives comprennent la Constitution de 1791. L'Assemblée constituante peut réaliser son travail dans une atmosphère relativement calme, car 1790 est considérée comme l'« année heureuse » de la Révolution : aucun trouble majeur ne la perturbe, et, grâce à une bonne récolte, les prix des aliments de base s'effondrent. Le 14 juillet 1790, la fête de la Fédération célèbre la réconciliation spectaculaire entre la monarchie et la nation.

Mais la période d'accalmie ne dure pas. La fuite manquée du roi à Varennes (20 juin 1791) détruit le fragile consensus qui semblait s'être établi, toutefois déjà compromis par la scission religieuse, et fait sortir de l'ombre le mouvement républicain. L'Assemblée constituante fait place à l'Assemblée législative qui, élue au suffrage censitaire, est nettement plus radicale. On pourrait même dire plus à gauche, puisque la classification « gauche-droite » remonte à l'Assemblée constituante. La nouvelle institution entre bientôt en conflit avec le roi, qui oppose son veto à certaines lois qu'elle a votées.

Pourtant, au début de 1792, toutes les forces politiques, allant de celle du roi à celle des démocrates (pour des motifs évidemment opposés), sont en faveur de la guerre contre l'Autriche, accusée par les patriotes d'apporter son soutien à des intrigues contre-révolutionnaires. La guerre, déclarée avec «le cœur léger» le 20 avril 1792, pèsera considérablement sur la destinée de la Révolution et provoque presque immédiatement une deuxième crise révolutionnaire majeure. L'armée française n'est pas prête, et la guerre commence par une série de défaites qui irritent et effraient les nombreux partisans de la Révolution, particulièrement à Paris. De plus, la mauvaise récolte et l'émission en nombre croissant d'«assignats», billets de banque créés en décembre 1789, provoquent l'inflation et ravivent le mécontentement populaire.

L'insurrection du 10 août 1792, bien organisée et victorieuse, est suivie de l'abolition de la monarchie et de l'instauration de la République, le 21 septembre. Le sang coule en abondance pour la première fois au cours des massacres de septembre. L'Assemblée législative cède sa place à une nouvelle assemblée, la Convention, élue par un cinquième des citoyens. Encore une fois, la nouvelle assemblée est plus à gauche que celle qui l'a précédée. Certains considèrent les événements de l'été 1792 comme une « seconde Révolution française », d'autres pensent qu'ils marquent une déviation de la Révolution en dehors de sa voie naturelle.

Une fois les envahisseurs repoussés par les armées françaises en dehors des frontières nationales, il y a un désir de consolidation sous l'égide des Brissotins ou Girondins, la faction dominante au début de la Convention, aspiration qui n'a pourtant pas empêché l'exécution de Louis XVI. Cependant, dès le printemps 1793, on sent à nouveau la nécessité d'adopter une approche plus radicale, en raison des défaites militaires, de la coalition de presque tous les États européens contre la France et de l'insurrection de Vendée. Pour supplanter leurs rivaux girondins et imposer des mesures radicales de salut public qu'ils considèrent comme indispensables, les Montagnards joignent leurs forces avec les sans-culottes parisiens. Leur prise du pouvoir par la force le 2 juin 1793 chasse les leaders de droite de la Convention, au détriment de la représentation nationale.

D'autres désastres (Toulon et sa flotte se rendent aux Anglais le 27 août) et la pression exercée par les sans-culottes et les extrémistes (4 et 5 septembre) obligent la Convention à accepter un certain nombre de mesures révolutionnaires: levée en masse des conscrits, rassemblement des armées révolutionnaires, loi des suspects, loi des maximums pour les prix et les salaires. La proclamation officielle de la Terreur signifie que le gouvernement sera révolutionnaire, c'est-à-dire dictatorial et centralisé, jusqu'à ce que la paix soit rétablie.

Sous certains aspects, la Révolution atteint son apogée à la fin de 1793 (ou au début de 1794), avec la répression sanguinaire des soulèvements « fédéralistes » dans les provinces, en particulier à Lyon, et la campagne de déchristianisation: le 22 novembre 1793, toutes les églises de Paris sont fermées. Bientôt, les révolutionnaires les plus progressistes sont victimes d'une révolution qui dévore ses propres rejetons. Le 24 mars 1794, Hébert et ses amis sont guillotinés; le 5 avril, Danton et les Indulgents subissent le même sort. Les armées révolutionnaires sont abolies le 27 mars. Pour certains historiens, la répression du mouvement «populaire» marque un tournant décisif et même la fin de la Révolution proprement dite, bien plus que le 9 thermidor, qui est en outre facilité par la démobilisation des sans-culottes. Après la fin des factions vient la dictature de Robespierre et la tentative d'imposer la vertu par la Terreur. La fête de l'Être suprême (8 juin), apogée des jours de fête civique tant prisés par la Révolution, s'accompagne d'un effort pour éliminer les ennemis de la Révolution : il est difficile de ne pas voir dans la loi du 22 prairial (10 juin 1794), puis dans la Grande Terreur de messidor, l'apothéose du processus révolutionnaire.

En bref, l'histoire de la Révolution de mai 1789 à juillet 1794 se résume à une série d'embardées soudaines, dont la plus importante est celle de l'été 1792. On voit une tendance générale à la radicalisation, avec de courts moments d'accalmie, surtout pendant l'« année heureuse » de 1790 (nonobstant le fait que l'Assemblée constituante adopte cette année-là la Constitution civile du clergé, mesure on ne peut plus radicale).

Comment expliquer cette radicalisation à gauche? Peut-être était-elle déjà en germe dans les principales idées qui ont inspiré les révolutionnaires ou du moins dans les idées clés héritées de Rousseau et, en particulier, dans le concept de volonté générale. Sa philosophie est intolérante et totalitaire: pas de liberté pour les ennemis de la liberté. De plus, la rhétorique théâtrale du discours révolutionnaire, dans les bouches d'hommes dont l'esprit a été nourri par Tite-Live et Plutarque, se prête à des déviations vers les extrêmes et finit par n'être plus qu'une dramatisation sans cesse répétée du conflit. On a également observé que la Terreur est présente dans le langage et dans la réalité dès l'été 1789, même si ses victimes ne sont alors que peu nombreuses. On la devine dans le langage utilisé par Marat dans la campagne qu'il mène dans

l'Ami du peuple, et elle est mise en pratique lors des lynchages de notables de l'Ancien Régime tels que Launay, Foulon et Berthier. Par ailleurs, les décisions de l'Assemblée constituante ne glissent-elles pas vers la gauche à mesure que se déroule l'année 1789? Vue ainsi, la radicalisation de la Révolution est une tendance naturelle qu'il est vain et néfaste de tenter d'empêcher: ceux qui s'y risquent sont éliminés, politiquement ou physiquement. Aussi, la radicalisation est soutenue par le peuple parisien, les sans-culottes, un groupe armé, mal défini mais bien organisé, qui recrute dans la petite bourgeoisie et le milieu ouvrier et qui représente le fer de lance du mouvement révolutionnaire. Jusqu'en mars 1794, sa pression sur les assemblées, notamment pendant les «Journées», a un impact non négligeable sur le cours de la Révolution.

On reconnaîtra qu'il existait un potentiel terroriste, quant à savoir pourquoi il s'est développé comme il l'a fait et pourquoi il a triomphé... La «théorie des circonstances» est encore une fois la meilleure explication pour ces instants où le processus révolutionnaire a échappé à tout contrôle et s'est précipité dans la Terreur.

Dans ce contexte, il ne faut pas sous-estimer la remarquable maladresse du couple royal, qui adopte la politique du pire et souhaite la guerre, ni, par la suite, l'incapacité des Brissotins pendant leurs beaux jours au début de la Convention. Mais c'est l'inflation qui joue le rôle le plus décisif. Elle commence à s'intensifier à la fin de 1791 en raison des mauvaises récoltes, de problèmes de ravitaillement et du nombre croissant d'assignats émis, seule mesure prise pour combler un déficit budgétaire abyssal. En effet, aucune mesure fiscale n'a été envisagée. Comme en 1789, la hausse des prix attise la grogne du peuple et incite les mesures autoritaires pour y mettre un terme. Mais ces mesures, qui culminent avec la loi des maximums (c'est-à-dire le blocage des prix et des salaires), sont contre-productives et aggravent la pénurie, déclenchant un cercle vicieux qui entraîne la radicalisation.

L'un des facteurs les plus puissants et les plus décisifs qui précipitent la Révolution est la guerre : d'abord les défaites qui en marquent le commencement, puis celles de 1793 et, enfin, les cas de trahison (LaFayette, Dumouriez, l'insurrection de Toulon). La guerre avec l'étranger se double d'une guerre civile : l'insurrection vendéenne et les mouvements fédéralistes provoquent toujours des sentiments passionnés. C'est dans cette atmosphère de siège qu'en 1792 les prémisses de la Terreur se font sentir, laquelle ne sera pourtant instaurée et appliquée qu'un an plus tard. La France déclare la guerre à l'Autriche le 20 avril 1792 et à la Grande-Bretagne le 1^{er} février 1793. À de rares exceptions près, les chefs révolutionnaires souhaitent la guerre qu'ils espèrent courte et victorieuse; d'où l'escalade de provocations (annexion de territoires, théorie des « frontières naturelles », tentatives pour lancer une guerre de propagande) qui réussit à unir la majeure partie de l'Europe dans une coalition contre la France.

La Terreur jacobine ou montagnarde est l'événement central de la Révolution, sauf pour ceux qui en font la fin de la Révolution proprement dite. Elle en est aussi le plus controversé. Longtemps abhorrée presque universellement, la Terreur fut par la suite réhabilitée par certains hommes politiques, de Georges Clemenceau à François Mitterrand, pour qui «la Révolution est une et indivisible», et par l'école historique dite «jacobine». Cette dernière considère la Terreur comme l'apogée et même l'essence de la Révolution, comme sa phase «populaire et démocratique» et comme une période qui présage la démocratie et le socialisme (de nombreux Jacobins sont obsédés par les modèles de Sparte et de la République romaine).

Du point de vue politique, la Terreur annonce le futur: la Constitution de l'an II, qui n'a jamais été appliquée, introduit le suffrage universel (pour les hommes); il règne une sorte de démocratie directe dans les clubs, les sections et les sociétés populaires; de même, pour la première fois, les hommes de basse extraction ou position accèdent à des postes de responsabilité. On ne peut toutefois pas parler d'une phase démocratique de la Révolution, puisque la Convention est élue par une minorité de citoyens et que le gouvernement révolutionnaire est une dictature exercée par une infime minorité qui terrorise la grande majorité du peuple français. De fait, les seuls mouvements de masse de l'époque, en France comme à l'étranger, sont des mouvements antirévolutionnaires!

Sur le front économique, certains voient dans le système interventionniste de l'an II les balbutiements du socialisme : maximum des prix et des salaires, contrôle du commerce extérieur et des échanges, réquisition de biens, prêts forcés des plus riches, rationnement, usines sous contrôle de l'État pour la fabrication d'armes, d'uniformes, etc. En fait, la plupart des Montagnards sont des libéraux orthodoxes, qui n'accèdent à ces mesures que sous la contrainte des sans-culottes, eux-mêmes imprégnés d'une archaïque «éthique» économique anticapitaliste, et sous le poids des circonstances : la nécessité d'approvisionner les armées et les grandes villes. Ce besoin est assouvi dans les principales lignes, mais l'approche interventionniste ne donne pas de très bons résultats; elle se révèle même contre-productive, puisqu'elle entraîne une chute de la production agricole et des pénuries de nourriture graves pendant l'hiver 1794–1795. Quand elle prend en considération les pauvres et les faibles ou quand elle tente d'éduquer le peuple, la Terreur agit sous l'impulsion abstraite de déclarations de principes; on ne peut donc la considérer comme précurseur d'une «république sociale».

La Terreur en soi, un État policier fondé sur la dénonciation et sur d'innombrables exécutions à l'issue de procès sommaires ou inexistants, est source d'embarras pour la majorité des historiens jacobins, qui tentent de la minimiser ou de la justifier.

Il nous faut nuancer l'épisode le plus spectaculaire de la Révolution : la présence de la guillotine sur ce qui fut la place Louis XV avant de devenir la place de la Concorde, où des têtes célèbres sont tombées, depuis celles de Louis XVI et de Marie-Antoinette jusqu'à celles de Danton, Vergniaud, André Chénier, Lavoisier et d'une multitude de guidams. Le nombre total d'exécutions à Paris pendant la Terreur s'élève à 2 639, dont 1 515 pendant les mois de juin et de juillet 1794. Les victimes de la répression des insurrections dans les provinces sont bien plus nombreuses (noyés à Nantes, passés au peloton d'exécution à Lyon), atteignant un total de 30 000 morts en tout, dont 16 000 guillotinés. La répression de Vendée est la plus violente : sur les ordres exprès du Comité de salut public, les «brigands» capturés en possession d'armes sont exécutés. Mais ils ne sont pas les seuls, car femmes et enfants sont également massacrés. Les estimations les plus alarmistes font état de 300 000 morts, soit 1% de la population française, une proportion loin d'être négligeable, surtout si l'on considère que la Terreur à proprement parler n'a duré qu'un an et que des milliers de suspects ont aussi été emprisonnés. Avant la loi du 22 prairial an II, la Terreur n'est pas systématique. Elle frappe au hasard, ce qui ne la rend que plus efficace: la peur bâillonne les opposants, fait fonctionner d'une certaine manière le système interventionniste et incite les généraux à remporter des victoires.

Au XIXe siècle, les conservateurs utilisent le souvenir de la guillotine comme épouvantail. Il sert avec durabilité la cause de la République, à laquelle la Terreur semble inextricablement liée. Toutefois, il contribue également à la création d'un mythe: celui d'une nation héroïque résistant aux assauts de tyrans coalisés et punissant sans merci les traîtres et les timorés, et celui d'une démocratie sociale que les erreurs tactiques commises par Robespierre le 9 thermidor ont vouée à l'échec. Pour reprendre les mots d'Ernest Labrousse, «l'éphémère et prophétique an II» est considéré comme «un rayon de lumière qui illumina le XIXe siècle» et comme la source d'inspiration de nombreux activistes et mouvements révolutionnaires, même si sa violence attire également ceux dont l'idéal est de provoquer la mort de leurs ennemis.

Somme toute, en faisant de la Révolution le règne fugace d'utopistes assoiffés de sang, l'école jacobine ternit cet épisode historique. Elle occulte le fait qu'il s'agissait d'une révolution pour la liberté, qui a semé en France, et ailleurs, les graines des démocraties du XX^e siècle. À court terme, cependant, avec leur désir de fonder le «règne de la Vertu» sur une montagne de têtes guillotinées, Robespierre et Saint-Just ont discrédité la vertu comme la terreur et ont laissé dans leur sillage le chaos et l'instabilité.

Paradoxalement, la «dictature » de Robespierre reposait sur la confiance de la Convention. Isolé par son utopie et sa paranoïa, en conflit avec ses collègues du Comité de salut public à un moment où les victoires militaires

semblent rendre la Terreur superflue, il tombe le 9 thermidor (27 juillet 1794), victime des manœuvres d'un petit nombre de terroristes fanatiques qui sentent que leurs têtes sont en danger. Sans aucune intervention de la part des sans-culottes parisiens, il est guillotiné le 10 thermidor.

En théorie, rien n'a changé. Mais en fait, tout est sur le point de changer, et thermidor signifie une libération pour les Français. Les exécutions cessent; afin d'éviter une nouvelle dictature, la Convention démantèle le gouvernement révolutionnaire; l'approche interventionniste s'effondre, et le maximum est aboli; quelques terroristes notoires sont exécutés à leur tour, alors qu'en province ils tombent sous les coups d'une «Terreur blanche» spontanée. La société des Jacobins est fermée, et pendant les deux dernières journées révolutionnaires de germinal et prairial de l'an III (1er et 2 avril, 20–22 mai 1795), les insurgés sont éliminés. Les sans-culottes quittent alors la réalité historique pour s'installer dans le royaume de la mythologie.

Thermidor est un tournant de la plus haute importance: on abandonne l'utopisme, qui a démontré sa capacité de se transformer en despotisme sanguinaire, et l'espoir s'effondre. La Révolution retourne à sa source, à sa tendance originelle, c'est-à-dire au libéralisme économique et politique, auquel la Constitution de l'An III associera un subtil équilibre des pouvoirs. La République revient également à ses origines bourgeoises, puisque cette classe détient alors le monopole du pouvoir.

Retour aux sources? Il est pourtant impossible d'effacer les blessures de la Terreur, de mettre un terme à la guerre ou de juguler l'hyperinflation dévastatrice de 1795 et du début de 1796, dont les taux atteignent de 30 à 50% par mois et qui bouleverse le fonctionnement de l'économie.

Au même moment, par un mouvement de balancier parfaitement équilibré, de nombreux Français de l'élite comme du peuple se tournent à nouveau vers la monarchie; une restauration similaire à celle qui a suivi la révolution anglaise au XVIIe siècle pourrait être une solution. Les royalistes obtiennent une large majorité lors des élections aux conseils de 1797, seules élections «libres» de cette période. Pourtant, la restauration n'a pas lieu: Louis XVII meurt au Temple, et son oncle, qui s'autoproclame Louis XVIII, est un réactionnaire peu susceptible de rallier le soutien des modérés, voire des royalistes. Des attaques armées venant de l'extérieur (l'expédition de Quiberon) ou de l'intérieur du pays (journée du 13 vendémiaire à Paris) renforcent les républicains. Enfin, la question des conquêtes et des frontières naturelles, que ni les républicains ni les généraux ne souhaitent abandonner, se révèle un obstacle insurmontable pour la restauration de la monarchie comme pour la paix. La république «bourgeoise» est aussi attaquée sur son flanc gauche par la pression qu'exercent les néo-Jacobins. La «conjuration des Égaux» de Gracchus Babeuf ne représente pourtant pas, il est vrai, un danger réel, mais son «protocommunisme» le rendra célèbre.

À mi-chemin entre les Jacobins et les royalistes, le régime de thermidor, puis le Directoire, ne survivent que grâce à la force. Ce dernier viole sa propre légitimité et fomente une série de coups d'État, en particulier celui du 18 fructidor (4 septembre 1797), qui élimine les royalistes. Le seul programme des thermidoriens est de sauver leurs têtes en livrant Robespierre, puis de s'accrocher au pouvoir. Le Directoire agit de la même manière, et il est donc difficile de trouver des éléments positifs dans son action préfigurant les réalisations du Consulat. Les hommes politiques qui ont survécu au plus fort de la Terreur ne sont en général pas les plus brillants ni les plus impliqués idéologiquement: nombreux sont ceux qui serviront successivement plusieurs régimes jusqu'à Louis-Philippe et même jusqu'à Napoléon III! Le résultat est un régime médiocre et corrompu. De plus, même si l'économie française se rétablit après la grave dépression de 1795-1796, la convalescence est lente et inégale. Il est vrai que le papier-monnaie disparaît au profit des pièces, mais les finances publiques sont dans un état déplorable. L'État ne subsiste qu'en ne payant pas ses créanciers, c'est-à-dire des personnes vivant de leurs revenus (deux tiers d'entre eux sont poussés à la faillite), ainsi que des militaires et des fournisseurs, qui se dédommagent en pratiquant le pillage. Certains nomment la période post-thermidorienne «période de consolidation», mais le régime reste fragile jusqu'au Consulat.

Cette situation s'explique par la perpétuation de la guerre. En théorie, la paix est signée en 1795 avec la Prusse et l'Espagne; puis la campagne éclair de Bonaparte au nord de l'Italie oblige l'Autriche à accepter également la paix. Mais l'intransigeance du Directoire provoque la fin des négociations auxquelles l'Angleterre, isolée et fatiguée, allait se résigner, et les tentatives de campagne de diversion en Irlande et en Égypte tournent court. La politique provocatrice d'annexion et d'expansion pratiquée par le Directoire suscite rapidement une nouvelle coalition entre l'Angleterre, l'Autriche et la Russie, laquelle remporte immédiatement des succès majeurs. Pour la République, le danger (externe et interne, puisque les chouans et les royalistes ont repris les armes) est sans doute plus important en 1799 qu'en 1792 ou 1793. Pourtant, les armées françaises reprennent le contrôle lorsque le dernier coup d'État du Directoire, celui du 18 brumaire (9 et 10 novembre 1799), donne à Bonaparte le pouvoir suprême.

RÉVOLUTION, GUERRES ET SUCCÈS

Jusqu'à présent, ce chapitre a mentionné le rôle de la guerre dans le déroulement de la Révolution française, mais nous devons maintenant nous pencher sur un phénomène qui a en réalité perduré bien après la Révolu-

tion proprement dite et que l'on connaît traditionnellement sous le nom de guerres révolutionnaires et impériales (que les Anglais appellent French or Napoleonic wars, guerres françaises ou napoléoniennes). Nous pouvons la nommer «guerre de Vingt-Trois Ans», puisque les combats font rage en Europe, entre la France et l'un ou l'autre des pouvoirs, d'avril 1792 à juin 1815, à l'exception de deux trêves : la paix d'Amiens (quatorze mois) et la première Restauration. Le contraste avec le siècle suivant (1815–1914), qui ne connaîtra aucune véritable conflagration, est saisissant. La guerre ou, plutôt, les guerres marquent plus profondément les hommes et les femmes de cette période que la Révolution elle-même; le peuple vit dans la crainte des combats plus que dans celle de la guillotine. Ces guerres balaient presque toute l'Europe: on se bat de Cadix à Moscou, de la Calabre à la Finlande; les opérations militaires, les invasions, l'occupation étrangère ou les guerres civiles n'épargnent que de rares régions, comme la Grande-Bretagne et la Suède. Partout ailleurs, les armées vont et viennent, en particulier dans les traditionnelles régions de batailles que sont la Belgique, la Rhénanie et l'Italie du Nord. À part Londres, Stockholm et Saint-Pétersbourg, toutes les capitales européennes sont sous domination étrangère.

Les écrivains insistent souvent sur la nature nouvelle de ces conflits qui ne sont plus les guerres en dentelles de l'âge des Lumières. Il est vrai qu'à partir de 1792 pour les Français, puis plus tard pour leurs ennemis, la guerre prend une valeur nationale et patriotique pratiquement inconnue des armées de mercenaires engagés dans les batailles des siècles précédents. Dès 1791, l'Assemblée constituante décide d'enrôler 100 000 volontaires; en août 1793, la Convention ordonne la levée en masse, une mesure alors exceptionnelle. En 1798, on crée le principe de conscription : tout jeune citoyen peut être appelé pour le service militaire (d'autres États imposent d'autres formes de service obligatoire). La même année, le gouvernement britannique invente l'impôt sur le revenu, lui aussi appelé à un brillant avenir. La guerre prend également des couleurs idéologiques et sociales : de façon présomptueuse, les Français revendiquent la libération des autres peuples (en leur faisant payer les frais de l'opération) et déclarent la «guerre aux châteaux, paix aux chaumières». Des brigades d'«émigrés» se battent au côté des armées des coalitions et des légions de patriotes étrangers se battent dans les rangs des armées de la République.

Pourtant, il serait présomptueux de considérer la guerre de Vingt-Trois Ans comme la préfiguration de la guerre totale qui fera rage au XX^e siècle. Les pratiques militaires ne sont pas plus barbares que celles de l'âge des Lumières: les prisonniers ne sont pas mis à mort, excepté les traîtres en possession d'armes, les blessés ne sont pas achevés, et les civils ne sont pas massacrés (avec toutefois des exceptions, comme nous le verrons plus loin). La population civile n'en souffre pas moins, en particulier en raison des

pillages, des contributions forcées au financement de la guerre, au logement des troupes et autres exactions. Les armées françaises sont souvent touchées par la pauvreté et vivent du produit de la terre; en 1814 et 1815, les armées alliées mettent à sac une partie de la France.

Les relations entre les forces d'occupation et les occupés ne sont pourtant pas particulièrement tendues. Les occupants sont même quelquefois les bienvenus, tout au moins quand les deux camps sympathisent idéologiquement; des officiers ennemis sont ainsi admis dans la bonne société.

Des atrocités ou «crimes de guerre», comme nous les appelons aujourd'hui, ont néanmoins été commis, mais ils n'ont lieu que dans des circonstances exceptionnelles, lorsque les insurrections populaires entrent en conflit avec les armées régulières. C'est le cas en deux occasions : la guerre civile d'une part (la révolte de Vendée, la chouannerie dans l'ouest de la France, les mouvements fédéralistes de 1793 et, de l'autre côté de la Manche, l'insurrection irlandaise de 1798), les révoltes populaires contre l'occupant étranger d'autre part. En réalité, ces dernières se dirigent contre les armées françaises d'occupation et leurs alliés locaux (« guerre des Paysans » en Flandres en 1798–1799, soulèvement des paysans italiens en 1799 et, en particulier, dans le royaume de Naples contre la République parthénopéenne, révolte des montagnards du Tyrol d'Andreas Hofer et, par-dessus tout, guérilla pendant la guerre d'Espagne). À chaque occurrence, la répression est sans pitié: exécutions sommaires des brigands et des guérilleros, incendies de villages, captures et exécutions d'otages. En Vendée, la violence des «colonnes infernales», qui brûlent et massacrent tout sur leur passage, y compris les femmes (enceintes de préférence) et les enfants, sont l'exemple extrême de la violence subie par les mouvements de révolte des paysans catholiques contre les régimes dits «éclairés».

Une autre nouveauté de la guerre de Vingt-Trois Ans est la confrontation des masses à une échelle inconnue jusqu'alors; au début de 1794, le gouvernement révolutionnaire réussit à mobiliser plus de 1 million d'hommes, et, en 1812, Napoléon envahit la Russie à la tête de 900 000 hommes. Les innovations portent aussi sur la tactique et la stratégie. Les armées de la République et leurs nombreux volontaires inexpérimentés sont mal préparés aux manœuvres subtiles, perfectionnées par les généraux du XVIII^e siècle. Les généraux français les abandonnent au profit d'attaques massives et répétées sans s'inquiéter des pertes. Ils n'utilisent plus la tactique du siège, préférant les offensives sanglantes, les manœuvres rapides, les frappes décisives et la destruction de l'adversaire.

Ces guerres n'en sont que plus meurtrières: une grande bataille fait des dizaines de milliers de morts et de blessés auxquels la mauvaise qualité de la médecine d'alors ne laisse pas grand espoir de survie, d'autant plus que les conditions qui règnent dans les hôpitaux militaires sont terrifiantes.

Cependant la maladie tue plus de soldats que les armes. On estime que les guerres napoléoniennes ont fait 1 million de morts dans les armées françaises (y compris les soldats des pays annexés par la France), et que la Révolution et ses guerres ont coûté la vie à un nombre équivalent d'individus. Au total, 2 millions de morts pour la France et autant dans les rangs de ses ennemis. En résumé, ces guerres ont causé la mort de 4 millions de personnes en un peu plus de vingt ans, soit une moyenne de 200 000 victimes par an en Europe.

Pourquoi cette série de guerres sans fin alors qu'au début les deux camps pensaient que l'issue serait rapide? La première raison est que la Révolution n'est pas vaincue ni anéantie en 1792 ou 1793, comme l'espéraient les aristocrates, les émigrés et les dirigeants des pays de la coalition. En réalité, on peut se demander si une telle défaite était possible: si les Prussiens avaient été victorieux à Valmy, s'ils s'étaient emparés de Paris et l'avaient soumis à l'exécution militaire annoncée par le manifeste de Brunswick, la Révolution aurait-elle été enrayée? Le fait est que les armées de la République ont stoppé et repoussé l'invasion, écrasé les Vendéens ainsi que d'autres rebelles et réalisé des conquêtes majeures entre 1794 et 1796.

Ces succès sont faciles à expliquer. Avec 28 millions d'habitants en 1789, la France est le pays le plus peuplé d'Europe. L'énergie du gouvernement révolutionnaire, en particulier du Comité de salut public, lui permet de mobiliser et d'équiper, comme nous l'avons dit, 1 million d'hommes. Le pays dispose donc d'une supériorité numérique face aux forces plutôt ténues enrôlées par les partenaires de la coalition. Il ne faut pas se laisser gagner par le mythe des «soldats de l'an II», mais il est clair que ces derniers étaient souvent galvanisés par l'enthousiasme patriotique. À leur tête apparaît une «extraordinaire génération d'hommes de guerre», pour reprendre les mots de Georges Lefebvre. Parmi ces très jeunes gens, le plus brillant de tous se nomme Bonaparte. Tout compte fait, la République forge une nouvelle arme militaire redoutable, mais non invincible, qui dominera les champs de bataille européens pendant deux décennies. Napoléon la reçoit en héritage et, grâce à son génie, s'en sert pour accumuler les victoires.

Par ailleurs, la faiblesse et les erreurs des ennemis de la France contribuent assez substantiellement aux triomphes militaires de la Révolution et de Napoléon. Jusqu'en 1813, aucune des coalitions établies contre la France ne réussit à unir sur le champ de bataille les trois grandes monarchies d'Europe: la Russie ne participe pas à la première campagne, la Prusse manque à la deuxième et à la troisième, etc. Quant à la Grande-Bretagne, leader et banquier des coalitions, elle pratique pendant longtemps une stratégie périphérique sans effet sur le conflit principal. Incomplètes, incapables de coordonner leurs actions ou de profiter des occasions qui se présentent, les coalitions sont également déchirées par des dissensions, notamment après

la partition de la Pologne (1793 et 1795), dont le malheur sauve probablement la Révolution. Enfin, sur le terrain, les armées ennemies sont souvent commandées par des chefs médiocres plus intéressés par la capture de villes et par les avantages en nature que par la destruction de l'ennemi.

Ainsi la Révolution survit et s'élance sur le chemin de la victoire, mais, en même temps, elle détient tous les ingrédients d'une « guerre perpétuelle ». Les chefs politiques et militaires français se refusent de renoncer à leurs conquêtes, tandis que l'expansion d'une France plus vaste, avec ses «frontières naturelles» et ses républiques satellites, est de plus en plus inacceptable pour les principaux pouvoirs européens, qui ne se résignent à la paix que parce qu'ils y sont contraints ou forcés, et se préparent à prendre leur revanche dès que possible. La Grande-Bretagne reste d'ailleurs invaincue. Au début de la Révolution, la flotte française manque d'organisation, et ni la République ni Napoléon n'arrivent à la transformer en une force capable d'affronter la redoutable *Royal Navy*. Chaque rencontre se solde par un désastre pour les escadrons français et pour ceux de leurs alliés espagnols et hollandais. La progression de l'hégémonie française dans le continent devient de plus en plus intolérable pour l'Angleterre. Tout cela produit un cercle vicieux qui se répète jusqu'en 1812: coalition, victoires et conquêtes françaises, une autre coalition et ainsi de suite. Néanmoins, les victoires et les conquêtes françaises ont pour effet de diffuser les principes et institutions de la Révolution française.

La «Révolution en France», comme l'a nommée son farouche opposant Edmund Burke, a été un phénomène essentiellement français qui, en déclenchant la guerre, a cependant touché le reste de l'Europe. Dans sa phase initiale, elle a sans aucun doute ses admirateurs parmi les membres des cercles éclairés de par l'Europe; l'aube d'une ère nouvelle et le triomphe de la liberté sur le despotisme provoquent des réactions enthousiastes, comme celles des Anglais Charles James Fox et William Wordsworth. Mais les violents excès de la Révolution, les massacres de septembre, la mort de Louis XVI et de Marie-Antoinette, la Terreur, la peur du peuple, suivis plus tard par l'expansion d'une République plus agressive et par une propagande contre-révolutionnaire active ont progressivement clairsemé les rangs des sympathisants de la Révolution et renfloué ceux de ses ennemis. En somme, le fait le plus marquant de la Révolution française en elle-même, c'est qu'elle a fait peu d'émules.

On compte effectivement des Jacobins anglais, écossais, bataves, allemands, suisses, italiens ou autrichiens, mais ils ne constituent que des minorités peu considérables: ce sont quelques nobles et bourgeois éclairés issus des mêmes cercles que les leaders de 1789 mais qui, comme ils ne disposent pas d'un soutien populaire comparable à celui de l'été 1789, restent des généraux sans armées. Parfois, ils sont même haïs par le peuple. C'est le cas des républicains de Naples et des *afrancesados* d'Espagne, et surtout des non-conformistes (ministres, intellectuels, hommes d'affaires) anglais,

fervents partisans des débuts de la Révolution, qui deviennent rapidement les cibles du roi et des intégristes religieux. C'est pourtant en Grande-Bretagne que le mouvement jacobin, bien que modérément, se développe avec le plus d'envergure. Les *Droits de l'homme* de Thomas Paine est un des classiques pérennes de la pensée révolutionnaire; des organisations telles que la London Corresponding Society remportent un grand succès dans les quartiers les plus pauvres, ce qui ne va pas sans évoquer le mouvement des sans-culottes. Pendant les dernières années du XVIII^e siècle, les sociétés « unies » sont véritablement révolutionnaires, mais leur pouvoir réel est insignifiant, excepté en Irlande.

Ces Jacobins terrifient certains gouvernements et font parfois l'objet d'une dure répression, mais le nombre de victimes est généralement (pour de bonnes raisons) peu élevé, sauf dans le cas de l'Irlande, où la révolte de 1798 du mouvement des Irlandais unis se conclut par un bain de sang (30 000 morts en trois mois) qui rappelle l'insurrection de Vendée. Partout ailleurs, les Jacobins sont trop peu nombreux et trop faibles pour constituer une menace sérieuse contre l'ordre établi ou pour atteindre le pouvoir.

Seules les victoires et les conquêtes françaises réussissent à mener certains de ces petits groupes au pouvoir, principalement par l'établissement de «républiques sœurs ». La Belgique, la rive gauche du Rhin, la Savoie et le comté de Nice, Mulhouse et Genève sont purement et simplement annexés à la France, tandis que les Provinces-Unies deviennent la République batave (1795). En Italie, différentes républiques apparaissent: la République cispadane, la République cisalpine, la République ligurienne (1797), la République romaine (1798) et la République parthénopéenne (1798 et 1799). Après l'invasion, les cantons suisses deviennent la République helvétique (1798). Certaines de ces républiques sont éphémères, et Napoléon réduit de nombreux États au statut de vassal. Les ex-Jacobins ou patriotes collaborent souvent d'une manière efficace avec les forces d'occupation, mais les Français interviennent sans retenue dans les affaires des pays satellites qu'ils exploitent allégrement, sapant ainsi la popularité des nouveaux régimes. En résumé, les principes et les institutions de la Révolution sont exportés par des «missionnaires en uniforme». Ce phénomène devait s'intensifier avec la transformation de la Grande Nation en Grand Empire de Napoléon.

LE TRIOMPHE DE LA RÉVOLUTION SOUS NAPOLÉON

De 1799 à 1814, d'abord en tant que Premier consul puis en tant qu'Empereur (1804), Napoléon Bonaparte est le seul maître (et un maître de plus

en plus absolu) de la France et d'une partie de l'Europe. Certains trouvent sa personne détestable, d'autres séduisante, mais aucun ne peut nier son intelligence, son activité incessante, sa capacité d'affronter et de résoudre les problèmes les plus complexes ou son génie de stratège. Il est le fils de la Révolution, car sans elle son ascension fulgurante vers le pouvoir aurait été inconcevable, mais il en est aussi l'héritier et le successeur. Son régime marque l'apogée de la Révolution et donc des Lumières. On peut considérer Napoléon comme le dernier et le plus grand des despotes éclairés qui consolidera irrémédiablement certaines «conquêtes» et «réalisations » de la Révolution française, sans omettre d'y laisser sa marque. L'État napoléonien est autoritaire, bureaucratique, centralisé (on pourrait même dire despotique), et il est en même temps bien plus fort que la monarchie absolue. L'anarchie qui règne à la fin du Directoire impose en quelque sorte ce despotisme, qui implique la renonciation à l'optimisme des Lumières et des premiers jours de la Révolution. Bonaparte rétablit immédiatement et sans demi-mesures l'ordre en France, et son régime prend progressivement la forme d'un État policier avec censure et prisons d'État (il doit en effet éliminer les conspirations contre sa personne fomentées depuis l'étranger).

La tendance autoritaire apparaît dans tous les domaines. Napoléon utilise, par exemple, les nouvelles divisions administratives en départements, arrondissements, etc., introduites par l'Assemblée constituante, mais il les fait gouverner non plus par un conseil élu, mais par un seul officiel (préfet ou sous-préfet) désigné par le gouvernement, tandis que les maires des communes et les magistrats, qui auparavant étaient élus, sont également désignés. Napoléon conserve les assemblées législatives, mais elles sont de plus en plus supervisées, et leurs membres sont aussi nommés par l'État. Dans le domaine de l'éducation, les lycées, établis en 1802, sont un hybride du couvent et de la caserne. Enfin, l'Université impériale a théoriquement le monopole de l'éducation. Dans le domaine des finances, Napoléon renforce l'administration des impôts directs mise en place par le Directoire pour améliorer la collecte des impôts, mais il réintroduit aussi les impôts indirects sur la consommation (1804) que l'Assemblée constituante avait abolis. La Banque de France (1800) est une de ses initiatives durables, mais il ne perd pas de temps à l'assujettir.

Il est vrai que la bureaucratie impériale, plus nombreuse qu'au temps de la monarchie, se trouve bien plus limitée que celle des temps actuels. Cependant, elle est bien éloignée de l'idéal d'État libéral et minimal, de *selfgovernment* que l'Assemblée constituante cherchait à introduire et encore plus du rêve des sans-culottes: la démocratie directe. Comme nous le savons, les régimes suivants maintiendront soigneusement le modèle autoritaire et bureaucratique hérité de Napoléon.

En même temps, Napoléon souhaite compléter la Révolution en réconciliant les Français. Par le biais du Concordat de 1801 avec Pie VII, il met fin au schisme de l'Église française et gagne le soutien des catholiques, que la Révolution s'était aliéné en pratiquant une politique antireligieuse. Mais il s'agit d'une manière de placer l'Église sous son contrôle, puisque c'est le gouvernement qui nomme les évêques (les protestants et les juifs sont contrôlés de la même façon). Napoléon réussit à gagner à sa cause une majorité des révolutionnaires et une partie de l'ancienne noblesse. En 1808, il crée une noblesse de l'Empire qu'il considère comme un réservoir recelant les plus éminents talents et les plus fidèles serviteurs.

Le système napoléonien représente donc la combinaison d'institutions établies par la Révolution avec d'autres éléments (tels que le conseil d'État, datant de l'Ancien Régime), soudés par l'autoritarisme. Le Code civil de 1804, ou Code Napoléon, se nourrit du droit coutumier, du droit romain, des travaux des assemblées révolutionnaires et de l'esprit des Lumières.

En dépit de son approche autoritaire et de la guerre perpétuelle, le régime impérial gagne le soutien de la grande majorité des Français grâce au prestige de l'Empereur (un des premiers exemples de pouvoir personnel et non plus dynastique), grâce à ses victoires ainsi qu'à l'ordre et à la prospérité qui règnent jusqu'en 1810.

Alors que Napoléon consolide, tout en le déformant, le travail de la Révolution en France, il l'exporte également en Europe, continuant et renforçant ainsi l'œuvre commencée par la Révolution (en particulier par la création de républiques sœurs) et celle qu'il a lui-même entreprise en Italie en 1796-1797 : on l'appelle le «Robespierre à cheval». Suivant le schéma évoqué précédemment, l'expansion de la France donne lieu à des coalitions qui sont vaincues grâce à la qualité des armées françaises et au génie militaire de Napoléon. Pourtant, ces victoires et conquêtes engendrent de nouvelles coalitions et donc, jusqu'en 1812, de nouvelles conquêtes. Trois fois vainqueur de l'Autriche (à l'exclusion de ses campagnes de 1796-1797), il écrase la Prusse en 1806, se réconcilie avec le tsar et signe avec lui la paix de Tilsit (1807), et domine une large part de l'Europe s'étendant jusqu'à la Croatie actuelle et la Pologne, qu'il régit par le biais de systèmes variés, sur le schéma de cercles concentriques. Au centre, l'Empire français lui-même, qui s'élargit par des annexions successives et s'étend sur trente départements, des Bouches-du-Tibre au Trave. Puis viennent les États satellites, gouvernés par des agents ou des relations de Napoléon: les royaumes de Hollande, de Westphalie, d'Italie et de Naples, le grand-duché de Berg et, à partir de 1808, une partie de l'Espagne. Le cercle suivant est composé de pays vassaux, en particulier les États germaniques regroupés sous la Confédération du Rhin (1806), dont Napoléon est le «protecteur». Ce dernier cercle comprend des pays alliés dont la loyauté est parfois peu certaine, tels que la Prusse, l'Autriche, la Russie, le Danemark et la Suède.

En fait, Napoléon simplifie radicalement la carte politique de l'Europe, car le nombre d'États en est réduit (ces changements seront par la suite largement ratifiés par les vainqueurs). Le recez de 1803, en particulier, abolit des centaines de minuscules terres souveraines au cœur du Saint Empire romain germanique, qui cesse d'exister en 1806. Elles sont remplacées par des États de taille moyenne ou importante, auxquels on attribue des frontières moins confuses et complexes qu'auparavant. Les annexions et les ajustements subséquents imposés par Napoléon simplifient encore plus la carte. À la fin de cette période, l'Italie est réduite à deux entités politiques, sans compter les zones annexées par la France.

Au même moment, le nouveau système français d'institutions mis en place par la législation révolutionnaire, révisé et modifié par Napoléon, s'impose dans les zones annexées par la France. Nombre de ses éléments, tels que les divisions administratives, la hiérarchie législative et le système d'imposition, sont introduits dans les États satellites. Enfin, dans les États «indépendants», certains gouvernements (surtout celui de Prusse après le désastre de 1806) envisagent de cesser la lutte contre la France et pensent qu'ils seront mieux préparés à cette éventualité en introduisant des réformes partiellement inspirées par le modèle français, mais également dérivées d'une tradition locale de despotisme éclairé. Il ne faut toutefois pas surestimer l'importance des réformes dans les pays non annexés, notamment dans le domaine social, parce qu'on ne pouvait tout de même pas heurter la noblesse.

On observe alors une tendance à l'harmonisation des institutions. Un certain nombre d'entre elles, typiques de l'Ancien Régime, sont plus ou moins abolies. C'est le cas de la servitude, du système féodal, des guildes et d'autres régulations économiques variées. L'exemple le plus frappant est l'introduction du Code Napoléon dans plusieurs États tels que les royaumes d'Italie et de Naples (mais non dans ceux de Bavière et de Saxe), ainsi que dans les grands-duchés de Baden, Berg, Francfort et Varsovie. Dans certains d'entre eux, le Code restera en place même après la chute de l'Empereur.

Il existe donc un certain degré d'intégration européenne, qui comprend aussi les domaines de la politique étrangère et de la défense, mais cette intégration est de nature «hégémonique». Un pays, pour ne pas dire un seul homme, règne sans partage: suprématie pour les Français et subordination pour les vassaux ou alliés de la France.

Le système continental introduit également une mesure d'intégration économique. Avec ce système, Napoléon espère unir les États européens contre la Grande-Bretagne dans une guerre économique, le blocus continental, qui devait exclure cette dernière des marchés continentaux. Cette façon d'imposer à l'ensemble du continent une politique économique commune est novatrice, même si cette politique se résume à une série de mesures

dirigées contre les activités commerciales d'un ennemi extérieur. Napoléon ne cherche cependant pas à construire l'unité économique de l'Europe, la confédération commerciale continentale que certains de ses conseillers lui suggèrent. Il a bien fondé un empire européen, mais il semble incapable de le concevoir comme une entité économique et n'envisage les problèmes que d'une façon excessivement égocentrique, uniquement en relation avec la France, dont les intérêts priment toujours sur ceux de ses vassaux. Napoléon donne l'exemple d'un protectionnisme extrême, et ses enseignements sont suivis par les gouvernements postérieurs à 1815, qui pensent y trouver la clé du développement économique. L'Europe napoléonienne n'a jamais été une communauté économique partageant les mêmes intérêts afin de se consolider. Ce n'est qu'au prix de quelques bémols que l'on peut considérer le système continental comme le plus ancien précurseur de l'Union européenne!

Néanmoins, le concept d'Europe est amplement issu d'une destinée économique commune. La guerre maritime avec l'Angleterre et le blocus continental (même si ce dernier ne dure que sept ans) ont à long terme des conséquences économiques importantes et contribuent à la formation de nouvelles structures.

Certains de ces changements ne sont pas des améliorations. Le blocus maritime imposé par la Grande-Bretagne, laquelle maîtrise les mers, provoque la chute du commerce maritime, le secteur le plus dynamique de l'économie jusqu'en 1793. Les principaux ports sont paralysés à partir de 1807, et les industries et régions intérieures qui dépendaient des échanges maritimes s'affaiblissent, certaines régions comme l'ouest de la France perdant de nombreuses industries. De fait, le secteur atlantique de l'économie européenne ne retrouve pas sa prospérité après les guerres, car les Britanniques ont saisi l'occasion de s'arroger le monopole des marchés d'outre-mer. La perte de son empire, provoquée par les événements de 1808, explique aussi la neutralité et la marginalité de l'Espagne du XIXe siècle.

En réalité, le blocus continental fonctionne comme un système ultra-protectionniste qui défend les industries les plus exposées à la concurrence anglaise et stimule leur croissance. L'exemple le plus frappant est celui de l'industrie du coton (en particulier le tissage mécanique) en France, en Suisse, en Saxe et ailleurs. Même si cette industrie n'est pas compétitive et souffre durement après la fin des guerres, son développement et sa croissance économique entre 1800 et 1810 dans diverses régions de l'Europe lancent les bases de l'industrialisation européenne du XIX^e siècle. Des changements importants et durables interviennent dans la géographie économique de l'Europe: les régions côtières déclinent alors que les centres économiques et industriels de l'intérieur sont en plein essor, notamment dans la zone qui s'étend entre la Seine et l'Elbe. Le cœur économique du continent émigre des côtes de l'Atlantique vers le Rhin.

Le système continental contribue à la naissance d'une nouvelle économie européenne au sein de laquelle les différences avec la Grande-Bretagne sont plus marquées. Celle-ci se tourne vers les océans et les intérêts mondiaux, tandis que le continent se replie sur lui-même, se concentrant sur les échanges entre pays voisins. Il est plus fragilisé encore par les traités de 1814–1815 : la division territoriale et politique imposée par le gouvernement britannique pour «contenir» la France et assurer un équilibre en Europe entraîne une fragmentation économique.

Le 20 mars 1811, la seconde femme de Napoléon, fille de l'empereur d'Autriche, lui donne l'héritier longtemps désiré, qui est aussitôt proclamé roi de Rome. Quatre ans plus tard, le 6 avril 1814, l'Empereur abdique.

À l'origine de ce revers de fortune se trouve la résistance irréductible de la Grande-Bretagne. Protégée de l'invasion par son invincible flotte, elle a également réussi à surmonter, avec quelques coups durs, la guerre économique du blocus continental. À elle seule, cette résistance a sapé le Grand Empire, affaibli son économie et terni son prestige. De plus, le pouvoir financier et maritime de la Grande-Bretagne lui a permis d'aider les ennemis de Napoléon et, à partir de 1808, de maintenir une armée petite mais efficace dans la péninsule Ibérique, qui contribue de façon décisive à maintenir béante la plaie que Napoléon a inconsidérément créée sur le flan sud de son empire.

En détrônant les Bourbons d'Espagne et en les remplaçant par l'un de ses frères, Napoléon tente de revitaliser à son profit un pays dont il surestime, comme beaucoup d'autres, le potentiel. Tout ce qu'il réussit à faire est de déclencher une immense «Vendée», le soulèvement du peuple catholique tout entier, blessé dans sa foi et sa fierté, guidé par son clergé et sa noblesse, tandis que la résistance du pays est réalisée par l'armée régulière espagnole et par les troupes de Wellington. La guerre d'Espagne, ou guerre de la Péninsule, dure six ans; les Français, incapables de venir à bout de la résistance espagnole, subissent de lourdes pertes et perdent progressivement pied, jusqu'à l'invasion du sud-ouest de la France par Wellington à la fin de 1813.

Si la nation espagnole est la première à résister à Napoléon, la domination française est de moins en moins tolérée en Allemagne, dans les Pays-Bas et en Italie. L'accueil réservé aux armées françaises n'était pas hostile au départ, mais l'occupation étrangère prolongée et ses exigences extraordinaires réveillent le sentiment national. Les sujets des dirigeants européens craignent et haïssent les Français plus que leurs propres maîtres: en 1809, 150 000 volontaires s'enrôlent dans l'armée autrichienne.

En 1810, une crise économique d'envergure se déclenche, attribuée à juste titre au blocus continental ainsi qu'à l'injustice et à la brutalité avec lesquelles il est appliqué; une longue récession succède à la crise, ce qui

provoque le mécontentement des milieux d'affaires à travers l'Europe, mais aussi en France. De plus, de nombreux catholiques deviennent hostiles à Napoléon en raison du conflit qui l'oppose au pape; les royalistes français se rebellent. Une part croissante de jeunes gens déserte la conscription.

À partir de 1808, des fissures commencent à apparaître dans l'imposant édifice bâti par Napoléon et fondé uniquement sur la force et la victoire. Il aurait cependant pu tenir si l'Empereur ne s'était lancé dans l'attaque de la Russie, qu'il n'était pas nécessaire de réaliser, même si son alliance avec Alexandre Ier avait été rompue. On connaît la suite : les étendues, l'hiver et la résistance russes ainsi que la maladie détruisent la Grande Armée. Napoléon arrive cependant à réunir une nouvelle armée et à remporter quelques victoires au printemps 1813, mais il doit alors faire front en Russie, en Prusse et en Autriche simultanément, tout en muselant les révoltes des peuples assujettis. La bataille des Nations à Leipzig (16-19 octobre 1813) se solde par un désastre complet. Pendant la campagne de 1814 en France, Napoléon n'a plus que quelques dizaines de milliers d'hommes à opposer aux centaines de milliers de la coalition, dont l'unité est assurée par la diplomatie et les subventions de l'Angleterre. S'il s'était montré plus conciliant au cours des négociations qui avaient lieu au même moment, il aurait peut-être pu garder son trône, mais la chute de Paris et la défection de dignitaires de l'État qui lui doivent tout le contraignent à abdiquer. L'année suivante, le «vol de l'aigle» de l'île d'Elbe à Paris, les Cent Jours et la bataille de Waterloo (si chère à la fierté britannique) sont, certes, des épisodes hautement dramatiques, mais d'une importance limitée. Napoléon passe six terribles années à Sainte-Hélène, lesquelles lui valent une aura de martyr. «Quelle histoire que ma vie!» est-il supposé s'être écrié. Une histoire qui devait inspirer de nombreux dirigeants ambitieux et qui n'allait pas être sans conséquence dans l'histoire du XIX^e siècle. Mais le frère de Louis XVI est de retour aux Tuileries : l'interlude révolutionnaire et impérial est-il donc bel et bien révolu?

TENTATIVE D'INTERPRÉTATION

La «Restauration» mise en place par les vainqueurs en Europe en 1814 et 1815 est loin d'être complète. Il est vrai qu'un certain nombre de monarques légitimes, à commencer par les Bourbons, retrouvent leur trône et que de nombreux États rayés de la carte réapparaissent. Mais la résurrection de l'Ancien Régime n'a pas lieu dans les régions où il avait été aboli, ni en France ni ailleurs. Les droits féodaux et les parlements ne sont pas restaurés en France, pas plus que les principautés ou principautés

ecclésiastiques restaurées en Allemagne et les républiques de Gênes ou Venise en Italie.

Les traités de Paris et de Vienne établissent un nouvel équilibre qui va à l'encontre des principes de 1789 et qui est même destiné à les abolir. La France, origine de ces idées délétères et comparée à un tas de poudre prêt à reprendre les armes à la moindre étincelle, est dépouillée de toutes ses conquêtes et entourée par une solide barrière pour la contenir en cas de nouvelle velléité d'expansion. Au nord, le royaume de Hollande, création chérie de la diplomatie anglaise; dans le Rhin, la pression renouvelée de la Prusse. Cependant, en imposant à la France une dynastie qui se rend rapidement impopulaire, les vainqueurs de la France la condamnent, inconsciemment, à l'instabilité politique. Déstabilisée par la Révolution, écartelée en factions guerrières, la France devient la proie d'une guerre civile latente, et parfois manifeste, qui a perduré jusqu'aux temps présents. La Révolution est l'événement fondateur d'une France moderne qui fait table rase de son passé et de sa mémoire; pour la France, c'est le tournant le plus important de son histoire. De plus, la tendance au contrôle volontaire des naissances, déjà présente en France avant 1789, s'est accentuée pendant la Révolution et l'Empire. La population française croît plus lentement et stagne dès le milieu du XIXe siècle, alors que la population des autres pays européens augmente rapidement. En tout point de vue, la France perd son âme et entreprend un long déclin. Une grande partie de son héritage artistique et monumental (le second en Europe après l'Italie) a été détruite. Pourtant, les Français continuent de se considérer pendant longtemps comme la Grande Nation.

D'autre part, les principales monarchies militaires, la Prusse, l'Autriche (qui domine l'Italie) et la Russie, sont devenues plus grandes et plus fortes. La Russie a toutes les apparences du vainqueur, mais nous verrons qu'elle doit céder son titre à la Grande-Bretagne. Les dangers qui les ont menacés rendent leurs dirigeants plus vigilants à l'égard de la subversion, et leurs régimes plus autoritaires et plus policiers. L'Europe d'après 1815 est fondamentalement monarchique et aristocratique; la France et la Grande-Bretagne, où les grands propriétaires terriens sont toujours la classe dirigeante, ne dérogent pas à cette règle.

La «réaction» est-elle victorieuse sur tous les fronts? Elle ne l'est certainement pas, car elle est pour ainsi dire mise de côté par deux mouvements idéologiques sous-jacents plus puissants que les armées de la Sainte-Alliance, l'union des vainqueurs de Napoléon réalisée afin de maintenir l'ordre rétabli.

Avant tout, il nous faut noter que les « principes de 1789 », ceux qui sont proclamés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, inspirent de nombreux individus en France, en Europe et outre-mer (les pays d'Amé-

rique latine, par exemple, sont sur le point de gagner leur indépendance). Il est donc important de donner les grandes lignes de cette idéologie.

Si le peuple de 1789 et tous ceux que la Révolution a touchés avaient dû résumer en un seul mot leur idéal, ils auraient répondu: «liberté». La Révolution française est avant tout libérale, même si ce trait est masqué par ses excès et par certains historiens. Elle libère les individus en abolissant la servitude et en condamnant les jugements iniques; elle affirme la liberté de conscience et de pensée, y compris dans le domaine religieux, ainsi que la liberté d'expression et donc la liberté de la presse. L'Assemblée constituante ne fait rien à l'encontre de l'esclavage dans les colonies: c'est la révolte des esclaves à Saint-Domingue qui oblige la Convention à voter l'abolition de l'esclavage le 14 février 1794. Bonaparte le réinstaure cependant en 1802, et il perdure dans les colonies françaises jusqu'en 1848, les Anglais l'ayant pour leur part aboli dans leurs colonies en 1833 et ayant interdit le commerce d'esclaves en 1807. La Révolution libère aussi la terre: l'abolition du féodalisme signifie que la terre cesse d'être partagée par les seigneurs et leurs métayers, devenant propriété individuelle.

En outre, la Révolution se montre profondément hostile aux «corps» typiques de l'Ancien Régime, si étroitement attachés à leurs privilèges. Ces corps, le clergé, les ordres religieux, les parlements, les guildes, les universités, les académies, etc., sont systématiquement abolis. La philosophie de la Révolution ne connaît pas la notion de partis politiques organisés, qu'elle considère tout au plus comme des factions. Il ne doit y avoir aucun intermédiaire entre le citoyen et l'État. Pourtant, les corps intermédiaires avaient garanti les «libertés», au pluriel; l'optimisme de 1789 rend le peuple aveugle au danger que l'État peut représenter pour la «liberté».

La «fraternité» ne faisant son apparition qu'en 1793-1794, l'«égalité» est évidemment le second grand principe révolutionnaire. Ce terme est aussi ambigu et sujet à des interprétations différentes. Pourtant, les membres de l'Assemblée constituante sont explicites: «Les hommes naissent libres et égaux en droits.» D'où l'égalité devant la loi, qui est la même pour tous, devant l'impôt, devant les occasions qui se présentent: des carrières s'offrent aux talentueux, un concept qui est loin de n'être que théorique dans les armées de la Révolution et de Napoléon. Dans le domaine des droits politiques, la Constitution de l'an II qui, nous le rappelons, n'a jamais été appliquée, est la seule à envisager le suffrage universel pour les hommes adultes. Les Constitutions de 1791 et 1795 et, a fortiori, la Constitution adoptée par Bonaparte réservent la participation à la vie politique aux citoyens disposant d'un certain capital. Pourtant, le principe d'égalité peut être interprété au sens large pour inclure les droits politiques; la Révolution française contient en germe une «option démocratique» qui s'impose graduellement au cours du XIXe siècle.

Les droits politiques sont exclusivement réservés aux hommes, même si les femmes ont été actives dans la Révolution et au sein des mouvements antirévolutionnaires, et même si un petit nombre de féministes revendique des droits pour les femmes. Les révolutionnaires de tout bord sont farouchement opposés à un quelconque rôle politique pour les femmes (en partie à cause des souvenirs laissés par les favorites royales et de la haine inspirée par l'«Autrichienne» Marie-Antoinette). Les femmes doivent être épouses et mères, afin d'élever des enfants pour la patrie. Le 30 octobre 1793, la Convention interdit toute organisation féminine, et la féministe Olympe de Gouges est guillotinée. Les opinions de Napoléon à cet égard sont similaires, et il introduit dans son code un certain nombre de clauses préjudiciables pour les femmes.

Par ailleurs, les mêmes droits et la citoyenneté sont accordés à la minorité juive, très peu représentée en France, après de nombreuses hésitations et reports (décret du 27 septembre 1791). Cela ne l'empêche pas de subir les conséquences des campagnes antireligieuses de 1793–1795. Plus tard, Napoléon renforce la position des Juifs tout en les maintenant sous son contrôle. Cette émancipation est appliquée aux pays annexés et satellites, tandis que des progrès similaires sont réalisés dans d'autres pays comme la Prusse. L'ascension de la famille Rothschild pendant les guerres de l'Empire peut en être considérée comme le symbole.

À l'exception des « enragés » et des babouvistes, aucun révolutionnaire ne considère l'égalité dans l'optique égalitariste ni dans celle d'un nivellement des richesses et des conditions de vie. On oublie souvent que la Déclaration des droits de l'homme place la propriété au même niveau que l'égalité et la liberté, en tant que droit inaliénable de l'homme. En effet, les notions de liberté et de propriété ont contribué toutes deux à l'abolition du féodalisme et à la liberté d'entreprendre qui, nonobstant les aberrations temporaires de l'an II, est une des grandes réalisations de la Révolution. Les monopoles, les corporations, les guildes, les superintendances et les compagnies privilégiées sont abolis; les coalitions d'employés ou d'employeurs sont interdites. Dans les zones rurales, la liberté de culture et d'enclos est proclamée, quoique rarement pratiquée. La Révolution française est donc libérale, mais non socialiste: en mars 1793, la Convention déclare la peine de mort pour les partisans des lois agraires.

Enfin, l'Assemblée constituante proclame la souveraineté de la nation et le droit, voire le devoir, de résister à l'oppression. Cela n'empêche pas des minorités, surtout les Jacobins, puis un individu, Napoléon, de s'emparer de la souveraineté, même s'ils le font «au nom du peuple». En 1814, Louis XVIII instaure une «charte» qui met en place une chambre élue, dont les votants sont réduits par des qualifications extrêmement restrictives, mais dont les pouvoirs sont loin d'être négligeables. Même si après la chute de

Napoléon une forme renforcée d'absolutisme est favorisée en Europe, les idées de constitution écrite et de régime représentatif restent influentes. Au cours du XIX^e siècle, les régimes rejettent de moins en moins fermement ces idées et cherchent à appuyer leur légitimité sur des élections.

L'éclipse des principes de 1789, due à la chute de leur principal défenseur Napoléon, n'est que temporaire. C'est finalement l'idéologie de la Révolution française qui triomphera et conquerra le monde (de la même manière que s'impose le système métrique des poids et des mesures, exemple typique du rationalisme normatif et du point de vue scientifique, fondé sur un calcul erroné du méridien terrestre). Dès 1820–1821, les «révolutions» en Espagne et en Italie montrent que l'hydre n'est pas morte. De fait, du moment qu'une révolution (la première de nature moderne) a lieu et réussit en France, l'idée qu'il est à la fois possible et juste de renverser un ordre établi s'étend et, avec elle, l'image, inexistante avant 1789, du révolutionnaire en tant que personne préparant consciemment une révolution.

Il faut pourtant reconnaître que l'idéal des Lumières, qui a inspiré la Révolution, n'a pas atteint totalement son but, et ce non exclusivement à cause des Restaurations de 1814 et 1815. L'optimisme de 1789 est sérieusement mis à l'épreuve par les événements traumatisants du quart de siècle suivant et ne réapparaîtra qu'en 1848. Il devient clair que la raison et les bons sentiments ne suffisent pas à changer le sort des hommes; l'espoir, comme nous l'avons vu, est à la baisse et le réalisme, pour ne pas dire le cynisme, envahit les esprits de ceux qui ont survécu à la Terreur et aux autres convulsions politiques.

Le fait que l'esprit des Lumières n'est plus la seule idéologie, comme au siècle passé quand les «philosophes» étaient libres et ignoraient leurs quelques adversaires, a une importance cruciale. Les Lumières sont hostiles aux religions officielles, et, encouragés par les événements, les révolutionnaires français tentent tout d'abord de mettre l'Église française sous la coupe de la Constitution civile du clergé, puis se lancent dans la déchristianisation, la persécution de ceux qui restent fidèles à la vieille religion et à la promotion du déisme et des cultes séculaires. Cela déclenche une violente opposition de la part du peuple dévoué à la religion traditionnelle et des insurrections comme celle de Vendée. Que Napoléon ait rétabli la paix religieuse importe peu, la France, à l'inverse de l'Europe, reste en partie déchristianisée. De fait, dans certains pays tels que l'Angleterre, avec son mouvement méthodiste, et l'Allemagne, avec son piétisme, on assiste à un renouveau religieux avant la Révolution, renouveau renforcé par les réactions contre le zèle antireligieux de la Révolution. En 1815, les Églises, redynamisées par les attaques subies et débarrassées du laxisme du XVIIIe siècle, sont aussi plus intransigeantes dans leur opposition aux principes de 1789 et au libéralisme; elles cherchent une alliance entre le trône et l'autel pour combattre l'athéisme et l'anticléricalisme.

La Révolution engendre également un courant de pensée contre-révolutionnaire, un conservatisme conscient, inconnu au XVIII^e siècle. Dès 1790, Edmund Burke publie ses *Réflexions*, qui deviendront la bible de toutes les idéologies hostiles à la Révolution française. La contre-offensive se poursuit avec Joseph de Maistre, Bonald, Chateaubriand et Gentz. De fait, une partie de l'*intelligentsia*, si un tel terme est adéquat, passe des Lumières au conservatisme et, ce faisant, provoque une rupture durable. De plus, les romantismes allemand et français sont tous deux, du moins à l'origine, ouvertement hostiles à la Révolution.

Comme nous l'avons déjà noté, les guerres favorisent grandement le nationalisme. Tout d'abord en France, où l'un des premiers slogans et le plus populaire est « Vive la nation ! ». La France se targue d'être le « pays de la liberté », d'avoir réussi à résister aux tyrans et d'avoir progressé de victoire en victoire, et les Français se donnent modestement le titre de Grande Nation. À leurs yeux, le sentiment national et les principes de 1789 seront pendant longtemps indissolubles. Mais pour les peuples victimes de l'occupation et des crimes des armées françaises, l'alliance entre un sentiment national émergent et le libéralisme semble moins évident: au cours du XIX^e siècle, nationalisme et libéralisme avancent souvent de concert, mais ils finissent par aller chacun de leur côté. Le cosmopolitisme, si puissant au XVIII^e siècle, est finalement détruit par les guerres révolutionnaires et impériales, qui ont également terni l'image des Lumières ainsi que son optimisme. On pourrait soutenir le fait que les origines de la terrible guerre civile qui déchire l'Europe de 1914 à 1945 remontent, au-delà du siècle pacifique, à la guerre de Vingt-Trois Ans de 1792 à 1815.

Quoi qu'il en soit, le legs de la Révolution française n'est pas le seul danger qui menace l'ordre rétabli en 1815. Par un paradoxe remarquable, la subversion viendra du pays qui fut l'ennemi le plus constant et le plus implacable de la France révolutionnaire et impériale, la Grande-Bretagne, dont le statut particulier se doit d'être souligné. Seul pays à n'avoir perdu aucune bataille, à n'avoir jamais été envahi par les Français, il est le véritable vainqueur des guerres contre la France; il devient aussi la seule superpuissance du XIX^e siècle. Après avoir réprimé durement ses propres Jacobins et les républicains irlandais, l'Angleterre conserve son régime parlementaire et libéral, alors seule alternative à l'absolutisme bureaucratique des monarchies continentales et modèle tantôt admiré tantôt envié par les libéraux étrangers.

L'Angleterre a surtout inventé la croissance économique moderne. La révolution industrielle, qui débute vers 1760, se poursuit pendant les guerres contre la France en dépit du coût de celles-ci (le progrès économique anglais étant une des raisons de sa résistance et de sa victoire) et, au retour

de la paix, s'accélère. Des changements importants dans d'autres domaines (agriculture, transport et finance entre autres) précèdent ou accompagnent la transformation primordiale de l'industrie. Grâce aux gains de productivité dus aux inventions techniques, la Grande-Bretagne échappe au piège malthusien immémorial: pour la première fois de l'histoire, la population augmente sans que les revenus réels en soient affectés.

La révolution industrielle joue le rôle d'un solvant de l'ancien ordre, car elle crée deux nouvelles classes sociales, la classe moyenne industrielle et la classe laborieuse, antagonistes et pourtant destinées à se battre ensemble contre la domination des grands propriétaires terriens. Sans révolution mais non sans remous, la classe moyenne britannique réussit à arracher à l'aristocratie une série de concessions pour le partage du pouvoir politique.

Pendant le XIX^e siècle, ce même type de partage du pouvoir verra le jour dans plusieurs États continentaux. La révolution industrielle est contagieuse: l'incroyable compétitivité des Britanniques oblige les continentaux à se moderniser de la même manière. Ce processus, qui commence à prendre forme entre 1780 et 1790, s'accélère pendant l'Empire et surtout après 1815, principalement au nord-ouest de l'Europe, ce qui creuse l'écart avec le reste du continent.

La révolution industrielle représente un nouveau souffle de vie pour l'idéologie libérale qui, en 1815, semble menacée par les forces de la «réaction». La Révolution française et la légende napoléonienne sont peut-être les mythes fondateurs du XIX^e siècle, mais la révolution industrielle représente une force dynamique de changement. Chacun des deux ennemis héréditaires, la Grande-Bretagne et la France, invente sa propre révolution, et c'est la combinaison de ces deux révolutions, l'une économique, l'autre politique, qui constitue la civilisation du XIX^e siècle telle que nous la connaissons.

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION F. 1987. L'Économie de la Révolution française. Paris, Hachette.
- BERDING H., FRANÇOIS E., ULLMANN H. P. 1989. *La Révolution, la France et l'Allemagne*. Paris, Maison des sciences de l'homme.
- Bergeron L., Lovie J., Paluel A. 1972. L'Épisode napoléonien (1799–1815). 2 vol. Paris, Éditions du Seuil.
- Blanning T. C. W. 1983. *The French Revolution in Germany: occupation and resistance in the Rhineland, 1792–1802.* Oxford, Oxford University Press.

COBB R. 1987. The people's armies. New Haven, Yale University Press.

- Connelly O. 1965. *Napoleon's satellite kingdoms*. New York, The Free Press.
- Corvisier A., Meyer J., Poussou J. P. 1991. *La Révolution française*. 2 vol. Paris, PUF [cet ouvrage traite de la France et de l'ensemble de l'Europe].
- Crouzet F. 1987. L'Économie britannique et le blocus continental. 2^e éd. Paris, Economica.
- 1993. La Grande Inflation. La monnaie française de Louis XVI à Napoléon. Fayard, Paris.
- DICKINSON H. T. (dir. publ.). 1989. *Britain and the French Revolution 1789–1815*. Basingstoke, Macmillan Education.
- Doyle W. 1988. *Origins of the French Revolution*. 2° éd. Oxford, Oxford University Press.
- 1990. *The Oxford history of the French Revolution*. Oxford, Oxford University Press.
- EHRMAN J. 1969–1996. The Younger Pitt. 3 vol. Londres, Constable.
- ELLIOTT M. 1982. *Partners in revolution: the United Irishmen and France*. New Haven, Yale University Press.
- Ellis G. 1991. The Napoleonic empire. Basingstoke, Macmillan Education.
- EMSLEY C. 1979. *British society and the French wars, 1793–1815*. Basingstoke, Macmillan Press & Co.
- FURET F. 1978. Penser la Révolution française. Paris, Gallimard.
- Furet F., Richet D. 1973. *La Révolution française*. 2e éd. 2 vol. Paris, Fayard; 1^{re} éd. 1 vol. Paris, Hachette, 1965 [cet ouvrage est la pierre angulaire de l'école «révisionniste»].
- Furet F., Ozouf M. 1988. *Dictionnaire critique de la Révolution française*. Paris, Flammarion.
- GODECHOT J. 1983. La Grande Nation: l'expansion révolutionnaire de la France dans le monde de 1789 à 1799. 2º éd. 2 vol. Paris, Aubier (1^{re} éd., 1956).
- HUFTON O. H. 1992. Women and the limits of citizenship in the French revolution. Toronto, University of Toronto Press.
- KAFKER F. A., Laux J. M. (dir. publ.). 1989. *The French revolution : conflicting interpretations*. Malabar, R. E. Krueger Publishing Co.
- (dir. publ.). 1989. Napoleon and his times: selected interpretations. Malabar, R. E. Krueger Publishing Co.

Lefèbvre G. 1969. *Napoléon*. 6e éd. rév. Paris, PUF (1re éd., 1935) [un classique de l'histoire générale de la période 1799–1815].

- 1951. *La Révolution française*. Paris, PUF [un ouvrage déjà classique, bien qu'obsolète, qui ne se limite pas uniquement à la France].
- Schama S. 1977. *Patriots and liberators. Revolution in the Netherlands* 1780–1813. New York, Knopf.
- Soboul A. 1974. *The French Revolution*. Trad. anglaise. 2 vol. New York, Vintage Books [cet ouvrage traite de l'école jacobine et de ses extrêmes].
- Sutherland D. M. G. 1985. France 1789–1815: revolution and counter-revolution. Oxford, Oxford University Press.
- TARLÉ E. 1966. Napoléon. 3e éd. (édition en langues étrangères). Moscou.
- Woolf S. 1990. Napoléon et la conquête de l'Europe. Trad. française. Paris, Flammarion.

10.1.2 PAIX ET EXPANSION (1815–1914)

Theo C. Barker

ÉTUDE PRÉLIMINAIRE DES ANNÉES 1815-1914

De la fin de la «guerre de Vingt-Trois Ans» en 1815 au début de la Première Guerre mondiale en 1914, on remarque une certaine unité en Europe occidentale. En effet, contrairement au siècle précédant 1789, cette période n'est troublée par aucun grand conflit européen. Les campagnes d'unification allemande et italienne sont de courte durée, tandis que le zèle républicain français prolonge de six mois la guerre franco-prussienne pour tenter de défendre Paris. La guerre de Crimée est une brève ponctuation pacifique au milieu du siècle; les expéditions coloniales ne représentent qu'une tentative européenne de prise de pouvoir dans des régions du monde jusqu'alors non revendiquées, surtout en Afrique. La guerre des Boers permet de dévoiler la faiblesse militaire de la puissance économique britannique. Les autres pays d'Europe s'en réjouissent, témoins de l'humiliation du plus grand par une petite et fière nation de paysans.

Comment expliquer cet étonnant siècle de paix en Europe? Le phénomène est clairement lié à une autre caractéristique frappante : l'exode massif de jeunes Européens qui quittent leur port d'attache et s'avancent à l'intérieur des terres pour peupler les espaces encore inhabités du reste du globe, labourer des terres vierges, élever du bétail ou fournir leurs services aux nouveaux agriculteurs migrants. Pour bon nombre d'entre eux, hommes et femmes, cette existence en marge de la société est durement vécue; elle se retrouve d'ailleurs vivement remémorée, dans le cas américain, par le Hollywood du XX^e siècle. Les migrants doivent souvent affronter de grandes difficultés pour subvenir aux besoins de leurs familles, et, partant de rien, ils construisent leurs foyers avec un minimum de ressources. La plupart du temps, il règne un climat anarchique où il faut non seulement chasser les concurrents envieux, mais aussi déloger quelque indigène sédentaire. Il n'est pas déraisonnable d'ajouter que cette lutte pour la survie et la réussite canalise l'énergie débordante des jeunes pionniers et transforme leur éventuelle agressivité en des quêtes pacifiques et productives. Le nombre d'émigrants européens impliqués est considérable : 600 000 personnes traversent chaque année l'Atlantique pour les États-Unis à partir de 1880; plus de 1 200 000 juste avant 1914. D'autres s'expatrient ailleurs pour rejoindre

leurs compatriotes: des Italiens, des Espagnols et des Portugais se rendent en Amérique latine; des Écossais au Canada et de nombreux Britanniques en Australie et en Nouvelle-Zélande, destinations plus fréquentes que les États-Unis pour ces derniers.

Au cours de ce siècle pacifique, la population d'Europe occidentale a presque doublé, comme en témoigne le tableau 13. En raison des dates différentes auxquelles chaque pays a effectué son premier recensement, le premier chiffre avancé pour la population totale, à savoir environ 116 millions, n'est qu'une estimation et n'est pas aussi fiable que le second, 241 millions, résultant du recensement effectué juste avant 1914.

Les pays à fort développement économique, comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne (Angleterre, pays de Galles, Écosse), connaissent une croissance démographique supérieure à la norme; d'autres pays, comme la Belgique et la Suisse, en ont une inférieure. En Irlande, la population a même diminué (nous reviendrons sur la crise malthusienne qui frappe ce pays). Le cas le plus étonnant est celui de la France, pays géographiquement étendu, dont la population est plus de deux fois plus nombreuse qu'en Grande-Bretagne au début, mais équivalente juste avant 1914 (légèrement plus importante si l'on inclut l'Alsace-Lorraine). Une croissance moyenne si rapide dans l'ensemble du continent s'explique, bien entendu, par le fait que la fécondité est supérieure à la mortalité, avec d'inévitables fluctuations de l'un ou l'autre de ces indices sur de courtes périodes. Toutefois, les taux de natalité varient considérablement selon les pays. Au départ, ils atteignent quasiment 40% sur le territoire du futur Empire germanique et en Finlande, mais dépassent à peine les 30% en France et en Norvège. Les taux de mortalité varient entre 25 % environ (France et Allemagne) et 19% ou moins en Norvège, la Suède étant plus proche du premier taux que du second. En 1913, la dernière année de paix, les taux de natalité baissent plus que ceux de mortalité. Ils s'élèvent à 27,5 % (taux de natalité) et 15 % (taux de mortalité) en Allemagne, à 22,3 et 14,2 % en Belgique comme en Grande-Bretagne, et à 18,8 et 17,7% en France. La mortalité diminue considérablement et entraîne la fécondité dans sa chute, cela pour des raisons que nous aborderons postérieurement.

Les villes sont de plus en plus peuplées. Au début du XIX^e siècle, seules 18 villes d'Europe occidentale comptent plus de 100 000 habitants: Amsterdam (201 000), Barcelone (115 000), Berlin (172 000), Copenhague (101 000), Dublin (165 000), Hambourg (130 000), Lisbonne (180 000), Lyon (110 000), Madrid (160 000), Marseille (110 000), Milan (135 000), Naples (427 000), Palerme (139 000), Paris (547 000), Rome (163 000), Valence (100 000), Venise (134 000) et, se détachant nettement du lot, Londres (1 117 000). En 1910–1911, ce sont 59 villes qui ont plus de 100 000 habitants, dont 21 en comptent plus de 500 000: Amsterdam

(574 000), Barcelone (387 000), Berlin (2 071 000), Birmingham (840 000), Bruxelles (720 000), Cologne (517 000), Copenhague (559 000), Dresde (548 000), Glasgow (1 000 000), Hambourg (931 000), Leipzig (590 000), Liverpool (753 000), Madrid (600 000), Manchester (714 000), Marseille (551 000), Milan (579 000), ainsi que Londres (7 256 000), toujours largement au-dessus. Dublin, Lisbonne, Palerme, Lyon, Valence et Venise, présentes dans la première liste, ne figurent plus dans la seconde, tandis que 9 villes entrent dans le palmarès: Bruxelles, 4 villes britanniques et 4 villes allemandes, fait très significatif si l'on corrèle croissance des mégalopoles et croissance économique.

Ces statistiques tirées de sources nationales nous permettent de nous faire une idée générale et claire de l'ampleur du changement survenu en Europe occidentale pendant ces années. Toutefois, elles dépendent inévitablement de l'extension urbaine. Les totaux nationaux peuvent aussi nous induire en erreur, car ils correspondent à des moyennes et dissimulent les différences relativement importantes qui existent au sein d'un même pays. Ainsi, dans le cas d'un pays très urbanisé comme l'Angleterre, certaines régions isolées ne connaissent pratiquement aucune évolution. Des témoignages d'histoire orale, récoltés il y a un certain temps dans des zones rurales de l'East Anglia, indiquent que malgré l'expansion des écoles et, à partir de la fin du XIX^e siècle, des journaux, la société ne change que très faiblement avant 1914. Il s'agit d'une région repliée sur elle-même, dont les limites ne sont franchies, avant la Première Guerre mondiale, que par quelques rares habitants. D'autres nations, en particulier celles dont le territoire est géographiquement plus étendu, possèdent des îlots de tradition similaires, sur lesquels nous en saurions plus en réalisant des études nationales méticuleuses.

Il est souvent dit qu'à cette époque, et surtout au début, les gens ne vivent pas très longtemps. Certains auteurs, insistant sur l'insalubrité des villes en expansion, écrivent que l'espérance de vie à tel endroit s'élève, disons, à 39 ans en 1840. De telles affirmations sont trompeuses. Il est en effet important de préciser que le taux de mortalité est partout plus élevé chez les nouveau-nés et les jeunes enfants, et qu'une longue vie de labeur attend souvent ceux qui parviennent à échapper à cette mort prématurée. Ils commencent à travailler très jeunes, en général dans le cadre familial et à la maison, s'il s'agit, par exemple, d'une famille de tisserands, ou chez quelqu'un, si elle effectue des travaux domestiques. Nombreuses sont les tâches qui représentent un dur labeur et pour lesquelles on ne peut compter sur l'aide d'aucune machine: creusement, manutention, portage, chargement et déchargement, tractage de charrettes pleines. L'existence des travailleurs est un dur combat, et nombreux sont ceux qui succombent à la maladie ou aux accidents. D'autres, en nombre surprenant, vivent très vieux, parfois jusqu'à

plus de 80 ans. Atteindre un grand âge n'est pas un phénomène moderne, même si nous sommes aujourd'hui plus nombreux à survivre pour en faire l'expérience. Il est fort possible que les «résistants» d'alors profitaient plus de leur grand âge que les personnes âgées d'aujourd'hui, dont beaucoup sont maintenues en vie par des médicaments et toujours enclines à souffrir de toutes sortes d'affections.

Les statistiques démographiques témoignent de l'ampleur de la survie humaine dans les différentes nations. Les pays scandinaves fournissent ces informations pour la première partie du XIXe siècle. La Suède dispose en effet de détails datant de 1810. Sur une population de 2 396 000 habitants en 1810, 532 000 personnes ont moins de 10 ans, 421 000 plus de 50 ans, dont 12 000 plus de 80 ans. En 1860, si l'on ne tient pas compte de l'immigration et de l'émigration nationales, sur la cohorte des moins de 10 ans, pas plus de 285 000 ont survécu; on compte alors 20 000 personnes âgées de plus de 80 ans. La Belgique, pays très urbanisé, fournit les statistiques des âges pour 1846. La population totale s'élève à 4 337 000 habitants, dont 971 000 ont moins de 10 ans et 727 000 plus de 50 ans, parmi lesquels 33 000 personnes ont plus de 80 ans. La première répartition des âges pour l'Angleterre et le pays de Galles, régions encore plus urbanisées, dont la population atteint alors à 15 914 000 habitants, date de 1841; les chiffres s'élèvent alors à 4 010 000 pour les moins de 10 ans, 2 171 000 pour les plus de 50 ans, dont 102 000 personnes de plus de 80 ans.

Ces taux de survie sont encore plus significatifs si l'on effectue une comparaison par sexe. Dans les deux groupes d'âge les plus jeunes (0-4 et 5–10 ans), le nombre de garçons est presque toujours supérieur à celui des filles (la Finlande en 1825, l'Angleterre et le pays de Galles en 1841 étant des exceptions), bien que la différence numérique entre les deux sexes reste minime pour ces tranches d'âge. Ils ont tous deux passé le cap de la mort avec une détermination et une chance égales. La tendance s'inverse ensuite, parfois remarquablement tôt et toujours dans des proportions considérables. D'après les premières répartitions des âges disponibles pour le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie (à partir de 1881), les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse, l'Angleterre, le pays de Galles et l'Écosse, les groupes d'âge des 15-20 ans et 21-25 ans comptent plus de femmes que d'hommes. Cependant, en Belgique et en France, le nombre de femmes dépasse celui des hommes à partir de 45–50 ans. Ailleurs, le nombre de femmes dépasse rarement de plus de quelques milliers celui des hommes avant l'âge de 50 ans, hormis en Allemagne, en Espagne et au Portugal, où cette proportion est parfois supérieure à 100 000 dans certains groupes d'âge. À partir de 50 ans environ, davantage de femmes que d'hommes survivent à toutes sortes d'âges. Quatre exemples peuvent servir d'illustration à ce phénomène.

La plus longue survie des femmes en Europe occidentale est d'autant plus surprenante que le nombre de conceptions est bien plus élevé qu'aujourd'hui. La naissance d'un enfant, sans l'aide de la médecine moderne ni des soins hospitaliers, est donc en même temps plus dangereuse et plus fréquente.

Outre les risques liés à la naissance, on ne peut pas dire que le sort des femmes soit plus facile que celui des hommes, quel que soit leur âge. À l'époque, on pense généralement que les hommes sont les maîtres et qu'il incombe aux femmes de leur obéir. C'est ce qu'il ressort de l'éducation religieuse, qui alors joue un rôle plus important qu'aujourd'hui. On a beaucoup écrit au sujet des maris qui rentrent ivres après avoir fait la noce et pensent avoir tous les droits de battre leur femme. Pourtant, on peut supposer sans prétention excessive que dans tous les mariages, le partenaire le plus fort et le plus intelligent est souvent la femme, à l'époque comme aujourd'hui. Quelles qu'aient été les positions légales concernant les droits de propriété (et dans le cas des pauvres qui ne possèdent rien, cela n'a de toute manière aucune importance) ou l'opinion générale concernant la déférence à l'égard de la gent féminine, il est fort probable que les femmes à l'esprit plus vif aient toujours été capables d'avoir le dernier mot. Ce sont en général elles qui tiennent les cordons de la bourse et décident des dépenses quotidiennes.

Le sort des femmes des classes plus pauvres (souvent adéquatement décrites comme les «pauvres du travail», surtout en ce qui concerne les habitants des villes) est difficile dès l'enfance. Elles ont en tant que filles des responsabilités spécifiques à la maison, doivent aider leur mère dans les tâches domestiques et la garde des petits. Avant que le filage ne devienne mécanique et industriel, elles sont appelées spinsters (filandières ou, par extension, «vieilles filles», cette appellation demeurant toujours). Les femmes jouent un rôle important dans l'unité familiale tant que le filage est pratiqué à domicile, où la matière première est «étirée» pour être transformée en fil, avant que le produit fini ne soit mis sur le marché, système qui survit plus longtemps sur le continent. Avec l'expansion de la mécanisation, elles commencent à travailler pendant de longues heures à l'usine pour surveiller les machines. Il faut toutefois préciser que cette transition, du domicile à l'usine, s'effectue relativement lentement au cours du XIXe siècle, même pour les textiles; cela se produit encore plus tard pour la couture. Cette période reste donc marquée par la valeur subsistante des compétences individuelles. Dans les communautés agricoles, les femmes jouent leur rôle dans la maison comme dans l'ensemble de la ferme.

Le service domestique (loger chez les plus aisés et travailler du matin au soir avec peu de temps libre) représente la principale occupation des filles de campagne, qui doivent quitter le logement rural lorsque la famille s'agrandit. Le mariage permet d'y échapper, mais, comme nous l'avons vu, cela revient dans la plupart des cas à remplacer une situation difficile par une

autre. Pour accroître un peu le revenu familial, de nombreuses épouses font du travail à domicile. Certaines autres travaillent à l'extérieur avant d'avoir des enfants ou après, si elles ont la possibilité de les confier à des proches. À l'époque (contrairement à aujourd'hui), les femmes considèrent qu'un mari qui peut se permettre de garder son épouse à la maison et de lui éviter de travailler à l'extérieur est un très bon parti. Cela confère aux chanceuses une supériorité sociale incontestable par rapport aux autres épouses, prestige qu'elles atteignent aussi grâce à la maison et au quartier où elles habitent. Il existe différents échelons au sein des classes sociales, même parmi les «pauvres du travail». Celles qui ne travaillent pas à domicile trouvent un emploi comme couturière, modiste, vendeuse au marché, dans un magasin ou dans une boutique du quartier qui vend de la nourriture et des boissons, souvent alcoolisées. Les heures dans les commerces de détail sont longues, en particulier à la fin de la semaine quand les hommes perçoivent leur salaire.

La condition des femmes plus favorisées de la classe moyenne est moins dure, sans être pour autant plus enviable, comme l'ont rapidement fait remarquer certaines partisanes de l'émancipation féminine telles que Mary Wollstonecraft. D'autres femmes écrivains sont assez explicites sur ce sujet dans leurs romans. La gamme d'emplois respectables qui leur est proposée se révèle beaucoup plus limitée. On attend des jeunes dames qu'elles apprennent le piano-forte, patientent à la maison, soient belles et attendent une demande en mariage convenable. Elles peuvent devenir gouvernantes chez des particuliers ou professeurs dans des écoles privées, même si le statut de professeur dans le nombre croissant d'écoles religieuses et de bienfaisance est considéré comme inférieur à leur condition sociale. La diffusion du téléphone, de la machine à écrire et du bureau d'entreprise moderne vers la fin du XIX^e siècle finit par élargir l'éventail des possibilités. La profession d'infirmière, extraordinairement spartiate et misérablement rémunérée, mais nettement supérieure aux tâches effectuées par les pauvres bonnes à tout faire qui nettoient les hôpitaux, représente une autre solution. Les possibilités de suivre une formation de médecin sont réduites par les étudiants masculins, qui craignent la concurrence. Le travail bénévole représente toujours une activité prestigieuse.

Tout compte fait, il est toujours étonnant de constater que les femmes vivent plus longtemps que les hommes en ces temps difficiles. Elles n'ont jamais été le « sexe faible ».

Les épreuves subies durant ce siècle de paix par la classe ouvrière se voient en partie récompensées dans la seconde moitié du siècle, et surtout après 1870, par la hausse du pouvoir d'achat, laquelle se développe parallèlement à la diffusion d'innovations techniques et scientifiques. L'ouverture de zones de production de matières premières dans d'autres continents, à

laquelle participent les émigrants européens, l'essor des chemins de fer à l'étranger et en Europe ainsi que la baisse du prix des transports maritimes font chuter le coût de la vie, ce qui profite à tous, en particulier aux pauvres, dont la majorité du revenu est dépensée en denrées alimentaires. Les paysans européens s'adaptent à la nouvelle concurrence en produisant davantage de denrées périssables comme le lait et les fruits, ou par la vente en grande quantité de marchandises de faible valeur comme les légumes, pour lesquels ils bénéficient toujours de la proximité du marché. Le libre-échange britannique, qui enregistre déjà en 1860 le revenu annuel par habitant le plus élevé (estimé à 33 livres sterling, comparé à 21 livres sterling en France et 13 livres sterling en Allemagne), est le principal bénéficiaire de la hausse consécutive des importations. Les paysans britanniques, qui ne reçoivent aucune protection, doivent effectuer des réajustements plus importants que leurs homologues du continent, où l'agriculture pèse plus lourd dans les économies nationales. Là, les paysans peuvent exercer une forte pression politique de manière à se garantir un élément de protection. Toutefois, c'est partout que la baisse des prix se fait sentir entre 1874 et 1896. Par la suite, la demande rattrape l'offre. Certains prix augmentent peut-être légèrement, mais les gains engrangés précédemment n'en pâtissent pas.

Ces progrès matériels subissent l'influence des fluctuations du cycle économique. En période de reprise, les salaires augmentent puisque le recrutement de main-d'œuvre est en hausse. Le temps de travail s'allonge. En période de récession, les revenus sont moindres et le temps de travail est réduit. Par ailleurs, le phénomène le plus frappant de cette période est que la nouvelle main-d'œuvre engendrée par la croissance démographique a été assimilée par les économies en expansion de l'Europe occidentale.

Les cycles économiques, qui durent environ sept ans d'un point culminant à un autre, sont relativement courts et fréquents. Ce siècle de paix peut aisément se diviser en trois parties, auxquelles nous allons dès à présent nous intéresser.

LES SÉQUELLES DE LA GUERRE DE VINGT-TROIS ANS (1815–1830)

Si l'on tient compte de la baisse de la population et de celle des ressources, la guerre de Vingt-Trois Ans qui s'étend, comme il est signalé dans le chapitre précédent, de Cadix à Moscou et de la Calabre à la Finlande, engendre des pertes humaines et matérielles comparables à celles encourues lors de l'autre «Grande Guerre» qui clôture ce siècle de paix. Ainsi, le premier conflit ne dure pas quatre ans mais vignt-trois longues années. Les nations

en ressortent bien plus pauvres qu'elles ne l'auraient été autrement. Même la Grande-Bretagne, épargnée sur son territoire par les combats, se retrouve lourdement endettée. De 243 millions de livres sterling en 1792, sa dette passe à 745 millions en 1815, pour ne cesser d'augmenter durant les années de crise et de mécontentement d'après-guerre et atteindre 844 millions en 1819.

La Grande-Bretagne, petite île à part faiblement peuplée, se trouve au rang de première nation industrielle du monde déjà bien avant la Révolution française et parvient à conserver sa position en temps de guerre grâce à la maîtrise des mers de la *Royal Navy*. Elle maintient son commerce avec d'autres continents ainsi qu'une certaine quantité d'échanges avec le reste de l'Europe. En même temps, le blocus continental, comme nous l'avons vu précédemment, réussit à protéger l'industrie continentale de la concurrence britannique et lui permet de se développer dans certaines régions.

L'accord d'après-guerre confère des avantages potentiels à deux pays : la Prusse (y compris les nouveaux territoires acquis en Rhénanie et en Westphalie) et les Pays-Bas (avec leurs provinces belges). Résultant du congrès de Vienne, cet accord a pour objectif de dissuader la France d'une tentative répétée d'expansion. Les provinces belges disposent de bassins houillers dans les vallées de la Sambre et de la Meuse, la Prusse en a dans la Ruhr. Les provinces belges, devenues État indépendant de Belgique en 1830, deviennent alors la région la plus industrialisée d'Europe occidentale. Cela se produit d'ailleurs bien avant que la Prusse ne saisisse sa chance.

Le développement précoce de l'Angleterre, malgré sa faible population, se doit d'abord à la remarquable augmentation du commerce extérieur passant par Londres et au fait que celle-ci est bien reliée avec le reste du pays par des voies de communication terrestres et maritimes (acheminement côtier et par les rivières intérieures). Ces avantages commencent à être exploités de manière effective aux XVIe et XVIIe siècles. La Grande-Bretagne profite également de ses bassins houillers, largement répartis. Le four à réverbère, employé à partir de 1610 pour faire fondre des minerais et des minéraux avec du charbon ou du coke, et servant à la fabrication de toutes sortes de produits (verre, cuivre et éventuellement fer), le puddlage du fer et la machine à vapeur dépendent de la quantité de charbon disponible. Les premières machines à filer et à tisser sont petites, tributaires de l'énergie humaine, et elles n'augmentent que faiblement la productivité du travail. Mais elles prennent de l'importance à partir de la fin du XVIIIe siècle, quand elles sont dotées d'un moteur hydraulique et, de plus en plus souvent, d'une machine à vapeur. Le filage est la première activité à s'industrialiser, renflouant ainsi les rangs des tisserands de métiers manuels. Ces premiers progrès, qui établissent la suprématie de la Grande-Bretagne dans plusieurs industries majeures bien avant 1815, ne s'arrêtent pas là. Quand le tissage s'industrialise à partir de 1825, il provoque la ruine et la misère de quantité d'ouvriers de métiers à

766 De 1789 à 1914

tisser manuels. Les gouvernements britanniques recourent à des moyens légaux pour tenter d'interdire l'exportation des nouvelles machines et d'empêcher les personnes capables de les fabriquer de quitter le pays. Toutefois, même quand les nouveaux propriétaires sur le continent parviennent à produire une marchandise vendable, ils sont incapables de l'écouler de manière à concurrencer les importations de Grande-Bretagne.

Il ne s'agit pourtant en aucun cas d'un procédé unilatéral. En Grande-Bretagne, et ce pour de nombreux achats, les clients ne disposent pas uniquement de la gamme relativement restreinte des marchandises produites par la mécanique mais aussi de marchandises importées traditionnellement du continent (lins et soies) ou d'autres biens que le pays ne produit pas en quantité suffisante (laine ou céréales). Concernant les consommables exotiques (thé, café et sucre), ainsi que la matière première essentielle pour alimenter ses nouvelles machines, le coton, ce pays est pendant longtemps tributaire de l'importation. Le commerce marche toujours dans les deux sens et profite autant à l'acheteur qu'au fournisseur.

Des deux côtés de la Manche, scientifiques et inventeurs se réunissent. Les principaux centres d'Europe occidentale ont tous leur haut lieu du savoir. Leurs sociétés savantes publient des actes accessibles à tous, comme aujourd'hui. Chaque pays est relativement avancé, possède des «hommes ingénieux» et des artisans compétents capables de fabriquer des appareils scientifiques ou des maquettes de machines. Loin d'être admirés comme des leaders industriels, les Britanniques sont souvent considérés avec mépris comme des producteurs en série motivés par l'appât du gain. Ce sont pourtant ceux qui sont capables de produire des biens de base à grande échelle qui font baisser les prix, lesquels profitent donc à tous et partout.

Il existe une industrie en particulier qui rend les Britanniques dépendants des connaissances scientifiques des Français et de la supériorité continentale : la chimie. En France, Nicolas Leblanc met au point un moyen de décomposer le sel pour en faire de la soude, un substitut synthétique du varech et de la barilla, substances naturelles. La soude de Leblanc finit par être fabriquée en Angleterre à partir de 1815 dans la Tyne et, par la suite de manière plus intensive, dans le Merseyside. Elle sert à la production de savon pour dégraisser et laver les vêtements, dont le blanchissage est grandement accéléré grâce au chlore. Dans le domaine de la fabrication du verre, les Britanniques sont également en retard par rapport au continent. Vers 1770, Saint-Gobain produit du verre à vitre de haute qualité depuis un siècle, quand des essais pour en fabriquer avec l'aide d'artisans français sont effectués en Grande-Bretagne. Ce n'est pas avant la dernière décennie du XVIIIe siècle que le projet est accompli et rencontre le succès économique escompté. Une autre forme de verre plat, appelé explicitement verre en feuille et de qualité supérieure à celle produite à l'époque en Grande-Bretagne, n'est pas introduite avant 1830.

Nous savons aujourd'hui qu'il ne faut pas croire que l'industrie française était très en retard sur la Grande-Bretagne. À partir du milieu du XVIIIe siècle, elle entre dans une phase de croissance, bien qu'elle se réalise de manière plus traditionnelle: elle dépend d'artisans compétents, se diffuse plus largement à travers tout le pays, approvisionne davantage de marchés à l'échelle locale et utilise des méthodes classiques, et non une production fondée sur le charbon, ressource limitée en France. De même, l'urbanisation ne s'y effectue pas au même rythme qu'en Grande-Bretagne. En 1830, seul un quart de la population française habite dans des villes de toute taille, tandis qu'en Angleterre, il s'agit du tiers. La lente croissance démographique en France, signalée auparavant, permet la diffusion d'avantages matériels au sein d'une population moindre et signifie que le revenu par tête augmente. Malgré cela, en raison de la supériorité démographique française (30 462 000 habitants en 1821 et 32 569 000 en 1831), la croissance au cours de la décennie est plus importante en nombre absolu qu'en Angleterre et au pays de Galles (12 106 000 habitants en 1821 et 13 994 000 en 1831).

L'Allemagne fait déjà preuve d'une bonne réputation quant à ses recherches scientifiques et son intérêt pour l'éducation supérieure. Toutefois, malgré les territoires nouvellement acquis par la Prusse, le pays représente encore une collection hétéroclite d'États (dont beaucoup sont petits) et se compose de villages, de villes médiévales, de châteaux et d'impressionnantes maisons religieuses. Le fait de savoir qu'une croissance formidable va avoir lieu quelques années plus tard ne doit pas nous faire oublier que, pendant de nombreuses années après 1815, l'Allemagne divisée est très en retard sur la nation unitaire que représente la France. Le potentiel de la Ruhr et des autres bassins houillers est supérieur. Dans les années 1820, la sidérurgie constitue toujours une industrie artisanale qui se sert de charbon de bois. Le Siegerland est formé de petites entreprises de métallurgie et dans le district de Solingen, au Nord, les propriétaires de fours et de bois de construction travaillent avec des mineurs, mais chacun vit sur sa propre petite propriété. Dans le fond, l'Allemagne est encore une société paysanne employée à la manufacture. Par ailleurs, le gouvernement prussien a déjà pris des décisions fiscales de grande envergure. Son droit de douane en 1818, valable dans tous ses territoires dispersés, autorise l'entrée gratuite des matières premières mais impose une taxe de 10 % sur les importations manufacturées et jusqu'à 20-30% sur les produits exotiques comme le café et le sucre. De même, le gouvernement s'enrichit en prélevant des droits sur les marchandises allemandes non prussiennes qui traversent inévitablement ses territoires. De bonnes raisons les poussent à adhérer au système douanier prussien, avant même que la Prusse, qui a construit plusieurs routes stratégiques à travers les États membres, ne puisse créer un Zollverein (union douanière) en 1834, couvrant une population de 23 500 000 personnes.

Au cours des années suivant 1815, un intérêt ininterrompu se manifeste pour la généralisation de l'alphabétisation, c'est-à-dire la faculté de lire, voire d'écrire. Les autorités commencent à prendre conscience du fait que la croissance économique implique que la diffusion d'informations se fasse de plus en plus à l'aide de panneaux, d'avis, de journaux manuscrits ou imprimés, et pas uniquement oralement. Les sermons prononcés du haut des chaires ne suffisent plus. En même temps, les autorités craignent qu'à travers la généralisation de l'alphabétisation, les citoyens ordinaires commencent à se poser trop de questions sur leur condition et tentent d'exercer une influence politique. Si les personnes sans propriété, soit la majorité écrasante dans tous les pays, utilisaient leur supériorité en nombre pour prendre des mesures contre la minorité possédante et se servaient de l'impression de textes à grande échelle pour atteindre cet objectif, des changements radicaux auraient lieu auxquels l'ordre établi du moment, quels que fussent les différends entre ses membres, s'opposerait à l'unisson. Pour eux, le développement ne doit pas s'effectuer aux détriments de la stabilité.

Toutefois, dans l'ensemble, les dangers de la généralisation de l'alphabétisation sont plus que compensés par ses avantages. Des journaux politiques comme l'*Allgemeine Zeitung* et le *Times*, datant tous deux de la fin du XVIII^e siècle, ont un prix de couverture bien trop élevé pour que des salariés, même s'ils ont le temps de lire un quotidien, puissent se l'offrir. Cela n'entrave pourtant pas la circulation d'autres imprimés à des prix raisonnables, utilisant une langue plus simple et plus compréhensible, concis et allant droit au but, capables de créer un climat d'opinion publique. Jour après jour, au travail et surtout le soir dans les tavernes, de nouvelles idées sont débattues, et les notions de stabilité commencent à être remises en question. De tels rassemblements sont plus aisés dans les villes, dont la taille et la population augmentent. Cependant, dans l'Europe occidentale de cette époque, les communautés agricoles sont toujours majoritaires, même en Grande-Bretagne.

Des organisations religieuses et laïques font leur apparition, afin d'aider les jeunes et les moins jeunes à lire, à compter et peut-être à écrire. Les écoles religieuses dispensent une instruction religieuse, enseignent à lire, écrire et compter, accueillant avant tout des élèves issus des classes moyennes mais aussi, grâce à des bourses qui paient une partie ou la totalité des frais, des élèves issus de milieux plus défavorisés. Leur objectif consiste pourtant à préparer garçons et filles à une éducation supérieure, et elles ont pour but ultime de les voir embrasser une profession. L'idée d'alphabétiser ceux qui entreprennent des «emplois ordinaires», afin de compléter les compétences acquises pendant l'apprentissage et grâce à l'expérience des aînés, est une nouveauté. Les institutions caritatives qui s'en chargent ont généralement des facilités pour obtenir le soutien de certaines personnes, souvent des

gens aisés, qui souhaitent encourager cette initiative permettant à ceux qui le désirent d'améliorer leur condition, ainsi que celle de leurs enfants. Des autorités municipales et même nationales apportent aussi fréquemment leur contribution. En France, par exemple, on dit qu'environ la moitié des communes possède une école ou une institution similaire en 1830. En Angleterre et au pays de Galles, la proportion est supérieure; l'Écosse, quant à elle, a une tradition d'éducation encore plus ancienne et plus répandue. En Grande-Bretagne, de nombreuses personnes viennent apprendre à écrire dans des cours spéciaux dispensés dans les églises en tant que partie intégrante d'une école du dimanche, un mouvement datant de la fin du XVIIIe siècle. De source sûre, on estime à deux tiers ou trois quarts le nombre de personnes appartenant à la classe ouvrière et sachant lire des textes simples en 1840 en Angleterre et au pays de Galles.

Ce qui sera nommé par la suite l'éducation des adultes se répand également. Des mouvements comme les Mechanics Institutes (Institutes de mécanique) organisent des réunions le soir, encore un phénomène principalement urbain, bien que l'adhésion ne soit pas réservée exclusivement aux ingénieurs et que les thèmes abordés ainsi que les cours dispensés ne traitent pas uniquement de l'ingénierie. Au sommet de l'échelle éducative se trouvent les nouvelles universités. L'université de Berlin, fondée en 1809–1810, recrute en tant que professeurs des individus dotés d'un esprit vif issus de diverses institutions de la ville et met sur pied de nouveaux cours. Londres crée ses deux premiers collèges universitaires quelques années avant 1830. Aux Pays-Bas, trois anciens établissements secondaires sont réorganisés et transformés en universités d'État en 1815; la même année, trois universités sont ouvertes dans les provinces belges, à Gand, Louvain et Liège. La France mène l'avantage, profitant largement de son système éducatif élitiste : l'École normale pour la formation professorale et l'École polytechnique dispensent les meilleurs cours de sciences pratiques en Europe. En bas de l'échelle, malgré la propagation des écoles dans la moitié des communes françaises, 60% des appelés ne savent pas lire en 1827.

Les villes, et surtout les plus importantes, sont les véritables moteurs de toutes ces évolutions. À travers l'Europe occidentale, le mode de vie est très différent pour la majorité de la population habitant toujours les campagnes. La vie rurale est plus traditionnelle et plus limitée. Elle est déterminée par le temps, le poids des récoltes et la santé des animaux. Elle se déroule au rythme des saisons. Le printemps salue des jours plus longs et plus doux, ainsi que l'espoir d'un été favorable. Plus tard, dans le courant de l'année, viennent les récoltes, les jours d'action de grâces et les foires, qui permettent de se procurer des vêtements ou le tissu pour les confectionner. Dans le froid de l'hiver, davantage de tâches sont entreprises à l'intérieur, notamment le battage manuel des céréales. Le niveau de vie à la campagne est dicté par

de nombreuses variables, par exemple le vallonnement du terrain, la qualité du sol, le type de bail et la taille de l'exploitation. À l'époque, l'ampleur du changement dépend tantôt du fait que de grands propriétaires fonciers (comme en Prusse orientale) sont prêts à adopter des méthodes modernes, y compris le «clôturage», tantôt du fait que l'accès aux villes croissantes rend de tels investissements et innovations rentables. Parfois, l'État prend les devants, comme au Danemark, où la moitié des exploitations est déjà clôturée en 1807. En Angleterre, pays de taille idéalement restreinte, le changement et les progrès concernant la spécialisation agricole des terres interviennent depuis des siècles en réponse à l'expansion de Londres et, au cours du siècle précédent, à l'essor de centres provinciaux tels que Manchester, Liverpool ou Birmingham, ainsi que d'autres villes de moindre importance. Quand les propriétaires fonciers et les fermiers y gagnent, leurs ouvriers aussi. En outre, à la campagne, la pratique d'une culture de subsistance sur des petites parcelles de terre est aussi possible. On dit toujours que la vie à la campagne est plus saine qu'en ville, et les statistiques démographiques confirment généralement cet avis. Les campagnards doivent pourtant endurer le froid, l'humidité et sont souvent obligés de parcourir, à pied en général, des distances considérables par tous les temps. La taverne propose peut-être des divertissements et l'église ou la chapelle locale sa consolation, mais la routine saisonnière et les mêmes visages familiers peuvent finir par lasser.

Cela se vérifie surtout chez les plus jeunes, qui grandissent dans ce monde traditionnel à une époque où les familles sont grandes et le travail proposé insuffisant. Les emplois non agricoles dans la ville la plus proche sont prisés et permettent de rencontrer de nouvelles personnes, notamment du sexe opposé. Les grandes villes exercent alors un attrait encore plus fort. Les lumières ne brillent peut-être pas autant en 1820 que par la suite, mais elles sont certainement plus nombreuses.

Les concentrations de population travaillant dans l'industrie et dans le commerce ou fournissant des services de toutes sortes ont beaucoup à leur apprendre, même si la vie citadine est moins saine. Les services publics, notamment l'eau et le gaz, peuvent éventuellement y être proposés, ce qui est inenvisageable à la campagne. Le traitement des déchets représente un problème majeur en raison de la croissance urbaine, mais la population grandissante se réunit pour créer une autorité locale qui prélève un impôt destiné à financer la suppression des pires nuisances. Les villes possèdent des hôpitaux pour accueillir les malades et le personnel médical pour les assister. Le fait que, comme nous allons le voir, le mode de transmission des maladies est inconnu ne réduit pas l'importance de ces installations puisque le rétablissement, comme nous le savons aujourd'hui, dépend souvent du repos, de l'attention et des soins reçus. Les organisations caritatives, financées par les classes plus aisées des villes, permettent aux plus pauvres d'aller à l'hôpital,

les premiers étant eux-mêmes soignés plus souvent chez eux que dans ces institutions. De toute manière, la population, qui croît rapidement à cette période, est constituée en grande partie d'immigrés, de jeunes femmes et d'hommes forts plus résistants à la maladie, ou du moins capables de guérir plus rapidement.

Les emplois en ville sont mieux rémunérés et offrent de meilleures perspectives d'ascension sociale. De nombreux employés gravissent les échelons. Leur amour de la stabilité et de la déférence n'est en effet pas aussi rigide que la fierté qu'ils éprouvent en raison de leur statut supérieur. Par ailleurs, le travail en ville ne varie pas selon les saisons. Il dépend de cycles relativement prévisibles et non du temps, toujours imprévisible. En ville, le proverbial «jour de pluie» peut être assuré par l'épargne privée ou le crédit du vendeur. La concurrence entre les commerçants entraîne une baisse des prix et la disponibilité d'une gamme de marchandises tout au long de l'année (dont on n'entend pas parler à la campagne). Les aliments ne sont peut-être pas frais du jour, mais ils sont moins chers et plus abondants; il existe des magasins pour ceux qui en ont les moyens. Les villes sont aussi des lieux où vivent et travaillent des hommes de loi et de profession médicale (médecins ou non). On ne dénombre pas qu'une seule taverne proposant un nombre limité de divertissements, mais des centaines d'auberges offrant toutes sortes de distractions, respectables ou peu recommandables. Les codes de conduite urbaine sont moins stricts que ceux de la campagne, bien que les campagnards arrivent avec le bagage moral de leur éducation. En outre, de nombreuses coutumes et traditions rurales, comme les foires et les fêtes foraines, y sont importées.

Les villes les plus importantes, en général les capitales, offrent aux professionnels la possibilité de former des groupes spécialisés dans tel ou tel domaine. Elles facilitent aussi l'accès à la lecture sous toutes ses formes. Les théâtres, salles de concert et opéras existent depuis longtemps. Certaines institutions, qui sont toujours actives aujourd'hui, datent de ce moment : la Société philharmonique de Londres (1813), la Société philharmonique de Berlin (1826) et la Société des concerts du conservatoire de Paris (1828). Certains des plus célèbres compositeurs prospèrent également à cette époque. Même si Beethoven et Schubert vivent à Vienne, leur influence s'étend indubitablement sur toute l'Europe occidentale. Ils meurent tous deux en 1828, après avoir composé leurs derniers chefs-d'œuvre dans la capitale autrichienne, tandis que Mendelsohn (né en 1809), Chopin et Schumann (nés en 1810) écrivent leurs premiers morceaux. Rossini (né en 1792) est le compositeur le plus prolifique, qui crée presque l'intégralité de son œuvre à cette période, avant de prendre une retraite anticipée. Il se fait d'abord connaître en 1813 avec Tancredi qu'il compose à l'âge de 21 ans. Nommé directeur du théâtre San Carlo de Naples deux années plus tard, il y compose le Barbier de Séville

en 1816, puis est mandaté par La Scala pour écrire deux opéras par an pour son compte; il parvient en réalité à en composer trente-six en dix-neuf ans. En 1823, il s'installe à Paris et prend la direction du Théâtre-Italien. Son dernier succès, *Guillaume Tell*, est produit à Paris en 1829; après quoi il décide de s'arrêter, à 37 ans, et prend sa retraite jusqu'en 1868. Au même moment, en Allemagne, Weber (né en 1786) écrit *Freischütz*, joué pour la première fois à Berlin en 1821.

L'Angleterre ne participe pas à cette prolifération musicale, mais Londres profite de sa richesse et appelle Weber à composer pour Covent Garden son opéra *Obéron*, qui est représenté pour la première fois en 1826. L'enfant prodige Mendelsohn, qui compose cinq symphonies en 1821, passe quelque temps à Londres en 1829 et y présente pour la première fois, entre autres, son ouverture du *Songe d'une nuit d'été*. Le séjour antérieur de Rossini dans la capitale anglaise en 1823, après avoir quitté l'Italie et avant de s'installer à Paris, est le plus lucratif. En cinq ans, il gagne 7 000 livres sterling.

Pour les Européens du continent, qui engendrent les prodiges de la musique de l'époque, l'Angleterre doit sembler un pays très inculte dont le principal intérêt est de s'enrichir et non de faire de la musique. Toutefois, cette affirmation n'est pas entièrement vraie. Comme nous l'avons vu, les Londoniens respectent la supériorité de l'Europe continentale, et l'Angleterre possède des artistes capables d'interpréter les compositions. Des festivals de musique sont organisés dans d'autres villes du pays. Par ailleurs, il existe déjà en Grande-Bretagne une tradition bien établie du chant choral. Les villes de province, tout comme Londres, organisent leurs concerts de chœurs auxquels participe activement une foule de personnes. Dans le nord de l'Angleterre, l'intérêt porté à la musique de fanfare est très important et on compte de nombreux joueurs amateurs. Comme dans beaucoup d'autres domaines, la Grande-Bretagne et les Britanniques sont très différents. Ce sera toutefois l'importante contribution musicale apportée par le continent qui perdurera.

LES FONDATIONS MATÉRIELLES ET SCIENTIFI-QUES: LES ANNÉES DIFFICILES (1830–1874)

À partir de 1820, la Grande-Bretagne prend son élan et renforce son avance technique. Dans le secteur des textiles, le tissage du coton se mécanise, d'abord pour des tissus plus grossiers et ensuite pour des tissus fins de qualité. La filature du lin suit l'exemple du coton dès le milieu des années 1820, renforçant ainsi la position de l'Irlande du Nord dans l'industrie du lin. La laine, plus fragile que le coton, est tissée puis filée sur des machines dès le milieu du siècle. L'industrie de la bonneterie ferme la marche à la fin

des années 1860. Malgré cela, de nombreuses femmes continuent de tricoter pour elles-mêmes.

L'eau rivalise avec la vapeur en tant que principale source d'énergie, mais, avec le début de ce qui peut être appelé adéquatement l'« ingénierie de précision», à partir de 1840, les machines à vapeur deviennent plus fiables et séduisent davantage la Grande-Bretagne, dotée de sources de charbon abondantes et bien réparties. Le charbon possède un meilleur rendement énergétique par rapport à la pression exercée, qui est de plus en plus forte. La machine à vapeur est également montée sur roues. Les premières applications de la locomotive dans les houillères, qui connaissent déjà l'emploi des pompes à vapeur et peuvent se procurer le charbon à très bon marché, sont effectuées par George Stephenson et d'autres experts. Vers 1820, une ligne d'exploitation minière plus longue s'ajoute à la célèbre ligne Stockton-Darlington, qui établit le lien avec la voie maritime sur la côte est à Stockton et qui se dirige alors plus à l'ouest, au-delà de Darlington, jusqu'au bassin houiller d'Auckland à l'intérieur des terres. Cette ligne illustre, pour la première fois, les véritables possibilités du chemin de fer à vapeur. Ce dernier doit aussi son succès à l'invention d'un nouveau type de chemin de fer à Morpeth, une ville de la région. Ceci est un fait important puisque, au même moment, les ingénieurs de Londres et de ses environs découvrent que le rapport rendement/poids des locomotives n'est pas suffisant pour leur permettre de circuler sur des routes ordinaires cahoteuses, bien différentes des voies planes supportant les charges. L'initiative Stockton-Darlington de George Stephenson attire l'attention des promoteurs d'un projet de bien plus grande envergure : la création de la première voie ferrée interurbaine entre le port de Liverpool et le centre du coton, Manchester. Au départ, cette ligne, comme celle reliant Stockton à Darlington, n'est prévue que pour le transport de marchandises lourdes à faible vitesse, mais elle rencontre davantage de succès dans le transport des passagers, du courrier et d'articles de plus grande valeur. C'est alors que le fils de George Stephenson, Robert, parvient à créer, juste avant l'ouverture de la ligne, une locomotive à chaudière multitubulaire capable de circuler à une vitesse moyenne, inégalée auparavant, d'environ 32 kilomètres par heure, soit deux fois plus vite que n'importe quel attelage sur une telle distance. La Grande-Bretagne s'impose désormais en tant que leader des transports terrestres et des usines mécanisées d'Europe occidentale. Cette période relativement courte de domination incontestée se célèbre à Londres en 1851 avec la première Exposition universelle, dans un bâtiment impressionnant en métal et en verre, que l'on appelle le Crystal Palace (le palais de Cristal). Les employeurs accordent plusieurs jours de congé à leurs ouvriers pour que ces derniers puissent se rendre à Londres en train spécial bon marché, afin de prendre connaissance des avancées industrielles et de s'en inspirer pour contribuer à l'amélioration de leur propre activité.

La ligne Liverpool-Manchester génère de bons dividendes pour ses actionnaires et encourage la spéculation pour relier d'autres agglomérations britanniques majeures, ce qui se produit en deux grands mouvements (la fameuse «manie des chemins de fer») au milieu des années 1830 et au milieu des années 1840. Excepté une, toutes les voies ferrées principales sont achevées au début des années 1850. Cependant, dans le continent, les choses ne vont pas si bon train. Le capital n'est pas aussi abondant et les itinéraires envisagés ne paraissent pas pouvoir générer un trafic très rémunérateur. Les gouvernements doivent souvent garantir des revenus minimaux afin d'attirer les investisseurs. Par ailleurs, les lignes ne sont dotées que d'une voie au lieu de deux et contournent les courbes de niveau au lieu d'être creusées le long de l'itinéraire le plus court. En 1850, la Grande-Bretagne a déjà construit près de 10 000 kilomètres de voies ferrées; la France, moins de 3 000. L'Allemagne, territoire à l'intérieur de la future frontière impériale, peut quant à elle se targuer du double de cette longueur. En 1871, avec ses quelque 19 000 kilomètres de voies, elle a presque rattrapé la Grande-Bretagne qui, au cours des vingt dernières années, n'a ajouté que des lignes secondaires moins importantes à son réseau, tandis que la France, avec ses 15 500 kilomètres, reste considérablement à la traîne. En 1870, la Belgique, pays beaucoup plus petit, possède 2 900 kilomètres à son actif, et les Pays-Bas, un peu plus de 1 400 kilomètres.

Bien que devancée par l'Allemagne, la France de 1871 poursuit sa lente et régulière croissance. Ses usines de métallurgie au Creusot se développent aussi bien que celles de Seraing en Belgique, qui possède également du charbon et du fer à proximité. Dans la région de Mulhouse, on fonde une industrie textile des plus modernes. À l'Exposition universelle de Paris en 1867, le stand des Français, comme celui des Allemands, présente des produits de meilleure qualité que ceux exposés à Londres en 1851; cette concurrence apparemment accrue est source d'inquiétude en Grande-Bretagne. Le niveau de vie en France continue de profiter de la faible croissance démographique, de 32 millions d'habitants en 1830 à 38 millions en 1870. La population allemande, qui passe de 27 millions en 1830 à 41 millions, augmente rapidement. La Grande-Bretagne, moins peuplée bien que plus urbanisée, atteint 26 millions d'habitants, ce qui représente une croissance rapide par rapport aux 16 millions de 1830. On calcule qu'en 1850, la moitié de sa population vit en ville. Ce degré d'urbanisation n'est pas atteint en Allemagne avant la fin du siècle et en France avant la fin de la Première Guerre mondiale. Il nous faut noter cependant que tous ceux qui travaillent à la campagne, c'est-à-dire environ un quart de la main-d'œuvre britannique rurale, n'exercent pas forcément dans l'agriculture.

La rapidité de l'urbanisation et la persistance de l'emploi agricole entraînent d'importantes conséquences sociales. L'important investissement dans

les chemins de fer, les usines et l'infrastructure urbaine permet une amélioration des conditions de vie, mais produit de faibles rendements immédiats. En même temps, l'expansion rapide des villes attire la main-d'œuvre de la campagne environnante, où sa raréfaction favorise très tôt l'introduction de méthodes l'économisant. Le battage du grain, par exemple, voit l'arrivée de la batteuse à vapeur itinérante vers le milieu du siècle en Angleterre. En France et en Allemagne, où la main-d'œuvre agricole reste abondante, rien n'incite à de telles innovations. L'investissement dans le drainage s'avère toutefois utile, puisque davantage de terres peuvent ainsi être cultivées dans les régions côtières de Hollande et d'Allemagne, ainsi qu'à d'autres endroits très humides. En Angleterre, la pratique se répand, afin de cultiver plus de céréales sur les hectares déjà existants. C'est toutefois partout le renvoi des minéraux dans le sol qui constitue le moyen le plus rapide d'augmenter les rendements. Le crottin en provenance des villes est recyclé, et les engrais artificiels font leur apparition, générant eux aussi des rendements annuels plus élevés.

L'urbanisation implique des mouvements à l'intérieur des pays, puisque la croissance naturelle ne peut expliquer à elle seule l'expansion si rapide des villes. Une fois déracinés de la campagne et après avoir pris la décision de s'installer en ville, les migrants se sentent libres au point d'aller plus loin, voire d'émigrer. L'Angleterre tire un profit considérable de ces mouvements de population, en particulier à partir de l'arrivée de spécialistes continentaux mieux formés et souhaitant bénéficier des possibilités économiques supérieures offertes outre-Manche, notamment dans l'industrie chimique. Ainsi, Andrew Kurtz, quittant son Wurtemberg natal à l'époque de Napoléon, apprend-il la chimie à Paris avant de devenir l'un des fondateurs de l'industrie chimique britannique après 1815. On peut citer aussi Ludwig Mond, né à Cassel et élevé à Marburg et Heidelburg, qui arrive en Angleterre pour la première fois en 1862 et s'associe à Henri Brunner pour mettre au point le procédé de la soude à l'ammoniaque. Dans les textiles, de nombreux Allemands participent activement au négoce de la laine peignée à Bradford (Schlesinger, Behrens, Albrecht et d'autres) et forment une communauté distincte, expédiant leurs fils pour défendre la patrie si besoin. De l'autre côté des Pennines, à Manchester, c'est une communauté étrangère, encore majoritairement allemande, qui dirige la vie artistique de la ville. Charles Halle, né en Westphalie, s'y installe en 1848 et y lance le célèbre orchestre éponyme. Friedrich Engels est encore plus connu; fils d'un homme d'affaires de Barmen, près de Düsseldorf, il est envoyé par son père en 1842, à l'âge de 22 ans, pour travailler dans le bureau d'une entreprise de filature et de blanchissage, dans laquelle son père est associé à Peter Ermen, directeur des usines Victoria de Seedley en périphérie de la ville.

Engels (né en 1820) veut devenir écrivain, mais son père insiste, alors qu'il n'a que 16 ans, pour qu'il entre dans son entreprise et l'expédie dans un bureau de Brême, afin qu'il y poursuive sa formation. Friedrich, qui est un jeune homme très intelligent, lit avec voracité et commence à écrire des articles dans les journaux. Il se crée ses propres opinions, libérales en ce qui concerne la religion et radicales en matière de politique. Il quitte Brême en 1841, revient à Barmen au bout de six mois et s'engage volontairement dans l'artillerie d'infanterie dans le cadre de son année de service militaire. ce qui le conduit à Berlin où il est fortement influencé par le mouvement des jeunes hégéliens, très en vogue, et par les vues humanistes de Feuerbach. Bien endoctriné à l'issue de son service en octobre 1842, sa conception devient encore plus radicale après un passage au Rheinische Zeitung à Cologne, journal qui propage des idées extrêmes, dont celles des jeunes hégéliens. Il accepte avec enthousiasme la proposition de son père de poursuivre sa formation dans la maison Ermen & Engels à Manchester, voyant dans cette affectation l'occasion d'étudier en profondeur ce qu'il considère comme les maux du capitalisme. Il rappelle le Rheinische Zeitung en chemin et fait la rencontre de l'un de ses éditeurs, le docteur en droit Karl Marx, de deux ans son aîné. Il arrive dans le froid de Manchester à la fin de l'année 1842, juste au moment de la pire dépression commerciale que le XIX^e siècle ait connu.

Au cours des vingt mois suivants, ce jeune homme observateur et engagé politiquement a l'occasion de connaître la «Cottonopolis», dont la croissance est très rapide, ainsi que d'autres régions d'Angleterre dans de terribles conditions. De nombreux immigrants s'entassent dans des logements inadaptés avant que les autorités locales n'accomplissent des progrès en matière d'infrastructures urbaines. Au cours de cette crise économique, le chômage aussi est important. Engels est convivial et sociable, se tient très droit (en raison de son entraînement militaire) et est toujours très élégant. Il semble avoir très vite appris l'anglais et gagne un revenu d'homme d'affaires qui pourrait lui permettre d'évoluer dans n'importe quelle entreprise, même s'il affirme plus tard, et nous n'avons aucune raison de mettre sa parole en doute, qu'il «renonçait au vin de Porto et au champagne des classes moyennes» et consacrait son temps libre «presque exclusivement à s'entretenir avec d'authentiques travailleurs ». Il a évidemment une maîtresse issue de la classe ouvrière, Mary Burns, ancienne employée dans l'industrie du coton, à laquelle il restera attaché après son retour à Manchester quelques années plus tard. Il a également l'avantage d'être couvert par la presse, en particulier dans le journal chartiste Northern Star, et bénéficie des témoignages des pires maux sociaux, grâce à de très utiles volumes de documents parlementaires recueillis dans différentes régions du pays à la demande de réformateurs progressistes qui tiennent à y mettre fin et à améliorer les conditions des ouvriers.

En automne 1844, Engels est de retour à Barmen : il trie les notes prises en Angleterre et se plonge dans les volumes de documents parlementaires qu'il a rapportés. À partir de ces derniers, il publie en allemand, au profit des lecteurs allemands, Die Lage der arbeitenden Klasse in England, internationalement connu sous le titre The Condition of the Working Class in England (La Situation de la classe laborieuse en Angleterre). Il écrit à Marx dans une lettre datant du 19 novembre 1844: «Je suis plongé jusqu'au cou dans les journaux et les livres anglais [...]. Je présenterai un acte d'accusation contre les Anglais. J'accuse la bourgeoisie anglaise devant le monde entier de meurtre, de vol et de toutes sortes de crimes à grande échelle [...].» Il poursuit en signalant que même si le livre traite des Anglais, il est destiné à la classe moyenne allemande «dont je dis assez clairement qu'elle ne vaut pas mieux que la classe moyenne anglaise». Il écrit rapidement, et son livre est publié à Leipzig en 1845. Fait révélateur, aucune traduction n'est réalisée avant l'apparition d'une version médiocre à New York en 1887 et d'une meilleure édition à Londres en 1892. À ce moment-là, peu de lecteurs anglais sont conscients des véritables conditions de vie au début de la crise des années 1840, mais de plus en plus de personnes s'intéressent aux idées collectivistes de gauche, les buvant comme du petit-lait. Toutefois, la version allemande a depuis longtemps établi la réputation d'Engels parmi les communistes. Pour la polémique, c'est là une réussite remarquable pour un jeune homme de 24 ans. Engels devient le plus proche associé de Marx.

Marx sera aussi un immigré en Angleterre. Après l'échec des révolutions de 1848, il s'installe dans le pays, où il vit d'abord dans une pauvreté considérable au cœur de Londres. Il déménage bientôt dans une maison décente en banlieue, grâce à un héritage que reçoit sa femme, puis dans une autre, plus grande, après que celle-ci reçoit un deuxième héritage. Il profite des avantages et de la liberté du capitalisme, notamment dans l'immense bibliothèque du British Museum, afin de conspirer et de prévoir son effondrement. Engels aussi, qui devait avoir un père capitaliste étonnamment tolérant, réintègre l'entreprise de Manchester en 1850 et vit comme un homme d'affaires, buvant du champagne en chassant à courre avec le Cheshire Hunt. Il soutient financièrement son ami, plus sérieux, Karl Marx, jusqu'à la mort de ce dernier à Londres en 1883. Engels, le jovial, se retire à Londres et, vingt-trois ans plus tard, célèbre en grande pompe son soixantedixième anniversaire: «Nous avons veillé jusqu'à trois heures et demie du matin et bu, outre du bordeaux, seize bouteilles de champagne. » Il mourra cinq ans plus tard. La révolution qu'il avait prédite en toute confiance ne s'est pas encore produite, puisqu'il n'existe pas une classe laborieuse unie pour mener la lutte des classes, mais divers niveaux de classes laborieuses, non qualifiés et qualifiés, qui peuvent gravir les échelons pour atteindre les classes moyennes, tout aussi mélangées.

Au milieu du XIX^e siècle, parallèlement à l'expansion des écoles (l'État apportant davantage son soutien sur le continent qu'en Angleterre), les parents des classes laborieuses sont de plus en plus nombreux à prendre conscience de l'importance des études, en particulier si leur souhait est de voir leur descendance décrocher de meilleurs emplois et gravir les échelons. L'éducation des adultes devient aussi plus populaire et plus abordable. De nouvelles bibliothèques sont ouvertes. L'évolution des méthodes d'impression permet la publication d'un plus grand nombre de journaux et de livres. Une presse périodique illustrée émerge avec l'*Illustrated London News* (1842), rapidement suivi, une année plus tard, par L'Illustration à Paris et l'Illustrierte Zeitung à Leipzig. Parallèlement à l'expansion du télégraphe électrique, dont on parlera plus loin, des agences de presse font leur apparition, notamment Havas en France, Wolff en Allemagne et Reuter, un autre immigré allemand, en Angleterre. Les diffusions nationales et régionales de journaux augmentent rapidement et davantage de journaux locaux, ne revendiquant en général aucune affiliation politique particulière, sont publiés après réduction, puis suppression, de la taxe prélevée sur les journaux eux-mêmes et sur les publicités y figurant. Le lectorat s'étend à une section plus sérieuse et cultivée des classes laborieuses. Si les travailleurs ont un jour férié, ils affectionnent surtout les journaux du dimanche qui jouissent d'une plus large diffusion que les quotidiens, déjà au milieu du XIXe siècle. La connaissance et les idées se propagent plus rapidement et plus largement à travers ce formidable débordement de l'écrit. Les articles de Marx sont notamment compilés sous forme de pamphlet, et le premier volume du Capital paraît en 1867. Toute autre opinion politique concevable est imprimée, sous quelque forme que ce soit, même si aucun titre n'est aussi connu que celui-ci.

Au cours de ces années, les débuts de ce qui peut être appelé «la naissance de la science moderne» encouragent la remise en question des concepts établis, les tentatives d'en savoir davantage sur le monde humain et physique et la volonté d'améliorer les conditions de vie. Avant 1830, la plupart des progrès techniques sont l'œuvre d'experts ingénieux comme Watt ou les frères Stephenson, et non la conséquence d'une véritable compréhension des principes scientifiques concernés, ce qui va changer puisque les spécialistes se mettent désormais à définir, compter et expérimenter dans des laboratoires. Des instruments plus performants, comme le microscope achromatique inventé vers 1830, et le brûleur atmosphérique, qui devient encore plus perfectionné en 1855 quand la version de Bunsen est installée dans son laboratoire d'Heidelberg, contribuent à faciliter ces expérimentations. L'Association britannique pour le progrès de la science organise sa première réunion en 1831 pour tenter d'inciter les Anglais à prêter davantage attention à la recherche fondamentale, ce que font certainement déjà les

Allemands. Liebig, par exemple, de retour en Allemagne après avoir étudié avec Gay-Lussac à Paris, ouvre la première partie de son laboratoire, qui deviendra bientôt célèbre, à Giessen en 1826. Dans tous les pays, les chercheurs contribuent à la découverte scientifique et, en cas de réussite, publient et font circuler leurs résultats. Ceux qui sont à la traîne dans un domaine font de leur mieux pour recruter des spécialistes dans les pays plus experts, comme nous l'avons vu dans le cas de l'industrie chimique britannique. Le prince consort allemand Albert, mari de la reine Victoria, envoie un jeune chimiste allemand prometteur, August Wilhelm von Hofmann, pour créer le Collège royal de chimie à Londres en 1845. De nombreux étudiants v sont formés pour travailler dans l'industrie britannique, et c'est là qu'en 1853 William Henry Perkin obtient le premier colorant à l'aniline, baptisé mauvéine, en essayant de synthétiser de la quinine. D'autres moyens artificiels sont découverts pour remplacer certaines sources naturelles par des produits synthétiques, ce qui profitera aux gens de tous les milieux. Ces substituts se révèlent plus constants et fiables, peuvent être renforcés, et leur production à grande échelle fait baisser considérablement leur coût.

L'importance accordée aux mérites des recherches scientifiques entraîne toutefois des conséquences sociales inquiétantes que le philosophe français Auguste Comte (1798–1857), rebelle-né contre toute autorité existante, envisage dans ses écrits. Son Cours de philosophie positive, dont le premier volume paraît en 1830, soutient que les idées scientifiques doivent s'appliquer autant à la physique et à la chimie qu'à l'organisation de la société. Une nation religieuse ou fondée sur la métaphysique est un pur prélude à ce qui doit devenir un État moderne positiviste fondé sur la science. John Stuart Mill, correspondant régulier d'Auguste Comte quand celui-ci écrit les autres volumes de son ouvrage au cours des douze années suivantes, se prononce également en faveur d'un monde plus matérialiste et davantage fondé sur la science. Jeremy Bentham et ses disciples en font autant lorsqu'ils clament que le summum bonum est «le plus grand bonheur du plus grand nombre». Un climat plus réceptif aux idées évolutionnistes se crée parmi ces faiseurs d'opinion. Ces idées sont avancées par Charles Lyell dans les Principes de géologie (1830–1833). Les naturalistes en parlent bientôt partout, mais c'est Charles Darwin (1809–1882) qui, à force d'observation, fournit en 1859 l'explication de l'évolution humaine dans L'Origine des espèces (On the origin of species by means of natural selection, or the preservation of favoured races in the struggle for life).

Charles Robert Darwin naît à Shrewsbury en 1809. Fils d'un médecin à la charge d'une consultation importante et de la fille de Josiah Wedgwood, célèbre entrepreneur de poterie du Staffordshire, il grandit dans une famille conventionnellement religieuse. Lorsqu'il s'apprête à étudier à Cambridge après avoir renoncé à la médecine à Édimbourg, il est prévu qu'il entre

dans les ordres, ce que la providence évite avec succès. Très influencé par la lecture du Voyage aux régions équinoxiales du Nouveau Continent, il s'intéresse particulièrement à l'histoire naturelle. Après obtention de son diplôme (dixième sur la liste sans mention, ce qui n'a rien d'extraordinaire), avant encore deux autres trimestres à effectuer, il suit un cours de terrain. Il se voit alors proposer par John Henslow, professeur de botanique qui l'a pris en sympathie, un poste de naturaliste non salarié sur le *Beagle*, brick de 235 tonnes, sur lequel il embarquera pour une longue expédition scientifique en Amérique du Sud. Avec le soutien de son oncle, le second Josiah Wedgwood, et malgré l'opposition de son père, il quitte donc le pays de décembre 1831 à octobre 1836. Alors qu'ils naviguent vers le sud, ce jeune homme très observateur est frappé par le fait que les espèces diffèrent légèrement entre elles d'un endroit à l'autre, et même entre chaque île d'un même groupe. Il remarque aussi, en particulier dans l'archipel des Galápagos, juste en dessous de l'équateur au large de la côte ouest de l'Amérique du Sud, des différences entre une même créature et les restes fossilisés de ses ancêtres, ce qui l'amène à considérer l'enseignement religieux concernant la nature humaine comme une entité distincte de ses observations scientifiques. À son retour en Angleterre, il n'est plus question qu'il entre dans les ordres même si, durant toute sa vie, il conserve de nombreux amis anglicans et soutient les actions caritatives et sociales entreprises par l'Église.

De 1838 à 1841, Darwin occupe la fonction de secrétaire à la Geological Society de Londres et fréquente beaucoup Lyell. Cependant, bien qu'il ait été sain et résistant auparavant, sa santé se dégrade complètement dans la capitale. Il part donc habiter à Down, un petit village dans le comté du Kent, à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Londres. Là, avec sa femme, fille de son oncle Josiah Wedgwood, il vit d'un revenu versé par sa famille, s'en tient à un régime bien organisé et régulier, incluant des marches, beaucoup de lecture et quelques heures de travail par jour. Sa vie est celle d'une personne à moitié invalide et se résume à un long combat contre la maladie. Darwin ne quitte que rarement Down pour assister à des conférences, surtout après le milieu des années 1850, quand il ne se rend même plus à celles de la British Association. Il correspond cependant régulièrement avec ses amis et écrit en 1844 à Joseph Hooker, le meilleur d'entre eux : «Enfin, des lueurs ont surgi, et je suis presque convaincu (contrairement à ce que je pensais au départ) que les espèces ne sont pas (et ceci ressemble à l'aveu d'un crime) immuables.» Il continue à y réfléchir dans sa retraite à la campagne et, une décennie plus tard, Lyell le presse d'écrire un rapport, de crainte que quelqu'un d'autre ne s'y aventure et publie ses idées avant qu'il ne le fasse. En effet, alors qu'il a presque achevé son ouvrage, le naturaliste Alfred Russell Wallace (1823–1913) qui, comme Darwin, a été très influencé par Malthus, lui écrit du fin fond du Maroc en juin 1858 et lui envoie un essai

pour lui demander son opinion. Celui-ci exprime à peu de choses près la théorie de la sélection naturelle de Darwin. Avec l'aide de Lyell, Darwin réagit rapidement et présente un résumé de son travail à la Linnean Society, qui y sera lu le 1^{er} juillet 1858, puis publié la même année dans le *Journal of the Proceedings of the Linnean Society*. Darwin achève alors *L'Origine des espèces*, dont les 1 250 exemplaires sont vendus le jour de sa publication, le 24 novembre 1859. La science soutient la logique en défiant la foi, comme il en ressort clairement du célèbre débat animé entre Thomas Huxley, le scientifique, et Samuel Wilberforce, l'évêque d'Oxford, où se célébrera la conférence de la British Association l'année suivante. Darwin, trop fragile pour s'éloigner de Down, continue à publier des livres, dont *La Descendance de l'homme* (1871). De nombreux honneurs lui sont accordés, surtout en France, en Allemagne, en Italie et dans son propre pays. Il reçoit l'une des plus grandes distinctions: des funérailles à l'abbaye de Westminster.

Même si les découvertes de Darwin sont caractéristiques de l'époque, elles troublent profondément une grande partie du peuple. L'Église s'efforce de maintenir l'exclusivité cléricale et la stagnation intellectuelle, tandis que le progrès propose la science et les biens matériels. On remet en question la dignité de l'homme, en même temps que l'authenticité de la Bible. Aussi vraies et avant-gardistes qu'aient pu être les théories de Darwin et d'autres scientifiques, elles ne contribuent pourtant pas à améliorer le bien-être du plus grand nombre.

Ce n'est pas le cas de l'œuvre du Français Louis Pasteur, qui apporte de grands bénéfices pour l'humanité.

Louis Pasteur (1822–1895) est né à Dole dans le Jura. Fils de tanneur, il grandit et va à l'école à Arbois, ville qu'il considère comme un havre de paix, où il retournera toujours avec plaisir. Son parcours scolaire n'est pas particulièrement brillant, mais son ardeur au travail et son enthousiasme débordant envers ce qui l'intéresse vraiment sont transparents. On l'encourage à suivre une formation pour devenir professeur. Après une tentative manquée de suivre un cours à Paris (comme pour Darwin, sa santé se dégrade, mais pas de façon permanente), il continue sa scolarité au collège royal de Besançon, où il obtient son baccalauréat en sciences et, après une année difficile d'études, entre à l'École normale supérieure de Paris en 1843. Après obtention de l'agrégation (1846), il poursuit jusqu'au doctorat (1847). Il travaille comme assistant dans l'un des laboratoires du titulaire de la chaire de chimie de l'École, Antoine-Jérôme Balard, et attire l'attention d'autres scientifiques d'abord pour l'intérêt obsessionnel qu'il manifeste à l'égard des cristaux. En lisant des publications, il réalise que les cristallographes, notamment Jean-Baptiste Biot, scientifique âgé et très respecté, ne sont pas parvenus à expliquer pourquoi les cristaux tartriques et paratartriques (ou racémiques) réagissent différemment à un faisceau de lumière polarisée,

l'un déplaçant le faisceau vers la droite, l'autre vers la gauche. Pasteur passe de longues heures à chercher une explication physique. Finalement, il la trouve et réussit à convaincre Biot, qui devient son défenseur. Grâce à l'influence de ce dernier, ce jeune travailleur acharné et enthousiaste est nommé professeur suppléant de chimie à la faculté des sciences de Strasbourg, premier niveau de l'échelle universitaire. Là, il impressionne tous ceux qui viennent inspecter son travail. Il améliore encore sa réputation en transformant l'acide tartrique en acide racémique (1853), il est élu membre de la Légion d'honneur et reçoit une récompense de 1 500 francs. L'année suivante, âgé de 32 ans, il est nommé professeur de chimie et doyen de la nouvelle faculté des sciences de Lille, une ville qui, selon le ministre de l'Instruction publique, est « le centre d'activité industrielle le plus riche du nord de la France». On attend clairement de lui qu'il collabore avec les industries locales et leur apporte son aide grâce à ses connaissances scientifiques, ce qu'il effectue avec son dévouement habituel en faisant visiter aux étudiants de nombreuses usines des environs. Il manifeste pour la première fois un intérêt pour la fermentation quand un fabricant d'alcool de jus de betterave lui demande conseil au sujet de la formation d'acide lactique au cours du processus. En 1857, Pasteur publie un document sur la fermentation lactique qui lui permet d'accéder au poste de directeur des études scientifiques de l'École normale supérieure de Paris. Sa diligence et son enthousiasme (et l'étude approfondie, au cours de ses lectures, du travail inachevé d'autres scientifiques) portent enfin leurs fruits. «Dans le domaine de l'observation, la chance ne sourit qu'à ceux qui s'y préparent», croit-il.

Il poursuit son étude de la fermentation alcoolique et s'aperçoit que les ferments sont des organismes vivants, chacun responsable d'une fermentation particulière, et issus de germes semblables à eux-mêmes, nés de microbes vivants. En 1863, il démontre que le vin peut être stabilisé si on le chauffe lentement à 55 °C avant de le laisser refroidir. Ce procédé, qui peut être appliqué à d'autres liquides, est connu sous le terme «pasteurisation». Il travaille ensuite dans différentes brasseries et montre que ses théories sur la fermentation sont également valables pour la bière. En 1871, il fait breveter un moyen de fermentation qui évite le contact avec l'air. Cette même année, il se rend à l'Office britannique des brevets pour proposer ses conseils, microscope à la main, aux brasseurs londoniens, dont le plus important d'entre eux, Whitbread, produit 500 000 hectolitres par an. Plus tard, vers 1870, J.-C. Jacobsen, grand admirateur de Pasteur, est encouragé à créer un laboratoire impressionnant dans sa brasserie Carlsberg à Copenhague, tandis que d'autres entreprises progressistes, telles qu'Heineken à Rotterdam, en font de même.

C'est Joseph Lister (1827–1912), nommé chirurgien à l'hôpital de Glasgow en 1860, qui se sert pour la première fois des théories de Pasteur sur

les germes pour sauver une vie humaine. La découverte du chloroforme en 1831 encourage les chirurgiens, à partir de 1847, à endormir les patients et à opérer en toutes circonstances, même si la plupart du temps les interventions entraînent des septicémies mortelles. Lister, qui se spécialise dans le traitement des fractures et des plaies, sait que l'exposition à l'air est responsable de cette mortalité élevée et s'aperçoit que ce ne sont pas les gaz atmosphériques eux-mêmes qui en sont la cause, mais quelque chose qu'ils transportent et que le scientifique ne parvient pas à identifier. En 1865, le professeur de chimie de l'université de Glasgow attire son attention sur le travail de Pasteur, ce qui l'incite à utiliser du phénol, découvert depuis longtemps déjà en 1834, et dont il connaît les effets antiseptiques. La baisse considérable du taux de mortalité est mentionnée dans le Lancet en 1867. C'est à ce moment que débute la médecine moderne, grâce à Pasteur autant qu'à Lister. Par la suite, certains germes particuliers seront identifiés comme porteurs de maladies spécifiques. Nous nous y intéresserons de plus près dans la prochaine section, ainsi qu'aux expériences de Pasteur sur des animaux, lesquelles permettront de guérir l'hydrophobie humaine. L'Institut Pasteur, fondé en 1888 et situé près de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, permet la guérison de milliers d'hommes et de femmes mordus par des chiens enragés. Quand Pasteur meurt en 1895, déjà couvert d'honneurs, des funérailles nationales sont organisées à Notre-Dame.

De 1830 à 1875 environ, aucune amélioration notable du niveau de vie de la majorité des citoyens d'Europe occidentale n'est perceptible, bien qu'il soit toujours difficile de généraliser. Les travailleurs des industries mécanisées effectuent peut-être des tâches monotones durant de longues heures, mais ils percoivent un salaire plus élevé. De même, les employés d'autres commerces, dans lesquels ces derniers dépensent leur argent, se retrouvent aussi mieux lotis qu'ils ne l'auraient été autrement. En revanche, ceux qui restent attachés à un emploi anciennement qualifié, notamment les tisserands travaillant manuellement, sont soumis à une dure concurrence: ils doivent livrer un véritable combat pour survivre. Les hommes travaillant sur les nouveaux chemins de fer qui se répandent à travers la campagne ne sont sans doute pas généreusement payés, mais ils gagnent certainement plus que les autres habitants ruraux et jouissent d'un emploi régulier : les trains circulent quel que soit l'état du cycle économique. Les ouvriers agricoles s'en sortent mieux s'ils travaillent dans des fermes proches ou reliées à des villes en croissance que dans des endroits plus retranchés. Rappelons que les conditions ambiantes dans les villes ne connaissent qu'une faible amélioration jusqu'au milieu du siècle. Pavage, drainage, système d'égouts et approvisionnement adéquat en eau parviennent lentement à satisfaire les besoins croissants de la population urbaine. Toutefois, malgré ces améliorations, des épidémies de choléra et d'autres maladies

ne peuvent être contrôlées, en raison de la méconnaissance des germes et de leur mode de transmission.

Les sacrifices endurés, les combats livrés et les recherches scientifiques effectuées durant ces années ne portent leurs fruits qu'après le milieu des années 1870. C'est ce que l'on observe notamment avec les résultats de la diffusion des bateaux à vapeur. Les premiers d'entre eux, à partir de 1815, sont si inefficaces et consomment tellement de carburant qu'ils ne sont rentables que sur de courts trajets le long des côtes, pour remonter les estuaires ou sur les lacs. Cependant, avec la mise au point de moteurs haute pression, les embarcations à vapeur peuvent circuler de façon rentable sur de plus longues distances. Dans les années 1850, certaines d'entre elles peuvent traverser l'Atlantique (les paquebots de la compagnie britannique Cunard des années 1840 sont tributaires de la subvention accordée en vertu du contrat postal). Une formidable percée survient vers 1865, lorsque Alfred Holt, originaire de Liverpool, commence à faire circuler à profit entre l'Angleterre et la Chine des vaisseaux de 2 000 tonnes propulsés par des moteurs combinés, un voyage considérablement raccourci par l'ouverture du canal de Suez en 1869, qui permet d'éviter de contourner le cap de Bonne-Espérance. Les propriétaires de bateaux à voiles répliquent, tantôt en créant des navires plus rapides, tantôt en transportant des cargaisons plus volumineuses sur des navires déjà existants, ce qui baisse le coût du transport par rapport à la vitesse et à la ponctualité. Par ailleurs, tous les capitaines savent désormais mieux utiliser les vents portants. Le tonnage des voiliers ainsi que des bateaux à vapeur ne cesse d'augmenter pendant ces années, cependant que sur d'autres continents, les voies ferrées permettent d'acheminer jusqu'aux ports et à un prix moins élevé des quantités de plus en plus importantes d'aliments et de matières premières, dont la production est meilleur marché. Avant le milieu des années 1870, les investissements et l'application des nouvelles idées scientifiques théoriques n'apportent peut-être que des avantages sociaux limités, mais ils permettent de poser les fondations d'une amélioration sociale ultérieure inégalée.

Ceux qui doutent encore des réalisations antérieures à 1870 ne doivent pas oublier le drame qui touche la population irlandaise ou, plus précisément, de l'ouest de l'Irlande dans les années 1840. Il s'agit là d'une véritable crise malthusienne. Entre 1790 et le recensement de 1841, la croissance démographique irlandaise est très forte puisqu'elle passe de 4 750 000 à 8 178 000 habitants, dont 4 000 000 ne survivront que grâce aux pommes de terre. Le mildiou de la pomme de terre, qui n'est pas nouveau, atteint le sud de l'Angleterre pendant l'été 1845 et s'étend à l'Irlande au mois d'octobre suivant. La récolte de 1846 commence bien, mais à la fin du mois de juillet, les cultures sont entièrement contaminées. Plus d'un hectare sur deux est perdu. La maladie disparaît rapidement, et la récolte de 1847 est bonne, mais les habitants, affaiblis par la faim, sont déjà victimes de fièvres et d'autres

maladies: plus nombreux sont ceux qui meurent après que pendant la famine de 1846. Beaucoup de survivants traversent d'abord la mer d'Irlande, puis nombre d'entre eux l'Atlantique vers les États-Unis. L'émigration au total concerne plus de 100 000 personnes en 1846, s'élève à plus de 200 000 en 1847 et, après une légère baisse en 1848, reste supérieure à 200 000 en 1849, 1850 et 1851. Au moment du recensement de 1851, l'Irlande ne compte que 6 554 000 habitants et 5 412 000 en 1871. Tels sont les événements désastreux qui surviennent lorsqu'une croissance démographique de cette ampleur (d'autres pays d'Europe occidentale sont concernés) ne s'accompagne pas de réformes économiques correspondantes et lorsque d'autres nations qui ont fait l'expérience d'un tel changement ne peuvent ou n'essaient pas d'apporter leur aide. Dans ce cas, c'est la Grande-Bretagne qui aurait pu provoquer ces changements dans l'ouest de l'Irlande, comme elle le faisait déjà dans d'autres régions de ce petit pays insulaire, par l'achat d'aliments acheminés par bateaux à vapeur à travers la mer d'Irlande, destinés à alimenter la population urbaine du nord-ouest de l'Angleterre.

LES ANNÉES DE RÉCOMPENSE (1874-1914)

L'offre de terres à bon marché sur le continent américain ainsi que le développement du transport terrestre et maritime à vapeur pour acheminer des aliments moins chers en Europe (sans mentionner l'effet stimulant de la concurrence sur l'agriculture européenne) augmentent considérablement la quantité et la gamme de produits alimentaires disponibles sur le marché européen. À partir du milieu des années 1870, les prix chutent de façon spectaculaire jusqu'au milieu des années 1890, et la légère hausse consécutive jusqu'en 1914 n'affecte quasiment pas la précédente baisse des coûts des aliments. La réduction des prix de gros devient encore plus importante grâce à l'efficacité accrue des méthodes de distribution, par des achats en grande quantité et leur écoulement dans les villes : des chaînes de magasins de détail spécialisés s'en chargent, attrayants, bien éclairés, dotés de vitrines et de panneaux publicitaires voyants. Ce phénomène est, à juste titre, qualifié de «révolution du commerce de détail». Ces évolutions profitent particulièrement aux plus pauvres qui consacraient jusqu'alors environ 60 % du revenu familial aux dépenses alimentaires et aux boissons non alcoolisées. Un régime plus varié et plus sain est désormais à la portée de tout le monde.

Les importations de matières premières à un meilleur prix modifient la structure industrielle des coûts et stimulent la concurrence entre fabricants, ce qui entraîne la production de biens durables à plus grande échelle et la baisse du prix des vêtements et des chaussures, par exemple. Des chaînes de

magasins de chaussures commencent à apparaître, même si elles ne profitent pas autant aux classes sociales défavorisées que les magasins spécialisés dans l'alimentation. Dans le secteur de la couture et celui de la fabrication de vêtements pour hommes, les coûts du travail baissent en raison de l'afflux de nombreux émigrés fuyant les pogroms d'Europe de l'Est, qui sont disposés à travailler dans ces industries avant d'accéder à un meilleur emploi. Les «bas» du cycle économique ont donc autant d'importance que les «hauts», car certains d'entre eux sont très prononcés, surtout ceux qui frappent la fin des années 1870. Néanmoins, on estime qu'en Grande-Bretagne, pays du libre-échange où la chute des prix est principalement due aux faibles taxes d'importation, le revenu moyen réel par habitant augmente d'environ 75 % de 1874 à 1896, s'élevant six fois plus vite que de 1850 à 1875. Ailleurs en Europe occidentale, où les gros investissements dans les chemins de fer, les docks et l'infrastructure urbaine se poursuivent et où l'activité croissante des groupes de pression ruraux a permis d'obtenir une plus grande protection, les avantages sociaux sont relativement moindres. En France, par exemple, on estime que le revenu réel dans le dernier quart du XIXe siècle n'est que deux fois plus important que pendant les vingtcinq années précédentes. En Allemagne également, les revenus réels par tête sont très en retard par rapport à ceux de la Grande-Bretagne, puisqu'ils n'augmentent que d'un tiers environ pendant le dernier quart du XIXe siècle. De toute manière, les années 1874–1896 sont loin d'être celles de la «grande dépression», comme elles en sont souvent qualifiées. Parmi les plus aisés, certains doivent sans doute s'habituer à vivre des temps moins faciles, notamment en raison de la chute des taux d'intérêt, et les hommes d'affaires moins performants doivent faire face à davantage de concurrence et à des marges bénéficiaires inférieures. Toutefois, les plus entreprenants s'en sortent bien et prospèrent plus que jamais.

Ces évolutions interdépendantes, au même titre que la hausse du revenu réel, sont tout aussi déterminantes à l'heure d'expliquer les avancées sociales de cette période. Considérons, par exemple, les améliorations en matière de santé publique, lesquelles contribuent à augmenter l'espérance de vie (aspect que nous avons mentionné dans notre étude préliminaire). Depuis toujours, les villes sont réputées pour leur insalubrité et affichent, lorsqu'elles sont surpeuplées, un taux de mortalité supérieur au taux de natalité. C'est toujours valable pour les pires quartiers des centres villes. Mais la création d'autorités locales, destinées à prélever des impôts sur les citadins afin d'améliorer les conditions ambiantes de ces quartiers, parvient à prévenir l'augmentation des taux de mortalité urbaine, malgré la croissance accélérée de la seconde moitié du siècle. De fait, il est toujours impossible de prévenir les épidémies périodiques de choléra et d'autres maladies, les médecins ignorant encore leur mode de transmission.

Nous avons vu qu'au milieu des années 1860, les lumières de la médecine sont encore très faibles. Personne n'a encore identifié les porteurs de maladies spécifiques, jusqu'à ce qu'un remarquable Allemand, Robert Koch (1843–1910), formé à l'université de Göttingen et débutant en tant que médecin de campagne dans une petite ville de Prusse orientale, isole en 1876 le germe particulier responsable de l'anthrax, une maladie qui touche surtout les moutons. Trois ans plus tard, Pasteur entreprend des recherches sur le choléra des poules, extrait le microbe pathogène de la tête d'un oiseau malade et en fait une culture (bouillon de poule), de manière que le germe se reproduise et lui permet de continuer ses expériences. Pasteur oublie cette culture, laissant le bouillon exposé à l'air. Quand il revient, il est étonné de découvrir que les germes, lorsqu'on les inocule à une poule, ne sont plus mortels mais que, plus faibles, ils transmettent à des oiseaux en bonne santé une forme bénigne de la maladie. Une fois guéris, les oiseaux se révèlent même être immunisés. Lister, professeur au collège royal de l'université de Londres à partir de 1877, résume ces succès continentaux au Congrès médical international à Londres en 1881, auquel sont présents Koch et Pasteur. Ce dernier y prend la parole, utilisant les termes «vaccin» et «vaccination» en hommage à «l'un des plus grands hommes d'Angleterre, votre Jenner» qui, en 1796, inocule la vaccine, inoffensive pour l'homme, contre la variole humaine, plus virulente. Koch utilise le procédé d'atténuation de Pasteur pour inoculer contre l'anthrax en 1883. Peu de temps après, Pasteur produit lui-même un vaccin antirabique pour les animaux, puis, comme nous y avons déjà fait référence, en tant que remède contre l'hydrophobie des êtres humains mordus par des chiens enragés. À l'instar de Pasteur, les deux autres membres du triumvirat récoltent une reconnaissance publique bien méritée. Koch, nommé à une chaire de l'université de Berlin et directeur de l'Institut allemand de la santé en 1885, reçoit le prix Nobel de médecine en 1905. Lister devient président de la Royal Society de 1894 à 1900, se voit assigner le titre de baron en 1897 et reçoit l'ordre du Mérite en 1902. La médecine moderne est née. Les bactéries responsables d'un grand nombre de maladies, dont la diphtérie, la pneumonie, la méningite, le tétanos, la peste, le choléra et la dysenterie, sont identifiées, ce qui constitue une bien plus large contribution à la santé publique que toutes les réalisations antérieures.

Ces progrès médicaux prouvent leur efficacité après 1900, plutôt qu'avant, entraînant une chute plus rapide des taux de mortalité. Auparavant, les principaux agents pathogènes mortels, responsables de l'écrasante majorité des décès survenant chez les individus de plus de 1 an (aucune baisse du taux de mortalité infantile n'est constatée à cette époque), sont la tuberculose, le typhus et la scarlatine. Dans les deux premiers cas, l'amélioration du régime alimentaire joue un rôle primordial puisqu'elle permet d'accroître la capacité du corps humain à résister contre la maladie.

En Europe occidentale, cette période se caractérise par une transition démographique, même en France où les taux de mortalité et de natalité diminuent. Parallèlement à la baisse des taux de mortalité survient aussi, par solidarité, celle des taux de natalité: dans le cas contraire, la taille de la famille aurait été plus importante que jamais. Bien que des moyens de contraception soient connus, que l'on sensibilise l'opinion publique à ce sujet à partir de 1830, voire avant, et que les réformateurs leur accordent d'autant plus d'importance après 1875, il est clair que le coït interrompu, méthode de retrait qui dépend de l'homme, reste le moyen préféré. La contraception est moins pratiquée dans les familles prolétaires, qui ont pourtant tout intérêt à ne pas avoir trop d'enfants, car leur situation ne s'améliore qu'à court terme quand les enfants sont assez grands pour contribuer au revenu familial, avant de se marier et de construire leur propre famille. Les familles qui n'utilisent pas la contraception élèvent cinq enfants ou plus, les autres en ont jusqu'à cinq ou moins.

Les familles dont le revenu disponible augmente bénéficient aussi de la concurrence, car elles ont accès à des produits alimentaires meilleur marché dès 1870 environ. De petites maisons destinées à la classe laborieuse sont construites lorsque la baisse des matériaux de construction le permet. Les loyers subissent un ajustement proportionnel. L'approvisionnement en gaz devient accessible à meilleur prix dans les villes pour l'éclairage, puis pour la cuisine. Le prix du mobilier chute également, et un marché de l'occasion se met en place. En Grande-Bretagne, pays relativement prospère, les membres chanceux des classes laborieuses peuvent s'offrir un piano, souvent importé d'Allemagne et acheté à crédit. Les plus aisés, quant à eux, consacrent une part plus large de leur revenu aux loisirs. En Grande-Bretagne, prendre une demi-journée de congé le samedi devient habituel, ce qui se produit en même temps que l'essor des sports organisés en spectacles (les commerçants prennent leur demi-journée un autre jour de la semaine, officialisé dans chaque ville). Le prix des bicyclettes, élevé au départ, diminue rapidement, surtout à partir du milieu des années 1890, avec l'émergence d'un marché de l'occasion florissant. Les bicyclettes, aussi populaires auprès des femmes que des hommes, constituent le premier moyen de transport privé acquis par une majorité de consommateurs. Les compagnies des chemins de fer mettent en circulation, dès le début, des trains spéciaux les jours fériés en vendant les tickets à tarif réduit et font désormais circuler davantage de trains, organisant la publicité correspondante. Les propriétaires de journaux, profitant du moindre coût de l'encre d'imprimerie et des progrès techniques effectués dans les domaines de la typographie et de l'impression, baissent leurs prix de couverture et stimulent ainsi leur diffusion chez des lecteurs aux moyens plus modestes, surtout le dimanche, quand ces derniers ont du temps à consacrer à la lecture. Les éditeurs publient des livres moins coûteux, parmi lesquels se trouvent les ancêtres des livres de poche. La scolarité se

prolonge, devient généralement obligatoire, les études supérieures sont plus courantes. Le divertissement urbain prolifère, s'adressant de plus en plus à la classe laborieuse, souvent dans des théâtres construits spécialement pour l'occasion. Par ailleurs, comme nous allons le voir, le cinéma succède aux spectacles publics de lanterne magique et constitue un attrait sans précédent; les gramophones font leur apparition. L'Europe occidentale est en train de faire son entrée dans une ère résolument moderne.

Le rythme auquel cela se produit est solidaire de l'évolution économique dans les différentes régions nationales et nous devons à nouveau nous confronter avec le problème posé par l'impossibilité de décomposer les statistiques. Le regroupement des statistiques liées à l'agriculture, la sylviculture et la pêche, réalisé afin d'établir des comparaisons nationales, constitue une difficulté supplémentaire. Les chiffres montrent pourtant la profonde différence entre la Grande-Bretagne (Angleterre, pays de Galles et Écosse) et les principales nations continentales. En Grande-Bretagne, le secteur primaire atteint déjà son maximum en 1851, employant 1 824 000 hommes et 230 000 femmes pour une population totale de 17 926 000 personnes, alors que la moitié de la population habite en dehors des villes. Le rapport entre le nombre d'emplois dans le secteur primaire et la population totale peut néanmoins être considéré comme un indicateur sommaire, même s'il est orienté à la baisse, de la proportion de personnes exerçant encore une forme d'emploi traditionnel, bien que le secteur primaire ne regroupe pas la majorité des actifs. En 1901, le nombre d'hommes dans le secteur primaire ne s'élève plus qu'à 1 390 000 et celui des femmes à 86 000 pour une population totale de 37 000 000 personnes. Par la suite, parallèlement à la demande accrue de denrées alimentaires produites dans le pays et à l'augmentation des prises de pêche par les chalutiers britanniques, les totaux augmentent légèrement pour atteindre, lors du recensement de 1911, 1 489 000 hommes et 117 000 femmes, alors que la population totale de la Grande-Bretagne compte désormais près de 4 000 000 d'habitants supplémentaires avec 40 831 000 habitants.

Par comparaison, en France (exception faite de l'Alsace-Lorraine), le nombre d'emplois dans le secteur primaire n'atteint son maximum qu'en 1901 avec 8 245 000 (5 581 000 hommes et 2 604 000 femmes) pour une population totale de 38 451 000 personnes. En 1866, époque pour laquelle nous disposons des premiers chiffres comparables à l'échelle internationale pour la France (exclusion faite de l'Alsace-Lorraine, une nouvelle fois), les valeurs correspondantes s'élèvent à 7 495 000 (5 428 000 hommes et 2 237 000 femmes) sur une population totale qui, en 1872, atteint 36 103 000 habitants. En 1911, le nombre d'hommes a légèrement diminué mais s'élève toujours à 5 331 000 pour une population totale de 39 192 000 habitants, tandis que celui des femmes a augmenté pour atteindre 3 241 000. La France demeure une société majoritairement paysanne et conservatrice.

En Allemagne, la répartition est différente. Les premières statistiques concernant le secteur primaire ne font leur apparition qu'en 1882. Le total des hommes a peut-être atteint son maximum en 1880 avec 5 702 000 actifs dans le secteur primaire pour une population, incluant l'Alsace-Lorraine, qui s'élève déjà à 45 234 000 habitants, et ne tombe qu'à 5 540 000 en 1895 et 5 284 000 en 1907, dernier chiffre publié avant la guerre dans les statistiques internationales. L'emploi féminin ne cesse de croître, bien que modérément au départ, passant de 2 535 000 en 1882 à 2 753 000 en 1895, avant de monter en flèche pour atteindre 4 599 000 en 1907. En 1910, la population totale allemande dépasse largement celle des autres pays d'Europe occidentale et s'élève à 64 926 000 habitants.

Ces statistiques montrent à quelle cadence la Grande-Bretagne se débarrasse de son secteur traditionnel, alors que sa population totale rattrape enfin celle de la France, dont la superficie est nettement supérieure. En France et en Allemagne, 5 millions d'hommes sont actifs dans le secteur primaire juste avant 1914. Toutefois, alors que la population française passe seulement de 36 millions d'habitants vers 1870 à 39 millions, celle de l'Allemagne croît de près de 24 millions. Les vastes hectares de la France rurale sont demeurés plus traditionnels. En Allemagne, beaucoup d'hommes travaillent à la campagne (40 % du total en 1913), mais nombre d'entre eux sont employés dans de grandes fermes qui alimentent une population non agricole croissante.

La production de charbon, source majeure d'énergie pour l'alimentation en carburant et en électricité, est un bon indice de l'évolution économique, revers de la médaille rurale. En Grande-Bretagne, elle passe de 118 millions de tonnes en 1871 à 292 millions de tonnes en 1913. Cette production (qui inclut le lignite) croît de façon encore plus impressionnante en Allemagne, d'un plancher initial de 37 millions de tonnes en 1871 à 278 millions de tonnes en 1913. En France, l'augmentation est faible : elle passe de 23 millions à 41 millions pour la même période. (En 1913, c'est autant qu'en produit la Silésie à elle seule.) En Allemagne, la Ruhr devient la plus grande région productrice de charbon et l'Allemagne en exporte 20 millions de tonnes en 1913, principalement dans les autres régions du continent. La Grande-Bretagne expédie à l'étranger un quart de sa production en 1913, y compris son charbon de grande qualité pour les machines à vapeur, extrait dans le sud du pays de Galles. Les houillères allemandes, contrairement aux britanniques, ne sont pas bien situées pour être exportées; en 1913, la Grande-Bretagne ravitaille les régions côtières de Hollande et d'Allemagne avec 11 millions de tonnes de charbon.

Après 1880, la découverte britannique du procédé Thomas et Gilchrist, méthode de fabrication de l'acier avec du phosphore, un minerai abondant en Lorraine et au Luxembourg, permet à l'Allemagne de surpasser la Grande-Bretagne dans la production de l'acier, ainsi que de la rattraper, juste avant

1914, pour la production de fonte brute. (En 1880, l'Allemagne produit environ 1,5 million de tonnes d'acier et la Grande-Bretagne 3,7 millions, mais l'Allemagne dépasse la Grande-Bretagne dans les années 1890 et produit, en 1910, 13 millions de tonnes d'acier et la Grande-Bretagne 10 millions). L'Allemagne finit par exceller dans la production de toutes sortes de biens et de machines en fer et en acier, lourds et légers, tandis que la Grande-Bretagne continue d'exceller dans la confection en masse de divers textiles de grande qualité; les exportations ne se sont jamais aussi bien portées que dans les années précédant 1914. Les Britanniques exportent toujours de nombreuses machines textiles.

En chimie, l'Allemagne bénéficie depuis longtemps de sa tradition de laboratoires et de son enseignement universitaire. Les Britanniques importent des colorants, spécialité allemande, pour teindre à un moindre coût leurs textiles les plus précieux, ce qui aurait été impossible d'une autre manière. L'Allemagne met également sur pied une industrie chimique lourde, dont les produits sont essentiellement consommés à l'échelle nationale, surtout pour fertiliser les sols. La chimie lourde marche également très bien en Grande-Bretagne. Les fusions vont bon train avant 1914, conduisant à la formation, au milieu des années 1920, d'I. G. Farben et, en réponse, d'Imperial Chemical Industries. Ainsi, la France perd son avance antérieure en chimie industrielle, en partie à cause de la localisation difficile des matières premières ainsi que du manque de ressources abondantes de coaltar. En revanche, elle a l'avantage en ce qui concerne la chimie fine et aura le rôle principal dans les débuts de deux nouvelles industries qui auront des répercussions sociales considérables.

Même si Daimler et Benz sont, à juste titre, considérés comme les premiers constructeurs de véhicules automobiles dans le sud-ouest de l'Allemagne au milieu des années 1880, ils ne parviennent pas à les développer de manière à trouver des acheteurs. Cela est réalisé à partir de 1890 par des entrepreneurs français (Peugeot, Panhard et Levassor) qui utilisent des brevets allemands. La France demeurera le principal constructeur automobile en Europe occidentale jusqu'en 1914. Le nombre de propriétaires de véhicules est beaucoup plus important aux États-Unis, où une plus grande population et des revenus disponibles plus élevés permettent à Henry Ford ainsi qu'à d'autres constructeurs d'augmenter considérablement leur production, de réduire les coûts unitaires et de baisser les prix. Toutefois, en Europe, où les voitures à moteur restent chères, la diffusion de motocyclettes, beaucoup moins onéreuses, permet aux classes moyennes, Grande-Bretagne en tête, de se débarrasser de leurs véhicules à pédales. Plus importante encore est l'introduction, dans les villes européennes juste avant 1914, de l'omnibus automobile qui remplace enfin le cheval lent et coûteux, qu'il faut nourrir même quand il n'est pas en service. La taille des véhicules augmente, la

vitesse croît et les routes s'allongent. Les classes laborieuses, qui peuvent rarement s'offrir des trajets en omnibus hippomobile, ont désormais la possibilité de voyager dans l'un des nombreux autobus. Le tramway électrique, dont nous parlerons ultérieurement, facilite avec l'autobus les déplacements urbains de tous. À plusieurs égards, les bus et les tramways se complètent et leur importance est souvent négligée au moment d'étudier les conditions de vie de l'époque.

L'industrie de l'électricité, comme celle de la combustion interne, émergent dans le Vieux Continent bien avant 1880 dans diverses régions, comme en témoignent les noms de certains pionniers: Galvani et Volta (Italie), Oersted (Danemark) et Ampère (France). La relation entre électricité et magnétisme est établie en 1831 lorsque le Britannique Faraday utilise l'interaction de champs électriques et magnétiques pour produire un mouvement mécanique. C'est l'essence même du moteur électrique qui, en cas d'inversion, devient une dynamo. Faraday démontre comment une puissance mécanique peut se transformer en puissance électrique et inversement. Pourtant, un siècle s'écoulera avant l'exploitation commerciale de cette découverte. Pour l'instant, l'électricité est fournie à petite échelle à partir de piles, déjà connues et en amélioration à partir du début du XIX^e siècle. D'autres progrès sont apportés en vue d'une utilisation n'exigeant que de faibles courants, notamment par le Francais Leclanché en 1868.

L'association de l'électricité et du magnétisme est commercialisée pour la première fois avec le télégraphe électrique. Le baron Schilling, un Allemand rattaché à l'ambassade de Russie à Munich, produit le premier télégraphe à aiguille en 1832 et deux autres Allemands, Gauss et Weber, parviennent à faire fonctionner un instrument à aiguille l'année suivante à Göttingen. Toutefois, il faut du temps pour se rendre compte des possibilités offertes par cet instrument pour transmettre l'information, même par les voies ferrées alors en construction. En 1837, deux Anglais, Wheatstone et Cooke, ce dernier ayant voyagé en Allemagne, font la démonstration de l'efficacité du télégraphe à aiguille sur une distance d'environ 3 kilomètres devant l'une des compagnies britanniques de chemins de fer, mais essuient un refus. Une autre compagnie britannique commence à l'utiliser sur une ligne s'étendant sur quelque 20 kilomètres en dehors de Londres, mais tarde à en diffuser le principe. C'est à peu près à ce moment-là que Morse, un artiste américain qui a déjà entendu parler de l'électromagnétisme avant de quitter les États-Unis pour étudier les «maîtres» en Europe (1829–1832) et qui vivra dans une pauvreté extrême pendant une dizaine d'années, réussit enfin à persuader un nombre de clients suffisant d'adopter le code morse et l'appareil qu'il a mis au point pour imprimer points et traits sur une bande perforée. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, le télégraphe électrique est utilisé sans grand enthousiasme ni désir de l'exploiter, principalement par les com-

pagnies ferroviaires. Son exploitation commerciale est développée par des sociétés privées en Grande-Bretagne et entreprise par les gouvernements à l'étranger, notamment par la Prusse, dont les autorités chargent Werner von Siemens, alors qu'il est officier dans l'armée chargée de la défense de Kiel, de construire en 1848 la première ligne de télégraphe entre Berlin et Francfort. En 1851, un câble sous-marin est posé au fond de la Manche pour relier les voies ferrées britanniques et françaises ainsi que Londres et Paris. D'autres câblages sont ensuite rapidement effectués. En 1866, après plusieurs tentatives infructueuses, un câble transatlantique est mis en service et, dès 1870, l'Europe entre en contact télégraphique avec la Chine et l'Australie. Ainsi, des messages peuvent être envoyés dans presque toutes les villes du monde en quelques heures et non plus en quelques semaines; les réponses sont reçues avec la même rapidité. Dans toute l'histoire des communications, un tel gain de temps n'a jamais été connu auparavant et ne sera jamais enregistré ultérieurement, bien que le prix au mot reste très élevé et que les messages doivent être courts.

Parallèlement à l'élaboration de piles, câbles, répétiteurs et autres instruments, le télégraphe ouvre la voie au téléphone, qui n'aura pourtant pas le même impact. Converser à plusieurs kilomètres de distance et non plus face à face apparaît désormais comme quelque chose de trivial, comparé à la possibilité d'établir une communication à travers le monde entier, même si celle-ci n'est qu'unilatérale. Même si le mode de fonctionnement du téléphone est démontré en Allemagne dès 1860, c'est Alexander Graham Bell, né à Édimbourg, qui attire pour la première fois l'attention sur les possibilités que présente un tel appareil. En tant que fils d'un spécialiste du mécanisme de la parole qui avait migré vers le sud pour devenir professeur de cette matière à l'University College de Londres, Alexander Graham Bell suit les traces de son père. En 1870, sa famille déménage au Canada, et, à l'âge de 26 ans, il est nommé professeur de physiologie vocale à l'Université de Boston en 1873. L'année suivante, il est naturalisé américain. Il commence à mener des expériences sur la transmission du son sur une courte distance de câble en utilisant des diapasons. En 1875, il fait breveter son invention et intègre bientôt à son système un microphone électromagnétique. En 1878, il lui vient l'idée d'inclure plus de deux instruments dans un échange téléphonique. C'est à ce moment qu'une société américaine, la Western Union, se rendant compte des possibilités commerciales du téléphone, fait appel à Edison afin de produire des versions du système de Bell, sans pour autant violer les droits de l'inventeur.

Dans les années 1870, l'attention passe de la télégraphie à faible courant à la génération de courant continu à haute tension, à l'éclairage électrique et à la traction. En Allemagne, Werner von Siemens, associé à Georg Halske pour mettre au point le télégraphe, s'intéresse de plus en plus à la production

d'électricité. Soutenues par des banques allemandes, la compagnie Siemens & Halske et d'autres entreprises (dont la société allemande Edison à partir de 1883, qui deviendra plus tard la célèbre Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft ou AEG) construisent des centrales électriques pour fournir du courant destiné d'abord à l'éclairage, puis à la traction. Siemens crée sa propre dynamo améliorée, comme de nombreux pionniers de l'industrie électrique dans d'autres pays, tels Gramme, Crompton, Ferranti et Wenström. Certaines rues principales sont mieux éclairées qu'auparavant par de puissantes lampes à arc et les lampes à filament d'Edison et de Swan apportent la lumière électrique dans les maisons. En 1882, Edison alimente 1 000 lampes électriques dans le centre de Londres. La nouvelle source d'éclairage, provenant des centrales électriques, est disponible dans toutes les villes européennes, même si la diffusion est limitée dans les endroits où l'éclairage au gaz est satisfaisant. À la campagne, les maisons qui peuvent s'offrir leur propre générateur installent aussi l'électricité.

L'éclairage électrique reçoit un accueil enthousiaste, à l'extérieur comme à l'intérieur (où il suffit d'appuyer sur un bouton pour allumer ou éteindre la lumière); mais l'arrivée du tramway électrique, avant 1914, revêt une signification sociale bien plus transcendante.

Les tramways hippomobiles se répandent d'Amérique en Europe à partir de 1860. Le prix du trajet est inférieur à celui en omnibus hippomobile (qui, comme nous l'avons vu, est un véhicule pour classes moyennes), puisque les chevaux sont capables de tirer des voitures plus grandes et de transporter davantage de passagers sur des rails lisses que sur des routes cahoteuses. Certains membres des classes laborieuses empruntent donc dès le départ ce nouveau moyen de transport, notamment tôt le matin pour se rendre au travail. Cependant, comme nous l'avons déjà mentionné avec la motorisation de l'omnibus hippomobile, le remplacement du cheval par la traction mécanique offre des avantages non négligeables. La société Siemens & Halske démontre les possibilités de la traction électrique sur une courte ligne de tramway à l'Exposition industrielle de Berlin en 1879 et à l'Exposition internationale de l'électricité à Paris deux ans plus tard. D'autres pionniers mènent des expériences ailleurs en Europe, mais la véritable percée survient en Amérique, où un officier naval, Frank Sprague, commence à s'y intéresser lors d'une visite à l'Exposition internationale d'électricité de Londres en 1882. Il démissionne et travaille avec Edison pendant quelque temps avant de fonder sa propre société. En utilisant le chariot aérien et le contrôleur parallèle/ série, il démontre en 1888, à Richmond en Virginie, que plusieurs véhicules peuvent circuler en même temps sur une ligne de tramway. Comme ce sera le cas ultérieurement avec la voiture à essence, quelques entreprises américaines commencent à produire des équipements pour tramways à grande échelle, ce qui réduit les coûts. Les lignes existantes sont électrifiées, et on

en construit de nouvelles. Les entreprises américaines s'attaquent rapidement à l'électrification et à l'expansion des lignes européennes. Dans les villes en croissance d'Europe occidentale, les autorités locales reconstruisent, avec l'aide d'entreprises privées, les lignes de tramways hippomobiles existantes et les électrifient, en utilisant souvent du matériel américain, moins coûteux que l'européen. Elles les équipent de wagons plus grands et plus rapides. Ce phénomène ouvre la voie à une nouvelle ère des transports publics qui, nous le répétons, aura des conséquences sociales considérables.

Les tickets coûtent moins cher, les temps de trajet sont réduits; davantage de personnes peuvent ainsi habiter plus loin de leur lieu de travail. Ce mouvement vers l'extérieur, qui commence avec les trains à vapeur d'ouvriers dans les années 1860, s'accélère considérablement. Un nombre inégalé jusqu'alors de pauvres peut se permettre de suivre les plus aisés dans les banlieues. Ils migrent d'un logement surpeuplé en ville, dont le loyer au mètre carré est élevé, vers des sites plus agréables et spacieux où ils peuvent habiter à moindre frais. Le nouveau tramway électrique constitue un moyen de transport rapide, confortable, bien éclairé lorsque les journées sont sombres et le soir, quasiment inconnu des voyageurs habitués aux véhicules hippomobiles. De même, comme les chevaux sont progressivement interdits dans les rues, ces dernières deviennent plus propres et moins porteuses de maladies, les mouches n'ayant plus autant de crottin pour se nourrir. Toutefois, les tramways présentent un inconvénient en ce qu'ils doivent circuler sur des rails alors que l'autobus, qui fera son apparition quelques années plus tard, circule dans les endroits non desservis, propose des correspondances à partir des terminus de tramway et apparaît dans des endroits pas assez importants pour justifier le haut investissement que nécessite la construction de rails.

L'électrification des trains à vapeur plus lourds, sur ou sous terre, et la construction de nouveaux métros urbains s'ensuivent, si ces derniers ne coïncident pas dans les grandes villes avec la création de tramways électriques. Au cours des années précédant 1914, de plus en plus de personnes sont en mesure de profiter d'un système de transports publics comprenant tramways, trains et autobus, qui pourra bien être envié par les générations suivantes. En effet, à cette époque, les déplacements urbains sont certainement plus simples et moins chers que par la suite.

La mise au point de la télégraphie sans câble et l'application de la combustion interne à l'aviation ne méritent pas de retenir notre attention très longtemps. En effet, même si elles deviennent plus tard très importantes et bien qu'elles soient très médiatisées, elles n'ont au début du XX^e siècle, juste avant 1914, que peu de répercussions sociales.

La transmission d'ondes électromagnétiques à travers l'espace est prédite d'un point de vue mathématique en 1873 par l'Écossais James Clerk Maxwell, le premier professeur de physique expérimentale à l'Université de

Cambridge. L'idée est testée de façon expérimentale en 1886 par Hertz, professeur à Karlsruhe, encore inconnu aux yeux de tous en tant que mesureur de la longueur des ondes magnétiques. Cependant, c'est l'Italien Marconi, autre grand scientifique immigré en Grande-Bretagne, qui envoie pour la première fois outre-Atlantique, de Cornouailles jusqu'en Terre-Neuve, la lettre morse *s* en décembre 2001. Pourtant, avant 1914, la télégraphie sans fil n'est utilisée en mer qu'à titre exceptionnel. La téléphonie sans fil (plus connue sous le nom de «radiophonie») appartient au futur.

Le mouvement physique à travers les airs (vol propulsé) n'en est aussi qu'à ses premiers pas. Même si les frères Wright réussissent à faire décoller une machine depuis la plage de Kill Devil (Caroline du Nord) à la fin de 1903, c'est surtout leur travail de mise au point ultérieur, effectué dans le plus grand secret entre 1904 et 1905, qui marquera les esprits. Durant cette dernière année de recherche, ils offrent un de leurs engins au ministère de la Guerre américain, mais ne décrochent aucun contrat de fabrication en retour, et ce jusqu'en 1907, où ils ne signent que pour une seule machine. En Europe, le Brésilien Santos-Dumont et le Danois Ellehamer font quelques bonds en 1906; Ellehamer exécute le premier vol sur territoire allemand, à Kiel, en juin 1908. À cette époque, la France est le principal centre de cette activité en Europe, comme cela s'était produit pour les automobiles. La visite de Wilbur Wright en 1908, qui a déjà fait un vol de 88 kilomètres en 90 minutes, encourage les Européens à poursuivre leurs efforts et les progrès commencent à se manifester. En juin 1909, Louis Blériot gagne un prix journalistique et fait sensation en traversant la Manche, exploit qu'il parvient à réaliser grâce à une averse providentielle qui refroidit son moteur, surchauffé de n'avoir jamais parcouru une telle distance. Avant 1914, des progrès considérables sont effectués en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France, mais la commercialisation des vols n'aura lieu qu'à partir de 1919, et ce de façon irrégulière. Cependant, les combats aériens prendront de l'ampleur pendant la Grande Guerre (1914–1918)

Les Français prennent aussi de l'avance dans un autre domaine : la cinématographie attire déjà des millions de personnes avant la Première Guerre mondiale, même si elle deviendra beaucoup plus importante après.

Les spectacles de lanterne magique, dans lesquels des photographies sur verre sont projetées sur un grand écran grâce à un puissant faisceau de lumière électrique passant par une loupe, sont extrêmement populaires dans les années 1880. La prochaine étape est l'animation de cette image fixe. La persistance rétinienne est connue depuis des siècles comme un moyen de créer cette illusion de mouvement. La méthode consistant dans une succession rapide de feuillets sur lesquels une suite de dessins légèrement différents sont imprimés est déjà utilisée depuis longtemps pour tromper l'œil humain. En octobre 1888, le physiologiste français Étienne Jules Marey lit devant

l'Académie des sciences un document expliquant les principes de ce qui deviendra la caméra, en utilisant un ruban de papier photographique et un obturateur qui bloque la lumière chaque fois que le papier est déroulé d'une bobine à l'autre. Partout ailleurs, des individus entreprenants essaient bientôt d'améliorer ce concept et de le commercialiser. Le talentueux Edison, qui a vu le travail de Marey à Paris en 1889, utilise un film celluloïd 35 millimètres à la place du papier photographique. Son principal intérêt réside toutefois dans la reproduction mécanique du son et dans la vente de son phonographe breveté qui reproduit le son à partir d'un cylindre rotatif, le résultat étant alors modifié mécaniquement par un grand pavillon acoustique. Il considère l'image comme un complément du son et ne pense pas qu'elle puisse être à elle seule très intéressante pour le commerce, anticipant ainsi l'apparition du cinéma parlant, mais n'évaluant pas la difficulté que représenterait le fait de vouloir synchroniser l'image avec le son. Il ne parvient pas à commercialiser son kinétoscope, mais celui-ci est exposé dans de nombreux endroits. Dans une foire à Vincennes, aux portes de Paris, deux frères entreprenants, Charles et Émile Pathé, décident de l'utiliser pour attirer la clientèle dans leur bar américain près de la place Pigalle. Certains clients veulent alors aussi avoir leur propre projecteur. En 1894, les frères Pathé vendent déjà leurs phonographes et cylindres Pathé. Ils installent leur industrie dans la banlieue parisienne de Chatou.

Entre-temps, deux autres frères français, Louis et Auguste Lumière, fabricants de matériel photographique à Lyon, conçoivent une caméra et un projecteur plus perfectionné que celui d'Edison. Après avoir déposé leur brevet en février 1895, ils filment en juin des délégués de la Société française de photographie lors de leur arrivée au congrès annuel et leur projettent le tournage deux jours plus tard. Avant la fin de l'année, ils ouvrent un cinéma dans le sous-sol d'un café parisien, qui attire bientôt un public de quelque 2 000 personnes chaque soir. Ils montrent des scènes brèves tournées en extérieur, dont *L'Arrivée d'un train en gare de La Ciotat* qui, depuis, est devenu un classique. À cette époque, R. W. Paul à Londres et C. F. Jenkins à Washington s'intéressent également au cinématographe. D'autres « cameramen » tournent des séquences de courte durée : l'avance de l'armée de Kitchener au Soudan, par exemple. Les films sont copiés et largement distribués. On commence à réaliser des longs métrages, incluant des épisodes joués et des scènes en extérieur. De nombreux pays créent leurs petits studios cinématographiques.

À la fin des années 1880, le phonographe que les frères Pathé sont parvenus à commercialiser avec succès est éclipsé par le gramophone, inventé par un émigré allemand aux États-Unis, Émile Berliner, qui utilise un disque au lieu du cylindre. Londres en est le centre européen et la Gramophone Company devient célèbre, de même que le slogan «La voix de son maître» et

l'image d'un chien assis écoutant avec étonnement les sons sortant du pavillon géant du gramophone. En 1901, les Pathé commencent à faire des films; en 1908, ils sont les cinéastes les plus actifs, avec de nombreuses filiales à travers le monde. Avant 1914, ils commercialisent l'hebdomadaire *Gazette Pathé*. De petits cinémas ouvrent dans petites et grandes villes, attirant un public relativement nombreux; ils emploient un projectionniste, peu de personnel et la place coûte moins cher que le théâtre. À Bradford en 1913, ville anglaise de moins de 300 000 habitants, 30 000 personnes assistent quotidiennement à une projection dans l'un des 30 cinémas existants; l'année suivante, on recense à Manchester (700 000 habitants) 1 entrée de cinéma pour 8 habitants. L'ensemble de l'Angleterre s'enorgueillit alors d'au moins 3 500 salles.

Nous avons remarqué auparavant que l'importance de l'alphabétisation et de la conscience politique était mitigée par le fait que les classes dominantes européennes craignaient que les gens ordinaires en viennent à se faire leur propre opinion sur leur condition et ne tentent de s'emparer du pouvoir. C'est sans doute ce qui finit par arriver à partir de 1870, parallèlement à l'amélioration générale des conditions de vie, à l'urbanisation croissante et à ce que l'on a appelé « la contamination des nombres ». Le mécontentement à l'égard du *statu quo* politique ne se manifeste pas chez ceux qui souffrent de la pauvreté mais chez ceux qui y échappent partiellement et qui veulent accélérer le processus. Habitants d'une même ville, les « mécontents » peuvent s'organiser de manière plus efficace en des mouvements destinés à faire pression pour obtenir un changement politique.

Les salariés bénéficient de mouvements coopératifs et de sociétés de secours mutuel qui encouragent la prudence en matière de dépense et d'économie. Lorsque ces associations de secours mutuel s'occupent d'un seul métier en particulier, elles revêtent l'apparence de syndicats. Bien que les syndicats ne se consacrent qu'au personnel qualifié, leur activité ressemble habituellement, quoique pas toujours, à celle de ces associations (assurances contre la maladie et les accidents, coût de l'enterrement) plutôt que de consister à exercer une pression sur les employeurs. De toute manière, de nombreux employeurs ont été des syndicalistes salariés qui ont évolué dans un système qui donne une chance aux personnes talentueuses. Par ailleurs, quand la main-d'œuvre non qualifiée et moins rémunérée (les «pauvres du travail») se rassemble ou forme des syndicats, des idées politiques plus radicales commencent à prédominer. Même si la majorité des salariés n'a jamais appartenu à un syndicat, l'augmentation du nombre de membres reflète l'émergence de ces nouveaux syndicalistes plus radicaux. À partir de 1886, le nombre de membres passe de 1 250 000 à 2 000 000 (1900), puis à 4 000 000 (1913) en Grande-Bretagne; il croît de façon plus impressionnante encore en Allemagne: de 300 000 à 850 000 (1900) et à 3 000 000 (1913); en France, de 50 000 à 250 000 (1900) et à 1 000 000 (1913). Les taux de

croissance sont bien plus importants en Allemagne et en France, tandis que les totaux absolus sont supérieurs en Grande-Bretagne.

L'influence politique exercée par les nouvelles forces populaires en Europe occidentale avant 1914 est incontestable, mais les différences entre les nations sont tellement importantes qu'il est difficile de généraliser. Nous pouvons, par exemple, considérer l'expansion du droit de vote. Le suffrage universel masculin est accordé dès le début de l'Empire allemand en 1871, mais la Constitution allemande refuse quelque pouvoir que ce soit au Reichstag, pourtant élu par les Allemands de plus de 21 ans. En Grande-Bretagne, de nombreux citadins obtiennent le droit de vote à partir de 1867 pour élire la Chambre des communes, laquelle possède des pouvoirs certains, et le suffrage universel masculin est octroyé à partir de 1884. Cependant, de nombreux propriétaires ont toujours plus d'un vote, parfois même beaucoup plus. En Italie, seuls 7% de la population peuvent voter en 1882, et le suffrage universel n'apparaît pas avant 1912. Aucune femme n'obtient le droit de vote national en Europe avant 1914, à part les Norvégiennes et les Finlandaises en 1907. Néanmoins, à travers l'Europe, de nouveaux partis de gauche émergent, tandis que d'autres déjà existants se tournent aussi vers la gauche.

En Allemagne, les sociaux-démocrates marxistes deviennent un parti unifié après le congrès du Gotha en 1875. Ils vont jusqu'à obtenir 28 % des sièges au Reichstag en 1912. Leurs homologues français connaissent une évolution similaire à la même époque et près de cinquante députés «socialistes» sont élus en 1893. En Grande-Bretagne, la Fédération socialiste (1880), qui deviendra la Fédération sociale-démocrate (Socialist Democratic Federation, SDF), compte peu de partisans et n'est pas très socialiste, mais une opinion plus radicale commence à surgir. Elle se concentre dans le Parti indépendant du travail (*Independent Labour Party*, ou ILP, 1893), bien que le Comité de représentation des travailleurs (Labour Representation Committee, qui est créé en 1900, comprend des syndicats, la Société fabienne et l'ILP/SDF, et devient le Labour Party en 1906) ne soit certainement pas marxiste. Plus importante est l'aile gauche du Parti libéral qui est alors au pouvoir. Aucune révolution n'a lieu en Europe à cette époque. Cela s'explique par l'amélioration considérable de la qualité de vie et par les possibilités croissantes qui s'offrent aux personnes compétentes, travailleuses (et chanceuses) de grimper l'échelle sociale. Au sein du gouvernement local, auquel des femmes propriétaires participent parfois, de nombreux progrès sont accomplis, notamment avec la municipalisation des services privés («socialisme du gaz et de l'eau»). Finalement, le système en place, souvent pour sa propre défense, commence à tenir compte des besoins des salariés.

Dans ce domaine, c'est l'Allemagne de Bismarck qui est la première à percevoir l'appauvrissement inévitable des employés qui perdent leur salaire à la suite d'un accident, d'une maladie ou simplement à cause de l'âge. Dès

1871, l'employeur est tenu responsable d'un accident sur le lieu de travail si le travailleur n'est pas fautif et, à partir de 1884, c'est à l'État que revient cette responsabilité. La maladie est couverte par une assurance d'État en 1883, la vieillesse et l'invalidité suivent en 1888. En 1911, les régimes allemands d'assurance sociale couvrent près de 9 millions d'Allemands.

La Grande-Bretagne finit par faire de même quand un gouvernement libéral plus radical que les précédents introduit les pensions de vieillesse non contributives en 1909 et l'assurance maladie par une loi de 1911. Les Britanniques vont même plus loin que les Allemands en incluant dans cette loi des sections prévoyant une couverture en cas de chômage, qui n'est appliquée qu'en 1913 et ne concerne que les professions les moins vulnérables. D'autres régimes d'assurance financés par l'État apparaissent alors en France, Belgique, Hollande, Italie, Danemark, Norvège, Suède et Suisse. L'État providence n'existe pas encore, mais il est annoncé.

EXAMEN RÉTROSPECTIF ET PROSPECTIF

Au printemps 1914, celui qui prend la peine de regarder en arrière et de considérer ce siècle de paix a toutes les raisons d'éprouver de la satisfaction.

Durant les cinquante premières années, la mécanisation a progressivement augmenté les efforts de travail fournis, permettant ainsi aux nations d'Europe occidentale de démentir Malthus, le savant mathématicien. Les machines permettent d'offrir assez d'emplois pour alimenter la population croissante. Les bénéficiaires directs de cette nouvelle énergie sont certes peu nombreux, mais ils profitent toutefois des dépenses des ouvriers, des autres postes créés par l'industrialisation et de la croissance de l'importation financée par l'exportation manufacturée.

Davantage de personnes viennent habiter en ville, le cœur de ces évolutions économiques et commerciales, même si (hormis la Grande-Bretagne après 1850) les citadins demeurent minoritaires. La migration urbaine rapide engendre des problèmes sociaux considérables contre lesquels les autorités locales luttent en tentant de les compenser par des améliorations sanitaires, efforts entravés par des connaissances médicales insuffisantes.

La vapeur est appliquée aux transports : les trains et les navires couvrent des distances de plus en plus longues. Ainsi, les déplacements sont facilités par des services plus nombreux, de meilleure qualité, moins chers et plus fiables pour ceux qui peuvent se les offrir, souvent sans réservation préalable. La capacité de transporter plus rapidement et de façon plus sûre des biens de plus grande valeur ainsi que le courrier revêt une importance égale. Toutefois, de même que la nouvelle force de travail génère plus d'emplois en dehors

des usines mécanisées, la diffusion du transport à vapeur entraîne aussi l'expansion du transport dans sa forme traditionnelle. Des navires à voile de plus gros tonnage transportent des chargements plus volumineux de faible valeur et la circulation hippomobile routière continue de croître, notamment dans les nombreuses régions non desservies par les voies ferrées. Le commerce entre les nations augmente, stimulé par les unions douanières, à l'intérieur desquelles le libre-échange n'existe pas encore. Les taxes à l'importation sont réduites ou abolies, au profit des consommateurs. Par ailleurs, l'esprit de recherche empirique fondé sur l'expérience du passé vient à être complété par une recherche plus scientifique tournée vers l'avenir.

Tous ces investissements portent leurs fruits au cours des cinquante années suivantes. L'Europe occidentale devient partie intégrante d'un monde global au sens moderne du terme. Des quantités de plus en plus importantes d'émigrés partent pour l'étranger. La spécialisation internationale favorise la baisse des prix des aliments et des matières premières importés de loin, souvent de régions au climat différent ou de contrées jusqu'alors inconnus. Le télégraphe électrique permet de prévoir quelles marchandises seront disponibles et de mieux organiser les voyages. L'arrivage de matières premières à meilleur marché stimule la concurrence entre fabricants et la création d'unités industrielles plus grandes et plus performantes. L'amélioration des méthodes de distribution permet au consommateur de profiter de ces avantages, qui sont communiqués par des panneaux d'affichage ou dans des journaux locaux, de plus en plus nombreux. Le niveau de vie des classes laborieuses croît comme jamais il ne l'avait fait auparavant.

Les villes deviennent des endroits plus sains, notamment en raison d'efforts ininterrompus d'amélioration des infrastructures, mais aussi grâce à la meilleure connaissance scientifique des germes et des maladies. Les médecins du travail publient régulièrement des rapports. Grâce à la traction électrique, les plus pauvres sont en mesure de suivre les plus aisés dans des banlieues plus salubres. Peu de temps après, les autobus permettent des déplacements moins chers et plus aisés sur des routes où les tramways, qui empruntent un itinéraire fixe, ne circulent pas. L'augmentation du revenu disponible et la plus grande mobilité (ainsi que le moindre coût de la bicyclette) voient l'émergence, en ville, des sports organisés en spectacles qui attirent un public nombreux, du théâtre et du cinéma, la dernière mode. L'importance de l'éducation, à l'école et au-delà, est plus largement prise en compte. Les mouvements ouvriers commencent à se faire sentir, tandis que le système établi tente de répondre à leurs efforts (souvent en les anticipant) par des régimes d'assurance sociale. En 1914, les hommes et les femmes qui ont profité des avantages de ces évolutions ont toutes les raisons de croire que l'amélioration sociale en cours se poursuivra sans fin et de manière ininterrompue.

Mais le progrès s'accompagne toujours de l'éventualité d'une régression. L'industrie et les sciences, qui ont permis ces évolutions socio-économiques, ont également rendu possible le déclenchement d'une terrible guerre qui infligera des souffrances et un appauvrissement inimaginables même pour l'esprit le plus fougueux des générations précédentes. Les conséquences vont au-delà des pertes énormes que représente le massacre de milliers de jeunes soldats enthousiastes foudroyés par des mitrailleuses, de la destruction physique de la propriété, des souffrances des invalides ou du chagrin des familles des morts et des blessés. Les répercussions se feront toujours sentir bien après la fin de la guerre, et ce dans de nombreux domaines. La Révolution de 1917 n'aurait pas eu lieu si les Russes n'avaient pas été vaincus; il n'y aurait donc pas eu de Staline ni de guerre froide. Si, pendant la guerre, les exportations n'avaient pas été éclipsées par la fabrication d'armes, le cours du système multilatéral des échanges n'aurait pas été interrompu. Dans le cas de la Grande-Bretagne, les marchés d'Amérique du Sud et d'Extrême-Orient n'auraient pas été perdus, respectivement en faveur des États-Unis et du Japon. Somme toute, la paix et le progrès ne sont jamais véritablement réapparus, même pas aux États-Unis où, après la prospérité des années 1920, le krach de Wall Street entraîne, pendant les années 1930, un appauvrissement d'une ampleur inégalée. En Europe, les nations endettées ne réussissent pas à renouer avec la «normalité» antérieure à 1914 et souffrent, après la guerre, d'un chômage chronique sans précédent. La montée de la dictature dans une Allemagne économiquement appauvrie persuade une nouvelle génération de jeunes enthousiastes de la nécessité de se venger de la défaite subie en 1918. Dans ce sens, la Première Guerre mondiale mène à la Seconde, après laquelle la «normalité» antérieure à 1914 ne refera toujours pas surface.

La diffusion ininterrompue de machines qui réduisent le nombre des travailleurs dans les usines, phénomène qui s'est reproduit plus récemment avec l'arrivée des ordinateurs dans les bureaux, devait engendrer inévitablement les problèmes actuels, guerre ou non. Toutefois, si la paix n'avait pas été rompue en 1914, de tels problèmes auraient immédiatement revêtu une importance primordiale et n'auraient pas été dissimulés par d'autres préoccupations plus immédiates. On aurait pu, par exemple, songer aux avantages d'une semaine de travail plus courte et de la répartition du travail, dans un monde où les nations auraient toujours été concurrentes commercialement, mais pas militairement, comme elles l'ont été pendant la guerre froide et à partir de la course aux armements en 1950.

La grave erreur de 1914, qui met brutalement fin au siècle de paix, aura des conséquences à très long terme. Les possibilités de juillet 1914 étaient bien grandes; ses réalités sont allées bien loin.

BIBLIOGRAPHIE

Briggs A., Snowman D. (dir. publ.). 1996. *Fins de siècles. How centuries end*, 1400–2000. New Haven /Londres, Yale University Press [l'ouvrage traite des décennies 1790 (Roy Porter) et 1890 (Asa Briggs)].

- Cole W. A., Deane P. 1965. «The growth of national incomes». Dans: H. J. Habakkuk, M. M. Postan (dir. publ.). *The industrial revolution and after*. Vol. VI. *The Cambridge economic history of Europe*. Cambridge, Cambridge University Press.
- DARMON P. 1996. Pasteur. Paris, Fayard.
- DARWIN F. 1887. *The life and letters of Charles Darwin*. 2 vol. New York, D. Appleton & Co [l'ouvrage inclut un chapitre autobiographique].
- Dovring F. 1965. «The transformation of European agriculture». Dans: H. J. Habakkuk, M. M. Postan (dir. publ.). *The industrial revolution and after*. Vol. VI. *The Cambridge economic history of Europe*. Cambridge, Cambridge University Press.
- GILLE B. 1973. «Banking and industrialization in Europe 1730–1914». Dans: C. M. Cipolla (dir. publ.). *The industrial revolution*. Glasgow, Fontana-Collins (The Fontana Economic History of Europe).
- GLASS D. V., Grebenik E. 1965. «World population 1800–1950». Dans: H. J. Habakkuk, M. M. Postan (dir. publ.). *The industrial revolution and after*. Vol. VI. *The Cambridge economic history of Europe*. Cambridge, Cambridge University Press.
- HARTWELL R. M. 1973. «The service revolution 1700–1914». Dans: C. M. Cipolla (dir. publ.). *The industrial revolution*. Glasgow, Fontana-Collins (The Fontana Economic History of Europe).
- Henderson W. O. 1969. *The undustrialization of Europe, 1780–1914*. Londres, Thames & Hudson.
- Kenwood A. G., Lougheed A. L. 1983. The growth of the international economy 1820–1980. An introductory text. Londres, Allen & Unwin.
- Landes D. S. 1965. «Technological change and development in Western Europe 1750–1914». Dans: H. J. Habakkuk, M. M. Postan (dir. publ.). *The industrial revolution and after*. Vol. VI. *The Cambridge economic history of Europe*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Mathias P., Postan M. M. (dir. publ.). 1978. *The industrial revolution and after*. Vol. VI. *The Cambridge economic history of Europe*. Cambridge, Cambridge University Press.

MILWARD A. S., SAUL S. B. 1973. *The economic development of continental Europe*, 1780–1870. Londres, Allen & Unwin.

- MINCHINTON W. 1973. «Pattern of demand 1750–1914». Dans: C. M. Cipolla (dir. publ.). *The industrial revolution*. Glasgow, Fontana-Collins (The Fontana Economic History of Europe).
- Pollard S. 1981. *Peaceful conquest. Industrialization of Europe 1760–1970*. Oxford, Oxford University Press.
- Poulton E. P. 1910. «Charles Darwin». Dans: *Encyclopaedia Britannica*. 11e éd.
- Stephen L. 1975. «Charles Darwin». Dans: *The compact edition of the Dictionary of national biography*. Oxford, Oxford University Press.
- Supple B. 1973. «The State and the industrial revolution 1700–1914». Dans: C. M. Cipolla (dir. publ.). *The industrial revolution*. Glasgow, Fontana-Collins (The Fontana Economic History of Europe).

10.2 L'Europe centrale, orientale et sud-orientale

Nikolaï Todorov, coordinateur

10.2.1 LA MONARCHIE DES HABSBOURG

Jean Bérenger et Charles Kecskeméti

La monarchie des Habsbourg, également évoquée sous le nom d'empire des Habsbourg ou de monarchie austro-hongroise, forme un État multinational, multiculturel et multiconfessionnel. En 1815, elle se dresse tel un défi aux idées propagées par la Révolution, conjuguant en son sein nationalisme allemand et séparatisme hongrois. Sera-t-elle en mesure de mener les nombreux peuples qui la constituent vers une économie prospère et une culture florissante, tout en préservant sa tradition supranationale? Le XIX^e siècle, étape décisive, devra répondre à cette question.

En 1789, la monarchie regroupe des territoires du Saint Empire romain germanique (les provinces héréditaires, la Bohême et des possessions en Italie du Nord et aux Pays-Bas), ainsi que d'autres régions qui n'en ont jamais fait partie: les pays de la couronne de saint Étienne (Hongrie, Croatie, Transylvanie) et les anciennes provinces polonaises de Galicie et de Lodomérie. Afin de pouvoir gouverner un ensemble aussi vaste et hétérogène, la pragmatique sanction de 1713 impose un régime d'union personnelle qui réaffirme également l'autonomie interne de chaque territoire. En 1804, l'empereur germanique François II prend une décision lourde de conséquences pour l'avenir de l'Europe, lorsqu'il se proclame empereur d'Autriche sous le nom de François I^{er} et déclare ensuite la dissolution du Saint Empire romain germanique. Un État unitaire, bien que non centralisé, voit alors le jour; il perdurera jusqu'à la réorganisation constitutionnelle de 1867.

La Basse-Autriche forme le cœur de la monarchie, avec sa capitale Vienne et le royaume voisin de Bohême. Les autres provinces héréditaires,

qui s'étendent du lac de Constance à la plaine pannonienne, jouissent d'une plus grande autonomie. Par suite des guerres napoléoniennes, les Habsbourg doivent renoncer à leurs possessions rhénanes, c'est-à-dire au Brisgau et aux Pays-Bas autrichiens, cependant qu'ils consolident leurs positions en Italie du Nord. L'hégémonie autrichienne dans la péninsule est renforcée par la création du Royaume lombardo-vénitien, composé du duché de Milan et des terres de la république de Venise annexées en 1797.

À l'époque du congrès de Vienne, le royaume historique de Hongrie représente un territoire de 325 000 kilomètres carrés, doté d'une population de 12 millions d'habitants. Malgré les protestations de la classe politique hongroise, l'intégrité territoriale du royaume n'est pas restaurée. La principauté autonome de Transylvanie est considérée comme une possession *per se* de la dynastie des Habsbourg. La zone de frontière militaire, innovation du XVI^e siècle faisant face à la Bosnie ottomane, est gouvernée directement de Vienne. À partir de 1740, elle devient une véritable source de recrutement pour l'armée régulière. Sa population, composée de Serbes et de Croates, échappe au régime seigneurial.

En 1791, Léopold II rétablit le statut particulier de la Hongrie et du royaume associé de Croatie, que Joseph II leur avait retiré. L'administration du royaume est déléguée à un palatin (à partir de 1790, un archiduc Habsbourg), lequel réside à Buda, assisté par un lieutenant royal. Proche de la rébellion en 1789, la Hongrie demeure cependant loyale envers la dynastie au cours des deux décennies de guerres napoléoniennes : la classe politique des nobles ne veut pas risquer le déclenchement d'une révolution sociale.

Enfin, en 1772, lors du premier partage de la Pologne, l'Autriche reçoit la Galicie et la Lodomérie. La Bucovine, également située au-delà des Carpates, est quant à elle annexée en 1775. Ces provinces demeureront au sein de l'Empire après 1815.

Bien que les voyageurs puissent avoir l'impression de visiter un pays exclusivement catholique et germanophone en parcourant l'Empire, ce dernier manque en fait d'unité linguistique et religieuse. Comme dans les régions précédemment citées, les langues parlées par les différents peuples au sein de l'Empire sont traditionnellement respectées. Les Habsbourg n'ayant jamais tenté d'imposer une culture uniforme à leurs sujets, l'empire d'Autriche est une authentique Babel où l'allemand et le hongrois coexistent avec des langues slaves et latines. L'allemand, employé comme langue culturelle commune, n'est pas la langue maternelle de la majorité des sujets. La population germanophone se regroupe dans les provinces héréditaires, dans certaines régions de Bohême et de Moravie, mais aussi en Hongrie, dans les provinces «saxonnes» médiévales de Haute-Hongrie (Slovaquie) et de Transylvanie, dans les cités commerçantes et minières, ainsi que dans les colonies établies au XVIIIe siècle dans la Grande Plaine.

Le hongrois, la seule langue de la monarchie qui ne soit pas indo-européenne, appartient au groupe finno-ougrien; il est parlé dans le centre du royaume et dans certaines régions de Transylvanie. Ce n'est qu'au XVI^e siècle que l'on assiste à une réglementation de son orthographe. Le latin est employé comme langue administrative et juridique jusqu'en 1843, une solution pratique dans un pays multilingue comme la Hongrie.

Les langues slaves bénéficient de différents statuts. En Bohême-Moravie, le tchèque devient une langue écrite dès le XIVe siècle. Le pays est bilingue; l'allemand voit sa position se renforcer de 1620 à 1780, décennie à partir de laquelle une renaissance tchèque voit le jour. Le polonais est employé comme langue officielle en Galicie et en Lodomérie, où les efforts entrepris par Joseph II pour imposer l'allemand comme langue administrative demeurent vains. Seuls les Juifs des *shtetl* parlent entre eux le yiddish, une langue fondée sur l'allemand et écrite avec l'alphabet hébraïque, introduite en Europe orientale lors des migrations du Moyen Âge. Les provinces polonaises sont confrontées à un problème linguistique majeur: les masses rurales à l'est de Lvov parlent l'ukrainien, tandis que le polonais demeure l'apanage de l'élite.

La population de Haute-Hongrie parle le slovaque, une langue proche du tchèque et du polonais. Jusqu'au réveil linguistique de 1780, le slovaque écrit n'est guère employé, à part pour les livres pieux catholiques et la correspondance privée. L'administration est réalisée en latin et l'Église luthérienne conserve le tchèque à l'écrit.

Le slovène sud-slave bénéficie d'un statut semblable à celui du slovaque. Il est parlé par la population rurale des régions montagneuses de Carniole, de Carinthie et de Styrie, tandis que l'allemand est réservé à l'écrit, aux affaires administratives et à la culture.

Les Serbes orthodoxes et les Croates catholiques parlent la même langue mais utilisent des alphabets différents, les premiers le cyrillique et les seconds le latin. Leur histoire diffère également. Le royaume de Croatie, fondé au début du X° siècle, accepte de s'unir à la Hongrie en 1102, à condition de conserver son propre gouvernement. Les Habsbourg reconnaissent les droits de la Croatie, laquelle est gouvernée par un *ban*, le troisième dignitaire laïque de Hongrie par ordre d'importance. Les Serbes, qui avaient successivement bâti deux empires au Moyen Âge, tombent sous la domination ottomane après la bataille de Mohács en 1526. Une migration vers la Hongrie avait débuté dès le XV° siècle. Autour de 1690, l'ensemble de la population serbe du Kosovo, conduite par le patriarche, cherche refuge auprès de l'empereur d'Autriche dans la Hongrie méridionale récemment reconquise. Les Serbes constituent la majorité de la population dans la zone de frontière militaire et dans quatre comitats du royaume. Plus au nord, le long du Danube, ils établissent aussi des colonies destinées au commerce.

808 De 1789 à 1914

Enfin, deux langues parlées au sein de la monarchie, l'italien et le roumain, appartiennent à la famille latine. Vienne n'a jamais remis en question le statut de l'italien en tant que langue de culture et de gouvernement. En revanche, le roumain n'est pas officiellement reconnu, ni en Transylvanie ou en Bucovine, où il constitue la langue de la majorité, ni en Hongrie orientale et méridionale.

Peuplant la moitié occidentale (autrichienne) de l'Empire, de Milan et Innsbruck à Prague et Graz, les Italiens, Allemands, Slovènes et Tchèques sont catholiques, ces derniers ayant été ramenés au sein de l'Église catholique par la Contre-Réforme après 1620. Le protestantisme ne survit que dans quelques vallées styriennes. Profitant de l'édit de tolérance promulgué par Joseph II en 1781, qui autorise toutes les confessions non catholiques avec seulement des restrictions minimes, quelques dissidents reconstituent des communautés calvinistes en Bohême et en Moravie.

Par ailleurs, la carte des religions du côté hongrois de la monarchie est encore plus hétéroclite que celle des langues, exception faite de la Croatie catholique. Malgré les efforts persistants de la dynastie, le succès de la Contre-Réforme n'est que partiel. Un tiers des Hongrois du royaume et la majeure partie de la Transylvanie demeurent en effet protestants, principalement calvinistes, avec quelques branches luthériennes et unitaires (sociniennes). Un pourcentage non négligeable de Slovaques et de vieilles communautés allemandes appartient à l'Église luthérienne. Ce contexte explique d'une part l'installation massive, après 1720, d'Allemands catholiques non rebelles, les Souabes, dans les régions faiblement peuplées, et d'autre part la réaction enthousiaste des Hongrois à l'édit de tolérance.

Le gouvernement parvient à rallier les Ruthéniens et près de la moitié des Roumains à l'Église uniate, qui conserve les rites orthodoxes et autorise le mariage du bas clergé mais reconnaît l'autorité du pape. Les Serbes, privilégiés par Léopold I^{er}, restent fidèles à l'Église orthodoxe, à son patriarche et à ses évêques.

La population de Galicie et de Lodomérie est composée de Polonais catholiques, d'Ukrainiens uniates et de Juifs.

La conscience nationale naissante et les conflits qui en découlent ne peuvent guère être analysés sans tenir compte du concept de « nation historique », propre au XIX^e siècle. Ce terme désigne les peuples entrés au sein de l'empire des Habsbourg avec leurs propres lois constitutionnelles et leurs institutions enracinées dans un système de gouvernement médiéval. Il s'agit des Croates, des Tchèques, des Hongrois, des Italiens et des Polonais. Les Austro-Allemands sont dans une position plus ambiguë. Sujets du Saint Empire romain germanique et loyaux envers la dynastie, ils sont aussi fortement attachés à leur petite patrie provinciale; aucune conscience nationale autrichienne collective ne les unit.

Les Slovaques, les Slovènes, les Ukrainiens et les Roumains, intégrés au sein des différentes entités historiques et privés d'institutions spécifiques, doivent quant à eux recourir à un passé lointain pour trouver des droits historiques capables de justifier leurs revendications en tant que nations.

À l'époque de Joseph II, seuls l'allemand, l'italien et le polonais (la majorité des personnes parlant ces trois langues vivent à l'extérieur de l'empire des Habsbourg) jouissent d'un statut administratif, littéraire et culturel correspondant à celui des langues d'Europe occidentale. Entre 1770 et 1790, des mouvements culturels surgissent au sein de toutes les autres communautés linguistiques, destinés à rénover et à raffiner leur langue, de manière qu'elle s'adapte mieux à la culture et à la science contemporaines. Des dictionnaires, des grammaires et des histoires nationales sont compilés, des journaux sont lancés, des traductions encouragées, des clubs de lecture et des théâtres mis sur pied. Les poètes et les écrivains, parmi lesquels se trouvent des ecclésiastiques de tous ordres, deviennent des personnalités publiques respectées. Les noms suivants illustrent la simultanéité de ce réveil linguistique à travers toute la monarchie: Josef Dobrovský (1753–1829), jésuite tchèque auteur d'un dictionnaire, et Václav Matěj Kramerius (1753– 1808), fondateur du journalisme tchèque; deux ecclésiastiques slovaques, Anton Bernolák (1762-1813), auteur d'un dictionnaire, et Jura Palkovič (1763–1835), traducteur de la Bible; Valentin Vodnik (1758–1819), poète slovène, traducteur de la Bible; les Hongrois György Bessenyei (1747– 1811), philosophe et dramaturge, et Ferenc Kazinczy (1759–1831), poète, traducteur et organisateur de la vie littéraire, tous deux calvinistes, ainsi que Miklós Révai (1749–1807), piariste, fondateur du premier journal hongrois et grammairien; trois ecclésiastiques uniates roumains, linguistes et historiens, Gheorghe şincai (1754–1816), Samuel Klein (1742–1806) et Petru Maior (1751–1821); Matija Rjelkovic (1732–1798), officier et poète croate, et Dositej Obradović (1739–1811), éducateur serbe et traducteur de Jean Chrysostome. Les presses universitaires de Pest jouent un rôle primordial dans le réveil national des peuples de la monarchie: de 1777 à 1848, sur une production totale de 1 490 titres, elles en publient 558 en langues non magyares.

La monarchie est divisée en trois zones économiques. Les provinces italiennes, les plus riches et les plus performantes, seront perdues après 1860. En ce qui concerne les deux autres zones, une barrière douanière sépare jusqu'en 1851 les provinces héréditaires et la Bohême, plus urbanisées, de la Hongrie rurale; celle-ci, avec la Galicie, représente un marché protégé pour l'industrie des provinces occidentales. En retour, la Hongrie peut vendre ses surplus agricoles à l'Autriche et à la Bohême. À partir de la fin du XVIIIe siècle, les opposants hongrois, les observateurs étrangers et, par la suite, les générations d'historiens, qualifieront ce système de colonial. Deux

historiens américains, David Good et John Komlos, ont cependant remis en question ce point de vue «colonial».

Déjà avant 1848, le développement des transports devient le principal moteur de la croissance économique de l'Empire. L'intérêt se porte sur les chemins de fer relativement tôt. À la veille de la révolution de 1848, le réseau ferroviaire autrichien compte 1 622 kilomètres de voies en service, tandis qu'à la même époque, le réseau hongrois ne couvre que 150 kilomètres. Dès 1857, Vienne est reliée à Prague, Cracovie, Budapest, de même qu'à Trieste, grâce à la spectaculaire ligne du Semmering qui monte jusqu'à 900 mètres d'altitude. Cette construction d'une voie ferrée en montagne, qui représente une première mondiale, est menée par l'ingénieur d'origine italienne Karl von Ghega. Le baron Wilhelm von Engerth, lui aussi ingénieur, met au point une locomotive spéciale à cinq essieux articulés: grâce à une adhérence parfaite à la voie, elle peut négocier des virages très serrés. En 1914, le réseau ferroviaire total avoisine les 46 000 kilomètres, avec environ 24 000 kilomètres en Autriche et 22 000 kilomètres en Hongrie.

Outre la libre circulation des biens et des personnes que permettent les chemins de fer, deux autres secteurs contribuent à la croissance et à l'intégration économiques: les services de poste et de télécommunications, ainsi que le système bancaire. Dès 1870 environ, le trafic postal augmente d'un taux annuel de 8 à 10% et il atteint, en 1912, un volume de 3,5 milliards de pièces (lettres, colis, etc.), chiffre proche de celui de la France. On recense, sur le territoire de la monarchie, 17 000 bureaux de poste qui servent pour la plupart également de bureaux télégraphiques. Le réseau télégraphique se développe parallèlement à la construction des voies ferrées et des routes. Les quotidiens à tirage national peuvent ainsi publier instantanément les reportages de leurs correspondants au sujet des événements «à sensation» qui intéressent leurs lecteurs. Les câbles de presse bénéficient d'une remise de 50%. La première liaison téléphonique est ouverte en 1881, et, dès 1918, toutes les localités importantes sont reliées au réseau téléphonique.

La mise en place d'un système bancaire moderne débute en 1855, lorsque les Rothschild, associés à plusieurs représentants de l'aristocratie historique, créent leur grande banque d'affaires, la Creditanstalt. Dans les deux parties de la monarchie, l'expansion rapide des banques est interrompue pendant plusieurs années par le « vendredi noir », le krach boursier du 9 mai 1873. Quand l'économie reprend pied, une politique plus prudente permet d'établir des marchés monétaires solides à Vienne et à Budapest, contrôlés par une dizaine de grandes banques.

Au début du XX^e siècle, l'intégration économique de la monarchie est pratiquement achevée. La majorité des échanges sont réalisés au sein du marché commun que constituent les deux moitiés de la monarchie, et la dépendance vis-à-vis des produits et marchés étrangers n'est pas trop lourde.

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'Empire exporte surtout des produits agricoles et des matières premières; il importe des produits manufacturés. En 1913, l'Autriche et la Hongrie se sentent, bon an mal an, toutes deux satisfaites de l'*Ausgleich*. La thèse d'un sous-développement hongrois entretenu volontairement par les capitalistes autrichiens profitant de l'union douanière, tout comme celle fondée sur le retard général de l'économie austro-hongroise ne peuvent être soutenues que difficilement.

Tout au long du XIX^e siècle, la monarchie jouit d'une croissance économique régulière, avec un boom spectaculaire au cours des années qui suivent l'*Ausgleich*. La crise boursière de 1873, qui ruine des milliers de petits porteurs, a des répercussions durables sur la société et détourne l'opinion autrichienne du libéralisme. Mais elle n'a en revanche pas de conséquences économiques à long terme. À l'instar de la France, l'Autriche-Hongrie demeure en 1914 un pays essentiellement rural doté d'une industrie moderne. La croissance économique se manifeste par le succès de la réforme monétaire de 1892, lorsque la monarchie, suivant l'exemple de l'ensemble des pays développés, adopte l'étalon-or et une nouvelle monnaie, la couronne (*Krone* en allemand), d'une valeur de 1,25 franc en parité avec le mark allemand.

La force de la monarchie s'appuie sur une population relativement importante: 47 millions d'habitants en 1900 et 51,4 millions lors du dernier recensement de 1910, ce chiffre incluant les 2 millions d'habitants de la Bosnie-Herzégovine. La densité de population atteint 95 habitants au kilomètre carré en Cisleithanie et 62 en Hongrie, une densité qui s'élevait respectivement à 67 et 48 en 1869. La croissance annuelle de la population est plus élevée en Autriche (0,82) qu'en Hongrie (0,74). Cette faiblesse démographique hongroise s'explique notamment par l'émigration outre-Atlantique de près de 2 millions de personnes, principalement des paysans sans terres de régions du Nord et de l'Est, que l'industrie ne peut absorber.

L'économie austro-hongroise est florissante et elle se dirige vers un avenir encore plus prospère, du moment que l'unité de la monarchie n'est pas rompue.

La noblesse, le clergé et les classes privilégiées dominent la société autrichienne jusqu'aux conquêtes de 1848. De manière encore plus forte qu'en Europe occidentale, seule la propriété foncière confère richesse et prestige. Les paysans possèdent des tenures héréditaires, appelées *Rustikal*, mais n'en ont qu'un droit d'usage et sont soumis à toutes sortes d'impôts, *Robot*, fermage, dîme et redevances d'État. Hormis en Galicie, la noblesse ne jouit pas d'un statut uniforme. La tradition, de même que le droit public, fait une distinction entre un gentilhomme ordinaire et un aristocrate. La petite noblesse foncière n'a qu'un poids relatif en Autriche et en Bohême. L'aristocratie compte plusieurs centaines de familles réparties dans tout l'Empire. Elles possèdent les terres (jusqu'à 80% en Bohême) et combinent

la puissance économique (de nombreuses fabriques situées dans des zones rurales leur appartiennent) avec le pouvoir politique dans les provinces et dans les bureaux du gouvernement à Vienne.

À partir du règne de Marie-Thérèse, les monarques anoblissent des roturiers, serviteurs civils de l'État ou officiers de l'armée en fin de carrière. Les aristocrates et gentilshommes de la vieille noblesse, c'est-à-dire la «première société», ont beau mépriser cette noblesse de service, ce système a le mérite de contenter les roturiers ambitieux. Au lieu de rêver de révolution, ces derniers s'efforcent de remplir leur devoir dans l'armée ou dans les bureaux de l'administration, afin d'obtenir un avancement social. Ils constituent la «seconde société», un groupe social spécifiquement autrichien, dévoué à l'État et fidèle à la dynastie. Longtemps après l'enthousiasme démocratique suscité par mars 1848, pouvoir et prestige demeureront liés aux titres aristocratiques et à la propriété foncière.

La société hongroise de l'Ancien Régime diffère fortement du modèle d'Europe occidentale. La noblesse représente entre 5 et 6 % de la population, formant un conglomérat que seuls les privilèges partagés d'exonération d'impôt, de droit à la propriété foncière et de participation à la vie publique unissent, et dans lequel se côtoient des aristocrates fabuleusement riches, des gentilshommes aisés et des dizaines de milliers de paysans, ouvriers et employés, nobles sans le sou. La classe moyenne urbaine des cités et municipalités privilégiées, ainsi que les paysans des districts libres, forment un pourcentage comparable. La paysannerie, c'est-à-dire 90 % de la population, vit dans des colonies rurales placées sous l'autorité seigneuriale. En termes économiques, l'écrasante majorité de la population vit donc de l'agriculture et de l'élevage.

La révolution de 1848 met fin au règne de la loi seigneuriale dans les deux parties de la monarchie. Les paysans deviennent les libres propriétaires de leurs anciennes terres, lesquelles représentent près de 50 % de l'ensemble de la surface cultivée. La Hongrie, qui compte à elle seule plus de la moitié des paysans et des serviteurs de l'Empire, ne possédait jusqu'ici pas de terres, à l'exception de minuscules parcelles, jardins et vignobles. À la fin du XIX^e siècle, cette population devait former un vaste prolétariat rural qui allait grossir les rangs de la main-d'œuvre industrielle, des candidats à l'immigration aux États-Unis et du socialisme agraire. Toutefois, l'aristocratie et la petite noblesse conservent leur richesse ou, à défaut de celle-ci, leur influence.

La bourgeoisie traditionnelle des villes hongroises, faible numériquement, manque des capitaux et de la capacité d'organisation nécessaires à la construction d'une économie moderne fondée sur la concurrence et l'esprit d'entreprise. Ce rôle est assuré par la communauté juive, qui passe de 100 000 membres en 1800 (1% de la population) à 640 000 (4,6%)

en 1880, année qui marque la fin de l'immigration à grande échelle, et à 940 000 (5%) en 1910. La classe politique hongroise fait bon accueil à l'immigration juive, car cette dernière apporte au pays une bourgeoisie de marchands, de banquiers et d'industriels. De plus, les nouveaux arrivants adoptent rapidement la langue hongroise. En 1895, la religion juive reçoit ainsi le statut de religion «légale» équivalent à celui des six confessions chrétiennes du pays.

Jusqu'en 1914, la dynastie constitue le seul lien qui unit l'ensemble des sujets de l'Empire, qu'on espérait dévoués et fidèles à l'empereur, père généreux et juste envers son peuple. François II considère d'ailleurs ce lien plus important qu'un puissant État centralisé joséphiste ou que le sentiment national autrichien dont rêve son frère l'archiduc Jean.

Les guerres napoléoniennes renforcent le prestige de la dynastie. François II, qui accède au trône en 1792, quelques semaines seulement avant la déclaration de guerre, affronte toutes les défaites jusqu'à sa victoire finale sur Napoléon. Son frère, l'archiduc Charles, montre à cette occasion qu'il est un grand général et un stratège remarquable pour l'armée impériale. La légitimité de la maison d'Autriche n'est en aucun cas remise en question. Ses États appartiennent depuis des siècles au patrimoine de la famille (comme les pays alpins et le duché de Milan) ou ont élu librement un Habsbourg pour roi (comme la Bohême et la Hongrie en 1526). Seules les acquisitions récentes font l'objet de réserves, car elles sont le fruit de conquêtes (Galicie en 1772, Venise en 1797).

Les Viennois apprécient sincèrement François II, charmés par sa simplicité et son bon caractère. Alors que son règne est pour nous synonyme de censure et de police politique, ses sujets sont satisfaits de l'image d'un empire conservateur et paternaliste qui répond à leur culture politique. La splendeur de la cour les enchante et les festivités organisées lors du congrès de Vienne leur donnent l'impression de vivre dans la capitale de l'Europe, enfin restaurée et pacifiée après vingt-cinq ans de durs sacrifices. En fait, les citoyens viennois, tout comme les paysans provinciaux, ne montrent que peu d'intérêt pour la politique, et ils la laissent volontiers à la charge des aristocrates et des fonctionnaires. L'empereur gouverne avec l'aide de quelques ministres. Le plus illustre d'entre eux, le prince de Metternich, est chancelier de 1809 à 1848. Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, aucun véritable cabinet n'est constitué, et ce malgré les efforts de Metternich pour conférer ce statut à la conférence d'État. Le monarque, premier bureaucrate de l'Empire, lit et annote les rapports, imperturbable dans sa tâche: voilà la façon dont François-Joseph conçoit sa mission tout au long de son règne, qui dure près de soixante-dix ans.

Aucune conscience nationale autrichienne ne transcende les sentiments identitaires particuliers de la Bohême, de la Styrie et du Tyrol. Après 1806,

l'archiduc Jean, avec l'aide du baron von Hormayr, tente de faire naître une conscience nationale exclusivement autrichienne qui éclipserait et fédérerait les patriotismes provinciaux, tout en renforçant la fidélité au monarque. L'entreprise échoue, car l'empereur n'arrive pas à en appeler aux sentiments populaires. Beaucoup se contentent de symboles communs, tels que le drapeau noir et or arborant l'aigle bicéphale hérité du Saint Empire et l'hymne impérial *Gott erhalte den Kaiser* (Dieu protège l'empereur), composé en 1797 par Joseph Haydn sur le modèle anglais et destiné à devenir l'anti
Marseillaise

Bien que Joseph II ait réformé les relations de l'Église catholique avec l'État, celle-ci demeure le pilier le plus solide de la maison d'Autriche. En Hongrie, les évêques, nommés par le roi, font rarement entorse à leur loyauté envers la dynastie. À partir du règne de Joseph II, la pratique hongroise du *placetum regium* est étendue à l'ensemble de l'Empire: les évêques ont l'interdiction de correspondre directement avec le Saint-Siège et le nonce de Vienne; les séminaires et les facultés de théologie sont placés sous le contrôle du gouvernement.

Les évêques et les curés se considèrent comme des serviteurs de l'État. L'Église est responsable de l'enseignement élémentaire et secondaire, de sorte que de nombreux prêtres et moines enseignent dans les collèges. En Hongrie et en Galicie, l'ordre des piaristes (patres scholarum piarum) fait office de pionnier dans l'enseignement moderne en accordant une large place aux sciences naturelles.

L'armée est placée sous l'autorité directe et exclusive de l'empereur. Dans cet empire multilingue et multiconfessionnel, les corps d'officiers forment un creuset de nationalités et de religions diverses unique en son genre. Les roturiers peuvent y accéder facilement; leurs rangs fournissent d'ailleurs la grande majorité des officiers des «corps éduqués» (artillerie, ingénieurs, médecins). Le pourcentage d'officiers nobles n'est élevé que dans la cavalerie et dans quelques prestigieux régiments Jäger (infanterie légère). En principe, le service militaire est universel. Après 1867, tous les conscrits servent trois ans dans les armées. L'importance politique et stratégique de la milice, appelée Landwehr en Autriche et Honvédség en Hongrie, ne cesse de grandir. Jusqu'à la chute de la monarchie, l'allemand sert de langue commune de commandement. Au sein de chaque régiment, recruté sur un territoire donné, on parle toutefois aux soldats dans leur langue maternelle.

Les deux moitiés de la monarchie parviennent à l'Ausgleich avec des traditions législatives et administratives relativement différentes. En Cisleithanie par exemple, chaque province possède sa propre diète depuis le XV^e siècle. Suspendues par Joseph II puis restaurées par Léopold II, ces assemblées perdent progressivement leur rôle législateur et leurs compétences financières. En 1811, l'empereur promulgue le nouveau code civil sans consulter les diètes,

dont l'approbation n'est désormais plus nécessaire pour lever de nouvelles taxes. L'administration et la justice locales, traditionnellement assurées par les seigneurs (Herrschaft), passent sous le contrôle de l'État au cours du XVIII^e siècle. Les réformes de Marie-Thérèse et de Joseph II posent les bases de la célèbre bureaucratie autrichienne: une machine bien huilée, impartiale, intègre, pas trop dynamique et peu avide de responsabilités, mais capable de maintenir l'ordre du pays grâce à son personnel, sa langue et ses méthodes. La Hongrie conserve, excepté lors des épisodes joséphiste et néo-absolutiste, ses institutions représentatives. Sa diète bicamérale adopte les lois, vote les impôts et soumet les doléances de la nation au monarque. La Chambre haute, composée de prélats et de magnats loyaux envers la dynastie, constitue le bastion du conservatisme. La Chambre basse, élue par la noblesse des quarante-neuf comitats, entre souvent en conflit avec la cour. Les quatre dernières sessions de la diète, en 1832-1836, 1839-1840, 1843-1844 et 1847-1848, donnent naissance au mouvement libéral le plus puissant d'Europe centrale et préparent la «révolution légale» de 1848.

De 1825, date à laquelle il fonde l'Académie des sciences, à la révolution de 1848, le comte István Széchenyi (1791–1860), aristocrate libéral, inspire et mène le combat contre le sous-développement. Dans trois ouvrages, *Crédit, Lumière* et *Stade*, publiés entre 1830 et 1833, il prône des mesures immédiates susceptibles de rendre possible le progrès. Sa principale réalisation est la construction du pont des Chaînes (pont suspendu) reliant Buda à Pest sous la direction de deux ingénieurs britanniques, Adam Clark et William Tierney Clark.

Du fait d'une forte censure, le journalisme politique se limite à des périodiques scientifiques ou littéraires jusqu'en 1840 environ. Le premier journal influent et de qualité, *Pesti Hirlap (La Gazette de Pest)*, est dirigé par Lajos Kossuth (1802–1894), leader charismatique de l'opposition libérale et de la Hongrie révolutionnaire. La presse se développe et se diversifie rapidement.

À partir de 1840, un groupe de jeunes écrivains et érudits s'engage à souligner les réformes institutionnelles nécessaires pour faire entrer le pays dans la modernité. On les surnomme les «centralistes», car ils démontrent qu'aucune avancée vers la démocratie n'est possible tant qu'on ne se débarrasse pas du système électoral aristocratique. Le baron József Eötvös (1813–1871), homme d'État et penseur libéral, le Tocqueville hongrois, dirige la campagne centraliste. Auteur de nombreux essais (*L'Émancipation des Juifs, La Réforme carcérale,* etc.), il publie en exil son traité devenu un classique: *L'Influence des idées dominantes du* XIX^e siècle sur l'État.

Aucun service de l'État n'opère aux niveaux inférieurs dans la Hongrie d'avant 1848. L'administration des terres est entre les mains de chefs de comitats élus, nobles par définition, qui sont également censés appliquer

816 De 1789 à 1914

les ordres et instructions du lieutenant royal, le représentant du pouvoir monarchique. Les traditions sont solidement enracinées dans le pays. C'est ainsi que longtemps après le compromis austro-hongrois et l'établissement d'un système parlementaire, les efforts répétés du gouvernement pour nationaliser l'administration demeurent vains. L'élection des chefs de comitats, qui ne sont plus obligatoirement des nobles, perdure ainsi jusqu'à la chute de l'Autriche-Hongrie.

La franc-maçonnerie, interdite en 1796 dans toute la monarchie, est rétablie en Hongrie après 1867. En 1913, on recense 95 loges réparties dans 55 villes de Hongrie et de Croatie. Elles sont fortement impliquées dans la campagne en faveur du suffrage universel et mènent des actions de soutien aux pauvres de grande envergure. L'interdiction étant maintenue en Autriche, des loges germanophones sont créées à proximité de la frontière et le journal de la Grande Loge est également publié en allemand.

En appliquant le compromis avec la Hongrie, François-Joseph instaure une réforme constitutionnelle qui introduit une responsabilité ministérielle en Autriche. Du fait de l'extrême complexité de la question nationale, du conflit exacerbé entre Tchèques et Allemands et de la propagande antisémite de plus en plus forte et influente, le Parlement se retrouve souvent paralysé. Cependant, l'Autriche est bel et bien sur la voie de la démocratie. Le suffrage universel (pour les hommes) est introduit en 1907. La social-démocratie autrichienne devient un parti majeur au Parlement et élabore une doctrine originale, l'« austro-marxisme », qui a pour objectif de résoudre la question nationale sans pour autant entraîner la chute de la monarchie. Elle propose de conférer un même statut à toutes les communautés linguistiques nationales, indépendamment de leur répartition territoriale.

La classe politique hongroise, obsédée par la perspective de perdre la suprématie magyare et de voir les socialistes dominer le Parlement, s'oppose jusqu'au bout à la réforme électorale. Le droit de vote demeure restreint à moins d'un cinquième de la population mâle adulte. Malgré le déficit démocratique observé dans la vie politique, les principes du libéralisme du XIX^e siècle et le «règne de la loi » sont observés dans la monarchie. La presse est libre, des centaines de périodiques sont publiés dans toutes les langues, et même les villes provinciales de taille moyenne possèdent deux ou trois quotidiens. En 1883, l'allégation de meurtre rituel à l'encontre des Juifs de Tiszaeszlár est fermement rejetée par les autorités judiciaires et politiques, et les accusés sont acquittés. Les cours de justice se montrent justes à l'égard des «agitateurs » nationalistes et socialistes, et la plupart des actions intentées pour «subversion» se soldent par un acquittement ou une libération anticipée dans le cas des condamnations à une peine de prison.

Pour la postérité, Vienne représente, de 1780 à 1820, la Musique avec majuscule. Les quatre plus grands compositeurs de l'époque, Haydn, Mozart,

Beethoven et Schubert, vivent en effet dans la capitale ou à proximité. Le public viennois, conservateur en matière de musique, reste attaché à l'opéra italien. Rossini obtient ainsi de nombreux succès après 1820, tandis que le *Fidelio* de Beethoven est un véritable fiasco. Après la mort de Beethoven et de Schubert, Vienne demeure une métropole musicale, bien qu'aucun grand compositeur ne choisisse d'y vivre jusque vers 1870.

La Vienne de la Sainte-Alliance voit apparaître le style Biedermeier, qui correspond aux goûts de la bourgeoisie aisée et à son désir de confort. Les meubles et décorations de cette époque, dans un style moins froid que celui de l'Empire et plus élégant que celui de Louis-Philippe, sont fonctionnels et confortables. Les Viennois, même les pauvres, sont des gens enjoués qui fréquentent les auberges des faubourgs et, plus que tout, les théâtres et les bals. On danse à Vienne pour oublier ses soucis ou simplement pour le plaisir. La valse, créée à partir du *Ländler* tyrolien, apparaît vers 1815, entraînant une véritable révolution: contrairement aux danses de la cour solennelles et chastes, les couples dansent enlacés, ce qui scandalise les moralistes. Deux orchestres se partagent alors les faveurs du public: celui, plus simple, de Josef Lanner, et celui, plus flamboyant, de Johann Strauss père.

Franz Grillparzer (1791–1872), dramaturge majeur du Biedermeier, jouit d'une sinécure en tant que directeur des archives du Trésor. Ses tragédies qui exaltent l'histoire de la maison des Habsbourg sont montées au Burgtheater, un théâtre réservé depuis Joseph II au répertoire allemand. De nombreuses scènes d'établissements populaires, comme le célèbre théâtre de Leopoldstadt, jouent des pièces en dialecte viennois. Ces dernières sont aujourd'hui tombées dans l'oubli, sauf celles de Ferdinand Raimund (1780–1836) et de Johann Nepomuk Nestroy (1801–1862), qui sont toujours représentées. La production de pièces de théâtre est impressionnante. Chaque auteur est censé en fournir au moins dix par an, afin de satisfaire un public avide de nouveauté. Nestroy, qui fait de l'égotisme la raison qui sous-tend l'action dramatique, professe une vision désenchantée du monde masquée par l'humour. Ses pièces conviennent à la personnalité du citoyen viennois, frivole en apparence mais pessimiste et anxieux dans le fond.

Des traits identiques caractérisent le mode de vie des classes supérieures. Des bals sont organisés dans les palais des aristocrates, en particulier au moment du carnaval. Les cafés servent déjà de lieux de réunion, mais les théâtres publics demeurent les lieux de rencontre préférés de la haute société: c'est le cas du Theater an der Wien, de l'Opéra et du Burgtheater.

La capitale impériale n'a pourtant pas le monopole de la culture. Comme à l'époque des Lumières, le mouvement national tchèque, qui se concentre sur un programme culturel et linguistique, est conduit par des artistes et des lettrés. L'aristocratie bohémienne avait créé en 1782 le théâtre des États à Prague; une génération plus tard, une noblesse bilingue participe activement

à la fondation de la Société royale des sciences, du conservatoire de Prague et du Musée national (ouvert en 1818). Ces institutions sont rapidement appelées à devenir des instruments de combat pour le réveil national et des centres de dissémination pour la culture slave. Leur première tâche consiste à restituer à la langue tchèque un statut littéraire, car les érudits, comme le linguiste Josef Dobrovský et l'historien František Palacký (1798–1876), ne publient leurs travaux qu'en latin ou en allemand. Josef Jungmann (1773–1847) apporte une formidable contribution à la renaissance culturelle nationale avec la publication, entre 1835 et 1839, de son remarquable *Dictionnaire tchèque-allemand*.

En Hongrie également, la poésie et l'érudition, la linguistique et l'histoire sont intimement associées au «réveil» de la nation et à l'avènement de la pensée politique libérale. L'âge des Lumières débute en Hongrie avec la découverte que la prosodie classique est compatible avec le magyar. Après deux générations de «restaurateurs» de la langue, Mihály Vörösmarty (1800–1855) inaugure l'âge du classicisme national. Né dans une famille catholique de la petite noblesse, il est le créateur de la mythologie hongroise ainsi que l'auteur de poèmes philosophiques et lyriques salués avec enthousiasme par le public. Directeur de plusieurs périodiques, il fonde la revue *Athenaeum*. Il traduit Shakespeare et manifeste de l'admiration pour Victor Hugo.

Deux poètes d'origine roturière, Sándor Petöfi (1823–1849) et János Arany (1817–1882), marquent l'âge d'or du classicisme national. Le luthérien Petöfi, fils d'un aubergiste sud-slave et d'une servante slovaque, est le premier poète lyrique hongrois qui rencontre un succès immédiat à l'étranger. Nationaliste et révolutionnaire dans sa poésie et dans ses actes, il est le leader de la «Jeune-Hongrie», un cercle d'intellectuels radicaux. La révolution du 15 mars 1848 débute avec Petöfi déclamant à la foule son célèbre «Debout, Hongrois, la patrie t'appelle!». Aide de camp du général Bem, il disparaît au cours de la bataille de Segesvár le 31 juillet 1849. Son ami proche, János Arany, issu d'une famille de paysans calvinistes, est aujourd'hui encore considéré comme le maître inégalé de la langue hongroise. Il écrit des poèmes épiques et des ballades, traduit Aristophane et Shakespeare, et préside la plus prestigieuse société littéraire du pays. Il devient, après 1865, secrétaire général de l'Académie hongroise.

Les Croates font eux aussi entendre leurs revendications politiques et culturelles. La noblesse réclame une plus grande autonomie pour la diète ainsi que l'union de tous les Slaves méridionaux. Metternich approuve ce mouvement «illyrien», né pendant la courte période d'administration française (1809–1813). Influencé par le distingué linguiste slovène et bibliothécaire de la cour Jernej Kopitar (1780–1844), Metternich voit dans l'«illyrisme» un contrepoids à la pression hongroise. Ljudevit Gaj (1809–1872), écrivain

et rédacteur en chef du journal *Novine Hrvatske*, entreprend de créer une langue littéraire sud-slave basée sur le dialecte štokavien dalmate plutôt que sur sa langue maternelle croate. Gaj propose une union des Slaves méridionaux sous l'autorité des Habsbourg, et ce afin de contenir le panslavisme prorusse. Une fois signé le compromis hongro-croate de 1868, Josip Juraj Štrosmajer (1815–1905), évêque de Diakovo, devient le leader charismatique du mouvement illyrien. Il prône une union politique et culturelle des Slaves méridionaux et, avec l'historien Franjo Racki (1829–1894), contribue à la fondation de l'Académie yougoslave des sciences à Zagreb et à la promotion de l'unification de la langue littéraire serbo-croate.

Après dix ans de lutte, la diète croate obtient finalement la création d'une université à Zagreb, destinée à élever le niveau culturel dans l'ensemble des territoires des Slaves méridionaux. À ses débuts, l'université ne comprend que trois facultés: théologie, droit et beaux-arts. Les sciences et la médecine y seront incluses à partir de 1900. L'ouverture de l'université en 1874 symbolise néanmoins l'intégration de la Croatie dans l'Europe érudite. La fondation de l'Académie et de l'université, ainsi que la réforme de l'éducation primaire sont autant de facteurs de progrès.

Autour de 1820, les intellectuels luthériens prennent la tête du mouvement national slovaque. Tandis que Ján Kollár (1793–1852), ministre et poète, et Pavel Josef Šafařík (1795–1861), historien et bibliothécaire de l'Université de Prague, se font les avocats d'une réciprocité slave et des liens étroits qui unissent les Tchèques et les Slovaques, L'udovít Štúr (1815–1856), rédacteur en chef du Slovenskje Narodnje Novinż, se bat pour la reconnaissance d'une identité slovaque distincte. Les efforts de la Slovaquie en vue d'obtenir une autonomie politique sont sévèrement entravés par le fait que l'élite du pays, en particulier la noblesse de langue slovaque, accepte l'assimilation linguistique au profit de la nation hongroise dominante.

L'accession de Vienne au statut de métropole moderne remonte au 25 décembre 1858. Le *Wiener Zeitung* publie ce jour-là un rescrit de François-Joseph ordonnant la démolition des fortifications inutiles (elles n'avaient pas pu empêcher l'occupation de la ville par les troupes napoléoniennes en 1805 et 1809) et autorisant le ministère des Finances à vendre les terres situées entre les remparts et les faubourgs. C'est ainsi que la Ringstrasse voit le jour sous le néo-absolutisme. Le long du Ring, de prestigieux immeubles dotés de cages d'escalier impressionnantes sont loués à de riches fonctionnaires gouvernementaux, hommes d'affaires ou de professions libérales. Le Ring compte également des hôtels particuliers et des établissements publics.

D'éminents architectes, tels le Danois Theophil Hansen, à qui l'on doit le Parlement, ou les Viennois Siccardsburg et von der Nüll qui réalisent l'Opéra, s'efforcent de rentabiliser au mieux ces terrains extrêmement chers. Pour des raisons esthétiques, ils harmonisent également leurs projets,

820 DE 1789 À 1914

copiant les styles du passé dans un souci d'historicité. Des constructions monumentales, réalisées entre 1870 et 1900, accentuent la majesté du Ring. L'Opéra est bâti dans un style qui s'inspire de la Renaissance italienne. Semper et Hasenauer ajoutent une aile néo-baroque au Burg, construisent le nouveau Burgtheater et, face au Hofburg, deux musées: le Kunsthistorisches Museum et le Naturhistorisches Museum. Plus au nord sur le Ring, différents styles architecturaux sont adoptés en fonction de la vocation du bâtiment: gothique flamand pour l'hôtel de ville, Renaissance italienne pour l'université et grecque pour le Parlement.

Dès leur arrivée au pouvoir, les libéraux se montrent déterminés à remodeler Vienne. La municipalité se concentre sur la création de parcs, la régulation du Danube, l'approvisionnement en eau et la santé publique. Les principales épidémies disparaissent à partir de 1880, exception faite de la tuberculose. Les quartiers pauvres sont repoussés à la périphérie; autour du Ring, de grands blocs d'habitations (*Mietkaserne*) sont construits, mais l'insuffisance des logements perdure jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Au cours de l'ère Metternich, qui dure de 1808 à 1848, des maîtres d'étude nommés par le gouvernement surveillent de près l'éducation supérieure. Ils contrôlent les recteurs et les doyens des facultés et sont chargés d'examiner le contenu des cours que les professeurs doivent fournir à l'avance. Si ceux-ci s'éloignent trop du programme officiel, ils peuvent être suspendus; c'est ce qui arrive au philosophe Bernard Bolzano.

Peu d'universités existent alors (Prague, Cracovie, Lemberg-Lwów, Buda, Graz et Innsbruck) en dehors de celle de Vienne, qui apparaît singulièrement apathique par sa pratique enracinée de nommer des professeurs dociles en fin de carrière. La tâche des universités étant de faire des étudiants des sujets obéissants, les réformes menées à Berlin par Alexander von Humboldt et adoptées par les universités d'Allemagne du Nord sont naturellement rejetées à Vienne. La faculté des beaux-arts sommeille ainsi jusqu'en 1848, car l'éducation supérieure a une vocation exclusivement professionnelle. Les universités ont pour mission de former des prêtres, des fonctionnaires, des professeurs et des médecins. L'éducation supérieure technique est donc encouragée. En 1815, l'École polytechnique ouvre ses portes à Vienne, dont sortent des ingénieurs qualifiés, et elle joue un rôle semblable à celui de son modèle parisien. Johann Joseph Prechtl, qui porte une grande attention aux progrès scientifiques et techniques, la dirigera pendant trente ans. Malgré ces limitations, les universités autrichiennes sont très prisées. La faculté de droit de Vienne multiplie par cinq le nombre de ses étudiants entre 1810 et 1848, contribuant ainsi à la croissance de la bureaucratie. Outre de jeunes aristocrates et des fils de fonctionnaires, l'université recrute également des étudiants d'origine plus modeste, qui paient leurs études en donnant des cours particuliers.

Durant l'ère néo-absolutiste, la surveillance des universités se durcit. En 1850, par suite de la publication du troisième volume de son *Histoire* de la nation tchèque, Palacký est réduit au silence et se retrouve destitué de sa fonction au Musée national deux ans plus tard. En 1851, le philosophe Alfred Smetana est privé de sa chaire à l'Université de Prague sur demande de l'Église catholique, sa faute étant de ne pas avoir caché sa sympathie pour Hegel. Le ministre de l'Instruction publique et des Cultes, le comte de Thun, catholique conservateur, refuse toutefois de placer l'éducation supérieure sous le contrôle de l'Église, craignant de faire de l'université autrichienne un ghetto intellectuel. Il prend modèle sur la Prusse et accorde l'autonomie aux universités en échange de leur engagement de ne recruter que des professeurs catholiques et d'interdire les ouvrages mis à l'index. Il supprime les deux années préparatoires à la faculté des beaux-arts. Les universités sont soumises à une germanisation forcée, sauf celle de Cracovie, où le polonais est maintenu, alors que l'allemand est toujours employé à Lemberg-Lwów. En 1882, l'université de Prague est scindée en deux parties, une université tchèque et une autre allemande. Cette dernière compte 2 200 étudiants; en tant qu'établissement universitaire le plus ancien d'Europe centrale, elle attire des professeurs venus d'Allemagne et conserve ainsi un haut niveau d'enseignement en droit, médecine et beaux-arts.

Afin de promouvoir la conscience d'une histoire commune, le comte de Thun fonde à l'Université de Vienne l'Institut für Österreichische Geschichtsforschung (Institut pour la recherche historique autrichienne) sur le modèle de l'École des chartes française et destiné à dépasser les approches nationales de l'histoire. Cet objectif ne peut cependant pas être atteint, face au refus des Tchèques et des Hongrois de réévaluer leur histoire nationale d'après le point de vue de la *Gesamtmonarchie*. Sous la direction de Theodor von Sickel de 1868 à 1883, l'Institut devient l'un des meilleurs centres d'Europe en matière d'histoire médiévale, de sciences auxiliaires et d'archivistique.

Le comte de Thun favorise également le développement de l'Académie autrichienne des sciences, finalement fondée à la veille de la révolution de 1848 après un siècle et demi d'atermoiement, et vingt-trois ans après la création de l'Académie hongroise des sciences. La vie intellectuelle y est paralysée par l'intolérance des autorités. L'Autriche ne peut ainsi pleinement bénéficier de ces institutions avant l'ère du dualisme. Les connaissances progressent alors de façon significative dans un grand nombre de disciplines, les professeurs universitaires ne manquant ni du temps ni de l'état d'esprit nécessaires pour s'engager dans la recherche.

La monarchie connaît des avancées particulièrement remarquables dans le domaine des sciences historiques. L'Institut de Sickel et l'extrême richesse des archives publiques de Vienne fournissent une base solide pour 822 DE 1789 À 1914

la recherche historique concernant l'ensemble de la monarchie. Quelques noms, pris au hasard, illustrent l'abondance et la vitalité de l'Empire dans cette discipline: pour l'Autriche, Alfred von Arneth (1819–1897), directeur des Archives de l'État et auteur d'une biographie monumentale sur Marie-Thérèse, Franz von Krones (1835–1902), auteur d'une Histoire générale de l'Autriche en cinq volumes, et Alfred Francis Pribram (1859-1942), spécialiste du XVII^e siècle. Pour la Hongrie, Árpád Károlyi (1853–1940), premier étudiant hongrois de l'Institut de Sickel, archiviste puis directeur des Archives de l'État de 1877 à 1909, spécialiste des relations austro-hongroises, Henrik Marczali (1856–1940) et László Fejérpataky (1857–1923), qui introduisent des méthodes de recherche modernes à l'université de Budapest. Pour la Bohême, Antonín Gindely (1829–1892), directeur des Archives nationales de Prague et spécialiste de l'Église évangélique tchèque Brethren, Jaroslav Goll (1846–1929), spécialiste en méthodologie et auteur de *La* Bohême et la Prusse au Moven Âge, et Josef Pekar (1870–1937), disciple de Goll et rédacteur en chef du Cesky Historicky Casopis, tous trois professeurs à l'université de Prague.

En médecine, l'école de Vienne, fondée par Karl Rokitansky (1804–1878), acquiert une réputation internationale grâce à Ignác Fülöp Semmelweis (1818–1865), au «sauveur des mères» Ferdinand Hebra (1816–1880), fondateur de la dermatologie scientifique, et à de nombreux autres médecins illustres. En 1914, l'otologiste Robert Bárány (1876–1936) reçoit le prix Nobel de médecine.

Johannes Brahms, né à Hambourg, est le plus grand compositeur viennois de l'ère libérale. Le public l'adopte, tout comme l'extraordinaire critique Eduard Hanslick, qui fait aussi bien l'éloge de ses compositions symphoniques que de sa musique de chambre (*lieder* et quatuors). Le grand chirurgien Billroth, faisant revivre la tradition des aristocrates du début du XIX^e siècle, organise des soirées en son honneur. Anton Bruckner, compositeur et organiste de la cour, et Hugo Wolf sont les représentants d'une tendance antirationaliste. Hanslick combat férocement Richard Wagner mais ne peut empêcher son succès préparé avec obstination par le chef d'orchestre Hans Richter. L'Opéra, financé par la bourse personnelle de François-Joseph, retrouve toute sa splendeur après 1869 sous la direction de Wilhelm Jahn, auquel succède en 1897 Gustav Mahler, brillant chef d'orchestre et compositeur de génie.

Outre l'Opéra, la vie musicale dispose d'autres centres prestigieux, comme le *Musikverein* (Société des amis de la musique) qui, depuis Schubert, ne cesse de gagner de l'importance.

Vienne n'abandonne pas pour autant la musique légère. L'opérette viennoise éclipse doucement Offenbach. Johann Strauss fils (1825–1899), le roi de la valse (*Le Beau Danube bleu*, *Histoires de la forêt viennoise*, *La Valse de l'Empereur*, etc.), excelle également dans la composition lyrique (*La*

Chauve-Souris et *Le Baron tzigane*). Franz Lehar fait revivre la tradition de l'opérette viennoise au début du XX^e siècle.

La musique populaire, qui tient une place si importante dans la vie culturelle de Vienne, contribue à glorifier le mythe de la « *Wiener Gemütli-chkeit* », c'est-à-dire la convivialité charmante de la capitale impériale. Les sociaux-chrétiens contribuent à en faire le credo de la petite bourgeoisie et des cercles populaires.

La vie musicale est riche à travers toute la monarchie. Des compositeurs comme Bedřich Smetana (1824–1884) et Antonín Dvořák (1841–1904) attirent l'attention de l'étranger sur la musique tchèque. Franz Liszt (1811–1886) voyage à travers toute l'Europe, mais il garde des contacts avec son pays d'origine: en 1875, il accepte la direction de l'Académie de musique de Budapest, récemment fondée.

Hugo von Hofmannsthal fait aussi partie de la génération de «Vienne 1900», déçue par le libéralisme et harcelée par un antisémitisme croissant et le retour des militants du conservatisme clérical. Une élite intellectuelle d'origine juive, intégrée et plus ou moins détachée de la religion, domine la «seconde société», pépinière de la créativité autrichienne et refuge des ambitions frustrées. Les fils d'industriels prospères qui ne souhaitent pas reprendre l'affaire familiale sont exclus des hautes fonctions gouvernementales et de la diplomatie, réservées à l'aristocratie, mais ont libre accès à la médecine, l'art, le journalisme et la littérature. Certains d'entre eux, comme Victor Adler et Otto Bauer, trouvent refuge dans l'idéal social-démocrate, tandis que d'autres s'adonnent au culte de «l'art pour l'art» et inventent la modernité. Hugo von Hofmannsthal (1874–1929), admiré dans sa jeunesse comme un maître de la poésie lyrique, fait carrière en tant que dramaturge. Il provoque la renaissance du théâtre baroque grâce à ses traductions et à son goût pour les mystères médiévaux. Il rédige des livrets pour Richard Strauss, en particulier celui du Chevalier à la rose, double évocation de la cour du XVIIIe siècle et de Vienne 1900. L'œuvre d'Hofmannsthal reflète le style subtil de la société viennoise.

Arthur Schnitzler (1862–1931), autre dramaturge de l'envergure d'Hofmannsthal, est beaucoup plus caustique que son contemporain. Neurologue de profession, il affecte à l'égard de l'humanité une tolérance profondément pessimiste. Ses comédies, frivoles en apparence, démasquent la société viennoise, critiquent ses codes et dénoncent ses petites manies. On pourrait se méprendre sur l'intrigue amoureuse plutôt conventionnelle, qui ne sert en fait qu'à cacher la satire sociale. Les comédies de Schnitzler, émaillées de proverbes en dialecte viennois, rencontrent un succès retentissant et un large public. Dans *Liebelei (Amourette)*, il évoque le thème de la jeune fille des faubourgs (*das süsse Mädel*) qui devient une proie facile pour le jeune gentilhomme. Dans *Leutnant Güstl (Le Lieutenant Gustl*, 1900), il dénonce l'absurdité des duels. La pièce

824 DE 1789 À 1914

fait scandale, et, en 1904, Schnitzler est privé de son rang d'officier de réserve médical. Dans son roman *Der Weg ins Frei (Le Chemin vers la liberté)*, dont l'action se déroule dans le célèbre café Griensteindl, il soulève la question de la position des Juifs dans la société viennoise. Sa pièce *Professor Bernhardi* met en scène un médecin juif qui refuse d'effrayer un patient gravement malade en appelant un prêtre pour lui donner l'extrême-onction.

La nouvelle génération d'écrivains constitue un groupe nommé « Jeune-Vienne ». Ses membres n'ont pas grand-chose en commun, si ce n'est la volonté de défier la culture bourgeoise et son côté moralisateur. Ils choisissent pour chef de file Hermann Bahr, qui a vécu à Paris et à Berlin et dont les idées sont supérieures aux pièces qu'il écrit. En tant que critique dramatique, il soutient Schnitzler, critique les décors de Makart ainsi que la déclamation pompeuse et défend les mises en scène sans prétention. Le Praguois Franz Werfel et les Viennois Stefan Zweig et Robert Musil, un peu plus jeunes, révèlent dès cette époque leur talent de romanciers et essayistes; leurs principales œuvres datent cependant d'après 1918.

Toutefois, conformément à la tradition, le mouvement de « Vienne 1900 » se montre plus fécond en matière de musique et de beaux-arts qu'en littérature. La génération de ce début de siècle se détourne résolument des règles esthétiques professées par Hanslick et illustrées par Johannes Brahms, bien que les innovations du jeune Arnold Schönberg et les symphonies de Gustav Mahler laissent indifférent le public amateur de musique. C'est pourtant une véritable révolution musicale que Schönberg est en train d'accomplir en rejetant le système tonal traditionnel et en introduisant le dodécaphonisme, lequel implique une rééducation complète de l'oreille. Il faudra attendre cinquante ans pour que le dodécaphonisme, développé à partir de 1910, soit finalement accepté. Il n'en reste pas moins que Schönberg, avec Alban Berg et Anton von Webern, ont apporté une contribution révolutionnaire à la musique occidentale du XX^e siècle avec la création de ce que les musicologues désignent sous le nom de deuxième école de Vienne.

Ces jeunes artistes tirent leur inspiration de l'impressionnisme français, du naturalisme belge, du préraphaélisme anglais et du *Jugendstil* allemand. Ils s'accordent tous pour rejeter le réalisme et ont pour objectif la quête de l'essence de l'homme moderne. Ce mouvement prend le nom de Sécession et le peintre le plus talentueux qui le représente est Gustav Klimt. L'architecture entre dans une ère totalement différente avec Otto Wagner qui, à l'âge de 70 ans, fait construire le premier bâtiment en béton, devenu depuis la maison de la Sécession. Adolf Loos fait scandale avec la construction sur Michaelerplatz, face au Hofburg, du premier immeuble moderne doté d'une façade sans ornement pour la Caisse d'épargne. Ce bâtiment, dans sa simplicité toute classique, constitue un tournant essentiel pour l'histoire de l'architecture du XX^e siècle.

La personnalité la plus célèbre de «Vienne 1900» est Sigmund Freud, parfait représentant des cercles intellectuels de la capitale. Freud naît dans une famille juive originaire de Bohême totalement intégrée. Après de brillantes études médicales, il part pour Paris faire son internat dans le service du docteur Charcot à la Salpêtrière. Ses propres frustrations l'aident à mettre au point sa méthode d'interprétation des rêves qui lui permet, dans un premier temps, d'explorer le subconscient puis, plus tard, de créer la psychanalyse, grâce à laquelle, au terme de très longues séances, le patient est amené à révéler les aspects cachés de sa personnalité. Freud est persuadé que les expériences de l'enfance influent sur le comportement adulte. Il se propose d'expliquer la personnalité de tout un chacun grâce aux toutes premières relations émotionnelles de l'enfant avec la mère et au complexe d'Œdipe. c'est-à-dire le désir subconscient du fils de tuer son père afin de se libérer soi-même. Dans un sens, on peut dire que c'est l'ensemble des intellectuels viennois de cette génération qui souffre du complexe d'Œdipe. La psychanalyse a des répercussions prodigieuses, d'abord sur les disciples viennois de Freud, puis dans toute l'Europe centrale (la Société hongroise de psychanalyse est fondée en 1913) et, enfin, dans le monde entier. Le désastre de 1918 n'interrompt pas les travaux de Freud; seul l'Anschluss l'oblige à chercher refuge en Angleterre en 1938.

L'évolution de Budapest se fait parallèlement à celle de Vienne, avec toutefois quelques caractéristiques qui lui sont propres. La ville ne devient réellement capitale qu'en 1867, mais elle parvient à bâtir à une vitesse impressionnante les infrastructures administratives, éducatives, économiques, sanitaires, culturelles et de communication nécessaires pour diriger un pays dont la population approche rapidement les 20 millions d'habitants.

À l'instar de Vienne, qui germanise ses immigrants venus des quatre coins de l'Empire, Budapest devient un véritable creuset «magyarisant». Elle assimile la partie germanophone de la population (jusqu'à 56% des habitants en 1850), qui comprend aussi bien des citoyens établis depuis longtemps dans la capitale que des ouvriers et ingénieurs de Cisleithanie et des immigrants juifs de langue maternelle allemande ou yiddish. Budapest est la seule métropole du pays à atteindre le million d'habitants en 1914. Son université perd son monopole lorsque Cluj (1872) et Zagreb (1874) recoivent leurs propres centres universitaires, mais elle continue d'accueillir les trois quarts du corps enseignant et des étudiants. Les universités de Presbourg et Debrecen n'ouvrent leurs portes qu'en 1914. Les principaux éditeurs, sociétés intellectuelles, musées, bibliothèques et périodiques sont établis à Budapest, qui regroupe 60 % des imprimeries du pays. À partir de 1900, plus de 5 000 livres sont publiés chaque année et la Hongrie possède désormais sa première grande encyclopédie, le *Pallas* Lexikon, en dix-huit volumes.

En 1896, les splendeurs de la cité et les progrès de la nation sont célébrés lors des festivités autocongratulatoires du Millenium (le millième anniversaire de la conquête du pays par la confédération des tribus magyares): une exposition nationale, ainsi que les inaugurations de la première ligne de métro du continent et du monument du Millenium, qui ferme la perspective sur la principale avenue de la ville. Avec la construction de cinq ponts, dont deux ferroviaires, de quais, de boulevards et d'avenues, ainsi que l'achèvement du château royal, Budapest possède dès lors son aspect architectural et urbain actuel. Miklós Ybl (1812–1896) dessine l'Opéra, la nouvelle aile du château royal, la Haute Cour, ainsi que des églises, des thermes, des banques et des hôtels particuliers. Le gigantesque Parlement, que l'on doit à Imre Steindl (1839–1902), situé sur la rive du fleuve et rappelant étrangement celui de Westminster, devient l'emblème de la cité. Ödön Lechner (1845–1914), architecte du musée des Arts appliqués et des hôtels de ville de Szeged et de Kecskemét, et Zsigmond Quittner (1857–1918), auteur du palais Gresham qui fait face au pont des Chaînes sur la rive de Pest, ont été les pionniers de l'Art nouveau en Hongrie.

József Kiss (1843–1921), créateur d'une poésie hongro-juive, ouvre sa revue littéraire A Hét (La Semaine) à la nouvelle génération, participant ainsi à l'avant-garde de la révolution esthétique et de la pensée démocratique. La nouvelle élite intellectuelle rompt de manière brutale avec l'autosatisfaction dans laquelle se confortent les aînés grisés par la gloire de 1848, le succès de 1867, la supercherie libérale et un nationalisme agressif. Coïncidence surprenante, les personnalités les plus talentueuses de la génération de 1900 dans les domaines des beaux-arts, de la littérature et des sciences sont toutes nées entre 1875 et 1885: les poètes Endre Adv (1877-1919), Mihály Babits (1883–1941) et Dezsö Kosztolányi (1885–1936); les romanciers Gyula Krúdy (1878–1933), Ferenc Móra (1879–1934) et Zsigmond Móricz (1879–1942); les compositeurs Ernö Dohnányi (1877–1960), Béla Bartók (1881–1945) et Zoltán Kodály (1882–1967); les mathématiciens Lipot Féjer (1880–1959) et Frigyes Riesz (1880–1956); le sociologue Oszkár Jászi (1875–1957), le philosophe György Lukács (1885–1971), l'historien Gyula Szekfü (1883–1955) et le critique et essayiste Dezső Szabó (1879–1944).

Budapest ressemble à Vienne par son style de vie. Dans les deux capitales, les premières années du XX^e siècle sont synonymes de l'âge d'or des cafés (Budapest en compte 600) et du journalisme. Chroniqueurs, poètes et critiques se rassemblent, écrivent et discutent dans leurs cafés habituels. Le lectorat des vieux journaux libéraux (*Pesti Naplo*, *Pesti Hirlap* et *Budapesti Hirlap*) ne cesse de décroître. Les journaux à sensation font leur apparition en 1896 et la vingtaine d'autres quotidiens ont tendance à se politiser et à se ranger du côté de tel groupe ou parti, allant de la droite ultramontaine et antisémite à la gauche radicale et sociale-démocrate.

Selon John Lukacs, c'est l'exceptionnelle qualité de l'enseignement secondaire plutôt qu'universitaire qui est à l'origine de l'effervescence culturelle de 1900. Ceci explique également les impressionnantes carrières qu'ont réalisées de nombreux scientifiques expatriés, tels Philipp Lenard, prix Nobel de physique allemand en 1905. Pour Gyulia Szekfü, disciple de Marczali et l'historien le plus influent après 1918, l'intégration de la bourgeoisie et des professionnels juifs a joué un rôle décisif dans la création et le développement de nouvelles sensibilités, curiosités et tendances.

De fait, une proportion non négligeable des intellectuels les plus en vue est d'origine juive: Marczali, Fejér, Riesz, Lukács et Jászi parmi les noms cités plus haut, mais aussi Imre Kálmán (1882–1953), compositeur d'opérettes, Ervin Szabó (1877–1918), historien et traducteur de Marx, et Ferenc Molnár (1878–1952), romancier et dramaturge, l'un des rares écrivains hongrois à avoir su surmonter l'isolation linguistique du pays.

La première décennie du XX^e siècle voit aussi la restructuration de la presse périodique. Deux revues littéraires acquièrent un lectorat national, la conservatrice *Uj Idök (La Nouvelle Époque*), dirigée par le romancier Ferenc Herczeg (1853–1954) et très prisée de la bonne société, et la progressiste Nyugat (Occident), qui a pour rédacteur en chef le critique Ignotus (Hugo Veigelsberg, 1869–1949). Ady, dont le recueil *Új versek* (*Poèmes nouveaux*) a un impact retentissant sur la vie littéraire du pays, rejoint la rédaction de Nyugat. Poursuivant une vieille tradition littéraire qui s'inspire de la France, Ady partage son temps entre Paris et Budapest. Le journaliste et poète se déchaîne contre les politiciens du gouvernement, qui refusent de comprendre que la Hongrie n'a pas d'avenir si elle ne s'engage pas dans la voie de la démocratie. Babits, moins engagé politiquement qu'Ady, fait également partie dès le début de l'équipe de Nyugat. Il deviendra, après la Première Guerre mondiale, rédacteur en chef de la revue, ainsi que la personnalité la plus charismatique des lettres hongroises. Il traduira La Divine Comédie de Dante vers 1930.

Les deux grands écrivains et conteurs romantiques du XIXe siècle, Mór Jókai et Kálmán Mikszáth, meurent en 1905 et 1910. La prose nouvelle emprunte d'autres directions: le naturalisme avec Móricz, romancier de tragédies paysannes, et l'impressionnisme avec Krúdy, qui invente une nouvelle écriture sans intrigue ni événements, mais avec uniquement des images, des souvenirs, des rêves et de la nostalgie.

L'enseignement proposé par l'Académie de musique de Budapest atteint un niveau comparable à celui du conservatoire de Vienne. Comme Schönberg et Alban Berg à Vienne, Bartók s'efforce, avec l'aide de Kodály, de rompre le système tonal, mais en suivant une approche différente. Il mène d'abord une étude approfondie sur l'authentique musique folklorique des peuples de Hongrie et de Transylvanie (Hongrois, Slovaques, Roumains), puis sur celle 828 De 1789 à 1914

des peuples de Turquie et d'Afrique du Nord. Il crée un nouveau langage musical fondé sur l'héritage ancestral éclipsé, au XIX^e siècle, par la musique tsigane, qui a inspiré Brahms. Bartók, qui se classe parmi les compositeurs les plus marquants du XX^e siècle, obtient la reconnaissance du public en 1916 avec la représentation de son ballet *Le Prince de bois* à l'Opéra de Budapest. Il compose la majeure partie de son œuvre instrumentale après la Première Guerre mondiale.

La littérature tchèque du début du XX^e siècle est aussi riche en talents que son homologue hongroise, avec les poètes Viktor Dyk et Karel Toman, les romanciers Jakub Deml, un ecclésiastique, Stanislav K. Neumann, un anarchiste, Jaroslav Hašek, l'auteur des *Aventures du brave soldat Švejk dans la Grande Guerre*, Fráňa Šrámek et Karel Sezima, tous nés vers 1880. Dans l'ombre de Vienne, Prague apparaît toutefois comme une capitale sur le déclin.

La presse allemande (*Bohemia* et *Prager Tagblatt*), distribuée dans tout le royaume, conserve un niveau élevé et demeure fidèle à la tradition libérale. La Prague germanophone donne naissance à de brillants auteurs, pour la plupart bilingues. Lorsque Rainer Maria Rilke (1875–1926) quitte sa ville natale, il ne choisit pas Vienne mais Paris, où il a rendez-vous avec la célébrité. Les autres grands écrivains qui continuent de produire après 1918 — Franz Kafka (1883–1924), Max Brod (1884–1968) et Franz Werfel (1890–1945) — appartiennent à la riche bourgeoisie juive qui, contrairement à celle de Budapest, adopte l'allemand et non la langue du pays. Ils forment de petits cercles littéraires en contact avec Berlin, Vienne et Paris. Au-delà de leur attachement à leur milieu, ils participent d'une culture européenne multinationale.

L'histoire de la monarchie prend fin en 1918. Finis Austriae s'ouvre sur sept décennies de souffrances sans précédent pour l'ensemble des nations qui succèdent à l'Empire. Plus d'une fois, celles-ci perdent leur élite intellectuelle, tuée, bannie ou poussée à l'exil. Des compositeurs comme Bartók et Schönberg, des peintres, des chefs d'orchestre, des réalisateurs, des sientifiques, notamment les prix Nobel autrichiens et hongrois des années 1920 et 1930, quittent leur pays et viennent enrichir l'art et la science de nations plus chanceuses. Les descendants des sujets de François-Joseph vivent à présent dans douze États différents. Toutes ces nations conservent la trace de l'époque des Habsbourg dans l'architecture de leurs villes, de Ljubljana à Lvov et de Plzeň à Braşov, ainsi que dans leur approche des valeurs artistiques et du savoir. Elles partagent ainsi le même héritage culturel européen.

BIBLIOGRAPHIE

Barany G. 1968. Stephen Szechényi and the awakening of the Hungarian nationalism 1791–1841. Princeton, Princeton University Press.

- BAREA I. 1966. Vienna. Legend and reality. Londres, Pimlico.
- BÉRENGER J. 1976. L'Europe danubienne de 1848 à 1970. Paris, PUF (Le Fil des temps).
- 1978. *Lexique historique de l'Europe danubienne*. Paris, Armand Colin (Lexique universitaire).
- 1978. La Tchécoslovaquie. PUF, Paris (Que sais-je? n° 1726).
- 1997. A history of the Habsburg Empire, 1700–1918. Londres, Longman.
- 1994. Histoire de l'Autriche. Paris, PUF (Que sais-je? n° 222).
- Bertier de Sauvigny G (de). 1982. Metternich. Paris, Fayard.
- BLED J. P. 1987. François-Joseph. Paris, Fayard.
- 1988. Les Fondements du conservatisme autrichien, 1859–1879. Paris, Publications de la Sorbonne.
- (dir. publ.). 1984–1992. Études danubiennes. Strasbourg.
- Brix E. 1982. Die Umgangsprachen in Altösterreich zwischen Agitation und Assimilation. Die Sprachenstatistik in den zisleithanischen Volkszählungen 1880 bis 1910 [Les Langues parlées dans l'ancienne Autriche entre l'agitation et l'assimilation]. Vienne, Böhlau.
- Brusatti A. (dir. publ.). 1973. *Die Habsburgermonarchie 1848–1918* [La Monarchie des Habsburg 1848–1918]. Vol. I. *Die wirtschaftliche Entwicklung* [Le Développement économique]. 4 vol. Vienne, Österreichischen Akademie der Wissenchaften Verlag.
- DEAK I. 1979. The lawful revolution. Louis Kossuth and the Hungarians (1848–1849). New York, Columbia University Press.
- 1990. Beyond nationalism. A social and political history of the Habsburg officer corps, 1848–1918. New York, Oxford University Press.
- FILLITZ H. 1996. *Der Traum von Gluck. Die Kunst des Historismus in Europa* [Le Rêve de Gluck. L'art de l'historicisme en Europe]. Catalogue de l'exposition. 2 vol. Vienne.
- Good D. F. 1984. *The economic rise of the Habsburg Empire 1750–1914*. Berkeley, University of California Press.
- HAMANN B. 1985. Élisabeth impératrice d'Autriche. Paris, Fayard.

830 DE 1789 À 1914

 1988. (dir. publ.). Die Habsburger. Ein biographisches Lexikon [Les Habsbourg. Un dictionnaire biographique]. Munich/Vienne, Piper Verlag/Ueberreuter.

- 1996. *Hitlers Viena. Lehrjahre eines Diktators* [La Vienne d'Hitler. L'apprentissage d'un dictateur]. Munich, Piper.
- Hantsch H. 1954. *Die Nationalitätenfrage im alten Österreich* [La question nationale dans l'ancienne Autriche]. Vienne, Herold.
- 1956. Geschichte Österreichs [Histoire de l'Autriche]. 2 vol. Vienne, Graz.
- HOENSCH J. K. 1987. Geschichte Böhmens. Von der slawischen Landnahme bis ins 20. Jahrhundert [L'Histoire de la Bohême depuis la conquête slave jusqu'au XX^e siècle]. Munich, Beck.
- 1988. Modern Hungary 1867–1986. Londres/New York, Longman.
- HOREL C. 1995. Les Juifs de Hongrie (1825–1849). Problèmes d'assimilation et d'intégration. Strasbourg.
- Janos A. C. 1982. *The politics of backwardness in Hungary, 1825–1945*. Princeton, Princeton University Press.
- Jaszi O. 1971. *The dissolution of the Habsburg monarchy*. Chicago University Press.
- JELAVICH B. 1983. *History of the Balkans twentieth century.* Cambridge, Cambridge University Press.
- KANN R. A. 1974. *A history of the Habsburg empire*, 1526–1918. Berkeley, California University Press.
- Kecskeméti K. 1989. La Hongrie et le réformisme libéral. Problèmes politiques et sociaux (1790–1848). Rome, Il Centro di Ricerca.
- Köpeczi B. (dir. publ.). 1992. *Histoire de la Transylvanie*. Budapest, Akadémiai Kiado [Académie des sciences].
- Komlos J. 1993. The Habsburg monarchy as a customs union. Economic development in Austria-Hungary in the nineteenth century. Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- Le Rider J. 1990. Modernité viennoise et crises de l'identité. Paris, PUF.
- Lukacs J. 1990. Budapest 1900. Portrait historique d'une ville et de sa culture. Paris, Quai Voltaire.
- McCagg W. O. 1986. Jewish nobles and geniuses in modern Hungary. Réimpr. de 1972, Boulder/New York, East European Quarterly/University of Columbia Press.

— 1989. *A history of the Habsburg jews 1670–1918*. Bloomington, Indiana University Press.

- MICHEL B. 1976. Banques et banquiers en Autriche au début du XX^e siècle. Paris, Presses de Sciences Po.
- 1986. La Mémoire de Prague. Conscience nationale et intelligentsia dans l'histoire tchèque et slovaque. Paris, Perrin.
- 1991. La Chute de l'Empire austro-hongrois. Paris, Robert Laffont.
- 1995. Nations et nationalismes en Europe centrale aux XIX^e et XX^e siècles. Paris, Aubier.
- MIKOLETZKY H. L. 1972. Österreich, das entscheidende 19. Jahrhundert. Gescichte, Kultur und Wirtschaft [L'Autriche et l'important XIX^e siècle. Histoire, culture et économie]. Vienne, Austria-Edition.
- Nouzille J. 1991. *Histoire de frontières : la frontière militaire austro-turque*. Paris, Berg International.
- OKEY R. 1986. *Eastern Europe 1740–1985. Feudalism to communism*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Pamlényi E. 1974. (dir. publ.). Histoire de la Hongrie. Roanne, Horvath.
- PIETRI N., MICHEL B., BUFFET C. 1992. Villes et sociétés urbaines dans les pays germaniques, 1815–1914. Paris, SEDES.
- RANKI G., BEREND I. 1974. Economic development in Eastern Central Europe in the nineteenth and twentieth centuries. New York.
- Renouvin P. 1955. *Histoire des relations internationales, de 1871 à 1914. L'apogée de l'Europe.* Vol. VI, partie 2. Paris, Hachette.
- Schorske C. E. 1961. Fin-de-siècle Vienna. New York, Alfred A. Knopf.
- Seibt F. 1993. *Deutschland und die Tschechen. Geschichte einer Nachbarschaft in der Mitte Europas* [L'Allemagne et les Tchèques. Histoire d'un voisinage au cœur de l'Europe]. Munich, Piper Verlag.
- Taylor A. J. P. 1970. *The Habsburg monarchy 1809–1918*. *A history of the Austrian Empire and Austria-Hungary*. Harmondsworth, Penguin Books (Peregrine Book); 1^{re} éd., 1941.
- Valiani L. 1966. *La dissoluzione dell'Austria-Ungheria*. Milan, Il Saggiatore.
- Wandruszka A. et al. 1976. Die Habsburgermonarchie 1848–1918 [La Monarchie des Habsbourg]. Vol. III. Die Völker des Reiches [Les Peuples de l'Empire]. 4 vol. Vienne, Österreichischen Akademie der Wissenchaften Verlag.
- ZOELLNER E. 1965. Histoire de l'Autriche. Roanne, Horvath.

10.2.2 La Pologne

Hanna Dylagowa

La Diète de quatre ans (1788-1792) se voit confier la difficile tâche de réformer un État sur le déclin, et la Constitution du 3 mai 1791 établit un système moderne d'organisation politique. La guerre perdue contre la Russie en 1792 et l'écrasement du soulèvement antirusse de Kościuszko en 1794 conduisent à une succession de partages de la Pologne entre la Russie et la Prusse en 1793, et entre la Russie, l'Autriche et la Prusse en 1795. La réforme de l'État n'a donc pas le temps d'être mise en œuvre. Les membres du mouvement indépendantiste, qui ont fui à l'étranger, recherchent un soutien à l'extérieur du pays. Ils rejoignent, à partir de 1794, la France révolutionnaire et Napoléon, envers lequel ils demeurent lovaux jusqu'à la défaite finale. Ils parviennent à reconquérir pour une courte durée un petit pays: le grand-duché de Varsovie (1807-1813), un territoire placé sous la coupe de Napoléon et qui ne représente que 21 % de la Pologne prépartage. D'autres tentatives visant à regagner l'indépendance du pays en établissant des liens avec l'une des puissances occupantes ne rencontrent pas le soutien du peuple. Après maintes tractations entre les membres de la coalition victorieuse sur Napoléon, un royaume de Pologne (regroupant 17% du territoire originel) est créé lors du congrès de Vienne et lié à la Russie en la personne du souverain. Cette indépendance relative prend fin en 1831, après la répression d'une insurrection antirusse.

Tout au long de l'occupation, jusqu'à la reconquête de l'indépendance en 1918, les activités des Polonais, conscients de leur identité nationale et de leur citoyenneté, répondent à deux objectifs principaux. Un premier groupe pense qu'il est de son devoir de se battre pour regagner l'indépendance de la nation et agit dans ce sens avec une grande détermination, organisant une série de soulèvements (1794, 1806, 1830–1831, 1846, 1848, 1863–1864). Un second groupe s'efforce de préserver au mieux la splendeur passée de l'État et de développer l'instruction publique, les sciences et la culture. De grandes divergences séparent ces deux camps. Néanmoins, leurs actions se rejoignent parfois, notamment dans leurs efforts pour rallier à leur cause de vastes secteurs de la population: pour les uns, afin de retrouver l'indépendance, et pour les autres, afin de faire profiter une majorité de Polonais des avantages de l'enseignement public, de la culture et des droits civiques. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, l'éducation apparaît comme un

thème essentiel dans les programmes des divers groupes. La motivation initiale est de fournir une instruction aux enfants des paysans. La Rzeczypospolita d'avant le partage est en effet un pays agricole et le demeure tout au long du XIX^e siècle. À la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, seule la noblesse, qui représente à peine 8% de la population de l'époque, sait lire et écrire. Les paysans, qui constituent 70% de la population, sont presque tous illettrés. Les Juifs possèdent leurs propres écoles, que ne fréquentent en principe que des enfants de leur confession. Les villes rurales apparaissent comme de simples colonies agricoles urbaines. Au lendemain du partage, la difficile tâche de l'alphabétisation commence avec la création en 1773 de la Commission d'éducation nationale, qui existe toujours aujourd'hui et met l'accent sur l'enseignement primaire. L'échec des insurrections antirusses de 1830-1831 et 1863-1864 aboutit à l'usage du russe dans les écoles. Certaines femmes polonaises instruites de la période positiviste considèrent cependant que l'instruction en polonais pour les enfants des paysans et des ouvriers représente un devoir civique. Le pourcentage de personnes illettrées demeure toutefois élevé (70%) au cours de l'occupation russe.

L'allemand devient la langue obligatoire dans l'ensemble des écoles situées sur le territoire occupé par la Prusse. L'enseignement y est universel, et l'illettrisme touche à peine 0,5 % de la population à la veille de la Première Guerre mondiale.

Dans ces régions, l'instruction en polonais est soutenue par des organisations sociales telles que la Société d'éducation du peuple et l'Association des salles de lecture du peuple de Poznań.

Dans les territoires sous occupation autrichienne (en Galicie), l'autonomie obtenue par les Polonais permet l'emploi de la langue polonaise dans les écoles à partir de 1860. L'enseignement primaire devient accessible à un plus grand nombre d'enfants, avec pour conséquence un illettrisme à la baisse qui atteint 56% vers la fin du XIX^e siècle.

Les progrès de l'éducation primaire rendent possible l'accès des enfants de paysans ou d'ouvriers à l'enseignement secondaire. En ce qui concerne les enfants issus de familles aisées, ils font souvent l'école à la maison, un phénomène qui accroît considérablement le rôle des précepteurs. Ces familles engagent aussi des professeurs étrangers, de manière à faire bénéficier leurs enfants de cours dans d'autres langues, notamment en français, car l'anglais n'est alors que très peu en vogue.

Le développement des établissements secondaires diffère selon l'occupant, quoique, en général, ils maintiennent un niveau relativement élevé. Les lycées délivrent un baccalauréat qui permet aux élèves de poursuivre leurs études dans des instituts d'enseignement supérieur. Dans la partie russe, où la langue de l'occupant devient celle de l'instruction, un mouvement à grande échelle d'auto-éducation voit le jour. Il recrute des jeunes gens

issus d'établissements secondaires pour constituer un vaste réseau alternatif d'enseignants. Une «université volante» est créée à Varsovie en 1885, et ses cours sont dispensés dans différents endroits pour échapper au contrôle de la police russe. Par suite de la révolution russe de 1905, l'université volante est légalisée et poursuit ses activités sous le nom de Société d'enseignement scientifique.

Après 1795, la science polonaise est en ruine, bien que l'approche scientifique ne soit pas morte pour autant. Au cours des trois premières décennies du XIX^e siècle, la science est toujours dominée par les idées des Lumières. Les mathématiques et les sciences naturelles gagnent du terrain, comme dans l'université de Vilna, où des scientifiques polonais tels que Jan Śniadecki, mathématicien et astronome, et son frère Jędrzej, un chimiste, sont très actifs. La noblesse et les intellectuels polonais conservent habituellement leur langue maternelle.

En 1800, la Société des amis de la science est fondée à Varsovie et s'ouvre aux scientifiques des trois territoires annexés. L'université de Varsovie, créée en 1816, est fermée par les autorités russes par suite du soulèvement de 1830–1831. En 1832, la répression qui suit l'insurrection se poursuit avec la fermeture de l'université de Vilna et la dissolution de la Société des amis de la science. Après leur défaite dans la guerre de Crimée (1853–1856), les Russes adoptent une position un peu plus libérale vis-à-vis de leurs possessions polonaises. En 1862, une université polonaise, appelée l'École principale, ouvre ses portes à Varsovie et poursuit ses activités jusqu'en 1869, date à laquelle elle est transformée en université russe. Cet établissement réunit et forme un ensemble de savants compétents au service de la science polonaise et introduit la philosophie d'Auguste Comte, répandue à l'époque dans toute l'Europe. Benedykt Dybowski dans le domaine des sciences naturelles, Jakub Natanson en chimie, Jósef Mianowski et Tytus Chalubiński en médecine, se font ainsi connaître grâce à leurs travaux au sein de cette université, dans laquelle Jan Baudoin de Courtenay débute également sa carrière en sciences humaines. Après la fermeture de l'École principale, les travaux universitaires sur les sciences exactes se poursuivent grâce aux «initiatives sociales» du musée de l'Industrie et de l'Agriculture (1875) et aux fonds Mianowski pour les sciences humaines. Ce dernier finance un grand nombre de publications, y compris celles de nature encyclopédique, comme le Dictionnaire géographique du royaume de Pologne, un outil demeuré irremplaçable en ce qui concerne l'histoire géographique de l'ensemble du territoire de la Rzeczypospolita prépartage. La publication, entre 1857 et 1890, d'une œuvre en plusieurs volumes d'Oskar Kolberg, intitulée Lud (Le Peuple), apparaît comme un événement majeur qui pose les bases des avancées de l'ethnographie polonaise. Ces deux ouvrages sont aussi importants que le Dictionnaire de la langue polonaise publié en

1807–1814 par Bogumił Linde. Bien qu'il n'existe pas d'institut polonais d'études supérieures, un groupe qui sera connu sous le nom d'École historique de Varsovie (Władysław Smoleński, Tadeusz Korzon, Adolf Pawiłski) se développe dans la capitale.

Les territoires occupés par la Prusse (Poznanie et Poméranie) ne comptent pas d'université en langue polonaise; les jeunes gens étudient dans des universités allemandes. Cependant, on s'efforce de populariser les résultats de la recherche scientifique. De grandes fondations privées sont créées, comme les bibliothèques Raczyński à Poznań et la bibliothèque Dzialyński à Kórnik. Dans les années 1840, Poznań déborde d'activité dans le domaine des sciences pédagogiques (Ewaryst Estkowski, Bronisław Trentowski) et de la philosophie (August Cieszkowski, Bronisław Trentowski et Karol Libelt). En 1875, la Société des amis de la science de Poznań est fondée, principal institut scientifique de la zone occupée par la Prusse.

À partir de 1870, les conditions pour le développement de la science sont plus favorables dans les territoires annexés par l'Autriche, qui viennent juste d'obtenir leur autonomie. Les universités de Lwów et de Cracovie (Jagellons) sont polonisées. Certains scientifiques peuvent ainsi travailler dans leur propre pays et parviennent à des résultats reconnus dans le monde entier. En 1883, par exemple, Zygmunt Wróblewski et Karol Olszewski liquéfient l'air, et Marian Smoluchowski fait progresser la recherche sur la théorie cinétique des gaz. Dans le domaine des sciences médicales, des avancées significatives sont réalisées à Cracovie par Józef Dietl et Napoleon Cybulski, fondateur de la faculté de physiologie de Cracovie. La faculté d'histoire de Cracovie (Józef Szujski, Walerian Kalinka, Michał Bobrzyński) établit une interprétation unifiée de l'histoire de la Pologne prépartage et des raisons de l'effondrement du pays. Contrairement à la faculté de Varsovie aux vues «optimistes», celle de Cracovie est considérée comme pessimiste car elle accuse les échecs du régime polonais d'être responsables du démantèlement du pays. À Cracovie, Karol Estreicher prépare sa Bibliographie polonaise en se fondant sur les collections de la bibliothèque des Jagellons, ouvrage qui sera publié en plusieurs volumes en 1870. À Lwów, Ksawery Liske crée la Société historique polonaise (1866), qui devient un forum pour les historiens de toutes les régions de Pologne, organise des assemblées générales d'historiens polonais et publie une revue scientifique, Kwartalnik Historyczny (Le Trimestriel historique). D'autres associations universitaires dotées de leurs propres périodiques voient également le jour. À partir de 1817, Lwów s'enorgueillit de l'Établissement de la science, une fondation privée appartenant à Józef Maksymilian Ossoliński et finançant la bibliothèque, la recherche scientifique et les publications. En 1873, l'Académie de l'enseignement de Cracovie est fondée au bénéfice de l'ensemble des territoires polonais.

Les scientifiques polonais issus des trois territoires annexés sont souvent considérés, sur le plan international, comme des représentants de la science russe, autrichienne ou allemande. Certains d'entre eux doivent fuir la Pologne afin d'échapper à la prison ou à la déportation en Russie. D'autres encore ne parviennent pas à trouver un emploi dans les quelques instituts polonais d'études supérieures, les puissances occupantes ne se souciant guère de la promotion de la science polonaise. Quelques-uns de ces savants trouvent à l'étranger le moyen de poursuivre leurs activités et contribuent ainsi aux progrès de la science mondiale (Ignacy Domeyko au Chili, Joseph Babinski et Marie Skłodowska-Curie en France, entre autres). Entre 1795 et 1914, la persévérance des scientifiques polonais permet non seulement de maintenir en vie la science de ce pays mais aussi de remporter des succès considérables dans ce domaine.

Le XIX^e siècle est une période décisive pour la littérature polonaise. Les principaux poètes sont Adam Mickiewicz, Juliusz Słowacki et Zygmunt Krasiński, estimés en tant qu'auteurs nationaux majeurs. Abandonnant le rationalisme et l'empirisme des Lumières, ils accordent beaucoup plus d'importance aux éléments spirituels et trouvent leur inspiration dans des sources nationales et populaires. Le romantisme polonais se répand avec l'espoir de voir apparaître de nouvelles relations entre les pays d'Europe, ainsi que celui d'une Pologne retrouvant son indépendance. L'ère de la grande poésie romantique se referme avec Cyprian Kamil Norwid. Des romans et des nouvelles marquent le mouvement positiviste polonais: des écrivains comme Eliza Orzeszkowa, Bolesław Prus, Henryk Sienkiewicz (prix Nobel en 1906) et Maria Konopnicka nous décrivent des personnages en proie aux vicissitudes de l'existence. Un des thèmes principaux est le patriotisme, ou le devoir de résister aux forces d'occupation et de s'engager dans une « action systématique » visant à combler le retard culturel de la Pologne. Les romans historiques d'écrivains tels que Józef Ignacy Kraszewski et Henryk Sienkiewicz évoquent la splendeur passée de la Pologne et font naître l'espoir d'un avenir meilleur.

Les écrivains du tournant du siècle (connus sous le nom de *Mloda Polska* ou «Jeune Pologne») partagent la conscience d'une crise, émergente en Europe, des idées et des systèmes. Influencés par les philosophies de Schopenhauer et de Nietzsche et guidés par Staniław Przybyszewski, leur cri de ralliement est «l'art pour l'art». Ils s'éloignent généralement des thèmes civiques et sociaux récurrents dans la littérature polonaise de l'époque des partages, bien qu'un certain nombre des prosateurs de la Jeune Pologne, comme Stefan Zeromski et Władisław Stanisław Reymont (prix Nobel en 1924), y demeurent fidèles. Le dramaturge le plus talentueux de ce groupe est Stanisław Wyspiański, auteur de pièces telles que *Wesele* (*Les Noces*) qui adoptent une nouvelle approche du théâtre et sont aujourd'hui encore

représentées. La littérature produite par la Jeune Pologne perpétue l'idée d'une communauté polonaise qui s'élève au-dessus des partages successifs du pays. La presse joue un rôle essentiel dans ce mouvement : les quotidiens publient des romans d'écrivains reconnus, et les hebdomadaires éditent des articles traitant de sujets culturels et sociaux. Journaux et périodiques ont un large lectorat et leur circulation augmente considérablement pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. Dans les campagnes, les livres et les journaux sont plus rares ; ils sont surtout achetés par les instituteurs, les prêtres et la noblesse. Pourtant, grâce à l'initiative sociale d'enseignants, de femmes de la noblesse et de quelques ecclésiastiques, un plus grand nombre de paysans apprend à lire. La censure exercée par les puissances occupantes, très stricte à certains moments, est déjouée par l'emploi de métaphores ou par la situation dans un lointain passé du déroulement des histoires. Des ouvrages et des revues imprimés à l'étranger sont également importés.

La littérature et la presse représentent alors les seuls moyens de communication. Le théâtre, la musique et la peinture restent l'apanage de cercles plus restreints, bien que les œuvres d'artistes polonais dans ces domaines aient une influence primordiale sur le développement de la culture du pays. À Varsovie, Cracovie, Lwów et Poznań, il existe des théâtres polonais de grande qualité, datant de la seconde moitié du XIXe siècle. Le personnage charismatique de la scène nationale est Wojciech Bogusławski, auteur, acteur et metteur en scène. Malgré les nombreux problèmes auxquels ils doivent faire face, ces théâtres disposent d'acteurs d'un niveau largement à la hauteur de leurs confrères européens (Helena Modrzejewska, Irena Solska, Ludwik Solski) et de quelques bons dramaturges, outre les grands auteurs nationaux que sont Aleksander Fredro et Stanisław Wyspiański. Ce dernier introduit une approche moderne de l'écriture dramatique et de la mise en scène. Un nouveau bâtiment est construit à Varsovie avant la Première Guerre mondiale, destiné à accueillir le Théâtre polonais et doté d'une scène tournante; c'est là que les pièces du répertoire national seront jouées.

La situation des territoires annexés ne favorise pas non plus les activités musicales. Toutefois, il est assez fréquent de voir les jeunes générations de la noblesse lettrée prendre des leçons de piano, ce qui rend la population en général assez réceptive à la musique. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, le musicien le plus célèbre est Frédéric Chopin, dont les compositions (particulièrement ses mazurkas et ses polonaises) reçoivent en Pologne le statut de musique nationale. Un autre compositeur national, Stanisław Moniuszko (1819–1872), écrit les opéras polonais les plus connus, notamment *Halka* et *Straszny Dwór* (*Le Château hanté*). Il compose également plus de 300 chansons et ballades interprétées non seulement par des solistes professionnels mais aussi par des chanteurs amateurs et lors des réunions familiales. Moniuszko influence profondément la créativité

musicale en Pologne. Vers la fin du XIX^e siècle, des musiciens de la Jeune Pologne, comme Mieczysław Karłowicz et Ludomir Rózycki, rompent avec cette tradition. C'est à ce moment-là que débutent les carrières d'un grand nombre de virtuoses, compositeurs, chefs d'orchestre et interprètes célèbres : Ignacy Paderewski, Karol Szymanowski, Emil Młynarski, Ewa Bandrowska-Turska, etc. L'intérêt pour la musique grandit progressivement alors que des chœurs se constituent pour interpréter des chants religieux ou profanes et que des activités musicales sont organisées dans les familles.

La peinture joue un rôle important dans les arts de la Pologne du XIX^e siècle. On retrouve dans les œuvres de cette période des sujets patriotiques qui reflètent la situation politique du pays. Des représentations de batailles ou d'événements historiques sont peintes dans un style classique (Aleksander Orłowski) ou romantique (Piotr Michałowski, Juliusz Kossak, Artur Grottger). Le peintre historique le plus célèbre est Jan Matejko. Le réalisme est aussi présent, révélant la situation de divers groupes sociaux, des peintures de genre et des paysages (Józef Chełmoński, Julian Fałat, Aleksander et Maksymilian Gierymski, Wojciech Kossak). La plupart des peintres polonais étudient à Rome, Munich ou Paris, où ils se familiarisent avec les nouveaux courants artistiques.

Les autres arts, tels que l'architecture, expriment les tendances européennes contemporaines. Après quelques projets de constructions majeures dans le style classique (généralement destinés aux villes), les architectes se tournent vers le néo-gothique, en particulier pour les églises. Au tournant du siècle, un grand nombre d'immeubles bourgeois dans le style de la Sécession autrichienne sont bâtis dans les villes.

La culture dans un sens très général demeure néanmoins du domaine de l'élite. Les campagnes restent fidèles à leur culture traditionnelle rythmée par les saisons et les fêtes religieuses. Les constructions, les vêtements et les coutumes ordinaires ne changent pratiquement pas jusqu'en 1914. L'Église catholique jouant un rôle important en Pologne, la paroisse est le point de référence habituel et la chaire représente souvent le seul moyen de communication avec les masses. La laïcité croissante des intellectuels, lesquels prennent la place de la noblesse en tant que meneurs, n'est en cependant pas encore assez marquée pour avoir des répercussions notables sur la vie culturelle dans les campagnes.

Les Juifs forment un groupe distinct au sein de la société polonaise. Dans certaines villes, ils représentent jusqu'à 50 % de la population. Ils constituent généralement des communautés très soudées et se différencient du reste de la population par leur façon de s'habiller, leur religion et leur culture. Seuls quelques individus acceptent l'assimilation, qui rejoignent pour la plupart les rangs des intellectuels et contribuent de façon significative aux progrès de la science et de la culture polonaises.

Le XIX^e siècle assiste à des transformations sociales et économiques considérables qui influent sur le mode de vie de l'ensemble du pays. Les principales villes sont pourvues de réseaux d'approvisionnement en eau. La population du pays augmente presque du double, une croissance qui se montre beaucoup plus importante dans des villes comme Varsovie et Łódź. Outre l'accroissement naturel de leur population, les métropoles absorbent les habitants qui quittent des villages surpeuplés pour répondre aux besoins de l'industrie et des services. Les paysans qui ne parviennent pas à trouver un emploi dans les villes ou les communautés rurales émigrent. La construction et l'expansion des chemins de fer favorisent une plus grande cohésion sociale en Pologne, et ce en dépit des frontières séparant les territoires occupés. À la veille de la Première Guerre mondiale, on observe déjà un certain nombre de facteurs sociaux qui encouragent les nombreux efforts visant à regagner et à préserver l'indépendance de la Pologne.

BIBLIOGRAPHIE

- Brückner A. 1991. *Dzieje kultury polskiej. Dzieje Polski porozbiorowej* 1795/1772/1914 [Histoire de la culture polonaise. Histoire de la Pologne après le partage]. Varsovie, Wiedza Powszechna.
- Davis N. 1982. *God's playground. A history of Poland.* Vol. II. *From 1795 to the present.* 2 vol. Oxford, Oxford University Press.
- Duby G. 1987. Atlas historique. L'histoire du monde en 317 cartes. Paris, Larousse.
- MICHALSKI J. (dir. publ.). 1977. *Historia nauki polskiej* [Histoire de la science polonaise]. Vol. III. *1795–1862*. Breslau/Varsovie, Ossolineum.
- 1987. *Historia nauki polskiej* [Histoire de la science polonaise]. Vol. IV, *1863–1918*. Breslau/Varsovie, Ossolineum.
- Kloczowski J. (dir. publ.). 1987. *Histoire religieuse de la Pologne*. Paris, Le Centurion.
- Lam S., Brücknera A. 1928–1933. *Polska, Jej dzieje i kultura* [La Pologne: son histoire et sa culture]. Vol. III. *1795–1930*. Varsovie/Cracovie, Trzaska Evert i Michalski.
- Wandycz P. 1993. *The lands of partioned Poland*, 1795–1918. Seattle/Londres, University of Washington Press.

10.2.3 La Russie

Igor Nikolaïevitch Ionov et Alexei Nicholaeviv Tsamutali

L'évolution de la culture et de la science russes au cours du XIXe siècle est le résultat des réformes à grande échelle entreprises par Pierre Ier au tournant du XVIIe siècle en matière de gouvernement, de vie sociale, d'économie et de culture. Celles-ci mettent fin à la domination absolue de l'Église orthodoxe sur la vie culturelle du pays et aboutissent à la création d'un État laïque; les fondations d'une éducation et d'une science indépendantes de la religion sont posées, et de très nombreuses réalisations techniques, administratives et culturelles sont empruntées à l'Europe (tandis que le système politique autocratique demeure immuable et que le servage est renforcé). Cependant, ces bouleversements s'accompagnent d'un durcissement des controverses au sein de la société. Du point de vue de l'essor des connaissances, la destruction de l'unité culturelle de la société russe apparaît lourde de conséquences. Avec une noblesse s'appropriant le style vestimentaire, les coutumes et même la langue des nations d'Europe occidentale, les traditions, idéaux et valeurs de l'élite dirigeante et ceux de la masse ne peuvent qu'entrer en conflit.

Le fossé culturel qui divise la société atteint un niveau critique au tournant du XVIIIe siècle. La noblesse et la paysannerie refusent de se voir comme les représentants d'une même culture. Les termes qu'emploient les classes laborieuses pour se désigner elles-mêmes (*krestiane*, c'est-à-dire les paysans, un terme très proche du mot *khristiane*, les chrétiens, et *narod*, le peuple, qui signifie littéralement «ceux qui sont nés») reflètent bien leurs prétentions de monopole en matière de foi véritable et de condition humaine. Les nobles, de leur côté, utilisent souvent des surnoms péjoratifs pour faire référence à la paysannerie. Tout cela se solde par une incompréhension mutuelle et un conflit social de plus en plus virulent. Le paradoxe de cette situation est que paysans et aristocrates voient tous deux dans le tsar le principal défenseur de leurs intérêts. Or, si la noblesse a toutes les raisons de penser cela, pour les paysans, ce point de vue est bien utopique. Toutefois, cette vision des choses perdure tout au long du XIXe siècle.

Le durcissement des conflits sociaux et culturels entre les classes entraîne une importance accrue de la pensée et de l'idéologie sociales au sein de la culture russe, avec pour résultat, en matière d'enseignement, une attention plus soutenue de la part des lettrés à l'égard des problèmes de moralité et d'ordre social, au détriment de la théologie et des sciences naturelles. Ainsi, comme c'était déjà le cas pour la culture traditionnelle, les questions d'ordre

éthique demeurent prédominantes, et les belles-lettres déterminent la forme et les principales directions que doivent prendre les réflexions spirituelles. L'art, la science et la théologie ne parviennent que progressivement à se faire une place à l'intérieur du système culturel. À mesure que la frange instruite de la population se transforme en une classe sociale à part entière, elle prend spontanément conscience de ces particularités. L'importance accordée aux questions éthiques et à des projets de perfectionnement de la société permet aux intellectuels russes de se distinguer, du moins partiellement, de leurs homologues européens; ces derniers se soucient en effet davantage de problèmes relatifs à un aspect pratique de la vie, se montrant ainsi plus rationnels et plus bourgeois. Les cercles d'érudits russes trouvent essentiellement le respect de soi dans leur sensibilité morale et psychologique, dans leur capacité de compassion envers les souffrances du peuple, dans leur empressement à se sacrifier pour un meilleur avenir. Ces traits constituent la définition de l'intelligentsia, terme que les intellectuels russes emploient dès le milieu du XIX^e siècle pour se désigner eux-mêmes (le mot est introduit

pour la première fois en 1863 par l'écrivain Piotr Boborykine).

Diverses forces sociales (l'État, l'Église, les intellectuels) tentent de restaurer l'unité culturelle de la société. L'idéal d'un État européanisé et totalement laïque, inconcevable pour la majorité et pourtant toujours en vogue pendant le règne de Catherine II (1762–1796), est peu à peu remplacé par le projet impérial d'un État orthodoxe universel, de la création d'un empire grec sous patronage russe qui regrouperait les territoires appartenant autrefois à l'Empire byzantin. Catherine souhaite d'ailleurs voir en prendre la tête son petit-fils Constantin, prénommé ainsi en hommage au dernier empereur byzantin Constantin XI Paléologue. Bien que ce projet n'aboutisse pas, il obtient le soutien de la paysannerie, et Constantin, même après sa mort, demeure une légende personnifiée aux yeux du peuple. Au cours du XIX^e siècle, l'idée que la Russie a pour mission de répandre la religion orthodoxe et que son autorité est légitime (légitimisme) est à maintes reprises relancée par l'idéologie autocratique, et utilisée au bénéfice des tentatives de réconciliation entre le peuple et les autorités pendant les règnes d'Alexandre Ier (1801–1825), Nicolas Ier (1825–1855) et Alexandre III (1881–1894). Entre 1830 et 1850 environ, elle trouve son reflet le plus parfait dans le slogan «Orthodoxie, autocratie, génie national» (Pravoslavie, samoderjavie, narodnost) qui sous-tend la politique du «populisme officiel», du paternalisme et du traditionalisme, limitant les résolutions d'européanisation et de modernisation des tsars. Il convient toutefois de souligner que même si le rôle de l'État dans l'essor culturel (en particulier dans le domaine de l'instruction) demeure essentiel tout au long du siècle, il n'en diminue pas moins de façon constante. Les autorités perdent en effet progressivement leur position active vis-à-vis de la société, où les radicaux se font de plus en

plus nombreux. Le projet gouvernemental d'une synthèse culturelle n'est donc jamais pleinement réalisé.

La religion et l'Église occupent une place importante dans la vie culturelle des Russes. Cependant, à la fin du XVIIIe siècle, l'influence générale de l'Église se retrouve sévèrement minée par trois facteurs : la liquidation de son autonomie lors de sa subordination à l'institution gouvernementale du Saint-Synode; les fonctions de police imposées aux popes par les autorités, les obligeant à transgresser le secret de la confession; la limitation, puis la sécularisation, des biens des monastères. Il en résulte une baisse du niveau intellectuel des popes, qui perdent leur statut de lettrés populaires; de même, les monastères ne sont plus considérés par la population comme un modèle d'organisation sociale. Le clergé, surtout les moines, réagit en s'efforçant de renouer avec de profondes aspirations spirituelles et se maintient à une certaine distance de l'État; ce mouvement est appelé *starchestvo*.

Dans la Russie prérévolutionnaire, chaque habitant se doit d'embrasser une religion, car c'est la croyance religieuse, et non la nationalité, qui figure sur les papiers d'identité officiels (passeports, livrets militaires, etc.). D'un point de vue légal, il est donc impossible d'être athée. L'Église orthodoxe est dirigée par le Saint-Synode que nous avons mentionné ci-dessus, constitué de plusieurs métropolites et évêques, avec à sa tête un procureur général (l'*Ober-Procurator*, qui n'est pas un membre du clergé mais un haut fonctionnaire nommé par l'empereur) secondé par le métropolite de Saint-Pétersbourg ou de Moscou (*Pervoprisoutstvouïouchtchii*). Le procureur général a le droit de s'adresser directement à l'empereur en ce qui concerne les affaires de l'Église. L'assujettissement de cette dernière à l'État est encore renforcé à la fin du règne d'Alexandre I^{er} avec, en 1817, la création du ministère des Affaires religieuses et de l'Éducation (qui disparaît en 1824), qui remplace l'ancien ministère de l'Instruction publique.

Jusque vers 1860, le clergé orthodoxe fait figure de caste exclusive fonctionnant sur le transfert héréditaire des droits et des fonctions. Au cours de la première moitié du XIXe siècle, il est donc extrêmement difficile pour des personnes issues d'autres couches sociales d'y accéder. Ce n'est qu'en 1869 qu'une loi spéciale met fin à cette exclusivité et libère les enfants d'ecclésiastiques de l'obligation de demeurer au sein de la caste. Celle-ci autorise également n'importe quel membre de l'Église orthodoxe à devenir pope, avec cependant une restriction: les membres des classes imposables (podatnye sosloviia, c'est-à-dire les paysans et citadins de bas rang) doivent obtenir la permission du gouverneur. La loi de 1869 supprime donc d'un côté l'exclusivité du clergé et, de l'autre, exempte ses membres des châtiments corporels, des corvées, des taxes et de la conscription, les ecclésiastiques recevant ainsi un certain nombre de privilèges semblables à ceux de la noblesse.

Outre la religion orthodoxe, deux autres confessions chrétiennes sont présentes en Russie: le catholicisme et le protestantisme. Une partie de la population est musulmane. Les Juifs sont soumis aux restrictions les plus sévères du fait de leur foi: ils ne sont autorisés à vivre que dans la «zone de résidence», un territoire qui regroupe l'actuelle Ukraine, la Biélorussie et les possessions polonaises de la Russie.

Les intellectuels constituent le groupe le plus actif qui tente de surmonter le fossé culturel séparant les classes instruites du peuple. La dégradation de la langue russe, qui vers la fin du XVIII^e siècle se trouve rejetée à la périphérie culturelle, n'échappe pas à l'Académie russe, qui publie au début du XIX^e siècle le *Dictionnaire de l'Académie russe* (le premier dictionnaire de la langue russe). Les interactions entre le russe parlé, le slavon de la «Vieille Église» et l'argot, ainsi que l'assimilation de termes issus de la culture européenne, constituent la base de la genèse du russe littéraire. L'historien et écrivain Nikolaï Karamzine (1766–1826) et le grand poète russe Alexandre Pouchkine (1799–1837) jouent un rôle majeur dans sa création. La compilation de ballades folkloriques et de chants historiques et lyriques, ainsi que la consolidation des critères littéraires de la langue russe dans les facultés de linguistique des universités contribuent aussi grandement à ce processus.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le rôle des radicaux s'intensifie dans le dialogue entre le peuple et les intellectuels. Ils emploient pour cela des idées utopiques populaires qui laissent entrevoir la possibilité d'une transformation de l'État en un système de communautés autonomes et égalitaires, fondé sur la justice sociale et dépourvu de toute violence légitime et d'imposition. Mais ce dialogue, ainsi que la synthèse culturelle de l'utopisme populiste et du socialisme, augmente toutefois la distance entre la population et les classes dirigeantes, entre la nation et les autorités. Il laisse le champ libre à une division culturelle triomphant grâce à l'humiliation et à l'exclusion d'une partie de la société. Pourtant, la direction prise en matière de culture a une influence considérable et bénéficie progressivement d'un soutien de plus en plus étendu.

Dans ce contexte, on peut comprendre que le choix de suivre le modèle européen soit controversé en Russie. D'un côté, cette orientation facilite l'assimilation des avancées européennes dans les domaines des sciences, de la littérature, de l'art et de l'instruction; de l'autre, les révolutions qui se succèdent en Europe entre 1789 et 1871 poussent la société russe à considérer les mouvements et l'idéologie révolutionnaires comme une loi universelle de développement. L'occidentalisme (*zapadnitchestvo*), courant culturel tourné vers le continent européen, émerge progressivement au cours du XIX^e siècle, parallèlement au démocratisme révolutionnaire et au socialisme (et, dans une moindre mesure, au libéralisme). Les tentatives visant à enrayer cette tendance et à créer une idéologie et une culture nationales, différentes de

celles des Européens occidentaux, en mettant l'accent sur les spécificités de l'État russe, de sa société et de sa culture se soldent inévitablement par une critique nationaliste de l'expérience culturelle européenne en général. Cette attitude laisse envisager un repli sur soi culturel, une perspective qui apparaît aussi dangereuse que celle d'une révolution destructrice.

De 1789 à 1914, c'est-à-dire de la Révolution française à l'aube de la Première Guerre mondiale, les Russes et les autres nations peuplant les territoires de la Russie européenne traversent un processus complexe d'essor culturel. La vie culturelle et scientifique de ces peuples au cours de cette période peut à son tour être divisée en trois phases distinctes : la première débute en 1789 et s'achève en 1861 avec l'abolition du servage ; la seconde, de 1861 à la fin du XIX^e siècle, correspond à la forte croissance économique qui suit les réformes des années 1860 et du début des années 1870 ; la troisième enfin, qui s'étend du tournant du siècle jusqu'à 1914, est marquée de la première révolution russe de 1905–1907.

Vers la fin du XVIIIe et le début du XIXe siècle, la culture russe évolue sous l'influence de l'idéologie des Lumières. En même temps, la Russie et les peuples qui l'habitent participent de plus en plus activement au développement général de l'humanité. Les contacts avec d'autres pays, principalement avec ceux d'Europe occidentale, s'intensifient simultanément en matière de commerce et d'échanges culturels. La population russe instruite suit de près la vie culturelle des pays de l'Ouest. C'est la noblesse, grâce à son statut social, qui bénéficie le plus des avancées scientifiques et culturelles. La plupart de ses membres maîtrisent la langue française et nombre de ceux qui exercent à l'Académie des sciences, ou enseignent dans les universités et les gymnases, ont une bonne connaissance de l'allemand. Tout cela facilite leur compréhension des dernières innovations de la vie intellectuelle, scientifique et culturelle à l'étranger.

À la fin du XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e, de nombreux lettrés russes sont influencés par les Lumières et les idées de Voltaire, Diderot, Helvétius et Holbach. Le cours de la Révolution française est suivi avec attention depuis la Russie. Dans un premier temps, les changements révolutionnaires en France sont accueillis positivement par la classe éclairée de la société. Beaucoup considèrent en effet cet événement comme un renforcement de la dignité civile, comme le triomphe de la vertu au bénéfice de l'égalité des biens. Cette partie de la société russe instruite compare les résultats de la Révolution française avec son propre idéal, celui d'une «monarchie éclairée». Puis, au fur et à mesure que de plus amples informations au sujet des actions en France des paysans et des citadins pauvres atteignent la Russie, cette sympathie se transforme progressivement en anxiété, voire en hostilité. Par suite de l'éviction et de l'exécution du roi, puis de l'établissement de la dictature jacobine, le nombre des adversaires de la Révolution augmente

considérablement et le gouvernement de Catherine II opte pour une attitude définitivement réactionnaire. L'écrivain Alexandre Radichtchev est exilé en Sibérie après la publication, au moment de la prise de la Bastille, de son livre *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou*, dans lequel il condamne le servage. En même temps, l'«Expédition secrète», c'est-à-dire la police secrète, dénonce des discussions tenues à Saint-Pétersbourg et dont les protagonistes soutiennent que la Russie devrait suivre l'exemple de la France en se débarrassant de la «tyrannie».

L'empereur Alexandre I^{er}, qui accède au trône en 1801, par suite de l'assassinat de son père Paul I^{er} lors d'une révolution de palais, est conscient de la nécessité des réformes mais, dans la pratique, il manque de détermination et de logique. Des projets réformistes sont débattus au cours des premières années de son règne. Parmi les plus importants figurent ceux qu'élabore Mikhaïl Speranski, qui n'ose proposer l'abolition immédiate du servage mais dresse un plan de transformation graduelle du système gouvernemental russe. Si l'on en croit le projet de Speranski, la Russie doit pouvoir acquérir les caractéristiques d'une monarchie constitutionnelle d'Europe occidentale. Une institution de type parlementaire (la douma d'État) doit être établie. La proposition de Speranski inclut également l'élection d'autorités locales et la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Ces réformes sont mises en place de façon limitée. La Russie ne reçoit pas sa douma d'État, et le seul résultat concret est l'amélioration du système des institutions gouvernementales. En 1812, Speranski lui-même est contraint à démissionner.

L'indécision d'Alexandre, le profond secret qui entoure les discussions sur les réformes et le renforcement des tendances réactionnaires dans la politique gouvernementale aboutissent à la création de sociétés secrètes, formées par les partisans des réformes, lesquels tentent de les faire appliquer par la force lors du soulèvement armé du 14 décembre 1825. Cette date est synonyme d'un défi lancé par la classe la plus progressiste et la plus instruite de la société russe à l'autocratie et au système que celle-ci soutient. L'empereur Nicolas I^{er} parvient à étouffer cette rébellion, dont les acteurs sont sévèrement punis. L'historien Vassili Bogoucharski écrit à ce sujet que les événements du 14 décembre 1825 ont balayé de la scène les meilleures forces intellectuelles russes et qu'une ère nouvelle a commencé.

L'influence de l'idéologie des Lumières se manifeste entre autres par la formation du système éducatif russe. En 1803, le statut sur le système des institutions d'éducation est adopté. Celles-ci sont divisées en quatre catégories: les établissements de paroisse, de district, de province et les universités. Ces dernières sont encore peu nombreuses: on en recense une à Moscou, une à Vilna (Vilnius) et une à Dorpat (Tartu). On décide d'en ouvrir trois autres: à Kazan (1804), à Kharkov (1804) et à Saint-Pétersbourg. Dans la capitale impériale, l'Institut pédagogique est créé en 1804, puis rebaptisé

Institut pédagogique principal en 1816 et devient finalement l'Université de Saint-Pétersbourg en février 1819. Le journaliste Nikolaï Chelgounov, saluant le rôle joué par les universités russes au cours de la première moitié du XIX^e siècle, écrit que «les universités ont fortement éclairé la vie en Russie et ont grandement contribué à déblayer et à préparer la voie pour l'ensemble des mouvements intellectuels qui en ont découlé à partir de 1860». Des enseignants progressistes, ainsi que l'intérêt grandissant des étudiants pour la science, ont introduit un certain esprit libéral au sein du monde universitaire.

Parallèlement à l'essor des universités, des instituts de formation d'ingénieurs voient le jour. L'École d'ingénieurs en communication (1810), l'Institut technologique (1828) et l'École d'ingénierie civile sont fondés à Saint-Pétersbourg. Les lycées (établissements d'enseignement secondaire privilégiés) jouent un rôle important dans le développement de l'instruction en Russie. En 1811, le lycée impérial de Tsarskoïe Selo ouvre ses portes, dont Alexandre Pouchkine sortira diplômé de sa première année. En 1805, le lycée Demidov est établi à Iaroslavl (École des hautes sciences de Iaroslavl) et, en 1817, le lycée Richelieu voit le jour à Odessa. En 1820, le Gymnase des hautes sciences du prince Bezborodko est fondé dans la ville de Niéjine; l'écrivain Nikolaï Gogol y fait ses études.

Le nombre des étudiants augmente dans le premier quart du XIXe siècle. En 1808, le ministère de l'Instruction publique et des écoles de l'Église orthodoxe recense dans ses établissements environ 77 000 étudiants; en 1824, leur nombre s'élève à 115 000 et, en 1834, à 134 000. Les instituts dépendant d'autres ministères, notamment de celui de la Guerre, accueillent également quelque 245 000 étudiants. La population de la Russie de l'époque atteignant les 51 millions d'habitants, on compte 1 étudiant pour 200 personnes. Le nombre d'étudiants pour 100 habitants est plus élevé dans les villes que dans les campagnes. À Saint-Pétersbourg, dont la population est de 441 000 habitants, on recense 22 116 étudiants, c'est-à-dire 5 étudiants pour 100 personnes. Moscou compte, quant à elle, 9 642 étudiants pour 316 000 habitants, soit une proportion de 3,1 étudiants pour 100 personnes.

Comme nous pouvons le constater, l'enseignement demeure réservé à une couche restreinte de la société russe. La croissance du nombre des étudiants ralentit sous le règne de Nicolas I^{er}. En 1827, l'interdiction pour les fils de paysans d'accéder à l'enseignement secondaire barre la route de l'instruction à la population d'origine roturière.

Pendant la période de réaction aux idées des Lumières, les intellectuels, les professeurs et les enseignants sont persécutés par les autorités. La première vague de répression a lieu immédiatement après le début de la Révolution française. La quasi-totalité de la première génération d'intellectuels, formée à l'université de Moscou, est poursuivie à cause de sa « libre-pensée ».

La seconde vague de persécutions commence vers 1820. Les idées réactionnaires de l'empereur Alexandre revêtent un caractère nationaliste, ce qui explique pourquoi des nationalistes comme Alexeï Araktcheïev, Alexandre Chichkov, l'archimandrite Photius et Mikhaïl Magnitski exercent une grande influence dans les hautes sphères gouvernementales. C'est à cette époque que la doctrine dite de la «nationalité officielle» commence à prendre forme; celle-ci sera complétée par Sergueï Ouvarov dans les années 1830, au plus fort de la troisième vague de répression. Dès lors, les idéaux des Lumières seront catégoriquement rejetés par le gouvernement.

C'est dans ce contexte de controverses que se développe le processus culturel majeur de la Russie du XIX^e siècle (la genèse de la culture nationale). La «guerre patriotique» de 1812 et la campagne contre Napoléon qui s'ensuit à travers l'Europe s'accompagnent d'un enthousiasme formidable au sein de la société russe et de l'avènement d'une conscience nationale. Pour la première fois, les Russes se tournent vers l'Europe non comme des élèves avides d'apprendre, mais comme des sauveurs. Cette situation favorise une brusque montée d'amour-propre au sein de la noblesse russe. Les vers des poètes d'origine aristocratique (Gavriil Derjavine, Vassili Joukovski), qui se sont toujours montrés loyaux envers la couronne, véhiculent désormais des idées libérales ou lyriques, glorifiant la beauté et l'harmonie du monde. Cette époque marque la naissance de l'âge d'or de la poésie russe, qui doit sa grandeur à Alexandre Pouchkine et à d'autres poètes issus du même milieu, tels Evgueni Baratynski, Piotr Viazemski et Nikolaï Iazykov. Leur poésie se montre nationale dans la langue tout comme dans les thèmes abordés. Pouchkine porte un grand intérêt au folklore et à l'histoire de la nation, qui lui fournissent les sujets de ses célèbres contes, du poème Rouslan et Lioudmila, de la tragédie Boris Godounov, etc. Cependant, ce sont la vie et les sentiments de l'homme noble et instruit de son époque qui constituent le thème central de son œuvre (comme dans le roman versifié Eugène Onéguine). Ce dialogue avec la culture folklorique et cette quête de la connaissance de soi évoluent en étroite connexion avec la culture européenne vers une réinterprétation de ses thèmes principaux («Petites Tragédies»).

La culture nationale russe, tout comme celle d'autres pays d'Europe centrale et orientale, prend forme parallèlement à la vague d'enthousiasme suscité par le romantisme. La suprématie de ce courant littéraire n'est cependant que de courte durée. En effet, les œuvres de Mikhaïl Lermontov (1814–1841) et de Nikolaï Gogol (1809–1852) reflètent déjà la transition vers le réalisme, lequel est progressivement doté d'un esprit critique aigu, diabolisant les représentants du mal et s'efforçant d'atteindre un idéal social; c'est la naissance du courant qui prendra plus tard le nom de «réalisme critique». Les sujets qui retiennent l'intérêt des écrivains ne sont plus les mêmes. Tandis que Lermontov se penche toujours sur les problèmes de la

noblesse (comme dans son roman *Un héros de notre temps*), Gogol passe de la thématique folklorique à celle du « petit homme », un habitant quelconque de la ville, à l'encontre duquel il montre une profonde sympathie et dont il s'efforce de cerner les problèmes et la psychologie.

Le principe esthétique, qui caractérise les œuvres de Pouchkine et de ses confrères, cède progressivement la place au principe éthique, à la compassion et au sermon. Dès le milieu du XIX^e siècle, ces thèmes se manifestent pleinement dans les ouvrages des jeunes écrivains et poètes Ivan Gontcharov (1812–1891), Ivan Tourgueniev (1818–1883), Fedor Dostoïevski (1821–1881) et Nikolaï Nekrassov (1821–1877). L'intérêt pour la culture populaire se reflète dans l'élargissement de la sphère des études effectuées dans ce domaine. Les travaux de Vladimir Dal (1801–1872) sont d'une importance primordiale: cet auteur commence par la rédaction d'essais sur la vie des paysans, publie plus tard le classique *Dictionnaire explicatif du russe contemporain* et le recueil des *Proverbes du peuple russe*.

Cette période voit également naître le théâtre national russe. Les pièces d'Alexandre Griboïedov (1795–1829), de Nikolaï Gogol et d'Alexandre Ostrovski (1823–1886) dressent un tableau vivant de la vie russe et du tempérament national. Des citations tirées de ces œuvres font désormais partie des trésors de l'humour national et leurs personnages deviennent des caricatures célèbres. Le réalisme théâtral, dont l'avènement est lié aux activités du grand acteur Mikhaïl Chtchepkine (1788–1863), se fait tradition nationale. Au cours du développement de ce courant, le Petit Théâtre (Malyï Teatr) de Moscou, fondé en 1824, devient le centre de la tradition dramatique nationale.

L'Europe découvre la littérature russe vers le milieu du XIX^e siècle. Grâce à l'initiative de Prosper Mérimée, les premières traductions de Pouchkine en français sont réalisées, suivies de celles de Lermontov, Gogol, Tourgueniev. La pièce de Gogol intitulée *Le Revizor*, qui décrit de façon satirique les relations entre la société russe et les autorités, est montée à Paris. Wilhelm Küchelbecker et Adam Mickiewicz entreprennent le débat académique et l'enseignement de l'histoire de la culture russe en France. Les échanges culturels entre la Russie et l'Europe, demeurés pendant longtemps unilatéraux, fonctionnent désormais dans les deux sens.

Cette même période assiste aussi à la naissance de la musique classique russe avec, pour fondateur, le compositeur Mikhaïl Glinka (1804–1857) qui apporte une contribution majeure à de nombreux genres musicaux. Il crée en effet l'opéra, la musique instrumentale et la romance nationales russes, lesquels évoluent pleinement dans le courant du XIXe siècle. Le Bolchoï, ou Grand Théâtre, ouvert à Moscou en 1825 pour accueillir les représentations d'opéras et de ballets, joue dans ce domaine un rôle de plus en plus important.

Les architectes russes élaborent aussi un style national qui leur est propre. Poursuivant la tradition du classicisme, ils en améliorent les formes. Cette tendance se manifeste clairement dans la construction de nouveaux bâtiments et ensembles architecturaux à Saint-Pétersbourg. L'édifice de l'Amirauté, dessiné par Adrian Zakharov, est considéré comme le parfait exemple du style Empire russe, qui se caractérise par sa simplicité, sa magnificence et son respect des proportions. On retrouve les mêmes qualités dans l'œuvre de Carlo Rossi, qui dessine plusieurs ensembles urbains du centre de Saint-Pétersbourg, parmi lesquels figurent la place du Palais avec l'État-major, le palais du Sénat et du Synode, et le complexe du théâtre Alexandre.

Auguste Ricard de Montferrand travaille différemment, mais ses édifices monumentaux, bien que considérés par certains historiens de l'art comme une manifestation de la crise du classicisme, complètent avec succès les ensembles dessinés par Zakharov et Rossi. La cathédrale Saint-Isaac est sa principale réalisation; il est également l'auteur de la colonne d'Alexandre érigée au centre de la place du Palais.

Ossip Bovet développe le style Empire à Moscou. Il dessine la nouvelle façade de *Torgovye Ryady*, le grand magasin de la place Rouge, ainsi que l'ensemble de la place du Théâtre avec le Bolchoï en son centre. Domenico Gilliardi bâtit l'université de Moscou dans le style classique. Parmi les édifices construits dans la cité moscovite vers le milieu du XIX^e siècle, il convient de signaler ceux dessinés par Konstantin Ton, notamment le Grand Palais du Kremlin et la cathédrale du Christ-Sauveur.

L'architecture russe du milieu du XIXe siècle témoigne du goût de l'époque pour la magnificence et les édifices de grande taille, ce qui s'explique en partie par le fait que les architectes travaillent sur des bâtiments gouvernementaux ou sur des constructions importantes aux yeux des autorités. Une autre forme d'art, la peinture, montre toutefois les mêmes caractéristiques que celles observées dans la littérature. Les toiles d'Alexeï Venetsianov et les portraits d'Oreste Kiprenski et de Vassili Tropinine combinent couleurs raffinées et profonde pénétration de la psychologie des personnages, idées humanistes et romantisme. Certains tableaux de peintres russes, tels Le Dernier Jour de Pompéi de Karl Brioullov, sont célèbres non seulement en Russie, mais aussi en Europe occidentale. L'œuvre de Brioullov donne matière à de nombreux débats en Russie, en France et en Italie; nombreux sont ceux qui voient dans ce tableau une allégorie du drame de l'humanité. La portée de l'Apparition du Christ au peuple d'Alexandre Ivanov, avec ses motifs moraux et même sociaux, va elle aussi bien au-delà des préoccupations du seul peuple russe. À partir du milieu du XIX^e siècle, la peinture russe manifeste une forte tendance à représenter des scènes de la vie quotidienne. Dans ce sens, les œuvres de Pavel Fedotov, qui se tourne progressivement vers le réalisme, retiennent l'attention du public.

La mise en place des fondements de la culture nationale russe au cours de la première moitié du XIX^e siècle est le résultat d'une synthèse des cultures de la noblesse et du peuple. Un autre processus se déroule cependant en parallèle: celui d'une scission entre la culture de la noblesse progressiste et la culture officielle. Les pères de la conscience nationale s'efforcent en effet de se distancier des idéologues de la «nationalité officielle», dans un mouvement qui oppose nationalisme libéral et nationalisme «étatiste». Du fait de la sévérité de la censure et de la surveillance policière exercée sur les activistes des organisations publiques, ceux qui souhaitent exposer de nouvelles idées le font au sein de petits groupes semi-clandestins, un moyen d'expression qui devient propre aux intellectuels russes. Cette situation engendre une grande diversité d'opinions quant à la place de la Russie dans le monde. Un avis extrême est exprimé par Piotr Tchaadaïev (1794–1856) dans ses Lettres philosophiques, publiées en 1836. Celui-ci condamne vivement la tradition culturelle nationale en la qualifiant de phénomène négatif pour l'histoire mondiale et d'importance édifiante uniquement, de même qu'il soutient les valeurs du catholicisme européen aux détriments de la religion orthodoxe russe. Plus tard, Tchaadaïev admettra cependant qu'un grand avenir est possible pour la Russie, mais seulement parce qu'il lui manque une tradition culturelle positive qui lui soit propre.

Pendant les années 1830 et jusqu'aux années 1850, de nombreux penseurs, nationalistes et occidentalistes, essaient de résoudre le problème formulé par Tchaadaïev et tentent de lui «répondre». Les slavophiles nationalistes Alexeï Khomiakov, Ivan Kireïevski, Constantin Aksakov et Iouri Samarine défendent les valeurs nationales que sont la religion orthodoxe et la culture folklorique (collectivisme communautaire, simplicité des relations familiales, rôle de la foi et de l'intuition dans le processus de cognition), et ce en dépit de leur critique de l'autocratie (Aksakov) et du servage. Les occidentalistes «progressistes» Timofei Granovski, Sergueï Soloviev, Boris Chicherine et Constantin Kaveline soutiennent les valeurs européennes et soulignent la portée des réformes de Pierre Ier, qui ont permis de sortir la Russie de la stagnation culturelle et d'en faire une grande puissance européenne. Ils condamnent la communauté paysanne russe, les relations familiales de type patriarcal, la politique arbitraire des autorités et l'absence d'une tradition rationaliste de la philosophie russe. Ce sont des libéraux de type européen, bien que d'un genre conservateur: ils luttent par exemple pour l'abolition du servage, mais ne remettent jamais en cause l'autocratie. Il existe pourtant un groupe démocratique radical parmi les occidentalistes.

Dans cette atmosphère intellectuelle, les systèmes philosophiques de Kant, Fichte, Schelling et Hegel retiennent tout particulièrement l'attention. La *Naturphilosophie* et l'esthétique de Schelling sont très prisées par les érudits qui se spécialisent dans les sciences naturelles et tentent de percevoir

le monde d'un point de vue philosophique. Les autorités, alertées par ce soudain intérêt pour la philosophie qu'elles estiment entraver l'expansion de la religion officielle, ont à plusieurs reprises recours à la répression. En 1821, le professeur A. Galitch est renvoyé de l'Université de Saint-Pétersbourg, accusé de préférer le philosophe athée Emmanuel Kant à Jésus-Christ et Schelling au Saint-Esprit. Malgré ces persécutions, la quête philosophique est très répandue. D'une certaine manière, «la philosophie allemande [...] est un substitut de la religion pour les jeunes gens».

Les slavophiles Ivan Kireïevski et Alexeï Khomiakov trouvent la philosophie de Schelling particulièrement séduisante, surtout son idée d'un esprit absolu qui serait à la source du processus historique, et celle qui considère l'esprit national comme premier principe déterminant de l'histoire. Ils suivent l'exemple des lettrés d'Europe occidentale, essentiellement d'origine allemande et activement engagés dans les études slaves. Le romantisme allemand et l'enthousiasme suscité par la vie et l'art populaires se montrent très proches de leur point de vue. Imitant les frères Grimm qui ont rassemblé et publié des contes populaires allemands, Ivan Kireïevski et son frère Piotr compilent des chansons et des ballades folkloriques russes. Les partisans de Schelling portent un œil critique sur la philosophie de Hegel, qu'ils jugent trop rationaliste pour eux. Hegel est néanmoins assez populaire en Russie. On trouve parmi les hégéliens le philosophe Nikolaï Stankevitch, l'historien Timofei Granovski et le théoricien anarchiste Mikhaïl Bakounine. Le critique littéraire Vissarion Bielinski, personnalité célèbre dans toute la Russie, est d'abord influencé par les vues de Schelling et de Fichte; puis, après un cheminement complexe, il se tourne vers la dialectique de Hegel, pour finir par créer son propre système philosophique, caractérisé par l'adoption de principes matérialistes.

Le courant matérialiste influe fortement sur l'idéologie du mouvement de libération. Alexandre Herzen, par exemple, ayant comparé le matérialisme à l'idéalisme d'un point de vue gnoséologique, choisit de se ranger dans le camp du premier. Il accepte également la dialectique de Hegel, qu'il considère comme l'«algèbre de la révolution». Herzen se voit contraint d'émigrer de sa patrie; il deviendra l'un des opposants les plus radicaux à l'autocratie et au servage en Russie.

Malgré les difficultés inhérentes aux mesures répressives du gouvernement, les érudits russes réalisent d'importantes avancées à la fois dans les sciences humaines et exactes. Il convient toutefois de noter que les savants spécialisés dans les sciences exactes ont fait beaucoup pour l'essor de la culture russe. Ceux-ci suivent avec attention les réalisations des scientifiques européens et se tiennent toujours à la page des nouvelles tendances en matière de sciences comme la physique et la chimie. Les physiciens Vassili Petrov et Heinrich Lenz concentrent leurs efforts sur des problèmes

d'électrotechnique. Boris Jacobi est le premier à suggérer les méthodes de calcul des électro-aimants dans des machines électriques; il met au point et teste un moteur électrique de bateau. En 1832, Pavel Schilling invente le télégraphe électromagnétique et en fait une démonstration à Saint-Pétersbourg. Les bases de la chimie russe sont posées pendant la première moitié du XIX^e siècle. À cet égard, la contribution de Nikolaï Zinine est très importante. Une fois diplômé de l'université de Kazan, il est envoyé à l'étranger où il se familiarise avec les travaux des laboratoires britanniques, allemands et français les plus modernes.

La recherche expérimentale est fortement encouragée, notamment dans le domaine de la métallurgie, où l'invention de nouvelles méthodes de production d'un acier de haute qualité constitue l'une des principales avancées. Cette découverte est appliquée lors de tests effectués sur une pièce d'artillerie moulée par les soins de Pavel Oboukhov à l'occasion de l'Exposition universelle de Londres en 1860, où l'invention se voit attribuer une médaille. Les succès russes en matière d'astronomie peuvent être attribués à Vassili Struve, qui fonde en 1839 l'observatoire de Poulkovo près de Saint-Pétersbourg.

Outre ces expérimentations, les savants russes font des découvertes en matière de sciences fondamentales. Ils sont souvent en avance sur leur temps mais, à l'époque, leurs travaux ne sont malheureusement pas reconnus à leur juste valeur. C'est ainsi, par exemple, que Nikolaï Lobatchevski (1792–1856), l'un des plus éminents scientifiques russes de la première moitié du XIX^e siècle, n'est reconnu comme fondateur de la géométrie non euclidienne qu'à titre posthume. La découverte de Lobatchevski sera utilisée plus tard dans de nombreuses branches des mathématiques et des sciences naturelles, en particulier dans l'élaboration de la théorie de la relativité.

Les «grandes réformes» de 1860–1870 marquent un tournant dans l'évolution de la société et de la culture russes. Cela est surtout visible avec l'abolition du servage en 1861, laquelle encourage la croissance économique du pays et sert d'élément déclencheur à la révolution industrielle. La Russie, qui jusqu'alors était un pays majoritairement rural, voit en effet sa population urbaine augmenter rapidement, des classes capitalistes et ouvrières se former et le rôle de la culture des villes s'intensifier. On retrouve l'influence de l'Europe occidentale dans tous ces processus, principalement parce que le retard économique et militaire de la Russie devient un important catalyseur de réformes.

Le sous-développement du système éducatif pose un sérieux problème au pays. En 1861, seuls 7% des serfs savent lire et écrire. Sous le règne de Nicolas I^{er}, qui précède les réformes, l'enseignement revêt clairement un caractère de classes. Les intellectuels sont conscients que la libération des paysans ne pourra se faire tant que ces derniers demeureront isolés culturellement des couches instruites et attachés à des traditions et à des

idéaux archaïques. Des comités pour l'alphabétisation, créés à Moscou et à Saint-Pétersbourg, s'efforcent de renverser cette situation. Leur objectif est de mettre en place une instruction primaire universelle et d'assurer la transition entre un enseignement utilitaire à vocation professionnelle et un système général, stimulant et égalitaire. Un groupe de pédagogues, menés par le fondateur de l'école nationale de la pensée pédagogique Constantin Ouchinski (1824–1871) et qui se consolide grâce à ces comités, aboutit en 1864 à la création d'un système d'écoles primaires ouvertes à toutes les classes sociales. En plus du gouvernement et de l'Église, des organisations publiques obtiennent le droit d'ouvrir de tels établissements scolaires. Entre 1864 et 1914, ce programme permet ainsi l'ouverture en Russie de 40 000 écoles offrant une scolarité de trois ans et appartenant aux zemstva (institutions locales de gestion autonome). Outre la lecture, l'écriture et l'arithmétique, les élèves y apprennent les bases des sciences naturelles et de l'histoire. Le programme d'enseignement est aussi plus ample dans les écoles du dimanche que dans les établissements d'État. Les écoles paroissiales continuent cependant de constituer la principale catégorie d'établissements primaires et l'influence de l'Église y est renforcée. Toutes ces mesures ont le mérite de porter leurs fruits : le nombre de personnes sachant lire et écrire se met réellement à croître, et, en 1914, plus de 30% de la population du pays sont alphabétisés. Néanmoins, le niveau de développement de l'enseignement primaire demeure significativement moins élevé en Russie qu'en Europe occidentale.

Des vestiges de la séparation des classes sociales perdurent dans l'enseignement secondaire et supérieur. Ils se manifestent dans la division des établissements secondaires en gymnases et écoles techniques, les diplômés de ces dernières n'obtenant pas le droit d'entrer à l'université.

Il n'en demeure pas moins que l'histoire de l'enseignement supérieur russe a elle aussi son âge d'or lorsque, entre 1863 et 1884, les universités du pays bénéficient d'un statut d'autonomie. Celles-ci se transforment alors en véritables centres de la vie intellectuelle et temples du savoir, où les étudiants assistent aux cours avec dévotion. Le prestige des enseignants se voit considérablement accru. La jeune génération se tourne de plus en plus vers la science, avec pour résultat l'émergence d'une constellation de brillants scientifiques russes. L'une des conséquences de l'autonomie des universités est la propagation rapide des idées révolutionnaires au sein des corps estudiantin et professoral. Peu à peu, l'enseignement universitaire en vient à être envisagé essentiellement comme un moyen de s'associer aux idées démocratiques de l'intelligentsia, et en seconde position seulement comme un outil d'apprentissage.

Au cours du règne de l'empereur Alexandre II (1855–1881), qui voit les idées libérales se répandre jusqu'aux plus hautes sphères de la société et

les idéaux de l'intelligentsia revendiquer le rôle de valeurs morales universelles, la nouvelle culture démocratique révolutionnaire se répand à grande vitesse au sein des universités russes. Plus tard, elle sera appelée à jouer un rôle déterminant dans le destin du pays à de nombreux égards. Les idées des populistes socialistes (narodniki), tels Nikolaï Tchernychevski, Mikhaïl Bakounine, Piotr Lavrov et Nikolaï Mikhaïlovski, sont particulièrement prisées des étudiants. Comme Herzen avant eux, les narodniki voient l'avenir du progrès social en Russie dans la diffusion d'idéaux égalitaires, personnifiés, selon eux, par la communauté paysanne russe, plutôt que dans l'évolution capitaliste. C'est sous leur influence que les étudiants organisent un mouvement de masse qualifié de «marche au peuple», visant à appréhender l'expérience du peuple en matière d'organisation sociale et à lui insuffler des idéaux révolutionnaires. Bien que ce mouvement se solde par un échec dans les années 1870, la propagande menée auprès des paysans à l'aide de matériaux empruntés aux utopies populaires, et relatifs à l'essence de l'État et de l'autorité et à la nature de la propriété foncière, n'apparaît pas vaine. Elle aidera, au début du XX^e siècle, les successeurs des *narodniki*, c'est-à-dire le parti des socialistes révolutionnaires, à gagner le soutien des campagnes et à les transformer en une véritable force révolutionnaire.

Le «culte» voué au peuple et aux valeurs communautaires laisse inévitablement son empreinte sur la culture des intellectuels mêmes, qui deviennent plus sensibles aux vues et aux opinions des révolutionnaires, qu'ils considèrent comme des modèles d'abnégation et de moralité. L'intelligentsia suit l'exemple des révolutionnaires en adoptant à son tour les valeurs paysannes archaïques que sont l'ascétisme, le collectivisme égalitaire, l'idéalisation du peuple et de ceux qui servent sa cause, ainsi qu'une attitude «pratique» envers la mort, gratifiant les chefs révolutionnaires défunts des qualités d'omniscience et d'immortalité (tout du moins dans le souvenir des générations suivantes).

Les idées populistes sont contestées par les disciples de Karl Marx. Parmi eux, Gueorgui Plekhanov, auteur de nombreux essais philosophiques, historiques et sociologiques, se distingue à partir de 1880. Contrairement aux populistes, qui voient dans la paysannerie la principale force du pays, les marxistes s'adressent principalement au prolétariat.

Les idéaux démocratiques influent considérablement sur l'école nationale de peinture et sur la musique russe. À l'origine de ce mouvement, on trouve le critique Vladimir Stassov. En peinture, les perspectives démocratiques sont partagées par les «ambulants» (peredvijniki), un groupe de peintres formé en 1867 et dont les membres sont les premiers à choisir comme motifs centraux de leurs toiles des paysages russes ainsi que des scènes représentant la vie et les souffrances du peuple. Citons parmi ces artistes Vassili Perov, Ivan Kramskoï, Nikolaï Iarochenko, Ivan Chichkine

et Isaac Lévitan (1860–1900). Le peintre le plus talentueux de ce groupe est Ilia Répine (1844–1930), célèbre pour le style réaliste et la profondeur psychologique de ses tableaux, le tout rehaussé par un très grand talent. Son élève, Valentin Serov (1865–1911), est considéré comme le plus grand artiste russe du début du XX^e siècle. Les œuvres de Serov reflètent toutefois clairement le retour du peintre à l'esthétisme, abandonnant la prétention et le côté livresque caractéristiques des toiles de certains «ambulants».

La Russie réagit rapidement aux nouveaux courants artistiques en provenance d'Europe occidentale. Le style de Konstantin Korovine se rapproche de l'impressionnisme et l'on retrouve dans les tableaux de Mikhaïl Vroubel l'émergence de nouvelles tendances en peinture. À partir de 1892, la galerie Tretiakov, à Moscou, devient un véritable trésor de la peinture nationale.

En matière de musique, les idéaux démocratiques réunissent autour d'eux une poignée de compositeurs connus sous le nom de «groupe des Cinq». En font partie les maîtres de l'opéra russe Modest Moussorgski (1839–1881), Nikolaï Rimski-Korsakov (1844–1908), Alexandre Borodine, Mili Balakirev et César Cui. Leurs œuvres, principalement des drames musicaux folkloriques sur des sujets historiques épiques, reflètent la force spirituelle et le patriotisme du peuple russe.

Piotr Tchaïkovski occupe une place à part dans le monde de la musique. Les compositions de ce génie associent réalisme et romantisme, tradition russe et héritage musical mondial.

Cependant, ce sont moins les idées démocratiques que le développement d'une conscience et d'une culture nationales qui font qu'un certain nombre de fruits de la culture russe de la seconde moitié du XIXe siècle deviennent rapidement des classiques de l'art mondial. En matière de littérature, ce sont de grands romanciers et non des écrivains-journalistes qui déterminent le principal courant. Leurs œuvres sont hautement appréciées en Europe et dans le monde entier. Le russe littéraire atteint pleinement sa maturité dans la prose d'Ivan Tourgueniev, dont les romans traitent des difficultés psychologiques rencontrées par la noblesse russe. Fedor Dostoïevski et Léon Tolstoï soulèvent quant à eux, dans leurs œuvres, de profonds problèmes philosophiques: les notions de bien et de mal, la quête de Dieu, les relations entre l'homme et Dieu, la question de la liberté et de la compatibilité du mal avec l'omniscience divine sont au centre de leurs réflexions. Dans ses romans Crime et Châtiment, Les Démons et Les Frères Karamazov, Dostoïevski est le premier à tenter d'explorer l'inconscient, la face cachée de l'être humain, ouvrant ainsi une nouvelle voie appelée à devenir l'un des thèmes centraux de la littérature moderne. La poésie de Fedor Tioutchev (1803–1873), philosophique par essence mais limpide par son langage, se classe à part dans les poèmes lyriques.

C'est vers 1880 qu'Anton Tchekhov fait son entrée dans le monde de la littérature, où il connaîtra par la suite une renommée internationale.

Le succès de la littérature s'accompagne de celui du théâtre, un genre où se démarquent tout particulièrement les pièces d'Alexandre Ostrovski.

L'image de la Russie postréforme change de façon significative. La science remporte d'importants succès. L'école russe de mathématique prend forme avec, à sa tête, Pafnoutii Tchebychev et ses disciples Andreï Markov et Alexandre Liapounov. Sofia Kovalevskaïa devient la première femme professeur de l'histoire; elle enseigne les mathématiques à l'université de Stockholm et ses travaux sont amplement reconnus. De nombreux scientifiques participent au réarmement de l'armée russe, améliorant son artillerie. Ivan Vychnegradski est l'auteur d'importants travaux sur la théorie de la régulation automatique et de la construction de machines, N. Maïevski sur la balistique et Axel Gadoline sur la théorie de l'extensibilité et le calcul de la solidité des matériaux.

La naissance de l'école russe de physique va elle aussi de pair avec des recherches à la fois théoriques et pratiques. Les physiciens russes sont particulièrement attentifs aux nouveaux courants scientifiques. Alexandre Stoletov élabore les méthodes de calcul du travail des machines électriques. Pavel Iablotchkov invente la bougie électrique, la première source lumineuse de type électrique, utilisable dans la pratique pour l'éclairage. Alexandre Popov, développant les idées du physicien allemand Heinrich Hertz, met au point et fait la démonstration en 1895 de ce qu'il désigne comme étant un appareil de mesure de l'activité orageuse, qui n'est autre, en fait, que le premier récepteur radio au monde. En 1896, il crée un appareil grâce auquel il transmet le premier message radiophonique de l'histoire, qui tient en deux mots: «Heinrich Hertz». À l'instar de nombreuses autres inventions russes, la découverte de Popov ne reçoit ni le soutien ni l'attention nécessaires dans la Russie tsariste. Les avancées des scientifiques russes bénéficient toutefois d'une reconnaissance au niveau mondial. Les travaux du chimiste Alexandre Butleroy, qui énonce la théorie de la structure chimique, appelée à devenir l'un des principes de base de la chimie moderne, sont en effet connus à l'étranger. Dmitri Mendeleïev, autre scientifique de renommée internationale qui travaille dans de nombreux domaines, notamment en chimie, découvre en 1869 la classification périodique des éléments.

Alors que les sciences exactes sont étroitement liées aux avancées de la technique, de la production et d'autres mécanismes concrets, les sciences naturelles sont quant à elles souvent rattachées à des discussions philosophiques. Elles influent sur la formation de la vision du monde et l'apprentissage des secrets de la nature, obligeant les scientifiques à faire un choix entre une interprétation matérialiste et rationaliste des problèmes en suspens et une explication fondée sur des théories idéalistes. Cela explique pourquoi,

en Russie, les découvertes en matière de sciences naturelles se transforment souvent également en questions de débat public. C'est ce qui se produit, par exemple, avec les travaux du physiologiste Ivan Setchenov: son livre *Les* Actions réflexes du cerveau retient autant l'attention des spécialistes que du public. La théorie de Setchenov, selon laquelle des processus physiologiques sont à la source des phénomènes psychologiques humains, est accueillie par les partisans d'une interprétation matérialiste des sciences naturelles comme une grande victoire sur leurs adversaires idéalistes. Les travaux de Setchenov qui s'ensuivent sur le système nerveux central de l'homme bénéficient d'une vaste audience scientifique en Russie et à l'étranger. Le jeune Sigmund Freud, dont les recherches sur une réelle activité psychologique humaine en environnement extérieur n'en sont encore qu'à leurs premiers pas, fait partie de ceux qui étudient les découvertes de Setchenov. Ce dernier est considéré comme le fondateur de l'école physiologique russe; Ivan Pavlov se trouve d'ailleurs parmi ses élèves. Dès le début de sa carrière, Setchenov démontre qu'il possède toutes les qualités d'un savant libre penseur.

Élie Metchnikov, qui réalise ses principales découvertes dans le domaine de l'embryologie et de la microbiologie, entretient aussi d'étroites relations avec des instituts de recherche russes et étrangers. À partir de 1888, il travaille à l'Institut Pasteur à Paris, tout en restant en contact avec les scientifiques russes. La théorie de Charles Darwin jouit d'une popularité considérable parmi la communauté universitaire russe. Outre Metchnikov et Setchenov, Kliment Timiriazev, le fondateur de la physiologie des plantes en tant que discipline, et les frères Kovalevski sont les plus fervents partisans russes de la théorie de l'évolution. Les travaux d'Alexandre Kovalevski portent sur l'embryologie et l'histologie; quant à son frère Vladimir, il fait de la paléontologie évolutive une science indépendante.

Cette tendance à interpréter philosophiquement les données issues de la recherche se retrouve chez les spécialistes des sciences humaines. Sous l'influence des théories d'Auguste Comte, les positivistes s'efforcent de reconsidérer l'histoire de l'humanité en appliquant à leurs travaux les lois des sciences naturelles. Ils attribuent une grande importance à l'influence de l'environnement sur l'évolution des relations humaines. Le facteur géographique occupe ainsi une place prépondérante dans les constructions théoriques de l'historien Sergueï Soloviev, auteur d'une *Histoire de la Russie depuis les temps anciens* en plusieurs volumes. Les historiens russes s'intéressent également beaucoup à l'histoire d'autres pays.

Le territoire russe à l'aube du XX^e siècle s'étend sur 4 676 kilomètres du nord au sud et sur 10 732 kilomètres d'est en ouest. La population de cet immense pays s'élève en 1897 à 129 millions d'habitants; on recense, la même année, 103 millions d'habitants dans la seule Russie d'Europe (Finlande et Pologne exclues), un chiffre qui atteint les 142 millions en 1914.

La partie asiatique du pays est donc beaucoup moins densément peuplée. Les paysans constituent la majorité de la population: entre 1908 et 1914, les citadins de Russie d'Europe ne représentent que 14,4% de la population totale, tandis que les 85,6% restants vivent dans les campagnes. Une simple comparaison entre la proportion population urbaine/population rurale observée en Russie et celle enregistrée dans les pays d'Europe occidentale révèle de grosses disparités. On peut ainsi voir qu'au cours de la même période, 78% de la population britannique vivent en milieu urbain, un pourcentage qui est de 56% en Allemagne. Toujours en 1897, 32,6% des hommes russes et 13,6% des femmes savent lire et écrire; dans le Caucase, cette proportion tombe respectivement à 18 et 6%. Étant donné le faible taux d'alphabétisation, il n'est pas surprenant de constater que l'Église occupe toujours une place importante dans la culture russe.

Au tournant du XIX^e siècle, les citoyens russes sont toujours dans l'obligation d'embrasser une religion, du moins officiellement. Ainsi, 91 millions de Russes se déclarent orthodoxes (72,6% de la population) en 1900. On recense en outre 12 millions de catholiques (9,2% de la population) et 2 millions de protestants (1,8%). Le nombre de musulmans s'élève à 14 millions (11,2%) et de Juifs à 5 millions (4,2%). On peut ainsi déduire de façon approximative que la majorité de la population de Russie d'Europe est constituée de chrétiens et que, parmi eux, les orthodoxes dominent. L'Église orthodoxe conserve sa suprématie et continue de jouer un rôle essentiel dans la vie publique, quotidienne et culturelle de la population qui, mis à part des Russes, des Ukrainiens, des Biélorusses, des Géorgiens, des Arméniens, des Caréliens et des Grecs (peuples traditionnellement orthodoxes), compte dans ses rangs des représentants d'autres nations.

Derrière sa façade apparemment inébranlable, l'Église orthodoxe traverse en réalité une grave crise. Les nombreux bouleversements qui secouent le pays, notamment en matière d'économie, d'organisation sociale et d'avancées scientifiques et techniques, soulèvent la question de la réforme de l'Église. Il est prévu de convoquer le *Pomestnyï Sobor* et d'y élire un nouveau patriarche; Nicolas II promet de le faire, puis se rétracte.

L'Église étant étroitement liée à la monarchie, elle subit d'importants dommages moraux parallèlement à la perte de prestige du souverain. Les ecclésiastiques perdent de leur autorité et ne sont plus en mesure d'empêcher la population de transgresser les règles de la moralité. L'Église officielle fait l'objet de critiques sous diverses formes. Philosophes, écrivains et journalistes prennent part au débat sur les questions religieuses. Les relations qu'entretient Léon Tolstoï avec l'Église deviennent pour cette dernière un problème complexe. Tolstoï se considère en effet comme l'adepte et le disciple du Christ, mais il rejette le dogme, la divinité du Christ et la résurrection, et se déclare contre l'Église officielle, dans laquelle il voit une organisa-

tion politique dénuée de toute essence chrétienne; en 1901, l'écrivain est finalement excommunié par le Synode. Les élans spirituels de l'écrivain Dmitri Merejkovski et de la poétesse Zinaïda Gippius se mélangent à leur condamnation du statut officiel de l'Église et à la crainte que la chrétienté ne se soit épuisée d'elle-même. Les essais philosophico-religieux de Nikolaï Berdiaev, Piotr Struve, Sémion Frank et Serge Boulgakov entre autres, publiés en 1909 dans un recueil intitulé *Jalons* (*Vekhi* en russe), marquent le début de la critique de l'athéisme de l'intelligentsia russe et mettent l'accent sur la responsabilité de cette dernière dans la propagation de l'anarchisme et d'autres théories révolutionnaires. Certains membres du camp révolutionnaire rejoignent même les rangs de ces « chercheurs de Dieu » et « bâtisseurs de Dieu » : c'est le cas des sociaux-démocrates Alexandre Bogdanov et Anatoli Lounatcharski et de l'écrivain Maxime Gorki, qui expriment des idées semblables. Ils ont face à eux de fervents opposants tels que Lénine et Plekhanov, tous deux ardents défenseurs de la philosophie matérialiste.

L'essor des sciences exactes en ce début de XXe siècle se caractérise par l'émergence de nouvelles écoles et de nouveaux courants dirigés par de talentueux savants, et dont la tâche consiste à poser les bases théoriques nécessaires aux avancées des techniques les plus modernes. Dans le domaine des mathématiques, Vladimir Steklov, spécialisé dans l'analyse mathématique, la théorie de l'extensibilité et l'hydrodynamique, fonde une école de physique mathématique. A. N. Krylov mène d'importantes recherches en matière d'analyse mathématique ainsi que sur les problèmes de stabilité, de flottabilité et d'insubmersibilité des navires. L'École d'aérodynamique théorique prend forme à l'instigation de Nikolaï Joukovski; son élève le plus prometteur est Sergueï Tchaplyguine. Cette école illustre parfaitement le fait que les découvertes théoriques des scientifiques russes ont souvent une bonne longueur d'avance sur le développement de l'industrie nationale. Ainsi, les premiers avions élaborés par des ingénieurs russes ne seront produits par l'usine russo-baltique de Saint-Pétersbourg qu'en 1913. Les modèles dessinés par Igor Sikorsky sont particulièrement novateurs : ses avions multimoteurs Russian Warrior et Ilia Mouromets n'ont pas leur équivalent en matière d'emport, d'autonomie et d'équipements.

Les travaux de Konstantin Tsiolkovski se tournent vers un futur lointain. Il dessine un ballon dirigeable entièrement métallique, écrit un ouvrage sur la théorie aéronautique et crée un modèle de tunnel aérodynamique. Tsiolkovski publie en 1903 un article intitulé «Exploration de l'espace au moyen d'engins à réaction», dans lequel il expose le principe de la propulsion par fusée et démontre un certain nombre de théorèmes sur la propulsion par réaction.

De nombreux scientifiques russes travaillent sur des problèmes qui seront par la suite associés aux plus grandes découvertes du XX^e siècle. Le physicien Piotr Lebedev formule la loi de la pression de la lumière, ouvrant

ainsi la voie à des recherches plus poussées sur la théorie de la lumière électromagnétique et sur l'estimation de la masse et de l'énergie, et donc sur les processus nucléaires. Par ailleurs, des expériences réalisées par le brillant physicien Dmitri Rojdestvenski contribuent directement à l'élaboration de la théorie nucléaire de Niels Bohr. Les travaux des chimistes russes atteignent également un niveau élevé. Alexeï Favorski fonde l'École russe indépendante de chimie organique, dont l'un des membres, Sergueï Lebedev, obtient en 1910 le premier échantillon de caoutchouc synthétique. Nikolaï Zelinski se distingue dans le domaine de la pétrochimie, nouvelle venue dans le monde de la chimie. On doit à Vladimir Vernadsky et à son élève Alexandre Fersman la création de la géochimie. Outre la réalisation de travaux expérimentaux, Vernadsky porte un grand intérêt à l'interprétation théorique des relations entre l'homme et l'environnement.

Preuve que la science russe occupe désormais une place à part entière dans la recherche scientifique internationale, les travaux des physiologistes russes retiennent l'attention de chercheurs du monde entier. En 1903, Ivan Pavlov donne un compte rendu très applaudi de son étude des réflexes conditionnés à l'occasion du XIVe Congrès international de physiologie qui se tient à Madrid. En 1904, il reçoit le prix Nobel pour ses travaux sur la physiologie digestive, devenant ainsi le premier savant russe à se voir attribuer cette récompense.

Tandis que les activités des chercheurs et inventeurs russes, liées au progrès général de la science et de la technique, reflètent une grande détermination et une confiance en l'avenir, la vie spirituelle, la littérature, les arts et même la musique se distinguent essentiellement, mis à part quelques thèmes optimistes, par leur désillusion et leur pessimisme. Cet état d'esprit est attribuable à trois facteurs: au mécontentement vis-à-vis de la situation en Russie, où les opposants au régime gagnent en puissance, prémices de la révolution de 1905–1907, à la tension croissante dans le monde, en particulier en Europe occidentale, et enfin à la matérialisation de la menace de guerre, envisagée dans un premier temps comme un simple conflit européen et qui finit par se transformer en Première Guerre mondiale. Cette situation complexe aboutit, au début du XX^e siècle, à une diversité caractéristique des courants et tendances artistiques dans toutes les sphères de la culture russe.

La tradition réaliste demeure forte dans la littérature de ce début de siècle. Léon Tolstoï et Anton Tchekhov, dignes représentants de ce courant, sont très influents et déterminent de manière considérable les préférences du public. Après leur mort (1904 pour Tchekhov, 1910 pour Tolstoï), le réalisme conserve une place prédominante dans la littérature russe, principalement grâce au talent d'Alexandre Kouprine, Ivan Bounine, Vladimir Korolenko et Maxime Gorki (Alexeï Maximovitch Pechkov). Les œuvres de jeunesse

de Gorki sont marquées par un romantisme révolutionnaire mais, plus tard, l'écrivain se tourne vers le réalisme et ses livres deviennent particulièrement prisés des cercles partisans des idées révolutionnaires. Nombreux sont les ouvrages du talentueux écrivain Leonid Andreïev qui associent style réaliste, mysticisme et réflexions philosophiques au sujet du but de l'existence et de l'imperfection humaine.

Des courants littéraires modernistes, comme le symbolisme et l'acméisme, voient également le jour, avec pour objectif de transformer le monde sur la base d'un idéal esthétique. La première génération de symbolistes russes rassemble les poètes Konstantin Balmont et Valeri Brioussov. Leurs poèmes laissent entrevoir de complexes aspirations religieuses, philosophiques et esthétiques, tout comme ceux du plus jeune auteur Alexandre Blok. L'acméisme doit sa naissance au poète Nikolaï Goumilev, qui voit dans les symbolistes les précurseurs de ce mouvement mais rejette leur mysticisme. Goumilev proclame le triomphe de l'«élan vital» et prône le culte d'une forte personnalité à la recherche de sensations nouvelles et d'aventures. Anna Akhmatova, dont les vers débordent d'un lyrisme sensuel et raffiné, et Ossip Mandelstam figurent également parmi les représentants de cette école. La vie littéraire de ce début de XXe siècle est donc marquée par d'âpres débats entre les adeptes des différents courants.

À l'instar de la littérature, le théâtre russe de cette époque témoigne du succès des réalistes, mais aussi d'audacieuses expériences novatrices. Le théâtre de l'Art de Moscou, qui ouvre ses portes en 1898 sous la direction de Stanislavski et de Vladimir Nemirovitch-Dantchenko, représente avec autant de succès des pièces modernes (Tchekhov, Gorki, Ibsen, Hauptmann, Maeterlinck) que des pièces classiques (essentiellement celles de Shakespeare). Stanislavski lui-même, ainsi que Vassili Katchalov, Ivan Moskvine, Olga Knipper et d'autres brillants acteurs, créent une étonnante galerie de personnages grâce à leurs rôles. Les acteurs du théâtre Alexandre de Saint-Pétersbourg (Vladimir Davydov, Maria Savina, Konstantin Varlamov, Iouri Iouriev) poursuivent la tradition réaliste; le talent éblouissant de Vera Komissarjevskaïa, sa fondatrice en 1904, éclaire aussi bien les activités du théâtre que les rôles superbes qu'elle joue sur scène. Vsevolod Meyerhold, dont les innovations audacieuses donnent lieu à de nombreuses controverses, fait ses premiers pas de metteur en scène avec Stanislavski et Komissarjevskaïa.

La culture musicale russe déborde également d'efforts créatifs. Les compositeurs d'hier ont su former de dignes successeurs: Sergueï Taneïev a en effet été l'élève de Tchaïkovski, et Alexandre Glazounov et Igor Stravinsky de Rimski-Korsakov. La plus jeune génération de ces compositeurs (Sergueï Rachmaninov, Alexandre Scriabine, Sergueï Prokofiev) occupe une place à part dans la musique russe. Chacun d'entre eux est doté d'une forte individualité artistique et se distingue des autres par sa vision du monde et

862 De 1789 à 1914

son génie créatif, ce qui ne les empêche cependant pas de posséder un point commun: leur musique reflète le caractère à la fois dynamique, complexe et tragique de leur époque, le début du XX^e siècle, tel qu'il est perçu par les Russes et les autres nations du monde entier. Les réalisations du théâtre et de la musique russes témoignent de plus en plus d'une interaction avec l'art mondial et, tout particulièrement, avec la culture d'Europe occidentale. Les noms du chanteur d'opéra Fedor Chaliapine et des danseurs de ballet Anna Pavlova et Vaslav Nijinski sont connus dans le monde entier. Les amateurs de ballet suivent de près les réformes engagées par les maîtres russes Alexandre Gorski et Michel Fokine. Serge de Diaghilev joue un rôle important dans la promotion du ballet et de l'art russes à l'étranger, contribuant ainsi à la rencontre des cultures russe et mondiale.

L'évolution de la peinture russe du début du XXe siècle s'accompagne de courants novateurs. Des peintres spécialisés dans le graphisme, les décors théâtraux et les costumes, et qui, par-dessus tout, attribuent une place particulière au savoir-faire et à la recherche de nouvelles formes de créativité artistique, constituent en 1898 le groupe du «Monde de l'art», avec à sa tête Alexandre Benois. La diversité des styles prévaut à l'époque dans la peinture russe. Les réalistes, représentés principalement par Répine et Seroy, demeurent influents. Toutefois, de nouvelles tendances trouvent des adeptes en ce début de siècle. En 1907, Nikolaï Chiurlenis, que le peintre Iouri Annenkov considère comme le pionnier et le «prophète» de l'art abstrait, révolutionne le monde de l'art en créant de véritables symphonies de couleurs, de lignes et de formes; Wassily Kandinsky et Kazimir Malevitch deviendront les artistes phares de cette peinture abstraite. Vladimir Tatline, considéré comme le premier constructiviste russe, s'efforce d'illustrer dans ses œuvres l'essor de l'industrie et de la technique et de mettre en place les bases de l'esthétique du progrès mécanique.

Marc Chagall est l'un des peintres russes les plus originaux. Bien qu'ayant suivi l'enseignement de Léon Bakst et de Mstislav Doboujinski, membres éminents du «Monde de l'art», il parvient à élaborer son propre style. Les tableaux de Chagall font se côtoyer imagination et réalité, et reflètent les nuances les plus délicates du romantisme et du lyrisme d'une manière très originale.

Les nouveaux courants architecturaux sont illustrés, avec l'Art nouveau (Fedor Schechtel, 1859–1926), par le style néorusse, successeur du «style national» de la fin du XIX^e siècle et à qui l'on doit de nombreux édifices moscovites remarquables, notamment le musée d'Histoire et la Douma.

D'anciens révolutionnaires commencent à s'intéresser à l'idée d'une transformation spirituelle et esthétique du monde comme solution de remplacement à la révolution. Cette thèse trouve ses principaux partisans parmi les intellectuels qui ont quitté le mouvement révolutionnaire mais conservent

leurs vues libérales et ne sont pas attirés par la propagande étatiste réactionnaire. Ils rédigent des articles pour des périodiques auxquels ils sont abonnés et que l'on appelle en Russie «grosses revues». Ces périodiques tiennent un rôle particulier dans la vie publique et la culture russes de la seconde moitié du XIXe et du début du XXe siècle. Vestnik Evropy (Le Messager de l'Europe), dont Mikhaïl Stassioulevitch devient rédacteur en chef en 1866, est l'une des plus célèbres de ces revues. Au début du XX^e siècle, les centres d'intérêt de cette partie de l'intelligentsia passent des problèmes sociaux à des questions d'ordre religieux et psychologique, de solutions à l'échelle de la nation et des classes à d'autres à vocation universelle. Vladimir Soloviev (1853–1900) parvient ainsi à détourner la philosophie russe du positivisme et de l'hégélianisme pour l'orienter vers des sujets religieux. L'écrivain ne ménage pas sa peine pour démontrer l'existence d'un style de pensée russe («sophien», c'est-à-dire intuitif et égocentrique), révélé en premier lieu par les slavophiles et qui prévaut dans l'analyse des problèmes du bien et de la liberté. Cette direction sera suivie postérieurement par Nikolaï Berdiaev, Serge Boulgakov, Sémion Frank et Pavel Florenski. Nikolaï Fedorov fonde la philosophie anthropocosmique russe, dont Tsiolkovski et Vernadsky deviennent les partisans.

Cette étude de la culture russe serait incomplète si l'on ne s'attardait pas sur le sort de ses consœurs non russes et non orthodoxes, ainsi que sur les interactions culturelles complexes qui ont déterminé le caractère unique de la civilisation russe.

Le développement des cultures des peuples non russes se heurte à de sérieuses difficultés tout au long du XIXe et au début du XXe siècle. Ainsi, en Ukraine et en Biélorussie, l'enseignement dans la langue maternelle est interdit par les autorités russes, prohibition qui explique qu'au début du XX^e siècle, les trois quarts environ de la population des deux pays ne sachent ni lire ni écrire (un taux d'illettrisme qui s'élève exactement à 78 % en Biélorussie). Les écoles ne comptent que 226 000 élèves, ce qui ne représente que le cinquième des enfants en âge de les fréquenter. Les plus doués étudient généralement dans des gymnases russes, puis intègrent les universités de Saint-Pétersbourg, Moscou, Kiev, Kharkov et Odessa. L'université Saint-Vladimir de Kiev, l'université Novoriïski d'Odessa et celle de Kharkov, bien que situées en Ukraine, sont officiellement considérées comme des établissements russes; les cours y sont donnés en russe. Officieusement, elles deviennent toutefois de véritables viviers de lettrés qui, outre le progrès scientifique, sont intéressés par la renaissance de leur culture nationale. C'est dans ce contexte que de nombreux savants contribuent activement à l'étude de la géographie et de l'histoire ukrainiennes, ainsi qu'à d'autres disciplines similaires. Les activités de sociétés scientifiques rattachées aux universités se révèlent particulièrement fructueuses en la matière; c'est le cas de la

Société historique de Nestor le chroniqueur, présente à l'Université de Kiev et à laquelle participent des historiens russes et ukrainiens, comme Vladimir Ikonnikov, Mikhaïl Vladimirski-Boudanov, Mitrofan Dovnar-Zapolski et Vladimir Antonovitch.

Les recherches historiques portant sur la période de la Russie kiévienne, par exemple, bénéficient ainsi aux deux cultures, russe et ukrainienne. Cependant, de nombreux érudits ukrainiens, en particulier ceux qui étudient et travaillent à Saint-Pétersbourg, Moscou et dans d'autres centres universitaires russes, et qui voient leurs travaux reconnus en Russie ou parfois à l'échelle mondiale, se détachent de la tradition nationale ukrainienne. C'est de ce point de vue que le rôle joué par les écrivains, les acteurs et les peintres dans la protection et l'essor de la culture nationale prend toute son ampleur. Des auteurs comme Ivan Franko, Lesja Ukrajinka (Larissa Kosač), Mikhailo Kocjubyns'kyj, Marko Vovčok (Marie Vilins'ka), suivant l'exemple de Taras Ševčenko, choisissent ainsi d'écrire en ukrainien. Il convient de noter que certains d'entre eux vivent dans la partie ukrainienne, alors possession russe, tandis que d'autres, comme Ivan Franko, habitent en Galicie (Ukraine occidentale), une répartition géographique qui n'entame en rien l'intégrité de la culture ukrainienne. Les activités de plusieurs compagnies théâtrales talentueuses contribuent aussi à la sauvegarde et à la propagation de la culture et de la langue ukrainiennes. À l'instar de ce qui se produit en Russie, des familles entières se consacrent au théâtre. Parmi les acteurs les plus doués, il nous faut citer les fameux frères Tobilevitch, connus sous leur nom de scène en tant que Saksagalski, Sadovski et Karpenko-Servi.

La seconde moitié du XIX^e et le début du XX^e siècle sont les témoins du réveil de la conscience nationale ukrainienne. Le mécontentement de la population est accentué par le fait que l'ukrainien n'est pas considéré comme une langue indépendante dans la Russie de l'époque; de fait, on ne trouve presque aucune publication dans cette langue. Au début du XX^e siècle, l'historien Mikhaïl Grouchevski reconsidère le problème de l'origine commune des Russes et des Ukrainiens à partir du Moyen Âge.

Le folklore biélorusse inspire les maîtres de la littérature nationale, dont les plus célèbres sont les poètes Ianka Koupala (Ivan Dominikovitch Loutsevitch) et Iakoub Kolas (Konstantin Mikhaïlovitch Mitskevitch).

La littérature fait également beaucoup pour le maintien des traditions culturelles dans les nations du Nord-Caucase et de Transcaucasie. En ce début de XX^e siècle, les auteurs géorgiens Ilia Tchavtchavadzé et Akaki Tséréthéli sont toujours très prolifiques; ils trouvent de dignes successeurs en Vaja-Pchavéla et Alexandre Kazbegi. Le poète ossète Kosta Khetagurov écrit à la fois dans sa langue maternelle et en russe. Le Caucase est, au début du XX^e siècle, étroitement lié à la Russie sur les plans économique et culturel. La vie culturelle de la région se caractérise cependant par la diversité des nations

qui la peuplent. À Tiflis (actuel Tbilissi), journaux et revues sont publiés en géorgien, en arménien et en russe et, à Bakou, en azéri, en arménien et en russe. De nombreux érudits d'origine caucasienne sont très proches des centres culturels russes. La carrière des frères Orbeli offre un bon exemple de cette collaboration: Léon Orbeli étudie à l'Académie militaire de médecine de Saint-Pétersbourg avant de devenir l'un des plus proches disciples d'Ivan Pavlov; Joseph Orbeli est quant à lui diplômé de l'université de la même ville et se distingue en tant qu'éminent orientaliste, archéologue et historien culturel. L'œuvre des compositeurs caucasiens est étroitement liée à celle de leurs homologues russes. Le Géorgien Meliton Balanchivadzé et l'Arménien Alexandre Spendiarov étudient au conservatoire de Saint-Pétersbourg sous la direction de Rimski-Korsakov, le Géorgien Zakhari Paliashvili est l'élève de Taneïev au conservatoire de Moscou et l'Azéri Uzeir Gadjibekov apprend la théorie musicale à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Ces compositeurs sont à l'origine de la culture musicale moderne dans leurs pays respectifs et favorisent son essor. Le compositeur russe Mikhaïl Ippolitov-Ivanov dirige pendant longtemps l'École de musique de Tiflis, laquelle joue un rôle important dans l'enseignement de cette discipline dans le Caucase. Quelques personnalités culturelles, représentantes de peuples non russes mais dont les liens avec la culture russe sont particulièrement forts, occupent une place à part entière dans l'histoire de celle-ci: c'est le cas de l'acteur et metteur en scène géorgien Alexandre Sumbatachvili-Ioujine, plus connu en Russie sous le nom de Soumbatov-Ioujine, à la tête du Petit Théâtre de Moscou pendant plusieurs années.

Grâce à la contribution intellectuelle des diverses nations du pays, la science et la culture russes voient donc affluer les meilleurs talents. Toute-fois, la Russie tsariste ne laisse pas toujours à ces derniers la possibilité de participer à l'élaboration de leurs propres cultures nationales.

Les réalisations de nombreux peintres, compositeurs, scientifiques, en particulier de ceux qui optent pour la voie de l'innovation, contribuent à la culture universelle dans son sens le plus large, reflétant les spécificités nationales tout en se réclamant de l'ensemble de l'humanité. Le peintre arménien Martiros Sarian est l'élève de Valentin Serov à l'École de peinture, de sculpture et d'architecture de Moscou; le talent et l'originalité de ses toiles retiennent l'attention des artistes et des connaisseurs bien au-delà des frontières de l'Arménie et de la Russie. Autre Arménien remarquable, l'écrivain Katchadour Abovian étudie à l'université de Dorpat (Tartu), loin de sa terre natale, ce qui ne l'empêche pas de laisser son empreinte profondément gravée dans la culture arménienne en préservant les traditions nationales et en menant une réforme qui rend possible la fusion entre langue parlée et littérature.

Vers la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, l'université de Dorpat demeure un important centre d'enseignement supérieur travaillant en étroite

collaboration avec des lettrés russes, notamment ceux de Saint-Pétersbourg. Néanmoins, le développement des cultures estonienne, lettone et lituanienne se trouve confronté aux mêmes difficultés que celles rencontrées par les autres cultures non russes. Ces obstacles n'empêchent toutefois pas la tradition nationale de ces peuples de se renforcer au début du XX^e siècle. Poètes et écrivains s'efforcent de préserver et de défendre leur langue maternelle, tout en reconstruisant l'héritage culturel du passé. En Estonie, Friedrich Kreutzwald compile des récits folkloriques et les publie sous forme d'une grande épopée intitulée *Kalevipoeg*. La Lettonie est le berceau d'une constellation d'écrivains et de poètes, parmi lesquels figurent K. Barons, Janis Raïnis et Andrejs Upïtis; le talentueux peintre Julius Fedders représente dans ses tableaux des paysages lettons. Le Lituanien Chiurlenis fait figure de grand novateur à la fois dans le domaine de la musique et de la peinture, et l'écrivain Julia A. Žemaité occupe une place prépondérante dans la littérature de ce pays.

Il convient de ne pas sous-estimer l'interaction des cultures musulmane et chrétienne au sein de l'Empire russe. Tout au long du XIXe siècle, les autorités font régulièrement appel aux troupes russes pour écraser les soulèvements de la population musulmane. Or, ces répressions n'empêchent pas l'établissement d'un dialogue culturel entre les deux communautés : à partir de 1800, la littérature musulmane est publiée sans restriction et la Russie est en passe de devenir l'un des plus gros éditeurs mondiaux du Coran. Ce processus est encouragé par la création de l'École des hautes études islamiques, d'où sortent Viktor Rosen, Vassili Bartold, V. F. Girgas et M. A. at-Tantavi. En 1859, l'imprimerie de Kazan a déjà produit plus de 82 000 copies d'ouvrages sur l'islam, qui deviennent des classiques en Russie, ainsi qu'à l'étranger. Au début du XX^e siècle, les progressistes musulmans, ou djadides, menés par Ismaïl Gasprinski voient même dans l'expérience moderniste russe une sorte d'idéal préférable pour les musulmans au modèle européen. Ils considèrent de fait l'incorporation de nations musulmanes à l'Empire russe comme une nécessité historique et comme une chance pour elles d'intégrer la communauté internationale.

L'impossibilité, pour de nombreuses nations, de développer leur propre culture au sein de l'Empire russe représente une sévère atteinte à leurs droits et à leur dignité. La position des Juifs russes est particulièrement délicate. Leur entrée au lycée et dans de nombreux établissements d'enseignement secondaire, en particulier dans ceux contrôlés par le gouvernement, est soumise à des quotas. De nombreux Juifs talentueux vivant en Russie trouvent cependant leur place dans la culture russe et sont considérés comme ses représentants. Les toiles des peintres Isaac Lévitan, Léon Bakst et Marc Chagall, ainsi que les sculptures de Markus Antokolski sont reconnues comme des chefs-d'œuvre de l'art russe. Quelques Juifs doivent cependant changer

de religion et se convertissent au christianisme: c'est le cas notamment du physicien Abram Ioffe, qui rejoint les rangs de l'Église luthérienne. Les auteurs juifs sont ceux qui parviennent le mieux à démontrer l'originalité de cette culture russo-juive; Shalom Aleichem (pseudonyme littéraire de Shalom Rabinovitch) est le plus célèbre de ces écrivains.

La question de l'égalité nationale devient progressivement partie intégrante du débat politique en Russie. Les représentants des partis radical et libéral se retrouvent ainsi engagés sous diverses formes dans la lutte contre l'oppression dont sont victimes les peuples non russes. Ces revendications politiques influent également sur la vie culturelle du pays. Écrivains, scientifiques et peintres russes élèvent la voix pour protester contre les actions du gouvernement tsariste, notamment lors de la révolution de 1905–1907. Un processus qui est d'ailleurs réciproque : les différentes sphères de la vie culturelle reflètent en retour le combat politique qui agite le pays. Le camp révolutionnaire est représenté par deux partis : les sociaux-démocrates et les socialistes révolutionnaires, menés par Viktor Tchernov. Ces derniers se scindent en deux formations : bolcheviks, dirigés par Lénine, et mencheviks, avec à leur tête Plekhanov et Iouli Martov. L'opposition libérale s'exprime par le biais du Parti constitutionnel-démocrate, dont l'éminent historien Pavel Milioukov figure parmi les leaders. Milioukov appartient à l'école historique désignée sous le nom de «moscovite» et conduite par Vassili Klioutchevski.

Les remarquables réalisations des lettrés, acteurs, musiciens et peintres russes encouragent le progrès culturel en Russie. Néanmoins, une large part de la population, en particulier la paysannerie, continue d'endurer de nombreuses souffrances et privations. Au fur et à mesure que le mécontentement croît dans le pays, les partis politiques partisans d'une réforme de l'État par la révolution voient leur audience s'élargir.

Ce n'est qu'au lendemain de la première révolution russe de 1905–1907 que le gouvernement tsariste se décide à faire quelques concessions. Or, même après la formation de la douma d'État, les lois fondamentales continuent de déclarer le «pouvoir autocratique suprême» entre les mains de l'empereur. Le dernier tsar Nicolas II s'obstine à vouloir préserver le caractère autocratique de son autorité, une politique qui n'augure rien de bon quant à l'avenir du système gouvernemental en place. Cela ne fait que retarder les réformes qui se font cruellement attendre, rendant la menace d'une révolution imminente et conduisant la Russie, de même que sa culture, vers une des périodes les plus sombres et les plus douloureuses de son histoire.

BIBLIOGRAPHIE

AKHIEZER A. S. 1991. Rossiya: kritika istoritcheskogo opita [La Russie: critique de l'expérience historique]. Vol. I–III. Moscou.

- Besançon A. 1974. Éducation et société en Russie dans le second tiers du XIX^e siècle. Paris/La Haye, Mouton.
- Bessonov B. N. 1993. *Sudba Rossii : vzglyad russkikh mysliteley* [Le Destin de la Russie : le point de vue des penseurs russes]. Moscou.
- Confino M. 1991. Société et mentalité collectives en Russie sous l'Ancien Régime. Paris, Institut d'études slaves.
- DMITRIEV S. S. 1985. *Otcherki russkoy kultury natchala XX veka* [Essais sur la culture russe au début du XX^e siècle]. Moscou.
- EIMONTOVA R. T. 1985. Russkyi universitet na grani dvukh epokh (ot Rossii krepostnoy k Rossii kapitalistitcheskoy). Moscou.
- EKLOF B., FRANK S. (dir. publ.). 1990. The world of the Russian peasant. Boston, Unwin Hyman Inc.
- Graham L. R. 1993. *Science in Russia and the Soviet Union. A short history*. Cambridge, Cambridge University Press.
- HINGLEY R. 1967. Russian writers and society, 1825–1901. New York/Toronto, McGraw-Hill.
- Poznanskiy V. V. 1975. *Otcherk formirivanya russkoy natsionalnoy kultury. Pervaya polovina* XIX *veka* [Essai sur la formation de la culture nationale russe pendant la première moitié du XIX^e siècle]. Moscou.
- 1994. *Puty i miragy russkoy kultury* [Tendances et rêves de la culture russe]. Saint-Pétersbourg.
- SHTCHERBINA V. R. (dir. publ.). 1987. *Mirovoye znatcheniye russkoy literatury XIX veka* [La Portée mondiale de la littérature russe du XIX^e siècle]. Moscou.
- SOBOLEVA E. V. 1983. *Organizatsiya nauky v poreformennoy Rosii* [L'Organisation de la science en Russie après les réformes]. Moscou.
- Volinkin N. M. 1976. *Otcherky istoryi russkoy kultury vtoroy poloviny* XIX *veka* [Essais sur l'histoire de la culture russe pendant la seconde moitié du XIX^e siècle]. Moscou.
- Williams R. C. 1997. *Russia imagined: art, culture and national identity,* 1840–1995. Francfort, Peter Lang Verlag.
- YAKOVKINA N. I. 1989. Otcherki russkoy kultury pervoy poloviny XIX veka [Essais sur la culture russe pendant la première moitié du XIX^e siècle]. Moscou.

10.2.4 L'Europe du Sud-Est

10.2.4.1 Vue d'ensemble

Nikolaï Todorov

DES NATIONS SANS ÉTAT

La période suivant 1789 se caractérise par une profonde transformation politique et culturelle dans les Balkans. Les évolutions socioculturelles qui se succèdent au cours du XVIII^e siècle atteignent alors leur apogée. Les théories des encyclopédistes français, les satires de Voltaire, les principes de la souveraineté populaire proclamés par Rousseau et, surtout, le slogan «Liberté, égalité, fraternité» scandé pendant la Révolution française, ainsi que le concept d'État-nation rencontrent un public réceptif dans les Balkans, notamment au sein des groupes de marchands et d'intellectuels orthodoxes des centres urbains de l'Empire ottoman. Ces idées sont liées à l'idéal d'indépendance nationale et imprègnent les combats pour la libération qui surgissent parmi tous les peuples balkaniques au cours du XIX^e siècle, lesquels montrent un pathos¹ romantique et révolutionnaire.

À cette époque, l'environnement international ne favorise pas de telles actions. En 1815, la Sainte-Alliance, proclamant les principes du conservatisme et la légitimité des empires comme forme politique dominante en Europe, est signée à Vienne. Même si les Ottomans ne sont pas de la partie, le texte s'applique également à leur empire. Toute tentative de renversement de la domination étrangère est considérée comme un acte de terrorisme. Déjà de retour en 1798, Rhigas Velestinlis (1757–1798 environ) est arrêté par les autorités autrichiennes avant d'être livré aux Ottomans qui l'exécutent sur-le-champ. Toutefois, à ce stade, rien ne peut ébranler la résistance armée et la révolte des peuples oppressés. Des comités et des organisations révolutionnaires sont créés et se répandent progressivement sur tout le territoire de la péninsule balkanique. La solidarité entre les peuples devient la règle principale, tandis que les représentants des communautés ethniques voisines se rallient aux efforts de libération d'une nation balkanique.

Les Serbes sont les premiers qui réussissent à obtenir progressivement l'autonomie, déjà au début du XIX^e siècle, tout en restant dans les limites du pachalik de Belgrade. Les Bulgares et les Grecs se précipitent à leur secours. Deux décennies plus tard, les Grecs se révoltent également contre l'oppression étrangère en s'engageant dans une guerre qui durera dix ans. Des volontaires de tous les Balkans affluent dans les principautés danubiennes et le Péloponnèse, les deux centres du soulèvement grec. Les puissances européennes commencent à contester la viabilité du principe de légitimité qu'elles ont elles-mêmes imposé. Les circonstances encouragent la guerre russo-turque de 1828–1829, à l'issue de laquelle la Grèce accède à l'indépendance, bien que sous la forme d'un État croupion avec seulement un quart de ses ressortissants sous domination ottomane. En fait, la construction d'États et de nations dans les provinces européennes de l'Empire ottoman constitue l'évolution la plus révolutionnaire dans l'histoire des Balkans du XIX^e siècle.

Au cours de ce siècle, les peuples balkaniques poursuivent leurs efforts de libération de la domination ottomane avec un succès variable. Durant les années 1870, les Slaves méridionaux livrent un combat sans merci: les Serbes et les Monténégrins en Bosnie et en Herzégovine, les Bulgares au nord et au sud du mont Balkan. L'indignation internationale face à la répression cruelle de la révolte d'avril 1876 en Bulgarie donne à la Russie de bonnes raisons d'effectuer une autre intervention armée contre l'Empire ottoman. Ainsi, en 1878, l'indépendance factuelle de la Bulgarie est également acquise; le Monténégro et la Serbie sont reconnus en tant qu'États indépendants. La Roumanie, qui a participé à la guerre, révoque son statut de vassal et accède aussi à l'indépendance. Ainsi, les nouveaux États naissent d'une série d'insurrections révolutionnaires et leurs aspirations territoriales sont accomplies au terme d'un long processus de soulèvements irrédentistes contre la domination ottomane. Les revendications irrédentistes deviennent le thème principal en matière de politique étrangère menée par ces nouveaux États entre eux, envers les Ottomans et envers les grandes puissances.

Cependant, nombreuses sont les régions où la domination de l'Empire ottoman demeure et dont la population assujettie poursuit ses combats révolutionnaires avec le soutien de ses ressortissants dans les États balkaniques nouvellement créés. La reconnaissance de l'indépendance politique des Serbes, des Grecs, des Roumains et des Bulgares accélère les changements de stratégie des grandes puissances européennes en Europe du Sud-Est. Parallèlement aux intérêts classiques de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie et des Habsbourg, qui se font concurrence depuis longtemps pour influer sur les Balkans, une nouvelle distribution du pouvoir est en cours. L'Autriche-Hongrie est bien située dans les régions occidentales et centrales de la péninsule, tandis que l'Allemagne fait davantage entendre sa voix

dans la chorale des puissances européennes. Chaque puissance poursuit ses intérêts en Méditerranée orientale, cherchant à s'assurer une base politique et mettant en avant son influence culturelle.

Des différences typologiques existent dans la croissance de la conscience nationale des peuples sous domination habsbourgeoise et ottomane. Les Habsbourg n'entrent en général pas en conflit confessionnel avec l'autorité étatique ou l'Église dominante dans le cadre d'une chrétienté partagée. À l'inverse, la situation des peuples balkaniques dirigés par les Ottomans est différente. L'islam étant la religion d'État dominante, la lutte des peuples balkaniques, majoritairement chrétiens, pour renverser la domination ottomane prend souvent la forme d'un combat de la Croix contre le Croissant, ce qui explique des actions concertées fréquentes et la participation de pays voisins aux mouvements de libération. Toutefois, le zèle religieux en tant que principale caractéristique nationale vient progressivement occuper la seconde position. Les controverses qui opposent les Églises orthodoxes des Balkans, surtout grecque et bulgare, ne se limitent plus à la suprématie de l'institution, mais ignorent même l'étendue territoriale de la nation.

LE RÉVEIL NATIONAL

Le XIX^e siècle voit la transformation, bien que non simultanée, du rôle économique de couches entières de la population. L'amour-propre croissant des peuples balkaniques se reflète dans toutes les sphères de la vie publique. C'est d'abord chez les Grecs que se forme une classe sociale de commercants et d'entrepreneurs influents. Son pouvoir et son importance sont en grande partie dus à la diaspora grecque, nombreuse et répartie à travers la quasitotalité des centres commerciaux méditerranéens, en Europe centrale et en Russie. Elle accumule les richesses en vertu de son rôle d'intermédiaire dans les échanges levantins des États européens, bénéficiant du climat politique changeant qui caractérise les dernières décennies du XVIIIe et le début du XIXe siècle dans le Vieux Continent. Avec l'ouverture du port d'Odessa, les Grecs installés en Russie contrôlent la majorité du commerce de la mer Noire. Vers le milieu du siècle, la marine marchande grecque atteint une capacité de transport de 300 000 tonnes. Près de la moitié des navires circulant sur le Danube battent pavillon grec. En raison de sa dispersion à travers l'ensemble de la péninsule balkanique, la bourgeoise grecque finit par être considérée par les observateurs contemporains comme la classe moyenne balkanique.

Grâce à son progrès matériel, la classe moyenne grecque est en mesure d'affaiblir la traditionnelle domination des notables et des gros propriétaires grecs, dont le statut avait été rehaussé par le soutien des autorités ottomanes 872 DE 1789 À 1914

qui choisissaient dans leurs rangs les hauts dignitaires et les hospodars des principautés de Moldavie et de Valachie. La concurrence entre les deux groupes est particulièrement forte en matière d'éducation, où de nouveaux thèmes laïques concernant les sciences naturelles commencent à être introduits. Les idées modernes et progressistes en provenance de l'ouest sont adoptées et répandues; des efforts sont réalisés pour élever la langue vernaculaire au statut de langue littéraire. Pourtant, le consensus au sein du monde intellectuel grec n'est pas atteint. Un pôle fusionne autour des partisans de la *Megali Idea*, mouvement qui atteint sa maturité vers le milieu du XIX^e siècle. Celui-ci aspire à une Grèce intègre et moderne en harmonie avec son passé classique et médiéval, ainsi qu'à la résurrection de l'Empire byzantin en termes de mission culturelle et dans le cadre de ses limites territoriales.

Les nationalistes modérés, qui s'inspirent de ce que l'on appelle l'école ionienne, ne font sentir leur influence qu'à la fin du XIX^e siècle. Dirigée par Denys Solomos (1798–1857), un poète favorable à l'adoption du langage parlé comme idiome littéraire, cette école prône l'*epos* révolutionnaire de la guerre d'indépendance grecque. Le patriotisme modéré, dont Kostis Palamas (1859–1943) est le plus remarquable porte-parole à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, effectue des incursions progressives considérables dans la sphère intellectuelle et finit par triompher.

Au cours du XIX^e siècle, alors qu'Athènes est toujours en train de construire sa réputation de site spirituel de l'hellénisme, Constantinople est la capitale économique des Grecs. Ce phénomène est accru par le Tanzimat, les réformes de l'Empire ottoman, qui garantissent les mêmes droits civils aux musulmans et aux chrétiens. Ces réformes sont surtout favorables aux Grecs qui deviennent les banquiers de Constantinople et s'emparent d'un tiers du commerce d'Alexandrie.

Dans la Grèce indépendante elle-même, sous les gouvernements de Tricoupis (1832–1896), d'impressionnants travaux publics sont effectués. On construit le canal de Corinthe et, au début du XX^e siècle, la flotte grecque atteint une capacité de transport de près de 1 million de tonnes. Les citadins représentent déjà 30 % de la population totale. Cependant, ces activités diverses gonflent la dette publique extérieure et le Premier ministre Tricoupis se voit obligé de déclarer la banqueroute. L'agriculture représente un secteur problématique, avec près des trois quarts de la terre cultivable appartenant à de grands propriétaires fonciers, ce qui entraîne un profond mécontentement et de fréquentes agitations parmi les petits propriétaires et les pauvres sans terres. L'accession d'Eleuthéros Venizelos (1864–1936) au pouvoir, après son efficace action politique lors des révoltes dans son île natale de Crète, ouvre la voie à une nouvelle ère de l'histoire grecque. Venizelos entreprend de réorganiser les institutions étatiques et de lancer, en même temps, une série d'initiatives étrangères balkaniques.

Le réveil national chez les Roumains s'effectue de manière différente. Les deux principautés danubiennes n'étaient pas totalement intégrées dans le système ottoman. Elles conservaient leur structure sociale ainsi qu'une autonomie relative en tant que principautés vassales, en échange d'un tribut annuel fixe payé à la Porte. Toutefois, en raison de leur situation géographique, la Valachie et la Moldavie ne cessent de prendre part non seulement à la vie politique des Balkans mais aussi aux politiques de l'Autriche et de la Russie dans le bassin danubien. Jusqu'au début du XVIIIe siècle, les principautés sont dirigées par un conseil de boyards et des princes roumains. Ces derniers, en raison de leur implication dans des intrigues russes et autrichiennes, perdent le soutien de la Sublime Porte, laquelle confie le règne des principautés aux Grecs phanariotes. À la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe, les hospodars phanariotes assurent la domination de la Porte et l'hégémonie des Grecs phanariotes dans les Balkans.

Au moment où se produit le soulèvement de 1821, des volontaires de tous les peuples balkaniques, répondant aux appels de la libération, affluent en Valachie. Les insurgés roumains sont conduits par Tudor Vladimirescu (1780–1821 environ), dont le programme, avec ses composantes sociales et une extrémité antiphanariote, se distingue nettement des priorités de l'insurrection grecque. De plus, les leaders des insurgés roumains faiblissent rapidement face à l'attitude négative de la Russie et l'invasion imminente des troupes ottomanes concentrées dans le nord de la Bulgarie. Malgré son échec, ce soulèvement est généralement considéré comme l'événement qui marque le début de l'histoire moderne de la Roumanie. Après cela, la Russie affiche ouvertement son rôle de protecteur des principautés danubiennes. L'administration temporaire russe entreprend non seulement la réorganisation de la structure politique des principautés mais aussi celle de leur vie économique et sociale. Durant les manifestations révolutionnaires de 1848 en Europe, la Valachie et la Moldavie sont le théâtre d'une effervescence révolutionnaire menée par de jeunes libéraux, dont le plus actif, Nicolae Balcescu (1819–1852), participe aux événements de Paris. Ces agitateurs revendiquent des droits politiques et une réforme agraire. Sous la pression de l'intervention armée commune des troupes russes et ottomanes, les forces révolutionnaires sont maîtrisées, alors que la situation d'une majorité écrasante de la population, la paysannerie, se détériore progressivement. Pour les principautés danubiennes, les perspectives sont meilleures après la guerre de Crimée (1853–1856), étant donné qu'un nombre encourageant de réformes est réalisé et que la liberté de navigation sur le Danube est proclamée. La seule question qui demeure en suspens est celle des Roumains de Transylvanie. Par suite de la révolution hongroise, les Habsbourg confèrent à cette région le statut de province séparée sous domination directe de Vienne, et ils y renforcent la présence allemande.

874 DE 1789 À 1914

Entre 1859 et le cours des années 1860, durant le règne du prince natif Alexandre Couza (1820–1873), les Roumains parviennent à réaliser l'unification *de facto*. Sous le ministère de Miliail Kogalniceanu (1817–1891), des réformes de grande envergure sont mises sur pied, comme la sécularisation des biens du clergé en dehors du pays et une réforme agraire abolissant le travail forcé et autorisant l'achat de terres cultivées jusqu'alors par des paysans.

L'État adopte formellement le nom de Roumanie sous Charles Ier de Hohenzollern, qui monte sur le trône princier en 1866. Toute dépendance officielle envers la Porte est levée après la participation de la Roumanie dans la guerre russo-turque de 1877–1878, et Charles I^{er} s'autoproclame roi en 1881. Deux problèmes majeurs occupent l'attention du roi, du gouvernement et de l'opinion publique au cours du demi-siècle précédant la Première Guerre mondiale: la condition des paysans et le destin des Roumains de Transylvanie. En Roumanie, les grandes propriétés demeurent prédominantes, car quelques milliers de riches propriétaires fonciers possèdent plus de la moitié de la terre arable, alors que des millions de paysans sans terres et de petits propriétaires se retrouvent inexorablement contrôlés et exploités par les magnats comme par l'État. Les manifestations, les conflits isolés et la répression sont fréquents dans les campagnes. En 1907, les protestations atteignent leur apogée lors d'une révolte paysanne de grande envergure, dont le principal slogan est : « Nous voulons des terres ! », et qui sera étouffée avec une violence extrême. Par ailleurs, l'opinion publique et les partis politiques sont unanimes au sujet du destin de leurs compatriotes de Transylvanie. Le fait que la Roumanie se tourne temporairement vers l'Autriche rend possible la création d'une Église roumaine autocéphale en Transylvanie et assure également un rapport d'égalité entre la langue roumaine, l'allemand et le hongrois. Pourtant, à la suite de la promulgation de la double monarchie en Autriche-Hongrie en 1867, les Hongrois rétablissent leur position privilégiée dans la province.

Les Serbes abordent le XIX^e siècle avec un avantage culturel considérable qui se doit à l'activité intellectuelle des Serbes habsbourgeois de Vojvodine. Quand l'impression des livres et l'enseignement supérieur gagnent du terrain à Novi Sad, la ville commence à être connue sous le nom d'«Athènes serbe». L'*Omladina* (Jeunesse), une société culturelle et éducative, commence ses activités. Dositej Obradovic (1739–1811 environ), défenseur des Lumières, est le premier à approuver l'idée d'une unité de tous les Serbes, fondée sur la notion de communauté ethnique et linguistique distincte. Après la libération de la Serbie, Belgrade devient le second centre de la culture serbe; Vuk Stefanovic Karadzic (1787–1864), le père de la littérature serbocroate moderne, y mène ses activités. Petar II Petrovic Njegos (1830–1851), évêque du Monténégro et éminent poète, joue également un rôle essentiel

dans la prise de conscience nationale et le sens de l'unité croissants du peuple serbe.

Vers le milieu du XIX^e siècle, la population de la principauté serbe s'élève à environ 1 million d'habitants, comptant une majorité de petits et de moyens propriétaires fonciers (peu de grands) ainsi qu'une classe moyenne de commerçants et d'usuriers. Les premiers progrès industriels, principalement dans le secteur minier, sont effectués au début du siècle. L'histoire politique de la Serbie avant la Première Guerre mondiale est marquée par la rivalité corrosive entre deux dynasties serbes: les Karageorgievic et les Obrenovic. En 1844, l'homme d'État serbe Ilija Garasanin (1812–1874) présente un plan (nacertanije) sur la politique extérieure à suivre par la Serbie. Ce programme, dont le but est de transformer le pays en Piémont des Balkans, prévoit la création d'un grand État sud-slave sous l'égide de la dynastie serbe. Dans les provinces slaves de l'empire des Habsbourg comme dans celles de l'Empire ottoman, des activités subversives sont organisées dans le cadre de ce grand projet serbe. Des liens sont établis avec l'intellectuel et révolutionnaire bulgare Ghéorghi S. Rakovski, qui fonde une école militaire bulgare à Belgrade et participe à la campagne de destruction de la forteresse de Belgrade, à ce moment-là toujours occupée par une garnison ottomane. Entre 1817 et 1878, la Serbie double son territoire. Au cours des dernières décennies du XIXe siècle, le pays sombre dans un état de dépendance économique et financière vis-à-vis de l'Autriche. Une opposition libérale se concrétise envers le régime royal oppressif, de même qu'un mouvement révolutionnaire démocratique, qui deviendra social-démocrate, conduit par Svetozar Markovic (1846–1875).

La Bosnie et l'Herzégovine occupent une place particulière dans l'histoire des Serbes. Des seigneurs locaux convertis à l'islam sont parvenus à conserver une certaine autonomie au cours des siècles de domination ottomane. Les relations avec le gouvernement central se dégradent pendant l'ère du Tanzimat. Durant plusieurs décennies, seigneurs et troupes du sultan se livrent une véritable guerre. Celle-ci ne prend fin qu'après des pertes considérables et après que la résistance des propriétaires fonciers est écrasée en 1851. Les prérogatives héréditaires sont abolies et les deux régions s'unissent en une seule province, dont la capitale passe de Travnik à Sarajevo. Un an plus tard, les chrétiens d'Herzégovine organisent une révolte contre la décision prise par le gouvernement central de désarmer la population. Le Monténégro apporte son soutien aux insurgés. Après un long combat acharné, un compromis est trouvé en 1862. Une nouvelle révolte éclate en Bosnie-Herzégovine en 1875, posant les jalons d'une grande crise orientale (1875–1878). L'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Empire austro-hongrois après le congrès de Berlin, l'annexion qui s'ensuit en 1908, la persécution simultanée des Serbes et l'installation des colons allemands

contribuent à ce que cette région devienne l'une des zones les plus explosives des Balkans.

Au cours du XIX^e siècle, les aspirations des Slaves méridionaux de l'empire des Habsbourg évoluent également. Partant de requêtes culturelles. elles vont de l'autonomie interne générale à l'indépendance totale. La création des provinces illyriennes par Napoléon, ainsi que les transformations éphémères mais radicales abolissant la féodalité et introduisant des réformes libérales, ont des répercussions particulièrement importantes pour les Croates. Entre 1830 et 1850, l'«illyrisme» exerce une influence décisive en tant qu'idéologie unifiant les Serbes et les Croates autour d'un programme commun visant à encourager la culture nationale. Dirigé par Ljudevit Gaj (1809–1872), le mouvement enregistre à son actif de nombreux succès culturels, notamment la promotion du serbo-croate en tant que langue commune des Slaves méridionaux. Durant la révolution de 1848, le refus de la Roumanie de combler les requêtes de Zagreb au sujet de la création d'une Croatie unifiée étendant son autonomie interne pousse les Croates à s'allier aux Autrichiens pour réprimer la révolution hongroise. Alors que se développe un fort nationalisme croate, parallèlement aux factions pro-hongroises et pro-autrichiennes au sein de la noblesse et des élites, les années 1860 voient le renforcement du «yougoslavisme» de l'évêque Joseph Strossmayer. Ce mouvement, avec d'autres manifestations en faveur de la solidarité sud-slave, ouvre la voie à la création de l'État yougoslave après la Première Guerre mondiale.

Les Bulgares, qui habitent les régions orientales de la péninsule balkanique, sont d'abord sous domination ottomane. Privés de leur propre noblesse qui a été anéantie, assimilée ou exilée, ils demeurent pendant des siècles une population essentiellement agraire avec, au sommet, une fine strate de primats de villages (*chorbadzhii*). Les villages bulgares, constitués de petits propriétaires et de métayers, souffrent surtout du traitement arbitraire de l'imposition et de la pénurie de terres. La tension sociale est endémique, et la subversion des paysans, périodique. Les émeutes des années 1830 et 1840 dans le nord-ouest du pays sont très médiatisées en Europe, à tel point qu'une commission internationale d'enquête est dépêchée sur place pour effectuer un compte rendu de la situation.

Pendant la première moitié du XIX^e siècle, la société bulgare subit une profonde transformation. Cela est dû à l'émergence d'une classe moyenne, qui exerce une influence positive sur le bien-être de diverses couches de la population urbaine et rurale. La proximité géographique de la capitale impériale et son énorme capacité de consommation permettent, par exemple, à certains détaillants bulgares d'exercer un contrôle absolu sur l'offre des moutons, tandis que d'autres entrepreneurs organisent la production et la livraison de tissus et de galons pour les uniformes de l'armée ottomane récemment

restructurée. L'effet le plus significatif de cette effervescence sociale est la prospérité croissante des villes situées le long des contreforts méridionaux du mont Balkan, lesquelles développent une production manufacturière destinée à des marchés extérieurs. Ainsi, ce n'est pas un hasard si les deux premières usines textiles dotées d'équipement européen de l'Empire ottoman — l'une publique, l'autre privée — sont apparues en terre bulgare vers le milieu du XIX^e siècle. Les Bulgares ne sont pas en mesure de faire appel à une diaspora comme celle que possèdent les Grecs et les Serbes dans des pays voisins ou plus lointains. La classe moyenne se concentre à l'intérieur du pays et à Constantinople. Dans la capitale impériale, les années suivant 1840 assistent aux premiers pas de la presse périodique bulgare. Les efforts entrepris pour assurer les offices religieux en langue bulgare et pour obtenir un statut autocéphale de l'Église sont couronnés de succès en 1870, lorsque la Porte reconnaît un Bulzar millet indépendant et l'institution d'un exarchat bulgare; cela se fait d'ailleurs au détriment d'un schisme avec le patriarcat de Constantinople. Bucarest constitue aussi un centre politique pour l'opposition libérale, de même que pour le mouvement révolutionnaire et démocratique.

Au milieu du siècle, l'action révolutionnaire devient sérieuse. Durant la guerre de Crimée, des volontaires bulgares créent des unités indépendantes rattachées à l'armée russe, grâce à laquelle ils reçoivent un bon entraînement. Une grande partie de la population participe à des activités de conspiration visant à provoquer des émeutes locales. Des groupes bien armés sont transférés de Serbie et de Roumanie en Bulgarie. À la tête de cette campagne se trouve Ghéorghi S. Rakovski (1821–1867), le premier partisan bulgare d'une action balkanique coordonnée et unie pour la libération nationale.

S'inspirant de l'expérience d'autres mouvements pour l'indépendance des nations balkaniques, ainsi que d'idées révolutionnaires européennes qui pénètrent dans la péninsule durant les années 1860 et 1870, le mouvement bulgare pour la libération nationale entreprend une nouvelle étape. Un comité central révolutionnaire est fondé à Bucarest et se fixe comme objectif de couvrir l'ensemble du pays avec un réseau de comités secrets. Aux côtés de Liouben Karavélov (1834–1878) et de Christo Botev (1848–1876) se trouve Vassil Levski, la figure la plus éminente de la révolution nationale.

La féroce répression de l'insurrection d'avril 1876 attire l'attention de l'opinion publique étrangère sur les conditions insoutenables des Bulgares. La récente aggravation de la question d'Orient se solde par une guerre de la Russie contre l'Empire ottoman, dans laquelle la Serbie et la Roumanie joueront un rôle décisif. Avec la révocation de l'éphémère traité de San Stefano qui crée une grande Bulgarie à l'intérieur des frontières de l'exarchat bulgare — c'est-à-dire selon un critère ethnique —, le congrès de Berlin reconnaît l'existence d'une principauté bulgare croupion dans le nord de la

Bulgarie, soumise à la souveraineté formelle des Ottomans, et la création d'une province autonome de Roumélie orientale dans le sud, placée sous l'autorité d'un gouverneur bulgare désigné par la Porte. Les autres territoires, notamment la Macédoine, se retrouvent sous domination directe et inconditionnelle de la Porte. En 1885, accompagnée par un enthousiasme populaire débordant, l'unification de la principauté avec la Roumélie orientale est effectuée, ce qui incite le roi Milan de Serbie à prendre la déraisonnable décision d'attaquer la Bulgarie. Cette guerre se solde certes par la défaite de la Serbie, mais laisse aussi de profondes marques de méfiance entre les deux nations voisines.

Ainsi, la Bulgarie est le plus grand État nouvellement libéré, et elle accomplit, malgré certaines difficultés, des progrès considérables en matière de développement économique et social. À l'inverse, en politique, le pays devient le théâtre de violentes querelles entre les partis et les leaders qui débattent pour savoir quelle puissance est à même de défendre au mieux les intérêts bulgares, parmi lesquels le principal est l'issue de l'irrédentisme bulgare en Macédoine: la Russie ou les puissances occidentales? Dans leur combat pour la prédominance, les deux camps ont recours à l'assassinat politique. Pendant toute une décennie, à la fin du siècle, le rôle principal de la vie politique du pays est interprété par Stephan Stambolov, qui tombe à cause d'un conflit avec le monarque. Le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg (roi après la proclamation de l'indépendance en 1908) maintient ensuite tout le pouvoir et s'engage dans une politique active parmi la population bulgare qui se trouve toujours sous domination ottomane en Macédoine.

Les Albanais, avec leur structure ethnique, leur division linguistique (tosque et guègue) et religieuse (70 % de musulmans, 20 % d'orthodoxes et 10 % de catholiques), doivent surmonter de graves obstacles sur le chemin de l'unification nationale. Quelle que soit la scolarité, elle est effectuée dans les langues des institutions religieuses dominantes: turc et arabe pour les musulmans, grec pour les orthodoxes, italien et latin pour les catholiques. Au début du XIX^e siècle, les *āyan* d'origine albanaise, comme Ali pacha de Ioannina et Mustafa pacha Bushati de Slikoder, établissent en Albanie centrale et méridionale des territoires quasiment indépendants et s'opposent aux efforts centralisateurs durant la période des réformes.

La renaissance albanaise (*Rilindja*) commence à partir de la seconde moitié du siècle, avec la publication de livres en albanais et avec les efforts fournis pour créer un alphabet indépendant. Les colonies albanaises en Italie, inspirées par les idées du *Risorgimento* italien, contribuent largement à l'effort littéraire. Créée à l'issue du congrès de Berlin, la ligue de Prizren ou Ligue albanaise (1878) s'oppose à toute tentative d'annexion de territoires albanais, son but étant d'obtenir l'autonomie au sein de l'Empire ottoman. De nombreux membres de la famille Frasheri, parmi lesquels Abdul

(1839–1892), chef de la ligue de Prizren, et son frère Naim (1846–1900), poète le plus éminent de l'époque, ont un rôle particulièrement décisif. La résistance opposée aux Ottomans est générale, mais la Porte parvient à la réprimer. Aux États-Unis, Fan Noli (1882–1965) fonde l'Église orthodoxe albanaise sous juridiction du patriarche russe, qui devient un centre important de la conscience et de l'agitation nationales.

Les Albanais se soulèvent en masse en 1912. Au stade où en sont les préparatifs des États balkaniques pour mener une guerre contre l'Empire ottoman, le gouvernement turc est incapable de lancer les forces adéquates contre les rebelles et se voit contraint de reconnaître l'indépendance proclamée par les Albanais lors de leur Assemblée nationale à Valona, dirigée par Ismail Kemal Bey (1844–1919). Le gouvernement provisoire albanais reçoit l'approbation générale et prend des mesures diplomatiques vitales en vue de sa reconnaissance à Vienne, à Rome et à Londres. Ainsi, l'Albanie est prête à s'engager pour défendre son intégrité et son indépendance au cours de la guerre des Balkans de 1912–1913.

Les Turcs, groupe ethnique dominant de l'Empire ottoman, sont les derniers à manifester leur conscience nationale dans les Balkans. La majorité d'entre eux s'oppose à l'introduction de réformes européanisantes, qu'elle estime aller à l'encontre de ses coutumes et de son identité religieuse. Les avantages que procurent ces réformes aux conditions générales et à l'assurance de la population chrétienne assujettie provoquent le mécontentement correspondant. Une situation ambivalente voit le jour au cours du XIX^e siècle: d'une part, les Turcs se considèrent toujours comme les maîtres de tous les habitants de l'immense Empire ottoman et, d'autre part, ils se sentent exposés à l'exploitation semi-coloniale exercée par les grandes puissances, de même que menacés par la mobilité économique et sociale croissante des nations chrétiennes.

Le règne d'Abdul Hamid II se caractérise par la répression interne et l'intensification des luttes nationales: les Grecs de Crète se soulèvent, ce qui déclenche une guerre gréco-turque; une révolte de masse éclate chez les Arméniens d'Anatolie et ultérieurement chez les Bulgares en Macédoine et en Thrace orientale; même les Albanais coreligionnaires se radicalisent. Les représailles contre ceux qui participent à ces campagnes révolutionnaires sont violentes et présagent les catastrophes de la Première Guerre mondiale. Les grandes puissances, qui dans l'ensemble ont soutenu l'État ottoman pendant des décennies par le biais de la protection internationale et grâce à d'importants investissements, changent de politique. Les intérêts sont révisés. La Grande-Bretagne et la Russie, ayant réglé leurs conflits dans d'autres régions du monde, adoptent une nouvelle politique dans les Balkans, à laquelle la France adhère sans tarder; l'Allemagne demeure seule à soutenir loyalement l'Empire.

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, une opposition libérale est formée par les «Jeunes-Turcs», dans l'État ottoman lui-même. Pour eux, l'adoption d'une Constitution est le seul moyen de régler les dissensions internes qui affaiblissent l'Empire. Toutefois, leur expérience avec les institutions d'un régime plus libéral est éphémère. Abdul Hamid II abroge la Constitution et se débarrasse de son auteur, le grand réformateur ottoman Midhat pacha. Au début du XXe siècle, de nouveaux groupes et sociétés émergent, dans l'Empire et à l'étranger, connus sous la dénomination commune «Union et Progrès». Ce mouvement marque les débuts de l'opposition des Jeunes-Turcs en tant qu'organisation nationale, avec pour objectif la modernisation de l'État. Leur programme inclut l'introduction d'un régime parlementaire et la représentation de toutes les nationalités ainsi que la loyauté commune envers un État unifié. Le droit d'autodétermination et d'indépendance est catégoriquement abandonné. Toutefois, malgré certaines réserves concernant les intentions ultimes des Jeunes-Turcs, le coup d'État que ces derniers effectuent en 1908 récolte le soutien général et l'espoir d'une libéralisation du régime. Au Parlement ottoman sont élus 147 Turcs, 60 Arabes, 27 Albanais, 26 Grecs, 14 Arméniens, 10 Bulgares et 4 Juifs.

En dépit de cette représentation multinationale, de nombreuses restrictions concernant les écoles et d'autres activités s'ensuivent, les autorités commencent à désarmer la population et les musulmans de Bosnie et d'Herzégovine s'installent en Macédoine. Le «panturquisme» est adopté en tant qu'idéologie officielle et l'appellation «turc» se généralise. Les jeunes États balkaniques considèrent la campagne contre les chrétiens de l'Empire comme un défi manifeste qui leur est adressé. L'idée de s'unir pour mener des opérations militaires contre l'Empire ottoman gagne du terrain, avec le soutien des puissances intéressées de l'«Entente». En peu de temps, les efforts diplomatiques des gouvernements balkaniques sont couronnés de succès: une alliance est conclue en 1912 entre la Bulgarie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro pour l'expulsion finale des Ottomans d'Europe et la partition de leurs possessions entre les quatre États balkaniques.

Au terme de la première guerre balkanique de 1912, l'Empire ottoman est vaincu. Toutefois, les États balkaniques victorieux s'avèrent incapables de parvenir à un accord concernant la division des territoires libérés. Le principe de l'autonomie pour la Macédoine est abandonné. Par ailleurs, les aspirations d'indépendance des Albanais sont ignorées. Des querelles entre les alliés des Balkans conduisent à des affrontements puis, finalement, à une nouvelle guerre en 1913, cette fois contre la Bulgarie; la Roumanie et les Ottomans y prennent part. Cette guerre, dont la Bulgarie sort vaincue, déterminera les relations tendues entre les États balkaniques pendant des décennies jusqu'à

la Seconde Guerre mondiale. La Bulgarie demeure irrédentiste, et les vainqueurs sont déterminés à défendre le *statu quo* nouvellement acquis.

Les nations balkaniques sortent d'une autocratie ottomane de plusieurs siècles, mais se retrouvent précipitées dans l'orbite des grandes puissances rivales. L'Autriche-Hongrie est la seule à avoir des possessions dans les Balkans et une population sud-slave nombreuse à l'intérieur de ses frontières. Le déclenchement d'une guerre dans cette région n'est donc pas surprenant, la question nationale des Slaves méridionaux restant en suspens. Entre-temps, les guerres balkaniques définissent les principaux désaccords entre les États des Balkans en tant qu'alliés de deux forces militaires rivales : d'un côté, la Grèce, la Serbie et la Roumanie soutiennent l'Entente ; de l'autre, la Bulgarie et l'Empire ottoman en désagrégation se tournent vers les puissances centrales.

NOTE

1. Au sujet de l'influence que 1a Révolution française eut sur les Balkans et le processus de formation de la conscience nationale des peuples balkaniques, voir Paschalis M. Kitromilides, *I Galiki Epanastasi kai i Notioanatoliki Evropi* [La Révolution française et l'Europe du Sud-Est], Athènes, 1990, et l'ouvrage collectif *Enlightment, nationalism, orthodoxy: studies in the culture and political thought of South-Eastern Europe,* Londres, 1990.

BIBLIOGRAPHIE

- Castellan G. 1991. *Histoire des Balkans, XIV^e–XX^e siècle*. Paris, Fayard. [Voir aussi, du même auteur, la collection d'histoire des peuples balkaniques éditée par les PUF.]
- Dimitrov S., Manchev K. 1971 et 1975. *Histoire des peuples balkaniques*. Vol. I et II. Sofia.
- IORGA N. 1936–1939. La Place des Roumains dans l'histoire universelle. Vol. I–III. Bucarest.
- 1975–1977. *Histoire de la nation grecque*. Vol. XI–XIV. Athènes.
- 1985–1991. Histoire de la Bulgarie. Vol. V–VII. Sofia.
- JELAVICH B. 1983. *History of the Balkans. Eighteenth, nineteenth and twentieth centuries*. Vol. I–II. Cambridge, Cambridge University Press.
- KARAL E. 1970. Histoire des Ottomans. Ankara.
- 1970. Les Lumières et la formation de la conscience nationale chez les peuples du Sud-Est européen. Bucarest.

- MILLER A. 1975. Mustapha Pacha Bairaktar. Bucarest.
- Petrovich M. 1976. A history of modern Serbia, 1804–1918. Vol. I–II. New York, Harcourt, Brace & Jovanovich.
- Pollo S., Puto A. (dir. publ.). 1977. *Histoire de l'Albanie des origines à nos jours*. Roanne, Horvath.
- Svoronos N. 1956. Le Commerce de Salonique au XVIII^e siècle. Paris, PUF.
- Todorov N. 1983. The Balkan city, 1400-1900. Seattle.
- Traikov V. 1978. Tendances et programmes idéologiques dans les luttes de libération nationale des peuples balkaniques. Sofia.

10.2.4.2 LES ARTS

Remus Niculescu

Le XIX^e siècle est une période particulièrement riche en matière d'arts en Europe du Sud-Est. Dans l'euphorie générale suscitée par la modernisation et l'émancipation, les communautés ethniques et culturelles de cette région cherchent à s'intégrer aux mouvements artistiques du continent, tout en tentant de créer de nouvelles formes d'expression qui témoignent de leur entrée dans une nouvelle ère de sensibilité et de vie spirituelle. Ce processus, tantôt accéléré, tantôt ralenti selon les circonstances historiques et locales, est marqué par les traits et les traditions spécifiques de chaque peuple, bien que chaque région connaisse, à quelques exceptions près, des étapes similaires. En effet, dans de nombreux pays, le début de l'ère moderne reflète le formidable essor du néoclassicisme. Le portrait, qui manifeste à l'origine un regard nouveau sur le caractère humain dans le cadre de l'esprit des Lumières, représente le genre dominant en peinture. Les romantiques découvrent le pouvoir qu'exerce sur la conscience nationale l'évocation de grands personnages et d'événements du passé. La sculpture monumentale remplit la même fonction. L'académisme répand une gamme de techniques relativement uniforme et établit une hiérarchie erronée des genres, bien que les artistes soient de plus en plus attentifs à la vie quotidienne et, surtout, à la vie rurale. Cette tendance coïncide avec le goût prédominant pour les paysages et, parfois, à la pratique de la peinture de plein air. Dans l'œuvre des peintres et des sculpteurs, l'action libératrice de l'impressionnisme transparaît sous différents aspects. Vers 1900 et dans les années suivantes, des artistes indépendants font leur apparition et les conventions académiques sont progressivement laissées de côté. Ces faits contribuent au développement de l'intérêt pour l'art populaire et pour les origines ancestrales de la création artistique.

L'ARCHITECTURE

L'une des caractéristiques les plus originales de l'architecture du XIX^e siècle en Europe du Sud-Est est l'édification d'un habitat urbain inspiré de traditions locales. À partir de quelques genres fondamentaux, un éventail de styles différents de construction se déploie, mélangeant, dans sa conception et sa décoration, des motifs empruntés à l'Orient islamique ainsi qu'à l'Europe centrale, depuis le baroque tardif jusqu'au néoclassicisme. Des

exemplaires particulièrement bien conservés de ce style d'architecture nationale peuvent être observés en Bulgarie (notamment à Plovdiv, la ville musée de Koprivchtitsa, et Tărnovo), dans le nord de la Grèce et en Albanie. L'œuvre de l'architecte bulgare Nikola Fichev (1800–1881), un maître de la construction autodidacte, prolifique et inventif, se situe au centre de cette renaissance culturelle. Le caravansérail de Manouk Bey (1808) à Bucarest présente un échantillonnage divers de motifs traditionnels. Le konak (hôtel particulier) de Milos Obrenovic, construit entre 1831 et 1834 à Belgrade par Hadzi-Nikola Zivkovic, illustre le passage du style balkanique au style d'Europe centrale dans l'architecture urbaine serbe. Les bâtiments albanais de cette époque comprennent les sérails des pachas, des maisons avec porches et balcons, ainsi que des tours d'habitation fortifiées.

Dans les principautés roumaines, l'influence du néoclassicisme dans l'architecture religieuse de tradition byzantine transparaît principalement dans les éléments décoratifs et, occasionnellement, dans le plan du bâtiment lui-même (l'église ronde, Letçani, vers 1795). Le néoclassicisme est davantage répandu dans l'architecture laïque. Le palace du prince régnant (1808) et la résidence du boyard Nicolae Rosnovanu (1832) à Iasi, construits par le Viennois Johann Freywald, de même que celui du prince Grigore Ghica IV à Bucarest (1822) reflètent les aspirations de la société roumaine de cette époque. Les principaux architectes roumains néoclassiques sont alors Alexandru Orăscu (1817–1894), qui a étudié à l'académie de Munich et dessiné les plans du bâtiment de l'université de Bucarest (1857–1869), et Ştefan Emilian (1819–1899), formé à Vienne, qui a débuté avec le bâtiment du lycée Andrei şaguna à Braşov (1851–1856) et a couronné sa carrière avec l'Institut d'anatomie de Iasi (1890–1894).

Le néoclassicisme de Munich se diffuse en Grèce, véritable patrie du classicisme méditerranéen, après l'accession au trône du roi Othon en 1832. L'ancien palais royal d'Athènes (actuel siège du Parlement) conçu par Friedrich von Gärtner de Munich, est achevé en 1841. Les frères danois Christian et Theophil Hansen contribuent également à ce mouvement. Le premier dessine l'université d'Athènes (1837–1864), tandis que le second élabore les plans de l'Académie des sciences (1859–1887) et de la Bibliothèque nationale (1859–1891). L'architecte grec Lysandros Kaftanzoglou (1811–1886), qui a étudié à Rome et en France, construit l'Université technique nationale (1861–1876). Malgré leur inspiration archéologique, ces bâtiments sont les symboles de la ville d'Athènes du XIX^e siècle.

Dans l'architecture turque, le baroque est toujours présent, en association avec des éléments néoclassiques. Le palais de Dolmabahçe à Istanbul (1853) est construit dans ce style composite par Karabet Balyan. Les minarets de la mosquée de Dolmabahçe (1854) prennent la forme de colonnes

corinthiennes. Une forme plus pure du style baroque peut être observée dans certains bâtiments commémoratifs tels que la tombe de la sultane Nakshidil, femme d'Abdul Hamid I (1818), ainsi que dans la mosquée Küçük Effendi à Yedikule. Datant de 1825, celle-ci constitue un complexe architectural avec une bibliothèque et une fontaine.

Le style néogothique apparaît dans les principautés roumaines durant la période romantique. En 1837, un écrivain contemporain mentionne avec admiration la maison gothique de la famille Sturdza à Miclăușani en Moldavie. Ultérieurement, l'architecte Ion Berindei (1871-1928) adopte ce style pour son chef-d'œuvre, un vaste édifice, l'actuel palais de la Culture de Iasi (1907–1926). De nombreux bâtiments sont conçus dans un style éclectique associant des éléments Renaissance et baroque modernisé. Ce sont souvent les œuvres d'architectes français, comme Robert Galleron (l'Athénée roumain, Bucarest, 1888), ou d'architectes d'Europe centrale, comme les Tchèques J. V. Hrasky et A. J. Hruby (l'Opéra de Ljubljana, 1892), Ferdinand Fellner et Hermann Helmer de Vienne (l'Opéra de Zagreb, 1895, le Théâtre national de Iasi, 1896, et celui de Sofia, 1906). L'ancien palais royal de Belgrade (l'actuel Théâtre national), conçu par l'architecte serbe Aleksandar Bugarski (1835–1891), affiche également un style éclectique. À Sarajevo, le Musée national, construit par Karlo Paraeik (1857–1942) dans un nouveau style Renaissance, date de 1913. En 1914, de somptueuses demeures privées, conçues en style français du XVIIIe siècle par des architectes roumains formés à Paris, dominent le centre de Bucarest.

Certains architectes réagissent contre l'éclectisme. Ion Mincu (1852–1912) consacre sa vie à la création d'un style néo-roumain fondé sur les formes de l'architecture paysanne et religieuse ancienne (l'École centrale pour filles, 1890–1894, à Bucarest). D'autres, dont Cristofi Cerkez (1872–1955) et Petre Antonescu (1873–1965), suivent cet exemple. Un retour aux traditions locales transparaît également dans l'œuvre de Svetozar Ivaĕković (1844–1925), dont la monumentale église de la Transfiguration (Pančevo, 1873–1877) s'inspire de l'architecture serbe médiévale, et dans l'église Saint-Blaise (Zagreb, 1912), construite par le Croate Viktor Kovačić (1874–1924), rappelant les principes de construction dalmatiens et byzantins. L'architecte turc Kemalettin Bey (1870–1927), partisan du retour du style ottoman, conçoit le mausolée de Mahmud Schevket Pasha à Istanbul (1909).

LA SCULPTURE

L'évolution de la sculpture, autorisée uniquement sous forme de décoration par le dogme orthodoxe et la doctrine islamique, survient très tard dans l'en-

semble de l'Europe du Sud-Est. Yervant Oscan (1855–1914), qui a étudié à Rome avant de devenir professeur à l'Académie des beaux-arts d'Istanbul, est un pionnier de la sculpture turque. La sculpture albanaise ne semble surgir qu'en 1899, avec le buste de Skanderberg par Murat Toptani (1865–1918). Même en Grèce, en dépit de son héritage précieux de monuments anciens, la première sculpture moderne effectuée par des artistes locaux n'est réalisée qu'assez tardivement. La statue de Rigas Ferroaios (1871) est l'œuvre de Ionnis Kossos (1822–1873), élève de Christian Heinrich Siegel (1808–1883) à l'Académie des beaux-arts d'Athènes. Le néoclassicisme est prédominant dans la sculpture grecque jusqu'à la fin du XIXe siècle. Formé à Munich, Leonidas Drossis (1834–1882) décore le bâtiment de l'Académie des sciences d'Athènes avec des statues. Évoluant dans un esprit plus réaliste, Demetrios Philippotis (1839–1919) choisit des sujets de la vie quotidienne. Yannoulis Halepas (1851–1938), d'abord élève de Drossis, étudie à Munich comme son maître (1873-1876). De retour en Grèce, il crée sa célèbre Fille endormie (1878), un monument funéraire classique.

La sculpture serbe moderne démarre sous les auspices de l'éclectisme munichois avec Petar Ubavkić (1852–1910), qui a également étudié à Rome, et Simeon Roksandić (1874–1943), ainsi que sous ceux du réalisme académique français avec Djordje Iovanović (1861–1953). L'influence de Rodin se manifeste dans les œuvres du Croate Rudolf Valdec (1872–1929). Ivan Mestrovitch (1883–1962) jouit d'une réputation internationale. Ses études à Vienne (1901–1905) révèlent son affinité latente pour le style Sécession. Il découvre également l'univers esthétique de Rodin, comme en témoigne l'une de ses premières grandes œuvres, *La Fontaine de vie* (Zagreb, 1905). Par la suite, il expose la maquette du *Temple de Vidvodan*, qui devait être érigé sur le site de la bataille de Kosovopolje. Il n'achèvera jamais ce vaste projet, pour lequel il destinait les statues des héros *Milos Obilis*, *Kraljevic Marko* et *Banović Strahinja* (1908–1910), exemples typiques de son art aussi émouvant que tumultueux.

En Bulgarie, les premiers sculpteurs sont les portraitistes Jeko Spiridonov (1867–1945) et Martin Vassiliev (1867–1931). Le maître bulgare en la matière est Andrey Nikolov (1878–1959), de retour de Paris en 1907, et dont l'œuvre s'inspire également de celle de Rodin. Durant la guerre des Balkans, Ivan Lazarov (1889–1952), diplômé de l'Académie des beaux-arts de Sofia (1912), sculpte de petites statues figurant des soldats bulgares. Au cours des années suivantes, il représente des paysans ou des groupes de paysans extrêmement stylisés.

Le sculpteur roumain le plus complexe de la seconde moitié du XIX^e siècle, Ion Georgescu (1856–1898), étudie à Bucarest sous la direction de Karl Storck (1826–1887), un néoclassique; il part ensuite pour la France, où il découvre avec admiration les œuvres de Carpeaux et de ses précurseurs de

la fin du XVIII^e siècle. Georgescu est un excellent portraitiste (Mihail Pascaly, 1882) et un maître de la sculpture monumentale (Gheorghe Asachi, Iasi, 1890). Par ailleurs, le romantisme anxieux de certaines œuvres de ștefan Ionescu-Valbudea (1856–1918) laisse pressentir l'impressionnisme. Au début du XX^e siècle, Dimitrie Paciurea (1875–1932) attire l'attention par la force de son Géant (1906) et par sa tentative audacieuse de créer un équivalent stylistique de l'icône byzantine dans sa sculpture (La Dormition de la Vierge, 1912). Dans ses portraits, on peut distinguer à la fois des caractéristiques impressionnistes et symbolistes. Constantin Brancusi (1876–1957), fondateur de la tradition moderne de la sculpture du XX^e siècle, entreprend une formation professionnelle à Craiova (1893–1898), à Bucarest (1898–1902) et, enfin, à Paris (1905–1907). Au cours de sa période Rodin, il effectue des études d'enfants (1906–1907) et crée Le Sommeil (1908). C'est pourtant avec La Prière, une figure destinée à un monument funéraire de Buzau (1907-1910), Le Baiser (1907-1909) et la Sagesse de la terre (1908) qu'il découvre son propre style, sculptant des formes essentielles avec un sens symbolique profond. Le Maiastra (1910–1912) incarne un être mythique inspiré de la légende populaire roumaine et constitue l'un de ses chefs-d'œuvre. Il en revient à ce thème pendant les années suivantes, avec des versions de plus en plus simples et spiritualisées. En 1917 et 1918, dans son atelier parisien, Brancusi travaille déjà sur un modèle préliminaire de la Colonne sans fin, qui sera érigée entre 1937 et 1938 en tant que partie intégrante de l'ensemble de Targu-Jiu, une édification dédiée aux Roumains morts au combat pendant la Première Guerre mondiale.

LA PEINTURE

Les précurseurs

Avant 1800, les îles ioniennes, sous la domination de Venise depuis plusieurs siècles et protégées de la domination ottomane, offrent un climat favorable à la diffusion de la peinture de chevalet. Natifs de Zante, Nikolaos Koutouzis (1741–1813), formé à Venise par Giambattista Tiepolo probablement, et son disciple Nikolaos Kantounis (1768–1834) peignent des sujets religieux, mais aussi des portraits remarquablement réalistes. La production artistique de l'école ionienne demeure toutefois un phénomène isolé qui ne se propage même pas dans le continent grec.

L'influence du néoclassicisme viennois sur les peintres d'Europe du Sud-Est se fait principalement sentir dans les portraits et les iconostases, notamment dans l'œuvre de maîtres du classicisme serbe tels qu'Arsenije

Teodorović (1767–1826) et Pavel Djurković (1772–1830). Certaines œuvres de Teodorović restent encore proches de la tradition baroque, qui confère une plus grande étendue et monumentalité. Avec leurs contours précis et leurs moindres détails, les portraits peints par Djurković constituent une éclatante galerie de physionomies contemporaines. Le Slovène Franc Cavčić (1762–1828), auteur de compositions classiques remarquables et équilibrées, enseigne à l'académie de Vienne avant de prendre en charge la direction (1820).

Eustatie Altini (v. 1772–1815) quitte Iasi en 1789 pour aller étudier à l'académie de Vienne. À son retour, il contribue activement à la propagation du néoclassicisme en Moldavie, où il peint de nombreux iconostases et portraits détaillés. Dans une composition dédiée à un épisode de la vie du métropolitain Veniamin Costachi (1813), il dévoile sa sensibilité romantique. Une touche précoce de romantisme transparaît également dans certaines toiles de Mihail Töpler, le portraitiste de l'aristocratie bucarestoise pendant les dernières années du régime phanariote. Nicolae Polcovnicul (1788–1842), un peintre religieux de formation traditionnelle, appartient cependant, par son style, au même courant novateur; il produit également des portraits, dont celui de la famille Manu récemment chassée de l'église de Leurdeni (1825).

La renaissance de la peinture bulgare est étroitement liée aux réalisations de nombreux artistes religieux, à leur fraîcheur et à leur personnalité. Le plus talentueux d'entre eux est Zahari Zograf (1810–1853), le plus jeune fils de Khristo Dimitrov, le fondateur de l'école Samokov; il s'initie à la peinture d'icône au mont Athos et voyage aussi en Autriche. Zograf est le premier grand portraitiste de chevalet bulgare. Son don d'observateur et de coloriste, son sens de l'humour et son goût pour le fantastique sont présents dans ses peintures murales du monastère de Bachkovo (1841). L'esprit de l'école Samokov et le caractère populaire qui fait sa distinction se perpétuent jusqu'à la fin du XIX^e siècle avec le travail de Nikola Obrazopisov (1828–1915).

Le Biedermeier, le romanticisme et le réalisme

Les affinités avec le Biedermeier viennois sont évidentes dans l'œuvre d'éminents portraitistes serbes comme Constantin Daniel (1798–1873), qui excelle également dans la peinture religieuse et les natures mortes, Katarina Ivanović (1811–1882) et Dimitrije Avramović (1815–1895). Le premier maître de la peinture croate moderne, Vjekoslav Karas (1821–1858), développe son sens délicat de la forme à Rome (1841–1847), sous l'influence des nazaréens. Parfois, les romantiques serbes s'inspirent des légendes et de l'histoire. C'est le cas de Novak Radonić (1826–1890), qui illustre une balade publiée par Vuk Stefanovic Karadzic, *La Mort de Kraljevic Marko* (1857). L'écrivain

et peintre Djura Jaksic (1832–1878) manifeste dans ses portraits une touche personnelle et animée, de même que des effets de clair-obscur dans certaines compositions. Formé à Munich, Djordje Kristić (1851–1907), qui doit surtout à des scènes rurales réalistes sa position dans l'art serbe, peint aussi des iconostases, des portraits et des paysages.

Le Roumain Constantin Lecca (1807–1887), portraitiste classique et décorateur d'église, Mihail Lapaty (1828–1862), un admirateur de Géricault, et Theodor Aman (1831–1891) dédient leurs compositions à la vie de Michel le Brave, précurseur de l'unité de son peuple à la fin du XVI^e siècle. Aman, qui expose au Salon de Paris dès 1853, est également un excellent portraitiste et un intimiste élégant dans ses scènes de genre. Gheorghe Panaiteanu (1816–1900), qui a étudié et vécu à Munich pendant plusieurs années, est un représentant typique du style Biedermeier. Parmi les portraitistes roumains de cette époque, il faut aussi citer Ion Negulici (1812-1851), Barbu Iscovescu (1816–1854) et Constantin David Rosenthal (1820–1851), qui ont tous participé à la révolution de 1848 en Valachie. Iscovescu fait le portrait de nombreux leaders du mouvement révolutionnaire roumain en Transylvanie. Rosenthal peint une image symbolique de Roumanie (1851), dont la filiation romantique remonte jusqu'à Delacroix. Un aspect différent du romantisme apparaît dans les aquarelles de Carol Popp de Szathmari (1812-1888), un infatigable voyageur intéressé non seulement par les caractères et paysages locaux mais aussi par le monde exotique du Moyen-Orient.

Les peintres grecs commencent à se tourner vers Munich, où nombre d'entre eux ont étudié. Theodoros Vrysakis (1819–1878) retourne en Grèce seulement pour rassembler les matériaux nécessaires à ses compositions sur la guerre d'indépendance (Lord Byron à Missolonghi, 1862). Nikiforos Lytras (1832–1904) et Nikolaos Gysis (1842–1901), tous deux disciples de Karl Piloty à Munich, appartiennent à une période postérieure. Ils peignent des scènes de thématique grecque, en particulier des paysannes et des enfants, dont ils font les authentiques symboles de la nation. Le réalisme des œuvres de Lytras ainsi que celui de Polychronis Lembessis (1849–1913), d'abord nourris par la tradition des musées, évoluent vers le plein air. Konstantinos Volanakis (1837–1907), dont les paysages marins rappellent ceux des maîtres hollandais du XVIIe siècle, nous montre aussi, dans ses toiles les plus personnelles, sa capacité de rendre l'impression de vie et la qualité de la lumière. Gysis devient à son tour professeur à l'académie de Munich (1882). Ultérieurement, il s'orientera vers le style décoratif idéaliste de ses dernières compositions et figures allégoriques (l'affiche Historia, 1891).

Les premiers peintres turcs importants de la période moderne sont Scheker Achmet Pasha (1841–1906) et Süleyman Seyyid (1842–1913), qui se rendent en France et enrichissent leur culture visuelle et leur technique dans le cadre d'études universitaires. Ces premiers maîtres, comme Hüsseyin 890 DE 1789 À 1914

Zekaï Pasha (1860–1919), préfèrent les paysages et les natures mortes aux portraits. La figure humaine se situe au centre de l'œuvre d'Osman Hamdi (1842–1910). Dans ses toiles descriptives, il accorde aussi une importance particulière au mobilier ancien, aux tapis et à la céramique de son pays.

Les peintres de la renaissance bulgare, qui militent pour la libération de leur pays, se concentrent toujours autour du portrait. De retour dans son pays en 1856 après avoir étudié à Moscou et à Saint-Pétersbourg, Stanislav Dospevksi (1823–1879) peint d'éminents intellectuels bulgares, les dotant de traits fortement accentués. Les portraits de Khristo Tzokev (1847–1883), un autre artiste formé en Russie, sont plus intimes et plus remarquables encore par leur qualité artistique. Nikolay Pavlović (1835–1894), qui fait ses études à Vienne et à Munich, représente également des épisodes historiques (*Asparuch en chemin vers le Danube*, 1867–1869).

La peinture albanaise moderne voit le jour avec des sujets historiques et des représentations de caractères et de styles contemporains. Skanderberg, le héros de la lutte albanaise contre la domination ottomane au XV^e siècle, inspire plusieurs artistes. Il représente la figure principale d'une composition de Simon Rrota (1887–1961), *Skanderbeg dans la bataille* (1915). Kol Idromeno (1860–1939) étudie à Venise (1875–1878) et élabore des peintures murales religieuses réalistes ainsi que des scènes, des paysages et des portraits pénétrants. Ndoc Martini (1871–1916) étudie à l'École des arts et métiers de Shkodra, en Italie puis en France (1904–1909). Portraitiste, il peint aussi des fresques pour la Chambre des députés de Paris.

La peinture de plein air, l'impressionnisme et le symbolisme

Avec Nicolae Grigorescu (1838–1907), l'un des pionniers de la peinture de plein air dans l'art européen, l'école roumaine de peinture atteint sa maturité. Il étudie à Paris et chez les maîtres de Barbizon (1861–1869) et retourne ensuite régulièrement en France, faisant preuve d'un vif intérêt pour les découvertes des impressionnistes. De la guerre d'indépendance (1877–1878), à laquelle il assiste sur le front, il rapporte des centaines de dessins et une série de peintures effectuées dans ce même esprit moderne. Son humeur lyrique s'exprime aussi bien dans les portraits que dans les paysages. Vers la fin de sa vie, il consacre la majeure partie de son œuvre au village roumain, dont il est l'interprète le plus profond et attachant. Nombre de ses compatriotes doivent à son art la révélation de leur propre talent, notamment Ion Andreescu (1850–1882), dont les toiles, quoique révélant certaines affinités avec les impressionnistes (en particulier Pissarro et Sisley), conservent leur caractère authentique grâce à une vision grave et presque tragique de la nature, des personnes et des objets. Après des études à Bucarest et à Munich,

Ștefan Luchian (1868-1916) trouve à Paris, dans les peintures de Manet, Degas et Gauguin, une ambiance favorable à sa progression (1891–1892). Dans ses portraits, paysages et peintures de fleurs, la synthèse de la forme et la qualité de la couleur véhiculent un message spirituel élevé. Gheorghe Petraşcu (1872–1949) assimile la tradition européenne des Vénitiens et de Rembrandt à l'impressionnisme et utilise une matière artistique dense et riche pour créer un univers chargé de motifs (paysages, études de figures et, surtout, intérieurs et natures mortes). Après avoir débuté dans le symbolisme, Theodor Pallady (1871–1956) élabore un art voluptueusement clair et serein, avec une subtile orchestration des tons. D'autres peintres enrichissent également l'art roumain après 1900 : Camil Ressu (1880–1962), connu pour sa vision austère de la vie paysanne et sa conception rigoureuse du style, Josef Iser (1881–1958), qu'une grande expérience du dessin satirique prépare à son interprétation monumentale des formes humaines, et Nicolae Dărăscu (1883–1959), dont les paysages lumineux appartiennent à l'héritage de l'impressionnisme.

Dans les œuvres de Périclès Pantazis (1849–1884), la peinture grecque fusionne avec les conceptions modernes de la lumière et des couleurs. Le fait d'avoir quitté l'académie de Munich pour aller à Paris en 1872 y fréquenter Manet témoigne des préférences de l'artiste. Ses paysages marins peints en Belgique, où il devient le fondateur du groupe des XX (1883), reflètent des liens évidents avec l'impressionnisme. Ces affinités transparaissent également dans les paysages et les scènes joyeuses de plein air de Symeon Savvidis (1869–1927). Konstantinos Parthenis (1878–1967) découvre le mouvement Sécession à Vienne, puis l'impressionnisme et le symbolisme à Paris (1909–1911). Dans ses compositions religieuses stylisées et allégoriques, ce maître indépendant et influent s'efforce d'incorporer l'Antiquité grecque et la tradition byzantine à une vision idéale de l'hellénisme.

La peinture historique est toujours présente dans l'art serbe, comme en témoignent les vastes toiles de Paja Jovanović (1859–1957), auteur du *Couronnement de l'empereur Dušan* (1900). En Croatie, on distingue deux tendances distinctes. D'un côté, Vlaho Bukovac (1855–1922), élève d'Alexandre Cabanel à Paris et partisan doué de l'académisme, de l'autre, Miroslav Kraljević (1885–1913), qui étudie à Munich, travaille aussi à Paris et fonde ses œuvres sur le contraste des plans de couleurs claires. De nombreux artistes profitent de l'esprit libéral qui prévaut dans l'académie privée créée par le peintre slovène Anton Ažbè (1862–1905) à Munich, notamment certains de ses compatriotes comme Rihard Jakopić (1869–1943) et Ivan Grohar (1867–1911), qui deviennent tous deux adeptes de l'impressionnisme. Dès 1900, certaines de leurs œuvres sont exposées à Ljubljana. Milan Milovanović (1876–1946), défenseur du divisionnisme qui abandonne Munich pour Paris, et Kosta Miličević (1877–1920), qui adopte la

892 DE 1789 À 1914

technique pointilliste, sont les principaux représentants de la peinture serbe moderne. Une brillante palette exprime le symbolisme poétique de Leon Kojen (1860–1934). Le plus grand peintre serbe de cette époque demeure cependant Nadežda Petrović (1873–1915), dont l'évolution traverse une période impressionniste avant de se diriger vers une série d'expériences avant-gardistes, semblables à celles des fauves.

Vers la fin du XIX^e siècle, la peinture bulgare est revitalisée par une génération d'artistes qui s'intéressent principalement à la vie paysanne. Les toiles de genre d'Ivan Mârkvička (1856–1938), natif de Bohème, représentent fidèlement les villageois bulgares et leurs coutumes. Dans les œuvres d'Anton Mitov (1862–1930), le paysage joue un rôle prédominant, ainsi que dans celles de Vešin (1860–1915), un autre Tchèque établi en Bulgarie, dont la vision est plus dramatique, notamment dans ses compositions inspirées par la guerre balkanique de 1912. Ivan Angelov (1864–1924) peint des paysans travaillant dans des champs ensoleillés. Après 1900, les principaux peintres bulgares, parfois réceptifs aux suggestions de l'impressionnisme, se distinguent tantôt par le portrait psychologique, comme Elena Karamihailova (1875–1961) et Tseno Todorov (1877–1953), tantôt par le paysage pur, comme Nikola Petrov (1881–1916).

Durant la même période, la peinture de plein air inspire de plus en plus d'artistes turcs, parmi lesquels certains étudient encore en France. Ali Riza Effendi (1858–1930), dont les paysages font parfois référence à l'école de Barbizon, et Halil Pasha (1856–1939), qui peint des intérieurs habités par des personnages superbement vêtus, évoquent également des rues anciennes, des quartiers et la périphérie d'Istanbul. Les peintres de la génération suivante, à laquelle appartiennent Nazmi Ziya Güran (1881–1937) et Hüsseyin Avni Lifij (1889–1927), s'inspirent aussi de cette thématique, qu'ils peignent avec une palette claire et des ombres colorées.

BIBLIOGRAPHIE

Arapoglu E. 1996. «Greece, painting». Dans: *The dictionary of art*. Vol. XIII. 34 vol. Londres, Macmillan Press & Co., pp. 351–353.

ASLANAPA O. 1971. Turkish art and architecture. Londres, Faber & Faber.

CEVC E. 1966. Slovenska umetnost [L'Art slovène]. Ljubljana.

— 1967. Slovenačko slikarstvo 19. veka iz zbirke Narodne Galerije Liubliana [La Peinture slovène du XIX^e siècle dans les collections de la Galerie nationale de Ljubljana]. Belgrade.

Christou C., Koumvakali M., Anassasiadi B. 1982. *Modern Greek sculpture*, 1800–1941. Athènes.

Collectif. 1961. *Slikarstvo* XIX. *stoljeğa u Hrvatskoj* [La Peinture du XIX^e siècle en Croatie]. Catalogue de l'exposition. Zagreb.

- Collectif. 1973. Monumente të arkitekturës në Shkipëri [Les Monuments architecturaux en Albanie]. Tirana.
- Collectif. 1975. *Jugoslavenska skulptura, 1880–1950* [Sculpture yougoslave, 1880–1950]. Belgrade.
- COLLECTIF. 1978. Artet figurative Shqiptare [L'Art figuratif albanais]. Tirana.
- Collectif. 1980–1987. Entsiklopediya na izobrazitelnite izkustva v Bulgariya [Encyclopédie des beaux-arts en Bulgarie]. 2 vol., Sofia.
- Demosthenopolou E. 1970. Öffentliche Bauten unter König Otto in Athen. Munich.
- Dhamo D., Kuqali A. 1996. «Albania, painting and graphic arts». Dans: *The Dictionary of Art*. Vol. I, 34 vol., Londres, Macmillan Press & Co., p. 540–541.
- Erol T. 1988. «Painting in Turkey in XIXth and early XXth century». Dans: *A history of Turkish painting*, Seattle/Londres.
- FILIPOVIĆ M. (dir. publ.). 1987. The art in Bosnia and Herzegovina, Sarajevo.
- Frashëri G. 1996. «Albania, architecture». Dans: *The dictionary of art*. Vol. I. 34 vol. Londres, Macmillan Press & Co., p. 539.
- Frunzetti I., Popescu M. 1958. Scurtă istorie a artelor plastice în R.P.R. [Brève Histoire des beaux-arts dans la république démocratique de Roumanie]. Vol. II. Bucarest.
- GIANNOUDAKI T. P., ARAPOGLU E. 1996. «Greece, sculpture». Dans: *The dictionary of art.* Vol. XIII. 34 vol. Londres, Macmillan Publishers & Co., pp. 353–355.
- GOODWIN G. 1971. A history of Ottoman architecture. Londres.
- IONESCU G. 1982. Arhitectura pe teritoriul României de-a lungul veacurilor [L'Architecture en Roumanie à travers les siècles]. Bucarest.
- ISPIR M. 1984. *Clasicismul în arta românească* [Le Classicisme dans l'art roumain]. Bucarest.
- Katzarova V. 1996. «Bulgaria, architecture after 1878». Dans: *The dictionary of art*. Vol. V. 34 vol. Londres, Macmillan Publishers & Co., p. 149–150.
- Koščević Z. 1996. «Croatia, painting, graphic arts and sculpture (1800 and after)». Dans: *The dictionary of art.* Vol. VIII. 34 vol. Macmillan Publishers & Co., Londres, pp. 178–180.

894 DE 1789 À 1914

Kolarić M. 1965. Le Classicisme serbe, 1790–1848. Belgrade.

- KOUTAMANIS A. 1996. «Greece, architecture (c. 1830–1900)». Dans: *The dictionary of art.* Vol. XIII. 34 vol. Londres, Macmillan Publishers & Co., pp. 348–349.
- Lydakis S. 1972. Geschichte der griechischen Malerei des 19. Jahrhunderts, Munich, Prestel.
- MAVRODINOV N. 1957. *Izkustvoto na Bălgarskoto Natsionalno Vzrazhdane* [L'Art de la renaissance nationale bulgare]. Sofia.
- MEDAKOVIĆ D. 1981. *Srpska umetnost u* XIX *veku* [L'Art serbe du XIX^e siècle]. Belgrade.
- Mihalcheva I. 1977. *Osnovni ideino-hudojestveni nasoki v bălgarskata jivo-pis 1900–1918* [Tendances idéologiques et artistiques dans la peinture bulgare 1900–1918]. Sofia.
- MLADENOVIĆ L. 1982. *Gradjansko slikarstvo u Bosni i Hercegovini u* XIX *veku* [La Peinture en Bosnie-Herzégovine au XIX^e siècle]. Sarajevo.
- Molè V. 1965. *Umetnost južnih slovanov* [L'Art slave méridional]. Ljubljana.
- Mucenic C. 1996. «Romania, architecture after 1800». Dans: *The dictionary of art*. Vol. XXVI. 34 vol. Londres, Macmillan Publishers & Co., pp. 708–709.
- Nedeva-Wegener J. 1996. «Bulgaria, painting and sculpture (after 1878)». Dans: *The dictionary of art*. Vol. V. 34 vol. Londres, Macmillan Publishers & Co., pp. 154–155.
- NICULESCU R. 1996. «Romania, painting, graphic arts and sculpture (*c*. 1780–1890)». Dans: *The dictionary of art*. Vol. XXVI. 34 vol. Londres, Macmillan Publishers & Co., pp. 713–715.
- Oprescu G. 1943. *Pictura românească în secolul al* XIX-*lea* [La Peinture roumaine au XIX^e siècle]. 2^e éd. Bucarest.
- 1964. Sculptura statuară românească [L'Art statuaire roumain]. 2º éd. Bucarest.
- TVRTKOVIĆ P. 1996. «Croatia, architecture». Dans: *The dictionary of art*. Vol. VIII. 34 vol. Londres, Macmillan Publishers & Co., pp. 176–177.
- VLASIU I. 1996. «Romania, painting, graphic arts and sculpture (after 1890)». Dans: *The dictionary of art*. Vol. XXVI. 34 vol. Londres, Macmillan Publishers & Co., pp. 715–716.
- ZITKO S. 1989. *Historizem v kiparstvu 19. stoletja na Slovenskem* [L'Historicisme dans la sculpture slovène du XIX^e siècle]. Ljubljana.

ŽIVKOVIĆ S. 1994. *Srpski impressionisti* [Impresionnistes serbes]. Belgrade.

- 1996. «Serbia, Sculpture». Dans: *The dictionary of art*. Vol. XXVIII. 34 vol. Londres, Macmillan Publishers & Co., pp. 453–454.
- ŽIVKOVIĆ, DJORDJEVIĆ M. 1996. «Serbia, painting and graphic arts (after 1800)». Dans: *The dictionary of art.* Vol. XXVIII. 34 vol. Londres, Macmillan Publishers & Co., pp. 450–452.

11

L'Amérique du Nord

Peter N. Stearns

Les États-Unis au début du xix^e siècle: vue d'ensemble

L'histoire des États-Unis durant le XIXe siècle est souvent divisée selon les principales présidences ou d'autres repères politiques. Pourtant, il n'est pas rare de rencontrer une périodisation moins superficielle. La guerre de Sécession (1861–1865), l'événement le plus important de ce long siècle, sert souvent à séparer en deux l'histoire du pays; parfois, on situe cette charnière historique un peu plus tard, dans les années 1870, lorsque les difficultés consécutives à la guerre de Sécession s'estompent et que les États-Unis commencent à émerger en tant que grande économie industrielle. Quant aux décennies antérieures à la guerre de Sécession, on s'accorde de plus en plus à soutenir que des changements majeurs ont commencé à modifier le visage de l'Amérique vers 1800, conditionnant non seulement le début du siècle mais également certaines caractéristiques nationales plus durables.

Deux groupes de facteurs principaux déterminent l'histoire de la nouvelle nation à partir de 1780. D'une part, on assiste à la mise en place des institutions politiques de la République américaine, à laquelle s'ajoutent la rhétorique et les attentes qui accompagnent l'indépendance des États-Unis et l'établissement croissant de droits politiques. En fait, la culture politique est tout aussi importante que les problèmes constitutionnels spécifiques. Ces défis d'ordre politique impliquent des efforts soutenus pour définir et faire vivre une culture nationale propre, en relation avec les principaux styles européens, mais aussi en concurrence avec ceux-ci. La vie intellectuelle américaine commence à voir le jour. D'autre part, l'histoire du pays est influencée par la commercialisation accrue de l'économie américaine, rurale et urbaine, parallèlement à la création des premières industries. Le développement d'une économie monétaire favorise de nouveaux réseaux de transport et de communication. Ce phénomène a des répercussions

jusque dans les familles, influençant par exemple les taux de naissance et l'idéal familial. L'institution de l'esclavage est modifiée et renforcée par l'importance commerciale grandissante de la production de coton. De toute évidence, d'autres éléments contribuent à façonner l'histoire de l'Amérique dans cette première partie du XIXe siècle. Le tableau se complique, notamment dans les années 1830, avec un renouvellement de l'immigration européenne, de nouvelles demandes de réformes proposées par des mouvements antiesclavagistes et féministes prématurés, et une accélération de l'expansion vers l'ouest.

De nouveaux éléments d'importance viennent s'ajouter à la complexité des relations entre l'histoire de l'Europe occidentale et celle des États-Unis durant les décennies des environs de 1800. Les Américains conservent certaines caractéristiques qui leur sont propres, comme l'institution de l'esclavage et l'expérience répétée de la Frontière. L'absence d'aristocratie marque de diverses manières le développement des États-Unis, avant comme après l'indépendance. Certaines spécificités religieuses, comme les réunions régulières du renouveau protestant, commencent à apparaître pendant la période coloniale et perdurent au début du XIX^e siècle. D'autres caractéristiques américaines sont plus récentes. C'est le cas, entre autres, du remarquable engagement des leaders culturels et de leurs efforts pour distinguer les spécificités nationales de ce que l'on appelle parfois l'«Ancien Monde». L'existence d'une république et d'une démocratie partielle distingue les États-Unis de l'Europe jusqu'en 1848. Dans les années 1820 et 1830, les Américains commencent à croire en la mobilité sociale et en la nécessité d'encourager la population à tenter d'améliorer sa situation sociale; cette orientation tranche avec l'attitude des Européens, qui hésitent plus à l'heure de soutenir de nouvelles ambitions personnelles. Dans le même ordre d'idées, les États-Unis, exception faite du Sud, prennent conscience avant la plupart des régions européennes de l'importance de l'éducation de masse. S'ils déplorent souvent des habitudes vulgaires et le manque d'intérêt de la culture du pays, les voyageurs européens remarquent aussi des différences générales en matière de vie familiale, notamment quant à la possibilité pour les femmes et les enfants d'exprimer leur opinion. Par ailleurs, lorsque les principales villes américaines se dotent de forces de police vers 1830, elles décident explicitement que ces dernières soient armées, ce qui contraste complètement avec la politique adoptée à la même époque en Grande-Bretagne. Les tensions raciales et ethniques, ainsi que l'importance traditionnelle des armes dans la zone de frontière, sont sources de différences. Malgré les nombreux points communs existant par ailleurs, de telles spécificités (héritées ou non de la période coloniale) ont amené beaucoup d'historiens spécialistes des États-Unis à insister sur l'exception américaine et sur les différences qui ont éloigné le pays de la trajectoire suivie par les nations européennes;

ainsi certains affirment-ils que le début du XIX^e siècle aux États-Unis voit l'émergence d'une civilisation américaine bien particulière.

Il existe cependant des domaines où les États-Unis sont plus proches de l'Europe. Les densités de population le long de la côte atlantique et, surtout, la croissance des villes créent de nouveaux problèmes de surpopulation et commencent à donner naissance à une classe relativement importante de travailleurs sans terres. Le taux de natalité commence à chuter, même s'il reste supérieur aux moyennes européennes, du fait des ressources par habitant plus élevées avec les terres disponibles dans la Frontière. Le désir de développer une culture plus conventionnelle se traduit par de nouveaux échanges avec l'Europe, d'où est par exemple importé le mouvement romantique. Si la diversité raciale est un caractère propre à l'Amérique, la politique de déportation de la majorité des Indiens dans les territoires vides à l'ouest réduit leur présence dans la vie américaine. Les débuts de l'industrialisation reposent sur des emprunts d'inventions et de capitaux à l'Europe, ce qui renforce les similitudes économiques et sociales, et favorise les contacts. Une nouvelle classe moyenne voit le jour, aspirant à appliquer des manières plus distinguées, semblables à celles du modèle européen. La family advice literature, qui inclut des recommandations aux femmes des classes moyennes, est aussi européenne qu'américaine. Le cadre comparatif dans lequel s'inscrit l'analyse de l'histoire des États-Unis au cours de cette période devient encore plus complexe lorsque le pays enregistre une série de changements fondamentaux.

La politique et la culture

La formation de la structure politique des États-Unis durant les décennies qui suivent la guerre d'Indépendance donne naissance à un certain nombre d'institutions durables et à plusieurs thèmes majeurs de la vie politique de la nation. Les articles de confédération adoptés en 1777 pendant la guerre d'Indépendance accordent un trop grand pouvoir aux États pour être réellement efficaces. L'absence d'un véritable gouvernement national se fait sentir dans les relations diplomatiques : à l'issue de la révolution, les États-Unis ne parviennent pas à ce que la Grande-Bretagne respecte l'accord par lequel elle s'est engagée à se retirer du territoire américain. Le Congrès ne dispose pas de pouvoirs suffisants en matière fiscale, problème aggravé par l'endettement colossal des différents États. En même temps, les négociations pour tenter de faire évacuer les tribus indiennes des nouveaux territoires sont interrompues, provoquant une nouvelle série de guerres indiennes qui atteignent leur point culminant au début de la dernière décennie du XVIIIe siècle. L'agitation sociale ambiante voit des fermiers oppressés se dresser contre

le système d'impôts de l'État. Ainsi prend-on de plus en plus conscience du besoin d'un texte nouveau, qui sera finalement adopté lors de la convention constitutionnelle de 1787.

La nouvelle Constitution affronte avec succès plusieurs problèmes. La défiance à l'égard d'un exécutif trop fort, résultant de l'expérience de la monarchie britannique, entraîne la séparation des pouvoirs en trois branches: législatif, exécutif et judiciaire. Les demandes insistantes d'États désireux de conserver une autorité solide butent contre la volonté affichée par les leaders fédéralistes de créer un gouvernement central plus fort. Le compromis est réalisé grâce à la mise en place d'un système fédéral dans lequel les pouvoirs sont divisés entre les États et le gouvernement central, tous deux responsables devant le peuple souverain. Des débats plus spécifiques aboutissent à la création de deux chambres législatives nationales: chaque État déléguera un même nombre d'élus au Sénat, tandis que la répartition des sièges à la Chambre des représentants correspondra à la taille de la population. La protection des droits des États permet également aux pères de la Constitution d'éviter la question de l'esclavage, bien que de nombreux États du Nord optent pour l'abolition. Les craintes de voir se développer un gouvernement abusif sont encore apaisées par le vote des dix premiers amendements connus sous le nom de Bill of Rights, qui garantissent la liberté d'expression, la liberté de culte, le jugement par jury, etc. En tant que premier président des États-Unis, le planteur et général de la révolution George Washington apporte son prestige et sa prudence au nouveau gouvernement.

La présidence de George Washington (qui dure huit ans, car il refuse lui-même de servir plus de deux mandats, établissant ainsi officieusement un nouvel obstacle à la mise en place d'une autorité présidentielle abusive) et les suivantes sont marquées par le clivage entre les fédéralistes, qui sont pour un gouvernement national fort, et les républicains, partisans du pouvoir des États et d'une citoyenneté indépendante et forte. Malgré les mises en garde des pères fondateurs (qui espèrent ainsi que les législateurs s'efforcent de satisfaire l'ensemble des citoyens) contre un système de partis politiques, on assiste bien vite à l'émergence de deux partis autour desquels s'articule *de facto* la vie politique américaine. La domination initiale des fédéralistes se traduit par la création d'une banque centrale et la mise en place d'une politique tarifaire nationale. Le nouveau gouvernement s'assure également le contrôle des territoires situés entre les Appalaches et le Mississippi, poursuit les guerres indiennes et instaure une politique étrangère plus efficace, visant à conserver la neutralité lors des conflits de la Révolution française. L'élection très contestée de Thomas Jefferson, chef de file des républicains (1800), et son accession réussie au pouvoir confirment la capacité de l'électorat américain à accepter des changements de parti à la tête du pays.

Les questions d'ordre fédéral continueront de définir la politique américaine. Malgré les convictions de Thomas Jefferson, pour qui il est essentiel que l'action de l'État demeure limitée, sa présidence est marquée par d'importantes initiatives comme l'achat de la Louisiane à Napoléon (1803), ce qui représente une expansion considérable à l'ouest du Mississippi; Jefferson charge également l'expédition Lewis et Clark d'explorer l'Ouest américain jusqu'au Pacifique (1803–1806). Plus tard, en 1819, le gouvernement négocie l'acquisition de la Floride, après quelques raids officieux contre les Espagnols. Le gouvernement fédéral met également en place de nouveaux services pour l'aménagement des rivières et des ports, notamment à partir de 1820. La plus haute autorité judiciaire, la Cour suprême, établit sous son premier président, John Marshall, son droit de contrôler la constitutionnalité des lois du Congrès (décision de 1803), puis celle des cours d'État (1821). Il s'agit là d'importantes manifestations de la séparation des pouvoirs sur le plan national, mais aussi de l'équilibre existant au sein du système fédéral. Une décision de 1824 donne au Congrès le pouvoir de réglementer les échanges entre les États, condition essentielle au développement d'un marché national libre.

Bien qu'animées par de sérieuses disputes et débats de fond, les trentecinq premières années du nouveau gouvernement sont loin d'être entravées par ces divisions généralement fréquentes dans les nouvelles nations — c'est le cas au même moment dans certains des États d'Amérique latine indépendants depuis peu. Cette stabilité s'explique par le large consensus autour des compromis inscrits dans la Constitution, auquel s'ajoute la participation d'hommes politiques relativement expérimentés et formés durant la période coloniale puis pendant la révolution. En 1814, après la reprise des hostilités avec la Grande-Bretagne, les États de la Nouvelle-Angleterre menacent de faire sécession, mais la conclusion heureuse de la guerre met un terme à ce mouvement. À partir de 1820 et au-delà, les États du Sud, désireux d'exporter leur coton et d'autres produits agricoles, s'opposent farouchement à ceux du Nord, qui souhaitent mettre en place une protection tarifaire pour les industries naissantes. Là encore, le conflit ne sort pas du cadre du système. Il faut pourtant bien garder à l'esprit que, durant cette période de formation politique, le gouvernement fédéral n'exerce qu'une autorité très modeste en regard de ce que l'on peut observer dans la plupart des États européens. Outre quelques ébauches de politiques économiques et d'initiatives en matière d'infrastructures, la défense et la diplomatie (avec toutefois une armée permanente réduite à la portion congrue), les acquisitions territoriales et les pressions exercées sur les Indiens pour les pousser toujours plus vers l'ouest représentent l'essentiel de l'activité du gouvernement. Les différents États, qui se chargent des politiques relatives à la pauvreté, aux prisons et (souvent) aux écoles, allongent toutefois la liste des fonctions

administratives dans l'ensemble du système fédéral. Jusque dans les années 1830, les États-Unis demeurent à bien des égards une société caractérisée par le faible poids de son gouvernement, une société traditionnellement méfiante envers l'assimilation de fonctions supplémentaires.

Durant les années 1820, un mouvement visant à étendre le suffrage universel se traduit par l'apparition d'une série de thèmes nouveaux dans la vie politique américaine. La démocratisation du pays commence dans certains États frontaliers récemment assimilés, comme l'Ohio, qui accordent dans leurs premières constitutions le droit de vote à tous les hommes adultes de race blanche. À l'origine, la plupart des États réservent le droit de vote à une minorité de propriétaires fonciers, malgré les nombreuses allusions à la souveraineté du peuple. Ne serait-ce que pour honorer les discours tenus par le passé et mettre un frein à l'émigration vers l'ouest des agriculteurs et des artisans, les anciens États se joignent désormais à l'élan démocratique qui toutefois exclut non seulement les femmes et les esclaves mais aussi, dans la plupart des États, les hommes libres de race noire. L'intérêt porté à la politique et, notamment, aux droits politiques des travailleurs de plus en plus soutenus va grandissant au cours des années 1820 et 1830, parallèlement à la mise en place des nouveaux modes de suffrage. En 1824, seuls 27 % de tous les hommes adultes de race blanche accèdent au vote, un chiffre qui passe à 58% en 1828 et à 80% en 1840.

Ce contexte plus démocratique sert les intérêts d'Andrew Jackson, élu président en 1828, et alimente une vague de populisme qui vient quelque peu modifier le système à deux partis. Les démocrates, qui ont désormais repris le flambeau des républicains de Jefferson, continuent de défendre une limitation des pouvoirs du gouvernement; en outre, ils adoptent une rhétorique populiste visant à la protection des intérêts des ouvriers et des agriculteurs. Ce parti jacksonien trouve des partisans parmi la population urbaine du Nord (ouvriers et petits commerçants), ainsi qu'un large soutien parmi les planteurs et les fermiers du Sud et de l'Ouest, hostiles à une croissance industrielle excessive. Les démocrates attirent également de nouveaux immigrés allemands et irlandais. Le second parti, celui des whigs, repose sur les classes aisées du pays tout entier, qui sont favorables à un rapide développement commercial, ainsi que sur des natifs protestants méfiants à l'égard d'une immigration en hausse et de sa composante catholique. Après Jackson, les whigs et les démocrates s'affrontent lors d'une série de présidences sans éclat. Leur rivalité perdure dans les années 1840 et 1850, au moment même où apparaissent de nouvelles divisions au sujet de l'esclavage dans le Sud, qui créeront finalement des tensions peu gérables sur le plan politique national.

La formation des institutions politiques nationales et les deux premières «versions» du fonctionnement à deux partis s'accompagnent de divers rituels

populaires. Ceux-ci sont destinés à renforcer la loyauté envers le système et les valeurs (comme la démocratie et le poids limité du gouvernement) qu'il semble défendre. Dans les années 1820 et 1830, on propose dans les écoles une version héroïque de l'histoire de la nation, ponctuée d'hymnes en l'honneur de George Washington. Les fêtes nationales, en particulier celle du 4 juillet (*Independence Day*), sont de plus en plus populaires. Si la démocratie jacksonienne fait relativement peu pour venir concrètement en aide à ses partisans ruraux et ouvriers, le processus démocratique recoit néanmoins un soutien général. Le fait que les ouvriers américains obtiennent le droit de vote avant le processus d'industrialisation massive est capital; il explique en partie pourquoi les réactions politiques les plus accrues face aux pressions industrielles sont relativement modérées. Un éphémère parti des travailleurs voit le jour dans les années 1830; il condamne les avancées du capitalisme américain, mais défend également les droits politiques liés au républicanisme. Même si ce parti ne réalise que des scores modestes, il confirme la participation enthousiaste de nombreux ouvriers à la rhétorique démocratique.

Le développement d'une culture américaine se révèle plus difficile que l'établissement du système et des institutions politiques. Elle tarde tant à prendre forme que, dans les années 1820, un homme d'esprit britannique ironise: «Dans les quatre coins du monde, qui lit un livre américain? Qui va voir une pièce de théâtre américaine? Qui regarde un tableau ou une statue américaine?» La réponse négative à ces questions ne fait aucun doute: la culture américaine est loin d'être en plein essor. Même dans le domaine de la science, qui a vu de nombreux colons participer activement aux observations empiriques et qui peut s'appuyer sur les recherches menées par d'éminents scientifiques tel le Philadelphien Benjamin Rush, la plupart des travaux découlent de ce qui se fait en Europe. Dans les années 1830, les rares docteurs américains qui cherchent à bénéficier d'une véritable formation scientifique, par opposition à des apprentissages souvent basiques, se rendent à Édimbourg ou à Paris. De manière très générale, la vie intellectuelle américaine croît dans l'ombre de l'Europe.

Un certain nombre d'écrivains américains font cependant leur apparition au début du XIX^e siècle. James Fenimore Cooper (vers 1820) est considéré comme le premier grand romancier du pays; il aborde les sujets de l'expansion vers l'ouest et les relations avec les Indiens. Avec Bas de cuir, personnage indépendant et naturellement bon, il cherche à établir un condensé des qualités nationales, bien supérieures à celles des villes et de la société industrielle sous influence européenne. Nathaniel Hawthorne se montre plus critique à l'égard de traditions américaines telles que le puritanisme rigoureux. Le romantisme européen influence des auteurs un peu plus tardifs, comme le poète Walt Whitman, dont l'œuvre célèbre la démocratie et

l'individualisme. Hermann Melville, qui publie *Moby Dick* en 1851, insiste sur la recherche de l'accomplissement grâce à des efforts individuels, caractéristiques générales de la culture des classes moyennes américaines. Un groupe de philosophes de la Nouvelle-Angleterre, les transcendantalistes, fait également intervenir des thèmes romantiques, célébrant notamment la communion avec la nature. Ce groupe voit à son tour émerger une série de penseurs et d'écrivains américains, parmi lesquels des théoriciens utopistes et des partisans de l'abolitionnisme. Les arts sont en revanche quelque peu en retrait, comme le montre le style encore primitiviste de la plupart des tableaux traditionnels; cette peinture, qui représente des scènes bucoliques, est loin d'atteindre le niveau d'activité européen.

Les progrès de l'éducation viennent compléter l'essor d'une culture américaine plus formelle, malgré des implications contradictoires. À la fin du XVIIIe siècle, les Blancs américains jouissent du plus haut degré d'alphabétisation au monde. Dans leurs nouvelles constitutions, de nombreux États expriment leur volonté de développer l'éducation, mais les résultats se font attendre. Au cours des premières décennies du XIXe siècle, on met avant tout l'accent sur les académies privées qui, selon le modèle européen, sont destinées à apporter une éducation morale et un contact avec l'élite à des classes moyennes en pleine expansion. Le nombre d'universités augmente lui aussi, les Américains aisés se montrant désireux de payer pour une scolarisation qui distinguera leurs fils de la masse. Toutefois, les années 1830 voient surgir une nouvelle génération de réformateurs de l'éducation, menés par Horace Mann, qui reprend le flambeau d'une éducation publique pour le plus grand nombre, laquelle permettrait d'offrir l'enseignement nécessaire à un électorat démocratique. En 1837, le Massachusetts crée un conseil scolaire d'État; le principe du soutien public à l'éducation se répand de plus en plus largement et certains États instaurent des exigences en matière d'assiduité. L'élan démocratique se mêle à un désir de se servir de l'éducation pour instiller des habitudes de classe moyenne et forger un sentiment de loyauté nationale. Refusant toujours d'offrir une quelconque scolarisation formelle (ne serait-ce que la lecture et l'écriture) à la population esclave, les États du Sud restent quelque peu en marge de ce mouvement. Les femmes, en revanche, bénéficient grandement de ce développement de l'éducation et atteignent des degrés élevés d'alphabétisation; dans les années 1830, certaines universités commencent à leur ouvrir leurs portes. En 1861, 94% de la population du Nord et 83% de la population blanche du Sud (58%) du total) sont alphabétisés. Il s'agit là de pourcentages exceptionnellement forts par rapport à d'autres pays. Ils reflètent le fait que l'enseignement aux États-Unis s'est dirigé particulièrement vers l'accès démocratique à une éducation de base, tandis que les institutions destinées aux élites, si elles existent, sont moins développées. Certes, il existe des formations scienti904 DE 1789 À 1914

fiques et d'ingénierie (domaine dont le premier établissement est ouvert au sein de l'Académie militaire de West Point), mais il reste encore à établir une véritable tradition d'écoles de niveau plus élevé. La démocratie dans l'éducation s'inscrit profondément dans les valeurs de la société américaine; elle contribue à persuader un grand nombre d'Américains qu'il existe des possibilités pour tout le monde et que la société qui offre les écoles remplit son devoir de justice sociale. L'exception raciale à ce sentiment (la plupart des Noirs font l'objet de ségrégation et d'exclusion) caractérisera longtemps le développement de la nation dans son ensemble.

La religion constitue un autre trait spécifique de la culture américaine. Durant la dernière décennie du XVIIIe siècle, le protestantisme américain voit naître un mouvement de renouveau populaire majeur appelé le « second grand réveil», réponse au rationalisme inspiré des Lumières. Les méthodistes et les baptistes participent de plus en plus souvent à des rassemblements très intenses, notamment dans le Sud. Tout comme en Angleterre, la ferveur religieuse est aussi une réponse à certaines des contraintes des débuts de l'industrialisation; aux États-Unis, cet enthousiasme concerne toutefois un nombre inhabituellement élevé de femmes, gagnant même les Afro-Américains et les Indiens. C'est cette ferveur religieuse qui est à l'origine de la formation de plusieurs des communautés utopistes, comme celle des shakers, qui cherchent à mettre un terme à la traditionnelle séparation des sexes. L'enthousiasme religieux engendre aussi de nouvelles religions. L'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours (mormons) est créée en 1831; des communautés sont établies dans plusieurs régions du pays, avant qu'un environnement hostile ne les force à émigrer vers l'ouest et à s'installer dans l'Utah. Toujours dans les années 1830, William Miller annonce la fin du monde; celle-ci n'est pas au rendez-vous et certains de ses adeptes créent alors la secte appelée Église adventiste du septième jour. L'histoire culturelle du pays se caractérise désormais par une ferveur religieuse forte et des évolutions quasi permanentes dans ce domaine, parallèlement à l'existence d'Églises protestantes plus conventionnelles et à l'augmentation de la population catholique.

La commercialisation et ses conséquences

La naissance de l'identité politique et culturelle américaine s'accompagne de changements fondamentaux provoqués par l'importance grandissante du commerce dans l'économie du pays, et les retombées sociales seront considérables. L'économie de l'époque coloniale se caractérise par la présence de nombreux marchands et par une certaine activité manufacturière, ce à quoi s'ajoute bien sûr l'agriculture d'exportation du Sud. Néanmoins, l'agriculture de subsistance locale prédomine encore largement, les villes

sont petites et peu de gens sont véritablement impliqués dans des activités de caractère commercial. Dans de nombreuses régions, le troc est plus répandu que les échanges monétaires; un travailleur du secteur des services peut, par exemple, acquérir en échange des produits artisanaux ou un complément de nourriture. En 1828 encore, un agriculteur âgé de Nouvelle-Angleterre entretient indirectement ses terres en fabriquant des chaussures pour ses voisins qui, en contrepartie, l'aident pour les semailles et les récoltes.

La situation commence à changer rapidement vers 1800. Plusieurs facteurs doivent ici être pris en compte. Les importations industrielles en provenance de Grande-Bretagne entrent en concurrence avec certaines productions locales. La croissance démographique limite l'accès aux terres et on voit ainsi se former un groupe de plus en plus grand de travailleurs sans terres. Nombre d'agriculteurs doivent s'efforcer de compléter leurs activités pour subsister. La population américaine passe en effet de 5,3 à 9,6 millions d'habitants au cours des deux premières décennies du XIX^e siècle. À l'origine, les nouveaux besoins créent davantage de changements que le très fort esprit d'entreprise. L'expansion de la production commerciale procure néanmoins de plus en plus de possibilités; la recherche du profit, de meilleures conditions de vie et de l'ascension sociale constitue bientôt un nouveau facteur de changement.

À l'image de ce que l'on observe dans les autres sociétés marquées par une commercialisation croissante, des évolutions culturelles complexes accompagnent le changement économique. En 1852, un magazine agricole écrit encore : «En règle générale [...], il est préférable que l'agriculteur produise ce dont il a besoin pour sa propre consommation. Le tabac, le houblon ou le sorgho lui rapporteraient peut-être plus que les céréales panifiables mais, au bout du compte, y gagnerait-t-il vraiment?» De nombreux agriculteurs continuent de se cramponner à leurs parcelles bien après qu'elles ont cessé d'être vraiment rentables, car le mode de vie est plus important que le confort matériel. Tandis que les inégalités économiques augmentent parallèlement avec la multiplication des transactions, le ressentiment à l'égard de ceux qui recherchent le profit se généralise. Des crises récurrentes, comme celle de 1837, amènent beaucoup de gens à penser que le nouveau système économique est inadapté. Le Parti des travailleurs fustige le pouvoir des capitalistes sur la liberté individuelle. Les journaux intimes deviennent des listes de griefs: «Les distinctions et les inégalités qui séparent les hommes découlent en grande partie de l'égoïsme, de l'avarice et de l'ambition de ceux qui prétendent appartenir aux classes supérieures. » Le développement de nouvelles sectes religieuses, comme celle des mormons, se nourrit d'individus désorientés par le changement, ou simplement menacés par celui-ci. D'autres mouvements se nourrissent du mécontentement général. Sylvester Graham prône la modération sexuelle et un régime sain à base de

906 DE 1789 À 1914

céréales produites sur place, protestant ainsi explicitement contre l'importance grandissante des produits commerciaux et des habitudes urbaines; son mouvement reçoit un fort soutien, notamment de la part des artisans de sexe masculin.

Certaines idées nouvelles n'en font pas moins leur chemin. Les agriculteurs commencent à combiner des valeurs traditionnelles (comme travailler dur ou faire preuve de parcimonie) avec le désir de devenir plus riche: «Certes, les richesses ne sont pas l'essentiel, mais il est souhaitable de pouvoir jouir des commodités de la vie et d'être indépendant à certains égards», écrit un jeune agriculteur à sa fiancée. Dans le contexte américain, les possibilités d'ascension sociale représentent, bien plus qu'ailleurs, un élément fondamental. Dans les années 1830, les journaux ne cessent d'évoquer la notion d'avancement, accessible à tout individu prêt à travailler dur. À l'inverse, la pauvreté est le résultat d'erreurs personnelles. Au milieu du siècle, les histoires d'Horatio Alger et d'autres auteurs au sujet de pauvres devenus riches sont monnaie courante. Si de telles idées, souvent associées à la possibilité de bénéficier d'une éducation de base, sont répandues parmi les classes moyennes de nombreuses régions du monde à cette époque, elles le sont plus encore aux États-Unis, où elles sont généralement moins nuancées. Il s'agit là de l'origine de l'attachement particulier des Américains à l'idée de mobilité sociale, de leur tendance prononcée à exagérer sa fréquence et de leur propension plus forte que la moyenne à mettre la pauvreté sur le compte des habitudes des pauvres.

La croissance de l'économie de marché passe au début par l'expansion du travail domestique (apparition de nouveaux produits agricoles, comme les œufs ou le beurre) ou du travail artisanal exécuté par des femmes et des enfants. On assiste également à une spécialisation agricole croissante. De nombreux agriculteurs de Nouvelle-Angleterre commencent à élever des bêtes pour leur viande, qu'ils vendent à Boston ou dans d'autres villes en expansion, augmentant considérablement leur production dans les premières décennies du siècle. On achète ses vêtements au magasin plus souvent qu'on ne les fabrique à domicile. De manière générale, l'agriculture destinée au commerce reste au centre de l'économie et de la société américaines, malgré de nombreuses inquiétudes quant aux nouvelles motivations et vulnérabilités. L'agriculture commerciale est favorisée par la disponibilité permanente de nouvelles terres. La croissance démographique et l'attrait de nouvelles possibilités incitent les agriculteurs de la Nouvelle-Angleterre à gagner l'ouest de l'État de New York et, de là, les riches terres du Midwest. La spécialisation et ces mouvements ne sont pas les seules réponses de la population agricole. Dans de nombreuses régions, les propriétaires terriens sont parmi les premiers à réduire le taux de natalité, avec les classes moyennes urbaines dont ils partagent souvent les idées. Ils veulent en effet préserver les

terres et les possibilités commerciales pour leurs enfants. Cela représente un contraste supplémentaire par rapport aux réactions des populations agricoles plus traditionnelles de l'Europe occidentale (entre autres) et à l'attitude des travailleurs ruraux sans terres de ces mêmes régions des États-Unis, qui conservent une natalité forte et tardent à modifier leurs conceptions.

La commercialisation entraîne une rapide amélioration des transports, laquelle favorise à son tour de nouveaux changements. Les États-Unis prennent une longueur d'avance dans la mise au point de bateaux à vapeur pour la navigation fluviale. Oliver Evans conçoit dans ce but un moteur à vapeur léger, cependant que Robert Fulton, utilisant un moteur de fabrication anglaise, lance le *Clermont* sur l'Hudson en 1807. En 1811, des navires à vapeur commencent à circuler sur l'Ohio et le Mississippi. La construction routière se développe également, au départ grâce à des initiatives privées puis avec l'appui du gouvernement. D'importants axes traversant les Appalaches sont agrandis. Puis, à partir de 1820, la construction de canaux commence véritablement; elle permet notamment de relier les riches fermes du Midwest aux villes en expansion de l'Est. L'État de New York lance la construction du canal Érié (achevé en 1825), qui relie l'Hudson aux Grands Lacs. Le trafic y est si intense que les péages remboursent l'intégralité des coûts de construction en l'espace de sept ans. Ce type de développement favorise les migrations vers l'ouest (de la part des agriculteurs originaires du pays mais aussi des immigrés européens) et entraîne une nette augmentation des échanges de produits agricoles et manufacturés. Ces mêmes éléments favorisent l'essor rapide des chemins de fer, la première voie ferrée s'ouvrant dès 1830. Dans les années 1840, les chemins de fer continuent de s'étendre et prennent le dessus sur les autres modes de transport, le nombre de kilomètres de voies triplant au cours de cette décennie, puis à nouveau au cours des dix années suivantes. Cette densification du réseau ferroviaire est particulièrement marquée dans le Nord-Est. À partir de 1850, le gouvernement fédéral commence à encourager le développement par l'octroi d'immenses portions du domaine public à titre de subventions aux entreprises privées — il s'agit là de l'un des grands exemples de soutien économique de l'État au XIX^e siècle. C'est au cours de cette même période, plus précisément à partir de 1844, que les Américains introduisent le télégraphe; en 1860, ils ont posé plus de 80 000 kilomètres de câbles et, l'année suivante, San Francisco et New York sont reliées.

Cette évolution générale des échanges s'accompagne des premières phases du processus d'industrialisation. Les contacts aisés entre la jeune nation et la Grande-Bretagne, malgré la révolution et la guerre, facilitent les emprunts techniques. Dès 1790, un constructeur de machines britannique, Samuel Slater, bâtit une filature pour un marchand de Rhode Island. Si les importations de techniques, couplées à des entrées massives de capitaux

britanniques, continuent de jouer un rôle déterminant dans la révolution industrielle des États-Unis, les inventeurs américains font preuve d'un dynamisme incontestable. En 1793, Eli Whitney invente l'égreneuse de coton. D'autres inventeurs s'efforcent d'améliorer des innovations européennes, comme les pièces interchangeables. Un «système américain de manufacture » commence à se faire connaître par l'utilisation de pièces interchangeables dans le but de faciliter la production standardisée d'équipements. L'industrie américaine tire grandement profit des guerres napoléoniennes, qui interrompent la concurrence européenne; même les ouvriers et les propriétaires inexpérimentés bénéficient des nouvelles usines. De 1807 à 1815, le nombre de broches mécaniques de filature de coton est multiplié par plus de quinze. En 1813, le métier à tisser mécanique est introduit par un marchand de Boston, Francis Lowell, qui améliore un prototype britannique. Des usines, utilisant essentiellement l'énergie hydraulique, et des villes industrielles entières commencent à proliférer en Nouvelle-Angleterre. Les innovations techniques et l'abondance des ressources favorisent une croissance rapide de la productivité et du revenu national.

À l'origine, la main-d'œuvre industrielle est essentiellement recrutée parmi la population rurale. La plupart des ouvriers sont des femmes; les familles agricoles envoient leurs filles travailler dans ce secteur, afin qu'elles contribuent à financer l'exploitation familiale et amassent un pécule en vue de leur futur mariage. Les conditions de travail sont au départ plutôt bonnes, même si le travail lui-même est épuisant. La disponibilité de terres pour l'agriculture entraîne une pénurie de main-d'œuvre, laquelle se traduit par des salaires relativement intéressants; les employeurs veillent à la qualité du logement et au bien-être moral de leurs employés. Les ouvriers qualifiés de sexe masculin touchent en outre des salaires relativement élevés et bénéficient d'un véritable début de pouvoir de négociation sur leurs employeurs.

Dans les années 1840, les usines se répandent et, avec elles, l'utilisation de machines à vapeur. Les directeurs d'usines commencent à supplanter les commerçants capitalistes plus traditionnels. De 1840 à 1860, la valeur des produits manufacturés est multipliée par cinq; le cœur industriel des États-Unis se compose du Nord-Est et de quelques villes du Midwest. Cette période voit également une accélération de la croissance urbaine. La population des grandes villes de la côte atlantique triple au cours des deux décennies qui précèdent la guerre de Sécession, New York dépassant le million d'habitants. Alors que la population du Nord-Est est urbaine à 14% seulement en 1840, ce pourcentage s'élève à 26% en 1860 — loin devant les 10% relevés dans le Sud.

L'essor commercial et les débuts de l'industrialisation renforcent les inégalités économiques et sociales aux États-Unis. La plupart des familles d'entrepreneurs ont des origines marchandes. Si la mobilité sociale est pos-

sible, l'essentiel de l'élite des villes en développement ne se compose pas de nouveaux riches mais d'individus plus riches qu'avant. En 1860, 5% de la population américaine contrôlent 50% des richesses. Derrière ce groupe, on trouve une classe moyenne en expansion, dont les membres gèrent des établissements commerciaux plus petits et qui viennent grossir les rangs des avocats, des médecins et des autres professions libérales. Cette classe moyenne urbaine commence à fonder une culture distincte, articulée autour de valeurs relativement anciennes, comme l'importance du labeur et de l'épargne, et aspire à des manières et des styles plus élaborés. Les modes européennes commencent par exemple à servir de modèle d'élégance féminine dans les années 1830. Les livres de savoir-vivre, parfois écrits par des Européens, apprennent aux Américains à se débarrasser de certaines habitudes héritées de la Frontière. Des protocoles élaborés sont établis pour saluer les inconnus, recevoir des amis ou « manœuvrer » les nombreux plats servis dans les nouveaux restaurants français. Les familles des classes moyennes commencent à acquérir des objets de consommation tels que des montres et des horloges, d'abord pour afficher leur richesse et leur modernité, plutôt que pour pouvoir donner l'heure.

La stratification sociale et l'ambivalence typique qui accompagnent l'argent et la vie industrielle favorisent l'émergence d'une nouvelle idéologie domestique au sein de la classe moyenne urbaine. Le domicile devient un refuge, les femmes et les enfants sont des êtres purs qui doivent être protégés de la souillure du monde commercial. Une littérature de conseils pour familles distinguées soutient que les femmes font preuve d'une pureté que les hommes n'ont pas, notamment par leur appétit sexuel moindre et par la force du sentiment maternel. Il s'agit là d'un élément essentiel pour la limitation toujours plus nécessaire de la natalité, en particulier avec des périodes d'abstinence sexuelle. L'instruction des femmes inclut des enseignements raffinés comme celui du piano, cet instrument devenant une composante typique du mobilier de la classe moyenne. On confie aussi souvent à des femmes l'entretien souvent compliqué de certaines maisons et la garde des enfants en bas âge. Les ménages des classes moyennes emploient en général au moins une domestique logée, ce type de travail devenant bientôt, comme dans les villes européennes, la plus importante catégorie d'emploi urbain pour les femmes de la classe ouvrière.

La nouvelle culture de la classe moyenne va au-delà des questions de conduite ou de relations entre les deux sexes. On insiste de plus en plus sur la culpabilité, en tant que principe d'éducation et remède social, par opposition à la honte caractéristique de la période coloniale. Les formes anciennes de punition, comme donner la fessée aux enfants ou corriger publiquement les délinquants, semblent chaque fois plus barbares. Les conditions urbaines, caractérisées par une population croissante de personnes plus ou moins

étrangères, exigent que les familles fassent de nouveaux efforts pour assimiler la bonne conduite. L'importance accordée au développement de la personnalité, soutenu par un fort amour maternel, ainsi que la prépondérance du sentiment de culpabilité constituent les caractéristiques principales de cette vaste classe moyenne.

De nouvelles tensions

Les contraintes des débuts de la vie industrielle et le creusement des inégalités économiques et relatives aux différences entre les sexes n'engendrent toutefois pas de troubles majeurs. Si elles existent, les émeutes et les grèves s'avèrent étonnamment sporadiques. Pour certains, l'existence d'exutoires politiques est le moyen de dissiper l'excès de tensions, même si peu de mesures gouvernementales s'attaquent directement aux conditions de travail dans les usines; par exemple, seuls quelques États prennent des dispositions, même minimes, contre le travail des enfants. Pour certains ouvriers et petits entrepreneurs, c'est la possibilité d'émigrer vers l'ouest à la recherche de terres qui représente l'indispensable soupape de sécurité. La mobilité sociale n'est pas particulièrement importante, mais la mobilité géographique l'est fortement. De nombreuses villes voient une majorité d'habitants s'installer et repartir au cours de la même décennie, alors qu'ironiquement, c'est souvent la minorité stable qui est la plus prospère. Pourtant, les migrations ne constituent pas le seul recours face au malaise social. De nouvelles formes de religions recueillent les tensions majeures qui ne peuvent être exprimées directement. L'existence de familles dont l'activité agricole est destinée au commerce et qui partagent certaines des mœurs et des valeurs de la classe moyenne complique un peu plus encore les ressentiments sociaux.

Les années 1830 voient apparaître des signes de tensions supplémentaires. Dans divers secteurs industriels, les employeurs cherchent à réduire les salaires du fait de l'intensification de la concurrence et des nouvelles inquiétudes liées à la récession. À plusieurs reprises, les ouvrières des usines de la Nouvelle-Angleterre se mettent en grève pour protester contre les réductions salariales et entreprennent même de créer d'éphémères syndicats. Bien qu'une décision de justice autorise pour la première fois les syndicats en 1842 et que plusieurs syndicats d'ouvriers qualifiés se forment par la suite, il ne s'agit pas encore d'un mouvement puissant. L'immigration massive en provenance d'Irlande et d'Allemagne constitue une source croissante de main-d'œuvre bon marché qui réduit les possibilités de révolte, même quand les conditions de travail dans les usines se détériorent. Au cours des années 1840 et 1850, on voit apparaître divers partis nativistes désireux de protester contre l'afflux d'immigrants. Leur influence sur la vie politique régionale est indéniable, mais le mouvement d'immigration est incontrôlable.

De 1840 à 1860, plus de 4 millions d'Européens débarquent aux États-Unis, la plupart s'installant dans les villes du Nord et du Midwest.

L'industrialisation du Nord et l'apparition de certaines techniques telles que l'égreneuse de coton accroissent la dépendance des États du Sud et y renforcent l'emprise de l'esclavage. Les États du Sud les plus anciens, où les cultures comme le tabac sont en déclin, perdent de leur puissance économique au profit de nouvelles régions comme l'Alabama et le Mississippi, où l'on peut cultiver le coton. Certains États, comme la Virginie, envoient d'importants contingents d'esclaves vers ces nouvelles régions. La production et les échanges, qui mettent notamment en jeu des importations massives en provenance du Nord et de la Grande-Bretagne, s'articulent largement autour de ce renouveau de l'économie esclavagiste. Certes, les conditions des esclaves restent moins dures que dans les Caraïbes et en Amérique latine; le besoin d'esclaves signifie qu'il existe au moins une bonne raison de leur apporter des conditions matérielles nécessaires à leur maintien. Toutefois, leurs conditions sont grandement variables et la cruauté est courante, tout comme la séparation des familles d'esclaves à cause du commerce. Les révoltes d'esclaves sont rares, mais suffisamment fréquentes pour déboucher sur la création de lois élaborées réglementant leur droit de réunion et même leur vie religieuse. Les évasions se produisent aussi plus souvent, et l'Underground Railroad, un réseau constitué d'esclaves fugitifs et de sympathisants blancs, leur permet de gagner le Nord. Une autre forme de résistance est également répandue, s'exprimant à travers des chants subtilement provocateurs, des vols et de la destruction d'équipements. De nombreux esclaves, ainsi que des Noirs libres, s'appuient aussi sur un réseau indépendant d'Églises chrétiennes. Les Noirs libres et les esclaves du Sud entretiennent d'étroits rapports avec la population blanche; s'il se développe ainsi une influence mutuelle et parfois un certain attachement, une culture partiellement distincte voit également le jour. Celle-ci se caractérise notamment par le rôle particulièrement important des femmes noires, dont le travail dans les plantations et au foyer est essentiel, mais qui sont aussi au centre de la structure familiale afro-américaine.

Au-delà des diverses formes de résistance menée par les esclaves et les ouvriers urbains, d'autres courants nouveaux reflètent la complexité croissante de la vie américaine. Toute une série de mouvements réformateurs fait son apparition dans les années 1830. Des réformateurs font état des conditions effroyables qui règnent dans les asiles d'aliénés et les maisons de pauvres. Avec l'augmentation de la population sans terres, les systèmes locaux d'assistance officieuse aux pauvres et aux infirmes sont débordés dès 1800. Partout, les villes s'efforcent de se débarrasser des visiteurs indésirables. Les aliénés, souvent pris en charge par les familles à l'époque coloniale, sont plus fréquemment confiés à des établissements spécialisés. Les condi-

tions de vie dans les asiles de pauvres, dont la population est composée à une écrasante majorité de femmes et de personnes âgées, se dégradent également, non seulement à cause d'une volonté délibérée d'éliminer les pauvres sans mérite mais aussi en raison de la parcimonie des législatures des États. De nouvelles prisons, bien qu'annoncées comme des centres de redressement pour délinquants fondés sur l'utilisation du sentiment de culpabilité et la réhabilitation, deviennent de plus en plus des «entrepôts» pour indésirables, parmi lesquels un nombre disproportionné d'immigrés. L'élan réformateur s'appuie sur ces problèmes grandissants, mais reste sans grand effet.

L'esprit de réforme s'applique aussi à la condition de la femme. Pour plusieurs raisons, le féminisme américain se développe avant les mouvements européens, même si son influence reste longtemps limitée. La grande rhétorique démocratique chère à la vie politique américaine contraste nettement avec l'inégalité entre l'homme et la femme. Le degré d'alphabétisation relativement élevé des femmes facilite la communication et permet à certaines d'entre elles de prendre plus fortement conscience des limites du rôle de femme au foyer. Par ailleurs, l'agitation suscitée par les droits de la femme accompagne l'essor des mouvements abolitionnistes du Sud. Une première convention sur les droits de la femme se tient en 1848 à Seneca Falls, New York, après plusieurs décennies d'écrits féministes dirigés contre les restrictions légales. Certaines femmes font en outre entendre leur voix sur d'autres fronts de réforme; ainsi le roman de Harriet Beecher-Stowe, La Case de l'oncle Tom, suscite-t-il une grande sympathie pour les esclaves afro-américains. D'autres, bien que peu nombreuses, deviennent pasteurs ou docteurs protestantes.

Le mouvement réformateur le plus lourd de conséquences concerne l'esclavage. C'est là que l'on trouve le plus fort contraste entre le discours politique américain et la réalité sociale. À partir de 1817, les réformateurs du Nord, souvent inspirés par une intense ferveur religieuse, se focalisent sur les maux de l'esclavage. En 1831, William Lloyd Garrison fonde le journal *The Liberator*, dans une inlassable croisade contre cette institution, cependant que surgissent de nombreuses associations abolitionnistes. Des Noirs libres tels que Frederick Douglass, esclave fugitif, décrivent de manière accablante la vie des esclaves. Tandis que certains sudistes prennent la défense de l'esclavage, insistant notamment (un peu à l'image des défenseurs russes du servage) sur l'incapacité des esclaves à se prendre eux-mêmes en charge, la propagande abolitionniste continue de battre son plein. Un an après la publication de son roman en 1852, Harriet Beecher-Stowe en a déjà vendu 300 000 exemplaires. Les demandes en faveur d'une action politique nationale se font de plus en plus fortes, tout comme la résistance dans le Sud.

Le conflit soulevé par l'abolitionnisme se trouve au centre d'une problématique encore plus vaste qui frappe la société américaine dans son évolution

postérieure à 1800. Les engagements démocratiques sont multiples et la jeune nation est la seule à étendre à ce point le suffrage. De nombreux observateurs relèvent également une forme de démocratie officieuse dans la possibilité qu'ont les femmes et les enfants de s'exprimer lors des réunions familiales, ou dans la facilité de communication et l'effacement partiel des relations hiérarchiques propres à la Frontière. Parallèlement, l'égalité économique et l'égalité entre les sexes se répandent de diverses manières, et l'ancrage de l'esclavage dans les plantations du Sud souligne cruellement les contradictions qui peuvent exister entre la politique raciale américaine et les valeurs démocratiques. Les efforts mis en œuvre pour établir des conduites et une culture plus formelles, notamment grâce à des écoles secondaires élitistes, se traduisent par de vigoureuses réactions contre la démocratie, même au sein de la société blanche. Ces tensions montent des groupes les uns contre les autres, mais les individus eux-mêmes sont confrontés à un véritable cas de conscience, partagés entre l'égalité des droits et leur goût pour la richesse et les privilèges.

La crise de la guerre de Sécession

Si, au XIX° siècle, les tensions relatives à l'esclavage et au servage sont monnaie courante dans plusieurs régions du monde, elles n'entraînent de guerre civile qu'aux États-Unis. Cela s'explique par différentes raisons. Dans une certaine mesure, le conflit américain constitue le surgissement tardif de désaccords fréquents lors de la formation de nouvelles nations, lorsque différents groupes et régions introduisent des conceptions hétérogènes dans le processus politique. La question de l'esclavage a été écartée assez explicitement par les auteurs du texte de la Constitution, qui autorise les États du Sud à décompter chaque esclave à hauteur des trois cinquièmes d'un individu libre pour renforcer leur représentation. Des compromis ultérieurs, établis au moment de l'entrée dans l'Union de nouveaux États comme le Missouri, tentent de créer un équilibre entre États libres et esclavagistes (le Missouri est intégré en contrepartie de l'entrée du Maine non esclavagiste), mais les problèmes vont malgré tout devenir incontournables.

L'argument répandu dans les autres sociétés, selon lequel le travail forcé est de moins en moins intéressant d'un point de vue économique, n'est pas aussi pertinent aux États-Unis. L'importance grandissante de la production cotonnière dans le Sud profond et les accords internes exceptionnellement extensifs sur le commerce des esclaves qui bénéficient à d'autres parties de la région rendent ce système rentable. L'importance du coton renforce tragiquement l'institution de l'esclavage, au moment même où les idéaux humanitaires favorables à l'abolitionnisme se font de plus en plus forts ailleurs. En Russie, les arguments humanitaires et concrets

dirigés contre le servage affrontent à l'inverse un système économique nettement moins profitable.

Échos des sentiments humanitaires diffusés dans d'autres régions des continents américain et européen, les mouvements abolitionnistes ont un pouvoir incontestable. De fortes convictions protestantes, exprimées par des groupes convaincus comme les quakers de l'égalité des âmes, se combinent avec un véritable engagement politique et démocratique, non seulement dans le Nord mais aussi parmi certaines personnes du Sud. Des conflits régionaux plus graves viennent renforcer ce différend bien particulier. Les historiens explorent aujourd'hui encore les différences qui séparaient les deux parties du pays. Les systèmes économiques sont de plus en plus divergents, les industries du Nord contrastant avec les plantations du Sud, dépendantes de l'exportation. Les défenseurs sudistes de l'esclavagisme se plaisent à souligner l'hypocrisie des abolitionnistes du Nord, qui ignorent la misère des ouvriers de leurs usines. La culture du Sud est également très spécifique à plusieurs égards. Les propriétaires des plantations aiment à se prendre pour des aristocrates, luttant passionnément pour la défense de leur honneur, loin du puritanisme ou de l'esprit commercial des gens du Nord. La violence et les combats sont des exutoires récréatifs plus répandus dans le Sud. Les nordistes prêtent plus d'attention au discours sur les possibilités et à l'amélioration économique offertes à chacun. Parallèlement, de nombreuses familles du Sud ont les mêmes lectures que leurs homologues du Nord et beaucoup de planteurs sont d'intelligents capitalistes. Les distinctions de sexe sont semblables, exception faite de la population esclave, où les femmes occupent une place plus centrale. Aussi importantes soient-elles, les similitudes culturelles n'empêchent pas l'existence de différences générales suffisantes pour amener les partisans de chaque région à sortir du cadre de la question de l'esclavage pour s'intéresser au tableau plus vaste de deux systèmes en conflit. Chacune des deux régions est persuadée qu'elle défend un mode de vie. Ce débat plus vaste, associé à l'idée de l'infériorité des Noirs, contribue à expliquer pourquoi la majorité des Blancs du Sud, bien que ne possédant pas eux-mêmes d'esclaves, finissent par se rallier à la cause régionale.

Dans ce contexte où se mêlent la montée de l'abolitionnisme et l'essor économique du système de plantations, le facteur spécifique du déclenchement d'une rivalité toujours plus grande est lié à l'expansion du pays vers l'ouest. Au fur et à mesure que la jeune république s'adjoint de nouveaux territoires, les représentants des États libres et esclavagistes se disputent de plus en plus autour du butin. Le vieux principe de division, comptant un nouvel État esclavagiste pour chaque nouvel État libre, est de plus en plus intenable, étant donné la fièvre abolitionniste qui agite le Nord et s'ajoute à la supériorité démographique et économique de la région. Le Sud, craignant qu'un déséquilibre entre États libres et esclavagistes ne se

traduise par des atteintes politiques à l'institution de l'esclavage, est de plus en plus sur la défensive.

Dans les années 1840, le principe de l'expansion en elle-même bénéficie d'un consensus général. La croissance démographique et industrielle des États-Unis rend l'idée d'expansion territoriale très attravante. Les puissances européennes continuent de négocier la cession de territoires mal contrôlés (c'est le cas en 1846 des possessions britanniques du Nord-Ouest, qui constituent à l'heure actuelle l'État de Washington et l'Oregon), même si l'on assiste à quelques escarmouches frontalières avec le Canada. La résistance des autres occupants, le Mexique dans le cas du Texas et de plusieurs régions du Sud-Ouest, de même que celle des Indiens de manière générale, est vaincue par la force militaire. Les intellectuels et les hommes politiques célèbrent le concept nationaliste de «destinée manifeste», selon lequel le contrôle du continent depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique (du moins au sud du Canada) revient aux États-Unis. Les colons américains du Texas se proclament indépendants du Mexique en 1836; craignant de voir cette jeune république devenir un empire continental rival, l'Union l'intègre rapidement (1845), bien que les dirigeants du Nord voient d'un mauvais œil son statut esclavagiste. Le Mexique se met en guerre pour protester contre cette évolution, mais aussi contre l'implantation croissante de colons américains en Californie et dans le Sud-Ouest. Les États-Unis remportent la guerre américano-mexicaine et acquièrent ainsi d'immenses territoires dans cette région.

Les compromis permettent l'intégration de nouveaux États de l'Ouest, mais le processus politique est de plus en plus tendu. Le parti whig est déchiré par les querelles, et les démocrates représentent de plus en plus des intérêts tantôt favorables à l'esclavage, tantôt soucieux de la domination grandissante de l'industrie du Nord. À partir de 1854, les whigs sont remplacés par un nouveau parti républicain qui se fixe comme objectif de faire obstacle à l'esclavage dans les territoires nouvellement colonisés comme le Kansas. Les États du Sud, en tentant de voter des lois contre les esclaves fugitifs réfugiés dans les États du Nord, et la Cour suprême, par une décision de 1856 appuyant la constitutionnalité de l'esclavage, exacerbent les tensions existantes. En 1859, les abolitionnistes lancent un raid dans les États du Sud, espérant déclencher ainsi le soulèvement des esclaves. Les dirigeants sudistes craignent de plus en plus que leurs intérêts ne soient plus défendus au sein de la nation. L'élection présidentielle de 1860, remportée par le candidat républicain Abraham Lincoln, achève de mettre le feu aux poudres. Bien qu'il ne soit pas abolitionniste, le nouveau président est moralement opposé à l'esclavage et à son expansion aux nouveaux territoires. Les États du Sud, convaincus qu'ils n'ont plus d'avenir dans l'Union, commencent à faire sécession et prennent la décision de former une confédération distincte.

Toutes les tentatives de compromis échouent, et la guerre entre le Nord et le Sud éclate effectivement en janvier 1861, lorsque les confédérés ouvrent le feu sur un fort de l'Union en Caroline du Sud.

La guerre de Sécession est souvent présentée comme la première guerre industrielle dans le monde, une description fort appropriée compte tenu de l'utilisation d'équipements produits en usine (notamment d'armes fabriquées en série) et de l'importance du rôle joué par les chemins de fer et les bateaux à vapeur pour les mouvements des troupes. Même si le Nord finit logiquement par triompher, sa large supériorité économique et démographique est étonnamment longue à se traduire sur les champs de bataille. En effet, les États ruraux du Sud mènent une guerre essentiellement défensive sur leur propre territoire. L'Union doit pourtant faire face à des divisions majeures au sujet de la nécessité de poursuivre la guerre et, notamment, à d'importantes émeutes urbaines dirigées contre le service militaire et contre les Noirs. Enfin, les confédérés reçoivent le soutien diplomatique de nations comme la Grande-Bretagne, désireuse de protéger ses approvisionnements en coton et pas fâchée de pouvoir humilier les États-Unis. Il en résulte un affrontement long et extrêmement sanglant, au cours duquel plus de vies américaines seront sacrifiées qu'au cours de n'importe quel autre conflit armé de l'histoire du pays.

Si la supériorité navale de l'Union limite les batailles maritimes, des escarmouches surviennent en divers points du continent. Des troupes peu nombreuses s'affrontent dans certaines parties des territoires de l'Ouest. D'importantes forces nordistes ferment le Mississippi à son embouchure dans le golfe du Mexique, s'emparant de la Nouvelle-Orléans. Des campagnes sont par la suite menées le long du fleuve, du nord vers le sud. Des batailles plus importantes ont lieu en Virginie, où les confédérés réussissent parfois à percer le front de l'Union jusqu'en Pennsylvanie; c'est d'ailleurs là que la victoire tarde le plus à choisir son camp, les confédérés en remportant de nombreuses. Une dernière vague de campagnes débute en 1864: les forces de l'Union attaquent la Virginie, tandis que des troupes nombreuses ravagent le Sud, du Tennessee à la Georgie, marchant jusqu'à la côte. La reddition des confédérés intervient en avril 1865; quelques jours plus tard, le président Lincoln, qui avait dirigé l'effort de guerre et préparait un accord de paix conciliant, est assassiné par un sudiste.

Il n'est pas très étonnant que la guerre ait des retombées considérables. Le traumatisme résonne dans tous les esprits pendant des dizaines d'années. Au cours de la dernière décennie du siècle encore, les vétérans des forces de l'Union attirent des foules immenses à l'occasion des parades annuelles. Les récits de guerre emplissent les pages des magazines masculins. Aucun autre événement n'a à ce point marqué la mémoire nationale, même jusqu'à notre époque. Pourtant, la guerre de Sécession ne constitue pas un tour-

nant historique. Elle encourage certaines tendances et introduit brièvement d'autres innovations qui toutefois sont bientôt modifiées. Si elle met un terme à l'esclavage, après certaines hésitations de Lincoln, elle ne parvient pas à restructurer les relations raciales ou à remédier à la dépendance économique du Sud.

La guerre de Sécession favorise certes la croissance industrielle, mais la dynamique de base était déjà bien amorcée avant son déclenchement. Afin de répondre à l'expansion des usines, l'exploitation minière croît de 20% dans le Nord; la mécanisation s'accélère et permet, conjointement avec la hausse de l'immigration, le maintien d'un niveau salarial peu élevé. En même temps, le réseau ferré s'agrandit. Quand les hommes sont au front, les femmes accèdent à de nouvelles fonctions, bien que l'on n'assiste pas à une modification définitive des relations entre les deux sexes. Les femmes du Sud acquièrent une nouvelle expérience de l'organisation, tandis que les rangs des infirmières grossissent de manière durable. La production d'armes augmente à tel point que, pour la première fois, les États-Unis deviennent un pays fournisseur; ainsi envoient-ils, par exemple, des excédents d'armes à des factions rivales de samouraïs japonais. Parallèlement, l'importance de l'agriculture aux États-Unis se confirme. Dans l'Ouest, le Homestead Act de 1862 accorde 160 arpents de terres aux colons qui s'engagent à y résider pendant cinq ans en contrepartie du versement d'une faible redevance. Il s'agit là d'une politique nationale agressive destinée à établir l'expansion territoriale au-delà du Mississippi et à promouvoir l'idéal des exploitations agricoles familiales destinées au commerce.

Les changements politiques ont des conséquences plus particulières. L'issue de la guerre confirme la longue division politique entre les républicains et les démocrates; ces derniers s'appuient sur une base largement sudiste, demeurant longtemps minoritaires. La guerre joue un rôle tout aussi important dans le renforcement du gouvernement américain, qui voit ses fonctions s'étendre considérablement. Au début du conflit, le Congrès vote le *Morrill Act* (1862), qui octroie des terres publiques aux gouvernements des États, une base pour le fondement d'une éducation financée par l'État. Cette loi entraîne la naissance de nombreuses universités d'État, les land grant colleges. Si le rôle du gouvernement fédéral en matière d'éducation demeure limité, les États sont désormais extrêmement actifs. En effet, ils ne se contentent pas d'étendre l'accès à l'université, mais créent aussi des établissements de recherche qui répondent aux besoins du peuple et proposent des formations appliquées, par exemple dans l'agriculture et l'ingénierie mécanique, en plus des traditionnels métiers libéraux. Au niveau fédéral lui-même, les tarifs atteignent de nouveaux sommets, devenant ainsi une source de recettes fiscales essentielle et une protection pour l'industrie.

La guerre engendre également une multitude de mesures provisoires, parmi lesquelles le premier projet de loi nationale (1863) qui suscite une forte opposition populaire. Le War Powers Act confère au président Lincoln des pouvoirs spéciaux, dont il fait toutefois un usage modéré. Les impôts sont à la hausse, et un modeste impôt sur le revenu est temporairement mis en place, là encore dans un contexte très contraignant à cause de l'hostilité des Américains. L'activité bancaire nationale se développe, cependant que le Congrès national soutient également la construction d'un chemin de fer transcontinental à grands coups de concessions foncières aux compagnies concernées. L'Union Pacific est achevé en 1869, bien avant les transcontinentaux de la plupart des autres régions. Pourtant, dans l'ensemble, on n'assiste pas à un renforcement durable du rôle du gouvernement dans la société américaine, même si l'alignement sur les intérêts industriels se fait plus prononcé. Des précédents importants sont établis, concernant à la fois les nouveaux systèmes et l'hostilité qu'ils rencontrent auprès de la population. Les mesures spécifiques prises dans les domaines économique et éducatif ont un impact considérable. L'administration fédérale connaît une croissance modérée permanente; dans les années 1870, des mesures relatives à la fonction publique sont en discussion, tandis que les ministères offrent de manière particulièrement précoce des possibilités d'emploi dans le secteur tertiaire aux femmes. Il convient également de souligner l'importance du système d'indemnités au profit des vétérans de l'Union instauré à l'issue de la guerre; cette mesure politiquement populaire sera régulièrement étendue au cours des décennies suivantes. En 1900, la plupart des vétérans reçoivent une pension de guerre, dans le cadre de ce qui constitue le premier programme durable d'assistance sociale de l'histoire américaine. Néanmoins, par rapport aux pays d'Europe occidentale, les États-Unis demeurent une société marquée par la faible emprise du gouvernement, dont les attributions sont fortement limitées; la longue série de présidences faibles et sans éclat qui suit, jusqu'au début du XXe siècle, l'assassinat d'Abraham Lincoln reflète et confirme cet état de fait.

Parallèlement à la préservation du territoire national, l'impact racial de la guerre de Sécession constitue sa conséquence la plus importante, bien qu'il faille ici aussi garder une certaine mesure. Les nordistes, y compris Lincoln lui-même, adoptent une attitude ambivalente à propos de la question raciale et de la manière dont doivent être traités l'esclavage et le Sud. De nombreux abolitionnistes, bien qu'ils condamnent sans ambages l'esclavage, portent eux-mêmes un regard condescendant sur les Noirs. Dans un contexte de divisions, les leaders blancs du Sud parviennent avec une étonnante rapidité à regagner une influence considérable après la fin de la guerre.

Au fil de la guerre, l'abolition de l'esclavage reçoit un soutien grandissant, car seul cet objectif peut sembler justifier les énormes sacrifices du conflit. La proclamation d'émancipation d'Abraham Lincoln entre en vigueur le 1er janvier 1863, même si les esclaves des États frontaliers qui n'ont pas quitté l'Union ne sont pas concernés. À mesure que les armées de l'Union s'emparent des territoires confédérés, les esclaves sont véritablement affranchis et des dizaines de milliers d'entre eux se joignent à l'effort de guerre. En 1865, un amendement à la Constitution abolit l'esclavage dans l'ensemble du pays. L'armée de l'Union n'octroie que rarement des terres aux anciens esclaves; l'émancipation se révèle bien moins généreuse aux États-Unis que deux ans auparavant en Russie. À la fin de la guerre, alors que le Sud est en grande partie dévasté et que 4 millions de Noirs ne possèdent rien ou presque rien, de nombreux planteurs espèrent rétablir l'esclavage sous une forme modifiée, mais le gouvernement fédéral et l'armée d'occupation préviennent une telle évolution. Le «bureau des hommes libres» offre aux Noirs diverses protections et une assistance alimentaire, les encourageant en outre à acquérir des terres.

La période qui va de la fin de la guerre à 1877, appelée période de la reconstruction, est animée par de nombreux débats autour de la politique fédérale vis-à-vis du Sud. Immédiatement après la mort de Lincoln, le Congrès est dominé par les républicains radicaux du Nord, qui veulent mener à l'égard du Sud, une politique dure entretenue par la force militaire et l'exclusion politique de nombreux sympathisants des confédérés. Outre les questions d'ordre racial, leurs motivations incluent une volonté de contrôler les démocrates du Sud, afin de préserver certaines politiques, par exemple les tarifs élevés qui bénéficient aux industries du Nord. En s'empressant après la guerre d'établir des codes noirs, destinés à limiter la liberté des Noirs en fixant, par exemple, de fortes amendes pour vagabondage, les États du Sud amènent les républicains à faire du zèle. Les Noirs sont déclarés citoyens des États-Unis, et deux nouveaux amendements à la Constitution (les 14e et 15e) accordent aux adultes noirs de sexe masculin le droit de vote et l'égalité devant la loi. Pendant un certain temps, les hommes politiques parviennent à jouer un rôle actif dans les États du Sud, renforçant le ressentiment de nombreux Blancs du Sud, persuadés que le Congrès leur impose des gouvernements corrompus.

Au cours de cette phase de reconstruction, les Noirs du Sud commencent à mettre en place de nouvelles activités économiques, acquérant sous forme de petites parcelles une superficie considérable de terres. Dans les années 1870, près de 20 % de tous les Noirs du Sud possèdent des terres. Grâce en partie à l'aide de philanthropes du Nord, notamment celle de nombreuses enseignantes, les progrès dans le domaine éducatif s'étendent rapidement. En 1870, plus de 4 000 écoles accueillent environ 12 % du total de la population noire affranchie dans la tranche d'âge concernée. En 1876, près de 40 % de tous les enfants noirs sont scolarisés, cependant qu'un réseau d'académies et

bientôt d'universités noires offre des formations plus poussées. Des Églises noires indépendantes se créent également, faisant surgir de nouveaux porteparole incarnés par des pasteurs protestants souvent charismatiques.

Les changements sont toutefois fortement limités, et ce à plusieurs égards. La plupart des Noirs travaillent comme métayers pour des propriétaires blancs, dans une version adaptée du système des anciennes plantations de coton. À la différence des Blanches, les femmes noires, même dans les villes, travaillent généralement durant toute leur vie, souvent en tant qu'employées de maison. Cela facilite considérablement la stabilisation des familles noires, mais sur une base distinctive. Dans les années 1870, les acquis politiques et juridiques des Noirs commencent à être remis en cause dans les États du Sud, parallèlement à l'assouplissement des contrôles fédéraux et au retrait de l'armée. De nouvelles sociétés secrètes, comme le Ku Klux Klan, sont créées pour intimider les électeurs noirs et l'on recense de nombreux meurtres et actes de violence. Les démocrates blancs reprennent le contrôle des États du Sud; la classe dirigeante traditionnelle est rétablie et reçoit le soutien politique des Blancs pauvres dans une atmosphère de division raciale. Les Noirs, qui font l'objet de discrimination de la part des banques et des employeurs, connaissent des difficultés même dans le Nord où, dans les villes, ils doivent souvent céder leur place aux nouvelles vagues d'ouvriers immigrés venus d'Europe.

Certes, les relations raciales aux États-Unis ont changé, et la situation des Noirs s'est incontestablement améliorée. Mais le problème racial n'a été que redéfini, pas résolu. Le gouvernement fédéral n'a pas souhaité attaquer véritablement les propriétaires terriens du Sud, et l'idée de l'infériorité intrinsèque des Noirs perdure. À la fin du XIX^e siècle, l'ensemble des lois Jim Crow reflète la ségrégation à l'égard des Noirs du Sud, auxquels on refuse par exemple l'accès égalitaire aux écoles et aux autres établissements publics. Le suffrage censitaire et des contrôles d'alphabétisation sont utilisés pour restreindre le vote des Noirs. Ces derniers sont de plus en plus souvent victimes de violences spontanées, notamment de lynchages, avec en moyenne 187 victimes par an pendant la dernière décennie du XIXe siècle. Le nombre de Noirs emprisonnés augmente de façon disproportionnée et beaucoup d'entre eux sont de plus en plus utilisés dans des chaînes de forçats pour la construction des routes et d'autres travaux pénibles. L'industrialisation nouvelle bien que limitée de villes-usines qui se font concurrence par l'emploi d'une main-d'œuvre noire et blanche bon marché et non syndiquée transforme l'économie du Sud. Cette évolution demeure néanmoins modeste, dans la mesure où tous les indicateurs traditionnels de santé, d'éducation et de revenu par habitant placent la région bien loin derrière le Nord. Là encore, les changements sont importants mais restreints.

D'un point de vue racial comme dans d'autres domaines, les États-Unis ne sont plus les mêmes après la guerre. Pourtant, il est surprenant de constater à quel point cette période troublée confirme certains aspects (comme le pouvoir limité du gouvernement et le système fédéral) ou renforce des tendances préexistantes plus qu'elle n'engage le pays sur des voies radicalement nouvelles. Même les évolutions récentes, comme la violence raciale dont le Sud est le théâtre, ne sont que l'expression différente d'anciennes divergences culturelles régionales. Fatigués par les efforts fournis, les nordistes semblent soulagés de laisser le Sud aller son propre chemin. Après la reconstruction, le Congrès et la Cour suprême sanctionnent largement les lois Jim Crow. La guerre de Sécession a conforté l'Union, mettant tardivement un terme à toute possibilité véritable de réajustement territorial ou de sécession; elle a démontré l'efficacité des institutions politiques en place, capables de faire face aux exigences extrêmes de la guerre sans recourir à l'autoritarisme; elle a également maintenu, quoique en apportant certaines nouveautés, la profonde contradiction, née avec la nation elle-même, entre la rhétorique démocratique et la réalité raciale.

LE CANADA

De 1780 à 1867

Les décennies précédant et suivant 1800, que l'on peut étendre à divers égards jusqu'à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, constituent une période de formation pour le système politique canadien et pour l'émergence de la nation elle-même. C'est également au cours de ces décennies que prennent forme les principaux traits distinctifs du Canada. En tant que société frontalière, avec l'importance grandissante de l'agriculture commerciale et des exportations, défiée par une immigration rapide, le Canada partage de nombreux points communs avec les États-Unis. Les observateurs nationaux et étrangers relèvent l'émergence de caractéristiques culturelles et de motivations individuelles qui semblent très proches de celles que l'on peut rencontrer au sud de la frontière. Mais si le Canada est différent de l'Europe, il l'est également des États-Unis. Il ne s'agit pas d'une société issue d'une révolution et sa culture religieuse est façonnée dans une bien plus grande mesure par des Églises établies — l'Église anglicane dans la plupart des régions, l'Église catholique au Québec et dans quelques autres régions de colonisation française. La politique canadienne se démocratise moins rapidement que celle des États-Unis et les liens avec la monarchie britannique demeurent bien réels. Par ailleurs, la rhétorique sociale est moins

nettement égalitaire. À mesure que la nation canadienne se développe et que la puissance américaine se fait de plus en plus évidente, la volonté d'affirmer une identité canadienne distincte devient plus forte, s'appuyant largement sur les facteurs qui ont séparé les deux nations durant la période de gestation de leurs institutions politiques.

Les évolutions qui marquent la révolution américaine et l'étape suivante confirment en partie les distinctions politiques ainsi que territoriales entre le Canada et les États-Unis. Lorsque les importantes troupes américaines liées à la couronne britannique sont défaites, près de 40 000 loyalistes gagnent le Canada (l'Ontario, les provinces maritimes ainsi que le Québec). Ils apportent leur fort attachement à la couronne et aux mœurs britanniques, mais aussi leur hostilité à l'égard des institutions de la jeune république voisine. En même temps, le gouvernement britannique traite les principales provinces avec un plus grand ménagement. Le Québec se voit en particulier accorder une plus grande autonomie; ce geste ne suscite pas chez les Canadiens français un élan de sympathie pour la souveraineté britannique, mais il les persuade qu'ils vont continuer à être indépendants des États-Unis, de sorte que leur province puisse aller son propre chemin.

En 1791, un acte constitutionnel établit des législatures d'élection dans le Haut-Canada à l'ouest et dans le Bas-Canada (français) à l'est; c'est d'ailleurs à partir de ce moment qu'est utilisé le terme Canada, dérivé d'un mot indien. Il est à noter d'ailleurs que des gouvernements provinciaux indépendants existent encore à l'est, dans les provinces maritimes. Ces provinces du nouveau Canada jouissent de pouvoirs parlementaires importants, quoique consultatifs, le suffrage masculin étant raisonnablement étendu; l'exécutif est aux mains de gouverneurs coloniaux désignés par la Grande-Bretagne. Au Québec, cela provoque un conflit permanent entre le gouverneur nommé par la métropole et son exécutif d'une part, l'Assemblée à dominante française d'autre part; ainsi des politiques de division culturelle apparaissent-elles très tôt dans cette province. La politique d'autonomie provinciale, dans cette région comme dans d'autres, ajoutée à des différences linguistiques et culturelles bien réelles, est à l'origine de politiques provinciales plus marquées au Canada qu'au sein du système fédéral des États-Unis et, au bout du compte, d'un meilleur équilibre entre le rôle des provinces et celui du gouvernement central.

La guerre de 1812 ravive le conflit avec les États-Unis. Les colons américains n'ont cessé d'affluer dans le Haut-Canada, certains par attachement à la métropole, la plupart toutefois pour les terres disponibles. Les accrochages avec les Indiens et les trappeurs sont fréquents. Des hommes politiques américains influents prédisent que la fin de la guerre contre la Grande-Bretagne signifiera l'annexion du pays et l'on assiste à plusieurs tentatives d'invasion mal organisées. Si les Canadiens français se gardent dans l'ensemble d'entrer

dans la mêlée, les lovalistes rêvent de laver certains affronts antérieurs et parviennent, avec l'aide des troupes britanniques, à préserver la frontière, bien que plusieurs batailles aient lieu au nord du Niagara. Même si un soupçon de nationalisme canadien émerge de ce conflit victorieux, le gouvernement demeure résolument provincial, la tendance plus générale étant une confirmation de la volonté de se distinguer des États-Unis — on cherche plus à ne pas être américain qu'à adopter une démarche positive consistant à définir l'identité canadienne. D'un point de vue diplomatique, les relations commencent à s'améliorer à partir de cette période. En 1818, les deux pays signent un traité prévoyant la démilitarisation de la région des Grands Lacs et fixant une frontière convenue jusqu'aux montagnes Rocheuses; puis, en 1846, le traité de l'Oregon prolonge cette limite jusqu'à l'océan Pacifique. À de rares exceptions près, les deux pays, malgré la subsistance de quelques légers différends, parviennent à coexister dans une rare harmonie. Ni l'un ni l'autre ne cherchent à déployer une stratégie ou des ressources militaires importantes le long de leur longue frontière commune.

Durant la première moitié du XIX^e siècle, les débats politiques canadiens se caractérisent par une pression législative constante à l'encontre de gouverneurs coloniaux souvent incompétents. La législature du Haut-Canada y gagne des pouvoirs croissants en matière de fiscalité. Des groupes radicaux menés par William Mackenzie citent en exemple la démocratie des États-Unis, alors que la majorité des hommes politiques canadiens sont pour la monarchie et un conservatisme renforcé. Ainsi, l'égalitarisme américain favorise une expression différente de la culture politique canadienne. La tradition parlementaire et la *rule of law* (règne du droit) britanniques sont ici mises en avant comme des gages de liberté, par opposition à l'illusion d'une démocratie de masse.

Au cours de cette première partie du XIX^e siècle, le problème de la colonisation du Canada central absorbe autant d'énergie que la mise en place d'institutions politiques provinciales appropriées. La population européenne, qui s'élève à 250 000 habitants en 1791, est alors majoritairement française; en 1846, les Français sont devenus minoritaires parmi les 1 600 000 représentants européens, et ce en raison d'une immigration limitée. Les immigrants anglophones se fixent essentiellement dans le Haut-Canada (l'actuel Ontario). La plupart d'entre eux se lancent dans une agriculture d'autoconsommation, qu'ils complètent par la chasse et le piégeage, à l'image d'ailleurs de la majorité des fermiers établis de plus longue date du Québec. Le troc demeure longtemps plus répandu que les échanges monétaires. C'est au cours de cette même période, à partir de 1790, que diverses expéditions entreprennent d'explorer l'Ouest canadien, jusqu'au Pacifique, tandis qu'un petit groupe de colons s'établit au Manitoba. Les gouvernements provinciaux font progressivement construire des routes pavées de meilleure qualité,

notamment dans le Haut-Canada, ce qui marque le coup d'envoi d'un processus de commercialisation croissante. Certains canaux construits dans les années 1820 améliorent les connexions dans la région des Grands Lacs. Une première liaison ferroviaire est ouverte en 1836 même si, en 1850, il existe seulement une centaine de kilomètres de voies dans l'ensemble du pays. L'abrogation des lois sur les céréales (Corn Laws) en Grande-Bretagne ouvre à l'agriculture d'exportation un marché bien plus vaste, facilitant un virage radical vers le développement de la production commerciale dès 1840.

Si ces évolutions ont quelques décennies de retard sur l'expansion et la commercialisation observées aux États-Unis, elles n'en soulignent pas moins des motivations semblables. La richesse est de plus en plus souvent considérée comme la mesure de l'accomplissement humain, notamment en Ontario. Les immigrants travaillent dur pour acquérir plus de terres et s'élever dans la hiérarchie sociale. L'ensemble de la famille, enfants compris, travaille à assurer le succès de l'exploitation. Pourtant, comme aux États-Unis, la croissance démographique amène de nombreux agriculteurs à commencer à essayer de réduire la natalité afin de préserver des terres pour leurs enfants. Les taux de natalité du Québec demeurent cependant élevés (un historien parle de «revanche des berceaux»), en raison notamment de la forte influence catholique. Dans les années 1830, la pénurie de terres qui en résulte pousse de nombreux Canadiens français à émigrer vers les États-Unis. La mobilité géographique est également forte parmi les Canadiens anglais, qui non seulement se mettent en quête de nouvelles terres mais fuient aussi les fortes densités de population et la «civilisation». Les fermiers qui réussissent se plaisent à affirmer qu'ils constituent une «nouvelle race d'hommes», libérée des perspectives restreintes de l'Ancien Monde. D'autres observateurs sont d'accord pour affirmer que les Canadiens sont différents, grâce aux possibilités offertes par la Frontière, mais essentiellement à cause de leur avidité et de leur matérialisme; ainsi l'Ontario est-il parfois décrit comme une province «agitée, bruyante, prétentieuse, vulgaire et laide».

De tels aspects ne doivent cependant pas oblitérer certaines différences entre les Frontières du Canada et des États-Unis, comme le montre le sort des Indiens. Certes, les Canadiens blancs chassent fréquemment ces derniers des terres recensées, opposant les lois européennes de la propriété aux règles territoriales plus vagues des groupes de chasseurs-cueilleurs. Certains Indiens sont directement regroupés dans des réserves, à l'image, là encore, de ce que l'on observe aux États-Unis. Néanmoins, la colonisation canadienne entraîne moins de guerres et de violences — de manière générale, la violence est d'ailleurs moins présente au Canada qu'aux États-Unis. Les droits issus des traités avec les Indiens sont plus souvent respectés. Plusieurs facteurs expliquent ces différences. Représentant 2% de la population canadienne vers 1850, les Indiens sont proportionnellement un peu plus nombreux

qu'aux États-Unis. La politique rurale établie par les gouverneurs coloniaux britanniques est plus appropriée, et l'accent mis sur la rule of law joue probablement le rôle d'un contrepoids à l'avidité canadienne. Certaines tribus habitent les confins septentrionaux des colonies blanches, des régions où le climat interdit une agriculture extensive et prévient donc de fortes demandes territoriales. D'un point de vue culturel, les Canadiens semblent adopter une plus grande tolérance que leurs voisins américains et mettent moins l'accent sur des programmes d'acculturation destinés à rapprocher tous les groupes des standards de la classe moyenne. Les différences provinciales contribuent à encourager de telles dispositions, si bien que le Canada se distingue dans l'ensemble par une rigidité raciale moins prononcée. Ce ne sont pas uniquement les Indiens, mais également les Noirs, parmi lesquels des esclaves fuyant les États-Unis, qui bénéficient au Canada d'un traitement relativement plus clément, même s'il existe des exemples indiscutables de discrimination à l'égard des deux groupes. À la fin du siècle, plusieurs lois visant à exclure les Asiatiques confirment l'imperfection de la tolérance canadienne. Les Indiens apparaissent souvent comme des personnages relativement sympathiques (et souvent maltraités) dans la littérature canadienne, par opposition aux rôles de méchants qu'on leur donne fréquemment aux États-Unis.

Certains aspects d'une activité culturelle officielle font leur apparition au début du XIX^e siècle. Plusieurs universités sont fondées entre 1789 et 1818, même si les exigences du travail agricole pèsent longtemps sur le degré d'alphabétisation du Canada dans son ensemble, Québec compris. On voit cependant apparaître des romans en anglais, écrits par des auteurs des deux sexes, qui inaugurent cette branche de la culture canadienne. Les publications en français, établies de plus longue date, se maintiennent à un rythme régulier.

Des tensions politiques et sociales majeures se développent en Ontario et au Québec au milieu des années 1830. La résistance des Canadiens français à la domination britannique semble implacable; les relations entre l'Assemblée et le gouvernement colonial sont tendues en permanence. En Ontario, l'agitation démocratique est renforcée par l'influence de courants protestants minoritaires comme le baptisme et le méthodisme, importés des États-Unis et hostiles au pouvoir établi des anglicans. De nombreux fermiers s'opposent à la domination d'oligarchies urbaines. Il y a dans cette situation des relents de la révolution américaine de 1776 et un nouveau journal démocratique, la *Constitution*, lancé en 1836 à l'occasion des 60 ans de la Déclaration d'indépendance, appelle ouvertement à la révolte. Des organisations paramilitaires commencent à être mises sur pied en automne 1837, donnant lieu à plusieurs accrochages avec les troupes britanniques. Les forces révoltées sont toutefois peu nombreuses et le gouvernement parvient rapidement à étouffer ces soulèvements. La plupart des Canadiens français restent même

en retrait, tandis que l'Église catholique, peu enthousiasmée par l'idée d'une république, refuse catégoriquement d'accorder son soutien à la rébellion. Une attaque radicale contre Toronto échoue et les États-Unis, en dépit de quelques fortes hésitations, décident de ne pas soutenir les insurgés.

La Grande-Bretagne réagit rapidement car, même si la répression est aisée, elle craint de voir l'histoire de l'Amérique du Nord se répéter. Les rebelles sont traités avec clémence. Un nouveau rapport, établi par lord Durham, fustige la corruption des fonctionnaires coloniaux et préconise l'autonomie sous contrôle impérial. Malgré les objections des Canadiens français, le Haut et le Bas-Canada sont réunis dans une Assemblée législative unique, avec un seul gouverneur. La priorité est donnée à la langue anglaise, même si le français est autorisé. L'Acte d'union (1840) atténue l'isolement français, tout en étendant les pouvoirs législatifs. Si les gouverneurs sont toujours désignés par la couronne britannique, on admet de plus en plus qu'ils doivent être étroitement contrôlés et que la volonté de l'Assemblée doit être considérée officieusement. Durant les années 1840, la question de la véritable source de contrôle sur l'exécutif continue de faire l'objet de toutes les attentions, les Britanniques prenant de plus en plus conscience de la nécessité d'accorder une autorité fondamentale à des législatures élues. Ce principe de responsabilité ministérielle est d'abord mis en place dans les provinces maritimes en 1847, avant d'être également instauré au Canada-Uni en 1849, lorsque le gouverneur accepte un projet de loi contraire à son jugement, simplement parce qu'il a été adopté par l'Assemblée. Si ce problème est résolu, ce n'est pas le cas de l'épineuse question de la fusion entre les Canadiens français et anglais. Les premiers ont du mal à accepter l'union forcée, d'autant plus que, malgré les taux de natalité élevés dans les campagnes québécoises, ils sont proportionnellement toujours moins nombreux du fait de l'immigration britannique.

Au milieu du siècle, les changements politiques commencent à être éclipsés par le fort développement économique du Canada et son expansion vers l'ouest. Les années 1850 se distinguent par la rapidité de la construction des chemins de fer, pour la plupart financés par des capitaux britanniques et bénéficiant, après 1849, d'un intérêt sur les dettes garanti par le gouvernement. En 1854, une ligne importante est ouverte dans l'Ontario, tandis que l'on met à l'étude une liaison Montréal-Toronto. Les exportations canadiennes bénéficient fortement des besoins de la métropole durant la guerre de Crimée. L'économie canadienne commence à s'articuler autour d'un schéma bien particulier qui voit le pays approvisionner les pays industriels en produits agricoles (notamment en blé) et en minéraux, ce qui induit une dépendance considérable vis-à-vis des fluctuations de la demande des pays industrialisés. L'industrie, qui dessert principalement les marchés internes, évolue aussi fortement. À Montréal, Hugh Allan, président de la Chambre

de commerce, ouvre des usines textiles et des fabriques de papier de grande taille, incorporant dans sa main-d'œuvre un fort pourcentage de femmes et d'enfants. La minoterie se développe également dans diverses parties du pays. En 1857, la découverte d'or en Colombie britannique renforce l'immigration mexicaine, chinoise et européenne dans cette région. De nouvelles politiques permettent de chasser les Indiens plus facilement des territoires convoités par les Européens. La présence d'une population européenne plus importante dans le Nord-Ouest accentue aussi le taux des maladies qui contaminent les Indiens par familles entières, libérant ainsi davantage de terres pour les Européens.

L'expansion du commerce et celle, plus modérée, de l'industrie, s'accompagnent de certaines évolutions au sein des familles. L'éducation se développe, et les membres de la classe moyenne urbaine en expansion accordent plus d'attention à la scolarisation de leurs enfants. Les «normes» établies par la Grande-Bretagne et les États-Unis en matière de relations entre les deux sexes ont une influence grandissante dans les villes canadiennes, parallèlement à des notions qui font du foyer un refuge et de la femme la gardienne domestique de l'ordre moral. La structure sociale devient plus complexe, après la période plus ouverte de la Frontière. La richesse et le style de vie des classes supérieures canadiennes demeurent toutefois plus modestes que ceux des grands barons américains de l'industrie, ce qui témoigne une fois de plus de l'attitude légèrement plus conservatrice du pays.

La structure politique du Canada acquiert sa forme la plus moderne dans ce contexte de développement économique, avec une volonté croissante d'encourager, mais aussi de réglementer, l'expansion vers l'ouest. La poursuite des conflits politiques dus à l'opposition française dans le Canada-Uni force les dirigeants à envisager de nouvelles dispositions, notamment une nouvelle division de l'Ontario et du Québec. Des réformateurs démocratiques et anglophones, souhaitant un parlement plus représentatif, réclament le vote universel, mais les Français, désormais nettement minoritaires au Canada-Uni, s'y opposent farouchement. À la fin des années 1850, l'action politique semble être paralysée. C'est finalement la guerre de Sécession qui va jouer le rôle de déclencheur de la restructuration. La sympathie manifeste des Britanniques pour le Sud éveille un ressentiment nationaliste américain dont le Canada risque d'être l'une des cibles. Les immigrants irlandais aux États-Unis ont déjà organisé des raids au Canada, s'efforçant ainsi de lutter contre l'oppression de leur pays par les Britanniques. Désormais, de hauts responsables du gouvernement d'Abraham Lincoln commencent à évoquer l'inévitable annexion du Canada, en tant que partie intégrante de la « destinée manifeste» des États-Unis. De fait, l'Union dispose à cette époque de la plus grosse armée au monde. Dans un tel contexte, les responsables britanniques se joignent aux hommes politiques canadiens, y compris au leader canadien

français Georges Cartier, pour entreprendre une restructuration majeure du Canada et accéder au statut de premier dominion, c'est-à-dire à un statut d'autonomie interne — l'idée d'un royaume du Canada est rejetée par crainte de froisser le sentiment républicain des États-Unis.

En 1867, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique consacre l'union du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse à l'Ontario et au Québec, à nouveau séparés en deux provinces, pour former le dominion confédéré du Canada. L'amélioration des transports rend possible ce rapprochement avec les provinces de la côte atlantique. Le gouvernement fédéral (chaque province possède également son propre gouvernement) est constitué d'un parlement bicaméral, qui se partage entre la Chambre haute, comprenant un nombre égal de membres de l'Ontario et du Québec avec un troisième groupe de sénateurs représentant les provinces maritimes, et la Chambre basse élue, qui est l'organe législatif le plus important. La Grande-Bretagne désigne toujours un gouverneur général représentant la monarchie pour l'ensemble du pays; néanmoins, le Parlement choisit désormais un Premier ministre qui contrôlera directement l'exécutif. John MacDonald est le premier à occuper ce poste.

L'expansion canadienne (1867-1914)

La formation du nouveau gouvernement fédéral s'accompagne bientôt d'une vigoureuse politique d'expansion vers l'ouest, symbolisée par la construction d'un chemin de fer national; ces évolutions jouent un rôle décisif dans la place de choix acquise par le Canada dans l'économie mondiale au cours des dernières décennies du XIXº siècle. De manière très générale, on peut dire que le Canada et les États-Unis coïncident dans certaines étapes. Durant les deux premiers tiers de ce long XIXº siècle, les deux pays s'efforcent de mettre en place une structure politique viable et durable (obtenant des succès remarquables après quelques faux départs souvent douloureux), d'établir de grandes caractéristiques culturelles en rapport avec la politique et de développer une économie de plus en plus commerciale. Dans la dernière partie du siècle, le devant de la scène est occupé par d'autres types de problèmes économiques et sociaux, qui éclipsent les manœuvres exclusivement politiques et s'accompagnent de nouvelles pressions et possibilités liées à l'intensification de l'immigration et de l'expansion vers l'ouest.

Deux grands partis politiques, les libéraux et les conservateurs, se disputent les élections canadiennes jusqu'au XX^e siècle. Les libéraux sont généralement plus hostiles aux dispositions favorisant l'éducation religieuse et les politiques tarifaires font l'objet de maintes disputes. Néanmoins, les divergences entre les deux partis sont peu marquées; tout comme aux États-

Unis, c'est un large consensus qui prédomine. Plusieurs réformes permettent d'achever le nouveau système politique; en 1882, le gouvernement canadien établit notamment certaines procédures administratives pour sélectionner les fonctionnaires fédéraux. Inspirée du modèle anglais, la première mesure adoptée est une tentative de compromis, avec des examens d'inscription relativement simples dans lesquels les considérations politiques jouent encore un rôle déterminant.

L'expansion vers l'ouest focalise les intérêts politiques comme économiques. Les territoires situés entre l'Ontario et la Colombie britannique (encore administrée comme une colonie distincte) sont historiquement administrés par la Compagnie de la baie d'Hudson. Celle-ci, avant tout intéressée par les bénéfices à retirer du commerce des fourrures, décourage vivement la colonisation et l'agriculture, favorisant en revanche les mariages interraciaux entre Blancs et Indiens, dans le but de donner naissance à une population mixte qui poursuivra le piégeage. Seule la colonie de la rivière Rouge, fondée dans l'actuel Manitoba pour servir de refuge aux émigrants mécontents des Highlands écossais, répond aux exigences de cette politique, ce qui ne l'empêche pas de faire l'objet d'un harcèlement permanent de la part de la Compagnie. En 1867, la population de la vallée de la rivière Rouge s'élève à 12 000 habitants, dont plus de la moitié sont métis, appartenant à des familles mixtes françaises et indiennes.

Le gouvernement s'intéresse aussi à cette région et craint, entre autres, qu'une certaine inactivité puisse ouvrir la voie à une colonisation américaine illégale. En effet, l'expansion vers l'ouest aux États-Unis s'accompagne régulièrement de déclarations relatives aux richesses inexploitées des plaines canadiennes. La première étape (et c'est aussi la première initiative majeure du nouveau gouvernement fédéral) prend la forme de négociations avec la Grande-Bretagne, visant à réduire les droits de la Compagnie de la baie d'Hudson. Le gouvernement rachète les intérêts de la Compagnie, lui conservant certains territoires qui lui permettent de maintenir un commerce de fourrures lucratif. Le Canada acquiert alors 2 500 000 kilomètres carrés de territoire, avec une population totale de 175 000 habitants. L'idée de colonisation agricole éveille une grande amertume chez les trappeurs, qui ne sont pas consultés lorsque les arpenteurs-géomètres du gouvernement établissent des parcelles rectangulaires pour de futures fermes. Louis Riel, un Canadien français de sang indien, ex-étudiant destiné au sacerdoce, prend la tête d'un groupe d'opposants. En 1869, Riel et ses partisans forment un gouvernement indépendant, dans ce qui est connu comme la Rébellion de la rivière Rouge. Un Canadien est tué, et le gouvernement envoie des troupes pour soumettre les rebelles. Riel est exilé, mais le gouvernement joue la carte de l'apaisement vis-à-vis des autres résidants en accordant le statut de province au Manitoba en 1870. L'immigration se développe rapidement; les colons s'installent sur

ces riches terres et se lancent dans la culture du blé. Le Manitoba passe de 181 000 habitants en 1881 à 250 000 une décennie plus tard.

Les territoires à l'ouest du Manitoba sont contrôlés directement par le gouvernement fédéral d'Ottawa. En 1874, la police montée (Royal Mounted Police) est organisée, afin de maintenir l'ordre dans l'Ouest. Elle devient pour le Canada un emblème de l'expansion vers l'ouest, au même titre que le cow-boy sans foi ni loi l'est pour les États-Unis. La différence n'est pas seulement symbolique. L'expansion canadienne vers l'ouest est relativement peu violente, grâce à une culture de grand respect de l'ordre et à la forte présence des représentants de la loi. Lorsque, par la suite, sont découverts des gisements aurifères, les camps miniers eux-mêmes se distinguent par le maintien d'une discipline uniforme. Dans les années 1890, la grande ruée du Klondike attire de nombreux «voyous» américains (selon l'expression d'un Canadien), mais les Mounties parviennent à se faire respecter. Partout ailleurs, les Canadiens conservent un sens plus profond du respect des règles, même dans les régions où la police n'est pas activement présente. Nous avons là une autre différence de valeurs, caractérisée notamment par le respect de la loi; celui-ci, selon de nombreux observateurs, distingue encore aujourd'hui les deux cultures.

Bien sûr, la colonisation n'est pas qu'une affaire de police. Dans les années 1870, le gouvernement fédéral dépense des sommes considérables pour attirer les immigrants, à l'instar de la politique des États-Unis qui accorde des terres aux fermiers qui s'engagent à les cultiver. Aussi, pour la première fois, les affaires indiennes sont abordées sur le plan national. La fin des années 1860 voit ainsi l'adoption de mesures visant à supprimer les droits des Indiens dans les territoires de l'Ouest et proposant en contrepartie des réserves, des écoles et des équipements agricoles. Les traités qui en découlent sont appliqués à la lettre, et lorsque, après 1879, les bisons se font plus rares, le gouvernement débloque provisoirement des financements supplémentaires. En 1885, un dernier soulèvement des métis (la Rébellion du Nord-Ouest) est étouffé, et Louis Riel, qui s'était placé à sa tête, est cette fois exécuté.

La remarquable accélération de la colonisation de l'Ouest passe par la création d'une ligne de chemin de fer ralliant le Pacifique. En 1881, la Canadian Pacific Railway Company est chargée des travaux par le gouvernement, qui lui offre de généreux subsides et d'importantes concessions foncières. La ligne est achevée en 1885 et ouverte en 1887, entraînant non seulement une rapide expansion de la production agricole et minière mais aussi une forte immigration en provenance des îles Britanniques, d'Allemagne et surtout des régions slaves de l'est de l'Europe. Dans les années 1890, on compte environ 60 000 nouveaux immigrants par an, bien que certains d'entre eux gagnent rapidement les États-Unis, plus industrialisés, et qu'à un certain moment

la stagnation économique fasse diminuer la population. La population de l'Ouest s'élève ainsi à 400 000 habitants. Après des négociations en 1870, la Colombie britannique se joint à la fédération canadienne, imitée peu après 1900 par l'Alberta et la Saskatchewan. Déçu par un essor moins rapide qu'il l'escomptait (plusieurs régions ont pris un important retard économique à la fin du XIX^e siècle), le gouvernement assouplit en 1901 sa politique de concessions foncières (*homesteads*), réussissant ainsi à attirer 200 000 nouveaux colons chaque année, qui viennent désormais aussi bien des États-Unis que d'Europe. En 1900, l'Ouest canadien abrite 1 300 000 habitants.

Parallèlement aux politiques mises en œuvre par le gouvernement, les techniques et les méthodes agricoles américaines, combinées avec des capitaux britanniques, contribuent à faciliter l'ouverture de cette immense région à la culture du blé et, dans une moindre mesure, à l'exploitation minière. Les agriculteurs canadiens travaillent durement pour transformer aussi rapidement ces territoires en régions productrices de céréales, mais ils utilisent des machines modernes plutôt que des méthodes de travail plus traditionnelles et coûteuses en main-d'œuvre. Cela se traduit, comme aux États-Unis, par une version industrielle de l'agriculture, qui autorise d'importantes exportations et un niveau de vie raisonnablement élevé. Même si l'industrialisation du Canada est plus lente que celle de son voisin du sud, avec une plus grande dépendance vis-à-vis des importations de produits et d'équipements manufacturés, les conditions matérielles sont proches de celles d'un pays industrialisé.

Le peuplement de l'Ouest a des conséquences politiques et économiques. La politique de concessions foncières du Canada est proche de celle des États-Unis, pour la simple raison que Mackenzie et d'autres dirigeants ont pris conscience de ce qu'une attitude un tant soit peu moins généreuse n'attirerait pas des immigrants disposant d'une autre possibilité facilement accessible au sud de la frontière. Cela s'exprime par l'émergence d'un réseau de fermes familiales mais commerciales, et les immigrants obtiennent rapidement la citoyenneté. Le contraste avec le statut de travailleur des colons des pampas argentines à cette même époque, c'est-à-dire au tournant du siècle, est particulièrement marqué. Les fermiers de l'Ouest canadien forment rapidement d'efficaces coopératives et parviennent à inciter le gouvernement à réglementer les tarifs ferroviaires en leur faveur; ils rencontrent, dans ce domaine, un plus grand succès politique que leurs cousins américains. Le système foncier résulte d'une structure politique démocratique qu'il contribue à renforcer.

De nouvelles sources d'immigration soulignent la tradition de grande tolérance du pays envers la diversité régionale et ethnique. Les Canadiens comparent leur population en expansion à une mosaïque, par opposition à l'image de *melting-pot* utilisée vers 1900 par des Américains davantage

en faveur de l'assimilation. Plusieurs groupes religieux, comme celui des huttériens, jouissent pour ainsi dire d'une pleine liberté; les Européens de l'Est (à leur tête les Ukrainiens, qui constituent le groupe le plus important) réinstaurent bien vite leurs coutumes populaires.

Vers 1900, le succès stimule le nationalisme canadien, longtemps freiné par la peur et le ressentiment face au gigantisme américain. Les discours saluant le XX^e siècle comme «le siècle du Canada» ne sont pas rares, même s'ils s'avéreront quelque peu hyperboliques. C'est également après 1900 que le gouvernement canadien, à la suite de nombreuses tensions et d'autant de faux départs, s'efforce de mener à bien un accord de commerce réciproque avec les États-Unis. Celui-ci vise à l'augmentation des exportations canadiennes de denrées alimentaires et de matières premières à destination des États-Unis, déclenchant un processus qui liera très fortement les économies des deux pays. Au même moment, les évocations américaines concernant une absorption définitive du Canada, couplées de manière générale à une déconsidération de la nation canadienne, favorisent le renforcement d'un nationalisme réflexe, qui se manifeste notamment (exception faite du Québec) par un attachement passionné aux symboles de la monarchie britannique. Ce sont des questions d'ordre tarifaire, s'ajoutant à l'opposition née de son projet de constituer une marine, qui forcent le Premier ministre Wilfrid Laurier, le premier d'origine canadienne française, à démissionner. L'attachement aux intérêts britanniques demeure le fondement de la diplomatie nationale. Même si cela ne va pas sans quelques discussions, le Canada fournit des troupes considérables aux Britanniques durant la guerre des Boers et s'engage sans hésitation (exception faite d'une farouche opposition de la part des Canadiens français) derrière la Grande-Bretagne lorsque celle-ci entre dans la Première Guerre mondiale en 1914.

La croissance urbaine du Canada suit le développement commercial et démographique. Les fabriques de papier, ainsi que d'autres types d'usines, tirent profit des ressources naturelles. Vers 1900, une importante industrie métallurgique se développe, sous l'impulsion de grosses sociétés canadiennes. L'expansion de la classe ouvrière stimule les organisations de travailleurs et se traduit par la formation d'un congrès national en 1883. Les syndicats comptent environ 155 000 membres en 1914. Les gouvernements provinciaux assument de nouvelles fonctions en matière de réglementation de la santé et des conditions de travail. La structure de la classe moyenne devient de plus en plus complexe. Une association canadienne des détaillants contribue à définir une rhétorique vague de l'esprit d'entreprise, cependant que l'organisation d'entreprise et le secteur des cols blancs voient leur importance s'accroître. L'expansion de la classe moyenne et le développement de l'éducation créent les conditions favorables à l'émergence d'un important mouvement féministe, guidé notamment par un conseil national des femmes.

Le Canada prend également part à l'avènement occidental des activités populaires de loisirs. On voit se multiplier, dans des villes comme Toronto, des quartiers «aux lumières rouges» où se mêlent amusement et prostitution. Mais les loisirs, c'est aussi la naissance du hockey professionnel en 1890, avec la création de l'Association de hockey de l'Ontario.

L'évolution culturelle se fait parallèlement à l'évolution économique et sociale. Si les artistes canadiens sont peu nombreux à acquérir un statut international, ils contribuent de manière importante aux débats sur l'identité canadienne ou au sujet des sous-cultures de l'intérieur du pays. Les auteurs francophones comme anglophones s'intéressent beaucoup aux thèmes de la nature et de la Frontière, mais aussi à la situation du Canada dans le monde. Les écrivains français prônent des institutions et des cultures séparées, tandis que les auteurs de langue anglaise combattent la présence étouffante et croissante des Américains.

L'héritage distinctif des Canadiens français transparaît de plus en plus dans leurs œuvres. En 1822, un journal québécois a pour devise: «Nos institutions, notre langue et nos lois.» Les œuvres historiques et les écrits religieux jouent un rôle important, de même que les poèmes romantiques et les romans.

La production littéraire en anglais s'intensifie après 1867. Des femmes écrivains telles qu'Isabella Crawford traitent de la vie des pionniers, tandis que des poètes, comme l'Indienne Emily Johnson, s'intéressent à des thèmes indiens. On note ici aussi la persistance d'une aura romantique jusqu'au début du XX^e siècle, comme elle transparaît par exemple dans la série célèbre dans le monde entier *Anne... La Maison aux pignons verts*, qui s'inscrit dans les paysages de l'île du Prince-Édouard.

Traditionnellement, la production culturelle souligne en partie la modération caractéristique de la vie nationale, à la fois louée et déplorée par les représentants canadiens. On insiste sur la plus forte turbulence et le plus grand désir de réussite des Américains, par opposition à la placidité plus stable des Canadiens. Cependant, exception faite de quelques anglophiles, les Canadiens ne se réclament pas non plus de l'Europe, les Canadiens français étant particulièrement éloignés des courants culturels de France. Certains observateurs retiennent non seulement la culture politique distincte du Canada et les limites de son économie largement dépendante des exportations à destination de pays plus industrialisés, mais aussi l'influence modératrice du climat septentrional, comme des facteurs responsables du regard que portent les Canadiens sur eux-mêmes. L'émigration exceptionnellement forte vers les États-Unis, notamment avant 1900, vient également compliquer le tableau. Certains, comme l'inventeur Alexander Graham Bell, né en Écosse, choisissent de rallier les États-Unis, afin de disposer d'un plus vaste champ d'expérimentation, alors que d'autres migrants, comme les

Canadiens français qui s'installent massivement en Nouvelle-Angleterre, espèrent longtemps préserver des valeurs nées au Canada, ne voyant dans leur départ qu'un moyen de fuir la surpopulation. La volonté de mêler des éléments britanniques et américains (hormis au Québec) sans laisser s'imposer entièrement l'une ou l'autre des deux cultures continue de forger un ensemble subtil d'identités et de tensions culturelles.

LES ÉTATS-UNIS (1870-1914)

L'expansion industrielle

La principale force des États-Unis durant les dernières décennies de ce long siècle réside dans l'accélération de l'industrialisation que connaît le pays et qui le propulse à une position d'influence majeure sur la scène mondiale. L'industrialisation américaine présente plusieurs caractéristiques, dont certaines commencent bientôt à gagner les autres sociétés. Le renforcement de la puissance militaire et économique du pays dans le monde engendre des ajustements et des tensions considérables. Ces décennies ne sont certes pas le cadre de bouleversements politiques majeurs, mais on assiste toutefois à quelques évolutions importantes. Les progrès de l'industrialisation et les taux records d'immigration redéfinissent une partie des tensions qui existent au sein de la démocratie du pays. La haute culture américaine emprunte encore beaucoup aux autres pays et les échanges avec l'Europe s'intensifient. En revanche, en matière de culture populaire, les États-Unis mènent la danse en mettant au point une nouvelle forme d'économie de consommation.

La croissance industrielle est extrêmement rapide, tant et si bien que les États-Unis se retrouvent parmi les pays industrialisés les plus avancés bien avant 1900. En effet, dès les années 1870, des entreprises américaines comme Singer s'implantent fortement à l'étranger; en Russie, les deux plus grandes entreprises de cette décennie sont des filiales de sociétés américaines.

Cette spectaculaire dynamique industrielle s'explique par l'abondance des matières premières et l'immensité du marché intérieur, couplées à la croissance de la main-d'œuvre et à la résolution grandissante des entrepreneurs. Le soutien du gouvernement fédéral n'y est pas non plus étranger. Les États-Unis puisent toujours auprès des Européens et le pays reste débiteur jusqu'à la Première Guerre mondiale. Le pays demeure aussi très dépendant des techniques européennes dans le domaine de la métallurgie et dans certains secteurs nouveaux comme la chimie. La rapide expansion de l'industrie lourde, notamment à Pittsburgh et dans le Midwest, passe par l'adaptation de processus européens de fabrication de l'acier. Néanmoins, la liste des

inventions américaines fondamentales s'allonge, comme en témoigne la remarquable augmentation du nombre de brevets octroyés. Des nouveautés telles que le téléphone, la caisse enregistreuse et l'électricité transforment les communications et le travail de bureau. En s'intéressant au pétrole, les États-Unis jettent aussi les bases du développement de l'industrie pétrolière. Les contributions apportées aux progrès de l'automobile donnent par ailleurs naissance, vers 1910, à un secteur industriel majeur: 5 millions de véhicules sillonnent les routes du pays en 1917.

À ces techniques, nouvelles ou importées, s'ajoute l'essor des sociétés par actions et des regroupements d'entreprises. Dans les années 1830 et 1840, c'est-à-dire bien avant les pays d'Europe occidentale, les différents États votent des lois favorisant la création d'entreprises grâce à la responsabilité limitée, une forme de propriété qui se développe après la guerre de Sécession. Les chemins de fer sont les premiers à s'engager sur cette voie, puis, dans les années 1870, Andrew Carnegie s'appuie sur le financement d'entreprise pour commencer à créer son immense empire de l'acier, caractérisé par des sociétés intégrées verticalement et des participations importantes dans les mines de charbon. Les sociétés par actions réduisent l'importance de l'entrepreneur, ce qui ne va pas sans affecter les idéaux de la classe moyenne américaine. La participation des banques au financement de l'industrie ne s'arrête pas aux sociétés par actions, mais s'étend à la création de trusts, qui voient plusieurs entreprises d'un même secteur s'unir pour contrôler l'offre et les prix. Les sociétés par actions, et les trusts sont utilisés pour limiter la concurrence dans plusieurs secteurs clés, notamment dans l'industrie pétrolière, où la famille Rockefeller mène la Standard Oil à une position de domination. En 1900, 1% de toutes les sociétés par actions contrôle le tiers de la production américaine.

La croissance industrielle américaine ressemble en bien des points à celle de ses cousines européennes, et plus particulièrement à l'allemande, même si le taux d'expansion observé outre-Atlantique est exceptionnel. Tout comme en Europe, les progrès de l'industrialisation se traduisent par une croissance continue des villes et, surtout, des centres importants; en 1920, le pays est urbanisé à plus de 50 %. Les emplois du secteur tertiaire se développent rapidement du fait de la croissance des bureaucraties d'entreprise et de l'expansion du corps enseignant. De nouveaux points de consommation, notamment des grands magasins, font leur apparition dans le sillage d'un niveau de vie à la hausse dans son ensemble et d'une certaine augmentation du temps de loisir des dirigeants des classes moyennes, mais aussi des ouvriers d'usine, surtout après 1900. On relève également quelques traits spécifiques, liés à la fois à la culture américaine et à l'immense taille du marché national, la croissance démographique et la colonisation de l'Ouest créant une unité à l'échelle du continent. Le développement du commerce de détail passe

par d'importantes opérations de vente par correspondance; des catalogues remplis de produits accrocheurs sont envoyés dans les fermes et les villages, à des familles susceptibles d'acquérir des goûts de consommateurs même si elles n'ont pas la possibilité de se rendre dans les grands centres urbains. Les États-Unis jouent également le rôle de pionniers dans le développement des chaînes de magasins, qui non seulement achètent en gros pour pouvoir baisser leurs prix, mais bénéficient également d'une publicité massive dans la presse populaire. Les magasins «5 et 10 cents» de la chaîne Woolworth, qui vend des produits à prix, unique, commencent à s'étendre après 1879 et atteignent les 1 000 succursales en 1919 entre les États-Unis et le Canada. De nouveaux lieux de loisirs font leur apparition, parmi lesquels le parc d'attractions. Celui-ci, dérivé d'une tradition de foire européenne qui attire des foules immenses issues des classes moyennes inférieures et ouvrières, satisfait également le goût des Américains pour de nouvelles et vertigineuses techniques comme la grande roue.

Les États-Unis apportent de nouveaux fondements d'organisation essentiels à l'économie industrielle de la fin du XIXe siècle. Des sociétés géantes, tirant profit de l'immensité du marché national et de l'amélioration constante de la productivité, créent peu à peu de nouveaux systèmes de spécialisation administrative et de contrôle du marché, tout en accumulant d'énormes richesses. Plusieurs innovations liées au commerce de détail. comme l'introduction des chaînes de magasins et l'établissement d'entreprises publicitaires professionnelles, seront également imitées par la suite par d'autres sociétés industrielles. Toutefois, d'autres éléments semblent eux particulièrement américains. Malgré le développement des loisirs de masse, le modèle des parcs d'attractions n'est pas entièrement repris dans les autres pays. La richesse des dirigeants d'entreprises (justement baptisés robber barons, par analogie avec les seigneurs pillards du Moyen Âge) se manifeste par leur train de vie somptueux, mais aussi par une vague de philanthropie sans précédent. De nombreuses villes américaines se dotent d'orchestres symphoniques, de galeries d'art et de nouvelles bibliothèques grâce aux capitaux fournis par des ploutocrates scrupuleux, dépendant ainsi d'initiatives privées pour des institutions plus couramment financées par le secteur public dans d'autres pays.

Bien plus qu'en Europe, l'industrialisation aux États-Unis est toujours en partie tournée vers l'agriculture, qui se caractérise par une organisation quelque peu industrielle, où les techniques sont préférées à une forte intensité de main-d'œuvre pour faire augmenter la production. Les riches fermes du Midwest continuent de produire de fortes quantités de céréales et de viandes. Des villes comme Chicago prospèrent en tant que centres d'échanges et de crédit agricole; elles abritent en outre d'immenses parcs à bestiaux où la transformation de la viande elle-même devient une activité majeure. Grâce

au *Homestead Act* et à l'expansion du réseau ferroviaire, la colonisation agricole des États de l'Ouest progresse rapidement après la guerre de Sécession. Les fermiers et les éleveurs se disputent les terres, parfois avec violence. La dernière série de guerres indiennes est ici particulièrement importante. L'avancée des colons ne réduit pas seulement les possessions territoriales indiennes mais aussi les réserves de gibier, notamment de bisons, dont les troupeaux sont inexorablement décimés par les chasseurs blancs. La guerre se poursuit jusque dans les années 1890, mais de plus en plus d'Indiens, dont le gros des territoires est occupé par les Blancs, sont regroupés dans des réserves. Là encore, les nouvelles techniques, comme les charrues mécaniques et les moissonneuses, permettent à des fermiers peu nombreux de cultiver de vastes superficies.

Bénéficiant de terres très vastes et d'une agriculture efficace, les planteurs américains commencent à exporter non seulement du coton (c'est le cas depuis longtemps), mais aussi des céréales et de la viande. L'amélioration des transports maritimes et de la réfrigération leur permet d'être compétitifs sur les marchés européens, au détriment de leurs homologues du Vieux Continent. Si cette agriculture commerciale et tournée vers les marchés conserve une place exceptionnellement importante dans l'économie américaine (faisant du pays l'un des concurrents du Canada et de l'Argentine dans le domaine agricole, alors même qu'il est capable de rivaliser avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne sur le terrain industriel), cela ne va pas sans soulever de nombreuses tensions. L'industrie et les grosses entreprises, en particulier les grandes compagnies de chemins de fer, exercent une influence plus forte que le monde agricole. Les agriculteurs eux-mêmes se développent souvent trop vite, ce qui se traduit par des prix à la baisse et de nombreuses faillites. Dans le Sud, les petits agriculteurs, Noirs comme Blancs, ont souvent des dettes colossales envers les banques et les magasins d'entreprise, tant et si bien qu'ils vivent dans une pauvreté constante. Même dans l'Ouest, les fermages se font plus nombreux et l'agriculture occupe une place de moins en moins importante par rapport à l'industrie.

Les difficultés que rencontre l'agriculture à la fin du XIX^e siècle sont d'autant plus douloureuses que le mythe américain reposait largement sur l'image de la ferme familiale indépendante. Plusieurs romans et essais abordent le danger moral qui menace la nation au moment où les rudes fermiers cèdent le pas aux gros capitalistes, tandis que les hommes politiques usent souvent de cette thématique pour s'attirer les votes ruraux. La fin du XIX^e siècle marque également la disparition de la frontière américaine; les territoires disponibles ont été colonisés. Le mythe de la Frontière persiste toutefois et le véritable impact de ce changement est donc difficile à déterminer. Certains historiens ont affirmé que la disparition de cette habituelle soupape de sécurité a accentué inévitablement les tensions sociales urbaines,

d'autres y voyant plutôt une remise en question supplémentaire de l'identité traditionnelle du pays.

Au-delà de la composante agricole propre au pays, l'essor industriel américain est également lié à une vague d'immigration sans précédent. Entre 1865 et 1915, 25 millions d'immigrants rallient ainsi les États-Unis, soit plus de quatre fois le total des cinquante années précédentes. Certains viennent de régions qui participent depuis longtemps au processus migratoire, comme l'Allemagne et les îles Britanniques; leur intégration au sein de l'économie américaine, en tant qu'ouvriers qualifiés par exemple, pose relativement peu de problèmes. Mais à partir de 1880, la plupart des immigrants est issue de nouveaux centres, surtout du sud et de l'est de l'Europe, et souvent de milieux ruraux plus traditionnels. La côte pacifique accueille en outre de nombreux immigrants venus d'Asie de l'Est, parmi lesquels des travailleurs que l'on a fait venir, entre autres, pour aider à la construction des chemins de fer. D'un point de vue éducatif, linguistique et économique, les nouveaux venus se heurtent apparemment au modèle américain. La vie urbaine elle-même est nouvelle pour la plupart de ces immigrants et les possibilités dans l'agriculture se font de plus en plus rares.

Ce retour de l'immigration provoque de nombreuses tensions. Les immigrants, pour la plupart non protestants, se retrouvent dans un environnement culturel étranger et hostile. Les conditions de vie urbaines, caractérisées par des immeubles surpeuplés et par le manque d'installations sanitaires, sont déplorables. De nombreux ouvriers immigrés subissent les préjugés raciaux des natifs, mais aussi des autres groupes d'immigrants. Il n'est dès lors pas surprenant de voir les immigrants se souder et créer des enclaves ethniques dans la plupart des villes américaines. Des liens familiaux éloignés sont rapprochés. L'attachement des catholiques à leur religion se renforce souvent (les Italiens, par exemple, affichent parfois une piété plus forte dans leur nouvel environnement que dans leur pays d'origine), ce qui constitue l'une des raisons de l'importance de la religion dans la vie américaine. Pourtant, même quand l'adaptation est réussie, elle est marquée par des changements. Les nouveaux arrivants doivent souvent assimiler des versions nouvelles de leur religion; les catholiques polonais et italiens se disputent souvent avec une hiérarchie américaine essentiellement irlandaise et allemande. Les Juifs d'Europe de l'Est sont certes aidés par une communauté juive allemande établie, mais celle-ci affiche un certain mépris à l'égard des nouveaux venus et les presse d'adopter de nouvelles habitudes, comme le contrôle rigoureux des naissances. Les Italiens sont avantagés par leur capacité à former des sociétés fraternelles ethniques, comme les «Fils de l'Italie»; mais la plupart des immigrants, venus du sud du pays, n'ont jamais pensé en termes italiens auparavant, ce qui signifie que même ce refuge est nouveau pour eux.

L'adaptation des immigrants est compliquée en permanence, dans les décennies autour de 1900, par les réponses extrêmement ambivalentes des institutions américaines établies. La plupart des dirigeants américains les considèrent comme inférieurs. L'arrivée de ces immigrants et leurs taux de naissance initialement élevés suscitent des commentaires eugéniques, qui soulignent le fossé séparant les nouveaux venus des races «supérieures» américaines de faible natalité. Il convient de noter ici une initiative majeure, celle du corps législatif: en 1882, l'hostilité à l'égard des Américains chinois, que l'on considère comme une race inférieure et une source de concurrence déloyale pour la main-d'œuvre nationale, entraîne l'adoption d'une loi d'exclusion. Parallèlement, de nombreux Américains estiment que les problèmes liés aux immigrants pourraient être résolus par une campagne agressive visant à convertir ces nouvelles communautés aux valeurs établies de la classe moyenne. Même parmi les Chinois, des groupes de protestants entreprennent d'enseigner aux femmes le respect de soi et la modération sexuelle, en leur donnant aussi des conseils domestiques pratiques; ils obtiennent certains résultats réels en matière de modification des relations traditionnelles entre les sexes — et une consolidation de leur présence dans les centres chinois américains. Les écoles publiques et autres institutions sont présentées avec insistance comme des centres d'apprentissage des valeurs américaines, depuis la loyauté nationale jusqu'à l'hygiène personnelle.

En fournissant une main-d'œuvre abondante et bon marché, l'immigration favorise sans aucun doute le processus d'industrialisation. Néanmoins, il s'agit d'une main-d'œuvre non qualifiée à laquelle les normes industrielles sont étrangères, et les industriels américains ne voient en elle qu'une masse intrinsèquement inférieure. L'une des conséquences durables de cette situation est l'effort inhabituel qui est fourni pour imposer une discipline sévère aux forces de travail. Des sociétés américaines mettent en place une police d'entreprise avec des espions, destinée à prévenir toute protestation. Plus considérables encore sont les tentatives de réduire l'initiative de l'ouvrier en utilisant des mesures organisationnelles. À partir de 1890, les États-Unis deviennent les pionniers en matière d'ingénierie industrielle et de schémas d'efficacité. Des ingénieurs observent le comportement des ouvriers (chronométrage et analyse des mouvements), afin de créer des systèmes de travail inflexibles qui permettront de maximiser la productivité. Après 1900, Frederick Taylor instaure l'organisation scientifique du travail, qui permet de subdiviser les tâches et d'accélérer l'ensemble du processus de production. Ces avancées, largement reprises par les autres sociétés industrielles dans le cadre du « système américain », ouvrent la voie à la création en 1914 du travail à la chaîne par Henry Ford, dont le but avoué est d'avoir des ouvriers aussi performants que les machines. La taille des usines américaines, ajoutée au besoin réel ou

imaginaire de modeler une main-d'œuvre inexpérimentée, implique des innovations majeures et excessives en matière de discipline, créant une nouvelle source de conflits avec les principes démocratiques que continuent de professer les dirigeants américains. Cette dynamique organisationnelle définit toujours, avec la place particulière du secteur agricole, la version américaine d'une société industrielle en pleine maturité.

L'émergence d'une puissance mondiale

La croissance industrielle, démographique et agricole, accompagnée de l'achèvement de la colonisation de l'Ouest, a pour conséquences majeures un net renforcement de l'importance des États-Unis sur la scène internationale et la nécessité d'établir une nouvelle politique extérieure. Les exportations industrielles et agricoles du pays lui confèrent inévitablement un rôle mondial nouveau. Par exemple, entre 1870 et 1900, les exportations font plus que tripler, s'élevant à 1,4 milliard de dollars par an. Annonçant les «multinationales » du XXe siècle, de très grandes sociétés étendent leur organisation et commencent à implanter des usines de production et monter des opérations commerciales à l'étranger. Singer, avec ses machines à coudre, mais aussi plusieurs fabricants d'équipement agricole sont parmi les premiers à s'engager sur cette voie. En même temps, les élans et la ferveur patriotiques qui ont jusqu'ici accompagné l'expansion continentale se portent maintenant vers l'extérieur et vers une politique internationale plus entreprenante. Les tenants de l'idée de « destinée manifeste » affichent rapidement une attitude expansionniste, considérant les États-Unis comme un acteur essentiel de la diffusion de la civilisation chez les peuples moins développés, notamment à partir de la disparition de la Frontière.

Les États-Unis ont depuis longtemps — c'est-à-dire depuis la doctrine de Monroe énoncée en 1823 — proclamé leur hostilité à toute ingérence européenne sur le continent américain. Ce n'est toutefois qu'à partir de 1880 que le pays commence à s'intéresser de manière systématique à l'Amérique latine dans son ensemble, en venant même à menacer la Grande-Bretagne d'une guerre en raison du conflit qui oppose cette dernière au Venezuela. L'expansion se fait également dans le Pacifique. Ainsi, un traité est-il conclu en 1878 avec les Samoa, qui au bout du compte permettra aux États-Unis d'obtenir une part de l'archipel lors de sa division en 1899. L'intensification des contacts avec Hawaii fait qu'une annexion commence à être envisagée et intervient finalement en 1898. L'expression la plus forte de cet expansionnisme apparaît lors de la guerre contre l'Espagne, toujours en 1898, provoquée par des conflits dans la colonie espagnole de Cuba. L'agitation nationaliste se transforme en une fiévreuse indignation dirigée contre les abus et les atrocités dont sont accusés les Espagnols. De nombreux Américains

considèrent cette guerre comme une magnifique démonstration d'humanisme national. Non sans quelques âpres combats, les États-Unis conquièrent Cuba, qui accède à l'indépendance sous contrôle américain, de même que Porto Rico. Les victoires navales américaines dans le Pacifique permettent au pays de s'emparer de Guam et des Philippines, dont l'acquisition fait toutefois l'objet de débats acharnés aux États-Unis, le pays hésitant à aller aussi loin dans l'expansionnisme. La conquête des Philippines après la retraite des Espagnols se révèle une entreprise de grande envergure, qui entraîne une refonte majeure de l'armée américaine.

L'impérialisme américain se poursuit après 1900; de fréquentes interventions militaires ont lieu dans les Caraïbes et en Amérique centrale, afin de soutenir des régimes politiques favorables aux intérêts commerciaux américains. La politique du président Theodore Roosevelt, «parler doucement, mais manier un gros bâton», dévoile un impérialisme agressif classique. Cette phase de la politique américaine culmine lorsque les États-Unis obtiennent la construction et l'exploitation du canal de Panama, puis soutiennent une rébellion qui voit l'isthme se séparer de la Colombie; de cette sécession naît une petite nation panaméenne placée sous étroite supervision américaine, le canal lui-même étant directement contrôlé par les États-Unis dès son ouverture en 1914.

L'accession des États-Unis au statut de grande puissance politique ne se résume toutefois pas à cet impérialisme. Tout d'abord, le pays n'entre que tardivement dans la danse de l'expansionnisme, quand le butin colonial a déjà été distribué. Cela contribue à motiver certaines manœuvres bien particulières, comme la politique de la «porte ouverte» en Chine; redoutant les acquisitions des grandes puissances en Chine, les diplomates américains plaident en vain pour de plus grandes possibilités commerciales en Asie. Les dirigeants américains entretiennent également l'idée selon laquelle les États-Unis, avec leur démocratie fermement ancrée et leur passé colonial, peuvent rester à l'écart des démêlés sordides des puissances de l'Ancien Monde. Ainsi s'explique une volonté bien particulière, notamment sous Theodore Roosevelt, d'apporter une médiation américaine dans les conflits expansionnistes impliquant d'autres pays. Le président Roosevelt participe aux négociations débouchant sur la signature du traité qui met un terme à la guerre russo-japonaise (1905) et contribue ainsi à limiter les gains japonais au profit des intérêts américains dans le Pacifique. Il offre également sa médiation dans les litiges franco-allemands autour du Maroc. Les accents idéalistes de la politique américaine coexistent difficilement avec l'expansionnisme éhonté du pays, contribuant à des tensions de grande complexité.

Protestation et progressisme

Les évolutions de la politique intérieure américaine au cours des décennies qui encadrent le tournant du siècle sont bien moins remarquables que celles qui concernent la croissance industrielle, l'immigration et l'accession au statut de grande puissance. Les initiatives gouvernementales ne sont pas à la hauteur des changements qui interviennent dans les autres domaines, ce dont se félicitent de nombreux Américains, nourris de conceptions libérales traditionnelles. Les gros capitalistes et leurs immenses richesses semblent gouverner le pays, notamment durant l'«âge d'or» des années 1880. Les gouvernements des États, en particulier dans le Nord industriel, renforcent les inspections des conditions de travail et de logement. Le soutien public à l'éducation se fait également plus important. Quelques États introduisent de timides mesures d'assurance sociale. Au niveau fédéral, le fort mécontentement populaire soulevé par certains abus dans l'industrie alimentaire se traduit par l'adoption du Pure Food and Drug Act en 1906. Le gouvernement central commence aussi à réserver certains espaces du domaine public pour la création de parcs nationaux, dans ce qui constitue la première véritable manifestation d'un souci de protection de l'environnement. La réponse fédérale la plus remarquable au développement de l'industrialisation réside toutefois dans les efforts entrepris pour réglementer les grandes entreprises, comme en témoigne l'Interstate Commerce Act de 1887, qui réglemente, quoique modestement, les tarifs ferroviaires, et surtout les lois contre les monopoles. Les classes moyennes croient fortement à la notion de concurrence, tout comme les gros industriels tels qu'Andrew Carnegie, qui soutient l'idée selon laquelle le rôle principal du gouvernement n'est pas de voter une législation sociale mais de veiller à ce qu'aucune entreprise ne devienne suffisamment puissante pour fausser le jeu des forces du marché. La loi antitrust Sherman (1890) autorise le gouvernement à demander en justice le démantèlement des entreprises monopolistiques. Si cette loi ne rencontre qu'un succès limité, certains jugements sous forme d'avertissements, comme celui qui est dirigé contre la Standard Oil de Rockefeller, ont de véritables répercussions. Cette approche libérale a probablement pour effet d'entraver d'autres efforts destinés à lutter contre certaines des conséquences les moins désirables de l'industrialisation. En outre, le gouvernement fédéral maintient une politique tarifaire forte, le tarif McKinley (1898) étant parmi les plus élevés au monde, ainsi qu'une attitude témoignant d'une convergence d'intérêts certaine entre les républicains et les industriels.

De fait, la politique américaine en cette période de changements économiques majeurs est étonnamment calme. Les républicains dominent, mais les démocrates parviennent parfois à s'imposer à la tête de l'État. Dans beaucoup de grandes villes, le processus politique est défini par les machines

que possèdent les riches industriels, entretenues par le soutien considérable des immigrants et par les offres de patronage. Avec l'émergence d'un mouvement socialiste timide, il n'y a pas de contestation massive. La faiblesse du socialisme américain, par comparaison avec ce que l'on peut observer en Europe occidentale, s'explique de plusieurs manières. Tout d'abord, de nombreux ouvriers sont satisfaits du système politique en place, qui leur a accordé si tôt le droit de vote. Ensuite, les désaccords entre travailleurs immigrés et indigènes, auxquels s'ajoutent les simples barrières de langue, sont un obstacle à la solidarité des classes. En outre, le niveau de vie des Américains est sans doute plus élevé que la moyenne, même si la pauvreté est très présente. Enfin, les classes moyennes sont profondément imbibées par la rhétorique de l'accomplissement individuel et de l'hostilité au socialisme en tant qu'importation étrangère. Cela a un effet dissuasif comparable à celui de la forte politique industrielle imposée par les très grandes entreprises.

Néanmoins, des mouvements de protestation ont bel et bien lieu. Une importante agitation populiste secoue de nombreuses régions du pays dans les années 1880 et 1890, en réaction contre le pouvoir des grandes entreprises sur les fermes ordinaires. Des mesures comme l'*Interstate Commerce Act* répondent à ce mouvement, qui n'est pas idéologique mais reflète une opinion largement répandue selon laquelle chaque ferme est importante et qu'un capitalisme excessif est néfaste. Parfois, les idées populistes transcendent même les barrières raciales, comme en témoigne la collaboration entre petits fermiers, noirs et blancs, dans le Sud.

Un important mouvement syndical et gréviste fait son apparition. Même si la composante politique socialiste est fondamentalement absente du pays, les États-Unis assistent, dans ce domaine, à des conflits tout aussi violents qu'en Europe et à la formation d'organisations tout aussi solides. De fait, le nombre d'affrontements avec la police et les briseurs de grève, comme le nombre d'heures de travail perdues dans les grèves, est plus élevé qu'en Europe occidentale à la même époque. L'année 1869 est celle de la fondation de l'un des premiers syndicats nationaux, les «chevaliers du travail» (Knights of Labor). Les chevaliers prônent un système de coopération à la place du capitalisme et réclament des réformes spécifiques telles que l'abolition du travail des enfants. Dans les années 1880, une série de grèves sans succès sonne le glas des chevaliers, qui auraient compté jusqu'à 700 000 adhérents. En 1881 est créée l'American Federation of Labor, qui entend être un syndicat respectable, dans lequel ne seront pas admis les ouvriers non qualifiés. En dépit de cette approche, une série de violentes grèves éclate dans les années 1890, altérant son image aux yeux des classes moyennes. De véritables batailles rangées opposent les grévistes aux forces de l'ordre dans diverses régions minières et métallurgiques, mais aussi autour des chemins de fer, à tel point que les troupes fédérales sont appelées à la

rescousse. Après 1900, l'émergence des Industrial Workers of the World (IWW), ou *Wobblies*, ouvre une dernière phase aux forts accents syndicalistes dans le développement de l'organisation du travail. Menés par «Big Bill» Heywood, infatigable recruteur, les IWW prônent un seul grand syndicat pour tous les ouvriers, y compris les non-qualifiés, espérant mettre ainsi à profit une immense grève générale pour attaquer le système du travail salarié. Les IWW participent à plusieurs grèves massives, dont certaines impliquent aussi bien des hommes que des femmes de l'industrie textile; on les accuse aussi d'actes de terrorisme ferroviaire. L'industrie américaine continue de baigner dans une atmosphère tendue, qui ne se traduit pourtant que par peu de victoires des travailleurs et peu de résultats politiques explicites.

Aux courants populistes et syndicaux s'ajoute, vers 1900, l'apparition d'autres mouvements protestataires. L'anarchisme trouve un certain écho, et c'est d'ailleurs un anarchiste qui assassine le président McKinley en 1901. Une agitation importante gagne la communauté afro-américaine, même si l'on ne voit se former aucun nouveau mouvement d'envergure. Divers leaders se dressent contre la sévérité grandissante des lois Jim Crow dans le Sud. L'éducateur de renom Booker T. Washington préconise, plutôt qu'une action directement politique, une démarche autonome qui permettra une amélioration de la situation économique des Noirs et préparera leur accession à l'égalité sociale. William Edward Burghardt (W. E. B.) Du Bois, premier Noir américain à décrocher un doctorat, lutte quant à lui contre la ségrégation et les solutions autonomes, réclamant la restauration intégrale des droits civiques des minorités de couleur. C'est sous son impulsion qu'est créée en 1909 la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) qui, dès 1915, combat les lois ségrégationnistes devant les tribunaux fédéraux.

Parmi ces courants protestataires, le plus remarquable est toutefois lié à la spectaculaire montée du féminisme américain qui, après des débuts modestes, reçoit un important soutien et une attention bien plus grande de la classe politique. Avec l'affirmation de principe des droits politiques des hommes après la guerre de Sécession, puis la hausse du niveau d'éducation des femmes et l'accès garanti, quoique difficile, à des professions majeures, et enfin avec la baisse du taux de natalité, toutes les conditions sont réunies pour que l'on tente de mettre un terme à l'exclusion politique des femmes. À partir de 1870, les femmes s'impliquent de plus en plus dans diverses causes, luttant notamment pour la tempérance, l'éducation et la fondation de centres sociaux communautaires. Elles parviennent à étendre leurs droits juridiques en matière de propriété foncière et de divorce. Un réseau grandissant de clubs à visées souvent réformatrices les aide à mieux s'organiser. À partir des années 1890, des leaders comme Elizabeth Cady Stanton commencent à réclamer le plein droit de vote — d'où le terme quelque peu ironique

de « suffragettes » employé pour décrire les militantes de ce mouvement. Celles-ci mettent en avant à la fois l'égalité humaine et les vertus morales particulières des femmes pour démontrer le bien-fondé d'une aussi formidable réforme. L'association nationale pour le suffrage des femmes passe de 13 000 membres en 1893 à 2 000 000 en 1917. Si plusieurs États de l'Ouest ont accordé le droit de vote aux femmes dès 1867, ce mouvement connaît désormais une accélération certaine, l'État de Washington franchissant le pas en 1910, peu avant d'être imité en 1913 (et pour la première fois à l'est du Mississippi) par l'Illinois.

Au milieu de ce tumulte protestataire et réformateur, les grands courants politiques n'évoluent que lentement. Le parti démocrate reprend en partie les arguments populistes des fermiers, contribuant ainsi à apaiser le mouvement lui-même. L'American Federation of Labor parvient à instaurer au niveau étatique certaines réformes du travail, notamment une réduction des horaires. Mais la principale innovation politique n'intervient que tardivement, c'està-dire après 1900: il s'agit de l'émergence du mouvement progressiste, qui va au-delà des limites de parti politique.

Les réformateurs et les hommes politiques progressistes sont pour l'essentiel issus de la classe moyenne et supérieure. Ils considèrent que le gouvernement se doit de corriger les excès de l'industrie et, faisant preuve d'un humanitarisme sincère, bien que parfois quelque peu paternaliste, ils croient à la rationalisation du gouvernement et au pouvoir des compétences. S'ils s'en prennent à certains aspects du grand capitalisme, utilisant des termes comme robber barons, ils s'opposent également à la politique de mécénat menée par certains dirigeants des grandes villes; ils cherchent à arracher aux votants immigrés le contrôle des villes majeures par la révision de leurs chartes. Dans de nombreuses villes, des dirigeants sont formés et recrutés pour jouer un rôle tampon entre législateurs et votants. De même, les progressistes veulent renforcer le contrôle administratif sur les systèmes scolaires, afin de limiter les variations locales et de s'assurer que les étudiants immigrés reçoivent une formation standard. S'ils souhaitent parvenir à plus de justice sociale grâce à une action gouvernementale accrue, ils n'ont aucun intérêt à renverser les fondements du système économique et social. Le développement des programmes d'aide sociale soutenus par le gouvernement est limité; il concerne essentiellement le niveau étatique et s'adresse spécifiquement aux mères appauvries.

Le champ des réformes souhaitées est vaste. De nombreux progressistes sont en faveur de l'interdiction de la vente publique d'alcool, renforçant l'influence prohibitionniste dans la politique américaine. Certains commencent à approuver les partisans de lois destinées à limiter l'immigration. Parallèlement, sous la présidence progressiste de Theodore Roosevelt, les responsables politiques proposent des mesures pour réglementer l'inspection

des viandes, dédommager les victimes d'accidents industriels et instaurer une journée de travail de huit heures. Toutes ces mesures ne sont pas adoptées et Theodore Roosevelt est remplacé par un président plus modéré en 1908. Élu à la tête du pays en 1912, le démocrate Woodrow Wilson reprend le flambeau du progressisme. S'il s'implique fortement dans un renforcement des lois contre les monopoles, le président Wilson soutient également les initiatives fédérales contre le travail des enfants, une importante réforme bancaire et d'autres mesures sans précédent.

Le progressisme ne se traduit pas par la naissance d'un gouvernement américain puissant. Certains de ses plus grands succès en matière d'expansion des fonctions politiques concernent le niveau étatique ou local, et non fédéral. Toutefois, malgré ses nombreuses hésitations et ambiguïtés, le progressisme réussit à convaincre beaucoup de votants que l'action politique réformiste est à même d'apporter une réponse aux principaux problèmes du pays, réduisant par là même l'attrait d'autres mouvements politiques tels que le socialisme. De nombreux historiens considèrent également que l'approche et le précédent progressiste sont à l'origine de la formation, bien plus décisive et en version américaine, d'un État providence aux pouvoirs limités; celui-ci sera édifié à partir de 1930, par une génération d'hommes politiques ayant grandi pendant la période progressiste.

La nouvelle société de consommation

À la fin du XIX^e siècle, les Américains sont plus coutumiers d'innovations en matière de mode de vie que de politique. Les décennies du tournant du siècle se distinguent par les évolutions majeures de la culture populaire américaine. Certaines d'entre elles, comme l'avènement du sport ou de nouvelles formes de théâtre urbain, ont leur pendant en Europe, où les attributs de la société industrielle se complètent par de nouveaux types de loisirs. Comme c'est le cas dans d'autres domaines culturels et institutionnels, les États-Unis introduisent plusieurs spécificités, dont certaines auront plus tard une influence non seulement sur le comportement américain, mais aussi sur la culture populaire partout ailleurs dans le monde.

La haute culture se trouve toujours relativement limitée. Pourtant, cette époque voit apparaître plusieurs grands romanciers, dont certains, traitant de la misère urbaine, représentent une composante importante du mouvement progressiste. L'un des auteurs les plus célèbres, Henry James, passe la majeure partie de sa vie adulte en Angleterre et ses romans reflètent une ambivalence quant aux mérites de la culture américaine face à ceux de la culture européenne. Nombre d'artistes travaillent également en Europe, d'où est importé l'impressionnisme. Il n'en va cependant pas de même de l'architecture. L'utilisation de matériaux industriels et l'élaboration de

nouveaux concepts de création se traduisent par des innovations majeures quant à la construction des ponts, mais aussi par l'introduction du gratteciel à Chicago peu après 1900. La science et la sociologie américaine font de grands progrès. La controverse autour de la théorie de l'évolution de Darwin est extrêmement vive parmi les intellectuels et les leaders religieux; le darwinisme social, qui insiste sur l'importance de la lutte dans le progrès humain, trouve un écho plus favorable parmi les entrepreneurs américains, qui y voient une justification de leur conception de la vie économique, que parmi leurs homologues européens. Certains Américains apportent des contributions essentielles à l'économie, à la psychologie et à l'anthropologie. À la fin du siècle, de grandes universités, comme l'université Johns-Hopkins de Baltimore, commencent à adopter un modèle allemand, préférant la recherche et un enseignement spécialisé à une éducation morale plus générale. Auparavant déjà, en 1865, la création du Massachusetts Institute of Technology indique une orientation nouvelle privilégiant la formation normalisée d'ingénieurs et la recherche industrielle. Le développement des carrières universitaires et des formations professionnelles renforce le rôle de la science dans des domaines tels que la médecine.

En matière de croyance et de culture populaires, les Américains se montrent plus novateurs. Les high schools commencent à devenir les principaux centres de l'éducation secondaire. Alors que la scolarité de la plupart des Américains s'arrête à l'école primaire (dans le Sud, les écoles primaires ne se généralisent qu'après 1900), les établissements secondaires concernent de plus en plus de membres, hommes et femmes, de la classe moyenne et une minorité pourtant grandissante de jeunes de la classe ouvrière. Si les examens d'entrée persistent, l'heure est de plus en plus à l'ouverture des écoles au plus grand nombre. Bien que certains établissements secondaires se limitent à des sujets classiques et à la préparation des élèves pour l'université, la plupart des écoles ont une orientation pratique. De nouveaux cursus de secrétaire ou de comptable offrent de nouvelles possibilités de mobilité sociale à la classe moyenne inférieure. Malgré le maintien de plusieurs académies privées prestigieuses, l'enseignement secondaire aux États-Unis ne connaît pas une hiérarchisation aussi nette que dans la plupart des autres pays industrialisés.

Les établissements secondaires et supérieurs du pays mettent également un accent inhabituel sur le sport et d'autres activités extrascolaires. On pense que le sport, notamment pour les garçons, est une activité qui forme le caractère; il façonne aussi la compétitivité de l'homme américain, en manque d'exutoires devant la bureaucratisation croissante de la classe moyenne. Les rivalités entre lycées et universités, dans des sports typiques comme le football américain et le base-ball, passionnent de plus en plus de gens. Parallèlement au développement de sports professionnels comme le

base-ball (la première équipe professionnelle est créée en 1869), la boxe, etc., le spectacle sportif acquiert un rôle nouveau dans les loisirs; il donne naissance à un nombre croissant de «fans» (le terme, probablement dérivé de «fanatique», est introduit vers 1900), dont les satisfactions dépendent en grande partie de ce que leur offrent par procuration les athlètes.

Le sport, les parcs d'attractions, mais aussi le théâtre populaire (nommé *vaudeville* aux États-Unis), qui évolue progressivement après 1900 vers la diffusion des premiers films, contribuent à renforcer l'importance des loisirs et de la consommation. C'est au cours de ces décennies que les grands magasins commencent à devenir un loisir citadin habituel, avec des corollaires tels que la croissance du taux de cleptomanie.

Comme en Europe occidentale, la consommation de masse bouscule les relations traditionnelles entre les sexes. Si l'on constate une forte ségrégation dans certains loisirs (comme pour les sports d'équipe les plus populaires, y compris le tout jeune basket-ball), plusieurs sports encouragent chez les femmes un nouveau type d'activité et des tenues par conséquent moins strictes. La mode de la bicyclette vers 1880 et 1890 offre aux jeunes hommes et femmes de la classe moyenne une nouvelle distraction commune, à l'image du tennis. Si les hommes et les femmes ont en général toujours des loisirs largement séparés (par exemple, la popularité des clubs d'hommes, qui va croissant avant 1850, reste forte), de nouveaux contacts commencent à se multiplier. Dans la mesure où l'enseignement mixte est progressivement établi à tous les niveaux et où les femmes de la classe moyenne commencent à travailler comme enseignantes, employées de bureau et secrétaires, il n'y a rien de surprenant à voir tomber les barrières qui divisaient auparavant les deux sphères. Néanmoins, c'est l'intérêt commun pour la consommation et les espaces de loisirs tels que les parcs d'attractions qui va achever cette réorientation sociale. Que ce soit parmi les ouvriers urbains vers 1900 ou parmi les jeunes de la classe moyenne à partir de 1910, les activités communes de consommation, qui seront bientôt nommées dating, «rendez-vous», commencent à remplacer la «cour» plus traditionnelle.

L'intérêt croissant pour le plaisir influe également sur la sexualité. La classe moyenne voit de plus en plus d'hommes fréquenter les prostituées, du moins avant le mariage, révélant clairement deux modes sexuels distincts. Ce type de commerce entraîne l'apparition de « quartiers rouges » dans les grandes villes. En même temps, les femmes de la classe moyenne des générations d'après 1870 montrent apparemment plus d'intérêt pour le plaisir sexuel que leurs mères, même si la définition de l'amour met toujours en exergue des aspirations plus platoniques.

Le développement des loisirs et de la consommation de masse aux États-Unis se caractérise également par d'importants conflits entre les natifs de la classe moyenne et de nombreux groupes d'immigrants appartenant à la classe ouvrière. Le mouvement de tempérance de la classe moyenne tente de s'opposer à l'ivresse de certains groupes ethniques. Les efforts entrepris pour éliminer des parcs certains comportements perturbateurs provoquent d'autres contentieux. Ces conflits sont toujours vifs en 1914; des formes diverses de récréation perdurent, reflétant des identités ethniques et des modes de vie différents. Néanmoins, certains éléments témoignent à cette même époque d'une homogénéité et d'une discipline croissantes dans les loisirs publics. L'avènement des films, diffusés dans la pénombre de théâtres où s'imposent de plus en plus les règles de silence et de bienséance de la classe moyenne, représente une étape importante. Le renforcement de la scolarisation, de la discipline d'usine et du maintien de l'ordre contribue également à freiner la violence gratuite de la rue; si, en 1900, les États-Unis continuent d'avoir des taux de criminalité par habitant élevés par rapport à ceux de l'Europe, les taux par habitant de certaines catégories de crimes sont à la baisse.

L'essor de la consommation se manifeste de diverses manières. C'est dans les années 1890 que les publicités commencent à s'éloigner d'une description factuelle du prix et de la qualité pour adopter un ton plus séduisant, plus émotionnel. Ainsi, des annonces paraissant dans les journaux à grand tirage vantent la soie d'un certain magasin, qu'il faut acheter car elle rend «séduisant» et «plus jeune». C'est au cours de ces mêmes années que la classe moyenne américaine commence à acheter plutôt qu'à fabriquer à la main les cadeaux de Noël, et le prix des cadeaux de circonstance se met à monter. Les Américains commencent à donner de l'argent de poche à leurs enfants, pour qu'ils prennent conscience de sa valeur avant même de toucher un salaire, mais aussi pour qu'ils apprennent à devenir des consommateurs dans leurs droits.

Si les États-Unis n'ont pas été au centre des premières phases de développement de la consommation moderne, ils sont cependant en position idéale pour prendre une longueur d'avance en imposant une nouvelle étape de ce processus. Le pays bénéficie d'un marché immense et de la large diffusion des valeurs du capitalisme. Les nouvelles contraintes de travail (le labeur d'usine pour les immigrants ruraux, la routine du bureau pour les aspirants entrepreneurs de la classe moyenne) appellent des compensations que les joies de la consommation sont peut-être capables d'offrir. Si les divisions des classes sont marquées, l'ancrage de la démocratie et l'absence de tradition aristocratique font qu'il est plus difficile qu'en Europe de critiquer la consommation de masse. Même les femmes sont moins souvent tournées en dérision pour l'énergie qu'elles dépensent dans certaines activités de consommation. Très présents au tournant du siècle en France, en Allemagne et en Russie, les mouvements d'anticonsommation, liés au socialisme, à l'antisémitisme ou simplement indépendants, sont généralement absents aux États-Unis.

La mise en place d'une nouvelle société de consommation s'accompagne de tensions culturelles incontestables. La morale du travail est toujours en vigueur, mais les Américains peuvent justifier leurs nouveaux appétits de diverses façons. Les vacances, par exemple, peuvent être présentées comme un moyen de préparer la reprise du travail. Vers 1880, la classe moyenne américaine a droit à des discours savants sur une nouvelle maladie, la neurasthénie; pour les hommes de la classe moyenne, cette pathologie est le résultat d'une orgie nationale de surmenage et peut être guérie par des loisirs constructifs et de l'exercice. Santé et hygiène contribuent également à justifier les nouveaux achats d'installations de bain, de savons et même de produits cosmétiques. La classe moyenne américaine accorde aussi une nouvelle attention au régime alimentaire: la chasse aux matières grasses est ouverte à partir de la dernière décennie du siècle, antidote moral à un hédonisme excessif. Les États-Unis commencent ainsi à bâtir un appareil de consommation exceptionnellement élaboré; celui-ci sera, par exemple, à la base de la domination d'Hollywood sur l'industrie mondiale du film après la Première Guerre mondiale. En 1914, le pays engage déjà la planète dans l'achat de produits d'hygiène et d'appareils ménagers tels que machines à coudre et aspirateurs, mais aussi dans l'usage du crédit à la consommation, à mesure que les taux d'épargne personnelle baissent. En même temps, les Américains se construisent un certain nombre de comportements et de raisonnements nouveaux, afin de réconcilier leur tranquille révolution avec des valeurs plus anciennes comme la modération et le travail.

La consommation, ainsi que la croissance plus générale des villes et de l'industrie, influe également sur la vie familiale. Avec la diminution du travail des enfants et la prise en charge par l'école d'une grande partie de l'éducation, la famille devient une cellule avant tout émotionnelle et consommatrice. Les taux de naissance chutent, mais l'attention émotionnelle accordée à chaque enfant augmente. Ironiquement, certaines modifications des fonctions de la famille entraînent une hausse du taux des divorces. Dans les années 1870, ce taux est particulièrement élevé par rapport à ce que l'on peut observer en Europe, et, bien que le phénomène demeure relativement rare, le pays assiste vers 1890 au premier débat public traitant de la crise du divorce. Les lois sur le divorce sont modifiées dans de nombreux États, par exemple pour permettre à un couple de dissoudre un mariage pour « cruauté émotionnelle», ce qui reflète l'existence de nouveaux critères de réussite familiale. Le pourcentage de divorces est plus élevé parmi les classes ouvrières urbaines qu'au sein des autres groupes, une situation à laquelle les disputes au sujet du niveau de vie de la famille (c'est-à-dire sur la capacité du mari à répondre à des exigences croissantes de revenu) ne sont pas étrangères. Il s'agit là d'une autre tendance qui déterminera encore d'importants aspects de la vie sociale américaine du XXe siècle.

La plupart des composantes de l'histoire américaine à la fin du XIX^e siècle, y compris la satisfaction des consommateurs, semblent encourager une atmosphère de confiance. Des voix contestataires ont beau s'élever, elles ne sont que peu écoutées. Lorsque, en 1900, les Américains prennent la parole pour saluer le nouveau siècle, c'est assurément en termes de progrès qu'ils s'expriment. Alors que les Anglais s'inquiètent probablement de la montée des tensions internationales, la plupart des Américains regardent autour d'eux et voient des tendances qu'ils ne trouvent que positives. Les dernières décennies ont été le théâtre d'avancées en matière de démocratie, d'éducation et de prospérité. Le pays est devenu plus puissant sur la scène internationale et fait de mieux en mieux usage de cette position pour civiliser des peuples moins évolués. Les décennies qui se présentent correspondront sans doute au «siècle américain». Si les banquets des organisations syndicales résonnent de commentaires plus critiques à l'égard des problèmes existants, l'optimisme reste de mise: la démocratie et la solidarité permettront d'éliminer les défauts du capitalisme américain. Les féministes ont vu avancer leur cause, et la question afro-américaine est soigneusement évitée. La confiance officielle est l'un des produits les plus effectifs et durables de l'histoire du pays durant ce long XIX^e siècle — un siècle qui s'était ouvert sur un net sentiment d'infériorité envers l'Europe et une résolution nerveuse de bâtir un ensemble de nouvelles institutions politiques.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahlstrom S. E. 1972. *A religious history of the American people*. New Haven, Yale University Press.
- APPLEBY J. 1984. Capitalism and a new social order: the republican vision of the 1790's. New York, New York University Press.
- Beisner R. 1975. From the old diplomacy to the new, 1865–1900. New York, Crowell.
- Benson S. 1986. Counter cultures: saleswomen, managers and customers in American department stores, 1890–1940. Urbana, University of Illinois Press.
- Berlin I., Reidy J. P., Rowland L. S. (dir. publ.). 1982. *Freedom: a documentary history*. Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- BLEWETT M. H. 1988. Men, women, and work: class, gender, and protest in the New England shoe industry, 1780–1910. Urbana, University of Illinois Press.

952 DE 1789 À 1914

Blumin S. 1989. *The emergence of the middle class: social experience in the American city, 1760–1900.* New York, Cambridge University Press.

- Bodnar J. 1985. *The transplanted: a history of immigrants in urban America*. Bloomington, Indiana University Press.
- Brimelow P. 1987. *The patriot game: Canada and the Canadian question revisited.* Stanford, Hoover Institution Press.
- Bumstead J. M. (dir. publ.). 1979. Canadian history before Confederation: essays and interpretations. Georgetown, Irwin-Dursey.
- Burton O. V., McMath Jr R. C. (dir. publ.). 1982. *Toward a new South?* Studies in post-civil war southern communities. Westport, Greenwood Press.
- Chanler A. 1977. *The visible hand: the managerial revolution in American business*. Cambridge, Belknap Press.
- Clark C. 1990. *The roots of rural capitalism: Western Massachusetts,* 1780–1860. Ithaca, Cornell University Press.
- COTT N. F. 1977. The bonds of womanhood: «woman's sphere» in New England, 1780–1835. New Haven, Yale University Press.
- Cremin L. 1980. *American education, the national experience, 1783–1876*. New York, Harper & Row.
- D'EMILIO J., FREEDEMAN E. B. 1988. *Intimate matters : a history of sexuality in America*. New York, Harper & Row.
- FARAGHER J. 1979. Women and men on the overland trail. New Haven, Yale University Press.
- Fogel R. 1964. Railroads and American economic growth: essays in econometric history. Baltimore, Johns Hopkins Press.
- Foner E. 1983. *Nothing but freedom: emancipation and its legacy*. Baton Rouge, Louisiana State University Press.
- 1988. Reconstruction: America's unfinished revolution, 1863–1877. New York, Harper & Row.
- Forsey E. 1982. *Trade unions in Canada, 1812–1902*. Toronto, University of Toronto Press.
- Fox-Genovese E. 1988. Within the plantation household: black and white women of the old South. Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- Frederickson G. 1972. The black image in the white mind: the debate on Afro-American character and destiny, 1817–1914. New York, Harper & Row.
- Genovese E. 1969. The world the slaveholders made: two essays in interpretation. New York, Pantheon Books.

- 1974. *Roll, Jordan, roll: the world the slaves made.* New York, Pantheon Books
- GIBBS E. 1967. Racism or responsible government: the French Canadian dilemma of the 1840's. Toronto, Copp Clark Pub. Co. (Issues in Canadian history).
- GILLIS D. 1951. *Democracy in the Canadas*. Toronto, Oxford University Press.
- GLATTHAAR J. 1990. Forged in battle: the civil war alliance of black soldiers and white officers. New York, Free Press.
- GUTMAN H. G. 1976. *The black family in slavery and freedom, 1750–1925*. New York, Pantheon Books.
- GUTTMANN A. 1988. A whole new ball game: an interpretation of American sports. Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- HARDY W. G. 1960. From sea unto sea: Canada 1850 to 1910: the road to nationhood. Garden City, Doubleday.
- Henretta J., Noble G. H. 1987. *Evolution and revolution: American society,* 1600–1820. Lexington, D. C. Heath.
- HODGINS B., PAGE R. (dir. publ.). 1972. Canadian history since Confederation: essays and interpretations. Georgetown, Irwin-Dorsey.
- Hounshell D. 1984. From the American system to mass production, 1800–1932: the development of manufacturing technology in the United States. Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- Jensen M. 1981. The new nation: a history of the United States during the Confederation, 1781–1789. Boston, Northeastern University Press.
- Kasson J. 1990. Rudeness & civility: manners in nineteenth-century urban America. New York, Hill & Wang.
- Kessler-Harris A. 1982. Out to work: a history of wage-earning women in the United States. New York, Oxford University Press.
- Levy L. 1985. *Emergence of a free press*. New York, Oxford University Press.
- Lewis J. 1985. *The pursuit of happiness: family and values in Jefferson's Virginia*. Cambridge, Cambridge University Press.
- LIENESCH M. 1988. New order of the ages: time, the constitution and the making of modern American political thought. Princeton, Princeton University Press.
- LINDERMAN G. 1987. Embattled courage: the experience of combat in the American civil war. New York, Free Press.

954 DE 1789 À 1914

Lipset S. 1990. Continental divide: the values and institutions of the United States and Canada. New York, Routledge.

- May H. 1976. The Enlightenment in America. New York, Oxford University Press
- MIDDLEKAUFF R. 1982. *The glorious cause: the American revolution, 1763–1789.* New York, Oxford University Press (The Oxford History of the United States series).
- MINTZ S., Kellogg S. 1988. *Domestic revolutions: a social history of American family life*. Londres, Collier Macmillan Press & Co.
- Montgomery D. *The fall of the House of Labor: the workplace, the state and American labor activism, 1865–1925.* Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- MORAWSKA E. 1985. For bread with butter: the life-worlds of East Central Europeans in Johnstown, Pennsylvania, 1890–1940. Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- MORTON W. L. 1964. *The critical years: the Union of British North America,* 1857–1873. Toronto/New York, McClelland & Stewart/Oxford University Press.
- NORTON M. B. 1996. Founding mothers & fathers: gendered power and the forming of American society. New York, Alfred A. Knopf.
- PALUDAN P. 1988. *A people's contest, the Union and civil war, 1861–1865*. New York, Harper & Row.
- Peiss K. 1986. Cheap amusements: working women and leisure in turn-of-the century New York. Philadelphie, Temple University Press.
- Pessen E. 1978. *Jacksonian America: society, personality and politics*. Homewood, Dorsey Press.
- RADDALL T. 1957. The path of destiny: Canada from the British conquest to home rule, 1763–1850. Toronto, Doubleday.
- Rodgers D. 1978. *The work ethic in industrial America, 1850–1920.* Chicago, University of Chicago Press.
- Ryan M. 1981. *Cradle of the middle class: the family in Oneida county, New York, 1790–1865.* Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- Ryerson S. 1973. *Unequal union: roots of crisis in the Canadas, 1815–1873*. Toronto, Progress Books.
- SILVER A.I. 1982. *The French-Canadian idea of confederation, 1864–1900*. Toronto/Buffalo, University of Toronto Press.
- Stansell C. 1986. *City of women: sex and class in New York, 1789–1860.* New York, Alfred A. Knopf.

- Stearns P. N. 1994. *American cool: constructing a twentieth century emotional style*. New York, New York University Press.
- TROTTER J. W. 1985. Black Milwaukee: the making of an industrial proletariat, 1915–1945. Urbana, University of Illinois Press.
- ULRICH L. T. 1990. A midwife's tale. New York, Alfred A. Knopf.
- Verney D. 1986. *Three civilizations, two cultures, one state: Canada's political traditions.* Durham, Duke University Press.
- Vinovskis M. (dir. publ.). 1990. *Toward a social history of the American civil war: explanatory essays*. Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- WHITE R. 1983. The roots of dependency: subsistence, environment and social change among the Choctaws, Pawnees and Navajos. Lincoln, University of Nebraska Press.
- Wiebe R. H. 1967. *The search for order, 1877–1920.* New York, Hill & Wang.
- WILENTZ S. 1984. Chants democratic: New York city and the rise of the American working class, 1788–1850. New York, Oxford University Press.
- Williamson J. 1984. *The crucible of race: black-white relations in the American South since emancipation*. New York, Oxford University Press.
- Wood G. S. 1992. *The radicalism of the American revolution*. New York, Alfred A. Knopf.
- Zunz O. 1990. *Making America corporate, 1870–1920*. Chicago, University of Chicago Press.

12

L'Amérique latine et les Caraïbes

Germán Carrera Damas, coordinateur

12.1 Vue d'ensemble

Germán Carrera Damas

Introduction

Bien que cela ne diminue en rien leur valeur générale, les dates qui marquent les limites de ce chapitre ne coïncident pas avec les repères historiques importants du contexte de l'Amérique latine et des Caraïbes. En effet, l'indépendance des colonies britanniques d'Amérique du Nord a certainement une portée plus significative, dans la mesure où elle prépare le terrain pour la rébellion victorieuse des colonies contre la métropole et la couronne, grâce à l'aide risquée d'autres métropoles et d'autres couronnes. Une autre date importante pour la région est le déclenchement, en 1810–1811 et sous forme de crise politique, de la crise structurelle latente depuis près d'un siècle dans les sociétés coloniales espagnoles d'Amérique. Cette suite d'événements se situe dans un contexte où la crise des monarchies européennes, amorcée en France dès 1789, se fait inévitablement sentir. Quant à la date qui clôt cette période, il est plus adéquat, pour le cas latino-américain, de choisir la grande dépression de 1929–1931, en raison de ses conséquences dans la région,

où la présence des États-Unis est déjà révélatrice et prépondérante. Ainsi, quoique 1789 et 1914 soient des repères spécifiquement liés à l'évolution de l'Europe occidentale, les conséquences de ces événements peuvent être observées à l'échelle mondiale. Cette variation historique est essentielle si nous voulons apprécier l'essor scientifique et culturel de l'Amérique latine au cours du XIX° siècle.

LE CONTEXTE HISTORIQUE GÉNÉRAL DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES DURANT LA TRANSITION DU XVIII^e AU XIX^e SIÈCLE

Cette période est marquée par la rupture du lien colonial et par la formation des républiques souveraines, fondées sur le lancement, au cours du XIX^e siècle, de différents projets nationaux. Le Mexique, en maintenant la monarchie, fait exception à la règle, et la colonie française de Saint-Domingue devient le précurseur de ces scissions en proclamant simultanément la république d'Haïti et l'abolition de l'esclavage. Le lien entre l'Espagne et deux de ses colonies insulaires, Cuba et Porto Rico, est d'abord renforcé dans le cadre de confrontations intercoloniales avec les États-Unis, avant de se briser définitivement à la fin du siècle. Le Brésil, lui, suit son propre chemin.

La continuité historique et les changements de la période 1789–1914

Le nouvel élan qui touchera la majorité des sociétés créoles vers la fin de cette période historique augmente sa complexité. L'élément le plus significatif de l'évolution scientifique et culturelle de ces sociétés à ce moment-là est le fait qu'elles commencent à participer à l'essor scientifique, culturel et technique des centres les plus dynamiques d'Europe occidentale.

Dans les colonies espagnoles, le XIX^e siècle s'ouvre sur une crise politique et sociale caractérisée par deux facteurs successifs. En premier lieu, l'arrivée à maturité de certaines sociétés coloniales, telles que le Venezuela et l'Argentine, coïncide avec le début d'une crise structurelle affectant, à différents degrés, toutes les colonies; cette crise est due à la disparition ou au ralentissement de la dynamique qui animait le processus colonial depuis le XVI^e siècle. En second lieu, il faut noter que la crise de la monarchie en tant que forme de gouvernement est déclenchée par l'insurrection républicaine dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord, aggravée par des pro-

blèmes inhérents aux couronnes française et espagnole, perpétuée pendant les guerres napoléoniennes et exacerbée par la restauration de l'absolutisme en France et en Espagne. L'abolition de la monarchie en Amérique porte un coup fatal aux monarchies européennes, et elles ne s'en remettront jamais.

L'antagonisme politique doctrinaire qui s'ensuit représentera, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la principale source de friction internationale entre les monarchies européennes restaurées et les républiques subsistantes des États nouvellement créés. La naissance et l'essor du colonialisme moderne, ainsi que l'abolition de la monarchie en France, modifieront définitivement ce rapport de force.

Les conséquences de la révolution industrielle et de l'expansion du commerce international, bien que tardives, perturbent le modèle économique des colonies, sans pour autant le modifier fondamentalement. Cette transformation, très intense dans certaines régions, ne fait son apparition qu'au moment de la seconde révolution industrielle, soit au cours du dernier tiers de la période étudiée.

Le processus de libéralisation et de modernisation de la plupart des sociétés coloniales, profondément bouleversées par les guerres d'indépendance et affectées par les conséquences des conflits civils, couvre la seconde moitié de ce long siècle. Les manifestations de cette évolution dans la structure sociale, dans la vie culturelle et scientifique et dans l'évolution technique donnent lieu à des mouvements intrinsèquement identiques à leurs équivalents européens.

Divisions régionales

Toute étude de l'évolution scientifique et culturelle de l'Amérique latine et des Caraïbes se doit de diviser la zone en régions distinctes.

Si la rupture du lien colonial sert de critère pour cette division, trois grandes régions se dessinent: la première comprend la colonie française de Saint-Domingue et les colonies espagnoles continentales, dont les crises politiques de rupture des liens avec la métropole coïncident, même si chaque colonie suit un parcours différent; la seconde région inclut la zone luso-américaine, dont l'expérience est bien particulière; enfin, les îles Caraïbes espagnoles, exception faite de la partie espagnole de Saint-Domingue, ainsi que celles qui n'appartiennent pas à l'Espagne restent à l'écart de la tendance générale de rupture du lien colonial. Le Brésil se situe hors de cette classification puisque son itinéraire singulier le conduit d'un empire indépendant à la république.

En revanche, si nous choisissons comme critère les structures économiques et sociales, un partage différent doit être réalisé selon les activités économiques principales (exploitation minière, agriculture et élevage), le

brassage socioculturel de la population (une forte influence indigène et la présence de nombreux esclaves africains) et le degré d'intégration socio-politique (sociétés arrivées rapidement à maturité, comme les vice-royautés de Nouvelle-Espagne et du Pérou, et sociétés qui se sont développées plus tardivement comme la capitainerie générale du Venezuela et la vice-royauté du Río de la Plata). Dans la mesure où ces critères sont généralement entre-lacés, les divisions régionales tendent à ne pas correspondre aux divisions politico-administratives, impériales et républicaines.

Pendant le XIX^e siècle, la prospérité rapide d'activités économiques faiblement développées durant la période coloniale, telles que la production de café, de laine, de viande et de blé, apparaît comme un facteur de différenciation. Cette évolution accompagne l'expansion du commerce international et l'introduction de nouvelles techniques, en particulier dans le domaine de la navigation.

Facteurs communs et généraux

Dans les colonies espagnoles de l'Amérique continentale, la crise politique, expression de l'aspiration à un gouvernement autonome, provoque la rupture des liens coloniaux. La crise sociopolitique s'exprime par l'abolition de la monarchie, qui est remplacée par des républiques. Ces deux ruptures ébranlent les structures de pouvoir interne de ces nouvelles sociétés, formées au sein des structures coloniales. L'abolition de l'esclavage dans la seconde moitié du XIX^e siècle ne fait pratiquement pas couler le sang et marque le point culminant de ce processus de désintégration. Le Brésil, quant à lui, continue sa propre route à part.

D'un point de vue culturel et scientifique, la conséquence générale la plus importante de cette évolution, en raison de sa portée considérable et durable, est la rupture des relations internationales. Celles-ci prenaient leur essor depuis la moitié du XVIII^e siècle, quoique non sans difficulté. Entre 1810 et 1824, les guerres d'indépendance les paralysent presque totalement. Jusqu'au milieu du siècle et même au-delà, les relations internationales sont ralenties par l'embargo politique imposé par la Sainte-Alliance, par le manque de diligence de l'Espagne à reconnaître l'indépendance de ses anciennes colonies et, enfin, par la débâcle et la stagnation de la société et de l'économie des pays nouvellement émancipés.

Les implications de cette situation dans les domaines culturel et scientifique de ces sociétés sont graves et persistent, empêchant les sociétés coloniales de jouer un rôle actif dans la révolution industrielle. Excepté l'Argentine, stimulée par le dynamisme de l'exportation de laine et de certaines exploitations minières, les autres pays d'Amérique latine restent prisonniers de l'économie traditionnelle, fondée sur le commerce des matières premières

agricoles et caractérisée par une carence de certains produits, nécessaires en grande quantité pour déclencher la révolution industrielle. Déjà présent à la fin du XVIII^e siècle, le fossé technique et scientifique qui sépare ces pays des centres européens les plus avancés — sauf dans certains domaines de l'enseignement universitaire — est devenu un gouffre apparemment infranchissable au milieu du XIX^e siècle.

Le contact fécond avec la nouvelle économie internationale a lieu dans la plupart des sociétés transplantées d'Amérique latine vers la fin de la période que nous étudions; entraîné par la seconde révolution industrielle, il se retrouve parfois étouffé par le retard scientifique et technique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

LES CARACTÉRISTIQUES CULTURELLES ET NATIONALES DES RÉGIONS

En choisissant la nation comme principe de base de l'ordre sociopolitique, les différences structurelles de culture, qui avaient vu le jour pendant la domination interculturelle de la Conquête et s'étaient accentuées tout au long de la période coloniale, s'accentuent encore davantage. Ce fait est décisif pour les sociétés indigènes, mais aussi pour la population noire d'origine africaine.

Une pluralité de cultures et de traditions culturelles

La relative homogénéité de la culture créole hispano-américaine contraste avec l'hétérogénéité des cultures indigènes les plus évoluées, ce qui est extrêmement révélateur. La misogynie culturelle et ethnique donne naissance à de nouveaux schémas, dans lesquels les cultures euro-créole et indigène se rejoignent sur un point : la ségrégation. Les indigènes perpétuent, à un certain degré, la misogynie culturelle, même s'ils sont eux-mêmes marginalisés socialement ou matériellement. En d'autres domaines, où le fossé culturel entre les créoles et la population indigène semble ne pas pouvoir être comblé, la situation est bien différente. C'est aujourd'hui encore le cas dans la région de l'Orinoco et de l'Amazone et dans les régions déjà fortement marginalisées par rapport aux grands centres des civilisations indigènes.

Les relations entre les cultures créoles, indigènes et africaines sont gouvernées par les règlements de l'esclavage et, surtout, par leur contenu culturel et racial profondément discriminatoire.

Une tradition scientifique et technique commune

Afin de comprendre la convergence des connaissances scientifiques et techniques des Européens méridionaux avec les contributions des sociétés indigènes, il est essentiel de prendre en considération les disparités flagrantes observées dans ces dernières. Dans certains domaines, les apports de la population originaire d'Afrique noire ne doivent pas non plus être négligés.

En matière de technique, l'évolution symbiotique de la technique créole a permis la survie et, dans une certaine mesure, le développement du savoir indigène, qui adopte progressivement l'usage du fer et de la roue ainsi que de nouvelles espèces animales et végétales. Par ailleurs, les cultures indigènes ont inventé une technique agricole adaptée à la forêt tropicale et au semi-désert de l'*altiplano*, qu'on observe dans la technique de base pratiquement immuable employée pour la culture et le traitement production du maïs, du manioc et de la pomme de terre.

C'est sans doute par rapport aux vêtements, à l'habitat ainsi qu'à la préparation et à la conservation des denrées alimentaires que la créativité issue de la technique symbiotique créole est la plus évidente. La primauté de la technique de l'Europe méridionale se révèle notamment par l'acclimatation de nouvelles espèces animales et végétales et par l'introduction et l'utilisation de nouvelles sources d'énergie, telles que la traction animale et l'énergie éolienne et hydraulique, celles-ci s'appliquant surtout à l'exploitation minière. L'École des mines (Escuela de Minería) de Mexico, fondée en 1792, est alors un centre technique de pointe. En outre, l'irrigation régresse.

Vers le milieu de cette période, la communauté traditionnelle commence à préférer la contribution scientifique de l'Europe du Nord. Ce n'était pas le cas entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, même si les contributions indigènes sont alors considérées comme de la sorcellerie ou, au mieux, comme «préscientifiques».

L'attitude des créoles envers la médecine indigène illustre bien ce rejet croissant du savoir préscientifique: celle-ci devient de plus en plus inacceptable, jusqu'à son exclusion sociale et physique, et sa condamnation au nom de la science. Pourtant, les créoles assimilent rapidement et activement les connaissances indigènes sur l'environnement et l'utilisation des espèces animales et végétales, ainsi que leurs compétences pratiques en matière de météorologie.

La position des Européens méridionaux vis-à-vis de la science et de la technique, de même que leur aptitude dans ces domaines, est le sujet d'un débat passionné. Le retard des sociétés créoles dans ces secteurs est généralement attribué à l'introduction et à la rémanence de la scolastique qui, dès la fin du XVII^e siècle, est considérée comme passée de mode dans les principaux

centres culturels et scientifiques d'Europe du Nord. Pourtant, l'importance des instituts de sciences et de beaux-arts fondés au cours des deux dernières décennies du XVIII^e siècle à Mexico, Guatemala Ciudad, Bogotá et Buenos Aires ne doit pas être sous-estimée. De toute évidence, la rupture du lien colonial signifie pour les créoles d'Amérique une ouverture sur un changement radical dans les domaines de la culture et de la science.

Le contexte politique, économique et social

La période 1789–1914 est principalement une étape d'organisation des républiques souveraines, une fois consommée la rupture avec les métropoles; elle voit également le début, et dans certains cas l'approfondissement, d'un alignement économique et, par la suite, elle assiste à la modernisation des sociétés créoles.

La voie qui mène à la constitution des républiques souveraines est longue et ardue, car elle va de la rupture du lien colonial à l'échec des dernières tentatives pour sauver ou accentuer la présence coloniale européenne en Amérique, en passant par la timide admission des jeunes républiques sur la scène internationale. La portée de ces événements dans la lente marche de l'évolution scientifique et culturelle n'a pas été estimée à sa juste valeur. Cela pourrait expliquer les conclusions erronées sur les raisons du retard des sociétés créoles d'Amérique latine dans ces domaines au cours du XIX^e siècle.

Le début du processus de restructuration de l'économie, voire de son développement, nous permet d'identifier ses caractéristiques et ses différents stades. Corrélativement au démantèlement partiel de l'économie coloniale, des efforts constants, mais pas toujours bénéfiques, sont réalisés pour accomplir la libéralisation institutionnelle de l'économie. La réorganisation de certains facteurs économiques est entreprise dans cette optique, notamment en matière de crédit et de disponibilité de la main-d'œuvre libre. L'abrogation de l'inaliénabilité et du droit de primogéniture, ainsi que la suppression des garanties pour les indigènes, dans certaines régions élargissent le régime interne de la propriété foncière, mais la concentration des propriétés demeure cependant presque intacte, malgré le transfert d'une quantité considérable de terres non cultivées et la confiscation de terres redistribuées aux chefs militaires et aux caudillos. Vers la fin de la période que nous traitons, les liens avec le système capitaliste en expansion, qui avaient été vivement souhaités, accélèrent le développement et l'essor du processus d'alignement économique.

La modernisation des sociétés créoles d'Amérique suit les deux facteurs évoqués précédemment. Afin d'avoir un point de vue équilibré, il nous faut insister sur certains points: l'abolition sans effusion de sang de l'esclavage, l'insertion forcée des sociétés indigènes dans l'ordre républicain et libéral,

l'abrogation légale de la discrimination sociale et raciale, la redynamisation du processus d'urbanisation interrompu à la fin du XVIII^e siècle, l'assimilation de nouvelles vague d'immigrants et, enfin, la laïcisation progressive de l'État.

L'IMPORTANCE DES GRANDS COURANTS DE PENSÉE DANS LE PROCESSUS D'ÉVOLUTION SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE

La transformation scientifique et culturelle de l'Amérique latine et des Caraïbes au cours du XIX^e et au début du XX^e siècle est marquée par la confrontation entre une scolastique persistante et l'émergence des courants positiviste et évolutionniste. La naissance et l'expansion rapide du romantisme dans les arts et la littérature, en rupture avec le néoclassicisme des derniers jours de la période coloniale, contribuent au renouveau scientifique et culturel. Comme dans les centres européens les plus avancés de l'époque, les débats ont des répercussions considérables, qu'elles soient sociales, politiques ou idéologiques.

Les Lumières et la persistance de la scolastique

Notre propos n'est pas d'élaborer une étude des causes du retard scientifique et technique de la métropole espagnole à la fin du XVIIIe siècle. Toujours est-il que l'Espagne ne donne pas naissance, dans le domaine de la chimie, à des découvertes comparables à celles d'Antoine Laurent Lavoisier en France et de John Dalton en Angleterre. On s'accorde généralement à penser que les avancées de la physique et de la chimie portent un coup fatal au système aristotélicien. Vers 1800, les sciences physiques définissent les méthodes modernes. Ainsi, le principal résultat de la révolution scientifique des XVIIIe et XVIIIe siècles est l'abandon des concepts grecs, connus au Moyen Âge uniquement de manière indirecte et intégrés à la doctrine scolastique, dont certaines empreintes hantent encore le monde hispanique.

On a beaucoup commenté l'influence des Lumières dans l'émancipation des colonies espagnoles d'Amérique. L'emprise de ce mouvement sur ceux que l'on a appelé les pionniers de l'indépendance est particulièrement évidente, notamment dans les œuvres de Francisco de Miranda. L'historiographie latino-américaine récente, revenue de son enthousiasme emphatique sur le rôle joué par ce mouvement, est devenue plus prudente; elle se fonde actuellement sur une évaluation plus critique de son influence réelle

964 DE 1789 À 1914

en dehors du cercle de l'élite et de ses répercussions sur la métropole. Les témoignages de Benito Jerónimo Feijóo y Montenegro et de José Cadalso concernant le retard scientifique de l'Espagne sont bien connus. On sait que le regard porté par Alexander von Humboldt sur l'état de la science à Mexico, La Havane et Caracas au début du XIXe siècle est bien défavorable, malgré le zèle certain pour la fondation de centres d'éducation, de musées et de bibliothèques. Dans les premiers jours des républiques indépendantes, les universités coloniales, bastions du conservatisme social et académique, conservèrent leur programme colonial: science ecclésiastique, jurisprudence et médecine. Le critère du « diplôme rentable » domine alors, car les étudiants en sciences naturelles ne sont pas seulement isolés, mais ils sont également très peu nombreux ; leur intérêt pour développer des «connaissances utiles» se heurte aux préjugés sociaux. Le phénomène répandu et surtout croissant de la curiosité scientifique n'a pas lieu, dans les anciennes colonies, au cours du XVIIIe siècle comme en France ou en Grande-Bretagne, ni d'ailleurs au XIX^e siècle. L'artisanat ne se développe pas non plus de façon créative. L'évolution créative des techniques artisanales était pourtant à l'origine du progrès des techniques mécaniques, surtout en Grande-Bretagne. La presse typographique est utilisée plus largement au cours du XVIII^e siècle, sans toutefois atteindre l'ensemble de la population. Les publications scientifiques et littéraires, en rapport avec le renforcement de la prise de conscience des créoles américains, font leur apparition au Mexique, en Nouvelle-Grenade et au Pérou. On sait que la circulation des livres est sévèrement restreinte, mais les ouvrages de Locke, ainsi que ceux des auteurs français interdits par l'Inquisition, sont de toute évidence lus. C'est pourquoi les idées de Montesquieu, Voltaire et Rousseau sont présentes dès le déclenchement de la crise politique qui mène à l'indépendance.

Pour ne pas faire l'éloge exagéré des changements survenus à la fin de la période coloniale, il est essentiel de comparer la situation à celle de la métropole. Les indices disponibles nous laissent voir que, par certains aspects, la métropole est encore plus retardée. La thèse historiographique selon laquelle l'indépendance interrompt les progrès en cours dans ces domaines doit également être considérée avec précaution. Cette interruption doit avant tout être attribuée aux guerres civiles qui ont lieu pendant les premières décennies des républiques.

Au Brésil, le mouvement des Lumières devient le moteur de la politique officielle proposée par le marquis de Pombal au Portugal.

Les idéaux des révolutions française et nord-américaine

Il est fréquent d'établir un lien étroit, voire causal, entre ce que l'on nomme les «idées de la Révolution française» et les événements politiques et sociaux qui ont conduit à l'émancipation des colonies espagnoles en Amérique. La prépondérance de cette approche en historiographie signifie non seulement que les événements qui se sont produits dans les colonies ont été sous-estimés, mais aussi que les conséquences des «idées de la révolution nord-américaine» ont été surestimées.

Les historiographies latino-américaines et latino-américanistes actuelles ont rétabli un certain équilibre en se focalisant sur les événements internes qui donnent naissance, vers la fin du XVIIIe siècle, à la crise structurelle des sociétés transplantées. L'Amérique latine et les Caraïbes ne sont pas qu'une scène où se jouent les événements importants de l'Europe et où les idéologies sous-jacentes exercent leur influence. Des contradictions sociales de toutes sortes y font irruption. Au premier plan, les rébellions indigènes, comme celle que mène Tupac Amaru en 1781 ou la révolte des esclaves de 1791 à Saint-Domingue. La conviction que les contradictions ne peuvent être affrontées avec efficacité dans le contexte des relations coloniales fragilisées s'est imposée progressivement, de même que celle qui vise à les résoudre en soutenant la nécessité de suivre l'exemple et l'inspiration des tendances idéologiques générales du moment.

Les racines américaines profondes du processus de rupture coloniale expliquent pourquoi les efforts de libéralisation considérables dont font preuve les Cortes de Cadix en 1812, décrétant même la liberté de la presse et l'abolition de l'Inquisition, ne sont pas suffisamment persuasifs. La force croissante de l'américanisme empêche la libéralisation proposée à Cadix de produire les effets escomptés, c'est-à-dire le rétablissement de l'harmonie et la conservation de l'empire.

L'évaluation des répercussions des différentes idéologies accorde souvent trop d'attention aux idées de la Révolution française et propose une vision simpliste de leurs conséquences. L'analyse historique nous permet de distinguer entre l'influence *de facto* de la crise de la monarchie et de la banqueroute de la couronne espagnole, et le rejet explicite des idées antimonarchiques, anticléricales et abolitionnistes, que la propagande et les agents français tentent, sans succès, de propager. Au lieu du désir de suivre ces idées, nous remarquons plutôt le souci de ne pas être contaminé par elles, même si cela n'implique pas qu'elles cessent de circuler. En 1794, Antonio Nariño traduit et publie la Déclaration des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée constituante française. Ce n'est que vers la moitié du siècle que l'impact réel de ces idées, débarrassées de leur radicalisme originel et agrémentées d'idéologie républicaine et antiabsolutiste, commence à se faire sentir. Ce phénomène se produit en Europe au même moment.

Les idées de la révolution nord-américaine sont particulièrement importantes durant la période où les États, ayant récemment rompu le lien colonial, organisent leur constitution. L'exemple d'une déclaration d'indépendance

en bonne et due forme, avec son maintien de l'esclavage et sa doctrine fédéraliste fournissant une réponse fonctionnelle aux aspirations profondes d'indépendance des régions et des provinces — aspirations qui connaissent un regain de vigueur après le démantèlement des pouvoirs coloniaux —, a un pouvoir d'attraction considérable sur les créoles américains, désireux de renforcer leur contrôle sur la structure politique interne de la société transplantée. En revanche, deux aspects de ces idées les déconsidèrent: le contenu démocratique et la promotion de la liberté de culte. L'essor de la doctrine fédéraliste est toutefois influencé par le prestigieux exemple nord-américain.

Le romantisme et le réalisme dans la littérature et les arts

Le débat sur le romantisme latino-américain, à commencer par le terme luimême, n'est pas moins virulent. L'utilisation de cette expression vise à différencier dans leur essence le romantisme latino-américain et le romantisme pur et simple, dont les Français et les Allemands se disputent la paternité. Au cœur du sujet se trouve la certitude particulière que le romantisme européen est une attitude intellectuelle et sentimentale qui ne fait qu'un passage éclair dans la conscience européenne fondamentalement rationnelle, tandis qu'en Amérique latine, le romantisme représente un trait de caractère incontournable du tempérament latino-américain.

Mis à part ce débat, il est intéressant de constater qu'en Amérique latine, le romantisme littéraire et artistique est semé sur une terre fertile, exaltée par les guerres d'indépendance et par la mission de fonder des républiques. Son contenu, associé à la redécouverte des traits culturels nationaux et à un nationalisme politique doctrinaire, s'accorde parfaitement avec le besoin d'affirmation de soi des sociétés créoles. La littérature romantique française, représentée par Victor Hugo et Lamartine, fait des ravages dans le camp des poètes et des sociétés littéraires américains, jusqu'à ce qu'elle donne naissance, après un bref interlude réaliste à partir de 1870, au mouvement moderniste.

L'historiographie nationale et patriotique accepte le romantisme avec enthousiasme dans la mesure où les notions d'indépendance et de liberté coïncident avec ses propres concepts et sentiments principaux. Il est difficile de lier le romantisme aux principes d'ordre et de discipline du domaine politique et social, car il assouplit les restrictions imposées par le néoclassicisme.

Les différences entre les expressions européennes et latino-américaines du romantisme sont particulièrement évidentes dans le rôle que joue ce courant dans l'évolution de la science. Alors qu'en Europe le romantisme inspire le courant de pensée de la philosophie naturelle, qui fait partie intégrante du

débat sur la nouvelle science, en Amérique latine il suscite par-dessus tout l'aspiration à la liberté, qui fait des tendances scientifiques nouvelles des facteurs importants dans la lutte idéologique contre la pensée traditionnelle.

Le réalisme dans la littérature latino-américaine est une sorte de retour à une réalité sociale dont l'évasion romantique s'était détournée, et ce au point de chercher refuge dans des mondes fictifs où les aspérités du quotidien étaient atténuées et où la beauté revêtait des formes conventionnelles bien éloignées de la réalité environnante. Les ouvrages du mouvement *costumbrista* érigent les caractéristiques américaines en principes esthétiques qui acquièrent une nature locale. Les peintres réalistes les plus remarquables sont Arturo Michelena, Eduardo Sivori et Francisco Laso.

Le positivisme et l'évolutionnisme

On s'accorde généralement sur le fait que les courants du positivisme et de l'évolutionnisme, en particulier le premier, n'ont pas eu les mêmes conséquences en Europe qu'en Amérique latine, où parfois ils sont devenus si complices qu'il est pratiquement impossible de les différencier.

Dans les sociétés créoles d'Amérique latine, le positivisme (le texte fondateur d'Auguste Comte paraît en 1830–1842) représente un outil théorique, et plus particulièrement doctrinaire, qui finalement rompt les liens avec le passé plutôt qu'avec le colonialisme espagnol et qui tente d'aligner les sociétés républicaines naissantes avec les sociétés européennes plus évoluées. Le cas du Mexique, où Gabino Barreda commence à prêcher le catéchisme positiviste en 1860, est particulièrement représentatif de cet état d'esprit. Toutefois, vers la fin de la période que nous abordons ici, le positivisme devient un instrument d'oppression et même d'exploitation sous l'égide du pouvoir politique dictatorial, puisque les scientistes l'adoptent comme doctrine.

Les répercussions du positivisme et de l'évolutionnisme sont particulièrement flagrantes entre 1860 et 1870, lorsque des chaires universitaires sont instaurées en Argentine, en Colombie et au Venezuela, à peine dix ans après que la nouvelle science a franchi les portes des universités britanniques. Les courants d'inspiration créationniste, qui sont encore très fréquents à ce moment-là, ne voient pas cette évolution d'un très bon œil. La confrontation est exacerbée par l'introduction de la théorie évolutionniste de Darwin. Le débat, qui prend un tour antidogmatique, attise la lutte avec l'Église catholique déjà opposée au libéralisme anticlérical. Les réticences dogmatiques empêchent les idéologues conservateurs de voir le potentiel du positivisme en tant que source de préceptes pour réguler la société, un aspect qui ne tardera pas à se révéler au Mexique et au Brésil.

Pourtant, au même moment, et sans doute en relation avec le conflit ecclésiastique, le positivisme et l'évolutionnisme convergent dans la vocation scientifique de certains naturalistes qui s'inspiraient déjà des voyages des naturalistes européens. Ensemble, ils posent les fondements de l'essor et de la modernisation des études médicales et de la biologie expérimentale.

Les courants de pensée économique

Au début du processus sociopolitique qui mène à la rupture du lien colonial, l'une des doléances essentielles porte sur le monopole colonial en matière de commerce. On revendique la légalisation du libre-échange, dans la mesure où la contrebande, très répandue et fréquemment tolérée, n'en est qu'un palliatif. Une fois l'indépendance acquise, on aborde le besoin urgent de rétablir la base économique sérieusement abîmée, et de reconstituer les relations entre cette économie et les nouvelles tendances économiques d'Europe et d'Amérique du Nord.

La recherche des moyens d'accéder à l'essor économique conduit bien évidemment à l'exaltation de l'économie politique en tant que science toutepuissante. Les noms d'Adam Smith et des économistes écossais du début du XIX^e siècle commencent à être mentionnés dans la presse et dans les débats politiques. Au début du siècle, les ouvrages fondamentaux d'Adam Smith, publiés en 1776, circulent en version espagnole et portugaise, mais la pratique du libéralisme économique se heurte non seulement aux structures économiques coloniales, mais aussi à la pensée dominante. Les attitudes se polarisent. Tandis que certains acceptent sans réserve les critères de la nouvelle autorité, d'autres prennent le temps d'évaluer l'infaillibilité déclarée des nouvelles doctrines. Le Vénézuelien Fermín Toro appartient à ces derniers. Par ailleurs, le ministère des Finances, régulièrement à court de fonds, empêche la libéralisation totale du commerce, justifiant ainsi fréquemment des droits de douane élevés.

Les courants tardifs

Les théories scientifiques et philosophiques de John Stuart Mill, Herbert Spencer et Ernst Haeckel semblent s'être trouvé liées à la diffusion des points de vue matérialistes et des écoles de pensée socialistes — en particulier les écoles françaises et anglaises, présentes à des degrés variables dès la moitié du siècle —, ainsi qu'aux débats que ceux-ci ont suscités. Le syndicalisme entre dans l'arène sociale, se débarrassant de ses guildes et de ses brides mutualistes.

L'apparition précoce des doctrines socialistes dans les sociétés créoles d'Amérique latine est favorisée par deux circonstances dépendantes l'une de

l'autre, mais aussi par la base morale de la conscience catholique, à son tour fondement de la moralité sociale. La première circonstance est la dimension missionnaire et humanitaire, voire rédemptrice, des doctrines du socialisme utopique. La seconde est la révélation du chaos social provoqué par la révolution industrielle. Vers le milieu du siècle, des abrégés de la théorie socialiste florissante sont diffusés et les idées qu'ils contiennent sont débattues dans la presse. Elles sont même comparées aux principes humanitaires du christianisme. Néanmoins, le Vatican s'oppose à ces doctrines et sa condamnation du libéralisme trace une frontière que seuls quelques esprits critiques osent franchir. Ainsi, les nouvelles propositions socialistes liées au matérialisme fournissent aux ultraconservateurs de meilleures munitions; ces derniers finissent par mélanger tout ce qui est en relation avec la défense de l'esprit critique dans les affaires sociales, scientifiques et culturelles.

L'INTERACTION ENTRE LES FACTEURS FAVORABLES ET CONTRAIRES AU CHANGEMENT SOCIOCULTUREL

Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, il s'agit d'une période particulièrement difficile. Toute possibilité, même infime, de changement socioculturel se voit interrompue par les guerres d'indépendance et leurs conséquences à long terme: l'isolement international, la perte de ressources humaines et de réalisations culturelles. Le réveil timide de la curiosité scientifique et culturelle est perturbé pendant presque tout le XIX^e siècle par les calamiteux processus politiques et militaires dont il dépend étroitement.

La lutte contre l'obscurantisme et la crédulité

Durant sa première phase, cette lutte se confond avec le conflit sociopolitique général, qui s'exprime à travers deux formes interdépendantes: d'une part, l'opposition entre les partisans de l'indépendance et ceux qui prônent le maintien du lien colonial; d'autre part, l'opposition entre monarchistes et républicains. La lutte pour la rupture du lien colonial et pour l'indépendance est menée dans la sphère idéologique autant que sur le champ de bataille. On trouve d'abondantes expressions intellectuelles justifiant la lutte pour l'indépendance contre ceux qui la condamnent en alléguant qu'elle est contraire au dogme. L'œuvre de Juan Germán Roscio est une des plus parfaites manifestations de la moralité chrétienne catholique. L'œuvre réformatrice de Benito Juárez s'en inspire. Simón Bolívar, qui est excommunié par l'évêque de Popayán, condamne amèrement cette manipulation de la

970 DE 1789 À 1914

conscience religieuse par laquelle on affirme au peuple que l'indépendance est l'œuvre du démon. Dans sa seconde phase, une fois la guerre terminée, la lutte contre la crédulité et la superstition se complique par le débat au sujet des mesures à prendre pour rétablir la structure politique interne de la société, notamment en ce qui concerne le rôle de l'Église. La propagande libérale et les propositions démocratiques sont comparées à une conspiration diabolique contre la religion, la vertu et l'ordre social.

Dans leur troisième phase, à partir de la moitié du siècle, les mouvements réformistes en faveur de la laïcisation de l'État et de la liberté religieuse effective sont également frappés d'anathème, au même titre que les défenseurs de l'esprit critique et de la diffusion des nouvelles idées scientifiques et philosophiques. La pensée positiviste qui prône la raison fondée sur la science, en opposition à la crédulité fondée sur la métaphysique et la théologie, est une arme décisive dans cette lutte.

La double fonction de l'Église montre clairement le rôle de contrôle social qu'elle joue jusqu'alors dans la structure de pouvoir interne. D'une part, elle encourage la loyauté à la couronne en tant que soumission à un décret divin. D'autre part, elle cherche à sauvegarder la pureté de la foi et à éviter la contamination par des doctrines jugées perturbatrices. Dans cette dernière tâche, elle s'appuie sur les mécanismes légaux et psychologiques du Saint-Office ou Inquisition. La tentative de libéralisation en Amérique comme dans la métropole concerne en premier lieu la suppression de cette institution redoutée; cet objectif est exprimé dès le début par tous les mouvements d'émancipation, tandis que dans la métropole, les Cortes de Cadix décrètent l'abolition de l'Inquisition en 1812, bien que celle-ci ait été brièvement rétablie pendant la Restauration.

La confrontation entre les partisans de l'indépendance et les défenseurs du lien colonial s'exprime par la crainte qu'inspirent les idées nouvelles. Cela se vérifie des deux côtés. L'abolitionnisme, l'anticléricalisme et les attitudes ouvertement antireligieuses, concomitants avec les évolutions extrémistes de la Révolution française, exacerbèrent les peurs réveillées par le libéralisme espagnol et que l'on retrouve dans les ouvrages de Benito Jerónimo Feijóo y Montenegro et Pedro Rodríguez, le comte de Campomanes. Les nouveaux courants de pensée concernant l'éducation, représentés initialement par Juan Bautista Picornell et Simón Rodríguez, revêtent une importance particulière.

Après les guerres d'indépendance, l'instabilité sociale résultant de la crise de la structure de pouvoir interne se révèle par la lutte entre deux groupes confus: le premier se compose de ceux qui veulent la restauration de la monarchie en tant que système expérimenté de contrôle social, sans toutefois abandonner leur indépendance; l'autre regroupe ceux qui considèrent les possibilités du républicanisme et pensent plutôt que le désordre

social régnant disparaîtrait si les sociétés étaient organisées selon les principes républicains. Ceci constitue le point crucial du débat sur l'éducation sociale, c'est-à-dire l'éducation visant à transformer les sujets et les serfs en citoyens. Les pionniers dans ce domaine sont Simón Rodríguez et Fray Servando Teresa de Mier. Andrés Bello, Domingo Faustino Sarmiento et Juan Bautista Alberdi représentent, respectivement, les positions dérivant de ce débat dans les domaines de la linguistique, de l'autonomie culturelle, de l'éducation civique et de la pensée constitutionnelle. L'exemple de la société républicaine d'Amérique du Nord est fréquemment invoqué et la pensée républicaine française et nord-américaine apparaît clairement.

La controverse autour du rétablissement de la structure de pouvoir interne de ces sociétés, qui sont alors des républiques, signifie que le rôle social et politique de l'Église restreint l'impact idéologique et sociopolitique des mouvements de réforme et provoque des conflits passionnés; ceux-ci donnent lieu, en de nombreuses occasions, à des guerres civiles d'origine religieuse. Cette situation ne sera endiguée que par la destruction du pouvoir économique de l'Église qui lui avait jusque-là permis de financer ces conflits, grâce à l'intervention victorieuse de mouvements de réforme libéraux, dirigés au Mexique par Benito Juárez et au Venezuela par Antonio Guzmán Blanco.

L'Église catholique subit les conséquences de son statut de représentant institutionnel d'une variété considérable de forces sociales, de croyances, d'intérêts et même de superstitions populaires, dont elle-même avait été la source de valeurs et de maximes. Lorsque, vers la fin de la période que nous étudions, le pape Léon XII redéfinit le rôle de l'Église, le mouvement libéral considère les différends comme résolus, bien que d'autres mouvements, aussi bien idéologiques que religieux, continuent de défendre avec véhémence ce qu'ils estiment être la juridiction de la raison et de la science. Simultanément, les secteurs de la société les plus brutalement responsables de l'exploitation des indigènes et des serfs n'hésitent pas à réagir contre l'Église, qu'ils accusent de les abandonner pour protéger ses propres intérêts.

La diffusion de la pensée scientifique

Vers le milieu de cette période, la pensée scientifique se fait déjà sentir, mais son influence est limitée par la crainte que l'effet social des nouvelles propositions scientifiques et culturelles soit déstabilisant. On redoute qu'elles sapent le sentiment religieux de la société et qu'elles affaiblissent le prestige institutionnel de l'Église, deux éléments considérés comme nécessaires au rétablissement de la structure de pouvoir interne. En outre, deux puissants facteurs externes contribuent également au conflit: la résistance active de

la papauté contre le libéralisme et les principes scientifiques, ainsi que le nombre élevé des victimes des combats qui frappaient les sociétés où ces nouvelles idées avaient surgi.

La crainte des effets perturbateurs des nouvelles idées scientifiques et culturelles est compréhensible dans les sociétés qui se rétablissent d'un traumatisme profond attribué dans une large mesure à l'influence des nouvelles idées, c'est-à-dire des idées de la Révolution française, avec leur lot de rationalisme scientifique et antireligieux. L'évolutionnisme entre en conflit avec le créationnisme, mais aussi avec l'argument de la finalité qui est une des preuves classiques de l'existence de Dieu, considéré comme la seule explication logique à l'harmonie universelle entre les êtres et les choses. Cette contradiction semble insurmontable, bien que Darwin n'ait en aucun cas nié l'existence de Dieu, mais simplement réfuté une des preuves de son existence. Les mutations évolutionnistes du darwinisme enflamment le conflit et, simultanément, le darwinisme social menace un des piliers de l'ordre républicain, à savoir l'égalité, précieux moyen pour corriger un des traits les plus odieux de l'ordre monarchique colonial.

Le noyau de la résistance active contre les principes libéraux et scientifiques est représenté par la doctrine papale, étroitement liée aux monarchies européennes restaurées. Cette coalition de forces conservatrices adopte un caractère historiquement réactionnaire, évident dans la position de l'Église qui s'accroche à ses privilèges coloniaux. Cette confrontation a deux conséquences d'une importance capitale pour le développement scientifique et culturel: la vie scientifique et culturelle se retrouve relativement limitée, et le débat est dévié vers la scène sociopolitique. La première conséquence est due au respect et à la crainte qu'inspire la hiérarchie ecclésiastique, même à des esprits scientifiques, qu'elle force à arrêter de diffuser et de cultiver les nouveaux courants scientifiques. La seconde signifie l'éventuelle utilisation, par chacune des parties en présence, de mesures politiques et administratives pour renforcer leurs positions respectives.

Les répercussions de ce conflit dans les sociétés où les nouvelles idées sont en train de naître participent considérablement à raviver le débat dans les sociétés d'Amérique latine et des Caraïbes. L'évolution est au centre de la lutte qui oppose progrès et réaction, en Grande-Bretagne et dans le continent européen. L'Espagne se retranche dans son retard scientifique et culturel. Vers la fin du XIX^e siècle, l'Espagnol Santiago Ramón y Cajal (1852–1934), le prix Nobel de médecine et de physiologie en 1906, écrit dans son *Reglas y consejos sobre investigación científica*: «L'Espagne est un pays retardé intellectuellement, mais pas décadent»; il ajoute: «Les nations de l'Europe centrale et septentrionale nous ont largement dépassés. Nous ne sommes plus seulement en retard, nous nous trouvons très loin derrière [...].» La France digère lentement les excès de sa révolution et règle l'héritage napoléonien

dans ses relations avec le reste de l'Europe. La Grande-Bretagne livre une lutte difficile pour la modernisation, en surmontant les agitations causées par les crises dans le continent européen. Afin de comparer comme il convient les expériences latino-américaines et européennes dans ce domaine, il nous faut rappeler que les œuvres d'Alfred Russell Wallace et de Charles Darwin sont publiées respectivement en 1858 et 1842. *L'Origine des espèces* paraît en abrégé en 1859. *La Descendance de l'homme*, l'œuvre de Charles Darwin qui applique la théorie évolutionniste à l'humanité, est publiée en 1871. Le débat entre l'évolutionnisme et l'orthodoxie commence lors d'une réunion de l'Association britannique à Oxford en 1860, immédiatement après la publication de *L'Origine des espèces*.

Cela nous permet de penser que, vers la fin du XIX^e siècle, le fossé entre l'Europe et l'Amérique latine est sur le point d'être comblé, au moins quant aux courants philosophiques et scientifiques généraux. Il nous faut souligner qu'en tant que sujets de débats académiques et de controverses sociopolitiques, ces courants sont pratiquement contemporains.

L'arrivée des nouvelles idées scientifiques dans le domaine de l'historiographie est extrêmement importante pour les sociétés d'Amérique latine. La conscience historique est à la base d'une nouvelle conscience politique et républicaine qui substitue l'ancestral système de valeur royaliste. C'est pourquoi le premier souci de l'historiographie est de justifier l'indépendance. Cela est d'autant plus nécessaire que les résultats obtenus au cours des premières années des républiques indépendantes donnent lieu à des doutes concernant la prudence des démarches entreprises. Les histoires patriotiques remédient à cela, se montrant belliqueuses, héroïques et radicalement antiespagnoles. Après le milieu du siècle, lorsque les projets nationaux sont définitivement formulés, la vision historiographique se doit d'être modifiée de façon à encourager une conscience nationale. Les histoires nationales, tout aussi belliqueuses, héroïques et anti-espagnoles, mais suivant une orientation différente, se chargent de cette mission. Sous l'influence des nouvelles idées scientifiques, les écoles historiographiques positivistes et évolutionnistes prennent leur essor en tentant d'appliquer à l'historiographie la nouvelle méthodologie façonnée par l'évolution des sciences sociales et de la biologie. En dépit de quelques résultats encourageants, elles ne réussissent cependant pas à modifier en substance la conscience historique qui prévaut en Amérique latine au XIX^e siècle et qui se cramponne à une vision de l'histoire et de la société centrée autour du culte des héros; celui-ci enflamme l'imagination populaire et sert à des fins politiques, comme substitut à des valeurs nationales clairement définies et en harmonie avec les structures réelles des nouveaux États nationaux.

974 DE 1789 À 1914

Les répercussions sociales de la nouvelle science

Les répercussions sociales de la science moderne sont étroitement liées au processus de modernisation d'un certain nombre de sociétés d'Amérique latine, déclenché par une tentative d'adaptation au système capitaliste mondial qui, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, affiche un net penchant pour l'expansion coloniale.

Dans la mesure où la transformation profonde de la science au cours du XIX^e siècle est attribuée à l'application de la théorie de l'évolution — indissociable de ses amples implications idéologiques — à la biologie, on peut comprendre pourquoi cette dernière domine le domaine de la recherche et de l'enseignement scientifique en Amérique latine. Elle fait tomber les derniers bastions de la pensée scolastique tardive, qui était devenue un obstacle au changement politique et social. De plus, la biologie peut être cultivée, voire développée, sans la base scientifique, technique et industrielle qui s'était formée en Europe par la conjonction de la révolution scientifique et de la révolution industrielle.

Dans ce contexte, nous pouvons soutenir que la pensée scientifique a évolué même si, à la fin du XIX^e siècle, aucune découverte scientifique ou technique n'a eu lieu en Amérique latine et aux Caraïbes. Dans nombre de sociétés, des tentatives sont menées pour organiser des associations de scientifiques pour la promotion des sciences, au moment où des sociétés d'amis du pays assurent la diffusion de nouvelles techniques. Vers 1870, la science cherche clairement à s'affermir par le biais de débats publics et de tentatives de production nationale.

La pensée scientifique est immédiatement adaptée à l'action sociale, et ce fait est important. Les évolutionnistes darwiniens du Venezuela, par exemple, comme leurs collègues d'autres pays d'Amérique latine, n'aboutissent pas aux mêmes conclusions au sujet du rôle de l'État. Influencés par le positivisme, ils prennent une voie différente et transforment la nouvelle science en instrument pour améliorer le bien-être social, notamment en matière d'éducation et de santé.

LE CHANGEMENT SOCIOPOLITIQUE

Toute évaluation de la confrontation provoquée par l'invasion des nouveaux courants scientifiques et culturels au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, incarnée par le débat entre créationnistes (vitalistes) et darwinistes (théoriciens de l'évolution), doit prendre en compte les circonstances historiques particulièrement difficiles éprouvées par les sociétés latino-américaines. Cela pourrait se résumer ainsi: une fois résolu, quoique de façon précaire,

le problème du rétablissement d'un équilibre interne, il faut s'atteler à la construction d'un ordre sociopolitique libéral. Cette tâche ne se présente pas, comme par le passé, dans le cadre formel d'institutions définies par les textes constitutionnels, mais sous forme d'exercice du gouvernement et, surtout, sous forme d'organisation sociale.

La galvanisation de la société

La génération de la postindépendance comprend l'urgence d'accélérer le processus de rupture avec les reliques du système colonial afin de pouvoir construire une société républicaine indépendante. Cela doit se faire tantôt par une libéralisation de base, que tous souhaitent depuis longtemps mais qui a toujours été remise à plus tard, tantôt par l'institutionnalisation d'une république libérale à tendance démocratique — la vraie démocratie est encore loin d'être acquise.

On considère la dynamisation de la société comme un élément essentiel pour l'essor de la classe dirigeante. Celle-ci, pur produit de l'ordre colonial, aspire à se transformer en une bourgeoisie moderne capable de produire l'élan et l'orientation nécessaires pour que la nouvelle nation devienne une république démocratique libérale. Le parcours orageux de l'idéologie libérale l'est plus que jamais quand le relais est passé aux partisans les plus acharnés de la rupture du lien colonial et non aux artisans de cette rupture; ces derniers ont montré trop de sympathie pour le programme social conservateur qui était à l'origine de la crise politique vers la fin de la première moitié du XIX^e siècle. Les premières tentatives de mise en place d'un régime libéral plus ou moins orthodoxe, comme ceux de Rivadavia à Buenos Aires, des pipiolos au Chili, de Santander en Colombie et du congrès de 1824 au Mexique, échouent ou obtiennent un succès plus théorique que pratique. Toutefois, le fait est que les réformistes et les conservateurs, les centralistes et les fédéralistes, les républicains et les royalistes ont tous une base idéologique commune d'origine libérale. La nouvelle étape requiert une application plus large des idées libérales dans les domaines sociaux et politiques, ce qui entraîne une lutte idéologique dans laquelle sont impliqués les nouveaux courants philosophiques et scientifiques.

Les effets modernisateurs de la libéralisation du travail, due à l'abolition de l'esclavage et à la réabsorption des esclaves libérés en tant que serfs, ainsi que l'élimination progressive d'autres formes d'assujettissement au travail, sont retardés à cause de la stagnation économique et de la nature précaire des techniques utilisées pour l'agriculture et l'élevage par le système colonial. Dans le domaine de la technique, on note cependant d'importantes exceptions telles que les moulins à sucre cubains, les plantations de café brésiliennes — réconciliées avec l'esclavage —, les fabriques de *charque* et les usines de réfrigération argentines. En dépit de l'introduction de nouvelles

976 DE 1789 À 1914

techniques, l'économie minière ne récupère de son manque de dynamisme que tardivement. Les tentatives d'introduction de nouvelles machines par les compagnies anglaises pour la restauration des mines, abandonnées depuis longtemps au Mexique et au Pérou, ne sont pas profitables.

La précarité du réseau routier et les techniques rudimentaires en matière de transport et de communication sapent la compétitivité des exportations traditionnelles. Plus grave encore est le fait que la formation d'un marché interne paraît pour le moment impossible. Ceci est aggravé par le retard de l'établissement, ou de la mise en circulation généralisée, de systèmes nationaux de base tels qu'une monnaie nationale, un système de poids et de mesures, un système de crédit, une législation commerciale, etc.

Afin de redonner de la vigueur à la formation d'une nouvelle société, on adopte une formule simpliste inspirée de l'opposition entre civilisation et barbarisme. Opter pour la première implique qu'il faut se débarrasser de toute structure sociale pouvant être considérée comme un obstacle pour le progrès, notamment les structures inhérentes à la population indigène. L'exploitation de nouvelles terres, l'établissement d'immigrants ou la construction de routes et de voies de chemin de fer provoquent souvent le pillage et même l'extermination des communautés indigènes. Dans la pampa argentine ou uruguayenne, et dans certaines zones au sud du Brésil et du Chili, l'extermination et l'expulsion des indigènes constituent l'un des épisodes les plus tristes du chemin vers la civilisation entrepris par les sociétés créoles, lesquelles avaient décidé d'occuper toutes les terres. Dans les pays où la densité de la population indigène empêche cette solution extrême de venir en réponse au «problème indigène», l'exploitation et la marginalisation sociale, sous forme de pratiques de domination qui nourrissent la conscience créole depuis le XVIe siècle, ne sont pas moins cruelles. Les tentatives de résistance, en particulier au Mexique et au Pérou, sont écrasées dans une violence extrême et des masses énormes d'indigènes sont reléguées à un état abrutissant de semi-esclavage dans les propriétés et les plantations.

DE NOUVELLES STRUCTURES POLITIQUES INSTITUTIONNELLES

La quasi-totalité du XIX^e siècle est une période difficile pour les sociétés créoles d'Amérique latine. Il faut réconcilier le rétablissement de la structure de pouvoir interne avec un système républicain libéral fondé sur les ruines d'une conscience royaliste, bastion du camp catholique en matière d'affaires sociales. Le rôle manifeste de l'Église, ou celui qu'on lui attribue, dans le rétablissement de l'équilibre politique de la société républicaine est sujet à

controverse. En effet, l'Église, qui a participé au processus de reconstruction, est considérée comme une survivance tenace de l'ordre colonial que la société cherche à remplacer. Les esprits les plus lucides considèrent que, objectivement, tout affaiblissement du rôle social de l'Église se ferait au détriment du rétablissement de l'équilibre interne de la société, mais que cette étape est nécessaire à la consolidation d'une république démocratique libérale. La réforme mexicaine marque l'apogée de la restriction du pouvoir général de l'Église catholique. Pour ces raisons, le Venezuela connaît même un schisme pendant le dernier tiers du siècle. Au Pérou, au Chili et en Argentine, les positions sont moins radicales. Quant à l'Équateur, il maintient ses positions strictement cléricales.

La lutte contre le rejet du libéralisme et des nouvelles doctrines, liées en tout point aux nouveaux courants scientifiques, est considérée, dans l'ordre papal et dans l'ordre interne, comme une croisade de la raison tentant de surmonter le dernier grand obstacle à l'établissement d'un ordre social plus juste, en Europe comme en Amérique latine et aux Caraïbes. Ainsi, les libéraux utilisent leur interprétation de la théorie de l'évolution de Darwin comme une arme pour défier l'emprise d'une Église réactionnaire. Leur but est de mettre en place un État laïc sans priver l'Église catholique de sa position privilégiée. Les actions politiques sont entreprises dans la conviction que, pour affaiblir le pouvoir social et politique de l'Église, il faut lui retirer son pouvoir économique et laïciser l'éducation.

Cependant, il n'est pas moins important de permettre aux idées socialement accessibles et efficaces de circuler librement. On croit que la vision dogmatique de la vie, de la société et du gouvernement ne résisterait pas à un examen minutieux. Cela explique la lutte constante pour la liberté d'expression, dont les outils les plus cruciaux sont la liberté de la presse et la scolarité primaire libre et obligatoire dispensée par l'État. Cette idée se diffuse progressivement en Amérique latine à partir de 1879, plus comme une affirmation de l'État dans sa lutte contre l'Église que comme une pratique atteignant l'ensemble de la société.

La nouvelle économie

La libéralisation de l'économie se heurte avant tout au monde des *latifundios* et aux tendances commerciales monopolistiques, bien qu'elle atteigne aussi les intérêts matériels de l'Église, qui possède d'immenses étendues de terres et des fermages et bénéficie des systèmes de dîme, de premiers fruits et de mainmorte. Les *latifundios* résistent aux tentatives de mettre un terme à l'assujettissement de la main-d'œuvre, notamment à la servitude forcée qui se répand après l'abolition de l'esclavage. Dans les sociétés créoles

de zones densément peuplées d'indigènes, le statut républicain du travail implique la réévaluation formelle d'une relation de domination ancestrale. Les compagnies de commerce fondées par des étrangers, profitant de leur accès au crédit et au contrôle du marché de l'exportation, ne respectent pas le libre-échange. La nouvelle économie sollicite et impose l'adoption de nouvelles techniques et la création de structures nationales pour faciliter la libre circulation des biens et des personnes à des fins commerciales. On ressent également le besoin de privilégier la perspective affairiste et de fournir une formation dans les nouvelles techniques commerciales et industrielles. La main-d'œuvre se spécialise, en particulier dans les domaines de la manufacture et du transport. Vers la fin de la période, la création de banques, de sociétés de crédit et de corporations favorise l'émergence d'un secteur tertiaire dans les sociétés créoles les plus avancées.

Les problèmes de dépendance et l'émancipation de la science et de la technique

Le conflit qui oppose dépendance et émancipation au cours du XIX^e siècle a des caractéristiques infiniment complexes; le passé hispanique est rejeté, processus naturel après une âpre lutte pour l'indépendance, et il est remplacé par des normes acceptées par le plus grand nombre, notamment depuis qu'on pense qu'en agissant ainsi, on pourrait mener à bien le premier objectif plus rapidement. Au début de la période que nous étudions, l'exemple le plus attrayant est celui des anciennes colonies britanniques d'Amérique du Nord, nouvellement émancipées et engagées sur la voie de la prospérité grâce à l'agriculture, l'industrie et le commerce. Le développement de la mécanisation en Europe, puis en Amérique du Nord après la guerre de Sécession, favorise l'émergence d'un processus de progrès reposant sur l'évolution industrielle et technique, dont les conséquences sociales ont été fort critiquées même en Amérique latine.

L'innovation et les aspirations nationales

Le besoin de réconcilier l'innovation et les aspirations nationales est à l'origine des insultes intellectuelles et des agonies spirituelles éprouvées par Simón Rodríguez, pour qui la rupture avec le passé offre avant tout la possibilité d'entreprendre des recherches créatives et autonomes. Très rapidement, la situation sociale nécessite des interventions politiques d'urgence. Ces dernières, fondées

sur les principes du libre-échange, apportent des solutions qui entraînent bientôt un état de dépendance. Ces solutions comprennent par exemple l'adoption du système d'instruction lancastérien ou l'imitation d'habitudes de consommation, de pratiques sociales et de processus techniques.

Cette réconciliation du besoin d'innovation et des aspirations nationales est particulièrement urgente et pressante dans le domaine de l'éducation. La difficulté consiste dans la transformation en citoyens des créoles, manquant pour la plupart de tout type d'éducation formelle, qui avaient démantelé et, dans certains domaines sociaux et culturels, détruit le système colonial dans lequel ils étaient nés et avaient grandi. Au Chili, en Argentine et en Uruguay respectivement, les personnalités d'Andrés Bello, de Domingo Faustino Sarmiento et de José Pedro Varela symbolisent les tentatives les plus remarquables d'organisation des systèmes éducatifs.

La relation du libre-échange avec le commerce international provoque dans son sillage une crise profonde, entraînant même la disparition d'artisanats et d'ateliers qui utilisaient la technique traditionnelle créole. Ainsi, toute chance de développement et d'innovation technique dans ce domaine est amoindrie.

On s'accorde généralement à dire qu'en dépit des efforts notoires des naturalistes et des partisans de la connaissance scientifique, notamment dans les universités, le XIXe siècle s'achève sans que l'Amérique latine ait connu de réel mouvement scientifique moderne, bénéficiant d'une aide institutionnelle et capable de produire des contributions significatives aux différents secteurs. Le point faible des causes mentionnées plus haut est qu'elles semblent devoir plus à des motivations intrinsèques qu'à l'absence de développement scientifique. On a ainsi souvent évoqué l'instabilité politique, économique et sociale pour expliquer le manque de contributions scientifiques de l'Amérique latine au XIX^e siècle, sans tenir compte du fait que la paix et la stabilité ne règnent pas non plus dans l'ensemble du monde occidental, à l'exception toutefois de la Grande-Bretagne, qui doit probablement son salut à son statut d'île. L'argument invoquant des valeurs et des conduites sociales défavorables au développement scientifique, bien que fréquent, peut être démonté de la même manière. Cela est aussi valable pour celui qui défend un manque d'intérêt pour la science de la part de la société, argument qui paraîtrait vraisemblable si le développement technique était inclus dans le domaine de la science.

La valeur critique de ces explications est encore affaiblie par deux exemples parmi tant d'autres. Le 22 novembre 1821, alors que la guerre qui fait rage sur le sol de la république de Colombie dure encore, un jeune scientifique français, Jean-Baptiste Boussingault, arrive à La Guaira, répondant ainsi à l'invitation du gouvernement. Par un accord entre Simón Bolívar et le baron Alexander von Humboldt, celui-ci est chargé de fonder l'École des mines de Bogotá dans le cadre d'un projet scientifique qui sera étendu

980 De 1789 à 1914

au Mexique. De même, alors que les troubles politiques et militaires se déchaînent au Venezuela, on y fonde, à Caracas, la société pour les sciences physiques et naturelles qui siégera de 1867 à 1878. Charles Darwin se trouve parmi les membres d'honneur.

Le changement technique

Par évolution technique, on entendait la transformation rapide, la suppression ou la substitution de la technique créole et la mise en place d'une nouvelle relation entre les techniques créoles et indigènes. La symbiose technique, efficace tout au long de la période coloniale, vole en éclats. Pourtant, les problèmes de production pour la subsistance de la majorité de la population avaient été résolus par une technique créole fondée sur des savoirs indigènes, mais cette dernière devait alors affronter les difficultés liées à la stagnation technique dans les domaines du transport et de la préservation des denrées périssables. Ces problèmes persistent presque jusqu'à la fin du siècle. L'ouverture des marchés à l'importation et à l'exportation des produits traditionnels ou des nouveaux produits tels que la laine, le blé et le bœuf, produits en grande quantité à cette fin, sont favorisées par l'introduction des lignes de chemin de fer, rapide dans le dernier tiers du XIX^e siècle.

L'économie traditionnelle héritée des colonies est très peu rentable en termes d'avancées techniques dans le domaine de la production. Le système de production des nouvelles cultures comme celle du café se montre également insuffisant quant à son efficacité, du moins jusqu'à l'étape du produit semi-fini. À l'inverse, l'introduction de nouvelles sources d'énergie et de nouvelles techniques a des conséquences sur la production de sucre. Cela signifie que des compagnies étrangères ont la mainmise sur ce type de production.

Le remplacement du travail des esclaves par une main-d'œuvre libre pose le problème de la formation professionnelle nécessaire à l'utilisation des nouvelles techniques importées. Cela est probablement la conséquence sociale la plus importante de l'évolution technique pendant la seconde moitié du siècle. Jusqu'alors monopolisée par de grands propriétaires fonciers et par leurs serfs, la scène du travail voit l'arrivée d'un nouvel acteur, le salarié, qui ajoute à la complexité du tissu social et qui amorce un changement dans les relations sociales.

En guise de conclusion pour ce qui est de l'évolution technique, il nous faut insister sur deux points: d'une part, l'introduction relativement précoce de la vapeur pour la navigation et le transport ferroviaire, puis celle de l'éclairage au gaz, de l'électricité et du télégraphe ne sont pas provoquées par des processus autonomes d'évolution technique; d'autre part, ces avancées

n'ont que très peu favorisé l'évolution de la manufacture et de l'industrie. Au cours de la troisième décennie du siècle, les bateaux à vapeur commencent à naviguer sur le lac de Maracaibo et sur les fleuves Magdalena, Orinoco et Paraná. La fièvre des chemins de fer qui, après le milieu du siècle, deviennent le symbole du progrès et de la civilisation, ne s'est pas encore manifestée: le premier chemin de fer est construit dans la Cuba coloniale en 1838. Pour résumer, les économies européennes et nord-américaines en pleine expansion sont à l'origine de ces changements et de ces innovations, qui leur permettent d'accéder aux matières premières utilisées par leurs industries et de créer de nouveaux marchés pour leurs produits.

Le changement technique affecte radicalement et de façon diffuse un domaine moins visible. Il sème l'idée de progrès en tant que modernisation technique et le débarrasse, dans les esprits, de son contenu moral et éthique. Dorénavant, les gouvernements de toute couleur politique évaluent les résultats de leurs objectifs selon le progrès matériel.

LA CRÉATION DE NOUVELLES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES ET LE DEVANCEMENT DE LA CRISE STRUCTURELLE DE LA SOCIÉTÉ

La nécessité d'approvisionner les vastes marchés d'Europe, créés par la croissance de la population que provoquent les révolutions industrielles, entraîne des changements radicaux et profonds, particulièrement dans l'économie des zones tempérées face à l'océan Atlantique. Les zones tropicales et subtropicales bénéficient également de la croissance de la consommation de sucre, de café et de cacao, mais elles ne commencent à émerger de leur léthargie que vers la fin de cette période grâce à la prospection pétrolière.

Trois facteurs expliquent ces évolutions. D'abord, la nécessité de trouver des solutions pour transporter d'importantes quantités de marchandises à moindre coût, ce que permettent les chemins de fer et les grands navires transatlantiques. En second lieu, il faut résoudre le problème du transport massif des denrées périssables, ce qui est fait par l'élaboration d'extraits de viande et l'utilisation de bateaux réfrigérés pour le transport du bœuf et de l'ananas. Enfin, le besoin d'être compétitif sur le marché international face aux autres centres de production souligne le besoin d'appliquer de nouvelles techniques à la production de produits tropicaux traditionnels.

De manière générale, nous pouvons dire que, dans les deux premiers cas, les solutions n'ont pas été trouvées par les producteurs mais par les

consommateurs. De fait, cela leur permet de contrôler les maillons les plus lucratifs de la chaîne économique, à savoir les exportations, le transport et l'industrialisation; plus tard, grâce au crédit conditionné et aux fluctuations dévastatrices des prix, ils pourront étendre leur influence à la production elle-même. Dans le troisième cas, les améliorations dans la production sont introduites localement, bien que l'on constate, à plus petite échelle, la même prise de contrôle que celle évoquée précédemment.

Au début du XX^e siècle, certaines des sociétés transplantées d'Amérique latine commencent à émerger de la crise structurelle qui les assaillait depuis la fin du XVIII^e siècle. Elles réagissent sous l'influence de deux facteurs extérieurs dynamiques. D'un côté, la seconde révolution industrielle, ses nouveaux besoins en matière première d'origine minière et ses nouvelles techniques, ainsi que la présence naissante de l'Amérique du Nord qui se fait déjà sentir particulièrement dans les Caraïbes et l'Amérique centrale et septentrionale. De l'autre, dans la région du Río de la Plata et dans certaines zones du Brésil, l'affluence massive d'immigrants européens et les premiers pas du processus d'industrialisation, qui provoquent aussi des changements considérables.

La transformation sociale et politique de certaines des sociétés transplantées est le résultat de trois facteurs primordiaux : la modernisation, le renouveau du processus d'urbanisation et l'institutionnalisation en cours de la vie politique.

La modernisation implique une série de mesures politiques comprenant l'organisation des administrations publiques, l'instauration d'une monnaie et de systèmes de poids et de mesure, la formation des armées nationales, le développement des réseaux routiers et des communications, la mise en place et l'élaboration de systèmes éducatifs nationaux, etc. Dans tous ces domaines, la technique est importée rapidement et à grande échelle.

Le renouveau du processus de migration vers les zones urbaines, qui avait été pratiquement paralysé depuis la fin du XVIIIe siècle en raison des guerres d'indépendance et des guerres civiles qui avaient suivi, signifie que les mouvements de relocalisation et d'adoption de nouvelles mœurs ont repris. La modernisation a joué un rôle fondamental dans ce domaine. Dans le bassin du Río de la Plata et dans le sud du Brésil, l'importance de l'immigration comme force de changement commence à croître.

L'institutionnalisation du système politique reste un sujet crucial pour la plupart des sociétés latino-américaines vers la fin de la période que nous étudions. La contradiction entre les dictatures — de type modernisateur ou non — et les aspirations à l'institutionnalisation de la vie politique est un facteur décisif qui conditionne la vie culturelle et scientifique.

La transformation culturelle

La croissance des responsabilités de l'État, conformément au processus de transformation sociale et politique, donne lieu à des demandes d'ordre culturel qui exigent des changements considérables dans la préparation et la diffusion de l'information. Les résultats les plus remarquables de cette transformation culturelle sont qu'enfin, dans les esprits, les républiques indépendantes ne vivent plus dans l'ombre de leur passé colonial.

La différence entre culture urbaine et culture rurale s'intensifie. La première est symbole de modernité, la seconde synonyme de retard. La culture urbaine s'ouvre à des idées nouvelles de toutes sortes, alors que la culture rurale demeure le sanctuaire de valeurs traditionnelles que l'on estime pittoresques. Ce changement produit un schisme profond et irréductible dans la conscience culturelle de nombreuses sociétés créoles, ce qui peut encore être observé aujourd'hui. L'adoption des nouvelles idées n'est pas une évolution stimulée naturellement par des contacts culturels. À l'inverse, les valeurs traditionnelles sont rejetées *a priori* et les nouvelles idées sont adoptées à leur place. Il existe cependant une exception: le mouvement moderniste représenté par la poésie de Rubén Darío et la prose de Manuel Díaz Rodríguez est une contribution américaine originale qui ouvre une voie nouvelle de la littérature en langue espagnole.

Le profond clivage séparant les sociétés indigènes et la culture créole dominante s'élargit et s'approfondit; la marginalisation des premières en terme territorial et social devient encore plus marquée. Les taux d'analphabétisme, extrêmement élevés dans les deux groupes, sont presque absolus dans les sociétés indigènes. Celles-ci, comme la majorité de la population de sang mixte, qu'elle soit urbaine ou rurale, n'ont pas accès à l'école. La culture créole dominante entre dans une ère de transformation liée au processus de changement des habitudes de consommation et au contact avec un certain nombre de *stimuli* intellectuels, bien que le mécanisme de substitution des autorités et la résurgence de l'hispanisme par compassion avec la défaite espagnole de 1898 aient également une influence considérable.

La vie culturelle et scientifique ainsi que le système éducatif subissent une transformation toujours plus rapide, favorisée principalement par la croissance de la presse politique et culturelle. La modernisation des universités est considérée comme une étape essentielle de la modernisation de la société créole. Vers la fin de cette période historique, un changement radical s'annonce dans ce domaine. L'éducation primaire publique gratuite et obligatoire s'ouvre aux femmes. Le sport commence à se développer, en tant que solution de remplacement aux rencontres sociales de nature religieuse.

L'Amérique latine et les Caraïbes dans le contexte mondial

On reconnaît généralement qu'à cause des guerres d'indépendance, des guerres civiles qu'elles ont entraînées et de l'organisation calamiteuse des nouveaux États, l'Amérique latine et les Caraïbes sont restées dans les coulisses de la grande scène mondiale jusque vers la moitié du XIX^e siècle. Cette constatation est valable si on considère l'aptitude de la région à jouer un rôle actif sur le plan international. Il a également été souligné que cela se devait principalement à l'échec du plan de Bolívar pour l'unité, connu sous le nom de congrès de Panamá (1826), qui a été remplacé par un mécanisme d'unité interaméricaine contrôlé par les États-Unis et entrepris après la première conférence des États américains en 1889.

Cependant, la conclusion est bien différente si on tient compte du sens qu'acquièrent ces nouveaux États pour la politique européenne post-napoléonienne, décidée à éradiquer le républicanisme en tant que forme de gouvernement et même en tant que doctrine. Cela s'applique aussi au domaine de l'économie, si l'on évalue la contribution de la région à l'intensification de la capacité d'expansion du capitalisme européen et nord-américain.

Le changement de la présence européenne est le résultat d'une transformation qui a lieu en Europe au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, incarnée par la lutte entre la monarchie absolue, la monarchie constitutionnelle et le républicanisme. On inaugure de nouvelles relations avec l'Amérique latine et les Caraïbes, cette fois sous la forme d'un colonialisme moderne, qui remplace les objectifs de reconquête des domaines américains par l'absolutisme espagnol restauré sous l'égide de la Sainte-Alliance. Pourtant, une longue suite d'hostilités, de guerres et d'interventions a lieu entre les parties prenantes, non sans peser lourdement en défaveur des efforts de restructuration des nouveaux États américains. Le Mexique, la République dominicaine, le Pérou, la Bolivie, l'Uruguay, l'Argentine, le Venezuela, la Colombie — presque tous les nouveaux États — subissent des agressions sous une forme ou une autre. L'échec de cette politique au Mexique et la consolidation des États-Unis, une fois dépassée sa crise interne en 1865, apportent un changement dans l'attitude européenne.

L'émergence définitive des États-Unis en tant que puissance continentale dominante, qui commence à s'immiscer dans l'Amérique latine et dans les Caraïbes dès la fin de la période qui nous concerne, est finalement accélérée par les répercussions de la Révolution mexicaine, puis par la Première Guerre mondiale et la Révolution russe qui mènent à la prospection pétrolière dans le bassin des Caraïbes.

Les nouveaux courants philosophiques commencent à trouver une expression politique. Le socialisme et le syndicalisme du XIX^e siècle, ainsi

que les résistances populaires agrariennes, influencés par les idéaux de la Révolution mexicaine, se cristallisent sous forme de mouvements socialistes inspirés par le modèle européen, notamment par le modèle français après la Commune de 1871.

C'est dans ce contexte que s'achève cette période historique. Si nous voulons la comprendre correctement, nous devons garder à l'esprit que les sociétés créoles d'Amérique latine et des Caraïbes ne sont pas simplement des cobayes pour les nouveaux courants scientifiques, culturels et techniques créés en Europe et aux États-Unis. Ces sociétés s'efforcent de se joindre au mouvement. Les résultats qu'elles obtiennent ne doivent pas seulement être évalués en fonction des noms célèbres ou des contributions originales qui s'ajoutent au panorama mondial, mais aussi, et peut-être surtout, en fonction de l'ampleur et de la persistance de l'effort consenti pour surmonter les difficultés récalcitrantes en un laps de temps très bref: un passé construit en plusieurs siècles est détruit en quelques décennies, et, dans de nombreux cas, la reconstruction se fait sur les fondations mêmes.

BIBLIOGRAPHIE

- Babini J. 1963. La ciencia en Argentina. Buenos Aires, Eudeba.
- Bateman A. et al. 1971. Apuntes para la ciencia en Colombia. Bogotá, Col. Ciencias.
- Bello A. 1843. Imprenta del Estado. Santiago, Universidad de Chile.
- Bernal J. 1979. *Historia social de la ciencia*. Barcelone, Ediciones Península.
- Bushnell D., Macauley N. 1988. *The emergence of Latin America in the nineteenth century*. Oxford/New York, Oxford University Press.
- CENDES (CENTRO PARA EL DESARROLLO DE ESTUDIOS). 1982. Formación histórico-social de América Latina. Caracas, Ediciones de la Biblioteca de la Universidad Central de Venezuela.
- CORTÉS CONDE R. 1974. The first stage of modernization in Latin America. New York, Harper & Row.
- DE GORTARI E. 1973. *Ciencia y conciencia en México* (1767–1883). Mexico, Sepsetentas.
- ELLIOT J. H. 1972. *El viejo mundo y el nuevo mundo*. Madrid, Alianza Editorial.
- Griffin C. C. 1962. *El período nacional en la historia del Nuevo Mundo*. Mexico, Instituto Panamericano de Geografía e Historia.

HALPERIN DONGHI T. 1969. Historia contemporánea de América Latina. Madrid, Alianza Editorial.

- Henriquez Ureña P. 1947. *Historia de la cultura de la América hispana*. Mexico, Fondo de Cultura Económica.
- HULL L. W. 1961. Historia y filosofía de la ciencia. Barcelone, Ariel.
- IVIC. 1965. *La ciencia, base de nuestro progreso*. Caracas, Ediciones del Instituto Venezolano de Investigaciones Científicas (IVIC).
- Kaplan M. 1969. Formación del Estado nacional en América Latina. Buenos Aires, Amorrortu Editores.
- Kohn de Beker M. 1970. *Tendencias positivistas en Venezuela*. Caracas, Ediciones de la Biblioteca de la Universidad Central de Venezuela.
- López Piñero J. M. 1969. *La introducción de la ciencia moderna en España*. Barcelone, Ariel.
- López Sánchez J. 1980. «Breve historia de la ciencia en Cuba». *Revista de la Biblioteca Nacional José Martí*, n° 1 (février-avril).
- Lynch J. 1987. *Hispanoamérica, 1750–1850. Ensayos sobre la sociedad y el Estado.* Bogotá, Universidad Nacional de Colombia.
- Murra J. 1975. Formaciones económicas y políticas del mundo andino. Lima, Instituto de Estudios Peruanos.
- ROCHE M. 1968. La ciencia entre nosotros y otros ensayos. Caracas, Ediciones del IVIC.
- 1975. Descubriendo a Prometeo. Caracas, Monte Ávila.
- «Factors governing the scientific and technological development of a country»; *Scientia*, n° 111.
- «Early history of science in Spanish America». Science, n° 194.
- Rodríguez S. 1954. Escritos de Simón Rodríguez. Caracas, Sociedad Bolivariana de Venezuela.
- SAGASTI F. «Esbozo histórico de la ciencia y la tecnología en América Latina». *Interciencia*, vol. III, n° 6.
- 1981. Ciencia, tecnología y desarrollo latinoamericano. Tlalpán, Fondo de Cultura Económica.

12.2 La Méso-Amérique

Perla Chinchilla

LE MEXIQUE

La période que nous étudions dans ce volume peut être divisée en trois grandes phases, même s'il est certain que celles-ci demeurent approximatives: 1785–1820, 1820–1864 et 1864–1910.

La première phase (1785–1820)

Cette période correspond à ce que l'on connaît sous le nom «Lumières», et le concours de divers facteurs en fait un moment clé du développement de la «science moderne» au Mexique.

Tout d'abord, c'est à ce moment que l'idéologie des Lumières se propage véritablement et s'installe de manière durable parmi les créoles. Cette nouvelle philosophie s'était développée tout au long du XVIIIe siècle chez un petit nombre d'individus qui avaient fondé plusieurs associations et académies dans les principaux centres urbains du pays. Les idées nouvelles qui germent dans ces centres de pensée sont alors diffusées avec une rapidité encore inégalée par l'intermédiaire d'ouvrages ou d'autres types de publications (Trabulse, 1985, p. 17). Il convient de souligner à ce titre le rôle primordial de l'action éducative menée à bien par la Société de Jésus, malgré son expulsion de la Nouvelle-Espagne en 1767, dans la formation de toute une génération de penseurs. Ceux-ci contribuent à diffuser l'humanisme classique, opposé à la scolastique orthodoxe, et à propager certains aspects de la nouvelle philosophie, tels que la théorie atomique et certaines découvertes scientifiques: la gravitation universelle, la «génération» séminale, la dimension du cosmos, etc. Ils sont également en grande partie responsables de l'intérêt accru porté aux cultures indigènes, notamment aux mestizos et à leur rôle dans la constitution de la société mexicaine, principaux instigateurs de la montée du nationalisme créole¹.

Les scientifiques mexicains sont à cette époque essentiellement des «encyclopédistes» dont les activités touchent plusieurs domaines du savoir, mais également d'excellents vulgarisateurs des dernières découvertes scientifiques, tant pratiques que théoriques. C'est dans ce contexte, au cours des

dernières années d'existence de la Nouvelle-Espagne, qu'un cadre institutionnel pour la «science moderne» se forme, fournissant ainsi les bases pour l'établissement d'une «science nationale» au siècle suivant. Parmi les principales institutions créées au cours de cette période, on peut mentionner l'École royale de chirurgie (1768), l'Académie des beaux-arts de San Carlos (1781) et, peut-être la plus importante de toutes, le Collège royal des mines (1792–1821).

Finalement, le contexte favorable résultant de l'adoption par l'Espagne d'une politique des Lumières dans ses colonies américaines est un autre fait tout aussi influent. Dans l'ensemble, les conséquences sur la Nouvelle-Espagne sont encourageantes, dans la mesure où cette politique renforce le processus récemment engagé de création de nouvelles institutions scientifiques. Le véritable coup d'envoi est l'expédition botanique en Nouvelle-Espagne en 1787, qui compte parmi ses participants des naturalistes espagnols célèbres tels que Sessé, Cervantes et Mociño, originaire de la Nouvelle-Espagne. Cette expédition est suivie de l'inauguration, en 1788, des Jardins botaniques de Mexico et de la création d'une chaire de botanique moderne.

La deuxième phase (1820-1864)

En réalité, cette période correspond au XIX^e siècle, qui voit évoluer deux tendances conflictuelles par certains aspects. La première d'entre elles est le lien de plus en plus direct entre le progrès scientifique et le contexte socio-économique dans lequel il s'inscrit, et sa relation manifeste avec les intérêts nationaux. La seconde, qui va à l'encontre de la première, est l'unité croissante, au-delà des frontières nationales, qui caractérise le monde scientifique et œuvre pour des échanges plus réguliers et une collaboration plus étroite entre les scientifiques. La science mexicaine du XIX^e siècle reflète ces deux tendances générales tout en présentant des caractéristiques qui lui sont propres.

Le contexte social et économique du Mexique est particulièrement défavorable pour l'activité scientifique au cours de cette période, touchée par la plus grande instabilité politique et financière de tout le XIX^e siècle. En 1821, à la fin de la guerre d'indépendance, de nombreux secteurs de production du pays ont déjà été dévastés. Pourtant, le faux climat d'optimisme engendré par la richesse du nouveau pays émergent, qu'Humboldt avait décrit avec emphase, allait empêcher pendant un moment toute prise de conscience de la réalité de la situation.

L'évolution de la recherche scientifique se voit affectée par cette situation. De fait, il faudra plus de trente ans pour que le pays se relève. Au cours de ces décennies, très peu de travaux scientifiques sont publiés, et ceux qui le sont représentent pour la plupart des travaux de scientifiques qui avaient progressé dans leurs recherches durant les dernières années du colonialisme. C'est le cas des travaux d'Andrés Manuel del Río, qui découvre le vanadium, et du *Novorum Vegetabilium* de Martínez de Lejarza et Pablo de la Llave (1824). Les quelques revues périodiques publiées, telles que le *Registro Trimestre*, le *Mosaico Mexicano* et le *Museo Mexicano*, présentent très peu d'informations nouvelles et auront une durée de vie assez courte.

Dès 1822, Vicente Cervantes, professeur chargé de la direction des Jardins botaniques de Mexico depuis leur création, fait appel à l'empereur Iturbide pour organiser leur reconstruction et leur extension. Toutefois, seuls les cours de botanique, interrompus pendant deux ans, reprennent en 1824 (Rodríguez, 1992, pp. 141–183). En 1830, Lucas Alamán propose d'associer les Jardins botaniques et le musée des Antiquités et de l'Histoire nationale, de façon à optimiser leur fonctionnement.

Dans son *Memoria para la carta hidrogáfica* de 1856, Orozco y Berra rapporte la proposition du ministre du Développement et des Travaux publics de composer un atlas national qui comprendrait l'histoire et la géographie des temps anciens, l'archéologie, la zoologie, la botanique, les statistiques, ainsi que des cartes géologiques, géodésiques et topographiques de la vallée de Mexico. Les guerres qui sont livrées à l'époque des réformes empêchent malheureusement ce projet de voir le jour.

Bien que les progrès réalisés pendant cette période soient assez insignifiants, c'est à ce moment que sont posés les fondements de la «science nationale». Deux caractéristiques distinguent cette période dès son début. En premier lieu, le soutien apporté au processus de création des institutions de la part du gouvernement. Ce phénomène est compréhensible si l'on tient compte du fait que l'élite en charge de gouverner est constituée d'hommes éduqués selon un mode de pensée propre à l'esprit des Lumières du XVIII^e siècle. Ceux-ci sont en effet convaincus que «la connaissance et la prospérité sont deux étapes clés dans la marche vers le progrès si longtemps souhaitée et [qu'] il est par conséquent nécessaire de trouver les moyens de développer leur potentiel» (Rodríguez, 1992, p. 150). De fait, ce groupe comprend de nombreux hommes activement impliqués dans la vie politique, tels que Guadalupe Victoria, premier président de la République et diplômé de l'École des mines, Lucas Alamán, également ancien élève de l'École des mines spécialisé en chimie et en minéralogie, qui, en 1825, occupe le poste de ministre des Affaires étrangères et, la même année, est nommé président du conseil d'administration de l'Institut des sciences, de la littérature et des arts nouvellement créé; enfin, mentionnons comme dernier exemple Melchor Ocampo, figure de proue du mouvement de réforme qui compte parmi les plus grands botanistes de son temps. Le progrès de la science suscite tant l'intérêt des libéraux que celui des conservateurs qui, très souvent, unissent leurs efforts pour faire cause commune². En second lieu, le contexte social

dans lequel les façons de penser plus traditionnelles prévalent, de sorte que peu de personnes sont prêtes à financer la recherche scientifique.

La priorité donnée à l'enseignement scientifique plutôt qu'à la recherche en tant que telle est l'un des traits caractéristiques de la jeune « science nationale ». Vue sous cet angle, cette préférence semble logique, autant par son idéologie profonde que par les préjudices que les vicissitudes de la guerre ont fait subir à l'enseignement. Ainsi, en 1822, on pense en général que le « progrès » passe uniquement par la « liberté de la presse "qui encourage le savoir et permet de le propager" et la promotion du "savoir utile", de manière à "dissiper les ténèbres de l'ignorance" » (Rodríguez, 1992, p. 143). La réforme politique est d'ailleurs perçue comme un élément indissociable de l'éducation de la jeune génération et d'une population instruite.

En outre, la science étant étroitement liée aux intérêts de l'État, elle est plus souvent mise au service de celui-ci afin, par exemple, de recueillir des informations sur le pays dans le but évident de protéger ses frontières et d'exploiter au mieux son potentiel économique. Ce sont, par conséquent, surtout les sciences naturelles et la géographie qui sont privilégiées. En réalité, les travaux réalisés par la Société géographique et statistique (1833) constituent le seul lien véritable entre la première et la seconde moitié du XIX^e siècle.

La troisième phase (1867-1910)

L'élan apporté à la science dès ce moment et jusqu'à la fin de la première décennie du XX^e siècle coïncide avec la consolidation du Mexique en tant qu'État-nation. Une plus grande stabilité politique et économique ainsi que le triomphe du libéralisme contribuent à promouvoir la création d'institutions scientifiques et à permettre la formation de scientifiques professionnels.

Bien que l'on remarque en de nombreux points une certaine continuité avec la phase précédente, certains aspects nouveaux et caractéristiques du domaine de la science font leur apparition au cours de cette troisième phase; cela peut s'observer par ses aspects exogènes, c'est-à-dire concernant la société dans laquelle la science s'inscrit, et par ses aspects endogènes, relatifs aux paradigmes partagés par les différents groupes de scientifiques mexicains.

Parmi ces derniers se trouve le sujet très controversé du positivisme et de son influence sur le climat intellectuel qui règne à Mexico au cours des dernières décennies du XIX^e siècle. Le «libéralisme orthodoxe» et le «néolibéralisme positiviste» ne sont que deux branches de la tradition libérale qui, en définitive, semble imputable aux Lumières du XVIII^e siècle. Le positivisme symbolise la «période de reconstruction» suivant la révolution libérale, étant donné que, selon la philosophie d'Auguste Comte, le progrès de la pensée

scientifique et une telle modernisation représentent un objectif essentiel et incontournable de l'aspiration au bien-être et à la stabilité sociale.

Le point de vue des Lumières selon lequel la «science spéculative» devrait laisser la priorité à la «science pratique» atteint son apogée avec le positivisme. L'admiration envers la science et l'optimisme pour l'enseignement scientifique, qui ont été démontrés par la génération de Gabino Barreda, à l'origine de la philosophie positiviste de Comte au Mexique, offrent peu de différences avec les idées du siècle des Lumières (Rodríguez, 1992, p. 330). Le positivisme devient alors l'«idéologie» de l'élite dirigeante.

À part le positivisme, la plus grande influence exercée sur la science au Mexique tout au long du XIX^e siècle provient de la France. Cette relation sera renforcée par l'invasion française sous l'égide de Napoléon III et l'empire de Maximilien qui s'ensuivra. Le pays reçoit la visite de la Commission scientifique du Mexique (1864–1869), dont les activités sont décrites dans les bulletins publiés à Paris entre 1865 et 1869. On y mentionne Boussingault, un naturaliste et chimiste, Milne-Edwards, un zoologiste, et Marié-Davy, un astronome, même si ce sont en réalité les minéralogistes et les géologues qui apportent les contributions les plus considérables. Parmi leurs homologues mexicains, nous retiendrons également des scientifiques tels que José G. Ramírez et Velázquez de León.

Dans la mesure où c'est surtout par l'intermédiaire de la France que les scientifiques mexicains maintiennent le contact avec les centres européens de recherche et d'enseignement, c'est en version française que le darwinisme se répand au Mexique, même si à la fin du XIX^e siècle des éditions en anglais et en allemand des travaux de Darwin circulent dans le pays. *La Naturaleza*, une revue publiée par la Société d'histoire naturelle du Mexique, est probablement l'un des exemples les plus significatifs de ce phénomène. Ainsi, après avoir édité la traduction d'un travail de Darwin publié dans la *Revue scientifique* et intitulé «La formation de l'humus végétal par l'action des vers de terre», elle fait paraître l'article antidarwiniste de R. Virchow, «Darwin et l'anthropologie», tiré de la même revue. Dans ces circonstances, et étant donné l'opposition qu'il rencontre dans le positivisme comtien, on comprend mieux pourquoi le darwinisme tarde à parvenir au Mexique et n'a que très peu d'influence par rapport à d'autres théories.

Cependant, vers la fin du XIX^e siècle, le Mexique réunit les conditions nécessaires à une compréhension plus détaillée et plus complète des idées de la science contemporaine. Une nouvelle génération de scientifiques, dont beaucoup sont allés étudier à l'étranger, notamment en France, se montre bien mieux informée, plus confiante dans ses propres capacités et plus convaincue de l'intérêt de ses travaux. Les considérations religieuses et métaphysiques, présentes d'une façon ou d'une autre dans la vie des scientifiques les plus avancés de la génération précédente, sont laissées de côté

et c'est le «matérialisme», un aspect essentiel de la science au XIXe siècle, qui prend le dessus.

Enfin, il convient de mentionner la formation, entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, de sociétés scientifiques et d'associations, ainsi que le lancement consécutif d'un grand nombre de nouveaux périodiques. En effet, l'évolution rapide du savoir nécessite de telles institutions, qui permettent les échanges entre les spécialistes. Cependant, nous devons distinguer deux types d'associations: celles de nature strictement scientifique, dont les publications sont destinées à la communauté scientifique, et celles qui cherchent à vulgariser la science devenue un sujet de grande importance dans le climat positiviste et libéral que nous avons signalé ci-dessus. La fréquentation des congrès internationaux augmente, comme en témoignent les *Bulletins de la Société géographique et statistique du Mexique*.

Les différents domaines de la recherche scientifique

Les mathématiques

Au Mexique, comme dans beaucoup d'autres pays occidentaux, États-Unis compris, très peu d'études sont menées à bien dans ce domaine au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Ailleurs, la situation est différente, notamment en France, en Allemagne, en Angleterre et en Italie, où la recherche est diffuse et continue.

Cependant, on a découvert dans certains manuels scolaires des contributions novatrices, principalement en matière de calcul infinitésimal. En mathématiques pures, il nous faut mentionner les idées de Díaz Covarrubias, Manuel Gargollo et Manuel Ramírez sur les fondements du calcul infinitésimal, ainsi que l'*Examen du calcul infinitésimal d'un point de vue logique* de Gabino Barreda dans le domaine de la logique mathématique.

Toutefois, tandis qu'en Europe les mathématiciens explorent des domaines tels que l'analyse algébrique ou la géométrie non euclidienne, le calcul fondé sur la méthode de Leibniz et de Newton, encore employé au Mexique, appartient déjà au passé.

La physique

Au début du XIX^e siècle, on pense encore que l'astronomie et la mécanique sont les deux derniers domaines des sciences naturelles auxquels les théories mathématiques s'appliquent et on attache ainsi beaucoup moins d'importance à leurs aspects expérimentaux. Toutefois, à mesure que l'on avance dans le temps, cette vision des choses évolue et on voit naître l'astrophysique,

parallèlement au développement de la physique mathématique. Dans ce contexte nouveau, l'astronomie fondée sur l'observation prend beaucoup d'importance et devient, avec l'astronomie de position, la méthode la plus couramment employée au Mexique. Cela est clairement démontré par les travaux de Díaz Covarrubias, *Nuevos métodos astronómicos* et *Viaje de la comisión mexicana al Japón para observar el paso de Venus por el disco del sol*, de même que par les recherches effectuées à l'Observatoire national.

Outre ces observations et la détermination de la position des astres, il semble que les scientifiques mexicains n'aient pas toujours suivi les progrès survenus dans le domaine de la mécanique classique au cours des vingt-cinq dernières années du XIX^e siècle. Quant aux sciences physiques en tant que telles, à en juger par les systèmes contemporains de classification, c'est-à-dire l'optique, l'acoustique, le magnétisme et l'électricité, seules quelques études abordant de façon succincte ces divers thèmes sont produites. De même, peu de travaux expérimentaux sont réalisés dans ces domaines.

La chimie

La chimie est l'une des disciplines qui se développe le plus rapidement au cours du XIX^e siècle, principalement avec l'émergence de la chimie organique et de l'industrie chimique. Un intérêt croissant est également porté à la chimie inorganique, surtout lorsqu'elle est appliquée à l'exploitation minière, du fait d'une longue tradition dans ce domaine. En réalité, les travaux effectués pendant le XIX^e siècle sont la continuation de ceux de l'École des mines, où l'on étudie la chimie moderne depuis la fin du XVIII^e siècle. La métallurgie est donc l'une des premières industries dont le développement est stimulé par les progrès scientifiques, comme le montre l'article intitulé «Application des théories thermochimiques aux théories métallurgiques de l'amalgamation de l'argent» de C. R. Landero. Toutefois, l'étude de M. M. Contreras, qui propose le recours à l'«analyse des fragments et des impuretés» dans l'amalgamation de l'argent, révèle que les méthodes traditionnelles conservent leur place parallèlement aux nouvelles découvertes.

Le lien entre la pharmacie et la chimie est établi officiellement. Dès 1843, le premier programme pour l'étude de la pharmacie est mis en place, comportant notamment un thème sur l'analyse chimique (Trabulse, 1985, vol. I, p. 190). Parmi les personnalités diplômées de ce programme d'enseignement, il convient de mentionner le célèbre chimiste mexicain de l'époque, Leopoldo Río de la Loza. Alors que règne encore la controverse antérieure à l'apparition de la «théorie atomique moderne», ce dernier entreprend des recherches dans le domaine de la chimie analytique, et plus particulièrement sur les sels, un travail de recherche que ses disciples poursuivront.

La minéralogie

Avant le XIX^e siècle, ce terme recouvrait l'ensemble des connaissances liées au royaume minéral, jusqu'à ce que l'on commence à parler d'une discipline indépendante, les «sciences de la Terre»: la préhistoire évolue aux côtés de la géologie, tandis que la paléontologie et la pétrographie se développent parallèlement à la minéralogie proprement dite. Au Mexique, l'étude de chacune de ces disciplines prend sa source dans les recherches menées par l'École des mines, mais également dans les travaux d'Humboldt, résumés dans son *Essai géognostique sur le gisement des roches dans les deux hémisphères*, ainsi que dans l'œuvre remarquable d'Andrés Manuel del Río, *Elementos de orictognosia*.

Bien que la cristallographie physique ou chimique n'ait apparemment fait l'objet d'aucune recherche, on dispose toutefois d'une grande quantité d'études statistiques permettant d'établir une classification systématique de l'énorme variété de minéraux du Mexique. Ces statistiques, ajoutées aux données obtenues dans le reste du monde scientifique, fournissent une base à la classification des formes et des symétries cristallines.

Dans les classifications lithologiques qui voient le jour, les systèmes et les explications se fondent sur l'observation des roches et sont organisés en fonction de leurs origines géologiques. On peut citer, par exemple, les études menées par Santiago Ramírez en relation avec la recherche sur les fossiles caractéristiques. Un autre domaine de la recherche minéralogique développé au XIXe siècle concerne les météorites, dans lequel les scientifiques mexicains complètent des travaux déjà mis en route par leurs homologues européens et nord-américains.

Enfin, il convient de souligner l'importante contribution que représentent les «collections minéralogiques» dans l'essor de la minéralogie. Ces collections, avec celles provenant d'autres pays, fournissent non seulement une base solide à la recherche, mais se révèlent aussi très utiles à des fins éducatives

La géologie

Dans cette discipline également, on cherche à se mettre au niveau des progrès très rapides observés à la fin du siècle précédent sous l'impulsion de la célèbre académie de Freiberg. Les travaux effectués dans ce domaine sont le fruit des efforts conjugués de plusieurs scientifiques. De nouvelles spécialités voient le jour, même si certains scientifiques continuent de porter leurs recherches sur de vastes domaines et formulent des hypothèses générales.

Au cours du XIX^e siècle, la géologie connaît un essor qui se doit à une grande quantité d'informations collectées dans le monde entier. La géolo-

gie du Mexique suscite l'intérêt des spécialistes étrangers, de sorte que la plupart des études géologiques sont menées par les membres d'expéditions nord-américaines, françaises et allemandes. À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, les Mexicains montrent eux aussi un intérêt marqué pour l'étude de la géologie. Le premier travail entrepris par les naturalistes est d'établir une échelle stratigraphique. Celui-ci n'est rendu possible que par l'évolution progressive de la «paléontologie systématique», qui connaît alors une évolution rapide. L'œuvre de Santiago Ramírez dévoile clairement les corrélations qui existent entre ces deux sciences.

Au cours du dernier tiers du XIX^e siècle, avec la construction des lignes ferroviaires et le regain d'intérêt pour l'exploitation minière, les études portant sur la géologie et les minerais bénéficient d'un enthousiasme croissant. Ces recherches débouchent sur la publication de cartes et levés géologiques, qui pour la plupart ont déjà été publiés auparavant dans d'autres pays. En 1889, la Commission géologique mexicaine (1886) propose une « Esquisse géologique de la République mexicaine » pour l'Exposition universelle de Paris. Toutefois, ce n'est qu'au début du XX^e siècle, à l'occasion du dixième Congrès international de géologie à Mexico en 1906, que l'on parvient à établir une carte géologique définitive du pays.

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, les géologues et les paléontologues travaillent en collaboration pour résoudre le problème de la délimitation des zones géologiques et se retrouvent autour des débats sur l'évolution. Les progrès dans ce domaine de recherche sont par conséquent intimement liés à l'état de l'«évolutionnisme».

La géographie

L'étude de la géographie bénéficie d'une attention particulière, même si elle ne reçoit pas suffisamment de fonds. La nécessité d'effectuer des études et des relevés scientifiques sur le pays et ses côtes, de même que sur les changements des frontières au nord, incite le gouvernement à prendre part à l'élaboration de différents types de cartes: atlas, collections de cartes nautiques, cartes des unités fédérales, etc.

L'étude de la géographie au Mexique, qui trouve ses origines dans la tradition mise en place par Humboldt, bénéficie largement de l'influence dynamique de cette dernière, comme c'est le cas du nouveau concept de « géographie régionale ». Toutefois, l'acceptation presque dogmatique de l'*Essai politique* d'Humboldt empêchera pendant longtemps la moindre tentative de revoir les données géographiques, géologiques et statistiques qu'il avait fournies.

Des travaux tels que «L'évolution de la géographie au Mexique» d'Eduardo Noriega et le «Mémorandum pour une carte hydrographique de

la vallée de Mexico» d'Orozco y Berra incarnent les efforts qui sont déployés pour réaliser des cartes, mais également pour élaborer de nouvelles méthodes et résoudre les problèmes d'ordre géographique.

Entre 1849 et 1865, la Société géographique et statistique publie son *Bulletin*, qui offre des descriptions géographiques et des données d'un grand intérêt pratique pour l'époque. Elle édite également la tant attendue *Carte générale de la République* en 1850, la première depuis l'indépendance, ainsi qu'un *Atlas et collection de cartes nautiques* comportant 46 cartes (Trabulse, 1985, vol. I, p. 197).

Il faut néanmoins attendre 1877 et la création de la Commission d'exploration géographique pour que tous les efforts réalisés auparavant soient combinés et coordonnés. Parmi les projets de cette dernière figure la conception d'un *Atlas général* du pays, et en 1914, lorsque la Commission est dissoute, 197 cartes à l'échelle 1/100 000 sont publiées (Trabulse, 1985, vol. I, p. 197).

La zoologie

Les bases de ce domaine de recherche ont déjà été posées au cours du XVIIIe siècle. À partir de ces débuts, les scientifiques en arrivent à un point de vue évolutionniste du règne animal, ce qui constitue indubitablement le plus grand progrès du siècle en biologie, grâce à l'accumulation de nouveaux spécimens et à l'établissement d'un réseau de plus en plus complexe de relations intrinsèques et extrinsèques.

Un grand nombre de travaux sont menés à bien, même s'ils sont moins nombreux que dans le domaine de la botanique. Ainsi, les travaux de Pablo de la Llave, qui avait séjourné quelque temps en Europe en tant que directeur du musée d'Histoire naturelle de Madrid, revêtent une importance particulière au cours de la première moitié du XIX^e siècle.

Durant la seconde moitié du siècle, un domaine de recherche totalement nouveau voit le jour, grâce aux progrès de la chimie et de la microscopie : il couvre des disciplines telles que la parasitologie, l'embryologie et la bactériologie. Le Mexique se dirige vers une conception moderne de la biologie ; ce n'est toutefois qu'à la fin du XIX^e siècle, alors qu'une approche évolutionniste de la zoologie, selon laquelle celle-ci forme un tout, fait peu à peu l'unanimité, que les études adoptent un point de vue général du sujet, comme c'est le cas avec l'*Ornithologie mexicaine* d'Alfonso L. Herrera.

À la frontière entre la biologie et la médecine, de nouveaux problèmes surgissent, qui seront résolus grâce à l'«anatomie comparée», à la «physiologie animale» et à leurs liens avec la chimie et la physique. Ces approches révolutionnaires et ces nouvelles disciplines, telles que la paléontologie des vertébrés, l'embryologie, la génétique, l'anthropologie et la préhistoire,

voient le jour au Mexique principalement par le biais de la théorie française du «transformisme», mais également sous l'influence de la conception allemande de la «philosophie de la nature» et du «darwinisme» britannique, qui ont tous fourni les bases des nouvelles «sciences de la vie». Les études réalisées par Riva Palacio, A. Dugés et I. Ramírez montrent que, du moins d'un point de vue bibliographique, les travaux étrangers sont déjà bien connus au Mexique.

La botanique

La botanique est le domaine d'étude dans lequel le Mexique jouit d'une tradition établie depuis particulièrement longtemps, et ce de façon ininterrompue. Au cours des premières années du XIX° siècle, les travaux réalisés en botanique n'ont que peu d'influence en soi, mais ils prolongent des études effectuées par les naturalistes de l'époque coloniale: Mociño, Sessé, Cervantes et Humboldt. Pendant les années qui suivent l'indépendance, Vicente Cervantes, son fils Julian, auteur de plusieurs *Tablas botánicas*, et son élève M. Bustamante Septién luttent pour la survie des Jardins botaniques, sérieusement endommagés, et pour la création d'une chaire de cette discipline. Le *Novorum Vegetabilium* (1824) de Martínez de Lejarza et Pablo de la Llave, la première taxonomie botanique fondée sur les travaux de Mociño et réalisée après l'indépendance, constitue un exemple concret de ce processus. Ce n'est que vers le milieu du XIX° siècle que les scientifiques mexicains, suivant les traces de leurs homologues européens, entreprennent des travaux en adoptant une approche morphologique.

Des herbiers de la flore mexicaine, c'est-à-dire des collections d'espèces botaniques, sont réalisés tout au long du XIX^e siècle par des Mexicains comme par des étrangers, qui deviennent membres de la communauté scientifique, tels qu'Alfredo et Eugenio Dugés, tandis qu'un grand nombre de naturalistes mexicains réunissent des collections de plantes provenant de tout le pays. À ce titre, il convient de mentionner le travail de la Commission d'exploration géographique (1879), qui est à l'origine du musée d'Histoire naturelle destiné à accueillir ces collections. C'est en se fondant sur une quantité extraordinaire de données que José Ramírez publie en 1902 son œuvre encyclopédique, *Synonymie scientifique et populaire des plantes mexicaines* (Trabulse, 1985, vol. I, pp. 177–178).

Parallèlement à ces travaux descriptifs, le dernier tiers du XIX^e siècle est marqué par l'intérêt évident des scientifiques mexicains pour les dernières avancées de la biologie moderne, comme en témoignent les études sur la « géographie des plantes » de M. Bárcena, qui établit des relations entre la flore et l'environnement, l'*Ensayo de geografia médica y climatología de la República mexicana* de Domingo Orvañanos, ainsi que les études

sur la physiologie des plantes que l'on peut lire dans *La Vie sur les hauts plateaux* d'Alfonso L. Herrera et D. Vergara Lope. Cette dernière œuvre se voit attribuer un prix par la Smithsonian Institution pour sa contribution aux recherches sur l'effet de la pression atmosphérique sur les êtres vivants et sur leur évolution organique.

La médecine

Un travail considérable est réalisé dans cette discipline tout au long du XIX^e siècle. L'essor de la médecine moderne commence au Mexique en 1833 avec l'ouverture de l'Institut des sciences médicales et implique un débat au sujet des doctrines d'actualité, de l'application de traitements récemment découverts, des expérimentations sur l'anatomie humaine, etc., bien que celles-ci ne remplacent évidemment pas la médecine traditionnelle encore pratiquée en parallèle à ces progrès médicaux.

La publication de nombreux périodiques au cours du XIX^e siècle est aussi bien la cause que l'effet de cette nouvelle situation, le plus remarquable d'entre eux étant la *Gazette médicale du Mexique*.

Toutefois, malgré ces signes évidents de changement, la médecine mexicaine, suivant plus que tout autre la tradition française, enregistre peu de progrès dans le domaine de la physiologie expérimentale et de la recherche en laboratoire. On remarque néanmoins des contributions novatrices, y compris au niveau expérimental, vers la seconde moitié du XIX^e siècle, notamment avec les rapports de médecine du docteur Jiménez sur la ponction des abcès hépatiques, pratiquée à partir de 1840, de même qu'avec ses études portant sur la distinction clinique entre le typhus et la fièvre typhoïde, son travail sur l'occlusion intestinale, la pratique de la stérilisation avant même Lister par Montes de Oca, le travail de Lucio sur la lèpre et enfin, aux premières heures du XX^e siècle, les recherches menées par Uribe Troncoso sur les fluides corporels et sa découverte de la méthode de la gonioscopie. Tous ces exemples représentent les apports médicaux du Mexique.

LE COSTA RICA

L'histoire de la science au Costa Rica durant la seconde moitié du XIX^e siècle est en grande partie marquée par les contributions étrangères à l'exploration, la recherche et la technique. Par exemple, des navires appartenant à la Compagnie maritime du Pacifique réalisent des explorations océanographiques dans le port de Puntarenas en 1856, et une voie ferrée est construite

entre 1876 et 1890 d'un bout à l'autre du pays (Camacho, p. 126). Agissant en accord avec les intérêts impérialistes et scientifiques européens de l'époque, plusieurs scientifiques arrivent de l'étranger pour effectuer des recherches dans des régions encore inexplorées du pays. Ainsi, en 1847, le Danois Andrew S. Oersted vient étudier le volcan Irazú, tandis qu'entre 1854 et 1869, l'Allemand Alexander von Frantzius se lance dans l'étude de plusieurs volcans du pays. De la même façon, entre 1855 et 1878, des scientifiques tels que Francisco Kurtze, Fernando Streber et Federico Maison arrivent dans le pays pour y étudier la séismologie et la volcanologie (Camacho, p. 127).

À partir de 1886, les libéraux introduisent au Costa Rica des réformes du système éducatif essentiellement destinées à promouvoir la science. Pour progresser dans cette voie, une *Escuela normal* est créée, et l'on décide de faire venir des professeurs de l'étranger (Camacho, pp. 127–128). La même année voit l'arrivée de Pablo Biolley, spécialiste de la faune et de la flore et, un an plus tard, celle d'Henri Pittier, professeur de sciences physiques et naturelles qui entreprendra des recherches en botanique, en séismologie, en volcanologie et en météorologie (Camacho, p. 128). Ce dernier poursuivra ensuite ses travaux de botanique au Venezuela.

Dans ce contexte, l'étude de l'histoire naturelle connaît un essor au Costa Rica à partir des années 1880 (Gutiérrez, 1986, p. 105). Certes, c'est l'étude de la faune et de la flore qui suscite d'abord le plus vif intérêt, mais, au tournant du siècle, la médecine progresse également grâce aux contributions de Clodomiro Picado Twight. Comme il a étudié en France, Twight a été formé par l'école positiviste, et il influera sur cette discipline par le biais de ses découvertes dans des domaines tels que la biologie, l'ophidisme, les travaux cliniques en laboratoire, la microbiologie, les pathologies et la physiologie du vieillissement (Gutiérrez, 1986, p. 106).

CUBA

Au cours du XVIII^e siècle, l'université royale et pontificale de Cuba forme des docteurs et des mathématiciens, bien qu'elle ne soit pas la seule institution habilitée à cette tâche, car nous savons qu'en 1774, le collège de San Carlos est le centre le plus important de formation de mathématiciens, de physiciens et d'astronomes. Par ailleurs, les jésuites sont, au cours de ce siècle, les principaux responsables de la diffusion du savoir scientifique (Anonyme, p. 169).

Cette période est également marquée par un mouvement de réforme économique et culturelle à Cuba, mené par une élite des Lumières visant à promouvoir l'étude des sciences naturelles, afin de développer l'agriculture et

les industries liées à la culture de la canne à sucre (Saldaña, 1986, pp. 69–70). La Société patriotique de La Havane (1793) et le Consulat royal de l'agriculture et du commerce (1794), tous deux créés par le maréchal Luis de las Casas, sont les premières institutions chargées de promouvoir la science et la technique (Onorio et Gutiérrez, 1994, p. 20).

Ces progrès entraînent un intérêt particulier pour la botanique. Pourtant, malgré les tentatives entreprises dès 1792 pour créer un jardin botanique à La Havane (Onorio et Gutiérrez, 1994, p. 26), le projet ne se concrétise qu'en 1817 avec l'inauguration du Jardin botanique de La Havane. Son premier directeur, José Antonio de la Ossa, est critiqué parce qu'il passe plus de temps à cataloguer les plantes qu'à étudier la façon dont elles pourraient être utiles au développement agricole de l'île (Onorio et Gutiérrez, 1994, p. 177). En 1827, le poste de directeur du Jardin botanique de La Havane revient à Ramón de la Sagra qui, contrairement à son prédécesseur, parvient à combiner ses devoirs de professeur de botanique avec un «travail sur le terrain» réel (Onorio et Gutiérrez, 1994, p. 78).

En marge de l'évolution de la botanique, des progrès sont également observés en chimie et plus particulièrement dans ses applications à l'industrie du sucre (Saldaña, 1986, p. 71). Ainsi, entre 1837 et 1845, on encourage vivement l'étude régulière et systématique de la chimie, de la botanique et de l'agriculture et, en 1846, une chaire de «technique industrielle» est instituée (Saldaña, 1986, p. 71).

La médecine est elle aussi en progression au cours du XIX^e siècle. Une chaire de médecine clinique est créée en 1797 à l'hôpital militaire de San Ambrosio, mais elle sera supprimée en 1806. Huit ans plus tard, le cours est réouvert, cette fois-ci avec un programme beaucoup plus moderne et sous la direction du célèbre anatomiste Francisco de Paula Alonso, qui fondera par la suite le musée d'Anatomie de l'hôpital militaire de San Ambrosio (Onorio et Gutiérrez, 1994, p. 26). En conséquence de ce développement de la médecine sur l'île, l'Université royale et pontificale de Cuba publie en 1848 une histoire de la médecine (Anonyme, p. 170).

Afin d'encourager l'essor plus rapide des sciences, le gouvernement de Cuba tente, à compter des années 1830, d'attirer des étrangers prêts à assurer l'enseignement des sciences. Mais ce projet échoue à cause du manque d'intérêt à l'étranger (Saldaña, 1986, p. 71).

À Cuba, comme dans d'autres pays de cette région, l'étude de la science au cours du XIX^e siècle est antiscolastique et se montre favorable à une approche positiviste (Saldaña, 1986, p. 72).

C'est contre cet état de fait que Manuel Presas écrit L'Histoire naturelle de Cuba, qui servira d'introduction à l'œuvre de Felipe Poey,

Repertorio fisico-natural de la isla de Cuba. Cette introduction revêt un caractère général et couvre des sujets tels que la zoologie, la botanique, la minéralogie, la géologie et certains aspects de la muséographie. Enfin, Ramón de la Sagra écrit l'Histoire physique, politique et naturelle de l'île de Cuba, une œuvre positiviste qui, outre des faits de base, comporte un certain degré d'analyse sociale, politique et économique (Anonyme, p. 170).

NOTES

- 1. Les personnages les plus marquants sont Francisco Javier Alegre, José Rafael Campoy, Diego José Abad et Francisco Javier Clavijero. Voir Trabulse, 1985.
- 2. En 1826, Alamán, chef des conservateurs, et José María Luis Mora, l'un des dirigeants des libéraux, sont tous deux des membres à part entière de l'Institut des sciences, de la littérature et des arts. Voir Rodríguez, 1992, p. 182.

BIBLIOGRAPHIE

- Anonyme. s. d. «El desarrollo de las ciencias ilustradas en Cuba». Dans: La ilustración en América colonial.
- CAMACHO N. L. A. s. d. Cultura científica en Costa Rica.
- GORTARI E. D. 1964. «La ilustración y la introducción de la ciencia moderna en México». Dans: *Memorias del primer Coloquio mexicano de historia de la ciencia*. Vol. II. 2 vol. Mexico, Sociedad Mexicana de Historia de la Ciencia y la Tecnología (SMHCT), pp. 35–52.
- Guerra F. X. 1988. *México*, *del antiguo régimen a la revolución*. Vol. I. Tlalpán, Fondo de Cultura Económica.
- GUTIÉRREZ J. M. 1986. «Algunas reflexiones sobre Clodorniro Picado Twight y su contribución al desarrollo de las ciencias médicas y naturales en Costa Rica». *Revista de Filosofia de la Universidad de Costa Rica*, n° XXIV, p. 105.
- LAFUENTE A., SALA CATALÀ J. (dir. publ.). 1992. Ciencia colonial en América. Madrid, Alianza Universidad.
- MORENO R. 1989. La polémica del darwinismo en México: el siglo XIX. Mexico, UNAM.
- Onorio C. N., Gutiérrez T. M. (dir. publ.). 1994. *Cuba*, *la perla de las Antillas*: *actas de la Jornada sobre « Cuba y su historia »*. Madrid, Ediciones Doce Calles, p. 20.

Rodríguez L. 1992. «Ciencia y Estado en México: 1824–1829». Dans: J. J. Saldaña (dir. publ.). *Cuadernos del Quipú* (Mexico), n° 4, *Los orígenes de la ciencia nacional*, pp. 141–183.

- Saldaña J. J. (dir. publ.). 1986. «Marcos conceptuales de la historia de las ciencias en Latinoamérica. Positivismo y economicismo». Dans: *El perfil de la ciencia en América*. XII Congreso Interamericano de Filosofia. *Cuadernos del Quipú* (Guadalajara), n° 1, pp. 69–70.
- Trabulse E. 1985. *Historia de la ciencia en México*. Vol. I, III et IV. Tlalpán, Fondo de Cultura Económica.

12.3 Le Brésil

Francisco Iglesias

Le Brésil se distingue des autres pays d'Amérique latine par certaines caractéristiques et occupe de fait une place particulière dans l'histoire du continent. Cette originalité est cependant beaucoup plus manifeste au XIX^e siècle qu'elle ne l'a été ou ne le sera au cours des siècles précédents ou suivants. En effet, durant leurs trois cents premières années d'existence, le Brésil et les autres colonies sud-américaines possèdent de nombreux points communs car l'Espagne et le Portugal, à l'instar d'autres puissances coloniales, y pratiquent les mêmes politiques mercantilistes.

La spécificité du Brésil réside dans la particularité de son accession à l'indépendance, si différente de celle du reste de l'Amérique du Sud, et du type de gouvernement qui en découle : une monarchie perdue au milieu d'un continent républicain. La monarchie brésilienne est la seule à prospérer dans cette partie du monde. Toutes les autres tentatives d'instauration d'une monarchie dans le continent, lorsqu'elles dépassent le simple stade du rêve, se révèlent impuissantes, inconsistantes et ineptes. L'exemple du Brésil au XIX^e siècle est donc unique en Amérique du Sud, tandis qu'ailleurs dans le monde, les gouvernements coloniaux parviennent à des résultats similaires. Au cours du XX^e siècle, les disparités entre le Brésil (passé au régime républicain) et les républiques voisines s'estompent malgré des différences en matière de géographie et de population.

Le XIX^e siècle possède une singularité chronologique: comme cela est souligné dans ce volume, il ne couvre pas simplement la période de 1801 à 1900, mais, plus largement, celle qui va de 1789 à 1914. Pour ce qui est du Brésil, le XIX^e siècle débute en 1808 et s'achève en 1888 ou 1889; en d'autres termes, il s'ouvre avec l'arrivée à Rio de Janeiro du souverain portugais et de sa suite et se referme avec l'abolition de l'esclavage et la fondation de la république. Il ne compte donc que quatre-vingts années au lieu des cent habituelles. Dans un souci de respect des usages, nous traiterons cependant l'histoire brésilienne de 1789 à 1914, tout en mettant l'accent sur la période allant de 1808 à 1888.

L'EFFONDREMENT DU SYSTÈME COLONIAL

La présence du gouvernement portugais se fait particulièrement sentir au Brésil pendant le XVIII^e siècle. La convoitise des Espagnols, des Français et, entre autres, des Anglais, qui aurait pu entraîner la perte de cette immense possession, contraint les autorités portugaises à la vigilance et les pousse à adopter de solides politiques administratives.

Alors que l'Est fournit des étoffes précieuses et des richesses minérales, le Brésil n'a à offrir que du bois et des végétaux. Aucune pépite d'or n'y est découverte, et ce malgré les nombreuses campagnes de prospection encouragées par l'exemple des Espagnols qui ont déjà pillé de multiples filons dans les régions voisines. Les autorités se voient donc dans l'obligation de développer l'agriculture comme alternative économique viable. Les plantations de canne à sucre (bien plus que l'or et les diamants qui déchaînent tant les passions) deviennent ainsi l'entreprise économique la plus importante de la période coloniale.

À cette époque, l'exploit le plus en vogue est l'exploration de l'intérieur des terres à partir du Nord, du Nord-Est ou de São Paulo.

Les difficultés rencontrées par la péninsule Ibérique du fait des ambitions expansionnistes de Napoléon affaiblissent les trônes espagnol et portugais. Les colonies profitent de la situation pour assener un coup aux grandes puissances. Avec succès: entre 1810 et 1830, la quasi-totalité des pays d'Amérique latine se libèrent et forment de nouvelles nations. La tentative de recolonisation menée par la réactionnaire Sainte-Alliance échoue grâce à l'intervention des États-Unis et plus encore de l'Angleterre, intéressés par la possibilité de conquérir de nouveaux marchés.

Le Nouveau Monde est censé fournir les matières premières, de même qu'un débouché pour la production anglaise. Une prise de conscience progressive et une volonté grandissante d'émancipation, ainsi que les difficultés politiques de l'Europe dues à l'impérialisme français aident l'Amérique du Sud à briser les chaînes qui la lient à l'Espagne et au Portugal. De nouvelles nations voient le jour et, parmi elles, le Brésil. Elles se débarrassent d'un système féodal affaiblissant pour épouser le capitalisme émergent. Ces pays demeurent exploités mais entament le XX^e siècle forts de leur indépendance politique.

L'ARRIVÉE DE LA FAMILLE ROYALE PORTUGAISE

Fuyant l'armée française de Napoléon, la famille royale portugaise gagne le Brésil. Elle est composée du prince dom João (futur Jean VI), de sa mère

Marie I^{re} de Bragance (détrônée plusieurs années auparavant pour cause de démence) et d'une suite considérable de parasites sans réelles fonctions (soit plus de 15 000 personnes, auxquelles viennent se greffer 9 000 autres au cours de ce séjour forcé à Rio de Janeiro). Rio de Janeiro, qui compte 60 000 habitants en 1808, voit sa population plus que doubler en l'espace d'une décennie pour atteindre 130 000 habitants en 1818. La ville connaît ainsi son premier sursaut de croissance. La première initiative du prince Jean est d'ouvrir en grand les portes du Brésil à tous les pays susceptibles de lui offrir une ouverture au commerce anglais. Cette mesure est inévitable : le Portugal est occupé par les forces françaises, et il n'y a pas d'autre solution.

En accord avec la ligne mercantiliste du gouvernement portugais, toute activité industrielle était interdite depuis 1785, ce qui explique que les colonies ne fournissent que des matières premières et non des produits transformés. L'interdiction est levée, et le gouvernement lui-même encourage la fabrication de tissus dans les régions de São Paulo et du Minas Gerais.

Un nouvel élan est donné à l'exploitation minière, alors sur le déclin. Le gouvernement prend des mesures et fait venir des scientifiques européens, des géologues et des minéralogistes. Ces efforts ne suffisent toutefois pas à faire vivre une industrie sidérurgique encore à l'état embryonnaire. Le territoire brésilien, qui a accueilli jusqu'ici de nombreux scientifiques étrangers, est étudié par des érudits et des explorateurs, dont de nombreux consignent leurs observations et leurs découvertes dans des ouvrages majeurs. L'exploitation minière progresse. Avec l'aide de capitaux anglais, des sociétés se lancent dans la prospection d'or et de pierres précieuses. Non content d'avoir ouvert ses portes aux étrangers, le Brésil encourage positivement leur venue par le biais d'un service d'immigration organisé. Étonnamment, les premiers candidats à l'immigration sont les Suisses, suivis des Allemands qui se dirigent vers le sud, amorçant ainsi un mouvement qui devait profondément marquer la nation. La Banque du Brésil est fondée, là encore sous la pression des nations commerçantes.

Cette période voit également s'organiser les premiers efforts de développement de l'éducation grâce à l'ouverture d'écoles et à la promotion de l'enseignement supérieur dans des disciplines telles que la médecine, les sciences militaires et maritimes (quelques cours destinés aux futurs ingénieurs sont proposés) et les arts. En 1816, le pays accueille une mission artistique française composée d'artistes et de professeurs célèbres qui donnent à l'art brésilien une nouvelle direction, celle du classicisme. Les Jardins botaniques sont dessinés, et la Bibliothèque nationale est construite. Tous les secteurs d'activité sont touchés par cette effervescence intellectuelle. Le prince dom Pedro (futur Pierre I^{er}), héritier de la couronne portugaise et marié à la fille de l'empereur d'Autriche, fait venir des scientifiques de langue allemande qui contribuent à l'introduction de nouveaux centres d'intérêt culturel. Le

Brésil, comme le préconise Metternich, reçoit le statut de royaume uni, incluant le Portugal et l'Algarve.

En 1816, Marie I^{re} de Bragance décède, et le prince Jean devient empereur sous le nom de Jean VI. Napoléon a été vaincu, et les Portugais supportent mal la situation du pays, qui n'est plus le centre de l'Empire, mais une simple colonie aux ordres du Brésil. La colère monte, et en 1820, une révolution dite «libérale» éclate à Porto. En fait, les insurgés aspirent à la recolonisation: ils exigent le retour au Portugal de Jean VI. Ils veulent être à nouveau au centre de la prise de décisions. Ils prônent la constitutionnalisation de l'État et convoquent une Assemblée constituante. Des «députés» brésiliens sont élus pour y siéger, mais l'accueil hostile qui leur est réservé les oblige à se retirer. Jean VI, qui est un homme faible, se voit contraint de voter en faveur d'une constitution qui n'existe pas encore. Il préférerait rester au Brésil, où il vit heureux, mais il est forcé de retourner au Portugal en 1821.

À son départ, il nomme son fils dom Pedro régent du Brésil. Cette situation ne sera toutefois que de courte durée. Les Brésiliens et les Portugais possédant des intérêts locaux fondent le Parti brésilien et font pression sur dom Pedro. Le Portugal exige également à plusieurs reprises le retour du régent. La marche vers la libération semble désormais inexorable et ses rangs ne cessent de grossir. Dom Pedro, qui aime le pouvoir autant que le Brésil, refuse de s'avouer vaincu. Le pays est ainsi témoin d'un processus original d'émancipation mené par un prince portugais. L'indépendance n'en est pas pour autant facilement gagnée; au contraire, elle est conquise au prix d'une rude bataille livrée par la population autochtone, un combat qui avait en fait débuté avec la colonisation du pays. Le Brésil compte lui aussi son lot de révoltes armées, de victimes de la cause indépendantiste et de martyrs.

La monarchie : cadre juridique et vie politique

Les Amériques sont de tradition républicaine. La première nation libre du continent, les États-Unis, devient le symbole du mouvement républicain contemporain. Plusieurs pays tentent d'instaurer des monarchies, sans succès réel. Le Brésil est donc le seul pays du Nouveau Monde à connaître une monarchie stable pendant soixante-sept ans. Cette réussite est clairement due à l'arrivée de la famille royale portugaise en 1808 et à la régence de dom Pedro entre 1821 et 1822. En 1889, date à laquelle le Brésil change de régime, les Amériques dans leur ensemble sont donc républicaines. Le 25 mars 1824, le Brésil promulgue une Constitution des plus modernes: la loi est unitaire de nature, et le pouvoir entièrement centralisé. La Constitution ne sera que

partiellement modifiée en 1834 par le biais de l'acte additionnel, qui accorde quelques concessions à la décentralisation, et par l'acte de 1840. Cette législation reflète les intérêts de la classe dirigeante, composée de gros propriétaires terriens qui défendent leurs vastes domaines et la pratique de l'esclavage, des privilèges auxquels il n'est même pas fait allusion dans l'acte. Elle demeurera en vigueur jusqu'à la proclamation de la république en 1889, date à laquelle elle sera remplacée par un concept fédéral élaboré sur le modèle des États-Unis. Pierre I^{er} abdique et laisse le trône à son fils dom Pedro II, qui est encore plus jeune que son père ne l'était au moment de son propre couronnement. L'épisode clôt la première phase de l'histoire de l'Empire brésilien. Une régence est établie en attendant que dom Pedro atteigne sa majorité (18 ans) et puisse alors régner. En 1840, lors de la campagne dite «de la majorité», un coup d'État parlementaire perpétré par les libéraux renverse la régence et place le jeune dom Pedro (alors seulement âgé de 15 ans) sur le trône. Cet événement marque le début de la plus longue période de l'histoire brésilienne, qui s'étend sur quarante-neuf ans, de 1840 à 1889.

Le second règne est donc mené par Pierre II, jeune homme studieux, calme et absorbé par sa tâche, modéré en toutes choses, contrairement à son fougueux père. Les lois libérales sont amendées afin de renforcer la centralisation dans la Constitution. Les partis libéral et conservateur, qui ont tous deux gagné en puissance, se succèdent tour à tour à la tête du gouvernement. Le concept fédéral demeure très présent, mais il devra attendre la proclamation de la république en 1889 pour être officiellement promulgué.

La dernière décennie du siècle voit le Brésil entrer dans une nouvelle phase politique. Cette période est davantage marquée par des changements sociaux et économiques que par des innovations juridiques. Plus que 1889, l'année 1888 revêt une importance particulière, parce qu'elle marque l'abolition de l'esclavage. Cet événement, plus que tout autre, est considéré comme ayant joué un rôle décisif dans la chute de la monarchie, car les grands propriétaires terriens, qui sont également de gros propriétaires d'esclaves, s'indignent de cette mesure si préjudiciable à leurs intérêts. L'abolition de l'esclavage précipite donc sans aucun doute l'avènement de la république.

La naissance de la République brésilienne coïncide avec un coup d'État organisé par une coalition rassemblant des officiers de l'armée et des hommes politiques mécontents du régime. Ceux-ci déplorent en effet le vieillissement prématuré de Pierre II et ne peuvent se résoudre à l'idée d'un troisième règne dirigé par la princesse Isabelle. Les politiciens et les militaires joignent donc leurs forces pour prendre la tête du mouvement de mécontentement dirigé contre la Couronne et exacerbé par l'animosité de certains officiers supérieurs. Ensemble, ils sont suffisamment puissants pour faire changer les choses.

Les militaires sont les premiers à occuper la présidence en la personne des maréchaux Deodoro da Fonseca et Floriano Peixoto, respectivement président

et vice-président. Une nouvelle Constitution, s'inspirant largement de celle des États-Unis et entérinant le fédéralisme et le présidentialisme, est introduite en 1891. Il faut attendre 1894 pour voir les civils prendre le pouvoir grâce à l'élection d'un homme politique de São Paulo, Prudente de Morais.

L'ÉCONOMIE

Ceux qui bénéficient le plus de l'indépendance sont les propriétaires terriens. Ils organisent le nouvel État à leur image: tout comme durant la période coloniale, la monoculture, les vastes domaines et l'esclavage prédominent. L'économie brésilienne est une économie agricole. Le café, dont la production ne cesse d'augmenter, est la principale denrée cultivée. Les quantités sont énormes, à tel point que cette culture devient l'une des principales entreprises agricoles au monde et que la production brésilienne suffit littéralement à approvisionner l'ensemble du marché de la planète. Le centre de gravité économique bascule du Nord-Est, producteur de sucre, à la région du Centre-Sud. Les politiques, bien qu'adaptées, ne sont pas suffisamment soutenues. La consommation de café, habitude encore toute nouvelle, remporte rapidement un vif succès et les ventes progressent. La culture du caféier, d'abord cantonnée au nord du pays, s'étend à la province de Rio de Janeiro et vers le sud, où les terres sont plus vastes et la main-d'œuvre d'esclaves abondante. Principale exportation brésilienne, le café occupe une place prépondérante dans l'économie du pays. Sa production encourage également l'immigration et commence à attirer les étrangers dès 1870. Vers la fin du siècle, une surproduction déstabilise le marché. Le gouvernement se voit alors contraint d'intervenir énergiquement en prenant des mesures financières, au risque de faire une entorse au libéralisme qui prévaut à l'époque. Cette période marque un tournant décisif: en 1906, les trois principaux États producteurs (São Paulo, le Minas Gerais et Rio) s'accordent pour réglementer la production et le commerce. La république des premières décennies s'appuie fortement sur la production de café, rendant ainsi inévitable la prise de mesures économiques et financières, qui s'intensifieront pendant le XXe siècle.

Outre le café, il convient de mentionner la culture et la transformation de la canne à sucre qui était auparavant la principale denrée cultivée. Sous l'Empire, la production de sucre diminue du fait de la concurrence des Antilles et de celle de la betterave à sucre.

L'industrie souffre d'un certain nombre de facteurs. Les petites entreprises industrielles végètent pour plusieurs raisons: les investisseurs privilégient l'agriculture, car ils sont assurés de trouver des débouchés pour leur production; l'esprit de collaboration et d'entreprise fait défaut aux Brésiliens; le gouvernement, dont les membres sont proches du cercle des propriétaires terriens, ne leur offre aucune aide. En outre, la division internationale du travail, concept selon lequel certains pays devraient se spécialiser dans la production agricole et d'autres dans la production industrielle, est alors en vogue. Personne ne se soucie des écarts existant entre les prix des différents produits. Les denrées agricoles subissent de lourdes pertes. On pense qu'il n'est pas du rôle de l'État d'intervenir, et cette inaction se reflète dans les prix. Il convient également de noter que le Brésil avait auparavant accordé à d'autres nations, en échange de la reconnaissance de son indépendance, certains avantages tels que des droits de douane peu élevés et l'assurance que l'industrie locale ne bénéficierait d'aucune aide. Cette politique, véritable reliquat de l'époque coloniale, a des conséquences néfastes pour les quelques manufactures existantes spécialisées dans la production de textiles, de biens d'équipement ménager, de savon et de boissons. Lorsque toute activité industrielle est freinée, voire interdite comme c'est le cas en 1785, les petites entreprises sont vouées à l'échec.

En 1880, le secteur industriel est mieux informé au sujet de ses droits. L'Association industrielle, aux tendances nationalistes et protectionnistes, est fondée afin de promouvoir le secteur. À partir de là, des usines sont construites en plus grand nombre, afin de produire les biens qui peuvent l'être. Cependant, l'exploitation minière stagne. Les mesures prises dans la seconde décennie du siècle restent vaines. Plus tard, l'exploitation aurifère, principalement financée par des capitaux anglais, se développe enfin. Toutefois, dans les autres secteurs, même l'injection de livres sterling ne permet d'augmenter la production. Le fer continue d'être coulé dans de petites fonderies rudimentaires. Il faudra attendre les deux dernières décennies du siècle pour que les premières installations d'importance, utilisant des techniques plus modernes, soient construites au Minas Gerais. On doit cette avancée à l'Escola de Minas (École des mines) fondée à Ouro Prêto en 1875, qui marque les débuts de l'enseignement supérieur technique, par opposition aux petites écoles agricoles et d'artisanat qui existaient auparavant.

En résumé, le dynamisme déjà présent dans les années 1850 n'est étouffé que pour mieux renaître vers la fin de la monarchie. L'industrie bénéficie désormais d'aide sous forme d'un solide soutien institutionnel, d'une politique douanière relativement protectionniste, de difficultés de paiement des importations, de crises des monnaies étrangères, de l'émergence de quelques entrepreneurs, de conflits ouvriers et d'un nationalisme naissant. Alors que ces facteurs sont plutôt bénéfiques, d'autres en revanche constituent une gêne, comme le maintien du vieil ordre agraire, les restrictions imposées aux importations, le libéralisme économique, l'étroitesse du marché national et la dépendance vis-à-vis des économies extérieures qui parfois agissent sur le cours des événements. Avant 1888, l'esclavage, la venue d'étrangers et plusieurs vagues d'immigration influent sur la situation.

La république est perçue comme un nouvel ordre moderne en rupture avec les valeurs archaïques. La population espère un changement. De plus, l'esclavage a été aboli. Un nombre croissant d'étrangers immigrent au Brésil, dont de nombreux apportent avec eux de nouvelles techniques artisanales et industrielles plus performantes. L'économie demeure toutefois essentiellement agricole, malgré le changement de régime. À partir des années 1880, de nouvelles usines sont bâties en nombre, et la tendance s'installe. Fait important, le ministre des Finances du premier gouvernement républicain, Ruy Barbosa, soutient le secteur industriel. Il encourage les entrepreneurs sous la forme de nouveaux modes de paiement et d'opportunités plus alléchantes pour se lancer dans les affaires et dans la création d'entreprises. Surmontant la crainte de l'inflation, il s'exprime librement à ce sujet et incite les autres à en faire de même, favorisant ainsi la construction de toutes sortes de manufactures. Parmi ces dernières, quelques-unes demeurent fragiles et doivent fermer leurs portes. À dire vrai, tous ces efforts relèvent plus de la bonne volonté que d'une réelle tentative de promotion de l'industrie. Néanmoins, malgré la courte durée et le caractère irréfléchi de cette politique, des progrès sont réalisés; on assiste à une légère secousse, à une sorte de parenthèse permettant de tester de nouveaux secteurs d'activité. Cependant, avant la fin de la décennie, l'économie agricole a retrouvé sa suprématie et l'industrie, accusée d'être contre-nature, est dénigrée; les modes de paiement sont à nouveau restreints.

Dès le début, le Brésil fait appel à des esclaves africains pour répondre aux besoins de main-d'œuvre et pallier le nombre insuffisant de travailleurs blancs. Par la suite, les Portugais continuent d'entretenir des liens étroits avec l'Afrique et sont profondément impliqués dans le commerce des esclaves. Au début du XIX^e siècle, les Noirs représentent 42 % de la population brésilienne. Ce commerce continue de prospérer, car il est très rentable. L'Angleterre, puissance dominante dont la traite des Noirs faisait autrefois les beaux jours, est désormais opposée à cette pratique qu'elle entrave par sa présence navale. En 1810, le traité signé avec le Portugal pour mettre fin à ce trafic n'est pas respecté. Un nouvel accord est conclu en 1826, alors que le Brésil est déjà un pays libre, mais celui-ci ne sera pas non plus observé; le Brésil y adhère en 1831, mais le traité reste lettre morte.

Au moment de l'abolition, le système est condamné à disparaître. La ferveur abolitionniste prend le dessus. Le Brésil est l'un des derniers pays à demeurer impliqué dans ce commerce si contraire à la pensée libérale. Le mouvement abolitionniste, après des débuts difficiles, gagne en importance; des journalistes, des écrivains et des associations viennent grossir ses rangs. Le premier pas est franchi en 1871 avec le vote de la loi dite du «ventre libre» (ventre livre), qui affranchit les enfants d'esclaves. Le vote de cette loi est accompagné de la première campagne abolitionniste à l'échelle nationale,

à laquelle tous les secteurs de la société participent. Cette campagne est le premier mouvement de cette ampleur dans l'histoire du Brésil.

Le combat gagne la population et vient à dominer la scène politique. Le 13 mai 1888 représente le «jour de l'Abolition», date à laquelle il restait 723 000 esclaves. Il s'agit de l'événement le plus essentiel de l'histoire brésilienne, car il transforme totalement la société et l'économie du pays. La monarchie perd le soutien des propriétaires terriens. Un peu plus d'un an après, elle s'effondre, et la république est proclamée.

La révolte des Noirs et la détermination de la population, la résolution de toute une nation plutôt que celle de ses dirigeants mettent fin à l'esclavage. Or, la victoire ne saurait être complète sans une réforme agraire. Lorsque des salaires doivent être versés, divers modes de paiement efficaces sont requis. Malheureusement, cette réforme n'est pas entreprise et de nombreux anciens esclaves convergent vers les villes, engendrant ainsi des problèmes de logement qui restent sans réponse. Mal préparés aux emplois urbains, ils constituent une main-d'œuvre bon marché pour l'explosion industrielle et forment un prolétariat d'ouvriers non qualifiés peu à même de faire face au nouvel ordre.

Les problèmes de main-d'œuvre trouvent une solution dans l'immigration. Paradoxalement, le gouvernement brésilien n'a jamais misé sur les travailleurs nationaux, une attitude qui a été sévèrement critiquée par les intellectuels et les politiciens. Incontestablement, l'immigration joue un rôle décisif au Brésil, quoique dans une moindre mesure qu'aux États-Unis et en Argentine. Bien que celle-ci soit illégale durant la période coloniale, on observe cependant des vagues irrégulières de nouveaux arrivants. L'histoire de l'immigration brésilienne débute avec la venue de la famille royale et avec celle des immigrants suisses à Nova Friburgo en 1819. Cette première vague, ainsi que les suivantes en provenance d'Allemagne du Sud, n'ont que peu d'impact. L'immigration croît graduellement jusqu'en 1830, date à laquelle la tendance s'inverse du fait de l'instabilité de la régence. Si l'on en croit le spécialiste de la question Manuel Dregues Junior, la première phase d'immigration se prolonge jusqu'en 1850; à cette date, 21 599 étrangers ont déjà pénétré dans le territoire brésilien. La seconde phase s'étend de la promulgation de la loi sur la suppression de la traite négrière en 1850 à l'abolition de l'esclavage en 1888.

Le Brésil, autrefois considéré par les étrangers comme peu fréquentable, devient un endroit habitable et attrayant grâce à l'absence d'esclaves, à l'amélioration des conditions sanitaires (à partir du début du XX° siècle) et à la disparition des épidémies, qui ailleurs demeurent très fréquentes. Dans la seule dernière décennie du siècle, le nombre d'immigrants atteint 1 443 892 personnes; des premiers arrivants jusqu'en 1914, ce chiffre s'élève à 3 498 495. Les Portugais, les Italiens et les Espagnols, qui continuent d'af-

fluer, sont rejoints par des Allemands, des Polonais, des Turcs, des Arabes et des Japonais. Les Japonais débarquent pour la première fois sur le sol brésilien en 1908 et s'établissent à São Paulo; leur nombre augmente, et, très rapidement, ils deviennent l'un des principaux groupes d'immigrés.

Le nombre de ces immigrés est loin d'être aussi important que le savoirfaire qu'ils apportent avec eux. Les nouveaux arrivants sont en effet plus instruits et plus compétents en matière de techniques agricoles modernes que les autochtones. Ils contribuent à la mécanisation de l'agriculture et rehaussent le niveau de l'artisanat, du commerce, de l'industrie et de la fabrication. Mis à part ces répercussions sur la production, les nouveaux venus influent sur l'organisation sociale du pays par le biais de la division des propriétés foncières et de la promotion des petites exploitations agricoles. Ils s'installent dans des villages ruraux ou dans des villes. Encore plus important est le fait que nombre d'entre eux, en particulier les Italiens, les Portugais et les Espagnols, forts de leur expérience des syndicats, impriment leur marque sur l'attitude des ouvriers. Ils créent des syndicats et des associations dans la mouvance anarchiste pour réclamer de meilleures conditions de travail et des salaires plus élevés. Au tournant du siècle, ce sont des étrangers qui dirigent la majorité des usines ou qui y travaillent. Cette mainmise étrangère effraie un pays conservateur comme le Brésil, qui vote l'expulsion des indésirables, à savoir des meneurs de grèves et d'autres manifestations de ce genre. À partir de ce moment, l'influence des immigrés s'étend au-delà de la simple introduction de nouvelles techniques plus performantes: ils contribuent également au développement d'une conscience politique, qui prend même une tournure militante par le biais de la création de syndicats et de l'apparition de la propagande socialiste, jusque-là inconnue au Brésil. L'idéologie anarchiste prônée par les Espagnols, les Portugais et les Italiens séduit une large part de la population, même s'il faut toutefois attendre le XX^e siècle pour voir le marxisme remporter une certaine popularité.

La vie intellectuelle : idées et réalisations artistiques

L'éducation

Au Brésil, très peu d'attention est portée à l'éducation sous la domination portugaise. Le peu d'instruction primaire qui existe est dispensée par les jésuites. La population brésilienne étant disséminée sur un immense territoire, un petit nombre seulement est en mesure de bénéficier d'une éducation. L'enseignement ne présente ni le contenu ni les méthodes adaptées. Le pays

possède une population majoritairement noire, composée de domestiques et d'esclaves qui travaillent dans les plantations ou dans les mines et utilisent des outils rudimentaires. En outre, les écoles jésuites favorisent une mentalité contre-réformiste qui rejette la science et l'empirisme; leur seul objectif est l'endoctrinement. Les effectifs de ces établissements demeurent faibles, car les Brésiliens aisés leur préfèrent les séminaires qui forment à la prêtrise, une fonction très prisée dans l'échelle sociale. Les plus riches partent étudier à l'université de Coimbra (au Portugal), qui ignore à bien des égards la pensée moderne et privilégie de loin la rhétorique à la science. L'université forme des érudits qui retournent ensuite au Brésil pour y occuper des postes administratifs.

Ce système imparfait est bouleversé par les réformes du marquis de Pombal, ministre éclairé de personnalité ambiguë s'il en est. Il déteste les jésuites et les expulse des possessions portugaises (métropolitaines et d'outre-mer) en 1759. Les rares écoles primaires disparaissent presque entièrement. La confusion règne jusqu'à ce que l'État décide de se charger de l'éducation et fonde les écoles royales. Les petits établissements se multiplient, et les enseignants sont rémunérés, mais ces mesures ne s'apparentent encore qu'à une goutte d'eau dans la mer. L'enseignement primaire reste désespérément insuffisant en quantité comme en qualité. La principale contribution coloniale au système éducatif brésilien est sans doute la création du séminaire d'Olinda, fondé en 1798 par l'évêque Azevedo Coutinho et ouvert en 1800.

Les choses changent avec l'arrivée de la famille royale portugaise. Le prince Jean établit des institutions culturelles telles que les Jardins botaniques, la Bibliothèque nationale et l'Imprimerie royale, ainsi que d'autres instituts pouvant être assimilés à des établissements d'enseignement supérieur. Les bouleversements sociaux qui secouent le Brésil de l'époque permettent à ces institutions de s'épanouir. Bien que l'économie n'ait que très peu évolué (elle demeure essentiellement agricole et fondée sur les propriétés foncières et l'esclavage), on assiste à l'émergence d'une classe moyenne composée de marchands et de fabricants. La famille royale dirige lentement le pays vers un nouveau style de vie incluant des activités industrielles et commerciales, ainsi que des services urbains. Cette tendance s'accélère un peu plus avec l'accession à l'indépendance en 1822, date à partir de laquelle le pays ressent le besoin de se doter d'une administration plus vaste et plus complexe.

Le gouvernement fonde des établissements tels que les académies navales (1808) et l'Académie militaire (1810), qui offrent aux futurs ingénieurs l'enseignement supérieur technique de base qui leur est nécessaire. Deux écoles de médecine et de chirurgie, ouvertes à Bahia et à Rio de Janeiro en 1808, se transforment par la suite en facultés de médecine modernes. Un laboratoire de chimie voit le jour à la cour, et une filière d'agronomie est

ouverte à Bahia, mais tous deux disparaissent rapidement, car ces matières sont peu prisées. La cour brésilienne ne s'intéresse pas non plus à l'art ni à l'artisanat, qu'elle considère comme des occupations manuelles de second ordre. Leur pratique est en effet associée au travail des esclaves, jugé dégradant, et ne peut de ce fait accorder aucun statut intellectuel ou professionnel. En 1816, la mission artistique française séjourne au Brésil, y apportant le classicisme. Menée par d'éminents artistes et professeurs, celle-ci impose une esthétique conventionnelle à l'art brésilien de l'époque. Elle favorise en 1820 la fondation de l'Académie royale de dessin, de peinture, de sculpture et d'architecture civile, qui deviendra plus tard l'École des beaux-arts. L'approche aristocratique portugaise de l'éducation, qui dénigre l'enseignement primaire et secondaire (en dépit de son utilité dans la formation à l'emploi), perdure donc. Le Brésil indépendant perpétue cette approche malgré la nécessité de former des fonctionnaires aux tâches administratives. En somme, peu de progrès sont réalisés.

La première université brésilienne doit en effet attendre le XX^e siècle (soit une date qui dépasse le cadre de la présente étude) pour ouvrir ses portes, contrairement à ses homologues de l'Amérique hispanophone fondées dès les premières heures de l'ère coloniale. L'enseignement supérieur est donc très inégal, quelques écoles sont disséminées çà et là, et le pays ne peut s'enorgueillir d'aucun ensemble d'établissements digne de ce nom. Sur le plan politique, public et administratif, les deux facultés de droit établies par Pierre I^{er} à São Paulo et Recife en 1827 se révèlent plus efficaces, ce qui explique qu'elles se voient confier la mission de former les hauts fonctionnaires.

L'année 1834 est marquée par une première rupture par rapport à la Constitution de 1824 sous la forme de l'acte additionnel, d'inspiration fédéraliste, qui accorde aux provinces le pouvoir de légiférer sur l'éducation. Provinces et gouvernement central se partagent donc désormais la responsabilité de la question. Les autorités continuent cependant de n'apporter qu'un soutien minime aux écoles. Alors qu'elles témoignent d'un certain intérêt pour l'enseignement secondaire et supérieur, elles ne semblent paradoxalement pas saisir l'importance de l'instruction primaire. L'organisation de cette dernière échoue dans les provinces, qui souffrent d'instabilité politique et du manque de fonds nécessaires. Les changements ministériels sont en outre fréquents, d'où une totale absence de continuité administrative. Cet état de choses explique que l'éducation soit reprise en main par des établissements privés, notamment par des ordres religieux. La situation déplorable dans laquelle se trouve le système éducatif brésilien se reflète dans les chiffres. Ainsi, en 1888, les établissements primaires ne comptent que 250 000 élèves, pour une population atteignant déjà les 14 millions d'habitants. Les écoles d'agronomie et d'artisanat restent de taille modeste et n'accueillent qu'un nombre restreint d'étudiants, car elles ne sont que peu prisées dans une société qui se nourrit d'idéaux aristocratiques. Ceux-ci, rappelons-le, trouvent leur origine dans l'esclavage et dans la faible estime qu'inspirent les travaux manuels.

Au cours des années 1870, l'enseignement supérieur technique obtient de meilleurs résultats lorsque l'École centrale se transforme en École polytechnique et que l'École des mines d'Ouro Prêto, fondée sur le modèle français, commence à former d'éminents ingénieurs et géologues. La République conserve le même système éducatif. La Constitution de 1891 continue de prôner la décentralisation. De conception fédéraliste, celle-ci place la responsabilité de l'enseignement secondaire et supérieur entre les mains du gouvernement central et celle de l'instruction primaire et de la formation des instituteurs d'école primaire, en principe réservées aux filles, entre les mains des États (c'est-à-dire des anciennes provinces). Les garçons, quant à eux, fréquentent les écoles techniques existantes, peu nombreuses et peu populaires. L'organisation sociale devient plus complexe; le développement de l'industrialisation et de l'urbanisation est synonyme d'emplois salariés. Le nouveau régime fédéraliste oblige les gouvernements des États à se doter d'administrations plus sophistiquées; les fonctionnaires doivent donc être mieux formés, d'où la nécessité d'une amélioration de l'enseignement secondaire et supérieur et d'un développement de l'instruction primaire. Une classe moyenne émerge, lorsque la dualité maître-esclave, caractéristique de l'ère coloniale et impériale, finit par disparaître. Toutefois, les changements tardent à venir. Une attention plus grande est portée à l'éducation. Des réformes sont promulguées, mais la législation demeure lettre morte. Il faudra attendre 1930 et au-delà pour voir des changements radicaux bouleverser le Brésil, et ce n'est que dans la seconde moitié du XXe siècle que le pays entrera véritablement dans la modernité.

Les idées et l'art

Comme nous l'avons déjà souligné, la population brésilienne passe de 3 à 19 millions d'habitants au cours du XIX^e siècle. Ces chiffres sont relativement faibles pour un pays-continent comme le Brésil. De vastes étendues de terre, comme l'Amazonie et le Centre-Ouest, demeurent faiblement peuplées. La majorité de la population se concentre autour de la capitale, dans les États de Rio de Janeiro, du Minas Gerais et de São Paulo. Le Sud est relativement peu peuplé. Le Nord et le Nord-Est accueillent les populations indigènes et métisses (essentiellement des Indiens), dont on trouve peu de représentants dans les autres régions. Un nombre important de Noirs habite le long de la côte qui s'étend du Nord-Est à Rio de Janeiro, ainsi que dans de vastes colonies situées dans l'arrière-pays de Bahia et du Minas Gerais. Dans l'État

1016 De 1789 à 1914

de São Paulo et plus au sud, les Blancs sont majoritaires du fait de l'énorme vague d'immigration qui touche la région à cette période. Les Brésiliens sont pour la plupart métis, ce qui s'explique par la fréquence des mariages entre membres des différentes communautés, entre Indiens et Blancs, Noirs et Blancs et, dans une moindre mesure, entre Indiens et Noirs.

Il n'est pas aisé au Brésil de distinguer avec précision l'origine des coutumes, des techniques, des idées, des philosophies et de la créativité artistique ou scientifique; il est difficile de définir le rôle joué par les peuples indigènes, la population métisse indienne, les Noirs ou les immigrés européens. Le Brésil représente un tel creuset qu'il est impossible d'attribuer à tel ou tel groupe certaines idées, approches, pratiques sociales ou économiques, certaines techniques, philosophies ou styles fondamentaux. Sans aucun doute, de profonds bouleversements touchent le pays au cours du XIXe siècle. Les récits témoignent de louables et vigoureux efforts dans ce sens, motivés par un désir et un empressement au changement. Toutefois, ces efforts sont souvent tempérés par la crainte de n'aboutir qu'à une nouvelle imitation servile des tendances étrangères, en particulier européennes (considérées comme étant plus dignes d'intérêt), qu'elles aient été importées ou que l'on ait simplement lu quelques lignes à leur sujet dans un livre.

Le royaume des idées

La contribution brésilienne à la pensée philosophique n'est pas très originale, ce qui n'a rien d'étonnant en soi dans un pays dépourvu de tradition intellectuelle et doté d'une politique éducative insuffisante. En règle générale, les idées sont importées de l'étranger, et presque toujours d'Europe. Néanmoins, elles sont soumises au filtre des spécificités nationales, nées de la rencontre de diverses cultures. Seules les idées s'accordant avec les styles de vie des autochtones sont donc assimilées. Elles sont adaptées aux différentes mentalités brésiliennes, lesquelles font leur apparition et évoluent de diverses façons. Cette distinction dans l'imitation est plus spontanée que délibérée. Les Indiens et les Noirs possèdent une imagination et un monde qui leur sont propres, dont certains éléments déteignent sur les Blancs. C'est ainsi que les échanges entre les différentes communautés façonnent le mode de vie brésilien.

Outre l'influence sur les pratiques et les coutumes, étudiée en profondeur par les historiens, on observe d'autres répercussions moins tangibles liées aux croyances et aux conceptions. Celles-ci n'ont manifestement pu être étudiées durant l'ère coloniale avant l'apparition de la presse et des livres, ainsi qu'en l'absence d'établissements scolaires. L'indépendance du Brésil au XIX^e siècle s'accompagne de l'émergence d'un certain degré de curiosité intellectuelle. En fait, ce phénomène apparaît avant 1822, ou plus précisément après que la famille royale portugaise s'installe au Brésil (1808) et qu'elle y fonde des écoles, une grande bibliothèque, des musées, des instituts de recherche et des journaux. La puissance coloniale portugaise a peu de choses à offrir: elle ne s'illustre pas dans le domaine des sciences et de la technique, et brille encore moins en philosophie. Sa contribution à la culture brésilienne, si elle existe, est donc infime. Bien qu'aux XVe et XVIe siècles le Portugal fasse figure de grande puissance expansionniste et découvre de nouveaux territoires, repoussant ainsi les limites du monde connu, il ne parvient à exploiter ces réalisations et devient une nation de second ordre dans l'Europe de la Renaissance. De remarquables écrivains, comme Antero de Quental et António Sergio, reprochent sévèrement au Portugal, à cette époque et dans les siècles précédents, de s'accrocher aux vieilles traditions et modes de pensée, une vue que partagent les plus lucides des Portugais. C'est donc un piètre héritage que reçoit le Brésil.

Cela n'empêche toutefois pas le pays d'encourager, même parcimonieusement, les travaux philosophiques. Du fait de l'influence de la religion, et en particulier de celle des jésuites, les Brésiliens non instruits, autrement dit la majorité de la population, confondent idées et croyances religieuses. On pourrait penser que le mouvement scolastique occupe une place importante au Brésil grâce aux travaux de saint Thomas d'Aquin, mais rien n'est moins vrai: c'est un thomisme de seconde main, fragile et inconsistant, qui y est cultivé. Les petites élites se réclament du catholicisme, mais leur foi est superficielle. Comme le souligne le père Julio Maria dans son livre *Le Catholicisme au Brésil* (1900), la religion catholique dans le pays se résume à « des cérémonies qui n'ont rien d'édifiant, une ferveur religieuse dénuée de toute spiritualité, des prières dépourvues de sincérité, des processions vécues comme des divertissements et des jours de fête qui ne retirent rien ni ne contribuent à la gloire de Dieu».

Bien plus que la scolastique, l'éclectisme, qui bénéficie de nombreux adeptes en France, est alors en vogue au Brésil. Avec le recul, il semble aujourd'hui peu probable que l'éclectisme, qui partout ailleurs n'était parvenu à produire quelque élément qui fût digne d'intérêt, ait pu faire mieux au Brésil. Cependant, il représente à l'époque l'école philosophique la plus cultivée. Son fondateur est le moine Francisco de Mont'Alverne, célèbre orateur de la première moitié du XIX^e siècle. Celui-ci ne laisse qu'un ouvrage, le *Compêndio de Filosofia* (*Compendium de philosophie*), publié en 1859. Il marche sur les traces de Victor Cousin, le plus célèbre et le plus influent des éclectiques français. Gonçalves de Magalhães est l'un des élèves de Mont'Alverne au séminaire de Rio de Janeiro; il réalise ses meilleurs travaux à Paris.

Le système éclectique brésilien est intrinsèquement pauvre, mal conçu et peu clair, s'efforçant de concilier des opinions et des attitudes divergentes. Il

ne parvient à se faire une place dans l'histoire universelle de la philosophie, même au Brésil malgré sa popularité, laquelle est vraisemblablement due au fait que le système est perçu comme plus abordable et plus facilement adaptable. On peut donc aisément comprendre pourquoi l'éclectisme a pu s'épanouir dans un pays qui commençait tout juste à explorer les possibilités de l'esprit, sans aucune tradition locale sur laquelle s'appuyer.

Dans les années 1870, un nouveau message apparaît sur le devant de la scène. Il s'agit du positivisme, une école philosophique rendue encore plus attrayante par ses dimensions mystiques et scientifiques. Si les théories d'Auguste Comte gagnent du terrain en France, c'est probablement plus en raison de leur intérêt émotionnel et de leur humanisme que par leur critique de la société et des idées établies. Ce nouveau système de pensée attire de nombreux disciples. Hors de France, il ne rencontre le succès que dans deux États d'Amérique latine: au Mexique et, dans une plus large mesure, au Brésil. Vers la fin de la première moitié du XIX^e siècle, on trouve au Brésil des écoles de médecine, d'ingénieurs et de droit. La population commence à recevoir une instruction. La «loi des trois états» et les écrits de Comte deviennent des textes de référence. Dans un pays doté d'un système éducatif insuffisant et essentiellement rhétorique à l'époque, la science, les mathématiques, la biologie et la sociologie suscitent un vif intérêt chez ceux qui ne partagent pas les idées de la scolastique et de l'éclectisme. La critique de la théologie et de la métaphysique, la proclamation de l'avènement du positivisme d'État convainquent et s'attirent des partisans, notamment à l'École polytechnique et dans les facultés de médecine. En dehors des hommes politiques, les étudiants en médecine sont les premiers à s'emparer de cette philosophie. Les travaux et les théories du philosophe français sont mentionnés de plus en plus fréquemment. Le positivisme sort du monde scientifique pour gagner le domaine du social en 1865, lorsque Francisco Brandão Junior publie A escravatura no Brasil (L'Esclavage au Brésil). Cet opuscule fait beaucoup de bruit et provoque presque un scandale.

Cette même année 1865 voit le retour au Brésil du physicien natif de São Paulo Luís Pereira Barreto, qui a fait ses études à Bruxelles, où il a découvert et adopté la pensée positiviste. Peu de temps après, en 1874, Barreto publie le premier volume de son œuvre As três filosofias (Filosofia teológica) — Les Trois Philosophies (Philosophie théologique) —, suivi en 1876 par le second volume Filosofia metafísica — Philosophie métaphysique —, en 1880 par O positivismo e a teologia — Le Positivisme et la théologie — et en 1901 par O seculo XX sob o ponto de vista brasileiro — Le XX^e Siècle du point de vue brésilien. L'auteur s'efforce de libérer la science de cette pensée catholique qui s'immisçait autrefois dans tous les domaines et de lui offrir de nouvelles directions, à l'instar de ce qui est accompli avec force en Europe à la fin du siècle. Le débat se propage au-delà du cercle de

la médecine et d'autres domaines exclusifs pour englober la critique de la société dans son ensemble.

Miguel Lemos et Teixeira Mendes forment un duo beaucoup plus militant que les positivistes ne l'avaient été. Ils font figure d'évangélistes, relancant constamment le débat sur les questions d'ordre national. Ce sont des positivistes religieux, et des écrivains prolifiques, à qui l'on doit entre autres l'Apostolado positivista do Brasil (L'Apostolat positiviste brésilien), dont la première édition paraît en 1881. Ils ont voyagé à Paris et tentent d'imiter la célèbre «religion de l'humanité» par le biais du culte et du débat concernant les principales questions nationales. Ils s'intéressent à tous les domaines et définissent la conduite que les adeptes de leur foi doivent adopter. La monarchie, secouée par la guerre avec le Paraguay et l'abolition de l'esclavage, et affaiblie par les conflits religieux et militaires, finit par s'effondrer. Les élèves de l'École militaire, où enseigne le professeur Benjamin Constant Botelho de Magalhães, se tournent alors vers le positivisme. Magalhães joue un rôle clé dans l'instauration de la république. Les enseignements de Comte sont importants aux yeux du mouvement républicain et le positivisme marque cette fin de siècle comme l'éclectisme en avait marqué, bien que dans une moindre mesure, la première moitié.

Un nouveau courant apparaît dans les trois dernières décennies du XIX^e siècle. Les matérialistes croient en la théorie de l'évolution telle qu'elle est formulée par Darwin, Spencer et l'Allemand très estimé Haeckel. Le mouvement engendre de nombreux disciples enthousiastes, dont les écrits scandalisent, tout renforçant leur influence (dans l'ensemble, ces travaux sont superficiels, erronés et propagent des concepts mal compris par leurs auteurs, qui n'atteignent pas le niveau de leurs homologues européens). Les ouvrages allemands deviennent très populaires et on observe un fort penchant pour toutes les productions allemandes, qui sont parfois imitées par des écrivains au talent douteux. Parmi les meilleurs représentants de ce courant, nous devons citer Tobias Barreto et Sílvio Romero, qui enseignent, respectivement, à Recife et à Rio de Janeiro.

Tobias Barreto donne le ton; il devient une référence pour de nombreux membres de la nouvelle génération. La richesse de la production littéraire de Sílvio Romero ne lui permet toutefois pas de rentrer dans la postérité. Travailleur infatigable, il écrit des ouvrages sur la philosophie au Brésil. Il s'intéresse cependant plus à l'histoire qu'à la philosophie. Passionné par le Brésil et par tout ce qui touche à ce pays, il est l'auteur de livres très utiles, parmi lesquels il convient de mentionner en premier lieu l'*Histoire de la littérature brésilienne (Historia da literatura brasileira)*. Nombre de ses travaux révèlent un profond discernement sociologique. Spencer est son mentor, dont l'influence se montre plus bénéfique que celle des Allemands qui inspirent son ami Barreto. Farias Brito participe également au mouve-

1020 DE 1789 à 1914

ment avec des livres écrits à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Associé à l'école allemande pour avoir fréquenté les auteurs de l'école de Recife, il fait toutefois preuve d'une certaine indépendance d'esprit. Alors que Barreto et Romero sont proches du matérialisme, Farias Brito se range du côté des spiritualistes. Cet homme distingué et instruit s'oppose farouchement à la pensée brésilienne contemporaine. Son influence se fait ressentir encore plus fortement après sa mort, lorsque des poètes et d'autres écrivains se tournent à leur tour vers le spiritualisme. Farias Brito a le mérite de mettre au jour la médiocrité du climat intellectuel de l'époque.

La pensée juridique

Jusqu'en 1822, les lois sont rédigées au Portugal. Leur source d'inspiration provient de l'université de Coimbra, où sont formés les juristes. L'établissement accueille de jeunes Brésiliens se destinant à la carrière de législateur ou d'homme de loi, et leur transmet de solides connaissances juridiques. En dépit des réformes modernisatrices du marquis de Pombal, les enseignements obsolètes ne sont pas tous supprimés. Coimbra forme les hauts fonctionnaires portugais qui continuent d'administrer le Brésil un certain nombre d'années encore après l'indépendance. De nombreux hommes politiques du gouvernement et du corps législatif sont soit d'origine portugaise, soit des Brésiliens éduqués dans la tradition de Coimbra. Dès 1827, des cours de droit sont mis en place à São Paulo et au Pernambouc sous le règne de Pierre I^{er}. Le niveau se révèle décevant durant les premières années, mais avec le temps ce sont des diplômés hautement qualifiés qui sortent de ces écoles, comme en témoignent les nombreuses contributions faites à la nation par les hommes politiques, les administrateurs et les écrivains de l'époque. Beaucoup de jeunes Brésiliens choisissent d'étudier le droit.

La nation indépendante depuis peu a besoin de s'organiser et de se doter d'un cadre juridique. De nombreux individus compétents sont disposés à remplir cette tâche. Dans sa première version soumise par Antônio Carlos, la Constitution de 1823 apparaît déjà comme le fruit du travail d'un grand nombre de particuliers et de diplômés talentueux. Cette première ébauche ne dépasse toutefois pas le stade des débats préliminaires à cause de la décision de dissoudre l'Assemblée. Malgré ces débuts chaotiques, une nouvelle constitution, rédigée sur des bases saines et témoignant de la compétence de ses auteurs, est promulguée l'année suivante. Elle est suivie peu de temps après, en 1830 précisément, par le Code pénal. Alors que ce dernier est encore en cours d'élaboration, on commence déjà à débattre du Code de procédure pénale, voté au moment de l'abdication de Pierre I^{er} et promulgué en 1832. Les réactions envers l'ultralibéralisme de ce texte sont tellement vives qu'en 1841, il est remanié pour paraître plus conservateur,

voire réactionnaire; sa nature profonde s'en trouve donc modifiée. Une autre loi, le Code de commerce, soulève également de nombreux débats; examinée en première lecture en 1835, elle ne sera votée qu'en 1850. Il reste cependant à s'attaquer au texte principal, le Code civil. À cette époque, le code Filipes de 1603 est toujours en vigueur au Brésil. Celui-ci remonte à une période qui soutenait les idées libérales des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, finalement légitimées par la Révolution française. Après l'indépendance, il devient essentiel de se débarrasser des vieilles lois du royaume qui demeurent en vigueur. Des experts juridiques rédigent plusieurs versions du nouveau code, mais aucune d'elles n'est finalisée ni traitée par les voies officielles. Sous la république, en 1898, Clóvis Bevilacqua propose un texte qui ne sera adopté qu'en 1916, du fait de discussions interminables. Outre ces lois, dont la préparation nécessite de profondes connaissances juridiques, une nouvelle constitution fédéraliste et présidentielle est élaborée pour la république en 1891. Celle-ci s'inspire des travaux théoriques d'experts juridiques et d'autres spécialistes, généralement des professeurs de droit, de José da Silva Lisboa à Clóvis Bevilacqua.

La pensée économique

De nombreux ouvrages de description de l'économie brésilienne sont élaborés pendant la domination portugaise. Mais la plupart des études restent superficielles et aucune ne s'apparente à une réelle analyse économique en profondeur. L'économie étant encore une science nouvelle, les choses ne peuvent aller autrement. De plus, on voit mal comment une colonie dirigée par une puissance qui ne montre aucun intérêt particulier pour l'économie, comme le Portugal (ou, plus généralement, l'Ibérie), pourrait produire des textes scientifiques dignes de ce nom. Il convient cependant de souligner que certains écrivains des générations précédentes, faisant preuve d'une grande capacité d'observation, ont su rédiger d'édifiants ouvrages de référence sur l'économie avant le XIX^e siècle.

À l'aube du XIX^e siècle, en 1804, le Portugais José da Silva Lisboa (futur vicomte de Cairu) publie *Principios de economia política (Principes d'économie politique*), ouvrage remarquable à tous points de vue. Bien que fondé sur l'œuvre d'Adam Smith et sur le libéralisme classique, le livre affiche une certaine originalité, ne se résumant pas à une simple répétition et témoignant d'une profonde compréhension du texte original. Auteur prolifique, José da Silva Lisboa publie de nombreux ouvrages, sans pour autant jamais parvenir à égaler l'excellence critique du texte de 1804, lequel fait partie des chefs-d'œuvre de la littérature des sciences sociales brésiliennes. À son arrivée au Brésil en 1808, Silva Lisboa influence la politique adoptée par le régent dom João. Ce dernier le nomme à la tête de la chaire d'économie

1022 DE 1789 à 1914

brésilienne, qui est la première au monde à être mise en place (la France ne créera la sienne qu'en 1816). En avance sur son temps, elle n'attire cependant pas les étudiants. Les autres livres de Silva Lisboa sont moins importants et portent sur de nombreux sujets. La science économique prend donc son envol de bonne heure au Brésil, mais se révèle incapable de faire preuve de dynamisme avant le XX^e siècle.

Parallèlement aux ouvrages et auteurs précédemment cités, l'enseignement supérieur économique bénéficie d'un niveau élevé et contribue à façonner la discipline. Nous avons déjà mentionné la mise en place de facultés de droit à São Paulo et au Pernambouc en 1827, lesquelles offrent des cours d'économie, de finances publiques et de comptabilité. L'enseignement se fonde sur des ouvrages d'Adam Smith, de Malthus et de Ricardo, ainsi que sur Say, Sismondi et Godwin. Le libéralisme classique et la critique socialiste du système prédominent clairement au XVIII^e siècle, comme il est manifeste dans les travaux du Suisse Simonde de Sismondi et du Britannique Godwin. James Mill, plus classique dans son œuvre, règne sur la faculté du Pernambouc.

Certains professeurs deviennent célèbres grâce à leurs cours ou à leurs livres. Après 1889, par suite de l'avènement de la république et du fédéralisme, de nouvelles facultés de droit sont fondées: à Bahia en 1891, et un peu plus tard au Minas Gerais en 1892, à Pôrto Alegre et au Rio Grande do Sul en 1902 et au Ceará en 1903. D'autres sources sont employées, en particulier l'école historique allemande. Le programme des études de droit se concentre naturellement sur des questions d'ordre juridique et n'accorde qu'une attention minime à l'économie, freinant ainsi le développement de cette discipline.

Une autre école de droit, l'École polytechnique de Rio de Janeiro, fait preuve d'une évolution différente et, dès 1864, enseigne l'économie. Cet établissement, qui existe depuis longtemps déjà, accueille comme premier professeur José Maria da Silva Paranhos, vicomte de Rio Branco, qui y enseigne les mathématiques pendant treize ans. Paranhos prône le libéralisme classique, mais aussi une application souple de cette doctrine à la politique. Enseignant également à l'École militaire, il amorce une tendance qui sera reprise plus tard par Vieira Souto et d'autres, ingénieurs de profession et non juristes. Ceux-ci ne sont pas partisans d'une approche mathématique de l'économie, mais ils font des mathématiques un emploi différent de celui qu'en font les écoles de droit. Il faudra attendre le XX^e siècle pour voir un usage des mathématiques et des statistiques plus systématique de la part des érudits.

L'historiographie

L'histoire est une discipline étudiée depuis des temps anciens, comme le montrent les découvertes relatives aux civilisations du passé. Au Moyen

Âge et à l'époque moderne, l'historiographie prend la forme de chroniques, c'est-à-dire qu'elle se limite à un exercice descriptif dont le but est de répertorier les événements majeurs. Ce n'est qu'au XIXe siècle qu'une approche plus critique et plus rigoureuse de l'histoire fait son apparition, de même que l'emploi des sciences dites «auxiliaires», dont les chercheurs se servent comme outils. Les sciences sociales, telles que la politique, la sociologie et l'anthropologie, gagnent du terrain. Ces disciplines sont nécessaires à la construction des théories utilisées pour interpréter et affiner la critique et la compréhension. Le XIX^e siècle n'a donc pas usurpé sa réputation de «siècle de l'histoire». Cette situation est toutefois relativement nouvelle à travers le monde, et elle l'est encore plus dans les pays comme le Brésil qui ont récemment acquis leur indépendance. Le phénomène est strictement contemporain, bien que des travaux remarquables aient déjà été effectués au XIXe et au cours des siècles précédents. Mais à cette époque, au Brésil comme partout ailleurs dans le monde, l'histoire est toujours perçue comme un simple récit d'événements.

L'historiographie brésilienne n'est pas très riche. Elle ne compte que très peu de titres, parmi lesquels les ouvrages de qualité sont encore plus rares. L'indépendance du pays n'apporte aucun changement: les chroniques perdurent sous forme de mémoires et d'annales. Ces documents représentent une source d'informations extrêmement précieuse, mais ne renferment aucune analyse.

La création, en 1838, de l'Institut brésilien d'histoire et de géographie offre le cadre nécessaire pour voir débuter un travail sérieux. À l'instar de ce qui se déroule dans les principaux pays européens, par exemple en Allemagne, des efforts considérables sont entrepris pour rassembler les matériaux sur lesquels la recherche pourra ensuite se fonder. L'ouvrage de référence en la matière est le *Monumenta Germaniae Historica*, commencé en 1819 et auquel sont rajoutés des éléments tout au long du siècle jusqu'à ce qu'il comprenne plusieurs volumes. L'érudition progresse, tout comme les sciences auxiliaires; des documents, qui avaient été perdus par négligence, sont reconstitués, et d'anciennes écritures sont déchiffrées. Dans les premiers temps, les recherches menées à l'Institut brésilien n'ont rien à envier à celles poursuivies dans les autres pays; elles sont résolument ancrées dans la modernité, comme en témoigne la publication de l'Institut, *Revista*, revue majeure qui décrit et analyse les événements passés et présents. Plus tard, cependant, l'influence de l'Institut décline quelque peu.

Le poète romantique britannique Robert Southey rédige, entre 1810 et 1819, une remarquable *Histoire du Brésil* en trois volumes. Cet ouvrage, qui est le premier à offrir un panorama sensible et critique du pays, est traduit en brésilien et publié en six volumes à Rio de Janeiro en 1862. En 1840, l'Institut organise un concours sur le thème : «La meilleure façon d'écrire l'histoire du

Brésil». Le gagnant est un naturaliste allemand, Charles Frédéric Philippe von Martius, qui séjourne au Brésil de 1817 à 1820. On doit également à cet érudit une œuvre botanique de qualité, intitulée *Flora Brasiliensis*, ainsi qu'un important récit de voyage, *Viagem ao Brasil (Voyage au Brésil)*, écrit conjointement avec J. von Spix et publié en trois volumes à Munich en 1823 et 1824.

Le livre gagnant du concours fait preuve d'une grande finesse de compréhension de l'histoire brésilienne, qui peut paraître étonnante venant d'un étranger, à une époque où les Brésiliens eux-mêmes sont encore peu instruits. Il établit un modèle d'ouvrage historique qui s'écarte du simple récit chronologique alors en vogue et qui sera fréquemment copié par la suite. L'ouvrage prépare la voie à la première histoire du Brésil véritablement différente, celle de Varnhagen, membre de l'Institut brésilien d'histoire et de géographie. Francisco Adolfo de Varnhagen, né à São Paulo de parents allemands, est en effet considéré comme le premier grand historien brésilien. Son História geral do Brasil (Histoire générale du Brésil), publiée en 1854 et 1857, témoigne de ses qualités de chercheur infatigable. Étroitement associé à l'Institut, c'est là qu'il effectue la plupart de son travail merveilleusement documenté. Son ouvrage fera office, pendant de nombreuses années, de version officielle de l'histoire brésilienne et continue d'être lu de nos jours. Varnhagen est également un grand voyageur; il séjourne dans plusieurs pays européens, dont il écume les archives afin de parfaire ses connaissances et écrire de nouveaux livres. Il met au jour de remarquables écrits, tels que des chroniques datant des premiers siècles de l'histoire du Brésil. Il parvient à surmonter ses préjugés raciaux et aristocratiques, et sa contribution monumentale est synonyme de fondation d'une historiographie autochtone.

Les travaux de Varnhagen sont poursuivis par un certain nombre de disciples lucides et productifs, mais la vieille tradition de compilation de chroniques perdure. Nous vous épargnerons ici une liste exhaustive des titres parus, qui serait hors de propos. En revanche, nous citerons à titre d'exemple quelques auteurs et ouvrages majeurs. Joaquim Felicio dos Santos, l'historiographe romantique le plus représentatif du pays, rédige les Memórias do distrito Diamantino, une œuvre digne d'intérêt à de nombreux points de vue. Joaquim Nabuco, travailleur érudit et consciencieux, est l'auteur de nombreux livres qui témoignent de sa capacité à bien organiser ses sources. Quelques-uns de ses ouvrages, écrits pour la plupart dans les dix dernières années de sa vie, traitent de sujets historiques. Cependant, l'œuvre qui le fera entrer dans la postérité s'intitule Um estadista do império (Un homme d'État de l'Empire), publiée en trois volumes entre 1897 et 1899. Ce chef-d'œuvre d'histoire politique brésilienne, minutieusement documenté et admirablement structuré, retrace la période contemporaine par le biais de la biographie du père de l'écrivain, qui était un homme politique influent et un juriste accompli.

Durant cette même période, c'est-à-dire avant 1914, les écrivains prolifiques Oliveira Lima et Pandiá Calógeras rédigent des ouvrages importants. D'autres encore se démarquent, tels le cinglant critique Manoel Bomfim, dont l'œuvre fait preuve d'originalité et de provocation. L'auteur le plus fondamental, encore de nos jours, parmi ceux dont les travaux débutent au XIX^e siècle est Capistrano de Abreu. Son principal ouvrage, *Capitulos de historia colonial* (*Chapitres d'histoire coloniale*), qui paraît pour la première fois en 1907, constitue la première étude en profondeur de l'ère coloniale.

La production artistique: la littérature

Au XIXe siècle, le Brésil jouit déjà d'une certaine tradition littéraire. Pendant le XVIIe siècle, d'importantes œuvres baroques sont produites par des écrivains de l'envergure du poète natif de Bahia Gregório de Matos Guerra, ou du prosateur et orateur António Vieira, un Portugais qui a longtemps séjourné au Brésil. Le XVIIIe siècle est quant à lui marqué par des vestiges poétiques de l'Arcadie et des Lumières, avec des noms comme Basílio da Gama, José de Santa Rita Durão, Cláudio Manuel da Costa, Tomás António Gonzaga et Inácio José de Alvarenga Peixoto. Tous sont influencés par leurs contemporains portugais et annoncent l'avènement du romantisme, qui aura lieu quelques décennies plus tard. Ces différentes tendances se renforcent un peu plus au lendemain de l'indépendance du pays, lorsque le désir de liberté politique côtoie celui d'une créativité propre au Nouveau Monde.

Le romantisme, école prédominante en Europe dans la première moitié du XIX^e siècle, dispose également de représentants au Brésil. Le premier d'entre eux, Gonçalves de Magalhães, publie en 1836 Suspiros poéticos e saudades (Soupirs poétiques et saudades). On retrouve dans ce recueil l'influence des auteurs français qui ont renversé le classicisme de son piédestal en introduisant de nouveaux thèmes et des formes plus légères libérées des schémas rigides. Le même phénomène se déroule au Brésil; on parle beaucoup de la nature de l'homme (surtout des Amérindiens, moins des Noirs), mais le débat demeure relativement superficiel et ne témoigne pas de l'avènement d'une nouvelle philosophie. Les romantiques les plus singuliers sont des héritiers de l'Olympe, qui parlent d'autres terres et abandonnent les dieux au profit de l'homme. La liste est longue, mais nous ne mentionnerons ici que quelques noms, dont tous sont des poètes: António Gonçalves Dias, Alvares de Azevedo, Casimiro de Abreu, Luís Nicolau Fagundes Varela, António de Castro Alves et Sousândrade. Les principaux représentants du récit romantique sont Manuel António de Almeida, Joaquim Manuel de Macedo, José de Alencar et Bernardo Guimarães. Leurs œuvres bénéficient d'une large audience et certaines, notamment celles d'Alencar, sont encore

lues de nos jours. On compte également quelques dramaturges, mais les pièces qui n'ont pas sombré dans l'oubli sont rares. De ces derniers se détache Martins Pena, qui malgré une vie courte écrit de nombreuses pièces, en particulier des comédies, et dont le succès ne s'est pas démenti.

Le réalisme, autre importation française adoptée par les romanciers brésiliens, gagne du terrain à partir 1850. Cette époque voit naître les plus grands écrivains du pays. Joaquim Maria Machado de Assis, grand parmi les grands, écrit de nombreux romans et nouvelles, dont certains appartiennent aux chefs-d'œuvre de la littérature brésilienne; sa poésie et ses pièces de théâtre n'atteignent toutefois pas le même niveau. Parmi les autres écrivains réalistes marquants, citons Raul Pompéia, Aluísio de Azevedo, Franklin Távora, Inglês de Sousa et Adolfo Caminhal, qui décrivent dans leurs œuvres la vie provinciale et rurale, tout comme celle de la forêt vierge et des villes. Vers le tournant du siècle, leur art décline alors que le décadentisme fait son apparition en Europe.

Des auteurs comme Macedo, Gonçalves Dias, Castro Alves, Alencar, Machado de Assis et Coehlho Neto s'intéressent au théâtre, mais ne produisent que quelques rares pièces marquantes. Artur Azevedo écrit abondamment pour le théâtre, sans parvenir cependant à égaler un autre dramaturge appelé Corpo-Santo (de son vrai nom José Joaquim de Campos Leão). Les œuvres de ce dernier, trop modernes pour l'époque, rencontreront néanmoins plus tard un nouveau succès avec la naissance du théâtre de l'absurde. Sílvio Romero, José Veríssimo et Araripe Junior sont les principaux représentants de la critique et de l'histoire de la littérature. La littérature brésilienne de la fin du XIXe et du début du XXe siècle traverse une grave crise d'inspiration. Quelques auteurs, tels Graça Aranha, Coehlho Neto et Afonso Arinos, persévèrent malgré tout. Le grand écrivain de l'époque se nomme Afonso Henriques de Lima Barreto, dont l'œuvre est à la fois prolixe et hautement créative. Le talent de cet auteur réside en effet plus dans le monde qu'il crée dans ses livres que dans ses qualités littéraires. Exception faite de Lima Barreto et d'Euclides da Cunha, les écrivains des deux premières décennies du XXe siècle font pâle figure à côté des derniers grands auteurs du XIXe. Euclides da Cunha, historien de talent, est surtout connu pour son chefd'œuvre littéraire intitulé Os Sertões (Terre de Canudos), publié en 1902. Ce livre, maintes fois imité mais jamais égalé, et qui ne cesse aujourd'hui encore d'être encensé, aborde des sujets essentiels pour le Brésil tels que le banditisme de grand chemin et l'hérésie millénaire.

La poésie brésilienne se fait l'émule de la brillante école du Parnasse. Alberto de Oliveira, Raimundo Correia, Olavo Bilac et Vicente de Carvalho rejoignent ses rangs. Ruy Barbosa, avec sa maîtrise de la langue et son goût des effets, épouse le Parnasse aussi bien dans sa prose et ses écrits journalistiques et juridiques, que dans ses discours. Le symbolisme, s'exprimant

dans une philosophie et sous une forme différentes, est également importé de France. Nombre d'écrivains brésiliens s'enthousiasment pour ce nouveau courant, qui produit deux grands poètes : João da Cruz e Sousa et Alphonsus de Guimarães.

La littérature brésilienne du XIXe siècle commence avec un soupir, mais elle prend des forces avec l'avènement du romantisme et, plus tard, du réalisme. Dans les premières années du XXe siècle, le prestige des œuvres des siècles précédents survit pendant un certain temps, puis disparaît totalement. Les années 1920 s'apparentent à une période de vide littéraire, ce qui explique l'effervescence critique et les protestations qui engendrent le modernisme, ainsi que la recherche de nouvelles directions à partir de 1922. En résumé, les ouvrages littéraires affichent davantage de culture et de pertinence que les travaux philosophiques. La sensibilité et l'imagination l'emportent sur la critique rigoureuse, l'analyse systématique, l'enquête et la réflexion. L'époque est plus créative que savante.

BIBLIOGRAPHIE

- Almeida R. (de). 1942. *História de música brasileira*. 2º éd. Rio de Janeiro, F. Briguiet & Cia.
- Azevedo F. (de). 1943. *A cultura brasileira*. Rio de Janeiro, Instituto Brasileiro de Geografia a Estatística.
- AZEVEDO L. H. C. 1956. 150 anos de música no Brasil (1800–1950). Rio de Janeiro, José Olímpio.
- 1956. As ciências no Brasil. São Paulo, Edições Melhoramentos.
- Belo J. M. 1969. *História da República*. 6º éd., São Paulo, Companhia Editora Nacional.
- Bradford Burns E. 1966. A documentary history of Brazil. New York, Alfred A. Knopf.
- Calmon P. 1975. *História de D. Pedro II*. 3 vol. Rio de Janeiro, Editora José Olímpio.
- Chacon V. 1965. *História das idéias socialistas no Brasil*. Rio de Janeiro, Editora Civilização Brasileira.
- Costa J. C. 1956. *Contribuição à história das idéias no Brasil*. Rio de Janeiro, Livraria José Olímpio.
- Freira G. 1945. Brazil: an interpretation. New York, Alfred A. Knopf.
- 1946. *The master and the slaves* (trad. anglaise Samuel Putman). New York, Alfred A. Knopf.

— 1963. The mansions and the Shanties (trad. anglaise Harriet de Onis). New York, Alfred A. Knopf.

- Furtado C. 1963. *The economic growth of Brazil* (trad. anglaise Ricardo W. da Aguiaru, E. C. Drysdale). Los Angeles, University of California Press.
- Graham R. 1968. *Britain and the onset of modernization in Brazil* (1850–1914). Cambridge, Cambridge University Press.
- JOHNSON J. J. 1964. *The military and society in Latin America*. Stanford, Stanford University Press.
- LEVINE R. M. 1978. *Pernambuco in the Brazilian federation* (1899–1937), Stanford, Stanford University Press.
- Luz N. V. 1961. 1961. *A luta pela industrialização do Brasil (1808–1930*). São Paulo, Difusão Européia do Livro.
- Magaldi S. 1962. *Panorama do teatro brasileiro*. São Paulo, Difusão Européia do Livro.
- Manchester A. K. 1933. *British preeminence in Brazil: its rise and decline*. Chapel Hill, University of North California Press.
- Martins W. 1978–1979. *História da inteligência brasileira* (1550–1960),19 7 vol. São Paulo, Editora Cultrix.
- Prado Jr C. 1933. Evolução política do Brasil. São Paulo, Editora Brasiliense.
- 1945. *História Econômica do Brasil*. São Paulo, Editora Brasiliense.
- Romero S. 1953. *História da literatura brasileira*. 4º éd. 5 vol. Rio de Janeiro, Livraria José Olímpio.
- SKIDMORE T. E. 1974. *Black into white (Race and nationality in Brazilian though)*. New York, Oxford University Press.
- Veríssimo J. 1954. *História da literature Brasileira*. 3º éd. Rio de Janeiro, Livraria José Olímpio.
- WIRTH J. 1977. Minas Gerais in the Brazilian federation (1889–1937). Stanford, Stanford University Press.

12.4 Le Río de la Plata

Luis Alberto Romero

La vice-royauté du Río de la Plata (1776–1810)

La création de la vice-royauté du Río de la Plata en 1776 modifie radicalement le contexte social et culturel dans les régions situées à l'extrémité sud de l'empire espagnol d'Amérique. Montevideo, port d'ancrage, et Buenos Aires, capitale portuaire, sont les villes les plus profondément touchées par ces changements. De plus, cette nouvelle zone politico-économique s'étend jusque dans le haut Pérou et ses mines d'argent.

En tant que premier port du Río de la Plata, Buenos Aires génère alors une quantité considérable d'échanges. Son commerce demeure pourtant assez passif jusqu'à ce que les problèmes politiques et navals de l'Espagne, manifestes depuis 1795, lui donnent l'occasion d'élaborer une méthode active et indépendante d'organisation de son activité commerciale. Le dynamisme commercial de Buenos Aires stimule les activités d'élevage en ranch et la production de cuir destiné à l'exportation, une activité de base qui requiert un minimum de compétences techniques. Dans les régions situées à l'intérieur de la vice-royauté, certaines activités économiques telles que la petite culture, l'élevage et l'artisanat connaissent également un essor important qui vise à répondre aux besoins du haut Pérou.

La fin du XVIII^e siècle est marquée par un renouveau culturel qui s'inscrit dans le contexte d'une culture déjà présente. Il ne s'agit pas d'un changement brusque mais d'un processus régulier au cours duquel de nouvelles idées sont intégrées à la tradition scolastique. L'université de Córdoba, fondée au début du XVII^e siècle et dirigée par les jésuites jusqu'à leur expulsion en 1767, représente le centre traditionnel d'enseignement. La théologie y est étudiée et tout enseignement de cette discipline fait l'objet d'une double censure, à la fois politique et ecclésiastique, qui ne laisse les idées innovatrices pénétrer dans la culture qu'à faible dose. Par ailleurs, les débats scientifiques s'orientent vers les nouvelles physiques de Descartes et de Newton, au détriment de celle d'Aristote, même si ce n'est que pour les critiquer. En 1801, le recteur décide d'installer un «laboratoire» de physique expérimentale équipé de diverses « machines ». Mais sa demande d'autorisation est rejetée

par le conseil municipal qui, tout en admettant que l'on devrait développer la physique théorique, affirme que le rôle de l'université est d'enseigner la théologie. Le recteur bénéficie néanmoins du soutien inconditionnel des autorités administratives les plus haut placées, dont le vice-roi, qui se montrent toutes favorables à l'enseignement de la physique expérimentale.

L'acceptation progressive des innovations du XVIIIe siècle s'intensifie à Montevideo, où une chaire de philosophie est créée au collège franciscain en 1787, et avec plus de vigueur encore à Buenos Aires où, à partir de 1771, tous les moyens sont mis en œuvre pour fonder une université. Les ecclésiastiques décident que la nouvelle université enseignera la physique moderne en tant que discipline à part entière, totalement indépendante de la physique d'Aristote. Córdoba s'oppose néanmoins à ce projet et empêche la fondation de l'université. Toutefois, le Reales Estudios, destiné à l'enseignement de premier degré, est créé en 1773, tandis qu'en 1783 le Real Colegio de San Carlos ouvre ses portes à une génération d'étudiants qui figureront parmi les futurs chefs de la révolution. Ce n'est pourtant pas là que ces derniers entrent en contact avec la nouvelle idéologie, car l'enseignement, en dehors de quelques spécialités modernes, ne s'aventure pas au-delà de la scolastique.

Le renouveau intellectuel qui débute en 1790 s'accélère et favorise le développement des activités commerciales de Buenos Aires. Des livres et des journaux arrivent d'Espagne, apportant quantité d'idées nouvelles, et quelques jeunes étudiants, dont Manuel Belgrano, partent étudier à l'étranger. La création de l'imprimerie qui, en 1802, lance le *Telégrafo Mercantil*, le premier journal du Río de la Plata, est un élément révélateur des changements de cette époque. Les idées nouvelles circulent comme dans l'Espagne de Charles III: elles n'ont rien de subversif. La monarchie et l'Église partagent l'avis des classes favorisées au sujet du bien-être de la population et procurent un soutien solide à leurs idées. Manuel Belgrano, par exemple, est nommé par le roi au poste de secrétaire du consulat en 1794, ce qui lui donne l'occasion de mener à bien une intense activité de réforme.

Manuel Belgrano et son cercle d'amis ne sont pas tant intéressés par l'émergence d'idées nouvelles que par l'application de celles qui sont en vogue en Europe. Ainsi, selon l'enseignement des physiocrates, il faut encourager l'agriculture, symbole de la civilisation, de manière à fournir une solution de rechange à l'expansion rapide de l'élevage, qui se trouve déjà sur le déclin. Hipólito Vieytes expose ces idées dans le Semanario de Agricultura, fondé en 1802, et Manuel Belgrano les développe dans le Correo de Comercio, publié au début de l'année 1810. Le commerce devient aussi synonyme d'ouverture sur le monde, de diffusion d'idées et de civilisation, une théorie avancée par Lavardén dans son ouvrage intitulé Nuevo aspecto del comercio en el Río de la Plata (Nouveaux Aspects du commerce dans la région du Río de la Plata). C'est à peu près en ces termes que s'exprime

Dámaso Larrañaga, originaire de l'est de la région, lors de l'inauguration de la bibliothèque publique de Montevideo en 1816. À cet égard, les intérêts des intellectuels coïncident avec ceux des marchands.

À Buenos Aires, on considère très rapidement les aspects culturels et scientifiques comme des réponses possibles aux besoins les plus impérieux de la société: la connaissance scientifique est alors appréciée en ce qu'elle permet de résoudre des problèmes pratiques. En 1798, le *Protomedicato* de Buenos Aires est établi, afin de délivrer le droit d'exercer aux praticiens, de répondre aux besoins de la santé publique, notamment d'organiser la vaccination contre la variole, ou encore de former de jeunes médecins. La médecine est enseignée pour la première fois en 1801 et les premiers médecins obtiennent leur diplôme en 1808. En 1799, deux écoles sont fondées sur l'initiative du consulat: une *escuela de diseño*, qui fermera peu de temps après, et une école navale, où l'enseignement des mathématiques et des méthodes expérimentales atteint un niveau très élevé. Cette dernière combine l'enseignement des sciences avec la pratique de la navigation. Malheureusement, ces deux initiatives tournent court à cause de la crise politique qui suit les invasions britanniques.

L'indépendance et la guerre civile (1810–1852)

Les années qui suivent l'indépendance sont très dures. La guerre a engendré de graves problèmes économiques. On assiste au pillage, dans les régions d'élevage comme dans les centres urbains. Ceux-ci sont également affectés par la libéralisation du commerce et, plus que tout, par l'interruption des importations de métaux en provenance du haut Pérou.

Cette période se caractérise toutefois par une ferveur patriotique et par un bouillonnement d'idées nouvelles: les citoyens de Buenos Aires peuvent lire la traduction espagnole du *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau, ainsi que le journal *La Gaceta*. Il se produit alors une « heureuse révolution idéologique » qui va des opinions radicales de Mariano Moreno et de Bernardo de Monteagudo à celles plus modérées de Dean Gregorio Funes. Dans le nouveau programme qu'il imagine pour l'université de Córdoba, Dean Gregorio Funes reconnaît la nécessité d'accorder une plus grande importance à la physique expérimentale et aux mathématiques, mais recommande de conserver l'approche scolastique traditionnelle dans le cas de la métaphysique. Manuel Belgrano, en revanche, souhaite que l'on enseigne la logique selon Condillac, en laissant de côté la métaphysique et en s'intéressant de plus près aux aspects moraux de la religion.

Les difficultés financières obligent plusieurs institutions fondées à la fin de l'époque coloniale à fermer leurs portes. Certaines d'entre elles survivent parce qu'elles répondent aux nouvelles exigences militaires. C'est le cas de l'Instituto Médico Militar et de l'Academia de Matemática y Arte Militar, indispensable à la formation de troupes d'artillerie. À partir de 1815, certains projets sont remis à flot. Ainsi, l'ancien Colegio de San Carlos est restauré et devient le Colegio de la Unión del Sur, dans lequel Juan Crisóstomo Lafinur entreprend d'enseigner des théories idéologiques, provoquant ainsi la censure des milieux plus traditionalistes.

La guerre civile éclate immédiatement après la guerre d'indépendance, réduisant à néant l'unité politique de la vice-royauté. Certains territoires deviennent des États indépendants: la Bolivie, le Paraguay et la Banda Oriental, qui proclame son indépendance en 1828, après une guerre entre les provinces du Río de la Plata et le Brésil. Dans d'autres cas, des États provinciaux indépendants sont formés, caractérisés par la limitation de leurs ressources et par la pauvreté de leur économie. La province de Buenos Aires, quant à elle, connaît une période de prospérité grâce à l'expansion de l'élevage, qui s'étend vers de nouveaux territoires au sud.

Tandis que les méthodes d'élevage demeurent archaïques, plusieurs innovations apparaissent dans les ateliers de salage où l'on prépare le cuir et le bœuf salé. La nécessité de délimiter les ranchs d'élevage motive la création d'un département de topographie et le développement de l'arpentage, de la pluviométrie et d'autres activités faisant appel à de nouvelles compétences techniques.

Bernardino Rivadavia fait venir d'Europe de nombreux spécialistes, profitant de leur désir d'échapper à la persécution politique, comme de la réputation mythique du «Río de la Plata». Un grand nombre de scientifiques de première catégorie, dont le naturaliste Aimé Bonpland et le physicien Fabricio Mossotti, sont ainsi recrutés pour travailler à Buenos Aires. Dans le meilleur des cas, les scientifiques combinent leur activité professionnelle avec leur travail scientifique et universitaire. Mossotti, par exemple, crée un observatoire astronomique au couvent de Santo Domingo.

En projet pendant de longues années, l'université de Buenos Aires est finalement fondée en 1821. Selon le modèle français, elle gère trois degrés d'enseignement. De nombreuses écoles primaires sont ouvertes et la méthode Lancaster est appliquée. Le Colegio devient le Colegio de Ciencias Morales (École des sciences morales) et admet des étudiants boursiers venus des provinces. Outre l'enseignement du droit, l'université propose également une formation en médecine et en sciences expérimentales avec le concours de physiciens recrutés à l'étranger. Dans le domaine de la philosophie, ce sont les nouvelles théories des «idéologues» qui prédominent. On peut

mentionner parmi eux Condillac, Cabanis et Destutt de Tracy, qui entretient une correspondance avec Rivadavia.

Ce renouveau intellectuel touche tous les aspects de la vie culturelle de Buenos Aires et atteint même certaines villes de l'intérieur. Buenos Aires jouit alors de cinq librairies, d'un nombre considérable de journaux, de productions de théâtre et d'opéra, ainsi que de groupes littéraires et de groupes «de débat». Mais la tension politique fait rapidement chanceler cet édifice aux fondations peu solides. Lorsque Bernardino Rivadavia abandonne la présidence en 1827, une grande quantité de projets tombent à l'eau. D'autres sombrent par manque de fonds, particulièrement ceux qui concernent les travaux publics. Par ailleurs, les conflits politiques engendrent une atmosphère de plus en plus séditieuse qui pousse de nombreux scientifiques et d'intellectuels à émigrer ou à être démis de leurs fonctions.

Le gouvernement de Juan Manuel de Rosas, formé en 1829, devient une véritable dictature en 1835. Son pouvoir, comme celui de la plupart des dirigeants provinciaux, repose sur l'hostilité que la population rurale nourrit envers les classes urbaines aisées. De fait, sur tout le territoire, les habitants des campagnes sont majoritairement opposés aux villes et à la culture urbaine.

Une nouvelle génération d'intellectuels tente de comprendre la situation et d'y remédier. Ils sont influencés par les philosophes éclectiques ainsi que par les poètes et écrivains romantiques, grâce auxquels ils s'initient aux idées d'Herder, mais également par les répercussions de la révolution française de 1830. Leur but est de découvrir la nature du peuple argentin et, par-dessus tout, de cerner le personnage de Rosas et de comprendre la popularité dont il jouit.

La «génération de 1837» voit le jour à Buenos Aires sous le gouvernement de Rosas. Par la suite, ses membres émigreront à Santiago du Chili et à Montevideo, où ils rejoindront l'opposition. Leurs principales œuvres sont écrites en exil: *Dogma socialista* de Esteban Echeverría, *Facundo* de Domingo Faustino Sarmiento et *Fragmento preliminar al estudio del Derecho* de Juan Bautista Alberdi.

Venant de Buenos Aires et de la Banda Oriental, les détracteurs de Juan Manuel de Rosas se réunissent à Montevideo. Nombre d'entre eux, comme Guiseppe Garibaldi, sont originaires d'Europe. Ces «émigrés» animent la vie culturelle et font la promotion des journaux, des débats littéraires et de l'activité universitaire. Le lancement du journal *El Iniciador* se fait en 1838. Plusieurs chaires universitaires sont créées à partir de 1833, et on évoque l'idée de fonder une université en 1838, même si le projet n'est pas immédiatement concrétisé. Une bibliothèque, un musée et des archives sont tour à tour construits et, en 1843, l'Institut d'histoire et de géographie ouvre ses portes. Une école secondaire inaugurée en 1848 devient peu de temps

1034 DE 1789 à 1914

après un *colegio nacional* et l'université est fondée en 1849. Andrés Lamas commence alors à réunir des documents sur l'histoire de l'Uruguay, une tâche semblable à celle entreprise par Pedro de Angelis à Buenos Aires.

L'ORGANISATION ET LES NOUVEAUX HORIZONS (1852–1880)

La chute de Rosas en 1852, qui coïncide avec le début de la grande expansion du capitalisme, modifie la situation du Río de la Plata. Les deux capitales, de même que d'autres villes, se développent et se modernisent à vive allure. Les États, en revanche, ne réaliseront pleinement leur destinée qu'à la fin de cette période.

Les intellectuels et les politiciens éduqués en exil jouent un rôle décisif à l'heure de créer de nouvelles institutions dans les deux pays et proposent des structures de rechange fondées sur le libéralisme politique et l'ouverture économique. En Argentine, les personnages les plus marquants sont Juan Bautista Alberdi, dont l'œuvre *Bases* a servi de modèle à la Constitution de 1853, et Domingo Faustino Sarmiento, qui devient président en 1868 et agira dans de nombreux domaines, en particulier dans celui de l'enseignement. En Uruguay, en revanche, les *doctores* (intellectuels) actifs au sein des deux partis politiques traditionnels sont incapables de s'opposer à l'influence des *caudillos* (chefs militaires).

Deux principaux facteurs sont à l'origine du renouveau social: l'immigration, stimulée par la colonisation, et l'enseignement, en particulier l'enseignement primaire ou «populaire». Domingo Faustino Sarmiento et l'Urugayen José Pedro Varela en sont les grands propagandistes et défenseurs. Les initiatives deviennent presque immédiatement des instruments légaux qui rendent la scolarité obligatoire, gratuite et laïque. L'école normale de Paraná est fondée en 1870 et c'est là que Pedro Scalabrini diffuse ses idées, généralement attribuées au positivisme, qui prônent la laïcité ou une foi profonde en la science. Les professeurs formés dans cette école, connus sous le nom de *normalistas*, exerceront une influence considérable sur l'enseignement public.

Les idées de progrès rationnel et de laïcité se répandent rapidement, de même que la théorie de l'évolution de Darwin. Plusieurs groupes progressistes, libéraux et anticléricaux sont en désaccord avec l'Église catholique et avec les intellectuels qui combinent une attitude ultramontaniste avec un spiritualisme plus général. En Uruguay, les libéraux fondent le club rationaliste en 1872 et adoptent une profession de foi rationaliste, qui mêle un libéralisme doctrinaire à une forte exigence morale.

D'autres problèmes du domaine de l'enseignement sont résolus. En 1863, l'Argentine met en place un système d'écoles de l'État, destinées à former une nouvelle élite politique dotée d'un niveau d'éducation élevé et de loyauté envers l'État-nation. Conformément à ces objectifs, le programme présente une approche profondément humaniste. L'enseignement universitaire est lui aussi réformé et l'université de Buenos Aires, laissée à l'abandon sous le gouvernement de Rosas, se redresse. Sa nouvelle section dédiée aux sciences exactes admet sa première promotion d'ingénieurs en 1868. La communauté universitaire d'Argentine reste néanmoins à l'écart du renouveau intellectuel et des débats de l'époque.

En dehors de l'université, les sciences se développent de manière significative. L'Argentine fait de grands efforts pour promouvoir les institutions scientifiques et attirer les scientifiques européens. L'un des plus célèbres d'entre eux est Germán Burmeister, qui se charge de réorganiser le musée des Sciences de Buenos Aires. Il se rend ensuite à Córdoba où il contribue à la fondation de la faculté des sciences physiques et des mathématiques en 1870, ainsi qu'à celle de l'Academia de Córdoba, qui deviendra l'Académie nationale des sciences en 1878. En même temps, le gouvernement argentin installe un observatoire météorologique à Córdoba, faisant ainsi de la ville le second centre de recherche scientifique. Les publications scientifiques, telles que les annales du musée publiées par Burmeister, se font nombreuses à Buenos Aires et à Córdoba, qui échangent des informations avec les plus grands centres scientifiques du monde.

En 1872, un groupe de professeurs de la faculté des sciences exactes de Buenos Aires fonde la Société scientifique argentine. Conjointement avec l'exposition industrielle de 1875, elle organise un concours sur les contributions de la science dans le domaine de l'industrie en Argentine et, plus particulièrement, sur l'exploitation des matières premières disponibles dans le territoire national. À ce moment, ces professeurs ne sont pourtant pas les seuls scientifiques à vouloir appliquer le savoir théorique aux besoins de la société: les physiciens se débattent avec les graves problèmes de santé publique qui touchent Buenos Aires, dont la population est décimée par la fièvre jaune en 1871.

DE L'OPTIMISME AU DOUTE (1880–1914)

Au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, l'Argentine et l'Uruguay progressent vers la stabilité politique et vers l'unité, même si l'Uruguay va connaître sa dernière guerre civile en 1904. Par ailleurs, les deux pays parviennent à consolider et à développer les institutions de l'État, de même qu'à assurer une croissance économique soutenue. Celle-ci se fonde sur le

commerce extérieur, les exportations agricoles, les investissements de capitaux et, avant tout, sur l'immigration, qui modifie en profondeur la structure de la société. La province se modernise, tandis que les principales villes sont en pleine croissance, particulièrement Buenos Aires et Montevideo.

L'essor économique et le nouvel ordre politique donnent naissance à une philosophie spontanée pour laquelle les valeurs positivistes du progrès matériel, de la science et de la laïcité se côtoient d'une manière naturelle et peu critique, fait qui se doit d'avantage à la conformité qu'à l'activisme. De plus, grâce à la publication de journaux, de revues et de livres, ces valeurs touchent un public très large, qui augmente parallèlement avec l'alphabétisation organisée par une forte politique d'éducation. Mais la dernière décennie du siècle voit la confiance s'effacer au profit du doute et se retrouve marquée par un climat de tension et de méfiance vis-à-vis des institutions politiques qui se mettent en place en Argentine avec la révolution de 1890.

Les États nouvellement créés approuvent pleinement le programme destiné à «éduquer le peuple souverain» en proposant un enseignement fondamental gratuit, laïque et obligatoire qui devait engendrer une nouvelle génération de citoyens. Ce rôle sera rempli par les écoles primaires et les colegios (écoles secondaires), donnant ainsi à l'État un contrôle sur le milieu rural, dans lequel ni l'Église ni les institutions des communautés étrangères n'avaient pu agir. Les idées pédagogiques du «mouvement des écoles normales» circulent à grande échelle et reçoivent une nouvelle impulsion avec la fondation de l'université de La Plata en 1905, où l'accent est mis sur un savoir pratique et des méthodes expérimentales plutôt que sur les sciences humaines.

L'une des conséquences de ce contrôle effectif de l'État sur le territoire national est d'en faire faire l'exploration scientifique et systématique. Dans sa «conquête du désert», le général Roca est accompagné d'un groupe d'universitaires allemands résidant à Córdoba et qui l'aident à faire le levé topographique du territoire. Par la suite, un professionnel civil, Francisco P. Moreno, et le colonel Fontana explorent et décrivent de façon systématique la Patagonie et la région du Chaco. Francisco Moreno rassemble une quantité importante d'objets qui trouvent leur place au musée de La Plata. Le musée, qui plus tard dépendra de l'université, se consacre à l'étude des sciences naturelles et de l'anthropologie. Il fournit aussi un modèle pour d'autres institutions subventionnées par l'État, telles que le Musée ethnographique, l'observatoire de La Plata, le musée Darwin, ou encore les jardins botaniques et le zoo de Buenos Aires.

Le progrès scientifique s'accompagne d'une intense controverse quant à la théorie darwinienne. À Montevideo, les débats ont lieu à l'Ateneo, un centre culturel fondé en 1877. Ce sujet fait l'objet de discussions tout aussi animées à Buenos Aires. Parmi les détracteurs de Darwin figurent les

intellectuels catholiques, comme José Manuel Estrada, et des scientifiques tels que Germán Burmeister, qui rejette la théorie de l'évolution et défend le créationnisme. On peut mentionner, parmi ses défenseurs, Florentino Ameghino, le scientifique argentin le plus célèbre de son temps. Nommé à la tête du musée de Buenos Aires en 1902, ce remarquable géologue et paléontologue, farouchement critiqué par Burmeister, formule une théorie selon laquelle la race humaine trouve ses origines dans le continent américain et, plus précisément, dans la pampa. Dans son œuvre *Mi credo*, il porte un regard fondamentalement évolutionniste sur le monde.

La pensée positiviste domine l'université de Montevideo entre 1880 et 1900. Son acceptation se fait plus lentement à Buenos Aires mais, vers la fin du XIX^e siècle, elle trouve sa place au sein de la faculté de philosophie et lettres où, en 1904, Ernesto Quesado est le premier professeur à enseigner la sociologie. Ces années sont en effet marquées par des préoccupations d'ordre sociologique. Le but est d'amener la pensée de Comte, de Spencer, de Taine, de Le Bon, de Durkheim et de Simmel à se rapporter aux nouveaux problèmes sociaux. L'arrivée massive d'étrangers engendre une réflexion sur la race et sur l'idée de métissage de la société. Les masses de population visibles dans toute grande ville obligent à réfléchir en termes d'aménagement urbain. De nombreux individus, dans cette société extrêmement hétérogène, commencent à s'interroger sur leurs racines, qu'ils recherchent dans l'héritage espagnol ou dans la tradition créole; pour beaucoup d'autres, le cosmopolitisme croissant est source d'inquiétude et ils tentent de le pallier avec un appel au nationalisme.

De nombreux théoriciens passent à l'action en proposant des réformes sociales et politiques. On peut nommer, parmi les plus célèbres d'entre eux, José Batlle y Ordoñez en Uruguay et l'Argentin Joaquín V. González, plus modéré, qui en 1904 propose un code du travail légalisant l'activité syndicale. Pour leur part, Roque Sáenz Peña et Indalecio Gómez encouragent la réforme électorale qui ouvre en 1912 la voie à la démocratie. D'une façon ou d'une autre, tous croient sincèrement au progrès et à la capacité humaine de générer et de contrôler ce progrès. Vers la fin du XIXe siècle, cependant, ces valeurs suscitent quelques doutes qui sont révélés par l'utilisation de méthodes positivistes pour étudier les problèmes sociaux, mais également par la remise en question du positivisme lui-même et par la théorie qui associe le progrès au bien-être matériel. Cette position se retrouve dans les arguments philosophiques avancés contre le positivisme par Carlos Vaz Ferreira en Uruguay et par Rodolfo Rivarola et Coriolano Alberini en Argentine. À la même époque, des attitudes et des initiatives franchement intolérantes voient le jour, comme le montrent la loi de résidence adoptée en Argentine en 1902, qui autorise l'expulsion des étrangers indésirables, ou les formes les plus exacerbées de nationalisme. L'expression la plus tangible de cette tendance

1038 DE 1789 à 1914

est sans doute l'œuvre de l'Uruguayen José Enrique Rodó, dont *Ariel* (1990) symbolise une idéologie aristocratique et spirituelle qui, on commence alors à s'en rendre compte, est l'essence même de l'Amérique hispanique.

La Première Guerre mondiale coupe court à ce processus de diverses façons. Les sérieux problèmes sociaux qui suivent la guerre ébranlent l'optimisme progressif jusque dans ses racines les plus profondes, tandis que la crise économique mondiale, qui s'ajoute à de graves difficultés économiques nationales, entrave les actions de l'État en faveur de la culture et de la science, une fonction qu'il avait entièrement assumée jusque-là. Dans le contexte peu favorable des années à venir, les décennies qui précèdent la Grande Guerre apparaissent néanmoins comme une époque dorée.

BIBLIOGRAPHIE

- Babini J. 1986. La evolución del pensamiento científico en la Argentina. Buenos Aires, Solar.
- Camacho H. 1971. Las ciencias naturales en la Universidad de Buenos Aires. Buenos Aires, Eudeba.
- Chavez F. 1973. La cultura en la época de Rosas. Buenos Aires, Theoria.
- DE ASÚA M. 1993. La ciencia en la Argentina. Perspectivas históricas. Buenos Aires, CELA.
- Furlong G. 1953. *Historia y bibliografia de las primeras imprentas rioplatenses*. Buenos Aires, Guarania.
- HALPERIN DONGHI L. 1970. «El aporte de los hombres de ciencia extranjeros que actuaron en la República Argentina en el siglo XIX». *Boletín de la Academia Nacional de Ciencias de Córdoba*, tome XLVIII, pp. 103–113.
- HALPERIN DONGHI T. 1962. *Historia de la Universidad de Buenos Aires*. Buenos Aires, Eudeba.
- Monserrat M. 1986. «La presencia evolucionista en el positivismo argentino». *Quipú* (Buenos Aires, Paidós), vol. III, nº 1.
- Palcos A. 1964. «Reseña histórica del pensamiento científico». Dans: Academia Nacional de la Historia. *Historia argentina contemporánea*, 1862–1930. Vol. II. Buenos Aires, El Ateneo.
- Probst J. 1924. «La educación en la República Argentina durante la época colonial». Dans: *Documentos para la historia Argentina*. Introduction du tome IV. Buenos Aires, Instituto de Investigaciones Históricas de la Facultad de Filosofía y Letras.

- Romero J. L. 1965. *El desarrollo de las ideas en la sociedad argentina del siglo* XX. Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.
- Salvadores A. 1941. *La instrucción primaria desde 1810 hasta la sanción de la ley 1420*. Buenos Aires, Consejo Nacional de Educación.
- SOCIEDAD CIENTÍFICA ARGENTINA. 1923—1978. Evolución de las ciencias en la República Argentina. Buenos Aires.
- Soler R. 1968. El positivismo argentino. Buenos Aires, Paidós.
- Tedesco J. C. 1970. Educación y sociedad en la Argentina. Buenos Aires, Pannedille.
- Torchia Estrada J. C. 1961. La filosofía en la Argentina. Washington, Unión Panamericana.
- Torre Revello J. 1940. *El libro, la imprenta y el periodismo en América durante la dominación española*. Buenos Aires, Facultad de Filosofía y Letras.
- Weinberg F. 1977. El salón literario de 1837. Buenos Aires, Hachette.
- Weinberg G. 1995. *Modelos educativos en la historia de América Latina*. 4º éd. Buenos Aires, AZ.
- 1998. La ciencia y la idea de progreso en América Latina, 1860–1930. Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.

12.5 La région andine

Margarita Guerra Martiniere

Le tournant du XVIII^e siècle marque le début d'une grave crise dans les pays andins. Après l'écroulement de l'ancien système de gouvernement, ces pays ne sont pas préparés pour s'assumer. En effet, même si le régime politique adopté est la république, les sociétés andines n'ont, conséquence du joug espagnol, aucune expérience dans l'art de s'autogouverner. Peu de progrès sociaux sont accomplis, les principales réalisations intervenant dans la seconde moitié du XIX^e siècle : suppression du tribut indigène et abolition de l'esclavage.

Au niveau international, les puissances étrangères ne cherchent à établir des relations commerciales avec les nouveaux États que parce qu'elles les considèrent inférieurs à cause du désordre ambiant.

La crise politique, la stagnation sociale et la faiblesse économique retardent l'évolution scientifique et culturelle, situation due au fait que les industries naissantes sont submergées par la concurrence internationale. Seules les matières premières requises par les principales industries (nitrate, guano, coton brut, laine, etc.) sont commercialisées; aucun capital privé n'est disponible pour la création d'entreprises industrielles; enfin, la région manque de machines modernes et de travailleurs compétents pour les utiliser.

Au Pérou, en Équateur et en Bolivie, l'industrialisation démarre à la fin du XIX^e siècle avec la seconde révolution industrielle, le début de conflits tels que la guerre franco-prussienne ou la Première Guerre mondiale et l'immigration d'ouvriers européens qualifiés fuyant les persécutions menées contre les mouvements anarchistes ou syndicaux.

L'essor culturel est violemment freiné par des luttes internes qui paralysent les nouvelles écoles et universités, même si Lima représente, de 1850 à 1870, un important centre intellectuel, comme on peut le voir notamment dans les contributions à la *Revista de Lima* (1859–1863). La fin du siècle voit la création d'associations culturelles, d'académies et de sociétés savantes qui motivent l'apparition de nouvelles écoles de pensée.

L'AFFIRMATION DE L'IDENTITÉ CULTURELLE ET NATIONALE DANS LA RÉGION ANDINE

Avec l'indépendance, le sentiment nationaliste s'exprime dans un rejet des influences métropolitaines et un renforcement des traditions anciennes et modernes qui caractérisent la société métisse. Cela n'empêche toutefois pas la manifestation de conflits entre les intérêts andins, hispaniques et africains.

La pluralité des cultures et les traditions culturelles

À l'arrivée des Espagnols, les pays dotés d'une importante population autochtone, comme la Bolivie, le Pérou et l'Équateur, se distinguaient par leur remarquable développement culturel, qui allait avoir une grande importance dans les nouvelles formes d'expression culturelle.

L'acculturation totale des pays andins n'a pas été possible grâce à une division en trois régions distinctes: la région côtière, fortement influencée par l'Occident, la région montagneuse (*sierra*), berceau des formes les plus remarquables d'expression culturelle indigène, et la région de forêt (*selva*) qui, malgré le travail des missions catholiques, reste aujourd'hui encore en grande partie impénétrable.

Au Pérou comme en Équateur et dans une moindre mesure en Bolivie, la contribution africaine au mélange racial s'est révélée limitée en raison du statut social des Africains. Au XIX^e siècle, de nouveaux immigrants venus d'Europe et d'Asie apportent la touche finale au « continent des sept couleurs », selon l'expression de Germán Arciniegas.

Des traditions techniques et scientifiques communes

Entre 1770 et 1850, diverses innovations occidentales sont importées. Ainsi, sous Abascal, le Pérou assiste à l'ouverture d'un cimetière public et aux débuts de la vaccination contre la variole, puis à l'introduction de la navigation à vapeur, de même qu'à d'autres nouveautés. Cependant, les sociétés andines résistent au changement, la région se trouvant quelque peu coupée du reste du monde à cause de ses caractéristiques géographiques.

En ce qui concerne l'agriculture, le travail est à la fois communautaire et individuel. L'alternance des cultures est intensifiée, mais les terrasses sont abandonnées, et il faudra attendre le XX^e siècle pour voir l'utilisation de nouvelles méthodes d'irrigation qui rendent les terres cultivables. On commence à employer des bêtes de trait pour le labourage, en même temps

1042 De 1789 à 1914

qu'on entreprend certaines productions à l'échelle industrielle, comme le raisin, la canne à sucre et le coton; l'élevage de bétail (bovins, moutons, porcs), importé par les Européens afin d'améliorer leur qualité de race, est également amplifié.

Les besoins vestimentaires de base sont satisfaits par des fibres locales (laine de lama) et occidentales (lin), combinées pour produire des tissus mixtes. On retrouve un tel mélange d'influences dans la construction (toitures en bâtière et murs de pierre) et dans la production alimentaire (systèmes de conservation des aliments).

Dans l'industrie, on mène diverses expériences d'utilisation de l'énergie hydraulique, notamment dans le secteur de la production textile.

Les progrès scientifiques ne sont acceptés que très modérément, et certains instruments sont même considérés comme «diaboliques». Pour des raisons éthiques et religieuses, l'utilisation de cadavres à des fins médicales n'est pas non plus tolérée. Au sein des communautés montagnardes, la médecine indigène et traditionnelle résiste à la médecine occidentale et scientifique.

L'Espagne a laissé en héritage des attitudes quelque peu conservatrices, manifestes dans certaines réticences à accepter les idées et coutumes qui semblent contrarier la foi catholique. Dans la mesure où les idées modernes parviennent à l'Amérique au travers du filtre de la scolastique, on se méfie des jeunes partisans créoles aux idées progressistes et des libres penseurs.

Le contexte politique, économique et social

De 1780 à 1825, les nouveaux États se séparent de l'Espagne et, au cours des années suivantes, se transforment en États autonomes et politiquement souverains, caractérisés par des économies de libre marché. Ils n'arrivent toutefois pas à contenter les aspirations sociales. Les républiques ont hérité d'un autoritarisme monarchique et se montrent éblouies par les exemples européens. Néanmoins, l'Amérique andine doit faire face à des puissances européennes qui lui font sentir son infériorité politique, sociale, économique, scientifique et culturelle. La reconstruction économique de la région, une fois intégré le système économique international, est fondée sur son statut de simple fournisseur de matières premières. Jusqu'à ce siècle, le travail servile constitue la base de toute production. Il est d'abord réalisé par des esclaves, puis par des Asiatiques, ainsi que, sans discontinuer, par des Indiens. Les salaires sont versés sous forme de billets qui n'ont cours légal que sur le territoire.

Le XIX^e siècle voit la création de grandes exploitations agricoles qui chassent les communautés indigènes, prétextant les droits de la propriété

privée. En effet, ce n'est qu'au XX^e siècle qu'on accordera un statut légal à ces communautés.

Aux alentours de la seconde moitié du XIX^e siècle, la quantité des échanges augmente, des institutions bancaires et financières se développent, et les pays andins entrent dans le système capitaliste international.

La société structurée autour des grands domaines disparaît progressivement, à mesure que les avantages économiques dépassent les considérations sur la couleur de la peau. La société républicaine se définit comme métisse et des lois égalitaires sont promulguées, prévoyant notamment l'abolition des titres de noblesse ainsi que l'égalité devant la loi et la citoyenneté. Le développement industriel et commercial, qui favorise la croissance urbaine, contribue à ces changements, tout comme l'immigration encouragée par les gouvernements andins et les intérêts européens.

L'IMPORTANCE DES NOUVELLES TENDANCES DANS LE DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE ET CULTUREL

La scolastique a-t-elle perduré dans les pays andins?

Le développement intellectuel dans les pays andins ne manque pas de contradictions. À partir de la fin du XVIII^e siècle, des réformes dans le domaine de l'éducation commencent à être introduites dans les universités de Chuquisaca (Bolivie) et de San Marcos (Pérou), ainsi qu'à San Carlos et dans les séminaires, d'où proviennent les générations révolutionnaires.

L'Espagne et l'Inquisition s'opposent officiellement aux nouveaux développements scientifiques et techniques. Cependant, des hommes instruits tels que Gil de Taboada y Lemus, le vice-roi du Pérou, et Friar Diego Cisneros soutiennent des journaux comme *El Mercurio Peruano* (*Le Mercure péruvien*, Lima, 1791–1794) et la création d'instituts de recherche universitaire. À Quito, et ce jusqu'en 1809, l'influence de l'évêque José Pérez Calama favorise l'émergence d'idées nouvelles, notamment en ce qui concerne les activités manuelles des arts et métiers. Le baron Alexander von Humboldt témoigne de ces progrès en écrivant, à propos des journaux et des centres éducatifs, qu'ils sont à la hauteur de leurs équivalents européens.

À la fin du XVIII^e siècle, ces sociétés s'ouvrent à la connaissance critique. Les sciences naturelles et la connaissance expérimentale reçoivent un intérêt tout particulier, tandis que les humanités sont laissées de côté. Les nouvelles dispositions légales mettent en valeur les métiers techniques.

Le positivisme et l'évolutionnisme

La seconde moitié du XIX^e siècle subit les influences combinées du libéralisme, de l'évolutionnisme et du positivisme, lesquels mèneront l'avantage jusqu'au XX^e siècle.

Les évolutionnistes considèrent l'immigration comme la «panacée» en matière de développement, tandis que les natifs américains sont jugés comme des êtres inférieurs. Selon eux, l'Indien est incapable de toute création culturelle, et les métis ne sont que les «derniers des derniers». On vote alors plusieurs lois en faveur de l'immigration, tandis que les études sociologiques, médicales et biologiques reconnaissent toutes le peu de valeur de la population andine indigène, ignorée par les législations des gouvernements.

Le positivisme, d'après Auguste Comte, se doit de conduire la société vers «l'ordre et le progrès ». L'ordre politique laisse la voie libre au despotisme, et le progrès devient synonyme d'amélioration des communications, notamment en ce qui concerne les chemins de fer. C'est la raison pour laquelle la Bolivie se résigne à conclure avec le Brésil (Petropolis, 1902) et le Chili (1904) des traités frontaliers par lesquels elle renonce à certains territoires. Elle cède ainsi l'Acre à son voisin, en échange de 2 millions de pesos brésiliens, somme investie dans la construction de liaisons ferroviaires entre La Paz, Oruro, Cochabamba, Potosí et Sucre. Le Chili construit, quant à lui, la ligne Arica-La Paz. Ces travaux sont entrepris sous la présidence d'Ismael Montes et poursuivis par Eliodoro Villazón.

Cette période voit naître en Bolivie (1899–1908), avec José Manuel Pardo et Ismael Montes, et en Équateur (1876–1883) l'opposition à l'implication de l'Église dans l'éducation. En Équateur, les ordres religieux sont écartés de la gestion des organes éducatifs de l'État, tandis que l'instruction religieuse est abolie (Eloy Alfaro, 1895). En revanche, au Pérou, le clergé maintient sa position malgré l'influence libérale de Sebastián Lorente (1841–1876).

Les tendances postérieures

Durant les trois dernières décennies du XIX^e siècle, de nouvelles écoles de pensée telles que le socialisme romantique, l'anarchisme, le marxisme, le socialisme germanique, etc., font leur apparition sur la scène andine. Ce renouveau se doit à l'immigration des Européens, alors victimes de persécutions politiques et sociales, mais aussi aux voyages d'étude en Europe entrepris par des Hispano-Américains et à la littérature, qui pénètre dans la région par divers canaux.

LE CONFLIT ENTRE LE CHANGEMENT SOCIO-CULTUREL ET LA RÉSISTANCE AU CHANGEMENT

La lutte contre la tradition et la religion

L'apparition de nouvelles idées au sujet de l'homme et de la société remet en question les relations de pouvoir entre l'Église et l'État, entre la société et l'État, ainsi qu'entre la science et la foi. La confrontation est inévitable. L'influence de Rousseau est notable dans les travaux de Toribio Rodríguez de Mendoza, Manuel Chávez de la Rosa (Pérou); Vicente Cañete y Domínguez, Saturnino Rodriguez Peña (Chuquisaca); José Pérez Calama, évêque de Quito, Eugenio Espejo (Équateur) et d'autres encore, qui mettent un terme à l'influence coloniale dans le domaine de l'éducation. La méthode Lancaster d'instruction sera introduite par la suite.

Lorsqu'ils se séparent de l'Espagne, les nouveaux États souhaitent conserver les privilèges du patronage royal dans leurs relations avec l'Église. La Bolivie et le Pérou entreprennent de fermer les monastères de moins de huit moines et confisquent une grande partie des biens de l'Église pour financer leur indépendance. En Bolivie, certains leaders se servent de la religion comme d'un bouclier. La liberté de culte, encouragée en Équateur après la présidence de García Moreno, n'est officiellement autorisée au Pérou qu'en 1915.

L'impact de la pensée scientifique

Le libéralisme provoque le désir de tout transformer, y compris la culture et la science. En Équateur, comme le rapporte Salvador Lara, la première campagne massive de vaccination contre la variole a lieu aux alentours de 1800. Néanmoins, exception faite de l'élite, les sociétés andines maintiennent, dans le domaine de la santé, les coutumes qui leur ont été transmises de génération en génération. Ces sociétés font preuve de préjugés à l'égard du rationalisme, de la libre-pensée et du matérialisme, que l'on estime contraires à la religion. Certains progrès médicaux sont considérés comme des attaques contre le dogme catholique. Dans la vice-royauté du Pérou, par exemple, les expériences médicales sur les cadavres ne sont autorisées qu'au moment de la création du département d'anatomie sous Hipolito Unanue.

L'influence de l'évolutionnisme est manifeste dans les encouragements apportés aux immigrants aryens, dévalorisants pour les Indiens comme pour les métis. Nicomedes Antelo, résident bolivien de Buenos Aires (1860–1862) et adepte du darwinisme, affirme: «L'Indien est inutile. Mais, en fait, il

représente une force vive pour la Bolivie [...].» Des théories semblables ont également cours au Pérou entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle. Clemente Palma, évoquant «le futur des races au Pérou», affirme qu'en raison de l'inutilité des indigènes et des métis, le pays doit améliorer la race à l'aide de l'immigration européenne. De même, l'éducateur Alejandro Deustua déclare que les «Indiens [sont] inéducables». D'autre part, en Équateur, José León Mera présente à l'inverse les Indiens comme «un élément de fierté nationale»; monseigneur González Suárez enquête sur les grandes réalisations des Indiens et réunit, en 1916, le premier congrès de catéchistes qui leur accorde une place d'honneur, tandis que Pio Jaramillo Alvarado publie en 1922 El Indio ecuatoriano (L'Indien équatorien).

Les nouvelles doctrines sont laïques, mais le catholicisme demeure la religion de l'État jusqu'au milieu du siècle. L'anticléricalisme est dominant à partir de 1870. En Bolivie, l'Église est séparée de l'État par les libéraux vers la fin du XIX^e siècle. Alors qu'en Équateur cette rupture s'opère de 1901 à 1905, le Pérou devra attendre 1979 pour que la séparation soit proclamée.

Le développement des communications accélère sans doute l'afflux d'idées nouvelles, mais en aucun cas leur mise en pratique. Le darwinisme (De l'origine des espèces) est diffusé à partir de 1859 et maintient tout son crédit jusqu'en 1920, c'est-à-dire jusqu'à la montée du sentiment pro-indien. Le deuxième ouvrage de Darwin, La Descendance de l'homme et la sélection sexuelle (1871), contraire à la Bible et à la religiosité andine, n'est accepté que par une certaine élite intellectuelle.

Le débat autour de la théorie de l'évolution entraîne une radicalisation des partisans du laïcisme, Carlos Lissón (Pérou) se déclarant «l'ennemi personnel de Jésus-Christ».

Les implications sociales de la nouvelle science

La nouvelle science accentue les attitudes paternalistes dans la sphère sociale, les trois quarts de la population étant relégués à un statut d'infériorité. Même s'il contredit les préjugés sociaux et raciaux, le progrès scientifique, de même que les études biologiques et sociales qui anéantissent la scolastique, n'arrive cependant pas à faire disparaître le racisme sous-jacent de la société. On admire l'Europe parce que la vie y est différente, et on estime que l'homogénéité sociale est la clé du progrès.

Les délais d'application des sciences et des techniques à l'industrie expliquent que les seules avancées aient lieu dans des disciplines telles que la médecine, les sciences naturelles, la géographie et les mathématiques, la presse proposant des débats scientifiques sur leurs applications industrielles.

Au Pérou, des études sont menées sur les verrues (Daniel Carrión), les maladies tropicales (Ugo Pesce) et certains aspects de la psychiatrie (Hermilio Valdizán), tandis que l'on effectue des recherches dans le domaine des mathématiques (Federico Villarreal) et que des expéditions sont envoyées en Amazonie. Bien que les progrès scientifiques y soient rares, la Bolivie soutient des études dans les domaines des statistiques (José María Dalence) et de la botanique (Manuel Montalvo). L'accent est mis sur les expéditions géographiques, avec la participation de savants français comme Alcides D'Orbigny. L'Équateur suit la même voie. La complexité du relief du territoire andin contribue aux progrès réalisés dans le domaine de la géographie, et la Géographie de l'Équateur de Manuel Villavicencio est publiée pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. Gabriel García Moreno encourage l'étude des sciences et de la technique à l'université centrale. En tant que président de la République, il favorise les études statistiques, fonde l'École polytechnique (1870) et l'École des arts et métiers industriels (1871), modernise l'enseignement de la médecine, crée les chaires de sciences naturelles et de chimie, fait appel à des scientifiques étrangers et réalise bien d'autres projets encore.

La pensée scientifique, moteur du progrès matériel, renforce néanmoins les préjugés sociaux contre les indigènes et les métis. Dans le domaine de l'éducation toutefois, elle inspire l'adoption de lois modernes, comme celles promulguées par García Moreno (Équateur, 1869–1875), Manuel Pardo (Pérou, 1876) et les libéraux boliviens de la fin du siècle. Des programmes de lutte contre l'analphabétisme et de développement de l'éducation technique sont également envisagés, mais l'État ne dispose pas des ressources suffisantes pour les mettre en œuvre.

Les soins hospitaliers, orphelinats, asiles et assistance sociale sont généralement laissés à la charge d'œuvres de bienfaisance nationales ou étrangères, ainsi que de l'Église.

LE CHANGEMENT SOCIAL ET POLITIQUE

Après l'accession à l'indépendance, les événements s'accélèrent et les nouvelles doctrines se retrouvent en concurrence avec l'autoritarisme et le sectarisme, plus anciens, dans la vie politique, sociale et intellectuelle. En matière d'ordre politique et social, les politiques libérales doivent faire face, en raison de la nature radicale du changement, à une opposition qui prend la forme de restrictions sur la liberté d'expression ou d'isolationnisme de l'élite. La vieille aristocratie ne cesse d'être respectée, en dépit de la législation.

Les constitutions permettent d'établir le nouvel ordre socio-politique libéral, mais ne savent répondre aux réalités du moment; les conservateurs, plus réalistes, ont l'avantage.

L'évolution de la société

Les relations internationales mènent la région à se rapprocher du modèle libéral républicain, mais l'autoritarisme militaire et la participation retardée du peuple au gouvernement freinent le progrès. Le droit de vote reste sélectif jusqu'au XX^e siècle et près de 70 % de la population sont tenus à l'écart. La république libérale ne devient réalité que lorsqu'on autorise la formation de partis politiques officiels.

Les pays concernés ne voient émerger que lentement une classe moyenne d'affaires correspondant à une société moderne. Cela se doit à l'insuffisance du développement économique, au manque d'adhésion aux projets nationaux de la part des immigrants, pourtant bien accueillis, et enfin au conflit entre les points de vue ou intérêts traditionnels et modernes. C'est pour cela que l'émergence de la république démocratique libérale est retardée. Pour ce qui est de l'emploi, l'agriculture traditionnelle se caractérise par l'exploitation d'une main-d'œuvre dont la situation est proche de l'esclavage.

L'Équateur abolit l'esclavage vers 1851 (José María Urvina), et on s'efforce d'améliorer le statut des Indiens, avec peu de résultats toutefois. Au Pérou, l'abolition de l'esclavage est déclarée en 1854. Pourtant, les conditions de travail de l'immigration asiatique, qui est déjà en cours et se poursuit jusqu'en 1874, ne se distinguent que faiblement de l'esclavage. En même temps, on introduit dans les plantations côtières les « contrats d'apprentissage » pour les travailleurs indiens. En Bolivie, le système des grandes exploitations se propage, et la main-d'œuvre indigène est pour ainsi dire fournie gratuitement à travers diverses formes de métayage. Les travailleurs ne commencent à recevoir des salaires qu'au moment où l'on introduit de nouvelles techniques industrielles dans l'agriculture (canne à sucre).

Le relief accidenté de la région andine constituant un obstacle aux communications internes, les principaux projets publics se concentrent sur la construction de chemins de fer visant à stimuler le commerce national et extérieur. Les bénéfices de cette politique se font sentir au début du XX° siècle. En Bolivie, outre la ligne Arica-La Paz, Oruro, Cochabamba, Potosí et Sucre sont également reliées par le train. En Équateur, García Moreno entreprend la construction de «routes adaptées à la circulation», et Eloy Alfaro (1895–1900, 1906–1911) achève la construction ferroviaire avec la liaison Quito-Riobamba-Sibamba. Des projets de grands axes routiers sont aussi réalisés (Alóag-Marte et Cuenca-Molleturo-Naranjal). Au Pérou, Castilla construit en 1851 la ligne Lima-Callao. Les travaux sont poursuivis par José Balta (1869–1872), qui fait appel à l'entrepreneur Meiggs, et par Manuel Pardo (Central railway et ligne Arequipa-Puno-Cusco, 1872–1876).

Après l'indépendance, l'expansion des marchés nationaux est ralentie par la coexistence de systèmes de poids et de mesures différents (anglais et nord-américains), ainsi que par le maintien du peso colonial, qui vaut 8 réaux, aux côtés de la faible monnaie locale. Ce n'est que tardivement que les gouvernements établissent leur contrôle sur les émissions de pièces et de billets. Des banques sont fondées aux alentours de la seconde moitié du siècle, mais le système de crédit est déficient.

L'institutionnalisation de nouvelles structures politiques

L'avènement du système républicain, symbole de la rupture avec le passé, ne signifie pourtant pas que les gouvernements, désireux de consolider leur pouvoir sur le plan intérieur, renoncent à certains privilèges tels que le patronage royal.

Les libéraux cherchent à limiter le pouvoir de l'Église. Très tôt, Bolívar, influencé par les libéraux et les francs-maçons, saisit les biens de l'Église, comme un pas de plus vers la liberté de culte. Le programme libéral et positiviste de modernisation a pour objectif principal d'attaquer le clergé et la religion à travers la liberté de la presse, ainsi que par la mise en place d'une éducation primaire publique, gratuite et obligatoire.

L'économie moderne

L'influence du libéralisme anglais dans les pays andins affecte les ateliers textiles communautaires avec l'afflux de tissus britanniques, les commerçants et les petites industries nationales, à cause du manque de capital, et l'Église, parce qu'elle ne dispose pas d'un pouvoir économique suffisant pour maintenir ses œuvres sociales. Avant les années 1850 et 1860, on ne voit que peu de capitalistes risquer leur fortune comme Francisco Quiroz au Pérou, les rares audacieux ne rencontrant pas toujours le succès.

En Équateur, au Pérou et en Bolivie, la production textile, comme d'autres petites industries, repose sur des traditions séculaires. Avec la fin de la tutelle coloniale, les pays andins s'introduisent dans le marché mondial, ce qui a des conséquences désastreuses sur les petites industries. Nombre de talentueux artisans sont contraints de regagner leur campagne et de voir décliner leur statut social.

Il n'existe pour ainsi dire pas d'organisation financière jusqu'aux années 1860. Avant l'établissement du système bancaire, on ne trouve des banques d'affaires que pour le commerce des métaux. Mais, bientôt, l'exploitation des dépôts de guano et des gisements de nitrate, le redressement de l'industrie minière ainsi que les investissements dans l'agriculture et les industries

1050 DE 1789 à 1914

connexes vont rendre nécessaire la création de banques; ainsi voit-on naître des succursales de banques européennes, comme la Bank of London, Mexico and South America, plus tard alimentées par des capitaux mixtes. La durabilité des nouveaux États est ainsi fermement établie.

Les banques remplissent des fonctions diverses, de la frappe de la monnaie à l'octroi de crédits. L'Équateur de Vicente Rocafuerte (1835–1839) assiste à la fondation de l'Agricultural Savings and Mortgage Bank. Des organismes de prêt sur gage sont également créés dans les trois pays.

On trouve par ailleurs des sociétés de capitaux, comme la Compañía de Salitres (la Compagnie de nitrate) d'Antofagasta en Bolivie, fondée à partir de 1870 grâce à des capitaux britanniques et chiliens.

Au fil du siècle, les gouvernements progressistes entreprennent de fournir à leur population l'eau, l'éclairage, les systèmes d'égouts et le télégraphe. L'éclairage au gaz est introduit au milieu du siècle, l'éclairage électrique vers la fin. Il faut beaucoup de temps pour installer les systèmes d'égouts et d'approvisionnement en eau et peu de capitales disposent de tels services. Les premières lignes télégraphiques ont beau remonter aux années 1870, le réseau n'est étendu qu'au XX^e siècle.

LES INFLUENCES ET LES CONTRIBUTIONS DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

Après avoir coupé les ponts avec l'Espagne, les nouveaux pays se tournent vers l'Angleterre (industrie), la France (culture) et les États-Unis (démocratie). Ils rejettent le passé, symbole d'arriération, renonçant en même temps à leur originalité dans un désir de nouveauté, de modernité et de progrès.

Les innovations et les aspirations nationales

Les libéraux considèrent l'éducation comme la clé de la modernité, mais les lois adoptées et les enseignants étrangers recrutés ne sont pas à la hauteur de la tâche, car ils ne tiennent pas compte de la réalité andine ni des aspirations nationales.

Les Lumières, puis le libéralisme et le positivisme souhaitent proposer une culture à la population, mais, en réalité, on encourage plutôt l'éducation des élites. La volonté de transformer les serfs en citoyens n'aboutit pas, à cause de l'absence de projet éducatif concret. C'est en vain que les différents pays adoptent loi après loi. L'éducation de la plupart des gens reste celle

reçue à la maison. Gouvernements centraux et autorités locales ne répondent pas aux besoins de la population, partiellement satisfaits par l'Église et les initiatives privées.

L'évolution technique

Les nouvelles techniques ne sont pas immédiatement appliquées et ne se concilient pas facilement avec les techniques indigènes.

Les besoins de subsistance sont satisfaits par le travail collectif des communautés et l'agriculture extensive pratiquée sur les grands domaines. Les méthodes de conservation de la nourriture n'ont pas changé depuis la période précoloniale. Jusqu'aux années 1870, où les chemins de fer prennent leur véritable envol, les véhicules tirés par des mules sont le principal moyen de transport. La production agro-industrielle ne se développe que tardivement, exception faite de la production de canne à sucre au Pérou et en Équateur. Une main-d'œuvre semi-libre est employée pour la production de cacao, de coton et, plus tard, de caoutchouc, ainsi que pour l'exploitation minière (Bolivie et Pérou).

Avec l'émancipation des esclaves, le libéralisme et l'industrialisation mettent un terme à l'esclavagisme. On assiste au rejet des artisans et marchands traditionnels et à l'interdiction des syndicats, en même temps qu'à la création d'écoles d'arts et métiers industriels.

Les pays andins et l'économie internationale

La deuxième révolution industrielle signifie une expansion des marchés de matières premières en provenance d'Amérique, d'Asie ou d'Afrique et impose dans ces pays sa domination économique (techniques et capitaux). Les transports liés aux échanges internationaux sont plus rapides grâce à l'utilisation de bateaux à vapeur et de chemins de fer pour les marchandises lourdes. Les gouvernements andins effectuent promptement la transition, même si la diversité des produits d'agriculture et d'élevage livrés sur les marchés internationaux par l'Équateur, le Pérou et la Bolivie rend nécessaire le recours à des navires réfrigérés appartenant à des compagnies européennes.

Les pays andins jouissent d'une position favorable dans le marché international des matières premières (guano, nitrate et caoutchouc), mais ce n'est pas le cas quand il s'agit de produits encore manufacturés par une industrie quasi artisanale.

1052 DE 1789 à 1914

SURMONTER LA CRISE STRUCTURELLE DE LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Au XX^e siècle, les sociétés andines affirment leur propre identité, mais elles doivent également faire face à divers facteurs externes, tels que les migrations, qui influencent grandement leurs points de vue et leur attitude.

La restructuration sociale et politique

La modernisation a un impact considérable sur la population rurale, dont l'exode provoque une importante expansion urbaine. Les partis sont admis dans la vie politique, même s'ils s'articulent toujours autour de certaines personnalités.

On réclame l'institutionnalisation des forces armées.

La gestion du processus de modernisation se complique après la rationalisation administrative du Pérou (la «république pratique») sous les gouvernements de Manuel Pardo et du démocrate Nicolás de Piérola. L'Équateur connaît aussi des changements politiques, passant de la dictature conservatrice de Gabriel García Moreno (1860–1875) à la politique libérale d'Alfaro (1895–1919). En Bolivie, le processus de modernisation démarre plus tard, sous l'impulsion des libéraux José Manuel Pardo, Ismael Montes, Heliodoro Villazíon et José Gutiérrez Guerra (1899–1920). Tous donnent la priorité au système monétaire et adoptent l'étalon-or. Le système de mesure décimal s'impose également.

En matière de défense, des accords sont signés avec des missions militaires européennes : allemande en Bolivie, française en Équateur et au Pérou.

La construction de chemins de fer et l'extension du réseau télégraphique s'intensifient cependant que s'éteignent les savoir-faire régionaux.

L'urbanisation se poursuit à bon rythme et de nouvelles villes apparaissent, tandis que d'autres déclinent, frappées par les changements d'activités commerciales.

Le commerce constitue un paramètre essentiel de ce développement, mais il se trouve sous domination étrangère, alors que les campagnes dépendent de l'expansion urbaine. L'attrait des grandes cités, centres culturels et principales sources d'emploi, entraîne une stagnation des villes plus petites, qui regrettent l'époque coloniale.

La vie politique est marquée par l'autoritarisme de dictatures civiles et militaires, libérales et conservatrices, qui cependant s'emploient toutes à rationaliser leur administration, à moderniser les communications et à renforcer les congrès, les organes locaux de gouvernement et d'autres institutions représentatives. Le climat est à la réforme de l'éducation. La Bolivie s'éloi-

gne du point de vue encyclopédico-humaniste pour aborder l'éducation sous l'angle d'une totale liberté. En 1871, l'éducation primaire devient obligatoire et gratuite; pourtant, même si on recense trois universités, le taux d'analphabètes est encore de 90 %. La botanique, les statistiques, la géographie et la bactériologie sont les disciplines scientifiques les plus encouragées.

En Équateur, l'enseignement repose, après Rocafuerte (1835), sur une base morale et scientifique. La présidence de García Moreno est marquée par l'arrivée d'ordres religieux voués à l'éducation, comme celui des jésuites, mais la présence religieuse est rejetée après la mort de ce dernier. C'est sous Eloy Alfaro (1895–1917) que sont fondés l'Institut national Mejía pour l'enseignement secondaire ainsi que les écoles de formation des maîtres Juan Montalvo et Manuela Cañozares, à l'instigation d'une importante communauté intellectuelle et de ministres épris de savoir, tels Julio Andrade (école des beaux-arts), Luis Napoleón Dillón et Manuel María Sánchez.

Au Pérou, San Martín y Matorras et Bolívar sont les premiers à se pencher sur la question, mais l'Église reste l'institution qui apporte le plus dans ce domaine, grâce aux ordres religieux voués à l'éducation (jésuites, écoles du Sacré-Cœur pour garçons et filles, Saint Joseph de Cluny, Frères chrétiens, etc.). Il faut également mentionner le rôle joué par certains particuliers, comme Domingo Elías et Nicolás Rodrigo (Guadeloupe, 1840), et par des ecclésiastiques tels que Bartolomé Herrera (San Carlos, 1842).

Dans le domaine scientifique, des avancées sont réalisées dans diverses disciplines: géographie, médecine, mathématiques et sciences naturelles. Les plus éminents chercheurs sont Cayetano Heredia à San Fernando, Daniel Carrión, Hermilio Valdizán, Mariano Eduardo de Rivero et Antonio Raimondi. Des voyageurs européens comme Charles Wienner et Alcides D'Orbigny mènent des études dans ces trois pays, tandis que d'autres savants s'intéressent à la navigation (Aurelio García, Federico Carrasco, etc.).

Quant aux évolutions techniques, on constate tout d'abord que la vapeur, l'éclairage au gaz, le daguerréotype, la photographie, le télégraphe et d'autres innovations sont utilisés, mais aussi que des expériences pionnières sont réalisées au Pérou avec la mise en œuvre de nouvelles inventions. On pense, par exemple, aux tentatives de vol en ballon de José M. Flores, aux horloge, harpe d'Amérique latine et vihuela harmonique de Pedro Ruiz Gallo.

La Bolivie est elle aussi le théâtre d'efforts de développement technique, notamment dans le secteur minier, où de nouvelles méthodes sont testées pour améliorer l'exploitation de l'étain, ce nouveau minéral qui constitue aujourd'hui encore l'une des principales sources de richesse du pays.

La restructuration culturelle

La culture représente l'élément clé pour amener la population à s'adapter aux nouveaux modèles, même si cette adaptation ne se fait pas sans difficultés. Ces nouveaux développements ont pour effet de creuser le fossé entre la société urbaine et la société rurale. Alors que les villes se modernisent, les campagnes, en raison du manque de communication, de l'attachement aux traditions et d'une certaine méfiance vis-à-vis de toute nouveauté, se referment de plus en plus sur elles-mêmes.

Avec l'affirmation des cultures indigènes, on réalise que la «modernité» rabaisse les cultures métisses et préexistantes. Les classes dirigeantes sont généralement anti-indiennes et pro-occidentales et la plus grande concession accordée est d'accepter la diversité, tout en affirmant la prédominance de l'influence occidentale. La nouvelle situation précipite le changement culturel des sciences et de l'éducation. L'éducation publique prend le pas sur l'éducation privée. De plus en plus de pensionnats sont créés. L'enseignement s'occupe des arts, des sciences et des compétences professionnelles. On fait venir des professeurs étrangers qui, à quelques exceptions près, sont tous assignés aux villes capitales.

Le journalisme se trouve aussi en pleine expansion, mais le point de vue est surtout politique et la liberté d'expression est limitée. En effet, la presse est parfois la cible d'attaques incendiaires. Il existe également des journaux culturels, mais leur publication ne devient régulière qu'à partir du milieu du siècle. À Lima, après le *Mercurio Peruano* (*Mercure péruvien*, fondé en 1791), il faut mentionner la *Revista de Lima* (*Revue de Lima*, 1859–1863), la *Revista Peruana* (*Revue péruvienne*, 1879–1880) et le *Perú Ilustrado* (*L'Illustré péruvien*, dans les années 1890). En Bolivie, on trouve la *Revista de Cochabamba* (*Revue de Cochabamba*, 1852) et l'*Aurora Literaria de Sucre* (*Aurore littéraire de Sucre*, 1864). En Équateur, à partir de 1860, c'est Juan Montalvo qui donne le ton en matière littéraire, avec des accents clairement libéraux et anticléricaux, et ce à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières du pays.

À partir de 1870, les universités adoptent une approche positiviste des études de médecine et de droit. La place accordée aux études du latin et à la théologie est réduite. Des études administratives sont instituées, tandis que l'on s'efforce de rapprocher l'université de la réalité nationale, même si les professeurs et étudiants sont toujours issus de l'élite.

L'éducation des femmes commence à être envisagée, même si ce n'est que très modérément, puisqu'elles n'ont aucun rôle dans la vie politique et, sur le marché du travail, elles touchent des salaires inférieurs à ceux des hommes. Au milieu du siècle, elles réussissent pourtant à s'imposer dans le milieu littéraire, mais ce n'est qu'à la fin du siècle qu'elles sont admises dans les universités, sur autorisation exceptionnelle du congrès.

Les activités sportives ne concernent pas les masses. L'équitation, les régates et le tennis de l'influence britannique n'ont rien à craindre de la concurrence des jeux de ballon, alors quasiment inconnus.

La région dans le contexte international

Ce n'est qu'au milieu du siècle, avec la codification de la législation (Code de procédure, Codes pénal et civil), que les constitutions et gouvernements des pays andins arrivent à maturité, au moment où leur nouvelle richesse leur permet d'être acceptés sur la scène internationale.

La révolution de 1848 transforme profondément le monde. Ces bouleversements sont amplifiés par le renforcement de la position américaine après la guerre de Sécession et par l'affirmation de la doctrine de Monroe, qui, dans une certaine mesure, poussent les pays européens à modifier leur attitude vis-à-vis de l'Amérique.

Les États-Unis commencent à affirmer leur autorité sur les États andins par l'intermédiaire de la doctrine de Monroe (1880); l'implication d'Henry Meiggs et plus généralement de firmes nord-américaines dans la politique ferroviaire (1870) et dans les forages pétroliers (Bolivie, Équateur et Pérou) témoigne clairement de cette tendance. D'ailleurs, la présence d'entreprises commerciales et de banques de crédit reflète la pénétration économique de l'Amérique du Nord. Parallèlement toutefois, le Pérou et la Bolivie ont le sentiment d'être trompés lorsque la protection de la Société des nations leur est refusée.

L'influence de la pensée politique et sociale de l'époque est patente dans les idées des nouveaux partis politiques qui surgissent à partir de 1920. Cependant, dès 1900 et même avant l'essor du développement industriel dans le continent américain, l'arrivée d'immigrants européens provoque l'apparition de troubles sociaux et du syndicalisme anarchiste. Des journaux ouvriers clandestins circulent et des grèves sont organisées pour défendre certaines revendications sociales, notamment la journée de travail de huit heures. Ces idées se répandent dans les régions rurales comme dans les zones urbaines. Le cri des paysans, journaliers, fermiers, métayers et Indiens travaillant sur des terres communautaires se fait entendre, réclamant l'attribution de la terre aux habitants ruraux ainsi qu'une réforme agraire, dans une région où près de 80% de la population vivent de l'agriculture.

Dans les villes, on revendique la participation du peuple aux prises de décisions politiques, le suffrage universel, le droit de vote pour les analphabètes et la création de canaux de communication visant à améliorer les conditions de travail et l'accès à la culture. Tel est le climat en Bolivie, en Équateur et au Pérou dans les années qui précèdent la grande dépression de 1929.

BIBLIOGRAPHIE

Arguedas A. 1922. *Historia general de Bolivia*. La Paz, Arno Hermanos Editores.

- Basadre J. 1964. *Historia de la República del Perú*. 5º éd., vol. I–VIII. Lima, P. L. Villanueva Editores.
- Belmonte J. 1971. *Historia contemporánea de Iberoamérica*. 3 vol. Madrid, Guadarrama Editores.
- Cardoso C. F. 1987. *Historia económica de América Latina*. Barcelone, Editorial Crítica.
- Cueto M. (dir. publ.). 1995. Saberes Andinos. Ciencia y tecnología en Bolivia, Ecuador y Perú. Lima, IEP.
- CHEVALIER F. 1963. América Latina: de la independencia a nuestros días. Barcelone, Editorial Labor.
- ESCOBARI CUSICANQUI J. 1975. *Historia diplomática de Bolivia*. La Paz, Casa Municipal de la Cultura «Franz Tamayo».
- FINOT E., BAPTISTA GUMUCIO M. 1978. *Nueva historia de Bolivia. Historia contemporánea de Bolivia*. La Paz, Editorial Gisbert & Cía S. A.
- Guerra Martiniere M. 1984. *Historia general del Perú*. Vol. XI. Barcelone, Carlos Milla Batres.
- 1994. Historia general del Perú. Vol. VII-VIII. Lima, Brasa Editores.
- GIRARD R. 1976. *Historia de las civilizaciones*. Vol. III. Madrid, Ediciones del Istmo.
- GUZMAN A. 1981. Historia de Bolivia. La Paz, Los Amigos del Libro Editores.
- Halperin Donghi T. 1981. *Historia contemporánea de América Latina*. Madrid, Alianza Editorial.
- Hernández Sánchez Barba M. 1981. *Historia de America*. Vol. III. Madrid, Ediciones Alhambra.
- 1986. Historia general de América. Vol. XXIII. Caracas, Academia Nacional de la Historia de Venezuela.
- Klein H. S. 1992. «Respuesta campesina ante las demandas del mercado y el problema de la tierra en Bolivia. Siglos XVIII y XIX ». Dans: N. Sánchez Albornoz (dir. publ.). *Población y mano de obra en América Latina*. Madrid, Alianza Editorial.
- Lynch J. 1988. *Historia de América. Historia contemporánea*. Madrid, Ediciones Cátedra.

- Salvador Lara J. 1995. *Breve historia contemporánea del Ecuador*. Tlalpán (Mexico), Fondo de Cultura Económica.
- SANCHEZ L. A. [s. d.]. *Historia de América*. Vol. III-IV. Lima, Juan Mejia Baca Editores.
- SÁNCHEZ ALBORNOS N. 1977. La población de América Latina. Desde los tiempos precolombinos hasta el año 2000. 2º éd. Alianza Editorial, Madrid.
- (dir. publ.) 1992. *Población y mano de obra en América Latina*. Madrid, Alianza Editorial (Alianza América).
- Velásquez M. del C. 1965. *Hispanoamérica en el siglo XIX*. Mexico, Editorial Promaca.
- ZEA L. 1965. *El pensamiento hispanoamericano*. 2 vol. Mexico, Editorial Promaca.
- 1986. América Latina en sus ideas. Mexico, Siglo XXI.

Gungwu Wang, coordinateur

Introduction L'expansion des empires maritimes

Gungwu Wang

A u début de ce long siècle que constituent les années 1789 à 1914, personne ne pouvait prévoir que l'idée relativement nouvelle de progrès allait régir tant de vies humaines dans les pays inspirés par ce concept, tout comme dans les régions du monde où celui-ci n'était pas ressenti comme une nécessité. Cette foi récente en un progrès inexorable tire son origine des succès connus par un faible nombre de pays d'Europe occidentale, qui fondent leur richesse et leur puissance sur la compétition commerciale et la guerre. Ces dernières stimulent et nourrissent l'innovation technique et scientifique, laquelle procure à son tour une supériorité commerciale et militaire indéniable à ces pays au cours du XIX^e siècle. Tout cela repose sur une suprématie maritime sur les grands océans du monde.

Durant la dernière décennie du XVIII^e siècle, certaines élites d'Asie du Sud et du Sud-Est prennent sans doute conscience qu'il est de leur destin d'être sous la domination de la flotte navale de leurs rivaux commerciaux européens. Si ces élites admirent la technique militaire moderne et l'organisation efficace dont ces derniers font preuve, elles ne pensent pas un instant qu'il en résultera des changements dans leurs valeurs fondamentales. Au lieu de cela, en ce qui concerne les institutions politiques, elles mettent à profit

ces nouvelles techniques pour renforcer leur propre pouvoir sur les terres et le peuple ou pour modifier le paysage politique, plutôt que pour réorganiser leur système réglementaire. En Asie orientale, il n'est pas un pays qui n'ait fait bâtir des remparts pour se protéger; les cours impériales de Chine et du Japon sont elles-mêmes convaincues de leur invincibilité face à des ennemis venant de la mer. Mais cette situation est amenée à changer, durant les deux premières décennies du XIX^e siècle pour l'Asie du Sud et du Sud-Est, et vers la moitié du siècle pour l'Asie de l'Est. Dès lors, à la surprise des agresseurs comme des défenseurs, le rythme des transformations économiques et politiques s'accélère considérablement dans l'ensemble du continent asiatique. Pourtant, à l'exception du Japon, la réponse aux défis occidentaux est bien trop tardive et bien trop lente.

Ces faits sont aujourd'hui parfaitement connus de ceux qui étudient cette période de domination et de puissance occidentales; les différents chapitres de ce volume tentent de réévaluer les principales tendances et les grands débats nous permettant d'estimer la contribution de cette époque à l'évolution scientifique et culturelle. Chaque chapitre raconte une histoire particulière, mais les deux premiers, traitant de l'Asie centrale et de la pénétration européenne en Afrique et en Asie du Sud, soulignent une tendance qui prend de l'ampleur dans les chapitres suivants, focalisés pour leur part sur les différentes évolutions en Asie de l'Est et du Sud-Est. Ces derniers mettent en avant un refrain qui nous rappelle de précédentes victoires en mer, celui de la supériorité et de la domination maritimes. Tout au long du XIXe siècle, les flottes des Hollandais, des Britanniques, des Français et des Américains ne cessent de déterminer le sort des villes portuaires, ainsi que celui des régions côtières des royaumes et des empires, et posent ainsi, dans les décennies suivantes, les fondements d'une chaîne mondiale de croissance capitaliste.

L'expansion territoriale de la Russie en Asie centrale, de la Grande-Bretagne en Inde et de différents pays européens au cœur de l'Afrique n'a que peu de répercussions sur la nature même des sociétés agraires et nomades. Son influence sur les cultures et les régimes situés à l'intérieur des terres n'est que temporaire. Les conquérants doivent faire face à une résistance aux idées modernes, aux institutions, à la science et à la technique bien plus grande que dans les régions exposées à la puissance navale. Cela révèle le fait que, pendant des siècles, les grandes armées qui ont envahi les territoires eurasiens, qu'elles soient venues de l'est ou de l'ouest, qu'il se soit agi de Huns, d'Arabes musulmans, de Mongols, de Turcs ou encore de Russes en Sibérie, n'ont apporté qu'une faible contribution au développement scientifique et culturel de ces régions.

À l'inverse, la maîtrise des océans permet le transport rapide et de plus en plus sûr des nouvelles idées et techniques grâce à la puissance navale

et les trajets maritimes sur de longues distances. Les nouveaux concepts traversent rapidement les mers: il en est ainsi de l'idée du libre-échange, qui se répand plus facilement dans des lieux ouverts et réceptifs comme les ports. Ainsi, durant les siècles précédents, des villes comme Goa, Malacca, Macao, Manille et Batavia (Djakarta) n'étaient autres que des ports de garnison situés dans des endroits merveilleux. Mais l'accès maritime à des navires plus rapides et mieux équipés provoque des changements. À ces villes s'ajoutent alors des centres de commerce plus ouverts: Calcutta, Bombay (Mumbai), Madras (Chennai) et Colombo deviennent des modèles d'efficacité en matière non seulement de transit des biens, mais aussi de compétences économiques et de techniques modernes. Durant la période couverte par cet ouvrage, les ports francs de Penang et de Singapour sont ouverts puis, en Chine, celui de Hong-Kong, jusqu'aux ports des traités, notamment ceux de Shanghai et de Tianjin, ouverts de force après les guerres de l'Opium. C'est au cours du XIXe siècle que le volume des biens commerciaux transportés par voie maritime se met à dépasser nettement la quantité de produits menée par voie terrestre dans l'ensemble des continents. Nul hasard, donc, si la richesse économique et le pouvoir politique passent radicalement, à la fin du XVIIIe siècle, aux mains des pays qui possèdent les plus grandes flottes navales. S'il faut attendre plusieurs décennies avant que la nouvelle culture scientifique et les produits de la révolution industrielle prennent entièrement le dessus sur la politique traditionnelle en Asie, certains signes laissent déjà entrevoir, au début du XIX^e siècle, que la victoire est certaine, pour le meilleur ou pour le pire.

Pourquoi les grands empires et royaumes n'ont-ils pas livré bataille avec plus d'efficacité? Sans aucun doute, le mauvais commandement et la faiblesse des systèmes économiques sont des facteurs déterminants. Une fois les villes principales tombées entre les mains des assaillants, d'abord en Inde et à Java, puis en Birmanie (Myanmar) et au Viet Nam, la supériorité des armes permet aux conquérants de prendre possession des territoires et de limiter les initiatives locales. Les populations coloniales assujetties n'ont que peu de chances d'acquérir les nouvelles connaissances occidentales. Parallèlement, une certaine inflexibilité dans les cultures anciennes induit non seulement le rejet des défis scientifiques et techniques, mais aussi celui des institutions toujours plus radicales de l'administration et de l'économie modernes.

Grâce à sa superficie, mais aussi parce que les puissances occidentales ont trop présumé de leurs forces en Asie du Sud et du Sud-Est, la Chine échappe à cet assujettissement. Les dirigeants mandarins ont la possibilité d'instaurer des changements, certains montrant même le désir de tirer des enseignements de leurs ennemis marchands. Mais le poids de leur propre histoire impériale, notamment la domination étrangère des Mandchous à la

fin de l'un des cycles dynastiques, complique leur réponse. Ainsi, dans les années 1860, une nouvelle sorte de spirale historique se constitue en Chine, celle des réformes et des réactions; elle évolue vers la réforme radicale et la réaction violente pour finir, à la fin de ce long siècle, par une révolution. Une fois lancée dans ce cycle, la Chine continuera d'accumuler les réformes et les révolutions au cours du XX^e siècle.

Parmi tous les pays asiatiques, le Japon est le seul à réagir avec succès. Après son ouverture forcée, les dirigeants du pays observent avec une anxiété croissante les défaites de la Chine face aux puissances occidentales. Tirant la lecon de ces échecs, ils unissent les élites du pays pour qu'elles suivent directement l'exemple de ces nouvelles forces qui ont dominé cette civilisation confucéenne admirée pendant si longtemps. L'abandon de valeurs jadis puissantes au profit de nouvelles techniques efficaces depuis peu se révèle plus facile pour le Japon que pour tout autre pays asiatique. L'environnement insulaire aide le pays à saisir les grands changements historiques drainés par la puissance maritime, plus facilement que ne le peuvent les mandarins chinois empêtrés dans des questions territoriales. Tandis que les plus grands cerveaux japonais s'appliquent à apprendre la science et l'ingénierie nécessaires à la construction d'une grande flotte navale et de leur propre industrie lourde, la Chine s'épuise à mener des guerres territoriales dans une douzaine de provinces et à sa longue conquête des territoires turco-mongols du Xinjiang (Turkestan chinois). Ces entreprises peuvent être comparées aux conquêtes pareillement infructueuses que réalisent les Russes en Asie centrale tout au long du siècle. Elles peuvent également être comparées aux avancées non britanniques en Inde subcontinentale et aux guerres du nord-ouest de l'Afghanistan. Du moins pendant le XIX^e siècle, s'enliser dans les terres eurasiennes n'est pas la bonne route à prendre. Du point de vue de l'évolution scientifique et culturelle, c'est sans aucun doute le transport maritime vers les villes portuaires ouvertes d'Asie qui rassemble le monde et prépare le XX^e siècle à cette sorte d'interdépendance mondiale moderne que l'on connaît aujourd'hui.

13.1 L'Asie septentrionale et centrale

Ahmad Hasan Dani

Les avancées de la Russie en Asie sont la conséquence de son émergence historique en tant que nation, provoquée par l'assimilation de la population slave de l'Europe du Nord-Est (Sturley, 1964, chap. IV) grâce à l'Église orthodoxe grecque. Depuis leur histoire ancienne, les Russes tendent à établir des relations politiques vers l'est (Grousset, 1991, chap. 10), ce qui leur donne la possibilité de jouer un rôle historique en Asie. Leur première progression se fait en direction de la grande zone forestière de la Sibérie qui s'étend au sud de la toundra, de l'Oural à l'océan Pacifique. Cette région est habitée par une population turcophone mélangée aux groupes préexistants de chasseurs et de pêcheurs, connue en histoire sous le nom de «Tatars de Sibérie» (Akiner, 1983, pp. 93–102; Jochelson, 1928). Le second groupe de Tatars descend de la Horde blanche, dirigée par Orda, le frère de Batu (Grousset, 1991, p. 393).

La conquête russe des steppes kazakhes

Après avoir renforcé leur contrôle sur la Sibérie, les Russes commencent à se tourner vers le sud en direction des steppes kazakhes pour étendre davantage leur influence politique et commerciale. Les Kazakhs sont alors pris entre l'expansion russe d'un côté et, de l'autre, l'avancée de la Chine en Dzoungarie et en Kachgarie (voir ci-dessous), où les Oïrats, les Dzoungars et les Kalmouks bouddhistes tentent d'établir un nouvel État à partir de l'ancienne puissance mongole, désormais confinée à la Mongolie orientale. Ces États bouddhistes font pression à l'ouest, sur les steppes du Kazakhstan. Les Kazakhs eux-mêmes sont divisés en trois groupes : la Petite Horde, la Horde moyenne et la Grande Horde. Afin de préserver la sécurité de leurs pâturages et de mettre fin aux troubles suscités par les raids à l'est, ils cherchent de nouveaux alliés. C'est en réponse au danger qui se dessine à l'est qu'ils signent différents accords avec la Russie (Hambly, 1969, pp. 144–148).

Face à la pression des Oïrats à l'est, le khan des Kazakhs, Tawke (1680 – 1718), prend conscience que la Russie représente le seul allié potentiellement puissant, de sorte que, de 1680 à 1693, il aurait envoyé six émissaires diffé-

rents auprès des Russes en Sibérie (Olcott, 1987, p. 30). Par ailleurs, durant cette même période, Pierre le Grand poursuit la politique d'expansion du commerce russe à l'est. On rapporte que «le 8 septembre 1730, Akbul Khayr, khan de la Petite Horde, envoie une lettre à l'impératrice Anna Ivanovna dans laquelle il lui demande de devenir son sujet en obtenant la citoyenneté russe» (Olcott, 1987, p. 31; Hayit, 1984, vol. 3, n° 4, pp. 61–75). Mais il s'agit là d'un rapport unilatéral. Comme l'explique Olcott, les relations avec la Russie ne se traduisent que par des traités: un premier traité est signé avec la Petite Horde le 10 octobre 1731, suivi d'un second avec le khan de la Horde moyenne en 1740 et d'un troisième avec Abylaï khan en 1742. Ces traités sont conclus dans un intérêt mutuel puisqu'ils permettent aux Russes d'étendre leur commerce tout en garantissant aux hordes la liberté de faire paître leur bétail en toute sécurité sur de vastes étendues.

Pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, le khan de la Horde moyenne tente pour la dernière fois de réunifier les steppes du Kazakhstan et de rendre aux hordes kazakhes un semblant de leur grandeur d'antan. Abdul Khayr (Hambly, 1969, p. 147) étend ainsi son pouvoir à la Petite Horde et à une partie de la Horde moyenne, annexe la Bachkirie, déjà rattachée à la Russie en 1737, et occupe temporairement Khiva en 1740. Après sa mort en 1749, son fils Nur Ali joue un rôle décisif, mais lorsque son successeur Abylaï khan (1711–1781) cherche à placer sous son contrôle la Grande Horde. il entre en conflit avec les dirigeants mandchous de Chine. Selon Olcott, Abylaï s'autoproclame khan dès 1760 et oppose son refus «aux propositions des Russes lui proposant d'être placé officiellement à Orenbourg, d'y laisser un de ses fils comme amanat et de percevoir une rente annuelle en échange de son soutien » (Olcott, 1987, p. 42). L'impératrice Catherine tente de l'amadouer en lui concédant «un diplôme, en le nommant khan», mais il rejette la proposition quand l'impératrice refuse de confirmer son statut de khan des trois hordes. Abylaï ainsi que son fils et successeur Khan Vali se tournent alors vers la Chine. À la mort d'Abylaï khan en 1781, le fils est incapable de poursuivre le jeu du père. Après la mort de Khan Vali en 1819, sa veuve Aiganym est vaincue par les Russes. Par la suite, ses fils Chingis et petit-fils Chokhan Vali Khanov reçoivent un enseignement russe avant d'être tous deux intégrés dans le service impérial russe. Cependant, un autre petit-fils d'Abylaï, Kenesasy Kasimov, reprend le combat contre les Russes dix années durant, de 1837 à 1847. La Russie ne compte que sur une seule branche de la famille Abylaï pour progresser dans les terres kazakhes, mais en appliquant la politique du «diviser pour régner», elle parvient à étendre son contrôle sur la région ainsi qu'à éliminer définitivement l'influence chinoise (Asfendiarov, 1935).

La progression de la Russie dans les steppes du Kazakhstan provoque non seulement de grands changements politiques dans les relations des

Kazakhs entre eux et dans celles qu'ils entretiennent avec les Russes, mais elle a aussi des répercussions considérables sur la vie pastorale nomade des Kazakhs. Ces transformations se manifestent dans les sphères économique, sociale et éducative, et, surtout, dans la complexité ethnique de la population. Les Kazakhs ne constituent pas un peuple tout à fait nomade. Ils se sont établis dans les terres agricoles du Semiretchie et du Syr-Daria. Par ailleurs, leur économie pastorale requiert de vastes prairies pour le pâturage. Ces étendues n'avaient pas de propriétaire.

Dans une section intitulée « Changements économiques dans les steppes sous la domination coloniale », Olcott apporte des détails sur la façon dont la progression russe provoque ces changements. Elle observe : « La politique agraire russe mène à la destruction de l'économie nomade pratiquée par les Kazakhs. Vers 1917, quelque 17 millions de dessiatines de terres sont attribués à près de 3 millions de colons russes constituant 500 000 familles, tandis que les fonds publics pour les terres renferment 20 millions de dessiatines supplémentaires destinées aux fermiers. Cette colonisation russe change le mode de vie dans les steppes» (Olcott, 1987, pp. 89–90).

Dans le cadre des changements administratifs, la Russie régit les Kazakhs par l'intermédiaire de ses sultans établis dans les villes sibériennes d'Orenbourg et d'Omsk. Mais ce système tombe en désuétude lorsque les Russes avancent au sud du Syr-Daria et rencontrent les exigences des monarchies établies en Transoxiane. On place alors deux gouverneurs généraux, l'un à Orenbourg pour la région steppique, l'autre à Tachkent pour le Turkestan, à côté des *oblast* occidentaux de Tourgaï et d'Ouralsk, rattachés au ministère de l'Intérieur. Ce système perdure jusqu'en 1917.

La conquête russe des steppes pose aussi le problème de l'éducation. Dans un premier temps, la difficulté consiste à dispenser un enseignement aux nouveaux colons russes. Pour cela, des écoles exclusivement russes sont ouvertes dès le début. Ce système scolaire ne suscite cependant pas l'intérêt des Kazakhs. On encourage alors les Tatars à venir se charger de l'éducation des Kazakhs, mais cela se traduit par un renforcement de l'influence tatare. Les Russes optent donc pour une autre solution: assimiler les Kazakhs en leur enseignant la culture et la langue russes. La russification devient une politique et une finalité. Certains orientalistes tentent, selon un autre système, d'introduire un nouveau programme d'instruction russe en administrant une éducation de type occidental dans la langue maternelle des élèves, grâce à des professeurs indigènes. Le but est de former les Kazakhs dans leur propre langue et de les préparer à d'éventuels emplois administratifs. Des écoles aul sont donc créées, enseignant à la fois le russe et le kazakh. Les élèves ont ainsi la possibilité de poursuivre leurs études, voire d'aller dans une école secondaire russe.

L'Asie du Centre-Ouest et l'avancée chinoise

Après la destruction de l'État mongol, de nouvelles transformations politiques divisent les Mongols en deux ailes: une aile orientale dont la tribu principale est représentée par les Khalkhas, qui tentent de rassembler les Mongols dans cette région et de faire revivre un État vacillant, et une aile occidentale, comprenant les Oïrats et les Kalmouks, qui non seulement dominent la Mongolie et la Dzoungarie occidentales, mais aspirent aussi à prendre les terres et le pouvoir des Kazakhs à l'ouest. Les Mandchous parviennent à établir un protectorat sur les Kazakhs en Mongolie orientale. Cherchant à anéantir le pouvoir des Oïrats, les Mandchous finissent par les vaincre en 1758. Le dernier roi oïrat Amur-Sana meurt dans la ville russe de Tobolsk, où il s'était réfugié. Les Mandchous parviennent à la vallée supérieure de l'Ili, dans laquelle ils fondent le poste militaire de Kulja. Les Oïrats finissent par disparaître et les Mandchous absorbent la Dzoungarie, ainsi que le bassin du Tarim jusqu'au Pamir. Leur frontière occidentale reste cependant mal définie à cause de l'avancée vers l'est de la Russie.

LA CONQUÊTE DES KHANATS

Le khanat de Kokand

En réalité, l'avancée des Russes dans les terres kazakhes les mène à se retrouver confrontés avec le khanat de Kokand, qui s'étend vers le nord. Ce khanat a pour origine la vieille province de Ferghana, patrie du Timouride Babur — dans un temps encore plus reculé, Ferghana faisait partie du royaume de Chaghātai. La région a été séparée de l'émirat de Boukhara lors de luttes pour la succession à l'époque des dirigeants manguites, et un prince shaybānide nommé Shāh Rukh fonde alors la dynastie Min de Kokand. Le khanat applique ses revendications à l'ensemble des terres qui bordent le Syr-Daria, ainsi qu'à la province du Turkestan. Au cours du XIX^e siècle, il avance en direction d'Ura-Tube, de Khodjent, d'Och et de Tachkent. Ainsi, alors même qu'il entre en conflit avec les émirs de Boukhara, il doit affronter les dirigeants mandchous de Chine. À la fin du XVIIIe siècle, les Chinois auraient soutenu le khanat contre les revendications des émirs de Boukhara. Leurs dirigeants, Alim Rhan (1798–1808) et Muhammad Umar (1808-1821), mènent des campagnes contre les Kazakhs et prennent le contrôle de la route caravanière qui mène à Kachgar. Muhammad Umar fait

construire le fort d'Aq-Metchet sur le Syr-Daria en 1817. Son fils Muhammad Ali (1821–1842) est considéré comme le plus grand roi de la dynastie. Il remporte la victoire contre les Chinois, soutient Jahāngīr de Kachgar et prélève des taxes à Aksou, Tourfan, Kachgar, Yangi-Shahr, Yarkand et Khotan. En 1839, il sort vainqueur d'une confrontation avec les Russes et fait échouer l'attaque des Cosaques; cependant, après avoir perdu face à l'émir de Boukhara Nasrullah, il est vaincu, accepte la souveraineté de Boukhara et cède Khodjent. En 1842, il est exécuté avec ses deux fils. Il s'ensuit un conflit perpétuel entre les peuples de Kokand et de Boukhara et, de là, une division de l'État entre l'est et l'ouest. Khudayar khan (1845-1858 et à partir de 1875) tente d'endiguer la vague de l'avancée russe. Lorsque des troubles resurgissent au Kokand, il trouve refuge chez l'émir de Boukhara Muzaffaruddin, qui le soutient en vain et tente de le rétablir sur le trône du khanat de Kokand. C'est à cette époque que l'État de Kokand est divisé, l'est revenant aux Kiptchaks et l'ouest à Khudayar, qui réside à Samarkand. Lorsque les Russes avancent sur le Syr-Daria, aucune mesure concertée ne peut être prise à leur encontre. Leur progression s'effectue à partir de trois points: le long du Syr-Daria, depuis Semipalatinsk ainsi que Verny. Ils occupent Aq-Metchet, nommé Petrovsk (aujourd'hui Qyzylorda) en 1853, et écartent le gouverneur Yakub Beg. Entre 1850 et 1854, ils occupent les terres au sud de la rivière Ili, tandis que Djamboul, Tchimkent et toutes les terres occupées jadis par les Kazakhs tombent successivement entre leurs mains. L'émir Muzaffaruddin, protecteur du khan Khudayar, ne peut rien faire pour ce dernier, étant lui-même vaincu par les Russes en 1866, si bien que le khan Khudayar passe sous la protection de la Russie (Hambly, 1969, chap. 10, 17–19; Grousset, 1991, pp. 502–543).

Pendant ce temps, Yakub Beg s'arroge un khanat à Kachgar en 1867 en expulsant les Chinois. Ce sursaut soudain fait l'effet d'un coup de poing aux Russes comme aux Chinois, lesquels soupçonnent Yakub Beg d'entretenir des relations amicales avec les Britanniques et de leur donner l'occasion d'exercer directement leur influence diplomatique en Dzoungarie et au Semiretchie. Pour écarter ce risque, la Russie occupe Kulja en 1871. Mais Yakub Beg est tué lors d'une bataille contre les Chinois en 1877. Le royaume de Kachgar s'effondre et la Chine reprend le contrôle de la région. Satisfaite, la Russie rend Kulja à la Chine (Holdsworth, 1959, pp. 5–8; Pierce, 1960, pp. 23–29, 34–37).

Alors que ces évolutions surviennent au Turkestan oriental, les Russes ont déjà instauré en 1865 l'*oblast* du Turkestan, qui s'étend de la mer d'Oman au lac Yssyk-Köl. En 1867, le gouvernement général du Turkestan est formé, avec Tachkent pour capitale et le général K. P. von Kaufman comme gouverneur général. Quand les habitants de Kokand s'élèvent contre la Russie et son protégé Khudayar khan, les forces russes avancent pour écraser la

résistance, s'emparent de Namangan et d'Andijan, et finissent par prendre Kokand. En 1876, le khanat de Kokand est aboli et le Ferghana est incorporé au gouvernement général du Turkestan. C'est la fin de l'influence britannique dans cette région. Les Chinois sont satisfaits de posséder la Dzoungarie et la Kachgarie, tandis que les Russes étendent leurs possessions territoriales au sud, jusqu'au Pamir.

L'émirat de Boukhara

L'émirat de Boukhara couvre en fait l'histoire de trois dynasties qui succèdent aux Timourides en Transoxiane: les Shaybānides de 1500 à 1599, les Astrakhanides ou Janides de 1599 à 1785 et, finalement, les Manguites de 1785 à 1920.

Au cours des siècles précédents, la Russie (Vambery, 1990, pp. 379–382) entretenait des relations politiques avec Boukhara. La vieille route commerciale partant du cœur des terres asiatiques requérait en effet des communications occasionnelles entre les grands-ducs de Russie et les émirs de Boukhara. Toutefois, la première ambassade diplomatique russe envoyée à Boukhara est celle de M. Negri en 1820. Ces relations amicales auraient pu perdurer si les Britanniques n'avaient tenté d'exercer leur influence sur les émirs en leur envoyant l'émissaire Alexander Burnes en 1832. En réplique, les Russes commencent à envoyer leurs propres émissaires à partir de 1834 et cherchent à sécuriser certaines concessions, mais l'émir reste inflexible. La situation empire lorsque le dirigeant afghan Dost Mohammad khan vient se réfugier à Boukhara (1839). La Grande-Bretagne étend son influence jusqu'à l'Oxus et la Russie envoie une mission politico-scientifique à Boukhara en 1840. La politique agressive de l'émir Nasrullah allant à l'encontre de leurs intérêts, les Russes ne peuvent sécuriser les concessions comme voulu. Le fils de Nasrullah, l'émir Muzaffaruddin, poursuit sa politique et renforce son avancée dans le khanat de Kokand, divisé en une partie orientale et une partie occidentale. Muzaffaruddin tente d'instaurer un lien diplomatique avec Moscou, mais son entreprise échoue, et il n'a d'autre choix que de mener une guerre contre les Russes en 1866. Après sa victoire initiale, il finit par être vaincu à Yirjar sur la rive gauche du Syr-Daria et accepte la position russe dans cette région. Lors du prochain cycle de guerre en 1867, la forteresse de Yenghi Kurgan est prise et, l'année suivante, Samarkand est occupée par les Russes. Ces évènements précèdent l'avancée des Russes sur Boukhara. En 1868, l'émir se voit contraint de signer un traité qui stipule le paiement d'une indemnité, la cession de la vallée du Zarafshān, de Samarkand et de Ktete Kurgan à la Russie, qui gagne aussi des concessions commerciales, dont le droit de faire du commerce en toute liberté dans le khanat, la per-

mission de circuler librement dans le khanat et les pays voisins et, enfin, la fixation d'une taxe sur toutes les importations russes équivalant à 2,5 % de leur valeur nominale (Allworth, 1990, pp. 103–120).

Le khanat de Khiva

L'État de Khiva, connu dans l'histoire sous le nom de Khorezm, comprend la province formée par le lit inférieur de l'Oxus. Il est peuplé d'Ouzbeks, de Turkmènes, de Karakalpaks, de Kazakhs, de Sarts (Tadjiks) et de Perses. Les échanges commerciaux se font principalement avec la Russie et d'autres pays occidentaux.

Un chef ouzbek de la tribu Kungrat, Muhammad Amin Inak (1792–1804), fonde une nouvelle dynastie. Il mène une guerre sans fin contre les Boukhariotes et d'autres tribus turkmènes, telles que les Yomut et les Tekke. C'est son fils Muhammad Rahim khan (1806–1825) qui accueille à Khiva Shāh Mahmud, frère rival du dirigeant afghan Shāh Zaman. Son fils Allah Quli khan (1825–1842) doit faire face au général Petrovsky en 1839, qu'il force à la retraite. Le khanat de Khiva fait plusieurs prisonniers russes, et, jusqu'en 1857, la Russie ne peut s'emparer de l'État.

Il faut attendre l'arrivée de K. P. von Kaufman au poste de gouverneur général du Turkestan pour que soit concrétisé le projet d'attaquer Khiva, un projet étayé par une étude détaillée de la région. Finalement, les avancées se font à partir de quatre directions sous le contrôle commun de Von Kaufman. Les hommes de la tribu Yomut, vassaux du khan, font preuve d'une grande résistance dans le désert. Khiva finit par tomber en 1873. Le sort du khanat de Khiva n'est pas décidé sur place, mais il est stipulé par un accord russobritannique: le khanat préserve son entité, bien que le territoire de Khiva situé sur la rive droite de l'Oxus et le delta soient cédés aux Russes, qui acquièrent en outre des concessions commerciales telles que l'exemption des taxes douanières pour les marchands russes dans le khanat. La Russie obtient aussi le contrôle à venir de la politique étrangère du khan ainsi que de son administration interne.

Une campagne des plus humiliantes est menée ensuite contre les tribus Yomut. Pour anéantir les tribus turkmènes restantes, les forces russes avancent depuis Krasnavodsk (connu aujourd'hui sous le nom de Turkmenbachi) sur la mer Caspienne, où une puissante mainmise russe a été établie au XVIII^e siècle. Les Russes avancent désormais vers l'est pour annexer le territoire adjacent à la région de Khiva. Ce n'est qu'une fois le terrain nivelé par la diplomatie internationale que la Russie commence à attaquer les Tekke turkmènes; elle poursuit ensuite ses offensives entre 1879 et 1881. Les hommes de la tribu Akal s'abritent dans la forteresse de Geok Tepe et

effectuent plusieurs sorties en force pour mener un corps à corps, mais la forteresse finit par tomber aux mains des Russes le 12 janvier 1881. Par la suite, en 1884, c'est la forteresse de Merv qui est occupée. Toute la région est rassemblée en un *oblast* transcaspien. L'accord final, signé en juillet 1887 entre la Grande-Bretagne et la Russie, laisse Balkh à l'Afghanistan, libre de toute influence russe (Caroe, 1967, pp. 81–86); la Russie, quant à elle, garde le contrôle du territoire turkmène jusqu'aux limites extérieures du Kopet-Dag, montagne au sud de laquelle s'étend l'Iran.

Cette expansion russe en Asie centrale provoque une évolution de la structure administrative. Un nouveau gouvernement général du Turkestan, qui siège à Tachkent, est créé en 1865. Il est renforcé après la disparition de l'État de Kokand et la subordination de Boukhara et de Khiva. Pour la région transcaspienne, le contrôle administratif est exercé dans un premier temps par le gouverneur général transcaucasien avant d'être rattaché au Turkestan. De la même manière, les deux *oblast* kazakhs de Syr-Daria et de Semiretchie tombent sous la juridiction du gouverneur général du Turkestan.

C'est cependant dans le domaine de l'éducation que surviennent les plus grands changements. Avant l'arrivée des Russes, le système éducatif était fondé sur la tradition musulmane des *mekteb* et des madrasas. La politique éducative tsariste peut être considérée en deux étapes : la première concerne la région des steppes et la seconde intervient après la création du Turkestan. Concernant les steppes, des précisions ont déjà été données plus haut.

Au Turkestan, où fleurissent les *mekteb* et madrasas traditionnelles, von Kaufman tente de créer des «écoles mixtes», sous la direction d'un conseil de l'éducation, avec un inspecteur en chef à Tachkent. Lors d'une seconde étape, des écoles russo-vernaculaires sont ouvertes, le système éducatif russe est réformé et les écoles traditionnelles mises sous contrôle. Cependant, l'évolution la plus marquante est l'ouverture de *mekteb* réformées à l'initiative du Tatar Ismail Gasprinskie. En conséquence, «à la veille des révolutions de 1905, l'éducation musulmane a progressé sur le plan quantitatif, tout en faisant l'effort de s'ouvrir au monde moderne: un effort marqué surtout par les *mekteb* réformées, mais visible aussi dans les écoles traditionnelles» (Carrère d'Encausse, 1963, vol. II, pp. 374–394).

Après la révolution turque de 1908, alors que les sentiments nationaux gagnent du terrain au Turkestan, on assiste à une croissance rapide des *mekteb* réformées ainsi qu'à un net penchant pour le mouvement réformiste dans l'ensemble des écoles traditionnelles. Cela provoque l'essor du jadidisme — un mouvement intellectuel turkestan né de l'afflux d'idées modernes résultant du contact avec les populations russes et de l'évolution économique, induite notamment par une augmentation de la production cotonnière et par la pénétration du capitalisme russe. Ce dernier facteur, couplé à l'introduction de nouvelles communications et d'un système ferroviaire moderne

comprenant la construction d'une ligne transsibérienne, change du tout au tout l'ordre socio-économique en Asie centrale. Toutes les voies ferrées sont construites en direction de l'ouest, de manière à aboutir à Moscou ainsi qu'à d'autres villes situées dans la partie européenne de la Russie. L'économie change matériellement avec l'augmentation de la culture marchande, comme le coton, et son lien avec la croissance industrielle en Russie. En matière d'architecture, de nouvelles tendances apparaissent, comme le montre la construction du palais de Sitarai-Makh Khosa (Tivrikov, 1982, pp. 67–69) à Boukhara, lequel mélange le style occidental avec des formes traditionnelles. De même, l'influence chinoise se retrouve à Panfilov, dans la mosquée construite par la communauté musulmane en 1887 (Dani, Askarov et Gubin, 1991, pp. 96–97). Cependant, c'est encore dans un style architectural traditionnel qu'est construit le palais du khan Khudayar à Kokand.

BIBLIOGRAPHIE

- AKINER S. 1983. *Islamic peoples of the Soviet Union*. Londres, Routledge & Kegan Paul, pp. 93–102.
- Allworth E. 1975. *Soviet Asia*, *bibliographies*. New York/Washington/Londres, Praeger Publishers.
- 1990. *The modern Uzbeks*. Standford, Hoover Press Publication, pp. 103–120.
- Asfendiarov S. 1935. Istoriia Kazakhstan. Alma-Ata/Moscou.
- BACON E. E. 1994. *Central Asians under Russian rule*. Ithaca, Cornell University Press.
- BARTHOLD V. 1927. Istoriia Kulturnoi Zhizni Turkestana. Leningrad.
- 1938. «Kucum Khan». Dans: Encyclopaedia of Islam. 9 vol. Leyde, Brill.
- BASIN V. Y. 1968. O Suskhnostic i formakh Vzaimovtnoshenii tsarskoi Rossi i Kazakhstana va XVIII. Alma-Ata, Vece.
- 1969. Kazakhstan V. Sisteme vneshnei politiki Resiciv pervoi polovine XVIII veka in Kazakhstan va XV—XVIII. Alma-Ata, Vekākh.
- Burnes A. 1834. Travels into Bokhora. Londres.
- CAROE O. 1967. *Soviet Empire*. Londres, Macmillan Press & Co., p. 81–86.
- CARRÈRE D'ENCAUSSE H. 1963. «Tsarist educational policy in Turkistan, 1867–1917». *Central Asian Review*, vol. 2, pp. 374–394.

Chukubaye V. A. A. 1957. «The social, economic and political effects of Russian influence in Kirgizia (1855–1917)». *Central Asian Review*, vol. 5, pp. 235–246.

- Collectif. 1914. Aziatskaia Rossiia. 3 vol. et un atlas. Saint-Pétersbourg.
- COLLECTIF. 1957. Official history of the Kazakh USSR. Vol. I, Kazakhstan on the eve of its annexation to Russia.
- Curzon G. N. 1889. *Russia in Central Asia in 1889 and the Anglo-Russian question*. Londres, Longman Green & Co.
- Dani A. H., Askarov A. A., Gubin S. P. 1991. *Rediscovery of civilizations of Central Asia*. Islamabad, pp. 96–97.
- Graham S. 1916. *Through Russian Central Asia*. New York, Macmillan Press.
- GROUSSET R. 1939. *L'Empire des steppes : Attila, Gengis-Khan, Tamerlan*. 1^{re} éd. Paris, Payot (rééd., Bibliothèque Historique Payot, 2001).
- HAMBLY G. (dir. publ.). 1969. *Central Asia*. Londres, Weidenfeld & Nicolson, pp. 144–148.
- HAYIT B. 1984. «Some reflections on the subject of annexation of Turkestani Kazakhstan by Russia». *Central Asian Survey*, vol. 3, n° 4, pp. 61–75.
- HOLDSWORTH M. 1959. Turkestan in the nineteenth century: a brief history of the khanates of Bukhara, Khokand and Khiva. Londres/Oxford.
- HOWORTH H. H. 1876–1927. *History of the Mongols*. 4 vol. Londres, Longman Green & Co.
- HUTTON J. 1977. *Central Asia from the Aryan to the Cossack*. Réimp. Londres (1^{re} éd., 1875).
- JOCHELSON W. 1928. *Peoples of Asiatic Russia*. New York, The American Museum of Natural History.
- KARRYYEV A., ROSBYAKAY A. 1958. «Turkmenistan 1868–1917». *Central Asian Review*, vol. 6, pp. 12–142.
- Kenner R. J. 1942. *The urge to the sea*. Berkeley, University of California Press.
- KHALFIN N. A. 1956. Tri rasskiye missić. Tachkent.
- Khanof M., Veninkof V. 1865. *The Russians in Central Asia*. Londres, John & Robert Michell.
- Krausse A. 1899. Russia in Asia (1858–1899). Londres, G. Richards.
- Lansdell H. 1885. *Russian Central Asia*. Londres/New York, Sampson Low, Marston & Searle.

Lentzeff P. G. V. 1943. *Siberia in the seventeenth century*. Berkeley, University of California Press.

- LIASHCHENKO P. 1949. *History of the national economy of Russia to the 1917 revolution*. New York, Macmillan Press & Co.
- Marvin C. 1880. The eye-witnesses' account of the disastrous Russian campaign against the Akhal Tekke Turcomans. Londres, W. H. Allen.
- 1883. *The Russians at Merv and Herat and their power of invading India.* Londres, W. H. Allen.
- McKenzie Kermit E. «Chokhan Valikhanov: Kazakh princeling and scholar». *Central Asian Survey*, vol. 8, n° 3, pp. 1–30.
- MITCHELL J., MITCHELL R. 1865. *The Russians in Central Asia*. Londres; trad. du russe à l'anglais de l'ouvrage du capitaine Valikhanof et de M. Veniukoff.
- OLCOTT M. B. 1987. *The Kazakhs*. Stanford, Hoover Institution Press, p. 30.
- PIERCE R., A. 1960. *Russian Central Asia*, 1867–1917. Berkeley, University of California Press.
- Ryskulov T. R. 1929. Kirgizstan. Moscou.
- SARAY M. 1984. «Russo-Turkmen relations up to 1874». *Central Asian Survey*, vol. 3, n° 4, pp. 15–48.
- Schuyler E. 1876. *Turkistan: notes of a journey in Russian Turkistan, Kokand, Bukhara, and Kulja.* 2 vol. Londres, Sampson Low.
- Semenov. 1937. The conquest of Siberia. Berlin.
- SOKOL E. D. 1954. *The revolt of 1916 in Russian Central Asia*. Baltimore, Johns Hopkins Press.
- Sturley D. M. 1964. *A short history of Russia*. Longman Green & Co., chap. 6.
- Treadgold D. W. 1957. The great Siberian migration government and peasant in restettlement from emancipation to the First World War. Princeton, Princeton University Press.
- TIVRIKOV V. 1982. Bukhara. Moscou, pp. 67-69.
- VAMBERY A. 1990. History of Bokhara. Réimp. Karachi, pp. 379–382.
- VIATKIN M. P. 1947. Batyr Srym. Moscou.
- 1947. Ocherki Poistorii Kazakhskoi SSR. Moscou.
- Wheeler G. 1964. *The modern history of Soviet Central Asia*. Londres, Weidenfield & Nicolson.

13.2 L'Asie du Sud

Sumit Sarkar

Introduction

Le long XIX^e siècle, qui s'étend en Asie du Sud des années 1750 jusqu'à la Première Guerre mondiale, assiste au processus centenaire et progressif de conquête du sous-continent par les Britanniques, dont l'empire atteint son apogée lors des décennies suivant la répression de la grande rébellion de 1857; il voit aussi l'émergence des mouvements nationalistes anticoloniaux modernes, qui rendront cette domination inacceptable. L'Asie du Sud devient donc inévitablement un thème central des débats sur la nature de l'impérialisme occidental moderne et sur ses répercussions dans le «non-Occident», dans des domaines multiples et interdépendants tels que la culture, la politique et la socio-économie.

Il existe donc une forte tendance, en partie justifiable, à inscrire les écrits historiques sur l'Asie du Sud du XIXe siècle dans un cadre polémique colonial-anticolonial, même si certains signes révèlent une tentative réelle, au cours des dernières années, de dépasser ce schéma. Les tenants de l'autorité britannique ont pendant longtemps cherché à associer les notions de progrès et de modernisation avec l'expansion de la Compagnie anglaise des Indes orientales dans le sous-continent, qui laisse place à la suzeraineté britannique directe en 1858. Cette position est renforcée par l'idée que l'histoire de l'Asie du Sud avait jusqu'alors été ponctuée par une alternance de périodes de despotisme « oriental » et d'anarchie, et caractérisée par l'absence de toute évolution fondamentale. Les anticolonialistes, quant à eux, qu'ils soient mus par le nationalisme, l'analyse marxiste de l'impérialisme capitaliste ou les théories de développement du sous-développement, partagent en général une idée similaire de rupture provoquée par l'arrivée de l'autorité britannique, avec bien sûr des valeurs strictement opposées. Les répercussions économiques sont au centre des critiques: le supposé «drainage des richesses» de l'Inde vers la Grande-Bretagne, la disparition d'un artisanat précolonial prospère — comme celui des textiles en coton — face à la concurrence des industries du Lancashire soutenues par une politique nationale déloyale, des impôts fonciers excessifs, une commercialisation des produits agricoles peu rentable pour les paysans, des obstacles au développement de l'industrie

indigène, le tout contribuant à plonger et à maintenir l'Asie du Sud dans la pauvreté et le retard. Les nationalistes, qui reconnaissent les aspects culturels de l'impact occidental, adoptent à ce sujet une position plus ambiguë durant les décennies de véritable lutte anticoloniale. Il est très souvent admis que l'éducation occidentale dont ont bénéficié certains membres des classes moyennes a provoqué une «renaissance» et qu'elle contribuera au nationalisme moderne. Ainsi, la plupart des critiques culturelles ne prônent pas un rejet absolu, mais insistent sur le caractère incomplet et partiel de la modernité coloniale dans sa portée et sa teneur. La récente perspective mondiale, qui dans les analyses de la période de domination européenne se déplace de l'approche socio-économique à l'approche culturaliste, est accusée encore plus vivement de «discours colonial» et d'appartenir à ce que l'on reconnaît comme «dérivée» du discours colonial au sein des cercles lettrés colonisés. Ce type de critiques «postcoloniales» bascule parfois vers un rejet de la «modernité occidentale» en tant qu'ensemble peu nuancé (Chatterjee, 1986 et 1994).

La théorie d'une rupture totale entre période précoloniale et coloniale commence à s'éroder avec l'apparition d'une nouvelle forme d'apologie coloniale plus défensive qui signale une stagnation continue, voire, au mieux, une «croissance sans développement», plutôt qu'une amélioration ou un progrès notable sous l'autorité britannique. Il s'agissait de transformations que la vague de famines dévastatrices des dernières années du XIX^e siècle avait rendues nécessaires. Tout en admettant la pauvreté abyssale et continue de la grande majorité des Indiens, on tente de l'attribuer à des facteurs «naturels», tels que le climat ou la démographie, et/ou à une continuité structurelle avec l'époque précoloniale. L'accent est désormais mis sur les limites, plutôt que sur la portée ou l'efficacité, de l'autorité britannique. Les récentes versions de la théorie de la «continuité» — qui domine de nombreux volumes de la New Cambridge history of India, par exemple — sont soupçonnées de posséder quelques relents d'apologie. Il est toutefois indéniable qu'elles contribuent parfois grandement à l'enrichissement de la compréhension historique et à sa stratification complexe.

Tout aussi indéniables sont certaines questions clés où les vieilles critiques nationalistes semblent avoir résisté à l'épreuve du temps, malgré quelques exagérations et simplifications grossières incontestables. Il s'agit notamment de la position centrale de l'Inde coloniale dans la structure qui soutient la domination militaire et économique des Britanniques au XIX^e siècle, ainsi que du fossé grandissant au cours des deux siècles de domination coloniale entre la croissance et la prospérité britanniques d'un côté, la pauvreté indienne de l'autre.

Les taxes foncières prélevées en liquide aux paysans de l'Asie du Sud permettent d'entretenir une grande armée indo-britannique de type européen,

qui participe fréquemment à des expéditions militaires dans plusieurs régions du monde : en Chine, en Asie du Sud-Est, en Afrique, en Asie de l'Ouest et, enfin, sur les champs de bataille français, lors de la guerre 1914–1918. Les soldats indiens sont employés, par exemple, pour l'«ouverture» forcée de la Chine au commerce occidental lors des guerres de l'Opium de 1830–1842 et 1856–1860 — l'opium lui-même provient de l'Inde —, puis à nouveau pour réprimer la révolte des Boxers en 1900. Le contrôle de l'Asie du Sud est tout aussi indispensable à la suprématie navale de la Grande-Bretagne.

Les bénéfices économiques de l'empire pour la Grande-Bretagne sont davantage remis en question, quoique toujours difficiles de nier. Il est vrai que les revendications nationalistes quant à l'existence d'un lien direct entre le tribut ou drainage de l'Inde et la révolution industrielle en Grande-Bretagne ne trouvent que peu de partisans, car la majorité des investissements de capitaux britanniques en Asie du Sud revient aux colonisateurs blancs et non à l'empire officiel. Certains points de vue de l'époque coloniale et d'aujourd'hui soutiennent que l'empire aurait pu obtenir des bénéfices matériels à moindre frais, sans conquête ni domination officielles. Les débats se poursuivent sur le poids spécifique des aspects économiques qui se cachent derrière l'expansion impériale, ainsi que sur le degré de motivation ou d'intentionnalité consciente que l'on peut discerner derrière ce processus. La réalité des avantages matériels pour la Grande-Bretagne semble toutefois incontestable. Le versement des revenus indiens — nommés home charges — fournit une subvention indirecte au Trésor public britannique, tandis que le surplus constant et croissant des exportations indiennes contribue souvent à rééquilibrer la balance du commerce britannique, qui sans cela aurait été déficitaire. Célèbre pendant des siècles pour son artisanat cotonnier, l'Inde devient au XIXe siècle une source de matières premières bon marché et, souvent, de travailleurs engagés semi-serviles. Elle ouvre aussi un nouveau marché pour les produits britanniques, notamment pour les textiles du Lancashire. Après l'abolition de l'esclavage, les économies de plantations de nombreuses régions de l'Empire britannique — Indes occidentales, Natal, Kenya et Ouganda en Afrique britannique du Sud et de l'Est, Ceylan (Sri Lanka), Malaisie et îles Fidji — ont grand besoin de la main-d'œuvre salariée indienne. Ceylan, par exemple, qui devient une colonie de la Couronne en 1802, représente un endroit stratégique pour l'empire, du fait de sa situation sur la route maritime de l'océan Indien et grâce à ses cultures de café, de quinquina, de thé et aux plantations de caoutchouc établies par les Britanniques à partir de 1820, avec des travailleurs salariés tamouls amenés d'Inde du Sud¹.

La transformation coloniale des économies asiatiques, passant de centres majeurs de production et d'exportation de produits artisanaux à de simples exportateurs de matières premières agricoles, sous-tend ce que Chris Bayly

définit comme «un accroissement exceptionnel des différences de revenus entre Asiatiques et Européens». La conquête britannique de l'Inde par l'intermédiaire de la Compagnie des Indes orientales — en partie autonome, mais de fait sous le contrôle du gouvernement et du Parlement britanniques — constitue ainsi «l'un des premiers exemples les plus frappants des relations de dépendance économique» entre l'Occident et le non-Occident (Bayly, 1987, p. 2).

Ce que signifie une telle dépendance pour la grande majorité de la population d'Asie du Sud peut être perçu à l'aide des données statistiques suivantes. En 1900, en réponse aux nationalistes qui accusent la Grande-Bretagne d'avoir ruiné l'Inde, le vice-roi lord Curzon révèle que le revenu par tête des Indiens est de 30 roupies, soit 2 livres sterling par an. Pour le Royaume-Uni et pour la même année, une estimation récente fixe ce chiffre à 52 livres sterling (Bagchi, 1972, p. 3). La différence ne peut s'expliquer par la pression démographique, puisque la croissance de la population reste très basse jusqu'en 1921, avec une hausse de seulement 30 millions d'habitants entre 1871 et 1901 : durant ces décennies, la famine fait officiellement plus de 12 millions de morts. L'espérance de vie à la naissance, estimée à 24,6 ans dans les années 1870, tombe à 23,8 ans dans les années 1890 (Bhattacharya, 1989; Visaria et Visaria, 1983, p. 502). À la fin de l'hégémonie britannique en 1947, le taux d'alphabétisation est de seulement 16% pour les plus de 10 ans dans le sous-continent, ce qui n'est guère surprenant quand on sait qu'au XIXe siècle, les dépenses publiques pour l'éducation ne représentent que 0,2 % du revenu national.

Il est pourtant nécessaire d'apporter d'importantes modifications aux théories traditionnelles, et ce pour deux raisons principales. D'une part, les interfaces entre les périodes précoloniale et coloniale se montrent plus complexes et variées qu'on ne le pensait auparavant. D'autre part, bien que ceci ne soit en aucun cas une tendance universelle, les historiens de l'Inde médiévale soulignent de plus en plus les limites de la centralisation bureaucratique des Moghols. Ces derniers se révèlent bel et bien être ce qu'ils disent, des shāh in shāh (rois des rois), qui exigent la loyauté des différentes classes de princes et de chefs intermédiaires semi-autonomes, mais ne sont nullement les despotes «orientaux» absolutistes qu'on imaginait autrefois. Par conséquent, l'ampleur de la «chute» ou du «déclin» de leur empire au XVIIIe siècle n'a donc peut-être pas été aussi dramatique pour la mystique de la suzeraineté moghole (une suzeraineté officiellement reconnue par la Compagnie des Indes orientales elle-même jusqu'en 1857) et pour les procédures administratives mogholes qui perdurent dans de nombreuses régions du sous-continent jusqu'au XIX^e siècle (Bayly, 1987, introduction et chap. 1). La théorie qui suscite de plus en plus d'intérêt aujourd'hui n'est pas celle d'une continuité associée à une stagnation, mais celle d'un débordement des

processus évolutifs au-delà des limites entre période précoloniale et coloniale. Bayly souligne le rôle particulier de la mobilité sociale des classes moyennes: familles de scribes, fermiers à revenus, aristocratie locale, marchands et banquiers qui ont su tirer profit de la centralisation moghole comme de son déclin et qui représentent souvent une source essentielle de prêts, de connaissance et de soutien pour la Compagnie anglaise des Indes orientales, en tant qu'«inquiets collaborateurs de la création de l'Inde coloniale» (Bayly, 1983, p. 4; Marshall, 1987).

Cet argument, en attribuant aux Indiens la prime responsabilité de leur propre asservissement, frôle parfois dangereusement l'autojustification. La théorie de la continuité a néanmoins été très utile dans la prise en considération des variations et des dimensions multiples, rompant ainsi avec la tendance à considérer le colonialisme et les colonisés comme des ensembles homogènes.

Les intérêts britanniques en Inde ont sans doute toujours été variés, changeants, voire contradictoires: un phénomène inévitable, car le pays qui part à la conquête de l'Inde connaît simultanément la plus grande période de transformation de toute son histoire. L'accès soudain d'un groupe de marchands à une immense puissance territoriale et à d'énormes profits éveille suspicion et rancœur au sein des cercles parlementaires et chez les dirigeants britanniques. Des désaccords surgissent parfois entre la Compagnie des Indes orientales et ses employés sur des questions de commerce privé, tandis que s'accroît la pression exercée par les «interlopes» et les partisans du libreéchange pour briser le monopole du commerce entre la Grande-Bretagne et l'Inde. À cela s'ajoutent entre-temps les intérêts croissants des industriels du Lancashire, qui luttent avec un certain succès pour des taxes d'importation élevées sur les cotonnades indiennes grâce auxquelles la Compagnie des Indes orientales obtenait une grande partie de sa propre fortune et de celle de ses fonctionnaires, ainsi que pour un «libre-échange» unilatéral leur permettant d'accéder au grand marché de l'Asie du Sud pour vendre leurs propres textiles industriels. Il s'ensuit alors une série de chartes (1793, 1813, 1833) qui placent la Compagnie des Indes orientales sous un contrôle gouvernemental britannique plus étroit. La Compagnie perd progressivement son monopole sur le commerce britannique avec l'Inde, puis avec la Chine. Dans les années 1830, elle cesse de facto toute activité commerciale. Parallèlement, les concepts et théories britanniques concernant l'Inde et les pays orientaux dans leur ensemble sont eux aussi divers et variables. On y trouve, entre autres, un intérêt culturel « orientaliste » et une admiration pour les cultures anciennes, une fascination paternaliste liée à la vie «modeste» du paysan et aux communautés villageoises, un enthousiasme évangélique à diffuser le christianisme chez les «païens» et un élan utilitariste en faveur d'un réformisme modernisateur agressif (Stokes, 1959; Guha, 1963;

Metcalf, 1997). Les marques d'arrogance raciale envers la population asservie, peut-être jamais complètement absentes, s'accentuent avec le contrecoup de la répression sanglante de la grande rébellion de 1857. Le racisme luimême ne doit pas être considéré comme un bloc homogène, car il prend des formes aussi bien culturelles que biologiques, les premières se traduisant par le désir de diffuser l'éducation et le savoir occidental parmi la population ignorante des non-Blancs, les secondes insistant sur le caractère irrémédiable de la différence raciale².

Les réactions et les évolutions de l'Asie du Sud à l'époque coloniale exigent évidemment une désagrégation similaire — en réalité, peut-être plus grande — en termes de temps, de région et d'espace social. L'expansion du contrôle britannique sur l'ensemble du sous-continent, qu'il soit direct ou indirect (par l'intermédiaire des *Native States*, États indigènes), s'effectue selon des rythmes, des périodes et des conjonctures très différentes. Les principales avancées surviennent vers 1757–1765, avec le Bengale et Bihar assimilés sous Clive, 1792–1805, sous Cornwallis et en particulier Wellesley, 1816–1826, avec Hastings et Amherst, et 1848–1856, avec les annexions de Dalhousie (Fisher, 1993, chap. 1). Ces périodes distinctes de conquêtes surajoutent à des disparités régionales préexistantes une différence considérable entre les procédures administratives et les théories coloniales, notamment en ce qui concerne la fixation des impôts fonciers. De tous côtés, les Britanniques, qui constituent toujours une petite minorité étrangère face à l'immense population qu'ils gouvernent, doivent s'accorder avec les structures politiques indigènes et les groupes dominants locaux — princes, propriétaires fonciers, paysans aisés, marchands et banquiers, castes supérieures hindoues et élites lettrées musulmanes —, mais la qualité même de ces relations finit par se détériorer considérablement au fil du temps et des régions. Ainsi, au Bengale, on remarque une quasi-absence des États princiers, une alliance stable avec les propriétaires fonciers et une prédominance économique des intérêts commerciaux britanniques bien plus écrasante que dans les régions conquises ultérieurement et mises en partie sous contrôle indirect, comme la présidence de Bombay. Bien évidemment, l'appareil de l'autorité coloniale lui-même n'échappe pas à de grands changements : la prise de contrôle par la Couronne de la Compagnie des Indes orientales en 1858 constitue l'évolution la plus évidente, mais elle n'est pas la seule.

Parmi toutes les différences, les plus importantes sont peut-être celles qui concernent la pénétration coloniale et ses conséquences sur les couches sociales. Les historiens sociaux et environnementaux mettent aujourd'hui en relief de longs cycles durant lesquels l'influence coloniale aurait été marginale ou, du moins, loin d'être décisive. Pour ce qui en va des répercussions à longue portée, il nous faut citer les modifications des canaux fluviaux, comme en Inde orientale, le flux et le reflux des épidémies, les variations

de frontières entre paysans sédentaires et nomades, peuples pastoraux ou chasseurs-cueilleurs, ainsi que de nombreux aspects de la vie religieuse et culturelle, de la structure des familles, des liens de parenté et des castes. Et si l'étendue de la pénétration coloniale est variable, la nature de ses conséquences et la qualité des réactions le sont plus encore. De toute évidence, il faut abandonner les théories nationalistes rudimentaires que représentent les idées de paupérisation presque totale d'un peuple jadis prospère et pacifique, et d'un élan de résistance «naturel», presque automatique, face à la domination étrangère. La désagrégation doit ici tenir compte de frontières qui séparent non seulement les classes, mais aussi les sexes, les castes, les ethnies et les religions. Nombre de colonisés se tournent vers l'anticolonialisme, et leur soutien se révèle décisif pour la chute finale de l'Empire britannique et l'instauration de structures démocratiques dans la majorité du sous-continent. Mais en matière de hiérarchies des sexes et des castes notamment, les structures et les politiques coloniales semblent parfois avoir éliminé toute possibilité d'amélioration ou d'ascension sociale pour les colonisés, ainsi que les projets de transformer un tant soit peu une société qui a toujours été oppressive et inégalitaire. Il est tout aussi impossible que rétrograde d'inclure habilement tous les éléments de l'histoire moderne de l'Asie du Sud dans un cadre colonial-nationaliste unitaire et homogène.

De 1757 à 1858

Dès le milieu du XVIII^e siècle, la puissance commerciale et militaire de la Compagnie anglaise des Indes orientales évolue dans un contexte politique défini par la variété des États successeurs qui se cache derrière la façade officielle d'une suzeraineté moghole ininterrompue. Ces États incluent les royaumes marathe, sikh et jat, nés de révoltes antimogholes de l'aristocratie locale et des paysans-guerriers, et se trouvent parfois liés à des tendances religieuses antihiérarchiques et à l'émergence d'une solidarité régionale, bien qu'avec le temps ils deviennent socialement plus conservateurs. L'orthodoxie brahmanique est notamment restructurée par la loi des peshwa de Poona, au cœur de l'État marathe. Par ailleurs, de petits royaumes font leur apparition dans de nombreuses régions du sous-continent, dirigés par des chefs rajput, des guerriers-paysans devenus suzerains et des aventuriers musulmans. On compte parmi ces derniers Haider Ali et Tipu Sultan, qui font du Mysore un terrain bien redoutable pour les Britanniques à la fin du XVIII^e siècle. Une troisième catégorie comprend les provinces d'Oudh, d'Hyderabad et du Bengale, où les gouverneurs mettent fin au principe moghol de séparation des autorités fiscales et militaires, et font de leurs familles les héritières du pouvoir.

L'anarchie et le déclin que produit ce dédale politique sont perçus aujourd'hui comme une exagération, car l'affaissement agricole et commercial d'une région peut être compensé par la croissance d'une autre région. Les aristocrates qui avaient occupé des postes transmissibles dans la bureaucratie moghole profitent de la décentralisation pour s'ancrer davantage dans les localités en tant que propriétaires fonciers de droit héréditaire. Le capital commercial et usurier indigène progresse dans de nombreuses régions grâce à un renforcement des liens entre les activités bancaires commerciales et le prélèvement de surplus aux paysans. Au milieu du XVIIIe siècle, la grande banque de Jagat Seth à Murshidabad devient pratiquement la partenaire du nawāb pour diriger le Bengale; par exemple, elle verse le tribut impérial en salant la note de ses agents de Delhi. Bien avant 1757, les marchands européens s'intègrent à ces structures complexes, dont ils deviennent des acteurs certes importants, mais non prépondérants. Au Bengale, les compagnies anglaise, française et hollandaise sont les premiers acheteurs de cotonnades et de soieries haut de gamme: avant la révolution industrielle du textile, l'Europe occidentale n'a guère de produits à offrir aux pays asiatiques. Parallèlement, les fonctionnaires des compagnies cherchent à amasser des gains personnels en sus de leur salaire, ce qui les incite à participer davantage au commerce interne et interasiatique. Il en découle un renforcement des relations entre les marchands et les financiers européens et indiens.

Cependant, le raisonnement révisionniste sur le XVIII^e siècle est peut-être poussé trop loin. Pendant près de deux cent cinquante ans à partir de l'arrivée de Vasco de Gama, la présence et l'influence européenne dans le sous-continent se limitent surtout aux régions côtières et aux activités commerciales, ne présentant qu'une faible portée politique. À n'en pas douter, cette marginalité se doit en partie au contrôle qu'exerce un puissant empire sur l'intérieur du sous-continent durant presque toute cette période. L'affaiblissement de l'autorité centrale dans les années 1740–1750 permet, et semble rendre nécessaire, la mise en place d'armées et d'alliances politiques par les compagnies commerciales européennes. Celles-ci leur sont nécessaires pour se protéger contre d'éventuelles ingérences ou extorsions de la part des dirigeants indigènes, et d'autant plus quand des rivalités violentes surgissent entre les compagnies elles-mêmes (en particulier lors des guerres franco-anglaises de 1742–1748 et 1756–1763). Le déclin de l'empire offre aussi à la Compagnie des Indes orientales la possibilité de résoudre avec efficacité ce qui constituait jusqu'alors un problème permanent pour le commerce de l'Europe avec l'Asie: l'appropriation progressive de revenus fonciers élimine la nécessité d'acheter des biens sous-continentaux avec des lingots amenés d'Europe, ce qui va clairement à l'encontre des théories mercantilistes dominantes.

Ce n'est pas un hasard, d'ailleurs, si la succession d'événements qui culmine avec l'arrivée au pouvoir *de facto* des Britanniques au Bengale

commence avec la tentative menée par le nawāb Siraj Ud Daulah pour empêcher la Compagnie des Indes orientales de fortifier son centre d'affaires de Calcutta. En l'espace des huit années qui suivent la défaite du nawāb à Plassey (1757) face à l'alliance de nombreux groupes influents qu'il avait réussi à s'aliéner — les Anglais (sous le commandement de Clive), de hauts responsables, de grands propriétaires terriens, des marchands usuriers dont le capital est pour ainsi dire incarné par la maison de Jagat Seth —, la Compagnie des Indes orientales obtient de l'empereur moghol des droits de collecte de revenus, ou diwani, sur l'ensemble de la province du Bengale. Elle est désormais en mesure de payer les produits qu'elle exporte du Bengale avec l'argent prélevé sous forme de taxes dans cette même région: il s'agit du fondement de ce qui sera connu par la suite sous le nom de «drainage des richesses». La mainmise politique permet aussi aux fonctionnaires de la Compagnie des Indes orientales d'amasser des fortunes colossales à titre personnel, des «cadeaux» lors de l'investiture et de la déposition des nawāb à quatre reprises en dix ans (1757, 1760, 1763 et 1765), un monopole sur les activités lucratives du commerce interne, une extension progressive de leur contrôle sur le commerce et la navigation maritime interasiatiques. Ce sont ces intérêts privés, plus que les besoins économiques métropolitains ou même les décisions de la Compagnie des Indes orientales, qui semblent être le moteur direct de l'expansion.

L'expansion territoriale de la Compagnie des Indes orientales au-delà du Bengale s'effectue dans une alternance de périodes d'agression et de calme relatif. Du point de vue des autorités londoniennes — c'est-à-dire la Cour des directeurs de la Compagnie des Indes orientales et, après 1784, le Conseil de surveillance, instauré par le gouvernement pour superviser les activités indo-britanniques —, l'expansion allait finir par être fructueuse. mais elle exigeait souvent que les revenus indiens acquis par le commerce soient investis à court terme dans les dépenses militaires. Les motivations principales de l'expansion sont donc souvent politico-militaires, plutôt qu'économiques: l'image menaçante des rivaux européens (la France à l'époque révolutionnaire et durant les guerres napoléoniennes, la Russie tsariste à partir des années 1840) et/ou des signes laissant penser que tel ou tel État indien pourrait bien acquérir une puissance inacceptable grâce à l'adaptation de techniques mercantiles et militaires occidentales (en particulier le sultan de Mysore, Tipu, dans les années 1790). Ainsi, il ne s'agit en aucun cas d'un hasard si la période la plus décisive de l'expansion s'étend de 1798 à 1805, sous Wellesley (qui se trouve être le frère du fameux vainqueur de Waterloo, Wellington). Ce dernier voit la destruction de Mysore, la prise de Ceylan à la Hollande (alliée de la France) et les gains somptueux acquis aux dépens des États marathes — cette dernière pratique prendra fin sous le marquis de Hastings, en 1818. La seconde avancée majeure a lieu dans

les années 1840 et au début des années 1850, sous Auckland, Ellenborough, Hardinge et surtout Dalhousie: la Grande-Bretagne vise à consolider les frontières au nord-est face à d'éventuelles menaces russes en annexant le Sind, le Penjab et ce qu'il reste de l'Oudh, ainsi qu'en tentant une incursion désastreuse en Afghanistan.

Pourtant, les motivations économiques sont parfois loin de manquer. Une étude détaillée révèle ainsi l'importance d'intérêts commerciaux privés basés à Bombay dans l'exportation de poivre de Malabar et de coton brut de Maharashtra, lors de l'extension du contrôle britannique sur Mysore et l'intérieur marathe entre 1792 et 1805³ (Nightingale, 1970). Il n'en demeure pas moins qu'à partir d'un certain moment, la séparation entre politique et économie devient difficile à soutenir car, dans de nombreuses régions de l'Inde, le moteur de l'expansion est alimenté par des alliances dites «subsidiaires». Les princes indiens, devenus des alliés dépendants, doivent financer l'entretien d'un certain nombre de régiments de la Compagnie des Indes orientales en échange de quoi les Britanniques garantissent leur «protection». Le non-respect de ces lourdes obligations financières peut mener à l'annexion partielle ou totale, tandis que ce système accentue les charges qui pèsent sur les vassaux des princes et assèche le financement de l'administration — si bien que la plainte de «mauvaise administration», émise par les résidents de la Compagnie des Indes orientales, justifiera le passage au contrôle direct. Les taxes prélevées dans les territoires sous contrôle direct ou dans les États princiers clients servent finalement à financer les investissements commerciaux, les dépenses militaires et administratives de la Compagnie des Indes orientales, de même que les tributs versés à la Grande-Bretagne.

Les formes diverses que prend l'expansion britannique, ainsi que les différentes périodes durant lesquelles elle se déroule, sont à l'origine de différences considérables dans l'ampleur et la nature des conséquences coloniales sur l'économie et la société indienne. En matière de commerce et de manufactures indigènes, l'ancien modèle nationaliste d'asservissement presque total et de déclin semble garder de sa pertinence dans les premières régions colonisées (donc soumises pendant longtemps à la domination coloniale), comme c'est le cas pour le Bengale. Même là-bas, à la fin du XVIIIe et au début du XIX^e siècle, on observe une phase initiale pendant laquelle les activités commerciales européennes requièrent une part de collaboration avec les marchands indigènes profitable aux deux camps. Certains de ces marchands deviennent extrêmement riches et quelques-uns se révèlent même être des entrepreneurs novateurs, comme Dwarkanath Tagore. Mais, par la suite, l'activité du Bengale décline rapidement: Calcutta devient le grand bastion du capital britannique, lequel dirige la majeure partie du commerce et de la navigation maritimes, établit son contrôle sur le marché monétaire par l'intermédiaire d'institutions comme la Banque du Bengale (créée en

1808 avec des directeurs blancs) et tire un immense profit de ses affinités raciales avec le pouvoir gouvernemental. Pour ce qui est des manufactures traditionnelles, l'essor initial des exportations de cotonnades et soieries comme canaux principaux de transfert des fonds de la Compagnie des Indes orientales après 1757 s'accompagne de formes oppressives de contrôle «monopsone» sur les artisans. La généralisation de la «désindustrialisation» dérivant de l'afflux de biens industriels en provenance du Lancashire a été longuement débattue, mais le déclin considérable du tissage manuel et ses répercussions négatives pour les métiers à main, combinés avec un ralentissement général de l'activité d'un grand nombre d'autres manufactures artisanales, semble toujours constituer l'hypothèse la plus plausible. Le capital mercantile et usurier indigène survit, prospère même, mais il est le plus souvent représenté par des agents dépendant d'entreprises britanniques d'import-export, ou bien par des prêteurs de fonds exerçant auprès des paysans et des artisans. Surtout dans l'Inde orientale d'environ 1850 jusqu'à la Première Guerre mondiale, ce capital est clairement soumis à ce qu'Amiya Bagchi nomme un quasi-monopole collectif de l'Europe sur les sphères dirigeantes de la vie commerciale (Bagchi, 1972, chap. 6).

De toute évidence, cette domination met plus de temps à s'établir et demeure incomplète dans les régions où la pénétration politique est lente et inégale, comme dans la haute vallée du Gange. Ce sont ces régions qui ont fourni des arguments à une théorie révisionniste récente au sujet du rôle décisif de la collaboration indienne et la prospérité durable, si ce n'est accrue, du commerce indigène pendant une grande partie de la domination de la Compagnie des Indes orientales. En fin de compte, le modèle qui se développe dans la région de Bombay est plus représentatif. Les marchands parsis et gujaratis y gardent une emprise sur la navigation et le commerce extérieur, tandis qu'une grande partie de l'opium et du coton brut, devenus les principales exportations, est cultivée sous contrôle princier, et non directement britannique. C'est là, dans les manufactures de coton de Bombay, puis d'Ahmedabad, que le capitalisme industriel indien prend naissance durant la seconde moitié du XIX° siècle.

Sous l'hégémonie de la Compagnie des Indes orientales, la politique agraire est conditionnée par les conflits sous-jacents à la maximisation des revenus et par la nécessité de créer des liens avec les groupes dominants dans les campagnes, afin d'assurer la stabilité politique. Les différences considérables qui existent entre les régions dans les modes d'organisation agraire représentent une variable supplémentaire. Au Bengale, les efforts menés au début pour prélever un maximum de revenus grâce à des fermes de revenus à court terme — une politique qui contribue à aggraver les effets de la grande famine de 1770 — laissent place en 1793 au permanent settlement de Cornwallis, un régime d'imposition à taux fixe appliqué aux zamindar

(propriétaires fonciers). Ce système devait les amener à constituer une aristocratie loyale et entreprenante à la manière des *landlords* britanniques en fixant le montant définitif de leurs impôts, en leur accordant une certaine liberté quant au prélèvement des fermages aux paysans et en permettant généralement que la «formule magique de la propriété privée» déclenche un «principe productif». Après une période initiale de transferts nombreux de zamindar, due à la vente immédiate des terres en cas de non-paiement de l'impôt dans les délais, le système contribue bel et bien à promouvoir le loyalisme parmi les propriétaires bengalis. Mais le «principe productif» échoue, car la liberté dont jouissent les zamindar vis-à-vis des paysans (avec une faible protection contre les fermages excessifs, l'éviction n'ayant été appliquée à quelques tenanciers qu'à partir de la fin des années 1850) leur permet de tirer profit de l'abîme croissant entre les revenus et les fermages, sans avoir à faire preuve d'un grand esprit novateur d'entrepreneur. Cet abîme produit aussi la sous-inféodation de nombre d'intérêts rentiers et contribue à fournir les bases matérielles à une «classe moyenne» coloniale de petite aristocratie qui prend part à une éducation et à des professions modernes: les bhadralok, prédominants dans la vie culturelle et la politique nationaliste de la fin de l'époque coloniale.

En dehors de l'Inde orientale, les différences de conditions rurales et l'orientation vers des positions plus antipropriétaires dans l'Angleterre de l'industrialisation débouchent sur la fixation d'un taux d'imposition variable pour les paysans aisés, selon un accord passé individuellement ou avec les communautés de paysans dominants. Toutefois, la possibilité pour les contribuables de louer leurs terres à des sous-tenanciers se traduit partout par une persistance du *landlordism*, ou même de son émergence dans les régions sans zamindar. La consolidation des droits de propriété privée héréditaires et inaliénables sur la terre (qui, en pratique, se traduisent souvent par l'endettement des paysans perdant leurs terres au profit des négociants prêteurs ou de plus grands propriétaires), ainsi que le développement des cultures au détriment des forêts et des terres cultivables constituent d'autres caractéristiques communes aux structures agraires coloniales. Les politiques coloniales se dirigent avec violence contre les peuples pastoraux nomades, les chasseurs-cueilleurs et les cultivateurs migrants : de tels groupes sont en effet difficiles à contrôler et ne peuvent guère offrir de débouchés stables pour les produits métropolitains. Il a même été soutenu que dans de nombreuses régions, la domination britannique a en quelque sorte contribué à créer l'Inde «traditionnelle» de «l'agriculture sédentaire, des castes hindoues et de la production agricole spécialisée», au détriment de «l'Inde plus étrange et plus ancienne des forêts et des nomades» (Bayly, 1987, p. 144). À la fin du XIX^e siècle, certains de ces groupes nomades sont considérés officiellement comme des «tribus criminelles».

La législation agraire, de même que l'évolution, au milieu du siècle, des lois qui régissent les transactions commerciales sont donc généralement fondées sur les idées de liberté de marché et de droits individuels. La législation coloniale ne s'affirme toutefois pas explicitement en faveur d'une modernité bourgeoise. Certes, la jurisprudence criminelle a évolué en direction de la notion européenne moderne de «souveraineté», symbolisée par la revendication d'un contrôle de l'État sur la violence légitime, et appliquée sans distinction à des sujets égaux devant la loi. Mais des recherches récentes révèlent les nombreuses tensions qui existent au sein du droit pénal colonial et la façon dont les qualifications sont souvent faites pour arranger les hiérarchies établies de castes et de sexes. Quant à ce que l'on nomme le droit «privé» ou «civil», Warren Hastings pose dans les années 1770 le principe fondamental selon lequel «l'héritage, le mariage, les castes et autres us religieux » doivent être gérés selon les textes scripturaires hindous ou islamiques et en concertation avec les pandits brahmaniques ou les oulémas musulmans: différemment, en d'autres mots, pour les deux communautés religieuses. À première vue, ce principe reprend les méthodes en vigueur sous l'Empire moghol. Mais les tribunaux moghols n'ont jamais essayé de pénétrer réellement dans les couches plus profondes de la société par l'intermédiaire de la hiérarchie quelque peu systématique des juridictions d'appel établie par les Britanniques au fil du temps et les querelles étaient certainement souvent réglées à l'échelle locale ou villageoise en fonction de différentes normes traditionnelles peu liées aux principes textuels. Le droit privé colonial centralise, textualise, et il est probable qu'il augmente par cela considérablement l'influence des brahmanes et des oulémas sur la société. Les débats au sujet de la réforme sociale prennent des formes d'interprétations variées des textes reconnus comme sacrés⁴. Inévitablement, ils touchent aux frontières religieuses et contribuent à poser les bases de sphères publiques musulmanes et hindoues en partie distinctes, participant ainsi grandement à ce que les Anglo-Indiens du XX^e siècle nommeront le «communalisme» (Datta, 1999, chap. 3). Pourtant, presque au même moment, le discours sur l'égalité des droits et de la citoyenneté qui s'empare des sociétés occidentales parvient au sous-continent pour constituer de nouvelles solutions de droit public, potentiellement laïques et démocratiques⁵.

Pour être efficace, la domination coloniale requiert l'accumulation progressive de ce qui sera communément appelé le «savoir colonial». Pour des raisons évidentes, ce savoir commence avec la collecte d'informations relatives aux traditions indigènes en matière de fiscalité et de législation; il s'étend ensuite à la connaissance du terrain (indispensable à la conquête) grâce à la cartographie et la géographie, au traitement des maladies inhabituelles qui affectent les Européens par le biais de la «médecine tropicale», à l'étude botanique et géologique en vue de l'exploitation des ressources

agraires et minières, à la maîtrise du passé indien grâce à l'archéologie et à l'histoire..., pour ne citer que les exemples les plus frappants. Une curiosité intellectuelle envers un sous-continent largement méconnu apparaît soudain chez les Européens, tandis que les besoins du pouvoir-savoir colonial se combinent à des degrés divers pour constituer le fondement du développement de ces disciplines.

L'étude des prétentions implicites du savoir colonial, grandement stimulée aux cours des dernières années par le livre influent d'Edward Saïd, L'Orientalisme, a parfois menacé de devenir un domaine particulièrement sujet aux simplifications. Il est de plus en plus reconnu aujourd'hui que les discours coloniaux ne constituent pas un bloc homogène, imposé totalement depuis l'extérieur et structuré uniquement par les stéréotypes du pouvoirsavoir occidental construisant l'Orient comme s'il s'agissait de son «double». Mais les doubles peuvent être divers et variables, avec par exemple des groupes qui au sein de la société britannique sont soumis aux classes ou aux sexes⁶. Les valeurs importées par les nouveaux dirigeants sont extrêmement variées et sujettes à un changement radical. L'équation que l'on fait parfois entre l'influence culturelle occidentale et la «rationalité des Lumières» ne tient pas compte du fait que, pendant une période essentielle de la conquête de l'Inde, les cercles dirigeant britanniques, alors engagés dans de violents combats contre la France napoléonienne et révolutionnaire, soutiennent principalement des idées contraires aux Lumières. L'activité missionnaire chrétienne n'est apparemment pas non plus un outil indifférencié du colonialisme. Elle est d'abord découragée par la Compagnie des Indes orientales, puis, malgré un renforcement des liens entre les missionnaires et certains secteurs de l'administration à partir du milieu du siècle, et une arrogance et un entêtement culturo-religieux considérables, elle laisse des traces évidentes de tensions occasionnelles avec les autres Anglais de l'Inde. (Citons la critique qu'émettent les missionnaires au sujet des atrocités commises par les planteurs d'indigo blancs envers les paysans du Bengale, critique qui mène le révérend Long en prison sous l'accusation de diffamation en 1860, et qui se voit immortalisée dans une célèbre chanson en bengali.) Hormis les diverses importations occidentales, un ouvrage majeur récent signale que surtout dans les premières phases, la contribution des informateurs indigènes et des réseaux d'information préexistants a été indispensable au développement du savoir colonial. Avec cette information, fournie généralement par des cercles de lettrés privilégiés, par des membres des castes supérieures hindoues ou de l'élite musulmane, la domination coloniale consolide les formes indigènes préexistantes de hiérarchie religieuse et culturelle (Bayly, 1996).

L'éducation « occidentale » ou « anglaise » représente bien sûr la voie la plus aisée que prend le savoir colonial pour tenter de devenir un instrument de contrôle ou d'hégémonie. Les intentions ne sont pas remises en question

(avec toutefois une grande diversité de méthodes, tantôt une collaboration «orientaliste» avec les brahmanes et les cercles lettrés d'oulémas traditionnels initiés au sanskrit et au perse, tantôt une focalisation «angliciste» qui, dans les années 1830, fait de la langue anglaise le véhicule de l'éducation), mais elles dépassent largement leurs réalisations. La nouvelle « classe moyenne» éduquée à l'anglaise qui, comme l'espérait Macaulay en 1835, devait devenir blanche d'esprit et de culture pour constituer le bouclier loyal du régime colonial, devient en fait, vers la fin du siècle, porteuse de l'idéologie nationaliste anticoloniale et de la politique organisée. Comme il arrive si souvent, la question de l'appropriation multiple et variée est beaucoup plus importante que les origines et leurs motivations. Le niveau peu élevé des dépenses consacrées à l'éducation et du taux d'alphabétisation, déjà mentionné ci-dessus, montre que l'éducation n'a pas grand-chose à voir avec un contrôle hégémonique sur la masse des paysans. Malgré la place importante que prennent dans l'historiographie culturelle les répercussions de l'éducation anglaise, laquelle se trouve tour à tour couverte d'éloges et condamnée pendant des décennies, l'importation coloniale de l'imprimerie a une portée bien plus significative. Celle-ci s'associe très vite, comme dans les débuts de l'Europe moderne, à l'essor de la prose vernaculaire dans les nombreuses langues de l'Inde (l'imprimerie mobile requiert en effet des marchés bien plus grands que la culture scribale). Elle génère ainsi non seulement une importante production littéraire, mais aussi la création de nouveaux types de sphères publiques.

Notre exposé souligne les multiples contradictions existant au sein des structures et des politiques coloniales primitives. Certaines d'entre elles font leur apparition lorsque de nombreuses régions de l'Inde dirigée par la Compagnie traversent, du milieu des années 1820 jusqu'aux années 1840, une grande dépression économique. Dans la présidence de Madras, par exemple, les prix ont chuté de 50,8% en 1840-1845 par rapport à leur niveau de 1816–1825. L'élan de maximisation des revenus, alimenté par les besoins militaires et politiques de la Compagnie des Indes orientales, freine l'élargissement du marché pour les manufactures britanniques et l'essor des exportations de matières premières agricoles, car il impose souvent des charges accablantes à la paysannerie. Les prix agricoles s'effondrent, car l'importante demande de revenus, collectés invariablement en liquide par les Britanniques, force les paysans à vendre leurs produits en telle quantité qu'ils provoquent une surproduction. La demande réelle s'amenuise encore davantage avec la désintégration de nombreuses élites de cours indiennes et les efforts fournis par la Compagnie des Indes orientales, un peu avant 1830, pour réduire les lourdes dépenses militaires qu'elle connaissait depuis des années. Ce qui est décrit comme la crise de l'économie politique de l'Inde du Nord atteint son apogée avec deux grandes famines, en 1833–1834, puis

en 1837–1838 (Bayly, 1983, chap. 7). À la fin des années 1840, on peut noter quelques signes de redressement et de stabilisation apparente, avec une tendance à la réduction des charges fiscales et les travaux de construction de routes, de chemins de fer et de systèmes d'irrigation qu'encourage Dalhousie. Cependant, d'autres aspects de la politique « modernisatrice » de ce dernier, tels que l'expansion implacable du contrôle direct britannique, révélée par une prise de pouvoir dans un certain nombre d'États princiers (Satara, Jhansi, Nagpur) grâce à la théorie du *lapse*⁷ et par l'annexion de la partie sud de Burma en 1852 et de l'Oudh en 1856, contribuent grandement à la violente rébellion armée de 1857–1859 contre les Britanniques.

Aujourd'hui, on reconnaît généralement que la résistance active ou insurrection — ce que l'ouvrage pionnier en la matière décrit, il y a quelque quarante ans, comme des «troubles civils» (Chaudhuri, 1953) — constitue une caractéristique endémique du premier siècle d'hégémonie britannique. De fait, certaines de ces rébellions sont bien plus redoutables que la résistance, plutôt faible, de la plupart des dirigeants indiens à l'expansion de la Compagnie des Indes orientales. Les zones dites «tribales» se révèlent être aussi les régions les plus agitées, avec d'importantes révoltes menées par les Kols (1831) et les Santāls (1855), pour n'en mentionner que deux parmi tant d'autres. Les sociétés de chasseurs-cueilleurs et de cultivateurs nomades voient leurs ressources forestières érodées par l'avancée de l'agriculture sédentaire, ainsi que par les efforts des Britanniques pour s'emparer des produits forestiers à des fins d'exploitation «scientifique» et commerciale. Ces zones tribales deviennent aussi, généralement après divers subterfuges, des centres de recrutement de travailleurs salariés, employés dans les plantations européennes d'Assam et d'autres colonies britanniques. Par ailleurs, l'absence relative de hiérarchie des castes participe sans doute à la consolidation de l'unité et du militantisme des colonisés. Dans les régions plus calmes ou plus développées, la lourde pression fiscale exercée par la Compagnie des Indes orientales génère une résistance des communautés rurales locales guidées par leurs zamindar «traditionnels» ou par de petits dirigeants — ceux-ci s'engagent parfois dans une lutte acharnée contre les propriétaires fonciers, ces nouveaux riches qui ont tiré profit de la commercialisation et de la notion rigide de propriété aliénable des terres. On rapporte aussi certains cas de résistance urbaine face à des questions d'imposition ou de réglementation des marchés (par exemple, la protestation contre la taxe d'habitation à Bénarès en 1810–1811), ainsi que des conflits entre paysans et propriétaires fonciers sur des problèmes de fermage. Toutefois, ceux-ci sont apparemment moins concrets à cette époque qu'à la fin de la période coloniale, car l'État demeure le principal détenteur du surplus agraire.

C'est en 1857 que les multiples courants d'une résistance diverse fusionnent — brièvement et, somme toute, insuffisamment —, avec la muti-

nerie d'une grande partie de l'armée bengali, laquelle avait été l'instrument principal de la Compagnie des Indes orientales dans sa conquête de l'Inde. Recrutés pour la plupart parmi des petits propriétaires et des paysans de castes relativement élevées dans la région de Bénarès-Oudh (nombreux sont ceux qui ont perdu leurs terres à cause de ce nouvel ordre plus commercial), les cipayes sont exaspérés par certains ordres militaires qui semblent bafouer leurs castes et leurs croyances religieuses. Pendant quelques mois, les Britanniques sont apparemment sur le point d'être expulsés de la haute vallée du Gange: ils perdent Delhi et Kanpur, Lucknow est assiégé, tandis que l'Oudh et la partie occidentale du Bihar connaissent une sorte de soulèvement en masse des paysans, dans un mouvement de soutien à la rébellion. Mais la nature extrêmement variable du premier impact implique le fait que la colonisation a de toute évidence eu autant de bénéficiaires que d'ennemis. Ainsi, l'intelligentsia anglicisée du Bengale, qui est alors en pleine émergence, reste à l'écart de la rébellion, tout comme le Penjab. Parmi les autres groupes loyalistes, on compte la majorité des négociants et des prêteurs, ainsi que les «nouveaux magnats», qui ont bénéficié de la domination coloniale en achetant des terres à l'aristocratie et aux paysans incapables de répondre aux pressions de l'intensification de la commercialisation. La révolte devient donc, d'une certaine manière, un «phénomène des forêts» (Bayly, 1987, p. 193). Mais la limite entre la révolte et le loyalisme semble bien souvent perméable, déterminée par les circonstances locales et transcendant les clivages sociaux. Quoique certains princes prééminents deviennent (ou sont faits) chefs de l'insurrection — Bahādur shah II, dernier empereur moghol, Nānā Sāhib et la rani de Jhansi —, nombreux sont ceux qui demeurent loyaux (Hyderabad, les sindhias de Gwalior, les chefs rajputs). La rébellion est écrasée en 1859, après d'âpres combats et d'innommables atrocités. Rendus furieux par des incidents tels que celui du massacre de femmes et d'enfants blancs à Kanpur, les Britanniques victorieux torturent, pendent, fusillent ou exécutent au pistolet des « dizaines de milliers de soldats et de guérilleros des villages». Les estimations de l'Oudh et du Bihar occidental suggèrent une chute représentative de la population entre 1853 et 1871 (Bayly, 1987, p. 194). Ces événements laissent derrière eux une traînée de sang et d'amertume raciale.

De 1858 à 1914

L'année 1857 sonne le glas de la Compagnie des Indes orientales, car l'Inde passe directement sous le contrôle de la Couronne en 1858, pour être gouvernée par un vice-roi en collaboration avec un secrétaire d'État et du Conseil rattaché directement au Parlement britannique. Ce changement a, entre autres

conséquences immédiates, une restructuration considérable de l'armée indobritannique. La proportion de soldats blancs est élevée à un tiers (contre 14 % avant la rébellion), l'artillerie est placée sous le monopole exclusif des Européens et les centres de recrutement passent de la région de l'Oudh-Bihar à des régions comme le Penjab et le Népal (où se trouvent des groupes comme les sikhs et les Gurkhas, qui se révèlent être des «races particulièrement guerrières »8). Diviser pour régner devient le mot d'ordre d'une politique franchement déclarée. Le secrétaire britannique Charles Wood entre en fonction en 1862 : «Je souhaite voir un esprit différent de rivalité dans les régiments, de sorte que les sikhs se battent contre les hindous, et les Gurkhas contre les sikhs et les hindous, sans aucun scrupule en cas de besoin » (Sarkar, 1983a, p. 16). L'administration britannique découvre ainsi les grandes vertus des «traditions» des castes et de la religion, que les missionnaires et les utilitaristes avaient qualifiées d'arriérées ou d'obscurantistes.

Cet élan manifestement conservateur se traduit aussi par des efforts pour créer des alliances stables avec les princes et les propriétaires fonciers. La théorie du *lapse* est délaissée, les annexions sont interrompues et, jusqu'à l'indépendance, près d'un tiers du sous-continent demeure une immense mosaïque composée de 662 «États indigènes» de tailles diverses. Si certains de ces États sont parfois dirigés par des princes relativement éclairés, la plupart le sont par des princes cruels et autoritaires. Tous bénéficient cependant de la protection de la «suzeraineté» britannique tant qu'ils continuent d'obéir aux ordres des agents du vice-roi (les résidents) installés dans leurs cours. On s'efforce de créer une nouvelle sorte d'aristocratie loyaliste, notamment avec tout l'apparat qui proclame Victoria impératrice des Indes en 1877. On tente également de se concilier la bienveillance des propriétaires fonciers au moyen d'une politique de «sympathie» (en particulier dans l'Oudh, où les partisans de la rébellion sont nombreux) et, tandis que les propositions d'extension du permanent settlement à d'autres États que la présidence du Bengale finit par avorter, on assiste à une diminution de l'impôt foncier en termes de prix et en tant que proportion des recettes gouvernementales⁹.

Cependant, comme partout, les structures et les politiques coloniales ont des répercussions contradictoires puisque, après 1858, la tendance principale est celle d'une modernité coloniale autoritaire. Les voies ferrées, qui s'étendent sur seulement 695 kilomètres en 1859, atteignent près de 45 225 kilomètres en 1900. La construction, financée par des impôts indiens grâce à un système de profit minimum garanti officiellement aux sociétés privées britanniques, répond surtout aux intérêts commerciaux britanniques. Les chemins de fer sont destinés à relier aux ports des régions de production agricole d'exportation, bien que l'on construise aussi des lignes stratégiques au nord-ouest, dans un contexte de hantise perpétuelle des Russes. L'essor des communications se traduit par l'arrivée de la culture de l'imprimerie,

puis le chemin de fer, l'amélioration des routes, la poste, le télégraphe et le téléphone, conjointement avec l'installation d'un câble sous-marin et avec l'ouverture du canal de Suez, qui révolutionnent les relations entre Londres et les autorités indo-britanniques; le tout est réalisé au profit d'un raj qualitativement différent de tous les régimes sous-continentaux précédents à cause de l'étendue et la portée de son autorité centrale. Il s'agit d'un État de Blancs radicalement despotique, protégé par un fin vernis d'Indiens nommés au Conseil du vice-roi et aux conseils provinciaux, ainsi que par des discours occasionnels sur le long apprentissage de l'autonomie. Dans les années 1880, par exemple, sur les quelque 900 postes de l'*Indian Civil Service*, 16 seulement ne sont pas occupés par des Européens recrutés à partir des années 1850, selon des recherches effectuées en Grande-Bretagne. On estime en général que les clivages raciaux se sont considérablement accentués à la fin du XIX^e siècle, comme le montrent notamment les protestations liées à l'Ilbert Bill et menées au début des années 1880 par des Blancs, contre une tendance visant à accorder un pouvoir judiciaire à certains Indiens dans des cas qui pouvaient impliquer des Européens.

La révolution des communications contribue à créer pour la première fois un marché de produits en gros réellement unifié et une spécialisation régionale des cultures agricoles. Par-dessus tout, on assiste à l'essor majeur et soudain de l'exportation de produits cultivés tels que le coton brut, le jute brut, les graines alimentaires et les graines oléagineuses (en plus du thé et du café cultivés dans les plantations britanniques), parallèlement à une hausse de l'importation de textiles et d'autres produits industriels britanniques, qui peuvent désormais pénétrer plus aisément à l'intérieur des terres¹⁰. Les boums successifs de l'exportation — comme pour le coton brut d'Inde occidentale dans les années 1860 quand la guerre civile américaine prive les manufactures du Lancashire de coton américain, ou encore pour le jute du Bengale oriental au début du XXe siècle — apportent une certaine prospérité et une possibilité d'ascension sociale aux paysans. L'image d'une paupérisation rurale uniforme (ou de la commercialisation en tant que processus totalement «forcé»), projetée de manière grossière dans les polémiques nationalistes, est sans doute exagérée. Il est notamment difficile de nier que les travaux d'irrigation menés à grande échelle par les Britanniques au Penjab vers le tournant du siècle ont bénéficié aux agriculteurs d'étendues jadis arides. Mais la grande majorité des profits revient évidemment aux sociétés d'affaires britanniques qui contrôlent le commerce et la navigation outremer. Quant aux agents intermédiaires que sont les prêteurs de fonds indiens, ils se voient attribuer une part certes secondaire, mais non négligeable. À Bombay et Ahmedabad, le capital accumulé au début grâce au commerce compradore parvient à devenir le fondement d'une industrie textile indigène moderne car, dans cette région, le capital n'y est pas aussi important qu'en

Inde orientale et les Britanniques ne se montrent pas intéressés d'investir dans des manufactures de coton qui risquent de faire concurrence à celles du Lancashire. Les bénéfices perçus par les paysans demeurent toutefois inégaux et très incertains, et ils dépendent des caprices de marchés éloignés sur lesquels ils n'ont aucun contrôle ni même aucune information. Ainsi, l'essor du coton dans les années 1860 s'évanouit rapidement, tandis que la croissance générée par le jute au début du XX° siècle fait place à une crise agricole mondiale prolongée, qui dure du milieu des années 1920 jusqu'à la fin des années 1930. N'oublions pas non plus qu'à la fin du XIX° siècle, l'expansion du commerce extérieur et le surplus régulier d'exportation s'accompagnent d'une série de famines dévastatrices qui touchent la majeure partie du pays, surtout dans les années 1890.

La pax britannica effective qui suit les événements de 1857 ne coupe pas court à la résistance populaire, mais elle en modifie considérablement les formes. La conciliation britannique des princes et des éléments fonciers, de même que le déclin progressif du rôle de l'État en tant que détenteur du surplus agraire, impliquent que la résistance armée et unifiée sous la direction de chefs ou de zamindar se fasse désormais plus rare. On accorde alors plus d'attention aux mouvements liés aux classes et dirigés contre les propriétaires fonciers ou les prêteurs, comme en 1873 à Pabna dans le Bengale oriental, où les paysans luttent avec des méthodes essentiellement légales et pacifiques contre les tentatives des zamindar d'augmenter les fermages, ou bien encore dans le Maharashtra du Deccan, en 1875, où des troubles surviennent quand l'endettement s'accentue à la suite du déclin de l'essor cotonnier. Les soulèvements violents restent néanmoins plus fréquents dans les régions tribales, qui se voient plus que jamais affectées par les processus de commercialisation et d'extension du contrôle de l'État sur les forêts. Cependant, là aussi, les chefs traditionnels perdent leur emprise et la résistance tend vers des mouvements de «revitalisation» menés par des messies d'origine obscure qui s'approprient parfois de manière sélective des éléments du christianisme, de l'hindouisme ou de l'islam. Il en est ainsi de la révolte de Birsa Munda (1899-1900) dans le Bihar méridional, ou encore des dernières phases de la résistance endémique dans les forêts et les collines de la région de «Rampa» dans l'Andhra. L'exemple des Mapillai de Malabar (Kerala) constitue un cas bien particulier: le mécontentement des paysans musulmans envers les propriétaires terriens et les prêteurs de fonds hindous de castes supérieures s'allie à l'idéologie islamique militante, produisant pas moins de trente-deux soulèvements violents entre 1836 et 1919, ainsi qu'une révolte majeure en 1921. Entre-temps, la montée du capitalisme industriel, se concentrant autour des manufactures de jute des Britanniques aux environs de Calcutta et des fabriques de textiles des Indiens à Bombay et à Ahmedabad, commence à produire des grèves sporadiques; les ouvriers

issus des campagnes et encore marqués par le respect communautaire de la religion et des castes se dirigent graduellement, de manière intermittente, vers les organisations syndicales (Sarkar, 1983*b*, pp. 5–24).

Dans de nombreux cas, ces mouvements ne sont pas consciemment anticoloniaux car ils s'orientent avant tout contre des oppresseurs immédiats, qui sont en général des Indiens. Il arrive même que d'éloignés suzerains britanniques soient appelés comme protecteurs; c'est le cas lorsqu'une revendication extrêmement radicale des paysans de Pabna prend la forme d'un plaidoyer sur leur condition de «ryots [tenanciers] de la seule reine d'Angleterre » (Sengupta, 1974, p. 42). De plus, ces mouvements sont éparpillés et locaux, et ne présentent jusqu'alors aucun signe de consolidation à l'échelle du pays, ou même de la région. À plus long terme, c'est la création de conditions favorables au développement d'identités consolidées et cristallisées qui constitue la conséquence la plus importante de l'intégration administrative, économique et communicationnelle induite par les structures et politiques de la fin de la période coloniale. À n'en pas douter, il existait déià auparavant des distinctions entre, par exemple, les hindous et les musulmans, et des conflits occasionnels locaux au cours de cette coexistence quotidienne et de ce brassage des pratiques. Mais l'absence de réseaux de communication modernes rend improbable la formation, à l'échelle nationale, de blocs cherchant à niveler les différences internes. C'est approximativement durant le demi-siècle allant de 1870 à 1920 qu'émergent, plus ou moins simultanément et suivant des voies souvent déjà conflictuelles, des projets de solidarité, des idéologies et des organisations d'ordre «national», «régional», «communal» (le terme indo-britannique employé pour désigner les identités religieuses agressives et rivales entre elles), ou de «castes», de «classes» et de «sexes».

L'historiographie moderne accorde beaucoup d'importance, dans ce contexte, aux conséquences des opérations de recensement britanniques qui commencent et deviennent systématiques à partir de 1871. Le recensement requiert la fixation de frontières stables (par exemple, entre les hindous et les musulmans, les différentes castes et les groupes ethniques) et implique un jeu compétitif de chiffres dont le but est de savoir quelle «communauté» aura quelle proportion d'emplois ou de représentation politique — des rivalités que les dirigeants, pour des raisons évidentes, cherchent à encourager grandement, ou même à créer. Mais la formation d'identités multiples ne saurait être réduite à une simple série de réactions indigènes aux *stimuli* des structures coloniales, de la politique du diviser pour régner ou des seuls discours. Il nous faut nous focaliser davantage sur des dimensions «internes», notamment sur la manière dont la notion stricte de communauté peut contribuer à étayer les hiérarchies, pourtant critiquées de toutes parts, des autorités religieuses, des castes, des sexes ou des classes. Sinon, nous nous

enfermons dans un cadre nationaliste en fin de compte restrictif et unilinéaire, qui a souvent tenté de considérer les identités émergentes autres qu'«indiennes» (ou parfois «hindoues») comme forcément divisionnistes, ségrégationnistes ou séparatistes¹¹.

Dans un pays à faible taux d'alphabétisation, les données concernant les formations d'identités indigènes proviennent pour la plupart d'écrits de lettrés coloniaux. Les bénéficiaires de l'éducation occidentale sont avant tout de sexe masculin, issus de castes supérieures hindoues (prédominantes parmi les élèves des premiers collèges et écoles du Bengale, de Bombay et de Madras) ou de classes musulmanes élevées. Se considérant souvent eux-mêmes comme une « classe moyenne instruite », ils proviennent généralement de familles qui possèdent des intérêts rentiers sur les terres mais qui, à la différence des princes et des grands propriétaires fonciers, ont aussi besoin du revenu d'un métier ou d'un travail, généralement un emploi de clerc, tout en bas de l'échelle hiérarchique, dans les bureaux administratifs et commerciaux britanniques. Comme les postes de direction restent pendant longtemps l'apanage presque exclusif des Blancs, les Indiens sont restreints à des postes sans responsabilités dans la bureaucratie, l'armée ou l'économie, si bien que, jusqu'à la fin du XIXe siècle, ils n'ont que peu confiance en leur réelle capacité d'intervention politique. Les initiatives des cercles lettrés se concentrent essentiellement sur deux domaines : la littérature vernaculaire et les efforts pour (ou contre) les réformes de religion et de vie sociale indigènes.

L'imprimerie, avec tout ce qui l'accompagne, c'est-à-dire la prose vernaculaire et la possibilité d'écrire sur bien plus de sujets que ne le permettait la culture scribale, stimule des évolutions majeures au sein de nombreuses langues indiennes. De nouveaux genres littéraires comme les romans et les nouvelles, émules partiels de la littérature européenne, font leur apparition, tandis que l'on assiste à d'importantes réalisations en poésie, théâtre et essai. Un théâtre «moderne» voit le jour, avec des avant-scènes non plus entretenues par le mécénat aristocratique mais par la vente publique de tickets à bon marché — ces changements ne sont pas sans lien avec les compagnies parsies itinérantes, basées à Bombay, des années 1850, ni avec les salles de théâtre de Calcutta, où sont représentées des pièces bengali jusqu'aux années 1870. Associés aux journaux et magazines vernaculaires, ces changements débouchent sur la constitution d'une sphère publique sans doute plus ouverte à de nouveaux thèmes et de nouveaux auteurs qu'elle ne pouvait l'être avec la culture littéraire scribale. L'essor vernaculaire accentue par ailleurs le sentiment de solidarité régionale, tandis que pour l'intelligentsia, la nouvelle langue véhiculaire que représente l'anglais facilite des initiatives, quoiqu'un peu élitistes, de portée nationale. Les pièces de théâtre et les journaux vernaculaires deviennent rapidement une source d'inquiétude pour les dirigeants,

car ils dévoilent les politiques exploiteuses et racistes des Britanniques; vers la fin des années 1870, ceux-ci tentent de restreindre la liberté de la presse et du théâtre pour les Indiens. La littérature finit par devenir une source majeure de fierté nationale, en particulier après que l'écrivain bengali Rabindranāth Tagore reçoit le prix Nobel en 1911.

Les œuvres accomplies au XIX^e siècle en matière de culture non littéraire sont dans leur ensemble moins marquantes et moins originales. Les genres anciens de musique et de danse «classiques» survivent grâce au mécénat des princes et des propriétaires fonciers, jusqu'à ce que la nouvelle classe moyenne se redécouvre, au siècle suivant, un goût pour les sujets patriotiques. Le populisme patriotique stimule alors un regain d'intérêt pour le théâtre, la danse, le chant et l'art populaires qui perdurent dans la campagne au sein des communautés de paysans et des tribus. Une fois encore, la dichotomie entre tradition et modernité ne doit pas être poussée trop loin : de nouveaux processus de reproduction mécanique, tels que la lithographie, encouragent de fait l'essor de formes artistiques «populaires», comme les peintures du Kalighat, réalisées par des artistes du bazar de Calcutta.

L'« occidentalisation » de l'art au cours du XIXe siècle entraîne l'importation prévisible de techniques de perspective linéaire et de peinture à l'huile mises au point dès la Renaissance, de même que les idéaux de réalisme et d'individualisme artistique. Mais la quête d'une esthétique plus « nationale » inspire au début du xxe siècle une « orientalisation » volontaire, qui cherche des modèles dans la peinture ajanta et la miniature moghole. Les goûts indo-britanniques suivent une trajectoire relativement semblable, le néoclassicisme (avec une touche de gothique victorien) faisant place à des tentatives de style architectural « indo-sarrasin ». Le nationalisme culturel orientalisant de l'École des arts bengali bénéficie en réalité d'un mécénat officiel considérable, même lorsque la persécution du nationalisme politique activiste se fait plus forte.

La structure d'éducation secondaire «libérale» mise en place par les Britanniques ne fournit qu'un maigre soutien à l'éducation et à la recherche technico-scientifique indiennes. Pourtant, au tournant du siècle, des efforts indépendants sont réalisés dans ces domaines, tandis que la médecine connaît une indigénisation intéressante de l'homéopathie comme solution de remplacement bon marché aux structures officielles.

Également liées à l'imprimerie dans un certain sens, les évolutions au sein des traditions religieuses tendent à se fonder sur ce que l'on considère comme les textes «classiques» ou «fondateurs», que l'impression et la traduction rendent désormais bien plus accessibles. Ces textes sont utilisés de manières très diverses pour critiquer ou défendre les croyances et les pratiques existantes. Ainsi, Rām Mohan Roy, fondateur du mouvement Brāhmo Samāj au Bengale dans les années 1820, fait appel aux *Upanishad* pour

1096 DE 1789 à 1914

élaborer une version monothéiste et réformiste de l'hindouisme. Plus tard, dans le courant du siècle, le mouvement de l'Ārya Samāj, plus fructueux et fondé par Dayānanda Sarasvatī en Inde septentrionale, se sert des *Veda* pour développer un style de réforme plus adapté qui, au début du xxe siècle, crée aisément des liens avec ses anciens opposants, les «sanatanistes», défenseurs d'une solidarité hindoue conservatrice. Des tensions et des rapprochements entre réforme et réveil de la foi relativement similaires sont visibles dans l'islam indien. On peut citer, au XIXe siècle, les puristes wahhabites, profondément anti-occidentaux, qui combattent parfois la domination britannique; la tradition, plus tardive, d'Aligarh, fondée par sir Syed Ahmad, qui combine une éducation moderne et un certain réformisme loyaliste; et les efforts menés par les oulémas réformistes de Deoband et d'autres séminaires pour discipliner la société islamique et la purger des «innovations» et des importations «hindoues» au moyen des *fatwa*, de l'éducation religieuse des madrasas et d'une littérature polémique extensive en ourdou.

Hormis les controverses sur l'idolâtrie et le monothéisme, les préoccupations majeures de l'intelligentsia du XIXe siècle concernent des thèmes relatifs à la famille et à l'égalité entre les sexes. Le caractère central de la « question de la femme » est en effet remarquable, unique dans l'histoire de l'Asie du Sud. Les principaux problèmes «sociaux» portent sur l'immolation des veuves ou sati (interdite par Bentinck en 1829 à la suite des polémiques et représentations missionnaires de Rām Mohan Roy), l'éducation des femmes, le remariage des veuves hindoues (légalisé en 1856 après que Vidyasagar manipule avec habileté les textes anciens pour qu'il en soit ainsi), la polygamie hindoue, le mariage des enfants et l'âge légal du mariage. Les réformateurs sont très majoritairement de sexe masculin, et de sévères limites sont posées par la version écrite d'une controverse que les Britanniques ont rendue obligatoire, selon laquelle les questions relatives au droit personnel hindou et musulman doivent être traitées en référence aux dharmasastra ou à la sharia. Les réalisations, en termes de statistiques, sont modestes et se limitent généralement à une infime partie des castes supérieures. Ainsi, malgré la nouvelle législation, peu de veuves se remarient à cause de l'opprobre social persistant dont elles seraient victimes. L'agitation qui entoure les réformes sociales a pourtant pour effet de poser le problème, d'obliger même les plus conservateurs à employer des arguments lors des débats publics et de laisser de côté les coutumes incontestées et les conciliabules secrets suivis de commandements des savants brahmanes et des oulémas. Les textes rendus accessibles (il est important de noter qu'il existe, chez les hindous, un fort tabou quant à l'accès des femmes et des classes inférieures aux Veda) prennent d'emblée de l'influence et ouvrent la voie à des débats et des écrits divergents. C'est au cours de ces débats publics que commencent à transparaître les notions nouvelles d'individu et d'égalité des droits. La

plupart du temps, on tente immédiatement de colmater ces brèches en rappelant les obligations communautaires, comme lors de la campagne acharnée lancée en 1890–1891 contre la proposition d'élever de 10 à 12 ans l'âge minimum des relations sexuelles dans le mariage. La domination coloniale facilite ces colmatages, puisque l'amalgame est très vite fait entre le progrès social et l'abandon des valeurs indigènes au profit de la domination culturelle occidentale (Sarkar, 1993 et 1997).

Si la sphère publique créée par l'arrivée de l'imprimerie reste d'abord du domaine d'hommes relativement privilégiés, elle commence bientôt à s'étendre et à inclure des femmes et des hommes issus des castes inférieures parmi ses lecteurs, comme, de plus en plus, parmi ses auteurs. Il ne faut pas oublier non plus l'incroyable héroïsme dont font preuve les femmes qui participent aux réformes instaurées par des hommes, défiant les tabous sociaux pour apprendre à lire et à écrire en secret, aller à l'école ou passer outre la norme établie du veuvage austère. Dans des langues comme le bengali ou le marathi, les écrits de femmes sont très vite relativement nombreux, et, au début du XXe siècle, des initiatives féminines indépendantes se manifestent dans l'éducation, puis dans la réclamation du droit de vote et de réformes légales.

Excepté quelques critiques théoriques et quelques évolutions des pratiques personnelles, les réformateurs des castes supérieures ne réagissent guère à l'oppression des castes jusqu'à la fin du siècle. Le lancement d'initiatives autonomes par les membres de castes inférieures et intermédiaires est bien plus représentatif et ne s'exprime plus, comme auparavant, par des formes dissidentes de piété, mais par l'appropriation de certaines des nouvelles structures et possibilités de l'époque coloniale. Dans le Maharashtra, au cours des années 1870, Jyotiba Phule effectue une vive critique de la domination brahmanique; il renverse habilement la tendance de plus en plus générale à insister sur le caractère civilisateur de l'ancienne expansion aryenne dans le sous-continent, en soutenant que les castes supérieures sont les descendants d'envahisseurs d'origine marathe. Dans le Sud, une critique antibrahmanique similaire fait son apparition, brandissant la culture «dravidienne» ou tamoule autochtone contre les incursions des castes supérieures aryennes de l'Inde septentrionale. Il s'agit surtout de mouvements de castes intermédiaires, mais, dès les années 1890, il existe certains signes d'agitation parmi les membres de la classe inférieure des intouchables, ou dalits, notamment dans le Maharashtra, une fois de plus.

Il est vrai que la plupart des mouvements de castes sont nettement moins radicaux et se limitent, dans leurs objectifs officiels, à la revendication d'une élévation de statut au sein de la hiérarchie établie des castes, avec ce que les anthropologues appelleront plus tard la «sanskritisation» ou l'«imitation» des traditions et des rituels des castes supérieures. Or, même ici, une

1098 DE 1789 à 1914

rhétorique antihiérarchique occasionnelle coexiste avec des demandes plus modestes de simple changement de statut, comme on peut le remarquer avec le flot de réclamations et de contre-réclamations émises lorsque les autorités du recensement tentent, en 1901, de déterminer avec exactitude les rangs des castes pour chaque localité. Un trait particulièrement frappant du début du XXe siècle est l'avalanche de brochures vernaculaires produites par des villageois de castes inférieures obscures (et des plébéiens musulmans) ou par des petits citadins. Nombre d'entre eux affichent un sentiment déjà révélé dans les derniers écrits de Phule : une «éthique d'amélioration» de la mobilité sociale de la petite bourgeoisie par l'alliance de l'entreprise et de la frugalité, ce qui indique peut-être l'existence d'un lien avec l'évolution des riches paysans dans plusieurs régions du pays.

Le ressentiment et la peur que traduisent ces signes précoces d'affirmation des droits de la femme et des castes inférieures contribuent à la consolidation des notions rigides de communautés hindoue et musulmane, certainement tout autant, si ce n'est plus, que le sentiment croissant de nationalisme culturel. La perception de l'autre comme un ennemi constitue un excellent ciment pour les solidarités de ce genre. Elle se développe à différents niveaux interdépendants. Les soulèvements de masse provoqués, le plus souvent, par la question du sacrifice musulman des vaches ou de la musique hindoue devant les mosquées deviennent fréquents à partir des années 1890, tandis que, à un autre niveau, les rivalités s'accentuent entre les élites instruites hindoues et musulmanes sur le problème des emplois et de la représentation politique. Sur le plan démographique, les castes supérieures hindoues s'inquiètent, notamment lorsque les chiffres du recensement semblent indiquer un déclin relatif de la population hindoue. Combiné avec la crainte de conversions à l'islam ou au christianisme, ce syndrome d'«extinction des hindous» provoque des tentatives de maintenir les castes inférieures sous le pli hindou, grâce à une amélioration des «réformes par le haut» de type sanskritisant, en plus d'une polémique contre les autres communautés religieuses. Entre-temps, des efforts de consolidation musulmane tentent d'insérer dans la littérature d'amélioration du statut des paysans une touche agressive de solidarité islamique puritaine (Datta, 1999; Sarkar, 1997, chap. 9).

Le renforcement d'identités variées et conflictuelles ne constitue pourtant pas la seule dimension de l'histoire du sous-continent au tournant du siècle. La domination coloniale ne pouvait que faire naître, de plus en plus, les plates-formes de la lutte unifiée anticoloniale. Les initiatives de la classe moyenne instruite, caractérisées par la formation du Congrès national indien en 1885 — au début, il ne s'agit que d'une conférence annuelle pour la ventilation des griefs et des revendications, plutôt que d'un parti organisé —, sont à n'en pas douter limitées en objectifs, en méthodes et en fondements.

Il existe en effet un élitisme manifeste et beaucoup de modération dans des revendications comme l'augmentation du nombre de postes de travail pour les Indiens dans les services civils ou comme les droits politiques — revendication faite par le président du Congrès en 1905 seulement —, pour les instruits exclusivement, afin qu'ils deviennent les «chefs naturels du peuple». Mais de tels objectifs, aussi limités soient-ils, conjointement avec l'élaboration simultanée d'une critique systématique tenant la politique britannique pour responsable de la pauvreté massive du pays, trouvent un large écho auprès du peuple. Ils mettent le doigt sur les thèmes clés de la domination politique étrangère, l'oppression raciale et l'exploitation économique, ce qu'ils font, de plus, dans un mouvement unificateur et laïc. Durant quelques années, vers 1905, la division provocatrice du Bengale par Curzon stimule des expériences «extrémistes», avec de nouveaux objectifs et de nouvelles méthodes, comme le boycott des produits britanniques, qui allait s'étendre à des techniques de résistance passive anticipant déjà la stratégie de Gandhi. L'accent qui est mis simultanément sur l'agressivité de l'idiome hindou renforce cependant la peur déjà présente chez les musulmans. En 1906, la Ligue musulmane est fondée pour constituer une organisation panindienne parallèle au Congrès et les Britanniques tentent rapidement de lui accorder quelques concessions dans le cadre de leur stratégie du diviser pour régner.

Après la Première Guerre mondiale, sous Gandhi, le nationalisme anticolonial est encore en mesure de toucher, à son apogée, d'immenses secteurs de la population indienne, de mobiliser un grand nombre de paysans, d'ouvriers, de commerçants, d'industriels et de membres des classes moyennes inférieures, et de transcender — parfois et, somme toute, seulement en partie — les barrières des castes, des religions et des ethnies. Les initiatives et participations massives jouent un rôle crucial au moment où les demandes de démocratie et de justice sociale sont inscrites dans l'ordre du jour de la lutte anticoloniale. Mais l'histoire de ces évolutions, comme celle des moyens partiels et complexes employés pour tenter d'intégrer ou de transcender les nombreuses tendances conflictuelles que nous avons soulignées dans ces pages, appartient à un autre volume.

NOTES

- 1. Du fait de l'important afflux de Tamouls qui s'ensuit, des tensions raciales et religieuses finissent par naître durant le XX^e siècle, la minorité tamoule étant hindouiste et en partie musulmane, alors que les Ceylanais sont très majoritairement bouddhistes.
- 2. Ainsi, comme le montre son rapport de 1835, Macaulay soutient officiellement une

éducation fondée sur la langue anglaise qui, selon lui, devrait permettre de créer une classe de population noire de peau mais blanche d'esprit et de culture. Du temps de Curzon, les responsables les plus conservateurs pensent cependant que toute la politique d'acculturation n'est qu'une erreur, car les Indiens qui ont reçu une éducation anglaise deviennent souvent d'efficaces porte-parole et agitateurs anticoloniaux.

- 3. Les négociants privés anglais de la région de l'Oudh auraient peut-être préféré que perdure un État indien soumis au contrôle de la Compagnie des Indes orientales (Marshall, 1975).
- 4. Aux cours des dernières années, la législation coloniale est devenue l'un des sujets de prédilection des chercheurs en histoire (Washbrook, 1981; Singha, 1998; Sarkar, 1993).
- 5. L'administration, la législation et les tribunaux indo-britanniques soutiennent les principes de l'égalité devant la loi, indifféremment de la caste ou de la religion, tout en protégeant les privilèges des Blancs selon des principes clairement racistes. Une contradiction qui ne fait que stimuler le désir d'égalité des droits.
- 6. Pour une étude perspicace de la façon dont l'orientalisme a été conditionné par les évolutions et conflits en Occident, voir Majeed, 1992.
- 7. Dalhousie met sous la coupe de la Compagnie des Indes orientales des États qui n'ont pas de prince héritier direct, rejetant ainsi la pratique jusqu'alors répandue de l'adoption.
- 8. À la différence du Sri Lanka et de son économie de plantations, le royaume himalayen du Népal suscite l'intérêt impérial essentiellement comme vivier de soldats. Vaincu lors de la guerre de 1814–1816, le clan aristocratique dominant Rana, qui a pris la place de la monarchie, autorise le recrutement gurkha à partir des années 1860, en échange d'un accord tacite de soutien contre des menaces internes. Comme partout ailleurs en Inde princière, un régime féodal, autocrate, arriéré et de moins en moins populaire est soutenu par le colonialisme (les Rana seront renversés par une révolte populaire dans les quatre ans qui suivent l'indépendance de l'Inde).
- 9. La part de l'impôt foncier dans les recettes brutes du gouvernement indien est encore de 43 % en 1880, mais chute à 23 % en 1920. Au cours de la présidence de Madras, entre 1860 et 1920, le prix du grain augmente de 120 à 180 %, mais le prix moyen à l'acre augmente peu, de 1,7 à 2,1 roupies (Washbrook, 1981, p. 671).
- 10. Les exportations d'indigo vers l'Occident et d'opium vers la Chine, qui ont été au cœur des structures des transferts de fonds de la Compagnie des Indes orientales durant la première moitié du XIX^e siècle, diminuent pendant cette nouvelle période (Chaudhuri, 1983, pp. 842, 844, 858).
- 11. La variante nationaliste musulmane, qui finira par constituer l'idéologie principale du Pakistan, fonctionne de manière très similaire.

BIBLIOGRAPHIE

BAGCHI A. K. 1972. *Private investment in India 1900–1939*. Cambridge, Cambridge University Press.

- Baylly C. A. 1983. Rulers, townsmen and bazaars: North Indian society in the age of British expansion, 1770–1870. Oxford, Oxford University Press.
- 1987. «Indian society and the making of the British Empire». Dans: The new Cambridge history of India. Cambridge, Cambridge University Press.
- 1996. Empire and information: intelligence gathering and social communication in India 1780–1870. Cambridge, Cambridge University Press.
- Bhattacharya S. 1989. *Aupanibeshik Bharater Arthaneeti*, 1850–1947 [original en bengali]. Calcutta.
- Chatterjee P. 1986. Nationalist thought and the colonial world: a derivative discourse? Delhi.
- 1994. The nation and its fragmants: colonial and postcolonial histories.
 Delhi.
- Chaudhuri K. N. 1983. «Foreign trade and balance of payments». Dans: K. Dharma, M. Desai (dir. publ.). *Cambridge economic history of India*. Vol. II. *From* c. 1757 to c. 1970. Partie 2: «The beginnings of the modern economy». Cambridge, Cambridge University Press, chap. 10.
- Chaudhuri S. B. 1953. *Civil disturbances during early British rule in India*, 1765–1857. Calcutta.
- Datta P. K. 1999. Carving blocs: communal ideology in early twentieth century Bengal. Delhi.
- Dharma K. 1983. «Fiscal system». Dans: K. Dharma, M. Desai (dir. publ.). Cambridge economic history of India. Vol. II. From c. 1757 to c. 1970. Partie 2: «The beginnings of the modern economy». Cambridge, Cambridge University Press, chap. 12.
- Fisher M. H. (dir. publ.). 1993. *The politics of the British annexation of India, 1757–1857*. Oxford/Delhi, Oxford University Press (Oxford in India Readings).
- Guha R. 1963. A rule of property for Bengal. Paris/La Haye, Mouton.
- MAJEED J. 1992. Ungoverned imaginings: James Mill's history of British India and utilitarianism. Oxford, Clarendon Press.

MARSHALL P. 1975. «Economic and political expansion: the case of Oudh». *Modern Asian Studies*, n° 9, IV.

- 1987. «Bengal: the British bridgehead, Eastern India 1740–1828».
 Dans: *The new Cambridge history of India*. Cambridge, Cambridge University Press.
- METCALF T. R. 1997. *Ideologies of the Raj*. Cambridge, Cambridge University Press.
- NIGHTINGALE P. 1970. *Trade and empire in Western India, 1784–1806.* Cambridge, Cambridge University Press.
- SARKAR S. 1983a. *Modern India 1885–1947*. Delhi, Macmillan Press & Co.
- 1983b. Popular movements and middle-class leadership in late colonial India: perspectives and problems of a « history from below». Calcutta, Center for Studies in Social Sciences/K. P. Bagchi.
- 1997. Writing social history. Delhi, Oxford University Press.
- SARKAR T. 1993. «Rhetoric against the age of consent: resisting colonial reason and the death of a child-wife». *Economic and Political Weekly*, n° 28, pp. 1869–1878.
- 1997. «Talking about scandals: religion, law and love in late nineteenth century Bengal». *Studies in History*, vol XIII, n° 1.
- Sengupta K. K. 1974. Pabna disturbances and the politics of rent, 1873–1885. New Delhi.
- SINGHA R. 1998. A despotism of law: crime and justice in early colonial India. New Delhi, Oxford University Press.
- STOKES E. 1959. *The English utilitarians and India*. Oxford, Clarendon Press.
- VISARIA L., VISARIA P. 1983. «Population (1757–1947)». Dans: K. Dharma, M. Desai (dir. publ.). *Cambridge economic history of India*. Vol. II. *From c. 1757 to c. 1970*. Partie 1: «The land and the people». Cambridge, Cambridge University Press, chap. 5.
- WASHBROOK D. A. 1981. «Law, state and agrarian society in Colonial India». Modern Asian Studies, n° 15, III.

13.3 L'Asie orientale

13.3.1 **LA CHINE**

Shu-li Ji

C'est au XIX^e siècle que la Chine va connaître les plus grands conflits culturels de son histoire. D'une part, ces conflits surgissent de l'intérieur même de la culture chinoise, dont la division entre « superculture » et « subculture » provoque un antagonisme souvent violent; de l'autre, la Chine connaît un conflit provenant de l'extérieur qui l'oppose à une culture étrangère à laquelle elle n'a jamais été confrontée auparavant. La pression extérieure visant à occidentaliser une culture millénaire et la tendance innée de cette dernière à maintenir sa sinité vont pousser le pays à se moderniser. C'est donc cette tension existant entre occidentalisation et sinisation qui déterminera la modernisation de la Chine et lui permettra de connaître, au XIX^e siècle, les Lumières de l'Occident et la renaissance de ses propres traditions.

Ces conflits culturels, qui sont étroitement liés à une crise culturelle sans précédent, engendrent également une crise politique qui sera fatale à la dynastie Qing. Si la crise dynastique se voit mitigée par les efforts de restauration et de réforme, qui finalement débouchent sur la Révolution, la crise culturelle se poursuit tout au long du siècle suivant, durant la période des Lumières et de la renaissance chinoises.

LE DÉCLIN ET LA PREMIÈRE RESTAURATION (1796–1840)

Le crépuscule de la dynastie Qing

Si l'on considère le rayonnement de la dynastie Qing, le tournant du siècle coïncide avec le passage d'un extrême à l'autre. Une fois que le règne de Qianlong atteint son zénith, le déclin s'amorce rapidement. La politique tra-

1104 DE 1789 à 1914

ditionnelle des empereurs a de plus en plus de mal à faire face à l'évolution sociale du pays, notamment à l'explosion démographique et à la croissance du commerce. Parallèlement à cela, on observe une démoralisation générale des fonctionnaires, et la corruption est si répandue qu'elle devient une prérogative légale. Lorsque Jiaqing, le nouvel empereur, parvient au pouvoir en 1796, le gouvernement central est déficient.

Durant la période initiale de prospérité des Qing, la population de l'empire double, passant de 150 millions d'habitants vers 1700 à 300 millions en 1800 et à plus de 400 millions vers la moitié du siècle. Cette explosion démographique représente l'évolution naturelle d'une société centrée sur la famille, pour laquelle la perpétuation de la lignée représente un devoir sacré, de même qu'un moyen de se garantir des apprentis travailleurs et une vieillesse paisible. C'est donc en même temps la morale et le calcul qui provoquent la croissance des naissances. Cette explosion stimule l'économie de marché intérieur, mais la bureaucratie régnante, fondée sur une économie paysanne de faible envergure, fait obstacle à cette croissance d'une manière quelque peu physiocrate, son mot d'ordre étant: «Favoriser l'agriculture et défavoriser le commerce.» Le gouvernement vit de son contrôle sur le commerce plutôt que de sa politique de «laisser-faire».

Les trois grands points faibles de l'administration constituent des exemples parlants. En premier lieu, la gestion du transport par le Grand Canal, destiné à alimenter Pékin en riz provenant du Sud, emploie un nombre démesuré et injustifié de fonctionnaires, profitant des fonds spéciaux dont bénéficie cette activité et n'empêchant cependant pas que les détroits du Canal soient souvent obstrués. En deuxième lieu, la Commission de conservation du fleuve Jaune, lequel conflue avec le système complexe du canal, échoue totalement dans sa tâche de réguler le niveau des eaux du fleuve Jaune et de la Huai; loin d'empêcher les inondations de se produire, elle semble plutôt les maintenir à un rythme régulier, afin de justifier l'écoulement constant des fonds. Le projet de transporter les marchandises par voie maritime en louant des navires commerçants est proposé à plusieurs reprises, mais la préservation des intérêts acquis en ajourne à chaque fois la réalisation. En troisième lieu, le système de monopole du sel, en vertu duquel les marchands livrent sous licence leur marchandise aux dépôts gouvernementaux qui se chargent de la distribution locale, devient si complexe qu'il fait naître des réseaux d'administration souterraine et de contrebande du sel. En raison des commissions successives, du coût du transport et des détournements, le prix officiel du sel est tel que la moitié du sel mis sur le marché est produite et distribuée illégalement par des contrebandiers, qui empruntent des routes difficiles dont le contrôle se révèle trop onéreux. Contrebandiers et fonctionnaires arrivent ainsi à coexister jusqu'à la privatisation du secteur, après la première guerre de l'Opium.

Le nombre des marchands, toutefois, grandit avec l'essor du commerce. Ces derniers s'associent généralement en guildes selon des activités commerciales communes, constituant ainsi de véritables centres commerciaux. Des associations régionales, ou *Landmannschaften*, sont également créées entre groupes d'une même province, bien qu'elles ne soient qu'une transposition du système bien plus fondamental de clan patriarcal et un complément ou, parfois, un substitut des guildes. Avec le clan patriarcal et les sociétés secrètes, les guildes et les *Landmannschaften* représentent la troisième grande forme d'organisation sociale émanant d'une classe moyenne située entre les fonctionnaires et les roturiers. Sans être, sur le plan politique, aussi opposées aux premiers que les seconds, elles n'en demeurent pas moins des éléments néfastes à la stabilité de la société.

Le fragile équilibre au sein de la classe dirigeante des fonctionnaireslettrés est rompu un peu plus tard par la croissance démographique, qui n'est pas suivie d'une croissance correspondante du nombre de diplômés et de promotions officielles dans les provinces. Les possibilités restreintes d'ascension sociale entraînent une inflation de la quantité des petits fonctionnaires et déclenchent une course à l'avancement accompagnée de toutes sortes de pots-de-vin et de corruption. Le népotisme biaise les procédures administratives, et les réseaux de patronage altèrent l'impartialité des examens officiels. Les lettrés sans emploi doivent tantôt se mettre au service des gouverneurs en tant que conseillers (*mu-you*), venant par là même gonfler davantage les rangs des petits fonctionnaires, tantôt se joindre spontanément aux groupes de marginaux subversifs.

L'empereur Jiaqing, qui n'est en aucun cas un souverain dépourvu d'intelligence, met délibérément un terme au *statu quo*. À son arrivée au pouvoir, il abandonne la pratique des tournées d'inspection fastueuses menées par son père, ce afin de réduire les dépenses de l'État; il épure aussi le réseau de patronage dirigé par Heshen, le favori de Qianlong. Afin de remettre sur pied le gouvernement, il encourage la libre circulation des idées en annulant, par exemple, l'exécution de Hong Liangji, le premier érudit à l'avoir mis en garde contre une hausse incontrôlée de la population, car elle engendrerait une baisse de la capacité de production du pays. La recherche de nouveaux talents entraîne une subtile augmentation des fonctionnaires de province chinois au détriment des Mandchous. Les célèbres lettrés réformistes Ruan Yuan et Tao Shu sont bientôt promus gouverneurs.

Le système administratif impérial semble néanmoins incapable de recouvrer son originalité et les tentatives d'épuration de l'empire réalisées par le souverain relèvent plus de la rhétorique que d'une politique déterminée. Son appel à la frugalité de la bureaucratie est certes sincère, mais il ne réduit que peu les dépenses; le réseau d'Heshen est effectivement épuré, mais le vide est bientôt comblé par l'apparition de nouveaux réseaux. Jiaqing et son fils,

Daoguang, prônent tous deux un purisme confucéen, mais ne proposent rien de substantiel pour enrayer la crise.

L'adaptation des valeurs traditionnelles chinoises

Dans le domaine intellectuel, le début de la période Qing assiste à l'essor de l'école Han face à l'école Song, ou néoconfucianisme, comme philosophie de l'État. Les adeptes de la première, lassés par les « discussions stériles » sur le moralisme métaphysique et la «surpolitisation» de la seconde, tentent de restaurer la modalité plus réaliste de l'école Han, moins opposée à la domination mandchoue. L'école Han met tout en œuvre pour dévoiler les erreurs des classiques habituellement cités par les Song et réalise d'importantes contributions à ce sujet. Pourtant, sur son déclin, elle prend la forme d'une scolastique vétilleuse s'enfermant de plus en plus dans la critique textuelle et l'ignorance de la sombre réalité sociale. Les générations suivantes, qui ont connu l'apogée des Qing, sont moins hostiles aux Mandchous et se montrent soucieuses de ce que la décadence de la dynastie ne provoque à son tour celle de la culture chinoise. La critique textuelle orthodoxe est désormais perçue comme néfaste pour le pays, et la métaphysique des Song est reconsidérée. La syntonisation précise des valeurs chinoises se révèle être une phase de préparation intellectuelle nécessaire pour les fonctionnaires-lettrés qui s'impliquent dans la restauration.

Ruan Yuan, homme d'État compétent et connaisseur des classiques, est le modèle de cette nouvelle tendance. Il recherche la régénération morale et intellectuelle par l'étude des classiques, et oriente les cours de son «Académie de la mer de la connaissance» vers la maîtrise des classiques au moyen de recherches étymologiques et philologiques, en mettant en avant les commentaires Han. En même temps, l'accent est mis sur «l'apprentissage solide», l'information factuelle et l'application des classiques aux affaires courantes. L'éclectisme de Ruan Yuan illustre la transition qui s'opère dans le milieu lettré à cette époque. De plus, dans son premier ouvrage, La Biographie des mathématiciens (de la dynastie Qing), il mentionne l'existence de trente-sept missionnaires européens actifs en Chine, révélant les contributions de ces derniers à l'évolution scientifique chinoise et renouvelant l'intérêt des lettrés pour les sciences. La tradition scientifique de la Chine antique, principalement dans les domaines des mathématiques, de l'astronomie, de la chimie et de la médecine, s'était développée indépendamment de l'Occident. Après le ralentissement de la fin de la dynastie Ming, on observe une certaine revitalisation des sciences.

La génération immédiatement postérieure à Ruan Yuan continue la recherche de nouvelles interprétations des classiques. À la «Version de l'an-

cien texte», rédigée en écriture ancienne (tadpole characters) et découverte à la fin de la dynastie Han, on oppose la « Version du nouveau texte», rédigée en écriture nouvelle (seal characters) et fondée sur la tradition orale qui suivit, au début de l'ère Han, l'incendie des livres des Qin. Sous l'égide des Han (en fait, des anciens Han), l'école de l'écriture nouvelle se focalise sur les commentaires de Gongyang (Gongyang Zhuan) des annales confucéennes Printemps et automnes, unique classique de la version du nouveau texte qui ait été conservé. Les classiques ne sont pas seulement un modèle politique, mais aussi un tableau idéaliste de l'évolution sociale, comprenant trois périodes: le chaos, la paix ascendante et la paix universelle. Le nouveau texte tente donc de séculariser les valeurs traditionnelles et se présente sous une forme plus pragmatique et aussi plus proche de la tradition classique, fournissant ainsi une justification théorique à la restauration et à la réforme.

Gong Zizhen prend l'initiative d'employer les commentaires de Gongyang pour critiquer la Chine de l'âge du chaos, période de la corruption officielle, du stéréotype des examens d'État, de la distribution inégale des richesses, du bandage des pieds et des fumoirs d'opium. «Il n'y a aucun code ancestral qui ne soit un jour aboli, soutient-il, ni aucune opinion publique qui ne devienne obsolète. Ce dont nous avons le plus besoin, c'est d'une réforme intérieure.» En termes de gouvernement, Lin Zexu invite pour la première fois à «ouvrir les yeux sur le monde», en élaborant une géographie mondiale, le *Mémoire illustré sur les quatre continents*, afin d'élargir les horizons de la Chine. De même, dans les années 1820, Wei Yuan détourne son attention de l'école Han pour se concentrer sur les dysfonctionnements et les affaires militaires des Qing. Il propose d'«apprendre les techniques des barbares pour les vaincre», première stratégie de modernisation de la Chine. Il s'inspire du travail de Lin Zexu et rédige son *Mémoire illustré sur les pays d'outre-mer*, qui devait servir ladite stratégie.

La nouvelle tendance se retrouve également dans la littérature populaire, notamment avec *L'Alliance mystérieuse du miroir et de la fleur*, l'un des plus grands romans satiriques chinois, écrit entre 1810 et 1820 par Li Ruzhen, un lettré confucéen de Pékin. Le roman décrit un «pays des femmes» où les rôles conventionnels des sexes sont inversés: aux hommes de connaître l'avilissement de se faire percer les oreilles, bander les pieds, et de passer des heures à se maquiller pour plaire aux seigneurs féminins. Ce roman dévoile l'impression de dislocation sociale ressentie communément par ceux pour qui réussir les examens et trouver un emploi représente une difficulté. Un autre ouvrage tout aussi sardonique, *L'Histoire privée du monde des lettrés*, très populaire au même moment, ridiculise le monde palissant des lettrés confucéens et le système des examens. L'auteur, Wu Jingzi, alors recalé aux examens, a fait personnellement l'expérience des abus du système. Un autre lettré, Shen Fu, raconte sa vie sur un ton calme et poignant dans *Six*

1108 DE 1789 à 1914

Mémoires sur une vie flottante, qu'il rédige en 1807 quand il erre à travers le pays en endossant tantôt l'habit du lettré, tantôt celui du marchand ou du secrétaire. Il relate également son mariage avec une femme brillante et la façon dont ses propres échecs et sa pauvreté effritent le couple. L'auteur termine en posant la question suivante : pourquoi la société ne récompenset-elle la vertu que par des chagrins et des épreuves ?

Cette période d'adaptation marque le début d'une réorientation des valeurs et signifie une conversion culturelle telle qu'on parlera plus tard de renaissance chinoise. La renaissance est éclairée par l'Occident et, surtout, par les efforts considérables des missionnaires, mais elle demeure un mouvement culturel essentiellement indigène, surgissant à un moment de faible activité missionnaire en Chine.

La division de la culture chinoise

Le déclin de la dynastie polarise la division naturelle de la sinité entre lettrés et illettrés, ou élitisme et populisme. Il existe en effet une véritable disparité entre les deux cultures, la superculture et la subculture, et entre les deux traditions, la «grande» et la «petite». La première se compose avant tout de fonctionnaires ou pseudo-fonctionnaires, parlant un mandarin gorgé de citations et d'allusions aux classiques que la population comprend à peine. L'élite représente la partie raffinée et délicate de la culture dans sa totalité, tandis que le peuple en est la partie populaire et vulgaire. Cette division est incarnée par les fonctionnaires et les lettrés d'un côté, et les sociétés secrètes de l'autre.

Le populisme chinois est toutefois très semblable au confucianisme élitiste. Si l'on fait abstraction d'un fanatisme taoïste et bouddhiste occasionnel, on observe qu'il est profondément attaché aux principes confucéens de fraternité universelle ou honnêteté (yi) — l'une des «cinq conventions» — et de loyauté (zhong) qui lie les frères au patriarche par le serment du sang, ce qui est également un constituant des valeurs fondamentales de la famille. Le populisme s'inspire finalement des thèmes des textes de l'écriture nouvelle: la grande unité (datong), relative à l'harmonie de la communauté, et la grande paix (taiping), l'idéal suprême de l'humanité. Les sociétés secrètes qui en sont l'incarnation, bien qu'organisées au départ dans un but défensif irréprochable, sont désormais la seule forme d'opposition politique violente se manifestant à la fin de la dynastie. Leurs activités, qui remontent aux anciens Han, se consolident au début de la période Qing pour «renverser les Qing et restaurer les Ming», et atteignent leur apogée à la fin de la période Qing.

La société du Lotus blanc, dévouée à la Mère éternelle, est l'héritière de la secte bouddhiste de la Terre pure, qui se révolte entre 1796 et 1804 dans

les montagnes du Sud-Ouest pour protester contre le dysfonctionnement de l'Empire. Dans le Nord, une action similaire est organisée dans les années 1810 par l'une des sectes de cette société, avant d'être vaincue au cours d'une attaque menée contre le palais. Dès lors, les sociétés du Nord sont qualifiées le plus souvent de sectes religieuses (jiao men), comme le fameux Lotus blanc. Elles disposent habituellement d'une certaine facilité à fomenter les émeutes, tout en étant assez bien organisées pour diffuser leur fanatisme de façon légale et pacifique. Dans le Sud, les sociétés secrètes sont des partis (hui dang), généralement bien mieux organisés et plus politisés. Les triades dominantes, formées de marins et de citadins pauvres, ont leur propre serment de sang avec une série d'arcanes, des cérémonies nocturnes d'initiation, des symboles secrets et des mots de passe qui assurent une stricte discipline. Elles jurent de ne pas s'opposer au mandat céleste et de combattre l'oppression du faible par le fort, du pauvre par le riche, des peu nombreux par les plus nombreux. Elles s'engagent néanmoins dans des actions criminelles telles que l'extorsion, le vol, le kidnapping et la protection de malfaiteurs grâce à des complots. Dans les années 1830, les triades recrutent un grand nombre de paysans et de pauvres, y compris des femmes, auxquelles sont assignées des fonctions qui leur sont normalement refusées.

LES PREMIÈRES RÉACTIONS FACE À L'IMPACT OCCIDENTAL (1840–1860)

L'ouverture de la Grande Muraille

Depuis des milliers d'années, seule une forme homogène de bouddhisme issue des campagnes avait été assimilée au cours d'un processus fondamentalement pacifique, sans aucune domination culturelle étrangère dans le pays. À présent, une puissante culture hétérogène venant de l'Occident par voie maritime et enrichie par de nouveaux moyens d'exploiter l'énergie physique, intellectuelle et sociale de l'homme submerge presque complètement les traditions locales. Poussée par sa soif de marchés et de matériaux comme par sa passion du pouvoir, cette culture a régné partout où elle est allée — en Afrique, en Inde, dans les mers du Sud et aux Amériques —, avant d'arriver en Chine. La pénétration n'est pas longtemps contenue par les prêches pacifiques de l'époque de Matteo Ricci, qui sont remplacés par un discours sur les nouveaux canons et canonnières. Le Céleste Empire est contraint d'ouvrir sa muraille close, pour un supplice qui durera deux décennies.

Le conflit culturel concerne d'abord le commerce et l'idéologie religieuse, et les marchands et les missionnaires sont traités soit avec mépris, soit avec hostilité. Poussée à bout par le conflit entre mercantilisme occidental et physiocratie chinoise qui étouffe le libre-échange, la situation des commerçants se dégrade au point de leur inspirer un comportement de mauvaise nature. La Grande-Bretagne s'ancre en Asie orientale par l'intermédiaire de la Compagnie des Indes orientales. Les échanges sino-britanniques augmentent rapidement en faveur des exportations chinoises comme le thé, la rhubarbe, la soie et toutes sortes de « chinoiseries », tandis que les importations occidentales que sont les fourrures, les lainages, les horloges ou les boîtes en fer-blanc demeurent invendables à Canton. Les commerçants occidentaux, si désireux de conquérir de nouveaux marchés, sont confinés dans une mince bande côtière en dehors des limites de Canton et n'ont le droit de traiter qu'avec les marchands du Co-hong munis d'une autorisation officielle. Les portes se referment sans cesse devant eux. Ils surestiment la simplicité du problème, persistant à croire que chacun poursuit le profit pur et simple, et se retrouvent ainsi pris entre la forte pression exercée par les investisseurs de leur pays et le mur auquel ils se heurtent.

Tandis que la balance du commerce leur est de plus en plus défavorable, les Britanniques trouvent finalement le bon filon pour tirer profit de l'exportation: l'opium abonde en Inde, de même que la main-d'œuvre pour le cultiver. C'est ainsi que se crée le triangle commercial de l'opium, entre l'Inde et la Chine pour l'opium, et la Chine et la Grande-Bretagne pour l'argent. La dépendance à l'opium se répand alors aussi rapidement que s'écoule la marchandise, ce qui provoque la ruine de l'économie nationale chinoise, anéantissant la santé morale et physique du pays et de ses habitants. Entre 1836 et 1838, la cour est secouée par un débat violent sur la question de la légalisation ou l'interdiction absolue du trafic d'opium. Elle opte finalement pour une position intraitable, et c'est Lin Zexu qui se rend à Canton en qualité d'envoyé extraordinaire de l'empereur.

Afin de se débarrasser de ce commerce funeste et d'éviter la guerre, Lin Zexu écrit deux fois à la reine Victoria, faisant appel à la moralité et à la loi. «De quel droit, demande-t-il, utilisent-ils ce poison pour nuire au peuple chinois? Quelle conscience ont-ils?» En l'absence de réponse, il prend des mesures strictes pour arrêter les trafiquants, confisquer et brûler la drogue. S'il surestime la soif de profit des Occidentaux et leur appétit des produits chinois, il sous-estime leur détermination à défendre le «laisser-faire» occidental et les intérêts de l'Empire britannique. L'ironie veut qu'un débat virulent entre faucons et colombes éclate également au sein du Parlement britannique, exactement comme deux ans auparavant à la cour des Qing. Mais cette fois, ce sont les colombes, c'est-à-dire l'opposition tory, qui invoquent la moralité et la justice contre «une guerre provoquée

pour plonger ce pays dans un malheur permanent». Quant aux *whigs*, ils centrent leur point de vue sur la dignité d'«un pays qui n'a pas l'habitude de la défaite, de la soumission ou de la honte» (Holt, 1964, pp. 98–99).

Quand l'envoyé extraordinaire décide d'interdire l'opium, la guerre devient, contrairement à ses attentes, aussitôt inévitable, et l'armée archaïque de l'empereur est facilement vaincue. Le traité de Nankin qui s'ensuit en 1842, un traité additionnel en 1843 ainsi que d'autres traités avec la France et les États-Unis en 1844 sont à l'origine du système des traités inégaux. Hong-Kong est cédée aux Anglais, cinq ports sont ouverts aux commerçants et aux missionnaires, et une brèche sans précédent est désormais béante dans la Grande Muraille.

L'ouverture de la muraille inspire bientôt la résistance de la population. Même la ville fortifiée de Canton, pourtant déjà conquise, parvient à refuser son accès aux conquérants, malgré la promesse d'un autre envoyé extraordinaire en 1849. Les résistants jugent les troupes des Qing peu fiables et les barbares britanniques peu effrayants. Le conflit, qui se solde par une défaite militaire, ne fait qu'agrandir le fossé séparant les Chinois des Occidentaux et le gouvernement du peuple, ce qui entraîne évidemment un sentiment croissant de nationalisme radical.

Par ailleurs, cette brèche conciliatoire est toujours trop étroite pour les marchands occidentaux. Les échanges avec la Chine ne se développent pas selon leurs espérances, et le marché se limite encore aux quelques ports des traités, tandis que l'économie chinoise demeure largement autosuffisante pour ce qui est des denrées de base. En 1850, les importations chinoises de produits manufacturés britanniques sont même moins importantes qu'en 1844. Durant la période 1840–1860, la valeur des produits acquis par la Chine double à peine, et le commerce lucratif de l'opium reste illégal. Déçus par les traités, les Occidentaux tentent d'avoir accès à davantage de ports fluviaux. En 1854, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne présentent une demande conjointe de révision des traités, mais ils essuient un refus catégorique de l'empereur Xianfeng et de son favori, l'aristocrate mandchou Shushun. Les missionnaires ne sont pas non plus satisfaits de cette situation de postguerre, car si le commerce bénéficie de lieux et d'édifices gratuits, rien n'est envisagé pour les missions. La France demande la liberté de croyance religieuse, mais en vain.

Les Britanniques et les Français sont déterminés à imposer par tous les moyens leur volonté à Pékin. En 1856, prétextant des incidents mineurs tels que l'arrestation pour piraterie de l'équipage de l'*Arrow* et l'exécution d'un missionnaire français dans une zone de l'intérieur dont l'accès lui était interdit, ils déclenchent la seconde guerre de l'Opium. Les forces francobritanniques prennent Canton l'année suivante, puis mènent une expédition dans le Nord en 1860, où elles incendient le célèbre palais d'Été avant de

s'emparer de la capitale et de la mettre à sac. C'est une catastrophe sans précédent pour la cour, qui fuit lâchement à Jehol. Il s'ensuit la série des traités de 1858–1860 qui ouvre encore plus la Grande Muraille avec l'addition de onze ports francs, l'autorisation pour les étrangers et leurs marchandises de circuler librement dans le pays et la légalisation de l'importation d'opium.

La catastrophe de 1860 fait naître à la cour une attitude conciliante à l'égard de la réorientation de la politique nationale. À l'occasion de la mort en exil de Xianfeng, un coup d'État pour décapiter Shushun et d'autres faucons est organisé en 1861 par l'impératrice douairière Cixi — mère biologique du jeune empereur récemment couronné —, qui avait secondé Xianfeng avec une habileté et une ambition personnelle remarquables. Son allié principal, le prince Gong, jeune frère adroit de l'ancien empereur, reste à Pékin pour négocier le retrait pacifique de l'envahisseur. Une nouvelle étape commence.

Avec les deux guerres de l'Opium, le narcotique a d'abord endormi la Chine, puis il l'a éveillée. Elle éprouve une révolution copernicienne qui ramène le Céleste Empire de l'éther jusqu'à la périphérie insignifiante de la Terre, où il n'a d'autre choix que de maintenir ses relations avec l'Occident. La culture chinoise, avec sa grande et sa petite tradition, prend dès lors un chemin difficile et indirect en quête de modernisation.

La première tentative d'occidentalisation de la subculture

La société des «Adorateurs de Dieu», germe du mouvement Taiping, représente une organisation religieuse originale. À la différence notoire des Nian du Nord, dispersés en groupes de rebelles errant, l'organisation des Taiping est fortement centralisée et, contrairement aux triades du Sud, les Taiping n'aspirent pas au retour de la dynastie Ming, qui appartient déjà à un passé lointain pour les contemporains de la fin de la dynastie Qing. Influente depuis peu, la chrétienté dont est issue la civilisation occidentale leur propose de nouvelles valeurs, principalement le sens de la transcendance, qui les encourage à organiser la première tentative d'occidentalisation de la subculture chinoise. Ce sont en effet les notions de supériorité et d'infériorité qui détermineront leur ascension et leur déclin à venir.

La théologie des adorateurs de Dieu est créée en 1830 par Hong Xiuquan, un candidat aux examens frustré, originaire d'une famille hakka du Guangdong. Il rencontre par hasard un missionnaire étranger et son interprète indigène après son second échec aux examens, puis, désespéré par ses échecs successifs, tombe dans un coma où il se voit recevoir de Dieu et de Jésus-Christ un «livre saint» et une «épée pour anéantir les diables». Qu'il s'agisse d'un cas de psychopathie ou d'une manipulation extravagante

à des fins politiques, ce coma est la projection de sa rencontre réelle avec ces deux personnages, qui lui ont remis un opuscule intitulé *Les Paroles de sagesse pour exhorter le siècle* et l'ont encouragé à «parvenir au plus haut degré d'élévation». Le vieux mythe du mandat céleste présent dans les révoltes paysannes du passé est à nouveau invoqué par Hong, qui s'en sert pour justifier son action et le remplace cette fois par un fondamentalisme protestant exagérant le propos évangélique de certains versets de la Bible et les maux de toute forme d'idolâtrie. Le Jéhovah dont il est question ici n'est pas le père aimant du Nouveau Testament, mais le Dieu courroucé et jaloux de l'Ancien Testament, qui détruit les villes et punit par la mort ceux qui transgressent sa loi. Les rejetons de ce protestantisme militant ignorent la quintessence du message du Christ: l'importance de l'amour de Dieu. Évangéliste militant, Hong brandit son «épée pour anéantir les diables» et s'adonne à la coercition et à la violence physique qui caractériseront tout le parcours des Taiping.

Hong et les cofondateurs du mouvement, des candidats aux examens recalés comme lui-même, nourrissent un fort ressentiment à l'égard des Mandchous et du confucianisme, et sont naturellement enclins à prendre exemple sur l'efficacité de l'organisation politique des triades et sur l'attrayante implication religieuse des Nian. À la différence de la passivité du taoïsme ou du détachement du bouddhisme, la théocratie Taiping galvanise une myriade d'oppressés pour créer «un nouveau Ciel, une nouvelle Terre et un nouveau Monde». Elle impose par la suite une discipline morale qui sympathise avec le peuple et attire des recrues grâce à la consécration, une pratique qui à ses débuts est stricte et puritaine au point de séparer les hommes des femmes. C'est durant les premiers temps de leur essor que les Taiping tirent pleinement profit de leur vitalité politique et religieuse.

Les Taiping mobilisent le plus vaste mouvement anticonfucéen de l'histoire. Dès le départ, les adorateurs de Dieu détruisent les tablettes sacrées et les temples de Confucius, et bannissent sévèrement, durant leurs premières années à Nankin, «tous ceux qui osent lire ou enseigner les classiques confucéens». Les aînés, toutefois, sont formés selon la modalité orthodoxe. Hong, qui est profondément marqué par la notion de grande paix contenue dans les classiques de l'écriture nouvelle, baptise sa nouvelle dynastie le «Royaume céleste de la grande paix», s'empare de Nankin qu'il nomme «Capitale du Ciel» et se proclame «Roi du Ciel». Son système politique et militaire s'inspire du classique *Le Rituel des Zhou*, grâce auquel son armée est si bien organisée qu'elle provoque l'admiration de l'ennemi. Par la suite, les Taiping modèrent leur doctrine en publiant le *Canon des mutations* et prévoient de publier une édition révisée des classiques de Confucius et de Mencius, édition qui, cependant, ne verra jamais le jour. Il s'agit néanmoins d'un effort considérable pour rapprocher le christianisme et le confucianisme.

Afin de satisfaire ses ambitions politiques, le christianisme des Taiping se laïcise et se vulgarise. Hong emploie le terme Yehehua pour la translittération de Jéhovah dans la première Bible en chinois, une analogie lointaine avec le père grâce au caractère ve et avec la Chine grâce à hua. Jéhovah se trouverait donc dans la capitale du Ciel, le centre du monde. En suivant le principe de productivité infinie de la Paternité universelle, Hong remodèle cette théocratie d'après le système de clan patriarcal. Il vénère Dieu, le «Père céleste», Jésus, le «Grand Frère céleste», et complète la Sainte Famille par de présumées «Mère céleste» et «Belle-sœur céleste». Pour récompenser ses frères de serment, il les inclut dans la famille comme fils de Dieu. La perte de la transcendance chrétienne avec la divinité dans le Ciel, qui se voit vulgarisée par ce salmigondis de dieux multiples, provoque inévitablement des luttes pour le pouvoir sur Terre. Après la déification de Hong, qui s'en sert pour s'emparer du pouvoir, Yang Xiuqing, un ambitieux chef militaire, se déifie de la même façon. Son rôle déterminant dans la prise de Nankin lui vaut le titre de «Saint Souffle de Dieu», une traduction ambiguë de «Saint-Esprit», tiré du concept de Trinité avec le Saint Père et le Saint Fils de la première Bible chinoise. C'est donc en tant que souffle de Dieu que Yang affirme être l'incarnation du représentant de Dieu, destiné à succéder à Hong. Un massacre prolongé fait rage parmi les frères célestes en 1856, alors que leur prestige militaire commence à décroître.

L'histoire se répète une fois de plus: le triomphe initial d'une révolte paysanne a vite fait de tourner à la tragédie en raison de la corruption et des massacres internes, phénomène en partie déterminé par l'esprit de clocher de la petite paysannerie. Après avoir investi Nankin, les Taiping mettent rapidement en place une hiérarchie rigide allant totalement à l'encontre de leur égalitarisme initial et en vertu de laquelle les princes jouissent de privilèges non moins considérables que ceux qui étaient accordés aux mandarins. Puis le roi s'enferme dans sa fabulation religieuse et les princes s'adonnent aux plaisirs de la chair avec de nombreuses concubines. La loi agraire promulguée pour exempter de taxes les paysans et équilibrer les récoltes ne sera jamais appliquée. Dès 1853, l'offensive rebelle occupe rapidement le bassin inférieur du moyen Yangzi jiang et se poursuit vers l'ouest et le haut Yangzi jiang, afin d'assurer le ravitaillement de la capitale, tandis que son projet d'expédition contre Pékin se résume bientôt à une stratégie défensive. Tout cela reflète la manière dont les aspirations de la paysannerie sont comblées par l'acquisition de privilèges, une limite fondamentale de l'immaturité de la subculture.

Cet esprit de clocher donne lieu à des oppositions multiples. L'anticonfucianisme radical des Taiping fait immédiatement réagir les traditionalistes et les orthodoxes. Parmi ceux-ci, l'influent Zeng Guofan organise une milice, l'armée du Hunan, chargée de défendre l'héritage confucéen. Pressé

de sauver le moyen fleuve Jaune au début de 1854, il publie une proclamation publique, L'Appel à la dénonciation des bandits du Guangdong, dans laquelle il accuse ses adversaires de « se convertir au christianisme, interdire aux étudiants de lire Confucius et détruire des milliers d'années de rites et de principes moraux ». Il forme de nombreux généraux parmi les lettrés. Après lui, son camarade de province et d'études Zuo Zongtang lève à son tour une division de l'armée du Hunan, et son élève Li Hongzhang forme une nouvelle milice dans l'Anhui, l'armée de la Huai, pour remplacer l'armée du Hunan. La tendance, dès le début du siècle, à l'organisation paramilitaire locale est telle que celle-ci en vient à se substituer à l'armée régulière impériale, les troupes corrompues des Huit Bannières et des Bataillons verts. Il s'ensuit une série inhabituelle de campagnes militaires menées par des généraux confucéens fidèles aux valeurs chinoises et déterminés à sauver la dynastie Qing en perpétuant le système social établi. La rivalité entre Zeng Guofan et Hong Xiuquan ne se limite donc pas à une rivalité entre Qing et Taiping, mais à une double opposition entre confucianisme et christianisme, superculture et subculture. En 1861, lorsque Zeng reconquiert Anqing dans l'Anhui, le point le plus stratégique de la capitale du Ciel, sa victoire ne surprend personne. Il ne s'agit pas tant de la victoire des Qing sur les Taiping que celle de la grande tradition sur la petite tradition.

Les chrétiens Taiping ont d'abord été reconnus par certains missionnaires comme les « véritables prophètes du christianisme en Chine ». Avec le temps, toutefois, les missionnaires deviennent de plus en plus hostiles à cette hérésie; comme le déclare un missionnaire de Nankin, le pape ferait brûler les blasphémateurs, s'il le pouvait. La Grande-Bretagne maintient sa politique de neutralité jusqu'en 1860, date à laquelle elle prend conscience de la menace que ces rebelles peuvent représenter pour le commerce, en particulier pour celui de l'opium, auquel les Taiping sont fermement opposés. Après le coup d'État de 1861, l'implication étrangère se concrétise pour tenter de stabiliser les relations sino-britanniques, tantôt directement avec l'envoi de troupes telles que la célèbre «Armée à jamais victorieuse», tantôt indirectement avec la diffusion des armes et de l'entraînement militaire modernes. Si la première forme d'implication est plus symbolique que pratique, la seconde a une portée historique bien plus importante pour la modernisation de l'armée et de l'industrie militaire chinoises.

Finalement, le christianisme Taiping détourne également sa théocratie de la subculture indigène. Son purisme exclusif et son dualisme inflexible l'empêchent de coopérer avec les autres sociétés secrètes. Les Taiping s'allient sporadiquement avec les triades et les Nian, mais ces alliances ne durent pas. Les Nian — terme qui signifie littéralement «torsion» et se réfère aux bandes de rebelles dispersées auxquelles se joignent des familles ou des villages — mènent notamment certaines opérations antisociales et

1116 DE 1789 à 1914

anticulturelles; sympathisant avec le mouvement des Taiping, ils rallient la milice mobile avec une majorité de cavaliers au début des années 1850. Ils mettent au point une série de stratégies flexibles et de tactiques de guérilla qui leur permet de frapper sans prévenir et de fuir devant l'ennemi. C'est grâce à cette souplesse stratégique qu'ils survivent aux Taiping durant encore quelques années, bien que cela se fasse au prix de fréquentes défections de la part des chefs et d'une définition de plus en plus floue de leurs valeurs.

La restauration au début de l'occidentalisation (1860–1885)

La restauration par l'autorenforcement

Le règne de Tongzhi inaugure une ère de «renaissance de l'ordre universel», comme l'annonce littéralement le nom du jeune empereur. Le XIX^e siècle ne voit pas seulement la «seconde jeunesse» de la dynastie durer un demisiècle de plus, mais il assiste aussi à la restauration d'une civilisation millénaire qui semblait s'être effondrée dans sa confrontation avec la vigueur de l'Occident

La défaite des rebelles ne fournit que les circonstances nécessaires à la restauration de Tongzhi, qui se caractérise surtout par une politique d'occidentalisation pragmatique en concordance avec une réorientation des valeurs chinoises, menée à bien grâce aux efforts de quelques grandes figures des années 1860. Les nouveaux dirigeants, l'impératrice douairière Cixi, le prince Gong et son talentueux assistant Wenxiang, commencent par redéfinir leur politique nationale, afin de «se concilier la soumission des envahisseurs et se préparer à affronter leur perfidie». Le «Bureau pour l'apaisement des barbares» est remplacé par le ministère des Affaires étrangères (zongli yamen), symbole de la reconnaissance égalitaire des étrangers. Une période relativement calme d'une vingtaine d'années succède aux deux guerres de l'Opium.

L'appel à l'occidentalisation est d'abord lancé par le progressiste Feng Guifen, un fonctionnaire-lettré impliqué dans la politique, partisan d'une modernisation à l'occidentale. Ce dernier est très tôt conscient du besoin pour la Chine de reprendre confiance en soi en analysant ses propres erreurs, et de la nécessité de réaliser une étude pratique de l'Occident avec, en plus de la manufacture de navires et d'armement, une exploitation plus efficace des ressources humaines et matérielles, cela afin d'encourager la communication entre le monarque et ses sujets, et l'unité entre la parole et la réalité.

Il propose notamment une réforme considérable du système traditionnel de l'éducation et des examens, qui accorde une certaine place à la science et à la technique occidentales, unique chemin pour la restauration de la splendeur chinoise. En 1861, il écrit, dans sa célèbre anthologie *Essais de protestation (Jiaobinglu Kangyi)*: «Nous nous trouvons juste dans un intervalle de relations harmonieuses et pacifiques; c'est probablement là une chance que nous offre le Ciel pour que nous nous renforcions (*ziqiang*). » Cette réflexion provient du *Canon des mutations*, qui dévoile la façon dont un «homme de qualité» confucéen tente sans relâche de se renforcer.

C'est Zeng Guofan qui incarne au mieux l'esprit de la restauration. Il est le grand restaurateur du confucianisme, avant d'être le grand sauveur de la dynastie face aux Taiping et aux Nian, et le plus grand fonctionnaire confucéen impliqué dans la politique de ce milieu de siècle, avant d'être un grand fondamentaliste confucéen. Zeng Guofan est profondément influencé par Yao Nai, le plus important représentant de l'école littéraire de Tongcheng qui, comme l'école de l'écriture nouvelle, met l'accent sur une politique pragmatique et une réforme progressive au sein de la tradition. Il perçoit les changements de situation radicaux que doit affronter la Chine et insiste, en particulier, sur deux éléments du dao du changement, l'instant et la situation, qui fonctionnent indépendamment de la volonté humaine. L'unique possibilité de salut pour la Chine consiste à saisir l'instant et à s'adapter à la situation, comme il est écrit dans le *Canon des mutations* : «L'épuisement mène au changement et le changement mène à l'aboutissement. » Il entreprend néanmoins de placer tout cela sous le code moral du néoconfucianisme et soutient qu'une société immorale ne peut être sauvée que par quelques nobles personnages, dont l'intervention est capable de modifier à elle seule les mœurs de l'époque.

Li Hongzhang perçoit également le changement de situation. «La défense de nos frontières, écrit-il en 1874, était assurée à l'ouest et au nord par la Grande Muraille, où les forces étaient presque égales entre les hôtes et les convives. Aujourd'hui, nos frontières se sont déplacées vers l'est et le sud le long de la côte avec une grande inégalité des forces, et les étrangers peuvent les traverser librement dans un sens ou dans l'autre, comme si elles n'existaient pas. C'est une situation sans précédent.» Cette génération de réformateurs redonne vie à un confucianisme qui demeurait dans l'ombre. Depuis le début du siècle, la restauration a fait un grand pas vers la renaissance de la culture chinoise.

Dès la reconquête d'Anqing en 1861, Zeng Guofan fonde le premier arsenal chinois et y invite les plus célèbres scientifiques de l'époque, Li Shanlan, Hua Hengfang et Xu Shou. Après une première tentative infructueuse en 1864, il rencontre Yung Wing, le premier Chinois diplômé d'une université américaine — Yale —, et lui demande d'acheter des machines à l'étranger.

Une réaction en chaîne est alors déclenchée, qui donne lieu à une série d'entreprises du même type: les fameux arsenaux du Jiangnan, de Nanjing, de Fuzhou et de Tianjin sont fondés entre 1865 et 1867. En raison du besoin d'interprètes, un bureau de traduction (tongwen guan) est créé à Pékin en 1862. Dans son sillage, des bureaux similaires apparaissent à Shanghai et dans d'autres ports ouverts par les traités. Ces bureaux servent d'écoles de technologie et de langues, et constituent les courroies de transmission du savoir occidental. Entre-temps, les bureaux rattachés aux arsenaux produisent plusieurs travaux scientifiques et techniques, généralement grâce à la collaboration de scientifiques chinois et de missionnaires occidentaux, ce qui ravive l'enthousiasme scientifique en Chine.

L'expansion des missions protestantes au milieu du siècle favorise la professionnalisation des scientifiques. La collaboration la plus réussie est celle d'Alexander Wylie, missionnaire britannique, et de Li Shanlan, mathématicien spécialiste en algèbre et logarithmes. Ils coopèrent entre autres à la traduction des *Éléments* d'Euclide, qu'ils reprennent à l'endroit exact (au livre VII) où Matteo Ricci s'était arrêté au XVII^e siècle. De même, avec l'aide de Hua Hengfang et de Xu Shou, le missionnaire américain John Fryer, traducteur à l'arsenal de Jiangnan pendant vingt-huit ans, réalise 119 traductions dans le domaine des sciences naturelles et des sciences appliquées. Il représente l'archétype du « missionnaire laïc », dont la mission semble avoir été le renforcement de la Chine grâce aux sciences occidentales.

La première phase de restauration demeure toutefois souvent limitée, du fait, comme l'écrit Feng Guifen, de la tentative de «donner un rôle fondamental aux valeurs chinoises et un rôle utilitaire aux instruments occidentaux». Cette formule est abrégée par la suite en «essentiel chinois et accessoire occidental», qui devient l'expression employée pour se référer au choc des civilisations sino-occidentales tout au long du siècle. Les restaurateurs, des technocrates généralement attachés à de solides canonnières et d'efficaces canons, ouvrent ainsi la Chine à la culture scientifique et technique de l'Occident pour qu'elle puisse faire face au premier impact occidental.

Un renforcement supplémentaire en quête de richesse

L'occidentalisation de la Chine quitte bientôt le giron de l'Église pour adopter un caractère plus indépendant. Alors que la menace occidentale se déplace de la sphère militaire à la sphère économique, le système de monopole impérial se révèle inadéquat, au point de provoquer la fermeture des arsenaux du Jiangnan et de Fuzhou. Li Hongzang, assez intelligent pour aspirer à la richesse avant le pouvoir et à l'enrichissement avant le renforcement, propose de rénover les structures économiques au moyen d'un nouveau système de

«supervision par le gouvernement et de gestion par les marchands». Une nouvelle étape de restauration s'annonce.

L'innovation commence avec la commercialisation de certains secteurs agricoles, ce qui rompt avec la physiocratie rudimentaire du «favoriser l'agriculture et défavoriser le commerce». Ce nouveau système permet une certaine accumulation de capital et l'apparition de nouveaux acteurs: capitalistes, compradores, ouvriers et lettrés modernes familiarisés avec le savoir occidental. Wang Tao, le fondateur du premier quotidien chinois, le Journal de l'évolution nationale (Tsun Wan Yat Pao), à Hong-Kong en 1873, écrit une série d'éditoriaux visant à encourager l'acquisition de connaissances commerciales et d'autres compétences pratiques. Au lieu de la traditionnelle «guerre agricole» et des affrontements militaires, il propose la «guerre commerciale», qui représente l'idéal occidental de «s'enrichir grâce au commerce». Plus audacieux encore, le compradore Zheng Guanying, qui est l'un des premiers capitalistes chinois, prône le libre développement du commerce et de l'industrie sans aucune intervention de l'État. Xue Fucheng, l'un des conseillers de Zeng Guofan et de Li Hongzhang, va plus loin en affirmant que seule la richesse peut mener une nation à devenir plus puissante, faisant ainsi du commerce la clé des succès de l'agriculture, de l'industrie, de la science, de la technique et de l'éducation. Il en découle un certain mercantilisme qui remplace peu à peu la physiocratie, et l'occidentalisation de la Chine, cantonnée au départ à l'utilisation des techniques, va bientôt atteindre la sphère des institutions sociales.

Les réformateurs de la nouvelle génération bénéficient des enseignements des missionnaires. S'éloignant progressivement de leur mission évangélique, les protestants laïcisent leur travail, qui ne consiste plus à «sauver les païens des souffrances de l'enfer» mais à «sauver les païens de l'enfer des souffrances de ce monde» (Richard, 1916, p. 197). Ils se spécialisent de plus en plus dans des domaines précis, notamment en médecine et en éducation. Dans le domaine médical, ils agissent directement, en formant les premiers physiciens modernes de Chine, ou indirectement, avec la transmission des connaissances médicales modernes dans les hôpitaux et les écoles des missions. En matière d'éducation, par suite de la première conférence générale des missionnaires protestants de Chine en 1877, ceux-ci tentent d'adopter une position laïque plus active en prenant davantage de responsabilités, contrairement à leur attitude négative du passé. En fait, les nouveaux venus semblent plus intéressés par leur vocation d'éducateurs professionnels que par une carrière de pasteurs. À la différence des catholiques qui se chargent principalement de l'éducation élémentaire, les protestants fondent des universités et, mieux encore, ouvrent des bibliothèques, des musées et publient des journaux et des magazines, profitant des privilèges exclusifs dont bénéficient les étrangers dans les ports francs. Dès

1120 DE 1789 à 1914

1875, Young J. Allen publie à Shanghai un mensuel, *Le Magazine du globe* (*Wanguo Gongbao*), consacré à «la diffusion des connaissances relatives à la géographie, l'histoire, la civilisation, la politique, la religion, la science, l'art, l'industrie et les avancées générales des pays occidentaux», comme il l'explique lui-même. Le protestantisme gagne avec tout cela moins de conversions, mais plus d'influence dans le processus de modernisation de la Chine. De nombreux réformateurs en sont tellement imbibés qu'on les nomme, avec exagération, les «réformateurs chrétiens». Wang Tao, qui est baptisé à Shanghai, fait un séjour de deux ans en Europe en qualité d'assistant de traduction de James Legge. Zheng Guanying apprend l'anglais avec John Fryer, et ses écrits révèlent l'influence des missionnaires. S'il y a eu des Lumières chinoises, ce sont sans aucun doute les missionnaires qui en ont nourri les philosophes.

La plupart des réformateurs tirent parti des ressources de l'Occident, mais ne se christianisent pas pour autant. Dans ses écrits, Wang Tao ne mentionne jamais son identité chrétienne, qui est dévoilée par un journal inédit. Zheng Guanying, tout en défendant l'occidentalisme, considère la sinité — le confucianisme, le taoïsme et le bouddhisme — comme un excellent remède contre la maladie de l'époque. Les réformateurs n'abandonnent à aucun moment les valeurs traditionnelles, sur lesquelles doivent venir se greffer progressivement les éléments accessoires de l'Occident. Face à cette perspective de défi stimulant qui s'offre à la Chine, Wang Tao remercie même le Ciel d'avoir donné à son pays l'occasion dorée de se renforcer. Il partage avec Zheng Guanying l'idée d'«instant et situation» dérivée de la cosmologie néoconfucianiste, une théorie ingénue du changement qui les encourage à lutter pour un avenir brillant de la Chine. L'application de la notion d'«accessoire» contenue dans la formule «essentiel-accessoire» se déplace du niveau technocratique à la sphère des institutions sociales, entravant toutefois une occidentalisation effective. Wang Tao écrit, dans les années 1870: «Ce qui est variable, c'est l'outil, et non le dao», phrase dans laquelle le couple « dao-outil » constitue une variante du couple « essentielaccessoire». Le réformisme de la Chine est en même temps inspiré par l'Occident et stimulé par l'héritage traditionnel; c'est ici la combinaison des Lumières et de la renaissance chinoises.

Le contrepoids du traditionalisme chinois

Dès le début, l'occidentalisation est freinée par le traditionalisme orthodoxe chinois. La décision d'ouvrir des bureaux de traduction pour la diffusion du savoir occidental est amèrement critiquée et accusée de «barbariser la Chine». À la cour, le mouvement d'opposition est mené par le Grand

Secrétaire Woren, un influent lettré néoconfucéen, reconnu comme autorité morale du moment. Ce dernier est convaincu que «l'organisation d'une nation repose sur la morale et la pensée, et non sur la ruse et la technique». Les constructions navales et ferroviaires suscitent également de vifs débats parmi les fondamentalistes confucéens, qui considèrent la moindre tentative de modernisation comme une occidentalisation excessive. Ces réactions témoignent en fait de l'inertie de la société agraire face à l'avènement de la société industrielle et commerciale.

En outre, les efforts d'occidentalisation se heurtent inévitablement à la politique et à la pression économique impérialistes. Dans les ports ouverts par les traités, les conseils municipaux des concessions étrangères sont élus par les résidents étrangers, alors que seuls les Chinois sont redevables de l'impôt. Conformément au principe d'extraterritorialité, les juridictions consulaires sont de véritables États miniatures installés sur le territoire chinois et leurs agissements, à l'encontre des coutumes chinoises et souvent fondés sur la discrimination raciale, sont à l'origine de troubles incessants. Des bureaux de poste étrangers sont mis en place dans les ports les plus importants, afin de distribuer le courrier, mais ce service est réservé exclusivement aux Occidentaux. Le contrôle étranger sur les douanes chinoises, qui n'est d'abord qu'un simple procédé temporaire et local, devient une institution permanente sous la direction de l'inspecteur général britannique Robert Hart, qui en fait un service extrêmement efficace. Dans le domaine de l'économie, la zone d'action des marchands étrangers s'étend considérablement vers le nord et l'intérieur du pays à partir de 1860; des usines étrangères sont installées, afin de profiter de la main-d'œuvre et des matières premières bon marché.

En plus de toutes ces injustices, il existe aussi un abîme insondable entre les valeurs culturelles fondamentales des deux civilisations. L'accroissement du nombre de missionnaires — près de 600 pour 500 000 conversions au catholicisme, et plus de 1 000 pour 30 000 conversions au protestantisme en 1885 — a pour effet d'augmenter rapidement la tension. Les catholiques, qui vivent dans de petits villages ou de petites villes de l'intérieur du pays, ont des contacts difficiles avec la haute bourgeoisie locale des fonctionnaires. Le «droit de protectorat sur les catholiques de l'Église romaine» exercé par la France après le traité de 1860 permet parfois à des criminels convertis de se soustraire à la justice chinoise. Par ailleurs, le droit accordé aux missionnaires de reprendre possession des terres qu'ils avaient perdues provoque d'innombrables querelles avec les nouveaux propriétaires. Dans les orphelinats catholiques, plusieurs morts d'enfants en bonne santé font naître des soupçons encore plus sombres. Les protestants nouvellement arrivés, souvent issus de petites villes et plus dépourvus d'intérêts cosmopolites que leurs homologues catholiques, méprisent la culture locale et se tiennent à l'écart de la population. Cela a pour résultat que la majorité des nouveaux

convertis — des employés de bureau, des interprètes, des commerçants, des coolies — sont des «chrétiens de riz» cherchant à subsister, ou encore des criminels cherchant refuge. Abandonnés à eux-mêmes, les missionnaires ne font pas toujours preuve de moralité chrétienne. De funestes agissements, tels que le harcèlement sexuel de femmes et d'enfants, et surtout les rapports homosexuels, engendrent une haine violente des Chinois envers les missionnaires. Les incidents peuvent dès lors être exagérés et se terminer en effusion de sang.

Mus par cette haine nouvelle qui s'ajoute à l'ancienne, les fonctionnaires-lettrés et le peuple s'engagent de concert sur la voie du nationalisme radical, et même sur celle de la xénophobie extrême. Aux environs de 1860 paraît un pamphlet intitulé Déclaration authentique pour anéantir l'hétérodoxie et rédigé par «l'homme le plus désespéré du monde», comme se qualifie l'auteur lui-même. Cet ouvrage est un mélange xénophobe typique de critique théologique, d'anecdotes obscènes, de dénonciation de la discrimination raciale des Occidentaux envers les Orientaux, d'accusations de kidnapping et de sorcellerie. Dans ce climat d'hostilité, la fréquence des incidents violents liés à la religion est telle qu'il ne se passe guère une année sans que la France ou la Grande-Bretagne ne fasse une démonstration de force sur la côte chinoise ou dans le bassin du Yangzi jiang. Cette situation atteint son paroxysme avec le massacre de Tianjin en 1870, qui fait une cinquantaine de victimes et au cours duquel plusieurs édifices missionnaires sont incendiés. Zeng Guofan est violemment critiqué lorsqu'il résout l'incident en procédant à un jugement impartial des émeutiers et en fournissant des compensations et des excuses humiliantes. Il dit se sentir pris entre « la honte extérieure des critiques et la culpabilité intérieure». Cette réflexion peut également être appliquée à l'impasse politique, aussi bien interne qu'externe, que rencontre la cour, dont les tendances conciliatoires sont critiquées par les membres du «club de purification», irrités par les concessions sans fin. Pour sauver la dignité nationale et les valeurs traditionnelles, ces derniers revendiquent la force morale chinoise et prônent une position inflexible. La jeune génération de hauts fonctionnaires est tout aussi militante que Woren et ne s'oppose pas nécessairement à la modernisation. C'est le cas de Zuo Zongtang et de Zhang Zhidong, tous deux chefs du club et occidentalistes influents à la cour.

L'histoire s'accélère avec l'augmentation de la pression étrangère, comme le prévoyait le club. Sur l'initiative de celui-ci, la région de l'Ili est finalement récupérée en 1881, après les négociations de Zuo Zongtang avec la Russie. Lorsque la France soumet la Chine à une nouvelle guerre en 1883, le club est assez puissant pour imposer à la cour une ligne de conduite plus ferme. En 1884, Zhang Zhidong, alors gouverneur général de Canton, publie une proclamation antifrançaise faisant vivement appel au patriotisme.

La guerre contre la France se solde par la défaite globale de la Chine, mais aussi par une victoire partielle en comparaison avec les guerres passées, car le traité qui en résulte est moins contraignant que les traités précédents. Le système des traités inégaux n'empire pas, du moins dans l'immédiat. D'une manière générale, la Chine ne va pas être démembrée ou colonisée davantage, ce qui se doit en partie à la sinisation puritaine.

DE LA RESTAURATION AU RÉFORMISME (1885–1900)

L'occidentalisation de la politique

La transposition du modèle occidental de la sphère technique à la sphère politique se heurte à la propension interne au traditionalisme. Zeng Guofang met l'accent sur la convenance du confucianisme, pour la culture de la vie intérieure jusqu'à la gestion extérieure de l'État comme pour la pacification du monde. La restauration de Tongzhi, orientée vers le *bianfa* — terme qui se réfère à la réforme des institutions et des lois —, se politise irrésistiblement dans les années 1870. Le fonctionnaire-lettré confucéen Guo Songtao, témoin de la civilisation occidentale en tant que premier ambassadeur chinois en Grande-Bretagne de 1877 à 1879, lance le premier appel à la réforme politique. Il pense en effet que l'essentiel de cette civilisation ne réside ni dans sa technique ni dans son économie, mais dans sa vie politique et sa législation, incarnées par la démocratie parlementaire.

Ébranlée par la guerre avec la France, la nouvelle génération de réformateurs commence à envisager sérieusement la réforme politique. He Qi, un jeune avocat de Hong-Kong qui a fait des études en Grande-Bretagne, avertit que la restauration technocratique est vouée au désastre si un véritable système parlementaire n'est pas mis en place. Dans le même état d'esprit et peut-être partiellement influencé par He Qi, Sun Yat-sen décide de renverser les Mandchous à l'issue de la guerre. Ce dernier, qui a passé la plupart de ses années de formation à l'étranger, est fortement occidentalisé par son éducation, sa pratique de la langue anglaise et sa conversion au christianisme. En 1894, il fonde à Hawaï la première société révolutionnaire chinoise, la «Société pour la régénération de la Chine» (Xingzhonghui), afin de «chasser les Mandchous, restaurer la Chine et créer une république». La génération précédente poursuivait pourtant le même but, mais avec plus de modération. Wang Tao divise les institutions politiques occidentales en trois types: le règne de l'empereur, celui du peuple et celui que se partagent l'empereur et

1124 DE 1789 à 1914

le peuple. Zheng Guanying développe le troisième type de pouvoir équilibré, qui ne doit pencher ni d'un côté ni de l'autre. Guo Songtao rejette quant à lui l'idée d'une maladie innée de la démocratie qui la prédisposerait à un changement de main du pouvoir. Tous préfèrent la monarchie constitutionnelle du Japon ou de la Grande-Bretagne à la démocratie française ou américaine plus radicale.

C'est sur ces bases que Zhang Zhidong, nouvelle étoile de la guerre franco-chinoise, développe l'idée d'« accessoire occidental » pour l'appliquer au « droit public » occidental, à l'égal de la technique et de la science. Il renouvelle ainsi la notion d'« essentiel-accessoire » avec la formule : « Le savoir chinois pour l'intérieur, le savoir occidental pour l'extérieur; le premier pour cultiver le corps et l'esprit, le second pour traiter les affaires sociales. » L'éthique, les principes sacrés ou l'esprit sont pour lui immuables, tandis que les techniques, les métiers et les institutions légales sont variables. En résumé, la loi (fa) est transitoire, l'esprit culturel permanent. Après la synthèse des écoles Song et Han réalisée par Chen Li, Zhang Zhidong tente d'aller plus loin en incorporant le savoir occidental à la sinité ou, plutôt, en sinisant l'occidentalisme, comme s'il s'agissait d'une « nouvelle culture ».

L'élan réformiste s'accélère brusquement avec l'essor soudain du Japon. En raison de son héritage shinto-confucéen qui met en valeur l'indépendance, le respect de l'individu et le don de soi du bushido, la restauration de Meiji triomphe à la fin des années 1860 et se voit rapidement européanisée, «quittant l'Asie pour l'Europe». C'est avec un sentiment mêlé d'admiration pour son passé et de mépris pour son présent que le Japon débute sa marche contre la Chine dans le cadre de sa «politique continentale». Mise à nu à plusieurs reprises dans la péninsule coréenne, la rivalité entre les deux géants asiatiques en quête de modernisation se concrétise avec la guerre sino-japonaise de 1894–1895. Une seule confrontation navale de quelques heures dans la mer Jaune suffira à écraser la flotte chinoise du Nord, qui avait été opérationnelle pendant dix ans. Les lendemains de la guerre marquent le peuple chinois comme jamais depuis 1840. La défaite n'a pas seulement un caractère militaire, mais elle témoigne aussi de l'inutilité des efforts de modernisation entrepris depuis plus d'une génération. Pire encore est l'humiliation terrible d'avoir été vaincu par un si petit pays, situé à la périphérie de la Chine, nourri de confucianisme et partageant les mêmes système d'écriture et contexte racial. Le Japon est assez proche de la Chine, géographiquement et culturellement, pour provoquer un «mal de la proximité » touchant bien plus profondément l'âme chinoise que le « mal de la distance» lié aux plus lointaines Europe et Amérique. Parvenue à une situation de « désordre intérieur et désastre extérieur », la Chine souffre à présent d'un double désastre extérieur — avec l'Occident et avec l'Orient — qui fait dévier l'élan réformiste.

Kang Youwei, Yan Fu et la radicalisation de la réforme

Kang Youwei fait son entrée au cours de cette période de troubles avec un radicalisme tout aussi culturel que politique. Marqué par le mentalisme néoconfucianiste de Lu Wang et par le bouddhisme Mahāyāna, il se consacre au salut de la Chine dès sa jeunesse. Kang Youwei, qui a pris contact avec la civilisation occidentale à Hong-Kong, se convertit définitivement à l'école de l'écriture nouvelle, après avoir suivi les enseignements de Liao Ping, le plus prestigieux lettré de l'école en cette fin de période Oing. Celle-ci lui semble en effet plus vivante que le mentalisme de Lu Wang, plus utile que le bouddhisme et plus sensible que l'occidentalisme, même s'il tente toujours d'avoir à l'esprit une synthèse positive de tous les éléments. C'est ainsi qu'en 1891, il rejette catégoriquement toute forme d'autorité orthodoxe dans son ouvrage intitulé Étude des faux classiques forgés par les savants de la dynastie Xin et que, en 1897, il effectue une réinterprétation de Confucius dans son Étude sur Confucius réformateur. Il y déclare textuellement que Confucius a composé les classiques majeurs afin d'encourager la réforme institutionnelle. Il évoque aussi la théorie du changement des classiques de l'écriture nouvelle, avec les trois âges du chaos, de la paix ascendante (le monde est alors en train d'y accéder) et de la grande paix. Dernier des grands lettrés de l'école de l'écriture nouvelle après ses prédécesseurs Gong Zizhen et Zengh Guofan, Kang Youwei devient l'un des plus grands réformateurs partisans de l'occidentalisation, quoique toujours au nom de Confucius et du confucianisme fondamentaliste.

Yan Fu est quant à lui le pionnier de l'occidentalisation culturelle. Parfaitement instruit des classiques chinois et familiarisé avec le savoir occidental grâce à ses études en Grande-Bretagne de 1877 à 1879, il est profondément marqué par le darwinisme social qui secoue alors le monde. Cette théorie analyse la sélection naturelle qui a nécessairement lieu dans une société et l'adaptation créative indispensable à la survie de l'espèce, ce qui semble si peu à propos pour la situation de la Chine. Le choc de 1895 est une vérification de cette théorie pour Yan Fu, qui expose ses propres idées dans une série d'essais. Dans le premier d'entre eux, Le Bouleversement rapide du monde, il explique que le changement dérive de la force de l'«instant-situation», une force inconnue même pour le sage, qui ne peut en modifier la course, mais seulement la prévoir et agir en conséquence. Il mentionne ensuite la véritable source du pouvoir et de la richesse de l'Occident, qui est de «respecter la vérité face à l'erreur en matière de savoir, et élargir le domaine privé au domaine public en matière de politique et de législation». Pour transformer la «vision de la réalité» des Chinois, il s'efforce de diffuser les sciences humaines occidentales, notamment avec sa traduction d'Évolution et éthique de Thomas Huxley, qu'il publie avec

des interprétations et des commentaires personnels sous le titre *De l'évolution*, employant un chinois on ne peut plus concis et incisif: «Les choses rivalisent, le Ciel choisit; le supérieur gagne, l'inférieur perd; le faible à la merci du fort», un cri d'alarme face à l'assujettissement et au génocide imminents de la nation. Cet ouvrage, ainsi que ses traductions successives de travaux décisifs comme *De la liberté* de John S. Mill, *De l'esprit des lois* de Montesquieu et *La Richesse des nations* d'Adam Smith, vont mener les Lumières chinoises vers une nouvelle phase d'apogée. Yan Fu fait l'éloge de la culture occidentale en tant que libération du potentiel de l'individu et dénonce l'importance accordée par le confucianisme au devoir de l'individu envers l'ordre établi, aux dépens de l'individualité et de la créativité. Il va même plus loin en réinterprétant le concept de «essentiel-accessoire»: la liberté est l'essentiel, la valeur fondamentale, et la démocratie l'accessoire, qui permet d'incarner la liberté en institution. D'un point de vue culturel, Yan Fu est encore plus radical que Kang Youwei.

En sa qualité d'évolutionniste, Yan Fu n'oublie pas les fondations traditionnelles sur lesquelles doit venir se greffer la civilisation avancée. Il trouve les germes de la science moderne et de l'évolution sociale exposés à l'état brut dans les classiques chinois et croit donc à l'évolution cumulative plutôt qu'au miracle de la mutation, au gradualisme politique plutôt qu'au radicalisme de Kang Youwei. Libéré après la réforme de 1898, Yan Fu continue de soutenir qu'il faut «éclairer la sagesse du peuple» et propose un programme systématique de «salut individuel», afin de compléter le savoir de l'Orient avec celui de l'Occident.

La réforme des Cent Jours (1898)

Kang Youwei commence sa carrière politique avec une série de pétitions à l'empereur. La deuxième d'entre elles, présentée aussitôt après la guerre de 1895 par le disciple de Kang, Liang Qichao, contient les signatures de 1 300 candidats aux examens métropolitains, examens que Kang et Liang ont tous deux passés à Pékin. Cette pétition, même si elle ne parvient pas jusqu'au trône, représente la première demande réelle de monarchie constitutionnelle. La pétition suivante finit toutefois par arriver à l'empereur Guangxu, qui la transmet à tous les gouverneurs provinciaux, afin d'engager un processus de réforme. La Société pour le renforcement de l'étude est fondée avec le soutien de Kang et la participation de Zhang Zhidong, de Li Hongzhang et de plusieurs émissaires américains et britanniques. Elle diffuse les idées réformistes à travers des conférences, des traductions et le quotidien *Bulletin de la Chine et de l'étranger*. Le journal le plus influent, *Gazette des affaires courantes*, est également publié par Liang Qichao.

Bientôt critiqué par les fonctionnaires de Pékin, le centre du mouvement se déplace, à contrecœur, de la capitale au Hunan, province dont le gouverneur tient à ce que les réformateurs poursuivent leurs activités. Pour encourager la réforme politique, Huang Zunxiang, haut fonctionnaire de la province, rédige une *Histoire du Japon*, unique témoignage direct de la restauration de Meiji. La haute bourgeoisie locale, représentée par Wang Xianqian et Ye Dehui, galvanise le mouvement en tentant un rapprochement avec les radicaux. En 1897, ceux-ci créent la Société des études du Sud, embryon d'assemblée provinciale, qui se charge de promouvoir les droits locaux de la haute bourgeoisie, ouvrir des bibliothèques et publier le *Journal du Hunan*, premier journal de la province.

L'idylle entre radicaux et modérés touche cependant bientôt à sa fin lorsque Liang Qichao est nommé directeur de l'École des affaires courantes. Liang et ses collègues, Tan Sitong et Tang Changcai, effectuent une réinterprétation des classiques confucéens sur la base des concepts occidentaux de liberté et d'égalité, et diffusent certains écrits antimandchous sur les massacres que ceux-ci ont commis par le passé. Liang, qui est de plus en plus exaspéré par l'occupation allemande de la baie de Jiaozhou, en vient à préconiser vivement l'indépendance du Hunan, à l'instar de Satsuma et de Chōshū dans le Japon de la fin des Tokugawa, deux fiefs qui atteignent l'autonomie régionale au moment du succès final de la restauration de Meiji. Cette radicalisation soudaine du mouvement va au-delà de ce que peuvent tolérer les modérés, et la rupture idéologique est consommée au printemps 1898. Wang Xianqian rédige une ébauche de convention contre l'hétérodoxie qui frappe la province. Dans le Journal du Hunan, Zhang Zhidong publie en plusieurs épisodes son Exhortation à l'étude, dans laquelle il insiste sur le fait que l'occidentalisation ne peut se réaliser que si le pouvoir établi est maintenu. Le schisme laisse présager l'échec des radicaux, qui ne disposent pas de l'approbation populaire dont jouit la haute bourgeoisie. Lorsque ce fidèle partisan provincial se voit obligé de faire brûler les écrits de Kang Youwei, le rêve d'indépendance disparaît complètement.

Les événements prennent néanmoins une tournure inattendue à Pékin lorsque les cinquième et sixième pétitions de Kang attirent l'attention de l'empereur, qui tente d'imposer son autorité face à celle de l'impératrice douairière. L'ambitieux souverain se décide à jouer d'un seul coup son propre sort et celui des Qing: il signe le premier décret de réforme le 11 juin 1898 et propose à Kang et à ses disciples de le rejoindre à la cour. Il s'ensuit alors une avalanche de plus de quarante édits touchant l'administration, l'éducation et le commerce. En très peu de temps, de nombreux bureaux jugés inutiles sont fermés, les subsides des Mandchous sont coupés, les obsolètes Bataillons verts dissous, les vieilles académies et les temples transformés en écoles modernes. Comme les privilèges sont sérieusement atteints, les

griefs se multiplient rapidement, éloignant de ce programme précipité et surchargé les réformateurs modérés de la cour. Ce flux démesuré d'édits est boycotté par les fonctionnaires de l'administration centrale et ignoré par les fonctionnaires locaux, sans parler de l'indifférence générale des masses. À mesure que la tension augmente à Pékin, l'empereur et les réformateurs, plus enthousiastes mais affaiblis, n'ont d'autre solution que de tenter le coup d'État pour éliminer l'opposition. L'impératrice, qui surveille de près leurs faits et gestes, réprime facilement le complot grâce à la trahison de Yuan Shikai le 21 septembre. L'empereur est alors confiné dans un petit îlot du parc impérial, six réformateurs, dont Tan Sitong, sont exécutés, Kang Youwei et Liang Qichao sont contraints à l'exil. La réforme des Cent Jours s'évapore comme de la brume.

Le conflit des civilisations jusqu'à l'émeute populiste

La guerre sino-japonaise a pour contrecoup de déclencher une véritable ruée sur les concessions. C'est ainsi que la Russie occupe la région septentrionale de la Grande Muraille; la Grande-Bretagne, la vallée du Yangzi jiang; la France, le Guangdong, le Guangxi et le Yunnan; l'Allemagne, le Shandong; le Japon, le Fujian. La Chine est menacée de partition imminente. Le sentiment xénophobe est si exacerbé qu'il surpasse même la haine farouche à l'égard des Mandchous et provoque une étrange alliance des classes supérieures et inférieures. Certaines sociétés secrètes remplacent peu à peu leur slogan «Renverser les Qing, chasser les étrangers» par «Soutenir les Qing, chasser les étrangers». Les faucons de la cour menés par Cixi se sentent si impuissants face à la menace extérieure qu'ils font appel au peuple.

Les missionnaires se trouvent au centre de cette haine, même s'ils ont contribué à la modernisation de la Chine bien plus que les autres marchands, diplomates et militaires à la recherche exclusive de leur propre intérêt. La source de cette haine réside dans le fait que les missionnaires se proposent la sainte mission de remplacer le confucianisme par le christianisme et qu'ils méprisent par principe la civilisation chinoise, la considérant comme du « bois pourri » inutile qu'il faut « totalement élaguer », comme l'écrit Arthur H. Smith, un missionnaire américain qui passe plus de quarante ans dans l'empire du Milieu (Smith, 1894, p. 330). Ils se montrent en général hostiles au culte des ancêtres, ce qui crée un gouffre infranchissable. Pour les sages chinois, le *dao* débute avec l'époux et l'épouse, de sorte que les valeurs familiales constituent le fondement du système de valeurs confucéen. «Le centre de leur culte est la dévotion filiale, écrit Robert Hart, la vénération des anciens fixe toutes les règles de la vie familiale, sociale et nationale » (Hart, 1901, p. 151). Cette culture orientée vers le devoir, qui insiste sur le

devoir immédiat de l'individu envers la famille, le pays et le monde, s'oppose diamétralement à la culture occidentale, orientée vers le droit, qui insiste sur l'inaliénabilité du droit de l'individu devant la transcendance. Ces valeurs ébranlent dans ses racines une société fondée sur la parenté.

Le sentiment anti-étranger est très présent dans le Shandong, la province natale de Confucius, où l'Allemagne occupe la baie de Jiaozhou et où la Grande-Bretagne contrôle Weihaiwei. Les missionnaires sont accusés d'être la source de tous les maux et les convertis chinois sont vus comme des traîtres désireux de servir d'esclaves aux étrangers, ce qui accentue encore davantage la colère de la population. Tandis que le sentiment xénophobe progresse, les faucons disposent de plus en plus du patriotisme populaire. La société des «Poings de justice et de concorde» (Yihequan), les «Boxers» (ou «Boxeurs») en Occident, s'organise d'abord pour l'autodéfense grâce à l'art martial chinois, mais change ensuite son nom en « Milice de justice et de concorde» (Yihetuan) au service du gouverneur. Les Boxers se tournent de plus en plus vers la magie avec des amulettes et des incantations, pour former finalement un vaste mouvement antiétranger, nourri d'un mélange de patriotisme moderne et de sorcellerie primitive. En mars 1900, ils marchent vers le nord et détruisent les voies de chemin de fer et les lignes télégraphiques avec le soutien de la cour. En juillet, de vastes groupes de Boxers furieux envahissent Pékin pour piller et incendier la capitale, qui devient par la suite le centre de la rébellion. Entre-temps, les sociétés secrètes reprennent leurs activités et des révoltes paysannes éclatent à nouveau. Le pays entier est en effervescence.

Bien que le mouvement des Boxers soit formellement semblable à celui des Taiping, il inverse la position prochrétienne et antimandchoue de ces derniers en adoptant une position antichrétienne et promandchoue, et remplace le monothéisme chrétien par le polythéisme populaire. Parmi les dieux des Boxers, on compte l'empereur de Jade du taoïsme séculaire, Sun Wukong, Zhuguo Liang et Guangong qui sont des personnages de contes, Xiang Yu et Huang Tianba, issus du théâtre populaire, et ainsi *ad libitum*. Ils qualifient de «barbares secondaires» tous ceux qui maintiennent des relations avec les étrangers, y compris l'empereur Guangxu, Kang Youwei et Li Hongzhang, une réaction extrémiste qui rejette toute forme de superculture, qu'elle soit occidentale ou chinoise. Le mouvement engendre toutefois l'opposition de certaines autorités provinciales qui organisent la «défense mutuelle du Sud-Est» et entretiennent de bonnes relations avec les consuls étrangers. La tension entre les deux cultures en est intensifiée.

Huit nations étrangères forment alors une coalition pour mener une expédition punitive. L'armée entre dans Pékin en août 1900, multipliant les massacres et les saccages comme lors des pires excès des Boxers. Le feld-maréchal Waldersee exécute loyalement les ordres de l'empereur Guil-

laume II: «Pékin doit être rasé. Pas de pitié! Pas de prisonniers!» La ville entière est mise à sac, et le palais impérial est dépouillé de la plupart de ses trésors. Waldersee dirige quarante-six expéditions punitives sanglantes dans le nord du pays, là où des missionnaires avaient été attaqués. Au bout du compte, la discorde s'installe dans le camp des alliés, et, au moment des négociations avec Li Hongzhang, la variété des propositions sape le semblant d'unité: l'Allemagne exige une punition exemplaire, la France déclare qu'elle ne souhaite pas le démembrement de la Chine, les États-Unis réitèrent leur demande de politique de la «porte ouverte», soutenant l'«entité territoriale et administrative de la Chine». Finalement, le traité de 1901 prévoit de sévères sanctions et de lourdes indemnités, mais n'ajoute, contrairement à l'habitude, aucune revendication territoriale.

Avec leur chair et leur sang, les Boxers ont démontré que l'homme est vulnérable aux balles modernes, tout comme l'inébranlable nationalisme populaire chinois. Le premier mouvement de masse dirigé contre l'impérialisme moderne échoue, mais il oblige les grandes puissances à reconsidérer la partition de la Chine. Waldersee lui-même reconnaîtra, dans ses mémoires, que l'esprit militant des Chinois n'a pas encore perdu la guerre. Cette rébellion irrationnelle a une conclusion rationnelle.

Du réformisme à la Révolution (1900–1912)

Une infiltration culturelle en profondeur

Tout au long de ce siècle tempétueux, et surtout pendant le chaos de « fin de siècle », les modèles occidentaux de pensée et de vie en ce début de XX^e siècle se sont abondamment infiltrés dans le sol chinois.

Yan Fu poursuit la diffusion de l'idéologie occidentale à travers ses traductions successives, dans les années 1900, de travaux tels qu'Étude de sociologie de H. Spencer et Logique de S. Jevon; il tente d'occidentaliser la culture figée de la Chine pour la réorienter vers l'activité. Dans le même ordre d'idées, l'esthète Wang Guowei puise dans l'initiative subjective de Kant, Schopenhauer et Nietzsche. La tendance politique commune des différentes pensées est d'aspirer à la révolution, indifféremment de l'occidentalisme absolu et du nationalisme radical. Kang Youwei, qui se trouve alors en exil, écrit entre 1901 et 1902 le célèbre Livre de la grande unité, un ouvrage qui, en annonçant la fin des trois âges des classiques de l'écriture nouvelle, rejette complètement les valeurs familiales sur lesquelles repose l'ensemble de la

moralité confucéenne. Il pense que seule l'abolition de la famille pourra entraîner l'abolition de la propriété privée et de l'État national et propose, pour cela, que les hommes et les femmes ne cohabitent pas plus d'un an, ce qui représente un programme encore plus radical que celui de Marx dans le *Manifeste du parti communiste*. Paradoxalement, il continue de soutenir l'empereur, prétextant que les Chinois n'ont pas encore atteint la maturité suffisante pour la révolution. Ces idées aboutissent à un étrange éclectisme «kanguien» de radicalisme culturel et modération politique.

Zhang Taiyan, un révolutionnaire radical antimandehou qui s'oppose à Kang Youwei, rejette avec vivacité cette idée d'immaturité en soutenant que la révolution préparerait d'elle-même le peuple chinois à la révolution. Le jeune Zhou Rong, dans son traité *L'Armée révolutionnaire*, glorifie librement la révolution comme une loi de l'évolution sociale et un axiome du monde, et revendique une république pour la Chine. Le traité est publié en 1903 par Zhang dans la *Tribune du Jiangsu* et donne lieu à ce que l'on nommera «l'affaire de la *Tribune du Jiangsu*», qui voit Zhou mourir en prison à l'âge de 20 ans et Zhang être incarcéré pendant deux ans. Ces événements provoquent une grande ferveur révolutionnaire, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. En dépit de son nationalisme radical, Zhang n'est en aucun cas antitraditionaliste. Il rejette le culte que Yan Fu voue à l'Occident, en expliquant que l'évolution contient autant de bien que de mal et que le système représentatif ne représente pas forcément l'égalité des droits entre riches et pauvres, nobles et roturiers. Zhang s'oppose à l'école de l'écriture nouvelle, notamment au culte de Confucius en tant que pape de la réforme comme le voyait Kang, et se tourne vers le légiste Xunzi et le moïsme. De plus en plus séduit par l'action positive du bouddhisme, il propose de «compter sur soi-même et non sur les autres », ni sur le Dieu transcendantal des chrétiens, ni sur les divinités et les esprits apparents de la théologie taoïste. Il s'engage finalement à créer lui-même une nouvelle civilisation qui soit une véritable synthèse des cultures chinoise, occidentale et indienne.

Entre 1902 et 1905, quand la révolution est dorénavant sur la bonne voie, Sun Yat-sen réunit Huang Xing et Song Jiaoren pour fonder la société de la «Ligue jurée» (*Tongmenghui*) et élabore son programme révolutionnaire qu'il résume dans les «trois principes du peuple», le nationalisme, la démocratie et le socialisme, d'après l'expression de Lincoln «du peuple, par le peuple et pour le peuple» et le projet d'Henry George de taxer les propriétaires fonciers pour toute augmentation de la valeur des terres. Malgré son occidentalisme radical, Sun Yat-sen ne rompt pas autant que ses prédécesseurs avec les traditions. Il expose clairement ses idées en 1905 dans le premier numéro de la *Tribune du peuple*: «Parmi les principes sur lesquels j'insiste pour la révolution, certains proviennent de la morale traditionnelle chinoise, d'autres s'inspirent des théories et des enseignements des Occi-

1132 DE 1789 à 1914

dentaux, et d'autres encore sont de ma propre création.» Il a l'intention d'«accomplir d'un seul coup la révolution sociale et la révolution politique», afin de réaliser l'idéal classique de «grande harmonie sous le Ciel.»

L'infiltration culturelle de l'Occident se poursuit dans la culture populaire. Lin Shu est le premier intermédiaire dans l'introduction des romans de la littérature occidentale et il traduit pas moins de 150 titres en quelque 12 millions de mots. Dépourvu de connaissances en langues étrangères, il recueille l'esprit et l'atmosphère de l'original à partir de l'interprétation orale de son collaborateur et l'exprime dans une langue classique élégante et vivante. Des romans tels que La Dame aux camélias d'Alexandre Dumas, David Copperfield de Charles Dickens et Ivanhoé de Walter Scott commencent ainsi à combler le fossé séparant les nouveaux intellectuels de l'occidentalisme. En partie suscitée par les traductions de Lin, une tendance à l'élégance du style fait son apparition dans les romans populaires, dont certains dénoncent la décadence de la bureaucratie et prônent le réalisme critique moderne, les plus remarquables étant De la situation actuelle de la bureaucratie, Choses extraordinaires vues à la capitale depuis vingt ans et L'Odyssée de Lao Can. D'autres romans blâment les vices de certains modes de vie citadins, quoique avec peu de sensibilité littéraire. Un nouveau genre théâtral, d'abord nommé «théâtre civilisé», voit le jour à Shanghai en 1902, fondé sur le modèle du théâtre étranger et joué par des étrangers. Lorsque les pièces sont écrites et interprétées par des Chinois, elles mettent en scène la vie contemporaine, en particulier celle des révolutionnaires, comme dans Oiu Jin, Xu Shilin et La Famille révolutionnaire, contrastant ainsi fortement avec les ouvrages traditionnels. Le cinéma apparaît quant à lui en 1903. L'infiltration culturelle est à double tranchant: elle occidentalise les Chinois en les détournant du fondamentalisme confucéen et leur inspire la révolte contre l'Occident et contre les Oing.

Dix ans de nouveaux pourparlers à la cour

Une réforme profonde débute avec le décret que l'impératrice signe le 8 janvier 1901 lors de son douloureux exil à Xian. Peu disposée à maintenir la dynastie sur la défensive, elle s'engage dans de nouveaux pourparlers qui correspondent à une authentique réforme, bien plus audacieuse que celle des Cent Jours. À la demande de la cour, Zhang Zhidong et Liu Kunyi présentent ensemble trois requêtes officielles concernant l'occidentalisation future de l'éducation, du droit et des systèmes politique et économique; ils y développent des idées de Feng Guifen et de Kang Youwei, mais les exposent d'une manière bien plus détaillée et énergique qu'elles ne l'avaient été au cours de toute la période précédente.

La guerre russo-japonaise de 1905, qui éclate sur le territoire chinois et se solde par la victoire du Japon, stimule la Chine à continuer sur la voie de la réforme politique. «Le résultat de cette guerre, commente Zhang Jian, signifie la victoire de la monarchie constitutionnelle et la défaite de la monarchie autocratique. » Zhang Zhidong et Yuan Shikai présentent ensemble des requêtes de constitution à l'impératrice qui, l'année suivante, promulgue un décret en promettant l'organisation. La tendance constitutionnaliste s'enflamme soudain et gagne rapidement l'ensemble du pays. Zhang Jian, autrefois le candidat aux examens numéro un à la cour et désormais le premier entrepreneur moderne de Chine, est des plus actifs comme chef du mouvement. Kang Youwei, motivé depuis l'exil, transforme sa Société pour la défense de l'empereur en Société constitutionnelle nationale. Liang Qichao, encore plus enthousiaste, organise la « Société d'information politique» et publie au Japon le Magazine d'information politique, afin de soutenir le parlementarisme responsable et l'indépendance judiciaire et faire preuve de bonne volonté envers la cour. Par l'intermédiaire de sa Revue du nouveau peuple, il plaide constamment pour un changement politique progressif sous le drapeau de la constitution et emploie un style nouveau qui mélange les dictions classique et populaire, gagnant instantanément des partisans parmi le public des lecteurs.

Les nouveaux pourparlers aboutissent à certaines réformes politiques prévisibles. L'impératrice Cixi admet que les qualités de la civilisation occidentale résident plus dans la compréhension entre dirigeants et dirigés que dans les sciences mécaniques. Le décret de 1906 approuve ainsi une constitution visant à rapprocher l'empereur du peuple. L'année suivante, la cour propose la mise en place d'une assemblée constituante et d'assemblées provinciales. Limitées au suffrage des lettrés et des riches propriétaires fonciers, les assemblées provinciales deviennent immédiatement le centre de l'opposition, alors que le gouvernement semble de plus en plus maladroit et de moins en moins clair dans ses réponses. Certains fonctionnaires de province devancent même la cour en redéfinissant la manière dont le gouvernement doit se rapprocher du peuple. Zhao Erxun inaugure dans le Shanxi un système de surveillance mutuelle (baojia) qui réduit le rôle de l'administration au profit d'une plus grande participation populaire. D'autres fondent des écoles pour les femmes, développent un système de police urbaine ou redistribuent les fonds de la communauté locale pour favoriser les réformes de l'administration et de l'instruction locales. Le nouveau Bureau des affaires gouvernementales publie officiellement ces initiatives et soutient formellement l'administration régionale en 1905. Selon le modèle japonais, Yuan Shikai met rapidement en place un «bureau d'autogestion», afin d'étudier les limites de la représentation dans l'administration locale.

De manière plus remarquable encore, ces nouveaux pourparlers établissent les bases d'un système d'éducation moderne. Cixi reconnaît que le principal défaut des institutions existantes est dû aux méthodes obsolètes qui entraînent un manque déplorable d'hommes compétents dans le pays. À ce sujet, Zhang Zhidong prédit simplement que la survie de la dynastie dépendra de la qualité de l'instruction. Une série de mesures sont donc prises pour abolir le système des compositions en huit parties (bagu) en 1901, pour transformer les académies traditionnelles en écoles modernes, d'abord au Shandong pendant la même année, à l'instigation de Yuan Shikai, et, enfin, pour abolir, en septembre 1905, le système traditionnel des examens officiels, qui avait duré plus de deux mille ans et était devenu, au cours de sa dernière étape, le centre de presque tous les abus de l'administration. La création du ministère de l'Éducation et d'un certain nombre d'associations éducatives de l'élite provinciale offre un soutien supplémentaire aux écoles modernes. En retour, Zhang Zhidong encourage vivement les décrets de 1901 et 1902, qui sélectionnent les étudiants devant aller se former à l'étranger — ceux-ci passent de 20 à 2 000 vers la fin des années 1900. Ces nouveaux étudiants modernes, en particulier ceux qui sont envoyés à l'étranger, serviront à la fois la dynastie des Qing et la première république de Chine.

L'interaction entre la réforme constitutionnelle et la révolution républicaine

Les nouveaux pourparlers transforment le conflit idéologique opposant réformateurs modérés et radicaux en un conflit entre constitutionnalistes et républicains. Une vive controverse a lieu au Japon entre 1905 et 1907, notamment dans les pages de la Revue du nouveau peuple de Liang Qichao et de la Tribune du peuple, qui devient le journal officiel de la Ligue jurée. Le cœur du problème ne concerne toutefois pas la forme du gouvernement à venir mais pose une question plus urgente : est-il nécessaire de renverser le pouvoir mandchou? Pour Liang, cela ne l'est pas, car les Mandchous ont commencé à modifier leur autocratie. Dans ses exposés riches et sensibles, il insiste invariablement sur le fait qu'une réforme graduelle est préférable à un anéantissement soudain des traditions. Sun Yat-sen et ses partisans se lancent dans une puissante contre-attaque en défendant la nécessité de renverser un pouvoir sans aucun doute responsable des malheurs de la Chine. Ils soutiennent l'attitude pro-occidentale de Sun, proche des étrangers éclairés auxquels il demande officiellement de l'aide. Bien qu'appartenant au même camp, Zhang Taiyan accuse violemment Sun d'accepter de grandes sommes d'argent de la part des étrangers et se montre soucieux de ce que la révolution ne prenne un caractère trop occidental au détriment de la culture chinoise.

La nouvelle politique éveille autant de ferveur constitutionnelle que de mécontentement face à la lenteur de l'administration, deux tendances qui convergent vers les mouvements constitutionnels. Soutenus par le pilier que représente leur base sociale, c'est-à-dire la haute bourgeoisie commerçante et la toute nouvelle bourgeoisie, les constitutionnalistes organisent en 1905 un boycott des produits américains pour protester contre les nouvelles lois sur l'immigration défavorables aux Chinois et un autre boycott semblable contre le Japon en 1908. Les manifestations géantes en faveur du parlementarisme débutent en 1910 et rassemblent successivement des dizaines de milliers de personnes dans seize provinces concernées.

Quand la haute bourgeoisie marchande se décide à défendre en même temps ses intérêts économiques face aux étrangers et ses privilèges politiques face à la cour, une violente campagne est mise en œuvre pour retirer leurs droits aux étrangers. En 1905, Zhang Zhidong négocie avec l'Amérique le rachat des droits pour la construction d'une ligne de chemin de fer Hankou-Canton passant par les provinces du Guangdong, du Hunan et de Hubei, ainsi que pour la construction d'un prolongement de la voie de Hankou jusqu'au Sichuan. Pourtant, comme aucune de ces provinces ne se montre assez forte pour entreprendre l'énorme chantier, la cour saisit l'occasion pour nationaliser la principale ligne de chemin de fer en empruntant de lourdes sommes aux banques étrangères, ne laissant aux entreprises privées que des lignes mineures et secondaires. En guise de protestation, l'assemblée provinciale du Sichuan fonde, en juin 1911, le «Mouvement pour la protection des chemins de fer» qui fait circuler des pétitions et organise de nouvelles manifestations. L'agitation populaire est surtout due à l'indignation provoquée par les emprunts et un vaste mouvement de masse surgit en août pour exiger le report de la nationalisation. Les arrestations qui s'ensuivent et le massacre du 7 septembre poussent le mouvement à dépasser sa finalité défensive pour adopter une logique révolutionnaire. Un chef de la Ligue déclare: «La politique intérieure est sans espoir et le gouvernement ne semble guère se soucier du peuple. Seule la révolution peut encore sauver le pays.»

Le mécanisme révolutionnaire prend dès lors son élan. Les républicains établissent des relations avec la nouvelle génération d'étudiants, les soldats de la Nouvelle Armée et les sociétés secrètes. Sun Yat-sen rejoint la Triade (*Hongmen*) et se voit nommer généralissime à Honolulu en 1902, avant d'être accueilli aux États-Unis en 1904 comme le « grand frère Sun ». Après avoir fondé la Société pour la régénération de la Chine, il multiplie les soulèvements armés, qui s'élèvent en tout à dix entre 1895 et 1911, jusqu'à leur point culminant en avril 1911, avec l'exécution des « soixante-douze martyrs » à Canton.

Le succès définitif de la révolte de Wuchang relève plus d'une confluence des deux tendances que d'une action préméditée, comme cela avait

1136 DE 1789 à 1914

été le cas au cours des dix occasions précédentes. La révolte débute avec l'explosion accidentelle d'une bombe le 9 octobre dans une organisation périphérique de la Ligue jurée, ce qui provoque la mutinerie des soldats de la Nouvelle Armée, qui s'emparent des bureaux du gouverneur général de Wuchang le 10 octobre. Comme aucun chef n'est présent parmi les rebelles, c'est un commandant de brigade, Li Yuanhong, qui est placé à la tête du gouvernement militaire provisoire et Tang Hualong, un constitutionnaliste, qui est chargé de l'administration civile. En cinquante jours, presque toutes les provinces sont prises par des forces sociales diverses: constitutionnalistes et républicains, officiers opportunistes et sociétés secrètes. Certains chefs de la Ligue refusent d'admettre l'importance de la révolte et Sun Yat-sen lui-même n'y voit sur le moment qu'un «pur incident». Huang Xing arrive à Wuchang le 20 octobre, mais il est déjà trop tard pour déloger le président, ce qui le force à créer un second centre révolutionnaire à Nankin et Shanghai. Une lutte amère pour la présidence oppose les deux centres, jusqu'à ce que Sun Yat-sen revienne de l'étranger pour être élu président. Il prend ses fonctions à Nankin le 1^{er} janvier 1912, 1'an I de la république de Chine.

L'histoire, toutefois, ne s'arrête pas là. La rapidité de la victoire, en un record de quatre-vingt-trois jours qui a rarement été égalé par les grandes révolutions de ce monde, ne s'avère pas être un avantage. L'ambitieux Yuan Shikai semble donc indispensable à ce moment-là pour sauver le pays de la guerre civile. Il fait pression sur les Qing pour qu'ils abdiquent au plus tard le 12 février 1912, puis sur la jeune République pour qu'elle le nomme à la présidence le 10 mars. Il s'ensuit alors une période confuse de guerres entre les «seigneurs de la guerre», qui plonge la Chine une fois de plus dans le chaos. L'issue de la Révolution de 1911 entraîne de nouvelles réflexions. Lorsque, plus tard, il explique les trois principes du peuple, Sun Yat-sen invoque les valeurs traditionnelles, «la loyauté et la dévotion filiale, la bonté et l'amour, la fidélité et la justice, l'harmonie et la paix », contre ceux qui sont intoxiqués par l'occidentalisation massive. Yan Fu, désespéré par le résultat de la Révolution et, en plus, par le déclenchement de la Première Guerre mondiale, dénonce l'occidentalisme comme une culture qui «saccage pour son propre intérêt et se comporte de manière honteuse sans faire preuve du moindre sentiment de honte», ce qu'il croit être la conséquence inévitable d'un individualisme excessif. Il encourage donc à soutenir la culture chinoise millénaire.

La Chine se prépare à un nouveau cycle de restauration, réformation et révolution. Sans cesser de voir sa quête de modernisation subir la pression entre la sinisation et l'occidentalisation, elle découvrira que le siècle passé n'était que le prologue du siècle à venir.

BIBLIOGRAPHIE

Banno M. 1964. *China and the West, 1858–1861: the origin of the Tsungli Yamen.* Cambridge, Harvard University Press.

- BOARDMAN E. 1952. Christian influence upon the ideology of the Taiping rebellion, 1851–1864. Madison, University of Wisconsin Press.
- Chen X. 1992. The social metabolism of modern China. Shanghai, Renmin Chubanshe.
- CHESNEAUX J., BASTID M., BERGÈRE M. C. 1976. China: from the Opium wars to the 1911 revolution. New York, Random House Inc.
- Cohen P. A. 1963. *China and christianity: the missionary movement and the growth of Chinese antiforeignism, 1860–1870.* Cambridge, Harvard University Press.
- 1973. Between tradition and modernity: Wang T'ao and reform in late Ch'ing China. Cambridge, Harvard University Press.
- FAIRBANK J. K. (dir. publ.). 1978. Late Ch'ing, 1800–1911 (I). Vol. 10. The Cambridge history of China, Cambridge, Cambridge University Press.
- FAIRBANK J. K., LIU, K. C. (dir. publ.). 1980. *Late Ch'ing*, 1800–1911 (II). Vol. 11. *The Cambridge history of China*. Cambridge, Cambridge University Press.
- FENG G. 1884. Straight words from the lodge of Bin studies. Jiangsu, Family Feng.
- Feuerwerker A. 1968. *China's early industrialization: Sheng Hsuan-huai* (1844–1916). Cambridge, Harvard University Press.
- Folsom K. E. 1968. *Friends, guests, and colleagues: the «mu-fu» system in the late Ch'ing period.* Berkeley, University of California Press.
- GONG Z. 1959. Complete works of Gong Zizhen. Shanghai, Zhonghua Shuju.
- HAIL W. J. 1927. *Tseng Kuo-fan and the Taiping rebellion*. New Haven, Yale University Press.
- HART R. 1901. « These from the land of Sinim »: essays on the Chinese question. Londres, Chapman & Hall.
- HOLT E. 1964. The Opium wars in China. Londres, Putnam.
- Hsu I. C. Y. 1970. *The rise of modern China*. New York, Oxford University Press.
- JIAN B. et al. (dir. publ.). 1951. The Boxers. Shanghai, Shenzhou Guoguang She.

— 1953. The reform of 1989. Shanghai, Shenzhou Guoguang She.

- JIAN Y. 1962. Complete history of the Taiping heavenly kingdom. Hong-Kong, Chien's Meng-chin Studio.
- JIANG D. 1956. A tentative study of Nian army history. Pékin, Sanlian Shudian.
- KANG Y. 1891. A study of the classics forged during the Xin period [il existe plusieurs rééd. postérieures].
- 1897. A study of Confucius as an institutional reformer. Shanghai, Datong.
- LATOURETTE K. S. 1929. *A history of christian missions in China*. Londres, Society for Promoting Christian Knowledge.
- LEVENSON J. R. 1953. *Liang Ch'i-ch'ao and the mind of modern China*. Cambridge, Harvard University Press.
- 1974. Between tradition and modernity: Wang T'ao and reform in late Ch'ing China. Cambridge, Harvard University Press.
- Li H. 1905. Complete works of Li Wenzhong Gong. Shanghai, Commercial Press.
- Luo E. 1937. An outline history of the Taiping heavenly kingdom. Shanghai, Commercial Press.
- Qi S. et al. (dir. publ.). 1954. The Opium war. Shanghai, Shenzhou Guoguang She.
- QIAN M. 1937. A history of Chinese scholarship over the past three hundred years. Shanghai, Commercial Press.
- RICHARD T. 1916. Forty-five years in China. New York, Frederick A. Stokes Co.
- Schifflin H. Z. 1968. *Sun Yat-sen and the origins of the Chinese revolution*. Berkeley, University of California Press.
- Schwartz B. 1964. *In search of wealth and power: Yen Fu and the West.* Cambridge, Harvard University Press.
- Shao X. et al. (dir. publ.). 1955. The Sino-French war. Shanghai, Renmin Chubanshe.
- 1956. *The Sino-Japanese war*. Shanghai, Xinzhishi Chubanshe.
- SMITH A. H. 1894. Chinese characteristics. New York, Fleming H. Revel Co.
- Spence J. D. 1990. The search for modernization of China. New York, Norton.
- Sun Y. S. 1950. *The complete works of the national father*. Taipei, Guomindang History Commission.

Wang E. M. 1977. *Historical essays on modern Chinese thought*. Taipei, Hua-shih.

- WANG T. 1883. *Supplementary writings of Tao Garden*. Hong-Kong, publ. personnelle.
- Wei Y. 1978. *Haiguo tuzhi (Illustrated treatise on the maritime kingdoms*). Éd. ampl. (1° éd., 1844).
- WRIGHT M. C. 1957. *The last stand of Chinese conservatism: the T'ung Chih restoration*, 1862–1874. Stanford, Stanford University Press.
- YAN F. 1922. Yan Fu's poems and essays. Shanghai, Guohua Shuju.
- 1931. A collection of famous Yan translations. Shanghai, Commercial Press.
- XIANG D. et al. (dir. publ.). 1852. The Taiping heavenly kingdom. Shanghai, Shenzhou Guoguang She.
- XIAO Y. 1928. A general history of the Qing Period. Shanghai, Commercial Press.
- ZENG W. G. 1876. Complete works of Zeng Wenzheng Gong. Éd. ampl.
- ZHANG Z. 1928. Complete works of Zhang Wenxiang Gong. Pékin, Wenhua Zhai.
- ZHANG ZHONGLI. 1955. *The Chinese gentry*. Madison, University of Wisconsin Press.
- Zhao E. 1928. Draft history of the Qing dynasty. Pékin, Qing History Office.
- ZHENG G. 1892. Warning to a prosperous age. Réimp. de 1965, Taipei, Ta-t'ung.

13.3.2 LE JAPON

Hiroshi Mitani

L'assimilation de la science occidentale au Japon présente deux caractéristiques principales: d'une part, elle est effectuée par le même peuple qui avait rejeté le retour des États occidentaux au milieu du XIX^e siècle et qui avait réussi à se protéger de la colonisation; d'autre part, elle se concentre sur les aspects techniques de la culture occidentale, notamment durant les premières étapes. En conséquence, la science moderne n'entraîne aucun conflit important ou durable avec la culture japonaise traditionnelle et joue un rôle moteur dans l'accélération de l'industrialisation, qui avait déjà commencé avec ce que l'on a appelé l'«impact occidental».

LES DÉBUTS DU JAPON MODERNE: PROTONATION ET ESSOR DU SAVOIR OCCIDENTAL

Les historiens japonais contemporains qualifient la période de l'histoire du Japon allant du XVII^e au XIX^e siècle de « début de l'époque moderne » et non pas de « période prémoderne ». En effet, avant l'occidentalisation entreprise par la révolution Meiji, la société japonaise présente déjà certains signes de modernité: l'organisation administrative du système gouvernemental, l'expansion de l'économie de marché et la laïcisation de la société.

Au début de l'époque moderne, l'État japonais est une sorte de protonation. Bien que ses frontières et les relations entre l'État et le peuple ne soient pas clairement définies, il est le prototype d'un État-nation. Son unité administrative de base est le territoire du daimyo (seigneur féodal) et représente une sorte d'État bureaucratique dirigé par une famille. Les samouraïs (dirigeants guerriers) qui, durant l'époque médiévale, étaient des seigneurs locaux sont cantonnés dans des villes-châteaux et deviennent des fonctionnaires dépendants des territoires des daimyos. Les postes qu'ils occupent résultent d'un statut héréditaire. À l'inverse de la Chine ou de la Corée, le Japon ne connaît pas de système d'examens fondé sur les théories du confucianisme et le gouvernement n'exige donc des samouraïs aucune connaissance ou idéologie spécifique. Le Japon du début de l'époque moderne est une fédération de quelque 260 territoires de daimyos

rassemblés autour du pouvoir impérial de Kyōto et du shogunat Tokugawa d'Edo. En termes politico-administratifs, il s'agit d'un système décentralisé mais, au XVIII^e siècle, d'un point de vue social, le Japon commence à être perçu comme une nation fortement intégrée. Ce protonationalisme est fondé sur une interprétation de l'histoire soutenant le caractère éternel du règne de l'empereur, et non pas du gouvernement. Cette distinction facilite la dissolution et la reconstitution de l'État japonais sans que soit troublé l'ordre social lorsque le pays est confronté, au milieu du XIX^e siècle, à l'«impact occidental».

Les Tokugawa mettent fin à une période de guerres civiles ininterrompues depuis trois siècles, expulsent les catholiques, qui se sont approprié l'Amérique latine et les Philippines, et limitent le plus possible les relations avec les étrangers. La période de paix de deux cents ans que connaît l'archipel par la suite entraîne l'essor des relations commerciales à travers tout le pays. Les daimyos sont astreints par le shogun à résider alternativement à Edo et dans leur domaine, ce qui contribue au développement des réseaux de transport entre les domaines seigneuriaux des daimyos et les trois principales villes du pays — Edo, Ōsaka et Kyōto –, ainsi qu'au développement des échanges commerciaux sur de longues distances. De plus, le shogun entreprend de faire frapper une grande quantité de pièces de cuivre, d'argent et d'or, dont une importante partie se retrouve tout d'abord en Chine pour financer l'importation de soieries de qualité. Néanmoins, la demande intérieure croît rapidement, et les mines atteignent bientôt les limites de leur production. Le gouvernement doit faire face au problème des prix sur le marché intérieur et décide de restreindre ses exportations et d'encourager l'importation de produits autres que la soie. L'économie japonaise se trouve alors nettement en marge du marché de l'Asie de l'Est, dont elle était pourtant très proche à l'époque médiévale.

Dans cette situation d'enfermement, l'économie se développe progressivement sur le marché intérieur. Les échanges concernent une grande variété de biens allant du riz aux produits manufacturés comme les textiles (coton, soie), les produits alimentaires élaborés tels le saké (l'alcool de riz), le miso (un condiment à base de soja), la sauce de soja et des produits de luxe comme le thé et le tabac. Le réseau commercial s'agrandit à mesure que les échanges interrégionaux augmentent, en plus des relations entre le centre et les provinces. Parmi les négociants on trouve les marchands des villes, les propriétaires terriens vivant à la campagne et s'occupant d'agriculture mais aussi de commerce et d'industrie, et les États des daimyos. Ces derniers émettent une monnaie locale, encouragent la production domaniale, l'«exportation» de la production vers les villes du centre et vers les autres domaines et la «substitution des importations», en coopération avec les marchands de leur territoire. Les samouraïs n'ont quant à eux pas le droit de

pratiquer le commerce privé, mais ils acquièrent une grande expérience du négoce et de la gestion grâce aux fonctions administratives qu'ils occupent dans les territoires des daimyos.

Le Japon du début de l'époque moderne fait l'expérience de la laïcité. La société japonaise médiévale était fondée sur une pratique religieuse à la tête de laquelle se trouvaient les prêtres bouddhistes, la noblesse de cour et les samouraïs. Les Tokugawa et les daimyos, qui sont à l'origine de l'État moderne, considèrent toutefois leur pouvoir comme séculier, à l'inverse des prêtres qui leur avaient disputé le pouvoir. Le pouvoir shogunal prive les temples du droit de régler la vie du peuple et les transforme en une sorte de sous-traitants chargés de surveiller les chrétiens, processus pendant lequel le bouddhisme est mis en retrait de la scène politique et commence à se centrer sur la notion de salut, ce qui lui vaut, pour la première fois dans l'histoire du pays, de trouver des fidèles dans la population. Le peuple s'adressait à de nombreuses divinités, vénérées par des familles ou des villages entiers, pour se garantir la santé et la prospérité, mais il se tournait vers le bouddhisme quand il s'agissait du salut individuel après la mort. Les rites shintos et bouddhiques étaient essentiellement observés pour des raisons culturelles, alors qu'en matière de religion, on suivait les préceptes de diverses sectes bouddhiques ou confucéennes. Ces pratiques spirituelles se sont d'ailleurs maintenues jusqu'à nos jours.

Cette situation permettait la coexistence de plusieurs points de vue ou de plusieurs doctrines. Un grand nombre de vieux manuels traitant de l'histoire du Japon sont dans l'erreur lorsqu'ils affirment que le gouvernement du début de la période moderne adopte le confucianisme comme religion officielle. Le pouvoir est en fait indifférent à toutes les doctrines religieuses à moins qu'elles se montrent hostiles ou qu'elles refusent les lois et les inspections gouvernementales, à l'image du catholicisme ou d'une secte bouddhiste fermée. S'il est vrai que les samouraïs étudient le confucianisme, ce n'est pas pour qu'il régisse leur vie ou parce que sa connaissance est indispensable pour passer des examens d'État comme en Chine ou en Corée, mais c'est parce qu'il est considéré comme utile aux représentants du pouvoir. Ainsi, le Japon, au début de sa période moderne, assiste non seulement à l'émergence d'une multitude d'écoles confucéennes parallèlement à l'arrivée de l'école de Zhou Xi, mais il assiste également à la naissance des «études nationales» — l'étude des classiques nippons — et des «études hollandaises» — autre nom de l'apprentissage du savoir européen par l'intermédiaire des Pays-Bas. Il est alors fréquent de voir une même personne étudier ces deux sujets. L'ouverture d'esprit et la diversité intellectuelle s'appuient sur la tradition du syncrétisme et sont soutenues par l'indifférence du pouvoir, ce qui explique que la science occidentale n'engendre pas de conflit durable avec les croyances traditionnelles.

La pensée occidentale moderne arrive sur l'archipel avec le christianisme au XVIe siècle et disparaît au début du XVIIe siècle. Ce n'est qu'au milieu du XVIIIe siècle que les Japonais tournent à nouveau leur regard vers l'Occident, bien qu'ils ne se montrent pas intéressés par le christianisme ou la politique, mais par les seuls aspects pragmatiques de la science et de la technique, comme la médecine, l'histoire naturelle, l'astronomie, la géographie, l'armement ou les techniques industrielles. Ce regain d'intérêt n'est pas uniquement dû à la suppression des interdictions gouvernementales qui frappaient les étrangers. Même si celles-ci sont levées au lendemain de la révolution Meiji, le nombre de chrétiens n'atteint pas 1 % de la population, situation qui contraste fortement avec celle de la Corée où le christianisme est très répandu, et ce malgré l'hostilité politique qu'il y connaît.

Les «études hollandaises» font découvrir aux Japonais une toute nouvelle «vision du monde». Sugita Genpaku, l'un des fondateurs de cette école, se remémore son expérience comme s'il s'agissait d'une conversion religieuse. Un jour, alors qu'il assiste à une autopsie avec un livre d'anatomie néerlandais entre les mains, il découvre des organes qui auparavant n'étaient pour lui que des protubérances sans signification. Lui et ses camarades décident alors de traduire l'ouvrage malgré leur faible connaissance du néerlandais. Au Japon, comme sur le reste de la planète, la découverte de la science occidentale moderne change totalement le mode de perception et la vision du monde. Cette transformation est également favorisée, dans les arts picturaux, par l'apparition de la perspective. Néanmoins, ce changement de perception et l'introduction de méthodes d'apprentissage « modernes » n'entrent pas en conflit avec les visions du monde déjà présentes. Ainsi, l'école médicale néerlandaise se répand largement dans la zone rurale vers le milieu du XIX^e siècle, alors que l'école chinoise traditionnelle y maintient son influence jusqu'en 1880. Au Japon, la science moderne est facilement acceptée et adoptée comme une connaissance ou une vision du monde différente, et elle s'impose à mesure que son utilité est reconnue par les habitants de l'archipel.

Les «études hollandaises» comprennent également l'étude de la langue néerlandaise à travers la rédaction de grammaires et de dictionnaires. Elles réorganisent les méthodes d'étude de la botanique, de la zoologie et de la minéralogie héritées de la Chine et font connaître la géographie et l'astronomie. Après avoir assimilé l'explication mathématique de l'espace et du temps, ainsi que les méthodes d'observation et d'expérimentation, les Japonais s'émancipent. C'est ainsi qu'un groupe d'astronomes compile un calendrier original et qu'Ino Tadataka et ses successeurs cartographient les côtes de l'archipel par des observations de terrain pendant la première moitié du XIX^e siècle. Lorsque la tension monte avec la Russie dans la zone nord du pays au tournant du XIX^e siècle, le Japon porte son attention sur

1144 DE 1789 à 1914

les techniques militaires européennes. La supériorité occidentale dans ce domaine et en matière de navigation ne faisait déjà aucun doute parmi les lettrés avant le déclenchement de la première guerre de l'Opium, laquelle allait entraîner de profonds changements dans l'environnement international de l'Asie du Nord-Est. Quelques années avant le débarquement, en 1853, du commodore Matthew C. Perry, envoyé spécial des États-Unis au Japon, le daimyo de Saga s'était engagé dans la fabrication de pièces d'artillerie et celui de Kagoshima avait entrepris la construction d'un navire dans le style occidental, et ce avec l'approbation du shogun. La technique nécessaire à ces réalisations avait été acquise par l'étude de livres néerlandais et de modèles importés *via* Nagasaki.

Après avoir ouvert le Japon aux États européens, le shogunat Tokugawa lance un vaste programme de transplantation de la technique occidentale et fonde à Edo l'«Institut pour l'examen des livres barbares», ainsi qu'une école laïque à Nagasaki chargée d'enseigner la navigation, la construction navale et la technique militaire occidentales. Des officiers hollandais sont invités pour servir d'instructeurs aux lettrés japonais venant du pays tout entier, à la suite de quoi on rebaptise l'institut susmentionné « Institut pour l'examen des livres occidentaux », puis «Institut pour la recherche et la réalisation de la civilisation». Simultanément, le français, l'anglais, l'allemand, la chimie et les sciences sociales deviennent des objets d'étude. S'ouvrant au commerce international, le Japon importe de grandes quantités d'armes, de bateaux et de machines, tout en poursuivant ses tentatives de transplantation des techniques occidentales. Pour ce faire, les Nippons invitent de nombreux enseignants occidentaux et envoient des étudiants à l'étranger. De plus, les usines d'armement et les chantiers navals fondés par le shogun et les daimyos forment des contremaîtres et des ouvriers très compétents qui, par la suite, exerceront leurs talents dans d'autres industries.

LA RÉVOLUTION MEIJI ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE SOCIALE (ÉLÉMENTS DE MODERNISATION)

Pour les Japonais, la demande d'ouverture du pays par les Occidentaux est perçue comme un problème grave. L'étude de la géographie occidentale et le conflit qui les oppose à la Russie, laquelle revendique les îles du nord du territoire, vont faire prendre conscience aux insulaires de la soif de conquête et de la supériorité militaire de l'Occident. Ils commencent donc à anticiper les conflits et sont confortés dans leur idée par le déclenchement de la première guerre de l'Opium en Chine. Par conséquent, lorsque des délégations

occidentales demandent, avec des menaces militaires en filigrane, l'ouverture du Japon, les samouraïs lettrés préconisent avec de plus en plus d'insistance d'engager d'importantes réformes pour surmonter la crise de la colonisation. Ce point de vue est partagé par une majorité d'entre eux, qu'ils aient ou non pour devise « Dévotion à l'empereur, expulsion des barbares » et quel que soit le daimyo dont ils dépendent. Le problème le plus épineux, qui réside dans l'inégalité entre l'attribution des qualités individuelles et les statuts héréditaires irrévocables, est résolu par l'adoption d'une stratégie indirecte plutôt que par une lutte directe des classes.

Le mouvement de réformes a tout d'abord comme but d'acquérir les techniques occidentales pour renouveler un armement qui, après deux siècles de paix, s'avère inutilisable. Vient ensuite la question des réformes politiques, afin de récolter des efforts à l'échelle nationale. Certains des puissants daimyos exclus des affaires du pays revendiquent leur droit de participer aux décisions concernant l'État. Cette situation débouche en 1858 sur une crise politique sans précédent. Le gouvernement rejette l'intervention des daimyos dans le choix du successeur du shogun, décide d'abandonner sa politique isolationniste malgré l'opposition de l'empereur et réprime les daimyos, leurs vassaux, les intellectuels et les nobles de la cour qui contestent ouvertement ses décisions. Des samouraïs lettrés organisent immédiatement une résistance à cette politique, au nom de la devise «Dévotion à l'empereur, expulsion des barbares», et assassinent le régent en 1860. Certains daimyos continuent de demander à participer à la vie politique au même titre que la cour et que les intellectuels. Le shogunat tente de les apaiser en faisant machine arrière dans sa politique étrangère, mais la réaction des navires de guerre occidentaux est sans appel. Le gouvernement cède enfin et accorde d'importantes concessions dans la répartition des pouvoirs : une fusion entre le shogunat et la cour a lieu sous la supervision de l'empereur, une assemblée nationale est formée, comprenant des nobles de cour mais surtout des daimyos, leurs vassaux et des intellectuels issus du peuple, et le rôle du président-Premier ministre est limité à celui d'un primus inter pares. Néanmoins les vassaux des daimyos de Kagoshima et de Yamaguchi se méfient énormément du shogunat et recommandent à leurs maîtres de s'allier entre eux pour organiser un coup d'État, afin de restaurer l'autorité de l'empereur et d'écarter les Tokugawa. Ils y parviennent et sortent vainqueurs d'une brève guerre civile en 1868.

Le nouveau gouvernement Meiji (« gouvernement éclairé ») est mis en place par un personnel talentueux provenant non seulement de Kagoshima et de Yamaguchi, mais également de toutes les provinces du Japon, dont celle des Tokugawa. Cette politique est conforme à la « Charte solennelle » de l'empereur Meiji, qui débute par l'article promettant l'institution d'assemblées destinées à permettre une discussion publique des affaires de l'État. Le gouvernement instaure donc une assemblée, afin d'apprendre à débattre

1146 DE 1789 à 1914

à la manière occidentale. En 1874, il annonce la mise en place d'élections publiques et entreprend de séparer le système judiciaire du secteur administratif. Après la révolte de 1877, les intellectuels autrefois samouraïs, avec l'appui de la population, organisent un mouvement demandant la convocation d'une «diète nationale». Devant cette pression, le gouvernement décide d'honorer sa promesse et envoie Hirobumi Ito en Europe pour étudier les régimes constitutionnels qui y sont en place. En 1890, la Diète est créée et les partis d'opposition y sont majoritaires. Après huit ans de résistance, le gouvernement accepte la formation d'un cabinet de partis et, pendant le premier quart du XXe siècle, il constitue un bureau dont l'organisation se caractérise par l'alternance d'un cabinet de bureaucrates et d'un cabinet de partis. Le mouvement des « discussions publiques » qui avait émergé à la fin de l'ère Tokugawa n'a pas seulement contribué à la restauration de l'autorité de l'empereur, il a également trouvé chez les Occidentaux un modèle idéal permettant d'établir un régime constitutionnel qui serait le premier à fonctionner dans un pays non occidental.

Trois ans et demi après le coup d'État, le gouvernement Meiji abolit les domaines seigneuriaux des daimyos pour gouverner directement l'ensemble du pays, tandis qu'il poursuit sa politique de réformes radicales : d'une part, il s'efforce d'importer les institutions occidentales car, selon la Charte solennelle, «le savoir et la sagesse doivent être recherchés dans le monde entier pour permettre l'avènement de la gloire de l'empereur et du pays»; d'autre part, il réorganise non seulement le système de gouvernement mais également le principe fondamental des relations sociales, ce qui se manifeste par l'abolition du système des statuts héréditaires — qui soutenait les droits de chaque classe sociale et nourrissait la discrimination — pour instaurer l'égalité des droits et la libre concurrence entre les individus. On peut citer d'autres réformes du même genre : liberté de voyager à l'intérieur du pays, liberté de choisir sa profession, liberté de mariage entre les aristocrates et les gens du commun, et autorisation officielle de la propriété. Cette libéralisation entraîne une activité maximale au sein de la population et favorise l'essor de l'économie, comme le souhaitait le gouvernement. D'un autre côté, les classes qui auparavant étaient privilégiées par le système des statuts souffrent énormément de ce changement. Par exemple, les samouraïs, privés de leurs pensions héréditaires, reçoivent en échange de modestes bons du Trésor; les aveugles perdent le monopole de la profession de masseur et ne sont plus exempts de taxes sur leur activité. La révolution Meiji ne connaît toutefois que peu de résistance, et la population ne souffre que relativement peu de ces changements. Ainsi, entre les années 1850 et 1877, le Japon compte quelque 30 000 morts, alors que la France, dont la population représente à peu près 80% de celle du Japon, perd plus de 1 million d'habitants lors de la Révolution et des conflits civils qui l'accompagnent.

Ces réformes font preuve d'efficacité à mesure que sont introduites des institutions copiées sur le modèle occidental. Dans le domaine politique, il s'agit du constitutionnalisme, du système d'examens pour accéder aux fonctions publiques, de la commission d'audit et de la loi pénale infligeant la même sanction pour le même crime indépendamment du statut social. Dans le domaine économique, le gouvernement entreprend l'intégration et la rationalisation de la monnaie ainsi que la simplification du système fiscal. Les lois civiles et commerciales garantissent le lien entre l'épargne et les investissements. Le système métrique permet de normaliser les biens industriels et le système des brevets soutient les innovations techniques. Pour le transport et les communications, l'innovation précède l'adoption du système métrique : le réseau des postes et du télégraphe couvre presque entièrement le pays en 1890, favorisé par la demande d'information sur les prix dans les grandes villes et le commerce avec l'étranger dans les ports. Le transport côtier, qui est l'un des moyens les plus utilisés pour le transport des marchandises, devient plus rentable grâce à l'utilisation de bateaux à vapeur et à la concurrence sur les prix qui se joue entre les différentes sociétés proposant ce service. Pour ce qui est du transport terrestre, le chemin de fer est percu comme plus avantageux que les routes. Les années 1890 assistent donc à un important développement des chemins de fer. Une fois que le réseau couvre l'ensemble du pays, le gouvernement en nationalise 90% pour en garantir l'efficacité des connexions.

Afin d'intégrer les institutions et les techniques occidentales, le Japon commence par inviter des ingénieurs, des ouvriers qualifiés, des gestionnaires et des enseignants étrangers pour travailler dans les usines et les écoles pilotes, tandis que des Japonais sont également envoyés à l'étranger. L'exemple le plus célèbre est celui de la mission Iwakura (1871–1873), à laquelle participent, entre autres, cinq hauts dirigeants du gouvernement Meiji, une trentaine de chercheurs et quarante-deux étudiants, dont cinq filles. La mission publiera par la suite de nombreux rapports illustrés, destinés à l'instruction de la nation. D'un autre côté, le gouvernement fonde plusieurs écoles pour remplacer les professeurs étrangers et répandre parmi le peuple les connaissances occidentales. Chaque collège fondé par les ministères de l'Ingénierie, de l'Agriculture et du Commerce, de la Justice ou de l'Éducation envoie dans des écoles étrangères ses meilleurs étudiants. Ceux-ci rentrent au Japon titulaires de doctorats et remplacent les professeurs occidentaux aux environs de 1886, lorsque ces collèges sont intégrés à l'«Université impériale». Les enseignants s'efforcent de transcrire le vocabulaire académique occidental en kanji (caractères chinois) afin de l'adapter à leur propre langue. Ils tentent également de réformer l'orthographe du japonais pour le rendre plus accessible dans les écoles élémentaires et supérieures, ce qui permet alors au Japon de scolariser les masses pour qu'elles puissent étudier

1148 DE 1789 à 1914

par elles-mêmes les réalisations de la civilisation occidentale. L'innovation scientifique étant moins rapide que de nos jours, rien ne les pousse à tout sacrifier à la progression du savoir académique. Le gouvernement Meiji met un accent particulier sur l'éducation élémentaire. Le taux de scolarisation avoisine les 30% vers 1870 et augmente progressivement par la suite.

Le secteur privé joue un rôle important dans l'assimilation et la diffusion de la civilisation occidentale. Au début, la plupart des étudiants fréquentent des écoles privées où ils recoivent une instruction movenne ou supérieure. Ils sont dirigés par des intellectuels, représentants du gouvernement ou non, qui ont visité l'Occident. Ceux-ci publient également un grand nombre de manuels et certains d'entre eux commencent à fonder des journaux. Le plus célèbre de ces intellectuels est Fukuzawa Yukichi, qui fonde le Keiō Gijuku (l'actuelle université Keiō) et publie L'Encouragement à l'étude, dans lequel il prône l'«indépendance des individus et l'indépendance nationale». Il pense en effet que l'indépendance du Japon ne pourra se maintenir que si la population cesse de s'en remettre, comme elle l'a toujours fait, au gouvernement, et qu'elle décide d'agir d'elle-même. Cet ouvrage devient un best-seller, tout comme la traduction réalisée par Masanao Nakamura du Self help de Samuel Smiles, deux livres qui stimulent la jeunesse Meiji à s'ouvrir davantage sur l'Occident. Fukuzawa et d'autres intellectuels font également paraître plusieurs journaux et magazines visant à introduire des idées modernes dans la sphère politique et dans la société. Certaines d'entre elles sont mises en avant pour mobiliser les élites locales disposant de «propriété et de savoir» autour du «mouvement pour les droits populaires», qui parvient à faire suffisamment pression sur le gouvernement pour que celui-ci décide de convoquer la Diète; le mouvement se transforme alors en partis politiques qui détiennent constamment la majorité à la Chambre basse.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'économie du Japon du début de l'ère moderne constitue un système presque parfaitement clos. Lorsque le Japon se voit contraint à sortir de son isolement, il se retrouve confronté à un sérieux problème en raison des «traités inégaux» qui instaurent de faibles droits de douane et l'exposent à une rude concurrence. Si l'industrie de la soie, la culture du thé, les mines de cuivre et de charbon ont la chance de prospérer rapidement grâce à la forte demande extérieure, les activités comme la culture du coton sont en perdition en raison de la concurrence de produits importés meilleur marché. Malgré le fait que certaines industries comme le filage parviennent à surmonter

ces difficultés en innovant et que de nouvelles industries voient le jour, la balance commerciale japonaise est toujours déficitaire. Le gouvernement Meiji étant trop nationaliste pour souscrire des emprunts à l'étranger, sauf sur de très courtes périodes, tous les investissements émanent des Japonais, de même que les recherches de débouchés hors de l'archipel pour la production nationale.

Le développement économique de l'ère Meiji jusqu'à la Première Guerre mondiale peut se diviser en trois étapes: le développement de l'agriculture et de l'industrie traditionnelle jusqu'à la fin des années 1880, l'assimilation de l'industrie étrangère, en premier lieu pour la filature et l'industrie navale, jusqu'à la guerre russo-japonaise (1904–1905) et les tentatives de substitution des importations au moyen d'une politique protectionniste.

La croissance de l'agriculture pendant la première phase est soutenue par les exportations de soie grège et la hausse régulière du niveau de vie, et non par un changement dans la gestion ni par l'introduction de nouvelles techniques qui en soient responsables. Le facteur principal est la diffusion de techniques novatrices mises au point par les paysans au sein de la technique traditionnelle: meilleures graines, nouveau moyen de sélection des graines, etc. Le développement des transports, des communications et les efforts du gouvernement, des préfectures et des associations régionales favorisent également l'agriculture. Ceux-ci tentent de servir d'intermédiaires dans la diffusion de l'information et de financer des expositions industrielles. Ces facteurs stimulent aussi les industries traditionnelles comme celles de l'alimentation et du textile. Durant cette phase, la plupart des innovations techniques sont motivées par l'épargne et consistent en une amélioration du savoir-faire indigène: l'introduction d'un mécanisme activé par une pédale dans les métiers à tisser la soie, l'imitation des chaudières de style occidental par le biais de techniques traditionnelles et la combinaison du métier à tisser traditionnel avec la navette volante de Kay, instruments anciens mais empruntés à l'Europe.

Malgré tous ses efforts durant les années 1870, le gouvernement Meiji ne parvient pas à faire assimiler ces nouvelles techniques et cette nouvelle industrie. En important des machines et des techniques occidentales, il crée des usines et des exploitations agricoles qu'il administre directement, mais celles-ci ne peuvent entrer en concurrence ni avec les industries traditionnelles, ni avec les industries étrangères; au cours des années 1880, le gouvernement les cède à des entrepreneurs privés, à l'exception des arsenaux et des chantiers navals. Bien que les usines soient peu compétitives au niveau des prix et qu'elles connaissent des difficultés techniques, certaines d'entre elles, comme les exploitations de mines et les chantiers navals, peuvent néanmoins se développer lors de la phase suivante grâce à l'introduction de machines et de matériel plus modernes. Il est connu que l'exploitation

1150 DE 1789 à 1914

des mines de cuivre devient l'une des principales industries d'exportation du pays et qu'elle est le second secteur à bénéficier des capitaux étrangers, même si elle provoque aussi un grave problème de pollution.

La deuxième étape commence dans l'industrie textile, qui ne bénéficie toutefois pas de subventions gouvernementales. La société Ōsaka Spinning Mill Inc., fondée en 1883, dispose d'importantes usines équipées de moteurs à vapeur et financées par de petits investisseurs. Celles-ci tournent le jour comme la nuit, la société ayant adopté le système de travail en alternance, et parviennent à concurrencer le fil de coton indien qui s'était taillé d'énormes parts de marché sur l'archipel. Il en résulte une explosion du nombre des usines de filature, suivie par des tentatives de modernisation fructueuses, telle que l'introduction de la filature à anneau, l'ouverture du marché de l'Asie de l'Est et l'adoption d'outils permettant d'assembler plusieurs sortes de coton brut. La filature devient ainsi la première industrie de substitution des importations. L'industrie navale est également assimilée avec succès. Les chantiers de construction mettent constamment à jour leur savoir en réparant des navires marchands ou militaires acquis à l'étranger, ainsi que des machines et d'autres équipements, tout en construisant de petits navires de guerre pour parvenir, en 1890, à mettre au point un vaisseau en acier. Leur savoir-faire bénéficie aux constructeurs privés et permet à l'un d'eux de mettre à l'eau un grand navire commercial en 1899. À partir de 1896, cette industrie commence à bénéficier de la protection et des subventions de l'État et remplit sa mission de substitution des importations, hormis en ce qui concerne les gros cuirassés. À l'inverse de la filature du coton, la construction navale ne rapporte pas de devises. Toutefois, à l'image de l'exploitation minière, elle dispose d'usines pour la remise en état de machines, de locomotives, d'automobiles, de moteurs à vapeur et de génératrices qui serviront d'industries de substitution des importations lors de l'étape suivante.

Pour assimiler les nouvelles techniques, le Japon ne se contente pas d'importer des machines ou des usines, il met également au point des techniques intermédiaires combinant l'apport de l'Occident avec le savoir-faire et les techniques traditionnels. Les machines européennes sont simplifiées afin d'en réduire le coût. Ainsi, le cadre en laiton des machines hydrauliques servant à confectionner les écheveaux de soie est remplacé par un cadre en bois. À mesure que s'améliore le savoir-faire japonais et que s'accroît la demande de techniques réduisant le travail, les machines occidentales vont se retrouver parfaitement imitées. L'imitation constitue en effet une sorte d'école primaire gratuite pour la jeune industrie nippone, et ce jusqu'en 1899, date à laquelle les lois japonaises sur les brevets commencent à s'appliquer aux inventions étrangères et à les protéger.

La troisième phase débute avec la guerre russo-japonaise et se termine avec le début de la Première Guerre mondiale. La victoire sur la Russie

libère les Japonais de la peur, ressentie pendant tout le XIX^e siècle, d'être colonisés par l'Occident. Au même moment, le Japon annexe la Corée et devient un empire colonial à part entière. Pendant cette période, afin de poursuivre sa politique de substitution des importations, le pays entreprend de développer son industrie lourde. Pour ce faire, deux éléments sont requis: d'une part, une grande quantité d'argent, empruntée à Londres malgré des réticences à établir une relation de dépendance avec un autre pays, et destinée au départ à couvrir les dépenses de la guerre contre la Russie; d'autre part, la révision des «traités inégaux», qui l'autorise à décider librement de ses droits de douane, lesquels passent de 2 à 10% en moyenne en 1906. Par la suite, les droits sur les machines et les textiles, hormis les fils de coton, atteindront 20%.

Le domaine qui connaît la plus forte croissance sous l'impulsion de l'État est l'industrie sidérurgique. En 1901, le gouvernement fonde et dirige l'usine sidérurgique Yawata pour satisfaire le besoin d'équipement militaire et de voies ferrées. L'usine est importée d'Allemagne et parvient bientôt à produire de grandes quantités d'acier. En revanche, elle accuse un certain fléchissement pour la production de fonte, pour laquelle elle utilise du minerai de fer chinois et du charbon local. Le problème est résolu en 1905 lorsque les ingénieurs allemands sont remplacés par des Japonais, mieux expérimentés en matière de production à petite échelle. La balance commerciale n'est pourtant pas excédentaire avant 1910, et ce sont des droits de douane de 30% qui viendront en aide à la société Yawata pendant cette période sombre. Les substituts des importations tels que les wagons, les locomotives et les moteurs bénéficient des mêmes conditions. Le succès de ces industries transplantées se doit en grande partie à l'élite intellectuelle qui s'était formée dès le début de l'ère Meiji. En 1910, le nombre d'ingénieurs diplômés des écoles japonaises dépasse les 5 000, et le taux de scolarisation primaire est de 98%.

Les produits élaborés pour remplacer ceux d'importation, marqués d'un régime protectionniste, ne présentent toutefois ni le prix ni la qualité requis pour l'exportation. Le Japon, qui continue d'importer des produits de haute technicité et des usines innovantes, souffre d'un déficit commercial qui s'ajoute au poids de sa dette extérieure. Le déclenchement de la Première Guerre mondiale est un coup de chance inattendu pour l'économie nippone. Les Européens se retirent temporairement du marché de l'Asie de l'Est et passent commande auprès des sociétés japonaises d'une grande quantité de navires, d'aliments industriels et d'autres produits. L'économie japonaise peut ainsi rembourser ses dettes et engranger les capitaux et le temps nécessaires à la croissance de son industrie lourde.

Tableau 14 Statistiques des principales variations économiques du Japon, 1875–1940

	PNB	Production agricole	Production manufacturière	Exportations et revenus	Importations et dépenses	Population	Travailleurs agricoles	Travailleurs non agricoles
1875	_	1 259	743	_		34,8	15,8	5,7
1880	_	1 393	911	36,2	15,9	6	_	_
1885	3 890	1 464	878	101	124	37,9	15,9	6,5
1890	4 639	1 699	1 329	134	244	39,5	15,9	7,1
1895	5 897	1 731	1 829	232	364	41,2	15,9	7,8
1900	6 267	1 846	2 101	364	608	43,5	16,1	8,3
1905	6 868	1 760	2 182	427	1 177	46,3	16,1	8,9
1910	7 961	2 135	2 960	673	917	48,9	16,1	9,4
1915	8 735	2 579	4 029	1 141	1 151	52,4	15,3	11
1920	11 499	2 868	5 689	1 234	1 798	56	14,2	13,1
1925	12 521	2 885	7 043	1 549	2 524	59,7	13,7	14,4
1930	14 137	3 203	9 261	2 211	2 985	64,5	14,1	15,5
1935	18 382	2 957	15 094	4 259	3 951	69,3	13,9	17,3
1940	23 178	3 196	20 210	4 276	4 934	_	_	_

Le produit national brut (PNB) et les autres valeurs sont exprimés en prix de 1934–1936. Population des Japonais exclusivement ; les résidents étrangers, notamment les Coréens et les Taïwanais, ne sont pas comptés.

Source: K. Ohkawa et M. Shinohara, 1979, tableaux A3, A17, A21 et A53.

LA TRANSFORMATION CULTURELLE ET L'IDENTITÉ

L'industrialisation du Japon s'accompagne d'un profond changement culturel. Si la culture traditionnelle n'oppose pas de véritable résistance à l'occidentalisation et à la transformation de la société, on observe toutefois certaines tensions et certains conflits. Les Japonais sont contraints de se «redéfinir», c'est-à-dire de changer tout en conservant leur identité. Ils ne surmonteront véritablement ce problème que lorsque le mode de vie occidental se sera imposé par l'assimilation des produits industriels dans la vie quotidienne et lorsqu'ils seront sûrs que le Japon a atteint le niveau de l'Occident après sa rapide croissance économique des années 1960.

Cet effort d'intégration se reflète dans les habitudes des cols blancs de l'économie moderne: vêtus et chaussés à l'occidentale quand ils travaillent au bureau, ils continuent de porter le traditionnel kimono et de se déchausser lorsqu'ils sont chez eux. Pourtant, il n'est pas évident pour la classe intellectuelle d'assimiler et de comprendre le savoir occidental, ni de se façonner une nouvelle identité culturelle.

Cependant, l'optimisme domine dans les premiers temps de l'occidentalisation. Le mot d'ordre des Japonais est alors «éthique orientale, connaissances occidentales»: assimiler les sciences et la technique occidentales tout en demeurant convaincu de la supériorité de l'alliance entre l'éthique confucéenne et le caractère national nippon. C'est justement cette certitude qui transparaît dans le rapport détaillé de l'ambassade d'Iwakura, qui affirme que la Grande-Bretagne n'est au faîte de la civilisation que depuis quarante ans et que, par conséquent, le Japon doit pouvoir rattraper facilement son retard. Néanmoins, les milieux intellectuels, qui entreprennent une étude détaillée des sciences occidentales, prennent bientôt conscience de la différence fondamentale entre les sciences traditionnelles et les sciences de l'Occident, ainsi que de la rapide évolution de ces dernières. L'exemple du jeune Hantaro Nagaoka, l'un des pères fondateurs de la physique japonaise qui exposera son modèle saturnien de l'atome dans la revue Nature en 1904 —, illustre bien cette situation. En 1883, il prend congé de l'université de Tōkyō durant une année, s'interrogeant sur la capacité des Orientaux de faire avancer la recherche scientifique occidentale.

Certains savants parviennent toutefois à des réalisations de portée internationale dans le domaine de l'observation et de l'expérimentation scientifiques, notamment en bactériologie. Nous citerons ici Shibasaburo Kitasato (1852-1931), qui part étudier en Allemagne dans le laboratoire de Robert Koch, découvre la toxine du tétanos en 1890, puis met au point la sérothérapie. Il fonde un institut pour la recherche sur les maladies infec-

tieuses, dans lequel Kiyoshi Shiga (1870–1957) identifie le bacille de la dysenterie en 1897. En ingénierie, il est toutefois plus difficile d'inventer des techniques industrielles qui fassent date, et il faudra attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour que les forces principales de la marine japonaise soient constituées de vaisseaux de guerre et d'armes fabriqués au Japon et pour que Toyota Sakichi (1867–1930) mette sur le marché son métier à tisser automatique (1926). Dans le monde moderne, tous les pays sont obligés d'apprendre et de s'inspirer les uns des autres. Cette question étant cruciale pour les nouveaux arrivants, les Japonais doivent consacrer énormément de temps à l'apprentissage des connaissances occidentales. Ils acquièrent néanmoins progressivement ce savoir, tant dans le domaine intellectuel que matériel, et commencent à présenter des travaux originaux hors du pays.

Dans le domaine des sciences humaines, les intellectuels rencontrent les mêmes difficultés, comme le signale en 1911 Soseki Natsume (1867–1916), le premier professeur japonais de littérature anglaise à l'Université impériale — un poste qu'il abandonne bientôt pour se consacrer à l'écriture. Dans ce domaine, le problème est en outre lié au remodelage de l'identité japonaise au sein du contexte mondial. Plusieurs occidentalistes soutiennent que les Japonais devraient se convertir au christianisme pour atteindre le niveau de civilisation des Occidentaux; si certains lettrés tiennent compte de cette recommandation, la plupart y renonceront par la suite. Par ailleurs, à mesure que l'on encourage l'assimilation de la civilisation occidentale, le sentiment d'infériorité des Nippons se fait plus grand et avec lui le besoin de redorer le blason de l'archipel.

Dans la société japonaise moderne, l'identité nationale s'organise autour de la personne de l'empereur. Depuis le début de l'ère moderne, les Japonais commencent à regarder la continuité «éternelle» de la dynastie comme l'une des caractéristiques de leur supériorité sur les civilisations étrangères. Le gouvernement Meiji tente d'utiliser au maximum cette conviction pour intégrer le peuple à l'État. L'une des politiques appliquées consiste à créer un système de culte national en faveur de l'État, et ce en organisant de nombreux sanctuaires autour de la divine figure de l'empereur. S'il se distingue des religions focalisées sur le salut des individus, ce shintoïsme officiel emploie en revanche les mêmes procédés religieux pour s'assurer la loyauté du peuple envers l'empereur. Le gouvernement se centre également sur le système éducatif et fait appliquer à toutes les écoles le «rescrit impérial sur l'éducation», qui exalte la relation éternelle entre le peuple et l'empereur ainsi que la vertu de la nation; on retrouve là un peu du style des empereurs de Chine qui ordonnaient à leurs sujets de faire preuve de moralité, mais les souverains du Japon moderne exigent aussi la loyauté du peuple et utilisent une institution pour faire passer le message.

L'identité nationale des Japonais n'est toutefois pas très stable. Il leur est impossible de la maintenir en se contentant de réaménager les traditions séculaires au moment où la société connaît les profonds changements qu'entraînent l'industrialisation et l'occidentalisation. L'une des solutions est cet «asianisme» qui laisse penser aux Japonais qu'ils pourraient être les meneurs de l'Asie. Avant le XIX^e siècle, l'archipel n'a que peu de relations avec les autres pays asiatiques et se considère à la périphérie de l'Empire chinois. Une fois exposés à la menace occidentale, certains Japonais utilisent la division occidentale entre «Asie» et «Europe» pour inciter les États non européens du continent eurasiatique à s'unir et engager des réformes sous la direction du Japon. Le slogan «l'Asie n'est qu'une seule et même entité», lancé par Tenshin Okakura (1862–1913), correspond tout à fait à ce que pensent les intellectuels de l'ère Meiji qui ont été élevés dans le confucianisme et le bouddhisme, en dépit des différences profondes de structure sociale que présentent ces deux courants de pensée.

Pourtant, la plupart des Japonais ne peuvent se résoudre à l'idée d'affronter l'Occident tout en prêchant l'occidentalisation de la société. Ils préfèrent plutôt l'idée de «servir de pont entre l'Orient et l'Occident» ou de «faire fusionner l'Orient et l'Occident», c'est-à-dire que le Japon, qui est le premier pays asiatique ayant assimilé la civilisation occidentale, doit poursuivre dans cette voie pour œuvrer à une intégration mondiale de l'Orient et de l'Occident. Bien que cela ne soit pas évident à mettre en pratique, peu nombreux sont les intellectuels qui ne se sentent pas concernés par cette mission. Le plus célèbre d'entre eux est Kitaro Nishida (1870–1945), qui voue sa vie à la pensée philosophique. Ayant débuté par le bouddhisme zen, il s'intéresse ensuite à la philosophie occidentale moderne et continue d'élaborer de nouveaux systèmes de pensée. La dimension universelle de son travail, qui n'est donc pas un simple mélange de pensée orientale et occidentale, séduit un grand nombre de jeunes érudits qui vont se rassembler autour de lui pour former l'«école de Kyōto». Ses écrits ayant été rédigés uniquement en japonais, ce ne sera pas avant les années 1980 qu'il sera découvert à l'étranger.

Après la Première Guerre mondiale, le Japon, à l'image des pays européens, va connaître une période de troubles. L'accélération du développement de l'industrie attirera un grand nombre d'ouvriers dans les zones urbaines; de jeunes intellectuels, séduits par les thèses du marxisme après la Révolution russe, tenteront d'organiser les paysans et les ouvriers en mouvements sociaux. Par ailleurs, l'émergence du nationalisme chinois commence à menacer les intérêts coloniaux du Japon dans le nord-est de la Chine. Conscient du danger de la situation, un groupe de jeunes officiers de l'armée nippone envahit la région en 1931 et oblige le gouvernement à les suivre dans leur action. C'est la fondation de l'État fantoche du Mandchoukouo. Le but est de résoudre à la fois les difficultés internes et externes

par une politique d'expansion territoriale, ce qui, à court terme, est une réussite, car les efforts soutenus qui ont été déployés pour l'industrialisation de l'archipel ont creusé un fossé considérable entre le Japon et ses voisins. Ce fossé entraîne toutefois l'isolement du pays en Asie de l'Est, tendance qui se confirme avec l'épisode du Mandchoukouo. Le gouvernement tente de canaliser les différentes idéologies sus-mentionnées pour calmer le jeu et faire accepter son empire en pleine expansion. Il cherche également un soutien auprès d'éventuels alliés, ce qui le conduit à former une coalition avec l'Allemagne et l'Italie. Cette décision ne portera pas seulement atteinte aux peuples voisins mais également à la vie et à la liberté des Japonais.

BIBLIOGRAPHIE

- AKITA G. 1967. Foundation of constitutional politics in modern Japan. Cambridge, Harvard University Press.
- Amano I. 1990. *Education and examination in modern Japan*. Tōkyō, University of Tōkyō Press.
- Bartholomew J. R. 1989. *The formation of science in Japan*. New Haven / Londres, Yale University Press.
- Banno J. 1992. *The establishment of Japanese constitutional politics*. Oxford, Oxford University Press.
- DORE R. P. 1965. *Education in Tokugawa Japan*. Londres, Routledge & Kegan Paul.
- Duus P. (dir. publ.). 1988. *The twentieth century*. Vol. 6. *The Cambridge history of Japan*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Fukuzawa Y. 1981. *The autobiography of Fukuzawa Yukichi: with preface to the collected works of Fakuzawa*. Tōkyō, Hokuseido Press (1^{re} éd., 1899).
- GLUCK C. 1986. *Japan's modern myths: ideology in the late Meiji period*. Princeton, Princeton University Press.
- HALL J. W., JANSEN M. B. 1968. Studies in the institutional history of early modern Japan. Princeton, Princeton University Press.
- Hayashi T. 1990. *The Japanese experience in technology: from transfer to self-reliance*. Tōkyō, United Nations University.
- Jansen M. B., Rozman G. (dir. publ.). 1986. *Japan in transition: from Tokugawa to Meiji*. Princeton, Princeton University Press.
- (dir. publ.). 1989. *Nineteenth century*. Vol. 5. *The Cambridge history of Japan*. Cambridge, Cambridge University Press.

JEREMY D. J. (dir. publ.). 1991. *International technology transfer: Europe, Japan and the USA, 1700–1914.* Londres, Edward Elgar.

- Keene D. 1969. *The Japanese discovery of Europe, 1720–1630*. Éd. rév. Stanford, Stanford University Press.
- Kinmonth E. 1980. *Self-made man in Meiji Japan: from samurai to salary man*. Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- Kuriyama S. 1992. «Between eye and mind: Japanese anatomy in the eighteenth century». Dans: C. Leslie, A. Young (dir. publ.). *Paths of Asian medical knowledge*. Berkeley, University of California Press.
- Lockwood W. W. 1968. *The economic development of Japan growth and structural change*. Princeton, Princeton University Press.
- Maruyama M. 1989. *Studies in the intellectual history of Tokugawa Japan*. Tōkyō, University of Tōkyō Press (1e éd., 1952).
- MINAMI R. 1986. *The economic development of Japan: a quantitative study.* Londres, Macmillan Press & Co.
- MORRIS-SUZUKI T. 1994. *The technological transformation of Japan: from the seventeenth century to the twenty-first century.* Cambridge, Cambridge University Press.
- Najita T. 1967. *Hara Kei in the politics of compromise*. Cambridge, Harvard University Press.
- NAKAMURA T. 1983. *Economic growth in prewar Japan*. New Haven, Yale University Press.
- NAKANE C., OISHI S. (dir. publ.). 1991. *Tokugawa Japan*. Tōkyō, University of Tōkyō Press.
- NAKAYAMA S. 1984. Academic and scientific traditions in China, Japan and the West. Tōkyō, University of Tōkyō Press.
- NISHIDA K. 1993. *Last writings: nothingness and the religious world view.* Honolulu, University of Hawaii Press.
- NISHITANI K. 1991. *Nishida Kitaro*. Berkeley, University of California Press.
- Онкаwa K., Отsuka K. 1994. *Technology diffusion, productivity employment, and phase shifts in developing economies.* Tōkyō, University of Tōkyō Press.
- Ohkawa K., Otsuka K., Shinohara M., Meissner L. 1979. *Patterns of Japanese economic development: a quantitative appraisal*. New Haven, Yale University Press.

OKA Y. 1986. Five political leaders of modern Japan. Tōkyō, University of Tōkyō Press.

- OKAKURA T. 1970. The ideals of the East: with special reference to the art of Japan. Tōkyō, C. E. Tuttle (1^{re} éd., 1903).
- OKITA S. 1980. *The developing countries and Japan: lessons in growth.* Tōkyō, University of Tōkyō Press.
- Otsuka K., Ranis G., Saxonhouse G. 1988. Comparative technology choice in development: the Indian and Japanese cotton textile industries. Londres, Macmillan Press & Co.
- Passin H. 1965. Society and education in Japan. New York, Columbia University Press.
- Reischauer E. O. et al. (dir. publ.). 1977. The Japanese. Cambridge, Harvard University Press.
- 1993. *Japan: an illustrated encyclopedia*. Tōkyō/Basingstoke, Kodansha/Palgrave Macmillan.
- SATO S. 1979. «Difference in modernization: Japan and Korea». Dans: A. Craig (dir. publ.). *Japan: a comparative view*. Princeton, Princeton University Press.
- Shibusawa E. 1994. *The autobiography of Shibusawa Eiichi: from peasant to entrepreneur*. Tōkyō, University of Tōkyō Press.
- SMITH T. C. 1959. *The agrarian origins of modern Japan*. Stanford, Stanford University Press.
- 1988. *Native sources of Japanese industrialization, 1750-1920*. Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- Sugiyama S. 1988. *Japan's industrialization in world economy, 1859-1899*. Londres, Athlone Press.
- Titus D. A. 1974. *Palace and politics in pre-war Japan*. New York, Columbia University Press.
- TSURUMI E. P. 1990. Factory girls: women in the thread mills of Japan. Princeton, Princeton University Press.
- U1 J. (dir. publ.). 1992. *Industrial pollution in Japan*. Tōkyō, United Nations University.
- Yui T., Nakagawa K. (dir. publ.). 1989. *Japanese management in historical perspective*. Tökyö, University of Tökyö Press.

13.3.3 La Corée

Seong-Rac Park

L'année 1800 est une date très utile pour démarquer la période exubérante et libérale du Sirhak (« savoir pratique » ou « science du réel ») de la période de rejet violent de tout ce qui vient de l'Occident, notamment du christianisme et de la science moderne. Ce changement radical de tendance a lieu avec la montée sur le trône du jeune roi Sunjo, par suite du décès de Chongjo en 1800. Pendant tout le XVIIe siècle, les lettrés coréens avaient été libres de se familiariser avec de nouveaux concepts et d'exprimer leur opinion sur les nouvelles connaissances et la nouvelle religion en provenance de l'Ouest, connues par les Coréens sous le nom de sohak, c'est-à-dire la science occidentale.

Dès la dernière moitié de la période de Chosŏn, les intellectuels coréens cherchent à donner une orientation plus «pratique» à leurs études, ce qui les amène à critiquer le néoconfucianisme traditionnel. Cette tendance au savoir pratique (*sirhak*) semble avoir été encouragée par l'assimilation des sciences occidentales durant la seconde moitié du XVIIe siècle. En effet, comme l'écrit vers la fin du siècle Chŏng Yagyong (1762–1836), un des lettrés les plus distingués du Sirhak, il est très à la mode chez ses contemporains de lire des ouvrages traitant de l'Occident.

L'arrivée au pouvoir de Sunjo en 1800 met brusquement fin à cette liberté. La Corée oppose alors une réaction conservatrice, qui retombera lourdement sur la population chrétienne; celle-ci, émergente dans le pays, subira une période de répression pendant les premières années du règne. Pour les intellectuels, cette période sombre se prolongera pendant plus d'un demi-siècle, plus précisément jusqu'à l'ouverture du pays en 1876.

La Corée s'ouvre officiellement en 1876. Durant les trois siècles précédents, toutefois, elle avait eu certains contacts avec l'Occident, des contacts indirects pour la plupart, à travers les Coréens qui visitaient la Chine. L'influence de l'Occident se ressentait particulièrement parmi les lettrés du mouvement Sirhak, détachés du monde politique.

L'une des toutes premières figures dominantes du Sirhak est Yi Ik (1682–1764), qui reconnaît ouvertement la supériorité de la science occidentale, notamment de l'astronomie. Selon lui, en ce qui concerne l'astronomie et le calendrier, Confucius aurait choisi l'approche occidentale plutôt que la vision traditionnelle chinoise. Yi Ik pense également que toutes les nations

peuvent prétendre être le centre du monde, chaque point pouvant être au centre d'un élément plus global, la Terre. La Chine n'est donc plus pour lui l'«empire du Milieu». Le fait que la Terre soit ronde est un *stimulus* pour les intellectuels coréens, car il les libère du relativisme culturel et de l'égocentrisme chinois. C'est ainsi que Hong Tae-yong (1731–1783) est le premier Asiatique d'Extrême-Orient à décrire clairement la rotation journalière de la Terre au début des années 1760.

C'est dans ce contexte que Pak Che-ga (1750–1805) propose, à la fin du XVIII^e siècle, d'inviter en Corée des missionnaires occidentaux pour qu'ils y enseignent les sciences et les techniques les plus abouties de leur civilisation. Chŏng Yagyong (1762–1836) n'oublie pas, quant à lui, que l'un de ses frères aînés a été reçu aux examens officiels en exposant la théorie occidentale des quatre éléments pour répondre à une question portant sur la théorie traditionnelle des cinq éléments. Au début du XIX^e siècle, Chŏng exprime également, dans ses écrits, son souhait de créer un nouveau bureau gouvernemental pour introduire les sciences et techniques avancées chinoises en envoyant des lettrés coréens dans l'empire du Milieu.

La réaction de 1800 est une réponse conservatrice au réveil scientifique et culturel des lettrés du Sirhak. Les violentes persécutions dont sont victimes les catholiques au début du règne du nouveau roi signifient pour les intellectuels du Sirhak qu'ils doivent se tenir à l'écart du savoir occidental. Malgré cette période de fermeture et l'atmosphère tendue qui accompagne les répressions, on trouve de remarquables témoignages des efforts des Coréens pour assimiler les idées et les connaissances nouvelles en provenance de l'Occident.

À la lecture des nombreux écrits de Yi Kyugyong (*floruit* 1830) et de Ch'oe Han-gi (1803–1877), pour ne citer que ces deux noms, on remarque que certains des efforts d'occidentalisation réalisés par les Japonais ont été assimilés par les Coréens au début du XIX^e siècle; on note aussi que Ch'oe disposait d'un grand nombre de traductions chinoises d'ouvrages occidentaux, même pendant cette période.

Bien que les Coréens aient fourni d'importants efforts pour implanter le savoir occidental dans leur pays dès le XVII^e siècle, ils ne réussissent qu'à moderniser partiellement la société grâce à l'apport des sciences et des techniques européennes. Cela s'explique aisément, car, à la différence des Chinois et des Japonais qui étaient constamment en contact avec les visiteurs occidentaux présents sur leur territoire, les Coréens n'avaient aucune chance de rencontrer des étrangers qui auraient pu les instruire directement.

En effet, depuis le XVI^e siècle, la Corée se trouvait au nord des principales routes maritimes des navires étrangers et les missionnaires et marchands occidentaux ne s'étaient que très rarement aventurés sur les rives de la péninsule. Il y a bien sûr quelques contacts ponctuels lorsque des ouragans saisonniers

font s'échouer des marins malchanceux sur les côtes coréennes, mais, en règle générale, les lettrés ne découvrent l'Occident que par l'intermédiaire des livres chinois, qu'ils ont la possibilité d'importer à l'occasion de leurs ambassades annuelles en Chine. L'assimilation par la Corée des sciences occidentales pendant cette période se fait donc très lentement et par des contacts indirects, à l'opposé de ce qui se passe au même moment en Chine et au Japon.

Les Coréens devaient donc se contenter d'une connaissance fragmentaire des sciences occidentales, alors que des centaines de livres étaient disponibles dans les pays voisins. Depuis que Matteo Ricci, un jésuite italien, s'était installé à Pékin en 1601, des dizaines de missionnaires s'étaient rendus en Chine pour enseigner les sciences et les techniques occidentales aux Chinois. La première traduction d'un ouvrage scientifique occidental est celle d'un livre d'anatomie néerlandais, *Le Nouveau Livre d'anatomie (Kaitai shinsho)*; l'ouvrage est traduit par un lettré japonais, Sugita Gempaku, et date de 1774. Au milieu du XVIII^e siècle, le Japon dénombrait plusieurs dizaines de lettrés connaissant le néerlandais et initiés aux «études hollandaises» (*ratgaku*), ce qui n'était pas le cas de la Chine. Or, contrairement à ces deux pays, aucun Occidental ne demeurait en Corée à cette époque, et les lettrés n'allaient avoir l'occasion d'apprendre des langues européennes qu'au moment de l'ouverture du pays, en 1876.

Les Coréens, à la différence des Japonais et des Chinois qui ont vu débarquer des missionnaires dès le milieu du XVI^e siècle, ne rencontrent des hommes d'Église qu'en 1833, après que trois missionnaires catholiques français se sont introduits secrètement dans le pays. La seconde campagne contre les chrétiens éclate en 1839: ceux-ci sont arrêtés et décapités, en compagnie des convertis coréens. La première vague de répression, qui datait de 1801, avait fait une centaine de victimes. Malgré ces persécutions, le nombre de catholiques en Corée semble avoir augmenté considérablement pendant cette période, passant d'environ 4 000 en 1800 à près de 100 000 en 1850.

De toute évidence, l'influence croissante de cette religion est considérée par les conservateurs comme un danger pour l'identité nationale coréenne. De plus, l'inquiétude grandit au sein de la classe dirigeante en raison de la menace que représentent les Occidentaux, en particulier après la première guerre de l'Opium de 1839–1842. Les fonctionnaires sont par la suite terrifiés par les intrusions répétées des navires de guerre ou de commerce européens sur les côtes de la péninsule. Citons parmi d'autres exemples celui des trois bateaux français qui sont dépêchés en Corée en 1846 pour protester contre l'exécution des missionnaires en 1839 ou encore celui du commerçant prussien Ernst Opper qui appareille secrètement et tente d'exhumer le père du prince régent Taewongun en 1866. Il y a également de nombreux cas où des navires sont envoyés par les gouvernements occidentaux pour essayer d'établir des relations commerciales avec la Corée.

C'est dans ces circonstances que le Taewongun décide d'engager son pays dans une politique d'isolation et de le fermer à tout type de pénétration occidentale. Le Taewongun s'était retrouvé à la tête de l'État de façon très soudaine, après que son fils, alors âgé de 12 ans, avait été appelé sur le trône en 1863 pour succéder au roi, mort sans héritier et sans avoir désigné de successeur. Le prince régent semble avoir été favorable au christianisme dans ses premières années de règne et plusieurs femmes de la maison royale, dont peut-être sa propre épouse, s'étaient sans doute converties. Ce sont néanmoins les considérations politiques qui l'emportent en fin de compte et qui l'amènent à décider, quelques années plus tard, de persécuter les chrétiens sans relâche. Sa politique isolationniste semble même se renforcer après l'invasion de l'île de Kanghwa par les Français en 1866 et celle de Namyang par les Américains en 1871.

Les dirigeants *yangban*, très conservateurs, adhèrent évidemment à la politique de fermeture du pays. Lorsque les luttes pour le pouvoir au sein des familles royales entraînent la chute du Taewongun en 1873 et laissent la direction du pays aux mains de son fils et de sa belle-fille, cette politique est bientôt abandonnée. Peu après, les Japonais envoient leurs vaisseaux de guerre pour demander l'ouverture du «royaume ermite», demande à laquelle la Corée accède en 1876.

Le milieu du XIX^e siècle correspond à une période plutôt pauvre en ce qui concerne l'assimilation du savoir occidental par les Coréens. Ch'oe Han-gi (1803–1877) est l'un des lettrés les plus célèbres de son époque. Il est sans conteste l'écrivain le plus productif de cette période, avec plus de vingt livres à son actif rédigés entre 1830 et 1867, lesquels continuent de perpétuer son nom aujourd'hui encore. Ses écrits couvrent une grande variété de sujets, mais reflètent surtout l'intérêt qu'il porte aux sciences occidentales, notamment à l'astronomie, à la physique et à la médecine.

On considère souvent Ch'oe comme une figure de transition dans l'histoire intellectuelle de la Corée, comme un personnage qui a servi de pont entre le Sirhak et le mouvement des Lumières coréennes de la fin du XIX^e siècle. En effet, les travaux de Ch'oe se fondent en grande partie sur les nouvelles connaissances de l'Occident et de la science moderne, qu'il acquiert grâce aux livres publiés en Chine à cette époque.

Ch'oe est le premier Coréen à traiter de façon claire de la vue héliocentrique du monde de Copernic. En 1836, il n'aborde que la rotation diurne de la Terre sans même parler de sa révolution autour du Soleil; en 1857, son point de vue a évolué, et il tente d'expliquer dans son livre quatre théories différentes sur le système solaire, dont celle de Copernic, illustrations à la clé. Kepler, dont il est déjà question en 1836, figure à nouveau dans son ouvrage de 1857, et ses trois lois sont exposées dans un livre d'astronomie publié postérieurement en 1867.

Selon Ch'oe, le son se propage sous forme d'ondes, tout comme les couleurs et les odeurs. Il aborde également certaines connaissances de base dans le domaine de l'optique, comme les effets des miroirs concaves et la réfraction de la lumière dans l'eau; il explique le principe du télescope, du thermomètre et du baromètre, chose inédite en Corée.

Ch'oe Han-gi est également le premier à introduire, par le biais d'un ouvrage datant de 1866, les connaissances de son époque en électricité et certains des préceptes fondamentaux de la chimie moderne de Lavoisier, dont la découverte de cinquante-six nouveaux éléments chimiques. Ce livre est dans l'ensemble un ouvrage de médecine occidentale moderne mentionnant la circulation du sang et relatant les progrès de la médecine occidentale au début du XIX^e siècle.

La description de Ch'oe des sciences occidentales n'est toutefois que le résultat des importations des traductions chinoises auxquelles il a rajouté quelques créations de son cru. Le contenu de ses livres est mince et peu rigoureux comparé à ce que l'on trouve à la même époque en Chine et au Japon. Il faut cependant prendre en considération le fait que le pays est à ce moment-là complètement fermé aux étrangers et reconnaître qu'en conséquence, Ch'oe a réalisé un travail remarquable.

Pendant la période de Chosŏn, la société coréenne est divisée en quatre classes sociales: la classe dirigeante (yangban), la classe moyenne professionnelle (chungin), les gens du commun et les pauvres. D'un point de vue intellectuel, on peut sans crainte affirmer que seuls les chungin sont familiarisés avec les sciences et les techniques, et que les dignitaires y sont totalement étrangers. Il y a toutefois des exceptions, et certains yangban, en particulier ceux qui sont détachés de leur caste, se montrent impatients de voir s'engager des réformes sociales et s'intéressent à toutes les innovations. Ch'oe Han-gi est l'un d'eux et son rapport avec les sciences occidentales peut être considéré comme une exception notable pour un homme de la classe des yangban.

L'existence de ces classes sociales traditionnelles semble avoir joué

L'existence de ces classes sociales traditionnelles semble avoir joué en défaveur d'une modernisation rapide de la Corée. Les historiens savent d'ailleurs fort bien que les chefs de file des Lumières coréennes de la fin du XIX^e siècle s'inspiraient de Yu Tae-ch'i et d'O Kyongsok, et qu'ils appartenaient à la classe des *chungin* et non pas à celle des *yangban*. Lorsque, durant les années 1880, de jeunes dirigeants *yangban* comme Kim Okkyun, Hong Yongsik et Pak Yonghyo décident d'entreprendre des réformes radicales, c'est sous l'influence de ces *chungin* qu'ils le font. Cela témoigne bien du fait que le rôle des dirigeants *chungin* n'était qu'idéologique et que, pour que leurs idées et leurs conceptions puissent être mises en pratique, il fallait l'intervention de leurs jeunes disciples de la classe dominante.

Cette classification sociale, typique de la seconde moitié de la période de Chosŏn, se maintient jusqu'à ce qu'elle soit abolie par les réformes de

1164 DE 1789 à 1914

1894. Il est intéressant de noter, au sujet de la relation entre l'introduction de la science occidentale et les classes sociales, que les *yangban* n'ont jamais été réellement disposés à acquérir ces connaissances pour eux-mêmes. Les *chungin* et les classes inférieures étaient plus réceptifs que les *yangban* à la culture étrangère, c'est-à-dire à la science et à la technique occidentales.

Deux projets réalisés en 1881 illustrent bien la situation de la Corée. Après l'ouverture du «royaume ermite» en 1876, le gouvernement décide d'envoyer deux missions, l'une en Chine et l'autre au Japon, pour y étudier le processus d'occidentalisation. On forme alors un groupe de 38 étudiants chargés de se familiariser avec la science et la technique moderne à Tianjin, en Chine, tandis qu'une seconde mission d'observation de 62 membres est envoyée au Japon: d'un côté, la mission japonaise, composée de hauts dirigeants coréens et de leurs conseillés, tous issus de familles nobles; de l'autre, la mission chinoise, qui n'est soutenue que par l'enthousiasme de ses membres. En d'autres termes, la mission japonaise, qui est chargée d'observer dans les grandes lignes le processus de modernisation du Japon, est composée de *yangban*, alors que la mission chinoise est formée de *chungin* et de représentants des classes inférieures ayant pour but de se familiariser avec les sciences et techniques contemporaines.

Certains des jeunes représentants coréens de retour du Japon deviennent les protagonistes de la modernisation du pays, mais ceux qui se sont rendus en Chine et qui ont acquis des connaissances scientifiques de base ne se voient pas accorder de fonction dans le gouvernement leur permettant d'appliquer leur nouveau savoir. C'est vers cette période que la Corée réalise qu'elle a beaucoup à apprendre du Japon et seuls quelques étudiants y sont envoyés secrètement pour y étudier les sciences, les techniques et les arts militaires modernes. Ainsi, un étudiant coréen nommé Kim Yanghan reçoit l'ordre de rester sur l'archipel après la mission de 1881 pour étudier la construction navale aux chantiers de Yokosuka; il y obtiendra un diplôme de technicien à la fin de son cursus. Quelque temps plus tard, le premier ingénieur en construction navale de Corée est également formé au Japon. Il s'agit de Sang Ho, qui obtient un diplôme d'études supérieures en 1906 à l'université de Tōkyō. Il est aussi le premier Coréen diplômé en sciences et technique dans un institut supérieur japonais.

C'est ainsi que débute l'influence du Japon dans l'introduction de la science moderne en Corée. D'après une étude que nous avons réalisée récemment, jusqu'en 1945, le nombre total de Coréens diplômés d'instituts supérieurs japonais dans le domaine des sciences et de l'ingénierie avoisine les 200: 60 diplômés en sciences pures et 140 en ingénierie. Même sous l'occupation japonaise, les étudiants coréens n'ont pas l'ambition de poursuivre une carrière dans le domaine scientifique. Ils se montrent au contraire plus attirés, comme le remarque justement l'université de Kyūshū dans un

rapport datant des années 1930, par les facultés de droit, leur but étant de passer les examens d'État de la fonction publique ou du barreau en Corée. C'est en effet la voie la plus rapide pour les étudiants originaires d'une Corée désormais colonisée de s'élever dans la hiérarchie sociale. À l'instar de leurs prédécesseurs *yangban* qui passaient les examens de la fonction publique, les étudiants de la jeune génération s'appliquent à suivre cette même voie sur une terre colonisée.

L'influence durable du Japon sur l'évolution de la Corée se fait sentir dès la mission de 1881. Toutefois, l'impact initial semble d'abord se limiter aux observations des visiteurs qui ont eu l'occasion d'admirer le système postal, l'enseignement scientifique et les structures militaires, mis en place selon le mode occidental au début de l'ère Meiji. Les Coréens présents au Japon sont fortement impressionnés par ces innovations, mais ne comprennent pas sur quelles nouvelles institutions ou sciences et techniques elles reposent, et ne les considèrent que comme de simples tape-à-l'œil passagers. À la différence de ces visiteurs issus des hautes couches sociales, les Coréens envoyés en Chine reçoivent un enseignement de base dans le domaine des sciences et des techniques modernes. Néanmoins, à leur retour en Corée, ils ne peuvent utiliser ces nouvelles connaissances acquises à l'étranger car leur statut social ne leur permet pas d'occuper des postes à responsabilité.

Des mouvements de modernisation plus concrets apparaissent sous plusieurs formes au début des années 1880. Les premiers signes en sont la fondation du premier journal coréen et la mise en place d'une école moderne. L'évolution des centres d'intérêt des lettrés coréens de cette période est perceptible dans les premières éditions du *Hansong sunbo*, le premier journal de Corée, publié au départ tous les dix jours, à partir du premier jour du dixième mois lunaire de 1883. Après une brève interruption, il est republié de façon hebdomadaire sous le titre légèrement modifié de *Hansong chubo*, qui marque le changement de sa fréquence de parution.

Pendant toute sa durée de publication, soit plus d'un an, le *Hansong sunbo*, en plus de donner les informations habituelles sur les événements locaux et internationaux, s'applique à faire paraître des comptes rendus sur la science et la technique occidentales. En effet, dans une première étape, le journal se montre déterminé à présenter les sciences occidentales comme la clé d'accès à la société moderne, chaque numéro offrant des informations détaillées sur le savoir scientifique et sur les derniers progrès de la technique en Occident. Lorsqu'il reparaît en 1885, sa ferveur scientifique est quelque peu retombée, mais c'est avec le même enthousiasme qu'il traite des institutions et des civilisations de l'Occident. Cet exemple nous dévoile les principaux centres d'intérêt des intellectuels coréens de cette époque et la vitesse à laquelle ils se déplacent durant les années 1880.

1166 DE 1789 à 1914

C'est à la même période que les Coréens font preuve d'un intérêt tout particulier pour l'introduction d'un système éducatif moderne de style occidental. Le premier du genre est inauguré avec la Royal English School, comme l'appellent les enseignants occidentaux qui y sont nommés. Malgré son nom, cette école n'est pas destinée à être un institut d'éducation anglaise à Séoul, car elle doit servir d'école de niveau élémentaire et intermédiaire pour des étudiants coréens sélectionnés et se transformer plus tard en collège. Cette école est le premier institut d'éducation important et son exemple sera imité, à moindre échelle, dans plusieurs grandes villes du pays pendant les décennies qui suivront.

Pour la première fois dans l'histoire de la Corée, les écoles commencent à enseigner l'algèbre, les sciences, la géographie, l'histoire, etc., matières fondamentalement différentes de l'étude, pendant la période traditionnelle, des classiques confucéens et des livres qui s'y rapportent. Ces réformes ne peuvent toutefois se maintenir très longtemps. Après quelques années de fonctionnement, la Royal English School, qui souffre du manque de soutien de la cour et du gouvernement, doit faire face à des difficultés financières.

Entre-temps, un petit groupe de jeunes activistes dirigés par Kim Okkyun organise en 1884 un coup d'État qui, mal préparé, se révèle être un véritable échec et paralyse pour les dix ans à venir le processus réformateur dans lequel s'était engagé le pays. C'est en effet en 1894 que les Coréens décident de l'application, sur une période de deux ans, de 660 réformes, connues sous le nom de réformes Kabo. Elles comprennent, entre autres, la déclaration d'indépendance de la Corée par rapport à la Chine, la séparation de la cour et du gouvernement, l'introduction du concept de budget pour le gouvernement, la conscription militaire universelle et un ambitieux programme national visant à envoyer les jeunes gens talentueux faire des études à l'étranger.

La modernisation politique stagne néanmoins lamentablement durant la période des Lumières coréennes, stagnation que consolident les interventions étrangères du Japon, de la Chine, de la Russie et d'autres pays occidentaux. D'un côté, la situation financière du gouvernement, très mal en point, retombe sur le moindre effort d'institutionnalisation des mesures de modernisation; de l'autre, les dirigeants nouvellement «éclairés» du pays, qui s'opposent déjà violemment aux conservateurs, n'ont pas tous la même conception de la Corée moderne. En l'espace d'une génération à peine, de 1876 à la fin du siècle, la Corée est durement éprouvée par le syndrome de la modernisation, qu'elle subit à l'exemple des pays occidentaux et à celui, plus ressemblant et plus récent, de la Chine et du Japon.

Il en découle une situation de trouble social et politique, et un regain d'intérêt pour la millénaire levée en masse. C'est ainsi qu'en 1892 le mouvement religieux du Tonghak retrouve son dynamisme. Le Tonghak («école de l'Est») est fondé par Ch'oe Cheu (1824–1864), chef religieux qui est

exécuté lorsque l'activité de ses disciples est perçue comme une menace pour le pouvoir; ses fidèles tentent alors de réhabiliter leur maître auprès du gouvernement. C'est à ce moment-là que des paysans adeptes du mouvement se soulèvent contre un gouverneur de province dont la sombre autorité est une cible idéale. La révolte paysanne atteint son apogée au milieu de l'année 1895, quand les forces rebelles contrôlent le sud-ouest du pays.

Les batailles ne tournent toutefois pas à l'avantage des fidèles du Tonghak, qui ne sont que des paysans, sans organisation ni entraînement, s'opposant à des forces gouvernementales assistées par une armée japonaise modernisée. En effet, les troupes japonaises se trouvent alors en Corée, car elles y affrontent la Chine au cours de ce que l'on appelle la guerre sinojaponaise. Ce n'est qu'après ce conflit et la fin de la rébellion des Tonghak que les dirigeants coréens s'engagent sur la voie de la modernisation avec les réformes Kabo dont il a été brièvement question ci-dessus.

Au tournant du siècle, les Coréens connaissent une période de «Lumières patriotiques» visant à édifier une nation moderne qui ne serait plus un «royaume ermite». Les dirigeants cultivés de la nation organisent plusieurs sociétés et essaient d'éduquer leurs compatriotes en les orientant vers la modernisation, mouvement qui entraîne la création d'un grand nombre d'instituts, d'écoles, de journaux et de magazines. Le gouvernement se livre également à des réformes institutionnelles dans les domaines, entre autres, de la politique, de l'éducation et de l'industrie. Les chemins de fer, les tramways, l'électricité et le télégraphe font leur apparition.

L'une des sociétés patriotiques typiques de la fin du XIXe siècle est sans conteste l'Association pour l'indépendance, dirigée par le docteur Philip Jaisohn (Sŏ Chaep'il, 1866–1951), le premier Coréen diplômé d'une université américaine, rentré en Corée au moment où les réformes se trouvent à leur zénith. Médecin de formation, il se voue principalement à la réforme sociale, qu'il tente de réaliser à l'aide de deux moyens: un journal destiné à l'instruction du peuple, *L'Indépendant (Toknip sirmun)*, de nos jours considéré comme le premier journal moderne de l'histoire de la Corée, et l'Association pour l'indépendance qui, pour la première fois, permet aux dirigeants coréens de mettre en pratique l'exercice de la démocratie.

Cependant, au bout du compte, la plupart de ces efforts de modernisation ont souffert d'un mauvais financement, d'une organisation mal définie ou d'une mise en application inefficace, erreurs de gestion qui ne sont pas tant dues aux Coréens eux-mêmes qu'aux spécialistes étrangers employés par les Coréens ou indépendants. L'influence étrangère en Corée, introduite par les spécialistes japonais déjà présents dans le pays, ne va plus cesser de croître, lentement mais sûrement.

C'est sous l'administration coloniale du Japon que s'effectue enfin la grande rencontre entre la Corée et les civilisations du monde. Toutefois, cette

rencontre est limitée si l'on tient compte du fait que les Coréens ne sont que difficilement autorisés à se rendre en Occident pour établir un contact direct avec ces pays. Pendant la période de colonisation, la jeunesse du pays se replie donc sur son centre culturel, le Japon, et peu nombreux sont ceux qui s'imaginent pouvoir visiter l'Occident et aller au-devant de sa civilisation.

D'après l'étude susmentionnée, seuls 200 Coréens ont été diplômés des écoles japonaises en sciences physiques et en ingénierie au cours des trentecinq années d'administration nippone, entre 1910 et 1945, face à des dizaines de milliers de Japonais pour la même période: le contraste est saisissant. Comme les autorités japonaises autorisaient rarement l'envoi d'étudiants coréens à l'étranger, le nombre de diplômés des écoles occidentales est bien moindre qu'au Japon. Ainsi, bien que la première rencontre entre la Corée et l'Occident ait lieu durant la seconde moitié du XIX^e siècle, le véritable contact avec la civilisation occidentale ne s'effectuera qu'à la libération du pays en 1945.

BIBLIOGRAPHIE

HAN W. K. 1970. The history of Korea. Séoul, Eul-Yoo Publishing Company.

HATADA T. 1969. A history of Korea. Santa Barbara, ABC-Clio Press.

HENTHORN W. E. 1971. A history of Korea. New York, The Free Press.

Kim H. K. (dir. publ.). 1980. *Studies on Korea: a scholar's guide*. Honolulu, The University of Hawaii Press.

LEE K. B. 1984. A new history of Korea. Séoul, Ilchogak.

LEE K. B. et al. 1990. Korea: old and new; a history. Séoul, Ilchogak.

SOHN P. K. et al. 1970. The history of Korea. Séoul, UNESCO.

Park S. R. 1992. «The history of science in Korea». Dans: *Korea: its culture and tradition*. Séoul, Korea Press Center. Texte et diapositives (programme destiné à être employé dans les studios coréens).

Park S. R., Hak-Soo K. 1996. «Promoting the culture of science and innovation». Dans: L. M. Branscomb, Young-Hwan Choi (dir. publ.). *Korea at the turning point*. Westport, Praeger, pp. 109–123.

13.4 L'Asie du Sud-Est

Boon-Kheng Cheah

L'Asie du Sud-Est a toujours représenté et représente encore le point de convergence de plusieurs forces culturelles venant de l'Inde, de la Chine, de l'Islam ou de l'Occident. La région n'a pourtant pas seulement importé des idées ou des institutions, mais elle a aussi apporté sa propre contribution avec des éléments indigènes. L'historienne Lea Williams observe avec justesse (1976, p. 24): «Il est évident que sans les conditions et les infrastructures institutionnelles requises, certains aspects des cultures supérieures n'auraient pu être transplantés avec tant de succès dans la région. Aussi, rien de ce qui est indien ou chinois n'aurait perduré si les cultures indigènes n'avaient été aussi vigoureuses, en même temps que réceptives à l'enrichissement et capables de maintenir leur caractère distinctif.» Il s'agit là d'un paramètre que nous devons garder à l'esprit quand nous évaluons et résumons l'histoire de cette région au XIX^e siècle, période pendant laquelle l'influence de l'impérialisme occidental est à son comble.

Depuis les années 1950, l'autonomie de l'histoire de l'Asie du Sud-Est au XIX^e siècle a attiré l'attention de la plupart des historiens de la région. Dans la mesure où l'impact colonial atteint son apogée précisément au cours de ce siècle, la question relative au degré d'autonomie qu'il faut accorder à chaque pays dépend de la perspective de l'historien et des données historiques disponibles. L'érudit hollandais J. C. Van Leur considère que durant le XVII^e et le XVIII^e siècle, les forces motrices de l'histoire de l'Indonésie proviennent, en général, de l'intérieur: «Les pays orientaux sont toujours des facteurs actifs dans le cours des événements en tant qu'entités militairement, économiquement et politiquement valides.» Alors que Van Leur n'inclut pas le XIX^e siècle dans son étude, John Smail soutient que pendant cette période, et malgré le contrôle de la Hollande sur l'Indonésie, la société dont est issue l'élite locale conserve sa vitalité. En d'autres termes, l'énergique société indigène reste fidèle à elle-même et les changements ne sont que des adaptations de la société à son temps.

La plupart des États de l'Asie du Sud-Est sont des sociétés pluralistes, incluant dans leurs frontières différentes communautés ethnolinguistiques qui habitent les régions montagneuses ou les basses terres. Tandis que certaines d'entre elles sont assimilées, d'autres résistent à l'assimilation et cherchent

à raffermir leur indépendance. La variété des minorités dans les régions montagneuses du Sud-Est asiatique est considérable, et la séparation entre ces minorités et les majorités des basses terres constitue une division sociale en deux groupes. Par ailleurs, il existe une grande quantité de minorités asiatiques non indigènes habitant depuis peu en Asie du Sud-Est. Les groupes de migrants les plus importants viennent de Chine et d'Inde, et leur immigration en masse en Asie du Sud-Est est relativement tardive, datant du XIX^e siècle dans la plupart des cas. La diversité culturelle du Sud-Est asiatique est due en grande partie à sa tolérance et à sa capacité d'adaptation et d'intégration. Les vieilles traditions animistes côtoient les traditions islamiques, hindoues, confucéennes et chrétiennes, pour former un ensemble syncrétique.

L'impact occidental provoque indéniablement la séparation des voies suivies par les quatre États bouddhistes Theravāda, la Birmanie, le Siam, le Laos et le Cambodge. Par le passé, en dépit des fréquents conflits qui les opposaient, leurs respectives institutions gouvernementales et sociales, ainsi que leurs valeurs culturelles et religieuses présentaient de grandes similitudes; dans certains cas, ils s'influençaient les uns les autres. «Les origines de leur développement culturel étaient souvent les mêmes et les circonstances de leur évolution historique étaient comparables », observe John Cady (1966, p. 78). «Le modèle de règne de droit divin incarné par l'autorité princière et le système religieux du bouddhisme Theravāda étaient partout des constantes.» Des quatre États, la Birmanie est le premier à tomber graduellement sous la domination de l'Inde britannique, avant que le Cambodge et le Laos ne soient soumis aux autorités coloniales françaises. Seul le Siam, gouverné par l'astucieuse dynastie Chakri, conserve son indépendance jusqu'à la décolonisation de la région au milieu des années 1950 et pendant les années 1960.

À la différence de l'Inde, la Chine n'a joué qu'un rôle culturel mineur en Asie du Sud-Est. Le Viet Nam, «microcosme de la Chine» (Williams, 1976, p. 24), est le seul État à avoir été une colonie de la Chine pendant environ mille ans. Le reste de l'Asie du Sud-Est puise surtout sa culture en Inde, et seul le Viet Nam s'inspire de la Chine. Pourtant, les Vietnamiens résistent au contrôle chinois pendant toute la durée de l'occupation. Mais quand le Viet Nam recouvre son indépendance en 939, il modèle toutefois son État à l'image de la Chine, n'acceptant et n'adaptant que ce dont il a besoin: le système de connaissances et d'écriture chinois, le confucianisme et le bouddhisme Mahāyāna. La dynastie des Lê postérieurs, surtout sous le règne de Lê Thanh Tôn (1460–1497), organise le système administratif de son royaume en copiant abondamment les méthodes chinoises (Pearn, 1969, pp. 54–56). En outre, dès 1545 et pendant plus de deux cent cinquante ans, le Viet Nam est divisé en deux, chaque moitié étant dirigée par sa propre dynastie. En 1632, la dynastie du Sud, les Nguyên, adopte le système chinois d'examens pour le recrutement des fonctionnaires de l'État (Buttinger, 1968, p. 51). En

1802, l'ensemble du Viet Nam tombe sous le contrôle de la dynastie Nguyên. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, la dynastie chinoise des Qing tente d'intervenir dans la politique intérieure du Viet Nam et de le protéger contre l'agression française. Mais comme le Cambodge et le Laos, il tombe finalement à son tour sous la domination coloniale et catholique de la France.

Une grande partie de l'Asie du Sud-Est maritime, y compris la péninsule malaise, se compose d'États «indianisés» qui, peu à peu, sont gagnés par l'influence islamique. Au XIX^e siècle, cependant, différentes zones insulaires sont envahies par des conquérants chrétiens occidentaux. Les protestants hollandais prennent les îles indonésiennes et le sud de Bornéo, alors que les protestants britanniques s'emparent de la péninsule malaise, ainsi que de Sarawak, Sabah, Brunei et Labuan (zones du nord de Bornéo). Parmi les îles indonésiennes occupées par les Hollandais, seule Bali a résisté à l'islamisation et demeure hindouiste. Elle conserve cette identité pendant toute la durée de la domination hollandaise. Les îles Philippines ne sont pas indianisées, car les îles du Sud comprenant Mindanao et l'archipel de Sulu sont sous influence islamique, tandis que les îles du Nord tombent entre les mains de l'Espagne catholique.

L'impact occidental au XIX^e siècle amorce des modifications politiques, économiques et démographiques lourdes de conséquences en Asie du Sud-Est continentale et insulaire. Vers la fin du siècle, l'ensemble de la région est intégré à la sphère économique occidentale, partagé entre la domination des empires européens et des États-Unis. Dans tous les pays, on assiste à l'importation d'un grand nombre de minorités étrangères. Les Chinois se concentrent à Java, en Birmanie, aux Philippines, en Malaisie et dans les comptoirs du détroit; les Indiens, en Birmanie et en Malaisie. L'essor économique entraîne également un mouvement plus important des peuples à l'intérieur du territoire. Des habitants de Java et de Sumatra migrent en Malaisie, des Vietnamiens s'installent au Cambodge.

L'expansion du contrôle occidental sur ces pays est liée à la révolution industrielle, qui requiert l'importation de matières premières que l'Asie du Sud-Est peut fournir et l'ouverture de nouveaux marchés où les produits manufacturés par l'Occident peuvent être vendus. Le désir de développer le commerce s'accompagne également d'une ferveur missionnaire chrétienne chez les Européens et les Américains. La protection de ces activités dans les différents pays d'Asie du Sud-Est ne peut toutefois être assurée que par l'autorité occidentale, qui s'impose. La croissance rapide de la prospérité et de la puissance européennes durant le XIXe siècle engendre la conviction des Occidentaux que leurs modes de vie et de gouvernement constituent un idéal absolu et que le monde entier gagnerait à les adopter.

À l'exception du royaume du Siam, la plupart des pays d'Asie du Sud-Est ne sont pas réellement marqués par les nations européennes. Toujours

attachés à leurs propres traditions et persuadés de la supériorité de leur culture consacrée par le temps, ils ne mesurent pas tout à fait les forces de l'impérialisme et du capitalisme occidentaux, ni les motivations économiques, le progrès technique et la puissance militaire dont les nations occidentales sont capables de faire preuve. Certains pays persistent à traiter avec les pays occidentaux comme s'ils étaient des États vassaux inférieurs. Coopérer avec l'Occident n'est pas chose facile, et la plupart des États d'Asie du Sud-Est hésitent entre l'isolationnisme et l'expansionnisme militaire. Ainsi, l'occidentalisation de ces États est uniquement achevée ou forcée sous la pression de l'autorité coloniale et la puissance de l'impérialisme occidental.

En présentant l'impact occidental comme un choc des cultures, ce chapitre ne peut faire plus que d'exposer certaines des causes principales qui ont guidé l'intervention coloniale occidentale dans les différents pays du Sud-Est asiatique.

Dans l'Asie du Sud-Est continentale, la Birmanie est le premier pays à faire l'expérience de la perte d'indépendance. L'Empire britannique des Indes absorbe le territoire birman en trois étapes: les guerres anglo-birmanes de 1824–1826, 1852 et 1885. Pendant le règne du roi Bodawpaya (1782–1819), les actions répressives et les taxes abusives que celui-ci impose aux Môns, aux Karens et aux habitants de l'Arakan en basse Birmanie provoquent des révoltes successives qui finissent par la fuite des rebelles de l'Arakan vers le Bengale britannique voisin, ce qui précipite une querelle de frontières entre les autorités birmanes et britanniques. L'accession au trône de l'ambitieux roi birman Bagyidaw, en 1819 à la mort de son père, stimule les agressions contre le Bengale britannique. La victoire britannique et le traité de Yandabo qui s'ensuit en 1826 décident de la cession des régions côtières de l'Arakan et du Tenasserim, et du paiement de 1 million de livres sterling. La basse Birmanie est perdue avec la guerre de 1852, déclenchée par un incident mineur au sujet de la levée de taxes sur les bateaux anglais à Rangoon. La haute Birmanie est annexée en 1885 par les Britanniques craignant de la voir tomber sous l'influence des Français. Le dernier roi birman Thibaw est exilé en Inde, où il demeure jusqu'à sa mort trente ans plus tard.

Le Siam, qui se trouve entre la principale zone d'influence britannique en basse Birmanie et la zone d'influence française au sud de l'Indochine, parvient à conserver son indépendance pendant toute la période d'expansion coloniale occidentale. Cela se doit principalement au profit qu'il tire de l'opposition entre la France et la Grande-Bretagne, même si cette rivalité coloniale franco-anglaise provoque justement la perte de l'indépendance de la haute Birmanie en 1885. Le sage souverain du Siam, le roi Mongkut (Rāma IV, 1851–1868), joue un rôle décisif dans la sauvegarde de l'indépendance de son pays en adoptant une politique plus « ouverte » envers l'Occident, politique de diplomatie et de modernisation que son fils Chulalongkorn

(Rāma V) poursuivra et développera. Ces deux rois sont conscients de la relative faiblesse militaire du Siam par rapport aux puissances occidentales et concèdent des territoires à la France et à l'Angleterre dans le seul but de sauvegarder la souveraineté et l'indépendance du Siam. En 1904 et 1907, le Siam signe des traités avec les Français dans lesquels il reconnaît les possessions françaises au Laos et au Cambodge. Par le traité anglo-siamois de 1909, il cède à la Grande-Bretagne sa souveraineté sur les quatre États du Nord péninsulaire malais, Kedah, Perlis, Kelantan et Terengganu. Ces arrangements sont le fruit d'un rapprochement franco-anglais qui permet la redéfinition des frontières siamoises et du besoin éprouvé par les deux puissances d'utiliser le Siam comme une zone tampon entre leurs zones d'influence.

Au Viet Nam, le meurtre de plusieurs missionnaires français dans les années 1840 fournit à la France une excuse pour intervenir en 1858. Une force commune franco-espagnole attaque et s'empare de Danang. La coalition descend ensuite en Cochinchine, la réserve de riz du pays, et saisit la capitale provinciale de Saigon en 1859. Par le traité de juin 1862, l'empereur Tu Duc cède à la France trois provinces, y compris Saigon, permet la liberté de religion dans son royaume et l'ouverture au commerce de trois ports, et accepte de payer une forte indemnité. Les Espagnols des Philippines, qui ont participé à l'expédition pour mettre un terme à la persécution des chrétiens catholiques, se voient satisfaits de la promesse de liberté de culte. En 1867, les Français occupent l'autre moitié de la Cochinchine et font fusionner les deux parties en une seule, la colonie de Cochinchine.

En 1874, après plusieurs défaites face aux forces françaises, l'empereur Tu Duc signe un traité accordant à la France le contrôle des relations étrangères du Viet Nam, bien que celui-ci demeure vassal de la Chine, puis un autre traité imposé au Viet Nam en 1883 fait de l'Annam et du Tonkin des protectorats français. En 1884, la guerre éclate entre la Chine et la France. Les troupes chinoises envoyées pour aider le Viet Nam occupent le Tonkin, qu'elles n'évacuent qu'en 1885 après la signature d'un traité sino-français.

Le Cambodge conserve une indépendance précaire en payant un tribut au Viet Nam et à la Thaïlande, mais les attaques françaises ont affaibli le Viet Nam, et cela permet aux Thaïs de dominer le pays. Les Français coupent toutefois court à la domination thaïe en 1863. Prétextant les droits vietnamiens dont ils ont hérité au Cambodge, ils persuadent le roi Norodom de signer un traité qui place son royaume sous protectorat français. La Thaïlande se soumet avec la signature d'un traité franco-thaï en 1867, dans lequel elle renonce à ses prétentions d'autorité au Cambodge. La France s'empare du Laos en 1886 en exploitant les ressentiments locaux contre la souveraineté thaïe. En 1898, la France forme l'Union indochinoise, qui comprend la Cochinchine, l'Annam, le Tonkin, le Cambodge et le Laos.

Pendant le XIX^e siècle, les Hollandais étendent leur contrôle sur la plus grande partie de l'archipel indonésien. Alors qu'ils ne possèdent que Java, les Moluques et quelques ports dispersés au début de la période, à la fin du siècle ils gouvernent la majorité de l'archipel, y compris le sud de l'île de Bornéo, que l'on nomme Kalimantan. Les Portugais tiennent toujours une partie du Timor et certaines régions de Bornéo, Sarawak, Sabah et Brunei sont sous domination britannique. Pendant cette période, la plupart des paysans indonésiens vivent paisiblement dans leurs villages, peu affectés par l'autorité hollandaise. La Compagnie hollandaise des Indes orientales soutient et, au besoin, place sur le trône des princes dociles. L'importante population chinoise de Batavia (Djakarta) entre cependant en conflit avec les autorités hollandaises. Un massacre hollandais de Chinois, préparé et secondé par les Indonésiens, oblige nombre d'entre eux à fuir la ville pour les régions de l'intérieur, mais ils sont assez rapidement invités à revenir pour vivifier le commerce.

En 1795, avec les guerres napoléoniennes, les Britanniques prennent possession de divers territoires dont l'archipel de Riau et Malacca dans la péninsule malaise. En 1811, ils s'emparent de Java, qu'ils rendront aux Hollandais en même temps que Malacca en 1816. Les Hollandais se pressent de consolider et d'étendre leur empire sur Java et l'archipel indonésien. En 1825, une guerre sainte éclate à Jogiakarta, menée par Diponegoro, un prince destitué lors d'une querelle dynastique. Celui-ci avive les sentiments islamiques de la population pour résister aux Hollandais. Connu sous le nom de «guerre de Java», ce conflit dure jusqu'en 1829 et coûte la vie à 15 000 soldats hollandais et à plus de 200 000 paysans javanais. L'Acèh, qui résiste pendant longtemps au contrôle hollandais, est attaqué en 1873. La guerre d'Acèh dure trois décennies et ne prend fin qu'en 1903, avec la reconnaissance par le sultan de la souveraineté hollandaise. En 1918, l'ensemble de l'archipel indonésien est sous domination hollandaise. La Grande-Bretagne, qui est devenue un pouvoir politique majeur en Inde grâce à la Compagnie des Indes orientales, s'infiltre en Birmanie, supplante les Hollandais dans les îles indonésiennes, s'empare de nouvelles positions dans le détroit de Malacca et menace les intérêts français en Thaïlande. La maîtrise des mers conduit la Compagnie des Indes orientales à étendre ses intérêts sur la Malaisie insulaire. En 1786, elle loue l'île de Penang au sultan de Kedah pour en faire une base navale destinée à surveiller l'expansion navale française dans les eaux orientales. C'est l'antagonisme franco-anglais, découlant des guerres napoléoniennes en Europe, qui pousse les Britanniques à s'emparer des colonies hollandaises de Malacca et de Riau en Indonésie en 1795, lorsque la Hollande est occupée par les Français. Seize ans plus tard, les Britanniques s'emparent de Java.

Même si les Britanniques restituent Malacca et Java aux Hollandais en 1816, leur crainte devant l'hégémonie hollandaise incite Stamford Raffles de la Compagnie des Indes orientales à installer une usine à Singapour en 1819. L'acquisition de l'île divise l'empire Johor-Riau-Lingga-Singapour en deux : Riau et Lingga d'une part, sous contrôle hollandais, et Johor-Singapour d'autre part, sous influence britannique. Cette division est scellée par un traité entre la Hollande et la Grande-Bretagne en 1824, lequel stipule que les Britanniques cèdent aux Hollandais Bencoolen sur la côte ouest de Sumatra et reçoivent Malacca en échange. Le détroit de Malacca marque ainsi la ligne de partage entre les sphères d'influences anglaise et hollandaise. Une fois le traité ratifié, les Britanniques s'empressent de négocier un traité avec le Siam pour délimiter le périmètre nord de leur influence dans la péninsule malaise. Le traité anglo-siamois de 1826 reconnaît les droits du Siam sur Kedah, Kelantan et Terengganu, et l'influence britannique sur Perak et Selangor. En 1826, les Britanniques commencent également à consolider leur influence dans les territoires de Penang, Singapour et Malacca en y établissant des administrations communes, les Straits Settlements. Bien que les Britanniques n'adoptent d'abord pas une politique interventionniste dans les États malais, cela change en 1874, lorsque les craintes inspirées par les ambitions coloniales allemandes font de l'État de Perak un protectorat, suivi de Selangor, Negri Sembilan et Pahang. En 1885, l'État de Johor accepte de placer ses relations extérieures sous contrôle britannique. En 1909, en signant un traité avec le Siam, la Grande-Bretagne complète le processus d'acquisition de ce que l'on connaît comme Malaisie, en plaçant sous son influence les quatre États du nord de la péninsule malaise: Perlis, Kedah, Kelantan et Terengganu.

Au début du XIXe siècle, l'ouest et le nord-ouest de Bornéo sont des domaines appartenant au sultan de Brunei, mais, dès la fin du siècle, ils sont rattachés aux territoires coloniaux britanniques, jusqu'à ce que l'État de Brunei se voie réduit au point de former l'enclave qu'il est aujourd'hui. En 1841, l'aventurier anglais James Brooke devient le dirigeant de Sarawak, une province de Brunei, qu'il reçoit en échange des services rendus pour réprimer une révolte locale. Brooke et ses successeurs agrandissent sans cesse leur territoire aux dépens du faible sultanat de Brunei, avec parfois l'aide de la Royal Navy, qui prétexte des opérations «antipirates». Malgré les efforts de Brooke en ce sens, l'Empire britannique refuse d'intégrer les territoires de l'aventurier, car il ne voit aucun profit à en tirer. En revanche, le gouvernement britannique approuve en 1881 l'acquisition de Sabah (nord de Bornéo) avec l'appui des sultans de Sulu et de Brunei, et octroie une charte royale à la British North Borneo Company, selon laquelle il obtient un droit de supervision sur l'administration de la compagnie. Comme les Brooke à Sarawak, la compagnie à charte tente également de soutirer des terres au

sultan de Brunei. Craignant que les intentions coloniales des Allemands, des Français et des Italiens ne s'étendent à Sarawak, Sabah et Brunei, le gouvernement britannique passe en 1888 des accords avec les gouvernements de ces territoires, qui en font des protectorats britanniques. Chaque territoire conserve son indépendance pour les affaires internes, mais les affaires extérieures sont contrôlées par le gouvernement britannique.

Le XIX^e siècle assiste au déclin et à l'extinction finale du pouvoir espagnol aux Philippines. Comme les Philippines précoloniales n'avaient pas de roi, les Espagnols n'ont pas eu de peine à transformer les structures politiques et sociales fragmentées et décentralisées des Philippins. Ils étendent leur empire et diffusent leur religion sans rencontrer d'opposition, jusqu'à ce qu'ils soient arrêtés par les musulmans des îles de l'extrême Sud. La christianisation des peuples des basses terres côtières de Luzon et des Visayas est effective dès qu'un nombre suffisant de prêtres espagnols atteint les îles. En 1762, alors que l'Espagne s'est engagée dans la guerre de Sept Ans en Europe, une expédition britannique occupe Manille, que les Britanniques rendent cependant en 1764. Peu de temps après, les Espagnols lèvent partiellement les restrictions sur le commerce et autorisent les échanges avec d'autres pays asiatiques en plus de la Chine.

Les espoirs philippins d'obtenir l'autonomie sont ravivés en 1812 quand les Philippines sont représentées au Parlement espagnol, même si cette réforme ne dure pas. Des révoltes contre l'autorité espagnole éclatent. Pendant les années 1840, l'Espagne étend son pouvoir sur l'île de Mindanao. Dans l'archipel de Sulu, le sultan est contraint d'accepter un traité qui place ses territoires sous protection espagnole. Vers la fin du siècle, toutefois, un esprit nationaliste émerge au sein de l'élite de la classe moyenne philippine, qui a reçu une éducation en espagnol et acquis les idées du libéralisme du XIX^e siècle. Ses demandes sont modérées : la liberté de parole, la liberté de la presse et le remplacement du clergé espagnol par des prêtres philippins. Le plus influent de ces réformateurs est José Rizal (1861–1896). Celui-ci séjourne en Europe entre 1882 et 1892, où il s'engage dans la lutte réformiste et écrit des romans et des articles de journaux. Son roman le plus célèbre, Noli me tangere (Au pays des moineaux), relate les injustices de la vie dans les Philippines coloniales. En 1892, Andrés Bonifacio, un travailleur indépendant, fonde le parti Katipunan pour revendiquer l'indépendance nationale et organiser une rébellion. Comme celle-ci est en cours, José Rizal est arrêté et renvoyé aux Philippines, où il est exécuté le 30 décembre 1896, ce qui déclenche la colère des Philippins. Mais la discorde affecte rapidement le Katipunan, la rébellion échoue et les chefs sont exilés.

En 1898, la guerre éclate entre l'Espagne et les États-Unis au sujet de la situation de Cuba. Des forces américaines attaquent et prennent Manille, puis, en échange de la paix, l'Espagne doit céder les Philippines aux États-

Unis. Durant cette guerre, les États-Unis prennent contact avec l'ancien dirigeant du Katipunan Emilio Aguinaldo et le renvoient aux Philippines pour monter une rébellion contre l'Espagne. Celui-ci proclame l'indépendance, forme un gouvernement et convoque un congrès à Malolos pour rédiger la constitution d'une république des Philippines. Mais le gouvernement d'Aguinaldo refuse d'accepter l'occupation américaine et s'engage dans une guerre de résistance. Les «Maures» du sud des Philippines prennent également position contre les Américains. Aguilnado est finalement capturé en mars 1901, mais la résistance continue jusqu'à ce qu'elle soit définitivement réprimée par une armée américaine de 17 000 hommes.

En résumé, l'impact occidental en Asie du Sud-Est provoque une rupture générale des anciens modes de vie et l'émergence des revendications d'autonomie, par lesquelles la population autochtone devait pouvoir remédier aux troubles causés par l'impact occidental.

BIBLIOGRAPHIE

- Buttinger J. 1968. Vietnam: a political history. New York, Praeger.
- CADY J. F. 1966. *Thailand, Burma, Laos and Cambodia*. New York, Spectrum.
- HALL D. G. E. 1964. A history of South-East Asia. Londres, Macmillan Press & Co.
- Osborne M. 1991. Southeast Asia: an illustrated introductory history. Sydney, Allen & Unwin.
- Pearn B. R. 1969. *An introduction to the history of South-East Asia*. Kuala Lumpur, Longman.
- SMAIL J. R. W. 1961. «On the possibility of an autonomous history of modern Southeast Asia». *Journal of Southeast Asian History*, vol. 2, n° 2 (juillet).
- Steinberg D. J. (dir. publ.). 1971. *In search of Southeast Asia*. New York, Praeger.
- Van Leur J. C. 1955. Indonesian trade and society. La Haye/Bandung.
- WILLIAMS L. 1976. Southeast Asia: a history. New York, Oxford University Press.

Conclusion

Le triomphe de la culture scientifique

Gungwu Wang

A u début du XX^e siècle, l'Occident triomphe dans tous les domaines de la science et de la culture. Pourtant, sur le moment, ni les dirigeants d'Asie ni ceux d'Europe ne savent encore combien de temps cela va durer. De toute manière, les élites instruites des deux continents ne représentent que de petits groupes et les différents peuples ne se connaissent que très peu. Les élites d'Asie reconnaissent l'avance de la science occidentale; leurs homologues d'Europe le savent et affichent une confiance extrême en la nécessité de leurs progrès, même si beaucoup d'entre eux affichent aussi toujours du respect pour les cultures traditionnelles asiatiques. L'« orientalisme » de certains fonctionnaires et marchands européens en Asie du Sud et Asie du Sud-Est ne détourne pas les universitaires et les artistes de leur admiration envers les meilleures réalisations des anciennes civilisations qu'ils rencontrent. Il nous faut cependant nous demander si leur admiration ne se limite pas aux artifices et aux vestiges de ce qui fut glorieux, à ce qui appartient aux musées et non à ce qui demeure important dans les croyances des peuples.

Par ailleurs, même si la plupart des fonctionnaires et des capitalistes occidentaux commencent à mépriser les dirigeants de l'Asie coloniale qui ne réussissent pas à renouveler leur culture après l'impact occidental, il reste quelques exceptions qui croient en l'abondance des qualités locales et reconnaissent la présence de marques de progrès en Asie. Ils pensent que celle-ci pourra maîtriser un jour les nouvelles connaissances sans permettre à l'innovation et à la découverte d'exclure les valeurs qui demeurent réelles pour ses communautés. Les premières universités modernes d'Inde, à Calcutta, Bombay et Madras, proposent un judicieux mélange des sciences nouvelles avec l'ancienne culture politique et légale de la Grande-Bretagne. Ces institutions sont radicalement différentes de celles que proposaient précédemment les Espagnols aux Philippines, de pieuses universités traditionnelles centrées sur l'enseignement de la foi catholique et du service à

l'empire. À Hong-Kong, une initiative locale privée permet la création en 1887 du Collège médical chinois, dont les premiers diplômés comptent le dirigeant révolutionnaire Sun Yat-sen. Quand l'université de Hong-Kong est fondée en 1911, ce collège en devient la faculté de médecine, bien que ce soit la faculté d'ingénierie qui symbolise une véritable percée. Ces initiatives représentent un pas décisif vers le développement scientifique, mais il s'agit plus d'une réponse à la demande de l'Asie de l'Est que d'une prolongation de l'expérience indienne. En fait, les premières initiatives réalisées en Inde ne sont pas renouvelées ailleurs, même si, au fil du temps, les empires coloniaux ressentent le besoin d'apporter certaines formes de tutelle à leurs sujets. Les gouvernements coloniaux mettent sur pied quelques collèges techniques et médicaux, mais le font surtout pour pallier des besoins immédiats. Ils ont en effet besoin d'employés de bureaux, de maîtres d'école et de techniciens formés sur place pour le meilleur fonctionnement de l'administration coloniale et ne manifestent que très peu d'intérêt pour le développement scientifique de ces peuples dont la vitalité culturelle est, selon eux, tombée trop bas pour pouvoir maîtriser de nouvelles idées. C'est donc aux dirigeants locaux de s'impliquer pour moderniser l'éducation, sans quoi les formes traditionnelles sont vouées à la stagnation et au déclin passif.

En Asie de l'Est, les conditions pour sauvegarder la culture sont différentes. Les Européens n'y possèdent pas de colonies, en dehors du cas exceptionnel de Hong-Kong, et se tiennent en général à la périphérie. Au début du XX^e siècle, le Japon a transformé l'ensemble de son système éducatif et ouvert ses premières universités modernes. La caractéristique la plus remarquable de la réponse japonaise au défi occidental est d'avoir voulu, dès le départ, apprendre tout ce qu'il y avait de mieux à apprendre, non seulement les sciences, mais aussi tous les autres champs d'étude que l'on croyait participer de la puissance des nations occidentales. Les Japonais recherchent la qualité avec un acharnement que l'on ne retrouve nulle part ailleurs en Asie au cours du demi-siècle suivant. Il existe un lien évident entre cette politique et le pouvoir militaire et économique qu'atteint le Japon en 1895 et 1904, quand il vainc successivement la Chine et la Russie. En un peu plus d'une génération, le Japon se retrouve au même niveau que l'Occident, égalité à laquelle le développement culturel et la science moderne ont grandement contribué.

Dans le cas de la Chine, le respect initial des fonctionnaires occidentaux envers son ancienne civilisation laisse bientôt place, vers la fin du siècle, à un mépris grandissant envers ses efforts inutiles de revivification des valeurs classiques pour l'«autorenforcement». Même ses tentatives — tièdes par rapport aux efforts japonais — de suivre les traces de l'Occident en direction de la richesse et de la puissance n'inspirent pas confiance. Seule l'énergie des nouvelles classes marchandes chinoises est sincèrement respectée. Parmi les quelques personnes conscientes du fait que l'acquisition de la science et

1180 DE 1789 à 1914

de la technique modernes doit s'accompagner de changements institutionnels, certaines espèrent qu'une fois que les Chinois auront pris conscience de cela, ils ne pourront plus être rabaissés. Ce long siècle s'achève ainsi pour les Chinois avec de sérieux doutes quant à la viabilité de leurs valeurs traditionnelles, mais aussi avec la volonté de croire qu'elles pourraient être revitalisées si les Chinois étaient prêts à suivre l'exemple japonais et à s'ouvrir à certains aspects clés de la culture scientifique occidentale.

À la veille de la Première Guerre mondiale, la plupart des Asiatiques n'ont aucune raison de croire que leur condition politique et économique va s'améliorer ou que la science et le progrès peuvent être atteints. Pourtant, pour l'Asie de l'Est, un nouvel élément fait son apparition sur l'horizon oriental. L'activisme commercial et missionnaire des Américains commence enfin à attirer l'attention. Les Américains apportent, notamment en Chine, du répit par rapport aux lourdes interventions politiques et militaires infligées par les Britanniques et les Français. Avec un enthousiasme débordant, ils construisent des écoles, des collèges et des hôpitaux, et leurs efforts sont accueillis chaleureusement. Leurs institutions dispensent le savoir scientifique à une échelle plus populaire que n'importe quelle autre institution occidentale. Seuls ceux qui pensent que la culture des États-Unis est trop jeune pour être digne d'être étudiée émettent des réserves. Les élites de mandarins et de samouraïs, intéressées par les réalisations scientifiques et culturelles, se dirigent toujours vers le Vieux Continent d'Europe occidentale. Il est vrai que plusieurs nations européennes apportent d'importantes réalisations, en particulier la France avec l'ouverture d'écoles et de collèges à Shanghai, mais le zèle américain en faveur de l'éducation et de la christianisation est exceptionnel et contribue à transmettre la culture de la science moderne à une nouvelle génération d'intellectuels. Cependant, au tournant du siècle, tout cela n'est qu'un début, et personne ne peut prévoir que les États-Unis vont transformer considérablement l'évolution culturelle et scientifique de l'Asie dans les décennies à venir.

Le long siècle que parcourt ce volume commence avec des efforts pour diffuser l'idée de progrès scientifique dans le monde entier. Pour l'Europe occidentale, cela s'effectue avec succès, mais, pour la plupart des Asiatiques qui réfléchissent à leur destin durant cette période, le progrès ne s'atteint apparemment qu'à leurs dépens, au prix peut-être de la destruction de leurs civilisations millénaires. L'expérience japonaise n'est qu'une exception et, de plus, elle représente une épée à double tranchant. L'ambivalence profonde du Japon, à savoir s'il doit lutter pour libérer l'Asie de la domination occidentale ou être lui-même le maître de l'Asie, n'apparaît pas clairement à tous. Mais la leçon est évidente. Il semble possible de canaliser la culture scientifique moderne pour l'employer à préserver et revitaliser les cultures nationales. Ce n'est qu'un aperçu du futur, mais il devient concevable que le progrès, même en Asie, ne soit pas qu'un jeu stérile.

14

L'Asie occidentale et l'Afrique méditerranéenne

Introduction

Abdul-Karim Rafeq

Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord connaissent, entre 1789 et 1914, de profonds changements provoqués par l'accumulation de *stimuli* internes et par les répercussions de l'Europe industrielle et révolutionnaire. Le principal moteur de ces changements consiste en la modernisation de l'appareil d'État, le renforcement de l'autorité centrale et, donc, la consolidation du pouvoir de la dynastie régnante. Les élites intellectuelles, influencées par la pensée libérale européenne, revendiquent de plus larges réformes et une plus grande participation au processus politique. C'est dans ce contexte que se développe la conscience nationale, qui contribue à l'affermissement des identités de chaque pays et à la formation des États.

L'Empire ottoman, qui règne depuis le XVI^e siècle sur la plupart des territoires arabes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, est le premier à introduire des réformes, par suite des pertes territoriales qu'il essuie en Europe centrale, dans les Balkans et en Crimée, ainsi que des menaces auxquelles il doit faire face sur le front persan. L'autorité ottomane se voit également défiée par des groupes de pouvoir semi-autonome dans diverses provinces arabes.

Les réformes ottomanes, qui débutent sous le règne du sultan Selim III (1789–1807) et sont poursuivies par ses successeurs, se concentrent princi-

palement sur la formation d'une armée moderne selon le modèle européen ainsi que sur la création des infrastructures nécessaires au bon fonctionnement de cette armée et à celui d'une nouvelle administration. Afin d'y parvenir, un enseignement supérieur axé sur les compétences techniques et destiné à former les futurs cadres de la nouvelle armée est mis en place, des étudiants sont envoyés en Europe, des hôpitaux sont construits et une école de médecine voit le jour.

Tandis que la puissance ottomane domine le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, la Perse, située sur le flanc oriental de l'empire, est non seulement confrontée à des heurts frontaliers avec son voisin ottoman, mais doit aussi subir les assauts et la pression des Afghans à l'est, de la Russie au nord et de la Grande-Bretagne dans le golfe Persique. Par ailleurs, il lui faut également faire face à des révoltes tribales internes. À l'instar des Ottomans, les dirigeants kadjars de la Perse, qui gouvernent de 1796 à 1924, dirigent leurs réformes vers la création d'une armée moderne, afin de garantir leur autorité. L'enseignement technique et médical est introduit, des hôpitaux sont ouverts et des étudiants partent pour l'Europe. Le long règne du chah Nāser al-Dīn (1848–1896) lui permet de poursuivre l'œuvre de ses prédécesseurs et de mettre en œuvre de nouvelles réformes.

S'inspirant de l'exemple de ses supérieurs istanbuliotes, Mohammed Ali, gouverneur d'Égypte de 1805 à 1849, constitue également une armée moderne, afin de consolider son pouvoir et de créer son propre empire au détriment des Ottomans. Ses conquêtes en Syrie et en Anatolie au début des années 1830 représentent la menace la plus sérieuse à laquelle ait dû faire face jusqu'alors l'État ottoman. Mohammed Ali ouvre l'Égypte et la Syrie, sur laquelle il règne de 1831 à 1840, aux influences européennes. Mettant à profit les richesses de l'Égypte, il ouvre des écoles techniques et médicales, fonde un institut de langues, envoie des étudiants en Europe, toujours afin de répondre aux besoins de la nouvelle armée qui devient le centre de l'État moderne égyptien, il ne parvient cependant pas à industrialiser le pays comme le souhaitent ses conseillers saint-simoniens. Il s'efforce donc, avant tout, de promouvoir l'agriculture et se retire du sol syrien en 1840 sous la pression européenne. Toutefois, les réformes qu'il introduit en Égypte et en Syrie dans un but d'occidentalisation et de modernisation, notamment sur les plans culturel et éducatif, favorisent l'émergence d'une élite intellectuelle partisane de réformes plus radicales. L'une des principales réformes concerne le système éducatif et l'émancipation sociale des femmes, domaines dans lesquels Rifā'a al-Tahṭāwī et Qāsim Amīn font figure de pionniers.

Les réformes menées par les dirigeants ottomans, persans et égyptiens laissent espérer de plus vastes mesures préconisées par les nouvelles élites. Dans l'Empire ottoman, les Jeunes-Ottomans, suivis par les Jeunes-Turcs et le comité Union et Progrès, poussent le sultan à promulguer une constitution

en 1876, qui sera pourtant de courte durée. Elle sera rétablie en 1909 par le comité Union et Progrès, après que le sultan aura été déposé. En rejetant la notion d'ottomanisme, qui séduit de nombreux Arabes, au profit d'une forme ethnique de nationalisme ture, les nouveaux dirigeants s'aliènent la population arabe, qui représente alors la majorité des habitants d'un empire dont les frontières ne cessent de rétrécir. Il en résulte un durcissement de l'opposition du nationalisme arabe à l'encontre du nationalisme touranien, ce qui contribue à la révolte arabe du 10 juin 1916 contre les Turcs. L'Empire ottoman se retrouve condamné et finalement dissous au lendemain de la Première Guerre mondiale.

En Perse, un soulèvement populaire, qui suit la concession du monopole du tabac à un citoyen britannique de la part du gouvernement en 1890, culmine lors de la révolution constitutionnelle de 1905–1907. Les révolutions qui secouent la Turquie et la Perse, respectivement en 1909 et 1905–1907, ainsi que l'émergence de partis d'opposition à l'occupant britannique et au khédive en Égypte en 1907, se sont vues encouragées par la défaite en 1905 de la Russie, un pays européen, face au Japon, un pays oriental.

L'une des menaces intérieures majeures pour l'Empire ottoman provient du mouvement nationaliste qui se développe en Grande Syrie au cours du XIX^e siècle et voit le jour avec la formation d'un groupe d'intellectuels influencés par la pensée libérale occidentale. La mise sur pied, en Syrie, d'un certain nombre d'écoles de type européen — y compris le Collège protestant syrien, future université américaine de Beyrouth fondée par des missionnaires presbytériens américains en 1866, et l'université catholique française Saint-Joseph ouverte en 1873 —, ainsi que l'introduction de presses typographiques par des missionnaires américains et français, et aussi par des Russes, contribuent à l'épanouissement de la culture arabe. Des revues, des journaux, des sociétés littéraires et scientifiques sont fondés, avec pour mot d'ordre l'amour du pays (watan, la patrie). Des lettrés arabes qui ont fait leurs études dans des établissements occidentaux, que ce soit en Syrie ou en Europe même, soulignent dans leurs écrits la contribution de leur peuple à la culture mondiale tout en défendant la modernisation et la laïcité. Beyrouth agit en réalité comme un catalyseur qui rapproche, grâce à l'éducation et au commerce, les différents groupes ethniques et religieux. Ce phénomène marque le début de ce qui sera plus tard communément désigné dans l'histoire arabe moderne sous le nom de la *Nahdha* (la renaissance arabe), également connue comme l'âge des Lumières ('Asr al-Anwar ou al-Tanwir).

Bien qu'elle s'inspire fortement de la pensée libérale occidentale, la renaissance arabe du XIX^e siècle trouve ses racines dans les siècles précédents. Dans la Syrie ottomane, par exemple, les intellectuels arabo-musulmans mettent déjà l'accent sur l'identité arabe et invoquent le retour à la pureté de l'islam tel qu'il était pratiqué par les anciens (*salaf*). La doctrine

wahhabite, qui se développe dans la péninsule arabique au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, apparaît essentiellement comme un mouvement de protestation arabe, né au cœur même de l'islam, contre les pratiques extrémistes des ordres soufis qui, à l'époque, sont protégés par l'État.

Lorsque l'Europe impérialiste occupe la majorité des terres arabes entre 1830 et 1920, la réaction arabe et islamique est homogène à travers l'ensemble du territoire. Les chefs traditionnels et/ou religieux, basés dans les principales mosquées mais aussi présents dans les campagnes, sont les premiers à lutter contre l'envahisseur européen, en Afrique du Nord comme au Moyen-Orient. Les érudits de la mosquée-université d'Al-Azhar en Égypte, par exemple, mènent l'opposition contre Napoléon en 1798 et contre l'occupant britannique en 1882. L'Algérie, envahie par les Français en 1830, oppose une résistance farouche en la personne d'Abd el-Kader, guide soufi et chef de tribu. Ailleurs, en Tunisie, au Maroc, au Soudan et en Libye, l'opposition aux envahisseurs français, britanniques ou italiens est menée par le même type de dirigeants.

Les chefs des campagnes, dont l'assise du pouvoir est à la fois tribale et religieuse, entreprennent la résistance contre l'occupant français en Syrie entre 1918 et 1927. En Irak également, les tribus de l'arrière-pays et les notables religieux des centres urbains s'insurgent les premiers contre la domination britannique. En Iran, la plupart des membres du groupe révolutionnaire qui est à l'origine de la révolution de 1905 sont aussi des lettrés religieux. Après l'échec de ces dirigeants religieux et tribaux, la responsabilité de l'opposition à l'envahisseur échoue aux partis politiques féodo-bourgeois des villes et, plus tard, aux partis doctrinaux qui parviennent au pouvoir en s'infiltrant dans l'armée et en organisant des coups d'État. Des changements économiques, sociaux et culturels accompagnent ces passages d'une classe sociale à une autre, d'un groupe politique à un autre.

14.1 Le Moyen-Orient, la Turquie et la Perse

Abdul-Karim Rafeq

Avant l'impact de l'Europe industrielle sur le Moyen-Orient au XIX^e siècle, l'Europe mercantiliste coexistait avec l'économie et la société traditionnelles de la région. Les États européens jouissaient, par le biais de traités commerciaux connus sous le nom de capitulations, de privilèges et d'exemptions officielles pour leur propre commerce dans les territoires du Moyen-Orient. Cependant, la structure traditionnelle des économies et des sociétés orientales, exposée aux effets dévastateurs de l'Europe capitaliste, est appelée à subir de profonds changements au cours du XIX^e siècle.

L'Europe industrielle et le Moyen-Orient au xix^e siècle : défis et réponses

Les révolutions jumelles de l'Europe, la révolution industrielle et la Révolution française, remettent sérieusement en question les structures politiques, économiques et sociales traditionnelles, non seulement au Moyen-Orient, mais aussi plus largement dans le monde entier. Les dirigeants moyen-orientaux, s'inspirant des monarques éclairés de l'Europe du XVIII^e siècle, introduisent des réformes destinées à renforcer leur pouvoir et à apaiser les partisans du changement et de la modernisation. En même temps, de puissantes forces locales émergent par le bas, défiant l'autorité des despotes éclairés.

Le temps des réformes dans l'Empire ottoman

L'Empire ottoman est le premier État du Moyen-Orient à introduire des réformes par le haut sous la pression de l'Occident. Le sultan Selim III (1789–1807) constitue une nouvelle armée (*nizam-i djedid*) selon le modèle européen. Afin de remplir les rangs de son armée, Selim ouvre des académies militaires, met en place un système de conscription et envoie des étudiants

en Europe. Il intensifie ses contacts avec le Vieux Continent en y établissant en 1792 des ambassades ottomanes permanentes — le bicentenaire commémorant leur création a d'ailleurs été célébré en 1992.

Les réformes entreprises par le sultan Selim suscitent l'hostilité des troupes traditionnelles, les janissaires, et des érudits religieux conservateurs, les oulémas, qui lui reprochent d'imiter les infidèles européens. Les forces conservatrices l'emportent finalement et Selim est déposé en 1807, puis exécuté l'année suivante. Le grand vizir réformateur Mustafa Bayraktar est lui aussi assassiné en 1808.

Le sultan Mahmud II (1808–1839) parvient à se débarrasser des janissaires en 1826, dénonçant leur incompétence durant l'insurrection grecque de 1821. Il supprime également, en 1831, les troupes féodales et le système des timar (fiefs), bien que ceux-ci continuent d'exister officieusement. Un ministère des waaf (biens des religieux) voit le jour, afin de contrôler les oulémas qui les gèrent, ces derniers devenant ainsi des fonctionnaires salariés contrôlés par l'État. Afin d'affaiblir l'emprise des oulémas sur les écoles religieuses, le sultan Mahmud crée un ministère de l'Éducation responsable de l'administration des établissements scolaires. Tandis que les écoles primaires demeurent sous l'influence des religieux, l'État gère les établissements secondaires, fonde des écoles *rushdivva* pour les adolescents et associe l'enseignement supérieur aux besoins de la nouvelle armée de style européen. Des écoles d'ingénierie navale et militaire sont ouvertes, ainsi qu'un établissement spécialisé dans l'enseignement des sciences militaires, faisant office d'académie militaire. Une école de médecine pour former les praticiens de l'armée voit aussi le jour, où l'enseignement est dispensé à la fois en turc et en français. Le couvre-chef des militaires, puis des civils, n'est plus le traditionnel turban mais le fez, une coiffure de feutre rouge d'origine nord-africaine. Des étudiants sont envoyés en Europe, afin de se spécialiser dans des domaines susceptibles de répondre aux besoins de l'armée. Un institut de langues est créé à Istanbul et la parution d'une version française du premier journal en langue turque (Moniteur ottoman) témoigne de l'importance accordée à l'apprentissage des langues étrangères. Un service postal est également organisé pour faciliter les communications et promouvoir la centralisation.

L'autorité du gouvernement central s'affermit davantage lorsque le sultan Mahmud décide de mettre fin au règne des puissants gouverneurs provinciaux, les dirigeants mamelouks de Bagdad (1831), les Djalīlī de Mossoul (1834) et les Karamanli de Libye (1835). Mahmud se montre toutefois incapable de contenir l'expansionnisme de son vice-roi d'Égypte Mohammed Ali.

La seconde phase de réformes, connue sous le nom de Tanzimat (organisation), est lancée en 1839 par le sultan Abdul-Medjid I^{er} (1823–1861).

Elle débute avec la promulgation du *hatt-i sherif* de Gül-Hané (édit impérial de la Chambre des roses), qui proclame l'égalité de tous les sujets de l'Empire, quelle que soit leur nationalité ou leur religion. En fait, cette charte a pour but de gagner le soutien des puissances européennes, notamment la Grande-Bretagne, contre Mohammed Ali, qui a occupé la Syrie et gagné le soutien des forces navales ottomanes. Un second édit impérial, le *hatt-i hümayūn* (1856), réaffirme l'égalité de tous les sujets, prône la liberté religieuse et accorde à l'ensemble de la population le droit d'aller à l'école et de servir dans l'armée. Là encore, le rescrit est destiné à apaiser la France et la Grande-Bretagne, alliées de la Turquie dans la guerre de Crimée (1854–1856) contre la Russie. Le sultan Abdul-Medjid I^{er} procède également à des réformes plus durables comme l'instauration de tribunaux séculiers, notamment des tribunaux de commerce où siègent des Turcs et des Européens, et la promulgation du Code foncier de 1858, qui accorde un droit de propriété à quiconque possède l'usufruit d'une terre appartenant à l'État.

Afin d'encourager les progrès de la science, le gouvernement ottoman fonde en 1851 la Société du savoir (*Encümen-i daniş*), dont la vie sera relativement courte car elle disparaîtra dix ans plus tard. Un autre organisme, la Société scientifique ottomane (*Cemyet-i ilmiyye-i osmaniye*), voit le jour en 1861; il est à l'origine de la première revue scientifique turque (*Mecmua-i funun*), qui familiarise ses lecteurs avec les réalisations des scientifiques européens. En 1868, un musée ouvre ses portes à Istanbul pour promouvoir l'art turc. Près d'une décennie plus tard, l'École des beaux-arts est créée, tandis que l'École impériale de musique fonctionne déjà.

Une nouvelle administration provinciale est instituée en 1864 sous le règne du sultan Abdul-Aziz (1861–1876), afin de renforcer la centralisation et d'accroître l'efficacité du gouvernement. Au Liban, par exemple, la double administration druze et maronite, instaurée en 1842 à l'instigation de Metternich, est remplacée en 1861 par une administration unique (*mutaṣṣarifate*) placée sous l'autorité d'un gouverneur ottoman chrétien responsable devant Istanbul. Jérusalem se voit de même accorder en 1873 un statut autonome, mais rattaché directement à Istanbul. Pour prouver l'intérêt qu'il porte aux événements qui se déroulent dans son empire et en Europe, Abdul-Aziz est, en 1863, le premier sultan ottoman à se rendre en Égypte depuis la conquête du pays en 1517, et ce afin d'y rencontrer le khédive Ismaïl pacha. Au cours de l'été 1867, il visite également Paris et Londres et, à son retour à Istanbul, il tente d'introduire en Turquie des techniques européennes, notamment les chemins de fer.

Les réformes atteignent leur apogée avec la proclamation de la Constitution de 1876 par le sultan Abdul-Hamid II (1876–1909). Elle est l'œuvre du grand vizir libéral Midhat pacha et a pour objectif de partager le pouvoir avec le sultan et de calmer l'opposition locale. Midhat pacha déclare que la Cons1188 DE 1789 à 1914

titution, qui symbolise l'apogée d'un siècle de réformes, marque le début d'une «nouvelle ère de prospérité durable». Des élections sont organisées pour constituer le premier Parlement ottoman, qui se réunit en mars 1877. Il nous faut souligner qu'il est alors dans l'intérêt de la Turquie de satisfaire l'Europe afin de préserver ses colonies dans les Balkans, à la veille de la guerre russo-ottomane de 1877–1878. En réaction aux critiques adressées par le Parlement à l'encontre de ses ministres, le sultan dissout l'assemblée en 1878, suspend la Constitution et destitue le «père de la Constitution», Midhat pacha. Pour consolider son pouvoir et combattre les nationalistes, Abdul-Hamid prône le panislamisme et se donne le titre de calife. Cette politique islamique reçoit l'appui de l'empereur allemand Guillaume II, qui se rend à Istanbul à deux reprises, en 1889 et en 1898. L'Allemagne se trouve alors en concurrence avec d'autres États européens pour étendre son influence en Turquie, conformément à sa politique ouvertement déclarée de Drang nach Osten. C'est dans ce contexte qu'est envisagée la construction du chemin de fer de Bagdad reliant Berlin à la capitale iraquienne, puis au golfe Persique, via Istanbul.

Outre l'introduction des chemins de fer, la Turquie assiste, principalement sous le règne du sultan Abdul-Hamid, à des tentatives de construction d'usines et de promotion de l'industrie. Cependant, à l'instar de ce qui se déroule en Égypte, le manque de discipline et d'expérience professionnelle chez les ouvriers turcs entrave le bon fonctionnement de ces fabriques.

Les réformes par le haut ne servent qu'en parole l'égalité entre les sujets de l'Empire, mais elles ont le mérite de placer la Turquie sur le chemin réel de la modernisation. Ces changements, qui d'un côté renforcent l'autorité centrale et l'absolutisme du souverain, créent de l'autre une opposition libérale surgissant par le bas et défiant le règne autocratique des sultans.

Le mouvement d'opposition libérale est soutenu par des civils et des militaires qui ont été en contact avec le libéralisme européen. Il rassemble des étudiants, des enseignants, des officiers de l'armée et des pratiquants de professions libérales qui ont étudié en Europe ou dans les établissements de type européen de Turquie. Les journalistes turcs, dans le pays même ou exilés, critiquent le pouvoir absolu du sultan. Parmi les plus influents d'entre eux, il nous faut citer Namik Kemal, qui réclame un régime parlementaire et prône le modernisme islamique.

Des sociétés clandestines, à l'image de celles d'Europe, commencent à apparaître, dont la plus importante, la société des Jeunes-Ottomans, voit le jour en 1865. Les Jeunes-Ottomans font appel à une solidarité islamique sous l'autorité d'un sultan éclairé. Ils proclament la justice, la liberté et la patrie, tout en omettant l'égalité, et soutiennent la Constitution de 1876. Pourtant, miné par des ambitions personnelles, des antagonismes de classes et une incapacité à soumettre un projet socio-économique susceptible d'attirer les

masses, le mouvement finit par être démantelé et remplacé en 1889 par celui des Jeunes-Turcs.

Les Jeunes-Turcs sont pour la plupart issus des rangs de l'armée et des classes moyennes ou moyennes inférieures, une origine qui les rend plus cohérents que les Jeunes-Ottomans. En 1896, ils sont accusés de tentative de coup d'Etat, persécutés, puis exilés. L'activité révolutionnaire se déplace alors à Salonique, capitale de la Macédoine, où les Jeunes-Turcs fondent le comité Union et Progrès (CUP). Le mouvement profite du fait que la Macédoine est un important centre de franc-maçonnerie, une confrérie internationale avec de subtiles perspectives secrètes. Des Juifs séfarades (espagnols) de Macédoine rejoignent également les rangs du CUP.

Le comité Union et Progrès contraint le sultan Abdul-Hamid II à rétablir la Constitution en 1908 et à abdiquer l'année suivante. Représenté par un triumvirat, il gouvernera l'Empire ottoman de 1908 à 1918. Au cours de cette période, il adopte un ultranationalisme ethnique, pantouranien et non islamique, qui lui vaut notamment l'hostilité des Arabes, majoritaires au sein de l'Empire depuis l'indépendance des Balkans. Les Arabes, qui saluent d'abord l'arrivée au pouvoir des Jeunes-Turcs, réclament par la suite leur indépendance, quand le CUP engage une politique de turquisation pantouranienne.

L'Empire ottoman s'effondre à la fin de la Première Guerre mondiale, en 1918. Mustafa Kemal pacha érige par la suite une République turque sur les vestiges du sultanat et califat ottoman. Il «désislamise» aussi l'État et instaure un régime laïc.

La naissance de l'Égypte moderne

L'impact de l'Europe au XIX^e siècle se manifeste en Égypte et en Syrie plus que dans tout autre pays du Moyen-Orient arabe. Cela se doit, en Égypte, à la politique de modernisation de Mohammed Ali et de sa dynastie, et c'est donc à juste titre que le vice-roi est décrit comme le fondateur de l'Égypte moderne. D'origine que l'on suppose albanaise, Mohammed Ali est envoyé en Égypte à la tête de troupes militaires dans le contexte de l'invasion du pays par Napoléon en 1798 et de l'intervention britannique qui s'ensuit. Il gouvernera l'Égypte de 1804 à 1848.

La campagne d'Égypte de Bonaparte ouvre grand le pays aux influences européennes. Malgré l'animosité et les révoltes de la population égyptienne contre l'occupant, l'élite traditionnelle, si l'on en croit le chroniqueur de l'époque 'Abd al-Raḥmān al-Jabartī, admire de nombreux éléments de l'administration et de la culture françaises. Jabartī évoque avec optimisme le savoir scientifique des Français ainsi que leur système juridique; il s'enthou-

siasme particulièrement pour leur amour de la connaissance et vante les mérites de l'institut qu'ils ont fondés en Égypte, et ceux de sa bibliothèque.

L'expédition française prépare le terrain à Mohammed Ali pour qu'il déploie et renforce son autorité face à ses rivaux. En rejetant les mamelouks qui administraient de longue date les fermages dans les campagnes égyptiennes, il rend les paysans redevables de l'impôt public par le biais de loyaux fonctionnaires gouvernementaux. Il contrôle également les oulémas en leur ôtant l'administration des waqf et en leur octroyant le statut de fonctionnaires salariés. Il crée une nouvelle classe de propriétaires terriens, composée de membres de sa famille et de notables qui lui sont dévoués auxquels il confie de vastes parcelles de terres publiques appelées shifliq, dont ils jouissent d'abord de l'usufruit, puis à perpétuité et, enfin, en propriété libre. Ces nouveaux propriétaires terriens soutiendront la dynastie de Mohammed Ali et, plus tard, l'occupation britannique, afin de conserver leurs privilèges.

Les réformes agraires de Mohammed Ali sont réalisées avec succès, bien que ce ne soit pas le cas de ses tentatives d'industrialisation. Il élabore des projets d'irrigation en faisant construire des digues et des canaux qui permettent une culture intensive. Il instaure un monopole d'État sur les produits agricoles, notamment les céréales, le riz et le coton à longue fibre, dont il encourage la production en prenant de grands risques. Il fixe le prix de ces denrées et en contrôle l'exportation. En Angleterre, berceau de la révolution industrielle, le soutien de l'agriculture pour l'industrie est bénéfique car l'accroissement de la production agricole nourrit la population non agricole des ouvriers, fournit une main-d'œuvre supplémentaire pour les usines et permet l'accumulation de capitaux à investir dans l'industrie. En Égypte, l'industrialisation échoue malgré les réformes agraires de Mohammed Ali. On note un manque de savoir-faire local, une absence de conscience et de culture industrielles. On remarque aussi l'insuffisance des marchés intérieurs et extérieurs pour l'écoulement des produits manufacturés. De plus, la rude concurrence européenne, particulièrement forte après la signature en 1838 d'un traité commercial anglo-ottoman réduisant les droits de douane sur les produits manufacturés importés, inonde le marché de produits compétitifs de fabrication européenne. En outre, les paysans égyptiens sont contraints à travailler dans l'industrie, ce qui nuit à l'agriculture.

La politique d'industrialisation de Mohammed Ali est motivée par les saint-simoniens français qui tentent, en Égypte, l'expérience de leur société idéale gouvernée par la science. Ils voient en Mohammed Ali un despote éclairé susceptible de servir leurs idéaux. Membres d'une secte semi-religieuse fondée par le comte français Henri de Saint-Simon, les saint-simoniens croient en la rédemption des sociétés humaines grâce à la dignité du travail.

Le projet majeur de l'Égypte de cette époque est le percement du canal de Suez. Le comte de Saint-Simon meurt en 1825 avant qu'aucune déci-

sion concrète n'ait été prise quant à sa réalisation, mais c'est en 1833, alors que le père Enfantin lui a succédé, que les saint-simoniens débarquent en Égypte, où ils se heurtent à de sérieuses difficultés pour faire aboutir le projet. Mohammed Ali est en effet plus intéressé par la construction d'un barrage sur le Nil, favorable à l'agriculture, que par le percement d'un canal, qui ne profitera qu'aux États européens. Entre-temps, les saint-simoniens, qui comptent des ingénieurs et des scientifiques, sont nommés directeurs de l'École polytechnique, de l'École d'artillerie et de l'École de médecine.

L'industrialisation pose les bases de la dépendance égyptienne vis-à-vis des emprunts et des dettes étrangères nécessaires à son financement. Les énormes dettes contractées à l'étranger aboutissent au contrôle des finances égyptiennes par les États européens puis à l'occupation du pays par la Grande-Bretagne en 1882. La tentative de Mohammed Ali de passer d'une économie de subsistance à une économie mixte industrielle se révèle être un échec.

Les réformes économiques que le vice-roi tente d'introduire dans son pays ne sont pas une fin en soi mais plutôt un moyen de bâtir une puissante armée et de renforcer le pouvoir de la dynastie, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. L'ancienne armée divisée en factions a dévoilé sa faiblesse lors de la guerre contre les wahhabites unitaires d'Arabie en 1811 et 1818, puis au Soudan entre 1820 et 1824. Les soldats de la nouvelle armée (nizam-i djedid) sont recrutés au Soudan dans un premier temps et parmi les paysans égyptiens par la suite. Les gradés supérieurs sont issus de la classe turco-circassienne, les gradés inférieurs de la population égyptienne et les experts et les conseillers sont d'anciens officiers européens.

Des écoles techniques, un institut de langues et des hôpitaux sont ouverts afin de servir les intérêts de l'armée; le ministère de l'Éducation lui-même est administré par les militaires jusqu'en 1837. De fait, l'armée pose les fondements de l'État égyptien. Les missions estudiantines envoyées en Europe ont également un lien avec l'armée. Rifà'a Rāfi'al-Taḥṭāwī, qui accompagne l'une de ces missions à Paris en 1826 en tant que chef de prière (imam) des étudiants musulmans, se sent profondément impressionné par la révolution de 1830 dont il est témoin en France. Il est frappé par le rôle de la presse, par l'importance accordée aux femmes, par la force du mouvement constitutionnel et par la montée de l'orientalisme, dont les spécialistes sont parvenus à déchiffrer les hiéroglyphes de l'Égypte antique. L'histoire de l'Antiquité égyptienne devient alors connue de tous et la fierté qu'en tirent les Égyptiens donne naissance à une conscience de «pharaonisme».

Les expéditions à l'étranger de Mohammed Ali le conduisent dans la péninsule arabique (1811–1824), en Grèce (1822–1828) et en Syrie (1831–1840). Il se bat pour le sultan ottoman dans la péninsule arabique, pour ses propres intérêts au Soudan, aux côtés du sultan en Grèce et contre le sultan en Syrie. De toutes ces expéditions, la campagne syrienne est celle qui revêt

le plus d'importance pour l'Égypte comme pour la Syrie, car elle anéantit l'ambition de Mohammed Ali de bâtir un empire. Elle ouvre aussi largement la Syrie aux influences européennes.

Entre la mort de Mohammed Ali en 1849 et l'occupation britannique en 1882, l'Égypte se tourne vers l'économie de marché. La construction d'une voie ferrée reliant Alexandrie au Caire, financée par les Britanniques et approuvée par le sultan ottoman en 1851, est menée à bien en 1852. Un acte de concession pour le percement du canal de Suez est accordé en 1854 à Ferdinand de Lesseps, vice-consul de France à Alexandrie et Alep, luimême un saint-simonien. Les travaux débutent en 1859, le sultan donne son assentiment à la concession en 1866, et l'inauguration a lieu en grande pompe le 17 novembre 1869. Le canal, long de 160 kilomètres, aura coûté l'équivalent de 100 millions de dollars américains et réduit de plus de la moitié la route maritime reliant l'Europe et l'Extrême-Orient.

La culture du coton en Égypte prend un essor soudain durant la guerre civile américaine (1861–1865). À la fin du conflit, le prix du coton dégringole et l'endettement des paysans s'accroît. En 1871, le droit de propriété de la terre est accordé aux paysans, afin d'enrayer l'exode auquel les poussent les charges fiscales élevées et les corvées.

L'Assemblée consultative des délégués, organe quasi parlementaire, est instaurée en 1866, afin de faire contrepoids à l'aristocratie terrienne, de contrôler les chefs de village qui en représentent la majorité des membres et de satisfaire les puissances européennes. Il nous faut noter que le bey de Tunis a déjà accordé à son peuple une constitution avec une assemblée consultative en 1861.

La première école pour filles ouvre ses portes en 1873, après qu'Al-Taḥṭāwī se prononce en faveur de leur éducation et que Qāsim Amīn prend position pour l'émancipation des femmes. Le Musée égyptien voit le jour, de même que la Bibliothèque nationale (Bibliothèque khédiviale), l'Institut égyptien, la Société géographique et l'Opéra. Un certain nombre de journaux politiques sont lancés, plusieurs d'entre eux par des émigrés syriens, comme en 1876 le célèbre *Al-Ahram* des frères Taqlā.

L'occupation britannique de 1882 éveille le mouvement nationaliste. Trois forces sont alors en action sur la scène égyptienne: la dynastie de Mohammed Ali (dynastie alaouite), qui introduit dans un premier temps des réformes par le haut, puis se rallie finalement aux Britanniques, afin de préserver son règne; les chefs traditionnels que sont les marchands, les notables religieux et les grands propriétaires terriens, qui soutiennent le gouvernement; et les nationalistes. Ces derniers se répartissent eux-mêmes en trois catégories: le mouvement national représentatif des masses et dirigé par des sous-officiers d'origine égyptienne, parmi lesquels figure Arabi pacha, vaincu en 1882; le mouvement islamique mené par Jamāl al-Dīn

al-Afghāni (en Égypte de 1871 à 1879) et Muḥammad 'Abduh, qui compte sur le soutien ottoman et sur la solidarité panislamique contre l'Occident, mais ne parvient pas à obtenir des résultats, les deux chefs étant finalement exilés; et les partis nationalistes des classes moyennes, qui dominent la scène. Parmi ces derniers, les plus importants sont le Parti patriote (al-ḥizb al-waṭanī), fondé en 1907 par Mustafa Kamil et invoquant une coopération avec les Ottomans et les Français pour chasser les Britanniques, et le Parti national (al-ḥizb al-umma), créé en 1907 par les libéraux et dont le leader, Aḥmad Lutfī al-Sayyid, préconise la réforme et la modération.

L'effervescence de l'activité politique de 1907 s'explique par le départ de l'agent britannique et consul général depuis 1833 lord Cromer (sir Evelyn Baring), par la victoire du Japon sur la Russie en 1905 qui trouve des sympathisants en Égypte, par la révolution persane de 1906 en faveur de la réforme constitutionnelle et par l'incident de Dinshaway en 1906, au cours duquel des villageois sont sévèrement punis à cause de la mort d'un officier britannique. Toutefois, les partis nationalistes demeurent faibles car ils ne s'adressent, à travers les journaux, qu'à un nombre limité d'intellectuels, cela dans un pays où près de 80 % de la population sont illettrés. Ils souffrent en outre d'un manque de programmes sociaux et économiques capables d'attirer les masses. En Égypte, la classe moyenne économique sur laquelle devraient reposer les mouvements nationalistes est surtout d'origine étrangère, syrienne, grecque ou italienne, et ne songe souvent qu'à s'enrichir. Les membres de cette classe contrôlent également la majorité des journaux qui prônent la réforme et le compromis. En 1914, la Grande-Bretagne établit un protectorat sur l'Égypte, la souveraineté ottomane est abolie et le titre du souverain du pays passe de khédive à sultan. Une nouvelle ère de l'histoire égyptienne s'ouvre ainsi en cette veille de Première Guerre mondiale.

Si l'on revient sur la tentative de l'Égypte d'industrialiser son économie au cours du XIX^e siècle, on découvre que peu de progrès ont été réalisés dans ce domaine, pour les raisons décrites plus haut. Exception faite des quelques fabriques de sucre et de textiles qui obtiennent de bons résultats à l'époque, l'industrialisation doit attendre le lendemain de la Première Guerre mondiale. L'artisanat est affaibli par la concurrence des produits européens, mais de nombreux secteurs fonctionnent toujours. Par ailleurs, l'industrialisation est freinée par l'occupation des Britanniques, car ceux-ci la jugent contraire à leurs intérêts.

La vie intellectuelle, quant à elle, prospère dans l'Égypte du XIX^e siècle. Le libéralisme constitue le thème principal des débats: il est défendu dans la presse, dans les écrits des auteurs égyptiens et syriens habitant l'Égypte, ainsi que dans les idées propagées par les islamistes libéraux. Le libéralisme, cependant, se transforme rapidement en un nationalisme militant dirigé contre l'autorité britannique.

L'impact de l'Europe en Syrie

La Syrie éprouve comme l'Égypte l'influence européenne au cours du XIX^e siècle. Depuis des siècles déjà, Alep est un important centre de transit pour le commerce à longue distance, en particulier pour celui de la soie. La ville attire un certain nombre de marchands européens qui s'y installent pour poursuivre leurs activités commerciales. Damas, de son côté, s'implique davantage dans le commerce accompagnant les caravanes de pèlerins qui s'y rassemblent chaque année sur le chemin des villes saintes du Hedjaz.

Sous le règne égyptien de Mohammed Ali, dont les troupes occupent la Syrie de 1831 à 1840, le pays s'ouvre largement aux influences européennes. Ibrahim pacha, le fils de Mohammed Ali, gouverne la Syrie, à cette époque et autorise des consuls européens à s'établir à Damas, où il n'y en avait jamais eu auparavant.

Des missionnaires étrangers de différentes confessions et nationalités, catholiques, protestants et anglicans, bâtissent en toute liberté des églises et des écoles dans le pays. De nombreuses restrictions imposées aux chrétiens syriens par les Ottomans sont levées par Ibrahim pacha, dont le bras droit, Yuhannā Bahrī, est chrétien. Ces restrictions concernaient entre autres le port de certains vêtements et l'interdiction de restaurer des églises ou d'en construire de nouvelles. L'autorité égyptienne reconnaît également les communautés catholiques établies depuis longtemps en Syrie, mais jusqu'alors considérées comme illégales, ainsi que les nouvelles communautés protestantes. Avant lui, les Ottomans ne reconnaissaient en effet que les trois groupes confessionnels traditionnels: les orthodoxes grecs, les grégoriens arméniens (ou Vieux-Arméniens) et les Juifs. En 1725, lorsqu'en Syrie la communauté catholique grecque se sépare de l'Église orthodoxe grecque, les Ottomans refusent de la reconnaître comme Église à part entière. Persécutés à la fois par l'Église mère et par les Ottomans, de nombreux catholiques grecs fortunés décident alors d'émigrer en Égypte, où ils constituent le cœur de la bourgeoisie commerçante et culturelle.

La domination égyptienne en Syrie instaure la sécurité, développe l'agriculture, met fin aux attaques des Bédouins dans les zones colonisées et repousse ainsi la limite de colonisation aux frontières du désert. Toutefois, Mohammed Ali se heurte rapidement à une forte opposition locale. Il tente d'appliquer en Syrie les mêmes règlements que ceux qu'il a imposés en Égypte. Il s'aliène les Syriens en les enrôlant dans l'armée, en les désarmant et en leur imposant du travail forcé (ou corvées) ainsi que de lourds impôts, notamment la *farda*, une capitation redevable par les hommes adultes.

Une série de révoltes contre l'occupant égyptien éclate entre 1834 et 1838. Bien que Mohammed Ali en personne parvienne à réprimer ces insurrections, l'intervention accrue des Européens en Syrie l'oblige finale-

ment à retirer ses troupes du pays et à se contenter de l'Égypte. Les pays d'Europe, en particulier la Grande-Bretagne, préfèrent en effet un faible Empire ottoman à un État fort gouverné par Mohammed Ali et susceptible de menacer les intérêts britanniques dans la région. La défaite du vice-roi égyptien est en grande partie due à une action européenne concertée et dirigée contre lui; aucune guerre ne distrait alors le Vieux Continent pour qu'il détourne son attention de l'expansionnisme de Mohammed Ali. De fait, du congrès de Vienne en 1815 jusqu'en 1914, les États européens s'efforcent d'éviter les conflits en recourant à des congrès et à des alliances pour résoudre les différends, ce afin de prévenir les révolutions internes.

Les répercussions du règne de Mohammed Ali en Syrie sont énormes. Le souverain égyptien marque les Syriens par ses réalisations et leur offre une alternative à la domination ottomane; grâce à lui, Arabes et musulmans ne considèrent plus le sultan comme invincible. L'insurrection des campagnes contre Mohammed Ali se poursuit malgré le retour des Ottomans. En outre, l'émancipation des chrétiens favorisée par Mohammed Ali et son recours aux troupes maronites pour supprimer les rebelles musulmans aggravent par la suite la tension entre ces deux communautés religieuses.

L'ouverture des marchés syriens aux produits manufacturés européens finit par déstabiliser l'économie et la société traditionnelles. L'utilisation de la vapeur pour le transport augmente le volume des exportations européennes. Le port maritime de Beyrouth est agrandi pour pouvoir accueillir les bateaux à vapeur transportant dans leurs cales de vastes cargaisons. Une route et une voie ferrée reliant Beyrouth à Damas sont construites respectivement en 1863 et en 1889 afin de rendre plus aisé le transport des marchandises et des voyageurs entre ces deux villes. L'afflux de produits européens en Syrie est facilité par le traité anglo-ottoman de 1838, qui réduit les droits de douane à l'importation. La concurrence qui sévit entre les différents exportateurs européens les oblige à baisser leurs prix, ce qui leur permet de dominer les marchés locaux.

L'arrivée des textiles européens en Syrie a un effet dévastateur sur la production locale qui utilise des métiers à tisser traditionnels. Les tissus européens sont meilleur marché et de meilleure qualité, correspondent aux goûts locaux et satisfont la curiosité de la population pour la mode occidentale. On observe à cette époque une diminution des ventes de produits textiles locaux, et les métiers traditionnels sont mis en vente plus fréquemment qu'auparavant. Les salaires des ouvriers diminuent, licenciements et faillites sont de plus en plus nombreux et les fabricants sont incapables de payer leurs impôts à l'État. Des heurts au sein des guildes opposent salariés et patrons au sujet du travail et des salaires. La structure formée par les guildes, qui depuis des siècles représentait le pivot de l'économie et de la société traditionnelles, commence donc à se disloquer.

Une nouvelle classe sociale composée de petits-bourgeois et d'entrepreneurs négociant avec des produits européens voit le jour. Chrétiens et Juifs la dominent, mais les musulmans n'en sont pas exclus. Ses membres accumulent de nombreuses richesses, comme en témoignent les somptueuses demeures qu'ils font bâtir à Damas et à Alep à partir des années 1830. Parmi les plus belles constructions de l'époque qui ont survécu jusqu'à aujourd'hui figure celle de Yūsuf 'Anbar, construite à la fin des années 1860. Transformée en école publique dans la dernière décennie du XIX esiècle, elle devient par la suite le principal établissement d'enseignement secondaire de Damas et le reste jusqu'au milieu du XX esiècle; elle abrite aujourd'hui le palais de la Culture. Divers personnages royaux européens visitant Damas dans la seconde moitié du XIX esiècle, comme l'empereur allemand Guillaume II en 1898, résident dans l'une ou l'autre de ces magnifiques demeures.

La disparité entre riches et pauvres, parmi lesquels on compte des artisans ruinés, aboutit aux émeutes socio-économiques d'Alep en 1850 et de Damas en 1860. Ces soulèvements sont manipulés par des groupes intéressés constitués de certains hauts fonctionnaires ottomans, lesquels seront par la suite exécutés sur ordre du ministre turc des Affaires étrangères Fuad pacha, qui dirige la commission d'enquête. La tension générale se voit exacerbée par la déclaration ottomane d'égalité dans les chartes impériales de 1839 et de 1856, ainsi que par la mise en place d'une conscription ne s'appliquant qu'aux musulmans. Il est révélateur qu'aucune émeute de ce genre ne se soit produite au cours des trois siècles précédents, car les communautés religieuses étaient alors parfaitement intégrées dans les structures économiques et sociales traditionnelles. De plus, l'Europe mercantiliste de l'époque était moins agressive que l'Europe capitaliste du XIX^e siècle; elle coexistait et traitait avec la société et l'économie locales.

L'exportation devient le centre de l'économie des régions rurales de Syrie. Les cultures commerciales, comme le coton et la soie, sont directement liées au marché mondial. Dans cette économie de dépendance, les seigneurs féodaux tendent à s'enrichir aux dépens des paysans fortement endettés. Une révolte paysanne éclate ainsi en 1858-1859 dans la province maronite du Mont-Liban septentrional. Elle est menée par le forgeron maronite Ṭāniyūs Shāhīn contre la famille féodale maronite des Al-Khāzin et aboutit à l'instauration d'une république paysanne par Shāhīn. En 1860, l'insurrection se propage vers le sud, dans le district druze du Chouf où la classe paysanne, composée de druzes et de maronites, se rebelle contre les seigneurs féodaux druzes. La révolte dans le Chouf prend une dimension religieuse à cause du mélange des deux confessions au sein de la population. Une guerre civile s'ensuit. Napoléon III, désireux de détourner l'attention de ses problèmes internes, cherchant à gagner la faveur de l'opinion publique catholique de France et d'ailleurs, et tentant aussi de promouvoir les intérêts économiques

de son pays à l'étranger, envoie des troupes au Liban. La crise est désamorcée par l'arrivée du ministre turc des Affaires étrangères Fuad pacha à la tête d'une commission d'enquête; celui-ci prend des mesures draconiennes et parvient à maîtriser la situation chaotique.

Les réactions locales à l'impact de l'Europe industrielle et aux émeutes ne tardent pas à se faire sentir. Les fabricants syriens, dans un effort pour mettre en commun leurs ressources et se mesurer à la concurrence européenne, ont recours à des partenariats qui passent outre les barrières religieuses. L'ancienne intégration communautaire qu'entretenaient les guildes est à nouveau invoquée et appliquée aux nouvelles circonstances. Les producteurs locaux tentent également d'imiter les textiles européens. Des métiers Jacquard (du nom de leur inventeur français Joseph Marie Jacquard, 1752–1834) sont importés en Syrie, permettant de tisser des motifs complexes capables de rivaliser avec la production européenne. Citons l'exemple d'un musulman damascène, Sayyid Darwīsh al-Rumānī, et d'un chrétien, Khawāja Jurjī Māshṭa, qui s'associent et produisent ensemble un tissu à motifs imitant une étoffe européenne, lequel remporte un franc succès auprès des femmes syriennes. Ces dernières, toutefois, préfèrent en général les tissus européens, synonymes de modernité. La mode européenne est très répandue à l'époque; certains hommes commencent à porter des pantalons, qu'ils désignent par le mot italien, encore employé de nos jours, pantalone.

La protobourgeoisie syrienne naissante souscrit à l'idéologie de l'arabisme, qui fait appel à une arabité commune fondée sur une culture et des intérêts communs entre les différentes communautés religieuses. Dans la Syrie du XIX^e siècle, le mouvement de conscience nationale arabe passe par deux phases, l'une littéraire, l'autre politique. La presse écrite joue un rôle essentiel dans la révélation de l'héritage commun des Arabes et de leurs contributions passées à l'humanité. Les presses introduites dans le pays par les missions protestantes en 1834 et par les jésuites en 1853 participent donc activement à la propagation de la conscience nationale arabe.

Un groupe de lettrés, comprenant Butrus al-Bustānī, Nāṣīf al-Yāzijī et Jurjī Zaydān, exprime dans ses travaux l'importance de la contribution arabe à la culture mondiale. Des laïcs comme Francis Marrāsh, Shiblī Shumayyil et Faraḥ Anṭūn défendent dans leurs écrits la modernisation et le socialisme. Les sociétés littéraires et scientifiques sont en plein essor. Les journalistes appellent au patriotisme et à l'amour du pays. Ainsi, le journal Nafīr Sūriyya (Clairon de Syrie), lancé à Beyrouth en 1860 au plus fort des émeutes sociales menées par le maronite Butrus al-Bustānī, emploie-t-il une devise traditionnelle attribuée au prophète Mahomet: «L'amour de la patrie est un acte de foi.»

Les établissements scolaires modernes jouent un rôle majeur dans la propagation du savoir au sein de la population syrienne. Aux écoles religieuses

traditionnelles viennent s'ajouter des établissements modernes fondés par les Ottomans, les communautés locales et les missionnaires étrangers. Plusieurs établissements gouvernementaux d'enseignement secondaire sont créés par les Ottomans au cours des années 1860 et 1870 dans les principales villes de Syrie. De même, une académie militaire voit le jour. Les communautés chrétiennes locales participent également à la création de nouvelles écoles, dont quelques-unes existent encore de nos jours, comme les écoles orthodoxes et catholiques grecques. Parmi les missionnaires catholiques, les lazaristes, les franciscains et les jésuites sont les plus actifs dans l'ouverture d'écoles séparées pour garçons et filles. Les établissements protestants sont surtout dirigés par des missionnaires américains et anglais. Les Juifs possèdent également leurs propres écoles de l'Alliance israélite universelle. L'arabe est enseigné dans tous ces établissements, parallèlement aux langues liturgiques des communautés locales et aux langues européennes.

Les instituts d'enseignement supérieur jouent aussi un rôle essentiel dans la diffusion des connaissances modernes auprès des sociétés arabes. À cet égard, le Collège protestant syrien, qui est fondé en 1866 et deviendra par la suite l'Université américaine de Beyrouth, ainsi que l'université Saint-Joseph, établie par les jésuites à Beyrouth en 1875, sont particulièrement importants. En fait, le Beyrouth de l'époque représente un véritable catalyseur des cultures. L'École de médecine, organisée en 1901, ouvre ses portes à Damas en 1903, constituant ainsi avec l'École de droit fondée en 1912 le cœur de l'université syrienne, dont la création est annoncée officiellement en 1923.

À Damas, un mouvement musulman salafī, partisan d'un retour à la pureté de l'islam des anciens (*salaf*) — quand l'islam fut confié aux Arabes dans la patrie de l'islam, la péninsule arabique —, fait appel à la fierté du peuple arabe pour son rôle dans la religion du Prophète. Des musulmans arabes libéraux, tels que l'Aleppin 'Abd al-Raḥmān al-Kawākibī, soulignent dans leurs écrits le lien étroit existant entre arabisme et islam.

La phase politique de l'arabisme débute avec la naissance de la Société secrète de Beyrouth qui, en 1875, exhorte les Arabes à se rebeller contre les Ottomans. Plus tard, quand le comité Union et Progrès istanbuliote dépose le sultan Abdul-Hamid II (1909) et s'empare du pouvoir, des partis arabes modérés commencent à apparaître. Ces organisations, dont les noms reflètent les programmes, se font les chantres de la réforme, de la fraternité arabomusulmane, de la décentralisation et d'un double gouvernement arabo-turc à l'image de l'État austro-hongrois.

La modération des partis arabes se change rapidement en extrémisme face à la politique de nationalisme pantouranien et de turquisation qu'adopte le comité Union et Progrès. Les Arabes réclament désormais une indépendance totale, que défendent deux sociétés secrètes, la société des JeunesArabes (*al-jam^ciyya al-^carabiyya al-fatāt*), qui organise une conférence pour l'indépendance à Paris en 1913, et la Société de la convention (*jam^ciyyat al-^cahd*), constituée principalement d'officiers arabes de l'armée ottomane, d'origine syrienne et iraquienne. Les nationalistes arabes et turcs se dirigent vers un affrontement qui se produira le 6 mai 1916, lorsque vingt et un nationalistes arabes, parmi lesquels des musulmans et des chrétiens, sont pendus par le gouvernement des Jeunes-Turcs à Damas et à Beyrouth; un mois plus tard, le 10 juin 1916, la grande révolte arabe contre les Turcs est déclarée par le chérif Hussein du Hedjaz.

La centralisation ottomane en Irak

Contrairement au XVIIIe siècle, pendant lequel les autorités ottomanes d'Istanbul tolèrent la présence de chefs dynastiques mamelouks semi-indépendants en Irak et ailleurs, comme les Djalīlī à Mossoul ou les mamelouks venus de Géorgie qui, depuis 1747, dominent Bagdad et parfois Bassora, le XIXe siècle assiste à la suppression de ces groupes de pouvoir provinciaux. Le sultan Mahmud II, désireux d'affermir la mainmise du gouvernement central sur l'empire, met fin au règne des mamelouks à Bagdad en 1831 et à celui des Djalīlī à Mossoul en 1834. Par la suite, alors que le compétent gouverneur ottoman Midhat pacha règne sur Bagdad (1869–1872), des réformes administratives sont introduites, afin de renforcer l'autorité du gouvernement central sur les tribus kurdes et nomades d'Irak.

Parmi les principales tentatives de réforme menées par les Ottomans en Irak au XIX^e siècle sous Midhat pacha, celle en application du Code foncier de 1858 accorde des titres de propriété sur les terres de l'État à ceux qui en possèdent l'usufruit. L'objectif est d'inciter les membres des tribus à se sédentariser et de convaincre les paysans de ne pas quitter leurs terres. La réforme échoue car les premiers continuent de considérer la terre comme appartenant à la tribu tant que cette dernière est en mesure de la défendre; les paysans, de leur côté, se méfient des titres de propriété, redoutant plus de contrôle de la part du gouvernement et le paiement d'un plus grand nombre de taxes. Les titres finissent par tomber entre les mains d'influents chefs locaux.

De toutes les puissances européennes, la Grande-Bretagne est celle qui s'implique le plus dans les affaires iraquiennes, désireuse de préserver ses intérêts commerciaux en Inde et ses voies de communication entre l'Inde et l'Europe par le golfe Persique. La Compagnie des Indes orientales tente à plusieurs reprises d'introduire la navigation à vapeur sur l'Euphrate et le Tigre, afin de relier Bassora à Bagdad et de faciliter le trafic à destination de la côte syrienne. Plusieurs levés hydrographiques des deux fleuves sont

effectués par des experts britanniques à partir des années 1830, dont le plus important est celui que réalise Francis Chesney entre 1831 et 1836. Au début des années 1840, le capitaine Lynch de la Compagnie des Indes orientales est finalement autorisé par le gouvernement ottoman à faire naviguer des bateaux à vapeur en Irak. C'est le début d'une ère prospère pour la navigation fluviale, qui se concentre entre les villes de Bassora et de Bagdad. La société fondée par la famille Lynch fonctionne bien jusque dans les années 1930, malgré la menace que représente le projet germano-turc de construction d'une voie ferrée reliant Berlin à Bagdad *via* Istanbul. Les chemins de fer constituent en réalité un danger majeur pour les intérêts britanniques en Irak, avant et pendant la Première Guerre mondiale.

L'économie iraquienne au XIX^e siècle se développe moins que celle de l'Égypte ou de la Syrie. Elle bénéficie toutefois de l'installation en 1861 par les Britanniques d'une ligne télégraphique reliant Bagdad à Istanbul d'abord, puis, rapidement, à la Perse et à l'Inde. Une grande quantité de chevaux est exportée de Bassora en Inde, où il existe une forte demande entretenue par les autorités britanniques, ce qui place l'exportation des chevaux en deuxième position après celle des dattes. En retour, l'Irak importe des produits indiens, notamment des textiles. La caravane commerciale qui, passant par l'Irak, relie la Perse à la Syrie et aux territoires plus lointains, se montre sensible à la sécurité régnant dans le désert syrien et dans les territoires iraquiens adjacents. L'ouverture du canal de Suez en 1869 porte atteinte au commerce régional et international transitant par l'Irak.

Comme en Syrie, l'artisanat local en Irak souffre de l'importation des produits manufacturés européens, en particulier des textiles. Les métiers à tisser traditionnels, au nombre d'environ 12 000 dans la première moitié du XIX^e siècle, sont réduits à quelques centaines au début du XX^e siècle. Également comme en Syrie, des machines sont importées d'Europe pour imiter la production du Vieux Continent. Les importations de pétrole en provenance d'Amérique ou de Bakou nuisent à la production artisanale d'or noir de la région. Des nombreux offrants anglais, allemands et turcs qui s'affrontent dans la dernière décennie du XIX^e siècle pour l'obtention de concessions pétrolières en Irak, c'est le groupe britannique d'Arcy, déjà actif en Iran, qui sort vainqueur en 1909 et prend le nom de Compagnie pétrolière anglo-persane.

Le système éducatif iraquien repose essentiellement sur les écoles religieuses, avec deux établissements d'enseignement supérieur pour le clergé chiite à Najaf et Kerbela. Toutefois, au cours des dernières décennies de leur domination en Irak, les Ottomans introduisent l'enseignement secondaire pour les adolescents, lui allouent un budget et nomment un directeur d'études. On admet que Midhat pacha est le premier à avoir ouvert une école du gouvernement à Bagdad en 1870. Durant son mandat de gouverneur, une école des

arts et métiers voit également le jour dans la capitale iraquienne. Celle-ci attire principalement des élèves des classes défavorisées, qui souhaitent voir leurs enfants apprendre un métier. Des écoles dirigées par des missionnaires occidentaux catholiques ou protestants ouvrent également leurs portes, à nouveau comme en Syrie. Parmi les catholiques, les plus actifs dans ce domaine sont les carmélites et les dominicains, en particulier dans le nord de l'Irak, dans la région de Mossoul, où les communautés chrétiennes abondent. La première école britannique protestante à Bagdad est mise en fonction en 1896. Les communautés chrétiennes autochtones possèdent également leurs propres établissements d'enseignement. Les Juifs ont leur école de l'Alliance israélite universelle, établie à Bagdad dès 1864. L'École de droit voit le jour dans la capitale iraquienne en 1908, soit quatre ans avant son homologue syrienne.

Bien que de nombreux nationalistes iraquiens servant dans l'armée ottomane rejoignent le mouvement arabe basé en Syrie et jouent un rôle important dans le déclenchement de la grande révolte arabe de 1916, le nationalisme en Irak n'en demeure pas moins actif dans son opposition à la politique pantouranienne de turquisation menée par les Jeunes-Turcs. Leur politique est même critiquée par le prince des chérifs de Bagdad (le chef des descendants du prophète Mahomet selon une généalogie reconnue), Sayyid Abdul-Raḥmān al-Kaylānī, et par son fils. À Bassora, Sayyid Ṭālib pacha al-Naqīb, le prince des chérifs de la ville, est l'un des plus fervents partisans de l'arabisme. À Istanbul, ce sont les députés iraquiens qui se font le plus entendre au Parlement ottoman pour réclamer l'indépendance arabe. Avec la chute de l'Empire ottoman en 1918, le mouvement nationaliste iraquien, tout comme son correspondant syrien, se tourne contre l'occupation britannique.

La Perse entre le despotisme et l'intervention étrangère

La Perse de la dynastie kadjare (1794–1925), à l'instar de la Turquie et de l'Égypte, se montre décidée à moderniser son armée pour renforcer son autorité interne et pour répondre aux menaces de la Russie. Des experts militaires français et britanniques participent à cette tâche, qui atteint son apogée en 1851 avec l'ouverture du Collège des arts (dār al-funūn) destiné à former des officiers pour la nouvelle armée et des fonctionnaires civils pour l'administration. Les forces militaires persanes, malgré tous les efforts du chah, n'atteignent toutefois pas le niveau des troupes ottomanes. Les ressources économiques dont dispose la Perse sont en effet moins abondantes que celles de l'Empire ottoman. En outre, contrairement aux Ottomans qui ont su centraliser leur pouvoir et se débarrasser de puissants groupes provinciaux, les dirigeants persans se voient sans cesse défiés par des gou-

verneurs provinciaux, dont certains appartiennent même à la famille kadjare, et par des regroupements tribaux. L'une des principales faiblesses de l'armée persane réside dans la dispersion de ses contingents à travers les différentes provinces du pays et dans le manque d'autorité que le chah exerce sur eux. La seule véritable force armée est donc la garde royale. L'administration civile conserve en grande partie sa structure traditionnelle et ne bénéficie pas de la même modernisation qui s'effectue dans l'Empire ottoman. Le pouvoir du chah demeure absolu, mais il est toutefois contesté par l'autorité religieuse des oulémas chiites.

Bien que l'Empire ottoman et la Perse soient tous deux des États musulmans, ils n'en demeurent pas moins divisés du fait que le premier soit sunnite et le second chiite. Les deux États, cependant, craignent l'expansionnisme russe. Lorsque, dans les années 1830, le vice-roi égyptien Mohammed Ali envahit la Syrie et l'Anatolie, la Grande-Bretagne intervient militairement, afin d'empêcher que l'Empire ottoman ne s'effondre et que la Russie ne profite de la situation. En Perse, les Britanniques font preuve d'encore plus de vigueur pour repousser et contenir l'avancée russe, de peur de perdre leur pouvoir en Inde et leurs voies de communication par le golfe Persique. La Russie et la Grande-Bretagne se disputent donc l'influence en Perse. La France, désireuse de préserver ses intérêts commerciaux à l'étranger, exerce également une certaine influence à la cour persane, mais son rôle dans l'ensemble ne peut être comparé à celui de la Russie ou de la Grande-Bretagne. Les conflits et les traités russo-persans se multiplient au cours de la première moitié du XIX^e siècle, entraînant l'affaiblissement du pouvoir du chah et des troubles dans les provinces. La Grande-Bretagne s'affaire à tempérer les revendications de la Russie en Perse par le biais de la diplomatie, l'intervention et, parfois, la guerre.

Malgré les efforts de réformes et de modernisation réalisés en Perse, notamment sous le règne de Nāser al-Dīn (1848–1896), les résultats sont relativement modestes. La géographie de la Perse rend les communications terrestres difficiles, et l'économie de subsistance prévaut dans la plupart des régions du pays. La production de soie ne bénéficie plus d'une importante demande en Europe, comme c'était le cas au XVIIIe siècle. Les tentatives du gouvernement de mettre en place des usines modernes vers le milieu du XIXe siècle se soldent par un échec et la plupart des ouvriers travaillent toujours dans l'artisanat. Pourtant, les activités commerciales de la Perse à l'échelle locale, régionale et internationale augmentent de manière générale au cours du XIXe siècle. Une puissante classe de marchands voit le jour, qui sera appelée avec la classe religieuse et les tribus à jouer un rôle déterminant dans l'histoire du pays.

L'éducation ne progresse pas tant en Perse que dans l'Empire ottoman, en Égypte ou en Syrie. L'activité des missionnaires étrangers se limite à de

petites communautés chrétiennes, qui ne sont pas aussi importantes économiquement ni aussi influentes culturellement qu'en Syrie et en Égypte. L'influence culturelle et sociale de l'Europe, tout comme son influence économique, est donc beaucoup plus faible en Perse que dans les pays voisins.

La présence d'une vaste population tribale en Perse représente un obstacle majeur à la réforme centralisée. Le monopole qu'exerce le clergé chiite (les muitahid) sur l'éducation entrave le rôle du gouvernement dans la propagation d'une instruction laïque. Cependant, le fait que certains groupes de la population s'éloignent de la doctrine et des enseignements chiites pousse les *mujtahid* et le gouvernement à s'unir pour combattre les dissensions. Cette alliance survient lorsque, en 1844, Mīrzā 'Alī Muhammad, originaire de Chirāz, s'attribue le nom de Bāb (porte) du mahdī, le douzième imam caché qui a disparu en 873. C'est par le Bāb, selon la doctrine babiste, que le douzième imam demeure en contact avec ses disciples pendant son temps d'occultation. Le Bāb déclare alors qu'il est le mahdī attendu et qu'il a été chargé d'instaurer la paix universelle sur terre. Le pouvoir établi considère le babisme comme une menace pour l'ordre public; le Bāb est exécuté en 1850 et ses partisans sont persécutés. Le mouvement, qui perdure dans le bahaïsme, est le fruit de l'intense tension sociale et spirituelle qui règne dans la Perse de l'époque.

Le mécontentement populaire face à la politique du gouvernement atteint son comble lorsque, en 1890, le chah cède la régie du tabac à une société britannique, l'Imperial Tobacco Corporation of Persia. Pour des raisons évidentes, la Russie s'oppose à cette décision. La question prend une dimension nationale quand les oulémas et les marchands durcissent leur position contre la régie. Incapable d'ignorer plus longtemps l'opposition croissante à cette mesure, le chah abolit le monopole à la fin de 1891. Ce recul est une victoire pour la Russie, mais aussi pour le peuple persan qui devient plus téméraire dans son opposition au gouvernement au tournant du siècle.

La Perse connaît d'importantes crises dans les premières années du XX° siècle. Par suite de la défaite de la Russie face au Japon en 1905 et de la révolution russe qui en découle, les libéraux, soutenus par des milliers de marchands du bazar de Téhéran, par les oulémas et implicitement par la Grande-Bretagne, persuadent le chah de promulguer une Constitution en 1906, qu'il suspendra sous la pression des Russes en 1908. L'opposition démocrate l'emporte toutefois l'année suivante; le chah est déposé et son fils encore mineur lui succède.

En 1907, profitant de la situation chaotique de la Perse, la Russie et la Grande-Bretagne se partagent le pays en deux zones d'influence. Les libéraux persans se tournent alors vers les Allemands pour demander de l'aide. À l'époque, l'Allemagne s'efforce d'étendre son influence dans le

golfe Persique avec la construction de la voie ferrée reliant Berlin à Istanbul et à Bagdad. La Perse, toutefois, se déclare neutre dans la Première Guerre mondiale en 1914.

Le pétrole persan constitue déjà un objet de convoitise pour les grandes puissances. En 1901, une concession pétrolière pour soixante ans est accordée à William Knox d'Arcy, un financier britannique soutenu par son gouvernement. Les provinces septentrionales sous influence russe demeurent exclues de la concession. Cette dernière est reprise par la Compagnie pétrolière anglo-persane, créée en 1909, et dont les Britanniques prennent le contrôle en 1914.

Le XIX^e siècle débute au Moyen-Orient avec l'échec de l'expédition napoléonienne en Égypte et en Syrie, et celui de la Grande-Bretagne tentant de succéder à Bonaparte en Égypte. En 1914, cependant, force est de constater que toute l'Afrique du Nord arabe est sous domination française ou britannique. L'Irak est envahi par des troupes anglaises venant d'Inde, tandis qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, la Grande Syrie tombe elle aussi sous l'autorité française et britannique. Une nouvelle étape de la lutte arabe contre la domination européenne est sur le point de commencer, car les changements socio-économiques et culturels qui touchent le Moyen-Orient au cours du XIX^e siècle ne sont que le début d'une série de changements encore plus radicaux appelés à frapper la région par la suite.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahmad F. 1969. The Young Turks: the Committee of Union and Progress in Turkish politics, 1908–1914. Oxford, Clarendon Press.
- AL-SAYYID MARSOT A. L. 1984. Egypt in the reign of Muhammad Ali. Cambridge, Cambridge University Press.
- Antonius G. 1955. *The Arab awakening: the story of the Arab movement.* Londres, Hamish Hamilton.
- BARBER N. 1973. The sultans. New York, Simon & Schuster.
- Chevallier D. 1971. La Société du Mont Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe. Paris, Paul Geuthner.
- FAWAZ L. 1983. *Merchants and migrants in nineteenth-century Beyrouth*. Cambridge, Harvard University Press.
- 1994. An occasion for war: civil conflict in Lebanon and Damascus in 1860. Berkeley, California University Press.
- INALCIK H., Quataert D. (dir. publ.). 1994. *An economic and social history of the Ottoman empire, 1300–1914*. Cambridge, Cambridge University Press

- IRELAND P. W. 1938. *Iraq: a study in political development*. New York, Macmillan & Co.
- Issawi C. 1966. *The economic history of the Middle East, 1800–1914*. Chicago, Chicago University Press.
- 1988. *The fertile crescent, 1800–1914*. New York/Londres, Oxford University Press.
- 1991. «European Economic Penetration, 1872–1921». Dans: P. Avery, G. R. G. Hambly, C. Melville (dir. publ.). *The Cambridge history of Iran*. Vol. VII. *From 1722 to 1979*, partie 3: «Foreign relations». Cambridge, Cambridge University Press, chap. 16, pp. 590–607.
- KEDDIE N. 1980. Iran, religion, politics and society. Londres, Frank Cass.
- 1981. *Roots of revolution: an interpretive history of modern Iran.* New Haven, Yale University Press.
- Kinros L. 1977. *The Ottoman centuries. The rise and fall of the Turkish empire.* New York, Morrow Quill Paperbacks.
- Lambton A. 1970. «Persia: the breakdown of society». Dans: P. M. Holt, A. Lambton, B. Lewis (dir. publ.). *The Cambridge history of Islam*. Vol. I. *The central islamic lands from pre-islamic times to the first world war*, partie 3: «The central islamic lands in the Ottoman period». Cambridge, Cambridge University Press, chap. 14, pp. 430–467.
- Lewis B. 1968. *The emergence of modern Turkey*. 2e éd. New York/Londres, Oxford University Press.
- Longrigg S. H. 1925. Four centuries of modern Iraq. Oxford, Oxford University Press.
- LORTET (dir. publ.). 1884. *La Syrie d'aujourd'hui : voyages dans la Phénicie, le Liban et la Judée, 1875–1880*. Paris, Hachette.
- Mantran R. (dir. publ.). 1989. Histoire de l'Empire ottoman. Paris, Fayard.
- MASTERS B. 1990. «The 1850 events in Aleppo: an aftershock of Syria's incorporation into the capitalist world system». *International Journal of Middle East Studies*, vol. 22, n° 1, pp. 3–20.
- NASHAT G. 1982. *The origins of modern reform in Iran, 1870–1880*. Urbana/Chicago/Londres, University of Illinois Press.
- OWEN R. 1981. *The Middle East in the world economy, 1800–1914.* Londres/New York, Methuen.
- Qasāṇlī Un'man. 1879. *Al-Rawḍa al-Ghannā fī Dimashq al-Fayḥā'* [Le Jardin spacieux de Damas la parfumée]. Réimp. Beyrouth, Dār al-Rā'id al-'Arabī

RAFEQ A. K. 1983. «The impact of Europe on a traditional economy: the case of Damascus, 1840–1870». Dans: J. L. Bacqué-Grammont, P. Dumont (dir. publ.). Économie et société dans l'Empire ottoman (fin du XVIIIedébut du XXe siècle). Paris, Éditions du CNRS, pp. 419–432.

- 1988. «New light on the 1860 riots in Ottoman Damascus». Dans: *Die Welt des Islams*. Vol. XVIII, p. 412–430.
- 1989. «The Arab states and their Ottoman heritage». Dans: H. G. Majer (dir. publ.). *Die Staaten Sudosteuropas und die Osmanen*. Munich, Selbstverlag der Sudosteuropa-Gesellschaft, pp. 333–353.
- 1991. «Craft organizations, work ethics, and the strains of change in Ottoman Syria». *Journal of the American Oriental Society*, vol. 111, n° 3, pp. 495–511.
- 1993. «Craft organizations and religious communities in Ottman Syria (XVI–XIX centuries)». Dans: Accademia nazionale dei lincei. *La shi^ca nell'impero ottomano*. Rome, Fondazione Leone Caetani, pp. 25–56.
- —. 1993. *Al-^cArab wa'l-^cUthmāniyyūn 1516–1916* [Arabes et Ottomans]. 2e éd. Damas, Atlas.
- RAYMOND A. 1985. Grandes villes arabes à l'époque ottomane. Paris, Sindbad.
- Schonfield H. J. 1969. *The Suez canal in peace and war, 1869–1969*. Miami, University of Miami Press.
- WEIGALL A. E. P. B. 1915. A history of events in Egypt from 1798–1914. New York, Charles Scribner's Sons.

14.2 Le Maghreb

Azzedine Guellouz

À la veille de la Première Guerre mondiale, tous les pays du Maghreb sont sous domination coloniale. La France, après sa première invasion d'Alger en 1830, a placé sous sa tutelle la régence de Tunis en 1881, le «pays des Maures» (future Mauritanie) en 1909 et le Maroc en 1912, alors que l'Italie s'est implantée en Tripolitaine-Cyrénaïque en 1913.

Avant toute chose, nous devons tenir compte du fait que l'avenir politique de la communauté maghrébine allait être déterminé par la diversité de ses cultures. Afin de mieux comprendre l'évolution de la région, nous commencerons par définir les problèmes qui ont entraîné et engagé l'invasion d'Alger par les Français dès la Révolution de 1789. Cette analyse sera suivie d'une description des transformations culturelles de chacun des pays au cours de ces quatre-vingt-quatre années si décisives (1830–1914): l'Algérie se trouve alors déjà sous domination coloniale, tandis que la Tunisie, la Tripolitaine-Cyrénaïque, le Maroc et la Mauritanie tentent sans succès d'échapper à un tel sort. Ces analyses au cas par cas nous permettront de suivre la ligne de pensée et d'action des différents partenaires maghrébins de l'expansionnisme européen, ainsi que de comprendre la façon dont ces pensées et ces actions évoluent, à mesure qu'elles perçoivent la menace coloniale.

1789–1830: LA MENACE D'UNE CONFRONTATION

Division interne: une culture commune, mais des systèmes administratifs différents

À la différence de l'Égypte et du Moyen-Orient, qui se caractérisent par leur diversité confessionnelle, les peuples des cinq pays du Maghreb sont en majorité musulmans sunnites. Les seules minorités notables, qui alors ne représentent pas un problème culturel réel, sont d'une part les kharijites ibadites du Mzab (au sud de la régence d'Alger) et de Djerba (au sud de la régence de Tunis), et d'autre part les Juifs autochtones ou descendants d'immigrants venus d'Espagne et de Livourne. Quant aux autres minorités,

1208 De 1789 à 1914

qu'il s'agisse d'Africains d'origine noire ou berbère, ou de descendants de différentes vagues de migrants arabes, andalous (morisques), turcs ou européens, elles n'ont guère d'autres référents culturels et éducatifs que ceux de la majorité arabo-islamique sunnite. Les éventuelles rivalités entre les différents pays et entre les différentes communautés ethniques au sein de chaque pays demeurent toujours dans l'enceinte de ce contexte culturel. De la Cyrénaïque au Fouta-Toro, sur les rives du fleuve Sénégal, le programme proposé par les écoles est presque identique. Les écoles coraniques, *kottab* en Tunisie, *msid* au Maroc, consacrent évidemment une grande partie de leur enseignement au Coran. Cependant, comme il n'y a pas d'autres écoles, elles enseignent également les bases de la grammaire et de l'arithmétique, ainsi que d'autres matières. De fait, à l'arrivée des Français, l'administration militaire de l'Algérie occupée constate que la proportion d'analphabètes au Maghreb est inférieure à celle de la côte nordique de la Méditerranée.

Au-delà du cycle primaire, il n'y a aucune différence institutionnelle entre l'éducation secondaire et supérieure. L'étudiant (*tālib*, celui qui recherche la connaissance) choisit ses professeurs dans une des deux universités de la région, la Zaytūna à Tunis et la Qarawiyīn à Fès, ou en dehors de ses frontières, l'université d'Al-Azhar au Caire. Il peut aussi, plus modestement, intégrer une madrasa locale (école secondaire). Les études sont entreprises par intérêt personnel ou pour l'obtention d'une *ijāza*, une licence d'enseignement. Celle-ci peut mener l'étudiant à devenir un simple professeur qui récite le contenu d'un manuel dans une zaouïa provinciale quelconque ou, dans le cas de l'élite, à obtenir une chaire universitaire ou un poste dans le domaine juridique ou administratif.

Malgré ces référents culturels communs, l'éducation est organisée différemment dans chaque pays selon le statut politique dont elle bénéficie. Si, comme dans tous les pays musulmans, l'éducation est financée par les fondations (habous), elle n'est pas supervisée de la même manière par les autorités. Ces différences sont essentielles à l'heure d'expliquer les écarts qui se sont creusés entre les principes et l'action des réformistes et réformateurs de ces pays.

Ces écarts ne se sont pourtant pas creusés entre les pays dépendants de l'Empire ottoman et les pays libres de sa domination. Il existe, en effet, d'importantes différences entre les trois régences turques. Comme nous l'avons vu, les gouverneurs des trois régences maintiennent toute leur autonomie au sujet des questions qui concernent leur territoire. Mais on constate qu'à Tunis, cette liberté est exercée par des dynastes dont l'objectif est de s'établir dans leur pays d'adoption. Culturellement, il n'y a plus rien de turc en eux, et ils optent pour un retour du raffinement et de la magnificence de la dynastie hafside. Même l'enseignement du culte hanafite, propre au peuple turc, y est dispensé en arabe par des hanafites nés en Afrique du Nord. À Alger, au contraire, l'oligarchie militaire turque, administrée par un dey, maintient son

statut originel d'armée d'occupation. Celle-ci, depuis sa conversion à l'islam, s'intéresse à la culture arabe, mais ne se trouve en aucun cas arabisée.

De cette manière, dans la régence de Tunis et au Maroc, les systèmes éducatifs centralisés, couronnés par deux universités de longue tradition, sont supervisés par le pouvoir politique. Dans la régence d'Alger, l'isolement de l'oligarchie militaire turque face à la population autochtone a pour effet d'inhiber l'expansion de la culture et de la langue turques. Les officiers, ne se considérant que « de passage » en Algérie, laissent ainsi les confréries religieuses s'emparer du domaine de l'éducation et exercer une forte influence sur la population. La situation de l'Algérie s'apparente donc à celle du « pays des Maures » ou à celle de la régence de Tripoli, malgré les différences de statut politique. L'influence quasi inexistante à Tripoli de la dynastie des Karamanli, bien qu'arabisée comme la dynastie husseinite de Tunis, et l'absence d'autorité centrale au « pays des Maures » permettent aux confréries de disposer d'un monopole presque total des décisions politiques, sans parler des affaires culturelles.

Les menaces extérieures : une constante sous-jacente

Les politiques des différentes chancelleries européennes envers les pays du Maghreb seront grandement déterminées par la perception de ces divergences, et celles-ci joueront un rôle important dans l'évolution de la région après les changements survenus en Europe à partir de 1789.

En ce qui concerne la France, l'amirauté responsable des consulats français dans les ports du Levant et des côtes barbaresques en tire ses propres conclusions. Prenant ses distances par rapport aux politiques pro-ottomanes instaurées avec les capitulations, elle encourage les efforts de la régence de Tunis pour mener à bien son émancipation politique et ses ambitions dynastiques. Cela lui permet d'établir solidement son influence en Tunisie, influence dont elle se sert pour tenir les régences voisines à distance. En réaction à cela, la diplomatie britannique décide alors de soutenir la suzeraineté ottomane. La situation devient critique en 1794, quand une expédition tunisienne, avec l'appui de la France, réinstalle à Tripoli la dynastie des Karamanli, qui avait été momentanément supplantée par un gouverneur turc. Pour apaiser le «malentendu», on envoie à Istanbul un ambassadeur, Yūsuf Sahib et-Tāba'. Sa mission est couronnée de succès, grâce à l'influence de l'ambassadeur de la République française auprès de la Sublime Porte. Les Français espèrent ainsi favoriser l'accès d'un nouvel homme à la cour de Tunis, aux dépens de celui en place, trop étroitement lié à l'Ancien Régime.

Dès lors et jusqu'en 1815, la régence de Tunis doit se démarquer de la politique menée depuis la guerre de 1770. Elle donne davantage d'importance

à la solidarité ottomane renouvelée, tout en mettant un terme à la suprématie de la France dans le commerce avec la Tunisie, qui s'ouvre plus librement à d'autres partenaires. La milice turque est renforcée par le biais de l'enrôlement massif de kouloughlis issus de mariages mixtes, et quatre casernes de janissaires datent cette époque. Yūsuf Sahib et-Tāba' fait également construire un nouveau complexe dans ce qui faisait alors partie d'un quartier limitrophe de Tunis (Halfaouine). Constitué en majorité de souks couverts qui viennent s'ajouter à ceux, nombreux, que compte déjà la capitale hafside, ce nouveau centre économique s'enorgueillit d'une mosquée hanafite conçue par Al-Kawwāsh, manifestement inspiré par le travail du célèbre architecte d'Istanbul, Mimar Sinan. La mosquée dispense une éducation supérieure financée, comme les activités religieuses, par les revenus tirés des bâtiments, organisés en habous. Sous leur apparence anodine, ces mesures ont une finalité politique : le gouvernement tunisien profite de l'interlude révolutionnaire pour freiner l'influence française, en renouvelant, d'une façon adaptée à la situation tunisienne, son adhésion à l'Empire ottoman.

Les officiels français du nouveau régime sont conscients de cet état de fait, de même qu'ils le sont de la continuité souterraine des intérêts français. Dès 1796, le nom de Choiseul, «l'un des hommes les plus clairvoyants de l'Ancien Régime» en faveur d'une reprise de l'expansion coloniale, est évoqué par Talleyrand lorsqu'il propose une expédition en Égypte à l'Institut de France. La campagne d'Égypte répond non seulement aux ambitions et aux vœux des «philosophies», mais aussi aux calculs d'une administration qui parle le langage des Lumières. Les projets d'incursions dans d'autres pays d'Afrique du Nord, dont regorgent les archives de cette époque, partent tous du même principe. Un exemple que nous devons à la plume du «philosophe» diplomate Venture de Paradis (qui allait devenir par la suite un collaborateur privilégié de Bonaparte et qui devait mourir de la peste à Jaffa) contient en même temps un panégyrique de la dynastie tunisienne et des plans pour la conquête de l'Égypte ainsi que pour l'invasion d'Alger. Venture de Paradis désigne, dès 1788, le site qui sera choisi pour l'invasion de juillet 1830, c'est-à-dire Sidi-Ferruch (Sidi Fredj).

Dans la continuité de cette politique, en 1814, le responsable des affaires françaises à Tunis annonce la destitution du ministre et des princes, qui avaient été les architectes de la tentative de «restauration» de l'influence ottomane, en coïncidence avec la Restauration des Bourbons. En fait, le soutien aux mouvements autonomistes s'inscrit dans l'idéologie des Lumières. Les textes qui traitent des régences font preuve des mêmes bonnes dispositions envers les Morisques, descendants des victimes de l'Inquisition, qu'envers ceux qui avaient fui la France après la révocation de l'édit de Nantes. On leur attribue, comme à ces derniers, les mérites d'une bourgeoisie «productive», en espérant qu'ils accueillent comme des libérateurs ceux qui chasseraient leurs tyrans

turcs. C'est effectivement le cas de l'administration, qu'aucune révolution et encore moins les changements de régime ne font changer d'avis. Le gouvernement réactionnaire de Charles X distribue aux officiers et aux hommes de la force expéditionnaire un manuel qui leur enjoint de considérer les «Maures» comme des alliés. En même temps, les agents français à Tunis s'assurent une neutralité bienveillante de la part des princes «restaurés». Il n'y a donc pas de solution de continuité entre l'idéologie sous-jacente à la guerre éclair contre Tunis sous le règne de Louis XV en 1770, la campagne d'Égypte confiée au général Bonaparte par le Directoire en 1798 et l'invasion d'Alger décidée par Charles X en 1830. Tout cela nous donne un point de vue intéressant sur les premières décennies de la présence française en Algérie et, en particulier, sur la politique éducative et culturelle des occupants. Cela nous éclaire aussi sur les réactions des différents peuples, de la Cyrénaïque au «pays des Maures», tout comme sur la révision de ces réactions initiales, qui par la suite se révèle nécessaire

L'ALGÉRIE DE 1830 À 1914: L'IDÉOLOGIE LIBÉRALE, LA LOGIQUE DE LA GUERRE ET LA COLONISATION PAR IMPLANTATION

Les historiens de l'Algérie coloniale signalent, jusqu'à 1914, trois étapes qui correspondent plus ou moins à celles de la vie politique française: une première étape pendant laquelle la conquête est organisée sous le règne de Louis-Philippe I^{er} et la deuxième République, une période «impérialiste» durant le Second Empire, où l'Algérie est dotée du statut de Royaume arabe au sein de l'Empire français, enfin une période d'«assimilation» qui correspond à la troisième République et fait de l'Algérie une extension de la France, sans pour autant faire de ses habitants des citoyens français.

Cependant, la situation culturelle ne peut être aussi clairement compartimentée.

Un rêve hérité des Lumières : une renaissance arabe sous tutelle française

Ce n'est pas seulement le gouvernement mais aussi le régime qui ont décidé l'invasion qui suit de quelques jours l'affrontement. Le nouveau régime soutient la présence française en Algérie : la bureaucratie en charge du dossier reste sous l'emprise d'idéologues toujours fidèles au dogme économique et libéral de la philosophie des Lumières.

Parmi les occupants, on compte de nombreux intellectuels qui avaient servi le grand projet réformiste de Mohammed Ali, la *Nahdha* (renaissance). Certains d'entre eux avaient même participé à la campagne de Bonaparte. Ils pensent qu'après avoir libéré l'Algérie des occupants turcs, la France pourrait aider les Arabes à découvrir la civilisation européenne et à redécouvrir leur propre culture. Cela constitue la partie culturelle de la politique du général Clauzel, un fidèle de l'« occupation restreinte » qui conclut, en 1831, un accord avec le bey de Tunis, conférant les beylicats de Constantine et d'Oran au frère et au fils de ce dernier. Ils auraient alors fondé des régences françaises en accord avec les aspirations de leur dynastie et de la chancellerie parisienne. Jusqu'en 1837, l'opposition du bey de Constantine empêche la réalisation de ce projet, tandis qu'à Oran la présence de détachements tunisiens se révèle inefficace. Par ailleurs, les Français viennent de découvrir un allié plus apte à une telle mission et aussi mieux armé: Abd el-Kader.

En réalité, l'idée de coexister avec Abd el-Kader provient du même raisonnement: encourager la *Nahdha*, avec un royaume arabe sous l'égide de la France. En 1832, Abd el-Kader, 'Abd al-Qadīr ibn Muḥyī al-Dīn al-Ḥasanī, vient juste d'être élu chef de la confrérie de la Qādirīyya, après une victoire sur la milice de l'ancien bey turc de l'Ouest.

Son père, le cheikh Muḥyī al-Dīn al-Ḥasanī, a eu lui aussi des démêlés avec les gouverneurs turcs. À partir de 1827, il emmène son fils, alors âgé de 20 ans, en «pèlerinage». Pendant ce voyage, qui dure deux ans, Abd el-Kader rencontre en Égypte et au Moyen-Orient les théoriciens et les protagonistes de la *Nahdha* de Mohammed Ali.

Devenu leader de la confrérie, il organise un véritable État-nation dans une partie du territoire, qu'il contrôle pendant environ treize ans (sa smala est capturée en 1843, et il se rend le 23 décembre 1847). Cela a tout d'abord été possible grâce à l'allégeance d'Abd el-Kader envers le sultan du Maroc, qui perdure jusqu'à la défaite de l'Isly en 1844, date à laquelle le « suzerain » reconsidère le soutien qu'il accordait à son vassal volontaire (il s'agissait en fait d'une alliance face à une menace commune). Mais cela est aussi dû au fait qu'après que la milice a été «rapatriée » comme elle le désirait, les kouloughlis, auparavant exclus de la milice, ont été engagés en masse dans l'armée de l'émir.

Parmi les priorités d'Abd el-Kader figure l'éducation, qui doit non seulement préparer les officiers de son armée mais aussi favoriser le développement de l'économie moderne qu'il est en train de mettre en place: agriculture, arsenaux, fonderies, usines de textiles. La population qu'il dirige doit financer l'école primaire, tandis que l'administration et le système centralisé d'impôts dont il équipe son «gouvernement de terrain» (Tagdempt, sa «capitale», est un camp) assument le coût des écoles secondaires, les madrasas, fondées dans chaque circonscription. Contrairement à ce qui s'était passé sous les

deys, Abd el-Kader ne donne aucune responsabilité aux confréries en ce qui concerne l'éducation, bien que lui-même ait été leader de l'une d'entre elles. Conscientes de l'abîme qui les sépare d'Abd el-Kader, les confréries Darqāwa et Tidjānīyya mènent une active campagne de dénigrement, dénonçant avant tout ses traités avec les Français (traité Desmichels en 1834 et traité de Tafna en 1837) et son recours aux conseils des experts européens, souvent français, qu'il élève au rang de doctrine. Sa lettre à la reine de France montre clairement sa position: «Au lieu de m'envoyer vos glorieux fils pour me combattre, qu'ils viennent m'aider à poser dans mon pays les fondements d'une prospérité à laquelle vous aurez collaboré. Vous tranquilliserez ainsi votre cœur de mère et rendrez vos sujets et les miens heureux.»

De leur côté, ses partenaires français ne sont pas tous naïfs ou machiavéliques au moment de compter sur lui comme allié. Ce sont les conditions sur le terrain qui transforment la coexistence en combat à mort entre Abd el-Kader et son partenaire, le général Bugeaud, donnant lieu à l'un des événements clés de l'histoire culturelle de l'Algérie.

Bugeaud en retient la leçon et figurera, plus tard, parmi les partisans de la restauration de la culture arabe sur le sol algérien, précisément parce qu'il se rendra compte de l'erreur commise en voulant imposer les principes de la Révolution française au peuple algérien. Le 2 février 1844, après la capture de la smala, il critique la création (à Paris!) d'une école secondaire pour musulmans algériens, en disant que «c'est dans les écoles de Rome que Jugurtha a été éduqué». Il encourage le maintien d'une aristocratie algérienne, que son expérience de guerrier lui a appris à respecter. «C'est cette aristocratie de sang et d'esprit qui a conduit l'Algérie entière à se dresser et à mener contre la France une bataille qui sera source d'étonnement pour la postérité.»

Le cœur du projet de Bugeaud est la création d'une école secondaire inspirée de la madrasa d'Abd el-Kader. Il suggère également que le propre secrétaire de l'émir, Al-Hājj Muhammad al-Kharrūbī, dirige cette institution.

En marge de ces propos, une main a écrit «jamais». Deux raisons opposées motivent ce refus, anonyme, de l'administration. D'une part, l'intention (progressiste ou, plus précisément, saint-simonienne) de protéger la jeunesse de l'obscurantisme religieux, puisqu'il s'agit d'atteindre la modernisation; d'autre part, la nécessité, par souci de sécurité, de couper court à l'émergence d'une nation civilisée en Algérie, émule indésirable de la «nation algérienne» dont rêve le colonisateur: une colonie peuplée d'Européens.

Le libéral Tocqueville est un des adeptes de cette idéologie. Il écrit: «Il est fort à craindre qu'Abd el-Kader ne soit en train de fonder chez les Arabes qui nous entourent un pouvoir plus centralisé, plus agile, plus fort, plus expérimenté et plus régulier que tous ceux qui se sont succédé depuis des siècles dans cette partie du monde» (Tocqueville, *De la colonie en Algérie*, Éditions complexes, 1952, pp. 72–73). Comme Prévost Paradol, ce

génie de l'« anticipation » politique révélé à la même époque (1835–1840), dans *De la démocratie en Amérique*, voyait l'évolution de l'Algérie dans le sillon du passé et du présent des États-Unis. Là, une démocratie avait fleuri sur les bases de l'extermination de la population autochtone. En Algérie, du moment qu'il avait été décidé que les indigènes devaient être expropriés pour le bénéfice d'une nation de pionniers, il était logique de les exclure de toute prise de décision politique.

Des efforts infructueux pour fonder une école francoarabe (1847–1870)

Le désaccord entre ceux qui désirent faire disparaître la culture arabe et ceux qui la soutiennent relègue au second plan, sans l'éteindre, le débat entre les partisans d'une administration directe et ceux d'une domination impérialiste par l'intermédiaire d'une élite autochtone. C'est ainsi que prend forme une nouvelle «politique pour le Royaume arabe». Au moment de la confiscation des terres, c'est l'emploi de la force qui rend possible la colonisation par implantation et qui provoque, chez les Algériens autochtones, une perte totale d'identité. Le désert culturel de la propagande coloniale était en train de devenir réalité. Vers 1844, quand les enquêtes des Bureaux arabes, mis en place par les Français, dévoilent que 40% de la population algérienne étaient alphabétisés en 1830, plus qu'en France à la même époque; on note aussi que, depuis cette date, la guerre a réduit d'au moins la moitié le nombre d'enseignants. La situation est encore pire d'un point de vue qualitatif. L'enseignement dispensé par ceux qui acceptent de collaborer est d'une qualité nettement inférieure à celle des enseignants qui refusent. Il devient d'ailleurs impossible d'évaluer leurs compétences. Le Manuel de grammaire arabe, écrit par le premier «professeur d'arabe» de l'École franco-arabe d'Alger (fondée en 1834), en dit long sur les lacunes de son auteur. Pourtant, il a été utilisé pendant des années, avant qu'on se rende compte de la médiocrité de son contenu et qu'on le remplace. On s'étonne alors du fait que les familles autochtones rejettent l'école. En 1874, à Alger (une ville!), seuls cinquante Algériens y sont inscrits.

Les écoles primaires et secondaires franco-arabes instituées par le décret du 30 septembre 1850 sont inspirées de l'action menée par Mohammed Ali. Elles visent à éloigner la jeunesse algérienne des institutions traditionnelles du pays ou des pays voisins, hostiles aux colonisateurs, telles que la Zaytūna, la Qarawiyīn et Al-Azhar. Il est inutile d'ajouter qu'elles ont échoué.

La population indigène ne peut éviter de faire l'amalgame entre les activités culturelles du conquérant, son action militaire et la spoliation de l'économie algérienne. De leur côté, les colonisateurs luttent contre ces écoles au nom d'un emploi réaliste des ressources de la colonie. Ces ressources

sont en effet administrées selon les intérêts des colons: depuis le 23 mars 1843, les biens *habous* et ceux des fondations qui finançaient l'éducation appartiennent à l'État et sont distribués aux colons. Les deys avaient renoncé à la supervision de l'éducation en confiant les *habous* aux confréries; les dirigeants français vont encore plus loin.

Le triomphe de la pensée coloniale (1871-1914)

Après la chute du Second Empire et le rejet de l'« arabophilie» de l'administration militaire, les écoles franco-arabes fusionnent avec les autres écoles qui, évidemment, sont françaises. Ainsi, le Collège impérial arabe se fond dans le Lycée. À partir de ce moment, l'identité culturelle des autochtones cesse d'être mentionnée. L'admission des Algériens dans les établissements d'éducation n'est plus une obligation, ni même un droit.

C'est sur ce néant culturel, causé par un demi-siècle de guerre, que devra se fonder la population indigène pour remettre en place un système d'enseignement. La révolte menée par Al-Muqrani a de ce fait aussi une dimension culturelle. Il s'agit d'une réaction contre l'annulation de tous les projets visant à rétablir l'identité culturelle d'une Algérie qui, à partir de ce moment, est dominée par l'idéologie des colonisateurs.

Depuis lors, la gestion culturelle de la colonie se confond ouvertement avec celle des intérêts de la communauté étrangère. Dans l'école de formation des professeurs, sur les trente-six élèves d'une même promotion, on compte vingt-six Français, sept Européens d'Algérie et trois Algériens. La proportion d'élèves autochtones dans les écoles d'ingénieurs et les universités (1909) n'est pas difficile à imaginer, du moins jusqu'en 1914.

Tunis de 1830 à 1914: du zèle réformiste au réformisme défensif

L'invasion française de l'Algérie vue de Tunis

Au début, la prise d'Alger est considérée à Tunis comme un tournant supplémentaire de l'histoire des régences du Maghreb. En 1822, la dynastie husseinite et le parti «séparatiste» viennent d'obtenir la satisfaction de voir la Sublime Porte présider un accord de paix entre les deux régences, fondé sur l'égalité entre les États. Tous deux approuvent le fait que le futur du Maghreb appartient au «modèle tunisien». On voit les événements d'Alger comme le résultat prévisible de la politique d'une oligarchie aussi instable qu'autoritaire.

Les premières réformes : ambition et optimisme

On pense d'abord que la régence de Tunis peut participer à la résolution du conflit. L'acceptation des propositions du général Clauzel va dans ce sens. Le souverain tunisien ne réalise pourtant pas qu'il s'agit d'un pas irréversible vers la perte d'identité culturelle de l'Algérie, pas plus qu'Abd el-Kader ne se méfie, deux ans plus tard, des propositions de Desmichels.

Une fois abandonné ce projet, il reste le besoin pressant d'équiper la régence d'une armée nationale moderne qui confirmerait son nouveau statut d'État-nation. Le traité signé avec la France après la prise d'Alger est le premier qui soit rédigé en arabe et donne à Hussein bey le titre de dirigeant de royaume. Arriver à cette fin avait été la grande préoccupation d'Ahmed bey, un des deux princes qu'on avait envisagé de placer à la tête d'un beylicat algérien.

L'académie militaire créée au Bardo en 1840 devient alors une école polytechnique chargée de former des officiers pour la nouvelle armée et, plus généralement, des gestionnaires d'une administration modernisée.

Un officier italien versé dans les langues orientales et qui avait servi dans l'armée turque est nommé directeur. Deux Français lui succèdent avant que, enfin, le poste soit attribué à un Tunisien. Le programme de l'école polytechnique comprend les techniques militaires, les sciences et la technologie (mathématiques, physique, sciences naturelles mais aussi une introduction à la médecine, à l'agriculture et aux soins vétérinaires), les langues européennes (français, italien, anglais, turc), ainsi que de nombreuses matières qui jusqu'à présent avaient été dispensées par l'université de la Zaytūna: le Coran, la langue et la grammaire arabes, la théologie. Cheikh Qabadou, connu pour son ouverture d'esprit, est chargé de coordonner les cours. L'enseignement du turc est le signe de l'intérêt porté à la compréhension d'un pouvoir majeur, plutôt qu'une marque d'inféodation à la Turquie.

Les étudiants sont recrutés parmi tous les groupes ethniques représentés dans le pays: citadins, paysans et mamelouks (immigrants ou récemment convertis) partagent les mêmes bancs. Pour nombre d'entre eux, des voyages d'étude et des stages à l'étranger complètent l'enseignement.

Les premières promotions forment des groupes qui se sentent très impliqués dans l'effort croissant de modernisation du pays et qui participent à l'action du ministre réformateur Khéreddine (Khayr al-Dīn).

La modernisation de l'université de la Zaytūna est aussi liée à celle de l'armée. Les imams, cadis et muftis (doyens et aumôniers) de l'ancienne milice turque sont payés sur le budget de l'armée. À Tunis, comme nous l'avons déjà souligné, ils ne sont plus recrutés parmi les Turcs de l'Est mais parmi les «enfants du pays», de religion hanafite mais de langue arabe. Ceux qui occupent des postes d'enseignement à l'université ont, contrairement à d'autres collègues, un statut et un salaire d'officier. Le décret du

21 février 1842 instaure le salaire de l'armée pour tous. Ainsi, les enseignants de l'université séculaire sont intégrés dans le secteur public. Le personnel enseignant, à l'origine nommé par le souverain, est donc composé, à compter de ce décret, de quinze oulémas hanafites et de quinze oulémas malékites, dont le remplacement est coopté après un concours.

Ces mesures s'accompagnent de réformes politiques dont les plus importantes sont la proclamation de l'*Ahd al-Amān* en 1857, pacte de sécurité qui garantit la liberté de tous les habitants de la régence, et la proclamation du Destour («Constitution») en 1861.

Il faut encore ajouter que, bien que ces différents comités fonctionnent, le gouvernement tunisien refuse de mettre ses réformes politiques sous l'égide du Tanzimat ottoman afin d'éviter toute suspicion d'allégeance. Du reste, les textes de la Constitution ne mentionnent aucun lien avec la Turquie.

Khéreddine déçu par la diplomatie et le nationalisme

Au lendemain de la proclamation de la Constitution, Khéreddine s'engage dans un marathon diplomatique de cinq mois (juin-octobre 1861) à travers différents pays d'Europe: France, Suède, Danemark, Prusse, Hollande et Belgique. La conclusion qu'il en tire à son retour est amère, car aucun de ces pays ne renoncera aux capitulations qui permettent à leurs ressortissants d'échapper à la loi du pays. La France elle-même n'y songe pas, bien que le souverain tunisien présente une requête à Napoléon III quand celui-ci se rend en Algérie en 1860 et que le texte de cette pétition ait été rédigé avec la participation du consul général français Léon Roches. La Constitution doit finalement être suspendue le 1^{er} mai 1864, par suite de l'insistance des puissances européennes.

Les conséquences culturelles de cette déception politique sont considérables et peuvent se mesurer au changement de point de vue intellectuel et politique que Khéreddine adopte à partir de ce moment-là. En 1867, il publie son fameux ouvrage Aqwam al masālik fī tasyīr al-mamālik, traduit l'année suivante en français sous le titre de Réformes nécessaires à la conduite des nations. Il y défend la thèse selon laquelle les États musulmans verraient renaître leur ancienne prospérité s'ils établissaient un ordre fondé sur la confiance entre les gouvernants et les gouvernés. Cette confiance devait être le fruit de la création d'un sens de la responsabilité civique, à son tour engendré par l'éducation, à laquelle Khéreddine réserve une large place. Ces points sont d'évidents rappels de l'expérience tunisienne, qui n'est cependant pas mentionnée spécifiquement par Khéreddine, fait qui, d'ailleurs, a rarement été signalé. On ne signale pas souvent non plus les réserves de Khéreddine quant à la bonne volonté européenne envers les États musulmans. Ceux-ci ne doivent

pas attendre d'autre salut que celui qui naîtra de leurs propres efforts et de leur union. À la différence de Rifā'a al-Taḥṭāwī qui, s'exprimant sur le même sujet, accorde au patriotisme égyptien la place d'honneur, Khéreddine s'adresse à l'*umma*, la communauté musulmane dans son ensemble. Il exprime également dans son livre un jugement positif sur le Tanzimat et résume les deux décrets de réforme, le *hatt-i sherif* de Gül-Hané (1839) et le *hatt-i humayūn* (1856), après s'être efforcé de distinguer clairement les réformes tunisiennes de la position turque. Finalement, et par-dessus tout, le manque de toute référence aux réformes politiques appliquées en Tunisie entre 1857 et 1864 confirme son scepticisme envers l'Europe et la «diplomatie».

Par ailleurs, il n'est pas plus optimiste au sujet du patriotisme et du sens de la responsabilité civique de ses concitoyens. Contrairement aux arguments de ceux qui prônent la nécessité de la démocratie et de la modernisation, il a retenu de son expérience en Tunisie le fait que les masses ne réagissent pas comme s'y attendent les esprits éclairés. N'avait-il pas vu, pendant la révolte de 1864, les partisans rebelles d''Alī ben Ghidāhum lutter pour un statut similaire à celui de la Tripolitaine, où la Turquie avait établi l'administration directe en 1835? Son obstination pour obtenir un véritable engagement et non une simple approbation passive de la part des oulémas trouve son origine dans le même pessimisme. Celui-ci est le résultat de nombreux entretiens manqués, d'avril à juin 1861, au cours desquels il a vainement tenté de convaincre ses interlocuteurs d'accepter une réforme en profondeur de la plusieurs fois centenaire Zaytūna.

La deuxième série de réformes : réalisme et pragmatisme

Khéreddine démissionne de son poste de ministre le 23 novembre 1862. En octobre 1873, on le rappelle avec la fonction de Premier ministre. Pourtant, malgré son titre, il se consacre cette fois à des réformes plus modestes, telles que la création d'une école secondaire, le collège Sadiki (janvier 1875) et la réforme administrative de la Zaytūna (1875).

De manière plus réaliste aussi, il travaille sans relâche à établir des relations solides avec la Sublime Porte, ce qui, tout en protégeant les droits acquis par la dynastie husseinite, liera son destin à celui de l'Empire ottoman.

La création et l'organisation du collège Sadiki (*al-madrasa as-Sādiqīyya*) sont un bon exemple de la direction que prennent les idées de Khéreddine après sa «période d'errance». L'attention minutieuse que l'un des personnages les plus importants du pays donne aux détails est frappante, surtout quand on pense qu'il ne s'agit que d'une école secondaire. Il déclare ouvertement qu'il ne veut pas rivaliser avec le Lycée impérial de Galata-Saray ni avec le Dar al-Ulum fondé au Caire en 1871, et encore moins avec l'université

de la Zaytūna, la seule institution dans le pays qui dispense une éducation supérieure, après la fermeture de l'école polytechnique du Bardo en 1864, année de toutes les déceptions.

Paradoxalement, l'école est une fondation *habous* constituée de biens réquisitionnés à l'ancien Premier ministre. Elle ne sera délibérément pas transformée en bien de l'État pour rester hors de portée du bey et de ses créanciers.

Le «décret organique» du 1^{er} janvier 1875, instituant le collège Sadiki, est composé d'un préambule et de quatre-vingt-deux articles qui déterminent l'organisation des cours, le règlement intérieur et les statuts administratifs.

Les cours sont divisés en trois sections, la troisième étant la plus novatrice. Langues, mathématiques, physique, chimie, médecine, agronomie, zoologie et médecine vétérinaire y sont enseignées, comme à l'école polytechnique, et ce afin de préparer les élèves à l'accès des institutions d'élite. Ainsi, les meilleurs élèves de Tunisie sont envoyés au lycée Saint-Louis à Paris, dans les classes préparatoires aux grandes écoles françaises. Mais le premier souci du gouvernement français, qui est devenu le «protecteur» de l'ancienne régence turque par le traité du Bardo, est de renvoyer ses jeunes protégés à Tunis, sous prétexte que l'administration naissante du protectorat a un besoin urgent de leurs services.

À partir de ce moment et officiellement quand l'administration, y compris M. Machuel (un orientaliste algérien qui combinait les fonctions de directeur de l'éducation et de directeur du collège Sadiki), est placée sous l'autorité du résident général français par la convention de la Marsa en 1883, on assiste à un véritable bras de fer entre les deux camps. Pourtant, la modeste institution en sortira vainqueur. L'autorité coloniale veut faire de l'école une extension du cycle primaire pour former des employés de bureau. Même s'il faudra attendre jusqu'en 1942 pour qu'un Tunisien soit nommé directeur de l'école, les membres du conseil d'administration sont majoritairement tunisiens et désirent, quant à eux, en faire un lycée qui prépare les élèves à l'école supérieure. En raison du financement *habous* de l'institution, le changement de direction imposé à l'éducation par la politique du protectorat est plus difficile que prévu.

L'année 1875 voit également apparaître un nouveau décret qui réorganise l'université de la Zaytūna, ce qui représente un pas en direction du contrôle de l'État. Ce décret, qui révèle le même état d'esprit que celui du 1^{er} décembre 1842, place au sein de l'établissement deux représentants du conseiller d'éducation, dont le général Husayn, ancien élève de l'école du Bardo et ami de Khéreddine. Le décret fixe les conditions d'admission, conformes aux règlements des *kottab*, les écoles coraniques qui proposent les candidats. Il définit les cycles qui mènent aux examens finaux, précise et diversifie les modalités de ces examens qui, jusqu'à présent, ne s'étaient

1220 DE 1789 à 1914

jamais affranchies du moule des célèbres *ijāza*. Le programme et le cursus sont définis en fonction de spécialisations établies selon la *summa divisio* des connaissances en ^c*ulūm naqliyya*, les sciences qui ont été transmises, et en ^c*ulūm* ^c*agliyya*, les sciences rationnelles.

Cependant, certaines incursions inattendues dans le texte du décret au moment de définir les méthodes d'enseignement démontrent la nature de la résistance devant laquelle le désir de réformes profondes a dû s'incliner¹.

Même si les nouvelles réformes talonnent les premières, elles en diffèrent fondamentalement, d'une part parce qu'elles sont pragmatiques et sans illusions quant à la capacité des institutions traditionnelles de collaborer à des efforts de réformes, d'autre part parce qu'elles n'espèrent plus des pouvoirs européens qu'ils montrent une quelconque solidarité avec une Tunisie modernisée. Ce que ces puissances attendent des réformes est principalement qu'elles anéantissent les obstacles, même triviaux, que les anciennes institutions placent sur le chemin de leurs propres activités économiques.

Les institutions établies par la deuxième série de réformes de Khéreddine ne peuvent pourtant pas empêcher la pénétration étrangère de continuer et de s'accélérer, pas plus que celles auxquelles il avait participé en tant que ministre et conseiller d'Ahmed bey. De plus, quand la domination coloniale s'installe pour de bon, elles sont les premières à se situer dans la ligne de mire.

Toutefois, leur réalisme pragmatique permet de conjurer de manière efficace la perte d'identité culturelle qui frappait l'Algérie à cette époque. L'université de la Zaytūna et le collège Sadiki forment pour l'administration du protectorat des cadres de compétence moyenne, que les partisans de l'administration indirecte souhaitent voir rester à ce niveau. Mais la marginalisation de ces deux institutions leur permet aussi de former les théoriciens et les militants de la lutte pour le maintien de l'identité culturelle.

LA TRIPOLITAINE ET LA CYRÉNAÏQUE DE 1830 À 1914: EN MARGE DU POUVOIR, LA CENTRALISATION PAR UNE CONFRÉRIE

L'anéantissement du pouvoir central

La chute d'Alger allait se faire sentir à Tripoli, notamment en raison des relations étroites qu'entretenait celle-ci avec la régence de Tunis. Le pouvoir de la dynastie des Karamanli y est réinstauré en 1830 par la régence de Tunis, après une période d'administration directe.

Cette situation se maintient sans grands changements jusqu'au début des années 1830, mais la méfiance renaît dès 1832 à cause de problèmes dynastiques. Les communautés locales s'agitent, même à l'ouest de la régence. La Turquie observe les projets armés des puissances européennes qui, à leur tour, regardent d'un mauvais œil la France s'établir sur les rives sud de la Méditerranée. Cet état de fait est entretenu par des rumeurs qui supposent l'intention de Tunis de réitérer son interférence de 1794. Par mesure de prévention, une force expéditionnaire turque destitue les Karamanli en 1835 et place le pays sous administration directe, avec un gouverneur à Tripoli, puis un second, indépendant, à l'est.

En réalité, on ne peut dire que la nouvelle administration directe apporte des changements dans le domaine de la culture et de l'éducation. De plus, la modernisation qui s'impose en Turquie a peu d'effets sur la population de la province, en dehors de quelques installations et infrastructures, telles que le télégraphe, visant à améliorer les conditions de sécurité.

C'est dans ce contexte que s'est développée la réceptivité à l'influence des confréries; presque au même moment s'établit en Cyrénaïque l'une des confréries les mieux organisées de l'histoire musulmane.

La confrérie Senoussiya et la centralisation de facto

Originaire de la régence d'Alger, le chef de la confrérie Senoussiya, Muḥammad ibn 'Alī al-Sanūsī (1787–1859), est né à Al-Wāsiṭa, près de Mostaganem. Il reçoit une éducation religieuse dans les zaouïas, avant de rejoindre les rangs de la Darqāwa, qui mène la vie dure aux autorités turques. En 1803, il part pour Fès, où il devient le disciple du cheikh Aḥmad ibn Idrīs al-Fāsī (1759–1832), réformateur de la confrérie Qādirīyya et fondateur de la Qādirīyya-Idrīsiyya. Vingt ans plus tard, il voyage au Caire mais se trouve en désaccord avec ses collègues égyptiens d'Al-Azhar et avec les réformes entreprises par Mohammed Ali.

Les réformes ne manquent pourtant pas de l'intéresser. Plus tard, une fois établi dans le Hedjaz, il fonde avec d'autres intellectuels une confrérie dont les finalités sont clairement sociopolitiques. Deux opinions partagées par les fondateurs sont à l'origine de cette confrérie. La première concerne l'incapacité des califes ottomans de protéger le territoire de l'islam, comme le montrent la campagne égyptienne et la perte de la régence d'Alger. La deuxième dénonce l'inadéquation d'autres tentatives de réformes, telles que celles entreprises par le wahhabisme en Arabie ou par Mohammed Ali en Égypte. L'action doit donc être menée simultanément sur deux fronts: la résistance aux envahisseurs et la consolidation d'une communauté musulmane prête à assimiler la

1222 De 1789 à 1914

modernité. Ainsi, l'organisation politique doit non seulement reposer sur la gestion indépendante des questions administratives et judiciaires, ce qui éviterait tout contact avec les pouvoirs d'occupation, mais aussi sur l'éducation des membres de la communauté. Afin de ne pas répéter les erreurs du passé, l'éducation elle aussi doit servir des fins pratiques. Mais la priorité reste de trouver un lieu pour installer la confrérie, où elle puisse échapper aux interférences des autorités telles que celles qui lui ont fait quitter La Mecque. Condamné par une fatwa en raison de son « audace », Muḥammad ibn 'Alī al-Sanūsī décide d'établir son école mère (madrasa al-Umm) à Al-Baydā, près de Barqa, où des murīd (disciples, aspirants) cyrénaïques l'attendent déjà.

La stratégie adoptée reflète son réalisme: la confrontation doit être à tout prix évitée. Il souhaite avant tout rester hors de portée des autorités. En 1855, quand les autorités turques reconnaissent ses succès et lui accordent une exemption d'impôts sur les biens de la confrérie en tant qu'*habous*, il y voit la nécessité de s'éloigner de la convoitise du «serpent noir», c'està-dire, de la Turquie.

La capitale du mouvement est donc déplacée d'abord à Djaraboud en 1856, puis à Koufra en 1895, pour les mêmes raisons. Pourtant, alors installé sur un territoire dépendant de l'Empire ottoman, il n'a jamais cherché à se comporter en rebelle. Réaliste, il ne proclame l'État indépendant qu'en 1912, au moment où les Turcs ont abandonné la province.

C'est ce même réalisme qui lui permet de mener à bien son programme éducatif et culturel. Il en fait le pilier de son action, comme Abd el-Kader. Il n'y a pas d'université à Djaraboud, mais une école préparatoire de gestion administrative bien gérée. La préférence y est donnée aux questions pragmatiques, face aux questions spéculatives. En plus des pratiques rituelles, les langues, les mathématiques ainsi que différents métiers et arts martiaux (escrime, tir à l'arc, équitation) y sont enseignés. Le système permet d'intégrer des élèves venant de castes moins privilégiées et forme les membres d'un autre mouvement d'opposition: celui qu'Umar al-Mukhtār mènera contre le colonialisme italien.

La priorité est donnée à la mobilisation contre la menace coloniale

À l'instar d'Abd El-Kader, le fondateur de la confrérie de la Senoussiya repousse la confrontation avec ceux qui autrefois étaient les adversaires des musulmans, afin de consacrer toute son énergie à préparer une résistance populaire capable de parer à des attaques plus vigoureuses. Quand il s'établit à Koufra, Aḥmad al-Charīf al-Sanūsī demande au gouverneur turc de lui

envoyer un représentant. Cela permet à l'ordre de résider légalement sur le territoire turc et les protège des éventuelles attaques du sud, où les Français élargissent leur empire aux dépens des royaumes d'Afrique noire, en particulier le royaume des Wadaïs, dans le nord de l'actuel Tchad.

En fait, les sultans qui gouvernent cette zone de 1838 à 1909 sont des disciples de la Senoussiya. Le premier d'entre eux, Muḥammad al-Charīf, a connu Muḥammad ibn 'Alī al-Sanūsī au Hedjaz quand celui-ci élaborait sa doctrine. À compter de 1900, l'opposition à l'invasion française au Tchad devient le principal sujet de préoccupation de la Senoussiya, alors dirigée par le fils de son fondateur, Aḥmad al-Mahdī al-Sanūsī, puis, à la mort de ce dernier, par Aḥmad al-Charīf al-Sanūsī (1902).

Suivant la même logique, quand les Italiens veulent leur part d'Afrique et débarquent à Tripoli en 1911, la Senoussiya s'allie avec les Turcs pour repousser l'envahisseur. De même, elle ne se proclame nation que quand ceux-ci y ont renoncé. Dès lors, ils s'unissent pour libérer la future Libye de l'occupant étranger. À la tête de ce front se trouve la Senoussiya, dont le chef est, à partir de 1918, Muḥammad Idrīs al-Mahdī al-Sanūsī, proclamé roi en 1951.

On peut ainsi attribuer à la confrérie de la Senoussiya le mérite d'avoir contribué au développement de l'identité culturelle libyenne: *de facto*, en tant que confrérie qui, depuis son installation à Djaraboud en 1856, est dotée d'un gouvernement comparable en de nombreux points à celui d'Abd el-Kader (lui-même chef d'une confrérie et promu au rang de chef d'État); *de jure*, à partir de 1912, quand elle gagne en légitimité grâce à la retraite des Ottomans.

LE MAROC DE 1830 À 1914: DE LA VOLONTÉ DE RÉFORME À UN MODERNISME FRIVOLE

Le Maroc partage plusieurs centaines de kilomètres de frontière avec la régence d'Alger. Cette proximité a donné lieu à de nombreuses querelles d'ordre culturel. C'est pourquoi le Maroc, comme Tunis, considère que l'invasion française n'est qu'un nouvel aléa de la politique du régime oligarchique turc. Le Maroc ne répond au premier appel à l'aide qu'après quelques hésitations et l'action entreprise devient rapidement un échec. L'alliance proposée par Abd el-Kader, avec la reconnaissance de la souveraineté du sultan alaouite, était une autre affaire. Elle dure jusqu'à la bataille de l'Isly (1844), suivie par le traité de Tanger (1845).

L'enthousiasme pour les réformes des sultans ^cAbd al-Raḥmān et Muḥammad III

À l'exemple d'Abd el-Kader dans son territoire, mais aussi à celui des réformateurs tunisiens et la Senoussiya en Cyrénaïque, le maître du Maroc et son fils, le futur Muḥammad III, se préparent également à la modernisation, dans des circonstances qui démontrent l'urgence de telles réformes. Encore une fois, la préoccupation militaire s'accompagne d'un intérêt pour la formation et l'éducation en général. Comme à Tunis, la réforme des institutions traditionnelles est au programme, ainsi que la création de nouvelles institutions.

Une école d'ingénieurs est ouverte à Fès en 1846. Les cours proposés comprennent des formations en technique militaire (artillerie, explosifs) et en ingénierie civile, ainsi que l'enseignement des sciences et des langues étrangères. Comme à l'école polytechnique de Tunis, on n'oublie pas une introduction aux sciences humaines arabes et islamiques. Ces cours sont complétés par des études à l'étranger et la préparation de ces voyages d'étude est confiée à une institution de Tanger. Le futur sultan Muḥammad III va jusqu'à donner lui-même des cours de géométrie. L'institution forme une grande partie du personnel de l'administration marocaine, mais aussi de nombreux membres de la résistance. Bū Hmāra, qui dirigera en 1901 la révolte contre la réforme des impôts (*tartīb*), fait partie de la même promotion que le ministre responsable de cette réforme.

La réforme de la séculaire université Qarawiyīn doit faire face à une opposition plus virulente que celle dont avait fait preuve son homologue tunisienne, la Zaytūna. Par le *dahir* (décret) de janvier 1845, Moulay 'Abd al-Raḥmān la soumet au contrôle de l'État, en la plaçant sous l'autorité du $Q\bar{a}d\bar{t}$ (grand juge) de Fès et en lui ajoutant un cursus de cinq ans. Ce n'est cependant pas avant le *dahir* promulgué par Moulay Yūsuf (mai 1914) qu'elle obtient un conseil d'administration et que le paiement des salaires est régularisé, même si à ce moment il reste impossible de fixer des horaires ou de donner des diplômes autres que la traditionnelle *ijāza*.

Le corps enseignant, quelque dix-sept professeurs dont la plupart exercent également des fonctions juridiques, joue un rôle déterminant dans la vie politique. Moulay 'Abd al-Raḥmānmān et ses successeurs comptent ainsi sur cette université pour se débarrasser de l'influence des confréries qui, au Maroc, sont toujours prêtes à profiter des moindres faiblesses de l'autorité centrale.

Comme à Tunis, ces réformes sont suivies de mesures politiques et administratives, lesquelles se dirigent vers une libéralisation prônée par les Européens, pour ne pas dire imposée. De cette manière, les sultans espèrent gagner le respect de l'Europe et sa coopération pour atteindre la *Nahdha*.

Plus rapidement qu'en Tunisie et en réaction à l'exemple d'Abd el-Kader, la déception s'empare du Maroc de Moulay 'Abd al-Raḥmānmān.

Jusqu'en 1856, il peut compter sur la coopération de la Grande-Bretagne. Mais après cette date, les puissances européennes, bien qu'opposées dans d'autres domaines, sont toutes d'accord sur le fait que les traités ne font que suivre l'exemple des capitulations, vieilles de plusieurs centaines d'années, modèle dont la Tunisie essaie en vain de se libérer. Le traité de 1856 avec la Grande-Bretagne en est un bon exemple. Dans un Maroc qui a choisi le chemin de la modernisation, il permet aux Européens qui doivent être jugés, et à ceux qui bénéficient du statut de «protégés», d'échapper à la justice grâce à la loi marocaine.

Après Tétouan: le réformisme décline sous Hassan I^{er} et 'Abd al-'Azīz

Le Maroc se retrouve en guerre contre l'Espagne (1859–1860), dans un conflit qui a été délibérément provoqué. La leçon est sévère, de sorte que prudence et modération sont les mots clés de la seconde vague de réformes. Moulay Hassan (1873–1894) suit l'exemple de Khéreddine en Tunisie dans les années 1870 et celui d'Abd el-Kader après le traité de Tanger. Il n'espère pas que ses partenaires européens relâchent, en faveur d'une modernisation à long terme, la pression exercée ni que les traditionalistes ne modèrent leur opposition à cette modernisation. Il n'est plus question de réformer l'université ni de créer de nouvelles institutions. Au lieu de cela, il y aura une formation pour les officiers de la nouvelle armée régulière (nidhāmīyya), par le biais de missions à l'étranger ou à partir de l'étranger. Il n'y aura plus non plus d'industrialisation spectaculaire, mais des achats d'armes.

La situation se gâte sous le règne de Moulay 'Abd al-'Azīz (1894–1908), passé à la postérité en tant qu'acheteur excentrique de gadgets plutôt que comme architecte de progrès significatifs.

Il n'y a pas d'autres manifestations tangibles de la volonté de réforme que les innovations concernant les impôts. Les opposants à ces réformes sèment le trouble, qu'ils soient issus de l'éducation traditionnelle, comme les protagonistes de 1881, ou qu'ils proviennent, comme ceux de 1901, d'établissements éducatifs plus modernes. Au même moment, la rivalité entre les nations européennes atteint son paroxysme.

Le protectorat de 1912

L'Espagne et surtout l'Allemagne se joignent à la France et à la Grande-Bretagne en tant que protagonistes de la crise de 1911. Après s'être assurée de toucher une compensation substantielle, la France fait du Maroc un pro-

1226 De 1789 à 1914

tectorat par le traité du 30 mars 1912. Comme en Tunisie, l'éducation et la culture sont placées sous la responsabilité des fonctionnaires français.

Une période de stagnation commence, très semblable à celle instaurée par Bugeaud et les compagnons de Napoléon III. En effet, malgré les points de vue un peu plus originaux de personnages tels que Liautey, la politique colonialiste s'impose, bien qu'atténuée, comme en Tunisie, par la survivance d'institutions créées par les réformateurs du milieu du XIX^e siècle.

La Mauritanie de 1830 à 1914: Les confréries, autorités culturelles

La France reprend pied au Sénégal: nouvelles relations de voisinage (1817–1854)

Le premier effet de la Révolution française est de donner aux Shanāgitas (les habitants du «pays des Maures») un voisin européen extrêmement puissant. En 1815, le traité de Paris confirme les droits de la France dans cette zone. Ainsi, la présence française au Fouta-Toro devient effective dès 1817. Encore fidèle aux doctrines et aux objectifs commerciaux de l'âge des Lumières, la Restauration est en désaccord avec les Shanāqitas et, plus précisément, avec les Trarzas et les Braknas qui vivent dans le nord du Sénégal, au sujet de la liberté d'accès à la mer pour les marchands de gomme arabique, produite au nord du pays, et au sujet du maintien des relations avec les confréries. Pourtant le statu quo est conservé jusqu'en 1854, laissant ainsi le temps au commerce avec la France d'éclipser presque totalement le commerce plus cosmopolite d'Arguin et Portendick. Avec le traité connu sous le nom de Trarza, la France inaugure des relations différentes avec les «Maures». En effet, elle y reconnaît le droit des Trarzas à percevoir une taxe de 3 % sur la gomme arabique, mais elle leur fait aussi reconnaître la souveraineté de la France au sud et à l'est de leur territoire et place la frontière sous l'autorité des représentants français. Les décennies qui suivent verront cet arrangement s'étendre à l'ensemble du territoire de l'actuelle Mauritanie.

Les confréries et la «pacification» (1903-1911)

Au début du siècle, la nécessité de «pacifier» commence à être évoquée ouvertement. On prétexte l'opposition de certains peuples à l'application de différents arrangements, tout en profitant des rivalités entre les tribus, ou de celles qui existent au sein d'un même groupe. Mais la raison principale con-

cerne les nouvelles informations obtenues sur les confréries par une armée et une administration qui s'inspirent du travail effectué par les Bureaux arabes algériens. Ces dernières ont établi un réseau couvrant la totalité du territoire, comparable à celui de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine, mais dépourvu de l'unité imposée par la Senoussiya. C'est ce genre de réseau que le mouvement colonial vise à installer lui-même. En 1903, on assiste à l'occupation du territoire des Trarza et à la proclamation d'un protectorat du «pays des Maures». En 1904, c'est au tour de leurs voisins, les Braknas, d'être envahis; un an plus tard, Tagant tombe. De ce fait, le statut d'occupation change. Un décret déclare le territoire civil sous l'autorité du commissaire de l'Afrique-Occidentale française (A-OF). L'expansion s'arrête alors brusquement. Le commissaire français Coppolani est tué la même année. Au moment où il se fait des alliés parmi les confréries, il réalise que certaines autres sont contre lui: le cheikh Mā' al-'Aynayn ibn Sheikh Muhammad Fādhil al-Qalqamī, chef d'une branche dissidente de la Qādirīyya, réussit à contenir l'attaque en imposant un long siège à Tījīkja, porte d'entrée de l'Adrar, dernière grande province du Nord où se trouve Shinqīt, ville qui a donné son nom aux Shanāqita. La pacification de l'Adrar ne s'achève qu'en 1911, peu avant la mort de Mā' al-'Aynayn ibn Sheikh Muhammad Fādhil al-Qalqamī. Les confréries se chargeront de la résistance jusqu'à la décolonisation. De fait, les leaders qui se sont succédé proviennent tous de différentes confréries, y compris de celles qui auparavant étaient considérées comme de loyales collaboratrices. Ce qui s'est produit en Mauritanie, semblable par certains côtés aux événements d'Algérie et à ceux de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque par d'autres aspects, montre que les confréries ont été l'instrument que le mouvement de protestation a adopté, ou a été obligé d'utiliser, en l'absence d'entité politique à proprement parler. Cela n'a pas été le cas dans les endroits dotés d'une autorité légitime qui a été respectée, comme en Tunisie et au Maroc, mais aussi dans l'éphémère royaume d'Abd el-Kader.

Les confréries au cœur de la vie intellectuelle

L'histoire des confréries en Mauritanie est significative. La province a été gagnée par l'islam à un moment où les structures gouvernementales se désagrégeaient pour être remplacées par des structures de type féodal. La diversification et le renforcement des structures religieuses apparaissent au moment où se fait sentir le besoin de remplacer cette organisation féodale. Sur un terrain occupé jusque-là par une seule confrérie, la Shadhilīyya, les deux confréries Qādirīyya et Tidjānīyya, apparues au siècle précédent, entreprennent de se charger de l'action éducative et culturelle. Il faut reconnaître que les conditions s'y prêtent: les Shanāqita sont reconnus et repré-

sentés dans la communauté intellectuelle du monde arabe musulman, dans le Machrek comme dans le Maghreb. En fait, les différentes provinces se targuent de la présence sur leur territoire d'autorités intellectuelles pouvant soutenir la comparaison avec celles d'autres pays.

L'Ehel Gebla nourrit un poète qui écrit en arabe et en zenaga, Muhammad Bāba ibn 'Ubayd (1771–1860), et un chroniqueur épique, Cheikh Muhammad Mbārak al-Lamtūnī (1773–1868). Elle fournit aussi ses successeurs à l'ordre Qādirīyya: le cheikh Sīdīyya al-Kabīr (1832–1869) et son fils Cheikh Sayyid Muhammad ibn Cheikh Sīdīyya. Wadan et Chinguetti ont leur grammairien, Hurma ibn Abd al-Jalil (1737–1828) et leur jurisconsulte, le cheikh Sayyid Ahmad ibn Hammānī, qui meurt en 1900. Enfin, du Walāta est originaire Umar al-Walī ibn Sayyid Abī Bakr as-Siddīq, historien du Tekrour (pays des Toucouleurs).

L'une des caractéristiques de la vie intellectuelle des confins du Sahara est l'importante place que les femmes ont toujours occupée: des poétesses telles que Āïsha bint Sayyid al-Mukhtār ibn Sayyid al-Amīn, la femme du fondateur de la Qādirīyya, Cheikh Sayyid al-Mukhtār al-Kuntī; des professeurs comme Fātima bint Abd al-Wadūd, institutrice du dernier émir de l'Adrar, ou comme Khadīja bint Muhammad al-ʿAqil, surnommée Umm al-Barahīn (la «mère de l'argumentation»), qui enseignait la logique.

Cette vie intellectuelle procure au pays les moyens de résister à la pacification et aux formes successives d'assimilation, de même qu'elle lui permet de choisir sa destinée dans l'Afrique qu'on tente de reconstruire après la décolonisation.

CONCLUSION

Ceux qui ont été amenés à gouverner le Maghreb pendant une grande partie du XIX^e siècle, comme Abd el-Kader ou Khéreddine, ont d'abord perçu comme une leçon l'attaque et la défaite de la régence d'Alger provoquée par les Européens. On espérait que cette leçon allait servir, que les pays du Maghreb allaient être équipés d'institutions qui combineraient la fidélité aux valeurs de l'islam avec la capacité d'assimiler les valeurs de l'Occident. Le résultat aurait présenté deux avantages. D'une part, les opposants à l'Europe en seraient devenus des partenaires. D'autre part, les compatriotes contraints depuis si longtemps au repli sur soi auraient réalisé que leur passé culturel n'était pas un obstacle sur le chemin de la construction d'une société moderne.

Déçus sur les deux plans, de manière différente selon les conditions de chaque pays, les deux réformateurs principaux en sont réduits à employer le reste de leur carrière à régler des problèmes plus urgents. Abd el-Kader tente de se servir de la résistance armée contre une campagne d'éradication;

Khéreddine, quant à lui, doit surveiller l'érosion délibérée de la souveraineté nationale à l'aide de réformes plus modestes et d'un rétablissement partiel des liens avec la Turquie.

Malgré la diversité des contextes, les leaders concernés ont tous dû passer par ces étapes, même ceux dont le statut n'était pas institutionnel. Les confréries Senoussiya en Cyrénaïque, Qādirīyya et Tidjānīyya en Mauritanie, ont joué ce rôle en l'absence d'un pouvoir central puissant ou de tout pouvoir susceptible de devenir puissant.

Ce qui est encore plus intéressant est le fait qu'à cette époque, en Algérie, la perspicacité des occupants accorde une grande attention à la carrière brillante d'Abd el-Kader, non seulement dans le domaine militaire, mais aussi dans le domaine politique. De ce point de vue, la génération de 1847, c'est-à-dire les premiers officiers des Bureaux arabes, a précédé Napoléon III et sa doctrine du royaume arabe. Mais les transformations subies par la société française à cette époque impliquent que le « fait accompli » de la colonisation mène l'avantage.

NOTE

1. Sic: «Aucun enseignant ne peut remettre en question les sources acceptées de génération en génération par les experts, ni contester les auteurs outre mesure, car l'abus de contestation est signe d'ambiguïté et de confusion. Au contraire, le professeur doit s'efforcer de comprendre les intentions de ces prestigieux auteurs et ne poser des questions qu'après avoir examiné le texte sous tous ses aspects et après avoir médité sur sa signification.»

BIBLIOGRAPHIE

- ABUN NASR J. M. 1987. *A history of the Maghrib in the islamic period*. 3^e éd. Cambridge, Cambridge University Press.
- AGERON C. R. 1968. Les Algériens musulmans et la France (1871–1919). 2 vol. Paris, PUF.
- 1972. Politiques coloniales au Maghreb. Paris, PUF.
- Ahmida A. A. 1994. The making of modern Libya. State formation, colonization and resistance, 1830–1932. New York, State University of New York.
- Alawi F. 1986. *Kitāb at-takmila fī Tārīkh cimārat al-Barākina wa t-Tarāriza* [Histoire des émirats de Brakna et Trarza]. Ouvrage dirigé par Ahmad Ould Hassan, Tunis.

AL-Mannouni M. 1973. *Mazahir yaqdati I Maghrib-l-hadith* [Aspects de la renaissance du Maroc moderne]. Rabat, Dar al-Gharb al-islāmī.

- BEN ACHOUR M. L. 1984. *Az-Zaytūna/al-ma 'lam wa I ma 'had* [La Zaytūna: le monument et l'université]. Tunis.
- Brown L. H. 1974. *The Tunisia of Ahmad Bey, 1837–1855*. Princeton, Princeton University Press.
- Burke E. 1976. *Prelude to protectorat in Morocco: precolonial protest and resistance*. Chicago, Chicago University Press.
- CRESM. 1979. Introduction à la Mauritanie. Paris, Éditions du CNRS.
- Dajjani A. S. *Al-ḥaraka al-sanussiya*, *nach'atuhā wa numūwwahā fi al-qarn al-tāsi^{c c}achar* [Le mouvement des Senoussis, sa naissance et son évolution pendant le XIX^e siècle]. SIND.
- Deverdun G. «Al-Karawīyīn». Dans: *Encyclopaedia of Islam*. 9 vol. Leyde, Brill.
- Ganiage J. 1959. Les Origines du protectorat français en Tunisie (1861–1881). Paris, PUF.
- Gerteiny A. 1981. *Historical dictionary of Mauritania*. Metuchen, Scarecrow Press.
- Green A. H. 1978. *The Tunisian ulama, 1873–1915. Social structure and response to ideological currents.* Leyde, Brill.
- Guellouz A., Masmoudi A., Smida M. 1974. «Les temps modernes, 1574—1881». Dans: *Histoire de la Tunisie*. Vol. III. Tunis, Société tunisienne de diffusion.
- IBN ABI DH-DHIYAF A. 1963–1965. *Ithāf ahl az-zamān bi-akhbār mulūk Tūnius wa 'ahd al-'amān*, [Histoire des princes de Tunis et du pacte fondamental]. Vol. 4–6. Tunis, Secrétariat d'État aux affaires culturelles et à l'information.
- IBN Mas^cud M. 1963. *Tārīkh Lībiyā al-Ḥadīth* [Histoire moderne de la Libye]. Tripoli, Maṭābi Dār al-Andalus.
- Julien C. A. 1964. «La Conquête et les débuts de la colonisation (1827–1871)». Dans: C. R. Ageron, C. A. Julien (dir. publ.). *Histoire de l'Algérie contemporaine*. Vol. I. Paris, PUF.
- 1978. Histoire de l'Afrique du Nord. 2^e éd. Vol. II et III. Paris, Payot.
- Laroui A. 1980. Les Origines sociales et culturelles du nationalisme marocain. Paris, François Maspéro.
- 2001. L'Histoire du Maghreb. Un essai de synthèse. 2º éd. Casablanca, Centre culturel arabe.

- Le Tourneau R. 1995. L'Histoire du Maroc moderne. Aix-en-Provence, Université d'Aix-en-Provence.
- Martel A. 1991. *La Libye: 1835–1990, essai de géopolitique historique*. Paris, PUF (collection Perspectives internationales).
- Miege J. L. 1954. Les Européens à Casablanca au XIX^e siècle. Paris, Larousse.
- 1961–1963. Le Maroc et l'Europe 1830–1894. Vol. III. Paris, PUF.
- Norris H. T. «L'Art des "Maures", art "Mūrītānīya"». Dans: *Encylopaedia of Islam*. 9 vol. Leyde, Brill.
- Parsons F. V. 1976. The origins of the Morocco question, 1880–1900. Londres, Suckworth.
- REY-GOLDZEIGUER A. 1977. Le Royaume arabe (1861–1870). Alger, SNED.
- Rossi E. 1968. *Storia di Tripoli e della Tripolitania*. *Della conquista araba al 1911*. Rome, Istituto per l'Oriente.
- SHINKI TI A. 1961. *Al-Wasīt fī tārīkh 'ulamaā' Shinkīt* [Biographies des hommes illustres de Shinguiti]. Casablanca.
- Simou B. 1994. Les Réformes militaires au Maroc de 1844–1912. Rabat, Université Mohammed V.
- Stewart C. 1973. *Islam and social order in Mauritania*. Londres, Oxford University Press.
- Turin Y. 1971. Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale (écoles, médecines, religions 1830–1880). Paris, François Maspéro.
- VAN KRIEKEN G. S. 1976. Khayr al-Din et la Tunisie. Leyde, Brill.
- ZIADEH N. A. 1968. Sanusiyah: a study of a revivalist movement in Islam. Leyde, Brill.

15

L'Afrique subsaharienne

Élisée Coulibaly, Jeanne-Marie Kambou-Ferrand et Christophe Wondji Iba Der Thiam et Christophe Wondji, coordinateurs

15.1 L'Afrique sous domination française

Jeanne-Marie Kambou-Ferrand et Christophe Wondji

La région qui nous préoccupe ici correspond, d'une part, aux territoires des États actuels de Mauritanie, Sénégal, Mali, Niger, Guinée, Côte d'Ivoire, Burkina Faso et Bénin, en Afrique occidentale, et, d'autre part, à ceux du Gabon, Congo, République centrafricaine et Tchad en Afrique centrale et équatoriale. Découpée par la colonisation en Afrique-Occidentale française (A-OF) et en Afrique-Équatoriale française (A-ÉF), cette région se compose de trois milieux biogéographiques: la zone sahélo-soudanaise au nord, qui s'étend d'ouest en est, depuis l'Atlantique et les fleuves Sénégal et Niger jusqu'au lac Tchad, a depuis longtemps été affectée dans son évolution historique par des courants culturels en provenance du Sahara et de l'Afrique du Nord; la zone guinéenne au sud, porte d'entrée privilégiée de la traite négrière atlantique, a été depuis le XVe siècle le centre d'impulsion du commerce européen; enfin, au sud-est de cette région, dans la zone congolaise, dont l'influence s'étend de l'Atlantique au lac Tchad, le long du fleuve Congo et de ses affluents (Likouala, Sangha et Oubangui), on observe les mêmes phénomènes que dans la zone précédente.

Au XVIII^e siècle, la zone sahélo-soudanaise est le siège de révolutions islamiques qui bouleversent les structures sociales traditionnelles au Fouta Toro, au Boundou et au Fouta-Djalon. Quant à la zone guinéenne, qui profite à cette époque des possibilités offertes par le commerce européen, elle connaît à la fin du XVIII^e siècle des transformations économiques, sociales et politiques, notamment l'émergence d'hégémonies comme celle du Dahomey dans le golfe du Bénin. Islam et commerce européen, ces deux facteurs de l'évolution des siècles antérieurs, conditionnent de façon décisive les changements qui caractérisent le XIX^e siècle.

Celui-ci apparaît, en effet, comme un siècle de renouveau marqué par deux phénomènes spectaculaires. Sur le plan politique, la deuxième révolution islamique (Ousman dan Fodio, Cheikou Amadou et El-Hadj Omar) bouleverse les espaces géopolitiques dans la zone sahélo-soudanaise tandis que dans la zone guinéenne, on assiste à la concentration et aux perfectionnements des pouvoirs, comme dans le cas du Dahomey sous Ghézo et Glélé. Parallèlement à ces mutations politiques, on observe l'apparition d'oligarchies marchandes de colporteurs, de promoteurs et d'aventuriers de commerce sur le littoral et dans les secteurs intérieurs qui visent à structurer ces espaces en vue d'assurer, par des réseaux efficaces, la liaison entre le commerce atlantique et la zone soudanaise: tels sont notamment Samori et Rabah. Enfin, ce renouveau est aussi culturel dans la mesure où les sociétés africaines tentent de s'approprier les instruments économiques et techniques de la modernité européenne que leur propose l'ouverture au commerce mondial: tels sont aussi les efforts des chefs, des rois et des empereurs pour s'adapter au commerce «licite» qui s'instaure en remplacement de la traite négrière, afin de perfectionner leur outillage économique et militaire.

Ces efforts de renouveau vont cependant se heurter à l'expansion impérialiste qui se déchaîne dans le dernier quart du XIX^e siècle et aboutit à l'occupation et à la domination coloniales à la fin de ce siècle. Conquises et déstructurées pendant la première décennie du XX^e siècle, les sociétés africaines perdent leur indépendance et leur initiative historique. À la modernisation endogène, voulue et déclenchée par les dirigeants africains, va succéder sous le joug colonial une modernisation imposée, aliénante et extravertie. C'est l'analyse de ce processus dont les formes varient d'un secteur à l'autre de cette région que vous proposent les développements qui vont suivre.

15.1.1 L'ÉVOLUTION HISTORIQUE AVANT LE CHOC COLONIAL

Christophe Wondji et Thierno Bah

Après les effets déstructurant de la traite négrière pendant les siècles antérieurs (déplacement des axes commerciaux et désorganisation de la vie économique, ponction démographique, migrations et troubles politiques, etc.), le XIX^e siècle est caractérisé en Afrique occidentale et centrale par des efforts de reconstruction à la fois politique, économique, sociale et culturelle. Mais ce processus de renouvellement des sociétés africaines sera brutalement interrompu par la conquête coloniale dans la dernière décennie du XIX^e siècle.

L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Ici, l'islam et le commerce atlantique apparaissent à l'évidence comme des facteurs de renouveau au XIX^e siècle. Avec la naissance de nouvelles hégémonies islamo-peules (califat de Sokoto, empire peul du Macina et empire toucouleur d'El-Hadj Omar), l'islam entre dans sa deuxième phase révolutionnaire et sert d'idéologie à la reconstruction politique et sociale de l'espace sahélo-soudanais. Liée à la révolution industrielle en Europe, à l'abolition de l'esclavage et au déclin progressif de la traite négrière, la substitution du commerce «licite» des produits naturels au commerce des esclaves noirs provoque un regain d'intérêt des Européens pour l'Afrique, ainsi que des mutations économiques et sociales dans les zones côtières, qui contribuent au renforcement des États en relation directe avec le commerce atlantique.

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, un troisième facteur s'ajoute et se combine avec les facteurs précédents: la montée en puissance des marchands mandés-julas, dont le réseau commercial occupe la zone des savanes intermédiaires entre le Sahel et la forêt, permet à Samori Touré de construire un vaste empire, en faisant ainsi l'alliance de l'islam, du commerce atlantique et de la culture mande (UNESCO, 1999 et 1996, vol. 5 et 6; Mbokolo, 1992).

Le renouveau politique dans la zone sahélo-soudanaise : les nouvelles révolutions islamiques

Il faut d'abord noter qu'à la fin du XVIIIe siècle, les grands empires qui avaient marqué les siècles d'or du Soudan occidental ont depuis longtemps disparu, laissant la place à un émiettement politique et social caractérisé par des entités géopolitiques restreintes qui coïncident souvent avec l'ethnie ou sont fortement organisées autour d'une ethnie centrale. On observe ainsi la prépondérance des communautés villageoises à structure politique non centralisée, des chefferies et des petits royaumes comme les royaumes sénégalais issus de la dislocation du grand Dyolof (Baol, Cayor, Sine-Saloum, Walo) ou les royaumes julas nés aux XVIIe et XVIIIe siècles dans les savanes intermédiaires entre le Sahel et la forêt, sur les routes conduisant vers la mer (Bouna, Kong, Gwiriko, Kénédougou). Dans cet espace politique morcelé, les contradictions, les conflits et les tensions sont la règle au début du XIXe siècle. Les communautés villageoises (Lobis, Dagaris, Bobos, Samos, etc.) défendent farouchement leur indépendance contre les pressions exercées par les États voisins: tributs, razzias d'esclaves, assujettissement à l'islam.

Quant aux États, ils sont constamment en proie aux divisions internes de leurs classes dirigeantes. Ainsi, dans les royaumes sénégalais, une oligarchie politico-militaire de tradition animiste s'oppose au groupe des lettrés musulmans (les cadis). Cette coexistence difficile de l'islam et des traditions «païennes» n'est évidemment pas de nature à assurer la cohésion de ces royaumes au moment où ils sont de plus en plus confrontés aux razzias des Maures au nord, à la pression des Bambaras à l'est et à la présence des Européens à l'ouest, sur le littoral atlantique. Il en est de même des querelles dynastiques des royaumes julas, incapables d'assurer le contrôle des routes commerciales, d'imposer l'islam aux populations autochtones animistes et de relever le défi expansionniste des hégémonies environnantes (Bambaras, Mossis, Akans).

Mais dans cet émiettement sociopolitique général du Soudan occidental, les royaumes mossis et bambaras, de tradition foncièrement animiste, constituent une exception à la règle. De création plus ancienne, les royaumes mossis (Tenkodogo, Yatenga, Ouagadougou) occupent toute la partie centrale des pays de la Haute-Volta et ont connu une remarquable stabilité jusqu'à la fin du XIX^e siècle, grâce à leur organisation politique centralisée, à leurs échanges commerciaux avec les pays du golfe de Guinée et, surtout, à leur puissante cavalerie. Quant aux Bambaras de la moyenne vallée du Niger, ils se sont organisés en puissants royaumes au XVIII^e siècle, d'abord autour de Ségous puis dans le Kaarta sur le haut Sénégal. Bastions de l'animisme, les royaumes bambaras s'appuient sur une aristocratie militaire de citoyens soldats (*tonjon*) issus de la confrérie des chasseurs (*ton*), sur une flotte de

bateaux sous les ordres des pêcheurs du Niger (*somono*) et sur une armature de villages fortifiés (*tata*). Au début du XIX^e siècle, ils ont étendu leur hégémonie sur l'espace du haut Sénégal et du Niger jusqu'à Tombouctou au nord et le Pays dogon à l'est, exerçant une forte pression fiscale sur les paysans et les éleveurs, notamment les pasteurs peuls du delta intérieur de Niger (Arhin et Ki-Zerbo, 1999, vol. VI, pp. 709–745).

Dans ce contexte de tensions sociales et de pressions extérieures, quels ont été la place et le rôle de l'islam? Il est impossible de comprendre la relation entre le système colonial et l'islam sans tenir compte du fait qu'une fois que les Européens sont parvenus au pouvoir (décret du 7 septembre 1840), qu'ils ont entrepris la conquête du territoire (entre 1854 et 1900 environ) et soumis la main-d'œuvre (décret du 13 novembre 1887 imposant un système administratif particulier aux indigènes ainsi que le travail forcé), il ne leur manque plus qu'un seul élément pour la domination totale des colonies: le contrôle des consciences. Il s'agit là de ce que George Ardy nomme la «conquête morale», tâche assignée aux écoles. Dans cette perspective, en tant que croyance et modèle de vie et d'action, l'islam devient un obstacle culturel. Il semble à première vue que celui-ci soit en recul depuis les flambées révolutionnaires du XVIIIe siècle, qui avaient imposé la religion de Mahomet comme la solution à la crise des sociétés soudanaises bouleversées dans leurs fondements par la traite négrière. Au Fouta-Toro et au Fouta-Djalon, bastions de l'islam peul, les querelles dynastiques et l'enrichissement des élites avaient laissé peu de place à l'apostolat. Dans la boucle du Niger, les Armas de Tombouctou, descendants des conquérants marocains du XVIe siècle, s'étaient constitués en bandes tribales vivant de prébendes militaires et de commerce. Enfin, dans la plupart des États, les musulmans (lettrés et marchands) se contentaient des avantages que leur procuraient les souverains corrompus aux pratiques «païennes» sans aucun souci de l'orthodoxie islamique.

En réaction à cette situation de dégénérescence de l'islam, des marabouts peuls organisés dans le cadre des confréries réformatrices (Qādirīyya et Tidjānīyya), et appartenant aux groupes défavorisés de la société, allaient engager une lutte sans merci contre les «régimes corrompus et païens». Le signal en est donné de 1804 à 1812 par Ousman dan Fodio qui ébranle le pays hawsa, renverse les chefferies traditionnelles et pose les bases d'un État musulman (le califat de Sokoto), dont l'influence se propagera dans toute la zone sahélo-soudanaise durant la première moitié du XIX^e siècle (Bah, 1992, pp. 45–58; Badran et Ly-Tall, 1999, vol. VI, pp. 579–599 et 647–683). Cette influence révolutionnaire se concrétise d'abord au Macina (dans

Cette influence révolutionnaire se concrétise d'abord au Macina (dans le delta intérieur du Niger), où les Peuls subissent depuis longtemps la politique oppressive des Bambaras animistes. Formés à l'école mystique de la Qādirīyya, une confrérie qui professe le retour à l'islam rigoureux du temps

de Mahomet et dont les adeptes avaient dirigé les révolutions antérieures au Fouta-Toro et au Fouta-Djalon, plusieurs marabouts tentent en vain de secouer le joug bambara de 1815 à 1818.

Mais l'un d'entre eux, Amadou Amadou Lobbo, a plus de succès: ayant fait allégeance en 1816 à Ousman dan Fodio, il reçoit l'étendard de la guerre sainte (djihad), prend le titre de shaykh (cheikh), organise une armée de fidèles (talibés) et, de 1818 à 1826, débarrasse son pays de la domination bambara. Devenu Cheikou Amadou et commandeur des croyants (amir al mu'minim), il organise le Macina en un État centralisé (dina), dont le pouvoir s'étend de Djenné à Tombouctou. Régie par la sharia, la dina est la théocratie islamique par excellence : les membres du Grand Conseil entourant le cheikh, comme ceux des conseils qui assistent les gouverneurs de province, sont choisis pour leur savoir religieux : la justice rendue par les cadis et l'enseignement dispensé dans les écoles coraniques sont à la charge de l'État. Révolution politique et culturelle, la dina n'est pas une révolution sociale: si Cheikou Amadou donne une nouvelle capitale au Macina (Hamdallahi signifie «à la gloire de Dieu») et accélère la sédentarisation des Peuls par la création des villages de culture et d'élevage, il ne supprime pas l'esclavage et le système des castes. Ses successeurs, Amadou Cheikou (1845–1853) et Amadou Amadou (1853-1862) ne vont pas changer l'ordre social jusqu'à la conquête du Macina par un autre réformateur, El-Hadi Omar.

Par rapport aux expériences précédentes, l'entreprise d'El-Hadj Omar apparaît comme une «révolution dans la révolution ». Elle s'inscrit, en effet, dans le courant général de rénovation des sociétés africaines par l'islam et dans le contexte spécifique de la confrontation de ces sociétés avec l'expansion européenne de la deuxième moitié du XIXº siècle. Adepte de la Tidjānīyya, une confrérie plus «démocratique» que la Qādirīyya, El-Hadj Omar a une vision politique et sociale plus avancée que ses prédécesseurs parce que ses études aux lieux saints de l'islam de 1826 à 1830 (La Mecque, Le Caire) et ses voyages à travers l'Afrique de 1830 à 1848 (Fouta-Toro, Fouta-Djalon, Sokoto) lui ont permis de réaliser que sa mission devait aller au-delà de sa patrie d'origine (le Fouta-Toro), de son ethnie (les Toucouleurs) et de sa classe sociale (l'aristocratie). D'où le caractère radical de ses objectifs, qui visent à la fois la réforme de la société et la lutte contre la présence étrangère.

Au milieu du XIX^e siècle, l'islam est à nouveau en crise. La Qādirīyya, qui avait servi de cadre idéologique aux révolutions antérieures, a perdu son souffle mystique et le contenu de son message messianique. Au Fouta-Djalon, au Fouta-Toro et au Macina, les *almamiat* sont devenus des oligarchies héréditaires exploitant les terres domaniales et le commerce des esclaves. Au sein de la confrérie elle-même, une hiérarchie sociale rigide régit désormais

les relations entre le cheikh et ses talibés. À l'opposé de cette situation, El-Hadj Omar propose une voie nouvelle par la Tidjānīyya, dont il est devenu le chef; cette voie indique de nouveaux comportements: contact direct entre le calife et ses talibés, rupture des barrières entre les chefs et les masses, utilisation des langues locales, accession aux postes de responsabilité selon le mérite. Cadre de promotion sociale, la nouvelle confrérie attire des gens de toutes conditions et de toutes les ethnies; elle devient ainsi un puissant appareil de subversion politique qui permettra à El-Hadj Omar de se lancer à la conquête du Soudan occidental.

Celle-ci allait s'appuyer sur un patient travail de mise en place préalable des structures politico-religieuses et militaires de 1847 à 1852: création de couvents tidjanes à Jegunko et Dinguiraye au Fouta-Djalon, rédaction d'un ouvrage de propagande (*El Rimah*), voyages de recrutement de combattants au Fouta-Toro, achat d'armes et de munitions aux comptoirs européens (Gambie et Sénégal). Elle se déroule en trois étapes: de 1852 à 1859, actions dans le haut Sénégal avec la destruction de l'hégémonie bambara massassi (prise de Nioro en 1855), mais échecs contre les Français au Khasso, au Fouta-Toro et au Boundou (1857, Médine; 1859, Matam); de 1859 à 1861, destruction de l'hégémonie des Bambaras de Ségou; de 1861 à 1864, victoire sur le Macina (prise d'Hamdallahi en 1861).

Lorsqu'il meurt en 1864, El-Hadj Omar a créé, grâce à son armée multiethnique de combattants de la foi (moudjahidin), un vaste empire allant depuis Tombouctou à l'est jusqu'aux confins du fleuve Sénégal à l'ouest, du Sahara au nord au Fouta-Djalon (Dinguiraye) au sud. Un empire décentralisé, avec des provinces dirigées par des gouverneurs militaires chargés de la défense et de la sécurité, des chefs religieux chargés de l'islamisation, et où la justice est rendue par les cadis et l'économie réglée par la fiscalité classique des États islamiques (zakat, mundu, usuru). La société est pluriethnique et « antiféodale » selon la tradition tidjane, mais elle sera dominée par les talibés qui tendront à se fossiliser en une élite politico-religieuse de conquérants dont les rivalités avec les sofas, catégorie militaire issue des peuples vaincus, vont marquer l'histoire de l'empire après El-Hadj Omar.

Roi de Ségou et successeur de son père en 1864, Amadou a fort à faire avec la révolte des peuples conquis (Bambaras, Peuls du Macina) ainsi qu'avec l'insoumission de ses frères jusqu'à ce que, devenu à son tour commandeur des croyants en 1869, il acquière l'aura nécessaire à la consolidation de son autorité. Alors s'ouvre pour le règne d'Amadou une période de prospérité qui s'achèvera dans les années 1880 avec la poussée impérialiste française.

Le renouveau commercial dans les zones côtières atlantiques

De la fin du XVIII^e siècle au milieu du XIX^e siècle, le déclin progressif de la traite négrière transatlantique, lié aux différentes mesures abolitionnistes et à l'action dissuasive des croisières contre les négriers clandestins, a ouvert de nouvelles perspectives commerciales dans les zones côtières. Commerçants, explorateurs, missionnaires et navigateurs fréquentent alors l'Afrique et intensifient la présence européenne sur le littoral.

Principaux foyers d'émergence de l'abolitionnisme, la France et la Grande-Bretagne vont s'engager dans la lutte contre la traite et promouvoir une nouvelle stratégie des relations avec l'Afrique noire. Au commerce « honteux » des esclaves, il faut désormais substituer le commerce « licite » des produits naturels, qui doit permettre de conduire les Noirs aux lumières de la civilisation en leur apprenant l'agriculture, en créant chez eux des factoreries et en leur envoyant des missionnaires. Commerce, christianisme et civilisation sont devenus les trois piliers de la mission de l'Occident dans une Afrique dévastée par l'esclavage. Des croisières sillonnent donc les côtes africaines, avec à l'avant-garde la puissante marine britannique, gendarme du monde à cette époque: la lutte contre la traite aboutit à la création de comptoirs fortifiés qui deviendront ainsi les bases d'appui du nouveau commerce et les points de départ des futures colonies africaines de l'Europe capitaliste et industrielle (Mbokolo, 1992, pp. 96–119).

Dans la première moitié du XIX^e siècle, la baisse continue des exportations des produits de traite traditionnels (esclaves noirs, or, gomme, épices, ivoire, etc.) provoque une crise profonde du commerce atlantique. Face à cette crise, les Européens cherchent de nouveaux produits de substitution par la mise en place d'une politique de colonisation agricole: de 1819 à 1831, la France essaie d'implanter au Sénégal le coton et l'indigo; entre 1841 et 1857, la Grande-Bretagne tente la même expérience au Nigéria. Mais, devant l'échec de cette politique, ces deux puissances se tournent vers l'exploitation des oléagineux (arachide, huile de palme), qui sont plus adaptés aux besoins de l'Europe industrielle, notamment pour l'éclairage domestique, la fabrication du savon ou la lubrification des machines (Mbokolo, 1992, pp. 120–129).

Ces deux produits clés, l'arachide et l'huile de palme, implantés dans deux zones privilégiées (Sénégambie et golfe de Guinée), permettront aux deux principaux protagonistes (la France et la Grande-Bretagne) de créer, avec la participation des sociétés autochtones, la nouvelle économie de l'Afrique atlantique. Ainsi, la deuxième moitié du XIX^e siècle est ici caractérisée par la révolution de l'huile de palme et de l'arachide, qui apporte des changements significatifs dans les structures de production et d'échange,

ainsi que dans l'organisation des relations économiques. En Sénégambie comme dans le golfe de Guinée, un nouveau système foncier se met en place avec la coexistence de formes de propriété privée et collective; des rudiments de travail salarié apparaissent malgré l'utilisation de la maind'œuvre servile dans certains secteurs; les migrations de travailleurs vers les zones de production côtières et l'intensification des échanges due à la forte demande européenne entraînent un plus grand nombre de producteurs et de traitants africains dans le mouvement de la nouvelle économie (Mbokolo, 1992, p. 129).

Dans le golfe de Guinée, où les conditions écologiques sont favorables à la culture du palmier à huile (Oeleis guineensis), le nouveau commerce s'implante aisément depuis le cap des Palmes jusqu'à la baie de Biafra. Il s'appuie sur les groupes marchands qui avaient émergé des sociétés lignagères pendant la période négrière, notamment sur le littoral de la Côte d'Ivoire où Neyo, Avikam, Alladian et Essouma s'étaient organisés en courtiers de commerce autour des points de traite de Sassandra, Lahou, Jacqueville, Grand-Bassam et Assinie. Ces courtiers s'adonnent au trafic de l'huile de palme tout au long du XIX^e siècle (Wondji, 1985, pp. 117-137). Mais, à l'exception des royaumes akans qui se sont constitués dans l'arrière-pays de la fin du XVIIe siècle au milieu du XVIIIe siècle (Sanvi, Ndenyan, Abron et Baoulé), la côte ivoirienne n'a pas connu de formations étatiques solidement structurées et susceptibles de donner à la traite négrière l'ampleur qu'elle avait sur la côte du Bénin, dénommée à juste titre la Côte-des-Esclaves. Aussi, dans le golfe de Guinée, l'exemple du Dahomey (royaume d'Abomey) est-il la parfaite illustration de la révolution de l'huile de palme.

À l'orée du XIX^e siècle, le royaume fon du Dahomey (capitale Abomey) est confronté à des défis majeurs: se libérer du joug pesant de son puissant voisin de l'est, le royaume yoruba d'Oyo, réduire les révoltes des peuples soumis pour consolider ses assises territoriales et contrôler les portes de la mer, afin de se procurer des armes à feu, instruments de la puissance militaire. Il a des atouts pour atteindre ses objectifs: des institutions politiques centralisées autour de la personne du souverain, une forte armée composée de corps d'élite, notamment le corps des femmes-fusiliers (les fameuses amazones), et la présence sur le littoral d'un groupe de traitants afro-brésiliens particulièrement actifs dans le commerce atlantique et dévoués à la monarchie, tel le célèbre Chacha Félix de Souza à Ouidah. Notons enfin la longévité des souverains et leur clairvoyance politique: Ghézo (1818–1858) et Glélé (1858–1889).

Occupé à faire la guerre aux peuples voisins du Nord, de l'Ouest et de l'Est, notamment à se libérer de la tutelle d'Oyo définitivement vaincu en 1821, Ghézo ne renonce pas de sitôt à la traite des esclaves, mais prend conscience de la nécessité d'avoir des contacts fructueux avec le commerce

européen: en 1830, il crée pour le compte de son royaume le port de Cotonou sur le littoral. Sur l'insistance des Britanniques et des Français, il engage le Dahomey dans le commerce de l'huile de palme à partir de 1841. Le traité signé en 1843 avec la France par l'intermédiaire des frères Régis, et renouvelé en 1851, comporte des clauses stipulant que le roi Ghézo s'engage à donner «une protection particulière au trafic de l'huile de palme [et] toute sa protection aux missionnaires français». Dès 1861, les pères de la société des Missions africaines de Lyon prennent pied à Ouidah et, en 1865, le commerce de l'huile de palme est déjà en plein essor (Ki-Zerbo, 1972, pp. 276–280).

Avant sa mort en 1858, Ghézo a donc réalisé la reconversion économique du Dahomey, qui est devenu l'une des bases du commerce de l'huile de palme. L'État en est d'abord l'organisateur et le régulateur grâce à une administration spécialisée : à côté du ministre des Relations extérieures (le vovogan, ministre des Blancs), un ministre de l'Agriculture et des Problèmes fonciers (le *tokpon*) et un ministre du Commerce s'occupent désormais de la production et des échanges. Le tokpon doit veiller à l'organisation du domaine royal réparti en vastes plantations aux mains des dignitaires et des grands négociants, sur lesquelles travaillent de nombreux esclaves. À côté de ces grandes exploitations, des plantations de petite taille reviennent aux familles qui les cultivent elles-mêmes autour des villages ou les louent à d'autres personnes. Il en résulte une réglementation fiscale appropriée qui permet d'accroître les revenus de l'État, d'autant plus que l'impôt sur l'huile (le *kuzu*) s'ajoute aux taxes sur les marchés et les routes et aux droits perçus à l'entrée des villes. Enfin, la fabrication de l'huile et le transport de la production entraînent la mobilisation par des groupes d'intermédiaires actifs d'une force de travail rémunérée, composée d'anciens esclaves, d'artisans et de piroguiers (Mbokolo, 1992, pp. 129-143).

Une deuxième illustration de cette révolution commerciale est le développement de la culture arachidière en Sénégambie. Importée d'Amérique et intégrée au cycle agricole des paysans africains depuis le XVI^e siècle, l'arachide présente les mêmes avantages que l'huile de palme pour la révolution industrielle au XIX^e siècle. Elle attire donc l'attention des Britanniques et des Français qui ont établi des comptoirs côtiers depuis le Sénégal jusqu'à la Sierra Leone. En l'absence dans cette zone d'un État africain aussi puissant que le Dahomey dans le golfe du Bénin, ce sont les maisons coloniales des puissances européennes qui domineront la culture et le commerce de ce produit. Ce sont d'abord les Britanniques basés en Gambie qui donnent l'impulsion à ce commerce et en contrôlent l'évolution. Mais, vers 1851, les Britanniques abandonnent l'arachide au profit de l'huile de palme et ce sont les Français qui en prennent le contrôle à partir du Sénégal, dont l'occupation coloniale progresse de 1817 à 1855. Gouverneur du Sénégal de 1854 à 1865, Faidherbe stimule la production de l'arachide en s'appuyant

sur les maisons de commerce de Bordeaux et de Marseille: la culture se développe d'abord dans le Sine-Saloum, gagne ensuite le Cayor et la vallée du fleuve; Rufisque devient le centre du commerce de l'arachide dans la deuxième moitié du XIX^e siècle (Mbokolo, 1992, p. 143).

Ce renouveau commercial s'accompagne, en Sénégambie, de changements socio-économiques significatifs. D'une part, les mouvements migratoires, qui s'instaurent de l'intérieur vers le littoral où la production et la commercialisation de l'arachide nécessiteront une main-d'œuvre abondante, modifient la composition sociale et ethnique des secteurs côtiers ainsi que le statut de la force de travail: aux propriétaires terriens s'ajoutent désormais les travailleurs saisonniers (les navétanes) et les migrants définitifs ou étrangers établis (lungtanes) à qui sont allouées des terres; une forme de salariat s'installe ainsi progressivement. D'autre part, les structures agraires sont à leur tour modifiées: à côté des exploitations collectives villageoises (manuo) nécessaires aux cultures vivrières se dégagent désormais des exploitations individuelles (kamanyango) destinées à l'arachide, qui est une culture de rente, d'où l'apparition de deux formes de propriété, l'une aliénable (la propriété individuelle), l'autre inaliénable (la propriété collective). Enfin, des groupes d'intermédiaires (Africains, Eurafricains et agents des maisons de commerce européennes) s'interposent entre les producteurs et les exportateurs d'arachide pour les services relatifs au transport et au recrutement de la main-d'œuvre en provenance des contrées intérieures (Mbokolo, 1992, pp. 147–148).

Au total, si les techniques et les moyens de production ont peu changé par rapport aux siècles antérieurs, le renouveau commercial a cependant généré des forces économiques et sociales nouvelles, dont l'influence sera déterminante pendant la période coloniale. Celles-ci ne sont pas seulement issues des modifications notables intervenues dans les structures de production et les rapports sociaux à l'intérieur des populations africaines, elles proviennent aussi de la création des comptoirs européens qui ont été les foyers d'un nouveau peuplement. Ainsi en est-il des comptoirs de Sénégambie (Saint-Louis, Gorée, Barthurst, Boké, Boffa) et de Sierra Leone (Freetown), où des colonies de créoles et de métis ont été les porteurs d'une culture nouvelle, amalgamant les données de la tradition africaine et celles de la modernité européenne. Ils seront les vecteurs du christianisme et de modes de vie nouveaux lorsque les missions chrétiennes commenceront à s'implanter sur les côtes atlantiques dans la première moitié du XIX^e siècle. Déjà au Sénégal, les missions catholiques s'installent en 1849 à Joal et à Portudal, espérant profiter de l'existence d'une ancienne communauté luso-africaine pour évangéliser les populations (Barry, 1988, pp. 232-237).

Mais c'est surtout dans le golfe de Guinée, notamment sur la côte du Bénin, qu'apparaissent les changements culturels significatifs avec le retour

des anciens esclaves affranchis. Saros de Sierra Leone et Amaros de Bahia du Brésil, de Cuba ou des Antilles, établis dans les établissements fondés par les Européens (Lagos, Ouidah, Porto-Novo), sont porteurs d'une culture nouvelle où la religion chrétienne (catholicisme et protestantisme), les arts et les techniques des pays de servitude constituent des facteurs d'innovation et de modernisation des sociétés du littoral. Avec la progression de l'expansion européenne, ces Afro-Brésiliens et Anglo-Africains seront des agents actifs de modernisation (Asiwaju, 1992, vol. 6, pp. 767–770).

Du Soudan à l'Atlantique : les révolutions julas et l'ascension de Samori Touré

Le renouveau du commerce atlantique n'a pas été sans conséquences sur les échanges à l'intérieur du continent où les réseaux marchands traditionnels, qui étaient autrefois tournés vers le Sahel, vont chercher à tirer parti des possibilités offertes par les zones côtières, dont la gamme de produits devient de plus en plus importante et diversifiée à mesure que les comptoirs européens s'étoffent et se multiplient tout au long du XIX^e siècle. Mais cette inversion progressive du trafic vers l'Atlantique ne provoque pas le tarissement des courants d'échanges orientés vers le Sahara et l'Afrique du Nord. Au contraire, les riches contrées soudanaises continuent d'alimenter ce vieux trafic, comme l'ont signalé les explorateurs européens du XIX^e siècle. Le fait majeur, à cette époque, est l'articulation qui s'instaure très nettement entre les espaces commerciaux sahélo-soudanais et atlantique.

La diversité des produits échangés et la multiplicité des trafics n'ont pas échappé à l'attention des explorateurs, qui ont noté le rôle déterminant des cités marchandes dans l'organisation du commerce. De l'intérieur vers la zone côtière circulaient le sel, les étoffes locales et surtout l'or et les esclaves; en sens inverse, on transportait les noix de kola, les armes à feu et la poudre à canon ainsi que divers produits de l'industrie européenne. Deux types de structures spatiales articulaient les relations commerciales entre l'Atlantique et le Soudan: la structure des relais, qui faisait passer les produits de tribu à tribu, était caractéristique des secteurs forestiers; la structure des réseaux, qui consistait à faire transporter les produits sur une longue distance par les mêmes personnes, était usuelle dans les régions de savane parcourues par des caravanes de commerçants professionnels, tels les Diakhankés de l'espace sénégambien et les Mandés-Julas de l'espace compris entre la boucle du Niger et le golfe de Guinée. De ces réseaux, dont le maillage s'était intensifié avec le développement du commerce atlantique, allaient émerger les hégémonies militaires, génératrices des révolutions jula des XVIIIe et XIXe siècles (Mbokolo, 1992, pp. 151–165).

1244 DE 1789 à 1914

Dans l'espace sénégambien, les Diakhankés (commercants musulmans sarakholés) avaient tenté, à la fin du XVIIIe siècle, d'articuler commerce transsaharien et commerce atlantique. Mais au XIXe siècle, ils optent résolument pour le commerce atlantique devenu plus profitable que le commerce transsaharien et peuvent bénéficier de la protection de l'État peul du Fouta-Djalon, dont la puissance s'est affermie dans cette région et qui assure désormais la sécurité des liaisons entre le haut Niger et le littoral des Rivières du Sud. Telle n'est pas la situation des Mandés-Julas sur les routes menant au golfe de Guinée. Dans ces savanes méridionales, les commerçants mandés avaient commencé à descendre vers le sud depuis la dislocation de l'empire du Mali et avaient créé au sein des sociétés animistes des colonies et des agglomérations marchandes sur les routes nord-sud de la kola et du sel reliant le Niger à la forêt et à la mer. Minorités ethniques, distinctes des peuples environnants par la profession, la culture et la religion, mais disposant des armes à feu que procure le commerce avec la côte, ils vont bouleverser l'ordre établi en créant leurs propres États, afin d'échapper aux pressions fiscales des maîtres locaux et assurer la bonne marche de leurs affaires (Person, 1999, vol. VI, pp. 683-707).

La fondation au XVIII^e siècle, dans le nord de la Côte d'Ivoire, du royaume de Kong par Sékou Ouattara répond à cette préoccupation. Cette première révolution jula favorise la consolidation des noyaux musulmans dans les cités de Bouna et Bondoukou, et prolonge vers l'ouest et le nord l'influence économique et politique de Kong par la création d'États plus ou moins satellites (royaumes de Bobo Dioulasso et du Kénédougou). Répondant aux mêmes objectifs, une deuxième révolution s'esquisse dans la première moitié du XIX^e siècle entre le haut Niger et le Bandama, où des chefs de guerre mandés, appuyés par les commerçants musulmans, créent des royaumes à cheval sur la Côte d'Ivoire et la Guinée actuelles: Morioulédougou de Morioulé Cissé en 1820 et Kabadougou de Vakaba Touré en 1830. C'est dans le sillage de cette révolution en gestation que se situe Samori Touré, dont la carrière et l'action ont accompli toutes les promesses des révolutions jula (Person, 1999, vol. VI, pp. 683–707).

Fils de colporteur, devenu à son tour marchand ambulant en 1848, Samori s'initie au métier des armes chez les chefs de guerre cissés et bérétés de 1854 à 1861, et se lance dans la création d'un vaste empire qui s'étendra en 1881 du haut Niger aux pays de la Haute-Volta. Cet empire se déplacera d'ouest en est et du nord au sud à mesure que, de 1882 à 1890, Samori sera confronté à la résistance des royaumes africains voisins et à l'expansion coloniale française. Il aura ainsi successivement englobé la partie orientale de l'actuelle Guinée, l'ouest du Burkina Faso et tout le nord de la Côte d'Ivoire, sur une superficie d'environ 400 000 kilomètres carrés.

Trois idées directrices de la révolution jula ont servi de fondement à l'établissement de l'Empire samorien. D'abord, la protection des voies commerciales et des commercants nécessitait la mise en place d'un gigantesque appareil politico-militaire sur un espace aussi étendu: en 1886, l'empereur dispose d'une armée de 54 000 fantassins et de 4 000 cavaliers; ceux-ci sont dotés de mousquets et, un peu plus tard (1891), de fusils à répétition, portent des uniformes à l'instar des troupes européennes et sont encadrés par des officiers de valeur dirigeant des commandements territoriaux et détenant l'essentiel du pouvoir politique. Ensuite, la tradition culturelle mandingue désigne l'empereur comme le fama, le chef de guerre suprême et incontestable qui décide en dernier ressort, assisté de son conseil et de son secrétariat particulier. Enfin, l'indispensable référence à l'islam sera utilisée pour donner une base spirituelle à l'État, avec en premier lieu la mise en place des écoles coraniques et l'entrée de musulmans dans le conseil impérial; Samori se proclame almany en 1886, décide en 1887 de gouverner selon la charia (loi islamique) et d'imposer l'islam aux peuples de l'empire; mais devant la grande révolte des peuples de l'empire en 1888, il est contraint de renoncer à son projet d'État musulman et théocratique (Bah, 1992, pp. 62-69).

Aventure grandiose que celle de Samori Touré! Il a créé pour les commerçants mandés un espace protégé et contrôlé, il a remembré à travers son empire une bonne partie de l'Afrique occidentale morcelée et il a construit un État qui sera au moment du choc avec la conquête française l'une des forces de frappe les plus durables et les plus percutantes de la résistance africaine.

L'AFRIQUE CENTRALE ET ÉQUATORIALE

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les rapports entre l'Europe et l'Afrique centrale s'étaient bornés à des contacts ponctuels le long du littoral, l'intérieur du continent étant pratiquement inconnu. Les premiers contacts avec l'Europe concernent le littoral du Gabon, du Congo et du Cameroun. Cette région, qui s'étend de la baie du Biafra à l'embouchure du fleuve Congo, constitue le domaine par excellence de la traite atlantique et attire, entre le XV^e siècle et le milieu du XIX^e siècle, de nombreux traitants, missionnaires et explorateurs européens. Au contact de la civilisation occidentale, il s'y développe une élite nouvelle, éduquée à l'européenne, christianisée, dont certains éléments métis nés des mariages interraciaux jouent un rôle de premier plan. Le contrôle du littoral a été l'objet d'une âpre compétition de la part des principales puissances européennes de l'époque: Grande-Bretagne, France, Allemagne.

Le Gabon

L'implantation des Français au Gabon est le résultat d'une convergence d'intérêts commerciaux et navals. Elle a été favorisée par la perte d'influence du royaume de Loango sur le littoral gabonais au courant du XIX^e siècle. Le Gabon faisait en effet partie, avant 1848, des comptoirs du Sud, qui prolongeaient sur la côte occidentale d'Afrique le rayonnement de la base française de Gorée. Dès 1839, la suprématie de la France dans cette région s'était affirmée par des traités d'alliance ou de protectorat, conclus avec les chefs de clans (*oga*) qui contrôlaient l'embouchure des fleuves. Les chefs mpongwés, très actifs dans le négoce, ont été les principaux partenaires de la France et, parmi eux, Antchouwé Kouve Rapontchombo, connu sous le nom de «roi Denis» (1810–1876), a usé à la fois de ruse et de diplomatie pour tirer parti de ses rapports privilégiés avec la France. Le dynamisme commercial des Mpongwés au XIX^e siècle se traduit finalement en prééminence politique à l'aube du système colonial.

La fondation de Libreville en 1849 marque la volonté d'implantation des Français. C'est dans cette optique qu'est organisée la mission de l'Ouest africain, conduite par l'explorateur Du Chaillu. Celui-ci remonte le fleuve Ogooué, avec pour objectif de joindre le Congo, et fonde sept stations principales et dix-neuf postes, établissant ainsi le canevas des zones de colonisation à venir.

Dans ses travaux remarquables, l'historien gabonais Ambouroué Avaro a formulé des thèses attestant l'existence, dans le Gabon précolonial, de sociétés organisées et d'une culture indigène cohérente (Avaro, 1980). Il a établi qu'avant le XVIII^e siècle existait au Gabon un puissant royaume, celui du Pongo, avec une relative centralisation et hiérarchisation. Divers facteurs, surtout exogènes, liés à la perte du contrôle du littoral, allaient conduire à une dislocation de cette entité politique. Les différents clans, désormais sous la conduite d'un chef (oga), se sont émancipés, ceux de la côte engageant une lutte effrénée pour le contrôle du commerce de traite.

L'arrière-pays gabonais, à la veille du choc colonial, est aussi marqué par d'importants mouvements de migrations des peuples fangs ou pahouins. L'épicentre de ce mouvement se situe dans l'Adamaoua au Cameroun; après avoir traversé la Sanaga, le gros des migrants descend les rives du Woleu et du Ntem dès la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle. Ayant investi le nord du Gabon, ils continuent leur migration vers le sud, lentement et par petits groupes. Ils atteignent la région de l'estuaire vers 1840 et celle du bas Ogooué (région de Port-Gentil) en 1879. Organisés en sociétés lignagères, les Fangs du Gabon ont été culturellement assimilés par les peuples qu'ils ont côtoyés.

Le Congo

Le littoral congolais a connu un processus identique à celui du Gabon, caractérisé par des contacts marginaux avec les Européens et l'effet de la traite atlantique. Ce qui est remarquable, c'est la création dans toute l'Afrique centrale précoloniale de vastes et puissants royaumes: royaumes d'Angola, du Kongo, de Loango et de Tio. Nous nous intéresserons ici au Royaume tio. Son existence est attestée par certains voyageurs européens, dont Pacheco Pereira, dès le XVe siècle. Il se caractérise par sa grande extension et sa diversité. Le Royaume tio, connu aussi sous le nom de Royaume teke, compte plus de 40 % de la population totale de l'actuelle république du Congo. Du point de vue de l'identité, les termes *teke* et *tio* désignent un même peuple parlant la langue kiteke ou etio. Le Royaume tio, vaste État continental, ne semble pas avoir été visité par les missionnaires et explorateurs avant le XIXe siècle.

À partir de la fin du XVII^e siècle, le Royaume tio subit une série de chocs déstabilisateurs, notamment l'effet du commerce international de la traite négrière et l'affrontement de nouveaux venus issus de l'effondrement du royaume du Kongo. À la veille du choc colonial, il a été désigné sous le nom de royaume de Makoko, du titre corrompu de son souverain, l'*onko*. Il était encore grand pourvoyeur d'esclaves et d'ivoire dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Ce royaume célèbre est placé au cœur de l'aventure coloniale lorsque, en 1880, le roi signe avec Savorgnan de Brazza ce qui deviendra le fameux traité «Brazza-Makoko».

L'Oubangui-Chari

Cette ancienne colonie française, connue aujourd'hui sous le nom de République centrafricaine, constitue au cœur du continent africain un immense quadrilatère de 623 000 kilomètres carrés, dont la partie nord-est était jadis intégrée au brillant royaume de Koush dans l'Antiquité. Pendant des siècles, ses peuples ont vécu dans la paix mais il a fallu l'impact néfaste des traites négrières atlantique et orientale pour faire de cette région un réservoir humain par excellence, avec pour conséquences la désintégration sociopolitique et des migrations de grande amplitude.

La traite atlantique commence au XV^e siècle et n'a tout d'abord qu'un impact indirect sur le territoire de l'actuelle Centrafrique, car celui-ci commence à être intégré dans le circuit de la nouvelle économie mondiale au XVII^e siècle. La seconde partie du XVIII^e et le XIX^e siècle correspondent à une intensification de la traite atlantique. Une bonne partie des esclaves exportés vers le Brésil, à qui l'on donnait le nom de «Congos francs», provenaient en effet des bassins de la Sangha, de l'Oubangui et du haut Congo.

1248 DE 1789 à 1914

Le territoire centrafricain a été également, de longue date, un réservoir important de la traite orientale en direction du Machrek. Ce phénomène remonte sans doute au XVIe siècle, en rapport avec les activités prédatrices du Kānem-Borno. Au milieu du XIXe siècle, le déclin de la traite atlantique vers le Brésil est compensé ici par l'intensification des activités des États islamisés engagés dans les raids esclavagistes, le commerce de l'ivoire et le trafic des armes à feu, qui vont négativement affecter l'histoire de l'espace centrafricain. Les principaux États impliqués dans ces activités sont le Kānem-Borno, le Baguirmi, le Wadaï et le Darfour. De nouvelles formations politico-militaires vont également s'impliquer dans ces activités lucratives. C'est le cas de l'État de Rabah et de l'émirat peul de l'Adamaoua. Rabah mène des opérations armées vers l'ouest dès 1879. Il passe une décennie dans l'Oubangui-Chari, lançant des raids contre les populations bandas et saras.

La région de l'Oubangui-Chari est également le théâtre d'opérations de l'émirat peul de l'Adamaoua. Dès le milieu du XIX^e siècle, Ardo Issa de Ngaoundéré entreprend de conquérir les peuples mbums et gbayas et d'y ponctionner de nombreux esclaves acheminés comme tribut à Yola. Koundé devient un important entrepôt commercial et esclavagiste jusqu'en 1880, date à laquelle les populations autochtones gbayas et mbums s'organisent pour résister aux raids esclavagistes menés à partir de Ngaoundéré.

Les raids esclavagistes des XVIII^e et XIX^e siècles ont des conséquences importantes: sur le plan démographique, une dépopulation catastrophique pour la société et l'économie traditionnelles; sur le plan social, de multiples conflits interethniques et l'animosité réciproque entre musulmans et animistes dans les régions nord et nord-ouest.

Dans ce contexte disruptif et de violence extrême, des personnalités de grande envergure ont su s'adapter pour acquérir richesse et pouvoir et organiser leurs communautés. Elles n'hésitent pas à s'imposer comme intermédiaires dans le trafic des esclaves pour acquérir des armes à feu. Par une stratégie d'incorporation, elles créent des clans dominants, imposent leur autorité sur un vaste territoire à des populations diverses qui progressivement utilisent une langue unique et un même système de socialisation des jeunes. L'histoire de la création de ces nationalités, plus culturelles que sociales, occupe tout le XIXe siècle: vers 1800 N'Dounga fonde la nation bandia de Nzakara; en 1825, la nation mandjia s'assure le contrôle de tout le territoire au nord de l'Oubangui; 1850 marque l'apogée de la nation bandia avec la dynastie des Abaya; à la même période, la nation zandé s'affirme après un processus de conquête, d'intégration et d'assimilation, sous la dynastie des Angoura dont le fondateur est un chef de guerre d'un puissant clan originaire du Soudan nilotique.

À la veille du choc colonial, l'espace centrafricain est donc marqué par un double processus : un processus disruptif, avec de grands mouvements migratoires en direction de la zone forestière pour échapper aux raids esclavagistes des Arabes établis dans leurs *zeriba* (camps fortifiés); un processus d'intégration et de constitution de nationalités diverses. La conquête coloniale au début du XX^e siècle allait fixer les peuples en mouvement dans l'interfluve Sangha-Lobaye et s'en prendre aux nationalités émergentes, dont l'essor était incompatible avec la logique de la domination coloniale.

Le Tchad

Situé au cœur du continent africain, à la charnière du monde arabo-musulman et du monde négro-africain, le Tchad a toujours occupé une position stratégique au cours de l'histoire. En raison de l'immensité et de la configuration de son territoire, le pays se caractérise par une grande diversité ethnique. Cette diversité se résume, *grosso modo*, à deux grands ensembles «antagoniques» sur les plans ethnique, historique, économique et religieux. À un bloc majoritairement et anciennement islamisé et semi-nomade au nord (Gorane ou Toubou et Arabes) s'opposent au sud des peuples de type soudanais, sédentaires et attachés au culte des ancêtres (Sara, Moundang, Massa, Toupouri et Mbum), qui sont à cheval entre le Cameroun et le Tchad. On trouve un troisième ensemble composite représenté par les groupes boudouma, kotoko et kouka. Cette réalité fait que le Tchad, tout au long de son histoire, a été marqué par la référence à la «dialectique Nord-Sud».

À la fin du XVIII^e siècle, les grands empires qui ont dominé l'espace tchadien et assuré une suprématie politique et une prospérité économique sont en pleine décadence. Le Kānem est devenu le territoire de prédilection de tribus arabes qui se disputent la prééminence, se livrent à des luttes fratricides et effectuent des *rezzou* contre les populations du Sud (Kanembou et Boudama). Rabah allait devenir l'unificateur de ces tribus arabes. Quant au Borno, il n'est plus que l'ombre de lui-même. Limité au nord par le Pays manga et le Kānem sur lequel il n'assure plus aucun contrôle, au sud par l'émirat de Kano, à l'est par le fleuve Chari et à l'ouest par le sultanat de Damagaran (Zinder), il va amorcer sa renaissance au début du XIXe siècle grâce à Mohammed al-Amine el-Kanemi, qui met fin aux insurrections musulmanes et préserve la monarchie. Celui-ci établit sa capitale à Kouka en 1818, prend le titre de shehu (cheikh) et parvient à contrer les penchants hégémoniques des califes de Sokoto. Son expérience sera entravée par la guerre civile de 1837 à 1855, puis se stabilisera sous son fils Oumar de 1857 à 1881.

Dans l'espace tchadien, il existe aussi d'autres formations politiques, notamment le Baguirmi et le Wadaï. De dimensions modestes, le royaume du Baguirmi est situé sur le moyen Chari, constamment soumis aux pressions

du Borno et du Wadaï jusqu'au XIXe siècle. Peu soucieux de prosélytisme, cherchant plutôt à s'assurer une puissance militaire avec les fameux lanciers montés à cheval, les souverains du Baguirmi parviennent à s'imposer aux populations païennes du Sud et à établir un fructueux commerce d'esclaves acheminés vers le nord. Quant au sultanat du Wadaï, dont la capitale Warra a été bâtie sur un site défensif remarquable, il est au XIXe siècle un État puissant et guerrier, en lutte permanente contre ses voisins. Il est aussi l'un des principaux pourvoyeurs en esclaves du commerce transsaharien.

L'échiquier politique dans l'espace tchadien est dominé, au milieu du XIX^e siècle, par des conflits hégémoniques entre les différents États: le Kānem, tout comme le Baguirmi, sont convoités aussi bien par le Wadaï que par le Borno, chacun essayant de positionner ses hommes par la force des armes. Grand capitaine, intelligent, courageux et énergique, Rabah s'imposera par des campagnes militaires victorieuses et tentera une politique d'unification de l'espace tchadien.

Originaire du Soudan nilotique, Rabah Fadl Allah s'engage à l'âge de 20 ans dans l'armée du khédive. Après un séjour de quelques années au Caire, il se sent attiré par le Bahr el-Ghazal, où des marchands arabes, les Djellaba, s'adonnent au négoce fort lucratif de l'ivoire et des esclaves et où il rencontre un célèbre marchand du nom de Zubair, qui le prend à son service. Habile stratège ayant à son actif des campagnes victorieuses dans le Darfour (1881), Rabah se dirige vers l'ouest pour tenter une aventure personnelle. Sa première cible est le Borno. Malgré des effectifs nombreux et un armement moderne (armes à feu et canons), le Borno des années 1880, en proie à l'instabilité politique, succombe à l'assaut des troupes de Rabah. Kouka, la capitale du vieil empire, est assiégée, occupée et abandonnée au profit de Dikoa, la nouvelle capitale où Rabah se fait proclamer émir.

De 1882 à 1884, Rabah crée de nombreux *zeriba* et apprend à ses nouveaux esclaves le maniement des armes à feu. En 1888–1889, il conduit des campagnes plus au sud, en Pays sara, d'où il ramène de nombreux esclaves. En 1890, il opère dans le Dar Kouti, puis il atteint les environs du Baguirmi et met en déroute une coalition militaire du Baguirmi et du Wadaï. Se dirigeant toujours vers l'ouest, il s'empare sans coup férir de nombreuses principautés kotokos. Ses expéditions militaires le conduisent vers le sud jusque dans le royaume du Mandara qui résiste à l'assaut de ses troupes.

À la veille du choc colonial, Rabah se trouve donc à la tête d'un vaste empire qui s'étend, d'est en ouest, du Wadaï au Borno. Portant le titre d'émir, il exerce une véritable dictature militaire pour assurer la cohésion d'un territoire aussi vaste et disparate. Celui-ci est divisé en «fiefs», donnés à ses meilleurs chefs de guerre; fondée sur la juridiction coranique, la justice est administrée par le cadi Madani, Rabah n'intervenant que dans des cas

exceptionnels. L'émir dispose d'un immense Trésor public (*Bet al-Mal*) constitué par les gains issus des razzias fructueuses et des butins de guerre, ainsi que par les produits fiscaux résultant de tributs annuels que lui versent les sultanats et peuples soumis.

L'empire de Rabah possède à cette époque l'une des armées les mieux organisées et équipées de l'Afrique subsaharienne, armée qui comprend un noyau principal à Dikoa, sous le commandement personnel de Rabah et fort de 3 000 fusiliers. Divers contingents sont cantonnés dans les principales villes, notamment dans la zone stratégique du Chari. En 1898, on estime à 35 000 hommes l'ensemble des forces dont dispose Rabah sur toute l'étendue de son empire.

Au moment où le centre du continent, particulièrement le pourtour du lac Tchad, est la région la plus convoitée par les diverses puissances coloniales, Rabah a réussi à y créer un État structuré avec une force de frappe militaire sans précédent. En 1899, la France en prend conscience et dépêche vers le Tchad pas moins de trois missions (Joalland-Meynier, Foureau-Lamy et Gentil) pour en déloger le chef de guerre soudanais.

15.1.2 Le choc colonial : mutations et conséquences

Christophe Wondji et Thierno Bah

Tout au long du XIX^e siècle, les sociétés africaines s'adaptent à l'ère postnégrière en cherchant à tirer parti des échanges pacifiques que le nouveau contexte mondial instaure entre l'Europe et l'Afrique. Mais voici que l'expansion coloniale s'abat sur le continent africain, ruinant en l'espace de deux décennies les efforts de reconstruction entrepris depuis un siècle. De 1880 à 1900, l'Afrique occidentale et centrale est donc pour l'essentiel parcourue, conquise et occupée. À la violence de la traite négrière va succéder la violence coloniale: une violence unilatérale et totale, d'où l'âpreté des résistances qui partout ont soulevé les populations. Voilà donc justifiée l'expression « choc colonial », qui sert de porte d'entrée à ce chapitre.

L'AFRIQUE OCCIDENTALE

La conquête et la création de l'A-OF

Avant le choc colonial proprement dit, la France occupait des comptoirs au Sénégal, dans les Rivières du Sud (Guinée), en Côte d'Ivoire, au Dahomey et au Gabon. Les explorateurs avaient fait progresser la connaissance du fleuve Niger et des pays soudanais; les missions chrétiennes avaient déjà commencé l'œuvre d'évangélisation des Noirs¹. C'est ainsi qu'à partir des positions acquises sur le littoral, notamment la colonie du Sénégal occupée depuis 1817, l'expansion française va se déployer suivant deux axes majeurs: l'axe maritime en direction du golfe de Guinée et du Gabon, l'axe terrestre en direction du Niger et du Tchad.

Pour construire son empire ouest-africain, la France dispose d'importants moyens en personnel et en équipement: des troupes régulières avec la création en 1857 du corps des tirailleurs sénégalais; un corps d'officiers de marine et du génie formés depuis Bouet-Willaumez et Faidherbe; un armement performant avec des fusils à tir rapide et de nombreuses pièces d'artillerie. À ces moyens militaires s'ajoutent les moyens diplomatiques

constitués par les différents traités de protectorat signés avec les souverains africains et les accords passés avec les autres puissances européennes après que la conférence de Berlin (1884–1885) a établi la charte du partage de l'Afrique et légitimé l'occupation des sphères d'influence. À cette volonté expansionniste française, les souverains africains opposeront détermination et bravoure. Ils seront néanmoins affaiblis par la médiocrité technique de leur armement et leurs rivalités internes.

De 1885 à 1900, les Français appliquent une stratégie active d'occupation militaire, en s'efforçant de faire disparaître les États qui font obstacle à l'unification politique et géographique de leurs différentes zones d'influence. En Sénégambie, ils dégagent la voie menant du littoral au Niger en brisant, en 1886-1887, les résistances de Lat Dyor Diop (Damel du Cavor) et de l'Empire sarakholé du marabout Mamadou Lamine. S'avançant vers le moyen Niger, ils s'attaquent de 1889 à 1891 au vaste Empire toucouleur d'Amadou: l'empire est rayé de la carte, et son chef s'exile à Sokoto où il meurt en 1898. Du moyen Niger au haut Niger et dans le nord de la Côte d'Ivoire, l'empire de Samori constitue un obstacle majeur : combattu de 1891 à 1898, Samori est capturé en 1898 et déporté au Gabon, et son empire est désintégré. Entre-temps, le royaume du Dahomey est conquis de 1890 à 1894, l'almamiat du Fouta-Djalon et le royaume mossi de Ouagadougou soumis en 1896, le Kénédougou détruit en 1898, et toute la partie nord de la Côte d'Ivoire occupée. Dans la même période sont écrasées les résistances populaires des Sérères du Baol au Sénégal, des Samos, Markas, Bobos et Peuls de Haute-Volta, ainsi que les résistances des chefferies et royaumes de la basse Côte d'Ivoire et celles des chefferies baribas dans le nord du Dahomey.

Ainsi, à partir de la vieille colonie du Sénégal, du commandement militaire du Haut-Sénégal-Niger (1886), auquel se sont ajoutées les conquêtes récentes des colonies nouvelles de Guinée française (1891), de Côte d'Ivoire (1893) et du Dahomey (1894), l'Afrique-Occidentale française prend progressivement forme de 1895 à 1900, sur les décombres des empires et royaumes africains dont les souverains ont été muselés, déportés ou tués. En effet, s'échelonnant de 1895 à 1904, plusieurs décrets tracent les contours territoriaux des colonies composant l'A-OF et définissent le gouverneur général comme la figure centrale du pouvoir dans la fédération: il a désormais une capitale (Dakar), des services centraux comme le commandement supérieur des armées, des ressources propres; il est assisté d'un conseil de gouvernement qui réunit une fois par an autour de lui les lieutenants gouverneurs des colonies du groupe ainsi que les principaux chefs des services fédéraux. Il est, enfin, «le seul dépositaire des pouvoirs de la République²» (Afigbo, 1974, vol. 2, pp. 424–483).

Les fondements et les institutions du pouvoir colonial

Le régime colonial en Afrique noire prend d'abord sa source dans l'élaboration doctrinale qui, à travers des variantes, accompagne l'expansion française et dont le postulat de base fait des colonies des instruments au service de la puissance de la métropole et éventuellement des recours décisifs à son relèvement³. Il prend aussi sa source dans les dispositions législatives du Second Empire, d'après lesquelles les colonies échappent aux lois votées par le Parlement, mais sont régies par décret impérial. C'est le sens du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui proclame le statut particulier des colonies africaines et donne la primauté à l'exécutif et à ses représentants locaux dans la gestion administrative, sociale et économique des territoires et des populations⁴ (Delafosse, 1932, pp. 77–159). Enfin, les modalités historiques de la conquête donnent au système une coloration politico-militaire que dénote la nomenclature des unités administratives et de leurs chefs: cercles, subdivisions, commandants, gouverneurs, etc. Dans ce contexte, les rapports entre colonisateurs européens et indigènes africains sont des relations de maîtres à sujets, comme le proclament les décrets de 1887, 1904 et 1924, qui définissent le code de l'indigénat: les autochtones sont des sujets français, non des citovens (Afigbo, 1974, p. 449; Suret-Canale, 1964, pp. 418–419).

Colonie pionnière de la France en Afrique subsaharienne, le Sénégal est le laboratoire du régime colonial et associe, à la fin du XIX^e siècle, trois types d'institutions: des institutions de type métropolitain dans les quatre communes (Saint-Louis, Gorée, Rufisque, Dakar), des institutions de type proprement colonial et des institutions de protectorat qui disparaissent assez tôt à la fin de la conquête. À l'origine des institutions municipales du Sénégal, il faut noter la présence à Saint-Louis et Gorée de fortes minorités d'Européens et de mulâtres assimilés qui bénéficiaient depuis la fin du XVIII^e siècle d'un statut particulier, en marge du régime colonial: citoyens français, organisés en municipalités autonomes, les habitants de ces villes, auxquels allaient s'ajouter ceux de Rufisque et Dakar, disposaient de conseils élus et envoyaient des représentants à la Chambre des députés à Paris (Delafosse, 1932; Johnson, 1974, pp. 542–567). Cette situation exceptionnelle contrastait avec le reste de l'Empire, mais allait servir de levain pour les revendications futures.

Dans le reste du Sénégal et ailleurs en A-OF, le régime colonial étale la toute-puissance de l'administration locale et organise, à travers un système pyramidal, la sujétion des populations africaines. «Dépositaire des pouvoirs de la République», le gouverneur général a sous ses ordres des lieutenants gouverneurs qui dirigent dans chaque colonie un réseau hiérarchisé de commandants de cercle et chefs de subdivision, de chefs de canton

et de village. À tous les échelons de ce système, le détenteur de l'autorité est nanti des pouvoirs que lui confère le Code de l'indigénat, notamment le droit de frapper les sujets de sanctions pénales sans avoir recours à l'autorité judiciaire: amendes, châtiments corporels, emprisonnements sont distribués sans autre forme de procès⁵.

Cette justice expéditive forme, avec l'impôt de capitation et le travail forcé, les trois piliers du régime de l'indigénat, dont les objectifs sont d'obtenir la soumission complète de la population, de réaliser, par les prélèvements fiscaux obligatoires, l'autofinancement de l'administration coloniale et de contraindre, par les prestations de travail, la population à participer à l'œuvre économique⁶ (Suret-Canale, 1964, pp. 320–321).

L'œuvre économique et sociale

De toute évidence, l'exploitation économique justifie l'omnipotence de l'administration coloniale et les rigueurs répressives du Code de l'indigénat. En Afrique occidentale, la politique économique a été menée selon deux axes principaux : la mise en place des infrastructures de communication et la production des denrées agricoles. La construction des routes, chemins de fer et ports est indispensable pour assurer des liaisons efficaces entre les zones côtières et l'arrière-pays. Dans ce domaine, ce sont les chemins de fer qui bénéficient des premiers efforts et la plupart des lignes sont déjà posées en 1914⁷ (Mbokolo, 1992, pp. 320–321). Quant aux routes et ports, il faudra attendre l'après-guerre pour assister à leur démarrage effectif.

La production des denrées agricoles nécessaires à l'économie métropolitaine s'effectue dans le cadre d'un système d'import-export qui amplifie les effets économiques du renouveau commercial du XIX^e siècle, sans les avantages de cette époque où les producteurs africains avaient le choix de leurs partenaires. Au début du XX^e siècle, on note la prépondérance des productions de cueillette (caoutchouc, huile de palme, bois, gomme, etc.) sur les productions proprement agricoles (arachide, coton, cacao, etc.). Mais dans l'ensemble, trois produits clés profitent de la conjonction et de la politique des communications: le caoutchouc en Guinée et en Côte d'Ivoire; l'arachide au Sénégal et au Soudan; l'huile de palme et les palmistes en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Dahomey. En tout état de cause, les conditions d'exploitation sont encore rudimentaires malgré quelques efforts pour introduire des méthodes culturales nouvelles avec la création des jardins botaniques, notamment au Soudan où l'Association cotonnière coloniale s'efforce en vain d'intéresser les paysans africains à la culture du coton (Afigbo, 1974, p. 471).

Au cœur de ce système économique, caractérisé par l'absence des compagnies concessionnaires, s'exerce la prépondérance des maisons du commerce

liées aux intérêts métropolitains, notamment la Compagnie française de l'Afrique occidentale (CFAO) et la Société commerciale de l'Ouest africain (SCOA). La CFAO, constituée par des capitaux marseillais, existe depuis 1881; active en Côte d'Ivoire et en Guinée, elle étend son influence sur les territoires britanniques voisins (Côte-de-l'Or, Nigéria); quant à la SCOA, constituée en 1906 avec des capitaux lyonnais et genevois, elle est surtout active dans les territoires français⁸ (Mbokolo, 1992, p. 322). Ces maisons commerciales s'opposent au système des compagnies concessionnaires et préfèrent s'appuyer sur l'exploitation des ressources par les Africains euxmêmes; mais des mesures protectionnistes (1892, 1905, 1913) avantageront le commerce français et feront ainsi croître le monopole de ces maisons.

Ayant besoin d'auxiliaires africains pour le fonctionnement de l'appareil administratif et d'une force de travail valide pour l'exploitation des ressources naturelles, le régime colonial ne peut se passer d'une politique de l'éducation et de la santé. C'est aussi l'un des objectifs idéologiques de la «mission civilisatrice» de l'Europe en Afrique.

Au XIX^e siècle, les missions chrétiennes jouent un rôle d'avant-garde dans la mise en place de l'éducation moderne en A-OF. Avec la bénédiction du pouvoir colonial, les pères du Saint-Esprit créent les premières écoles au Sénégal et en Guinée; les Missions africaines de Lyon font de même en Côte d'Ivoire et au Dahomey. Au Soudan, ce rôle revient aux officiers de la conquête, relayés plus tard par les Pères blancs, surtout en Haute-Volta. Et après quelques timides essais d'un enseignement laïc sous Faidherbe, il faudra attendre 1903 pour assister au démarrage d'un véritable enseignement public instaurant un système scolaire à trois niveaux: un enseignement primaire élémentaire, un enseignement professionnel, un enseignement primaire supérieur et commercial et une école normale à Saint-Louis, qui deviendra en 1916 l'école normale William Ponty, avec la vocation affirmée de former des cadres supérieurs africains⁹ (Suret-Canale, 1964, pp. 564–471; Mbokolo, 1992, pp. 44–402). Système pyramidal fondé sur une sélection rigoureuse, sur le culte de la métropole et sur le mépris des cultures africaines, ce système scolaire médiocrement financé¹⁰ est relativement rudimentaire avant 1914.

Une des préoccupations du régime colonial est aussi de préserver la santé des cadres européens et de leurs auxiliaires africains en prenant toutes les dispositions de lutte contre les pathologies tropicales, notamment contre les endémies (malaria, fièvre jaune, typhoïde) qui avaient endeuillé les familles des pionniers au XIX^e et au début du XX^e siècle¹¹ (Suret-Canale, 1964, p. 491; Wondji, 1972, pp. 205–239). Jusqu'en 1905, l'action médicale est le monopole des majors de la marine et des médecins militaires des troupes coloniales, qui sont chargés du soin du personnel de l'armée et de l'administration, éventuellement des colons européens et de leurs serviteurs indigènes. Mais peu nombreux et ayant peu de moyens, ils ne peuvent tou-

cher la masse des indigènes, même si ceux-ci profitent des infirmeries ou des dispensaires créés par les missions.

C'est en 1905 qu'un arrêté crée en A-OF l'Assistance médicale indigène (AMI), un service de santé orienté vers la médecine de masse et disposant d'un corps de médecins issus des troupes coloniales, auquel s'ajouteront progressivement des médecins civils¹² (Suret-Canale, 1964, p. 506). L'AMI sert ainsi de cadre au développement d'un réseau de formations sanitaires, d'ambulances et de dispensaires, qui traduit la volonté des autorités coloniales de prendre en compte le sort des Africains. Après la guerre, cette volonté s'affirmera à travers l'instauration d'une médecine prophylactique de masse, conforme à la vision pragmatique d'A. Sarraut¹³ (Suret-Canale, 1964, p. 506).

Enfin, l'administration coloniale, qui n'a pas véritablement appliqué le décret d'abolition de 1848, se préoccupe de la question de l'esclavage. Pendant la conquête, les officiers du Soudan avaient créé des «villages de liberté» auprès des postes ou le long des routes de ravitaillement pour y regrouper les esclaves arrachés aux chefs «rebelles». En réalité, il s'agissait de réservoirs d'hommes destinés à l'administration, car ces «villages de captifs du commandant » étaient dispensés d'impôt mais soumis aux corvées. Ces mesures de circonstance visant à affaiblir les chefs des résistances et à libérer une force de travail disponible pour la mise en valeur économique trouvent leur prolongement dans les décisions du gouverneur William Ponty interdisant aux maîtres de poursuivre et de reprendre les esclaves fugitifs (1901), punissant d'emprisonnement les actes de mise en esclavage (1905) et invitant les chefs amis de la France à libérer les captifs des guerres de la conquête coloniale (1908). De 1905 à 1908, les «villages de liberté» sont progressivement soumis au droit commun. Cette politique de demi-mesures ne contribue pas à supprimer l'institution esclavagiste¹⁴ (Suret-Canale, 1964; Afigbo, 1974).

Les conséquences, les réactions de la population et l'évolution politique

En 1914, les résultats de la politique économique et sociale sont encore très limités; ils apportent cependant des changements notables dans le mode de vie de la population par l'introduction systématique de l'économie monétaire et des cultures commerciales, ainsi que par les déplacements de population vers les centres de colonisation et les routes du commerce de traite. Ces changements profitent à certains chefs traditionnels qui trouvent leur compte dans les rouages administratifs du nouveau régime; ils profitent aussi aux anciens courtiers du commerce littoral qui fournissent les éléments de la

nouvelle classe moyenne des auxiliaires: interprètes, commis, agents de commerce, prêtres, enseignants, etc. En revanche, les masses populaires sont les principales victimes du régime colonial. Ce sont elles qui supportent le poids des pressions et exactions coloniales (impôts, corvées et cultures obligatoires). Elles animent par conséquent les résistances qui se manifestent de façon sporadique et permanente jusqu'en 1914 et au-delà¹⁵.

Il faut aussi noter l'attitude de certains groupes religieux qui, sans s'opposer de façon frontale au système colonial, proposent à des populations africaines désemparées des solutions de survie non conformes aux objectifs de la colonisation. C'est ainsi qu'au Sénégal, l'islam mouride du cheikh Amadou Bamba entre en conflit avec l'administration parce que son influence sur les masses sénégalaises limite le pouvoir des chefs loyalistes à qui l'on obéit de moins en moins. Amadou Bamba est d'abord exilé au Gabon (1895–1902), puis en Mauritanie (1903–1907), au motif qu'il se trouve au cœur d'un imaginaire complot musulman visant à expulser les Français du Sénégal (Cheikh Tidiane, 1969). L'administration a aussi des démêlés avec le prophète protestant libérien William Wade Harris (Wondji, 1977), dont la prédication soulève la ferveur religieuse des populations littorales de la Côte d'Ivoire de 1913 à 1916. Adepte d'un christianisme enraciné dans les cultures africaines, il prêche la rédemption de la race noire par la Bible et revendique le respect obligatoire du repos dominical pour ses fidèles. Cette prédication mécontente évidemment une administration coloniale attachée à la «mission civilisatrice» de l'homme blanc et contrarie surtout ses objectifs d'utilisation maximale de la force de travail indigène. Harris est donc prié de quitter la Côte d'Ivoire en 1915, mais l'administration continue de tenir en suspicion les réseaux de fidèles qu'il y a laissés derrière lui.

Enfin, de nouvelles formes d'opposition aux abus du système colonial apparaissent au Sénégal et au Dahomey, les deux pôles de l'agitation sociale et politique en A-OF. Au Sénégal, l'existence d'institutions républicaines dans les quatre communes (Saint-Louis, Gorée, Dakar et Rufisque) offre des possibilités d'évolution politique à la population africaine, d'autant plus que les grandes écoles de formation des cadres supérieurs s'y trouvent concentrées. Mais dans ce contexte d'exception, les candidats aux conseils municipaux, au Conseil général du Sénégal et à la Chambre de députés en France sont choisis parmi les citoyens blancs et mulâtres qui doivent représenter à la fois leur petit groupe et la masse des Africains natifs de ces villes. En 1909, une première brèche est ouverte dans ce système avec l'élection au Conseil général de Galandou Diouf, Wolof natif de Saint-Louis, qui deviendra en 1912 l'un des fondateurs du mouvement Jeune-Sénégal (Johnson, 1974, pp. 542–567). Porteur d'un certain nombre de revendications radicales (participation des Sénégalais à la vie politique; à travail égal, salaire égal; amélioration du système scolaire; égalité avec les Français), le

mouvement Jeune-Sénégal est le fer de lance des aspirations à l'égalité qui s'opposent au régime injuste de l'indigénat; il permettra aux Africains des quatre communes de faire élire Blaise Diagne comme député du Sénégal en 1914 et d'obtenir en 1915–1916 le statut de citoyens français tout en gardant leur personnalité musulmane. Cette évolution politique des Africains des quatre communes du Sénégal a des répercussions dans les autres colonies, notamment au Dahomey où l'existence d'une élite de «bourgeois lettrés», issue de la conjonction des clans afro-brésiliens du XIX^e siècle et des premiers diplômés des grandes écoles de Dakar, a créé les conditions d'éveil d'une conscience politique moderne. Luis Hunkarin, fondateur en 1917 d'un journal clandestin, *Le Recadère de Béhanzin* (Coquery-Vidrovitch, 1985, pp. 338–342), appartient à cette couche d'intellectuels modernes; ceux-ci, Dahoméens et Sénégalais ouverts à l'Europe et au monde négro-américain, dénonceront les abus du système colonial et contribueront à sa remise en cause entre les deux guerres.

L'AFRIQUE CENTRALE ET ÉQUATORIALE

La conquête et l'occupation française

Dans l'espace centrafricain, les Français qui se sont déjà installés au Gabon sur le littoral utiliseront le réseau hydrographique comme principal moyen de pénétration de l'arrière-pays et de colonisation. Ayant une haute idée de sa mission, Savorgnan de Brazza a l'idée de lancer un grand nombre de vapeurs et de chalands pour remonter le cours du Congo et du Chari. Les territoires côtiers sont rapidement annexés mais, dans l'arrière-pays, la conquête se poursuit à un rythme lent du fait des résistances opposées par la population. Et, bientôt, la nécessité de l'occupation effective du territoire pour revendiquer tout droit donne à la course vers l'intérieur un aspect plus âpre, avec établissement de postes militaires et de stations, et signature de traités avec les chefs locaux. Fondée en 1849, Libreville devient le centre d'impulsion de la politique coloniale dans cette région et le territoire reste dépendant de Gorée (Sénégal) jusqu'en 1881. Lorsque, en juin 1886 Brazza est nommé commissaire général du gouvernement, il cumule cette fonction avec celle de chef du territoire du Congo.

Au nord, l'Oubangui-Chari constitue, dans la stratégie française, une pièce maîtresse. Autour de ce vaste territoire, Brazza rêve de créer un empire français touchant au nord l'Algérie et au sud le fleuve Congo. C'est ainsi que le territoire de l'Oubangui-Chari est occupé et le poste de Bangui créé le 25 juin 1899. Léopold II, roi des Belges, ne tarde pas à reconnaître la

souveraineté de la France sur tout le territoire situé sur la rive droite de l'Oubangui. Mais la pacification de l'Oubangui-Chari nécessite une série de campagnes militaires, diverses sociétés lignagères s'opposant à la domination coloniale. La France va toutefois pousser toujours plus au nord ses conquêtes, avec pour objectif d'être la première à atteindre le lac Tchad qui est aussi une autre pièce maîtresse de la stratégie française d'occupation du continent africain; d'où l'inévitable conflit avec Rabah, qui a créé un vaste empire de 1875 à 1898 et dont la présence dans le haut Oubangui est un obstacle à la progression de l'influence française vers le Tchad. Les Français décident d'en finir avec lui après qu'il a, de 1890 à 1899, empêché les colonnes en provenance du Congo de joindre le lac Tchad par la voie de l'Oubangui et du Kouango; vaincu et tué en 1900 à la bataille de Kousseri, Rabah disparaît avec son empire.

La lutte contre Rabah n'est pas le seul épisode de la conquête française en Afrique centrale. Celle-ci a été marquée par des résistances acharnées aussi bien des sociétés étatiques du Nord que des sociétés lignagères du Sud. Dans les secteurs littoraux et forestiers de cette zone, où les États précoloniaux apparus aux XV^e et XVI^e siècles (Loango, Congo, Anzika, etc.) s'étaient décomposés en une poussière de chefferies, la pénétration française est relativement pacifique au XIX^e siècle. Elle rencontre cependant quelques résistances énergiques comme celle des Fangs du Gabon à partir de 1886 sous la conduite du chef de guerre Emane Tole: vaincu en 1902, il est déporté à Grand-Bassam en Côte d'Ivoire.

L'organisation politique et administrative : la création de l'A-ÉF

Ici, comme en Afrique occidentale, la conquête accompagne la mise en place du dispositif administratif et l'extension territoriale se déploie à partir des postes occupés: Libreville (1849), Franceville (1880), Brazzaville (1883), Bangui (1889) et Fort-Lamy (1900). De 1890 à 1900, Brazza est chargé de l'organisation des premières missions administratives destinées à permettre une exploitation optimale des territoires conquis. C'est ainsi qu'il fait du Congo la première colonie d'exploitation de l'Empire français et qu'en 1894, le nouveau territoire de l'Oubangui-Chari est doté d'une administration autonome. Mais dès 1905, les tendances centralisatrices de la France aboutissent à regrouper les quatre territoires du Tchad, de l'Oubangui-Chari, du Gabon et du Congo en une seule entité politique, sous l'autorité du gouverneur général basé à Brazzaville. Quelques années plus tard, en 1910, l'ensemble de ces dépendances de la France prend le nom d'Afrique-Équatoriale française (A-ÉF). Le poste de gouverneur général de l'A-ÉF, créé par décret du

15 janvier 1910, fait de ce personnage le dépositaire de tous les pouvoirs de la République: un véritable proconsul en fait. Il est assisté d'un conseil d'administration. Chacune des quatre colonies a à sa tête un lieutenant gouverneur qui rend directement compte au gouverneur général. Il s'agit donc d'une volonté délibérée de centralisation, de la sujétion à un cadre unique, les frontières des différentes colonies ne constituant aucune barrière véritable pour le mouvement des personnes et des biens.

Les institutions politiques traditionnelles sont les principales victimes de la centralisation. Les principes généraux d'assimilation et de subordination étant la règle, les chefs des communautés lignagères deviennent de simples courroies de transmission des ordres de l'administration coloniale. Il y a cependant quelques rares exceptions, qui s'apparentent à l'*indirect rule* britannique. C'est le cas des sultanats du Tchad et de l'Oubangui-Chari, comme le Wadaï, qui bénéficient d'une certaine autonomie. Mais dans la réalité, toutes les populations autochtones africaines sont régies par le système de l'indigénat tel qu'il a été défini et appliqué en A-OF.

L'exploitation économique : le régime des compagnies concessionnaires

La fin du XIX^e siècle et les deux premières décennies du XX^e siècle sont marquées par une volonté de mise en valeur et d'exploitation des ressources naturelles. D'emblée le gouvernement français, suivant en cela l'exemple du Congo belge, décrète que toute terre vacante est d'office propriété de l'État. Les principales ressources de l'A-ÉF sont à cette époque le bois, les palmistes et le latex. Au Congo et au Gabon, le sol et le climat sont propices à la culture du cacao et du café. Dans les zones de savane de l'Oubangui-Chari et du Tchad, le coton est introduit de façon précoce.

L'organisation de l'économie coloniale en A-ÉF est fondée sur le régime des grandes sociétés concessionnaires et la primauté des groupes monopolistes. C'est ainsi qu'en 1899, quarante sociétés anonymes reçoivent des concessions pour trente ans, couvrant à peu près 70 % du territoire du Congo (future A-ÉF). L'acte de concession livre aux capitalistes d'immenses contrées, y compris les richesses naturelles et la population qui y vit. Au début du XX^e siècle, la plus importante est la Société du Haut-Ogooué (SHO), qui diversifie ses activités et s'implique dans le grand négoce; mais la plus vaste est la Société des sultanats du haut Oubangui, couvrant 140 000 kilomètres carrés, et la plus petite est la Société de la N'Kémé-N'Kénie, avec 120 000 hectares (Suret-Canale, 1964, pp. 34 et suiv.). L'intérêt économique de l'A-ÉF s'accentue avec la découverte, en 1912 et 1914, de mines d'or et de diamant en Oubangui-Chari.

Ainsi répartie entre les sociétés et en l'absence d'une autorité administrative dûment établie, l'A-ÉF est l'objet, au cours des premières décennies du XXe siècle, d'une exploitation hâtive qui tourne au pillage; les agents des compagnies sont les véritables maîtres dans les régions du moyen Congo et du sud de l'Oubangui-Chari. D'emblée, la colonisation se place dans une logique de violence et de coercition. La population est contrainte de collecter le latex et l'ivoire, et est soumise à des travaux forcés pour la construction des routes et surtout du chemin de fer Congo-Océan à partir de 1925. À cela il faut ajouter les lourdes redevances coloniales qui obligent de nombreuses personnes à émigrer, parfois jusqu'au Soudan nilotique. Durement éprouvée et pressurée, cette population souffre de la faim, de diverses maladies et connaît une forte mortalité qui explique aujourd'hui encore la faible densité de vastes régions de la Centrafrique 16. Cette situation d'ensemble est la cause des nombreuses révoltes populaires qui éclatent dans toute l'A-ÉF de 1903 à 1910 et dont le point culminant est la révolte des Gbayas de 1928 à 1930¹⁷.

L'éducation, la santé et l'évolution sociale

La nature même du système colonial imposé à l'A-ÉF et la cupidité des sociétés concessionnaires limitent l'œuvre humaine de la colonisation française, par rapport à l'A-OF par exemple. Un minimum est cependant réalisé pour assurer la survie même du système colonial.

Dans le domaine de la santé, le grand problème est celui de la maladie du sommeil. L'implantation coloniale, une plus grande mobilité des hommes, l'affaiblissement des organismes et la sous-alimentation dans les différents chantiers en ont été des facteurs d'expansion et d'aggravation. Les autorités coloniales ont mis un point d'honneur à éradiquer cette maladie : des unités de santé mobiles sont créées et sillonnent les zones rurales, la mission d'études de la maladie du sommeil, fondée en 1906, est transformée en annexe permanente de l'Institut Pasteur de Brazzaville. Les services de santé connaissent une diversification avec une assistance médicale indigène et un service d'hygiène et de prophylaxie. L'œuvre est sans doute appréciable mais reste très limitée. En 1909, pour toute l'A-ÉF, on ne compte que vingt médecins, et, en dehors de la maladie du sommeil, l'action sanitaire n'a pour cible que les cadres européens et leurs auxiliaires africains installés dans les villes.

L'enseignement constitue le second secteur d'investissement de l'administration coloniale. L'objectif se limite à former des cadres subalternes. Mais les contraintes financières et un manque d'intérêt pour la promotion scolaire pénalisent l'A-ÉF dans ce domaine où l'A-OF était largement en avance. Le premier crédit budgétaire est ouvert à ce titre en 1906, au Gabon,

pour la création de la première école laïque. Le système s'articule de la manière suivante: des écoles de village, des écoles régionales ou des écoles urbaines¹⁸. Au total, l'enseignement en A-ÉF, d'emblée placé sous le signe de l'acculturation, ne constitue pas une priorité de l'administration coloniale qui se décharge de ses obligations sur l'Église et les écoles privées confessionnelles pour assurer l'essentiel des activités de formation¹⁹.

En dehors de la partie septentrionale du Tchad, domaine par excellence de l'islam depuis des siècles, le reste de l'A-ÉF a connu une expansion fulgurante du christianisme, au détriment des religions traditionnelles. Les pères du Saint-Esprit ont joué ici un double rôle d'évangélisation et de scolarisation. Au Gabon, au Congo et en Oubangui-Chari, l'implantation des missions suit presque aussitôt la création des postes administratifs. Dès 1893, monseigneur Augouard fonde une mission catholique à Bangui. L'expansion du christianisme ne met cependant pas fin aux diverses croyances traditionnelles. Il y a plutôt accommodation des deux systèmes religieux.

Les sociétés de l'Afrique centrale sous domination française ont connu de façon globale des mutations notables sous l'action de facteurs divers, notamment la scolarisation et la christianisation qui ont provoqué l'effritement des structures et des valeurs claniques autrefois d'une grande solidité. L'individualisme et de nouvelles formes d'ascension sociale ont tendance à imposer de nouveaux repères.

Sur le plan économique, notons que le passage de l'autarcie et de l'économie de troc au commerce, les cultures de rente (coton, café, cacao) imposées par le pouvoir colonial et l'obligation de s'acquitter de l'impôt de capitation en numéraire contribuent à bouleverser le système ancien et à promouvoir un système nouveau fondé sur l'esprit lucratif, surtout dans les sociétés du littoral. Un exemple caractéristique de ces mutations est celui de la côte du Gabon, où la conjugaison de tous ces facteurs crée une élite nouvelle et où des interactions sociales inédites, allant jusqu'aux relations matrimoniales avec les Européens, donnent naissance à une communauté de métis qui se constitue très tôt en une élite marchande très dynamique. C'est précisément à Libreville que se manifestera après la guerre la première opposition de type moderne à la colonisation, notamment à travers le mouvement Jeune-Gabon qui apparaîtra en 1920 dans le milieu des «évolués», dont certains sont membres de la Ligue des droits de l'homme (Suret-Canale, 1964, p. 555; UNESCO, 1987, vol. 7, p. 692).

NOTES

1. Citons les explorations de Mungo Park (1790–1806), de Clapperton, de Denham et des frères Lander (1826–1830), puis celles de René Caillé (1827–1828) et d'Henrich Barth (1850–1856); citons aussi les congrégations religieuses Pères du Saint-Esprit (Sénégal, Guinée) et Missions africaines de Lyon (Côte d'Ivoire, Dahomey).

- 2. Après les décrets de 1895 et de 1899 qui créent le gouvernement général et aménagent la composition territoriale de l'A-OF, c'est le décret de 1902 qui transfère la capitale de Saint-Louis à Dakar et fait du gouverneur général le dépositaire des pouvoirs de la République aux dépens des gouverneurs des colonies, relégués au rang de lieutenants gouverneurs. Quant au décret de 1904, il consacre l'émergence réelle de l'A-OF, en donnant au gouverneur général des ressources propres et des services techniques centraux.
- 3. Voir les différents théoriciens de l'impérialisme colonial français de Leroy-Beaulieu à A. Sarraut, en passant par J. Ferry (cités dans la bibliographie).
- 4. Le Second Empire n'innove pas en cette matière, parce que cette disposition est conforme à la Charte coloniale de 1814 et à l'ordonnance de 1842 qui insistent sur le statut particulier des colonies en matière législative et font du gouverneur du Sénégal le mandataire exclusif du pouvoir central.
- 5. Le commandant de cercle et le chef de subdivision ont à leur disposition des milices pour l'exécution de ces sanctions.
- 6. L'impôt de capitation ou impôt par tête frappe tous les individus des deux sexes et est prélevé selon un taux uniforme dans chaque colonie et dans chaque secteur en fonction des ressources des intéressés. Il doit apporter des ressources au budget colonial régi par le principe de l'autonomie financière (loi de 1900). Quant au travail forcé (portage, corvées sur les routes et les plantations coloniales), il procède de la même logique. Un décret de 1903 impose le recrutement par l'administration pour deux ans au maximum.
- 7. Un réseau d'environ 2 418 kilomètres de voies, destinées à l'évacuation des produits de l'intérieur (Niger) vers le littoral, est déjà en place en 1914: Dakar-Niger, Conakry-Niger, Abidjan-Niger et Cotonou-Niger. Seul l'aménagement de Dakar comme port en eau profonde commence en 1904.
- 8. En 1914, la CFAO compte près de 10 agences principales et 21 factoreries, tandis que la SCOA en possède respectivement 6 et 24.
- 9. Le système scolaire défini par les arrêtés de 1903 n'est véritablement applicable qu'au Sénégal où se trouvent déjà tous les éléments: l'enseignement primaire élémentaire avec ses trois sortes d'écoles (école de village, école régionale, école urbaine); l'enseignement professionnel se réduit à l'école Pinet-Laprade de Gorée (qui forme des contremaîtres), et l'enseignement primaire supérieur est pour l'essentiel fourni par l'école Faidherbe de Saint-Louis. Quant à la nouvelle école normale William Ponty, elle doit fournir des instituteurs et des grands commis de l'administration publique et préparer les candidats à l'École de médecine qui sera créée en 1918.
- 10. D'après J. Suret-Canale, de 1898 à 1908, l'A-OF consacre annuellement moins de 2 % de ses crédits à l'enseignement.
- 11. Entre 1878 et 1903, des épidémies de fièvre jaune particulièrement meurtrières

frappent la population européenne des grandes villes côtières de l'A-OF: Saint-Louis, Dakar, Grand-Bassam.

- 12. En 1905, l'AMI dispose dans toute l'A-OF de 21 médecins; en 1910, elle compte 53 médecins militaires et 35 médecins civils, répartis en 102 centres, dont 3 hôpitaux : Saint-Louis, Gorée et Conakry.
- 13. A. Sarraut croyait à la «nécessité de conserver et d'augmenter le capital humain pour pouvoir faire travailler et fructifier le capital argent».
- 14. La politique de création des «villages de liberté» est entamée par Gallieni en 1887 et poursuivie par Grodet en 1894–1895. William Ponty, gouverneur du Haut-Sénégal-Niger jusqu'en 1908, puis gouverneur général de l'A-OF de 1908 à 1915, continue dans le même sens.
- 15. Des soulèvements ont lieu dans les régions forestières de la Côte d'Ivoire (1893 1915), de la Guinée (1899–1911) et parmi les sociétés lignagères de la zone soudanaise: les Coniaguis de Guinée (1902–1904) et les Dogons du Soudan (1908–1910). À cette résistance armée sporadique s'ajoute une résistance sociale permanente: actes de désobéissance, abandons des corvées, fuites et migrations des habitants dans les forêts reculées ou les zones frontalières non contrôlées.
- 16. Sur cette misère de la population du centre de l'Afrique, des écrivains ont témoigné et sensibilisé l'opinion publique en métropole: René Maran dans son roman *Batouala* (prix Goncourt 1921) et André Gide dans son *Voyage au Congo* (1927).
- 17. Sur ces résistances, voir Métegue N'Hah (1981) et Bah (1974).
- 18. Une école primaire supérieure accueillant les jeunes des quatre territoires de l'A-ÉF est fondée ultérieurement en 1936: il s'agit de l'école Édouard-Renard de Brazzaville.
- 19. En 1917, un arrêté interdit l'emploi de toute langue d'enseignement autre que le français, même dans les écoles privées.

15.1.3

LA CULTURE, LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE

Djibril Tamsir Niane, Jean-Baptiste Kiéthéga et Christophe Wondji

L'ÉVOLUTION CULTURELLE

Les conditions du renouveau culturel

Les pays de l'Afrique subsaharienne constituent des pays de vieilles civilisations où se sont succédé et développés des royaumes, des empires et des cités célèbres. À travers le Sahara au nord ou par l'océan Atlantique, ces pays ont entretenu des relations avec le monde extérieur dont ils ont su assimiler les apports sur la base de leur vieil héritage culturel. Au XIX^e siècle, l'instauration du commerce « licite » consécutif à l'abolition de la traite négrière et les révolutions islamiques en Afrique occidentale et centrale ont provoqué des changements dans les structures et l'organisation de la vie culturelle.

On assiste ainsi, en Afrique occidentale, à l'affirmation des confréries musulmanes et de la culture maraboutique. Un exemple caractéristique de cette évolution est l'islam militant d'El-Hadj Omar, propagateur de la confrérie tidjane, chef religieux et guerrier (Robinson, 1988). Ici, le chef ou marabout est souvent auréolé du titre d'El-Hadj, voire de calife; il est entouré de disciples ou talibés qui lui sont dévoués corps et âme; ce dévouement peut aller jusqu'au sacrifice suprême. Chef charismatique, le marabout est l'objet d'une vénération dont bénéficient les membres de sa famille; par contre, l'aptitude aux études coraniques et la bravoure sur le champ de bataille sont des critères décisifs de promotion et d'ascension sociale. Ainsi, par rapport aux anciennes hiérarchies sociales fondées sur le critère de la naissance, le mérite devient le critère fondamental et confère une dynamique nouvelle à la société qui s'organise autour de ces marabouts militants et conquérants, opposés aux dynasties animistes et aux vieilles aristocraties musulmanes laxistes.

D'autre part, dans les zones côtières et en Afrique centrale, où les sociétés avaient déjà été bouleversées par la traite négrière, l'accroissement des échanges commerciaux provoque des mouvements de population et l'émergence de nouveaux espaces culturels. Au Gabon, les échanges entre les Mpongwés de l'estuaire et les peuples du moyen Ogooué s'accompagnent de la mise en place de relations sociales (mariages) et culturelles (pactes de sang) qui favorisent la création d'un espace socioculturel commun, caractérisé par l'adoption, dans les sociétés de l'arrière-pays, de la langue «myène» (celle des Mpongwés), des croyances et manières d'être de la côte. Il en est de même dans la plupart des sociétés côtières où les peuples côtiers en contact avec le commerce européen sont des vecteurs du changement culturel (Mbokolo, 1992).

Enfin, les changements qui affectent les systèmes éducatifs, surtout à partir du milieu du XIX^e siècle, ont des répercussions sur la vie culturelle, notamment dans les secteurs où l'islam et le christianisme ont introduit de nouveaux types d'écoles. En effet, au XIX^e siècle, l'éducation africaine est fortement marquée du sceau de l'initiation traditionnelle, une retraite de durée variable dans le bois sacré et dont le but principal est de préparer l'adolescent à sa vie d'homme dans une société aux règles strictes. Or, avec l'école coranique et l'école chrétienne qui s'appuient sur l'écriture, s'introduit une forme d'acquisition individuelle du savoir prédisposant à des formes d'expression nouvelles où la personnalité des créateurs tend à s'affirmer.

Les langues, la littérature et les syncrétismes culturels

Sous l'égide des « marabouts », l'islam militant a engendré une riche littérature aussi bien dans les vieux foyers islamiques (Fouta-Toro, Fouta-Djalon, Pays hawsa) que dans les nouveaux États (Macina, empire d'El-Hadj Omar). À la fois chef de guerre et écrivain, El-Hadj Omar a laissé à la postérité plus d'une vingtaine d'ouvrages et une riche bibliothèque. Au XIX^e siècle, les «biographies», les «vies des saints» et les poèmes consacrés au prophète Mahomet sont nombreux. Les genres profanes n'ont cependant pas perdu leur droit, tels les poèmes pastoraux ou «bucoliques» peuls; l'histoire et la poésie ont gardé la faveur populaire aussi bien dans les cours royales que dans les campagnes.

Il est important de noter qu'à côté de cette littérature souvent écrite en arabe classique, est née une littérature en langue africaine utilisant les caractères arabes. Ainsi les Wolofs, les Peuls, les Toucouleurs et les Hawsas écrivent dans leur propre langue des récits légendaires, des textes d'histoire et des poèmes, et composent des chants religieux qui ont la grande faveur de la population. Mention spéciale doit être faite de trois califes pacifistes: le premier d'entre eux, Al-Hayyi Malik Sy (1853–1922), se rend à La Mecque en 1888, fait construire la zaouïa Tivaoune Tijani, organise dès 1902 le plus important pèlerinage de l'époque et crée une école et une bibliothèque de grande renommée; le second, le marabout sénégalais Cheikh Amadou Bamba (1850–1927), est le fondateur de la confrérie des mourides; le troisième,

1268 De 1789 à 1914

Cheikh Musa Kamara, écrit une remarquable histoire des peuples africains. Il s'agit là des trois auteurs les plus reconnus, producteurs d'une riche littérature en arabe, wolof et peul.

L'islam n'a cependant pas arrêté la progression du christianisme; mais le développement de celui-ci a surtout marqué les pays côtiers autour des vieux ports négriers où existaient de vieilles familles chrétiennes. Il en est ainsi de Saint-Louis et de Gorée au Sénégal, de Boffa en Guinée et de Cotonou au Bénin où l'action des missionnaires blancs a été remarquable. Le Sénégal connaît sa première école française en 1817 et, vers 1840, commencent à officier des curés et prêtres sénégalais, dont le plus connu est l'abbé Boilat, auteur des *Esquisses sénégalaises*, lesquelles témoignent d'une maîtrise de la langue et d'une profonde connaissance du pays (Boilat, 1853).

Bien qu'ayant perdu du terrain sous l'action des deux religions révélées, l'influence de la religion traditionnelle est encore puissante. Elle s'exerce dans la littérature orale qui garde toute sa vigueur même dans les États musulmans, dont l'islamisation ne s'est développée qu'à la ville ou à la cour. Tout au long du XIX^e siècle, la grande masse de la population connaît et apprécie aussi bien les mythes fondateurs que les contes, les berceuses et autres pastorales, etc. Parmi les récits et mythes, il faut particulièrement mentionner Kaydara, long poème initiatique peul qui illustre à merveille cette littérature indissociable de la religion traditionnelle et qui a été recueilli et traduit par Amadou Hampaté Bâ¹. Il nous faut ici rappeler la place primordiale qu'occupaient l'art et la maîtrise de la parole dans l'Afrique ancienne et qui perdure jusqu'à nos jours. Dans les cours royales, les souverains, même s'ils sont des chefs musulmans comme les califes, ont leurs griots, historiens et spécialistes de la parole. Il a ainsi existé dans toute la zone sahélo-soudanaise des centres d'histoire traditionnelle: Keyla, près de la dernière capitale de l'empire du Mali sur le Niger, et Fadama, situé sur un affluent du Niger dans l'actuelle république de Guinée, en sont deux brillantes illustrations.

En Afrique centrale, l'évolution culturelle s'est faite en dehors de toute influence islamique. Dans cette zone de forêt dense, des échanges de toutes sortes ont marqué la vie des peuples. Dans le bassin du Congo, la fameuse «route des caravanes» qui allait de Loango à Stanley-Pool a non seulement permis d'introduire des marchandises, mais elle a aussi servi à la circulation des idées, des manières d'être, bref, des traits culturels. Les vecteurs principaux en étaient les célèbres *pombeiros*, anciens esclaves instruits auprès des trafiquants européens. Foyers de contamination culturelle, marchés et centres commerciaux se sont développés le long des routes qui voyaient passer aussi bien des caravanes d'esclaves que des chargements d'ivoire (Balandier, 1963). Les tenues vestimentaires européennes et l'alimentation à l'européenne pénètrent ces foyers. Le bas Congo est un lieu privilégié d'échanges et de communications; grâce au commerce, la langue kikongo

se répand rapidement et devient une langue véhiculaire. Il en est de même pour la langue lingala le long du fleuve Congo et de ses affluents: Oubangui, Sangha, Likouala (Mbokolo, 1992).

Mais c'est sur le plan religieux que les peuples centrafricains font montre d'une grande capacité d'absorption de l'apport étranger. On sait que depuis la fin du XVI^e siècle, le christianisme introduit par les Portugais n'a presque pas dépassé les abords immédiats des capitales et chefs-lieux de provinces des royaumes côtiers. Au XIX^e siècle, les peuples du littoral et des estuaires comme les commerçants mpongwés du Gabon contribuent à véhiculer non pas le christianisme, mais les objets et instruments de la foi à l'intérieur du pays. La croix connaît une faveur exceptionnelle, non pas comme symbole de la religion, mais comme fétiche. On lui attribue un pouvoir extraordinaire; ainsi les féticheurs, sorciers ou autres magiciens de la région recherchent activement les statuettes des saints, les encensoirs et d'autres objets de culte pour les utiliser à des fins très peu chrétiennes. De la sorte naît, vers la fin du XIX^e siècle, un syncrétisme: on trouve, accrochées pêle-mêle sur les murs des cases, croix et statuettes, considérées comme mukusi ou fétiches de protection. Ce syncrétisme est profondément enraciné dans les mentalités. Il donnera naissance, comme ailleurs dans les zones côtières du golfe de Guinée, à des «Églises nationales indépendantes». C'est là l'origine de l'Église kibanguiste au Congo, que les prêtres de l'Église catholique combattront avec férocité au début du XXe siècle.

Les différents aspects de la création artistique

Le développement artistique du XIX^e siècle est mieux connu parce que les objets d'art ont été enlevés des villes, temples et forêts sacrées par les conquérants Européens. Emportés en Europe, ils ont enrichi les collections privées et les musées où leur qualité artistique s'est imposée d'emblée: portes sculptées des Dogons du Mali, sculptures monumentales des Bagas de Guinée, masques baoulé de Côte d'Ivoire, etc., suscitent de bonne heure la curiosité des artistes européens avant de devenir objets d'inspiration au début du XX^e siècle. En Afrique centrale, ce sont surtout les figures de reliquaires des Kubas (Congo), des Mpongwés (Gabon) et des Boulous (Cameroun), caractérisées par une abstraction poussée, qui attirent l'attention des nouvelles «écoles» d'art en Europe, notamment de l'école cubiste.

L'art est intimement lié à l'artisanat. Ici encore, ce sont les conquêtes coloniales de la fin du siècle qui introduisent en Europe les tissages, les velours, les raphias, les sièges et autres vases africains. De fait, le fini du travail jurait avec les qualificatifs de primitif et de sauvage qui accompagnaient la découverte de ces productions.

1270 DE 1789 à 1914

Il faut faire une place spéciale à l'architecture africaine: son originalité et sa diversité sont frappantes. L'architecture soudanaise a donné, au XIXe siècle, des monuments dignes des palais des empereurs du Mali (XIVe siècle) et du Songhay (XVIe siècle). Deux exemples typiques de cette architecture sont l'habitation hawsa et la case peule, l'une et l'autre remarquables par leur décoration qui s'inspire des arabesques. Rappelons aussi le «style soudanais» des mosquées et des édifices du delta intérieur du Niger au Mali, dont se sont inspirées maintes mosquées des «marabouts» ou califes.

La communication était largement développée dans les deux régions qui nous intéressent ici: les conquérants ont été émerveillés par la rapidité avec laquelle les Africains communiquaient, notamment par la transmission des nouvelles en langage tambouriné, dont le système des sons codés constitue à la fois un art et une science. La drumologie (science de langage tambouriné) est aujourd'hui introduite dans les universités africaines. Enfin, la gestuelle et la danse sont des arts enseignés dès le plus jeune âge: le jeune Africain apprend à marcher sous les battements de mains et les chants des femmes de la maison.

En conclusion, on a pu penser que le XIX^e siècle qui a vu l'Afrique tomber sous le joug de la domination européenne a été une période de régression. Cependant, cette période témoigne en faveur de la vitalité de la culture africaine dans différents domaines. Le détournement des œuvres d'art soustraites de leur milieu naturel et placées dans les musées, où elles ont été révélées au monde entier, a contribué à la lente réhabilitation du génie créateur africain. Les manuscrits découverts dans les villes soudanaises sont la preuve de l'existence d'une littérature écrite. De même, la collecte des mythes fondateurs et autres œuvres orales majeures du XIX^e siècle montre que, contrairement à certaines idées reçues, le continent africain ne sombrait pas dans le déclin à la veille du choc colonial.

LES SCIENCES, LA MÉDECINE ET LA PHARMACOPÉE

Un aperçu de l'état des sciences, de la médecine et la pharmacopée est inséparable du rappel des cadres organisationnels dans lesquels celles-ci sont enseignées et diffusées, à savoir l'éducation traditionnelle dans les cycles d'initiation et l'école coranique introduite par l'islam. Mais depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à l'aube du XX^e siècle, les acquis scientifiques et techniques issus de ces deux traditions sont aux prises avec des idées, des sciences et des techniques nouvelles imposées par la logique coloniale. Au dualisme ancien (tradition africaine et islam) se substitue un dualisme nouveau (tradition africaine islamique et modernité européenne), source d'affrontements entre deux cultures.

Les connaissances ancestrales continuent à être transmises dans le respect du principe de communication entre l'humanité et le cosmos, entre la terre et la nature et entre les êtres humains (Salifou, 1974). Un système éducatif, différent selon le sexe des enfants, les amène progressivement à la vie active dès l'âge de 6 ans par l'apprentissage de l'histoire, de la géographie, des sciences naturelles, des mathématiques et de l'éthique à travers les contes et les légendes. Les mêmes principes prévalent lors de l'adolescence, lorsque les jeunes sont intégrés au système de production communautaire et au dense réseau des relations sociales. Le passage à l'âge adulte est matérialisé par des rites initiatiques au terme desquels les jeunes parviennent à maîtriser leur langue et leur environnement politique, économique, social et culturel. Le système d'acquisition des connaissances scientifiques et techniques allie donc éducation et instruction, ainsi qu'apprentissage général et spécialisé.

Face à la multiplication des écoles modernes dans les colonies françaises d'Afrique à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, le besoin de conserver les écoles coraniques, qui se sont greffées sur le système éducatif traditionnel, commence à se faire sentir. Pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, l'existence d'écoles primaires et l'ouverture d'établissements secondaires et techniques au Sénégal laissent encore de la place à ce type d'enseignement. À partir de 1906, la France crée des madrasas à Djenné et Tombouctou sur les rives du Niger. Les desseins de ces écoles sont toutefois plus politiques qu'éducatifs, et l'expérience se solde par un échec. Néanmoins, les rares personnes cultivées bénéficient d'un véritable prestige au XIX^e siècle. De nombreux jeunes ambitieux décident ainsi de traverser le Sahara ou la mer Morte, en quête de connaissances. Une étude menée en Côte d'Ivoire en 1920 révèle l'existence d'une littérature arabe écrite portant sur l'histoire, les langues, la poésie, les mathématiques, la logique, la jurisprudence, etc. (Soyinka, 1987).

Les écoles coloniales, sous des formes et selon des modes d'organisation divers, se sont superposées à la base de connaissances véhiculée par l'éducation traditionnelle, très orientée vers la nature, et par l'enseignement coranique, qui avait introduit la notion d'acquisition individuelle des connaissances. En 1912, il est impossible de déterminer la réussite ou l'échec du système scolaire colonial en Afrique-Occidentale française. L'éclectisme du corps enseignant se reflète dans la qualité des cours. Le taux de scolarisation ne dépasse pas 0,85 % (Bouche, 1975).

La dualité de l'enseignement et de la science se retrouve également dans la médecine et la pharmacopée. La durabilité des systèmes de santé traditionnels et les objectifs de la médecine coloniale contribuent au maintien de deux cultures opposées. En 1896, un laboratoire de microbiologie est installé à Saint-Louis, puis transféré à Dakar en 1913 sous le nom d'Institut Pasteur

de Dakar. La lutte contre les maladies endémiques, telles que le paludisme et la trypanosomiase, et contre les épidémies, en particulier la variole tout juste importée, est encouragée par deux impératifs: ouvrir aux Européens l'intérieur du continent, que les fièvres transformaient en «tombeau de l'homme blanc», mais aussi trouver la main-d'œuvre noire nécessaire à l'exploitation des colonies.

L'introduction de la médecine moderne, la biomédecine, s'accompagne d'une condamnation des thérapies traditionnelles, assimilées aux charlatans et aux sorciers et considérées comme une entrave au progrès scientifique. La médecine traditionnelle, à laquelle on rend aujourd'hui justice en reconnaissant sa pharmacopée et ses pratiques, suscite maintes suspicions chez les Européens, lorsqu'elle n'est pas interdite. Cependant, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, les principes des deux médecines ne sont pas très éloignés. En Europe comme en Afrique, l'air et le climat sont considérés comme les principales causes des maladies. À cette époque, la science médicale occidentale partage les conceptions métaphysiques de la médecine africaine. La cause du paludisme, par exemple, n'est découverte qu'en 1880 et les moustiques ne sont reconnus comme vecteurs qu'en 1897 (Ouedraogo, 1996).

Comment décrire la médecine africaine et sa pharmacopée au XIX^e siècle? Tout d'abord, l'expression « médecine traditionnelle » désigne encore toutes les connaissances et les pratiques thérapeutiques non utilisées par la médecine dite moderne, ou biomédecine. Cette définition regroupe des approches de la médecine traditionnelle extrêmement diversifiées dans leur nature, leur mode d'acquisition des connaissances, leur pratique, leur mode de fonctionnement et leur récente évolution (Ouedraogo, 1996). Ces courants reposaient et reposent encore principalement sur les pratiques magiques et religieuses africaines, l'islam — branche thérapeutique du maraboutisme —, le christianisme — branche thérapeutique du protestantisme — et les pratiques médicales syncrétiques — les marabouts-sorciers psalmodiant à la fois des versets du Coran et des formules ésotériques africaines traditionnelles (Ouedraogo, 1996).

L'étude de la première origine de ces courants, qui pourrait être qualifiée de purement africaine, révèle trois formes de médecines qui reflètent différents niveaux de professionnalisme. Tout d'abord, le fonctionnement de la première met en jeu l'intégralité des pratiques magiques et religieuses. Elle utilise souvent un fétiche qui éloigne les mauvais sorciers et guérit certaines maladies. Dans le deuxième type de médecine, une famille donnée possède le pouvoir guérisseur ou exerce ces pratiques. La famille s'engage à prodiguer des soins traditionnels à l'aide de quelques plantes et formules médicinales (Degbelo-Iroko, 1993). Enfin, il existe une médecine professionnelle exercée par des thérapeutes spécialisés dans le traitement de certaines pathologies. L'art de guérir fait alors intervenir des compétences objectives — pharmacopée, plantes médicinales — ou ésotériques — cas de stérilité et de troubles mentaux (Ouedraogo, 1996).

Jusqu'à présent, les méthodes d'identification des maladies dans la pratique africaine ont peu évolué. Le diagnostic est posé après un examen clinique qui identifie les maladies simples à partir des symptômes apparents et des renseignements fournis par le malade ou ses proches. Pour les cas plus sérieux, le praticien traditionnel donne son opinion après avoir consulté un géomancien ou observé la résistance de la maladie au traitement prescrit. Pour les Africains, la maladie est l'une des cinq catégories d'épreuves que les êtres humains peuvent subir au cours de leur vie terrestre, à savoir l'infortune, le tourment, la pauvreté, la mort et la maladie. Persuadés que cette dernière est souvent d'origine exogène, les praticiens pensent que la peau est affectée par la dégradation de la santé. Par conséquent, cette forme de médecine traite les symptômes physiques visibles.

Les thérapeutes soignaient et guérissaient un certain nombre de maladies. Ceux du royaume de Dahomey connaissaient bien toutes les formes du paludisme et savaient les traiter. Au XIX^e siècle, Xwéda Gnida pratique un accouchement par césarienne sous le règne de Ghézo, roi du Dahomey, et sous celui de Glélé (1858–1889), l'anesthésie est utilisée à la cour. En revanche, l'origine de ces pratiques, autochtones ou inspirées par les Européens vivant sur la côte, ainsi que la raison de leur abandon restent inconnues. Certains soutiennent que l'échec de l'essor de la chirurgie en Afrique subsaharienne est lié aux mentalités, réfractaires à toute atteinte à l'intégrité du corps humain (Degbelo-Iroko, 1993). En 1887, l'explorateur Binger voit des personnes en bonne santé se faire vacciner contre la variole par injection de pus provenant des pustules (Binger, 1892).

Les études sur la médecine traditionnelle et la pharmacopée d'Afrique occidentale et équatoriale menées sous les auspices de l'Agence de coopération culturelle et technique francophone (ACCT) entre 1978 et 1983 ont dénombré une centaine de maladies guéries par les thérapeutes, principalement avec des plantes médicinales. Celles-ci ne sont pas seulement utilisées pour leurs propriétés curatives, mais aussi pour leurs propriétés préventives. Certaines guérissent les morsures de serpents et permettent de les éviter en éloignant ces reptiles ou en supprimant leur agressivité (Schnell, 1958). Les Africains disposent même d'un remède contre la lèpre, maladie grave puisqu'elle porte atteinte à l'intégrité physique du malade. L'écorce des racines de *Newbouldia laevis*, arbre élancé aux feuilles d'un vert foncé et aux clochettes d'un beau violet, poussant dans les forêts proches des zones de peuplement, est utilisée à des fins curatives.

1274 DE 1789 à 1914

LES TECHNIQUES

À la veille de la Première Guerre mondiale, peu de progrès techniques semblent avoir été réalisés sous la domination française en Afrique subsaharienne. Les principales avancées, l'introduction de nouvelles espèces de plantes et de nouveaux équipements destinés à l'exploitation minière et aux transports n'ont provoqué aucune révolution technique au niveau local.

Les techniques d'assolement ne sont donc pas modifiées. La culture itinérante sur brûlis est généralisée et l'agriculture intensive fondée sur la rotation des cultures et l'utilisation de fumier est très répandue, en particulier dans les régions densément peuplées, comme chez les Mossis du Burkina Faso ou les Sérères du Sénégal, et dans les zones de montagne abritées, comme chez les Dogons du Mali ou les Kabyés du Togo. Les femmes cultivent elles aussi les terres autour de leur hutte selon les mêmes principes. Les cultures irriguées sont pratiquées dans les zones de bas-fonds après le retrait des eaux de crue, sans qu'il y ait véritablement de maîtrise des ressources en eau. Barth a cependant attesté l'existence de canaux d'irrigation artificiels dans la vallée du Niger. Les animaux de trait ne sont pas utilisés pour les travaux agricoles en dépit des efforts déployés par El-Hadj Omar avec l'aide de techniciens marocains (Giri, 1994). La houe (daba) est le principal outil agricole. Elle convient aux différents types de sols et au climat tropical et permet de bien préparer la terre tout en évitant que l'érosion ne l'altère ou la stérilise.

À la fin du XIX^e siècle, les Européens reconnaîtront le savoir-faire des paysans du Sahel en dépit de la faible productivité de leurs techniques agricoles. De fait, celles-ci n'ont, chose surprenante, guère évolué depuis leur apparition au Soudan il y a 6 000 ans. La roue, dont l'existence a été attestée au Sahara au V^e siècle avant notre ère, n'est par exemple pas utilisée. D'aucuns pensent que cette absence de progrès technique résulte de la faiblesse de la pression démographique sur les moyens de subsistance et de la présence de terres suffisamment vastes (Coquery-Vidrovitch, 1992b). Cette stagnation ne signifie pas pour autant que le pays bénéficie d'une prospérité naturelle offrant aux habitants un sentiment de sécurité peu propice à l'innovation technique. Elle s'explique davantage par un milieu présentant des obstacles difficiles à surmonter.

L'intervention française dans l'agriculture remonte au début du XIX^e siècle. Dès 1817, des agronomes et des ouvriers agricoles sont envoyés au Sénégal pour y cultiver le riz, la canne à sucre, le coton et l'indigo, mais les fièvres mettent fin à cette aventure (Giri, 1994). En 1818, le gouverneur Schmaltz élabore un projet de développement de cultures destinées à l'exportation et Richard Toll crée un centre de recherches agricoles en 1831. Le

café et le cacao apparaissent dans les zones forestières à partir de 1885. Des caféiers sauvages poussent en Côte d'Ivoire avant l'introduction de plants brésiliens en 1895.

Les agronomes français considèrent que les techniques agricoles africaines sont à la fois complexes et chargées de rituels. La machette fait son apparition dans les plantations, remplaçant l'*alale* des Baoulés, outil à lame plus courte et plus fine dont la fabrication nécessite moins de fer. Le *jde*, long couteau à large lame, supplante l'*alale* à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle (Chauveau, 1984).

Les importations croissantes de fer en provenance d'Europe au XIX^e siècle favorisent le déclin de la production locale. La crise qui frappe gravement la métallurgie lourde du fer dans la région côtière touche progressivement l'intérieur, où cette industrie disparaît un demi-siècle plus tard. Archinard en 1885 (Archinard, 1885), Binger en 1887 et 1888 (Binger, 1892) et d'autres encore ont observé et décrit un grand nombre d'installations destinées à fondre le minerai de fer. Il existait de grands centres métallurgiques au Burkina Faso, dans le Yatenga et le Bwamu, au Mali en Pays senoufo dans le delta intérieur du Niger, en Côte d'Ivoire dans la région de Korhogo, et au Togo en Pays basar. Dans toutes ces régions, les métallurgistes ont mis au point des techniques de prospection et de fonte du minerai qui revêtent toujours un certain intérêt. Cette activité sidérurgique locale fournit le métal nécessaire aux forges, qui fabriquent le matériel agricole, les armes et les outils destinés à d'autres professions.

Les ferronniers, forgerons et autres artisans du Soudan ont préservé un style architectural (soudanais) remarquable, mais difficile à définir, car ni ses caractéristiques ni ses limites géographiques ne sont clairement établies. Ses origines sont également sujettes à controverse, bien que de récentes découvertes archéologiques suggèrent que ce style provient d'une région située quelque part entre la capitale de l'empire du Ghana, Koumbi-Saleh, et les villes implantées sur les rives du Niger, dont Dienné a toujours représenté un parfait exemple (Maas et Mommersteeg, 1991). Les maçons soudanais sont connus sous le nom de bari. Ils forment une corporation d'ouvriers qualifiés et d'architectes qui disposent de très peu d'outils et sont rémunérés à la journée. Nous leur devons des édifices civils, militaires et religieux, imités par le style néosoudanais des bâtiments administratifs français. La résistance des constructions militaires aux canons français a été mise à l'épreuve lors de la conquête. L'architecte et entrepreneur Samba Ndiaye a construit une dizaine de formidables *tata*² pour El-Hadi Omar (Bah, 1971).

Dans l'activité textile, l'essor de la production de coton dopée par les Français n'a requis aucune transformation technique. Une division interne du travail a incité les ouvriers à se spécialiser dans le filage, le

tissage, la teinture et la finition. Des lés de coton de 4 à 20 centimètres de largeur sont cousus les uns aux autres pour fabriquer des pièces de tailles diverses. Les couturiers les utilisent ensuite pour confectionner des vêtements. Les tissus teints étant très prisés, l'indigo et d'autres plantes servent à obtenir diverses couleurs dérivées du bleu, du marron et du jaune. Les éleveurs utilisent également les poils ou la laine de leurs bêtes, comme les chameaux et les moutons. Un type de soie local est produit au Burkina Faso, en Pays marka, en faisant bouillir le cocon d'une chenille vivant sur certains arbres. Les fils de soie ainsi obtenus servent à tisser des pièces et des couvertures très belles et extrêmement solides. Le commerce local du textile a tiré profit de l'échec des politiques françaises en matière de production de coton jusqu'en 1918. Même après la guerre, l'industrie textile autochtone parviendra à faire face à la concurrence grâce à la qualité de ses produits et aux piètres infrastructures de communication.

L'introduction du chemin de fer en A-OF et A-ÉF poursuit, de fait, un objectif politico-économique: désenclaver les régions productrices de richesses et centraliser l'administration dans des capitales fédérales. Entre 1885 et 1914, des voies ferrées sont construites pour relier Dakar à Saint-Louis, Kayes à Bamako, Dakar à Thiès, Conakry à Kankan, Abidjan à Bouaké et Cotonou à Savé. La construction des routes restant lente, les véhicules motorisés ne font leur apparition qu'en 1898. La première société de transport utilisant ce type de véhicules est cependant créée la même année, mais disparaît en 1900 (Saint-Martin, 1973).

Contrairement à l'opinion très répandue selon laquelle les Africains ont peur de la mer, les Français trouvent une large flotte de bateaux sur les fleuves et le littoral, où vivent de nombreux pêcheurs. Défiant les lames de fond, ces derniers partent pêcher en haute mer, armés de lignes et de filets, tant pour leurs propres besoins que pour commercer avec les peuples de l'intérieur (Chauveau, 1986). Avec l'arrivée des Européens, ils se mettent à transporter des passagers et des produits locaux le long des côtes, ainsi que des marchandises entre les navires européens et la côte. Certaines caractéristiques techniques, comme les voiles, ont été empruntées, mais la fabrication des pirogues, capables de transporter près de 20 tonnes de poisson, est essentiellement africaine. Parmi les autres techniques acquises figurent la fabrication de la poudre à canon à partir du salpêtre, du charbon de bois et du soufre importé, la réparation des fusils troqués et la fabrication des platines de fusil qui, une fois montées sur des canons importés, forment des armes partiellement fabriquées en Afrique³ (Giri, 1994, p. 236; Méniaud, 1931, p. 49).

Par conséquent, on peut considérer qu'au début du XX^e siècle, les territoires africains placés sous domination française ont pratiquement

conservé leurs propres systèmes d'exploitation des ressources naturelles. Les évolutions restent superficielles et ne surviennent que lorsqu'elles respectent les mentalités africaines. Ainsi, les agriculteurs adoptent de nouvelles espèces de plantes et d'animaux, mais gardent leurs techniques de culture et d'élevage ancestrales. Il n'en reste pas moins surprenant que ces peuples, qui ont été en contact avec le Maghreb, l'Arabie et le bassin méditerranéen pendant des siècles, n'aient pas adopté la roue ni utilisé les animaux de trait pour l'agriculture ni les véhicules motorisés avant le XX° siècle.

CONCLUSION

Christophe Wondji

À la veille de la Première Guerre mondiale, la mise en place du régime colonial français est à peine achevée, et quelques noyaux de résistance doivent encore être «pacifiés» dans les secteurs forestiers de l'A-OF et dans certaines régions de l'A-ÉF comme le Congo et le Tchad⁴. Mais, en dépit d'un équipement rudimentaire et de budgets médiocres, l'ordre colonial paraît solidement établi dans les régions effectivement occupées et prises en main, où le mode de vie traditionnel de la population a été bouleversé par un maillage administratif, militaire et économique sans précédent.

C'est dans ce contexte de soumission à l'administration étrangère que la population africaine va être engagée dans la préparation de la Première Guerre mondiale. Sur l'initiative du colonel Mangin, théoricien de l'armée noire, les autorités de l'A-OF organisent des opérations de recrutement dès 1912: on fait appel à des volontaires, mais on institue surtout la conscription obligatoire; en 1914, 30 000 hommes de troupe noirs sont recrutés; ce chiffre sera accru pendant la guerre⁵ (Mbokolo, 1992, pp. 333–336; Suret-Canale, 1964, pp. 177–181).

Et voici donc les Africains à nouveau introduits dans le cycle tragique de la guerre: après avoir combattu l'invasion étrangère, ils doivent désormais combattre les ennemis des envahisseurs. Aux frustrations du recrutement s'ajoutent encore les charges de l'économie de guerre; d'où les révoltes qui marquent cette période et qui seront durement réprimées⁶. Aussi, après l'échec des tentatives de renouveau au XIX° siècle, le choc colonial signifiet-t-il, en vérité, la perte totale de l'initiative historique.

1278 DE 1789 à 1914

Notes

1. Amadou Hampaté Bâ (1901–1991) publie *Kaydara* en 1965; il a déjà publié d'autres textes initiatiques peuls en 1961, dans un ouvrage intitulé *Kourmen*.

- 2. *Tata*: terme mandinga qui se réfère aux murailles encerclant un lieu et qui, par extension, désigne toute structure défensive faite de terre ou de pierre.
- 3. Dans *Les Pionniers du Soudan*, Méniaud affirme que les métallurgistes de Samori imitaient les fusils à répétition Kropatchek, fabriquaient des fusils Gras et rechargeaient les cartouches usées.
- 4. L'occupation française ne s'achève véritablement qu'avec la soumission définitive des populations lobis de Côte d'Ivoire et de Haute-Volta (1928–1929), des peuples de Mauritanie et des confins sahariens de l'A-OF (1934–1936), et après la répression de l'insurrection des Gbayas en A-ÉF (1928–1931).
- 5. En 1917, 120 000 hommes de 20 à 28 ans sont recrutés; en 1918, la fourchette est élargie de 18 à 35 ans, et le recrutement étendu à l'A-ÉF et systématiquement organisé sous l'égide du député du Sénégal Blaise Diagne, commissaire de la République. Le nombre total des Africains recrutés pour la Première Guerre mondiale varie de 140 000 à 200 000 tirailleurs selon les auteurs.
- Ces révoltes ont lieu au Soudan, en Haute-Volta, en Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Congo, au Gabon et en Oubangui-Chari.

BIBLIOGRAPHIE

- Adjanouhoun E. J. 1979. Médecine traditionnelle et pharmacopée. Contribution aux études ethnobotaniques et floristiques au Rwanda. Paris, ACCT.
- 1979. Médecine traditionnelle et pharmacopée. Contribution aux études ethnobotaniques et floristiques au Mali. Paris, ACCT.
- 1980. Médecine traditionnelle et pharmacopée. Contribution aux études ethnobotaniques et floristiques au Niger. Paris, ACCT.
- 1984. Médecine traditionnelle et pharmacopée, Contribution aux études ethnobotaniques et floristiques au Gabon. Paris, ACCT.
- et al. 1978. Médecine traditionnelle et pharmacopée. Contribution aux études ethnobotaniques et floristiques en RCA. Paris, ACCT.
- AJAYI J. F. A., CROWDER M. (dir. publ.). 1975. *History of West Africa*. 2e éd., vol. II, 2 vol. Londres, Longman.
- ALEXANDRE P., BINET J. 1958. Le Groupe dit Pahouin. Paris, PUF.
- Ambouroue Avaro J. 1980. *Un peuple gabonais à l'aube de la colonisation, le Bas-Ogowé au XIX^e siècle*. Paris, Karthala.
- Andereggen A. 1994. France's relationship with Subsaharan Africa. New York, Praeger.

- Arbab Djama Babikir. 1950. L'Empire de Rabah. Paris, Dervy.
- Archinard M. L. 1885. «La fabrication du fer dans le Soudan». *Revue d'ethnologie*, vol. III, pp. 249–255.
- Assi L. A. et al. 1985. Médecine traditionnelle et pharmacopée. Contribution aux études ethnobotaniques et floristiques en République centreafricaine. 4e éd.. Paris, ACCT.
- Bah T. 1974. «Karnou et l'insurrection des Gbaya 1928–1930». *Afrika Zamani*, n° 2 (décembre), pp. 106–108.
- Bah T. M. 1971. Architecture militaire traditionnelle et poliorcétique dans le Soudan occidental, du XVII^e à la fin du XIX^e siècle. Thèse de doctorat. Paris, Université Paris-I.
- Balandier G. 1950. «Aspects de l'évolution sociale chez les Fangs du Gabon». *Cahier International de Sociologie*, n° IX.
- 1963. Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique sociale en Afrique centrale. Paris, PUF.
- Ballard Jr A. (dir. publ.). 1966. «Four equatorial states». Dans: G. Carter (dir. publ.). *National unity and regionalism in eight African states*. Ithaca, Cornell University Press, pp. 231–235.
- Baratier (Lieutenant-Colonel). 1912. *Au Congo*, souvenirs de mission. Paris, Marchand/Fayard.
- BARDON P. 1949. Collection des masques d'or de l'IFAN. Dakar.
- Barnes J. F. 1992. *Gabon, beyond me colonial legacy*. Boulder, Westview Profiles.
- BARRY B. 1988. La Sénégambie du XV e au XIX e siècle. Paris, L'Harmattan.
- BAYART J. F. 1985. L'État au Cameroun. Paris, FNSP.
- BEART C. 1955. *Jeux et jouets de l'Ouest africain*. 2 vol. Dakar, Mémoire IFAN, n° 42.
- Benoist J. R. 1987. Église et pouvoir colonial au Soudan français. Paris, Karthala.
- BINGER L. G. (CAPITAINE) (dir. publ.). 1892. Du Niger au golfe de Guinée par le pays Kong et le Mossi. Nouvelle éd. de 1980. Paris, Hachette.
- BOILAT P. d. 1853. Esquisse sénégalaise. Paris, Bertrand.
- Bonnet D. 1989. Approche ethnologique du paludisme. Ouagadougou, ORSTOM.
- Boser-Sarivaxenanis R. 1977. Recherche sur l'histoire des textiles traditionnels tissés et teints de l'Afrique occidentale.

BOUCHE D. 1975. L'Enseignement dans les territoires français de l'Afrique occidentale de 1817 à 1920. Mission civilisatrice ou formation d'une élite. Lille, Université de Lille-III.

- 1982. «L'École rurale en Afrique occidentale française de 1903 à 1956». Dans: Études africaines offertes à Henri Brunschwig. Paris, EHESS, pp. 271–296.
- Brunschwig H. 1991. Le Partage de l'Afrique. Paris, Flammarion.
- Chauveau J. P. 1984. «Le Fer, l'outil et la monnaie». *Cahiers ORSTM*, *Sciences humaines*, vol. XX, n° 3–4, pp. 471–484.
- 1986. «Une histoire maritime africaine est-elle possible? Histoire géographie et histoire de la navigation et de la pêche africaines à la côte occidentale depuis le XVe siècle». Cahiers d'études africaines, 101–102, XXVI, n° 1–2, pp. 173–236.
- COFFIMÈRES DE NORDECK. 1886. «Voyage au pays des Bagas et du Rio Nunez». Fascicule publié dans la série *Le Tour du monde. La première semaine*, pp. 273–304.
- Collectif. «El-Hadj Omar Tall». «Histoire Hawsa». *Cahier IFAN*, Dakar, Institut fondamental d'Afrique noire.
- Collectif. 1970, 1971. *Histoire générale de l'Afrique noire*. Vol. 1. *Des origines à 1800*. Vol. 2. *De 1800 à nos jours*. Paris, PUF.
- Coquery-Vidrovitch C. 1969. *Brazza et la prise de possession du Congo* (1883–1885). Paris, Mouton.
- 1970. Le Congo français au temps des grandes compagnies concessions 1898–1930. Thèse de doctorat. Paris, Université de Paris-Sorbonne.
- 1985. Afrique noire. Permanences et ruptures. Paris, Payot.
- 1992a. L'Afrique occidentale aux temps des Français colonisateurs et colonisés, 1860–1960. Paris, La Découverte.
- (dir. publ.). 1992b. Afrique noire. Permanences et ruptures. 2e éd. rév. Paris, L'Harmattan.
- Coquery-Vidrovitch C., Moniot H. (dir. publ.). 1992. L'Afrique noire de 1800 à nos jours. 3e éd. Paris, PUF.
- Coquery-Vidrovitch C., Cabot J., Bouquet C. 1973. *Le Tchad*. Paris, PUF.
- Culot M., Thiveau J. M. (dir. publ.). 1992. Architectures françaises d'outremer. Liège, Mardaga.
- D'ALMEIDA-TOPOR H. 1993. L'Afrique au XX^e siècle. Paris, Armand Colin.

- Degbelo-Iroko A. 1993. *Traitement de la maladie dans le royaume du Danxome aux XVIII^e—XIX^e siècles.* Thèse de doctorat. Paris, Université Paris-I.
- Delafosse M. 1932. «Afrique-Occidentale française». Dans: G. Hanoteaux, A. Martineau (dir. publ.). *Histoire des colonies françaises*. Vol. IV. Paris, Plon, pp. 1–358.
- DENIS C. M. 1931. Histoire militaire de l'A-ÉF. Paris, Imprimerie Nou.
- DENIS J. 1971. L'Afrique centrale et orientale. Paris, PUF.
- Denyer S. 1978. African traditional architecture. Oxford, Heinemann.
- Deschamps H. 1972, *Histoire de Madagascar*. 4e éd. Paris, Berger-Levrault, p. 358.
- DEVISSE J. 1989. «Les Africains, la mer et les historiens ». *Cahiers d'études africaines*, 115–116, XXIX, n° 3–4, pp. 397–418.
- DIALLO T., BARA M'BACKÉ M., TINKOVIC M., BARRY B. 1966. *Catalogues des manuscrits de l'IFAN* [Fonds Vieillard, Gaden, Brevié, Figaret, S. M. Camara et Cremer en langue arabe, peule et voltaïque]. Dakar, série Catalogues et documents, n° XX. Manuscrits provenant du Fouta-Djalon, Fouta-Toro, Macina, Niger, Sénégal, Haute-Volta actuel Burkina Faso et Soudan.
- Domian S. 1989. Architecture soudanaise. Vitalité d'une tradition urbaine et monumentale. Mali, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Ghana. Paris, L'Harmattan.
- ÉTIENNE-NUGUE J. 1982. Artisanats traditionnels: Haute-Volta. Dakar, ICA.
- 1984. Artisanats traditionnels: Bénin. Dakar, ICA.
- 1987. Artisanats traditionnels: Niger. Dakar, ICA.
- 1990. Artisanats traditionnels: Côte d'Ivoire. Dakar, ICA.
- 1992. Artisanats traditionnels: Togo. Dakar, ICA.
- EWANI F. 1996. «Connaissance d'un État de l'Afrique centrale précoloniale: le royaume Tyo». *Afrika Zamani* (Yaoundé), n° 16–17, pp. 36–61.
- Faizang S. 1986. L'Intérieur des choses : maladie, divination et reproduction sociale chez les Bisa du Burkina Faso. Paris, L'Harmattan.
- Fernández J. C. 1961. «Acculturation and Fang witchcraft». *Cahier d'études africaines*, n° 6.
- FERRY J. 1893-1898. Discours et opinions. Paris, Armand Colin.
- Ganiage J. 1967. L'expansion coloniale de la France sous la III^e République. Paris, Payot.

GAULME F. 1972. Le Pays de Cama, un ancien État côtier du Gabon et ses origines. Paris, Karthala-CRA.

- GIDE A. 1922. Voyage au Congo. Paris, Gallimard.
- 1927. Voyage au Congo. Carnets de route. Paris, Gallimard.
- GIRI J. 1994, Histoire économique du Sahel. Paris, Éditions Karthala.
- GONIDEC P. F. 1970. La République du Cameroun. Paris, Berger-Levrault.
- Guernier E. 1949. «Afrique occidentale française». Dans: *Encyclopédie mensuelle d'outre-mer*. Paris, tomes 1 et 2.
- Guillaume P. 1974. Marché colonial: XIX^e siècle. Paris, Armand Colin.
- HARZO C. 1979. Histoire et devenir social : étude rétrospective et prospective des manuels d'histoire utilisés en Afrique de l'ouest. Thèse de 3^e cycle. Paris, EHESS.
- HOCHSCHILD A. 1998. Les Fantômes du roi Léopold, un holocauste oublié. Paris, Belfond.
- IMBERT J. 1982. Le Cameroun. Paris, PUF (Que sais-je? n° 1551).
- Joly V. 1994. *L'Europe et l'Afrique de 1914 aux années soixante*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- KALCK P., O'TOOLE T. (dir. publ.). 1992. *Historical dictionary of the Central African Republic*. 2e éd. Lanham, The Scarecrow Press Inc.
- Kiethega J. B. 1992, «Le fer en Afrique depuis 4 000 ans ». Dans: *Le Grand Atlas de l'Archéologie*. Encyclopaedia Universalis, pp. 316–317.
- 1995. «Le travail du fer au Burkina Faso à l'époque précoloniale».
 Dans: P. Benoit, P. Fluzin (dir. publ.). Paléométallurgie du fer et cultures. Symposium international du Comité pour la sidérurgie ancienne.
 Belfort-Sevenans, Éditions Vulcain, pp. 131–141.
- KI-ZERBO J. 1972. Histoire de l'Afrique noire. Paris, Hatier.
- Langley P., Ngom M., David P. 1978. *Technologies villageoises en Afrique de l'Ouest et du Centre*. Abidjan, UNICEF.
- Lebeuf A. 1959. Les populations du Tchad. Paris, PUF.
- 1969. Les Principautés Kotoko. Essai sur le caractère sacré de l'autorité. Paris, CNRS.
- Lенемвre B. 1984. L'Île Maurice. Paris, Éditions Karthala, p. 244.
- Leroy-Beaulieu P. (dir. publ.). 1908. De la colonisation chez les peuples modernes. 6e éd. Paris, F. Alcan.
- Londres A. 1929. Terre d'ébène. Paris, Albin Michel.
- Maas P., Mommersteeg G. 1991. *Djenné: chef-d'œuvre architectural*. Amsterdam, KIT Publications.

- Мвокоlo É. 1980. Le Continent convoité. L'Afrique au XX^e siècle. Paris, Axes.
- 1992. *Afrique noire. Histoire et civilisation*. Vol. II. *XIV^e–XX^e siècles*. Paris, Hatier/Aupelf.
- METEGUE N'HAH N. 1981. L'Implantation coloniale au Gabon, résistance d'un peuple. Vol. I. 1839–1920. Paris, L'Harmattan.
- MICHEL M. 1970. «Les plantations allemandes du mont Cameroun 1884—1914». Revue française d'histoire d'outre-mer, tome LLVII.
- Monteil C. 1932. *Une cité soudanaise. Djenné, métropole du delta central du Niger*. Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales.
- Mveng E. 1984. *Histoire du Cameroun*. Vol. II. *La Période coloniale*. 2 vol. Yaoundé, CEPER.
- NDINGA MBO A. 1984. *Introduction à l'histoire des migrations au Congo*. Heidelberg, P. Kivougou Verlag/Éditions Bantoues.
- NJEUMA M. Z. 1978. Fulani hegemony in Yola (Old Adamawa) 1809–1902. Yaoundé, CEPER.
- 1989. *Histoire du Cameroun, XIX^e-début du* XX^e *siècle*. Trad. française J. A. Mbembe et E. Nguematcha. Paris, L'Harmattan.
- Nzabakomada-Yakoma R. 1983. L'Afrique centrale insurgée : la guerre du Congo Wara, 1928–1931. Paris, L'Harmattan.
- O'Toole T. 1986. *The Central African Republic. The continent's hidden heart.* Boulder /Londres, Westview Press/Gower.
- OUEDRAOGO B. 1996. «Médecine traditionnelle, médecine moderne : coupure ou continuité ». Dans : *Tradition et modernité*. Ouagadougou.
- Person Y. 1967. «Un cas de diffusion: les forgerons de Samori et la fonte à la cire perdue». *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome LIX, n° 194–197, pp. 219–226.
- 1982. «Les Manding dans l'histoire». *Revue française d'histoire d'outremer*, tome LXVIII, pp. 47–56.
- ROBINSON D. 1988. La Guerre sainte d'Al Hadj Umar. Paris, Karthala.
- Saint-Martin Y. J. 1973. «Les premières automobiles sur les bords du Niger: Félix Dubois et la Compagnie des transports par automobiles du Soudan français, 1898–1913». *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome LX, n° 221, pp. 589–611.
- Salifou A. 1974. «L'éducation africaine traditionnelle ». *Présence africaine*, n° 89, pp. 3–14.

SARREAUT A. 1923. La Mise en valeur des colonies. Paris, Payot.

- Schnell R. 1958. «Plantes employées en Afrique occidentale pour se protéger des serpents». *Bulletin de l'IFAN* (Dakar), vol. XX, B, n° 1–2, pp. 205–214.
- SOYINKA W. 1987. «The arts in Africa at the time of colonial rule». Dans: A. A. Boahen (dir. publ.). *Africa under colonial domination*, 1880–1935. Vol. 7. *General historyof Africa*. Oxford/Berkeley/Paris, Heinemann/University of California Press/UNESCO, pp. 539–564.
- Suret-Canale J. (dir. publ.). 1964. *Afrique noire L'ère coloniale*. Paris, Éditions Sociales.
- 1964. «Résistance et collaboration en Afrique noire coloniale». Dans:
 J. Suret-Canale, 1968. Afrique noire L'ère coloniale. Paris, Éditions Sociales, pp. 299–331.
- 1968. *Afrique noire, géographie, civilisation, histoire*. Paris, Éditions Sociales.
- Tall E. K. 1992. «Anthropologues et psychiatres face aux médecins traditionnels». *Cahiers sciences humaines*, vol. 28, n° 1, pp. 67–81.
- Terrier A. 1931. «Afrique-Équatoriale française». Dans: G. Hanoteaux, A. Martineau (dir. publ.). *Histoire des colonies françaises*. Vol. IV. Paris, Plon, pp. 359–576.
- THIAM I. B. 1983. *Histoire politique et syndicale du Sénégal colonial de* 1840 à 1936. 9 vol. Paris, Sorbonne.
- UNESCO. 1999, 1996, 1987. *Histoire générale de l'Afrique*. vol. 5, 6, 7. Paris/Dakar, UNESCO/NEA.
- Wondji C. 1972. «La fièvre jaune à Grand-Bassam 1899–1903». *Revue française d'histoire d'outre mer*, vol. LIX, n° 215, pp. 205–239.
- 1972. «Quelques caractéristiques des résistances populaires en Afrique noire, 1800–1931». Revue française d'histoire d'outre mer, vol. LIX, n° 215, pp. 333–345.
- 1977. Le Prophète Harris: le Christ noir des lagunes. Paris, ABC.
- 1985. La Côte ouest-africaine du Sénégal à la Côte d'Ivoire (1500–1800). Paris, L'Harmattan.

15.2

L'Afrique occidentale et centrale sous domination britannique et allemande

Francis Agbodeka

Introduction

Les peuples d'Afrique occidentale et centrale se sont vraisemblablement établis dans la région il y a plusieurs milliers d'années; dès lors, ils se sont efforcés de s'adapter à leur environnement, tant sur le plan culturel que scientifique. Depuis la révolution néolithique marquée par la culture de Nok, ils ont acquis des connaissances suffisantes pour domestiquer les plantes et les animaux et, plus tard, pour perfectionner leur outillage avec l'introduction de la métallurgie. Ils sont parvenus à s'assurer un approvisionnement régulier en vivres, ce qui a entraîné un accroissement démographique et la production d'excédents alimentaires, lesquels ont permis que des individus se vouent à d'autres types d'activités, notamment aux arts. Du point de vue culturel, l'amélioration de la communication grâce à l'avènement des langues articulées représente une étape décisive. Les arts visuels, de la parole et du spectacle ont pu s'épanouir, de même que les structures religieuses et sociales.

Le développement de l'agriculture, des activités artisanales et manufacturières a accompagné l'essor des sociétés et la formation des États dont l'apogée a été atteint aux XIV^e et XV^e siècles avec les grands empires du Soudan occidental (Mali, Songhay). Le déclin de ces empires a laissé en Afrique occidentale et centrale un paysage politique caractérisé par la multiplicité des structures : dans la zone soudanaise, les cités-États hawsas (Kano, Zaria, Katsina) et les petits royaumes du Borno, du Nupé et d'Igala; sur le littoral occidental de l'Atlantique, la dislocation du Dyolof a donné naissance à quelques petits États sénégalais et à l'essor du Kabou sur les rives de la Gambie; le long du littoral, de la Sierra Leone au Cameroun, essaiment des communautés villageoises et des chefferies centralisées (Temné, Gan, Ewé,

Ibo, Douala); enfin, dans l'arrière-pays, entre forêt et savane, on trouve de petits royaumes (Akan, Yoruba) qui prennent leur essor aux XVII^e et XVIII^e siècles (Ashanti, Oyo).

C'est dans le cadre de cette dynamique historique et sur la base de ses acquis antérieurs que l'Afrique occidentale et centrale va connaître des innovations techniques, économiques et scientifiques de la fin du XVIII^e au début du XX^e siècle.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'agriculture

C'est à partir du Soudan occidental que la connaissance et la pratique de l'agriculture se sont répandues dans la forêt tropicale et sur la côte du golfe de Guinée vers le sud. Les débuts de l'agriculture au Soudan occidental remontent au second millénaire avant Jésus-Christ. L'agriculture soudanaise s'est ensuite étendue et diversifiée grâce à l'introduction de la métallurgie et à l'utilisation de houes en fer avant le début de l'ère chrétienne. Les autochtones se sont lancés dans la culture des céréales, du millet et du sorgho, ainsi que, dans les régions méridionales proches de la forêt tropicale, des haricots, des pois, du gombo, du melon, du riz, de l'orange, des citrons jaune et vert et de l'igname.

La pénétration rapide de certaines cultures de racines dans la forêt tropicale ouest-africaine semble indiquer qu'elles ont été importées des savanes septentrionales. Les points de contact méridionaux entre la savane et la forêt tropicale ont été identifiés à l'ouest, près des sources du Niger, au centre et à l'est de la savane d'Afrique occidentale. Les conditions étaient partout favorables à une expansion rapide des cultures, car ces terres bénéficiaient d'un sol fertile et d'un climat propice. Un certain nombre de produits de base, tels que le riz en Sénégambie (Baker, 1962) et l'igname dans différentes parties de la forêt tropicale, étaient de ce fait relativement faciles à cultiver.

Les deux facteurs qui ont le plus contribué au développement de l'agriculture semblent toutefois avoir été le travail et l'esprit d'entreprise. Au Ghana comme au Nigéria, l'initiative de la culture du cacao (qui a été pendant longtemps la principale culture de rente en Afrique occidentale) est venue des paysans africains. L'introduction du cacaoyer au Ghana peut, à raison, être datée du début du XIX^e siècle, mais ce n'est que lorsque Tetteh Quarshie, un forgeron ghanéen, a fait germer des graines de cacao akwapim qu'il avait rapportées de Fernando Poo en 1879 que la culture de cet arbuste a pris son véritable envol. Le Ghana deviendra au cours des trois décennies suivantes le

premier producteur mondial de cacao (Curtin *et al.*, 1978, p. 508). L'ardeur avec laquelle les paysans akwapims et les membres des Églises indépendantes en pays yoruba cultivaient le cacao n'avait d'égale que leurs prouesses et leur inventivité dans le domaine manufacturier. Avant l'essor de la production de cacao, les Krobos, voisins des Akwapims, avaient mis en place un système de «migration en société» pour pénétrer la zone forestière et en cultiver les terres. Ce système a été adopté par les paysans akwapims pour domestiquer la forêt et cultiver le cacao sur de vastes étendues de terre. Le peuple akwapim y a introduit ses propres innovations pour assurer une extension rapide de la culture du cacao, notamment en utilisant un système de succession patrilinéaire et matrilinéaire, par lequel les hommes n'achetaient plus, comme c'était la tradition jusqu'alors, une terre pour leurs fils ou pour leurs neveux, mais pour les deux.

Une autre innovation tout aussi importante apportée par les paysans ghanéens consistait à utiliser le taro et le bananier plantain à la fois pour la consommation et pour protéger du soleil les jeunes cacaotiers. C'est ainsi que cette culture de rente a pris de l'ampleur et, contre toute attente, n'a pas provoqué de pénuries alimentaires dans les régions où elle prédominait (Morgan, 1962).

Les activités manufacturières

Dans la région que nous étudions ici, comme ailleurs en Afrique, l'agriculture a grandement bénéficié des apports de l'artisanat. Dès le départ, la plupart des outils, d'abord fabriqués en pierre et plus tard en métal, étaient destinés à l'usage des paysans, pour le labourage du sol avant les semailles et pour la récolte.

Les artisans se sont mis à confectionner des armes pour chasser et pour se défendre, ainsi que des articles en cuir et en bois. Ils se servaient des fruits de l'agriculture et d'autres domaines pour produire des habits, des poteries, du poisson séché, du sel, des céréales, des paniers, du savon et des colorants ; pour les ornements, ils utilisaient des métaux précieux comme l'or.

Le commerce

L'évolution de la production agricole et artisanale a créé des conditions propices aux échanges et le commerce a commencé à être pratiqué entre villages voisins, voire au sein d'un même village. Le commerce local s'est ainsi épanoui dans l'ensemble de l'Afrique occidentale, mais surtout dans les communautés du delta du Niger (Curtin *et al.*, 1978, p. 246). D'autres avancées ont favorisé l'essor du commerce à longue distance. Ses premiers

promoteurs ont été les marchands du delta du Niger et du Cameroun, qui échangeaient avec les peuples de l'intérieur du sel et du poisson séché contre des produits agricoles, et contre de l'or dans certaines régions telles que le Ghana et la Sénégambie. Les découvertes réalisées à Igbo-Ukwu, dans l'est du Nigéria, témoignent des richesses qui découlaient du commerce avec la côte, organisé par les marchands akwas et aros du Nigéria. Un autre type de commerce à longue distance, tout aussi ancien, est le réseau d'échanges qui s'est mis en place entre, d'un côté, les peuples d'Ife, du Bénin et de l'Ashanti et, de l'autre, les régions où ces peuples achetaient le laiton et le bronze utilisés par leurs artisans. Il est intéressant de noter, au sujet du commerce à longue distance, que la plupart des échanges est-ouest le long des côtes du golfe de Guinée ont dû débuter avec le poivre, les tissus en coton de fabrication locale, les colliers et l'ivoire que le Bénin exportait vers le Ghana au XVIe siècle.

L'Afrique occidentale et centrale a connu une forme complètement différente de commerce à longue distance, qu'on appelle parfois le trafic septentrional. Celui-ci s'est établi entre les peuples de la ceinture forestière et les Soudanais qui avaient installé des entrepôts dans plusieurs centres situés à proximité de la bordure du désert. Ces marchands soudanais de confession musulmane, les Julas, voyageaient vers le sud où ils se procuraient de l'or qu'ils fournissaient ensuite aux caravanes transsahariennes venant d'Afrique du Nord. Le trajet le plus connu était celui qui reliait Djenné à Begho et qui prenait fin au nord de la forêt akan, riche en or et en noix de kola. Les Julas avaient étendu leurs activités vers le sud de Begho et étaient parvenus aux côtes du Ghana avant l'arrivée des Portugais au XVe siècle. L'un des centres d'entreposage soudanais, Kano, est devenu l'un des principaux marchés du Soudan central (July, 1980, p. 73). Entre autres activités, les commerçants y réceptionnaient les noix de kola venues de la région ashanti et les expédiaient vers le nord à travers le désert. Les Julas, qui ont été les pionniers du trafic septentrional, étaient répartis en plusieurs groupes. En dehors de ceux qui suivaient la route Djenné-Begho, d'autres groupes organisaient également des échanges entre le Soudan d'une part et la côte atlantique, la Sénégambie et la Côte-des-Graines d'autre part; ils traversaient pour ce faire de petits États intermédiaires. Dans chaque région, les autochtones ont peu à peu consolidé leur contrôle sur les routes commerciales et mis fin à la mainmise jula. C'est ainsi qu'a évolué le commerce à longue distance avec les Européens sur les côtes de l'Afrique occidentale. La réalisation de ces activités commerciales, allant de l'intérieur de l'Afrique occidentale aux côtes du golfe de Guinée, a abouti à l'essor d'un grand nombre de villes commerciales côtières, telles que Banjul, Freetown, Takoradi, Cape Coast, Accra, Lomé, Lagos, Port Harcourt et Douala.

LES PREMIÈRES PHASES DU DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE ET CULTUREL

La culture de Nok

La culture de Nok, qui a fleuri dans les bassins du Niger et de la Bénoué au nord du Nigéria entre 900 av. J.-C. et 200 apr. J.-C., se caractérise par la production de délicates figurines en terre cuite. Ses réalisations techniques et culturelles s'inscrivent dans la grande révolution néolithique de l'Afrique tropicale. À l'est de l'aire nok, la culture d'Igbo-Ukwu a également atteint des sommets dans le domaine de la métallurgie. Les objets en bronze trouvés sur le site en 1960 permettent de rattacher les artisans d'Igbo à la tradition ouest-africaine de moulage du bronze. L'ensemble des connaissances qui ont sous-tendu les avancées culturelles a certainement été acquis au cours d'une longue période. Les compétences perfectionnées grâce à ces progrès ont donné naissance à de multiples artisanats dans la région du Niger et de la Bénoué et dans l'est du Nigéria. Au premier siècle de notre ère, les Nigérians travaillaient déjà l'étain sur le plateau de Jos, et les forgerons d'Igbo étaient connus depuis des temps immémoriaux pour leur maîtrise de la métallurgie.

Ife et le royaume du Bénin

Ife, centre de l'aire de répartition des Yorubas, est l'un des sites archéologiques les plus connus au monde. En plus de têtes en bronze et en terre cuite, les archéologues ont exhumé des outils en terre cuite, des pavements en tessons de poterie vernissée ainsi que des creusets utilisés pour réaliser ce type de céramique. C'est à Ife qu'ont été fabriquées les perles de verre bleu (segi) que l'on trouve dans toute l'Afrique occidentale. Les fouilles ont d'abord mis au jour des têtes en terre cuite, puis des têtes en bronze, d'un naturalisme tel qu'elles sont considérées comme des œuvres d'art comparables aux modèles les plus admirés dans le reste du monde. La découverte de ces vestiges a plongé les Européens dans la perplexité, au point qu'ils les ont d'abord attribués à des voyageurs venus de l'extérieur de l'Afrique (Willet, 1960, pp. 231-248). Toutefois, une étude des figurines en terre cuite d'Ife fait apparaître des affinités avec celles de la culture de Nok et un examen attentif des bronzes du Bénin venant d'Ife montre qu'ils ont été fabriqués avant l'arrivée des Portugais. Autrement dit, Ife a bénéficié des apports de la culture de Nok et la civilisation du Bénin a emprunté à Ife, portant la réalisation des têtes de bronze au sommet de la perfection. C'est l'acquisition des hautes compétences techniques nécessaires à la production

de ces fameux moulages de laiton qui a permis la transition progressive, au x1º siècle et même avant, entre les petites communautés lignagères et les puissants empires d'Oyo et du Bénin.

La contribution d'Ife à l'Empire yoruba a vraisemblablement débuté avec les communautés qui travaillaient les métaux dans le style artistique des terres cuites de la culture de Nok. Il y a dû y avoir au moins deux vagues d'invasion — l'une apportant la technique de la fonte du bronze et l'autre l'urbanisation (Fage, 1978, pp. 106–107) — pour que l'ensemble du territoire yoruba soit constitué d'États indépendants. Ces derniers sont par la suite tombés sous l'emprise de l'État d'Oyo, qui possédait l'armée la plus puissante de la région et s'était déjà taillé, au XVIe siècle, un vaste empire en Afrique occidentale. Le Bénin, qui était à l'origine un petit royaume edo, s'est transformé sous l'effet des mêmes facteurs dont avait bénéficié la culture d'Ife. Le processus d'urbanisation, en particulier, s'est engagé dans toute la baie du Bénin, donnant naissance à des royaumes puissants dont la force reposait sur un système lignager et qui étaient soumis aux influences scientifiques et culturelles de la savane septentrionale.

Le bilan des premières phases du développement scientifique et culturel dans les États traditionnels

Les premières phases du développement des sciences et de la culture dans les États traditionnels d'Afrique occidentale et centrale ont engendré des processus et des institutions qui ont préservé ces sociétés et suscité des progrès.

Il semble que les techniques « avancées » de métallurgie employées dans la savane septentrionale aient été introduites dans la zone forestière bien avant l'émergence, au XI^e siècle, des États yorubas et edos. L'accroissement des compétences techniques a stimulé l'essor des artisanats autochtones. Se sont ainsi développés, pour ne citer que quelques exemples, le travail du fer, de l'or, de l'argent, du laiton, du cuir, du bois et du coton, ainsi que la fabrication de nattes et la vannerie. Les poteries étaient très répandues, de même que les outils et les instruments servant à la chasse, la pêche et l'agriculture. On acquérait progressivement des connaissances sur les plantes grâce à des expérimentations prolongées et parfois grâce au génie de certaines personnes. Les expériences et les découvertes se sont répétées jusqu'à ce que s'établisse une «ethnomédecine» et que l'on voie apparaître des spécialistes de cette discipline, qui soignaient les malades avec des plantes médicinales souvent parées de formules religieuses.

Les peuples d'Afrique occidentale et centrale ont développé d'autres connaissances par le biais de l'expérimentation continue. Ils ont notamment

appris à connaître les propriétés des aliments et, d'âge en âge, ils ont préparé des plats qui associaient des légumineuses, des céréales, des plantes racines, des légumes et des fruits à du poisson ou de la viande, leur fournissant une alimentation équilibrée. Au fil des générations, certaines communautés ont ainsi établi des pratiques nutritionnelles très saines et sont parvenues non seulement à élaborer des plats délicieux mais aussi à décliner un même produit en de multiples recettes (il existe vingt-huit plats à base de manioc chez les Ewés du sud-est du Ghana).

Les arts ont, tout comme les techniques, enregistré d'impressionnantes réalisations. Le langage parlé a constitué la clé de l'épanouissement artistique. Les langues actuellement en vigueur dans les régions forestières et côtières semblent avoir été initialement parlées au nord, dans la savane. Leurs locuteurs originels ont très probablement pénétré la forêt. De profonds changements sont intervenus depuis, et la langue mère s'est peu à peu différenciée. Chaque région ou communauté a développé son dialecte ou sa langue et certaines d'entre elles ont acquis d'excellentes compétences linguistiques. La langue que parlent certaines communautés ghanéennes et nigérianes a, par exemple, atteint un tel degré de sophistication que le nom porté par chacun de leurs membres indique son origine et les circonstances de sa naissance¹.

Les arts de la parole ont également été portés à un niveau élevé dans plusieurs communautés. Les langues locales ont été enrichies de proverbes, d'anecdotes et de poésie. Les arts du spectacle se sont épanouis dans le domaine musical (chant, tambour et danse), avec le souci de procurer un grand plaisir esthétique. Une attention particulière a également été portée aux arts visuels et à l'architecture, qui devait obéir à des critères d'esthétique et de confort².

Le droit coutumier africain et les procédures judiciaires sont depuis longtemps si soigneusement encadrés et appliqués que les sociétés traditionnelles ont joui de longues périodes de paix et de stabilité. L'une des nombreuses fonctions de la religion traditionnelle était également de garantir l'ordre et la paix³.

L'éducation traditionnelle était fondée sur la pratique. Les enfants apprenaient les grandes leçons de la vie en observant et en aidant leurs parents. S'ajoutait parfois à cela une forme particulière d'éducation en vertu de laquelle des jeunes gens d'un même groupe d'âge étaient réunis dans un camp d'entraînement sous la tutelle de professeurs spécialisés. Dans certains cas, le programme comprenait une formation militaire qui préparait les participants à défendre leur patrie. Des cérémonies d'initiation concluaient ces sessions d'entraînement. Il faut souligner ici que l'éducation traditionnelle et le système d'apprentissage permettaient non seulement de dispenser des compétences dans différentes activités manufacturières, mais aussi d'inculquer les valeurs de la société et l'attitude à adopter au travail

ainsi qu'au sein de la famille et du clan. La religion enseignait également la bonne conduite à tenir et le sérieux avec lequel l'apprenti et son maître (notamment les forgerons et les orfèvres) réalisaient leur travail n'a jamais été égalé par l'ouvrier de l'industrie moderne.

Nous pouvons donc en conclure que la culture originelle comportait des aspects positifs. Le premier d'entre eux réside dans la paix complète dont semble avoir bénéficié l'ensemble de la région. Plusieurs éléments étayent cette thèse. Les peintures rupestres à Tassili, dans le Sahara central, décrivent toutes les activités essentielles des autochtones mais ne représentent aucune scène de guerre ou de violence de quelque nature que ce soit. Beaucoup plus tard, en 1794, un habile chef mandé a laissé entendre que les États n'engageaient en principe pas de guerres, qu'« il n'y avait pas eu de guerres dans le pays depuis un certain temps et que les guerres n'éclataient pas lorsque l'on ne manquait pas d'esclaves» (Wadstrom, 1794, p. 77). Cela laisse penser que les conflits armés entre États africains, comme tant d'autres fléaux, sont des phénomènes plus récents. En règle générale, les chefs traditionnels n'étaient pas des despotes. Dans presque tous les royaumes africains, le roi régnait avec l'assistance et le consentement d'un conseil d'anciens ou de ministres qui pouvaient à leur gré le destituer. En terre yoruba, le basorun, autrement dit le Premier ministre, pouvait pousser un alafin (roi) tyrannique au suicide. Dans le territoire ashanti, le plus haut responsable politique était la «reine mère». Elle nommait un nouveau roi, choix qui était soumis à l'examen d'un conseil d'anciens et à une assemblée d'hommes jeunes (Armstrong, 1960). La pratique de la démocratie n'est donc pas une nouveauté dans la société africaine.

Toutefois, il existe également des aspects très négatifs dans la culture originelle africaine. Les succès évoqués jusque-là ont été enregistrés sans que la population ait été alphabétisée. Or, les sociétés illettrées du monde entier ont la particularité d'être extrêmement superstitieuses et incultes. Dès que de nouveaux événements viennent affecter leur culture originelle, le mode de pensée et les comportements des leurs membres sont dénaturés et pervertis. Ces peuples croient à la sorcellerie, aux incantations et aux amulettes. Cela les conduit à des actes de cruauté et d'injustice (Wadstrom, 1794, p. 117) dont le caractère inhumain leur échappe. Ils peuvent ainsi brûler sans le moindre remord des individus sur des bûchers sous prétexte de sorcellerie, tout comme Jeanne d'Arc a été immolée en France au XVe siècle. Il s'agit de situations extrêmement dangereuses, surtout en Afrique, où les influences étrangères venues du nord et du sud ont ébranlé les traditions originelles reposant sur le lignage et l'animisme. Ce sont ces changements qui ont en grande partie sapé le caractère pacifique, éthique et démocratique des premières communautés africaines. Nous allons en décrire les ressorts et les conséquences dans la section suivante.

LES INFLUENCES SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES DE L'ISLAM ET DE L'EUROPE

L'influence islamique

Les sources du haut Niger ont longtemps été considérées comme le berceau culturel de l'Afrique occidentale. Elles ont été le foyer de nombreuses révolutions religieuses dans les territoires couverts par la savane et, à partir du XIV^e siècle, elles ont assisté à la grande dispersion des Malinkés établis dans les cités alors déclinantes du haut Niger. Ces derniers ont migré vers l'est en pays hawsa, qui correspond aujourd'hui au nord du Nigéria, vers l'ouest en direction de la Sénégambie et vers le sud dans l'arrière-pays de la forêt guinéenne.

D'autres avancées islamiques ont été réalisées par les fidèles et les marchands musulmans sur les fameuses routes commerciales. Les Fulanis, majoritairement musulmans, sont arrivés dans la région du Fouta-Djalon guidés par leur religion impérialiste pour dominer les agriculteurs et les propriétaires terriens animistes. Cela a provoqué quelques violentes révoltes des paysans autochtones contre leurs hôtes fulani aspirant au pouvoir. Une autre conséquence de l'influence musulmane sur les populations locales, en particulier sur celles de l'arrière-pays de la Sierra Leone et de la Côtedes-Graines, a été l'accroissement de l'ignorance et de la superstition, les communautés païennes se procurant auprès de *malam* itinérants des amulettes et des bracelets censés les protéger de la maladie et éloigner les esprits maléfiques. Les valeurs morales ont été minées, et la conception populaire de la vie s'est dénaturée.

L'influence européenne

Parallèlement, les Européens, qui étaient arrivés sur les côtes africaines au XV^e siècle, manifestaient un intérêt grandissant pour l'Orient. L'Asie allait devenir une source de biens manufacturés et de marchandises exotiques. Les Européens étaient également attirés par les perspectives qu'offraient les Amériques quant à l'exploitation des minerais et aux cultures de rente. Dans ce contexte, il ne restait à l'Afrique qu'à jouer le rôle de réserve de main-d'œuvre pour les mines et les plantations du Nouveau Monde. La traite atlantique s'est donc abattue sur l'Afrique, et la région que nous étudions a été l'une des plaques tournantes du commerce des esclaves.

L'arrivée des Européens en Afrique est l'une des conséquences des progrès réalisés en matière de transport et de communications. Les progrès

1294 DE 1789 à 1914

scientifiques et culturels de l'Europe ont permis de limiter les risques inhérents aux voyages en mer, de fournir des armes de protection et d'agression, autant d'éléments qui ont joué un rôle important dans la pénétration européenne en Afrique occidentale. Néanmoins, ces avancées ne résolvaient pas tous les problèmes rencontrés par les Européens lorsqu'ils entreprenaient de s'introduire dans le continent africain. Qu'ils aient été en quête d'esclaves ou même, par la suite, d'huile de palme, ceux-ci devaient être robustes et résistants pour surmonter les difficultés de ces premiers contacts, caractérisés par l'opposition des Africains, les pestes et les fièvres côtières, souvent fatales aux arrivants européens. Par conséquent, pendant la période de la traite des esclaves, la plupart des marchands européens avec lesquels les Africains devaient négocier étaient « des plus infâmes et dépourvus de tout scrupule ».

Les conséquences de l'influence étrangère sur les peuples africains

Ainsi, les influences scientifiques et culturelles de l'islam et de l'Occident sur les Africains auguraient mal d'un développement harmonieux de la région; elles ont, de fait, débouché sur l'inhumanité du commerce transatlantique des esclaves. Certes, les esclaves domestiques existaient en Afrique avant l'apparition des influences étrangères, mais ils constituaient une réserve de main-d'œuvre et ne pouvaient bien évidemment pas être vendus en dehors de leur région. Plusieurs régimes africains, dans des zones aussi éloignées que les États akans du Ghana et les mines de cuivre de Takedda dans le Sahara central, avaient mis au point d'ingénieuses politiques du travail réservant les prétendus esclaves, en réalité des serfs, aux activités agricoles et minières. Ce système pouvait impliquer le déplacement de la main-d'œuvre d'un point à un autre, mais ne pouvait être qualifié de traite des esclaves. Cependant, de nombreux aspects de la société africaine ont été dénaturés en raison des faiblesses internes du système animiste africain décrites auparavant et de l'ignoble intrusion étrangère.

Les facteurs clés sont probablement l'effondrement de l'ordre public et l'absence d'une autorité forte. Il en a découlé une situation désastreuse: les familles offensées ne s'en remettaient plus à la justice du chef comme elles le faisaient auparavant, mais capturaient les membres des familles ennemies pour en faire des esclaves, comme dans l'arrière-pays de la haute Guinée. Souvent, les chefs accusaient d'adultère ou de sorcellerie d'innocents sujets qu'ils vendaient, parfois avec leur famille entière, aux marchands d'esclaves blancs. Généralement, ces marchands étaient des mulâtres qui partaient à la recherche d'esclaves, comme Cleveland qui opérait dans l'arrière-pays de la

Sierra Leone à la fin du XVIIIe siècle. L'enlèvement, courant chez les Mandés (ou Mandingues) et les soufis, était pratiqué tant par les Africains que par les marchands mulâtres. Les Africains, comme d'autres peuples en développement, étaient parfois enclins à l'oisiveté et avaient tendance à tromper leur inactivité par l'ivresse lorsqu'ils pouvaient se procurer de l'alcool. Les marchands d'esclaves européens ont profité de ce vil penchant africain pour la boisson, les armes et les munitions. Ils offraient des spiritueux aux chefs qui, une fois ivres, prenaient sous la pression des Européens des décisions néfastes à leurs sujets. L'alcool, les armes et les munitions fournies par les commercants blancs alimentaient les guerres et les incursions lancées par les différentes communautés pour obtenir des esclaves, comme cela a souvent été le cas en haute Guinée et dans l'arrière-pays de la Sierra Leone. Chez les Fantis, au Ghana, les sociétés européennes (britanniques, néerlandaises, suédoises, brandebourgeoises et danoises) se livraient des luttes commerciales et poussaient la population locale à prendre part à leurs rivalités. Les personnes capturées pendant ces conflits armés étaient naturellement vendues en esclavage. Dans cette région, les enlèvements pour dette étaient également courants : les Européens attaquaient et capturaient certains habitants des villes dont étaient originaires les marchands qui ne remboursaient pas les dettes contractées en échange de biens. Dans l'arrière-pays de la Sierra Leone, les Européens fournissaient à leurs agents africains des biens destinés aux terres intérieures. Si ces derniers ne revenaient pas en temps voulu avec le nombre d'esclaves convenu, les Européens s'emparaient de leur famille à titre de compensation (Wadstrom, 1794, pp. 14, 78–93). Ainsi, du XVIe au XIXe siècle, l'Afrique occidentale et centrale sombre dans la traite des esclaves, perdant de nombreux et robustes hommes et femmes. Au fil des siècles, la traite gagne en intensité, se déplaçant vers l'est de la haute Guinée, le long des côtes de la Sénégambie et de la Sierra Leone, puis vers la Côte-des-Esclaves, pour atteindre les terres situées au bord du Niger et au-delà.

L'époque des empires informels

La traite des esclaves n'était pourtant pas le premier ni le seul commerce entre les Africains et les Européens. L'or, l'ivoire, la gomme et un certain nombre de produits tropicaux avaient précédé les esclaves et continué à être exportés pendant des siècles. Au XIX^e siècle, la pression internationale croissante contre la traite des esclaves imposait l'instauration d'échanges licites. Les Européens avaient donc besoin d'empires informels pour contrôler les enclaves marchandes qu'ils avaient créées. Trois possibilités s'offraient à eux: utiliser les vieux comptoirs européens tels que Banjul, Freetown, Accra, Lomé, Lagos et Douala; garantir un commerce avec l'intérieur du

1296 De 1789 à 1914

continent grâce à la protection des royaumes africains; soutenir des activités dans les zones fluviales à l'aide des canonnières et des services du consul de la baie.

Les Européens ont surtout utilisé — ou tenté d'utiliser — ces trois méthodes pendant la période dite de l'empire informel. Ils avaient besoin d'une protection physique afin de recouvrer leurs dettes et de régler leurs litiges financiers avec les marchands africains. Certains des anciens comptoirs, comme celui de Freetown, offraient de tels services. En revanche, dans le delta du Niger, les navires de guerre postés sur les fleuves commerciaux pouvaient appuyer les décisions des «tribunaux d'équité» afro-européens présidés par un consul britannique (Wadstrom, 1794, pp. 14, 85–93). L'influence croissante des consuls britanniques sur les affaires ijos à partir des années 1850 faisait également partie de la stratégie de l'empire informel de la Couronne pour contrôler son commerce (Wadstrom, 1794, p. 382). Au sud du Ghana, la période de l'empire informel a elle aussi été marquée par la montée en puissance des institutions judiciaires européennes, créées par MacLean et restées officieuses jusqu'en 1843.

La deuxième méthode, consistant à placer le commerce sous la protection de royaumes de l'intérieur, a été élaborée à la suite de rapports qui attestaient de la présence de vastes et puissants royaumes pouvant servir ce dessein. Cependant, les tentatives britanniques pour traverser la forêt et pénétrer dans la savane jusqu'au califat de Sokoto, par exemple, n'ont pas obtenu les résultats escomptés.

Pendant cette période, les marchands européens, qui recherchaient une protection commerciale, n'ont pas essayé d'élargir l'empire, en raison notamment des taxes supplémentaires que ce service aurait générées (Hargreaves, 1960). Ils ont donc privilégié la deuxième méthode, plaçant leur commerce intérieur sous la protection de royaumes africains.

Durant l'ère de l'empire informel, les Européens ont tenté d'établir des colonies agricoles et des comptoirs fortifiés. Si leurs plans avaient fonctionné, le colonialisme et l'impérialisme seraient apparus dès le milieu du XIX^e siècle (Wadstrom, 1794, p. 373). Les colonies de plantation, comme en Sierra Leone et à Lokoja, à la confluence du Niger et de la Bénoué, se sont révélé un échec, de même que les comptoirs fortifiés, transformés par la suite en protectorats. L'apparition du colonialisme a ainsi été repoussée jusqu'aux années 1890. C'est parce que depuis le XV^e siècle le sud du Ghana fortifiait ses comptoirs en en faisant des forts et des châteaux qu'il a été placé sous protectorat avant l'heure, en 1874.

Pendant les trois premiers quarts du XIX^e siècle, de nombreux Européens à la tête des affaires africaines avaient une conception afro-européenne de leur activité, c'est-à-dire favorable aux aspirations africaines. Cependant, vers les années 1880, de nouveaux agents européens ont été envoyés par

les métropoles, chargés de se consacrer à l'expansion impérialiste. À partir de ce moment-là, la prise de pouvoir politique dans ces États africains ne dépendait plus que des innovations techniques, dont les Européens disposaient déjà. Leurs progrès en matière de communications, d'imprimerie, de télégraphie et d'armement ont facilité la conquête physique de ces États. Ainsi, entre 1884 et 1914, les Européens, dans notre cas les Britanniques et les Allemands, ont annexé directement des territoires africains et établi des protectorats. Les premiers ont consolidé leur emprise sur la Gambie, la Sierra Leone, le Ghana et le Nigéria, et les seconds ont occupé le Togo et le Cameroun.

LES RÉPONSES CULTURELLES INDIGÈNES

La marche vers l'abolition de la traite des esclaves

Comme nous l'avons vu, la traite des esclaves est une période sombre de l'histoire de l'humanité. Toutefois, même à cette époque, les deux parties en jeu dans cet échange illuminaient parfois cette obscurité. Plusieurs royaumes africains, notamment ceux de l'Ashanti, du Dahomey et du Bénin, ont survécu en interdisant la traite ou, du moins, en la limitant de temps à autre. En Europe, par ailleurs, la morale chrétienne et l'éducation occidentale inculquaient la bonté et encourageaient l'humanitarisme et la philanthropie au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, au Danemark, en Allemagne, ainsi que dans d'autres pays. Dès le XVIII^e siècle, certains Européens se sont montrés bienveillants envers les Africains, notamment dans le cas du Ghanéen Jacobus Capitein, et les ont tout d'abord réduits en esclavage pour ensuite les libérer et les éduquer à leurs propres frais ou à ceux de sociétés commerciales européennes. L'humanitarisme de ces personnalités a été tel qu'elles ont rapidement cherché à inverser le rôle de réserve de main-d'œuvre pour les plantations américaines qui avait été attribué à l'Afrique. La culture de plantes locales a donc été encouragée sur ce continent, afin de permettre le développement de la population et de la «civiliser». Ces projets reposaient sur l'abolition de la traite des esclaves. Les Pays-Bas ont mis fin à cette pratique avant la fin du XVIIIe siècle, en 1795, suivis du Danemark en 1802 et du Royaume-Uni en 1807. L'abolition impliquait aussi l'affranchissement et la libération des personnes déjà réduites en esclavage dans le cadre de projets agricoles menés en Afrique. Granville Sharp a été le principal défenseur de cette cause au Parlement britannique (Wadstrom, 1794, pp. 3-4).

1298 DE 1789 à 1914

La montée en puissance des Africains éduqués à l'occidentale et des Afro-Européens

Le premier résultat spectaculaire des efforts humanitaires décrits ci-dessus a été l'établissement, en 1787, de la Sierra Leone Company à Freetown. Cette société était chargée des différents aspects du programme humanitaire destiné à prévenir l'exportation d'esclaves par les eaux de l'Afrique occidentale (Fyfe, 1960). À cette fin, elle installait des affranchis africains en Sierra Leone, les christianisait, les éduquait et les conseillait, à l'instar des chefs locaux, sur les techniques de pointe en matière de cultures de plantation, et ce afin d'encourager le commerce licite. Elle espérait ainsi «faire germer le bonheur futur d'un continent dont les relations avec la Grande-Bretagne n'avaient été jusqu'alors que source de misère» (Wadstrom, 1794, p. 128). Ce programme éducatif s'est révélé une réussite et, rapidement, les Africains éduqués à l'occidentale au collège Fourah Bay de Freetown se sont dispersés dans toute la sous-région ouest-africaine (Wadstrom, 1794, p. 373).

Au Ghana, les premiers Africains cultivés comprenaient également des personnes formées dans les sociétés commerciales européennes, comme Philip Quaque, qui est devenu l'aumônier anglican du château de Cape Coast, et Jacobus Capitein (1717–1747), qui a fait ses études aux Pays-Bas, puis obtenu l'aumônerie du château d'Elmina pour la Compagnie hollandaise des Indes occidentales (Bartels, 1959). À partir du début du XIX^e siècle, plusieurs missions, y compris celles qu'avaient envoyées l'Église anglicane, l'Église méthodiste, la ville de Bâle et l'Allemagne du Nord, ainsi que divers organismes catholiques, ont créé des postes et des écoles dans tout le Ghana, convertissant la population et formant les jeunes au sein de programmes éducatifs occidentaux. Les missions catholiques et protestantes ont fait de même au Togo, au Nigéria et au Cameroun. Avant la fin du XIX^e siècle, il existait des Africains cultivés dans presque toutes les villes commerciales implantées le long de la côte de l'Afrique occidentale.

Les Africains influents éduqués à l'occidentale se sont multipliés dans des communautés telles que celles des créoles en Sierra Leone, des *saros* (esclaves rapatriés en Pays yoruba) au Nigéria et des diasporas. Certains étaient de grands érudits, comme le docteur J. Africanus Horton, qui a officié dans le service médical de l'armée britannique et publié des rapports de recherche dans des revues médicales britanniques. Les créoles comptaient des figures célèbres comme Samuel Lewis et Edward W. Blyden. Ce sont également des Africains cultivés, comme Mensah Sarbah et J. E. Casely-Hayford, tous deux membres éminents du barreau du Ghana, qui ont dirigé l'Aborigines' Rights Protection Society dans le pays. De même, au Nigéria, Samuel Ajayi Crowther, originaire des rives du Niger, est devenu le premier évêque africain de l'Église anglicane. Outre les nouvelles élites africaines,

certains métis, les Afro-Européens, s'identifiaient à l'élite montante purement africaine. C'est en vain qu'a été tentée une alliance entre d'un côté les Africains occidentalisés et de l'autre les autorités et les Africains traditionnels, y compris à l'intérieur du continent (July, 1980, p. 420).

Les réponses culturelles de la période des empires informels : l'adaptation

Sous la tutelle des empires informels (1840–1880), les Africains occidentalisés considéraient l'influence scientifique et culturelle européenne comme un défi à relever. Leur objectif était d'assurer le développement du continent en coopération avec les Européens grâce à la supériorité scientifique et culturelle de ces derniers. La politique d'adaptation devait faire de ces Africains les principaux agents des projets humanitaires en raison de leur «habitude du climat», sans pour autant supprimer l'éducation et la formation offertes par les missions et soutenant les activités agricoles, industrielles et commerciales. Ce programme, connu sous le nom de «la Bible et la charrue», a principalement été élaboré dans l'ouvrage de Thomas Buxton intitulé The African slave trade and its remedy. Certaines interprétations de cette théorie réclamaient parfois que le plein droit à l'autodétermination soit accordé aux Africains dès qu'ils seraient capables de gérer leurs propres activités avec efficacité. Les Fanti pensaient avoir atteint ce stade lors de la Confédération fanti (1868–1873), mais, comme les partenariats avec les Européens étaient autorisés, ils ont demandé à l'administration britannique de Cape Coast de soutenir financièrement leurs programmes de développement; après avoir essuvé un refus, leur mouvement s'est effondré. La Church Missionary Society, qui se conformait en apparence à la politique d'adaptation formulée par les Africains cultivés, encouragea l'évêque Crowther à créer des églises autonomes qui assuraient elles-mêmes leur diffusion le long du Niger.

Les réponses culturelles et la résistance face à l'impérialisme et au colonialisme

À partir des années 1880, comme nous l'avons vu, les nouveaux employés européens des services anglo-africains, principalement recrutés à Oxford et Cambridge, étaient de jeunes idéalistes prêts à assumer des responsabilités à l'étranger. Ils dévalorisaient la culture africaine, déclarant que les Européens ne devaient pas abandonner leurs efforts de civilisation en Afrique, mais s'attendre à «diriger le continent noir» pendant de longues années. Ils ont également découragé l'établissement des églises autonomes. Leurs théories ont rapidement été justifiées par la ruée vers l'Afrique et le partage du continent.

1300 DE 1789 à 1914

Face à cette provocation, l'élite cultivée n'a pas eu d'autre choix que de changer son approche du développement du continent. La coopération était terminée, et les Ghanéens étaient devenus très critiques vis-à-vis de l'administration britannique, en particulier des mesures fiscales et raciales. Ils réclamaient leur droit à l'autodétermination. Pour ce faire, ils devaient se détourner de la culture européenne et conserver et améliorer les institutions et la culture africaines pour qu'elles constituent la base du développement national. Ils revendiquaient le droit d'être gouvernés directement par leurs rois et leurs chefs dans le cadre de ces institutions. L'Aborigines Rights Protection Society a permis une alliance entre l'élite cultivée et les autorités traditionnelles. Elle protestait également contre les tentatives du gouvernement de contrôler les concessions foncières par le biais d'un projet de loi déposé par le gouverneur William Maxwell en 1894. Jusqu'en 1901, cette organisation s'est opposée à ce que le gouverneur Nathan destitue le chef d'Awudua de son poste pour défiance et interférence injustifiée avec le pouvoir en matière de politique locale. Ainsi, le Ghana répondait au colonialisme par le nationalisme culturel.

Contrairement au Ghana, où la nouvelle réponse apportée au colonialisme a été guidée par la critique littéraire et les mouvements politiques, le Nigéria a réagi de façon plus concrète et pragmatique. Les Nigérians avançaient que si le développement à l'européenne devait se faire au détriment de leur culture, ils prendraient en charge leur propre développement afin de préserver cette culture. Ils devaient donc tenter de mettre en œuvre la théorie de «la Bible et la charrue» dans des entreprises récemment implantées. L'évangélisation a ainsi été mêlée à la culture du cacaoyer au début du XX^e siècle en Pays yoruba, notamment dans la mission industrielle d'Agbowa (1895–1908), créée par le docteur Mojola Agbedi, et dans les plantations établies par J. K. Coker à Agege. L'établissement d'Églises africaines indépendantes destinées à soutenir les programmes industriels apparaissait comme une nécessité. L'objectif était autant de mettre en œuvre la doctrine ancestrale de «la Bible et la charrue» que de protester contre la trahison des missions déjà en place, qui avaient au départ accepté de créer des Églises autonomes.

La détermination des Nigérians à préserver leur culture sous tous ses aspects a été soulignée lors de la création, à Abeokuta, de deux institutions, l'Egba United Board of Management et l'Egba United Government, destinées à introduire une révolution sociale et politique sans détruire le caractère national du Nigéria (Egba). Ainsi, le développement socioéconomique et politique du Nigéria a été marqué par le nationalisme culturel.

Les nouvelles tendances culturelles

Au XIX^e siècle, les peuples d'Afrique occidentale et centrale ont progressivement modifié certains aspects de leurs objectifs de développement sous l'influence étrangère. La réalisation de ces nouveaux objectifs impliquait l'adoption de nouvelles techniques. Les moyens de transport et de communication ont peu à peu été améliorés par la construction de routes, de voies ferrées, de bureaux de poste et de télégraphe. L'agriculture a quant à elle été enrichie par l'introduction de nouvelles plantes.

L'arrivée des missions chrétiennes a provoqué la conversion d'adeptes d'anciennes pratiques païennes au christianisme, même si, au XIXe siècle, les nouveaux chrétiens ne représentaient pour ainsi dire qu'une goutte d'eau dans l'océan de la société animiste. Le système éducatif traditionnel a également commencé à être remplacé par un enseignement formel dispensé dans des institutions de type occidental. Les soins de santé reposaient de plus en plus sur des méthodes scientifiques et non sur l'invocation de puissances surnaturelles. Dans le domaine artistique, l'influence des nouvelles formes musicales, soit la musique religieuse et les chants scolaires, amorçait la création de la musique populaire high life pour laquelle la région de notre étude est désormais célèbre. Les arts de la parole fleurissaient à mesure que de nouvelles représentations, issues notamment de la littérature orale et de la dramaturgie, venaient enrichir les arts du spectacle. De même, les arts visuels ont commencé à évoluer lorsque le dessin, la peinture et la poterie ont fait leur apparition dans les écoles. Diverses pratiques artisanales ont peu à peu été intégrées aux programmes scolaires. À la fin de notre période d'étude, en 1914, ces changements n'en étaient qu'à leurs balbutiements, mais les efforts déployés par cette région pour préserver sa culture tout en adoptant de nouvelles techniques laissaient déjà transparaître la détermination et le progressisme de sa population.

NOTES

- 1. Le nom d'une personne indique non seulement son sexe et son origine sociale, mais aussi son lignage ou son clan, sa date et son lieu de naissance, ainsi que certaines informations concernant sa famille.
- 2. Dans la savane, les maisons étaient conçues pour résister à la chaleur et rester naturellement fraîches.
- 3. Au sud-est du Ghana, l'ablution destinée aux dieux du lignage servait à punir les causeurs de torts et dispensait la victime de rétablir elle-même la justice, maintenant ainsi la paix sans le recours à l'ordre.

BIBLIOGRAPHIE

AJAYI J. F. A. 1959. «Henry Venn and the policy of development». *Journal of the Historical Society of Nigeria* (Ibadan), vol. 1, n° 4.

- AKINJOGBIN I. A. 1966, «The Oyo empire in the eighteenth century a reassessment». *Journal of the Historical Society of Nigeria* (Ibadan), vol. 3, n° 3.
- Armstrong R. G. 1960. «The development of kingdoms in Negro Africa». Journal of the Historical Society of Nigeria (Ibadan), vol. 2, n° 1.
- Ayandele E. A. 1967. «Background to the "duel" between Crowther and Goldie on the Lower Niger 1857–1885». *Journal of the Historical Society of Nigeria* (Ibadan), vol. 6, n° 1.
- Bartels F. L., 1959. «Jacobus Eliza Johannes Capitein, 1717–1774». *Transactions of the Historical Society of Ghana* (Legon), vol. 4, partie I.
- Berry S. S. 1963. «Christianity and the rise of cocoa-growing in Ibadan and Ondo». *Journal of the Historical Society of Nigeria* (Ibadan), vol. 4, n° 3.
- Curtin P., Feierman S., Thompson L., Vansina J. 1978. *African history*. Boston, Little Brown.
- Datta A. K., Porter R. 1971. «The Asafo system in historical perspective. An inquiry into the origin and development of a Ghanaian institution». *Journal of African History* (Londres), vol. 12, n° 2.
- Davies O. 1960. «The Neolithic revolution in tropical Africa». *Transactions of the Historical Society of Ghana* (Legon), vol. 4, partie II.
- FAGE J. D. 1962. «Some remarks on beads and trade in Lower Guinea in the sixteenth and seventeenth centuries». *Journal of African History* (Londres), vol. 3, n° 2.
- 1978. A history of Africa. Londres, Hutchinson University Library.
- Fyfe C. 1960. «Peter Nicholis-Old Calabar and Freetown». *Journal of the Historical Society of Nigeria* (Ibadan), vol. 2, n° 1.
- Haydon A. P. 1970. «The good public servant of the state Sir Mathew Nathan as governor of the Gold Coast 1900–1904». *Transactions of the Historical Society of Ghana* (Legon), vol. XI.
- HILL P. 1959. «The history of the migration of Ghana cocoa farmers». *Transactions of the Historical Society of Ghana* (Legon), vol. IV, partie I.
- IFEMESIA C. C. 1962. «The «civilizing» mission of 1841: aspects of an episode in Anglo-Nigeria relations». *Journal of the Historical Society of Nigeria* (Ibadan), vol. 2, n° 3.

- JONES-QUARTEY K. A. B. 1959. «Anglo-African journals and journalists in the nineteenth and early twentieth centuries». *Transactions of the Historical Society of Ghana* (Legon), vol. IV, partie I.
- LOCHNER N. 1958. «Anton Wilhelm Amo: a Ghana scholar in eighteenth century Germany». *Transactions of the Historical Society of Ghana* (Achimota/Legon), vol. III, partie 3.
- MORGAN W. B. 1962. «The forest and agriculture in West Africa». *Journal of African History* (Londres), vol. 3, n° 2.
- RIVERSON I. D. 1955. «The growth of music in the Gold Coast». *Transactions of the Gold Coast and Togoland Historical Society* (Achimota), vol. I, partie IV.
- Shaw C. T. 1960. «Bronzes from Eastern Nigeria. Igbo-Ukwu excavations». Journal of the Historical Society of Nigeria (Ibadan), vol. 2, n° 1.
- Wadstrom C. B. 1794. An essay on civilization: particularly applied to the Western Coast of Africa with some free thoughts on cultivation and commerce. Londres, David & Charles Reprints.
- Webster J. B. 1963. «The Bible and the plough». *Journal of the Historical Society of Nigeria* (Ibadan), vol. 2, n° 4.
- Wilks I. 1962. «A medieval trade-route from the Niger to the Gulf of Guinea». *Journal of African History* (Londres), vol. 3, n° 2.
- 1963. «The growth of islamic learning in Ghana». *Journal of the Historical Society of Nigeria* (Ibadan), vol. 2, n° 4.
- WILLET F. 1960. « Ife and its archaeology ». *Journal of African History* (Londres), vol. 1, n° 2.
- Wrigley C. 1962. «Linguistic clues to African history». *Journal of African History* (Londres), vol. 3, n° 2.

15.3

L'intégration de l'Afrique centrale et orientale dans le système capitaliste international

Émile Mworoha

La présente étude couvre essentiellement l'espace géopolitique occupé par les États actuels du Burundi, du Rwanda, de la Tanzanie et du Zaïre. Il s'agit d'une région que deux puissances européennes, à savoir la Belgique et l'Allemagne, se sont partagée dans les années qui ont suivi la conférence de Berlin de 1885. L'objectif de l'analyse consiste à étudier la façon dont cette région, au cours du XIX^e siècle, c'est-à-dire avant même l'invasion coloniale et dans les premières décennies de celle-ci, se trouve déjà intégrée dans les échanges mondiaux, et à examiner les impacts sociaux et culturels découlant de cette situation. Nous nous interrogerons d'abord sur la nature des sociétés politiques qui se sont développées dans cet «éco-immense» espace compris entre l'océan Indien et l'océan Atlantique et que se disputent la forêt équatoriale et les savanes herbeuses, puis sur l'impact des logiques capitalistes dans ces sociétés et sur les changements culturels observés dès cette époque.

LES MUTATIONS DE L'ENVIRONNEMENT POLITIQUE

L'impact des nouvelles dynamiques commerciales

L'ensemble de la région subit le contrecoup du commerce à longue distance des esclaves, de l'ivoire et des armes à feu qui, dès la première moitié du XIX^e siècle, touche l'intérieur du continent. Il s'agit des contrées les moins explorées du continent, mis à part la côte de l'océan Indien et l'embouchure du Congo, intégrées au moins depuis le XVI^e siècle aux échanges mondiaux. Sur le plan politique, trois caractéristiques principales peuvent être dégagées: l'essor de l'État zanzibarite devenu un pôle du commerce mondial; la résistance et le remodelage des anciens États centralisés, en particulier

des monarchies des Grands Lacs et des royaumes de la savane, et enfin l'apparition de nouveaux pouvoirs favorisés par les échanges.

Au début du XIX^e siècle, le swahili connaît déjà un important développement politique et un mode de vie urbain. Des cités-États s'étaient organisées depuis au moins le XIII^e siècle. On peut citer principalement Kilwa, Saadani, Pangani (Idha Salim, 1996, p. 246). L'ancienne influence de Kilwa, déjà ébranlée par les Portugais entre le XVe et le XVIIe siècle, est remplacée par celle des Arabes lorsque le sultan d'Oman décide en 1840 de fixer sa capitale à Zanzibar et d'appliquer une politique conquérante incluant la côte et même l'arrière-pays, dans le cadre d'une économie mercantile fondée sur les plantations de girofliers et le commerce de l'ivoire. Ce sultanat va progressivement occuper une place stratégique sur tout le littoral et exercer une véritable hégémonie en Afrique orientale. Bien que ses préoccupations soient essentiellement commerciales, il va influencer de façon importante les structures politiques de la région. Zanzibar est reconnu par les puissances européennes, qui y implantent des consulats dès la première moitié du XIXe siècle. Le sultan Sa'īd ibn Sulţān signe en effet des accords avec l'Amérique (1837), la Grande-Bretagne (1839), la France (1844) et, plus tard, avec les États hanséatiques allemands (Mworoha, 1970, pp. 36–61). Zanzibar devient une véritable métropole commerciale exportant non seulement les esclaves et l'ivoire, mais aussi le copal et le clou de girofle, qui s'échangent notamment contre le sucre, les perles, les fusils, les articles en cuivre et les cotonnades américaines. Des banquiers indiens soutiennent ces activités et des caravanes pénètrent dans l'intérieur jusqu'à la région des lacs, et même à l'ouest du lac Tanganyika dès les années 1830. Un réseau de factoreries est créé sur l'axe Tabora-Ujiji, faisant rayonner la civilisation urbaine de l'océan Indien.

La résistance et l'évolution des anciens pouvoirs centralisés

Au moment où l'Afrique centrale et orientale subit les chocs des influences extérieures liées aux différents trafics et quand les puissances européennes entament la mise en coupe réglée de cette région, des régimes politiques variés se répartissent cet espace. On y trouve des États au pouvoir centralisé, en particulier dans la région des Grands Lacs où, par exemple au Burundi, les *bami* (rois) Ntare Rugamba (1800–1850) et Mwezi Gisabo (1850–1908) ont bâti un État solide qui s'oppose victorieusement aux razzias esclavagistes des gens de Zanzibar. C'est aussi le cas du royaume du Rwanda, qui devient un État puissant et militarisé sous les règnes des rois Mutara Rwogera (1830–1860) et Kigeri Rwabugiri (1860–1895). Les États hayas ont aussi des systèmes assez bien structurés (Mworoha, 1977, pp. 46–64).

Néanmoins, ces royaumes ne connaissent pas une évolution aussi profonde que ceux de l'espace ougandais, où les souverains du Buganda et du Bunyoro notamment, contrôlant les échanges et les armes à feu, réorganisent leur pouvoir de manière beaucoup plus centralisée.

Les Empires lunda et luba des savanes congolaises se renforcent politiquement tout en participant à la traite esclavagiste. On constate de fait une consolidation du pouvoir étatique sous l'empereur (*mwata yav*) Nawej qui utilise à la fois les armes traditionnelles et les armes à feu venant d'Angola. Le séjour des caravanes à la capitale (*musumba*) des Lundas sous le règne de Mutesa (1857–1873) se fait plus fréquent. En Pays luba, le pouvoir militaire de l'empereur (*mulopwe*), très prestigieux dans la première moitié du XIX^e siècle, commence au contraire à s'effriter sous la pression économique, en particulier sous le règne de Kasongo Kalombo (1870–1880). Dans les régions septentrionales du Congo, deux États, celui des Mangbetus très militarisé, bien organisé et «urbanisé», et celui des Zandés, qui se présente comme une sorte de confédération des populations avoisinantes avec un groupe de seigneurs dominants (*avungara*), s'opposeront efficacement aux esclavagistes soudanais qui font des razzias dans ces régions.

Les peuples des régions forestières sont généralement organisés en chefferies et présentent de ce fait une plus grande précarité face à des aventuriers mieux organisés et mieux armés, une situation qui va devenir de plus en plus dangereuse pour eux vers la fin du siècle.

Des aventuriers devenus rois

Les courants commerciaux consécutifs à l'essor industriel de l'Europe, lesquels, ayant gagné la région, se nourrissent essentiellement du commerce de l'ivoire et des esclaves, vont provoquer des bouleversements politiques importants dans la seconde moitié du XIX^e siècle. L'Afrique centrale et orientale est marquée, aussi bien sur le plan politique que culturel, par l'émergence de nouveaux États créés par des aventuriers qui se proclament souverains, érigent des cours et imposent leur pouvoir à différents peuples, préfigurant les remodelages qui conduiront, sous la colonisation, aux États actuels. Les exemples de Mirambo, de Nyungu ya Mawe, de Msiri et de Tippu Tip illustrent ce phénomène politique.

L'empire de Mirambo (1860-1884)

Mirambo, qui à l'origine était le chef d'un petit territoire dans l'ouest de la Tanzanie, aurait été capturé et formé par les guerriers ngounis (issus du mouvement zoulou) au moment de leur invasion dans l'Est africain. Dans les années 1860, s'appuyant sur un groupe de guerriers professionnels dotés d'armes à feu (les *ruga-ruga*), il conquiert un certain nombre de principautés voisines et parvient ainsi à fédérer les Banyamwezis, une population qui s'était spécialisée depuis le début du siècle dans le commerce de l'ivoire et l'organisation de caravanes jusqu'à la côte. Entre 1870 et 1884, c'est un véritable empire qu'il s'est taillé. Son génie politique consiste à maintenir dans leurs fonctions les chefs assujettis en exigeant d'eux le paiement d'un tribut (Kimambo, 1996, p. 286). Organisateur avisé utilisant les armes à feu, Mirambo s'assure le contrôle de l'axe commercial Tabora-Ujiji, astreignant les trafiquants arabes à lui verser des péages. Mais cet empire ne survivra pas à son fondateur. Les conquérants européens briseront toutes ces nouvelles entités politiques.

L'État kimbu de Nyungu ya Mawe (1870–1884)

Autre aventurier contemporain de Mirambo, Nyungu ya Mawe soumet en 1870 les Kimbu, une population proche des Banyamwezis, et exerce le contrôle de la route Tabora-Ufipa, vers le sud du lac Tanganyika. À l'inverse de Mirambo, Nyungu ya Mawe désigne ses propres administrateurs (*watwale*): chacun se voit chargé du contrôle de plusieurs anciennes chefferies. La collecte de l'ivoire figure parmi les missions principales de ces *watwale*. L'État kimbu forgé par Nyungu ya Mawe continuera à fonctionner après sa disparition en 1884.

L'État garenganze de Msiri

Msiri, Ngalengwa de son vrai nom, un autre trafiquant au destin extraordinaire venu de l'est jusque dans le bassin du Congo, est un chef sumbwa (nord du Pays nyamwezi) que les hasards du commerce ont conduit au Katanga, où il a créé un nouvel État, le Garenganze. Ses connaissances médicales le rendent célèbre auprès de la cour du roi du Kazembe (de l'ensemble culturel lunda), où son vaccin contre la variole fait sensation, amenant le souverain local à lui offrir une fille en mariage et quantité de lingots de cuivre. Devenu un puissant dignitaire du Kazembe, d'autant plus qu'il dispose de fusils et de partisans aguerris (les Bayekés) spécialisés dans la chasse aux éléphants, Msiri capitalise son influence au Katanga et se proclame finalement roi à Bunkeya, capitale du Garenganze. Il invente une étiquette de cour avec ses propres rites royaux et se donne le titre de *mwami*. Sa capitale devient une grande base de traite reliée à l'océan Indien, où les Swahilis et les Arabes se bousculent quotidiennement. Mais le roi Msiri, dont les intérêts contrarient ceux de l'Empire léopoldien, est abattu en 1891 par le capitaine belge Bodson.

1308 DE 1789 à 1914

L'empire de Tippu Tip

Tippu Tip est un métis arabe, d'une famille de commerçants implantée dans l'Est africain. Il va se tailler un véritable empire dans les régions du Maniéma et du haut Zaïre, organisé avec un double réseau de watwale (chefs), chargés essentiellement de la collecte de l'ivoire, et d'akida (chefs de district), incarnés par des chefs traditionnels et des agents arabo-swahilis. Il crée trois centres économiques, Nyangwe, Kasongo et Kisangani. La puissance de Tippu Tip est telle que le roi Léopold II s'en fera un allié en le nommant gouverneur de la région des Stanley Fallu (Mbokolo, 1992), bien qu'il prétende combattre les esclavagistes. Il ne se séparera de lui qu'après la conférence antiesclavagiste de Bruxelles tenue en 1890. Tippu Tip, qui réalise que son époque s'achève, regagne alors son Zanzibar natal pour vivre tranquillement des rentes amassées à l'intérieur du continent.

Au total, le XIX^e siècle représente pour l'Afrique centrale et orientale une période d'importants changements politiques. Si l'organisation politique et militaire de certains États traditionnels permet une résistance momentanée à la puissance des armes à feu étrangères, d'autres peuples subissent des chocs terribles qui bouleversent entièrement leurs sociétés. La veille de la ruée impérialiste est donc une période d'instabilité qui favorise l'affirmation des personnages entreprenants.

L'IMPACT DES LOGIQUES CAPITALISTES SUR LES SOCIÉTÉS: OUVERTURE ET EXPLOITATION

Le développement du capitalisme international et la concurrence qu'il engendre parmi les nations européennes expliquent l'impérialisme conquérant qui se manifeste avec la conférence de Berlin de 1885. Celle-ci décide du sort de l'Afrique et débouche sur les conquêtes coloniales. Le système capitaliste, dont le profit est la loi de base, a des effets immédiats et se manifeste avec la plus grande brutalité. Mais, dans beaucoup de cas, les peuples africains prennent les armes pour défendre leur indépendance et s'opposer à l'exploitation. L'exemple de l'État indépendant du Congo (EIC), propriété personnelle du souverain belge Léopold II, illustre tout particulièrement cette situation.

Le pillage organisé et l'exploitation de la population

Entre 1876 et 1885, Léopold II réussit à se créer un véritable empire colonial (le futur Congo belge), à le faire avaliser en marge de la conférence de Berlin et à monter un système d'exploitation efficace. En quoi consiste ce pillage

organisé? Tout en déclarant la liberté du commerce sur le territoire du Congo, le souverain favorise la mise en place de monopoles d'État qui exploitent l'ivoire et le caoutchouc et opèrent dans le cadre du système domanial créé en 1891 et 1892. L'État se déclare propriétaire de toutes les terres dites vacantes, constituant ainsi ce qu'on appelle les «terres domaniales». On considère comme telles toutes les terres qui ne sont ni exploitées ni occupées par les indigènes. Un système d'exploitation fondé sur le travail forcé est mis en place, obligeant chaque indigène à fournir tous les quinze jours une certaine quantité de caoutchouc. Les forces armées constituées à cette époque concourent à la réalisation de cet objectif. Les représentants de l'État léopoldien utilisent tous les moyens possibles de coercition: expéditions punitives régulières, prise d'otages, surveillance des villages par des sentinelles, coups de fouet, etc.

Dans le cadre de l'exploitation de l'ivoire et du caoutchouc, l'État léopoldien octroie aussi d'énormes concessions à des sociétés belges qui, en
contrepartie, reversent la moitié des bénéfices à l'État. Jean Stengers évoque
deux sociétés qui réalisent des profits colossaux dans l'État indépendant
du Congo: «L'Abir et l'Anversoise firent des bénéfices inouïs, mais leurs
concessions furent des enfers. Les agents de ces sociétés ne connaissaient
qu'une seule loi, celle du lucre» (Stengers, 1989, p. 137). En 1900, le souverain belge peut s'estimer satisfait de la réussite de son entreprise, car les
bénéfices réalisés permettent d'enrichir le patrimoine national belge avec,
notamment, l'édification de grands monuments et la construction d'importantes infrastructures publiques (Stengers, 1989, p. 138).

Dans les colonies allemandes d'Afrique orientale, l'exploitation des populations indigènes concerne surtout la participation aux cultures obligatoires (café, coton, sisal...), mais aussi le portage et les recrutements pour les plantations européennes. Les troupes coloniales (les tirailleurs ou *askari*) créées par Hermann Wissmann, un ancien agent de Léopold II nommé gouverneur de l'Afrique-Orientale allemande en 1891, sont composées de Soudanais de Khartoum, de «Zoulous», d'anciens porteurs et commerçants nyamwezis et d'habitants du Maniéma qui ont servi Tippu Tip. En 1913, une fois la *pax germanica* assurée, ils sont 2 500 soldats encadrés par 260 Allemands pour l'ensemble de l'Afrique orientale (Mbokolo, 1992, p. 291). Mais comment les sociétés africaines vont-elles réagir face à cette mainmise étrangère sur leurs territoires et face au pillage de leurs richesses?

Les réactions populaires et la mobilisation des ressources symboliques locales

Au sein de l'État indépendant du Congo comme dans les colonies allemandes, les peuples opposent des résistances déterminées à l'entreprise impérialiste.

S'agissant de l'Empire léopoldien, rappelons que même dans les pays engagés dans des entreprises parallèles de colonisation comme l'Angleterre, des personnalités dénoncent les atrocités du système d'exploitation de l'État indépendant du Congo² (Mbokolo, 1992, p. 314).

Les véritables résistances et oppositions à la colonisation proviennent toutefois des sociétés africaines elles-mêmes, qui n'hésitent pas à prendre des armes pour lutter contre les abus. Des mouvements de révoltes secouent l'ensemble des colonies belges et allemandes, obligeant les nouveaux maîtres à mener des campagnes de répression contre la population africaine. Dans l'État indépendant du Congo, la plupart des révoltes ont comme toile de fond le retournement des alliances entre Belges et arabisés, consécutif à la conférence antiesclavagiste de Bruxelles, qui décide de mener une lutte sans merci contre les chefs arabisés jusqu'alors alliés de Léopold II. Ainsi, de 1892 à 1895, les chefs arabisés sont révoqués et remplacés par des chefs dits coutumiers africains. Cette nouvelle politique provoque la révolte des mercenaires qui espéraient avoir leur part du butin. C'est ainsi que des mutineries se déclenchent à Luluabourg en 1895 après l'exécution du chef Ngongo Lutete, organisées par des soldats swahilis membres de la « Force publique » de l'État du Congo.

En Afrique orientale, la colonisation allemande s'impose au prix de vastes répressions militaires frappant les chefs qui défendent la souveraineté de leurs États et les peuples en rébellion contre l'exploitation coloniale. Helge Kjekshus a dénombré, entre 1889 et 1896, au moins cinquante-quatre affrontements accompagnés de morts, d'incendies de villages, de destruction du bétail et des récoltes (Kjekshus, 1977, pp. 148–149). À titre illustratif, on peut rappeler les révoltes de Bushiri, des Chaggas, des chefs hehés, du roi Mwezi Gisabo du Burundi et, enfin, du mouvement des Maji-Majis, qui sera la plus vaste et la plus meurtrière.

De toutes ces oppositions, c'est le mouvement maji-majis du Tanganyika (1905–1907) qui incarne la plus grande lutte anticoloniale dans cette colonie de l'Afrique-Orientale allemande. Conduit par le chef Kinjikitile Ngwale, ce mouvement rassemble une vingtaine de groupes ethniques unis par leur opposition au travail forcé et à l'enrôlement autoritaire dans les concessions. Le chef de ce mouvement est célèbre pour avoir proposé à ses partisans une eau sacrée dont ils devaient s'asperger pour devenir invulnérables aux balles. Il sera toutefois pendu le 4 août 1905, tandis que la révolte cessera en 1907, après une répression générale qui fait plus de 100 000 morts (Mwanzi, 1987, p. 191).

Ces révoltes ont des effets variés. Par exemple, les colonisateurs allemands, effrayés par la révolte de 1905 et par des mouvements comparables qui éclatent à la même époque dans le Sud-Ouest africain (Namibie), effectuent des réformes portant sur l'équipement, la mise en valeur de l'intérêt

monétaire de la population et les réalisations sociales (Iliffe, 1979, pp. 168–202). Par leur opposition à la domination coloniale, les peuples africains expriment leur profond attachement à la liberté en même temps qu'ils créent les bases et les références historiques du nationalisme africain et des combats futurs pour le recouvrement des indépendances nationales.

LES CHANGEMENTS À CARACTÈRE SCIENTIFIQUE ET CULTUREL

L'intégration de l'Afrique centrale et orientale dans les échanges mondiaux a des répercussions sur les plans culturel, social et scientifique qui ne seront, sur ces plans, réellement effectives qu'après la Première Guerre mondiale.

La diffusion des langues véhiculaires africaines et les nouveaux horizons culturels

La diffusion de la culture swahili

De manière générale, on peut affirmer que la diffusion de la culture swahili et de l'islam en Afrique centrale et orientale est l'une des innovations majeures du XIX^e siècle. Favorisée par l'essor des échanges commerciaux entre la côte et l'intérieur, la langue swahili finira par devenir un instrument fédérateur de nombreux peuples de cette région. Il s'agit d'une culture qui accompagne le développement urbain, dont la diffusion semble en effet inséparable de l'essor de Zanzibar et des centres urbains de la côte.

Le commerce à longue distance a favorisé considérablement l'expansion de la langue swahili, qui progresse même plus vite que l'islam. Vers 1850, Richard Burton rapporte que cette langue est couramment parlée par les Sagaras et les Gogos (Idha Salim, 1996, p. 261). Parallèlement, le mode de vie swahili se développe et la généralisation du port de la tunique (kanzu) devient le symbole de cette influence. La ruée européenne sur le continent donne un coup de fouet à l'expansion du swahili, en particulier grâce à l'action des interprètes swahilis qui accompagnent les explorateurs, les missionnaires et les militaires. Enfin, l'usage systématique du swahili dans les nouveaux centres créés par le pouvoir colonial, notamment par les commerçants et les administrateurs coloniaux, lui assure un nouveau prestige et une nouvelle expansion en Afrique centrale, orientale et même australe au cours du XXe siècle.

La diffusion du lingala à l'ouest du bassin du Congo

Au début du XIXe siècle, le bassin du Congo était depuis longtemps intégré au commerce mondial. D'importantes factoreries européennes installées sur la côte atlantique ont développé un commerce florissant avec l'intérieur³ (Mbokolo, 1992, p. 174). Aux environs de 1850, le commerce d'esclaves a cessé de représenter l'essentiel des exportations vers le reste du monde. Les échanges, qui pendant longtemps se sont limités à quelques produits de base (sel, fer) et à des biens de prestige (cuivre, étoffe de raphia...), prennent dans la seconde moitié du XIXe siècle un nouvel essor orienté «vers l'économie de cueillette : ivoire, cire, copal, huile, café» (Vellut, 1996, p. 341). Jusque-là, les échanges ont fortement favorisé la région du bas Congo et l'essor de la langue kikongo. La nouvelle impulsion donnée au commerce qui se développe sur les bords du fleuve Congo jusqu'au nord de l'équateur, au confluent de l'Oubangui, ouvre une place remarquable à un peuple de piroguiers, les Ngalas, petit groupe de «gens de l'eau» dont la langue est le lingala, qui sont pratiquement les seuls à posséder et à utiliser des pirogues dans cette région. Dans leur profession de piroguiers, les Ngalas vont jouer un rôle fondamental dans le transport des marchandises, surtout celui de l'ivoire.

Vers 1870, les Ngalas apportent d'Oubangui à la région du Pool entre 5 000 et 6 000 défenses d'éléphants et reçoivent en échange des produits jusqu'alors inconnus tels que les anneaux de cuivre et les fusils. C'est dans ce contexte que le lingala, une langue pratiquée au départ uniquement par les Ngalas, s'enrichit et devient la langue du commerce par excellence pour une grande partie de l'ouest du Congo (Mbokolo, 1992, p. 180). Le lingala joue un rôle primordial dans la diffusion des techniques de pêche, ainsi que dans l'homogénéisation de certaines institutions. À l'instar du swahili à l'est, le lingala va connaître un destin extraordinaire en devenant la langue de la «Force publique», qui la diffusera dans différentes régions du pays. Il s'affirmera comme la langue des arts et de la musique congolaise, la langue de la capitale Léopoldville (Kinshasa).

Un génie créateur africain mal connu

Très peu de travaux d'inventaire de la production scientifique et culturelle africaine ont été réalisés à propos du XIX^e siècle. Certaines initiatives autochtones ont même été contrariées ou inhibées au contact des avancées scientifiques et techniques européennes. Pourtant, l'une des caractéristiques de cette époque est le pillage culturel d'objets d'art africains qui ont peuplé les musées de Bruxelles et de Berlin.

Sur le terrain, malgré le retard scientifique et technique et en dépit du manque d'information, des découvertes d'origine africaine sont signalées ici et là.

Joseph Ki-Zerbo donne l'exemple des Chaggas du Tanganyika qui, à partir de 1800, mettent au point un système de stockage de vivres et d'abris pour le bétail. Il s'agit d'une invention attribuée au chef chagga Horombo, qui se trouvait en guerre contre les Massaïs et cherchait à s'assurer le contrôle des terres et du bétail, comme le précise l'historien africain: «Afin d'échapper aux raids massaïs, les Chaggas mirent au point tout un réseau de demeures souterraines avec des emplacements pour le bétail, les stocks de vivres, les dortoirs, et un système d'aération et d'écoulement des eaux usées» (Ki-Zerbo, 1992, p. 315).

Le génie technique et culturel africain s'exprime surtout à travers le travail du fer et du cuivre, et par ses créations artistiques. On peut citer certains peuples comme les Baloubas, réputés depuis longtemps pour leur travail de fonte du fer et du cuivre, de même que pour leurs techniques de tissage du raphia (Ki-Zerbo, 1992, p. 325). On peut aussi rappeler le célèbre explorateur David Livingstone, fortement impressionné par les savoirs techniques des Africains dans la région du haut Zambèze. Ce dernier décrit notamment les nombreuses forges actives de Manogania et la fonte du cuivre par les habitants du Katanga, qui l'extraient de la malachite et le vendent en grosses barres en forme de «I» majuscule (Ki-Zerbo, 1992, p. 325). Enfin, l'originalité des masques lubas tout comme la finesse des statuettes makondés impressionnent les voyageurs qui s'émerveillent devant le génie créateur des Africains.

Le début des innovations

Des échanges scientifiques et culturels embryonnaires

Les échanges culturels, scientifiques et techniques entre l'Europe et l'Afrique centrale et orientale en sont encore à un stade embryonnaire. Toutefois, les descriptions des missionnaires et des explorateurs, l'adoption de nouvelles plantes vivrières, le lancement de grands travaux, l'organisation d'expositions et les manifestations des premiers intellectuels nous permettent d'observer certaines retombées sur le plan scientifique et culturel.

Les missionnaires et les explorateurs ont joué un rôle central dans la diffusion des connaissances sur l'histoire et la géographie de l'Afrique. On se souvient que les premiers voyageurs qui traversaient l'Afrique orientale étaient à la recherche des sources du Nil, objet d'énigme et de curiosité depuis l'Antiquité; le célèbre historien grec Hérodote disait que les « sources du Nil

sortaient des monts de la Lune». Ce sont les expéditions de Burton et Speke, entre 1858 et 1863, qui découvrent le lac Tanganyika, le lac Victoria et les sources du Nil. Le pasteur médecin David Livingstone (1813–1873), qui passe trente ans en Afrique, fait connaître les pays et les peuples du Zambèze et du haut Congo, tandis que Morton Stanley marque l'histoire en tant que premier Européen qui descend le fleuve Congo depuis l'océan Indien; il se mettra par la suite au service de Léopold II. En 1859, l'Allemand Rebmann est le premier Européen à découvrir le mont Kilimandjaro.

Les missionnaires jouent également un rôle important dans la propagation des idées et des concepts européens par la diffusion de l'écriture et l'élaboration des premiers ouvrages sur les langues, les cultures et l'histoire de l'Afrique. Ils contribuent surtout à faire pénétrer les conceptions bibliques.

L'organisation des expositions internationales d'objets d'art africains

De nombreuses expositions nationales et internationales sur l'art africain sont organisées en Europe dès cette époque, ce qui témoigne de l'importance de ce type d'échanges culturels entre l'Afrique et l'Europe. On peut illustrer cette situation avec les expositions réalisées en Belgique et avec la construction du Musée ethnographique, érigé pour accueillir les œuvres d'art amassées au Congo.

En 1885, le port belge d'Anvers accueille la première exposition internationale sur l'«État indépendant du Congo», qui présente des collections ethnographiques au palais de la Société de géographie. En 1894, la deuxième exposition internationale, qui se déroule encore à Anvers, se consacre essentiellement à la présentation d'objets caractéristiques des diverses ethnies congolaises (Salmon, 1992, p. 181). En 1914, une grande exposition d'objets culturels est aussi en préparation à Dar es-Salaam.

En 1896–1897, la construction du palais colonial de l'Exposition de Turveren confirme l'intérêt porté à la connaissance de la culture africaine, même s'il ne faut pas perdre de vue la dimension prédatrice impérialiste. Pierre Salmon vante la qualité des œuvres que le public belge pouvait admirer dans le palais colonial: «On s'était ingénié à mettre sous les yeux du public non pas la quantité mais la qualité, non pas un fouillis d'objets au milieu desquels l'œil se perd, mais quelques types représentant l'histoire et la vie du pays et de ses habitants» (Salmon, 1992, p. 182). Le musée de Tervuren est inauguré en 1908, année durant laquelle la Belgique hérite de l'État indépendant du Congo, et constitue une autre indication de l'intérêt porté à l'art et à la culture africains.

Une révolution en cours sur le plan agricole et médical

L'une des conséquences de l'intégration de la région dans le circuit des échanges mondiaux est l'introduction de plantes américaines en Afrique centrale et orientale. Entamée depuis le XVI^e siècle, la culture de ces plantes se généralise au XIX^e siècle. On assiste à l'expansion dans la région de cultures comme le manioc, le maïs, la patate douce, le haricot... qui enrichissent les capacités alimentaires de la production rurale et favorisent la croissance de la population.

Au début de la colonisation, malgré les premiers efforts dans le domaine sanitaire (introduction de la quinine, premières vaccinations antivarioliques), on note plutôt l'extension de certaines endémies (notamment la maladie du sommeil à partir du bassin du Congo) et la diffusion plus rapide de certaines épidémies (variole, choléra depuis la côte orientale).

De nouveaux moyens pour contrôler l'espace et la population

L'impact des idées occidentales et leur pénétration dans le continent seront favorisés par la mise en place d'un nouveau mode de gouvernement inauguré par les pouvoirs coloniaux, à savoir des systèmes bureaucratiques qui permettent un meilleur encadrement territorial de la population (recensements, contrôles sanitaires, fiscalité...).

L'une des innovations du capitalisme européen qui se répercutera dans le continent africain est la création des chemins de fer. Les colonies belge et allemande se caractérisent par le fait qu'elles perçoivent l'extension des voies ferrées à la fois comme un instrument de mise en valeur et un « facteur de civilisation » (Chrétien, pp. 335–362). Mais du côté africain, on les considère plutôt comme d'énormes machines d'asservissement et d'exploitation, car des milliers d'Africains trouvent la mort lors de leur construction.

Dans l'État indépendant du Congo, il existe en 1903 trois grandes compagnies chargées du développement de ce secteur: la Compagnie du chemin de fer du Congo, chargée de construire la ligne Matadi-Léopolville (créée en 1880), la Compagnie des chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains (CFL) et la Société du chemin de fer du bas Congo au Katanga (BCK). Dans l'Est africain allemand, la construction de la première ligne de chemins de fer entre Tanga et Moshi est achevée dès 1902. Pourtant, la ligne la plus importante, reliant Dar es-Salaam à Kigoma afin de profiter du commerce avec le Congo belge, n'est inaugurée qu'en 1914.

Le timide éveil des premiers intellectuels et la mise en place de l'infrastructure éducative missionnaire

Il est difficile de parler de mouvements d'intellectuels émergeant en Afrique centrale et orientale au cours du XIX^e siècle pour la simple raison que le nombre de personnes formées est infime, voire inexistant. On trouve bien sûr des lettrés islamisés, surtout en Afrique-Orientale allemande, mais leur influence n'est pas déterminante dans la marche de la société. Quelques rares cas d'Africains formés, s'opposant encore timidement à l'entreprise coloniale, commencent toutefois à être signalés.

La formation est assurée par l'enseignement missionnaire, qui ne se trouve qu'à ses débuts⁴. Dans le cadre du Congo belge, nous pouvons donner deux exemples, ceux de Panda Farnana et de l'abbé Stefano Kaoze. Premier ingénieur agricole congolais qui fait ses études à Vilvorde en Belgique et complète sa formation avec des études commerciales à Mons, Panda Farnana (1888–1930) devient fonctionnaire colonial en 1909 et fonde l'Union congolaise en 1919. Il sera le premier Congolais à dénoncer les carences de l'enseignement public et de la mise en valeur des terres, et à affirmer le « droit des Noirs à être entendus et donc à être représentés dans les instances de gestion de la colonie» (Quaghebeur, 1992, p. XLVIII).

Stefano Kaoze est considéré comme le premier Congolais à écrire des articles en français qui mettent l'accent sur le choc des cultures africaines et européennes. Dès 1910, il publie dans la *Revue congolaise* un article sur la «Psychologie bantou», dans lequel il se fait l'écho de la perception du Blanc par les Noirs: «Tout nous paraissait blanc chez les étrangers, les vêtements aussi bien que la peau, seuls leurs pieds étaient noirs. Ces pieds nous paraissaient anormaux car ils ne comportaient pas de doigts comme les nôtres, en fait nous n'avions jamais vu d'hommes chaussés de souliers, voilà l'origine de notre méprise. Les gens du village, quant à eux, voyant les Blancs venir avec leur suite par le lac Tanganyika, ont pensé qu'eux aussi étaient sortis d'une immense forêt d'eau comme notre ancêtre Kiyombe, ses épouses, ses enfants et les membres de nos six clans. Ils situaient cette forêt d'eau bien au-delà du Tanganyika, vers l'océan Indien» (Quaghebeur, 1992, p. LII).

CONCLUSION

Quel bilan peut-on tirer du développement scientifique et culturel de l'Afrique centrale et orientale à la fin du XIX^e siècle? Disons d'emblée que la vie scientifique demeure très limitée, car les établissements d'enseignement et les centres de recherche n'existent pas. Les premiers rudiments de la lecture et de l'écriture commencent à peine à être enseignés par les écoles missionnaires,

dont le souci principal est la diffusion de la religion chrétienne. Pour les pouvoirs coloniaux, les préoccupations du développement sont secondaires, et leurs énergies s'orientent plutôt vers la mise en place des structures et des instruments mêmes de la colonisation (restructuration des territoires, établissement des bureaucraties et des systèmes de communication...), c'est-à-dire vers la recherche des moyens de contrôle et d'exploitation les plus rentables possibles.

Au niveau culturel, l'affirmation de la culture swahili est le fait majeur du XIX^e siècle. Si l'islam commence à s'implanter à l'intérieur du continent, sa progression sera toutefois freinée au XX^e siècle par l'expansion du christianisme.

L'essentiel des échanges scientifiques concerne les écrits des explorateurs et des missionnaires, qui contribuent à une connaissance relativement meilleure de l'Afrique. La connaissance et la perception de l'Afrique par les peuples d'Europe passeront également par l'organisation des expositions d'objets et œuvres d'art africain, timide prélude à la vogue des «Arts nègres» du lendemain de la Première Guerre mondiale.

Il faudra donc attendre le XX^e siècle pour que s'établissent en Afrique orientale et centrale les premières bases d'études et de développement technique, scientifique et culturel de la région.

NOTES

- On peut signaler, par exemple, la construction du monument du Cinquantenaire à Bruxelles, la construction du musée de Tervuren, l'agrandissement du château royal de Laeken et d'importantes réalisations dans la ville portuaire d'Ostende.
- 2. Par exemple, le rapport de Roger Casement (1903), consul britannique au Congo, et les publications d'Edmond Morel et de sa Congo Reform Association (entre 1904 et 1913).
- 3. En 1876, on compte 146 factoreries européennes : 78 entre Loango et l'embouchure du Congo, 33 dans l'estuaire même du fleuve et 35 entre le fleuve et le port d'Ambriz.
- 4. Dès 1911, une dizaine d'instituts missionnaires couvre les principales régions du Congo belge.

BIBLIOGRAPHIE

AJAYI J. F. A. (dir. publ.). 1996. L'Afrique au XIX^e siècle jusque vers les années 1880. Vol. 6. Histoire générale de l'Afrique. Paris/Dakar, UNESCO/NEA.

Bennett N. 1971. *Mirambo of Tanzania* (c. 1870–1884). Oxford. Oxford University Press.

- 1978. A history of the Arab State of Zanzibar. Londres, Methuen.
- Berger I. 1981. *Religion and resistance in East African kingdom in the precolonial period*. Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale.
- Boahen A. A. (dir. publ.). 1987. L'Afrique sous la domination coloniale, 1880–1935. Vol. 7. Histoire générale de l'Afrique. Paris/Dakar, UNESCO/NEA.
- Brunschwig H. 1957. L'Expansion allemande outre-mer (du XV^e siècle à nos jours). Paris, PUF.
- Burton R. F. 1872. *Zanzibar: city, islam and coast.* 2 vol. Londres, Tinsley Brothers (nouvelle éd., Elibron Classics, 2001).
- Chrétien J. R. 1999. «Le "désenclavement" de la région des Grands Lacs dans les projets économiques allemands au début du XX^e siècle ». Dans : *Histoire sociale de l'Afrique de l'Est aux XIX^e et XX^e siècles*. Paris, Karthala.
- CHRÉTIEN J. P. 1993. Burundi. L'histoire retrouvée, 25 ans de métier d'historien en Afrique. Paris, Karthala.
- Constantin F. 1991. «Communautés musulmanes et pouvoir politique en Afrique orientale (XIX^e-XX^e siècle)». Dans: *Histoire sociale de l'Afrique de l'Est (XIX^e-XX^e siècle)*. Paris, Karthala, pp. 103–116.
- COQUERY-VIDROVITCH C., MONIOT H. 1974. L'Afrique noire de 1800 à nos jours. Paris, PUF.
- 1992. Afrique noire, permanences et ruptures. Paris, L'Harmattan.
- FOURNIER R. P. 1966. *Mirambo, un chef de guerre dans l'Est africain vers* 1830–1884. Paris, Nouvelles Éditions latines.
- Gann L. H., Duignan P. (dir. publ.). 1969. *The history and politics of colonialism* 1870–1960. Vol. I. Cambridge, Cambridge University Press.
- Gray R., Birminghan D. (dir. publ.). 1970. Precolonial African trade: essays on trade in Central and Eastern Africa before 1900. Londres. Oxford University Press.
- Guillain M. 1856. Voyage à la côte orientale d'Afrique. 3 vol. Paris, A. Bertrand.
- HOSTELET G. 1954. L'Œuvre civilisatrice de la Belgique au Congo, 1885—1945. Bruxelles, Institut royal col. belge, sciences morales et politiques, Mém. 33, tome 1.
- IDHA SALIM A. 1996. «La côte et l'hinterland de l'Afrique orientale de 1800

- à 1845». Dans: J. F. A. Ajayi (dir. publ.). Le XIX^e siècle jusque vers les années 1880. Vol. 5. Histoire générale de l'Afrique. Paris/Dakar, UNESCO/NEA, chap. 9.
- ILIFFE J. 1979. *A modern history of Tanganyika*. Cambridge, Cambridge University Press.
- KAGAME A. (dir. publ.). 1972. *Un abrégé de l'ethno-histoire du Rwanda*. Butare, Université du Rwanda.
- KIMAMBO I. 1996. «La côte et l'hinterland de l'Afrique orientale de 1845 à 1880». Dans: J. F. A. Ajayi (dir. publ.). Le XIX^e siècle jusque vers les années 1880. Vol. 5. Histoire générale de l'Afrique. Paris/Dakar, UNESCO/NEA, chap. 10.
- KI-ZERBO J. 1978. Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain. Paris, Hatier.
- 1992. *Histoire de l'Afrique noire*. Paris, Hatier.
- KJEKSHUS H. 1977. Ecology control and economic development in East African history. Londres, Heinemann.
- Krapf J. L. 1860. Travels, researches and missionary labours during an eighteen-year residence in eastern Africa. Boston, Ticknor & Fild.
- LAGAE C. R. 1926. Les Azande ou Niam Niam. Bruxelles, Vromant.
- MBOKOLO É. 1995. Afrique noire. Histoire et civilisation. Paris, Hatier.
- Noirs et Blancs en Afrique équatoriale. Les sociétés et la pénétration française (vers 1839–1874). Paris, Éditions de l'EHSS.
- Morel E. D. 1903. *The Congo slave trade*. Liverpool, Richardson & Soris
- Munongo A. 1955. «Msiri». Dans: Lovania 13. Elizabethville.
- Mwanzi H. A. 1987. «Initiatives et résistances africaines en Afrique orientale de 1880 à 1914». Dans: A. A. Boahen (dir. publ.). *L'Afrique sous domination coloniale, 1880–1935*. Vol. 7. *Histoire générale de l'Afrique*. Paris/Dakar, UNESCO/NEA, chap. 8.
- MWOROHA E. 1970. Le Consulat français de Zanzibar d'avant l'expansion européenne en Afrique centrale de 1876 à 1890. Thèse de doctorat. Paris, Université de Paris-I.
- 1977. Peuples et rois de l'Afrique des lacs. Dakar, NEA.
- 1987. *Histoire du Burundi : des origines à la fin du XIX*^e siècle. Paris, Hatier.
- 1991. «L'État monarchique et son emprise sur la société dans la région des grands lacs au XIX^e siècle». Dans: *Histoire sociale de l'Afrique orientale (XIX^e-XX^e siècle)*. Paris, Karthala, pp. 37–58.

Prins A. H. J. 1961. *The Swahili-speaking people of Zanzibar and the East African Coast.* Londres, IAI.

- Quaghebeur M. 1992. *Papier blanc, encre noire. Cent ans de culture francophone en Afrique centrale (Zaïre, Rwanda, Burundi)*. Bruxelles, Éditions Labour (coll. Archives du Futur).
- RANDLES W. G. L. 1968. L'Ancien Royaume du Congo, des origines à la fin du XIX^e siècle. Paris/La Haye, Mouton.
- Salmon P. 1992. « Réflexion à propos des arts zaïrois ». Dans : M. Quaghebeur, A. Vilain (dir. publ.). *Papier blanc, encre noire. Cent ans de culture francophone en Afrique centrale (Zaïre, Rwanda, Burundi)*. Bruxelles, Éditions Labour.
- Stengers J. 1962. «L'impérialisme colonial de la fin de XIX^e siècle: mythe ou réalité». *Journal of African History* (Londres), vol. III, n° 3, pp. 469–491.
- 1989. *Congo. Mythes et réalités. 100 ans d'histoire.* Bruxelles, Duculot. Toussaint A. 1961. *Histoire de l'océan Indien.* Paris, PUF.
- Vansina J. 1962. L'Évolution du royaume Rwanda des origines à 1900. Bruxelles, Académie royale des sciences d'Outre-Mer.
- 1965. Les Anciens Royaumes de la savane. Léopoldville/Louvain, Institut de recherches économiques et sociales, Université Lovanium.
- Vellut J. L. 1996. «Le bassin du Congo et l'Angola ». Dans: J. F. A. Ajayi (dir. publ.). Le XIX^e siècle jusque vers les années 1880. Vol. 6. Histoire générale de l'Afrique. Paris/Dakar, UNESCO/NEA, chap. 12.
- Wels A. J. 1967. *An introduction to the history of Central Africa*. Londres. Oxford University Press.

15.4 L'Afrique orientale

Buluda A. Itandala

Dans ce chapitre, nous entendrons par «Afrique orientale» la région composée de la république du Soudan, des pays de la corne de l'Afrique, c'est-àdire l'Éthiopie, l'Érythrée, la république de Djibouti et la Somalie, et enfin des pays d'Afrique centrale et orientale, à savoir le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. À l'instar de nombreuses autres zones du continent africain, cette région a connu des transformations socio-économiques et politiques déterminantes au cours de la période qui fait l'objet de ce chapitre. Nous exposerons donc brièvement la nature et le déroulement de ces événements dans les différents pays de la région.

La création et l'histoire du Soudan jusqu'en 1899

La création du Soudan par Mohammed Ali en 1820

Au début du XVI^e siècle, toutes les communautés chrétiennes installées dans ce qui est aujourd'hui le nord du Soudan ont été islamisées, à l'exception de quelques communautés isolées, et leurs royaumes ont été remplacés par le royaume musulman des Fundjs, dont la capitale est la ville de Sennar (Holt, 1961; Kropacek, 1984, pp. 398–414; Afigbo *et al.*, 1986).

Le royaume des Fundjs existera jusqu'au début du XIX^e siècle, bien qu'entre-temps son pouvoir ait été très affaibli par les rivalités entre diverses dynasties. Ainsi, certaines de ses provinces, comme celles de Dongola et du Kordofan, sont quasiment devenues autonomes. C'est pourquoi lorsque Mohammed Ali, qui est alors gouverneur de la province égyptienne de l'Empire ottoman ou turc, décide d'envahir la région de Dongola, ainsi que d'autres zones du nord du royaume des Fundjs, le pouvoir central à Sennar n'est pas en mesure de lui opposer une réelle résistance.

L'invasion du nord du Soudan par les troupes de Mohammed Ali est motivée par le désir de ce dernier de rétablir le commerce entre l'Égypte et le Soudan, lequel avait été interrompu en raison de l'instabilité politique 1322 DE 1789 à 1914

régnant dans le royaume des Fundjs (Holt, 1961, pp. 35–36; Afigbo *et al.*, 1986, pp. 136 et 140; Shillington, 1989, pp. 279–283). Toutefois, le gouverneur a une autre raison encore plus importante : il souhaite exploiter les ressources économiques et humaines du Soudan. Il convoite en particulier l'or, le bois de construction dont il a besoin pour sa flotte et les esclaves africains qui viendraient agrandir les rangs de son armée (Holt, 1961, pp. 37 et 43; Collins, 1964, p. 9; Ibrahim et Ogot, 1989, pp. 359–361).

Ayant accompli la conquête du royaume des Fundjs en 1820, Mohammed Ali fait de la ville de Khartoum le centre administratif de sa colonie, qui prend le nom de Soudan. Des gouverneurs et d'autres cadres sont nommés pour administrer le territoire pour lui, mais le pouvoir militaire est en fait le principal instrument de contrôle de la région. Le Soudan doit être financièrement indépendant et payer un tribut annuel à l'Égypte sous forme d'or, d'ivoire, de grain, de bétail, de bois et d'esclaves.

La domination et l'exploitation turco-égyptienne, 1820–1880

Le gouvernement turco-égyptien installé à Khartoum n'exerce son autorité qu'à l'intérieur des frontières du royaume des Fundjs jusqu'à la découverte, au cours d'expéditions égyptiennes menées entre 1821 et 1831, afin de trouver la source du Nil blanc, de la voie reliant le nord et le sud du Soudan (Gessi, 1892, p. 1; Gray, 1964, pp. 16–19).

Après cette découverte, le gouverneur du Soudan envoie chaque année, à partir de Khartoum, de petites expéditions commerciales, afin d'acheter de l'ivoire et d'autres biens à la population vivant sur les bords du fleuve. Ces expéditions très enrichissantes attisent la convoitise des marchands autochtones et européens installés à Khartoum qui s'empressent d'organiser leurs propres expéditions dans le sud du Soudan.

Lorsque son arrière-pays du Sud s'ouvre à l'exploitation économique dans les années 1840 et 1850, Khartoum est déjà reliée par des routes de caravanes aux territoires du Kordofan et du Darfour à l'ouest, et aux terres côtières de la mer Rouge à l'est. Au début, les marchands musulmans du Nord et les Africains animistes du sud du Soudan traitent d'égal à égal, mais cet équilibre des forces entre les deux communautés soudanaises semble avoir disparu lorsque de nombreux marchands arabes et nubiens armés, connus sous le nom de Djellabas, s'introduisent dans les territoires intérieurs du sud et y établissent des villes fortifiées, appelées *zeriba*, dans les années 1860 et 1870 (Schweinfurth, 1873, vol. I, pp. 228–229, vol. II, pp. 417–418; Junker, 1890, vol. I, pp. 54 et 149; Gray, 1964, p. 46; Holt, 1961, pp. 61–74).

Installés dans ces *zeriba*, les Djellabas harcèlent sans cesse les communautés voisines sans défense, leur extorquant bétail, grain et esclaves.

En recourant à la force pour obtenir tout ce qu'ils veulent des habitants du Sud, les commerçants du Nord ne se comportent pas différemment des représentants du pouvoir central et des troupes envoyées dans la région. De telles pratiques s'expliquent par le fait que les musulmans du Nord considèrent que, n'étant pas musulmanes, les populations du Sud peuvent être traitées de la pire manière. En outre, les salaires des agents du gouvernement et des soldats n'étant pas versés régulièrement, ceux-ci ont souvent recours au pillage, à la mise à sac et à des enlèvements pour obtenir de quoi vivre et s'enrichir rapidement (Baker, 1866, vol. I, pp. 9–12; Baker, 1974, vol. I, pp. 5 et 259, et vol. II, pp. 482–483; Schweinfurth, 1873, vol. I, pp. 258–259 et 355–383; Casati, 1891, vol. I, pp. 61–62 et 314–315; Holt, 1961, pp. 68–70).

La révolution mahdiste, 1881–1898

La violence et l'exploitation économique qui accompagnent la conquête du Soudan par le pouvoir turco-égyptien font sans aucun doute partie des principaux facteurs de déclenchement du soulèvement mahdiste en 1881. D'autres éléments contribuent largement à favoriser ce mouvement, notamment le refus des représentants des autorités turco-égyptiennes au Soudan de vivre selon les règles strictes de l'islam, le fait que des Européens chrétiens soient employés à des postes importants de l'administration, les mesures contre la traite des esclaves prises par les autorités européennes, l'abdication du khédive Ismaïl pacha en Égypte en 1879 et la démission du gouverneur général Gordon au Soudan après cette abdication (Ibrahim et Ogot, 1989, pp. 373–374; Holt, 1961, pp. 65–72 et 77–78; Holt et Daly, 1989, pp. 33–34 et 42).

Le départ de ces deux hommes a de lourdes conséquences, car ils laissent derrière eux un vide à la tête des deux pays, et nul n'est prêt à prendre la relève.

Tandis que se produisent tous ces événements, un homme du nom de Muḥammad Aḥmad s'élève en tant que réformateur religieux décidé à purifier l'islam et à chasser du pouvoir les dirigeants turcs et leurs partisans religieux soudanais, qu'il considère comme des individus impies et corrompus. En novembre 1881, ses fidèles lui donnent le titre de $mahd\bar{\iota}$, ou chef divin élu par Dieu pour purifier l'islam et répandre justice et équité sur la Terre (Afigbo et~al., 1986, p. 156; Holt, 1961, pp. 78–79).

Ils lancent ensuite un *djihād*, une guerre sainte, contre les autorités turco-égyptiennes. Parmi les principaux partisans du Mahdī, connus sous le nom d'*ansar*, se trouvent les marchands d'esclaves du Nord dont les affaires ont périclité à la suite des mesures interdisant la traite des esclaves prises par les autorités. C'est pourquoi le *djihād* qui est lancé n'a pas seulement pour objet de purifier l'islam et de chasser les dirigeants turco-égyptiens honnis ainsi que les Européens chrétiens qui les soutiennent, mais aussi de remettre en place les activités d'exploitation de la population du sud du Soudan. À la fin des années 1880, ils ont conquis l'ensemble du territoire soudanais et même tenté d'envahir l'Éthiopie chrétienne.

L'instauration du pouvoir anglo-égyptien en 1899

L'émergence de l'État mahdiste du Soudan se produit au moment même où le reste de l'Afrique fait l'objet d'un partage en diverses colonies européennes (Holt et Daly, 1989, p. 109; Afigbo *et al.*, 1986, pp. 162–164).

Les Britanniques ayant fait de l'Égypte l'une de leurs colonies en 1882, il leur devient indispensable de contrôler toutes les terres longeant la vallée du Nil, afin de protéger les intérêts du pays dont la survie dépend des crues du Nil supérieur. Avec l'accession au pouvoir des mahdistes hostiles aux intérêts égyptiens et britanniques au Soudan, l'invasion et la conquête de ce dernier par les Britanniques deviennent inévitables. En fait, lorsque Belges et Français manifestent leur intention de s'approprier des morceaux du territoire soudanais à partir de leurs bases au Congo et dans le bassin du Zaïre dans les années 1890 (Collins, 1964, pp. 92-155; Holt, 1961, pp. 104-105), les Britanniques répliquent en envoyant depuis l'Égypte une expédition militaire dirigée par le général Kitchener au Soudan. Les troupes que ce dernier dirige reconquièrent tout d'abord la province soudanaise de Dongola, qui se trouvait sous contrôle mahdiste, en septembre 1896, puis elles obligent les Français à se retirer de Fachoda après avoir remporté une victoire décisive contre les troupes mahdistes près d'Omdourman en septembre 1898 (Holt, 1961, pp. 104-107 et 111-112).

Après l'effondrement du régime mahdiste et le retrait des Français de Fachoda en septembre 1898, les Britanniques instaurent un pouvoir angloégyptien au Soudan en janvier 1899.

L'ÉTHIOPIE ET LES AUTRES PAYS DE LA CORNE DE L'AFRIQUE (1800–1900)

Les efforts d'unification sous l'empereur Théodoros II, 1855–1868

En Éthiopie, le pouvoir impérial a presque disparu depuis le début du XVII^e siècle, par suite des invasions des Oromo sur le territoire de l'empire et des guerres civiles perpétuelles opposant les *ras*, c'est-à-dire les dirigeants des différentes provinces (Jones et Monroe, 1965, pp. 120–126; Afigbo *et al.*, 1986, p. 165).

L'empereur installé à Gondar n'a d'empereur que le nom, car les chefs des provinces sont devenus quasiment indépendants. C'est pourquoi la période allant de 1769 à 1855 est souvent appelée *zamana masafent*, c'està-dire l'«ère des princes» (Abir, 1968; Abir, 1978, pp. 571–577; Jones et Monroe, 1965, pp. 125–134).

L'État éthiopien ne s'effondre pourtant pas complètement pendant cette période. Par exemple, la religion demeure une institution nationale. En outre, la tradition selon laquelle l'Éthiopie dans son ensemble doit avoir un empereur à sa tête ne disparaît pas, et certains des *ras* continuent de revendiquer le titre impérial et de se battre pour l'obtenir (Jones et Monroe, 1965, pp. 124–125).

Au début du XIX^e siècle, trois prétendants au siège impérial se le disputent. Il s'agit des *ras* du Tigré, de l'Amhara et du Choa.

À la mort du *ras* de l'Amhara en 1850, seuls ceux du Tigré et du Choa restent en lice dans la course au titre impérial. Or, c'est un prétendant inconnu originaire de la région de Kwara, à la frontière de l'Amhara, qui est le vainqueur de la lutte pour le titre impérial à cette époque. Après avoir vaincu ses deux concurrents sur le plan militaire en 1853 et 1854, il est couronné empereur et prend le nom de Théodoros II en 1855 (Pankhurst et Cassanelli, 1989, pp. 390–391; Jones et Monroe, 1965, pp. 128–129). À la suite de son accession au pouvoir, il tente notamment de réduire à néant l'indépendance des *ras* dans l'exercice de leur pouvoir et de limiter les privilèges de l'Église et de ses dirigeants (Pankhurst et Cassanelli, 1989, pp. 393–396; Afigbo *et al.*, 1986, pp. 165–166).

Par ailleurs, il se heurte aux Britanniques, dont il emprisonne le consul ainsi que soixante autres Européens, le Royaume-Uni et les autres puissances européennes se refusant à reconnaître son pays dans les années 1860. Il se suicide en avril 1868, lorsque les Britanniques envoient des troupes à Magdala, la capitale, pour libérer leurs ressortissants et les autres Européens

retenus prisonniers (Pankhurst et Cassanelli, 1989, pp. 397–402; Jones et Monroe, 1965, pp. 131–134).

C'est sans rencontrer aucune difficulté que les Britanniques accomplissent cette mission, la plupart des sujets de Théodoros II refusant de se battre pour lui tant il est impopulaire.

En dépit de cette impopularité à la fin de son règne, l'empereur Théodoros a réussi dans une large mesure à restaurer le prestige et l'autorité du titre impérial au moment de sa mort.

Les efforts d'unification sous Yohannès IV, 1872-1889

Trois grands rivaux, Gobazié de l'Amhara, Ménélik du Choa et Kassa du Tigré, briguent le titre impérial à la mort de l'empereur Théodoros en 1868. Le prétendant le plus puissant semble tout d'abord être Gobazié, qui est couronné empereur cette même année, mais, quatre ans plus tard, le Tigréen Kassa prend sa place, grâce à sa supériorité militaire. Il est couronné empereur sous le nom de Yohannès IV en janvier 1872 (Pankhurst et Cassanelli, 1989, p. 404).

Après la mort de Théodoros en 1868, le roi Ménélik du Choa aspire lui aussi au titre impérial, et ce n'est qu'en 1878 que Yohannès IV parvient à l'y faire renoncer. En acceptant de reconnaître le titre d'empereur de Yohannès, Ménélik obtient la liberté d'étendre son territoire au sud de l'Éthiopie. Les liens entre les deux grands chefs éthiopiens sont resserrés par un mariage entre deux de leurs enfants en 1882 et par un accord selon lequel Ménélik succédera à Yohannès après sa mort (Afigbo *et al.*, 1986, p. 169; Pankhurst et Cassanelli, 1989, pp. 407–408).

Par ailleurs, Yohannès s'assure le soutien de la noblesse et des autorités religieuses des différentes régions en abandonnant les réformes impopulaires mises en place par son prédécesseur. Fort de ce soutien solide, il est en mesure de lever une armée puissante grâce à laquelle il repousse les tentatives d'invasion égyptiennes dans le Nord en 1875 et 1876 (Pankhurst et Cassanelli, 1989, pp. 404–410; Jones et Monroe, 1965, p. 135).

Après ces succès militaires, l'Éthiopie est plus unie et prospère que jamais; pourtant, cette période faste ne durera pas, car l'existence même du pays est bientôt menacée par un danger encore plus grand: la soif d'acquisition de territoires africains des puissances européennes au milieu des années 1880. En outre, l'État mahdiste soudanais représente une autre menace à la même époque. C'est d'ailleurs au cours d'une bataille contre les envahisseurs mahdistes que l'empereur Yohannès trouve la mort à Metemma en 1889 (Holt, 1961, pp. 96–97; Afigbo *et al.*, 1986, p. 170).

La création de l'Éthiopie moderne par Ménélik II, 1889–1908

Lorsque Yohannès IV meurt en 1889, Ménélik lui succède sur le trône impérial comme le prévoyait l'accord conclu en 1878. La ville d'Addis-Abeba, située au cœur du Choa, devient sa capitale. Ménélik a compris que les chances de survie de l'Éthiopie en tant qu'État indépendant reposent sur la possession d'armes modernes, c'est pourquoi il accepte de collaborer avec les Italiens qui espèrent se servir de lui pour parvenir à leurs fins dans la région. Les deux pays concluent ainsi le traité d'Ucciali (ou traité de Wichale) en 1889, aux termes duquel Ménélik reçoit de grandes quantités d'armes, tandis qu'il accepte en contrepartie de laisser les Italiens jouer le rôle d'intermédiaires dans le cadre des relations internationales de l'Éthiopie (Afigbo *et al.*, 1986, p. 171; Lewis, 1965, p. 50).

Les Italiens détournent le sens du traité et annoncent aux autres puissances européennes qu'ils ont fait de l'Éthiopie un protectorat. Mais l'empereur n'est pas prêt d'accepter cette interprétation du traité, dont la version en langue amharique ne laisse aucunement entendre que la souveraineté éthiopienne se soumet à l'autorité des Italiens. Seule la version en italien, ambiguë, le suggère (Lewis, 1965, pp. 50–51).

C'est pourquoi, lorsqu'il a vent de cette interprétation italienne, Ménélik la conteste vigoureusement et informe les puissances européennes qu'il n'a nullement cédé la souveraineté de son empire à l'Italie. Lorsque les Italiens tentent de le contraindre d'accepter le traité en envahissant militairement l'Éthiopie en 1896, leur armée est écrasée par les troupes impériales à Adoua (Afigbo *et al.*, 1986, p. 173; Lewis, 1965, p. 50).

C'est grâce aux armes fournies par les Italiens eux-mêmes que Ménélik est en mesure de les vaincre, tous les chefs de provinces de l'Empire s'étant en outre ralliés à lui et lui ayant apporté le soutien de leurs armées.

La victoire de Ménélik à Adoua en 1896 lui permet de consolider son assise politique. Elle permet également à l'Empire éthiopien d'échapper à la colonisation par les puissances européennes qui, à cette époque, se disputent âprement le continent africain.

Le partage de la corne de l'Afrique, 1885–1900

Le partage de la corne de l'Afrique débute lorsque les Italiens font de l'Érythrée une colonie en 1885, le dépôt de charbon qu'ils ont acquis à Asab en 1869 leur servant de base. Le tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie est défini par le traité d'Ucciali signé par l'Italie et l'Éthiopie en 1889 (Hallett, 1974, p. 124).

De la même façon, c'est à partir de leur base d'Obock, acquise en 1862, que les Français créent leur colonie de la Côte française des Somalis (aujourd'hui Djibouti) en 1885 (Lewis, 1965, p. 49; Ibrahim, 1985, p. 82; Hallett, 1974,p. 129–130).

De leur côté, les Britanniques établissent leur protectorat du Somaliland au nord de la Côte des Somalis, face au golfe d'Aden, afin d'assurer la protection de leurs navires commerçants naviguant sur la mer Rouge, en provenance ou à destination de l'Inde. Le tracé de la frontière entre la Côte française des Somalis et le Somaliland britannique est défini par le traité franco-anglais de 1888 (Lewis, 1965, p. 49).

Les Italiens établissent une autre colonie européenne dans la corne de l'Afrique, sous le nom de Somalie italienne. Sa frontière avec le Kenya actuel est définie en premier par le protocole anglo-italien de 1891, puis la frontière qui la sépare du Somaliland est déterminée par le protocole anglo-italien de mai 1894 (Lewis, 1965, p. 55); la frontière entre l'Éthiopie et le Somaliland est fixée par le traité anglo-éthiopien de 1897 (Lewis, 1965, pp. 56–62).

Les négociations italo-éthiopiennes de 1897 aboutissent également au tracé d'une frontière provisoire entre la Somalie italienne et l'Éthiopie (Lewis, 1965, pp. 88–89). Après 1900, des modifications sont apportées au tracé de cette frontière comme à ceux des autres frontières de la région.

Bien que le partage de la corne de l'Afrique n'ait posé aucune difficulté majeure, il est probable qu'aucune autre région du continent n'ait tenté de résister aussi farouchement à l'occupation coloniale européenne que celle-ci entre les années 1880 et 1910. Il a été supposé que cette résistance s'appuyait sur un fort sentiment patriotique et sur la foi inébranlable en l'islam de la population (Ibrahim, 1985, p. 86).

Les Somalis sont pourtant les grands perdants de cette lutte puisque, aux environs de 1920, tout mouvement de résistance a été écrasé; les terres sur lesquelles vivait ce peuple se voient divisées en cinq territoires, à savoir l'Éthiopie, la Côte française des Somalis, le Somaliland britannique, la Somalie italienne et le Kenya. C'est peut-être leur manque d'unité politique qui empêche les Somalis de conserver leur indépendance, contrairement aux Éthiopiens.

LES ÉVÉNEMENTS DANS LES AUTRES TERRITOIRES DE L'AFRIQUE ORIENTALE (1800–1900)

Les débuts de la domination du sultanat d'Oman sur la côte swahili, 1810-1840

Le sultan d'Oman s'impose comme le nouveau chef suprême de la côte swahili, ou côte de l'Afrique orientale, après avoir apporté son appui militaire aux grandes cités côtières pour chasser les Portugais à la fin du XVII^e siècle (Nicholls, 1971, pp. 21–23; Sherif, 1987, pp. 24–26; Salim, 1989, p. 211). Cependant, des conflits au sein même de son pays l'empêchent de consolider son assise politique dans la région avant le XIX^e siècle (Sherif, 1987, pp. 24–26; Coupland, 1938, pp. 69–72). En effet, ce n'est qu'avec l'arrivée au pouvoir de Sa^cīd ibn Sulţān en 1806 que l'Oman commence à imposer plus lourdement son pouvoir sur la côte de l'Afrique orientale.

Saʿīd ibn Sulṭān exerce son pouvoir politique sur l'Oman avec l'appui de la Compagnie des Indes orientales, établie à Bombay à cette époque. Après l'avoir aidé à s'imposer à la tête de l'Oman, la Compagnie des Indes orientales incite Saʿīd ibn Sulṭān à réaffirmer l'autorité de son pays sur la côte swahili. Elle adopte cette stratégie car elle craint que les Français, qui achètent des esclaves à Kilwa et à Zanzibar depuis les années 1770 pour les faire travailler dans leurs plantations à Maurice et à La Réunion, ne fassent de la région une colonie française (Nicholls, 1971, pp. 119–121 et 134–162; Coupland, 1938, pp. 73–101; Freeman-Grenville, 1965, p. 13), ce qui aurait compromis les intérêts commerciaux britanniques en Afrique orientale. Cela signifie que les Arabes de l'Oman, avec Saʿīd ibn Sulṭān à leur tête, n'agissent pas complètement de leur propre chef lorsqu'ils revendiquent le droit de régner sur toutes les villes côtières de l'Afrique orientale au XIXe siècle. C'est même plutôt en tant qu'agents du capitalisme européen qu'ils prennent cette initiative.

Avec l'aide de la Compagnie des Indes orientales, Saʿīd ibn Sulṭān a l'occasion d'établir militairement son autorité politique dans toutes les grandes villes côtières et les îles importantes situées au large de la côte de l'Afrique orientale entre 1810 et 1840. Peu de temps après avoir conquis toutes les cités de la côte au cours des années 1830, il installe en 1840 à Zanzibar le siège de son gouvernement, qui se trouvait auparavant à Mascate (Coupland, 1938, pp. 295–300). Le sultanat de Zanzibar ainsi établi se limite aux terres côtières et aux îles les plus proches.

La pénétration arabo-swahili dans les terres intérieures, 1840-1885

Entre 1810 et 1840, la création du sultanat d'Oman avec Zanzibar pour capitale a finalement pour conséquence d'intégrer les terres intérieures de l'Afrique orientale au système de commerce capitaliste, dont la ville de Zanzibar est la plaque tournante. Les facteurs qui contribuent à cette intégration sont notamment la signature de traités ou d'accords commerciaux entre Saʿīd ibn Sultān et des représentants des gouvernements américain, britannique, français et allemand dans les années 1830 et 1840, la création de plantations de girofle à Zanzibar et sur l'île de Pemba par des immigrants omanais arabes qui ont besoin d'une main-d'œuvre nombreuse, et le fait que Saʿīd ibn Sultān encourage les marchands et prêteurs indiens à s'installer et à intensifier le commerce en Afrique orientale (Nicholls, 1971, pp. 149–162 et 324–328; Sherif, 1987, pp. 82–101; Alpers, 1967, pp. 10–11; Iliffe, 1971, pp. 10–11).

Les mesures prises par Sa'īd ibn Sultān ont pour effet d'augmenter considérablement l'activité commerciale arabe et swahili dans les terres intérieures de l'Afrique orientale, qui disposent de routes pavées de bonne qualité favorisant les échanges depuis les années 1840.

L'intégration des diverses économies de subsistance de la région à un système de commerce capitaliste centré à Zanzibar a des conséquences économiques, sociales et politiques sur les peuples de l'Afrique orientale. Les plus remarquables d'entre elles sont le recours massif à des personnes originaires de différentes zones de l'intérieur pour en faire des porteurs d'ivoire ou des esclaves envoyés dans les plantations de girofle de Zanzibar ou de Pemba, l'apparition de groupes économiques professionnels comme ceux que forment à l'échelle locale les chasseurs d'éléphants et les marchands dans les terres intérieures, la création de centres de commerce ou de villes dans cette même région et, enfin, l'introduction de nouvelles cultures vivrières telles que celle du maïs, du manioc, de la patate douce et d'un certain nombre d'arbres fruitiers (Iliffe, 1971, pp. 8–9; Salim, 1989, pp. 228–233; Kimambo, 1989, pp. 234–244) Il est cependant peu probable que le mais, le manioc et la patate douce, trois légumes provenant d'Amérique, aient été introduits dans la région par des commerçants de la côte; il est possible qu'ils y soient arrivés par la côte Atlantique en passant par le Congo-Kinshasa et d'autres pays d'Afrique centrale.

Les autres conséquences sont un mouvement de conversion à l'islam, la diffusion d'une langue connue sous les noms de swahili ou ki-swahili et l'introduction de l'esclavage et de la traite des esclaves dans les terres intérieures (Alpers, 1969a, pp. 50–56; Salim, 1989, pp. 223–228). Les conséquences politiques ne sont pas négligeables non plus, puisque les

recours à la pression économique et à la force militaire deviennent les piliers sur lesquels l'autorité politique peut s'appuyer, alors qu'avant 1840, elle reposait sur la descendance et la religion. Les rivalités pour la succession au trône s'intensifient dans de nombreux territoires, certaines zones d'Afrique orientale voient émerger des dirigeants militaires, des chefs de guerre et des brigands, et, après la diffusion des armes à feu dans la région dans les années 1870 et 1880, des royaumes du nord-ouest et du nord-est de la Tanzanie sont morcelés (Roberts, 1969, pp. 57–84; Alpers, 1969*b*, pp. 405–420; Sheriff, 1980, pp. 43–44).

L'invasion ngouni et ses conséquences, 1840-1890

Fuyant les guerres du «Mfecane» qui éclatent entre les différents peuples de langue ngouni du nord de la région du Natal dans les années 1820, les Ngounis migrent vers l'Afrique centrale et orientale (Omer-Cooper, 1974, pp. 2–8 et 64–72; Roberts, 1969, pp. 68–72; Sheriff, 1980, pp. 31–33). On pense que le petit groupe de réfugiés ayant quitté le nord du Natal dans les années 1820 atteint la région d'Ufipa, au sud-ouest de la Tanzanie, au début des années 1840, non sans entraîner avec lui des membres de diverses ethnies au cours de sa conquête de territoires jusqu'à Ufipa.

En 1848, à la mort de Zwangendaba, leur chef, les Ngounis installés dans la région d'Ufipa se divisent en cinq communautés: les Tutas, les Gwangaras, les Mpezenis, les Momberas et les Ciwéres. Si les Tutas et les Gwangaras restent en Tanzanie, les autres émigrent au Malawi et en Zambie (Omer-Cooper, 1974, p. 73; Sheriff, 1980, pp. 33–34; Roberts, 1969, p. 68).

Les Tutas quittent la région d'Ufipa pour le Nord. Après avoir persécuté plusieurs communautés dans l'ouest de la Tanzanie pendant les années 1850, ils finissent par s'installer au sein de l'ethnie Sumbwa dans le district de Kahama. Du fait de leur présence dans l'ouest de la Tanzanie, les communautés de la région adoptent leurs stratégies guerrières, et la vie quotidienne ainsi que le commerce caravanier entre Tabora et Ujiji sont périodiquement troublés entre les années 1850 et 1890 (Omer-Cooper, 1974, pp. 74–75; Sheriff, 1980, p. 33). En outre, leur mode de vie fondé sur la pratique du pillage devient un modèle suivi par les chefs de tribus comme par les brigands.

Les Gwangaras quittent également Ufipa lorsque la communauté ngouni se divise. Zulu-Gama, leur chef, les conduit jusque dans la région qui correspond aujourd'hui au district de Songea, où ils s'opposent à une autre communauté ngouni, les Masekos, qui avaient atteint Songea avant eux, depuis le sud du Malawi (Omer-Cooper, 1974, pp. 75–76; Sheriff, 1980, pp. 33–34). À l'issue de ce conflit entre les deux communautés dans la région de Songea dans les années 1850, les Ngounis Masekos sont repous-

sés de l'autre côté de la rivière Ruvuma dans le sud du Malawi, tandis que les quelques membres de leur communauté restants, connus sous le nom de Mbungas, doivent se replier dans la vallée du Kilombero (Omer-Cooper, 1974, pp. 76–78; Sheriff, 1980, p. 34).

Après avoir repoussé les Ngounis Masekos et les Mbungas hors de la région de Songea, les Ngounis Gwangaras deviennent l'ethnie la plus puissante du sud de la Tanzanie, où ils établissent deux royaumes, celui de Mshope et celui de Njelu. Depuis ces territoires, ils répandent la terreur sur une large zone comprise entre le lac Nyassa (Malawi) et l'océan Indien au sud de la Tanzanie, du début des années 1860 jusqu'aux années 1880 (Sheriff, 1980, p. 35; Roberts, 1969, pp. 68–69). On estime qu'ils n'ont rencontré quasiment aucune résistance de la part des petites communautés isolées vivant dans la région. De nombreuses zones de cette région ont été complètement dépeuplées par ces soldats qui capturaient des gens soit pour les incorporer à leur armée, soit pour les vendre à des marchands d'esclaves arabes et swahilis installés dans la région de Kilwa sur la côte. Seuls les Hehés parviennent à les empêcher de progresser davantage vers le nord lors de leurs incursions. En effet, comme leurs voisins les Sangus, ils avaient adopté les méthodes militaires des Ngounis et avaient établi des États puissants dans les années 1860 afin de se défendre, ce qui explique qu'ils ont été capables de faire reculer leurs assaillants (Redmayne, 1973, pp. 42–44; Roberts, 1969, pp. 69–71).

La domination coloniale et la présence européenne en Afrique orientale

La présence européenne se fait davantage sentir en Afrique orientale lorsque, dans les années 1770, depuis leurs territoires des îles Maurice et de La Réunion, les Français commencent à acheter des esclaves à Kilwa et à Zanzibar. Britanniques, Américains et Allemands les imitent, établissant des succursales de leurs compagnies commerciales à Zanzibar dans les années 1830 et 1840 (Nicholls, 1971, pp. 140–162; Salim, 1989, pp. 230–232). Ainsi, les premiers Européens à s'installer en Afrique orientale pour y mener leurs activités sur place sont des commerçants.

La deuxième catégorie d'Européens qui s'est intéressée à l'Afrique orientale au XIX^e siècle est celle des explorateurs. Leurs activités commencent dans les années 1840, lorsque les missionnaires allemands J. L. Krapf, J. Rebmann et J. Erhardt, travaillant pour la Church Missionary Society (CMS), signalent la présence de deux montagnes au sommet enneigé et d'un vaste lac intérieur dans la région, qu'ils ont repérés de leur mission située près de Mombasa (Krapf, 1980, pp. 543–554).

Lorsqu'elle a vent de ces informations, la Royal Geographical Society de Londres envoie Richard Burton et John Speke, en 1856, afin que ceux-ci attestent l'existence de ces montagnes enneigées et de ce ou ces lacs intérieurs en Afrique orientale (Burton, 1872, p. 191).

Leur mission consiste également à déterminer si le Nil trouve sa source dans ce ou ces lacs. Leurs expéditions au nord de la côte swahili et aux abords des lacs Tanganyika et Victoria en 1857 et 1858 permettent d'attester la véracité des propos des missionnaires allemands. Pendant ce temps, l'explorateur allemand A. Roscher et le missionnaire-explorateur britannique David Livingstone atteignent le lac Nyassa (Malawi) en des points différents en 1859 (Coupland, 1939, p. 109). Il ne reste alors plus qu'à découvrir où le Nil prend sa source.

Après la première expédition menée par Krapf, Rebmann, Burton, Speke, Roscher et Livingstone dans les années 1840 et 1850, de nombreux autres explorateurs européens se rendent dans les terres intérieures d'Afrique orientale pour diverses recherches entre les années 1860 et 1880. Parmi eux, les plus célèbres sont David Livingstone, Henry M. Stanley, Charles New et Joseph Thomson.

L'avancée des explorateurs vers l'intérieur de l'Afrique orientale entre les années 1840 et 1880 est accompagnée par l'installation dans la région de missionnaires chrétiens. En Afrique orientale, les activités missionnaires débutent en 1844 avec la création de la mission de la Church Missionary Society à Rabai, près de Mombasa (Krapf, 1860, pp. 126–186; Oliver, 1970, p. 6). Suivant l'exemple de cette société, les Universities Mission to Central Africa (UMCA) et les Catholic Holy Ghost Fathers établissent des missions à Zanzibar au début des années 1860, avant d'étendre leurs activités dans la région orientale du continent africain (Oliver, 1970, pp. 15–22).

Des missions y sont créées par d'autres sociétés missionnaires telles que la Church Missionary Society et les Catholic White Fathers qui envoient des missionnaires en Ouganda à la fin des années 1870 (Oliver, 1970, pp. 39–49).

Ces sociétés missionnaires, ainsi que les Universities Mission to Central Africa et les Holy Ghost Fathers, étendent peu à peu leurs activités dans d'autres zones de la région durant les années 1880 et 1890. Elles sont en cela imitées par la London Missionary Society, qui établit des missions à Urambo et à Ujiji, à l'ouest de la Tanzanie.

Le partage de l'Afrique orientale par les Européens, 1885–1900

Commerçants, explorateurs et missionnaires européens s'étant installés en Afrique orientale, la région finit par être divisée en colonies européennes

juste après la conférence de Berlin de 1884–1885 qui définit les règles du partage (Crowe, 1942; Dawson, 1919, pp. 204–205). La première étape en est marquée par l'accord anglo-allemand, signé en octobre 1886, qui fixe les limites du territoire du sultan de Zanzibar sur le continent à une bande de terre de 16 kilomètres de large et qui partage l'arrière-pays en deux zones d'intérêt britannique et allemande (Hertslet, 1967, n° 264, pp. 882–886; Flint, 1963, pp. 373–376).

Puis, en juillet 1890, les gouvernements britannique et allemand concluent un accord qui met fin à leur rivalité concernant le territoire qui est aujourd'hui l'Ouganda. En vertu de l'accord anglo-allemand de juillet 1890, l'Allemagne reçoit l'île d'Helgoland dans la mer du Nord en contrepartie de son retrait de Witu (le Kenya actuel) et de la reconnaissance de l'Ouganda en tant que zone d'influence britannique et de Zanzibar en tant que protectorat britannique (Hertslet, 1967, n° 270, pp. 899–908; Flint, 1963, pp. 382–384).

Le premier parallèle de latitude sud devient la frontière entre l'Ouganda et l'Afrique-Orientale allemande, tandis qu'une ligne reliant l'Umba et le lac Victoria devient la frontière entre ce dernier territoire et l'Afrique-Orientale britannique au nord-est.

Par ailleurs, les Britanniques parviennent à un accord avec les Italiens, ce qui donne lieu à la signature du protocole anglo-italien de mars 1891, qui définit les frontières entre la zone d'intérêt britannique en Afrique orientale et la Somalie italienne au nord-est (Flint, 1963, p. 385; Lewis, 1965, p. 55).

Il reste alors à définir les frontières entre ce qui est devenu le protectorat de l'Est africain (le Kenya aujourd'hui) et l'Éthiopie, entre l'Ouganda et le Soudan anglo-égyptien au nord, entre l'Ouganda et la république démocratique du Congo au nord-ouest, entre l'Afrique-Orientale allemande et la république démocratique du Congo à l'ouest et entre l'Afrique-Orientale allemande, la Rhodésie du Nord (aujourd'hui la Zambie) et le Nyasaland (le Malawi) au sud-ouest. Ces frontières sont fixées et ajustées par les puissances coloniales lorsque, dans les années 1890 et 1900, celles-ci occupent physiquement les colonies qu'elles viennent d'acquérir.

Les puissances coloniales s'imposant dans cette zone de l'Afrique orientale ont été confrontées à des mouvements de résistance très importants, en particulier dans l'Afrique-Orientale allemande. Pourtant, cette résistance n'a pas été aussi intense que celle des mahdistes au Soudan ou celle des Somalis dans la corne de l'Afrique, probablement du fait de l'absence d'une religion fédératrice.

CONCLUSION

La domination égyptienne et européenne au Soudan et la pénétration des Européens, des Arabes et des Swahilis de la côte dans les territoires de la corne de l'Afrique et du reste de l'Afrique orientale ont donc incontestablement bouleversé l'ensemble de la région, entraînant d'importantes transformations d'ordre économique, social et politique au cours du XIX^e siècle. L'intervention de ces puissances extérieures a été plus destructrice au sud du Soudan et dans certaines zones de l'arrière-pays de la côte de l'Afrique orientale.

BIBLIOGRAPHIE

- ABIR M. 1968. Ethiopia: the era of the princes. Londres, Longman, passim.
- 1978. «Ethiopia and the horn of Africa». Dans: R. Gray (dir. publ.). *The Cambridge history of Africa*. Vol. IV. *From c. 1600 to c. 1790*. Cambridge, Cambridge University Press, chap. 8.
- AFIGBO E. A. et al. 1986. The making of modern Africa. New York, Longman.
- ALPERS E. A. 1967. The East African slave trade. Nairobi, EAPH.
- 1969a. «The coast and the development of caravan trade». Dans: I.
 N. Kimambo, A. J. Temu (dir. publ.). A history of Tanzania. Nairobi, EAPH.
- 1969b. «Trade, state and society among the Yao in the nineteenth century». *Journal of African History* (Londres), vol. 10, n° 3.
- BAKER S. W. 1866. The Albert Nyanza. Londres, Macmillan Press & Co.
- 1974. *Ismailia*. Londres, Macmillan Press & Co.
- Burton R. F. 1872. «Zanzibar: city, island and coast». Londres, Tinsley Brothers. Vol. I. *What led to the discovery of the source of the Nile*. Édimbourg/Londres, Blackwood, 1864.
- Casati Major G. 1891. *Ten years in Equatorial and the return with Emin Pasha*. Londres/New York, Frederick Warne & Co.
- Collins R. O. 1964. *The southern Sudan, 1883–1898*. New Haven/Londres, Yale University Press.
- COUPLAND R. 1938. East Africa and its invaliders. Oxford, Clarendon Press.
- 1939. *The exploitation of East Africa, 1856–1890.* Londres, Faber & Faber.

Crowe S. E. 1942. *The Berlin West Africa conference, 1884–1885*. Londres, Longman Green & Co. (Voir surtout la partie II et, en particulier, les chap. 3–6.)

- Dawson H. 1919. *The German empire, 1867–1914 and the unity movement.* Vol. II. New York, Macmillan Press & Co.
- FLINT J. E. 1963. «The wider background to partition and colonial occupation». Dans: R. Oliver, G. Mathew (dir. publ.). *History of East Africa*. Vol. I. Oxford, Clarendon Press.
- Freeman-Grenville G. S. P. 1965. *The French at Kilwa*. Oxford, Clarendon Press.
- Gessi R. 1892. *Seven years in the Sudan*. Londres, Sampson Low, Martson & Searle.
- Gray R. 1964. *A history of the Southern Sudan, 1939–1889.* Londres. Oxford University Press.
- HALLETT R. 1974. Africa since 1875. Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Hertslet E. 1967. *The map of Africa by treaty.* Londres, F. Cass & Co. Ltd., vol. III, $n^{\circ s}$ 264 et 270.
- HOLT P. M. 1961. A modern history of the Sudan. Londres, Weidenfeld & Nicholson.
- HOLT P., DALY M. W. 1989. A history of the Sudan. Londres/New York, Longman.
- IBRAHIM H. A. 1985. «African initiatives and resistance in Northeast Africa». Dans: A. A. Boahen (dir. publ.). *Africa under colonial domination, 1880–1935*. Vol. 7. *General history of Africa*. Oxford/Berkeley/Paris, Heinemann/University of California Press/UNESCO, chap. 4.
- IBRAHIM H. A., OGOT B. A. 1989. «The Sudan in the nineteenth century». Dans: J. F A. Ajayi (dir. publ.). *Africa in the nineteenth century until the 1880's*. Vol. 6. *General history of Africa*. Oxford/Berkeley/Paris, Heinemann/University of California Press/UNESCO, chap. 14.
- ILIFFE J. 1971. Agricultural change in modern Tanganyika. Nairobi, EAPH
- Jones A. H. M., Monroe E. 1965. *A history of Ethiopia*. Oxford, Clarendon Press.
- Junker W. 1890. *Travels in Africa during the years 1875–1878*. Londres, Chapman & Hall Ltd.
- Kimambo I. N. 1989. «The East African coast and hinterland, 1845–1880». Dans: J. F. A. Ajayi (dir. publ.). *Africa in the nineteenth century until*

- the 1880's. Vol. 6. General history of Africa. Oxford/Berkeley/Paris, Heinemann/University of California Press/UNESCO, chap. 10.
- Krapf J. L. 1980. *Travels, researchers, and missionary labours during on eighteen years' residence in Eastern Africa*. Londres, Trubner & Co.
- Kropacek L. 1984. «Nubia from the Funj conquest in the early XVth century». Dans: D. T. Niane (dir. publ.). *Africa from the twelfth to the sixteenth century*. Vol. 4. *General history of Africa*. Oxford/Berkeley/Paris, Heinemann/University of California Press/UNESCO, chap. 16.
- Lewis I. M. 1965. *The modern history of Somaliland*. Londres, Weidenfeld & Nicolson.
- NICHOLLS C. S. 1971. *The Swahili coast*. Londres, George Allen and Unwin Ltd.
- OLIVER R. 1970. The missionary factor in East Africa. Londres, Longman.
- OMER-COOPER J. D. 1974. The Zulu aftermath. Londres, Longman.
- PANKHURST R., CASSANELLI L. V. 1989. «Ethiopia and Somalia». Dans: J. F. A. Ajayi (dir. publ.). *Africa in the nineteenth century until the 1880's*. Vol. 6. *General history of Africa*. Oxford/Berkeley/Paris, Heinemann/University of California Press/UNESCO, chap. 15.
- REDMAYNE A. 1973. «The Hehe». Dans: A. Roberts (dir. publ.). *Tanzania before 1900*. Nairobi, EAPH.
- ROBERTS A. 1969. «Political change in the nineteenth century». Dans: I. N. Kimambo, A. J. Temu (dir. publ.). *A history of Tanzania*. Nairobi, EAPH.
- Salim A. I. 1989. «The East African coast and hinterland; 1800–1845». Dans: J. F. A. Ajayi (dir. publ.). *Africa in the nineteenth century until the 1880's*. Vol. 6. *General history of Africa*. Oxford/Berkeley/Paris, Heinemann/University of California Press/UNESCO, chap. 9.
- Schweinfurth G. 1873. *The heart of Africa*. Londres, Sampson Low, Martson & Searle.
- SHERIF A. 1987. *Slaves, spices and ivory in Zanzibar*. Londres, James Currey.
- Sheriff A. M. H. 1980. «Tanzanian societies at the time of the partition». Dans: M. Y. H. Kaniki (dir. publ.). *Tanzania under colonial rule*. Londres, James Currey.
- SHILLINGTON K. 1989. History of Africa. New York, St. Martin's Press.

15.5 Les pays de l'Afrique d'expression portugaise

Maria E. Madeira Santos

Au début du XIX^e siècle, de nouvelles conditions politiques et économiques pèsent sur les structures coloniales de l'«Afrique lusophone». Après l'indépendance du Brésil (1822), l'Afrique se distingue de l'ensemble des territoires de l'outre-mer portugais. Dans l'impossibilité d'établir avec précision la chronologie réelle de l'histoire des sociétés africaines, nous procéderons à l'étude de l'interpénétration de l'Afrique et du monde extérieur à travers la dynamique du rapport littoral-intérieur. Bien que cette dynamique révèle une certaine continuité, elle subit des fluctuations faites de périodes d'accélération et de régression dans l'arrière-pays (le sertão) de l'Angola et du Mozambique en particulier. La zone de contact entre les cultures européenne et africaine est soumise aux variations des pressions exercées de part et d'autre. L'impact européen sur les régions africaines l'emporte souvent, mais l'influence africaine sait se maintenir.

La principale activité des Portugais en Afrique au début du XIX^e siècle est la traite des esclaves, pratiquée selon des moyens mal contrôlés par les autorités coloniales. Par ailleurs, sous la pression des sociétés africaines, la zone de contact se déplace vers le littoral. Aussi, lorsqu'il est question de promouvoir ou d'accélérer le contact avec le sertão, le commerce à longue distance assure la liaison. Jusqu'en 1875, l'interpénétration des cultures se fait grâce à l'adaptation de la première génération de Portugais, puis à l'assimilation progressive des métis par les sociétés africaines. Les rapports de force s'aggravent après 1885: à cette époque, les moyens financiers et techniques mis au service de la colonisation portugaise sont proches de ceux des autres nations européennes.

L'espace géographique abordé dans ce chapitre ne coïncide pas avec l'actuelle Afrique lusophone, mais recouvre de vastes zones de l'Afrique australe. Le cas des archipels de São Tomé-et-Principe, du Cap-Vert et de la Guinée portugaise est différent. Le Cap-Vert conserve une grande partie de la culture africaine davantage grâce au métissage qu'à cause de la résistance à l'influence européenne; à São Tomé, les conditions de vie défavorables aux Portugais rendent leur domination difficile; la Guinée demeure une zone administrativement subordonnée au Cap-Vert jusqu'en 1879.

LE RAPPORT LITTORAL-INTÉRIEUR: SOUVERAINETÉ COLONIALE, POUVOIR AFRICAIN, AUTONOMIE

La relation entre les zones d'influence européennes et les civilisations africaines s'établit par le rapport entre le littoral et l'intérieur, dont l'étude permet de connaître les résistances des autochtones, l'accueil que font les Portugais à leurs civilisations et les échanges qui en découlent. Dans le sertão des fleuves de la Guinée¹, les échanges de l'intérieur vers l'extérieur demeurent intenses, tandis qu'en Afrique australe, les Portugais pénètrent davantage dans l'arrière-pays. Les grandes formations politiques se situent à l'intérieur du continent, bien que la mer ne gêne jamais les échanges avec l'extérieur². L'établissement des Portugais à l'intérieur les rend plus attentifs à la vie des Africains.

Par voie diplomatique ou militaire, le pouvoir colonial installe dans le sertão des présides et des foires. Il nomme, pour structurer ces nouvelles enclaves, des responsables civils, militaires ou religieux. Les autorités coloniales disposent en réalité de peu de moyens pour contrôler ces responsables de foires et d'entrepôts (les *moradores*), et, selon les circonstances, les pouvoirs africains supportent ou rejettent leurs intrusions. Malgré tout, un commerce à longue distance consistant à échanger des esclaves contre des tissus indiens et des produits manufacturés européens se développe entre le littoral et l'intérieur. Le gouverneur de l'Angola, Francisco Inocêncio de Sousa Coutinho (1764–1772), évalue l'importance du commerce à longue distance, considéré comme un fait conforme aux «lumières de la raison». Sans remettre en cause la traite des esclaves, il établit avec les chefs africains des relations fondées sur le respect de la personne humaine, la négociation politique fondée sur le «bon sens» et l'espoir de la domination par la «religion, l'industrie et la civilité» (De Sousa Coutinho, 1755).

Au début du XIX^e siècle subsistent dans les confins du Luanda, du Benguela et du Zambèze des cultures et des sociétés fortement marquées par les événements du siècle précédent³. Les négriers européens ou africains donnent des signes de faiblesse et de décadence. Dans le sertão de Benguela, les commerçants résidants se regroupent dans des constructions défendues par de fortes palissades. Ils s'entourent d'une clientèle hétérogène, hommes libres et esclaves, coupés des sociétés d'origine et voués au commerce à longue distance (Vellut, 1972, p. 97).

Les influences entre les sociétés coloniales et africaines s'inscrivent dans l'espace par les mouvements de la zone de contact. La politique coloniale oscille entre deux stratégies: pénétrer le marché africain ou attendre sur le littoral la venue des autochtones. La seconde option, pratiquée de façon ponctuelle, produit une interruption dans les échanges: les produits traditionnels

remplacent rapidement les objets européens. Le flux de la zone de contact vers l'intérieur atteint son apogée vers 1770, puis stagne jusqu'aux années 1830. Le nouvel ordre colonial supplante progressivement l'autonomie des *moradores* et des *sertanejos* isolés. Mais les chefferies africaines, protégées par d'anciennes fortifications de pierre, s'opposent vivement à la législation coloniale (Ervedosa, 1980, pp. 395–426). L'absence de contrôle de la part des autorités coloniales ne freine pas les échanges à longue distance: bien au contraire, elle favorise les rapports prolongés, pousse au dialogue et accentue le degré d'interdépendance entre les partenaires commerciaux. Les sociétés africaines jouent alors un rôle majeur en accueillant sur leur territoire des hommes isolés sans liens avec la souveraineté coloniale.

L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE ET LA RECONVERSION DES MARCHÉS

En 1836, le gouvernement prend d'importantes mesures législatives visant à abolir l'esclavage et à protéger le commerce entre les colonies africaines et Lisbonne. Les relations internationales, déterminées par la complémentarité entre les économies industrielles et les fournisseurs de matières premières, provoquent l'affaiblissement du commerce triangulaire, renforçant du même coup la liaison directe avec la métropole. L'économie d'outre-mer ainsi que les rapports entre les pouvoirs colonial et africain s'en trouvent gravement perturbés, tandis que les autorités coloniales démontrent leur incapacité à appliquer la nouvelle législation (Oliveira, 1981, pp. 33, 104–108). Remplacer l'esclavage par le commerce des matières premières implique la reconversion de toute une chaîne d'intervenants non préparés à ce changement, ce qui accule au désespoir les bourgeoisies de Luanda et de Benguela, qui finissent par émigrer au Brésil avec leurs capitaux. Les factoreries du commerce à longue distance traversent une crise profonde, et les comptoirs périclitent. Comme les tissus européens viennent à manquer, la population reprend rapidement ses vêtements traditionnels⁴ (Vellut, 1989, pp. 142–143); les perles et les coquillages serviront encore longtemps d'ornement ou de monnaie.

Les agents administratifs ou commerciaux du sertão avaient fondé des familles luso-africaines. Certains de ces foyers, dont les origines remontent au XVIII^e siècle, survivent aux crises grâce à leur capacité à tisser des relations aussi bien avec les Africains qu'avec les étrangers. Les marchands, en revanche, quittent leur famille métisse lorsqu'ils reçoivent l'ordre d'abandonner les foires du sertão. Les plus jeunes enfants sont alors rapidement intégrés au sein de la famille maternelle (Rodrigues Graça, 1890; Ferreira da Silva Porto, 1986, vol. I). Entre 1836 et 1846, la zone de contact subit un

brusque reflux provoqué par la désorganisation de la traite des esclaves. Les cultures africaines reprennent du terrain mais, à l'instar des enfants mulâtres, les traits culturels transmis par les noyaux luso-africains du XVIII^e siècle sont intégrés.

Le commerce des esclaves ayant été déclaré illégal, les autorités coloniales taxent les exportations légales pour maintenir les revenus douaniers. Pourtant, l'exportation clandestine d'esclaves se poursuit jusqu'en 1850. Cependant, vers 1845, quelques firmes se convertissent dans l'exportation de produits naturels. Or, l'obtention de denrées en quantité et à des prix compétitifs dépend de la capacité d'adaptation des grossistes et de tous les réseaux commerciaux esclavagistes. Pour étudier le commerce à longue distance, nous observerons la ligne de pénétration qui, partant de Benguela, se ramifie dans plusieurs directions jusqu'en Afrique centrale. De toutes les lignes de pénétration dans les colonies portugaises, celle-ci offre le réseau le plus étendu et le plus actif (Ferreira da Silva Porto, 1986, vol. I). L'ivoire est la marchandise qui contribue le plus à libérer l'économie coloniale portugaise de sa dépendance vis-à-vis de l'Amérique.

Une nouvelle génération d'agents commerciaux non corrompus par l'esclavage voit le jour et manifeste son aptitude à appliquer les nouvelles directives commerciales. Les sertanejos ont du crédit auprès des grossistes blancs et de l'autorité auprès des marchands indigènes. Les intermédiaires occupent des fonctions plus complexes et une position plus importante: ils échangent des tissus, des armes à feu, des perles, de la quincaillerie et des coquillages⁵ contre de l'ivoire, de la cire et d'autres produits naturels. De concert avec les chefs africains, les sertanejos élaborent des règles pour établir des relations pacifiques et durables. Le commerce de l'ivoire déclenche un vaste mécanisme commercial : on achète de plus en plus loin, et les puissantes caravanes, dûment armées, emploient de nombreux collaborateurs. Ainsi, les Ovimbundus participent par milliers à ce commerce, et leur roi organise lui-même ses caravanes ou les joint à d'autres pour mieux les protéger (Childs, 1949, p. 200). En augmentant les prestations de leurs services dans les entrepôts, ils contrôlent de plus en plus le commerce à longue distance. Bié, Cassange, Punto-Andongo, Ambaca et Cambambe pour l'Angola, Zumbo et Tete pour le Mozambique constituent les points de départ vers des zones lointaines. Divers groupes sociaux participent activement à l'essor du commerce: modestes porteurs, macotas responsables d'importantes caravanes, pombeiros intermédiaires jouant un rôle important dans le commandement et les échanges.

Le commerce caravanier s'appuie aussi sur des réseaux de relations tissés par les élites des diverses communautés d'Afrique centrale. La reconversion de l'économie, qui s'accomplit avec succès dans le circuit *sertanejo*, requiert aussi que les fournisseurs adaptent leurs propres structures. La

ligne de pénétration qui, depuis la fin du XVIIIe siècle, avance de Tete vers le royaume du Kazembe est toujours irrégulière (Pedroso Gamito, 1854). Vers 1830, les Muizas, qui s'adonnent au commerce de l'ivoire, commencent à s'adresser à Zanzibar (Pedroso Gamito, 1854, p. 219 et 220), alors que les grossistes de la région du Zambèze confient le commerce extérieur aux Africains. En Angola, entre 1845 et 1870, les distances parcourues par les caravanes commerciales d'origine luso-africaine s'accroissent fortement. En un quart de siècle, elles établissent des contacts avec de nombreuses petites chefferies d'Afrique centrale. Délaissant les razzias destinées à la capture des esclaves, les chefs se tournent désormais vers la chasse aux éléphants et l'exploitation des produits naturels. La demande extérieure de denrées jadis méprisées impose un changement dans l'organisation du travail; la composition des tributs se modifie, les ustensiles traditionnels et les denrées alimentaires deviennent les compléments appréciés de produits de valeur tels l'ivoire et la cire.

De grands espaces économiques indigènes s'ébauchent en Afrique centrale (Vellut, 1980, pp. 110 et suiv.). Les trois plus importants sont liés au commerce international par des factoreries installées en Angola, au Cap et à Zanzibar. Au début des années 1850, les Arabo-Swahilis de Zanzibar rencontrent des Luso-Africains de l'Angola dans le bassin du Zaïre; une décennie plus tard, les Anglais venus du Cap entrent en contact avec eux dans le moyen Zambèze (Ferreira da Silva Porto, 1986, vol. I, pp. 117 et suiv.). Les espaces économiques sont délimités par des zones de contact soumises aux pressions de la demande européenne et de l'offre africaine, et sont aussi déterminés par les antagonismes des agents étrangers. Compte tenu de l'immensité de l'Afrique centrale et de l'éloignement des principaux centres, les grands réseaux commerciaux de Luanda, de Benguela et du Cap entrent en concurrence dès 1860 et s'opposent violemment deux décennies plus tard. Dans les situations de forte concurrence et/ou d'insécurité, les mouvements des espaces économiques deviennent moins souples. Sans coïncider géographiquement, les espaces économiques exogènes et les formations politiques africaines coexistent dangereusement, montrant des intérêts communs. Dans ce cas, les frontières sont fluctuantes : elles avancent ou reculent sans interférer directement dans la politique locale. La longévité des relations établies entre quelques centaines d'étrangers et la population locale impliquent l'acceptation de règles du jeu bien définies : le roi veille au respect de son monopole sur le commerce extérieur, le sertanejo discipline ses employés en échange de la protection du pouvoir politique.

Seul le respect des règles maintient l'ouverture des pistes, la sécurité et la régularité des marchés ainsi qu'une certaine fidélité réciproque entre clients et fournisseurs. Dans les années 1880, l'affaiblissement des grands

ensembles politiques de l'Afrique centrale qui avaient assumé le rôle d'interlocuteurs stables face au commerce international permet à des étrangers de s'immiscer dans les problèmes locaux, ce qui contribue à les aggraver. Dès lors, le commerce international de matières premières influence fortement les mouvements de population et les transformations politiques de la région. Les suzerains exigent des tributs de plus en plus élevés afin de répondre à la demande croissante d'ivoire et aux exigences des aristocraties. Ils s'endettent auprès des commercants pour récompenser leurs courtisans et partisans politiques en marchandises européennes de plus en plus coûteuses. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, l'affaissement du pouvoir des anciennes oligarchies se répercute sur l'expansion des activités d'extraction. Pour exploiter le caoutchouc, les Tchokwés chassent la population de l'empire de Luanda vers les sources du Zambèze. Des mouvements brutaux de ce type surgissent de toute part. Des chefs africains, menacés d'exactions, obtiennent l'aide des conducteurs de caravanes qui, mus par la convoitise du butin, s'engagent dans des luttes. Les rapports deviennent imprévisibles : règles des anciens partenaires constamment violées et relations de confiance brisées annulant toute possibilité d'entente entre les espaces économiques exogènes et les formations politiques africaines

L'ÉCHANGE DE TECHNIQUES, DE PRATIQUES ET DE SAVOIRS

Vers 1850, les Portugais disposent d'une connaissance empirique de l'Afrique. Les récits de la vie des colons et autres aventuriers nous permettent aujourd'hui d'aborder les cultures africaines de cette époque dans une perspective historique. Les observateurs européens excellent dans la description des productions matérielles: ils admirent la fabrication d'outils — filets de pêche, pièges pour la chasse, ruches, canots, ustensiles de cuisine —, dont ils reconnaissent l'efficacité et/ou la beauté, et vantent les techniques agricoles, de tissage et de forge. « Nombre de leurs travaux sont dignes d'être vus et admirés » (Ferreira da Silva Porto, 1986, vol. III, p. 119). Les commerçants observent de près les objets et les techniques et essaient de les adopter. Dans le domaine médical, par exemple, et ce jusqu'à la propagation de la quinine, les Européens utilisent les médicaments naturels africains et se prêtent aux pratiques magico-religieuses des guérisseurs.

L'introduction de nouvelles habitudes vestimentaires est plus rapide dans les aristocraties des puissantes chefferies que parmi les sociétés dont le pouvoir est moins centralisé. S'agissant des Barotsés, un marchand de tissus européen reconnaît que «les étoffes sont inutiles à ces gens-là», tant leurs

habits de peaux sont confortables; les Amboelas utilisent les tissus occidentaux comme monnaie d'échange; chez les Kubas, les étoffes européennes servent à marquer la hiérarchie sociale (Ferreira da Silva Porto, 1986, vol. V bis, p. 44). Pour s'habiller, les Muizas préfèrent l'écorce d'arbre apprêtée (Gamito, 1854, pp. 146, 147 et 217), car les étoffes en fibres de palmier (raphia vinifère) possèdent en effet toutes les qualités pour concurrencer les tissus européens, «ces toiles d'araignée standardisées».

Les sociétés qui sont en contact direct avec les Portugais adoptent très tôt l'usage des armes à feu. L'apprentissage suivi pour le maniement et l'entretien des armes, la maîtrise de leur fabrication, la possibilité de les réparer avec des matériaux locaux facilitent tout autant leur implantation. Toutes ces étapes sont franchies à des époques différentes, selon la région et les circonstances, par les chasseurs, les guerriers et les forgerons africains. Leur position, déjà importante dans certaines sociétés, devient prédominante : la demande de leurs services s'accroît, ainsi que le prix de leur travail (Madeira Santos, 1989, pp. 207–240).

Les chasseurs d'éléphants et les caravaniers sont les premiers Africains à utiliser les armes à feu; les guerriers les adoptent par la suite. Au travers des rituels de chasse, ces objets étrangers s'intègrent dans le système traditionnel des valeurs magico-religieuses (Gamito, 1854, pp. 38 et 39). Jusque dans les années 1880, les Africains apprennent à connaître les différentes qualités des armes et des poudres échangées contre des produits de collecte. Le pouvoir politique dépend de plus en plus de la force conférée par ces armes et des sociétés puissamment armées affaiblissent ainsi de fortes confédérations politiques. Les Tchokwés et Kazembés extraient du fer d'excellente qualité pour fabriquer des ustensiles de grande utilité sociale ainsi que des armes à feu (Ferreira da Silva Porto, 1986, vol. IX). Ces peuples savent tirer parti du commerce eurafricain en tant que fournisseurs de matières premières, chasseurs d'éléphants, récolteurs de gomme et de cire, mais aussi comme forgerons et tisserands habiles. Ils s'imposent comme partenaires, ne se contentant pas de vendre des articles courants, mais offrant aussi des créations artisanales et des services spécialisés de qualité. En revanche, leurs voisins lunda, sujets du puissant empire du Muntiâvua, disposent de forgerons malhabiles qui fabriquent des fusils de médiocre qualité. En 1880, la supériorité de production des Tchokwés sur celle des Lundas (De Carvalho Menesses, 1894, vol. IV) annonce la chute, survenue effectivement en 1887, de cette vieille hégémonie (Couciero, 1892, pp. 73 et 74).

L'agriculture, la pêche et l'élevage du bétail atteignent chez certaines peuplades un degré élevé de perfection. L'agriculture en milieu humide ou inondé est développée par les Lozis sur les rives du moyen Zambèze et par les Amboelas dans le haut Cuxibi, affluent du Cuando. Les *sertanejos* qui parcourent régulièrement ces régions peuvent observer les travaux agrico-

les au long de l'année. Les cours d'eau sont utilisés non seulement pour l'agriculture et la pêche, mais aussi comme voies de communication et comme moyens de défense contre les ennemis. Les Lozis vivent sur le terrain alluvial en saison sèche et sur les rives et les îles en période d'inondation; creusés dans les troncs d'arbres, leurs canots peuvent transporter jusqu'à trente-cinq personnes, ainsi que de lourdes cargaisons (Ferreira da Silva Porto, 1986, vol. III *bis*, pp. 256 et suiv.). Les Amboelas vivent en permanence sur le fleuve pour se protéger des fauves et des ennemis. Les maisons construites sur pilotis, très proches les unes des autres, ne laissent circuler que de petits canots; les ennemis ne peuvent y entrer sans courir de risque (Chrétien, 1988, pp. 92–93).

L'interaction entre le littoral et l'intérieur entraîne une évolution dans les pratiques alimentaires (Ferreira da Silva Porto, 1986, vol. II). La culture des plantes comestibles importées se répand rapidement dans les terres qui s'y prêtent. Au XIX° siècle, le manioc constitue déjà la base de l'alimentation depuis la côte jusqu'en Afrique centrale (Ferreira da Silva Porto, à paraître). D'autres plantes comestibles (tomate, courge, maïs, banane, patate douce, plusieurs espèces de haricots) sont transportées par les caravanes, tout comme certaines maladies infectieuses humaines (variole, rougeole, syphilis) et des épizooties. L'ananas d'Amérique est bientôt acheminé du Congo jusqu'à Luanda. La canne à sucre provient de l'Inde sur la côte orientale et de Madère, São Tomé-et-Principe sur la côte occidentale. Au milieu du XIX° siècle, ces deux plantes bien acclimatées poussent spontanément entre les fleuves Cafué et Aruangua (Ferreira da Silva Porto, 1986, vol. II).

Pendant que l'esclavage lui enlève ses enfants, l'Afrique s'empare de plantes étrangères et enrichit ses pratiques alimentaires. Elle apprend à utiliser les armes à feu, introduites par les Européens, et s'approprie leurs enseignements. Une fois légitimés par le religieux, les objets entrent dans la vie quotidienne, les danses rituelles, les symboles de dignité sociale et l'art, notamment dans la sculpture. Les objets artisanaux, sacrés ou profanes, associent les matériaux africains et européens.

À Ambaca, les Africains adoptent l'écriture au cours du XVIIe siècle, et les chefs communiquent avec les autorités portugaises ou les commerçants par des écrits en langue portugaise. Pour ce faire, ils apprennent le portugais ou utilisent les services de secrétaires permanents et de scribes ambulants. Les familles métisses font instruire leurs enfants, tandis que les orphelins de père portugais et de mère africaine restent sous la protection d'un collège établi dans la région (Ferreira da Silva Porto, 1986, vol. II). «Une correspondance active de lettres et de billets parcourt sans cesse le pays dans toutes les directions», affirme Silva Porto en 1862, lorsqu'il parle du pays des Ovimbundus (Copans, 1990).

LE MOUVEMENT GÉOGRAPHIQUE MODERNE (1876) – L'ENTRÉE DE L'AFRIQUE DANS LA MODERNITÉ

Jusqu'en 1875, les chefferies africaines de l'intérieur sont libres de choisir leurs interlocuteurs. En effet, comme les autorités portugaises sont davantage intéressées par les circuits de transport des denrées coloniales, elles ne cherchent pas à établir une véritable emprise politique et militaire sur les sociétés africaines. Ces dernières contrôlent encore les pistes qu'elles ouvrent ou ferment aux étrangers et peuvent choisir le type de relations qu'elles souhaitent nouer avec eux. L'Afrique entre dans la modernité selon des règles établies en grande partie par les Africains eux-mêmes face à la pression extérieure. De ce fait, on peut parler d'une «production indigène, autochtone, de la modernité» (Vellut, 1972).

Le rôle d'intermédiaires entre le littoral et l'intérieur échoît progressivement aux autochtones. Au début des années 1870, les Ovimbundus montrent leur capacité à gérer, de façon autonome, le commerce à longue distance. À cette époque surgit une forte demande de gomme, un produit qui ne demande pas les gros moyens nécessaires à l'acquisition de l'ivoire. Les *pombeiros* et les porteurs en entreprennent le commerce, auquel les sociétés d'entrepôts offrent leurs structures. Contrairement au commerce de l'ivoire, celui de la gomme échappe aux contrôles de la hiérarchie des lignages (Ferreira da Silva Porto, 1986, vol. VII *bis*, p. 141).

Le marché africain, contrôlé par les grandes chefferies, fait un bon accueil aux nouveaux intermédiaires, encourageant le mouvement commercial dirigé de l'intérieur vers le littoral, comme le prouvent des notices d'envois organisés par les potentats détenteurs du monopole de l'extraction des produits (Madeira Santos, 1988, p. 175 et suiv.). Ces transactions permettent aux Africains d'évaluer les profits nets du commerce *sertanejo*. L'accord établi entre les Portugais et les chefs africains pour protéger ce commerce se concrétise, dans les années 1890, par la construction du chemin de fer de Benguela au Katanga, avec des capitaux et des techniciens internationaux. Pourtant, à partir de 1885, toute tentative d'établir des contacts est contrecarrée par la colonisation systématique de l'Afrique.

L'expansion européenne du XIX^e siècle se fait essentiellement par trois voies: scientifique, technique et économique. En Afrique, les Portugais⁶ allient la curiosité empirique et scientifique au commerce traditionnel des esclaves peu contrôlé par l'État. Cette situation se maintient jusqu'au moment où d'autres nations européennes se lancent dans la colonisation de l'Afrique en utilisant les puissants moyens que l'industrialisation met à leur disposition. Dès lors, l'exploitation scientifique bénéficie de l'appui officiel de l'université et de l'Académie royale des sciences.

En 1797, le mathématicien Lacerda e Almeida est le premier scientifique portugais à tenter la traversée de l'Afrique mais, ne disposant pas de quinine, il meurt de fièvres à Kazembe. À la fin du XVIIIe siècle, les Portugais réunissent les conditions matérielles nécessaires pour entreprendre la traversée de l'Afrique avec la collaboration d'hommes expérimentés. Deux *pombeiros* noirs intégrés à la société luso-africaine, ayant une grande expérience des voyages à pied et sachant rédiger un journal de route, en sont les guides. Cette traversée de l'Afrique est possible grâce aux chefs africains qui ouvrent les passages à leurs frères de race au nom du Portugal (1802–1814). Le journal des *pombeiros*, révélé en 1843, permet aux géographes européens de remplir de grands espaces, jusqu'alors inconnus, sur la carte de l'Afrique. Le gouvernement se soucie alors de protéger l'exploration géographique, abandonnée à l'initiative privée depuis presque trois décennies.

Le commerce traditionnel, facteur indispensable de la découverte géographique, se révèle toutefois inapte à consolider les assises du pouvoir colonial. Avec les conférences de Bruxelles (1876) et de Berlin (1885), dont l'ordre du jour est l'expansion coloniale des puissances européennes, les expéditions scientifiques et militaires deviennent parties intégrantes de la lutte pour la prépondérance économique, culturelle et politique dans le monde. Entre 1850 et 1876, les explorations scientifiques en Afrique centrale se multiplient, croisant aussi les pistes frayées par les *sertanejos* et mettant en lumière l'absence des Portugais dans cette compétition. Cette situation se révèle en 1853 lorsque le grand explorateur anglais David Livingstone rencontre l'intrépide *sertanejo* Silva Porto dans le Royaume barotsé. Cette rencontre montre cependant que le savoir accumulé par les Portugais représente un acquis non négligeable pour une Europe en quête de réponses à sa curiosité du continent africain.

Les récits de Silva Porto et de ses congénères du sertão sont dépassés quant aux objectifs de la nouvelle politique internationale. En 1876, la Société de géographie de Lisbonne et le ministère de la Marine et de l'Outre-mer organisent rapidement une expédition bien équipée et confiée à des officiers qualifiés de la marine et de l'armée (Albuquerque Mourão, 1989, p. 40). Les scientifiques mesurent, observent, dessinent des cartes, apportant ainsi les réponses exactes aux interrogations de l'Europe sur l'utilisation des techniques modernes dans l'expansion coloniale. Mais les explorateurs, qui passent rapidement, jugent l'indigène selon des critères européens; leurs écrits, en transmettant des instantanés des sociétés africaines, contribuent à forger une vision factice de l'Afrique. À l'inverse, les écrits des *sertanejos*, ces modestes praticiens de la brousse, fins observateurs rompus aux réalités de la vie africaine, gardent une certaine valeur. Le mouvement géographique favorise néanmoins l'étude comparative des différentes sociétés et les explorateurs scientifiques

sont de plus en plus considérés comme des instruments de l'expansion européenne en Afrique.

Le Portugal s'efforce d'actualiser ses moyens de contrôle en Afrique. L'installation définitive de colons est toujours considérée comme le plus solide facteur d'influence: petits commerçants, Luso-Africains, déportés et colons pauvres continuent de vivre leurs relations avec les Africains par le biais d'une adaptation sélective. Lisbonne n'a plus besoin de leurs expériences vécues comme arguments dans les réunions diplomatiques internationales. Les praticiens du sertão ne sont plus sollicités et accueillis par les institutions culturelles et par les hommes politiques. Ces relations qui, durant plus d'un siècle, avaient joué un rôle d'information et de formation, sont désormais reléguées au second plan.

LA COURSE À L'AFRIQUE. L'IMPACT DIRECT SUR LE PARCOURS AUTONOME AFRICAIN

Le nouveau droit international imposé par la conférence de Berlin (1885) contraint le gouvernement portugais à une action plus centralisatrice dans ses colonies africaines. Le bateau à vapeur et, peu de temps après, le télégraphe lui permettent de contrôler plus facilement les gouvernements coloniaux. Dans les centres urbains, les emplois administratifs et militaires, réservés aux natifs luso-africains, blancs ou métis en l'absence d'immigrés portugais, se trouvent menacés (Pacheco, 1990, p. 201), les intérêts locaux sont délaissés, tandis que les familles «angolaises» sont traitées avec mépris.

Dans les années 1840, l'interdiction de la traite des esclaves conduit à la condamnation de ceux qui s'y étaient adonnés. En réalité, les prévenus ne sont pas toujours les vrais responsables, et nombre d'entre eux sont condamnés injustement. Certains se réfugient au Brésil, et ceux qui demeurent sont écartés du fonctionnariat, privés de promotion dans l'armée et partout remplacés par des immigrés inaptes (De Carvalho Meneses, 1848, pp. 27 et suiv.). Ce phénomène, qu'Orlando Ribeiro appellera «l'échec de la colonisation de l'Angola» (Ribeiro, 1981), est dénoncé pour la première fois en 1848. On assiste alors aux premières manifestations de la radicalisation de l'opposition entre les Européens et les «Angolais», bien que ceux-ci soient des Blancs (De Carvalho Meneses, 1848, pp. 123 et 151). Les établissements d'enseignement périclitent, les journaux disparaissent, et les maisons d'édition ferment. Les Luso-Africains, qui bénéficiaient naguère de l'accès à l'enseignement, voient leurs enfants condamnés à l'ignorance (De Carvalho Meneses, 1848, pp. 35 et 165).

Cependant, la centralisation administrative n'évolue pas de façon linéaire. Dans les années 1860, les «Angolais» établissent des contacts

avec des concitoyens émigrés au Brésil et dans d'autres colonies. Une élite intellectuelle s'organise au Cap-Vert et au Mozambique. Des journaux comme *O Independente* à Praia et *A Civilizaçao da Africa Portuguesa* à Luanda dénoncent les injustices et les erreurs commises par les autorités. L'installation du téléphone en 1890 accroît la centralisation administrative et les autorités coloniales exécutent les ordres avec diligence. Au début du XX° siècle, dans les sociétés coloniales, la couche luso-africaine subit un processus de subordination clairement décrit par Orlando Ribeiro, qui parle d'«une élite à laquelle appartenaient de hauts fonctionnaires, des commerçants aisés, des intellectuels [...] que l'immigration des Portugais avec leurs familles écarta au lieu de l'intégrer» (Ribeiro, 1981, pp. 132–133).

L'impact extérieur sur les sociétés africaines est, jusqu'en 1885, indirect, limité, et dépendant des centres administratifs établis sur le littoral. À partir de la conférence de Berlin, les nations coloniales font peser sur l'Afrique une pression directe. Le Portugal se met au diapason des autres nations conquérantes et adopte les mots d'ordre: «Faisons comme les Anglais», «pacification» des populations, mécanisation des transports, ouverture de voies de communication, réalisation de travaux publics, construction d'écoles, d'hôpitaux, de centres de vaccination, de missions religieuses (Madeira Santos, 1988, pp. 294–296 et 360–362). La mise en application de ce programme révèle l'incapacité technique et financière des autorités portugaises à mettre en valeur les vastes territoires revendiqués dans l'arrière-pays.

Les principaux centres commerciaux des villes littorales sont transférés dans d'anciens entrepôts du sertão. Le commerce traditionnel luso-africain et toutes les formes d'échange en sont affectés. L'autonomie des Africains dans les circuits commerciaux décroît rapidement (Cid, 1982, p. 14). L'occupation militaire de l'arrière-pays et l'ouverture de voies de communication provoquent l'écroulement des structures politiques traditionnelles. À partir de 1890, la «pacification» attire des entreprises commerciales, créant un «véritable courant migratoire vers l'intérieur» (Bastos, 1912, pp. 36 et 43).

Le monopole des Africains sur l'extraction des produits naturels, depuis longtemps respecté par le commerce *sertanejo*, est contesté: il faut s'approprier la dernière étape du circuit commercial qui relie l'Afrique à l'économie internationale. Les chasses destructrices organisées par les Européens ont perturbé gravement la faune, affectant même le système magique et religieux. Également lourde de conséquences est, à partir de 1890, l'éviction de l'ancien *sertanejo*, transporteur de marchandises-monnaies, au profit du *sertanejo* producteur d'alcool devenu la principale monnaie d'échange dans le sertão (Torres, 1991, pp. 233–234 et 247). Les firmes commerciales sont étroitement contrôlées par les autorités coloniales et les indigènes, remplacés comme intermédiaires, perdent le contact avec l'extérieur (Memória sobre a Colónia Penal Portuguensa no Lobale, 1903).

La délimitation des zones d'influence coloniale élimine les formations politiques et transforme les espaces socio-économiques précoloniaux. Les limites des royaumes africains, traditionnellement définies par des rapports de vassalité, sont désormais régies par le droit international européen, d'où les graves dissensions dont les résultats persistent de nos jours. En dépit de la prégnance du pouvoir colonial, la persistance d'une « géographie politique indigène » ne peut être occultée (Do Amaral, 1981, p. 19). Malgré les convulsions internes et l'insécurité des voies de communication, les aristocraties locales ne demeurent pas des spectateurs passifs. Elles ne sont pas toujours des partenaires faciles et savent faire preuve de résistance et de diplomatie. «Il n'est pas toujours possible de décider qui utilise qui dans ce genre de conjoncture.» (Vellut, 1987, pp. 29 et suiv.)

N'ayant pas l'appui des capitalistes peu intéressés, le Portugal cherche à mettre en pratique «l'idée humaniste de civiliser et d'assimiler le sauvage africain» en utilisant les possibilités du Trésor public. Les missions religieuses sont aussi des instruments de «civilisation» efficaces par leur rapidité, leur indépendance et leurs faibles coûts (Missoes de Angola, pp. 3–4). La mission de Huila, fondée en 1881 par la Congrégation du Saint-Esprit, est une «mission laboratoire» qui met en route, à partir de 1889, un mouvement d'expansion en direction de la frontière est de l'Angola (Brásio, 1970, p. 251).

Les contacts des missionnaires catholiques avec les sociétés africaines se limitent à la préservation de bons rapports de voisinage, sans aucune interpénétration. Les missionnaires comprennent mal que l'univers des Africains soit imprégné de sacré et que tout le rythme de la vie sociale soit marqué par des rituels. Ils n'admettent pas qu'un Africain converti continue de vivre dans la société traditionnelle. Les missionnaires créent un espace chrétien protégé, inaccessible aux pouvoirs des lignages et des ancêtres. Les premiers catéchumènes sont des jeunes déracinés de leur lignage par l'esclavage et rachetés par charité chrétienne. La croissance de ce tissu social ouvert aux cultures locales entraîne l'apparition de syncrétismes religieux (Estermen, 1893, pp. 453–483). L'espace chrétien finit par reproduire un christianisme africanisé de tendances messianique et prophétique.

Les relations prolongées pendant des siècles entre les Africains et les Portugais se traduisent par des expériences mutuelles de lutte ou de collaboration. Entre-temps, l'Afrique assimile les Blancs de la deuxième génération et les métis, s'approprie l'écriture, sélectionne les objets, apprend des techniques, adapte la religion, élargit sa vision politique, géographique et ethnique du monde, évalue, tant bien que mal, son propre territoire et le rôle géostratégique qu'elle pourrait jouer au niveau international. Elle sélectionne les éléments exogènes pour construire sa propre modernité. Elle n'est plus

seulement un marché de matières premières ni le continent moissonneur d'enseignements. Elle a des savoirs à partager qui sont méconnus par les Européens. Mais la colonisation installe ces derniers à demeure pour décider du destin des Africains. La maîtrise des nouvelles techniques ne leur est plus transmise, provoquant chez eux une régression des capacités productives et créatives.

Toutefois, le savoir intime de l'Afrique résiste et survit à la chute des structures politiques et sociales, à l'obligation d'utiliser des objets et des habitudes, à l'extorsion des terres et des biens, au déracinement des populations et à la dispersion des lignages. L'incapacité technique et financière du Portugal, pays pauvre, favorise le maintien de rapports humains et l'accumulation d'expériences progressivement assimilées par les Africains. L'entrée de l'Afrique dans la modernité a été interrompue par l'impact brutal de la colonisation qui annihile ses capacités d'initiative et de créativité. Cette étude concernant une époque où l'Afrique était maîtresse de ses pistes, de ses goûts et de ses options apportera peut-être un début de réponse à la question des capacités de ce continent à imprimer sa marque dans le monde moderne.

NOTES

- 1. Fleuves Sénégal, Gambie, São Dominos, Grande et Nunc.
- 2. Même sur la côte du Mozambique, ce sont les Arabes qui se déplacent au Monomotapa.
- 3. «Nombre de ces premiers marchands et de leurs descendants, constituant parfois des communautés entières, s'incorporent par la suite à la société des Ovimbundu» (Childs, 1949, pp. 197–198).
- 4. Jupons confectionnés à partir d'écorce d'arbre. On a souvent oublié cette étape africaine «d'un circuit composé de courants d'aller-retour».
- 5. Coquillage-monnaie: cauri, zimbo, mande ou pande.
- 6. Hermenigildo Capello, Roberto Ivens et Alexandre Serpa Pinto.
- 7. On construit, entre 1880 et 1902, les chemins de fer de Luanda à Ambaca, de Lourenço Marques à Pretoria, de Beira en direction de Salisbury et de Benguela en direction du Katanga. La navigation fluviale à vapeur commence sur le Cuanza, le Zambèze et le Chire; le réseau télégraphique est étendu.

BIBLIOGRAPHIE

Albuquerque Mourão F. 1989. As duas vertentes do processo no século XIX: idealismo e realismo. Lisbonne, RIHA.

Bastos A. 1912. Monografia da Catumbela. Lisbonne.

Brásio A. (dir. publ.). 1970. «Relatório do padre José Maria Antunes ao minitro do ultramar, 1 de dezembro de 1894». *Spiritana Monumenta Africana* (série Africana, Angola), vol. IV (1890–1903), Louvain, Enauwelaerts.

- CHILDS G. M. 1949. Umbundu Kingship and Character. Londres.
- CHRÉTIEN J. P. 1988. «La dimension historique des pratiques alimentaires en Afrique». *Diogène* (Paris, Gallimard), n° 144.
- CID F. P. 1892. «Relatório do governador».
- COPANS J. 1990. La Longue Marche de la modernité africaine, savoirs intellectuels, démocratie. Paris, Karthala.
- COUCEIRO P. 1892. Relatório da viagem entre Baikundo e as terras do Mucusso. Lisbonne.
- De Carvalho Menesses J. A. 1848. Demonstração geografica e politica do território Portugeêz na Guiné inferior, que abrange o reino de Angola Benguella e suas dependências. Rio de Janeiro.
- 1894. Viagem à Mussumba do Muatiânvua. Vol. 6. Lisbonne.
- DE OLIVEIRA M. A. 1981. «Alguns aspectos de administração de Angola em época de reformas (1834–1851)». Lisbonne.
- DE SOUSA COUTINHO F. I. 1755. «Memórias do reino de Angola 1773 et 1775». *Arquivos de Angola* (Luanda), vol. 4, n° 49 (janvier 1939).
- Do Amaral I. 1981. «Entre o Cunene e o Cubango, ou a propósito de uma fronteira africana». *Garcia de Orta, Ser. Geog.* (Lisbonne), n° 6 (1–2).
- ERVEDOSA C. 1980. Arqueologia angolana. Luanda, Ediçães 70.
- ESTERMEN C. 1893. Etnografia de Angola (sudoeste e centro). Vol. I. Lisbonne, IICT.
- Ferreira da Silva Porto A. 1986. *Diário de Antônio Ferreira da Silva Porto. Viagens e apontamentos de um Portuense em África* [intr. et notes de Maria Emilia Madeira Santos]. Coimbra.
- MADEIRA SANTOS M. E. 1988, Viagens de exploração terrestre dos Portugueses em Africa. 2º éd. Lisbonne, IICT.
- 1989. «Tecnologias em presença. Manufacturas europeias e artefactos africans (c. 1850–1880)». Reunião International de História de Africa, Lisbonne.
- *Memória sobre a colónia penal portuguensa no Lobale.* 1903. Lisbonne, Questão do Barotse.
- MISSOES DE ANGOLA. [s. d.]. *Parecer e proposta da comissao Africana*. Lisbonne, Sociedade de Geografia de Lisboa.

- PACHECO C. 1990. José da Silva Maia Ferreira. O homene a sua época. Luanda, Unao de Escritores Angolanos.
- Pedroso Gamito A. C. 1854. O Muata-Cazembe e os povos Maraves. Chevas, Muízas, Membas, Lundas e outros de Africa Austral. Diário da expedição portuguesa comandada pelo malor Monteiro e dirigida àquele imperador nos anos de 1831 e 1832. Lisbonne.
- RIBEIRO O. 1981. A colonização de Angola e o seu fracasso. Lisbonne, Impresa Nacional.
- Rodrigues Graça J. 1986. *Expedição muatiânvua. Diário de António Ferreira da Silva Porto*. Vol. I (intr. et notes de Maria Emilia Madeira Santos). Coimbra (1^{re} éd., 1890).
- Vellut J. L. 1972. «Notes sur le Lounda». Études d'histoire africaine, n° 3, pp. 61–166.
- 1972. «Notes sur le Lounda et la frontière luso-africaine (1700–1900)». *Études d'histoire africaine*, n° 3, pp. 61–166.
- 1980. «Africa central do oeste em véspera da partilha colonial: um esboço histórico do século XIX». *Africa* (São Paulo).
- 1987. «Résistances et espaces de liberté dans l'histoire coloniale du Zaïre: avant la marche à l'indépendance, c. 1876–1945». Dans: C. Coquery-Vidrovitch, A. Forest, H. Weiss (dir. publ.). Rébellion-révolution au Zaïre, 1963–1965. Vol. I. Paris, L'Harmattan.
- 1989. «L'économie internationale des côtes de Guinée au XIX^e siècle ». I Reunião International de História de África. Relação Europa-Africa n° 3 Quartel do Séc. XIX, Lisbonne, Instituto de Investigação Cientifica Tropical.

15.6 L'Afrique australe

Ngwabi Bhebe

Introduction

Cette section sur l'Afrique australe couvre le Botswana, le Lesotho, le Malawi, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe. Cinq thèmes, qui jouent un rôle primordial dans l'établissement de l'infrastructure culturelle, socio-économique et politique de la région, seront abordés: le «proto-Mfecane-proto-Difagane» et le «Mfecane-Difagane », l'expansion des frontières des commercants et des missionnaires, la migration des Boers vers l'intérieur depuis la colonie du Cap et la découverte d'importants gisements de minéraux à Kimberley, dans le Rand, sous domination coloniale. Le Mfecane ou Difagane fait référence aux violents changements et aux évolutions démographiques qui interviennent d'abord au Zoulouland, puis dans l'ensemble de l'Afrique australe. Il y a peu encore, on situait le Mfecane au début du XIXe siècle et on l'attribuait au roi zoulou Chaka. Après la contribution polémique de Julian Cobbing sur le sujet, les historiens de la sous-région ont modifié leur opinion concernant le Mfecane et daté son origine au milieu du XVIIIe siècle, voire plus tôt. On considère désormais que les soulèvements ont surgi de l'intérieur, chez les Ngounis du Nord, et de l'extérieur dans la zone frontière du nord-est de la colonie du Cap, dans le port de commerce et l'arrière-pays de la baie de Delagoa¹. La datation du Mfecane ou du Difagane avant le début du XIX^e siècle incite les historiens à parler de Mfecane-Difaqane comme concept se référant à la lutte pour le contrôle du Zoulouland septentrional — lutte qui oppose d'abord Zwide et Dingiswayo, puis Zwide et Chaka —, et à parler de proto-Mfecane-proto-Difagane en référence à la période allant de 1750 à 1822 (Parsons, 1995, pp. 335–348).

La période proto-Difaqane-proto-Mfecane

Plusieurs facteurs sont associés au proto-Difaqane-proto-Mfecane. Le premier est le commerce international le long de la côte du Mozambique, effectué principalement par des commerçants swahilis qui réalisaient des

échanges jusqu'au sud de Sofala dès le XVIIIe siècle. Au milieu du XVIIIe siècle, les Portugais ont depuis longtemps déjà pris la place des Swahilis, même si leurs ports de commerce accueillent également des Hollandais, des Français et des Anglais. À travers les générations, des routes commerciales s'ouvrent entre l'intérieur de l'Afrique australe et la côte du Mozambique, qui servent de canaux pour les importations européennes et asiatiques telles que les perles, le tissu, la porcelaine, les armes à feu, etc., et pour les exportations africaines, notamment l'or, le cuivre, l'ivoire, les fourrures, le cuir, les plumes d'autruche, etc. Les économies générées et absorbées par ces marchandises dans l'intérieur sont gérées par l'État, si bien que les chefs ambitieux de lignage royal, dont les peuples vivent à proximité de ces axes commerciaux ou dans des régions dotées de ressources exportables, se battent pour dominer la production et l'exportation des marchandises ou pour taxer les échanges traversant leurs territoires. En outre, la production et le contrôle optimal des ressources destinées à l'exportation dépendent de l'importance de la population. Ainsi, plus l'État est grand, plus la maind'œuvre est productive. Quant à l'armée, elle sert à la fois de force militaire et d'instrument de chasse, deux activités qui écartent les hommes de toute fonction dans la production alimentaire, dont se chargent les femmes et les enfants. Les femmes, qui sont également nécessaires à la reproduction du groupe, sont tantôt enlevées lors de raids dans les sociétés voisines, tantôt échangées contre du bétail en guise de dot. Ce combat que livrent les chefs des différents lignages et leurs descendants pour accroître leur territoire, leur population et leur bétail, ainsi que pour contrôler le commerce local, international et les routes commerciales, va engendrer une rivalité acerbe entre les sociétés d'Afrique australe.

Les zones suivantes de la sous-région connaissent de violents soulèvements qui provoquent d'importantes vagues de migration et des agrandissements territoriaux: le plateau du Zimbabwe, le Transvaal du Nord, le Transvaal du Sud et du Centre-Ouest et le sud-est du Bostwana tout proche, la colonie du Cap et la baie de Delagoa dans l'arrière-pays. Sur le plateau de Zimbabwe, l'État rozwi du Changamire, après avoir éclipsé les empires précédents des Mutapas et des Torwas, domine le commerce avec les Portugais via le Zumbo dans la vallée du Zambèze et les routes commerciales du Savi et de la vallée du fleuve Limpopo. Les guerres civiles et les incursions des Rozwis du Changamire, ainsi que les migrations conséquentes des réfugiés, ont des répercussions sur les Sothos Tswanas et les Vendas du Sud et du Sud-Ouest, puis génèrent d'autres mouvements semblables, si bien que Neil Parsons parle d'« une période de violence croissante entre 1770 et 1820, se déplaçant du Zambèze vers le sud» (Parsons, 1995, p. 335; Beach, 1983, pp. 245–277).

Dans le Transvaal du Nord, chez les Vendas, les Lovedus, les Pedis et les Rozwis du Nord, les accès de violence coïncident avec ceux qui émanent des Sothos Tswanas au sud. En outre, les Vendas, les Pedis et les Lovedus habitent des zones recelant d'abondantes ressources de chasse et des gisements de fer et de cuivre qu'ils exploitent pour les Varembas itinérants, qui procèdent ensuite à la fonte de ces minerais et à la fabrication d'armes, d'outils et d'articles de décoration destinés aux échanges locaux et internationaux (Parsons, 1993). Ces peuples vivent également à proximité des routes commerciales qui relient la côte et l'intérieur. En marge des combats, d'importants royaumes vendas, lovedus et pedis émergent dans les vallées de Soutpansberg et de Steelpoort, afin de prendre le contrôle et d'obtenir le monopole de la richesse générée à l'échelle locale et internationale. Ce phénomène s'accompagne aussi de l'influence des Sothos Tswanas et des Rozwis du Changamire, qui introduisent une culture d'édification étatique. Ainsi, les Lovedus font remonter leur regroupement politique au temps de la reine de la pluie Modjadji et l'introduction de la circoncision à la période d'immigration des Rozwis du Changamire; les Vendas, quant à eux, datent la naissance de leurs chefferies de Singo à l'arrivée des Shonas du plateau du Zimbabwe. Les deux cultures adoptent la construction en pierre. Au même moment, l'influence des Sothos Tswanas se fait davantage ressentir sur les Pedis, où les Kgatlas imposent leur règne et construisent un puissant royaume dont la fortune repose en partie sur le commerce est-ouest effectué par les Pedis eux-mêmes et les Tsongas de la baie de Delagoa et d'Inhambane (Parsons, 1993).

Les historiens et les archéologues considèrent que le proto-Difaqane chez les Sothos Tswanas atteint son apogée entre 1770 et 1820 (Parsons, 1993). Pendant cette période de violence, les Sothos Tswanas se battent pour des pâturages, des terrains de chasse ou d'irrigation permanente, pour obtenir le monopole du commerce local et international, pour du bétail et pour des femmes. Les chefs deviennent très friands des marchandises asiatiques et européennes rapportées par les commerçants ambulants et les caravanes, et les troquent contre de l'ivoire, des fourrures, des plumes d'autruche, du cuivre, etc. En 1820, la guerre prend un caractère endémique chez les Sothos Tswanas, les chefs ayant militarisé leur peuple afin d'effectuer des incursions aussi loin que possible pour voler les ressources indispensables à la satisfaction de leurs appétits de consommateurs et afin de se défendre contre des adversaires qui partagent des motivations identiques (Parsons, 1993).

Ces soulèvements entraînent d'importants changements socio-économiques et culturels qui caractériseront les Sothos Tswanas aux XIX^e et XX^e siècles. Les historiens et les archéologues affirment que les agglomérations qui définissent les Sothos Tswanas encore aujourd'hui remontent au proto-Difaqane, époque à laquelle ces peuples cherchent refuge dans des lieux urbanisés ou défendables comme des sommets de collines ou des

cavernes qu'ils entourent même de murs en pierres (Parsons, 1995; Manson 1995; Hall, 1995). Étant donné que ce phénomène concorde avec l'expansion territoriale et l'absorption d'étrangers, les historiens pensent qu'il coïncide aussi avec la période pendant laquelle les chefs sothos tswanas inventent le «système fluide unitaire [...] qui prévoit que les étrangers [soient] incorporés dans les groupes décisionnaires patrilinéaires », système d'incorporation efficace, conférant aux lignages subalternes une indépendance sociale et politique considérable sans menacer l'intégrité de l'ensemble du royaume (Parsons, 1995, p. 336; Manson, 1995, p. 356).

Le bétail constitue un autre facteur notable de la violence exacerbée des Sothos Tswanas. Sa valeur est en effet inestimable dans les échanges de femmes et de main-d'œuvre, et il représente le ciment de la loyauté communautaire (Manson, 1995, pp. 356–357).

Il est important de comprendre le rôle non seulement du bétail, mais aussi des femmes et des céréales. Les femmes servent à la production agricole et à la reproduction de la tribu; les céréales fournissent la nourriture et constituent un moyen d'améliorer le statut des chefs et des autres membres du pouvoir, le statut étant estimé en fonction de la quantité de céréales produite. Ainsi, les chefs ont intérêt à posséder beaucoup de bétail pour payer les dots, et à avoir de nombreux partisans pour former de grandes armées, lesquelles leur serviront à de nouvelles incursions pour se procurer du bétail et des femmes. Les femmes, l'agriculture, le bétail et un nombre important de partisans interagissent tous comme des moyens d'accumuler le pouvoir et d'améliorer son statut (Parsons, 1995, p. 337).

Le proto-Difaqane représente en Afrique australe un tournant décisif dans le commerce international, qui s'oriente en faveur de la côte du Mozambique et dont les volumes transportés en direction et en provenance de la colonie du Cap deviennent de plus en plus considérables. Les liens avec les ports mozambicains sont loin d'être rompus puisque le commerce des esclaves, prohibé dans l'Atlantique au XIXe siècle, s'accroît fortement, profitant de ces débouchés orientaux. Les Shonas et les autres tribus du bassin du Zambèze, ainsi que les Tsongas plus au sud, conservent la côte est, qui constitue pour ces peuples la source d'un commerce international lucratif (Beach, 1983, p. 252; Parsons, 1995, p. 333).

Les premiers peuples à tisser des liens étroits entre la colonie du Cap et l'arrière-pays au nord du fleuve Orange sont les Koras — des gardiens de bétail venus du Cap — et les Orlams — des immigrés boers —, deux groupes de chasseurs et de bergers nomades qui vivent dans des roulottes tirées par des bœufs. Dans leur sillage apparaissent divers éléments, notamment des bandits, des commerçants, des missionnaires, des Khoisans, des Boers, des Griquas et des Coloureds, qui font tous pression sur les Sothos Tswanas et aggravent la violence générée avec le proto-Difaqane.

LA COLONIE DU CAP

Créée en 1652 par la Compagnie hollandaise des Indes orientales pour servir de base de ravitaillement sur la route vers son empire des Indes orientales et occupée par les Britanniques au début du XIXe siècle, la colonie du Cap est dès la fin du XVIIIe siècle un important carrefour européen, dont les intérêts économiques commencent à se faire sentir dans le territoire. L'expansion rapide de la colonie depuis l'arrière-pays proche de la ville du Cap en direction du fleuve Orange vers le nord-est et l'est, où elle prend appui sur les Sothos Tswanas et les Xhosas, est intrinsèquement liée à son économie. Les deuxième et troisième générations de colons, qui avaient été envoyés par la Compagnie pour approvisionner en aliments frais ses navires commerciaux en route vers l'Orient, abandonnent la vie sédentaire, deviennent des gardiens de troupeaux migrants et entrent en concurrence avec les habitants autochtones pour se disputer le bétail, les zones d'irrigation et les pâturages. Le système de tenure des terres encourage le nomadisme. Chaque colon pouvant payer un impôt annuel de 24 rixdales au gouvernement (qui ne parvient toutefois jamais à le collecter nulle part) peut disposer d'un terrain de 2 500 hectares, qu'il délaisse au profit d'un autre une fois que celui-ci est épuisé. Cette pratique, de même que celle autorisant tout jeune homme, dès qu'il atteint l'âge adulte, à posséder une ferme d'une envergure similaire s'il en a les moyens, fait croître la colonie de façon exponentielle et attise la concurrence avec les Khoisans. Grâce à la puissance de leurs armes et à leurs chevaux, les immigrés boers viennent à bout des Khoisans et les dépossèdent de leurs terres, les réduisent à différentes formes de dépendance misérable ou les conduisent à la périphérie de leur frontière en perpétuelle expansion, ce qui explique le fait que les Khoisans forment l'avant-garde de l'expansion de la colonie du Cap chez les Sothos Tswanas via le fleuve Orange². En outre, jusqu'au début du XIX^e siècle, Le Cap est une société possédant des esclaves, qui sont soit des captifs issus des conflits entre colons et Khoisans, soit des réfugiés ayant fui les conflits sothos tswanas et réduits à l'esclavage par les colons blancs. Avant de nous intéresser aux conséquences ou aux implications durables de l'expansion de la colonie du Cap vers l'intérieur, il nous faut examiner le Mfecane à proprement parler en tant que révolution africaine qui pose les jalons culturels des interactions afro-européennes.

LE MFECANE

Il n'existe pas de consensus relatif aux causes du Mfecane, ce que souligne Elizabeth Eldredge en affirmant qu'aucun des facteurs avancés par les différents auteurs — la pression démographique, la dégradation de l'environnement ou le commerce international — n'explique à lui seul et de manière appropriée le déclenchement du Mfecane-Difaqane. Bien que l'historienne ne fonde pas explicitement son argumentation sur le proto-Difaqane-proto-Mfecane, son assertion suggère un ensemble de causes qui ont accéléré, plutôt que déclenché, une révolution déjà amorcée. Elle remarque en effet qu'à la fin du XVIII^e siècle, les chefs africains d'Afrique australe ont accumulé un pouvoir et une richesse considérables grâce au commerce de l'ivoire le long des côtes de l'océan Indien, ce qui atteste des profits acquis durant la précédente « protopériode » (Eldredge, pp. 123–153).

Toutefois, selon Elizabeth Eldredge, cette accumulation de pouvoir et de richesses est sapée par l'élimination des éléphants, de sorte que ces chefs se retrouvent à cours de solutions de remplacement imposables, notamment parce que l'expansion des échanges internationaux les avait fait négliger l'essor de la production agricole. À moins de piller les ressources de leurs voisins, les chefs sont confrontés à une diminution de leurs revenus. En outre, le commerce a déjà créé des inégalités au sein et entre les différentes sociétés africaines en enrichissant quelques individus puissants et quelques chefferies qui utilisent ces revenus pour fonder d'efficaces armées, grâce auxquelles ils ont la possibilité de s'enrichir davantage encore en attaquant les plus faibles. Elizabeth Eldredge ajoute que cette accumulation inégale des richesses va de pair avec la dislocation des systèmes traditionnels de redistribution des ressources en temps de pénurie. Tous ces facteurs aggravent la rivalité pour les ressources au sein même des sociétés et entre celles-ci, en particulier au cours des sécheresses de 1800–1803, 1812 et 1816–1818 (Eldredge, pp. 153-154). Toujours d'après elle, ces années de vaches maigres ne coïncident pas seulement avec l'aggravation du désarroi, mais elles déclenchent aussi une révolution politique chez les Ngounis septentrionaux (Eldredge, p. 155).

Des sécheresses similaires touchent les Sothos Tswanas à l'ouest du Drankensberg et s'associent à des épidémies qui frappent les cultures et le bétail entre 1816 et 1818. Avant de pouvoir se remettre de ces dégâts, les Sothos Tswanas subissent en 1822 l'invasion des réfugiés hlubis fuyant le Mfecane alors en cours chez les Ngounis septentrionaux (Eldredge, p. 158).

À l'ouest de la chaîne de Drakensberg, la violence est pire encore en raison des nouvelles pressions économiques générées par la frontière de la colonie du Cap. Comme le font remarquer Julian Cobbing et Elizabeth Eldredge, les colons du Cap et les fonctionnaires de la colonie favorisent la violence en soutenant des raids esclavagistes le long du fleuve Orange. La violence des colons force les Khoisans et les Coloureds à s'unir et à franchir l'Orange, où ils sont connus sous différents noms, comme les Bastards, les Koras, les Koranas et, enfin, les Griquas et les Bergnars. Les commerçants

1360 De 1789 à 1914

blancs leur fournissent des armes pour chasser l'ivoire, des fourrures, etc., et les fonctionnaires coloniaux les soutiennent en leur procurant des pistolets dans l'attente qu'ils les utilisent pour protéger la frontière. Toutefois, les Griquas y ont recours pour dépouiller les Sothos Tswanas de leur bétail et de leurs esclaves, qu'ils vendent ensuite aux colons blancs de la colonie du Cap (Eldredge, p. 140; Cobbing, 1974, pp. 492–500).

La révolution Mfecane-Difagane est associée à certains bouleversements sociopolitiques et culturels dans la plupart des régions d'Afrique australe. Les premiers peuples concernés par ces changements sont les Ndwandwés de Zwides, les Mtetwas de Dingiswayo et les Zoulous de Chaka. Ces trois groupes introduisent des régiments de classes d'âge pour leurs armées, une pratique probablement inspirée des empires précédents comme ceux des Rozwis du plateau du Zimbabwe et des Tembés de la baie de Delagoa, dans l'arrière-pays. D'un point de vue économique, ces régiments sont importants car ils servent de manière efficace à dépouiller les peuples voisins de leur bétail et de leurs céréales, ainsi qu'à la chasse en groupe de l'éléphant, prisé pour ses défenses, et du lion, prisé pour sa peau. D'un point de vue culturel, les régiments rétablissent la pratique de la circoncision chez les Ngounis septentrionaux, utilisée pour préparer les jeunes gens à l'âge adulte. Un autre changement radical dans la pratique maritale établit que les hommes ne sont désormais plus autorisés à se marier avant d'avoir satisfait le roi en effectuant leur service militaire, ce qui reporte parfois leur mariage à la trentaine. Ainsi, les filles sont privées de la possibilité d'épouser des hommes de leur âge, contraintes à en épouser de beaucoup plus âgés et à entrer dans des familles polygames, car les hommes, autorisés à se marier quand ils le désirent après leur service, sont toujours moins nombreux que les filles en âge de se marier (Parsons, 1993, p. 73).

Zwide et sa mère introduisent des innovations qui seront reprises comme symboles et institutions de la nation. La monarchie, par exemple, devient duale, puisque la reine mère dirige le royaume avec son fils, modèle que copieront les Swazis. Thandile, la mère du roi swazi Mswati (1840–1868), introduit chez ces derniers le système de son peuple ndwandé. Tous les dirigeants concernés par le Mfecane observent l'*incwala* (rituel des premiers fruits), une cérémonie nationale annuelle. Toutefois, c'est Chaka qui rassemble toutes ces pratiques et les transforme en puissants symboles d'inspiration de la nation zoulou³ (L. M. Thompson, dans Wilson et Thompson, 1969–1971, p. 345; Parsons, 1993, p. 73).

Les méthodes de Chaka et les résultats révolutionnaires du Mfecane se répandent largement dans l'ensemble du sous-continent, depuis la colonie du Cap jusqu'au sud de la Tanzanie. Lorsque, en 1818, les Ndwandwés sont vaincus par Chaka et forcés à abandonner leurs maisons, ceux qui ont échappé à la mort ou ont été absorbés dans la nation zoulou fuient vers le

nord avec deux de leurs généraux. Le premier, Soshangane, décide d'élire domicile entre la baie de Delagoa et le bassin inférieur du Zambèze, alors que le second, Swangendaba, lance des incursions à travers le Mozambique et le Zimbabwe avant de parvenir jusqu'au sud de la Tanzanie, où il meurt en 1848. Par la suite, son peuple se scinde en Tutas Ngounis de Tanzanie australe, Mpezenis Ngounis de Zambie orientale et Momberas Ngounis du Malawi (Omer-Cooper, 1996, pp. 86–92).

Toujours au nord, le Mfecane chez les Ngounis septentrionaux influence également la formation de l'État swazi, dirigé par Sobhuza Ier, qui se retire de la vallée du Pongola afin d'éviter l'anéantissement par les redoutables Ndwandwés et se réfugie dans le centre défendable montagneux du Swaziland. De là, il met en route un processus de conquête et d'absorption des premiers habitants sothos du pays. Son fils et successeur, Mswati, et sa mère, Thandile, soudent la nation en lui conférant des symboles, des traditions et un puissant gouvernement national, des remèdes royaux efficaces de signification nationale tels que l'*incwala* et le *libandla* — conseil national formé par tous les hommes adultes de la nation. Les Sothos et les autres vaincus apprennent la langue de leurs conquérants.

Mzilikazi, qui construit la nation ndébélé en répandant la langue ngouni et d'autres pratiques culturelles, fait aussi partie de la branche des Ngounis septentrionaux. Il s'installe d'abord sur le plateau central du Transvaal, mais se voit rapidement délogé par les Boers et leurs alliés griquas en 1838, et il s'établit finalement au Zimbabwe occidental en 1840. Là, les Ndébélés répandent le sindébélé (une langue ngouni) et d'autres aspects culturels parmi les peuples parlant le shona. Presque au même moment que les Ndébélé, les Hlubis de Mpangazhita traversent également le Drakensberg vers le plateau central et sont bientôt suivis par les Ngwanés de Mathiwane. Il est important de noter qu'à ce stade, ce sont les Hlubis, les Ngwanés, les Ndébélés et les Griquas qui attisent la violence et la guerre parmi les Sothos Tswanas du haut Veld. C'est pourquoi on les considère comme se trouvant à l'origine du Difaqane (l'expansion et l'intensification de la guerre).

Les bouleversements causés par le Difaqane ont contraint certains Sothos Tswanas et Ngounis à se diviser et d'autres à se réunir pour former de grands royaumes. L'exemple des Hlubis et des Ngwanés, sur l'initiative de l'effusion de sang, illustre clairement ces divisions. Ceux-ci se heurtent au problème de la maîtrise de la vallée de Caledon, et les Hlubis sont écrasés vers 1824–1825, si bien que les vainqueurs ngwanés absorbent certains de leurs survivants, tandis que d'autres rejoignent les Ndébélés de Mzilikazi. Au même moment, Mathiwane conduit son peuple vers le pays de Pondo dans la partie orientale du Drakensberg, où il est vaincu en 1822 par une coalition de Britanniques, de Xhosas et de Thembus au cours de la bataille de Mbolompo. Les Ngwanés deviennent des réfugiés appelés Mfengus par les Xhosas.

Les Pedis et les Basutos illustrent aussi cette tendance au regroupement. Sous le règne du roi Thulare (1780–1820), les Pedis construisent, comme nous l'avons déjà vu, un royaume puissant dans la vallée de Steelpoort. Après la mort de Thulare, une succession de crises les frappe, qui coïncide également avec l'invasion de leur pays par les Ndébélés de Mzilikazi. Entre 1822 et 1823, les Ndébélés tuent tous les fils de Thulare hormis Sekwati, qui se retire avec son peuple dans la chefferie des montagnes Lulu, où il reconstruit et fait revivre le royaume avec d'autres réfugiés victimes du Mfecane (Delius, 1983, pp. 294–295; L. M. Thompson, dans Wilson et Thompson, 1969–1971, pp. 403–404).

De même, Moshoeshoe des Basutos, confronté à des attaques permanentes sur sa terre natale d'origine butha buthe, décide de s'installer sur le mont Thaba Putsoa, facilement défendable. Le cas des Sothos Tswanas entreprenant de longues migrations est représenté par les Kololos de Sebetwane qui, après avoir été évincés du Transvaal méridional et du sud-est du Bostwana, décident de fuir et de s'installer dans le sud de la plaine inondable du Zambèze en Zambie occidentale. Ainsi, ils importent la culture sotho tswana dans le centre de l'Afrique australe et entreprennent de faire du commerce avec les marchands griquas de la colonie du Cap et avec les Ovimbundus, qui rapportent des marchandises portugaises d'Angola (Omer-Cooper, 1996, pp. 99–127).

Ainsi, le Mfecane-Difagane, tout comme le proto-Difagane-proto-Mfecane précédemment, pose les jalons d'une solide infrastructure économique, politique et culturelle en Afrique australe, une infrastructure qui préexiste avant toute influence occidentale, avant l'impérialisme et le colonialisme, même si, ironiquement, l'infrastructure présente une base prête à transmettre et à faire progresser ces aspects européens. En fait, les marchands, missionnaires, colons, minéralogistes, recruteurs et, bien entendu, stratèges militaires occidentaux se heurtent à ce réseau ngouni et sotho tswana depuis le Sud, profitant toujours de l'avance commerciale et culturelle relative de la colonie du Cap. Citons l'exemple de David Livingstone, un innovateur qui commence par suivre les traces des Kololos du Bostwana jusqu'à la plaine inondable du sud du Zambèze, puis bénéficie des réseaux commerciaux des Kololos avec les Ovombundus angolais et les Tongas de la vallée du Zambèze pour explorer cette région et suivre les Ngounis jusqu'en Tanzanie australe. Le plus grand colon est Cecil Rhodes, qui fait l'acquisition de l'ensemble de la région, de la frontière de l'Afrique du Sud jusqu'à la province du Copperbelt en Zambie, par le biais de traités extraits plus ou moins du même réseau d'États post-Mfecane ou postérieurs à ceux-ci. Toutefois, Rhodes est précédé par les missionnaires, le Grand Trek, les découvertes et les évolutions minières, qui sont tous des éléments décisifs de la transformation culturelle et économique de la région.

LES MISSIONNAIRES

La London Missionary Society (LMS) est la première à entreprendre des œuvres missionnaires en plein cœur de l'Afrique australe. Le premier peuple concerné par cette frontière religieuse de l'Europe est celui des Xhosas, auxquels le Hollandais J. T. van der Kemp prêche l'Évangile et enseigne l'agriculture dès 1799, jusqu'à ce qu'il mette sur pied une station permanente à Bethelsdorp, près de Port-Elizabeth, en 1801. Il est suivi par d'autres missionnaires de la société de Londres, qui décident de s'installer dans le Pays xhosa. Les méthodistes arrivent entre 1823 et 1845 et s'installent chez les Pondos. Au même moment, la frontière missionnaire se déplace vers le nord-est, dans le sillage de l'expédition pacifiste britannique envoyée au nord du fleuve Orange en 1801. Alors que certains missionnaires abandonnent leur vocation pour adopter des activités plus lucratives, William Anderson reste chez les Griquas, où il finit par accéder à un poste politique et religieux influent entre 1801 et 1820. Lorsqu'il prend sa retraite, sa place est prise par le célèbre Robert Moffat, qui transfère son centre d'opérations dans la ville tlaping de Kuruman. Les méthodistes s'introduisent chez les Rolongs en 1823, puis s'installent à Thaba Nchu en 1833. La même année, la Mission évangélique de Paris s'établit au Lesotho. Des missionnaires du Comité américain vont, sur recommandation de Robert Moffat, prêcher l'Évangile chez les Ndébélés et les Tswanas à Mosega en 1835, tandis qu'un autre groupe de la même mission pénètre dans le Zoulouland en 1836. Lorsque les Ndébélé migrent au Zimbabwe, Robert Moffat les suit pour y fonder une base de la mission de Londres, alors qu'au même moment une autre branche de l'organisation est dépêchée dans le royaume des Kololos. Le défi ngouni au Malawi est relevé par la Free Church d'Écosse lors de la fondation de la mission de Livingstonia — en mémoire de David Livingstone — sur les rives du lac Malawi en 1875 (Comaroff, 1991, pp. 46–48; Omer-Cooper, 1996, pp. 43, 104, 144; Willis, 1964, pp. 101–108).

Le principal objectif des missionnaires est de prêcher l'Évangile, afin de convertir les Africains, une activité qui les amène à devenir les canaux de transmission de l'éducation et de l'industrie occidentales. Ainsi, les missionnaires, leurs établissements et leurs auxiliaires africains se chargent de différentes tâches, notamment de l'alphabétisation et de l'enseignement de l'agriculture, de la menuiserie, de la construction et d'autres métiers. Les missionnaires apprennent également les langues africaines, dans lesquelles ils traduisent la Bible et d'autres textes religieux. Le missionnaire et explorateur David Livingstone insiste sur l'importance de lutter contre la souffrance physique des Africains par le biais des interventions médicales. Son message est repris par la quasi-totalité des sociétés missionnaires, qui tentent d'inclure

dans leurs équipes des personnes avec une formation médicale et se mettent à construire des cliniques, puis des hôpitaux, dont certains assureront aussi la formation des infirmières (Tlou et Campbell, 1984, pp. 129–141; Hailey, 1957, pp. 1064–1065; Wilson et Thompson, 1969–1971, vol. I, pp. 238–240). Les missionnaires et leur famille sont souvent les premiers Blancs à s'installer de manière définitive chez les Africains de l'intérieur. En Afrique du Sud, ils sont suivis par les familles d'immigrés boers durant ce qu'on appelle le Grand Trek, même si les objectifs et les activités des deux groupes blancs ne sont aucunement liés.

LE GRAND TREK

Le Grand Trek désigne l'exode des Afrikaners depuis la colonie du Cap vers l'intérieur de l'Afrique australe, tentant d'échapper à une politique britannique qu'ils jugent restrictive et oppressante, notamment dans ses aspects antiesclavagistes. Leurs relations avec les Africains de l'intérieur se détériorent dès le départ, car les Afrikaners s'intéressent aux mêmes ressources que les États africains, qui en réclament les droits exclusifs. Les Boers voient en effet dans le Natal revendiqué par les Zoulous et leurs sujets des terres idéales pour l'agriculture, dans l'État libre d'Orange et le Transvaal oriental (territoires des Sothos Tswanas) d'excellents pâturages, et dans le pays des Vendas du nord du Transvaal un terrain adapté à la chasse. Ces éternelles sources de conflits sont aggravées par les raids que mènent les Boers dans les sociétés africaines pour se procurer du bétail et des esclaves.

À partir de 1835, les Boers traversent en masse le fleuve Orange, et les premiers obstacles qu'ils rencontrent sont apparemment les Ndébélés de Mzilikazi et les Zoulous, alors dirigés par Dingane, le demi-frère de Chaka. En novembre 1837, les Boers et leurs alliés tswanas et griquas forcent Mzilikazi à quitter le Transvaal pour aller s'installer dans l'ouest du Zimbabwe en 1840. En 1838 et en janvier 1840, les Boers s'associent à Mpande, le demi-frère dissident de Dingane, pour conduire ce dernier hors du pays vers le Swaziland, où il sera finalement assassiné. Mpande reprend le pouvoir et règne en tant que vassal des Boers.

La défaite des Zoulous et des Ndébélés, même si elle est loin de briser la résistance africaine dans l'intérieur, permet aux Boers de fonder leurs républiques indépendantes. La première d'entre elles, le Natal, est dissoute lorsque les Britanniques, voulant empêcher les Boers d'avoir accès à la mer, annexent le territoire en 1843. Conformément aux traités signés avec les États sothos tswanas et griquas en 1837, les Boers s'installent entre les fleuves Orange et Vaal. Quand les Britanniques, qui ont poursuivi les Boers

vers l'intérieur, abandonnent leurs revendications souveraines en 1854 et se retirent, la côte est prête à accueillir l'État libre d'Orange comme république boer. En 1859, l'ensemble des factions boers, qui ont divisé le Transvaal à contrecœur, partagent les mêmes dirigeants au sein d'une coalition pour former la république d'Afrique du Sud.

Ainsi, dans les années 1850, le Mfecane-Difaqane, le Grand Trek et l'expansion coloniale britannique créent une mosaïque d'États africains ou blancs indépendants et de colonies britanniques. Outre les nombreuses guerres qui éclatent entre Africains et Blancs, les deux groupes raciaux entretiennent des relations économiques dans lesquelles les Blancs sont tributaires de la main-d'œuvre africaine, des relations commerciales et du désir africain d'exploiter les nouvelles possibilités de gagner des revenus dans des entreprises européennes. Ces possibilités augmentent considérablement avec la découverte de diamants à Kimberley en 1868–1870 et d'or dans le Witwatersrand en 1884.

LES INTERACTIONS ÉCONOMIQUES

Dans l'introduction de leur ouvrage, Marks et Atmore (1980, pp. 80–101) observent que le Mfecane, le Grand Trek et l'expansion coloniale britannique donnent lieu à la coexistence de différents modes de production et de formations sociales, qui incluent des économies de chasse, un mode de production tributaire, des systèmes presque féodaux et des économies coloniales, tous caractérisés par une pénétration irrégulière du capital. Cette juxtaposition de sociétés variées est avant tout marquée par le fait que de puissants royaumes africains et des États coloniaux incorporent des chefferies plus faibles pour s'approprier leur surplus, processus que les colons blancs finissent par contrôler avec le soutien de la puissance impériale britannique.

En ce qui concerne les modes de production caractéristiques des sociétés africaines au XIX^e siècle, Marks et Atmore les définissent comme des « formations sociales complexes» qui pratiquent l'élevage du bétail et la culture des terres en employant des techniques simples et en se fondant sur une base collective comprenant toutefois une répartition précise du travail selon les sexes et les rangs (aristocrates ou roturiers), et dont les chefs incarnent l'État. La production se réalise dans un territoire domanial qui appartient à un village de lignage, dont les membres coopèrent pour former des groupes de travail, lesquels produisent un surplus indispensable à la communauté en échange de bière ou d'une rémunération quelconque et organisent les pâturages et les opérations de défense. Chaque lignage assure sa reproduction par l'acquisition de femmes d'autres lignages en contrepartie d'une dot

constituée de bétail. Les femmes effectuent les tâches agricoles et permettent de reproduire le lignage. Une partie des excédents générés par ce dernier est versée au chef ou au dirigeant du pays, dont on attend en retour qu'il octroie de la nourriture durant les festivités nationales, qu'il assure une protection religieuse et garantisse la prospérité de son peuple. Le contrôle du bétail confère aux chefs ou aux dirigeants de lignage un pouvoir sur leur peuple et le moyen d'élargir le cercle de leurs partisans en payant des dots. Ainsi les rois swazis et Chaka utilisent respectivement leur bétail pour accroître leur pouvoir et pour consolider le royaume zoulou. Les chefs mpondos ont recours au système de prêt du bétail pour créer et maintenir des relations de clientèle.

Cette relation entre l'État et les lignages amène Philip Bonner à caractériser ces formations sociales d'Afrique australe comme des sociétés reposant, d'une part, sur l'articulation des lignages, «système patrilinéaire» ou «complexe domanial», et, d'autre part, sur l'autorité tributaire, qui contrôle les ressources économiques et leur distribution dans la société. Comme le font remarquer Marks et Atmore: «Par l'appropriation de ces ressources, l'État, ou plus précisément le chef, exerce un contrôle vital sur la production et la reproduction des lignages qui constituent la formation sociale» (Marks et Atmore, 1980, pp. 11, 80–101). C'est ainsi, notamment, que les élites dirigeantes des États swazis, ndébélés, ngounis et gazas accumulent des richesses qu'elles emploient pour accroître leur pouvoir. Ces groupes forment des régiments de classes d'âge grâce auxquels les rois supervisent les conflits, les pillages, les captures et la production locale. La guerre, comme nous l'avons vu, procure des femmes et des enfants qui assurent le travail agricole et la reproduction de la tribu.

Marks et Atmore signalent que le Mfecane conditionne aussi la façon dont les sociétés africaines de la sous-région réagissent à la pénétration occidentale. Ceux qui bénéficient du Mfecane en fondant de puissants États pillards, comme les Zoulous, les Ndébélés, les Swazis, les Pedis et les Basutos, résistent à l'assujettissement jusque dans le courant du XIX^e siècle. Les sociétés plus faibles, qui sont toujours des proies potentielles pour leurs plus puissants voisins, se tiennent à l'écart ou collaborent avec les intrus coloniaux; d'autres sociétés, qui avaient pour coutume d'honorer leurs plus puissants suzerains, vendent désormais leurs excédents aux nouveaux venus (Slater, pp. 148–159).

Afin d'illustrer la diversité des réponses économiques de l'Afrique face à l'expansion occidentale, nous devons nous intéresser au Natal, au district du Herschel, aux Mpondos et aux Pedis. Ces exemples indiquent entre autres que l'intégration des sociétés africaines au capitalisme n'a pas nécessité d'assujettissement politique, car celle-ci a fini par étouffer complètement les initiatives dynamiques des Africains. Au Natal, par exemple, les

autochtones ont été entraînés dans le système de production capitaliste et ont si bien réussi à s'y intégrer que leur concurrence a menacé les producteurs blancs. Henry Slater, qui s'intéresse de près à la question, affirme que cette réussite, également à l'origine du refus affiché par les Africains de vendre leur main-d'œuvre aux fermiers blancs, a contraint les fermiers européens à s'associer à l'État colonial, afin de réduire la production africaine par voie de législation vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle (Slater, pp. 148–159).

Dans la république boer du Natal, les colons afrikaners s'attribuent généreusement des exploitations, dont certaines ne mesurent pas moins de 2 500 hectares. Au départ, ils emploient comme main-d'œuvre leurs propres servants ramenés du Cap. Cependant, dès que la République signe la paix avec les envahisseurs zoulous, les anciens propriétaires fonciers africains, qui avaient cherché refuge ailleurs, descendent de leurs montagnes pour réclamer ces terres qui appartiennent désormais aux Boers. L'annexion du Natal par les Britanniques met bientôt fin au gouvernement de la République, mais le cadre juridique est établi de telle sorte que les Africains se voient occuper des terrains appartenant à des Blancs.

L'arrivée des Britanniques change la donne en introduisant davantage de propriétaires aux intérêts divers tels que des missionnaires, des spéculateurs par correspondance et des petits fermiers britanniques, ainsi que des terres appartenant à la couronne de l'État colonial et des réserves africaines, ce qui donne aux Africains le choix de s'établir sur des propriétés où ils peuvent maximiser les possibilités de poursuivre leurs intérêts économiques. Des conditions favorables sont réservées aux Africains dans les fermes des missionnaires, sur les terres appartenant à la couronne, dans les réserves et les exploitations des propriétaires absents qui gagnent leur vie en faisant payer un loyer aux occupants africains. Tant que ces options sont possibles, les Africains ont recours à ces privilèges limités pour accumuler des richesses en utilisant leur système de production par lignages, en chassant l'ivoire grâce à un système de partage selon lequel les Blancs prêtent des armes aux chasseurs africains moyennant une part de l'ivoire, en échangeant leur ivoire contre du bétail ou en le vendant dans les villes émergentes de Durban et de Pietermaritzburg. Les Africains deviennent relativement riches, autosuffisants, réticents à travailler pour des fermiers réputés pour les faibles rémunérations versées et représentent ainsi de sérieux concurrents pour les producteurs blancs sur le marché agricole. Les fermiers commerçants commencent alors à réclamer des moyens d'écarter les Africains du processus productif indépendant. Face à ces fermiers se trouvent les missionnaires, le gouvernement, ravi de collecter les profits des producteurs africains, et des propriétaires absents bénéficiant des loyers versés par leurs occupants. Au début du XX^e siècle, les dés sont jetés lorsque les fermiers commerçants

1368 De 1789 à 1914

s'associent au capital industriel, fondé sur l'exploitation minière, pour exiger l'annulation du fondement même de la production africaine, culminant dans le *Native Land Act* de 1913, conformément auquel l'accès des Africains à la terre productive est sévèrement réduit (Slater, p. 164).

Dans le cadre de l'intégration au mode de production capitaliste, les Africains du district du Herschel, qui assiste à l'essor d'une paysannerie africaine au XIXe siècle, répondent aussi de façon positive aux forces du marché. Colin Bundy, spécialiste en la matière, montre la façon dont les paysans de cette région ont adapté leurs méthodes traditionnelles afin de faire progresser leur production agricole et d'utiliser ensuite leurs excédents pour acquérir des outils de production plus efficaces, notamment des charrues et des wagons. Ils vendent leurs céréales aux centres urbains en plein essor du Cap et de l'État libre d'Orange, et, quand l'exploitation des diamants débute à Kimberley, ils ont accès à ce nouveau marché et à d'autres centres le long de la ligne de chemin de fer. La prospérité des paysans se reflète encore dans les inégalités qui apparaissent au Herschel, où certaines personnes possèdent de grands troupeaux de bétail, parfois jusqu'à une vingtaine de champs et des moyens de transport modernes, en particulier des wagons. L'argent se fait encore plus abondant lorsque l'exploitation des mines d'or débute dans le Rand, où le prix du bétail augmente en raison de la demande de bœufs et d'attelages pour le transport par wagons. Au début du XXe siècle, la capacité productive du Herschel est sapée, car le gouvernement colonial omet délibérément d'investir dans les services publics et l'infrastructure, si bien que son peuple s'appauvrit et n'est plus à même de satisfaire ses besoins alimentaires (Bundy, pp. 211–219).

Contrairement aux Africains du Natal et du Herschel, les Mpondos et les Pedis ne sont pas sous domination coloniale. L'annexion des Mpondos n'a pas lieu avant 1894, date à laquelle l'économie capitaliste est déjà bien ancrée dans leur société. Dans les années 1860, ils traitent avec les marchands de la colonie du Cap, échangeant du bétail et du cuir contre des couvertures en laine, de la liqueur, des biens en coton et des articles d'équipement comme des chevaux et des armes pour la chasse à l'éléphant et d'autres produits animaliers d'exportation. Le commerce atteint bientôt l'agriculture et des outils de production plus efficaces commencent à être importés, comme des houes et des bêches en fer qui remplacent celles en bois. Lorsqu'ils colonisent des sols en terre plus dense que leurs terrains traditionnels sablonneux, les Mpondos importent des charrues tirées par des bœufs, une technique enseignée par les commerçants et les missionnaires. Dans les années 1860, ils utilisent tous la charrue et se sont intégrés à l'économie coloniale (Beinart dans Marks et Atmore, pp. 120–147).

Quant aux Pedis, on ne connaît pas la date exacte à laquelle ils commencent à appliquer un système de travail saisonnier. Toutefois, en 1862, certains

missionnaires résidant à Berlin rapportent que des centaines de Pedis se rendent à la colonie du Cap pour travailler, afin de gagner des armes et du bétail. Apparemment, cette pratique est devenue si populaire que, dès la puberté, un jeune homme prouve sa virilité en entreprenant le périlleux voyage vers le Cap. Cette affaire est bien organisée puisque les ouvriers voyagent en groupe de 200 à 500 personnes et se reposent au royaume de Moshoeshoe où l'on s'occupe d'eux moyennant paiement. En outre, ils effectuent le voyage avec leurs propres provisions alimentaires. Ces déplacements en groupe sont absolument nécessaires, afin d'assurer leur protection en cas d'attaques de Boers, dont les territoires sont traversés, et de chefs avides d'argent, qui s'en prennent aux migrants pour les dépouiller de leurs revenus. Lorsque les mines de diamants entrent en activité, le plus grand nombre d'ouvriers migrants appartient aux tribus pedis et à leurs voisins tsongas. Par ailleurs. les dirigeants pedis s'intéressent également à ce système de travail, si bien qu'ils organisent des régiments de travailleurs et concluent des accords de travail avec des recruteurs, en échange d'une part des revenus des ouvriers (Delius, dans Marks et Atmore, pp. 296–308).

L'exploitation minière n'a pas seulement une influence considérable sur les Pedis, mais aussi sur l'ensemble de l'Afrique australe. C'est pourquoi, afin de compléter le tableau de l'interaction entre Africains et colons blancs, nous allons terminer en abordant les répercussions de l'industrie minière.

L'IMPACT DE L'INDUSTRIE MINIÈRE

Les diamants sont découverts à proximité de la confluence du Vaal et de l'Orange en 1867, ce qui entraîne une immigration importante de mineurs dans le pays des Griquas, où se situent les dépôts alluvionnaires. Trois ans plus tard, des dépôts encore plus importants sont mis au jour à l'emplacement de l'actuelle ville de Kimberley. Ces découvertes nécessitent une exploitation souterraine et posent ainsi les jalons de l'industrie minière en Afrique australe. En l'espace de cinq ans, la valeur des diamants exportés dépasse largement les 1 600 000 livres sterling. L'industrie emploie des Africains du Sud de toutes races venus d'aussi loin que le Zimbabwe, d'où les jeunes Shonas et Ndébélés migrent pour de courtes périodes, afin de gagner des armes à Kimberley (Beach, 1983, p. 274). L'industrie minière attire également des immigrants et du capital de l'étranger, favorise la concentration urbaine de la population, qui sert de marché important pour les fermiers locaux, accélère la construction de chemins de fer et d'autres formes de transport, de sorte qu'associée à l'exploitation des mines d'or en 1885, l'influence de l'industrie sur l'Afrique australe est remarquable (Houghton, pp. 10–13).

L'exploitation des mines d'or commence réellement en 1886, et son influence immédiate s'intensifie avec la migration des Blancs et des Africains de Johannesburg. La recherche et l'application scientifiques poussées, l'ingénierie technique de pointe et les compétences financières viennent en sus pour influencer l'industrie et la rendre rentable, bien sûr en complément de la main-d'œuvre africaine bon marché et au-delà du fait qu'au bout du compte, c'est la disponibilité de cette dernière qui représente la majorité des profits. En 1888, 44 mines sont en service et produisent de l'or pour une valeur de 1 300 000 livres sterling. La construction des chemins de fer s'intensifie: la ligne du Cap atteint le Rand en 1892, et la baie de Delagoa est reliée par une autre ligne en 1895. En 1906, l'exploitation des mines d'or et les industries afférentes, qui ont été interrompues par la guerre anglo-boer de 1899–1902, attirent une population totale de 51 000 ouvriers apprentis chinois, 94 000 Africains de toute l'Afrique australe et 18 000 Blancs (Houghton, pp. 14–15).

L'industrie minière ainsi que la construction de voies ferrées et de routes contribuent à la création d'un immense marché pour l'agriculture commerciale. En raison de la capacité de production limitée des fermiers, le prix de leurs produits augmente, les incitant à développer leurs exploitations. Pourtant, ils ne parviennent pas à répondre à la demande, de manière qu'en 1899, l'Afrique du Sud doit importer du blé, afin de satisfaire les besoins alimentaires de la population urbaine. Les fermiers mettent en cause deux facteurs, la pénurie de main-d'œuvre et la forte fluctuation des prix de leurs produits. Les sécheresses et les maladies interviennent également dans l'instabilité de l'industrie agricole. Dès que l'esclavage est aboli, les colons blancs d'Afrique australe se révèlent incapables de prendre les mesures adéquates, à savoir attirer la main-d'œuvre en proposant des rémunérations, mais mettent l'accent sur toutes sortes de contraintes pour forcer les Africains à travailler pour eux. Ils continuent à refuser d'octroyer des salaires décents à leurs ouvriers, arguant que si les salaires sont honorables, les Africains parviendront à satisfaire leurs besoins prématurément et donc déserteront. Francis Wilson note à juste titre que cette supposition est fausse, puisque l'offre de main-d'œuvre ne dépend pas du volume horaire qu'un individu est prêt à travailler pour un employeur, mais, surtout, du nombre d'ouvriers disponibles. Puisque les colons ne proposent que de maigres rémunérations aux ouvriers, ils souffrent de pénuries chroniques de main-d'œuvre malgré leur prospérité (Wilson et Thompson, vol II, pp 120–121).

La révolution minière en Afrique du Sud comprend des ramifications politiques pour le sous-continent, notamment pour le rajeunissement de l'impérialisme britannique sous le règne du magnat financier Cecil Rhodes, qui fait fortune grâce aux mines de Kimberley. Entre 1888 et 1894, le gouvernement britannique coopère avec Rhodes et son instrument colonisateur, la British South Africa Company, pour imposer la domination britannique dans

l'ensemble de la zone couverte par le Bostwana, le Zimbabwe, la Zambie et le Malawi. Même avant les opérations de nettoyage visant à imposer la domination britannique dans ces régions, Rhodes et sa société commencent à doter leur empire de systèmes efficaces de communication et de transport. Le chemin de fer du Cap atteint Vryburg en 1890, Mafeking en 1894, Bulawayo en 1897, Mutare en 1898, Wange en 1903 et Copperbelt en 1911 (Lunn, vol. 33). Le système ferroviaire favorise particulièrement les déplacements de main-d'œuvre africaine depuis le Malawi, la Zambie, le Zimbabwe, le Botswana et le Mozambique, employée dans les mines inépuisables et les fermes blanches du Zimbabwe et d'Afrique du Sud.

CONCLUSION

Ainsi, au début du XX^e siècle, la domination impériale britannique et le réseau de déplacement des ouvriers migrants viennent compléter l'infrastructure culturelle et politique uniforme résultant du proto-Difagane-proto-Mfecane et du Mfecane. L'industrie minière de l'Afrique du Sud constitue le gigantesque aimant qui rassemble la région et lui donne son dynamisme économique. Pour détourner les Africains de leur autosuffisance économique et les attirer en masse vers les mines et les exploitations des colons blancs, des mesures extra-économiques sévères sont prises par ceux qui détiennent le pouvoir politique, à savoir les Blancs. En Afrique du Sud, et plus tard au Zimbabwe, des lois sont votées pour restreindre l'accès des Africains aux terres, en sus des taxes prélevées dans l'ensemble de la sous-région et imposées non pas dans le but de faire grimper les revenus, mais, simplement, pour forcer les Africains à vendre leur main-d'œuvre. Comme nous l'avons souligné, tous ces efforts servent à étouffer les initiatives économiques des Africains pour s'intégrer à l'économie mondiale, de sorte qu'ils sont contraints d'entrer dans le système avec un statut appauvri et dépendant dont ils souffrent encore aujourd'hui.

NOTES

- 1. Cobbing, 1988, pp. 487–519; Parsons, 1995, pp. 323–349; Manson, 1995, pp. 351–361; Hall, 1995, pp. 307–322; Eldredge, 1992, pp. 1–35; Hamilton, 1992, pp. 27–63.
- 2. F. Wilson, dans Wilson et Thompson (dir. publ.). 1969–1971, vol. II, p. 106: «Farming, 1866–1899»; M. Legassick, dans Marks et Atmore (dir. publ.). 1980, p. 156.
- 3. «Chaka adopta le rituel des prémices ou *incwala* et fit de l'*inkhata* l'emblème national des Zoulous» (Parsons, 1993, p. 73).

BIBLIOGRAPHIE

ALPERS E. A. 1975. Ivory and slaves in East Central Africa: changing patters of international trade to the later nineteenth century. Oxford, Heinemann.

- Ballard C. 1986. «Drought and economic distress: South Africa in the 1800's». *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 17, n° 2, pp. 359–378.
- BEACH D. N. 1974. «Ndebele raiders and Shona power». *Journal of Africa History*, vol. 15, p. 633–651.
- 1980. *The Shona and Zimbabwe 900–1850: an outline of Shona history.* Gweru/Oxford, Mambo Press/Heinemann Educational.
- 1983. «The Zimbabwe plateau and its peoples». Dans: D. Birmingham, P. M. Martin (dir. publ.). *History of Central Africa*. Londres, Longman.
- 1984. Zimbabwe before 1900. Gweru, Mambo Press.
- Beinart W. 1982. *The political economy of Pondoland, 1860–1930.* Cambridge, Cambridge University Press.
- Bhebe N. 1973. «Some aspects of Ndebele relations with the Shona». Dans: *Rhodesian history.* vol. 4, pp. 31–38.
- 1978. Christianity and traditional religion in Western Zimbabwe. Londres, Longman.
- BIRMINGHAM D., MARTIN P. M. (dir. publ.). 1983. *History of Central Africa*. Londres, Longman.
- Bonner P. 1983. *Kinds, commoners and concessionaires: the evolution and dissolution of the nineteenth century Swazi state.* Cambridge/Johannesburg, Cambridge University Press/Raven Press.
- Cobbing J. 1974. «The evolution of the Ndebele amabutho». *Journal of African History* (Londres), vol. 25, n° 4, pp. 607–631.
- 1977. «The absent priesthood: another look at the Rhodesian risings of 1896–1897». *Journal of African History* (Londres), vol. 28, n° 1, pp. 61–84.
- 1988. «The Mfecane as alibi: thoughts on Dithakong and Mbolompo». *Journal of African History*, vol. 29, n° 3, pp. 487–519.
- Comaroff J. 1991. Of revelation and revolution: christianity, colonialism, and consciousness in South Africa. Vol. 1. Chicago/Londres, University of Chicago Press.

- Crais C. C. 1992. The making of the colonial order: white supremacy and black resistance in the Eastern Cape, 1770–1865. Johannesburg, Witwatersrand University Press.
- DAVENPORT T. R. H. 1977. *South Africa: a modern history*. Toronto/Londres, University of Toronto Press/Macmillan Press & Co.
- Delius P. 1983. The land belongs to us: the Pedi polity, the Boers, and the British in the nineteenth century Transvaal. Johannesburg, Raven Press.
- ELDREDGE E. A. 1992. «Sources of conflict in Southern Africa, c. 1800–1830. The "Mfecane" considered». *Journal of African History* (Londres), vol. 33, n° 1, pp. 1–35.
- 1993. A South Africa kingdom: the pursuit of security in nineteenth-century Lesotho. Cambridge/Johannesburg, Cambridge University Press/Witwatersrand University Press.
- ELDREDGE E. A., MORTON, F. (dir. publ.). 1994. *Slavery in South Africa: captive labour on the Dutch frontier*. Boulder/Pietermaritzburg, Westview Press/University of Natal Press.
- ELPHICK R., GILIOMEE H. B. (dir. publ.). 1979. *The shaping of South African Society, 1652–1820.* Cape Town, Maskew Miller Longman.
- FLINT J. E. (dir. publ.). 1976. From c. 1790 to 1870. Vol. 5. The Cambridge history of Africa. Cambridge, Cambridge University Press.
- 1980. «Ecological factors in the rise of Shaka and the Zulu kingdom».
 Dans: S. Marks, A. Atmore (dir. publ.). Economy and society in pre-industrial South Africa. pp. 102–119.
- Guy J. J. 1979. *The destruction of the Zulu kingdom: the civil war in Zululand, 1879–1884.* Londres, Longman.
- HALL S. (dir. publ.). 1995. «Archaeological indications for stress in the Western Transvaal region between the seventeenth and nineteenth centuries». Dans: C. Hamilton (dir.publ.). *The Mfecane aftermath: reconstructive debates in Southern African history.* Johannesburg/Pietermaritzburg, Witwatersrand University Press/University of Natal Press, pp. 307–322.
- Hamilton C. 1992. «The character and objects of Chaka: a reconstruction of the making of Chaka as Mfecane Motor». *Journal of African History*, vol. 33, pp. 27–63.
- (dir. publ.). 1995. *The Mfecane aftermath: reconstructive debates in Southern African history.* Johannesburg/Pietermaritzburg, Witwatersrand University Press/University of Natal Press.

Lye W. F., Murray C. 1980. *Transformations on the Highveld: the Tswana and Southern Sotho*. Cape Town, David Philip.

- Manson A. 1995. «Conflict in the Western Highveld-Southern Kalahari, c. 1750–1820». Dans: C. Hamilton (dir.publ.). *The Mfecane aftermath:* reconstructive debates in Southern African history. Johannesburg/Pietermaritzburg, Witwatersrand University Press/University of Natal Press, pp. 351–362.
- Marks S., Atmore A. (dir. publ.). 1980. *Economy and society in pre-industrial South Africa*. Londres, Longman.
- McCracken J. 1977. *Politics and christianity in Malawi, 1875 to 1940: the impact of the Livingstonia mission in the northern province.* Cambridge, Cambridge University Press.
- MUDENGE S. I. G. 1988. *A political history of Munhumutapa c. 1400–1902*. Harare, Zimbabwe Publishing House.
- OMER-COOPER J. D. 1996. *The Zulu aftermath: a nineteenth century revolution in Bantu Africa*. Londres/Ibadan, Longman.
- PACHAI B. 1973. Malawi: the history of the nation. Londres, Longman.
- Parsons N. 1993. A new history of Southern Africa. 2º éd. Londres, Macmillan Press & Co.
- 1995. «Prelude to Difaqane in the interior of Southern Africa c. 1600—1822». Dans: C. Hamilton (dir.publ.). The Mfecane aftermath: reconstructive debates in Southern African history. Johannesburg/Pietermaritzburg, Witwatersrand University Press/University of Natal Press, pp. 323–349.
- ROBERTS A. D. 1976. A history of Zambia. Oxford, Heinemann.
- SANDERS P. B. 1975. Moshoeshoe, chief of the Sotho. Oxford, Heinemann.
- TLOU T., CAMPBELL A. 1984. *History of Botswana*. Gaborone, Macmillan Press & Co.
- VAIL L. (dir. publ.). 1989. The creation of tribalism in Southern Africa. Londres, James Currey; Berkley/Los Angeles, University of California Press.
- WILLS A. J. 1964. *An introduction to the history of Central Africa*. Londres. Oxford University Press.
- WILSON M., THOMPSON L. M. (dir. publ.). 1969–1971. *The Oxford history of South Africa*. 2 vol. Oxford, Clarendon Press.

15.7 Les pays de l'océan Indien

Faranirina V. Rajaonah et Christophe Wondji

C'est moins la Révolution française que la signature des traités de Vienne en 1815 qui inaugure une nouvelle période dans le sud-ouest de l'océan Indien. L'Angleterre se charge, à partir de l'île Maurice, d'intercepter le trafic d'esclaves, actif dans le canal de Mozambique, mais également à La Réunion jusqu'au milieu du siècle, et de contenir les visées de la France sur Madagascar. Sir Robert Farquhar, gouverneur de Maurice, obtient la collaboration du souverain malgache Radama Ier (1810–1828), moyennant l'assistance à sa politique d'expansion et de modernisation du royaume. Avec le traité anglo-malgache de 1817 abolissant la traite des esclaves dans le royaume de Madagascar¹, l'île qui retient de plus en plus l'attention des puissances occidentales s'ouvre à leur influence, d'abord par le relais des Mascareignes (île Maurice et La Réunion).

L'APPRENTISSAGE DE LA MODERNITÉ : À L'ÉCOLE DE L'OCCIDENT

La «civilisation du café», qui a connu sa grande période au XVIIIe siècle à La Réunion, régresse inexorablement au XIXe siècle devant l'extraordinaire engouement pour le sucre qui touche aussi l'île Maurice. Une aristocratie de producteurs de sucre, qui profite jusque dans les années 1860 des cours élevés sur les marchés européens, s'impose aux Mascareignes. Conscients de la fragilité d'une économie de plantation qui repose pour beaucoup sur l'esclavage, appelé à disparaître, et d'une modernisation nécessaire de la fabrication du sucre pour soutenir la concurrence de la betterave sucrière, les colons se mettent à l'école de l'Occident. Ils accueillent les innovations que viennent leur proposer les représentants de firmes européennes qui vendent des équipements industriels. Ils encouragent les recherches sur place des «techniciens du sucre». On comprend ainsi le fait qu'en un certain sens, les Mascareignes soient apparues comme des modèles pour les élites malgaches soucieuses de progrès. Or, la modernisation de l'industrie ne s'est pas accompagnée d'une révolution de l'agriculture: les planteurs

s'enlisent dans la routine et une exploitation irrationnelle, qui exigent une main-d'œuvre abondante en provenance de Madagascar et, surtout, de l'Inde après l'émancipation des esclaves.

En 1820, Ramadan Ier impose comme condition au renouvellement du traité de 1817 que le gouvernement anglais assure la formation d'une trentaine de jeunes en Grande-Bretagne et à l'île Maurice. Des Mascareignes ou d'Europe, des étrangers arrivent à Madagascar: ainsi les missionnaires de la London Missionary Society (LMS) lancent diverses activités artisanales. Mais ils doivent quitter le pays lorsque, en 1835, Ranavalona I^{re} (1828–1861) interdit le christianisme et ordonne de n'enseigner que les arts profitables à son peuple. La reine cultive cependant ses relations avec les étrangers «utiles». À titre de satisfecit, elle promeut à un rang élevé de la société mérina deux étrangers tels Napoléon de Lastelle, traitant mauricien installé dans la province de Tamatave, qui est son associé dans l'exploitation d'un complexe agro-industriel de sucre et de rhum, et le Français Jean Laborde, qui crée différentes industries, notamment une fonderie de canons dont les forges mobilisent une foule de corvéables. Certains employés autochtones ont pu perfectionner leur art, comme ceux que les missionnaires ont recrutés pour les nombreux chantiers d'édifices religieux.

Ces transferts ponctuels de technique ne compensent pas le déclin de l'artisanat local, puisque Madagascar devient au fil du siècle un débouché pour les produits manufacturés des pays occidentaux transitant en partie par les Mascareignes. Celles-ci exportent en outre du sucre et du rhum, dont les usines de fabrication se sont multipliées. Par ailleurs, la scolarisation comme support de l'évangélisation se développe dans les différentes îles. À La Réunion, l'enseignement, sur le modèle français, progresse grâce aux frères des écoles chrétiennes et aux sœurs de Saint-Joseph de Cluny. Mais les congrégations se heurtent aux réticences des colons lorsqu'elles suppriment, par exemple, la ségrégation à l'école entre les enfants des Blancs et des affranchis. De même, les Blancs ne veulent pas voir des moniteurs de couleur, parlant créole de surcroît, s'occuper de leurs enfants. Enfin, les sucriers ne favorisent pas la scolarisation des enfants de leurs travailleurs.

À Madagascar, on opte pour un enseignement dans la langue du pays. Les missionnaires de la société de Londres se concertent avec Radama I^{er} pour la transcription du malgache. En 1820, le roi inaugure à Antananarivo la première école, mais les progrès de la scolarisation ne sont sensibles qu'à partir des années 1870, lorsque le gouvernement soutient l'évangélisation. La création d'un ministère de l'Instruction et l'institution de la scolarité obligatoire en 1881 donnent une nouvelle impulsion à l'enseignement dans le royaume de Madagascar. Mais certains parents se méfient de l'école, creuset de recrutement pour soldats et corvéables. La population des provinces hors de l'Imérina associe à la pression administrative un enseignement dispensé

par des représentants du pouvoir central. Malgré l'édition de manuels, les problèmes de logistique et de matériel limitent la portée de l'enseignement primaire confié à des Malgaches pourtant formés dans des écoles normales de haut niveau.

Entre la réappropriation et le rejet des influences étrangères

Les palais que les souverains malgaches se font construire par des étrangers intègrent des nouveautés architecturales. Radama Ier choisit pour son palais, aménagé par le charpentier lyonnais Louis Gros, le style colonial des grandes maisons de l'île Maurice. Cependant, comme dans le palais de la Reine édifié par Jean Laborde pour Ranavalona Ire, l'espace s'organise en fonction de l'astrologie autour d'un pilier central, dans le respect de la tradition. De même, ces palais sont construits en bois, symbole de la vie, par opposition à la pierre, matériel des tombeaux. Mais après la conversion des dirigeants malgaches au christianisme en 1869, la pierre de taille utilisée dans la capitale pour des temples dans le *Norman style* devient le matériau noble qu'il est déjà à La Réunion, où depuis une décennie la pierre a remplacé le bois pour la construction de nombreuses églises, marquant ainsi le paysage d'une empreinte européenne. Le missionnaire James Cameron revêt de pierre le palais de Ranavalona I^{re2}. Il inculque aussi les Malgaches l'usage de la brique et de la tuile et lance un modèle de maison adopté par les riches, qui a l'allure de la maison traditionnelle mais comporte aussi avec une véranda et plusieurs pièces, comme les demeures bourgeoises d'Europe.

Des intellectuels malgaches enrichissent leur culture grâce à la science acquise auprès des Occidentaux. Raombana (1809–1855), qui fait ses études à Manchester, rédige en anglais et selon le genre occidental une histoire de son pays. Mais ce premier historien malgache, persuadé de l'unité ethnique de son peuple, s'oppose aux perspectives de l'historiographie coloniale européenne. La fixation du malgache permet aussi de préserver des trésors de la culture orale, à l'exemple des poèmes dont Ranavalona I^{re} encourage la collecte ou des traditions historiques. Les manuscrits se multiplient dans le dernier quart de siècle et des étrangers, comme le père Callet en Imérina, participent à ce travail de transcription. Mais l'intérêt des missionnaires pour les langues et les coutumes locales s'inscrit avant tout dans une perspective d'évangélisation. La première édition malgache de la Bible paraît en 1835. À la même période, comme le pasteur Lebrun et le père Laval à Maurice, le père Monnet est chargé de la christianisation des Noirs à La Réunion et rédige un catéchisme en

créole. Mais les Blancs ne soutiennent pas toujours une action qui risque, à long terme, de remettre en cause leur supériorité. Les messes et l'instruction religieuse ont lieu aux heures des repas (entre midi et deux heures ou en fin de journée). Pour mieux faire passer le message, le père Laval à recours, dans ses leçons, au langage de la plantation, assimilant l'Église à une grande habitation et le Christ au maître du domaine.

Dans la stratégie catholique, La Réunion devait être le centre d'une chrétienté missionnaire pour Madagascar et les jésuites instruisent de jeunes Malgaches à La Réunion. Mais leur entreprise outre-mer reste longtemps confinée dans les «petites îles» sous domination française (Nosy Be, Sainte-Marie et Mayotte), d'autant plus que Ranavalona Ire interdit la «religion des Blancs», qu'elle considère comme subversive pour l'ordre sociopolitique fondé sur la vénération des ancêtres et de leur *sampy*³ et sur les différences de statuts sociaux. La loi est sévère envers les chrétiens qui sont traumatisés par les persécutions et ceux qui ne renient pas leur foi entrent dans la clandestinité. Les chrétiens retrouvent cependant leur liberté à la mort de la reine et bénéficient, à partir de 1869, du soutien de la nouvelle reine Ranavalona II (1868–1883) et du Premier ministre Rainilaiarivony, baptisés tous les deux par un pasteur malgache. On assiste alors à un retour en force du christianisme et à un recul de la religion traditionnelle — les sampy sont brûlés. L'évangélisation porte ses fruits, mais dans des conditions parfois difficiles, car aux Mascareignes, les partisans de l'émancipation des esclaves se heurtent à l'hostilité des colons créoles. Aboli en 1835, à Maurice, moyennant l'indemnisation des propriétaires, l'esclavage l'est à La Réunion en 1848 sous la Seconde République; mais les souverains malgaches, pourtant soucieux de la modernisation de leur pays, n'envisagent pas de supprimer l'esclavage.

Dans les milieux des affranchis et des petits Blancs de La Réunion, l'évangélisation est à l'origine d'une religion populaire pleine de vitalité, éloignée du conformisme officiel et marquée, en particulier, par la multiplication des oratoires, l'importance du culte de la Vierge ou le recours à des intercesseurs non béatifiés mais reconnus par l'Église. En revanche, auprès des travailleurs engagés indiens, de plus en plus nombreux à La Réunion et surtout à Maurice, les résultats ne sont pas satisfaisants. Si les contrats d'engagement dans le cadre du *coolie-trade* prévoient le retour en Inde, en fait, la majorité des engagés ne rentre plus et l'on assiste à une indianisation de l'île Maurice, où les Indiens sont deux fois plus nombreux que le reste de la population au début du XX^e siècle. Même si le «christianisme ouvre la porte à la considération sociale», les Indiens se convertissent rarement et ne cessent au contraire de préserver leur identité par le dynamisme de leur religion. À La Réunion, ils se construisent un grand temple et organisent de somptueuses réjouissances, mais sous la surveillance étroite des propriétaires,

de l'Église et des autorités qui redoutent les débordements, notamment à l'occasion des «cérémonies rituelles» — musulmans ou hindouistes, les Indiens restent attachés à leur religion d'origine.

Il en est de même des Malgaches qui assassinent Radama II (1861–1863) à cause de son attitude trop libérale envers les étrangers et protègent avec plus de zèle les cultes traditionnels, afin d'enrayer les épidémies et les famines, considérées comme des signes de la colère des ancêtres contre l'intrusion étrangère. L'exaltation atteint la démesure lorsque les Français envahissent le pays en 1894. On se met alors à vénérer ouvertement les sampy, qui n'avaient jamais autant brûlé. La résistance commence en Imérina avec l'assassinat d'une famille missionnaire en novembre 1895, le jour du bain royal (fandroana), ce temps fort du rituel national. Et comme une réplique à l'autodafé des sampy sous le règne de Ranavalona II, des édifices religieux chrétiens sont détruits. La résistance à la conquête coloniale signifie ainsi la réanimation du passé culturel national malgache.

LA CONQUÊTE ET L'OCCUPATION DE MADAGASCAR: LA GRANDE ÎLE DEVIENT UNE COLONIE FRANÇAISE

La monoculture de la canne à sucre expose les Mascareignes à de sérieux dangers. En témoigne la longue crise qui commence en 1863, provoquée autant par les calamités naturelles que par l'effondrement des cours du sucre, les problèmes de coûts de la production et le refus des planteurs d'amorcer une reconversion des activités. Cependant, les difficultés sont telles que l'on pense à l'émigration: vers l'Afrique du Sud et Madagascar. Les Réunionnais favorisent alors l'annexion de la Grande Île, qui focalise l'intérêt de la France depuis le milieu du XIX^e siècle.

Comme on l'a vu, Madagascar est à ce moment-là un royaume quasiment unifié, reconnu par les grandes puissantes européennes et jaloux de son indépendance. Mais le pays ne va pas échapper à la ruée impérialiste de la fin du siècle, car sous l'influence des groupes d'intérêts réunionnais, des catholiques et du parti colonial français, la France anéantit l'indépendance de ce royaume à la suite de deux guerres victorieuses en 1883–1885 et en 1894–1895. En effet, après qu'un résident général français s'est installé à Tananarivo en 1885 et qu'en 1890 la Grande-Bretagne a lâché Madagascar au profit de son protectorat sur Zanzibar, la France prend le contrôle de la Grande Île et organise la conquête méthodique du pays de 1894 à 1904, sous la direction du général Gallieni. La monarchie est abolie en 1897, et le

régime colonial s'installe avec toutes les institutions de domination qui voient partout le jour en Afrique française: Code de l'indigénat, travaux forcés, pouvoirs exorbitants des gouverneurs et administrateurs locaux (Esoavelomandroso, 1987, pp. 245–272).

Dans sa stratégie de domination, le pouvoir colonial se réapproprie les éléments de la culture malgache. Ainsi, il récupère en partie la symbolique de la fête du Bain, remplacée par la célébration du 14-Juillet. Mais la prise de la Bastille étant synonyme de liberté, la France républicaine abolit l'esclavage, la première mesure «civilisatrice». D'autres mesures sont prises dans le domaine technique. La France trace des routes et construit le chemin de fer Tananarive-Tamatave, qui émerveille les Malgaches. Ces travaux ont mobilisé une foule de prestataires.

Par ailleurs, le pouvoir colonial dissocie christianisme et civilisation et prend le relais des missions chrétiennes dans l'œuvre médicale. Gallieni réquisitionne l'hôpital de la Medical Missionary Academy qui forme des médecins, fonde l'École de médecine et crée l'Assistance médicale indigène. Cela n'empêche pas les matrones, les sorciers et les devins-guérisseurs de continuer à exercer leur art comme par le passé.

Enfin, le courant de laïcisation de l'enseignement touche l'île et on crée des écoles officielles, confiées à des instituteurs sortis de l'école normale Le Myre de Villiers, pépinière des fonctionnaires locaux. Le pouvoir colonial mène ainsi contre les missions chrétiennes une lutte dans laquelle s'illustre particulièrement le gouverneur général franc-maçon Victor Augagneur (1905–1909). La désorganisation de l'enseignement confessionnel mécontente l'élite indigène chrétienne qui était déjà frustrée par la ségrégation dans le domaine de l'instruction. En effet, le pouvoir renonce très tôt à une politique d'assimilation quasi irréalisable et donne aux indigènes un enseignement différent de celui des Européens. Dans les programmes scolaires, la langue malgache a le statut de langue officielle à côté du français, mais occupe une place somme toute secondaire.

Cet enseignement indigène, qui n'était pas en rupture totale avec la culture malgache, est cependant déprécié parce qu'il n'est pas la meilleure garantie de la promotion sociale. Contre cet enseignement au rabais, l'élite indigène cherche à la fois à revaloriser la culture nationale et à accéder à la quintessence de la civilisation française. Cette revendication mobilise de jeunes intellectuels, notamment des étudiants de l'École de médecine qui créent en 1913 une société secrète, la VVS (Vy, Vata, Sakalika), dont l'action constituera l'amorce du mouvement national malgache après la Première Guerre mondiale⁴ (Esoavelomandroso, 1987, vol. VII).

NOTES

- 1. Le royaume de Madagascar, reconnu sur le plan international et dirigé par les souverains d'Antananarivo, s'étend aux deux tiers de l'île à la fin du siècle.
- 2. Le palais de Radama I^{er} et Manjakamiadana, communément appelé le palais de la Reine, font partie du *rova* (enceinte royale) d'Antananarivo aménagé du XVII^e au XIX^e siècle et comportant d'autres palais, des tombes, un temple protestant. Le *rova* a été incendié le 6 novembre 1995. Le gouvernement malgache envisage sa reconstruction avec le concours de l'UNESCO.
- 3. Devant la diversité des traductions (idoles, talismans, palladium), nous préférons garder le terme malgache.
- 4. Vy, Vata, Sakalika (VVS) signifie «Fer, Pierre, Ramification».

BIBLIOGRAPHIE

- Ayache S. 1976. *Raombana: l'historien (1809–1855*). Fianarantsoa, Ambozontany.
- Belrose-Huyghues V. 1975. «Un exemple de syncrétisme esthétique au XIX^e siècle: le *rova* de Tananarive d'Andrianjaka à Radama I^{er}». *Omaly sy Anio* (Antananarivo), n° 1–2, pp. 173–207.
- Deschamps H. 1972. *Histoire de Madagascar*. 4^e éd. Paris, Berger-Levrault.
- Domenichini-Ramiaramanana B. 1983. Du ohabolana au hainteny. Paris, Karthala.
- Esoavelomandroso F. V. 1976. «Langue, culture et colonisation à Madagascar». *Omaly sy Anio* (Antananarivo), n° 3–4, pp. 106–165.
- 1990. Les 14 juillet au temps de la colonisation. Dans: G. Jacob (dir. publ.). *Regards sur Madagascar et la Révolution française*. Antananarivo, CNAPMAD, pp. 145–158.
- ESOAVELOMANDROSO M. 1987. «Madagascar de 1880 à 1939: initiations et réactions africaines à la conquête et à la domination coloniales ». Dans: A. A. Boahen (dir. publ.). *L'Afrique sous domination coloniale, 1880–1935*. Vol. 7. *Histoire générale de l'Afrique*. Paris/Dakar, UNESCO/NEA, chap. 10, pp. 245–272.
- EVE P. 1985. *La Religion populaire à La Réunion*. 2 vol. Saint-Denis, Institut de linguistique et d'anthropologie, Université de La Réunion, pp. 159 et 190.
- 1990. Histoire abrégée de l'enseignement à La Réunion. Saint-André, Comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement, région Réunion, p. 40.

Fuma S. 1982. Esclaves et citoyens, le destin de 62 000 Réunionnais, histoire de l'insertion sociale des affranchis dans la société réunionnaise. Saint-Denis, Fondation pour la Recherche et le Développement dans l'océan Indien, p. 175 (Documents et Recherches n° 6).

- 1989. *Une colonie à sucre, l'économie de La Réunion au XIX^e siècle*. Saint-André, Océan Éditions, p. 412.
- Gerbeau H. 1979. «Quelques aspects de la traite illégale des esclaves à l'île Bourbon au XX^e siècle». Dans: *Mouvements de populations dans l'océan Indien*. Paris, Honoré Champion, pp. 273–308.
- 1989. «Le cyclone de la liberté». Dans: C. Wanquet (dir. publ.). Fragments pour une histoire des économies et sociétés de plantation à La Réunion. Saint-Denis, Université de La Réunion, pp. 159–224.
- HÜBSCH B. (dir. publ.). 1993. *Madagascar et le christianisme*. Fianarantsoa/Paris, ACCT-Ambozontany/Karthala.
- Jacob G. 1989–1990. «La révolution industrielle de l'Imerina au XIX^e siècle ou l'impossible transfert». *Omaly sy Anio* (Antananarivo), n° 29–32, pp. 225–235.
- LEHEMBRE B. 1984. L'Île Maurice. Paris, Karthala.
- MARIMOUTOU M. 1989. «Cabanons et danses de feu: la vie privée des engagés indiens dans les camps réunionnais du XIXe siècle». Dans: C. Wanquet (dir. publ.). Fragments pour une histoire des économies et sociétés de plantation à La Réunion. Saint-Denis, Université de La Réunion, pp. 225–250.
- MICHEL J. 1979. Le Père Jacques Laval, le saint de l'île Maurice (1803–1864). Paris, Beauchesne.
- PRUDHOMME C. 1984. Histoire religieuse de La Réunion. Paris, Karthala.
- Raison-Jourde F. 1991. Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle. Paris, Karthala.
- RAJAONAH F. 1996. «Modèles européens pour une ville malgache, Antananarivo XIX^e–XX^e siècle». *Conférence d'Histoire Urbaine 1994*. Strasbourg.
- Toussaint A. 1961. Histoire de l'océan Indien. Paris, PUF.
- 1972. Histoire des îles Mascareignes. Paris, Berger-Levrault.
- 1971. Histoire de l'île Maurice. Paris, PUF (Que sais-je? 1449).

15.8 Conclusion

Élisée Coulibaly

Les différentes contributions qui composent ce chapitre présentent nombre d'intérêts par les éclairages nouveaux qu'elles apportent sur les grands bouleversements et les profondes transformations qui ont marqué la vie des sociétés africaines du début du XIX^e siècle à la veille de la Première Guerre mondiale. Si ces contributions montrent ce que représentaient les civilisations africaines au cours du XIX^e siècle, elles ont surtout le mérite de révéler d'autres aspects encore mal explorés de l'histoire sombre de la conquête coloniale, entreprise de manière brutale en Afrique par les puissances européennes vers la fin du siècle; elles soulèvent aussi des questions légitimes quant aux vraies raisons de la politique et des méthodes employées par les colonisateurs pour atteindre leurs objectifs, ainsi que les conséquences subies par les peuples africains.

Lorsque les explorateurs européens entrent en contact avec les peuples africains à l'intérieur du continent, ceux-ci vivent à l'intérieur d'organisations sociales structurées sous forme de communautés villageoises, de royaumes ou d'empires. Ainsi, à travers le continent, on rencontre des royaumes plus au moins puissants fondés sur les valeurs ancestrales comme le royaume du Dahomey ou le royaume des Bamoun; mais ce sont les empires d'obédience islamique comme le califat de Sokoto, l'empire peul du Macina et le royaume du Wassulu de Samori Touré qui dominent la scène politique. Sur le plan de l'innovation technique et économique, ils ont su mettre au point des techniques de production fortement élaborées, dans le domaine du travail des métaux, de l'architecture, de l'agriculture et de la domestication des nouvelles plantes importées des Amériques ou d'Asie au cours des siècles précédents. Des échanges commerciaux à courte ou longue distance existent entre les régions de savanes, de forêts et les zones sahariennes offrant différents produits. De même, sur le plan culturel et religieux, ils ont développé des arts liés à la religion des ancêtres, l'islam. L'éducation des jeunes enfants se fait à travers les cérémonies d'initiation ou dans les madrasas. Dans la Grande Île, Madagascar, les mêmes types de contacts peuvent être observés.

Mais les événements survenus au cours de la période allant de 1880 à 1914 seront fatals aux sociétés africaines: la conquête puis l'occupation des territoires par les puissances impérialistes européennes. Ce qui particularise cette dernière phase, c'est qu'avec la mise en place des mécanismes du régime

colonial, les Africains, hormis l'Éthiopie qui arrive à sauvegarder sa souveraineté, se trouvent désormais dépossédés du pouvoir qui permet à une quelconque société de se projeter dans l'avenir: le pouvoir de gérer la vie politique, celui d'organiser l'économie et, enfin, celui d'avoir une vie culturelle normale, favorable à l'innovation technique et à la créativité artistique.

Si les méthodes mises en œuvre ont sans doute été différentes d'une puissance colonisatrice à une autre, force est de constater que chaque puissance a malicieusement œuvré à la destruction des éléments culturels vitaux des sociétés «indigènes» qu'elle dominait, parfois en leur substituant de nouvelles références issues de sa propre culture. L'instauration des régimes coloniaux s'est aussi traduite par la négation de l'homme noir, l'expropriation des richesses de son sol et de son sous-sol, lui-même transformé en maind'œuvre gratuite, en esclave tout simplement. Différents autres systèmes, en particulier les systèmes d'éducation, ont été aussi mis en place pour une meilleure exploitation des matières premières convoitées, avec finalement la «collaboration» des indigènes acquis à la cause du colonisateur. À cet égard, les événements les plus marquants sont, sans doute, ceux qui jalonnent le dernier quart du siècle et qui se poursuivent jusqu'à la vieille de la Première Guerre mondiale. C'est au cours de cette période que se sont produits les changements et les transformations les plus marquants, aussi bien sur le plan politique et social que, dans une certaine mesure, sur le plan technique.

Si les colonisateurs ont élaboré au départ une rhétorique sur le «devoir de civiliser» les «peuples primitifs», sur le terrain la pratique a été bien différente: les guerres dites de pacification, la mise en place des travaux forcés pour l'exploitation des plantations et la construction des routes et des chemins de fer nécessaires pour l'exportation des matières premières, ont été l'occasion de massacres massifs d'hommes, qu'Adam Hochschild qualifie de «crime contre l'humanité» comparable au génocide des Juifs¹. Autre crime aussi important est le pillage des objets d'art des sociétés africaines par les administrateurs coloniaux et les missions scientifiques organisées à travers le continent. Ainsi, la période allant de 1880–1914 a été une période lourde de conséquences pour les sociétés: si les révoltes contre les travaux forcés ont été habituellement réprimées avec violence, il n'empêche qu'elles vont se multiplier après 1914, puisque l'élite africaine et malgache, certes peu importante, va rapidement prendre conscience de la négation du phénomène colonial et tenter de s'organiser, d'abord afin de se défendre contre la ségrégation des lois du travail que les Africains subissent et, ensuite, afin de militer pour la cause de leurs peuples.

NOTE

1. Hochschild A. King Leopold's ghost: a story of greed, terror and heroism in colonial Africa. New York, Mariner Books, 1998, p. 12.

16

L'Australasie et le Pacifique

Donald Denoon et Pamela Statham

INTRODUCTION

Parmi les régions habitées de la planète, l'Australasie et l'Océanie sont les dernières à être entrées en contact de façon régulière avec l'Asie, l'Europe et les Amériques. Nés du fractionnement du Gondwana survenu des milliers d'années avant l'apparition de l'*Homo sapiens*, le continent australien et les îles du Pacifique sont séparés de l'Asie du Sud-Est par la ligne de Wallace: aucun placentaire n'a pu franchir cette barrière avant que les hommes n'aient foulé le sol australien, voilà probablement 60 000 ans. La colonisation des îles, qui s'est faite d'ouest en est, est encore plus récente: elle remonte en effet à entre 40 000 et 2 000 ans. Les premiers à aborder l'Australie et la Nouvelle-Guinée (qui formaient une seule et même terre lors de la dernière glaciation) l'ont vraisemblablement fait sur de simples radeaux, tandis que les marins austronésiens et polynésiens qui leur ont succédé employaient des bateaux à voiles et des techniques de navigation modernes. Naviguer sur le Pacifique ou en plein cœur aride de l'Australie n'était d'ailleurs que la première d'une longue liste de difficultés toutes plus décourageantes les unes que les autres. Les premiers chasseurs ne découvrent ainsi aucun animal semblable à ceux rencontrés en Asie du Sud-Est, et la plupart de la flore apparaît tout aussi mystérieuse. Cependant, après des siècles de tâtonnements, d'expériences et d'échecs, les nouveaux arrivants parviennent finalement à assurer leur survie et à exploiter durablement des ressources limitées. Le développement de l'agriculture sur les îles est plus précoce qu'en Europe : au taro, à l'igname et au sagou vient s'ajouter plus tard la patate douce américaine.

L'Australie est alors peu peuplée — elle compte probablement 1,5 million d'habitants vivant de chasse, de cueillette et de pêche, pour une superficie

d'environ 7 680 000 kilomètres carrés —, mais certaines îles possédant un sol riche et d'importantes ressources en eau (Hawaï, les régions montagneuses de la Nouvelle-Guinée, ainsi que des parties des Fidji et de la Nouvelle-Calédonie) voient leur population croître fortement dès le XVIII^e siècle. Alors que les chasseurs-cueilleurs australiens, regroupés au sein de communautés fondées sur des liens familiaux, n'ont besoin que de peu de structures formelles pour régler leurs conflits, de nombreuses sociétés mélanésiennes sont dominées par des «hommes forts» qui leur réclament une production et des échanges supplémentaires, et certaines régions de Polynésie sont soumises à des hiérarchies complexes distinguant les familles des chefs de celles des simples habitants. L'isolement de ces peuples n'est toutefois pas total: les Makassars se rendent ainsi chaque année dans le nord de l'Australie pour v récolter les bêches-de-mer (ou tripangs); des négociants de Tidore achètent des esclaves en Nouvelle-Guinée occidentale; au XVIIe siècle, des explorateurs hollandais établissent la carte des côtes occidentale et septentrionale australiennes; et la souveraineté espagnole sur les Philippines déborde sur les îles micronésiennes des Carolines et des Mariannes. Ces interactions se limitant cependant à la périphérie de la zone, elles laissent la majorité de la population complètement démunie face aux ravages à venir du XIXe siècle, ravages auxquels les peuples des montagnes de Nouvelle-Guinée (1 million de personnes ou plus) ne sont toujours pas préparés au XX^e siècle.

La navigation européenne demeure approximative jusque vers la fin du XVIIIe siècle. De nombreuses îles sont visitées — le navigateur hollandais Abel Tasman, par exemple, foule la Tasmanie, les Tonga et les Fidji au XVIIe siècle —, mais peu sont cartographiées de façon précise, et les «découvertes» ne sont pas poussées plus avant. La première répercussion majeure des progrès techniques européens se manifeste par une vague d'explorations à partir des années 1760, rendue possible grâce à la précision des chronomètres et des instruments de navigation. En 1769, le capitaine James Cook se voit confier par la Royal Society de Londres la mission d'observer le passage de la planète Vénus devant le disque solaire à partir de Tahiti, dans le but de faciliter la navigation. Il a également pour instruction de rechercher la *Terra australis* et de déterminer si les parties d'Australie-Occidentale, de Nouvelle-Guinée, de Tasmanie et de Nouvelle-Zélande précédemment recensées constituent les extrémités d'une seule et même terre.

Cook était (et demeure) l'explorateur européen le plus célèbre de son époque. Ses trois voyages entrepris entre 1768 et 1780 attirent l'attention de l'intelligentsia européenne sur l'ensemble du Pacifique Sud, d'Hawaï à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie. L'observation de sociétés radicalement différentes de celles du Vieux Monde se révèle tout aussi enthousiasmante que les découvertes géographiques, botaniques, zoologiques et astronomiques réalisées. Dans le respect de l'esprit des Lumières, James Cook et

Joseph Banks (ainsi que d'autres *gentlemen*-scientifiques) prennent soin de consigner leurs découvertes, expériences et réflexions. Banks compile ainsi à lui seul vingt-cinq volumes d'illustrations détaillant des spécimens botaniques à la suite de son premier voyage (Steven, 1988, p. 10). Bien que Cook revendique dès 1770, au nom de la Grande-Bretagne, l'ensemble de la côte orientale australienne — lui donnant le nom surprenant de Nouvelle-Galles-du-Sud —, il faut attendre dix-sept ans pour que les autorités britanniques donnent suite à cette revendication. Tahiti, les Marquises et d'autres îles encore sont revendiquées de façon tout aussi éphémère, ce qui s'explique par le fait que le continent australien et les îles ne peuvent encore s'enorgueillir des ressources ou de l'importance stratégique nécessaire pour retenir sérieusement l'attention de l'Europe¹.

La première flotte

La décision de la Grande-Bretagne d'installer des forçats à Botany Bay — la région qui avait le plus séduit Cook et Banks — est le fruit de plusieurs considérations (Martin, 1978). Les criminels reconnus coupables ne peuvent plus être envoyés dans les colonies américaines par suite de la guerre d'Indépendance; or, ceux-ci sont de plus en plus nombreux du fait de la multiplication des délits, et la présence de pontons carcéraux sur la Tamise fait craindre aux Londoniens influents la propagation d'épidémies. En même temps, l'Amirauté se soucie de la protection de ses navires faisant route vers la Compagnie britannique des Indes orientales. Si l'Empire espagnol dans le Pacifique Nord n'est plus qu'une menace sur le déclin, les incursions françaises et hollandaises n'en restent pas moins inquiétantes et la Grande-Bretagne se doit d'écarter toute concurrence avec un commerce aussi lucratif que celui des épices, du thé et de la soie. Or, la sécurité des navires ne peut être garantie que si ces derniers sont assurés de trouver sur place des mâts de remplacement, plutôt que de compter sur du bois expédié par des bateaux passant par le cap de Bonne-Espérance et donc vulnérables aux attaques des Hollandais du Cap ou des Français de l'île Maurice et de La Réunion (Frost, 1980). En 1786, la rumeur d'une alliance conclue entre Hollandais et Français pousse ainsi l'Amirauté à reconsidérer le rapport de Cook et de Banks. Botany Bay apparaît alors aux yeux des Britanniques particulièrement attrayante: elle pourrait en effet servir de base à partir de laquelle revendiquer l'île Norfolk, où la présence de grands pins a été signalée; son isolement en fait également un lieu idéal pour y transporter les détenus, et elle pourrait se transformer en un précieux poste de commerce et de défense.

Les *Heads of a Plan*, un projet rédigé par lord Sydney en 1786, renferment des instructions détaillées pour lancer la colonisation de l'Australie. Le document est moins précis quant à la gestion de la colonie, car il stipule seulement qu'elle doit être «confiée aux bons soins d'un officier avisé» (Clark, 1950, p. 36). Comme le découvre plus tard le premier gouverneur du lieu, le capitaine Arthur Phillip, l'autorité qui lui incombe s'étend bien au-delà de l'Australie orientale pour gagner l'ensemble des îles du Pacifique Sud. Les gardiens chargés de surveiller les bagnards ont également pour mission d'explorer le territoire, de revendiquer Norfolk, d'approvisionner les entrepôts maritimes (notamment en toile de lin et en mâts) et d'assurer l'autarcie alimentaire.

En mai 1787, une première flotte de onze navires quitte Portsmouth, emportant 1 450 hommes dont la moitié sont des forçats; ils accosteront à Botany Bay en janvier de l'année suivante. Phillip remarque immédiatement le caractère exposé du point d'ancrage, ses bas-fonds et l'absence de points d'eau à proximité, et fait déplacer la flotte jusqu'à l'immense Port Jackson, dans la baie de Sydney, où le Tank Stream apporte de l'eau douce et où les navires peuvent jeter l'ancre près de la côte. La colonisation débute le 26 janvier 1788.

Bien plus que les précédentes explorations, l'arrivée de la première flotte marque un tournant pour l'ensemble de la région. Le port offre un point de ravitaillement aux missionnaires et aux aventuriers qui, auparavant, ne disposaient d'aucun refuge. Cet événement est également annonciateur de deux phénomènes complémentaires qui dominent l'histoire de la région au cours du XIXe siècle: d'un côté la croissance extrêmement rapide des colonies, en particulier dans les zones tempérées, et de l'autre le dépeuplement indigène massif. Ces deux tendances sont intimement liées. En effet, tandis que les îles dont les habitants repoussent les envahisseurs évitent de voir leur population diminuer, de nombreuses îles de l'archipel des Salomon et du Vanuatu (anciennement les Nouvelles-Hébrides) sont décimées par des épidémies massives de variole, rougeole, grippe, blennorragie, lèpre et tuberculose. Vanuatu perd ainsi la moitié de sa population. L'île principale de la Nouvelle-Calédonie comptait au moins 100 000 habitants en 1800; un siècle plus tard, on n'en recense plus que le tiers. La plupart des communautés polynésiennes perdent au minimum la moitié de leur population — celle des Marquises chute d'environ 96%. Les aborigènes d'Australie connaissent le même sort. Ainsi, en Nouvelle-Galles-du-Sud, deux épidémies de variole survenues en 1789 et en 1829 se déplacent vers l'intérieur des terres, au-devant de ceux qui les ont apportées; associées à la stérilité causée par les maladies vénériennes, elles font chuter à elles seules la population d'environ 65 000 habitants à 4 000 en 1845 (McArthur, 1967; Butlin, 1994, pp. 136-137; Frost, 1995, chap. 10).

L'arrivée de la première flotte traumatise vraisemblablement la population aborigène des côtes du port de Sydney. Les nouveaux arrivants sont bien plus nombreux que ceux du Mayflower, et l'importance de ce groupe d'envahisseurs transportant avec eux toute une cargaison de plantes, d'animaux et de microbes entraîne la destruction rapide des terrains de chasse et des ressources alimentaires des indigènes. Quelques accrochages occasionnels n'ont qu'un effet minime comparé à cette hydre dévastatrice, et les négociations se révèlent difficiles étant donné les différences de valeurs entre les deux communautés. Pour les autochtones, l'attitude des nouveaux venus est déconcertante : ces derniers accordent plus de prix à la propriété qu'à la vie humaine, et, lorsque la nourriture importée vient à manquer, l'ordre est maintenu par le fouet et la potence. La pénurie alimentaire est chronique au cours des quatre premières années, car les réserves ont été endommagées lors de la traversée, et les graines sont réservées à la plantation. Les débuts de l'agriculture sont entravés par la pauvreté du sol à proximité de la baie de Sydney, le caractère rudimentaire des outils, l'inexpérience des bagnards dans ce domaine, le manque de supervision, les insectes et les inondations. Plus tard, de meilleures terres sont découvertes plus en retrait des côtes à Parramatta et attribuées aux quelques emancipists (forçats ayant purgé leur peine) et aux marins de Phillip restés dans la colonie.

En juin 1790, la seconde flotte accoste avec à son bord du ravitaillement, mais aussi une centaine de bouches supplémentaires à nourrir, dont la moitié sont malades. Parmi ces nouveaux arrivants figure le premier contingent du Corps de Nouvelle-Galles-du-Sud, dont les officiers se lancent rapidement dans le commerce, profitant de l'introduction du rhum, du thé, du sucre et du bétail que consomment avidement les colons. Le problème du manque d'argent liquide est résolu par l'instauration d'un système interne de troc et par la promulgation d'un décret gouvernemental sur l'achat des cargaisons des navires entrants. Le retour du gouverneur Phillip en Angleterre en 1792 — il ne sera remplacé par le gouverneur Hunter qu'en 1795 — voit les officiers du Corps prendre la tête de la colonie. Ces derniers contrôlent le ravitaillement et gèrent la répartition des groupes de travail de forçats : chaque officier se voit confier 50 hectares de terrain et dix prisonniers. On les décrit comme étant cruels et corrompus, mais ils ont le mérite, aidés d'autres gradés, d'appliquer leurs connaissances et leurs capacités de gestion à la production alimentaire; ce sont d'ailleurs les terres confiées aux officiers qui offrent rapidement des surplus pour l'approvisionnement (Evatt, 1938, pp. 73 et suiv.; Fletcher, 1976, chap. IV).

En 1798, date à laquelle Hunter reconnaît le monopole des officiers sur les activités de négoce, leur influence directe est déjà sur le déclin : les bagnards affranchis contestent en effet ce monopole, que l'augmentation du trafic maritime rend plus difficile à protéger. Les officiers se tournent alors

vers l'élevage et la production de viande, plus lucratifs. La faune indigène étant difficile à élever et le bétail européen encore très rare, il est interdit pendant plusieurs années de tuer les femelles reproductrices (*Historical records of Australia*, p. 477). Cette prison dépourvue de murs, dominée par des soldats, est l'environnement dans lequel se développe de façon inattendue un centre commercial prospère.

L'AGRICULTURE ET LE PASTORALISME COMMERCIAUX

Le Sydney des débuts n'est pas seulement un pénitentiaire, car il est aussi un entrepôt situé au bord du plus vaste océan de la planète, où les colons construisent des navires et s'embarquent pour la chasse aux phoques et à la baleine près des côtes. Des colonies secondaires sont créées, toutes installées sur la côte Est — et sur l'île Norfolk, devenue colonie pénitentiaire en février 1788. Le gouverneur King dépêche des expéditions en Tasmanie, à la rivière Derwent en 1803 et à la rivière Tamar en 1804, fondant ainsi les villes de Hobart et de Launceston; en 1804, un détachement est également envoyé à Newcastle, au nord de Sydney. Les conséquences de l'expansion des colonies sont considérables pour les îles. En 1801, le *Porpoise* se rend à Tahiti, d'où il revient chargé de 15 tonnes de petit salé; la viande est ainsi transportée à moindre coût et dans de meilleures conditions que le porc venu de Grande-Bretagne, encourageant d'autres expéditions de ce type (Hainsworth, 1971, p. 158).

Dès le début des années 1880, Sydney ressemble à une petite colonie florissante, avec ses jardins soigneusement clôturés et son port rempli de navires (Hackforth, 1977, pp. 32 et 88). La vie n'est pas trop dure pour les forçats: ils ne portent pas d'uniforme, ne sont pas enfermés dans une cellule et sont libres en dehors des heures de travail; les pénuries alimentaires sont derrière eux, et les possibilités sont nombreuses pour les ex-forçats. Une culture spécifique voit le jour parmi les colons unis par une longue traversée en mer. Le sens de l'«honneur entre bandits» qui gouverne la pègre de Londres est ici tempéré par l'humour, le caractère passionné, la gaieté et la musique des Irlandais; d'ailleurs, la quasi-totalité de la musique jouée par les colons est d'origine irlandaise ou écossaise. La rébellion irlandaise de 1798 fait naître chez les forçats des sentiments antiautoritaires (et antianglais) prononcés. La révolte gronde, jusqu'à son explosion en 1804 lors de la bataille de Vinegar Hill, au cours de laquelle un soulèvement de bagnards et d'emancipists irlandais est réprimé par le Corps de Nouvelle-Galles-du-Sud. Cet incident est moins connu que la

«Révolte du rhum» de 1808, qui voit les officiers du Corps et un groupe organisé de soldats destituer le gouverneur Bligh; ce dernier, devancé par sa réputation d'intransigeance due au fait qu'il a survécu à la mutinerie du *Bounty*, s'était en effet rendu impopulaire dès son arrivée en insultant d'importants colons. Les revendications qui déclenchent la «Révolte du rhum» portent en apparence sur le négoce de cette boisson, mais ont en fait beaucoup plus à voir avec le problème des droits de propriété et des conflits personnels (Ritchie, 1988, p. XVI). La seconde période d'administration militaire qui s'ensuit se distingue de la première par la plus grande impartialité des dirigeants. Cependant, la révolte ne peut rester impunie : le Corps est convoqué, ses chefs jugés et un nouveau gouverneur, Macquarie, est envoyé de Grande-Bretagne.

La nomination de Macquarie en 1810 est généralement perçue comme une rupture totale avec les débuts de la colonie. Cette opinion est discutable, car bien que Macquarie soit accompagné de son propre régiment (le 73°), plus de la moitié du Corps de Nouvelle-Galles-du-Sud demeure dans la colonie. Des navires de haute mer sortent déjà des chantiers des constructeurs et les négociants ont pour partenaires commerciaux des armateurs étrangers. La chasse au phoque et à la baleine à proximité des côtes est une activité rentable et Sydney est devenu un port d'escale habituel. De plus, les travaux pionniers de MacArthur et du révérend Marsden ont déjà montré qu'il était possible d'obtenir une laine de qualité dans la colonie. La terre ne fait pas défaut, la propriété des aborigènes n'étant majoritairement pas reconnue; le climat est tempéré, et la main-d'œuvre constituée par les forçats bon marché. L'expérience montre que les moutons australiens n'ont pas besoin d'être enfermés dans un parc la nuit; en outre, les changements constants de pâturages améliorent la qualité de la laine, tant et si bien qu'en termes de coût et de qualité, la production australienne en vient bientôt à rivaliser avec celle d'Europe sur les marchés britanniques. L'industrie de la laine ne nécessite que peu d'ouvriers, excepté lors de la tonte. Contrairement aux cultures, l'élevage des moutons est un monde essentiellement masculin. Les femmes et les familles des tondeurs habitent en ville, et celles des éleveurs y passent également beaucoup de temps. Avec l'introduction dans les années 1860 des chiens de berger et des clôtures, les besoins en main-d'œuvre diminuent un peu plus et, outre la tonte, ne concernent plus que des services urbains: attelages de bœufs transportant le ravitaillement à l'aller et les balles de laine au retour, assurances et transport maritime, banques, négociants, entrepôts et navires. La plupart des emplois créés dans ce secteur d'activité le sont donc dans les ports; les familles de ces salariés génèrent à leur tour de nouveaux besoins en services, offrant ainsi un travail plus adapté aux immigrants, volontaires ou non, lesquels n'ont généralement pas les connaissances agricoles requises.

Dès 1840, l'Australie est encerclée de colonies britanniques. Après les expéditions du gouverneur King en Tasmanie et à Newcastle, le mouvement de colonisation s'étend au nord et au sud des côtes de Nouvelle-Gallesdu-Sud, ainsi que vers l'intérieur des terres. Cette expansion s'explique entre autres par le souhait de la population de Sydney de se débarrasser des pires bagnards — un sentiment qui ne cesse de croître jusqu'à l'arrêt des transportations en 1840, bien que des forçats soient envoyés en Tasmanie jusqu'en 1852. Dans un premier temps, les récidivistes sont conduits à l'île Norfolk et à Newcastle; mais la première étant trop petite et le second s'étant transformé en port de la riche vallée de la Hunter, on recherche de nouveaux lieux sûrs. Port Macquarie succède à Newcastle, mais se révèle encore trop proche; c'est pourquoi l'on décide d'établir un nouvel avant-poste encore plus au nord. En 1824, une colonie pénitentiaire voit ainsi le jour à Moreton Bay, près de l'actuelle Brisbane. La même année, des soldats et des forçats sont envoyés sur l'île Melville, située tout au nord, afin d'y installer une base destinée à protéger les navires britanniques et à compléter la colonie britannique de Singapour.

Lorsque, en 1825, le gouverneur Darling reçoit son mandat, le territoire de Nouvelle-Galles-du-Sud est redéfini afin d'englober l'île Melville; la totalité de l'actuelle Australie-Occidentale demeure donc non revendiquée. Soucieux de trouver un endroit où reléguer les récidivistes et inquiet de l'intérêt grandissant des Français pour la côte sud-occidentale, Darling dépêche des soldats et des prisonniers à King George's Sound, afin d'y établir un avant-poste : arrivé le jour de Noël de l'année 1827, le major Lockyer revendique le territoire situé autour de l'actuelle ville d'Albany. Pendant ce temps, le bruit se répand que la situation se dégrade sur l'île Melville. Londres projette de déplacer la base dans le continent et un navire, commandé par le capitaine James Stirling, est envoyé sur place pour accomplir cette mission. Stirling a déjà repéré sur la côte Ouest une région qui pourrait convenir, située à la même latitude que Sydney; il explore cette zone qui se trouve à proximité de la rivière Swan et n'a de cesse de vanter ses mérites, préconisant vivement sa colonisation immédiate. Le gouvernement britannique refuse dans un premier temps, puis cède sous la pression de Stirling et de quelques capitalistes intéressés. En juin 1829, la colonie de la rivière Swan, la première qui ne soit pas pénitentiaire en Australie, est fondée sous la direction de Stirling; elle est présentée comme une « expérience d'entreprise privée » où les colons seront attirés par des concessions allouées en fonction des capitaux et de la main-d'œuvre introduits.

L'expérience échoue presque du fait du manque de préparation des plans de colonisation et de la mauvaise publicité dont souffre la colonie peu après sa fondation, entraînant l'essoufflement de la vague d'immigration (Cameron, 1979). Cette mauvaise publicité reflète davantage les conditions

de vie dans le port de Fremantle que dans la capitale, Perth, située à une vingtaine de kilomètres en amont de la rivière; mais à cause d'elle, moins de 200 colons, accompagnés de leurs domestiques et familles, ainsi qu'une petite garnison militaire se retrouvent seuls à affronter des problèmes semblables à ceux rencontrés lors des débuts de la Nouvelle-Galles-du-Sud. Une pénurie alimentaire prévisible conduit les colons à entrer en conflit avec la population aborigène dont ils ont usurpé les terrains de chasse. Le pire de ces heurts opposant les deux communautés se déroule en 1834 dans la région du fleuve Murray, au sud de Perth, et voit soldats et colons se confronter à une vaste tribu lors de la bataille de Pinjarra. En réponse au meurtre d'un colon blanc, quelque quarante aborigènes sont conduits sur les rives du fleuve et fusillés (Battye, 1924, p. 133). Cet incident soulève une vague d'indignation ainsi qu'un mouvement de protection des indigènes; mais en Australie, comme sur les autres îles, les efforts des government native protectors et des missionnaires se bornent essentiellement à européaniser (ou à «civiliser») les aborigènes, en les forçant à abandonner le mode de vie et la culture de leurs ancêtres au profit d'autres qui ne sont pas adaptés à leur environnement.

Au cours des années 1840, le même schéma se reproduit en Tasmanie, au Victoria et en Australie-Méridionale. La création des deux premières colonies de Tasmanie provoque en effet une véritable «ruée vers la terre » et tous les terrains exploitables sont rapidement occupés. Des heurts entre colons et aborigènes conduisent, en novembre 1828, à la proclamation de la loi martiale et, au cours de l'un des épisodes les plus noirs de l'histoire australienne, à l'incitation au meurtre, à la capture ou à l'incarcération de tous les indigènes (Shaw, 1980, pp. 126 et suiv.). La poursuite de l'immigration britannique sur l'île aggrave dès les années 1830 la pénurie de terrains, poussant les colons à regarder au nord, vers le continent, et à l'est, vers la Nouvelle-Zélande. En 1835, plusieurs éleveurs tasmaniens traversent le détroit de Bass pour gagner la baie de Port Phillip, où l'un d'entre eux, nommé Batman, achète des terres près de la rivière Yarra à la tribu locale des Dutigalla. Cette transaction, annonciatrice d'événements à venir en Nouvelle-Zélande, remet directement en cause l'hypothèse du gouvernement britannique de la terra nullius et sera d'ailleurs plus tard désavouée (Shaw, 1989, pp. 210-211). Cependant, d'autres éleveurs suivent l'exemple de Batman et revendiquent des terres dans les environs sur lesquelles ils commencent à bâtir. En grande partie pour des facilités d'administration, le gouvernement de Sydney reconnaît la ville de Melbourne qui est en train de naître et qui devient capitale du Victoria en 1851.

Il faut attendre 1836 pour que l'Australie-Méridionale devienne une colonie à part entière, elle aussi à caractère non pénitentiaire.

Échauffé par les critiques condamnant la politique gouvernementale dans la colonie de la rivière Swan, le réformateur colonial Edward Gibbon Wakefield conçoit un projet de « colonisation systématique », qui prévoit que les terres soient vendues et non attribuées, et que les revenus ainsi obtenus soient utilisés pour financer l'immigration. Fort du soutien d'autres réformateurs britanniques, il choisit, pour la mise en œuvre de son projet, un territoire récemment découvert à l'embouchure du Murray et demande au gouvernement que cette terre soit reconnue comme colonie. Décu par les plans officiels de colonisation qui ne répondent pas à ses attentes, Wakefield finit par désavouer sa colonie d'Australie-Méridionale; toutefois, celle-ci continue d'être mentionnée aujourd'hui sous le nom d'« expérience wakefieldienne ». La colonie bénéficie d'une main-d'œuvre plus mobile et qualifiée, de la vente des terrains en plus petites parcelles, de l'introduction de capitaux mieux adaptés, du soutien financier de la South Australian Company et, pardessus tout, d'une population initiale bien plus importante. En l'espace de deux ans, l'Australie-Méridionale et surtout sa capitale, Adélaïde, attirent plus d'immigrants que ne l'a fait la rivière Swan en une décennie. Cependant, la lourdeur de la structure administrative initiale retarde les premiers progrès (D. Pike, 1967), et l'Australie-Méridionale, à l'instar des autres colonies, souffre au début des années 1840 de la baisse de l'immigration et d'une expansion rurale hésitante.

En 1840, la population européenne d'Australie, malgré une progression de plus de 10 % au cours des années 1830, ne s'élève qu'à 190 000 individus, comme l'indique le tableau 15 (Jackson, 1980, pp. 6-7). Le ralentissement de la croissance qui suit pousse les capitales coloniales, dont les conseils législatifs (nommés par le gouverneur) s'efforcent à grand-peine d'équilibrer les budgets, à faire leurs comptes. La plupart d'entre elles reçoivent des subventions de la Couronne britannique, mais la pression se fait de plus en plus forte pour qu'elles deviennent financièrement indépendantes. L'augmentation en 1841 du prix des terres royales (à 1 livre sterling le demi-hectare) s'accompagne d'une baisse des revenus de la vente foncière. Les capitales coloniales tentent alors de compenser cette perte par des droits, taxes et licences qui puissent leur permettre de surmonter le problème majeur qui se pose : celui de la pauvreté des transports terrestres. Au milieu des années 1840, transporter des marchandises sur une distance de 80 kilomètres vers l'intérieur des terres grâce à des véhicules tirés par des bœufs coûte en effet plus cher que de les faire venir par bateau d'Angleterre (Cowan [dir. publ.], 1977, p. 21). Des explorations poussées ont montré que, exception faite du Murray et de la Darling en Nouvelle-Galles-du-Sud, l'Australie est en général dépourvue du système de cours d'eau et de lacs permettant de faciliter le transport à l'intérieur des terres. Il

ne reste donc plus qu'une solution: les chemins de fer, dont la construction débute à Melbourne dès 1854, mais qui n'auront un réel impact que dans les années 1860 et 1870 pour les colonies les plus anciennes, et dans les années 1880 et 1890 au Queensland et en Australie-Occidentale, moins peuplés (Cowell, 1972, chap. 5).

Tableau 15 Croissance de la population d'Australie entre 1800 et 1910.

	Population (milliers)	Pourcentage annuel de croissance durant la décennie précédant la date indiquée
1800	5	9,8
1810	12	8,3
1820	34	11,2
1830	70	7,6
1840	190	10,5
1850	405	7,8
1860	1 146	11,0
1870	1 648	3,7
1880	2 232	31,0
1890	3 151	3,5
1900	3 765	1,8
1910	4 425	1,6

Source: R. V. Jackson, Population History of Australia, Melbourne, McPhee/Gribble, 1988.

Tableau 16 Population des principales villes d'Australie: valeurs en milliers d'habitants et pourcentage annuel de croissance par décennie.

Hol	bart	Pe	rth	Brisk	oane	Adé	laïde	Syd	lney	Melbo	ourne	
_	-	-	-	-	3	-	18	-	54	-	29	1851
_	25	-	5	7,2	6	6,9	35	5,9	96	15,7	125	1861
0,4	26	_	-	9,6	15	3,9	51	3,7	138	4,3	191	1871
0,4	27	2,8	9	7,6	31	6,1	92	5,0	225	3,4	268	1881

Source: W. A. Sinclair, The process of economic development in Australia, Longmans, 1979.

Tableau 17 Balance commerciale de l'Australie.

Année civile	Exportations	Importations	Balance commerciale	Balance des paiements courants
	22	23	3	8
1861	17,41	17,65	-0,24	-2,5
1862	18,07	20,60	-2,53	-5,0
1863	19,34	21,25	-1,90	-5,1
1864	18,98	20,50	-152	-4,5
1865	19,71	20,66	-0,95	-4,3
1866	18,98	21,31	-2,33	-5,9
1867	19,38	15,96	2,42	-1,3
1868	21,65	18,44	3,21	-0,8
1869	20,07	19,91	0,16	-4,1
1870	18,01	17,83	0,18	-3,7
1871	21,73	17,02	4,71	-0,3
1872	22,52	18,83	3,69	-1,1
1873	26,37	24,57	1,80	-3,0
1874	25,65	24,55	1,10	-4,5
1875	24,98	24,94	0,04	-5,4
1876	23,54	23,96	-0,42	-6,3
1877	23,11	25,80	-2,69	-8,4
1878	23,77	26,18	-2,41	-9,0
1879	21,18	24,23	-3,05	-9,6
1880	27,26	22,94	4,32	-3,0
1881	27,53	29,07	-1,54	-8,8
1882	27,31	36,10	-8,79	-16,8
1883	30,06	35,45	-5,39	-14,7
1884	28,71	36,99	-8,28	-17,9
1885	26,67	36,86	-10,19	-20,5
1886	21,70	34,18	-12,48	-23,0

Année civile	Exportations	Importations	Balance commerciale	Balance des paiements courants
1887	23,42	29,57	-6,15	-18,8
1888	28,90	36,88	-7,98	-21,4
1889	29,55	37,58	-8,03	-22,7
1890	29,32	35,17	-5,85	-20,7
1891	36,04	37,71	-1,67	-17,0
1892	33,37	30,11	3,26	-11,1
1893	33,23	23,77	9,46	-4,3
1894	32,13	21,90	10,23	-3,2
1895	33,64	23,20	10,44	-3,2
1896	32,96	29,66	3,30	-10,9
1897	37,78	31,96	5,82	-8,0
1898	40,17	31,48	8,69	-5,5
1899	48,60	34,33	14,27	0,9
1900	45,96	41,39	4,57	-10,4

Notes

- 1. Exportations FAB, y compris l'or et les pièces de monnaies, transbordements exclus.
- 2. Importations CAF, transbordements exclus.
- 3. Déductions faites des coûts de transport et des intérêts dus aux non-résidents.

Source: Australian historical statistics, Fairfax Syme etc., 1988, p. 50.

LE COMMERCE, L'EXPLOITATION DES RESSOURCES ET LA FRONTIÈRE MISSIONNAIRE

Encouragée par le développement des ports autour de l'Australie, la chasse à la baleine en haute mer — pratiquée par des navires venant principalement de Nouvelle-Angleterre en Amérique — connaît son âge d'or au début du XIX^e siècle et ouvre la voie à d'autres activités de ce type. Les premiers entrepreneurs, agissant surtout à partir de Sydney et de Hobart, se lancent dans l'exploitation à outrance des ressources. Recrutés par les chefs locaux et surveillés par les négociants, des plongeurs explorent les fonds à la recherche de coquillages perliers et de carapaces de tortues. Des bêches-de-mer sont également pêchées et séchées, essentiellement par des insulaires, pour être ensuite expédiées vers la Chine: dès 1830, ce coquillage représente la prin-

cipale exportation des îles Fidji. Les navires commerciaux, qui emploient de nombreux Européens et insulaires, ont d'importants besoins en nourriture et en combustible. L'un des bénéficiaires de l'expansion du négoce est le *vunivalu* (ou chef de guerre) de Bau, un îlot situé au large de la côte Est de Viti Levu, dans l'archipel des Fidji, où les bateaux font escale avant de gagner les zones de pêche: les insulaires y échangent en effet des provisions contre des dents de baleine très prisées, grâce auxquelles le *vunivalu* voit son influence renforcée (Denoon, Firth, Linnekin, Meleisea et Nero [dir. publ.], 1997).

L'exploitation du santal est un commerce à part, car les arbres se trouvent à l'intérieur des terres, ce qui explique qu'une main-d'œuvre plus importante soit nécessaire pour les abattre et transporter les rondins de bois. À Hawaï, ce négoce pousse Kamehameha Ier à s'octroyer un monopole commercial sur les profits élevés tirés de la vente du bois; mais lorsque les affaires du roi commencent à péricliter, celui-ci se rabat de nouveau sur les droits de navigation et de port. Le santal se trouve également au centre des activités commerciales aux Fidji, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides. Les négociants, basés principalement à Sydney, usent de récompenses ou de pénalités, afin de s'assurer la coopération de leurs partenaires. Ils font découvrir aux insulaires le tissu et les clous, puis le tabac, l'alcool et les armes à feu. Shineberg résume ainsi cette chaîne commerciale: «Apprendre aux insulaires à fumer pour que les Chinois puissent faire brûler de l'encens et pour que les Australiens puissent boire du thé» (Shineberg, 1967, p. 151). Grâce à ce système de troc, les armateurs et négociants emploient directement des insulaires et font bâtir sur les côtes de petits comptoirs qu'ils visitent tous les deux ou trois mois, afin de les ravitailler et d'embarquer les coquillages et le bois.

Les conséquences démographiques du développement du commerce sont désastreuses, les insulaires n'étant pas naturellement immunisés contre la plupart des pathologies européennes — même si des maladies endémiques leur offrent une certaine immunité croisée contre la syphilis, et malgré les efforts de quelques capitaines pour tenir à l'écart les marins contaminés. La rougeole, par exemple, tue en 1875 au moins un quart de la population des Fidji. Néanmoins, le cours naturel de l'histoire n'explique pas à lui seul ces résultats effrayants: la morbidité chez les indigènes varie en fonction de l'intensité des premiers contacts et des différents schémas de colonisation possibles, ceux qui souffrent le plus étant les plus défavorisés, touchés par la surpopulation et la malnutrition (Kunitz, 1994). Les missionnaires encouragent également la population à s'installer dans des villages, avec les conséquences que l'on peut imaginer. Les insulaires se tournent souvent vers les missionnaires pour des remèdes qui, malheureusement, se révèlent limités; le soutien apporté est donc généralement plus moral que médical.

Les missionnaires parviennent avec plus de succès à influencer l'idéologie et l'administration dans les îles polynésiennes; comme les insulaires

cherchent à expliquer et à assimiler dans leurs cosmogonies le comportement étrange et les ressources insondables des Européens, les missionnaires représentent la source d'observation la plus répandue. Leur rôle débute avec l'arrivée de la London Missionary Society (LMS) dans la baie tahitienne de Matavai en 1797. Le chef de l'une des communautés de l'île vivant à proximité de la baie sympathise avec les Européens, qui approuvent sa revendication d'hégémonie sur les autres tribus et le soutiennent dans ses batailles. À sa mort en 1803, ils l'ont déjà reconnu roi sous le nom de Pomaré I^{er} et accepté son successeur, Pomaré II, dans lequel ils voient le garant du commerce de la viande de porc. Les missionnaires de la société de Londres parviennent également à convertir les Pomaré à leur religion. La guerre civile est à son comble lors de la bataille de Feipi en novembre 1815, qui aboutit à l'unification de l'archipel sous le règne des Pomaré, soutenus par la London Missionary Society. Soulignons par ailleurs que c'est un missionnaire qui est le principal auteur de la Constitution de 1824, laquelle instaure un parlement et préside à la rédaction des lois (Gunson, 1978).

Aux Tonga, l'action de la London Missionary Society échoue jusqu'en 1826, date à laquelle des instructeurs tahitiens arrivent dans l'archipel et y établissent une congrégation. Un pas décisif vers le rapprochement est fait avec Taufa' Ahau, qui se bat pour réunir les principales dynasties de l'archipel: sous le nom de George Tupou I^{er} — un nom qui témoigne de son respect pour la Grande-Bretagne —, il unifie les Tonga et accorde au méthodisme le quasi-statut de religion du royaume. Les pasteurs méthodistes participent là aussi à la rédaction des lois (Latukefu, 1974).

À l'arrivée du missionnaire méthodiste John Williams (pionnier dans la région) aux Samoa en 1830, les habitants de l'archipel ont déjà entendu parler du christianisme par d'autres insulaires et certains chefs de tribu lui demandent de leur envoyer des instructeurs. Williams confie la mission au chef victorieux Malietoa Vai'inupo, mais ce dernier tarde à se convertir. De fait, les chefs indigènes attendent plus des Européens qu'un simple enseignement spirituel: ils veulent des outils, des clients pour leur production, ainsi qu'apprendre à lire et à écrire. Le scénario diffère à Hawaï: par suite de la bataille de Nu'uanu en 1795, Kamehameha Ier instaure un royaume centralisé et la dynastie des Kamehameha; la religion autochtone est abandonnée au profit du christianisme juste avant l'arrivée des missionnaires dans les années 1820 (Daws, 1968).

L'éducation fait partie des devoirs des missionnaires; les insulaires sont d'ailleurs souvent plus motivés par l'apprentissage de la lecture et de l'écriture que par la conversion elle-même. Des écoles sont fondées pour les enseignants et les missionnaires, et on inculque aux insulaires les bases du commerce. Au début, les relations sociales entre les deux communautés se limitent à des prestations sexuelles dont sont demandeurs les étrangers;

mais les missionnaires interviennent rapidement dans les relations culturelles entre hommes et femmes, non seulement afin d'éradiquer le «vice», mais aussi d'imposer les «normes» occidentales en la matière. Le statut social et l'autonomie des femmes insulaires offensent en effet les conceptions européennes, et les missionnaires s'efforcent d'imposer, par l'exemple et l'instruction, les mœurs occidentales quant aux rôles respectifs des sexes.

Diverses circonstances poussent les insulaires à modifier leurs structures politiques. D'ambitieux chefs polynésiens profitent de l'occasion pour étendre leur autorité et reçoivent pour cela l'aide matérielle de nombreux colons, qui voient dans ces nouvelles hiérarchies des monarchies naissantes susceptibles de faciliter le commerce, la tâche des missionnaires et la diplomatie. Les officiers de marine font souvent pression sur les chefs locaux pour qu'ils signent des traités garantissant la sécurité et la propriété des étrangers. Reflétant le désir commun de rédiger au plus vite des constitutions, celle des Fidji de Cakobau inclut parmi ses objectifs celui de «préserver l'harmonie parfaite qui devrait exister entre les deux races [et de] faciliter l'expansion du commerce européen» (Scarr, 1984). Les premières lois ébauchées par les missionnaires visent généralement à interdire la licence sexuelle, le trafic d'armes et l'alcool, mais les suivantes concernent de plus en plus le commerce.

Le négoce florissant attire de grandes maisons de commerce. Dans les années 1860, la société Godeffroy de Hambourg envoie des navires dans les îles, afin de placer des négociateurs dans les comptoirs maritimes du Pacifique central. Pour ne pas être dépendante de la production de copra des insulaires, la société achète des terres aux Samoa et y établit des plantations cultivées par des ouvriers natifs d'autres îles. La maison Ballande, négociant en vin bordelais, construit une nouvelle série de points de vente au détail et recrute des travailleurs au Viet Nam qu'elle fait ensuite venir (avec ses stocks) en Nouvelle-Calédonie. La société anglaise J. T. Arundel diversifie ses activités, abandonnant le guano péruvien au profit du commerce insulaire et de l'exploitation minière des nitrates; Burns Philp & Co. étend également son négoce des côtes du Queensland aux autres îles. Les missionnaires œuvrent souvent pour le rapprochement entre ces compagnies et leurs partenaires insulaires, et recherchent parfois eux-mêmes de telles alliances: catholiques et protestants se disputant telle ou telle île s'efforcent en effet de trouver des partenaires commerciaux partageant la même religion. De nombreuses sociétés affichent ainsi un caractère clairement sectaire: Burns Philp favorise les missionnaires presbytériens au Vanuatu en leur accordant des rabais, tandis que le pieux catholique André Ballande s'en remet à saint Antoine pour bénir ses affaires (Denoon, Firth, Linnekin, Meleisea et Nero [dir. publ.], 1997).

Qu'ils soient des escrocs ou des saints, les colons dépendent tous du bon vouloir des dirigeants locaux : la monarchie hawaïenne apporte ainsi

son soutien aux fils de missionnaires souhaitant se lancer dans les affaires; à Tahiti, les Pomaré tissent autour d'eux une véritable sphère d'influence anglo-polynésienne protestante qui survit à l'annexion par la France. Il convient toutefois de noter que les États coloniaux sont tout aussi favorables aux négociants que les monarchies. Ainsi André Ballande, bien qu'il ait choisi d'aligner sa position sur celle de l'Église catholique, parvient-il, fort de son influence en tant que député bordelais, à réchapper de la querelle qui oppose l'État français à l'Église au tournant du siècle, voyant même ses dettes annulées par un gouvernement bienveillant. Économie, religion et politique sont donc ici intimement liées.

Le pouvoir des chefs locaux s'amoindrit au fur et à mesure que les petits négociants sont soit évincés, soit subordonnés à des sociétés européennes disposant des capitaux nécessaires pour entretenir leurs propres plantations sur leurs propres terres, engager des ouvriers venus d'autres îles et résister à des marchés turbulents. À l'instar de la société Le Nickel (SLN), qui domine l'exploitation minière de Nouvelle-Calédonie, et de la Pacific Phosphate Company, qui détient le monopole de la production de phosphate, Levers s'empare du copra des îles Salomon, tandis qu'une poignée de sociétés allemandes et anglo-australiennes se partage le reste de la production réalisée dans la région. Pour ces vastes compagnies, la découverte des différentes façons de contrôler la terre et la main-d'œuvre constitue une avancée cruciale.

La plupart des étrangers n'ont foi qu'en la propriété privée. À Hawaï, ils avancent comme argument que la privatisation des terres sera synonyme de «progrès»; malheureusement, les lois passées en ce sens en 1850 n'auront que des effets dévastateurs. Le *Kuleana Act* permet aux «tenanciers natifs» de se voir accorder la propriété inconditionnelle de leurs terres, tandis qu'une autre loi de 1850 accorde aux étrangers le droit de posséder des terres, ne laissant ainsi aux autochtones que la possibilité de vendre leurs biens au profit des colons qui sont les seuls à pouvoir acheter (Linnekin, 1990). Aux Samoa, pendant les guerres civiles des années 1860 et 1870, les Européens spéculent sur des terrains que leur ont vendus illégalement des insulaires. Une commission foncière internationale, qui se réunit de 1892 à 1894, conclut que tandis qu'à Hawaï la charge de la preuve est aux requérants insulaires, aux Samoa elle revient aux étrangers, qui revendiquent plus du double de la totalité de la région mais n'en ont reçu qu'un cinquième environ (Ward et Kingdon, 1995).

Les lois et la Constitution des Tonga, visant à assurer la reconnaissance de l'archipel par les puissances étrangères, prolongent de fait son indépendance. Le Code Vava'u de 1839 fait notamment du christianisme la religion officielle des Tonga, prohibant « le meurtre, le vol, l'adultère, la fornication et la vente au détail de spiritueux », et porte essentielle-

ment sur le maintien de l'ordre social et politique. En 1850, la vente de terrains aux étrangers est interdite. En 1875, le «roi George» propose au Parlement une nouvelle Constitution, rédigée par le missionnaire Shirley Baker, qui outre quelques modifications continue de servir les intérêts du royaume.

Aux Fidji, Bau attire de nombreux pilleurs d'épaves, dont certains deviennent des mercenaires à la solde du *vunivalu*. Cette fonction revient au chrétien Cakobau à partir de 1861, une période également marquée par l'expansion de la communauté étrangère dans l'archipel. Les dettes des colons se font de plus en plus lourdes, et planteurs et négociants rechignent à reconnaître le pouvoir de Cakobau. D'autres chefs locaux sont à l'affût d'une occasion qui leur permettrait de mettre fin à l'hégémonie de Bau; certains sont même courtisés par Enele Ma'afu, qui dirige une communauté des Tonga placée sous la protection de l'Église méthodiste. En juin 1871, Cakobau se déclare roi de l'archipel unifié des Fidji, nommant Ma'afu vice-roi et choisissant pour ministres d'autres chefs locaux et négociants. La monarchie perdure juste assez longtemps pour céder, en 1875, la souveraineté à la Grande-Bretagne, qui fait des Fidji le centre de ses intérêts dans la région.

LA NOUVELLE-ZÉLANDE

Les vagues européennes de colonisation, de développement du commerce et d'évangélisation convergent sur la Nouvelle-Zélande et ses exceptionnelles ressources naturelles à partir des années 1790 (Lloyd Pritchard, 1970; Hawke, 1985). Les baleiniers font escale dans la baie des Îles pour s'approvisionner en eau et en nourriture, ainsi que pour s'offrir les services de prostituées. Les entreprises de chasse au phoque et à la baleine en haute mer, qui attirent les aventuriers australiens, se développent grâce à l'embauche de Maoris et à l'achat d'aliments produits par ces derniers. Le dynamisme du marché de Nouvelle-Galles-du-Sud stimule également la production de blé, de lin et de bois d'œuvre. À l'instar de l'Australie-Méridionale, la Nouvelle-Zélande attire aussi bien Wakefield et d'autres adeptes d'une colonisation ordonnée que des colons peu organisés venus d'Australie. Toutefois, par l'action de forces extérieures, les sociétés maories sont déjà en train de subir des transformations tout aussi profondes que celles qui se sont produites dans les autres îles du Pacifique. À partir de 1814, des missionnaires se chargent de les familiariser avec les techniques agricoles européennes telles que la culture de la pomme de terre et du blé; quelques-uns se lancent même dans l'élevage de bovins et de moutons. De nombreux Maoris se retrouvent ainsi

rapidement en position de faire concurrence aux colons britanniques et de bénéficier de l'expansion du négoce. Cependant, au début des années 1820, les indigènes parviennent à se procurer des mousquets; la guerre civile qui s'ensuit devient bientôt incontrôlable, tandis que de nouvelles épidémies associées à l'esclavage entraînent une réduction massive de la population autochtone. La religion chrétienne semblant avoir un lien avec la richesse et la force des Européens, les conversions se déroulent à grande échelle. Néanmoins, les Maoris n'influent nullement sur les bouleversements sociaux qui secouent l'archipel. En 1840, le premier gouverneur britannique, William Hobson, débarque avec pour instruction de garantir la souveraineté de son pays sur le territoire, et ce de préférence par le biais d'un traité. Hobson convie à Waitangi les différents chefs maoris et leur propose une entente : signé par plus de 530 chefs, le traité de Waitangi établit d'un commun accord, tout du moins moral, la souveraineté de la Grande-Bretagne sur la Nouvelle-Zélande.

Les tribus maories conservent le contrôle économique de l'archipel pendant encore une génération après la signature du traité. Pendant les années 1840, de nombreuses régions disposent de fermes prospères et de moulins à eau, et les producteurs maoris commercent avec des contrées lointaines. À partir des années 1850, des tribus autochtones possèdent et exploitent la plupart de la flotte côtière sur l'île du Nord, fournissant ainsi au marché local la quasi-totalité des denrées nécessaires et entretenant un vaste négoce d'exportation vers l'Australie et le Pacifique. De nombreux colons doivent donc faire face à la concurrence maorie, qu'ils ne parviennent à surmonter qu'après avoir eu accès à la propriété foncière. Comme dans d'autres îles, de nombreux Maoris se montrent d'abord désireux de vendre des terres aux colons; les ventes se poursuivent même après la signature du traité, car des terrains demeurent en jachère, et de nombreuses communautés voient dans l'installation des colons un vecteur potentiel de richesse. Toutefois, au milieu des années 1850, le refus des Maoris de vendre leurs terres s'exprime de plus en plus vivement, en particulier dans les régions prospères: de nombreux colons se sont en effet tournés vers un élevage extensif par suite de l'effondrement du marché en 1856, aggravant ainsi le problème de la pénurie de terrains.

Afin de répondre à la menace grandissante qui pèse sur leurs terres, les Maoris s'unissent en conseils intertribaux et définissent une stratégie commune. Ces réunions visent dans un premier temps à limiter les ventes des terrains, mais l'attention se porte rapidement sur la possibilité d'instaurer une monarchie maorie. Le titre de roi est proposé à plusieurs chefs, pour être finalement accepté en 1858 par Potatau Te Wherowhero, de la tribu des Waikatos. Le roi ne bénéficie tout d'abord que du soutien de vingt-trois tribus, car nombreux sont les chefs qui refusent de lui prêter allégeance par crainte

de désaccords raciaux et d'exclusion de l'économie européenne, même s'ils soutiennent sa politique terrienne. La tribu extrémiste des Kingites s'oppose ainsi, et ce quelles que soient les circonstances, à toute vente de terres, tandis que les modérés sont prêts à abandonner certaines parcelles contestées afin de préserver la paix. Quelques chefs refusent de reconnaître Potatau comme leur roi, prétextant qu'il n'est pas dans la nature de la structure sociale maorie d'autoriser une telle différence de statut; de nombreux dirigeants du nord de l'archipel avancent quant à eux qu'une monarchie maorie est incompatible avec le traité de Waitangi. Les Kingites eux-mêmes demeurent divisés sur la stratégie à employer pour contrer l'agresseur européen. Il n'en demeure pas moins que le simple fait de l'existence d'un roi renforce les relations interethniques à travers l'ensemble du territoire néo-zélandais: l'organisation du «royaume» maori est en effet plus centralisée que jamais.

Le conflit terrien n'est pas la seule cause des guerres qui agitent les années 1860, car le contrôle et la gestion des infrastructures économiques entrent également en jeu. Après douze années de querelles entre vendeurs et acheteurs, la guerre éclate finalement à Taranaki en mars 1860. La première victoire décisive acquise, l'ensemble des troupes britanniques est transféré à Auckland. Le problème essentiel qui se pose alors pour le gouvernement colonial est la position à adopter vis-à-vis du roi maori, dont les partisans ont participé à la bataille de Taranaki. Potatau meurt en juin 1860; son fils Maatutaera lui succède sur le trône et gagne le soutien d'un nombre croissant de chefs maoris convaincus que les colons s'apprêtent à s'emparer de leurs terres. Les guerres se poursuivent jusqu'à la fin de 1864 et se résument en grande partie à une succession de batailles rangées, au cours desquelles chaque tribu oppose une dernière résistance à l'envahisseur. Les Kingites, conduits par leur chef Rewi, livrent leur dernière bataille à Orakau, où 300 Maoris refusent de se rendre pendant trois jours. Leur devise Ka whawhai tonu ake! Ake! Ake! (Nous continuerons à nous battre jusqu'au bout! Jusqu'au bout! Jusqu'au bout!) est devenue un cri de ralliement que l'on peut entendre aujourd'hui lors des mouvements de protestation maoris.

À la suite de ces guerres, le gouvernement britannique confisque 1,5 million d'hectares parmi les terres les plus cultivables de l'île du Nord. Le souhait de punir les rebelles apparaît purement comme un prétexte, les confiscations ne servant en fait qu'un but de colonisation. Des colonies militaires sont établies et un ambitieux plan d'immigration vise à recruter des candidats à l'installation. Mis à part les parcelles confisquées, la vente des terres est facilitée par l'instauration, en 1865, de la Native Land Court. Son objectif est d'abord de définir les titres fonciers au sein de chaque tribu, puis d'individualiser ces titres en attribuant des parts à chacun, avec un maximum de dix propriétaires par parcelle. Les confiscations constituent une violation du traité de Waitangi, mais les Maoris découvrent que ce dernier

ne leur offre sur ce point aucune protection. Lors d'un procès tenu en 1877, le juge James Prendergast déclare la «simple nullité» du traité et crée ainsi un précédent qui fera acte jusqu'en 1987 (Denoon, Firth, Linnekin, Meleisea et Nero [dir. publ.], 1997).

Vers la fin du XIXe siècle, il est communément admis que le peuple maori est sur le point de disparaître. Le nombre de ses membres est au plus bas en 1896, avec seulement 42 113 individus recensés. En 1892, les quatre parlementaires maoris — qui siègent depuis 1867 — créent en marge de l'assemblée officielle le Parlement maori qui reconnaît son homologue européen, mais réclame le contrôle d'un nombre limité d'affaires. L'initiative est loin d'être un succès. Les Européens ignorent ce qu'ils considèrent comme un mouvement séparatiste, et de nombreux Maoris ne portent aucun intérêt au Parlement nouveau-né; un manque d'enthousiasme qui s'explique en partie par l'entrée en masse des Maoris dans l'économie monétaire. Cette division qui règne au sein du Royaume maori finit par se révéler fatale. La seconde moitié du siècle voit émerger plusieurs jeunes leaders politiques qui, contrairement à leurs aînés ouvertement méfiants à l'égard du gouvernement, acceptent sans tarder la protection des autorités britanniques. En 1898, la vieille garde refuse de collaborer plus longtemps avec ses successeurs, et se retire. Le Parlement maori est dissous en 1902.

LES RUÉES VERS L'OR

La découverte d'or en Nouvelle-Galles-du-Sud et au Victoria en 1851 constitue le plus profond bouleversement qu'ait connu l'économie australienne au XIXe siècle, car elle a pour conséquence d'augmenter de façon spectaculaire la population de ces deux colonies et d'y favoriser le brassage ethnique ainsi que celui des compétences. Edward Hargraves, fraîchement débarqué des mines californiennes et qui n'en est pas à sa première découverte de gisements aurifères, est le premier à trouver officiellement de l'or à Ophir, en Nouvelle-Galles-du-Sud (Blainey, 1963, pp. 46 et suiv.; Bate, 1988, pp. 41 et suiv.). Les premiers chercheurs sont des habitants de la région, mais des hommes venus d'autres colonies et de l'étranger se joignent rapidement à la ruée, notamment vers les riches filons situés près de Ballarat et de Bendigo au Victoria. Les '49ers de Californie deviennent les '52ers de Bendigo, dont les plaintes au sujet du permis d'exploitation annuel d'une valeur de 30 shillings imposé par le gouvernement en 1851 viennent s'ajouter à celles des premiers arrivants. Les découvertes de métal précieux se font plus rares en Nouvelle-Galles-du-Sud dès octobre 1853 et, pour endiguer le flot des départs, la colonie abaisse le prix du permis annuel à 10 shillings. Le

Victoria, qui doit faire face à des dépenses croissantes (construction de routes, police et services postaux), augmente au contraire le tarif à 1 livre sterling par mois et introduit une vérification bimensuelle des permis. La diminution des découvertes alluviales aidant, les mineurs en viennent à détester cette taxe — surtout parce qu'elle ne leur accorde pas le droit de vote —, et les protestations se font de plus en plus vives. Elles atteignent leur comble en décembre 1854 avec l'érection de la barricade d'Eureka sur le gisement de Ballarat, une révolte qui voit 150 chercheurs ne possédant pas de permis s'opposer à 400 policiers et soldats; 30 mineurs seront tués, et une centaine incarcérée. Cet événement est devenu, aux yeux des Australiens, l'équivalent de la Boston Tea Party pour les Américains; le drapeau national porte d'ailleurs toujours le symbole de la rébellion: les étoiles de la Croix du Sud sur fond bleu. Le mouvement contestataire soulevé par la barricade d'Eureka est relayé par des bandits connus sous le nom de bushrangers et dont le plus célèbre est Ned Kelly. Durant des années, ils attaquent voyageurs et fermes isolées, et parviennent à se soustraire à la police grâce à l'aide de ceux qui admirent leur éthique de «Robins des Bois» des temps modernes, car ils volent les riches et épargnent femmes et enfants. Leur audace et les exploits qui leur ont permis d'échapper à la prison font désormais partie du folklore australien.

En juin 1855, le gouvernement du Victoria remplace finalement le permis tant décrié par un droit de sortie et instaure un système de membres élus destinés à siéger dans des tribunaux spécifiques aux champs aurifères. Reflet des tensions croissantes entre mineurs européens et chinois, une taxe de 10 livres sterling est également imposée sur tous les immigrants chinois de sexe masculin, et un quota est fixé quant au nombre de Chinois pouvant être débarqués par chaque navire. Ce sentiment antichinois qui se répand parmi les colons s'explique en partie par l'« étrangeté » des coutumes et de la langue des nouveaux arrivants, mais aussi par l'habitude laborieuse qu'ont ces derniers de se rassembler en vastes groupes pour réexaminer des filons déjà exploités, réussissant là où d'autres auparavant avaient échoué. Le Victoria est la première colonie à prendre des mesures visant à restreindre l'immigration; dès 1888, les autres suivent son exemple en votant des lois discriminatoires à l'égard des Chinois et des non-Blancs en général.

En 1856, la plupart de l'or alluvial a déjà été découvert; néanmoins, les chercheurs continuent d'affluer vers les gisements du Victoria, où la vie est de plus en plus difficile du fait de la cherté des denrées essentielles. La majorité des mineurs retournent donc à Melbourne, où ils sont absorbés par différentes activités de service, par le bâtiment ou par des manufactures produisant pour répondre aux besoins d'une population sans cesse grandissante; certains partent travailler pour les sociétés qui exploitent les filons aurifères souterrains moins accessibles, tandis que quelques-uns persistent dans leur quête de la pépite introuvable.

Les ruées vers l'or ont pour effet de stimuler les migrations et l'investissement, qui repartent de plus belle en 1861 avec la découverte d'or en Nouvelle-Zélande. Plus tard, à la fin des années 1860, la résistance opposée aux petites exploitations prospères par les Maoris en Nouvelle-Zélande (et par les squatters en Australie), associée à la diminution des revenus tirés de l'or alluvial, entraîne une nouvelle vague de migrations dirigée cette fois-ci vers le Queensland. Ces chercheurs d'or très mobiles partagent les mêmes valeurs et traditions, et sont liés par un même sentiment de mépris à l'égard des aborigènes et des Chinois, ainsi que par la nécessité de s'entraider dans des régions dépourvues de police et éloignées des points de ravitaillement. Partant du nord du Queensland, quelques mineurs traversent la mer de Corail et débarquent en Papouasie. Les Australiens trouvent également de l'or en Nouvelle-Calédonie en 1870; cependant, c'est une autre découverte qui fera la richesse de l'île: celle du nickel. Les Rothschild aident la société Le Nickel à retrouver une situation financière solide, et, au cours des années 1890, la production explose. L'économie locale souffre d'une situation paradoxale avec, d'un côté, la présence d'une vaste population indigène et de bagnards français et, de l'autre, une pénurie chronique de main-d'œuvre. À partir des années 1860, le problème est résolu grâce à l'immigration de travailleurs apprentis en provenance des Nouvelles-Hébrides et, plus tard, de Vietnamiens (Shineberg, à paraître). L'île offre donc peu de perspectives aux Australiens, si ce n'est pour des postes de techniciens ou de contremaîtres.

La Papouasie, au contraire, se transforme en véritable annexe de l'industrie minière du Queensland. Au début, l'activité minière sur l'archipel est alluviale; or, l'exploitation des filons requiert plus de capitaux que les commerçants locaux ne peuvent en prêter. Les investissements demeurent entravés par l'absence de structures officielles, jusqu'à ce que l'administration de Nouvelle-Guinée britannique offre une protection pour la vie et la propriété des colons. Par la suite, les prospecteurs australiens jettent leur dévolu sur les îles de Milne Bay, à commencer en 1888 par celle de Tagula (Sudest), où le millier d'indigènes y vivant voit débarquer 400 mineurs. Les ruées se succèdent sur d'autres îles proches du littoral. Misima et Murua (Woodlark) attirent les capitaux australiens et des promoteurs de Sydney se servent de sociétés sans responsabilité pour se lancer dans «des manœuvres boursières, des délits d'initiés, le gonflement (voire la falsification) des essais [...] et, enfin, une mauvaise gestion». Jusqu'au développement économique de Misima, l'administration coloniale se borne à renforcer les traditions de l'exploitation minière alluviale, à réduire la violence en Papouasie et à autoriser les «massacres» sur les places boursières australiennes. La découverte d'un filon principal de quartz conduit à l'exploitation à grande échelle de ce minerai à partir de 1914, date à laquelle la plus grosse société australienne, Broken Hill Proprietary, prend le contrôle de la production (Nelson, 1976; O'Faircheallaigh, 1982).

Les attraits qu'offrent les îles ne se résument pas à la seule exploitation minière. Le développement de l'agriculture commerciale en Australie et en Nouvelle-Zélande s'accompagne d'une demande soutenue en engrais, tels que le guano, qui est exploité au Pérou par des travailleurs chinois. En 1862, date à laquelle l'immigration de main-d'œuvre chinoise est interrompue, l'aventurier James Byrne décide de la remplacer par des Mélanésiens. Les aléas de la navigation le conduisent à Tongareva, «la seule île de toute la Polynésie dont les habitants désirent ardemment être embauchés», car leurs cocotiers sont victimes d'une maladie et les missionnaires les encouragent à partir travailler à l'étranger. Le succès de Byrne pousse les Péruviens à affréter toute embarcation susceptible de pouvoir naviguer et à battre les îles polynésiennes à la recherche de main-d'œuvre. Si les volontaires viennent à faire défaut, les insulaires sont tout simplement enrôlés de force. Les îles de petite taille sont les plus vulnérables: celle de Rapanui perd ainsi le tiers de sa population. Certaines de ces recrues ramassent le guano à la pelle, tandis que d'autres travaillent dans des plantations ou comme domestiques. Heureusement, ce trafic ne s'étend que sur deux ans, au cours desquels 3 634 Polynésiens sont forcés de quitter leur île; seul un habitant sur dix a vraisemblablement pu regagner sa terre natale, le rapatriement des travailleurs se révélant aussi aléatoire que leur recrutement (Lal, Munroe et Beechert [dir. publ.], 1994).

L'exploitation du nitrate micronésien débute peu de temps après. La présence de phosphate est en effet détectée sur Banaba (île d'Océan) en 1900, à la suite de quoi deux habitants de l'île sont incités à signer une concession d'une durée de 999 années². En 1908, deux sociétés, l'une française et l'autre britannique (la Compagnie française des phosphates de l'Océanie et la Pacific Phosphate Company), s'associent afin de créer un réseau intégré embrassant la quasi-totalité de la production de nitrate du Pacifique. Sur l'îlot de Makatea, au nord-est de Tahiti, entre 160 et 200 Polynésiens découvrent ainsi qu'ils ont la malchance de vivre sur des gisements de phosphate. La société franco-britannique décide de faire appel à des apprentis japonais et chinois : c'est ainsi que les habitants de Banaba perdent non seulement la possibilité de gagner des royalties, mais aussi celle de travailler. Les insulaires, de la présence desquels on fait peu de cas, sont donc privés de leurs terres et déplacés, cédant la place à des travailleurs salariés (Newbury, 1972). Des expropriations tout aussi violentes suivent à Nauru³, où les autochtones ne sont sollicités que lorsqu'il s'agit de réprimer les mutineries chinoises. De toutes les catastrophes que doivent subir les habitants des petites îles, celle que provoque la découverte du phosphate se révèle la pire. Les droits d'exploitation sont chichement achetés aux indigènes, qu'il n'est pas nécessaire d'impliquer dans la production. Ceux qui vivent à proximité d'un filon aurifère sont les seuls à avoir au moins une chance d'en tirer profit.

LES PLANTATIONS ET LES RÉSERVES DE MAIN-D'ŒUVRE

Les élevages australiens ne nécessitent qu'une main-d'œuvre réduite, et les producteurs de céréales et de lait travaillent essentiellement en famille. Cependant, la donne se modifie à partir des années 1860, lorsque le sucre devient la principale denrée exportée des plaines côtières humides du nord du Queensland — la culture de la canne à sucre requérant une maind'œuvre abondante et bon marché. Les îles du Pacifique occidental se transforment alors en une véritable «réserve» de travailleurs aux yeux des planteurs: de 1863 à 1904, 62 000 insulaires, pour la plupart issus du Vanuatu et des Salomon, viennent ainsi travailler au Queensland (Lal, Munroe et Beechert [dir. publ.], 1994). Au cours des années 1890, les progrès techniques permettent aux exploitations familiales de supplanter les grandes plantations, tandis que la Colonial Sugar Refining Company (CSR) transforme désormais la canne dans des raffineries centrales. Cette compagnie possède de gros intérêts aux Fidji, car le gouverneur de l'archipel, sir Arthur Gordon, conscient de la pénurie de capitaux et de maind'œuvre, a fait appel à elle pour se procurer les premiers — il se procurera la seconde grâce aux travailleurs indiens sous contrat. Toutefois, Gordon est résolu d'empêcher les expropriations qui se sont déroulées en Australie, en Nouvelle-Zélande et à Hawaï. Pour ce faire, il officialise la création du Grand Conseil des chefs chargé de conseiller le gouverneur sur les affaires fidjiennes, implique des chefs locaux dans l'administration rurale et le recouvrement des impôts et garantit aux autochtones la propriété de la plupart de leurs terres. La Native Lands Commission prend en compte les revendications des colons et délimite les parcelles restant sous le contrôle de la communauté. Cette structure n'est pas aussi insignifiante qu'il y paraît et elle a le mérite de concilier les besoins de l'industrie sucrière et l'autorité des chefs tribaux (Ward et Kingdon, 1995).

Pour les plantations des îles, la terre est un élément essentiel, mais malheureusement rare. En 1880, date à laquelle Tahiti est officiellement annexée, il est déjà trop tard pour s'octroyer les titres de propriété détenus par les insulaires; il n'y a donc pas de place pour les grosses sociétés. Le copra devient la principale exportation tahitienne, dont seule une partie est cultivée dans les plantations. La Nouvelle-Calédonie passe à côté d'un tel scénario, car, en 1855, le gouvernement colonial français achète l'ensemble des terres non cultivées pour les confier aux planteurs et aux éleveurs qui, aidés de leurs alliés indigènes, parviennent à écraser les révoltes menées par les expropriés. Les bagnards français, introduits sur l'île à partir de 1850, constituent le fondement d'une société d'emancipists et de colons libres

à l'origine d'une économie capitaliste fondée sur l'exploitation minière et l'élevage, tandis que les Canaques sont relégués sur les îles proches du littoral et dans les réserves (Connell, 1987).

Le problème de l'achat des terres résolu, se pose ensuite celui de la main-d'œuvre. Ainsi, aux Samoa, centre des activités allemandes, la Deutsche Handel und Plantagegesellschaft (DHPG) possède les terrains nécessaires, mais ne parvient à mobiliser suffisamment de main-d'œuvre bon marché: les Samoans refusent en effet de travailler dans les plantations, et les habitants des Gilbert, pourtant faciles à recruter, ne sont pas assez nombreux. L'annexion officielle des Samoa occidentales par l'Allemagne en 1900 n'a que peu de répercussions quant à la mainmise de la compagnie allemande sur l'établissement et l'interprétation des politiques concernant la terre et la main-d'œuvre: comme dans d'autres colonies insulaires où les revenus font défaut et où les gouvernements sont impuissants, les grandes sociétés, qui ont accès aux capitaux, sont les seules en mesure de promouvoir le développement.

L'ÉROSION DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON OFFICIEL

L'empire informel des Britanniques dans le Pacifique repose sur leur marine, basée à Sydney. De fragiles royaumes et théocraties fleurissent sous cette protection, où des missionnaires et leurs familles sont envoyés, afin d'y assurer les services consulaires, faisant ainsi le lien entre les forces navales et les autorités insulaires. L'existence de cet empire non officiel est remise en question par trois sources d'instabilité: l'intrusion d'autres nations puissantes, l'augmentation du nombre de colons immigrés et l'expansion du commerce.

Les années 1840 assistent à l'arrivée des Français, dont les intérêts dans la région sont protégés par la Marine nationale. Les forces navales américaines favorisent le redressement du Japon et infligent le coup de grâce à un empire espagnol sur le déclin, offrant ainsi à l'Amérique le début de son propre « siècle du Pacifique ». Par ailleurs, la naissance d'un nouvel empire allemand, conduit par Bismarck, est la dernière des préoccupations du Royaume-Uni. Bismarck pèse en fait le pour et contre de nouvelles acquisitions coloniales, qui lui vaudraient certainement l'antagonisme de la Grande-Bretagne ou de la France; à l'instar des Britanniques (mais contrairement aux Français), il s'oppose pour le moment à une protection tarifaire et à de nouvelles annexions.

La plus grande source d'instabilité provient des colons britanniques en Australie et en Nouvelle-Zélande, et des colons français (appelés Caldoches) en Nouvelle-Calédonie, qui réclament de leurs gouvernements respectifs l'annexion de toutes les îles connues. Les autorités européennes se retrouvent donc face à une situation délicate: soucieuses de ne pas déclencher un conflit mondial, elles ne peuvent toutefois pas ignorer le désordre croissant qui règne dans les colonies, ni simplement écarter leurs sujets importuns. La réponse des gouvernements reste néanmoins timide. Aux Fidji, la Western Pacific High Commission britannique, dont le rôle consiste principalement à conseiller les forces navales, vient compléter la fonction de gouverneur (Scarr, 1990). Lorsqu'elle se révèle inefficace, la Grande-Bretagne instaure des protectorats, comme c'est le cas en Papouasie et aux Salomon, et ce à condition que les colonies australienne et néo-zélandaise en assument les frais. Quand, en 1884, Bismarck décide de passer d'un empire informel à un système de protectorats, il s'efforce de mener l'opération par le biais de sociétés privilégiées, jusqu'à ce que celles-ci se déclarent elles-mêmes en faillite.

Les négociants allemands dominent le commerce du Pacifique central tout au long des années 1870, essentiellement grâce à la société Godeffroy de Hambourg installée aux Samoa, où elle exploite des plantations, achète du copra cultivé dans l'archipel et gère la plupart des activités commerciales; la compagnie allemande, qui a signé un accord avec la mission méthodiste des Tonga, jouit également d'une mainmise sur le copra produit sur ces îles. Godeffroy, qui agit de façon réfléchie dans le Pacifique, est victime de son imprudence en Europe. En 1879, la société fait faillite et est rachetée par la Deutsche Handel und Plantagegesellschaft. Celle-ci, minée par l'effondrement des prix du copra dans les années 1880 et 1890 ainsi que par la concurrence d'autres employeurs en Mélanésie, implore Berlin d'annexer de nouveaux territoires, afin de préserver ses terres, sa main-d'œuvre et ses activités: c'est ainsi que des sociétés allemandes, désireuses d'agir comme des gouvernements, promettent aux autorités des annexions sans frais.

La plus importante d'entre elles, la Compagnie allemande de Nouvelle-Guinée, est chargée en 1884 de gouverner la Nouvelle-Guinée. Des terres sont acquises grâce à des négociations menées pour la forme, mais la malaria décime rapidement les dirigeants de la société; des micro-organismes tropicaux détruisent les cultures et la mortalité est élevée chez les travailleurs apprentis mélanésiens et chinois — la péninsule de la Gazelle, déjà exploitée par d'autres, est le seul endroit où les plantations prospèrent. Des calculs purement commerciaux réalisés à Hambourg sont appliqués à un contexte qui aurait requis des négociations sur le sol néo-guinéen, ce qui provoque une mauvaise gestion de la situation. Les conséquences sont lourdes et incluent notamment une perte massive de vies et de capitaux. En 1899, la Compagnie de Nouvelle-Guinée renonce à son mandat; l'île devient alors une simple

colonie, où le gouverneur s'efforce de promouvoir les intérêts collectifs des planteurs, de contenir leur appétit de main-d'œuvre et de réduire la mortalité chez les ouvriers. C'est ainsi que dès 1914, une colonie florissante grâce à ses plantations voit le jour dans l'archipel Bismarck (Firth, 1983).

Bien que s'inspirant de l'Australie britannique, la colonisation française est sensiblement moins heureuse (Henningham, 1992). L'explorateur La Pérouse atteint Botany Bay une semaine après la première flotte; un accès isolé d'enthousiasme colonisateur pousse également les colons français à débarquer sur l'île du Sud de Nouvelle-Zélande, à Akoroa, en 1840 — là aussi trop tard pour revendiquer une quelconque propriété. Les Français se tournent alors vers la Polynésie orientale, où les revendications de la population s'expriment dans le refus catholique de la bigoterie protestante. Les forces navales françaises colonisent ensuite l'archipel des Marquises en 1841 et instaurent un protectorat sur Tahiti l'année suivante. Annexée dix ans plus tard, la Nouvelle-Calédonie devient une colonie pénitentiaire bâtie sur le modèle de l'Australie, notamment en ce qui concerne la suppression des droits fonciers des Canaques, dont les terres reviennent au gouvernement. Seule une faible superficie de l'île principale convient à l'agriculture européenne, mais l'élevage est florissant, et l'exploitation minière occupe une place de plus en plus importante. Une société d'exploitation des mines de cuivre est créée en 1859, avec pour principaux actionnaires les Rothschild. En 1880, bénéficiant elle aussi du soutien des célèbres banquiers, la société Le Nickel est lancée et devient rapidement le pilier de l'économie coloniale; les Rothschild en prennent entièrement les commandes en 1890 et l'épaulent tout au long de la crise économique mondiale qui suit.

Au cours des années 1880, les missionnaires protestants contrôlent la réserve de main-d'œuvre des Nouvelles-Hébrides, un archipel que les Australiens aimeraient voir annexé par le gouvernement britannique. Afin de devancer ce projet, la Compagnie franco-calédonienne des Nouvelles-Hébrides voit le jour, qui entreprend en 1882 d'acheter les îles bout par bout. En 1886, elle revendique ainsi la possession de plus de la moitié des terres de la région et a déjà commencé à y installer des colons français et à encourager l'action des missionnaires maristes. De nombreuses parcelles sont «achetées» à des Mélanésiens qui n'ont pas conscience de «vendre» leurs biens et sont outrés de voir les colons prendre possession de leurs terres. La compagnie échoue finalement, mais l'influence française perdure aux Nouvelles-Hébrides.

Les craintes des colons australiens quant au sort des autres îles sont exacerbées par l'arrivée d'aventuriers japonais, précipités dans la région lorsque la marine américaine décide de violer la politique d'isolement. Durant les années 1880, de Thursday à Broome débarquent des Japonais venant travailler comme pêcheurs de perles. Certains achètent même des navires

perliers et en viennent rapidement à dominer ce commerce; seules des lois discriminatoires réglementant la vente des permis les empêchent de posséder la flotte dans sa totalité. Dans les années 1890, on recense plus d'une trentaine de femmes japonaises travaillant sur l'île de Thursday, ainsi que d'autres éparpillées dans les villes poussiéreuses du nord de l'Australie.

VERS UNE FÉDÉRATION AUSTRALIENNE

Dès les années 1890, l'Australie, forte de l'abondance de ses terres, devient l'un des pays les plus urbanisés au monde. Sa population (sans compter les aborigènes) est proche des 4 millions d'habitants et se concentre dans les capitales des États, principalement à Sydney et à Melbourne. L'avènement du chemin de fer entraîne le développement des banlieues, et ce au moment même où l'étendue des grandes villes ne permet plus de les parcourir à pied. En outre, la laine, qui constitue la principale exportation australienne, requiert peu de main-d'œuvre directe, mais génère en revanche un grand nombre d'emplois dans les ports. Une fois retombé l'enthousiasme suscité par les ruées vers l'or des années 1850, la croissance de la population coloniale ralentit, l'accroissement naturel l'emportant désormais sur les flux migratoires. Une seconde vague d'immigration, de 1880 à 1885, voit chaque année débarquer sur le sol australien 44 000 personnes en moyenne, un chiffre qui retombe à un niveau insignifiant au cours de la décennie suivante (Jackson, 1988, p. 27). Une partie des immigrés de cette seconde vague sont des travailleurs mélanésiens destinés aux plantations de canne à sucre du Queensland, ainsi que des pêcheurs de perles japonais en route pour le nord de l'Australie; mais la plupart sont des Britanniques, dont l'installation est favorisée par les gouvernements coloniaux.

En Australie-Occidentale, l'exode des hommes jeunes avides de tenter leur chance dans les champs aurifères de l'Est dans les années 1850 est compensé par la venue de forçats, de gardiens accompagnés de leur famille et de jeunes femmes libres amenées dans le dessein d'équilibrer la balance des sexes. Entre 1850 et 1868 (date à laquelle la transportation cesse), 9 635 bagnards et un nombre similaire d'immigrants libres font grimper la population d'Australie-Occidentale (aborigènes exclus) à 22 700 habitants — un nombre qu'atteint la Nouvelle-Galles-du-Sud dès 1820. Passant à côté du boum terrien qui attire les colons vers les colonies orientales dans les années 1880, l'Ouest ne devient une terre d'immigration que dans les années 1890 avec la découverte de gisements aurifères.

Diverses sociétés privées d'Australie-Méridionale, qui se charge d'administrer le Territoire-du-Nord, tentent sans succès de coloniser l'extrémité

septentrionale du pays et d'y installer des élevages, jusqu'à ce qu'en 1870, la ville de Palmerston soit fondée — elle sera rebaptisée Darwin en 1911, lorsque le Territoire-du-Nord deviendra autonome. On trouve parmi les premiers colons des personnes travaillant pour la British Australian Overseas Telegraph Company et le premier câble sous-marin à relier l'Australie atteint Palmerston en novembre 1871. Au cours des deux décennies suivantes, la pointe nord assiste à de gigantesques rassemblements de bétail appartenant aux Durack ou à d'autres familles, qui convoient leur cheptel du nord du Queensland vers la région de la rivière Ord, dans le nord-ouest de l'Australie (Durack, 1967).

Durant la majeure partie de cette longue explosion démographique (1860–1890), l'Australie bénéficie d'un haut niveau d'investissement britannique, ce qui s'explique par le fait qu'en Grande-Bretagne, les taux d'intérêt sont bas et que la construction de chemins de fer, qui était auparavant un investissement rentable, y est désormais achevée. L'Australie et la Nouvelle-Zélande présentent au contraire nombre de possibilités d'investissement, d'autant plus prometteuses que la plupart sont soit soutenues par le gouvernement, soit fondées sur la valeur sûre que représente la terre. Les gouvernements coloniaux lancent des emprunts à la Bourse de Londres pour financer la construction de voies ferrées ainsi que d'autres travaux publics, tandis que banques privées et sociétés de financement offrent des possibilités d'investissement dans l'élevage et sur les marchés fonciers. Les livres sterling affluent donc en masse vers l'Australie. Cette facilité d'emprunt, toutefois, encourage les colons à s'installer sur des terres à faible rendement, les gouvernements à bâtir des lignes de chemin de fer peu rentables et les spéculateurs à jouer sur le foncier et l'immobilier (Cannon, 1966; Roe, 1974). En même temps, l'industrie naissante, qui avait été favorisée dès les ruées vers l'or, devient peu attrayante aux yeux des investisseurs britanniques et même locaux, et se voit du même coup privée d'une grande partie des capitaux nécessaires à son expansion. Il n'empêche que quelques-unes des entreprises australiennes les plus importantes et prospères, telles que Broken Hill Proprietary et Myer Retailers, sont nées à cette période.

L'agriculture se diversifie grâce à l'accroissement de la population et à la construction de voies ferrées à destination des villes portuaires. L'essor des chemins de fer permet également celui de l'industrie du bois, ce qui s'explique notamment par la forte demande en traverses nécessaires à la construction des voies ferrées, mais aussi par le fait que les trains apportent une solution au problème du transport terrestre de la marchandise; la qualité du bois australien était depuis longtemps déjà reconnue, mais son exportation, pour être rentable, ne pouvait se faire sans le développement d'un moyen de transport bon marché. Un autre bénéficiaire de cette avancée technique dans le domaine des transports est l'industrie du bétail, qui

commence à concurrencer la laine en tant qu'activité d'élevage, tout particulièrement dans les zones de colonisation les plus septentrionales, où les aborigènes sont formés pour garder les troupeaux. La production de beurre et de fromage, tout comme celle de viande fraîche, augmente avant même l'invention du transport réfrigéré dans les années 1890. Le secteur du blé croît également grâce au transport ferroviaire peu coûteux et à l'apparition de navires dotés d'une coque en acier — les bateaux en bois entravaient fortement l'exportation de ce produit, car le blé risquait de devenir humide et de gonfler. Au cours des années 1870 et 1880, des milliers d'hectares sont ainsi consacrés à la culture de cette céréale, notamment en Australie-Méridionale. Les céréaliers de l'ensemble des colonies profitent de l'invention de la charrue forestière en Australie-Méridionale, dans les années 1840, et de celle de la moissonneuse-batteuse, qui voit le jour au Victoria en 1883 et qui moissonne, bat et met le blé en sac en une seule opération. Afin de résoudre le problème majeur que constituent les dégâts occasionnés par l'introduction de lapins sur le sol australien, des lois sont votées et de vastes clôtures antilapins installées à partir de 1887.

La sécheresse qui s'abat sur la Nouvelle-Galles-du-Sud à la fin des années 1880 freine pour la première fois de façon sérieuse le boum spéculatif que connaissent les colonies orientales. Les fermiers installés sur des terres à faible rendement ne parviennent à rembourser leurs emprunts, obligeant la plupart des banques à reconsidérer leur politique de prêt en se désengageant et en augmentant leurs taux d'intérêt. Celles-ci sont alors progressivement remplacées par des sociétés de financement spécialisées dans le foncier et la construction, qui continuent d'offrir des taux d'intérêt peu élevés. L'une d'elles, la Premier Building Association of Melbourne, est la première à rencontrer des difficultés et à suspendre ses activités en 1889. L'injection de fonds britanniques permet d'éviter qu'un vent de panique ne se répande mais, l'année suivante, la faillite de la British House of Baring déconcerte des investisseurs déjà inquiets et provoque une fuite des capitaux. De nombreuses institutions australiennes se retrouvent alors au bord de la banqueroute, qui plus est lorsque les prix à l'exportation de la laine sont en chute libre et que la surcapacité du marché du logement est exacerbée par une baisse de l'immigration.

La crise des années 1890 suppose un choc psychologique énorme: un demi-siècle de prospérité avait en effet nourri l'idée que l'Australie était immunisée contre tous les maux du reste de la planète. Un élan de nationalisme marque les années 1880, avec entre autres les premières tentatives de description d'une culture australienne, comme le font Banjo Paterson et Henry Lawson dans leurs poèmes, publiés au milieu de caricatures politiques et d'articles critiques dans le tout nouvel hebdomadaire *Bulletin*. En peinture, l'école de Heidelberg — qui rassemble les peintres Roberts, Streeton, McCubbin et Conder, dont les œuvres sont exposées pour la première fois en

août 1889 — s'efforce également de définir cette « différence » australienne. Des idéalistes comme Lane, Archibald et Norton défendent ardemment les droits des travailleurs, voyant une sorte de socialisme naturel dans la tradition de « camaraderie » des habitants du bush, une solidarité reprise par les poètes et d'autres écrivains dans les colonnes du *Bulletin*. Ces idées sont propagées par plusieurs autres journaux qui, malgré une durée de vie limitée, n'en demeurent pas moins influents et dont l'objectif est de populariser les théories d'Henry George, de Sidney Webb et d'autres penseurs socialistes.

La «grève maritime» de 1890, appelée ainsi car elle débute chez les travailleurs de la mer, se transforme en grève générale revendiquant la journée de travail de huit heures. Elle commence en août et reçoit rapidement le soutien de 50 000 tondeurs, marins, mineurs et autres ouvriers. Les grévistes tiendront jusqu'en novembre: à ce moment-là, les caisses des syndicats sont vides, laissant les travailleurs et leurs familles dans une situation désespérée. La plupart d'entre eux retournent à leur travail, où ils retrouvent des conditions similaires (voire pires); toutefois, les employeurs ne parviennent pas à faire interdire le syndicalisme. La grève fait prendre conscience aux ouvriers qu'une tribune politique peut se révéler plus efficace que l'action directe, et conduit à la fondation du Parti travailliste australien. La crise financière vient se greffer sur l'effet démoralisant de l'échec de la grève, laissant au moins 30 % de travailleurs sans emploi.

La situation économique se redresse dès le début de 1894, lorsque les colonies de l'Est commencent à bénéficier de revenus annexes tirés de la découverte, en Australie-Occidentale, des gisements aurifères les plus riches de l'histoire du continent. Aux découvertes mineures des années 1880 succède en effet l'annonce, en septembre 1892, que Bayly et Ford ont trouvé de l'or à Coolgardie; l'année suivante, Paddy Hannan revendique la découverte d'un gisement encore plus important à Kalgoorlie. Les trois prospecteurs sont en fait tombés sur le *golden mile* (Mayman, 1964; Blainey, 1992), un filon extrêmement riche qui court entre ces deux villes du désert et qui est toujours exploité de nos jours. Des milliers de prétendus chercheurs d'or se déversent alors sur la région, faisant passer la population coloniale d'Australie-Occidentale de 46 000 individus en 1890 à plus de 100 000 en 1897; mais ils ne sont guère préparés aux 160 kilomètres de marche qui les attendent à la descente du train, ni aux conditions de vie rudimentaires sur le terrain.

Comme les techniques d'extraction employées précédemment, fondées sur l'utilisation de l'eau dans des cuvettes ou des tamis, ne peuvent s'appliquer ici, de nouvelles méthodes sont mises au point. Les nouveaux gisements ne disposent en effet d'aucune source d'eau naturelle; celle des puits étant saumâtre, la totalité de l'eau potable doit être convoyée à dos d'âne ou par des caravanes de chameaux. À la place de l'eau, les prospecteurs se servent de la force éolienne pour séparer l'or du sable grâce à des «ventilateurs-

séchoirs». Les champs aurifères d'Australie-Occidentale se distinguent également de ceux des colonies orientales par l'absence d'un quelconque racisme antichinois parmi les *diggers*: le gouvernement, inquiet quant à l'afflux de pêcheurs de perles japonais dans le Nord, a en effet déjà légiféré, afin de restreindre l'immigration non européenne au sud du 26e parallèle (Vanden Drieson, 1986, pp. 134–135). Les quelques prospecteurs non blancs qui parviennent à atteindre les gisements sont essentiellement des descendants d'anciens immigrés; la majorité préfère d'ailleurs se tourner vers des activités moins excitantes mais plus rentables, comme la blanchisserie et le ravitaillement alimentaire. On dénombre aussi des «Afghans» venus accompagner les caravanes de chameaux, des animaux introduits en Australie, afin de convoyer les marchandises à travers le désert. Pour pallier le manque d'eau, l'ingénieur en chef du gouvernement, C. Y. O'Connor, prévoit la construction d'un pipeline d'environ 460 kilomètres de long destiné à transporter l'eau potable de Perth à Coolgardie, un projet gigantesque qui sera achevé en 1903 (Taubman, 1978).

À cette date, l'Australie-Occidentale fait désormais partie du nouveau Commonwealth d'Australie, qui voit le jour le 1er janvier 1901. Soulignons cependant que la naissance de la fédération n'a pas été sans heurts, chacune des colonies tenant à son autonomie — et particulièrement l'Australie-Occidentale, qui ne possède son propre gouvernement que depuis 1890. Tout commence par un nombre croissant de problèmes communs exprimés lors de diverses réunions des Premiers ministres; celui de Nouvelle-Galles-du-Sud, sir Henry Parkes, un orateur de talent, s'efforce alors de persuader ses homologues que l'union ferait leur force. Les questions de défense, d'immigration (notamment la restriction de l'immigration asiatique) et de transport (aucune voie terrestre ne permet encore de relier l'Est à l'Ouest), ainsi que la montée du patriotisme des colons qui jugent l'Australie « différente » des autres nations poussent les Premiers ministres à se pencher sur un projet de constitution fédérale et à s'accorder sur la nécessité d'un référendum national. La Nouvelle-Zélande, dont les représentants assistent aux premières conférences, se retire des discussions en 1897. Le Commonwealth Bill est d'abord soumis aux colonies du Sud-Est en 1898, puis à l'ensemble des autres colonies l'année suivante. À ce stade, l'Australie-Occidentale est la seule à ne pas être favorable au changement : dans cette région, les milieux ruraux contrôlent toujours l'assemblée législative et s'opposent à la fédération. Cependant, les prospecteurs des gisements aurifères, qui voient dans le projet la possibilité de faire baisser les coûts d'exploitation, menacent de faire sécession si le gouvernement refuse de ratifier le projet de loi. Le Premier ministre John Forrest finit par céder et organise un référendum en 1900, qui voit les partisans de la fédération l'emporter à deux voix contre une. Entre-temps, le Commonwealth Bill a déjà été voté par le Parlement

britannique et a reçu l'assentiment royal.

La rivalité opposant la Nouvelle-Galles-du-Sud au Victoria complique le choix d'une capitale fédérale. Un accord est finalement trouvé, dont les termes stipulent que le Parlement fédéral siégera à Melbourne jusqu'à ce qu'un site pour la construction de la capitale soit trouvé, sur le territoire de la Nouvelle-Galles-du-Sud, mais à une distance d'au moins 160 kilomètres de Sydney. Le site de Canberra, retenu dès 1908 et dont les plans sont dessinés par l'architecte américain Walter Burley Griffin, devra cependant attendre vingt ans avant d'accueillir le Parlement, un retard qui témoigne de la lenteur et de la réticence des États à transférer leurs prérogatives (Pegrum, 1983).

L'une des tâches que s'assigne le Commonwealth consiste à déterminer les frontières physiques de l'Australie, ainsi que sa composition sociale; une mission qui ne se révèle délicate que dans le nord-est du pays, où la présence de prostituées et de pêcheurs de perles japonais, de chercheurs d'or chinois et d'ouvriers mélanésiens travaillant dans les plantations constitue une offense à l'idée d'une «Australie blanche» que se fait le nouveau gouvernement fédéral. C'est ainsi que le Pacific Island Labourers Act du premier Parlement ordonne le rapatriement des insulaires. Les producteurs de canne à sucre sont avertis de cette mesure; de plus, le Commonwealth verse une prime sur le sucre produit par des travailleurs blancs, ce qui permet au secteur de surmonter la crise. Les insulaires sont moins chanceux : ils étaient près de 10 000 au Queensland en 1901; cinq ans plus tard, ils ne sont plus qu'environ 4 500. Ceux dont le long séjour sur le sol australien leur permet de rester constatent que la plupart des emplois sont réservés à une maind'œuvre blanche. Ils continuent néanmoins à pratiquer le christianisme et à s'assimiler culturellement à la société coloniale, société dont ils demeurent toutefois largement exclus, ayant un niveau de vie et d'éducation moins élevé et étant chaque jour un peu plus repoussés vers une population encore plus marginale, celle des aborigènes (Moore, 1985).

Au cours des années 1870, la « gestion » coloniale des peuples aborigènes et insulaires est renforcée par l'instauration de missions sur le sol australien. Celles-ci se voient attribuer dans le nord du pays des terres pour les transformer en réserves aborigènes. Dans le détroit de Torres, les insulaires ont la possibilité d'enrichir leurs connaissances en matière de lougres et de bêches-de-mer avec tout d'abord l'arrivée de marins qui s'installent parmi eux, puis avec leur conversion à la religion chrétienne. Ce savoir et ces compétences leur permettent de prendre une part active au commerce des perles et, peu après le tournant du siècle, missionnaires et représentants du Queensland acceptent que les insulaires deviennent des entrepreneurs indépendants. Ce parcours les dispense d'être soumis à l'*Aborigines Protection Act* et leur accorde un statut civil semblable à celui des Canaques (ni Blancs ni aborigènes). Le statut particulier des insulaires ne sera jamais remis en question, et leurs terres, contrairement

à celles des aborigènes australiens, ne seront pas confisquées.

Pour le nouveau Commonwealth d'Australie, dont la tâche essentielle est de maintenir l'ordre (si arbitraire soit-il) sur des frontières éloignées, les missions constituent un moyen relativement économique de parvenir à ce résultat. La politique d'immigration de l'«Australie blanche», introduite dans le même dessein, impose des quotas quant au nombre d'immigrés japonais, qu'elle confine également à un certain type d'emplois, et met totalement fin à l'immigration chinoise. Ces mesures, associées au rapatriement des Canaques, ne sont autres qu'un nettoyage ethnique graduel et organisé.

Réactionnaire à certains égards, le nouveau Parlement du Commonwealth ne se montre pas moins réformiste sur d'autres points. Suivant l'exemple de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie-Méridonale, qui ont accordé le droit de vote aux femmes au même titre qu'aux hommes, le gouvernement fédéral vote une loi en ce sens en 1902. Lors d'une autre décision faisant écho à des développements similaires en Nouvelle-Zélande, le Parlement associe en 1908 la protection tarifaire au versement de «salaires équitables et raisonnables», une mesure qui conduit l'année suivante au célèbre «jugement de la Harvester»: examinant la plainte de la Sunshine Harvester Company portant sur la protection tarifaire, le juge Higgans énonce le principe d'un salaire minimum ou «de base» pour les ouvriers non spécialisés, capable d'offrir un niveau de vie décent à un homme, une femme et deux enfants. Au cours de la décennie suivante, le principe est accepté par l'ensemble des États et indexé sur l'inflation. L'idée d'un salaire féminin est rejetée, jusqu'à ce qu'en 1919, une décision judiciaire fixe son montant minimum à 54% du salaire masculin, un taux que justifie l'hypothèse selon laquelle la majorité des femmes travaillant sont célibataires et n'ont donc pas besoin de l'équivalent d'un salaire «familial» ou masculin.

À ce stade, les Australiens et les Néo-Zélandais commencent à s'imposer sur la scène internationale. Même si des hommes issus des différentes colonies ont déjà servi ensemble lors de la guerre des Boers dans les années 1890, l'appel à l'aide lancé par la mère patrie en 1914–1918 voit les Australiens se battre pour la première fois réunis sous un même drapeau (et souvent aux côtés des Néo-Zélandais). Les sonneries de clairon qui retentissent dans les villes à travers le bush rallient des dizaines de conscrits, qui sont rassemblés à Albany avec leurs chevaux, avant d'embarquer en novembre 1914 à destination de l'Égypte, pays qu'ils sont censés protéger contre la Turquie (alliée de l'Allemagne). Le manque de discipline et la fougue des Australiens et des Néo-Zélandais — un trait de caractère désigné sous le nom de *larrikinism*, en référence aux *larrikins*, les fameux bandits australiens menés par Ned Kelly —, bien que consternant quelques-uns des officiers britanniques chargés de les entraîner pour l'action militaire, ne les empêchent toutefois pas de faire preuve d'un courage légendaire et d'une grande sollicitude à l'égard de leurs

camarades blessés, malgré le feu nourri qu'ils essuient sur les falaises et les collines de Gallipoli (sur la côte turque). La conquête du front de mer au profit des Alliés, qui se fait à un coût humain énorme, est suivie par des attaques sur Lone Pine et San Blair. La position se révèle cependant intenable et les soldats doivent être évacués — laissant derrière eux 7 594 Australiens morts au combat (Collectif, 1988, p. 126). Malgré la défaite, la bravoure de l'ANZAC (Australian New Zealand Army Corps) enthousiasme ceux qui sont restés à la maison. La tradition veut que l'Australie ait «atteint sa majorité» lors de cette guerre — en Turquie, mais aussi en France et en Belgique, où des milliers d'autres soldats ont péri en s'efforçant de repousser les Allemands. Chaque année, lors de l'ANZAC Day, l'Australie commémore le souvenir de ces hommes morts au combat pendant la Première Guerre mondiale.

CONCLUSION

La participation active de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande à la Grande Guerre est un élément parmi d'autres qui permet de mesurer le degré d'implication de ces deux pays dans les affaires de l'Europe et, plus particulièrement, dans celles de l'Empire britannique. La crise provoquée par la guerre efface certaines des prétentions fantasques des deux pays et clarifie leur position ainsi que leurs perspectives d'avenir au sein de la communauté mondiale. Leurs relations avec les peuplades indigènes apparaissent cependant plus problématiques et aléatoires. Quelques aborigènes australiens parviennent à s'enrôler dans les forces armées de leur pays et les Canaques de Nouvelle-Calédonie, les Fidjiens et les Maoris néo-zélandais adoptent la cause alliée avec ferveur; d'autres insulaires se voient malheureusement attribuer des rôles plus passifs. Les colonies allemandes, avec leur population, sont conquises pour leur (infime) importance stratégique et conservées comme trophées de guerre : la Nouvelle-Guinée par l'Australie, les Samoa occidentales par la Nouvelle-Zélande et la Micronésie par le Japon. Les colons s'attribuent en général le rôle d'associés au sein des hiérarchies impériales, reléguant de façon définitive la majorité des «natifs» au rang de subordonnés; une inégalité qui trouve d'ailleurs sa justification à l'époque dans les idées scientifiques et médicales européennes. Il faudra en effet attendre au moins un demi-siècle pour voir des intellectuels plus humains et plus généreux bouleverser la notion européenne de «race». Pendant ce long intervalle, les indigènes devront tour à tour se révolter et coopérer pour préserver leur autonomie, reconstruire leur amour-propre et élargir leurs perspectives d'avenir.

NOTES

- 1. La collecte de données économiques et démographiques n'ayant pas débuté sur les îles du Pacifique avant le milieu du XXe siècle, nous ne pouvons inclure ces îles dans les annexes statistiques à ce chapitre. Le premier recensement en Papouasie-Nouvelle-Guinée, par exemple, n'a été mené que dans les années 1960; aucun recensement n'a été effectué en Irian Jaya sous la domination hollandaise. En outre, les économistes n'ont pas encore trouvé le moyen de donner une valeur aux activités commerciales et d'échange se déroulant dans une économie non monétaire.
- 2. La société, grâce à l'injection de capitaux qu'elle retire de la vente à William Lever de ses titres fonciers dans les Salomon, peut être restructurée sous le nom de Pacific Phosphate Company. En 1907, elle parvient à réaliser des économies d'échelle (et à se hisser au niveau du marché) en obtenant des droits d'exploitation minière sur l'île allemande de Nauru (voir Williams et McDonald, 1985).
- 3. La Pacific Phosphate Company y obtient une concession d'une durée de quatrevingt-quatorze ans en 1906.

BIBLIOGRAPHIE

- Appleyard R. T., Manford T. 1979. *The beginning*. Crawley, University of Western Australia Press.
- BATE W. 1988. Victorian gold rushes. Melbourne, McPhee/Gribble.
- Battye J. S. 1924. Western Australia a history from its discovery to the inauguration of the Commonwealth. Oxford.
- BLAINEY G. 1963. *The rush that never ended*. Melbourne, Melbourne University Press.
- 1992. *The golden mile*. Londres, Allen & Unwin.
- Bonnemaison J. 1986. Les Fondements d'une identité. Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie). Vol. I. L'Arbre et la pirogue. Paris.
- Butlin N. 1994. *Economics and the dreamtime*. Cambridge, Cambridge University Press.
- CAMERON J. M. R. 1979. *Ambitions fire*. Crawley, University of Western Australia Press.
- Cannon M. 1966. *The land boomers*. Melbourne, Melbourne University Press.
- CLARK C. M. H. 1950. *Documents in Australian History*. Melbourne, Angus & Robertson.

Collectif. 1988. *Australians* — *events*. Bicentenary Series. Sydney, Fairfax, Syme & Weldon.

- CONNELL J. 1987. New Caledonia or Kanaky? The political history of a French colony. Canberra, Australian National University Press.
- Cowan P. (dir. publ.). 1977. *A faithful picture : the letters of Eliza & Thomas Brown 1841–1852*. Fremantle, Fremantle Arts Centre Press, p. 21.
- COWELL M. 1972. Australian transport. Sydney, Paul Hamlyn.
- Daws G. 1968. *Shoal of time; a history of the Hawaiian islands*. Honolulu, University of Hawaï Press.
- Denoon D., Firth S., Linnekin J., Meleisea M., Nero K. (dir. publ.). 1997. *Cambridge history of Pacific islanders*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Durack M. 1967. Kings in Grass castles. Londres, Corgi Books.
- EVATT H. V. 1938. The Rum rebellion. Melbourne, Angus & Robertson.
- FIRTH S. 1983. *New Guinea under the Germans*. Melbourne, Melbourne University Press.
- FLETCHER B. 1976. Landed enterprise and penal society: a history of farming and grazing in New South Wales before 1821. Sydney, Sydney University Press.
- FROST A. 1980. Convicts & empire: a naval question. Oxford, Oxford University Press.
- 1995. Botany bay mirages illusions of Australia's convict beginnings. Melbourne, Melbourne University Press, chap. 10, «Curse of Cain?».
- Gunson W. N. 1978. *Messengers of grace: evangelical missionaries in the south seas*, 1797–1860. Melbourne, Melbourne University Press, p. 32, 88.
- HACKFORTH J. 1977. The convict artists. Londres, Macmillan & Co.
- Hainsworth D. 1971. The Sydney traders. Sydney, Cassell.
- HAWKE G. R. 1985. *The making of New Zealand: an economic history*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Henningham S. 1992. France and the South Pacific a contempory history. Sydney.
- Historical Records of Australia, série 1, vol. 4, p. 477.
- Jackson R. V. 1988. *Population history of Australia*. Melbourne, McPhee/Gribble.
- Kunitz S. 1994. *Disease and social diversity: the European impact on the health of non-Europeans*. Oxford, Oxford University Press.

- LAL B., MUNROE D., BEECHERT E. (dir. publ.). 1994. *Plantation workers:* resistance and accomodation. Honolulu, University of Hawaï Press.
- LATUKEFU S. 1974. *Church and State in Tonga*. Canberra, Australian National University Press.
- Linnekin J. 1990. Sacred queens and women of consequence: rank, gender, and Colonialism in the Hawaiian islands. Ann Arbor, University of Michigan Press.
- LLOYD PRITCHARD M. F. 1970. An economic history of New Zealand. Londres, Collins.
- MARTIN G. (dir. publ.). 1978. *The founding of Australia*. Sydney, Hale & Iremonger.
- MAYMAN T. 1964. The mile that Midas touched. Adélaïde, Rigby.
- McArthur N. 1967. *Island populations of the Pacific*. Canberra, Australian National University Press.
- MERLE I. 1995. Expériences coloniales : la Nouvelle-Calédonie 1853–1920. Paris, Belin.
- MOORE C. 1985. *Kanaka: a history of Melanesian Mackay*. Port Moresby, Institute of Papua New Guinea Studies, University of Papua New Guinea.
- Nelson H. 1976. *Black, white and gold: gold mining in Papua New Guinea,* 1878–1930. Canberra, Australian National University Press.
- Newbury C. 1972. The Makatea phosphate concession. Dans: R. G. Ward (dir. publ.). *Man in the Pacific islands*. Oxford, Clarendon.
- O'FAIRCHEALLAIGH C. 1982. *Mining in the Papua New Guinea economy,* 1880–1980. Port Moresby, University of Papua New Guinea.
- Pegrum R. 1983. The bush capital: how Australia chose Canberra as its capital city. Hale & Iremonger.
- PIKE D. 1967. Paradise of dissent. Londres, Longman.
- RITCHIE J. 1988. A charge of mutiny. Canberra, National Library of Australia.
- ROE J. 1974. Marvellous Melbourne. Hicks Smith.
- SCARR D. 1984. *Fiji: a short history*. Honolulu/Sydney, Institute of Polynesian Studies, University of Hawaï Press/George Allen & Unwin.
- 1990. The history of the Pacific islands: kingdoms of the reefs. Melbourne, Macmillan Press & Co.
- Shaw A. G. L. 1980. *Sir George Arthur, 1784–1854*. Melbourne, Melbourne University Press.

1989. «The founding of Melbourne». Dans: P. Statham (dir. publ.).
 Origins of Australia's capital cities. Cambridge, Cambridge University Press.

- Shineberg D. 1967. *They came for sandalwood*. Melbourne, Melbourne University Press.
- (à paraître). New Hebrideans in New Caledonia. Honolulu, University of Hawaï Press.
- Steven M, 1988. First impressions: the British discovery of Australia. Londres, British Museum of Natural History, p. 10.
- TAUBMAN M. 1978. *The chief; a biography of C. Y. O'Connor*. Crawley, University of Western Australia Press.
- Vanden Drieson I. 1986. *Essays on immigration policy and population in Western Australia 1850–1901*. Crawley, University of Western Australia Press, pp. 134–135.
- WARD A. 1974. *A show of justice*. Canberra, Australian National University Press.
- WARD A., KINGDOM E. 1995. *Land, custom and practice in the South Pacific*. Cambridge, Cambridge University Press.
- WILLIAMS M., McDonald B. 1985. The phosphateers: a history of the British phosphate commissioners and the Christmas Island Phosphate Commission. Melbourne, Melbourne University Press.

D

Conclusion

Vers une société universelle

Germán Carrera Damas

L'image du XIX^e siècle la plus couramment admise correspond dans une large mesure à celle qu'ont proposée les historiens et historiographes européens. La règle générale, quoique tacite, est que nous ignorons presque totalement quelle a été la signification de ce siècle dans les autres contextes historiques, en dehors de leur relation au contexte européen, et que nous sous-estimons son importance. Bien entendu, les sociétés pour lesquelles la division de l'histoire en siècles n'est pas pertinente sont exclues du champ de réflexion. Ont-elles perçu le XIX^e siècle comme une période susceptible d'être distinguée des siècles précédents? La réponse n'est pas facile à établir, du moins à l'heure actuelle. Il est donc difficile de proposer une représentation du XIX^e siècle qui puisse légitimement prétendre à l'universalité.

Cette difficulté conceptuelle découle également des événements historiques du XIX^e siècle, pendant lequel, pour la première fois, l'idée d'universalité a été adoptée dans le monde entier, et qui s'est achevé sur d'héroïques tentatives de rejoindre les pôles, derniers grands bastions de *terra incognita*. Ces aventures ont marqué l'apogée de l'épopée mondiale de l'Europe et fondé la vision occidentale et européenne d'une civilisation universelle.

Si l'on représente cette épopée créatrice par une série d'ondes d'«universalité» émanant d'Europe occidentale, on s'aperçoit que ces ondes, sans être concentriques, ont fini par couvrir presque toute la surface du globe. Ainsi s'est

établi au sein des différentes sociétés, cultures et civilisations un système de relations et de liens de natures et d'intensités variables ayant pour épicentre la dynamique socio-historique et économique de certains pays européens, même si celui-ci était aussi solidement ancré en Amérique du Nord.

Ce réseau planétaire n'avait rien d'homogène, même si peu de régions du monde ont échappé aux transformations, ou aux perturbations (la perspective changeait suivant qu'on se trouvait au centre ou à la périphérie), qu'il engendrait. Dans certaines régions, y compris en Europe même, l'idée du progrès, qui imprégnait tous les liens et relations établis par le système, a provoqué une accélération du processus socio-historique. Mais s'il a eu, dans l'ensemble, un effet unificateur (dont l'un des indices les plus évidents est sans doute l'essor des transports et des communications, qui s'est accompagné d'une expansion accélérée des moyens économiques et culturels), le nouveau système a eu des conséquences profondément traumatisantes dans de nombreuses sociétés. Même en Europe, il a entériné la dissolution d'un processus social et politique qui était resté, à bien des égards, relativement homogène jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. L'émergence de pôles d'industrialisation en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et en Belgique, la croissance fulgurante des grands ports de la mer du Nord, l'extension et la densification du réseau ferroviaire et l'apparition des premiers centres financiers internationaux ont creusé le fossé entre les régions essentiellement agricoles et celles qui optaient pour le commerce et l'industrie. La dissolution de cette homogénéité, mise en évidence lors des révolutions française et nord-américaine qui marquent historiquement la rupture entre le XVIIIe et le XIX^e siècle, s'est accentuée lors de la première révolution industrielle.

La conséquence la plus remarquable de cette évolution a sans doute été que l'idée de progrès formulée alors, qui englobait des considérations matérielles, spirituelles et morales, a pris le pas sur le développement autonome de nombreuses sociétés, l'a réorienté, voire, dans plusieurs cas, l'a invalidé en le qualifiant de rétrograde, concept précurseur du « sous-développement » apparu au XX^e siècle.

Paradoxalement peut-être, au cours du premier siècle qu'on puisse véritablement décrire comme universel, le rapprochement qui a eu lieu entre les différentes sociétés grâce aux avancées techniques, sociales et même politiques (c'est le XIX^e siècle qui a assisté aux premiers pas laborieux de la république et de la démocratie modernes) a également suscité, en donnant naissance au capitalisme mondial, une rupture qui a sans doute été la plus profonde et la plus sanglante entre les peuples. Ce fossé a été creusé par les formes modernes de relations intersociétales que sont le colonialisme et l'impérialisme, le premier terme désignant à l'origine le mode d'expansion européen traditionnel de la première moitié du XIX^e siècle et le second son aboutissement à l'époque moderne.

Une clarification des concepts qui entrent ici en jeu peut aider à comprendre cette combinaison de processus historiques sans occulter leur unité fondamentale. L'objectif des historiens et des sociologues, dont la démarche était généralement fondée sur la conviction que le XIXe siècle possédait certains traits nettement distinctifs, a justement été de définir cette unité. Simón Rodríguez, philosophe social vénézuélien, a vécu la transition du XVIIIe au XIX^e siècle en Europe. Dans son ouvrage Sociedades americanas en 1828, publié cette même année, on trouve sur les maux du XIXe siècle le diagnostic suivant: «Notre siècle souffre d'une cupidité insatiable qui s'accompagne de trois types de délires: la manie du commerce, la manie coloniale et la manie religieuse.» Il nomme ainsi ce qu'il considère comme les trois forces motrices de la nouvelle forme d'expansion européenne. La manie du commerce correspond au mouvement de généralisation du libre-échange et à l'ouverture au commerce de territoires dont les empires se réservaient auparavant l'exclusivité. La manie coloniale coïncide non seulement avec ce qui va bientôt être considéré comme la vocation colonialiste et impérialiste de ce siècle, mais revient également à présenter comme un moteur de progrès l'installation dans les nouveaux États des masses paupérisées par la première révolution industrielle et la crise agricole. La manie religieuse renvoie à la liberté de culte en tant que liberté intellectuelle et spirituelle, mais aussi en tant que condition favorable à la propagation de la «manie du commerce», puisqu'elle encourage l'installation de commerçants protestants.

La transformation de l'humanité et de son environnement

Au cours du XIX^e siècle, les hommes ont effectué des progrès constants et considérables vers l'établissement d'une relation nouvelle avec leur environnement physique. Jusque-là avait prévalu une attitude de curiosité expectante, puisque les moyens disponibles pour modifier l'environnement étaient limités. Mais les avancées techniques, associées aux bouleversements de la connaissance scientifique, ont accéléré et intensifié une évolution qui permettait à une part de plus en plus importante de l'humanité de renoncer à une adaptation surtout passive à l'environnement pour adopter une attitude plus active.

Trois facteurs sous-tendent cette évolution: l'organisation sociale, les capacités techniques et la connaissance scientifique. Le premier a consisté en une nouvelle répartition des intérêts économiques, ce qui a renforcé le rôle de l'entreprise, comme l'a montré l'essor des chemins de fer et de la navigation à vapeur. Le second facteur a permis de concevoir des machines capables d'exploiter l'énergie employée avec une efficacité inédite. Enfin,

la connaissance scientifique s'est rapidement affranchie de son rôle premier, à savoir fournir des explications scientifiques aux évolutions techniques mises au point et utilisées par les ouvriers, et s'est mise à explorer de nouveaux domaines de la physique, comme la thermodynamique, l'électricité, la lumière et le son. Au cours de ce processus, les notions de distance et de barrière géographique ont perdu de l'importance. L'incertitude liée aux déplacements des hommes et des biens s'est considérablement atténuée, et, de plus en plus, les distances ont été mesurées en jours, comme Jules Verne l'avait prédit. Au XX^e siècle, on les mesurera en heures.

L'ouverture des canaux de Suez et de Panamá (ce dernier au tournant du XX° siècle) et la puissance d'expansion offerte par le réseau ferroviaire ont été l'emblème de la capacité de l'homme à transformer son environnement physique à une échelle de plus en plus grande. De même, la généralisation de la navigation à vapeur et du transport ferroviaire, en donnant naissance à de nouvelles formes d'expression culturelle, a symbolisé la corrélation entre la transformation par l'humanité de son environnement physique et sa propre transformation, résultat des changements imprimés à son milieu.

L'ACHÈVEMENT DE LA TRANSITION ENTRE LE MOYEN ÂGE ET LA MODERNITÉ, L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE, LE MONDE RURAL ET LE MONDE URBAIN

Les effets secondaires des mouvements révolutionnaires de la fin du XVIIIe siècle, que nous avons déjà évoqués, ont déclenché la transition entre la mentalité médiévale et la mentalité moderne. Pour reprendre l'image des ondes successives symbolisant le processus eurocentré d'universalisation qui caractérise le XIX^e siècle, il faut noter que si les régions les plus proches de l'épicentre effectuaient la transition entre l'époque moderne et l'époque contemporaine (pour reprendre le système de périodisation eurocentré), plus la portée des ondes était longue, moins les changements apportés étaient profonds. Ainsi, des réalités et des phénomènes relevant de périodes historiques différentes, et parfois contradictoires, se sont mis à coexister. Même si l'un des traits distinctifs de l'expansion européenne était d'imposer les critères européens de civilisation, y compris en essayant de dépouiller les sociétés assujetties de leur propre histoire, les difficultés liées à cette mission civilisatrice étaient dans certains cas si extraordinaires qu'une telle coexistence devenait indispensable, comme l'ont montré les exemples de l'Inde et de la Chine.

Le passage de la société agricole à la société industrielle est bien plus évident que la transition entre vie rurale et vie urbaine. Si, dans les deux cas, il faut tenir compte de la modification des concepts d'environnement rural et d'environnement urbain, ce sont les habitants des campagnes qui ont été les plus touchés par la transition, grâce aux communications et à une meilleure diffusion de l'information. On pourrait résumer la situation de la manière suivante: au début du XIX^e siècle, l'environnement rural se distinguait de l'environnement urbain par son état de détérioration progressive, qui commençait au pied des fortifications anciennes de la ville; à la fin du siècle, l'avancée des transports suburbains et de l'information n'avait cessé de repousser la frontière au-delà de laquelle les conditions de vie se dégradaient.

Bien que l'urbanisation, corollaire de l'industrialisation, soit devenue une tendance dominante de l'occupation du territoire, la fin du XIX^e siècle a vu apparaître un mode de vie urbain appelé «ruralisation» de la ville. En effet, la croissance industrielle attirait de nombreux ruraux qui tentaient de reproduire les pratiques de la culture rurale dans un environnement urbain précaire. En ce sens, on peut dire qu'en Europe, la transformation moderne de la ville a été précédée d'une dislocation de la cité médiévale, qui avait subsisté presque jusqu'au dernier tiers du XIX^e siècle. Hors d'Europe, l'essor de l'industrie et de l'urbanisation européennes a stimulé le commerce et fait apparaître, surtout dans les ports, les notions nouvelles de confort et de fonctionnalité, par le biais d'équipements modernes relevant moins du luxe que de la facilitation du quotidien. Toutefois, la principale conséquence de ce phénomène a été la création d'enclaves consacrées essentiellement à l'activité minière.

À la fin du siècle surtout, la ville européenne est devenue le symbole de la vie urbaine moderne, incarnée par les nouveaux styles architecturaux des bâtiments publics et privés, par la transformation du paysage urbain avec l'ouverture de larges avenues, l'extension des réseaux d'assainissement et d'approvisionnement en eau et en gaz, l'aménagement de parcs et de jardins publics, la généralisation de l'éclairage public et des systèmes de transport urbain souterrains ou en surface, la multiplication des activités culturelles et la meilleure circulation de la presse. Le succès croissant du sport a ajouté la touche finale à la suprématie du mode de vie urbain: en effet, le sport est devenu une sphère d'intérêt comparable à la sphère religieuse, entrant même en concurrence avec elle.

Mais la ville est aussi, comme l'imaginait Émile Zola, une immense gueule. Le transport des denrées agricoles périssables et, surtout, le fait que la viande et le grain pouvaient être acheminés de loin ont favorisé la concentration de la population dans les villes. Ces progrès compensaient la relative lenteur de l'évolution des techniques agricoles. Cependant, à la fin

du siècle, la domestication de la pomme de terre et du maïs était achevée, et la production de sucre à partir de betterave s'était répandue, ce qui a mis ces aliments à la portée des masses urbaines.

LES PRINCIPAUX LIEUX DE SURVIVANCE DES SCHÉMAS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET CULTURELS TRADITIONNELS

Il s'agit moins de décrire ici les domaines où les schémas sociaux, économiques et culturels traditionnels ont subsisté dans les sociétés européennes au XIX^e siècle que la lenteur à laquelle les nouveaux sont apparus. Mais plus on s'éloigne de l'épicentre du processus ouest-européen d'universalisation et plus la société, l'économie et les cultures de la région en question résistent, imprégnées par l'influence européenne. Ici, le terme «traditionnel» n'est pas pertinent, et ce pour deux raisons. D'abord parce que les histoires des différentes sociétés ont des rythmes sensiblement différents et ensuite parce que le caractère «traditionnel» renvoie à une idée de progrès étrangère à ces sociétés.

En ce qui concerne l'Europe, il convient de faire la distinction entre les manifestations de la survivance des schémas traditionnels dans les sociétés les plus dynamiques et la manière dont ils ont survécu dans les sociétés les moins dynamiques. Cependant, une telle observation fait ressortir certaines oppositions déconcertantes, par exemple entre le régime républicain des anciennes colonies et la résurgence de l'absolutisme dans les anciennes métropoles après l'apaisement de l'ouragan napoléonien.

Parmi les exemples remarquables de survivance des modèles traditionnels dans les régions évoquées plus haut, on peut citer la modernisation et l'adaptation de ces schémas à de nouveaux besoins économiques et sociaux : ceux-ci ont donc joué un rôle essentiel dans l'élaboration des nouveaux schémas. Dans certains cas, les schémas traditionnels se sont trouvés renforcés par l'introduction d'éléments modernes. C'est le cas de l'organisation de l'armée, dépouillée des innovations sociales napoléoniennes, afin de mieux servir la restauration de la monarchie et d'éviter à tout prix le retour du républicanisme.

Mais les schémas traditionnels pouvaient aussi jouer un rôle fondamental dans l'élaboration de la nouvelle société. À cet égard, l'exemple le plus frappant est l'institution de l'esclavage dans sa forme dite «moderne». Il s'agissait d'une institution européenne, visant à optimiser l'occupation et l'exploitation des territoires et des peuples colonisés en Amérique. Elle touchait surtout les Indiens — et ce y compris après l'abolition — et les

Noirs d'Afrique. L'abolition de l'esclavage et la suppression effective de la traite des esclaves, prônées par l'idéologie abolitionniste, ont été des produits du XIX^e siècle et ont entraîné une campagne d'éradication des formes traditionnelles d'esclavage qui subsistaient dans certaines régions d'Afrique et d'Asie. Néanmoins, l'esclavage a perduré jusqu'au dernier tiers du XIXe siècle (1862 aux États-Unis, 1888 au Brésil). Supprimé en France en 1793 et rétabli par Napoléon en 1802, il a été définitivement aboli en 1848. Après son abolition en Grande-Bretagne, il a persisté en Australie et en Nouvelle-Zélande sous couvert de «déportation». Alors que l'abolition était en cours, le servage, qui remontait au Moyen Âge, continuait d'exister dans de vastes régions d'Europe pendant presque un tiers du XIXe siècle. En même temps, dans le cadre du système de travail «en apprentissage», des centaines de milliers d'ouvriers ont quitté l'Inde et la Chine pour rejoindre les colonies britanniques, les États-Unis et certains pays d'Amérique latine, pour vivre et travailler dans des conditions souvent à peine meilleures que celles de l'esclavage.

Des recherches récentes ont mis en lumière le rôle de l'esclavage dans le nouveau système économique, non seulement parce que le commerce des esclaves était une source d'enrichissement, mais également en raison du rôle capital joué par l'économie des plantations — fondée sur l'esclavage et faisant partie intégrante de la structure fonctionnelle du système de commerce international — dans la formation et l'expansion d'un capitalisme industriel et commercial dynamique.

Ce processus n'était pas étranger aux événements à venir liés au statut social du travail. La formulation d'une nouvelle éthique du travail, au moment où l'on faisait de plus en plus la distinction entre travaux manuels et intellectuels, est venue s'ajouter à la conséquence immédiate de la mécanisation (à savoir le remplacement du travail manuel par une méthode fonctionnaliste divisant le travail entre des opérateurs de machines) pour faire du XIX^e siècle une époque de bouleversements dans ce domaine. Au cours de la première révolution industrielle, le statut des hommes, femmes et enfants, en particulier des apprentis, qui travaillaient dans les mines ou l'industrie textile n'était guère plus enviable que celui des esclaves pour ce qui est de l'exercice effectif des libertés. Les mouvements sociaux de protestation contre ces conditions, qui ont fait l'objet de toutes sortes de mesures répressives, ont conduit à l'émergence du syndicalisme, forme revisitée de la doctrine et de l'organisation des guildes traditionnelles. À la fin du siècle, le développement industriel a établi des passerelles entre le travail manuel et le travail intellectuel, et a encouragé l'instruction de base des ouvriers et l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. L'évolution de l'image sociale du travail était intrinsèquement en rapport avec celle du statut domestique et de l'assujettissement social des femmes.

Sur le plan mondial, c'est dans l'évolution des systèmes politiques que la rivalité entre les schémas modernes et traditionnels était la plus vive, en Europe comme en Amérique. Ce qui s'est passé dans ce domaine pendant tout le XIX^e siècle pourrait être résumé par l'évolution politique de la France entre 1792, date de l'instauration de la République, et 1814, date du début de la monarchie constitutionnelle, nouvelle version du régime qui avait suivi la mise en place de l'empire en 1804. En effet, les systèmes politiques et les formes de gouvernement reflétaient une lutte entre la monarchie traditionnelle et la république d'une part, et entre l'absolutisme et le libéralisme constitutionnel d'autre part. En Europe, sous la pression des mouvements révolutionnaires de 1830 et 1848 inspirés par les idées libérales et républicaines, on a assisté vers la fin du siècle à une modernisation de la monarchie et à un abandon définitif de l'absolutisme sous l'influence du libéralisme constitutionnel. On peut considérer que la première tentative notable de libéralisation à grande échelle a eu lieu dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Un autre processus caractéristique du XIXe siècle, la consolidation des grands États-nations en Europe, était intimement lié à la confrontation entre les différents systèmes de gouvernements et les différentes idéologies. En Allemagne et en Italie, l'intégration nationale a donné lieu à de graves conflits de politique internationale, conduisant à des alliances importantes et à des guerres d'ampleurs diverses, dont la plus sérieuse a été la guerre franco-prussienne de 1870–1871, non seulement parce qu'elle a marqué la consolidation de la nation allemande mais aussi parce qu'elle a déclenché la Commune de Paris (1871), qui allait inspirer à son tour d'autres mouvements révolutionnaires radicaux. L'armistice signé à l'issue de ce conflit est aussi considéré comme l'une des causes fondamentales de la Première Guerre mondiale.

Dans les régions d'Europe les plus dynamiques, l'évolution des sociétés aristocratiques et monarchiques et l'émergence des républiques ont conduit à l'abandon des modèles traditionnels. Des tentatives visant à restaurer purement et simplement l'absolutisme en réaction à l'héritage politique de la Révolution française ont abouti à des régimes hybrides qui permettaient l'épanouissement d'un libéralisme modéré et dont les formes de gouvernement, qu'elles soient monarchiques ou républicaines, devenaient de plus en plus démocratiques. Toutefois, c'est seulement à la fin du siècle que la république s'est ancrée durablement en France. Parallèlement à ce processus de libéralisation et de démocratisation, on assistait à des tentatives pour doter les femmes d'une forme de statut politique et aux premières revendications en faveur de leur émancipation politique, même si le siècle s'est achevé sans qu'elles aboutissent.

Cette victoire triomphale sur les schémas sociaux, économiques et culturels traditionnels a favorisé l'émergence d'une classe bourgeoise d'en-

trepreneurs et la formation d'un prolétariat industriel. Dans les grandes entreprises, l'entrepreneur cesse d'être un individu isolé pour se fondre dans la masse des actionnaires. En d'autres termes, la démarche entrepreneuriale est devenue le signe distinctif de l'ensemble d'une classe sociale et elle en marque tous les aspects. Au même moment, les travailleurs de la première révolution industrielle quittent progressivement leur état de semi-liberté pour former le prolétariat industriel. C'est ce qui a permis la naissance des mouvements socialistes, qui se sont d'abord appuyés sur un mélange d'idéologie et de religion avant d'aboutir aux principes révolutionnaires du Manifeste du parti communiste de 1848, dont les conséquences ont été si profondes et durables qu'elles se sont fait sentir jusqu'à la fin du siècle suivant. La volonté du mouvement ouvrier de contribuer à un nouvel ordre des relations internationales en participant aux processus politiques en tant que force indépendante, organisée et transnationale, a abouti à la création des «Internationales». C'est grâce à celles-ci que les concepts politiques généraux comme le marxisme, la social-démocratie et le léninisme ont pu être mieux définis, bien que ce dernier ait rapidement changé de contenu pour désigner une forme d'État.

L'un des résultats de cette évolution mondiale, pétrie de contradictions, a été l'individualisation des hommes, à la fois d'un point de vue conceptuel et parce qu'ils sont sortis progressivement de leur condition d'objets d'aide sociale pour devenir des sujets de droit humain et social. Au même moment, on commençait à découvrir et à pratiquer la philanthropie institutionnalisée.

L'élan créateur et rénovateur du XIXe siècle, qui a entretenu dans les sociétés les plus développées l'espoir d'un avenir de paix et de prospérité sans fin, a également permis aux nouvelles techniques de transformer radicalement la façon de faire la guerre, comme l'illustre la guerre de Sécession, qui a fait de nombreuses victimes (1861-1865). L'issue de la guerre a été conditionnée par le développement industriel du Nord, qui disposait d'un meilleur réseau ferroviaire que le Sud. Il devenait de plus en plus évident que lors des guerres à venir, le progrès technique moderne, symbolisé par le rail, le télégraphe, les nouveaux types d'artilleries et la production massive d'armes, serait un facteur déterminant. Les forces maritimes se trouvaient au centre du nouveau système de relations internationales et l'utilisation, durant la guerre de Sécession, de l'un des premiers navires conçus spécialement pour le combat a marqué le début d'une transformation rapide de la construction navale et des opérations maritimes. Celles-ci nécessitaient en effet l'établissement d'un réseau de relais d'approvisionnement en charbon, préoccupation stratégique liée par nature à l'expansion coloniale et impérialiste.

Les guerres devenaient plus destructrices, même si en général la population civile était épargnée. La création en 1863 de la Croix-Rouge, investie

d'une triple mission d'organisation humanitaire, supranationale et internationale, a peut-être servi d'exutoire à l'horreur qu'inspirait la violence incessante et toujours plus intense des guerres modernes.

En dehors des pays européens les plus dynamiques, une mosaïque colorée de sociétés se constituait, dans lesquelles se créaient des pôles de civilisation urbaine industrialisée, au milieu de vastes zones de territoire où les transformations économiques, sociales et culturelles suivaient le même cours qu'auparavant. À la fin du siècle, la nouvelle civilisation se cantonnait principalement au continent européen, jusqu'à l'Oural, et à l'Amérique du Nord. En Asie orientale, le Japon offrait un exemple exceptionnel de la symbiose entre tradition et modernité.

Malgré les intrusions de la civilisation industrielle, le vaste univers colonial et semi-colonial d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine continuait d'être soumis aux sociétés européennes plus développées. À la fin du siècle, seule l'Argentine paraissait susceptible d'être gouvernée par un centre moderne, de type européen.

La grande scission du monde : une forte augmentation de la prospérité crée des inégalités sociales dans les pays et creuse les inégalités entre pays riches et pauvres

L'accroissement des inégalités entre les pays en matière de prospérité et de puissance, caractéristique du XIXe siècle, a pour origine la première grande crise qui a frappé les empires dont la formation avait marqué le XVIIIe siècle. La crise s'est déclenchée à la fin du XVIII^e siècle, lorsque les colonies britanniques d'Amérique du Nord ont coupé les attaches coloniales de ces empires. Dès le début du XIX^e siècle, elle s'était muée soudain en une crise de la monarchie en tant que système de gouvernement. L'indépendance d'Haïti en 1804 et celle des colonies espagnoles en Amérique entre 1810 et 1824 menaçaient l'intégrité et la stabilité des empires français et espagnol. L'Empire ottoman s'est effondré en Europe sous la pression de la rébellion des Serbes en 1804, des Grecs en 1829-1830, des Bulgares de 1876, et des guerres russo-turques de la même époque. Ces évolutions indiquaient clairement que les empires traditionnels étaient en crise. L'essor du nationalisme comme expression de la volonté d'un peuple de se gouverner luimême pouvait être observé à la fois dans le rejet de l'hégémonie étrangère — comme lors du soulèvement populaire en Espagne contre Napoléon Bonaparte, de la révolte mexicaine contre l'impérialisme européen incarné

par Maximilien d'Autriche, et de la résistance polonaise à la domination russe et allemande — et dans les mouvements d'indépendance nés au sein des Empires ottoman et austro-hongrois.

Le démantèlement de l'Empire espagnol a clos un cycle de l'histoire européenne qui avait duré plus de trois siècles, favorisant l'expansion européenne telle que nous la connaissons aujourd'hui. Les États nouvellement créés devaient trouver leur place dans un ordre international où la restauration de la monarchie et même la reconstitution des empires perdus étaient au centre des préoccupations. Si ce deuxième espoir a dû être abandonné, le XIX^e siècle allait inventer de nouvelles formes de domination, par exemple l'occupation pure et simple d'un territoire (surtout en Afrique et en Asie), manœuvre facilitée par l'efficacité croissante de l'armement, des transports et des communications.

Le XIX^e siècle a pu être considéré comme celui du colonialisme moderne, dont l'apogée a été marqué par l'émergence de formes plus élaborées d'impérialisme. Les puissances coloniales, en particulier la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas, la Belgique, la Russie et l'Empire ottoman, se livraient un combat permanent pour consolider leurs possessions, compenser leurs pertes et sauvegarder leurs sphères d'influence. Le réseau des rivalités est devenu encore plus complexe à la fin du siècle, avec les aspirations coloniales de l'Allemagne et de l'Italie, puis du Japon. La guerre de Crimée (1853–1856) est l'un des exemples les plus achevés de ce combat. En même temps, des guerres coloniales continuaient d'éclater, soit pour couper court à toute velléité d'indépendance (guerres des Boers en 1880-1881 et 1899-1902), soit pour tirer de nouveaux privilèges des colonies et des pays soumis à des exactions coloniales (guerres de l'Opium en 1839–1841 et 1877–1878), acquérir de nouveaux territoires (guerre sino-japonaise de 1894–1895), consolider des positions stratégiques (conflit russo-britannique en Afghanistan et conflit russo-turc de 1877–1878), ou encore pour forcer l'ouverture au commerce (conflit entre les États-Unis et le Japon qui aboutit à l'ouverture de ce dernier au commerce en 1854). En Afrique du Nord, en Inde et au Soudan, l'enjeu des guerres coloniales était la répression des mouvements indépendantistes et d'inspiration religieuse. En dehors du cadre traditionnel de l'empire, la république nouvellement créée en Amérique du Nord réalisait ses projets expansionnistes aux dépens de la République mexicaine, plus récente encore.

La présence et l'activité de l'Afrique sur la scène internationale au XIX^e siècle méritent une attention particulière, compte tenu de l'ampleur du processus concerné et de son importance politique et économique pour les relations entre les différents empires. Il semble que ce processus ait été conditionné par un ensemble de facteurs simultanés ou conjoints, dont le résultat général a été l'effondrement accéléré des processus autonomes

d'évolution, déjà affaiblis au cours du siècle précédent par l'esclavage et les premières formes de colonialisme. Ces facteurs comprennent la dislocation des structures sociales et politiques autochtones et leur remplacement par l'ordre colonial, la conversion des sociétés étant due à l'activité des missionnaires et à l'expansion de l'islam, l'exploitation de matières premières destinées au marché mondial et la production de stéréotypes culturels négatifs afin de faire ressortir la suprématie de la race blanche. Ces stéréotypes reflétaient essentiellement le rejet de la résistance active ou passive des sociétés africaines à l'intervention coloniale, bien que cette dernière ait également modernisé divers aspects de leur vie sociale et instauré des transformations d'envergure mondiale qui ont conduit à la configuration actuelle des nations. Dans l'ensemble, l'Afrique est l'une des incarnations les plus parfaites de la conquête européenne du XIX^e siècle, dont les deux dernières décennies ont vu la quasi-totalité du continent africain tomber aux mains des Européens.

En matière idéologique, les guerres coloniales et les guerres d'expansion territoriale ont fait émerger une croyance en la supériorité non seulement de la civilisation ouest-européenne, mais aussi de toute la race blanche.

La doctrine Monroe formulée en 1823 a établi le principe de la non-ingérence des États-Unis dans les affaires européennes, en échange de l'absence d'intervention européenne, dans le continent américain. Les effets de la doctrine se sont fait sentir en Amérique latine, qui venait de rompre ses liens coloniaux avec l'Espagne. La désastreuse tentative franco-autrichienne de rétablir la monarchie au Mexique en profitant de la guerre de Sécession aux États-Unis a été la dernière entorse directe à la doctrine Monroe.

Durant tout le XIX^e siècle, l'écart entre pays riches et pays pauvres a continué de se creuser. Mais cette affirmation est par trop générale. En fait, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, bon nombre de situations ont évolué sous l'action de divers facteurs. Cependant, la polarisation du monde a sans doute accentué la différence entre les réalités des pays riches et celles des pays pauvres.

L'augmentation mondiale de la prospérité et la polarisation qui en a résulté étaient issues de la nouvelle économie fondée sur l'industrialisation, la régionalisation et la technicisation croissantes de l'agriculture, ainsi que sur la mondialisation des échanges, rendue possible par la révolution des transports et des communications qu'a engendrée le principe de la liberté des mers. L'apparition de nouveaux moyens de transport des marchandises a permis une spécialisation économique par zone géographique, ce qui a renforcé et accru l'interdépendance économique sous forme de libre-échange, d'une part, et de commerce colonial, d'autre part. L'interdépendance économique et commerciale avait été présentée sous l'étendard du libre-échange, c'est pourquoi elle a été accueillie avec enthousiasme comme un symbole de la dissolution des monopoles commerciaux caractéristiques des empires du

siècle précédent. Mais cet enthousiasme s'est rapidement dissipé lorsque les conséquences de la libéralisation sur l'évolution des échanges internationaux et sur l'économie mondiale, notamment l'égalité (ou plutôt l'inégalité) des accords commerciaux, sont devenues plus tangibles. Bientôt, le rejet manifesté par la population a conduit à instaurer des mesures visant à protéger les intérêts des fabricants locaux traditionnels. Ce rejet a été invoqué pour justifier la stagnation technique des économies les plus faibles. Mais ce facteur ne semble pas pertinent, et encore moins déterminant, pour expliquer l'absence de transfert des techniques, qui n'était pas une priorité pour les colonisateurs européens et n'allait pas de soi, même entre les pays industriels les plus développés, surtout dans le domaine de l'industrie chimique naissante. L'importance des brevets a donc continué de croître.

L'instauration du système capitaliste mondial à la fin du siècle était à la fois la cause et la conséquence de l'émergence de grandes entreprises dont l'activité consistait généralement à rechercher et à exploiter de vastes gisements de minéraux qu'elles revendaient sur le marché mondial. Les grandes compagnies pétrolières, qui illustrent parfaitement ce processus, se sont mises à jouer un rôle décisif non seulement dans la vie des pays où elles exerçaient leur activité, mais également dans l'évolution des relations internationales. Leurs rivalités rappelaient, dans une large mesure, les conflits des siècles précédents entre les principales monarchies européennes désireuses de contrôler la traite des esclaves en Afrique et entre les entreprises cherchant à monopoliser le commerce colonial.

Si la première révolution industrielle, symbolisée par le charbon et la vapeur, avait fait naître pour la première fois d'importantes disparités de développement entre sociétés, à la fin du siècle, la deuxième révolution industrielle, représentée par l'acier, l'électricité, le pétrole et l'industrie chimique, avait rendu le fossé infranchissable.

L'expansion spectaculaire et illimitée du concept de besoin, liée au progrès et aux transformations économiques, a constitué un facteur très dynamique de développement culturel. La révolution du concept de besoin a également joué un rôle déterminant dans la différenciation sociale au sein des pays riches. Le luxe, en tant qu'indice de statut social, est devenu accessible à une plus grande proportion de la population, mais nettement hors de portée de la majorité des gens, pour qui la survie était déjà un objectif difficile à atteindre. C'est ce qui explique l'émigration de masse vers de nouvelles «terres promises». La plupart des pays européens n'avaient jamais été si riches, et jamais ils n'avaient exporté tant de pauvreté. Les immigrés irlandais, italiens, espagnols, portugais et allemands ont largement contribué à enrichir leurs pays d'accueil et ont été d'importants vecteurs de diffusion culturelle.

Certains aspects du colonialisme et de l'impérialisme masquaient l'inégalité entre pays riches et pauvres. Ni l'aménagement d'enclaves où l'on tentait

de reproduire les conditions de la métropole ni l'œuvre des administrations coloniales n'ont permis de modifier radicalement la situation d'ensemble. Si les habitudes culturelles européennes ont été adoptées relativement spontanément, c'est parce qu'on y voyait la clé de la puissance européenne. Le système de relations politiques, économiques et culturelles implanté dans les pays colonisés ou sous domination européenne a suscité des réactions contradictoires et des opinions concurrentes, typiques du XIX^e siècle.

L'INTERNATIONALISATION DES SCIENCES, DE LA TECHNIQUE ET DE LA CULTURE. LA TRANSMISSION DES MODÈLES INTELLECTUELS ET TECHNIQUES. LES MODÈLES CULTURELS TRANSNATIONAUX

Au cours du XIX^e siècle, les caractéristiques culturelles et les modèles de consommation européens se sont diffusés dans les couches aisées des sociétés non européennes, ce qui a fait naître la conviction que ce phénomène déclencherait un processus durable de modernisation annonçant l'avènement d'une civilisation universelle. C'est ce qui a motivé les tentatives de modernisation, défendues par les leaders idéologiques issus de ces catégories sociales et provoquées ou imposées par le pouvoir, notamment en Asie et en Amérique latine. Dans le dernier cas, l'opposition entre la civilisation et la barbarie a servi de justification à l'extermination de nombreuses sociétés indigènes.

L'élargissement de l'emprise européenne grâce à de nouvelles formes de colonialisme et d'impérialisme était considéré par les sociétés assujetties comme une preuve irréfutable de la supériorité de l'Europe en matière technique, scientifique et culturelle. Les défenseurs de la suprématie européenne y voyaient un moyen de profiter de ce qu'on appelait généralement le « progrès » dans tous les domaines, ce qui explique l'apparition d'attitudes et de mouvements antitraditionalistes. L'évolution politique de l'Empire ottoman offre un parfait exemple de ce type de confrontation.

Si la diffusion des modèles élaborés dans les villes européennes les plus développées était plus manifeste dans les domaines économique, militaire et technique, elle a également acquis une grande importance dans la sphère scientifique, en particulier pour la médecine, l'ingénierie civile, l'architecture, ainsi que pour les méthodes et procédures administratives.

Le dynamisme et la puissance nécessaires à l'expansion du capitalisme mondial étaient principalement issus d'une alliance de technique, de science et d'industrie. Une fois encore, il s'agissait en même temps d'une cause et d'une conséquence de la nouvelle vision du monde introduite par

la révolution scientifique du XIX^e siècle. Cette révolution était fondée sur la « découverte », allégorie de l'esprit curieux et aventureux, poussé sans cesse à explorer des domaines inconnus. Mais ce sont les progrès de la science médicale, chimiothérapie et chirurgie en particulier, qui étaient les plus prometteurs. Le passage de la médecine curative traditionnelle à une démarche de santé publique, illustré par la généralisation du vaccin contre la variole, a radicalement modifié l'idée d'aide sociale. Du point de vue de l'individu, un changement d'attitude face à la maladie mentale a fait ressortir l'aspect humanitaire de la pratique médicale.

L'adoption des modèles européens en matière d'ingénierie civile et d'architecture supposait un renouvellement non seulement des techniques et matériaux utilisés, mais aussi de l'esthétique architecturale. La construction de voies ferrées et de ports a facilité la diffusion des nouvelles techniques, et les nouveaux matériaux ont été utilisés très largement dans la construction de routes et de structures métalliques.

L'adoption universelle des méthodes et procédures administratives, en particulier en matière douanière et fiscale, les a fait entrer dans la nouvelle langue internationale des affaires. L'universalisation de la conception européenne du commerce était considérée comme suffisamment importante pour qu'une nouvelle voie de formation lui soit consacrée, et les nouvelles écoles de commerce ont été considérées comme des vecteurs de modernisation. Les écoles industrielles et techniques de tous ordres qui s'étaient rapidement créées dans toute l'Europe, surtout dans les pays les plus avancés, n'ont pas suivi les traces des écoles de commerce.

Le XIX^e siècle a balisé tous les domaines du savoir. Une structure méthodologique pour l'historiographie a été élaborée et une série de systèmes philosophiques nouveaux ont proposé des explications de la société et du développement social. Bien que l'individu ait fait l'objet d'une attention particulière de la part des scientifiques, c'est l'étude de la société qui a été le principal pôle d'innovation. Une science spécifique, la sociologie, a entrepris d'éclairer les transformations profondes et de longue portée qui touchaient la société, surtout en Europe. Au même moment, le rapprochement entre des sociétés et des cultures qui étaient restées jusqu'alors complètement isolées les unes des autres a favorisé l'étude comparative des différentes sociétés dans l'espace et dans le temps, ce qui a permis de définir les champs d'étude de l'anthropologie, de l'ethnologie et de l'archéologie. Cette vaste dynamique scientifique a ouvert la voie à l'historicisme et au scientisme qui, à l'époque, ont été classés parmi les grandes découvertes philosophiques de la civilisation d'Europe occidentale. Les êtres humains et leur environnement naturel ont cessé d'être des objets de réflexion pour devenir des objets d'investigation: ce changement s'est reflété dans l'évolution contiguë et com-

parée de la science et de la philosophie. Une nouvelle manière d'envisager les hommes dans la société et dans la diversité du contexte mondial a élargi le cadre spatial de leur étude, de même que l'archéologie en avait élargi le cadre temporel. Mais l'avancée la plus importante dans ce domaine est sans doute la modification de la vision scientifique de l'humanité opérée par les théories de l'évolution. Les thèses de Darwin et Spencer ont rapidement été reprises dans d'autres pays, où leurs défenseurs ont dû mener la même bataille que dans les pays européens plus développés pour imposer une pensée scientifique indépendante. Ces découvertes ont été appliquées aux réalités sociales de manières très diverses, voire contradictoires. Alors qu'elles encourageaient fondamentalement la recherche scientifique à se défaire des inhibitions religieuses et éthiques, elles ont également provoqué des accès d'intolérance et nourri la théorie raciste appelée «darwinisme social», qui fut intégrée à l'idéologie de la domination colonialiste et impérialiste.

De même, bien qu'elle se soit heurtée à une forte résistance sociale, l'influence de la révolution scientifique s'est fait sentir de plus en plus dans les sphères juridique et politique. L'augmentation de la quantité d'informations disponible grâce à une plus large distribution des journaux et la nouvelle conception sociale de l'éducation apparue en Europe avec la mécanisation ont joué un rôle essentiel dans ce processus. L'école publique obligatoire était un moyen efficace de promotion du progrès social et la diffusion d'une éducation informelle grâce à la presse et aux livres a stimulé le progrès social et politique et aplani les différences entre la vie urbaine et la vie rurale.

Les possibilités de voyages offertes par de nouveaux moyens de transport et de communication, plus sûrs et plus efficaces, ont enrichi et élargi les modèles culturels au point que ces derniers ont acquis une portée planétaire. C'est ainsi qu'un processus de création par interpénétration artistique et culturelle entre les différentes sociétés a pu s'enclencher. À la même époque, les artistes, du moins les plus riches d'entre eux, se sont mis de plus en plus à faire de leur activité une profession, ce qui a modifié la portée, mais aussi l'importance sociale et économique, de l'art. L'apparition du tourisme organisé a joué un rôle capital dans la création et la diffusion des transformations culturelles.

La tendance des évolutions culturelles à acquérir une portée mondiale a modifié les rapports entre les religions. Certaines coutumes et pratiques sociales d'origine religieuse ont été taxées de rétrogrades et dénoncées comme des obstacles au progrès, non seulement pour les peuples concernés mais aussi pour l'humanité en général. La puissance économique, politique et militaire des pays européens les plus développés a trouvé dans l'œuvre missionnaire une activité complémentaire de son impulsion expansionniste.

Des mouvements agnostiques d'origines diverses se sont fondés sur la démarche scientifique, non seulement pour contester la suprématie religieuse en matière spirituelle, mais aussi pour combattre l'influence exercée par les

hiérarchies religieuses sur les esprits au moyen de l'éducation. La bataille pour libérer l'éducation des influences religieuses s'inscrivait plus généra-lement dans la lutte pour la liberté de pensée, et elle a infiltré la lutte pour les libertés politiques et l'exercice des droits démocratiques. Dans certains pays, les conflits liés à ces revendications ont débouché sur la violence et l'agitation sociale, notamment dans certains des nouveaux États issus des ruines de l'Empire espagnol.

Ce siècle qui avait commencé par une défense énergique de la liberté de pensée et du libre exercice du jugement, mais défiait aussi le dogmatisme religieux et l'intolérance idéologique et politique, s'est achevé sur une nouvelle étape de ce long combat toujours d'actualité.

La reconnaissance des capacités créatrices de la société en matière technique a eu des effets moins spectaculaires. Toutes les avancées qui allaient bientôt symboliser une époque nouvelle du développement humain (avions, sous-marins, automobiles, radio, cinéma et rayons X) n'en étaient qu'à leurs premiers balbutiements.

La Première Guerre mondiale, fin d'une époque. L'Amérique entre sur une scène dominée par l'Europe

La conviction fort répandue que le niveau de développement politique, technique, scientifique et culturel atteint par la civilisation de l'Atlantique Nord et l'hégémonie mondiale qu'elle avait établie ouvraient à l'humanité la perspective d'une paix durable a été infirmée par les événements qui ont suivi et qui s'inscrivaient dans la tradition en tant que résultats des affrontements entre les empires pour le contrôle de vastes territoires coloniaux ou sphères d'influence. Ces affrontements ont trouvé leur apogée dans la guerre qui mérite bien son nom de «Grande Guerre» ou «Guerre mondiale», à la fois parce que trente-deux pays y ont participé et à cause de ses répercussions profondes, durables et de grande envergure sur les plans militaire, politique et social.

Parmi ses répercussions les plus marquantes, on peut citer l'entrée du continent américain, représenté par les États-Unis et le Canada, sur une scène internationale dominée par l'Europe, la fondation du premier État socialiste autoproclamé, issu de la Révolution russe, et la première tentative de planification économique.

À la fin du XX^e siècle, il semble que ce soit l'implication de l'Amérique dans les affaires européennes qui ait été la conséquence la plus durable de la Première Guerre mondiale, ce que la Seconde Guerre mondiale a confirmé.

Ce tournant a clos un processus d'une importance historique considérable, qui avait débuté à la fin du XVIIIe siècle avec l'indépendance des colonies britanniques d'Amérique, s'était poursuivi avec la première guerre d'indépendance contre l'esclavage (Haïti), la crise des colonies espagnoles en Amérique et les guerres d'indépendance contre l'Espagne, et s'achevait avec l'effondrement de l'empire colonial espagnol en 1898 et le remplacement durable du colonialisme européen par un colonialisme nord-américain sur le continent américain. Cette confirmation de la perte de l'Amérique par les puissances coloniales européennes allait apparaître ensuite comme l'une des caractéristiques essentielles du XIXe siècle sur le plan mondial.

La Révolution russe de 1917 a marqué le début d'une expérience de restructuration sociale, économique et politique qui a été longtemps considérée comme la solution aux principaux problèmes économiques et sociaux rencontrés dans les situations les plus variées.

Le cruel démenti infligé aux espoirs de paix par la guerre de 1914–1918 a mis à mal l'ordre social et politique, mais n'a pas été sans conséquences sur les mentalités. La brutalité de la guerre chimique, les violences contre les civils que constituaient l'usage massif de l'artillerie et le blocus de l'Allemagne, le nombre faramineux de morts et de blessés: tous ces thèmes ont trouvé dans les nouvelles formes littéraires et artistiques un exutoire pour exprimer des protestations les plus vives quant au bien-fondé d'un sacrifice imposé par ce qui apparaissait comme un rationalisme factice.

Table chronologique

	Afrique sub-saharienne	Amériques	Asie
1770- 1820 Années 1770	L'expansion zouloue ou difaqane en Afrique australe atteint son apogée ; la guerre devient endémique parmi les Sotho-Tswana. Les peuples de langue bantoue atteignent l'Afrique du Sud et s'établissent dans la région comprise entre les rivières Fish et Sunday.		
1779, 1793	En Afrique australe, les Xhosa mènent une première puis une seconde guerres de résistance tandis que les colons européens avancent vers l'est; la résistance se poursuit jusqu'à la fin des années 1870.		1783 Fin de la domination de la dynastie Kalhora sur le Sind (aujourd'hui province pakistanaise).
1787	La Sierra Leone Company fonde Freetown pour accueillir les anciens esclaves.		1783 La Russie occupe et annexe la Crimée, mettant un terme au khanat de Crimée.
		une traduction en espagnol de la	1793 Arrivée au Japon du premier émissaire russe. 1793-5 L'érudit chinois Ruan Yuan commence son travail sur les <i>Biographies des</i> astronomes et mathématiciens.

Europe	International	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Océanie
Adam Smith publie Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations. Soulèvements contre l'autorité à Genève en 1782, dans les Provinces-Unies en 1786–1787, les Pays-Bas autrichiens et à Liège en 1789, entre autres. Les frères Montgolfier réalisent le premier vol habité à bord d'un ballon à air chaud. Joseph II d'Autriche fonde une grande « infirmerie générale » à Vienne. Le philosophe allemand Emmanuel Kant publie sa Critique de la raison pure. Le prix du blé double dans le nord de la France après de mauvaises récoltes. La Révolution française éclate ; le chimiste français Antoine Lavoisier publie Traité Élémentaire de chimie, premier manuel de chimie moderne. 1789-94 Compilation en Russie du premier dictionnaire russe, le Dictionnaire de l'Académie russe. 1791 La France adopte le système métrique. 1791 Première en Autriche de La flûte enchantée de Wolfgang Amadeus Mozart. 1791 L'intellectuel britannique Thomas Paine publie ses Rights of Man (Les droits de l'homme).	1780– Première révolution 1830 Première révolution (apprαx.) industrielle.	Affique du Nord	1788 Des navires britanniques débarquent en Australie avec 1 450 Européens à bord, forçats pour moitié. La population indigène est alors estimée à 350 000 habitants. 1790 Nouvelle-Zélande : une importante épidémie décime plus de la moitié de la population maorie dans le sud de l'île du Nord. 1790 L'île Pitcairn voit arriver les révoltés du Bounty et leurs compagnes tahitiennes (dont certaines ont pu être kidnappées).

Afrique sub-saharienne (suite)		Amériques (suite)		Asie (suite)		
1795 L'explorateur écossais Mungo Park atteint la ville de Ségou, au Mali, et prouve l'existence du fleuve Niiger. 1795 Les Britanniques s'emparent de la région du Cap.	1794 1794 1795	Aux Caraïbes, la révolte des esclaves de Saint-Domingue oblige la Convention française à voter l'abolition de l'esclavage (que Bonaparte rétablira en 1802). L'auteur vénézuélien Simon Rodriguez publie <i>Réflexions sur les déficiences de l'éducation primaire à Caracas</i> . Le chimiste et géologue espagnol Andrés Manuel del Río produit ses <i>Elementos de Orictognosia</i> , premier livre de minéralogie publié en Amérique.				
Années Au Tchad, le sultan Sabun étend le pouvoir du royaume du Ouaddaï ; il exploite de nouvelles routes commerciales, fait battre monnaie et fait venir des armes et des conseillers d'Afrique du Nord. Dingiswayo, chef de la puissante tribt methwa, étend et consolide son royaume. 1804–12 Le réformateur fulani Ousman dan Fodio renverse les chefferies traditionnelles du Hausaland et fonde l'empire du Sokoto en Afrique occidentale. 1805 Menacé par les Ndwandwe, Sobhuza	1801 1802 1803 1803–6 1804	La médicine est enseignée pour la première fois dans la région du Río de la Plata (première promotion de diplômés en 1808). Lancement du premier journal argentin, le Telégrafo Mercantil, dans la région du Río de la Plata. Napoléon vend la Louisiane aux États-Unis. L'expédition de Lewis et Clark traverse les États-Unis par voie terrestre jusqu' au Pacifique. L'intellectuel brésilien José da Silva Lisboa publie Principios de Economia Politica (Principes d'économie politique). En janvier, Jean-Jacques Dessalines déclare l'indépendance de l'État d'Haiti (nouveau nom de Saint-Domingue)		Grâce aux conquêtes du marquis Wellesley, alors gouverneur général de l'Inde, les territoires indiens sous contrôle britannique sont plus que doublés. Au Japon, Yamagata Banto écrit <i>Yum no shiro</i> (En guise de rêve). Ceylan (futur Sri Lanka) passe sous la domination britannique.		
approx.) " trouve refuge dans les monts du Swaziland où il fonde un royaume. 1806 Seyyid Saïd devient sultan d'Oman et commence à faire valoir sa dominatio sur le littoral est-africain. Lorsque la compagnie néerlandaise d Indes orientales fait failite, l'Angleter annexe la colonie du Cap, en Afrique	!S	puis se fait nommer empereur en septembre de la même année. Les Britanniques sont expulsés de Buenos Aires.				

Europe (suite)		International (suite)	Moyen-Orient et Afrique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)	
1794	En France, la Convention nationale établit une nouvelle forme d'enseignement de la médecine, fondé sur l'hôpital qui devient également un centre de recherche médicale.					
1796	Le médecin britannique Edward Jenner inocule la vaccine à l'homme pour le préserver de la variole.					
1798	La révolte des « Irlandais unis » est sévèrement réprimée.		1798- 1801	L'armée de Napoléon occupe l'Égypte ;		
1799	Napoléon Bonaparte prend le pouvoir lors du coup d'État du 18 Brumaire.			le pays éveille de plus en plus l'intérêt de la communauté		
1800	villes de plus de 100 000 habitants et une seule de plus de 250 000 (Londres avec 1 117 000 hab.); la population urbaine sera multipliée par six en un siècle.	1800 La population mondiale est estimée à quelque 978 millions d'individus.		scientifique européenne.		
1800	Le physicien italien Alessandro Volta invente la pile voltaïque, ancêtre de la pile électrique.					
1802-3	La paix d'Amiens met un terme au conflit entre le Royaume-Uni et la France.		1802	En Arabie saoudite, Saoud le Grand s'empare de La		
1803	territoires abolit des centaines de petits territoires souverains au sein du Saint- Empire romain germanique en faveur de domaines de grande ou moyenne tailles.			Mecque et de Médine, instituant la réforme wahhabite ; il lance des incursions en Iraq et Syrie.	1803	Australie : les Britanniques prennen possession de la Tasmanie.
1804	Début du soulèvement serbe qui conduira à l'autonomie du pachalik de Belgrade.			·		
1804	Napoléon est couronné empereur de France et promulgue le Code Civil ou Code Napoléon.					
1805	Bataille de Trafalgar entre les flottes alliées d'Espagne et de France et la marine royale britannique.					
	,		1806	Le vice-roi d'Égypte Méhémet Ali commence un programme de modernisation des forces armées, de la fonction publique, de l'agriculture,	1806	Les premières femme pakeha (d'origine anglo-saxonne ou européenne) arrivent en Nouvelle-Zélande.
				de l'industrie et de l'éducation.		

Afrique sub-saharienne (suite)			Amériques (suite)	Asie (suite)		
		1807 1807 1808	Le prince João et la famille royale portugaise fuient au Brésil ; lors de leur exil, les interdictions frappant la production industrielle et le commerce sont assouplies. L'Américain Robert Fulton parcourt la rivière Hudson à bord du <i>Clermont</i> , bateau à vapeur. Au Brésil, fondation de la banque nationale et création d'écoles de médicine et de chirurgie à Bahia et Rio de Janeiro. Adoption de la loi portant sur l'abolition de la traite des esclaves aux États-Unis	1808	Edo (Tokyo) et Osaka comptent respectivement 656 et 300 bibliothèques.	
1810	L'Angleterre occupe l'île de la Réunion et l'île Maurice (le traité de Paris de 1814 confirmera la domination britannique sur l'île Maurice).	1810 1810	Une révolte à Buenos Aires donne naissance à une junte insurrectionnelle ; l'indépendance de l'Argentine est proclamée en 1816. Le prêtre mexicain Miguel Hidalgo conduit une insurrection, lançant le célèbre <i>Grito de Dolores</i> , le cri de douleur « Longue vie à l'indépendance et mort aux Espagnols ». L'Uruguay, le Paraguay et Venezuela se proclament indépendants.		L'écrivain chinois Li Ruzhen rédige son roman satirique L'Alliance mystérieuse du miroir et de la fleur.	
1812 (approx.)	Le chef Chaka prend la direction du clan zoulou au sein du royaume mthethwa.	1812	L'Inquisition est abolie par les Cortès de Cadix.	1812	Les Philippines, représentées au parlement espagnol, font part de leur désir d'autonomie.	
		1813 1814	La ville chilienne de Santiago, de 50 000 habitants, ne compte que sept écoles accueillant 664 élèves. La chaire de médicine clinique est réouverte au sein de l'hôpital militaire San Ambrosio, à Cuba, sous la direction de l'anatomiste Francisco de Paula Alonso.	1814	Le gigantesque temple bouddhiste de Borobudur, en Indonésie, est redécouvert.	

Europe (suite)		pe <i>(suite)</i> International <i>(suite)</i> Moyen-Orient et Afrique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)		
1809	Le philosophe allemand Georg Wilhelm Friedrich Hegel publie Phénoménologie de l'esprit. Royaume-Uni: abolition de la traite des esclaves ;Davy découvre l'électrolyse ; le poète William Wordsworth écrit The Prelude et Intimations of Immortality. Autriche: Première de la Cinquième symphonie de Ludwig Van Beethoven. Le poète et dramaturge allemand Johann Wolfgang von Goethe publie la première partie de son poème dramatique Faust. L'occupation française en Espagne rencontre une féroce résistance populaire, soutenue par les armées espagnoles, britanniques et portugaises. Le Français Jean-Baptiste Lamarck publie Philosophie zoologique, présentant sa théorie de l'évolution. Création de l'université de Berlin en Allemagne. Le peintre espagnol Francisco de Goya commence sa série de gravures « Les désastres de la guerre ».	1810 Le Portugal et la Grande-Bretagne signent un traité abolissant le commerce	1807	Dans l'Empire ottoman, le sultan réformateur Selim III est destitué (son Grand Vizir Mustapha Pacha Bayraktar est assassiné l'année suivante).		
1811 1812 1812	Le quotidien britannique <i>The Times</i> s'équipe d'une presse mécanique qui lui permet de réaliser un tirage de 5 000 copies. L'armée de Napoléon, brisée, se retire de Moscou. En Espagne, les Cortès de Cadix	des esclaves.	1811	Le pacha d'Égypte Méhémet Ali se débarrasse des Mamelouks et confisque leurs terres.		
1813	promulguent des décrets libéraux, incluant la liberté de la presse et l'abolition de l'Inquisition. Les armées de Napoléon sont chassées d'Espagne et d'Allemagne.		1813	Le sultan d'Arabie, aidé par les forces égyptiennes, reprend		
1814	Charles XIII de Suède envahit la Norvège et la contraint de s'unir à son pays.			le contròle de son territoire.	1814	Nouvelle-Zélande : le: Européens introduiser chevaux, ovins, bovins et volaille ; les Maoris apprennent les méthodes agraires européennes des missionnaires, cultive des pommes de terre et du blé et élèvent di bétail et des moutons bon nombre font aus: bien que les colons britanniques et tirent profit d'un commerce en pleine expansion.

	Afrique sub-saharienne (suite)	Amériques (suite)	Asie (suite)
1817 1818 1818 1818	Le traité anglo-malgache abolit la traite des esclaves à Madagascar. Tchad : Mohammed al-Kanemi restaure l'empire du Bornou et établit sa capitale à Kouka. En Afrique australe, les Ndwandwe derrière leur chef Zwide, anéantissent le royaume mthethwa dont ils tuent le chef Dingiswayo. Après avoir vaincu les Bambaras dans le delta intérieur du Niger, Cheikou Amadou établit l'empire peul du Macina. Un premier groupe de 88 immigrants rejoint le Libéria ; en 1822, ce pays devient, grâce à la volonté d'une société philanthropique, l'American Colonization Society, une terre d'accueil pour les esclaves affranchis. Les Français essaient de créer des plantations au Sénégal et d'établir des relations commerciales à l'Intérieur du territoire mais échouent à cause d'un	 José de San Martín libère le Chili. Rio de Janeiro compte désormais 130 000 habitants (sa population a plus que doublé en dix ans). La victoire de Simon Bolivar à Boyacá permet à la Colombie de devenir indépendante et conduit en 1821 à la fondation de la Grande Colombie (Venezuela, Colombie, Panama et Équateur). 	1819 Stamford Raffles, de la Compagnie anglaise des Indes orientales, établi un poste de commerce sur ce qui va devenir Singapour.
1821	taux de mortalité très élevé. En Afrique de l'Ouest, Gezo, roi du Dahomey, met un terme à la longue suzeraineté du royaume d'Oyo. Moshoeshoe I™ fait du Lesotho un État indépendant.	1821 Fondation de l'université de Buenos Aires. 1821 Régent du Brésil, Dom Pedro est sommé de renter à Lisbonne; soutenu par la population, il proclamera l'indépendance du pays. 1821 Fondation de l'école des mines colombienne à Bogotá tandis que la guerre d'indépendance fait rage. 1821 Le Pérou proclame son indépendance. 1822 L'indépendance du Brésil est proclamée. Dom Pedro devient le	
1822	inoependant. En Afrique occidentale, le roi ashanti Osei Bonsu se fait construire un palais moderne en pierre.	proclames. Dom rebro deveint le premier empereur du Brésil sous le nom de Pierre I ^{er} . 1822 Libération de l'Équateur. 1823 Par la doctrine Monroe, les États-Unis se déclarent fermés à toute tentative ultérieure de colonisation de la part des puissances européennes.	

	Europe (suite)	International (suite)	Afi	Moyen-Orient et rique du Nord (suite)		Océanie (suite)
1815 1815 1815 1815–50	Le Congrès de Vienne redessine la carte d'Europe, confirmant le partage de la Pologne et redonnant le statut de monarchie aux États de l'Église. La Sainte-Alliance autrichienne, russe et prussienne est négociée par Metternich. Bataille de Waterloo et défaite de Napoléon. Restauration de la monarchie en France.Fondation à Paris de la Société pour l'instruction élémentaire. Le médecin français René Laennec invente l'auscultation. Plus de 2 500 km de canaux sont construits en France.				1815	Le roi polynésien Pomaré II unifie l'archipel après la bataille de Feipi.
1819 1819	Le stéthoscope est décrit pour la première fois en France. Le philosophe allemand Arthur Schopenhauer publie <i>Le monde comme volonté et comme représentation</i> . L'économiste allemand Frederic List propose la création du <i>Zollverein</i> .		1820	Méhémet Ali conquiert le Soudan septentrional.	1819 1820	Baptême du roi polynésien Pomaré II à Tahiti. Hongi Hika, chef de la tribu néo-zélandaise Ngapuhi, se rend en Angleterre et rencontre le roi George IV.
1821 1821	Le physicien britannique Michael Faraday invente le premier moteur électrique bipolaire. En Grèce, le métropolite de Patras brandit l'étendard de la révolte contre l'Empire ottoman.					
			1822	L'imprimerie d'État égyptienne de Méhémet Ali, installée près du Caire, publie un dictionnaire italien- arabe, premier livre en caractères arabes. Début de déchiffrement des hiéroglyphes.		La tribu néo-zélandaise Ngati Toa migre vers le sud, en direction du détroit de Cook. Entrée en vigueur de la première charte constitutionnelle de l'État australien de Nouvelle-Galles-du- Sud, autorisant la cration d'un conseil législatif au pouvoir limité.

	Afrique sub-saharienne (suite)	ue sub-saharienne (suite) Amériques (suite)			
1824	Sous Osei Kwamina, les Ashanti repoussent l'invasion britannique. Afrique australe : Chaka Zulu vainc le chef de la tribu des Ndwandwe Zwide, qui sera tué par la suite.	1824 1824 1824 1824 1825	Le Brésil se dote d'une constitution moderne. L'Amérique centrale abolit l'esclavage. L'Amèrique centrale abolit l'esclavage. L'éphémère empire mexicain d'Iturbide est renversé et la première constitution du pays, la Constitution mexicaine de 1824, adoptée. Reddition de la dernière armée espagnole en Amérique du Sud à Ayacucho, au Pérou. La nouvelle constitution bolivienne reflète l'influence de la philosophie des Lumières française et écosaise sur les idées politiques de Bolívar. Le poète équatorien José Joaquín de Olmedo publie Ode à la victoire de Junín (Hymne à Bolívar).	1824-6	Au terme de la première guerre anglo-birmane, l'État d'Arakan et le Tenasserim sont cédés à l'Empire indien. Le prince javanais Diponegoro mène une guerre sainte contre les Hollanda (la Guerre de Java).
1826 1827 1828	Au Ghana, les Ashanti battent l'armée britannique et conservent l'indépendance. La société de l'Église missionnaire fonde au Sierra Leone le collège Fourah Bay, première institution pédagogique de style occidental. Afrique australe : un arrêté britannique garantit des droits égaux à toute « personne libre de couleur » au Cap et interdit les traitements inhumains des travailleurs. Assassinat de Chaka Zulu; le chef Dingane monte sur le trône zoulou.	1826	Simón Bolívar organise le Congrès de Panama auquel prennent part le Mexique, le Pérou, la Grande Colombie (auj. Colombie, Équateur, Panama, et Venezuela) et les Provinces unies d'Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa Rica); les espoirs d'accord sont anéantis par les dissensions entre les deux derniers États. Le Mexique abolit l'esclavage.	1828 1829	Le réformateur indien Ram Mohan Roy fonde le Brahmo Samaj, un des premiers mouvements de réforme de l'hindouisme. En Inde, la pratique du sati est interdite, en réponse aux plaidoyers des missionnaires et aux représentations de Ram Mohan Roy.
		Années 1830–60 1830 1830 (approx.)	Cuba est le premier pays producteur de sucre au monde. Le président colombien Bolívar démissionne en avril et meurt en décembre. L'école primaire devient gratuite et laique aux États-Unis, pour les enfants de 6 à 14 ans ; elle est également obligatoire mais en 1876 seuls 49% des enfants s'y rendent régulièrement. Exploitation commerciale réussie de la première locomotive à vapeur aux États-Unis assouplissent peu à peu les droits d'importation mis en place par le <i>Tariff Act</i> de 1816, s'orientant vers un commerce plus libre.	1829-32	Un comité d'érudits birmans rédige une dronique officielle (<i>Chronique du palais de cristal</i>) couvrant l'histoiru birmane jusqu'en 1821.

	Europe (suite)	International (suite)		Moyen-Orient et ique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)
1824	Leopold von Ranke, historien allemand, publie <i>Histoire des peuples</i> romains et germains de 1494 à 1514.				1824 1824	Les « condamnés de la pire espèce » sont déportés sur l'île Norfolk qui devient un colonie pénitentiaire. La Constitution polynésienne établit ur parlement.
1825	Le métier automatique de Roberts réduit le nombre d'heures nécessaires pour filer 100 livres de coton à 135 (contre 50 000 en Inde 30 ans plus tôt).					
1825	Ouverture à Moscou du théâtre du					
1825	Bolchoï. L'échec du soulèvement des Décembristes inhibe le réformisme libéral en Russie.					
1825	Les premières locomotives à vapeur circulent au Royaume-Uni.		1826	Le sultan ottoman Mahmud II abolit le corps des janissaires, premier pas vers une armée moderne.		
			1827-9	Fondation au Caire des écoles de médecine, de pharmacie et de vétérinaire.		
					1828	Australie : des heurts entre colons et aborigènes en Tasmanie entraînent la proclamation de la loi martiale, incitant clairement à tuer, capturer et incarcérer tous les autochtones.
1830 1830 1830–53	La Belgique se déclare indépendante au terme de la révolution belge. En France, la Révolution de juillet établit une monarchie constitutionnelle dont Louis-Philippe est le « roi-citoyen ». Auguste Comte publie ses six volumes du Cours de philosophie positive, suivis de Le catéchisme positiviste et Le système de politique positive.		1830 1830–43	Les Français s'emparent d'Alger. 40 % de la population algérienne sait lire et écrire en 1830 (plus qu'en France) mais, selon un recensement réalisé en 1844, le nombre d'enseignants baissera de moitié. Abd El-Kader, proclamé sultan, assoie son	1830 1830	L'Australie-Occidentale devient une possession britannique. Certains chefs samoans accueillent favorablement le missionnaire méthodiste John Williams et le pressent de faire venir des professeurs.
				autorité sur l'Algérie ; il est considéré tantôt comme allié, tantôt comme ennemi, par la France.		

,	Afrique sub-saharienne <i>(suite)</i>		Amériques (suite)		Asie (suite)
		1831	Le journaliste américain William Lloyd Garrison fonde le journal <i>Liberator</i> et part en croisade contre l'esclavage.		
		1832 1833	L'écrivain argentin Esteban Echeverría publie <i>Elvira</i> , premier ouvrage romantique de la littérature hispano-américaine. Construction du premier observatoire sur le sol américain (en 1882, il y en aura 144) et fondation de la Société antiesclavagiste. Le syndicat national du travail (National Trade Union) voit le jour aux États-Unis.	1834	Des travailleurs indiens sous contrat de salariat contraint quittent le pays par millions ; en 1900 plus de 12 millions sont partis ; 2,7 millions d'entre eux resteront sur place et 9,5 millions
1835 1835–41	Madagascar : la Bible est publiée pour la première fois en malgache ; la société missionnaire de Londres est contrainte de quitter Madagascar lorsque la reine Ranavalona lºº interdit le christianisme et ordonne à la société de n'enseigner que des arts utiles. « Grand Trek » des Boers à travers les territoire des rivières Orange et Vaal ; les raids des Boers sur le bétail et les esclaves africains accentuent le ressentiment africain.	1835 1835 1835–52	Aux États-Unis, Gordon Bennett fonde le New-York Herald et Samuel Morse invente le télégraphe électrique. Le Mexique compte 1 310 écoles qui accueillent environ 60 000 élèves. Début de la dictature de Juan Manuel de Rosas en Argentine, qui devient l'un des premiers caudillos d'Amérique latine.		reviendront. '
1836	L'Angola abolit le commerce transatlantique des esclaves.	1836 1836	L'écrivain romantique brésilien Gonçalves de Magalhaes publie Suspiros poéticos e saudades (Soupirs poétiques et nostalgie). Construction de la première ligne de chemin de fer canadienne par la Champlain and St Lawrence Railway.	1836-8	Au terme de débats passionnés à la cour impériale chinoise, le commerce de l'opium est interdit.
1837	Zanzibar : le sultan Seyyid Saïd signe un traité avec les États-Unis, puis avec le Royaume-Uni (1839) et la France (1844).	1836	Le Texas se déclare indépendant du Mexique.	1837–47	Pendant dix ans, les Kazakhs derrière Kenesasy Kasymov se soulèvent en nombre contre les Russes.
1838	(1844). Afrique australe : le chef boer Piet Retief est tué sur ordre de Dingane ; les Zoulous attaquent les villages boers et mettent à mal le « Commando volant » avant d'être vaincus lors de la bataille de Blood River.	1838 1838 1838	Fondation de l'Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro (Institut historique et géographique brésilien). Construction de la première voie ferrée cubaine. Dissolution de la République fédérale d'Amérique centrale lorsque le Honduras, le Nicaragua et le Costa Rica font sécession.	1838-43	Les Afghans infligent de pénibles défaites aux Britanniques lors de la première guerre anglo-afghane.

	Europe (suite)	International (suite)		Moyen-Orient et ique du Nord <i>(suite)</i>	Océanie (suite)		
1831 1831	Le Britannique Michael Faraday découvre l'induction électromagnétique ainsi que le principe de la dynamo. Défaite de l'insurrection polonaise. Le poète italien Silvio Pellico publie Mes prisons — mémoires de Silvio		Années 1830	L'Égypte étend son empire à la Syrie et à l'Anatolie sous Méhémet Ali.Méhémet Ali impose la corvée et de lourds impôts, émancipe les chrétiens, utilise les troupes maronites pour se débarrasser des rebelles musulmans. L'Algérie est annexée par la France; dans	1831–42	Politique d'aide à l'immigration en Australie.	
1833	Pellico. En Grande-Bretagne, la première Factory Act, imposant des limites d'heures de travail, jette les bases d'une éventuelle réforme.	1833 L'Empire britannique abolit l'esclavage dans ses colonies.	1832-8	les années qui suivent, quelque 400 000 Européens y émigrent. Bon nombre d'Algériens sont derrière Abd El-Kader et résistent.			
1834 1834	Ouverture à Athènes du Musée national archéologique. En Allemagne, la fusion des trois Zollverein (unions douanières) réunit les dix-sept États allemands en un espace de libre échange commun de 23 500 000 personnes.		1834 1834	Une imprimerie est créée à Beyrouth au Liban. Les premières presses arrivent en Syrie.	1834	Le meurtre de 40 Aborigènes sur la rivière Murray provoque un sentiment de honte et une vague d'appels pour la protection des autochtones.	
1835 1835	En France, l'Académie des Sciences commence à publier des comptes rendus de ses assemblées, créant le premier journal scientifique moderne. L'auteur danois Hans Christian Andersen publie la première série de ses contes de fées.		1835	En Égypte, Rifa'a Rafi' al-Tahtawi est nommé directeur de la nouvelle École de langues, chargée de former une nouvelle génération d'enseignants, fonctionnaires et traducteurs.	1835 1835	Le territoire de Victoria en Australie devient une possession britannique ; fondation de Melbourne. Les chefs maoris du Nord regroupés en Confédération des tribus unies et le	
1836	<i>Le Revizor</i> de Gogol est joué pour la première fois en Russie.		1835	En Tripolitaine, les Turcs déposent la dynastie des Karamanli, récemment restaurée avec l'aide tunisienne, et rétablissent l'administration directe.	1836 1836	Résident britannique signent la Déclaration d'indépendance de la Nouvelle-Zélande. Le territoire de l'Australie-Méridionale devient une possession britannique; fondation d'Adélaïde. Nouvelle-Zélande: la Déclaration d'indépendance des	
1838	Un premier bateau à vapeur relie Londres à New York via Cork en Irlande.		1838	Un traité commercial anglo-ottoman réduit les droits d'entrée en Égypte, plaçant l'industrie du pays sous la menace d'une invasion de produits étrangers concurrents.	1838	Maoris est reconnue par Guillaume IV dans une lettre de Lord Glenelg. L'île Pitcairn est déclarée colonie britannique ; en 1856, la population est évacuée sur l'île Norfolk mais une partie revient rapidement.	

	Afrique sub-saharienne (suite)		Amériques (suite)		Asie (suite)
1839 1839	Au Gabon, les chefs des clans côtiers et de l'estuaire signent des traités d'alliance/protection avec la France. Les Boers fondent l'éphémère république du Natal.	1838	Samuel Morse fait une démonstration publique du télégraphe.		
1840 1840 1840s	Afrique australe : contraint de quitter le Transvaal, le conquérant Mzilikazi fonde le royaume ndebele dans l'ouest de l'actuel Zimbabwe ; Mpande s'allie aux Boers pour chasser son demi-frère, Dingane ; Mpande, en tant que vassal des Boers, règne sur le Zoulouland. Seyyid Saïd transfère le siège de son gouvernement d'Oman à Zanzibar. Progression spectaculaire de l'activité commerciale arabe et swahili dans l'arrière-pays est-africain.	1840 Années 1840	L'Acte d'union fonde une colonie unique, quasi fédérale, la Province unie du Canada. Découverte en Amérique du Sud des vertus de la quinine comme prophylaxie antipaludéenne.		
1843	Le Natal est annexé par les Britanniques afin d'empêcher les Boers d'accéder à la mer. Le roi Gezo du Dahomey signe un traité avec la France pour protéger les missionnaires français et le commerce	1841	Au Venezuela, Rafael María Baralt et Ramón Diaz publient <i>Resumen de la Historia de Venezuela</i> tandis que Agustín Codazzi publie <i>Atlas histórico, geográfico, político y estadístico de Venezuela</i> . Aux États-Unis, les syndicats sont légalisés par une ordonnance de tribunal.	1842	En Chine, le traité de Nanjing met fin à la première guerre de l'Opium; Hong Kong est cédé à l'Angleterre et cinq ports chinois sont ouverts aux étrangers.

	Europe (suite)	International (suite)	Af	Moyen-Orient et rique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)
1839	L'indépendance de la Belgique est formalisée et garantie par les puissances européennes dans le premier Traité de Londres. Implantation de l'observatoire de Pulkovo, près de Saint-Pétersbourg.		1839	Au Yémen, les Britanniques occupent Aden et fondent une colonie. Un décret du sultan ottoman Abdülmacid marque le début d'une ère de réformes ou Tanzimat (réorganisation en turc) avec la déclaration d'égalité entre tous les sujets quelles que soient leur race ou leur	1839	Le Code de Vava'u soumet les îles Tonga à la chrétienté.
1840 1840 Années 1840	Il est estimé qu'entre deux-tiers et trois-quarts de la classe ouvrière anglaise et galloise peut lire des textes simples. L'économiste et sociologue français Pierre-Joseph Proudhon publie <i>Qu'est-ce que la propriété ?</i> Introduction des engrais chimiques.		1840	croyance. L'armée égyptienne de Méhémet Ali anéantit les forces turques en Syrie mais les forces navales britanniques et autrichiennes le contraignent à battre en retraite; il reçoit en compensation la possession héréditaire de l'Égypte. Les premiers billets de banque sont introduits dans l'Empire ottoman. La Tunisie se dote d'une académie militaire (qui deviendra ultérieurement une école polytechnique) au Bardo.	1840 1840 Années 1840	Australie : fin de la déportation des bagnards (excepté en Tasmanie où elle se poursuit jusqu'en 1852). Le premier gouverneur britannique débarque en Nouvelle-Zélande avec ordre d'asseoir la souveraineté britannique ; le traité de Waitangi est signé par plus de 530 chefs; la citoyenneté britannique est accordée à tous les habitants. Dans de nombreuses régions, les Maoris ont des fermes prospères, possèdent des moulins à eau et vendent leurs produits à l'étranger. Les îles Marquises deviennent une possession française.
1843	Le philosophe danois Søren Kierkegaard publie <i>Ou bien ou bien.</i>		1842	Abul Hasan Ghaffari, fondateur de l'école du réalisme dans l'art du portrait iranien, est nommé peintre officiel à la cour de Muhammad Chāh. Muhammad ibn Alī Al-Sanūs, fondateur de la confrérie senoussie, gagne la Cyrénaïque où il fonde la première zaouïa baida (« monastère blanc ») de son ordre.	1842	La Nouvelle-Calédonie est revendiquée par la France. La reine tahitienne Pomaré IV accepte le protectorat français.

Δ	Afrique sub-saharienne (suite)		Amériques (suite)		Asie (suite)
		1844	Introduction du télégraphe aux États-Unis ; en 1860, plus de 75000 kilomètres de fils seront posés ; en 1861, New York sera relié à San Francisco.		
1845 1845–70	Les Boers fondent l'État libre d'Orange (reconnu par le Royaume-Uni en 1854 avec le Transvaal). Le champ d'action des caravanes marchandes portugo-africaines s'étend à l'Afrique centrale ; les Ovimbundu accentuent leur contrôle sur le commerce.	1845 1845	L'écrivain argentin Domingo Sarmiento publie Civilización y barbarie. Vida de Juan Facundo Quiroga. Le Texas devient un état américain malgré son statut esclavagiste, ce qui intensifie les tensions entre états esclavagistes et abolitionnistes aux États-Unis.	1845-70	Plus de 7 500 km de voies ferrées sont posés en Inde.
1847	Le Libéria est proclamé république souveraine.	1846 1846 1846 1846 1846–8	Le poète brésilien Antonio Gonçalves Dias publie ses <i>Primeiros cantos</i> (Chants, première série), en l'honneur du Brésil et des Indiens. Le Traité de l'Oregon entérine le tracé convenu de la frontière entre les États-Unis et le Canada jusqu'au Pacifique. Fondation d'une chaire de technologie industrielle à Cuba. En Uruguay, Esteban Echeverría, Juan Gutiérrez et Juan Alberdi publient le <i>Dogma Socialista</i> . Le chirurgien américain John Collins Warren réussit avec succès la première intervention sous anesthésie générale. Création de la <i>Smithsonian Institution</i> . Vaincu par les États-Unis, le Mexique leur cède la Alta California et Santa Fé de Nuevo México. Au Chili, Andrés Bello, poète et philologue venézuellen, publie sa <i>Grammaire de la langue castillane à l'usage des Américains</i> .		
		1848 1849	Première convention américaine sur les droits de la femme à Seneca Falls, état de New York. L'architecte français Brunet de Baines fonde la première école d'architecture chilienne.	1848-56	Lord Dalhousie, gouverneur général des Indes, prend le contrôle des royaumes et principautés en déshérence au nom de la doctrine de préemption (doctrine of lapse) et annexe l'Awadh, favorisant ainsi la grande révolte contre l'autorité britannique de 1857–1859.

	Europe (suite)	International (suite)	Afr	Moyen-Orient et ique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)
				En Iran, Siyyid 'Ali Muhammad, dit le Bab, se proclame Mahdi, le douzième imam caché; il est exécuté en 1850 mais son mouvement survit avec le babisme. Les Français, sous la houlette du maréchal Bugeaud, envahissent le Maroc; le pays est contraint de reconnaître la souveraineté française sur l'Algérie lors du traité de paix de Tanger.		Les Britanniques entrent en conflit avec les Maoris dans le nord de la Nouvelle-Zélande.
1845	Pénurie de pommes de terre dans toute l'Europe. Friedrich Engels publie à Leipzig <i>La</i> <i>situation de la classe laborieuse en</i> <i>Angleterre.</i>		1845	L'université marocaine Al Qarawiyin est placée sous le contrôle de l'État.		Australie: la population indigène de Nouvelle-Galles-du-Sud est décimée par une épidémie et passe de 65 000 habitants à 4 000.
1845-7	L'Irlande est frappée par la Grande famine; la population est réduite de moitié en raison des décès et de l'émigration (plus de 200 000 émigrants par an entre 1849–1851). Le Royaume-Uni abandonne le protectionnisme et abroge les Carn Laws ou lois sur le blé.		1846	Inauguration de l'école d'ingénieurs de Fès au Maroc.	1845	Tonga : George Tupou I" accède au trône et poursuit l'unification des îles Tonga. Avec son soutien, l'église méthodiste devient quasiment une religion d'État.
1847	Le chirurgien et obstétricien Ignace Semmelweis constate que la mortalité néo-natale baisse spectaculairement si les médecins se lavent les mains ; il est tourné en ridicule des années encore après sa mort, en 1865, dans un asile d'aliénés.		1847	Au Liban, Maroun al-Naqqash produit la première pièce de type occidental en langue arabe, Al-Bakhil, librement adaptée de L'Avare de Molière. En Algérie, Abd	1847	Sur l'île Norfolk, le gouvernement réduit progressivement la colonie pénitentiaire après que l'évêque Robert Willson a signalé d'importantes atrocités à la Chambre
1848	Une vague de révolution s'empare de l'Europe, de la Sicile à la Lituanie, de la Suede à la Hongrie. Louis-Philippe, roi des Français, est destitué lors de la révolution en février; Louis-Napoléon Bonaparte est élu président en décembre.	1848 La France abolit l'esclavage dans ses colonies.		El-Kader est finalement contraint de se rendre après avoir le refus du Maroc de lui accorder asile.		des Lords.

 1849 En fondant Libreville au Gabon, les Français indiquent leur intention de s'implanter dans la région. 1850 L'explorateur anglais Richard Burton constate que la langue et la culture swahilles, déjà très présentes, se répandent en Afrique centrale et orientale. Années L'utilisation de la quinine permet aux laso Européens de pénétrer en profondeur dans les terres africaines. Années Des travailleurs indiens commencent à être « importés » comme maind' œuvre bon marché pour travailler dans les champs de canne à sucre de l'Afrique australe. Années Le bassin du Congo est le lieu de 	au m N 1849 Fo R. 1849 D 1850 L' H C ét al	lizabeth Blackwell est la première méricaine diplômée d'une école de hédecine, à Geneva dans l'état de lev York. ondation de l'université de la épublique d'Uruguay. le l'or est découvert en Californie. écrivain américain Nathaniel awthorne publie La lettre écarlate. ompromis Clay entre les tats esclavagistes et les états bolitionnistes. ondes de la remière école de médecine pour	1850-64 En Chine, Hong Xiuquan dit être le frère de Jésus et initie le mouvement Taiping qui déclenchera une guerre tr meurtrière.
constate que la langue et la culture swahilies, déjà très présentes, se répandent en Afrique centrale et orientale. Années L'utilisation de la quinine permet aux Européens de pénétrer en profondeur dans les terres africaines. Années Des travailleurs indiens commencent à être « importés » comme maind' ceuvre bon marché pour travailler dans les champs de canne à sucre de l'Afrique australe.	1850 L' H C ét al Fo pi	écrivain américain Nathaniel awthorne publie <i>La lettre écarlate.</i> ompromis Clay entre les tats esclavagistes et les états bolitionnistes. ondation en Pennsylvanie de la	frère de Jésus et initie le mouvement Taiping qui déclenchera une guerre tr
1850 rencontre des Arabo-swahilis du Zanzibar et des Portugo-Africains venant de l'Angola, puis des Anglais, venant du Cap.		unes filles.	
		tats-Unis : Herman Melville publie <i>floby Dick</i> .	
1852. Afrique australe : la Grande-Bretagne signe des conventions avec le Transvaal et l'État libre d'Orange, reconnaissant leur indépendance. 1852-64 Afrique de l'Ouest : le réformateur musulman al-Hajj 'Umar fonde un vaste empire englobant le Sénégal, le delta du Niger et le Mali.	1852 A pi 1853 L' au fc ei di	l'esclavage est aboli en Équateur sous présidence de José María Urbina. ux États-Unis, Harriet Beecher Stowe ublie La Case de l'oncle Tom. l'assemblée constitutionnelle argentine dopte une nouvelle constitution, ortement influencée par Fondements t points de départ pour l'organisation le la République argentine de Juan autista Alberdi (1852).	

	Europe (suite)		International (suite)		Moyen-Orient et ique du Nord (suite)	Océanie (suite)		
1849 1850	Le parlement britannique abroge les lois sur la navigation (Navigation Laws). Charles Dickens publie David Copperfield. Le Royaume-Uni possède près de 10 000 km de voies ferrées, l'Allemagne près de 6 000 km et la France moins de 3 000 km. Les autorités municipales britanniques	1850 Années	La population mondiale est estimée à 1 260 millions d'individus environ. Flambée des prix après	1850	En Iran, Abul Hasan Ghaffari commence l'illustration d'une traduction en perse, de six volumes, des <i>Mille</i>	1850	L'Australian Colonies Act ou loi du gouvernement des colonies australiennes confère l'autonomie	
	sont autorisées à introduire un impôt pour financer les bibliothèques publiques.	1850-70	la découverte d'or en Californie et en Australie.	Années 1850	et une nuits. En Tunisie, la période de réformes politiques sous Khéreddine atteint son apogée par la création de la Destour (Constitution).	1850 Années 1850	à la Nouvelle-Galles- du-Sud, la Tasmanie, l'Australie-Méridionale le Victoria et le Queensland. La concession de terres aux étrangers est interdite sur les îles Tonga. Les Maoris possèdent et gèrent la plupart de compagnies maritimes côtières de l'Île du Nord de Nouvelle-	
1851	Louis-Napoléon Bonaparte instaure	1851	La Grande Exposition	1851	Le gouvernement	1851	Zélande. Découverte d'or en	
1851 1851 1851	un régime autoritaire. L'Église catholique austro-hongroise oblige l'université de Prague à congédier le philosophe Alfred Smetana en raison de sa sympathie à l'égard de Hegel. Au Royaume-Uni, l'Amalgamated Society of Engineers ou Fédération générale des mécaniciens forme le premier syndicat modèle. Foucault expérimente son pendule en France.		de Londres, avec 6 millions de visiteurs, est la première d'une longue série d'expositions internationales (Paris en 1878 avec 16 millions de visiteurs, Chicago en 1893 avec 27 millions de visiteurs et de nouveau Paris en 1900 avec 50 millions	1851	ottoman crée l'Enjümeni dânïsh (« Société du savoir » ou « Académie des Sciences »). Création en Iran d'une école polytechnique (<i>Dar al-Funun</i>) chargée de former des officiers de l'armée et des fonctionnaires.		Nouvelle-Galles-du- Sud et au Victoria, à l'origine des premières ruées vers l'or en Australie entre les années 1850 et 1870.	
1852	Un plébiscite confirme le coup d'État de 1851 de Louis Napoléon et établit le Second Empire.		de visiteurs).			1852	Fondation d'un gouvernement provincial autonome e Nouvelle-Zélande.	
1853–6 1853–70	La guerre de Crimée oppose la France et le Royaume-Uni à la Russie. Georges Haussmann reconstruit Paris.					1853	La Nouvelle-Calédonie devient une possession française reprenant le modèle de colonie pénitentiaire de l'Australie, notamment dans l'abrogation des droits fonciers aborigènes. Premières élections nationales générales en Nouvelle-Zélande (seuls les citoyens britanniques de sexe masculin peuvent voter).	

1462 DE 1789 À 1914

	Afrique sub-saharienne (suite)		Amériques (suite)		Asie (suite)
1854– 1865	Les Français s'installent au Sénégal dans l'optique de pénétrer plus profondément en Afrique occidentale.	1854 1854	L'auteur américain Henry David Thoreau publie <i>Walden ou la vie dans les bois.</i> Le Venezuela et le Pérou abolissent l'esclavage.	1854	Le Commodore Perry contraint le Japon à accueillir des navires américains ; des droits similaires sont accordés au Royaume-Uni et à la Russie.
1855	Théodoros II d'Éthiopie est couronné empereur et tente d'unifier l'État.	1855	États-Unis : le poète Walt Whitman publie <i>Feuilles d'herbe</i> .	1855	Le roi siamois Mongkut (Phra Chom Klao) signe un traité commercial avec la Grande-Bretagne.
				1856	La seconde guerre de l'Opium éclate en Chine à la suite de l'arrestation pour piraterie de l'équipage de l' <i>Arrow</i> et de l'exécution d'un missionnaire français dans une région interdite. Le réformateur indien Ishwar Chandra Vidyasagar propose et réussit à faire voter le <i>Widow Remarriage Act</i> , faisant ressortir de textes anciens la permission pour les veuves de se remarier.
1857 1857 1857	Un service de navigation permanent est établi sur le delta du Niger. À Madagascar, la reine Ranavalona chasse tous les Européens à la suite d'un coup d'État manqué. La France établit un poste militaire à Dakar et fonde le corps d'infanterie sénégalaise, pourvu d'armes modernes.	1857	lnauguration du théâtre argentin Colón.	1857 1857–60	Ouverture à Bombay de l'école des beaux-arts Sir Jamsetjee Jeejeebhoy. La révolte des Cipayes contre les Britanniques se répand dans le nord et le centre de l'Inde. L'armée franco-britannique pille et brûle Canton et le Palais d'été. La Chine concède des missions diplomatiques à Pékin, onze ports francs, la permission pour les Occidentaux de voyager et la légalisation des importations d'opium.

	Europe (suite)	International (suite)		Moyen-Orient et ique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)
1854	Le médecin britannique John Snow prouve le rôle de l'eau dans la transmission du choléra.		1854	En Égypte, Saïd Pacha signe l'acte de concession autorisant Ferdinand de Lesseps à construire le canal de Suez.	1854 1854	Rébellion dite de la barricade d'Eurêka en Australie parmi les prospecteurs du gisement aurifère de Ballarat. Une ligne de chemin de fer commence à être construite à Melbourne.
1855	L'inventeur britannique Henry Bessemer brevète son convertisseur pour produire en masse de l'acier.				1855 1855	Le gouvernement du territoire australien de Victoria restreint l'immigration chinois bientôt suivi par toutes les colonies australiennes.
1856 1856	Gustave Flaubert publie Madame Bovary. Au Royaume-Uni, la découverte par		1856	Au Liban, Nasif al- Yaziji publie son roman <i>Majma' al-Bahray</i> sous	1833	Toutes les terres de Nouvelle-Calédonie non cultivées sont déclarées possession
1030	William Perkin du premier colorant synthétique marque le début d'une industrie chimique qui donnera		1856	forme de <i>maqamat ou</i> <i>séances</i> . En Cyrénaïque, la		du gouvernement colonial français et distribuées aux
1856–63	naissance aux entreprises allemandes géantes Bayer, BASF et Hoechst. Les expériences de l'Autrichien Gregor Mendel sur des pois débouchent sur les Lois de l'hérédité de Mendel; il			confrérie senoussie s'établit dans l'oasis de Djaraboud et élabore un gouvernement de facto.		planteurs et éleveurs les Canaques aborigènes sont repoussés vers des îles du large et des
	sera ignoré en son temps.		1856	Au Maroc, un traité avec les Britanniques place les Européens et ceux qui jouissent d'un statut « protégé » au-dessus des lois marocaines.		réserves.
			1856	Dans l'Empire ottoman, la promulgation du Hatt-1 Hümayun garantit l'inviolabilité de la vie et de la propriété ainsi que la liberté de religion pour		
			1856-7	tous les sujets. Égypte : construction de la première ligne de chemin de fer d'Afrique reliant Alexandrie, le Caire et Suez.		
1857	Charles Baudelaire publie Les Fleurs du Mal.		1857	Mohammed Bey entreprend des réformes en Tunisie.		

,	Afrique sub-saharienne <i>(suite)</i>		Amériques (suite)		Asie (suite)
1858 1858	Afrique australe : les Boers envahissent le Lesotho sans pouvoir s'emparer de la capitale ; en se retirant, ils détruisent les maisons, les cultures et le bétail. Dècès du roi Gezo, qui a restructuré l'économie du Dahomey autour d'un commerce d'huile de palme parfaitement organisé.			1858 1858	L'administration de la compagnie des Indes orientales est prise en mains par la Couronne britannique. Scission entre le shogunat et les principaux daimyos, ces derniers refusant de voir la politique d'isolement prendre fin ; le régent du shogun est assassiné en 1860. Le penseur japonais Yukichi Fukuzawa fonde l'université Keio. Publication en Thaïlande du premier
1859	Publication en Afrique occidentale du premier journal en yoruba, <i>Iwe Irohin</i> .	1859	Forage du premier puits de pétrole moderne en Pennsylvanie.		journal officiel, publié par la nouvelle imprimerie gouvernementale.
Années 1860	Le chef soudanais Samory Touré établit son royaume.	1860-70	Des chaires universitaires en évolutionnisme sont ouvertes en Argentine, Colombie et Venezuela.	1860	En Inde, les atrocités des planteurs blancs contre les paysans bengali, sont dénoncées par le révérend Long qui est emprisonné pour calomnie.
1861	Le décès de la reine malgache Ranavalona I permet au christianisme de revenir dans l'île.	1861-5	Guerre de Sécession aux États-Unis.	1861 1861	Fondation en Inde de l'Archaeological Survey of India (qui succède à l'Asiatic Society). Naissance du poète et réformateur indien Rabindranath Tagore. En Chine, l'impératrice douairière Cixi prend le pouvoir ; Zeng Guofan reprend Anqing aux Taiping, ce qui lui permettra par la suite de reprendre Nanjing. Publication aux Philippines du poème narratif Florante at Laura en tagalog ei espagnol, écrit par Francisco Baltazar
1862	Angola: l'explorateur portugais Silva Porto constate une forte alphabétisation du territoire ovimbundu, qui est « traversé de toute part par un échange actif de lettres et notes ».			1862 1862	vers 1838. Création d'un bureau de traduction à Pékin. Des moines bouddhistes sri-lankais fondent la société pour la propagation du bouddhisme, qui publie de nombreux ouvrages.
1862	Ouganda : le roi du Bouganda Mutesa l'é reçoit les capitaines Grant et Speke et rencontre ainsi pour la première fois les Européens.			1862	l'empereur vietnamien Tu Duc cède trois provinces, dont Saigon, à la France, autorise la liberté de culte et ouvre trois ports au commerce.

Europe (suite)		Europe (suite) International (suite)		Moyen-Orient et ique du Nord <i>(suite)</i>	Océanie (suite)		
1858	lionel Rothschild devient le premier membre israélite du parlement britannique.		1858-60	En Syrie, une révolte paysanne contre les propriétaires terriens débouche sur une guerre civile ; la crise est désamorcée par le ministre des Affaires étrangères ottoman Fouad Pacha.	1858	Nouvelle-Zélande : Potatau Te Wherowhero est proclamé roi par certaines tribus maories souhaitant s'opposer à la mainmise des Européens sur leurs terres.	
1859 1859	Charles Darwin publie <i>De l'origine</i> des espèces. La défaite de l'Autriche contre la France en Italie fait que le nord de la péninsule est réunie sous le Piémont.		1859 1859	Création en Égypte de l'Institut égyptien. Début de la construction du canal de Suez.	1859 1859	Fondation de la compagnie des mines de cuivre en Nouvelle-Calédonie. Les rues d'Auckland,	
	peninsule est reunie sous le Plemont.			de Suez.	1859	en Nouvelle-Zélande, sont éclairées au gaz.	
1860	Le traité Cobden-Chevalier, signé entre la France et le Royaume- Uni, abolit la plupart des taxes d'importation ; la Belgique rejoint le traité en 1861, puis la Prusse en 1862, l'Italie en 1863, la Suisse en 1864, ainsi que la Suède, la Norvège, l'Espagne et les Pays-Bas en 1865.		1860	Publication en Syrie du journal Nafir Suriya (le Clairon de Syrie) dont la devise est « Aimer son pays est un acte de foi ». Le Maroc cède à l'Espagne de vastes		La dispute à propos des terres de Waitara déclenche un conflit ouvert entre Maoris et gouvernement britannique. Cette guerre se poursuivra jusqu'en 1864, chaque	
1860	respagne et les rays das et noor. En Italie, les 1 000 « chemises rouges » de Garibaldi conquièrent la Sicile et le sud de l'Italie pour le Piémont ; le Royaume d'Italie est fondé en 1861.		Années 1860– 1870	Melilla et Tétouan. Le gouvernement ottoman met en place des écoles secondaires publiques dans les	Années	partie craignant de voir le contrôle des terres et de l'infrastructure économique leur échapper.	
1861	En Russie, les Grandes réformes commencent par l'abolition du servage.		1861	principales villes de Syrie. Une liaison télégraphique relie Bagdad à Istanbul et, peu après, à la Perse et à l'Inde	1860	De nombreux travailleurs sont amenés en Australie des îles du Pacifique comme volontaires ou de force pour travailler dans les champs de	
			1861	Fondation de la Société scientifique ottomane; elle publie le premier journal des sciences (Mecmua-i Funūn) en Turquie. Tunisie: la première		canne à sucre.	
1862	Victor Hugo publie <i>Les Misérables</i> .			constitution du monde islamique entre en vigueur; un conseil consultatif est établi. Le réformateur Khéreddine parcourt l'Europe mais se heurte à l'insistance des pays européens sur le maintien des capitulations exemptant leurs concitoyens de toute poursuite en vertu des lois tunisiennes.	1862 1862	L'or néo-zélandais arrive à Londres pour la première fois. Polynésie : James Byrne recrute des Mélanésiens pour récolter le guano au Pérou ; il est suivi par de nombreux autres Blancs, qui utilisent la force lorsque les volontaires font défaut.	

Afrique sub-saharienne (suite)		Amériques (suite)		Asie (suite)
	1863	États-Unis : promulgation de la Homestead, loi qui encourage l'appropriation des terres non cultivées. Au Venezuela, Adolfo Ernst introduit le positivisme à l'université centrale.	1863	Le roi cambodgien Norodom place sor royaume sous protectorat français, pour écarter les menaces du Siam et du Viet Nam.
	1864	Maximilien débarque à Veracruz, au Mexique, pour établir l'empire avec le soutien des conservateurs mexicains et de Napoléon III.	1864 1864	Les ateliers impériaux de Jingdezhen, célèbres pour leur porcelaine, pillés pa les rebelles Taiping, sont reconstruits. Décès en Corée de Ch'oe Cheu qui a élaboré la notion de pensée orientale et l'identité coréenne en opposition à l'Occident.
65 Le roi Moshesh du Basutoland demande aux Britanniques de protége son royaume contre les Boers; le Basutoland (Lesotho) est annexé.	1865 r 1865	La Triple alliance de l'Argentine, Brésil et Uruguay déclare la guerre au Paraguay. Le livre <i>A escravatura no Brasil</i> (Esclavage au Brésil) du Brésilien Francisco Brandão Junior, soulève une vive émotion.	1865 1865–7	La Russie fonde une <i>oblast</i> au Turkestan, de la mer d'Arabie jusqu'au lac Issyk Koul. Fondation en Chine des célèbres arsenaux de Jiangnan, Nanjing, Fuzhou et Tianjin.
	1865	Le physicien brésilien Luis Pereira Bareto publie le premier volume des <i>Trois Philosophies</i> . La création du <i>Massachusetts Institute</i> of <i>Technology</i> marque l'engagement des États-Unis envers la formation et la recherche technique. Les États-Unis prononcent l'abolition de l'esclavage.		
	1866	Les États-Unis envoient des armes aux républicains mexicains et Napoléon III rappelle ses troupes; Maximilien est fusillé par les républicains l'année suivante. Fondation aux États-Unis du Ku Klux	1866	Après des frictions avec les résidents étrangers, le Japon doit accepter d'ouvrir plus de ports au libre échange et de ramener ses barrières douanières à 5 %. L'émigration est officiellement
		Klan.	1866	autorisée au Japon, même si le nombri de passeports concédés avant 1885 reste très limité. Le manuel de Choe Han-gi sur la médicine occidentale introduit en Corée des connaissances élémentaires en électricité. Les Coréens coulent le <i>General</i> <i>Sherman</i> , navire militaire américain, à
	1867	La loi constitutionnelle canadienne British North America Act réunit le Nouveau-Brunsch (la Nouvelle- Écosse, l'Ontario et le Québec en un Dominion confédéré du Canada.	1867 1867	Pyongyang. Création à Pékin du Collège des langues (Tongwenguan), chargé de former les érudits chinois aux langues européennes. Les Français occupent la seconde

	Europe (suite)	International (suite)	Afi	Moyen-Orient et rique du Nord <i>(suite)</i>	Océanie (suite)			
1863 1863	Découverte en Belgique du procédé Solvay qui permet de fabriquer du carbonate de sodium. Les artistes français refusés lors de l'exposition de l'Académie exposent au Salon des Refusés; si ce salon provoque un scandale, il légitime le mouvement avant-gardiste et ouvre la voie à l'Impressionnisme. Jules Verne publie Cinq semaines en ballon.		1863	Fondation à Beyrouth, au Liban, par al-Boustani, pionnier de la renaissance arabe, de l'École nationale.				
1864	Louis Pasteur prouve l'existence des microbes à un groupe sceptique de scientifiques à l'université de Paris.		1864	Une nouvelle administration provinciale est mise	1864	Le gouvernement néo-zélandais confisque 1,5 million		
1864 1864 1864	La guerre des Duchés oppose le Danemark à l'État prussien. Le Vatican publie <i>Syllabus Errorum.</i> Léon Tolstoï commence <i>Guerre et Paix.</i>			en place au sein de l'Empire ottoman pour consolider la centralisation et promouvoir l'efficacité.		d'hectares des meilleures terres agricoles de l'Île du Nord, officiellement pour punir les rebelles, en réalité pour les		
1865	Tristan et Isolde de Richard Wagner est joué pour la première fois en Allemagne.		1865	Fondation dans l'Empire ottoman d'une organisation politique secrète les Jeunes Turcs.	1865	redistribuer aux colons. Un tribunal foncier indigène néo-zélandais est établi pour définir les titres fonciers par sous-tribu et individualiser les titres.		
1866	L'ingénieur français Georges Leclanché invente la pile Leclanché, ancêtre de la pile électrique sèche actuelle.		1866	Création du Collège Protestant syrien (future Université américaine de				
1866 1866	Guerre austro-prussienne. Bataille de Sadowa. Le romancier russe Fédor Dostoïevski publie <i>Crime et Châtiment</i> .		1866	Beyrouth). Création en Égypte d'un Conseil consultatif de Délégués quasi-				
1866 1866	Le chimiste suédois Alfred Nobel invente la dynamite. L'Europe est reliée à l'Amérique du Nord par télégraphe.			parlementaire. Inauguration au Caire de l'école d'architecture et d'irrigation.				
1867	Les syndicats autrichiens sont légalisés.							
1867	Karl Marx publie le premier volume de <i>Das Kapital</i> .							
1867 1867	Le dramaturge norvégien Henrik Ibsen publie Peer Gynt. Zürich est la première université européenne à accueillir des étudiantes en médecine sur un pied d'égalité avec les hommes.							

	Afrique sub-saharienne (suite)		Amériques (suite)	Asie (suite)
		1867	La première machine à écrire créée à Milwaukee connaît un grand succès aux États-Unis. La Russie vend l'Alaska et les îles aléoutiennes aux États-Unis. Fondation à Caracas, au Venezuela, de la Société des Sciences physiques et naturelles malgré les troubles politiques et militaires.	
1868 1868 1868	Une expédition britannique est menée contre la ville éthiopienne de Magdala pour secourir des prisonniers européens; mort de Théodoros II. Madagascar: la reine Ranavalona II se convertit au christianisme. Le chef résistant sénégalais Lat Dior est vaincu par les Français à Dekheulé et est destitué; il remontera sur le trône en 1871 mais sera de nouveau vaincu et destitué en 1879. L'Afrique du Sud est reliée à l'Amérique du Nord par liaison télégraphique.	1868	Élection à la présidence de l'Argentine de l'écrivain et homme politique Domingo Faustino Sarmiento. A Cuba, une rébellion contre la domination espagnole éclate. La guerre de Dix ans commence, les violences se poursuivant jusqu'en 1898. Fondation au Mexique de la Sociedad Mexicana de Historia Natural (Société d'histoire naturelle mexicaine).	 1868 Tokugawa et début de l'ère Meiji. 1868 La Russie s'empare de Samarkand et d'une grande partie du khanat de Boukhara ; le reste du khanat sera annexé en 1873. 1868 Au Japon, un décret séparant bouddhisme et shinto fait du bouddhisme et shinto fait du bouddhisme une religion étrangère; de nombreux monastères, objets de culte et écrits sarcés bouddhistes seront détruits. La restauration Meiji apporte la revitalisation des structures de l'État et la bureaucratie, la modernisation et l'industrialisation du pays sous la conduite de l'État. Le roi siamois Mongkut invite les astronomes et scientifiques français à venir observer une éclipse totale de soleil qu'il a annoncé deux ans plus
1869	La ville d'Asab en Érythrée est achetée par une société italienne privée comme comptoir commercial.	1869	La compagnie ferroviaire américaine Pacific Railway inaugure la première ligne transcontinentale.	tôt. 1869 Décès en Inde de Mirza Asadullah Ba Khan Ghalib, dernier grand poète de langue ourdoue et persane de la cou moghole.

	Europe (suite)	International (suite)		Moyen-Orient et ique du Nord <i>(suite)</i>	Océanie (suite)
1867	Le chirurgien britannique Joseph Lister établit le « principe antiseptique », préconisant la désinfection tout au long des opérations chirurgicales.		1867	Khéreddine publie en Tunisie Aqwam al masălik fitasyîr al-mamālik, dans lequel il préconise ce qu'il convient de faire pour rétablir la prospérité des États musulmans. L'ouvrage, publié en français l'année suivante sous le titre Réformes nécessaires aux États musulmans, est considéré comme le manifeste du réformateur. Création de l'École des arts appliqués du Caire.	
1869 1869 1869	L'école devient obligatoire en Autriche entre 6 et 1 4 ans. Léon Tolstor jubblie <i>Guerne et Paix</i> Le chimiste russe Dmitri Mendeleïev décrit un « système d'éléments » qui formera ultérieurement la base du tableau périodique. L'électricien belge Zénobe Gramme invente la machine de Gramme, dynamo génératrice de courant continu.	1869-70 Le ler concile du Vatican proclame l'infaillibilité pontificale. Cette notion est réfutée par l'historien américain John William Draper, auteur de History of the Conflict between Religion and Science (1872), ouvrage important sur le conflit intrinsèque entre la science et la religion.	1869 1869 1869–72	Ouverture du canal de Suez. Inauguration de l'Opéra du Caire où sont joués <i>Rigoletto</i> et <i>Aïda</i> de Verdi. En Tunisie, la commission internationale demande à Muhammad al-Saduq d'accorder de plus grandes concessions aux sociétés européennes en compensation de l'annulation de la dette. En Iraq, les réformes du gouverneur ottoman Midhat Pacha renforcent l'autorité du gouverneur central et donnent des droits fonciers aux paysans.	

A	Afrique sub-saharienne <i>(suite)</i>		Amériques (suite)		Asie (suite)
1870 Années 1870	Des mines de diamants sont découvertes à Kimberley, en Afrique du Sud. Le lingala, langue des pêcheurs ngala, très répandue, devient un vecteur clé de la communication marchande au Congo occidental.	1870 1870 1870, 1871	Le Manitoba devient une province canadienne après la rébellion de la Rivière rouge. Les États-Unis comptent quelque 84 675 km de voies ferrées (contre 5500 en 1840). Ouverture en Équateur de l'École polytechnique et de l'École des arts et métiers industriels.	1870 1870 Années 1870–80	Une émeute anti missionnaires à Tianjin (Chine) fait une cinquantaine de morts parmi les convertis et les étrangers ; Zeng Guofan négocie un accord avec les Français. Les Hollandais mettent en place une politique libérale en Indonésie pour attirer des capitaux pour le développement. Des missionnaires gouvernementaux enseignent le shinto à travers le Japon ; le « shinto des sanctuaires » s'associe au « shinto des sectes » afin d'incorporer les sectes et de rehausser le prestige impérial.
		1871	Pour lutter contre un taux d'analphabétisme de 90%, les autorités boliviennes rendent l'école primaire gratuite et obligatoire.	1871 1871 1871 1871–2 1871–3	Le Japon et l'Inde sont reliés par télégraphe à l'Amérique du Nord. Traduction japonaise de <i>De la liberté</i> de John Stuart Mill. Malgré les efforts d'une délégation américaine, la Corée reste fermée au commerce extérieur. Le premier forage pétrolier d'Asie est réalisé à Bakou, en Asie centrale. La mission diplomatique japonaise d'Iwakura, composée de membres du gouvernement, de chercheurs et d'étudiants, parcourt les États-Unis et l'Europe. La famine fait officiellement plus de
		1872	Le poète et journaliste argentin José Hemández publie <i>Martin Fierro</i> , chef-d'œuvre incontesté du genre <i>gauchesca</i> .	1872 1872 1872 1872 1872	La rialimie atti cinicielinieria jusa de 12 millions de morts en Inde. En Chine, Wang Tao publie <i>Une étude sur la guerre franco-prussienne</i> . En Inde, l'écrivain bengali Bankimchandra Chatterji fonde le journal <i>Bangadarśana</i> ; fondation de l'école des beaux-arts Mayo à Lahore. L'école devient obligatoire au Japon. Le penseur japonais Yukichi Fukuzawa publie <i>Un encouragement à l'étude</i> .
1873	Zanzibar : le marché aux esclaves est officiellement fermé après la signature d'un traité entre le sultan et le Royaume-Uni.	1873	À Cuba, José Martí publie <i>La République espagnole devant la révolution cubaine</i> pendant son exil en Espagne.	1873	prônant « l'indépendance individuelle, l'indépendance nationale ». Naissance du réformateur chinois Liang Qichao. Wang Tao fonde le premier journal chinois, <i>Tsun Wan Yat Pao</i> (Évolution nationale).

	Europe (suite)	International (suite)	Afr	Moyen-Orient et ique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)
1870 1870 1870 1870 1870 1870 1870–1	Guerre franco-prussienne ; unification de l'Allemagne; les Allemands s'emparent de l'Alsace et de la Lorraine ce qui déclenche l'hostilité française. Début de la Troisième République française. Unification définitive de l'Italie avec la prise de Rome. Naissance en Russie de Vladimir Ilitch Oulianov (Lénine). La Forester Act introduit un système scolaire primaire national obligatoire et gratuit, financé par l'État britannique et administré par des conseils scolaires élus par les contribuables. L'Allemagne possède près de 19000 km de voies ferrées; le Royaume-Uni un peu plus; la France en possède 15500 km, la Belgique 2 900 km et les Pays-Bas un peu plus de 1 400 km. Les premiers tunnels ferroviaires sont creusés sous les Alpes. Début de l'« invasion agricole » de l'Europe de l'Ouest par des importations massives de céréales des États-Unis (et par la suite du Canada, d'Argentine, d'Australie, de Nouvelle-	1870 130 500 km de voies ferrées (contre 5500 km en 1840).	1870 Années 1870 Années 1870	Le gouverneur Midhat Pacha inaugure la première école publique à Bagdad. En Algérie, l' « arabophilie » de l'administration militaire française est désavouée ; l'enseignement indigène est limité et les écoles sont européanisées. Des marchands arabes pénètrent dans le Soudan méridional ; ils établissent des places fortes, capturent des esclaves, du bétail et pillent les cultures.	1870	La France reprend le contrôle des îles Marquises ; elles seront par la suite incorporées à la Polynésie française.
1871 1871 1871–92	Zélande, de Russie et de Roumanie). Fondation de l'Empire allemand. L'étalon-or est adopté pour le mark. La Commune de Paris, établie pour défier le gouvernement national, est réprimée avec une grande violence. Tendance au protectionnisme et intensification des barrières douanières en Allemagne, Italie, Autriche, Suisse et France, entre autres.		1871	L'Algérie compte près de 250 000 colons européens ; les Berbères, dépossédés de leurs terres, se rebellent. Dans l'Empire ottoman, le réformateur Midhat Pacha est nommé Grand Vizir mais est démis de ses fonctions trois mois plus tard. Le droit de propriété foncière est accordé aux paysans égyptiens.	1871	Cakobau se proclame roi des Fidji mais son autorité est contestée.
1872 1872	Claude Monet expose Impression soleil levant et offre ainsi au mouvement impressionniste son nom. Dans l'État prussien, des lois sur l'inspection scolaire jettent, en termes fondamentaux, les principes de la séparation de l'école et de l'Église. Début du Kulturkampf ou combat pour la culture de Otto von Bismarck.		1872	Ouverture de l'école de formation des enseignants Dar al- Ulum au Caire.	1872	La résistance armée maorie cesse enfin en Nouvelle-Zélande.
			1873	Jérusalem est déclarée autonome et directement rattachée à Istanbul.		

1472 DE 1789 À 1914

,	Afrique sub-saharienne <i>(suite)</i>	Amériques (suite)			Asie (suite)
		1873-5	Des liaisons télégraphiques entre l'Amérique du Nord et du Sud sont établies.	1873	En Indonésie, les Hollandais essaient de prendre Aceh et déclenchent une guerre de trente ans.
1874 1874	Les forces britanniques entrent dans Koumassi, la capitale ashanti. Un filon d'or est découvert à l'extrémité nord du Witwatersrand, soulèvement rocheux d'Afrique du Sud.	1874	Mise en place de la police montée royale canadienne.	1874 1874	L'État de Perak, en Malaisie, est placs sous protectorat britannique, suivi par le Selangor, le Negri Sembilan et le Pahang. La fondation du journal thai Advice T Young Men permet à la littérature de fiction de se développer dans le pays.
875-6	L'empereur d'Éthiopie Johannès IV repousse les invasions égyptiennes.			1875	Fondation du journal japonais Yomiun
1876	Le journaliste et explorateur britannique Henry Stanley est envoyé au Congo par l'Association africaine internationale de Léopold II de Belgique et prend possession d'un vaste territoire au moyen de traités malhonnêtes avec des chefs locaux.	1876	États-Unis : le physicien Alexander Graham Bell invente le téléphone ; fondation de l'université Johns Hopkins à Baltimore.	1876	Le khanat de Kokand en Asie centrale est annexé par le tsar Alexandre II. Le Japon envoie une canonnière pour contraindre la Corée à s'ouvrir au commerce et à l'influence étrangers.

	Europe (suite)	International (suite)	Afr	Moyen-Orient et rique du Nord <i>(suite)</i>	Océanie (suite)		
1874	En Russie, les membres du mouvement Narodnik commencent à se rendre dans les villages pour politiser les paysans mais ont peu de choses en commun avec eux.		1873 1873	Fondation en Syrie de l'université Saint- Joseph. À la demande de Rafi 'al Tahtawi et Qasim Amin, une école de jeunes filles est fondée en Égypte. Mort du pédagogue et réformateur Rafi 'al	1874	Organisation des premiers syndicats ouvriers en Australie.	
1875	L'union monétaire scandinave (Danemark, Norvège, Suède) adopte l'étalon-or pour la couronne.		1875 1875 1875 1875	Tahtawi. Fondation à Beyrouth de l'université Saint-Joseph. La Société secrète de Beyrouth exhorte les Arabes à se rebeller contre les Ottomans, inaugurant la phase politique de l'arabisme. En Égypte, la banqueroute oblige le khédive à vendre ses parts du canal de Suez à la Grande-Bretagne. Après avoir été rétabli Premier ministre, Khéreddine entreprend de réformer le système éducatif tunisien.		Fidji: Cakobau cède la souveraineté aux Britanniques. Le médecin hygiéniste en chef constate un taux de mortalité de 540 pour 1000 travailleurs mélanésiens, kidnappé sur leur île pour la plupart et emmenés de force (blackbirding). La rougeole tue au moins un quart de la population. Le roi des Tonga, george Tupou I ^{es} , propose une nouvelle constitution au Parlement, encore en grande partie conservée aujourd'hui. Le gouverneur des Fidji, Arthur Gordon, organise la Native Lands Commission et utilise le Grand conseil des chefs pour protéger les droits des populations indigênes.	
1876–8	Le médecin allemand Robert Koch identifie le germe du charbon ; c'est la première fois que le vecteur d'une maladie spécifique est identifié. Dans les Balkans, la répression ottomane de la révolte bulgare donne à la Russie le prétexte d'une intervention armée. Guerre russo-turque ; le Congrès de Berlin débouche sur l'indépendance effective de la Bulgarie, de la Roumanie, du Monténégro et de la Serbie. Chypre est cédée au Royaume-Uni.		1876	Fondation à Beyrouth du premier mensuel scientifique en langue arabe, al-Muqtataf (La Sélection). Première Constitution turque mise en place par le Grand Vizir libéral Midhat Pacha. Le premier parlement ottoman est élu et se réunit en 1877. Ahmed Vefik Pacha tente pour la première fois de rédiger un dictionnaire turc en turc. Création du journal politique égyptien Ahram.	1876	L'Australie est reliée par télégraphe à l'Amérique du Nord.	

,	Afrique sub-saharienne (suite)	ue sub-saharienne (suite) Amériques (suite)				
1877	L'Angleterre annexe les États boers ruinés pour résoudre les querelles de frontière entre Boers et Zoulous.	1877	Aux États-Unis, des anciens esclaves sont proclamés citoyens américains ; les 14° et 15° amendements de la Constitution octroient le droit de vote aux hommes adultes de race noire ainsi que l'égalité devant la loi.	1877 1877–8 1877–9	La reine Víctoria est nommée impératrice des Indes. L'écrivain indien Bankim Chandra Chatterjee compose « Vande Mataram » qui deviendra un hymne national pour la liberté. Ouverture à Tokyo de la première université « moderne». Le Daghestan et la Tchétchénie profitent de la guerre russo-turque pour s'insurger une dernière fois cont la Russie. Guo Songtao est le premier ambassadeur chinois au Royaume-Ur à son retour, il lance un premier appe pour une réforme politique. Construction à Bombay de la gare Victoria.	
1879 1879	Un forgeron ghanéen, Tetteh Quarshie, plante des fèves de cacao ramenées de Fernando Poo. Après la querre avec les Zoulous, les	1879	Aux États-Unis, l'ingénieur Thomas Edison invente l'ampoule électrique.			
	Britanniques mettent en œuvre des réformes administratives au sein du royaume.					
1880	République centrafricaine : des tribus des environs de Koundé organisent une résistance contre les rapts d'esclaves par le Cameroun, mettant un terme à la renommée de la ville comme centre	1880-2 1880-6	Le philosophe équatorien Juan Montalvo publie douze <i>Catilinaires</i> contre la dictature d'Ignacio de Veintimilla. Cuba abolit l'esclavage.	1880 Années	Pour He Qi, la restauration technocratique de la Chine ne pourra se faire sans véritable système parlementaire. Le gouvernement coréen signe des	
1880	commercial et es la vine commercial et esclavagiste. Par le traité Brazza-Makoko, la France récupère la plupart du Congo. Création de la Société nationale des	1880-8	Le philosophe cubain Enrique José Varona présente ses <i>Conferencias</i> <i>filosóficas</i> , lectures sur le positivisme, à	1880 Années	les États-Unis en 1882 et avec la France en 1886. Construction du chemin de fer	
1880–1	Creation de la societe findioniale des chemins de fer du Congo. Afrique du Sud : la première guerre anglo-boer débouche sur l'autonomie du Transvaal.	1880- 1900 Années 1880	l'actabilie des scientes de la naville. En Amérique latine, les réformateurs en éducation tiennent une série de congrès destinés à unir les systèmes d'enseignement des républiques d'Amérique latine. Les États-Unis accueillent chaque année plus d'un demi-million d'immigrants européens.	Années 1880 Années 1880 Années 1880– 1890	transcaspien en Russie. Le réseau ferroviaire russe en Asie centrale modifie les relations dans la mesure où toutes les lignes de chemii de fer mènent à Moscou. La Birmanie est secouée par un mouvement paysan anti-colonial dirig par les seigneurs féodaux et les moin	
1881	Au Tchad, Rabih Fadl-Allah détruit l'État de Bornou et commence à étendre son empire bâti sur la traite des esclaves ; en 1898, son armée extrêmement organisée compte quelque 35 000 hommes. L'enseignement devient obligatoire à Madagascar.	1881	États-Unis : constitution de l' <i>American</i> <i>Federation of Labor.</i> Le chef indien Sitting Bull se rend aux forces américaines.	1881 1881	bouddhistes. Le général chinois Zuo Zongtang négocie avec la Russie et regagne la région de l'Ili. Muhammad Samman déclare la guerre sainte et crée un État militaro-théocratique à Grand Aceh, en Indonésie	

	Europe (suite)	Internationa	al <i>(suite)</i>		Moyen-Orient et ique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)
						1877	En Nouvelle-Zélande, l'Education Act promulgue un enseignement primaire « gratuit, laïque et obligatoire ». Les Maoris prétendent devant le tribunal que les confiscations des terres violent le traité de Waitangi ; le juge James Prendergast décrit le traité comme « tout simplement nul ».
1878-80	Le Britannique Swan et l'Américain Edison produisent des lampes électriques incandescentes, créant un boom au sein de l'industrie électrique.			1878	L'Égypte est contrainte d'accepter que la France et le Royaume- Uni contrôlent ses finances. Le sultan de l'Empire	1878	La Nouvelle-Calédonie se révolte contre la France.
				10/0	ottoman dissout le parlement, suspend la constitution et destitue Midhat Pacha.		
				1879	Le khédive égyptien Ismail est destitué.	1879	Les premiers travailleurs indiens sous contrat arrivent aux Fidji.
1880 Années 1880	Le sculpteur français Auguste Rodin termine <i>Le Penseur</i> . L'Allemagne est l'une des premières nations à proposer une aide sociale : assurance maladie en 1883, accidents du travail (indemnités salariales) en	1880– Seconde ré 1914 industrielle				1880	La société Le Nickel voit le jour en Nouvelle-Calédonie ; cet établissement devient rapidement le pilier de l'économie
	1884 et retraite en 1889.					1880	coloniale. Bien que Tahiti ait été formellement annexée par la France, les droits de propriété des insulaires sont déjà bien établis et les grandes entreprises ont moins de possibilités d'acquisitions
1881	Assassinat d'Alexandre II de Russie ; période de répression intense initiée par Alexandre III (1881–1894).	1881 Les unités de l'électri commence normalisée du premier internation l'électricité	cité ent à être es lors r congrès nal sur	1881	La Tunisie devient officiellement un protectorat français, la France ayant pris le contrôle du pays un an auparavant. Au terme d'un long siège, les forces mahdistes attaquent Khartoum et mettent un terme à la domination turco-égyptienne au Soudan.	Années 1880	qu'ailleurs. Les Australiens demandent instamment aux Britanniques de faire du groupe des Nouvelles-Hébrides une réserve de main-d'œuvre mais en 1886 la Compagnie calédonienne française a déjà revendiqué plus de la moitié du territoire.

des Américains d'origine chinoise fait naître une loi sur l'exclusion. 1882 1883-85 Fondation du Congo français. 1883 Constitution, au Canada, du National Congress of Labour. L'industriel américain George Eastman annonce l'invention de la pellicule photographique en rouleaux.	L'homme d'État japonais Hirobumi Ito, chef de file du gouvernement Meiji, voyage en Europe pour étudier les rouages de la politique constitutionnelle. Le Contrat social de Jean-Jacques Rousseau est traduit en japonais. La Corée signe le traité de Chemulpo avec les États-Unis. Le conflit entre la Chine et la France se solde par une défaite chinoise mai la résistance nationale (qui gênera le:
1883-85 Fondation du Congo français. 1883 Constitution, au Canada, du National Congress of Labour. 1883 L'industriel américain George Eastman annonce l'invention de la pellicule photographique en rouleaux.	avec les États-Unis. Le conflit entre la Chine et la France se solde par une défaite chinoise mai
Congress of Labour. 1883 L'industriel américain George Eastman annonce l'invention de la pellicule photographique en rouleaux.	se solde par une défaite chinoise mai
	visées des Français au Tonkin) perme à la Chine de signer un traité moins sévère qu'auparavant.
	La société théosophique indienne s'installe à Adyar.
1883	Ouverture de la première filature japonaise à Osaka ; elle rivalise avec les filatures de coton indiennes qui dominaient jusqu'à présent le marché japonais.
1883	Fondation du premier journal moderr coréen, <i>Hansong sunbo</i> ; à son sommaire figurent des articles sur la science et la technologie modernes.
1883	L'Annam et le Tonkin sont placés sou protectorat français.
conférence de Berlin reconnaît tous les enfants de six à douze ans. également l'État ainsi que la souveraineté de Léopold II sur le pays,	L'impératrice douairière Cixi invite les acteurs de l'opéra de Pékin à célébre son cinquantième anniversaire. Les Français conquièrent enfin intégralement le Viet Nam, après des années de guerre. Le théoricien politique chinois Kang Youwei écrit Le livre de la grande
le Basutoland devient une colonie britannique. 1884-5 La conférence de Berlin jette les bases de la colonisation européenne en	unité.
Afrique. Afrique d'Allemagne établit la colonie du Sud-	
Ouest africain allemand. 885 Madagascar est déclarée protectorat 1885 Fin de la construction du chemin de fer 1885	La Birmanie est annexée à l'empire
	indien après trois années de guerre avec les Britanniques. La Chine compte plus de 1500
Somali (aujourd'hui Djibouti) ; l'Italie 1885 États-Unis : Mark Twain publie <i>Les Aventures de Huckleberry Finn.</i>	missionnaires actifs et plus d'un million de convertis.
	Signature d'un premier accord permettant aux ouvriers japonais de travailler dans les plantations de cannes à sucre hawaïennes.
1885	Formation du parti du Congrès national indien.

	Europe (suite)	International (suite)		Moyen-Orient et ique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)
1882 1882– 1904	L'architecte espagnol Antonio Gaudi débute la construction de la cathédrale de la Sagrada Familia à Barcelone. En France, l'enseignement devient laïque ; les membres des ordres religieux sont expulsés des écoles.		1882	Les Britanniques envahissent l'Égypte pour réprimer le mouvement nationaliste de Ahmad 'Arabi (Arabi Pacha) et anéantissent la résistance lors de la bataille de Tall-al- Kabir.	1882	Le premier navire transportant de la viande congelée quitte le port de Dunedin (Nouvelle-Zélande) pour Londres.
1883	Le philosophe allemand Friedrich Nietzsche publie <i>Ainsi parlait</i> <i>Zarathoustra</i> .		1883	Ouverture à Istanbul de l'Académie impériale des beaux-arts. La Tunisie est annexée par la France et devient un protectorat.	1883	La moissonneuse- batteuse est inventée dans le Victoria, en Australie ; elle dépouille, bât et ensache le blé en une seule opération. Le Queensland annexe le territoire sud-est de la Nouvelle-Guinée mais la revendication est abrogée par la Grande-Bretagne qui en prend la responsabilité en 1884.
1884 1884	Une loi donne plus de liberté aux syndicats français. La turbine à vapeur est brevetée par Sir Charles Parsons.	1884 Instauration des fuseaux horaires.	1884	En Iran, Jamal al-Din al-Afghani et Muhammed Abduh publient le journal Al-Urwa al-Wuthqa (Le lien indissoluble), appelant à l'unité islamique.	1884	Création du Conseil fédéral d'Australie.
1885 1885-6	Louis Pasteur élabore le vaccin contre la rage. Émile Zola publie <i>Germinal</i> . Karl Benz de Mannheim (1885) et Gottlieb Daimler de Wurtemberg (1886) inventent le moteur monocylindrique.				1885	Australie : une lucrative industrie perlière voit le jour sur l'île Thursday, dans le Queensland ; des plongeurs japonais achétent des bateaux perliers ; une loi instaurant un permis doté de restrictions les races est promulguée pour limiter leurs activités. Une société marchande allemande s'installe aux îles Marshall, préparant le terrain en vue d'intégrer les îles au protectorat de Nouvelle-Guinée allemande.

A	Afrique sub-saharienne (suite)		Amériques (suite)	Asie (suite)			
1886	En Éthiopie, Ménélik II fonde Addis-Abeba. Un accord entre Britanniques et	1886	La statue de la Liberté est érigée à New York.	1886	Mort du grand maître indien Sri Ramakrishna Paramahamsa. Fondation de l'université impériale de		
1000	Allemands limite les possessions continentales de Zanzibar à une bande de 16 km de large et place l'arrière-				Tokyo. Divers collèges modernes sont adjoint à l'université impériale.		
1886–7	pays sous leur influence partagée. Écrasant des royaumes locaux, les forces françaises ouvrent une voie du			1886	Les Français exploitent le ressentimen local à l'égard de la suzeraineté thaïlandaise pour s'emparer du Laos.		
	littoral au Niger.			1886	Le romancier philippin José Rizal publie Noli Me Tangere, exposant les injustices de la vie dans les Philippine coloniales.		
1887	Afrique centrale : le peuple Chokwé, qui fait partie de l'empire Lunda, se sert de ses savoir-faire (de marchands,	1887	Création du jardin botanique de Santiago du Chili.	1887 1887	Le Cambodge est incorporé à l'Union indochinoise française. Fondation de l'École des beaux-arts d		
	forgerons, tisserands, etc.) pour renverser les Lunda.			1887	Tokyo. Un traité entre le Royaume-Uni et la		
1887	Le marchand d'esclaves Tippo Tib, qui s'est taillé un empire dans le Haut-Zaïre, est nommé gouverneur du Stanley Falls District de l'État indépendant du Congo.				Russie confirme la domination de la Russie sur le Turkménistan en dehors de quelques régions frontalières avec l'Afghanistan.		
1887	La France impose son premier Code de l'indigénat à ses colonies, assujettissant les autochtones, faisant de ces derniers des sujets français, privés de la majeure partie de leurs						
1887–8	droits et liberté. Samory Touré proclame la <i>charia</i> (loi						
	islamique) dans tout son empire mais doit y renoncer devant une résistance massive.	1888	L'esclavage est aboli au Brésil, les quelque 723 000 derniers esclaves sont libérés. Sur une population de 14 millions de Brésiliens, seuls 250 000 élèves fréquentent l'école primaire. Silvio Romero publie son <i>Histoire de la</i>				
		1888	littérature brésilienne Le poète nicaraguayen Rubén Darío publie Azul (Bleu).				
		1888	Le penseur portoricain Eugenio María de Hostos publie <i>Morale Sociale</i> .				
		1888	États-Unis: Frank Sprague parvient à élaborer un réseau de tramways électriques capable de faire se déplacer de nombreux véhicules en même temps, à Richmond en Virginie.				
1889	La construction d'un aqueduc alimentant Luanda en eau permet à la capitale de l'Angola de prospérer.	1889	Après la chute de Pierre II, le Brésil adopte une nouvelle constitution fédérale s'inspirant de celle des	1889	L'écrivain indien O. Cantu Menon publie <i>Indulekha</i> , roman dans lequel évoque l'impact des idées occidentale		
1889	Ménélik II signe avec les Italiens le traité d'Ucciali et obtient un armement moderne pour assurer l'indépendance	1889	États-Unis. ' L'auteure péruvienne Clorinda Matto de Turner plaide en faveur	1889	sur une famille indienne orthodoxe. L'écrivain japonais Mori Ōgai fonde le journal littéraire <i>Shigarami soshi</i>		
1889	de l'Ethiopie. Afrique australe: l'homme d'affaires britannique Cecil J. Rhodes obtient du gouvernement britannique une concession pour administrer le nord du Transvaal (actuels Zimbabwe et Zambie) et exploiter les mines de la		de l'éducation des Indiens dans son roman Aves sin nido (Oiseaux sans nid).		(Le Barrage).		
1889–91	région. Les Français conquièrent le Moyen- Niger, détruisant le vaste empire toucouleur.						

	Europe (suite)	Ir	nternational (suite)	Afr	Moyen-Orient et rique du Nord (suite)		Océanie (suite)
1887-9	Construction à Paris de la tour Eiffel comme arche d'entrée de l'Exposition Universelle.					1886	Découverte de pétrole à Taranaki en Nouvelle-Zélande.
1888	Fondation à Paris de l'Institut Pasteur (financé par souscription publique). L'écrivain suédois August Strindberg publie <i>Mademoiselle Julie</i> .					1888 1888	L'île de Pâques est annexée par le Chili. Quatre cents mineurs arrivent à Tagula en Nouvelle-Guinée, qui compte un millier d'habitants environ, pour en exploiter les gisements de minéraux ; la Nouvelle-Guinée connaîtra de nombreuses ruées de ce type. Le gouvernement libéral néo-zélandais promulque la
1889	La Conférence de Bruxelles promulgue un Acte général pour la suppression du commerce des esclaves.	1889	La mitrailleuse Maxim est introduite sur le marché.	1889	Construction en Syrie de la ligne de chemin de fer Beyrouth–Damas. Création du parti réformateur ottoman des Jeunes Turcs.		Factories Act, la Conciliation and Arbitration Act et la Old Age Pension Act.

4	frique sub-saharienne (suite)		Amériques (suite)		Asie (suite)
1890 1890 1890 1890– 1900 Années 1890 Années 1890	L'Angleterre cède Heligoland, petite île de la mer du Nord, aux Allemands en échange de concessions au Kenya, en Ouganda et à Zanzibar. Afrique de l'Ouest : Ségou, capitale de l'empire toucouleur, est prise par les Français. Afrique de l'Ouest : l'empire de Samory Touré s'étend sur près de 400 000 km², du Haut-Niger et de la Côte d'Ivoire à la Haute-Volta. Tchad : les Français sont arrêtés dans leur expansion, depuis le Congo, par Rabih Fadi-Allah ; ce dernier sera finalement vaincu et tué lors de la bataille de Kousséri, en 1900. Partant de Somalie, la peste bovine touche toute l'Afrique, décimant le bétail et les animaux sauvages et entraînant une terrible famine ; près de la moitié de la population Massai du Kenya, par exemple, meurt de faim. Afrique australe : partie du Cap, une ligne de chemin de fer atteint Vryburg en 1890, Mafeking en 1894, Bulawayo en 1897 et Mutare en 1898. Samory Touré défend le Haut-Niger et le nord de la Côte d'Ivoire contre les Français ; il sera capturé en 1898. Afrique centrale : le roi Njoya met en place l'écriture Bamoum ou écriture	1890 Années 1890 1890	En Argentine, la révolution de 1890 marque la fin d'une période de prospérité et de progrès. Découverte de gisements aurifères au Canada occasionnant la ruée vers l'or du Klondike. Les États-Unis sont le premier pays producteur au monde de fonte et d'acier. La Sherman Act introduit la première véritable lo anti-trust aux États-Unis. Vague d'agitations salariales, avec violences entre les grévistes et la police et parfois l'armée.	1890 Années 1890 Années 1890	Election de la Diète nationale japonaise. Le Japon parachève son service postal national et son réseau télégraphique. Un chantier naval construit un bâtiment de guerre en acier. En Inde, les heurts entre musulmans e hindous deviennent plus fréquents. La construction du chemin de fer connaît une fulgurante expansion au Japon.
	royale.			1891 1891 1891	Le Transsibérien est opérationnel. L'Examen des faux Classiques de l'École de la dynastie Xin du révolutionnaire chinois Kang Youwei appelle à la réforme et à la monarchie constitutionnelle. Décès de l'érudit et réformateur indien Ishwar Chandra Vidyasagar, qui a réformé l'écriture bengali en un alphabet de douze voyelles et quarant consonnes. Le médecin japonais Shibasaburo Kitasato qui a découvert le bacille tétanique fonde l'Institut de recherche
1892–5	Les empires arabes de l'est du bassin du Congo sont vaincus par les troupes de l'État indépendant du Congo de Léopold II.			1892	des maladies infectieuses. Andres Bonifacio, artisan philippin, fonde le Katipunan, un parti révolutionnaire qui demande l'indépendance nationale.
1892–5	Les Nyamwezi et les Chagga, tribus d'Afrique de l'Est, sont vaincus par les forces allemandes.				
1892-4	Le Dahomey est finalement conquis par la France au terme de la seconde guerre franco-dahoméenne.				
1892-5	Au Congo, Léopold II change de politique et lance une campagne contre l'esclavage; les chefs arabisés sont remplacés par des « chefs coutumiers africains », ce qui provoque révoltes et mutineries.				

	Europe (suite)	International (suite)	Af	Moyen-Orient et rique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)
1890	Chute de Bismarck en Allemagne ; le chancelier Holstein abandonne le traité de réassurance avec la Russie, destiné à isoler la France ; une alliance franco-russe avant la Première Guerre mondiale peut alors voir le jour.		1890	Le gouvernement iranien accorde un monopole sur le tabac à la British Imperial Tobacco Corporation mais se rétracte en 1891 devant la vive opposition populaire. Un soulèvement populaire éclate en Iran ; il débouchera sur la révolution constitutionnelle de 1905–1907.	Années 1890	La grève des dockers australiens se transforme en une grève générale en faveur de la journée de travail de huit heures ; le mouvement n'aboutit pas mais contribue à la fondation du parti travailliste australien. La dépression économique australienne est un énorme choc psychologique après 50 ans de prospérité.
1891	Publication de l'encyclique <i>Rerum</i> novarum par le pape Léon XIII.					
1892	L'Autriche-Hongrie adopte l'étalon-or et une nouvelle devise, la couronne.		1892 1892	Bahá' ullah, fondateur de la foi Bahá'ie, meurt en Palestine. Fondation au Caire du journal <i>al-Hilāl</i> .	1892	Australie : de nouveaux filons d'or sont découverts à Coolgardie et Kalgoorlie. Kiribati : les Britanniques étendent leur protectorat aux îles Gilbert et Ellice (qui deviennent une colonie britannique en 1915).

4	Afrique sub-saharienne (suite)		Amériques (suite)		Asie (suite)
1892–6 1893–4	Les forces britanniques occupent le royaume lbo du Bénin, les territoires des Ashanti et du Dahomey et une partie du Nigéria. Révoltes des Matabele, Mashona, Zoulous et Hottentots en Rhodésie.	1893	La National Woman's Suffrage Association compte environ 13 000 membres (elle en comptera plus de		
1894 1894– 1904	Le gouvernement britannique place l'Ouganda sous son protectorat. Les forces françaises occupent Madagascar.	1894	2 millions en 1917). À Cuba, José Martí publie <i>Notre</i> <i>Amérique</i> .	1894	La dernière pandémie de peste débute en Chine méridionale avant de se répandre rapidement à l'Asie, à l'Afrique et aux Amériques. Sun Yat-sen organise à Hawaii la première société révolutionnaire de Chine, la Société pour le redressement de la Chine
				1894	Les réformes Kabo proposées en Corée prônent l'indépendance à l'égard de la Chine, la séparation de la justice et du gouvernement, un budget officiel pour le gouvernement et un programme national pour envoyer les étudiants à
				1894–5	l'étranger. La première guerre sino-japonaise se solde par une défaite chinoise à la grande détresse de la population et malgré la modernisation du pays; la Chine cède au Japon Taiwan ainsi que sa suzeraineté sur la Corée.
				1894–5	
1895 1895	Le chef religieux et mystique sénégalais Amadou Bamba est exilé au Gabon. Afrique australe: Cecil J. Rhodes lance le raid Jameson contre le Transvaal; la résistance somalienne se met en place contre les puissances coloniales derrière son chef de file Sayyid Mohamed Abdullah Hassan, suivant l'exemple de la révolution mahdiste	1895 1895	En Amérique centrale, le Pacte d'Amapala réunit le Honduras, le Nicaragua, et le Salvador en Grande République centre-américaine, jusqu'en 1898. Équateur : Eloy Alfaro commence la première de ses deux présidences lors de laquelle l'Église est séparée de l'État, les droits civils promulgués, le divorce autorisé et la première ligne	1895	Après la guerre sino-japonaise, Yan Fu défend l'occidentalisation et le darwinisme social, traduisant de nombreux ouvrages occidentaux.
1896 1896 1896	Ménélik II repousse l'invasion italienne. La France fait de l'empire Mossi, dans le nord-ouest africain, un protectorat. Création du laboratoire de microbiologie de Saint-Louis du Sénégal (qui deviendra l'Institut Pasteur de Dakar en 1913).		de chemin de fer construite.	1896	Le révolutionnaire philippin Andres Bonifacio est exécuté ; la rébellion philippine est écrasée.
1897	Les frontières de l'Éthiopie et de la Somalie sont définies par des traités avec l'Angleterre et l'Italie.	1897-9	L'homme d'État brésilien Joaquim Nabuco publie son œuvre en trois volumes <i>Um estadista do Império</i> (Un homme de l'Empire).	1897 1897 1897	Fondation en Birmanie de la société d'éducation Sasanadara. Publication du premier journal du Hunan, le <i>Hunan Study Journal</i> . Le philosophe indien Vivekananda crée la Ramakrishna mission, faisant du gourou le symbole de l'universalité de l'hinidouisme. L'étalon-or est adopté pour le yen. Le médecin japonais Kiyoshi Shiga découvre le bacille de la dysenterie.

	Europe (suite)	In	ternational <i>(suite)</i>		Moyen-Orient et ique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)
1893 1893	L'Allemagne dépasse le Royaume-Uni en termes de production d'acier. La Russie adopte l'étalon-or pour le rouble. Le procès d'Alfred Dreyfus pour	1894	La dernière pandémie	1893 1894	L'écrivain égyptien Jurji Zaydan publie le premier de ses romans historiques. Un jardin zoologique	1893 1893	Le droit de vote est accordé aux femmes en Nouvelle-Zélande. Les Britanniques étendent leur protectorat aux îles Salomon méridionales après que de brutaux enlèvements de
1024	espionnage divise la France.	1004	de peste débute en Chine méridionale, se répand rapidement à l'Asie avant de toucher l'Afrique et les Amériques.	1894	est ouvert à Téhéran. Les tentatives de réforme prennent fin avec l'accession au titre de sultan du Maroc de Moulây Abd al-Aziz.		travailleurs des plantations de canne à sucre aient entraîné représailles et massacres.
1895 1895 1895 1895	Les frères Louis et Auguste Lumière ouvrent un cinéma dans le sous-sol d'un café parisien. Alfred Nobel rédige son testament, laissant la majeure partie de ses biens à la création du prix Nobel. Le physicien allemand Wilhelm Röntgen découvre les rayons X. Le physicien italien Marconi invente la télégraphie sans fil (radio).					1895	Australie : le droit de vote est accordé aux femmes ; création du parti travailliste australien.
1896	L'architecte autrichien Otto Wagner construit le premier édifice en béton, le palais de la <i>Sécession</i> à Vienne. Le journaliste hongrois Theodore	1896	Swami Vivekananda prend la parole lors du Parlement mondial des religions ; il parcourt les États-Unis et l'Europe en tenant des conférences sur la culture spirituelle			1896	Un recensement en Nouvelle-Zélande montre que les Maoris ne comptent plus que 42 113 représentants.
1897	Herzl fonde à Vienne <i>Die Welt</i> et planifie le premier Congrès sioniste. Le premier recensement réalisé en Russie montre que 4 millions d'enfants sont scolarisés sur une population de 110 millions d'habitants.		la Culture synthetie indienne puis fonde la « Ramakrishna Mission ».				
1897	Guerre greco-turque.						

,	Afrique sub-saharienne (suite)		Amériques (suite)		Asie (suite)
		1898	La guerre entre l'Espagne et les États- Unis débouche sur l'indépendance cubaine sous contrôle américain ; Porto Rico est cédé aux États-Unis.	1898 1898 1898	L'empereur chinois Guangxu accepte les propositions de Kang Youwei et décrète une nouvelle approche de la politique nationale dans sa Réforme des Cent jours; un coup de palais s'ensuit. Fondation en Chine de la société scientifique Guandun. Yan Fu traduit Evolution and Ethics de Thomas Huxley en chinois classique. Port Arthur et Talienwan sont cédés à la Russie. L'Inde adopte l'étalon-or pour la roupie. L'Espagne cède les Philippines aux États-Unis au terme de la guerre hispano-américaine; Emilio Aguinaldo déclare l'indépendance et mène la résistance contre les forces américaines. L'anglais devient la langue d'enseignement aux Philippines.
1899 1899 1899 1899– 1902	L'Allemagne annexe le Burundi et incorpore le royaume à l'Afrique-Orientale allemande. Une quarantaine de sociétés se voient accorder des concessions de 30 ans sur plus de 70 % du Congo français et toute terre vacante est déclarée propriété de l'État. Envisageant un empire français allant de l'Algérie au Congo, l'explorateur et colonisateur français de Brazza occupe Oubangi-Shari et Bangui. Le seconde guerre anglo-boer se termine par le traité de Vereeniging, qui dépossède la population africaine noire de tous ses droits politiques.	1899	Fondation à Boston de la <i>United Fruit Company</i> , la plus grande société productrice et distributrice de fruits aux Amériques.		
1900	La population de l'Afrique atteint 120 millions (contre 90 millions en 1800).	1900 1900 1900 1900–10 Années 1900	La population nord-américaine franchit la barre des 106 millions (contre 16 millions en 1800). L'écrivain uruguayen José Enrique Rodó publie Ariel, célèbre essai qui prône la synthèse des idéaux classiques, hispaniques et anglo-saxons. Les États-Unis réalisent 1,4 milliard \$ d'exportations annuelles (trois fois le niveau de 1870). La production pétrolière américaine représente 65 % du total mondial. Le Brésil accueille 1 443 892 immigrants. Frederick Taylor formalise ses pratiques d'organisation scientifique du travail en publiant Les Principes de l'organisation scientifique des entreprises en 1911.	1900 1900 1900 1900	La population asiatique atteint 937 millions d'individus (contre 602 millions en 1800). La révolte des Boxers gagne une grande partie de la Chine septentrionale et conduit au siège de Pékin. L'Inde possède près de 37 500 km de voies ferrées (contre 650 en 1859). Le nombre de résidents chinois en Indonésie est estimé à 600 000 personnes (ils seront plus de 1,8 million en 1922).

	Europe (suite)	International (s	uite)		Moyen-Orient et ique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)
1898	Les physiciens français Marie et Pierre		18	898	Fondation à Beyrouth	1898	Bougainville et Buka
1898	Curie isolent le radium. Émile Zola publie J'accuse, contre		18	898	du journal <i>al-Mashriq.</i> En Égypte, le <i>cadi</i> ,		reviennent à la Grande- Bretagne.
	la justice française à cause de la				ou juge, Kacem	1898	Les États-Unis
	condamnation de Dreyfus.				Amin appelle à		occupent Guam.
1898	65 % des marchandises transportées le sont par des navires à vapeur				l'émancipation des femmes et à l'abolition	1898	Les Britanniques vendent les îles
	(contre 12 % en 1873).				du <i>hijâb</i> , avançant		Marshall à l'Espagne.
					qu'aucun texte	1898–9	En Micronésie, après
					Qur'anic n'en valide la pratique.		la guerre hispano- américaine, les États-
					Fondation au Caire du		Unis s'emparent de
					journal <i>al-Diya</i> .		Guam et de l'île Wake;
					Muhammed Abduh fonde la revue		l'Allemagne prend Nauru et achète les îles
					réformatrice al-Manar		Marshall, Caroline et
					au Caire.		Mariannes-du-Nord à
			18	898	Les Français s'opposent		l'Espagne.
					aux Britanniques dans la ville soudanaise de		
					Fachoda.		
					Après avoir vaincu les		
					forces soudanaises lors de la bataille		
					d'Omdourman, les		
					Britanniques annexent		
1899	Le Français Édouard Branly et l'Italien		10	899	le Soudan. Le Soudan est placé	1899	Alors que la compagnie
1022	Guglielmo Marconi développent la		10	022	sous l'autorité	1022	de Nouvelle-Guinée
	radiotélégraphie et établissent une				conjointe de l'Égypte et		rend son mandat,
	liaison télégraphique sans fil entre la France et l'Angleterre.		10	899	du Royaume-Uni. Le journaliste égyptien		le nord-est de la Nouvelle-Guinée
	la Ffance et l'Aligieterre.		10	099	Qasim Amin publie		est incorporé au
					Tahrir al Mar'ah		protectorat de
					(Émancipation de la femme).		Nouvelle-Guinée allemande.
					remme).	1899	Après des années de
							conflit lors desquelles
							les parties belligérantes
							sont aidées par les États-Unis, l'Allemagne
							et la Grande-Bretagne,
							les îles Samoa sont
							partagées entre ces nations.
1900	Sigmund Freud publie	1900 La population		900	Ouverture de	1900	Des phosphates sont
1000	L'Interprétation des rêves.	mondiale est es	stimée		l'université publique		découverts sur Banaba
1900	Le physicien allemand Max Planck formule sa théorie des guanta.	à 1,6 milliard, dont 200 millio	ns		ottomane.		(île Océan) ; les insulaires perdent leurs
1900	La population de l'Europe atteint	de musulmans	113				terres et leur gagne-
	401 millions (contre 107 millions	(175 millions d					pain ; Nauru connaît
1900	en1800). L'Exposition universelle de Paris	sunnites et 25 i de chiites).	millions				un sort similaire en 1906.
1300	attire plus de 50 millions de visiteurs.		siècle,				1500.
1900	Au Royaume-Uni, l'école devient	la science médi	cale a				
	obligatoire jusqu'à 14 ans, contre	identifié les bac					
	100 ns précédemment.	à l'origine d'un nombre de mal					
		dont la diphtéri	e,				
		la pneumonie,	la				
		méningite, le té la peste, le cho					
		la dysenterie.	ieid et				
		ia uyseittelle.					

Afrique sub-saharienne (suite)	Amériques (suite)	Asie (suite)		
		 Kazan, au Tatarstan, est un grand centre universitaire et religieux (études orthodoxes et islamologie). Son université possède un gigantesque fond d'ouvrages orthodoxes publiés dans 50 des langues de la Haute Asie. Sur l'île Maurice, les travailleurs émigrés indiens demeurés sur place sont deux fois plus nombreux que le reste de la population. 		
1901 William Ponty, gouverneur de l'Afrique- Occidentale française, interdit aux maîtres de poursuivre et de reprendre les esclaves fugitifs.		 1901 Un décret promulgué par l'impératrice chinoise le 8 janvier lance une nouvelle série de véritables réformes qui s'échelonneront sur dix années. Les Hollandais mettent en place en Indonésie une « politique éthique » et apportent une aide financière au pays en matière de santé, éducation et agriculture. 1901 Ouverture au Japon du complexe sidérurgique Yawata, géré par le gouvernement, pour répondre à la demande nationale, militaire et ferroviaire. 1901 Le politicien philippin Emilio Aguinaldo est capturé par les troupes américaines mais la résistance continue. 		
Inauguration de la première ligne de chemin de fer d'Afrique de l'Est, qui relie Tanga à Moshi.	 1902 L'historien brésilien Euclides da Cunha publie Os serdões (Hautes terres). 1902 Cuba se déclare indépendant des États-Unis. 1902 L'historien mexicain Justo Sierra publie L'Évolution politique du peuple mexicain. 1902 Transporter 25 livres de blé de Chicago à New York ne coûte plus que 2,3 shillings (contre 7 shillings par bateau et rail ou 10 shillings par rail en 1868); un envoi de New York à Liverpool ne coûte plus qu'un shilling (contre 4,6 shillings en 1868). 1902 Pour recouver leurs créances, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie bloquent et bombardent les ports vénézuéliens; la doctrine Drago, annoncée par le ministre argentin des Affaires étrangères Luis Drago, déclare illégaux de tels agissements. 1903 Les frères Wright, pionniers américains de l'aviation, réussissent le premier vol 	1903 Le traité radical de Zhou Rong <i>L'armée</i> révolutionnaire exhorte les Chinois		

Furone (cuite)	International (cuito)	Moyen-Orient et	Océanie (cuite)
Europe (suite)	1901 Les premiers prix Nobel sont décernés.	Afrique du Nord (suite)	Océanie (suite) 1900 La plupart des populations polynésiennes ont diminué de moitié par rapport à 1800, essentiellement décimées par les maladies occidentales ; la population de Nouvelle-Calédonie a diminué de deux tiers ; les Marquises ont perdu près de 96 % de leurs habitants. 1900 La Samoa occidentales sont annexées par l'Allemagne. 1911 La Constitution australienne entre en vigueur et établit un Commonwealth fédéral, les anciennes colonies devenant des États. Les revendications de l'« Australie blanche » débouchent sur la Pacific Island Labourers Act (loi sur les travailleurs des îles du Pacifique), exigeant l'expulsion des travailleurs étrangers.
1903 Le mouvement communiste se divise en factions menchevik et bolchevik.			1903 Mise en service d'un aqueduc de 435 km pour alimenter les champs aurifères de Coolgardie depuis Perth.

Afrique sub-saharienne (suite)		Amériques (suite)		Asie (suite)	
1903 1903 1903	Sénégal : ouverture de l'École de formation des enseignants du primaire à Saint-Louis ; le chef de file de la résistance somalienne Abdullah Hassan vainc les forces britanniques à Gumburu Hill Afrique du Sud : Mohandas Gandhi fonde l'hebdomadaire <i>Indian Opinion</i> . Le gouvernement britannique offre au groupe sioniste de Théodore Herzl les 8 000 km² du plateau de Mau, au Kenya, pour y créer un refuge juif ; l'offre est déclinée en 1905.	1903–6	Controverse au Brésil en matière de santé publique après la publication par le microbiologiste Oswaldo Cruz de son « Conseil à la population » dans la presse à grand tirage.	1903	En Indonésie, le sultan d'Aceh reconnaît la souveraineté hollandaise après trente années de guerre.
1903–10	La famine, les maladies, le travail forcé et de lourdes taxes débouchent sur de nombreux soulèvements populaires dans toute l'Afrique-Équatoriale française.	1904	Le penseur péruvien Manuel González Prada publie <i>Nos indiens</i> pour défendre ces populations.	1904 1904	Hantaro Nagaoka, un des pères de la physique japonaise, présente un modèle de l'atome dans la revue <i>Nature</i> . La Corée est contrainte de signer un
				1904, 1907 1904–5	traité de protectorat japonais. En vertu de traités signés avec la France, le Siam reconnaît aux Français la possession du Laos et du Cambodg Guerre russo-japonaise : le Japon prend Port Arthur et la moitié de l'île Sakhaline et étend son influence sur la Mandchourie.
1905 1905	Le gouvernement français place le Tchad, l'Oubangi-Shari, le Gabon et le Congo sous l'autorité d'un Gouverneur général à Brazzaville (ce qui deviendra par la suite l'Afrique-Équatoriale française). L'Assistance médicale indigène, dispensée aux autochtones par des médecins des troupes coloniales, est établie par décret en Afrique-	1905	Fondation du syndicat international Industrial Workers of the World (IWW) ou Wobblies. Il aide à organiser des grèves massives pour abolir le salariat.	1905 1905	Dans le premier numéro de la <i>Tribune</i> du peuple, Sun Yat-sen explique les « principes sur lesquels j'insiste pour la révolution ». La Corée devient un protectorat japonais.
1905–7 1906	la maladie du sommeil s'établit au Congo (elle sera par la suite incorporée	1906	Le premier message en modulation d'amplitude (MA) est envoyé depuis la côte du Massachusetts.	1906	Sang Ho est le premier étudiant coréen diplômé d'un collège japonais obtenant un diplôme en construction
1906	à l'Institut Pasteur de Brazzaville). Afrique du Sud : une révolte zouloue éclate au Natal ; Gandhi entreprend sa campagne de désobéissance civile dans les gisements de houille et manifeste contre l'Immigration Act.				navale de l'université de Tokyo.
				1907 1907 1907	Fondation en Indonésie de la Sarekat Priyayi, association de fonctionnaires. Au Japon, le taux de scolarisation est de 97 %. L'écrivain coréen Yi Injik introduit le « nouveau roman » (sin sosol) avec HyTor-Tunu (Mer de sanq).

	Europe (suite)	International (suite)	Af	Moyen-Orient et rique du Nord <i>(suite)</i>		Océanie (suite)
			1903	Création à Damas, en Syrie, de l'École de médicine (à l'origine de l'Université syrienne). La France occupe le Trârza et place la Mauritanie sous son protectorat mais la résistance des confréries musulmanes arrête son expansion en 1904.		
1904	Le sociologue allemand Max Weber écrit L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme.		1903	Le gouvernement ottoman demande à la Baghdad Railway Company, contrôlée par des banques allemandes, de construite le chemin de fer de Bagdad, dans le but de relier Berlin au Moyen-Orient.		
1905 1905	La Norvège obtient son indépendance de la Suède. Après la défaite lors de la guerre russo-japonaise, la révolution en Russie est contrecarrée par un mélange de répression et de compromis, conduisant à une période de réforme progressive.		1905	Le congrès sioniste de Bâle promeut la création d'un foyer national juif au Moyen- Orient.		
			1906 1906	La conférence d'Algésiras formalise la « position spéciale » de la France et place le Maroc sous la protection de la France et de l'Espagne. La révolution russe encourage les libéraux iraniens et les marchands du bazar de Téhéran à demander et obtenir	1906	La Grande-Bretagne et la France revendiquent conjointement Vanuatu et administrent l'archipel alors appelé Nouvelles-Hébrides au moyen d'un condominium franco- britannique.
1907	La Norvège et la Finlande autorisent le vote des femmes.		1907	demander et obtenir une constitution. La Russie et le Royaume-Uni partagent l'Iran en zones d'influence.	1907	La Nouvelle-Zélande devient un dominion de l'Empire britannique.

	Afrique sub-saharienne (suite)	Amériques (suite)	Asie (suite)
1909 1909	La campagne internationale dénonçant les atrocités commises au Congo contraint Léopold II à se retirer et à léguer d'administration de l'État à la Belgique. On ne compte qu'une vingtaine de médecins dans toute l'Afrique-Équatoriale française. Galandou Diouf, premier élu africain, siège au Conseil départemental du Sénégal jusqu'alors composé uniquement de citoyens blancs et métis. Le Cap, le Natal, le Transvaal et l'État libre d'Orange forment l'Union sudafricaine.	 1910 Les États-Unis comptent 607 212 km de voies ferrées. 1910 Un soulèvement conduit par Francisco Madero débouche sur la révolution mexicaine. 	1908 Le <i>Budi Utomo</i> , mouvement nationaliste indonésien officiel, tient son premier congrès. 1908 Le ministère de l'Éducation vietnamien s'installe en Annam pour mettre en œuvre le <i>Quoc ngu</i> , programme de romanisation de la langue vietnamienne, dans les écoles publiques. 1909 Japon : le palais d'Akasaka (actuelle résidence officielle des invités) est construit selon les canons de l'architecture française du XIX* siècle. Construction au Japon du National Sumo Hall, une vaste coupole métallique pouvant accueillir 13 000 spectateurs. 1909 La Grande-Bretagne termine son acquisition de ce qui va devenir la Malaisie occidentale. 1909 Le Siam cède sa souveraineté sur les États du nord de la péninsule malaise à la Grande-Bretagne mais conserve son indépendance et sert de zone tampon entre les sphères d'influence britannique et française. 1910 Plus de 5 000 ingénieurs japonais sortent diplômés des écoles nationales ; le taux de scolarisation dans le primaire est de 98 %. 1910 L'assassinat en Corée du Résident général japonais Ito Hirobumi conduit à l'annexion totale de la Corée par le Japon.
1911	Afrique centrale : l'écriture bamoum est simplifiée, le nombre de caractères ramené de 500 à 80.		1911 Formation en Indonésie de la <i>Sarekat Dagang Islam</i> (association des marchands musulmans) ; sous le nom de <i>Sarekat Islam</i> (Ligue Islamique), elle devient le premier grand parti nationaliste.

	Europe (suite)	International (suite)		Moyen-Orient et ique du Nord <i>(suite)</i>	Océanie (suite)
1909	L'aviateur français Louis Blériot franchit la Manche à bord d'un avion. Le Royaume-Uni suit l'exemple allemand, introduisant un système de retraite en 1909 et d'assurance mailadie en 1911.		1908 1908 1909 1909	Fondation en Égypte du Parti national démocrate (al-Hizb al-Watan) par Mustafă Kāmil et du Parti de la Nation (Hizb al-Umma). Fondation de l'École de droit de Bagdad. Inauguration de l'École (par la suite Collège) des beaux-arts au Caire, première institution égyptienne enseignant l'art occidental aux Égyptiens. La Compagnie pétrolière anglo-perse obtient la concession du pétrole en Iraq. Le Comité de l'union et du progrès dépose le sultan ottoman. La France étend sa domination au nord de la Mauritanie.	
1910 1910 1910 1910–14	Au Portugal, la Révolution destitue la monarchie et proclame la République. En Europe de l'Ouest, 59 villes ont plus de 100 000 habitants; 21 d'entre elles en ont plus de 500 000; Londres compte 7 256 000 âmes. Le Royaume-Uni produit 10 millions de tonnes d'acier et autant de fonte (contre respectivement 3 700 000 et 7 800 000 tonnes en 1880). L'Allemagne produit 13 millions de tonnes d'acier et près de 15 millions de tonnes d'acier et près de 15 millions de tonnes de fonte (contre respectivement 1 500 000 et 2 700 000 tonnes en 1880). Vaste agitation ouvrière : l'Allemagne compte 681 000 grévistes en 1910 et plus d'un million en 1912; le Royaume-Uni, 831 000 en 1911 et plus de 1,2 million en 1912, entre autres. Allemagne : création de la Kaiser Wilhelm Gesellschaft (aujourd'hui Société Max Planck).	ferrées.	1911	Mohammad Ghaffari ouvre une école d'art à Téhéran.	
1911	compose <i>Le chevalier à la rose</i> . Le compositeur russe Igor Stravinsky compose <i>Petrouchka</i> . Introduction du terme « gène » au Royaume-Uni.				

	Afrique sub-saharienne (suite)	Amériques (suite)		Asie (suite)		
1912 1912, 1914	Fondation du Parti des Jeunes Sénégalais, qui prône l'égalité avec les Français. Ouverture de mines d'or et de diamants en Oubangi-Shari.		1911 1912 1912	Les Chinois représentent plus de 70 % de la population de Singapour, avec près de 220 000 résidents (contre 50 000 en 1850 et 5 000 en 1826). Sun Yat-Sen devient le premier président de la République de Chine. Mort de l'empereur Meiji au Japon.		
		 1913 Les femmes de l'Illinois se voient accorder le droit de vote. 1913 Les États-Unis comptent près de 25 000 banques (contre 1 937 en 1870 et 506 en 1834). 1913 L'industriel américain Henry Ford introduit la chaîne de montage. Le psychologue américain John B. Watson publie l'article Psychology as the Behaviourist Views It (La psychologie telle que le behavioriste la conçoit). 	1913	Le poète indien Rabindranath Tagore reçoit le prix Nobel de littérature.		
1914	Représentant du Sénégal, Blaise Diagne est le premier député africain élu à l'Assemblée Nationale française ; en 1916 l'Assemblée promulgue la Loi Blaise Diagne reconnaissant la citoyenneté française à tous les résidents de Dakar, Gorée, Saint-Louis et Rufisque. Afrique de l'Est : ouverture de la ligne de chemin de fer reliant Dar es-Salaam à Kigoma.	1914 Le Canada compte 155 000 travaille syndiqués. 1914 Achèvement de la construction du canal de Panama.	urs			

	Europe (suite)	International (suite)	Moyen-Orient et Afrique du Nord <i>(suite)</i>	Océanie (suite)
1912	Les États des Balkans mettent à mal l'Empire ottoman lors de la première guerre des Balkans mais ne s'entendent pas sur le partage du butin.		1912 Après que les Turcs ont abandonné la Cyrénaïque, les Senoussis proclament l'indépendance de leur État. 1912 La Libye est cédée à l'Italie par l'Empire ottoman. 1912 La France établit un protectorat sur les régions du Maroc qui ne sont pas occupées	1912 Pose des premiers tronçons de la ligne de chemin de fer trans- australienne.
1913	D'autres États des Balkans s'en prennent à la Bulgarie, avec le soutien ottoman, s'emparant du territoire sans en légaliser le partage		par l'Espagne. 1913 L'écrivain égyptien Muhammad Husayn Haykal (1888–1956) publie <i>Zaynab</i> ,	
1913	pendant des décennies. Le cinéma est devenu populaire ; par exemple, la ville anglaise de Bradford (moins de 300 000 hab.) affiche un taux de fréquentation quotidien de 30 000 personnes dans ses		roman majeur de la littérature égyptienne contemporaine.	
1913	30 cinémas. L'Europe réalise deux-tiers du commerce mondial en volume (l'Amérique du Nord en réalise 14 %).			
1913	L'industrie chimique allemande emploie 781 chimistes qualifiés (2,7 % de tous les employés), contre dix seulement (0,2 %) en 1870.			
1913	La production de charbon au Royaume-Uni est de 292 millions de tonnes (contre 118 millions de tonnes en 1871); la production allemande est de 278 millions de tonnes (contre 37 millions de tonnes (contre 37 millions de tonnes en 1871); la production française est de 41 millions de tonnes (contre 23 millions de tonnes en 1871).			
1913	Le nombre de syndiqués au Royaume- Uni est de 4 millions (contre 2 millions en 1900); en Allemagne, il est de 3 millions (contre 850 000 en 1900) et en France, de 1 million (contre 250 000 en 1900).			
1914 1914		1914 Les prêts internationaux pour l'investissement s'élèvent à 43milliards \$ ÉU. (contre 2 milliards \$ EU. dans les années 1850).		

Α

Abd el-Kader, dirigeant algérien, 693

³Abduh, Muḥammad, juriste égyptien 591, 1193

Abdul-Aziz, sultan ottoman 1187 Abdul-Medjid I^{er}, sultan ottoman 1186-7

Abel, Henrik, mathématicien norvégien 246

Académie des beaux-arts (Istanbul) 886

Ackerknecht, Erwin, historien et bibliothécaire allemand 289

Adam, Paul, écrivain français 530 Adams, John, président des États-

Unis 251, 438-9 al-Afghāni, Jāmal al Dīn,

réformateur afghan 357-9, 591

Afrikaans, langue 158-9

Afrique 48-9, 132-5, 144-54, 159-161, 163-9, 174-9, 298-9, 380-2, 393-8, 676-82, 1267-73, 1275-7, 1340-5, 1383-4, 1434-5

Afrique centrale 145, 149, 174, 177, 1247, 1259-60

Afrique de l'Est 1333-4

Afrique de l'Ouest 1234-5, 1252-9, 1266, 1271-6, 1289-1301

Afrique du Nord 121, 135, 145-7

Afrique du Sud 158-63, 178, 1362, 1364, 1444, 1446, 1468, 1470, 1472, 1474, 1476, 1488, 1490

Afrique équatoriale 684, 1260, 1488, 1490

Afrique subsaharienne 640-52, 1232 Afro-américains, peuple 904, 912

Agassiz, Louis, zoologiste et géologue américain 421

Agonglo, roi du Dahomey 644

Aḥmad khān, Sayyid, politicien indien 599

Aḥmad, Muḥammad, réformateur soudanais 177, 354, 1323

Alamán, Lucas, politicien et historien mexicain 989

Albanie 879, 890

Alberdi, Juan Bautista, théoricien politique et diplomate argentin 557, 1034

Alexandre I^{er}, tsar de Russie 845 Algérie 156-8, 579, 1453, 1455, 1459, 1471, 1484

Ali, Ahmed, peintre turc 584

Ali, Mohammed, vice-roi d'Égypte 152, 154-55, 394, 578, 1182, 1189-92, 1194-5, 1321-2

Ali, Muhammad, dirigeant de l'État de Kokand 1065-6

Allemagne 64, 110-1, 126, 133, 135, 139, 227-9, 264, 299, 302, 308, 320, 339, 364, 384, 393, 405, 407, 416, 423, 430, 439, 460, 463, 466, 482, 486, 496, 506, 510, 656-6, 662, 683, 1449, 1455, 1471, 1475, 1481, 1491

Alvis, James de, linguiste singhalais 347

Amboelas, peuple 1344-5

Ameghino, Florentino, naturaliste, paléontologiste et anthropologiste argentin 560

Amérique du Nord 22, 29, 60, 83, 124, 127-30

Amérique latine 397, 562-6, 963-6, 972-4, 978-81, 1046-9

Amérique latine et les Caraïbes 984 Amīn, Qāsim, juriste égyptien 347 1498 De 1789 à 1914

Amo, Antoine-Guillaume, philosophe africain 640

Ampère, André-Marie, physicien français 262

Andins, pays 1041-4, 1046-53, 1055 Andreescu, Ion, peintre roumain 890

Anglicanisme 663

Angola 1247, 1338-42, 1348, 1362, 1454, 1464, 1478

Anoya, Sohachi, bibliothécaire japonais 419

Anti-Corn Law League (Grande-Bretagne) 137

Arabie saoudite 690-2, 1191, 1447, 1449, 1487

Arago, François, astronome, physicien et homme politique français 417

Arany, Janos, journaliste, écrivain et poète hongrois 818

Archeological Survey of India 606, 1464

Argentine 18-9, 327-8, 557-60, 563-564, 567, 976, 1034-5, 1037-8, 1448, 1454, 1460, 1464, 1466, 1468, 1476, 1480

Arnold, Matthew, poète anglais 447 Arnold, Thomas, historien anglais 391-2

Ashantis, peuple 170 Asie 10-2, 20-1, 182-8, 345-50, 396-7, 599-603, 1058-61

Asie centrale 4, 607

Asie du Sud-Est 599-602, 609-11, 614-7, 695-7, 1169-77

Asnyk, Adam, poète et dramaturge polonais 526

Assis, Joaquim Maria Machado de, écrivain brésilien 572

Atsutane, Hirata, théologien japonais 350

Auber, Daniel, compositeur français 466

Auenbrugger, Léopold Joseph, médecin autrichien 290

Australie 184-5, 1385-1400, 1405-1410, 1413-8, 1445, 1447, 1451, 1453, 1455, 1457, 1459, 1461, 1463, 1473, 1477, 1481, 1487, 1493

Avellaneda, Gertrudis Gómez de, femme de lettres cubaine 571 Avenarius, Richard, philosophe

allemand 362

В

Babbage, Charles, mathématicien anglais 400, 407

Bahr, Hermann, écrivain autrichien 544, 824

Baikie, William Balfour, naturaliste et explorateur écossais 165

Bakin, Kyokutei, écrivain japonais 624

Bakounine, Mikhaïl, révolutionnaire et philosophe russe 337, 442, 851 Bali 1171

Balkans, États 665, 690, 870, 884-886, 1473, 1493

Balyan, Garabet, architecte turc 587 Balyan, Krikor, architecte turc 587 Balzac, Honoré de, écrivain français 501

Banks, Sir Joseph naturaliste et

botaniste anglais 164, 1387
Banque d'Angleterre 54, 57
Banque de France 54
Banting, Frederick Grant, médecin et scientifique canadien 294
Bantous, peuple 145

- Banto, Yamagata, écrivain japonais 349
- Banville, Théodore de, poète français 207
- Barbosa, Ruy, philosophe brésilien 345, 1010
- Bardo, traité de, 156
- Barreda, Gavino, médecin, philosophe et politicien mexicain 397
- Barrès, Maurice, journaliste et politicien français 541
- Barreto, Luis Pereira, médecin brésilien 1018
- Barreto, Tobias, poète et écrivain brésilien 1019
- Barry, Charles, architecte anglais 455
- Barth, Heinrich, explorateur allemand 165
- Barthes, Roland, écrivain français 491
- Bartholdi, Frédéric Auguste, sculpteur français 458
- Bartók, Béla, compositeur hongrois 826
- Barye, Antoine-Louis, peintre et sculpteur français 459
- Bastiat, Frédéric, politicien et économiste français 138
- Baudelaire, Charles, écrivain français 527
- Beard, Charles Austin, historien américain 344
- Beard, George, neurologiste américain 444
- Beardsley, Aubrey, illustrateur anglais 482
- Becquerel, Henri, physicien français 297

- Beethoven, Ludwig van, compositeur allemand 466, 1449
- Behring, Emil von, médecin allemand 295
- Belgique 205, 209, 216-7, 219, 294, 386, 423, 474, 517, 530, 659, 662, 725, 728, 743, 765, 1453, 1457, 1465, 1471, 1472, 1490
- Belgrano, Manuel, dirigeant et politicien argentin 1030
- Bell, Alexander Graham, inventeur américain 127, 793, 1472
- Bello, Andrés, poète, philologue et juriste sud-américain 345, 397, 556
- Bénin 1289-90
- Bentham, Jeremy, philosophe et juriste anglais 335, 419
- Benz, Karl, ingénieur allemand 791, 1477
- Bergson, Henri, philosophe français 326, 371-2
- Berlioz, Hector, compositeur français 468
- Bernard, Claude, médecin et physiologiste français 293, 360
- Berthelot, Marcelin, chimiste français 271
- Berthollet, Claude-Louis, chimiste français 401
- Berzelius, Jacob, chimiste suédois 261
- Bessemer, Henry, ingénieur et inventeur anglais 39
- Bessemer, processus 219, 1463
- Best, Charles Herbert, médecin canadien 294
- Bhanubhakta, poète népalais 347 Bible, traduction de la 270

- Bibliothèque Sainte-Geneviève à Paris 473
- Bing, Samuel Siegfried, marchand d'art et collectionneur français 485
- Biot, Jean-Baptiste, physicien, astronome et mathématicien français 782
- Birmanie 349-50, 614, 1171-2
- Bismarck, Otto von, chancelier de l'empire allemand 176, 308, 342, 799, 1412, 1471, 1481
- Blackwell, Elizabeth, femme médecin anglo-américaine 307
- Boers, pionniers blancs d'Afrique du Sud 153, 159-62, 178-9, 1454, 1456, 1458, 1464, 1466, 1474, 1484
- Bohr, Niels, physicien danois 264, 372, 860
- Bolívar, Simón, général sud-américain 344, 969, 1049, 1450
- Bolivie 563, 1032, 1040, 1045-7, 1051, 1055, 1452, 1470
- Bonsu, Osei, roi des Ashantis 645, 1450
- Bosnie et Herzégovine 811, 875-6 Bouddhisme 347-8, 352-4, 697-9, 700-4, 1464, 1468, 1474
- Boukhara 1067-8
- Bourdieu, Pierre, sociologue français 491
- Bourget, Paul, écrivain français 541 Brāhmo Samāj, mouvement religieux 346, 352, 697
- Brahms, Johannes, compositeur allemand 822
- Brassey, Thomas, ingénieur anglais 45

- Brésil 128-9, 148, 175, 345, 412-3, 423-4, 559-60, 565-6, 1004-8, 1010-20, 1025-7, 1448, 1450, 1452, 1466, 1478, 1484
- Bright, John, homme d'État anglais 333
- Brito, Farias, philosophe brésilien 1020
- Brongniart, Alexandre, architecte français 453
- Brunel, Isambard Kingdom, ingénieur anglais 50
- Brunet de Baines, Claude-François, architecte français 565
- Brunetière, Ferdinand, écrivain français 439
- Buckle, Henry Thomas, historien anglais 330, 335
- Budapest 826
- Bugeaud, Thomas-Robert, maréchal de France 157, 1216-7
- Bulgarie 870, 873, 877-81, 884, 886-7, 890
- Burke, Edmund, homme politique et écrivain britannique 742, 754
- Burne-Jones, Edward, peintre anglais 481
- Burton, Richard Francis, explorateur, écrivain et poète anglais 166, 1333, 1460
- Buschiazzo, Juan Antonio, architecte et ingénieur italien 564
- al-Bustani, Boutros, écrivain libanais 590
- Buxton, Thomas Fowell, homme d'État anglais 151, 1299 Byron, lord, poète anglais 498, 502

C

- Caillé, René, explorateur français 164, 1462
- le Caire 582-583
- Cajal, Santiago Ramón y, physicien espagnol 972
- Cambodge 609, 616-7, 695, 1173-4, 1466, 1478, 1488
- Canada 921-34, 936-8, 957, 1456, 1458, 1466, 1480
- Canova, Antonio, sculpteur italien 457
- Candu Ménon, O., écrivain indien 612
- Cap, le 160-3,1358
- Capuana, Luigi, écrivain italien 516
- Caraïbes 555, 562, 911, 941, 956, 1446
- Carducci, Giosuè, poète italien 525
- Carlyle, Thomas, historien et écrivain écossais 341-2, 446
- Carnegie, Andrew, homme d'affaires écossais 409, 418, 935, 942
- Carnot, Lazare, homme politique français 246
- Carnot, Sadi, physicien français 266 Carpeaux, Jean-Baptiste, peintre et
- sculpteur français 459
- Castro, José Gil de, peintre péruvien 567-8
- Catholicisme 666-7, 683-4, 704, 711, 843, 850
- Cauchy, Augustin, mathématicien français 245
- Cézanne, Paul, peintre français 479-80
- Cetewayo, roi des Zoulous 162-3
- Ceylan (Sri Lanka) 185-6, 1446
- Chaillu, Paul Belloni, explorateur franco-américain 1246

- Chamberlain, Joseph, politicien anglais 141
- Charles X, roi de France 156-7, 245, 1211
- Chateaubriand, François René de, écrivain français 341, 455, 499
- Chatterji, Bankim Chandra, journaliste et poète bengali 612
- Chernishevski, Nikolaï, révolutionnaire et philosophe russe 337, 854
- Chevalier, Michel, ingénieur français 138
- Chili 383, 397, 556, 560, 565-6, 1450, 1479
- Chine 182-7, 190, 193-5, 299-302, 312, 599-603, 607-10, 612-4, 689, 1110-4, 1120-3, 1456, 1462, 1464, 1470, 1476, 1482, 1484, 1492
- Choe Han-gi, philosophe coréen 1162-4
- Chopin, Frédéric, compositeur polonais 469, 837
- Christianisme 678-82, 684-8, 704-705, 904, 1110-4, 1377-8
- Christianisme orthodoxe 515
- Cixi, impératrice chinoise 602, 609, 1112, 1132-3
- Claudel, Paul, écrivain et diplomate français 537
- Coats, J., industriel anglais 63
- Coats, P., industriel anglais 63
- Cobden-Chevalier, traité 138-9, 216, 234
- Cobden, Richard, industriel anglais 138, 333
- Cohen, Hermann, philosophe allemand 365
- Coleridge, Samuel Taylor, poète et philosophe anglais 421, 497-8

- Collège Sadiki, (al madrasa as-Sâdiqiyya) 1218-9
- Colombie 563, 567, 1450, 1452, 1464
- Compagnie des Indes orientales 603-4, 714, 1076-8, 1081, 1089
- Comte, Auguste, philosophe français 327-30, 335, 419, 505, 779, 1453
- Confucianisme 277, 355, 445
- Congo 1247, 1309-11, 1472, 1474, 1476, 1480, 1484, 1488, 1490
- Constable, John, peintre anglais 461
- Cook, James, explorateur anglais 1386
- Cooper, James Fennimore, écrivain américain 503, 902
- Corée 635, 637-8, 704-5, 1161-4, 1466, 1470, 1472, 1474, 1476, 1482, 1488, 1490
- Corn laws (Grande-Bretagne) 137-138, 1459
- Cort, Henry, maître de forges anglais 212
- Cortot, Jean-Pierre, sculpteur français 458
- Corvisart, Jean-Nicolas, médecin français 290
- Cosmos, périodique français 422
- Costa Rica 998-9, 1452, 1454
- Courbet, Gustave, peintre français 462-4
- Cousin, Victor, philosophe français 523, 555
- Crane, Walter, peintre anglais 484 Croatie 888-91
- Crystal Palace (Londres) 773
- Cuba 148, 214, 561-2, 569, 571, 940, 999, 1000-1, 1452, 1468, 1474, 1484, 1486

D

- Dahomey 644, 1233, 1240-1, 1252, 1273, 1297, 1456, 1464, 1480, 1482
- D'Annunzio, Gabriele, poète et journaliste italien 533, 542
- Darwinisme social 172, 360
- De Vries, Hugo, botaniste hollandais 286
- Donizetti, Giuseppe, compositeur italien 582
- Dostoïevski, Fedor Mikhailovich, écrivain russe 677-8, 848, 855
- Draper, John William, physicien, chimiste et historien américain 361
- Dreyfus, Alfred, officier français 515, 1483, 1485
- Droysen, Johann Gustav, historien allemand 340
- Du Bois, William Edward Burghardt, écrivain américain 405
- Duparc, Henri, compositeur français 488
- Durkheim, Emile, sociologue français 330, 361, 1037
- Duruy, Victor, homme politique et écrivain français 392, 395

Ε

- Echeverría, José Esteban, écrivain argentin 557, 569, 1033
- École polytechnique (Paris) 67, 228, 262, 401
- Edison, Thomas, inventeur américain 35, 227, 408, 424, 793-4, 797
- Edvard, Munch, peintre norvégien 463, 482-3
- Égypte 122, 146, 153-7, 168, 359, 394, 397, 424, 1182-4, 1190-5,

1204, 1210, 1321-3, 1447, 1449, 1455, 1457, 1463, 1467, 1471, 1473, 1475, 1477, 1485, 1491, 1493

Ehrlich, Paul, scientifique allemand 298

Eichendorff, Joseph von, poète allemand 468

Eiffel, Gustave, ingénieur français 458

Eiffel, tour 220, 426, 1479

Einstein, Albert, physicien allemand 229, 242

Elder, John 50

24, 828

El-Hadj Omar, politicien africain 1238, 1267

Eliot, Thomas Stearns, poète américain 539

Ellehamer, pilote danois 796 Emerson, Ralph Waldo, poète et

écrivain américain 446 Empire austro-hongrois 72-73, 805-

Empire ottoman 589, 657, 664-5, 688, 690-1

Engels, Friedrich, philosophe allemand 775-7, 1459

Ensor, James, peintre belge 483 Équateur 1048-55

Erb, Wilhelm Heinrich, neurologue allemand 444

Ericsson, John, inventeur suédois 50 Espagne 381, 516, 957-9, 1176-7, 1447, 1449, 1465, 1477

Esquirol, Jean-Etienne-Dominique, psychiatre français 289

États-Unis d'Amérique 9-11, 28-30, 55, 66, 133, 139, 149, 226, 304-5, 307, 320-1, 344, 383, 388-9, 393-5, 417, 503, 512-3, 538-9,

791, 802, 812, 896-930, 934-50, 957, 984, 1055, 1441, 1446, 1448, 1450, 1452, 1454, 1456, 1458, 1464, 1466, 1470, 1472, 1474, 1478, 1480, 1484, 1486, 1490, 1492

Éthiopie 678, 1462, 1478, 1482 Europe 58-9, 243-4, 775, 778-80 Europe de l'Est 469, 502, 506, 508, 786

Europe ottomane 264, 665 Exposition universelle (Paris) 425, 429, 462

Exposition universelle (Londres) 602, 773

F

Faidherbe, Louis, militaire français et administrateur du Sénégal 678

Faraday, Michael, physicien anglais 792, 1451, 1455

Farnana, Panda, politicien congolais 1316

Fath 'Ali Shah, empereur perse 585, 593

Fauré, Gabriel, compositeur français 488

Feng Guifen, écrivain chinois 1116, 1132

Ferry, Jules, homme politique français 1264

Feuerbach, Andreas, philosophe allemand 776

Fichte, Johann Gottlieb, philosophe allemand 341

Fidji, archipel 183, 1471, 1473, 1475

Fierro, Pancho, peintre péruvien 567 Figuier, Louis, écrivain français 421 Fikret, Tevfik, poète turc 590

- Finlay, Carlos Juan, médecin cubain 305
- Flammarion, Camille, astronome français 420
- Flaubert, Gustave, écrivain français 437, 470, 509
- Flexner, Abraham, professeur américain 308
- Fontaine, Pierre François, architecte français 452
- Ford, Henry, fondateur de la Ford Motor Company 791, 939, 1492 Forsell, Gösta, médecin suédois 298
- Foucault, Léon, physicien et
- astronome français 1476, 1461
- Fourier, Charles, philosophe français 336
- France 110, 395-6, 485, 1445, 1447, 1451, 1453, 1455, 1459, 1461, 1465, 1471, 1475, 1477-83, 1489, 1493
- François I^{er}, empereur d'Autriche 805
- Franklin, Benjamin, écrivain, physicien et diplomate américain 418
- Frege, Gottlob, mathématicien et logicien allemand 255
- Frere, Sir Henry Bartle, administrateur anglais et gouverneur de Bombay 162
- Freud, Sigmund, médecin autrichien, fondateur de la psychanalyse 360, 825, 857, 1485
- Fukuzawa, Yukichi, écrivain et politicien japonais 622, 1148 Fulanis, peuple 145, 708, 1293
- Fulton, Robert, ingénieur américain 125, 907

G

- Gabon 151, 681, 1456, 1460, 1488 Galien de Pergame, médecin 292 Gall, Joseph, astronome allemand 251
- Galois, Evariste, mathématicien français 246
- Galvani, Luigi, physicien italien 261-2
- Garnier, Charles, architecte français 476
- Garnier, Tony, architecte français 474-5
- Gaskell, Elizabeth Cleghorn, femme de lettres anglaise 510
- Gauguin, Paul, peintre français 479, 480-1
- Gauss, Karl Friedrich, physicien et mathématicien allemand 244-6, 249, 251, 262, 792
- Gautier, Théophile, écrivain français 488, 523
- Géricault, Théodore, peintre français 461
- Geoffroy-Saint-Hilaire, naturaliste français 278
- George, Stefan, poète allemand 533 Gerschenkron, Alexander, historien russe 69
- Ghaffari, Abu'l-Hasan, peintre perse 585
- Ghaffari, Muhammad, peintre perse 585
- Ghana 641-4, 1452
- Ghose, Aurobindo, poète et philosophe indien 353
- Gide, André, écrivain français 538 Gilchrist, Percy, chimiste anglais 219 Girard, Père 389

- Gladstone, William E., Premier ministre d'Angleterre 162
- Glinka, Mikhaïl Ivanovich, compositeur russe 469
- Godwin, William, politicien et philosophe anglais 1022
- Goethe, Johann Wolfgang von, écrivain allemand 271, 273, 275, 277
- Gogol, Nikolaï Vasilievich, écrivain russe 848
- Goncourt, frères (Edmond et Jules) 509, 514
- Gorgas, William Crawford, chirurgien américain 305
- Goya, Francisco de, peintre espagnol 460
- Gramme, Zénobe Théophile, ingénieur belge 225
- Grande-Bretagne 5-8, 25-6, 32-4, 50-1, 55, 57-9, 63-6, 68, 83-4, 109-11, 127, 132-9, 143-4, 148-149, 159-62, 182-3, 201-2, 223, 231-2, 383-4, 391-2, 396, 399-401, 480, 495-500, 764-7, 773-6, 787-8, 1109-12, 1192-3, 1199-1200, 1201-4, 1449, 1455, 1460, 1473
- Grand Trek, migration 159, 1364-1366, 1454
- Granovski, Timofei, historien russe 342, 850
- Grassmann, Hermann, mathématicien allemand 254
- Gray, Asa, botaniste et éducateur américain 421
- Grèce 74, 114, 321, 450, 453, 506, 1451, 1483
- Green, J. R., écrivain anglais 341 Grégoire XVI, pape 660

- Griesinger, Wilhelm, médecin et psychiatre allemand 298
- Grigorescu, Nicolae, peintre roumain 890
- Grillparzer, Franz, poète et écrivain autrichien 508
- Grimm, Jacob, écrivain allemand 320, 495
- Grimm, Wilhelm, écrivain allemand 495
- Guatemala 562
- Guerre de Sécession aux États-Unis (1861-5) 913-7, 1464
- Guerre des Boers 162, 178, 1474, 1484
- Guerre franco-prussienne (1870–1) 612, 758, 1471
- Guerre russo-japonaise (1904–5) 188, 194, 941, 1133, 1149-50, 1488-9
- Guerres de l'Opium 1060, 1075, 1104, 1111-2
- Guerre sino-japonaise (1894–5) 193-5, 1124, 1482
- Guest, Sir John, ingénieur anglais 39 Guimard, Hector, architecte français 474

Н

- Haeckel, Ernst, biologiste, physicien et philosophe allemand 279
- Haffkine, Waldemar M. W., médecin russe 303
- Hahnemann, Samuel, physicien allemand 291
- Haïti 670, 957, 1434, 1444, 1446
- Halske, George, ingénieur allemand 793
- Hamdi, Osman, peintre turc 585, 890

Hamid, Abdülhak, poète turc 590 Hamilton, William Rowan, mathématicien, physicien et astronome irlandais 252, 254 Hanibal, Abraham, prince éthiopien 641

Hansen, Christian Frederik, architecte danois 454

Hansen, Theophil Edvard Freiherr von, architecte danois 454

Hart, Sir Robert, homme d'État anglais 301

Harvard, université de, 289, 394 Harvey, William, physicien anglais 292

Hasenauer, Karl, architecte allemand 456

Hata, Sahachiro, bactériologiste japonais 296

Hauptmann, Gerhard, écrivain allemand 519

Haussmann, Georges, baron français 474

Hawaï, île 686, 704

Haykal, Muhammad Husayn, écrivain égyptien 593

Hegel, Georg Wilhelm Friedrich, philosophe allemand 821, 850-1

Heine, Heinrich, poète allemand 320 Hellpach, Willy, médecin,

psychologue et politicien allemand 445

Helmholtz, Hermann von, physicien allemand 307, 405, 423

Henry, Joseph, physicien américain 206

Herder, Johann Gottfried, philosophe et poète allemand 320, 438 Heredia, José María de, poète

français 524

Herschel, William, savant anglais 251

Hertz, Heinrich, physicien allemand 264, 796, 856

Hindouisme 353, 1452, 1480, 1482 Hiroshige, Andō, peintre japonais 627

Hobson, Benjamin, missionnaire protestant 300

Hofmannsthal, Hugo von, écrivain autrichien 522

Hongrie 81, 126, 339, 456

Hong Xiuquan, dirigeant chinois 700, 1112, 1115

Hostos, Eugenio María de, sociologue sud-américain 561

Houghton, Daniel, homme d'État anglais 164

Howells, William D., professeur américain 513

Huang Zunxian, poète et écrivain chinois 613, 1127

Hugo, Victor, poète français 499, 500-1

Humboldt, Alexander von, naturaliste et géographe allemand 555, 567, 820, 964

Humboldt, Wilhelm von, philologue allemand 322, 384

Huxley, Julian, biologiste anglais 269

Huxley, Thomas, biologiste anglais 613, 279

Huysmans, Joris-Karl, écrivain français 481

Ibsen, Henrik, écrivain norvégien 510

Inde 432, 603-6, 614, 657, 695-7, Jilani, Abdulwaheb, peintre tunisien 714, 716, 720-1, 1083-4, 1446, 586 1458, 1462, 1464, 1470, 1474 João VI, empereur du Brésil 504 Indonésie 205, 1169, 1470, 1472, Joplin, Scott, compositeur amé-1474, 1484, 1486, 1488 ricain 489 Igbal, Muhammad, poète, politicien Joseph II, empereur autrichien 289, et philosophe pakistanais 611 727, 807-9, 814 Iran (Perse) 1200-4, 1182-3, 1459, Joule, James Prescott, physicien 1461, 1465, 1477, 1481, 1487, anglais 265, 400, 419 Juárez, Benito, président mexicain 1489, 1491 Iraq 579, 1200-4, 1447, 1469, 1491 560 Irlande 83, 85, 92, 107, 137, 738, K 759, 761, 1447, 1459 Kang Youwei, réformiste chinois Islam 597-8, 601, 609-11, 676-7, 690-3, 695-6, 706-11, 720-1, 866, 354-5, 613 871, 875 Kant, Emmanuel, philosophe Ismaïl pacha, vice-roi puis khédive allemand 850-1 d'Égypte 581-2, 588 Kaozé, Stefano, prêtre congolais Italie 516, 577, 1465, 1471 Karamzine, Nikolaï, historien et J écrivain russe 843 Katai, Tayama, poète japonais 627 Jacobi, Karl, mathématicien Keats, John, poète anglais 498 allemand 402 Kelvin, William Thomson, lord, Jalal, Muhammad 'Uthman, 591 physicien anglais 404 James, Henry, écrivain américain 946 Kemal, Namik, écrivain turc 589 James, William, philosophe et Khiva, khanate 1068-70 psychologue américain 365 Khayr ad-Dîn (Khéreddine), Premier Japon 628-9, 632-3, 702, 1142ministre de Tunisie 693, 1461, 1143, 1148-51, 1462, 1466, 1468, 1465, 1469, 1473 1470, 1472, 1476, 1480, 1482, Khnopff, Fernand, peintre belge 482 1486, 1488, 1490, 1492 Khomiakov, Alekseï, philosophe Javouhey, Mère, religieuse française russe 324 381, 393 Kidd, Benjamin, sociologue anglais Jefferson, Thomas, président des États-Unis 899 Kierkegaard, Sören, philosophe Jenner, Edward, physicien anglais danois 362, 663 Kilimandjaro, montagne africaine 284 Jérusalem 666, 1187, 1471 166 Jiaqing, empereur chinois 1104-5 Kimbus, peuple 1307

1508 De 1789 à 1914

Kireïevski, Ivan, écrivain russe 851 Kitasato, Shibasaburo, savant japonais 295, 302, 304 Kitchener, H. H., homme d'État

Kitchener, H. H., homme d'Etat anglais 177, 1324

Klein, Felix, mathématicien allemand 249

Klimt, Gustave, peintre autrichien 482

Klioutchevski, Vasily, historien russe 343

Knorr, Ludwig, chimiste allemand 295

Koch, Robert, médecin allemand 787, 1153, 1473

Kokand, kharat d'Asie centrale 1065-7

Koller, Carl, médecin autrichien 297Kossuth, Lajos, homme politique hongrois 339, 815

Krapf, Johann Ludwig, missionnaire allemand 1332

Krause, Karl Christian Friedrich, philosophe allemand 561

Kropotkine Petr, Alexejevich, prince 337, 443

Kruger, Paul, président de la République du Transvaal 178 Kwan Ato, médecin chinois 300 Kyōden, Santō, écrivain japonais 623

L

La Salle, Saint Jean-Baptiste de, professeur français 388 Labrouste, Henri, architecte français 473

Lacombe, Paul, écrivain français 440

Laennec, René Théophile Hyacinthe, médecin français 290, 1451

Laforgue, Jules, poète français 529 Lamarck, Jean-Baptiste de, biologiste français 279 Lamartine, Alphonse de, poète

Lamartine, Alphonse de, poète français 966

Lamprecht, Karl, historien allemand 341, 437

Lancaster, Joseph, pédagogue anglais 389

Lander, frères (John et Richard) 164, 1264

Langerhans, Paul, biologiste allemand 294

Lardner, Dionysus, écrivain anglais 417

Laval, Gustav, ingénieur suédois 226 Lavoisier, Antoine-Laurent, chimiste, philosophe et économiste français 329, 736, 963, 1163

Larousse, Pierre, éditeur français 422

Le Bon, Gustave, psychologue et sociologue français 1037

Le Baron Jenney, William, architecte et ingénieur américain 473

Leconte de Lisle, Charles Marie-René, poète français 488

Le Play, Frédéric, ingénieur français 427

Lemos, Miguel, philosophe brésilien 559

Lénine, Vladimir, révolutionnaire et homme politique russe 859

Lenoir, Alexandre Marie, écrivain français 455

Léon XII, pape 671 Léon XIII, pape 661-2, 674, 1481

Léopold II, roi des Belges 806, 814, 1259, 1308 Lermontov, Mikhail Y., écrivain russe 503,847 Lesotho, royaume 161-2 Lethaby, William, architecte anglais 484 Lever, William, industriel anglais 64 Le Verrier, Urbain Jean Joseph, mathématicien français 251 Lewis, John Frederick, peintre anglais 587 Liang Qichao (Zi-Chao), philosophe chinois 1126 Liban 577, 584, 590-2 Libéria 679, 683, 1450, 1458 Libermann, François, fondateur de la Société du Saint-Cœur de Marie 684 Libye 577, 693 Liebig, Justus von, chimiste allemand 37, 80 Lincoln, Abraham, président des États-Unis 915-9 Lingala, langue 1269, 1312 Lipton, Thomas, commercant et navigateur écossais 53 Lisboa, José da Silva, écrivain portugais 1021 Lister, Joseph, chirurgien anglais 296, 1469 Livingstone, David, explorateur écossais 679 Lizardi, José Joaquín Fernández, écrivain mexicain 568 Lloyd George, homme politique britannique 308

Lobatchevski, Nikolaï L.,

mathématicien russe 249, 852

Lobbo, Amadou Amadou, chef du royaume de Macina 1237
Lockyer, Sir Joseph Norman, astronome anglais 423
Lorentz, Hendrick, physicien hollandais 267
Louis I^{er}, roi de Bavière 453
Louis II, roi de Bavière 542
Louis XVI, roi de France 657-8, 727, 729-32
Louis XVIII, roi de France 453, 737, 752
Louis, Pierre-Charles-Alexandre, médecin français 290

Lounda et Louba, empires 1306 Ludwig, Carl, médecin allemand 293 Lumière, frères (Auguste et Louis), inventeurs et industriels français 1483 Luther, Martin, théologien et

réformateur allemand 347, 352 Lyell, Sir Charles, géologue anglais 421

Macaulay, Thomas, poète, historien et politicien anglais 600
Mach, Ernst, physicien et philosophe autrichien 362
Mackmurdo, Arthur Heygate, architecte anglais 484
Madagascar 1379-80, 1450, 1462, 1474, 1476, 1482
Maestro, Matías, architecte, peintre et sculpteur péruvien 563
Maeterlinck, Maurice, poète belge 531

Magalhães, Benjamin Constant Botelho de, soldat et politicien

brésilien 1017, 1019, 1025

Magendie, François, physiologiste français 293 Maghreb 145, 593, 693, 706-7, 712 Mahler, Gustav, compositeur autrichien 487, 822 Mahmud II, sultan ottoman 1186, 1199, 1453 Maillol, Aristide, sculpteur et peintre français 477 Maistre, Joseph de, homme politique et philosophe savoyard 754 Makrakis, Apostolos, théologien grec 666 Malaisie 601, 610-3, 1472, 1490 Mali 164, 177, 641, 706, 1232, 1244, 1268-70, 1274-5, 1460 Mallarmé, Stéphane, poète français 529 Malthus, Thomas, économiste anglais 1022 Manet, Edouard, peintre français 464 Manson, Sir Patrick, médecin anglais 298, 301 Manzoni, Alessandro, écrivain italien 501 Maoris 1402-7 Marconi, Guglielmo, physicien italien 1483, 1485 Marey, Etienne Jules, physiologiste français 796-7 Maroc 153, 157-8, 165, 168, 176, 394, 1459, 1463, 1489, 1493, Martí, José, écrivain et patriote cubain 562, 1470, 1482 Marxisme 1012, 1044, 1073, 1155 Marx, Karl, théoricien socialiste allemand 660, 776-8, 1131, 1467 Maupassant, Guy de, écrivain français 627

Maurice, île 150, 168, 183, 414

1491 Maxwell, James Clerk, mathématicien écossais 255 Mazzini, Giuseppe, philosophe et politicien italien 255 McQueen, James, écrivain australien Mecque, La 1237, 1267, 1447 Meiji, période 396, 622, 631 Mendel, Gregor Johann, moine et botaniste autrichien 282, 287, 570 Mendeleïev, Dmitri, chimiste russe 403, 856, 1469 Mendes, Raimundo Teixeira, philosophe et mathématicien brésilien 559 Ménélik II, empereur éthiopien 178, 1327, 1478, 1482 Meresjkovski, Dmitri S. 859 Merimée, Prosper, écrivain et historien français 501, 848 Mering, Joseph von, physicien allemand 294 Meštrović, Ivan, sculpteur croate 886 Meunier, Constantin, peintre et sculpteur belge 459 Mexique 345, 391, 412, 415, 559, 562, 566-9, 670-4, 990-998, 1448, 1452, 1454, 1458, 1466, 1486, 1490 Midhat, Ahmed, homme d'État turc 590 Midhat Pasha, gouverneur ottoman 880, 1187-8, 1199, 1200 Millet, Jean-François, peintre français 463 Minkowski, Oscar, médecin allemand 294

Mirambo, souverain africain 1306

Mauritanie 1226-9, 1258, 1489,

Mitchel, Ormsby MacKnight, astronome américain 421 Monet, Claude, peintre français 478-9, 1471

Moniuszko, Stanisław, compositeur polonais 837

Montalvo, Juan, écrivain et philosophe équatorien 557

Mora, José Joaquín, philosophe espagnol 556

Moréas, Jean, poète et écrivain grec 530

Moreno, Gabriel Garcia, homme d'État équatorien 558

Morgagni, Giovanni Battista, médecin italien 290

Morice, Charles, poète 532

Morris, William, écrivain et artiste anglais 526

Morse Samuel, inventeur américain 37, 127, 1454, 1456

Morton, Thomas Green, physicien américain 296

Moshoeshoe, roi des Basutos 1362, 1450

Mpondos, peuple 1366, 1368 Msiri, souverain africain 1306 Mswati, roi swazi 1360 Müller, Johannes von, historien

Mukhtar, Mahmud, sculpteur égyptien 586

Munshi, Abdullah bin Abdul Kadir, écrivain ottoman 617

Musées 429, 453, 1455

suisse 438

N

Napoléon 168-70, 452-4, 504-6, 738-55, 806, 832, 1004, 1174, 1446, 1447, 1449, 1451

al-Naqqash, Marun, écrivain libanais 590

Naqschbandiyya, ordre soufi 599 Nash, John, architecte américain 453

Natal 1075, 1331, 1364 Népal 1090

Nerval, Gérard de, poète français 500

Neumann, Franz, physicien allemand 402

Newcomen, Thomas, inventeur anglais 209

Newton, Sir Isaac, astronome, mathématicien et physicien anglais 992, 1029

Ngounis, peuple 1306, 1366 Nicodème l'Hagiorite, moine 665 Nicolas I^{er}, tsar de Russie 404, 688, 841

Nicolas II, tsar de Russie 858, 867 Niebuhr, Barthold George, historien allemand 331, 339

Nielson, J. B., industriel anglais 38 Nietzsche, Friedrich, philosophe allemand 325-6, 360, 368, 370, 372

Niger, fleuve 165 Nigéria 1482 Nightingale, Florence, infirmière anglaise 308

Nil 166, 298

Nilotes, peuple 145

Nishida, Kitaro, philosophe japonais 1155

Njoya, roi des Bamoums 1480, 1490 Nobel, Alfred Bernhard, chimiste et ingénieur suédois 308, 411 Nobel, prix 296, 308, 411-2, 424 Notaras, Macaire, moine 665

Park, Mungo, explorateur écossais Nouvelle-Guinée 1385-6, 1407, 1411, 1420 164 Parker, Peter, physicien anglais 300 Nouvelle-Zélande 232, 414, 759, Parsons, Sir Charles, ingénieur 1445, 1449, 1455, 1457, 1461, 1465, 1467, 1475, 1483, 1489 anglais 226, 1477 Pasteur, Institut 303, 409, 1479, Nyungu ya Mawe, souverain africain 1482, 1488 1306 Pasteur, Louis, chimiste français 269, 282, 292, 294, 411 0 Pavlov, Ivan Petrovitch, médecin Obradovic, Dositej, officier et poète russe 857, 860 croate 809 Paxton, Sir Joseph, architecte anglais Ocampo, Melchor, avocat et 472 politicien mexicain 989 Pays-Bas 10, 104, 114, 302, 386, Oersted, Hans Christian, physicien et 456, 463, 659, 662-3 chimiste danois 262 Pedis, peuple 1366, 1368 Offenbach, Jacques, compositeur Pedro II, empereur du Brésil 474, français 470 1007 Ögai, Mori, physicien et poète Peel, Robert, Premier ministre japonais 625 d'Angleterre 137 Olmedo, José Joaquín de, président Percier, Charles, architecte français équatorien 569 452 Oppenheimer, Julius Robert, Pérez Galdos, Benito, écrivain physicien américain 248 espagnol 516 Overbeck, Friedrich, peintre Perkin, Sir William Henry, chimiste allemand 462 anglais 779 Owen, Robert, peintre allemand 462 Pérou 1040-1, 1044-52 Perry, Matthew C., commodore P américain 302 Paganini, Nicolo, compositeur italien Pestalozzi, Johann Heinrich, 470 pédagogue suisse 388 Painter, Uriah, journaliste anglais Petöfi, Sandor, poète hongrois 818 Phelps, Almira, écrivain 421 Palma, Ricardo, écrivain péruvien Philippines 1141, 1171, 1176-8, 1448 Pantazis, Périclès, peintre grec 891 Pie VII, pape 658 Papadiamandis, Alexandros, écrivain Pie IX, pape 660 grec 517 Pie X, pape 662-3 Paraguay 1019, 1032 Pinel, Philippe, psychiatre français Paris 452, 758, 991 289

Planck, Max, physicien allemand Radama Ier, souverain malgache 229, 267 1375-7 Poe, Edgar Allan, poète américain Rajam Ayyar, B. R., écrivain indien Poincaré, Henri, physicien français Rāma Ier, roi de Thaïlande 609 265 Rāma IV, roi de Thaïlande 615 Ramakrishna Paramahamsa, prêtre Pologne 832-6 brahmane 697, 716-7 Popov, Aleksandr S., ingénieur russe Ranavalona Ire, reine de Madagascar 1376, 1454, 1462, 1464 Porto, Silva, peintre portugais 1347 Portugal 761, 1449 Ranavalona II, reine de Madagascar Pouchkine, Alexandre, poète et 680, 1468 dramaturge russe 469, 502-3, 509 Ranke, Leopold von, historien allemand 339-40 Prada, Manuel González, écrivain et poète péruvien 345, 560 Ravel, Maurice, compositeur Pradier, Jean-Jacques (James), français 489 sculpteur français 458 Pravaz, Charles-Gabriel, médecin Rebmann, Johannes, explorateur allemand 165, 1314 français 295 Première Guerre mondiale 1420, Reed, Walter, médecin militaire 1441-2, 1481 américain 305 Renan, Ernest, philosophe et Protestantisme 368, 661, 672-3, historien français 431, 663 680, 711 Proudhon, Pierre-Joseph, économiste Renouvier, Charles-Bernard, philosophe français 323 français 336 Respighi, Ottorino, poète italien 489 Proust, Marcel, écrivain français 538 Reuter, agence de presse 778 Prusse 738, 743, 745, 750, 752, 765, Révolution française 43, 282-6, 767, 793, 821, 1451, 1465, 1467, 291-3, 570 1471 Révolution industrielle 138, 201-7, Puccini, Giacomo, compositeur italien 469 223-7 Révolte de Wuchang 1135 Pugin, Augustus Welby, architecte Rhodes, Cecil John, homme anglais 455 d'affaires anglais 178

0

Quinet, Edgar, historien français 323

R

Rabah Fadl-Allah, dirigeant soudanais 1250

al-Rayhani, Amin, poète libanais 592 Ricardo, David, économiste anglais Richter, Ludwig, peintre allemand 462 Rickert, Heinrich, historien allemand 323

Riel, Louis, politicien canadien 929 Riemann, Bernhard, mathématicien allemand 249

Rilke, Rainer Maria, poète allemand 538

Rimbaud, Arthur, poète français 528-9

Río de la Plata 1029-30, 1032, 1034 Riza, Ahmad, écrivain turc 346 Robespierre, Maximilien de, politicien français 733, 736

Robinson, Henry Paul, photographe anglais 484

Rockefeller, John D., homme d'affaires américain 52, 65, 301 Rodin, Auguste, sculpteur français 539

Rodrígues, Manuel Díaz, écrivain sud-américain 983

Rodríguez, Simón, philosophe sudaméricain 344

Rokitansky, Karl, médecin autrichien 291, 822

Rome 321

Romero, Silvio, écrivain brésilien 1026

Ronggawarsita, poète javanais 347 Röntgen, Wilhelm Conrad, physicien allemand 297, 1483

Rosas, Juan Manuel de, homme politique argentin 557

Rosso, Medardo, sculpteur italien 475-6

Rothschild, famille 51, 58, 752, 810, 1407, 1412

Rothschild, Lionel, homme d'État anglais 61

Roumanie 665-6, 870, 873-4, 876-877, 880

Rousseau, Jean-Jacques, écrivain français 388, 320

Roux, Emile, physicien et bactériologiste français 295

Roy, Rām Mohan, penseur hindou 347, 353, 696, 715

Ruan Yuan, homme d'État chinois 1105-6

Rude, François, sculpteur français 458

Ruffer, Sir Armand, bactériologiste anglais 298

Rugendas, Johann Moritz, peintre bavarois 567

Ruskin, John, écrivain anglais 447, 455

Russie 840-1, 847-9, 850-61, 1444-5, 1451, 1453-4, 1461-2, 1465, 1468, 1473-5, 1478, 1481, 1483, 1488-9, 1493

Rutherford, Ernest, chimiste anglais 264

Rwanda 1304-5

Rysselbergh, Théo van, peintre belge 264

S

Sacleux, père Charles 686-7 al-Sadūq, Moḥammed, bey de Tunisie 156

Said ibn Sulṭān, Seyyid, sultan d'Oman 1305, 1329

Saïd, Mohammad 155, 581, 586 Sainte-Beuve, Charles Augustin, 439

Saint-Simon, Henri de, philosophe et économiste français 557, 660,

1190

Samba, Shikitei, écrivain japonais 623

- Samman, Mohammad, dirigeant indonésien 349
- Samuel, Marcus, industriel anglais 52
- Sanahuja, Manuel, moine franciscain 563
- Sand, George, écrivain français 500-1
- Sarmiento, Domingo Faustino, homme politique argentin 971
- Sartre, Jean-Paul, philosophe français 491
- Say, Jean-Baptiste, économiste et homme politique français 138, 336
- Scandinaves, pays 725, 761, 1473 Schelling, Friedrich, philosophe allemand 320
- Schlegel, August Wilhelm, poète allemand 438
- Schlegel, Friedrich, écrivain allemand 320
- Schlosser, Friedrich Christoff, historien allemand 340
- Schmidt, Friedrich, écrivain allemand 456
- Schnitzler, Arthur, écrivain autrichien 522, 544
- Schopenhauer, Arthur, philosophe allemand 325, 341
- Schubert, Franz, compositeur autrichien 467
- Schumann, Robert, compositeur allemand 467
- Scott, Sir Walter, poète écossais 499 Scribe, Eugène, écrivain français 466
- Seinai, Abu Nasr Fath Allah, poète perse 347
- Selim III, sultan ottoman 382, 578, 1185

- Semmelweis, Ignaz, physicien hongrois 269, 822
- Semper, Gottfried, architecte allemand 456
- Sénégal 151, 381, 1450, 1460, 1462, 1468, 1482, 1488, 1490, 1492
- Séraphim de Sarov, saint 667 Serbie 665, 870
- Seurat, Georges, peintre français 479
- Seyyid, Süleyman, poète turc 584
- Shadi, Ahmad Zaki Abu, poète égyptien 592
- Shaka, roi des Zoulous 1354, 1360, 1364-5
- Shelley, Percey Bysshe, poète anglais 498
- Shiga, Kiyoshi, savant japonais 1154, 1482
- Shimei, Futabatei, écrivain japonais 625
- Shintoïsme 701-4
- Shōyō, Tsubouchi, écrivain japonais 625
- Shunsui, Tamenaga, écrivain japonais 624
- Siemens, Werner von, ingénieur allemand 225, 409, 793
- Sierra Leone 147-9, 1298, 1444
- Sierra, Justo, écrivain mexicain 345 Silésie 213
- Simmel, Georg, écrivain allemand 446
- Simond, Paul-Louis, médecin français 304
- Singapour 185-8, 1174-5, 1321-4, 1450, 1492
- Sitong, Tan, réformiste chinois 350, 613, 1010, 1128, 1294
- Smirke, Robert, architecte anglais 453

- Smith, Adam, philosophe et économiste écossais 136, 968 Smith, Sir Francis Pattit, savant
- Smith, Sir Francis Pettit, savant anglais 50
- Snow, John, médecin anglais 303
- Soane, Sir John, architecte anglais 453
- Sobhuza I, chef des Ngounis 1361 Société scientifique ottomane 1187, 1465
- Société zoologique (Londres) 428
- Soloviev, Sergeï, historien russe 342
- Soloviev Vladimir S., philosophe russe 315, 324, 863
- Solvay, Ernest, chimiste et industriel belge 409
- Sombart, Werner, économiste allemand 206
- Sōseki, Natsume, écrivain japonais 629
- Sothos Tswanas, peuple 1356, 1361 Soudan 177, 1275-6, 1321-4, 1451, 1464, 1471, 1475, 1485
- Southey, Robert, poète anglais 498, 1023
- Speke, John Hanning, explorateur anglais 166, 1333, 1464
- Spencer, Herbert, philosophe anglais 171, 327, 330, 333, 1440
- Spephanou, Stephanos, compositeur grec 537
- Speranski, Mikhaïl, homme d'État russe 845
- Spitzweg, Carl, peintre allemand 462 Sprague, Frank, inventeur américain 794
- Staël, Mme de, femme de lettres française 439, 499
- Stanley, Henry Morton, explorateur et journaliste anglais 166-7, 1472

- Starling, Ernest H., physiologiste anglais 293
- Starow, I. E., architecte russe 454 Statue de la Liberté (New York) 458, 1478
- Stendhal, écrivain français 501 Stephenson, George, ingénieur anglais 126
- Stevens, Frederick, politicien américain 605
- Stirling, James, architecte anglais 1392
- Stirner, Max, philosophe allemand 443
- Strauss, Johann, compositeur autrichien 822
- Strauss, Richard, compositeur allemand 487
- Struve, Wilhem von, astronome allemand 404
- Suède 72, 1449, 1489
- Suez, canal de 125, 155, 582, 784, 1190-2, 1200, 1463, 1465, 1469, 1473
- Sullivan, Louis, architecte américain 473
- Sun Yat-Sen, homme politique chinois 300-1, 1123, 1131, 1134-6, 1482, 1488, 1492
- Swahili, langue 166
- Swan, Joseph, physicien et chimiste anglais 225
- Sybel, Heinrich von, historien allemand 340
- Sydney 1390-3
- Symons, Arthur, poète anglais 532, 543
- Syrie 579, 590-1, 1194-8, 1447, 1455, 1457, 1465

Széchenyi, Istvàn, écrivain et politicien hongrois 815

Т

Tagore, Devendranath, philosophe indien 352

Tagore, Rabindranath, écrivain 612, 1464, 1492

al-Tahtawi, Rafi' Rifa'a, réformiste égyptien 581, 693

Taine, Hippolyte Adolphe, historien français 330, 439

Tait, Peter Guthrie, mathématicien et physicien écossais 255

Taïwan 193-8, 1482

Tamburini, Francesco, architecte italien 564

Tanganyika, lac 166, 681 Taoïsme 699-700

Tasman, Abel, explorateur hollandais 1386

Tasmanie 1392, 1447, 1453, 1457, 1461

Taylor, Frederick Winslow, ingénieur américain 227, 939, 1484

Tchad 642, 1249-51, 1446, 1450, 1474, 1480, 1488

Tchaïkovski, Piotr Illyich, compositeur russe 855

Tchekhov, Anton Pavlovich, écrivain russe 856, 860

Tenon, Jacques-René, chirurgien français 289

Tewodros II, empereur éthiopien 1325

Thaïlande (Siam) 609, 614, 1171-2 Thomas-Mehl, laitier 219

Thomas, Sidney Gilchrist, inventeur anglais 40, 219

Thorvaldsen, Bertel, sculpteur danois 457

Thulare, roi de l'empire Pedi, 1362 Tibet 700

Tieck, Ludwig, poète et écrivain allemand 495

Tilak, Bala Gangadhara, astronome indien 353

Tip, Tippo, explorateur africain 1308 Toesca y Richi, Joaquín, architecte italien 564

Tokugawa, dynastie japonaise 189 Tolstoï, Léon, écrivain russe 511, 855, 858, 861, 1467, 1469

Tombouctou 164, 1271

Tōson, Shimazaki, écrivain japonais 627

Toulouse-Lautrec, Henri de, peintre français 478

Toure, Samori, souverain africain 153, 177, 1244-5, 1464, 1478, 1480

Tovar y Tovar, Martín, peintre sudaméricain 567

Transvaal 161-2, 178, 1456, 1458, 1460, 1474, 1478, 1482, 1490

Trevithick, Richard, inventeur anglais 209

Tripolitaine 1220-1

Tsiolkovski, Konstantin

Eduardovich, inventeur russe 859

Tunisie 156, 578-9, 586-7, 1209-10, 1215-20, 1457, 1461, 1463, 1465, 1469, 1473, 1475, 1477

Turina, Joaquin, compositeur espagnol 489

Turkestan 1066, 1068-9

Turner, Frederick, historien américain 343

Turner, Joseph Mallord William, peintre anglais 461

Turquie 884-5, 889, 892, 1457,1465, 1467, 1479, 1493

Twain, Mark, écrivain américain 513, 1476

U

Uruguay 564, 1448, 1458, 1466

V

Valéry, Paul, poète et philosophe français 537

Valle-Inclàn, Ramòn del, écrivain espagnol 534, 543

Van Gogh, Vincent, peintre hollandais 480

Van Klenze, Leo, peintre allemand 453

Varnhagen, Francisco Adolfo de, diplomate brésilien 1024

Varona, Enrique José, philosophe et pédagogue cubain 561

Velasco, José María, politicien équatorien 568

Venezuela 567, 1448, 1450, 1452, 1462, 1466

Verdi, Giuseppe, compositeur italien 471

Verga, Giovanni, écrivain italien 516

Verhaeren, Emile, poète belge 532 Verlaine, Paul, poète français 528, 541

Victoria, Guadalupe, président du Mexique 989

Victoria, lac 166

Vienne 817-825

Viet Nam 187, 600, 615, 1169-73, 1464, 1466, 1476, 1490

Vignon, Barthélemy, architecte français 453

Virchow, Rudolf, médecin et politicien allemand 291-3

Vivekananda (Narendra Nath Datta), philosophe indien 356, 697

Volta, Alessandro, physicien italien 262

Vörösmarty, Mihaly, poète hongrois 818

W

Wackenroder, Wilhelm Heinrich, juriste allemand 495

Wagner, Richard, compositeur allemand 471-2

Wahhabisme 579, 599, 692-3

Wakefield, Edward Gibbon, homme d'État anglais 1394

Wallace, Alfred Russell, explorateur, géographe et anthropologue anglais 280, 780

Wallonie 214

Wang Ch'ing-jen, médecin et auteur chinois 300

Wang Kaiyun, poète chinois 613 Wang Tao, écrivain et politicien chinois 612, 1120, 1123

Warren, John Collins, chirurgien américain 296, 1458

Washington, Booker Taliaferro, écrivain américain 944

Waterloo, bataille de, 658, 749, 1451

Watt, James, ingénieur et inventeur britannique 207-9

Weber, Carl Maria von, compositeur allemand 468

Weber, Max, sociologue allemand 366-7

Wilde, Oscar, écrivain irlandais 543 Wilkinson, John, ingénieur et industriel anglais 473

Windelband, Wilhelm, philosophe allemand 347, 365 Wood, frères, siderurgistes 212

Wordsworth, William, poète anglais 446, 497

Wright, Frank Lloyd, architecte américain 473

Wright, frères (Orville et Wilbur) 796, 1486

Wright, sir Almroth Edward, médecin anglais 296

Wu Lien-teh, médecin chinois 301

X

Xhosas, peuple 158-60

Y

Yan Fu, écrivain chinois 1125-6, 1130-1, 1136 al-Yaziji, Nasif, écrivain libanais 590 Yeats, William B., poète irlandais 532 Yersin, Alexandre, savant francosuisse 295, 304

Yi Ik Seongho, philosophe coréen 1159

Yohannes IV, empereur éthiopien 1326

Ζ

Zanzibar, archipel 150, 1304-5, 1454, 1456, 1460, 1470, 1478, 1480

Zaydan, Djurdji, écrivain libanais 592

Zeng Guofan, général chinois 1114-1115, 1117, 1122

Zhang Zhidong, politicien chinois 1122, 1127, 1132-5

Zola, Emile, écrivain français 514, 1477, 1485

Zoulous 160, 162, 1354, 1360, 1364, 1366, 1444, 1448, 1454, 1456, 1474, 1482, 1488



L'Organisation internationale de la Francophonie

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle compte à ce jour cinquante-cinq États et gouvernements membres et treize observateurs. Présente sur les cinq continents, elle représente près du tiers des États membres de l'Organisation des Nations unies.

L'OIF apporte à ses États membres un appui dans l'élaboration ou la consolidation de leurs politiques et mène des actions de coopération multilatérale, conformément aux grandes missions tracées par le Sommet de la Francophonie : promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique; promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme; appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche; développer la coopération au service du développement durable et de la solidarité.

55 États et gouvernements membres :

Albanie, Principauté d'Andorre, Royaume de Belgique, Bénin, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Canada-Nouveau-Brunswick, Canada-Québec, Cap-Vert, République centrafricaine, Chypre, Communauté française de Belgique, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Égypte, Ex-République yougoslave de Macédoine, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Laos, Liban, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Moldavie, Principauté de Monaco, Niger, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Vanuatu, Vietnam.

13 observateurs:

Arménie, Autriche, Croatie, Géorgie, Hongrie, Lituanie, Mozambique, Pologne, République tchèque, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Ukraine.



Illustration 1 Immigrants italiens à leur arrivée en Amérique du Nord vers 1900 (DeA Picture Library).



Illustration 2 Affiche publicitaire de Peugeot, fabricant d'automobiles dès 1892 (DeA Picture Library).



Illustration 3 Machine à écrire n° 2 fabriquée en 1878 par Remington (États-Unis) (DeA Picture Library).



Illustration 4 Affiche publicitaire pour les appareils de photographie Kodak (États-Unis), représentant la célèbre « pin-up Kodak » créée en 1893 (© Bettmann/Corbis/Cover).

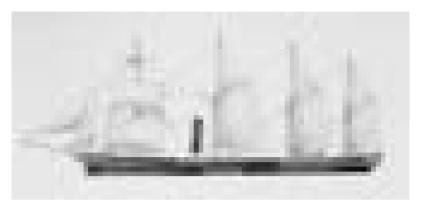


Illustration 5 Le Sirius, le premier navire à vapeur anglais qui traversa l'Atlantique sans escale (1838) (DeA Picture Library).



Illustration 6 John D. Rockefeller, homme d'affaires et philanthrope américain (1839–1937), fondateur de la Standard Oil en 1863 (© Oscar White/Corbis/Cover).



Illustration 7 L'homme d'État britannique Lionel Rothschild (1808–1879), le premier Juif à accéder au Parlement britannique (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 8 Portrait de l'ingénieur américain Robert Fulton (1765–1815), inventeur du premier bateau à vapeur (DeA Picture Library).



Illustration 9 Inauguration de la première ligne téléphonique entre New York et Chicago (dans les années 1880) par Alexander Graham Bell (Hulton Archive).



Illustration 10 Portrait de William Godwin (1756–1836), écrivain politique et sociologue britannique, peint par James Northcote en 1802 (National Portrait Gallery, Londres).



Illustration 11 Adam Smith (1723–1790), économiste politique et philosophe écossais (DeA Picture Library).



Illustration 12 William Gladstone (1809–1898), Premier ministre britannique (gravure de 1880 environ) (DeA Picture Library).



Illustration 14 L'économiste et homme politique français Jean-Baptiste Say (1767–1832), auteur de la loi de Say sur l'offre et la demande (Hulton Archive).

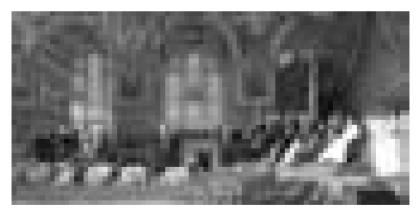


Illustration 13 Réception des ambassadeurs siamois par l'empereur Napoléon III au palais de Fontainebleau (1864), par Jean-Léon Gérôme (Musée national du château de Fontainebleau) (DeA Picture Library).



Illustration 15 L'économiste allemand Friedrich List (1789–1846), célèbre pour son plaidoyer en faveur du libre-échange (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 16 Visite du président Abraham Lincoln (1809–1865) aux soldats de l'Union pendant la guerre de Sécession en 1862 (Hulton Archive).



Illustration 17 Vue de Freetown, capitale de la Sierra Leone, fondée en1787 par des esclaves libérés (gravure de 1856) (© Corbis/Cover).



Illustration 18 Marchands d'ivoire à Zanzibar et leur important stock de défenses d'éléphant. Le commerce de l'ivoire fut florissant après l'abolition officielle du trafic des esclaves sur l'île en 1873 (© Bojan Brecelj/Corbis/Cover).

Illustration 19 Le canal de Suez en 1869, année de l'achèvement des travaux (DeA Picture Library).



Illustration 20 Portrait de Ferdinand-Marie de Lesseps (1805–1894), promoteur du canal de Suez, peint par Gabriel Lepaule (DeA Picture Library).



Illustration 21 Portrait du Premier ministre et écrivain Benjamin Disraeli (1804–1881), peint par J. E. Millais en 1881 (National Portrait Gallery, Londres) (DeA Picture Library).





Illustration 22 Portrait du héros national algérien, Abd el-Kader (1808–1883), peint par M. E. Godefroy (musée de l'Armée, Paris) (DeA Picture Library).



Illustration 23 L'Écossais Mungo Park (1771–1805), premier explorateur européen du Niger. Gravure extraite de Travels in Central-Africa – From Mungo Park to Dr Barth and Dr Vogel, 1859 (DeA Picture Library).



Illustration 24 L'explorateur français René Caillé (1799–1838), célèbre pour avoir cartographié le cours du Niger et avoir été le premier européen à revenir vivant de Tombouctou (DeA Picture Library).



Illustration 25 L'explorateur, historien et anthropologiste allemand Heinrich Barth (1821–1865), auteur de *Travels and Discoveries in North and Central Africa* (DeA Picture Library).



Illustration 26 L'explorateur, orientaliste et écrivain britannique sir Richard Francis Burton (1821–1890) (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).

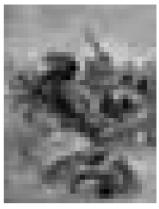


Illustration 27 La bataille d'Isandhlwana (1879) signe une victoire importante des Zoulous contre les forces coloniales britanniques qui finirent par faire plier ce peuple jadis indépendant (DeA Picture Library).

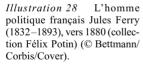






Illustration 29 La bataille d'Omdourman (2 septembre 1898), qui permit aux Britanniques de s'emparer du Soudan (DeA Picture Library).



Illustration 30 Fusiliers britanniques au combat au cours de la seconde guerre des Boers, à Honey Kloof, en 1900 (© Corbis).

Illustration 31 Rencontre du commodore américain Matthew Perry (1794–1858) avec la délégation impériale à Yokohama en 1853 (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 32 Des acheteurs étrangers visitent le centre commercial de Yokohama, estampe réalisée en 1861 par le Japonais Utagawa Sadahide (© Peter Harholdt/Corbis/Cover).

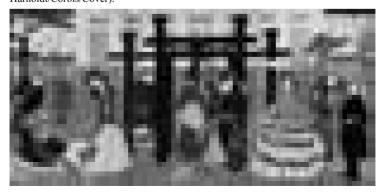




Illustration 33 Estampe illustrant la modernisation du réseau de transport survenue au Japon sous la restauration Meiji (1868) (DeA Picture Library).

Illustration 34 Circuit de train à vapeur construit en 1808 par son inventeur britannique, Richard Trevithick, dans le square londonien Euston pour présenter au public sa locomotive Catch Me Who Can (DeA Picture Library).

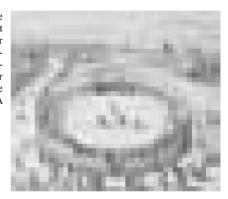




Illustration 35 Le convertisseur Bessemer, procédé révolutionnaire mis au point en 1856 par Henry Bessemer (1813–1898), transforme les techniques de production d'acier grâce à l'insufflation d'air à la fonte liquide. Gravure de 1876 (©Bettmann/Corbis).



Illustration 37 Le chimiste britannique sir William Henry Perkin (1838–1907), qui découvrit le colorant d'aniline (Hulton Archive).

Illustration 38 Le chimiste et physicien britannique Michael Faraday (1791–1867), qui inventa le moteur électrique (1821) et la dynamo (1831) en appliquant les principes de l'électromagnétisme (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).



Illustration 36 La tour Eiffel (1887–1889), à la structure en acier puddlé novatrice, choqua nombre de ses contemporains mais finit par devenir le symbole par excellence de Paris (DeA Picture Library).

Illustration 39 Une des premières ampoules électriques à incandescence (vers 1880), fabriquée par Edison and Swan United Electric Company (Hulton Archive).



Illustration 40 L'ingénieur et économiste américain Frederick W. Taylor (1856–1915), à qui l'on doit l'expression « organisation scientifique du travail » (1911), souvent qualifiée de taylorisme (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 42 Carl Friedrich Gauss (1777–1855). Mathématicien et scientifique allemand prolifique, célèbre pour ses recherches novatrices en matière de théorie des nombres, analyse, géométrie, magnétisme, astronomie et optique (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 41 Albert Einstein jeune (1879–1955). Ce physicien allemand élabora en 1915 la théorie générale de la relativité (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 43 Le chimiste suédois Jacob Berzelius (1779–1848), inventeur de la notation chimique moderne, peint par O. J. Sodermark (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 44 Le physicien allemand Max Planck (1858–1947), récipiendaire du prix Nobel de physique, photographié en 1919 (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 45 Le moine autrichien Gregor Johann Mendel (1822–1884), qui est considéré comme le « père de la génétique » (DeA Picture Library).



Illustration 46 Portrait de Louis Pasteur (1822 – 1895), chimiste et biologiste français, peint par A. Edelfelt en 1885 (musée d'Orsay, Paris) (DeA Picture Library).

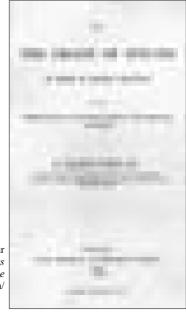


Illustration 47 Page de titre du livre majeur de Charles Darwin, On the origin of species by means of natural selection [L'Origine des espèces], publié en 1859 (© Bettmann/Corbis/Cover).

Illustration 48 Le naturaliste Charles Darwin (1809–1882), photographié par Julia Margaret Cameron en 1869, deux ans avant la publication de *The descent of man, and selection in relation to sex (La Descendance de l'homme)* (© Bettmann/Corbis/Cover).





Illustration 49 La Clinique du docteur Agnew (par Thomas Eakins, 1889) représente le Dr Hayes Agnew dirigeant une opération d'un cancer du sein à l'école de médecine de Philadelphie (Université de Pennsylvanie) (Museum of Art de Philadelphie) (© Geoffrey Clements/Corbis/Coyer).



Illustration 50 Le pathologiste, physiologiste et homme politique allemand Rudolf Virchow (au centre), assistant à une opération sur le cerveau à la Sorbonne en 1900 (© Bettmann/ Corbis/Cover).



Illustration 51 Le physicien allemand Robert Koch (1843–1910), qui a découvert le bacille de la tuberculose et qui est l'un des pères de la bactériologie (DeA Picture Library).



Illustration 52 Le physiologiste français Claude Bernard (1813–1878), photographié en 1868 (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 54 Le bactériologiste allemand Emil von Behring (1854–1917) (au centre), pionnier en immunologie, inventa les vaccins contre la diphtérie et le tétanos (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 53 Le physiologiste et prix Nobel russe Ivan Petrovitch Pavlov (1849–1936), qui a étudié les réflexes conditionnés (DeA Picture Library).

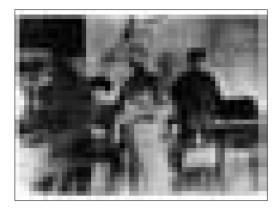


Illustration 55 Un radiologue soigne (vers 1916) un patient aux rayons X, rayons découverts par Wilhelm Conrad Röntgen en 1885 (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).



Illustration 56 William Crawford Gorgas (1854–1920), médecin de l'armée américaine, qui passe pour avoir éradiqué la fièvre jaune et la malaria de Cuba et de la région du canal de Panama (Corbis/Cover).



Illustration 57 L'infirmière britannique Florence Nightingale (1820–1910), pionnière des soins modernes, avec sa sœur Frances Parthenope (debout). Aquarelle de William White (1836), National Portrait Gallery, Londres (DeA Picture Library).



Illustration 58 L'économiste et démographe britannique Thomas Robert Malthus (1766–1834), auteur de l'Essai sur le principe de population (1798). Gravure de John Linnell, National Portrait Gallery, Londres (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 59 Le philosophe Friedrich von Schelling (1775–1854), étroitement lié au romantisme allemand (DeA Picture Library).



Illustration 60 Le philosophe allemand Arthur Schopenhauer (1788–1860), dont le point de vue pessimiste sur la vie est exprimé dans son célèbre ouvrage *Le Monde comme volonté et comme représentation* (1819) (DeA Picture Library).



Illustration 61 Portrait de l'influent philosophe allemand Friedrich Nietzsche (1844–1900) par le peintre novégien Edvard Munch (1906) (Nasjonalgalleriet, Oslo).



Illustration 62 Le philosophe français Henri Bergson (1859–1941), auteur de l'Évolution créatrice (1907) (DeA Picture Library).



Illustration 63 Le philosophe danois Sören Kierkegaard (1813–1855), dont les travaux font la transition entre la pensée hégélienne et l'existentialisme. Dessin de N. C. Kierkegaard (1839) (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 64 Le philosophe positiviste français Auguste Comte (1798–1857), considéré comme le père de la sociologie (Hulton Archive).



Illustration 66 L'intellectuel français Émile Durkheim (1858–1917), l'un des fondateurs de la sociologie moderne (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 65 Le philosophe positiviste britannique Herbert Spencer (1820–1903) (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).



Illustration 67 Le philosophe britannique Jeremy Bentham (1748–1832), fervent défenseur de l'utilitarisme et du « principe du plus grand bonheur du plus grand nombre » (© Michael Nicholson/Corbis/Cover).



Illustration 68 Robert Owen (1771–1858), industriel gallois, réformateur social et soi-disant « père du mouvement coopératif ». Portrait inachevé (1800) par Mary Ann Knight (National Galleries of Scotland, Édimbourg).



Illustration 70 L'homme politique, journaliste et avocat Lajos Kossuth (1802–1894) est l'un des plus célèbres patriotes hongrois (DeA Picture Library).



Illustration 69 Le très influent philosophe et économiste politique Karl Marx (1818–1883), né en Allemagne et auteur du *Capital*. Photographie de 1875 (DeA Picture Library).



Illustration 71 L'historien et homme politique allemand Heinrich von Sybel (1817–1895) (Hulton Archive).



Illustration 72 L'historien et philosophe politique écossais Thomas Carlyle (1795–1881). Arrangement en gris et noir n° 2: portrait de Thomas Carlyle (1872–1873) par James McNeill Whistler, Glasgow Museum and Art Gallery (DeA Picture Library).



Illustration 73 Le leader révolutionnaire sud-américain Simon Bolivar (1783–1830) à la tête de ses troupes après la bataille de Carabobo, 24 juin 1821 (Museo Bolivariano, Caracas).



Illustration 74 Ahmad Riza (1859–1930), membre du mouvement Jeunes-Turcs, un parti nationaliste réformiste qui dirigea l'Empire ottoman de 1908 à 1918. Riza s'inspirait des idées d'Auguste Comte et autres positivistes (© Rykoff Collection/Corbis/Cover).



Illustration 75 Les Troupes indiennes cipayes se partageant le butin après leur mutinerie contre les Britanniques. Gravure de 1880 illustrant la mutinerie cipaye de 1857 (© Corbis/Cover).

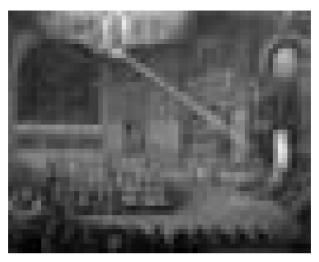


Illustration 76 Cérémonie d'ouverture du premier concile du Vatican (1869–1870) (DeA Picture Library).



Illustration 77 Le philosophe et scientifique autrichien Ernst Mach (1838–1916) (© Corbis/Cover).



Illustration 78 Le philosophe et psychologue américain William James (1842–1910), ardent défenseur du pragmatisme (© Corbis/Cover).



Illustration 79 Couronnement de Sélim III en 1789. Pendant son règne (1789–1807), ce sultan ottoman réforma en profondeur les systèmes éducatif et administratif de son pays. Musée de Topkapi, Turquie (DeA Picture Library).

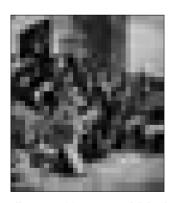


Illustration 80 La Ragged School d'Édimbourg, fondée en 1850 par le célèbre révérend Thomas Guthrie (debout) pour donner aux enfants indigents un enseignement scolaire gratuit (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).



Illustration 81 Une salle de classe mixte dans une école de Washington D. C., en 1899 (© Corbis/Cover).



Illustration 82 Le philosophe, psychologue et pédagogue américain John Dewey (1859–1952) (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 83 Thomas Arnold (1795–1842), poète, critique et maître d'école dont les réformes ont influencé le système scolaire britannique (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 84 Le chimiste français Claude Louis Berthollet (1748–1822), qui contribua à la création de la nomenclature chimique (DeA Picture Library).



Illustration 85 Portrait du naturaliste français Georges Cuvier (1769–1832) à l'âge de 29 ans par Mathieu-Ignace van Bree (1789). Museum national d'histoire naturelle, Paris (DeA Picture Library).



Illustration 86 Le naturaliste et géographe allemand Alexander von Humboldt (1769–1859), réputé pour ses expéditions scientifiques aux Amériques (DeA Picture Library).



Illustration 87 L'industriel philanthrope américain Andrew Carnegie (1835–1919), qui consacra une partie de sa fortune à la culture et à la recherche aux États-Unis (© Corbis/Cover).



Illustration 88 Le scientifique et inventeur Alfred Nobel (1833–1896), fondateur du prix Nobel (DeA Picture Library).



Illustration 89 L'astronome français Camille Flammarion (1842–1925), célèbre pour ses publications et travaux de vulgarisation sur l'astronomie (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 90 Le géologue britannique sir Charles Lyell (1797–1875), à l'origine de la théorie de l'actualisme et partisan des théories de Charles Darwin (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).



Illustration 91 Le botaniste et éducateur américain Asa Gray (1810–1888) (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 92 Le naturaliste suisse-américain Louis Agassiz (1807–1873) (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 93 L'astronome britannique sir Joseph Norman Lockyer (1836–1920), fondateur de la revue scientifique Nature en 1869 (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis).

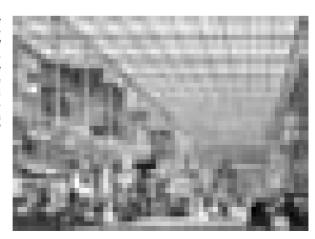


Illustration 94 L'inventeur américain Thomas Edison (1847–1931) avec son invention la plus populaire, le phonographe (1877) (extrait de *Savants illustrés, grandes découvertes*. Paris, Librairie Furne, 1898, p. 137).



Illustration 96 Affiche de Georges Paul Leroux pour le palais de l'Optique à l'Exposition universelle de 1900 à Paris (© Swim Ink 2, LLC/Corbis/Cover).

Illustration 95 Visite royale des expositions au palais de Cristal pendant l'Exposition universelle de 1851. Aquarelle de J. Nash. (The Royal Collection, © 2004 Her Majesty Queen Elizabeth II, Corbis/Cover).



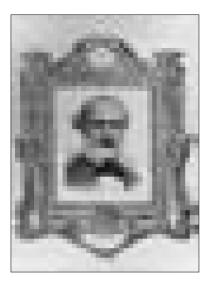


Illustration 97 L'historien et critique français Hippolyte Taine (1828–1893), fortement en faveur du positivisme (DeA Picture Library).



Illustration 99 Big Ben, le beffroi du Parlement néogothique londonien, construit en 1860 par les architectes Charles Barry et Augustus Welby Pugin (© Jeremy Horner/ Corbis/Cover).



Illustration 98 La Glyptothèque de Königsplatz à Munich, œuvre de l'architecte allemand Leo von Klenze (1748–1864) (DeA Picture Library).



Illustration 100 Le critique, poète et artiste John Ruskin (1819–1900). Aquarelle d'Herkomer, 1879 (DeA Picture Library).



Illustration 101 Psyché animée par le baiser de l'Amour (détail), par le sculpteur néoclassique italien Antonio Canova (1757–1822). Musée du Louvre, Paris (DeA Picture Library).



Illustration 102 La statue de la Liberté (1874–1886), à New York, du sculpteur français Frédéric Auguste Bartholdi (© Éd. Wargin/Corbis/Cover).



Illustration 103 La Baigneuse, dite de Valpinçon (1808), du peintre français Jean Auguste Dominique Ingres (1780–1867). Musée du Louvre, Paris (DeA Picture Library).



Illustration 104 Voyageur au-dessus d'une mer de nuages (1818), du peintre allemand Caspar David Friedrich (1774–1840). Kunsthalle, Hambourg (DeA Picture Library).

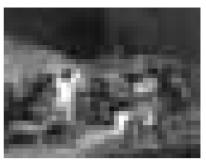


Illustration 105 Tres de Mayo ou L'Exécution des défenseurs de Madrid en 1808 (1814), par le peintre espagnol Francisco de Goya (1746–1828). Musée du Prado, Madrid (DeA Picture Library).



Illustration 106 Le Radeau de la Méduse (1819) du peintre romantique français Théodore Géricault (1791–1824). Musée du Louvre, Paris (DeA Picture Library).



Illustration 107 La Liberté guidant le peuple (1830) du peintre romantique français Eugène Delacroix (1798–1863). Musée du Louvre, Paris (© Archivo Iconografico, S.A./Corbis/Cover).



Illustration 108 L'Italie et l'Allemagne (1811), du peintre allemand Johann Friedrich Overbeck (1789–1869), l'un des peintres nazaréens de Rome. Bayerische Staatsgemaldesammlungen Munich (DeA Picture Library).



Illustration 109 Les Planteurs de pommes de terre (1861), de Jean-François Millet (1814–1875), le peintre de Barbizon qui a amplement représenté la vie paysanne (DeA Picture Library).

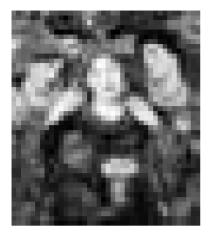


Illustration 110 L'Amata de l'artiste britannique Dante Gabriel Rossetti (1828–1882). Tate Gallery, Londres (DeA Picture Library).



Illustration 112 Ludwig van Beethoven (1770–1827), le magistral compositeur de la période de transition entre le classicisme et le romanticisme. Sacla de Milan (DeA Picture Library).



Illustration 111 Affiche pour l'opéra La Condamnation de Faust, du compositeur Hector Berlioz (1803–1869) (DeA Picture Library).



Illustration 113 Le compositeur romantique allemand Carl Maria von Weber (1786–1826) (DeA Picture Library).



Illustration 114 Affiche pour l'opéra Tosca du compositeur italien Giacomo Puccini (1858–1924) (DeA Picture Library).



Illustration 115 Deux compositeurs célèbres du XIX^e siècle : l'Autrichien Johann Strauss (à gauche) et l'Allemand Johannes Brahms (DeA Picture Library).



Illustration 116 Portrait du compositeur italien Giuseppe Verdi (1886) par Giovanni Boldini. Galleria Nazionale d'Arte Moderna, Rome (DeA Picture Library).



Illustration 117 Le compositeur allemand Richard Wagner (1813–1883) photographié par F. Hanfstaengl en 1871 (© GNU).

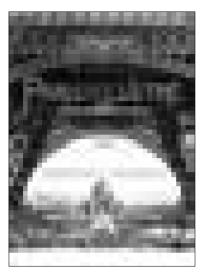


Illustration 118 La tour Eiffel en couverture de l'édition spéciale du numéro du *Paris illustré* consacré à l'Exposition universelle de 1889 (© Leonard de Selva/Corbis/Cover).



Illustration 119 Cage d'escalier de l'hôtel Tassel, construit à Bruxelles en 1893 par le plus en vue des architectes belges d'Art nouveau, Victor Horta (1861–1947) (DeA Picture Library).



Illustration 120 Détail de l'une des tours de la cathédrale de la Sagrada Familia (commencée dans les années 1880) à Barcelone, œuvre de l'architecte Antonio Gaudí (1852–1926) (© Sandro Vannini/Corbis/Cover).



Illustration 121 Détail de l'entrée d'un pavillon du parc Güell (1900–1914) à Barcelone, œuvre de l'architecte Antonio Gaudí (DeA Picture Library).



Illustration 122 Petite Danseuse de quatorze ans (1881), sculpture en bronze d'Edgar Degas (1834–1917). Musée d'Orsay, Paris (DeA Picture Library).



Illustration 123 Le Berceau (1872) du peintre impressionniste français Berthe Morisot (1841–1895). Musée d'Orsay, Paris (DeA Picture Library).

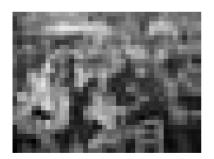


Illustration 124 Le Moulin de la Galette (1876) du peintre impressionniste français Pierre Auguste Renoir (1841–1919). Musée d'Orsay, Paris (DeA Picture Library).



Illustration 125 Divan japonais, affiche du peintre et illustrateur français Henri de Toulouse-Lautree (1864–1901) (DeA Picture Library).

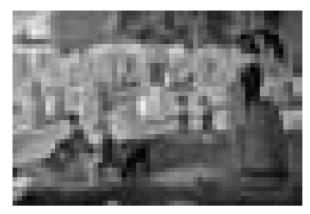


Illustration 126 Un dimanche à la Grande Jatte (1884) du peintre français Georges Seurat (1859–1891). Art Institute of Chicago (DeA Picture Library).



Illustration 127 Les Joueurs de cartes (1890–1895) du peintre français Paul Cézanne (1839–1906). Musée d'Orsay, Paris (DeA Picture Library).



Illustration 128 Autoportrait (1888) du peintre néerlandais Vincent van Gogh (1853–1890). Van Gogh Museum, Amsterdam (DeA Picture Library).



Illustration 129 L'Histoire de la prieure, du peintre anglais Edward Burne-Jones (1833–1898). Musée d'art du Delaware (DeA Picture Library).

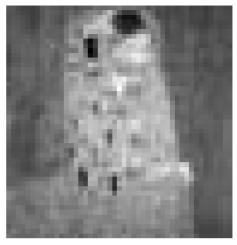


Illustration 130 Le Baiser (1907–1908) de l'artiste autrichien Gustav Klimt (1826–1911) (DeA Picture Library).



Illustration 132 Obturateur et objectif d'un des premiers daguerréotypes français (vers 1840) (© Austrian Archives/Corbis/Cover).



Illustration 131 Le Cri (1893) du plus célèbre artiste moderne norvégien, Edvard Munch (1863–1944). Nasjonalgalleriet, Oslo (© Burstein Collection/Corbis/Cover).

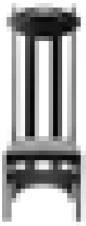


Illustration 133 Chaise « Argyle » (1898) de l'architecte écossais Charles Rennie Mackintosh (1868–1928), membre du mouvement Arts and Crafts et pionnier de l'Art nouveau en Écosse (DeA Picture Library).



Illustration 134 Lampe Art nouveau du Français Louis Majorelle (1859–1926), décorateur et créateur de meubles (DeA Picture Library).



Illustration 135 Le compositeur français Maurice Ravel (1875–1937), surtout connu pour le *Boléro*. Gravure d'Ouvré (Bibliothèque nationale de France, Paris).



Illustration 136 Portrait du compositeur espagnol Manuel de Falla (1876–1946) par Ignacio Zuloaga (DeA Picture Library).



Illustration 137 Portrait des frères Jacob (1785–1863) (à droite) et Wilhelm Grimm (1786–1859), surtout connus pour avoir réunis des contes et légendes populaires allemands, par E. Jerichau-Baumann (Nationalgalerie, Berlin) (DeA Picture Library).



Illustration 139 Portrait du poète romantique britannique lord Byron (1788–1824) en costume oriental, par Thomas Philips (1813–1835). National Portrait Gallery, Londres (DeA Picture Library).



Illustration 138 Le poète romantique, critique et philosophe britannique Samuel Taylor Coleridge (1772–1834), connu pour ses poèmes La Ballade du vieux marin (1798) et Kubla Khan (1826) (© Michael Nicholson/Corbis/Cover).



Illustration 140 Affiche annonçant la publication d'une œuvre de l'écrivain romantique François-René de Chateaubriand (1768–1848) (DeA Picture Library).



Illustration 141 Portrait de l'écrivain romantique français Victor Hugo (1802–1885) par L. Bonnat (1877). Musée national de Versailles (DeA Picture Library).



Illustration 143 Portrait (1840) de l'écrivain français Stendhal (1783–1842), auteur de *Le Rouge et le noir*, par Johan Olaf Södermark. Musée national de Versailles (DeA Picture Library).



Illustration 142 Couverture du Journal des romans illustrant une scène des Trois Mousquetaires, ouvrage du Français Alexandre Dumas (1802–1870) (DeA Picture Library).



Illustration 144 L'écrivain français George Sand (1804–1876) photographiée par Félix Nadar en 1869 (DeA Picture Library).



Illustration 145 L'écrivain italien Alessandro Manzoni (1785–1873) par Francesco Hayez en 1841. Pinacoteca di Brera, Milan (DeA Picture Library).



Illustration 146 Le poète et dramaturge allemand Heinrich Heine (1797–1856), auteur de Buch der Lieder (Le Livre des chants, 1827) (DeA Picture Library).



Illustration 147 Détail du portrait de l'écrivain français Mme de Staël (1766–1817) par François Gérard en 1817. Château de Coppet (DeA Picture Library).



Illustration 148 Portrait du poète et dramaturge autrichien Franz Grillparzer (1791–1872) par M. Daffinger. Historisches Museum der Stadt Wien, Vienne (DeA Picture Library).



Illustration 149 L'écrivain français Gustave Flaubert (1821–1880) par E. Giraud (1856). Musée du Château de Versailles (DeA Picture Library).

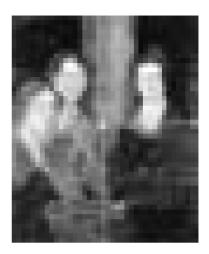


Illustration 150 Les Sœurs Brontë: (de gauche à droite) Anne, Emily (auteur des Hauts de Hurlevent) et Charlotte, par Patrick Branwell (1834) (DeA Picture Library).



Illustration 151 Le romancier russe Fedor Dostoïevski (1821–1881), auteur de romans très influents, notamment *Crime et châtiment* et *L'Idiot* (© Austrian Archives/Corbis/Cover).



Illustration 152 L'humoriste, écrivain et conférencier américain Samuel Langhorne Clemens, plus connu sous le nom de Mark Twain (1835–1910), auteur des Aventures de Huckleberry Finn (DeA Picture Library).



Illustration 153 Page de couverture de l'une des premières éditions de Bel-Ami, du Français Guy de Maupassant (1850–1893) (DeA Picture Library).



Illustration 155 L'écrivain espagnol Benito Pérez Galdos (1843–1920), fervent défenseur du réalisme (DeA Picture Library).



Illustration 154 L'écrivain italien Giovanni Verga (1840–1922), principal représentant du vérisme (DeA Picture Library).



Illustration 156 Le dramaturge norvégien Henrik Ibsen (1828–1906). Dessin d'Erik Werenskiold (DeA Picture Library).



Illustration 157 L'écrivain russe Anton Pavlovic Chekhov (1860 – 1904) faisant la lecture de l'un de ses livres (au centre) (DeA Picture Library).



Illustration 158 Les poètes français Paul Verlaine (1844–1896) (à gauche) et Arthur Rimbaud (1854–1891), son jeune amant. Détail du tableau *Un coin de table* (1872) d'Henri Fantin-Latour. Musée d'Orsay, Paris (DeA Picture Library).



Illustration 159 Le romancier français Paul Adam (1862–1920), photographie de Dornac (DeA Picture Library).



Illustration 160 Couverture d'un recueil de sonnets, Sonatines sentimentales, de l'écrivain belge Maurice Maeterlinck (1862–1949) (DeA Picture Library).



Illustration 161 Portrait du poète et dramaturge irlandais William Butler Yeats (1865–1939) par son père, John Butler Yeats (DeA Picture Library).



Illustration 162 Le poète français Paul Valéry (1871–1945), portrait réalisé en 1913 par Jacques-Émile Blanche (DeA Picture Library).



Illustration 163 Le poète français Paul Claudel (1868-1955), portrait réalisé en 1919 par Jacques-Émile Blanche (DeA Picture Library).



Illustration 165 Le poète, dramaturge et essayiste anglo-américain Thomas Stearns Eliot (1888–1965), figure marquante du modernisme (DeA Picture Library).



Illustration 164 Portrait de l'écrivain français Marcel Proust (1871–1922) par Jacques-Émile Blanche (DeA Picture Library).



Illustration 166 Affiche d'A. de Karolis pour l'opéra La Figlia di Lorio (La Fille de Jorio) d'après l'œuvre de Gabriele d'Annunzio (1863–1938) (DeA Picture Library).



Illustration 167 Le dramaturge, romancier et poète irlandais Oscar Wilde (1854–1900), photographié par N. Sarony à New York en 1882 (DeA Picture Library).



Illustration 169 L'intellectuel argentin Domingo Faustino Sarmiento (1811–1888), président d'Argentine de 1868 à 1874 (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 168 Le poète, philosophe, homme politique et philologue Andrés Bello (1781–1865) (© GNU).



Illustration 170 Gabriel García Moreno (1821–1875), homme politique équatorien conservateur, qui fut deux fois le président de son pays (1859–1865 et 1869–1875) (© Corbis/Cover).



Illustration 171 Cage d'escalier décorée de l'éclectique Palacio Postal (1907) de Mexico, œuvre de l'architecte italien Boari (© Dave G. Houser/Corbis/Cover).



Illustration 172 La gare Constitución de Buenos Aires, influencée par le style architectural du Second Empire français (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).



Illustration 173 Le Palacio de la Moneda (1784–1805) à Santiago du Chili, de sytle néoclassique, œuvre de l'architecte italien Joaquín Toesca y Richi. Aujourd'hui, l'ancien hôtel de la Monnaie abrite officiellement le gouvernement chilien (DeA Picture Library).



Illustration 174 Indigènes mexicains, illustration romantique du XIX^e siècle (DeA Picture Library).

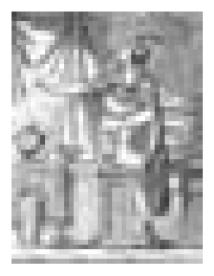


Illustration 175 Prêtre péruvien célébrant un rite indigène, gravure publiée dans l'Encyclopédie des voyages (1796) de Grasset de Saint-Sauveur (© Gianni Dagli Orti/Corbis/Cover).



Illustration 176 Le géographe et artiste italien Agostino Codazzi (1793–1859), qui supervisa la Commission géographique de Colombie (1850) dont l'atlas, abondamment illustré, cartographie le pays tout entier (DeA Picture Library).



Illustration 177 Autoportrait du Mexicain José María Velasco (1840–1912) (DeA Picture Library).



Illustration 178 Mohammed Ali (1769–1849), vice-roi d'Égypte, qui, au cours de son long règne (de 1805 à 1849), voulut moderniser l'Égypte par l'application de réformes sociales, économiques et administratives radicales (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 179 Soldats français en Algérie, en 1880. Les Français occupèrent l'Algérie dès 1830 et y restèrent jusqu'à la guerre d'indépendance algérienne, en 1962 (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).

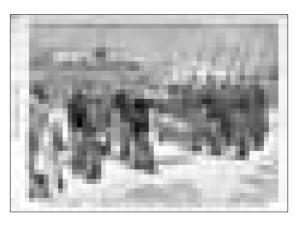


Illustration 180 La Légion étrangère à Sidi Bel Abbes, Algérie (1906) (© Leonard de Selva/Corbis/Cover).



Illustration 181 Le Pont de Galata au crépuscule avec la mosquée Yeni Validie Djami, tableau d'Hermann-David-Soloman Corrodi, l'un des nombreux peintres européens dont le style oriental influença les artistes turcs (© Christie's Images/Corbis/Cover).



Illustration 182 Le Marchand d'armes (1908) par le Turc Osman Mahdi (1842–1910), fortement influencé par l'école orientaliste européenne. Musée de la peinture et de la sculpture, Ankara (avec l'aimable autorisation du Resim ve Heykel Müzesi [Musée de la peinture et de la sculpture], Ankara).



Illustration 183 Le dirigeant perse Fath 'Ali shah (règne de 1797–1834), de la dynastie des Kadjars. Les nombreux artistes locaux dont il fut le mécène devaient glorifier son règne (© Christie's Images/Corbis/Cover).

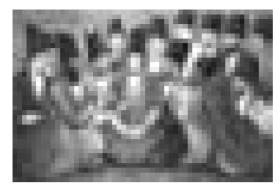


Illustration 184 Le Jeune Prince kadjar et son entourage, par le peintre iranien Abul'l Hasan Ghaffari (1860) (© Christie's Images/Corbis/ Cover).



Illustration 185 Sculpture monumentale, Le Réveil de l'Égypte (1919–1928), par Mahmud Mukhtar (1891–1934), le premier étudiant égyptien de l'École des beaux-arts parisienne. Université du Caire (avec l'aimable autorisation Dr Sobhy Al Sharouny).



Illustration 186 La Conquête de Sétif par le général Galbois (1848), tableau du peintre français Adrien Dauzats (DeA Picture Library).



Illustration 187 Entrée principale du palais Dolmabahçe (Istanbul), œuvre de l'architecte arménien Garabet Balyan dans les années 1850. Ce somptueux ensemble néoclassique, surplombant le Bosphore, a été le centre administratif de l'Empire ottoman de 1856 à 1923 (© J. Pascal Sébaébah).



Illustration 188 Affiche publicitaire pour le transport ferroviaire en Tunisie de la compagnie des chemins de fer français PLM (Paris, Lyon, Marseille), par Hugo d'Alesi (1900). La compagnie française développa le réseau ferroviaire tunisien et construisit plusieurs gares en s'inspirant du style architectural arabe (© Swim Ink 2, LLC/Corbis/Cover).

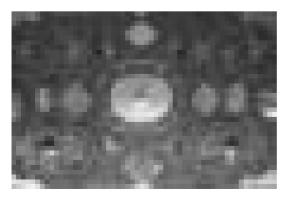
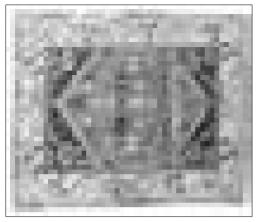


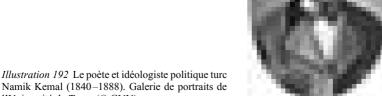
Illustration 189 Décoration d'un plafond avec peintures et mosaïques de l'époque kadjare, Chirāz, illustration de la richesse et de la diversité de la production artisanale de l'Iran au XIX^e siècle (© Arthur Thévenart/Corbis/Cover).



Tapis de Illustration 190 Demirci (Turquie occidentale), de la fin du XVIIIe siècle (DeA Picture Library).



Illustration 191 Le Cortège sur la Grande Place du Caire (tableau de Thomas Milton. 1820), montre plusieurs bâtiments médiévaux du Caire, qui furent finalement reconstruits dans le style européen malgré les tentatives, au XIXe siècle, pour préserver le riche héritage architectural de la ville (© Historical Picture Archive/Corbis/Cover).



Namik Kemal (1840-1888). Galerie de portraits de l'Université du Texas (© GNU).

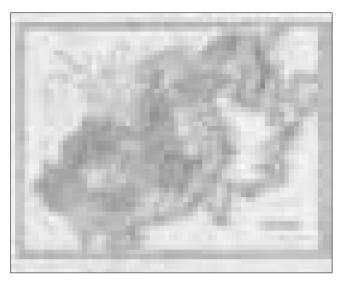


Illustration 193 Carte de la Chine en 1826 (© Michael Maslan Historic Photographs/Corbis/Cover).



Illustration 194 Le palais de Chattar Manzil (1803–1827) à Lucknow (Inde), photographié en 1880 (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis).

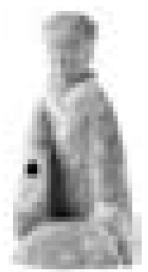


Illustration 195 Statuette en terre cuite d'une femme de la cour de l'impératrice Cixi (1861-1908), dynastie des Qing (© Stefano Bianchetti/Corbis/ Cover).

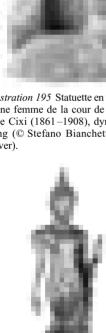


Illustration 197 Bouddha avancant. statue thaïlandaise en bois doré de la fin du XIXe siècle (@ Honeychurch Antiques, Ltd./Corbis/Cover).



Illustration 196 Éventail en papier représentant un érudit lisant sur un rocher, par le peintre chinois Ren Bonian (1840-1896) (© Metropolitan Museum of Art, New York).



Illustration 198 L'écrivain et philosophe indien Rabindranāth Tagore (1861–1941), le premier Asiatique à recevoir le prix Nobel (1913) (DeA Picture Library).



Illustration 199 « Femmes racolant les voyageurs à Goyu », estampe de la série Cinquantetrois étapes de la route du Tōkaidō, du Japonais Ando Hiroshige (© Peter Harholdt/Corbis/Cover).

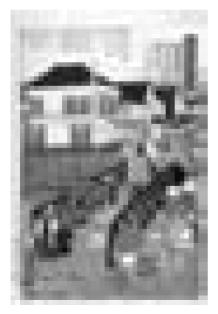


Illustration 200 « Maisons en pierre de style occidental à Tokyo », estampe de la série Lieux célèbres du Tōkaidō, par Ando Hiroshige (© Asian Art & Archaeology, Inc./ Corbis/Cover).



Illustration 201 Le palais d'Akasaka (1909) à Tōkyō, aujourd'hui demeure des hôtes de l'État, à l'architecture s'inspirant de celle du XIX^e siècle français (Jiji-gaho-sha Inc.).



Illustration 202 Reliquaire de Kota, XIX^e siècle, Afrique centrale (Corbis/Cover).



Illustration 203 Tambour des Bagas (Guinée) en bois peint, XIX^e siècle (DeA Picture Library).



Illustration 204 Photographie de 1912 du roi Njoya (1876–1933). Ce dirigeant tourné vers le progrès favorisa la modernisation de l'architecture, de l'agriculture et de la géographie de son petit pays situé dans l'actuel Cameroun. Pendant son règne (1892–1931) fut inventé le système d'écriture bamoun (© Marie-Pauline Thorbecke).

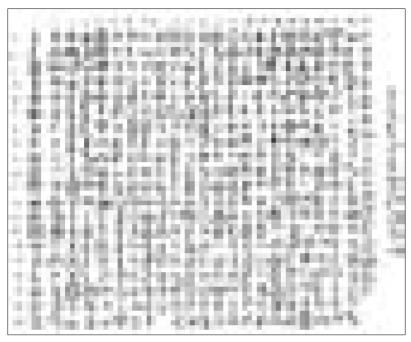


Illustration 205 Le premier alphabet bamoun, de quelque 500 signes, fut inventé en 1890 en Afrique centrale pendant le règne de Njoya (extrait de *Les Africains*, de C. A. Julien, M. Morsy, C. Coquery-Vidrovitch et Y. Person, vol. IX, Paris, éditions Jeune Afrique, 1977, p. 274).



Illustration 206 Edward Wilmot Blyden (1832–1912), champion du panafracanisme et éminent intellectuel africain du XIX^e siècle (© Corbis/Cover).



Illustration 207 Grégoire XVI, pape de 1831 à 1846, prit fermement position contre de nombreuses idées progressistes de son époque et des innovations techniques, notamment le chemin de fer (DeA Picture Library).



Illustration 209 Simonos-Petras, l'un des vingt monastères orthodoxes du mont Athos, abrite une communauté religieuse autonome fondée au X^e siècle dans le nord de la Grèce (DeA Picture Library).



Illustration 208 Groupe de prêtres orthodoxes arméniens (années 1870) (© Hulton-Deutsch Collection/Corbis/Cover).

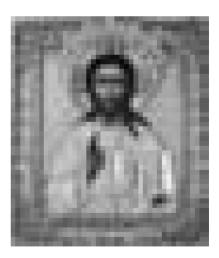


Illustration 210 Icône du Pantocrator, atelier de Pavel Ovchinnikow de la Russie tsariste, bastion de l'Église orthodoxe, 1881 (reproduit avec l'aimable autorisation du musée d'État de L'Ermitage, Saint-Pétersburg, Russie/Corbis/Cover).



Illustration 211 Gravure de Collignon (1848), représentant un prêtre catholique recevant des dévotes péruviennes, qui illustre la pérennité de l'influence de l'Église catholique en Amérique latine malgré l'installation de l'anticléricalisme et de la sécularisation au XIX° siècle (© Gianni Dagli Orti/Corbis/Cover).



Illustration 212 Rituel traditionnel: un prêtre africain de l'actuel Ghana interroge le destin. Gravure de 1811 (© Gianni Dagli Orti/Corbis/Cover).



Illustration 213 Portrait de l'explorateur et missionnaire écossais David Livingstone (1813–1873) en frontispice de Vie et explorations du Dr Livingstone (1847) (DeA Picture Library).



Illustration 214 Le journaliste et explorateur d'origine écossaise sir Henry Morton Stanley (1841–1904), célèbre pour avoir retrouvé l'explorateur David Livingstone perdu en Afrique orientale (DeA Picture Library).



Illustration 215 École de missionnaires pour filles à Lima (Pérou), vers 1890 (© Underwood & Underwood/ Corbis/Cover).



Illustration 216 Le père Damien (1840–1889), missionnaire belge catholique, et des patients lépreux devant l'église de Molokai (Hawaii) (© Corbis/Cover).



Illustration 217 Missionaires russes orthodoxes à Nirchinska, en Sibérie, 1885 (© Corbis/Cover).



Illustration 218 La reine Victoria (1819 – 1901) tricote pendant qu'on lui lit le journal (©Sean Sexton Collection/Corbis/Cover).



Illustration 220 Le leader politique et spirituel indien Mohandas Karamchand « Mahatma » Gandhi (1869–1948) jeune (© Bettmann/Corbis/Cover).



Illustration 219 Le mystique hindou Ramakrishna (1836–1886), saint homme très influent (© Corbis/Cover).

Volume VI

◊ 1789 - 1914 ◊

Ce sixième volume de la collection de l'UNESCO sur l'Histoire de l'humanité couvre le XIX^e siècle - de 1789 à 1914. Cette période voit s'enraciner de profonds changements et développements historiques dont les effets s'étendront au xxe siècle. Des transformations fondamentales interviennent dans les modes de production, dans les structures sociales et les modes de vie qui facilitent les progrès scientifiques, technologiques et médicaux et l'urbanisation des sociétés suite à la révolution industrielle. Encouragées par ce nouvel ordre économique, l'expansion du commerce international et les migrations à grande échelle entraînent des interactions grandissantes entre les peuples et les cultures, tout en accélérant un développement qui sera connu plus tard sous le nom de « mondialisation ». Cependant, le XIX^e siècle représente également une période de conquête et de domination coloniale durant laquelle les inégalités sociales entre les nations, et au sein même des nations, s'aggravent. Ces mutations et les réponses qu'elles ont suscitées sont parmi les thèmes centraux développés dans ce volume.

Histoire de l'humanité

Volume I

• De la préhistoire aux débuts de la civilisation

Volume II

• De 3000 av. J.-C. à 700 av. J.-C.

Volume III • Du VII^e siècle av. J.-C. au VII^e siècle de l'ère chrétienne

Volume IV • 600 – 1492

Volume V

1492 – 1789

Volume VI • 1789 – 1914

Volume VII • Le xxe siècle de 1914 à nos jours

www.unesco.org/publishing



Secteur de la culture



